

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.1.111

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Vincent BENOIST, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCH, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Khaled LAOUITI, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :

15/09/2025

Date de l'affichage :

23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:

en exercice : 73

présents ou représentés : 54

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Semra KILIC a donné pouvoir à Pascale GOMES, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCH, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Patrick ANNE, Gilles BATTAIL, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Nadine LANGLOIS, Aude LUQUET, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Aude ROUFFET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

OBJET : DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Le Conseil Communautaire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121.15,

Après en avoir délibéré,

DESIGNE Monsieur Dominique MARC en qualité de Secrétaire de Séance.

Adoptée à l'unanimité

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-59680-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.2.112

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Vincent BENOIST, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCH, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Khaled LAOUITI, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :

15/09/2025

Date de l'affichage :

23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:

en exercice : 73

présents ou représentés : 54

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Semra KILIC a donné pouvoir à Pascale GOMES, Marilyn RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCH, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Patrick ANNE, Gilles BATTAIL, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Nadine LANGLOIS, Aude LUQUET, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Aude ROUFFET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

OBJET : APPROBATION DES PROJETS DES COMPTES-RENDUS DES SEANCES DU 26 MAI ET 16 JUIN 2025

Le Conseil Communautaire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine,

CONSIDERANT les projets des comptes-rendus des séances du 26 mai et 16 juin 2025,

Après en avoir délibéré

APPROUVE les comptes-rendus des séances du 26 mai et 16 juin 2025.

Adoptée à l'unanimité, avec 53 voix Pour et 1 Abstention

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-57411-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.3.113

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Vincent BENOIST, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Khaled LAOUITI, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :

15/09/2025

Date de l'affichage :

23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:

en exercice : 73

présents ou représentés : 55

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Semra KILIC a donné pouvoir à Pascale GOMES, Marilyn RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Julien AGUIN, Patrick ANNE, Gilles BATTAIL, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Nadine LANGLOIS, Aude LUQUET, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Aude ROUFFET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

OBJET : COMPTE-RENDU DES DECISIONS DES BUREAUX COMMUNAUTAIRES DU 3 JUILLET ET 19 SEPTEMBRE 2025

Par délibération du 18 octobre 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, en application de l'article L.5211.10 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Bureau Communautaire pour prendre certaines décisions.

Le Bureau Communautaire du 3 juillet 2025 rend compte qu'il a :

1 – Par décision n° 2025.6.1.52 : décidé de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement, préalable obligatoire, pour permettre l'intégration dans le domaine privé de la CAMVS, de la parcelle référencée AD n°130, sise rue Claude Bernard à la Rochette, celle-ci n'étant plus affectée à l'usage du public.

2 – Par décision n° 2025.6.2.53 : décidé d'attribuer une subvention à l'Université Panthéon-Assas de 530 000€, au titre de l'année 2025.

3 – Par décision n° 2025.6.3.54 : décidé d'attribuer à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC) une subvention de 92 000 €, au titre de l'exercice 2025.

Le Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 rend compte qu'il a :

1 – Par décision n° 2025.7.1.55 : décidé d'approuver la procédure d'appel d'offres pour les fournitures administratives, papier, papier à en-tête, enveloppes à en-tête, feuilles de paie pour la CAMVS et les membres du groupement de commandes et d'autoriser le Président ou son représentant à signer l'accord-cadre avec l'entreprise LYRECO pour le lot 1 (fournitures courantes de bureau), l'entreprise OVOL pour le lot 2 (fourniture de papier), l'entreprise CHEVILLON MIMETYS pour les lots 3 et 4 (impression et fourniture d'enveloppes et papier à en-tête et feuilles de paie), ainsi que les actes complémentaires nécessaires à leur exécution.

2 – Par décision n° 2025.7.2.56 : décidé d'approuver la procédure d'appel d'offres pour le marché d'assurance « Flotte automobile et risques annexes » et d'autoriser le Président ou son représentant à signer ledit marché, ainsi que les actes complémentaires nécessaires à son exécution, avec l'entreprise SMACL.

3 – Par décision n° 2025.7.3.57 : décidé d'approuver la procédure d'appel d'offres pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du prochain incubateur, pépinière, hôtel d'entreprises (IPHE) de la CAMVS et d'autoriser le Président ou son représentant à signer ledit marché, ainsi que les actes complémentaires nécessaires à son exécution, avec le groupement SEMAPHORES / RELAIS D'ENTREPRISES / SEBAN & Associés pour un montant se décomposant comme suit :

- Tranche ferme : 49 920,00 € HT
- Tranche optionnelle 1 : 17 200,00 € HT
- Tranche optionnelle 2 : 29 120,00 € HT
- Tranche optionnelle 3a : 22 800,00 € HT
- Tranche optionnelle 3b : 38 800,00 € HT
- Tranche optionnelle 4 : 14 600,00 € HT/an soit 73 000,00 € sur 5 ans

(Tranche ferme :

- *Phase 1 : Analyse préalable, Étude de marché et définition des services, Propositions de répartition des surfaces,*
- *Phase 2 : Présentation et analyse des modes de gestion ; choix d'un mode de gestion,*
- *Phase 3 : Propositions de Business Plan et de gouvernance,*

Tranches optionnelles 1, 2, 3A et 3B :

- *Phase 4 : Assistance à la mise en place du mode de gestion retenu :*
 - *Tranche optionnelle n°1 : Assistance pour la mise en place du service en régie*
 - *Tranche optionnelle n°2 : Assistance pour la mise en place d'un marché public de prestation de service pour la*

gestion du service

- *Tranche optionnelle n°3A : Assistance pour la mise en place d'une délégation de service public pour la gestion du service « IPHE » en « in house » avec la SPL de la CAMVS*
- *Tranche optionnelle n°3B : Assistance pour la mise en place d'une délégation de service public pour la gestion du service « IPHE » avec publicité et mise en concurrence*

Tranche optionnelle 4 :

- *Phase 5 : Suivi de la mise en œuvre et de la vie du contrat.)*

4 – Par décision n° 2025.7.4.58 : décidé d'autoriser le Président, ou son représentant à signer la convention triennale 2025 – 2026– 2027 avec l'association INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE & SUD SEINE-ET-MARNE ainsi que, tous documents y afférents et de leur attribuer une subvention d'un montant de 76 400 € au titre de l'exercice 2025.

5 – Par décision n° 2025.7.5.59 : décidé d'autoriser le Président ou son représentant à signer, avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, la convention triennale ainsi que, tous les documents y afférents et d'attribuer et de leur attribuer une subvention d'un montant de 19 500 € au titre de l'exercice 2025.

6 – Par décision n° 2025.7.6.60 : décidé d'approuver le renouvellement de l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour un montant fixé à 8 137,63 € pour l'année 2025.

7 – Par décision n° 2025.7.7.61 : décidé d'approuver l'adhésion à l'association Réseau Vélo et Marche, au titre de l'année 2025, au tarif de 2 042,00 €.

8 – Par décision n° 2025.7.8.62 : décidé d'attribuer à l'association Le Sentier une subvention complémentaire d'un montant de 6 000 € pour l'année 2025 et d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention triennale 2023-2024-2025 conclue avec l'association ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

9 – Par décision n° 2025.7.9.63 : décidé d'approuver le règlement de participation à la « Rando du Val de Seine » du 28 septembre 2025.

10 – Par décision n° 2025.7.10.64 : décidé d'approuver l'organisation d'un concours lors de l'édition de la Rando du Val de Seine du 28 septembre 2025 et d'approuver le règlement correspondant.

Adoptée à l'unanimité, avec 49 voix Pour et 6 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

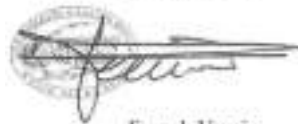
077-247700057-20250929-59684-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.4.114

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Vincent BENOIST, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Khaled LAOUITI, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :
15/09/2025

Date de l'affichage :
23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:
en exercice : 73
présents ou représentés : 56

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Semra KILIC a donné pouvoir à Pascale GOMES, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Julien AGUIN, Patrick ANNE, Gilles BATTAIL, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Nadine LANGLOIS, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Aude ROUFFET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

**OBJET : COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU PRESIDENT ET DES MARCHES A
PROCEDURE ADAPTEE**

Par délibération du 18 octobre 2023, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, en application de l'article L.5211.10 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Président pour prendre certaines décisions.

Le Président rend compte qu'il a :

Finances

1 – Par décision n° 2025-38 : décidé d'autoriser l'admission en non-valeur des créances communiquées par la Trésorerie pour un montant de 9 536.39 € (budget principal – article 6541).

2 – Par décision n° 2025-39 : décidé d'autoriser l'admission en non-valeur des créances communiquées par la Trésorerie pour un de 11 549.45 € (budget assainissement – article 6541).

3 – Par décision n° 2025-96 : décidé d'autoriser le virement de crédits du chapitre 11 (service CIS) vers le chapitre 65 (service CIS) pour un montant de 10 800 € dans le cadre de la subvention AVIMEJ (Décision modificative n° 3).

4 – Par décision n° 2025-113 : décidé d'autoriser les virements de crédits des chapitres 65 et 11 (service DET) vers les chapitres 65 (service DET) et 67 (service FIN) pour un montant de 115 000 € dans le cadre de l'annulation de la taxation d'office portant sur les taxes de séjours due par Resid France au titre des exercices 2019, 2020 et 2021 suite au jugement rendu par le Tribunal de Melun le 22 juillet 2025.

Décidé d'autoriser le virement de crédit du chapitre 87 (service HAB) vers le chapitre 68 (service HAB) pour un montant de 63 000 € dans le cadre du versement du solde Mon Plan Renov à la copropriété Paul Verlaine dans le cadre de l'opération 00068, Fonds Propres convention 3 (Décision modificative n° 4).

Régies

1 – Par décision n° 2025-101 : décidé de modifier l'article 8 de la décision n°126/2024 du 13 novembre 2024 : « Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 100 000 euros »

DMSI

1 – Par décision n° 2025-106 : décidé de modifier l'article 1 du protocole d'accord avec la ville de Melun concernant

<i>Descriptif du bien</i>	<i>Prix d'acquisition</i>	<i>Valeur résiduelle</i>
Dell Latitude 3420 (Numéro de série : D9CHHG3) - Acquisition en janvier 2022 (825,00€ HT) – fin d'amortissement au 31 décembre 2027	825,00€ HT (990,00€ TTC)	396€

Et de signer, ou son représentant, l'avenant n°1 au protocole d'accord avec la ville de Melun.

Commande publique et juridique

1 – Par décision n° 2025-90 : décidé de signer avec la SELARL SYMCHOWICZ WEISSBERG & Associés, inscrite au Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris, sis, 49, boulevard de Port-Royal – 75013 PARIS, dans le dossier de DSP Assainissement (contrat d'assistance juridique pré-contentieuse et contentieuse dans le cadre d'une délégation de service public de l'assainissement).

2 – Par décision n° 2025-115 : décidé de signer avec le Cabinet VALIANS Avocats, sis, 60 rue Saint-Lazare 75009 Paris, pour défendre les intérêts de la CAMVS dans cette affaire (demande d'une indemnité pour trouble anormal de jouissance et une indemnité pour préjudice d'anxiété du fait de vivre dans l'angoisse d'une nouvelle inondation de la rivière de l'Almont) ; dans toutes les procédures contentieuses et fixer le montant des honoraires, sur la base :

- D'un montant forfaitaire compris entre 1 600,00 et 2 400,00 € HT pour l'analyse du dossier et la rédaction d'un mémoire en défense, soit un nombre d'heures de travail compris entre 8 et 12 heures,
- D'un taux horaire de 200,00 € HT pour les prestations supplémentaires éventuelles.

CISPD

1 – Par décision n° 2025-79 : décidé d'attribuer, pour l'année 2025, les subventions aux associations suivantes :

Prévention de la délinquance (prévention secondaire) :

- ACJUSE : Association de Contrôle Judiciaire Socio-Educatif de Seine-et-Marne : 2 000,00 €
- AVIMEJ : Aides aux Victimes et Médiation Judiciaire : 7 000,00 €
- CIDFF 91 : Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles : 8 500,00 €
- PAROLES DE FEMME – LE RELAIS (2 actions) :
 - Prévention des comportements et violences sexistes et de promotion de l'égalité en direction des jeunes, de sensibilisation et de formation des professionnels(les) et des bénévoles : 8 000,00 €
 - Permanence d'accueil, d'écoute et d'orientation pour les femmes victimes de violences conjugales : 8 000,00 €

2 - Par décision n° 2025-91 : décidé d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer la convention de formation avec le CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles) pour le dispositif « Demandez Angela » (atelier de sensibilisation auprès des commerçants).

Police intercommunale :

1 – Par décision n° 2025-98 : décidé de signer, ou son représentant, la convention de partenariat entre la Police Intercommunale de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine et le Transporteur Public de Voyageurs, dénommé « Transdev » dans le cadre du réseau Mëlibus sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.

Développement économique/Aménagement du territoire

1 – Par décision n° 2025-86 : décidé de signer, ou son représentant, avec l'ÉCOLE MONTESSORI une convention de mise à disposition concernant une partie de la parcelle cadastrée section AC n°0845, située rue des trois tilleuls – 77000 Vaux-le-Pénil, pour une durée d'un (1) an renouvelable dans la limite de 12 ans, soit du 1er septembre 2025 au 31 août 2026.

2 - Par décision n° 2025-92 : décidé de signer, ou son représentant, avec l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France (EPFIF), le Protocole de cofinancement de l'étude préalable et de définition portant sur la requalification des zones d'activités économiques en entrée de ville de Pringy, et précisant, les conditions de co-financement dans les conditions décrites dans le protocole.

3 – Par décision n° 2025-107 : décidé de signer, ou son représentant, avec la Société R-ELec77, un avenant n°1 au bail dérogatoire concernant le Lot 3 – local situé 7 rue de la Plaine de la Croix Besnard – 77000 VAUX-LE-PENIL (Hôtel des Artisans), pour une durée de 24 mois, soit du 1er octobre 2025 au 30 septembre 2027.

4 – Par décision n° 2025-108 : décidé de signer, ou son représentant, avec la Société C3M, un avenant n°1 au bail dérogatoire concernant le Lot 7 – local situé 7 rue de la Plaine de la Croix Besnard – 77000 VAUX-LE-PENIL (Hôtel des Artisans), pour une durée de 24 mois, soit du 1^{er} novembre 2025 au 31 octobre 2027.

Développement durable

1 – Par décision n° 2025-109 : décidé de signer, ou son représentant, avec la commune de Saint-Fargeau-Ponthierry, la convention de mise à disposition de la salle au sein de l'Espace Les 26 Couleurs pour l'atelier public de concertation public du SCoT-AEC le 10 septembre 2025.

Mobilité

1 – Par décision n° 2025-79 : décidé d'assurer la maîtrise d'ouvrage pour le projet de PLM (Plan Local de Mobilité), d'autoriser le Président à solliciter auprès d'Île-de-France Mobilités une subvention au taux maximum, de s'engager à trouver les financements complémentaires et d'autoriser le Président, ou son représentant, à signer la convention de financement avec IDFM pour l'élaboration du PLM de Melun Val de Seine, tout document permettant l'attribution desdites subventions et leur versement, ainsi que, tout acte nécessaire à l'exécution de la présente décision.

2 - Par décision n° 2025-81 : décidé de signer, ou son représentant, la convention de financement avec le Département de Seine-et-Marne, relative à l'étude de trafic routier dans l'agglomération de Melun.

3 – Par décision n° 2025-82 : décidé de signer, ou son représentant, la convention tripartite relative à la réalisation d'aménagements d'une liaison douce sur la commune de Rubelles, sur la RD 1036 et sur les entrées de la zone d'activité Saint-Nicolas.

4 - Par décision n° 2025-93 : décidé de céder, à titre gratuit, 20 vélos, à raison de 10 unités chacune, à l'association Les Cyclonautes de Dammarie-lès-Lys et à l'association Secours Populaire Français de Melun, d'une valeur nette comptable de 2 354,13 € HT au total.

5 - Par décision n° 2025-100 : décidé de signer, ou son représentant, une convention avec la Ville de Melun pour la mise à disposition de quatre places de stationnement pour la mise en place des box de stationnement sécurisés pour les vélos aux abords de la gare pour un montant de 29 128 € TTC. La convention est consentie pour une période allant du 2 décembre 2024 au 31 décembre 2025.

6 – Par décision n° 2025-111 : décidé d'approuver le projet de création d'une voie verte Quai Voltaire – côté Seine – à Dammarie-Lès-Lys relatif à la mise en oeuvre du schéma directeur des liaisons douces et de solliciter l'aide financière de l'Etat au titre du Fonds Vert 2025 Axe 3, au taux de 25 %, soit un montant de 298 719,66 € pour un montant prévisionnel de dépenses éligibles de 1 194 878,63 € HT.

7 – Par décision n° 2025-113 : décidé de signer, ou son représentant, la convention relative à la réalisation d'une voie verte sur le foncier de la base de loisirs de Saint-Fargeau-Ponthierry localisée sur le territoire de la commune de Boissise-le-Roi et dont la commune de Saint-Fargeau-Ponthierry est à la fois le propriétaire et le gestionnaire.

Politique de l'habitat

1 – Par décision n° 2025-80 : décidé de signer, ou son représentant, l'avenant 2025 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé avec l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat).

2 – Par décision n° 2025-89 : décidé de signer, ou son représentant, la convention partenariale avec Action Logement dans le cadre de la Maison de l'Habitat Melun Val de Seine.

3 – Par décision n° 2025-104 : décidé d'attribuer une nouvelle aide complémentaire et exceptionnelle d'un montant de 1 334 € au syndicat des copropriétaires de la copropriété du 10, rue des Granges à Melun, représenté par son syndic (syndic bénévole), dans le cadre de l'OPAH-RU du Centre Ancien de Melun concernant la réalisation d'un diagnostic technique.

4 - Par décision n° 2025-105 : décidé de signer, ou son représentant, le protocole de financement « Mise en place et suivi-animation d'un observatoire de l'habitat et du foncier » l'EPFI.

Politique de la ville

1 – Par décision n° 2025-87 : décidé d'attribuer, dans le cadre du Contrat Territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) de Melun Val de Seine, pour l'année 2025, une subvention d'un montant de 13 000 € à l'association « Ressources Urbaines 77 » pour la mise en oeuvre de l'action « CTAI Melun Val de Seine -Diagnostic territorial partagé et formation des acteurs ».

2 – Par décision n° 2025-94 : décidé d'attribuer, au titre du Fonds pour l'Initiative Associative, une subvention d'un montant de 500 € à l'association « Etoile sportive canoë-kayak » pour l'organisation de stages de canoë pendant les vacances scolaires, en direction des jeunes collégiens REP et REP+ de la CAMVS.

3 – Par décision n° 2025-95 : décidé d'attribuer, au titre du Fonds pour l'Initiative Associative, une subvention d'un montant de 2 000 € à l'association « Comité des fêtes de Le-Mée-sur-Seine » pour l'organisation du salon du tatouage intitulé « Tattoo and Ride » comportant un volet santé et au bien-être.

4 – Par décision n° 2025-102 : décidé de signer, ou son représentant, les conventions avec les intervenants dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE).

5 - Par décision n° 2025-103 : décidé de signer, ou son représentant, la convention de mise à disposition de salles à la Maison des Associations Jean XXIII, avec la commune de Melun, dans le cadre des ateliers du Programme de Réussite Educative (PRE) pour l'année 2025-2026.

Culture

1 – Par décision n° 2025-99 : décidé de signer, ou son représentant, avec la commune de Melun, un contrat de mise à disposition définissant les modalités d'organisation d'une manifestation culturelle dans la salle de l'Escale à Melun le 14 avril 2026 (les Classes Orchestre).

Sport

1 – Par décision n° 2025-88 : décidé d'attribuer, en une seule fois, une subvention de 2 000 €, à l'association Team Peltrax – CSD (cyclisme), pour le compte d'un de ses athlètes, au titre de l'année 2025.

2 – Par décision n° 2025-97 : décidé de signer, ou son représentant, la convention de partenariat avec l'association Unité Mobile de premiers secours et de préciser les prestations décrites dans ladite convention qui donneront lieu au paiement de la somme de 1 000 euros TTC (Rando du Val de Seine du 28 septembre 2025).

3 – Par décision n° 2025-112 : décidé de signer, ou son représentant, les deux conventions tripartites portant sur l'utilisation de la patinoire pour la période du 08 septembre 2025 au 21 juin 2026 :

- L'une avec le Club des Sports de Glace de Dammarie-lès-Lys (patinage artistique) ;

- L'autre avec les Caribous de Seine-et-Marne (hockey-sur-glace).

Liste des marchés à procédure adaptée signés par le Président ou son représentant depuis le 5 juin 2025 :

N°	Intitulé	Titulaire	Montant HT
2022PAT02M	AMENAGEMENT DE CINQ OUVRAGES DE FRANCHISSEMENT - LIAISONS DOUCES MELUN – SAINT GERMAIN LAXIS VIA MAINCY ET LE CHATEAU DE VAUX-LE- VICOMTE Avenant n°5	GroupeMENT AURA TP / CONCERTO	41 924,00 €
2024PAT04M	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LOCAUX POUR LA VELOSTATION Avenant n°1 au lot n°2	INSTALLATION ARMOIRES SERVICES (IAS)	3 266,32 €
25COM01	IMPRESSION DE DOCUMENTS ET DE SUPPORTS DIVERS DE COMMUNICATION Lot n°1 : impression de documents divers Lot n°2 : impression d'affiches grands formats, et de supports divers de signalétique événementielle	Lot n°1 : MELUN IMPRESSIONS Lot n°2 : DUPLIGRAFIC	Lot n°1 : Sans montant minimum annuel et montant maximum annuel de 60 000 € Lot n°2 : Sans montant minimum annuel et montant maximum annuel de 20 000 €
25DAT02	SUIVI-ANIMATION D'UN OBSERVATOIRE DE L'HABITAT ET DU FONCIER	GroupeMENT HABITAT & STRATEGIE / LUP	89 825,00 €
25PAT02	MAITRISE D'OEUVRE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE CREATION D'UN POSTE DE POLICE INTERCOMMUNALE	GroupeMENT JEK ARCHITECTURE (mandataire) / JEK INGENIERIE ET ENVIRONNEMENT	73 832,00 €

Adoptée à l'unanimité, avec 49 voix Pour et 7 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-59686-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,



Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.5.115

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Vincent BENOIST, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCH, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Khaled LAOUITI, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :

15/09/2025

Date de l'affichage :

23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:

en exercice : 73
présents ou représentés : 57

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Semra KILIC a donné pouvoir à Pascale GOMES, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCH, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Gilles BATTAIL, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Nadine LANGLOIS, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Aude ROUFFET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

**OBJET : ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE
RUBELLES POUR LA REFECTION DES ENROBES RUE DE BERTAGNES ET
RUE DES FAUVETTES**

Le Conseil Communautaire,

VU le Code général des Collectivités Territoriales, et, notamment, son article L.5216-5-VI,

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en vigueur (CAMVS) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2022.3.28.54 du 05 avril 2022 adoptant le Règlement d'attribution des Fonds de Concours « Mandat 2020/2026 » en investissement pour accompagner les projets sous maîtrise d'ouvrage communale ;

VU l'enveloppe mobilisable par la commune de Rubelles de 62 000 euros ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2024.1.16.16 du 5 février 2024 attribuant le Fonds de Concours pour la réfection de la toiture d'une partie du groupe scolaire Claudine Fabrici (14 544,27 €) ;

VU la sollicitation de la commune de Rubelles d'un Fonds de Concours pour contribuer à la réfection des enrobés rue des Bertagnes et rue des Fauvettes d'un montant de 47 455,73 € ;

VU le Budget prévisionnel de l'opération d'un montant de 96 364,60€ HT et le plan de financement faisant apparaître un reste à charge pour la commune d'au moins 50% ;

VU la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

CONSIDERANT que ces opérations répondent aux conditions justifiant l'attribution d'un Fonds de Concours communautaire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'attribuer un Fonds de Concours à la commune d'un montant de 47 455,73 € représentant 49,24 % du coût prévisionnel de l'opération,

INDIQUE qu'à compter de la date d'attribution du Fonds de Concours par la CAMVS, la commune doit présenter un premier ordre de service avant le 31 décembre 2025,

PRECISE que les modalités de versement du Fonds de Concours sont les suivantes :

- La commune pourra solliciter un acompte de 50% du Fonds de Concours attribué sur présentation d'un avis de somme à payer, déposé sous CHORUS PRO, d'un ordre de service signé par le Maire, ou son représentant, concernant l'opération financée, et des délibérations adoptées par la commune portant demande et attribution du Fonds de Concours,
- En fin d'opération, la commune adressera sa demande de versement sous CHORUS PRO accompagnée du plan de financement définitif, d'un état détaillé des dépenses mandatées et éligibles au Fonds de Concours, certifiées par le Comptable Public, d'une attestation de l'Ordonnateur certifiant de la fin des travaux, et des délibérations adoptées par la commune portant demande et attribution du Fonds de Concours,

RAPPELLE que la commune bénéficiaire s'engage :

- À mentionner la participation financière de la CAMVS sur les supports de communication afférent à l'opération, en particulier, sur les panneaux de chantier, et dans les supports d'information papiers et numériques municipaux (magazines, sites internet, réseaux sociaux, ...),
- À associer la CAMVS et ses élus aux actions de communication autour du projet, tels que, les inaugurations,

AUTORISE le Président, ou son représentant, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

Adoptée à l'unanimité, avec 57 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60313-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.6.116

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Vincent BENOIST, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Khaled LAOUITI, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :

15/09/2025

Date de l'affichage :

23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:

en exercice : 73

présents ou représentés : 58

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Nadine LANGLOIS, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Aude ROUFFET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

OBJET : ATTRIBUTION DE DEUX FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE VOISENON POUR LA RENOVATION DU TERRAIN DE BASKET-BALL ET L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION D'UN PANNEAU LUMINEUX D'INFORMATIONS MUNICIPALES

Le Conseil Communautaire,

VU le Code général des Collectivités Territoriales, et, notamment, son article L.5216-5-VI,

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en vigueur (CAMVS) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2022.3.28.54 du 05 avril 2022 adoptant le règlement d'attribution des fonds de concours « Mandat 2020/2026 » en investissement pour accompagner les projets sous maîtrise d'ouvrage communale ;

VU l'enveloppe mobilisable par la commune de Voisenon de 50 000 euros ;

VU la sollicitation de la commune de Voisenon d'un fonds de concours pour la rénovation du terrain de basket-ball d'un montant de 26 942,57 euros ;

VU le budget prévisionnel des opérations d'un montant de 93 885,15 € HT et le plan de financement qui fait apparaître une participation communale de 26 942,58 € HT et d'une subvention Fonds d'Équipement Rural d'un montant de 40 000,00 € et dans l'hypothèse d'une participation communautaire de 28,7 % ;

VU la sollicitation de la commune de Voisenon d'un fonds de concours pour l'acquisition d'un panneau lumineux d'informations municipales d'un montant de 6 775,00 euros ;

VU le budget prévisionnel des opérations d'un montant de 13 550,00 € HT et le plan de financement qui fait apparaître une participation communale de 6 775,00 € HT et dans l'hypothèse d'une participation communautaire de 50 % ;

VU la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

CONSIDERANT que ces opérations répondent aux conditions justifiant l'attribution d'un fonds de concours communautaire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'attribuer un fonds de concours à la commune d'un montant de 26 942,57 € représentant 28,7 % du coût prévisionnel de l'opération concernant la rénovation du terrain de basket-ball ;

DECIDE d'attribuer un fonds de concours à la commune d'un montant de 6 775,00 €, représentant 50 % du coût prévisionnel de l'opération concernant l'acquisition d'un panneau lumineux d'informations municipales ;

INDIQUE, qu'à compter de la date d'attribution du fonds de concours par la CAMVS, la commune doit présenter un premier ordre de service avant le 31 décembre 2025 ;

PRECISE que les modalités de versement du fonds de concours sont les suivantes :

- La commune pourra solliciter un acompte de 50% du fonds de concours attribué sur présentation d'un avis de somme à payer, déposé sous CHORUS PRO, d'un ordre de service signé par le Maire, ou son représentant, concernant l'opération financée ; et des délibérations adoptées par la commune portant demande et attribution du fonds de concours,
- En fin d'opération, la commune adressera sa demande de versement sous CHORUS PRO accompagnée du plan de financement définitif, d'un état détaillé des dépenses mandatées et éligibles au fonds de concours, certifiées par le Comptable Public, d'une attestation de l'ordonnateur certifiant de la fin des travaux, et des délibérations adoptées par la commune portant demande et attribution du fonds de concours,

RAPPELLE que la commune bénéficiaire s'engage :

- À mentionner la participation financière de la CAMVS sur les supports de communication afférent à l'opération, en particulier, sur les panneaux de chantier, et dans les supports d'information papiers et numériques municipaux (magazines, sites internet, réseaux sociaux, ...),
- A associer la CAMVS et ses élus aux actions de communication autour du projet tels que les inaugurations.

Adoptée à la majorité, avec 57 voix Pour et 1 voix Contre

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60382-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.7.117

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Vincent BENOIST, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCH, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Khaled LAOUITI, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :

15/09/2025

Date de l'affichage :

23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:

en exercice : 73

présents ou représentés : 58

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCH, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Nadine LANGLOIS, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Aude ROUFFET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

**OBJET : ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE BOISSISE
LA BERTRAND POUR L'AMENAGEMENT AUX ABORS DE L'ECOLE "LES
FONTAINES"**

Le Conseil Communautaire,

VU le Code général des Collectivités Territoriales, et, notamment, son article L.5216-5-VI ;

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en vigueur (CAMVS) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2022.3.28.54 du 05 avril 2022 adoptant le règlement d'attribution des fonds de concours « Mandat 2020/2026 » en investissement pour accompagner les projets sous maîtrise d'ouvrage communale ;

VU l'enveloppe mobilisable par la commune de Boissise-la-Bertrand de 50 000,00 euros ;

VU la sollicitation de la commune de Boissise-la-Bertrand d'un fonds de concours pour l'aménagement aux abords de l'Ecole « Les Fontaines » d'un montant de 50 000,00 euros ;

VU le budget prévisionnel de l'opération d'un montant de 108 668,78 € HT et le plan de financement qui fait apparaître une participation communale hors subventions de 58 668,78 € HT, dans l'hypothèse d'une participation communautaire de 46 % ;

VU la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

CONSIDERANT que cette opération répond aux conditions justifiant l'attribution d'un fonds de concours communautaire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'attribuer un fonds de concours à la commune d'un montant de 50 000,00 € représentant 46 % du coût prévisionnel de l'opération,

INDIQUE, qu'à compter de la date d'attribution du fonds de concours par la CAMVS, la commune doit présenter un premier ordre de service avant le 31 décembre 2025 ;

PRECISE que les modalités de versement du fonds de concours sont les suivantes :

- La commune pourra solliciter un acompte de 50% du fonds de concours attribué sur présentation d'un avis de somme à payer, déposé sous CHORUS PRO, d'un ordre de service signé par le Maire, ou son représentant, concernant l'opération financée ; et des délibérations adoptées par la commune portant demande et attribution du fonds de concours,
- En fin d'opération, la commune adressera sa demande de versement sous CHORUS PRO accompagnée du plan de financement définitif, d'un état détaillé des dépenses mandatées et éligibles au fonds de concours, certifiées par le Comptable Public, d'une attestation de l'ordonnateur certifiant de la fin des travaux, et des délibérations adoptées par la commune portant demande et attribution du fonds de concours,

RAPPELLE que la commune bénéficiaire s'engage :

- À mentionner la participation financière de la CAMVS sur les supports de communication afférent à l'opération, en particulier, sur les panneaux de chantier, et dans les supports d'information papiers et numériques municipaux (magazines, sites internet, réseaux sociaux, ...),
- A associer la CAMVS et ses élus aux actions de communication autour du projet tels que les inaugurations.

Adoptée à l'unanimité, avec 58 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60640-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.8.118

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :
15/09/2025

Date de l'affichage :
23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:
en exercice : 73
présents ou représentés : 62

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

OBJET : APPROBATION DU PROJET PARTENARIAL D'AMENAGEMENT RELATIF A L'AMENAGEMENT DU SITE DE PARIS-VILLAROCHE SUR LES COMMUNES DE MONTEREAU-SUR-LE-JARD ET REAU

Le Conseil Communautaire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et, notamment, son article L.5211-10 ;

VU le Code de l'Urbanisme, et, notamment, ses articles L.312-1 à L.312-10 ;

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en vigueur (CAMVS) ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2018.3.54.75 en date du 26 mars 2018 ayant approuvé un protocole d'accord relatif à l'aménagement du site Paris\Villaroche entre acteurs publics avec l'État, le Département de la Seine-et-Marne, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart et la CAMVS ;

VU ledit protocole signé le 6 avril 2018 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2018.8.26.238 en date du 10 décembre 2018 ayant approuvé un avenant n°1 au protocole d'accord permettant, notamment, de désigner la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart comme maître d'ouvrage ;

VU ledit avenant signé le 15 mars 2019 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2019.6.10.178 en date du 25 novembre 2019 ayant approuvé un avenant n°2 au protocole d'accord permettant un engagement des partenaires signataires à examiner la faisabilité d'un contrat de projet partenarial d'aménagement ;

VU ledit avenant signé le 21 février 2020 ;

VU la saisine du Bureau Communautaire en date du 19 septembre 2025 ;

VU l'avis favorable de la commission Attractivité et développement du territoire du 22 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le Projet de Territoire de l'Agglomération, AMBITION 2030, approuvé le 7 mars 2022, prévoit dans ses actions liées à l'orientation stratégique d'accroissement de l'activité économique de maîtriser du foncier, clé pour attirer de nouvelles entreprises sur le territoire ;

CONSIDÉRANT l'état d'avancement des réflexions pour la structuration de Paris\Villaroche au terme du protocole d'accord susvisé et ses avenants ;

CONSIDÉRANT que les objectifs partagés dans le protocole d'accord ont posé les bases pour définir et enclencher la phase opérationnelle du projet en retenant le cadre du « Projet Partenarial d'Aménagement » (PPA) pour réaliser l'opération ;

CONSIDÉRANT le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement pour Paris\Villaroche ci-annexé ;

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) relatif à Paris\Villaroche et ses annexes, ayant pour signataires l'État, la Région Île-de-France, le Département de Seine-et-Marne, la Communauté Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, la Commune de Réau, la Commune de Montereau-sur-le-Jard, le SYMPAV, l'EPA Sénart, la SPL Melun Val de Seine, Île-de-France-Mobilités, tel qu'annexé à la présente délibération ;

AUTORISE le Président, ou son représentant, à signer ledit contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA), ses annexes et toutes pièces s'y rattachant, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à la majorité, avec 47 voix Pour, 2 voix Contre et 13 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60470-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

Contrat de projet partenarial d'aménagement Paris\Villaroche

Relatif à l'aménagement du site de Paris\Villaroche (Département de Seine-et-Marne)
sur les communes de
Montereau-sur-le-Jard et Réau

Un projet de réindustrialisation porté par deux agglomérations dynamiques au sud de la métropole du Grand Paris

Les agglomérations de Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart et de Melun Val de Seine jouent un rôle essentiel dans le développement de l'économie, de la recherche et de l'enseignement supérieur de l'Ile-de-France.

Étant donné leur positionnement à 35 km de Paris, leur proximité à la gare TGV de Massy et Ouigo de Melun, des pôles d'Orly et de Rungis comme de celui de Paris-Saclay, desservis par un maillage autoroutier dense ainsi que par le RER D, les deux agglomérations, acteurs de poids de la région Ile-de-France et du Grand Paris qui se dessine, sont des pôles majeurs et historiques du développement métropolitain.

Elles constituent, sans conteste, une force contributive apportant leurs atouts et leurs nombreuses potentialités au sein de l'espace francilien : leur cadre de vie entre ville et campagne avec leur richesse naturelle (nombreuses forêts, cours d'eau et la Seine), leur potentiel agroécologique et nourricier, leur effervescence étudiante et universitaire, leur foisonnement culturel, leur jeunesse et leur dynamisme économique.

L'aménagement du pôle d'activités de Paris\Villaroche, objet du présent contrat, contribue particulièrement à cette dynamique. Au vu des importants enjeux métropolitains dont il fait l'objet, le développement de ce pôle d'activités nécessite un engagement fort de toutes les parties-prenantes.

L'ensemble des partenaires s'accordent ainsi **sur l'ambition de renforcer la polarité existante, en constituant une offre industrielle stratégique et majeure tant à l'échelle régionale que nationale, s'inscrivant dans le plan France 2030, le SRDEII et les filières stratégiques du Département de la Seine et Marne.** Ils partagent une vision commune de réindustrialisation prévoyant l'accueil de projets industriels ambitieux à forte valeur ajoutée.

Le développement de ce site économique d'envergure métropolitaine impose de mettre en place, en cohérence avec les axes stratégiques régionaux du futur SDRIF-E, et ceux des SCOT des deux agglomérations, en cours d'élaboration, un processus complet d'aménagement structurant et durable qui permette de répondre aux impératifs de compétitivité des entreprises existantes dont Safran Aircraft Engines, et des entreprises à venir, afin d'asseoir la position d'une offre unique en Île-de-France.

Un site industriel à inscrire dans son environnement

Déjà engagées depuis de nombreuses années dans une démarche de transition écologique et énergétique par l'adoption d'un Plan Climat Air Energie (PCAET) et d'un Contrat de Transition Écologique et Sociale (CRTES) pour Grand Paris Sud, les deux agglomérations et les parties prenantes du projet entendent, pour ce site, y déployer un schéma de développement respectueux de l'environnement et adapté aux enjeux écologiques contemporains.

En particulier, les signataires du PPA sont soucieux de mettre en œuvre sur ce pôle d'activités un modèle de développement maîtrisant la consommation du foncier, permettant de répondre pleinement aux défis écologiques, économiques, sociaux de notre société. Cette démarche découle plus largement du projet en cours d'élaboration sur Sénart qui s'inscrit dans une volonté politique de réduction de la consommation de foncier agricole et naturel.

Gages de la volonté de l'ensemble des partenaires du projet de l'inscrire dans une dynamique vertueuse et exemplaire en matière écologique, plusieurs principes fondateurs guident leur démarche :

- 1) L'intégration paysagère du projet dans les espaces agricoles environnants ;
- 2) L'intégration du projet au regard des éléments naturels environnants par l'évitement, la réduction et la compensation de l'érosion des zones sensibles et le renforcement des corridors écologiques ;
- 3) La création d'espaces verts de respiration : espaces verts qualitatifs, notamment des prairies, des alignements d'arbres, des petits jardins et parcs, etc. ;

Il s'agit ainsi d'œuvrer à l'exemplarité écologique de ce pôle d'activités par l'intégration des dimensions de sobriété foncière, de mutualisation des services, de développement durable et de compacité, d'économie circulaire et de gestion économe de l'eau.

Les partenaires s'engagent à mener un processus de concertation et de coopération dans la construction de ce projet d'envergure et à forts enjeux pour les territoires.

1. Contexte et historique

Le pôle d'activités de Paris\Villaroche est situé à environ 35 km au sud-est de Paris et à 5 km au nord de Melun, à cheval sur les communautés d'agglomération de Grand Paris Sud - Seine-Essonne-Sénart et Melun Val-de-Seine.

Paris\Villaroche est un pôle aéronautique de rang national à conforter et à développer. Par la présence du groupe SAFRAN AIRCRAFT ENGINES (SAE), motoriste aéronautique de premier rang mondial, son potentiel foncier et son aérodrome, le site de Villaroche représente un unique potentiel de développement de l'industrie en Ile-de-France ce qui constitue un enjeu économique fort pour l'État, la Région Île-de-France et pour les collectivités locales, reconnu par le SDRIF de 2013, le projet du SDRIF-E arrêté le 12 juillet 2023, et par le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022-2028.

Sur ce secteur, le groupe SAFRAN AIRCRAFT ENGINES présent depuis 1947 emploie plus de 6 500 personnes sur une emprise de 92 ha. L'industriel y a installé ses bureaux d'études, ses bancs d'essais, le hall de montage des turboréacteurs LEAP et l'après-vente de ses moteurs civils. En outre, et à proximité du site, de nombreuses PME/PMI en lien avec l'aéronautique et des entreprises en lien avec la mécanique et les matériaux composites, se sont implantées. Le pôle de Paris\Villaroche cumule déjà plus de 12 000 emplois, sans compter les emplois apportés par la ZAC du Tertre de Montereau.

En effet, la ZAC du Tertre de Montereau d'une superficie de 44 ha portée par la CAMVS et en immédiate continuité du site SAFRAN, accueille aujourd'hui COLISSIMO qui génère environ 350 emplois et très prochainement le groupe ZALANDO qui générera à son tour de l'ordre de 3 500 emplois ainsi qu'un parc promoteur SPIRIT pour environ 400 emplois.

Le pôle d'activités de Paris\Villaroche s'est construit et continue de se développer autour de l'aérodrome de Melun-Villaroche. Construit dès 1938 et longtemps placé sous l'autorité de la Direction Générale de l'Armement (DGA) dépendant du Ministère de la Défense, il est passé en janvier 1982 sous la responsabilité du Ministère des Transports. Le 1er janvier 2007, l'État a procédé au transfert de propriété et de compétences aux collectivités locales. Pour assurer la gestion, l'aménagement et le développement économique du site de la plateforme de l'aérodrome ainsi transférée par l'État, la Communauté d'agglomération de Melun Val de Seine, le SAN de Sénart (aujourd'hui intégré au sein de la Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud) et le Conseil Départemental de Seine-et-Marne ont créé le SYMPAV

(Syndicat Mixte du Pôle d'Activités de Villaroche) fin décembre 2006. Aujourd'hui, l'aérodrome occupe un périmètre d'environ 437 ha et déploie deux pistes, Nord-Sud et Est-Ouest.

Ainsi, ce site fort de ses potentialités contient des ambitions de développement industriel et d'aménagement portées par l'État et les collectivités qui sont inscrites dans le SDRIF de 2013, en cours de révision, ainsi que dans le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) de 2022, qui identifient le site de Villaroche et décrivent très clairement les potentialités de développement industriel qu'il comporte. Le SRDEII a pour objectif d'accompagner la spécialisation du territoire autour des mobilités innovantes, notamment en développant le pôle aéronautique et industriel de Villaroche

Afin de répondre à l'ambition ainsi exposée, un protocole d'accord relatif à l'aménagement du site de Paris/Villaroche entre l'État, le Département de Seine-et-Marne, les deux Communautés d'agglomération et l'EPA Sénart a été signé le 6 avril 2018. Son premier avenant a été signé le 15 mars 2019 et son second avenant le 21 février 2020. La Région Île de France et Ile-de-France Mobilité (IDFM) ont signé l'avenant n°2. Ce protocole a défini un programme d'études, la répartition des maîtrises d'ouvrage et le financement de ces dernières, afin d'élaborer une vision partagée pour l'avenir du site.

Ce protocole d'accord affichait l'ambition initiale d'accueillir au moins 50 % d'activités directement liées à l'industrie aéronautique, spatiale et défense et des services tertiaires et industriels associés.

Les différentes études conduites dans le cadre du protocole d'accord, et notamment l'étude de positionnement stratégique sous maîtrise d'ouvrage de la CCI de Seine-et-Marne ainsi que l'étude stratégique et de développement économique sous maîtrise d'ouvrage de l'EPA Sénart, conduisent à retenir un projet de développement du site de Paris/Villaroche ambitieux qui soit en cohérence avec la volonté de l'ensemble des partenaires signataires d'en faire un haut lieu francilien de l'industrie, notamment aéronautique élargi à d'autres filières industrielles à forte valeur ajoutée, le tout en résonance avec le plan France 2030, le SRDEII, les filières stratégiques du conseil départemental et des deux agglomérations concernées.

Dans ce contexte, les terrains urbanisables privés et agricoles sous conditions du SDRIF 2013 ont fait l'objet d'une pré-ZAD (Zone d'Aménagement Différé) instituée par arrêté signé par Madame la Préfète de Seine-et-Marne le 19 octobre 2018 et publié au RAA le 25 octobre 2018. Ils ont fait l'objet d'une convention foncière signée avec l'EPFIF pour 378 hectares. Ces documents sont aujourd'hui caducs.

Dans un souci partagé de sobriété foncière et de préservation des terres agricoles, les négociations menées en 2020 par le préfet de Seine et Marne avec le président de la Chambre d'Agriculture ont conduit à la réduction du périmètre de projet à 157 ha situés sur la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud appartenant à divers propriétaires, dont des agriculteurs, et 71 ha sur la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine dans l'emprise du SYMPAV, soit une réduction de **58%** par rapport au périmètre initial (hors emprises à aménager de l'aérodrome).

Enfin, du fait de sa situation très avantageuse, la présence d'industries déjà ancrées dans le secteur et son potentiel foncier unique, ce site a déjà été identifié par de grands industriels internationaux, tels que TESLA. L'expérience de la candidature, en 2019, du site pour accueillir une « gigafactory TESLA » a montré aux partenaires institutionnels la nécessité de prévoir une offre de grands fonciers à l'échelle régionale, rapidement disponibles. En outre, Choose Paris Region souligne la recherche, par de nombreux prospects, de grands tènements industriels.

Cela étant exposé, les élus territoriaux et l'État se sont accordés, en particulier lors du COPIL du 14 janvier 2022, sur le principe d'établir un Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) autour d'un projet industriel d'envergure régionale ou nationale, en réservant au moins un grand tènement foncier pour l'accueil d'une ou plusieurs entreprises à fort potentiel de développement. Ceci a abouti à la signature d'une convention d'intervention foncière pour le portage du foncier par l'EPFIF en juin 2022.

2. Objet et parties au contrat

2.1. Objectifs du contrat

Le projet partenarial d'aménagement Paris-Villaroche a pour objectif de définir une stratégie partagée et les moyens de mise en œuvre des aménagements afin de conforter l'attractivité et le développement économique du site.

S'étendant sur le territoire de deux EPCI et faisant intervenir une multiplicité d'acteurs, l'aménagement du secteur de Paris-Villaroche nécessite la conclusion d'un contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) entre les parties prenantes afin de confirmer le portage politique du projet, garantir un aménagement cohérent du secteur, permettre une coordination opérationnelle et une gouvernance partagée. Le présent contrat fixe ainsi les enjeux et les objectifs pour le site de Paris-Villaroche, il définit des principes d'aménagement, un programme d'actions et précise les engagements pris par chaque signataire.

Le contrat de PPA s'inscrit dans l'horizon temporel de l'opération d'aménagement. A ce titre, il peut faire l'objet d'avenants successifs au gré des étapes de la réalisation du projet.

Le PPA Villaroche, aujourd'hui, est un PPA dit « de préfiguration » dont l'objectif principal, selon la définition du cadrage national des projets partenariaux d'aménagement, est de réaliser les études de définition du projet d'aménagement (plan guide, stratégie foncière, études environnementales, participation du public, etc.) permettant immédiatement après, une entrée en phase opérationnelle. Ce PPA doit nécessairement comporter une clause de revoyure visant à faire le bilan des actions réalisées et à examiner l'opportunité de prévoir un avenant au PPA pour les phases ultérieures du projet.

L'objet du PPA Villaroche est donc :

- d'entériner les périmètres d'études et opérationnels du PPA ;
- de mettre en place un plan d'actions ;
- de structurer une gouvernance collégiale ;
- de partager une ambition et une stratégie de développement sur le long terme tout en fixant des actions à court et moyen termes en mettant en commun les moyens des différents acteurs publics et privés ;
- de poursuivre et d'amplifier le travail réalisé dans le cadre du protocole d'accord de 2018, notamment en termes d'études pré opérationnelles, permettant d'aboutir à un schéma d'aménagement d'ensemble et à un bilan d'aménagement associé ;
- de mobiliser les outils opérationnels et réglementaires adaptés ;
- d'inscrire le projet dans les différents dispositifs financiers existants (CPER, Territoires d'industrie, etc.)

2.2. Les signataires du contrat

Les parties signataires au contrat sont les suivantes :

- L'État, représenté par Pierre ORY, Préfet du Département de Seine-et-Marne,
- Le Conseil Régional d'Île-de-France, représenté par Madame Valérie PECRESSE, Présidente de la Région Île-de-France, ci-après dénommée Conseil Régional d'Île-de-France,
- Le Conseil Départemental de Seine-et-Marne, représenté par Monsieur Jean-François PARIGI, Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne, ci-après dénommée le Conseil Départemental,
- La Communauté d'Agglomération Melun - Val de Seine, représentée par Monsieur Franck VERNIN, Président de la Communauté d'Agglomération Melun - Val de Seine, ci-après dénommée la CAMVS,
- La Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine - Essonne - Sénart, représentée par Monsieur Michel BISSON, Président de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine - Essonne – Sénart, ci-après dénommée GPSSSES,

- La commune de Réau, représentée par Monsieur Alain AUZET
- La commune de Montereau-sur-le-Jard, représentée par Monsieur Christian HUS,
- La Société Publique Locale Melun Val de Seine Aménagement (SPL MVSA) représenté par Madame Sophie DRUGEON, Directrice générale, ci-après dénommé SPL MVSA.
- L'Établissement Public d'Aménagement de Sénart, représenté par Monsieur Ollivier GUILBAUD Directeur Général de l'EPA Sénart, ci-après dénommé EPA Sénart,
- Le Syndicat Mixte du Pôle d'Activité de Villaroche (SYMPAV), représenté par Monsieur Philippe CHARPENTIER, Président du syndicat mixte du Pôle d'Activité de Villaroche, ci-après dénommé SYMPAV,
- Île-de-France Mobilités (IDFM), représentée par Monsieur Laurent PROBST, Directeur général, ci-après dénommé IDFM.

3. Le projet

3.1. Périmètres du projet

Le PPA porte sur un large périmètre de réflexion et de cohérence, dit « périmètre d'études », et plusieurs périmètres opérationnels, dits « périmètres de projet ».

Les périmètres de projet concernent :

1. le périmètre de 207 ha aménageables ;
2. le périmètre de restructuration de la RD57 ;
3. le périmètre de restructuration du diffuseur 13 et la création de l'accès depuis la A5b vers la RD57 ;
4. la transition apaisée avec les bourgs, villages hameaux alentours ;
5. la liaison cyclable entre le bourg de Réau et le site de Villaroche ;
6. les lignes de transports en commun et la liaison avec une ou plusieurs gares du réseau transilien.

Concernant le périmètre des **207 ha aménageables**, il se décline en :

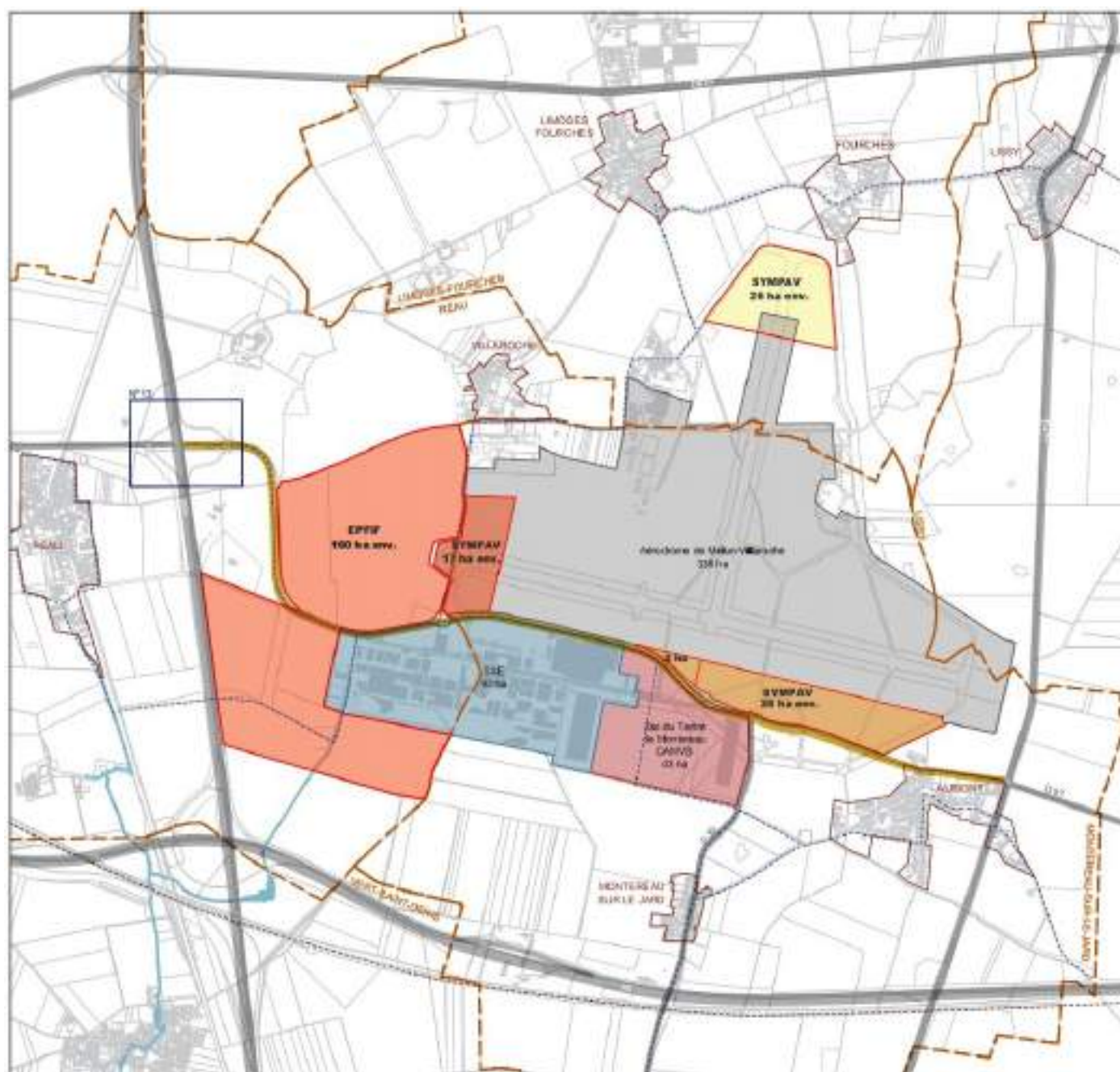
- **160 ha sur la commune de Réau et 17 ha sur la commune de Montereau-sur-le-Jard**, destinés à être aménagés par l'EPA Sénart ;
- **30 ha sur la commune de Montereau-sur-le-Jard**, destinés à être aménagés par la SPL MVSA.

** 26 ha, historiquement identifiés en secteur à aménager sur la commune de Limoges-Fourches ont été retirés du périmètre opérationnel du projet de Villaroche, à la demande de la CAMVS et du Département 77. **

Le périmètre d'étude du PPA prend en compte un large rayon autour des périmètres de projet. Il borde :

- A l'Est la D471 et le hameau d'Aubigny ;
- Au Sud par la A5 et le hameau de Montereau-sur-le-Jard ;
- A l'Ouest par la A5b et le bourg de Réau ;
- Au nord par la D619 et les bourgs et hameaux de Limoges-Fourches, Fourches, Lissy et Villaroche ;
- L'aérodrome du SYMPAV ;
- Ainsi que l'ensemble du pôle économique et aéronautique existant autour de l'aérodrome de Villaroche, des emprises du site de production et pôle de recherche de la société SAFRAN AIRCRAFT ENGINES, de la ZAC du Tertre de Montereau et des autres entreprises gravitant autour.

Périmètres du projet



3.2. Ambition générale et principaux objectifs de programmation

L'ambition partagée par les différents acteurs du projet est de faire du pôle de Paris-Villaroche un site majeur pour l'industrie, notamment aéronautique et des hautes technologies à l'échelle régionale voire nationale.

Du fait de la présence de SAFRAN, de l'aérodrome et d'autres acteurs économiques, ce site est d'ores et déjà ancré dans la filière Aéronautique, Spatial et Défense (ASD). Il est acté par les signataires du PPA que le développement de l'industrie, de la filière aéronautique et des hautes technologies soit confortée.

Cependant et au regard des enjeux de souveraineté nationale et de la réindustrialisation, ce site doit également permettre le développement de filières industrielles stratégiques. A ce titre, l'étude de stratégie de développement économique en phase d'amorçage du projet Villaroche a été réalisée par le groupement EY/Trendeo. Elle a permis d'entériner un certain nombre de conclusions partagées par l'ensemble des parties prenantes.

Parmi les principaux messages clés auxquels adhèrent les parties prenantes du projet :

1. D'ores et déjà, les acteurs du projet souhaitent proscrire l'activité logistique pure non associée à une activité industrielle ;
2. Le positionnement industriel du site de Paris Villaroche est réaffirmé, avec l'ambition d'accueillir un grand compte ;
3. Paris-Villaroche peut s'appuyer sur trois atouts différenciants : la superficie foncière totale du site, la desserte routière existante et l'écosystème d'entreprises déjà présent ;
4. Le site est identifié comme lieu « réservé à la souveraineté productive » par la Région, avec environ 100 ha consacrés à l'accueil d'un futur grand projet industriel ;
5. Le développement de Paris Villaroche ne peut reposer que sur la seule filière ASD (Aéronautique, Spatial, Défense) étant donné la faible quantité de projets qui seront générés en France et en Île-de-France d'ici 10 ans selon les prospects ;
6. Au vu des conclusions de cette étude et des prospectives réalisées sur différentes filières, Paris Villaroche doit devenir un pôle industriel diversifié, tout en capitalisant sur la filière **ASD (Aéronautique, Spatiale, Défense)** déjà présente.

Les autres filières prioritaires à développer doivent être en cohérence avec le plan France 2030, le SRDEII, les 10 filières stratégiques de la Seine-et-Marne ainsi que les stratégies des agglomérations Grand Paris Sud et Melun Val de Seine. Parmi ces filières stratégiques, ont été identifiés : **l'industrie numérique, l'agroalimentaire, la santé, les énergies et l'industrie automobile et nouvelles mobilités.**

Pour assurer un développement harmonieux, il est nécessaire de définir collectivement des orientations générales d'aménagement, une politique environnementale ambitieuse, une stratégie de maîtrise foncière planifiée, ainsi que l'organisation des réseaux structurants, qui devra être portée par les partenaires institutionnels et transcrites dans leurs documents stratégiques et d'orientations.

Cette ambition nécessite la mise en place d'un processus d'aménagement global et concerté, reposant sur 4 axes.

a) Accroître l'attractivité économique à partir de l'existant et développer l'emploi industriel et qualifié

Le projet Paris/Villaroche, en résonance avec le site SAFRAN implanté à Evry-Corbeil, doit permettre à la CAMVS et à la CA GPS SES de promouvoir le développement de leurs territoires en termes d'emplois, de croissance économique et d'image. Fortes de leurs histoires, d'un potentiel foncier rare en Île-de-France, ces deux agglomérations s'engagent par une vision commune, globale et assumée à proposer aux

porteurs de nouveaux projets industriels un lieu unique, dédié à l'implantation et au développement d'activités industrielles à fort potentiel.

L'ambition minimale est de créer 40 à 50 emplois / hectare sur 207 ha, soit à terme 8 300 à 10 350 emplois nouveaux.

b) Développer les mobilités, les services et les équipements

L'ambition est de compléter l'offre de services existante pour les entreprises et leurs salariés, ainsi que pour les habitants autour du site, par des services, aménités et équipements tels qu'un pôle de services, des espaces publics partagés, une desserte routière et une desserte en transports en commun performantes.

Il existe déjà des services dans l'aire d'étude, par exemple : une crèche et un restaurant interentreprises, le musée SAE et le centre de formation « Training Center 4.0 » au sein du SYMPAV. Cette offre de services devra être renforcée et développée.

Le projet doit également développer et renforcer les mobilités. A ce titre, sont identifiés 4 axes de travail :

- L'amélioration de la desserte en transport en commun (condition posée par le SDRIF de 2013) ;
- La mise en place d'un maillage de liaisons douces se connectant à l'existant ;
- L'amélioration de la desserte par la voirie départementale (RD 57) ;
- L'amélioration des connexions avec l'A5b avec notamment le réaménagement de son échangeur 13 sur la A5b, reconnu par l'ensemble des signataires du PPA comme étant une condition de la réussite de l'aménagement de Villaroche ;

c) Faire de Paris/Villaroche un projet exemplaire en matière de développement durable

L'aménagement du site de Paris\Villaroche intégrera des exigences environnementales fortes permettant de répondre pleinement aux défis écologiques, économiques, sociaux de notre société. Il s'agit d'œuvrer à l'exemplarité écologique de ce pôle d'activités par l'intégration de toutes les dimensions de la transition écologique.

Dans le cadre de l'objectif commun de sobriété foncière, un effort de frugalité et d'économie de foncier a été fait. L'aménagement de Paris\Villaroche ne mobilisera qu'environ 160 ha d'espaces agricoles sur les 525 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers rendus urbanisables au SDRIF de 2013.

Le SDRIF est en cours de révision. L'approbation, par décret en Conseil d'État, du SDRIF-E est prévue en 2024 et validera cet objectif.

d) Concevoir un projet respectueux de l'identité agricole du site

Ce projet s'inscrit dans une ambition particulière de prise en compte des besoins et contraintes des agriculteurs, notamment en ce qui concerne la viabilité des exploitations, les besoins de drainage, d'irrigation et d'accès aux parcelles, en assurant une démarche de médiation et d'animation des échanges entre aménageurs, élus et professionnels agricoles.

L'opportunité d'élaborer un projet dans le cadre de la compensation agricole collective à l'échelle du territoire sera saisie. Cette opportunité devra permettre des retombées économiques qui doivent, pour partie, compenser la perte de foncier agricole (Par exemple : création d'activités sous forme d'atelier de diversification, accueil du public, diversification des modes de production, etc.).

Dans cette optique, les acteurs du projet mobilisent les compétences d'un Assistant à Maître d'Ouvrage (AMO) sur les questions agricoles pour la mise en place d'une stratégie favorable au tissu agricole local.

e) Conforter les synergies entre le pôle économique Paris Villaroche et les pôles urbains et résidentiels proches

La réalisation de ce pôle économique doit s'accompagner d'une valorisation de l'offre résidentielle au sein de la zone de vie, capable d'accueillir et d'attirer ces nouveaux salariés.

De nombreux projets urbains résidentiels sont programmés dans les années à venir à proximité du pôle économique de Paris Villaroche, dans le cadre de reconversions ou revalorisations de zones urbaines existantes ou de programmes d'aménagement concerté. Ils intégreront toutes les aménités participant à cette attractivité : services de proximité, lieux de formation et d'enseignement qui devront répondre aux attentes des futurs acteurs économiques, offres culturelles et sportives... De nombreux projets participent déjà à cette dynamique aussi bien sur la CA GPS que sur la CAMVS. Cet équilibre emploi-habitat participera au confortement du pôle urbain Sud Francilien.

Les objectifs de programmation qui en ressortent sont donc, a minima, de :

- Aménager jusqu'à 207 ha selon une ou plusieurs procédures d'aménagement pour accueillir des entreprises industrielles en réservant un grand tènement de plus ou moins 100 ha, en améliorant la desserte du site en réseaux primaires et son accessibilité en réseaux viaires ;
- Atteindre un ratio de 40 à 50 emplois/hectare sur les 207 ha aménageables ;
- Compléter l'offre de services existante pour les besoins des entreprises et des salariés, ainsi que des habitants autour du site ;
- Traiter les franges agricoles et les intégrer au projet en concertation avec les exploitants et propriétaires agricoles.

3.3. L'avancement du projet

3.3.1. Les études en cours

Le programme des études du protocole d'accord relatif à l'aménagement du site de Paris/Villaroche du 6 avril 2018 prévoyait la réalisation de 5 études. Ces études ont été complétées par une étude non prévue par ledit protocole visant à définir les perspectives de développement de l'aérodrome, conduite par le SYMPAV en associant la DGAC. Dans la suite, des avenants au protocole d'accord du 6 avril 2018 ont été conclus : avenant n°1 le 15/03/2019 et avenant n°2 le 21/02/2020.

L'avenant n°2 au protocole prévoyait la réalisation de 14 études complémentaires nécessaires - en tant qu'études pré opérationnelles, d'opportunité ou de faisabilité – à la réalisation du projet de développement de Paris/Villaroche décrites ci-dessous. **Ces études n'ont pas toutes été menées à leur terme. Leur état d'avancement est précisé au paragraphe 4.1.**

Dans le cadre de ces études, différentes possibilités sont analysées, en tenant compte des enjeux locaux, des contraintes existantes et des cadres réglementaires : La nature, les fonctionnalités, l'emplacement des dispositifs d'échange entre les voiries locales et autoroutières ainsi que les aménagements complémentaires directement associés sont ainsi explorés.

Les études décrites dans le protocole d'accord et ses avenants portaient sur le périmètre défini par la pré-ZAD. Certaines études sont à reprendre ou à actualiser à la suite de la réduction du périmètre opérationnel. La liste de ces dernières est mise à jour et complétée au paragraphe 4.1, afin de mieux satisfaire aux objectifs du projet.

3.3.2. Maîtrise du foncier

Une nouvelle convention d'intervention foncière (CIF) a été signée le 2 juin 2022 entre la Ville de Réau, la CA Grand Paris Sud (garant), l'EPA Sénart (garant, une fois la ZAC créée) et l'EPFIF. Elle porte sur le secteur d'environ 160 ha situés sur la commune de Réau. L'échéance pour le rachat des fonciers est portée au 31 décembre 2030.

Les négociations menées par L'EPFIF avec les propriétaires et exploitants sont en cours. Un avenant à la convention d'intervention foncière est en cours d'élaboration afin d'augmenter l'enveloppe globale des acquisitions, avec l'accord des signataires.

Les conditions d'acquisition négociées par l'EPFIF seront soumises à l'accord préalable écrit des signataires de la CIF avant signature de contrats de vente.

L'EPFIF assurera le portage des terrains le temps de l'engagement du projet en permettant à l'aménageur de réaliser les études nécessaires. Enfin, l'EPFIF cédera les terrains à l'aménageur au fur et à mesure des besoins du projet et de sa commercialisation.

3.4. Contexte réglementaire

Ce contrat de PPA tient compte des documents de niveau régional suivants : le Schéma Directeur de la région Île-de-France (SDRIF-E) en cours de révision et la Stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France (dit SRDEII) 2022-2028. Il tient également compte des 2 SCOT en cours d'élaboration.

- **Le schéma directeur de la région Ile de France (SDRIF)**

Le schéma directeur de la région Ile de France (SDRIF) a été adopté par la délibération du conseil régional n°CR 7-13 du 18 octobre 2013 et approuvé par le décret n°2012-2141 du 27 décembre 2013.

Ce schéma fixe le cadre pour l'aménagement et le développement durable du territoire régional. Il prévoit

explicitement que « [ce] pôle aéronautique de Villaroche autour de la SNECMA a vocation à être un des moteurs économiques du territoire ». De plus, « le parc d'activités de l'aérodrome de Villaroche et ses abords concentrent des enjeux en matière de développement économique pour le territoire, orientés vers les activités aéronautiques et spatiales. Le développement de ce parc aéronautique et technologique doit permettre de renforcer les atouts économiques du territoire de Sénart-Melun et réduire son déficit d'emplois. Il devra préférentiellement proposer une urbanisation sur les terrains disponibles autour du site même de l'aérodrome. L'urbanisation du potentiel foncier situé au sud et à l'ouest de l'aérodrome est tributaire de sa desserte en transports collectifs et de la mise en œuvre d'un aménagement écologiquement durable ».

La mobilisation de ce potentiel est conditionnée à l'amélioration de la desserte du site par les transports en commun. Le site de Paris-Villaroche comprend l'aérodrome, le site de Safran et la zone d'urbanisation répartie sur les deux territoires de la CAMVS et de la CA GPSES. La « plateforme » gérée par le SYMPAV (Syndicat Mixte du Pôle d'Activités de Villaroche) est composée de l'aérodrome, du Plan d'Aménagement Economique Nord et d'une partie du site de Safran.

Le 17 novembre 2021, le Conseil régional d'Île-de-France a voté la mise en révision du SDRIF, visant à aboutir à un **SDRIF environnemental ou SDRIF-E**, conformément à l'article L. 123-13 du code de l'urbanisme et à la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets.

La délibération de prescription de la révision précise les orientations stratégiques sur lesquelles le SDRIF-E devra s'appuyer. Parmi celles-ci figurent de plus fortes exigences en matière de développement durable, mais aussi l'accompagnement à la réindustrialisation et à l'accueil de 50 000 nouveaux franciliens par an.

Après 1 an de concertation auprès de milliers de Franciliens, le nouveau Schéma directeur de la Région Île-de-France a été arrêté le 12 juillet 2023 par le Conseil régional. Cette étape marque l'adoption d'une version arrêtée du texte qui sera prochainement soumise à l'enquête publique, avant une adoption définitive en 2024.

Le projet arrêté prévoit notamment que la Région stratège doive « assurer le développement de ses grands sites industriels qui seront le cœur de son activité productive dans les années à venir à l'image de Villaroche ... ».

Au regard de l'enjeu que le site de Villaroche représente à l'échelle régionale, voire nationale, une attention particulière est portée à sa prise en compte dans le futur document de planification régionale de la part de la Région comme de l'État.

• **Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII)**

Le projet est inscrit au nouveau schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) pour la période 2022-2028, adopté le 19 mai 2022 par le Conseil Régional d'Île-de-France.

Le nouveau schéma s'articule autour de 4 grandes idées forces :

- Une région résiliente, innovante et souveraine, qui concilie haute exigence environnementale et développement économique, et qui donne aux entreprises des leviers pour réussir face à un monde plus incertain et agité,
- Une région qui attire et rayonne mondialement. Une région qui est au cœur des innovations, qui rayonne et conforte sa place majeure au sein de l'Europe et dans la compétition internationale, tout en permettant à ses actifs (salariés, entrepreneurs, ...) de vivre dans un cadre de vie amélioré ou préservé,
- Une région qui contribue à la résolution des grands défis : décarbonation de l'économie, production des biens critiques (santé, industrie, etc.) et réduction des inégalités sociales et territoriales. Une région européenne de rang mondial, qui rapproche les acteurs économiques, institutionnels et territoriaux au bénéfice de la création d'emplois, de l'innovation et de l'inclusion en Île-de-France,
- Une région fédératrice, qui simplifie et modernise l'action publique au service des entreprises et de ses

partenaires,

Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022-2028 confirme la volonté de la Région d'« accompagner la spécialisation du territoire autour des mobilités innovantes, notamment en développant le pôle aéronautique et industriel de Villaroche ».

4. Modalités opérationnelles et financières

Les dispositions détaillées dans le présent article s'attachent à définir les modalités opérationnelles et financières pour la mise en œuvre du projet global d'aménagement.

4.1. Les études préliminaires

4.1.1 – les études préliminaires de l'avenant n°2 au protocole d'accord

Dans le cadre du **protocole d'accord du 6 avril 2018** et ses deux **avenants du 15 mars 2019** et du **21 février 2020**, un programme d'études pré-opérationnelles à conduire a été identifié pour la réalisation du projet de développement de Paris\Villaroche. Leur maîtrise d'ouvrage et leur financement ont été validés par l'ensemble des partenaires.

A l'issue de ce Protocole d'Accord et de ses avenants, toutes les études n'ont pas été menées à leur terme. Le statut de ces études (« en cours », « retirée » ou « à lancer ») est précisé dans le tableau récapitulatif ci-après.

Les études en cours ou à lancer, initiées et financées dans le cadre du protocole d'accord de 2018 et de son avenant n°2, ont été remises en concertation avec l'ensemble des partenaires dans le cadre de ce PPA.

La clé de répartition des financements est jointe en annexe II.

Tableau récapitulatif des études inscrites à l'avenant n°2 du protocole d'accord et de leur état d'avancement
JUILLET 2023

	Étude (n° ligne renvoyant au protocole d'accord)	Enveloppe allouée par le protocole de 2018	Budget né- cessaire à re- prendre dans le PPA en HT (Coût déjà en- gagé)	Etat d'avancement	Calendrier prévisionnel	Observation
Maître d'ou- vrage						
<u>EPA Sénart</u>						
	Signalétiques locales (n°9)	110 000 €		Retirée du pro- gramme d'études		
	Diagnostic pyrotech- nique (n°12)	230 000 €	60 000 € (50 190,00 €)	En cours	T3 2021 – T1 2024	La phase 1 est finalisée, la phase 2 sera lancée dès ob- tention de l'ac- cord des agri- culteurs
	Sondages géotech- niques (n°11)	240 000 €	240 000 €	A Lancer	T1 2024	En attente de la finalisation des sondages pyrotechniques
	Mission d'accompa- gnement sur la mise en œuvre de la straté- gie économique du site (n° 14)	200 000 €	150 000 € (136 750,00 €)	Finalisée	Rendu T3 2023	Les conclu- sions de cette étude ont été partagées avec les partenaires
<u>Conseil Départemental 77</u>						
	Aménagement de la première partie de la fermeture RD57 (n°2)	800 000 €		Retirée du pro- gramme d'études		
	Aménagement de l'in- tersection RD57xRD471 (n°3)			Retirée du pro- gramme d'études		
	Redimensionnement de la RD57 entre RD471 et RN36 et amé- nagement de l'inter- section RD57xRN36 (n°4)		90 000 €	Retirée du pro- gramme d'études – <i>Redimensionnement de la RD57</i>		
	Réaménagement de la RD471 jusqu'à la RD619 (hors barreau d'accès ZAC Nord) (n°5)			En cours - <i>Giratoire RD57/RN36</i>	2022 - 2023	Livrable en attente
	Signalétiques direc- tionnelles (n°9a)	100 000 €		Retirée du pro- gramme d'études		
	Complément et mise à jour des études trafic (n°13)	200 000 €	20 000 €	Retirée du pro- gramme d'études		
				En cours	2022	Livrable en at- tente
<u>APRR</u>						
	Restructuration du dif- fuseur A5b/RD57 (échangeur 13) (n°1)	160 000 €	160 000 €	Finalisée	T3 2023	Livrable en at- tente

	Création d'un accès sud depuis l'A5 (n°6)	160 000 €	160 000 €	Finalisée	T3 2023	Livrable en attente
IDFM						
	Rabatement TC vers RER D + station + PSR (n°7)	60 000 €		Retirée du programme d'études		
	Desserte en bus (n°8)	70 000 €	70 000 €	Finalisée	T2 2023	Livrable en attente
Etat						
	Aide à la mise en conformité des PLU (n°10)	270 000 €	140 000 €	A répartir		
	Diagnostic faune/flore/zones humides (n°10)		50 000 € (42 573 €)	Finalisé	T3 2023	Livrable en attente
	Révision du PLU de Réau (n°10)		80 000 € (72 000 €)	En cours	T3 2024	Le PLU de Réau est en cours de révision
TOTAL		2 600 000,00 €	1 220 000 €			
Reliquat		1 380 000 €				

Le reliquat induit par le retrait d'études du programme ou par la réévaluation des enveloppes a été redistribué en concertation avec les financeurs au profit de nouvelles études inscrites à la liste d'études complémentaires à mener.

4.1.2 – les études préliminaires complémentaires identifiées dans le cadre du PPA Villaroche

Au programme d'études initialement établi dans le cadre du Protocole d'Accord et ses avenants, doit s'ajouter une liste d'études complémentaires à mener sur les diverses thématiques pré-opérationnelles.

Celles-ci sont listées au tableau ci-après ainsi que leur coût prévisionnel et leur pilotage. **La description indicative du contenu des études est jointe en annexe I. La clé de répartition des financements est jointe en annexe II.**

Certaines études citées ci-après ont été lancées par l'EPA Sénart et le CD77 en anticipation à la signature du présent PPA en accord avec les différents partenaires.

Identification					Avancement	
Axe n°	Intitulé étude	Maitrise d'ouvrage	Enveloppe (HT)	Montant déjà mobilisé (HT)	Etat	Déroulement à date et commentaires
1	Procédures					
1.1	Stratégie de concertation et de communication	EPA Sénart	140 000 €		A lancer	Concertation préalable ou autre
1.2	Diagnostic archéologie préventive	EPA Sénart	20 000 €		A lancer	Phase de diagnostic
2	Pilotage et coordination					
2.1	Assistance à la mise en place du dispositif du PPA - antérieur signature PPA	EPA Sénart	25 000 €	19 018 €	En cours	ARTELIA

2.2	Assistance au suivi du PPA - postérieur signature PPA	EPA Sénart	160 000 €		A lancer – 24 mois	ARTELIA - Assistance à la planification générale et dispositifs de coordination – 24 mois Devis estimatif de 80k€/an
2.3	Coût de pilotage EPA Sénart - antérieur signature PPA	EPA Sénart	160 000 €		En cours – 24 mois	Sur la durée du protocole d'accord et 24 mois du PPA Sur la base de 80k€/an
2.4	Coût de pilotage EPA Sénart postérieur signature PPA	EPA Sénart	160 000 €		Réalisé	Sur la base de 80k€/an
3	Études urbaines et VRD					
3.1	Diagnostic urbain et plan guide	EPA Sénart	150 000€	150 000€	Réalisée	Rendu juillet 2022
3.2	plan masse et actualisation du plan guide	EPA Sénart	350 000 €	250 906 €	En cours	Lancée 01/2023 – 24 mois
3.3	VRD - faisabilité	EPA Sénart	150 000 €		A lancer	BET VRD à missionner
3.4	VRD - avant-projet	EPA Sénart	150 000 €		A lancer	BET VRD à missionner
4	Études préalables					
4.1	Étude d'impact globale et AMO DD	EPA Sénart	120 000 €		A lancer	Evaluation environnementale globale : englobe étude acoustique, air et santé, ...
4.2	Études hydrauliques et pédologiques	EPA Sénart	200 000 €		A lancer	DLE/yc pose piézomètres
4.3	AMO expert agricole	EPA Sénart	70 000 €	38 700 €	En cours	Accompagnement aux sujets agricoles et aide à la conception des lisières agricoles,
4.4	Étude de programmation et développement économique	EPA Sénart	30 000 €		A lancer	
4.5	Etude, relevé et diagnostic des réseaux primaires	EPA Sénart	40 000 €		A lancer	Avec contribution agglomérations (CAMVS + GPS)
4.6	Relevés géomètre	EPA Sénart	80 000 €		A lancer	Relevés géomètre et réseaux agricoles
4.7	Études de sol et de pollution	EPA Sénart	60 000 €		A lancer	Etude historique Y compris AMO sols (hors sondages)
4.8	Étude des besoins énergétiques et ENR	EPA Sénart	40 000 €		A lancer	Agglomérations (CAMVS + GPS)

5 Études de circulation et mobilités						
5.1	Études mobilités à l'échelle du site : schéma des voiries, mobilités douces, circulations agricoles, stationnement etc.	EPA Sénart	100 000 €		A lancer	
5.2	Études pour l'adaptation de la RD57 au trafic induit	CD77	700 000 €		En cours	2022 – 2028
5.3	Études pour l'élargissement de la RD57 à l'approche des giratoires SA-FRAN et A5	CD77	30 000 €		En cours	2022 – 2023
TOTAL			2 931 050 €	454 674 €		

4.1.3 – Livrables

Chaque étude menée doit être accompagnée de livrables intermédiaires et finaux, constitués à *minima* d'un rapport synthétique et de l'ensemble des documents techniques y afférents.

Ces livrables seront partagés avec l'ensemble des partenaires et feront l'objet de présentations dans le cadre des comités techniques et, lorsque nécessaire, des comités d'orientation stratégiques (voir chapitre 5).

4.2. Financements et contributions financières

Outre la convention signée entre APRR, le CD 77, la CAMVS et la CA GPS SES, les partenaires financent 3 765 000,00 € d'études selon la clé de répartition globale suivante.

Le détail de la répartition est donné, étude par étude, en annexe II.

• L'État finance	1 605 500,00 € soit 42,64 % du total
• La CA GPSES finance	880 000,00 € soit 23,37 % du total
• La CAMVS finance	586 600,00 € soit 15,58 % du total
• Le département de Seine et Marne finance	440 900,00 € soit 11,71 % du total
• La Région Ile de France finance	252 000,00 € soit 6,69 % du total

Les maîtres d'ouvrages n'étant pas tenus d'assurer le paiement des dépenses sur leur propre trésorerie des études dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage, des demandes d'avance pourront être transmises aux partenaires financiers afin de pallier les décalages de trésorerie qui pourraient intervenir entre le paiement des factures aux prestataires et l'encaissement des subventions.

Compte tenu du nombre important d'études à mener et pour assurer un suivi continu, les maîtres d'ouvrages soumettront un décompte bimensuel (tous les 6 mois) des situations sur sommes payées.

Les études faites en anticipation de création de ZAC seront portées à leurs bilans.

4.3. Les concertations

Quelques 5 000 habitants vivent dans un rayon de 4 km autour de Villaroche.

A immédiate proximité ce sont environ 1 500 habitants du hameau de Villaroche (Réau), des communes de Limoges-Fourches, de Lissy et de Montereau sur-le-Jard qui sont directement concernés par le projet.

La stratégie de concertation sera déterminée au cours de l'étude 1.1. « Stratégie de concertation et de communication ».

Les modalités de concertation mises en œuvre dans le cadre du PPA et des procédures d'aménagement seront menées :

- 1 Par les porteurs du PPA pour les concertations préalables
- 2 Par les aménageurs pour l'élaboration des ZAC
- 3 Par la CAMVS et la CA GPS SES ainsi que les communes concernées pour l'adaptation des différents documents d'urbanisme (SCOT, PLU, etc.),

4.4. Les aménageurs

L'EPA Sénart interviendra en qualité d'aménageur sur environ 160 ha en OIN sur la commune de Réau ainsi que sur l'emprise de 17 ha située en bout de piste de l'aérodrome, que le SYMPAV s'est engagé à céder à l'EPA.

La société publique locale Melun Val de Seine Aménagement interviendra en qualité d'aménageur sur les 30 ha environ actuellement dans l'emprise du Sympav (cf 3.1. Périmètres du projet).

Les opérations d'aménagement se feront au travers de procédures d'aménagement à définir, portées par ces aménageurs. Ils intégreront les études nécessaires dans leurs bilans.

Une articulation et une cohérence particulière seront exigées entre les opérations d'aménagement par le biais des aménageurs, qui se coordonneront pour partager les éléments relatifs au projet.

Au-delà des opérations d'aménagement portées par les deux aménageurs EPA Sénart et SPL Melun Val de Seine Aménagement, des aménagements communs à l'échelle du périmètre d'études prendront forme.

Ainsi, les voiries départementales de desserte seront réalisées sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental de Seine et Marne.

4.5. Les procédures

Il convient de rappeler qu'un mode opératoire, quel qu'il soit, s'inscrit dans le temps de procédures particulières. L'aménagement et le développement des terrains à destination des entreprises seront réalisés prioritairement par l'intermédiaire d'une procédure de ZAC permettant de projeter les aménagements et la commercialisation des lots.

L'EPA Sénart a d'ores et déjà initié ce processus, en prenant l'initiative de création d'une ZAC correspondant au secteur de Réau du projet Paris\Villaroche, à son conseil d'administration du **23 mars 2022**.

Afin de permettre la création d'une ou plusieurs ZAC, il est nécessaire de modifier, réviser ou mettre en compatibilité les documents d'urbanisme de chacune des collectivités :

- les 2 SCOT des Communautés d'Agglomération de Melun-Val-de-Seine et de Grand-Paris-Sud Seine-Essonnes-Sénart, en cours d'élaboration.
- les 2 PLU des communes de Montereau-sur-le-Jard et de Réau, qui devront être compatibles avec le futur SDRIF-E, jusqu'à l'élaboration des SCOT, puis avec les SCOT eux-mêmes, pour permettre la réalisation des ZAC projetées. Les délais de mise à jour de ces différents documents de planification

devront être coordonnés, même si les démarches d'élaboration d'une ou plusieurs ZAC peuvent être réalisées en parallèle.

La stratégie de conduite des procédures administratives et réglementaires est à définir et devra correspondre aux outils et procédures d'aménagement qui seront *in fine* retenus.

Les études menées dans le cadre du présent contrat de PPA ont vocation à nourrir ces différentes démarches.

4.6. Les actions à mener

Le programme d'actions défini à ce stade est amené à évoluer. Il se décline en 9 actions à mener pour atteindre les objectifs du projet.

Action 1 – Poursuivre et finaliser les études déjà engagées dans le cadre du Protocole d'accord et mener à bien l'ensemble des études complémentaires nécessaires à la réflexion autour du projet Villaroche et à sa mise en œuvre

Il s'agira notamment de :

– Faire aboutir les études de circulation

Pour atteindre l'objectif fixé à l'axe 2 d'améliorer la desserte du site, les mobilités douces et la circulation au sein du site de Villaroche.

– Faire appel à l'assistance d'un AMO développement durable

Pour atteindre l'objectif fixé à l'axe 3 de développer un projet en accord avec les principes de développement durable.

– Faire appel à l'assistance d'un AMO de la filière agricole

Pour atteindre l'objectif défini par l'axe 4 consistant à créer un aménagement en accord avec la vocation agricole du site, le projet fera appel à l'assistance d'un spécialiste des questions agricoles lors des phases de concertation avec les acteurs agricoles, de la définition et de la mise en œuvre du plan d'aménagement et du programme de l'opération.

– Renforcer l'ingénierie d'accompagnement du projet

Pour mener à bien les études et les actions en coordination avec les acteurs du projet.

Action 2 – Coordonner les différents acteurs et maîtres d'ouvrage participant au projet et consolider la collaboration entre les deux aménageurs du projet Villaroche

Par le biais de la gouvernance du présent PPA précisée au chapitre 5, dont le comité d'orientation stratégique, le comité technique et les ateliers thématiques.

Action 3 – Mettre en œuvre un projet conformément aux 5 axes définis au chapitre 3.2

C'est-à-dire :

- a) Accroître l'attractivité économique à partir de l'existant et développer l'emploi industriel et qualifié
- b) Développer les mobilités, les services et les équipements
- c) Faire de Paris/Villaroche un projet exemplaire en matière de développement durable,
- d) Concevoir un projet en accord et dans le respect de l'identité agricole du site
- e) Conforter les synergies entre le pôle économique Paris Villaroche et les pôles urbains et résidentiels proches

Action 4 – Poursuivre la stratégie foncière mise en œuvre et renforcer la maîtrise du foncier

L'EPFIF mènera à bien les négociations nécessaires à l'acquisition des emprises foncières opérationnelles pour le compte des signataires de la convention d'intervention foncière.

Action 5 – Mettre en œuvre les procédures nécessaires à la réalisation de cet aménagement sur les secteurs opérationnels définis

Il s'agit notamment de :

- La révision des PLU des communes concernées ;
- La prise en compte du projet dans les schémas directeurs et d'orientations ;
- La conduite des procédures de création et de réalisation de ZAC ou de permis d'aménager par les aménageurs.

Action 6 – Établir un schéma d'aménagement unique pour tout le secteur d'aménagement

Ceci afin de mener un projet cohérent et global sur les 2 sites d'aménagement distincts, ainsi que sur les autres périmètres de projet.

Action 7 – Préparer la réalisation des opérations d'aménagement

Au-delà de la réalisation des études préalables et des procédures, le PPA a vocation à préparer l'aménagement conjoint du site et donc la réalisation des opérations d'aménagements et de travaux et leur financement.

Action 8 – Négocier et appuyer les modalités de mise en œuvre du projet et les financements qui seront nécessaires

- Inscription dans les contrats CPER, etc.
- Identification de subventions possibles et des engagements financiers des uns et les autres.

Action 9 – Mener la concertation globale sur le projet

En engageant une concertation dont les modalités seront à définir par les partenaires du projet, visant les salariés, les agriculteurs et les habitants et usagers autour du site de Villaroche.

4.7. Planning du projet global

Un planning d'ensemble, intégrant toutes les maîtrises d'ouvrage, est joint au présent PPA (cf. annexe III). Ce calendrier devra faire l'objet d'un suivi d'avancement régulier dans le cadre des dispositions de coordination partenariale décrite au chapitre 5.

Ce calendrier met en évidence :

- L'ensemble des études préalables, diagnostics ou acquisitions de données nécessaires à l'obtention d'une connaissance suffisante des caractéristiques du site et de ses opportunités de toute nature. Bien qu'elles soient majoritairement indépendantes, plusieurs de ces études nécessitent un accès aux différentes parcelles et des dispositions de sécurisation préalables ;
- Une première articulation des études et procédures administratives et réglementaires ;
- Le développement des études urbaines et techniques permettant de consolider l'opération globale *a minima* dans sa faisabilité.

5. Gouvernance du contrat

Pour veiller à l'équité du développement territorial et renforcer la cohérence du projet global mis en œuvre, la gouvernance sera assurée **par le comité d'orientation stratégique du PPA co-présidé par le préfet de Seine et Marne, le président du conseil départemental de Seine-et-Marne et les présidents des 2 agglomérations.**

Le comité d'orientation stratégique est composé :

- de M. le préfet de Seine-et-Marne, ou de son représentant ;
- de Mme la présidente de la Région Ile-de-France, ou de son représentant ;
- de M. le président du conseil départemental de Seine-et-Marne, ou de son représentant ;
- des présidents respectifs des 2 agglomérations ou leur(s) représentant(s) ;
- des maires des communes concernées ;
- de M. le directeur général de l'EPA Sénart, ou de son représentant ;
- de Mme la directrice générale de la SPL Melun Val de Seine ou de son représentant.
- de M. le directeur général d'IDFM ou de son représentant ;
- de M. le président du SYMPAV ou de son représentant.

L'ordre du jour est transmis par M. le préfet de Seine-et-Marne après accord des **présidents des 2 agglomérations et du président du conseil départemental.**

Les missions du **Comité d'Orientation Stratégique** sont :

- de conduire le développement global du projet en lien avec les différents maîtres d'ouvrage publics intervenant sur le périmètre du PPA ;
- de préciser et d'arrêter les orientations politiques du projet à chacune des étapes d'élaboration ;
- de définir des instances politiques complémentaires utiles à la définition, à la valorisation, à la communication du projet afin d'associer les acteurs associatifs environnementaux, les acteurs économiques, les riverains, etc. ;
- d'identifier tous acteurs économiques pouvant s'implanter le site, en faisant appel en particulier, aux outils de développement économique de chacun des partenaires et en assurant la coordination de leurs actions ;
- de fixer les orientations et échéances du comité technique, d'en valider les propositions ;
- de suivre et évaluer les engagements du PPA.

Le comité technique est composé des référents PPA des signataires du contrat. Chaque signataire désignera un référent PPA dont le rôle sera notamment de mobiliser les expertises et ressources de sa structure selon les besoins du projet.

Le comité technique est animé par la Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne et l'EPA Sénart. Ils s'assurent de son organisation et également de la préparation du comité d'orientation stratégique, ainsi que de la production et de la transmission du compte-rendu des réunions qui auront lieu *a minima* 4 fois par an.

Le comité technique a pour mission d'assurer le suivi de la réalisation du présent contrat, en particulier de :

- assurer le suivi du projet et son bon développement grâce à des indicateurs de suivi à identifier ;
- piloter l'ensemble des actions en s'appuyant sur l'expertise de l'EPA Sénart ;
- rechercher des solutions de consensus pour formuler des propositions d'arbitrage nécessaires à la bonne réalisation du projet et le cas échéant les ajustements de la stratégie à soumettre **au comité d'orientation stratégique** ;
- organiser et animer des **ateliers thématiques** et toutes réunions de travail partenariales utiles à l'avancée du projet ;
- valider le cahier des charges de chaque étude avant lancement de l'appel d'offre, dans le cadre du présent PPA et participer à la sélection du prestataire, dans le respect des conditions d'attribution des marchés publics.

Par le biais de cette gouvernance, les partenaires s'accordent sur les modalités (maîtrise d'ouvrage et financement) de mise en œuvre des études, des actions foncières et des travaux dans le respect, d'une part, des engagements mutuels au titre du présent contrat, d'autre part de leurs compétences et de leurs instances décisionnelles respectives.

6. Engagements des parties

6.1. Engagements communs

D'une manière générale, les signataires du PPA s'engagent à :

- Construire une équipe projet constituant le comité technique, avec un référent PPA par signataire ;
- Échanger régulièrement sur les actions et études et dans le cadre des ateliers thématiques ;
- Apporter leurs concours techniques aux actions prévues par le présent PPA sur toutes les thématiques ;
- Contribuer activement à l'analyse critique l'instruction des principes d'aménagement présentés dans le plan guide puis le plan masse d'ensemble ;
- Contribuer à la concertation et la communication communes et conduire les concertations concernant les travaux dont ils ont la maîtrise d'ouvrage ;
- Financer les études selon la clé de répartition définie à l'annexe II ;
- Rechercher des cofinancements des travaux à réaliser, dès que les projets et bilans seront consolidés et chiffrés ;
- Partager et coordonner les données de chaque maître d'ouvrage ;
- Participer aux différents comités stratégiques, comités techniques et ateliers thématiques ;
- Veiller au respect des orientations énoncées dans le présent contrat.

6.2. Engagements de l'État

L'État s'engage, pour sa part, à :

- Participer au pilotage du projet Villaroche aux côtés des collectivités territoriales, compte tenu du positionnement de ce site souhaité par les partenaires et de sa singularité (offre foncière de grande taille) unique à l'échelle régionale ;
- Accompagner les acteurs du PPA dans la préparation et l'instruction des dossiers de procédures réglementaires pour atteindre les objectifs du présent contrat ;
- Assurer un rôle ensemble sur toutes les thématiques du PPA, co-animer et co-piloter les instances ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des études de modification de la voirie nationale (par délégation à APRR).

6.3. Engagements de la Région

La Région s'engage, pour sa part, à :

- Favoriser l'accueil d'activités productives pour réindustrialiser l'Île-de-France en mobilisant des grands tènements fonciers au titre des évolutions et des compromis trouvés par les acteurs du territoire pour inscrire davantage le projet dans une trajectoire de sobriété et de réduction de consommation foncière ;
- Participer au pilotage du projet Villaroche aux côtés de l'Etat et des autres collectivités territoriales ;
- Prendre en compte le projet dans le cadre de l'élaboration du futur SDRIF-E ;
- Mobiliser ses dispositifs pour financer les études et actions menées ;
- Tenir compte de l'intérêt régional et national du projet Villaroche dans ses autres documents directeurs.

6.4. Engagements d'Ile-de-France Mobilités

Île-de-France Mobilités s'engage pour sa part à :

- étudier les évolutions de la desserte bus en fonction de l'évolution des besoins en lien avec le projet d'aménagement, dans la limite des possibilités offertes par les contrats d'exploitation passés avec les opérateurs de transport ;
- contribuer, le cas échéant, aux études relatives à la création ou à l'adaptation de la voirie afin de s'assurer de la bonne prise en compte de la circulation des bus dans la conception et la mise en œuvre des projets.

6.5. Engagements du Département

Le département s'engage, pour sa part, à :

- Participer au pilotage du projet Paris Villaroche aux côtés de l'Etat et des autres collectivités territoriales ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des études de modification de la voirie départementale ;

6.6. Engagements de la CAMVS

La CAMVS s'engage, pour sa part, à :

- Participer au pilotage du projet Paris Villaroche aux côtés de l'Etat et des autres collectivités territoriales ;
- Désigner la SPL MVSA comme aménageur des parcelles à aménager situées dans la commune de Montereau-sur-le-Jard ;
- Co-assurer, avec GPS SES, la maîtrise d'ouvrage des études pour la création des équipements publics dits primaires dont elle a la compétence ;
- Faire évoluer ses documents d'urbanisme afin de permettre la réalisation du projet ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des études pour la création de liaisons douces.

6.7. Engagements de la CA GPS SES

La CA GPS SES s'engage, pour sa part, à :

- Participer au pilotage du projet Paris Villaroche aux côtés de l'Etat et des autres collectivités territoriales ;
- Proposer la pérennisation dans le futur SCoT des droits de consommation d'ENAF nécessaires au projet ;
- Co-assurer, avec la CAMVS, la maîtrise d'ouvrage des études pour la création des équipements publics dits primaires dont elle a la compétence ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des études pour la création de liaisons douces ;
- Garantir les fonciers acquis, conformément à la convention CIF conclue avec l'EPIFIF.

6.8. Engagements des communes de Réau et de Montereau-sur-le-Jard

Les communes s'engagent, pour leur part, à :

- Participer au pilotage du projet Paris Villaroche aux côtés de l'Etat et des autres collectivités territoriales ;
- Faire évoluer leurs documents d'urbanisme afin de permettre la réalisation du projet ;

- Accompagner techniquement les études et actions à mener.

6.9. Engagements des aménageurs

Les deux aménageurs s'engagent à se coordonner pour faire interagir les deux projets qu'ils porteront au sein des instances et à trouver des moyens de collaboration pour faire un projet d'ensemble cohérent.

L'EPA Sénart s'engage, pour sa part, à :

- Assurer la mise en œuvre technique du projet ;
- Assurer la coordination et la compilation des études portées par les différentes maîtrises d'ouvrage, accompagné de l'AMO désigné à cet effet ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des études d'aménagements situés à Réau, au sein des périmètres de projet (hors voiries départementales) ;
- Mener les études pré-opérationnelles identifiées ;
- Produire l'étude d'impact globale relative aux emprises à aménager et la mettre à jour sur les emprises opérationnelles la concernant en vue de la création et réalisation de la ou des ZAC.

La SPL MVSA s'engage, pour sa part, à :

- assurer la maîtrise d'ouvrage des études d'aménagements situés à Montereau sur le Jard au sein des périmètres de projet (hors voiries départementales) ;
- mettre à jour l'étude d'impact sur les emprises opérationnelles la concernant en vue de la création et réalisation de la ou des ZAC.

6.10. Engagements du SYMPAV

Le SYMPAV s'engage, pour sa part, à :

- Intégrer le projet de Villaroche dans sa réflexion globale et son propre projet de développement ;
- Participer aux différentes instances auxquelles il est convié et travailler en collaboration avec les autres signataires du contrat notamment sur l'attractivité du site au regard du secteur aéronautique, ou sur les besoins en équipements et services.

7. Communication concernant le projet

Toute action de communication au titre des prestations prévues au présent projet partenarial d'aménagement devra faire l'objet d'un accord préalable de chacune des parties signataires et sera appuyée par un bureau d'études spécialisé. En outre, les supports de communication devront mentionner explicitement le concours de chacune de ces parties.

La communication autour du projet suivra le calendrier de la concertation et prendra toutes les formes jugées pertinentes pour permettre une meilleure appréhension du projet par le public.

8. Durée et actualisation du contrat

Le présent contrat prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. **Sa durée est de 10 ans.**

Le PPA de Paris-Villaroche a la particularité de s'adapter à la temporalité et au processus du projet. S'agissant d'une opération à long terme, le PPA a vocation dans un premier temps à poser un consensus autour du projet entre les différents signataires, à décliner les actions à mener à court et moyen terme et à mettre en place les outils nécessaires pour aboutir à un schéma d'aménagement partagé associé à un plan de financement pour faire aboutir le projet.

Il sera donc amené à être amendé par voie d'avenant autant que de besoin, pour intégrer les éléments nouveaux relatifs à l'avancement de ce dernier et notamment les travaux à mener et leurs cofinancements.

Toute modification substantielle du présent contrat fera l'objet d'avenant présenté et validé en comité d'orientation stratégique par l'ensemble des signataires, et signé par toutes les parties.

Sont notamment considérées comme substantielles les modifications suivantes :

- l'ajout d'un nouveau partenaire,
- l'ajustement des engagements financiers du présent contrat, au vu de l'actualisation du (ou des) bilan(s) d'aménagement ;
- l'adaptation des engagements des parties ;
- l'adaptation du programme, du phasage du projet, des études à mener et du financement ;
- l'adaptation des objectifs, des périmètres, et la description du projet selon son avancée ;
- la prolongation de la durée du présent contrat.

Le comité d'orientation stratégique mettra à jour les conditions de mise en œuvre des projets. Ces étapes nécessiteront une actualisation des engagements des parties, par voie d'avenant.

9. Différends, litiges, Résiliation à l'initiative d'une des parties signataires

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application du présent contrat, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

10. Signatures

En date du

Pour l'État
Monsieur Pierre ORY
Préfet de Seine-et-Marne

**Pour le Conseil Régional
d'Ile-de-France**
Madame Valérie PECRESSE
Présidente

**Pour la Communauté d'Agglomération
Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart**
Monsieur Michel BISSON
Président

**Pour la Communauté d'Agglomération
Melun Val de Seine**
Monsieur Franck VERNIN
Président

**Pour le Département
de Seine-et-Marne**
Monsieur Jean-François PARIGI
Président

Pour la commune de Réau
Monsieur Alain AUZET
Maire

**Pour la commune de Montereau-sur-le-
Jard**
Monsieur Christian HUS
Maire

Pour Ile-de-France Mobilités
Monsieur LAURENT PROBST
Directeur général

**Pour l'Établissement Public
d'Aménagement de Sénart**
M. Ollivier GUILBAUD
Directeur Général

Pour la SPL Melun Val de Seine Aménagement
Madame Sophie DRUGEON
Directrice Générale

Pour le SYMPAV
Monsieur Philippe CHARPENTIER
Président

11. ANNEXES

- Annexe I – Description indicative du contenu des études
- Annexe II – Répartition des études complémentaires et de leur prise en charge financière
- Annexe III– Planning global et prévisionnel
- Annexe IV – Plan périmètre
- Annexe V – Plan guide – juillet 2023

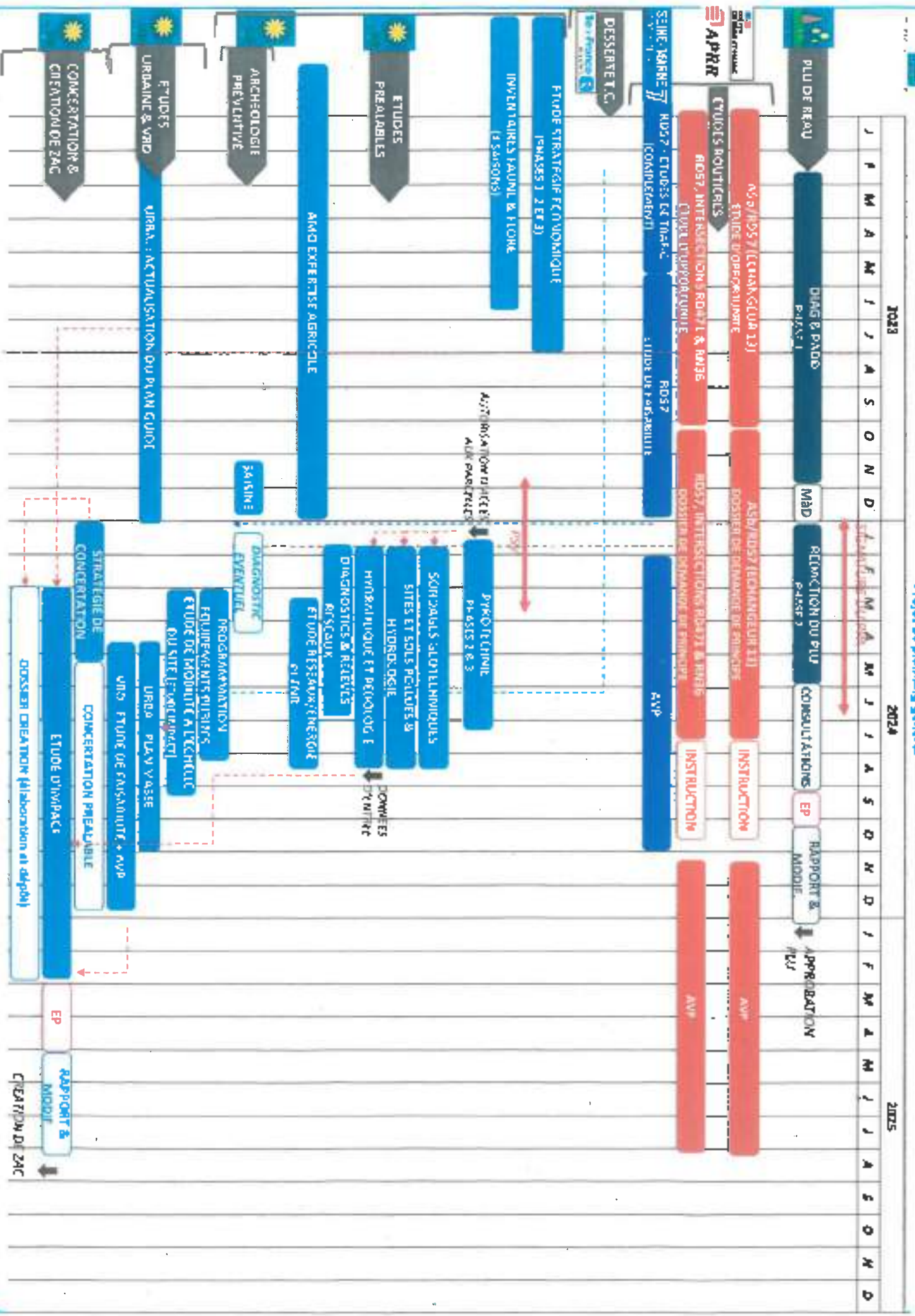
ANNEXE I – CONTRAT DE PROJET PARTENARIAL D'AMÉNAGEMENT PARISVILLAROCHE - DESCRIPTION INDICATIVE DU CONTENU DES ÉTUDES – Version 25/08/2023			
N°	Intitulé étude	Maîtrise d'ouvrage	Description
1.Procédures			
1.1	Stratégie de concertation et de communication	EPA Sénart	L'objectif de cette étude sera de mettre en place un accompagnement pour : - élaborer la stratégie de concertation et de communication et identifier les procédures - conseiller le « Comité d'orientation stratégique » dans ses relations institutionnelles et avec les différents acteurs de la concertation.- préparer, assister et suivre les instances de gouvernance, - assister le « Comité d'orientation stratégique » dans ses actions de concertation.- rédaction des bilans de concertation.- aider le « Comité d'orientation stratégique » dans la définition et rédaction des éléments de langage, - suivre la mise en œuvre de la stratégie, - analyser le contexte, - cartographier,- appuyer au niveau opérationnel : préparer, assister et suivre les instances de concertation (groupes de travail et réunions de concertation).- gérer les interfaces et suivi des actions
1.2	Diagnostic archéologie préventive	EPA Sénart	Le diagnostic visera, par des études, prospections ou travaux de terrain, à mettre en évidence et à caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présents sur le site. Le diagnostic est nécessaire pour identifier les potentiels besoins d'effectuer des fouilles archéologiques au droit des emprises à aménager.
2.Pilotage et coordination			
2.2	Assistance au suivi du PPA	EPA Sénart	Le bureau d'études a accompagné l'EPA Sénart notamment pour produire un bilan des études par Maître d'ouvrage et établir un planning interconnectant les études et procédures à lancer
2.2	Assistance au suivi du PPA	EPA Sénart	Le bureau d'études désigné pourra accompagner le « Comité d'orientation stratégique » et le « comité technique » dans la conduite du dispositif du PPA et la coordination des actions et études à mener par les différents partenaires et maîtres d'ouvrage.
2.3	Coût de pilotage EPA Sénart - antérieur signature PPA	EPA Sénart	L'EPA Sénart a assuré la maîtrise d'ouvrage des études listées et a piloté les comités techniques et ateliers thématiques
2.4	Coût de pilotage EPA Sénart - Postérieur signature PPA	EPA Sénart	Dès la signature du PPA, l'EPA Sénart assurera la maîtrise d'ouvrage des études listées et pilotera les comités techniques et ateliers thématiques, accompagné par le bureau d'études désigné à la mission (2.2) Il apportera son expertise et pilotera l'avancement global du projet.
3.Études urbaines et VRD			
3.2	plan masse et actualisation du plan guide	EPA Sénart	La concertation et les différentes études élaborées permettront de définir une stratégie globale à mettre en œuvre pour aménager Villaroche.Cette stratégie se traduira dans les évolutions du plan guide opérationnel. Élaboré en co-construction avec les différents acteurs identifiés, le plan masse aménagement fixera un schéma d'aménagement précis.
3.3	VRD : étude de faisabilité	EPA Sénart	Dans la continuité de l'élaboration du plan masse, et des différentes études portant sur les réseaux primaires, il s'agit d'étudier la faisabilité opérationnelle et technique du projet d'aménagement concernant les réseaux secondaires : Voirie , Assainissement, eaux usées (réseaux de collecte, station d'épuration) et eaux pluviales, Adduction en eau potable et défense incendie et Réseaux secs.
3.4	VRD : études avant-projet	EPA Sénart	Dans la suite de l'étude de faisabilité (3.3), il s'agit d'aboutir à un stade AVP (Avant-projet) du projet d'aménagement, en vue de la création de la ZAC
4.Études préalables			
4.1	Étude d'impact globale du projet et AMO DD	EPA Sénart	L'étude consistera à - Conduire une démarche et mener une réflexion approfondie sur l'impact du projet dans toutes ses composantes (ZAC et équipements/ infrastructures primaires) sur l'environnement - Élaborer un document réglementaire qui expose, notamment à l'intention des autorités qui délivrent l'autorisation et à celle du public, la façon dont les maîtres d'ouvrage ont pris en compte l'environnement tout au long de la conception du projet et les dispositions sur lesquelles ils s'engagent pour en atténuer les impacts. Cette étude englobe toutes les études environnementales requises : étude acoustique, air et santé, évaluation des émissions de gaz à effet de serre, etc. Elle consistera également en une prestation d'AMO développement durable pour définir des objectifs ambitieux et tenables pour l'aménagement et les activités industrielles à implanter.
4.2	Études hydrauliques et pédologiques	EPA Sénart	En vue de l'élaboration du dossier loi sur l'eau, l'étude consistera à vérifier l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux pluviales permettant de définir les bases de dimensionnement du dispositif d'infiltration à prévoir. Elle consistera à effectuer une analyse globale du site afin de présenter les données générales du projet (situation, caractéristiques urbanistiques, ...) et d'apprécier son environnement immédiat (topographie, occupation du sol, exutoires superficiels, ...). Ensuite, l'analyse pédologique et hydrogéologique identifiera la nature du sol en place, sa perméabilité et la profondeur de la nappe et l'hydromorphie.
4.4	Étude de programmation et développement économique	EPA Sénart	Dans la continuité du travail mené par le bureau d'études EY pour l'identification du potentiel économique de Villaroche sur la phase d'amorçage, cette étude devra identifier plus précisément l'orientation du programme d'aménagement des espaces publics, des services et des acteurs économiques à viser.
4.5	Étude réseaux primaires/diagnostic et relevé des réseaux	EPA Sénart	L'étude consistera à établir en cohérence avec la programmation industrielle, le pré-programme des équipements publics primaires (à l'échelle des deux intercommunalités).Cette mission de pré-programmation d'équipements à l'échelle du périmètre large de Villaroche doit permettre d'établir un diagnostic des équipements existants et de définir quantitativement et qualitativement les besoins : assainissement, eaux potables, énergie, réseaux numériques.
4.6	Relevés géomètre	EPA Sénart	L'étude consistera en un relevé altimétrique et orthométrique. Elle constituera une données entrantes pour les autres études et sert de base aux dessins d'aménagement. Elle prévoira également un relevé des réseaux agricoles.
4.7	Études de sol et de pollution	EPA Sénart	L'étude consistera à identifier les sources potentielles de pollution liées aux activités passées et en cours du site, et ce, afin d'apprécier les éventuels risques sanitaires et environnementaux ainsi que les surcoûts et contraintes liés à une dépollution. Elle prévoira une visite de site, une étude historique, documentaire et mémorielle et éventuellement une étude de vulnérabilités des milieux.
4.8	Étude de la production d'ENR	EPA Sénart	En lien avec les études 4.1 et 4.5, et au vu du contexte énergétique actuel, l'objectif est d'étudier les possibilités de production significative d'énergie renouvelable (ENR) in situ et de proposer des modalités de déploiement des énergies renouvelables vertueuses.
5.Études de circulation et mobilités			
5.1	Études mobilités à l'échelle du site : schéma des voiries, mobilités douces, circulations agricoles, stationnement etc.	EPA Sénart	L'étude sur les mobilités concernées par Villaroche sur deux intercommunalités visera à définir un programme d'actions à partir d'un diagnostic qualitatif et quantitatif des enjeux. Les thématiques à traiter sont : Le réseau viaire, le stationnement, l'Autopartage/ Covoiturage, les transports en commun, les Bornes de recharge pour véhicules électriques, les Services de transports privés, Le vélo et les cheminements piéton. Les transports en commun et le réseau viaire primaire seront définis par ailleurs. Les modes évoqués ci-dessous sont connectés et devront être étudiés de manière systémique.
5.2	Études pour l'adaptation de la RD57 au trafic induit	CD 77	L'étude comprend des relevés topographiques, des sondages et missions géotechniques, étude d'impact, prestations de Maîtrise d'oeuvre, Correspondant SPS et écologue
5.3	Études pour l'élargissement de la RD57 à l'approche des giratoires SAFRAN et A5	CD 77	L'étude comprend des relevés topographiques, des sondages et missions géotechniques, prestations de Maîtrise d'oeuvre, Correspondant SPS

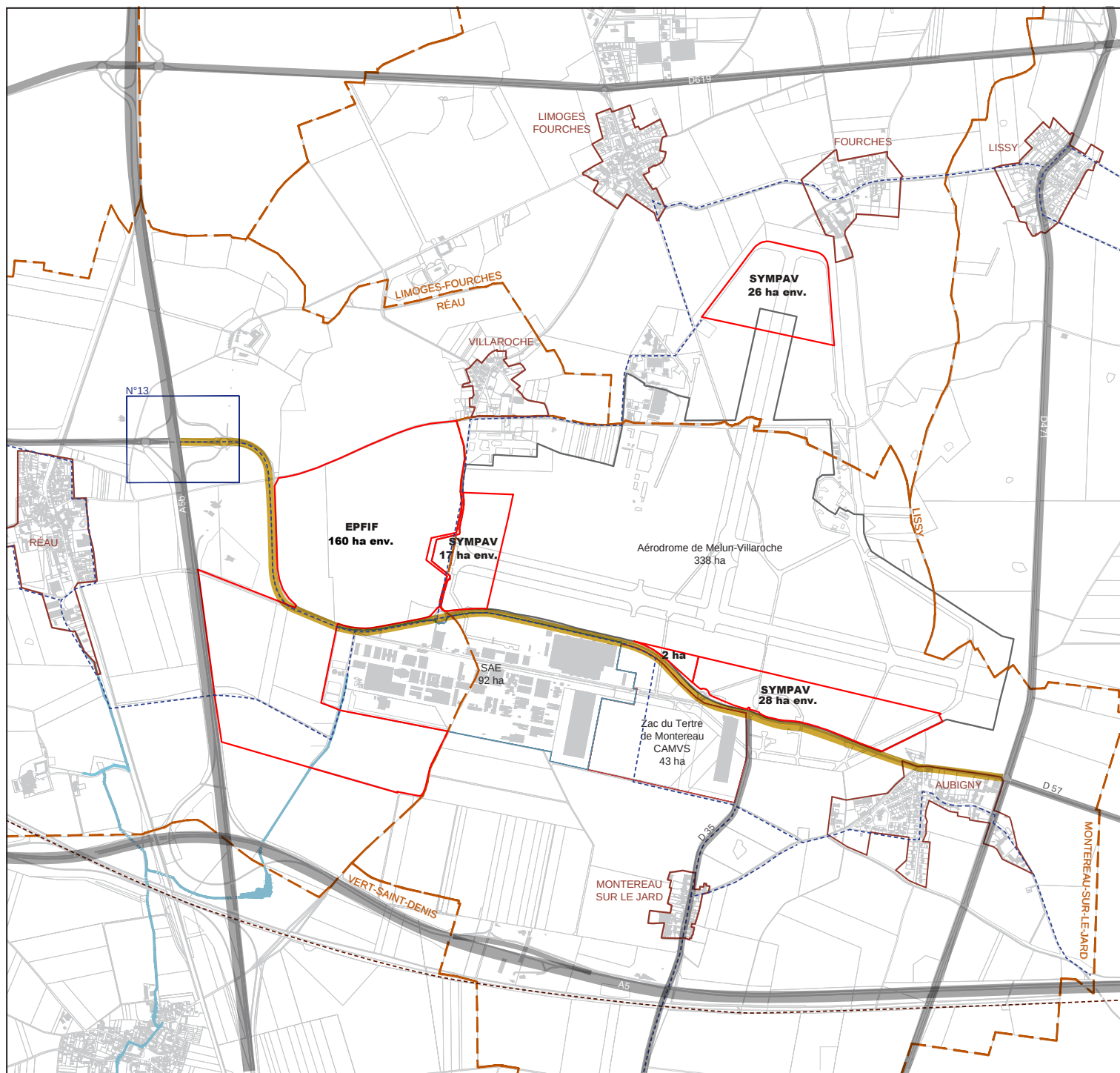
Actions du protocole à terminer	Nouvelles actions	Intitulé	Description	Maitrise d'ouvrage	Co-pilotage	Partenaires associés ou prestataires	Coût global estimé	Plan de financement												Échéancier prévisionnel		
								CAGPS		CAMVS		Etat PPA (BOP 135)				CD 77		RIF		2023	2024	2025
								montant HT	%	montant HT	%	montant	%	dont part déjà versée / redistribuée dans le cadre du protocole	dont engagement complémentaire	montant HT	%	montant HT	%			
Axe 1 - Procédures																						
	Action 1.1	Stratégie de concertation et de communication		EPA Sénart		Collectivités	140 000 €	35 000 €	25 %	35 000 €	25 %	70 000 €	50 %		70 000 €						70 000 €	70 000 €
	Action 1.2	Diagnostic archéologie préventive		EPA Sénart		DRAC	20 000 €	14 000 €	70 %	6 000 €	30 %										10 000 €	10 000 €
Avenant n°2 – action 10		Aide à la mise en conformité des PLU - Diagnostic faune/flore/zones humides - Révision du PLU de Réau		EPA Sénart / Commune de Réau			270 000 €	94 500 €	35,00 %	40 500 €	15,00 %	135 000 €	50,00 %	135 000 €							135 000 €	135 000 €
Axe 2 - Pilotage et coordination																						
	Action 2.1	Assistance à la mise en place du dispositif du PPA - antérieur signature PPA		EPA Sénart		ARTELIA	25 000 €	3 750 €	15 %	3 750 €	15 %	12 500 €	50 %	12 500 €		5 000 €	20 %				250 000 €	
	Action 2.2	Assistance au suivi du PPA - postérieur signature PPA		EPA Sénart		ARTELIA	160 000 €	24 000 €	15 %	24 000 €	15 %	80 000 €	50 %		80 000 €	32 000 €	20 %				80 000 €	80 000 €
	Action 2.3	Coût de pilotage - EPA Sénart - antérieur signature PPA		EPA Sénart			160 000 €	24 000 €	15 %	24 000 €	15 %	80 000 €	50 %	80 000 €		32 000 €	20 %				160 000 €	
	Action 2.4	Coût de pilotage - EPA Sénart postérieur signature PPA		EPA Sénart			160 000 €	24 000 €	15 %	24 000 €	15 %	112 000 €	70 %		112 000 €						80 000 €	80 000 €
Axe 3 - Etudes urbaines et VRD																						
	Action 3.1	Diagnostic urbain et plan guide		EPA Sénart		Architecture Studio/Babylone	150 000 €	37 500 €	25 %	37 500 €	25 %	75 000 €	50 %	75 000 €							150 000 €	
	Action 3.2	plan masse et actualisation du plan guide		EPA Sénart		Architecture Studio/Babylone	350 000 €	77 000 €	22 %	77 000 €	22 %	196 000 €	56 %		196 000 €						175 000 €	175 000 €
	Action 3.3	VRD faisabilité		EPA Sénart		SPL Melun Val de Seine	150 000 €	52 500 €	35 %	22 500 €	15 %	75 000 €	50 %		75 000 €						75 000 €	75 000 €
	Action 3.4	VRD AVP		EPA Sénart		SPL Melun Val de Seine	150 000 €	52 500 €	35 %	22 500 €	15 %	75 000 €	50 %		75 000 €						75 000 €	75 000 €
Axe 4 - Etudes préalables																						
	Action 4.1	Etude d'impact globale et AMO DD		EPA Sénart		SPL Melun Val de Seine	120 000 €	67 200 €	56 %	28 800 €	24 %	24 000 €	20 %		24 000 €						80 000 €	40 000 €
	Action 4.2	Etudes hydrauliques et pédologiques		EPA Sénart			200 000 €	50 000 €	25 %	30 000 €	15 %	120 000 €	60 %		120 000 €						100 000 €	100 000 €
	Action 4.3	AMO expert agricole		EPA Sénart		ASTREDHOR	70 000 €	24 500 €	35 %	10 500 €	15 %	35 000 €	50 %	35 000 €							70 000 €	
	Action 4.4	Etude de programmation et développement éconimque		EPA Sénart			30 000 €	5 250 €	17,50 %	2 250 €	7,50 %	15 000 €	50 %		15 000 €	7 500 €	25 %				30 000 €	
	Action 4.5	Etude, relevé et diagnostic des réseaux primaires		EPA Sénart		CAGPS/CAMVS	40 000 €	13 000 €	32,50 %	13 000 €	32,50 %	0 €	0 %			14 000 €	35 %				40 000 €	
	Action 4.6	Relevés géomètre		EPA Sénart			80 000 €	37 600 €	47 %	16 000 €	20 %	0 €	0 %			26 400 €	33 %				40 000 €	40 000 €
	Action 4.7	Etudes de sol et de pollution		EPA Sénart			60 000 €	14 700 €	24,50 %	6 300 €	10,50 %	30 000 €	50 %		30 000 €	9 000 €	15 %				60 000 €	
	Action 4.8	Etude des besoins énergétiques et ENR		EPA Sénart		CAGPS/CAMVS	40 000 €	10 000 €	25 %	10 000 €	25 %	20 000 €	50 %		20 000 €						30 000 €	10 000 €
Avenant n°2 – action 14		Mission d'accompagnement sur la mise en œuvre de la stratégie économique du site		EPA Sénart			150 000 €	37 500 €	25 %	37 500 €	25 %	37 500 €	25 %	37 500 €		37 500 €	25 %				150 000 €	
Avenant n°2 – action 12		Diagnostic pyrotechnique		EPA Sénart			60 000 €	23 100 €	38,50 %	9 900 €	16,50 %	27 000 €	45 %	27 000 €							60 000 €	
Avenant n°2 – action 11		Sondages géotechniques		EPA Sénart			240 000 €	92 400 €	38,50 %	39 600 €	16,50 %	108 000 €	45 %	108 000 €							140 000 €	100 000 €
Axe 5 - Etudes de circulation et mobilités																						
	Action 5.1	Etude mobilités à l'échelle du site : schéma de voiries, mobilités douces, stationnement, etc.		EPA Sénart		CD77/IDF Mobilités	100 000 €	25 000 €	25 %	25 000 €	25 %	25 000 €	25 %	16 500 €	8 500 €	25 000 €	25 %				60 000 €	40 000 €
	Action 5.2	Etudes pour l'adaptation de la RD57 au trafic induit		CD77			700 000 €	35 000 €	5 %	35 000 €	5 %	210 000 €	30 %	210 000 €		210 000 €	30 %	210 000 €	30 %		350 000 €	350 000 €
	Action 5.3	Etudes pour l'élargissement de la RD57 à l'approche des giratoires SAFRAN et A5		CD77			30 000 €	1 500 €	5 %	1 500 €	5 %	9 000 €	30 %	9 000 €		9 000 €	30 %	9 000 €	30 %		30 000 €	
Avenant n°2 – action 4		Aménagement de l'intersection RD57XRN36		CD77			90 000 €	4 500 €	5 %	4 500 €	5 %	27 000 €	30 %	27 000 €		27 000 €	30 %	27 000 €	30 %			90 000 €
Avenant n°2 – action 13		Complément et mise à jour des études de trafic		CD77			20 000 €	0 €	0 %	0 €	0 %	7 500 €	37,5 %	7 500 €		6 500 €	32,5 %	6 000 €	30 %		20 000 €	
TOTAUX																						
Nouvelles études et études protocole avenant							3 765 000 €	880 000 €	23,37 %	586 600 €	15,58 %	1 605 500 €	42,64 %			440 900 €	11,71 %	252 000 €	6,69 %			
Budget avenant n°2 du protocole (Sans études APPR et IDFM)							2 097 500 €	340 000 €	16,21 %	340 000 €	16,21 %	780 000 €	37,19 %	780 000 €		385 000 €	18,36 %	252 500 €	12,04 %			
Engagement complémentaire (PPA-enveloppe protocole)							1 667 500 €	540 000 €	32,38 %	246 600 €	14,79 %	825 500 €	49,51 %		825 500 €	55 900 €	3,35 %	0 €	0,00 %			

PLANNING GLOBAL & PREVISIONNEL

ANNEXE III – PPA VILLAROCHE







□ Périmètres opérationnels :

□ Périmètre Ouest
177 ha environ

□ Périmètre Est
30 ha environ

□ Périmètre Nord - exclu
26 ha environ

□ Périmètre SAE

□ Périmètre de la
Zac du Tertre de Montereau

□ Périmètre de l'aérodrome

□ Bourgs et hameaux

□ Limites administratives

--- Pistes cyclables programmées/
projetées (Planvélo77, CAMVS)

--- Voie ferrée

— Réseaux routiers majeurs

— Réseaux routiers

— D57

□ Echangeur N°13

— Ru de Balory



Ech 1/30 000°

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.9.119

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :

15/09/2025

Date de l'affichage :

23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:

en exercice : 73

présents ou représentés : 62

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

**OBJET : APPROBATION DU PLAN DE REDUCTION DES EMISSIONS DE POLLUANTS
ATMOSPHERIQUES APRES CONSULTATIONS (PLAN AIR RENFORCE)**

Le Conseil Communautaire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015 ;

VU l'article 85 de la loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 imposant pour les EPCI de plus de 20 000 habitants d'intégrer dans leur Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) un plan d'action de réduction des polluants atmosphériques ;

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en vigueur ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2017.2.5.15 du 23 janvier 2017 adoptant le Plan Climat-Air-Énergie Territorial de l'Agglomération Melun Val de Seine ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2023.5.12.118 du 09 octobre 2023 approuvant le Plan Air Renforcé avant mise en consultation publique et avis des autorités ;

VU la réception de l'avis technique de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France le 25 janvier 2024 ;

VU la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

VU l'avis favorable de la commission Attractivité et développement du territoire du 22 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de la loi de transition énergétique et de la croissance verte d'août 2015, les territoires soumis à un PCAET (les EPCI de plus de 20 000 habitants) doivent intégrer un plan d'actions visant à améliorer la qualité de l'air ;

CONSIDÉRANT que la législation est venue renforcer les obligations sur le volet Air, induisant pour les EPCI de plus de 20 000 habitants d'Île-de-France d'élaborer un plan d'action de lutte contre les polluants atmosphériques (ou Plan Air Renforcé) visant à atteindre, à l'échelle du territoire, les objectifs nationaux fixés dans le Plan de Réduction des Polluants Atmosphériques (PREPA) ;

CONSIDÉRANT que ce Plan Air Renforcé, doit répondre à deux objectifs, en prouvant que les actions prévues et engagées contribuent à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques nationaux (PREPA), mais également que ces actions permettent le respect des normes de qualité de l'air en vigueur dans les délais les plus courts, et au plus tard en 2025 ;

CONSIDÉRANT que la CAMVS étant en partie située dans la zone sensible pour la qualité de l'air en Île-de-France (13 communes sur les 20 du territoire), zone dans laquelle au moins une personne ou un espace naturel protégé est potentiellement impacté par un dépassement des valeurs limites de NO₂ (dioxyde d'azote) ou de PM₁₀ (particules fines en suspension) ;

CONSIDÉRANT qu'un partenariat a été mis en place avec l'association Airparif, référente en Île-de-France sur cette thématique, afin d'établir par le biais d'un inventaire prospectif des émissions de polluants, un comparatif entre les effets résultant des actions du Plan Air au regard des objectifs du PREPA et des normes réglementaires de la qualité de l'air ;

CONSIDÉRANT que le Plan Air Renforcé a été soumis fin 2023, à l'avis des autorités auprès du Préfet de la Région, de la Région Île-de-France et de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) puis mis en consultation publique en ligne du 27 janvier 2025 au 27 février 2025 sur le site internet de l'Agglomération ;

CONSIDÉRANT que tous les avis ont été favorables et que le retour de l'État à travers la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) a nécessité d'ajuster le plan air renforcé pour compléter la vision à 2030 ;

CONSIDÉRANT que le Schéma de Cohérence Territoriale Air-Énergie-Climat (SCoT-AEC) en cours d'élaboration, permettant la révision du PCAET, s'appuiera sur le plan air renforcé pour compléter sa vision à 2030 et renforcera les objectifs à plus long terme, jusqu'en 2050 en tenant compte de la prévision d'abaissement des valeurs limites réglementaires de polluants ;

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, dit « Plan Air Renforcé », complété à la suite des consultations réglementaires, tel que ci-annexé ;

AUTORISE le Président, ou son représentant, à signer les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ainsi que toutes pièces s'y rattachant.

Adoptée à l'unanimité, avec 61 voix Pour et 1 ne participe pas au vote

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60407-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

Avis de l'État

Réception de l'avis de l'Etat – 24/01/2024

L'État, par l'intermédiaire de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT), a émis un avis favorable au projet de Plan air renforcé de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine et qualifié le rapport de qualité encourageante. La majorité des aspects du plan air sont positifs et méritent de perdurer pour les futurs plans air. L'Agglomération a fourni et analysé la plupart des attendus : présentations des émissions sectorielles, définition du fil de l'eau, étude d'opportunité ZFE-m et ERP sensibles. Quelques insuffisances ou améliorations ont été relevées et sont recensées ci-dessous :

Observations de la DRIEAT	Réponses de la CAMVS	Prise en compte dans la version définitive
Veiller à transmettre des données lisibles	L'Agglomération prend note de cette observation, qui semble venir d'un problème lors de l'envoi du plan air et ses annexes.	Les cartes et schémas les moins visibles ont été rectifiés et agrandis.
Récolter et présenter les données d'émissions pour tous les polluants du PREPA: NO _x , PM _{2.5} , NH ₃ , COVNM et SO ₂	Les émissions concernant les polluants NH ₃ , SO ₂ , COVNM, n'ont en effet pas été présentées, puisque aucune problématique n'avait été identifiée sur ces polluants. Airparif a par ailleurs précisé que les émissions de SO ₂ sont globalement très faibles en Ile de France, du fait de la réduction du nombre de sites industriels dans la région, de la forte baisse de l'usage de certains combustibles comme le charbon et de la diminution importante du taux de soufre dans tous les combustibles fossiles.	Les émissions des polluants ainsi que la répartition par secteur ont été ajoutées au rapport.
Réaliser des projections d'émissions pour tous les polluants à 2030	L'Agglomération prend note de cette attente qui n'était pas exprimée au moment de la réalisation du plan air renforcé. L'échéance 2025 étant très courte, la projection à 2030 apparaît cohérente. Dans le cadre du partenariat avec Airparif, une modélisation à cette échéance a pu être effectuée sur la base d'un scénario tendanciel et d'une poursuite des actions planifiées sur 2025, avec des objectifs revus dans la mesure du possible. Pour autant, l'Agglomération souligne la révision de son PCAET via l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale Air-Energie-Climat (SCoT AEC) qui permettra de requestionner les actions à horizon 2030 et de revoir les objectifs à plus long terme jusqu'en 2050.	Le rapport a intégré une partie complémentaire, reprenant une modélisation à horizon 2030.
Envisager des actions sur les chantiers qui demeurent une source de particules fines	L'Agglomération note cette typologie d'actions pertinentes qui sera examinée lors de l'élaboration du plan d'actions du SCoT AEC.	

Intégrer des objectifs biennaux et des actions cohérentes afin d'abaisser les NOx d'ici à 2025	L'Agglomération prend acte de ce besoin et a établi, en cohérence avec les attentes exprimées de projection à 2030, des objectifs jusqu'à 2030.	Les objectifs annuels jusqu'à 2030 ont été ajoutés dans le plan air.
Prévoir des outils de suivi et une comitologie	Un mode de gouvernance n'a effectivement pas été formalisé dans le plan air renforcé. Pour autant, ce document étant partie intégrante du PCAET actuellement en révision via le SCoT AEC, la gouvernance établie sur ce projet sera celle applicable au plan air renforcé.	
Afficher une conclusion plus claire sur l'étude ZFE	L'Agglomération a repris ses objectifs fixés dans le cadre de son projet de territoire approuvé en 2022, portant sur la réflexion d'instaurer une ZFE-m. A ce jour, ce point n'a pas été statué et ce sujet sera rediscuté d'ici l'échéance 2030, notamment dans le cadre du SCoT AEC en cours d'élaboration, en lien avec les évolutions réglementaires en cours.	

Consultation Publique

Lors de la consultation publique qui s'est déroulée sur un mois du 27 janvier au 27 février 2025, une remarque a été déposée.

Date	Commune	Observations	Réponse de l'Agglomération
02/02/2025	77190	Réduire le nombre de litre de pétrole brûlé sans développer massivement les transports en commun, c'est pas possible (niveau enfant de CE1). Vu que les pouvoirs publics mettent 20 ans à créer un TZEN 2 on piétine. Que j'ai honte. Création d'une nouvelle gare à dammarie pour le quartier saint louis (afin d'augmenter le nombre de passagers sur la ligne Melun - Corbeil) Prolongement du Tzen 2 jusqu'à la cartonnerie ? Vraies pistes cyclables en ville ? Au boulot.	Les actions prises en compte pour évaluer le plan air (encourager les transports en commun et encourager la pratique du vélo), s'appuient sur une hausse de fréquentation et d'utilisation de ces modes de transport. Le développement du réseau du Grand Melun est une préoccupation majeure de l'Agglomération, en lien avec Ile-de-France Mobilités, autorité organisatrice des transports au niveau régional. Au-delà de l'adaptation régulière classique de la desserte par bus, cela passe également par le renouvellement progressif du matériel roulant, en conversion du diesel vers le bioGNV : désormais 78% du parc fonctionne avec cette motorisation. Par ailleurs, le secteur Plaine du Lys / Cartonnerie est aujourd'hui desservi par la ligne urbaine structurante 3601, qui offre un passage toutes les 10mn en heures de pointe et toutes les 15mn en heures creuses. En complément, une étude vient d'être lancée pour améliorer les temps de parcours de cette ligne, via des systèmes de priorité aux carrefours sur la RD372. Également, dans le cadre du plan-guide d'aménagement du Quartier Saint-Louis, la possibilité de créer une gare a été prise en compte. L'opportunité et la faisabilité seront analysées lors des prochaines phases d'études sur ce secteur. Pour les pistes cyclables, l'Agglomération s'appuie sur le déploiement du schéma des liaisons douces, qui a identifié des itinéraires et/ou des pistes créant les liens entre les différentes communes du territoire. Ce travail qui vient compléter celui effectué par les communes sur les pistes d'intérêt communal. Sur Dammarie-les-Lys, de nombreux aménagements cyclables ont été réalisés ou sont en cours, notamment : • Le secteur de l'avenue du Marcellin Berthelot, réalisé en 2021 • Le tronçon entre le Rond-point au niveau de Chamlys et la RD372 en direction du Centre Commercial de Villiers-en-Bière est en cours d'étude pour une programmation des travaux en 2027/2028 • Le tronçon entre Vosves et Chamlys est en cours d'étude pour une programmation des travaux en 2027/2028

PLAN AIR RENFORCÉ

DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MELUN VAL DE SEINE



Table des matières

Préambule	3
Contexte sur la qualité de l'air	3
Cadre réglementaire sur le Plan air renforcé.....	4
Focus PREPA	5
Focus normes de qualité de l'air	5
Rappel autour du PCAET de la CAMVS.....	6
Diagnostic territorial	7
Concentrations de polluants	7
Emissions de polluants	10
Construction de la stratégie en réponse aux objectifs nationaux	156
Atteinte des objectifs nationaux du PREPA	16
Evaluation prospective : scénario tendanciel 2025	16
Situation du territoire par rapport au PREPA	17
Respect des valeurs limites et recommandations de l'OMS	19
Méthodologie.....	19
Gains d'émissions pour respecter les normes qualité de l'air	20
Elaboration du Plan air	21
Plan d'actions	212
Fiches actions.....	25
Evaluation et perspectives	334
Cartographie des populations sensibles exposées	Erreur ! Signet non défini.
Pour aller plus loin : Projection à 2030	Erreur ! Signet non défini. 8
Evaluation prospective : scénario tendanciel 2030	1638
Fiches actions.....	40
Evaluation et perspectives.....	48
Annexe 1 : Etude ZFE-m	50

Préambule

Le présent Plan air de la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine, vise à répondre à l'obligation d'établir un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques, conformément à la réglementation (Loi d'Orientation des Mobilités et 3° du II de l'article L.229-26 du Code de l'Environnement). Cette première partie reprend le contexte autour de la qualité de l'air et rappelle particulièrement la réglementation sur les attendus du plan air.

Contexte sur la qualité de l'air

La qualité de l'air est une des préoccupations principales des Français quant à leur environnement (Baromètre annuel du ministère de la Transition écologique paru en décembre 2021). Ses conséquences en termes de santé publique en France sont importantes, comme le confirme la dernière étude publiée par Santé Publique France en avril 2021. Afin de lutter contre les dépassements des normes de qualité de l'air observés au niveau national, la qualité de l'air est traitée dans différents documents de planification à toutes les échelles.

La Région Ile de France, détermine ses ambitions dans son SDRIF actuel (Schéma Directeur de la Région Ile de France), qui s'inscrit nécessairement dans le cadre national du Plan de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques (PREPA). Etant donné la densité urbaine en Région Île de France, cette dernière est considérée comme une zone sensible en termes de qualité de l'air, et bénéficie donc d'un Plan de Protection de l'atmosphère (PPA) afin de mieux appréhender le problème de la pollution atmosphérique et de ramener les concentrations en polluants à un niveau conforme aux normes qualité de l'air. A un niveau plus fin, on retrouve le Plan Climat Air Energie Territoriale (PCAET) qui, depuis 2015 avec la Loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV), intègre pleinement la qualité de l'air comme objectif d'amélioration et permet aux plans d'urbanismes communaux de prendre en compte cet enjeu.

La qualité de l'air se définit par la quantité de polluants chimiques que l'on retrouve dans l'air et nous ne citerons ici que les principaux ainsi que leurs sources principales d'émissions observés en Île de France, à savoir :

- Le Dioxyde d'azote (NO₂) dont les sources principales sont la combustion d'énergie fossile dans les transports.
- Les particules fines (PM) en suspension de diamètre inférieur à 2,5 micromètres (PM_{2,5}) ou 10 micromètres (PM₁₀) provenant de la combustion d'énergie naturelle (chauffage au bois) ou combustible fossile (transports) ou de gaz précurseurs réagissant avec l'atmosphère.
- Les Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM) englobant une grande diversité de molécules telles que des solvants, des hydrocarbures aromatiques, des esters ... Certaines de leurs sources sont naturelles (forêts, zones boisées, ...), d'autres sont liées à des activités humaines.
- Le Dioxyde de soufre (SO₂) principalement émis lors de la combustion de matières fossiles dans le milieu résidentiel et industriel.
- L'Ozone (O₃) quant à lui n'est pas émis directement, il se crée par l'association des rayonnements du soleil et d'autres polluants comme des oxydes d'azote (NO_x) et les hydrocarbures.

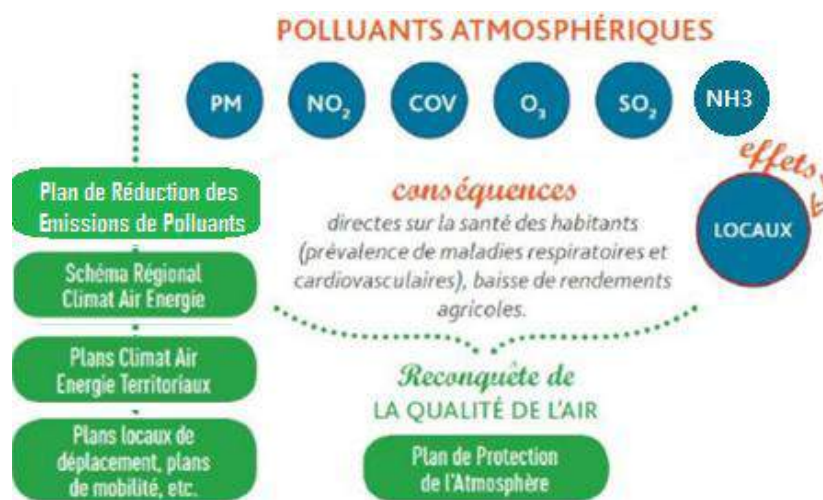


Figure 1 : Schéma représentatif des liens entre polluants et documents de planification

Cadre réglementaire sur le Plan air renforcé

L'article 85 de la Loi d'Orientation des Mobilités (dite LOM) du 24 décembre 2019, modifie le contenu des PCAET et renforce la prise en compte de la qualité de l'air.

En effet, cet article indique que les territoires soumis à PCAET (i.e. les EPCI de plus de 20 000 habitants), doivent, dans ce cadre, réaliser un plan d'action air qui vient renforcer le volet qualité de l'air des Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET). Ce document doit permettre de proposer des actions efficaces, suffisantes et proportionnées aux enjeux locaux et régionaux pour améliorer la qualité de l'air.

Le Plan air doit répondre à deux objectifs, en prouvant que les actions prévues et engagées contribuent à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de polluants atmosphériques nationaux (PREPA), mais également que ces actions permettent le respect des normes de qualité de l'air en vigueur, dans les délais les plus courts, au plus tard en 2025. Ces deux obligations de résultats impliquent l'évaluation de l'impact des mesures locales sur la réduction des émissions de polluants atmosphériques et sur l'exposition des populations à la pollution de l'air. Le Plan air doit également répondre à une obligation de moyen par le biais d'objectifs biennaux et l'évaluation de l'efficacité des actions, mais il doit aussi comporter une étude portant sur la création d'une zone à faibles émissions mobilité et les perspectives de renforcement progressif des restrictions de circulation.

Aujourd'hui, l'ensemble du territoire francilien est sous un PPA. Au sein de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), 13 communes font également parties de la zone sensible à la qualité de l'air en Ile de France, zone dans laquelle au moins une personne ou un espace naturel protégé est potentiellement impacté par un dépassement des valeurs limites de NO₂ ou de PM₁₀. Le présent « Plan Air renforcé de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine » vise à répondre à l'obligation d'établir un plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques, instaurant des obligations de moyens et de résultats, ce conformément à la réglementation.

Focus PREPA

Un des objectifs du plan air vise à atteindre, à l'échelle du territoire, les objectifs nationaux fixés dans le Plan de Réduction des Emissions des Polluants Atmosphériques. Ces derniers ont été fixés en termes de réduction des émissions anthropiques de polluants atmosphériques pour les années 2020 à 2024, 2025 à 2029, et à partir de 2030, par rapport à l'année 2005 de référence, (articles D222-37 à D222-41 du Code de l'Environnement), tels que rapportés dans le tableau ci-dessous. Il reviendra ainsi à la CAMVS de fixer des objectifs aussi exigeants pour les polluants cités.

	2020	2025	2030
SO₂	-55%	-66%	-77%
NO_x	-50%	-60%	-69%
PM_{2.5}	-27%	-42%	-57%
COVNM	-43%	-47%	-52%
NH₃	-4%	-8%	-13%

Figure 2 : Objectifs de réduction des émissions des polluants du PREPA

Focus normes de qualité de l'air

Afin de respecter les normes de qualité de l'air dans les délais les plus courts, et au plus tard en 2025, il revient également à l'EPCI d'évaluer de combien il faudra réduire les émissions de polluants localement pour atteindre cet objectif.

Polluants	Valeurs limites (VL)
SO₂	350 µg/m ³ en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 jours par année civile 125 µg/m ³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours par année civile
NO₂	40 µg/m ³ en moyenne annuelle civile 200 µg/m ³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 18 heures par année civile
PM₁₀	40 µg/m ³ en moyenne annuelle civile 50 µg/m ³ en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 fois par année civile
PM_{2.5}	25 µg/m ³ en moyenne annuelle civile

Figure 3 : Normes qualité de l'air sur les concentrations de polluants

Rappel autour du PCAET de la CAMVS

Le Plan Climat Air Energie Territorial de la CAMVS a connu différentes perturbations lors de son élaboration et approbation. En effet, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte d'août 2015, a permis d'inscrire la planification territoriale climat-air-énergie à un échelon représentatif des enjeux de mobilité (bassin de vie) et d'activité (bassin d'emploi) en les confiant aux EPCI. Ainsi, ces derniers deviennent coordinateurs de la transition énergétique sur leur territoire. Ce changement est intervenu lors de finalisation du plan d'actions du PCAET de la CAMVS. Également la loi a intégré le volet « Air » dans le PCET pour qu'il devienne le PCAET. Cet aspect explique pourquoi la thématique air est minoritairement traité dans notre PCAET. Pour autant, cela souligne l'importance de plan air renforcé pour permettre à notre Agglomération de s'inscrire dans l'amélioration de la qualité de l'air de son territoire.

C'est aussi l'occasion de travailler sur l'air en amont de la révision de notre PCAET à compter de 2024, qui permettra une meilleure appréhension de cet enjeu.

Diagnostic territorial

En Ile-de-France, malgré la diminution tendancielle des teneurs annuelles, les concentrations de polluants dans l'air restent actuellement supérieures aux valeurs limites applicables pour le dioxyde d'azote NO_2 et les particules PM_{10} . Toutefois, ce constat est très variable d'un territoire à un autre compte-tenu des densités d'émission plus ou moins importantes.

Pour suivre la qualité de l'air au sein de la CAMVS, cette dernière a bénéficié des moyens de surveillance et d'information de l'association Airparif. Ainsi il a été possible d'avoir un état des lieux clair de la qualité de l'air sur le territoire.

Concentrations de polluants

Les niveaux de pollution enregistrés en 2021 sont en baisse par rapport à l'année 2019 même s'ils ont augmenté par rapport à l'année 2020 sur l'ensemble des stations de mesure. Ce constat est essentiellement lié à une reprise d'activités en 2021, sans qu'elles ne soient revenues à la normale, ainsi qu'à la poursuite de la baisse tendancielle des émissions du secteur résidentiel et du trafic routier et à des conditions météorologiques dispersives avec des températures globalement clémentes en période hivernale, qui ont limité les émissions du chauffage résidentiel. La valeur limite cible de l' O_3 est respectée, tout comme les valeurs limites des PM_{10} et $\text{PM}_{2.5}$ et O_3 . Pour les NO_2 , la valeur limite est très ponctuellement dépassée à proximité des axes routiers, puisque moins de 1000 habitants de Melun Val-de-Seine sont concernés par ce dépassement.

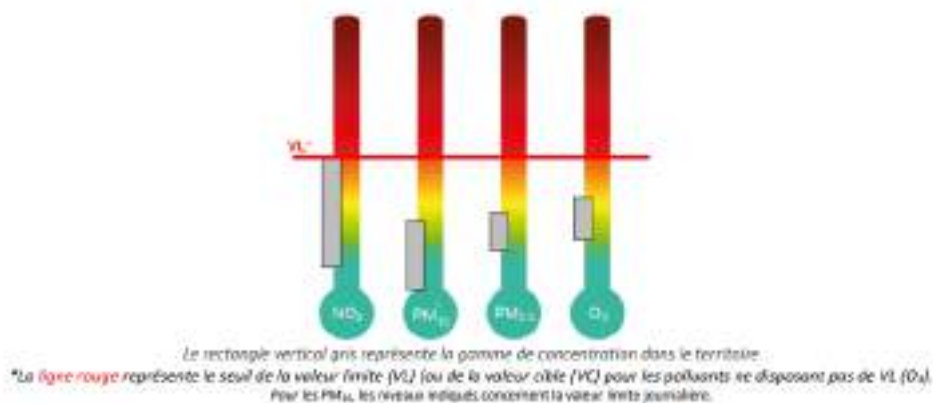


Figure 3 : Concentrations annuelles de polluants mesurées sur le territoire (source Airparif)

Dans le territoire, les concentrations de fond en NO_2 sont assez homogènes, elles varient de 9 à 17 $\mu\text{g}/\text{m}^3$. Les concentrations les plus élevées sont relevées sur la commune de Melun et au voisinage des principaux axes routiers, notamment des routes départementales du territoire. A noter que la moyenne annuelle relevée sur la station de fond de Melun (15 $\mu\text{g}/\text{m}^3$) est inférieure à la moyenne de l'ensemble des stations de l'agglomération parisienne (22 $\mu\text{g}/\text{m}^3$). La valeur limite annuelle en NO_2 est très ponctuellement dépassée à proximité des axes routiers : en 2021 moins de 1000 habitants de la CAMVS sont concernés par ce dépassement.

En plus des réglementations en vigueur, l'OMS établit des recommandations, souvent plus restrictives, de concentration maximum de polluants qu'il faudrait dans l'atmosphère pour éviter ou limiter les problématiques de santé connus à cause de la pollution. Elles ne seront pas traitées dans ce rapport, mais il est à noter que de manière générale, même si les valeurs limites sont globalement plutôt respectées, il reste des efforts à faire pour atteindre ces recommandations.

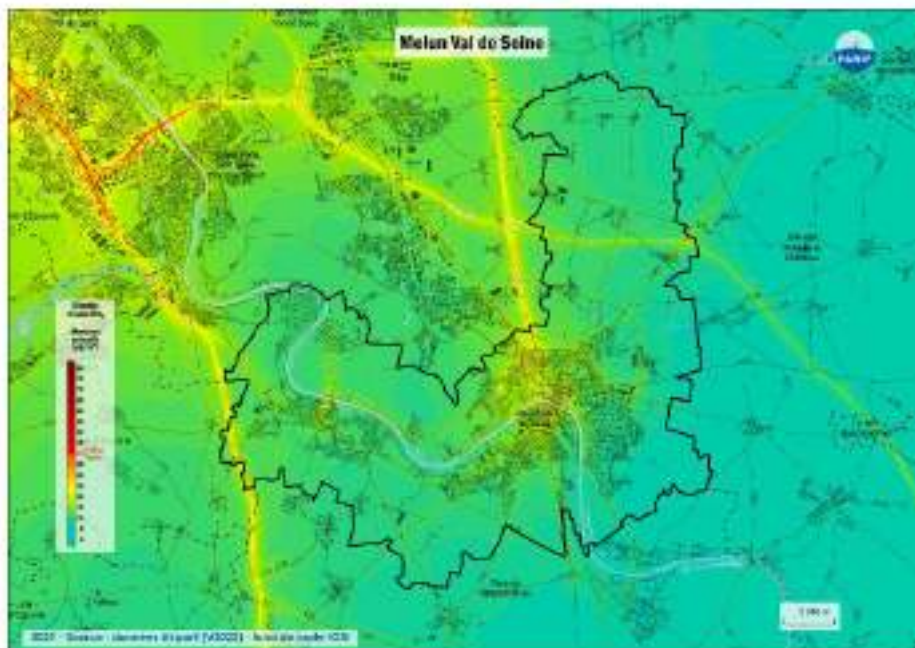


Figure 4 : Représentation des concentrations annuelles de NO₂ mesurées sur le territoire (source Airparif)

Les concentrations en dioxyde d'azote montrent une tendance à la baisse. Entre 2011 et 2021, les niveaux moyens annuels ont enregistré une baisse de près de 30 % sur le site de fond du territoire et 35 % sur le site trafic du territoire, implanté le long de la RN6 à Melun.

Pour les particules PM₁₀, la valeur limite annuelle et la valeur limite journalière sont respectées sur le territoire. En situation de fond (loin des axes routiers), les concentrations moyennes annuelles en PM₁₀ sont homogènes dans le territoire de Melun Val de Seine, elles varient de 14 à 16 µg/m³. Elles sont légèrement plus élevées aux abords des principaux axes de circulation (routes départementales).



Figure 5 : Représentation cartographique des concentrations annuelles de PM₁₀ mesurées sur le territoire (source Airparif)

Pour les particules PM_{2.5}, la valeur limite annuelle est respectée sur l'ensemble du territoire de Melun Val-de-Seine. Les concentrations sont globalement homogènes, de l'ordre de 9 µg/m³ en situation de fond. Les concentrations sont légèrement plus élevées aux abords des axes majeurs de circulation.



Figure 6 : Représentation cartographique des concentrations annuelles de PM_{2.5} mesurées sur le territoire (source Airparif)

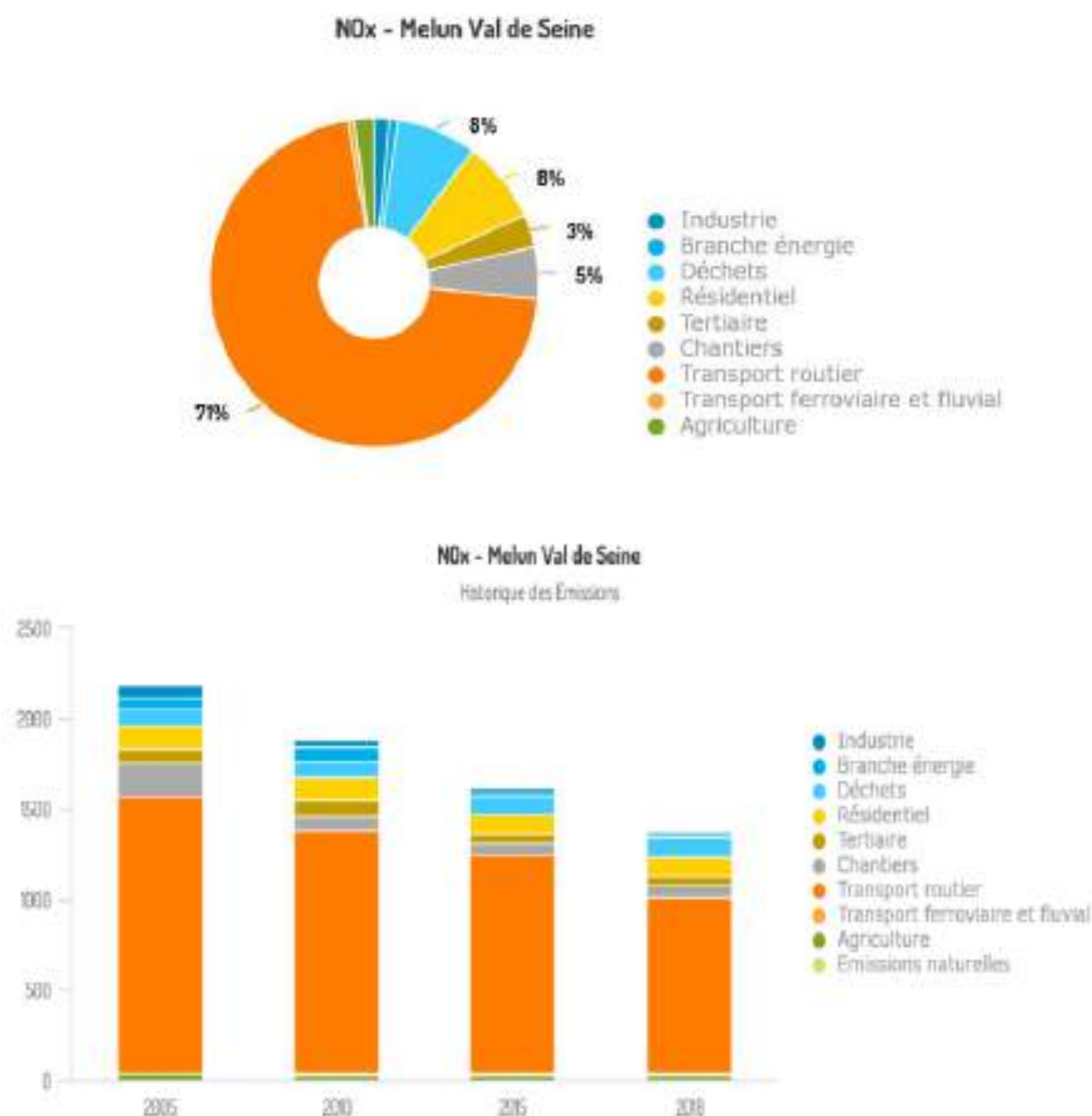
Il est également intéressant de retenir que l'évolution est à la baisse. Entre 2011 et 2021, les niveaux moyens annuels ont enregistré une baisse de près de 40 % pour le PM₁₀ et de 50% pour les PM_{2.5} sur le site trafic du territoire, implanté le long de la RN6 à Melun.

Emissions de polluants

NOx

La gestion de la qualité de l'air s'appuie sur la maîtrise des émissions des polluants. En 2018, sur le territoire de la CAMVS, le principal émetteur de NO_x (NO_x= NO + NO₂), est le transport routier à 71% (vs 53% en région Ile de France) dont 38% issus des véhicules particuliers et 34% les poids lourds. Les autres sources d'émissions sont le secteur résidentiel et le traitement des déchets avec 8% chacun. Les autres sources d'émissions sont le secteur tertiaire et le traitement des déchets avec 3% chacun.

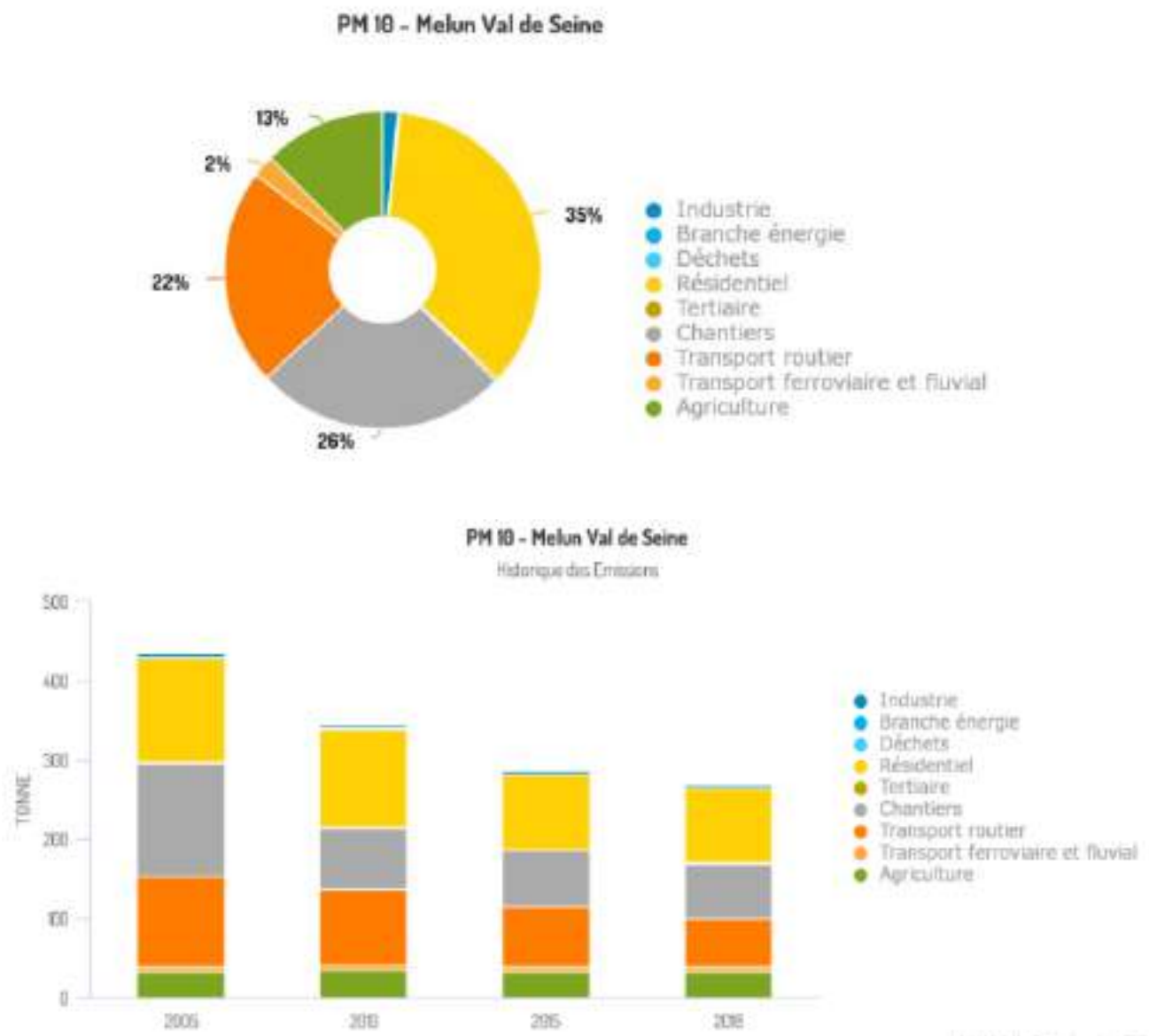
Entre 2005 et 2018, une baisse de 37% en émissions a été notée, principalement due à une baisse au niveau du secteur du transport routier qui s'explique par l'amélioration technologique des véhicules, compensant une légère hausse du trafic.



Figures 7 : Répartition sectorielle et évolution des émissions pour les NO_x (source Airparif)

PM₁₀

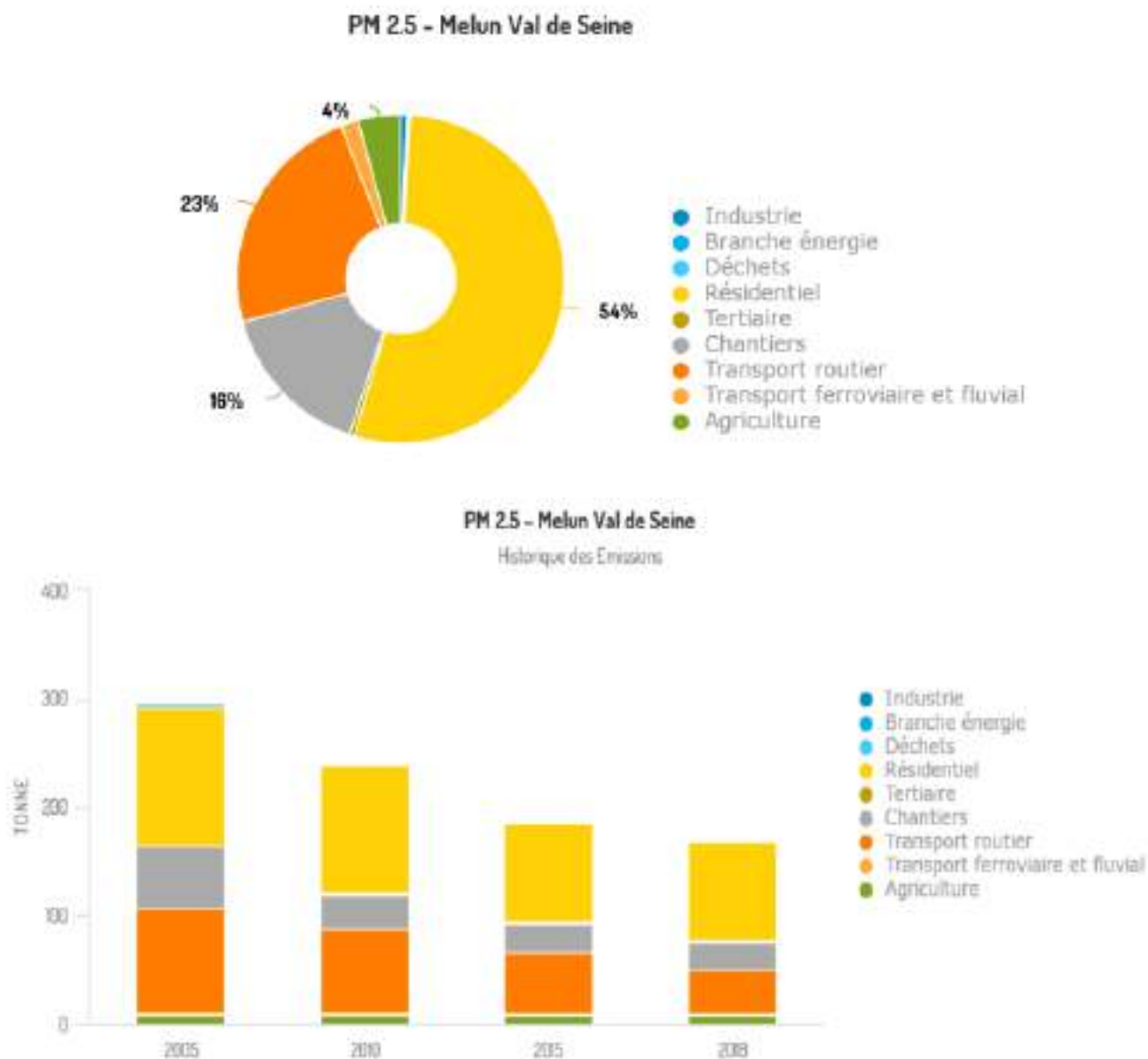
Pour les PM₁₀, 35% des émissions proviennent du secteur résidentiel dont 91% sont issus du chauffage au bois, 26% des émissions sont issues des chantiers de construction et 22% du transport routier en raison majoritairement de l'abrasion des pneus, routes et freins et secondairement des rejets à l'échappement. Dans une même logique, depuis 2005, une diminution de 38% des émissions est observée grâce aux secteurs du chantier (- 51%), du transport routier (-48%) et du résidentiel (-28%), ce dernier s'expliquant par une amélioration des équipements de chauffage et la baisse des consommations énergétiques.



Figures 8 : Répartition sectorielle et évolution des émissions pour les PM₁₀ (source Airparif)

PM_{2,5}

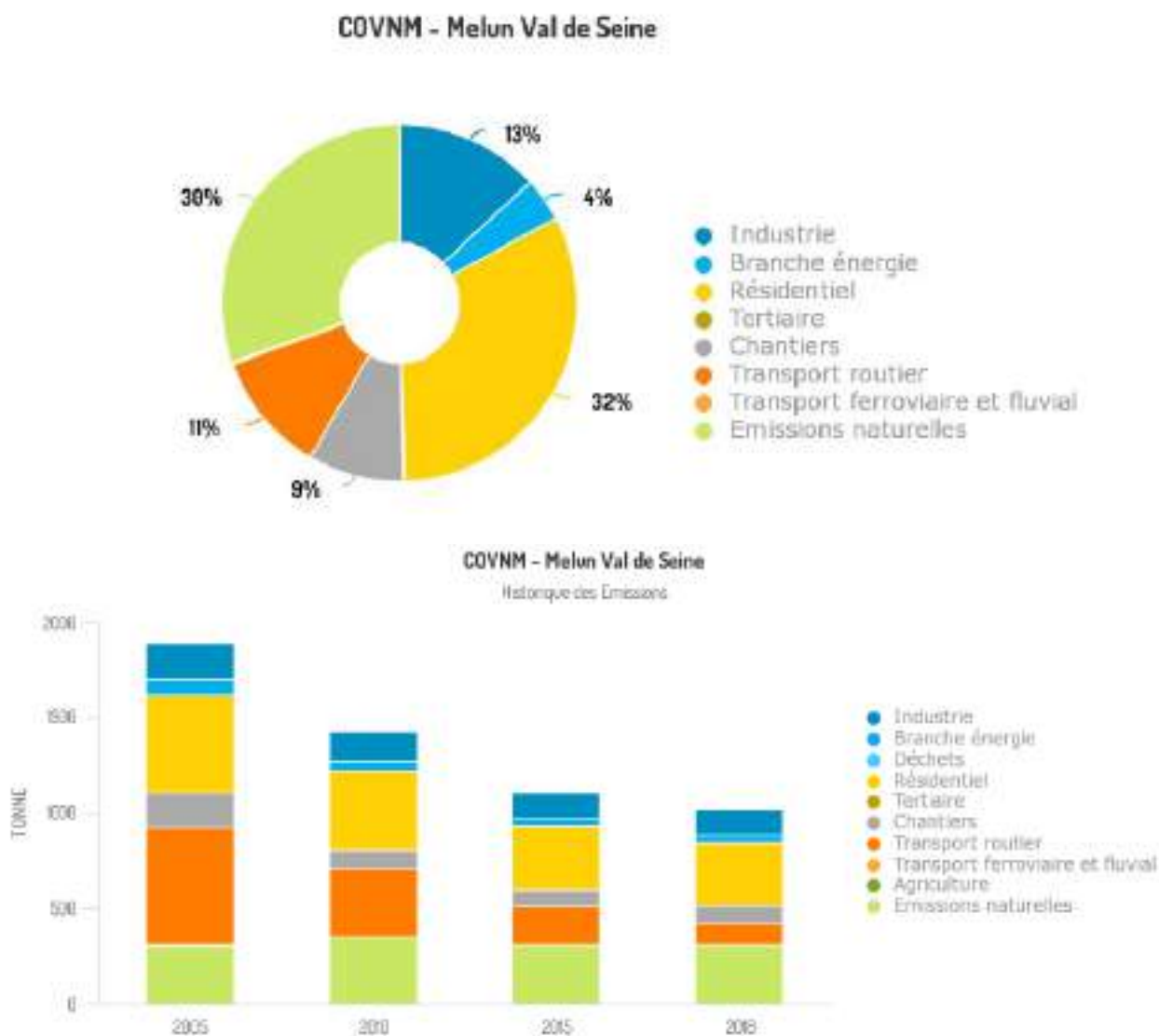
Enfin pour les PM_{2,5}, comme présenté pour les PM₁₀, les sources d'émissions sont les mêmes toutes proportions gardées : 54% des émissions proviennent du secteur résidentiel toujours en lien avec le chauffage au bois, 23% du transport routier et 16% des émissions sont issues des chantiers de construction. Depuis 2005, une diminution de 43% des émissions est observée grâce aux secteurs du résidentiel (-54%), du transport routier (-23%) et des chantiers (-16%).



Figures 9 : Répartition sectorielle et évolution des émissions pour les PM_{2,5} (source Airparif)

COVNM

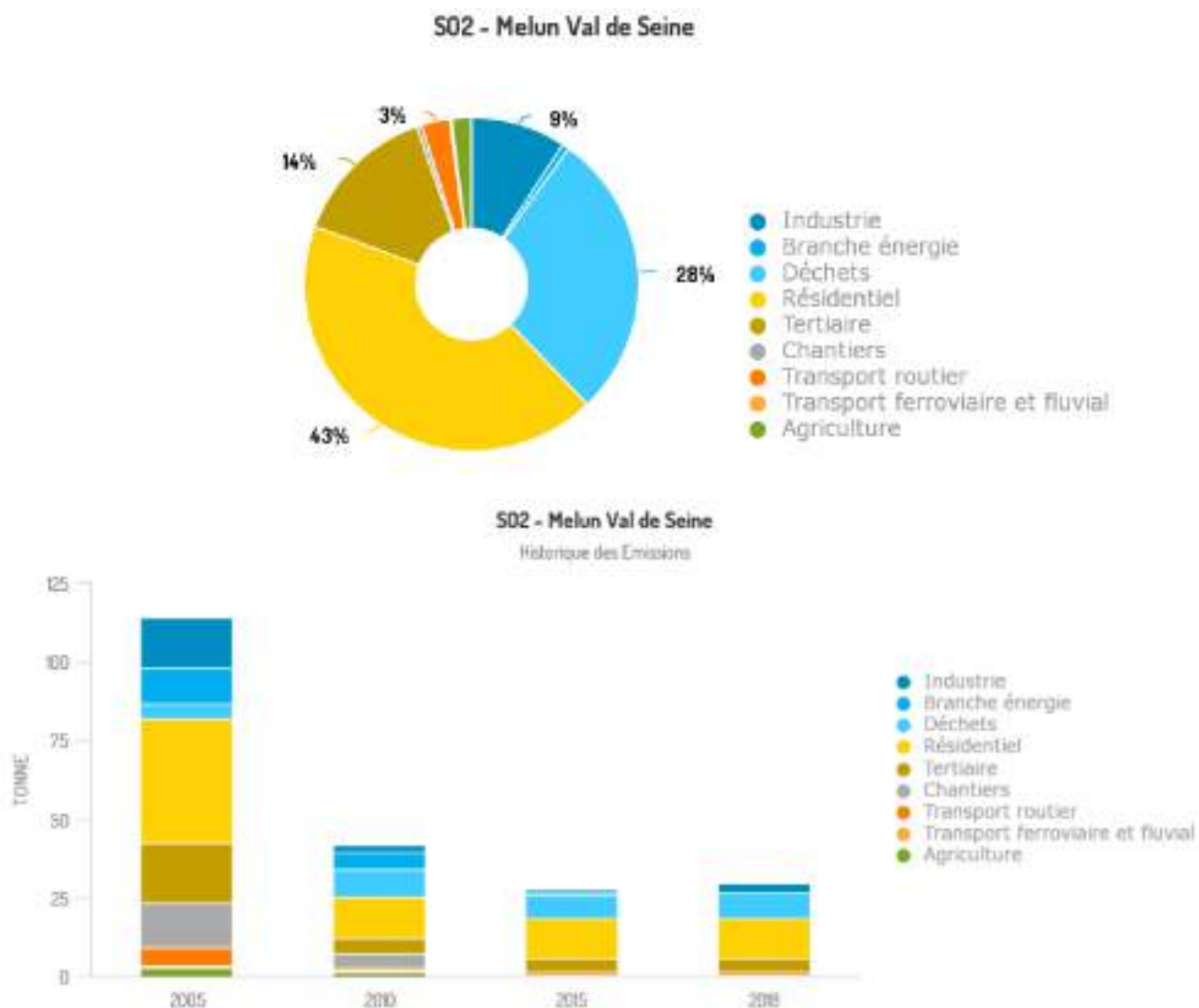
Le secteur résidentiel avec 32%, est le principal contributeur aux émissions de COVNM. Elles sont liées à 48% à l'utilisation domestique de produits solvantés, produits pharmaceutiques et au chauffage au bois. L'industrie est le second contributeur provenant des activités humaines et représente 13%. Les émissions naturelles tel que les végétaux, les sols...génèrent 30% des émissions de COVNM du territoire. Entre 2005 et 2018, une baisse de 46% a été observée, principalement sur les deux contributeurs cités plus haut, les émissions naturelles restant stables.



Figures 10 : Répartition sectorielle et évolution des émissions pour les COVNM (source Airparif)

SO₂

Les émissions de SO₂ sont globalement très faibles et sont dues en majorité à 43% et 14% , aux chauffages des logements et bâtiments tertiaire (dont la combustion de fioul domestique), suivi pour 28% à la combustion des déchets (unité d'incinération) et enfin 9% lié aux procédés de l'industrie pétrolière. Ainsi, les concentrations en SO₂ sont très faibles sur l'Ile-de-France depuis de nombreuses années, du fait de la réduction du nombre de sites industriels dans la région, de la forte baisse de l'usage de certains combustibles comme le charbon et de la diminution importante du taux de soufre dans tous les combustibles fossiles. Ainsi, Les émissions de SO₂ ont chuté de près de 74% entre 2005 et 2018.



Figures 11 : Répartition sectorielle et évolution des émissions pour les SO₂ (source Airparif)

NH₃

Pour le NH₃, les émissions sont liées en majorité aux cultures de terres arables avec engrais, l'agriculture étant le principal contributeur à 63%. Les autres secteurs émetteurs sont le trafic routier avec 16%, notamment liés les véhicules équipés de catalyseurs, ainsi que le chauffage avec la combustion de bois du secteur résidentiel pour 21%. La baisse d'émission de 2005 à 2018 est à hauteur de 24%, dû aux baisses importantes est importante dans le transport routier, avec une baisse globale du trafic et une amélioration technologique des véhicules. L'agriculture a cependant peu baissé (-5%)



Figures 12 : Répartition sectorielle et évolutions des émissions pour les NH₃ (source Airparif)

Construction de la stratégie en réponse aux objectifs nationaux

En complément de la réalisation du diagnostic, un partenariat a été engagé avec Airparif, afin de nous permettre d'établir un comparatif entre les attentes du plan air sur le respect des objectifs du PREPA, des normes de la qualité de l'air, et nos résultats à ce jour. Par le biais d'un inventaire des émissions de polluants prospectif, il a été possible d'estimer l'évolution naturelle ou tendancielle « au fil de l'eau » des émissions (sans actions locales du territoire) afin d'établir le gisement de réduction des émissions sur lequel agir.

Atteinte des objectifs nationaux du PREPA

Evaluation prospective : scénario tendanciel 2025

L'inventaire prospectif, qui se base sur un scénario tendanciel à 2025, permet d'étudier si les gains d'émission escomptés par le "fil de l'eau" sont suffisants à cet horizon pour respecter les seuils visés ou, si cela n'est pas le cas, de quantifier le reste à faire localement. Afin de réaliser cet inventaire, différentes hypothèses d'évolution ont été définies et appliquées aux émissions de l'inventaire de l'année 2018. Il est à noter que ces hypothèses n'intègrent pas les potentiels effets sur les activités à moyen terme de la crise sanitaire liée au Covid-19, les données prospectives disponibles au moment des calculs ayant toutes été établies avant la crise. Le scénario considéré ici est un scénario tendanciel qui ne prend pas en compte les actions locales visant à réduire les émissions de polluants atmosphériques. Seules les actions déjà engagées et évaluées au niveau national ou régional sont intégrées.

Les hypothèses structurantes suivantes sont prises en compte pour l'élaboration de ce scénario tendanciel :

- Le scénario dit « avec mesures existantes » - AME en 2025 du CITEPA (AME ajusté version 2019, scénario « AME » prenant en compte toutes les mesures effectivement adoptées ou exécutées que ce soit pour les GES ou les polluants)
- L'arrêt de l'usage du fioul domestique dans les bâtiments à l'horizon 2030
- La réalisation des actions du Plan de Protection de l'Atmosphère en vigueur (industrie et renouvellement d'appareils anciens de chauffage au bois)

Il est à noter que ne sont pas prises en compte dans l'évolution « fil de l'eau » de 2025 les actions ci-dessous :

- Le Fond Air Bois régional
- La rénovation accélérée des logements avec la mise en place du SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique)

Cette évaluation prospective a été menée pour les polluants suivants : NO₂, PM₁₀, PM_{2.5} et COVNM.

Cet inventaire prospectif, au fil de l'eau 2025, permet de réduire les émissions sur le territoire :

- de NO_x par rapport à 2018 de 27 %, dont celles du secteur des transports de 28 % et celles du secteur bâtiment de 10 %.
- de PM₁₀ rapport à 2018 de 13 %, dont celles du secteur des transports de 15 % et celles du secteur bâtiment de 16 %.
- de PM_{2.5} par rapport à 2018 de 18 %, dont celles du secteur des transports de 24 % et celles du secteur bâtiment de 17 %.
- de COVNM par rapport à 2018 de 7 %, dont celles du secteur des transports de 31 % et celles du secteur bâtiment de 8 %.

Le secteur des transports regroupe les émissions du transport routier et du transport ferroviaire et fluvial. Le secteur bâtiment regroupe le secteur résidentiel, le secteur tertiaire et les chantiers.

Il est important de noter que les concentrations de dioxyde de soufre (SO₂) étant très faibles sur l'Ile-de-France depuis de nombreuses années, du fait de la réduction du nombre de sites industriels dans la région, de la forte baisse de l'usage de certains combustibles comme le charbon et de la diminution importante du taux de soufre dans tous les combustibles fossiles, ce polluant ne constitue pas un enjeu. Les émissions de ce polluant n'ont pas été calculées pour 2025. L'évolution des émissions de SO₂ entre 2005 et 2018 suffit déjà à respecter l'exigence du PREPA à l'horizon 2025. Il en est de même pour le NH₃. L'évolution des émissions de NH₃ entre 2005 et 2018 suffit également à respecter l'exigence du PREPA à l'horizon 2025 puisque ce dernier est peu contraignant pour ce polluant (-8 % par rapport à 2005). Les émissions de NH₃ n'ont pas fait l'objet de calcul.

Situation du territoire par rapport au PREPA

Au regard du PREPA et du scénario tendanciel d'Airparif, les baisses d'émissions tendanciennes modélisées sur les PM_{2.5} et les COVNM sur le territoire de la CAMVS permettent de suivre et respecter les diminutions attendues par le PREPA en 2025. En effet depuis 2005, les émissions observées sur le territoire poursuivent une baisse supérieure à celle demandée au niveau national. Une vigilance reste nécessaire afin de s'assurer à ce que la baisse poursuive les objectifs à horizon 2030.

Cependant, même si l'évolution depuis 2005 des émissions de NO_x sur le territoire suit l'objectif du PREPA jusqu'en 2015, la baisse tendancielle à horizon 2025 semble insuffisante. Par rapport à 2018, une baisse de 9% supplémentaire à l'effort fil de l'eau est attendue à horizon 2025, soit 136 tonnes d'émissions de NO_x.

Polluant	Baisse relative par rapport à 2005		Respect PREPA à horizon 2025	
	PREPA 2025	Tendanciel 2025	Statut	Baisse émissions nécessaire par rapport à 2018
NO_x	-60%	-54%	Non respecté	-36% (-9% en plus du tendanciel)
PM_{2.5}	-42%	-53%	Respecté	
COVNM	-47%	-60%	Respecté	

Figure 13 : Synthèse des gains d'émissions nécessaires par polluant pour respecter les exigences du PREPA

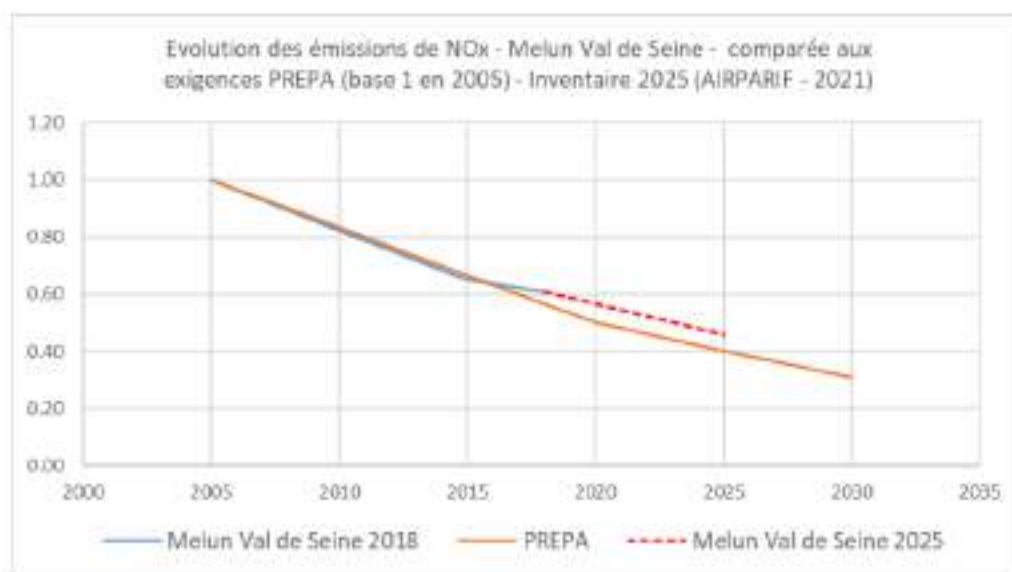


Figure 14 : Evolution des émissions de NO_x comparée aux exigences du PREPA à horizon 2025

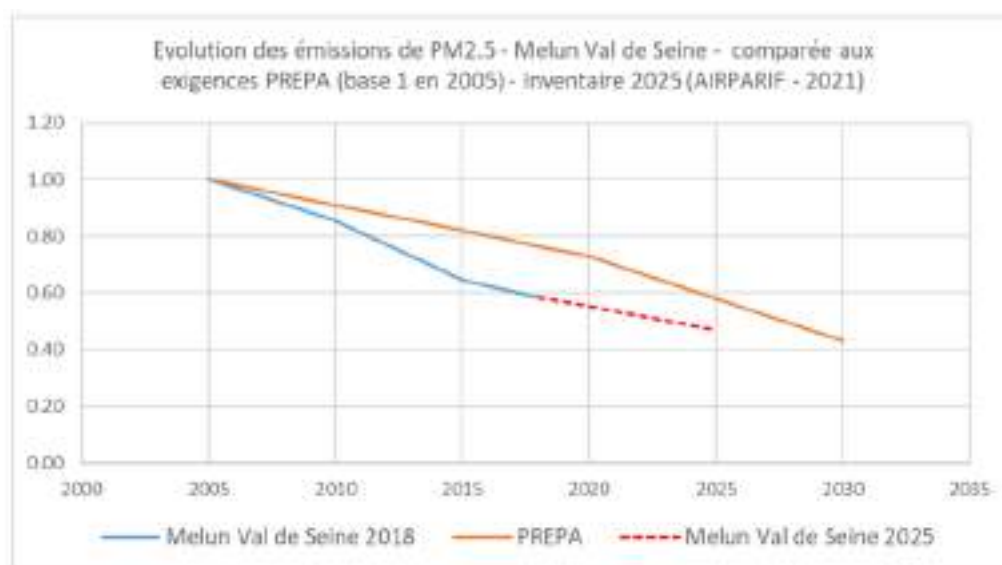


Figure 15 : Evolution des émissions de PM_{2.5} comparée aux exigences du PREPA à horizon 2025

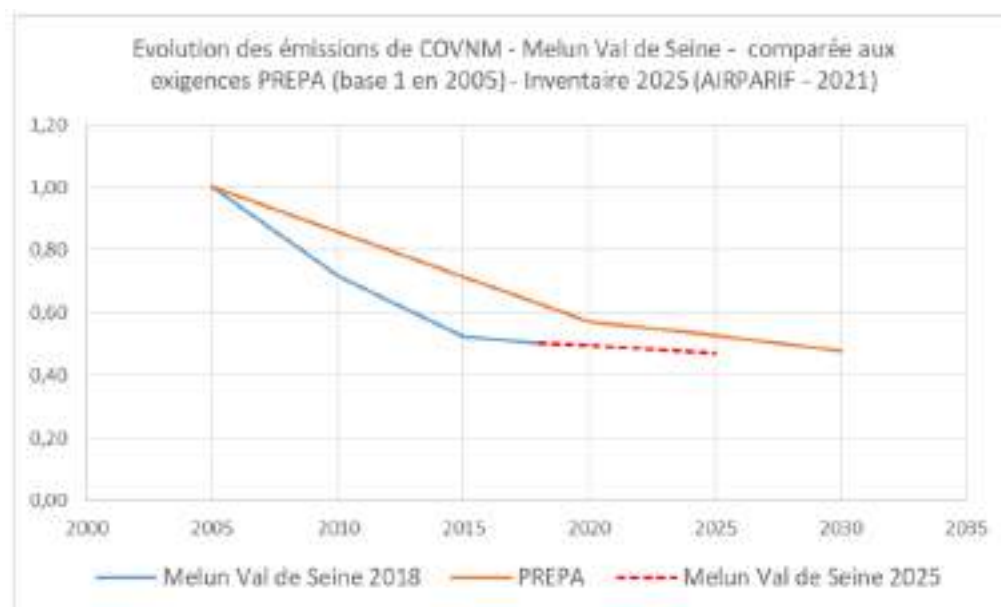


Figure 16 : Evolution des émissions de COVNM comparée aux exigences du PREPA à horizon 2025

Respect des valeurs limites

Méthodologie

Airparif a réalisé un modèle statistique permettant de fournir des ordres de grandeurs de l'effort restant à faire pour respecter les normes en vigueur. Cela se traduit par la quantification à l'échelle de la CAMVS, des gains d'émissions de polluants primaires nécessaires pour respecter les valeurs limites en moyenne annuelle. Ces gains s'entendent comme ceux nécessaires pour baisser les concentrations de polluants atmosphériques les plus élevées atteintes dans les zones d'habitation sous la valeur limite définie par la moyenne annuelle. Cette baisse est calculée par rapport aux émissions de l'année 2018 sur le territoire étudié. A noter que le modèle statistique développé par Airparif ne permet cette évaluation qu'à l'échelle annuelle.

La situation de l'EPCI est présentée pour les concentrations moyennes annuelles de trois polluants atmosphériques : le dioxyde d'azote NO₂, les particules PM₁₀ et PM_{2.5}. Le dépassement des seuils peut être qualifié selon 3 modalités :

- « Pas de dépassement » : les niveaux respectent le seuil dans toutes les zones d'habitation du territoire.
- « Dépassement peu probable » : les niveaux ne respectent pas le seuil dans toutes les zones d'habitation du territoire, mais la population exposée au dépassement est non significative compte-tenu des incertitudes de la méthode d'estimation employée.
- « Dépassement » : les niveaux ne respectent pas le seuil pour une partie de la population (à l'échelle de l'EPCI, au moins 1 % de sa population totale)

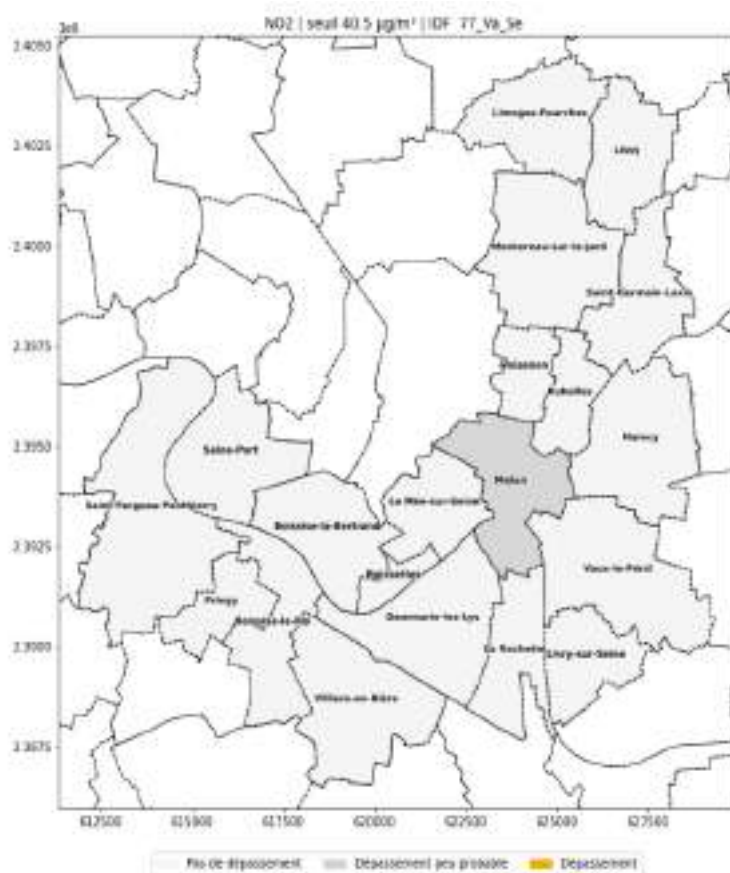
Les baisses d'émission communiquées dans cet exercice sont arrondies à la dizaine supérieure et sont relatives au dépassement maximal relevé aux mailles habitées, elles peuvent donc être minorantes par rapport aux baisses

d'émission nécessaires qui prendraient en compte toutes les mailles du territoire. En effet, les dépassements les plus forts peuvent se trouver au plus près des axes de circulation où il n'y a pas forcément de population.

Gains d'émissions pour respecter les normes qualité de l'air

En lien avec les objectifs nationaux et le bilan qualité de l'air présenté dans la partie précédente, nous pouvons noter que l'objectif attendu de respect des valeurs limites de qualité de l'air est d'ores et déjà respecté pour les particules fines puisque les valeurs sur le territoire sont inférieures au seuil de $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$ pour les PM_{10} et de $25 \mu\text{g}/\text{m}^3$ pour les $\text{PM}_{2.5}$.

Pour le dioxyde d'azote, la valeur réglementaire est globalement respectée, mais à l'échelle du territoire, le dépassement de la valeur limite de NO_2 ($40 \mu\text{g}/\text{m}^3$) en 2019 et 2021 est qualifié de « peu probable » au regard du très faible nombre d'habitants exposés au-delà du seuil défini. Seule la commune de Melun est considérée en « dépassement peu probable » en lien avec le trafic routier. Les habitants des communes de Boissettes, Boissise-la-Bertrand, Boissise-le-Roi, Dammarie-les-Lys, Limoges-Fourches, Lissy, Livry-sur-Seine, Maincy, Le Mée-sur-Seine, Montereau-sur-le-Jard, Pringy, La Rochette, Rubelles, Saint-Fargeau-Ponthierry, Saint-Germain-Laxis, Seine-Port, Vaux-le-Pénil, Villiers-en-Bière et Voisenon ne sont pas exposés à des teneurs dépassant le seuil considéré.



Néanmoins, afin que l'ensemble de la population ne soit plus exposé au-dessus de ce seuil, y compris ponctuellement là où les teneurs sont les plus élevées sur le territoire, les gains d'émissions de NO_x devraient être diminués de :

- 20 % par rapport aux émissions établies pour 2018 sur le secteur du transport,
- Ou 10% par rapport aux émissions établies pour 2018 sur le secteur du transport + 30 % sur les émissions liées au secteur du bâtiment.

Pour rappel, d'après le scénario tendanciel, les émissions de NO_x du territoire baisseraient de 28% par rapport à 2018 (27 % dans le secteur des transports et 10% dans le secteur du bâtiment). Le gain d'émissions prévu par l'inventaire prospectif sur le secteur transport étant supérieur aux 20% attendus, les valeurs limites en concentration de NO_2 seraient respectées au plus tard en 2025.

Figure 17 : Cartographie des communes selon leur situation vis-à-vis des concentrations de NO_2 et de la valeur limite réglementaire de $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$ en moyenne annuelle

Elaboration du Plan air

Au regard des comparatifs effectués précédemment, il apparaît que les objectifs de concentrations de polluants, c'est-à-dire le respect des normes qualité de l'air sont respectées pour les particules fines, tout comme les objectifs du PREPA sur les polluants PM_{2,5}, et COVNM. L'effort doit principalement se porter sur le NO₂, pour lequel le respect de la valeur limite en concentration sera possible avant 2025. Pour autant, les objectifs sur sa baisse d'émissions, demande des actions supplémentaires, notamment sur le secteur majoritairement émetteur le trafic routier.

Le Plan d'action air a pour objectif d'intégrer notre PCAET, et son élaboration a été appuyée dans notre projet de territoire. Il s'appuiera donc sur deux cadrages clés.

Le PCAET de l'Agglomération, élaboré sur 2013-2014, a été approuvé en janvier 2017. Il est basé sur les objectifs nationaux du moment, le « paquet climat énergie » ou « 3X20 » qui ont fixé des objectifs à horizon 2020. Son plan d'actions se compose de 10 objectifs, 35 actions structurées autour de 3 axes :

- Axe 1 : Collectivité exemplaire : Promouvoir et développer un patrimoine sobre et efficace, mieux consommer, limiter la production de déchets et améliorer la mobilité des agents.
- Axe 2 : Vers un territoire durable : Aménager durablement le territoire, inciter à la rénovation et la construction d'un habitat durable, promouvoir une mobilité durable, améliorer le mix énergétique.
- Axe 3 : Concertation avec les parties prenantes : Prolonger l'action de l'Agglomération vis-à-vis de ses délégataires, accompagner les acteurs du territoire, animer puis évaluer le PCAET.

En complément, approuvé en mars 2022, le projet de territoire, « Ambition 2030 », fixe le cap de l'action de l'Agglomération, sur les 10 prochaines années, dans ses différentes compétences exercées : développement économique, aménagement, mobilité, tourisme, environnement, habitat, politique de la ville...

Par le biais de la concertation citoyenne, ce dernier a permis d'établir 6 orientations stratégiques qui porte entre autres, l'AMBITION d'un meilleur équilibre entre habitat et emplois, une accélération de la transition énergétique et écologique sur le territoire mais également celles d'accompagner la réussite éducative et l'enseignement supérieur, d'amplifier la solidarité communautaire au travers de l'accès au logement et à la santé. Son plan d'actions appuie sur l'importance de la lutte contre la pollution atmosphérique et comporte également des actions qui vont dans ce sens.

Plan d'actions

Le plan d'actions proposé ici s'appuie sur des actions clés de notre territoire, issues de notre PCAET et de notre Projet de territoire, Ambition 2030, que l'on retrouve sous forme de tableau par la suite.

Les actions concernent le secteur de la mobilité, principal responsable des émissions d'oxydes d'azote, mais également sur le secteur du bâtiment et une catégorie autre, regroupant des actions variées. Chacune de ses actions ont été identifiées comme ayant un impact positif sur la qualité de l'air, que ce soit via la réduction des émissions de polluants ou la limitation de l'exposition des populations à ces polluants.

Certaines actions n'ont pas un impact direct mais permettent d'acquérir ou de diffuser des connaissances sur cette thématique, comme le fait de soutenir le dispositif de surveillance de la qualité de l'air en Ile-de-France en adhérant à Airparif ou encore, la réalisation d'études sur le trafic routier local afin de mieux le modéliser et par la suite le réduire. Ce type d'action d'acquisition de données ou également de sensibilisation ne sont pas toujours évaluables en termes de réduction des émissions. Pour autant ce qui a pu être évalué est précisé ultérieurement (actions en gras dans la figure 18). Pour ces actions, il a été possible d'estimer quantitativement leur impact sur la réduction des émissions de polluants à horizon 2025 et de quantifier les gains qu'apportent ces actions, en plus du scénario tendanciel. Les raisons de non-évaluabilité des autres actions sont multiples comme précisé sur la figure 18. Il peut s'agir d'action d'accompagnement ou d'acquisition de connaissance, d'un manque de données, d'action encore en cours de définition/construction ou d'action ayant des impacts à un horizon plus lointain que 2025.

Secteur	Actions du Plan air		Intitulé	Origine de l'action		Objectif	Réduction des émissions	Limitation de l'exposition	Acquisition données	Évaluable	Remarques
Mobilité	A	Objectif	Baïsser le volume de trafic des véhicules motorisés								
	A.1	Levier d'action	Encourager l'usage des transports en commun								
	A.1.1	Action	Agir sur la politique transport en améliorant l'offre de bus	PCAET	8	Prolonger l'action de l'agglo via ses délégataires	X			OUI	Actions évaluable ensemble via l'évolution de part modale
	A.1.2	Action	Poursuivre le développement de l'offre de Transport en commun	PCAET	6	Promouvoir une mobilité durable	X			OUI	
	A.1.3	Action	Développement de l'offre en été	Ambition 2030	3	On bouge	X			OUI	
	A.1.4	Action	Développement d'une ligne de bus vers le Coudray-Montceaux	Ambition 2030	3	On bouge	X			OUI	
	A.1.5	Action	Développement des priorités feux	Ambition 2030	3	On bouge	X			OUI	
	A.1.6	Action	Développement d'un site propre sur le RD 372	Ambition 2030	3	On bouge	X			OUI	
	A.2	Levier d'action	Encourager la pratique du vélo								
	A.2.1	Action	Poursuivre la mise en place de la Politique cyclable	PCAET	6	Promouvoir une mobilité durable	X			OUI	Actions évaluable ensemble via l'évolution de part modale
	A.2.2	Action	Adapter le schéma pour intégrer de nouvelles liaisons	Ambition 2030	3	On bouge	X			OUI	
	A.2.3	Action	Promouvoir l'utilisation du vélo	PCAET	3	Améliorer la mobilité des agents	X			OUI	
	A.2.4	Action	Louer des vélos à travers la vélostation MéliVélo				X			OUI	
	A.2.5	Action	Développer une offre de stationnement vélos sécurisée aux principaux points d'arrêts du réseau	Ambition 2030	3	On bouge	X			OUI	
	A.3	Levier d'action	Développer l'intermodalité								
	A.3.1	Action	Développer de nouvelles mobilités intermodales et alternatives et fédérer le changement	PCAET	6	Promouvoir une mobilité durable	X			NON	En cours de travail dans le cadre du PLM, pas assez de visibilité
	A.3.2	Action	Finalisation et approbation du PLM	Ambition 2030	3	On bouge	X			NON	
	A.3.3	Action	Inciter et accompagner les entreprises de la CAMVS à mettre en place des plans de mobilité	Ambition 2030	3	On bouge	X		X	NON	En cours de travail, pas assez de visibilité
	A.3.4	Action	Aménager le pôle d'échanges multimodal de Melun	Ambition 2030	3	On bouge	X			NON	Action d'accompagnement non évaluable
	A.4	Levier d'action	Réduire le trafic des transports de marchandise dans la zone dense								
	A.4.1	Action	Poursuivre et accompagner la réalisation des études portant sur les infrastructures permettant de délester le trafic de la zone dense	Ambition 2030	3	On bouge			X	NON	Action d'acquisition de connaissances
	A.4.2	Action	Lancer un Appel à Projet pour gérer le dernier kilomètre de livraison	Ambition 2030	3	On bouge	X		X	NON	Action d'accompagnement non évaluable
	A.5	Levier d'action	Encourager la pratique du télétravail								
	A.5.1	Action	Promouvoir des nouveaux modes de travail pour limiter les déplacements	PCAET	3	Améliorer la mobilité des agents	X			OUI	
	A.6	Levier d'action	Diminuer le volume trafic des agents de l'agglomération								
	A.6.1	Action	Mettre en place d'un plan de déplacement d'administration	PCAET	3	Améliorer la mobilité des agents	X			OUI	
	B	Objectif	Renouveler le parc de véhicules								
	B.1	Levier d'action	Renouveler les véhicules les plus polluants par des véhicules propres								
	B.1.1	Action	Gérer et optimiser une flotte mutualisée de qualité	PCAET	3	Améliorer la mobilité des agents	X			OUI	

	B.1.2	Action	Développer les bornes de recharge électriques	PCAET	6	Promouvoir une mobilité durable	X			OUI	Action déjà comptabilisée dans le scénario tendanciel
	B.1.3	Action	Développer les motorisations alternatives pour le parc de bus	PCAET	8	Prolonger l'action de l'agglomération via ses délégataires	X			OUI	Action déjà comptabilisée dans le scénario tendanciel
	B.1.4	Action	Réfléchir à instaurer une Zone à Faible Emission mobilité (ZFE-m)	Ambition 2030	3	On bouge	X			OUI	
Bâtiment	C	Objectif	Réduire les consommations d'énergie grâce à la performance thermique des bâtiments								
	C.1	Levier d'action	Encourager la rénovation thermique des bâtiments								
	C.1.1	Action	Promouvoir la rénovation énergétique du parc existant	PCAET	5	Inciter à la rénovation et la construction d'un habitat durable	X			OUI	Action basée sur le programme de l'Agglomération Mon Plan Rénov'
	C.1.2	Action	Suivre, limiter et réduire les consommations énergétiques des bâtiments publics	PCAET	1	Promouvoir et développer un patrimoine sobre et efficace	X			OUI	
	D	Objectif	Changer de combustibles pour des énergies moins polluantes								
	D.1	Levier d'action	Remplacer les énergies fossiles par des énergies moins polluantes								
	D.1.1	Action	Favoriser au niveau territorial le développement de la richesse géothermique	PCAET	7	Améliorer le mix énergétique	X			NON	Schéma Directeur mené mais développement du réseau à échéance après 2025
	D.1.2	Action	Poursuivre le développement des réseaux de chaleur sur l'agglomération	Ambition 2030	5	On préserve	X			NON	
	D.1.3	Action	Étudier le potentiel EnR sur chaque projet patrimoine et/ou aménagement	PCAET	7	Améliorer le mix énergétique			X	NON	Action d'acquisition de connaissances
	E	Objectif	Accompagner les différentes parties prenantes aux enjeux énergie des bâtiments								
	E.1	Levier d'action	Former les différentes parties prenantes aux enjeux énergie des bâtiments								
	E.1.1	Action	Sensibiliser les habitants aux enjeux du PCET et de la transition énergétique	PCAET	9	Accompagner les acteurs du territoire			X	NON	Action d'accompagnement non évaluable
	E.1.2	Action	Former et sensibiliser l'ensemble des acteurs du territoire à la performance énergétique, la maîtrise de l'énergie et l'aménagement durable	PCAET	9	Accompagner les acteurs du territoire			X	NON	Action d'accompagnement non évaluable
	F	Objectif	Intégrer les enjeux de qualité de l'air dans la gestion du territoire								
	F.1	Levier d'action	Aménager le territoire en prenant en compte la qualité de l'air								
Autre	F.1.1	Action	Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de Melun Val de Seine	Ambition 2030	5	On préserve	X			NON	Action d'accompagnement non évaluable
	F.1.2	Action	Programme local de l'Habitat 2022-2027	Ambition 2030	6	On est solidaire	X	X		NON	Action d'accompagnement non évaluable
	G	Objectif	Réduire les émissions de polluants atmosphériques liées au traitement des déchets								
	G.1	Levier d'action	Réduire les émissions de polluants atmosphériques liés aux déchets								
	G.1.1	Action	Éviter la surconsommation et favoriser l'économie circulaire	PCAET	2	Mieux consommer et limiter la production de déchets	X			NON	Action d'accompagnement non évaluable
	G.1.2	Action	Améliorer le tri	PCAET	2	Mieux consommer et limiter la production de déchets	X			NON	Action d'accompagnement non évaluable
	G.1.3	Action	Agir sur la politique déchets	PCAET	8	Prolonger l'action de l'agglomération via ses délégataires	X			OUI	

H	Objectif	Mobiliser les acteurs autour du PCAET								
H.1	Levier d'action	Suivre l'avancée du PCAET								
H.1.1	Action	Impliquer la CAMVS dans une dynamique « énergie » et amplifier le PCAET	PCAET	10	Amplifier, animer et évaluer le PCAET			X	NON	Action d'accompagnement non évaluable
H.1.2	Action	Animer les instances de pilotages et suivre des indicateurs	PCAET	10	Amplifier, animer et évaluer le PCAET			X	NON	Action d'accompagnement non évaluable
H.1.3	Action	Surveiller la qualité de l'air sur le territoire en lien avec Airparif						X	NON	Action d'accompagnement non évaluable

Figure 18 : Synthèse des actions du territoire, ayant un impact sur la qualité de l'air

Fiches actions

Nous avons vu que de nombreuses mesures s'inscrivaient dans le Plan Air de la communauté d'Agglomération de Melun de Val de Seine, avec une diversité dans la capacité d'évaluation des actions. Afin de faciliter ce travail, les actions évaluable ont été regroupées (cf en gras dans la figure 18), permettant de définir 8 actions clés que l'on retrouve sous 8 fiches d'actions. Chacune reprend la description de l'action, la méthodologie d'évaluation, les hypothèses utilisées dans le scénario tendanciel en lien avec la thématique et les hypothèses liées à l'action en elle-même, déterminant ainsi les données utilisées dans l'évaluation. Pour la fiche n°4, le rapport complet de l'étude d'opportunité est disponible en annexe.

Secteurs	Actions clés évaluable	
Mobilité	Fiche 1	Encourager l'usage des transports en commun
	Fiche 2	Encourager la pratique du vélo
	Fiche 3	Remplacer la flotte de la collectivité
	Fiche 4	Réfléchir à la mise en place d'une ZFE-m
	Fiche 5	Encourager la pratique du télétravail au sein de la collectivité
Bâtiment	Fiche 6	Limiter et réduire les consommations des bâtiments publics
	Fiche 7	Promouvoir la rénovation énergétique du parc existant
Autre	Fiche 8	Réduction des déchets ménagers

Figure 19 : Récapitulatif des actions en fonction de leur caractère évaluable ou non dans le cadre du Plan air

Fiche n°1 – Encourager l'usage des transports en commun (TC)

Généralités

Description	Agir sur la politique transport/ Poursuivre le développement de l'offre/ Développement de l'offre d'été/ Développement d'une ligne de bus vers le Coudray-Montceaux/ Développement des priorités feux/ Développement d'un site propre sur le RD 372
Document de référence	PCAET (2017) /Ambition 2030 (2022)
Périmètre	Secteur mobilité
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action	Evaluation des émissions évitées dues à la distance non parcourue en véhicules particuliers sur le territoire grâce au report modal vers les transports en commun

Situation tendancielle 2025 sans cette action (fil de l'eau)

Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Part modale 2025 des transports en commun sur le territoire	Constante entre 2018 et 2025	Hypothèse
2	Trafic 2025 des véhicules particuliers sur le territoire	Constant entre 2018 et 2025	Hypothèse
3	Evolution du parc de véhicules particuliers	Renouvellement « naturel » du parc à horizon 2025	Inventaire prospectif 2025 – AIRPARIF 2021

Méthode d'évaluation de l'action

Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
4	Part modale en 2018 sur le territoire	12 %	Melun Val de Seine
	Part modale en 2025 sur le territoire	13.5 % (donnée avant COVID)	Melun Val de Seine
5	Mode de transport initial des nouveaux utilisateurs des TC	Véhicules particuliers	Hypothèse
6	Taux d'occupation d'un véhicule particulier sur le territoire	1.3 (constant entre 2018 et 2025)	EGT 2018 – chiffre IDF
7	Distance moyenne d'un déplacement en véhicule particulier en IDF	8.7 kms	EGT 2010 – basé sur la portée moyenne
8	Evolution du nombre de déplacements sur le territoire	Constant entre 2018 et 2025	Hypothèse
9	Période de calcul considérée	251 jours ouvrés	Périmètre EGT
10	Facteurs d'émissions du trafic routier par polluant atmosphérique	Variables (type de véhicule, motorisation et norme euro)	COPERT 5.2

Indicateurs de suivi et d'évaluation

	Indicateurs choisis	Sources
Indicateurs de moyen		
Indicateurs de réalisation	Nombre de lignes de bus ou nombre d'arrêts supplémentaires, Nombre de priorités aux feux, Nombre de passagers, Kilomètres parcourus	Melun Val de Seine et Ile de France Mobilité (IDFM)
Indicateurs de résultat	Part modal des transports en commun, Taux de fréquentation	Enquêtes IDFM
Indicateurs d'impact	Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°2 – Encourager la pratique du vélo			
Généralités			
Description		Poursuivre la mise en place de la Politique cyclable/ Adapter le schéma pour intégrer de nouvelles liaisons/ Promouvoir l'utilisation du vélo / Louer des vélos à travers la vélostation Mélivélo/ Développer une offre de stationnement vélos sécurisée aux principaux points d'arrêts du réseau	
Document de référence		PCAET (2017), Ambition 2030 (2022)	
Périmètre		Secteur mobilité	
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action		Evaluation des émissions évitées dues à la distance non parcourue en véhicules particuliers sur le territoire grâce au report modal vers le vélo	
Situation tendancielle 2025 sans cette action (fil de l'eau)			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Part modale 2025 du vélo sur le territoire	Constante entre 2018 et 2025	Hypothèse
2	Trafic 2025 des véhicules particuliers sur le territoire	Constant entre 2018 et 2025	Hypothèse
3	Evolution du parc de véhicules particuliers	Renouvellement « naturel » du parc à horizon 2025	Inventaire prospectif 2025 – AIRPARIF 2021
Méthode d'évaluation de l'action			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
4	Part modale en 2018 sur le territoire	1 %	Melun Val de Seine
	Part modale en 2025 sur le territoire	5 %	
5	Modes de transport initiaux des nouveaux utilisateurs du vélo	Véhicules particuliers et transports en commun	Hypothèse
6	Taux d'occupation d'un véhicule particulier sur le territoire	1.3 (constant entre 2018 et 2025)	EGT 2018 – chiffre IDF
7	Distance moyenne d'un déplacement à vélo sur le territoire en 2025	4 km	Hypothèse (moyenne France 2019 : 3 km)
8	Evolution du nombre de déplacements sur le territoire entre 2018 et 2025	Constant entre 2018 et 2025	Hypothèse
9	Période de calcul considérée	251 jours ouvrés	Périmètre EGT
10	Facteurs d'émissions du trafic routier par polluant atmosphérique	Variables (type de véhicule, motorisation et norme euro)	COPERT 5.2
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
	Indicateurs choisis		Sources
Indicateurs de moyen			
Indicateurs de réalisation		Nombre de km de pistes cyclables, Nombre de stationnements de vélos sécurisés, Nombre de locations de vélos (vélostation et interne)	Melun Val de Seine
Indicateurs de résultat		Part modale du vélo sur le territoire, Taux de fréquentation	Enquêtes
Indicateurs d'impact		Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°3 – Remplacement de la flotte de la collectivité			
Généralités			
Description		Renouveler la flotte de véhicules du territoire pour des véhicules plus propres (véhicules électriques) Réduire la distance parcourue par les véhicules du territoire (pool)	
Document de référence		PCAET (2017)	
Périmètre		Secteur mobilité	
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action		Evaluation des émissions évitées dues au renouvellement des véhicules du territoire Evaluation des émissions évitées dues à la diminution des kms parcourus par les véhicules du territoire (pool)	
Situation tendancielle 2025 sans cette action (fil de l'eau)			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Trafic 2025 des véhicules de la flotte	Constant entre 2019 et 2025	Hypothèse
2	Evolution du nombre de véhicules de la flotte	Constant entre 2019 et 2025	Hypothèse
3	Evolution du parc technologique de la flotte sans cette action en 2025	Aucun véhicule n'aurait été renouvelé depuis 2019	Hypothèse
Méthode d'évaluation de l'action			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
4	Distance parcourue par les véhicules du pool en 2019	64 318 kms	Melun Val de Seine
5	Distance parcourue par les véhicules du pool en 2025	51 000 kms	PCAET
6	Pourcentage de véhicules électriques dans la flotte du territoire en 2019	10%	Melun Val de Seine
7	Pourcentage de véhicules électriques dans la flotte du territoire en 2025	20%	PCAET
8	Nouveaux véhicules de la flotte entre 2019 et 2021 (remplacent des anciens véhicules)	3 VP essence, 1 VUL diesel 2 VUL électrique	Melun Val de Seine
9	Nouveaux véhicules prévus en 2022 et 2023 (remplacent des anciens véhicules)	1 VP hybride, 2 VP électrique	Melun Val de Seine
10	Renouvellement d'un véhicule supplémentaire pour atteindre l'objectif des 20% de véhicules électriques	Remplacement du véhicule le plus ancien (VP essence Euro 3)	Hypothèse
11	Facteurs d'émissions du trafic routier par polluant atmosphérique	Variables (type de véhicule, motorisation et norme euro)	COPERT 5.2
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
	Indicateurs choisis		Sources
Indicateurs de moyen			
Indicateurs de réalisation			
Indicateurs de résultat	Distance parcourue par le pool du territoire, Taux de véhicules électriques		Melun Val de Seine
Indicateurs d'impact	Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre		Airparif

Fiche n°4 – Réfléchir à instaurer une ZFE-m

Généralités

Détail/objectif(s) de l'action	Interdire les véhicules Crit'Air 4, 5 et Non Classés (C4, C5, NC) d'ici 2025 sur la commune de Melun et l'axe routier D606 (situé sur le territoire)
Document de référence	Projet d'agglomération (2022)
Périmètre	Secteur mobilité
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action	Evaluation du renouvellement du parc technologique de véhicules à horizon 2025 du fait de l'interdiction des véhicules C4, C5 et NC sur le périmètre défini

Situation tendancielle 2025 sans cette action (fil de l'eau)

	Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
1	Trafic 2025 sur le territoire (tous types de véhicules confondus)	Constant entre 2018 et 2025	Hypothèse
2	Evolution du parc technologique sans cette action	Renouvellement « naturel » du parc à horizon 2025	Inventaire prospectif 2025 – AIRPARIF 2021

Méthode d'évaluation de l'action

	Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
3	Périmètre de la ZFE-m	Commune de Melun et axe routier D606 intersectant la CA Melun Val de Seine	Melun Val de Seine
4	Véhicules interdits	C4 et plus anciens pour tous les types de véhicules	Melun Val de Seine
5	Taux de renouvellement des véhicules interdits	100 %	Hypothèse
6	Motorisations des véhicules renouvelés	Répartition au prorata des ventes 2020 en IDF	Hypothèse
7	Crit'Air des véhicules renouvelés	Pour chaque motorisation, Crit'Air le plus récent	Hypothèse
8	Période de calcul considérée	24h/24h et 7J/7J	Hypothèse
9	Facteurs d'émissions du trafic routier par polluant atmosphérique	Variables (type de véhicule, motorisation et norme euro)	COPERT 5.2

Indicateurs de suivi et d'évaluation

	Indicateurs choisis	Sources
Indicateurs de moyen		
Indicateurs de réalisation		
Indicateurs de résultat	Suivi du parc par vignette Crit'Air et type de véhicule (parc roulant et parc statique)	Airparif et SDES
Indicateurs d'impact	Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°5 – Encourager la pratique du télétravail au sein de la collectivité

Généralités			
Description		Promouvoir des nouveaux modes de travail pour limiter les déplacements	
Document de référence		PCAET (2017)	
Périmètre		Secteur mobilité	
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action		Evaluation des émissions évitées dues à la réduction du nombre de déplacements domicile-travail réalisés par les agents du territoire	
Situation tendancielle 2025 sans cette action (fil de l'eau)			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Evolution des parts modales pour les déplacements domicile-travail	Constante entre 2018 et 2025	Hypothèse
2	Trafic 2025 sur le territoire sans cette action pour les véhicules particuliers	Constant entre 2018 et 2025	Hypothèse
3	Evolution du parc technologique	Renouvellement « naturel » du parc à horizon 2025	Inventaire prospectif 2025 – AIRPARIF 2021
Méthode d'évaluation de l'action			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
4	Nombre d'agents de la communauté de commune pouvant réaliser du télétravail en 2018	33 agents	Melun Val de Seine
5	Nombre d'agents de la communauté de commune pouvant réaliser du télétravail en 2025	125 agents	Melun Val de Seine
6	Nombre de jours de télétravail réalisés par semaine	2 jours	Melun Val de Seine
7	Distance domicile-travail moyenne aller	16 km	Rayon moyen de l'EPCI
8	Part modale voiture domicile-travail 2018 du territoire	74 %	Melun Val de Seine – enquête interne
9	Taux d'occupation d'un véhicule particulier pour un déplacement domicile-travail	1.03	ENTD 2008
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
	Indicateurs choisis		Sources
Indicateurs de moyen			
Indicateurs de réalisation			
Indicateurs de résultat		Nombre moyen de jour de télétravail effectif par agent, nombre d'agents réalisant du télétravail	Melun Val de Seine
Indicateurs d'impact		Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°6 – Limiter et réduire les consommations des bâtiments publics

Généralités			
Description		Suivre, limiter et réduire les consommations énergétiques des bâtiments publics	
Document de référence		PCAET (2017)	
Périmètre		Secteur bâtiment tertiaire	
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action		Evaluation des émissions évitées dues à la réduction des consommations de gaz des bâtiments publics du territoire	
Situation tendancielle 2025 sans cette action (fil de l'eau)			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Evolutions des consommations d'énergie entre 2018 et 2025	Constant entre 2018 et 2025	Hypothèse
Méthode d'évaluation			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
3	Consommations de gaz des bâtiments publics du territoire en 2018	758 MWh/an	Melun Val de Seine
4	Objectif de réduction des consommations de gaz	5% /an (jusqu'en 2025)	Melun Val de Seine
5	Facteurs d'émissions du secteur tertiaire par polluant atmosphérique	Variables selon les sources d'énergie	Ominea - CITEPA
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
	Indicateurs choisis		Sources
Indicateurs de moyen			
Indicateurs de réalisation			
Indicateurs de résultat		Consommation annuelle énergie par bâtiment	Melun Val de Seine
Indicateurs d'impact		Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°7 – Promouvoir la rénovation énergétique du parc existant

Généralités

Description	Promouvoir la rénovation énergétique du parc existant de logements privés du territoire via le dispositif Mon Plan Rénov'
Document de référence	PCAET (2017) / PLH 2022-2027
Périmètre	Secteur bâtiment résidentiel
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action	Evaluation des émissions évitées dues à la réduction des consommations d'énergie du parc de logements privés rénovés

Situation tendancielle 2025 sans cette action (fil de l'eau)

Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
1 Evolutions des consommations d'énergie entre 2018 et 2025 sans cette action pour les logements concernés	Pas de rénovation des logements concernés par cette action (consommation constante)	Hypothèse

Méthode d'évaluation

Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
3 Logements rénovés grâce à Mon Plan Rénov' de 2018 à 2021	238 logements	Melun Val de Seine
4 Consommations évitées grâce aux rénovations des logements entre 2018 à 2021	3360 MWh Ep	Melun Val de Seine
5 Objectif de rénovations de logements de 2022 à 2025	2022 : 50 collectifs + 40 individuels 2023 : 150 collectifs + 40 individuels 2024 : 150 collectifs + 50 individuels 2025 : 150 collectifs + 60 individuels	Melun Val de Seine
7 Gain d'énergie moyen pour les rénovations de 2022 à 2025	35 %	Melun Val de Seine
8 Surface et consommation des futurs logements rénovés de 2022 à 2025	Basé sur les surfaces et consommations moyennes des logements rénovés de 2018 à 2021	Hypothèse
Sources d'énergie principales des logements	Répartition supposée au prorata des consommations d'énergie du résidentiel sur le territoire	Inventaire 2018 – AIRPARIF 2020
9 Facteurs d'émissions du secteur résidentiel par polluant atmosphérique	Variables selon les sources d'énergie	Ominea - CITEPA

Indicateurs de suivi et d'évaluation

	Indicateurs choisis	Sources
Indicateurs de moyen		
Indicateurs de réalisation	Nombre de rénovations effectués	Melun Val de Seine
Indicateurs de résultat	Gains en consommation énergétique par source d'énergie	Airparif
Indicateurs d'impact	Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°8 – Réduction des déchets ménagers

Généralités

Nom de l'action/objectif	Agir sur la politique déchets
Description	Réduire la quantité de déchets ménagers et assimilés produits sur le territoire
Document de référence	PCAET (2017)
Périmètre	Secteur traitement des déchets
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action	Evaluation des émissions évitées dues à la réduction du tonnage de déchets ménagers et assimilés traités sur le territoire (usine d'incinération de Vaux le Pénil)

Situation tendancielle 2025 sans cette action (fil de l'eau)

Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
1 Evolutions du tonnage de déchets ménagers traités au sein de l'usine d'incinération entre 2018 et 2025 sans cette action	Tonnage constant	Hypothèse
2 Evolutions des émissions de polluants atmosphériques de l'usine d'incinération entre 2018 et 2025 sans cette action	NOx : -66 % COVNM : -12 % GES : 0 % (mise en place d'un système de dépollution en 2019)	Inventaire 2025 – AIRPARIF 2021

Méthode d'évaluation

Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
3 Objectif de réduction du tonnage de déchets ménagers traités au sein de l'usine d'incinération entre 2018 et 2025	2025 : -7.7 % (soit -10.3 % par rapport à 2010)	Programme Local de Prévention Des Déchets Ménagers et Assimilés SMITOM–LOMBRIC (-13.5 % en 2027 et -3.88 % en 2021 par rapport à 2010)
4 Evolution des consommations d'énergie liées au traitement des déchets sans amélioration technologique du site	Considérée proportionnelle à l'évolution du tonnage de déchets	Hypothèse
5 Facteurs d'émissions du secteur traitement des déchets par polluant atmosphérique	Variables selon les sources d'énergie	Ominea - CITEPA

Indicateurs de suivi et d'évaluation

	Indicateurs choisis	Sources
Indicateurs de moyen		
Indicateurs de réalisation	Gains en tonnage de déchets ménagers traités	SMITOM–LOMBRIC
Indicateurs de résultat	Gains en consommation énergétique par source d'énergie	Airparif
Indicateurs d'impact	Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Evaluation et perspectives

Comme exposé auparavant, 8 actions clés ont pu être évaluées sur les polluants NO_x, PM_{2,5}, PM₁₀ et COVNM, pour déterminer les gains en émissions obtenus grâce aux actions en 2025 en plus du scénario tendanciel. Ces gains permettent de situer le territoire par rapport aux objectifs du PREPA et de souligner ce qu'elles apportent en plus. Dans la figure 20, un gain positif correspond à une baisse d'émissions supplémentaire par rapport au scénario tendanciel, permise par l'action.

	Baisses d'émissions liées aux actions évaluable du plan air par rapport au scénario tendanciel 2025			
	NO _x (kg/an)	PM ₁₀ (kg/an)	PM _{2,5} (kg/an)	COVNM (kg/an)
Mobilité	11 659	843	576	676
% mobilité scénario 2025	1,6%	1,5%	1,8%	0,9%
Transports en commun	3 932	333	199	231
Vélo	3 807	322	192	234
Flotte véhicules Agglomération	10	1	1	2
ZFE-m	3 821	179	180	213
Télétravail agents collectivité	89	8	4	5
Bâtiment	1 176	1 064	1 034	2 112
% bâtiment scénario 2025	0,6%	0,8%	1,1%	0,5%
Consommations bâtiments publics	44	1	1	1
Rénovation énergétique	1 132	1 063	1 093	2 111
Autres	2783	0	0	43
% autres scénario 2025	2,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Réduction des déchets ménagers	2783	0	0	43
TOTAL	15 618	1 907	1 610	2 831
% scénario 2025	1,5%	0,8%	1,2%	0,3%

Figure 20 : Gains en émission par actions en plus du scénario tendanciel 2025

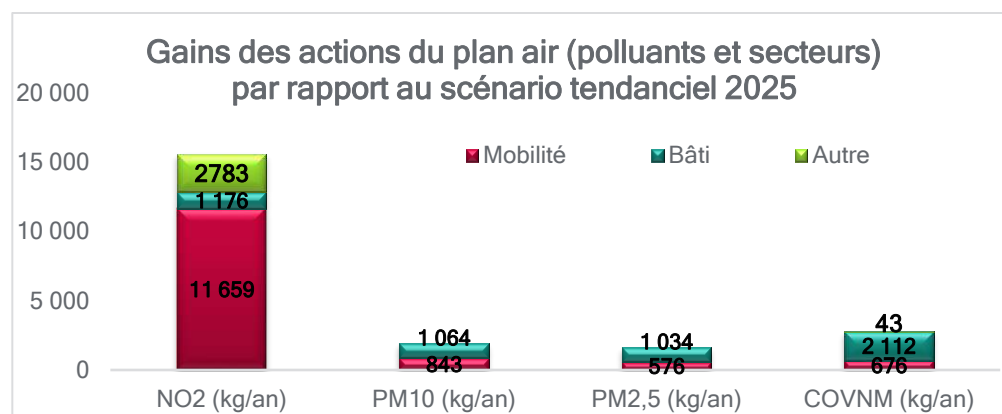


Figure 21 : Représentation graphique des gains en émission par rapport au scénario tendanciel 2025

L'impact sur les émissions de NO_x est plus important pour les actions concernant la mobilité puisque le trafic routier est le principal émetteur de ce polluant : les actions de ce secteur permettent d'éviter 11 659 kg de NO_x en plus du scénario tendanciel à horizon 2025.

En cumulant les gains permis par les actions du Plan Air et le scénario tendanciel, il apparaît alors dans la figure 22, que le total permettrait une baisse de 28% des émissions sur les NO_x entre 2018 et 2025.

	Baisses d'émissions liées aux actions évaluable et à l'évolution tendancielle par rapport à 2018			
	NO _x (t/an)	PM ₁₀ (t/an)	PM _{2,5} (t/an)	COVNM (t/an)
Mobilité	286	11	11	36
Bâtiment	24	27	21	37
Autres	71	0	0	0
TOTAL	381	38	32	73
	NO _x (t/an)	PM ₁₀ (t/an)	PM _{2,5} (t/an)	COVNM (t/an)
Mobilité	29%	16%	25%	32%
Bâtiment	11%	16%	18%	9%
Autres	43%	1%	1%	0%
TOTAL	28%	14%	19%	7%

Figure 22 : Gains en émission par actions par rapport à 2018

Pour autant, il est important de mettre en relation ces baisses d'émissions estimées en 2025, aux objectifs du PREPA, comme présenté en figure 23. Ce dernier reprend les données du territoire entre 2005 et 2018, les objectifs du PREPA en 2025 et les résultats avec le scénario tendanciel 2025 cumulés avec les actions du plan air.

Comme souligné auparavant, les objectifs sur les particules fines et les COVNM sont atteints, mais sur les NO_x, malgré les actions planifiées et évaluées, la baisse ne permet pas d'atteindre la cible en 2025. Néanmoins, la baisse d'émissions reste importante et encourageante (28% par rapport à 2018 au lieu de 36% nécessaire pour atteindre l'objectif) et est à mettre en parallèle aux concentrations de NO₂ du territoire qui devraient respecter les normes de qualité de l'air au plus tard en 2025 compte-tenu des niveaux en 2021, du scénario tendanciel et des actions de l'agglomération.

	NO _x (t/an)	PM _{2,5} (t/an)	COVNM (t/an)
2005	2185	294	1588
2010	1885	241	1073
2012	1697	213	933
2015	1617	187	799
2018	1375	169	713
2025 tendanciel	1010	139	643
2025 tendanciel + plan air	994	137	640
	-55%	-53%	-60%
2025 objectifs PREPA	874	171	842
	-60%	-42%	-47%
Efforts supplémentaires attendus	120	0	0
	6%	0%	0%

Figure 23 : Emissions par polluants selon modélisation 2025 par rapport aux objectifs du PREPA

Cartographie des populations sensibles exposées

En complément des résultats obtenus sur les concentrations de NO₂ et sa baisse envisagée en émissions, un état des lieux de l'exposition des populations sensibles à ce polluant a été effectué. Les valeurs limites en concentrations sont respectées mais très ponctuellement dépassées à proximité des axes routiers. Un focus a été effectué sur ces dépassements afin de vérifier que les populations sensibles ne soient pas exposées à ces concentrations.

Un recoupement a été réalisé, entre les zones de dépassement des valeurs limites pour le NO₂, soit au-dessus de 40 µg/m³, et la liste des établissements sensibles du territoire sur notre outil SIG. Les établissements sensibles visés sont des établissements dont l'activité est considérée sensible au regard des publics concernés (enfant, personne âgée, malade). Cela concerne principalement les établissements scolaires (crèches, écoles, enseignements secondaires), les établissements recevant des personnes en situation de handicap et les établissements de santé (hôpitaux, personnes âgées, hébergements sociaux). D'un point de vue qualité de l'air, en plus des établissements sensibles, il est également intéressant de prendre en compte les équipements sportifs (surtout extérieur, type stade, terrain de tennis, ...).

Les données en concentration d'Airparif ont été obtenues par modélisation à partir des émissions en prenant en compte les transports de pollution. Lorsque la pollution est émise au niveau d'un axe routier, elle se transforme et se disperse autour de l'axe, c'est ce qu'on appelle la zone « influencée par le trafic routier ». Ainsi la modélisation proposée prend en compte ce phénomène. L'analyse permet donc de déterminer 2 mailles où la concentration dépasse les 40 µg/m³ (44 et 45 µg/m³). Un établissement sensible ou un équipement sportif, sera considéré exposé à un dépassement de concentration, s'il se situe directement sur une maille des deux mailles. Comme présenté sur la cartographie, les établissements sensibles et les équipements sportifs identifiés aux alentours des mailles en dépassement ne se trouvent pas directement sur ces mailles, il apparaît donc que le territoire ne compte pas de population sensible ou en activité sportive, exposée à un dépassement de la valeur limite en NO₂.

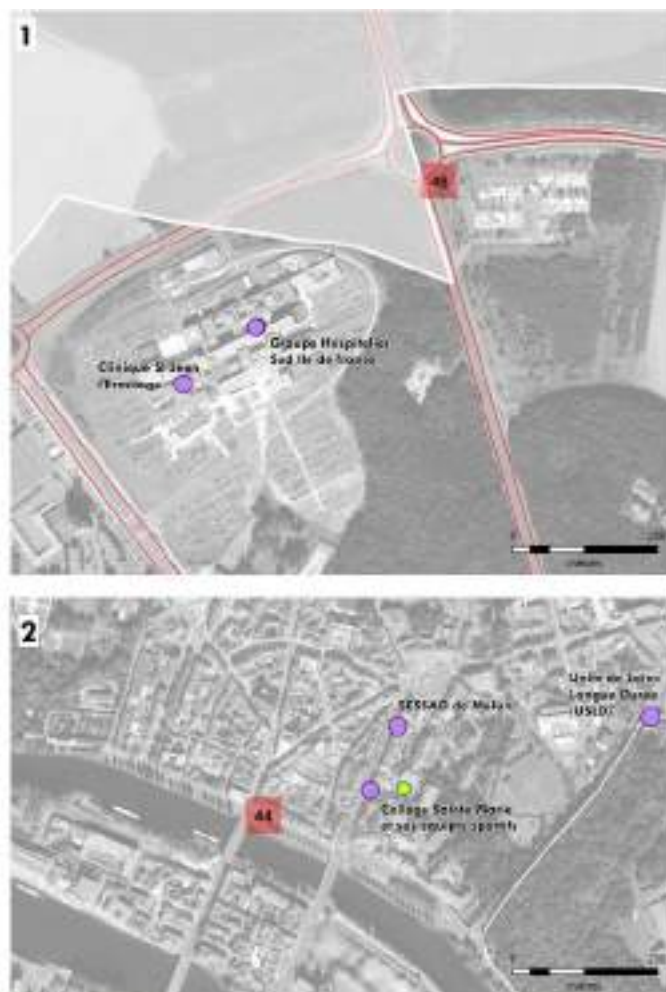


Figure 24 : Cartographies recoupant les mailles en dépassement de concentration en NO_2 et les établissements sensibles

Pour aller plus loin : projection à 2030

Evaluation prospective : scénario tendanciel 2030

Pour compléter le travail effectué dans le cadre du plan d'action renforcé à 2025 et apporter une vision à moyen terme, Airparif propose une projection à 2030 sur la base des actions et objectifs retenus.

Ainsi, l'inventaire prospectif se base sur un scénario tendanciel 2030, pour lesquelles les hypothèses structurantes suivantes ont été prises en compte:

- Le scénario dit « avec mesures existantes » - AME 2021 du CITEPA à horizon 2025 et 2030 : prise en compte de toutes les mesures effectivement
- Renouvellement tendanciel des équipements de chauffage au bois (10 000 équipements non performants par an) - hypothèse DRIEAT, et extrapolation du recul de l'usage des foyers ouverts
- Renouvellement naturel du parc de véhicules à partir de la situation réelle 2019
- Evolution prospective du volume de trafic par zone et par types de routes (autoroutes vs autres routes) - DRIEAT 2022
- Pour les grands sites industriels déclarant dans le registre annuel des polluants GEREP - PPA IDF 2020 en vigueur

En lien avec le travail effectué sur 2025, un comparatif avec le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) permet de percevoir si les objectifs de réduction des émissions à horizon 2030 de ce dernier sont en corrélation avec les objectifs de réduction modélisés à travers ce scénario tendanciel 2030. Seuls les NO_x, PM_{2.5}, PM₁₀ et les COVNM ont été étudiés. Le SO₂ et le NH₃ ont été exclus pour les mêmes raisons qu'exprimées auparavant : concentrations en SO₂ et NH₃ très faibles sur l'Île-de-France, ne constituant pas un enjeu au regard des objectifs de réduction déjà respectés par rapport au PREPA. Les graphiques joints ci-après permettent d'illustrer ces propos. A noter, lors de la construction de ce nouvel inventaire, un certain nombre de mises à jour et d'améliorations ont été effectuées, notamment sur les méthodes et les périmètres. Les données associées au scénario 2025 ont été recalculées. Quelques différences avec les projections précédentes en 2025 peuvent être donc observées.

Melun Val de Seine	NO _x		PM _{2.5}		COVNM (hors émissions naturelles)	
	tonne	% / 2005	tonne	% / 2005	tonne	% / 2005
2005 (référence)	2 185	Non concerné	294	Non concerné	1 588	Non concerné
2030 tendancielle (sans actions locales)	726	-67%	132	-55%	629	-60%
Objectif PREPA 2030	677	-69%	127	-57%	762	-52%
Effort supplémentaire au tendanciel pour respecter PREPA 2030	48 tonnes		5 tonnes		PREPA déjà respecté	

Figure 25 : Synthèse des gains d'émissions nécessaires par polluant pour respecter les exigences du PREPA

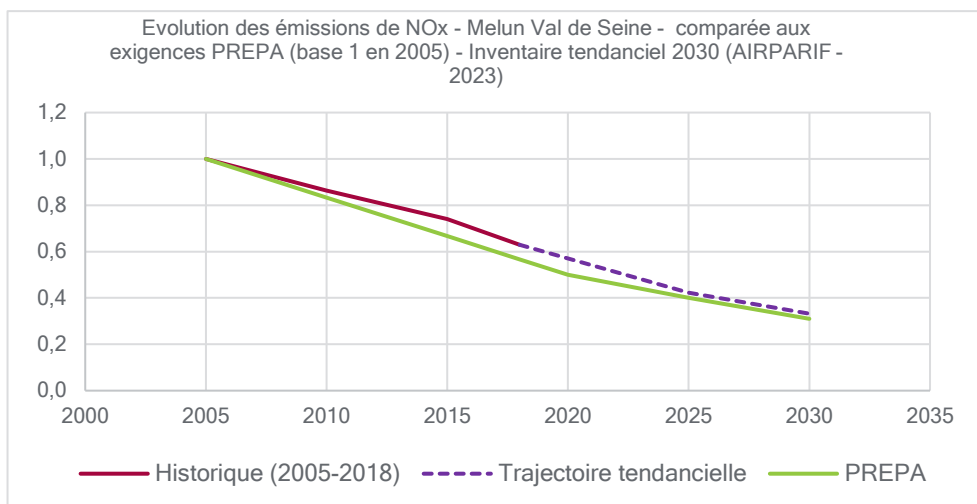


Figure 26 : Evolution des émissions de NOx comparée aux exigences du PREPA à horizon 2030

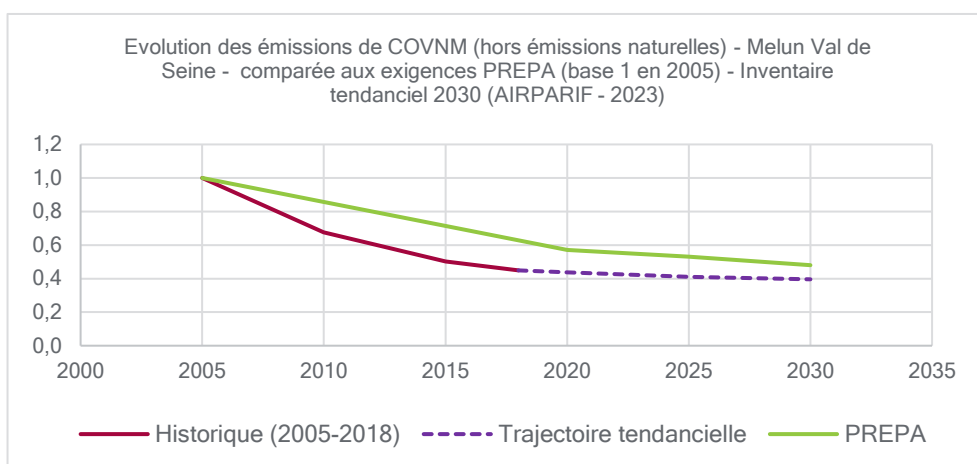


Figure 27 : Evolution des émissions de COVNM comparée aux exigences du PREPA à horizon 2030

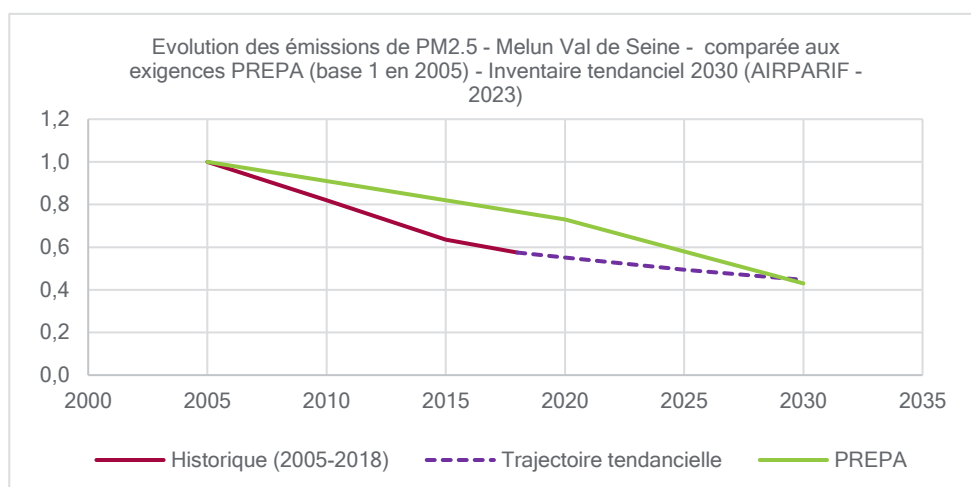


Figure 28 : Evolution des émissions de PM_{2.5} comparée aux exigences du PREPA à horizon 2030

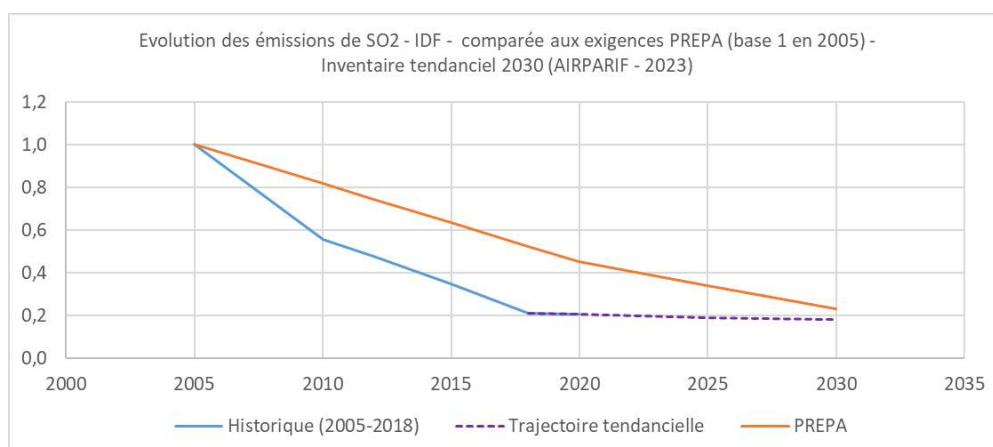


Figure 29 : Evolution des émissions de SO₂ comparée aux exigences du PREPA à horizon 2030

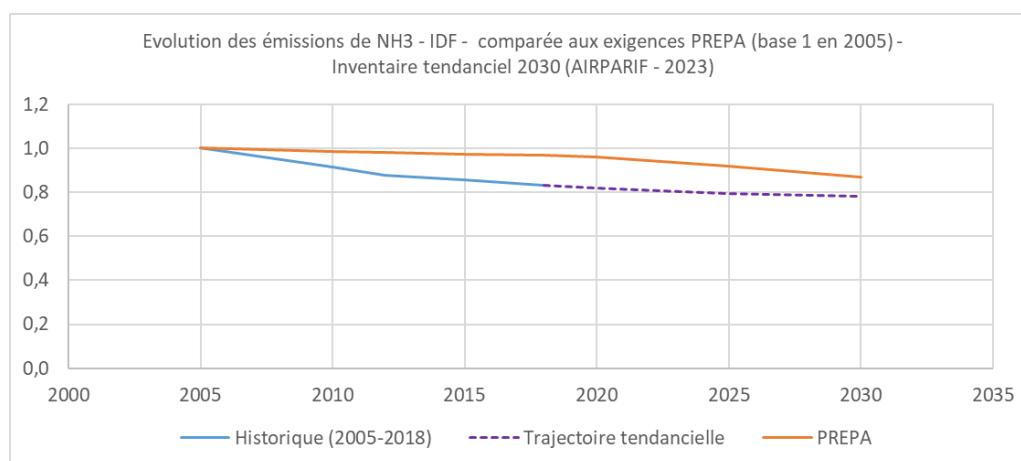


Figure 30 : Evolution des émissions de NH₃ comparée aux exigences du PREPA à horizon 2030

Fiches actions

Sept fiches ont été reprises et ajustées avec les objectifs, hypothèses disponibles, permettant d'ajuster le calcul à 2030. Pour la fiche n°4 (ZFE), l'analyse n'a pu être faite qu'à horizon 2025 car le périmètre envisagé et les conditions de restrictions (Crit'Air 4, 5) prévus dans l'étude d'opportunité, ne permettent pas un gain réel vis à vis du scénario tendanciel 2030. Ainsi la faisabilité d'instaurer cette ZFE sera rediscutée d'ici 2030 dans le cadre du Schéma de Cohérence Territorial Air-Energie-Climat (SCoT AEC) en cours d'élaboration, en lien avec les évolutions réglementaires.

Fiche n°1 – Encourager l’usage des transports en commun (TC)			
Généralités			
Nom de l’action/objectif		Encourager l'usage des transports en commun	
Description		Agir sur la politique transport / Poursuivre le développement de l'offre de Transport en commun / Développement de l'offre d'été / Développement d'une ligne de bus vers le Coudray-Montceaux / Développement des priorités feux / Développement d'un site propre sur le RD 372	
Document de référence		PCAET (2017)	
Périmètre		Secteur trafic routier	
Principe méthodologique de l’évaluation a priori des gains en émissions de l’action		Evaluation des émissions évitées dues à la distance non parcourue en véhicules particuliers sur le territoire grâce au report modal vers les transports en commun	
Situation tendancielle 2030 sans cette action (fil de l’eau)			
Eléments clés pour l’évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Part modale 2030 des transports en commun sur le territoire sans cette action	Constante entre 2018 et 2030	Hypothèse de calcul
2	Trafic 2030 des véhicules particuliers sur le territoire sans cette action	Constant entre 2018 et 2030	Hypothèse de calcul
3	Evolution du parc de véhicules particuliers	Renouvellement « naturel » du parc à horizon 2030	Inventaire prospectif 2030 – AIRPARIF 2023
Méthode d’évaluation de l’action			
Eléments clés pour l’évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
4	Part modale des transports en commun en 2018 sur le territoire	12 %	Melun Val de Seine
	Part modale des transports en commun en 2030 sur le territoire (retour au niveau pré-covid 2019)	13.5 %	Objectif Melun Val de Seine
5	Mode de transport initial des nouveaux utilisateurs des transports en commun	Véhicules particuliers	Hypothèse de calcul
6	Taux d’occupation d’un véhicule particulier sur le territoire	1.3 (constant entre 2018 et 2030)	EGT 2018 – chiffre IDF
7	Distance moyenne d'un déplacement en véhicule particulier en IDF	8.7 kms	EGT 2010 – Traitement AIRPARIF basé sur la portée moyenne
8	Evolution du nombre de déplacements sur le territoire	Constant entre 2018 et 2030	Hypothèse de calcul
9	Période de calcul considérée	251 jours ouvrés	Périmètre EGT
10	Facteurs d’émissions du trafic routier par polluant atmosphérique	Variables selon le type de véhicule, la motorisation et la norme euro	COPERT 5.2 – traitement AIRPARIF
Indicateurs de suivi et d’évaluation			
	Indicateurs choisis		Sources
Indicateurs de moyen			
Indicateurs de réalisation		Nombre de lignes de bus ou nombre d’arrêts supplémentaires, Nombre de priorités aux feux, Nombre de passagers, Kilomètres parcourus	Melun Val de Seine et Ile de France Mobilité (IDFM)
Indicateurs de résultat		Part modal des transports en commun, Taux de fréquentation	Enquêtes IDFM
Indicateurs d’impact		Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°2 – Encourager la pratique du vélo

Généralités

Description	Poursuivre la mise en place de la Politique cyclable/ Adapter le schéma pour intégrer de nouvelles liaisons/ Promouvoir l'utilisation du vélo / Louer des vélos à travers la vélostation MéliVélo/ Développer une offre de stationnement vélos sécurisée aux principaux points d'arrêts du réseau
Document de référence	PCAET (2017), Ambition 2030 (2022)
Périmètre	Secteur mobilité
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action	Evaluation des émissions évitées dues à la distance non parcourue en véhicules particuliers sur le territoire grâce au report modal vers le vélo

Situation tendancielle 2030 sans cette action (fil de l'eau)

Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Part modale 2030 du vélo sur le territoire	Constante entre 2018 et 2030	Hypothèse
2	Trafic 2030 des véhicules particuliers sur le territoire	Constant entre 2018 et 2030	Hypothèse
3	Evolution du parc de véhicules particuliers	Renouvellement « naturel » du parc à horizon 2030	Inventaire prospectif 2030 – AIRPARIF 2023

Méthode d'évaluation de l'action

Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
4	Part modale en 2018 sur le territoire	1 %	Melun Val de Seine
	Part modale en 2025 sur le territoire	5 %	
5	Modes de transport initiaux des nouveaux utilisateurs du vélo	Véhicules particuliers et transports en commun	Hypothèse
6	Taux d'occupation d'un véhicule particulier sur le territoire	1.3 (constant entre 2018 et 2030)	EGT 2018 – chiffre IDF
7	Distance moyenne d'un déplacement à vélo sur le territoire en 2030	4 km	Hypothèse (moyenne France 2019 : 3 km)
8	Evolution du nombre de déplacements sur le territoire entre 2018 et 2030	Constant entre 2018 et 2030	Hypothèse
9	Période de calcul considérée	251 jours ouvrés	Périmètre EGT
10	Facteurs d'émissions du trafic routier par polluant atmosphérique	Variables (type de véhicule, motorisation et norme euro)	COPERT 5.2

Indicateurs de suivi et d'évaluation

	Indicateurs choisis	Sources
Indicateurs de moyen		
Indicateurs de réalisation	Nombre de km de pistes cyclables, Nombre de stationnements de vélos sécurisés, Nombre de locations de vélos (vélostation et interne)	Melun Val de Seine
Indicateurs de résultat	Part modale du vélo sur le territoire, Taux de fréquentation	Enquêtes
Indicateurs d'impact	Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°3 – Remplacement de la flotte de la collectivité			
Généralités			
Description		Renouveler la flotte de véhicules du territoire pour des véhicules plus propres (véhicules électriques) Réduire la distance parcourue par les véhicules du territoire (pool)	
Document de référence		PCAET (2017)	
Périmètre		Secteur mobilité	
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action		Evaluation des émissions évitées dues au renouvellement des véhicules du territoire Evaluation des émissions évitées dues à la diminution des kms parcourus par les véhicules du territoire (pool)	
Situation tendancielle 2030 sans cette action (fil de l'eau)			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Trafic 2030 des véhicules de la flotte	Constant entre 2019 et 2030	Hypothèse
2	Evolution du nombre de véhicules de la flotte	Constant entre 2019 et 2030	Hypothèse
3	Evolution du parc technologique de la flotte sans cette action en 2030	Aucun véhicule n'aurait été renouvelé depuis 2019	Hypothèse
Méthode d'évaluation de l'action			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
4	Distance parcourue par les véhicules du pool en 2019	64 318 kms	Melun Val de Seine
5	Distance parcourue par les véhicules du pool en 2030	51 000 kms	PCAET
6	Pourcentage de véhicules électriques dans la flotte du territoire en 2019	10%	Melun Val de Seine
7	Pourcentage de véhicules électriques dans la flotte du territoire en 2030	20%	PCAET
8	Nouveaux véhicules de la flotte entre 2019 et 2021 (remplacent des anciens véhicules)	3 VP essence, 1 VUL diesel 2 VUL électrique	Melun Val de Seine
9	Nouveaux véhicules prévus en 2022 et 2023 (remplacent des anciens véhicules)	1 VP hybride, 2 VP électrique	Melun Val de Seine
10	Renouvellement d'un véhicule supplémentaire pour atteindre l'objectif des 20% de véhicules électriques	Remplacement du véhicule le plus ancien (VP essence Euro 3)	Hypothèse
11	Facteurs d'émissions du trafic routier par polluant atmosphérique	Variables (type de véhicule, motorisation et norme euro)	COPERT 5.2
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
	Indicateurs choisis		Sources
Indicateurs de moyen			
Indicateurs de réalisation			
Indicateurs de résultat		Distance parcourue par le pool du territoire, Taux de véhicules électriques	Melun Val de Seine
Indicateurs d'impact		Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°5 – Encourager la pratique du télétravail au sein de la collectivité

Généralités			
Description		Promouvoir des nouveaux modes de travail pour limiter les déplacements	
Document de référence		PCAET (2017)	
Périmètre		Secteur mobilité	
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action		Evaluation des émissions évitées dues à la réduction du nombre de déplacements domicile-travail réalisés par les agents du territoire	
Situation tendancielle 2030 sans cette action (fil de l'eau)			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Evolution des parts modales pour les déplacements domicile-travail	Constante entre 2018 et 2030	Hypothèse
2	Trafic 2030 sur le territoire sans cette action pour les véhicules particuliers	Constant entre 2018 et 2030	Hypothèse
3	Evolution du parc technologique	Renouvellement « naturel » du parc à horizon 2030	Inventaire prospectif 2030 – AIRPARIF 2023
Méthode d'évaluation de l'action			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
4	Nombre d'agents de la communauté de commune pouvant réaliser du télétravail en 2018	33 agents	Melun Val de Seine
5	Nombre d'agents de la communauté de commune pouvant réaliser du télétravail en 2030	125 agents	Melun Val de Seine
6	Nombre de jours de télétravail réalisés par semaine	2 jours	Melun Val de Seine
7	Distance domicile-travail moyenne aller	16 km	Rayon moyen de l'EPCI
8	Part modale voiture domicile-travail 2018 du territoire	74 %	Melun Val de Seine – enquête interne
9	Taux d'occupation d'un véhicule particulier pour un déplacement domicile-travail	1.03	ENTD 2008
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
	Indicateurs choisis		Sources
Indicateurs de moyen			
Indicateurs de réalisation			
Indicateurs de résultat		Nombre moyen de jour de télétravail effectif par agent, nombre d'agents réalisant du télétravail	Melun Val de Seine
Indicateurs d'impact		Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°6 – Limiter et réduire les consommations des bâtiments publics

Généralités			
Description		Suivre, limiter et réduire les consommations énergétiques des bâtiments publics	
Document de référence		PCAET (2017)	
Périmètre		Secteur bâtiment tertiaire	
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action		Evaluation des émissions évitées dues à la réduction des consommations de gaz des bâtiments publics du territoire	
Situation tendancielle 2030 sans cette action (fil de l'eau)			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
1	Evolutions des consommations d'énergie entre 2018 et 2030	Constant entre 2018 et 2030	Hypothèse
Méthode d'évaluation			
Eléments clés pour l'évaluation		Valeurs retenues	Sources de données
3	Consommations de gaz des bâtiments publics du territoire en 2018	758 MWh/an	Melun Val de Seine
4	Objectif de réduction des consommations de gaz	5% /an (jusqu'en 2030)	Melun Val de Seine
5	Facteurs d'émissions du secteur tertiaire par polluant atmosphérique	Variables selon les sources d'énergie	Ominea - CITEPA
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
	Indicateurs choisis		Sources
Indicateurs de moyen			
Indicateurs de réalisation			
Indicateurs de résultat		Consommation annuelle énergie par bâtiment	Melun Val de Seine
Indicateurs d'impact		Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°7 – Promouvoir la rénovation énergétique du parc existant

Généralités

Description	Promouvoir la rénovation énergétique du parc existant de logements privés du territoire via le dispositif Mon Plan Rénov'
Document de référence	PCAET (2017) / PLH 2022-2027
Périmètre	Secteur bâtiment résidentiel
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action	Evaluation des émissions évitées dues à la réduction des consommations d'énergie du parc de logements privés rénovés

Situation tendancielle 2030 sans cette action (fil de l'eau)

Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
1 Evolutions des consommations d'énergie entre 2018 et 2030 sans cette action pour les logements concernés	Pas de rénovation des logements concernés par cette action (consommation constante)	Hypothèse

Méthode d'évaluation

Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
3 Logements rénovés grâce à Mon Plan Rénov' de 2018 à 2021	238 logements	Melun Val de Seine
4 Consommations évitées grâce aux rénovations des logements entre 2018 à 2021	3360 MWh Ep	Melun Val de Seine
5 Objectif de rénovations de logements de 2022 à 2030	2022 : 50 collectifs + 40 individuels 2023 : 150 collectifs + 40 individuels 2024 : 150 collectifs + 50 individuels 2025 : 150 collectifs + 60 individuels 2026 : 200 collectifs + 70 individuels 2027 : 200 collectifs + 80 individuels 2028 : 200 collectifs + 90 individuels 2029 : 200 collectifs + 90 individuels 2030 : 200 collectifs + 90 individuels	Melun Val de Seine
7 Gain d'énergie moyen pour les rénovations de 2022 à 2030	35 %	Melun Val de Seine
8 Surface et consommation des futurs logements rénovés de 2022 à 2030	Basé sur les surfaces et consommations moyennes des logements rénovés de 2018 à 2021	Hypothèse
Sources d'énergie principales des logements	Répartition supposée au prorata des consommations d'énergie du résidentiel sur le territoire	Inventaire prospectif 2030 – AIRPARIF 2023
9 Facteurs d'émissions du secteur résidentiel par polluant atmosphérique	Variables selon les sources d'énergie	Ominea - CITEPA

Indicateurs de suivi et d'évaluation

	Indicateurs choisis	Sources
Indicateurs de moyen		
Indicateurs de réalisation	Nombre de rénovations effectués	Melun Val de Seine
Indicateurs de résultat	Gains en consommation énergétique par source d'énergie	Airparif
Indicateurs d'impact	Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Fiche n°8 – Réduction des déchets ménagers

Généralités

Nom de l'action/objectif	Agir sur la politique déchets
Description	Réduire la quantité de déchets ménagers et assimilés produits sur le territoire
Document de référence	PCAET (2017)
Périmètre	Secteur traitement des déchets
Principe méthodologique de l'évaluation a priori des gains en émissions de l'action	Evaluation des émissions évitées dues à la réduction du tonnage de déchets ménagers et assimilés traités sur le territoire (usine d'incinération de Vaux le Pénil)

Situation tendancielle 2030 sans cette action (fil de l'eau)

Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
1 Evolutions du tonnage de déchets ménagers traités au sein de l'usine d'incinération entre 2018 et 2030 sans cette action	Tonnage constant	Hypothèse
2 Evolutions des émissions de polluants atmosphériques de l'usine d'incinération entre 2018 et 2030 sans cette action	NOx : -66 % COVM : -12 % GES : 0 % (mise en place d'un système de dépollution en 2019)	Inventaire prospectif 2030 – AIRPARIF 2023

Méthode d'évaluation

Eléments clés pour l'évaluation	Valeurs retenues	Sources de données
3 Objectif de réduction du tonnage de déchets ménagers traités au sein de l'usine d'incinération entre 2018 et 2030	-13 % (soit -15 % par rapport à 2010)	Programme Local de Prévention Des Déchets Ménagers et Assimilés SMITOM–LOMBRIC (-15% en 2030, -13.5 % en 2027 et -3.88 % en 2021 par rapport à 2010)
4 Evolution des consommations d'énergie liées au traitement des déchets sans amélioration technologique du site	Considérée proportionnelle à l'évolution du tonnage de déchets	Hypothèse
5 Facteurs d'émissions du secteur traitement des déchets par polluant atmosphérique	Variables selon les sources d'énergie	Ominea - CITEPA

Indicateurs de suivi et d'évaluation

	Indicateurs choisis	Sources
Indicateurs de moyen		
Indicateurs de réalisation	Gains en tonnage de déchets ménagers traités	SMITOM–LOMBRIC
Indicateurs de résultat	Gains en consommation énergétique par source d'énergie	Airparif
Indicateurs d'impact	Gains en émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre	Airparif

Evaluations et perspectives

Comme exposé auparavant, 8 actions clés ont pu être évaluées sur les polluants NO_x, PM_{2,5}, PM₁₀ et COVNM, pour déterminer les gains en émissions obtenus grâce aux actions en 2030 en plus du scénario tendanciel. Ces gains permettent de situer le territoire par rapport aux objectifs du PREPA et de souligner ce qu'elles apportent en plus. Dans la figure 25, un gain positif correspond à une baisse d'émissions supplémentaire par rapport au scénario tendanciel, permise par l'action.

	NOx (t/an)	PM10 (t/an)	PM25 (t/an)	COVNM (t/an)
Mobilité (total additionable)	4.27	0.64	0.36	0.69
soit en % des Transports 2030 tendanciel	-0.9%	-1.4%	-1.4%	-0.9%
Transports en commun	2.11	0.32	0.18	0.34
Vélo	2.10	0.31	0.18	0.34
Renouvellement de la flotte	0.01	< 0,01	< 0,01	< 0,01
Télétravail	0.05	0.01	< 0,01	0.01
Bâtiments (total additionable)	2.33	2.20	2.14	4.36
soit en % des Bâtiments 2030 tendanciel	-2.3%	-3.1%	-3.2%	-1.5%
Ma Prime Rénov'	2.26	2.20	2.13	4.36
Réduction consommations du patrimoine	0.07	< 0,01	< 0,01	< 0,01
Autres secteurs (total additionable)	4.5	< 0,01	< 0,01	0.1
soit en % des autres secteurs 2030 tendanciel	-2.7%	0.0%	0.0%	0.0%
Déchets	4.54	< 0,01	< 0,01	0.07
TOTAL ADDITIONABLE	11.13	2.84	2.50	5.13
soit en % du Total 2030 tendanciel	-1.5%	-1.2%	-1.9%	-0.5%

Figure 31 : Gains en émission par actions en plus du scénario tendanciel 2030

En mettant en relation ces baisses d'émissions estimées en 2030 (plan d'actions et scénario tendanciel), aux objectifs du PREPA, les objectifs sur les COVNM et les particules fines sont atteints, même si pour ces derniers il faudra être vigilant puisque la baisse d'émissions modélisée sur le territoire tend à dépasser la baisse des objectifs du PREPA. En effet, l'objectif de baisse est respecté mais un écart de 2 t/an est observé pour garantir une baisse exacte. A l'instar des conclusions sur 2025, les NO_x demeurent au-dessus des objectifs du PREPA. Pour autant il est à noter que les attentes sur les efforts supplémentaires tendent à réduire (120 t/an pour 2025 versus 37 t/an pour 2030). La révision de notre PCAET, à travers le SCot AEC comme déjà mentionné, nous permettra de retravailler les objectifs de qualité de l'air et d'approfondir le plan d'actions à horizon 2030 et jusqu'en 2050 au regard de l'abaissement des valeurs limites réglementaires attendues.

	NO _x (t/an)	PM _{2,5} (t/an)	COVNM (t/an)
2005	2185	294	1588
2010	1885	241	1073
2012	1697	213	933
2015	1617	187	799
2018	1375	169	713
2030 tendanciel	726	132	629
2030 tendanciel + plan air	715	129	624
	-67%	-57%	-61%
2030 objectifs PREPA	678	127	762
	-69%	-57%	-52%
Efforts supplémentaires attendus	37	2	0
	2%	0%	0%

Figure 32 : Emissions par polluants selon modélisation 2030 par rapport aux objectifs du PREPA

En récapitulatif en reprenant les résultats obtenus sur le premier scénario 2025, suivi des résultats 2030, nous obtenons les objectifs de l'agglomération jusqu'en 2030.

		NO _x			PM _{2,5}			COVNM		
		t/an	variation (depuis 2005)	objectifs PREPA	t/an	variation (depuis 2005)	objectifs PREPA	t/an	variation (depuis 2005)	objectifs PREPA
Historique CAMVS	2005	2185			294			1588		
	2010	1885	-14%		241	-18%		1073	-32%	
	2012	1697	-22%		213	-28%		933	-41%	
	2015	1617	-26%		187	-36%		799	-50%	
	2018	1375	-37%		169	-43%		713	-55%	
Objectifs CAMVS	2020	1265	-42%	-50%	162	-45%	-27%	698	-56%	-43%
	2022	1155	-47%		156	-47%		683	-57%	
	2024	1045	-52%		149	-49%		669	-58%	
	2025	994	-55%	-60%	137	-53%	-42%	640	-60%	-47%
	2026	935	-57%		142	-52%		654	-59%	
	2028	825	-62%		136	-54%		639	-60%	
	2030	715	-67%	-69%	129	-57%	-57%	624	-61%	-52%

Figure 33 : Objectifs et projections de baisses d'émissions à horizon 2030

Annexe 1 : Etude ZFE-m



ZONE A FAIBLES ÉMISSIONS MOBILITÉ

ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ

Diagnostic de la qualité de l'air, des émissions de polluants atmosphériques et impact de la mise en place d'une ZFE-m

Septembre 2022

Pour nous contacter

AIRPARIF - Surveillance de la Qualité de l'Air en Île-de-France

7 rue Crillon 75004 PARIS - Téléphone 01.44.59.47.64 - Site www.airparif.fr

GLOSSAIRE

Généralités :

Concentrations : les concentrations de polluants qui caractérisent la qualité de l'air que l'on respire, s'expriment le plus souvent en microgrammes par mètre cube ($\mu\text{g}/\text{m}^3$). Elles sont notamment très influencées par la proximité des sources polluantes.

Émissions : rejets de polluants dans l'atmosphère liés à différentes sources telles que les transports (routier, aérien, fluvial, ferré), les secteurs résidentiel et tertiaire (production de chauffage et d'eau chaude sanitaire), l'industrie...

ZFE-m : Zone à Faibles Émissions Mobilité

Normes et recommandations :

Objectif de qualité (OQ) : un niveau défini par la réglementation française à atteindre à long terme et à maintenir, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement dans son ensemble.

Valeur limite (VL) : un niveau fixé par la réglementation européenne, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine et/ou l'environnement dans son ensemble, à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser une fois atteint. Ce sont des valeurs réglementaires contraignantes. En cas de dépassement de valeur limite, des plans d'actions efficaces doivent être mis en œuvre afin de conduire à une diminution rapide des teneurs en dessous du seuil de la valeur limite.

Valeur cible (VC) : un niveau fixé par la réglementation européenne, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine et/ou l'environnement dans son ensemble, à atteindre dans la mesure du possible sur une période donnée. Elle se rapproche dans l'esprit des objectifs de qualité français, puisqu'il n'y a pas de contrainte contentieuse associée à ces valeurs, mais des enjeux sanitaires avérés.

Recommandations OMS (Organisation Mondiale de la Santé) : concernent des niveaux d'exposition (concentrations et durées) au-dessous desquels il n'a pas été observé d'effets nuisibles sur la santé humaine ou sur la végétation. Elles sont fondées sur des études épidémiologiques et toxicologiques.¹

Indicateurs :

Le **mode de transport domicile-travail** renseigne sur la dépendance locale au transport individuel motorisé (deux-roues, voiture) pour se rendre sur son lieu de travail au regard des autres modes de transport utilisés (marche, vélo, transports en commun).

Le **taux d'émissions rapporté au nombre d'habitants** est un indicateur riche d'enseignements. Il permet notamment de s'affranchir de la taille du territoire ou de la présence d'une autre source importante d'émissions. Une commune ou un territoire avec une faible densité de population peut présenter des émissions absolues du transport routier relativement faibles mais des émissions par habitant assez importantes au regard des distances importantes à parcourir (accès aux services, emplois, etc.) ou d'une offre limitée en transports en commun. Cet indicateur peut être très variable, reflétant ainsi la diversité des territoires, selon l'offre de transports en commun, la présence d'axes routiers fortement émetteurs, etc. Cet indicateur attribue aux habitants d'un territoire une part (plus ou moins importante) d'émissions de polluants alors qu'ils n'en sont pas forcément les émetteurs. C'est typiquement le cas des communes très peu peuplées et traversées par une autoroute, alors que les émissions de celle-ci ne sont pas imputables aux habitants. Il convient donc d'être vigilant lors de l'utilisation et de l'interprétation de cet indicateur.

Le **taux d'émissions rapporté à la superficie du territoire** permet de s'affranchir de la taille des territoires considérés lorsque l'on veut comparer les émissions de différents territoires. La variabilité territoriale des émissions annuelles du secteur routier rapportées à la superficie du territoire est très importante. Les valeurs très élevées de densité d'émissions sont typiquement associées à des territoires peu étalés relativement au réseau routier dense qu'ils accueillent ou des territoires de petite taille sur lesquels se déploient des axes routiers majeurs.

¹ Les valeurs de ces recommandations utilisées dans ce rapport sont celles de l'édition 2005, néanmoins il est important de préciser la publication de nouvelles valeurs en 2021.

Trafic routier :

Types de véhicules :

- *VP : Véhicules Particuliers*
- *VU ou VUL : Véhicules Utilitaires (Légers)*
- *PL : Poids Lourds*
- *2RM ou 2R : Deux-roues motorisés*
- *TC : Transports en Commun (Bus et Cars)*

Parc roulant : désigne la répartition selon le type de véhicule.

Parc technologique : désigne la répartition selon l'étiquette Crit'Air.

1. INTRODUCTION

Les impacts des émissions atmosphériques sur la qualité de l'air et par conséquent sur la santé humaine, ainsi que les répercussions climatiques, représentent des enjeux majeurs. Afin de répondre à cette urgence sanitaire et climatique, la Métropole du Grand Paris (MGP) s'est engagée depuis 2018 dans la mise en œuvre de mesures exemplaires pour améliorer la qualité de l'air. La mise en place d'une Zone à Faibles Emissions (ZFE-m) métropolitaine, dans le périmètre intra A86, en juillet 2019 figure parmi ces mesures.

Une ZFE-m vise à protéger les populations dans les zones denses les plus touchées par la pollution atmosphérique à partir de la réduction des émissions provenant du transport routier. Sur la base de l'encouragement de la circulation de véhicules plus propres, la ZFE-m est reconnue comme une des mesures les plus efficaces de lutte contre la pollution atmosphérique en ville. La mise en œuvre de la ZFE-m s'appuie sur un classement des véhicules en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques. En France, les dispositifs s'appuient sur l'arrêté du 21 juin 2016, qui a instauré la nomenclature des vignettes Crit'Air ².

Conformément au Plan de Protection de l'Atmosphère de la Région Île-de-France et à l'adoption de la loi d'orientation des mobilités « LOM » en décembre 2019, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 100 000 habitants en Île-de-France doivent réaliser une étude d'opportunité portant sur la création d'une ZFE-m sur leur territoire.

Dans le cadre d'accompagnement de ces EPCI, Airparif réalise des études d'opportunité de la mise en place de ZFE-m. Le document présenté ici apporte les premiers éléments d'appui concernant cette étude d'opportunité à l'échelle de l'EPCI concerné :

- **Diagnostic de la qualité de l'air de différents polluants atmosphériques** vis-à-vis des différentes normes et recommandations : les oxydes d'azote (NO_x), les particules PM₁₀ (de diamètre inférieur à 10 µm), les particules PM_{2,5} (de diamètre inférieur à 2.5 µm) **et en termes de gaz à effet de serre (GES).**
- **Diagnostic des émissions des polluants atmosphériques** cités ci-dessus **et en termes de gaz à effet de serre (GES)**
- **Etude prospective de l'impact de la mise en place d'un ou plusieurs scénarii ZFE-m** en termes de réduction d'émissions des polluants cités ci-dessus. Le scénario actuellement appliqué au sein de la Métropole du Grand Paris depuis le 1^{er} juin 2021 (restriction de circulation des véhicules Crit'Air 4 et plus anciens) est étudié à l'échelle de l'EPCI, afin de donner un premier scénario de référence.

La zone géographique (par exemple : tout le territoire de l'EPCI ou seulement certaines communes), le niveau de restriction selon la vignette Crit'Air et le type de véhicules interdits sont trois paramètres de calcul de ces scénarii. L'EPCI peut faire la demande d'étude d'autres scénarii en modifiant ces paramètres.

² Ministère de la Transition écologique - https://www.certificat-air.gouv.fr/docs/tableaux_classement.pdf

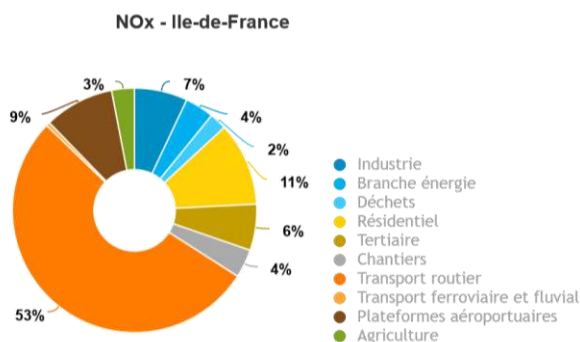
2. RAPPEL DE LA SITUATION EN ILE-DE-FRANCE

Les éléments qui suivent en termes de qualité de l'air correspondent à ceux du bilan de l'année 2021, et les éléments en matière d'émissions à ceux relatifs à l'inventaire des émissions de l'année 2018. Ces données sont les données les plus récentes et les plus représentatives disponibles à la date à laquelle l'état des lieux de qualité de l'air et des émissions a été rédigé.

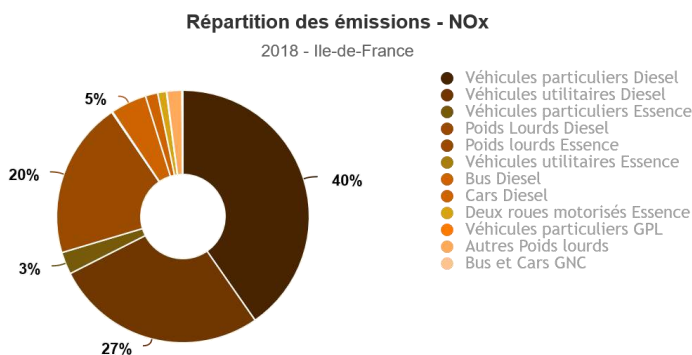
2.1. Oxydes d'azote (NO_x)

Les oxydes d'azote (NO_x) correspondent à la somme des émissions de monoxyde d'azote (NO), précurseur de NO₂, et de dioxyde d'azote (NO₂) exprimés en équivalent NO₂. Le dioxyde d'azote (NO₂) est un polluant indicateur des activités de transport, notamment le trafic routier. Celui-ci est l'espèce qui présente un risque pour la santé humaine et dont les concentrations dans l'air sont réglementées.

En 2018, le principal contributeur aux émissions de NO_x est le transport routier (53 %). Notamment, les véhicules particuliers Diesel représentent 40 % des émissions régionales de NO_x, alors que les véhicules particuliers Essence en représentent 3 %. Pour les sites où le trafic (dont celui des poids lourds) est très important (comme les autoroutes, les rocades et le Boulevard Périphérique parisien), le nombre élevé de véhicules engendre de fortes émissions d'oxyde d'azote (NO_x).



a) Contribution par secteur d'activité



b) Contribution par type de véhicules et carburant

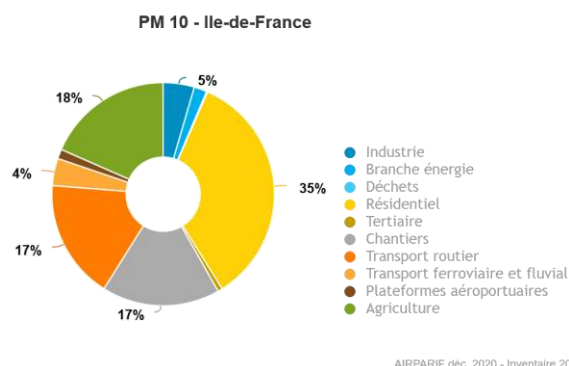
Figure 1 : Contribution par secteur d'activité (a) et détail des contributions au sein du trafic routier (b) aux émissions d'oxydes d'azote (NO_x) en Ile-de-France pour l'année 2018.

En Ile-de-France, les concentrations de NO₂ les plus importantes sont relevées dans l'agglomération parisienne et au voisinage des grands axes de circulation (autoroutes, routes nationales et importantes voies départementales). **Bien que les niveaux en NO₂ montrent une tendance à la baisse ces dernières années**, comme nous le confirme les années 2019 et 2021, **les concentrations relevées aux grands axes routiers parisiens et régionaux restent près de deux fois supérieures à la valeur limite annuelle** (40 µg/m³). Néanmoins, **2021 est la troisième année consécutive au cours de laquelle certains sites trafics parisiens et régionaux respectent la valeur réglementaire**. La valeur limite annuelle (40 µg/m³) est ainsi dépassée sur environ 600 km de voirie, soit environ 5 % du réseau francilien modélisé par Airparif (environ 11 000 km, comprenant notamment les principaux axes régionaux). **Le dépassement de la valeur limite annuelle expose potentiellement 60 000 personnes résidants exclusivement dans la Métropole du Grand Paris. De plus, la quasi-totalité des Franciliens est exposée à un air qui ne respecte pas les nouvelles recommandations de l'OMS de 2021** (10 µg/m³ en moyenne annuelle et 25 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 3 jours par an).

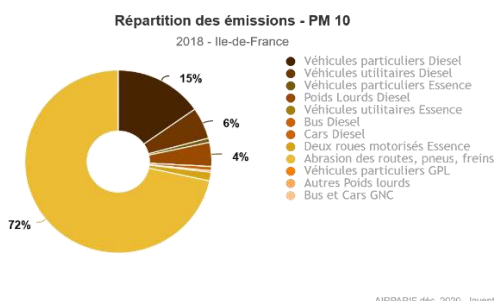
2.2. Particules PM₁₀

Les particules sont constituées d'un mélange de différents composés chimiques, et de différentes tailles. Les particules PM₁₀ ont un diamètre inférieur à 10 µm. Celles-ci sont majoritairement formées de particules PM_{2.5} : en moyenne annuelle, les PM_{2.5} représentent environ 60 à 70 % des PM₁₀.

Les sources de particules sont multiples. Il existe d'une part des rejets directs dans l'atmosphère (particules primaires). A l'échelle de la région, les principaux contributeurs de particules primaires sont le secteur résidentiel, l'agriculture, le trafic routier et les chantiers. Le trafic routier engendre des émissions primaires importantes en particules PM₁₀ avec 17 % des émissions régionales en 2018. La majorité des émissions régionales du secteur du trafic routier (72 %) proviennent de l'abrasion des routes, pneus et freins, le reste étant lié à l'échappement des différents types de véhicules. Les sources de particules sont également indirectes : transformations chimiques de polluants gazeux (NO₂, SO₂, NH₃, COV, ...) qui réagissent entre eux pour former des particules secondaires ou encore la remise en suspension des poussières déposées au sol.



a) Contribution par secteur d'activité



a) Contribution par type de véhicules et carburant

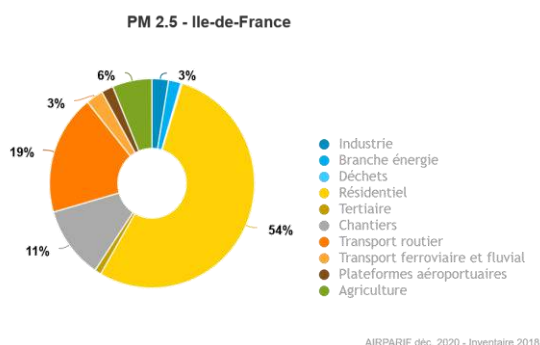
Figure 2 : Contribution par secteur d'activité (a) et détail des contributions au sein du trafic routier (b) aux émissions primaires de particules PM₁₀ en Ile-de-France pour l'année 2018.

Les valeurs réglementaires en moyenne annuelle pour les PM₁₀ (valeur limite annuelle fixée à 40 µg/m³ et objectif de qualité fixé à 30 µg/m³) **sont largement respectées en situation de fond urbain et rural**, ainsi que sur les stations trafic de grande couronne. Comme en 2019, le nombre d'habitants potentiellement concernés par un dépassement de la valeur limite annuelle est très faible pour l'année 2021. **Les concentrations de PM₁₀ sont proches ou légèrement supérieures à l'objectif qualité annuel en bordure du périphérique parisien : moins de 10 000 Franciliens sont potentiellement exposés à un air excédant l'objectif de qualité annuel. Environ 80 % de la population régionale est néanmoins potentiellement exposé à un air excédant la nouvelle recommandation de l'OMS de 2021 (15 µg/m³).**

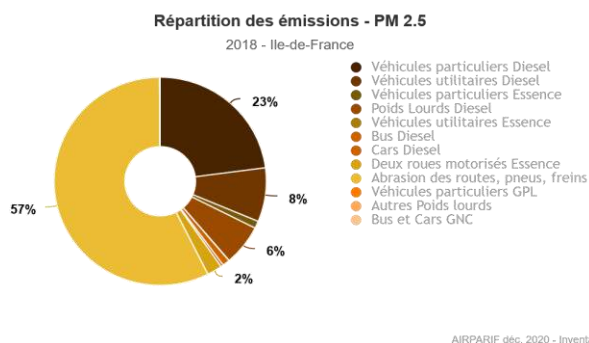
Bien qu'une tendance à la baisse des niveaux de particules soit observée tant en situation de fond qu'à proximité du trafic routier, la valeur limite journalière (50 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 35 jours par an, valeur plus restrictive que la valeur limite annuelle) reste dépassée en situation de proximité du trafic routier. En 2021, moins de 1000 Franciliens sont potentiellement exposés à un dépassement de la valeur limite journalière, néanmoins, les deux tiers des Franciliens sont concernés par le dépassement de la nouvelle recommandation de l'OMS de 2021 (45 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 3 jours par an).

2.3. Particules PM_{2.5}

Au sein de la région, la contribution du trafic routier aux émissions de PM_{2.5} est importante puisque 19 % des émissions primaires sont engendrées par le trafic routier en 2018. Plus de la moitié des émissions régionales du secteur du trafic routier (57 %) proviennent de l'abrasion des routes, pneus et freins, le reste étant lié à l'échappement des différents types de véhicules. Notamment, les véhicules particuliers diesels sont responsables de 23 % des émissions régionales totales alors que la contribution des véhicules particuliers essences représente environ 1 %.



a) Contribution par secteur d'activité



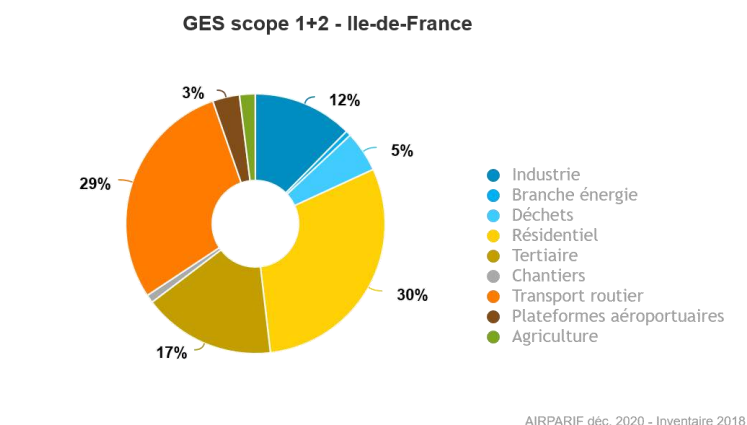
b) Contribution par type de véhicules et carburant

Figure 3 : Contribution par secteur d'activité (a) et détail des contributions au sein du trafic routier (b) aux émissions primaires de particules PM_{2.5} en Ile-de-France pour l'année 2018.

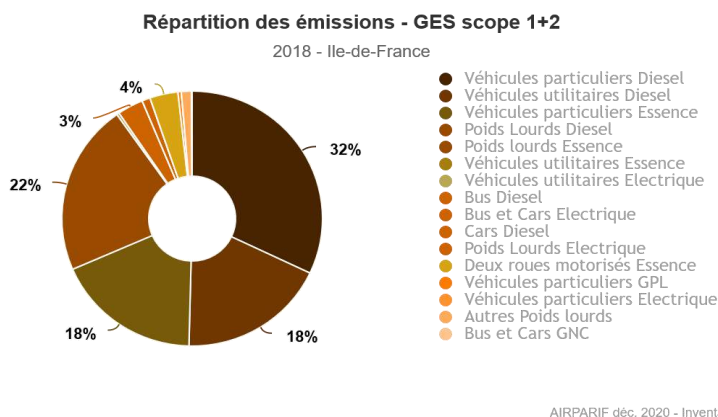
Les concentrations de PM_{2.5} les plus élevées sont relevées dans le cœur dense de l'agglomération, au voisinage des grands axes routiers parisiens et franciliens. Comme depuis plusieurs années maintenant, **la valeur limite annuelle (25 µg/m³) et la valeur cible (20 µg/m³) sont respectées sur l'ensemble de la région en 2021**. De plus, **les concentrations moyennes annuelles en particules PM_{2.5} relevées en 2021 sont inférieures à celles mesurées en 2019**. Néanmoins **elles dépassent toujours l'objectif de qualité français (10 µg/m³)** au sein de la zone sensible francilienne et le long d'axes majeurs de circulation : **environ 50 % de la population francilienne est potentiellement exposée à un dépassement de ce seuil. De plus, la quasi-totalité des Franciliens est potentiellement exposée en 2021 à un dépassement des nouvelles recommandations de l'OMS de 2021 (5 µg/m³ en moyenne annuelle et 15 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 3 jours par an)**.

2.4. Gaz à effets de serre (GES) – Scope 1+2

Du fait de leur pouvoir de réchauffement global et de leur impact sur le changement climatique, il est également primordial de maîtriser les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). Les activités émettrices de polluants atmosphériques étant généralement émettrices de GES, les leviers d'action pour maîtriser ces émissions sont souvent les mêmes. Il convient cependant d'être vigilant, certaines actions ayant des effets antagonistes entre émissions de polluants atmosphériques et de polluants du « climat » (par exemple, le chauffage au bois est considéré comme une énergie faiblement émettrice de gaz à effet de serre, néanmoins il est le premier contributeur aux émissions de particules PM₁₀ et PM_{2.5} du secteur Résidentiel, environ 86% en 2018). Airparif recense les émissions directes de GES en Ile-de-France (Scope 1), ainsi que celles, indirectes, liées à la consommation sur les territoires franciliens d'électricité et de chauffage urbain (Scope 2).



a) Contribution par secteur d'activités



b) Contribution par type de véhicules et carburant

Figure 4 : Contribution par secteur d'activité (a) et détail des contributions au sein du trafic routier (b) aux émissions de GES (Scopes 1+2) en Ile-de-France pour l'année 2018.

Les gaz à effet de serre (GES) pris en compte dans l'inventaire francilien d'Airparif sont le dioxyde de carbone, le méthane, le protoxyde d'azote et les composés fluorés. Les émissions de ces composés sont présentées en équivalent CO₂ : elles sont corrigées de leur Pouvoir de Réchauffement Global (PRG) par rapport à celui du CO₂ ; il est par exemple de 25 pour le CH₄, 298 pour le N₂O, de 22 800 pour le SF₆ et de 4 470 pour le HFC-143a. Cet indicateur a été défini afin de déterminer l'impact relatif de chacun des GES sur le changement climatique. Les coefficients ci-dessus sont ceux définis dans le quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de 2007.

À noter que, dans l'air ambiant, même à des niveaux élevés de concentrations, le CO₂ n'est pas associé à des impacts sanitaires.

Éléments contextuels

Melun Val de Seine est une communauté d'agglomération située dans le département de la Seine-et-Marne (77). Elle est composée de 20 communes : Boissettes (77038), Boissise-la-Bertrand (77039), Boissise-le-Roi (77040), Dammarie-les-Lys (77152), La Rochette (77389), Le Mée-sur-Seine (77285), Limoges-Fourches (77252), Lissy (77253), Livry-sur-Seine (77255), Maincy (77269), Melun (77288), Montereau-sur-le-Jard (77306), Pringy (77378), Rubelles (77394), Saint-Fargeau-Ponthierry (77407), Saint-Germain-Laxis (77410), Seine-Port (77447), Vaux-le-Pénil (77487), Villiers-en-Bière (77518), Voisenon (77528).

Les éléments ci-dessous (indicateurs et parc technologique au sein de l'EPCI) permettent de contextualiser les émissions de polluants détaillés dans la suite de la fiche :

Indicateur	IDF	EPCI
Densité de population (1)	1 000 hab./km ²	845 hab./km ²
Contribution du trafic routier aux émissions (1)	de NO _x de PM ₁₀ de PM _{2.5} de GES	53 % 17 % 19 % 29 %
Taux de logements individuels (2)	27 %	40 %
Taux de motorisation par ménage (3)	66 %	80 %
Aménagements cyclables (4) (pistes, bandes cyclables, double-sens cyclistes et voies vertes)	4 842 km	83 km
Répartition modale des déplacements domicile-travail (3)	en voiture en transport en commun en marche à pied en deux-roues motorisés en vélo	41 % 44 % 7 % 3 % 2 %
		61 % 28 % 6 % 1 % 1 %

¹ Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

² Inventaire 2019 - Airparif en cours

³ INSEE 2017

⁴ geovelo.fr 2018

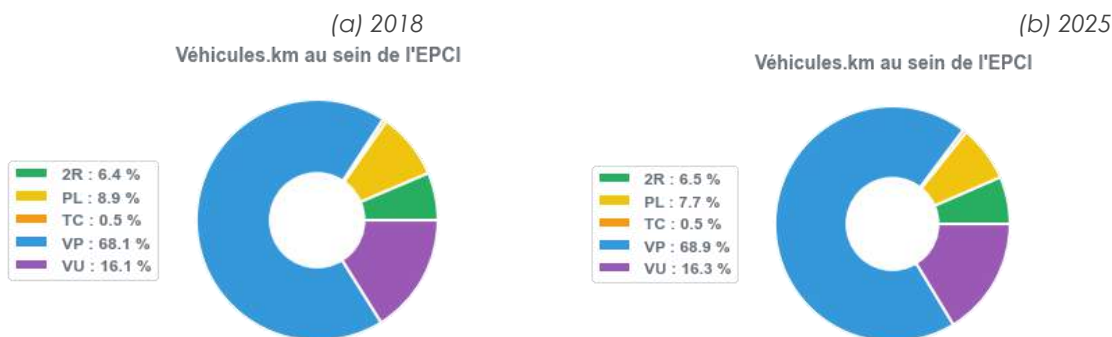
Répartition des kilomètres parcourus au sein de l'EPCI en 2018¹ et 2025² :

Les éléments ci-dessous présentent les répartitions par type de véhicule du parc roulant sur le territoire. Couramment exprimé en véhicule.kilomètre, le parc roulant caractérise le trafic routier circulant sur le territoire quel que soit l'origine ou la destination des déplacements. Le parc roulant est à différencier du parc dit « statique » qui recense les véhicules immatriculés sur le territoire, qu'ils y circulent ou non.

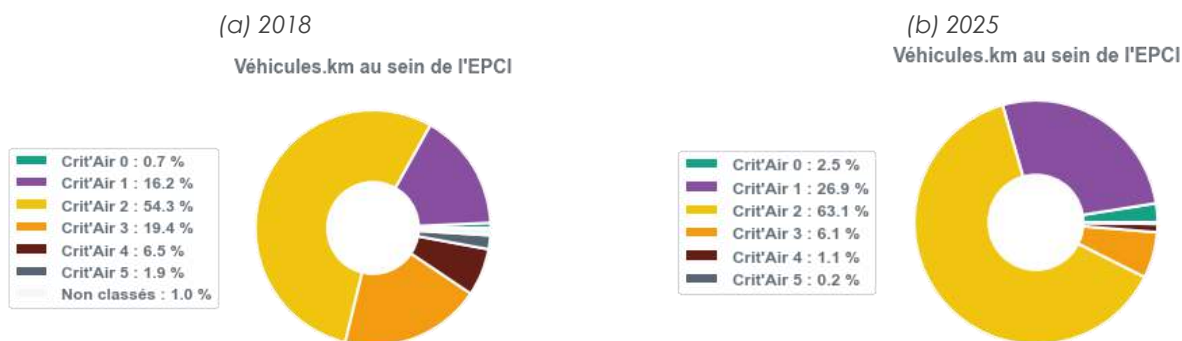
Le parc roulant utilisé dans l'inventaire d'AIRPARIF est produit à partir du parc national produit par le CITEPA et corrigé avec les enseignements des enquêtes locales réalisées en Ile-de-France. Ci-dessous sont présentés les parcs roulants : relatif à l'année 2018 (Inventaire 2018 – Décembre 2020) et prospectif à horizon 2025 (Inventaire prospectif 2025 – Juin 2021). Le scénario « fil de l'eau » considéré dans l'inventaire 2025 prend en compte les actions déjà engagées et évaluées au niveau national. Ainsi, le parc roulant 2025 intègre :

- Le scénario dit « avec mesures existantes » - AME en 2025 du CITEPA (AME ajusté version 2019, scénario « AME » prenant en compte toutes les mesures effectivement adoptées ou exécutées que ce soit pour les GES ou les polluants)
- L'étape d'interdiction des véhicules Crit'Air 4 dans la Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m) métropolitaine (étape mise en œuvre au 1er juin 2021)

Par type de véhicule :

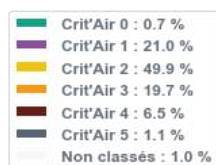


Par type de véhicule et vignette Crit'Air :

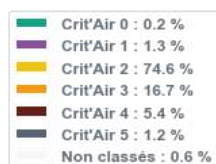


(a) 2018

Véhicules.km des VP



Véhicules.km des VU



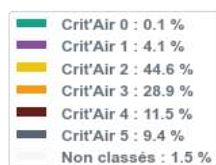
Véhicules.km des 2R



Véhicules.km des TC

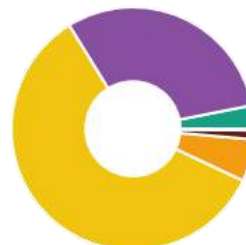


Véhicules.km des PL

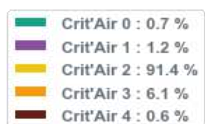


(b) 2025

Véhicules.km des VP



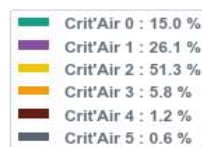
Véhicules.km des VU



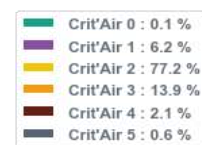
Véhicules.km des 2R



Véhicules.km des TC



Véhicules.km des PL



¹Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

²Inventaire 2025 - Airparif Juin 2021

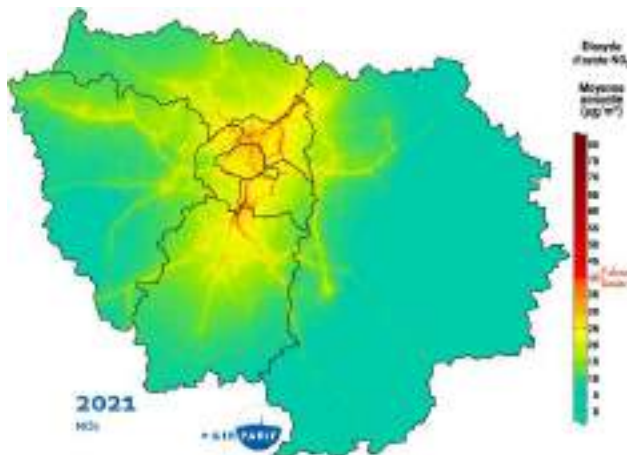
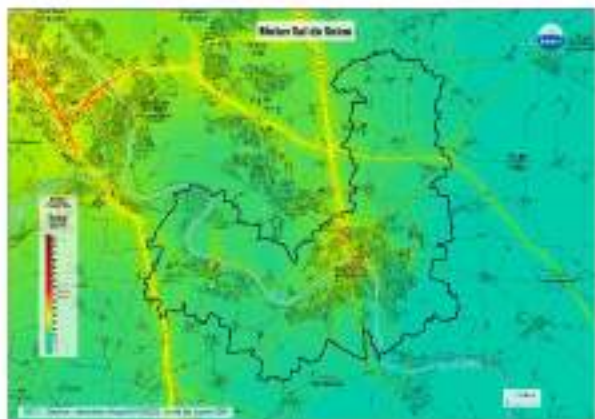
Oxydes d'azote NO_x

NO_x

OXYDES D'AZOTE

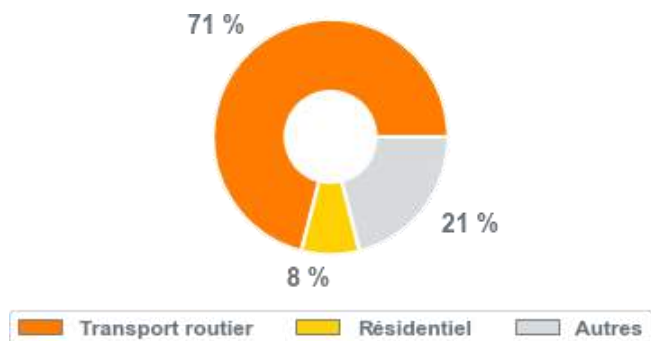
NO_x = NO + NO₂

Carte des concentrations moyennes annuelles de NO₂ à Melun Val-de-Seine pour l'année 2021 ¹



Au sein de l'EPCI, les concentrations de NO₂ en situation de fond varient entre 10 et 15 µg/m³. Les concentrations les plus élevées sont localisées à proximité des axes de circulation. Concernant la valeur limite fixée à 40 µg/m³, l'EPCI est considéré en "Dépassement peu probable" en 2021. Néanmoins, la nouvelle recommandation annuelle de l'OMS (10 µg/m³) est dépassée sur la majorité de l'EPCI.

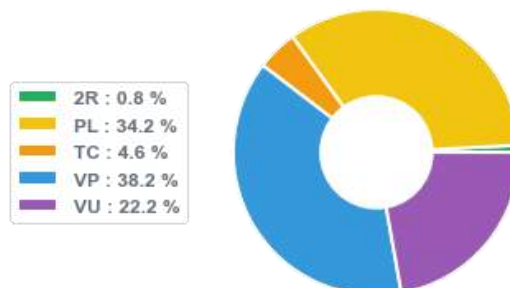
Emissions de NO_x par secteur en 2018 ²



Les secteurs valorisés sont le transport routier et le résidentiel, ainsi qu'un autre secteur si celui-ci contribue à plus de 10 % aux émissions de NO_x. Les contributions individuelles des secteurs regroupés au sein de la catégorie "Autres" sont par ailleurs disponibles.

En 2018, les contributions aux émissions de NO_x sur l'EPCI sont de 71 % pour le transport routier et de 8 % pour le résidentiel.

Emissions de NO_x du transport routier par type de véhicule en 2018 ²

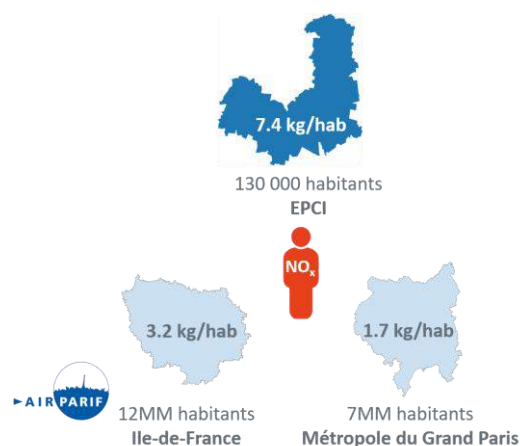


Les émissions de NO_x du transport routier représentent 975 tonnes. Les véhicules particuliers représentent 38 % de ces émissions et sont les principaux contributeurs, suivis des poids lourds (34 %), des véhicules utilitaires légers (22 %), des bus et cars (5 %) et des deux-roues motorisés (1 %).

¹ Bilan de la Qualité de l'Air 2021 - Airparif Avril 2022

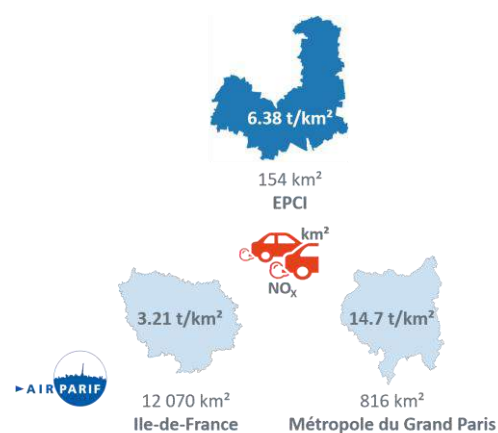
² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020. Liste des secteurs : Résidentiel, Tertiaire, Chantiers, Transport routier, Plateformes aéroportuaires, Agriculture, Emissions naturelles, Transport ferroviaire et fluvial, Déchets, Industrie, Branche énergie.

Emissions de NO_x du transport routier par habitant en 2018 ²



Avec une densité de population d'environ 845 hab./km² en 2018, le taux annuel d'émissions de NO_x par habitant au sein de l'EPCI est de 7.4 kg/hab. Ce taux d'émissions est deux fois supérieur à la valeur régionale (3.2 kg/hab.) et quatre fois supérieur à la valeur au sein de la Métropole du Grand Paris (1.7 kg/hab.). ³

Emissions de NO_x du transport routier rapportées à la superficie de l'EPCI en 2018 ²



Rapportées à la superficie de l'EPCI, les émissions de NO_x du transport routier en 2018 sont de 6.38 t/km². Ce taux d'émissions est deux fois supérieur à la valeur régionale (3.21 t/km²), et moins de la moitié de la valeur au sein de la Métropole du Grand Paris (14.7 t/km²). ³

Synthèse à l'échelle communale des émissions de NO_x du transport routier en 2018 ²

Code INSEE	Part Emissions NO _x (%)	Emissions (tonnes)	Emissions (kg/hab.)	Emissions (t/km ²)
77038	92	11	26.8	6.96
77039	95	44	38.1	5.84
77040	66	15	4	1.95
77152	67	79	3.6	7.62
77252	56	8	16.6	1.05
77253	72	7	31.5	1.08
77255	80	16	7.6	3.14
77269	89	36	20.8	3.58
77285	68	82	3.9	15.22
77288	76	259	6.5	31.78
77306	84	68	132.1	6.05
77378	72	15	5.3	4.12
77389	60	18	5.3	3.06
77394	87	30	12.8	7.18
77407	78	95	6.7	5.74
77410	95	50	68	6.61
77447	91	39	20.6	4.72
77487	32	63	5.7	5.42
77518	85	27	125.7	2.58
77528	76	11	10.1	3.79
EPCI	71	975	7.4	6.38
MGP	48	11999	1.7	14.7
IDF	53	38663	3.2	3.21

² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020
³ Se référer à la définition de l'indicateur dans le Glossaire pour interprétation des valeurs.

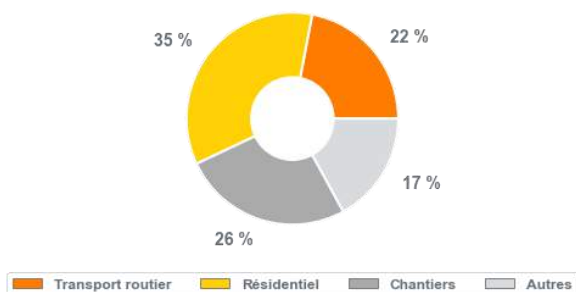
Emissions de NO_x du transport routier par type de véhicule et vignette Crit’Air en 2018 ²



² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

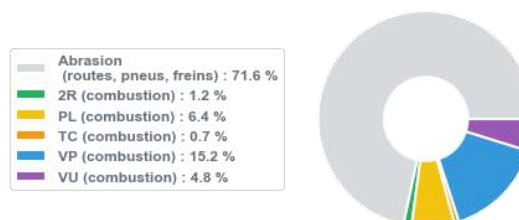
Carte des concentrations moyennes annuelles de PM₁₀ à Melun Val-de-Seine pour l'année 2021 ¹

D'après la carte ci-dessus, la valeur limite annuelle de PM₁₀ (40 µg/m³) n'est pas dépassée au sein de l'EPCI en 2021. Les concentrations sur le territoire respectent l'objectif de qualité fixé à 30 µg/m³. Par ailleurs, la valeur limite journalière de PM₁₀ (au maximum 35 jours dépassant 50 µg/m³) n'est pas dépassée au sein de l'EPCI en 2021. La nouvelle recommandation annuelle de l'OMS fixée à 15 µg/m³ est dépassée à certains endroits de l'EPCI.

Emissions de PM₁₀ par secteur en 2018 ²

Les secteurs valorisés sont le transport routier et le résidentiel, ainsi qu'un autre secteur si celui-ci contribue à plus de 10 % aux émissions de PM₁₀. Les contributions individuelles des secteurs regroupés au sein de la catégorie "Autres" sont par ailleurs disponibles.

En 2018, les contributions aux émissions de PM₁₀ sur l'EPCI sont de 22 % pour le transport routier et de 35 % pour le résidentiel. On note la contribution importante des chantiers sur l'EPCI (26 %).

Emissions de PM₁₀ du transport routier par type de véhicule en 2018 ²

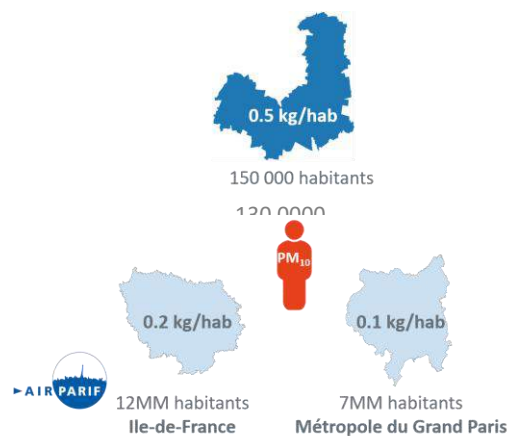
Les émissions de PM₁₀ du transport routier représentent 60 tonnes. La principale source est l'abrasion des routes, pneus et plaquettes de frein (72 %).

Les émissions à l'échappement (liées à la combustion) des véhicules particuliers représentent (15 %) des émissions de PM₁₀, suivis des poids lourds (6 %), des véhicules utilitaires légers (5 %), des bus et cars (1 %) et des deux-roues motorisés (1 %).

¹ Bilan de la Qualité de l'Air 2021 - Airparif Avril 2022

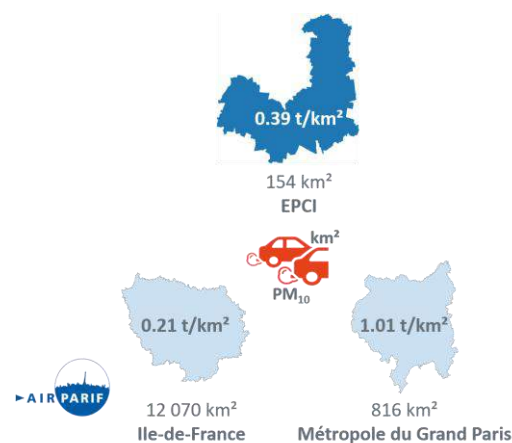
² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020. Liste des secteurs : Résidentiel, Tertiaire, Chantiers, Transport routier, Plateformes aéroportuaires, Agriculture, Emissions naturelles, Transport ferroviaire et fluvial, Déchets, Industrie, Branche énergie.

Emissions de PM₁₀ du transport routier par habitant en 2018 ²



Avec une densité de population d'environ 845 hab./km² en 2018, le taux annuel d'émissions de PM₁₀ au sein de l'EPCI en 2018 est légèrement supérieur à la valeur régionale (0.2 kg/hab.) et cinq fois supérieur à celle de la Métropole du Grand Paris (0.1 kg/hab.). ³

Emissions de PM₁₀ du transport routier rapportées à la superficie de l'EPCI en 2018 ²



Rapportées à la superficie de l'EPCI, les émissions de PM₁₀ du transport routier en 2018 sont de 0.39 t/km². Ce taux d'émissions est légèrement supérieur à la valeur régionale (0.21 t/km²) et trois fois inférieur à celle de la Métropole du Grand Paris (1.01 t/km²). ³

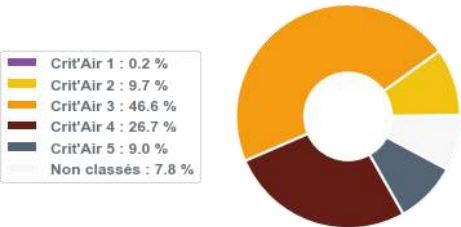
Synthèse à l'échelle communale des émissions de PM₁₀ du transport routier en 2018 ²

Code INSEE	Part émissions PM10 (%)	Emissions (tonnes)	Emissions (kg/hab.)	Emissions (t/km²)
77038	41	1	1.7	0.43
77039	52	2	2	0.31
77040	13	1	0.3	0.15
77152	17	5	0.2	0.49
77252	5	1	1.3	0.08
77253	10	1	2.4	0.08
77255	23	1	0.5	0.22
77269	33	2	1.4	0.24
77285	15	5	0.2	0.85
77288	27	15	0.4	1.82
77306	41	4	8.2	0.37
77378	17	1	0.4	0.31
77389	17	1	0.4	0.22
77394	33	2	0.9	0.51
77407	19	6	0.4	0.34
77410	43	3	4.3	0.42
77447	42	2	1.2	0.28
77487	15	3	0.3	0.3
77518	34	2	9.4	0.19
77528	15	1	0.7	0.25
EPCI	22	60	0.5	0.39
MGP	21	823	0.1	1.01
IDF	17	2562	0.2	0.21

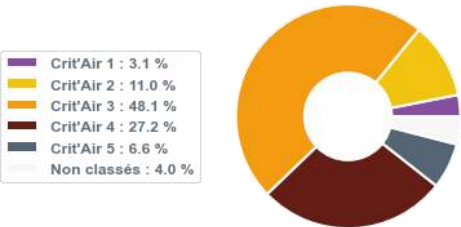
² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020
³ Se référer à la définition de l'indicateur dans le Glossaire pour interprétation des valeurs.

Emissions de PM₁₀ du transport routier par type de véhicule et vignette Crit’Air en 2018 ²

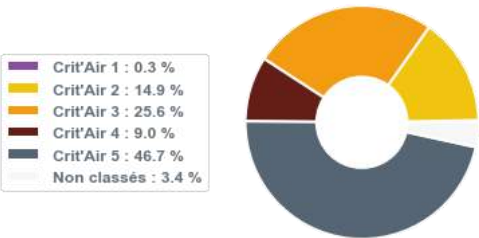
Emissions de PM₁₀ dû à la combustion des VU



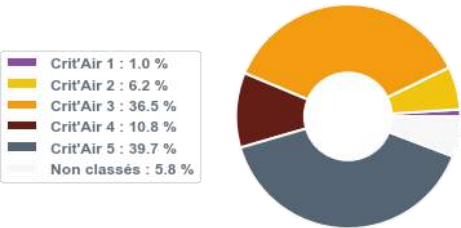
Emissions de PM₁₀ dû à la combustion des VP



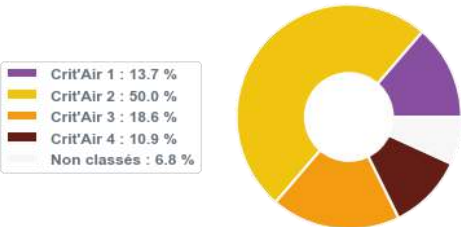
Emissions de PM₁₀ dû à la combustion des TC



Emissions de PM₁₀ dû à la combustion des PL



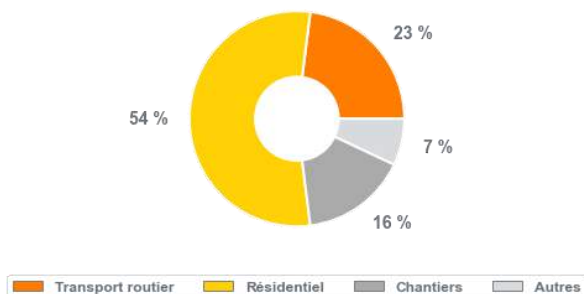
Emissions de PM₁₀ dû à la combustion des 2R



² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

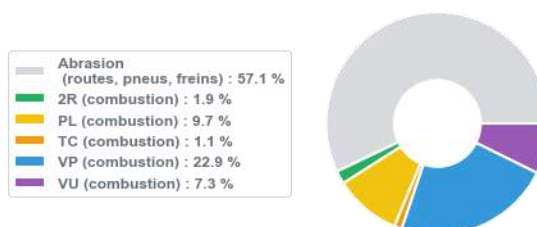
Carte des concentrations moyennes annuelles de PM_{2.5} sur Melun Val-de-Seine pour l'année 2021 ¹

D'après la carte ci-dessus, la valeur limite annuelle de PM_{2.5} (25 µg/m³) ainsi que la valeur cible (20 µg/m³) n'est pas dépassée au sein de l'EPCI en 2021. De plus, la majorité des concentrations sur le territoire respectent l'objectif de qualité fixé à 10 µg/m³. Néanmoins, la nouvelle recommandation annuelle de l'OMS fixée à 5 µg/m³ est dépassée sur l'ensemble de l'EPCI.

Emissions de PM_{2.5} par secteur en 2018 ²

Les secteurs valorisés sont le transport routier et le résidentiel, ainsi qu'un autre secteur si celui-ci contribue à plus de 10 % aux émissions de PM_{2.5}. Les contributions individuelles des secteurs regroupés au sein de la catégorie "Autres" sont par ailleurs disponibles.

En 2018, les contributions aux émissions de PM_{2.5} sur l'EPCI sont de 23 % pour le transport routier et de 54 % pour le résidentiel. On note la contribution importante des chantiers sur le l'EPCI (16 %).

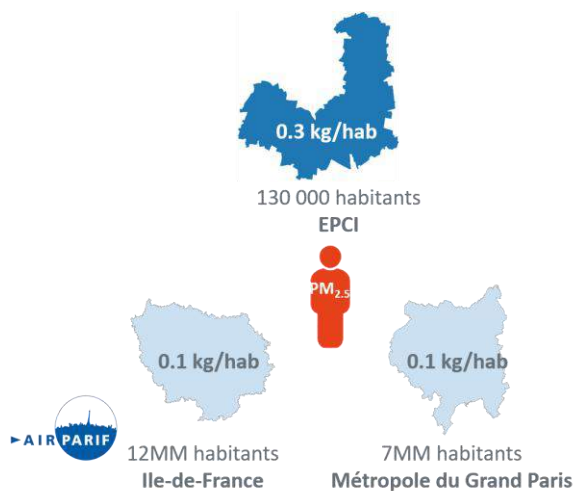
Emissions de PM_{2.5} du transport routier par type de véhicule en 2018 ²

Les émissions de PM_{2.5} du transport routier représentent 39 tonnes. La contribution de l'abrasion est moins importante pour les PM_{2.5} (57 %) que pour les PM₁₀ (72 %) car les particules les plus fines sont davantage émises à l'échappement (liées à la combustion), que par abrasion. Les émissions à l'échappement des véhicules particuliers représentent 23 % des émissions de PM_{2.5}, suivies des poids lourds (10 %), véhicules utilitaires légers (7 %), des deux-roues motorisés (2 %) et des bus et cars (1 %).

¹ Bilan de la Qualité de l'Air 2021 - Airparif Avril 2022

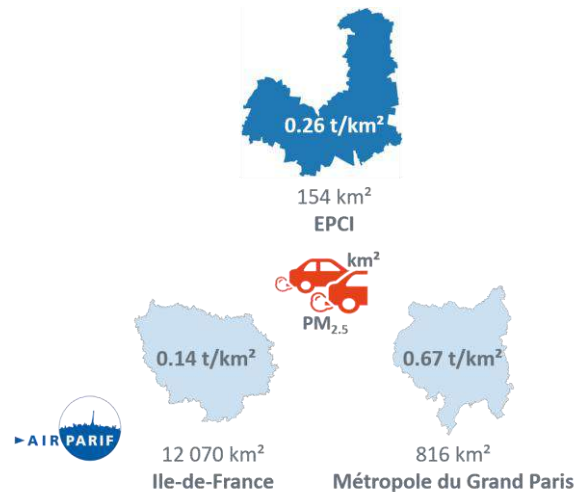
² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020. Liste des secteurs : Résidentiel, Tertiaire, Chantiers, Transport routier, Plateformes aéroportuaires, Agriculture, Emissions naturelles, Transport ferroviaire et fluvial, Déchets, Industrie, Branche énergie.

Emissions de PM_{2.5} du transport routier par habitant en 2018 ²



Avec une densité de population d'environ 845 hab./km² en 2018, le taux annuel d'émissions de PM_{2.5} au sein de l'EPCI est légèrement supérieur à la valeur régionale et à la valeur de la Métropole du Grand Paris (0.1 kg/hab.). ³

Emissions de PM_{2.5} du transport routier rapportées à la superficie de l'EPCI en 2018 ²



Rapportées à la superficie de l'EPCI, les émissions de PM_{2.5} du transport routier en 2018 sont de 0.26 t/km². Ce taux d'émissions est supérieur à la valeur régionale (0.14 t/km²) et est deux fois inférieur à la valeur au sein de la Métropole du Grand Paris (0.67 t/km²). ³

Synthèse à l'échelle communale des émissions de PM_{2.5} du transport routier en 2018 ²

Code INSEE	Part émissions PM _{2.5} (%)	Emissions (tonnes)	Emissions (kg/hab.)	Emissions (t/km ²)
77038	36	< 1	1.1	0.28
77039	47	2	1.4	0.21
77040	11	1	0.2	0.1
77152	16	3	0.2	0.32
77252	12	< 1	0.8	0.05
77253	21	< 1	1.6	0.05
77255	20	1	0.3	0.14
77269	36	2	0.9	0.16
77285	15	3	0.1	0.56
77288	29	10	0.2	1.21
77306	57	3	5.4	0.25
77378	16	1	0.3	0.2
77389	17	1	0.2	0.14
77394	32	1	0.6	0.34
77407	18	4	0.3	0.23
77410	55	2	2.9	0.28
77447	38	2	0.8	0.19
77487	14	2	0.2	0.2
77518	53	1	6.1	0.13
77528	19	1	0.4	0.17
EPCI	23	39	0.3	0.26
MGP	20	545	0.1	0.67
IDF	19	1709	0.1	0.14

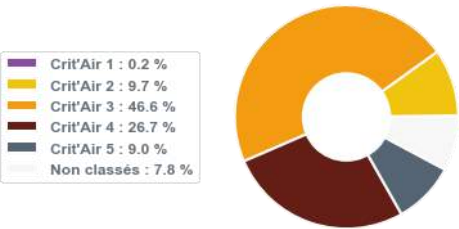
² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

³ Se référer à la définition de l'indicateur dans le Glossaire pour interprétation des valeurs.

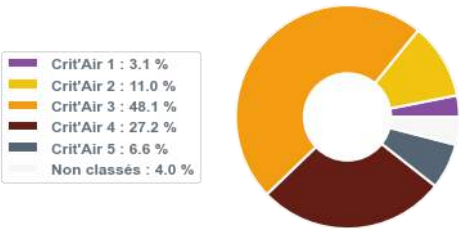
Emissions de PM_{2.5} du transport routier par type de véhicule et vignette Crit’Air en 2018 ²

Les émissions dû à la combustion des véhicules sont égales pour les PM₁₀ et les PM_{2.5} car le facteur d’émission utilisé est unique pour les particules PM.

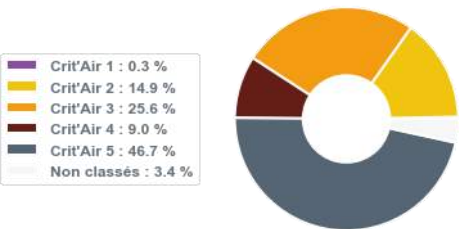
Emissions de PM_{2.5} dû à la combustion des VU



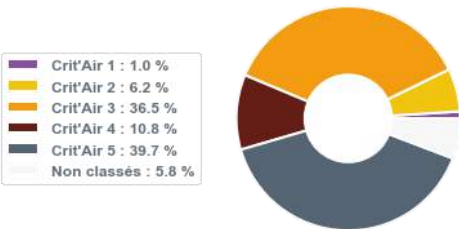
Emissions de PM_{2.5} dû à la combustion des VP



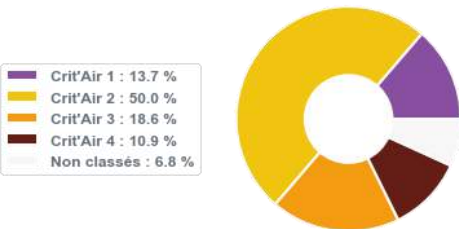
Emissions de PM_{2.5} dû à la combustion des TC



Emissions de PM_{2.5} dû à la combustion des PL



Emissions de PM_{2.5} dû à la combustion des 2R



² Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

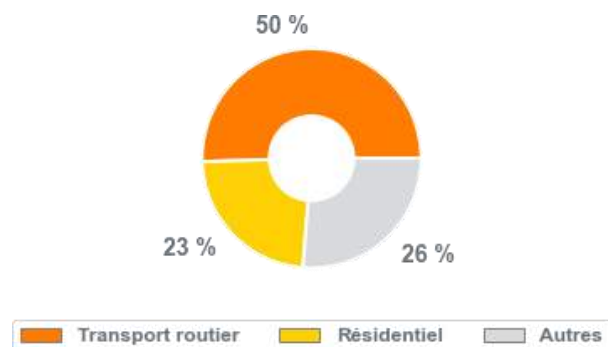
GES (Scope 1+2)

GES

GAZ À EFFET DE SERRE
 Scope 1+2

Les émissions de GES (Scope 1+2) sont exprimées en équivalent CO₂.

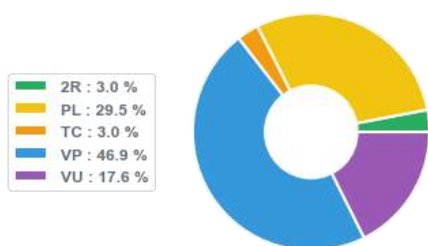
Emissions de GES par secteur en 2018 ¹



Les secteurs valorisés sont le trafic routier et le résidentiel, ainsi qu'un autre secteur si celui-ci contribue à plus de 10 % aux émissions de GES. Les contributions individuelles des secteurs regroupés au sein de la catégorie "Autres" sont par ailleurs disponibles.

En 2018, les contributions aux émissions de GES sur l'EPCI sont de 50 % pour le transport routier et de 23 % pour le résidentiel.

Emissions de GES du transport routier par type de véhicule en 2018 ¹

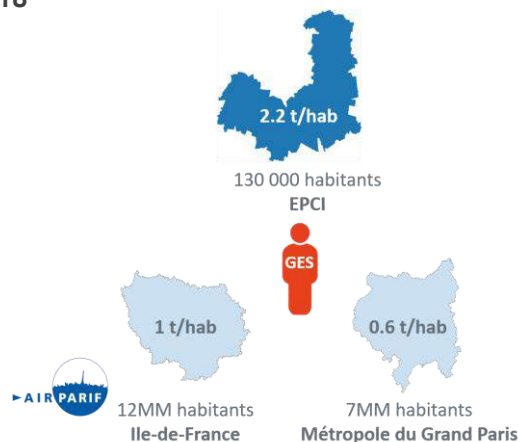


En 2018, les émissions de GES du transport routier représentent 291 kt. Les véhicules particuliers représentent 47 % de ces émissions, suivis des poids lourds (29%), des véhicules utilitaires légers (18 %), des deux-roues motorisés (3 %) et des bus et cars (3 %).

¹ Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020. Liste des secteurs : Résidentiel, Tertiaire, Chantiers, Transport routier, Plateformes aéroportuaires, Agriculture, Emissions naturelles, Transport ferroviaire et fluvial, Déchets, Industrie, Branche énergie.

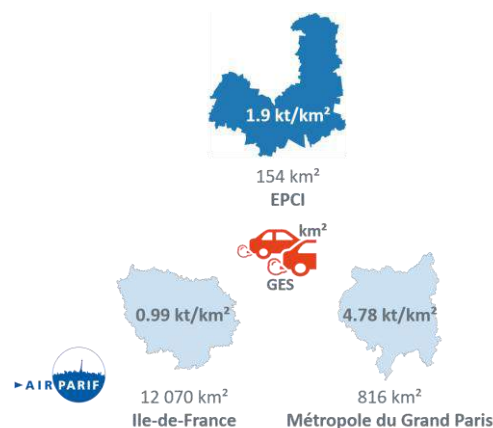
² Se référer à la définition de l'indicateur dans le Glossaire pour interprétation des valeurs.

Emissions de GES du transport routier par habitant en 2018 ¹



Avec une densité de population d'environ 845 hab./km² en 2018, le taux annuel d'émissions de GES (2,2 t/hab.) au sein de l'EPCI est deux fois supérieur à la valeur régionale (1 t/hab.) et est trois fois supérieur à la valeur au sein de la Métropole du Grand Paris (0.6 t/hab.). ²

Emissions de GES du transport routier rapportées à la superficie de l'EPCI en 2018 ¹



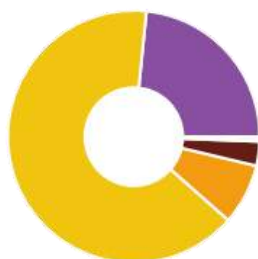
Rapportées à la superficie de l'EPCI, les émissions de GES du transport routier en 2018 sont de 1.9 kt/km². Ce taux d'émissions est deux fois supérieur à la valeur régionale (0.99 kt/km²) et deux fois inférieur à la valeur de la Métropole du Grand Paris (4.78 kt/km²).

Synthèse à l'échelle communale des émissions de GES du transport routier en 2018 ¹

Code INSEE	Part émissions GES (%)	Emissions (kt)	Emissions (t/hab.)	Emissions (kt/km²)
77038	77	3	7.8	2.03
77039	86	13	11	1.68
77040	43	5	1.3	0.63
77152	38	24	1.1	2.28
77252	46	3	5.3	0.33
77253	66	2	9.9	0.34
77255	59	5	2.3	0.95
77269	77	11	6.3	1.08
77285	44	24	1.1	4.38
77288	56	79	2	9.66
77306	58	20	38.2	1.75
77378	51	5	1.7	1.32
77389	45	6	1.7	0.98
77394	69	9	4	2.24
77407	52	27	1.9	1.63
77410	92	15	20.1	1.96
77447	72	11	6.1	1.39
77487	21	18	1.6	1.54
77518	73	9	40.3	0.83
77528	58	4	3.1	1.17
EPCI	50	291	2.2	1.9
MGP	21	3901	0.6	4.78
IDF	29	11929	1	0.99

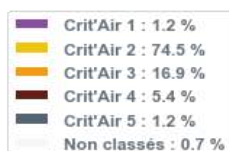
Unités en équivalent CO₂.

Emissions de GES des 2R

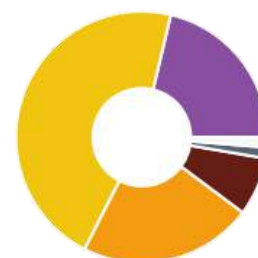
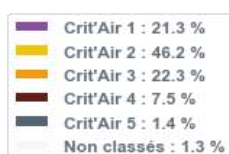


Emissions de GES du transport routier par type de véhicule et vignette Crit'Air en 2018 ¹

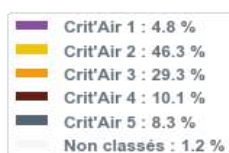
Emissions de GES des VU



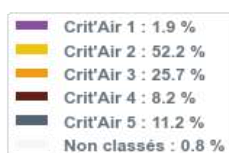
Emissions de GES des VP



Emissions de GES des PL



Emissions de GES des TC



Présentation du scénario ZFE-m à appliquer :

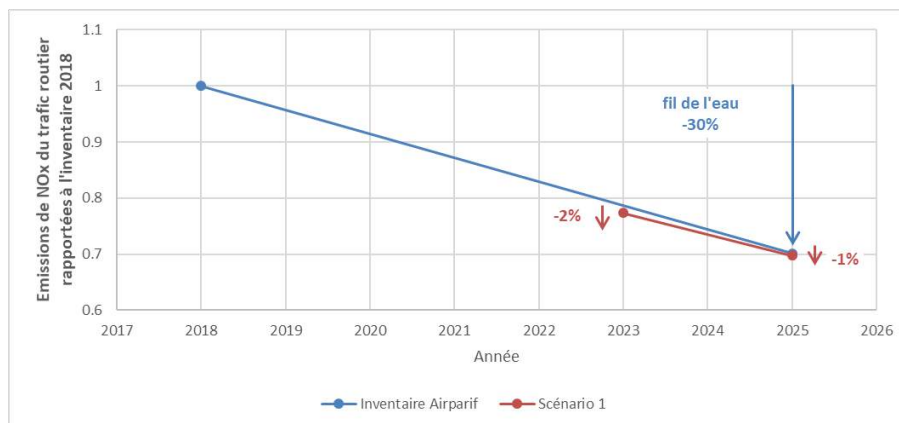
- Périmètre d'application : commune de Melun et axe routier D606
- Types de véhicules interdits : VP, VUL, 2R, PL, TC
- Etiquettes Crit' Air interdites : Crit' Air 4, Crit' Air 5, Non classés
- Hypothèse de renouvellement : 100 % des véhicules interdits sont renouvelés par des véhicules récents (non-interdits)
- Hypothèse sur le volume de trafic : trafic constant entre 2018 et 2025 à l'échelle du territoire



Le périmètre et le niveau d'interdiction de ce scénario correspondent à la ZFE-m testée lors de l'étude multimodale réalisée en 2021 par la communauté d'agglomération (scénario 1). L'échéance temporelle est toutefois différente.

Les émissions du trafic routier en NO_x , PM_{10} , $\text{PM}_{2.5}$ et GES liées à la mise en place de ce scénario de ZFE-m sur le territoire étudié (état des lieux avec action) ont été comparées aux émissions du trafic routier issues d'un « renouvellement naturel » du parc de véhicules (état des lieux sans action, appelé « fil de l'eau ») avec le même volume de trafic circulant sur le territoire. Les gains présentés ici sont donc relatifs au renouvellement accéléré du parc technologique suite à la mise en place de la ZFE-m, indépendamment de l'évolution du volume de trafic. Cette comparaison est réalisée pour les années 2023 (application de la ZFE-m le plus tôt possible) et 2025. Les gains de l'action par rapport au « fil de l'eau » sont d'autant plus élevés que la ZFE-m est mise en place tôt.

Les figures ci-dessous présentent les émissions de NO_x , PM_{10} , $\text{PM}_{2.5}$ et GES du trafic routier sur le territoire de Melun Val-de-Seine issues des bilans d'émissions 2018 d'Airparif et du « fil de l'eau » 2025 (en bleu), et celles du trafic routier considéré dans le scénario 1 de la ZFE-m de Melun Val-de-Seine (en rouge).

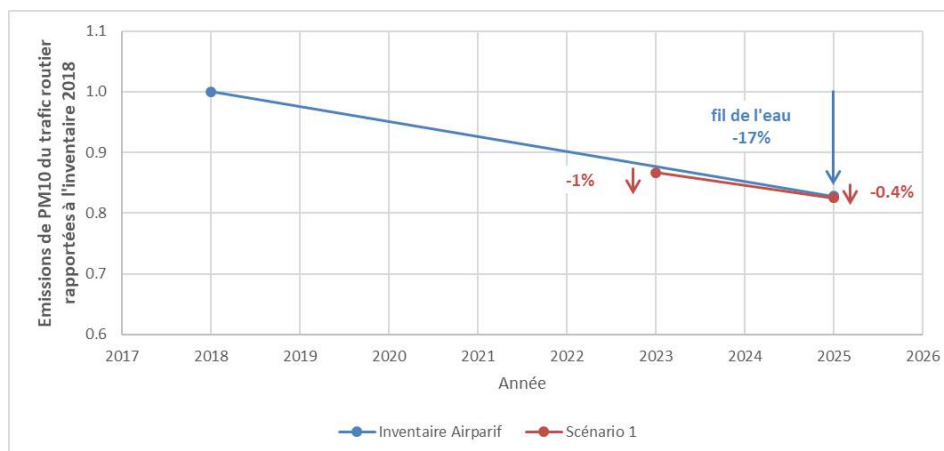
 NO_x 

Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 30 % des émissions de NO_x entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de NO_x de 2 % par rapport à l'année 2023 et de 1 % par rapport à l'année 2025. En 2025, la mise en place de la ZFE-m ne permet pas de réduction supplémentaire significative aux réductions d'émissions dues au « fil de l'eau ».

¹ Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

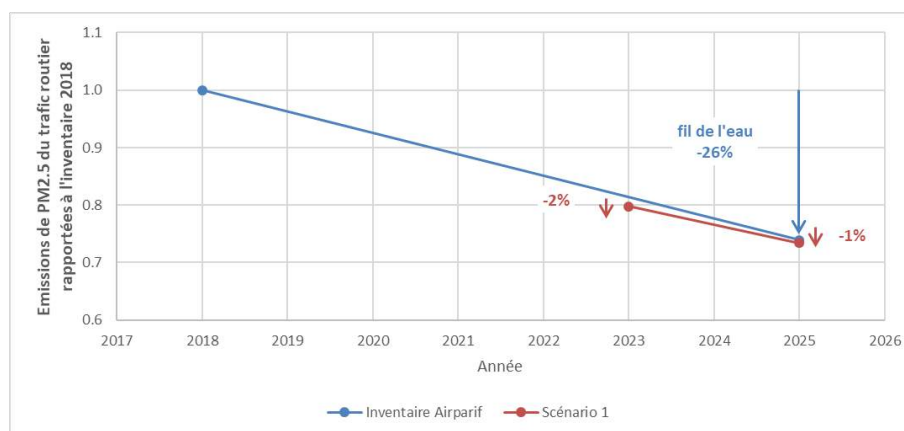
La principale source d'émissions de particules est l'abrasion des routes, pneus et plaquettes de freins (72 % pour les PM₁₀ et 57 % pour les PM_{2.5} à l'échelle régionale en 2018). Néanmoins, la part de l'abrasion est davantage liée au volume de trafic qu'à l'ancienneté des véhicules, ainsi la mise en place de scénario ZFE-m n'a pas pour objectif premier de réduire la part de l'abrasion.

PM₁₀



Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 17 % des émissions de PM₁₀ entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de PM₁₀ de 1 % par rapport à l'année 2023 et de 0.4 % par rapport à 2025. En ajoutant les réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » et celles engendrées par la mise en place de la ZFE-m, les émissions de PM₁₀ en 2025 seraient réduites de 18 % par rapport aux émissions de l'année 2018.

PM_{2.5}



Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 26 % des émissions de PM_{2.5} entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de PM_{2.5} de 2 % par rapport à l'année 2023 et de 1 % par rapport à 2025. En ajoutant les réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » et celles engendrées par la mise en place de la ZFE-m, les émissions de PM_{2.5} en 2025 seraient réduites de 27 % par rapport aux émissions de l'année 2018.

GES

Les réductions ou gains théoriques en émissions de GES dues à la mise en place d'un scénario ZFE-m ont également été calculés dans le contexte de la problématique liée au changement climatique. Il est important de noter que la hiérarchisation Crit'Air et la notion de « véhicules moins polluants » ne prend pas en compte les émissions de GES. Ainsi, les réductions théoriques en émissions de GES sont faibles voire nulles comparées à celles des polluants importants pour le trafic routier comme les NO_x, les PM₁₀ et PM_{2.5}.

Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 5 % des émissions de GES entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place de la ZFE-m ne permet pas une réduction supplémentaire significative aux réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » (< 0.1 %).

BILAN

Impact potentiel sur les émissions de polluants suite à la mise en place du scénario 1 de ZFE-m sur l'EPCI

L'année 2023 est choisie comme l'année d'application théorique de la ZFE-m au plus tôt possible.

Un gain positif correspond à une baisse d'émissions permise par la ZFE-m.

Sur tout l'EPCI

Polluant	Emissions en 2018	Emissions tendancielle s en 2025	Emissions scénario 1 en 2023	Emissions scénario 1 en 2025	Unité	Gains en 2023	Gains en 2025
NO _x	946	664	732	660	tonnes/an	2 %	1 %
PM ₁₀	57	47	50	47	tonnes/an	1 %	0.4 %
PM _{2.5}	38	28	30	28	tonnes/an	2 %	1 %
GES (Scope 1+2)	279	264	269	264	kteqCO ₂ /an	< 0.1 %	< 0.1 %

Sur la zone ZFE-m

Polluant	Emissions en 2018	Emissions tendancielle s en 2025	Emissions scénario 1 en 2023	Emissions scénario 1 en 2025	Unité	Gains en 2023	Gains en 2025
NO _x	270	196	Non calculé	193	tonnes/an	Non calculé	2%
PM ₁₀	15	12	Non calculé	12	tonnes/an	Non calculé	1%
PM _{2.5}	10	7	Non calculé	7	tonnes/an	Non calculé	2%
GES (Scope 1+2)	81	76	Non calculé	76	kteqCO ₂ /an	Non calculé	<0.1 %

Emissions de GES (Scope 1+2) en équivalent CO₂.

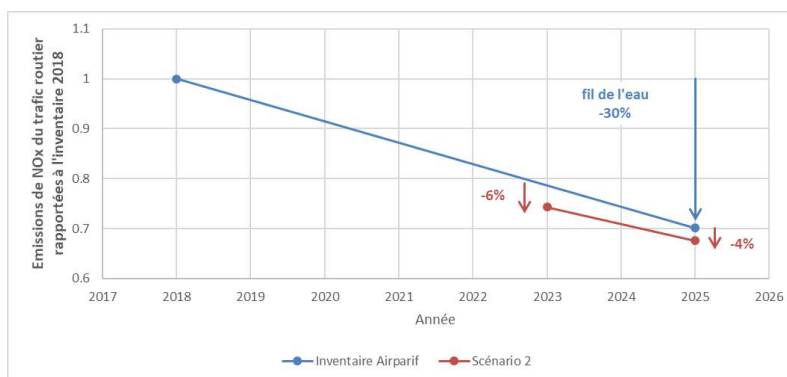
Présentation du scénario ZFE-m à appliquer :

- Périmètre d'application : commune de Melun et axe routier D606
- Types de véhicules interdits : VP, VUL, 2R, PL, TC
- Etiquettes Crit'Air interdites : Crit'Air 3, Crit'Air 4, Crit'Air 5, Non classés
- Hypothèse de renouvellement : 100 % des véhicules interdits sont renouvelés par des véhicules récents(non-interdits)
- Hypothèse sur le volume de trafic : trafic constant entre 2018 et 2025 à l'échelle du territoire



Les émissions du trafic routier en NO_x, PM₁₀, PM_{2.5} et GES liées à la mise en place de ce scénario de ZFE-m sur le territoire étudié (état des lieux avec action) ont été comparées aux émissions du trafic routier issues d'un « renouvellement naturel » du parc de véhicules (état des lieux sans action, appelé « fil de l'eau ») avec le même volume de trafic circulant sur le territoire. Les gains présentés ici sont donc relatifs au renouvellement accéléré du parc technologique suite à la mise en place de la ZFE-m, indépendamment de l'évolution du volume de trafic. Cette comparaison est réalisée pour les années 2023 (application de la ZFE-m le plus tôt possible) et 2025. Les gains de l'action par rapport au « fil de l'eau » sont d'autant plus élevés que la ZFE-m est mise en place tôt.

Les figures ci-dessous présentent les émissions de NO_x, PM₁₀, PM_{2.5} et GES du trafic routier sur le territoire de Melun Val-de-Seine issues des bilans d'émissions 2018 d'Airparif et du « fil de l'eau » 2025 (en bleu), et celles du trafic routier considéré dans le scénario 1 de la ZFE-m de Melun Val-de-Seine (en rouge).

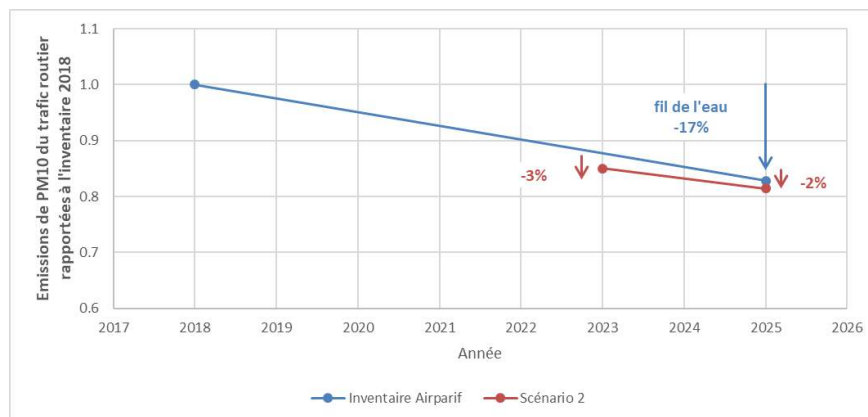
NO_x

Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 30 % des émissions de NO_x entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de NO_x de 6 % par rapport à l'année 2023 et de 4 % par rapport à l'année 2025. En ajoutant les réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » et celles engendrées par la mise en place de la ZFE-m, les émissions de NO_x en 2025 seraient réduites de 32 % par rapport aux émissions de l'année 2018.

¹ Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

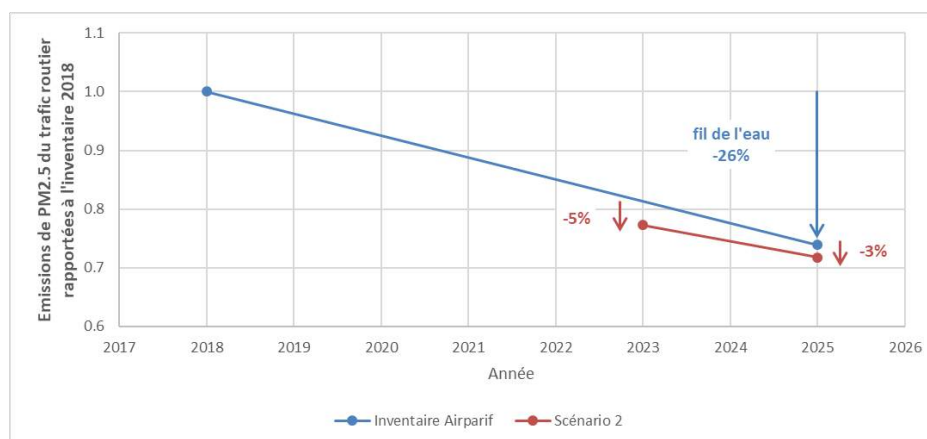
La principale source d'émissions de particules est l'abrasion des routes, pneus et plaquettes de freins (72 % pour les PM₁₀ et 57 % pour les PM_{2.5} à l'échelle régionale en 2018). Néanmoins, la part de l'abrasion est davantage liée au volume de trafic qu'à l'ancienneté des véhicules, ainsi la mise en place de scénario ZFE-m n'a pas pour objectif premier de réduire la part de l'abrasion.

PM₁₀



Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 17 % des émissions de PM₁₀ entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de PM₁₀ de 3 % par rapport à l'année 2023 et de 2 % par rapport à 2025. En ajoutant les réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » et celles engendrées par la mise en place de la ZFE-m, les émissions de PM₁₀ en 2025 seraient réduites de 19 % par rapport aux émissions de l'année 2018.

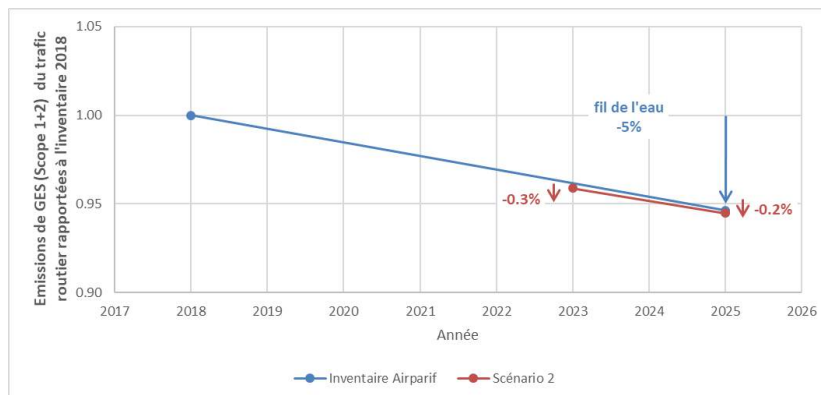
PM_{2.5}



Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 26 % des émissions de PM_{2.5} entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de PM_{2.5} de 5 % par rapport à l'année 2023 et de 3 % par rapport à 2025. En ajoutant les réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » et celles engendrées par la mise en place de la ZFE-m, les émissions de PM_{2.5} en 2025 seraient réduites de 28 % par rapport aux émissions de l'année 2018.

GES

Les réductions ou gains théoriques en émissions de GES dues à la mise en place d'un scénario ZFE-m ont également été calculés dans le contexte de la problématique liée au changement climatique. Il est important de noter que la hiérarchisation Crit'Air et la notion de « véhicules moins polluants » ne prend pas en compte les émissions de GES. Ainsi, les réductions théoriques en émissions de GES sont faibles voire nulles comparées à celles des polluants importants pour le trafic routier comme les NO_x, les PM₁₀ et PM_{2.5}.



Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 5 % des émissions de GES entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de GES de 0.3 % en 2023 et 0.2 % en 2025. En 2025, la mise en place de la ZFE-m ne permet pas de réduction supplémentaire significative aux réductions d'émissions dues au « fil de l'eau ».

BILAN

Impact potentiel sur les émissions de polluants suite à la mise en place du scénario 3 de ZFE-m sur l'EPCI

L'année 2023 est choisie comme l'année d'application théorique de la ZFE-m au plus tôt possible.

Un gain positif correspond à une baisse d'émissions permise par la ZFE-m.

Sur tout l'EPCI

Polluant	Emissions en 2018	Emissions tendancielle en 2025	Emissions scénario 2 en 2023	Emissions scénario 2 en 2025	Unité	Gains en 2023	Gains en 2025
NO _x	946	664	704	639	tonnes/an	6%	4%
PM ₁₀	57	47	49	47	tonnes/an	3%	2%
PM _{2.5}	38	28	29	27	tonnes/an	5%	3%
GES (Scope 1+2)	279	264	268	264	kteq CO2/an	0.3%	0.2%

Sur la zone ZFE-m

Polluant	Emissions en 2018	Emissions tendancielle en 2025	Emissions scénario 2 en 2023	Emissions scénario 2 en 2025	Unité	Gains en 2023	Gains en 2025
NO _x	270	196	Non calculé	172	tonnes/an	Non calculé	13%
PM ₁₀	15	12	Non calculé	12	tonnes/an	Non calculé	6%
PM _{2.5}	10	7	Non calculé	7	tonnes/an	Non calculé	11%
GES (Scope 1+2)	81	76	Non calculé	75	kteq CO2/an	Non calculé	0.6%

Emissions de GES (Scope 1+2) en équivalent CO₂.

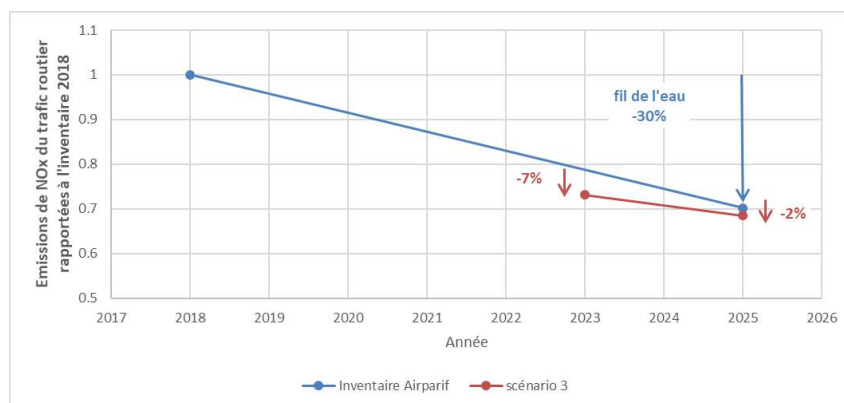
Présentation du scénario ZFE-m à appliquer :

- Périmètre d'application : tout l'EPCI
- Types de véhicules interdits : VP, VUL, 2R, PL, TC
- Etiquettes Crit'Air interdites : Crit'Air 4, Crit'Air 5, Non classés
- Hypothèse de renouvellement : 100 % des véhicules interdits sont renouvelés par des véhicules récents (non-interdits)
- Hypothèse sur le volume de trafic : trafic constant entre 2018 et 2025 à l'échelle du territoire

Ce scénario correspond à l'application des règles actuellement en vigueur à l'intérieur du périmètre défini par l'autoroute A86 de la ZFE-m métropolitaine.

Les émissions du trafic routier en NO_x, PM₁₀, PM_{2.5} et GES liées à la mise en place de ce scénario de ZFE-m sur le territoire étudié (état des lieux avec action) ont été comparées aux émissions du trafic routier issues d'un « renouvellement naturel » du parc de véhicules (état des lieux sans action, appelé « fil de l'eau ») avec le même volume de trafic circulant sur le territoire. Les gains présentés ici sont donc relatifs au renouvellement accéléré du parc technologique suite à la mise en place de la ZFE-m, indépendamment de l'évolution du volume de trafic. Cette comparaison est réalisée pour les années 2023 (application de la ZFE-m le plus tôt possible) et 2025. Les gains de l'action par rapport au « fil de l'eau » sont d'autant plus élevés que la ZFE-m est mise en place tôt.

Les figures ci-dessous présentent les émissions de NO_x, PM₁₀, PM_{2.5} et GES du trafic routier sur le territoire de Melun Val-de-Seine issues des bilans d'émissions 2018 d'Airparif et du « fil de l'eau » 2025 (en bleu), et celles du trafic routier considéré dans le scénario 1 de la ZFE-m de Melun Val-de-Seine (en rouge).

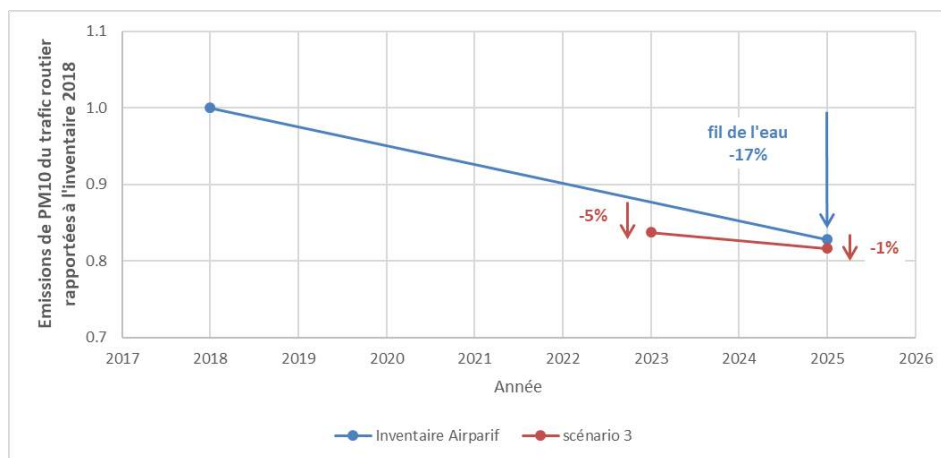
NO_x

Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 30 % des émissions de NO_x entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de NO_x de 7 % en 2023 et de 2 % en 2025. En ajoutant les réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » et celles engendrées par la mise en place de la ZFE-m, les émissions de NO_x en 2025 seraient réduites de 32 % par rapport aux émissions de l'année 2018.

¹ Inventaire 2018 - Airparif Décembre 2020

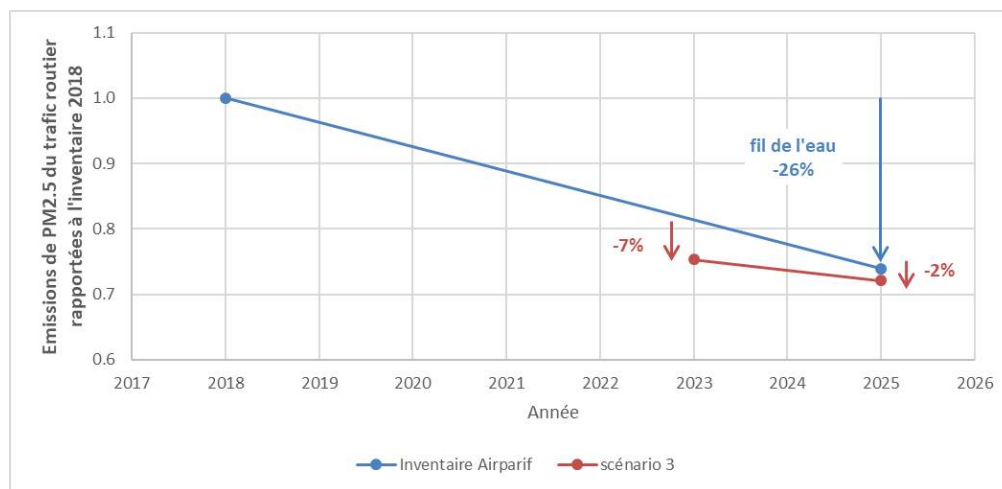
La principale source d'émissions de particules est l'abrasion des routes, pneus et plaquettes de freins (72 % pour les PM10 et 57 % pour les PM2.5 à l'échelle régionale en 2018). Néanmoins, la part de l'abrasion est davantage liée au volume de trafic qu'à l'ancienneté des véhicules, ainsi la mise en place de scénario ZFE-m n'a pas pour objectif premier de réduire la part de l'abrasion.

PM₁₀



Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 17 % des émissions de PM₁₀ entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de PM₁₀ de 5 % en 2023 et de 1 % en 2025. En ajoutant les réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » et celles engendrées par la mise en place de la ZFE-m, les émissions de PM₁₀ en 2025 seraient réduites de 18 % par rapport aux émissions de l'année 2018.

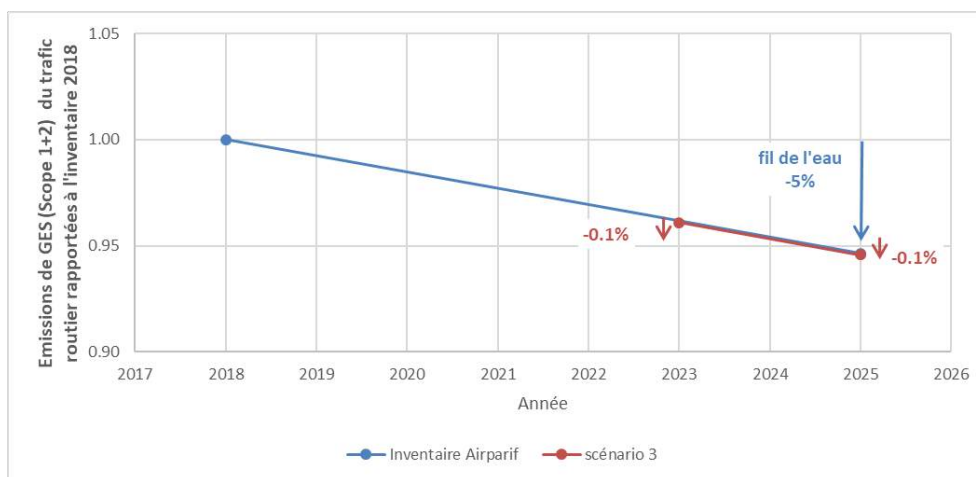
PM_{2.5}



Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 26 % des émissions de PM_{2.5} entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de PM_{2.5} de 7 % en 2023 et de 2 % en 2025. En ajoutant les réductions d'émissions dues au « fil de l'eau » et celles engendrées par la mise en place de la ZFE-m, les émissions de PM_{2.5} en 2025 seraient réduites de 28 % par rapport aux émissions de l'année 2018.

GES

Les réductions ou gains théoriques en émissions de GES dues à la mise en place d'un scénario ZFE-m ont également été calculés dans le contexte de la problématique liée au changement climatique. Il est important de noter que la hiérarchisation Crit'Air et la notion de « véhicules moins polluants » ne prend pas en compte les émissions de GES. Ainsi, les réductions théoriques en émissions de GES sont faibles voire nulles comparées à celles des polluants importants pour le trafic routier comme les NO_x, les PM₁₀ et PM_{2.5}.



Les inventaires d'Airparif projettent une réduction de 5 % des émissions de GES entre 2018 et 2025 sur l'EPCI. La mise en place du scénario de la ZFE-m permettrait de réduire les émissions de GES de 0.1 % en 2023. En 2025, la mise en place de la ZFE-m ne permet pas de réduction supplémentaire significative aux réductions d'émissions dues au « fil de l'eau ».

BILAN

Impact potentiel sur les émissions de polluants suite à la mise en place du scénario 2 de ZFE-m sur l'EPCI

L'année 2023 est choisie comme l'année d'application théorique de la ZFE-m au plus tôt possible.

Un gain positif correspond à une baisse d'émissions permise par la ZFE-m.

Polluant	Emissions en 2018	Emissions tendancielle en 2025	Emissions scénario 3 en 2023	Emissions scénario 3 en 2025	Unité	Gains en 2023	Gains en 2025
NO _x	946	664	692	648	tonnes/an	7 %	2 %
PM ₁₀	57	47	48	47	tonnes/an	5 %	1 %
PM _{2.5}	38	28	29	27	tonnes/an	7 %	2 %
GES (Scope 1+2)	279	264	268	264	kteqCO ₂ /an	0.1 %	0.1 %

Emissions de GES (Scope 1+2) en équivalent CO₂

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

2025.5.10.120

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

PRESENTS

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

Date de la convocation :
15/09/2025

Date de l'affichage :
23/09/2025

SUPPLEANTS

Nombre de conseillers:
en exercice : 73
présents ou représentés : 62

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

ABSENTS EXCUSES

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Dominique MARC

**OBJET : APPROBATION DE LA CHARTE REVISEE DU PARC NATUREL REGIONAL
DU GATINAIS FRANCAIS EMPORTANT ADHESION AU SYNDICAT MIXTE
D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU
GATINAIS FRANCAIS**

Le Conseil Communautaire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

VU le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement de classement du parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du parc naturel régional du Gâtinais français jusqu'au 28 avril 2026, à la demande et à la suite de la délibération du Conseil Régional d'Île-de-France du 23 novembre 2017 ;

VU le décret n° 2021-1418 du 29 octobre 2021 modifiant le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement de classement du parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU la délibération du 2 mars 2021 du syndicat mixte du parc naturel régional proposant un périmètre d'étude, un calendrier et une liste des organismes à associer dans le cadre de la révision de la charte ;

VU la délibération n° CR 2021-024 du Conseil régional d'Île-de-France du 23 septembre 2021 actant la mise en révision de la charte du parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU l'avis d'opportunité de l'État du 2 juin 2022 qui émet un avis favorable sur l'opportunité du projet de renouvellement du classement du parc naturel régional du Gâtinais français et notamment sur le périmètre d'étude proposé ;

VU la délibération du comité syndical du PNR du 12 décembre 2023 sollicitant Madame la Présidente de Région pour transmettre la demande d'avis intermédiaire auprès du Préfet de Région ;

VU l'avis favorable de la Fédération des parcs naturels régionaux du 14 mars 2024, du Conseil national de la protection de la nature le 25 mars 2024, et l'avis intermédiaire de l'État du 04 juin 2024 ;

VU l'avis de la formation de l'Autorité Environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable rendu le 26 septembre 2024 sur le projet de charte et son évaluation environnementale ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional du Gâtinais français en date du 12 décembre 2024 approuvant la modification du projet de charte ;

VU l'arrêté n° 2024-312-1 de la présidente du Conseil Régional d'Île-de-France en date du 9 octobre 2024 arrêtant le projet de charte du parc naturel régional du Gâtinais français ;

VU l'avis favorable de la commission d'enquête publique du 7 février 2025 ;

VU l'examen final du Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche du 27 juin 2025 ;

VU la délibération du bureau syndical extraordinaire du syndicat mixte du parc naturel régional du Gâtinais français du 7 juillet 2025 ayant reçu délégation par délibération du comité syndical du 24 juin 2025, approuvant le projet de charte et ses annexes ;

VU le projet de charte comprenant le rapport, le plan de parc et ses annexes ;

VU le courrier de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France invitant les Communes, les Établissements publics de coopération intercommunale et les Départements à délibérer sur le projet de charte daté du 25 juillet 2025 ;

VU la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

VU l'avis favorable de la commission Attractivité et développement du territoire du 22 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que par délibération du 22 novembre 2021, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine avait décidé d'adhérer au syndicat mixte du parc naturel régional du Gâtinais français et avait approuvé la charte du Parc ;

CONSIDÉRANT que quatre communes de la CAMVS en font partie, à savoir Saint-Fargeau-Ponthierry, Pringy, Villiers en Bière et Boissise-le-Roi ;

CONSIDÉRANT qu'afin de se donner les moyens d'une bonne articulation de leurs actions et définir les conditions de leur collaboration dans un souci de complémentarité, la CAMVS et le PNRGF ont signé le 7 février 2024 une convention de partenariat stratégique ;

CONSIDÉRANT que des conventions de partenariats particulières pour la mise en place de projets et coopérations spécifiques peuvent aussi être convenues entre la CAMVS et le PNR ;

CONSIDÉRANT que le PNR exerce, depuis plusieurs années, sur trois communes de la CAMVS, le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ;

CONSIDÉRANT que fin 2022, une convention a été conclue dans le cadre du programme communautaire MON PLAN RENOV', pour la mise en place d'un service indépendant d'information, de conseils et d'accompagnement à destination des ménages qui envisagent de réaliser des travaux de rénovation thermique dans leur logement ;

CONSIDÉRANT qu'à ce titre, 3 collaborateurs du PNR sont mis à disposition de la CAMVS ;

CONSIDÉRANT que fin 2023, une convention pour l'élaboration d'un schéma de déploiement des énergies renouvelables et de récupération a été signée pour l'ensemble du territoire communautaire ;

CONSIDÉRANT que l'approbation sans réserve de la charte emporte adhésion au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional du Gâtinais français ;

Après en avoir délibéré,

APPROUVE sans réserve la charte révisée du parc naturel régional du Gâtinais français 2026-2041 ainsi que les annexes correspondantes dont le projet de statuts modifiés du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Gâtinais français ;

AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les actes juridiques, administratifs et financiers correspondants.

Adoptée à l'unanimité, avec 48 voix Pour, 2 Abstentions et 12 ne participent pas au vote

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60657-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

Franck Vernin

Parc naturel régional
du Gâtinais français

CHARTRE OBJECTIF 2026-2041

PROJET

Arrêté au 7 juillet 2025




Parc
naturel
régional
du Gâtinais français


PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE


Région
Île-de-France


Essonne
LE DÉPARTEMENT


seine
& marne
LE DÉPARTEMENT


unesco

le pays
des
MILLE
CLAIRIÈRES
et du
grès



SOMMAIRE

13 INTRODUCTION

13 ■ Évaluation de la mise en œuvre de la charte précédente : **COMPRENDRE AUJOURD'HUI, IMAGINER DEMAIN**

14 ■ Analyse de l'évolution du territoire : **RÉSULTATS**

14 ■ La concertation : **CONSTRUIRE ENSEMBLE L'AVENIR**

15 ■ Un territoire cohérent et équilibré : **LE GÂTINAIS FRANÇAIS**

15 ■ Une identité gâtinaise forgée au fil des siècles

16 ■ L'identité géographique du Gâtinais français

16 ■ L'occupation du sol du Gâtinais français

16 ■ Le patrimoine naturel du Gâtinais français

17 ■ Le patrimoine paysager du Gâtinais français

19 ■ Le patrimoine culturel et les savoir-faire du Gâtinais français

21 ■ Le Gâtinais français **profondément agricole**

22 ■ La vie économique du Gâtinais français

23 ■ La population du Gâtinais français

24 ■ Le Gâtinais français 2026-2041 : **une cohérence territoriale renforcée**

■ À la rencontre des deux rivières, extension à la confluence Essonne-Juine

■ Extension sur la Plaine de Saint-Fargeau

■ Extension sur le massif des Trois Pignons

■ Extension sur la rive gauche du Loing

■ Extension ouest au Gâtinais beauceron

■ En conclusion : des enrichissements

28 ■ Les portes du Parc naturel régional du Gâtinais français

29 | LA STRATÉGIE DE LA CHARTE 2026-2041

29 | **UNE PLUS-VALUE liée à l'expérience**

30 | **Une élaboration DANS LA CONCERTATION**

31 | **Un territoire marqué par les premières manifestations du CHANGEMENT CLIMATIQUE**

- 31 | **Biodiversité, écosystèmes et ressources naturelles** : des leviers fragilisés par le changement climatique
- 33 | **Santé et cadre de vie** : les signes avant-coureurs de vulnérabilités croissantes
- 35 | **Activités économiques** et vulnérabilité
- 37 | **Le rôle important du Parc** dans la lutte contre le dérèglement climatique

38 | **DES THÈMES AFFIRMÉS**

- 38 | **Le patrimoine naturel** sous haute surveillance
 - Les priorités patrimoine naturel
- 39 | **Les paysages**, expression d'une identité à conforter
 - Les priorités paysages
- 40 | **Le patrimoine culturel**, témoin d'une histoire à inscrire dans une démarche contemporaine
 - Les priorités patrimoine culturel
- 41 | **Un urbanisme** garant de la qualité de vie et protecteur des éléments de l'identité du territoire, l'objectif **zéro artificialisation nette**
 - La révision : l'occasion pour élaborer une stratégie **zéro artificialisation nette**
 - Les priorités **zéro artificialisation nette**
 - Intégration dans les documents d'urbanisme
- 44 | **L'évaluation et le suivi du territoire**
- 44 | **L'éducation et la communication**
- 44 | **L'innovation et la coopération**

45 | **DES SUJETS INNOVANTS pour un projet cohérent**

- 45 | **Une ressource en eau** à sauvegarder
 - Les priorités ressources en eau
- 47 | **Une alimentation saine et durable**
 - Les priorités alimentation saine et durable
- 48 | **Une économie circulaire**, fer de lance de notre développement local
 - Les priorités économie circulaire
- 49 | **Habitat et logement**, faire rimer mixité et accessibilité
 - Les priorités habitat et logement
- 51 | **La sobriété** de la réduction de la consommation au **zéro déchet**
 - Les priorités sobriété

52 | **ÉCO-CONDITIONS ET MODULATION DES AIDES**

53 | **UNE INTERCOMMUNALITÉ DE PROJETS**

54 | LE PROJET STRATÉGIQUE

54 | LA GOUVERNANCE DE LA CHARTE

54 | Les commissions de travail thématiques, le bureau syndical, le comité syndical

56 | UNE NOUVELLE STRUCTURATION

57 | LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

La portée de l'évaluation

Les outils du dispositif de suivi et d'évaluation

Les acteurs de l'évaluation

Le pas de temps de l'évaluation

Les mesures phares

60 | LE PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE

64 | LES LÉGENDES DÉTAILLÉES DU PLAN DE PARC

91 | LES LÉGENDES DÉTAILLÉES DE LA CHARTE

95 | AXE RESSOURCES ET PATRIMOINES

CONNAÎTRE POUR PROTÉGER LES RICHESSES PATRIMONIALES DU GÂTINAIS FRANÇAIS

97 | ORIENTATION 1

Préserver le patrimoine naturel et restaurer la biodiversité

98 | Mesure 1

Préservons les milieux naturels dans une logique de trames écologiques

■ Disposition 1 : Conserver les sites d'intérêt écologique prioritaires

■ Disposition 2 : Conforter les connaissances sur le patrimoine naturel grâce à la réalisation d'inventaires et de suivis, et à l'établissement d'un état de conservation des habitats naturels et des populations, puis partager cette connaissance

■ Disposition 3 : Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc

■ Disposition 4 : Mettre en œuvre la réglementation sur la circulation de véhicules terrestres à moteur

■ Disposition 5 : Sensibiliser aux fragilités des milieux naturels du territoire

❓ Question évaluative

109 | Mesure 2

Stoppons les pertes d'espèces remarquables ou ordinaires et menons une politique de reconquête

■ Disposition 1 : Mener des actions de conservation des espèces remarquables

■ Disposition 2 : Contribuer au rétablissement des populations d'espèces ordinaires

■ Disposition 3 : Développer l'agro-écologie pour favoriser la biodiversité en milieu agricole

❓ Question évaluative

115 | Mesure 3

Confortons les espaces forestiers en tant que réservoirs de biodiversité et accompagnons la gestion forestière durable des forêts

■ Disposition 1 : Augmenter la biodiversité et les capacités de stockage carbone des forêts en favorisant la constitution d'un réseau de vieilles forêts et le maintien du bois mort en forêt

■ Disposition 2 : Renforcer les réseaux de surveillance et de communication

■ Disposition 3 : Faire du Parc un territoire d'innovation et d'expérimentation de pratiques sylvicoles adaptées pour accroître la fonction de réservoir de biodiversité et la résilience des forêts aux changements climatiques

119 | Mesure 4

Protégeons et valorisons le patrimoine géologique remarquable

■ Disposition 1 : Protéger les sites géologiques remarquables

■ Disposition 2 : Valoriser et faire connaître les sites géologiques remarquables

123 | **ORIENTATION 2**
Préserver le patrimoine paysager identitaire

124 | **Mesure 5**

Connaissons et suivons les paysages du Gâtinais français

- Disposition 1 : Poursuivre la quête et l'appropriation de la connaissance des paysages du Gâtinais français
- Disposition 2 : Suivre l'évolution des paysages

128 | **Mesure 6**

Préservons et préparons les paysages de demain

- Disposition 1 : Préserver la qualité des paysages emblématiques du Gâtinais français
- Disposition 2 : Lutter contre la banalisation des paysages (publicité, espaces dégradés, petits aménagements...)

 Question évaluative

133 | **ORIENTATION 3**
Préserver un patrimoine culturel unique

134 | **Mesure 7**

Préservons et valorisons le patrimoine archéologique exceptionnel

- Disposition 1 : Mettre en valeur le patrimoine archéologique exceptionnel d'intérêt international
- Disposition 2 : Assurer la pérennité des recherches sur les sites archéologiques à haut potentiel de découvertes
- Disposition 3 : Limiter les pressions auxquelles sont soumis certains sites archéologiques et sensibiliser la population sur leur préservation

137 | **Mesure 8**

Connaissons, restaurons et valorisons le patrimoine bâti du Gâtinais français

- Disposition 1 : Recenser et diffuser la connaissance du patrimoine culturel
- Disposition 2 : Conserver, restaurer et réhabiliter le patrimoine bâti

 Question évaluative

142 | **Mesure 9**

Sauvegardons le patrimoine immatériel

- Disposition 1 : Récolter et préserver l'identité gâtinaise (mémoire orale)
- Disposition 2 : Répertorier et faire connaître les savoir-faire gâtinais
- Disposition 3 : Transmettre les savoir-faire locaux en matière de restauration du patrimoine

145 | **Mesure 10**

Soutenons la création artistique

- Disposition 1 : Sauvegarder la ruralité grâce à la création artistique locale
- Disposition 2 : Promouvoir les richesses patrimoniales, culturelles et l'artisanat du Parc

149 | **AXE AMÉNAGEMENT ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE**
S'APPUYER SUR LA SOBRIÉTÉ POUR SE DÉVELOPPER DURABLEMENT ET VIVRE HARMONIEUSEMENT DANS LE GÂTINAIS FRANÇAIS

151 | **ORIENTATION 4**
Savegarder la ressource en eau et favoriser la sobriété de ses usages

152 | **Mesure 11**
Luttons pour améliorer la qualité de l'eau

- 
- Disposition 1 : Renforcer le service public d'assainissement non collectif et partager son expérience
 - Disposition 2 : Limiter les ruissellements et leurs impacts
 - Disposition 3 : Protéger la qualité des captages d'alimentation en eau potable
 - ❓ Question évaluative

157 | **Mesure 12**
Assurons une bonne gestion de l'eau dans un contexte de raréfaction

- Disposition 1 : Éduquer sur les usages de l'eau pour une meilleure rationalisation
- Disposition 2 : Expérimenter et développer la réutilisation des eaux grises et usées

160 | **ORIENTATION 5**
Mettre la santé, la durabilité et l'accessibilité au cœur de l'économie gâtinaise

162 | **Mesure 13**
Assurons notre souveraineté alimentaire en préservant les sols, l'eau, l'air, la biodiversité et la santé humaine

- 
- Disposition 1 : Identifier et appuyer les filières agricoles locales typiques du Parc et les filières émergentes
 - Disposition 2 : Étudier et valoriser les services écosystémiques rendus par l'agriculture sur le territoire
 - ❓ Question évaluative

167 | **Mesure 14**
Favorisons l'accès à l'alimentation durable

- Disposition 1 : Donner aux consommateurs les clés et outils de la connaissance des produits locaux et des enjeux de l'alimentation-santé
- Disposition 2 : Accompagner les professionnels pour mettre la sobriété au cœur des assiettes gâtinaises
- Disposition 3 : Accompagner les projets en faveur d'une alimentation durable

171 | **Mesure 15**
Favorisons une économie forestière durable et respectueuse des services écologiques

- Disposition 1 : Développer la filière bois-énergie dans une logique de gestion durable de la forêt
- Disposition 2 : Sensibiliser les habitants, élus et acteurs du Parc sur l'exploitation du bois et les métiers de la filière

174 | **Mesure 16**
Faisons de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique un moteur de la mutation des activités économiques locales

- Disposition 1 : Accompagner la résilience des activités face aux effets du changement climatique
- Disposition 2 : Encourager et soutenir l'innovation pour tendre vers des modèles économiques

177 | **ORIENTATION 6**
Œuvrer vers une sobriété des consommations et développer l'économie circulaire

178 | **Mesure 17**
Réduisons la consommation des ressources non renouvelables et favorisons l'utilisation de matériaux biosourcés

- Disposition 1 : Sensibiliser au confort d'été et aux méthodes bioclimatiques pour adapter le bâti au changement climatique
- Disposition 2 : Favoriser l'utilisation des matériaux biosourcés dans la construction et l'isolation des bâtiments
- Disposition 3 : Atténuer les effets notables de l'exploitation des matériaux non renouvelables



Mesure 18

Réduisons la consommation d'énergie dans une démarche de sobriété

- Disposition 1 : Mettre en place et suivre les plans d'actions stratégiques pour les économies d'énergie du patrimoine public
- Disposition 2 : Réduire l'éclairage nocturne pour économiser l'énergie et éviter la pollution lumineuse
- Disposition 3 : Favoriser la réhabilitation des logements privés et promouvoir les travaux visant la maîtrise de la consommation d'énergie
- Disposition 4 : Sensibiliser et accompagner tous les publics aux enjeux de la transition énergétique dans une démarche de sobriété

❓ Question évaluative

Mesure 19

Favorisons la production sobre d'énergies renouvelables intégrées, locales et citoyennes

- Disposition 1 : Mettre en œuvre un mix énergétique renouvelable et diversifié
- Disposition 2 : Organiser l'implantation des énergies renouvelables et de récupération avec l'ensemble des acteurs territoriaux pour permettre une meilleure acceptation
- Disposition 3 : Expérimenter et innover par la mise en œuvre de projets opérationnels exemplaires

Mesure 20

Faisons de l'économie circulaire le fer de lance de notre développement économique

- Disposition 1 : Faire du Parc une collectivité engagée et exemplaire en matière d'économie circulaire et de coordination touristique
- Disposition 2 : Engager les secteurs de l'économie gâtinaise et les acteurs locaux en faveur d'un territoire circulaire et solidaire
- Disposition 3 : Encourager et soutenir l'innovation et l'expérimentation des acteurs locaux

Mesure 21

Faisons du Gâtinais français un territoire zéro déchet

- Disposition 1 : Instaurer la règle du zéro déchet pour les événements du territoire
- Disposition 2 : Lutter contre les dépôts sauvages
- Disposition 3 : Favoriser une bonne gestion des déchets verts
- Disposition 4 : Encourager une consommation responsable et anti-gaspillage

Mesure 22

Déployons des modes de déplacement doux décarbonés et accessibles à tous

- Disposition 1 : Favoriser la sobriété dans l'utilisation de moyens de transport et de déplacements
- Disposition 2 : Favoriser la mobilité inclusive

ORIENTATION 7

Maîtriser un urbanisme garant de la qualité de vie en protégeant les éléments fondateurs de l'identité du territoire

Mesure 23

Réhabilitons et aménageons dans le respect de la qualité urbaine, architecturale, écologique et paysagère

- Disposition 1 : Intégrer et réinterpréter l'identité architecturale et paysagère du territoire dans les projets d'urbanisme
- Disposition 2 : Préserver et valoriser le bâti ancien pour que tout remaniement puisse se faire dans son respect

Mesure 24

Garantissons à toutes et à tous l'accès à un logement de qualité

- Disposition 1 : Permettre un parcours résidentiel adapté à tous
- Disposition 2 : Améliorer la performance énergétique des logements anciens et neufs
- Disposition 3 : Lutter contre la précarité énergétique en sensibilisant et formant les acteurs sociaux
- Disposition 4 : Inciter à développer le parc locatif social et intermédiaire, le parc privé à loyer maîtrisé



Mesure 25

Favorisons un aménagement plus sobre, désartificialisons et renaturons les espaces urbains

- Disposition 1 : Promouvoir la sobriété, la résilience et la neutralité carbone face au changement climatique et dans un contexte de transition écologique
- Disposition 2 : Intégrer les principes de composition urbaine qualitative dans tous projets
- Disposition 3 : Renforcer la mixité sociale, fonctionnelle et intergénérationnelle

❓ Question évaluative

223 | **AXE MÉDIATION ET TRANSMISSION**
**VALORISER ET FAIRE CONNAÎTRE LE GÂTINAIS FRANÇAIS,
ÉDUCER AU TERRITOIRE**

225 | **ORIENTATION 8**
Faire connaître et promouvoir le Gâtinais français

226 | **Mesure 26**

Éduquons aux enjeux du territoire

- Disposition 1 : Faciliter les projets d'éducation au territoire
- Disposition 2 : Développer l'engagement citoyen des habitants
- Disposition 3 : Accompagner la découverte des richesses du territoire
- Disposition 4 : Permettre une appropriation du Gâtinais français

229 | **Mesure 27**

Communiquons pour mettre en scène un territoire que chacun pourra s'approprier

- Disposition 1 : Communiquer sur le Parc et ses actions auprès du grand public
- Disposition 2 : Maintenir le réseau de relations avec la presse locale

232 | **Mesure 28**

Suivons l'évolution du territoire et évaluons la mise en œuvre de la charte

- Disposition 1 : Assurer le suivi et la capitalisation des actions du Parc
- Disposition 2 : Échanger et animer le dispositif de suivi et d'évaluation avec les signataires de la charte
- Disposition 3 : Suivre l'évolution du territoire

237 | **ORIENTATION 9**
Coopérer et coordonner

238 | **Mesure 29**

Structurons et mobilisons des réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs

- Disposition 1 : Faire du réseau Valeurs Parc un maillage dynamique et exemplaire d'ambadrices et d'ambassadeurs
- Disposition 2 : S'appuyer sur les ambadrices et les ambassadeurs de l'éco-rénovation pour mobiliser les entreprises autour de l'utilisation des matériaux biosourcés ou issus du réemploi
- Disposition 3 : Accompagner de nouveaux réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs
- Disposition 4 : Faire du Parc un laboratoire d'idées et d'initiatives citoyennes

241 | **Mesure 30**

Coopérons avec les acteurs locaux et d'autres territoires

- Disposition 1 : Coopérer avec la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais et les acteurs phares du territoire, les villes portes...
- Disposition 2 : Valoriser l'expertise et l'expérience du Parc à travers des actions de coopération avec d'autres territoires franciliens, nationaux et internationaux
- Disposition 3 : Poursuivre le développement des partenariats en faveur de la recherche et de la vulgarisation scientifique

244 | **DÉCLARATION DES SIGNATAIRES**

246 | **CROISONS LES MESURES AVEC LES THÉMATIQUES**

248 | **CROISONS LES MESURES AVEC LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT
DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION**

250 | **CROISONS LES MESURES AVEC LE PLAN DE PARC**

252 | **GLOSSAIRE**

266 | **ANNEXES**

268 | Liste des collectivités figurant au périmètre d'étude

269 | Collectivités ayant approuvé la charte

270 | Statuts du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français

281 | Programme d'action prévisionnel triennal et plan de financement

287 | Organigramme administratif et technique

288 | L'emblème figuratif

289 | Déclinaison de la stratégie nationale des aires protégées

296 | Carnet de paysages

346 | Concevoir son projet de signalétique

396 | Stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération

423 | Les modalités d'intervention du Parc dans les documents d'urbanisme

PJ | Évaluation environnementale (rapport et avis de l'Autorité environnementale)

425 | Les photographies, par ordre d'apparition

EN PRÉAMBULE...

Le Parc naturel régional du Gâtinais français a été classé par décret ministériel le 4 mai 1999, puis renouvelé le 27 avril 2011 pour quinze ans supplémentaires.

Le 2 mars 2021, le Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc a délibéré afin de solliciter, de la Région Île-de-France, **le lancement de la procédure de révision de la charte**.

Le 23 septembre 2021, le Préfet de Région a émis un avis d'opportunité proposant un périmètre d'étude qui renforce la cohérence du territoire et la qualité du projet de Parc, ce qui officialise la mise en révision de la charte 2011-2026.

Ce périmètre comprenait 69 communes jusqu'en 2021, date à laquelle Boissise-le-Roi a intégré le territoire ; il comprend aujourd'hui 70 communes abritant 88 000 habitants. L'intégration des secteurs d'extension ajouterait 15 communes et 35 500 habitants. Le Parc, depuis sa création, est partie prenante de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais désignée par l'UNESCO en 1998.

Cette révision s'est appuyée sur trois éléments fondamentaux :

- . l'évaluation de la mise en œuvre de la charte précédente,
- . l'analyse de l'évolution du territoire,
- . un processus de concertation permanent avec les élus, les partenaires, les acteurs (socio-économiques, associatifs...) et la population du Parc.

Le principe privilégié était d'articuler au mieux les contenus techniques et d'experts avec les attentes et besoins des élus, des populations et acteurs du Parc.

Évaluation de la mise en œuvre de la charte précédente :

**COMPRENDRE
AUJOURD'HUI,
IMAGINER
DEMAIN**

Dès sa création, le Parc a mis en place un **outil de suivi** de ses actions, avec des bilans d'activité élaborés régulièrement.

À l'occasion de la révision de la charte de 1999 puis de la charte 2011-2026, il est apparu nécessaire aux membres du Comité syndical du Parc d'avoir un accompagnement pour la réalisation d'une évaluation de la mise en œuvre de la charte précédente par un bureau d'études.

L'objet était dans un premier temps de savoir si le Parc avait **rempli ses missions** et **atteint les objectifs** qui lui étaient assignés depuis sa création, selon quatre critères stratégiques : pertinence, efficacité, cohérence, efficience.

Dans un second temps, il s'agissait de permettre de **tirer les enseignements** et pistes de réflexion pour la charte en projet.

La méthode s'est basée essentiellement sur l'écoute de tous les acteurs concernés par l'application de la charte de 2011, par le biais de questionnaires, rencontres et groupes de travail : élus, financeurs, institutionnels, socioprofessionnels, associations, habitants, notamment par le biais de rencontres et d'un questionnaire.

La charte de 2011 est apparue **pertinente** dans ses orientations, au regard des enjeux identifiés au départ et des problèmes rencontrés sur la période de mise en œuvre.

Pour la plupart, les enjeux relevés avaient été traduits en objectifs dans les 26 mesures. En référence à ces mesures, ont été réalisées une ou plusieurs actions dans les domaines de la protection de la nature et des patrimoines, de l'action culturelle, du soutien à l'activité locale, de l'emploi et la réinsertion, du transport, de l'urbanisme, de l'aménagement, des paysages, de l'éducation et de la sensibilisation des populations, la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables, entre autres.

L'évaluation de la mise en œuvre de la charte précédente a permis de **confirmer la volonté partagée par tous d'un renouvellement du classement du Parc**.

Analysedel'évolution du territoire : **RÉSULTATS**

L'analyse de l'évolution du territoire, réalisée par l'Institut Paris Région, avait pour objectif de faire **un état des lieux** du territoire actuel mais aussi des nouvelles communes d'extension potentielles. Son élaboration a également permis de partager l'information, de mettre en évidence les enjeux et les défis et de proposer des orientations à prendre en compte pour l'élaboration de la charte « Objectif 2026-2041 », en insistant sur le **renforcement de l'identité** et de la **cohérence du Parc**.

Grâce à des échanges permanents avec les élus (validation des thématiques étudiées, commissions thématiques, mise en ligne sur Internet du diagnostic, du bilan évaluatif...), à la méthode de travail interactive avec l'Institut Paris Région, et à la

forte implication des élus, des partenaires et de l'équipe technique du Parc, l'analyse de **l'évolution du territoire a été partagée**.

L'analyse de l'évolution du territoire et l'évaluation de la mise en œuvre de la charte précédente ont pu être validées par l'ensemble des partenaires début 2023.

Les paragraphes suivants vous apporteront des détails sur ces sujets.

La concertation : **CONSTRUIRE ENSEMBLE L'AVENIR**

La plus **large concertation** a présidé aux travaux de l'analyse de l'évolution du territoire, de l'évaluation de la mise en œuvre de la charte précédente et de l'élaboration de la charte « Objectif 2026-2041 ».

Aux côtés des élus, tous les acteurs locaux intervenant sur le territoire (organismes socioprofessionnels, administrations, établissements publics et services de l'État, associations réunies au sein de l'Union des amis du Parc, personnalités locales, acteurs socio-économiques et habitants) ont participé aux différentes réunions : publiques, groupes de travail, commissions...

La concertation s'est déroulée en plusieurs étapes à partir d'octobre 2022 :

- . **présentation de l'analyse de l'évolution du territoire et de l'évaluation** de la mise en œuvre de la charte précédente afin de dégager les premières orientations de la future charte,
- . **élaboration de l'avant-projet de charte** avec la participation de tous (élus, partenaires, associations, habitants...),
- . **présentation de l'avant-projet de charte**.

Tout au long de ce processus, des réunions publiques, campagnes d'information... ont eu lieu pour que chaque personne concernée puisse trouver la bonne information au bon moment (calendrier des prochaines étapes...).

Un territoire cohérent
et équilibré :

LE GÂTINAIS FRANÇAIS

Pays des mille clairières et du grès

Le territoire du Parc correspond au Gâtinais français occidental. Le Gâtinais a été défini par l'histoire et la géographie :

- . en 1542, une partie du Gâtinais se retrouve dans la généralité de Paris et en 1558 celle d'Orléans inclut l'autre partie. La partition entre un Gâtinais français situé au nord et centré sur Nemours et un Gâtinais orléanais situé au sud et centré sur Montargis est alors consommée ;
- . la vallée du Loing sépare le Gâtinais occidental, du Gâtinais oriental, qui diffèrent par la qualité de leurs sols et le type d'agriculture spécialisée (le premier était à dominante viticole et le second à dominante cidricole).

UNE IDENTITÉ GÂTINAISE

forgée au fil
des siècles

De nombreux éléments façonnent l'identité du Gâtinais français :

- la composition du sous-sol, qui va conditionner la présence de la faune et de la flore, mais aussi offrir des matériaux pour les constructions (bâti en grès...) et favoriser l'émergence de cultures particulières (cresson de fontaine, orge, miel, plantes médicinales...),
- les paysages, composants essentiels du cadre de vie dans le Gâtinais français,
- les patrimoines bâti et vernaculaire,
- les savoir-faire,
- le caractère rural des communes.

Le Gâtinais français étant **un territoire habité**, vivant, son identité enracinée peut être donc amenée à évoluer, en fonction des différents choix qui seront faits en matière d'urbanisme, d'agriculture, de développement économique...

Mais ce n'est pas un fait nouveau, puisque la présence humaine dans le Gâtinais remonte à la Préhistoire, la main de l'homme a depuis toujours apporté sa contribution à l'évolution de l'identité gâtinaise. Il faut cependant veiller au rythme des changements et à la qualité des évolutions.

Le Parc n'est pas seul à s'engager dans les actions de la charte : **des partenaires** élaborent des protections que ce soit pour la faune, la flore, les milieux, le bâti (arrêtés de biotope, Réserves, Espaces naturels sensibles, Monuments historiques, Natura 2000...), et mettent en place des actions pour aider communes et particuliers à agir dans le sens de la préservation du territoire.

Citons, par exemple :

- l'État qui a initié l'extension du site classé de la haute-vallée de l'Essonne ou propose des sites Natura 2000 ;
- le Conseil régional d'Ile-de-France, les Conseils départementaux de l'Essonne et de la Seine-et-Marne, qui définissent des Schémas et atlas régionaux ou départementaux (touristiques, économiques, des paysages...) afin d'avancer dans le sens du développement durable...
- la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais avec laquelle le Parc partage le conseil scientifique et qui offre un cadre de collaboration nationale et internationale.

Citons également les Chambres consulaires qui accompagnent artisans, commerçants, agriculteurs dans leurs activités et la transmission de leurs savoir-faire qui contribuent à l'identité gâtinaise.

Cette chance d'avoir **des partenaires qui s'engagent** dans la préservation et le développement de leur territoire offre au Parc des supports parfaits à l'éducation au territoire, à la communication, à la transmission d'une image « Parc » forte.



L'IDENTITÉ GÉO- GRAPHIQUE

du Gâtinais
français

Elle correspond au Gâtinais occidental et résulte de l'érosion du plateau de Beauce jusqu'au niveau du plateau de Brie, selon un gradient de relief allant du sud-ouest vers le nord-est. Sa diversité des formes permet de le distinguer de ces deux grandes régions homogènes. Il se différencie, d'une part de la Beauce par son relief vallonné entaillé de vallées sèches et par sa couverture boisée, et d'autre part, de la Brie par ses crêtes de grès et par sa relative sécheresse des sols.



L'OCCUPATION DU SOL

du Gâtinais
français

Elle est répartie entre 57,5 % de terres agricoles, 30,8 % de bois et forêts, 9,7 % d'urbanisation, 1,7 % de milieux naturels ouverts (platières gréseuses, pelouses calcicoles, landes, marais et tourbières), 0,3 % d'eau. La forêt publique représente 14,5 % de la superficie boisée totale.

Les bourgs et villages se sont implantés principalement dans les vallées et sur les rebords des plateaux. Ces derniers sont généralement peu habités.

Affluent de la Seine, le réseau hydrographique s'écoule du sud vers le nord en recoupant les alignements pré-cités. Il comprend quatre rivières principales : la Juine, l'Essonne, l'École et le Loing, mais le chevelu hydrographique est peu développé.



LE PATRIMOINE NATUREL

du Gâtinais
français

Le Parc naturel régional du Gâtinais français possède une diversité de milieux naturels et une richesse floristique et faunistique exceptionnelle à l'échelle francilienne, sans doute la plus élevée d'Ile-de-France. Cette richesse nous confère une responsabilité toute aussi grande pour garantir sa préservation.

La biodiversité du Gâtinais s'explique par trois facteurs : la diversité de notre géologie, notre appartenance au grand massif de Fontainebleau et notre position comme carrefour bio-géographique.

La situation du territoire proche du littoral pendant près de 15 millions d'années a permis le dépôt de 60 mètres de sable qui ont formé, par la suite, les platières et chaos rocheux. Typiques de nos paysages et oh combien singuliers en termes d'habitats et d'espèces naturels, ces milieux acides (landes, platières, dunes intérieures et pelouses sur sable) ne se retrouvent quasiment nul part ailleurs. Leur préservation est donc un enjeu crucial !

Les dépôts de calcaires lacustres, qui ont précédé ou suivi ce dépôt de sable, a permis la formation de sols alcalins. Il s'y développe les pelouses calcaires, qui forment un des milieux les plus riches de notre Région.

Dans les vallées, on trouve des forêts humides, tourbières et marais, alors que sur les plateaux agricoles, les mares et mouillères forment une mosaïque de petites zones humides très riches, qui forment autant d'oasis pour la biodiversité.

Le Gâtinais français appartient au massif de Fontainebleau, considéré comme deuxième forêt de plaine la plus riche d'Europe.



Enfin, le contexte climatique fait du Gâtinais un carrefour biogéographique où se rencontrent des espèces d'affinités atlantiques, méditerranéennes, continentales et à l'occasion, boréales et montagnardes.

Sur la durée de la charte précédente, la surface des milieux naturels sur le périmètre actuel et sur le périmètre d'étude est restée stable. Néanmoins, **les enjeux de conservation** des milieux naturels et espèces associées, pour lesquels le Parc a le plus de responsabilité nécessite la mise en œuvre d'une stratégie de protection forte des espaces naturels.

Le Parc tient une place centrale dans la **trame verte et bleue régionale**, notamment sur l'Arc vert sud-francilien, entre la vallée de la Bassée et Fontainebleau à l'est et Rambouillet à l'ouest. Cette trame est-ouest est identifiée comme d'intérêt national dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE). Les corridors Sud-Nord, sont eux identifiés d'intérêt régional et sont liés aux vallées de l'École, l'Essonne, la Juine et le Loing, qui rejoignent la Seine. Il est à noter que malgré plusieurs restaurations de ces continuités (passage à faune de Larchant, passage à faune au-dessus de l'A6 dans le bois de la Commanderie, crapauduc de Bouville, etc) lors de la deuxième charte, la fragmentation reste importante pour les trames herbacée, forestière et bleue à cause des infrastructures linéaires.

Le Parc naturel régional du Gâtinais français est **une référence en France** au sujet de la **sobriété de l'éclairage public**. Les pratiques d'extinction y sont déployées de longues dates et aujourd'hui 100 % des communes du territoire éteignent au moins 5 heures par nuit et la majorité d'entre elles éteignent complètement deux mois durant l'été pour protéger la biodiversité nocturne.



LE PATRIMOINE PAYSAGER du Gâtinais français

Le Parc naturel régional du Gâtinais français présente actuellement un patrimoine paysager diversifié et bien valorisé. Grâce au travail du Parc, les paysages sont restés globalement bien préservés, malgré des changements apparus au fil des dernières années. Les évolutions futures devront également être encadrées pour pouvoir préserver les caractéristiques du territoire.

Le territoire du Parc du Gâtinais français est marqué par sa situation de transition entre les plateaux de Beauce et du Gâtinais et la Vallée de la Seine. Les paysages ruraux de très grande étendue cèdent la place à des paysages variés en mosaïque de plaines agricoles, prairies et rivières,

boisements linéaires et grands massifs boisés... Avec la fragmentation des grands plateaux émerge une diversité de vallées, étroites ou larges, de plateaux allongés et de rebords de plateau

Des paysages sont **déterminés par des facteurs naturels et humains**. On retrouve plusieurs types de paysages sous influence :

- **les structures végétales linéaires** accompagnent les vallées, en soulignant notamment les coteaux et en partie les fonds de vallées. La présence de boisements sur les versants et de fonds ouverts dans des vallées très découpées crée des clairières et justifie le nom souvent donné au territoire : le pays des mille clairières ;
- **l'agriculture** privilégie l'utilisation des sols les plus riches et faciles à travailler qui sont donc principalement sur les plateaux recouverts de limons, où se situent parfois aussi les cultures de maraîchage. Prairies et vergers sont principalement installés dans les vallées ou en frange du massif forestier ;
- **le réseau hydrographique** découpe densément le plateau du Gâtinais en plateaux plus ou moins grands, séparés par des vallées nord-sud (Juine, Essonne, École et Loing) et entaillés par leurs petits affluents. En



longeant la partie est du plateau, le Loing représente une limite naturelle et le sépare du Bocage Gâtinais. Les rivières prennent leur source au sud sur les plateaux de la Beauce et du Gâtinais. Les ramifications en vallées sèches sont typiques pour ce territoire.

Au fil des siècles, villages et bourgs aux caractéristiques locales ont été construits, ainsi que des châteaux, des moulins. Les cours d'eau ont été rectifiés, notamment pour faire des biefs de moulins... Mais c'est notamment grâce à sa **localisation stratégique** à proximité de Paris que ce territoire a été et est encore traversé pour rendre accessibles, stocker et acheminer des produits, des ressources naturelles et énergétiques. Sous forte influence de l'agglomération parisienne, le développement urbain et d'infrastructures a eu **un impact** sur les continuités naturelles (écologiques, paysagères) et les caractéristiques locales.

L'urbanisation est plus forte sur les franges du périmètre d'étude avec une pression particulière par le nord et l'est, dans les vallées du Loing et de la Juine et dans les parties aval de l'Essonne et de l'École. À l'est, le massif de Fontainebleau et les forêts voisines marquent une transition avec les espaces densément urbanisés de la vallée de la Seine et du sud de l'agglomération parisienne.

Les limites du périmètre actuel sont globalement lisibles et principalement celles du prolongement francilien des plateaux du Gâtinais et de la Beauce, et des vallées de la Juine, de l'Essonne et du Loing. Ces limites correspondent dans l'ensemble à des **limites naturelles**, notamment des vallées.

Dans le Gâtinais, **la qualité des paysages** a beaucoup contribué au projet initial de classement en Parc naturel régional. Les paysages du Parc sont reconnus, appréciés, patrimonialisés, le paysage correspond à **une perception sensible** du territoire, avec une qualité paysagère établie, aux motifs caractéristiques formant **les trois composantes principales** de la perception des paysages :

- **les motifs paysagers**, qui offrent des images caractéristiques, associées au Parc, mais pas forcément localisées avec précision et qui peuvent se répéter en plusieurs endroits ; comme le suggère le nom de motif, c'est surtout eux que l'on retrouve dans les représentations (tableaux, photographies, films...) ;
- **les repères**, éléments singuliers, emblématiques, bien identifiables et localisables, parfois visibles de loin, mais restant associés aux paysages même quand ils ne sont pas en co-visibilité ; ils sont souvent représentés eux aussi ;
- **les points de vue**, qui permettent de découvrir les paysages, parfois aménagés en belvédères.



Le Parc naturel régional du Gâtinais français dispose d'un patrimoine paysager varié et bien préservé. Mais **plusieurs changements**, récents ou en cours, sont observés au sein du périmètre d'étude. À l'échelle du grand paysage, les évolutions d'hier et d'aujourd'hui restent relativement faibles, mais il s'agit de prendre en compte tous les changements, notamment quand ils sont lents, pour **éviter la banalisation** des paysages, et aussi d'anticiper les transitions futures.



Comme beaucoup d'autres paysages ruraux français, celui du Gâtinais français a connu des changements considérables dans le dernier demi-siècle, qui ont altéré beaucoup de motifs traditionnels, même si plusieurs facteurs ont permis d'**amortir fortement les phénomènes** à impact négatif :

- **le territoire était mieux préservé** que d'autres territoires périurbains au moment de la création du Parc en 1999, car resté relativement à l'écart des grands secteurs de développement ;
- **un ralentissement de la pression**, notamment urbaine, au XXI^e siècle par rapport à la fin du XX^e ;
- **l'action continue du Parc**, depuis plus de 20 ans, a permis d'aller au-delà des effets d'une baisse de pression urbaine et de contrer les effets de la déprise agricole.

De ce fait, aucune évolution majeure récente n'est constatée au sein du périmètre actuel. Mais des micro-changements locaux peuvent cependant être observés, qui restent liés à la disparition des structures végétales, à l'évolution du bâti et au développement de l'urbanisation et des infrastructures.

En matière de **publicité**, **l'évolution a été positive** depuis quelques années, grâce à l'action du Parc. Cependant, la multiplication des panneaux numériques est à souligner. Cet effet est notamment important sur certaines communes du territoire (Saint-Fargeau-Ponthierry, Pringy).

L'un des plus grands défis des prochaines décennies sera l'**adaptation des paysages aux effets du changement climatique**. Certaines évolutions, comme le dépérissement des arbres ou les aléas météorologiques (vagues de chaleur, sécheresse, ouragans, inondations, feux de forêt) ont déjà nécessité d'adapter les manières de cultiver la terre et de gérer les forêts. D'autres changements seront sans doute nécessaires dans l'avenir. Concernant les paysages urbains, il s'agira de mettre en œuvre l'objectif de zéro artificialisation nette, redensifier et rénover (thermiquement notamment) et construire de façon qualitative.



LE PATRIMOINE CULTUREL ET LES SAVOIR-FAIRE

du Gâtinais
français

Ils sont riches et relativement diversifiés et constituent un cadre de vie de qualité, fragile. Un certain nombre de protections et labels permettent de les préserver et de les valoriser.

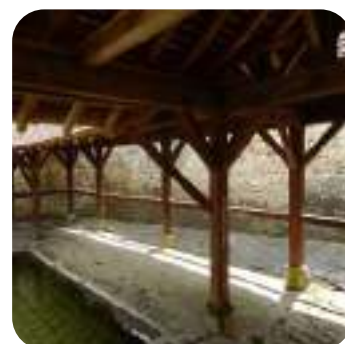
Le patrimoine du Parc naturel régional est riche et la densité de monuments historiques est bien supérieure à la moyenne des communes rurales franciliennes avec 1,35 monument par commune (0,86 en moyenne pour les communes rurales franciliennes). Les monuments religieux sont prépondérants, cependant le Parc naturel régional du Gâtinais français est marqué par **un patrimoine vernaculaire rural important**. Depuis le diagnostic de 2008, la connaissance de ce patrimoine a considérablement

augmenté grâce au travail d'inventaire du Parc, réalisé à l'échelle communale qui analyse et caractérise chaque élément patrimonial. En 2024, 26 communes sont couvertes par ces inventaires.

Le patrimoine vernaculaire du Gâtinais français est édifié grâce aux matériaux disponibles à proximité et c'est grâce à la nature des sols que le paysage d'un même pays se trouve marqué par une même unité de matériaux : le grès, les calcaires, les granulats, les marnes, les meulières, les sables siliceux, la tourbe... Le Gâtinais français est ainsi marqué par **la prédominance du grès**, extrait dans les carrières du territoire, mais aussi par la meulière dans les secteurs les plus au nord (Perthes-en-Gâtinais, la Ferté-Alais ou encore Chamarande).

Parmi le bâti plus spécifiquement local au territoire du Parc du Gâtinais français, plusieurs types ressortent :

- le premier est lié au rapport particulier qu'entretient le territoire à l'**eau**. Ainsi y trouve-t-on de nombreux châteaux d'eau datant de la fin XIX^e-début XX^e siècles très caractéristiques dans leur forme, mares maçonnées, lavoirs, moulins, pompes de modèles divers et puits couverts très profonds. Face au **changement climatique**, ces éléments consti-



tuent des enjeux importants : leur présence, exemplaire pour maintenir la nature en ville, permet de réguler certains risques (inondation, sécheresse), de fournir des réserves en eau (comme le lavoir de Chamarande, qui sert de bassin d'arrosage à la commune et qui peut alimenter les abreuvoirs à chevaux privés) tandis que certains systèmes de vannage sont a contrario retirés pour favoriser la continuité écologique des cours d'eau, comme à Pringy ;

- d'autres types sont liés à des **cultures spécifiques**, c'est le cas des séchoirs à plantes aromatiques et médicinales (encore visibles à Milly-la-Forêt) dont il ne reste plus que quelques éléments, d'autant plus fragiles que leur structure est essentiellement en bois. La culture du cresson, très ancrée territorialement, apporte aussi tout un patrimoine de cressonnières : leurs formes particulières constituées de fosses sont préservées tant qu'elles sont en activité, mais leur avenir est menacé en cas de perte de fonctions ;
- enfin, le patrimoine **lié aux activités** a laissé en héritage la présence de plusieurs fours à chaux sur l'ensemble du Parc dont certains sont bien préservés (l'un d'entre eux est inscrit sur la liste des monuments historiques, à Lardy).

Toutes ces richesses ont généré **de nombreux savoir-faire**, valorisés par le Parc, car les produits du terroir sont nombreux et historiques dans le Gâtinais français :

- **le miel**, de sainfoin à l'origine, avec deux producteurs professionnels en activité à Boutigny-sur-Essonne et Milly-la-Forêt ;
- **les plantes aromatiques et médicinales** dont la culture, le séchage, la conservation ou la préparation sont des savoir-faire anciens qui ont su subsister jusqu'à nos jours grâce à quelques cultivateurs et des huiles essentielles sont aujourd'hui développées ; un producteur de safran est implanté sur le territoire ;
- **le cresson de fontaine** qui possède une part importante de sa production dans le Parc ;
- **la viticulture** n'est plus d'actualité, mais du fait de ses coteaux bien exposés, ce fut un grand vignoble qui a laissé des traces matérielles ou immatérielles à travers l'existence de lieux-dits, du culte de Saint-Vincent, de maisons de vigneron... et qui revient sur le territoire à Saint-Fargeau-Ponthierry, ou dans le secteur d'Étampes ;
- **l'élevage**, plusieurs fermes maintiennent l'activité sur ce secteur pour la poule gâtinaise et la réintroduction de l'élevage ovin est aussi à noter ;



Afin de valoriser tous ces savoir-faire, le Parc développe **la marque « Valeurs Parc »** et permet ainsi leur reconnaissance.

La nature du sol fournit aussi du **grès**. L'extraction et le travail du grès est un savoir-faire ancien, mais en 1907 une loi interdit l'exploitation des rochers de la forêt de Fontainebleau, ce qui oblige au redéploiement de l'activité sur le territoire du Parc jusqu'au début des années 1950. Une carrière artisanale à Moigny-sur-École perpétue ce savoir-faire dans le respect de l'environnement.

Le Parc naturel régional du Gâtinais français possède **une particularité le distinguant du reste de l'Île-de-France** : son **patrimoine archéologique**. Principalement issus du Néolithique, ils sont constitués d'abris et grottes ornés, de polissoirs, de dolmens, de sépultures néolithiques ou encore de mégalithes. 24 d'entre eux sont protégés au titre des monuments historiques dans le périmètre d'étude.

Le territoire du Parc ainsi que ses extensions sont l'épicentre d'un secteur abritant **plus de 2 700 cavités ornées**.

À Noisy-sur-École, l'abri orné de la Ségognole témoigne d'un intérêt majeur avec sa représentation d'un cheval entier gravé. Sur un autre site majeur, les Bossats à Ormesson, des fouilles archéologiques ont révélé depuis 2004 un lieu d'occupation humaine datant du Paléolithique. De nombreuses traces et vestiges de leur occupation ont été trouvés : ossements datant du Néandertal, présence de colorants, nombreux silex, structures d'habitat datant du Solutréen, gravures... Ce site est l'un des hauts lieux archéologiques d'Île-de-France et se révèle d'importance européenne. Les recherches se poursuivent toujours sous la direction du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).



Enfin, le musée départemental de la Préhistoire à Nemours, bien que situé en-dehors du périmètre du Parc, permet de valoriser cette riche histoire francilienne.

Le Gâtinais français **PROFONDÉMENT AGRICOLE**

Le Parc naturel régional du Gâtinais français est un territoire profondément agricole avec en 2020 plus de la moitié de sa superficie dédiée à l'agriculture, majoritairement des grandes cultures, comme dans toute l'Île-de-France, mais aussi des pôles de cultures spécialisées et de l'élevage qui font sa spécificité et concourent à son identité.

317 exploitations ayant leur siège dans le Parc naturel régional et cultivant **41 200 hectares**, les exploitations du Parc représentent 7 % des exploitations et de la surface agricole utile francilienne.

Les exploitations du périmètre actuel et du périmètre d'étude cultivent majoritairement des céréales et oléo-protéagineux comme dans tout le rural francilien mais **les spécificités et évolutions** suivantes sont intéressantes à souligner :

- **une forte augmentation des prairies** avec 1 636 hectares contre 355 hectares en 2010 (166 exploitations contre 48 en 2010). La production de foin par des éleveurs augmente pour développer leur autonomie fourragère et également par des céréaliers en conversion au bio ou en diversification, le foin étant alors principalement vendu aux propriétaires de chevaux. Trois projets d'investissement ont ainsi été subventionnés par le programme Leader (à Châtenoy, Oncy-sur-École et Videlles) ;
- **les plantes à parfum, aromatiques et médicinales (PPAM)**, spécificités du Parc et dont la filière a connu un nouvel élan ces dernières années, progressent également (165 hectares contre 120 hectares en 2010, 27 exploitations contre 16 en 2010). Par ailleurs, des céréaliers diversifiés se sont regroupés au sein d'une Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) créée en 2018 (14 agriculteurs à sa création, 28 en 2023). L'objectif est de cultiver 18 variétés sur 300 hectares de plantes aromatiques en 2023 (11 variétés sur environ 90 hectares aujourd'hui) ;
- **les plantes à fibres et plantes industrielles diverses en baisse** en surface (3 813 hectares contre 4 388 hectares en 2010) et en nombre d'exploitations (161 contre 200 en 2010) ;
- **les protéagineux en baisse également** (1 800 hectares contre 2 036 hectares en 2010) et baisse du nombre (126 exploitations contre 150 en 2010) ;
- **les légumes frais diminuent légèrement** en surface et en nombre d'exploitations (493 hectares contre 519 hectares et 37 exploitations contre 38 en 2010) ;
- **pommes de terre en forte augmentation** (410 hectares contre 151 hectares en 2010, 44 exploitations contre 36 en 2010).

L'élevage augmente légèrement (47 exploitations en 2020 contre 45 en 2010 sur le périmètre d'étude). Cette évolution confirme l'orientation élevage du territoire mais se traduit surtout par une modification du cheptel en 10 ans. En effet, on assiste à une diminution des bovins (- 3 exploitations, - 147 têtes) et a contrario à **une augmentation** :

- **des volailles** (+ 7 415 têtes et 4 exploitations en plus) ; 11 exploitations font de l'élevage de poules pondeuses, 8 de poulets de chair ;
- **des ovins** (+ 147 têtes malgré la disparition de deux exploitations, 8 en 2010, 6 en 2020). On note en particulier un développement de l'éco-pâturage ;
- **des équins** (170 recensés en 2010, 186 en 2020) ;
- **de l'apiculture**, le nombre de ruches a été multiplié par 4 en 10 ans (518 en 2010, 2 276 en 2020).

Le périmètre d'étude compte **64 exploitations en agriculture biologique** sur **35 648 hectares**. Certaines communes du territoire constituent des **pôles bio importants** comme Courances, Fleury-en-Bière, Milly-la-Forêt ou encore Brouy. Parmi les surfaces cultivées en bio, les céréales dominent avec 1 950 hectares, viennent ensuite les prairies avec 640 hectares.



LA VIE ÉCONOMIQUE du Gâtinais français

Le Parc du Gâtinais français présente les caractéristiques économiques d'un territoire rural : un espace à vocation résidentielle présentant un déséquilibre entre les emplois offerts et les actifs qui y résident et des activités relevant de l'économie présentielle prédominantes.

Le commerce de détail, le bâtiment et l'action sociale sont particulièrement représentés. Il faut souligner aussi l'existence de quelques établissements industriels parfois installés de longue date dans le territoire qui ont résisté au mouvement de désindustrialisation des campagnes (Da-

régal à Milly-la-Forêt, la Société des Routes franciliennes à Boissy-le-Cutté, Laliq à Ury, ancienne usine Nina Ricci, l'Institut du végétal Arvalis à Boigneville, le centre de recherche Renault à Lardy). L'offre d'emplois limitée pousse une grande majorité des actifs à travailler en-dehors du territoire, dans les pôles d'emplois proches et à Paris.

Le commerce de détail (17 % des emplois) est le premier secteur employeur avec l'hébergement-restauration (6 %) et le commerce et réparation auto/moto.

Le second secteur en emplois est celui de **l'action sociale**, de l'hébergement médico-social (11 %) et de la santé (5 %) qui totalise 16 % des emplois.

Vient ensuite le secteur du **bâtiment** avec 15 % des emplois,

Le quatrième secteur avec 13 % des emplois est celui des **services aux entreprises** qui réunit les activités informatiques, juridiques et comptables, financières et d'assurance ainsi que les services de soutien aux entreprises (intérim, sécurité, logistique, ingénierie...).

Le cinquième poste est celui de **l'industrie** qui demeure bien implantée avec 11 % des emplois, avec quelques établissements emblématiques comme Daregal à Milly-la-Forêt, Laliq Beauty à Ury qui œuvre dans la fabrication et le conditionnement de parfums de luxe. Les industries agroalimentaires sont le premier secteur employeur de l'industrie. Le territoire est connu pour ses gisements en matériaux de carrières, notamment en sables extra-siliceux, avec 6 exploitants.

L'agriculture emploie environ 1% des effectifs.

L'intégration des 15 communes ne modifiera pas fondamentalement cette répartition. Le commerce de détail et assimilé conservera la première place mais les activités « productives » (services aux entreprises et industrie) en sortiront renforcées avec notamment la présence du centre Renault de Lardy.

Il est à noter que le développement économique **n'est pas une thématique centrale de la charte 2026-2041**, cette compétence étant prise en charge par d'autres acteurs publics : intercommunalités, Région, chambres consulaires... Le Parc naturel régional n'est donc pas en première ligne sur ce champ mais il intervient de manière transversale à travers d'autres politiques sectorielles dans les domaines du bâtiment, de l'agriculture, de l'économie circulaire, de l'aménagement...



LA POPULATION du Gâtinais français

La population des 70 communes du périmètre actuel du Parc naturel régional du Gâtinais français est de 88 000 habitants.

Saint-Fargeau-Ponthierry est la commune la plus peuplée avec 14 121 habitants. Toutes les autres communes du territoire sont sous le seuil des 5 000 habitants. Parmi ces communes, 11 communes comptent entre 2 000 et 5 000 habitants. Les plus peuplées sont Milly-la-Forêt (4 600 habitants), Boissise-le-Roi (3 700 habitants) et la Ferté-Alais (3 700 habitants). Enfin, 58 communes comptent moins de 2 000 habitants.

35 500 habitants résident dans les 15 communes d'extension potentielle.

Leur intégration au sein du périmètre actuel augmenterait la population de 40 %.

Parmi les communes d'extension potentielles, les trois communes de l'extension Confluence Essonne-Juine sont les plus peuplées et les plus denses. Elles regroupent près de 20 000 habitants avec Ballancourt-sur-Essonne (7 600 habitants), Itteville (6 500 habitants) et Lardy (5 500 habitants). Les 5 communes de l'extension Rive gauche du Loing regroupent près de 13 000 habitants, dont Saint-Pierre-lès-Nemours (5 400 habitants), Bourron-Marlotte, Faÿ-lès-Nemours, Grez-sur-Loing, Montigny-sur-Loing. Les autres secteurs d'extension comptabilisent peu d'habitants : 1 800 habitants à Noisy-sur-École, la commune de l'extension Forêt des Trois Pignons, 827 habitants dans les deux communes de l'extension Plaine de Chevannes et 531 habitants dans les 4 communes de l'extension ouest Essonne.

Un vieillissement accentué

Le Parc du Gâtinais français compte désormais une proportion plus importante d'habitants de 60 ans ou plus que d'habitants de moins de 20 ans. Le Parc est le premier Parc francilien à franchir ce seuil. Avec plus d'un habitant sur quatre âgé d'au moins 60 ans, cette proportion a fortement augmenté depuis 2011 (+4,1 points*) alors que dans le même temps, la part des jeunes de moins de 20 ans a diminué de 2 points. Aux âges de constitution d'une famille et de forte activité (30-49 ans), les habitants sont également moins nombreux (-2,6 points).

Dans les secteurs d'extension, la part des moins de 20 ans est un peu plus élevée et celle des 60 ans ou plus un peu plus basse que dans le périmètre actuel. Toutefois, les évolutions y sont plus fortes avec une hausse des 60 ans ou plus de 4,8 points et une baisse des moins de 20 ans de 2,7 points.

Tenir compte des besoins d'une population vieillissante en augmentation

Face à cette augmentation, le territoire doit anticiper et préparer la question de la prise en charge de ses aînés dans un secteur où les déplacements non-motorisés peuvent s'avérer complexes : maintien à domicile par l'adaptation des logements, portage de repas, transport à la demande...



* Un point de pourcentage est une unité utilisée pour désigner la différence arithmétique entre deux pourcentages.

Le Gâtinais
français
2026-2041

UNE COHÉRENCE TERRITORIALE RENFORCÉE

En 1992, l'étude préalable à la création du Parc avait donné lieu à une recherche approfondie sur 68 communes et à la délimitation d'un périmètre d'extension maximale de 75 communes, intégrant les communes périphériques qui présentent les mêmes éléments naturels constitutifs du Gâtinais français des clairières et du grès.

En 1999, 57 communes ont délibéré favorablement et ont effectivement été classées en Parc naturel régional, dont 53 pour la totalité de leur territoire et 4 partiellement (Boissise-le-Roi, Dammarie-lès-Lys, Pringy et Saint-Fargeau-Ponthierry).

À partir de 2001, 7 communes associées, toutes constitutives du périmètre d'étude de la première charte, sont venues renforcer la cohérence territoriale du Parc.

En 2011, 69 communes ont délibéré favorablement et ont été classées en Parc naturel régional pour la totalité de leur territoire. En 2021, le territoire se renforce avec l'intégration de Boissise-le-Roi (dans le cadre d'une opportunité réglementaire et suite aux élections municipales de 2020) et passe ainsi à 70 communes. Les communes d'Itteville, Lardy et Grez-sur-Loing deviennent communes associées et la commune d'Avon devient ville-porte.

La révision : UNE OPPORTUNITÉ pour le territoire

La révision de la charte permet en premier lieu de proposer aux communes associées d'intégrer le périmètre classé Parc. Mais elle fournit également l'opportunité d'une extension du territoire dans plusieurs directions, afin d'améliorer la cohérence au regard de la mise en œuvre des différentes thématiques de la charte et d'affirmer l'assise territoriale du Parc.

Par délibération du 23 septembre 2021, le Conseil régional d'Île-de-France a fixé le périmètre d'étude au territoire des 85 communes des départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne (92 848 hectares), qui renforcent la cohérence du territoire et la qualité du projet.

Parc naturel régional du
Gâtinais français
LES COMMUNES D'EXTENSION
POUR LA CHARTE 2026-2041
Périmètre d'étude fixé par
délibération du 23 septembre
2021 du Conseil régional d'Île
de France.

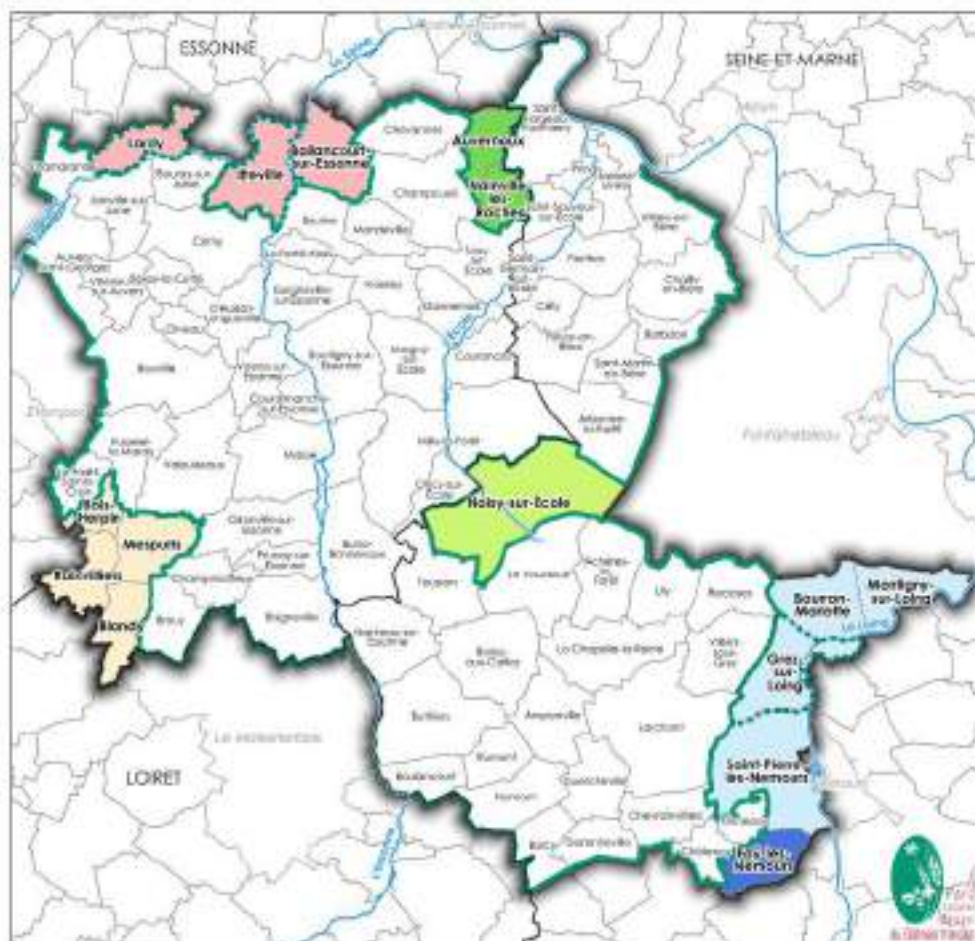
- Départements
- Parc naturel régional
du Gâtinais français
(périmètre 2011-2026)
- et ses Communes
associées
- Communes

Secteurs d'extension :

- La confluence des
vallées de l'Essonne
et de la Juine
- La Forêt
des Trois Pignons
- La plaine
de Saint-Fargeau
- Le Bois de la Com-
manderie et la
vallée du Loing
- Les vallées sèches de
l'Ouest de l'Essonne
- Les vallées sèches
vers le Loing



Révision : Parc naturel régional du
Gâtinais français, 11/02/2025, Sources : BD
Topo © IGN, Landex, Institut Paris Région.



À la rencontre
de deux rivières,
extension à la

CONFLUENCE ESSONNE-JUINE

Le secteur Confluence Essonne-Juine concerne les communes partielles de Ballancourt-sur-Essonne, Itteville et Lardy, et correspond globalement aux unités paysagères des vallées de l'Essonne et de la Juine, confluant sur la commune d'Itteville. Il empiète également sur la Plaine de Chevannes, ainsi que sur les rebords de plusieurs plateaux : Gâtinais beauceron, Étréchy, Mondeville-Videlles. Cette situation permet de clarifier la position de la vallée de la Juine comme limite naturelle du Parc.

Certaines zones marécageuses de fond de vallées représentent des **milieux rares** à l'échelle francilienne, voire nationale. Le secteur se démarque par une richesse des végétations remarquables dans les vallées. Un seul arrêté de protection de biotope se situe sur la commune d'Itteville. L'intérêt écologique du secteur est fort, voire très fort mais la pression urbaine sur les espaces naturels l'est également.

Le patrimoine bâti est riche de monuments historiques, notamment la commune de Lardy qui en possède six.

Les formes urbaines sont dominées par des **gros bourgs et villages** groupés en ordre serré aux éléments patrimoniaux intéressants : fermes de bourgs, grandes villas, pavillons anciens de qualité, présence de meulière, etc. Le secteur abrite également des **richesses archéologiques** qui complètent celles du Parc.

8 exploitations agricoles ont leur siège situé dans le secteur, orientées majoritairement vers les grandes cultures céréalières ainsi que légumes et champignons, et l'élevage d'ovins ou de caprins. Une carrière exploite des sablons sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne, son autorisation allant jusqu'en 2026.

Le potentiel **d'installations solaires** est important sur les parkings du fait de la présence de zones d'activités.

Ces communes sont **bien desservies** par le RER et proposent des alternatives telles que le covoiturage.

Le secteur se partage entre les **bassins de vie** de Ballancourt-sur-Essonne et d'Étréchy. Lardy fait partie de la Communauté de Communes Entre Juine et Renarde tandis que les deux autres communes du secteur appartiennent à la Communauté de Communes du Val d'Essonne, ce qui renforcerait les liens entre le Parc et ces deux intercommunalités.



Extension sur la PLAINE DE SAINT-FARDEAU

Les espaces de grandes cultures et de maraîchage et les premières crêtes boisées, perceptibles depuis l'autoroute A6, marquent l'**entrée naturelle** du Parc au nord.

Bien que les communes d'Auvernaux et Nainville-les-Roches ne bénéficient pas de réelle protection des éléments bâtis, certains sont intéressants mais peu préservés.

Le poids de l'autoroute A6 important dans les émissions et le **bilan énergétique** de l'extension (90 % des consommations énergétiques finales liées aux transports routiers en 2018 selon AirParif) en font un secteur impacté en termes **de bruit et de pollution**.

En revanche, ce secteur représente un fort potentiel des **continuités écologiques** du bois des Montils, les bois humides et les mares et mouillères. En contrebas du rebord du plateau boisé et en s'ouvrant sur la Plaine de Chevannes, ce secteur se caractérise par des mares et mouillères et des bourgs compacts dans une plaine agricole maillée de petits boisements.

Les grandes zones boisées sont situées en partie sur les communes du périmètre actuel.

Au-delà de la cohérence au regard des unités paysagères, l'extension permettrait donc de s'assurer de **la continuité forestière**.



Extension sur le
**MASSIF DES
TROIS PIGNONS**

Le secteur Forêt des Trois Pignons se partage entre les unités paysagères Massif de Fontainebleau dans sa partie distincte de la Forêt des Trois Pignons, la vallée de l'École ainsi que les Plateaux entre Essonne et École (également nommé Plateau du Gâtinais sud). La commune concernée est celle de Noisy-sur-École.

Les milieux naturels sont principalement composés de forêt de feuillus cohabitant avec une part également importante de forêts de conifères. Certains milieux présents sur l'extension sont peu représentés à l'échelle de l'Île-de-France (végétation clairsemée sur platière ou chaos gréseux, pelouses sur sables, pré-bois sur sables, fourrés sur platières ou chaos gréseux), faisant du secteur **une zone d'intérêt écologique importante**.

La richesse de la végétation est plus importante le long de la vallée de l'École que sur le plateau agricole. Un site Natura 2000 et le statut de forêt de protection protègent la partie est de la commune.

Le **patrimoine archéologique** est protégé par quatre sites classés dominés par des abris ornés, abris sous roche et polissoirs.

La commune présente des **hameaux groupés** en formes serrées qui créent plusieurs petites centralités au bâti de qualité et plutôt bien préservé (murs de clôtures, maisons rurales, fermes de bourgs, etc.).

La densité de **cours d'eau** est semblable à celle du périmètre d'étude et l'intégration de Noisy-sur-École, qui faisait partie du Parc de 1999 à 2011, permettrait d'inclure la rivière École **dans sa totalité**.

6 exploitations agricoles ayant leurs sièges localisés dans ce secteur sont majoritairement orientées en céréales et/ou oléoprotéagineux ainsi qu'en d'autres grandes cultures.

Le secteur est concerné par le bassin de vie de Milly-la-Forêt et appartient à la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau.



Extension sur
**LA RIVE GAUCHE
DU LOING**

Ce secteur se compose d'une partie du Bois de la Commanderie, prolongement vers le sud du massif de Fontainebleau, empiète sur le plateau du Gâtinais et intègre la vallée du Loing dans sa quasi-intégralité. Il est caractérisé par une mosaïque paysagère mêlant des milieux naturels et des forêts de feuillus denses à une diversité urbaine importante et historiquement structurée en bourgs accédant aux berges du Loing. Cette extension concerne cinq communes : Bourron-Marlotte, Faÿ-lès-Nemours, Grez-sur-Loing, Montigny-sur-Loing et Saint-Pierre-lès-Nemours (hors partie urbanisée en contact avec Nemours).

Les milieux naturels sont d'un **intérêt écologique fort** mais sont exposés à une **pression urbaine** plus élevée que dans d'autres secteurs du fait de la présence de la zone urbaine de Nemours. Le secteur se démarque par une richesse des végétations remarquables, dans sa partie centrale notamment. Le secteur est protégé par des arrêtés de protection, des protections foncières, des zones classées Natura 2000 ainsi que le périmètre de forêt de protection du massif de Fontainebleau.

Il faut noter la **continuité paysagère harmonieuse** avec le plateau agricole ouvert, les coteaux boisés et les bois denses déjà présents sur le périmètre actuel du Parc.

Le **patrimoine bâti** est riche de monuments historiques, de bâti ancien (maisons de villégiatures et de vigneron). Les communes sont en grande partie couvertes par un site classé et le patrimoine est marqué par l'École de Barbizon dont on retrouve des éléments bâtis tels que des auberges. Les formes urbaines dominantes sont les villages-tas et villages rues en ordre serré.

Dans ce secteur parcouru par le Loing, la densité de **masses d'eau de surface** est supérieure à la moyenne du périmètre actuel et d'étude.

Les 16 exploitations agricoles ayant leur siège dans le secteur sont essentiellement tournées vers les grandes cultures, mais aussi l'élevage et la polyculture-élevage.



La rive gauche du Loing bénéficie de la ligne du **TER R** (gares de Montigny-sur-Loing, Bourron-Marlotte-Grez et Nemours Saint-Pierre).

Le secteur est concerné par un seul **bassin de vie**, celui de Nemours.

Les communes appartiennent aux Communautés de Communes du Pays de Nemours et de Moret Seine & Loing (uniquement pour Montigny-sur-Loing) et à la Communauté agglomération du Pays de Fontainebleau.

Il est à noter que Saint-Pierre-lès-Nemours accueille la première **ombrière** du secteur sur le parking de la piscine municipale.

Extension ouest
au
**GÂTINAIS
BEAUCERON**

Cette extension concerne les communes de Blandy, Bois-Herpin, Mespuits, Roinvilliers, qui faisaient déjà partie du périmètre d'étude des deux premières chartes.

Ce secteur **très rural**, aussi appelé Gâtinais beauceron, marque la transition entre le Gâtinais et la Beauce. Il est en effet constitué à la fois de plateaux de grandes cultures, d'influence beauceronne, et de vallées sèches caractéristiques du Gâtinais français, qui présentent un patrimoine naturel intéressant de pelouses calcaires.

De plus, une grande partie des sites les plus **remarquables** du patrimoine géologique sont situés sur ce secteur (stratotype du Stampien).

Les **caractéristiques bâties** du secteur se rapprochent plus de celles de la Beauce avec un tissu plus lâche et des voies plus grandes, qui peut venir **enrichir l'identité du Gâtinais**, notamment avec ses grandes fermes de plaine ou d'entrée de bourg, caractéristiques des zones de grandes cultures.

Le secteur est **dépourvu de cours d'eau** mais quelques **mares de villages**, autrefois « commun de village », marquent les traces du passé.

Outre son intérêt patrimonial, ce secteur présente des potentialités et des projets de valorisation des **énergies renouvelables**, avec une ressource de biomasse importante, et du solaire qui peut se développer, comme à Roinvilliers sur les toitures agricoles.

L'extension sur la Communauté d'agglomération de l'Étampois Sud-Essonne ouvre l'opportunité de **renforcer les relations** avec l'intercommunalité et Étampes en tant que **ville porte**.



EN CONCLUSION
DES
ENRICHISSEMENTS

La richesse des **patrimoines** se confirme, qu'il s'agisse des patrimoines paysager, géologique, archéologique, de la flore et de la faune, ainsi que des patrimoines bâti et culturel : le Gâtinais français ressort comme un **territoire remarquable** non seulement au sein de la région Île-de-France mais aussi à l'échelle nationale.

Certes des évolutions insidieuses sont à l'œuvre dans certains secteurs connaissant davantage de pression urbaine mais qui pourraient bénéficier de **l'expérience d'un Parc** : éviter la banalisation des paysages, limiter la consommation d'espaces particulièrement au niveau des franges nord et ouest du territoire.

La diversité agricole se maintient, même si les filières concernées sont souvent fragiles économiquement.

L'analyse des secteurs d'extension montre **une cohérence globale** du périmètre d'étude, mais avec une pertinence variable :

- les secteurs Plaine de Saint-Fargeau et Massif des Trois Pignons se révèlent intéressants d'un point de vue paysager et patrimoine bâti, et connaissent une consommation d'espaces maîtrisée.
- les secteurs Confluence Essonne-Juine et Rive gauche du Loing recèlent des éléments de patrimoines bâti ou naturel notables, alors que les dynamiques urbaines y sont plus fortes.
- le secteur ouest Essonne, cohérent avec le périmètre actuel d'un point de vue paysager, est un espace de transition vers la Beauce, dont il possède nombre de caractéristiques.

LES PORTES du Parc naturel régional du Gâtinais français

Les échanges et partenariats avec d'autres communes peuvent se poursuivre **au-delà des extensions**, via l'instauration :

- **du statut de villes portes**, qui s'adresse potentiellement à plusieurs villes voisines comme Mennecy, Fontainebleau, Nemours, Le Malesherbois, Étréchy, Puiseaux, Melun, Méréville... ; lors de la charte précédente, Avon et Étampes avaient le statut de villes portes,
- **du statut de Communauté de Communes/d'agglomération porte**, qui s'adresse aux EPCI en périphérie du Parc et qui contiennent une ou plusieurs communes comprises totalement ou partiellement dans le périmètre du Parc, avec lesquelles le Parc établit un partenariat.

La collaboration serait le moyen de renforcer la reconnaissance de la complémentarité entre les territoires urbains et la réalité rurale du territoire classé Parc.

Il en est attendu **une meilleure garantie de cohérence** entre les outils de planification et d'urbanisme et l'objectif de préservation du territoire du Parc.

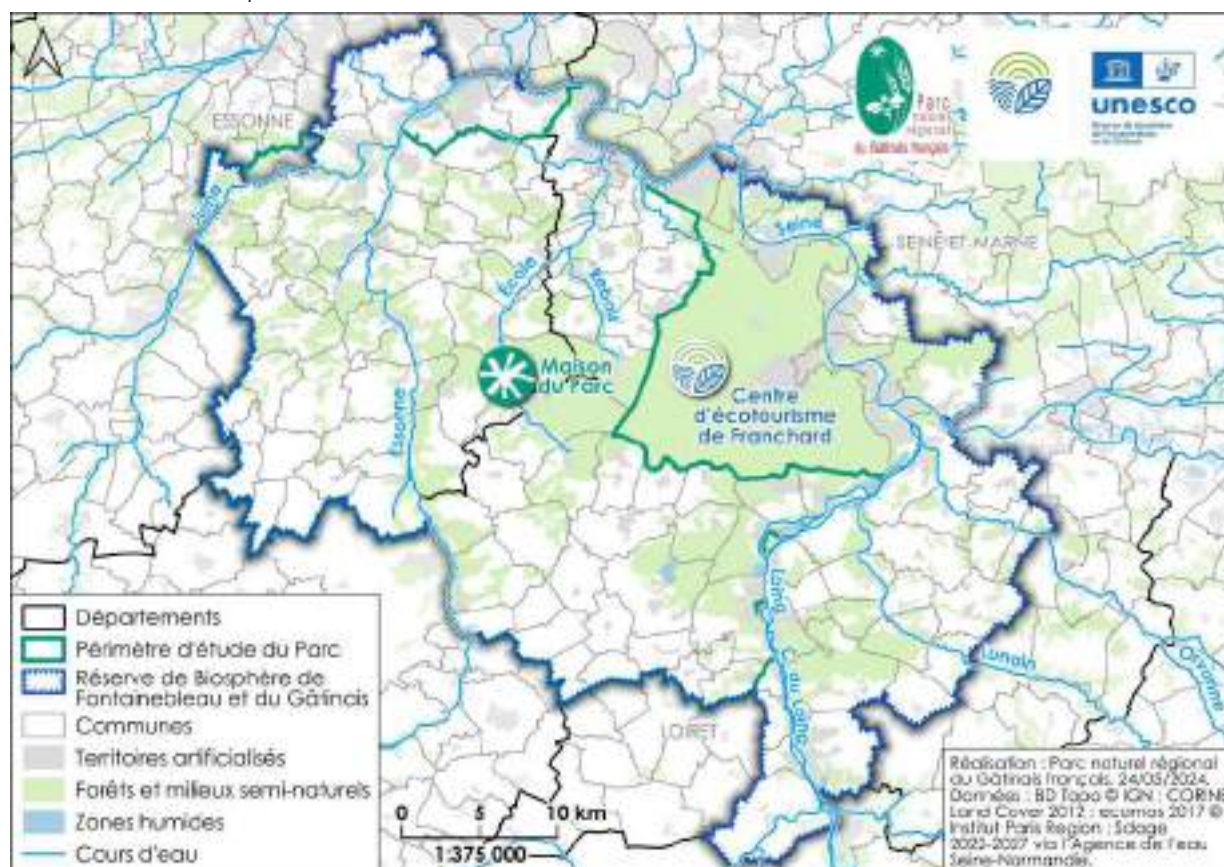
Le travail partenarial permettra également au Parc de mieux répondre aux demandes sociales des populations urbaines voisines, par une connaissance partagée de leur besoins et de leurs attentes.

Le développement des actions de sensibilisation et de la mission éducative en direction des jeunes s'applique également aux publics scolaires par la médiation des communes et de l'Éducation nationale.

Au final, le partenariat devrait contribuer au **rayonnement du Parc**, par une inscription plus forte dans le paysage des grandes collectivités et par l'accès à des moyens d'information directs auprès des populations urbaines appelées à fréquenter le territoire du Parc dans le cadre de leurs loisirs, et d'en apprécier les productions identifiées par la marque Valeurs Parc.

Le Parc est entièrement intégré à la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais et participe à travers la mise en œuvre de sa charte aux objectifs de l'UNESCO et aux objectifs de développement durable des Agendas 2030 des Nations Unies. La Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais offre un cadre de dialogue privilégié avec les partenaires du Parc à l'est du territoire (ONF, collectivités, associations...).

La Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais



L'objectif de cette stratégie est de faire ressortir **LES PRIORITÉS** du Parc, sur un territoire exposé aux mêmes menaces qu'en 1999, mais après 25 années d'actions du Parc et dans un contexte ayant évolué.

La charte précédente a mis en lumière **LA CONSCIENCE COLLECTIVE** de la richesse et de l'originalité de l'identité gâtinaise, et la volonté de **L'ANCRER DANS LE FUTUR** de ce territoire habité.

Le Parc n'agit pas seul pour préserver ces richesses et faire vivre ce territoire, sa force réside dans sa capacité à **METTRE EN RÉSEAU LES ACTEURS**, qu'ils soient institutionnels, économiques, culturels...

La conviction des élus et partenaires que le Parc est **CAPABLE DE FÉDÉRER**, forts de l'expérience des années passées, est **UN ATOUT** pour la mise en œuvre de cette charte.

UNE PLUS-VALUE liée à l'expérience

Le Parc apporte sa plus-value, en agissant sur les éléments qui ne sont pas protégés, mais qui concourent tout autant à l'identité du territoire : le patrimoine vernaculaire, les points de vue paysagers, les mares de village... En trois mots : notre patrimoine quotidien. Celui que l'on voit tous les jours et qui contribue au sentiment d'appartenance à un territoire. Un patrimoine quotidien qui, de par sa présence et son histoire, fait du Gâtinais français un territoire extraordinaire.

Élus et partenaires ont très tôt eu conscience des richesses et des enjeux d'un tel territoire. Ainsi, dès 1999, ils ont affirmé leur volonté de créer un Parc naturel régional sur le territoire du

Gâtinais français, dans le but de préserver et valoriser ce précieux patrimoine, mais également de lutter contre une trop forte pression urbaine, qui risquait de faire perdre l'identité à notre territoire, réduire la biodiversité et rendre le territoire « dortoir » sans actifs pour le maintenir vivant.

Les deux précédentes chartes ont répondu à la plupart des objectifs fixés. Les pressions se sont réduites mais restent très présentes. L'évaluation de la mise en œuvre de la charte 2011-2026 a montré que **les enjeux de 2011 sont encore fortement d'actualité**, même si le contexte, qu'il soit mondial, national, régional, impose **l'urgence de réponses à de nouveaux enjeux**, qu'ils soient internationaux comme la conservation de la biodiversité, le changement climatique, la zéro artificialisation nette et la sobriété énergétique, ainsi que leurs conséquences sur la vie et les ressources naturelles (eau, air, énergie,...) :

- l'étalement urbain croissant qui banalise les paysages, provoque des mutations sociales et économiques importantes, consomme de l'espace aux dépens du fonctionnement des espaces naturels, agricoles et forestiers et amplifie les déplacements ;
- l'augmentation des besoins en logements adaptés à l'évolution sociale et sociétale ;
- la dynamique transdépartementale de l'arc vert sud-francilien, qui relie les massifs forestiers de Fontainebleau et Rambouillet et maille les villes historiques de Dourdan, Étampes, Milly-la-Forêt et Fontainebleau, s'appuie sur deux outils stratégiques : le Parc naturel régional de la Haute-Vallée de Chevreuse et celui du Gâtinais français, dans une démarche de développement territorial.

Conscients de ces enjeux, les élus du Parc naturel régional du Gâtinais français, aidés par les institutionnels et les habitants (qu'ils soient socioprofessionnels, réunis en associations ou non), ont souhaité les décliner à l'échelle du territoire.

Nouvelle charte 2026-2041 **UNE ÉLABORA- TION DANS LA CONCERTATION**

La démarche de constitution de cette charte a su s'assurer la mobilisation du public sur l'ensemble des phases de recueil et d'élaboration pendant un an.

Le maintien de l'intérêt de chacun a été garanti dans la durée par un engagement réciproque du public et du Parc sur ces principes de concertation.

Des réunions publiques ou ciblées vers les partenaires et les élus ont permis aux participants d'identifier et hiérarchiser des enjeux. Après validation des grands axes stratégiques et orientations de la nouvelle charte, de nouveaux rassemblements ont eu lieu afin de préciser les thèmes des mesures puis, à un niveau plus précis, les dispositions.

La démarche participative a dès lors nourri en amont le travail de rédaction qui s'est engagé. Il a été le fruit d'une collaboration étroite entre élus, techniciens et partenaires du Parc.

On peut ainsi préjuger que le caractère fortement concerté de cette charte garantira la pérennité de sa pertinence et son appropriation.

Le rôle du Parc se trouve ainsi renforcé dans ses missions d'animation, de mise en réseau, d'expertise et d'aide à la décision auprès des collectivités du territoire.

Octobre 2022, soirée grand public, définition des grands axes



Décembre 2022, journée atelier d'écriture avec les élus et l'équipe technique, définition des orientations



Février 2023, soirée avec les représentants de la société civile, définition de thèmes d'actions



Février 2023, soirée d'écriture avec les élus, définition des actions



Février 2023, journée séminaire d'écriture avec les partenaires, définition des engagements



Juin 2023, Apéro'Charte avec les habitants, priorisation temporelle des dispositions



Un territoire marqué par les premières manifestations du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Trois grandes catégories d'enjeux ont été étudiées pour éclairer la vulnérabilité au changement climatique du territoire :

- La santé et le cadre de vie,
- La biodiversité, les écosystèmes et les ressources naturelles,
- Les activités économiques.

BIODIVERSITÉ, ÉCOSYSTÈMES ET RESSOURCES NATURELLES

des leviers fragilisés par le changement climatique

Le changement climatique affecte tous les milieux et participe au **déclin de la biodiversité**. Or, les Parcs naturels régionaux se caractérisent par la richesse de leur biodiversité. Le Parc du Gâtinais français, surnommé « le pays des mille clairières et du grès », accueille de **nombreuses aires protégées** dont quatre au niveau européen Natura 2000. Il recèle plus de 50 % des espèces protégées sur la flore vasculaire à l'échelle nationale. **Lutter contre le changement climatique et préserver la biodiversité sont plus que jamais des défis liés.**

Focus **FORÊT**

Les espaces forestiers occupent une place significative sur le territoire puisqu'ils représentent près de 31 % de la surface du Parc. Ces derniers répondent à de **multiples fonctions** : de refuge pour la biodiversité, de stockage de carbone, de production, d'aménité environnementale ; ils sont également utilisés pour la chasse.

Le milieu forestier est d'ores et déjà particulièrement sensible au **changement climatique** :

- les **vagues de chaleur** et les **épisodes de sécheresse** génèrent des stress thermique et hydrique, fragilisant les essences forestières franciliennes non adaptées à un climat qui change de manière rapide et extrême. L'ONF observe que dans les grands massifs dont celui de Fontainebleau, les forêts commencent à s'éclaircir. Un phénomène de mortalité des arbres est accru à proximité des routes départementales davantage

po - sées aux excès de chaleur du bitume restitués par ces voiries. Les lisières à végétation étendue aux abords des routes évitent les risques associés à la chute des arbres morts ;

- le **réchauffement tendanciel, la diminution du nombre de jours de gel** facilitent le développement des parasites (scolytes) et des pathogènes (chalarose du Frêne), ayant des conséquences sur la biodiversité du milieu ;

- la **sensibilité aux feux de forêt** est amenée à progresser dans les prochaines décennies soulevant des problématiques de sécurité pour les habitants (lisière) et des points de vigilance dans l'organisation des secours dans le futur.

La vulnérabilité actuelle des milieux forestiers au changement climatique peut être perçue comme **moyenne à forte** et devrait très probablement évoluer vers forte dans les prochaines décennies.

Focus MILIEUX AQUATIQUES, ZONES HUMIDES & RESSOURCES EN EAU

Le Parc naturel régional du Gâtinais français est sillonné par trois rivières : la Juine, l'Essonne et l'École. **L'eau est bien présente** sur le territoire qui recèle des milieux remarquables à l'exemple des zones humides, du marais de Larchant, des mares et mouillères de la Plaine de Bière...

Ces différents milieux sont impactés par le **changement climatique**. La variabilité des précipitations, les sécheresses répétitives, parfois concomitantes aux vagues de chaleur induisent différentes conséquences et problématiques :

- **une fragilisation des zones humides** (risque d'assèchement) : les mares et mouillères agricoles ont été très impactées en Île-de-France par la sécheresse de 2022, fragilisant la biodiversité associée (à l'exemple des étoiles d'eau, ou Damasonie étoilée). Ajoutées aux problèmes de remblais observés ponctuellement dans le Parc, l'identification, la gestion et la sauvegarde des zones humides méritent une attention toute particulière compte tenu des éléments de prospective climatologique relative aux sécheresses ;
- **un risque de disparition des petits cours d'eau** : il est ainsi observé un assèchement depuis quelques années sur près de 3 km des sources de l'École ;
- **une accentuation des débits d'étiage** avec des problématiques de dilution des polluants, ces derniers trouvant leurs sources dans le milieu urbain, les services collectifs ou le monde agricole ;
- **une problématique de recharge des nappes** posant la question de la disponibilité de la ressource en eau (quantité / qualité). Cette fragilisation de la ressource peut être accentuée par

d'autres pressions. Les nappes libres sont ainsi fortement exposées aux pollutions diffuses qu'elles soient d'origine agricole, industrielle ou en provenance des habitations non raccordées à un système d'assainissement aux normes, avec toutes les conséquences sanitaires que cela peut entraîner.

Si la sécheresse exceptionnelle de 2022 en France n'a pas engendré d'importants problèmes dans le périmètre d'étude pour la nappe de Beauce, on le devait à la grande inertie de cette dernière. Toutefois, quelques phénomènes ont déjà pu être visibles comme le recul de la source de la rivière École.

Les syndicats des eaux alertent cependant sur les risques de décalages temporels (report à venir de cet affaiblissement) et sur la dépendance aux autres régions. La gestion des prélèvements agricoles dans la nappe phréatique de Beauce dépasse très largement le périmètre d'étude (Yvelines, Loiret, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher) ;

• **l'impact sur la biodiversité des milieux** et notamment le développement de cyanobactéries avec des risques sanitaires pour les sites de baignade, pourraient susciter un point de vigilance ;

• **des tensions sur l'usage de l'eau** (agriculture, loisirs...) au regard de la pression sur la ressource. La vulnérabilité actuelle de ces milieux au changement climatique, tout comme les espaces forestiers, peut être perçue comme moyenne à forte et devrait très probablement évoluer vers forte dans les prochaines décennies ;

• **des politiques publiques** sont portées pour préserver les zones humides et se traduisent par l'intégration du périmètre des zones humides dans les PLU et PLUi.

SANTÉ ET CADRE DE VIE

les signes avant-coureurs de vulnérabilités croissantes

Les vagues de chaleurs et les canicules

Cette dernière décennie a été marquée par des vagues de chaleur successives.

Cet extrême climatique a marqué l'été 2022. L'Essonne et la Seine-et-Marne ne sont pas épargnées.

Les éléments de prospective concernant les vagues de chaleur projettent une augmentation très conséquente du nombre de jours de canicule sur le territoire.

Nous retiendrons qu'avec le scénario d'une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO₂ nous observerons plus d'un dou-

blement du nombre de jours de vague de chaleur à l'horizon proche (autour de 2035) et jusqu'au quadruplement à moyen terme (autour de 2055). Sur l'ensemble du périmètre d'étude, un gradient nord-sud de 23 à 28 jours de vague de chaleur par an est observé à cet horizon.

Si nous considérons en complément la prospective relative au nombre de nuits tropicales (température nocturne restant au-dessus de 20°C), ce territoire connaîtra entre 7 à 10 jours de nuits tropicales par an contre 0 à 4 jours en référence (1976-2005).

Par ailleurs, le Parc est moins concerné que le cœur dense de l'Île-de-France par la problématique des îlots de chaleur urbain. Le phénomène est limité aux franges extrêmes nord du périmètre actuel et secteur d'extension Rive Gauche du Loing, au sud-est du périmètre d'étude.

En terme d'enjeu associé aux canicules et vagues de chaleur, les conséquences les plus dramatiques sont d'ordre sanitaire. Tout le monde peut être affecté par une vague de chaleur (« coup de chaleur », hyperthermie...) ; cependant les points d'attention portent sur les populations les plus vulnérables (personnes âgées et jeunes enfants).

En outre, le Parc dispose d'un atout considérable pour faire face à ces extrêmes climatiques en lien avec la proportion d'espaces forestiers de proximité immédiate, lieux de récréation et de fraîcheur.

Enfin, un point d'attention concerne l'offre de soins et l'accès aux urgences pour apprécier les capacités à faire face. D'après les données de l'ARS, les temps d'accès aux services d'urgence (en heures creuses comme en heures pleines) sont longs - entre 20 et 30 minutes - sur la majorité du périmètre actuel ; seules les communes les plus proches de Fontainebleau, de Nemours ou d'Étampes sont entre 10 à 20 minutes, voire à moins de 10 minutes pour quelques-unes.

La vulnérabilité aux vagues de chaleur semble modérée, à ce jour, au regard des caractéristiques physiques du territoire. Néanmoins, la fréquence et l'intensité des vagues de chaleur, à l'avenir, deviendrait un risque plus important en lien avec la composante démographique. Les capacités adaptatives (développement de l'offre de soins, prévention et sensibilisation sur les gestes à adopter lors des canicules, accès aux lieux de fraîcheur de manière sécurisée, conception et rénovation des bâtiments intégrant la gestion des fortes chaleurs...) peuvent aider à modérer ce risque climatique.

Les maladies infectieuses et les allergies respiratoires sont un autre marqueur du changement climatique, celui lié au réchauffement tendanciel, porte également des conséquences sanitaires. Ce réchauffement génère des conditions propices au développement de certaines espèces comme les plantes allergisantes à l'image de l'ambrosie. Ce risque peut être amené à se développer dans les prochaines décennies.

La sécheresse et les risques associés

Les aléas climatiques et leurs effets induits provoquent aussi des impacts sur le bâti, les infrastructures, les équipements. Le phénomène lié au retrait-gonflement des argiles (RGA) en est une expression. Le RGA survient lors des phases de sécheresse et affecte surtout les maisons de plain-pied (datant parfois d'après-guerre, pouvant être caractérisées par de mauvaises fondations...). Le territoire du périmètre d'étude est exposé potentiellement à ce risque mais de façon moindre par rapport à l'exposition moyenne régionale (57 % contre 83 %). Les communes de Saint-Fargeau-Ponthierry et de Ballancourt-sur-Essonne sont jusqu'à présent les plus concernées par des arrêtés de catastrophes naturelles relatifs à la sécheresse des sols pour le risque RGA.

Si au cours des décennies passées, le phénomène de sécheresse (quelle que soit sa forme) n'a pas fait l'objet d'évolution marquée, les projections tablent sur une forme de récurrence et d'intensification en particulier pour la sécheresse agroécologique. La vulnérabilité au risque RGA, déjà qualifiée,

devrait ainsi augmenter à l'avenir. Sachant que le coût moyen du sinistre oscille autour de 15 000 euros, l'accès et les modalités de prise en charge assurantielle pourront être des sujets de réflexion à anticiper tout comme les actions de sensibilisation au risque des futurs propriétaires ou le respect des normes et obligations (étude géotechnique...).

Le manque d'eau aurait également un impact non négligeable sur l'activité agricole : des pertes de rendements qui impliqueraient des changements de cultures, la question de l'accès à l'eau dans un territoire déjà sec qui pose des questions sur le partage de la ressource (forages de plus en plus profonds...).

En outre, les sécheresses amplifient le risque incendie des feux de forêt.

En lien avec les populations, la problématique du risque d'incendie forestier amène aux constats suivants :

- les départs de feux sont majoritairement le fait de la présence humaine (feux de bivouac, malversations...), facteur d'augmentation du risque incendie par accident en milieu forestier relativement sec. Une surfréquentation des massifs du Parc est constatée par tous les acteurs locaux ;
- pour les forêts publiques de Fontainebleau et autres forêts domaniales du Parc, l'ONF a mis en place une vingtaine d'éco-compteurs et observe qu'entre 2016 et 2021, c'est plus de 25 % de fréquentation de ces massifs qui est enregistrée (entre 12 et 15 millions de visiteurs par an). L'effet Covid et surtout l'attractivité internationale (pratique de l'escalade...) jouent grandement ;
- pour les massifs publics de l'est du périmètre actuel, l'ONF dispose d'une équipe de 18 techniciens forestiers assermentés pour assurer le contrôle, y compris la nuit, des usagers de la forêt. Une intention de « mieux accueillir sans accueillir plus » est en réflexion avec l'étude de stratégies concernant les entrées et leurs aménagements, l'accessibilité (y compris liaison douce et ferrée) et l'encadrement des pratiques sportives ;
- pour la forêt privée, largement majoritaire (80 % des superficies boisées du périmètre d'étude) et beaucoup plus morcelée (comprenant aussi des biens vacants et sans maître), cette augmentation de la fréquentation est également observée (source CRPF). On la doit notamment aux résidents du Parc en recherche d'espaces de ressourcement de proximité du fait vraisemblablement de la période Covid (« redécouverte de la forêt »). Les enjeux sont autres et reposent en particulier sur la difficulté à assurer un contrôle (en raison du diffus) et une sensibilisation efficace sur les comportements des usagers (« tolérance d'usage » par rapport à une forêt publique) ;
- le risque de feux de forêt est particulièrement impactant pour l'habitat en lisière de forêt ou sujet au phénomène de mitage. Les communes de Noisy-sur-École, Arbonne-la-Forêt, Bourron-Marlotte, Villiers-sous-Grez, Montigny-sur-Loing, Itteville et Soisy-sur-École font partie de celles qui présentent le plus d'espaces urbains construits en lisières ;
- le phénomène de mitage observé dans le périmètre d'étude concerne davantage la forêt privée (phénomène de cabanisation, constructions illégales...) que la forêt publique (protection forte des forêts classées en forêt de protection). Il aggrave tant la sécurité des biens et des personnes qu'il fragilise les écosystèmes.

Les constats de surfréquentation des espaces boisés, de sensibilité des lisières et de phénomènes de cabanisation invitent, au vu de la fragilisation à venir liée aux effets du changement climatique, à engager une réflexion sur la protection des lisières, sur l'accessibilité des sites (respect des obligations de débroussaillage) et sur l'organisation et la disponibilité des services de secours.

Les coulées de boues et le ruissellement

Les pluies intenses induisant des inondations par ruissellement sont également des phénomènes impactant le cadre de vie des acteurs territoriaux du Parc naturel régional. Certaines zones du territoire (l'École à Milly-la-Forêt, le long de l'Essonne et de la Juine et au sud-est du territoire) sont particulièrement exposées à ce risque en lien avec l'imperméabilisation des sols (sols urbains imperméables et terres agricoles sèches en lien avec la sécheresse des sols et certaines pratiques agricoles), la saturation des réseaux d'assainissement... Ces zones ont déjà fait l'objet d'arrêtés de catastrophes naturelles relatifs au ruissellement (de 7 à 15 arrêtés pour certaines communes en ces 30 dernières années) signes déjà observés de la dégradation de l'habitat et des équipements.

Ce risque pourrait s'amplifier à l'avenir au vu des projections climatiques. Les crues exceptionnelles et atypiques en Île-de-France survenues fin mai et début juin 2016 en témoignent. Mêlant phénomènes de débordement – initialement sur le Loing – et de ruissellement, le nombre de communes

présentant des arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle s'est largement étendu (bassins versants du Loing et de l'Essonne, notamment) provoquant par exemple la fermeture de nombreux établissements scolaires.

Dans les capacités à faire face, l'étude de ruissellement conduite à l'échelle des trois bassins versants (l'École, l'Essonne, la Juine) renforce les connaissances de ce phénomène et participe probablement à la définition des actions à conforter et entreprendre.

En raison de l'inertie relative de la nappe de Beauce, on observe sur la Juine, par exemple, qu'il y a moins de problèmes de ruissellement l'hiver ; ils seraient, cependant, davantage réactivés l'été (sécheresse des sols, y compris agricoles, et précipitations extrêmes).

Si les risques associés au ruissellement et au RGA (voire aux incendies des forêts en Île-de-France compte tenu des événements observés à ce jour) sont présentés au regard des dommages occasionnés sur les biens, les impacts sur la santé psychologique ne sont pas à omettre.

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES et vulnérabilité

Les éléments de **prospective climatique** relative aux sécheresses sont déterminants pour l'adaptation de certaines activités économiques du territoire, en particulier celles reposant sur l'exploitation du vivant – l'agriculture et la sylviculture –, sur l'exploitation des ressources en eau profonde pour l'alimentation en eau potable, sur la rétention d'eau à la parcelle, et sur les capacités d'assainissement par les stations d'épuration sans impacter les cours d'eau, milieux récepteurs post traitement, si les débits d'étiage sont affaiblis (moindre capacité de dilution des pollutions).

L'indicateur de sécheresse météorologique (jours sans pluie) resterait, selon Météo France, autour de la normale, proche de sec sur la majorité du secteur d'étude à proche (2035) et moyen terme (2055). Ce n'est qu'en fin de siècle (horizon 2071-2100) que l'ensemble du périmètre d'étude pour cet indicateur deviendrait modéré sec. La tendance à venir est donc une moindre disponibilité progressive de l'eau de pluie pour la végétation et les cultures, plutôt à moyen terme.

Au-regard des éléments de prospective climatologique, ce qui est vraiment déterminant pour le Parc, c'est **l'évolution de la sécheresse des sols**, ou sécheresse agroécologique.

L'Île-de-France est la région du nord de la France soumise au réchauffement le plus intense, ce phénomène **d'îlot de chaleur urbain** qui vient se surajouter. Le rapport entre la pluviométrie (P) et l'évapotranspiration potentielle (ETP) moyenne durant la période de végétation (entre le 1er mars et le 31 août) montrait déjà sur la période 1946-1960 que l'Île-de-France est une région « sèche » à l'échelle du pays. Cette caractéristique pour le périmètre actuel va se poursuivre et s'amplifier au regard des données territorialisées d'évolution de l'Indicateur de sécheresse d'humidité des sols (Météo France). Ce territoire est en référence (1976-2005) autour de la normale, avec une tendance normale proche « modérément humide » pour partie dans un quart sud-est du périmètre (sols limoneux sain épais) et pour le reste, une tendance normale proche modérément sec en raison notamment aussi des types de sols à tendance « sec », avec en particulier, la présence de sols sableux, argilo-caillouteux calcaires et très sableux acides.

Le périmètre actuel et les secteurs d'extension vont perdre rapidement cette tendance normale dès l'horizon proche (d'ici 2035) pour des valeurs « modéré sec » à « très sec ». À l'horizon moyen, ce territoire devient même extrêmement sec, selon cette prospective territorialisée.

L'augmentation des températures moyennes et des vagues de chaleur (et l'augmentation du nombre de jours sans pluie) vont accroître :

- **le stress thermique et hydrique** pour la végétation et les cultures,
- **l'évapotranspiration** et consécutivement la diminution de la réserve en eau des sols,
- **le risque de ruissellement** et donc d'inondation associée (avec glissement de terrain) en accélérant la sécheresse d'humidité des sols (l'eau aura plus de mal à s'infiltrer dans un sol dur que dans un sol meuble).

Focus AGRICULTURE

Des épisodes récurrents de sécheresses (stress hydrique), doublés de vagues de chaleur (stress thermique et ozone) peuvent ainsi **fragiliser les activités agricoles**, en particulier pour les cultures dépendantes de la ressource en eau (propension aussi à l'augmentation des conflits d'usage).

Parmi quelques **éléments caractéristiques** à mettre en avant, nous retiendrons :

- **une exposition élevée des nappes libres aux pollutions diffuses** (qu'elles soient agricoles, notamment en Beauce, ou issues d'habitations non raccordées au tout à l'égout ou à un système d'assainissement individuel aux normes) ;
- **à court terme**, pour les grandes cultures (blé, orge, colza...), l'augmentation de la température moyenne et de la concentration en CO₂ pouvant avoir un effet positif mais sous réserve des baisses de rendement liées à l'ozone (polluant photo-oxydant) ; idem pour certaines cultures maraîchères (Plaine de Bière), avec une augmentation du rythme de croissance, mais sous réserve de la disponibilité en eau ;
- **les impacts sur l'eau de source** (disponibilité et température) utilisés pour la cressiculture mériteront d'être étudiés à l'avenir ;
- **l'implantation de l'organisme de recherche**

sur les céréales Arvalis - Institut du végétal ; collaborations et travaux avec l'Inrae, L'Acta... (émergence de systèmes de production agroécologiques...) ;

- **l'ouverture du monde agricole à l'agroforesterie** (le retour du pâturage par des ovins sur les parcelles agricoles, utile pour l'apport de nutriments, la plantation de haies et d'arbres), à l'agriculture de conservation des sols et à l'agriculture bio..., autant de démarches concourant à limiter le risque de ruissellement (les haies, notamment) et ayant des effets positifs sur l'eau ;
- **des expérimentations sur la récupération des eaux de pluie** pour l'irrigation en goutte-à-goutte des serres de maraîchage.

Parmi les menaces :

- **l'affaiblissement d'ici 2050 de la ressource en eau**, certains modèles pouvant indiquer des baisses moyennes sur le Bassin de la Seine des nappes de l'ordre de trois mètres ;
 - une difficulté du secteur à changer les pratiques pour **faire face à la réduction de la ressource** en eau notamment.
- Les deux facettes du problème climat sont à appréhender à l'échelle du Parc. **Les stratégies d'atténuation et d'adaptation doivent être plus que jamais menées de façon concomitante.**

LE RÔLE IMPORTANT DU PARC

dans la lutte
contre le
dérèglement
climatique

Le Parc naturel régional du Gâtinais français va jouer un rôle important dans la lutte contre le dérèglement climatique. Pour cela, dans sa charte le Parc :

- **encourage en premier lieu la réduction des consommations d'énergie**, et la production d'énergie renouvelable, telle que l'énergie solaire ou l'utilisation de la biomasse et du biogaz ;
- **a pour objectif la réduction des émissions de gaz à effet de serre** en encourageant la réduction de la consommation d'énergie et l'utilisation de modes de transport décarbonés, tels que le vélo et les transports en

commun. Le Parc encourage également les entreprises et les industries à adopter des pratiques écoresponsables ;

- **aide les propriétaires forestiers à adopter des pratiques de gestion durable**, telles que la sylviculture douce, la restauration des forêts et l'utilisation de bois local, car les forêts sont d'importants puits de carbone, et une gestion forestière durable peut contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- **promeut la rénovation énergétique des bâtis anciens** et la construction de bâtiments durables et économes en énergie, en offrant des subventions pour la construction de bâtiments verts et en promouvant des normes de construction écologique ;
- **sensibilise la population locale**, afin de les encourager à adopter des comportements écoresponsables et à contribuer à la lutte contre le changement climatique.



DES THÈMES AFFIRMÉS

Déjà bien déclinés dans les deux premières chartes, on retrouve dans cette nouvelle charte des enjeux majeurs, précisés et renforcés :

LE PATRIMOINE NATUREL

sous haute surveillance

Le Parc naturel régional du Gâtinais français dispose d'un patrimoine naturel et culturel exceptionnel, à quelques dizaines de kilomètres de la métropole parisienne. Sa très grande biodiversité, la qualité de ses paysages, ses héritages historiques et ses savoir-faire locaux sont autant d'atouts qui ont contribué à sa reconnaissance mondiale en tant que « Réserve de Biosphère de l'UNESCO » renouvelée en 2023.

LES PRIORITÉS PATRIMOINE NATUREL

➤ **La mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale des aires protégées**, afin d'atteindre 30 % du territoire en aires protégées et 10 % du territoire en aires protégées fortes (c'est-à-dire aires protégées avec une protection foncière, une gestion et une surveillance).

➤ **Les continuités écologiques**, extrêmement importantes de par la situation du Parc dans la dynamique transdépartementale et transrégionale (via les vallées de l'Essonne et du Loing, mais aussi les continuités boisées entre les massifs forestiers de Fontainebleau et de Rambouillet) de l'arc vert sud-francilien.

➤ **La restauration et la zéro perte nette de biodiversité**, dans toute sa richesse et sa variété, qu'elle soit exceptionnelle ou ordinaire ; sa gestion doit être partagée.

➤ **La préservation de la ressource en eau et des zones humides**, tant en quantité qu'en qualité ; l'eau est à la fois un patrimoine, vue sous l'angle des milieux aquatiques et humides, et une ressource. Les fortes pressions qu'exercent toutes les activités humaines sur cette ressource essentielle nécessitent l'action de tous, afin d'aboutir à une gestion qualitative et quantitative garante de sa pérennité. Plus que jamais, les fluctuations climatiques ayant un fort impact sur les réserves d'eau engagent tous les signataires de la charte à œuvrer pour la préservation de la ressource.



LES PAYSAGES

expression d'une
identité
à conforter

Dès le 19^e siècle, les peintres sur le motif quittaient leurs ateliers parisiens pour venir peindre dans la forêt, au pied des rochers. Ils furent les premiers défenseurs de ces paysages et en firent les premiers sites protégés de France.

Le Gâtinais français a conservé une identité paysagère remarquable dans sa diversité et les spécificités de ses entités paysagères qui ont été étudiées lors de la précédente charte. En concertation avec les élus, des recommandations ont été préconisées en vue d'une intégration dans

les documents d'urbanisme des communes : un paysage partagé par tous, reconnu et que chacun s'attache à préserver.

LES PRIORITÉS PAYSAGES

- **Le suivi des paysages** par un observatoire partagé entre les habitants et les élus.
- **La mise en œuvre de recommandations paysagères** sur l'ensemble du territoire, par le biais des documents d'urbanisme et programmes d'actions, afin de préserver le caractère des lieux et reconnaître la richesse de nos paysages.
- **Le renforcement de la cohérence paysagère** du territoire grâce aux nouvelles communes.
- **La préparation des paysages de demain** par la lutte contre la banalisation des paysages.
- **La définition d'objectifs de qualité paysagère** (orientations visant à conserver, accompagner les évolutions ou à engendrer des transformations des structures paysagères) formalisés dans la charte guideront tout particulièrement la prise de décision en matière de paysage.



LE PATRIMOINE CULTUREL

témoin d'une
histoire à
inscrire dans
une démarche
contemporaine

Qu'il soit bâti, vernaculaire ou archéologique, matériel ou immatériel, le patrimoine culturel du Gâtinais français déroule une palette historique très large : de la lointaine période Néolithique jusqu'à aujourd'hui, nombreux sont les témoignages dans notre quotidien.

Sa création comme sa protection font appel à de nombreux savoir-faire identitaires à conserver.

Connaissance, préservation, valorisation et transmission sont les maîtres mots caractérisant notre action.

LES PRIORITÉS PATRIMOINE

- **La connaissance du patrimoine vernaculaire** par la réalisation d'inventaires communaux.
- **Conserver, restaurer et réhabiliter le patrimoine bâti** en l'adaptant aux enjeux contemporains.
- **Faire connaître la richesse et la fragilité** du patrimoine archéologique qui offre chaque année son lot de découvertes.
- **Sauvegarder le patrimoine immatériel et notamment les savoir-faire.**



UN URBANISME GARANT DE LA QUALITÉ DE VIE

et protecteur des éléments fondateurs de l'identité du territoire : l'objectif **ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE**

Bien qu'ayant opéré une évolution certaine vers une moindre consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, le développement urbain en Île-de-France se réalise encore en grande partie en extension, notamment dans les espaces moins denses et plus ruraux.

L'artificialisation par consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au profit d'espaces d'habitat, d'activités, d'infrastructures ou d'équipements entraîne destruction, fragmentation et altération des espaces, fragilisant la capacité des milieux à rendre des services écosystémiques indispensables au bon fonctionnement des territoires.

Plusieurs lois se sont succédées depuis 20 ans pour encadrer et réduire le phénomène d'étalement urbain : loi SRU, lois Grenelle, loi ALUR, loi Biodiver-

sité... En 2021, la loi Climat et résilience impose aux territoires d'atteindre en 2050 le zéro artificialisation nette (ZAN) en s'inscrivant dans une trajectoire progressive de réduction des surfaces artificialisées.

La limitation de la consommation d'espace est un sujet central pour les Parcs naturels régionaux, dans la recherche d'un développement intégrant la préservation des espaces et des patrimoines.

La révision :
l'occasion pour
élaborer une
stratégie

ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE

La révision de la charte du Parc naturel régional du Gâtinais français est une occasion importante pour élaborer une stratégie zéro artificialisation nette et renforcer les mesures de protection de l'environnement.

Cette stratégie zéro artificialisation nette vise, à terme, à arrêter la transformation des sols naturels en surfaces imperméables, comme les routes, les parkings, les bâtiments et les espaces de loisirs.

Après avoir évalué la situation actuelle, afin d'identifier les zones les plus touchées par l'artificialisation, cette stratégie répond à de grands défis :

- élaborer des politiques et des plans visant réduire l'artificialisation ;
- promouvoir la réutilisation et la régénération des terres qui peuvent contribuer à réduire l'artificialisation en permettant aux terres déjà utilisées pour des activités humaines d'être remises à leur état naturel ou de devenir des espaces verts ou agricoles ;
- encourager les pratiques de construction durables qui peuvent aider à réduire l'impact de l'artificialisation en utilisant des matériaux et des technologies durables et en réduisant les surfaces imperméables ;
- sensibiliser et impliquer la communauté locale dans la stratégie zéro artificialisation nette pour obtenir un soutien et une participation actifs ;
- suivre et évaluer régulièrement les progrès pour s'assurer que les objectifs sont atteints et que les politiques et les plans sont efficaces.

LES PRIORITÉS

ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE

La charte révisée du Parc naturel régional du Gâtinais français intègre une stratégie de zéro artificialisation nette qui s'engage à maintenir le sol naturel et à réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement. Ainsi dans sa charte révisée, le Parc :

- renforce la protection des espaces naturels en incitant à la création de nouvelles zones protégées et au renforcement des mesures de protection existantes. Le Parc encourage la création de corridors écologiques qui peuvent aider à connecter les espaces naturels et à favoriser la circulation des animaux et des plantes. Il identifie les zones

les plus importantes pour la biodiversité et soutient la création de zones tampons entre les zones urbaines et les espaces naturels ;

- incite à la désartificialisation et à la renaturation dès qu'elle est possible : cours d'école, parkings, friches industrielles... ;
- encourage, quand elle est nécessaire, la construction durable, en offrant des incitations financières pour restaurer ou construire des bâtiments à faible consommation d'énergie et en utilisant des matériaux durables ;
- promeut une agriculture durable et encourage les agriculteurs locaux à adopter des méthodes de production respectueuses de l'environnement ;

- encourage le tourisme durable en promouvant auprès de ses partenaires des activités écotouristiques, en limitant l'impact du tourisme sur l'environnement ;
- sensibilise les citoyens à la protection de l'environnement pour les encourager à adopter des comportements écoresponsables tels que la réduction des déchets et la préservation des espaces naturels.
- crée des programmes éducatifs pour sensibiliser dès le plus jeune âge à adopter des comportements écoresponsables.

Intégration
dans les

**DOCUMENTS
D'URBANISME**

La charte est élaborée en adéquation avec le SDRIF-e. Les documents d'urbanisme locaux respecteront de façon cumulative l'ensemble des orientations des deux documents sans hiérarchie. (voir p. 92).

L'atteinte de l'objectif ZAN en 2050 est à intégrer dans les documents d'urbanisme locaux en deux étapes :

- de 2021 à 2031 : réduction du rythme de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la période 01/01/2011 au 31/12/2020, en s'inscrivant dans la trajectoire fixée par le nouveau SDRIF-e : la révision du schéma directeur régional d'Île-de-France instaure un schéma Environnemental. L'effort de maîtrise de la consommation d'espace est un aspect majeur, qui anticipe l'engagement national sur la trajectoire zéro artificialisation nette, décliné dans une trajectoire vertueuse ;
- à partir de 2031 : intégration de la réduction de l'artificialisation pour qu'en 2050 toute nouvelle artificialisation soit compensée par une renaturation. Il s'agira d'intégrer la trajectoire de sobriété foncière par paliers homogènes par décennie pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette en 2050. Ceci permet une répartition homogène des efforts par dizaine d'années.

Focus

BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ENTRE LE 01/01/2012 ET LE 31/12/2021

Selon la base de données Evolumos, la consommation nette d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur le périmètre actuel sur la période du 01/01/2012 au 31/12/2021 s'élève à 165,1 hectares.

Néanmoins, il importe de séparer le cas de la commune de Boissise-le-Roi qui a intégré le Parc en 2021 et qui n'a pas été soumise aux exigences de la charte pendant cette période. Aussi, en excluant cette commune des calculs, il est plus juste de dire que la consommation nette sur le Parc a été de **156 hectares**, avec 160 hectares de disparition et 4 hectares de renaturation. Soit une consommation moyenne par an de 17 hectares.

Rapporté à la commune, ce rythme moyen annuel s'élève à 0,25 hectares, soit 2 500 m²/an/commune. Ce rythme apparaît un peu plus élevé que ce qui est observé **dans les Parcs franciliens** (0,23 hectares/an/commune), et révélateur d'une certaine pression sur les espaces naturels, agricoles et forestiers. **Néanmoins, la consommation d'espaces est bien plus mesurée que sur les communes rurales hors Parc, qui affichent un rythme de 0,48 hectares/an/commune en moyenne.**

CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS POUR L'URBANISATION ENTRE LE 01/01/2012 ET LE 31/12/2021

Au niveau des secteurs d'extension, le rythme de consommation d'espace est très faible ou proche de celui du Parc actuel, hormis sur le secteur plus urbain Confluence Essonne-Juine avec un rythme de 0,82 hectares/an/commune en moyenne, en fort décrochement avec la maîtrise de l'étalement urbain sur le Parc.

L'observation de la consommation d'espace sur les deux périodes d'intermos, 2012-2017 et 2017-2021, montre que la consommation sur le périmètre de la charte 2011-2026(hors Boissise-le-Roi) est restée stable, alors qu'à l'échelle régionale la consommation a repris avec le redémarrage de l'économie alors qu'elle était sur une courbe décroissante depuis 2008.

La tendance est à la baisse après 2017 sur tous les secteurs d'extension, sauf Ouest-Essonne, mais pour un rythme très faible de reprise de la consommation. La construction sur Boissise-le-Roi a en revanche été très marquée. Son intégration au Parc devrait permettre une meilleure maîtrise de la consommation d'espaces.

La consommation d'espace sur le périmètre actuel est néanmoins inégale. Elle a concerné principalement quatre secteurs. Sur la frange nord, au contact du périurbain essonnien et de la vallée de Seine concentrant les grands axes ferroviaires et routiers, l'étalement est beaucoup plus marqué : sur Saint-Fargeau-Ponthierry, Pringy, Chevannes et Boissise-le-Roi avec la réalisation de bâtiments d'activités et d'entrepôts logistiques, de zones d'habitat ou de parcelles en chantiers. Lors de la dernière révision, les communes de Saint-Fargeau-Ponthierry et Pringy ont été intégrées en totalité, alors qu'elles n'étaient que partiellement incluses dans le Parc jusqu'alors. Cette intégration était assortie de plusieurs engagements.

Le cœur du Parc, au niveau de Milly-la-Forêt, Moigny-sur-École, Boutigny-sur-Essonne et Tousson, est un autre secteur de consommation importante, qui a vu la réalisation de zones d'activités, d'unités de méthanisation et de compostage. Le secteur de la Plaine de Bière en contact avec la forêt de Fontainebleau (Chailly-en-Bière, Barbizon, Saint-Martin-en-Bière) ressort aussi comme un secteur sous pression, même si le niveau d'étalement urbain est plus mesuré. Et enfin, quelques communes au sud-est (La Chapelle-la-Reine, Achères-la-Forêt) se détachent des autres communes rurales.

Au niveau des secteurs d'extension, la consommation se concentre principalement sur Ballancourt-sur-Essonne et Lardy au nord, Saint-Pierre-lès-Nemours en vallée du Loing.

Sur le périmètre actuel où les orientations spatiales d'aménagement et de préservation sont définies dans le plan de Parc, l'analyse de la consommation d'espace fait ressortir les points suivants :

- les 4/5^e de la consommation d'espaces se font cependant en-dehors de ces enveloppes, mais parfois pour des activités autorisées dans les espaces agricoles ou boisés (construction à usage agricole ou équestre par exemple). Une dizaine d'hectares d'espaces agricoles, boisés ou naturels ont été consommés

mais dans les secteurs d'intérêt écologique du plan de Parc, dont 4 hectares de carrières ; 48 hectares d'espaces ont été consommés dans les secteurs d'intérêt paysager dont 17 hectares de carrières ;

- l'extension urbaine s'est principalement opérée sur des terres labourées (à hauteur de 69 hectares, soit 44 % de l'ensemble de la consommation d'espaces), cas le plus fréquent en Île-de-France, mais aussi des prairies (pour 32 hectares, soit 20 % des espaces consommés) et des surfaces de végétation arbustive ou herbacée (pour 25 hectares, soit 16 % des espaces consommés). Ce sont donc 57 hectares de végétation herbacée naturelle ou semi-naturelle qui ont été artificialisées. Même si le MOS ne distingue pas nettement si ces espaces sont des prairies productives, permanentes ou non, leur intérêt pour la biodiversité d'une manière générale doit appeler à une vigilance des acteurs quant à leur régression ;

- 22 hectares de bois, forêts ou clairières ont également disparu au profit d'espaces artificialisés. On pourrait penser que les bois sont mieux protégés de l'urbanisation avec des autorisations de défrichements obligatoires au-delà de 1 hectare (et 0,5 hectare en Essonne), ou la nécessité de préserver les lisières forestières sur 50 mètres au sein des massifs de plus de 100 hectares (ce qui est le cas du massif de Fontainebleau) en application de la règle du SDRIF-e. Les bois ne sont pas les espaces qui ont le plus disparu, mais leur protection stricte n'est pas assurée ;

- les 156 hectares consommés ont été transformés en espaces d'habitat (logements et jardins) en premier lieu pour 61,6 hectares, des espaces d'activités pour 35,9 hectares et des équipements pour 14,8 hectares. À cela s'ajoutent des espaces associés à ces constructions de type parkings ou surfaces engazonnées représentant une superficie de l'ordre de 17 hectares ;

- au sein des espaces d'habitat, l'habitat individuel est la forme dominante, qu'elle soit diffuse ou en lotissement. Les zones d'activités économiques n'ont représenté que 3,3 hectares. Les espaces d'activités se sont principalement développés dans le tissu urbain mixte et sous forme d'entrepôts logistiques pour 5,8 hectares ;

- parmi les extensions de type « équipements », des surfaces conséquentes (8,5 hectares) ont été consacrées à la création de centres équestres (bâtiments, box et carrières, à l'exclusion des pâturages). L'évolution de la réglementation sur le bien-être animal, ainsi que l'engouement pour les activités de loisirs équestres ont conduit à développer des bâtiments plus spacieux et confortables pour les chevaux et les pratiques de loisirs ;

- pour ce qui concerne les activités d'extraction de matériaux, qui ne sont pas considérées comme artificialisantes, la période du 01/01/2011 au 31/12/2020 a vu un bilan net de passage d'espaces naturels, agricoles et forestiers en carrières pour près de 50 hectares, principalement au niveau des communes de Baulne, Milly-la-Forêt et Maisse, Buthiers, Boulancourt et Larchant.

L'ÉVALUATION et LE SUIVI DU TERRITOIRE

La charte témoigne d'une vision partagée de l'ensemble des acteurs et partenaires traduisant son élaboration collaborative.

C'est aujourd'hui une des clés de la réalisation de la charte, s'assurer que les actions soient assorties d'indicateurs permettant de suivre leur niveau de réalisation. Afin d'optimiser les actions mises en place, le Parc met en œuvre les moyens nécessaires d'évaluation lui permettant de porter un regard objectif et partagé sur son efficacité.

La transversalité des actions, l'interaction des acteurs et la cohérence avec les autres politiques locales seront mises en lumière grâce au dispositif d'évaluation. Des indicateurs permettront de suivre les actions et l'évolution du territoire, dans une démarche transversale et durable propre à la charte.

L'ÉDUCATION et LA COMMUNI- CATION

Des thèmes transversaux par excellence.

Même si l'éducation au territoire et la communication bénéficient d'une mesure particulière, on les retrouve dans chacune des actions que nous menons, car nous nous attachons à toujours mieux communiquer et partager, mieux faire connaître et comprendre pour mobiliser les forces vives gâtinaises, de tous âges.

L'INNOVATION et la COOPÉRATION

Dans cette charte 2026-2041, le Parc souhaite valoriser auprès de ses habitants comme de ses partenaires, son savoir-faire dans l'expérimentation et échanger, que ce soit au sein de son territoire mais aussi avec les territoires limitrophes, voire à l'échelle nationale ou internationale.

En effet, la maturité du Parc lui permet aujourd'hui de conforter son assise par des actions de coopération avec d'autres espaces remarquables, notamment dans le réseau des Parcs franciliens et des Parcs de France et à l'international grâce au réseau Man & Biosphère.

La Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais a été renouvelée début 2023. Le conseil scientifique est commun aux deux structures, ce qui permet d'être cohérent sur le territoire, d'organiser des programmes de recherche en commun et d'expérimenter des actions sur l'ensemble du territoire de la Réserve. Grâce au réseau des Réserves de Biosphère au sein de l'UNESCO, est offerte la possibilité d'échanges d'expériences avec d'autres territoires remarquables confrontés à des problématiques similaires.



DES SUJETS INNOVANTS

pour un projet cohérent

Le contexte nous amène à aborder des sujets dans le prisme de l'innovation afin de répondre au fil rouge de notre charte : lutter contre le dérèglement climatique.

UNE RESSOURCE EN EAU

à sauvegarder

Dans le Gâtinais français, l'origine de l'eau est majoritairement souterraine, avec quelques exceptions au nord du territoire d'étude : Itteville, Ballancourt-sur-Essonne, Chevannes, Champcueil et Auvernaux qui bénéficient d'un approvisionnement mixte avec des ressources de surface. Le périmètre actuel est principalement traversé par trois rivières, la Juine, l'Essonne et l'École, et bordé par un fleuve : la Seine. Les secteurs d'extension font prendre en compte une rivière supplémentaire, le Loing.

La qualité écologique des cours d'eau s'est globalement améliorée entre 2007 et 2019 sur l'ensemble du périmètre d'étude, malgré une dégradation de l'École et de certains affluents du Loing, de l'Essonne et de la Juine.

Hormis la station de Milly-la-Forêt, les principales stations d'épuration (en termes de capacité de traitement en équivalent habitant) se situent en limite de périmètre d'étude, principalement au nord-est du périmètre actuel, ainsi que dans les secteurs d'extension Confluence Essonne-Juine et Rive gauche du Loing.

L'assainissement non-collectif apporte une solution très pertinente dans un contexte qui y est souvent favorable, en raison de la perméabilité et de la présence de zones non saturées dans les sols présents. Le fait de ne pas rejeter les eaux traitées dans un milieu aquatique rare et fragile permet de le préserver tout en limitant le développement de réseaux et d'équipements coûteux. Il nécessite un suivi et des contrôles qui sont assurés par le Parc, qui a la compétence assainissement non collectif sur une grande partie de son territoire.

Les indices de qualité de l'eau potable sont globalement bons pour l'année 2019. Quelques communes présentent toutefois une qualité moyenne, voire mauvaise de l'eau distribuée, liée à un problème de pesticides.

Certaines menaces pèsent sur le réseau hydrographique du Gâtinais français. Ainsi la dégradation de certains affluents résulte des ruissellements et drainages agricoles qui apportent des polluants, mais également de rejets industriels et de stations d'épuration qui constituent autant de menaces à terme pour la qualité écologique de la ressource. D'une manière générale, la dépendance des cours d'eau à l'alimentation par la nappe de Beauce rend le territoire vulnérable à une baisse de la recharge de la nappe, en lien avec le dérèglement climatique, tout comme les ruissellements seront accentués par les événements extrêmes sur tout le territoire. Le comblement des zones humides, des mares et des mouillères constitue également une menace sérieuse pour un territoire déjà sec, dont certains cours d'eau tendent déjà à se réduire (recul de la source de l'École).

Ces menaces peuvent toutefois être compensées par certaines initiatives à l'œuvre sur le territoire, à l'instar de l'agroforesterie, de l'intégration des zones humides et des axes de ruissellement dans les documents d'urbanisme, la promotion de l'assainissement non-collectif par le Parc, le travail porté par le Parc sur l'agroforesterie ou la renaturation des cours d'eau par certains syndicats. D'autres pistes, telles que la replantation de haies ou certaines initiatives favorisant l'utilisation de l'eau de pluie ou de l'agriculture sans intrants/pesticides constituent autant d'opportunités de mettre en œuvre une gestion durable de la ressource à l'échelon du territoire.

LES PRIORITÉS RESSOURCE EN EAU

- Renforcer le service public d'assainissement non collectif et partager son expérience.
- Limiter les ruissellements et leurs impacts.
- Récupérer et utiliser les eaux pluviales.
- Expérimenter et développer la réutilisation des eaux grises et usées.
- Éduquer sur les usages de l'eau pour une meilleure rationalisation.



UNE ALIMENTATION Saine et DURABLE

bénéficiant à tous, producteurs comme consommateurs

La question de l'alimentation est un thème devenu crucial pour les territoires, à la croisée des enjeux sociaux, environnementaux, économiques, dans un contexte de changement climatique, d'érosion de la biodiversité, de crise sanitaire de tensions de plus en plus fortes sur la question du pouvoir d'achat, de l'énergie... d'autant plus dans une région métropolitaine comme l'Île-de-France qui concentre un bassin de consommateurs important que l'offre alimentaire disponible ne peut satisfaire.

Les Parcs naturels régionaux, ponts entre le rural et l'urbain, porteurs de valeurs et spécificités locales fortes ont naturellement un rôle clé à jouer en terme d'alimentation : préserver les terres nourricières, développer la part d'autonomie, promouvoir la qualité et la proximité, participer à une alimentation durable pour tous.

Le Parc se saisit de ces démarches pour réfléchir à une stratégie alimentaire globale à l'échelle de son territoire impliquant les différents acteurs du champ à l'assiette, jouer un rôle d'ensemblier auprès des différentes collectivités déjà engagées et impulser une réflexion sur celles qui ne le sont pas encore.

Le Parc du Gâtinais français dispose ainsi de filières alimentaires clés, axées d'une part sur les filières de grandes cultures, largement dominantes sur le Parc comme en Île-de-France, d'autre part sur les filières emblématiques spécialisées et d'élevage. Les volailles, les ovins et l'apiculture connaissent une augmentation de leur cheptel avec notamment un développement de formes comme l'éco-pâturage.

Les initiatives individuelles ou collectives portées par différents acteurs du champ à l'assiette se sont développées et valorisent les produits gâtinais par la transformation, la labellisation, la mise en réseau...

LES PRIORITÉS ALIMENTATION Saine et DURABLE

- Assurer la souveraineté alimentaire du territoire en préservant les sols, l'eau, l'air, la biodiversité et la santé humaine.
- Identifier et appuyer les filières agricoles locales typiques du Parc et les filières émergentes,
- Étudier et valoriser les services écosystémiques rendus par l'agriculture sur le territoire.
- Favoriser l'accès à l'alimentation durable.



UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE

fer de lance de
notre dévelop-
pement local

Les déchets et l'économie circulaire représentent un enjeu majeur à l'échelle territoriale, d'une part en termes d'économie de la ressource et d'indépendance du territoire, mais également en termes de maîtrise de l'impact environnemental des différentes étapes de gestion (collecte, transport et traitement).

De manière générale, il s'agit également de faire évoluer les pratiques des populations et acteurs du territoire francilien. Aussi, l'enjeu des dépôts sauvages devient une préoccupation politique majeure, ces der-

niers portant atteinte aux paysages, aux champs cultivés et à l'intégrité des milieux naturels, tout en présentant un coût important pour les collectivités.

La Région Île-de-France a en outre adopté une stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire (SREC) en 2020, qui entend aller plus loin en intégrant l'économie circulaire de manière transversale dans tous les secteurs de l'économie francilienne. L'ambition de la Région est de faire de l'économie circulaire un mode de développement, source de compétitivité et de relocalisation d'activités. La SREC prévoit plus spécifiquement « d'engager les Parcs naturels régionaux franciliens dans l'économie circulaire ». Les Parcs constituent donc des outils de mise en œuvre de la SREC.

Une première étude a permis d'estimer les gisements de déchets du bâtiment et des travaux publics produits sur le Gâtinais français. L'enjeu est de « territorialiser » cette approche, en vue d'identifier plus précisément les espaces et acteurs de la production de déchets, et ainsi proposer des solutions plus concrètes de valorisation des ressources potentielles.

Le Parc du Gâtinais français, à l'instar de l'Île-de-France, souffre d'un déficit important de recycleries et ressourceries. L'enjeu est de multiplier ces infrastructures, afin d'accompagner la dynamique impulsée par le Parc en matière d'économie circulaire. Cette dernière repose sur un large panel d'actions, allant de la réduction des déchets à une gestion circulaire des matériaux de construction et des produits biosourcés.

A l'heure où la réglementation régionale cherche à réduire les dépôts sauvages, la lutte contre ces dépôts s'accompagne d'actions concrètes qu'il importe de poursuivre.

LES PRIORITÉS ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- **Faire du Parc une collectivité engagée et exemplaire en matière d'économie circulaire et de coordination touristique.**
- **Engager les secteurs de l'économie gâtinaise et les acteurs locaux en faveur d'un territoire circulaire et solidaire.**
- **Encourager et soutenir l'innovation et l'expérimentation des acteurs locaux.**



HABITAT ET LOGEMENT

faire rimer mixité et accessibilité

Des atouts non négligeables

Le Parc du Gâtinais français présente de forts atouts dans le contexte métropolitain de la région Île-de-France. Les prix à l'accession demeurent moins élevés que sur d'autres territoires franciliens. Sa proximité avec l'agglomération parisienne le rend attractif, et ce d'autant plus depuis la crise sanitaire de 2020 et les confinements qui ont entraîné un besoin d'espace et des désirs de logements plus grands de la part des Franciliens. Le territoire pourrait également bénéficier de l'essor du télé-

travail en accueillant des actifs qui télétravaillent partiellement ou totalement. Ces actifs pourraient bénéficier de grands logements à des prix plus abordables qu'au cœur de l'agglomération et de la proximité de la capitale.

L'un des enjeux du Parc du Gâtinais français concernant le lien entre le territoire et ses habitants est donc de rester un territoire attractif et vivant tout en maîtrisant la croissance démographique pour ne pas artificialiser de nouveaux espaces. Pour répondre à cet enjeu, le Gâtinais français possède de forts atouts qu'il faudra valoriser. Son parc de grands logements situés dans un territoire encore rural peut attirer des familles et des actifs en télétravail. Toutefois, des défis résident dans la rénovation de ce parc souvent énergivore et dans l'accompagnement des ménages dans ces projets.

Accélérer la diversification du parc de logements

L'uniformité des logements dans le périmètre actuel réduit les parcours résidentiels des ménages, notamment des jeunes décohabitants, des couples qui se séparent ou encore des personnes âgées qui voudraient rester sur le territoire mais dans un logement plus adapté à leur âge ou à leur composition familiale. La stabilité de la population entre 2011 et 2019 traduit les difficultés pour certains ménages à trouver un logement adapté à leur composition familiale sur le territoire (lors d'une séparation ou d'une décohabitation) et aux petits ménages à s'y installer.

Développer les petits logements, les logements locatifs et les logements sociaux, notamment en cœur de bourgs et de villages pourrait participer à maintenir sur place des ménages qui souhaitent continuer à résider dans le Parc. Cette diversification pourrait également permettre à de nouveaux ménages de s'y installer et ainsi contribuer à la vitalité et au dynamisme de ces villages.

Adapter les logements au vieillissement des personnes

L'adaptation des logements au vieillissement est un enjeu pour le Gâtinais français, réinventer les modes de cohabitation (colocation intergénérationnelle, reconfiguration de grands logements en habitats collectifs partagés...). Maintien à domicile ou départ de la maison devenue trop grande et trop compliquée à entretenir pour s'installer en cœur de bourg sont deux options qui nécessitent des accompagnements des pouvoirs publics.

Logements et précarité énergétique

Améliorer la performance énergétique des logements est le premier levier à actionner pour réduire la consommation énergétique et, par conséquent, le bilan carbone du Parc. Caractérisé par un parc de logements à forte dominante pavillonnaire (82 % des résidences principales), le secteur résidentiel est le premier poste de consommation énergétique du territoire. Il représente 39 % des consommations d'énergie du périmètre d'étude, soit 40 % du périmètre actuel. Pour réduire la consommation énergétique des logements, différents dispositifs sont déployés sur le périmètre actuel du Parc naturel régional : un accompagnement technique des propriétaires grâce aux conseillers France Rénov' du Parc du Gâtinais français, ainsi que des aides financières complémentaires aux aides nationales.

Au-delà des enjeux de nature climatique, le Parc est concerné par des problématiques sociales de précarité énergétique qui touchent une part non négligeable de sa population. La précarité énergétique désigne la situation d'une personne éprouvant « dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire pour satisfaire à ses besoins élémentaires » (Rapport Pelletier, 2010). En effet, on constate que certains ménages ne peuvent que difficilement faire face à leurs factures énergétiques. Tendance qui risquera de s'aggraver dans le contexte de la hausse des prix de l'énergie.

Le défi d'accélérer la dynamique de rénovation énergétique sur le territoire

Les communes du périmètre d'étude bénéficient d'une très bonne couverture de dispositifs d'aides à la rénovation énergétique. Ces aides sont de plus complémentaires. En effet, des dispositifs dédiés sont déployés pour accompagner les ménages modestes, mais aussi des ménages plus aisés. Le Parc porte par ailleurs une attention particulière aux projets ayant recours à des matériaux biosourcés. L'auto-rénovation se développe mais génère la plupart du temps des résultats assez faibles en termes de performance énergétique, il s'avère nécessaire de renforcer l'accompagnement des propriétaires.

Il existe également un potentiel de renforcer l'aspect « vitrine » du Parc en donnant plus de visibilité aux projets ambitieux, notamment ceux ayant recours aux matériaux biosourcés. La possibilité de renforcer la valorisation des projets réalisés est facilitée par l'existence d'un suivi des opérations subventionnées qui se fait directement au niveau du Parc.

Compte-tenu de la faible part de logements locatifs, une attention particulière devrait être prêtée à l'identification des logements qui pourraient être concernés par des interdictions de location à partir de 2023. Les effets des interdictions de location des passoires thermiques risquent d'amplifier les contraintes en matière de parcours résidentiels des ménages (compte tenu de la faible part de logements collectifs, ainsi que de logements locatifs).

Enfin, même si cela représente des volumes plutôt faibles mais des émissions de gaz à effet de serre très importantes par personne, une attention particulière sera portée aux ménages chauffés aux combustibles fossiles (et en priorité les près de 4 000 ménages chauffés au fioul) qui sont déjà touchés par la précarité énergétique. La hausse des prix de l'énergie risque d'augmenter sensiblement la vulnérabilité de ces personnes.

LES PRIORITÉS HABITAT ET LOGEMENT

- Permettre un parcours résidentiel adapté à tous.
- Améliorer la performance énergétique des logements anciens et neufs tout en protégeant les éléments fondateurs de l'identité du territoire.
- Lutter contre la précarité énergétique en sensibilisant et formant les acteurs sociaux.
- Inciter à développer le parc locatif social et intermédiaire, et le parc privé à loyer maîtrisé.



SOBRIÉTÉ

De la réduction
de la consom-
mation
au zéro déchet

Le territoire du Parc ne fait pas figure d'exception par rapport aux autres territoires présentant des profils ruraux et périurbains : sa dépendance aux énergies fossiles est en grande partie propre à la structure même du territoire, fortement dépendant des transports routiers et le poids du résidentiel dans le bilan global du territoire, s'expliquant par la composition du parc, constitué en majorité de maisons individuelles sur le périmètre d'étude (77 %).

Sur ce volet, des pistes d'action peuvent tout à fait exister à l'échelle du Parc, à travers différents leviers, les premiers étant la sobriété énergétique (changements de pratiques et de comportements à toutes échelles) ainsi que l'efficacité énergétique (renouvellement des équipements énergivores, rénovation, isolation).

Les constats et enjeux sont en effet propres à la structure d'un tel territoire : forte dépendance aux transports, dépendance aux produits pétroliers, habitat individuel diffus énergivore, et potentiels de développement des énergies renouvelables importants, notamment dans le tissu diffus (installations individuelles) et grâce à la ressource importante de biomasse.

Il est primordial de sensibiliser et d'accompagner pour favoriser le changement de comportement de tous (habitants, entreprises, collectivités...) sur la lutte contre le gaspillage et la logique 7R (refuser, réduire, réparer, réutiliser, recycler, réinventer et revendiquer) à travers diverses actions (fait-main, anti-gaspillage...) et événements (défis zéro déchet, concours...).

LES PRIORITÉS SOBRIÉTÉ

- Encourager l'utilisation des matériaux biosourcés dans la construction et l'isolation des bâtiments.
- Mettre en place et suivre les plans d'actions stratégiques pour les économies d'énergie du patrimoine public.
- Favoriser la réhabilitation des logements privés et promouvoir les travaux visant la maîtrise de la consommation d'énergie.
- Sensibiliser et accompagner tous les publics aux enjeux de la transition énergétique dans une démarche de sobriété.
- Promouvoir la production sobre d'énergies renouvelables intégrées, locales et citoyennes.
- Encourager le développement des modes de transport décarbonés.
- Faire du Gâtinais français un territoire zéro déchet.



ÉCO-CONDITIONS ET MODULATION DES AIDES

Le développement durable est au cœur de ce projet de territoire dédié à notre identité, mais aussi aux habitants et acteurs du territoire, car ce projet œuvre pour la qualité de vie exceptionnelle, à 60 kilomètres de Paris.

En effet, les élus du Parc et leurs partenaires veulent, par cette charte, rendre possible l'équilibre entre les activités humaines et leur environnement, en continuant à intégrer de manière exemplaire un développement durable, conçu localement entre collectivités et populations, dans l'objectif de réaliser un véritable projet de territoire fondé sur la concertation.

La mise en œuvre de cette volonté repose sur :

- l'écoconditionnalité qui consiste à subordonner le paiement d'aides publiques du Parc au respect de conditions environnementales et patrimoniales définies dans les cahiers des charges,
- la modulation des aides du Parc aux communes.

En définissant une politique associant aménagement du territoire, développement économique et liaison sociale, le tout dans le respect de l'environnement, c'est le développement durable que les signataires de la charte mettent en œuvre.

Le territoire du Parc, au-delà de sa reconnaissance historique, culturelle et humaine, bénéficie aujourd'hui d'une expérience, à travers ses précédentes chartes. Ce sont ces expériences qui apportent la crédibilité à cette nouvelle charte, car tous, élus et partenaires, ont su les mettre à profit.

UNE INTERCOMMUNALITÉ de projets

Depuis la création du Parc, la structuration du territoire a évolué avec la création des Communautés de Communes, puis des Communautés d'agglomération. Une réflexion sur leur place au sein du Syndicat mixte s'était engagée dès la concertation pour la création de la charte 2011-2026.

En effet, les intercommunalités jouent un rôle important dans la vie du territoire, notamment par les compétences qui leur sont dévolues. L'aménagement du territoire, le développement économique, l'habitat et le tourisme peuvent en faire partie, et il est nécessaire que les intercommunalités soient associées aux réflexions et décisions du Syndicat mixte dans ces domaines, en tant que signataires de la charte.

Ainsi, elles ont de nouveau été associées dès le début de la concertation pour la création de la charte 2026-2041 et chaque Communauté de Communes et d'agglomération était invitée à participer à la vie du Syndicat mixte (Commissions, réunions spécifiques sur la place des Communautés de Communes dans la charte...).

Un Délégué par intercommunalité fait aujourd'hui partie du Syndicat mixte, au même titre que les deux Délégués par Commune. Cependant, les Communes conservent pour leurs compétences, leur ancrage au territoire et leurs rôles dans les Commissions et dans le Syndicat mixte ; elles conservent de même leur lien étroit avec l'équipe technique du Parc : déplacements sur le terrain, assistance et conseil sur leurs projets...

De par son statut de Syndicat mixte, le Parc met en pratique au quotidien la coordination de projets, et joue aujourd'hui pleinement son rôle fédérateur.

Son expérience auprès des Communes depuis sa création en 1999 lui permet d'apporter une expertise et une assistance aux Communautés de Communes et d'agglomération de son territoire (technique, scientifique, administrative...).

De leur côté, les Communautés de Communes et d'agglomération, avec leur connaissance du terrain et la participation des Communes, ont un rôle important à jouer dans le relais des actions du Parc (information, sensibilisation, incitation...).

En mettant en commun moyens et savoir-faire, le Parc, les Communautés de Communes et d'agglomération et les Communes ne pourront que mieux atteindre les objectifs fixés dans cette charte.

LE PROJET STRATÉGIQUE DE LA CHARTE 2026-2041

LA GOUVERNANCE DE LA CHARTE

Le Parc naturel régional du Gâtinais français est géré par un Syndicat mixte d'Aménagement et de Gestion dont la mission principale est la mise en œuvre de la charte et la réponse à des objectifs de préservation, mise en valeur, gestion et développement du territoire du Parc. Le Syndicat mixte est composé de différentes instances.

Le Syndicat mixte dispose d'une équipe administrative, technique et d'animation, qui gère les actions sur le terrain. Elle est organisée en pôles (*voir organigramme en annexe*).

LES COMMISSIONS DE TRAVAIL THÉMATIQUES

Les Commissions de travail thématiques (environnement, agriculture-sylviculture, attractivité du territoire, paysage et territoire, énergie, patrimoine culturel, éducation au territoire) étudient les dossiers présentés au Bureau Syndical. Elles sont composées d'élus des Communes du Parc, de techniciens des institutions partenaires (service de l'État, de la Région et des Départements, associations, etc.) et de personnes désignées par les Communes.

L'ensemble Commissions/Bureau syndical/Comité syndical représente les instances de décision et est mobilisé quatre fois par an en moyenne.

LE BUREAU SYNDICAL

Le Bureau syndical prépare les décisions du Comité syndical, à partir des comptes-rendus des Commissions.

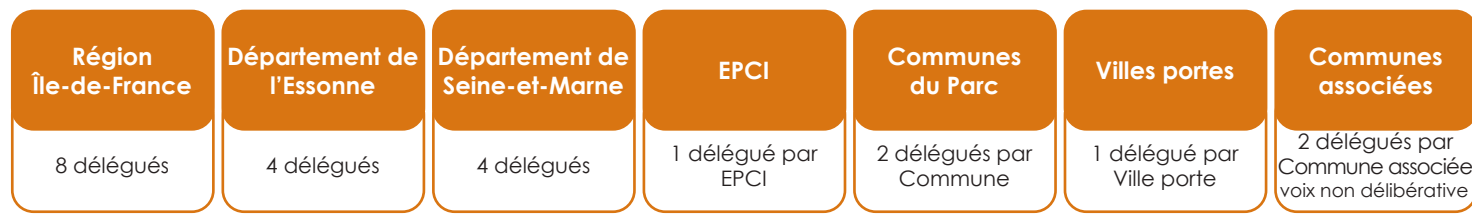
LE COMITÉ SYNDICAL

Le Comité syndical valide les orientations budgétaires, les programmes d'actions et leur mise en œuvre. Il est composé de 162 délégués élus représentant les communes et EPCI ayant approuvé la charte et adhéré au Syndicat mixte, les Départements de l'Essonne et de Seine-et-Marne et la Région Île-de-France.

LE PROJET STRATÉGIQUE

GOUVERNANCE

La gouvernance de la charte



Validation de la charte du Parc
Adhésion au Syndicat mixte du Parc

Le Syndicat mixte du Parc

délibère au sein du

Bureau syndical

24 membres

>> Avis sur les décisions
soumises au Comité syndical
>> Mise en œuvre des délégations autorisées par
le Comité syndical
4 réunions par an

Comité syndical

Ses membres
représentent la Région, les
Départements, les EPCI, les
Communes, les Communes
associées, les Villes portes
>> Adoption du budget,
définition des orientations et
vote des programmes d'action
4 réunions par an

Préparation des
délibérations

Propositions d'avis,
de nouvelles actions

Consultation, préparation de dossiers

Les commissions de travail thématiques

Environnement

Paysage et territoire

Patrimoine culturel

Agriculture et sylviculture

Attractivité du territoire

Énergie

Éducation au territoire

Le Conseil scientifique
et le Conseil éducation de la Réserve de
Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais

Consultation,
préparation de dossiers

Proposition de projets, mise en œuvre et suivi

L'équipe technique

Organisée en 5 pôles sous l'égide de la direction :
administration et finances, environnement, aménagement, habitat, vie locale
>> Met en œuvre les actions du Parc, assure le conseil et l'accompagnement technique
des Communes, EPCI, entreprises et particuliers

UNE NOUVELLE STRUCTURATION

De la concertation sont ressortis 3 axes stratégiques, ossature de la nouvelle charte, clairement positionnée pour faire face aux défis du dérèglement climatique et de l'érosion de la biodiversité.



LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Depuis 2011, le Parc naturel régional du Gâtinais évalue la mise en œuvre de la charte grâce à son dispositif de suivi et d'évaluation. Il est composé d'un ensemble d'outils, d'instances et de temps d'évaluation, mis en place et améliorés en continu. Les finalités de l'évaluation sont multiples :

- rendre compte aux signataires, aux partenaires et aux habitants du territoire de la manière dont le projet de développement, de protection et de mise en valeur est mis en œuvre et de ses résultats,
- mieux adapter les moyens humains et financiers à la mise en œuvre du projet,
- préparer les décisions concernant l'adaptation des programmes d'actions,
- contribuer à la mobilisation des signataires et partenaires en les aidant à s'approprier et préciser leurs objectifs.

Le Parc réaffirme la prépondérance de l'évaluation dans la mise en œuvre de la charte en en faisant une mesure à part entière : la mesure 28 « Suivons l'évolution du territoire et évaluons la mise en œuvre de la charte ».

LA PORTÉE de l'évaluation

La charte 2026-2041 comporte huit mesures phares, correspondant à six enjeux identifiés comme majeurs pour la mise en œuvre.

À ce titre, ces mesures phares bénéficieront d'un suivi et d'une évaluation poussés. Cependant, l'ensemble des mesures de la charte fera l'objet d'une évaluation a minima lors des évaluations pluriannuelles.

LES OUTILS du dispositif de suivi et d'évaluation

Le Parc utilise en continu différents outils servant à alimenter le suivi et l'évaluation :

- **les rapports d'activité annuels des actions** (voir partie « L'évaluation en continu »),
- **le suivi des temps passés** par action et par année,
- **les données financières et budgétaires**, notamment relatives au financement des programmes d'actions,
- **les indicateurs définis dans la charte** a minima, pouvant être complétés d'autres indicateurs ou de simples chiffres clés.

Le Parc utilise l'outil proposé par la Fédération, pour la saisie de ses bilans et de ses temps agents.

Ces outils pourront être complétés de démarches plus ponctuelles. Mises en place au cas par cas, elles permettront d'enrichir les différentes évaluations :

- **suivi de la réalisation des engagements** des signataires de la charte,
- **enquêtes** : notoriété du Parc auprès du grand public,
- **entretiens** d'acteurs, paroles d'experts,
- **études**, monographies, etc.

LES ACTEURS de l'évaluation

La mise en œuvre de la charte est collective et implique l'ensemble des signataires. L'évaluation concerne donc à la fois les actions mises en place **par le syndicat mixte mais aussi par l'ensemble des signataires**.

- **Les élus** portent et pilotent la démarche évaluative et proposent, en lien avec la direction, la réorientation des actions.
- **L'équipe technique du syndicat mixte** anime et coordonne le dispositif de suivi et d'évaluation avec ses partenaires et suit spécifiquement ses actions. Elle met en œuvre les actions du syndicat mixte, les suit, recueille et analyse les données.
- **Les signataires de la charte** mettent en œuvre leurs actions, les suivent, recueillent et transmettent leurs données au syndicat mixte.
- **Le conseil scientifique**, commun au Parc naturel régional du Gâtinais français et à la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, participe à l'analyse et à l'optimisation de l'évaluation, propose la réorientation des actions.
- **Les partenaires signataires ou non** sont destinataires de la communication, peuvent fournir des données et alimenter la décision de réorientation des actions.

LE PAS DE TEMPS de l'évaluation

L'évaluation est une démarche de progrès qui permet de préparer les décisions, d'organiser et prioriser les actions, de vérifier si les objectifs sont atteints et au besoin de réorienter les programmations, d'optimiser les moyens humains et financiers.

Elle favorise également l'articulation et la mise en cohérence des actions du Parc avec celles des autres acteurs du territoire.

Elle permet, enfin de rendre compte de l'application de la charte, d'améliorer la lisibilité du rôle du Parc et de ses partenaires et d'aider à la communication sur les actions menées.

Plusieurs pas de temps sont nécessaires.

L'ÉVALUATION EN CONTINU

Le Syndicat mixte effectue le suivi de ses actions, des temps passés et des budgets annuellement.

Ces suivis permettent l'édition de rapports d'activité annuels qui présentent l'action réalisée sur un an. Le rapport d'activité est également alimenté par les différents indicateurs de suivi et d'autres chiffres clés.

Les rapports d'activité mobiliseront également les signataires de la charte, qui pourront notamment rendre compte des actions déployées dans le cadre de la mise en œuvre de la charte. Il s'agira également de

faire le lien avec l'ensemble des engagements pris à la signature de la charte.

Le rapport d'activité est voté en Comité syndical et porté à la connaissance de l'ensemble des acteurs du Parc. Il est notamment adressé spécifiquement aux signataires de la charte (dont le président du conseil régional et le préfet de région) et au conseil scientifique du Parc. Il est mis à disposition du public sur le site internet du Parc et à la Maison du Parc.

L'ÉVALUATION PLURIANNUELLE

Le Parc s'engage à réaliser une évaluation au long cours à trois pas de temps :

- **une évaluation à 3 ans** : elle permettra de rendre-compte des actions de la nouvelle charte, leur mise en œuvre et de tester l'efficacité du dispositif de suivi et d'évaluation. Celui-ci sera amélioré en conséquence,
- **une évaluation intermédiaire**, à mi-parcours,
- **une évaluation finale** préparatoire à la révision environ 4 ans avant le renouvellement.

Ces évaluations seront itératives et basées sur les travaux des précédentes évaluations, facilitant leur réalisation. Elles mobiliseront tous les acteurs et outils du dispositif de suivi et d'évaluation. Elles permettront une prise de recul sur l'action du Parc et son réajustement dans une optique globale. Elles s'interrogeront en particulier sur l'adaptation des actions avec les objectifs initiaux de la charte et leur évolution.

Ces évaluations s'intéresseront également à l'évolution du territoire et tâcheront, autant que faire se peut, de lier cette évolution aux actions du Parc, en estimant notamment les impacts de l'action sur le territoire. Les indicateurs d'observation du territoire définis pour les mesures phares seront notamment mobilisés.

Les analyses et conclusions issues de ces démarches d'évaluation sont débattues au sein des instances du Parc (commissions de travail, Bureau syndical, Comité syndical), notamment dans le cadre du débat d'orientation afin d'éclairer et d'adapter les programmes d'actions du Parc. Elles sont l'occasion de modifier le programme d'actions par l'adaptation des actions le nécessitant, la création de nouvelles actions voire l'interruption d'actions ayant atteint leurs objectifs.



Une mesure phare dans la charte d'un Parc naturel régional est déterminée en fonction des particularités territoriales, écologiques, économiques, sociales ou culturelles.

La particularité de l'évaluation des mesures phares est qu'elle est réalisée régulièrement pour mesurer leur efficacité et leur impact sur le territoire. Cette évaluation est effectuée à l'issue des trois premières années de la mise en œuvre de la charte, à mi-charte et en fin de charte. Elle permet de réajuster les mesures

phare en fonction des résultats obtenus.



Chacune des mesures phares est soumise à une question évaluative qui permet de mesurer son efficacité. Il s'agit d'orienter les projecteurs sur des questions de fond, en répondant à des critères proposés sous forme d'indicateurs de résultat, de réalisation ou encore d'observation du territoire. Une valeur cible à atteindre en 2041 est définie comme objectif.

La charte du Parc naturel régional du Gâtinais français comporte huit mesures phares abordant les thèmes de la biodiversité, des paysages, du patrimoine culturel, de l'eau, de l'agriculture, de l'énergie et de l'aménagement :



Mesure 1 : Préservons les milieux naturels dans une logique de trames écologiques.



Question évaluative : L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis d'atteindre au minimum 10 % du territoire en protection forte ?

- **Part du territoire couverte par des dispositifs de protections environnementales fortes de nature réglementaire selon la Stratégie nationale des aires protégées (SNAP).**

Cet indicateur a pour objectif d'évaluer la part du territoire couverte par des dispositifs de protection forte selon la SNAP de nature réglementaire : réserves naturelles nationales et régionales, arrêtés de protection de biotope, de géotope et des habitats naturels, réserves biologiques domaniales intégrales et dirigées...



Mesure 2 : Stoppons les pertes d'espèces remarquables ou ordinaires et menons une politique de reconquête.



Question évaluative : L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis d'atteindre l'objectif de zéro perte nette de biodiversité ?

- **Nombre de petites zones humides restaurées par l'action du Parc**

Cet indicateur vise à évaluer notre effort pour contribuer à la restauration de la trame bleue. Nous savons qu'en 2023, 930 mares sont caractérisées et 130 mares sont notées comme à restaurer.

- **Évolution des populations de chauve-souris communes sur le territoire du Parc**

Cet indicateur vise à évaluer l'évolution de sept espèces ou groupes d'espèces de chauve-souris communes sur le territoire du Parc.

- **Surface et linéaires de projets en agroforesterie sur le territoire**

Cet indicateur a pour objectif de suivre les surfaces en agroforesterie sur le territoire.



Mesure 6 : Préservons et préparons les paysages de demain.

Question évaluative : Les actions du Parc et des signataires de la charte ont-elles permis d'améliorer la qualité des paysages ?

- **Nombre d'actions de requalification ou de résorption des points noirs engagées par le territoire.**

Cet indicateur vise à quantifier les actions de requalification (amélioration de l'intégration paysagère) ou résorption des points noirs paysagers qui ont été menés au niveau du territoire. Les points noirs pourront correspondre à des entrées de ville, des zones et bâtiments d'activité, de la publicité, etc.



Mesure 8 : Connaissions, restaurons et valorisons le patrimoine bâti du Gâtinais français.

Question évaluative : L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis d'améliorer la connaissance et la préservation du patrimoine bâti ancien sur son territoire ?

- **Nombre d'éléments du patrimoine bâti restaurés avec un financement du Parc**

Cet indicateur suit le nombre d'éléments du patrimoine bâti ancien (antérieur à 1950) faisant l'objet d'un accompagnement financier par le Parc pour leur restauration.

- **Nombre de communes du Parc ayant bénéficié d'un inventaire de leur patrimoine bâti ancien**

Cet indicateur suit le nombre de communes ayant bénéficié d'un inventaire de leur patrimoine bâti ancien (antérieur à 1950).



Mesure 11 : Luttons pour améliorer la qualité de l'eau.

Question évaluative : La qualité de l'eau dans son milieu naturel et au robinet s'est-elle au moins maintenue, voire améliorée ?

- **Part des communes du territoire possédant un indice de qualité globale de l'eau potable bon**

Cet indicateur évalue la part des communes du territoire possédant un indice de qualité globale de l'eau potable bon.

- **Évolution de l'état écologique des cours d'eau (par tronçons)**

Cet indicateur évalue l'état écologique des cours d'eau par tronçons et leur évolution au cours du temps.



Mesure 13 : Assurons notre souveraineté alimentaire en préservant les sols, l'eau, l'air, la biodiversité et la santé humaine.

Question évaluative : L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis de proposer au territoire une souveraineté alimentaire ?

- **Nombre de porteurs de projets (agricoles, alimentaires) ayant bénéficié d'un accompagnement technique ou financier du Parc**

Cet indicateur vise à évaluer notre effort pour contribuer au développement de l'agriculture durable, notamment via le soutien aux filières locales et emblématiques du Parc. L'accompagnement technique correspond aux conseils, aux mises en relations, mises en réseaux, recherches de financements, montage de dossiers, avis techniques...

- **Types et surfaces cultivées par les exploitations**

Cet indicateur mesure les types et surfaces cultivées selon le recensement agricole sur le territoire.



Mesure 18 : Réduisons la consommation d'énergie dans une démarche de sobriété.



Question évaluative : Dans quelle mesure l'action du Parc et des signataires a-t-elle contribué à améliorer la sobriété et l'efficacité énergétiques du territoire ?

- **Nombre de projets obtenant des conseils énergétiques par le Parc (sur son territoire et au-delà)**

Cet indicateur vise à faire la synthèse du soutien apporté en faveur de la réduction des consommations énergétiques.

Ce soutien se manifeste sous la forme de conseils et d'accompagnements techniques apportés aux collectivités comme aux particuliers, sur le territoire du Parc et au-delà. Le soutien peut porter sur l'éclairage public, la rénovation énergétique (isolation, remplacement d'équipements...), la sobriété énergétique (écogestes, optimisation...)...

- **Nombre de projets en faveur de la réduction des consommations énergétiques accompagnés financièrement par le Parc**

Cet indicateur vise à faire la synthèse du soutien financier apporté en faveur de la réduction des consommations énergétiques.



Mesure 25 : Favorisons un aménagement plus sobre, désartificialisons et renaturons les espaces urbains.



Question évaluative : L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis de respecter la trajectoire d'atteinte du Zéro artificialisation nette pour 2050 ?

- **Évolution de la surface artificialisée nette, avec une distinction entre l'artificialisation située au sein des enveloppes d'urbanisation préférentielle et celle située en dehors**

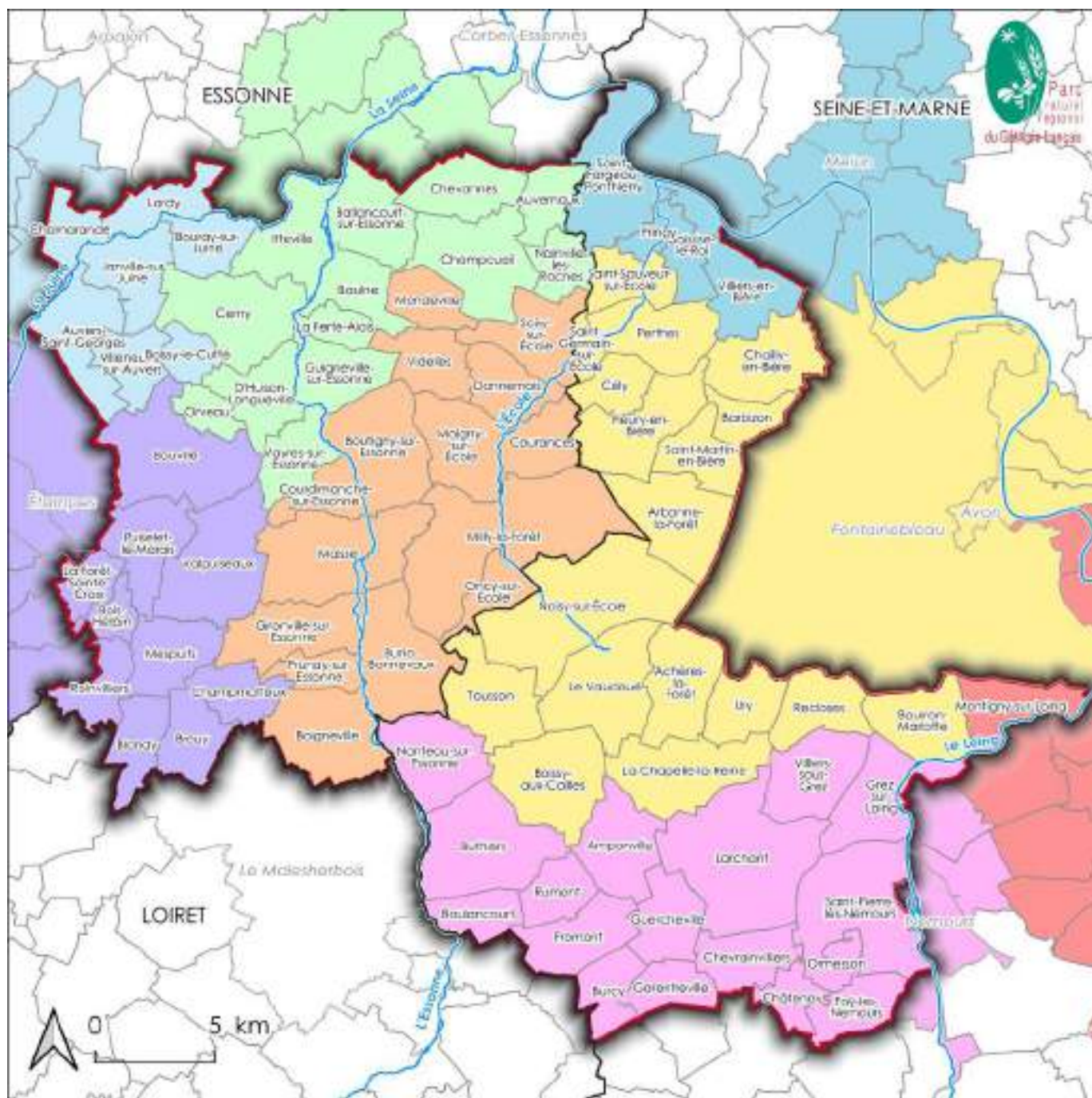
Cet indicateur a pour objectif de suivre l'évolution de l'artificialisation des sols fixée et évaluée en considérant comme :

- a) artificialisée une surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites ;
- b) non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisée à usage de cultures.

Le décret n° 2023-1096 du 27 novembre 2023 précise la nomenclature de l'artificialisation des sols. (source : SDRIF-e).

Sont exclues les activités d'extraction de matériaux car elles doivent être rendues à leur état naturel ou agricole à l'issue de l'exploitation.

LE PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE



LE PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE POUR LA CHARTE 2026-2041

fixé par délibération du 23 septembre 2021 du Conseil régional d'Île de France.

- Périmètre d'étude
- Départements
- Communes
- Cours d'eau

Intercommunalités :

- Communauté d'agglomération de l'Étampois Sud-Essonne
- Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau
- Communauté d'agglomération Melun Val de Seine
- Communauté de Communes des Deux Vallées
- Communauté de Communes Entre Juine et Renarde
- Communauté de Communes Moret Seine et Loing
- Communauté de Communes du Pays de Nemours
- Communauté de Communes du Val d'Essonne

Réalisation : Parc naturel régional du Gâtinais français, 02/07/2025. Sources : BD Topo © IGN, Sandre.

LES LÉGENDES DÉTAILLÉES DU PLAN DE PARC

Le plan du Parc est un document cartographique prospectif lié au rapport, dont il traduit spatialement les orientations et mesures. Il est la traduction spatiale des dispositions de la charte pour les 15 prochaines années.

Il propose une identification des zones tant en termes de diagnostic que de prospective et transcrit les priorités stratégiques du Parc en matière :

- de protection, gestion et valorisation des patrimoines,
- d'aménagement du territoire et de préservation de l'identité du paysage,
- de développement économique et social.

La valeur de ce plan, en particulier face aux documents d'urbanisme, dépend d'une lecture croisée avec les mesures de la charte. Dans tous les cas, le texte des mesures étant plus précis que la cartographie, il prime sur le plan de Parc.

Continuités écologiques prioritaires à préserver et à restaurer

-  d'intérêt national
-  d'intérêt interrégional
-  d'intérêt régional

Source : Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de la Région Île-de-France, via l'Agence régionale de la biodiversité (ARB) d'Île-de-France, complétée par le Parc naturel régional du Gâtinais français.

Mesures
1 . 2 . 3

Mesures
14 . 18
25

Les continuités écologiques sont issues du Schéma régional des continuités écologiques (SRCE) de la Région Île-de-France, approuvé par le Conseil régional d'Île-de-France par la délibération du 26/09/2013 puis adopté par le Préfet par l'arrêté du 21 octobre 2013.

Ces continuités regroupent 5 trames : bleue, humide, herbacée, arborée et terrestre de grandes circulations pour les ongulés. Pour chacune d'elles est associé un niveau hiérarchique d'intérêt :

- national pour les continuités qui relient les grands réservoirs français de biodiversité ;
- interrégional pour les continuités écologiques qui mettent en connexion les écosystèmes franciliens majeurs avec ceux des régions limitrophes (par exemple la vallée de la Loire par l'intermédiaire du Loing) ;
- régional pour les continuités qui mettent en liaison les principaux écosystèmes régionaux et l'ensemble des grands massifs périurbains avec les écosystèmes d'intérêt suprarégionaux.

Les données du SRCE ont été complétées localement par certaines continuités d'intérêt régional sur la base de l'expertise et de la connaissance terrain du Parc.

La circulation des espèces est à interpréter à l'échelle régionale ; la représentation cartographique est schématique. La circulation réelle des espèces est permise par l'intégralité des milieux naturels situés sous et à proximité des linéaires représentés.



Secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver

Mesures
1 . 2 . 3

Sources :

- Forêt de protection : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France.
- Znieff de type 1, Natura 2000, Réserves naturelles nationales et régionales, arrêtés de protection de biotope : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).
- Espaces naturels sensibles : Départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne.

Mesures
14 . 25

Les secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver sont les secteurs d'intervention prioritaire pour l'action du syndicat mixte. Ils sont composés :

- de la Forêt de protection ;
- des Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type 1 ;
- des Sites d'intérêt communautaire (Natura 2000) de la Haute-vallée de l'Essonne, Fontainebleau, Buttes gréseuses, Pelouses calcaires du Gâtinais ;
- des Réserves naturelles nationales et régionales ;
- des Arrêtés de protection de biotope ;
- des Espaces naturels sensibles (ENS) et de leurs zones de préemption.

Les Espaces boisés classés (EBC) ne sont pas représentés au plan du Parc mais font partie de ce zonage.

Ces secteurs n'ont pas vocation à recevoir de nouvelles carrières et l'extension des carrières existantes est conditionnée à leur compatibilité avec ces statuts de protection.

Les chemins de ces secteurs n'ont pas vocation à accueillir la circulation de véhicules terrestres à moteur ; ils doivent être protégés de la circulation par des arrêtés d'interdiction de la circulation de ces véhicules.

Mares et mouillères à préserver



Secteur de la
Plaine de Bière



Mares et mouillères
à préserver

Mesures
1 . 2

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base de l'inventaire des mares et mouillères sur la région Île-de-France porté par la Société nationale de protection de la nature (SNPN) et dans lequel le Parc verse ses données d'inventaire.

Mesures
11 . 13
25

Le secteur des mares et mouillères de la Plaine de Bière est particulièrement riche et dense en dépressions humides (mares, mouillères) recensées, cartographiées et inventoriées (flore, batraciens et odonates). Depuis 2007, le Parc mène des actions d'inventaire et de caractérisation de ces éléments. Ces inventaires ont permis de définir leur typologie et de révéler la présence d'espèces remarquables, comme l'étoile d'eau *Damasonium alisma*, fleur protégée au niveau national.

Outre ce secteur particulièrement riche, l'ensemble des mares et mouillères du territoire est à préserver.

Sites d'intérêt pour la faune à préserver



Sites d'intérêt régional pour l'hibernation des chiroptères

Mesures
1 . 2

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Deux sites sont identifiés :

- **dans le comble d'un corps de ferme sur la commune d'Orveau**, présence d'une colonie de femelles qui mettent bas et élèvent les jeunes du printemps à la fin de l'été. L'espèce, le Murin à oreilles échancrées (*Myotis emarginatus*), est considérée comme quasi-menacée d'extinction dans la région. Ce site héberge la deuxième plus grande colonie de mise-bas pour cette espèce connue en Île-de-France et les signes de sa présence depuis de longues années en font un lieu majeur pour leur reproduction ;

- **dans une ancienne carrière souterraine en limite de la commune de Larchant.** Ce site abrite l'une des plus importantes colonies d'hibernation de chauves-souris en Île-de-France. Il a été acquis par le Conservatoire des espaces naturels (CEN) d'Île-de-France et fermé au public en 2018 pour assurer la tranquillité des chauves-souris qui y hibernent et pour éviter tout accident et dégradation supplémentaire.

Sites d'intérêt pour la faune à préserver



Sites de migration d'amphibiens (trame turquoise)

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Mesures
1.2

Deux sites sont identifiés :

- **sur environ 700 mètres le long de la route communale reliant Larchant à Villiers-sous-Grez, au niveau de la Réserve naturelle régionale du marais de Larchant.** Un dispositif temporaire de sauvetage a été mis en place entre 2003 et 2011 pour assurer le sauvetage des amphibiens lors de leur migration entre janvier et avril. En 2011, un dispositif permanent de type passage à faune a été aménagé, permettant le déplacement des amphibiens tout au long de l'année sans risque d'écrasement ;
- **sur environ 250 mètres le long de la route départementale reliant Bouville à D'Huisson-Longueville, au niveau de l'étang communal de Bouville.** Un dispositif temporaire est mis en place depuis 2015 pour assurer le sauvetage des amphibiens lors de leur migration entre janvier et avril. La population, composée quasiment exclusivement de crapauds communs, est estimée à 5 000 individus.

Sites d'intérêt pour la faune à préserver



Secteurs de reproduction de chouettes chevêches

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Mesures
1.2

Mesure
13

Les secteurs sont identifiés par la présence d'au moins quatre couples reproducteurs de chouettes chevêches :

- **autour de la commune de Chailly-en-Bière,** depuis 1990, l'installation de nichoirs a permis d'effectuer un suivi de la population. Il a été observé que tous les ans, au moins trois couples, parfois quatre, nichent sur la Plaine de Bière. La présence de centres équestres, de maraîchers et de la lisière forestière en fait un site d'une stabilité remarquable. La création d'une Znieff est à envisager. **Les enjeux sont essentiellement liés à la protection des structures paysagères existantes ;**
- **aux alentours de la commune de Tousson,** la présence de grands corps de ferme (fermes de la Brosse, Mézières, Gallerand...) et le village lui-même accueillent une population d'au moins cinq couples nicheurs. Un couple est suivi en nichoir depuis 2016. Le secteur peut s'étendre au plateau des Six Fermes. **Les enjeux sont le maintien d'une activité pastorale ou équestre, d'une diversité des paysages et des prairies dans le paysage agricole et le maintien des haies et vergers dans les villages ;**
- **les villages du plateau agricole du Gâtinais sud** abritent, pour chacun d'entre eux, au moins un couple de chouettes chevêches. Burcy et son hameau, Rumont, Fromont, Amponville et son hameau, Guercheville, Chevrainvilliers jusqu'à Châtenoy sont les sites de reproduction les plus stables. **Les enjeux correspondent au maintien des structures bocagères et des vergers situés au cœur des bourgs ;**
- **à proximité des prairies sèches du site Natura 2000,** chaque ferme et village abrite un ou plusieurs couples reproducteurs chaque année (Brouy, Fenneville, Champmotteux, Granvilliers, Valpuiseaux, Puisselet-le-Marais et La Forêt-Sainte-Croix). **Les enjeux sont le maintien des prairies sèches et des structures bocagères et vergers.**

Sites d'intérêt pour la faune à préserver



Secteurs de nidification des busards

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Mesures
1 . 2

Mesure
13

Les plateaux céréaliers du Parc naturel régional du Gâtinais français sont fréquentés par plusieurs espèces de busards, que ce soit le Busard Saint-Martin, le Busard cendré et le Busard des roseaux. Les plateaux concernés sont le **plateau du Gâtinais sud**, le **plateau de Mondeville-Videlles** et le **plateau de Beauce-Gâtinais**.

Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver



Éléments d'ensemble paysagers

Sources :

- sites classés et inscrits, sites patrimoniaux remarquables : atlas des patrimoines par le Ministère de la culture ;
- éléments d'ensemble : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Mesures
5 . 6

Mesures
19 . 25

Les éléments d'ensemble comportent :

- **les sites classés et les sites inscrits ;**
- **les sites patrimoniaux remarquables (SPR) ;**
- **les autres éléments d'ensemble qui structurent le paysage :**
 - . coteaux limitant la vallée de l'Essonne, la vallée de la Juine et le Plateau de Beauce Gâtinais ;
 - . coteaux ceinturant le plateau de Mondeville-Videlles, avec quelques interruptions déterminant des ouvertures visuelles sur le plateau. Les redents boisés dus à sa forme contournée sont parfois fragilisés par l'urbanisation remontant de la vallée sur le plateau ;
 - . coteaux séparant la vallée de l'École du plateau du Gâtinais sud ;
 - . coteaux séparant le plateau du Gâtinais sud du bois de la Commanderie et du bois de Larchant ;
 - . coteaux délimitant la plaine de Bière par rapport à la vallée de l'École, boisé à l'ouest et déboisé à l'est. Les séquences ouvertes sont particulièrement sensibles car elles rendent perceptible la rupture de pente du plateau et révèlent des vues sur les silhouettes de villages de vallée (notamment par la perception des clochers) ;
 - . villages belvédères et buttes représentant les éléments fondateurs de l'identité spécifique du plateau du Gâtinais sud et de la vallée de l'École et du Rebais (butte de Turelles) ;
 - . horizon forestier du massif de Fontainebleau, par densité due à la compacité du boisement, souvent perçu en vue lointaine et dont la sensibilité visuelle est majeure lorsqu'il constitue le deuxième ou troisième plan des paysages observés ;
 - . secteur dit du plat de l'île entre D'Huisson-Longueville et Cerny pour sa valeur d'espace agricole ouvert structurant ;
 - . plaine de la Madeleine à Milly-la-Forêt et Oncy-sur-École en tant que patrimoine paysager historique.

Ces autres éléments d'ensemble ont été tracés sur la base notamment de données de relief (courbes de niveau) et de photographies aériennes. Leur délimitation est indicative et correspond, dans la réalité, à des transitions progressives. Elle doit donc être réinterprétée à l'échelle plus fine sur la base de données complémentaires et de l'interprétation de terrain.

Ces zones n'ont pas vocation à recevoir de nouvelles carrières et l'extension des carrières existantes est conditionnée à leur compatibilité avec ces statuts de protection.

Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables



Seuils

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base des chartes paysagères.

Mesures
5 . 6

Mesure
25

Les seuils marquent le passage d'une unité paysagère à une autre, d'une clairière à une autre, etc. Il s'agit de secteurs mettant en scène la diversité des paysages et l'animation des séquences de déplacement.

Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables



Silhouettes de villages

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base des chartes paysagères.

Mesures
5 . 6 . 8

Mesure
25

Les silhouettes de villages offrent une lecture privilégiée de la morphologie des villages. Motifs essentiels, elles déterminent la lecture de l'identité rurale dans les paysages ouverts et leur compréhension.

Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables



Grands domaines et murs d'enceinte

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base notamment de données de références de l'IGN et de sa connaissance terrain.

Mesures
5 . 6 . 8

Mesure
25

Il s'agit des domaines comprenant :

- murs d'enceinte et leurs prolongations vers l'extérieur, notamment par des alignements ;
- bâtiments et les ornements de petits éléments architecturaux qualitatifs ;
- ensemble du patrimoine vernaculaire qui peut s'y trouver (puits, grottes, etc.) ;
- alignements d'arbres et végétation ;
- tout autre élément participant à l'identité du domaine.

L'ensemble de ces éléments témoigne d'une organisation spatiale ancienne, d'une qualité urbaine et paysagère et contribuant à structurer les grands paysages d'aujourd'hui.

Les éléments représentés sont les suivants :

Id. au plan de Parc	Commune	Nom
1	Ballancourt-sur-Essonne	Château du Saussay
2	Boigneville	Demeure bourgeoise d'Argeville
3	Boissise-le-Roi	Château de Boissise-le-Roi
4	Bouray-sur-Juine	Château de Frémigny
5	Bouray-sur-Juine	Château du Mesnil-Voisin
6	Bourron-Marlotte	Château de Bourron
7	Bouville	Château de Farcheville
8	Buno-Bonnevaux	Château de Bonnevaux
9	Buno-Bonnevaux	Château de Chantambre
10	Buno-Bonnevaux	Château de Moignanville

Id. au plan de Parc	Commune	Nom
11	Cerny	Château d'Orgemont
12	Cerny	Château de Cerny
13	Cerny	Château de Presles
14	Cerny	Château de Villiers
15	Chamarande	Domaine de Chamarande
16	Champcueil	Château de Buisson
17	Courances	Château de Courances
18	Courances	Château du Ruisseau
19	Courdimanche-sur-Essonne	Château de Bellesbat
20	Cély-en-Bière	Château de Cély
21	Cély-en-Bière	Moulin de Choiseau
22	D'Huisson-Longueville	Château d'Huisson-Longueville
23	D'Huisson-Longueville	Château de la rue de Vayres
24	Faÿ-lès-Nemours	Château de Faÿ-lès-Nemours
25	Fleury-en-Bière	Château de Fleury-en-Bière
26	Gironville-sur-Essonne	Château de Gironville-sur-Essonne
27	Gironville-sur-Essonne	Château du Petit-Gironville
28	Grez-sur-Loing	Château de la Bouleaunière
29	Grez-sur-Loing	Vestiges de la Tour de Ganne
30	Guercheville	Pigeonnier/Colombier de l'ancien château de Guercheville
31	Guigneville-sur-Essonne	Château de la Michaudière
32	Janville-sur-Juine	Château de Gillevoisin
33	Janville-sur-Juine	Tour de Pocancy
34	Lardy	Château de Lardy
35	Lardy	Château des Pastoureaux
36	Lardy	Moulin des Scellés
37	Le Vaudoué	Vestiges Ermitage de Fourche
38	Milly-la-Forêt	Château de Milly-la-Forêt
39	Milly-la-Forêt	Château du Rousset
40	Milly-la-Forêt	Moulin du Coudret
41	Montigny-sur-Loing	Château de Sorques
42	Montigny-sur-Loing	Château des Brosses
43	Nainville-les-Roches	Château de Nainville-les-Roches
44	Noisy-sur-École	Château de Chambergeot
45	Noisy-sur-École	Château de Noisy-sur-Ecole
46	Perthes-en-Gâtinais	Château de Mémorant
47	Perthes-en-Gâtinais	Château de la Planche
48	Pringy	Château de Montgermont
49	Pringy	La mairie, son parc et ses dépendances
50	Saint-Pierre-lès-Nemours	Château de Bailly
51	Saint-Pierre-lès-Nemours	Château de Saint-Pierre-lès-Nemours
52	Soisy-sur-École	Château des Réaux
53	Tousson	La Cour des Bois
54	Ury	Château d'Ury
55	Vayres-sur-Essonne	Château de Vayres-sur-Essonne

Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables



Corps de fermes remarquables

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base notamment de données de références de l'IGN et de sa connaissance terrain.

Mesures
5 . 6 . 8

Mesures
13 . 25

Il s'agit des bâtiments de grand volume ou fermes-forteresses, qui organisent les paysages ouverts de plateau.

Les éléments représentés sont les suivants :

Id. au plan de Parc	Commune	Nom
1	Arbonne-la-Forêt	Ferme de Corne Biche
2	Boissise-le-Roi	Ferme de Faronville
3	Boulancourt	Ferme de Beaulieu
4	Bouville	Ferme de Nonserves
5	Buno-Bonnevaux	Ferme de la Brosse
6	Cerny	Ferme de la Chapelle
7	Champcueil	Ferme de Malvoisines
8	Courdimanche-sur-Essonne	Ferme de Coignampuit
9	Gironville-sur-Essonne	Ferme de Vignay
10	Janville-sur-Juine	Ferme de Pocancy
11	Janville-sur-Juine	La Grange des Bois
12	Le Vaudoué	Ferme de Fourche
13	Maisse	Ferme de Bretonvilliers
14	Milly-la-Forêt	Ferme Saint Georges
15	Milly-la-Forêt	Ferme de la Grange Rouge
16	Milly-la-Forêt	Ferme du Corbeau
17	Milly-la-Forêt	Ferme du Coudreau
18	Milly-la-Forêt	Ferme du Paly
19	Milly-la-Forêt	Ferme du Tertre
20	Moigny-sur-École	Ferme de Launay
21	Noisy-sur-École	Ferme de Poisereau
22	Pringy	Moulin de Montgermont
23	Saint-Martin-en-Bière	Ferme de Champs
24	Soisy-sur-École	Ferme de Frémigny
25	Soisy-sur-École	Ferme de Limery
26	Tousson	Ferme de Gallerand
27	Valpuiseaux	Ferme de Beaumont
28	Videlles	Fermes de Varennes
29	Videlles	Hameau de Retolut
30	Villiers-en-Bière	Ferme d'Orsonville

Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables



Alignements d'arbres ou arbres isolés

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base notamment de données de références de l'IGN et de sa connaissance terrain.

Mesures
1 . 2
5 . 6

Mesures
13 . 25

Il s'agit de motifs végétaux identitaires du territoire qui, de par leur localisation, leur caractère ancien ou leur densité, contribuent à donner de la valeur paysagère. Il peut s'agir d'arbres en alignement ou isolés, de bosquets, de mails.

Les vergers, bien que ne figurant pas au plan de Parc, sont également concernés.



Cressonnières en activité

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base de son inventaire du foncier cressicole.

Mesures
1.5
6.9

Mesures
11.13
15.25

Les cressonnières constituent un élément paysager, patrimonial et culturel typique du Gâtinais français, le long des trois rivières qui le traversent (École, Essonne, Juine).

La cressiculture constitue un savoir-faire local encore actif avec plusieurs cressiculteurs sur le territoire, même si de nombreuses cressonnières auparavant en activité sont aujourd'hui à l'abandon.

Le Parc, fort d'un inventaire complet du foncier cressicole et de son état sur son territoire, met cette connaissance à disposition pour favoriser la poursuite de cette activité locale.



Patrimoines culturels à protéger en priorité

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base notamment de données de références de l'IGN et de sa connaissance terrain.

Mesures
7.8

Mesures
13.23

Il s'agit d'éléments de patrimoine atypiques ou spécifiques, ne correspondant pas nécessairement aux éléments présentés dans les autres couches du plan de Parc, mais nécessitant une attention, voire une protection particulière.

Il s'agit des éléments suivants :

Id. au plan de Parc	Nom	Commune	Commentaire
1	Tour du Buisson	Champcueil	Tour observatoire du XIX ^e siècle dans la forêt proche de Beauvais
2	Pigeonnier carré	Maise	Datant de l'Ancien Régime, ce monumental colombier de plan carré consacre la mainmise des Hurault ou des Berzeau sur l'ensemble des domaines seigneuriaux de Maise. Il a un plan carré avec une corniche saillante, conçue pour empêcher les rongeurs d'atteindre l'aire d'envol des pigeons.
3	Séchoir de la rue Lantara	Milly-la-Forêt	Séchoir à plantes aromatiques
4	Alambic en cuivre	Milly-la-Forêt	Conservatoire national des plantes aromatiques médicinales
5	Bornes seigneuriales de Mondeville	Mondeville	Six bornes existent sur Mondeville. La borne de la mairie est la seule ayant été déplacée, les autres bornes sont restées à leur emplacement d'origine.
6	Séchoir du Père Jules	Noisy-sur-École	Séchoir à plantes aromatiques utilisé par la famille Bosc-Bierne.
7	Séchoir de la distillerie du Gâtinais	Oncy-sur-École	Il est encore utilisé par la famille Bosc-Bierne pour le séchage des plantes aromatiques. Présence d'alambic en cuivre.
8	Le temple de l'Amour	Pringy	Il se trouve sur la propriété du moulin de Montgermont
9	Borne milliaire 22	Pringy	Cette borne indique la distance entre elle et Notre-Dame de Paris. La fleur de lys gravée dans la pierre est aujourd'hui très rare à retrouver car lors de la Révolution, les républicains "effacèrent" à coups de burin ce symbole de la royauté.



Sites archéologiques à haut potentiel de découvertes à soutenir

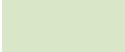
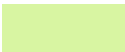
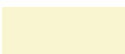
Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Mesures
1.7

Il s'agit du site des fouilles des Bossats à Ormesson. Depuis 2009, ce site a révélé différents niveaux d'occupation humaine dont la plus ancienne date du Paléolithique. Il fut un lieu de chasse (bisons, chevaux, rennes...) et de campement majeur.

Ce site est l'un des hauts lieux archéologiques d'Île-de-France et se révèle d'importance européenne.

Occupation du sol

	Espaces forestiers à préserver et valoriser	Mesures 1 . 2 . 3 . 5 . 6 . 7 Mesures 14 . 17 . 19 . 23 . 25
	Parcs, jardins et équipements de loisir à maintenir	Mesures 5 . 6 . 7 . 8 Mesures 23 . 25
	Espaces agricoles à maintenir	Mesures 1 . 2 . 5 . 6 . 7 M. 11 . 12 . 13 . 17 . 20 . 23 . 25
	Eau, marais et zones humides à préserver	Mesures 1 . 2 . 5 . 6 Mesures 13 . 23 . 25 . 11 . 12 . 19
	Carrières industrielles à insérer dans le paysage et à revaloriser pour des intérêts agricoles et naturels	Mesures 1 . 4 . 5 . 6 Mesures 12 . 17 . 25
	Espaces urbanisés à optimiser	Mesures 5 . 6 . 8 Mesures 12 . 23 . 25

Source : Les six classes d'occupation du sol ci-dessus sont issues du Mode d'occupation du sol (Mos) 2021 de l'Institut Paris Région, initialement en 81 postes, regroupés en 6 postes selon la nomenclature proposée par le Parc ci-après.

Les espaces urbanisés à optimiser sont constitués des espaces déjà urbanisés selon le mode d'occupation du sol 2021 dont la nomenclature est détaillée dans les définitions de la charte du Parc. Ils peuvent faire l'objet d'une reconquête de type réaménagement, renaturation, désartificialisation...

Les espaces représentés dans cette catégorie mais ayant été urbanisés et/ou artificialisés de manière illégale ont vocation à retrouver leur occupation du sol originale.

Tableau de correspondances entre les 81 postes du Mode d'occupation du sol (Mos) 2021 de l'Institut Paris Région et le plan de Parc 2026-2041 :

Code nomenclature MOS	Libellé nomenclature MOS	Classe au plan du Parc 2026-2041
1	Bois ou forêts	Espaces forestiers
2	Coupes ou clairières en forêts	Espaces forestiers
3	Peupleraies	Espaces forestiers
4	Espaces ouverts à végétation arbustive ou herbacée	Espaces agricoles
5	Berges	Eau, marais et zones humides
6	Terres labourées	Espaces agricoles
7	Prairies	Espaces agricoles
8	Vergers, pépinières	Espaces agricoles
9	Maraîchage, horticulture	Espaces agricoles
10	Cultures intensives sous serres	Espaces agricoles
11	Eau fermée (étangs, lacs...)	Eau, marais et zones humides
12	Cours d'eau	Eau, marais et zones humides
13	Parcs ou jardins	Parcs, jardins et équipements de loisirs
14	Jardins familiaux	Espaces urbanisés
15	Jardins de l'habitat individuel	Espaces urbanisés
16	Jardins de l'habitat rural	Espaces urbanisés
17	Jardins de l'habitat continu bas	Espaces urbanisés
18	Terrains de sport en plein air	Espaces urbanisés
19	Tennis découverts	Espaces urbanisés
20	Baignades	Espaces urbanisés
21	Parcs d'évolution d'équipements sportifs	Parcs, jardins et équipements de loisirs
22	Golfs	Parcs, jardins et équipements de loisirs
23	Hippodromes	Parcs, jardins et équipements de loisirs
24	Camping, caravaning	Parcs, jardins et équipements de loisirs
25	Parcs liés aux activités de loisirs sauf parcs de châteaux	Parcs, jardins et équipements de loisirs
26	Cimetières	Espaces urbanisés
27	Surfaces engazonnées avec ou sans arbustes	Espaces forestiers
28	Terrains vacants	Espaces forestiers
29	Habitat individuel	Espaces urbanisés
30	Ensembles d'habitat individuel identique	Espaces urbanisés
31	Habitat rural	Espaces urbanisés
32	Habitat continu bas	Espaces urbanisés

Code no- menclature MOS	Libellé nomenclature MOS	Classe au plan du Parc 2026-2041
33	Habitat collectif continu haut	Espaces urbanisés
34	Habitat collectif discontinu	Espaces urbanisés
35	Prisons	Espaces urbanisés
36	Habitat autre	Espaces urbanisés
37	Production d'eau	Espaces forestiers
38	Assainissement	Espaces forestiers
39	Electricité	Espaces forestiers
40	Gaz	Espaces forestiers
41	Pétrole	Espaces forestiers
42	Infrastructures autres	Espaces forestiers
43	Activités en tissu urbain mixte	Espaces urbanisés
44	Grandes emprises industrielles	Espaces urbanisés
45	Zones d'activités économiques	Espaces urbanisés
46	Entreposage à l'air libre	Espaces urbanisés
47	Entrepôts logistiques	Espaces urbanisés
48	Grandes surfaces commerciales	Espaces urbanisés
49	Autres commerces	Espaces urbanisés
50	Grands magasins	Espaces urbanisés
51	Stations-service	Espaces urbanisés
52	Bureaux	Espaces urbanisés
53	Installations sportives couvertes	Espaces urbanisés
54	Centres équestres	Espaces urbanisés
55	Piscines couvertes	Espaces urbanisés
56	Piscines en plein air	Espaces urbanisés
57	Autodromes	Espaces urbanisés
58	Enseignement de premier degré	Espaces urbanisés
59	Enseignement secondaire	Espaces urbanisés
60	Enseignement supérieur	Espaces urbanisés
61	Enseignement autre	Espaces urbanisés
62	Hôpitaux, cliniques	Espaces urbanisés
63	Autres équipements de santé	Espaces urbanisés
64	Grands centres de congrès et d'exposition	Espaces urbanisés
65	Équipements culturels et de loisirs	Espaces urbanisés
66	Sièges d'administrations territoriales	Espaces urbanisés
67	Équipements de missions de sécurité civile	Espaces urbanisés
68	Équipements d'accès au public limité	Espaces urbanisés
69	Mairies	Espaces urbanisés
70	Marchés permanents	Espaces urbanisés
71	Lieux de culte	Espaces urbanisés
72	Autres équipements de proximité	Espaces urbanisés
73	Emprises de transport ferré	Espaces urbanisés
74	Voies de plus de 25 m d'emprise	Espaces urbanisés
75	Parkings de surface	Espaces urbanisés
76	Parkings en étages	Espaces urbanisés
77	Gares routières, dépôts de bus	Espaces urbanisés
78	Installations aéroportuaires	Espaces urbanisés
79	Extraction de matériaux	Carrières
80	Décharges	Espaces forestiers
81	Chantiers	Carrières



Ruptures d'urbanisation à maintenir

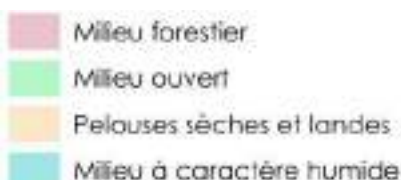
Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base des travaux effectués lors de l'élaboration de la charte 2011-2026.

Mesures
5.6

Mesures
13.23.
25

Ce sont des espaces ouverts permettant de préserver des espaces de respiration entre les bourgs et les hameaux ou entre deux bourgs.

Cœurs de nature



Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base de l'étude de définition de ses trames écologiques réalisée en 2011.

Les cœurs de nature sont de grands ensembles d'espaces naturels ou semi-naturels continus qui constituent des noyaux de biodiversité. Ces zones sont susceptibles de concentrer la plupart des espèces animales et végétales remarquables mais aussi les espèces plus communes. Elles assurent en outre un rôle de réservoirs pour la conservation des populations et pour la dispersion des individus vers les autres habitats.

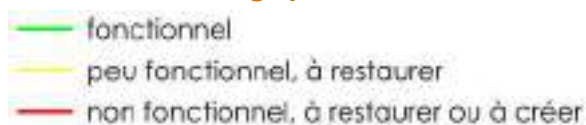
L'identification des cœurs de nature se base sur une analyse des potentialités écologiques des ensembles continus d'espaces naturels puis sur un ajustement confrontant les zonages d'inventaires et de protection du patrimoine naturel et le dire d'expert.

Les cœurs de nature sont classés sur une échelle de 1 à 10 via la méthode des Seuils de Jenks :

- 10 : Cœur de nature d'intérêt majeur ;
- 9 : Cœur de nature d'intérêt élevé ;
- 8 : Cœur de nature d'intérêt moyen ;
- 1 à 7 : Élément relais.

Ces niveaux reflètent la surface, la richesse biologique connue ou potentielle ainsi que la qualité et l'intérêt des milieux présents pour l'aire d'étude. Par souci de représentation, les différentes classes ne sont pas représentées sur l'encart pour chaque sous-trame (milieu forestier ; milieu ouvert ; pelouses sèches et landes ; milieu à caractère humide).

Corridors écologiques



Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base de l'étude de définition de ses trames écologiques réalisée en 2011.

Un corridor écologique désigne un ensemble de milieux qui relient fonctionnellement entre eux différents habitats vitaux (sites de reproduction, de nourrissage, de repos...) pour une espèce ou un groupe d'espèces. Ces structures souvent linéaires permettent la connexion entre elles de plusieurs sous-populations, assurant ainsi la migration d'individus et la circulation des gènes.

C'est l'outil SIG « Chemin le plus court » qui est utilisé pour définir les corridors écologiques potentiels. Pour chaque compartiment, les cœurs de nature représentatifs du compartiment concerné sont superposés à la carte de résistance aux déplacements de l'espèce fictive représentant le compartiment analysé. Les axes sont tracés de façon à relier à un moindre coût tous les cœurs de nature sélectionnés entre eux.

Lors de la modélisation, tous les cœurs sont reliés deux à deux par le chemin le plus court. Les axes obtenus sont comparés avec l'aire de dispersion afin d'analyser la pertinence des corridors. Ainsi,

seuls sont sélectionnés les axes compatibles avec les capacités de dispersion des espèces et la perméabilité des milieux traversés. En outre, les chemins de moindre coût reliant les cœurs de nature les plus proches sont retenus préférentiellement.

L'évaluation de la fonctionnalité des corridors identifiés se fait sur la base de photo-interprétation, de visites de terrain, de dires d'experts, de la présence d'éléments fragmentants. Trois niveaux de fonctionnalité ont été retenus :

- fonctionnel : il n'existe pas d'obstacle majeur, et le milieu est favorable aux déplacements ;
- à restaurer : il existe un obstacle aux déplacements, mais celui-ci est surmontable, ou le milieu n'est pas favorable aux déplacements en certains tronçons seulement ;
- à créer : une trame est à créer pour relier deux cœurs de nature ;
- non fonctionnel : il existe un obstacle majeur ou une succession de plusieurs obstacles moyens, ou le milieu est défavorable aux déplacements sur des distances importantes.

Les corridors écologiques définis sont les axes potentiels de déplacement les mieux conservés, restaurables à moindre coût.



Obstacles majeurs aux corridors écologiques

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base de l'étude de définition de ses trames écologiques réalisée en 2011.

Ils représentent des points de rupture des corridors écologiques (seuls les principaux éléments fragmentants sont localisés).

Cette information appuie visuellement la fragmentation intense du territoire et les enjeux que représentent les connexions à restaurer.



Réserve naturelle nationale des sites géologiques de l'Essonne

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Il s'agit des réserves naturelles nationales telles que définies dans le code de l'environnement (livre III, titre III, chapitre II : Réserves naturelles).

L'unique réserve naturelle nationale sur le périmètre d'étude est la réserve des sites géologiques de l'Essonne. Elle a la particularité d'être multisites, avec trois sites au sein du périmètre d'étude (à Itteville, Auvers-Saint-Georges et Villeneuve-sur-Auvers) et huit sites hors du périmètre d'étude.



Réserve naturelle régionale : Marais de Larchant

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Il s'agit des réserves naturelles régionales telles que définies dans le code de l'environnement (livre III, titre III, chapitre II : Réserves naturelles).

L'unique réserve naturelle régionale sur le périmètre d'étude est la réserve du Marais de Larchant.



Natura 2000 zones spéciales de conservation (ZSC) et zones de protection spéciale (ZPS)

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

La politique de mise en place du réseau Natura 2000 repose sur l'application conjointe des directives habitat (désignant des sites d'intérêt communautaire) et oiseaux (désignant des ZPS).

Les ZSC sont désignées au titre de la directive habitats (directive de l'Union européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de la faune et de la flore sauvages). Ces ZSC sont approuvées par la Commission européenne puis désignées en France par arrêtés ministériels.

Trois ZSC se situent intégralement dans le périmètre d'étude : Pelouses calcaires du gâtinais ; Haute vallée de l'Essonne ; Buttes gréseuses de l'Essonne. Trois ZSC se situent partiellement sur le périmètre d'étude : Massif de Fontainebleau ; Rivières du Loing et du Lunain ; Marais des basses vallées de la Juine et de l'Essonne.

Il est à noter que deux ZSC sont également ZPS : Massif de Fontainebleau ; Marais des basses vallées de la Juine et de l'Essonne. Les ZPS sont créées en application de la directive oiseaux (directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009).



Forêt de protection

Source : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France.

Il s'agit des forêts de protection telles que désignées dans le code forestier (livre I^{er}, titre IV, Chapitre I^{er} : Forêts de protection).

L'unique forêt de protection sur le périmètre d'étude est la forêt de Fontainebleau, classée par décret du 19 avril 2002.

La forêt de protection, sur le périmètre d'étude, concerne globalement les massifs des Trois Pignons et du Bois de la Commanderie ; elle s'étend hors périmètre d'étude sur la forêt domaniale de Fontainebleau en tant que telle.



Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais

La donnée ci-dessus est présente également sur l'encart « Coopérer avec d'autres territoires ». Elle est présentée dans la légende explicative de cet encart.



Arrêté de protection de biotope

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Les arrêtés de protection de biotope sont des actes administratifs pris en vue de préserver les habitats des espèces protégées, l'équilibre biologique ou la fonctionnalité des milieux. Ils visent à protéger les habitats nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Les arrêtés de protection de biotope sont pris par le préfet, lorsque sont concernés des espaces terrestres.

Les mesures ainsi prises par arrêté peuvent entre autres interdire certaines actions pouvant porter atteinte à l'équilibre écologique des milieux (ex : interdiction de destructions de talus et de haies...).

Suivant leur contenu, ces arrêtés peuvent donc avoir pour effet d'interdire, le cas échéant, certaines actions préalables à des constructions ou aménagements (par exemple, en cas d'interdiction d'affouillement, de destruction, d'assèchement de zones humides...) ou certains des types de constructions (en tant qu'activités pouvant porter atteinte aux équilibres biologiques).

Réserves biologiques



dirigée



intégrale

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Une réserve biologique est un espace protégé en milieu forestier ou en milieu associé à la forêt (landes, mares, tourbières, dunes). Ce statut s'applique aux forêts gérées par l'Office national des forêts (ONF) et a pour but la protection d'habitats remarquables ou représentatifs. Selon les habitats et les orientations de gestion, on distingue les réserves biologiques dirigées, où est mise en place une gestion conservatoire (relevant de la catégorie IV de l'Union internationale pour la conservation de la nature) et les réserves biologiques intégrales où la forêt est laissée en libre évolution (pouvant relever de la catégorie de l'UICN).

Sites gérés par le Conservatoire d'espaces naturels

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Un site de Conservatoire d'espaces naturels fait partie des espaces naturels protégés qui sont des zones désignées ou gérées dans un cadre international, communautaire, national ou local en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation du patrimoine naturel.

Les Conservatoires d'espaces naturels contribuent à préserver le patrimoine naturel et paysager à travers la maîtrise foncière ou la maîtrise d'usage d'un réseau de sites. Selon les particularités locales, on distingue des conservatoires régionaux et des conservatoires départementaux.

Espaces naturels sensibles

Source : Départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne.

Les espaces naturels sensibles (ENS) visent à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux et habitats naturels et les champs naturels d'expansion des crues. Créés par le département, ils permettent à celui-ci d'élaborer et de mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public de ces espaces naturels.

Pour répondre aux enjeux paysagers, écologiques et de prévention des risques d'inondation repérés sur ces espaces, le département peut en particulier -sous certaines conditions prévues par le code de l'urbanisme :

- créer des zones de préemption et mettre en place un droit de préemption sur les ENS ;
- instituer une part départementale de la taxe d'aménagement pour le financement des ENS ;
- appliquer le régime des espaces boisés classés (EBC) en l'absence de plan local d'urbanisme pour préserver les bois, forêts et parcs en ENS.

Sites candidats pour l'extension du réseau d'aires protégées

 Projets en cours et sites identifiés pour une mise en œuvre prioritaire à court terme (échéance 2026)

 Sites à approfondir en priorité 1

 Sites à approfondir en priorité 2

 Sites relevant d'actions spécifiques

Source : Départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne.

L'objectif du volet spatial du plan d'actions régional était d'identifier les sites prioritaires en vue de l'extension du réseau d'aires protégées franciliennes. Il s'agissait donc d'identifier des secteurs à enjeu patrimonial fort non couverts par une aire protégée ou dont la protection méritait d'être renforcée par un outil complémentaire. Cette identification a été réalisée en plusieurs étapes et itérations, à l'échelle de chaque département.

Chaque site identifié dispose d'une localisation cartographique et d'un ensemble d'éléments descriptifs, dont la classification suivante :

- projets en cours et sites identifiés pour une mise en œuvre prioritaire à court terme (pour lesquels des avancées significatives sont attendues à l'échéance 2026) ;
- sites candidats pour lesquels l'approfondissement puis la mise en œuvre sont proposés en priorité 1 ;
- sites candidats pour lesquels l'approfondissement puis la mise en œuvre sont proposés en priorité 2 ;
- sites relevant d'actions spécifiques en particulier au titre des actions 1.5 à 1.7 du plan d'actions :

Action 1.5 : Engager des échanges avec certains propriétaires ou gestionnaires spécifiques pour identifier des actions pertinentes pour prendre en compte la biodiversité, qu'il s'agisse, ou non, de créer une aire protégée.

Action 1.6 : Poursuivre l'amélioration de la connaissance sur les secteurs sous-prospectés ou sur lesquels seuls des enjeux ponctuels subsistent au sein de milieux banalisés.

Action 1.7 : Poursuivre la création de ZNIEFF sur des sites à enjeux non couverts afin d'améliorer la lisibilité des enjeux et leur prise en compte dans l'aménagement et la gestion des territoires sans forcément mettre en place une protection à court ou moyen terme.

Il est à noter que la représentation cartographique du périmètre des projets ou sites candidats est indicative.

Les périmètres cartographiés visent à identifier de manière simplifiée les enjeux écologiques ou le site concerné par le projet envisagé. Le périmètre effectif de chaque projet, ainsi que l'ensemble des éléments de leur mise en œuvre seront issus d'études complémentaires et de concertations locales.

S

Communes bénéficiant du Service public d'assainissement non collectif (SPANC) du Parc

Depuis 2011, une partie des Communes, des Communautés de Communes et des Communautés d'agglomération du Parc ont délégué leur compétence SPANC au Parc.

En 2024, 42 communes bénéficient ainsi du SPANC du Parc, dont trois hors périmètre du Parc (Étréchy, Chauffour-lès-Étréchy, Torfou), représentant un total de plus de 3 635 installations d'assainissement.



Système de traitement des eaux usées

Source : Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (Sandre).

Le système de traitement d'eaux usées est un ouvrage de dépollution des eaux usées par des procédés divers : biologiques, physico-chimiques... localisé sur un espace géographique continu et homogène. L'ouvrage est de type urbain, industriel ou mixte en fonction de la nature du maître d'ouvrage.

Le système de traitement d'eaux usées comprend la station d'épuration et le déversoir en tête de station (ouvrage du système de traitement qui permet de dériver tout ou partie des effluents qui arrivent à la station).

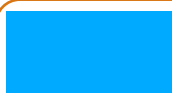


Aires d'alimentation de captage

Source : Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (Sandre).

Une aire d'alimentation de captage (AAC) est définie sur des bases hydrologiques ou hydrogéologiques. Elle correspond aux surfaces sur lesquelles l'eau qui s'infiltre ou ruisselle participe à l'alimentation de la ressource en eau dans laquelle se fait un prélèvement. Une AAC correspond :

- pour un ouvrage de prélèvement destiné à l'eau potable en eau superficielle : au sous-bassin versant situé en amont de la ou des prises d'eau éventuellement complété par la surface concernée par l'apport d'eau souterraine externe à ce bassin versant,
- pour un ouvrage de prélèvement destiné à l'eau potable en eau souterraine : au bassin d'alimentation du ou des points d'eau (lieu des points de la surface du sol qui contribuent à l'alimentation du captage).



Milieux humides

Source : ecomos 2017 de l'Institut Paris Région.

Ecomos est une cartographie des milieux naturels d'Île-de-France. Cette base de données vient compléter le mode d'occupation du sol sur ses postes naturels. Cette deuxième version a été réalisée en partenariat avec Natureparif.

Sur l'encart sont représentées comme milieux aquatiques les aires ayant les valeurs de nomenclature suivantes :

- Prairies humides (code 2312) ;
- Forêts marécageuses (code 3116) ;
- Peupleraies (code 3117) ;
- Landes humides (code 3223) ;
- Marais intérieurs (code 41) ;
- Plans d'eau (code 51).



Site des mares et mouillères de la plaine de Bière

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français, sur la base de l'inventaire des mares et mouillères sur la région Île-de-France porté par la Société nationale de protection de la nature et dans lequel le Parc verse ses données d'inventaire.

Le site des mares et mouillères de la Plaine de Bière est un secteur particulièrement riche et dense en dépressions humides (mares, mouillères) recensées, cartographiées et inventoriées (flore, batraciens et odonates). Depuis 2007, le Parc mène des actions d'inventaire et de caractérisation de ces éléments. Ces inventaires ont permis de définir leur typologie et de révéler la présence d'espèces remarquables (comme l'étoile d'eau *Damasonium alisma*, une fleur protégée au niveau national).

N.B. Cette donnée est également représentée sur le plan principal avec un symbole différent.

-  Maintien du bon potentiel (depuis 2015)
-  Maintien du bon état (depuis 2021)
-  Atteinte du bon état en 2027
-  à l'exception de certains éléments

Objectif d'état écologique des masses d'eau

Source : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) 2022-2027 communiqué par l'Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN).

La directive cadre sur l'eau (DCE) adoptée le 23 octobre 2000 prévoyait que l'ensemble des masses d'eau soit en bon état en 2015, tout en reconnaissant que ce bon état serait difficile à atteindre pour un certain nombre de masses d'eau en Europe. Elle prévoyait donc quatre types de dérogations possibles :

- le report de délais (article 4.4 de la DCE) pour cause de conditions naturelles, de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés ;
- l'atteinte d'un objectif moins strict (article 4.5) pour cause de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés (état intermédiaire à l'horizon 2027) ;
- les dérogations temporaires à l'atteinte du bon état ou à la non-dégradation de l'état pour les événements de force majeure (article 4.6) ;
- la réalisation des projets répondant à des motifs d'intérêt général majeur (article 4.7).

Dans le cadre du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027, les objectifs d'état des masses d'eau du bassin sont les suivants :

- le maintien du bon état ou du bon potentiel depuis 2015 ou 2021 ;
- l'atteinte du bon état ou du bon potentiel en 2027, pour les masses d'eau sur lesquelles les actions engagées ou prévues permettent d'effacer ou réduire les pressions de manière à atteindre le bon état ou le bon potentiel d'ici 2027 ;
- le report de délai au-delà de 2027, limité à certains cas précis, conformément à la directive cadre sur l'eau ;
- la dérogation pour objectif moins strict, pour les masses d'eau qui nécessiteront des actions sur plus d'un cycle pour atteindre le bon état. Cette dérogation concerne des éléments de qualité des masses d'eau causés par des pressions qui seront insuffisamment effacées ou réduites en 2027.

Les objectifs sont représentés cartographiquement sous la forme des tronçons de cours d'eau qu'ils concernent.



Cette donnée est issue de l'étude globale pour la gestion intégrée des bassins versants réalisée par le Parc en 2011 sur les 69 communes et leurs abords proches. La donnée n'est donc pas définie sur l'entièreté du périmètre d'étude.

La méthode de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)* « modélisation et cartographie de l'aléa érosion des sols à l'échelle régionale (Le Bissonnais) » publiée en 2004 propose un modèle estimant la sensibilité à l'érosion. Ce modèle combine l'occupation du sol, la sensibilité à la battance, l'érodabilité et la classe de pente, pour obtenir une sensibilité à l'érosion codée de 1 (très faible) à 5 (très fort) pour chaque maille de 25 x 25 m. L'érosion est considérée comme nulle pour les mailles en secteurs urbanisés.

* L'institut national de la recherche agronomique (INRA) fusionne le 1^{er} janvier 2020 avec l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) pour former l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).



Entrées du Parc

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Les entrées de Parc, correspondant aux portes d'entrée du territoire, ont été identifiées dans le cadre de l'élaboration des Objectifs de qualité paysagère. Il s'agit de points d'entrée stratégiques sur le territoire. Ces lieux méritent une attention particulière, nécessitant parfois une (re)qualification adaptée aux réalités paysagères et environnementales des lieux (préservation d'un motif paysager emblématique, intégration d'une infrastructure qui banalise le paysage, etc.).

Unités paysagères

- 1 Forêt des Trois Pignons, bois de la Commanderie et bois de Larchant
- 2 Plaine de Chevannes
- 3 Plaine de Bière
- 4 Plateau de Beauce-Gâtinais et reliefs Juine-Essonne
- 5 Plateau de Mondeville-Videlles
- 6 Plateau Gâtinais sud
- 7 Vallée de l'École et du Rebais, butte de Turelle et bois de Malabri
- 8 Vallée de l'Essonne
- 9 Vallée de la Juine
- 10 Vallée du Loing

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Les **unités paysagères** sont des ensembles de **structures paysagères** qui :

- se distinguent par une cohérence d'organisation, de morphologie, ou de formes des structures qui les composent,
- sont formées par des éléments de paysage et des interrelations.

La définition des unités paysagères pour la charte 2026-2041 a été réalisée sur la base :

- des entités paysagères utilisées dans la charte 2011-2026, elles-mêmes basées sur les chartes paysagères du Parc en cohérence avec les atlas des paysages départementaux ;
- des unités paysagères de l'Institut Paris Région (IPR) utilisées notamment dans le diagnostic du territoire mené en mars 2023.

La potentielle adhésion de 15 nouvelles communes d'extension a nécessité une réflexion sur les délimitations des unités paysagères. Le Parc a choisi de reprendre les entités paysagères de la charte 2011-2026 ; les éventuelles modifications relevant de corrections ponctuelles (plateau de Mondeville-Videlles, Vallées de la Seine et du Loing). Cela permet également une continuité opérationnelle avec les outils développés lors de la charte 2011-2026, en particulier les chartes paysagères et l'observatoire photographique des paysages.

Il est à noter que les unités paysagères sont des interprétations à échelle large du paysage. Leur délimitation est indicative et correspond, dans la réalité, à des transitions progressives. Elle doit donc être réinterprétée à l'échelle plus fine sur la base de données complémentaires et de l'interprétation de terrain.

Belvédères

● Fixes

● Mobiles (depuis un axe routier)

Source : Institut Paris Région.

Les belvédères, ou points de vue dominants offrent une vue panoramique ou axiale, qui permet de voir ensemble plusieurs composantes du paysage et leurs relations. Ils sont parfois aménagés pour qu'on y reste et profite de la vue ; c'est surtout dans ce dernier cas qu'on les qualifie de belvédères, même si le terme peut être employé au sens large. Les belvédères sont aussi d'excellents lieux pédagogiques, permettant de lire le relief et les éléments de paysage, de comprendre la cohérence d'un territoire, l'évolution des paysages, l'impact des projets.

Les belvédères peuvent être :

- fixes, correspondant alors à un site ponctuel localisé précisément, permettant une observation statique ;
- mobiles, correspondant par exemple à des tronçons d'axes routiers depuis lesquels les paysages peuvent être observés en se déplaçant.

Points noirs paysagers

✗ Entrées de ville à traiter en priorité

✗ Autres (équipements, carrières, infrastructures, etc.)

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Dans le cadre de l'élaboration du plan du Parc, une démarche d'identification des sites d'intervention prioritaire de requalification paysagère (espace dégradé qui nuit à la qualité des paysages) a été lancée. Ces sites sont couramment appelés « points noirs paysagers ».

Un inventaire participatif de ces sites lors des ateliers de concertation inhérents à la révision de la charte (élus, société civile...) a été réalisé.

Les points recensés ont été répartis en quatre groupes : entrées de ville, équipements, carrières, zones et bâtiments d'activité. La concertation a permis de prioriser les entrées de ville comme les points noirs à traiter en priorité.

Commune	Point noir	Type de point noir
Achères-la-Forêt	Aire de service de l'A6	Équipements
Baulne	Quartier de la gare	Urbanisation
Cerny	Citernes de l'armée	Équipements
Chailly-en-Bière	Serres	Équipements
Dannemois	Silos	Équipements
Guigneville-sur-Essonne	Stockage d'hydrocarbure	Autres
Itteville	Zone commerciale	Zones / Bâtiments commerciaux et d'activités
La Chapelle-la-Reine	Silos	Équipements
La Chapelle-la-Reine	Entrée de ville	Entrée de ville
La Forêt-Sainte-Croix	Silos	Équipements
Larchant	Carrière	Carrière
Maisse	Traversée de Maisse	Infrastructure routière
Maisse	Silos	Équipements
Maisse	Secteur de la gare	Autres
Milly-la-Forêt	Usine Darégal	Zones / Bâtiments commerciaux et d'activités
Milly-la-Forêt	Zone d'activité du Chênet	Zones / Bâtiments commerciaux et d'activités
Mondeville	Mitage du boisement par les constructions	Urbanisation
Noisy-sur-École	Entrée de ville	Entrée de ville
Pringy	Entrée Ponthierry-Pringy	Entrée de ville
Prunay-sur-Essonne	Hangars	Zones / Bâtiments commerciaux et d'activités
Saint-Fargeau-Ponthierry	Entrepôt logistique	Zones / Bâtiments commerciaux et d'activités
Saint-Sauveur-sur-École	Zone d'activité	Zones / Bâtiments commerciaux et d'activités
Ury	Entrée de village d'Ury en venant de La Chapelle la Reine	Entrée de ville
Villiers-en-Bière	Carrefour	Zones / Bâtiments commerciaux et d'activités



Implantation d'énergies renouvelables et de récupération : zones à forts enjeux

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), atlas des patrimoines par le Ministère de la culture, Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Île-de-France, Départements de la Seine-et-Marne et de l'Essonne, Parc naturel régional du Gâtinais français.

Les zones à forts enjeux pour l'implantation d'énergies renouvelables et de récupération comprennent : les secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver définis dans la légende détaillée du plan de Parc (p. 65) ; les éléments d'ensemble paysagers des secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver définis dans la légende détaillée du plan de Parc (p. 67) ; ainsi que les réserves biologiques, les zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (Znieff) de type 2, les zones importantes de conservation des oiseaux (Zico), les sites inscrits et classés, les sites patrimoniaux remarquables, les périmètres des monuments historiques.

Sur ces zones, les projets d'énergies renouvelables seront circonscrits à l'équipement du bâti existant, sous réserve des recommandations de mise en œuvre décrites par filière dans ce document.

Ces zones n'ont pas vocation à recevoir des installations éoliennes, de la méthanisation, du photovoltaïque au sol et de l'agrivoltaïsme.



Immeubles protégés au titre des monuments historiques

Source : atlas des patrimoines par le Ministère de la culture.

Il s'agit des immeubles protégés au titre des monuments historiques tels que régis par le titre II du livre VI du code du patrimoine.

Les monuments historiques constituent une servitude d'utilité publique (type AC1) s'appliquant sur le monument en tant que tel et, par défaut, sur des périmètres de 500 m autour des monuments historiques, sinon sur des périmètres délimités plus précisément par le préfet sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France.

Le terme « immeuble » est à considérer dans son sens juridique, c'est-à-dire comme un bien ne pouvant être déplacé. Les immeubles peuvent donc être des bâtiments mais aussi des parcs, jardins ou domaines, grottes ou abris ornés, menhirs, dolmens, etc.

Il est à noter que le statut de monument historique peut aussi concerner des objets mobiliers. Ceux-ci, de par leur nombre et leur caractère mobile, ne figurent pas sur cet encart.

Les éléments présentés sont les immeubles protégés au titre des monuments historiques, qu'ils soient « inscrits » ou « classés ».

Ils sont représentés sur l'encart d'une double manière :

- les immeubles dont le périmètre de protection est une surface conséquente, visible à l'échelle de l'encart (1 : 250 000), sont représentés dans leur périmètre réel (transparence rouge) ;
- tous les immeubles, quel que soit leur périmètre réel, sont figurés par un losange blanc cadré de rouge, permettant de localiser ponctuellement les éléments trop petits pour être visibles à l'échelle de l'encart.



Sites patrimoniaux remarquables

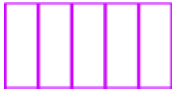
Source : atlas des patrimoines par le Ministère de la culture.

Il s'agit des sites patrimoniaux remarquables (SPR) tels que régis par le titre III du livre VI du code du patrimoine.

Les SPR constituent une servitude d'utilité publique (type AC4).

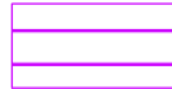
Ces sites se substituent aux secteurs sauvegardés, aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (Avap). L'encart présente l'intégralité des sites patrimoniaux remarquables, qu'ils aient été initialement créés en tant que secteurs sauvegardés, ZPPAUP, Avap ou SPR.

Seuls deux SPR existent sur le périmètre d'étude : le SPR de Larchant (Seine-et-Marne) et le SPR de Milly-la-Forêt (Essonne).



Sites inscrits

Source : atlas des patrimoines par le Ministère de la culture.



Sites classés

Il s'agit des sites inscrits et classés tels que régis par les articles L341-1 à L341-22 du code de l'environnement.

Les sites inscrits et classés constituent une servitude d'utilité publique (type AC2).



Inventaire national du patrimoine géologique

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Lancé officiellement par le ministère en charge de l'environnement en 2007, l'inventaire du patrimoine géologique s'inscrit dans le cadre de la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité. L'inventaire du patrimoine géologique de l'ensemble du territoire français a pour objectif :

- d'identifier l'ensemble des sites et objets d'intérêt géologique, in situ et ex situ
- de collecter et saisir leurs caractéristiques sur des fiches appropriées
- de hiérarchiser et valider les sites à vocation patrimoniale
- d'évaluer leur vulnérabilité et les besoins en matière de protection.

Les gestionnaires du territoire pourront utiliser cet inventaire comme un outil d'information et d'aide à la décision. Ainsi, certains biotopes et géotopes sensibles et/ou remarquables sont susceptibles d'être préservés du fait de leur inscription sur cet inventaire.

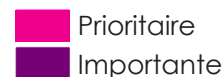


Secteurs à forte richesse archéologique

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Il s'agit de secteurs particulièrement riches en sites archéologiques (abris ornés notamment) et soumis à de forts enjeux de surfréquentation pouvant entraîner des dégradations de ces sites.

Il est à noter que l'ensemble du patrimoine archéologique est à protéger, qu'il soit situé dans ces secteurs à forte richesse ou à l'extérieur.

Zones où la restauration de l'obscurité pour la biodiversité est

Source : Parc naturel régional via son étude trame noire réalisée en 2022-2023.

L'étude de définition de la trame noire réalisée par le Parc a notamment permis d'identifier les zones où une restauration de l'obscurité est nécessaire. Un niveau d'enjeu a été attribué à chaque point lumineux, constitutif d'un obstacle à la trame noire. Cela permet de localiser les secteurs où les actions de préservation, voire de restauration de la trame noire, doivent être prioritaires.

Le niveau d'enjeu a été défini selon la distance des obstacles aux espaces naturels réglementaires ou remarquables, notamment : les sites Natura 2000, les zones naturelles d'intérêt reconnu (ZNIR), les Réserves naturelles nationales, régionales et Réserves biologiques et les éléments de la trame verte et bleue du Parc.

Les niveaux d'enjeu sont les suivants :

- obstacle à la trame noire en cœur de nuit, inclus ou se situant à moins de 100 mètres d'une zone de protection forte de type arrêté de protection de biotope (APB), d'une zone Natura 2000, d'une réserve ou de corridors et réservoirs de biodiversité des sous-trames des cours d'eau et milieux boisés,
- obstacle à la trame noire en cœur de nuit inclus ou se situant à moins de 100 mètres de corridors et réservoirs de biodiversité des sous-trames des milieux humides et ouverts OU obstacle à la trame noire uniquement en extrémité de nuit inclus ou se situant à moins de 100 mètres d'une zone de protection forte de type APB, d'une zone Natura 2000, d'une réserve ou de ZNIEFF de types 1 et 2,
- tous les autres obstacles à la trame noire.

Lorsqu'un obstacle est concerné par plusieurs niveaux d'enjeu, le niveau d'enjeu le plus élevé lui a été attribué.

Sur l'encart ne figurent que les deux premiers niveaux d'enjeu.

**Qualité du ciel nocturne***

* en cœur de nuit, en hiver, par temps clair. Sur la base de données de 2021.

Source : Parc naturel régional via son étude trame noire réalisée en 2022-2023.

La pollution lumineuse diffuse, c'est-à-dire le niveau de brillance du ciel nocturne vu par un observateur positionné au sol, a été modélisée. Cette approche permet de caractériser les halos lumineux qui se diffusent sur de larges périmètres autour des zones à fort éclairage (villes, centres industriels, etc.). Les simulations et cartes de pollution lumineuse diffuse peuvent être réalisées à partir de deux types principaux de sources de données : des images satellites ou aériennes, et des bases de données de points lumineux.

Le niveau de brillance du fond de ciel, également appelé luminance zénithale, est exprimé en magnitudes par seconde d'arc au carré ($\text{mag}/\text{arcsec}^2$). Cette unité est celle d'une luminance et il s'agit d'une mesure logarithmique dérivée de la magnitude photométrique largement utilisée en astronomie (inspirée de la vision humaine). Il est possible, à partir de ces valeurs de luminance zénithale, d'estimer la qualité du ciel nocturne.

L'encart présente la simulation de la pollution lumineuse en cœur de nuit. On estime que les données de radiance collectées sont alors représentatives de la situation après extinction de l'éclairage public dans les communes qui ont mis en place ce type de pratique. Il est à noter que cette simulation a été réalisée à partir de données satellites correspondant à l'année 2021. Les éventuelles modifications de l'éclairage entre temps ne sont donc pas prises en compte.



Sites d'intérêt régional pour l'hibernation des chiroptères



Secteurs de reproduction des chouettes chevêches



Sites de migrations d'amphibiens

Source : Parc naturel régional du Gâtinais français.

Ces sites et secteurs sont d'intérêt particulier pour certaines espèces ou groupes d'espèces emblématiques particulièrement sensibles à la pollution lumineuse.

Ces données figurent également sur le plan principal et sont décrites en détail dans la légende détaillée de ce dernier.

Site d'observation astronomique exceptionnel en application de l'article R. 583-4 du code de l'environnement



Centre d'astronomie Jean-Marc Salomon



Site d'observation astronomique (10 km de rayon)

Source : arrêté du 27 décembre 2018 fixant la liste et le périmètre des sites d'observation astronomique exceptionnels en application de l'article R. 583-4 du code de l'environnement.

L'article R. 583-4 du code de l'environnement dispose que « dans les sites d'observation astronomique, dont la liste et le périmètre sont fixés par un arrêté du ministre chargé de l'environnement [...], les installations lumineuses font l'objet de mesures plus restrictives que celles appliquées aux dispositifs implantés en agglomération et en dehors des agglomérations.

Ces prescriptions peuvent notamment porter sur les niveaux d'éclairement (en lux), l'efficacité lumineuse et énergétique des installations (en watts par lux et par mètre carré) et l'efficacité lumineuse des lampes (en lumens par watt), la puissance lumineuse moyenne des installations (flux lumineux total des sources rapporté à la surface destinée à être éclairée, en lumens par mètre carré), les luminances (en candélas par mètre carré), la limitation des éblouissements, la distribution spectrale des émissions lumineuses ainsi que sur les grandeurs caractérisant la distribution spatiale de la lumière ; elles peuvent fixer les modalités de fonctionnement de certaines installations lumineuses en fonction de leur usage et de la zone concernée. »

Ces sites d'observation astronomiques sont listés dans l'arrêté du 27 décembre 2018 fixant la liste et le périmètre des sites d'observation astronomique exceptionnels. Sur le territoire du Parc, le centre d'astronomie Jean-Marc Salomon (couramment appelé « observatoire de Buthiers ») est concerné. Le site d'observation astronomique à proprement parler est un cercle de 10 km de rayon centré sur le centre d'astronomie.



Source : Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN).

L'Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes (ANPCEN) décerne le label Villes et villages étoilés aux communes mettant en œuvre des actions assurant une meilleure qualité de la nuit et de l'environnement nocturne. Les communes peuvent bénéficier d'un classement sur plusieurs niveaux (entre 1 et 5 étoiles), valable 5 ans.

Les territoires (ensembles de communes) peuvent aussi bénéficier de la déclinaison de ce label : Territoire de villes et villages étoilés. Le Parc naturel régional du Gâtinais français est l'un des quatre territoires labellisés pendant l'édition 2019-2020, aux côtés des deux autres Parcs naturels régionaux (Causses du Quercy et Préalpes d'Azur) et d'une Communauté de Communes. Il est le seul territoire labellisé en Île-de-France.

**Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais**

Source : Inventaire national de la protection de la nature (INPN) coordonné par le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Créée le 10 décembre 1998, la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais est un territoire reconnu par l'Unesco dans le cadre du programme sur l'Homme et la Biosphère (Man and Biosphere). Il s'agit d'un cadre de travail privilégié pour le Parc. Le périmètre d'étude de la charte 2026-2041 est intégré à celui de la Réserve, à l'exception des communes essonniennes de Roinvilliers et Blandy.

**Périmètre du Groupe d'action locale (GAL)
Gâtinais français 2023-2027**

Source : Groupe d'action locale (GAL) Gâtinais français 2023-2027.

Le GAL Gâtinais français porte le programme européen LEADER et met en place sa stratégie sur son territoire, pour la programmation 2023-2027.

Son territoire d'intervention comporte l'intégralité des communes du Parc sur sa charte 2011-2026 auxquelles s'ajoutent les communes des intercommunalités essonniennes hors Parc (Communauté d'agglomération de l'Étampois Sud-Essonne ; Communautés de Communes du Val d'Essonne, Entre Juine et Renarde, des Deux Vallées).

**Villes portes : Avon et Étampes**

Les communes d'Avon et d'Étampes ont sollicité le Parc afin de devenir villes portes. Ces adhésions en tant que villes portes ont été formalisées respectivement en 2021 pour Avon et 2025 pour Étampes par une convention. Ce partenariat actif se justifie par la situation géographique de ces communes, points d'accès privilégiés du Parc, et les objectifs convergents de ces Communes et du Parc.

**Communes bénéficiant du Service public d'assainissement non collectif (SPANC) du Parc**

Depuis 2011, une partie des Communes, des Communautés de Communes et des Communautés d'agglomération du Parc ont délégué leur compétence SPANC au Parc.

En 2024, 42 communes bénéficient ainsi du SPANC du Parc, dont trois hors périmètre du Parc (Étréchy, Chauffour-lès-Étréchy, Torfou), représentant un total de plus de 3 635 installations d'assainissement.

**EPCI bénéficiant du service public de rénovation de l'habitat (SPRH)
et du service d'accompagnement à la maîtrise de l'énergie pour les collectivités
(SAMECO)**

EPCI bénéficiant du :		SPRH*	Sameco*
C.A.	Étampois Sud-Essonne	✓	✓ (sauf Étampes)
C.C.	Deux Vallées	✓	✓
C.C.	Val d'Essonne	✓	✓
C.A.	Melun Val de Seine	✓	
C.A.	Pays de Fontainebleau	✓	
C.C.	Entre Juine et Renarde	✓	
C.C.	Pays de Nemours		
C.C.	Pays de Montereau (hors Parc)	✓	

Mis en place en 2020, le Service public de rénovation de l'habitat (SPRH) accompagne les particuliers dans leurs démarches de rénovation énergétique.

Les intercommunalités volontaires peuvent conventionner avec le Parc qui met à disposition un ou plusieurs conseillers intervenant sur leur territoire, à la fois sur les communes du Parc et hors Parc.

Mis en place en 2023, le Service d'accompagnement à la maîtrise de l'énergie pour les collectivités (SAMECO) accompagne les collectivités (communes et intercommunalités) dans leurs démarches de suivi et d'analyse de leurs consommations énergétiques, de rénovation énergétique et de gestion de leur éclairage public.

Les intercommunalités volontaires peuvent conventionner avec le Parc qui met à disposition un conseiller intervenant sur leur territoire, à la fois sur les communes du Parc et hors Parc.

LES LÉGENDES DU RAPPORT DE LA CHARTE DU PARC



Renvoi vers les objectifs de qualité paysagère (annexe)

OQP n°1

à

OQP n°8

Paysage bâti

OQP n°9

à

OQP n°12

Paysage agricole

OQP n°13

à

OQP n°15

Paysage forestier

OQP n°16

à

OQP n°19

Paysage de nature et de l'eau

OQP n°20

à

OQP n°21

Paysage énergétique

OQP n°22

à

OQP n°26

Paysage à découvrir

OQP n°27

à

OQP n°29

Paysage à reconquérir

La définition de la notion d'objectifs de qualité paysagère, introduite par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages constitue une exigence à laquelle les chartes de Parcs doivent désormais répondre.

Ces objectifs visant à conserver, à accompagner les évolutions ou à engendrer des transformations des structures paysagères seront présentés dans ce carnet des paysages et guideront tout particulièrement la prise de décision en matière de paysage.

Les autres partenaires • ...

Les autres partenaires • ...

Les autres partenaires • ...

Afin de permettre au Parc de pleinement jouer son rôle de fédérateur et d'animateur des réseaux d'acteurs, cette rubrique permet de lister, de manière non exhaustive, tous les partenaires qui pourraient être associés aux actions du Parc, par mesure de la charte. Les rôles de ces partenaires seront définis en fonction des actions mises en place.

Priorisation dans le temps des dispositions

3 ans

Échéance prévisionnelle à court terme (3 ans) = prioritaire

Mi-chartre

Échéance prévisionnelle à moyen terme (7 ans) = urgente

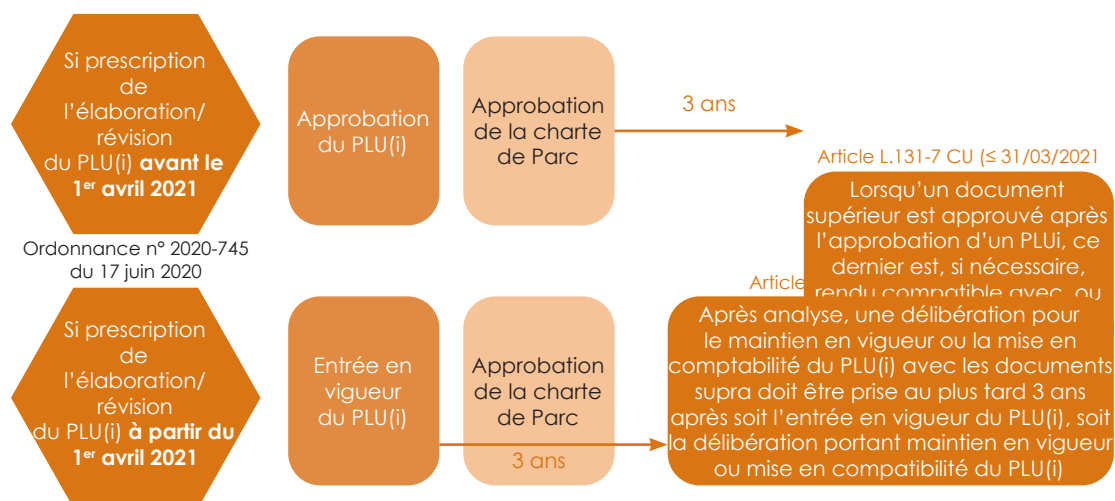
Charte

Échéance prévisionnelle à long terme (15 ans) = au long cours



Les éléments à prendre en compte dans les documents d'urbanisme locaux

Les schémas de cohérence territoriale (SCOT) doivent être compatibles avec les chartes des Parcs naturels régionaux. En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans d'urbanisme inter-communaux (PLUi), les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales doivent être compatibles avec les chartes de Parcs naturels régionaux (Art. L. 131-1, L131-6 et L. 141-10 du Code de l'Urbanisme).



Les articles L131-1 à 7 du Code de l'urbanisme mentionnent désormais que pour les documents d'urbanisme dont la date de délibération pour la révision ou l'élaboration du document concerné est postérieure au 1^{er} avril 2021, les établissements compétents procèdent à « une délibération sur le maintien en vigueur, ou sur la mise en compatibilité » de leurs documents d'urbanisme « au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur faisant suite à l'élaboration ou la révision » de ces documents. Les documents d'urbanisme doivent désormais être rendus compatibles avec la charte dans un délai de trois ans à compter de l'adoption, de la révision, ou de la délibération portant maintien en vigueur du document.

Le SCOT transpose les dispositions pertinentes des chartes de Parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur déclinaison dans les plans locaux d'urbanisme ou les cartes communales.

La charte identifie les dispositions pertinentes transposables dans les documents d'urbanisme à l'aide de cette icône spécifique :



Sont à inclure, pour toute disposition pertinente, les engagements des signataires.

L'identification des dispositions pertinentes constitue un premier décryptage de la charte et fait ressortir les contenus les plus significatifs pour faciliter le travail des auteurs des documents d'urbanisme locaux.

Ces dispositions devront être affinées en fonction des spécificités de chaque document d'urbanisme et de chaque territoire. Les documents d'urbanisme locaux tiendront compte de l'ensemble des éléments identifiés au Plan du Parc et traduiront les orientations et les objectifs chiffrés de respect de la trajectoire de sobriété foncière pour le territoire classé Parc.

Voir annexe page 424 : La transposition des mesures pertinentes dans les documents d'urbanisme.



Les éléments pertinents à prendre en compte dans les documents d'urbanisme locaux identifiés dans la charte du Parc naturel régional du Gâtinais français

ORIENTATION 1 Préserver le patrimoine naturel et restaurer la biodiversité

Mesure 1

Préservons les milieux naturels dans une logique de trames écologiques

- Disposition 1 : Conserver les sites d'intérêt écologique prioritaires
- Disposition 2 : Conforter les connaissances sur le patrimoine naturel grâce à la réalisation d'inventaires et de suivis, et à l'établissement d'un état de conservation des habitats naturels et des populations, puis partager cette connaissance
- Disposition 3 : Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc
- Disposition 4 : Mettre en œuvre la réglementation sur la circulation de véhicules terrestres à moteur

Mesure 4

Protégeons et valorisons le patrimoine géologique remarquable

- Disposition 1 : Protéger les sites géologiques remarquables

ORIENTATION 2 Préserver le patrimoine paysager identitaire

Mesure 6

Préservons et préparons les paysages de demain

- Disposition 1 : Préserver la qualité des paysages emblématiques du Gâtinais français

ORIENTATION 3 Préserver un patrimoine culturel unique

Mesure 7

Préservons et valorisons le patrimoine archéologique exceptionnel

- Disposition 1 : Mettre en valeur le patrimoine archéologique exceptionnel d'intérêt international
- Disposition 2 : Assurer la pérennité des recherches sur les sites archéologiques à haut potentiel de découvertes
- Disposition 3 : Limiter les pressions auxquelles sont soumis certains sites archéologiques et sensibiliser la population sur leur préservation

Mesure 8

Connaissions, restaurons et valorisons le patrimoine bâti du Gâtinais français

- Disposition 2 : Conserver, restaurer et réhabiliter le patrimoine bâti

ORIENTATION 4 Sauvegarder la ressource en eau et favoriser la sobriété de ses usages

Mesure 11

Luttons pour améliorer la qualité de l'eau

- Disposition 1 : Renforcer le service public d'assainissement non collectif et partager son expérience
- Disposition 2 : Limiter les ruissellements et leurs impacts
- Disposition 3 : Protéger la qualité des captages d'alimentation en eau potable

Mesure 12

Assurons une bonne gestion de l'eau dans un contexte de raréfaction

- Disposition 1 : Éduquer sur les usages de l'eau pour une meilleure rationalisation
- Disposition 2 : Expérimenter et développer la réutilisation des eaux grises et usées

Mesure 17

Réduisons la consommation des ressources non renouvelables et favorisons l'utilisation de matériaux biosourcés

- Disposition 3 : Atténuer les effets notables de l'exploitation des matériaux non renouvelables

Mesure 18

Réduisons la consommation d'énergie dans une démarche de sobriété

- Disposition 1 : Mettre en place et suivre les plans d'actions stratégiques pour les économies d'énergie du patrimoine public
- Disposition 2 : Réduire l'éclairage nocturne pour économiser l'énergie et éviter la pollution lumineuse
- Disposition 3 : Favoriser la réhabilitation des logements privés et promouvoir les travaux visant la maîtrise de la consommation d'énergie
- Disposition 4 : Sensibiliser et accompagner tous les publics aux enjeux de la transition énergétique dans une démarche de sobriété

Mesure 19

Favorisons la production sobre d'énergies renouvelables intégrées, locales et citoyennes

- Disposition 2 : Organiser l'implantation des d'énergies renouvelables et de récupération avec l'ensemble des acteurs territoriaux pour permettre une meilleure acceptation

ORIENTATION 7 Maîtriser un urbanisme garant de la qualité de vie en protégeant les éléments fondateurs de l'identité du territoire

Mesure 23

Réhabilitons et aménageons dans le respect de la qualité urbaine, architecturale, écologique et paysagère

- Disposition 1 : Intégrer et réinterpréter l'identité architecturale et paysagère du territoire dans les projets d'urbanisme
- Disposition 2 : Préserver et valoriser le bâti ancien pour que tout remaniement puisse se faire dans son respect

Mesure 24

Garantissons à toutes et à tous l'accès à un logement de qualité

- Disposition 1 : Permettre un parcours résidentiel adapté à tous
- Disposition 2 : Améliorer la performance énergétique des logements anciens et neufs

Mesure 25

Favorisons un aménagement plus sobre, désartificialisons et renaturons les espaces urbains

- Disposition 1 : Promouvoir la sobriété, la résilience et la neutralité carbone face au changement climatique et dans un contexte de transition écologique
- Disposition 2 : Intégrer les principes de composition urbaine qualitative dans tous projets
- Disposition 3 : Renforcer la mixité sociale, fonctionnelle et intergénérationnelle



résilience
environnement
clairière plateaux ressources
valoriser archéologie fragilité
libellules vernaculaire vulgarisation forêt
gestion murs sylviculture agroforesterie
identité science ambres chauves-souris paysage ambition
culture murs chauves-souris patrimoine protéger richesses mares grès
sylviculture recherche inventaire platière coteaux
savoir-faire agroécologie chouettes
préserver adaptation vallées
biodiversité gâtinais chauve-souris rivières
connaissance
création

CONNAÎTRE POUR PROTÉGER LES RICHESSES PATRIMONIALES DU GÂTINAIS FRANÇAIS

Le Parc naturel régional du Gâtinais français dispose d'un patrimoine naturel et culturel exceptionnel, à quelques dizaines de kilomètres de la métropole parisienne. Sa très grande biodiversité, la qualité de ses paysages, ses héritages historiques et ses savoir-faire locaux sont autant d'atouts qui ont contribué à sa reconnaissance mondiale en tant que « Réserve de Biosphère de l'UNESCO » renouvelée en 2023.

Le Gâtinais français abrite une biodiversité exceptionnelle, la plus riche d'Île-de-France. Notre responsabilité est d'atteindre la zéro perte nette de biodiversité afin qu'espèces et milieux naturels parviennent aux générations futures en bon état, grâce à une gestion adaptée de notre territoire. Mais cet objectif ambitieux ne peut être atteint que si chacun y participe, et c'est le rôle du Parc de motiver l'implication de tous.

Les paysages du Parc constituent un patrimoine naturel et culturel remarquable et vivant. Ce n'est pas sans raisons que le Parc est surnommé « pays des milles clairières et du grès » ! Ses paysages ont du caractère : plateaux ouverts et clairières, ceinturés par les coteaux souvent boisés des vallées et vallons secs ou marécageux, épaulés par les massifs boisés de la forêt de Fontainebleau.

Le Parc ne limite pas son action à la préservation des paysages emblématiques. En effet, s'ils ont une dominante rurale, ces paysages n'en sont pas moins en mutation permanente. Ainsi, le respect de ces structures paysagères repose sur une action pédagogique et éducative, qui amène à considérer tout aménagement, quelle que soit sa taille, comme construction du paysage. Le Parc entend promouvoir cette richesse dans la recherche de réponses innovantes, adaptées aux problématiques actuelles, et poursuivre ainsi l'écriture de l'histoire du territoire à travers ses paysages.

Enfin, la qualité du cadre de vie ne saurait se définir sans la conservation et la valorisation des nombreux éléments qui constituent le patrimoine historique du Gâtinais français, la mémoire d'un patrimoine immatériel autour des savoir-faire et la dynamique de la création artistique inspirées par le territoire. Dans tous ces domaines, le rôle du Parc est d'encourager les évolutions de comportements, par la sensibilisation aux bonnes pratiques, par l'expérimentation de solutions alternatives et par la promotion des réalisations exemplaires.

Forts de ces patrimoines exceptionnels, NOTRE AMBITION est de rassembler les acteurs du territoire et de nous donner ensemble les moyens de faire face aux mutations de notre époque (changement climatique, évolutions des pratiques agricoles, urbanisation, forte fréquentation...), afin de les transmettre intacts et renouvelés aux générations futures.

—• Orientation 1

- Préserver le patrimoine naturel et restaurer la biodiversité

—• Orientation 2

- Préserver le patrimoine paysager identitaire

—• Orientation 3

- Préserver un patrimoine culturel unique

Préserver le patrimoine naturel et restaurer la biodiversité

Le Gâtinais français constitue un maillon remarquable et indispensable de la trame écologique régionale, de par son positionnement stratégique entre la vallée de la Bassée et le Massif de Fontainebleau d'une part, et les forêts de Rambouillet et du Vexin français d'autre part. Il a une responsabilité particulièrement forte du fait de la très grande richesse biologique de son territoire, la plus élevée d'Ile-de-France. Le Parc se fixe un objectif de zéro perte de biodiversité dans un contexte où celle-ci est sous pression du fait des effets conjugués de l'intensification des activités humaines et du réchauffement climatique.

Nous continuerons à développer la connaissance sur le patrimoine naturel, notamment sur les zones d'extension du Parc. Mais surtout, nous nous attacherons à valoriser cette connaissance auprès de tous les acteurs du territoire, pour nous assurer que les enjeux biodiversité sont bien pris en compte dans tous les projets. Nous poursuivrons notre travail de connaissance et de conservation de la trame écologique du territoire en concentrant nos efforts sur les trames vertes, bleues noires et brunes. Notre action visera à la fois le bon état de conservation des milieux naturels les plus remarquables (platières, landes, pelouses sur sables, zones humides), mais en intégrant les espaces et les fonctions de la nature ordinaire, en milieu urbain comme agricole, et en intensifiant

nos actions en faveur de la nature en ville et du développement de l'agro-écologie. Enfin, le Parc veillera avec ses partenaires à ce que les espaces les plus riches en biodiversité du territoire intègrent les aires protégées à protection forte.

Avec plus de 30 % de notre territoire, les espaces forestiers forment la colonne vertébrale de notre réseau écologique. Un axe fort de notre action vise à les conforter en tant que réservoirs de biodiversité : adaptation face au changement climatique, développement d'un réseau de vieilles forêts, maintien du bois mort au sol, stockage du carbone...

Notre biodiversité exceptionnelle s'explique par une très grande diversité géologique qui permet l'expression d'une grande mosaïque de milieux naturels et donc d'espèces de faune et de flore. Cette diversité géologique constitue elle aussi un patrimoine exceptionnel, reconnu à l'international (sable et grès de Fontainebleau) que nous devons mieux connaître et mieux valoriser.

Ainsi, le Parc interviendra dans une logique de réseau :

- réseau écologique, afin de maintenir les continuités des milieux naturels et garantir les capacités de dispersion des espèces,
- réseau d'acteurs, en favorisant une protection, une gestion et une valorisation du patrimoine naturel, concertées et partenariales.

Devant ces constats, notre ambition est d'inverser la courbe de pertes de biodiversité grâce au travail en logique de trames écologiques, et d'atténuer les effets de changement climatique sur les richesses biologiques et forestières du territoire.



Mesure 1 • Préservons les milieux naturels dans une logique de trames écologiques



Mesure 2 • Stoppons les pertes d'espèces remarquables ou ordinaires et mettons une politique de reconquête



Mesure 3 • Confortons les espaces forestiers en tant que réservoirs de biodiversité et accompagnons la gestion durable des forêts



Mesure 4 • Protégeons et valorisons le patrimoine géologique remarquable



Mesure 1

Préservons les milieux naturels dans une logique de trames écologiques

Le Parc naturel régional du Gâtinais français possède une diversité de milieux naturels exceptionnelle (41 types d'habitats naturels sur les 47 que contient la région d'après l'écomos 2017). Pour certains de ces milieux, le Parc constitue un bastion régional et a donc une responsabilité très forte vis-à-vis de leur conservation : platières gréseuses, dunes intérieures et pelouses sur sables calcaires, marais tourbeux, mouillères à étoiles d'eau, etc.

Durant la période de validité de la charte 2011-2026, le territoire a su conserver cette diversité de milieux importante, puisque l'analyse de l'occupation des sols montre une stabilité de ces milieux. La présence du Parc associée à l'action de ses partenaires a également permis d'engager de nombreux inventaires sur l'ensemble de son territoire.

Sur le volet de la protection des espaces naturels, la stratégie nationale des aires protégées définie par l'État fixe aux

territoires l'objectif d'avoir 30 % de leur surface en aires protégées et 10 % en aires protégées fortes.

Le Parc dans son intégralité est considéré comme une aire protégée et participe donc à l'atteinte de cet objectif à l'échelle régionale.

Les aires protégées fortes sont des espaces avec une protection foncière, un plan de gestion en faveur de la biodiversité et une surveillance.

Aujourd'hui, 0,6 % du périmètre d'étude sont en protection forte dans sa définition stricte : arrêtés de protection de biotope de la Roche cassée à Vayres-sur-Essonne, de la platière de Meun à Achères-la-Forêt, de la carrière de la Rue Jaune

à Puiset-le-Marais, Réserve naturelle régionale de Larchant, Réserve nationale des sites géologiques de l'Essonne, Réserves biologiques dirigées des Trois Pignons (voir carte 1).

11,9 % supplémentaires du périmètre d'étude sont en protection forte potentielle et seront donc à étudier au cas par cas. Il s'agit des sites bénéficiant de protections réglementaires et/ou foncières : Espaces naturels sensibles des Départements de l'Essonne et de Seine-et-Marne, terrains du Conservatoire des Espaces naturels d'Île-de-France, périmètre régional d'intervention foncière, forêts de protection (voir carte 1).

De plus, un travail de territorialisation de la stratégie nationale des aires protégées mené par l'État et la Région, en concertation avec les acteurs locaux, sur la période 2021-2023, a permis de définir pour notre territoire les sites prioritaires complémentaires venant renforcer le réseau des aires protégées strictes (voir carte 1).

L'ensemble de ces sites permettra d'atteindre 4,3 % supplémentaires en aires protégées fortes.

Le Parc, en concertation avec ses partenaires, souhaite être chef de file pour la mise en œuvre de la stratégie sur son territoire.

Un schéma de trames verte et bleue (voir cartes 2 et 3) a également été réalisé en 2011 selon le processus pilote mis en place à l'échelle des Parcs naturels régionaux d'Île-de-France. Celui de la trame noire a été élaboré en 2023. Ces schémas, complétés par celui de la Région (Schéma régional de cohérence écologique) ont permis de définir les réservoirs de biodiversité du territoire pour chaque sous-trame (forestière, zones humides, pelouses et landes, prairies, trame noire), les continuités entre ces réservoirs ainsi que leur état (fonctionnel ou à restaurer) et les points de ruptures à résorber (autoroute A6, routes départementales 607 et 920, lignes des RER C et D, obstacles sur les rivières...).

Ce travail est encore à compléter, par le Parc et ses partenaires, pour caractériser plus précisément l'état de conservation des réservoirs de biodiversité des sous-trames des pelouses et landes ainsi que des milieux prairiaux et de définir les enjeux de la conservation de la trame brune (continuité des sols en milieu urbain notamment).

Les secteurs d'extension du nouveau périmètre constituent une réelle plus-value écologique en venant compléter les surfaces de milieux emblématiques et permettent une meilleure cohérence du territoire.

NOTRE AMBITION est de **PARFAIRE LA CONNAISSANCE** de notre patrimoine naturel afin de **DÉFINIR LES ACTIONS** à mettre en œuvre pour le **PROTÉGER, le RESTAURER** et le **FAIRE CONNAÎTRE**.

Disposition 1



Charte



Conserver les secteurs d'intérêt écologique prioritaires.

Le Parc met en œuvre, en concertation avec ses partenaires, la déclinaison territoriale de la stratégie nationale des aires protégées en :

- approfondissant et précisant les périmètres des différents sites à protéger en partenariat avec les élus,
- identifiant les bons outils pour en assurer la protection, la gestion et la surveillance,
- mettant en place une concertation et en coordonnant les acteurs du territoire pour la création d'aires protégées fortes et la mise en place d'outils spécifiques pour les sites identifiés le nécessitant.

Les communes d'extension du Parc contribuent au développement des aires protégées 2030 à l'échelle régionale.

Les projets identifiés pour une mise en œuvre de protections fortes de la stratégie nationale des aires protégées à court terme sont :

- les trois Réserves biologiques dirigées en forêt domaniale des Trois Pignons (Milly-la-Forêt et Arbonne-la-Forêt).

Les sites identifiés en priorité 1 lors de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale des aires protégées sont :

- les 16 sites des buttes gréseuses en Essonne sur les 9 communes suivantes : Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Boissy-le-Cutté, Bouray-sur-Juine, Cerny, D'Huisson-Longueville, La Ferté-Alais, Janville-sur-Juine, Auvers-Saint-Georges,
- le marais de Buthiers,
- le Pont de Roncevaux à Buthiers,
- les zones humides de Boutigny-sur-Essonne, Vayres-sur-Essonne et Guigneville-sur-Essonne,
- l'extension et le renforcement des sites des pelouses calcaires du Gâtinais sur les communes de Champmotteux, Gironville-sur-Essonne, Maisse, Milly-la-Forêt, Puiset-le-Marais, Valpuiseaux.

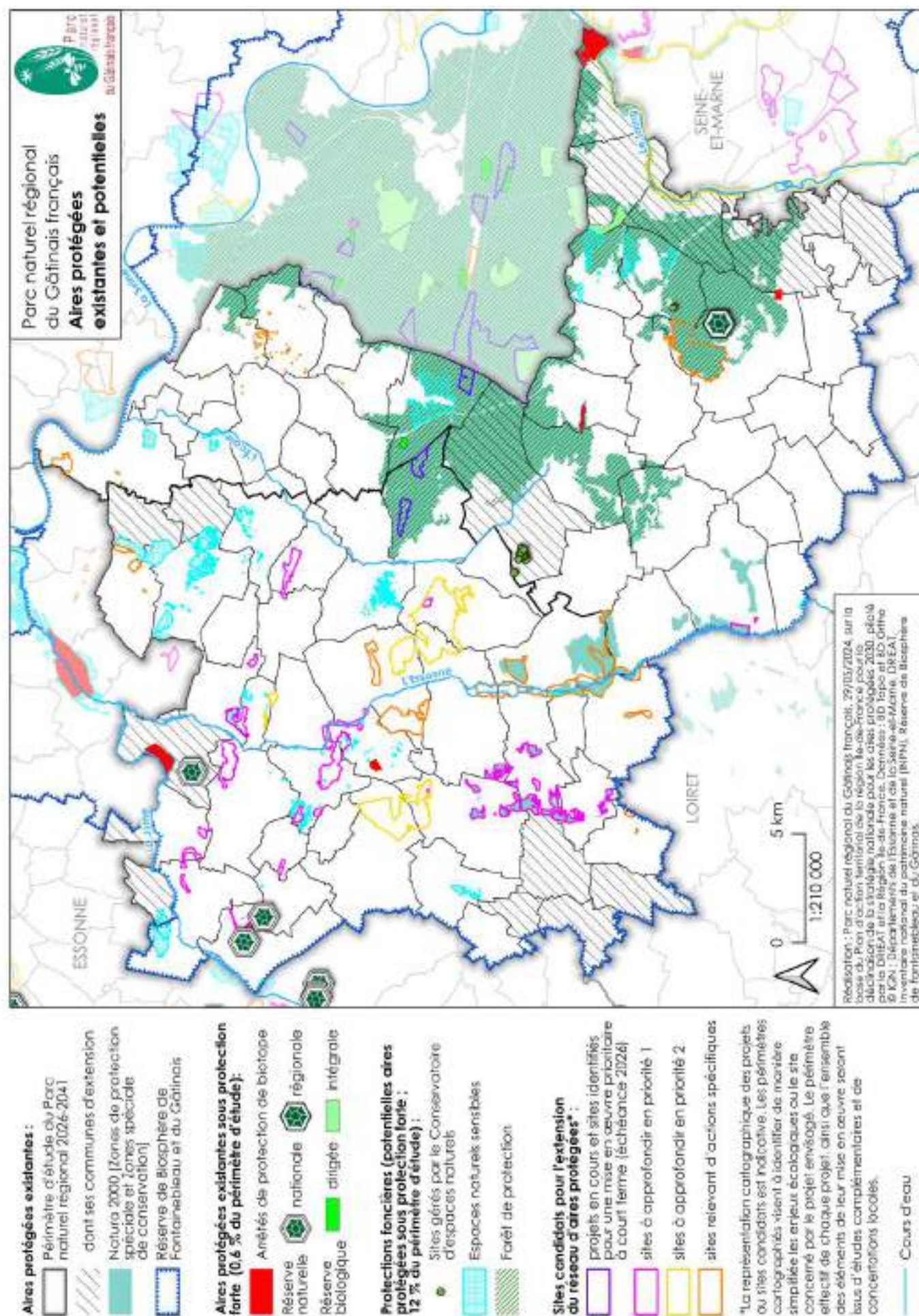
Les sites identifiés en priorité 2 sont :

- le Coteau des vieilles vignes à La Ferté-Alais,
- le Bois de Beaumont à Bouville,
- le Bois de Milly-la-Forêt,
- la vallée du Loing.

Les sites identifiés comme nécessitant la mise en place d'outils particuliers (de type acquisition foncière, convention, Obligation réelle environnementale, création de zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, etc.) sont :

- le Bois de la Commanderie à Larchant,
- les réseaux des mares et mouillères du Gâtinais et de la plaine de Bière,
- la mare Bartelet de Chevannes,
- les zones humides de Boigneville à Maisse,
- les Friches de l'Enfer à Courdimanche-sur-Essonne,
- le Coteau des Singes verts à Boutigny-sur-Essonne,
- la carrière et le Bois de la Meule à Brouy,
- le Coteau de Prinvaux à Boigneville.





Disposition 2

Charte

Conforter les connaissances sur le patrimoine naturel grâce à la réalisation d'inventaires et de suivis, et à l'établissement d'un état de conservation des habitats naturels et des populations, puis partager cette connaissance.

- Réaliser des inventaires et des suivis habitats, faune, flore, en priorité sur les milieux et espèces les moins étudiés ou à forte responsabilité pour le territoire (milieux ou espèces patrimoniales ou en danger dont le territoire héberge une forte proportion de l'effectif).
- Participer en concertation avec ses partenaires à la mise à jour des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) 1 et 2.
- Impliquer les acteurs du territoire dans l'amélioration de nos connaissances sur la biodiversité afin que tous participent à sa conservation.
- Intégrer les actions d'acquisition de la connaissance sur le patrimoine naturel dans les dispositifs régionaux et nationaux (Géonot'IdF, système d'information sur la nature et les paysages - SINP).
- Faire la synthèse des richesses du Parc, la transmettre et l'expliquer aux habitants, élus et acteurs du territoire, afin qu'ils puissent la prendre en compte le plus en amont des projets et dans leur gestion quotidienne (atlas communaux et intercommunaux de la biodiversité...).



Disposition 3



Charte



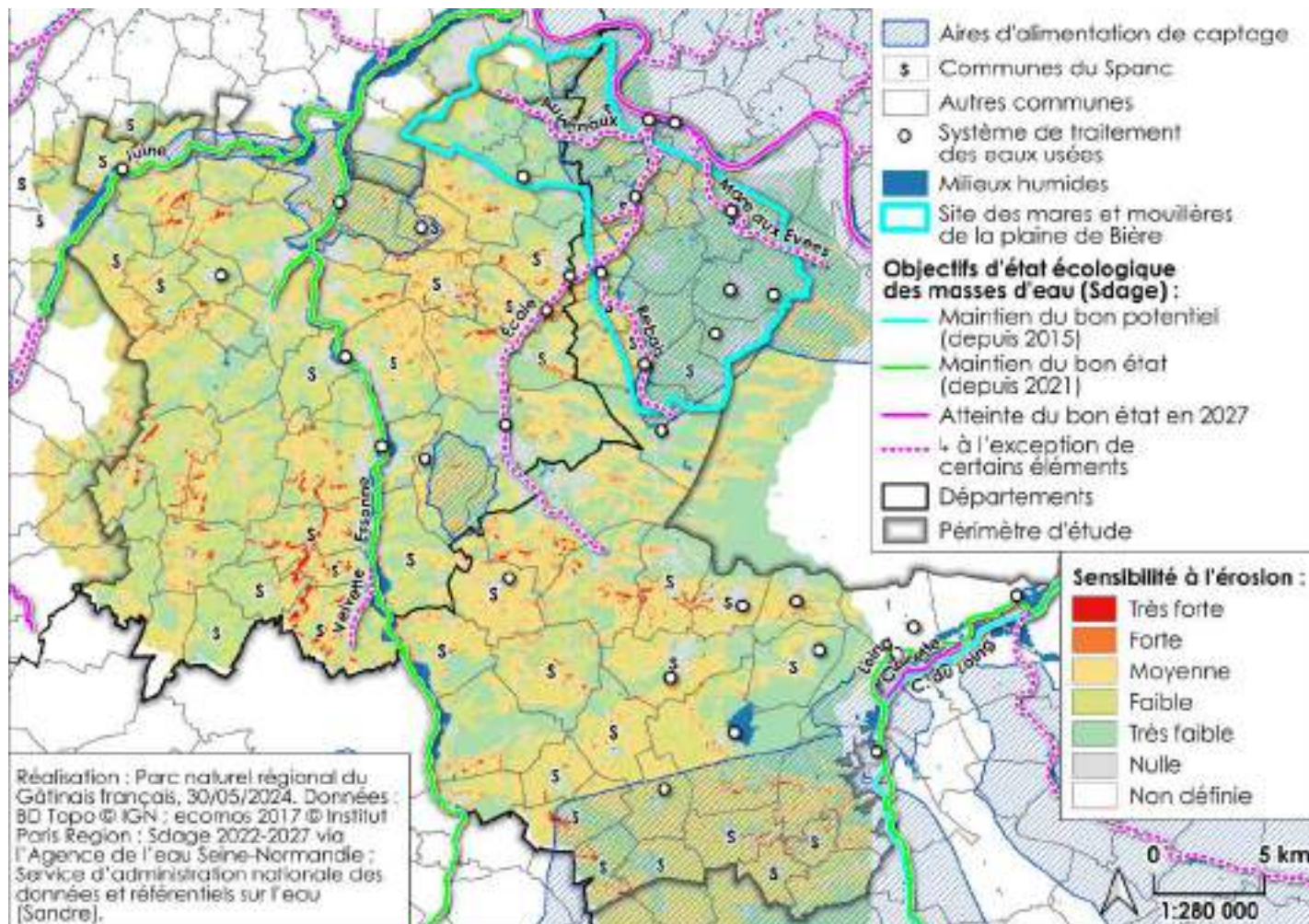
Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc.

Un schéma de trames verte et bleue a également été réalisé en 2011 selon le processus pilote mis en place à l'échelle des Parcs naturels régionaux d'Île-de-France permettant de définir les réservoirs de biodiversité du territoire pour chaque sous-trame (forestière, des zones humides, des pelouses et landes, des prairies, trame noire), les continuités entre ces réservoirs ainsi que leur état (fonctionnel ou à restaurer) et les points de ruptures à résorber.

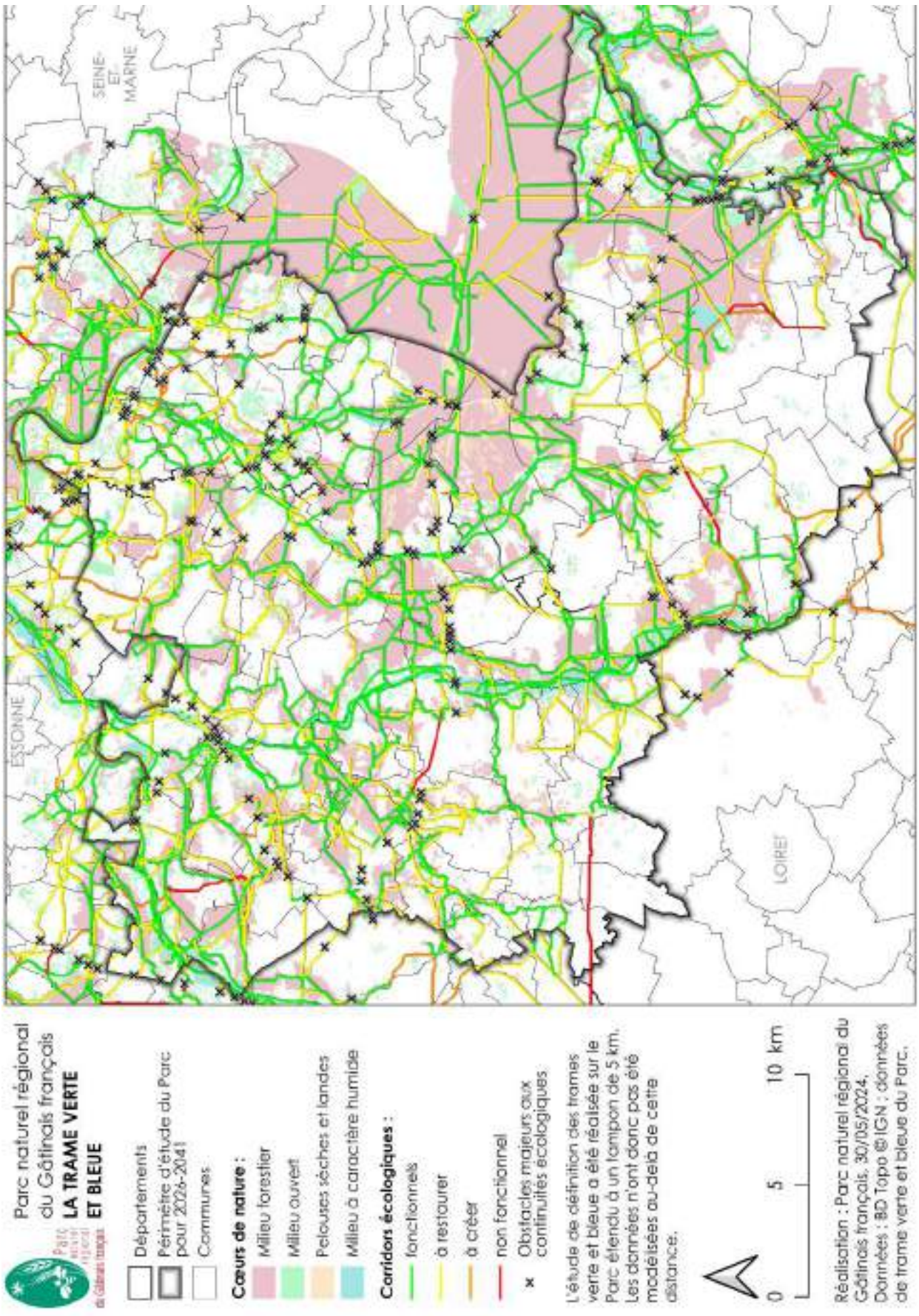
Le Parc met en œuvre avec ses partenaires une stratégie d'actions pour la préservation et la restauration des continuités écologiques à l'échelle du Parc. Cette stratégie vise notamment à :

- développer la connaissance sur les réseaux écologiques du Parc et plus particulièrement sur certaines continuités encore assez méconnues : pelouses et landes, trame prairiale, anciens fronts de taille, trame brune,
- identifier, préserver et restaurer les continuités écologiques dans les documents d'urbanisme,
- mettre en œuvre, en partenariat avec les acteurs socio-économiques, des actions de préservation et restauration des réseaux écologiques (mesures agro-écologiques, trame vieux bois, passages à faune, plantation de haies, restauration de zones humides, clôtures perméables à la faune, gestion extensive des espaces herbacés, gestion écologique en ville...),
- accompagner les communes dans la restauration de continuités : réalisation de passage à faune dont les amphibiens (trame turquoise), gestion écologique des espaces communaux, plantation de haies et de vergers, restauration de mares, extinction totale en été des éclairages publics communaux, interdiction de l'éclairage sur les secteurs à enjeux écologiques (lisières, mares, cours d'eau, gîtes pour la faune nocturne...).

Carte 2 : Milieux aquatiques, schéma de la trame bleue



Carte 3 : Schéma des trames verte et bleue



Disposition 4



Charte

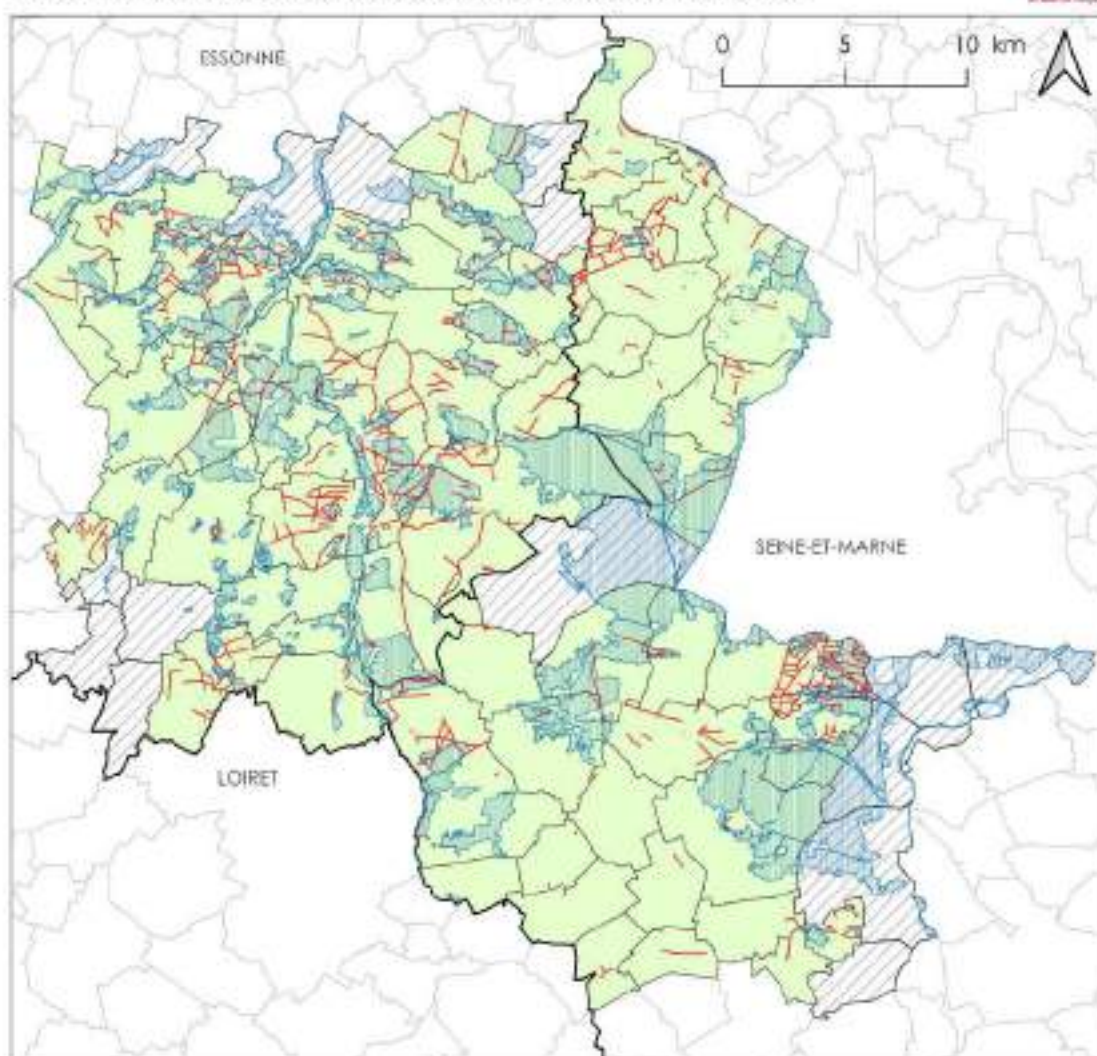
Mettre en œuvre la réglementation sur les véhicules terrestres à moteur.

- Mettre en œuvre la réglementation sur la circulation des véhicules terrestres à moteur, en tenant compte de l'évolution des usages : en particulier, il s'agira d'accompagner les communes à la prise d'arrêtés interdisant de manière saisonnière ou totale, la circulation des véhicules terrestres à moteur, en priorité dans les secteurs d'intérêt écologique identifiés au plan de Parc, de garantir l'identification de ces chemins par l'installation de panneaux et barrières. Cette action sera prioritaire sur les communes d'extension, nouvelles dans le périmètre du Parc.
- Sensibiliser tous les publics sur les risques de surfréquentation des milieux naturels, notamment liés à la circulation des véhicules terrestres à moteur sur tous les chemins et en particulier ceux protégés par un arrêté.

Parc naturel régional du Gâtinais français

ÉTAT DES LIEUX DES COMMUNES AYANT PRIS UN ARRÊTÉ

RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION DES VÉHICULES TERRESTRES À MOTEUR



- | | |
|---|---------------------------------|
| Départements | Chemins concernés par un arrêté |
| Communes du Parc 2011-2026 ayant pris un arrêté | Secteurs d'intérêt écologique |
| Communes d'extension pour la charte 2026-2041 | |

Environ 496 km de chemins sont protégés par un arrêté. 208 km d'entre-eux (42 %) sont situés dans un secteur d'intérêt écologique ou à proximité (20 m).

Le tracé et la longueur des chemins représentés sur la présente carte sont basés sur les arrêtés communaux. Ces données sont indicatives ; seuls les arrêtés pris par chacune des communes font foi.

Réalisation : Parc naturel régional du Gâtinais français, 13/11/2023. Sources : BD Topo © IGN ; arrêtés de circulation communaux compilés par le Parc naturel régional du Gâtinais français.

Disposition 5

Charte



Sensibiliser à la fragilité des milieux naturels du territoire.

- Localiser les milieux naturels les plus concernés par un risque de dégradation lié à la surfréquentation, et faire l'analyse des pratiques et usages sur ces secteurs afin d'évaluer leurs impacts, notamment les véhicules de loisirs à assistance électrique.
- Connaître les usagers et visiteurs et les sensibiliser afin que chacun se sente « le gardien » de ces milieux.

Le rôle du syndicat mixte

- √ Participer à la mise à jour des ZNIEFF 1 et 2, avec ses partenaires.
- √ Réaliser des inventaires sur les zones d'extension du Parc et sur les espaces et groupes d'espèces peu connus.
- √ Articuler les actions sur la connaissance avec les dispositifs nationaux, régionaux et départementaux (système d'information sur la nature et les paysages, base de données du Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien, Géonot'dF, etc.).
- √ Accompagner les Communes et les Communautés de Communes et d'agglomération pour la réalisation d'études écologiques avant les projets de travaux ayant un impact sur le milieu naturel et pour leur restauration.
- √ Mettre à disposition de nos partenaires les données naturalistes et les études.
- √ Expliquer à tous ce qui fait la richesse écologique de notre territoire afin de mieux la préserver.
- √ Participer à la gestion des sites Natura 2000 et animer plus particulièrement le site de la Haute-Vallée de l'Essonne.
- √ Animer et coordonner la mise en œuvre régionale de la stratégie nationale des aires protégées (SNAP) sur l'ensemble de son territoire en :
 - définissant les périmètres des différents sites à protéger,
 - identifiant les bons outils pour assurer la protection, la gestion et la surveillance des sites,
- accompagnant le montage des dossiers pour la création d'aires protégées fortes et la mise en place d'outils spécifiques pour les sites identifiés le nécessitant.
- √ Compléter les inventaires sur les trames écologiques, notamment la trame brune et les sous-trames pelouses, landes et milieux prairiaux.
- √ Mener des actions de préservation et de création des trames écologiques et veiller à leur protection dans les documents de planification.
- √ Mener des actions de restauration des points de rupture sur les trames écologiques.
- √ Assurer la non-vocation des secteurs d'intérêt écologique prioritaires à accueillir l'exploitation industrielle des ressources du sous-sol.
- √ Accompagner les mesures de compensation sur le territoire.
- √ Sensibiliser directement et indirectement (par le biais de relais, d'ambassadeurs, de réseaux etc.) les usagers et visiteurs des milieux naturels fragiles.
- √ Initier une réflexion sur la capacité d'accueil des milieux naturels vis-à-vis de la fréquentation.
- √ Contribuer à la réflexion sur de nouvelles trames (turquoise, blanche, aérienne...).

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Maintenir et restaurer les continuités écologiques sur les infrastructures et aménagements dont ils sont gestionnaires.

État, Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Mettre à disposition les données naturalistes produites ou récoltées par leurs différents services dans la mise en œuvre de leurs politiques (Réserves naturelles régionales, atlas de la biodiversité, inventaires Espaces naturels sensibles...), associer le Parc aux études qui intéressent son territoire et lui communiquer ces études, intégrer les données produites par le Parc.
- Transmettre les données des observatoires de la fréquentation mis en place sur le territoire.

État

- Poursuivre, en collaboration avec le Parc, l'expérimentation du suivi de milieux ou espèces (chiroptères, par exemple) lorsque le territoire du Parc constitue une échelle pertinente.
- Mettre à jour en continu les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), notamment via le financement de cette mise à jour.
- Associer le Parc pour les créations ou les extensions de sites Natura 2000.
- Piloter la mise en œuvre de la stratégie nationale des aires protégées et participer via les outils dont il a la compétence à la protection forte du territoire (Réserve naturelle nationale, Arrêté de protection de biotope ou d'habitats naturels, Forêts de protection, réserves biologiques intégrales et dirigées, etc.).
- S'assurer de la prise en compte de la charte et du plan du Parc, dans les documents d'urbanisme, sur les thématiques de la protection du patrimoine naturel et du maintien des continuités écologiques, particulièrement sur les continuités et les secteurs écologiques prioritaires qui sont repérés au plan du Parc.

Conseil régional d'Île-de-France

- Inciter ses partenaires et organismes associés concernés à réaliser des listes rouges régionales et soutenir les actions de protection des espèces liées à ces listes.
- Associer le Parc et prendre en compte ses propositions dans la mise en œuvre de sa politique de préservation de la biodiversité.
- Participer via les outils dont il a la compétence à la protection forte du territoire (Réserve naturelle régionale, périmètre régional d'intervention foncière, etc.).

- Financer la contractualisation et l'animation pour la mise en œuvre de la Directive Oiseaux et Habitats (Natura 2000) sur le territoire du Parc, notamment le site de la Haute-Vallée de l'Essonne.
- Étudier et mettre en œuvre un principe d'éco-conditionnalité de ses aides aux collectivités.
- Intégrer les thématiques de protection des milieux naturels et de maintien des continuités écologiques dans les actions qu'il mène et les compétences qu'il exerce.
- Faire valoir les enjeux de préservation du patrimoine naturel et les orientations de la charte du Parc auprès des instances où il siège (Île-de-France Mobilité par exemple).

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Associer le Parc à la mise en place et la gestion des espaces naturels sensibles sur le territoire du Parc.
- Participer via les outils dont ils ont la compétence à la protection forte du territoire (Espaces naturels sensibles via des acquisitions et la mise en place de convention de gestion).
- Étudier et mettre en œuvre un principe d'éco-conditionnalité de leurs aides aux collectivités.
- Intégrer les thématiques de protection des milieux naturels et de maintien des continuités écologiques dans les actions qu'ils mènent et les compétences qu'ils exercent (gestion différenciée des bords de route, maintien des lisières forestières...).
- Faire valoir les enjeux de préservation du patrimoine naturel et les orientations de la charte du Parc auprès des instances où ils siègent.
- Prendre en compte la réduction des nuisances sonores dans les aménagements routiers.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Faire connaître auprès des habitants les données des atlas biodiversité et des études réalisées sur leur territoire.
- Associer le Parc à la réalisation des atlas intercommunaux de la biodiversité.
- Communiquer au Parc les données dont elles ont connaissance.
- Participer via les outils dont elles ont la compétence à la protection forte du territoire (acquisitions foncières, etc.).
- Mettre en place une gestion favorable à la biodiversité dans leurs espaces publics : création d'habitats diversifiés (prairies fleuries, zones humides...), plantations d'espèces

locales et de plantes couvre-sol, pratique de la gestion différenciée, lutte contre les espèces exotiques envahissantes...

- Intégrer dans les outils de planification d'urbanisme la protection des trames verte et bleue à minima et des secteurs d'intérêt écologique prioritaires repérés au plan du Parc.
- Prendre en compte des dispositions de la charte sur la protection et la gestion des milieux naturels dans les actions qu'elles mènent et les compétences qu'elles exercent (Gemapl...).
- Solliciter le Parc le plus en amont possible avant tout projet modifiant l'affectation du sol, pour bénéficier de son expertise et plus particulièrement sur les secteurs d'intérêt patrimonial identifiés dans les atlas biodiversité.
- Demander un avis du Parc le plus en amont possible pour tous les permis d'aménager et permis de construire ayant un impact sur la biodiversité.

- Protéger dans les outils de planification d'urbanisme les éléments patrimoniaux (mares, vieux murs, hirondelles...) issus des porter à connaissance du Parc.
- Solliciter l'appui du Parc pour la protection et la gestion des milieux naturels sur les propriétés communales (zones humides de l'Essonne, de l'École et de la Juine, pelouses calcicoles, platières gréseuses et landes notamment), hors zones de préemption espaces naturels sensibles.
- Favoriser une gestion douce des lisières forestières (privilégier les lisières étagées, éviter les gabarits de coupe).
- Préserver le site des mares et mouillères, par exemple de la Plaine de Bière.
- Dans la première année de la charte, prendre des arrêtés pour interdire la circulation des véhicules terrestres à moteur sur les voies et chemins ouverts à la circulation traversant les secteurs d'intérêt écologique prioritaires de leur territoire, sauf aux ayants droit.

Les autres partenaires • Île-de-France Nature • Institut Paris Région (Agence régionale de la biodiversité et Département environnement urbain et rural) • BruitParif • Autorité de contrôle des nuisances sonores aériennes (ACNUSA) • Société des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône • Office national des forêts • Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais • Station d'écologie forestière de l'Université Paris Cité • Conservatoire d'espaces naturels d'Île-de-France, syndicats de rivière • Union des amis du Parc • Gestionnaires et propriétaires des réseaux routiers et ferrés • Syndicats de rivière • Fédérations de chasse et de pêche • Chambres d'agriculture • Centre régional de la propriété forestière • Muséum national d'Histoire naturelle • Conservatoire botanique national du bassin parisien • Société nationale d'horticulture de France • Acteurs du tourisme du territoire (offices de tourisme, hébergeurs, sites touristiques...), et prescripteurs (fédérations sportives, associations sportives ou autres, presse spécialisée, influenceurs, agences de voyage...) • Conservatoire des espaces naturels d'Île-de-France • Associations locales dont l'Association des Naturalistes de la Vallée du Loing (ANVL) et NaturEssonne • Carriers...

Plan du Parc

	Continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver		Sites archéologiques à haut potentiel de découverte
	Secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver		Espaces forestiers à préserver et valoriser
	Mares et mouillères du secteur de la Plaine de Bière		Espaces agricoles à maintenir
• Mares et mouillères à préserver			Eau, marais et zones humides à préserver
	Sites d'intérêt pour la faune à préserver		Carrières industrielles à insérer dans le paysage et à revaloriser pour des intérêts agricoles et naturels
	Sites d'intérêt régional pour hibernation des chiroptères		Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc
	Sites de migration d'amphibiens		Décliner la stratégie nationale des aires protégées
	Secteurs de reproduction des chouettes chevêches		Sauvegarder les milieux aquatiques et préserver la qualité de l'eau
	Secteurs de nidification des busards		Préserver le ciel et l'environnement nocturnes (trame noire)
	Alignements d'arbres ou arbres isolés		
	Cressonnières en activité		



OQP n°16

OQP n°17

OQP n°21

OQP n°25



QUESTION ÉVALUATIVE

L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis d'atteindre au minimum 10 % du territoire en protection forte ?



- **Part du territoire couverte par des dispositifs de protections environnementales fortes de nature réglementaire selon la Stratégie nationale des aires protégées (SNAP).**

Type : observation du territoire

Cet indicateur a pour objectif d'évaluer la part du territoire couverte par des dispositifs de protection forte selon la SNAP de nature réglementaire : réserves naturelles nationales et régionales, arrêtés de protection de biotope, de géotope et des habitats naturels, réserves biologiques domaniales intégrales et dirigées.

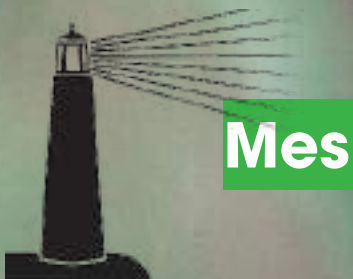
Échelle géographique : Parc

Unité : % de la surface du territoire

Fréquence de mise à jour : plusieurs données mises à jour à des moments différents

État de départ : à définir selon les critères de détermination du niveau « protection forte » de la SNAP. Estimation de 1 à 8 % aujourd'hui selon les zonages considérés.

➡ **Objectif cible en fin de charte : 10 % du territoire du Parc couvert.**



Mesure 2

Stoppons les pertes d'espèces remarquables ou ordinaires et menons une politique de reconquête

Le Parc possède une diversité faunistique et floristique exceptionnelle, la plus riche d'Île-de-France, due à la diversité de ses milieux naturels. Le territoire est particulièrement étudié, on dénombre 159 351 observations réalisées depuis 2011, soit 2 249 espèces faunistiques et 1 228 espèces floristiques.

La diversité floristique du Parc représente 83 % de la diversité francilienne (dont 200 espèces listes rouges, 80 espèces protégées nationales ou régionales et 250 espèces déterminantes zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique). La responsabilité du Parc pour leur conservation est très forte et se porte, comme pour les milieux naturels, sur les plantes des pelouses calcaires, les messicoles, les plantes des platières gréseuses ou des zones humides (marais tourbeux et mouillères agricoles).

2 249 espèces faunistiques ont été inventoriées entre 2011 et 2021. Les taxons les plus observés sont ceux des oiseaux et des insectes représentant respectivement 52 % et 32 % des observations, soit près de 84 % des données acquises sur le territoire. Les taxons les moins observés sont ceux des mollusques (292 données), des crustacés (110 données), des poissons (92 données) et des myriapodes (49 données). Lors de la deuxième charte (2011-2026), plusieurs espèces sont revenues sur le territoire comme le castor d'Europe dans la vallée de l'Essonne ou le hibou grand-duc dans le sud de la Seine-et-Marne.

Dans les listes rouges régionales, le Parc compte 48 des 62 espèces d'oiseaux nicheurs et 42 espèces d'insectes, avec une responsabilité forte sur les papillons et les odonates. Pour les autres groupes, le Parc recense 19 espèces de chauve-souris (dont 4 sur la liste rouge régionale), 16 espèces d'amphibiens sur les 17 d'Île-de-France et 11 reptiles sur les 12 espèces franciliennes.

Depuis la fin des années 2010, les études scientifiques se multiplient et confirment le même résultat alarmant : partout en Europe et dans le monde, la nature ordinaire régresse. Cette baisse concerne tout d'abord les insectes avec une baisse de 1 à 2 % par an en moyenne des populations, soit 40 % d'individus en moins en 40 ans en Europe.

Or les insectes sont à la base des chaînes alimentaires. Du coup, c'est toute la faune et la flore qui diminuent. Et petit à petit c'est toute la nature ordinaire dans son ensemble qui devient menacée, comme les oiseaux d'Europe avec une perte de 20 millions d'individus par an. En France, dans les vingt dernières années, ce sont 43 espèces d'oiseaux ordinaires sur 123 qui sont en régression. Et pour les chauve-souris le constat est identique : 43 % de moins pour les populations de chauve-souris ordinaires en France sur les 15 dernières années (2006-2021). Les principales causes de cette régression sont maintenant bien connues : urbanisation, agriculture intensive et changement climatique. Il est désormais urgent d'agir !

Le Parc mène depuis 1999 de nombreuses actions de conservation des espèces faunistiques et floristiques, remarquables comme ordinaires : inventaires, restauration de plus de 80 mares et mouillères, restaurations de pelouses calcaires et de platières, plantations de vergers, aménagements pour chauve-souris, chouettes effraie et chevêche, plantations et restaurations de haies, plantations de vergers pâturés, plantations d'arbres en grandes cultures, pâturage ovin en grandes cultures, mise en place de passages à faune, extinction totale de l'éclairage public en cœur de nuit, gestion écologique des espaces communaux (dont trottoirs et cimetières), etc.

NOTRE AMBITION est de stopper les pertes et d'augmenter, voire de faire réapparaître, les populations d'ESPÈCES REMARQUABLES COMME ORDINAIRES ayant fortement régressé : **ATTEINDRE LA ZÉRO PERTE NETTE DE BIODIVERSITÉ.**

Disposition 1

Charte

**Mener des actions de conservation des espèces remarquables.**

- Mettre en œuvre les plans nationaux et régionaux d'actions, pour les odonates, les plantes messicoles, les chiroptères, les pollinisateurs sauvages, les milieux prairiaux, les mouillères etc. Pour ce faire, il mènera des actions d'expérimentations en lien avec les acteurs concernés.
- Veiller au suivi régulier des stations d'espèces à enjeux les plus menacées.
- Élaborer et mettre en œuvre, en collaboration notamment avec le Conservatoire botanique national du Bassin parisien et les services des espaces naturels sensibles, les plans de conservation des espèces végétales menacées pour lesquelles le territoire du Parc a une responsabilité.
- Créer des synergies avec les partenaires pour la protection des espèces remarquables (Réseau de transport d'électricité (RTE), EDF, Eau de Paris, Enedis, fédération de chasse, fédération nationale des syndicats d'exploitants agricole (FDSEA)...).
- Préserver les gîtes de parturition et d'hibernation de chiroptères, avérés ou potentiels, en accompagnant les propriétaires et en réalisant des aménagements adaptés.
- Accompagner les réseaux de protection de la biodiversité en milieux agricoles (busards, hiboux des marais, oedicnèmes, outardes...).
- Soutenir le maintien des espèces liées aux carrières (guêpiers d'Europe, hirondelles des rivages, crapaud calamite...).
- Faciliter la cohabitation des activités d'élevage avec les espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (retour des grands prédateurs comme le loup).
- Grâce à la sensibilisation, améliorer la cohabitation entre les acteurs et les habitants du territoire et la biodiversité remarquable (serpent, herbiers aquatiques, vieux bois...).



Disposition 2

3 ans

Contribuer au rétablissement des populations d'espèces ordinaires.

- Porter à connaissance des collectivités et porteurs de projets les enjeux de biodiversité remarquable comme ordinaire et proposer des actions concrètes à mettre en œuvre.
- Initier des opérations groupées de végétalisation et de gestion écologique en milieu urbain dans une démarche de reconquête des espaces publics et privés.
- Produire des guides et des fiches pratiques mis à disposition des acteurs du territoire (gestion écologique des trottoirs, création, restauration et entretien des mares de village, jardins au naturel, favoriser les pollinisateurs sauvages dans la gestion des espaces verts, etc.).
- Faire protéger les colonies d'oiseaux et de chiroptères installées sur le patrimoine bâti et favoriser l'installation de nouvelles colonies.
- Lutter contre les espèces invasives, notamment par des actions de formation des acteurs locaux pour les accompagner dans les choix des essences végétales à privilégier.



Disposition 3

Charte



Développer l'agro-écologie pour favoriser la biodiversité en milieu agricole, dans une perspective d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Le développement de l'agro-écologie contribue à la préservation de la biodiversité mais aussi au rétablissement des trames verte et bleue, au stockage de carbone, à la qualité de l'eau, à la gestion du ruissellement...

- Maintenir et développer le pâturage ovin en grandes cultures.
- Poursuivre l'accompagnement des agriculteurs pour leurs projets agro-forestiers.
- Développer la gestion écologique des espaces prairiaux (notamment avec les centres équestres).
- Favoriser l'exploitation agricole sur des petites surfaces, notamment pour le maraîchage, la culture de plantes aromatiques et médicinales...

Le rôle du syndicat mixte

- √ Veiller avec ses partenaires au suivi régulier des stations d'espèces à enjeux les plus menacées.
- √ Mettre en œuvre les plans nationaux et régionaux d'actions (notamment chirop- tères (chauve-souris), messicoles (plantes agricoles), odonates (libellules), milieux prairiaux, pollinisateurs sauvages, etc.).
- √ Mettre en œuvre, avec ses partenaires, les plans de conservation des espèces végétales menacées pour lesquelles le Parc a une forte responsabilité.
- √ Sensibiliser, conseiller et accompagner les collectivités, les porteurs de projets et les aménageurs du territoire afin que les espèces animales et végétales sauvages soient maintenues et la biodiversité ordinaire d'une manière générale favorisée.

- √ Initier des opérations de reconquêtes des espaces publics et privés en milieu urbain, par exemple déminéralisation de l'espace public (dont les parkings), restauration des mares de villages, végétalisation des cimetières, renaturation des trottoirs quand c'est possible et des espaces publics, restauration et plantations de vergers, plantations de haies, jardins au naturel, toits végétalisés, pose de nichoirs, etc.
- √ Accompagner les éleveurs du territoire afin de développer le pâturage en grandes cultures et une gestion plus écologique des milieux prairiaux.
- √ Faciliter la cohabitation entre les activités pastorales et le loup si celui-ci venait à s'installer sur le territoire ou à proximité.
- √ Poursuivre l'accompagnement technique et financier des projets agro-forestiers des agriculteurs.



Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Soutenir la rédaction et la mise en œuvre des plans régionaux d'actions sur les espèces ou les milieux.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne, Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Participer à la veille et à la lutte contre les espèces envahissantes et impactantes, en développant un programme de veille et de lutte quand ils sont gestionnaires d'espaces, en sensibilisant les habitants.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne, Communautés d'agglomération et Communautés de Communes

- Participer à la préservation des espèces à enjeux et de leurs habitats dans le cadre de leurs politiques :
 - schéma régional de cohérence écologique, stratégie régionale pour la biodiversité, réserves naturelles régionales...,
 - espaces naturels sensibles,
 - documents d'urbanisme, leurs projets d'aménagement ainsi que dans la gestion des espaces.

Conseil régional d'Île-de-France

- Impliquer le Parc dans les déclinaisons régionales de la stratégie nationale biodiversité dont celles portant sur les plans de restauration d'espèces.
- Étudier et mettre en œuvre un principe de préservation de la biodiversité dans ses aides aux collectivités (par exemple vis-à-vis de la restauration du petit patrimoine, prévoir l'accueil de la petite faune...) pour les projets qu'elle finance.
- Formaliser un bilan annuel des subventions octroyées par la Région Île-de-France sur les communes du Parc en lien avec la biodiversité.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Réfléchir à conditionner leurs aides aux collectivités, notamment pour la restauration du bâti, à la prise en compte des possibilités d'accueil de la faune sauvage (notamment rapaces nocturnes, chiroptères...).
- Solliciter l'avis du Parc pour tout dossier de subvention sur une commune du Parc en lien avec la biodiversité.
- Appliquer les principes de gestion différenciée, sans intrants et de végétalisation d'essences locales dans les aménagements routiers.

Communautés d'agglomération et Communautés de Communes

- Intégrer les besoins des espèces naturelles dans les documents de planification (continuités écologiques).
- Appliquer les principes de gestion différenciée sans intrants et de végétalisations d'essences locales dans les espaces dont ils sont propriétaires ou dont ils ont la charge.
- Impliquer le Parc en amont des projets ayant des incidences sur les milieux naturels et les espèces.

Communes

- Prendre en compte dans leurs documents d'urbanisme les besoins des espèces naturelles (dont les continuités écologiques, protection des arbres isolés et haies, mares et mouillères...).
- Identifier et prendre en compte les besoins des espèces remarquables recensées sur leur territoire et agir en faveur des espèces ordinaires, par une gestion différenciée des espaces verts, des techniques de restauration du bâti compatibles avec l'accueil de la faune sauvage...



Les autres partenaires • Conservatoire botanique national du Bassin parisien • Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais • Station d'écologie forestière de l'Université Paris Cité • Union des amis du Parc • Associations de protection de la nature et de l'environnement dont l'Association des Naturalistes de la Vallée du Loing (ANVL) et NaturEssonne... • Réseau de transport d'électricité • Électricité de France • Eau de Paris • Enedis • Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles • Fédérations de chasse et de pêche • Chambres d'agriculture • Centre régional de la propriété forestière • Syndicats de rivière • Office français de la biodiversité • Office national des forêts • Office national de la chasse et de la faune sauvage • Office national de l'eau et des milieux aquatiques • FREDON • Groupement de défense sanitaire apicole • Carriers

Plan du Parc

 Continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver

 Secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver

 Mares et mouillères du secteur de la Plaine de Bière

- Mares et mouillères à préserver

Sites d'intérêt pour la faune à préserver

 Sites d'intérêt régional pour hibernation des chiroptères

 Sites de migration d'amphibiens

 Secteurs de reproduction des chouettes chevêches

 Secteurs de nidification des busards

 Alignements d'arbres ou arbres isolés

 Espaces forestiers à préserver et valoriser

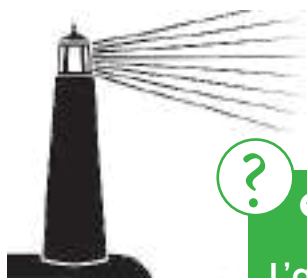
 Espaces agricoles à maintenir

 Eau, marais et zones humides à préserver

 Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc

 Sauvegarder les milieux aquatiques et préserver la qualité de l'eau

 Préserver le ciel et l'environnement nocturnes (trame noire)



QUESTION ÉVALUATIVE

L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis d'atteindre l'objectif de zéro perte nette de biodiversité ?

● Nombre de petites zones humides restaurées par l'action du Parc

Type : indicateur de réalisation

Cet indicateur vise à évaluer notre effort pour contribuer à la restauration de la trame bleue. En 2023, 930 mares sont caractérisées et 130 mares sont notées comme à restaurer.

Échelle géographique : commune

Unité : nombre de mares et mouillères

Fréquence de mise à jour : annuelle

➡ **Objectif cible en fin de charte** : 80 mares et mouillères supplémentaires restaurées.

● Évolution des populations de chauve-souris communes sur le territoire du Parc

Type : observation du territoire

Cet indicateur vise à évaluer l'évolution de sept espèces ou groupes d'espèces de chauve-souris communes sur le territoire du Parc.

Échelle géographique : Parc

Unité : nombre d'individus

Fréquence de mise à jour : annuelle

État de départ à définir : population de 7 espèces ou groupes d'espèces chiroptères sur la période 2007-2022.

● Surface et linéaires de projets en agroforesterie sur le territoire

Type : indicateur de résultat

Cet indicateur a pour objectif de suivre les surfaces en agroforesterie sur le territoire.

Échelle géographique : Parc

Unité : hectares de grandes cultures en agroforesterie

Unité : linéaire de haies plantées

Unité : hectares de vergers pâturés

Unité : hectares de maraîchage en agroforesterie

Fréquence de mise à jour : annuelle

État de départ et objectif cible en fin de charte :

État de départ	Objectif cible 2041
69 hectares en grandes cultures en agroforesterie	➡ + 20 ha de grandes cultures en agroforesterie
15,5 km de haies plantées	➡ + 30 km de haies plantées
3 km de haies restaurées	➡ + 10 km de haies restaurées
14 hectares de vergers pâturés (ovins et volailles)	➡ + 30 hectares de vergers pâturés
2 hectares de vergers en maraîchage	➡ + 5 hectares de vergers en maraîchage



Mesure 3

Conforçons les espaces forestiers en tant que réservoirs de biodiversité et accompagnons la gestion durable des forêts

Avec plus de 24 500 hectares (soit plus de 35 % de la surface totale du Parc), les bois et les forêts tiennent une place très importante sur notre territoire. La grande majorité de nos forêts est privée (81 %), le reste étant constitué de forêts domaniales (massifs de Fontainebleau, Trois Pignons, bois de la Commanderie), départementales (Grands-Avaux, Montils...) et de forêts communales (forêt de Milly, etc.). Les forêts constituent la colonne vertébrale de la trame verte et bleue du territoire, que ce soit en termes de réservoirs de biodiversité ou de corridors. Les forêts abritent également une grande partie des milieux ouverts remarquables du territoire : landes à calunes, mares forestières, platières gréseuses, pelouses sur sable et sablo-calcaires. À ce titre, elles jouent un rôle primordial dans la conservation de la biodiversité de notre territoire.

Aujourd'hui, les peuplements forestiers présents sur le territoire du Parc sont des peuplements ayant majoritairement au plus 50 à 60 ans d'âge, alors que l'espérance de vie d'un chêne (essence dominante) se situe plutôt autour de 900

ans. Or, il a été démontré que les forêts les plus résilientes, mais aussi celles qui stockent le carbone de manière la plus efficace (principalement dans les sols), sont aussi les forêts les plus matures.

Si historiquement la présence de vieux arbres et de bois mort dans nos forêts gérées était perçue comme un signe de mauvaise gestion, aujourd'hui son rôle en faveur d'une forêt plus résiliente fait consensus. Le Pacte Vert européen du 22 juin 2022 engage à plus de bois mort en forêt pour augmenter les stocks de carbone organique. En effet, le bois mort, en plus de son rôle crucial pour la biodiversité forestière :

1. stocke le carbone dans les sols via la décomposition de la biomasse ;
2. garantit la productivité primaire de l'écosystème via le recyclage des nutriments (cycles biogéochimiques des sols) en augmentant la fertilité des sols ;
3. stocke l'eau dans les sols pendant le processus de décomposition et sous forme d'humus ;
4. est un réservoir d'auxiliaires qui luttent contre les pathogènes des forêts redoutés par les forestiers ;
5. constitue une barrière physique contre les dents des herbivores.

La recherche a démontré que les forêts gérées en futaie irrégulière sont les plus résilientes et celles qui permettent le mieux d'atténuer le réchauffement climatique par leur couvert continu. Les forêts sont des lieux d'interactions entre des objets vivants et non-vivants, qui s'influencent et se modifient les uns les autres, créant de fait un écosystème en perpétuelle évolution. L'adaptation des pratiques est indispensable à leur maintien dans le temps face aux pressions liées aux changements climatiques (manque d'eau, augmentation des températures, tempêtes, maladies liées à certains pathogènes...). Une forêt bien gérée, en bonne santé, facilite l'infiltration de l'eau en profondeur vers les nappes phréatiques.

NOTRE AMBITION est de préserver UN RÉSEAU ÉCOLOGIQUE FORESTIER FONCTIONNEL, support d'une biodiversité spécifique, impliquant la mise en œuvre d'une GESTION DYNAMIQUE qui maintienne des structures forestières diversifiées et qui prenne en compte les espèces et les habitats à enjeux.

Nous ambitionnons de MAINTENIR LES FORÊTS du Gâtinais français en adoptant des pratiques sylvicoles favorisant leur fonction de RÉSERVOIR DE BIODIVERSITÉ, leur résilience aux changements climatiques, tout en augmentant leur capacité de stockage de carbone.

Disposition 1

Charte

Mesure 3

Augmenter la biodiversité et les capacités de stockage du carbone des forêts en favorisant la constitution d'un réseau de vieilles forêts et le maintien du bois mort en forêt.

- Former les propriétaires forestiers à la multifonctionnalité des espaces forestiers, incluant les enjeux de biodiversité, et les encourager à s'engager dans des certifications forestières (PEFC/FSC).
- Informer le public et les usagers sur la biodiversité forestière, à la gestion durable des forêts, ainsi qu'aux impacts de la fréquentation sur celles-ci.
- Préserver et restaurer les continuités écologiques intra-forestières et inter-forêts : futaies irrégulières, îlots de sénescence, préservation des milieux associés à la forêt (milieux ouverts, zones humides...), préservation des différentes strates et des lisières...
- Encourager la constitution de "vieilles forêts" (publiques et privées) / peuplements matures pour augmenter les stocks de carbone dans les sols forestiers et favoriser la biodiversité.
- Maintenir tous les bois morts sur pied et au sol et a minima 5 vieux et gros arbres mort par hectares : 40 m³/hectare (hors forêt domaniale).
- Créer des îlots de sénescence de 1 à 20 hectares sur 2 à 5 % de la surface et distants de maximum 1 km dans le cadre des révisions d'aménagements forestiers (hors forêt domaniale).
- En cas de dépérissements (attendus du fait des pressions climatiques), ne pas exploiter tous les arbres dépérissants mais laisser des arbres morts se décomposer et l'écosystème se régénérer naturellement, tout en assurant la sécurité des sites, et l'écosystème se régénérer naturellement (hors crise sanitaire).
- S'appuyer sur les documents de gestion durable (documents d'aménagement et plans de gestion sylvicoles privés) pour garder les espaces forestiers non constructibles et s'assurer de leur maintien dans le temps.

Disposition 2

Mi-chartre

Renforcer les réseaux de surveillance et de communication.

- Mettre en place ou participer activement à un observatoire des forêts sur le territoire, tant au niveau phytosanitaire que vis-à-vis des incendies, en lien avec les partenaires techniques, car les risques augmentent et les solutions retenues peuvent avoir aussi des impacts sur la biodiversité.
- Communiquer les résultats des expérimentations menées via des retours d'expérience inter-Parcs et inter-Réserves de Biosphère et auprès des acteurs du territoire, ainsi que dans le monde de la recherche (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, etc.) pour garantir l'essaimage des bonnes pratiques sur d'autres territoires aux caractéristiques similaires.
- Valoriser les propriétaires de vieilles forêts et les gestionnaires prenant part aux expérimentations : récompenses type sylvo-trophées, mise en place d'un marteloscope pour démontrer l'augmentation de la productivité grâce à la maturité des forêts, reconnaissance de ces forêts exemplaires via l'appellation « sanctuaires de nature »...

Disposition 3

Charte

Faire du Parc un territoire d'innovation et d'expérimentation de pratiques sylvicoles adaptées pour accroître la fonction de réservoir de biodiversité et la résilience des forêts face aux changements climatiques.

- Expérimenter des pratiques sylvicoles tenant compte des spécificités du territoire et des changements climatiques présents et à venir. Mener des expérimentations sur des parcelles diversifiées, gérées en futaie irrégulière, faisant l'objet d'un allongement des cycles sylvicoles et d'une conservation du bois mort en forêt, maintenir des arbres vivants à haute valeur biologique (avec des fissures et des cavités utiles aux animaux), limiter les coupes rases et les tassements des sols, augmenter la surface de futaies irrégulières, mettre en place des îlots de vieux bois, préserver les milieux associés à la forêt (milieux ouverts, zones humides...), préserver les lisières, prioriser des peuplements plurispécifiques grâce à des mélanges d'essences...
- Maximiser la résilience des forêts du Gâtinais aux pressions hydriques, thermiques et biologiques présentes et à venir par diverses expérimentations à petite échelle basées sur la science (implication des partenaires scientifiques) et sur la pratique de nombreux experts forestiers (Pro Silva, Association Futaie Irrégulière...).

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Diffuser la connaissance sur la biodiversité forestière auprès des usagers de la forêt et former les propriétaires forestiers à ces enjeux (à travers l'indice de biodiversité potentielle, par exemple). Il soutient notamment la réalisation d'opérations et de chantiers pilotes.
- ✓ Financer la mise en œuvre de pratiques de gestion forestière durable (débardage à cheval, gestion douce des lisières, diversification des peuplements).
- ✓ Promouvoir et financer la rédaction de documents de gestion durable intégrant des objectifs de biodiversité.
- ✓ Communiquer et sensibiliser le public et les acteurs locaux à la préservation des corridors écologiques inter ou intra-forestiers.
- ✓ Assurer la sensibilisation et l'acceptabilité du bois mort en forêt et de pratiques sylvicoles progressives au moyen d'outils tels que le marteloscope.
- ✓ Mettre en place des campagnes de sensibilisation et de communication sur les bienfaits des vieilles forêts.
- ✓ Développer la mise en place d'une trame vieux bois sur les forêts communales et privées de son territoire.
- ✓ Améliorer les connaissances sur des taxons liés à la maturité forestière (lichens, syrphes et coléoptères saproxyliques, faune du sol...).
- ✓ Promouvoir la préservation de l'activité biologique des sols : prévention des tassements, retour au sol de matière organique.
- ✓ Faire des recommandations lors des révisions d'aménagement forestier en forêt publique.
- ✓ Faciliter les échanges d'expériences entre professionnels de la forêt, du bois et les scientifiques, et relayer les expériences innovantes menées notamment dans le réseau des Parcs naturels régionaux.



Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Prendre en compte les principes énoncés par la charte lors de l'instruction des documents de gestion des forêts publiques et privées relevant du régime forestier.
- Prendre en compte, dans le cadre de l'élaboration des documents cadres, les spécificités et caractère exceptionnel des richesses écologiques du territoire du Parc, et inscrire des objectifs et des orientations spécifiques pour ce territoire.
- Participer à la préservation et à la reconquête des corridors écologiques intra et interforestiers dans le cadre de ses politiques (transports, forêts, énergie...).
- Intégrer dans les projets qu'il autorise la préservation des espaces boisés, les lisières et leurs fonctionnalités.
- Reconnaître, dans le cadre de l'élaboration des documents cadres, les spécificités et le caractère exceptionnel des richesses écologiques du territoire du Parc, et inscrire des objectifs et des orientations spécifiques pour ce territoire.

Conseil régional d'Île-de-France

- Participer à la préservation et à la reconquête des corridors écologiques intra et interforestiers dans le cadre de ses politiques (schéma régional de cohérence écologique, SDRIF-e...).
- Favoriser la gestion durable et adaptative des forêts constituant le patrimoine régional, tout en préservant la biodiversité des milieux forestiers.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Ne pas augmenter le pouvoir fragmentant des infrastructures situées au sein des corridors ou recoupant les massifs forestiers.
- Gérer de manière étagée les lisières le long des infrastructures.
- Restaurer la continuité écologique en cas de projet d'intérêt public.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Mettre en place une gestion étagée des lisières le long des pistes cyclables qu'elles gèrent et qui passent au milieu ou en bord de forêts.
- Préserver les espaces boisés et leurs lisières dans le cadre des projets qu'elles portent ainsi que dans les documents d'urbanisme communaux et/ou intercommunaux.
- Veiller à la prise en compte du risque incendie.

Ensemble des signataires

- Mettre en œuvre une gestion exemplaire de leurs forêts, en ce qui concerne la prise en compte des enjeux écologiques et paysagers du territoire, sur la base des principes précédemment énoncés.

Les autres partenaires . Centre National de la Propriété Forestière . Office national des forêts FIBois Île-de-France . Fédération nationale et Union régionale des collectivités forestières . Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais (conseil scientifique) . Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement . Île-de-France Nature . Syndicat des propriétaires forestiers privés (Fransylva) . Chambre d'agriculture de la Région Île-de-France . Conservatoires botaniques . Conservatoire d'espaces naturels . Syndicats de rivière

Plan du Parc

-  Continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver
-  Secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver
-  Espaces forestiers à préserver et valoriser
-  Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc



OQP n°13

OQP n°14

OQP n°15



Au sein du Bassin parisien, des formations sédimentaires aux faciès très variés (sables, argiles, craie, calcaire, gypse etc.) se succèdent. Ils témoignent des nombreux cycles de transgressions et de régressions marines survenues au cours des dernières 80 millions d'années. Ces formations sont aujourd'hui accessibles par le biais de fenêtres naturelles (affleurements) ou anthropiques (carrières, talus de routes).

Les sites géologiques sont dits exceptionnels lorsqu'ils présentent un intérêt scientifique, pédagogique, culturel ou touristique.

En Île-de-France, l'inventaire régional du patrimoine géologique consiste en une description des sites et une évaluation de leurs intérêts patrimoniaux et de leurs besoins de protection : 275 sites ont été sélectionnés pour l'inventaire régional, dont 136 exper-

tisés entre 2018 et 2020.

D'après les données de l'inventaire en cours, 67 sites sont répertoriés dans le périmètre actuel et

81 sites au sein du périmètre d'étude, soit une densité de sites géologiques plus importante que pour la moyenne régionale.

La plus grande partie du territoire du Parc a pour substrat des horizons géologiques datant de la fin de l'Éocène et de l'Oligocène, c'est-à-dire des formations déposées entre -35 et -23 millions d'années. Seules les vallées de la Seine et du Loing laissent apparaître, en bas de coteaux, des formations plus anciennes (craie campanienne, environ -80 à -75 millions d'années, argiles sparnaciennes, environ -50 millions d'années).

Ces horizons de la fin de l'Éocène et surtout de l'Oligocène se sont déposés en contexte d'abord marin côtier (poudingues de Nemours), lacustre (calcaire de Château-Landon, Marnes de Nemours, Marnes vertes et blanches sannoisiennes, calcaire et argiles à meulière de Brie), de nouveau marin (sables de Fontainebleau), puis de nouveau lacustre (calcaire d'Étampes, molasses du Gâtinais, calcaire de Beauce).

Lors du retrait de la mer, les sables de Fontainebleau, fins et homogènes, constitués de silice pratiquement pure, ont été modelés par le vent en dunes parallèles au rivage, de direction ouest-nord-ouest/ est-sud-est. Les crêtes des dunes ont subi une grésification (cimentation des grains de sable), à l'origine des platiers et chaos gréseux si présents dans le paysage.

Ce territoire, proche du littoral pendant 20 millions d'années, avec des fluctuations des limites de transgressions marines, a permis le développement de faciès très variés, souvent riches en faune et flore fossiles. L'étage géologique du Stampien a été décrit et défini dans cette région.

Le paysage géologique général est de réputation internationale avec ses alignements et ses chaos gréseux.

Avec un territoire qui ressort comme un secteur **PARTICULIÈREMENT RICHE** en terme de patrimoine géologique, avec beaucoup de **SITES REMARQUABLES** pour la stratigraphie et la paléontologie, **NOTRE AMBITION** est de **PROTÉGER ET VALORISER** ce patrimoine géologique méconnu, et de **VEILLER** à ce qu'il ne soit pas victime de projets qui pourraient lui porter atteinte.

Disposition 1



3 ans

Protéger les sites géologiques remarquables.

La plupart des sites géologiques expertisés dans le cadre de l'Inventaire géologique régional bénéficient d'une protection ou d'une mise en valeur, réalisée soit par le Département de l'Essonne, l'Office national des forêts, le Conservatoire d'espaces naturels d'Île-de-France, ou encore les Communes (notamment la Ferté-Alais).

Cependant, pour éviter leur dégradation car non protégés, cinq sites méritent une attention plus particulière en lien avec leurs gestionnaires essentiellement privés :

- les sites des conglomérats stampiens de Villiers-sous-Grez et Boissy-aux-Cailles,
- les gouffres, marais et dunes quaternaires à Larchant,
- la butte stampienne du Mont Échelé à Saint-Pierre-lès-Nemours,
- les grandes carrières de sablons à ciel ouvert et les anciens sites de récoltes de gogottes (comme par exemple les anciennes carrières de Larchant ou celle d'Ormesson),
- les carrières de sablons ou de grès et les buttes de sables de Fontainebleau couronnées de calcaire d'Étampes utilisées historiquement à échelle communale présentent à la fois un intérêt patrimonial et historique mais également très souvent un intérêt écologique fort à l'échelle communale (pelouses sur sable et pelouses sablo-calcaires en périphérie).

Ces sites feront l'objet d'études de création d'arrêtés préfectoraux de géotopes qui pourront intégrer la stratégie nationale des aires protégées décrite dans la mesure 1.

Disposition 2

Charte

Valoriser et faire connaître les sites géologiques remarquables.

D'après les données de l'inventaire régional, cinq sites comportent un intérêt patrimonial exceptionnel et six sites un intérêt important. Il s'agit pour l'essentiel d'anciennes carrières, mais aussi de « géosites ».

Ces sites concernent principalement l'étage géologique du Stampien :

- alignements gréseux et morphologies du massif forestier de Fontainebleau,
- le Stampien de la carrière des Sablons à Auvers-Saint-Georges,
- les coupes du Stampien de la carrière de La Butte du Puits à Villeneuve-sur-Auvers,
- la coupe du Stampien de la sablière du Tertre à la Ferté-Alais,
- les conglomérats stampiens de Villiers-sous-Grez et Boissy-aux-Cailles,
- grèzes et alluvions quaternaires de la Plaine de Chanfroy à Arbonne-la-Forêt,
- platières et chaos gréseux du massif forestier de Larchant,
- gouffre, marais et dunes quaternaires à Larchant,
- les sables, grès et calcaires stampiens de la carrière souterraine du Puiset à Larchant,
- le gisement stampien du Chemin d'Orgemont à Itteville,
- la butte stampienne du Mont Échelé à Saint-Pierre-lès-Nemours.

Ce patrimoine géologique exceptionnel reste pour la plupart méconnu, souvent dans un état assez dégradé du fait de l'érosion naturelle mais aussi de la surfréquentation.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Participer, avec les gestionnaires des sites, à la valorisation (scientifique, pédagogique et touristique) des formations gréseuses exceptionnelles (tables, chaos, alignements), et plus généralement des paysages géologiques du Stampien.
- ✓ Étudier la possibilité de faire reconnaître, à l'échelle internationale, cette richesse de son territoire.

- ✓ Accompagner les projets de protection des sites géologiques remarquables (sensibiliser les propriétaires et gestionnaires de sites aux richesses et fragilités de ces patrimoines et à l'importance de les protéger).

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Assurer la protection du patrimoine géologique dans le schéma régional des carrières.
- Assurer la protection de la réserve naturelle nationale des sites géologiques de l'Essonne.
- Assurer la protection des sites géologiques remarquables liés au massif de Fontainebleau.
- Prendre en compte les enjeux liés à la protection du patrimoine géologique lors de l'exploitation de carrières et permettre la valorisation du patrimoine géologique lors du réaménagement des carrières.

Conseil régional d'Île-de-France

- Financer et assurer la gestion de la réserve naturelle régionale de Larchant.

Conseil départemental de l'Essonne

- Assurer la gestion et la surveillance de la réserve naturelle nationale des sites géologiques de l'Essonne.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Valoriser le patrimoine géologique dans les différentes politiques qu'ils mènent (collèges, espaces naturels sensibles, tourisme ...).
- Associer le Parc pour les sites sur leurs territoires.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Assurer la protection de ce patrimoine dans les documents d'urbanisme.
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine géologique dans le cadre de leurs projets d'aménagement.



Les autres partenaires • Office national des forêts • Carriers • Conservatoire d'espaces naturels • Associations naturalistes • Groupes d'études, de recherches et de sauvegarde de l'art rupestre •



Plan du Parc

Carrières industrielles à insérer dans le paysage et à revaloriser pour des intérêts agricoles et naturels



ORIENTATION 2

Préserver le patrimoine paysager identitaire

Les paysages constituent un atout significatif du patrimoine du Gâtinais français et l'une des raisons d'être du Parc naturel régional. Dès le 19^e siècle, les peintres sur le motif quittaient leurs ateliers parisiens pour venir peindre dans la forêt, au pied des rochers. Ils furent les premiers défenseurs de ces paysages et en firent les premiers sites protégés de France.

Fruit de l'interaction des activités humaines sur des milieux variés, les paysages du Gâtinais français cachent une grande diversité de réalités sous une identité forte, le pays des mille clairières et du grès.

Nous continuerons à développer la connaissance inhérente aux paysages mais nous nous attacherons également à la valoriser auprès de tous les acteurs du territoire afin que celle-ci soit mieux appréhendée et mieux prise en compte dans tous les projets.

En effet, chaque acteur à son échelle constitue un producteur de paysages et contribue à leur construction. De fait, afin d'atteindre une préservation du patrimoine paysager identitaire et lutter contre la cabanisation, il convient de permettre une meilleure appropriation et compréhension collectives des éléments constitutifs de ces paysages, de leur évolution, mais aussi des menaces qui pèsent sur eux.

• **Le paysage constituant un patrimoine culturel vivant, nous nous engageons à préserver cet héritage mais également à le poursuivre par l'accompagnement d'une évolution choisie des paysages, adaptée aux problématiques de notre temps. Sous réserve qu'elle contribue au maintien de la qualité des paysages, l'évolution peut parfois se révéler nécessaire voire souhaitable.**

• **La définition d'objectifs de qualité paysagère (orientations visant à conserver, accompagner les évolutions ou à engendrer des transformations des structures paysagères) formalisés dans la charte guideront tout particulièrement la prise de décision en matière de paysage.**

—• Mesure 5 • Connaissions et suivons les paysages du Gâtinais français



—• Mesure 6 • Préservons et préparons les paysages de demain

Mesure 5

Connaissions et suivons les paysages du Gâtinais français

Pays des mille clairières et du grès, le Parc naturel régional du Gâtinais français dispose d'une identité forte très largement fondée sur ses paysages.

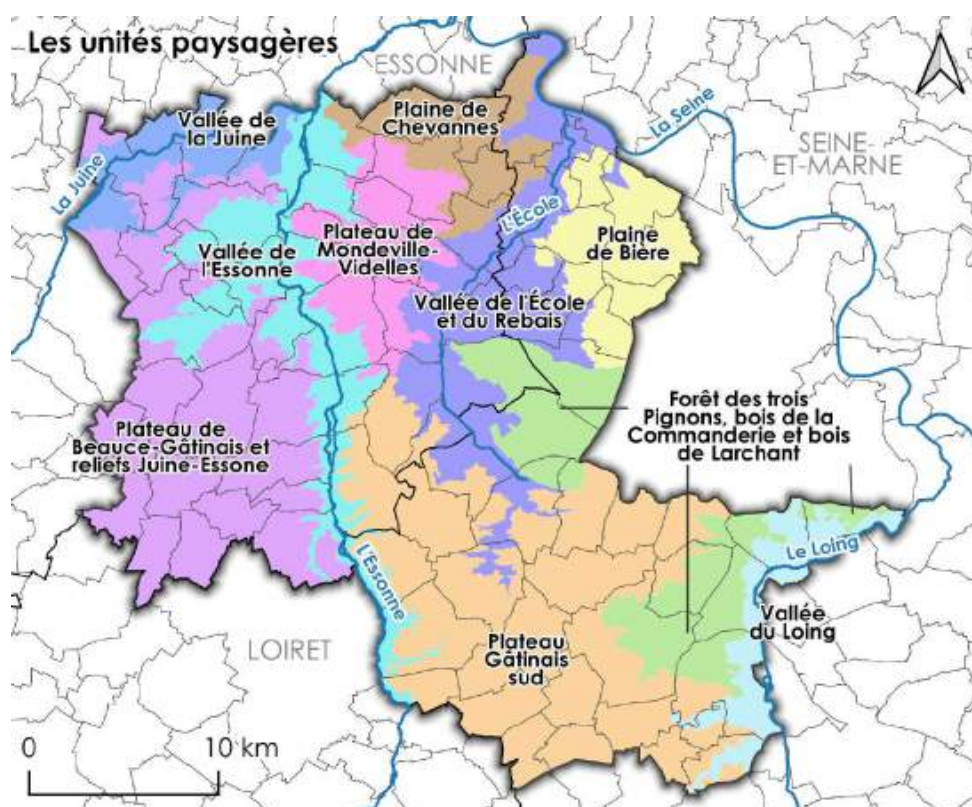
Cette identité paysagère cache une grande diversité composée de mosaïques de plaines agricoles, prairies et rivières, boisements linéaires et grands massifs boisés dont les seuils paysagers, définis au plan du parc, permettent une mise en scène de cette diversité en marquant le passage d'un paysage à un autre.

Le Parc mène depuis de nombreuses années des actions inhérentes à la connaissance des paysages, notamment à travers le développement d'outils dédiés (chartes paysagères, atlas...). L'observatoire

photographique, mis en place dès 2003, est un de ces outils qui permet un suivi des paysages en collaboration avec les élus et les habitants.

Le Parc entend poursuivre cette quête de connaissance à la fois en reconduisant et adaptant les outils déjà en place, et en développant de nouveaux outils permettant une meilleure appropriation des paysages du Gâtinais français. En effet, la compréhension des paysages constitue un levier fondamental quant à leur reconnaissance et à leur préservation.

Les dix unités paysagères suivantes ont été définies par le Parc et témoignent de la diversité de ses paysages (voir carte ci-dessous).



Parce que les paysages constituent également LE REFLET DE L'ÉVOLUTION DU TERRITOIRE et notamment des choix effectués dans le cadre du projet local, **NOTRE AMBITION** est de mettre le suivi de l'évolution des paysages au cœur de nos réflexions et de nos actions, de permettre une **CONNAISSANCE** et une forte **APPROPRIATION** des paysages et de leurs évolutions.

Disposition 1

3 ans



Poursuivre la quête et l'appropriation de la connaissance des paysages du Gâtinais français.

- Poursuivre les inventaires et les études du Parc naturel régional en matière de paysage permettant d'approfondir le travail de connaissance du Parc par le prisme d'études et d'inventaires relatifs notamment aux points noirs paysagers, aux belvédères, aux motifs et éléments paysagers. À l'image du premier inventaire participatif des points noirs paysagers réalisé en 2023, certains inventaires seront réalisés de manière collaborative avec les acteurs du territoire.
- Partager la connaissance des paysages par l'aménagement de sites de découverte, en s'appuyant sur l'identification des belvédères notamment, afin d'aménager des sites de découverte des paysages. Outre les sites fixes, il s'agit également de mener une action sur les routes et sentiers paysagers en tant que vecteurs de découverte des paysages.
- Permettre une appropriation des réalités paysagères par le développement de nouveaux outils pour la compréhension des réalités et enjeux paysagers du territoire. La mise en place de plans de paysage thématiques, l'intervention d'acteurs qui façonnent les paysages (agriculteurs...) auprès de divers publics sont notamment des leviers pour atteindre cet objectif.
- Par ailleurs, beaucoup de sites paysagers d'importance se situent dans des espaces d'intérêt écologique majeur, qu'il importe de protéger. Il s'agit dès lors d'identifier les zones sensibles en matière de biodiversité pour éviter leur sur-fréquentation, de concilier les usages en identifiant les lieux propices aux activités de pleine nature, par exemple, et ceux où elles sont à exclure ou à réguler. Dans tous les cas, il est essentiel de sensibiliser les acteurs aux problématiques liées à la préservation de la qualité des paysages et de la biodiversité.

Disposition 2

Charte



Suivre l'évolution des paysages.

- Renforcer le rôle de l'observatoire photographique des paysages dans le suivi de l'évolution des paysages : outre son rôle de sensibilisation à l'évolution des paysages par la prise de vue photographique, il s'agit de renforcer la mobilisation des productions issues de l'observatoire (sensibilisation par l'analyse de l'évolution, appui à la prise de décision...). Par ailleurs, il s'agit de retravailler l'outil en lien avec les nouveaux enjeux du territoire (évolutions des espaces et des pratiques liées aux effets du changement climatique...).
- Traiter la question de l'évolution des paysages à plusieurs échelles, du grand paysage à l'élément plus ponctuel. La question de l'adaptation du patrimoine arboré au regard du changement climatique est notamment un exemple parlant et doit être pensée à plusieurs échelles : de l'arbre isolé dans un paysage de plateau au mail de la place du village en passant par la forêt.

- ✓ Mener des actions allant dans le sens d'une meilleure connaissance des paysages du Gâtinais français et les rendre accessibles au plus grand nombre.
- ✓ Promouvoir les outils de connaissance du Parc (chartes paysagères, observatoire des paysages...) et les étendre sur le nouveau périmètre du Parc ; actualiser les informations en collaboration avec les nouvelles communes, dans le respect des acteurs et des compétences des signataires.
- ✓ Porter des actions d'aménagement, de sensibilisation et d'information sur la richesse et la diversité des paysages

(éducateurs sur les paysages, documents pédagogiques, création d'un concours photographique pour identifier les points de vue à valoriser et aménager...) en direction de différents publics (élus, professionnels, habitants, visiteurs...).

- ✓ Sensibiliser et former les acteurs du territoire à parler des paysages du Gâtinais français et à suivre ses évolutions.
- ✓ Faire connaître l'observatoire photographique des paysages et aider les Communes à se l'approprier (formations régulières), voire à le décliner localement.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Mettre à disposition du Parc les données utiles pour une bonne observation du territoire et de son évolution dans le cadre de conventions spécifiques.
- Relayer la communication et la diffusion de l'information sur les animations proposées par le Parc relatives aux paysages.
- Apporter son concours en matière de sensibilisation à la culture du paysage, dans le cadre de leurs politiques.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Observer l'évolution des paysages à partir des points de l'observatoire photographique des paysages présents sur leur territoire.
- Réaliser des études d'intégration paysagère avec une approche d'ensemble avant tout projet d'aménagement.
- Transcrire dans leurs documents stratégiques les données de connaissance pertinentes produites par le Parc (inventaire des arbres remarquables...).
- Participer à la mise en œuvre de la communication préalable aux animations, au soutien technique et logistique des manifestations.
- Faire connaître les observatoires du paysage par le biais de leurs supports de communication.

Les autres partenaires • Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) • Écoles et universités • Offices de tourisme • Essonne numérique •

Plan du Parc

Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver

Éléments d'ensemble paysagers

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables

Seuils

Silhouettes de villages

Corps de ferme remarquables

Grands domaines et murs d'enceinte

Alignements d'arbres ou arbres isolés

Cressonnières en activité

Espaces urbanisés à optimiser

Ruptures d'urbanisation à maintenir

Espaces forestiers à préserver et valoriser

Parcs, jardins et équipements de loisirs à maintenir

Espaces agricoles à maintenir

Eau, marais et zones humides à préserver

Carrières industrielles à insérer dans le paysage et à revaloriser pour des intérêts agricoles et naturels

E Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc

E Préserver les paysages

E Protéger les monuments, les sites naturels, culturels et paysagers



OQP n°10

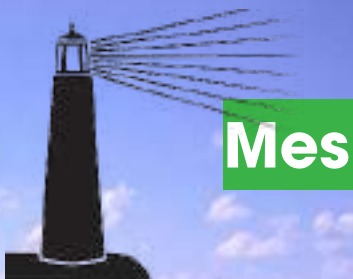
OQP n°13

OQP n°24

OQP n°25

OQP n°28





Mesure 6

Préservons et préparons les paysages de demain

La qualité des paysages du Gâtinais français a très largement contribué au classement du territoire en Parc naturel régional et constitue un marqueur important de l'identité du territoire.

Les paysages, définis lors de la Convention européenne du paysage, en tant que partie de territoire telle que perçue par les populations et dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations, sont amenés à évoluer à l'image du changement de la société.

La préservation de la qualité des paysages constitue pour autant un enjeu et une attente forte de la part de notre société en quête d'un cadre de vie qualitatif.

À l'échelle du grand paysage, les évolutions d'hier et d'aujourd'hui sont restées relativement faibles. Toutefois, il convient de prendre en compte chaque changement, même les plus ponctuels et les plus lents, afin d'anticiper l'évolution des paysages et d'éviter leur banalisation.



Sans chercher à figer nos paysages, **NOTRE AMBITION** est de préserver l'IDENTITÉ PAYSAGÈRE de notre territoire, d'accompagner les ÉVOLUTIONS dans un objectif de développement harmonieux et de RECONQUÉRIR certains paysages dégradés.

Il s'agit de concilier la préservation de l'identité paysagère du Gâtinais français et l'accompagnement d'une ÉVOLUTION CHOISIE, et non subie, des paysages.

Parc naturel régional du Gâtinais français

Disposition 1



Charte

Préserver la qualité des paysages emblématiques du Gâtinais français.

- Préserver et rendre lisible la trame paysagère fondamentale constituée de grandes composantes morpho-paysagères (plateau cultivé, forêt, vallées aux pentes boisées, réseau hydrographique...).
Les éléments d'ensemble paysagers (coteaux, villages-belvédères, buttes...) qui apportent une compréhension dans l'identité paysagère sont également à préserver et sont identifiés au niveau du plan du Parc en tant que secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver.
- Territorialiser la politique paysagère du Parc :
 - . s'appuyer tout particulièrement sur les objectifs de qualité paysagère ainsi que sur les outils du Parc (chartes paysagères, atlas...),
 - . permettre aux acteurs du territoire de s'approprier ces éléments et de les transcrire notamment dans les documents d'urbanisme, afin de guider la définition et la mise en œuvre des projets.
- Maintenir et restaurer les motifs et ponctuations identitaires du Gâtinais français qui participent à la dynamique paysagère du territoire, notamment du fait de leur caractère répétitif dans les paysages (structures végétales, bâti patrimonial, ...). Les motifs et ponctuations les plus remarquables ont été identifiés au plan du Parc (grands domaines et murs d'enceinte, corps de fermes remarquables, silhouettes de village, seuils, alignements d'arbres et arbres isolés).
- Engager des opérations de préservation et de valorisation de certains paysages stratégiques qui méritent une attention particulière du fait de leur caractère qualitatif ou de leur rôle de compréhension des paysages. L'engagement d'une politique d'aménagement spécifique au niveau de certains sites (points de vue, entrées de Parc et axes majeurs de découverte des paysages comme la vallée de la Seine) est notamment l'une des actions permettant d'agir sur les grands paysages.

Disposition 2

Charte

Lutter contre la banalisation des paysages (publicité, espaces dégradés, petits aménagements...).

- Appliquer et faire appliquer la législation en vigueur sur la publicité et la signalétique : la charte réaffirme en premier lieu que toute publicité est interdite dans les Parcs naturels régionaux (article L. 581-8 du Code de l'Environnement) et qu'il y a nécessité à la faire disparaître. En cas d'élaboration de Règlements locaux de publicité - RLP(i) - ceux-ci ne pourront que renforcer les limites fixées par la loi en matière d'autorisation d'enseignes et de pré-enseignes (limitation en nombre, surface, aspects, couleurs...), toute autre forme de publicité étant exclue.
- Reconquérir la qualité paysagère de certains espaces dégradés :
 - . mettre en place un plan d'actions afin d'étudier la faisabilité de la résorption de la vingtaine de points noirs paysagers identifiés de manière collaborative dans le cadre de la concertation et poursuivre ce travail,
 - . accompagner les acteurs dans la reconquête des espaces par la résorption (décharges illégales et dépôts sauvages...) ou l'intégration paysagère (entrée de ville, bâtiment d'activité...). Il s'agit de mener prioritairement cette action au niveau des entrées de Parc, des entrées de villes et des axes de découverte des paysages ainsi que sur le territoire d'extension.
- Sensibiliser et impliquer les acteurs du territoire en tant qu'artisans des paysages de demain : outre le travail de reconquête des espaces dégradés a posteriori, un important travail de sensibilisation et d'implication des acteurs du territoire dans la construction des paysages est à mener, sans oublier les habitants et les acteurs économiques.

- ✓ Soutenir techniquement, en partenariat notamment avec les Chambres consulaires, les collectivités et veiller à la compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions de la charte, à travers la production de porter à connaissance et d'avis motivés.
- ✓ Accompagner les collectivités, par des appuis techniques, pour transposer dans leurs projets d'aménagement les objectifs de qualité paysagère.
- ✓ Accompagner les collectivités mais également les propriétaires et gestionnaires privés pour la préservation, la gestion voire la restauration et la mise en valeur de la trame paysagère fondamentale et des motifs paysagers identitaires.
- ✓ Accompagner les collectivités et porteurs de projets pour une meilleure prise en compte de la qualité paysagère dans leurs projets d'aménagement et de développement.
- ✓ Accompagner les communes et intercommunalités dans la prise de compétence et la mise en œuvre de la police de publicité, après le transfert de cette compétence depuis le 1^{er} janvier 2024.
- ✓ Animer une réflexion d'ensemble relative aux dispositifs de signalétique, d'affichage publicitaire et d'information (résorption des implantations illégales, harmonisation des dispositifs, encadre-

ment de l'installation des panneaux numériques...), notamment en s'appuyant sur les recommandations du guide du Parc naturel régional « Concevoir son projet de signalétique » en annexe.

- ✓ Accompagner les Communes, Communautés de Communes ou Communautés d'agglomération dans la mise en place de règlements locaux de publicité et veiller à leur compatibilité avec les orientations et mesures de la charte.
- ✓ Engager une démarche et des opérations de reconquête des paysages dégradés en partenariat avec les acteurs du territoire concernés.
- ✓ Mener des actions auprès de plusieurs types d'acteurs du territoire (habitants, acteurs économiques, élus du territoire...) afin de guider leurs choix et de permettre une meilleure intégration paysagère des projets.
- ✓ Mener des études paysagères sur des thématiques particulières (infrastructures, signalétique, patrimoine végétal, eau et aménagement...) et proposer à cette occasion des outils communs, engager des programmes d'actions mutualisées.
- ✓ Faire comprendre aux acteurs du territoire que le paysage constitue l'image du territoire, leur fierté et contribue à donner de la valeur à leurs aménagements.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- S'impliquer dans la suppression des dispositifs de publicité illégaux et valoriser les outils mis en place par le Parc auprès des habitants et des professionnels.

État

- Accompagner le Parc et les collectivités afin de préserver les paysages pour une évolution choisie.
- Soutenir le Parc, selon les enjeux, dans l'accompagnement des collectivités pour les études préalables, les porter à connaissance et le suivi des études d'intégration paysagère lors de projets urbains, agricoles ou forestiers.
- Prendre en compte les objectifs de préservation des espaces paysagers agricoles et naturels définis dans la charte lors de l'instruction des autorisations, projets et documents d'urbanisme.
- Selon les enjeux, élaborer des porter à connaissance ou des outils d'aide à la décision en matière d'urbanisme.
- Veiller à la compatibilité des documents d'urbanisme avec la charte du Parc.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Solliciter l'avis du Parc sur les dossiers de subventions issus des politiques contractuelles d'aide aux collectivités et aux privés, dans la mesure du possible.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Suivre l'évolution des lieux à enjeux et tenir les autres partenaires informés de tout projet sur ces espaces.
- Solliciter le concours du Parc pour optimiser l'aménagement de tout projet au regard du fort enjeu paysager des lieux.
- Soutenir les collectivités dans leur lutte contre la publicité illégale.



Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Conduire, avec l'accompagnement du Parc, des projets afin de garantir la qualité des nouveaux aménagements et/ou des nouvelles constructions, en renforçant notamment les volets paysagers.
- Associer le Parc, le plus en amont possible, lors de la réalisation des opérations d'aménagement et tenir compte des recommandations du Parc et de ses partenaires, notamment en matière d'intégration paysagère.
- Mettre en compatibilité leurs documents d'urbanisme avec la charte du Parc selon les articles L131-1 à 7 du Code de l'urbanisme (cf schéma page 92).
- Intégrer les orientations paysagères et mobiliser les outils de référence existants pour conduire leurs projets d'aménagement et de planification.
- Respecter les objectifs de la mesure dans le cadre de l'élaboration et la révision des règlements locaux de publicité et les rendre compatible avec la charte.
- Intégrer le Parc en amont de leurs projets de planification, d'aménagement, de restauration et de valorisation paysagère et de règlements locaux de publicité.
- Inciter les syndicats dans lesquels elles siègent à prendre en compte les objectifs de qualité paysagère.
- Résorber les points noirs paysagers prioritaires identifiés dans le cadre de la charte.
- Associer le Parc lors de la réalisation de leur charte de mobilier urbain et garantir une homogénéité des aménagements.

Les autres partenaires • Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement • Syndicats d'énergie, syndicats d'ordures ménagères • Écoles et universités, Parcs naturels régionaux franciliens • Chambres consulaires • Acteurs économiques (hébergeurs touristiques notamment...) • Centre d'architecture, d'art, paysage et patrimoine •...

Plan du Parc

Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver

Éléments d'ensemble paysagers

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables

Seuils

Silhouettes de villages

Corps de ferme remarquables

Grands domaines et murs d'enceinte
Alignements d'arbres ou arbres isolés

Cressonnières en activité

Espaces urbanisés à optimiser

Ruptures d'urbanisation à maintenir

Espaces forestiers à préserver et valoriser

Parcs, jardins et équipements de loisirs à maintenir

Espaces agricoles à maintenir

Eau, marais et zones humides à préserver

Carrières industrielles à insérer dans le paysage et à revaloriser pour des intérêts agricoles et naturels

Préserver les paysages

Protéger les monuments, les sites naturels, culturels et paysagers



OQP n°4

OQP n°5

OQP n°7

OQP n°8

OQP n°10

OQP n°12

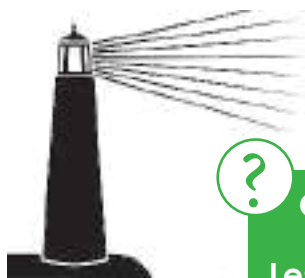
OQP n°19

OQP n°23

OQP n°24

OQP n°26

OQP n°27



QUESTION ÉVALUATIVE

Les actions du Parc et des signataires de la charte ont-elles permis d'améliorer la qualité des paysages ?



- **Nombre d'actions de requalification ou de résorption des points noirs engagées par le territoire.**

Type : indicateur de réalisation

Cet indicateur vise à quantifier les actions de requalification (amélioration de l'intégration paysagère) ou résorption des points noirs paysagers qui ont été menés au niveau du territoire.

Les points noirs pourront correspondre à des entrées de ville, des zones et bâtiments d'activité, de la publicité, etc.

Échelle géographique : Parc

Unité : nombre d'actions de requalification ou de résorption des points noirs menées

Fréquence de mise à jour : annuelle

État de départ : 26 points noirs paysagers

➡ **Objectif cible en fin de charte** : 15 actions de requalification ou de résorption des points noirs menées.

ORIENTATION 3

Préserver un patrimoine culturel unique

Plusieurs patrimoines culturels du Parc naturel régional du Gâtinais français constituent sa richesse. Ainsi son patrimoine archéologique exceptionnel constitué par l'ensemble des traces humaines de grande valeur, caractérise une époque, une civilisation ou un évènement.

Le Parc est marqué également par un patrimoine vernaculaire rural important, lié à l'activité dominante de ce territoire, la mise en culture des sols. Il est immédiatement reconnaissable par la typologie de ses matériaux de construction (grès, meulières, petites tuiles, etc.), les coloris des façades qui s'insèrent harmonieusement dans le paysage. Dans le patrimoine bâti, le patrimoine religieux est aussi prépondérant au sein du Parc avec des édifices remarquables comme l'église Saint-Mathurin de Larchant ou encore la Chapelle Saint Blaise des Simples à Milly-la-Forêt.

Le Parc possède un patrimoine mobilier reconnu. Il est constitué de nombreux éléments qui témoignent des pratiques et usages de la vie quotidienne d'autrefois. Ces éléments concernent plus particulièrement la vie religieuse et culturelle (retables, statues, vitraux...), la vie artistique (tableaux, objets d'art...), la vie rurale, communautaire et agricole (costumes, instruments de musique, machines et outils agricoles...).

Leur préservation et leur transmission nécessite de poursuivre les actions d'inven-

taire des patrimoines et de recueil de la mémoire orale. La réappropriation de ces patrimoines par les populations, anciennement établies ou nouveaux résidents, est un enjeu très fort.

Concernant son patrimoine immatériel et ses savoir-faire, le Gâtinais français est une terre culturellement très riche, du fait de son histoire mais aussi de la nature de son sol et de sa géographie qui ont permis l'émergence de nombreux savoir-faire, tout en étant une terre d'accueil pour de nombreux artistes et artisans. C'est dans le Gâtinais que sont venus les premiers « peintres sur le motif » sortis de leurs ateliers, les peintres de l'École de Barbizon précurseurs des impressionnistes.

Vecteur d'une dynamique économique, sociale et génératrice de lien, le Parc soutient la création artistique pour que ces richesses culturelles soient partagées avec le plus grand nombre.

Au cœur du territoire, le niveau de connaissance ou d'intérêt porté aux patrimoines est très variable. Riche, bien souvent non protégé et parfois négligé, il est menacé par l'oubli, les dégradations et les destructions.

Depuis sa création, le Parc agit afin de faire connaître, préserver et valoriser son patrimoine culturel unique, en lien avec les enjeux actuels et futurs de développement économique et d'aménagement du territoire.

Nous entendons améliorer la connaissance de notre patrimoine vernaculaire, en particulier le patrimoine bâti, en promouvant la réhabilitation et la valorisation en lien avec les enjeux actuels et futurs.

L'enjeu est aussi d'inscrire ces richesses culturelles dans une démarche contemporaine. Ce riche patrimoine n'a pas vocation à être figé ou encore « muséifié » mais à être vivant et dynamique. La rencontre entre le patrimoine et la création artistique continue à être une de nos actions fortes.



- 
- Mesure 7 • Préservons et valorisons le patrimoine archéologique exceptionnel
 - Mesure 8 • Connaissions, restaurons et valorisons le patrimoine bâti du Gâtinais français
 - Mesure 9 • Sauvegardons le patrimoine immatériel
 - Mesure 10 • Soutenons la création artistique

Mesure 7

Préservons et valorisons le patrimoine archéologique exceptionnel

Le Parc naturel régional du Gâtinais français possède un patrimoine archéologique d'exception : abris et grottes ornés, polissoirs, dolmens, sépultures néolithiques ou encore mégalithes. Le territoire du Parc fait partie de l'un des secteurs les plus étudiés et dont le nombre d'abris, d'auvents et de roches gravées, est le plus important en Île-de-France. Leur signification et leur datation exacte liées à la création des gravures ne sont pas établies. Les plus anciennes datent de -35 000 à -10 000 avant notre ère, lors du Paléolithique supérieur, tandis que

les plus nombreuses de -10 000 à -6 000, lors du Mésolithique. Les plus récentes datent du Moyen-Âge.

L'autre atout majeur de ce patrimoine archéologique est le site des fouilles des Bossats à Ormesson. Depuis 2009, ce site a révélé différents niveaux d'occupation humaine dont la plus ancienne date du Paléolithique. Il fut un lieu de chasse (bisons, chevaux, rennes...) et de campement majeur.

Ce site est l'un des hauts lieux archéologiques d'Île-de-France et se révèle d'importance européenne.

D'une GRANDE RICHESSE et d'INTÉRÊT INTERNATIONAL, ce patrimoine archéologique est fragile, **NOTRE AMBITION** est de le protéger et de sensibiliser la population à sa préservation.

Parc naturel régional du Gâtinais français



Disposition 1



Mi-charte

Préserver et mettre en valeur le patrimoine archéologique exceptionnel d'intérêt international.

- Accompagner les associations et la recherche afin de poursuivre l'inventaire de ce patrimoine et sa valorisation.
- Associer les structures pédagogiques autour de ce thème.

Disposition 2



Charte

Assurer la pérennité des recherches sur les sites archéologiques à haut potentiel de découvertes.

- Favoriser la recherche et développer les partenariats (chercheurs, associations...).

Disposition 3



Charte

Limitier les pressions auxquelles sont soumis certains sites archéologiques et sensibiliser la population à leur préservation.

- Protéger les sites à enjeux forts de la sur-fréquentation.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Accompagner les recherches sur les sites à haut potentiel de découvertes.
- ✓ Mettre en œuvre des opérations de sensibilisation et d'information auprès du public (publications, journées thématiques, expositions, conférences...) et notamment privilégier la sensibilisation des plus jeunes.

- ✓ Préserver et valoriser les sites archéologiques par des dispositifs divers permettant la découverte de ces lieux sans les altérer.
- ✓ Intégrer les sites archéologiques dans les inventaires communaux du patrimoine.
- ✓ Valoriser ces patrimoines par la création artistique.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Apporter l'appui technique et/ou financier de ses différents services (Direction régionale des affaires culturelles, Service régional de l'archéologie), en fonction des règlements d'intervention, des dispositifs et des politiques qui lui sont propres.

Conseil régional d'Île-de-France

- Apporter l'appui du Service régional de l'Inventaire.
- Participer à la valorisation du patrimoine et apporter des informations et expériences.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Informer le Parc en amont des opérations d'inventaire et de valorisation du patrimoine archéologique (fouilles, aménagement des sites).
- Participer à la valorisation du patrimoine et apporter des informations et expériences.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Signaler les sites archéologiques dans les documents d'urbanisme.
- Participer à la préservation et à la valorisation du patrimoine archéologique : sensibilisation aux habitants, parutions dans les journaux intercommunaux et communaux, etc.

Les autres partenaires • Office national des forêts • Groupe d'études, de recherche et de sauvegarde de l'art rupestre • Universités, Centre national de la recherche scientifique (CNRS) • Musée départemental de Préhistoire d'Île-de-France de Nemours • Associations • Programme collectif de recherche Art rupestre préhistorique dans les chaos gréseux du Bassin parisien • Carriers • ...



Plan du Parc

Patrimoine archéologique exceptionnel à protéger



Sites archéologiques à haut potentiel de découvertes



Patrimoines culturels à protéger en priorité

Espaces forestiers à préserver et valoriser

Parcs, jardins et équipements de loisirs à maintenir

Espaces agricoles à maintenir



Protéger les monuments, les sites naturels, culturels et paysagers





Mesure 8

Connaissions, restaurons et valorisons le patrimoine bâti du Gâtinais français

Le patrimoine culturel du territoire du Parc est le témoin de son histoire et de son paysage. Constitué d'un patrimoine monumental de qualité contribuant au prestige du Gâtinais français, le territoire est marqué par un patrimoine vernaculaire rural important qui forge son identité culturelle. Fermes, bâtiments d'exploitation, moulins, séchoirs, lavoirs, fronts de rue continus, maisons rurales, puits, croix de chemin, sont le reflet d'une activité agricole longtemps dominante et d'un habitat rural jusqu'à la moitié du XX^e siècle.

Le patrimoine vernaculaire est également marqué par tout un petit patrimoine qu'il ne faut pas oublier : les chasse-roues à l'entrée des porches ou portes charretières mais aussi sur les ponts, les anneaux de chevaux, les bancs en pierre ou encore les nombreux fours à pain, etc. Il est le témoin d'une histoire rurale pas si lointaine mais souvent oubliée. Peu reconnu et fragile, ce patrimoine mérite une meilleure attention et protection du Parc, de ses élus et de ses habitants.

Le patrimoine culturel de Parc est également composé d'un patrimoine urbain marqué par une histoire plus récente. Dans les bourgs plus importants, leurs fonctions d'échanges et de localités administratives passées ont laissé place à un bâti plus urbain dédié à l'habitat : maisons d'influence urbaine (anciennes maisons rurales ayant perdu leurs fonctions agricoles) et maisons de bourg. Avec l'arrivée du chemin de fer sur le territoire, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, une population plus urbaine, souvent des bourgeois parisiens, s'est installée. De nouveaux habitats sont apparus comme les pavillons et les maisons de villégiature marquant le paysage du Parc par ses matériaux et ses formes variés.

Le travail d'inventaire et de restauration a permis une meilleure connaissance du patrimoine vernaculaire, qui reste toujours méconnu et menacé.

Le renforcement de la connaissance de ce patrimoine bâti reste **NOTRE AMBITION PRIORITAIRE** afin de mieux le préserver et de le préparer aux enjeux futurs liés aux changements climatiques.

Parc naturel régional du Gâtinais français

Disposition 1

Mi-charte

Recenser et diffuser la connaissance du patrimoine culturel.

- Accélérer et améliorer l'inventaire du patrimoine bâti en essayant de le rendre moins chronophage (simplification de la méthodologie). Ces inventaires pourront être aussi le moyen d'identifier les bâtis pouvant bénéficier d'un changement d'usage et devront être mieux intégrés dans les documents d'urbanisme.
- Intégrer le public comme acteur de l'inventaire :
 - . mobiliser les communes, les associations, les historiens, les spécialistes, les amateurs de patrimoine, les habitants, les élèves et les bénévoles au cœur de la démarche en organisant des inventaires participatifs,
 - . organiser des temps de partage et de rencontre des différents acteurs de l'inventaire et relayer la connaissance au sein de ce réseau,
 - . continuer à s'entourer des compétences nécessaires des acteurs du patrimoine tel que le Service régional de l'inventaire,
 - . assurer une meilleure communication de l'inventaire et du patrimoine culturel auprès des mairies pour qu'elles soient de meilleurs relais auprès des habitants.
- Valoriser le patrimoine culturel :
 - . initier et conforter des approches transversales de sauvegarde et de valorisation d'éléments du patrimoine (organisations d'événements ponctuels, etc.),
 - . rendre le patrimoine vivant et accessible aux publics,
 - . mettre en place des animations auprès des scolaires pour les sensibiliser au patrimoine,
 - . trouver des moyens de valorisation de l'inventaire du patrimoine : expositions itinérantes, diffusion en ligne répertoriant le patrimoine de chaque commune accessible aux habitants et touristes et/ou les diffuser sur les outils mondiaux (Google Earth, etc.),
 - . créer et animer un réseau d'acteurs (associations, musées, offices de tourisme...), de propriétaires et de gestionnaires de sites du patrimoine afin de permettre les échanges, de renforcer la dynamique autour des patrimoines du territoire et de faire émerger des projets communs de valorisation et de médiation des patrimoines.

Disposition 2

Mi-charte

Conserver, restaurer et réhabiliter le patrimoine bâti.

- Poursuivre le programme d'aides à la restauration du patrimoine bâti vernaculaire public et privé et le patrimoine mobilier public.
- Encourager les efforts de protection des patrimoines :
 - . inciter les Communes, les Communautés d'agglomération et les Communautés de Communes à conserver, protéger et mettre en valeur leurs éléments patrimoniaux dans leur documents d'urbanisme,
 - . dresser une liste des éléments du patrimoine en danger,
 - . sensibiliser les propriétaires à la sauvegarde de leurs patrimoines.
- Réhabiliter le patrimoine pour l'adapter aux enjeux actuels et futurs du territoire :
 - . accompagner les propriétaires privés dans la rénovation de leur bâti,
 - . identifier le bâti ancien vacant et/ou sans succession et accompagner sa mutation pour éviter la construction en extension,
 - . ne pas figer le patrimoine du territoire, mener une réflexion sur la manière de le dynamiser, de le faire évoluer et de l'intégrer dans l'architecture contemporaine,
 - . organiser des chantiers participatifs pour réhabiliter les patrimoines ruraux.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Poursuivre l'inventaire du patrimoine bâti, protégé et non protégé, en relation avec le Service régional, en s'appuyant notamment sur les éléments recensés dans les chartes paysagères.
- ✓ Apporter conseils et aides techniques aux projets de restauration, de réhabilitation et de rénovation du bâti traditionnel.
- ✓ Sensibiliser à la préservation du patrimoine bâti, par la communication et le conseil en direction des élus, des habitants et des professionnels du bâtiment.
- ✓ Contribuer à la restauration du patrimoine bâti et vernaculaire public et privé, sur la base de l'inventaire du patrimoine bâti, en collaboration notamment avec la Fondation du Patrimoine et par la recherche de soutiens au titre du mécénat.
- ✓ Animer, conseiller et mettre en relation les acteurs qui s'engagent dans les projets de préservation et de valorisation de leur patrimoine bâti et en faire des ambassadeurs et ambassadeurs.
- ✓ Collecter et analyser les richesses patrimoniales en favorisant les recherches, les synthèses, les analyses mais aussi en impliquant les différents partenaires du patrimoine et de la culture pour les fédérer et les réunir régulièrement (annuaire, colloque, forum...).
- ✓ Poursuivre les études sur les mutations d'usages du patrimoine bâti selon les besoins actuels et futurs du territoire.
- ✓ Faire valoir auprès des Communes et de l'État les informations issues de l'inventaire et des chartes paysagères, en vue d'une reconnaissance et d'une protection si nécessaire d'éléments ou d'ensembles identifiés pour leur valeur patrimoniale.
- ✓ Développer des liens et des synergies avec les Parcs naturels régionaux sur le patrimoine culturel.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Associer le Parc à l'élaboration de la programmation des opérations de restauration d'édifices patrimoniaux, protégés ou non, sur les communes de son territoire.

État

- Informer le Parc des procédures d'inscription et de classement au titre des monuments historiques en cours.
- Mettre à l'étude les mesures de protection proposées par le Parc avec l'accord des communes.

Conseil régional d'Île-de-France

- Mettre l'expérience du Service régional de l'inventaire au service du Parc, en apportant son appui méthodologique et sa contribution documentaire, pour la conduite d'opérations d'inventaires du patrimoine bâti dans le cadre d'une convention de partenariat définissant également les principes de valorisation en commun.
- Contribuer à la restauration du patrimoine bâti et vernaculaire public et privé, sur la base de l'inventaire du patrimoine bâti (bonus « patrimoine » dans les contrats ruraux).

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Apporter leur expérience de l'inventaire du patrimoine bâti et leur expertise dans le suivi des dossiers de subventions.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Protéger notamment dans leur document d'urbanisme, les éléments de patrimoine caractéristiques de leur territoire identifiés dans l'inventaire du patrimoine bâti du Parc (patrimoine vernaculaire, murs, ensembles de façade, bâtiments...).

Communes

- Consulter le Parc lors de la programmation de travaux de réhabilitation du patrimoine bâti traditionnel.
- Réaliser des opérations de réhabilitation exemplaires (par exemple en utilisant des matériaux biosourcés...) et veiller particulièrement à respecter l'identité patrimoniale des villes.
- Communiquer au Parc les informations disponibles sur leurs patrimoines.

Les autres partenaires • Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement • Fondation du Patrimoine • Maisons paysannes de France • Service régional de l'inventaire du patrimoine • Chambres consulaires • Services départementaux de l'Architecture et du Patrimoine • Archives départementales • Essonne Tourisme, Seine-et-Marne Attractivité • Associations de restauration de bâti (dont Rempart) • Union des amis du Parc • ...

Plan du Parc

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables



Silhouettes de villages



Corps de ferme remarquables



Grands domaines et murs d'enceinte



Patrimoines culturels à protéger en priorité



Parcs, jardins et équipements de loisirs à maintenir



Eau, marais et zones humides à préserver



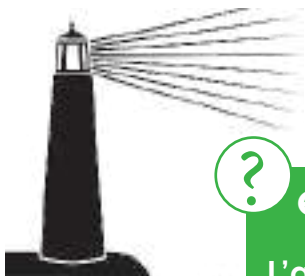
Protéger les monuments, les sites naturels, culturels et paysagers



OQP n°1

OQP n°4





QUESTION ÉVALUATIVE

L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis d'améliorer la connaissance et la préservation du patrimoine bâti ancien sur son territoire ?



● Nombre d'éléments du patrimoine bâti restaurés avec un financement du Parc

Type : indicateur de réalisation

Cet indicateur suit le nombre d'éléments du patrimoine bâti ancien (antérieur à 1950) faisant l'objet d'un accompagnement financier par le Parc pour leur restauration.

Échelle géographique : Parc

Unité : nombre d'éléments du patrimoine bâti

Fréquence de mise à jour : annuelle

État de départ : de 2011 à 2021, 176 dossiers de subventions pour la restauration ont été retenus

➡ **Objectif cible en fin de charte** : 200 nouveaux éléments du patrimoine bâti restaurés avec un financement du Parc.



● Nombre de communes du Parc ayant bénéficié d'un inventaire de leur patrimoine bâti ancien

Type : indicateur de réalisation

Cet indicateur suit le nombre de communes ayant bénéficié d'un inventaire de leur patrimoine bâti ancien (antérieur à 1950).

Échelle géographique : Parc

Unité : nombre de communes

Fréquence de mise à jour : annuelle

État de départ : fin 2023, 26 communes ont bénéficié de l'inventaire de leur patrimoine bâti.

➡ **Objectif cible en fin de charte** : toutes les communes auront bénéficié de l'inventaire de leur patrimoine bâti ancien.



Mesure 9

Sauvegardons le patrimoine immatériel

La convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel adoptée en 2003 par l'UNESCO et ratifiée en 2006 par la France reconnaît comme patrimoine des éléments de la culture tels que la musique, la danse, la langue ou encore les savoir-faire. Le patrimoine immatériel est une notion très vaste et difficile à appréhender et à conserver. Il est dit vivant car en constante évolution, en création permanente. Il fonde l'identité du territoire.

Il ne faut pas négliger le patrimoine, constitué par la mémoire des créatrices du passé et de la transmission de leurs savoirs. Patrimoine et patrimoine constituent ensemble notre héritage culturel commun, mixte et égalitaire.

Le Gâtinais français est un territoire de savoir-faire anciens encore très présents autour d'activités traditionnelles, comme la production de miel, de plantes aromatiques et médicinales, ou l'extraction de grès.

La culture du cresson, très ancrée territorialement, laisse aussi tout un

patrimoine de cressonnières : leurs formes particulières constituées de bassins ou fosses sont préservées tant qu'elles sont en activité, mais leur avenir est menacé en cas de perte de fonctions. La viticulture, quant à elle, du fait de ses coteaux bien exposés, fut très développée et a laissé des traces matérielles et immatérielles à travers l'existence de lieux-dits, du culte de Saint-Vincent, de maisons de vigneron, etc. Aujourd'hui, elle renaît car elle s'adapte au terroir et aux changements climatiques.

En raison de leurs emplacements en périphérie de bourg, les vergers enrichissent et contribuent à l'identité du paysage. Témoins d'un savoir-faire local, les anciennes variétés font également partie de notre patrimoine historique et culturel. Néanmoins, les arbres fruitiers vieillissants ne sont pas remplacés et sont souvent abandonnés ou arrachés, faisant craindre leur disparition dans un avenir proche. Lors de sa précédente charte, le Parc a commencé un travail d'inventaire et de renouvellement de ce patrimoine.

Depuis sa création, le Parc naturel régional du Gâtinais français s'est attaché à la redécouverte et à la transmission des savoirs techniques, culturels et populaires, qu'ils soient oraux, écrits ou gestuels. L'histoire et la mémoire de ces savoirs restent peu partagées, voire méconnues.

L'intérêt pour le patrimoine immatériel, et plus particulièrement pour les savoir-faire identitaires, peut paraître nostalgique ou traditionaliste mais il permet souvent de mieux comprendre le patrimoine bâti, son origine et ses développements. Il doit être également un appui pour se tourner vers l'avenir. La sauvegarde et la valorisation de ce patrimoine sont des atouts d'un point de vue social, économique et environnemental. La collecte de la mémoire associée à un programme de valorisation des connaissances auprès des habitants, à travers des publications, rencontres, expositions, favorise une appropriation de ce patrimoine et une réflexion sur les enjeux des transformations socio-économiques actuelles.

Initié au cours de la première charte, le Parc a mis en œuvre un projet de recueil de témoignages oraux auprès des habitants du territoire afin de constituer un fonds « Mémoires du Gâtinais français ». C'est un projet qui s'inscrit dans une démarche de création de sources et une démarche patrimoniale de conservation. La constitution de ce fonds est en cours depuis 2005. Il a permis de collecter des témoignages oraux sur différents thèmes : la production du cresson, la culture des plantes médicinales ou encore le métier de carriers de grès.

Entre 2020 et 2022, des étudiants de l'Institut de recherche et d'études supérieures du tourisme ont également travaillé sur les savoir-faire. Ils ont réalisé des fiches inventaires pour l'inscription des pratiques et savoir-faire des filières cresson et plantes aromatiques, médicinales et à parfum au patrimoine immatériel de l'UNESCO

La sauvegarde de ce patrimoine immatériel demeure l'un des grands enjeux pour les années à venir ; elle est d'autant plus importante que la mémoire orale et les savoir-faire disparaissent avec les personnes. **NOTRE AMBITION** est d'approfondir la connaissance de ce patrimoine immatériel, de renforcer les liens culturels entre les habitants et de valoriser l'identité du territoire.

Disposition 1

Charte



Récolter et préserver l'identité gâtinaise.

- Continuer et accélérer la collecte de la mémoire orale en poursuivant le travail entrepris depuis la première charte, avec le fonds « Mémoires du Gâtinais français ». Un travail sur la récolte des archives privées des anciennes familles du territoire devra être réfléchi pour l'aspect historique, les savoir-faire et la mémoire des communes. La collecte pourrait être accélérée avec l'aide des associations, des bénévoles et des habitants par le biais d'ateliers, de temps d'échanges.
- Améliorer la connaissance des savoir-faire identitaires par la collecte de la mémoire orale. La collecte de savoir-faire par la mémoire orale étant un travail long et dont les matériaux collectés sont complexes à traiter et restituer, il sera nécessaire de mettre en place des partenariats avec des acteurs de la recherche, de la culture pour appuyer l'objectif de préservation du patrimoine immatériel.
- Diffuser la mémoire collective afin de générer du lien intergénérationnel, redonner vie à l'oralité, créer des temps dédiés à l'écoute, mettre en place des supports de diffusion de la mémoire (expositions, spectacles vivants, contes, veillées, etc.).

Disposition 2

Mi-charte



Répertorier et faire connaître les savoir-faire gâtinais.

- Valoriser le patrimoine immatériel auprès de tous les publics
 - . continuer à préserver ce patrimoine en relation avec les acteurs concernés du territoire,
 - . définir un programme de valorisation du patrimoine immatériel en mobilisant les associations, réseaux et acteurs concernés,
 - . mettre en relation les associations participant à la vie locale avec les acteurs du patrimoine immatériel,
 - . diffuser des témoignages concernant les savoir-faire,
 - . valoriser le patrimoine culturel immatériel par la création artistique.

Disposition 3

3 ans



Transmettre les savoir-faire locaux en matière de restauration du patrimoine.

- Former les artisans aux techniques et aux matériaux pour la restauration du bâti ancien.
- Former à ces métiers et développer les bourses et les aides aux "élèves" souhaitant se diriger vers ces métiers.
- Inclure dans les marchés publics les entreprises et artisans locaux.
- Diffuser des outils de sensibilisation sur les savoir-faire, favoriser la transmission des métiers du patrimoine et préserver les savoir-faire ancestraux qui font partie de l'ADN culturel.
- Mobiliser les associations d'insertion spécialisées dans la rénovation du patrimoine comme l'association Rempart.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Collecter la mémoire orale (métiers, savoir-faire, pratiques...) et la faire connaître.
- ✓ Réaliser des études historiques sur les savoir-faire emblématiques du territoire.
- ✓ Contribuer à la sensibilisation des publics sur le patrimoine immatériel.
- ✓ Mobiliser les réseaux d'associations ou d'historien/es locaux.
- ✓ Valoriser le patrimoine immatériel lié aux savoir-faire et aux pratiques par des animations et des restitutions auprès du public (expositions, conférences, parcours...).
- ✓ Valoriser le patrimoine culturel immatériel par la création artistique.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel par l'appui technique de ses services et par un soutien spécifique aux laboratoires de recherche.
- Contribuer à la valorisation économique et à la transmission des savoir-faire spécifiques des entreprises en apportant son appui au Parc pour l'identification et la labellisation « Entreprises du patrimoine vivant ».

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Participer aux réflexions menées par le Parc sur la valorisation du patrimoine culturel immatériel et des savoir-faire et partager ses expériences.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Faciliter le repérage de personnes ressources/témoins dans le cadre de la sauvegarde de la mémoire orale.
- Rechercher et initier les associations sur la collecte de la mémoire orale.
- Mettre en place des ateliers pour récolter la mémoire orale des habitants.

Les autres partenaires . Chambres consulaires . Associations . UNESCO . Historien/es locaux . Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais . Offices de tourisme



Plan du Parc



Cressonnières en activité



OQP n°29

Mesure 10 Soutenons la création artistique



Situé à proximité de l'agglomération parisienne et de ses réseaux culturels, le territoire du Parc offre un cadre favorable au développement de projets culturels et artistiques innovants et à l'accueil d'artistes attirés par les richesses culturelles et naturelles du Gâtinais français. Des peintres de l'école de Barbizon à Jean Cocteau ou Niki de Saint Phalle, en passant par Chomo, le Gâtinais français a toujours été une terre d'élection et d'inspiration pour les artistes. Aujourd'hui encore, le territoire demeure un lieu d'expression d'une vie artistique riche et variée.

Attentif au rôle déterminant de la culture dans l'aménagement, l'amélioration du cadre de vie et des modes de vie, ainsi qu'aux attentes des habitants en matière d'offre culturelle, le Parc a apporté son appui aux acteurs et aux initiatives culturelles du territoire.

La politique culturelle du Parc s'illustre par son ambition d'ENRICHIR la vie culturelle et artistique du territoire en suscitant la CRÉATION et l'organisation de projets culturels, **NOTRE AMBITION** est de consolider la création artistique sur le territoire pour RENFORCER LES LIENS entre les habitants, et entre les générations.

Parc naturel régional du Gâtinais français



Disposition 1

Mi-charte



Sauvegarder la ruralité grâce à la création artistique locale.

- Soutenir la création artistique notamment par l'accueil d'artistes en résidence.
- Éveiller les jeunes à la culture du territoire :
 - . décliner une offre de découverte interactive et ludique sur le temps scolaire, le hors temps scolaire, en autonomie ou en famille, associer virtuel, nature, culture et jeux,
 - . faire participer les jeunes dans la création d'outils de valorisation et de médiation en lien avec les nouvelles technologies.

Mesure 10

Disposition 2

Mi-charte



Promouvoir les richesses patrimoniale, culturelle et artisanale du Parc.

- Faire comprendre la signification et la valeur patrimoniale du territoire :
 - . mettre en réseau, valoriser les lieux culturels du territoire : lieux d'histoire, monuments, musées, archives, bibliothèques, etc. par des outils innovants,
 - . promouvoir l'immersion in-situ, l'itinérance des musées.
- Associer les patrimoines et la création artistique :
 - . mettre en scène les richesses et les valeurs du territoire, rechercher la diversité des expressions artistiques, soutenir l'évènementiel culturel, convier les artistes à porter et à partager un regard sur les patrimoines, réinvestir les lieux d'histoire, amener l'art dans les villages, dans les villes, dans la nature, faire des arts visuels un outil pédagogique,
 - . prendre en compte la diversité des publics (villages enclavés, quartiers prioritaires...), déployer l'offre sur l'ensemble du territoire et auprès des publics, développer le principe de l'itinérance pour l'offre culturelle,
 - . créer des outils de valorisation et de médiation des patrimoines en lien avec les nouvelles technologies.
- Promouvoir les métiers du patrimoine :
 - . faire intervenir des personnes détentrices d'un savoir-faire rare ou représentatif des traditions gâtinaises et favoriser la transmission de ce savoir, par exemple dans le domaine des métiers d'art ou de la restauration patrimoniale,
 - . sensibiliser les maîtres d'ouvrage et en premier lieu les collectivités à renforcer les liens entre l'artisanat d'art et la restauration du bâti,
 - . susciter l'intérêt des jeunes pour les filières de formation aux métiers d'art, encourager la formation professionnelle.

- ✓ Dynamiser et soutenir la création artistique sous toutes ses formes.
- ✓ Inciter à l'accueil de résidences d'artistes produisant des impacts et des restitutions locaux.
- ✓ Soutenir les initiatives artistiques et culturelles innovantes émanant du territoire et en lien avec les objectifs de la charte du Parc.
- ✓ Inviter des artistes à investir des sites patrimoniaux, naturels, ou des paysages emblématiques pour des événements, sous réserve de compatibilité avec la sensibilité des sites.
- ✓ Faciliter les échanges artistiques entre artistes locaux et extérieurs au Parc.
- ✓ Valoriser la présence d'artistes en résidence auprès des artistes locaux, des associations et de la population.
- ✓ Faire connaître auprès des porteurs de projets culturels la base de données de l'inventaire du patrimoine.
- ✓ Favoriser l'échange culturel, le lien social et la découverte du patrimoine, notamment par les spectacles culturels et vivants en milieu rural.
- ✓ Encourager les rencontres grand public et les initiatives artistiques ainsi que la création de structures ayant une vocation culturelle.
- ✓ Créer et mettre en œuvre des outils de valorisation des patrimoines, notamment en s'appuyant sur les nouvelles technologies.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Informer et associer le Parc lors de la mise en place d'actions sur son territoire.

État

- Soutenir la politique de création et de diffusion des établissements culturels sous contrat sur le territoire du Parc.

Conseil régional d'Île-de-France

- Participer aux réflexions menées par le Parc sur le développement culturel du territoire et apporter informations et expériences.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Participer aux réflexions menées par le Parc sur le développement culturel du territoire et apporter informations et expériences.
- Soutenir l'organisation de résidences d'artistes et les actions de restitutions.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Participer à la réalisation des actions culturelles mises en œuvre par le Parc, par les moyens qui leur sont propres : logistique, rôle de relais auprès de la population, accueil d'artistes...



Les autres partenaires • Chambres des métiers • Association culturelle du Département de Seine-et-Marne • Établissements culturels et artistiques • Réseaux culturels et artistiques • Offices de tourisme • Acteurs de terrain, compagnies, artistes et associations • ...

réhabilitation accueil
 éco-conditions climat
 désartificialisation chaufferies
 transition bois-énergie
 durable mutation
 architecture habitat
 économies filières
 recherche rénovation
 logement aménagement protection
 adaptation forêt
 eau valeurs-parc biosources
 connaissance
 résilience captage sobriété
 énergie renouvelable consommateurs
 ressources intergénérationnelle défis économie
 agriculture agri-urbain mixité
 efficacité transports diversification souveraineté
 innovation décarbonation
 alimentation-santé



AXE AMÉNAGEMENT ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

S'APPUYER SUR LA SOBRIÉTÉ POUR SE DÉVELOPPER DURABLEMENT ET VIVRE HARMONIEUSEMENT DANS LE GÂTINAIS FRANÇAIS

L'économie circulaire se définit comme un modèle systémique de développement économique visant d'une part à limiter la production de déchets et l'usage des ressources, et d'autre part à diminuer les impacts environnementaux de l'extraction des ressources jusqu'à la fin de vie des produits.

En Île-de-France, la Stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire vient orchestrer l'action régionale de transition vers l'économie circulaire avec l'objectif, à horizon 2030, d'engager 100 % des territoires franciliens dans l'économie circulaire.

Avec l'ambition de devenir, à horizon 2041, un territoire résilient et circulaire, le Parc naturel régional du Gâtinais français entend placer la sobriété au cœur de toutes ses actions pour permettre un développement durable et harmonieux du territoire et des activités gâtinaises.

Pour y parvenir, le Parc naturel régional du Gâtinais français s'engage à :

- > accompagner la mutation et la résilience des activités économiques face à la transition énergétique et au changement climatique, en faisant de l'économie circulaire un levier de compétitivité et une opportunité pour développer des modèles économiques plus respectueux des enjeux environnementaux et sociétaux ;
- > réinventer un cadre de vie rural durable et renouvelé, à travers l'exemplarité du Parc dans l'atteinte de l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN), la maîtrise qualitative de l'urbanisation, l'accès à un logement de qualité à tous, la mixité activité-habitat et l'intégration des relations intergénérationnelles et la solidarité ;
- > contribuer à la décarbonation du mix énergétique par un développement sobre des énergies renouvelables via une production diversifiée et respectueuse de la haute valeur environnementale, paysagère et patrimoniale du territoire ;
- > contribuer à la réduction des émissions de gaz à ef-

fet de serre, notamment grâce à l'engagement de tous les acteurs du territoire en faveur d'une sobriété et efficacité énergétique ainsi que du développement d'une mobilité décarbonée accessible à tous ;

- > assurer la souveraineté, la sobriété et la solidarité, notamment à travers un enjeu fort de performance des filières agricoles et alimentaires pour réduire l'empreinte environnementale de l'alimentation ;
- > renforcer la gestion durable et solidaire de la ressource en eau dont la qualité est à préserver ;
- > contribuer à la réduction des consommations de ressources naturelles non renouvelables et d'énergie dans une démarche de sobriété, en favorisant le développement des matériaux biosourcés et la réduction des autres formes de pollution ;
- > devenir un territoire « zéro déchet », notamment en passant de la gestion des déchets à la gestion de ressources.

Dans tous ces domaines, NOTRE AMBITION est d'encourager les changements de comportements par de la sensibilisation aux bonnes pratiques, par l'expérimentation de solutions alternatives et par la promotion des réalisations exemplaires.

—• Orientation 4

- Sauvegarder la ressource en eau et favoriser la sobriété de ses usages

—• Orientation 5

- Mettre la santé, la durabilité et l'accessibilité au cœur de l'économie gâtinaise

—• Orientation 6

- Œuvrer vers une sobriété des consommations et développer l'économie circulaire

—• Orientation 7

- Maîtriser un urbanisme garant de la qualité de vie en protégeant les éléments fondateurs de l'identité du territoire

ORIENTATION 4

Sauvegarder la ressource en eau et favoriser la sobriété de ses usages

Le Gâtinais français présente un réseau hydrographique peu dense. La Juine, l'Essonne et l'École sont les exutoires naturels de l'aquifère de Beauce. Seul le Loing, qui dessine la frontière sud-est du Parc, ne naît pas de cette masse d'eau, même s'il est alimenté sur sa rive gauche par des affluents qui en sont issus. Le Parc se fixe un objectif de sauvegarde de la ressource tant qualitatif que quantitatif.

D'un point de vue qualitatif le service public d'assainissement non collectif est essentiel afin de favoriser la mise en conformité des installations, mais surtout pour protéger la qualité des captages d'alimentations en eau potable des pollutions diffuses.

Le climat impacte fortement les nappes phréatiques qui se rechargent de moins en moins et qui sont toujours de plus en plus sollicitées (captages pour différents usages) et le réseau hydrographique en souffre (assèche-

ment des rivières, des mares...) ; il est indispensable de revoir nos usages pour économiser l'eau à sa source. Le Parc favorise les économies d'eau dans les usages et promeut la consommation d'eaux non conventionnelles dès que c'est possible. Notre action visera à la fois la rationalisation des usages et la réutilisation des eaux.

Bien que les eaux de surfaces soient peu présentes sur le territoire, de nombreux marais, mares et zones humides fonctionnent en lien avec nos rivières. Ils présentent des biotopes de très grands intérêts et assurent des fonctions d'autoépuration des eaux et d'expansion des crues. Leur protection face aux drainages, aux comblements ainsi qu'aux exhaussements de terre sera indispensable pour conforter les zones humides en tant que réservoirs de biodiversité et d'adaptation face au changement climatique.

Nous avons pour ambition le maintien d'une eau de qualité, en quantité, gérée selon des principes durables (maintien des zones humides et du réseau hydrographique) qui garantissent sa pérennité et sa résilience (ruissellements, sécheresses, inondations...), et où se concilient les différents usages (eau potable, agricole, industriel).



—● Mesure 11 ● Luttons pour améliorer la qualité de l'eau



—● Mesure 12 ● Assurons une bonne gestion de l'eau dans un contexte de raréfaction



Mesure 11 Luttons pour améliorer la qualité de l'eau

Le territoire du Parc s'inscrit dans le bassin versant de la Seine couvert par les objectifs du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Seine-Normandie.

L'état écologique des rivières du territoire s'est amélioré entre 2007 et 2019 hormis pour l'École :

- la Juine est passée d'un état moyen en 2007 à un bon état dès 2013,
- l'Essonne est passée d'un état moyen en 2007 à un bon état en 2019,
- l'École qui était restée d'un état moyen de 2013 à 2017 a vu sa qualité se détériorer à médiocre en 2019.

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Nappe de Beauce recouvre la quasi-totalité du territoire du Parc. Cette masse d'eau souterraine présente un état chimique médiocre et une forte vulnérabilité aux polluants anthro-

piques en raison de l'absence de couches géologiques imperméables. Les prélèvements et usages de la nappe peuvent provoquer ou amplifier les phénomènes de baisse de qualité et de quantité. Cette nappe est cruciale pour notre territoire, car elle alimente nos rivières (École, Juine et Essonne) et assure une très grande partie de notre alimentation en eau potable.

Un petit fragment au sud-est du territoire d'étude, sur les communes de Bourron-Marlotte et Grez-sur-Loing, est concerné par la masse d'eau « Craie et Tertiaire du Gâtinais ». Elle présente un état quantitatif bon malgré un état chimique médiocre.

Chacun des habitants du Gâtinais français a des droits et des devoirs envers l'eau. Garantir à chacun un accès à une eau de qualité exige de préserver durablement cette ressource. La préservation doit être à la fois qualitative et quantitative. Ainsi, à chaque étape du cycle de l'eau, chaque famille d'acteurs doit mettre en place ou conforter des pratiques moins, voire non, polluantes.

La qualité des eaux, superficielles et souterraines, présente un enjeu complexe de gestion à l'échelle d'un territoire comme celui du Parc puisque de nombreux facteurs peuvent l'influencer :

- les rejets d'eaux usées traitées dans les cours d'eau,
- les intrants issus de l'agriculture qu'ils soient chimiques (pesticides...) ou d'origine humaine ou animale (boues issues de station d'épuration, digestats de méthaniseurs...),
- la conformité des installations d'assainissement collectif et non collectif présentes sur le territoire,
- les rejets d'eaux pluviales issus des ruissellements urbains ou agricoles, drains, etc.,
- la préservation des zones humides qui constituent un socle naturel essentiel à l'épuration des eaux,
- la protection des périmètres de captage d'eau potable.

Depuis 2022, le service public d'assainissement non collectif du Parc octroie (première à l'échelle nationale !) des subventions aux particuliers qui mettent en conformité leur installation d'assainissement non collectif.

NOTRE AMBITION est d'améliorer ou de rétablir la **QUALITÉ** de l'eau et de garantir sa **PRÉSERVATION** à long terme.

Parc naturel régional du Gâtinais français

Disposition 1



Charte

Renforcer le service public d'assainissement non collectif et partager son expérience.

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) du Parc, créé en 2006, assure l'amélioration de la qualité des rejets domestiques et limite la pollution diffuse. Il s'agit de :

- poursuivre la mise en œuvre du SPANC (contrôles de l'existant et de bon fonctionnement, contrôles pour vente, contrôles de conception, contrôles de bonne exécution),
- promouvoir l'assainissement non collectif moins coûteux et plus adapté à l'habitat rural dispersé, la phyto-épuration et les installations ne consommant pas d'énergie,
- favoriser sur l'ensemble du territoire du Parc le déploiement de subventions pour l'aide à la réhabilitation,
- développer le SPANC Parc sur les collectivités adhérentes,
- faire connaître la qualité de l'eau auprès des habitants et des collectivités,
- fédérer un réseau d'entreprises autour de la réhabilitation de l'assainissement non collectif pour mieux accompagner les usagers.

Disposition 2



Charte

Limitier les ruissellements et leurs impacts.

- Accompagner les exploitants agricoles et les collectivités dans la mise en place d'aménagements de lutte contre les ruissellements, dont essentiellement les solutions fondées sur la nature (surélévation des chemins, plantation de haies, création de mares, plantation de bosquets...).
- Contribuer à identifier et à faire connaître les zones à enjeux ainsi qu'à les inscrire dans les documents de planification.
- Inciter à la gestion des eaux pluviales à la parcelle et échanger sur les bonnes pratiques.
- Sensibiliser aux enjeux du ruissellement et de ses impacts (maquette rivière...).

Disposition 3



Charte

Protéger la qualité des captages d'alimentation en eau potable.

- Soutenir les actions en faveur de la protection des captages d'alimentation en eau potable et plus particulièrement autour des captages prioritaires et sensibles identifiés dans le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) 2022-2027 et en lien avec les aires d'alimentation des captages (Itteville, Baulne, Videlles, Perthes, Milly-la-Forêt, Le Vaudoué, Bourron-Marlotte, Buthiers, Grez-sur-Loing, Saint-Pierre-lès-Nemours).

Par exemple, accompagner des projets de mise en place de paiement pour services environnementaux avec l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, les EPCI compétents, les agriculteurs volontaires, etc. qui peuvent permettre l'installation ou la conversion d'exploitations en agriculture biologique, la réduction des intrants...

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Accompagner les politiques des collectivités compétentes (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, schéma d'aménagement et de gestion des eaux, syndicats de rivière, syndicats d'alimentation d'eau potable Communautés d'agglomération, Communautés de Communes, etc.) et participer à la mise en œuvre de leurs programmes d'actions.
- ✓ Mettre en œuvre et développer le service public d'assainissement non collectif du Parc.
- ✓ Favoriser la gestion en régie des services d'eau potable.
- ✓ Porter des démarches auprès des industriels et commerçants pour limiter les rejets de polluants.
- ✓ Accompagner les agriculteurs dans les démarches concourant à la préservation de la ressource en eau.
- ✓ Valoriser les actions exemplaires du territoire en faveur de l'environnement.
- ✓ Sensibiliser le grand public et les élus aux enjeux de la préservation de la qualité de l'eau (préservation des zones humides, pollutions chroniques et ponctuelles, interactions avec les aménagements et les modes de vie, maquette rivière, pêche aux macro-invertébrés d'eau douce...).
- ✓ Travailler en collaboration et de manière complémentaire avec les Syndicats de rivière et autres organismes concernés.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État, Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Accompagner techniquement et financièrement dans le cadre des compétences régionales et des politiques qui en sont issues, le renforcement de la capacité d'action des acteurs de l'eau.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Pour les collectivités compétentes pour l'assainissement collectif et non collectif, renforcer la connaissance de leur parc d'installations et sensibiliser à la mise en conformité des installations.
- Associer le Parc à leurs réflexions et travaux.
- Faciliter la transmission ou l'accessibilité des données nécessaires au développement des actions.
- Lutter contre les remblaiements et affouillements (terres et matériaux qui pourraient venir combler des mares et mouillères et d'anciennes carrières ne disposant pas/plus de plan de réaménagement, ou surélever des terres agricoles...).
- Inscrire dans les documents d'urbanisme les interdictions de remblaiement des zones humides, les axes de ruissellement, l'obligation de gestion des eaux pluviales à la parcelle, l'interdiction d'exhaussement des terres agricoles et des affouillements.
- Gérer les eaux pluviales à la parcelle et en techniques douces.

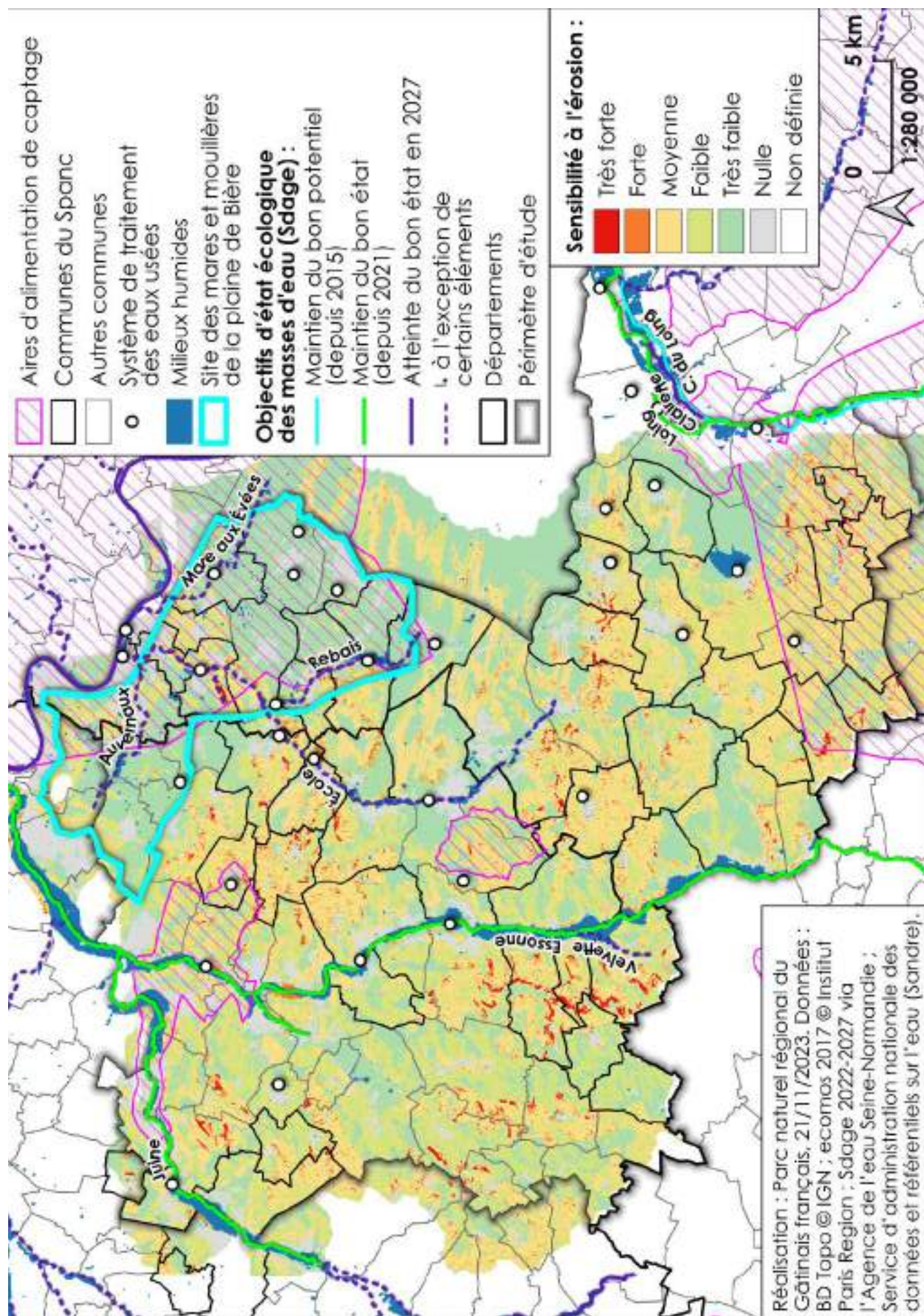
Les autres partenaires • Syndicats de rivière • Agence de l'Eau-Seine Normandie • Chambre d'agriculture de Région Île-de-France • ...



Plan du Parc

- Mares et mouillères du secteur de la Plaine de Bière
- Mares et mouillères à préserver
- Cressonnières en activité

- Espaces agricoles à maintenir
- Eau, marais et zones humides à préserver
- Sauvegarder les milieux aquatiques et préserver la qualité de l'eau
- Coopérer avec d'autres territoires





QUESTION ÉVALUATIVE

La qualité de l'eau dans son milieu naturel et au robinet s'est-elle au moins maintenue, voire améliorée ?

Part des communes du territoire possédant un indice de qualité globale de l'eau potable bon

Type : indicateur d'observation du territoire

Cet indicateur évalue la part des communes du territoire possédant un indice de qualité globale de l'eau potable bon.

Échelle géographique : commune

Unité : % des communes du Parc

Fréquence de mise à jour : annuelle

État de départ : 93 % des communes du périmètre d'étude possèdent un indice de qualité globale de l'eau potable bon en 2019

Évolution de l'état écologique des cours d'eau (par tronçons)

Type : indicateur d'observation du territoire

Cet indicateur évalue l'état écologique des cours d'eau par tronçons et leur évolution au cours du temps.

Échelle géographique : Parc

Unité : niveau (1 à 5)

Fréquence de mise à jour : selon les études de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et du Sage Nappe de Beauce

État de départ :

Code national de la masse d'eau	Code européen de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Longueur du tronçon (km)*	État écologique en 2019**
HR522	FRHR522	Canal du Loing	87,5	bon
HR73A	FRHR73A	La Seine du confluent de l'Yonne (exclu) au confluent de l'Essonne (exclu)	68,1	moyen
HR93B	FRHR93B	L'Essonne du confluent de la Rimarde (exclu) au confluent de la Juine (exclu)	54,5	bon
HR89	FRHR89	Le Lunain de sa source au confluent du Loing (exclu)	51,4	moyen
HR88A	FRHR88A	Le Loing du confluent de la Clery (exclu) au confluent de la Seine (exclu)	43,2	bon
HR92	FRHR92	L'École de sa source au confluent de la Seine (exclu)	26,7	médiocre
HR95B	FRHR95B	La Juine du confluent de la Chalouette (exclu) au confluent de l'Essonne (exclu)	24,3	bon
HR73A-F4495000	FRHR73A-F4495000	Le ru de Balory	12,2	médiocre
HR73A-F4475000	FRHR73A-F4475000	Le ru de la mare aux Évées	11,3	médiocre
HR92-F4483000	FRHR92-F4483000	Le ru de Rebais	9,3	médiocre
HR92-F4489000	FRHR92-F4489000	Le ruisseau d'Auvernaux	8,7	médiocre
HR88A-F4379001	FRHR88A-F4379001	Le ruisseau la Clairette	4,4	médiocre
HR93B-F4529000	FRHR93B-F4529000	La Velvette	4,0	médiocre
HR92-F4484500	FRHR92-F4484500	Le ruisseau des Fontaines	1,7	médiocre

*La longueur est celle du tronçon entier, indépendamment de ses parties dans le Parc, en frontière de Parc ou hors Parc.

**L'état des lieux suivant est prévu par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie en 2025.

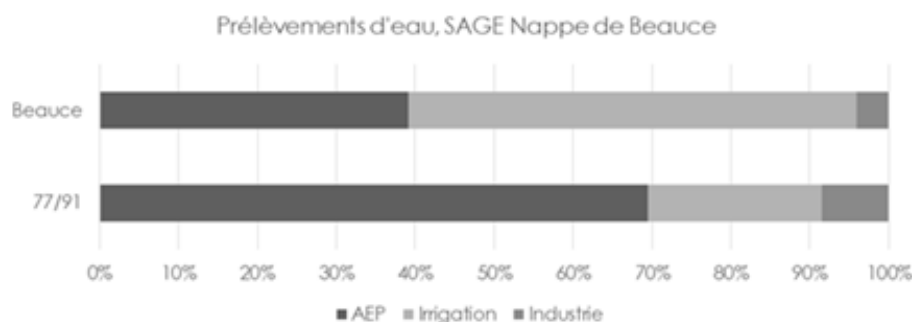
Mesure 12

Assurons une bonne gestion de l'eau dans un contexte de raréfaction

L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. L'usage de l'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis. (Loi sur l'eau 1992).

Le Parc naturel régional du Gâtinais français repose en majeure partie sur la nappe de Beauce qui présente un état quantitatif médiocre. Elle constitue l'approvisionnement principal des cours d'eau du territoire, la ressource unique de notre alimentation en eau potable et des différents usages et activités. Les prévisions du changement climatique indiquent une baisse moyenne de nappe de 3 à 10 mètres sur le territoire, à l'horizon 2050.

Les prélèvements d'eau dans la nappe sont pour différents usages : irrigation, adduction d'eau potable et industrie. La répartition des usages sur les départements de l'Essonne et de la Seine-et-Marne diffère des autres territoires de la Beauce :



La qualité des cours d'eau est fragilisée par les polluants apportés par la Nappe de Beauce avec des conséquences sur leur état écologique. La préservation de la ressource en eau est une responsabilité collective.

Elle nécessite une prise de conscience, une culture commune et une gestion concertée entre tous les acteurs pour engager l'économie de la ressource comme un objectif permanent de gestion : Agence de l'eau, Etat, Région, Départements, collectivités locales, industriels, agriculteurs, cressiculteurs, professionnels, habitants. Les opportunités d'économie d'eau se situent à

tous les niveaux : activités économiques, usages domestiques collectifs et privés.

L'optimisation du rendement d'un réseau d'adduction d'eau potable, l'incitation à adapter les comportements, la préservation des zones humides, la réutilisation des eaux pluviales, etc. sont de multiples moyens pour lutter contre le gaspillage.

Les bénéfices de cette économie sont multiples :

- la ressource en eau est moins sollicitée,
- les volumes d'eau à traiter sont diminués,
- les volumes d'eaux usées à épurer sont réduits,
- les factures d'eau sont amoindries,
- la consommation d'énergie pour traiter et transporter l'eau est diminuée.

NOTRE AMBITION est de faire adopter des comportements **EXEMPLAIRES** dans nos usages et notre consommation d'eau (réduire, réutiliser, recycler) pour garantir la pérennité et la fonctionnalité du réseau hydraulique et des nappes phréatiques en tant que **BIEN COMMUN**.



Disposition 1



3 ans

Éduquer sur les usages de l'eau pour une meilleure rationalisation.

- Soutenir, accompagner et promouvoir le développement de la réutilisation des eaux pluviales.
- Sensibiliser les différents acteurs (collectivités, agriculteurs, entreprises, public) aux usages de l'eau.
- Assurer la souveraineté du territoire dans l'alimentation en eau potable en accompagnant les collectivités du territoire et en incitant à lutter contre les fuites.
- Déployer des démarches en faveur d'économie d'eau en direction du grand public (oyas, défi famille économe en eau, etc.).
- Impulser des démarches innovantes auprès des acteurs pour rationaliser les eaux pour chaque usage et mettre en œuvre des solutions pour économiser l'eau.
- Favoriser le dialogue pour limiter les conflits liés à l'usage de l'eau.

Mesure 12



Disposition 2



Charte

Expérimenter et développer la réutilisation des eaux grises et usées.

- Soutenir, accompagner et promouvoir le développement de la réutilisation des eaux non conventionnelles et suivre l'évolution de la réglementation : eaux grises, eaux traitées de station d'épuration, eaux d'exhaure, eaux de condensation, eaux de drainage agricole...



Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Intégrer l'enjeu de la bonne gestion de l'eau dans les démarches qu'il mène auprès des agriculteurs, des entreprises ainsi que dans ses actions auprès des habitants.
- ✓ Relayer les actions exemplaires menées pour initier les acteurs, privés et publics, à un meilleur usage de l'eau.
- ✓ Inciter les maîtres d'ouvrage à intégrer cet enjeu dès la conception des projets.
- ✓ Accompagner les solutions sur les procédés plus économes et la réutilisation des eaux non conventionnelles.
- ✓ Accompagner les collectivités dans des démarches d'exemplarité avec des actions pour traquer les gaspillages.
- ✓ Encourager les habitants et les collectivités à utiliser de l'eau non potable pour les usages non alimentaires.
- ✓ Contribuer à améliorer, diffuser et valoriser les connaissances et le suivi du bassin versant et ses milieux.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Mettre en œuvre le plan d'action national pour une gestion durable des eaux pluviales.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Participer dans le cadre de leurs politiques à la préservation quantitative de la ressource en eau.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes, Communes compétentes en matière d'urbanisme

- Intégrer dans le cahier des charges de leurs opérations d'aménagement l'objectif d'économie de la ressource en eau (réutilisation des eaux grises, équipements économes, modalités constructives économes en eau, chantier économe...).

- Intégrer l'enjeu de bonne gestion de l'eau dans leur démarche de collectivité éco-responsable, en veillant par exemple à réaliser une évaluation de la consommation d'eau potable en amont des projets d'aménagement.
- S'engager au côté du Parc dans une réflexion collective sur l'alimentation en eau du territoire et la prendre en compte dans leurs documents d'urbanisme.
- Améliorer les rendements des ouvrages de distribution d'eau potable (grâce par exemple à l'élaboration de schémas directeurs).

Les autres partenaires • Agence de l'eau Seine-Normandie • Schéma d'aménagement et de gestion des eaux Nappe de Beauce • Syndicat mixte des bassins versants de la rivière École, du ru de la Mare aux Évées et de leurs affluents • Syndicat Intercommunal d'aménagement, de rivières et du cycle de l'eau • Syndicat mixte pour l'aménagement et l'entretien de la rivière Juine et de ses affluents • Établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau du Bassin du Loing • Syndicats d'eau potable • Syndicats d'assainissement • Union des amis du Parc • Chambre d'agriculture de Région Île-de-France • ...



Plan du Parc

-  Espaces urbanisés à optimiser
-  Espaces agricoles à maintenir
-  Eau, marais et zones humides à préserver
-  Carrières industrielles à insérer dans le paysage et à revaloriser pour des intérêts agricoles et naturels
-  Sauvegarder les milieux aquatiques et préserver la qualité de l'eau

ORIENTATION 5

Mettre la santé, la durabilité et l'accessibilité au cœur de l'économie gâtinaise

Le Parc naturel régional du Gâtinais français est un territoire profondément **AGRICOLE** avec, en 2020, plus de la moitié de sa superficie dédiée à l'agriculture, avec quelques pôles de cultures spécialisées (plantes aromatiques et médicinales, cresson de Fontaine, safran...) et de l'élevage (poule Gâtinaise) qui font sa spécificité et concourent à son identité...

Depuis sa création, **LES PRATIQUES AGRICOLES** ont évolué vers une meilleure prise en compte de l'environnement, avec notamment plusieurs démarches allant dans le sens de la transition écologique et sociale (agroforesterie, pastoralisme, formations dédiées...).

● **NOTRE AMBITION** est de soutenir **L'AGRICULTURE LOCALE**, à taille humaine, véritable composante des paysages et de la vie économique. Il s'agit ici de valoriser son rôle, de renforcer son image et sa notoriété et de soutenir les pratiques innovantes s'inscrivant dans la perspective d'un développement agricole durable et résilient face aux effets du changement climatique.

À la croisée des enjeux sociaux, environnementaux, économiques, et ce dans un contexte de changement climatique, d'érosion de la biodiversité et de crise sanitaire et économique (pouvoir d'achat, prix de l'énergie...), le développement d'une **ALIMENTATION DURABLE ET DE PROXIMITÉ** n'a de sens qu'en étant basée sur une agriculture durable, innovante, résiliente et entreprenante.

L'ALIMENTATION DURABLE est un enjeu stratégique majeur, qui est indéniablement lié à l'économie du territoire, à sa résilience face

aux défis environnementaux, aux pratiques sociales et culturelles ainsi qu'à la santé des habitants/es. Les démarches et initiatives locales de structuration et valorisation des produits locaux en circuits courts se sont développées sur le Parc, notamment au travers du déploiement de la Marque Valeurs Parc qui compte plus d'une soixantaine de bénéficiaires en 2023 (producteurs, hébergeurs, restaurateurs, prestataire, boutiques...) et d'autres actions portées par des acteurs du territoire (plan d'alimentation territorial, réflexions ou diagnostics agri-alimentaires...).

● **Il est UNE AMBITION ESSENTIELLE** pour nous de nous saisir de ces démarches pour réfléchir à **UNE STRATÉGIE ALIMENTAIRE GLOBALE** et cohérente impliquant les différents acteurs du champ à l'assiette, afin de jouer un rôle d'ensemblier auprès des différentes collectivités déjà engagées, d'impulser une réflexion sur celles qui ne le sont pas encore et de sensibiliser la population à l'impact de ses pratiques alimentaires pour la vie économique du territoire.

Territoire également **FORESTIER** sur plus de 32 % de sa surface et caractérisé par un parcellaire morcelé, le Parc a placé, dès sa création, la forêt au cœur de ses préoccupations. Élément fort de l'identité paysagère, environnementale et économique, **LA FORÊT**, lieu de rencontre d'une diversité d'acteurs, a toujours été partagée entre de nombreux usages et a été marquée de fait par des conflits récurrents.

La conciliation de ses fonctions écologiques (réservoir de biodiversité, stockage du carbone), sociales (accueil de public et pou-

mons verts de la région parisienne) et économiques (source de production de matière première et d'énergies renouvelables pour les filières bois énergie et bois construction, dans le respect de la hiérarchie des usages du bois) devient un enjeu majeur à la lumière du changement climatique et d'une réappropriation de l'espace forestier par la société civile.

- **NOTRE AMBITION est de maintenir UNE FORÊT écologiquement fonctionnelle, gérée selon des principes durables (respect des équilibres naturels) qui garantissent sa pérennité et sa résilience (adaptation des pratiques, renouvellement des essences...), et où se concilient les différents usages (environnementaux, productifs et récréatifs).**

Le Parc naturel régional, **TRAIT D'UNION ENTRE LE RURAL ET L'URBAIN** et porteur de valeurs et spécificités locales fortes, a naturellement un rôle clé à jouer en termes de santé, de durabilité et d'accessibilité.

- **NOTRE AMBITION est d'être un laboratoire d'expérimentations et d'innovations et un espace de dialogue entre les acteurs du territoire et la société civile pour écrire l'avenir des FILIÈRES AGRICOLES ET FORÊTS-BOIS. Pour ce faire, poursuivons et renforçons les partenariats noués avec les acteurs forestiers et agricoles, mais aussi les organismes de recherche, afin de décupler et coordonner les actions à mener.**



- ● Mesure 13 ● Assurons notre souveraineté alimentaire en préservant les sols, l'eau, l'air, la biodiversité et la santé humaine
- ● Mesure 14 ● Favorisons l'accès à l'alimentation durable
- ● Mesure 15 ● Favorisons une économie forestière durable et respectueuse des services écologiques
- ● Mesure 16 ● Faisons de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique un moteur de la mutation des activités économiques locales



Mesure 13

Assurons notre souveraineté alimentaire en préservant les sols, l'eau, l'air, la biodiversité et la santé humaine

Le Parc est occupé à 57 % de sa surface par des espaces agricoles (MOS, 2021), avec une dominance des grandes cultures, et en particulier du blé et de l'orge, qui représentent près des deux tiers de l'assolement (RPG, 2020). Toutefois, cette orientation ne doit pas masquer une diversité de filières agricoles qui participent à l'identité très forte du territoire : plantes aromatiques et médicinales, maraîchage, cresson de fontaine, élevage ovin, safran, poule gâtinaise, miel, chanvre, fruitiers...

Le territoire agri-urbain et plus particulièrement ses exploitations agricoles sont et seront soumis à des pressions croissantes : changement climatique, diminution du nombre d'actifs, réduction de la quantité et de la qualité des ressources, en particulier de l'eau, perte de foncier, augmentation des charges et fragilité des marchés, défiance des consommateurs et conflits d'occupation et d'usages...

Les filières courtes et locales et les pratiques agro-écologiques se développent fortement dans le Gâtinais français grâce aux travaux conjoints du Parc avec les acteurs locaux, mais elles restent aujourd'hui à la marge.

Par son emprise et par sa diversité, l'agriculture façonne l'identité et le paysage du Gâtinais français et elle a un rôle important à jouer pour fournir au territoire :

- une alimentation saine et durable,
- des matériaux biosourcés et des énergies renouvelables,
- des services écosystémiques qui permettront de faire face à l'altération de l'environnement et des ressources.

NOTRE AMBITION est de permettre au **SECTEUR AGRICOLE** de relever le défi de la **SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE** et de l'**ADAPTATION DU TERRITOIRE** face aux changements climatiques et sociétaux, en impulsant et coordonnant les initiatives locales.

Parc naturel régional du Gâtinais français





Disposition 1

Charte

Identifier et appuyer les filières agricoles locales typiques du Parc et les filières émergentes.

- Préserver, faire connaître et accompagner l'adaptation des métiers et savoir-faire agricoles et artisanaux basés sur les ressources agricoles locales : cressiculture, apiculture, meunerie, textile, vinification, boulangerie, herboristerie, pastoralisme...
- Protéger et promouvoir la biodiversité domestique du Parc : races et variétés anciennes, rustiques, à intérêt patrimonial...
- Appuyer les productions agricoles typiques du Gâtinais français (cresson de fontaine, plantes aromatiques et médicinales, céréales, élevage, safran, miel, arboriculture...) et favoriser leur valorisation localement.
- Reconnaître les filières émergentes répondant aux besoins alimentaires locaux, intégrées dans l'économie locale et porteuses des valeurs du Gâtinais français (légumineuses...).
- Aider à la mise en réseau des acteurs socio-économiques locaux et privilégier l'élaboration de démarches collectives et cohérentes à l'échelle du territoire.
- Accompagner le développement de la production des cultures qui répondent aux besoins de la demande en matériaux biosourcés au sein du territoire du Parc, en complémentarité avec les productions alimentaires et dans un objectif agronomique et/ou de préservation de la ressource en eau.



Disposition 2

Charte

Étudier et valoriser les services écosystémiques rendus par l'agriculture sur le territoire.

- Encourager la réalisation de projets de recherche et d'expérimentations dans le Gâtinais français.
- Promouvoir et structurer la valorisation économique des pratiques agro-environnementales telles que la réduction d'utilisation des produits phytosanitaires, l'agriculture biologique, l'agroforesterie... et des filières à haute valeur environnementale, pour assurer la pérennité des exploitations qui les mettent en œuvre.
- Organiser la collaboration des acteurs locaux pour créer des synergies et de l'économie circulaire, garantes d'une plus grande autonomie des exploitations et d'une plus grande résilience face aux aléas.
- Faire savoir et expliquer les moyens mis en œuvre par les exploitants pour s'adapter au changement climatique et préserver l'environnement, mais aussi les contraintes auxquelles ils font face, afin que la transition écologique et sociale puisse se faire dans un climat de confiance et d'échanges.
- Étudier le développement d'actions prioritaires concernant les zones de captage d'eau potable telles que la réduction d'utilisation des produits phytosanitaires ou la conversion et le maintien en agriculture biologique.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Renforcer les liens entre les acteurs locaux et les instances publiques.
- ✓ Expérimenter pour élaborer de nouvelles réponses aux problématiques rencontrées localement (application d'éco-conditionnalités, éco-trophées, ...) et faciliter l'essai-mage des bonnes pratiques.
- ✓ Impulser et coordonner les échanges entre les acteurs locaux pour privilégier les démarches collectives et la cohérence territoriale.
- ✓ Revendiquer le Gâtinais français comme une terre d'expérimentation et d'innovation dans le respect des objectifs de la charte.
- ✓ Améliorer la compréhension du monde agricole par les habitants et faciliter les échanges en tant que territoire agri-urbain.
- ✓ Mettre en place une veille sur les dispositifs techniques et financiers liés à l'agriculture qui pourraient être mis en place pour accompagner les agriculteurs volontaires vers des pratiques vertueuses pour l'environnement et la santé
- ✓ Communiquer et élaborer des projets de sensibilisation auprès de tous les publics sur les questions liées à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement, ainsi que sur les moyens d'action mis en place.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Informer et associer le Parc sur les réflexions et actions nationales, régionales, départementales ou locales pouvant être développées sur le territoire (dispositifs de subventions, programmes, opérations de communication...).
- Communiquer et élaborer des projets de sensibilisation auprès de tous les publics sur les questions liées à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement, ainsi que sur les moyens d'action mis en place.

État

- Porter la parole des territoires dans les instances européennes et internationales.
- Soutenir et inciter les acteurs socio-professionnels liés au secteur agricole dans leur démarche durable de progrès en facilitant l'accès à la connaissance, en accompagnant la transition.

Conseil régional d'Île-de-France

- Faire du Parc un territoire d'expérimentation de la politique régionale en matière agricole et alimentaire.
- Assurer la cohérence des actions locales à l'échelle régionale et établir des stratégies prenant en compte les spécificités et acteurs locaux : valoriser les actions locales dans ses politiques régionales.
- Favoriser l'interconnaissance et les échanges entre les territoires franciliens et avec les autres régions.
- Proposer des opportunités techniques, financières et promotionnelles aux acteurs du secteur agricole afin de les accompagner dans la transition.
- S'appuyer sur les initiatives développées dans les Parcs pour expérimenter de nouvelles pratiques résilientes et inciter à la transition.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- S'appuyer sur le Parc pour l'animation de démarches agro-environnementales.
- Accompagner les démarches innovantes ou expérimentales destinées à développer les systèmes agricoles et alimentaires locaux et durables.
- S'appuyer sur le Parc pour mettre en place collectivement des actions cohérentes et complémentaires, s'inscrivant dans le projet de territoire traduit dans la charte.
- Prendre en compte les valeurs véhiculées par le Parc dans les projets de développement du territoire.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Relayer l'identité et les actions du Parc, participer à l'appropriation du Parc par les habitants.
- Faire remonter au Parc les attentes et les besoins des acteurs du monde agricole et des habitants.
- Relayer l'information et la sensibilisation du Parc sur la transition agro-environnementale.
- Participer à la création de liens entre les exploitants agricoles et les habitants.
- Mettre à disposition, dans la mesure des possibilités juridiques et des opportunités, du foncier ou des locaux en faveur de l'installation de porteurs de projets agricoles.
- Intégrer dans leurs projets d'aménagement et d'urbanisme les enjeux de protection du foncier agricole.

Les autres partenaires • Agriculteurs • Fédération des Parcs naturels régionaux de France • Île-de-France Nature • Chambre d'agriculture de Région Île-de-France • Syndicats agricoles • Organismes de collecte • Groupement des agriculteurs biologiques • Agence de l'eau Seine-Normandie • Agence de la transition écologique • Institut de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement • Arvalis-Institut du végétal • Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais • Syndicats de rivières • Terre de Liens • Les Champs des Possibles • Réseau des AMAPs d'Île-de-France • Établissements d'enseignement agricole • SAFER • Union régionale des collectivités forestières • Association de développement des plantes aromatiques et médicinales • Conservatoire national des plantes à parfum aromatiques et médicinales • Associations locales (Les Croqueurs de Pommes, Agrof'Île, la Gâtinaise Club de France, ASL de la Cressiculture essonnienne) • Union des amis du Parc • ...



Plan du Parc

Mares et mouillères du secteur de la Plaine de Bière

- Mares et mouillères à préserver

Motifs paysagers ou ponctuations remarquables

Corps de ferme remarquables

Alignements d'arbres ou arbres isolés

Sites d'intérêt pour la faune à préserver



Secteurs de reproduction des chevêches



Secteurs de nidification des busards



Cressonnières en activité



Patrimoines culturels à protéger en priorité



Ruptures d'urbanisation à maintenir



Espaces agricoles à maintenir



Eau, marais et zones humides à préserver



Sauvegarder les milieux aquatiques et préserver la qualité de l'eau



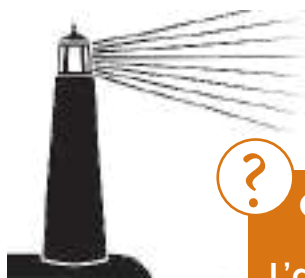
OQP n°6

OQP n°7

OQP n°9

OQP n°12

OQP n°29



QUESTION ÉVALUATIVE

L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis de proposer au territoire une souveraineté alimentaire ?

● Nombre de porteurs de projets (agricoles, alimentaires) ayant bénéficié d'un accompagnement technique ou financier du Parc

Type : indicateur de résultat

Cet indicateur vise à évaluer notre effort pour contribuer au développement de l'agriculture durable, notamment via le soutien aux filières locales et emblématiques du Parc. L'accompagnement technique correspond aux conseils, aux mises en relations, mises en réseaux, recherches de financements, montage de dossiers, avis techniques...

Échelle géographique : Parc

Unité : nombre

Fréquence de mise à jour : annuelle

État de départ : 600 porteurs de projets accompagnés (environ 40 par an)

● Types et surfaces cultivées par les exploitations

Type : indicateur d'observation du territoire

Cet indicateur mesure les types et surfaces cultivées selon le recensement agricole sur le territoire.

Échelle géographique : Parc

Unité : type de cultures et hectares

Fréquence de mise à jour : tous les 6 ans

État de départ :

Groupe de culture	Surface cultivée en 2022 (ha)*	Pourcentage de la surface cultivée totale
Blé tendre	14 195	29,7 %
Orge	11 721	24,5 %
Colza	4 728	9,9 %
Autres cultures industrielles	4 214	8,8 %
Gel (surfaces gelées sans production)	2 717	5,7 %
Autres céréales	1 883	3,9 %
Protéagineux	1 817	3,8 %
Fourrage	1 596	3,3 %
Tournesol	1 374	2,9 %
Maïs grain et ensilage	981	2,1 %
Légumes ou fleurs	886	1,9 %
Prairies temporaires	484	1,0 %
Prairies permanentes	391	0,8 %
Divers	243	0,5 %
Autres oléagineux	224	0,5 %
Légumineuses à grains	193	0,4 %
Plantes à fibres	75	0,2 %
Estives et landes	58	0,1 %
Vergers	20	0,0 %
Fruits à coque	0	0,0 %
TOTAL	47 800	

*Source : registre parcellaire graphique 2022. Surfaces indiquées sur les 85 communes complètes du périmètre d'étude.

Mesure 14 Favorisons l'accès à l'alimentation durable

Le territoire du Gâtinais français dispose de ressources alimentaires locales très diversifiées, qui participent à l'identité forte du territoire : plantes aromatiques et médicinales, maraîchage, cresson de fontaine, élevage (caprin, ovin, bovin), safran, poule Gâtinaise, miel, chanvre, arbres fruitiers... Sans oublier les productions historiques de grandes cultures (orge, blé, colza, betteraves...).

En s'appuyant sur ces ressources locales, les acteurs du territoire ont développé diverses formes de vente en direct et en circuits courts : multiplication des points de vente à la ferme, création de distributeurs automatiques, Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, structuration du réseau Valeurs Parc (restaurants, boutiques, artisans...), réalisation d'actions éducatives autour de l'alimentation et la santé... Les moyens et lieux pour consommer sain, local et responsable sont encore trop confidentiels et gagnent à être davantage structurés afin de rendre accessibles à toutes et tous les produits locaux et bio du Parc.

Bien se nourrir nécessite également de réelles connaissances et

savoir-faire, tant sur les modes de production et la saisonnalité des produits, que sur les moyens de les cuisiner, leurs apports nutritionnels ou encore leur impact environnemental. Ces éléments clés font partie intégrante de la stratégie du Parc qui se doit de sensibiliser, éduquer et favoriser l'accessibilité des productions saines, durables et locales, auprès des citoyens.

Cela passe par la structuration et la mise en lumière de l'offre de produits, à destination des particuliers, des professionnels des métiers de bouche et des acteurs indirectement liés à l'alimentation et la santé, ainsi que par l'apport de connaissances indispensables aux choix alimentaires responsables. Il est impératif de reconnecter chaque gâtinaise et chaque gâtinais à son assiette par la connaissance et l'accessibilité aux outils pour faire des choix alimentaires responsables et durables en tant que consomm'acteurs.

Enfin, le Parc se doit de favoriser l'émergence et de mettre en cohérence les projets alimentaires du territoire afin de développer une offre alimentaire adaptée, résiliente et inclusive.

NOTRE AMBITION est de généraliser la CONSOMMATION saine, locale, responsable et accessible à tous.

— Parc naturel régional du Gâtinais français —



Disposition 1

Charte



Donner aux consommateurs les clés et outils de connaissance des produits locaux et des enjeux de l'alimentation-santé.

- Transmettre aux citoyennes et aux citoyens du Gâtinais français les connaissances sur l'alimentation santé et la consommation responsable :
 - . s'appuyer sur le monde de la recherche pour éclairer sur des sujets à enjeux (impact environnemental de l'alimentation, consommation de viande, agriculture biologique, nutrition/santé, légumineuses, aromathérapie...),
 - . s'appuyer sur le monde de l'enseignement et le réseau Valeurs Parc pour mettre en place des programmes pédagogiques intégrant la dimension alimentation et santé,
 - . sensibiliser à l'évolution des assiettes et à l'impact carbone de l'alimentation : végétalisation de l'alimentation, diversification des régimes alimentaires...,
 - . valoriser le patrimoine culinaire et gastronomique francilien notamment,
 - . déployer une stratégie de communication diversifiée, innovante, inclusive et engagée pour promouvoir l'alimentation saine, locale et responsable.
- Donner aux citoyennes et aux citoyens les outils pour consommer équilibré, local et responsable :
 - . développer des outils de communication valorisant les lieux et moyens de consommation locale et responsable en s'appuyant sur le réseau Valeurs Parc,
 - . promouvoir les initiatives d'achats concertés entre producteurs et consommateurs locaux afin de rendre les productions locales accessibles à tous les budgets,
 - . mettre en place une politique incitative à la consommation de produits Valeurs Parc.
- Faire de l'alimentation un ensemble de pratiques sociales, culturelles, familiales et conviviales pour lui redonner de la valeur et du sens :
 - . favoriser l'augmentation du temps consacré à la fonction alimentaire en sensibilisant dans les écoles par exemple,
 - . encourager les temps intergénérationnels et les initiatives concernant notamment l'alimentation et la santé des seniors,
 - . faciliter l'appropriation des savoir-faire culinaires auprès de la population locale, en intégrant la diversité des produits locaux,
 - . soutenir les initiatives citoyennes de consommation locale et durable,
 - . développer des activités touristiques et de loisirs intégrant la dimension d'alimentation locale et santé.
- Favoriser la connaissance des métiers agricoles et alimentaires pour mieux comprendre les enjeux de l'alimentation responsable :
 - . revaloriser l'image et assurer une reconnaissance économique et sociale du travail des agriculteurs,
 - . faire connaître les métiers de bouche : visites et ateliers chez des professionnels...

Disposition 2

Charte



Accompagner les professionnels pour mettre la sobriété au cœur des assiettes gâtinaises.

- Former et sensibiliser les professionnels ayant un lien direct ou indirect avec les préoccupations alimentaires.
- Inciter les professionnels des métiers de bouche à intégrer la transition agri-alimentaire dans leurs pratiques et favoriser le partage d'expériences.
- Accompagner les producteurs et artisans alimentaires à s'adapter aux nouvelles pratiques alimentaires, à structurer leurs débouchés et à mutualiser l'offre en produits locaux (groupement de commandes pour les comités d'entreprises, collectivités, mutualisation des livraisons, création de collectifs...).



Accompagner les projets en faveur d'une alimentation durable.

- Assurer la coordination et la cohérence des projets favorisant l'alimentation locale des territoires, portés par les collectivités locales et territoires voisins.
- Soutenir et faire émerger des projets d'alimentation durable en veillant et en identifiant les initiatives exemplaires.
- Encourager et initier le transfert d'expériences pour faire émerger des projets alimentaires : organiser des voyages d'étude, des rencontres avec des collectivités et territoires engagés.
- Faire émerger, structurer et faire connaître les projets de développement de nouvelles formes de production, commercialisation et consommation alimentaire durable : boutiques gâtinaises, restaurateurs, cafés, tiers-lieux...

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Assurer la connaissance auprès de tout public des enjeux d'alimentation équilibrée, locale et responsable.
- ✓ Impulser et coordonner l'émergence des démarches d'alimentation saine, locale et responsable en assurant la mutualisation des projets.
- ✓ Faciliter les échanges et mettre en réseau les acteurs engagés pour l'alimentation saine, locale et responsable.
- ✓ Soutenir la formation technique et l'accompagnement financier des actions de développement des circuits de proximité et démarches en faveur d'une alimentation saine, locale et responsable.
- ✓ Expérimenter de nouvelles démarches d'alimentation et consommation locale et responsable.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Informer et associer le Parc sur les réflexions et actions nationales, régionales, départementales et locales pouvant être développées sur le territoire (dispositifs de subventions, programmes alimentaires/nutrition, opérations de communication...).
- Favoriser l'usage de produits alimentaires locaux lors de leurs manifestations et dans les équipements dont ils ont la charge (cantines...).

État

- Inciter et soutenir les acteurs locaux dans leur démarche durable de progrès en facilitant l'accès à la connaissance et en accompagnant financièrement la transition alimentaire.
- Faire du Parc un territoire d'expérimentation prioritaire sur les questions alimentaires.
- Assurer la reconnaissance économique et sociale du métier d'agriculteur.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne, Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Favoriser la consommation de produits locaux et de produits bio dans leurs établissements, projets et marchés publics ainsi que dans les manifestations qu'ils organisent.

Conseil régional d'Île-de-France

- Assurer la cohérence des actions locales à l'échelle régionale et établir des stratégies prenant en compte les spécificités locales et les acteurs locaux.
- Favoriser l'interconnaissance et la cohérence des projets alimentaires du territoire francilien.
- Soutenir la promotion et la valorisation des démarches d'alimentation saine, locale et responsable du territoire.
- Proposer des opportunités techniques, financières et promotionnelles aux acteurs de la transition alimentaire.
- S'appuyer sur les initiatives développées dans les Parcs pour expérimenter de nouvelles pratiques résilientes et inciter à la transition

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Soutenir les actions concourant à développer et à promouvoir une alimentation durable de qualité et la mise en cohérence des différentes actions de promotion du territoire et de valorisation des productions locales.
- S'appuyer sur les réseaux du Parc pour la valorisation des productions locales.
- Accompagner les démarches innovantes ou expérimentales portées par le Parc destinées à développer les systèmes alimentaires locaux et durables.
- Prendre en compte les valeurs véhiculées par le Parc dans les projets alimentaires du territoire.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Relayer l'identité et les actions du Parc, participer à l'appropriation du Parc par les habitants.
- Faire remonter au Parc les attentes et les besoins des habitants et des acteurs socio-économiques.
- Relayer l'information et la sensibilisation du Parc sur la transition alimentaire.
- Déployer une stratégie alimentaire partagée et en collaboration avec le Parc.
- Inciter les habitants/es à la consommation de produits locaux.
- Mettre à disposition, dans la mesure des possibilités juridiques et des opportunités, du foncier ou des locaux pour intégrer les enjeux d'alimentation locale et responsable dans leurs projets d'aménagement et d'urbanisme.

Les autres partenaires • Agence de la transition écologique • Centre régional de la propriété forestière • Office national des forêts (ONF) • Chambre d'agriculture de Région Île-de-France • Fédération nationale des communes forestières • Union régionale des communes forestières • FiBois Île-de-France • Entreprises locales • Associations • Programme de reconnaissance des certifications forestières / PEFC • ...



Plan du Parc



Cressonnières en activité



Espaces agricoles à maintenir





Couvrant plus de 30 % du territoire du Parc naturel régional du Gâtinais français, la forêt est le support d'une activité économique importante pour le territoire du Parc, notamment à travers le développement et la structuration d'une filière bois-énergie. Cette dernière compte en 2023 une dizaine de chaufferies bois collectives sur le territoire, toutes approvisionnées localement par un fournisseur de bois plaquettes issues de chantiers locaux.

Pour autant, le Parc souhaite que l'exploitation forestière se fasse dans le respect des services écosystémiques rendus par nos forêts, et notamment leur rôle majeur dans l'atténuation des effets du changement climatique.

La valorisation du bois issu de cette gestion forestière durable doit être prioritairement tournée vers les secteurs du bois d'œuvre et bois

construction, filières à forte valeur ajoutée et qui permettent le maintien du carbone stocké dans le bois. Le Parc aura donc un rôle majeur dans le développement des activités de première transformation, et notamment des feuillus qui constituent la principale essence présente sur le territoire.

Pour le Parc et ses partenaires, la forêt et l'exploitation du bois ont deux enjeux principaux :

- la gestion durable des espaces boisés, assurant le développement d'une ressource renouvelable dans le respect des équilibres naturels et anticipant autant que possible les évolutions futures liées au changement climatique (adaptation des pratiques, mais aussi des essences de régénération, diversification des essences, futaies irrégulières, préservation des sols forestiers par la limitation des tassements...),
- la promotion du bois, en tant que ressource renouvelable et piège carbone, et support d'activités économiques pour toute une filière bois-énergie locale.

Pour autant, plus de 80 % appartiennent au domaine privé et, dans la très grande majorité des cas, se présentent sous la forme de petites parcelles. Ce fort morcellement du foncier forestier constitue un frein à la gestion et à l'exploitation de la forêt. Le regroupement du foncier constitue un enjeu fort pour permettre une meilleure mobilisation des bois locaux, dans le cadre d'une gestion forestière respectueuse des équilibres naturels.

En raison des impacts engendrés par le changement climatique sur la forêt (risques de feux de forêts, propagation de maladies et de parasites, changements d'essences...), la gestion forestière est un véritable enjeu pour les années à venir. La mise en œuvre de cette nécessaire gestion va engendrer notamment une augmentation de la ressource en bois disponible : le bois-énergie fait partie des filières remplissant ces critères. La valorisation du bois issue de cette gestion durable contribue au développement de la filière bois-énergie du territoire, dans une logique de développement d'un mix énergétique ainsi qu'au développement d'une filière bois-construction au regard de l'intérêt du matériau bois dans le stockage du carbone.

La gestion des forêts du Parc est primordiale pour les prochaines années.

NOTRE AMBITION est de trouver un **ÉQUILIBRE** entre le développement d'une économie forestière et la préservation des **ÉCOSYSTÈMES ÉCOLOGIQUES**, qui ont par ailleurs un rôle crucial de captage et de **STOCKAGE DU CARBONE**. En quelques mots : promouvoir une exploitation du bois respectueuse de la forêt comme milieu naturel et paysager.

Disposition 1

Charte

Développer la filière bois-énergie dans une logique de gestion durable de la forêt.

- Valoriser du bois issu de forêts en pleine mutation : gestion préventive contre les incendies, coupes d'arbres malades...
- Prioriser les usages du bois en cascade, en favorisant la valorisation la plus adéquate pour tendre vers la neutralité carbone et en permettant une plus-value pour le propriétaire forestier.
- S'assurer que la filière reste une économie forestière locale tout au long de la chaîne, de l'exploitation du bois jusqu'à son utilisation.
- Respecter autant que possible la croissance et l'expansion intrinsèque de la forêt, qui doit être vue comme un milieu non seulement naturel mais aussi paysager.
- Expérimenter des modes de gestions sylvicoles respectueux des écosystèmes naturels et paysagers (y compris l'entretien des haies, les remises boisées...).

Disposition 2

Mi-chartre

Sensibiliser les habitants, élus et acteurs du Parc sur l'exploitation du bois et les métiers de la filière.

- Éduquer sur la nécessité de gestion forestière.
- Sensibiliser sur la filière forêt-bois et ses différents métiers :
 - . informer sur le fonctionnement de la filière et les différents acteurs qui la composent,
 - . expliquer les différents intérêts que la filière apporte, sur l'ensemble de la chaîne de valeur,
 - . organiser des visites de chaufferies bois et de chantiers forestiers auprès d'habitants, d'élus et d'acteurs du Parc.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Poursuivre et renforcer l'accompagnement de la filière bois-énergie dans une démarche durable, locale et respectueuse des services écologiques.
- ✓ Intervenir auprès des communes, Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et acteurs privés pour les accompagner dans l'intégration de chaufferies bois collectives.
- ✓ Communiquer auprès des habitants, élus et acteurs du territoire sur la filière forêt-bois, et les sensibiliser à la valorisation énergétique du bois.
- ✓ Veiller, lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme, à la prise en compte des besoins liés aux activités de la filière bois, au regard des enjeux environnementaux et paysagers.
- ✓ Travailler avec les gestionnaires sur des modes d'exploitation du bois-énergie avec le souci de la préservation du site (paysage, biodiversité...) et des sols.
- ✓ Contribuer aux travaux des instances régionales (Stratégie Régionale Forêt Bois, Schéma Régional de Gestion Sylvicole, etc.) et des autres partenaires (FiBois Île-de-France, Office national des forêts avec le label Forêt d'exception, Centre régional de la propriété forestière, Union régionale des collectivités forestières...).
- ✓ S'impliquer aux côtés de ses partenaires, dans la veille, le partage et le relais d'informations en matière d'adaptation au changement climatique.
- ✓ Informer et sensibiliser les propriétaires forestiers et entreprises forestières sur la valorisation de leurs bois selon le principe d'usage en cascade de la ressource.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Travailler sur la faisabilité d'une valorisation énergétique du bois issu de leurs espaces verts et de leur patrimoine arboré, selon le principe d'usage en cascade de la ressource.

État

- Soutenir le Parc dans ses actions de sensibilisation sur la filière bois-énergie.
- S'assurer avec le Parc d'un développement de la filière bois-énergie dans le respect des services écologiques.

Conseil régional d'Île-de-France

- Associer le Parc aux réflexions de la Région sur les politiques de développement de la filière forêt-bois.
- Accompagner le développement du bois-énergie en cohérence avec la disponibilité de la ressource dans le cadre de ses politiques de transition énergétique.
- Soutenir les investissements permettant de moderniser les entreprises de la filière forêt-bois dans le but de maintenir une filière efficiente, durable et génératrice d'emploi sur le territoire.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Poursuivre l'accompagnement des collectivités en faveur de l'installation de chaufferies bois collectives.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Encourager l'utilisation de chaufferies bois collectives pour les nouvelles constructions, les rénovations ou les renouvellements des réseaux de chaleur.

Communes

- Prévoir l'accessibilité des forêts pour le transport de bois ronds.
- Entretenir les chemins forestiers communaux pour la desserte des parcelles et faciliter l'accès des secours.

Les autres partenaires • Agence de la transition écologique • Centre National de la Propriété Forestière • Office national des forêts (ONF) • Chambre d'agriculture de Région Île-de-France • Fédération nationale des communes forestières • Union régionale des Collectivités Forestières d'Île-de-France • FiBois Île-de-France • Entreprises locales • Associations • Programme de reconnaissance des certifications forestières / PEFC • ...



Plan du Parc

- Continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver
- Secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver
- Espaces forestiers à préserver
- Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc



OQP n°13



Faisons de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique un moteur de la mutation des activités économiques locales

Territoire rural préservé à la qualité patrimoniale, environnementale et paysagère reconnue, le Parc naturel régional du Gâtinais français présente de nombreux atouts qui contribuent à la valeur économique du territoire. Ces derniers ont permis le développement d'activités économiques spécifiques, en particulier autour des secteurs agricoles et forestiers, ainsi que de l'artisanat et du commerce de proximité.

Afin de favoriser le développement d'une économie locale durable, le Parc soutient les acteurs qui s'engagent dans une démarche de progrès permettant un moindre impact de leurs activités sur l'environnement.

Au-delà de la durabilité des activités économiques du territoire, l'enjeu majeur des prochaines décennies est celui de la résilience de leurs modèles au regard des effets déjà constatés du changement climatique ainsi que des politiques volontaristes en faveur de la transition énergétique.

En effet, les activités locales ont été fortement bouleversées tant dans leur nature que dans les conditions dans lesquelles elles sont menées. Le climat influe sur les ressources naturelles disponibles ainsi que sur les conditions d'existence et les besoins des populations (réduction de la demande matérielle en lien avec une économie de la durabilité et de la réparation, recherche des produits locaux dans le souhait d'une maîtrise de l'empreinte carbone...).

Ces modèles économiques durables et circulaires, sources de richesses et d'emplois, doivent pouvoir apporter des réponses à des besoins spécifiques du territoire, tout en permettant aux activités de s'ancrer fortement sur le territoire et dans le temps.

Enfin, il est primordial de soutenir la mutation des activités économiques locales vers des modèles circulaires plus sobres et résilients face aux enjeux de transition énergétique et de changement climatique.

NOTRE AMBITION, avec l'appui des acteurs compétents en matière de DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, est d'accompagner les transitions écologique et énergétique des activités afin de soutenir un développement économique qualitatif circulaire et résilient, s'appuyant sur les RESSOURCES LOCALES (agriculture dont la filière chanvre, sylviculture, etc.) et visant la satisfaction des besoins des habitants et des visiteurs (commerce, artisanat, services, médico-social...).

Disposition 1

Charte



Accompagner la résilience des activités face aux effets du changement climatique.

- Accompagner l'évolution des pratiques face à l'augmentation des risques naturels (incendie, inondation, sécheresse...).
- Accompagner la diversification/réorientation des activités artisanales et commerciales pour une meilleure résilience face aux crises économiques, sociales et environnementales (enjeux de réduction des gaz à effet de serre, évolution des modes de consommations, demande croissante de produits locaux en circuits courts...), par exemple avec l'acquisition de matériel plus performant énergétiquement, la formation à l'évolution des pratiques....

Disposition 2

Charte



Encourager et soutenir l'innovation pour tendre vers des modèles économiques garants d'une performance environnementale et sociale.

- Informer et orienter les chefs d'entreprises du territoire qui souhaitent s'engager dans des bonnes pratiques environnementales et sociales (prise en compte des enjeux liés à la biodiversité, système de management environnemental, responsabilité sociétale des entreprises...) vers les structures compétentes.
- Contribuer à renforcer les liens entre les filières et le monde de la recherche, et faciliter les expérimentations en s'appuyant sur les dynamiques professionnelles et les bonnes pratiques existantes.
- Renforcer la communication autour des initiatives déjà en place dans certaines entreprises et encourager les échanges de bonnes pratiques allant au-delà de la réglementation.
- Garantir les engagements et l'amélioration continue des pratiques au travers de la promotion et de l'accompagnement des entreprises dans des labellisations environnementales et des démarches de certification avec l'appui technique des structures compétentes.
- Faire du développement durable une plus-value pour l'entreprise et les collectivités.

Disposition 3

Charte



Soutenir l'accueil et le développement d'activités économiques en lien avec le territoire et les valeurs du Parc.

- Mobiliser et accompagner les porteurs de projets à partir des potentialités et des valeurs de développement durable.
- Soutenir les filières économiques de production valorisant les ressources locales, de la matière première au produit transformé, telles que l'agroalimentaire, le bois-énergie, le bois-construction, les éco-matériaux (chaux, chanvre...), la méthanisation...
- Organiser des événements, ou se faire le relais de ceux existants, pour valoriser les engagements et les résultats des entreprises locales.
- Mettre en œuvre une stratégie de marquage (Valeurs Parc, réseau d'ambassadeurs...) afin de proposer aux entreprises intéressées un outil de reconnaissance de leurs engagements dans une démarche de développement durable et de leurs liens avec le territoire.

Le rôle du syndicat mixte

✓ Initier, impulser et accompagner les actions et les projets en matière de performance environnementale et sociale en recherchant une plus-value Parc dans les savoir-faire et les réalisations, au regard des actions portées par les structures compétentes en matière de développement économique (Région, Communautés d'agglomération, Communautés de Communes).

✓ Identifier, en partenariat avec les structures compétentes, des secteurs d'activités « cibles » et contribuer à l'organisation, à destination des entreprises, de réunions d'information et de sensibilisation aux enjeux de développement durable sur des thématiques telles que la performance énergétique, la prévention des pollutions, les reconnaissances existantes (label, normes...), etc.

✓ Contribuer à l'élaboration et au relais d'outils d'information, de sensibilisation et d'aide à la décision portés par d'autres partenaires et destinés aux entreprises.

✓ Valoriser et essaimer les expérimentations et retours d'expériences particulièrement intéressantes menées sur son territoire et en-dehors.

✓ Orienter vers les structures compétentes (Région, Chambres consulaires, agences de développement...) toutes les entreprises du territoire désireuses de s'engager dans une démarche environnementale et sociétale.

✓ Recenser, faire connaître et augmenter la lisibilité ainsi que la facilité d'accès aux dispositifs d'aide et d'accompagnement existants.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Etat, Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne, Communautés d'agglomération et Communautés de Communes

- Informer le Parc des dispositifs de soutien financier mis en place et destinés à accompagner les entreprises dans leur démarche de performance sociale et environnementale.
- Informer le Parc des outils de sensibilisation et d'aide à la décision destinés aux entreprises en matière de performance environnementale et sociétale.
- Informer le Parc des actions qu'ils mettent en œuvre dans ces domaines et rechercher un partenariat avec le Parc pour relayer et déployer leurs actions.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Apporter un appui technique au Parc dans le conseil et l'orientation des porteurs de projets vers les dispositifs de financement les plus adéquates, directement ou via leurs organismes associés.

Communautés d'agglomération et Communautés de Communes

- Mettre en place des partenariats avec le Parc pour le conseil et l'orientation des porteurs de projets vers les dispositifs de financement les plus adéquats.

Communes

- Relayer les informations.

Les autres partenaires . Chambres consulaires . Organismes associés de la Région et des Départements . Réseaux d'entreprises . Acteurs de l'économie sociale et solidaire . Centres de formations et de recherches . Pôle emploi . Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie . Organismes de certification . Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais

ORIENTATION 6

Œuvrer vers une sobriété des consommations et développer l'économie circulaire

Ainsi le Parc interviendra dans la recherche, l'expérimentation et la promotion de solutions alternatives pour promouvoir l'utilisation de matériaux biosourcés et la sobriété dans la consommation pour réduire l'empreinte énergétique et carbone. En optant pour des matériaux dérivés de ressources renouvelables, il contribue à préserver l'environnement tout en favorisant des modes de consommation responsables et économes en énergie.

Le Parc met l'accent sur la réduction de la consommation d'énergie dans l'habitat et le patrimoine public, visant à devenir un « territoire à énergie positive ». En collaborant notamment avec les intercommunalités, il encourage les particuliers et les collectivités à adopter des pratiques économes en énergie, tout en soutenant financièrement des projets de rénovation énergétique.

Le Parc intègre l'économie circulaire dans tous les secteurs pour devenir un territoire exemplaire et soutenir l'emploi. En encourageant la réutilisation, le recyclage et la

valorisation des ressources, il favorise un modèle économique plus durable et résilient, tout en créant de nouvelles opportunités d'emploi dans les secteurs de l'économie circulaire.

Il met en œuvre des actions concrètes pour réduire les déchets dès la conception, promouvoir une consommation économe et circulaire, et lutter contre les dépôts sauvages. Le Parc vise à atteindre l'objectif ambitieux du zéro déchet d'ici 2041, en encourageant la réduction à la source, le tri sélectif et la sensibilisation des acteurs locaux.

Enfin, le Parc encourage activement des solutions de mobilité durable telles que le vélo, le covoiturage, la mobilité électrique, la marche et le transport fluvial sur l'axe Seine. Il soutient les initiatives d'Île-de-France Mobilités pour développer un réseau de transports respectueux de l'environnement, accessible à tous et réduire la dépendance à la voiture individuelle.

Nous avons pour ambition de nous engager résolument dans la transition vers un avenir durable en mettant en œuvre une trajectoire de réduction de nos consommations énergétiques, de matériaux et d'eau, ainsi qu'en réduisant le besoin de déplacements. Pour cela nous mettons en œuvre à la fois des actions de sobriété, des actions d'efficacité et nous soutenons le développement d'énergies renouvelables citoyennes et locales.

- Mesure 17 • Réduisons la consommation des ressources non renouvelables et favorisons l'utilisation de matériaux biosourcés
-  — Mesure 18 • Réduisons la consommation d'énergie dans une démarche de sobriété
- Mesure 19 • Favorisons la production sobre d'énergies renouvelables intégrées, locales et citoyennes
- Mesure 20 • Faisons de l'économie circulaire le fer de lance de notre développement économique
- Mesure 21 • Faisons du Gâtinais français un territoire zéro déchet
- Mesure 22 • Déployons des modes de déplacement doux décarbonés et accessibles à tous

Réduisons la consommation des ressources non renouvelables et favorisons l'utilisation de matériaux biosourcés



Toutes les perturbations du système climatique entraînent des effets néfastes observables sur les écosystèmes et les sociétés humaines. L'urgence est donc, à chaque échelle, de mettre en place des solutions d'atténuation et de transformer nos modes de production et de consommation vers plus de sobriété.

La réduction de l'utilisation de ressources non renouvelables, remplacées par l'utilisation de matériaux biosourcés et de matériaux issus du réemploi, permet de diminuer notre empreinte énergétique et carbone. En effet, ceux-ci, plus faiblement transformés, sont moins énergivores. Pour les matériaux biosourcés, s'ils sont produits et utilisés localement, ils réduisent le coût carbone lié au déplacement et permettent de renforcer une économie de proximité. Pour ceux de provenance végétale, ils peuvent stocker du carbone pendant tout leur cycle de vie. Ils concourent à la préservation des savoir-faire des territoires tout en favorisant la recherche et l'innovation. Majoritairement issus de coproduits agricoles ou de la sylviculture, ils sont disponibles en grandes quantités sans présenter de conflits d'usage avec d'autres filières. La valorisation de ces produits représente donc une opportunité de créer des revenus supplémentaires pour les acteurs des filières agricole et sylvicole.

Plus particulièrement employés dans la construction, les matériaux biosourcés permettent d'allier

d'excellentes performances thermiques, hygrométriques et acoustiques, tout en favorisant le confort en hiver comme en été. Ils favorisent également la préservation des ressources menacées d'épuisement telles que les granulats ou les sables.

Cependant, le matériau ayant le moins d'impact est celui qui n'est ni produit, ni consommé. Il est donc primordial de favoriser l'adaptation du bâti au changement climatique par des solutions sobres avant toute intervention. En ce sens, l'architecture bioclimatique permet de se protéger ou de tirer profit passivement des composantes naturelles en adaptant la conception à son environnement.

Le territoire Gâtinais concentre une part importante (40 %) des gisements potentiellement exploitables de sables extra-siliceux en Île-de-France et l'un des gisements les plus importants de France.

En France, ces sables siliceux sont destinés principalement aux industries du verre (49 %), de la fonderie (15 %) et du bâtiment (15 %). Le projet de schéma régional des carrières en cours d'élaboration reconnaît cette ressource comme située dans un gisement d'intérêt national. Par ailleurs, une zone spéciale de carrières (ZSC) a été arrêtée par décret du Conseil d'Etat du 10 mai 1966 ; cette ZSC, d'une superficie de 6 878 hectares, s'inscrit en totalité sur le périmètre d'étude du Parc naturel régional. L'établissement de cette zone permet l'accès à des ressources en sables extra-siliceux pour une longue durée. Ces deux documents permettent d'encadrer les futures exploitations, notamment au regard des exigences environnementales. Cette zone spéciale n'a pas cependant vocation à être exploitée dans sa totalité. Cependant la présence de gisements reconnus d'intérêt national induit une concentration des enjeux liés à l'exploitation de cette ressource (transport, bruit, poussières, intégration paysagère, impact sur la biodiversité, consommation des terres agricoles, développement économique, etc.).

Aujourd'hui, 12 sites d'exploitation sont autorisés sur les communes du périmètre d'étude, représentant une surface cumulée de 551 hectares (0,6 % du périmètre d'étude). Mais seule une petite partie, quelques hectares, est consommée chaque année par la progression des zones d'extraction.

NOTRE AMBITION est de nous engager vers plus de **SOBRIÉTÉ** afin d'éviter la consommation de matériaux par l'adaptation du bâti, de favoriser la consommation de matériaux biosourcés et issus du réemploi lorsque cela ne peut être évité, et d'**ATTÉNUER** les effets notables de l'exploitation des matériaux non renouvelables.

Disposition 1

Mi-charte

Sensibiliser au confort d'été et aux méthodes bioclimatiques pour adapter le bâti au changement climatique.

- Produire et diffuser des outils de communication sur la conception bioclimatique.
- Conseiller les particuliers et les collectivités dans leurs projets de rénovation ou de construction afin de les adapter à l'environnement.
- Accompagner les projets de travaux à visée bioclimatique de type brise-soleil, mur trombe, ventilation nocturne estivale, films solaires, puits canadien, etc.
- Mobiliser du matériel pédagogique permettant d'apprécier les notions d'architecture bioclimatique et thermique.
- Sensibiliser les collectivités et les particuliers par des visites de bâtiments exemplaires.

Disposition 2

Mi-charte

Favoriser l'utilisation des matériaux biosourcés dans la construction et l'isolation des bâtiments.

- Favoriser la recherche et la diffusion de connaissances sur la valorisation des coproduits issus de l'agriculture et de la sylviculture.
- Soutenir les initiatives des acteurs locaux (collectivités, entrepreneurs...) dans leurs projets d'émergence de filières en développant une filière du bâtiment compétitive et performante.
- Former les artisans pour l'utilisation de matériaux biosourcés pour les projets de rénovation énergétique afin de favoriser une production agricole locale.
- Subventionner les besoins matériels des agriculteurs, des filières et des artisans pour la production, la transformation ou la mise en œuvre de matériaux biosourcés.
- Favoriser l'innovation par le soutien à l'expérimentation d'utilisation de matériaux biosourcés et issus du réemploi par les particuliers dans le cadre de l'auto-construction. Connaître et faire connaître ces initiatives individuelles.
- Aider à lever les freins réglementaires et assurantiers pour l'emploi des matériaux biosourcés.
- Accompagner la mise en place d'une plateforme d'échanges pour les produits d'aménagement et de construction afin de réduire le gaspillage et la mise en déchet de matériaux et produits réutilisables. Mettre en relation gratuitement des particuliers et des entreprises qui souhaitent se débarrasser ou récupérer des matériaux.

Disposition 3

Charte

Atténuer les effets notables de l'exploitation des matériaux non renouvelables.

- Concilier l'enjeu d'exploitation d'une ressource d'intérêt national avec les objectifs de protection des rivières, de la biodiversité, des paysages, des terres agricoles et de la ressource en eau.
- Promouvoir une gestion économe de la ressource (pour les carrières en activité afin de limiter l'extension et/ou l'ouverture de nouvelles carrières).

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Favoriser le développement de l'utilisation des matériaux biosourcés sur son territoire et leurs méthodes de mise en œuvre.
- ✓ Sensibiliser à l'évitement de la consommation des ressources non renouvelables par la recherche de sobriété dans tout projet de construction et de rénovation.
- ✓ Veiller à ce que les secteurs d'intérêt écologique et paysager n'aient pas vocation à recevoir de nouvelles carrières et/ou des extensions.
- ✓ Veiller à la réduction des nuisances générées par l'exploitation des matériaux et à une meilleure intégration des sites dans leur milieu environnant.
- ✓ Veiller à une meilleure intégration des enjeux eau, de biodiversité et du paysage pendant et après l'exploitation.
- ✓ Coordonner une réflexion sur un développement du fret ferroviaire pour le transport du sable.
- ✓ Mener une réflexion sur la gestion et l'exploitation sobre et durable des ressources extraites du sol (sable...) à très long terme.
- ✓ Accompagner l'évolution des règles professionnelles et des normes de construction du bâtiment par rapport aux matériaux biosourcés et locaux.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Relayer les informations du Parc.

État

- Veiller au respect du principe de prévention, dans toutes les étapes de l'exploitation des carrières : de l'avant carrière (concertation, étude des impacts, projet de remise en état...) jusqu'au réaménagement final du site d'extraction (qualité de la remise en état...) en passant par la phase d'activité proprement dite (réduction des nuisances).
- Associer le Parc à l'instruction des dossiers de demandes d'autorisation.
- Associer le Parc à l'élaboration et la révision du schéma régional des carrières.
- Faciliter le développement du fret ferroviaire pour le transport des matériaux.

Conseil régional d'Île-de-France

- Faciliter le développement d'alternatives au fret routier pour le transport des matériaux.

Communes

- Préférer les matériaux isolants biosourcés ou issus du réemploi dans le cadre de la rénovation de bâtiments communaux.
- Associer le Parc dès la mise en œuvre de leurs programmes ou projets, afin de définir les mesures adaptées pour éviter, réduire et compenser leurs impacts négatifs significatifs.

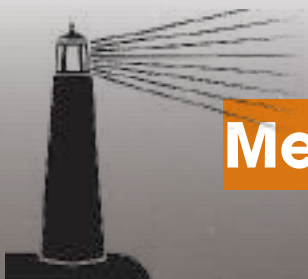
Les autres partenaires • Agriculteurs • Artisans du bâtiment • Confédérations et fédérations du bâtiment • Société publique locale SIGAL • Entreprises de la filière de la transformation et/ou du réemploi • Chambres consulaires • Centre régional de la propriété forestière • Union régionale des collectivités forestières • Fibois Île-de-France • Syndicat des carrières • Réseau français de la construction paille • Construire en chanvre • Carriers • ...



Plan du Parc

- Espaces forestiers à préserver et valoriser
- Espaces agricoles à maintenir
- Carrières industrielles à insérer dans le paysage et à revaloriser pour des intérêts agricoles et naturels





Mesure 18

Réduisons la consommation d'énergie dans une démarche de sobriété

Dès ses premières années, le Parc a eu pour priorité la réduction des consommations énergétiques dans l'habitat et le patrimoine public communal. Il a mobilisé de nombreux partenaires pour créer un service de conseil et d'accompagnement technique et financer des projets de maîtrise de l'énergie à destination des particuliers et des communes.

Le Parc vise à poursuivre et amplifier cet accompagnement afin de tendre vers un « territoire à énergie positive ». Cet objectif passe avant tout par la recherche de la sobriété des consommations (40 % des consommations énergétiques actuelles du territoire se trouvent dans le secteur résidentiel) puis par la recherche d'une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources énergétiques. Les actions réalisées permettront ainsi d'atténuer la vulnérabilité énergétique des ménages, des entreprises et des communes du Parc.

Avec la généralisation de l'extinction de l'éclairage public en cœur de nuit sur les communes du territoire, les consommations d'électricité ont été réduites de plus de 50 % sur ces dix dernières années. L'extinction par les communes de leur éclairage public au moins cinq heures par nuit, initiée par le Parc, est devenu un critère d'éco-conditionnalité pour l'attribution de ses subventions.

Il reste cependant encore des éclairages nocturnes inutiles ou excessifs (entreprises privées, voies de circulation, monuments, particuliers...). Une vigilance est à maintenir pour continuer de réduire l'éclairage nocturne et pour éviter à l'avenir toute recrudescence de nouvelles sources de pollution lumineuse. La reconquête progressive d'un ciel nocturne de bonne qualité passera par la mobilisation de l'ensemble des acteurs publics comme privés du territoire, mais également dans les agglomérations limitrophes.

NOTRE AMBITION est de lutter contre le changement climatique notamment par la **RÉDUCTION** des consommations d'énergie et la diminution des gaz à effet de serre liés au bâti et à l'éclairage extérieur.

Parc naturel régional du Gâtinais français



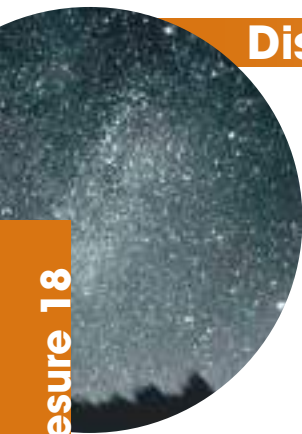
Disposition 1



Charte

Mettre en place et suivre les plans d'actions stratégiques pour les économies d'énergie du patrimoine public.

- Élaborer les bilans énergétiques patrimoniaux pour identifier les principales sources de consommation d'énergie sur lesquelles les collectivités devront agir.
- Mettre en œuvre les programmes d'actions d'économies d'énergie.



Disposition 2



Charte

Réduire l'éclairage nocturne pour économiser l'énergie et éviter la pollution lumineuse.

- Poursuivre la stratégie de réduction de la consommation énergétique de l'éclairage extérieur nocturne (public et privé) dans une logique de préservation de la trame noire : adaptation des modalités de fonctionnement selon la saison et les contraintes locales, réalisation d'études et de travaux de remplacement des éclairages vétustes avec baisse importante de la puissance installée et de la température de couleur, investissement dans des équipements en détection de présence, suppression des lampadaires les moins utiles, émission d'une quantité de lumière la plus faible possible, une temporalité réduite au minimum (heures d'allumage et d'extinction, durée d'allumage, variation dans l'année), etc.
- Porter une attention particulière aux éclairages privés (zones d'activités, centres commerciaux, magasins...) et liés à des éclairages situés en-dehors du territoire, sources d'importantes pollutions lumineuses.
- Valoriser les actions mises en place : labellisation des acteurs engagés, communication, actions de sensibilisation et notamment visites de projets exemplaires et témoignages de retours d'expérience...
- Réduire la pollution atmosphérique globale sur le territoire en remplaçant notamment les systèmes de chauffage individuels et collectifs au fioul et en optimisant les systèmes de chauffage individuels au bois (remplacement des foyers ouverts par des systèmes plus performants).
- Inclure des prescriptions liées à l'éclairage extérieur nocturne adapté aux enjeux de la biodiversité dans les documents d'urbanisme, de planification territoriale et dans les règlements locaux de la publicité (par exemple éclairer strictement la surface utile au sol, ne pas éclairer les cours d'eau et les espaces naturels...).



Disposition 3



Charte

Favoriser la réhabilitation des logements privés et promouvoir les travaux visant la maîtrise de la consommation d'énergie.

- Accompagner techniquement, administrativement et/ou financièrement de manière neutre et indépendante les porteurs de projets pour la définition de travaux pertinents et performants sur le bâti, ainsi qu'à leur priorisation. Par exemple :
 - . prendre des rendez-vous au domicile des porteurs de projets et réaliser des évaluations énergétiques personnalisées et adaptées avec constitution d'un plan de financement en vue de travaux,
 - . faciliter les échanges entre les particuliers et les artisans en phase chantier,
 - . aider/sensibiliser les particuliers pour la prise en main, l'entretien et le maintien de pratiques économes et adéquates, à adopter dès la livraison du chantier.
- Favoriser les postes de travaux prioritaires en matière de rénovation énergétique, à savoir les solutions d'isolation des parois opaques, en privilégiant les matériaux biosourcés ou issus du réemploi, ainsi que les systèmes de ventilation performants. Faire connaître les règles techniques de la rénovation énergétique.
- Maintenir les performances du bâti en assurant une bonne étanchéité à l'air lors des interfaces chantier et entretenir une bonne gestion de l'hygrométrie générale sur l'ensemble des postes de travaux. Faire connaître l'importance de l'étanchéité à l'air et de la ventilation des logements.



Disposition 4



Charte

Sensibiliser et accompagner tous les publics aux enjeux de la transition énergétique dans une démarche de sobriété.

- Conseiller et accompagner les entreprises, les particuliers et les communes afin de mieux maîtriser les usages dans leurs bâtiments et promouvoir les comportements économes en énergie dans le cadre de programmes ou dispositifs existants, sur l'auto-rénovation (assurances, risques, suivi de chantier) et sur la bonne mise en œuvre des matériaux isolants notamment biosourcés (ambassadeur éco-rénovation du Parc, Construire en chanvre, etc.).
- Développer des partenariats et former les acteurs afin d'améliorer et compléter leurs connaissances sur la thermique du bâtiment, les matériaux biosourcés et issus du réemploi, les chantiers verts, l'intérêt du réemploi des matériaux de chantier et de l'économie circulaire, les spécificités du patrimoine bâti rural du Parc et le repérage de pathologies et leur solutionnement.
- Organiser ou participer à des événements et animations de sensibilisation autour des enjeux de la sobriété énergétique et de la transition notamment pour sensibiliser les acteurs économiques et sociaux sur leur rôle de relais en tant que professionnels.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Accompagner les acteurs du territoire pour réduire leur consommation d'énergie et les sensibiliser sur les bénéfices économiques et environnementaux de la sobriété en leur proposant des outils de suivi de leurs consommations d'énergie.
- ✓ Promouvoir l'efficacité énergétique dans les bâtiments en mettant en place des programmes visant à réduire les consommations d'énergie et adapter le bâti notamment au confort d'été.
- ✓ Inciter et accompagner les acteurs du territoire à réduire l'éclairage nocturne, dans une logique de restauration et de préservation du ciel étoilé et de la biodiversité (trame noire).
- ✓ Valoriser les acteurs engagés, accompagner les collectivités dans le montage de leur dossier de label « Villes et Villages Etoilés ».
- ✓ Conserver la distinction « Territoire de Villes et Villages Etoilés » du Parc (ou tout autre label équivalent).
- ✓ Sensibiliser les habitants à la pollution lumineuse et les accompagner vers un changement d'habitude de déplacement la nuit sans éclairage artificiel.
- ✓ Renforcer l'éco-conditionnalité de ses aides (utilisation de matériaux biosourcés, performance énergétique élevée, prise en compte de la biodiversité).



Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Communiquer et relayer l'information concernant les dispositifs mis en place par le Parc auprès de leurs différents publics et partenaires (performance énergétique pour les bâtiments, utilisation des énergies renouvelables et matériaux biosourcés...).
- Soutenir le Parc dans la mise en place et l'application de dispositifs en faveur de la rénovation énergétique.

État

- Soutenir le Parc dans ses actions de sensibilisation aux économies d'énergie.
- Intégrer le Parc aux Communautés départementales de la transition énergétique (CDTE) de l'Essonne et de la Seine-et-Marne.

Conseil régional d'Île-de-France

- Mettre en place des politiques régionales de soutien technique et financier.
- Organiser la mise en réseaux des acteurs, veiller à la cohérence des dispositifs et à une harmonisation à l'échelle du territoire directement ou via ses organismes associés.
- Renforcer l'éco-conditionnalité de ses aides (utilisation de matériaux biosourcés, performance énergétique élevée, prise en compte de la biodiversité...).
- Assurer l'exemplarité dans la gestion de son patrimoine bâti et de ses éclairages extérieurs, notamment dans les lycées situés sur le territoire du Parc.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- S'investir dans la lutte contre la précarité énergétique (dispositifs techniques d'accompagnement des publics cibles, dispositifs financiers...), dans l'exercice de leurs compétences en matière d'action sociale.
- Assurer l'exemplarité dans la gestion de leur patrimoine bâti et de leurs éclairages extérieurs, notamment dans les collèges situés sur le territoire du Parc.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes

- Soutenir le Parc dans la rénovation énergétique performante des bâtiments publics et privés.
- Assurer l'exemplarité dans la gestion de leur patrimoine bâti et de leurs éclairages extérieurs, notamment dans les bâtiments situés sur le territoire du Parc.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes, Communes

- Mettre en œuvre l'efficacité énergétique sur leur patrimoine, en utilisant au mieux les filières locales.
- Maintenir ou mettre en place l'extinction de l'éclairage public en cœur de nuit toute l'année et totalement en été, en prenant en compte les spécificités locales (gares, stades...).
- Moderniser leurs équipements d'éclairage en respectant les préconisations du Parc, visant notamment à réduire le nombre de points lumineux.
- Sensibiliser les habitants et les acteurs socio-économiques (commerçants, zones d'activités...) à la pollution lumineuse et à la rénovation énergétique performante.
- Associer le Parc aux projets qu'elles souhaitent développer sur la thématique énergétique.
- Inscrire dans leurs documents d'urbanisme la réduction de la pollution lumineuse (cf SDRIF-e).



Les autres partenaires • Agence de la transition écologique • Agence régionale énergie-climat • Agences locales de l'énergie et du climat • Syndicats d'énergie • Chambres consulaires • Associations du type Association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturnes ou France nature environnement • Union des amis du Parc • Réseaux de distribution (Enedis, Grdf...) • ...



Plan du Parc

Continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver

Sites d'intérêt pour la faune à préserver

 Sites d'intérêt régional pour l'hibernation des chiroptères

 Sites de migration d'amphibiens

 Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc

 Sauvegarder les milieux aquatiques et préserver la qualité de l'eau

 Préserver le ciel et l'environnement nocturnes (trame noire)

 Coopérer avec d'autres territoires



OQP n°16

OQP n°21



QUESTION ÉVALUATIVE

Dans quelle mesure l'action du Parc et des signataires a-t-elle contribué à améliorer la sobriété et l'efficacité énergétiques du territoire ?

- **Nombre de projets obtenant des conseils énergétiques par le Parc (sur son territoire et au-delà)**

Type : indicateur de réalisation

Cet indicateur vise à faire la synthèse du soutien apporté en faveur de la réduction des consommations énergétiques.

Ce soutien se manifeste sous la forme de conseils et d'accompagnement techniques apportés aux collectivités comme aux particuliers, sur le territoire du Parc et au-delà. Le soutien peut porter sur l'éclairage public, la rénovation énergétique (isolation, remplacement d'équipements...), la sobriété énergétique (écogestes, optimisation...)...

Échelle géographique : Parc et hors Parc

Unité : nombre de projets

Fréquence de mise à jour : annuelle

➡ **Objectif cible en fin de charte** : 42 000 conseils apportés.

- **Nombre de projets en faveur de la réduction des consommations énergétiques accompagnés financièrement par le Parc**

Type : indicateur de réalisation

Cet indicateur vise à faire la synthèse du soutien financier apporté en faveur de la réduction des consommations énergétiques.

Échelle géographique : Parc

Unité : nombre de projets

Fréquence de mise à jour : annuelle

➡ **Objectif cible en fin de charte** : 1 200 dossiers pour les particuliers et 350 dossiers pour les communes.





● **Énergie économisée par les projets de réduction des consommations énergétiques accompagnés financièrement par le Parc**

Type : indicateur de résultat

Type : indicateur de résultat.

Cet indicateur mesure le gain énergétique obtenu grâce aux projets financés, liés à l'éclairage public, la rénovation énergétique (isolation, remplacement d'équipements...), la sobriété énergétique (écogestes, optimisation...)...

Échelle géographique : Parc

Unité : MWh (mégawatt heure)

Fréquence de mise à jour : annuelle

➡ Objectif cible en fin de charte : 34 072 MWh économisés.



● **Gaz à effet de serre économisés par les projets de réduction des consommations énergétiques accompagnés financièrement par le Parc**

Type : indicateur de résultat

Cet indicateur mesure les émissions de gaz à effet de serre économisées grâce aux projets financés, liés à l'éclairage public, la rénovation énergétique (isolation, remplacement d'équipements...), la sobriété énergétique (écogestes, optimisation...)...

Échelle géographique : Parc

Unité : teqCO₂ (tonne équivalent CO₂)

Fréquence de mise à jour : annuelle

➡ Objectif cible en fin de charte : 7 730 teqCO₂ évitées.



● **Évolution des consommations énergétiques totales du territoire**

Type : observation du territoire

Cet indicateur vise à suivre l'évolution globale des consommations énergétiques sur le territoire par secteur (résidentiel, tertiaire, industrie, agriculture, transports routiers) et par type d'énergie (essence/gazole, fioul/gaz propane, gaz naturel, électricité, bois énergie, agroc carburants, autres énergies renouvelables).

Échelle géographique : commune

Unité : MWh/habitant

Fréquence de mise à jour : selon rythme mise à jour données ROSEIDF

Etat de départ : en 2018, 23,8 MWh/habitant consommés sur le périmètre d'étude

Mesure 19

Favorisons la production sobre d'énergies renouvelables intégrées, locales et citoyennes

En 2011, la charte a donné au Parc naturel régional du Gâtinais français un nouveau cap : agir pour faire face aux enjeux du changement climatique. À ce titre, et dès 2010, le Parc a travaillé sur un Plan Climat, véritable feuille de route qui définit les objectifs et les actions à mettre en œuvre en faveur de la lutte contre le changement climatique.

Depuis sa création, le Parc est un véritable acteur de la transition énergétique. Il promeut les économies d'énergies avec son service de conseils aux particuliers complété via des dispositifs tels que le programme d'intérêt général ou le service d'accompagnement à la rénovation énergétique dans le cadre des conventions établies avec les différentes intercommunalités.

Le Parc intervient aussi par le biais de ses programmes d'actions notamment avec le développement de la filière chanvre pour ses intérêts agro-nomiques et constructifs, la mise en place d'aides financières en faveur des matériaux biosourcés.

Plusieurs études et actions ont déjà été menées par le Parc notamment sur l'éolien, la filière bois-énergie, la méthanisation, le solaire photovoltaïque.

Début 2024, la réalisation d'une stratégie de développement des éner-

gies renouvelables et de récupération a permis de traduire les choix de développement et d'implantation des énergies renouvelables et de récupération effectués par le Comité syndical du 25 juin 2024, et compatibles avec les enjeux environnementaux, paysagers et patrimoniaux du territoire.

Ainsi, le Parc souhaite contribuer à la décarbonation du mix énergétique francilien et national, tout en réduisant préalablement la consommation énergétique à travers des actions de sobriété auprès des acteurs du territoire. Le Parc soutient les projets de développement d'énergies renouvelables et de récupération sur son territoire, respectueux des enjeux environnementaux, paysagers et patrimoniaux, dans le cadre d'une production d'énergie intégrée, locale et citoyenne. Cela contribue à l'atteinte de l'objectif national de neutralité carbone à l'horizon 2050, dans le respect de la logique EnR'choix : sobriété et efficacité énergétique, mutualisation des besoins sous la forme de réseaux de chaleur et de projets citoyens, priorisation des énergies renouvelables et de récupération pour le chauffage, refroidissement et l'eau chaude sanitaire. Les clés d'une transition énergétique réussie.

Pour tenir le cap de la lutte contre le changement climatique, **NOTRE AMBITION** est de développer les énergies renouvelables sur notre territoire afin d'obtenir un **MIX ÉNERGÉTIQUE INTÉGRÉ, LOCAL ET CITOYEN** le plus **DÉCARBONÉ** possible.

Parc naturel régional du Gâtinais français

Disposition

1



3 ans

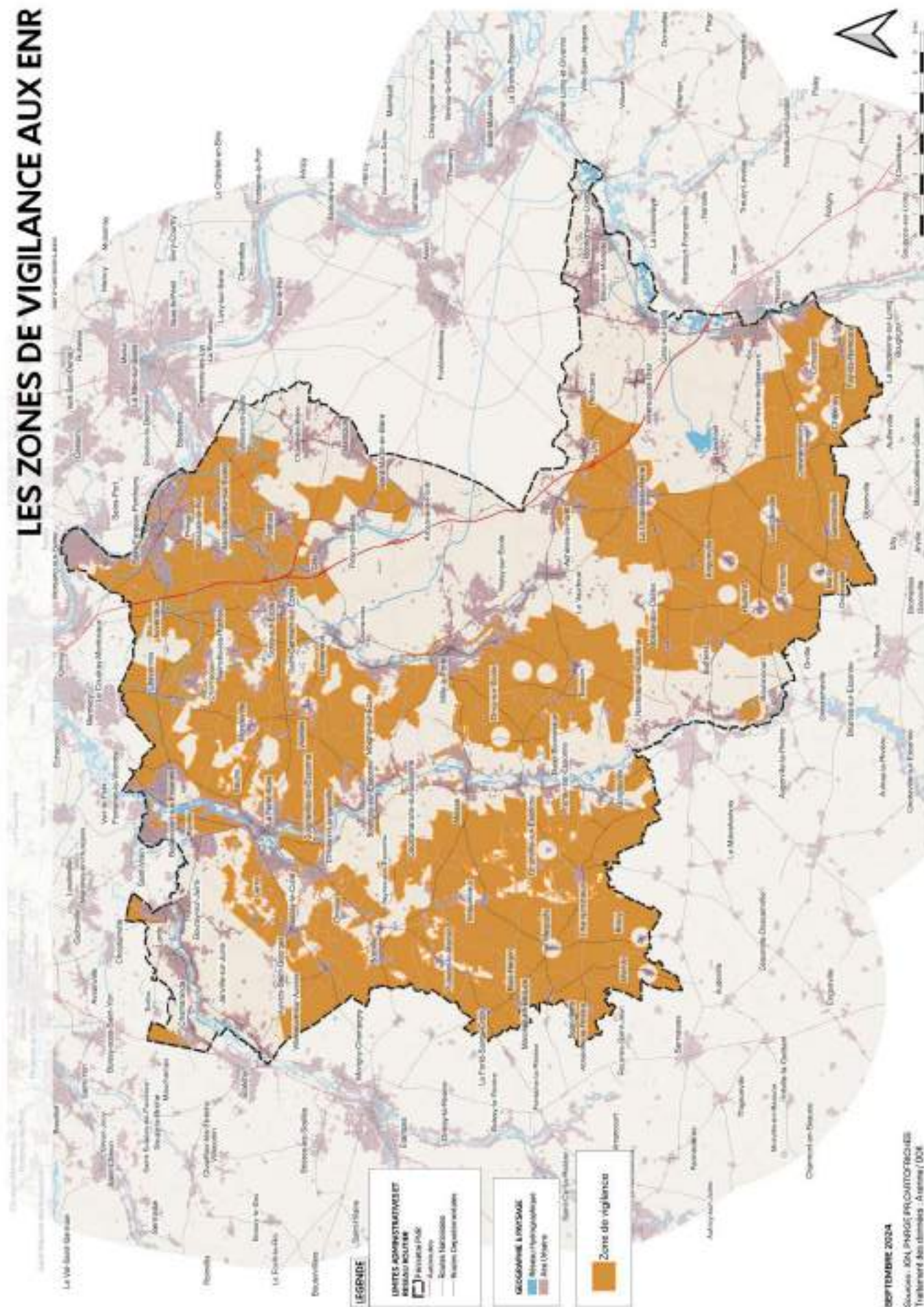
Mettre en œuvre un mix énergétique renouvelable et diversifié.

- Appliquer la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération :
 - basée sur les potentiels énergétiques du territoire,
 - priorisant les économies d'énergie,
 - intégrant les enjeux de biodiversité et de préservation des paysages et des patrimoines identitaires qu'ils soient géologiques, archéologiques...
- S'assurer que tout nouveau projet tienne compte des recommandations et zonages définis dans la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération. (Voir cartes 1, 2, 3 pages suivantes).

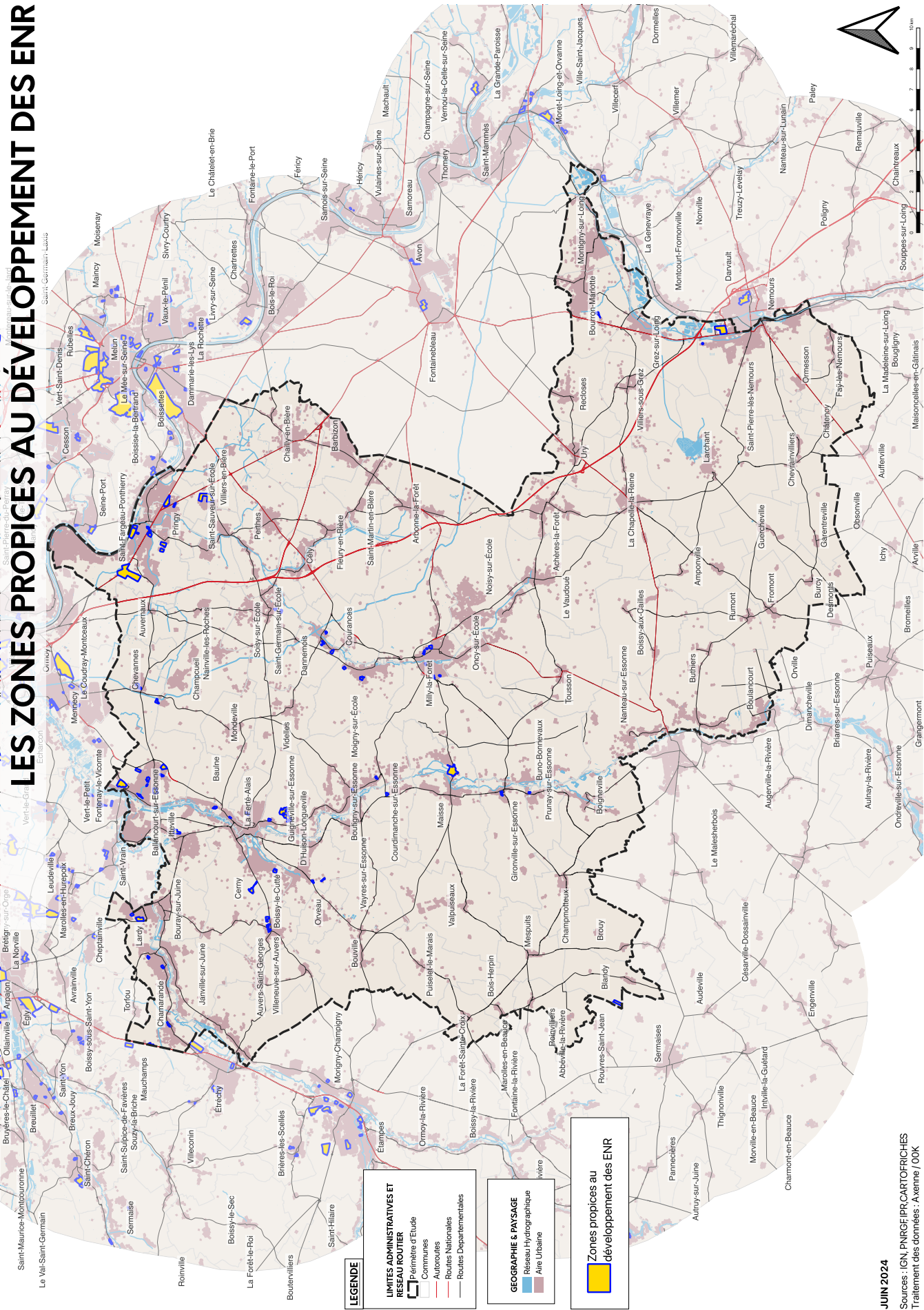


Carte 2

LES ZONES DE VIGILANCE AUX ENR



LES ZONES PROPICES AU DÉVELOPPEMENT DES ENR



JUIN 2024

Sources : IGN, PNRG/PRCARTOFRCHES
Traitement des données : Axerne / OOK

Disposition 2



3 ans

Organiser l'implantation des énergies renouvelables et de récupération avec l'ensemble des acteurs territoriaux pour permettre une meilleure acceptation.

- Mettre les différents acteurs du Parc, et notamment les habitants via la participation citoyenne, au cœur des projets afin de répondre à la question de l'appropriation locale.
- Accompagner la concertation pour assurer un déploiement équilibré et concerté des projets d'énergies renouvelables, notamment les méthaniseurs.

Disposition 3



Charte

Expérimenter et innover par la mise en œuvre de projets opérationnels exemplaires.

- Accompagner les porteurs de projets d'énergies renouvelables en intégrant les préconisations de la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération.
- Renforcer la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération en y incorporant au fur et à mesure les nouvelles évolutions techniques et technologiques pour chaque filière d'énergies renouvelables.
- Intégrer les enjeux patrimoniaux, paysagers et environnementaux dès l'amont et tout le long du processus pour construire les paysages énergétiques de demain via une implantation cohérente des installations de production et de transport d'énergies renouvelables.
- Suivre et maîtriser les impacts sur l'environnement des futurs projets en fonction des recommandations énoncées dans la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération :
 - s'assurer de la zéro artificialisation nette (privilégier les installations d'énergies renouvelables dans les zones déjà artificialisées) ;
 - appliquer la logique Éviter > Réduire > Compenser : les projets ne doivent pas générer des perturbations sur les milieux, les continuités écologiques et les trames verte et bleue.
 - être vigilant sur l'impact sur les sols, notamment concernant l'épandage des digestats issus de la méthanisation ;
 - être vigilant sur l'impact sur la ressource en eau.
- Veiller à ce que l'implémentation d'énergies renouvelables ne concurrence pas d'autres productions locales, comme par exemple les productions alimentaires.
- S'assurer que les nouveaux projets reposent sur le principe d'économie circulaire, notamment les unités de méthanisation qui doivent offrir une modalité de gestion de proximité aux déchets et sous-produits organiques du territoire.
- Intégrer en amont, pour les installations concernées, l'obligation de démantèlement de l'équipement et de ses annexes lors de la cessation d'activité.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Mettre en œuvre la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération.
- ✓ Au regard des recommandations et zonages énoncés dans la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération :
 - assurer une veille, conseiller et informer pour le développement de ces énergies dans le respect des patrimoines naturel, architectural et paysager ;
 - conseiller les porteurs de projets dans le choix du lieu d'implantation.
- ✓ Communiquer auprès des habitants, élus et acteurs du territoire sur les différentes filières d'énergies renouvelables et sur le mix énergétique, et sensibiliser aux enjeux de leur intégration.
- ✓ Inventorier et suivre les réalisations en termes d'installations d'énergies renouvelables sur le territoire du Parc et sur les territoires limitrophes.
- ✓ Accompagner les collectivités volontaires à la mise en place de zones d'accélération et d'exclusion d'implantation d'énergies renouvelables.
- ✓ Apporter un soutien aux collectivités et aux initiatives citoyennes dans leurs projets de production d'énergies renouvelables, et notamment sur le choix d'équipements performants respectueux des enjeux de la qualité de l'air, soutenir les expérimentations dans ce domaine.
- ✓ Stimuler et orienter la demande locale en matière d'énergies renouvelables et de récupération (aide à l'émergence de projets, accompagnement pour un approvisionnement en circuits courts, valorisation des déchets d'autres activités...).



Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Associer le Parc à l'élaboration ou à la révision de leurs schémas ou plans en matière d'énergie-climat et lui transmettre les études, notamment de gisements, qu'ils réalisent.
- Informer le Parc des dispositifs de financement mis en place à l'échelle du territoire.

État

- Soutenir le Parc dans ses actions de sensibilisation sur les énergies renouvelables et le mix énergétique.
- Associer le Parc aux ateliers, études et projets portant sur les énergies renouvelables sur son territoire et les territoires limitrophes.
- S'assurer avec le Parc d'un développement cohérent, transparent et concerté des énergies renouvelables dans le cadre de ses prérogatives.
- Travailler avec le Parc pour un développement des énergies renouvelables et de récupération compatible avec l'identité architecturale et paysagère du territoire.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Associer le Parc aux réflexions de la Région et des Départements sur les politiques de développement des énergies renouvelables.
- Poursuivre et développer les démarches de soutien aux communes en matière de production d'énergies renouvelables et de récupération.
- Soutenir les initiatives privées de production locale d'énergies renouvelables dans le cadre de la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Intégrer la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération dans les documents d'urbanisme en mobilisant en priorité les espaces déjà artificialisés.
- Faciliter le développement des énergies renouvelables dans le respect des patrimoines écologique, bâti et paysager.
- Associer le Parc le plus en amont possible des projets d'énergies renouvelables développés sur leur territoire.
- Faciliter le développement des énergies renouvelables dans le respect des recommandations de la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération.

Les autres partenaires • Agence de la transition écologique • Agence régionale de l'énergie et du climat (AREC) • Chambre d'agriculture • Centre régional de la propriété forestière • Union régionale des collectivités forestières • Fibois Île-de-France • Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) • Gestionnaires de réseaux (GRDF, ENEDIS...) • Syndicats d'Énergie (SDESM...) • AirParif • ...



Plan du Parc

- Éléments d'ensemble paysagers
- Espaces forestiers à préserver et valoriser
- Espaces agricoles à maintenir
- Eau, marais et zones humides à préserver
- E** Préserver les paysages
- E** Protéger les monuments, les sites naturels, culturels et paysagers





La transition vers une économie circulaire contribue de manière durable à une économie plus innovante, résiliente et productive. Bien que le concept d'économie circulaire soit relativement récent, le territoire du Parc met en œuvre, et ce depuis sa création, de nombreuses actions qui y contribuent : accompagnement des entreprises dans des démarches de développement durable, soutien à l'utilisation des matériaux biosourcés, développement des filières agricole et forestière en circuits courts (filière chanvre et bois-énergie), réduction et valorisation des déchets, lutte contre les dépôts sauvages, préservation des ressources naturelles du territoire...

Pour autant, l'ensemble de ces actions devrait être formalisé au travers d'une stratégie écono-

mie circulaire clairement affichée comme telle. C'est toute l'ambition que se donne le Parc naturel régional du Gâtinais français à horizon 2041 : faire de son territoire un des premiers territoires franciliens circulaires et solidaires, qui soit exemplaire et porteur d'innovations au regard des en-

jeux de lutte contre le changement climatique et de transition énergétique. À travers cette stratégie, il s'agit d'aller plus loin dans les actions déjà engagées, tout en appuyant le développement de nouvelles initiatives dans d'autres champs d'actions de l'économie circulaire (économie de la fonctionnalité, écologie industrielle et territoriale, éco-conception...).

Le Parc est un acteur clef pour relayer et contribuer au déploiement de la stratégie régionale en faveur de l'économie circulaire adoptée en septembre 2020 par le Conseil régional d'Île-de-France, ainsi qu'aux stratégies mises en œuvre par ses autres partenaires (Départements, Communautés d'agglomération, Communautés de Communes, Communes...) : c'est tout logiquement que le Parc s'est donné pour ambition de devenir un territoire circulaire, résilient et solidaire, porteur d'expérimentations et d'innovations.

Tout en garantissant un développement économique compétitif, inclusif et plus résilient face aux évolutions et crises, cette stratégie territoriale a pour objectifs de :

- rechercher et inventer de nouveaux modèles économiques (y compris en lien avec les pôles extérieurs),
- apporter des réponses aux nouveaux besoins des habitants,
- décarboner les activités et assurer la souveraineté (alimentaire, énergétique...), la sobriété et la solidarité,
- contribuer au renouvellement du tissu économique et au développement de l'emploi par la réhabilitation des espaces économiques laissés à l'abandon tout en veillant à leur intégration paysagère et en confortant les polarités existantes.

NOTRE AMBITION est d'adopter une posture pro-active pour intégrer l'économie CIRCULAIRE dans tous les secteurs de l'économie gâtinaise, des services et de la vie sociale.

Parc naturel régional du Gâtinais français



Disposition 1

Charte

Faire du Parc une collectivité engagée et exemplaire en matière d'économie circulaire.

- Intégrer des clauses et critères en matière d'économie circulaire dans les cahiers des charges des marchés publics.
- Assurer une gestion circulaire des biens et équipements du Parc.
- S'engager dans une maîtrise d'ouvrage circulaire pour tous les projets portés par le Parc.
- Mettre en place une démarche zéro déchet dans le cadre des événements et manifestations portées par le Parc.
- Contribuer à l'essaimage des expériences et bonnes pratiques du Parc auprès des acteurs locaux et des collectivités partenaires, ainsi qu'avec d'autres Parcs et territoires.



Disposition 2

Charte

Engager les secteurs de l'économie gâtinaise et les acteurs locaux en faveur d'un territoire circulaire et solidaire.

- Optimiser l'utilisation des ressources naturelles et une réduction de leurs consommations grâce aux logiques de coopération, de mutualisation, de sobriété et de cycle de vie, en favorisant une vision circulaire de l'ensemble des activités : écologie industrielle et territoriale, économie de la fonctionnalité, approvisionnement durable, sauvegarde de la ressource en eau, réseaux d'utilisation et de transferts de ressources entre acteurs socio-économiques du territoire...
- Intégrer les principes de l'économie circulaire dans les filières économiques du territoire pour une meilleure valorisation des productions artisanales, industrielles, forestières et agricoles locales.
- Passer de la gestion des déchets à la gestion de ressources, en favorisant la réparation, le réemploi, la remise en état, et en développant une offre locale de matières premières issues du recyclage (y compris le fait-main).
- Faire de l'économie circulaire un facteur d'attractivité pour les secteurs culturel, sportif et touristique.
- Informer et impliquer les acteurs du territoire afin de faire évoluer les comportements de manière profonde et durable.

Mesure 20



Disposition 3

Mi-chartre

Encourager et soutenir l'innovation et l'expérimentation des acteurs locaux.

- Créer un écosystème de l'innovation lié à l'identité et aux savoir-faire du territoire, tout en bénéficiant de la montée en puissance du développement durable et de l'économie circulaire.
- Faire connaître et tirer parti des retours d'expérience des dispositifs (méthodologie, actions) mis en place par d'autres territoires pour promouvoir et développer l'économie circulaire.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Faire connaître le modèle de l'économie circulaire auprès des entreprises et des collectivités de son territoire et valoriser les démarches mises en œuvre par ses partenaires ou par des porteurs de projets privés à travers le partage et la mise en réseau.
- ✓ Mettre en réseau les entreprises et acteurs territoriaux pour mutualiser les besoins, soutenir les démarches, échanger sur les innovations, mutualiser les actions... et inciter les initiatives reposant sur une coopération intercommunale ou associative.
- ✓ Participer à la communauté des territoires circulaires créée et animée par la Région Île-de-France et relayer sur son territoire la stratégie régionale d'économie circulaire, afin de favoriser les synergies entre territoires franciliens ruraux et périurbains/urbains.
- ✓ Innover et expérimenter (en propre ou en tant que partenaire) des actions relevant de l'économie circulaire et lancer des appels à projets auprès des entreprises du territoire.
- ✓ Identifier les différents acteurs intervenant dans les domaines de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire sur son territoire, et développer des relations de travail, voire participer aux instances de ces structures.
- ✓ Recenser, faire connaître et augmenter la lisibilité ainsi que la facilité d'accès aux dispositifs d'aide et d'accompagnement existants.
- ✓ Étudier les transpositions possibles sur le Parc des initiatives les plus appropriées portées par les acteurs et d'autres territoires.
- ✓ Appuyer les acteurs compétents à l'émergence des nouveaux métiers, compétences et formations en lien avec l'économie circulaire.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Informer le Parc des dispositifs d'aide et d'accompagnement mobilisables dans le cadre de projets en faveur de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire.
- Organiser la structuration régionale des écosystèmes autour de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire à travers notamment de la mise en réseau.
- Accompagner le Parc et ses partenaires techniquement dans la réponse aux appels à projets nationaux.
- Informer le Parc des actions menées dans le cadre de la stratégie nationale en faveur de l'économie circulaire.
- Accompagner l'émergence des nouveaux métiers, compétences et formations en lien avec l'économie circulaire.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Informer le Parc des dispositifs d'aide et d'accompagnement en faveur de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire.
- Informer le Parc des actions menées dans le cadre de la stratégie en faveur de l'économie circulaire et s'associer au Parc dans

le cadre de la recherche de territoire pilote pour des projets expérimentaux.

- Appuyer la structuration des écosystèmes autour de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire au travers notamment de la mise en réseau pour mutualiser les besoins, soutenir les démarches, échanger sur les innovations, mutualiser les actions...
- Soutenir et accompagner techniquement et financièrement les acteurs territoriaux engagés dans la transition vers l'économie circulaire et engagés en faveur de l'économie sociale et solidaire.
- Agir en transversalité et soutenir les actions portées par le Parc.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Relayer les informations et encourager l'économie circulaire, sociale et solidaire au sein de leur territoire.
- Informer le Parc des actions menées en faveur de l'économie circulaire dans le cadre de leurs stratégies locales ainsi que des projets développés sur leurs territoires.
- Contribuer à sensibiliser et informer leurs administrés sur l'économie circulaire, notamment dans le cadre des actions menées par le Parc.

Les autres partenaires • Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire • Association OREE • Autres acteurs de l'économie sociale et solidaire (associations, syndicats...) • Institut Paris Région • Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) • Confédérations et fédérations du bâtiment • Essonne Tourisme, Seine-et-Marne Attractivité • Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie • Centre régional de la propriété forestière • Union régionale des collectivités forestières • Fibois Île-de-France • Chambres consulaires • Syndicats locaux (déchets, rivières...) • Offices de tourisme • Associations locales • Habitants • Centres de recherches et laboratoires • Établissement d'enseignement supérieur • Structures pédagogiques • Réseaux d'entreprises • Autres réseaux d'acteurs engagés dans d'autres régions de France ou dans d'autres pays • ...



Mesure 21 Faisons du Gâtinais français un territoire zéro déchet

La réduction des déchets ne se pense pas seulement à la fin de vie d'un produit, quand on peut le réutiliser, le réemployer ou le valoriser, mais dès sa conception, pour éviter sa production. La réduction du volume des déchets produits concerne donc les pratiques des ménages et des acteurs du territoire en promouvant une consommation moins productive de déchets, économe en ressources et qui favorise le recyclage, l'écologie industrielle, l'économie circulaire.

La loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) du 2 février 2020 vise à changer la dynamique de consommation linéaire de notre système vers un modèle circulaire, plus vertueux. Le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) d'Île-de-France oriente les actions à mettre en œuvre pour une meilleure gestion des déchets : optimisation du tri à la source, lutte contre les mauvaises pratiques, exemplarité du secteur

public, mutualisation des moyens face aux nouveaux enjeux, action en faveur de la réparation, du réemploi et de la réutilisation.

La collecte et le traitement des déchets sont organisés sur le territoire à l'échelle des EPCI (sept communautés de communes ou communautés d'agglomération) ou syndicats mixtes. L'enjeu est de favoriser un service public de gestion des déchets en cohérence avec les enjeux environnementaux de la charte avec les syndicats de collecte et de traitement des déchets. Depuis

2010 le traitement des ordures ménagères est réalisé hors du Parc, nécessitant ainsi du transport vers les exutoires. La tendance sur le Parc de la production des déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères, collecte sélective, verres, déchets alimentaires, déchets verts, encombrants, déchets issus de déchetteries) est à la baisse de 11 % grâce à la redevance incitative, contre une tendance à l'augmentation de 2 % à l'échelle de l'Île-de-France ! Pour le territoire, l'objectif est donc de continuer à réduire la production de déchets (inciter au zéro-déchet, zéro bio-déchet dans les ordures ménagères résiduelles) et augmenter le taux de valorisation matière (valorisation des bio-déchets et recyclage) au travers de l'économie circulaire.

Les dépôts sauvages portent non seulement atteinte aux paysages, aux champs cultivés, à l'intégrité des milieux naturels, mais aussi ils constituent un coût important pour les collectivités. Les voir disparaître est un enjeu important pour le territoire du Gâtinais français. C'est une nuisance contre laquelle le Parc et ses partenaires luttent régulièrement.

Le Parc agit depuis de nombreuses années sur la politique de réduction des déchets avec la formation sur le compostage, l'organisation de spectacles, la sensibilisation dans les écoles, des événements dans les supermarchés au cours de la semaine européenne de réduction des déchets, la mise à disposition de composteurs individuels, le travail avec un syndicat sur l'incitation à adopter des poules gâtinaises pour faciliter le compostage, la mutualisation de broyeurs pour transformer les déchets verts des communes en ressources (paillage) et la lutte contre les dépôts sauvages.

En partenariat avec les structures compétentes dans la collecte et le traitement des déchets, le Parc souhaite être une collectivité exemplaire pour inspirer, favoriser les expérimentations des acteurs privés et publics de son territoire, accompagner ces structures sur les problématiques de réduction des déchets et renforcer la coordination des acteurs. Le Parc a vocation à soutenir les politiques de prévention des déchets des collectivités compétentes en s'impliquant tout particulièrement dans la sensibilisation, la formation et le suivi des différents acteurs. Notre objectif est de faire du Parc un territoire zéro déchet à l'horizon 2041.

NOTRE AMBITION est d'accompagner chaque acteur du Parc à devenir un **CONSOMM'ACTEUR** (consommer mieux pour jeter moins) et de soutenir les partenaires du territoire pour favoriser la réduction des déchets et une valorisation plus vertueuse.

Disposition 1

3 ans



Favoriser la règle du zéro déchet pour les événements du territoire.

- Mettre en œuvre la charte des événements zéro déchet sur tous les événements organisés ou soutenus par le Parc.
- Engager les organisateurs d'événements du territoire sur une politique zéro déchet lors de leurs manifestations en généralisant la charte des événements zéro déchet sur le territoire.
- Promouvoir les événements zéro déchet.

Disposition 2

Charte



Lutter contre les dépôts sauvages.

- Accompagner le réaménagement des décharges sur le Parc et favoriser leur renaturation.
- Soutenir les collectivités dans la lutte contre les dépôts sauvages.
- Sensibiliser les habitants et les touristes à la lutte contre les dépôts sauvages diffus.
- Poursuivre les actions en faveur des ramassages citoyens des espaces naturels.

Disposition 3

Charte



Favoriser une bonne gestion des déchets verts.

- Mettre à disposition un broyeur à végétaux mutualisé pour les communes du territoire et valoriser la réutilisation du broyat.





Encourager une consommation responsable et anti-gaspillage.

- Sensibiliser et accompagner pour favoriser le changement de comportement de tous (habitants, entreprises...) sur la réduction des déchets et la logique 7R (refuser, réduire, réparer, réutiliser, recycler, réinventer et revendiquer) à travers diverses actions (fait-main, anti-gaspillage...) et événements (défis zéro déchet, concours...).
- Faire connaître les actions des partenaires de la collecte et du traitement des déchets dans leurs actions de prévention.
- Proposer des diagnostics de bilan de production de déchets aux communes, commerçants, artisans, hébergeurs, habitants.
- Inciter au développement des lieux de réemploi, réutilisation et de réparation : recyclerie, ressourcerie, repair-café... et proposer de nouvelles filières (électroménager...) sur le territoire.
- Œuvrer pour le retour de la consigne et encourager le vrac : fin de l'usage unique, zéro plastique...
- Faire évoluer le réseau Valeurs Parc et des boutiques gâtinaises pour une exemplarité en matière de zéro déchet.
- Fédérer les entreprises et acteurs territoriaux pour mutualiser les besoins, soutenir les démarches, échanger sur les innovations, mutualiser les actions...
- Inciter à l'exemplarité dans la commande publique en accompagnant les collectivités à établir leur schéma de promotion des achats publics socialement et économiquement responsables (SPASER).
- Faire connaître et faire partager les expériences de redevances incitatives pour la collecte des déchets.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Déployer une stratégie zéro déchet pour l'équipe du Parc et pour les événements qu'il organise.
- ✓ Intégrer la prévention des déchets dans les cahiers des charges des opérations qu'il finance ou accompagne.
- ✓ Soutenir les collectivités compétentes dans les démarches de prévention des déchets tout particulièrement en matière d'éco-consommation, de lutte contre le gaspillage et de l'exemplarité de la commande publique.
- ✓ Appuyer les filières de valorisation des déchets comme les recycleries, ressour-

ceries, ateliers collaboratifs de réparation d'objets et autres initiatives inscrites dans l'économie circulaire dans les tissus urbanisés existants.

- ✓ Intégrer la prévention des déchets dans les démarches auprès des artisans et entreprises du territoire, notamment avec le réseau Valeurs Parc.
- ✓ Développer ses actions à destination des habitants pour les impliquer et généraliser les comportements zéro déchet.
- ✓ Poursuivre son appui aux communes pour la lutte contre les dépôts sauvages et la valorisation des déchets verts.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Associer le Parc à leurs politiques et programmes de prévention des déchets.
- Mettre en place des partenariats avec le Parc et les syndicats de déchets.
- Intégrer dans le cahier des charges de leurs projets la prévention des déchets (habitats, aménagements d'espace public...).
- Favoriser les chantiers zéro déchet en intégrant, dès leurs appels d'offres, le tri et la valo-

risation en circuit court des déchets produits, en veillant aux impacts environnementaux ou paysagers.

Conseil régional d'Île-de-France, Conseil départemental de l'Essonne, Conseil départemental de Seine-et-Marne, Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Organiser des journées de nettoyage de la nature.

Les autres partenaires • Syndicats de traitement et de valorisation des ordures ménagères • Chambres consulaires • Recyclerie du Gâtinais • Compost du Gâtinais et autres structures • Les réseaux du Parc : Valeurs Parc, ambassadeurs éco-rénovation • ...





Le territoire du Parc naturel régional du Gâtinais français rencontre les mêmes problématiques que les autres territoires ruraux de grande couronne de la région parisienne : la polarisation par la capitale, des transports en commun existants et variés mais insuffisants (quelques stations de RER C et D avec des temps de parcours longs pour rejoindre la capitale et des trains, des bus et une offre de transports à la demande gérée par les Communautés d'agglomération et les Communautés de Communes), et deux axes routiers structurants, l'A6 et la N20. Tout cela conduit à la dépendance, d'ailleurs grandissante, des habitants à la voiture pour leurs déplacements quotidiens.

Cette dépendance à la voiture individuelle touche également les nombreux visiteurs du

territoire, qu'ils soient franciliens ou internationaux, et qui sont confrontés à la problématique du dernier kilomètre : il est effectivement difficile d'atteindre les espaces naturels ou les sites touristiques du territoire sans voiture.

À l'heure du dérèglement climatique, la pratique du vélo, quotidienne ou de loisirs, semble être un élément de réponse à ces enjeux, puisque nombreuses sont les collectivités territoriales (Départements, intercommunalités) qui ont élaboré et sont en train de mettre en œuvre des schémas directeurs cyclables. Le développement des pratiques de covoiturage, organisé ou spontané, va aussi dans ce sens. C'est d'ailleurs le pari qu'a fait le Parc avec le déploiement de Rezo Pouce sur son territoire.

Autre alternative à la voiture essence individuelle : la mobilité électrique (transports en commun, voiture, vélo, ou engins de déplacement personnel motorisé). Le développement de ces modes de transports décarbonés constitue un des chantiers de la Région à horizon 2030 (plan nouvel air et plan des mobilités).

Il s'agit finalement de ne pas oublier le mode actif d'importance qu'est la marche, du quotidien et de loisir, notamment à l'échelle du bassin de vie, ainsi que le transport fluvial, en phase de dynamisation au nord-est du territoire.

Île-de-France Mobilités est l'autorité organisatrice de la mobilité (AOM) sur le territoire du Parc. Elle a aussi la charge de développer le service public de transport et de coordonner l'ensemble des politiques liées à la mobilité à l'échelle de la région et les nombreux acteurs de la mobilité.

Le Parc soutient Île-de-France Mobilités et ses partenaires dans la mise en œuvre d'une politique globale de mobilité durable, répondant aux demandes du territoire concernant l'intermodalité, la mise en cohérence, la cohésion et la mise en accessibilité pour tous.

NOTRE AMBITION est de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées aux DÉPLACEMENTS sur le territoire, en favorisant le report modal, afin de renforcer sa sobriété, son attractivité et sa résilience.

Parc naturel régional du Gâtinais français



Disposition 1

Charte

Favoriser l'utilisation de moyens de transport sobres et actifs.

- Contribuer à mettre en cohérence les politiques régionales, départementales et intercommunales relatives aux moyens de transports sobres et actifs (les plans vélos, le covoiturage, les véhicules électriques, les transports en commun, le transport fluvial électrique, etc.) sur le territoire et en limite (les villes-portes).
- Encourager les acteurs locaux à développer les moyens de transport sobres et actifs, afin qu'ils deviennent tous des ambassadeurs de l'éco-mobilité sur le territoire, grâce à la co-construction et la co-signature d'une charte de l'éco-mobilité.
- Promouvoir et inciter à l'utilisation de moyens de transport sobres et actifs des visiteurs et des écoles du territoire.



Disposition 2

Charte

Favoriser la mobilité inclusive.

- Soutenir et accompagner les projets innovants et expérimentaux sur la question de la mobilité des personnes en situation de handicap, des seniors, des personnes en situation de précarité financière et des personnes isolées.
- Intégrer cet enjeu dans les réflexions et projets urbains qu'il accompagne.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Être exemplaire dans son utilisation des moyens de transports sobres et actifs (plan de déplacement d'administration,...).
- ✓ Opérer une veille informative sur la mobilité, diffuser l'information, délivrer conseils et expertise, transmettre les retours d'expérience.
- ✓ Sensibiliser et inciter à la mobilité sobre et active, faire la promotion des réseaux existants.
- ✓ Inciter, soutenir et accompagner l'expérimentation (tiers-lieu, télétravail...) et l'innovation de ses partenaires et des acteurs du territoire, et la faire partager.

- ✓ Favoriser l'intermodalité et la complémentarité entre les modes de déplacement, y compris pour les sites touristiques.
- ✓ Garantir la cohérence des projets de mobilité durable entre eux et en cohérence avec les circulations agricoles et forestières.
- ✓ Faire connaître et inciter à la mutualisation des initiatives.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Favoriser la connaissance de la mobilité : créer et diffuser les informations et données nécessaires à la mise en œuvre de politiques de mobilité durable.
- Continuer à promouvoir les nouvelles mobilités sobres et les mobilités actives.

Conseil régional d'Île-de-France

- Favoriser l'intermodalité et la complémentarité entre les modes de déplacement.
- Accompagner la mise en œuvre de solutions innovantes aux communes enclavées et mal desservies par les transports en commun.
- Associer le Parc, dans la mesure du possible, lors de projets d'aménagements liés à la mobilité.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Favoriser l'intermodalité et la complémentarité entre les modes de déplacement.
- Désenclaver les communes mal desservies par les transports en commun.
- Associer le Parc lors de projets d'aménagements liés à la mobilité.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Élaborer et mettre en œuvre des schémas de déplacements sobres et de mobilité active.
- Associer le Parc lors des projets d'aménagements liés à la mobilité.
- Insérer dans les documents d'urbanisme les enjeux de réduction de l'usage de la voiture et promouvoir les mobilités actives pour les déplacements du quotidien.
- Intégrer dans les projets d'aménagement l'enjeu de la mobilité inclusive.
- Relayer les outils et informations qui participent à la sensibilisation des habitants et des visiteurs sur les mobilités sobres et actives.
- Contribuer à densifier en services les bassins de vie, afin de limiter les déplacements quotidiens des habitants.



Plan du Parc

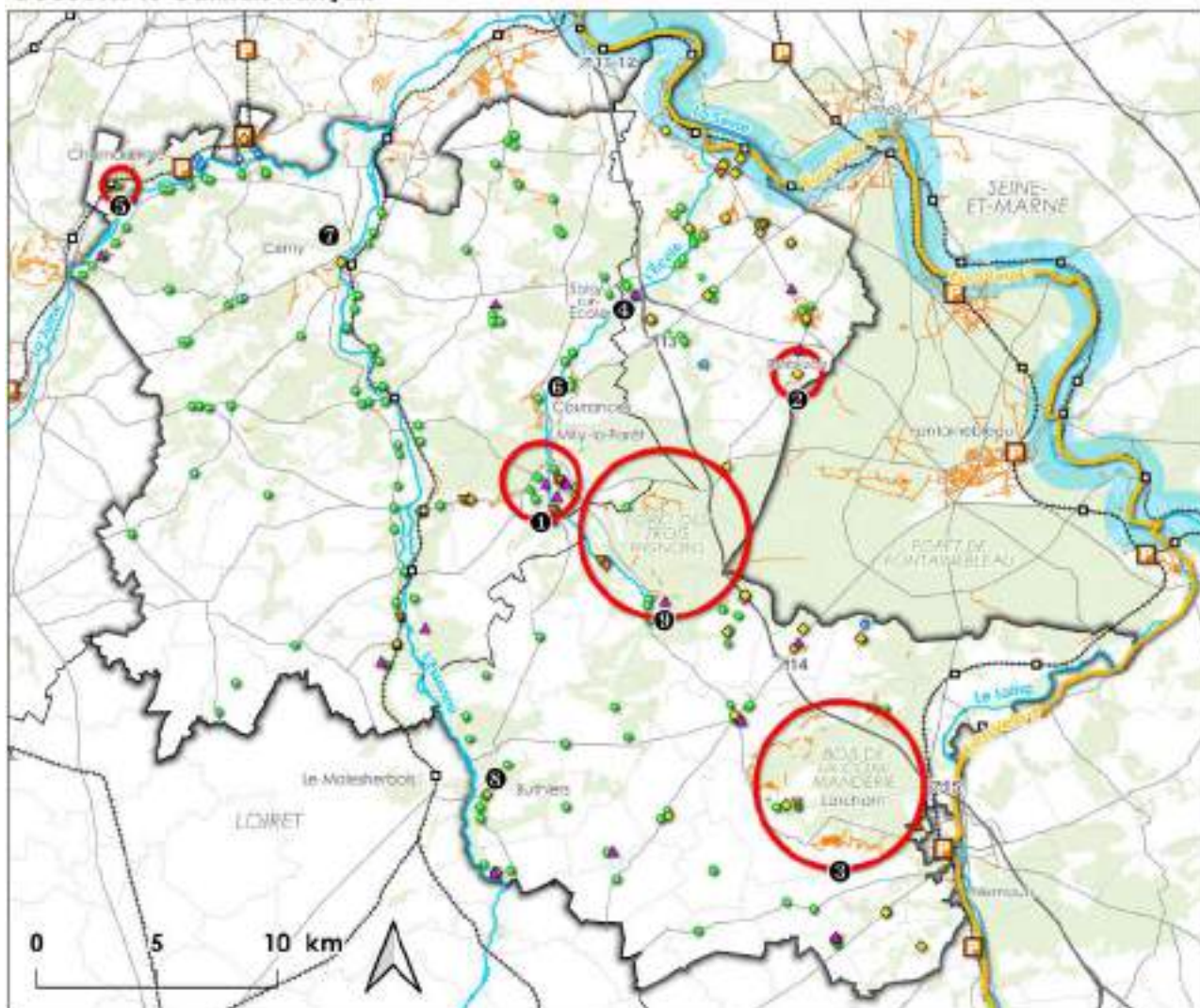
E

Valorisation du territoire/Accueil du public

Les autres partenaires • Île-de-France Mobilités • Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie • SNCF / RATP • Laboratoire de la mobilité inclusive • France mobilités • Rezo Pouce • Les acteurs économiques, notamment, les acteurs du tourisme, les grandes et moyennes entreprises des bassins d'emploi • Associations vélo : Association France Vélo Tourisme (Label Accueil Vélo), Collectif Vélo Île-de-France, Vélo et Territoires • Association Tourisme et Handicap • Association Ma Roue Libre • Les associations du territoire • Essonne Mobilités • Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) • La chambre d'agriculture d'Île-de-France • Les villes-portes • Fédération des Parcs naturels régionaux de France • Union des amis du Parc • ...



Découvrir le Gâtinais français



- | | | |
|-------------------------------|--|--------------------|
| Bois et forêts | Professionnels du vélo
(vendeurs, loueurs, réparateurs) | Voies ferrées |
| L'axe Seine | Hébergeurs marqués Valeurs Parc
mettant à disposition des vélos | Gares |
| Cours d'eau | Points d'auto-stop Rezo Pouce | Autoroute |
| EuroVelo 3 : la Scandibérique | Autres points d'auto-stop | Sortie d'autoroute |
| Aménagements cyclables | Bornes de recharge pour véhicule électrique | Routes principales |
| Parkings à vélo | | |

Secteurs touristiques principaux :

1 Milly-la-Forêt :

-  Office du tourisme
-  Maison Jean Cocteau
-  Chapelle Saint-Blaise des Simples, Halle
- ... Le Cyclop, Conservatoire national des plantes

2 Barbizon :

-  Point d'accueil
-  Musée de l'école de Barbizon
- ... Village de caractère de Seine-et-Marne

3 Larchant :

-  Église Saint-Mathurin
- ... Forêt domaniale de la Commanderie

4 Soisy-sur-École :

-  Verrerie d'art

5 Chamarande :

-  Domaine départemental

6 Courances :

-  Château

7 Cerny :

- ... Musée volant
- ... Sais

8 Buthiers :

- ... Base de loisirs

9 Forêt des Trois Pignons :

- ... activités de pleine nature, Village d'art
- ... préjuden de Chomo

Légende :

- | | |
|--|---|
|  Maison des Illustres |  Musée de France |
|  Monument historique |  Entreprise du patrimoine vivant |
|  Jardin remarquable | |

ORIENTATION 7

Maîtriser un urbanisme garant de la qualité de vie en protégeant les éléments fondateurs de l'identité du territoire

Depuis 1999 ; le Parc du Gâtinais français accompagne les élus pour conserver la maîtrise de l'urbanisation et préserver l'essence même de ce territoire : ses paysages emblématiques, sa faune, sa flore et ses milieux remarquables, ses patrimoines bâti et vernaculaire ainsi que le caractère rural de ses communes.

Le Parc du Gâtinais français est en permanente évolution. Il doit s'adapter pour répondre aux nouveaux besoins de la population. Il doit s'engager pour transformer les logements existants, pour répondre aux besoins des personnes âgées, aux nouvelles configurations familiales, tout en construisant des habitations écoénergétiques et esthétiquement attrayantes pour accueillir de nouveaux résidents.

Le Parc est un territoire vivant accueillant du vivant, la rénovation énergé-

tique doit se faire en tenant compte des besoins de la petite faune, qui recherche des abris, cavités, petits trous pour pouvoir y vivre. Accueillir la faune sauvage dans le bâti est une main tendue à la biodiversité face aux difficultés qu'elle rencontre, notamment avec le réchauffement climatique.

Le développement du Parc naturel régional du Gâtinais français s'est historiquement concentré le long des axes de transport et dans les vallées. Cependant, une grande partie de l'urbanisation se poursuit par l'extension des villages, en particulier dans les zones moins densément peuplées et plus rurales. Nous reconnaissons qu'une expansion non maîtrisée pourrait détruire, fragmenter et dégrader nos écosystèmes fragiles, menaçant ainsi leur capacité à nous offrir des services essentiels.

C'est pourquoi nous nous sommes engagés avec détermination en faveur de l'objectif de zéro artificialisation nette.

Le Parc a pour ambition de mettre un terme à la consommation de terres agricoles et forestières tout en favorisant la renaturation des espaces urbains.

En préservant et en régénérant notre environnement, nous assurons un avenir durable pour les générations à venir, où la nature et l'homme cohabitent en parfaite harmonie.

- Mesure 23 ● Réhabilitons et aménageons dans le respect de la qualité urbaine, architecturale, écologique et paysagère
- Mesure 24 ● Garantissons à toutes et à tous l'accès à un logement de qualité
-  —● Mesure 25 ● Favorisons un aménagement plus sobre, désartificialisons et renaturons les espaces urbains

Réhabilitons et aménageons dans le respect de la qualité urbaine, architecturale, écologique et paysagère

Les villes et villages du Gâtinais français expriment, par leur organisation spatiale et l'écriture architecturale du bâti, les époques successives de vie du territoire. Du village concentré autour de son église jusqu'au village linéaire au bâti plus lâche, les paysages urbains offrent un palimpseste des époques de bâtis.

Ce patrimoine bâti rural humble est constitutif des paysages du Gâtinais français, tout comme son ordonnancement et son rapport aux espaces paysagers et plus largement agricoles et forestiers en périphérie.

Le patrimoine architectural du Gâtinais français est porteur de valeurs esthétiques, paysagères, historiques, mémorielles, culturelles, scientifiques et sociales. Il contribue à la qualité des lieux et à l'attractivité des territoires. Cette richesse commune, expression de notre culture, de notre identité collective et personnelle, est à protéger et valoriser.

La solution universelle et standardisée pour réhabiliter le bâti ancien n'existe pas, tant les spéci-

ficités (architecturales, spatiales, typologiques, décoratives) et les techniques constructives sont nombreuses.

Le végétal joue un rôle prédominant dans la lutte contre le réchauffement climatique, et plus particulièrement de la réduction de chaleur des espaces urbanisés et du bâti.

L'évolution de l'attractivité des pôles urbains, des modes de construction, de production ou de déplacement ont singulièrement changé les paysages, d'autant plus fortement dans les zones soumises à pression foncière. Les changements de modes de construction, passant du matériau local au matériau industrialisé, du savoir-faire artisanal à la mise en œuvre standardisée, tendent à une banalisation du paysage et à un effacement de l'identité et de la singularité du Gâtinais français.

Par ailleurs, l'évolution urbaine et paysagère de nos villages n'a bien souvent pas pris en compte les enjeux climatiques et environnementaux.

NOTRE AMBITION est de nous adapter aux besoins de rénovation et d'amélioration énergétique du bâti tout en en préservant son caractère : il s'agit d'éviter la banalisation du bâti et du paysage, tout en mettant en œuvre des **ÉVOLUTIONS** permettant de lutter contre le dérèglement climatique. Nous accompagnons la rénovation et la construction du bâti et de ses abords afin de répondre aux enjeux de préservation de l'**IDENTITÉ**, de la **QUALITÉ PAYSAGÈRE** et de l'**ADAPTATION** au changement climatique.



Disposition 1



Charte

Intégrer et interpréter l'identité architecturale et paysagère du territoire dans les projets d'urbanisation.

- Adapter l'intégration des évolutions urbaines et des constructions neuves à nos modes d'habiter, en harmonie avec le tissu ancien.
- Préserver la qualité des espaces paysagers et non bâtis autant sur le plan des aménagements (clôtures, revêtements...) que de l'équilibre entre espace minéral réduit au strict besoin fonctionnel, et végétal, travaillé dans l'esprit des lieux.
- Prendre en compte la biodiversité dans tout aménagement architectural ou urbain : végétalisation du bâti (façades végétalisées avec plantation en pleine terre...), aménagements (cavités artificielles, nichoirs, gîtes à chiroptères, hôtels à insectes, accès sous combles...).



Disposition 2



Charte

Préserver et valoriser le bâti ancien pour que tout remaniement puisse se faire dans son respect.

- Diffuser largement l'information sur les caractéristiques du bâti ancien et conseiller sur les solutions de rénovation afin de ne pas le dégrader irrémédiablement par la réhabilitation. En effet, ses caractéristiques, sur le plan de la perméabilité à l'air, l'inertie thermique et l'équilibre hygrothermique en font un bâti pour lequel les matériaux industrialisés sont bien souvent inadaptés. En outre, les rénovations thermiques doivent prendre en compte les spécificités du bâti ancien, mais aussi ses qualités intrinsèques, comme le confort d'été et l'intelligence constructive tenant compte du climat et de l'environnement dans lequel le bâtiment se situe (conception bioclimatique).
- Faire en sorte que chaque réhabilitation puisse être réalisée dans le respect de l'identité du bâti, tout en remplissant les conditions d'adaptation du bâti à ses usages et au changement climatique.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Aider les collectivités locales à décliner leurs engagements vis-à-vis de la qualité architecturale communale ou intercommunale, au moyen notamment des outils de planification urbaine pour ce qui concerne les groupements de communes.
- ✓ Proposer un appui technique aux communes dans leurs projets de rénovation ou construction.
- ✓ Informer, sensibiliser et proposer un accompagnement à l'ensemble des acteurs engagés dans l'acte de rénover ou de construire.
- ✓ Proposer un accompagnement pré-opérationnel des projets afin de garantir la

qualité des nouveaux aménagements et/ou des nouvelles constructions, et notamment la prise en compte des caractéristiques patrimoniales des bâtis, de leur environnement et des formes urbaines associées.

- ✓ Élaborer et diffuser des outils techniques de recommandations (cahiers de recommandations...).
- ✓ Proposer une expérimentation d'opérations exemplaires pour favoriser l'essai-mage et la sensibilisation.
- ✓ Accompagner l'évolution des règles professionnelles et des normes de construction du bâtiment par rapport aux matériaux biosourcés et locaux.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Relayer l'information concernant les dispositifs, outils de sensibilisation et programmes mis en place par le Parc.

État, Conseil régional d'Île-de-France, Conseil départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Accompagner les Communes et/ou les Communautés d'agglomération et Communautés de Communes dans leurs réflexions et soutenir la réalisation de leurs projets architecturaux exemplaires.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Intégrer dans leurs documents d'urbanisme les prescriptions architecturales du Parc.
- Prendre les dispositions règlementaires dans leurs documents d'urbanisme pour permettre le respect de la qualité architecturale, paysagère et environnementale dans tout projet

de construction ou rénovation, notamment à partir de documents de type Orientations d'aménagement et de programmation.

- Mettre en place un dispositif pour accompagner les pétitionnaires dans leurs projets de construction ou de rénovation et les sensibiliser via les documentations et prescriptions du Parc.
- Inciter les instructeurs du droit des sols à participer aux réunions de formation et sensibilisation proposées par le Parc.
- Réaliser une veille sur les demandes d'autorisations d'urbanisme afin de faire correspondre les projets architecturaux avec les prescriptions architecturales, paysagères et environnementales du Parc.
- Associer le Parc aux études de définition et de réalisation, notamment en cas de projet de reconversion d'ensembles patrimoniaux.

Les autres partenaires • Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement • Île-de-France Nature • Établissement public foncier d'Île-de-France • Associations départementales d'information sur le logement • Architectes des bâtiments de France • Fédérations du bâtiment • Direction régionale des affaires culturelles • Unités départementales de l'architecture et du patrimoine • Ordre des architectes • Chambres consulaires • Associations • Entreprises de l'économie sociale et solidaire • Chantiers solidaires • Porteurs de projets • Bailleurs • Opérateurs privés • Sociétés d'économie mixte • ...

Plan du Parc

-  Corps de ferme remarquables
-  Grands domaines et murs d'enceinte
-  Espaces urbanisés à optimiser
-  Ruptures d'urbanisation à maintenir
-  Parcs, jardins et équipements de loisirs à maintenir

-  Sauvegarder les milieux aquatiques et préserver la qualité de l'eau
-  Préserver les paysages
-  Protéger les monuments, les sites naturels, culturels et paysagers
-  Préserver le ciel et l'environnement nocturnes (trame noire)



OQP n°2

OQP n°4

OQP n°8

OQP n°18





Mesure 24 Garantissons à toutes et à tous l'accès à un logement de qualité

Le parc de logements du territoire est caractérisé par une forte prédominance de maisons individuelles (80 %) détenues majoritairement à titre de résidence principale (87 %).

Plus de la moitié d'entre elles sont très énergivores (étiquette énergétique E, F ou G), ce qui s'explique par leur date de construction (73 % avant 1991 dont 21 % avant 1946) et par le nombre important de grands logements (cinq pièces ou plus).

La démographie du Parc est stable mais compte désormais plus d'un habitant sur quatre âgé de 60 ans ou plus.

La part de couples avec enfant et de population de 30-49 ans diminue tandis que la proportion de personnes seules et des familles monoparentales augmente. On assiste à un phénomène de desserrement des ménages.

NOTRE AMBITION est de rénover, adapter et développer l'offre de logements performants, qualitatifs et durables afin de répondre aux besoins sociétaux, sociaux et énergétiques des ménages. Elle est définie par les caractéristiques cumulatives des 42 000 logements et des populations qui les occupent et qui montrent la nécessité de :

- lutter contre la **PRÉCARITÉ** énergétique grandissante des ménages,
- adapter les logements existants au **VIEILLISSEMENT** de la population et à la **RÉDUCTION DE LA TAILLE** des ménages,
- construire des habitations aux **QUALITÉS** énergétiques et architecturales répondant aux besoins du territoire et permettant l'accueil de **NOUVEAUX** locataires et propriétaires,
- faciliter le parcours résidentiel en augmentant la part de **PETITS** logements.

Parc naturel régional du Gâtinais français



Disposition 1



Mi-charte

Permettre un parcours résidentiel adapté à tous.

- Faciliter l'accès à la propriété en accompagnant le développement de l'offre de logements moins énergivores en petit collectif, tout en étant attentif au respect des qualités architecturales et paysagères du territoire.
- Accompagner et sensibiliser les collectivités locales dans la diversification de l'offre de logements.
- Anticiper les évolutions de la population en adaptant la typologie des logements aux habitants. Cela passe par le développement de la mise en œuvre de programmes ou dispositifs intégrant un volet social ou patrimonial (par exemple le programme d'intérêt général, petites villes de demain) et en accompagnant les études d'opportunité et de faisabilité dans le cadre de rénovation de logements vacants ou de reconversion de friches industrielles. Cela se mène en veillant à éviter l'implantation de constructions à proximité de zones fortement exposées au bruit et la création d'îlots de chaleur.
- Faciliter et promouvoir l'auto-rénovation pour la réalisation de projets qualitatifs. Le soutien nécessaire à l'aboutissement de ce type de projet consiste à la mise en réseau au sein de communautés sachantes et aidantes grâce à des partenariats (Twiza, Archipossible, Compagnons bâtisseurs...). Il faut composer avec l'existence de plateformes qui permettent de limiter les coûts de son projet tout en ayant accès à des produits de qualité (achats groupés) et favorisent le développement de l'économie circulaire locale (dons, trocs et vente de surplus de chantier).
- Notamment dans un objectif de zéro artificialisation nette et de sobriété foncière, sensibiliser les habitants sur les impacts de l'artificialisation et les nécessaires évolutions de notre façon d'aménager.



Disposition 2



Charte

Améliorer la performance énergétique des logements anciens et neufs.

- Soutenir la réhabilitation performante du bâti existant plutôt que la construction en améliorant son fonctionnement (organisation des espaces, occupation) et sa consommation énergétique (application des principes du bioclimatisme et respect des spécificités du bâti ancien) et en s'assurant d'une bonne gestion de l'hygrométrie.
- Tendre vers la rénovation globale, performante et conforme, pour des bâtiments basse consommation ou passifs, tout en respectant les caractéristiques du bâti ancien.
- Veiller à ce que les projets de construction répondent aux normes de logements passifs.
- Accompagner les maîtres d'ouvrage dans la conception bioclimatique de leurs projets de construction (optimisation des flux d'énergie gratuits, inertie des matériaux, implantation du bâti...) afin de créer des logements à énergie positive.

Mesure 24



Disposition 3

Charte

Lutter contre la précarité énergétique en sensibilisant et formant les acteurs sociaux.

- Intensifier le réseau d'alerte et améliorer la prise en charge du public fragile en s'appuyant sur des partenaires tels que les centres communaux d'action sociale ou lors de chantiers d'insertion.
- Proposer un appui technique aux acteurs sociaux par le biais de diagnostics au domicile des habitants pour analyser l'existant, proposer des actions immédiates pour économiser l'énergie mais aussi élaborer un plan d'actions de travaux (scénarii de travaux) et des conseils sur l'isolation, la ventilation et les systèmes de chauffage.



Inciter à développer le parc locatif social et intermédiaire, et le parc privé à loyer maîtrisé.

- Mettre en œuvre une dynamique d'information et d'accompagnement auprès des bailleurs pour la rénovation et la construction, afin de les inciter à proposer des loyers maîtrisés voire sociaux. La diversification de l'offre contribue à la lutte contre l'exclusion du parc immobilier de certains locataires et fournit une vraie alternative de confort de vie, en donnant la possibilité de se rapprocher de son lieu de travail (diminution de l'impact environnemental).
- Développer les partenariats avec les acteurs du territoire qui souhaitent étendre le parc locatif. Ces partenariats permettront de créer une cohésion entre les divers acteurs du territoire afin d'étendre le parc locatif de logements. Les intérêts architecturaux, patrimoniaux, environnementaux et paysagers pourront être pris en compte.
- Valoriser les réalisations exemplaires en termes d'intégration du bâti et de la population.

Le rôle du syndicat mixte

- √ Développer une politique de l'habitat en collaboration avec les différents acteurs concernés, en incluant des objectifs et des mesures concrètes pour garantir à tous un logement de qualité, tels que la rénovation performante du bâti ou encore la lutte contre la précarité énergétique.
- √ Être opérateur pour le service public d'amélioration de l'habitat et proposer, en partenariat avec les Communautés d'agglomération et les Communautés de Communes, des guichets uniques pour informer et conseiller les ménages.
- √ Informer, sensibiliser, accompagner et soutenir les acteurs intervenant dans le domaine du logement et de l'habitat.
- √ Promouvoir la qualité de l'habitat et son adaptabilité en organisant des événements de sensibilisation et d'information à destination des citoyens, Communes et/ou partenaires.
- √ Mettre en œuvre des programmes d'amélioration de l'habitat intégrant des volets social, patrimonial et écologique.
- √ Favoriser l'émergence de projets exemplaires et innovants, de qualité tant sociale qu'énergétique, en développant les partenariats techniques et/ou financiers en matière d'auto-rénovation et en assurant la coordination de la mise en réseau des porteurs de projets.
- √ Veiller au respect des spécificités du bâti ancien, notamment dans le cadre des procédures sur les documents d'urbanisme.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Relayer l'information concernant les dispositifs mis en place par le Parc.

État

- Soutenir les opérations de logements locatifs à très basse consommation.
- Soutenir le Parc dans le cadre de ses actions sur le logement (programmes d'amélioration de l'habitat, etc.).
- Intégrer le Parc aux communautés départementales de la transition énergétique.

Conseil régional d'Île-de-France

- Transmettre au Parc les informations sur l'évolution du logement sur son territoire.
- Accompagner les collectivités dans la mise en application des objectifs du schéma directeur environnemental de la Région Île-de-France et du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, notamment en matière de densité, de mixité et de logement social.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Soutenir le Parc dans le cadre de ses actions sur le logement.
- Accompagner les publics les plus précaires dans la mise en place de comportements économes en énergie et faciliter l'information des agents sociaux sur la thématique de l'habitat, notamment par le biais de leurs Maisons départementales des solidarités.
- Veiller à la cohérence de l'implantation d'hébergements spécifiques (maisons d'accueil rurales pour personnes âgées...).

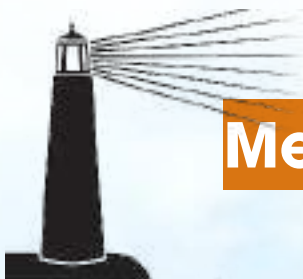
Communautés d'agglomération, Communautés de Communes

- Intégrer le Parc le plus en amont possible des procédures d'élaboration et de modifications de leurs documents en matière d'habitat tels que les outils de planification d'urbanisme, le programme local de l'habitat, l'opération programmée d'amélioration de l'habitat, le programme d'intérêt général, etc.
- Participer, en partenariat avec le Parc, au service public de rénovation de l'habitat.

Communes

- Prévoir une part de logements aidés et/ou des petits logements de type T2/T3 (logements à loyers modérés, adaptés aux personnes à mobilité réduite, inclusifs, accession à la propriété...) pour toute opération immobilière portée par la Commune ou par un aménageur.
- Privilégier les matériaux isolants biosourcés et/ou les systèmes à énergies renouvelables avec une performance supérieure aux obligations réglementaires dans le cadre de rénovations de logements locatifs communaux.
- Intégrer le Parc le plus en amont possible des procédures d'élaboration, de révision et de modification de leurs documents en matière d'habitat.

Les autres partenaires • Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement • Agence de la transition écologique • Agence nationale de l'habitat • Associations départementales pour l'information sur le logement • Maisons France Services • Centre communal d'action sociale • Établissement public foncier d'Île-de-France • Agences locales de l'énergie et du climat • Bailleurs sociaux • ...



Mesure 25

Favorisons un aménagement plus sobre, désartificialisons et renaturons les espaces urbains



Le Parc naturel régional du Gâtinais français s'est principalement développé le long des grands axes de transports et dans les vallées. L'évolution tend vers une moindre consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers mais le développement urbain se réalise encore en grande partie en extension, notamment dans les espaces moins denses et plus ruraux. Cette artificialisation altère la qualité des sols et provoque une destruction, une fragmentation et un appauvrissement des milieux. Elle fragilise leur capacité à rendre les services écosystémiques indispensables au bon fonctionnement de notre territoire et génère des externalités négatives (ruissellements, mitage et banalisation des espaces...)

L'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050 a été introduit par la loi dite « Climat et Résilience » du 22 août 2021. Elle vise à réduire la consommation d'espace pour la période 2021-2031 puis l'artificialisation nette par tranche de 2031 à 2040 et 2041-2050..

La révision du schéma directeur régional d'Île-de-France instaure un schéma environnemental. L'effort de maîtrise de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers est un aspect majeur, qui anticipe l'engagement national sur la trajectoire zéro artificialisation nette, décliné dans une trajectoire vertueuse.

La trajectoire du Parc est également vertueuse : du 01/01/2011 au 31/12/2020, la surface consommée d'espaces naturels, agricoles et forestiers a été de 156 hectares soit un rythme annuel de consommation d'espace par an et par commune plus mesuré que les communes rurales hors Parcs d'Île-de-France.

NOTRE AMBITION est de poursuivre nos efforts dans la sobriété et la résilience : promouvoir un aménagement territorial **SOBRE** et **RÉSILIENT** pour conserver une **IDENTITÉ** de qualité.

Parc naturel régional du Gâtinais français

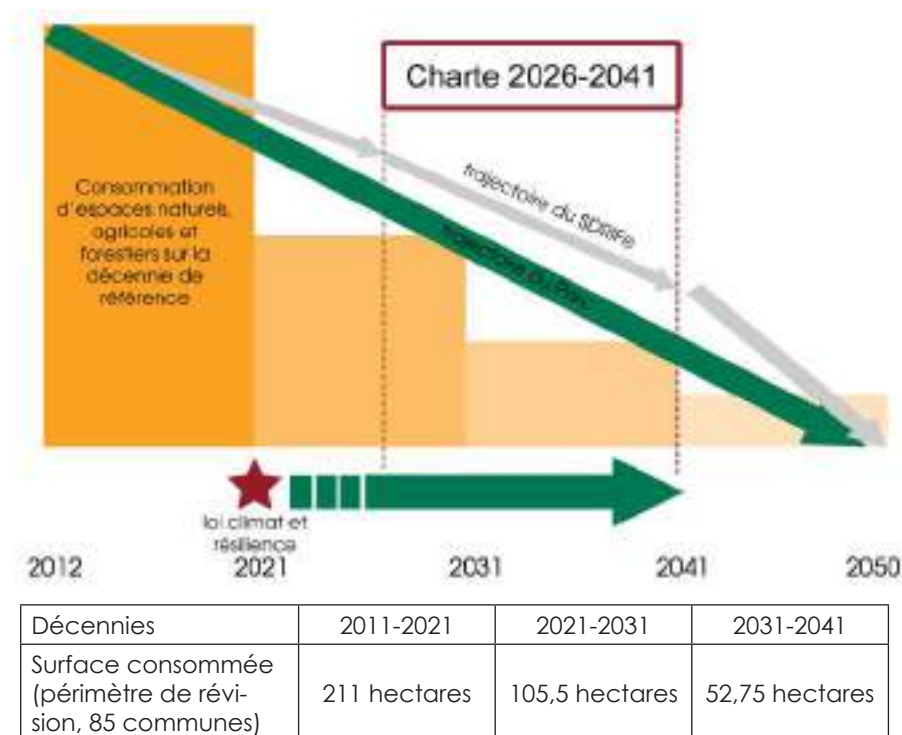
Disposition 1



Charte

Promouvoir la sobriété, la résilience et la neutralité carbone face au changement climatique et dans un contexte de transition écologique.

- La charte est élaborée en adéquation avec le SDRIF-e. Les documents d'urbanisme locaux respecteront de façon cumulative l'ensemble des orientations des deux documents sans hiérarchie.
- Participer à la préservation des terres agricoles pour confirmer la souveraineté agricole.
- Sur la base de la consommation foncière ayant eu lieu sur la décennie précédente 2012 à 2021 (données de référence du MOS 2011 et du SDRIF-e), intégrer une trajectoire de sobriété foncière par une baisse homogène de trois paliers de réduction de la consommation d'espace pour atteindre zéro artificialisation nette en 2050. Ceci permet une répartition homogène des efforts.



- Réaliser un schéma d'orientation communal sur l'ensemble des communes qui sera constitué de :
 - la déclinaison des orientations de la charte avec la définition de l'enveloppe d'urbanisation préférentielle (qui sont les espaces urbanisés ou ayant vocation à recevoir les évolutions d'urbanisation du territoire),
 - l'inventaire du patrimoine naturel, culturel et paysager à conserver.
- Optimiser les espaces au sein des enveloppes d'urbanisation préférentielles en privilégiant le renouvellement urbain des centres-bourgs, l'utilisation des dents creuses et des friches industrielles et commerciales et la réutilisation du bâti existant (requalification, déconstruction/reconstruction...).
- Maintenir les ruptures d'urbanisation ainsi que les continuités écologiques garantes de l'identité du territoire.
- Encourager la désartificialisation, la désimperméabilisation et la renaturation des espaces urbanisés.
- L'accroissement de la capacité de logements ou d'activités doit se faire en priorité au sein des espaces urbanisés existants avant toute extension urbaine en continuité du bâti existant, dans la limite des enveloppes d'urbanisation préférentielles.
- Sanctuariser les espaces écologiquement prioritaires, s'engager dans leur restauration et leur valorisation.
- Accompagner, par exemple juridiquement, les collectivités dans leur lutte pour résorber les constructions et implantations illégales.



Disposition 2



Mi-charte

Intégrer les principes de composition urbaine qualitative dans tous projets.

- Analyser en amont et prendre en compte dans la conception des aménagements les paysages et les éléments de l'identité communale (vergers, mares...) en s'appuyant sur les conseils du Parc, les chartes paysagères et les atlas communaux.
- Prévoir l'insertion paysagère et l'aménagement de transitions entre les espaces bâtis et les espaces ouverts dès la conception.
- Réduire les déplacements par une densification de l'habitat à proximité des centres-bourgs ou des arrêts des transports en commun.
- Assurer les continuités et les liaisons avec les quartiers existants (notamment par des liaisons douces) ainsi que la qualité et l'accessibilité des espaces publics.
- Inciter à créer des formes urbaines et architecturales contemporaines faisant le lien avec les caractéristiques traditionnelles du bâti.
- Prendre en compte l'empreinte écologique dans les systèmes constructifs (structure, isolation, matériaux de revêtement...).
- Privilégier les conceptions bioclimatiques et les installations utilisant l'énergie solaire par la réservation des emplacements les plus favorables.
- Limiter l'imperméabilisation des sols et développer la récupération des eaux de pluie pour un usage à la parcelle.
- Mettre en place une gestion alternative des eaux pluviales par la végétalisation des espaces.



Disposition 3



Mi-charte

Renforcer la mixité sociale, fonctionnelle et intergénérationnelle.

- Expérimenter en accompagnant les projets de logements ayant des formes et des montages exemplaires.
- Contribuer à un développement économique local, social et solidaire au sein de quartiers ou groupement d'habitats.
- Être exemplaires en favorisant les démarches d'urbanisme opérationnel en accompagnant les projets s'inscrivant dans des référentiels ou programmes en faveur des mixités et permettant un équilibre à l'échelle du quartier ou de la ville, en cohérence avec le territoire.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Soutenir techniquement les collectivités pour transposer les dispositions pertinentes de la charte dans les documents d'urbanisme par un travail collaboratif.
- ✓ Veiller à la compatibilité des documents d'urbanisme avec la charte lors de l'élaboration, de la révision ou de la modification desdits documents d'urbanisme à travers la production d'avis motivés.
- ✓ Élaborer dans le cadre du "groupe de travail urbanisme" les Porter à connaissance du Parc, les avis sur les documents d'urbanisme et sur les demandes d'autorisation d'urbanisme (à l'exception des permis de construire, sauf demande motivée d'un signataire).
- ✓ Réaliser des schémas d'orientation communaux pour décliner les orientations et les enjeux de la charte en concertation avec les Communes, Communautés de Communes et Communautés d'agglomération compétentes en matière d'urbanisme, et les structures porteuses de schémas de cohérence territoriaux : ils définiront les enveloppes d'urbanisation préférentielle qui auront vocation à accueillir l'urbanisation, ils intégreront les inventaires des patrimoines naturel, culturel et paysager à conserver et aborderont les problématiques de type préservation du foncier agricole.
- ✓ Mettre en place des outils de conseil et d'aide à la décision dans le cadre de projets d'urbanisme durable.
- ✓ Réaliser les atlas communaux des communes d'extension intégrant notamment un volet biodiversité et paysager.
- ✓ Inciter à la création de Zones Agricoles Protégées (ZAP) ou de périmètres de Protection et de mise en valeur des espaces Agricoles Et Naturels périurbains (PAEN) afin de protéger durablement leur vocation agricole et de les soustraire à la pression de l'urbanisation
- ✓ Sensibiliser les communes et/ou leur groupement sur la nécessité de mettre en place une veille foncière.



Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Respecter et faire respecter la prise en compte des dispositions de la charte du Parc dans les documents d'urbanisme.
- Associer le Parc le plus en amont possible des projets d'élaboration de documents de planification concernant le territoire du Parc.
- Mettre à disposition du Parc leurs données relatives à l'urbanisme sur le territoire du Parc.
- Garantir la mise en œuvre de désartificialisation pour les projets dont ils sont responsables.

État

- Intégrer les orientations de la charte dans ses porter à connaissance et les relayer auprès des collectivités concernées.
- Exercer le contrôle de légalité des documents d'urbanisme en portant une attention spécifique à la prise en compte de la charte.
- Mettre en place une concertation entre les collectivités et le Parc sur la mise en œuvre des objectifs environnementaux et lors de l'élaboration de leurs avis.
- Soutenir le Parc dans la lutte contre les interventions réalisées hors cadre légal (dépôts divers, mitage, cabanisation...).
- Sensibiliser les collectivités territoriales aux enjeux de limitation de l'artificialisation des sols.

Conseil régional d'Île-de-France

- Inclure dans ses porter à connaissance les recommandations issues du schéma directeur environnemental de la Région Île-de-France et et préciser son adhésion à la charte du Parc.

- Financer les projets de désimperméabilisation et de renaturation des espaces publics des Communautés d'agglomération, des Communautés de Communes et des Communes.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- En cas de forte pression foncière, et afin de protéger durablement et de mettre en valeur les espaces agricoles et naturels périurbains, étudier l'opportunité de mettre en place des dispositifs de type Périmètre de protection et de mise en valeur des espaces Agricoles Et Naturels périurbains (PAEN).

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes, Communes compétentes en matière d'urbanisme

- Intégrer le Parc le plus en amont possible dans les procédures d'élaboration, de modification ou de révision de leurs documents d'orientation et de planification en matière d'urbanisme.
- Réexaminer leurs documents d'urbanisme et anticiper les délais fixés par le code de l'urbanisme pour engager, au besoin, leur mise en compatibilité avec la charte et le plan du Parc, en intégrant les éléments du porter à connaissance du Parc.
- Partager avec le Parc les inventaires des zones d'activités économiques, prévus par la loi Climat et Résilience.
- Intégrer des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) thématiques comme les risques naturels (ruissellement) ou les continuités écologiques...



1 Protéger les éléments fondateurs de l'identité du territoire par un zonage et un règlement adaptés dans les documents d'urbanisme.

- Les secteurs d'intérêt écologique prioritaires, ainsi que les espaces forestiers et leurs lisières figurés au plan du Parc, qui excluent toute forme d'urbanisation ; pour protéger les lisières de l'urbanisation, les Communes mettent en œuvre dans leur document d'urbanisme la règle du schéma directeur environnemental de la Région Île-de-France concernant la bande non urbanisable de 50 mètres minimum des lisières des massifs forestiers de plus de 100 hectares. Le cas échéant, le Parc pourra proposer un élargissement de cette bande en fonction des qualités paysagères et/ou écologiques de ces espaces de transition que représentent les lisières forestières.
- Les espaces agricoles à maintenir qui n'ont pas vocation à accueillir de l'urbanisation.
- Les éléments d'ensemble repérés comme secteurs à enjeux paysagers prioritaires au plan du Parc qui ne doivent pas être urbanisés.
- Les continuités écologiques qui doivent être maintenues, rétablies ou recrées, identifiées au schéma régional de cohérence écologique.
- Les motifs paysagers ou ponctuations remarquables repérés comme secteurs à enjeux paysagers prioritaires au plan du Parc, dont l'identité doit être préservée.
- Les éléments d'identité paysagère locale, qui doivent être localisés et protégés, notamment par l'utilisation de l'Espace boisé classé, des articles L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme.
- Les zones humides dont les mares, les mouillères, les cressonnières, doivent être protégées et leur pérennité ne doit pas être compromise par les effets induits de l'urbanisation en interdisant tout comblement dans les documents d'urbanisme.
- Les parcs, jardins, arbres, alignements d'arbres et équipements de loisirs jouent un rôle d'îlots de fraîcheur qui n'ont pas vocation à être urbanisés et doivent être protégés. Cependant, certains parcs et jardins situés au cœur des espaces urbains à optimiser peuvent être considérés comme urbanisables (si cela ne porte pas atteinte aux patrimoines paysager et culturel, aux continuités écologiques et aux secteurs d'intérêt écologiques prioritaires).
- La trame noire est identifiée dans le document d'urbanisme et celui-ci préserve les espaces sensibles à cette pollution (continuités écologiques et secteurs d'intérêt écologiques prioritaires).

2 Intégrer les principes d'urbanisme durable.

- Intégrer les enveloppes d'urbanisation préférentielles qui sont les espaces urbanisés ou ayant vocation à recevoir les évolutions d'urbanisation du territoire. Optimiser ces espaces en privilégiant le renouvellement urbain des centres-bourgs, l'utilisation des dents creuses et des friches industrielles et commerciales et la réutilisation du bâti existant (requalification, déconstruction/reconstruction...).
 - Maintenir les espaces urbanisés situés en dehors des enveloppes d'urbanisation préférentielle. L'artificialisation de ces secteurs n'a pas vocation à être développée, ils peuvent faire l'objet d'une reconquête ou d'une renaturation.
 - Maintenir les ruptures d'urbanisation ainsi que les continuités écologiques garantes de l'identité du territoire.
 - Afin de favoriser le maintien voire le développement de l'activité dans le tissu urbain existant, y compris dans les zones d'activité existantes, les collectivités s'engagent à intégrer les activités, les services et les équipements :
 - en priorité dans le tissu urbain existant,
 - en optimisant les zones d'activité économique actuelles et/ou les friches industrielles et commerciales,
 - en encourageant les démarches de management environnemental : obtention de la certification ISO 14001, gestion de l'eau, verdissement, énergies renouvelables, éclairage...
- Dans le cas d'une création d'une nouvelle zone d'activité, celle-ci doit se faire dans un cadre intercommunal et en continuité des zones économiques existantes et dans les polarités du SDRIF-e.
- Considérant l'obligation du SDRIF-e d'accroître la capacité d'accueil de logements, réaliser au préalable une analyse capacitaire des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de sécurité incendie.

3 Réduire la consommation d'espace pour atteindre l'objectif zéro artificialisation nette.

- Appliquer une gestion économe de l'espace et contribuer à la réduction des déplacements motorisés.
- Limiter l'urbanisation linéaire le long des axes routiers et maintenir, pour des raisons paysagères et/ou écologiques, les ruptures d'urbanisation entre les hameaux et les centres-bourgs ou entre deux bourgs, qui sont repérées au plan du Parc.
- Rechercher une insertion paysagère des nouvelles constructions agricoles, de préférence près de celles existantes, en s'appuyant sur une implantation cohérente, les boisements éventuels, les reliefs du terrain, les volumes, les teintes et l'utilisation de matériaux de qualité pour atteindre une bonne intégration.
- Maintenir les espaces agricoles repérés au plan du Parc afin de conforter durablement l'activité agricole en utilisant des outils tels que les zones agricoles protégées (ZAP).
- Une étude pré-opérationnelle (de type orientation d'aménagement et de programmation) sera nécessaire avant tout projet d'extension urbaine. Les études de ce type seront soumises à l'avis du Parc.

4 Améliorer la résilience du territoire face aux effets du changement climatique.

- Les zones humides dont les mares, les mouillères, les cressonnières, doivent être protégées et leur pérennité ne doit pas être compromise par les effets induits de l'urbanisation. Il s'agit d'interdire tous travaux ou comblement dans les documents d'urbanisme.
- Identifier les aires d'alimentation de captage d'eau potable et les protéger des pollutions, valoriser les actions exemplaires.
- Prendre en compte l'empreinte écologique dans les systèmes constructifs (structure, isolation, matériaux de revêtement...).
- Gérer les eaux pluviales à la parcelle et les prendre en compte dans les aménagements (noues, mares, jardins de pluie, toitures végétales, etc.).
- Prendre en compte les effets des pluies fortes et exceptionnelles pour limiter les risques d'atteinte aux biens et personnes.
- Intégrer des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) thématiques comme les risques naturels (ruissellement) ou les continuités écologiques...

5 Intégrer les principes de composition urbaine qualitative dans tous projets.

- Analyser le paysage et les éléments de l'identité communale (vergers, mares...) en amont et les prendre en compte dans la conception des aménagements, en s'appuyant notamment sur les chartes paysagères et les atlas communaux.
- Prévoir l'insertion paysagère et l'aménagement de transitions entre les espaces bâtis et les espaces ouverts dès la conception (pré-verdissement par exemple).
- Urbaniser uniquement au sein du tissu bâti existant ou dans sa continuité immédiate, dans la limite des enveloppes urbaines localisées au plan du Parc.
- Réduire les déplacements par une densification de l'habitat à proximité des centres-bourgs ou des arrêts des transports en commun.
- Assurer les continuités et les liaisons avec les quartiers existants (notamment par des liaisons douces) ainsi que la qualité et l'accessibilité des établissements recevant du public à vocation culturelle ou éducative et des espaces naturels publics.
- Créer des formes urbaines et architecturales contemporaines faisant le lien avec les caractéristiques traditionnelles du bâti.
- Privilégier les conceptions bioclimatiques et les installations utilisant l'énergie solaire par la réservation des emplacements les plus favorables.
- Limiter l'imperméabilisation des sols et développer la récupération des eaux de pluie, maximiser la pleine terre.
- Intégrer la mixité fonctionnelle (logements, équipements, commerces, activités...), sociale et intergénérationnelle notamment en proposant une offre diversifiée.

Les autres partenaires • Structures intercommunales porteuses de SCOT • Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement • Établissement public foncier d'Île-de-France • Institut Paris Région • Agence de la transition écologique • Chambres consulaires • Syndicats des eaux • Centres communaux d'action sociale • Maisons de retraites • Centres d'hébergement • Associations • Porteurs de projet privés • Banque des territoires • Société d'aménagement foncier et d'établissement rural • ...



Plan du Parc

	Continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver		Espaces urbanisés à optimiser
	Secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver		Ruptures d'urbanisation à maintenir
	Mares et mouillères du secteur de la Plaine de Bière		Espaces forestiers à préserver et valoriser
•	Mares et mouillères à préserver		Parcs, jardins et équipements de loisirs à maintenir
	Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver		Espaces agricoles à maintenir
	Éléments d'ensemble paysagers		Eau, marais et zones humides à préserver
	Motifs paysagers ou ponctuations remarquables		Carrières industrielles à insérer dans le paysage et à revaloriser pour des intérêts agricoles et naturels
	Seuils		Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc
	Silhouettes de villages		Décliner la stratégie nationale des aires protégées
	Corps de ferme remarquables		Sauvegarder les milieux aquatiques et préserver la qualité de l'eau
	Grands domaines et murs d'enceinte		Préserver les paysages
	Alignements d'arbres ou arbres isolés		
	Cressonnières en activité		



OQP n°1

OQP n°3

OQP n°6

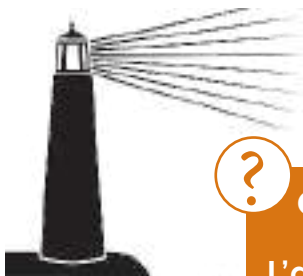
OQP n°8

OQP n°10

OQP n°11

OQP n°14

OQP n°15



L'action du Parc et des signataires de la charte a-t-elle permis de respecter la trajectoire d'atteinte du Zéro artificialisation nette pour 2050 ?



Type : indicateur d'observation du territoire

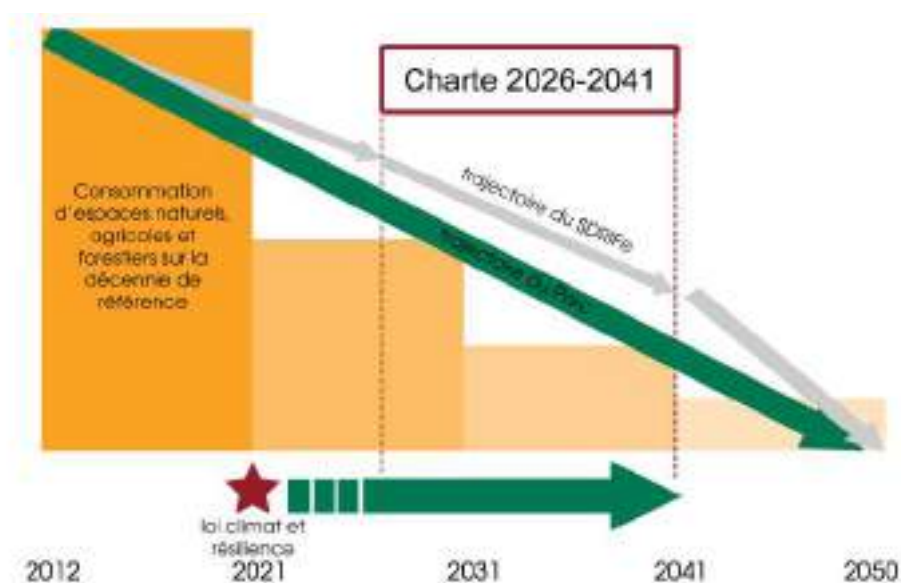
Cet indicateur a pour objectif de suivre l'évolution de l'artificialisation des sols fixée et évaluée conformément à la réglementation en vigueur à la date du décret de renouvellement de classement du Parc.

Échelle géographique : commune

Unité : hectares

Fréquence de mise à jour : tous les 4 ans avec le mode d'occupation du sol (MOS)

➤ **Objectif cible en fin de charte : baisse du rythme de consommation selon la trajectoire de l'objectif zéro artificialisation nette en référence au graphique ci-dessous.**



Décennies	2011-2021	2021-2031	2031-2041
Surface consommée (périmètre de révision, 85 communes)	211 hectares	105,5 hectares	52,75 hectares



éducation
chercheurs
découverte
savoir-faire
dialogue
transmission
bimpropos
inter-parcs
enjeux
coopération
participation
faire-savoir
identité
esprit-parc
rayonnement
évaluation
connaissance
communication
recherche
scolaire
ambassadeur
médiation
citoyenneté
partage
sensibilisation
collaboration
évaluation
innovation
savoirs
valorisation
transférabilité
ambassadeur
communication
recherche
scolaire
ambassadeur
médiation

VALORISER ET FAIRE CONNAÎTRE LE GÂTINAIS FRANÇAIS

Le Parc naturel régional du Gâtinais n'est pas simplement un espace physique, c'est aussi un lieu où des individus, des communautés et des organisations interagissent pour créer une dynamique propre à ce territoire. Les forces vives sont donc les acteurs de l'économie, de la culture, du social et du politique qui forment le tissu vivant du territoire.

Ces forces vives reflètent la richesse et la diversité du Gâtinais français à travers leur capacité à produire, innover, partager et échanger des savoirs et des compétences. Elles sont constituées de différents acteurs tels que les entreprises, les associations, les collectivités locales, les citoyens, les chercheurs et les artistes.

En somme, l'expression des forces vives est un levier clé pour favoriser l'émergence et la pérennisation d'un développement territorial durable, innovant et inclusif : pour qu'elles se mobilisent aux côtés du Parc, dans la mise en œuvre de ses missions, il s'agit de créer des liens pour qu'elles deviennent pleinement actrices du projet de territoire du Parc.

Il est donc essentiel que les spécificités et les enjeux du territoire du Parc soient connus, que les citoyens soient informés des actions menées. Le travail de communication et de sensibilisation engagé doit être poursuivi.

L'enjeu de l'éducation au territoire est de sensibiliser les individus à leur environne-

ment physique, culturel et social, afin qu'ils comprennent les relations et les interdépendances qui existent entre les différents éléments qui composent le territoire. Cette éducation permet aux individus de développer une vision globale de leur territoire, d'apprécier sa richesse et sa diversité, mais aussi de prendre conscience des enjeux et des défis auxquels ils sont confrontés.

Pour alimenter la connaissance du territoire et permettre la mesure de l'évolution, la mise en place d'un observatoire est indispensable. Elle alimentera le travail d'évaluation des actions. La sensibilisation et l'éducation des citoyens jeunes comme des adultes n'en seront que plus efficaces.

La dynamique initiée à l'occasion de la concertation autour de la révision de la charte est à entretenir et à enrichir par l'ouverture sur l'extérieur afin de partager les expériences.

En tant que territoire d'expérimentation, un Parc naturel régional a comme vocation de partager des expériences avec d'autres territoires, français et européens, en s'attachant à l'analyse des conditions de transférabilité. Même dans la conduite d'actions à l'échelle de son territoire, axées sur des préoccupations locales, le Parc se replace toujours dans un contexte plus large, notamment régional, en relation avec les autres Parcs d'Île-de-France, partenaires privilégiés du partage d'expériences.

NOTRE AMBITION est de nous attacher, tout au long des années de mise en œuvre de la charte, à toujours mieux communiquer et partager, mieux faire connaître et comprendre pour mieux mobiliser les forces vives gâtinaises.

—• Orientation 8

- Faire connaître le Gâtinais français et éduquer au territoire

—• Orientation 9

- Coopérer et coordonner

ORIENTATION 8

Faire connaître le Gâtinais français et éduquer au territoire

La mission de préservation dévolue à un Parc ne peut s'exercer sans la connaissance et sans la diffusion et le partage.

Toutes les connaissances ne sont rien si elles ne servent pas de support à une communication renforcée, pour faire connaître les richesses, leurs fragilités, faire savoir ce qui peut être entrepris pour les préserver, faire partager la conscience d'une identité gâtinaise.

• **La COMMUNICATION est un pilier fondamental de la réussite et il est important de se concentrer sur la qualité de son message, sa pertinence et sa clarté. C'est aussi savoir écouter et comprendre les besoins des interlocuteurs.**

L'éducation au territoire permet de former des adultes responsables, conscients de leur environnement et capables de contribuer à son développement durable. Elle favorise ainsi une participation active et éclairée des citoyens à la vie locale et contribue à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté territoriale.

• **Pour cette mission d'ÉDUCATION, il est très important de proposer un programme de sensibilisation, en priorité en direction des jeunes, mais aussi envers les citoyens dans leur ensemble, qu'il est essentiel de mobiliser, pour susciter leur implication dans la vie du Parc.**

Cette mission des Parcs naturels régionaux prépare et implique les générations futures à être éco-actrices et ambassadrices du projet et de la vie de leur territoire.

La mise en place de l'observatoire du territoire est primordiale pour capitaliser les connaissances acquises, les spatialiser et les dater.

Elle est d'autant plus nécessaire aujourd'hui sur le Gâtinais français que les rythmes de changements s'accroissent, car il est un outil de mesure de l'émergence de nouveaux phénomènes, en particulier des effets du réchauffement climatique.

• **C'est un outil de MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE, pour suivre l'avancement des réalisations, d'alerte sur des déviations éventuelles au regard des objectifs, et de référence pour l'évaluation de cette mise en œuvre, dans la perspective de la révision future.**

- Mesure 26 • Éduquons aux enjeux du territoire
- Mesure 27 • Communiquons pour mettre en scène un territoire que chacun pourra s'approprier
- Mesure 28 • Suivons l'évolution du territoire et évaluons la mise en œuvre de la charte

Mesure 26

Éduquons aux enjeux du territoire



La mission d'éducation au territoire vise aujourd'hui l'ensemble des usagers du territoire, jeunes comme adultes.

Le Parc a progressivement élargi son action à une diversité de cibles (habitants / visiteurs, groupes / individuels, particuliers / professionnels, élus...) et a proposé des animations, menées en ingénierie interne ou externe, permettant de faire découvrir les patrimoines et les enjeux de développement durable du Parc.

Les interventions sont conçues en mettant en perspective les thématiques dans une approche holistique et systémique. Les Parcs privilégient aussi une pédagogie du « dehors », in situ (mare, rivière, forêt, art rupestre, etc.) et expérientielle (sensible, artistique, ludique...).

NOTRE AMBITION est de sensibiliser aux richesses et fragilités du territoire, en transmettant la **CONNAISSANCE** sur les particularités locales (naturelles, culturelles, paysagères, économiques et sociales) et en **ÉDUQUANT** aux enjeux du développement durable.

Parc naturel régional du Gâtinais français

Disposition

1

Charte

Faciliter les projets d'éducation au territoire.

- Contribuer à l'engagement citoyen de la petite enfance, enfance et jeunesse par le biais d'actions concrètes, en lien avec les dispositions de la charte.
- Favoriser la reconnexion à la nature, y compris par l'approche artistique, les potentialités éducatives des sports de plein air.
- Former les acteurs éducatifs, culturels et touristiques au territoire du Parc.



Mesure 26

Disposition 2

Charte



Développer l'engagement citoyen des habitants.

- Contribuer à l'engagement citoyen des habitants pour les amener à mesurer leur impact sur leur cadre de vie.
- Favoriser les actions intergénérationnelles.
- Encourager l'engagement des jeunes adultes (18/35 ans) via le Conseil des jeunes de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais car ils sont les acteurs du changement ; le cadre de l'UNESCO permet de placer leur engagement dans une dimension nationale et internationale.

Disposition 3

Charte



Accompagner la découverte des richesses du territoire.

- Contribuer à stabiliser la jeunesse dans la région et à consolider la structuration de filières économiques locales, en permettant par exemple une découverte des métiers locaux par la jeunesse du territoire.
- Faire découvrir les activités et savoir-faire locaux : visites d'exploitations agricoles, rencontres avec les artisans d'art, fablabs...

Disposition 4

Mi-chartre



Permettre une appropriation du Gâtinais français.

- Favoriser la découverte, par les particuliers ou les familles (habitants ou visiteurs), des patrimoines en autonomie, au gré des itinérances (balades thématiques ou ludiques type Geocaching®...).
- Proposer des outils variés de sensibilisation (exposition, livret, maquette, kit, supports numériques...) : acquisition, création, animation ou mise à disposition de supports.
- Faire du Parc un laboratoire d'idées et d'initiatives citoyennes.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Maintenir et développer une offre éducative coordonnée par le Parc sur son territoire essentiellement auprès des cibles jeunes.
- ✓ Accompagner des projets pédagogiques, contribuant aux actions du Parc.

- ✓ Mener ou contribuer à des actions de médiations des patrimoines naturels, culturels et paysagers.
- ✓ Contribuer à la formation des acteurs éducatifs (animateurs, éducateurs, encadrants, intervenants...), culturels et touristiques sur les thèmes liés à la charte du Parc.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Contribuer à relayer les informations relatives aux actions du Parc, et plus particulièrement à la mission éducation du Parc, auprès notamment des cibles jeunesse du territoire (scolaires ou extrascolaires, IME, IMPRO...).
- Appuyer les projets sensibilisant aux enjeux de préservation, d'aménagement ou de développement du territoire, notamment ceux mobilisant la jeunesse du territoire.
- Expérimenter et innover.

État

- Faciliter l'expérimentation d'initiatives pédagogiques ou citoyennes, portées ou soutenues par le Parc (relais d'informations, simplification des démarches...).
- Associer le Parc dans l'élaboration de formations à destination des enseignants, conseillers pédagogiques ou documentalistes du secteur Parc, en lien avec les enjeux et patrimoines du territoire du Parc.

Conseil régional d'Île-de-France

- Soutenir les actions de la mission éducation du Parc (programme d'animations et soutien financier aux projets pédagogiques).

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Intervenir dans le cadre d'actions de sensibilisation coordonnées par le Parc.
- Associer le Parc dans le cadre d'opérations de sensibilisation et de programmes pédagogiques.

Conseil départemental de Seine-et-Marne

- Accueillir à l'Île de loisirs de Buthiers des visites d'abris ornés, en concertation avec le Programme Collectif de Recherche (PCR) « Gravures rupestres préhistoriques dans les chaos gréseux du Bassin parisien ».

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Faciliter la mise en œuvre de projets éducatifs dans l'enceinte des établissements ou sur des sites communaux (jardin et compostage, haies, vergers, mares...) prenant appui sur le potentiel pédagogique de l'environnement proche, en concertation avec les personnels éducatifs, y compris au sein des locaux (démarche écoresponsable sur les choix de produits d'entretien, la mise en place du tri sélectif, économies d'énergie et d'eau...).

Les autres partenaires • Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse • Ministère de la culture • Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire • Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais • Office national des forêts • Union régionale des collectivités forestières • Fibois Île-de-France • Syndicats de rivière • Programme Collectif de Recherche (PCR) « Gravures rupestres préhistoriques dans les chaos gréseux du Bassin parisien », composé de : université de Paris 1, le Groupe d'étude et de recherche sur l'art rupestre (GERSAR), le service régional d'archéologie dépendant de la direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), l'association Arkéomédia et le Musée départemental de Préhistoire d'Île-de-France • Act'art 77 • Seine-et-Marne Environnement • Établissements d'enseignement agricole et horticole • Instituts médico-éducatifs et médico-professionnels • Acteurs éducatifs, culturels et touristiques : médiathèques et bibliothèques, sites de visites, intervenants pédagogiques, associations... • Union des amis du Parc • ...





Depuis la mise en œuvre des deux premières chartes, l'évaluation a démontré une amélioration de la communication de la part du Parc qui permet justement de se rendre compte des évolutions du territoire. Les habitants ont noté une meilleure diffusion de l'information concernant les actions du Parc, mais aussi au sujet des démarches responsables au sein des communes partenaires. Le canal de communication privilégié est le journal l'Abeille du Parc distribué quatre fois par an. Il faut aujourd'hui prendre en compte l'émergence notable des réseaux sociaux qui font partie des canaux de communication désormais habituels.

La connaissance du territoire, de ses richesses et de ses fragilités, est à

la base d'une gestion responsable. Il est donc essentiel de partager cette connaissance avec l'ensemble des citoyens directement impliqués

dans la vie du territoire (habitants, partenaires, élus, socio-professionnels, associations, visiteurs...).

La mobilisation des citoyens autour des valeurs du Parc et leur implication dans la mise en œuvre des actions suppose également une capacité du Parc à faire connaître les initiatives intéressantes des citoyens, individuelles ou collectives, qui sont exemplaires de la prise en compte des enjeux auxquels le territoire est confronté.

Le Parc doit s'adresser à des publics très différents (élus, partenaires, habitants, scolaires, acteurs socio-professionnels, associations, journalistes...).

Il s'agit donc de véhiculer l'image du Parc par une communication systématique sur les résultats concrets de l'action. Il faut donner à voir et à comprendre le territoire dans sa diversité, et le rendre attractif et plaisant pour ses habitants, d'autant plus que la révision a permis d'intégrer de nouvelles communes formant ainsi un nouveau territoire.

Il est connu que le renouvellement des habitants est assez marqué en Île-de-France et donc dans le Gâtinais, il faut donc sans cesse avoir à l'esprit que la communication du Parc doit s'adresser aussi à de nouveaux habitants.

Les moyens de communication ont évolué, avec l'apparition des réseaux sociaux et la disponibilité de l'accès à internet (smartphones, bonne présence de la fibre...). La communication du Parc doit s'adapter à ces nouvelles technologies qui captent également de nouveaux publics.

Grâce à une communication systématique et multimodale, **NOTRE AMBITION** est de faire adhérer les différents publics à nos projets afin de modifier peu à peu les comportements et d'insuffler « l'esprit Parc ».

Parc naturel régional du Gâtinais français



Disposition

1

Charte

Assurer une communication sur le Parc et ses actions auprès du grand public.

- Tout à la fois communiquer sur les richesses du Gâtinais français, sur les objectifs du projet exprimé par la charte et sur la mise en œuvre de ses missions et ses actions.
- S'adresser à des publics très différents (élus, partenaires, habitants, cibles jeunesse, acteurs pédagogiques, acteurs socio-professionnels, associations, journalistes...), ils sont le moteur de la dynamique et nécessitent pour cela d'être informés sur les objectifs de la charte et sa mise en œuvre, et d'être sensibilisés aux enjeux du territoire à relever afin d'être pleinement mobilisés.
- Communiquer de manière à développer un sentiment d'appartenance commune et inciter les habitants à agir dans le respect des valeurs du Parc, par la découverte des nombreuses richesses du territoire et le partage du projet de territoire. Viser l'adhésion de tous, habitants et acteurs locaux, au projet de développement durable mené par le Parc et ses partenaires est un véritable enjeu pour cette nouvelle charte.
- Communiquer pour donner de l'information, mais aussi faire de la communication un outil pour modifier les comportements face au changement climatique et donner un sentiment d'appartenance à un territoire, en synthèse : l'esprit Parc.



Disposition

2

Charte

Maintenir le réseau de relations avec la presse locale.

- Conserver ce réseau actif et "en veille" sur les actions du Parc. La presse locale constitue un relais essentiel pour l'information des publics...



√ Faire la promotion de l'image du Parc (plaquettes, journal des habitants, lettres aux élus et partenaires, site internet, relations presse...), communiquer sur le Parc, ses missions, ses actions, les problématiques liées au territoire et plus particulièrement sur quelques enjeux prioritaires, comme par exemple : la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles, la politique de prévention des déchets, la préservation du patrimoine bâti (matériaux écologiques, techniques de restauration, étude des coloris...), les animations culturelles et pédagogiques, les énergies renouvelables, l'observatoire photographique des paysages et les chartes paysagères, l'urbanisme durable...

√ Poursuivre sa politique de communication en s'appuyant sur les outils qu'il a mis en place au cours de ses premières chartes et en les faisant évoluer (charte graphique, magazine d'informations, livret de manifestations, rapport d'activités, site internet, plaquettes thématiques...), dans un souci permanent d'une meilleure connaissance et appropriation du Parc, de ses actions et du territoire par les habitants et les acteurs locaux.

√ Amplifier sa présence au cœur des communes et développer une communication au plus près des habitants, notamment en :

- . étant davantage présent dans la vie communale : points de diffusion de la documentation, présentation des expositions du Parc...
- . valorisant ses actions en commune en lien direct avec la vie des habitants : organisation d'une inauguration à la fin d'un chantier de restauration, réunion publique lors de la finalisation d'une étude...

√ Poursuivre son travail de relations avec les médias et la presse régionale et locale.

√ S'engager dans une communication exemplaire en termes d'éco-communication.

√ Communiquer sur le fait que le Parc appartient au réseau mondial Man & Biosphère de l'UNESCO à travers la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais, et que ses actions concourent à l'atteinte des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Relayer la communication sur les actions du Parc ou menées avec lui, à travers leurs supports de communication (magazines, lettres d'information, sites internet...).
- Faire remonter les informations communales au Parc.

Les autres partenaires . Toute personne ou structure relais ou ayant des activités communes avec le Parc : offices de tourisme, journalistes, associations, syndicats... • ...

Mesure 28

Suivons l'évolution du territoire et évaluons la mise en œuvre de la charte



La charte exprime une vision d'avenir pour le Gâtinais français. Elle est aussi l'outil permettant, via son projet de territoire, de tendre vers cette vision.

La charte est réfléchie et écrite de manière concertée. Elle est mise en œuvre conjointement par le syndicat mixte et ses signataires, avec l'aide et la participation de tous les acteurs du territoire. Cette complémentarité d'acteurs permet la mise en œuvre à toutes les échelles, qu'elles soient locales, communales ou intercommunales, départementales ou régionales ; avec parfois un rayonnement national voire international.

La charte est aussi mise en œuvre selon différentes temporalités :

- à court terme via la réalisation d'actions opérationnelles,
- à moyen terme via la mise en place de programmes d'actions pluriannuels ou de projets au long cours,
- et à long terme en tant que projet de territoire d'une durée de 15 ans.

Ces différentes modalités de mise en œuvre de la charte nécessitent la mise en place d'un dispositif de suivi et d'évaluation efficace. Ce dispositif doit permettre de :

- rendre compte des actions mises en place, notamment aux résidents, acteurs socio-économiques et techniques du territoire, mais également entre les signataires de la charte,
- assurer l'efficacité de la charte en mesurant si ses objectifs ont été atteints et si les mesures prises sont efficaces,
- améliorer ou réajuster les actions entreprises en identifiant les réussites et les faiblesses dans la mise en œuvre,
- renforcer la transparence des actions via la récolte de données fiables et la diffusion de supports clairs,
- garantir la cohérence et les synergies entre les actions des signataires et avec d'autres partenaires du territoire.

Ces éléments doivent également être remis dans le contexte de l'évolution du territoire qui dépend des actions du Parc et de ses acteurs mais également de dynamiques plus larges, parfois diffuses, dans lequel le Parc doit s'insérer. L'évolution du territoire doit donc être connue et suivie. Elle permet de mettre en relief l'action du Parc et d'estimer son impact sur le territoire.

L'évaluation de la mise en œuvre de la charte et de l'évolution du territoire permet de faire de la charte un véritable **OUTIL** vivant, adaptable et cohérent au service du territoire, **NOTRE AMBITION** est d'assurer une mise en œuvre de la charte qui soit **EFFICACE** et **EFFICIENTE**, **COHÉRENTE** et **ADAPTÉE** au territoire pendant toute sa durée.

Parc naturel régional du Gâtinais français

Disposition

1

Charte



Assurer le suivi et la capitalisation des actions du Parc.

- Suivre la réalisation des actions : il s'agit de capitaliser en continu l'ensemble des actions mises en place par le Parc. Cette capitalisation concerne à la fois la description des actions réalisées (modalités, partenaires, résultats) mais aussi les moyens humains, financiers et matériels alloués. Ces éléments de bilans seront complétés d'éléments d'évaluation : analyse critique des réussites et limites, propositions d'améliorations. Le suivi des actions utilisera notamment le logiciel d'évaluation mis à disposition par la Fédération des Parcs naturels régionaux de France.
- Rendre compte des actions : il s'agit de faire connaître à l'ensemble des acteurs du territoire les actions mises en place, qui traduisent l'avancée de la mise en œuvre de la charte. Cette mise à disposition doit être réalisée sous la forme de supports clairs (notamment les rapports d'activité annuels) et facilement appréhendables. Ces supports doivent être construits sur la base de données fiables et complètes, gage de transparence des actions du Parc.
- Adapter le programme d'actions : sur la base du suivi des actions en continu, il s'agit d'adapter le programme d'actions en identifiant les actions à poursuivre, les actions à adapter ou modifier, les actions à interrompre. Ces adaptations, qui peuvent être envisagées à l'échelle de quelques années, permettront d'adapter la mise en œuvre de la charte au fil du temps. Les modifications du programme d'actions feront l'objet d'une validation avec les partenaires et au sein des instances de décision du Parc.

Disposition

2

Charte



Échanger et animer le dispositif de suivi et d'évaluation avec les signataires de la charte.

- Faire des signataires des acteurs à part entière de la mise en œuvre de la charte : il s'agit de permettre l'appropriation de la charte par ses signataires tout au long de sa mise en œuvre, auprès des élus comme des agents des équipes techniques. En particulier, le Parc et les signataires devront garantir le bon niveau d'appropriation de la charte sur toute sa durée, face à un paysage institutionnel, technique et politique en perpétuel mouvement.
- Organiser des temps d'échanges réguliers avec les signataires : il s'agit d'assurer une dynamique régulière d'échanges entre le Parc et les signataires. Elle pourra passer par la tenue de réunions régulières sur la mise en œuvre des actions de chaque partie ; de rencontres et visites sur le territoire du Parc ; d'animation de réseaux thématiques entre le Syndicat mixte et les signataires, etc.
- Accompagner les signataires dans le suivi de la mise en œuvre de la charte : il s'agit de permettre le suivi par chaque signataire des actions qu'il met en œuvre dans le cadre de la charte, puis la mise en commun de ces éléments afin de permettre une évaluation de la charte en tant qu'outil de coopération multipartenarial. Notamment, cela concerne le suivi de l'avancement des engagements pris par les signataires.
- Évaluer la charte en continu : il s'agit de réaliser l'évaluation de la charte en tant que projet de territoire à long terme. Cette évaluation pourra avoir lieu trois ans après le début de mise en œuvre ; à mi-parcours de la charte ; avant la fin de la charte dans l'optique du renouvellement du classement. Ces temps d'évaluation mobiliseront l'ensemble des outils et des parties prenantes du dispositif de suivi et d'évaluation.



Suivre l'évolution du territoire.

- Mettre en place un dispositif rationnel de suivi du territoire: il s'agit de centraliser des outils et indicateurs permettant de suivre le territoire et son évolution de manière thématique. Ces outils devront, autant que possible, mobiliser les données d'organismes de référence afin de garantir les comparaisons et l'analyse sur le long terme. Ils pourront également être mis en place au niveau des Parcs franciliens afin de mutualiser les analyses.
- Intégrer le suivi de l'évolution du territoire dans le dispositif de suivi et d'évaluation : il s'agit de croiser les analyses de l'évolution du territoire avec la mise en œuvre de la charte pour en faire un véritable outil d'aide à la décision. Ces éléments pourront, concrètement, illustrer ou être réutilisés dans les documents édités par le Parc (rapport d'activité notamment) ou lors de temps de restitutions destinés aux élus et partenaires techniques.

Le rôle du syndicat mixte

- √ Structurer et renseigner les données issues des études, inventaires et plus largement des actions mises en œuvre par le Syndicat mixte.
- √ Mettre à disposition ces données et tous les éléments permettant leur appropriation et leur utilisation.
- √ Utiliser et renforcer le dispositif de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la charte, comportant notamment les modalités de suivi et de capitalisation des actions et des moyens, les indicateurs de suivi, le suivi des engagements des signataires.
- √ Composer un dispositif de suivi de l'observation du territoire sur la base de données et d'indicateurs fournis par les organismes experts et complété par les données produites par le Parc. Ce suivi de l'observation du territoire concernera plus particulièrement les patrimoines naturel, paysager et culturel et l'occupation des sols.
- √ Rendre compte et partager l'évaluation de la charte et le suivi de l'évolution du territoire.
- √ Animer l'évaluation avec l'ensemble des signataires de la Charte.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Assurer la diffusion et l'appropriation de la charte au sein de leur(s) structure(s).
- Suivre et évaluer les actions mises en œuvre dans le cadre de la charte sur le territoire du Parc, en particulier au regard des engagements.
- Partager et diffuser le suivi et l'évaluation de leurs actions aux autres signataires et aux acteurs du territoire.
- Participer à l'alimentation du dispositif d'observation du territoire.

Les autres partenaires • Les partenaires de cette mesure sont l'ensemble des acteurs pouvant participer de près ou de loin à la mise en œuvre de la charte, mais aussi à la production de données sur le territoire • Les services affiliés aux signataires (notamment les services déconcentrés de l'État) ne sont pas explicitement cités • Union européenne • Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) • Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) • Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), OpenStreetMap • Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) • Agence nationale des fréquences (ANFR), Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) • Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) • Institut Paris Région (IPR) et ses départements dédiés : agence régionale de la biodiversité (ARB), observatoire régional des déchets (Ordif), agence régionale énergie-climat (Arec), observatoire régional de santé (ORS), institut régional de développement du sport (IRDS) • Airparif • Bruitparif • Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) • Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) • Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) • Office français de la biodiversité (OFB) • Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) • Conservatoire botanique national du bassin parisien (CBN) • Inventaire national du patrimoine naturel (INPN) • Groupe d'études, de recherches et de sauvegarde de l'art rupestre (Gersar) • Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN) • Office national des forêts (ONF) • Centres régionaux de la propriété forestière (CRPF) • Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) • Île-de-France Nature • Association de la réserve naturelle du marais de Larchant (ARNML) • Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de l'Essonne et de la Seine-et-Marne • Agence nationale de l'habitat (ANAH) • Syndicat départemental des énergies de Seine-et-Marne (Sdesm) • Chambres consulaires • Groupement des agriculteurs bio d'Île-de-France • Réseau francilien du réemploi • Fédération française de la randonnée pédestre (FFRP) • Syndicats de rivière : syndicat de la rivière La Juine et de ses affluents (Siarja), syndicat mixte des bassins versants de la rivière École, du ru de la Mare-aux-Evées et de leurs affluents (Semea), syndicat Intercommunal d'aménagement, de rivières et du cycle de l'Eau (Siarce), établissement public d'aménagement et de gestion des eaux (Épage) du Bassin du Loing • Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf) • Acteurs privés mettant à disposition leurs données : Enedis, La Poste, SNCF, RTE, etc • ...

Coopérer et coordonner

À l'aube d'une grande période de transitions et de changements économiques, sociaux, environnementaux, la coopération devient un levier majeur pour opérer des changements de fond permettant de répondre aux enjeux mondiaux des prochaines décennies. Elle repose sur la co-construction, les partenariats, le dialogue et la mutualisation. Au fil des années, les Parcs naturels régionaux ont développé des savoir-faire originaux, étroitement liés aux préoccupations spatiales et d'aménagement du territoire. Curiosité intellectuelle à leur création, les Parcs ont su conforter, au fil du temps, leur rôle en matière de transfert d'expériences et de soutien à l'expérimentation et l'innovation.

Par essence même, les Parcs naturels régionaux sont des territoires de projets où la coopération et le dialogue entre ses acteurs locaux et d'autres territoires sont au cœur des actions menées. Tout en échangeant entre eux, les Parcs s'enrichissent aussi des pratiques d'autres territoires nationaux, voire transnationaux, et deviennent des acteurs incontournables de l'évolution et de la mise en cohérence des politiques publiques à l'échelle de leur territoire. Pour mettre en

mouvement et en synergie les acteurs compétents du territoire et la société civile, ils mêlent expertise, ingénierie, animation et mise en réseau, pédagogie ou encore communication.

Même si elle ne figure pas dans leurs fondamentaux, l'intervention des Parcs naturels régionaux dans des projets de coopération internationale est fondée. En effet, à l'ère de la prise en compte des enjeux planétaires tels que le changement climatique, la mondialisation ou l'érosion de la biodiversité, le renforcement des coopérations entre le Parc, ses acteurs locaux et d'autres territoires à horizon 2041 est plus que jamais essentiel pour relever les défis du monde moderne.

Enfin, certains enjeux dépassent la seule échelle du Parc du Gâtinais français et lui imposent de travailler de façon structurelle avec les territoires voisins (villes portes, communes, intercommunalités, autres collectivités) ainsi qu'avec l'ensemble de ses parties prenantes. Les initiatives portées par d'autres territoires de projets représentent pour le Parc une réelle opportunité d'ouverture sur l'extérieur et de transfert d'expérience sur des enjeux communs.

● Ainsi nous nous donnons l'ambition d'être un territoire source d'innovation et propice à l'émergence de projets d'expérimentation et de coopération, notamment dans le cadre des politiques de coopération décentralisées.

- Mesure 29 ● Structurons et mobilisons des réseaux d'ambassadrices et d'ambassadeurs
- Mesure 30 ● Coopérons avec les acteurs locaux et d'autres territoires

Mesure 29

Structurons et mobilisons des réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs



Un territoire n'existe que par l'expression de ses forces vives. Tout citoyen et acteur du Gâtinais français façonne et transmet l'identité de son territoire. Les réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs du Parc reposent sur la mobilisation des acteurs locaux désireux de contribuer à valoriser les richesses locales (artisanat d'art, matériaux biosourcés, productions locales, savoir-faire ancestraux, biodiversité...) et à préserver le territoire et ses patrimoines.

En tant que porte-parole, ils participent à sensibiliser et diffuser la connaissance du territoire, ses enjeux et les actions du Parc. Ils sont les garants de la transmission et diffusion de pratiques exemplaires, innovantes et vertueuses sur lesquelles le Parc doit s'appuyer pour mener ses actions et pérenniser son identité.

Tout naturellement, **NOTRE AMBITION** est de faire connaître et faire vivre les valeurs du Parc, par le biais des acteurs du territoire, tout en leur donnant les moyens de se les APPROPRIER.

Parc naturel régional du Gâtinais français

Disposition

1

Charte



Faire du réseau Valeurs Parc un maillage dynamique et exemplaire d'ambadrices et d'ambassadeurs.

- Animer le réseau Valeurs Parc et le déployer.
- Soutenir et valoriser les projets innovants et expérimentaux du réseau.
- Développer des outils et ressources pour accompagner la démarche de transition.
- Promouvoir localement et à plus grande échelle le réseau Valeurs Parc pour sensibiliser et inspirer.
- Renforcer l'appropriation du territoire et de ses enjeux par le réseau.
- Favoriser la coopération inter-réseaux (notamment avec le réseau des éco-acteurs de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais) et inter-territoires (éco-rénovation, artisans d'art, structures pédagogiques...) et avec d'autres acteurs du territoire (chambre d'agriculture, Essonne Tourisme, Seine-et-Marne Attractivité, Région Île-de-France...).



Disposition 2

Charte

S'appuyer sur les ambassadrices et ambassadeurs de l'éco-rénovation pour mobiliser les entreprises autour de l'utilisation des matériaux biosourcés ou issus du réemploi.

- Développer et faire connaître le réseau des ambassadeurs éco-rénovation auprès des usagers.
- Former et inciter les acteurs du bâtiment aux matériaux ainsi qu'aux méthodes de construction et rénovation plus respectueuses de l'environnement.
- Développer l'utilisation des matériaux biosourcés dans les projets de rénovation énergétique de tous les bâtiments en s'appuyant sur les filières agricoles locales émergentes (cultures de chanvre, lin...).



Disposition 3

Charte

Accompagner de nouveaux réseaux d'ambassadrices et d'ambassadeurs.

- Conserver un lien privilégié et de proximité avec le territoire, afin de recueillir les besoins et attentes des acteurs locaux (socio-professionnels, associatifs, élus, offices de tourisme, acteurs pédagogiques, citoyens, collégiens, lycéens...) et favoriser l'émergence de nouveaux collectifs.
- Faire émerger des collectifs d'habitants/es en tant qu'ambassadrices et ambassadeurs du territoire.
- Donner aux jeunes la possibilité d'agir, faire des élèves des ambassadeurs engagés dans le changement et le partage du territoire (lutte contre le gaspillage alimentaire, réduction des consommations d'énergie et déchets, projets d'entraide et de solidarité, projets culturels).



Disposition 4

Charte

Faire du Parc un laboratoire d'idées et d'initiatives citoyennes.

- Animer une dynamique territoriale en s'appuyant sur la mise en réseaux des acteurs et en créant du lien entre les habitants et leur territoire.
- Initier et favoriser les échanges et rencontres entre le monde scientifique, les habitants et l'ensemble des acteurs du projet de territoire pour une compréhension mutuelle des enjeux locaux et internationaux dans le cadre de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais.
- Soutenir et valoriser les initiatives collectives qui participent à l'éco-responsabilité des citoyens et citoyennes (FabLab, repair café, commerces participatifs, AMAP...).

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Faire émerger et pérenniser des réseaux d'acteurs variés, engagés et exemplaires, chefs de file du développement durable sur le territoire, et plus particulièrement le réseau des bénéficiaires Valeurs Parc.
- ✓ Mettre la marque Valeurs Parc au cœur des projets du Parc.
- ✓ Soutenir et promouvoir les réseaux d'ambassadeurs auprès des partenaires techniques et financiers.
- ✓ Engager une politique de communication et d'information engagée et inno-

vante pour favoriser l'appropriation des enjeux du territoire et la diffusion des bonnes pratiques.

- ✓ Permettre des rencontres et échanges entre citoyens, réseaux d'ambassadrices et d'ambassadeurs.
- ✓ Engager des réflexions pour l'émergence de nouveaux partenariats avec les territoires voisins et partenaires.
- ✓ Faire de nos partenaires nos ambassadeurs privilégiés.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

Ensemble des signataires

- Relayer les informations relatives aux réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs du Parc.
- Apporter un appui technique et/ou financier aux projets en lien avec les réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs, si faisable dans le cadre des politiques régionales en vigueur.
- Faire connaître au Parc les acteurs pouvant rejoindre/constituer de nouveaux collectifs d'ambadrices et d'ambassadeurs.

État

- Soutenir et inciter les acteurs socio-professionnels, liés aux réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs, dans leur démarche durable de progrès en facilitant l'accès à la connaissance et en accompagnant financièrement la transition.
- Informer et associer le Parc sur les réflexions et actions nationales pouvant être développées sur le territoire (dispositifs de subventions, programmes nationaux, opérations de communication...).

Conseil régional d'Île-de-France

- Informer et associer le Parc sur les réflexions et actions régionales pouvant être développées sur le territoire (dispositifs de subventions, programmes régionaux, opérations de communication...).
- Assurer la cohérence des réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs à l'échelle régionale : faire en sorte de capitaliser sur les réseaux et distinctions existants.
- Favoriser l'inter-connaissance des réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs du Parc et des autres territoires franciliens, en organisant des temps d'échanges et de rencontres.

- Soutenir la promotion des réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs accompagnés par le Parc, comme acteurs exemplaires pour le territoire francilien.
- Proposer des opportunités techniques, financières et promotionnelles aux réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs accompagnés par le Parc afin de les accompagner dans la transition, en fonction des politiques et compétences régionales en vigueur.
- S'appuyer sur les membres des réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs accompagnés par le Parc pour expérimenter de nouvelles pratiques résilientes et inciter à la transition.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Développer et valoriser des réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs des départements et du Parc et à l'inter-connaissance de ces réseaux.
- Soutenir les actions concourant à développer et à promouvoir les réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes

- Mutualiser les démarches de création de collectifs d'ambadrices et d'ambassadeurs afin de concentrer nos forces sur des réseaux structurés et reconnus.
- Assurer une stratégie partagée avec le Parc de développement et de valorisation des ressources locales en s'appuyant sur les réseaux d'ambadrices et d'ambassadeurs du Parc.

Communes

- Faire connaître les réseaux du Parc.

Les autres partenaires • Fédération des Parcs naturels régionaux de France • Fédération des Parcs nationaux de France • Autres réseaux d'aires protégées de France (Réserves de Biosphère notamment celle de Fontainebleau et du Gâtinais, réserves naturelles) • Bénéficiaires des réseaux du Parc • Artisans du bâtiment • Confédérations et fédérations du bâtiment • Essonne Tourisme • Seine-et-Marne Attractivité • Chambres consulaires • Syndicats locaux (déchets, rivières...) • Offices de tourisme • Associations locales • Habitants • Chercheurs/ses • Structures pédagogiques • Autres réseaux d'acteurs engagés dans d'autres pays du monde ...



Plan du Parc

E

Coopérations avec le Parc



Mesure 30 Coopérons avec les acteurs locaux et d'autres territoires

Depuis sa création en 1999, le Parc s'est ouvert à d'autres territoires français, européens et internationaux en mettant en place des échanges sur des projets et en accueillant des délégations étrangères à l'image du projet de coopération avec le Québec sur le développement et la structuration de la filière chanvre.

Plus localement, le Parc a su tisser des relations étroites, via des conventions, avec plusieurs intercommunalités de son territoire, mais également des communes associées, afin de développer de nouveaux services aux habitants comme en témoignent la mise en place du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) ou encore le portage de programmes européens Leader.

Plus spécifiquement, le partenariat développé entre le Parc et la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais depuis 2005, notamment à travers un conseil scientifique et un conseil d'éducation communs, a quant à lui permis des collaborations étroites avec des territoires voisins et des expérimentations. Le Parc se trouve à proximité de très nombreuses structures de recherche. Ainsi, le partenariat avec le monde scientifique doit être renforcé, de même que la valorisation de nos actions au niveau national et international et notre capacité à s'inspirer de ce qui se fait ailleurs.

La mission de conseil du Parc a besoin de s'appuyer sur la connaissance et sur l'expertise scientifique, et ce d'autant plus dans un contexte où la connaissance scientifique devient un élément clef de compréhension et de sensibilisation sur les enjeux de demain.

Avec un rayonnement et une collaboration avec d'autres territoires, **NOTRE AMBITION** est double :
favoriser le développement durable et renforcer le sentiment d'APPARTENANCE collective et positive des acteurs et des habitants au territoire, et expérimenter et innover en renforçant les ÉCHANGES d'expériences et les coopérations avec d'autres territoires, en lien étroit avec le monde de la recherche.

Parc naturel régional du Gâtinais français

Disposition

1

Charte



Coopérer avec la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais et les acteurs phares du territoire, les villes portes...

- Développer les synergies entre acteurs et territoires pour renforcer le lien urbain-rural.
- Développer de nouvelles formes de coopération, notamment avec les nouveaux acteurs du monde de demain (par exemple les acteurs de la recherche, de l'éducation, de la société civile, de l'économie durable, Think Tanks, FabLabs, Shifters etc.).

Disposition

2

Charte



Valoriser l'expertise et l'expérience du Parc à travers des actions de coopération avec d'autres territoires franciliens, nationaux et internationaux.

- Faire découvrir aux acteurs locaux (agriculteurs, élus, réseau Valeurs Parc, éco-ambassadrices et éco-ambassadeurs...) des pratiques inspirantes d'autres territoires et favoriser les échanges d'expérience sur le territoire et entre territoires.
- Inscrire le Parc dans des projets de coopération franciliens, nationaux et internationaux (euro-MAB, ateliers internationaux de l'UNESCO...) pour essayer les bonnes pratiques du Parc et contribuer à l'expérimentation et l'innovation sur des filières d'enjeu stratégique.

Disposition

3

Charte



Poursuivre le développement de partenariats en faveur de la recherche et de la vulgarisation scientifique.

- Développer des liens avec les structures du territoire ou à proximité (centre écotouristique de Franchard, centre d'écologie forestière, Arvalis, Muséum national d'histoire naturelle, universités...) pour faire bénéficier aux acteurs du territoire de la très grande richesse des structures de recherche présentes en Île-de-France.
- Développer les projets autour de la recherche et de la vulgarisation scientifique.

Le rôle du syndicat mixte

- ✓ Favoriser une synergie entre les acteurs et les territoires en organisant et facilitant les rencontres, les échanges et les partages d'expériences en vue de faire émerger des projets de coopération, notamment avec les Parcs naturels régionaux.
- ✓ Co-animer le conseil scientifique de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais.
- ✓ Étudier les opportunités de coopération transnationale, voire internationale (réseau Man & Biosphere de l'UNESCO), avec d'autres territoires ruraux, entre autres dans le cadre de la mise en place de programmes de recherche, et favoriser leur mise en œuvre.
- ✓ Mettre en œuvre des conventions de partenariat avec les intercommunalités, les communes associées, les villes portes.
- ✓ Permettre la diffusion et la valorisation des expérimentations et innovations développées sur le Parc en vue d'essaimer auprès d'autres territoires.
- ✓ Se positionner en partenaire technique dans le cadre des démarches de coopération soutenues par la Région Île-de-France et les Départements de l'Essonne et de Seine-et-Marne.

Ils s'engagent avec le Parc : les signataires de la charte

État

- Diffuser les informations nécessaires pour la mise en place de programmes de coopération décentralisée.
- Participer à la mise en œuvre des outils de sensibilisation et de valorisation des projets de coopération.

Conseil régional d'Île-de-France

- Informer des programmes régionaux de coopération mis en place et des financements pouvant être mobilisés par le Parc au titre de son action en faveur de l'expérimentation et de l'innovation.
- Soutenir prioritairement les projets de coopération inter-Parcs au sein d'un réseau régional, voire inter-régional, national.
- Accompagner l'émergence et la mise en œuvre de projets de coopération à plus large échelle (transnationaux, européens, internationaux) sur des thématiques prioritaires du territoire du Parc.

- Encourager le transfert d'expériences du Parc au bénéfice d'autres territoires en Île-de-France ou avec d'autres territoires en coopération avec la Région Île-de-France.

- Solliciter et soutenir le Parc à l'occasion de projets de coopération inter-régionaux.

Conseils départementaux de l'Essonne et de Seine-et-Marne

- Informer le Parc des opportunités de projets de coopération et soutenir sa candidature.

Communautés d'agglomération, Communautés de Communes et Communes

- Informer le Parc de leurs projets de coopération et l'y associer.

Les autres partenaires • Shifters • Smile For Future • Ministère des Affaires étrangères • UNESCO • Centre d'éco-tourisme de Franchard • Villes portes • Communes associées • Chambres consulaires • Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais • Associations • Office national des forêts • Syndicats de rivière • Arvalis-Institut du Végétal • Ferme d'innovation • Union régionale des collectivités forestières • Centre régional de la propriété forestière • Conservatoire national des plantes à parfum, aromatiques, médicinales et industrielles • Centre de recherche en écologie expérimentale et prédictive-Ecotron Île-de-France • Fédération des Parcs naturels régionaux • Organismes de recherche, universités, grandes écoles... • Union des amis du Parc • ...



Plan du Parc

E

Coopérations avec le Parc

DECLARATION DES SIGNATAIRES

Le Gâtinais français est un territoire aux richesses patrimoniales remarquables, dont la qualité du développement est conditionnée par la connaissance, la protection et la valorisation de ces ressources.

Conscients de la richesse et de la fragilité du territoire, les signataires de la charte du Parc s'engagent à contribuer, dans toute la mesure de leurs moyens et selon leurs politiques respectives, à la mise en œuvre du projet contenu dans la charte pour les quinze prochaines années, en souscrivant aux cinq engagements suivantes.

Un territoire **COHÉRENT**

Le Gâtinais français est un territoire cohérent dans sa géographie, avec des paysages qui sont l'expression de l'identité rurale gâtinaise et il s'inscrit dans un espace de solidarités plus large que représentent la région Île-de-France et une partie du Bassin parisien.

LES ENGAGEMENTS

- Les signataires s'engagent à concevoir et à réaliser leurs projets conformément aux objectifs de la charte, en inscrivant leur réflexion à l'échelle du Gâtinais français et en transcendant les limites administratives.

Une approche **DYNAMIQUE ET RESPONSABLE**

Les patrimoines humains, culturels, naturels et paysagers, exceptionnels du Gâtinais français résultent de processus évolutifs lents au fil de l'histoire du territoire qui continue.

LES ENGAGEMENTS

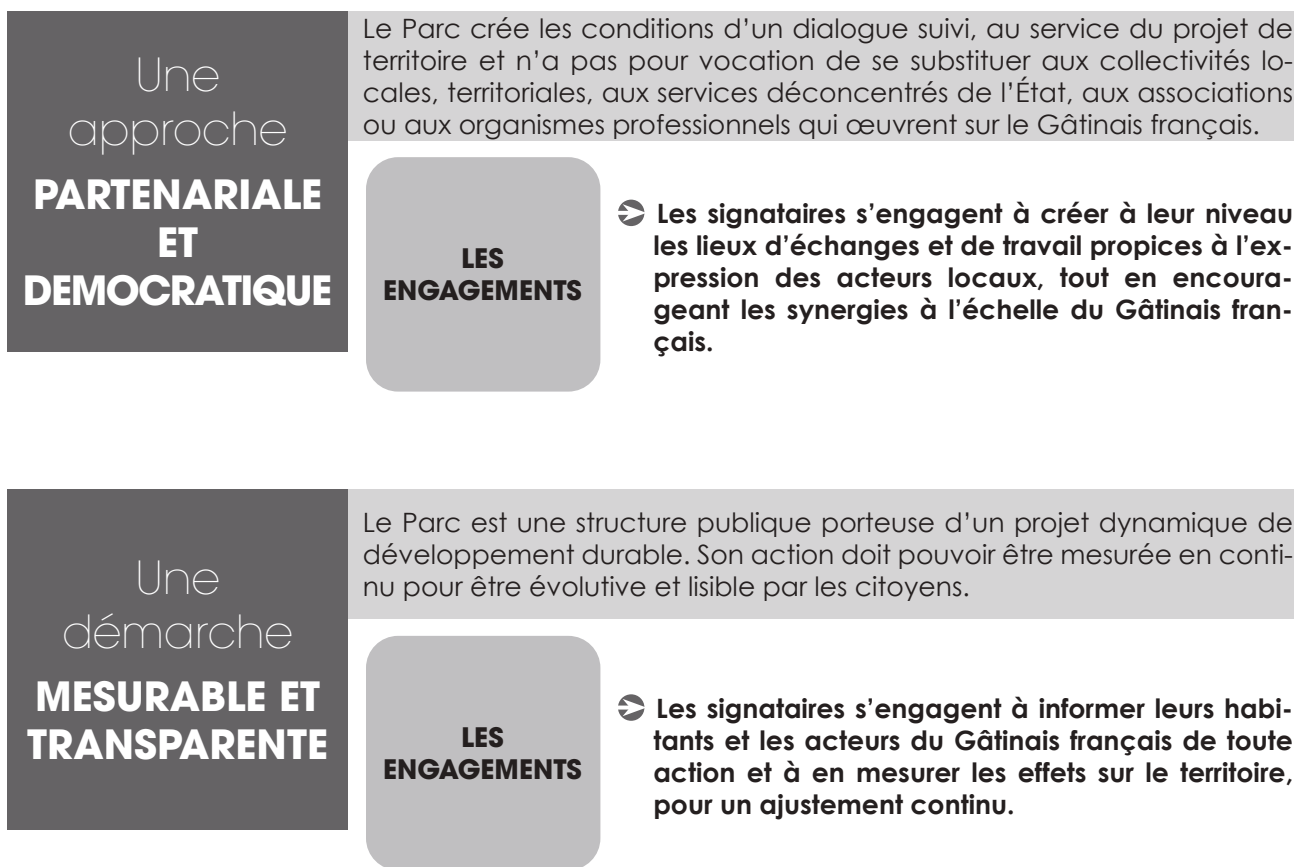
- Les signataires s'engagent à améliorer la connaissance et la gestion des patrimoines légués, pour en assurer une préservation et une valorisation dynamiques.

Un projet **INSCRIT DANS LA DURÉE**

Le développement d'un territoire soumis à des phénomènes spéculatifs alimentés par de fortes influences extérieures, exige des temps d'écoute, d'échange et de maturation pour construire des projets inscrits dans une ambition de développement durable.

LES ENGAGEMENTS

- Les signataires s'engagent à évaluer la qualité de leurs projets en fonction des conséquences qu'ils peuvent générer sur le long terme.



Les signataires mettent en œuvre la charte, avec l'aide du Syndicat mixte qui intervient sur le territoire par la maîtrise d'ouvrage de certaines actions, mais aussi par la capacité d'animation, d'ingénierie et de coordination auprès des collectivités, de leurs groupements et des autres partenaires du territoire, qui sont également impliqués dans la mise en œuvre de la charte.

De plus, pour réussir à mettre en œuvre ces engagements, les élus du Parc devront continuer à réaliser un travail d'animation politique constant, afin de faire le lien avec les acteurs de terrain et veiller à la cohérence avec les autres collectivités ou structures qui interviennent sur le territoire.

Par ailleurs, parmi les partenariats proposés dans les mesures de cette charte, certains sont existants et à confirmer ou réactualiser, d'autres sont à créer. Le Parc ne peut pas être le seul acteur du territoire, c'est avec ses partenaires et leur volonté conjointe à mobiliser les habitants que le projet pourra s'ancrer dans le Gâtinais.

Les engagements des signataires de la charte
SONT LIBREMENT CONSENTIS.

CROISSONS LES MESURES...

AXE RESSOURCES ET PATRIMOINES

- Mesure 1 : Préservons les milieux naturels dans une logique de trames verte, bleue, brune et noire
- Mesure 2 : Stoppons les pertes d'espèces remarquables ou ordinaires et menons une politique de reconquête
- Mesure 3 : Confortons les espaces forestiers en tant que réservoirs de biodiversité
- Mesure 4 : Protégeons et valorisons le patrimoine géologique remarquable
- Mesure 5 : Connaissions et suivons les paysages du Gâtinais français
- Mesure 6 : Préservons et préparons les paysages de demain
- Mesure 7 : Préservons et valorisons le patrimoine archéologique exceptionnel
- Mesure 8 : Connaissions, restaurons et valorisons le patrimoine bâti du Gâtinais français
- Mesure 9 : Sauvegardons le patrimoine immatériel
- Mesure 10 : Soutenons la création artistique

AXE AMÉNAGEMENT ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Mesure 11 : Luttons pour améliorer la qualité de l'eau
- Mesure 12 : Assurons une bonne gestion de l'eau dans un contexte de raréfaction
- Mesure 13 : Assurons notre souveraineté alimentaire grâce à des pratiques agricoles vertueuses pour la santé humaine, les sols, l'eau, l'air et la biodiversité
- Mesure 14 : Favorisons l'accès à l'alimentation durable
- Mesure 15 : Favorisons une économie forestière durable et respectueuse des services écologiques
- Mesure 16 : Faisons de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique un moteur de la mutation des activités économiques locales
- Mesure 17 : Réduisons la consommation des ressources non renouvelables et favorisons l'utilisation de matériaux biosourcés
- Mesure 18 : Réduisons la consommation d'énergie dans une démarche de sobriété
- Mesure 19 : Favorisons la production sobre d'énergies renouvelables intégrées, locales et citoyennes
- Mesure 20 : Faisons de l'économie circulaire le fer de lance de notre développement économique
- Mesure 21 : Faisons du Gâtinais français un territoire zéro déchet
- Mesure 22 : Déployons des modes de déplacement doux décarbonés et accessible à tous
- Mesure 23 : Réhabilitons et aménageons dans le respect de la qualité urbaine, architecturale, écologique et paysagère
- Mesure 24 : Garantissons à toutes et à tous l'accès à un logement de qualité
- Mesure 25 : Favorisons un aménagement plus sobre, désartificialisons et renaturons les espaces urbains

AXE MÉDIATION ET TRANSMISSION

- Mesure 26 : Éduquons aux enjeux du territoire
- Mesure 27 : Communiquons pour mettre en scène un territoire que chacun pourra s'approprier
- Mesure 28 : Suivons l'évolution du territoire et évaluons la mise en œuvre de la charte
- Mesure 29 : Structurons et mobilisons des réseaux d'ambassadrices et d'ambassadeurs
- Mesure 30 : Coopérons avec les acteurs locaux et d'autres territoires

... ET LES THÉMATIQUES

	Biodiversité	Paysages	Eau	Forêt	Patrimoine, culture	Agriculture	Alimentation	Aménagement, habitat	Énergie, changement climatique	Matériaux biosourcés	Économie circulaire	Éducation	Mobilité	Découverte du territoire
AXE RESSOURCES ET PATRIMOINES														
Mesure 1 (frames écologiques)														
Mesure 2 (reconquête biodiversité)														
Mesure 3 (espaces forestiers)														
Mesure 4 (patrimoine géologique)														
Mesure 5 (connaissance des paysages)														
Mesure 6 (préservation des paysages)														
Mesure 7 (patrimoine archéologique)														
Mesure 8 (patrimoine bâti)														
Mesure 9 (patrimoine immatériel)														
Mesure 10 (création artistique)														
AXE AMÉNAGEMENT ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE														
Mesure 11 (qualité de l'eau)														
Mesure 12 (gestion de l'eau)														
Mesure 13 (souveraineté alimentaire)														
Mesure 14 (alimentation durable)														
Mesure 15 (économie forestière)														
Mesure 16 (mutation économie)														
Mesure 17 (matériaux biosourcés)														
Mesure 18 (sobriété énergétique)														
Mesure 19 (énergies renouvelables)														
Mesure 20 (économie circulaire)														
Mesure 21 (territoire zéro déchet)														
Mesure 22 (déplacement doux)														
Mesure 23 (réhabilitation de qualité)														
Mesure 24 (logement de qualité)														
Mesure 25 (aménagement sobre)														
AXE MÉDIATION ET TRANSMISSION														
Mesure 26 (éducation au territoire)														
Mesure 27 (communication)														
Mesure 28 (évolution du territoire)														
Mesure 29 (réseau d'ambassadeurs)														
Mesure 30 (coopération)														

CROISSONS LES MESURES...

AXE RESSOURCES ET PATRIMOINES

- Mesure 1 : Préservons les milieux naturels dans une logique de trames verte, bleue, brune et noire
- Mesure 2 : Stoppons les pertes d'espèces remarquables ou ordinaires et menons une politique de reconquête
- Mesure 3 : Confortons les espaces forestiers en tant que réservoirs de biodiversité
- Mesure 4 : Protégeons et valorisons le patrimoine géologique remarquable
- Mesure 5 : Connaissions et suivons les paysages du Gâtinais français
- Mesure 6 : Préservons et préparons les paysages de demain
- Mesure 7 : Préservons et valorisons le patrimoine archéologique exceptionnel
- Mesure 8 : Connaissions, restaurons et valorisons le patrimoine bâti du Gâtinais français
- Mesure 9 : Sauvegardons le patrimoine immatériel
- Mesure 10 : Soutenons la création artistique

AXE AMÉNAGEMENT ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Mesure 11 : Luttons pour améliorer la qualité de l'eau
- Mesure 12 : Assurons une bonne gestion de l'eau dans un contexte de raréfaction
- Mesure 13 : Assurons notre souveraineté alimentaire grâce à des pratiques agricoles vertueuses pour la santé humaine, les sols, l'eau, l'air et la biodiversité
- Mesure 14 : Favorisons l'accès à l'alimentation durable
- Mesure 15 : Favorisons une économie forestière durable et respectueuse des services écologiques
- Mesure 16 : Faisons de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique un moteur de la mutation des activités économiques locales
- Mesure 17 : Réduisons la consommation des ressources non renouvelables et favorisons l'utilisation de matériaux biosourcés
- Mesure 18 : Réduisons la consommation d'énergie dans une démarche de sobriété
- Mesure 19 : Favorisons la production sobre d'énergies renouvelables intégrées, locales et citoyennes
- Mesure 20 : Faisons de l'économie circulaire le fer de lance de notre développement économique
- Mesure 21 : Faisons du Gâtinais français un territoire zéro déchet
- Mesure 22 : Déployons des modes de déplacement doux décarbonés et accessible à tous
- Mesure 23 : Réhabilitons et aménageons dans le respect de la qualité urbaine, architecturale, écologique et paysagère
- Mesure 24 : Garantissons à toutes et à tous l'accès à un logement de qualité
- Mesure 25 : Favorisons un aménagement plus sobre, désartificialisons et renaturons les espaces urbains

AXE MÉDIATION ET TRANSMISSION

- Mesure 26 : Éduquons aux enjeux du territoire
- Mesure 27 : Communiquons pour mettre en scène un territoire que chacun pourra s'approprier
- Mesure 28 : Suivons l'évolution du territoire et évaluons la mise en œuvre de la charte
- Mesure 29 : Structurons et mobilisons des réseaux d'ambassadrices et d'ambassadeurs
- Mesure 30 : Coopérons avec les acteurs locaux et d'autres territoires

ET LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION

	Solaire photovoltaïque (sur bâti et ombrières de parking) 	Photovoltaïque au sol 	Solaire thermique 	Bois énergie 	Géothermie superficielle 	Aérothermie 	Récupération de chaleur 	Méthanisation 	Hydroélectricité 	Éolien 
AXE RESSOURCES ET PATRIMOINES										
Mesure 1 (trames écologiques)										
Mesure 2 (reconquête biodiversité)										
Mesure 3 (espaces forestiers)										
Mesure 4 (patrimoine géologique)										
Mesure 5 (connaissance des paysages)										
Mesure 6 (préservation des paysages)										
Mesure 7 (patrimoine archéologique)										
Mesure 8 (patrimoine bâti)										
Mesure 9 (patrimoine immatériel)										
Mesure 10 (création artistique)										
AXE AMÉNAGEMENT ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE										
Mesure 11 (qualité de l'eau)										
Mesure 12 (gestion de l'eau)										
Mesure 13 (agriculture vertueuse)										
Mesure 14 (alimentation durable)										
Mesure 15 (économie forestière)										
Mesure 16 (mutation économie)										
Mesure 17 (matériaux biosourcés)										
Mesure 18 (sobriété énergétique)										
Mesure 19 (énergies renouvelables)										
Mesure 20 (économie circulaire)										
Mesure 21 (territoire zéro déchet)										
Mesure 22 (déplacement doux)										
Mesure 23 (qualité architecturale)										
Mesure 24 (logement de qualité)										
Mesure 25 (aménagement sobre)										
AXE MÉDIATION ET TRANSMISSION										
Mesure 26 (éducation au territoire)										
Mesure 27 (communication)										
Mesure 28 (évolution du territoire)										
Mesure 29 (réseau d'ambassadeurs)										
Mesure 30 (coopération)										
ANNEXE PAYSAGÈRE										

CROISSONS LES MESURES...

	Continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver	Secteurs d'intérêt écologique prioritaires à préserver	Mares et mouillères à préserver		Sites d'intérêt pour la faune à préserver				Secteurs à enjeux paysagers prioritaires à préserver					
			Mares et mouillères	Secteur de la Plaine de Bière	Site d'intérêt régional pour l'hibernation des chiroptères	Site de migration d'amphibiens	Secteur de reproduction de chouettes chevêches	Secteur de nidification de busards	Éléments d'ensemble paysagers	Motifs paysagers ou ponctuations remarquables				
										Seuils	Silhouettes de village	Corps de ferme remarquable	Grands domaines et murs d'enceinte	Alignement d'arbres ou arbres isolés
AXE RESSOURCES ET PATRIMOINES														
Mesure 1 (frames écologiques)														
Mesure 2 (reconquête biodiversité)														
Mesure 3 (espaces forestiers)														
Mesure 4 (patrimoine géologique)														
Mesure 5 (connaissance des paysages)														
Mesure 6 (préservation des paysages)														
Mesure 7 (patrimoine archéologique)														
Mesure 8 (patrimoine bâti)														
Mesure 9 (patrimoine immatériel)														
Mesure 10 (création artistique)														
AXE AMÉNAGEMENT ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE														
Mesure 11 (qualité de l'eau)														
Mesure 12 (gestion de l'eau)														
Mesure 13 (souveraineté alimentaire)														
Mesure 14 (alimentation durable)														
Mesure 15 (économie forestière)														
Mesure 16 (mutation économie)														
Mesure 17 (matériaux biosourcés)														
Mesure 18 (sobriété énergétique)														
Mesure 19 (énergies renouvelables)														
Mesure 20 (économie circulaire)														
Mesure 21 (territoire zéro déchet)														
Mesure 22 (déplacement doux)														
Mesure 23 (réhabilitation de qualité)														
Mesure 24 (logement de qualité)														
Mesure 25 (aménagement sobre)														
AXE MÉDIATION ET TRANSMISSION														
Mesure 26 (éducation au territoire)	Mesures transversales													
Mesure 27 (communication)														
Mesure 28 (évolution du territoire)														
Mesure 29 (réseau d'ambassadeurs)														
Mesure 30 (coopération)														

10

251



Adduction : conduites de transport de l'eau vers le traitement et la distribution (eau potable).

Agro-écologie : façon de concevoir des systèmes de production qui s'appuient sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes. Elle les amplifie tout en visant à diminuer les pressions sur l'environnement (ex : réduire les émissions de gaz à effet de serre, limiter le recours aux produits phytosanitaires) et à préserver les ressources naturelles. Il s'agit d'utiliser au maximum la nature comme facteur de production en maintenant ses capacités de renouvellement.

Elle implique le recours à un ensemble de techniques qui considèrent l'exploitation agricole dans son ensemble. C'est grâce à cette approche systémique que les résultats techniques et économiques peuvent être maintenus ou améliorés tout en améliorant les performances environnementales.

L'agroécologie réintroduit de la diversité dans les systèmes de production agricole et restaure une mosaïque paysagère diversifiée (ex : diversification des cultures et allongement des rotations, implantation d'infrastructures agroécologiques...) et le rôle de la biodiversité comme facteur de production est renforcé, voire restauré.

L'agronomie est au centre des systèmes de production agroécologiques. De solides connaissances dans ce domaine sont indispensables, tant pour les agriculteurs que pour leurs conseillers.

Chaque évolution vers un système de production agroécologique doit être raisonnée au cas par cas, en fonction notamment du territoire (conditions pédo-climatiques, tissu socio-économique), mais aussi des objectifs de l'exploitant (qualité de vie).

L'agriculteur adapte les techniques à ses parcelles, en particulier à travers une série d'expérimentations dans ses propres champs. Ces démarches d'expérimentations peuvent être conduites individuellement ou collectivement, avec d'autres agriculteurs et/ou conseillers, en s'appuyant notamment sur l'expertise des acteurs sur leur milieu.

Enfin, l'agroécologie dépasse les simples gains d'efficacité des diverses pratiques d'un système de production, telles que le réglage fin des pulvérisateurs de produits phytosanitaires ou le raisonnement des apports d'intrants. L'agroécologie révisé les systèmes de production en profondeur : nous sommes dans le domaine de la reconception des systèmes de production.

Les dynamiques des eaux, les cycles bio-géochimiques, les épidémies ou les pullulations de ravageurs sont liés à des échelles plus vastes que celles des parcelles cultivées. Aussi, le passage à l'agroécologie doit aussi être pensé à l'échelle des territoires.

L'agroécologie s'applique à deux niveaux d'organisation : la parcelle agricole et le territoire, qui doivent être intégrés de façon cohérente.

La bonne gestion des fonctionnalités écologiques nécessite l'existence d'infrastructures agroécologiques. Si ces infrastructures n'existent plus, suite par exemple au remembrement, il s'agira de réfléchir à leur (ré-)aménagement. (Source : ministère de l'Agriculture)

Agroforesterie : association d'arbres, d'arbustes, de buissons et de cultures ou d'animaux sur une même parcelle. Cette pratique ancestrale permet une meilleure utilisation des ressources, une plus grande diversité biologique et la création d'un micro-climat favorable à l'augmentation des rendements. Dans cette pratique agro-écologique, l'arbre est placé au cœur des systèmes de production.

Alimentation durable : ensemble des pratiques alimentaires qui visent à nourrir les êtres humains en qualité et en quantité suffisante, aujourd'hui et demain, dans le respect de l'environnement, en étant accessible économiquement et rémunératrice sur l'ensemble de la chaîne alimentaire (source : ADEME / <https://optigede.ademe.fr/alimentation-durable>)

Alimentation saine : pratique alimentaire qui permet de maintenir ou d'améliorer sa santé générale. Une bonne alimentation fournit à l'organisme les nutriments essentiels : fluide, acides aminés essentiels des protéines, acides gras, vitamines, minéraux, et suffisamment de calories. Une alimentation saine peut être satisfaite par une variété d'aliments d'origine végétale ou animale (source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Alimentation_saine)

Alimentation inclusive : vise à mettre en place une stratégie d'accès à l'alimentation durable pour

tous, et en particulier pour les personnes les plus vulnérables, tout en permettant aux personnes placées dans un tel contexte d'intégrer des critères de durabilité dans leur routine alimentaire (source : <https://ad-in.eu/defis/>)

AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) : naît en général de la rencontre d'un groupe de consommateurs et de paysans (ou artisans transformateurs). Ils établissent entre eux un contrat qui définit la diversité et la quantité de denrées à produire pour la saison. Pendant la saison, et ce de manière périodique, le paysan met les produits frais à disposition des partenaires, ce qui constitue leur panier. Les consommateurs en AMAP accordent moins d'importance à la standardisation des aliments et tout ce qui est produit est consommé. Ce principe est, d'une part, très valorisant pour le paysan, et d'autre part, il permet de diminuer le prix des denrées en reportant les coûts sur la totalité de la production. Les participants à l'AMAP recherchent des aliments sains, produits dans le respect de l'Homme, de la biodiversité et du rythme de la Nature. Les AMAP participent ainsi à la lutte contre les pollutions et les risques de l'agriculture industrielle et favorise une gestion responsable et partagée des biens communs. Enfin, le prix du panier est fixé de manière équitable : il permet au paysan de couvrir ses frais de production et de dégager un revenu décent, tout en étant abordable par le consommateur. L'AMAP participe ainsi au maintien d'une agriculture de proximité et à la gestion de la pression foncière. (Source : <http://www.reseau-amap.org/amap.php>)

Ambassadrice, ambassadeur : personne (physique ou morale) susceptible de représenter le Parc pour une mission donnée. Dans ce cadre, il y a engagement mutuel entre la personne et le Parc. Cela implique que l'ambassadeur se soit approprié ce qu'est un Parc naturel régional, ses valeurs, ses missions, qu'il sache transmettre tout cela.

Architecture bioclimatique : l'architecture bioclimatique a pour objectif de concevoir une construction en tirant parti des conditions d'un site et de son environnement. L'objectif est d'améliorer l'efficacité énergétique et le confort d'un bâtiment de manière passive et sobre, en exploitant les apports positifs et en se protégeant des agressions climatiques, géographique, géomorphologique et paysagère.

Architecture vernaculaire : architecture d'inspiration populaire qui a développé et développe ses caractéristiques propres dans une région spécifique où souvent elle utilise les matériaux locaux, des façons de faire et des formes traditionnelles.

Artificialisation : est définie comme l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage.

Au sein des documents de planification et d'urbanisme, lorsque la loi ou le règlement prévoit des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols ou de son rythme, ces objectifs sont fixés et évalués en considérant comme :

- a) artificialisée une surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites ;
b) non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisée à usage de cultures.

Le décret n° 2023-1096 du 27 novembre 2023 précise la nomenclature de l'artificialisation des sols.
(Source : SDRIF-e)



~~~~~

**Bassin versant** : région délimitée, drainée par un cours d'eau et ses tributaires, dont elle constitue l'aire d'alimentation. (Source : SDRIF-e)

**Bâtiment basse consommation** : bâtiment dont la consommation d'énergie est faible. Cette consommation est définie en dessous d'un seuil fixé en kWhep par m² par an (différent pour de la rénovation et de la construction) et qui dépend de l'altitude et de la zone géographique où est situé le bâtiment. Il s'agit des consommations de chauffage, de rafraîchissement, de ventilation, d'eau chaude sanitaire et d'éclairage.

**Bâtiment passif** : bâtiment ne nécessitant pas d'apport calorifique afin de répondre à ses besoins de chauffage ou de rafraîchissement : la chaleur apportée par l'extérieur et dégagée par les activités intérieures suffisent à réguler la température. De par sa conception, il y fait bon vivre été comme hiver.







**Éco-conception** : consiste à intégrer la protection de l'environnement dès la conception des biens ou services. Elle a pour objectif de réduire les impacts environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie : extraction des matières premières, production, distribution, utilisation et fin de vie. Elle se caractérise par une vision globale de ces impacts environnementaux : c'est une approche multi-étapes (prenant en compte les diverses étapes du cycle de vie) et multi-critères (prenant en compte les consommations de matière et d'énergie, les rejets dans les milieux naturels, les effets sur le climat et la biodiversité). (Source : Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires / <https://www.ecologie.gouv.fr/leco-conception-des-produits>)

**Écologie industrielle et territoriale (EIT)** : elle est la mise en commun volontaire de ressources par des acteurs économiques d'un territoire, en vue de les économiser ou d'en améliorer la productivité. La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte définit l'écologie industrielle et territoriale comme [consistant] « sur la base d'une quantification des flux de ressources, et notamment des matières, de l'énergie et de l'eau, à optimiser les flux de ces ressources utilisées et produites à l'échelle d'un territoire pertinent, dans le cadre d'actions de coopération, de mutualisation et de substitution de ces flux de ressources, limitant ainsi les impacts environnementaux et améliorant la compétitivité économique et l'attractivité des territoires ». (Source : ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, <https://www.ecologie.gouv.fr/lecologie-industrielle-et-territoriale>)

**Économie circulaire** : ensemble de pratiques destinées à réduire la consommation de ressources majoritairement non renouvelables. Ces pratiques visent à transformer le modèle de l'économie linéaire (extraire, fabriquer, consommer, jeter) en un modèle plus sobre et durable. Elles concernent l'éco-conception, l'approvisionnement local, la consommation responsable, l'économie de la fonctionnalité (privilégier l'usage d'un produit plutôt que sa vente) et de la coopération tout autant que le réemploi, le reconditionnement, la réparation et le recyclage. La circularité est le fait d'optimiser l'usage des ressources déjà extraites, allonger la durée de vie des biens et produits existants et transformer les déchets potentiels en nouvelles ressources. (Source : SDRIF-e)

**Économie de la fonctionnalité** : s'inscrit pleinement dans la démarche de transition vers une économie verte. Elle consiste à remplacer la notion de vente du bien par celle de la vente de l'usage du bien, ce qui entraîne le découplage de la valeur ajoutée et de la consommation d'énergie et de matières premières. Elle peut se définir comme un système privilégiant l'usage plutôt que la vente d'un produit. Elle vise à développer des solutions intégrées de biens et services dans une perspective de développement durable. Ainsi, l'échange économique ne repose plus sur le transfert de propriété de biens, qui restent la propriété du producteur tout au long de son cycle de vie, mais sur le consentement des usagers à payer une valeur d'usage. (Source : Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires / <https://www.ecologie.gouv.fr/leconomie-fonctionnalite>)

**Économie sociale et solidaire** : le concept d'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent : le profit individuel est proscrit et les résultats sont réinvestis. Leurs ressources financières sont généralement en partie publiques. Elles bénéficient d'un cadre juridique renforcé par la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 modifiée relative à l'économie sociale et solidaire. (Source : ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / <https://www.economie.gouv.fr/cedef/economie-sociale-et-solidaire>)

**Éléments paysagers** : éléments matériels participant au caractère et aux qualités d'un paysage. Ils ont, en ce sens, une signification paysagère. Ils sont perçus non seulement à travers leur matérialité concrète, mais aussi à travers des filtres culturels et sont associés à des systèmes de valeurs. Ce sont, d'une part, les objets matériels composant les structures paysagères et, d'autre part, certains composants du paysage qui ne sont pas organisés en système (un arbre isolé par exemple). (Source : Atlas de paysage des Pays de la Loire)

**Énergies citoyennes** : on appelle « citoyen » un projet de production d'énergie renouvelable (EnR) qui ouvre majoritairement son capital au financement collectif et son pilotage aux acteurs locaux, dans l'intérêt du territoire et de ses habitants. (source : Énergie partagée / <https://energie-partagee.org/decouvrir/energie-citoyenne/>)

**Énergie de récupération** : provient de la valorisation des énergies fatales, soit des énergies qui, à défaut, seraient perdues (usine de valorisation énergétique des ordures ménagères, récupération de la chaleur fatale des datacenters, etc.). (Source : SDRIF-e)

**Énergies renouvelables** : énergies issues d'éléments naturels considérés comme inépuisables à l'échelle du temps humain : l'énergie solaire, éolienne, hydraulique, géothermique et issue de la biomasse. (Source : SDRIF-e)

**Enveloppe d'urbanisation préférentielle** : espaces urbanisés ou ayant vocation à recevoir les évolutions d'urbanisation du territoire. Il s'agira notamment de revitaliser les centres des villes et villages en privilégiant les opérations de renouvellement urbain et de densification des centres-bourgs en priorité.

Elles peuvent comprendre les secteurs d'activités, les emprises de transport ferré, les infrastructures, les espaces artificialisés non bâtis.

Les enveloppes d'urbanisation préférentielles seront déterminées en croisant deux approches :

- un repérage des sites urbains constitués et les secteurs potentiels d'urbanisation en extension identifiés en concertation avec les élus et les documents d'urbanisme
- un examen des protections réglementaires ou servitudes connues ainsi que la prise en compte des orientations de la Charte en matière d'environnement, de patrimoine et de paysage.

Les enveloppes d'urbanisation d'intègrent pas les espaces urbanisés en tissu diffus, les espaces peu denses, les écarts de l'urbanisation ou les hameaux peu développés dans le but d'exclure les espaces artificialisés favorables à un étalement urbain.

**Espèces invasives/exotiques envahissantes** : reconnues comme l'une des cinq causes majeures d'érosion de la biodiversité, les espèces exotiques envahissantes font l'objet d'une réglementation européenne spécifique depuis 2014 et nationale depuis 2018. L'Office français de la biodiversité a pour mission de faire connaître, prévenir, surveiller et évaluer les impacts négatifs de ces espèces.

Les espèces exotiques envahissantes désignent certains animaux ou végétaux dont leur introduction par l'Homme, volontaire ou fortuite, sur un territoire représente une menace pour les écosystèmes.

Ces espèces exotiques envahissantes constituent une menace pour environ un tiers des espèces terrestres et contribuent à 60 % des extinctions connues à l'échelle mondiale. Elles peuvent capter une part trop importante des ressources dont les espèces locales ont besoin pour survivre, modifier les milieux naturels voire être prédatrices des espèces indigènes. Par exemple, les frelons asiatiques attaquent et chassent les abeilles.

Elles menacent aussi notre santé et certaines activités économiques. Certaines sont par exemple porteuses de maladies comme le moustique tigre, vecteur des virus de la dengue et du chikungunya, ou allergisantes, comme l'ambrosie. L'agriculture peut également être affectée, à travers l'émergence de ravageurs, animaux ou insectes comme des coléoptères ou des pucerons, qui attaquent les plantes cultivées ou les récoltes stockées.

En Europe continentale, les coûts générés par la gestion et la réparation des dommages causés par les invasions biologiques ont été estimés à plus de 12,5 milliards d'euros par an.

Tous les milieux (terrestres, aquatiques et marins) et tous les territoires sont impactés par ces espèces exotiques envahissantes.



**FabLab** : contraction de l'anglais *fabrication laboratory*, « laboratoire de fabrication ». C'est un lieu ouvert au public. Différentes sortes d'outils sont mis à sa disposition comme des machines-outils pilotées par ordinateur, pour la conception et la réalisation d'objets. (Source : FRANCE NUM – Portail mis en place par l'État pour la transformation numérique des entreprises / <https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/production-et-fabrication/quest-ce-quun-fablab>)

**Forme urbaine, ou environnement bâti** : rapport entre le bâti et les espaces libres à l'intérieur d'une agglomération ou de différents types d'ensembles urbains (quartier, rue, avenue, place). La forme urbaine se reflète dans les modes de vie qu'elle génère et est caractérisée par les éléments suivants :

- le tissu urbain, qui englobe les voies, les îlots, les parcelles ;
- le cadre bâti, qui se définit grâce à l'implantation, au gabarit et à la volumétrie des bâtiments ;
- la densité et la compacité ;
- la façon dont sont distribués les activités et les équipements ;
- et enfin les autres réseaux qui s'ajoutent au réseau viaire.

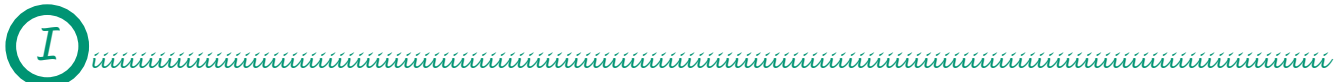
(Source : SDRIF-e)

**Futaie irrégulière** : la futaie irrégulière est un peuplement dans lequel diverses classes d'âge et de diamètre sont représentées. À l'équilibre, les semis, petits bois, bois moyens et gros bois se côtoient sur une même parcelle. On a donc un étagement vertical des arbres. La futaie irrégulière atteint sa forme la plus typique lorsque toutes les classes de grosseur sont plus ou moins intimement mélangées et réparties sur l'ensemble de la parcelle. (Source : CRPF Rhône-Alpes)

**Futaie régulière** : cette méthode consiste à conserver des arbres d'âges sensiblement identiques, dans une parcelle déterminée. (Source : ONF, <https://www.onf.fr/onf/+1167::la-futaie-reguliere-et-ir-reguliere.html>)



**Gestion écologique** : consiste à mettre en œuvre des pratiques d'entretien respectueuses de l'environnement et de la biodiversité. L'objectif est d'appliquer des modes de gestion différents selon la typologie des espaces, le rendu souhaité et leurs usages. (Source : Agence régionale de la Biodiversité d'Ile-de-France / <https://www.arb-idf.fr/article/gestion-ecologique/>)



**Îlot de sénescence** : petit peuplement laissé de manière définitive en évolution libre, sans intervention et jusqu'à son terme (effondrement des arbres). (source : Nature France, <https://naturefrance.fr/indicateurs/ilots-de-vieux-bois-dans-les-forets-publiques>)

**Imperméabilisation** : action de recouvrement total ou partiel du sol par un matériau imperméable tel que le béton ou l'asphalte, perturbant le cycle de l'eau car entravant l'absorption naturelle des eaux et leur infiltration. L'imperméabilisation des sols augmente les risques d'inondation par ruissellement et de pénuries d'eau, en empêchant la reconstitution de la réserve utile en eau des sols. Elle induit également des conséquences sur la vie du sol, notamment par la disparition des micro-organismes qui le font vivre. (Source : SDRIF-e)

**Indice de biodiversité potentielle (IBP)** : outil permettant aux gestionnaires forestiers d'intégrer aisément la biodiversité taxonomique ordinaire dans leur gestion courante. Cet indicateur, simple et rapide à relever, permet d'évaluer la capacité d'accueil d'un peuplement forestier pour les êtres vivants (plantes, oiseaux, insectes...), et d'identifier les points d'amélioration possibles lors des interventions sylvicoles. (Source : CNPF)

**Intermodalité** : fait d'utiliser au moins deux modes de transport différents au cours d'un même trajet. (Source : SDRFI-e)



**Liste rouge régionale** : outils permettant de mettre en lumière le risque d'extinction qui pèse sur les espèces d'un territoire défini. Elles ont vocation à présenter un état des lieux pouvant servir de base à la priorisation d'enjeux de conservation. L'élaboration d'une Liste rouge comporte également une notion de dynamique temporelle, puisque cet outil est prévu pour être réexaminé tous les cinq ans, ce qui permet d'apprécier les progrès accomplis dans la conservation des espèces, ainsi que les efforts à poursuivre. Elles visent par ailleurs à informer et sensibiliser pour une meilleure prise en compte des espèces et de leurs enjeux, en amont des projets émis par les décideurs.

Les Listes rouges constituent enfin des indicateurs fiables pour établir l'état de santé de la biodiversité. La Convention sur la Diversité Biologique (CDB), pour laquelle la France s'est d'ailleurs engagée à stopper l'érosion de la biodiversité sur son territoire, reconnaît en effet cet outil comme indicateur de référence pour suivre l'évolution du risque d'extinction pesant sur les espèces.

La méthodologie des Listes rouges, mise en place par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), est ainsi reconnue comme référence pour évaluer les menaces qui pèsent sur un groupe d'espèces. Elle permet par ailleurs une homogénéisation des indicateurs entre les différents territoires l'appliquant, et donne ainsi des résultats comparables à la fois entre régions, mais aussi entre taxons.

**Logement à énergie positive** : bâtiment qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.



**Management environnemental** : la norme internationale ISO 14001:2015 définit les exigences auxquelles doit répondre un Système de management environnemental (SME) pour être certifié. Grâce à la mise en place d'une politique d'actions vis-à-vis de l'environnement, l'organisme dispose d'un cadre lui permettant : d'identifier et de maîtriser l'impact environnemental de ses activités, produits ou services, d'améliorer en permanence sa performance environnementale et de mettre en œuvre

une approche systématique pour définir et atteindre des objectifs et des cibles environnementaux. (Source : ADEME / <https://expertises.ademe.fr/entreprises-monde-agricole/organiser-demarche-environnementale/systemes-management>)

**Marque Valeurs Parc** : engagés ensemble pour la préservation de l'environnement, pour le bien-être des femmes et des hommes ainsi que pour l'économie locale, les Parcs naturels régionaux s'attachent à la valorisation des ressources naturelles et culturelles propres à chaque territoire.

C'est dans cette perspective que les Parcs naturels régionaux ont créé ensemble la marque Valeurs Parc naturel régional, déposée par l'État français à l'INPI (Institut national de la propriété intellectuelle), et promue localement et dans toute la France. (Source : Fédération des PNR)

Dans le Gâtinais français, le réseau Valeurs Parc concerne des producteurs et artisans, des hébergements, des Boutiques gâtinaises, des restaurants, des traiteurs et des prestataires d'activités).

**Marteloscope** : à l'origine, un marteloscope est un outil pratique de formation à la gestion sylvicole. Par groupe, les participants parcourent une parcelle forestière et choisissent les arbres qu'il faudrait couper, selon eux (le martelage). Un logiciel permet alors de simuler l'impact qu'aurait cette coupe sur la forêt : rentabilité économique, amélioration de la qualité des bois à long terme, préservation de la biodiversité, etc. (Source : PNR du Morvan)

**Matériaux biosourcés et géosourcés** : désignent respectivement les matériaux d'origine végétale (bois, chanvre, paille) et les matériaux d'origine minérale (terre crue) pouvant être utilisés dans la construction. Le développement de l'emploi de ces matériaux renouvelables permet de réduire le bilan carbone associé au secteur. (Source : SDRIF-e)

**Messicole** : plante liée à l'exploitation agricole.

**Méthanisation** : la méthanisation est une technologie basée sur la dégradation par des micro-organismes de la matière organique, en conditions contrôlées et en l'absence d'oxygène, donc en milieu anaérobie, contrairement au compostage qui est une réaction aérobie. Quatre secteurs sont favorables au développement de cette technique : agricole, industriel, déchets ménagers et boues urbaines. (Source : ADEME / <https://expertises.ademe.fr/economie-circulaire/dechets/passer-a-l'action/valorisation-organique/methanisation>)

**Mix énergétique** (intégré, local et citoyen, décarboné) : le terme de mix énergétique (ou bouquet énergétique) désigne la répartition des différentes sources d'énergies primaires utilisées pour les besoins énergétiques dans une zone géographique donnée. Il inclut les énergies fossiles (pétrole, gaz naturel, charbon), le nucléaire et les diverses énergies renouvelables (bois-énergie et autres bioénergies, hydraulique, éolien, solaire, géothermie). Ces énergies primaires sont utilisées pour produire de l'électricité, des carburants pour les transports, de la chaleur ou du froid pour l'habitat ou l'industrie. (Source : *planete energies* / <https://www.planete-energies.com/fr/media/article/quest-ce-que-mix-energetique>)

**Mixité fonctionnelle** : caractéristique d'un espace qui propose un ensemble de fonctions diversifiées, notamment résidentielles, économiques, administratives, culturelles et de loisirs, et l'accès à des espaces de nature.

**Mobilité inclusive** : une mobilité conçue pour tous et avec tous, de l'apprentissage du déplacement à sa réalisation. (Source : *laboratoire de mobilité inclusive*)

**Mode de déplacement doux** : soit les déplacements non carbonés, soit les déplacements très faiblement carbonés, et dans tous les cas ceux qui émettent moins de gaz à effet de serre (GES) que l'usage de véhicules motorisés individuels. La marche, le vélo sans assistance électrique, la trottinette non électrique, sont des exemples de modes de transport complètement décarbonés. L'habitude a été prise d'y ajouter tous les modes de transport responsables de faibles ou très faibles émissions par voyageur y compris les vélos et trottinettes électriques et l'ensemble des moyens de transport collectif (métro, bus, tramway, téléphériques urbains), même lorsque si fonctionnement est émetteur de GES (bus diesel ou moyens de transport électriques dans des réseaux alimentés par des centrales thermiques) de même que leur fabrication. (Source : *Géoconfluences*)

**Mode de déplacement actif** : façon la plus naturelle de se déplacer car ils utilisent nos propres ressources et notre énergie pour le faire. La marche à pied et le vélo permettent de se maintenir en bonne santé et préservent l'environnement. Ils sont plus rapides sur de courtes distances. (Source : ADEME).

**Mode d'occupation du sol (MOS)** : un inventaire numérique de l'occupation du sol de l'Île-de-France, réalisé à partir de photos aériennes. Actualisé régulièrement depuis sa première édition en 1982, le

millésime 2021 est sa dixième mise à jour. Il permet notamment de suivre la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers à toutes les échelles territoriales au sein de la région. C'est la donnée de référence du SDRIF-e dans le cadre de sa trajectoire de sobriété foncière. (Source : SDRIF-e)

## N

**Natura 2000** : outils fondamentaux de la politique européenne de préservation de la biodiversité, les sites Natura 2000 visent une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines. Ces sites sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne. La liste précise de ces habitats et espèces est annexée à la directive européenne oiseaux et à la directive européenne habitats-faune-flore.

En Europe, le réseau représente 23 567 zones spéciales de conservation pour les habitats et les espèces et 5 397 zones de protection spéciale pour les oiseaux, couvrant 18,5 % des terres et 8,9 % de la surface marine.

La France compte 1 756 sites dont 221 marins (1 353 zones spéciales de conservation pour les habitats et les espèces et 403 zones de protection spéciale pour les oiseaux), couvrant 12,9 % du territoire terrestre métropolitain et 34 % de la zone économique exclusive.

La démarche du réseau Natura 2000 privilégie la recherche collective d'une gestion équilibrée et durable des espaces qui tienne compte des préoccupations économiques et sociales :

- les activités humaines et les projets d'infrastructure sont possibles en site Natura 2000. Pour éviter les activités préjudiciables à la biodiversité, les projets susceptibles d'avoir des incidences sur les espèces et habitats protégés doivent être soumis à évaluation préalable ;
- au quotidien, la gestion des sites Natura 2000 relève d'une démarche participative des acteurs du territoire. Un comité de pilotage définit pour chaque site des objectifs de conservation et des mesures de gestion qui sont ensuite mis en œuvre sous forme de chartes et des contrats co-financés par l'Union européenne. (Sourec ; <https://www.natura2000.fr/chiffres-cles>)

## O

**Observatoire du territoire** : ensemble de données et d'outils centralisés, renseignés et mis à disposition de manière brute ou analysée. Il permet la capitalisation de la connaissance, le suivi des dynamiques sur un territoire et les comparaisons dans le temps ou entre territoires. Il devient alors un outil de compréhension du territoire et d'aide à la décision.

**Observatoire photographique des paysages** : outil de connaissance et de suivi de l'évolution de paysages basé sur la comparaison dans le temps de photographies prises d'un même point de vue

## P

**Palimpseste** : manuscrit déjà utilisé, dont on a fait disparaître les inscriptions pour pouvoir y écrire de nouveau. Par métaphore, on parle de « palimpseste » pour un objet qui se construit par destruction et reconstruction successive, tout en gardant l'historique des traces anciennes.

**Performance énergétique** : quantité d'énergie consommée et de gaz à effet de serre émis pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement. Elle est généralement calculée par m<sup>2</sup> annuel. Un bâtiment dit avec une bonne performance énergétique consomme donc peu d'énergie et émet peu de gaz à effet de serre.

**Petites Villes de Demain** : programme national destiné à la définition et à la mise en œuvre d'un projet de revitalisation personnalisé à destination des petites communes faisant fonction de centralité dans leur intercommunalité.

**Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET)** : projet territorial de transition énergétique et écologique qui a pour objectifs : la réduction des émissions de gaz à effet de serre du territoire, afin de lutter contre le changement climatique (volet « atténuation »), l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer les impacts économiques, sociaux, sanitaires, etc. (volet « adaptation »), et l'amélioration de la qualité de l'air, afin de préserver la santé des habitants du territoire.

**Points noirs paysagers** : élément ou espace perçu comme peu attrayant visuellement et nuisant à la qualité esthétique ou à l'harmonie du paysage



**Polarités** : communes ou ensembles de communes structurant les bassins de vie franciliens par leur rôle dans l'accueil d'équipements, commerces et services, d'emplois, ainsi que par l'organisation de bassins locaux de déplacements.

Le SDRIF-e identifie un réseau de polarités existantes ou en devenir à partir de trois critères :

- présence d'une centralité ;
- concentration d'emplois ;
- qualité de la desserte en transports.

L'exigence associée à chacun de ces critères pour constituer une polarité varie selon les territoires régionaux et tient compte du potentiel foncier (projets urbains en cours ou programmés, progression de la desserte à horizon 2040 ou avant). (Source : SDRIF-e)

**Politique de coopération décentralisées** : la coopération décentralisée, c'est la possibilité, pour une collectivité territoriale, de lier des partenariats avec des collectivités étrangères et de pouvoir y financer des projets dès lors qu'il y a signature d'une convention et respect des engagements internationaux de la France. Ce terme, juridique et restrictif, laisse progressivement la place à celui d'action internationale des collectivités qui inclut l'aide d'urgence et les actions de promotion économique ou culturelle. (Source : cités unies France, portail de la coopération décentralisée / <https://cites-unies-france.org/-C-est-quoi->)

**Précarité énergétique** : difficultés à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction des besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat.

**Projet alimentaire territorial (PAT)** : il a pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires en soutenant l'installation d'agriculteurs, les circuits courts ou les produits locaux dans les cantines. Issus de la Loi d'avenir pour l'agriculture qui encourage leur développement depuis 2014, les PAT sont élaborés de manière collective à l'initiative des acteurs d'un territoire (collectivités, entreprises agricoles et agroalimentaires, artisans, citoyens etc.). Les projets alimentaires territoriaux peuvent s'étendre dans des échelles de territoires très différentes : de la petite commune à la grande région, en passant par les parcs naturels régionaux, les pays ou les départements. Ils peuvent avoir une visée sociale, économique ou environnementale, mais généralement c'est la combinaison de plusieurs de ces aspects qui est traitée dans ces projets. (Source : ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire / <https://agriculture.gouv.fr/quest-ce-quun-projet-alimentaire-territorial>)

**Programme d'intérêt général (PIG) d'amélioration de l'habitat** : programme d'action visant à améliorer l'habitat existant en résolvant des problèmes de nature sociale ou technique, dans des ensembles d'immeubles ou de logements, approuvé par le préfet de département ou le délégué.



**Redevance incitative** : ou tarification incitative pour la collecte des déchets ménagers a pour objectif de limiter la production de déchets en facturant à l'utilisateur uniquement ceux qu'il produit. La loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015 impose, dans son article 70, de déployer un financement incitatif pour le service public des déchets. Elle a fixé l'objectif à 15 millions d'habitants en 2020, puis 25 millions en 2025.

Le système de tarification incitative, en lien avec le volume de production de déchets, encourage les usagers à modifier leurs comportements en diminuant la quantité de déchets produits, en augmentant le tri et en adoptant un mode de consommation plus responsable.

**Renaturation** : d'un sol, ou désartificialisation, consiste en des actions ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité d'un sol, ayant pour effet de transformer un sol artificialisé en un sol non artificialisé.

En pratique, il s'agit de rendre au sol sa perméabilité mais aussi sa fonction d'habitat pour les organismes vivants (faune et flore) et son rôle dans les cycles du carbone et de l'azote. La renaturation s'appuie notamment sur la reconquête d'espaces de pleine terre et la restauration de continuités écologiques et paysagères. (Source : SDRIF-e)

**Renouvellement urbain** : ensemble des processus de construction et de reconstruction de la ville n'impliquant pas la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers : réhabilitation, rénovation ou recyclage de bâtiments obsolètes et de friches, changement d'usage, surélévation, déconstruction-reconstruction, densification à la parcelle ou à la suite d'une division parcellaire, construction des dents creuses. (Source : SDRIF-e)

**Repair Cafe** : réparer ensemble, c'est l'idée des Repair Cafés dont l'entrée est ouverte à tous. Outils

et matériel sont disponibles à l'endroit où est organisé le Repair Café, pour faire toutes les réparations possibles et imaginables. Vêtements, meubles, appareils électriques, bicyclettes, vaisselle, objets utiles, jouets, et autres. D'autre part sont présents dans le Repair Café des experts bénévoles, qui ont une connaissance et une compétence de la réparation dans toutes sortes de domaines. (Source : <https://www.repaircafe.org/fr/a-propos/>)

**Report modal** : transfert d'une partie des flux d'un mode de transport vers un autre, moins polluant ou plus performant, par exemple de la route vers le rail ou de la voiture vers le bus. (Source : Géoconfluences)

**Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais** : reconnue depuis 1998, la Biosphère Fontainebleau & Gâtinais fait partie du réseau mondial des réserves de Biosphère de l'UNESCO. C'est la seule Réserve de Biosphère en région Île-de-France. Fondée par les Départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne, l'Office National des Forêts, le Parc naturel régional du Gâtinais français, l'école des Mines et le Muséum National d'Histoire Naturelle, la Biosphère Fontainebleau & Gâtinais réunit l'ensemble des acteurs et porteurs d'enjeux du développement durable du territoire. Elle oriente ses activités autour de 3 objectifs :

- conservation de la biodiversité d'un environnement exceptionnel
- développement économique durable sur les plans socioculturel et environnemental
- soutien logistique, recherche, expertise, suivi, éducation et formation.

**Réservoirs de biodiversité** : espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Les réservoirs de biodiversité comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité. (Source : SDRIF-e)

**Résilience** (appliquée au territoire) : caractéristique du territoire qui lui permet de d'anticiper des perturbations, brutales ou lentes, grâce à la veille et à la prospective, d'en minimiser les effets, de se relever et rebondir grâce à l'apprentissage, l'adaptation et l'innovation, d'évoluer vers un nouvel état en équilibre dynamique préservant ses fonctionnalités. Cet état est décidé et construit démocratiquement. (Source : CEREMA)

**Rupture d'urbanisation** : espace ouvert, constitué d'espaces naturels, agricoles, boisés ou d'espaces végétalisés urbains, majoritairement non bâtis et non imperméabilisés et qui séparent deux espaces urbains. Leur rôle est de préserver les espaces de respiration entre les bourgs et les hameaux, ou entre deux bourgs.



**Services écosystémiques** : fonctions assurées par les espaces de nature, dont certaines sont indispensables au bien-être humain. Il existe quatre grands types de services écosystémiques :

- les services d'approvisionnement, soit la production de biens alimentaires (produits agricoles, d'élevage, eau potable et d'irrigation, etc.) et non-alimentaires (produits et matériaux biosourcés et géosourcés, production d'énergie, etc.) ;
- les services de régulation, du climat (séquestration du carbone, atténuation de l'effet d'îlot de chaleur urbain) ou de la quantité et de la qualité de l'eau, assurant la prévention contre les risques naturels et les nuisances et la préservation de la santé ;
- les services culturels, liés aux loisirs, au cadre de vie (bien-être physique et mental), au tourisme, à l'éducation et à la connaissance, à l'art et à la spiritualité ;
- la présence d'un patrimoine naturel constituant un bien commun, éléments remarquables des paysages, des milieux et des espèces. (Source : SDRIF-e)

**Shifters** (The) : association loi 1901, créée en 2014 pour apporter un soutien bénévole au centre de réflexion The Shift Project qui œuvre à la décarbonation de l'économie. Initialement conçu comme une structure permettant d'accueillir toute personne souhaitant aider le Shift par un travail de recherche, de relais ou de soutien, les Shifters réalisent de plus en plus de travaux indépendants mais toujours avec un objectif : contribuer efficacement à la sortie des énergies fossiles à l'échelle française et européenne. (Source : <https://www.theshifters.org/association/qui-sommes-nous/>)

**Sobriété foncière** : différentes stratégies d'aménagement du territoire visant à limiter au maximum

**Solutions fondées sur la nature** : actions qui s'appuient sur les écosystèmes naturels pour relever les défis que posent les changements globaux (lutte contre les changements climatiques, gestion des risques naturels, santé, approvisionnement en eau, sécurité alimentaire etc.). La préservation et la restauration d'écosystèmes fonctionnels et en bon état écologique vise à assurer leur capacité à rendre un ensemble services écosystémiques, tout en produisant des bénéfices pour la biodiversité. Il s'agit par exemple de la préservation de berges naturelles pour leur rôle de filtration de l'eau et de diminution du risque d'inondations, ou encore de la renaturation d'espaces de pleine terre en ville (infiltration des eaux pluviales, rafraîchissement, etc.). (Source : SDRIF-e)

**Stockage de carbone** : la séquestration ou stockage [du dioxyde] de carbone est le stockage à long terme du dioxyde de carbone hors de l'atmosphère. Elle est réalisée de manière naturelle par des processus biologiques et géologiques, tels que la capture par les plantes et les arbres durant leur cycle de vie. L'usage de ces végétaux en tant que matériaux permet de prolonger ce stockage. En effet, le carbone contenu dans les plantes ne se libère que si celles-ci sont brûlées, décomposées ou compostées.

**T**.....

**Territoire agri-urbain** : ce dispositif s'inscrit dans le cadre du soutien régional aux programmes de territoires agri-urbains et à l'agriculture périurbaine. Les territoires agri-urbains, définis dans le Pacte Agricole comme des « véhicules de communication » sur lesquels capitaliser, sont des territoires d'expérimentation des politiques régionales en matière d'agriculture. Le Règlement d'Intervention, en intégrant les aspects alimentation et économie circulaire, ainsi que des dispositifs d'accompagnement des collectivités en faveur de la protection du foncier et de la préservation de l'agriculture dans les zones de lisière agri-urbaines soumises à de nombreuses pressions, répond pleinement aux objectifs ambitieux du Pacte Agricole, à savoir :

- Territoire circulaire** : il peut d'agir de collectivités territoriales ou d'acteurs territoriaux qui s'engagent à déployer et mettre en œuvre des stratégies, feuilles de route et/ou actions en matière d'économie circulaire sur leur territoire. (Source : AREC, <https://www.arec-idf.fr/nos-reseaux/communaute-des-territoires-circulaires/>)

**Territoire solidaire** : territoire qui favorise le développement des coopérations et synergies entre les différents acteurs locaux. (Source : <https://territoiresolidaires.org/>)

**Think Thank** : groupe de réflexion privé qui produit des études sur des thèmes de société au service des décideurs aussi appelé des laboratoires d'idées. (Source : Le Robert)

**Trames verte, bleue, noire, brune blanche, noire** : réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) ainsi que par les documents de planification. Cette identification vise à préserver et restaurer la fonctionnalité de ces continuités écologiques.

La trame verte et bleue s'est progressivement déclinée selon plusieurs thématiques : les trames peuvent revêtir plusieurs couleurs en fonction de l'objet écologique considéré : verte pour les écosystèmes terrestres (arborés et herbacés), bleue pour les milieux aquatiques et humides, brune lorsqu'il s'agit de garantir la continuité spatiale des sols vivants ; blanche lorsque des zones de calme sont créées, ou bien noire pour les secteurs préservés de la pollution lumineuse. (Source : SDRIF-e)



**Unités paysagères** : ensembles de structures paysagères qui se distinguent par une différence de présence, d'organisation ou de formes de ces structures.

**UNESCO** : organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture. L'UNESCO cherche à instaurer la paix par la coopération internationale en matière d'éducation, de science et de culture. Les programmes de l'UNESCO contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable définis dans l'Agenda 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015. (Source : <https://www.unesco.org/fr/bref>)



**Végétalisation** : actions visant à développer la présence végétale en ville, à partir de plantations dans un sol de pleine terre (renaturation), dans un sol revêtu (arbres des trottoirs et des places, plantes grimpantes, pavés drainants végétalisés, etc.) ou hors-sol (jardinières, plantation sur dalles, murs végétalisés, etc.). (Source : SDRIF-e)



**Zéro artificialisation nette (ZAN)** : objectif réglementaire national issu de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, qui vise à diminuer par paliers le rythme d'artificialisation des sols pour atteindre l'absence d'artificialisation nette en 2050. L'artificialisation nette des sols est définie comme le solde de l'artificialisation et de la renaturation, ou désimperméabilisation, des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnée. Pour ce faire, des trajectoires de sobriété foncière sont engagées. (Source : SDRIF-e)

**Zone d'accélération d'implantation d'énergies renouvelables** : ces zones d'accélération doivent répondre à 6 grands objectifs assignés par la loi, dont le fait de présenter un potentiel susceptible de favoriser le développement de la production. Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installée ; elles doivent aussi contribuer à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation des approvisionnements, tout en prévenant les éventuels dangers ou inconvénients. (Source : Banque des Territoires / <https://www.banquedesterritoires.fr/loi-enr-que-sont-les-zones-dacceleration-de-la-production-des-energies-renouvelables>)

**Zone d'expansion des crues** : zone permettant de réguler le phénomène de crue. Au-delà de cette fonction, Les zones d'expansion des crues (ZEC) jouent un rôle majeur car elles :

- améliorent la qualité de l'eau (épuration naturelle de l'eau),
- sont sources de biodiversité,
- diminuent l'érosion des sols,
- réduisent les coûts humains et économiques liés à la mise en sécurité des personnes des biens et des infrastructures.

On distingue généralement les ZEC :

- à préserver,
- à restaurer ou à optimiser,
- à aménager (champs d'inondation contrôlée).

**Zone humide** : terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. L'arrêté du 24 juin 2008 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides. (Source : SDRIF-e)

**Zones naturelles d'intérêts écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)** : outil de connaissance du patrimoine naturel, un inventaire scientifique qui localise et décrit les secteurs du territoire national particulièrement intéressants sur le plan écologique, faunistique et/ou floristique, en distinguant deux types de zones :

- les ZNIEFF de type I, secteurs de grand intérêt biologiques ou écologiques qui abritent des espèces animales ou végétales patrimoniales (dont certaines espèces protégées) bien identifiées. Généralement de taille réduite, ces zones présentent un enjeu de préservation des biotopes (lieux de vie des espèces) concernés ;
- les ZNIEFF de type II, ensembles géographiques qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Ils sont généralement de taille importante et incluent souvent une (ou plusieurs) ZNIEFF de type I).

(Source Cerema)



# ANNEXES

|     |                                                                                                     |
|-----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 268 | Liste des collectivités figurant au périmètre d'étude                                               |
| 269 | Collectivités ayant approuvé la charte                                                              |
| 270 | Statuts du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français |
| 281 | Programme d'action prévisionnel triennal et plan de financement                                     |
| 287 | Organigramme administratif et technique                                                             |
| 288 | L'emblème figuratif                                                                                 |
| 289 | Déclinaison de la stratégie nationale des aires protégées                                           |
| 296 | Carnet de paysages                                                                                  |
| 346 | Concevoir son projet de signalétique                                                                |
| 396 | Stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération                            |
| 423 | Les modalités d'intervention du Parc dans les documents d'urbanisme                                 |
| PJ  | Évaluation environnementale (rapport et avis de l'Autorité environnementale)                        |

# COLLECTIVITÉS DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE

## Périmètre classé en 2011

### Communes en Seine-et-Marne (34)

Achères-la-Forêt  
Amponville  
Arbonne-la-Forêt  
Barbizon  
Boissise-le-Roi  
Boissy-aux-Cailles  
Boulancourt  
Burcy  
Buthiers  
Cély  
Chailly-en-Bière  
La Chapelle-la-Reine  
Châtenoy  
Chevrainvilliers  
Fleury-en-Bière  
Fromont  
Garentreville  
Guercheville  
Larchant  
Nanteau-sur-Essonnes  
Ormesson  
Perthes  
Pringy  
Recloses  
Rumont  
Saint-Fargeau-Ponthierry  
Saint-Germain-sur-École  
Saint-Martin-en-Bière  
Saint-Sauveur-sur-École  
Tousson  
Ury  
Le Vaudoué  
Villiers-en-Bière  
Villiers-sous-Grez

### Communes en Essonne (36)

Auvers-Saint-Georges  
Baulne  
Boigneville  
Boissy-le-Cutté  
Bouray-sur-Juine  
Boutigny-sur-Essonnes  
Bouville  
Brouy  
Buno-Bonnevaux  
Cerny  
Chamarande  
Champcueil  
Champmotteux  
Chevannes  
Courances  
Courdimanche-sur-Essonnes  
Dannemois  
D'Huisson-Longueville  
La Ferté-Alais  
La Forêt-Sainte-Croix  
Gironville-sur-Essonnes  
Guigneville-sur-Essonnes  
Janville-sur-Juine  
Maise  
Milly-la-Forêt  
Moigny-sur-École  
Mondeville  
Oncy-sur-École  
Orveau  
Prunay-sur-Essonnes  
Puisselet-le-Marais  
Soisy-sur-École  
Valpuiseaux  
Vayres-sur-Essonnes  
Videlles  
Villeneuve-sur-Auvers

### EPCI en Seine-et-Marne

Communauté de Communes du Pays de Nemours  
Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau  
Communauté d'agglomération Melun Val de Seine

### EPCI en Essonne

Communauté de Communes des Deux Vallées  
Communauté de Communes du Val d'Essonnes  
Communauté de Communes Entre Juine et Renarde  
Communauté de Communes de l'Étampois Sud Essonne

## Proposées à l'extension

### Communes en Seine-et-Marne (6)

Bourron-Marlotte  
Faÿ-lès-Nemours  
Grez-sur-Loing  
Montigny-sur-Loing  
Noisy-sur-École  
Saint-Pierre-lès-Nemours

### Communes en Essonne (9)

Auvernaux  
Ballancourt-sur-Essonnes  
Blandy  
Bois-Herpin  
Itteville  
Lardy  
Mespuits  
Nainville-les-Roches  
Roinvilliers

### EPCI en Seine-et-Marne

Communauté de Communes Moret Seine et Loing

85 communes

8 EPCI

## COLLECTIVITÉS AYANT APPROUVÉ LA CHARTE

*En attente*

# LES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU GÂTINAIS FRANÇAIS

## TABLE DES MATIÈRES

|     |                                                                                                                    |
|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 271 | ARTICLE 1. CRÉATION ET COMPOSITION                                                                                 |
| 271 | ARTICLE 2. ADHÉSIONS – RETRAITS                                                                                    |
| 271 | ARTICLE 3. OBJET DU SYNDICAT MIXTE                                                                                 |
| 273 | ARTICLE 4. SIÈGE                                                                                                   |
| 273 | ARTICLE 5. DURÉE                                                                                                   |
| 273 | ARTICLE 6. COMPOSITION DU COMITÉ SYNDICAL                                                                          |
| 273 | ARTICLE 7 - «VILLES/ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI)-PORTES», COMMUNES/EPCI ASSOCIÉ(E)S |
|     | 7.1 - « Villes/EPCI-portes »                                                                                       |
|     | 7.2 - Les Communes/EPCI associé(e)s                                                                                |
| 274 | ARTICLE 8. FONCTIONNEMENT DU COMITÉ SYNDICAL                                                                       |
| 275 | ARTICLE 9. ATTRIBUTIONS DU COMITÉ SYNDICAL                                                                         |
| 275 | ARTICLE 10. COMPOSITION DU BUREAU                                                                                  |
| 275 | ARTICLE 11 : ATTRIBUTIONS DU BUREAU                                                                                |
| 276 | ARTICLE 12 : ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT                                                                             |
| 276 | ARTICLE 13 : ATTRIBUTIONS DU DIRECTEUR                                                                             |
| 277 | ARTICLE 14. LE PERSONNEL DU PARC                                                                                   |
| 277 | ARTICLE 15. LES RESSOURCES                                                                                         |
| 277 | ARTICLE 16. LES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES                                                                          |
| 278 | ARTICLE 17. COMPTABILITÉ                                                                                           |
| 278 | ARTICLE 18. MODIFICATION                                                                                           |
| 278 | ARTICLE 19. DISSOLUTION                                                                                            |
| 278 | ARTICLE 20. RÈGLEMENT INTÉRIEUR                                                                                    |
| 279 | ANNEXE 1 - « COMMUNES ET EPCI AYANT APPROUVÉ LA CHARTE DU SYNDICAT MIXTE »                                         |
| 280 | ANNEXE 2 - COMMUNES SIÉGEANT AU SYNDICAT MIXTE AU NOM DES COLLECTIVITÉS AYANT TRANSFÉRÉ LA COMPÉTENCE SPANC        |



## ARTICLE 1. CRÉATION ET COMPOSITION

En application des articles L.5721-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, des articles L.333-1 à L.333-4, et des articles R333-1 à R 333-16 du Code de l'environnement, il est formé un Syndicat mixte ouvert qui prend la dénomination de «Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français », ci-après nommé le « Syndicat mixte ».

Le Syndicat mixte est composé de :

- o la Région d'Île-de-France,
- o le Département de l'Essonne,
- o le Département de Seine-et-Marne,
- o des Communes ayant approuvé la Charte dont la liste figure en annexe,
- o des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ayant approuvé la Charte, dont la liste figure en annexe.

## ARTICLE 2. ADHÉSIONS – RETRAITS

La composition du Syndicat mixte peut être modifiée par l'admission ou le retrait de nouveaux membres pendant le classement.

### • Adhésion

L'adhésion d'une commune non classée au syndicat mixte, n'entraîne pas le classement de son territoire.

L'adhésion des communes situées sur le territoire de classement potentiel peut se faire par arrêté, pour la durée de validité du classement du Parc naturel régional restant à courir.

La composition du Syndicat mixte peut être modifiée par l'admission ou le retrait de nouveaux membres pendant le classement.

Les Communes situées en dehors du périmètre de classement n'ont pas vocation à adhérer au Syndicat mixte en dehors des périodes de révision de la Charte. Elles peuvent cependant participer aux objectifs du Parc en sollicitant le statut de ville porte ou de commune associée (Article 7).

Un EPCI, créé après le classement et situé tout ou partie dans le périmètre classé Parc, a vocation à adhérer au Syndicat mixte. Cette admission intervient par une décision prise à la majorité des deux tiers du Comité syndical, à condition que cet EPCI ait approuvé, au préalable, la Charte du Parc naturel régional. Il bénéficie alors des mêmes droits et a les mêmes obligations que l'ensemble des membres cités à l'article 1.

### • Retrait

Un membre peut être admis à se retirer du Syndicat mixte par une décision prise à la majorité des deux tiers du Comité syndical.

Sauf décision contraire du Comité à la majorité des deux tiers, il devra restituer les aides financières qu'il a perçues du Syndicat mixte pendant l'ensemble de la période de classement en cours.

## ARTICLE 3. OBJET DU SYNDICAT MIXTE

Le Syndicat mixte est chargé de l'aménagement et de la gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français. Dans le cadre fixé par sa Charte, il assure sur le territoire du Parc la cohérence et la coordination des actions de protection, de mise en valeur, de suivi, d'évaluation, de gestion, d'animation et de développement menées par les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre ayant approuvé la Charte, par l'État et par les partenaires associés (art. R 333-14 alinéa 1 du Code de l'environnement). Il met en œuvre les orientations et les mesures de la Charte.

Ses domaines d'action, conformément à l'article R333.1 du code de l'environnement, sont :

- protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel notamment par une gestion adaptée ;
- contribuer à l'aménagement du territoire ;
- contribuer à un développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
- contribuer à assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche (extrait de l'art. R 333-1 du Code de l'environnement).

Le Syndicat mixte représente, sur le territoire du Parc, un partenaire privilégié de l'État, des collectivités territoriales et des EPCI à fiscalité propre concernés dans le domaine de la biodiversité et des paysages.

Dans les domaines d'intervention d'un Parc naturel régional, dans le cadre fixé par la Charte du Parc et sur le territoire des communes classées, le Syndicat mixte assure la cohérence des engagements des collectivités territoriales, des EPCI à fiscalité propre concernés et de l'État et en coordonne tant la mise en œuvre, notamment par une programmation financière pluriannuelle, que l'évaluation de cette mise en œuvre et le suivi de l'évolution du territoire. Le Syndicat mixte peut, dans le cadre de cette coordination, présenter des propositions d'harmonisation des schémas de cohérence territoriale.

Le Syndicat mixte peut se voir confier par la Région tout ou partie de la procédure de renouvellement du classement.

Le Syndicat mixte gère la marque collective « VALEURS PARC NATUREL RÉGIONAL » (R.333-16 alinéa 1 du Code de l'environnement).

Le Syndicat mixte conduit la révision de la Charte (art. L 333-1 du Code de l'environnement) et contribue aux actions de protection et de développement du territoire dans les délais nécessaires au renouvellement du classement.

À cet effet, le Syndicat mixte peut :

- procéder ou faire procéder par ses propres moyens, et dans le respect des compétences de ses membres, à toutes études, animations, informations, publications, travaux d'équipements ou d'entretien, ou toutes actions nécessaires à la réalisation de son objet ;
- rechercher des partenariats pour la maîtrise d'ouvrage et la gestion des équipements.

Il peut également :

- passer des contrats, des conventions ;
- être mandaté par un ou plusieurs de ses membres pour agir en leur nom et effectuer les opérations qui lui sont confiées, notamment en matière de maîtrise d'ouvrage ;
- se porter candidat au pilotage de programmes d'initiative communautaire.

Le Syndicat mixte met en œuvre la compétence Service Public d'Assainissement Non Collectif dans le cadre d'un fonctionnement à la carte.

Le Syndicat mixte pourra mettre en œuvre une opération particulière située en partie hors du territoire classé, soit :

- dans le cadre d'un fonctionnement à la carte et après transfert si nécessaire de la ou des compétences concernées, sous réserve que la majorité des communes concernées par cette opération particulière soit incluse dans le périmètre du Parc naturel régional ;
- par voie de convention avec les collectivités ou groupements concernés.

Le Syndicat mixte pourra intervenir hors du territoire classé si des interventions ponctuelles et matérielles sont nécessaires pour la mise en œuvre de la Charte.

Le Syndicat mixte du Parc a la possibilité de porter une opération particulière pour tout ou partie de son territoire : Schéma de cohérence territoriale, Service public d'assainissement non collectif (SPANC), Liaison entre actions de développement de l'économie rurale (LEADER), opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH), Pacte territorial - Programme d'intérêt général (PIG), Territoires agri-urbains (TAU), Stratégie Nationale des Aires Protégées..., intégrant ou non des collectivités situées hors de son territoire, sous réserve que les collectivités ou EPCI à fiscalité propre concernés lui en aient transféré la compétence ou lui aient délégué la maîtrise d'ouvrage.

En particulier, le Syndicat mixte est habilité à exercer la compétence, à caractère optionnel, relative au SPANC pour le compte des Communes ou des intercommunalités qui décident de confier cette compétence au Syndicat mixte dans le cadre d'un fonctionnement à la carte. Ce dernier prendra en charge la compétence à compter du premier jour du trimestre suivant la délibération communale rendue exécutoire. A compter de la décision de mettre en place des contrôles de bon fonctionnement et d'entretien, la Commune ne peut reprendre sa compétence assainissement non collectif qu'après la réalisation de chaque phase de contrôle de bon fonctionnement et d'entretien de l'ensemble des dispositifs. Cette reprise de compétence sera alors effective le premier du mois suivant la délibération du conseil municipal rendue exécutoire. Le financement est assuré par les subventions notamment de l'Agence de l'eau, des Conseils départementaux, du Conseil régional, par la redevance des particuliers...

#### **ARTICLE 4. SIÈGE**

Le siège du Syndicat mixte est fixé à la Maison du Parc à l'adresse 20 Boulevard du Maréchal Lyautey, 91490 Milly la Forêt. Toute modification du siège du Syndicat mixte pourra se faire sur décision à la majorité simple du Comité syndical.

#### **ARTICLE 5. DURÉE**

Le Syndicat mixte est créé pour une durée illimitée.

#### **ARTICLE 6. COMPOSITION DU COMITÉ SYNDICAL**

Le Syndicat mixte est administré par un Comité syndical composé de 194 délégués élus, répartis dans les collèges comme suit :

Collège de la Région Île-de-France :

8 délégués, désignés par la Région Île-de-France avec 5 voix par délégué ;

Collège du Département de l'Essonne :

4 délégués, désignés par le Département de l'Essonne avec 3 voix par délégué ;

Collège du Département de la Seine-et-Marne :

4 délégués, désignés par le Département de la Seine-et-Marne avec 3 voix par délégué ;

Collège des Communes :

2 délégués désignés par chaque commune adhérente, avec 1 voix par délégué

Collège des EPCI :

1 délégué désigné par chaque EPCI adhérent, avec 1 voix par délégué

Le mandat des membres du Comité prend fin en même temps que le mandat au titre duquel ils ont été désignés.

Les Communes et les EPCI désignent autant de délégués suppléants que de délégués titulaires. En cas d'empêchement d'un délégué titulaire, un des suppléants pourra siéger dans les mêmes conditions.

En cas de vacance, la collectivité intéressée procède, dans les meilleurs délais, à la désignation de son ou ses délégué(s) titulaire(s) ou de son ou ses suppléant(s).

#### **ARTICLE 7 - « VILLES/ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI)-PORTES », COMMUNES/EPCI ASSOCIÉ(E)S**

##### **7.1 - « Villes/EPCI-portes »**

Les villes-portes sont des villes situées en périphérie du Parc avec lesquelles le Parc établit un partenariat.

Les EPCI-portes sont situés en périphérie du Parc. Ces EPCI contiennent une ou plusieurs Communes comprises totalement ou partiellement dans le périmètre du Parc, avec lesquelles le Parc établit un partenariat.

Des conventions précisent pour chacune des villes-portes et des EPCI-portes les modalités de ces partenariats (objet, usage de la dénomination « ville-porte du Parc naturel régional du Gâtinais français » ou « EPCI-porte », clauses financières, durée). Elles sont adoptées à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Les villes-portes et les EPCI-portes siègent au Comité syndical avec voix consultative.

Les villes-portes partiellement comprises dans le périmètre du Parc sont Communes du Parc. Par conséquent, elles siègent au Comité syndical en tant que Commune du Parc avec voix délibérative.

##### **7.2 - Les Communes/EPCI associé(e)s**

Il est créé un statut de :

- Communes associées pour des communes rurales ou des villes de petite taille non incluses dans le périmètre du Parc
- EPCI associés pour les Communautés de Communes et Communauté d'Agglomération non comprises dans le périmètre du Parc mais situées à proximité, qui partagent des objectifs avec ce dernier et sont susceptibles de renforcer la portée de ses actions.

Des conventions précisent, au cas par cas, les modalités de cette association (objet, usage de la

dénomination Communes ou EPCI associé(e)s au Parc naturel régional du Gâtinais français, clauses financières, durée...). Elles sont adoptées à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Le statut de Commune/EPCI associé(e) ne peut permettre d'exercer un droit de vote au sein des instances syndicales. Les Communes/EPCI associées siègent au Comité syndical avec voix consultative.

## **ARTICLE 8. FONCTIONNEMENT DU COMITÉ SYNDICAL**

Les réunions du Comité syndical et du Bureau peuvent se tenir au siège du Syndicat mixte ou en un autre lieu, sur décision du Comité syndical, du Bureau ou du Président ainsi que les réunions des Commissions de travail sur décision des Présidents des Commissions.

Le Comité syndical se réunit en session ordinaire au moins deux fois par an et en session extraordinaire à la demande du Président, ou du Bureau, ou de la moitié au moins de ses membres et toutes les fois qu'une modification des statuts s'avère nécessaire.

Le Comité syndical et le Bureau ne délibèrent valablement que lorsque la majorité des membres est présente ou représentée.

Un délégué peut donner à un autre délégué pouvoir écrit de voter en son nom. Un délégué présent ne peut être porteur de plus de deux pouvoirs.

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les décisions concernant la modification des statuts sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Le quorum s'apprécie à l'ouverture de la séance à la majorité absolue des présents ou représentés du Comité syndical.

Lorsqu'après une convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le Comité syndical est à nouveau convoqué, sur un ordre du jour identique, au plus tôt 3 jours après et dans un délai maximal de 3 semaines et peut alors délibérer valablement, quel que soit le nombre de présents.

Le Président peut inviter aux réunions du Comité syndical avec voix consultative les représentants de :

- Conseil scientifique du Parc et de la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais ;
- Réserve de Biosphère du Pays de Fontainebleau et du Gâtinais ;
- Agence Régionale de la Biodiversité ;
- Conseil économique, social et l'environnemental régional (CESER) ;
- Centre régional de la propriété forestière ;
- Office national des forêts ;
- Chambres Consulaires ;
- Fédérations départementales des chasseurs ;
- Fédérations départementales des pêcheurs ;
- Union des amis du Parc Naturel Régional du Gâtinais français ;
- Ville/EPCI porte
- Communes/EPCI associé(e)s
- Fransylva Île-de-France

L'avis des instances consultatives est recueilli en Comité syndical, à la demande du Comité, ou du Président, et ce avant le vote des membres délibérants.

Le Président peut aussi inviter le Préfet de la Région Île-de-France et les Préfets des Départements de l'Essonne et de la Seine-et-Marne ou leurs représentants, à participer aux séances du Comité syndical ou toute autre personnalité dont il estimera le concours utile. Et d'une façon générale tous les partenaires avec lesquels le Syndicat mixte passe une convention-cadre de partenariat.

Il peut aussi se réunir en assemblée extraordinaire pour les mêmes questions sur demande motivée du tiers de ses membres. Le Président doit alors réunir le Comité syndical dans le délai d'un mois, avec comme ordre du jour le motif porté par les pétitionnaires.

Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous les membres et notamment pour le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat mixte ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote, que les délégués représentant les Communes concernées par l'affaire mise en délibération dans le cadre des budgets annexes.

Le Président prend part à tous les votes.

## **ARTICLE 9. ATTRIBUTIONS DU COMITÉ SYNDICAL**

Le Comité syndical exerce toutes les fonctions prévues par les textes réglementaires en vigueur sur le fonctionnement des Syndicats mixtes.

Il vote le budget, approuve le compte administratif et se prononce sur toutes les questions qui relèvent de sa compétence.

Il délibère sur les demandes d'adhésion ou de retrait des membres.

Il émet des avis, en référence à l'article R.333-14 du Code l'environnement. Il peut déléguer au Bureau le soin d'émettre les avis.

Il approuve le règlement intérieur.

Il crée les Commissions de travail, groupes de travail... qui peuvent l'assister dans certaines de ses décisions.

Il crée des emplois nécessaires au fonctionnement du Syndicat mixte.

Il est chargé de définir les conditions d'utilisation de la marque « Valeurs Parc naturel régional du Gâtinais français » dont la gestion lui est confiée.

Il définit les pouvoirs qu'il délègue au Bureau syndical.

## **ARTICLE 10. COMPOSITION DU BUREAU**

Le Comité élit en son sein, un Bureau de 23 membres de la façon suivante :

- le Président du Syndicat mixte, parmi les délégués titulaires, à chaque renouvellement des Conseils municipaux ;
- 6 représentants désignés par et parmi le collège du Conseil régional d'Île-de-France ;
- 6 représentants désignés par et parmi les collèges des Conseils départementaux dont 3 du Conseil départemental de l'Essonne et 3 du Conseil départemental de la Seine-et-Marne ;
- 8 représentants désignés par et parmi le collège des communes territorialement concernées dont 4 de l'Essonne et 4 de la Seine-et-Marne ;
- 2 représentants par et parmi le collège des EPCI territorialement concernés dont 1 pour l'Essonne et 1 pour la Seine-et-Marne.

Les représentants au Bureau sont les délégués titulaires.

Un représentant équivaut à une voix.

Un délégué peut donner à un autre délégué pouvoir écrit de voter en son nom. Un délégué présent ne peut être porteur de plus de deux pouvoirs.

Le Bureau syndical élit en son sein 6 vice-Présidents. Parmi ceux-ci figurent au moins :

- 1 représentant du Conseil régional d'Île-de-France,
- 1 représentant du Conseil départemental de l'Essonne,
- 1 représentant du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- 1 représentant des Communes de l'Essonne,
- 1 représentant des Communes de la Seine-et-Marne,
- 1 représentant des EPCI.

L'élection des Vice-Présidents se fait au scrutin secret et à la majorité absolue des membres présents ou représentés. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. Le rôle et les fonctions de chacun des membres du Bureau peuvent être précisés, le cas échéant, par le règlement intérieur.

La durée du mandat de ses membres prend fin dans les mêmes conditions que celui des membres du Comité syndical. En cas de vacance d'un membre, le bureau demande au collège dont il relève de pourvoir à son remplacement dans les meilleurs délais. Les fonctions des membres du bureau seront assurées bénévolement.

## **ARTICLE 11 : ATTRIBUTIONS DU BUREAU**

En référence à l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Comité peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau, à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition de fonctionnement



et de durée du Syndicat mixte,

- de l'adhésion du Syndicat mixte à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public,
- de dispositions portant orientation en matière d'aménagement à l'échelle du Syndicat mixte, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire syndical et de la politique de la ville.

En référence à l'article R333-14 du Code de l'environnement, le Comité syndical peut déléguer au Bureau le soin d'émettre les avis sollicités.

Si le Bureau agit en tant qu'« Instance délibérative » au sein du Syndicat mixte par délégation du Comité syndical, le Bureau est soumis aux dispositions applicables au Comité, relatives aux convocations, conditions de quorum, aux pouvoirs, à l'ordre et à la tenue des séances, à la majorité requise pour l'adoption des délibérations, aux modes de scrutin et aux conditions d'acquisition du caractère exécutoire.

Le Bureau a des compétences et prend lui-même les décisions dans la limite des pouvoirs que lui délègue le Comité syndical. Il prépare les travaux et les décisions du Comité syndical et examine préalablement les dossiers. Il prépare le projet de budget et le soumet pour approbation au Comité syndical.

## **ARTICLE 12 : ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT**

Le Président est l'exécutif du Syndicat mixte. Il assure son fonctionnement par la nomination du personnel et l'exécution du budget. Il en assure la représentation en justice et peut passer des actes.

Il prépare et exécute les délibérations du Comité et du Bureau. Il est l'ordonnateur des dépenses, il prescrit l'exécution des recettes, signe les marchés et contrats, assure l'administration générale du Syndicat mixte.

Il exerce le pouvoir hiérarchique sur les personnels, représente le Syndicat mixte en justice, peut passer des actes.

Il peut recevoir délégation d'attribution du Comité dans les mêmes limites et conditions que celles applicables au Bureau. En référence à l'article R.333-14 du Code l'environnement, le comité syndical peut déléguer au Bureau ou au Président le soin d'émettre les avis sollicités.

Lors de chaque réunion du Comité syndical, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation du Comité.

Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Bureau.

Par transposition des dispositions de l'article L.5211-9 du CGCT, il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, une délégation de signature et la délégation des avis au directeur. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas retirées.

Le Président convoque aux réunions du Comité syndical et du Bureau. Le Président dirige les débats et contrôle les votes. Son vote est prépondérant en cas de partage des voix.

Le Président nomme le Directeur.

Le Président propose au Comité syndical la liste des membres consultatifs invités à participer aux instances consultatives du Syndicat, et le règlement intérieur.

## **ARTICLE 13 : ATTRIBUTIONS DU DIRECTEUR**

Le Directeur prépare et exécute, sous l'autorité du Président, les délibérations du Comité et du Bureau du Syndicat mixte.

Il dirige l'équipe du Parc recrutée dans les limites financières, définies dans la section de fonctionnement du budget annuel approuvé par le Comité syndical. Il définit les profils de poste du personnel et propose les candidatures au Président.

Il prépare chaque année les programmes d'activités ainsi que le projet de budget pour l'année suivante.

Il assure sous l'autorité du Président, le fonctionnement des services du Syndicat mixte et la gestion du personnel.

Le Directeur assiste aux réunions du Comité syndical et du Bureau.

Le Directeur peut recevoir du Président, des délégations de signature.

Par transposition des dispositions de l'article L5211-9 du CGCT, le Directeur peut également recevoir du Bureau ou du Président la délégation d'émettre des avis lorsque le Syndicat mixte est sollicité.

## ARTICLE 14. LE PERSONNEL DU PARC

Le Syndicat mixte dispose d'une équipe technique et d'animation placée sous son contrôle et sous l'autorité du Directeur du Parc, qui est chargé de mettre en œuvre les décisions du Syndicat mixte. L'équipe est mise au service des collectivités et des habitants pour les aider au montage de toute opération en rapport avec les décisions du Comité syndical et de la Charte du Parc.

## ARTICLE 15. LES RESSOURCES

Sont appelées contributions toutes les recettes versées par les membres du Syndicat mixte, l'État ou l'Europe.

Les recettes de fonctionnement comprennent :

- les produits d'exploitation,
- les revenus des biens mobiliers et immobiliers du Syndicat mixte,
- les contributions statutaires des membres telles qu'elles sont fixées à l'article 15,
- les participations exceptionnelles des membres pour services rendus,
- les subventions de l'État et de divers organismes,
- les éventuelles contributions directes,
- les redevances versées par les personnes physiques et morales utilisant la marque déposée « Parc naturel régional du Parc naturel régional du Gâtinais français »,
- les produits des régies de recettes qu'il serait amené à créer,
- ou toute autre recette exceptionnelle.

Les recettes d'investissement comprennent :

- les participations et subventions d'équipement (État, Région, Départements, collectivités ou autres organismes),
- les participations spécifiques de certains membres délibérants à la réalisation d'infrastructures ou d'équipements, suivant un taux déterminé opération par opération,
- les produits des emprunts contractés par le Syndicat mixte,
- le crédit provenant du prélèvement sur la section de fonctionnement,
- les produits exceptionnels (entre autres dons et legs).

La copie du budget et des comptes du Syndicat est adressée chaque année aux membres du Syndicat mixte.

## ARTICLE 16. LES CONTRIBUTIONS STATUTAIRES

La contribution statutaire des membres, appelée « cotisation », est obligatoire. Elle est adoptée chaque année lors du vote des budgets. L'adhésion au Syndicat mixte entraîne l'engagement des membres avec voix délibérative à participer à l'équilibre d'un budget de fonctionnement statutaire.

**La contribution des Communes** est basée sur une participation par habitant de 4,50 euros valeur 2026 par habitant (recensement Insee – population totale). Le Comité syndical décidera annuellement de son évolution.

En ce qui concerne les Communes partiellement comprises dans le périmètre du Parc, le montant de la cotisation par habitant est calculé, au prorata du nombre d'habitants inclus dans le périmètre du Parc.

Le Comité syndical peut procéder chaque année à une actualisation de la cotisation des Communes qui ne peut dépasser le taux d'inflation de l'année précédente fixé par l'INSEE. Toute décision portant sur un taux d'augmentation supérieur doit faire l'objet d'un vote d'approbation, par le Comité syndical, à la majorité des trois quarts des suffrages exprimés.

**La contribution des EPCI** est fixée à 1 000 € valeur 2026 et évoluera au même rythme que celle des communes.

L'ensemble des contributions versées par les Départements fait l'objet d'une convention bipartite entre chaque Département et le Syndicat mixte. Ces conventions identifient les objectifs attendus, et les moyens mobilisés.

**La contribution prévisionnelle du collège des Départements** est fixée, maximum par an, sous réserve du vote par les élus départementaux, pour :

- o Conseil départemental de l'Essonne, pour le programme d'actions : 250 000 € valeur 2026
- o Conseil départemental de la Seine-et-Marne, pour le programme d'actions : 193 000 € valeur 2026

L'ensemble des contributions versées par la Région Île de France et l'État fait l'objet d'un contrat de Parc triennal tripartite entre la Région, l'État et le Syndicat mixte. Ce contrat identifie les objectifs attendus et les moyens mobilisés.

**La contribution de la Région Île-de-France** est fixée, maximum par an, sous réserve du vote par les élus régionaux, pour :

- o Les frais de structure à 1 050 000 € pour le contrat de Parc 2027-2029

- o Le programme d'actions (en investissement et en fonctionnement) : 1 441 000 € pour le contrat de Parc 2027-2029

**La contribution de l'État** est fixée pour :

- o les frais de structure : 130 000 € valeur 2026

- o le programme d'actions : 20 000 € valeur 2026

Les collectivités, communes ou groupements de communes, qui ne sont pas membres du Syndicat mixte mais avec lesquels une convention de partenariat a été passée, versent, le cas échéant, en fonction du contenu du partenariat, une participation au Syndicat, fixée de manière contractuelle.

Pour tenir compte de l'inflation et/ou des évolutions potentielles (évolution des missions, mission confiée au Parc par une des collectivités, évolution règlementaire, etc.) pouvant impacter le fonctionnement et le budget du Parc, le Bureau pourra proposer au Comité syndical la levée d'une contribution d'équilibre justifiée par les paramètres économiques exogènes au Parc. En tout état de cause, cette proposition ne pourrait être mise au vote des membres du Syndicat mixte, sans l'accord des collectivités impactées.

Toute participation complémentaire à des programmes ou services proposés à la carte par le Syndicat mixte fera l'objet de contributions et de conventions financières distinctes.

Le budget du Syndicat mixte pourvoit à toutes les dépenses d'investissement et de fonctionnement destinées à la réalisation de ses objectifs.

## **ARTICLE 17. COMPTABILITÉ**

Les fonctions de receveur du Syndicat mixte sont exercées par un comptable désigné par le Trésorier Payeur général de La Ferté-Alais.

## **ARTICLE 18. MODIFICATION**

Le Comité syndical délibère et procède à la modification des statuts par un vote à la majorité des 2/3 des membres qui composent le Comité syndical, excepté pour le cas de l'article 2 « retrait d'un membre ».

## **ARTICLE 19. DISSOLUTION**

Le Syndicat mixte est dissout de plein droit à l'achèvement de l'opération qu'il avait pour objet de conduire. Il peut également être dissous d'office par arrêté du représentant de l'État, ou par décision prise à la majorité des membres qui composent le Syndicat mixte, conformément aux dispositions de l'article L. 5721-7 du CGCT.

Le Comité syndical désigne alors une commission chargée de la liquidation du Syndicat mixte en tenant compte des droits des tiers, notamment du personnel, des créanciers et des gérants des équipements appartenant au Syndicat mixte.

La répartition de l'actif et du passif entre les parties contractantes, sera réalisée au prorata de leur participation aux charges de fonctionnement et d'investissement du Syndicat mixte, en application des dispositions des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du CGCT.

La répartition du personnel concerné, entre les personnes morales membres du Syndicat mixte, s'effectuera conformément aux dispositions applicables à l'article L. 5212-33 du CGCT.

## **ARTICLE 20. RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

Un règlement intérieur précisera les modalités de fonctionnement du Syndicat mixte.

Il devra être adopté à chaque renouvellement du comité syndical dans les 6 mois qui suivent son installation et pourra être modifié par lui autant de fois que nécessaire.

ANNEXE 1  
COMMUNES ET EPCI AYANT APPROUVÉ LA CHARTE ET ADHÉRÉ AU SYNDICAT MIXTE

*En attente*

ANNEXE 2  
COLLECTIVITÉS SIÉGEANT AU SYNDICAT MIXTE  
AYANT TRANSFÉRÉ LA COMPÉTENCE SPANC

*En attente*



# PROGRAMME D'ACTION PRÉVISIONNEL TRIENNAL ET PLAN DE FINANCEMENT

Les financeurs concernés sont :  
la Région Île-de-France  
le Département de Seine-et-Marne  
le Département de l'Essonne

## ORIENTATION 1 CONNAÎTRE POUR PROTÉGER LES RICHESSES PATRIMONIALES DU GÂTINAIS FRANÇAIS

| Mesure                                                                                                                                               | Disposition/Action                                                                                                                                                                                                                                 | 2027      | 2028      | 2029      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Mesure 1</b><br>Préserveons les milieux naturels dans une logique de trames écologiques                                                           | Disposition 1 : Conserver les sites d'intérêt écologique prioritaires                                                                                                                                                                              | 154 000 € | 140 000 € | 154 000 € |
|                                                                                                                                                      | Disposition 2 : Conforter les connaissances sur le patrimoine naturel grâce à la réalisation d'inventaires et de suivis, et à l'établissement d'un état de conservation des habitats naturels et des populations, puis partager cette connaissance |           |           |           |
|                                                                                                                                                      | Disposition 3 : Préserver, restaurer et développer les trames écologiques du Parc                                                                                                                                                                  |           |           |           |
|                                                                                                                                                      | Disposition 4 : Mettre en œuvre la réglementation sur la circulation de véhicules terrestres à moteur                                                                                                                                              |           |           |           |
|                                                                                                                                                      | Disposition 5 : Sensibiliser aux fragilités des milieux naturels du territoire                                                                                                                                                                     |           |           |           |
| <b>Mesure 2</b><br>Stoppons les pertes d'espèces remarquables ou ordinaires et menons une politique de reconquête                                    | Disposition 1 : Mener des actions de conservation des espèces remarquables                                                                                                                                                                         | 58 000 €  | 58 000 €  | 58 000 €  |
|                                                                                                                                                      | Disposition 2 : Contribuer au rétablissement des populations d'espèces ordinaires                                                                                                                                                                  |           |           |           |
|                                                                                                                                                      | Disposition 3 : Développer l'agro-écologie pour favoriser la biodiversité en milieu agricole                                                                                                                                                       |           |           |           |
| <b>Mesure 3</b><br>Confortons les espaces forestiers en tant que réservoirs de biodiversité et accompagnons la gestion forestière durable des forêts | Disposition 1 : Augmenter la biodiversité et les capacités de stockage carbone des forêts en favorisant la constitution d'un réseau de vieilles forêts et le maintien du bois mort en forêt                                                        | 31 000 €  | 31 000 €  | 31 000 €  |
|                                                                                                                                                      | Disposition 2 : Renforcer les réseaux de surveillance et de communication                                                                                                                                                                          |           |           |           |
|                                                                                                                                                      | Disposition 3 : Faire du Parc un territoire d'innovation et d'expérimentation de pratiques sylvicoles adaptées pour accroître la fonction de réservoir de biodiversité et la résilience des forêts aux changements climatiques                     |           |           |           |
| <b>Mesure 4</b><br>Protégeons et valorisons le patrimoine géologique remarquable                                                                     | Disposition 1 : Protéger les sites géologiques remarquables                                                                                                                                                                                        | 15 000 €  | 15 000 €  | 15 000 €  |
|                                                                                                                                                      | Disposition 2 : Valoriser et faire connaître les sites géologiques remarquables                                                                                                                                                                    |           |           |           |

## ORIENTATION 2

### PRÉSERVER LE PATRIMOINE PAYSAGER IDENTITAIRE

| Mesure                                                                             | Disposition/Action                                                                                               | 2027     | 2028     | 2029     |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|
| <b>Mesure 5</b><br><b>Connaissons et suivons les paysages du Gâtinais français</b> | Disposition 1 : Poursuivre la quête et l'appropriation de la connaissance des paysages du Gâtinais français      | 3 000 €  | 3 000 €  | 3 000 €  |
|                                                                                    | Disposition 2 : Suivre l'évolution des paysages                                                                  |          |          |          |
| <b>Mesure 6</b><br><b>Préservons et préparons les paysages de demain</b>           | Disposition 1 : Préserver la qualité des paysages emblématiques du Gâtinais français                             | 77 000 € | 87 000 € | 77 000 € |
|                                                                                    | Disposition 2 : Lutter contre la banalisation des paysages (publicité, espaces dégradés, petits aménagements...) |          |          |          |

## ORIENTATION 3

### PRÉSERVER UN PATRIMOINE CULTUREL UNIQUE

| Mesure                                                                                                  | Disposition/Action                                                                                                                             | 2027      | 2028      | 2029      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Mesure 7</b><br><b>Préservons et valorisons le patrimoine archéologique exceptionnel</b>             | Disposition 1 : Mettre en valeur le patrimoine archéologique exceptionnel d'intérêt international                                              | 15 000 €  | 15 000 €  | 15 000 €  |
|                                                                                                         | Disposition 2 : Assurer la pérennité des recherches sur les sites archéologiques à haut potentiel de découvertes                               |           |           |           |
|                                                                                                         | Disposition 3 : Limiter les pressions auxquelles sont soumis certains sites archéologiques et sensibiliser la population sur leur préservation |           |           |           |
| <b>Mesure 8</b><br><b>Connaissons, restaurons et valorisons le patrimoine bâti du Gâtinais français</b> | Disposition 1 : Recenser et diffuser la connaissance du patrimoine culturel                                                                    | 125 000 € | 140 000 € | 125 000 € |
|                                                                                                         | Disposition 2 : Conserver, restaurer et réhabiliter le patrimoine bâti                                                                         |           |           |           |
| <b>Mesure 9</b><br><b>Sauvegardons le patrimoine immatériel</b>                                         | Disposition 1 : Récolter et préserver l'identité gâtinaise (mémoire orale)                                                                     | 15 000 €  | 15 000 €  | 15 000 €  |
|                                                                                                         | Disposition 2 : Répertorier et faire connaître les savoir-faire gâtinais                                                                       |           |           |           |
|                                                                                                         | Disposition 3 : Transmettre les savoir-faire locaux en matière de restauration du patrimoine                                                   |           |           |           |
| <b>Mesure 10</b><br><b>Soutenons la création artistique</b>                                             | Disposition 1 : Sauvegarder la ruralité grâce à la création artistique locale                                                                  | 19 000 €  | 19 000 €  | 19 000 €  |
|                                                                                                         | Disposition 2 : Promouvoir les richesses patrimoniales, culturelles et l'artisanat du Parc                                                     |           |           |           |

## ORIENTATION 4

### SAUVEGARDER LA RESSOURCE EN EAU ET FAVORISER LA SOBRIÉTÉ DE SES USAGES

| Mesure                                                                               | Disposition/Action                                                                                    | 2027     | 2028     | 2029     |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|
| <b>Mesure 11 Luttons pour améliorer la qualité de l'eau</b>                          | Disposition 1 : Renforcer le service public d'assainissement non collectif et partager son expérience | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € |
|                                                                                      | Disposition 2 : Limiter les ruissellements et leurs impacts                                           |          |          |          |
|                                                                                      | Disposition 3 : Protéger la qualité des captages d'alimentation en eau potable                        |          |          |          |
| <b>Mesure 12 Assurons une bonne gestion de l'eau dans un contexte de raréfaction</b> | Disposition 1 : Éduquer sur les usages de l'eau pour une meilleure rationalisation                    | 15 000 € | 15 000 € | 15 000 € |
|                                                                                      | Disposition 2 : Expérimenter et développer la réutilisation des eaux grises et usées                  |          |          |          |

## ORIENTATION 5

### METTRE LA SANTE, LA DURABILITÉ ET L'ACCESSIBILITÉ AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE GÂTINAISE

| Mesure                                                                                                                                                       | Disposition/Action                                                                                                                                 | 2027     | 2028     | 2029     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|
| <b>Mesure 13 Assurons notre souveraineté alimentaire en préservant les sols, l'eau, l'air, la biodiversité et la santé humaine</b>                           | Disposition 1 : Identifier et appuyer les filières agricoles locales typiques du Parc et les filières émergentes                                   | 40 000 € | 40 000 € | 40 000 € |
|                                                                                                                                                              | Disposition 2 : Étudier et valoriser les services écosystémiques rendus par l'agriculture sur le territoire                                        |          |          |          |
| <b>Mesure 14 Favorisons l'accès à l'alimentation durable</b>                                                                                                 | Disposition 1 : Donner aux consommateurs les clés et outils de la connaissance des produits locaux et des enjeux de l'alimentation-santé           | 60 000 € | 60 000 € | 60 000 € |
|                                                                                                                                                              | Disposition 2 : Accompagner les professionnels pour mettre la sobriété au cœur des assiettes gâtinaises                                            |          |          |          |
|                                                                                                                                                              | Disposition 3 : Accompagner les projets en faveur d'une alimentation durable                                                                       |          |          |          |
| <b>Mesure 15 Favorisons une économie forestière durable et respectueuse des services écologiques</b>                                                         | Disposition 1 : Développer la filière bois-énergie dans une logique de gestion durable de la forêt                                                 | 79 000 € | 85 000 € | 79 000 € |
|                                                                                                                                                              | Disposition 2 : Sensibiliser les habitants, élus et acteurs du Parc sur l'exploitation du bois et les métiers de la filière                        |          |          |          |
| <b>Mesure 16 Faisons de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique un moteur de la mutation des activités économiques locales</b> | Disposition 1 : Accompagner la résilience des activités face aux effets du changement climatique                                                   | 24 000 € | 24 000 € | 24 000 € |
|                                                                                                                                                              | Disposition 2 : Encourager et soutenir l'innovation pour tendre vers des modèles économiques garants d'une performance environnementale et sociale |          |          |          |
|                                                                                                                                                              | Disposition 3 : Soutenir l'accueil et le développement d'activités économiques en lien avec le territoire et les valeurs du Parc                   | 11 000 € | 11 000 € | 11 000 € |

## ORIENTATION 6

### ŒUVRER VERS UNE SOBRIÉTÉ DES CONSOMMATIONS ET DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

| Mesure                                                                                                                                    | Disposition/Action                                                                                                                                                       | 2027      | 2028      | 2029      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Mesure 17</b><br><b>Réduisons la consommation des ressources non renouvelables et favorisons l'utilisation de matériaux biosourcés</b> | Disposition 1 : Sensibiliser au confort d'été et aux méthodes bioclimatiques pour adapter le bâti au changement climatique                                               | 22 000 €  | 22 000 €  | 22 000 €  |
|                                                                                                                                           | Disposition 2 : Favoriser l'utilisation des matériaux biosourcés dans la construction et l'isolation des bâtiments                                                       |           |           |           |
|                                                                                                                                           | Disposition 3 : Atténuer les effets notables de l'exploitation des matériaux non renouvelables                                                                           |           |           |           |
| <b>Mesure 18</b><br><b>Réduisons la consommation d'énergie dans une démarche de sobriété</b>                                              | Disposition 1 : Mettre en place et suivre les plans d'actions stratégiques pour les économies d'énergie du patrimoine public                                             | 230 000 € | 280 000 € | 230 000 € |
|                                                                                                                                           | Disposition 2 : Réduire l'éclairage nocturne pour économiser l'énergie et éviter la pollution lumineuse                                                                  |           |           |           |
|                                                                                                                                           | Disposition 3 : Favoriser la réhabilitation des logements privés et promouvoir les travaux visant la maîtrise de la consommation d'énergie                               |           |           |           |
|                                                                                                                                           | Disposition 4 : Sensibiliser et accompagner tous les publics aux enjeux de la transition énergétique dans une démarche de sobriété                                       |           |           |           |
| <b>Mesure 19</b><br><b>Favorisons la production sobre d'énergies renouvelables intégrées, locales et citoyennes</b>                       | Disposition 1 : Mettre en œuvre un mix énergétique renouvelable et diversifié                                                                                            | 50 000 €  | 50 000 €  | 50 000 €  |
|                                                                                                                                           | Disposition 2 : Organiser l'implantation des énergies renouvelables et de récupération avec l'ensemble des acteurs territoriaux pour permettre une meilleure acceptation |           |           |           |
|                                                                                                                                           | Disposition 3 : Expérimenter et innover par la mise en œuvre de projets opérationnels exemplaires                                                                        |           |           |           |
| <b>Mesure 20</b><br><b>Faisons de l'économie circulaire le fer de lance de notre développement économique</b>                             | Disposition 1 : Faire du Parc une collectivité engagée et exemplaire en matière d'économie circulaire et de coordination touristique                                     | 90 000 €  | 70 000 €  | 90 000 €  |
|                                                                                                                                           | Disposition 2 : Engager les secteurs de l'économie gâtinaise et les acteurs locaux en faveur d'un territoire circulaire et solidaire                                     |           |           |           |
|                                                                                                                                           | Disposition 3 : Encourager et soutenir l'innovation et l'expérimentation des acteurs locaux                                                                              |           |           |           |
| <b>Mesure 21</b><br><b>Faisons du Gâtinais français un territoire zéro déchet</b>                                                         | Disposition 1 : Instaurer la règle du zéro déchet pour les événements du territoire                                                                                      | 10 000 €  | 10 000 €  | 10 000 €  |
|                                                                                                                                           | Disposition 2 : Lutter contre les dépôts sauvages                                                                                                                        |           |           |           |
|                                                                                                                                           | Disposition 3 : Favoriser une bonne gestion des déchets verts                                                                                                            |           |           |           |
|                                                                                                                                           | Disposition 4 : Encourager une consommation responsable et anti-gaspillage                                                                                               |           |           |           |
| <b>Mesure 22</b><br><b>Déployons des modes de déplacement doux décarbonés et accessibles à tous</b>                                       | Disposition 1 : Favoriser la sobriété dans l'utilisation de moyens de transport et de déplacements                                                                       | 4 000 €   | 4 000 €   | 4 000 €   |
|                                                                                                                                           | Disposition 2 : Favoriser la mobilité inclusive                                                                                                                          |           |           |           |

## ORIENTATION 7

### MAÎTRISER UN URBANISME GARANT DE LA QUALITÉ DE VIE EN PROTÉGEANT LES ÉLÉMENTS FONDATEURS DE L'IDENTITÉ DU TERRITOIRE

| Mesure                                                                                                                        | Disposition/Action                                                                                                                                        | 2027      | 2028      | 2029      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Mesure 23</b><br>Réhabilitons et aménageons dans le respect de la qualité urbaine, architecturale, écologique et paysagère | Disposition 1 : Intégrer et réinterpréter l'identité architecturale et paysagère du territoire dans les projets d'urbanisme                               | 10 000 €  | 40 000 €  | 10 000 €  |
|                                                                                                                               | Disposition 2 : Préserver et valoriser le bâti ancien pour que tout remaniement puisse se faire dans son respect                                          |           |           |           |
| <b>Mesure 24</b><br>Garantissons à toutes et à tous l'accès à un logement de qualité                                          | Disposition 1 : Permettre un parcours résidentiel adapté à tous                                                                                           | 360 000 € | 384 000 € | 360 000 € |
|                                                                                                                               | Disposition 2 : Améliorer la performance énergétique des logements anciens et neufs                                                                       |           |           |           |
|                                                                                                                               | Disposition 3 : Lutter contre la précarité énergétique en sensibilisant et formant les acteurs sociaux                                                    |           |           |           |
|                                                                                                                               | Disposition 4 : Inciter à développer le parc locatif social et intermédiaire, le parc privé à loyer maîtrisé                                              |           |           |           |
| <b>Mesure 25</b><br>Favorisons un aménagement plus sobre, désartificialisons et renaturons les espaces urbains                | Disposition 1 : Promouvoir la sobriété, la résilience et la neutralité carbone face au changement climatique et dans un contexte de transition écologique | 150 000 € | 50 000 €  | 150 000 € |
|                                                                                                                               | Disposition 2 : Intégrer les principes de composition urbaine qualitative dans tous projets                                                               |           |           |           |
|                                                                                                                               | Disposition 3 : Renforcer la mixité sociale, fonctionnelle et intergénérationnelle                                                                        |           |           |           |

## ORIENTATION 8

### FAIRE CONNAÎTRE ET PROMOUVOIR LE GÂTINAIS FRANÇAIS

| Mesure                                                                                             | Disposition/Action                                                                                          | 2027      | 2028      | 2029      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| <b>Mesure 26</b><br>Éduquons aux enjeux du territoire                                              | Disposition 1 : Faciliter les projets d'éducation au territoire                                             | 48 000 €  | 48 000 €  | 48 000 €  |
|                                                                                                    | Disposition 2 : Développer l'engagement citoyen des habitants                                               |           |           |           |
|                                                                                                    | Disposition 3 : Accompagner la découverte des richesses du territoire                                       |           |           |           |
|                                                                                                    | Disposition 4 : Permettre une appropriation du Gâtinais français                                            |           |           |           |
| <b>Mesure 27</b><br>Communiquons pour mettre en scène un territoire que chacun pourra s'approprier | Disposition 1 : Communiquer sur le Parc et ses actions auprès du grand public                               | 100 000 € | 100 000 € | 100 000 € |
|                                                                                                    | Disposition 2 : Maintenir le réseau de relations avec la presse locale                                      |           |           |           |
| <b>Mesure 28</b><br>Suivons l'évolution du territoire et évaluons la mise en œuvre de la charte    | Disposition 1 : Assurer le suivi et la capitalisation des actions du Parc                                   | 7 000 €   | 10 000 €  | 7 000 €   |
|                                                                                                    | Disposition 2 : Échanger et animer le dispositif de suivi et d'évaluation avec les signataires de la charte |           |           |           |
|                                                                                                    | Disposition 3 : Suivre l'évolution du territoire                                                            |           |           |           |



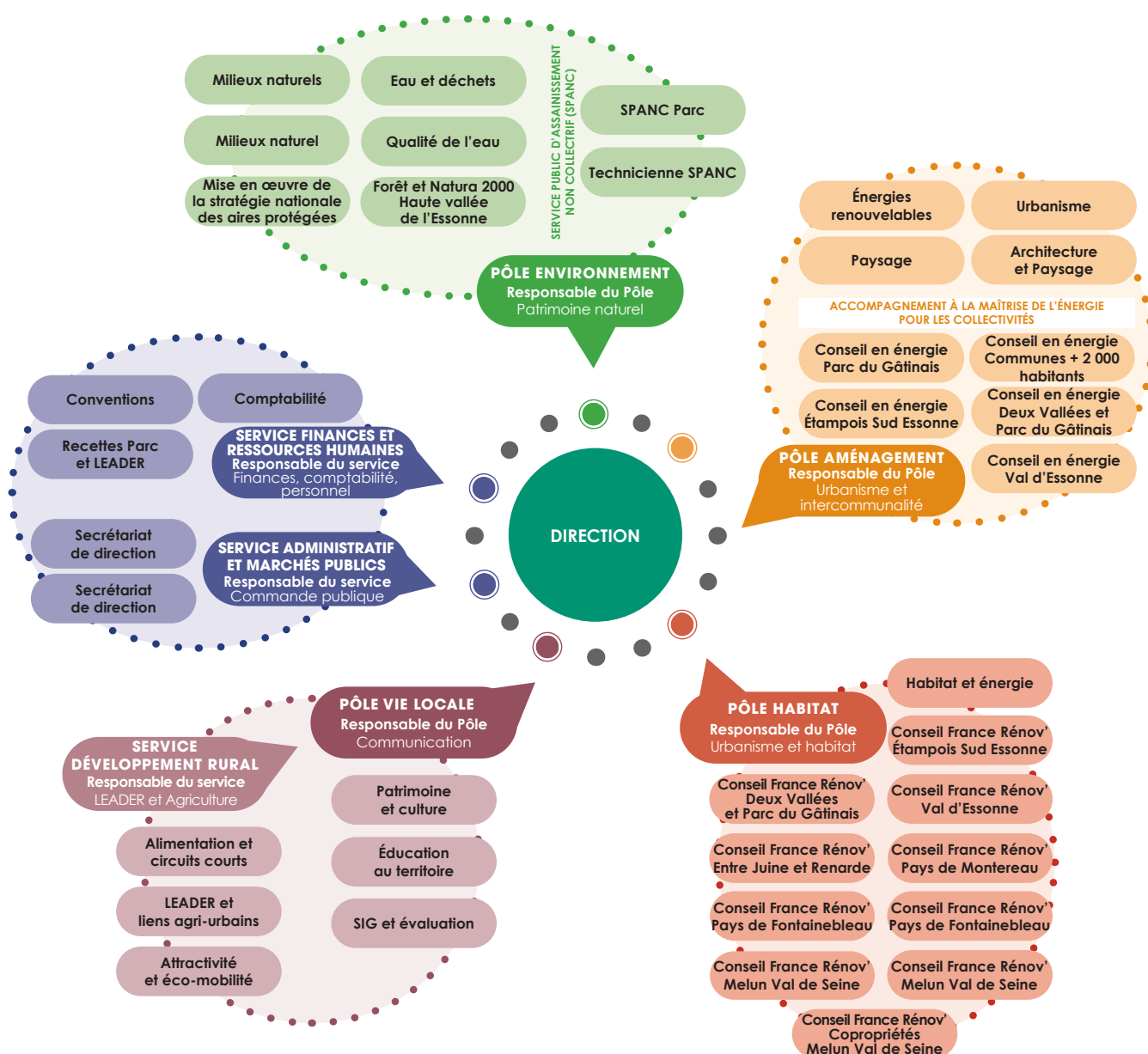
## ORIENTATION 9

### COOPÉRER ET COORDONNER

| Mesure                                                                                   | Disposition/Action                                                                                                                                                                           | 2027               | 2028               | 2029               |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| <b>Mesure 29</b> Structurons et mobilisons des réseaux d'ambassadrices et d'ambassadeurs | Disposition 1 : Faire du réseau Valeurs Parc un maillage dynamique et exemplaire d'ambassadrices et d'ambassadeurs                                                                           | 27 000 €           | 18 000 €           | 27 000 €           |
|                                                                                          | Disposition 2 : S'appuyer sur les ambassadrices et les ambassadeurs de l'éco-rénovation pour mobiliser les entreprises autour de l'utilisation des matériaux biosourcés ou issus du réemploi |                    |                    |                    |
|                                                                                          | Disposition 3 : Accompagner de nouveaux réseaux d'ambassadrices et d'ambassadeurs                                                                                                            |                    |                    |                    |
|                                                                                          | Disposition 4 : Faire du Parc un laboratoire d'idées et d'initiatives citoyennes                                                                                                             |                    |                    |                    |
| <b>Mesure 30</b> Coopérons avec les acteurs locaux et d'autres territoires               | Disposition 1 : Coopérer avec la Réserve de Biosphère de Fontainebleau et du Gâtinais et les acteurs phares du territoire, les villes portes...                                              | 25 000 €           | 30 000 €           | 25 000 €           |
|                                                                                          | Disposition 2 : Valoriser l'expertise et l'expérience du Parc à travers des actions de coopération avec d'autres territoires franciliens, nationaux et internationaux                        |                    |                    |                    |
|                                                                                          | Disposition 3 : Poursuivre le développement des partenariats en faveur de la recherche et de la vulgarisation scientifique                                                                   |                    |                    |                    |
| <b>TOTAL</b>                                                                             |                                                                                                                                                                                              | <b>1 884 000 €</b> | <b>1 884 000 €</b> | <b>1 884 000 €</b> |

# ORGANIGRAMME

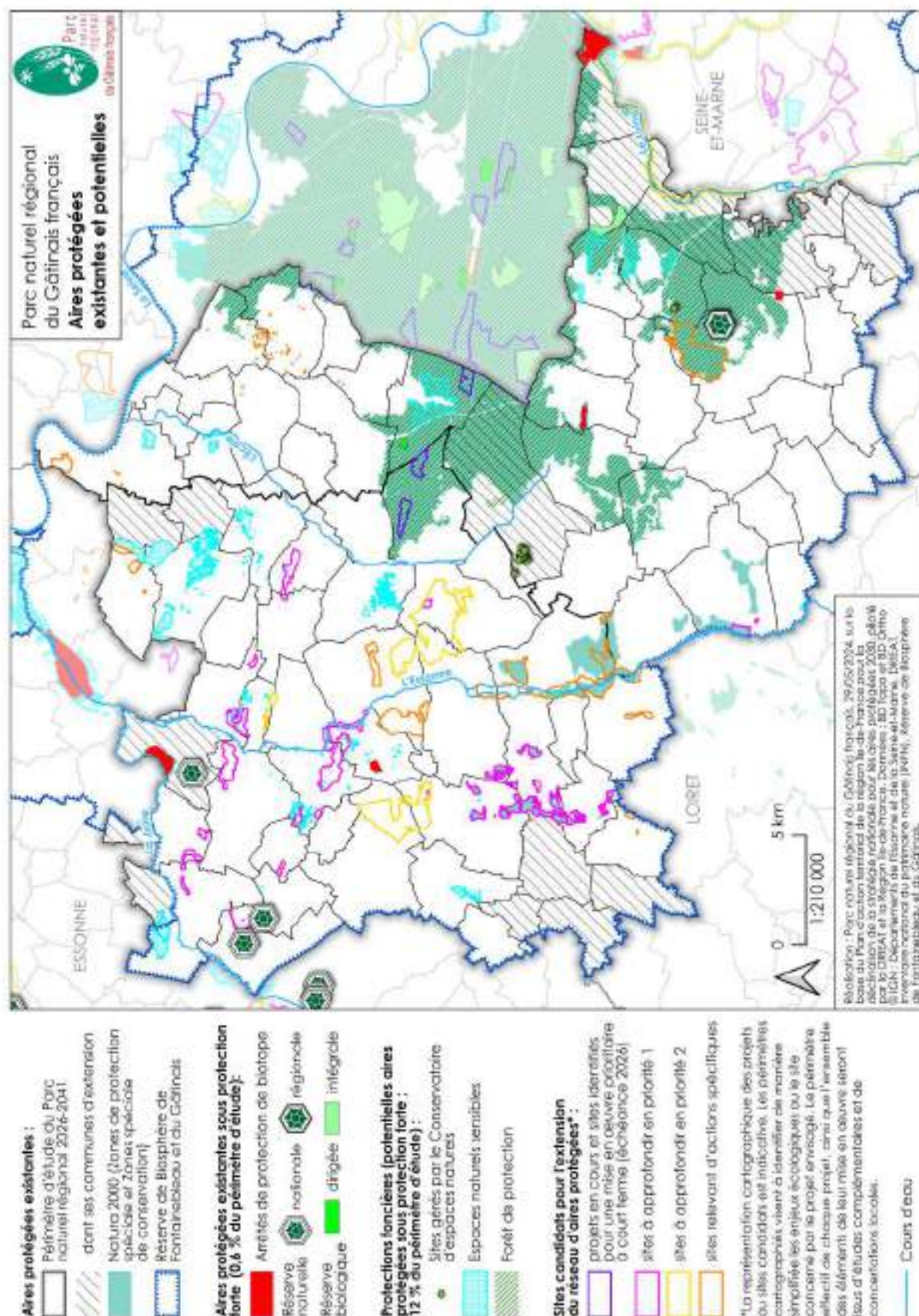
## ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE



## L'EMBLÈME FIGURATIF



# DÉCLINAISON DE LA STRATÉGIE NATIONALE DES AIRES PROTÉGÉES





## Projets en cours et sites identifiés pour une mise en œuvre prioritaire à court terme (échéance 2026)

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble                                      | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                                   | Intérêt patrimonial                                 | Description                                                                           | Outils existants        | Protection envisagée |
|----------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|----------------------|
|                            |                                                        |                               |                                              |                                                     |                                                                                       |                         |                      |
| 91/77-008                  | Création de 3 RBD en Forêt domaniale des Trois Pignons | 4                             | Arbonne-la-Forêt (77) et Milly-la-Forêt (51) |                                                     | Création de 3 réserves biologiques dirigées, dont 1 en Seine-et-Marne et 2 en Essonne | PNR, Site classé, N2000 | RBD                  |
| Id. sur la carte           |                                                        | Id. du MNHN                   |                                              | Nom du site                                         |                                                                                       | Surface (ha)            |                      |
| 1                          | 91/77-008-1                                            |                               |                                              | RBD EN FORÊT DES TROIS PIGNONS (COQUIBUS)           |                                                                                       | 50,26                   |                      |
| 2                          | 91/77-008-2                                            |                               |                                              | RBD EN FORÊT DES TROIS PIGNONS (LA MARE AUX JOINGS) |                                                                                       | 51,59                   |                      |
| 3                          | 91/77-008-3                                            |                               |                                              | RBD EN FORÊT DES TROIS PIGNONS (CHANFROY)           |                                                                                       | 57,67                   |                      |

## Sites à approfondir en priorité 1

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble                                                                   | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                                                                                                                                                                                | Intérêt patrimonial                   | Description                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Outils existants                                                   | Protection envisagée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                            |                                                                                     |                               |                                                                                                                                                                                           |                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 91-117                     | Buttes gréseuses stampiennes en prolongement occidental des buttes de Fontainebleau | 16                            | Auvers-Saint-Georges, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Boissy-le-Cutté, Bouray-sur-Juine, Carny, Dannemols, D'Huison-Longueville, Janville-sur-Juine, La Ferté-Aiais, Vayres-sur-Essonne. | Buttes gréseuses et habitats associés | Les buttes de grès stampiens sont le prolongement occidental de celle de Fontainebleau. Ce secteur comprend des dalles de grès, à l'origine de la formation des plateaux constituant des milieux particulièrement originaux en Île-de-France et à forte valeur écologique. Le conservatoire botanique national du bassin parisien a estimé que la protection de ces buttes gréseuses et plateaux est capital. Ces buttes et plateaux sont répartis sur 12 sites différents et sont composés d'un très grand nombre de parcelles.<br><br>Six périmètres départementaux d'intervention foncière (PDIF) du département de l'Essonne sont concernés par une partie de ces buttes gréseuses. Le CD91 est actuellement propriétaire 11 ha sur la totalité du projet multistat.<br><br>Certaines buttes sont menacées par des activités humaines néfastes pour l'environnement, comme la pratique de motocross ou le dépôt de déchets. | Certains sites sont en PDIF avec politique d'acquisition en cours. | Dans l'idéal, projet unique multistat : v. buttes gréseuses x, cependant la nature exacte et la faisabilité du projet multistat est à préciser. Plusieurs options à explorer avec les partenaires : extension du site N2000 des buttes gréseuses de l'Essonne et/ou création d'un APPB / APHM multistat et/ou création de ZPENS délégués aux collectivités, voire même création d'une RNN au vu de l'importance des enjeux. |
| Id. sur la carte           |                                                                                     | Id. du MNHN                   |                                                                                                                                                                                           | Nom du site                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Surface (ha)                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 4                          | 91-117-1                                                                            |                               |                                                                                                                                                                                           | BUTTE HEBERT (NORD)                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 17,43                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 5                          | 91-117-2                                                                            |                               |                                                                                                                                                                                           | LA LOUVETIERE                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 68,53                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 6                          | 91-117-4                                                                            |                               |                                                                                                                                                                                           | BOIS DE L'ARDENAY                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 100,28                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 7                          | 91-117-5                                                                            |                               |                                                                                                                                                                                           | LE PUY SALVAGE                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 11,82                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 8                          | 91-117-6                                                                            |                               |                                                                                                                                                                                           | BUTTE HEBERT (SUD)                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 10,16                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 9                          | 91-117-7                                                                            |                               |                                                                                                                                                                                           | RICHER MIGNOT                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 14,59                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 10                         | 91-117-8                                                                            |                               |                                                                                                                                                                                           | TOUR DE POCANCY                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 27,99                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

APPB : arrêté de protection de biotope. APPHN : arrêté préfectoral de protection des habitats naturels. ENS : espace naturel sensible. MNHN : Muséum national d'histoire naturelle. N2000 : Natura 2000. ORE : obligation réelle environnementale. PAT : plan d'actions territoriales. PDIF : périmètre départemental d'intervention foncière. PNR : Parc naturel régional. RBD : Réserve biologique dirigée. RNN : Réserve naturelle régionale. ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. ZPNAF : zone de protection naturelle, agricole et forestière. ZSC : zone spéciale de conservation.



|    |           |           |                                      |        |
|----|-----------|-----------|--------------------------------------|--------|
| 11 | 91-117-9  |           | LA PIERRE LEVEE                      | 10,09  |
| 12 | 91-117-10 |           | FONCEAU DE MAL RENCONTRE             | 0,67   |
| 13 | 91-117-11 |           | FONCEAU DE MAL RENCONTRE             | 0,25   |
| 14 | 91-117-12 |           | FONCEAU DE MAL RENCONTRE             | 0,12   |
| 15 | 91-117-13 |           | FONCEAU DE MAL RENCONTRE             | 11,75  |
| 16 | 91-117-14 |           | LE BOIS CLOS                         | 10,67  |
| 17 | 91-117-15 | 110001535 | PLATIERES ET CARRIERES DE LA JUSTICE | 64,26  |
| 18 | 91-117-16 | 110001537 | PLATEAU DE BULOUE ET BOIS DE MISERY  | 140,32 |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble                             | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                                                       | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                                           | Outils existants | Protection envisagée                                                    |
|----------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------------------------------------------------------------|
|                            |                                               |                               |                                                                  |                     |                                                                                                                                                       |                  |                                                                         |
| 91-118                     | Zone humide de D'Huisson à Vayres-sur-Essonne | 1                             | Vayres-sur-Essonne, Guigneville-sur-Essonne, Botigny-sur-Essonne | Fond de vallée      | ZNIEFF "zone humide de D'Huisson à Vayres-sur-Essonne": fond de vallée et la rive opposée à la Butte gréseuse Platière du Bois Charron/Bois de Misery |                  | Rattachement au projet multirisques « buttes gréseuses » APHN ? Autre ? |
| Id. sur la carte           | Id. du site                                   | Id. du MNHN                   | Nom du site                                                      | Surface (ha)        |                                                                                                                                                       |                  |                                                                         |
|                            |                                               |                               |                                                                  | 05,90               |                                                                                                                                                       |                  |                                                                         |
| 19                         | 91-118-1                                      | 110001524                     | ZONE HUMIDE DE D'HUISSON A VAYRES-SUR-ESSONNE                    |                     |                                                                                                                                                       |                  |                                                                         |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble                                     | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                                                                                  | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Outils existants         | Protection envisagée                                                                                                            |
|----------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                            |                                                       |                               |                                                                                             |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 91-120                     | Extension/renforcement Pelouses calcaires du Gâtinais | 14                            | Gironville-sur-Essonne, Valpussieux, Puiset-le-Malais, Malise, Champmotteux, Milly-la-Forêt | pelouses calcaires  | Les pelouses calcaires et sablo-calcaires du Gâtinais s'inscrivent dans un ensemble paysager, formé par un réseau de vallées sèches. Vulnérabilité : enlèvement et embroussaillage menaçant gravement l'intérêt écologique du site. Ces phénomènes sont réversibles par la mise en place d'une gestion adaptée. | majoritairement en N2000 | Extension N2000 Renforcement de la protection par l'acquisition foncière (enjeu de gestion) et éventuellement APB si pertinent. |
| Id. sur la carte           | Id. du site                                           | Id. du MNHN                   | Nom du site                                                                                 | Surface (ha)        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
|                            |                                                       |                               |                                                                                             |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 20                         | 91-120-1                                              | 110006883                     | PELOUSE DES MARES ET DES BUTERNES                                                           | 38,33               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 21                         | 91-120-2                                              | 110001678                     | PELOUSE DES CHESNEAUX                                                                       | 19,02               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 22                         | 91-120-3                                              | 110001675                     | PELOUSES DE LA ROCHE ET DU CHANGE                                                           | 18,13               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 23                         | 91-120-4                                              | 110001660                     | PELOUSES DES VALLEES JACLOS ET DE JOSAPHAT                                                  | 41,72               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 24                         | 91-120-5                                              | 110001667                     | PELOUSES DES ROCHETTES                                                                      | 45,81               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 25                         | 91-120-6                                              | 110001671                     | PELOUSES DES TROIS COUPS D'EEPE A LA HAIE THIBAUT                                           | 86,68               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 26                         | 91-120-7                                              | 110001665                     | PELOUSES DE L'EGLISE ET DU CHEMIN BLANC                                                     | 32,72               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 27                         | 91-120-8                                              | 110030019                     | LA RIGOTIERIE - GIRONVILLE-SUR-ESSONNE                                                      | 10,76               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 28                         | 91-120-9                                              | 110001677                     | PELOUSE DE LA JUSTICE                                                                       | 5,12                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 29                         | 91-120-10                                             | 110001669                     | PELOUSE DE LA VALLEE AUX MORTS                                                              | 9,41                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 30                         | 91-120-11                                             |                               | EXT N2000 PELOUSES GATINAIS 1                                                               | 0,44                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 31                         | 91-120-12                                             |                               | EXT N2000 PELOUSES GATINAIS 2                                                               | 2,50                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 32                         | 91-120-13                                             |                               | EXT N2000 PELOUSES GATINAIS 3                                                               | 0,60                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |
| 33                         | 91-120-14                                             |                               | EXT N2000 PELOUSES GATINAIS 4                                                               | 9,82                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                          |                                                                                                                                 |

APPB : arrêté de protection de biotope. APPHN : arrêté préfectoral de protection des habitats naturels. ENS : espace naturel sensible. MNHN : Muséum national d'histoire naturelle. N2000 : Natura 2000. ORE : obligation réelle environnementale. PAT : plan d'actions territoriales. PDIF : périmètre départemental d'intervention foncière. PNR : Parc naturel régional. RBD : Réserve biologique dirigée. RBN : Réserve naturelle régionale. ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. ZPMNF : zone de protection naturelle, agricole et forestière. ZSC : zone spéciale de conservation.

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble  | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)         | Intérêt patrimonial  | Description                                                                                                                                                                                                              | Outils existants         | Protection envisagée |
|----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------|
| 77-158                     | Marais de Buthiers | 1                             | Buthiers           | Habitats-Faune-Flore | Plusieurs habitats APHN ponctuels avec la présence d'espèces protégées. Il s'agit d'un bas marais alcalin parmi les plus grands de la région. Deux vertigos sont présents. Toutefois le marais est en cours de fermeture | Natura 2000 (ZSC) et PNR | APPB                 |
| <b>Id. sur la carte</b>    | <b>Id. du site</b> | <b>Id. du site</b>            | <b>Id. du MNHN</b> | <b>Nom du site</b>   |                                                                                                                                                                                                                          | <b>Surface (ha)</b>      |                      |
| 34                         | 77-158-1           |                               | 110001317          | MARAIS DE BUTHIERS   |                                                                                                                                                                                                                          | 37,03                    |                      |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble  | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                     | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                          | Outils existants    | Protection envisagée |
|----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------|
| 77-159                     | Pont de Roncevaux  | 1                             | Buthiers (hameau de Roncevaux) | Habitats -Flore     | Petit site de présence de la Minuartie Sétiacée, espèce vulnérable et autres espèces menacées + habitat patrimonial. |                     | APPB/APHN            |
| <b>Id. sur la carte</b>    | <b>Id. du site</b> | <b>Id. du site</b>            | <b>Id. du MNHN</b>             | <b>Nom du site</b>  |                                                                                                                      | <b>Surface (ha)</b> |                      |
| 35                         | 77-159-1           |                               |                                | PONT DE RONCEVAUX   |                                                                                                                      | 1,88                |                      |

### Sites à approfondir en priorité 2

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble           | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)         | Intérêt patrimonial                              | Description                                                                       | Outils existants    | Protection envisagée |
|----------------------------|-----------------------------|-------------------------------|--------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------|
| 91-210                     | Coteaux des vieilles vignes | 1                             | La Ferté-Alais     | coteau sableux                                   | Espace assez disparate composé de marais à l'ouest et coteaux au nord et à l'est. |                     | APPB ?               |
| <b>Id. sur la carte</b>    | <b>Id. du site</b>          | <b>Id. du site</b>            | <b>Id. du MNHN</b> | <b>Nom du site</b>                               |                                                                                   | <b>Surface (ha)</b> |                      |
| 36                         | 91-210-15                   | 110001536                     |                    | PELOUSES DES VIEILLES VIGNES ET DE GUETTE-LIEVRE |                                                                                   | 21,61               |                      |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble  | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)         | Intérêt patrimonial                                                | Description                                            | Outils existants    | Protection envisagée                                            |
|----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------------|
| 91-211                     | Bois de Beaumont   | 1                             | Bouville           | Butte gréseuse                                                     | extrémité sud de la butte gréseuse du plateau de Bulou |                     | Eventuellement à rattacher au projet multiste butte gréseuses ? |
| <b>Id. sur la carte</b>    | <b>Id. du site</b> | <b>Id. du site</b>            | <b>Id. du MNHN</b> | <b>Nom du site</b>                                                 |                                                        | <b>Surface (ha)</b> |                                                                 |
| 37                         | 91-211-1           | 110001661                     |                    | PELOUSES DE FRENNEVILLE, DE LA BUTTE NOIRE A LA VALLEE DE FEUILLET |                                                        | 404,38              |                                                                 |

APPB : arrêté de protection de biotope. APHN : arrêté préfectoral de protection des habitats naturels. ENS : espace naturel sensible. MNHN : Muséum national d'histoire naturelle. N2000 : Natura 2000. ORE : obligation réelle environnementale. PAT : plan d'actions territoriales. PDM : périmètre départemental d'intervention foncière. PNR : Parc naturel régional. RBD : Réserve biologique dirigée. RER : Réserve biologique intégrale. RNR : Réserve naturelle régionale. ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. ZPMF : zone de protection naturelle, agricole et forestière. ZSC : zone spéciale de conservation.



| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                             | Intérêt patrimonial               | Description                                                                                           | Outils existants | Protection envisagée |
|----------------------------|-------------------|-------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------------|
| 91-212                     | Bois de Milly     | 1                             | Milly-la-Forêt                         | Bois et milieux ouverts, guépiers | La maille identifiée correspond à différents milieux forestiers et ouverts (landes, pelouse calcaire) |                  | A définir            |
| Id. sur la carte           | Id. du site       | Id. du MNHN                   | Nom du site                            |                                   | Surface (ha)                                                                                          |                  |                      |
| 38                         | 91-212-1          | 110001520                     | BOIS DE MALABRI, DU CHENET ET DE MILLY |                                   | 706,29                                                                                                |                  |                      |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                                            | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                   | Outils existants | Protection envisagée  |
|----------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------|
| 77-241                     | Vallée du Loing   | 1                             | A définir : communes adjacentes au Loing et au Lunain | Habitats            | Plusieurs secteurs de la rivière du Loing et les habitats de sa vallée et coteaux présentent un intérêt écologique important. | Natura 2000      | Extension N2000 / ENS |
| Id. sur la carte           | Id. du site       | Id. du MNHN                   | Nom du site                                           |                     | Surface (ha)                                                                                                                  |                  |                       |
| 39                         | 77-241-1          |                               | VALLEE DU LOING                                       |                     | 156,27                                                                                                                        |                  |                       |

### Sites relevant d'actions spécifiques

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                    | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                                                                                             | Outils existants | Protection envisagée                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 91-311                     | Mare Barcelet     | 2                             | Chevannes                     | Mouillères          | Plusieurs mouillères sont localisées dans ce secteur. L'ancien site de l'aviation civile est aujourd'hui occupé par une exploitation agricole et une propriété de la casse des dépôts et consignations. | sans objet       | → APHN/APPB et/ou contractualisation environnementale ou convention de gestion dans le cadre du projet agricole en cours ? (contact à prendre avec les propriétaires – relève en partie de l'action 1.5) |
| Id. sur la carte           | Id. du site       | Id. du MNHN                   | Nom du site                   |                     | Surface (ha)                                                                                                                                                                                            |                  |                                                                                                                                                                                                          |
| 40                         | 91-311-1          |                               | MARE BARCELET                 |                     | 18,08                                                                                                                                                                                                   |                  |                                                                                                                                                                                                          |
| 41                         | 91-311-2          |                               | MARE BARCELET (GRAND CLOSEAU) |                     | 23,19                                                                                                                                                                                                   |                  |                                                                                                                                                                                                          |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble                                                                                        | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                                                      | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                                                                                                                                     | Outils existants | Protection envisagée                |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 91-315                     | Vallée de l'Essonne et ses marais, de Maise à Boigneville : des marais de Buno aux marais de Boigneville | 4                             | Buno-Bonnevaux, Boigneville, Prunay-sur-Essonne, Maise          | marais et rivière   | Diversité d'enjeux sur les marais et les coteaux secs avec faune piscicole intéressante. Certains secteurs sont soumis à de fortes pressions anthropiques mais comptent encore des roselières et des renouilles d'eau (en particulier à Maise). | N2000 et PNR     | Convention, ORE, autre (action 1.5) |
| Id. sur la carte           | Id. du site                                                                                              | Id. du MNHN                   | Nom du site                                                     |                     | Surface (ha)                                                                                                                                                                                                                                    |                  |                                     |
| 42                         | 91-315-1                                                                                                 | 110320004                     | VALLEE DE L'ESSONNE 3 (LARRIS DES BOULINS)                      |                     | 79,47                                                                                                                                                                                                                                           |                  |                                     |
| 43                         | 91-315-2                                                                                                 | 110001517                     | VALLEE DE L'ESSONNE 2 (ZONE HUMIDE DE COURCELLES A TOUVAUX)     |                     | 165,93                                                                                                                                                                                                                                          |                  |                                     |
| 44                         | 91-315-3                                                                                                 | 110001518                     | VALLEE DE L'ESSONNE 1 (ZONE HUMIDE DE MAISE A CHANTAMBRE)       |                     | 206,49                                                                                                                                                                                                                                          |                  |                                     |
| 45                         | 91-315-4                                                                                                 | 110001011                     | VALLEE DE L'ESSONNE 4 (VALLEE SECHE LES CANCHES - LE SAUVAGEON) |                     | 87,29                                                                                                                                                                                                                                           |                  |                                     |

APPB : arrêté de protection du biotope. APHN : arrêté préfectoral de protection des habitats naturels. ENS : espace naturel sensible. MNHN : Muséum national d'histoire naturelle. N2000 : Natura 2000. ORE : obligation réelle environnementale. PAT : plan d'actions territoriales. PNR : parc naturel régional. PNB : réserve biologique dirigée. PNB : réserve biologique intégrale. RNR : Réserve naturelle régionale. ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. ZPNAR : zone de protection naturelle, agricole et forestière. ZSC : zone spéciale de conservation.

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble                                           | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                                                                                                                                                                     | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                                                                                                                                                                               | Outils existants | Protection envisagée                                                                  |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
|                            |                                                             |                               |                                                                                                                                                                                |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  |                                                                                       |
| 91/77-312                  | Réseau de mares et mouillères du gâtinais / plaine de Bière | 14                            | 91 : Mennecy, Le Coudray-Montceaux, Chevannes<br>77 : Chaillay-en-Bière, Villiers-en-Bière, Saint-Fargeau-Ponthierry, Saint-Martin-en-Bière, Boissise-le-Roi, Perthes + Autres | Mares et mouillères | Les mouillères sont des zones humides temporaires généralement présentes en milieux agricoles. Elles accueillent une biodiversité particulière, entre autres l'étoile d'eau, une plante rare en Île-de-France. Les amphibiens utilisent fréquemment ce type de milieu pour se reproduire. |                  | Action spécifique connaissance – ZNIEFF (actions 1.6 et 1.7) et suites le cas échéant |
| <b>Id. sur la carte</b>    | <b>Id. du site</b>                                          | <b>Id. du MNHN</b>            | <b>Nom du site</b>                                                                                                                                                             |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  | <b>Surface (ha)</b>                                                                   |
| 46                         | 91/77-312-1                                                 | 110620104                     | RESEAU MARES ET MOUILLERES GATINAIS ET PLAINE DE BIERE 1 (Chaillay-en-Bière et Villiers-en-Bière)                                                                              |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  | 6,49                                                                                  |
| 47                         | 91/77-312-2                                                 | 110620109                     | RESEAU MARES ET MOUILLERES GATINAIS ET PLAINE DE BIERE 2 (Saint-Martin-en-Bière)                                                                                               |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  | 0,16                                                                                  |
| 48                         | 91/77-312-3                                                 | 110620110                     | RESEAU MARES ET MOUILLERES GATINAIS ET PLAINE DE BIERE 3 (Boissise-le-Roi)                                                                                                     |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  | 0,33                                                                                  |
| 49                         | 91/77-312-4                                                 | 110620107                     | RESEAU MARES ET MOUILLERES GATINAIS ET PLAINE DE BIERE 4 (Saint-Fargeau-Ponthierry - Bois de Champagne)                                                                        |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  | 48,65                                                                                 |
| 50                         | 91/77-312-5                                                 | 110620111                     | RESEAU MARES ET MOUILLERES GATINAIS ET PLAINE DE BIERE 5 (Perthes-en-Gâtinais)                                                                                                 |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  | 0,31                                                                                  |
| 51                         | 91/77-312-6                                                 | 110620108                     | RESEAU MARES ET MOUILLERES GATINAIS ET PLAINE DE BIERE 6 (Saint-Fargeau-Ponthierry - La mare aux loups)                                                                        |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  | 0,52                                                                                  |
| 52                         | 91/77-312-7                                                 | 110620106                     | RESEAU MARES ET MOUILLERES GATINAIS ET PLAINE DE BIERE 7 (Chevannes)                                                                                                           |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                  | 1,62                                                                                  |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble      | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)             | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                                     | Outils existants    | Protection envisagée                                                                                         |
|----------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                            |                        |                               |                        |                     |                                                                                                                                                 |                     |                                                                                                              |
| 91-318                     | Les Friches et l'Enfer | 1                             | Coudremanche           |                     | Stations d'espèces déterminantes ZNIEFF (11 espèces), boisement sur sol calcaire en forêt privée, pinède sur sol calcaire, présence d'orchidées |                     | Création de ZNIEFF (action 1.7) + éventuellement stratégie localisée d'acquisition / gestion milieux ouverts |
| <b>Id. sur la carte</b>    | <b>Id. du site</b>     | <b>Id. du MNHN</b>            | <b>Nom du site</b>     |                     |                                                                                                                                                 | <b>Surface (ha)</b> |                                                                                                              |
| 53                         | 91-318-1               |                               | LES FRICHES ET L'ENFER |                     |                                                                                                                                                 | 197,20              |                                                                                                              |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble                   | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)                          | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                                                                                                    | Outils existants    | Protection envisagée                                                                                         |
|----------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                            |                                     |                               |                                     |                     |                                                                                                                                                                                                                |                     |                                                                                                              |
| 91-319                     | Pelouses calcaires des Singes Verts | 1                             | Boutigny-sur-Essonne                |                     | Stations d'espèces déterminantes ZNIEFF (12 espèces) + 22 espèces R à RR dans la base de données GeoNature. Espèces des pelouses calcaires, à proximité du site Natura 2000 des pelouses calcaires du Gâtinais |                     | Création de ZNIEFF (action 1.7) + éventuellement stratégie localisée d'acquisition / gestion milieux ouverts |
| <b>Id. sur la carte</b>    | <b>Id. du site</b>                  | <b>Id. du MNHN</b>            | <b>Nom du site</b>                  |                     |                                                                                                                                                                                                                | <b>Surface (ha)</b> |                                                                                                              |
| 54                         | 91-319-1                            |                               | PELOUSES CALCAIRES DES SINGES VERTS |                     |                                                                                                                                                                                                                | 61,07               |                                                                                                              |

APPB : arrêté de protection de biotope. APPHN : arrêté préfectoral de protection des habitats naturels. ENS : espace naturel sensible. MNHN : Muséum national d'histoire naturelle. N2000 : Natura 2000. ONC : obligation réelle environnementale. PAT : plan d'actions territoriales. PDF : périmètre départemental d'intervention foncière. PNR : Parc naturel régional. RBD : Réserve biologique dirigée. RRI : Réserve biologique intégrale. RNR : Réserve naturelle régionale. ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. ZPNMF : zone de protection naturelle, agricole et forestière. ZSC : zone spéciale de conservation.



| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble                             | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)  | Intérêt patrimonial  | Description                                                                                                                                                                                              | Outils existants | Protection envisagée                                                                                         |
|----------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------------|-------------|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 91-320                     | Lieux-dits La Carrière et le Bois de la Meule | 2                             | Brouy       |                      | 15 espèces déterminantes ZNIEFF (carnières), et 18 espèces déterminantes ZNIEFF (Bois de la Meule)<br>Espèces des pelouses calcaires, à proximité du site Natura 2000 des pelouses calcaires du Gatinais |                  | Création de ZNIEFF (action 1.7) + éventuellement stratégie localisée d'acquisition / gestion milieux ouverts |
| Id. sur la carte           |                                               | Id. du site                   | Id. du MNHN | Nom du site          |                                                                                                                                                                                                          | Surface (ha)     |                                                                                                              |
| 55                         |                                               | 91-320-1                      |             | LE BOIS DE LA MEULE  |                                                                                                                                                                                                          | 8,12             |                                                                                                              |
| 56                         |                                               | 91-320-2                      |             | LIEU-DIT LA CARRIÈRE |                                                                                                                                                                                                          | 1,15             |                                                                                                              |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble  | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)  | Intérêt patrimonial | Description                                                                                                                                                                                                          | Outils existants | Protection envisagée                                                                                         |
|----------------------------|--------------------|-------------------------------|-------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 91-321                     | Coteaux de Privaux | 1                             | Boigneville |                     | 8 espèces déterminantes ZNIEFF, en complément de la Znieff 1 coteaux de la roche Michault. Espèces des pelouses et bois sablo-calcaires, zone humide à proximité du site Natura 2000 de la Haute vallée de l'Essonne |                  | Création de ZNIEFF (action 1.7) + éventuellement stratégie localisée d'acquisition / gestion milieux ouverts |
| Id. sur la carte           |                    | Id. du site                   | Id. du MNHN | Nom du site         |                                                                                                                                                                                                                      | Surface (ha)     |                                                                                                              |
| 57                         |                    | 91-321-1                      |             | COTEAUX DE PRIVAUX  |                                                                                                                                                                                                                      | 19,20            |                                                                                                              |

| Id. de l'ensemble de sites | Nom de l'ensemble      | Nombre de sites de l'ensemble | Commune(s)  | Intérêt patrimonial    | Description                                                                                                      | Outils existants | Protection envisagée                                            |
|----------------------------|------------------------|-------------------------------|-------------|------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------------------------------------------|
| 77-339                     | Bois de la Commanderie | 1                             | Larchant    | Habitats               | Forêt domaniale avec des habitats rares en Île-de-France : pelouses pionnières et sablières ainsi que des landes | Natura 2000      | Forêt domaniale, action à définir dans le cadre de l'action 1.5 |
| Id. sur la carte           |                        | Id. du site                   | Id. du MNHN | Nom du site            |                                                                                                                  | Surface (ha)     |                                                                 |
| 58                         |                        | 77-339-1                      | 110620090   | BOIS DE LA COMMANDERIE |                                                                                                                  | 373,12           |                                                                 |

APPB : arrêté de protection de biotope. APPHN : arrêté préfectoral de protection des habitats naturels. ENS : espace naturel sensible. MNHN : Muséum national d'histoire naturelle. N2000 : Natura 2000. ORE : obligation réelle environnementale. PAT : plan d'actions territoriales. PDIF : périmètre départemental d'intervention foncière. PNIS : Parc naturel régional. RND : Réserve biologique dirigée. RNR : Réserve naturelle régionale. ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique. ZPNAP : zone de protection naturelle, agricole et forestière. ZSC : zone spéciale de conservation.







# CARNET DES PAYSAGES

|     |                                                                      |
|-----|----------------------------------------------------------------------|
| 299 | <b>Introduction</b>                                                  |
| 300 | <b>Unités paysagères</b>                                             |
| 301 | <b>Objectifs de qualité paysagère communs</b>                        |
| 304 | <b>Fiches paysages</b>                                               |
| 306 | Forêt des Trois Pignons, bois de la Commanderie et bois de Larchant  |
| 310 | Plaine de Bière                                                      |
| 314 | Plaine de Chevannes                                                  |
| 318 | Plateau de Beauce-Gâtinais et reliefs Juine-Essonne                  |
| 322 | Plateau de Mondeville-Videlles                                       |
| 326 | Plateau du Gâtinais sud                                              |
| 330 | Vallées de l'école et du Rebais, butte de Turelle et bois de Malabri |
| 334 | Vallée de l'Essonne                                                  |
| 338 | Vallée de la Juine                                                   |
| 342 | Vallée du Loing                                                      |

Les paysages, définis lors de la Convention européenne du paysage, en tant que partie de territoire telle que perçue par les populations et dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations, constituent l'une des raisons d'être des Parcs naturels régionaux.

Les paysages du Gâtinais français revêtent une identité forte sous le qualificatif de « pays des mille clairières et du grès ». Cette image contribue d'une certaine manière à dissimuler la grande diversité de réalités paysagères du territoire, matérialisée à travers un découpage en dix unités paysagères.

Reflets de la relation qu'entretient l'Homme avec son environnement, les paysages sont amenés à évoluer à l'image des changements de la société. La préservation de la qualité paysagère et l'accompagnement d'une évolution choisie, et non subie, des paysages constituent donc un enjeu majeur pour la charte 2026-2041.

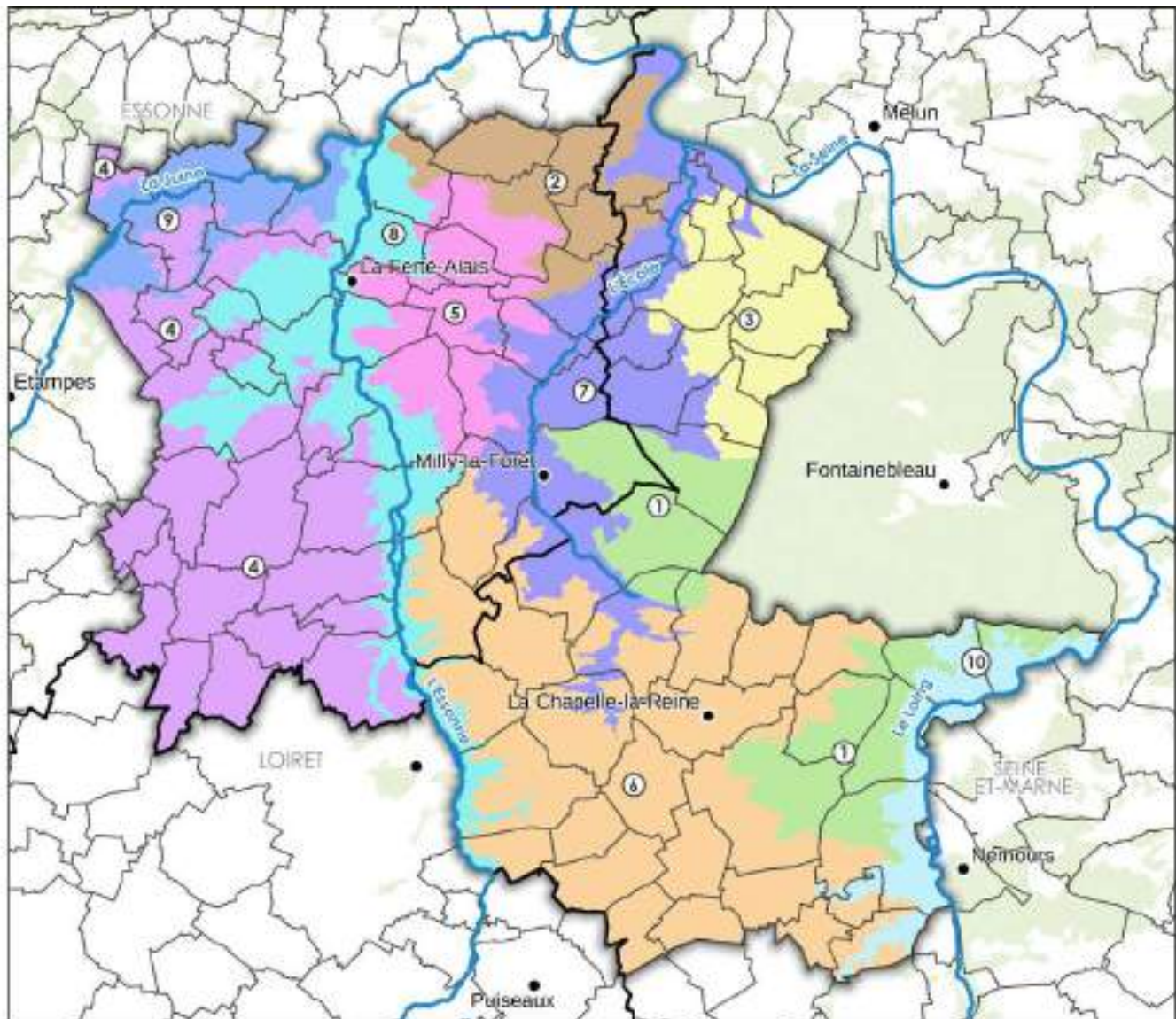
La définition de la notion d'Objectifs de qualité paysagère, introduite par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages constitue une exigence à laquelle les chartes de Parcs doivent désormais répondre. Ces objectifs visant à conserver, à accompagner les évolutions ou à engendrer des transformations des structures paysagères seront présentés dans ce carnet des paysages et guideront tout particulièrement la prise de décision en matière de paysage.

Dans le cadre de ce carnet des paysages, la première partie met en évidence les Objectifs de qualité paysagère communs, c'est-à-dire relatifs à l'échelle du Parc naturel régional du Gâtinais français. Dans le but de garantir un maintien de la diversité paysagère, la deuxième partie présente et décrit les caractéristiques de chaque unité paysagère et les Objectifs de qualité paysagère qui y sont associés sous la forme de fiches.





# LES UNITÉS PAYSAGÈRES DU GÂTINAIS FRANÇAIS



## Légende

### Unités Paysagères

- 1 Forêt des trois Pignons, bois de la Commanderie et bois de Larchant
- 2 Plaine de Chevannes
- 3 Plaine de Bière
- 4 Plateau de Beauce-Gâtinais et reliefs Juine-Essone
- 5 Plateau de Mondeville-Videlles
- 6 Plateau Gâtinais sud
- 7 Vallée de l'École et du Rebais, butte de Turelle et bois de Malabri

- 8 Vallée de l'Essonne
- 9 Vallée de la Juine
- 10 Vallée du Loing

### Éléments naturels

- Couvert forestier
- Cours d'eau

### Limites administratives

- Périmètre d'étude
- Départements
- Limites communales

0 5 10 km



1:250 000





A scenic landscape photograph of a village at sunset. The sun is low on the horizon, casting a warm, golden glow over the scene. In the foreground, a paved road curves through a lush green field. On the left, a large tree with dense foliage frames the view. On the right, a tall, slender tree stands near a wooden fence. In the middle ground, a small village with several buildings, including a church with a prominent steeple, is nestled at the foot of a forested hill. The sky is a mix of soft orange and pale blue.

## OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE COMMUNS

# OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE COMMUNS

## PAYSAGE BÂTI

-  **n°1** Reconquérons les paysages urbains par la désartificialisation, végétalisation et gestion écologique des espaces publics et privatifs  
➔ mesure 25
-  **n°2** Préservons l'identité rurale des villages en encourageant des formes urbaines de qualité intégrées dans leur site  
➔ mesure 23
-  **n°3** Favorisons la sobriété des paysages par un urbanisme moins consommateur d'espace  
➔ mesure 25
-  **n°4** Accompagnons la rénovation et la construction du bâti et de ses abords afin de répondre aux enjeux de préservation de l'identité et de qualité paysagère ainsi que l'adaptation au changement climatique  
➔ mesures 8 et 23
-  **n°5** Soignons et maîtrisons les franges urbaines, entrées et traversées des villages en intervenant sur la qualité des aménagements  
➔ mesure 6
-  **n°6** Travaillons la qualité des interfaces entre paysage agricole et paysage urbain  
➔ mesures 13 et 25
-  **n°7** Limitons les nuisances visuelles (réseaux aériens, antennes-relais, panneaux publicitaires...) pour favoriser la sobriété des paysages  
➔ mesures 6 et 13
-  **n°8** Renforçons et renouvelons le patrimoine végétal structurant (alignement d'arbre, plantation en pied de mur...) afin d'atténuer le délitement du tissu urbain  
➔ mesures 6, 23 et 25

## PAYSAGE AGRICOLE

-  **n°9** Accompagnons la diversification des paysages agricoles allant dans le sens du développement local et des circuits courts (agroforesterie, vergers, pastoralisme, plantes à parfum aromatiques et médicinales...)  
➔ mesure 13
-  **n°10** Assurons la bonne intégration paysagère et architecturale des infrastructures agricoles et de leurs éléments accompagnants (clôtures, abris...)  
➔ mesures 6, 5 et 25
-  **n°11** Préservons les paysages agricoles de l'artificialisation  
➔ mesure 25
-  **n°12** Préservons et renouvelons les structures paysagères et écologiques dans les espaces agricoles (haies, arbres isolés, vergers, chemins...)  
➔ mesures 6 et 13

## PAYSAGE FORESTIER

-  **n°13** Accompagnons l'évolution des paysages forestiers par l'adoption d'une gestion et d'une exploitation respectueuse de la forêt comme milieu naturel et paysager  
➔ mesures 3, 5 et 14
-  **n°14** Préservons les paysages forestiers de l'artificialisation  
➔ mesures 3 et 25
-  **n°15** Travaillons la qualité paysagère et écologique des lisières forestières  
➔ mesures 3 et 25

## PAYSAGE DE NATURE ET DE L'EAU

- OQP n°16** Préservons, restaurons et valorisons les Trames verte, bleue, brune et noire qui structurent nos paysages et contribuons à la réflexion sur de nouvelles trames (blanche...)  
➤ mesures 1 et 18
- OQP n°17** Préservons nos paysages aquatiques par une gestion durable et solidaire de la ressource en eau d'un point de vue qualitatif et quantitatif  
➤ mesure 1 et orientation 4
- OQP n°18** Renforçons la prise en compte de la biodiversité dans chaque aménagement paysager  
➤ mesure 23
- OQP n°19** Préservons et reconduisons les motifs paysagers identitaires (mares et mouillères, bosquets...)  
➤ mesure 6

## PAYSAGE ÉNERGÉTIQUE

- OQP n°20** Développons les énergies renouvelables dans le respect de la souveraineté alimentaire et des patrimoines écologique, bâti et paysager  
➤ mesure 19
- OQP n°21** Préservons et améliorons la qualité des paysages nocturnes en favorisant un éclairage limité (éclairage public...), réduisant ainsi la pollution lumineuse et son impact sur la fonctionnalité des milieux naturels  
➤ mesures 1 et 18

## PAYSAGE À DÉCOUVRIR

- OQP n°22** Permettons une découverte des paysages respectueuse des patrimoines (bâti, naturel, culturel, ...) par une maîtrise des impacts de la fréquentation, des aménagements touristiques exemplaires et une mobilité douce intégrée  
➤ mesures 1, 5, 22 et orientation 3
- OQP n°23** Assurons la qualité paysagère des entrées de Parc et des communes  
➤ mesure 6
- OQP n°24** Veillons à la cohérence des dispositifs d'affichage et de signalétique  
➤ mesure 6
- OQP n°25** Sensibilisons aux richesses et fragilités du territoire par le prisme du paysage  
➤ mesures 5 et 26
- OQP n°26** Préservons et partageons la culture, la mémoire et les savoir-faire locaux qui façonnent nos paysages (cressonnières, vergers, vignes, plantes à parfum aromatiques et médicinales...)  
➤ mesures 9 et 13

## PAYSAGE À RECONQUÉRIR

- OQP n°27** Aménageons, gérons et réhabilitons les carrières (industrielles...) dans un souci d'exemplarité paysagère et écologique  
➤ mesures 4 et 17
- OQP n°28** Luttons contre les exhaussements et affouillements de sols  
➤ mesure 6
- OQP n°29** Résorbons les points noirs paysagers (décharges et dépôts sauvages, publicité, cabanisation...)  
➤ mesures 5, 6 et 21



# **FICHES PAYSAGES**







## **FICHES PAYSAGES**

### **FORÊT DES TROIS PIGNONS, BOIS DE LA COMMANDERIE ET BOIS DE LARCHANT**

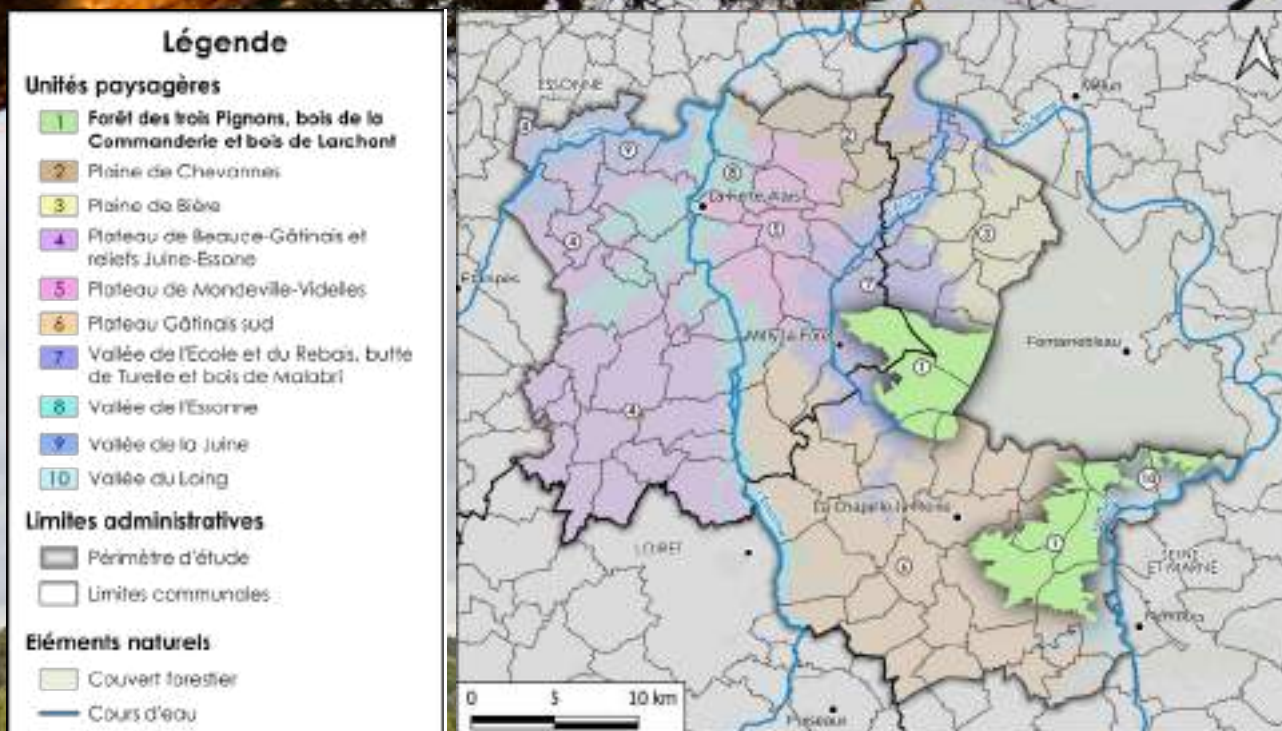


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Arbonne-la-Forêt, Grez-sur-Loing, Villiers-sous-Grez**

Entre 50 et 25 % : **Bourron-Marlotte, Larchant, Milly-la-Forêt, Montigny-sur-Loing, Noisy-sur-École, Saint-Pierre-lès-Nemours**

Moins de 25 % : **Achères-la-Forêt, Le Vaudoué, Recloses**



**L'unité paysagère de la forêt des Trois Pignons, du bois de la Commanderie et bois de Larchant** se situe à l'est du périmètre du Parc. Cette dernière s'inscrit dans la continuité du massif de Fontainebleau (premier massif labellisé Forêt d'Exception en 2012), unité paysagère dépassant largement les limites du Parc et se caractérisant par une couverture dense et une quasi-totale occupation du sol par la forêt, constituant l'un des réservoirs de biodiversité les plus riches d'Europe. L'unité est composée de trois sous-ensembles forestiers (la forêt des Trois Pignons, le bois de la Commanderie et le bois de Larchant) qui s'accompagnent de reliefs variés plus ou moins érodés. Par sa formation géologique, ces structures paysagères singulières se distinguent par ces sols sableux aux affleurements rocheux, platières et chaos de grès avec des espaces principalement secs et peu de points d'eau.

Cette unité est relativement peu urbanisée. Toutefois, ses villages revêtent une importance particulière puisqu'ils constituent des portes d'entrée dans les massifs forestiers. Malgré cette caractéristique identitaire, on distingue trois typologies d'implantation villageoise :

- les clairières villageoises,
- les villages de lisières de plateau,
- les villages de lisières de fond de vallée.





Les lisières jouent également un rôle clef dans la compréhension de l'unité. Du fait de la quasi-totale occupation du sol par la forêt, les lisières constituent notamment une compréhension des limites de l'unité.

Sous Louis Philippe, de 1831 à 1848, le pin sylvestre est planté sur les landes et les zones rocheuses. Presque 6000 hectares sont reboisés en 20 ans et les droits d'usages sont réduits. Dans le même temps, les carrières de grès sont en pleine expansion.

Ainsi, le pin sylvestre, les blocs rocheux, le relief et les effets de lisières sont autant de motifs paysagers qui caractérisent cette unité.



Vue d'ensemble sur l'emblématique canopée de l'unité

## ÉVOLUTIONS des paysages

- √ Bonne stabilité globale avec peu d'évolution perceptible à l'échelle du grand paysage.
- √ Le phénomène de mitage de la forêt par le bâti tend à disparaître de par les divers classements de l'unité (Forêt de Protection, site classé, site inscrit...).
- √ Les pratiques et infrastructures touristiques continuent d'impacter localement les espaces forestiers (érosion, dégradation des rochers...).
- √ Face aux impacts du dérèglement climatique sur les milieux forestiers (monoculture, dépérissement des arbres, feu de forêt, aléas climatiques, ...) il est nécessaire d'adapter les modes de gestions de nos forêts.
- √ Face à ces enjeux, le pastoralisme a notamment connu un développement afin de permettre l'entretien des paysages forestiers et la lutte contre la propagation des feux de forêts.



Les fenêtres paysagères du bois de Larchant et son patrimoine

## LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité

- Adapter, gérer les paysages forestiers face aux menaces inhérentes au changement climatique et sensibiliser à leurs évolutions (incendie, modes de gestion, ouverture des paysages forestiers...).
- Préserver et conforter la qualité des effets des lisières.
- Lutter contre le mitage.
- Préserver et consolider le rôle des points de vue sur les paysages emblématiques.
- Travailler à la qualité paysagère des routes d'accès aux massifs forestiers ainsi qu'à des axes de découverte.
- Varier et agrémenter les itinéraires touristiques de découverte en cohérence avec les problématiques existantes (érosion liée à la fréquentation touristique, risque incendie...).
- Préserver et conforter les silhouettes bâties (qualité des entrées, des franges, tours de villages...).
- Favoriser les continuités écologiques dans l'aménagement des jardins et parcelles privées en contact avec la forêt (clôtures laissant passer la faune, choix d'essences locales...).



Les sentiers forestiers de l'unité



## **FICHES PAYSAGES**

### **PLAINE DE BIÈRE**

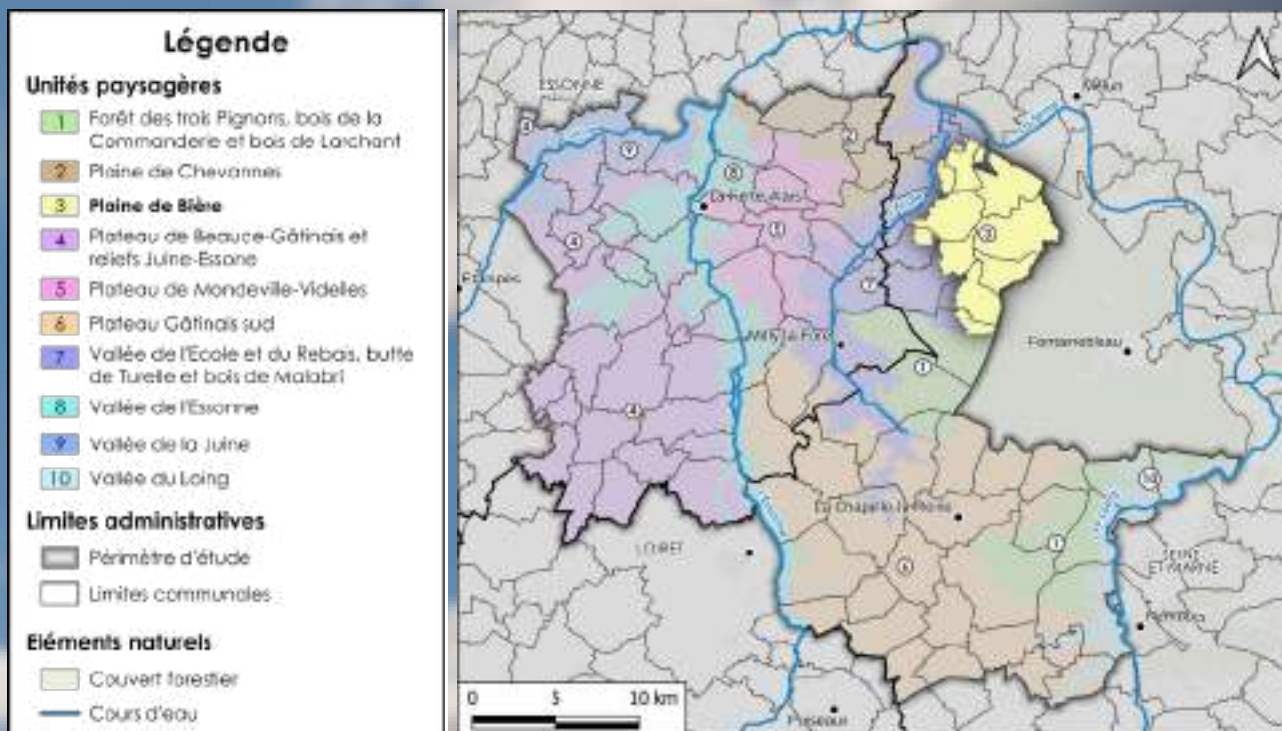


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Barbizon, Chailly-en-Bière, Perthes-en-Gâtinais, Saint-Martin-en-Bière, Villiers-en-Bière**

Entre 50 et 25 % : **Boissise-le-Roi, Fleury-en-Bière**

Moins de 25 % : **Arbonne-la-Forêt, Cély-en-Bière, Saint-Sauveur-sur-École**



L'unité paysagère de la **Plaine de Bière** se situe au nord-est du périmètre du Parc. Cette dernière est circonscrite par deux types de limites visuelles naturelles. Les ruptures de pentes au seuil des vallées dont les coteaux sont boisés (la Seine, l'École et le Rebais) constituent une première limite de la plaine au nord et à l'ouest. Les lisières forestières des massifs des Trois Pignons et de Fontainebleau constituent la seconde limite de la plaine à l'est et au sud.

La Plaine de Bière se caractérise par ses plaines agricoles et son relief très peu marqué. La culture des céréales et l'activité maraîchère constituent les principaux paysages agricoles de l'unité.

Les paysages ouverts sont parsemés çà et là de motifs végétaux identitaires (petits et grands boisements, vergers, alignements d'arbres...) et de grandes fermes isolées qui contribuent à sa haute qualité paysagère.

Les mares et mouillères, caractéristiques de la Plaine de Bière, rythment les grands champs ouverts et y apportent une ambiance humide particulière.



Depuis le Moyen-Âge, les seigneurs des grands domaines qui sont à l'origine du développement du Pays de Bière ont affirmé leur puissance en aménageant en parcs les boisements proches des châteaux. Parallèlement, les peintres de l'école de Barbizon ont contribué à faire reconnaître le caractère extraordinaire des paysages de la Plaine de Bière au rang de patrimoine naturel et culturel.



Le patrimoine bâti de la Plaine de Bière

## ÉVOLUTIONS des paysages

- √ Le phénomène de mitage de la forêt régresse.
- √ Suite à une perte de structures végétales, les efforts du Parc ont favorisé la réintroduction de vergers ainsi que le développement de l'agroforesterie.
- √ Les actions du Parc favorisent la préservation et la restauration des mares et mouillères.
- √ L'urbanisation continue de progresser en s'étendant principalement à proximité des grands axes de communication et en périphérie de bourgs sous des formes urbaines banalisées.
- √ Le Parc intervient sur les traversées de bourgs. Les entrées de bourgs, quant à elles, conservent un profil routier avec des constructions dispersées dans leur aménagement.
- √ Les paysages agricoles de l'unité tendent à se diversifier par le développement du pastoralisme, dans un premier temps sous une forme itinérante.



L'agroforesterie



## LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité

- Préserver l'activité agricole, emblématique de la Plaine de Bière, de la pression urbaine et permettre sa diversification et son adaptation en lien avec les enjeux climatiques (préservation de la ressource en eau, ...).
- Qualifier les grands axes de circulation et poursuivre les efforts de préservation et de renouvellement des structures végétales (alignements d'arbres, arbres isolés, vergers...).
- Requalifier le paysage urbain, notamment en travaillant la qualité des formes urbaines, des entrées et traversées de villes.
- Favoriser des formes urbaines en accord avec le contexte architectural et urbain.
- Préserver et conforter la qualité des effets de lisières notamment en luttant contre le mitage urbain.
- Renforcer la reconnaissance et la protection des paysages emblématiques de l'unité (mares et mouillères, vergers...).
- Promouvoir le passé culturel de l'unité pour en favoriser la découverte (châteaux aux parcs arborés, peintres de l'école de Barbizon...).



Les emblématiques places des centres-bourgs



**FICHES  
PAYSAGES**

**PLAINE DE CHEVANNES**

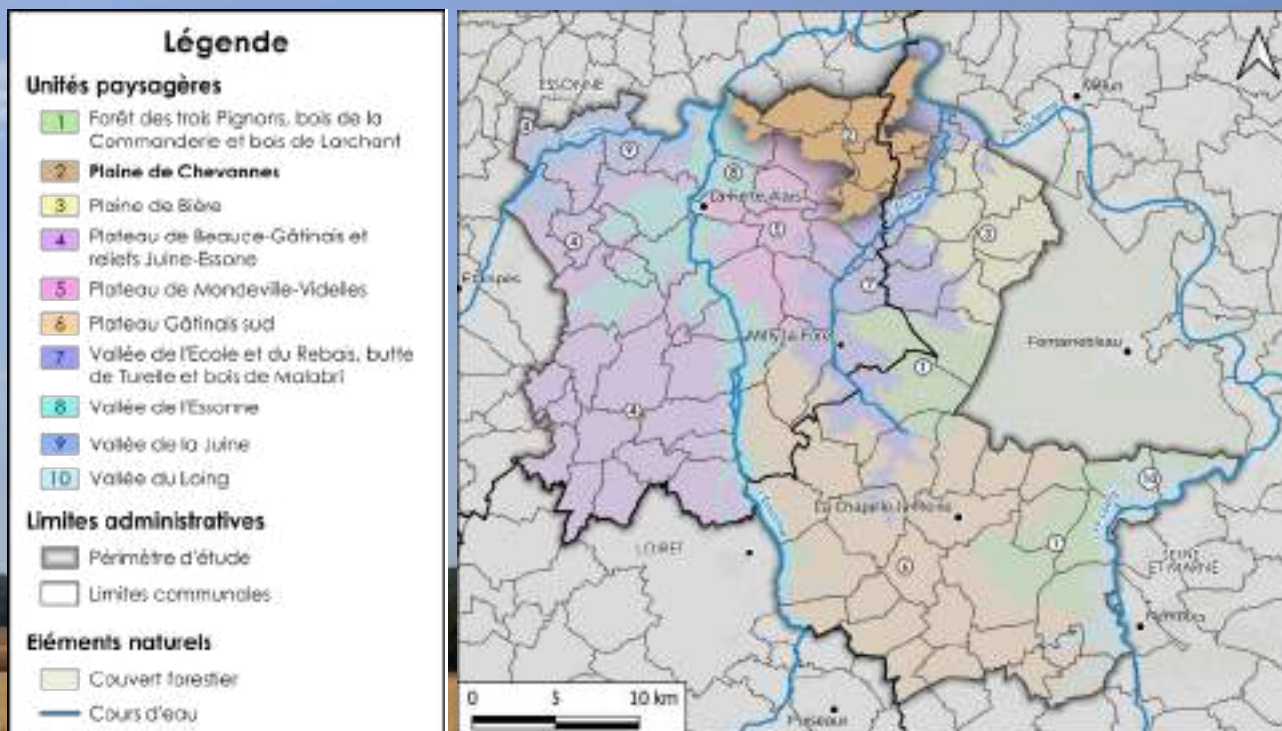


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Auvernaux, Chevannes, Nainville-les-Roches**

Entre 50 et 25 % : **Ballancourt-sur-Essonne, Champcueil, Saint-Fargeau-Ponthierry, Soisy-sur-École**

Moins de 25 % : **Arbonne-la-Forêt, Cély-en-Bière, Saint-Sauveur-sur-École**

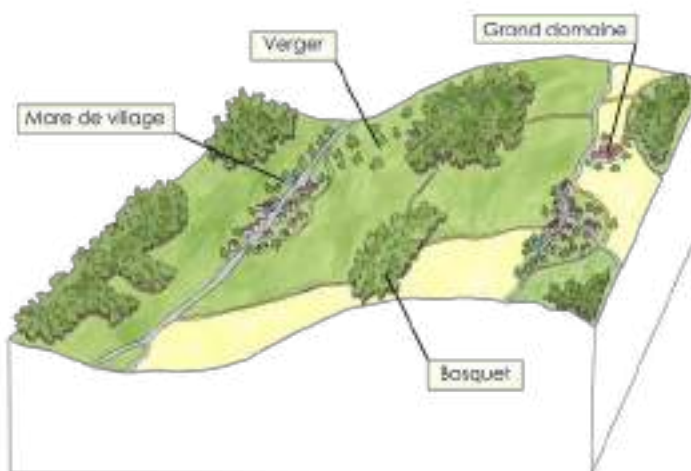


### L'unité paysagère de la Plaine de Chevannes

se trouve au nord du périmètre du Parc, au nord des coteaux boisés du plateau de Mondeville-Videlles. Cette plaine est principalement composée de vastes étendues agricoles, caractérisées par un relief peu marqué. Actuellement, l'activité maraîchère occupe une partie de ces espaces.

Ce qui distingue la Plaine de Chevannes, c'est son paysage rural, semi-ouvert et morcelé. Les vues offertes ne s'étendent jamais très loin, étant encadrées par les bois, les reliefs et les zones urbaines périphériques.

Les bosquets et les vergers constituent des éléments végétaux emblématiques qui rythment le paysage. En revanche, les structures végétales linéaires, telles que les haies, jouent un rôle secondaire mais contribuent néanmoins à la qualité et à l'identité du paysage.



En outre, bien que l'eau soit très présente dans les vallées humides et marécageuses de l'Essonne et de l'École qui encerclent pour partie l'unité paysagère, elle est pratiquement absente de cette dernière, à l'exception des fossés, des mares de villages, l'amont du ru de Moulignon, ainsi qu'historiquement à l'aqueduc de la Vanne (Chevannes) qui constitue un patrimoine historique lié à l'eau.



Les espaces agricoles et les bosquets

## ÉVOLUTIONS des paysages

- √ Bonne stabilité globale avec peu d'évolution perceptible à l'échelle du grand paysage.
- √ L'urbanisation continue de progresser en s'étendant principalement à proximité des grands axes de communication.
- √ Phénomène récent d'exhaussements des sols.
- √ Suite à une perte antérieure de structures végétales, le Parc du Gâtinais concentre ses efforts pour réintroduire des vergers, noyers solitaires et les alignements routiers caractéristiques de cette unité.
- √ Les paysages agricoles tendent à se diversifier (culture de blés anciens diversifiés, légumineuses, plantes à parfum aromatiques et médicinales, agroforesterie, élevage porcin...).
- √ Les actions du Parc favorisent la préservation et la restauration des mares et mouillères.



Les silhouettes villageoises et leurs espaces agricoles

## LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité

- Consolider et préserver le rôle des structures végétales et les reconduire (alignement d'arbre, noyer solitaire, arbre isolé, verger...).
- Préserver et valoriser le patrimoine lié à l'eau (mares de villages, aqueduc...).
- Requalifier les zones humides et les zones inondables (ru, fossé, mouillère...).
- Requalifier le paysage urbain, notamment en travaillant la qualité des formes urbaines et leur intégration paysagère.
- Consolider et conforter le rôle de l'agriculture et préserver les fermes isolées pour maintenir des paysages agricoles identitaires et diversifiés au sein de l'unité.
- Lutter contre les exhaussements de sols.



Les grands domaines qui rythment le paysage de la plaine



## **FICHES PAYSAGES**

### **PLATEAU DE BEAUCE- GÂTINAIS ET RELIEFS JUINE-ESSONNE**



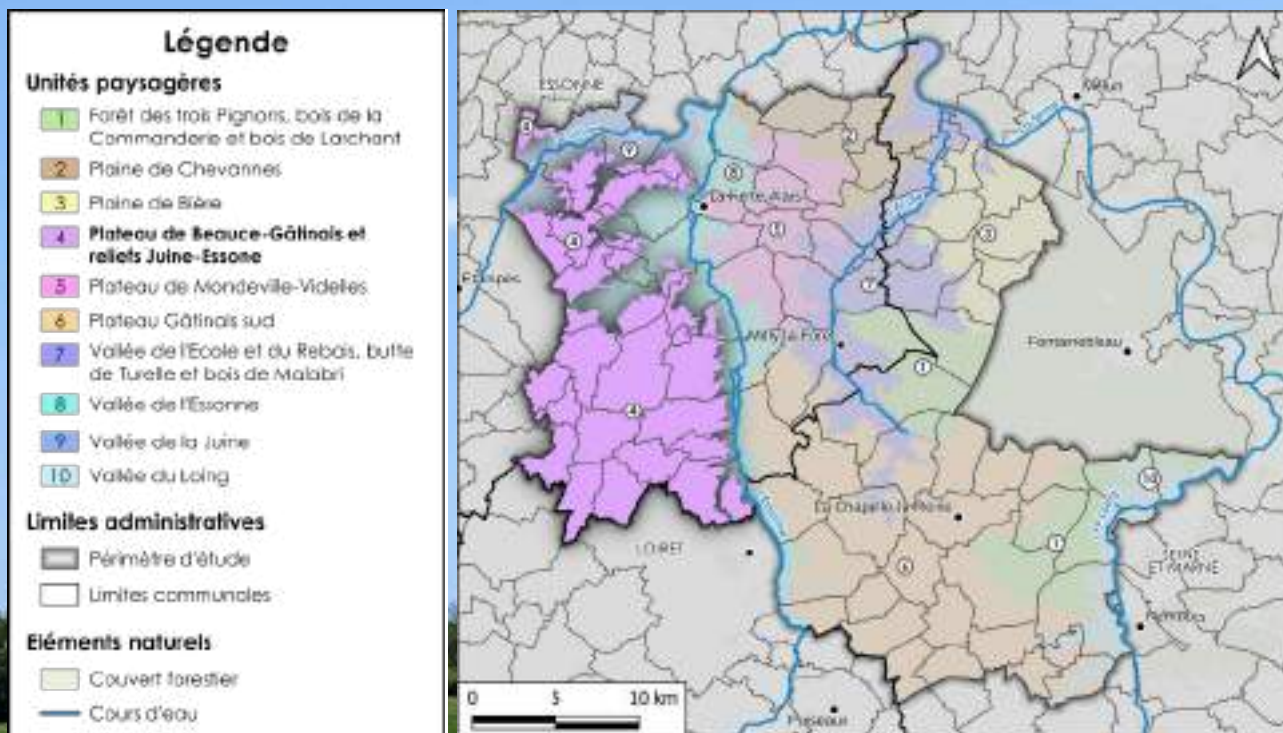


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Blandy, Boigneville, Bois-Herpin, Bouville, Brouy, Champmotteux, Gironville-sur-Essonne, La Forêt-Sainte-Croix, Maise, Mespuits, Prunay-sur-Essonne, Puiset-le-Marais, Roinvilliers, Valpaiseaux, Villeneuve-sur-Auvers**

Entre 50 et 25 % : **Auvers-Saint-Georges, Boissy-le-Cutté, Cerny, Chamarande, Courdimanche-sur-Essonne, Orveau, Vayres-sur-Essonne**

Moins de 25 % : **Bouray-sur-Juine, D'Huisson-Longueville, Itteville**



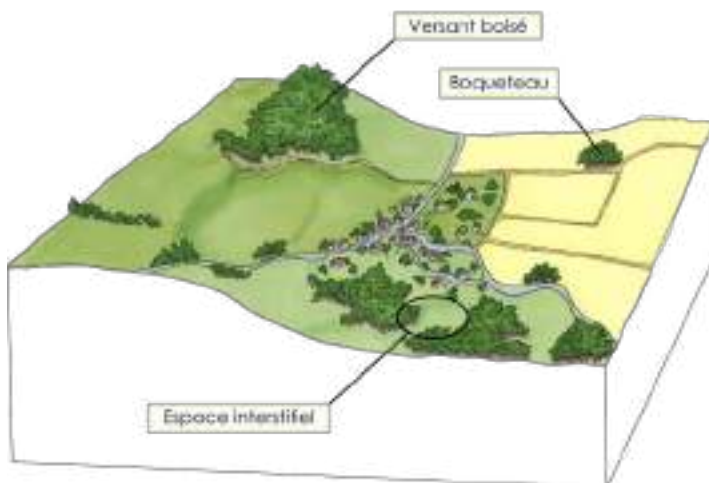
**L'unité paysagère du Plateau de Beauce-Gâtinais et reliefs Juine-Essonne** s'étend sur toute la partie ouest du Parc avec une orientation nord-sud. La grande diversité des paysages de l'unité, accompagnée d'un relief aux variations multiples, donnent à l'unité une identité insolite.

Cette imbrication complexe de paysages qui font sa richesse et sa renommée peut toutefois être regroupée en trois sous-ensembles paysagers :

- le plateau, dont les paysages sont rythmés par boisements, cultures, villages et hameaux,
- les versants boisés qui structurent les paysages de l'unité, notamment en produisant des lisières perceptibles depuis les plateaux d'une part et depuis les plaines et vallées d'autre part.
- les espaces interstitiels (vallons, vallées sèches,...) qui, lorsqu'ils sont associés

aux versants boisés, constituent des micro-paysages riches et complexes.

L'unité paysagère présente des ondulations et variations d'amplitude d'espaces cultivés dont les corps de ferme du plateau témoignent d'un historique agricole et dont la vocation mériterait d'être maintenue.



Ces espaces cultivés sont segmentés par les fonds plus ou moins accentués des vallons et vallées sèches. Au sein de l'unité, la présence des rus de Longueville et de Cerny, propose notamment un rapport à l'eau particulier. Cette petite vallée affluente de l'Essonne a permis l'implantation de plusieurs fonctions associées à la ressource en eau, notamment les cressonnières qui ponctuent localement les paysages de l'unité et constituent l'un de ces motifs (cressonnières, boqueteaux, bosquets,...).

L'unité présente également des paysages originaux relatifs à des sites et milieux reconnus pour leur intérêt écologique : platières et chaos gréseux et, de façon plus localisée, des rochers. Des paysages de prairies calcicoles, de landes (lande de la Butte Hébert, ...) ainsi que de milieux humides en fond de vallée sont également observables.

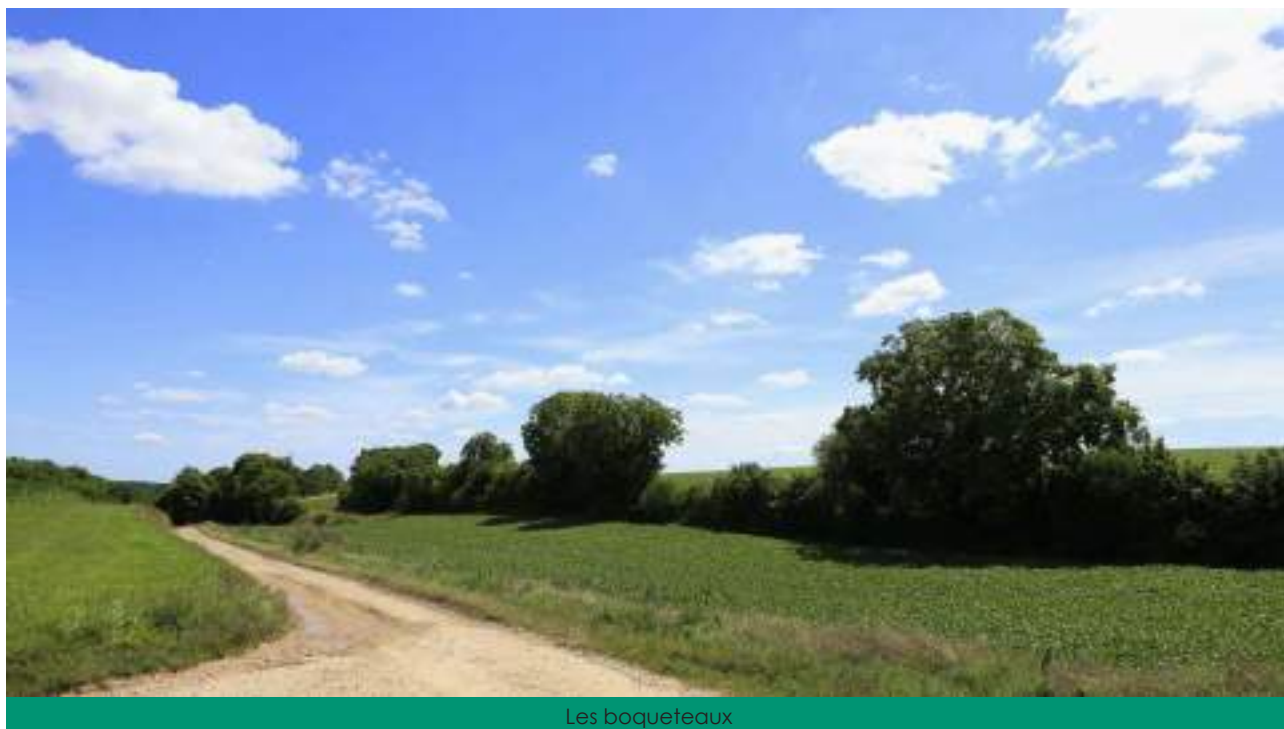
Finalement, du fait des variations multiples du relief, les rebords des plateaux et des crêtes révèlent des belvédères aux points de vue étonnants sur les vallées et vastes clairières qui prolongent le plateau.



Les silhouettes villageoises depuis les reliefs de la Juine

## ÉVOLUTIONS des paysages

- √ Bonne stabilité globale avec peu d'évolution perceptible à l'échelle du grand paysage.
- √ Les petits bourgs conservent leur compacité. En revanche, certaines constructions (résidentielles et infrastructures) peu esthétiques et diffuses ont fait leur apparition.
- √ Les activités agricoles traditionnelles du plateau sont globalement préservées et stables.
- √ Quelques mutations agricoles ont pu contribuer à donner un nouveau visage aux paysages agricoles de l'unité parmi lesquels le développement du chanvre, des oléagineux, de l'agroforesterie et la reprise de certaines cressonnières.
- √ Présence d'altérations locales (dépôts sauvages, constructions illégales, ...) en milieu naturel qui peuvent parfois passer inaperçues du fait des caractéristiques paysagères de l'unité (jeu de topographie, végétation, ...). Le Parc accompagne les collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme afin d'enrayer ce phénomène.



Les boqueteaux



## **LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité**

- Renforcer la vigilance sur les dépôts sauvages et les constructions illégales pour prévenir la dégradation de la qualité paysagère.
- Préserver les effets de lisière en évitant leur mitage.
- Préserver les activités agricoles du plateau et sauvegarder l'intégrité des fermes isolées.
- Veiller à une meilleure intégration paysagère des silhouettes bâties.
- Tenter de répondre à la tendance de simplification extrême du motif agricole en préservant et en consolidant le rôle des structures végétales.
- Préserver, gérer et valoriser les motifs paysagers et écologiques de l'unité (platières, landes, mares...).



Les petits villages implantés dans les vallons secs du plateau

# **FICHES PAYSAGES**

## **PLATEAU DE MONDEVILLE-VIDELLES**



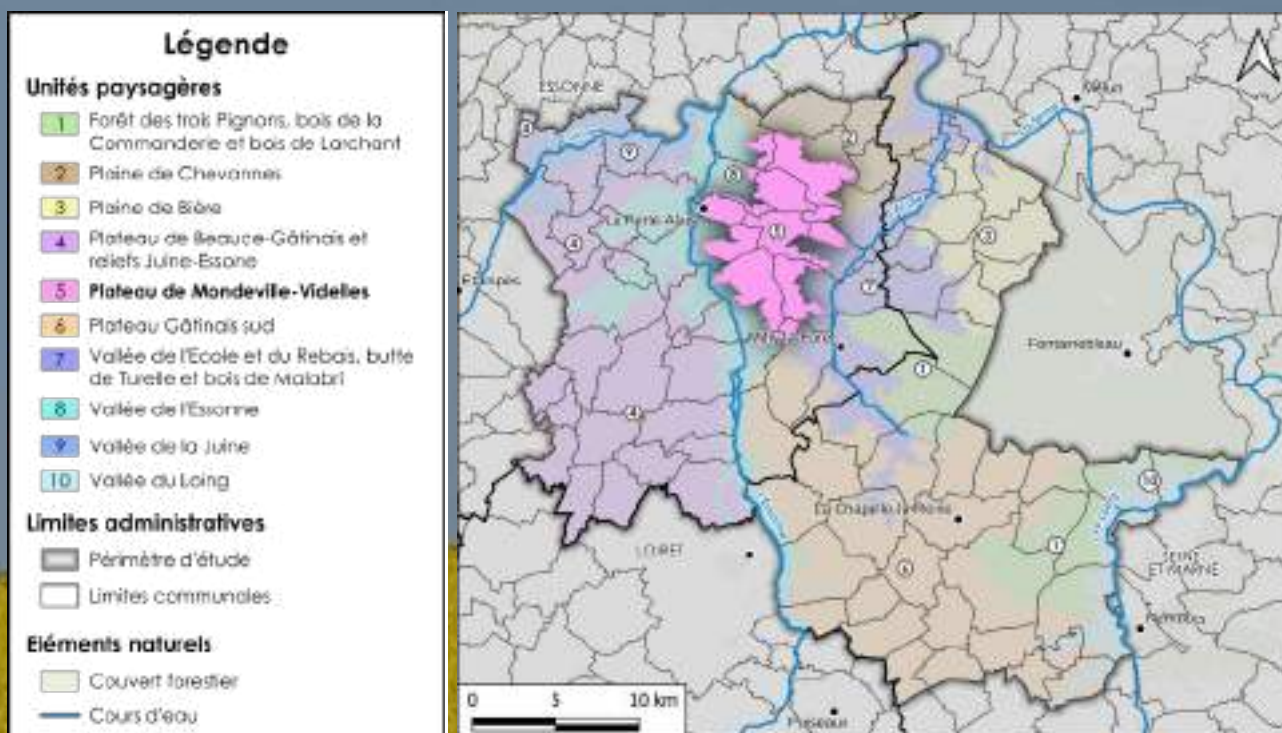


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Boutigny-sur-Essonne, Champcueil, La Ferté-Alais, Mondeville, Videlles**

Entre 50 et 25 % : **Dannemois, Guigneville-sur-Essonne, Moigny-sur-Ecole**

Moins de 25 % : **Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Soisy-sur-Ecole**



**Le Plateau de Mondeville-Videlles** est un plateau agricole qui se situe au nord du Parc. Il s'agit d'un paysage de champs ouverts aux ondulations légères (pentes douces de 1,5 à 3 %).

Le caractère ouvert n'est interrompu que par l'horizon boisé et par les motifs végétaux emblématiques du plateau (bosquets, vergers...) qui rythment ses paysages. Du fait du caractère agricole de l'unité, les fermes isolées constituent également des repères visuels captivants dans les paysages.

Hormis ces fermes isolées dont la présence est marquée dans les paysages, l'implantation traditionnelle des villages s'est plutôt faite en lisière ou dans le creux des vallées ; renforçant la perception d'un ensemble paysager préservé où la présence humaine est discrète et semble effacée.



La cohérence de l'unité s'appuie également sur des limites du plateau marquées avec des versants accusant des pentes allant de 15 à 25 %.

Vers le sud toutefois, le plateau se rétrécit et deux vallées sèches (l'une tournée vers la vallée de l'Essonne, l'autre vers l'École) le séparent finalement du plateau du Gâtinais Sud. Cette partie est couverte par un boisement important (bois de Malabri) qui déborde sur les deux plateaux et dans les deux vallées.



Les fermes isolées : un marqueur paysager identitaire

## ÉVOLUTIONS des paysages

- ✓ Bonne stabilité globale avec peu d'évolution perceptible à l'échelle du grand paysage.
- ✓ Les espaces agricoles sont relativement stables et la culture céréalière s'impose de manière prépondérante.
- ✓ Plusieurs actions de réintroduction de prairies et de vergers

tendent à enrayer le phénomène d'uniformisation du paysage qui touchait le plateau (disparition des prairies, vieillissement et enrichissement des vergers...).

- ✓ L'urbanisation des villages situés en bordure du plateau et sur les flancs de coteaux est relativement stable.



Les bosquet : un motif végétal emblématique du plateau



## **LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité**

- Préserver et conforter les effets de lisières en bordure des coteaux boisés.
- Préserver des vues sur les fermes forteresses et veiller à l'intégration des nouveaux hangars agricoles.
- Préserver et reconduire les motifs paysagers et écologiques du plateau (boqueteaux, platières, prairies calcicoles,...).
- Valoriser les vergers et potagers existants



Les vastes espaces agricoles du plateau de Mondeville-Videlles



**FICHES  
PAYSAGES**

**PLATEAU DU  
GÂTINAIS SUD**

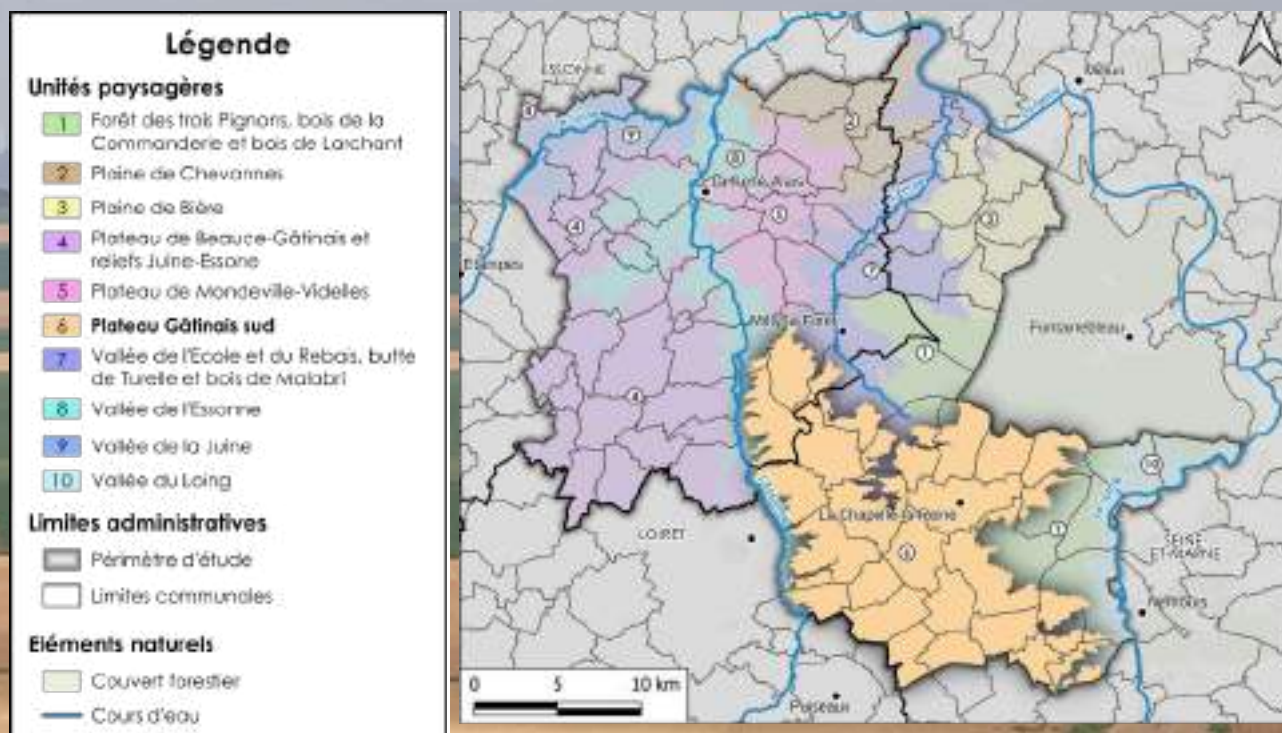


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Achères-la-Forêt, Amponville, Boissy-aux-Cailles, Boulancourt, Buno-Bonnevaux, Burcy, Buthiers, Châtenoy, Chevrainvilliers, Fay-lès-Nemours, Fromont, Garentreville, Guercheville, La Chapelle-la-Reine, Larchant, Le Vaudoué, Nanteau-sur-Essonne, Ormesson, Recloses, Rumont, Tousson, Ury**

Entre 50 et 25 % : **Milly-la-Forêt, Oncy-sur-École, Villiers-sous-Grez**

Moins de 25 % : **Noisy-sur-École, Saint-Pierre-lès-Nemours**



**L'unité paysagère du Plateau du Gâtinais sud** est une très grande unité paysagère qui dépasse largement les limites régionales et qui rencontre plus au sud, le Gâtinais orléanais.

La partie du plateau Gâtinais sud se compose de plusieurs sous-ensembles. On retrouve au nord-est le Plateau de la Chapelle-la-Reine. Au centre de l'unité prennent place les buttes de Fromont, de Rumont, de Burcy qui constituent un motif paysager unique et particulièrement identitaire dans le paysage de l'unité. Enfin, en dehors du périmètre du Parc mais avec un rapport visuel avec ce dernier, la montagne du Grand Bardilly.

Ruisseaux et rivières sont absents du paysage du plateau. Le motif hydrographique à proprement parler n'existe pas. Il ne s'exprime que sous une forme artificialisée et de manière très ponctuelle, à travers

les mares et les puits, et surtout les châteaux d'eau.

Les pentes légères révèlent des variations de relief comme le témoignent les buttes qui ne s'élèvent que d'une vingtaine de mètres mais se détachent nettement.



Depuis ces «monts du Gâtinais» et leurs sentiers circulaires (tours de village) autour des centres-bourgs, la vue s'ouvre sur de vastes espaces agricoles dégagés. Au-delà des ceintures verdoyantes de potagers et de vergers qui entourent les villages, peu de structures végétales ponctuent le plateau. En revanche, malgré le règne séculaire de l'openfield, l'arbre n'est jamais complètement absent des paysages du plateau. Les grands alignements d'arbres au bord des routes départementales (La Chapelle-la-Reine, Tousson, Mainbervilliers) sont également le témoignage de la présence des arbres au sein de l'unité.

Par ailleurs, le plateau est recouvert d'un limon argileux sur un socle calcaire, ce qui permet d'obtenir des rendements agricoles élevés, bien que légèrement inférieurs à ceux de la Beauce. En raison de sa géomorphologie et de sa com-

position pédologique, l'unité du Gâtinais sud est particulièrement adaptée à l'agriculture, ce qui se reflète dans les paysages de plateau qui caractérisent l'unité : vues dégagées sur de grandes étendues avec des horizons lointains.



Les espaces agricoles du plateau : un paysage d'openfield

## ÉVOLUTIONS des paysages

- √ Bonne stabilité globale avec peu d'évolution perceptible à l'échelle du grand paysage.
- √ La compacité des petits villages (Garentreville, Guercheville, Châtenoy, Burcy, etc...) est relativement bien préservée.
- √ Bien que ce phénomène soit relativement à la marge et ponctuel, le mitage de la forêt s'est légèrement poursuivi au nord-est de l'unité (lisière de la forêt de Fontainebleau).
- √ Modification de l'activité agricole ayant souvent entraînée une simplification des paysages, une vente des fermes traditionnelles sans les terres associées et leur reconversion (gîte, centre équestre, logement...) ainsi que leur remplacement par des exploitations plus grandes.
- √ Toutefois, plusieurs projets récents portés par des agriculteurs tendent plutôt au maintien de la vocation agricole de ces fermes traditionnelles mais à une diversification de leurs activités agricoles in situ (hébergement à la ferme, atelier de transformation agricole...).
- √ D'autres activités agricoles ont connu un développement observable dans les paysages : les prairies (pour le foin), les légumineuses (pour la restauration collective), la filière plantes à parfum aromatiques et médicinales, l'élevage de volailles...
- √ Le développement des carrières continue de modifier la typologie de l'unité (à échelle très localisée). En revanche, un travail d'intégration paysagère de ces dernières a été effectué.



Les « Monts du Gâtinais » : les villages de butte du plateau du Gâtinais sud



## LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité

- ➔ Veiller à la qualité architecturale et paysagère du bâti agricole (bâtiments d'exploitation, construits et reconvertis...).
- ➔ Veiller à une meilleure intégration paysagère des carrières au cours de leur exploitation et à la qualité de leur renaturation et remise en état paysagère à l'issue de l'exploitation.
- ➔ Tenter de répondre à la tendance de simplification extrême du motif agricole en préservant et en consolidant le rôle des structures végétales (haies, bosquets, agroforesterie...).
- ➔ Veiller à la fragilité des villages buttes en les préservant de la verticalité des projets.
- ➔ Travailler avec les acteurs agricoles pour préserver et enrichir les spécificités paysagères du plateau et maintenir la continuité agricole.
- ➔ Faire connaître et préserver les paysages emblématiques et les sites insolites du plateau (buttes...).
- ➔ Travailler les tours de villages, les limites d'urbanisation et les connexions piétonnes inter-villages en maintenant et réintroduisant vergers, jardins potagers et chemins.
- ➔ Préserver et revaloriser les mares en y appliquant un entretien adapté.



Les alignements d'arbres, motifs paysagers emblématiques du Gâtinais sud





**FICHES  
PAYSAGES**

**VALLÉES DE L'ÉCOLE  
ET DU REBAIS,  
BUTTE DE TURELLE  
ET BOIS DE MALABRI**

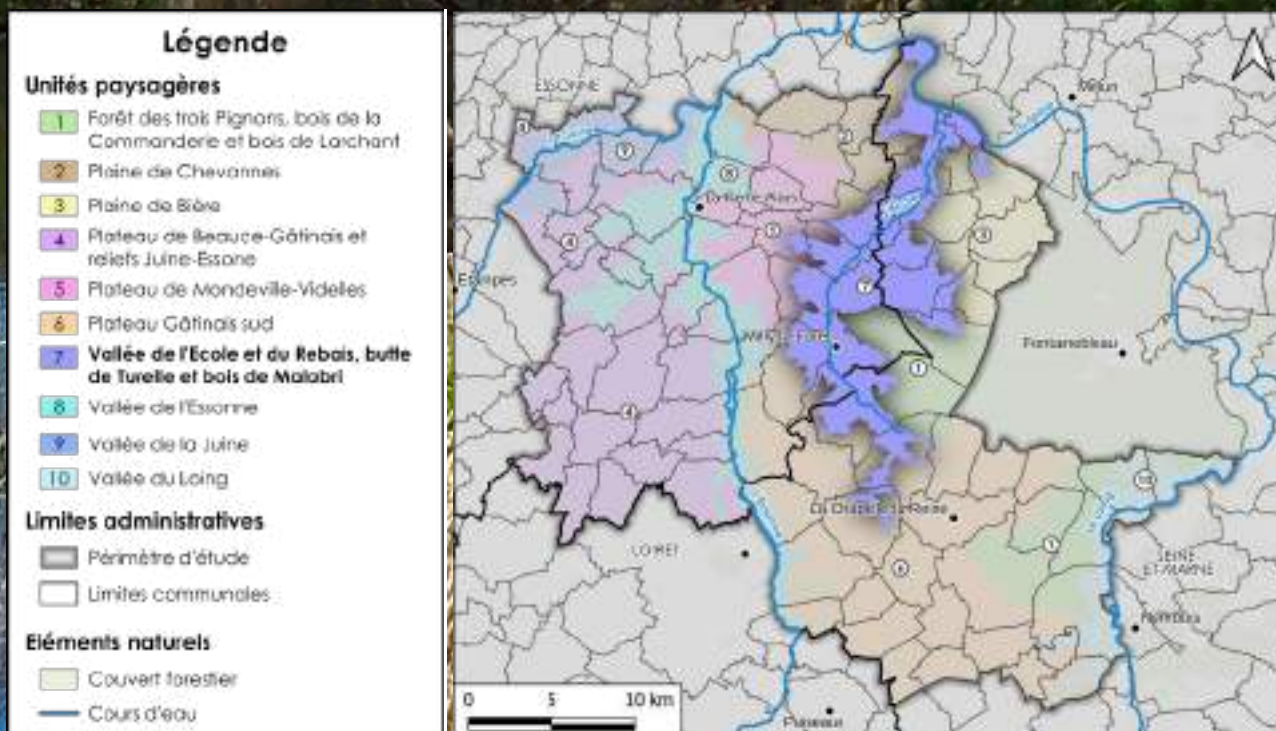


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Boissise-Le-Roi, Cély-en-Bière, Courances, Dannemois, Fleury-en-Bière, Moigny-sur-École, Oncy-sur-École, Pringy, Saint-Germain-sur-École, Saint-Sauveur-sur-École**

Entre 50 et 25 % : **Le Vaudoué, Milly-la-Forêt, Noisy-sur-École, Perthes-en-Gâtinais, Saint-Fargeau-Ponthierry, Saint-Martin-en-Bière, Soisy-sur-École**

Moins de 25 % : **Arbonne-la-Forêt, Boissy-aux-Cailles, Videlles, Villiers-en-Bière**



**L'unité paysagère de la vallées de l'École et du Rebais, Butte de Turelle et Bois de Malabri**, par sa petite taille et sa petite échelle, présente des paysages lisibles (vision du lit de la rivière ou des deux coteaux qui bordent la vallée), permettant ainsi une bonne compréhension du territoire.

La rivière École reste pourtant un cours d'eau relativement discret et préservé qui traverse le territoire en alternant urbanisation (Noisy-sur-École, Milly-la-Forêt, Dannemois), boisements et espaces cultivés plus marqués en aval. L'eau se présente aussi sur le territoire par la présence de la Seine à l'extrémité Nord-Est du territoire du Parc, fleuve d'intérêt national, mais aussi sous la forme de ru (Moullignon...).

L'unité se caractérise par un relief peu marqué et des pentes faibles,

notamment vers la confluence avec la Seine. En revanche, il est nécessaire de souligner la présence des coteaux qui joue un rôle de séparateur entre la Vallée de l'École et les différents plateaux qui bordent l'unité.





La vallée de l'École se caractérise par l'importance des clairières. Implantées en fond de vallée, celles-ci sont diverses : petites ou grandes, accueillant cultures, rivières et rus, villages et routes.

Parallèlement, la qualité du bâti et des matériaux, le morcellement des boisements, l'originalité des repères visuels et culturels (clochers, châteaux, etc...) sont des éléments de composition qui détaillent ce paysage emblématique.

À titre d'exemple, les repères visuels « naturels » sont constitués par les buttes ou promontoires qui matérialisent, et donnent à voir le relief en surplombant les espaces ouverts qui leur servent d'écrin. Il s'agit notamment :

- du Tertre Blanc et du Tertre Noir (Soisy-sur-École),
- de la Butte de Turelles et de la Motte (Courances, Fleury-en-Bière),
- de la platière de Bellevue (Moigny-sur-École),
- de la Butte Monceau (Milly-la-forêt).



La rivière École et son patrimoine

## ÉVOLUTIONS des paysages

- ✓ Bonne stabilité globale avec peu d'évolution perceptible à l'échelle du grand paysage.
- ✓ Présence d'altérations locales (constructions illégales...) en milieu naturel qui peuvent parfois passer inaperçues du fait des caractéristiques paysagères de l'unité (jeu de topographie, végétation...). Le Parc accompagne les collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme afin d'enrayer ce phénomène.
- ✓ La disparition progressive des haies et des vergers tend à réduire l'intégration paysagère des silhouettes bâties.
- ✓ Les surfaces boisées ont augmenté au détriment des surfaces agricoles et plus spécifiquement dans les secteurs de pentes ou dans les zones humides.
- ✓ La culture céréalière est toujours fortement présente. En revanche, en lien avec les actions du Parc du Gâtinais, certaines activités spécifiques ont fait leur apparition ou leur retour au sein des paysages (agroforesterie, cresson, plantes à parfums aromatiques et médicinales, chanvre, élevage bovin...).



Les cressonnières, emblématiques du paysage de la vallée

## LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité

- Travailler des façades urbaines de qualité en préservant l'ouverture de l'espace cultivé (jardins, vergers...) ainsi que l'intégrité des coteaux boisés auxquels ils s'adossent.
- Préserver les fonds de vallée de l'urbanisation diffuse, de l'artificialisation et de l'imperméabilisation.
- Conforter les cultures agricoles spécifiques (cresson, plantes à parfums aromatiques et médicinales, chanvre...) et tendre à la diversification agricole (agroforesterie).
- Mettre en avant le patrimoine local lié à l'eau (moulins, lavoirs...) en assurant sa pérennité et dans certains cas, son accessibilité, ou du moins sa visibilité depuis l'espace public.
- Préserver les berges de l'École, notamment la qualité de la ripisylve permettant de conserver une ambiance discrète.
- Maintenir les coteaux et buttes boisées en tant que vecteur de compréhension des paysages et frontière naturelle.
- Préserver et restaurer la ripisylve, les zones humides, les zones d'expansion de crues et le corridor végétal qui contribuent à situer la rivière dans le paysage.
- Préserver et valoriser les vallées étroites (ou canches) participant à la découverte des paysages en luttant contre la progression des boisements au détriment de l'activité agricole et l'urbanisation diffuse.
- Préserver la qualité des clarières et des lisières.
- Ouvrir les vues sur la Seine et mettre en valeur l'École et le ru de Moulignon en contexte urbain et les préserver en contexte agricole.



Le domaine de Courances traversé par le rivière École



A photograph of a forest landscape. In the foreground, there is a dense thicket of evergreen trees, possibly spruce or fir, with their branches and needles clearly visible. Behind this, a river flows, its surface acting as a mirror, reflecting the tall, slender trees of the forest that line the opposite bank. The sky is a clear, pale blue, visible through the canopy of the trees in the background. The overall scene is peaceful and natural.

**FICHES  
PAYSAGES**

**VALLÉE DE L'ESSONNE**

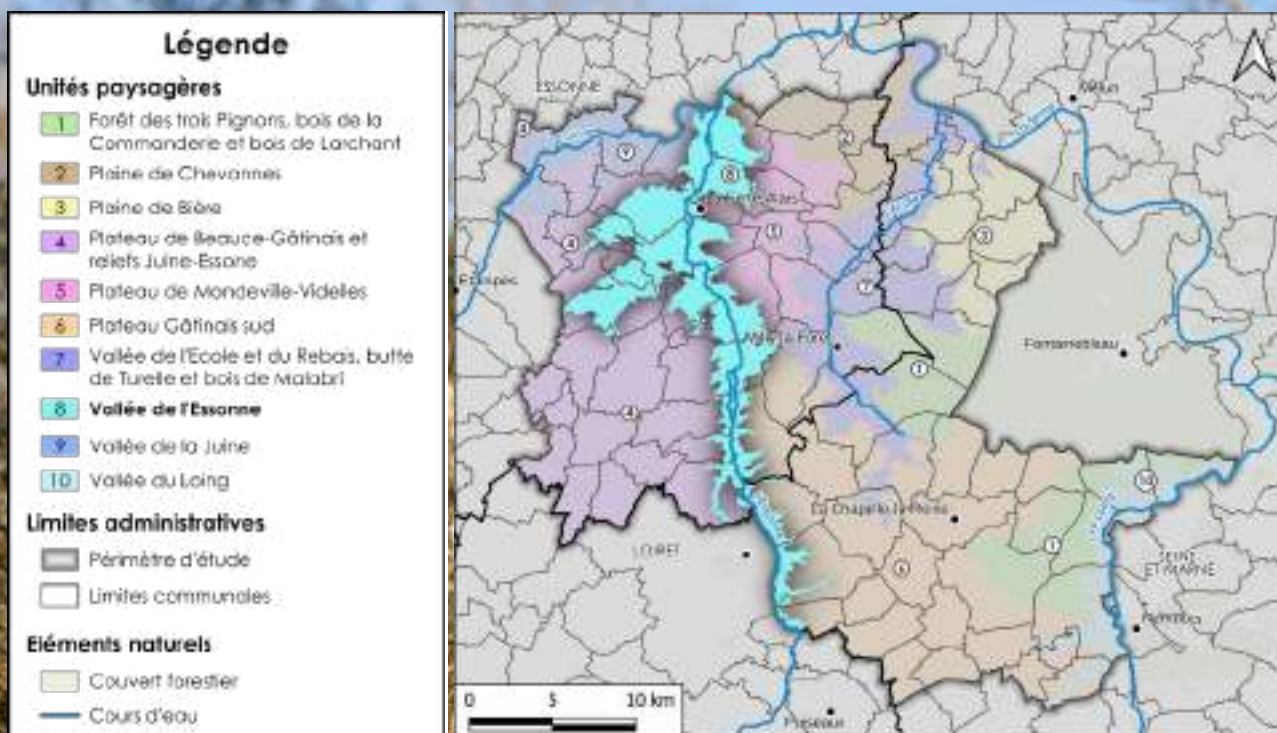


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Boissy-le-Cutté, Cerny, Courdimanche-sur-Essonne, D'Huisson-Longueville, Guigneville-sur-Essonne, Orveau, Vayres-sur-Essonne**

Entre 50 et 25 % : **Boutigny-sur-Essonne, Bouville, Buno-Bonnevaux, Itteville, Maisse, Nanteau-sur-Essonne**

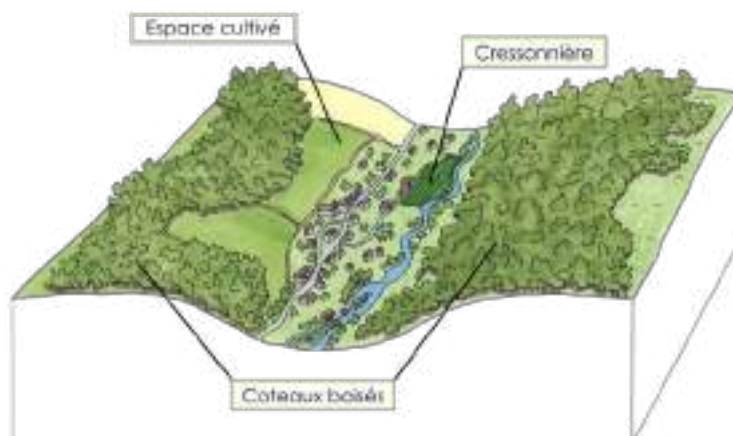
Moins de 25 % : **Cerny, Courdimanche-sur-Essonne, D'Huisson-Longueville, Gironville-sur-Essonne, La Ferté-Alais, Prunay-sur-Essonne, Boulancourt, Boigneville, Buthiers**



**L'unité paysagère de la vallée de l'Essonne** est très variée avec une succession de motifs et d'ambiances changeantes. Le fond de vallée comprend une succession de bourgs, de marais et de patrimoine lié à l'eau. Les coteaux, souvent boisés, permettent une transition entre le fond de vallée et les plateaux agricoles.

Les points de vue sont rares de par son caractère discret (berges boisées, jardins privés...), mais les ouvertures sur les vallées sèches et les affleurements rocheux sont remarquables. Par ailleurs, on trouve également certains espaces ouverts en fond de vallée, typiques de ce territoire (cressonnières, marais). Les boisements encadrent les vues par leur caractère linéaire sur les coteaux et dans les talwegs.

La vallée de l'Essonne présente deux ambiances contrastées entre l'amont et l'aval. Le sud de la vallée (amont) est plus sombre, resserré et « sauvage », avec une forte présence de zones humides et de boisements, et peu d'espaces agricoles.





Le nord de la vallée (aval) offre plus d'ouvertures en fond de vallée, avec des marais, des cressonnières et surtout des espaces agricoles s'étirant souvent jusqu'au pied des coteaux arborés.

Parfois, l'urbanisation linéaire suit les vallées et interrompt cette relation entre les espaces agricoles et les coteaux boisés, notamment dans le nord de la vallée.

À la confluence de l'Essonne et du ru de Cerny, la vallée ouverte a permis l'installation des hommes depuis fort longtemps comme le prouve la présence de grands domaines reconnus (Château de Presle).



Les emblématiques villages en fond de vallée

## ÉVOLUTIONS des paysages

- √ Bonne stabilité globale avec peu d'évolution perceptible à l'échelle du grand paysage.
- √ Fermeture progressive du paysage en fond de vallée due notamment à la présence de peupleraies et au recul de certaines activités traditionnelles (cressonnières, ...) liées à l'eau.
- √ Les actions de préservation des activités traditionnelles du Parc (reprise de cressonnières récentes,...) permettent de freiner le reboisement spontané des friches.
- √ L'urbanisation continue de progresser principalement au nord de l'unité et s'explique notamment par sa proximité avec l'agglomération parisienne.



La rivière Essonne et son patrimoine

## LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité

- Maintenir et valoriser la qualité des lisières forestières, des coteaux boisés, chaos rocheux.
- Maintenir les espaces demeurant ouverts contribuant à la diversité du paysage et à la richesse végétale du Gâtinais (maîtrise des peupleraies, préservation des marais et des grandes roselières...).
- Valoriser les forêts alluviales et maîtriser le développement des peupleraies.
- Préserver les fonds de vallée de l'urbanisation diffuse, de l'artificialisation et de l'imperméabilisation.
- Préserver les pelouses sèches, les platières et les marais tourbeux en tant que milieux naturels particulièrement riches.
- Assurer une attention particulière aux zones de transitions entre boisements et secteurs de grandes cultures (maintien de la vocation agricole du sol...).
- Consolider l'activité traditionnelle cressicole.
- Préserver les silhouettes de bourgs en intégrant les extensions urbaines.
- Valoriser les points de vues existants sur la rivière et le patrimoine lié à l'eau (marais, ripisylve, lavoirs...).



L'Essonne : une diversité écologique et paysagère



A scenic view of a river valley. In the foreground, a large, thick tree trunk with peeling bark leans over a grassy bank covered in fallen autumn leaves. The river flows calmly in the middle ground, reflecting the surrounding forest. The background is filled with tall, thin trees under a soft, hazy sky.

## **FICHES PAYSAGES**

### **VALLÉE DE LA JUINE**

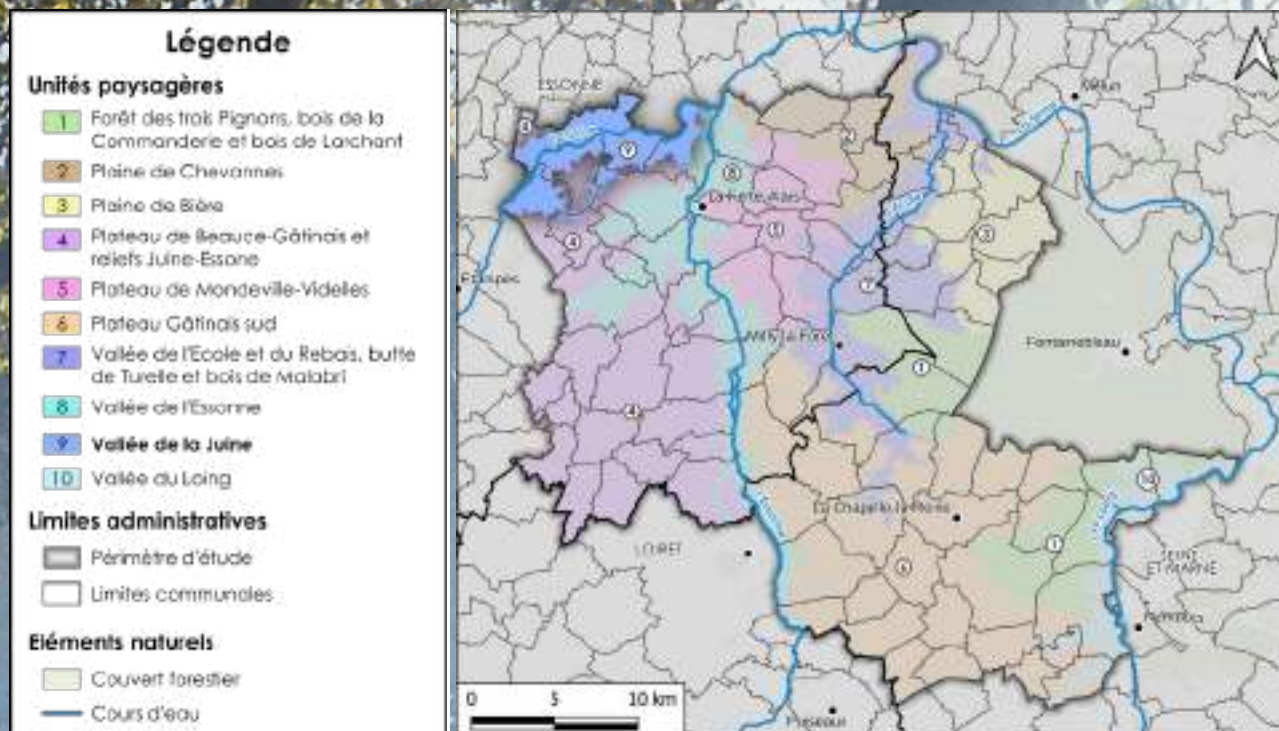


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Auvers-Saint-Georges, Bouray-sur-Juine, Chamarande, Janville-sur-Juine, Lardy**

Entre 50 et 25 % : **Itteville**

Moins de 25 % : **Cerny, Villeneuve-sur-Auvers**

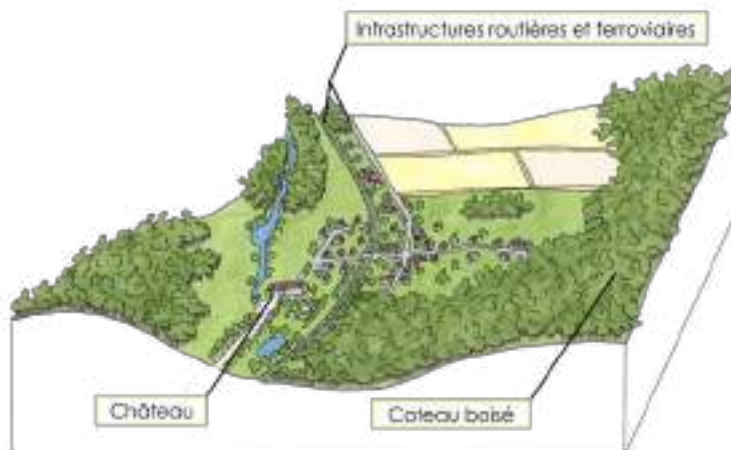


L'unité paysagère de la vallée de la Juine est située au nord-ouest du Parc. La partie aval de la Vallée de la Juine (14 km sur 51 km au total de la rivière) constitue une unité paysagère singulière. Malgré la diversité des paysages traversés (boisés, marécageux et urbains), l'unité paysagère bénéficie d'une bonne cohésion de ses paysages du fait de la présence de la rivière et de l'omniprésence des coteaux boisés.

L'imbrication des paysages urbanisés et des paysages de marais ne ménage que quelques ouvertures qualitatives au niveau des plaines cultivées d'Auvers-Saint-Georges, de Bouray-sur-Juine et d'Itteville. Le paysage construit, compact et fermé participe à l'ambiance secrète des lieux.

De plus, les bras, les canaux et les étangs, qui datent du XV<sup>e</sup> siècle, témoignent d'un aménagement relatif

vement ancien de la rivière. La végétation le long de la rivière est dense, l'eau est discrète et les accès y sont limités. Hormis les ponts et les espaces publics, seuls quelques sentiers permettent au promeneur de rejoindre les rives et d'admirer les paysages intimes et préservés.





Dans cette partie de la vallée, plusieurs séquences se succèdent : après la vallée majoritairement humide avec des marais, des pentes douces et quelques grands espaces agricoles à Chamarande et Auvers-Saint-Georges, la vallée se resserre et devient plus urbanisée à Lardy et Janville, puis elle s'ouvre sur une zone cultivée et urbanisée avant la confluence avec l'Essonne.

Une zone tampon d'agriculture a été préservée entre le fond de vallée bâti et les coteaux boisés.

Il est important de noter que dans ce territoire fermé de vallée, de nombreux sites prestigieux de châteaux (Chamarande, Gillevoin, Mesnil Voisin, etc.), jalonnent le cours de la Juine. Les moulins, les lavoirs et les ponts sont autant d'éléments marquants du paysage et de témoignages de l'histoire de la vallée.



La rivière la Juine et sa ripisylve

## ÉVOLUTIONS des paysages

- √ Bonne stabilité globale avec peu d'évolution perceptible à l'échelle du grand paysage.
- √ L'urbanisation continue de croître le long des axes de communications (infrastructures routière et ferroviaire) souvent sous la forme de lotissements peu denses et de constructions diffuses.
- √ Abandon progressif de certaines activités traditionnelles liées à l'eau favorisant un enrichissement des berges et une fermeture du paysage de la vallée.



Les coteaux boisés de la Juine et ses grands domaines

## LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité

- Préserver les effets de lisière sur les coteaux boisés.
- Conserver les paysages « intimistes et préservés » de la vallée de la Juine.
- Ouvrir des perspectives sur les parcs des châteaux lorsque les emprises foncières le permettent.
- Maintenir les espaces ouverts, notamment par une attention à la vocation agricole des sols et au maintien des espaces de respiration (préservation des marais et des grandes roselières, restauration des marais tourbeux....).
- Préserver et valoriser le patrimoine lié à l'eau.
- Préserver les fonds de vallée de l'urbanisation diffuse, de l'artificialisation et de l'imperméabilisation.
- Maintenir et préserver la ripisylve en milieu fermé de bord de Juine.



La Juine dans le Domaine départemental de Chamarande



**FICHES  
PAYSAGES**

**VALLÉE DU LOING**

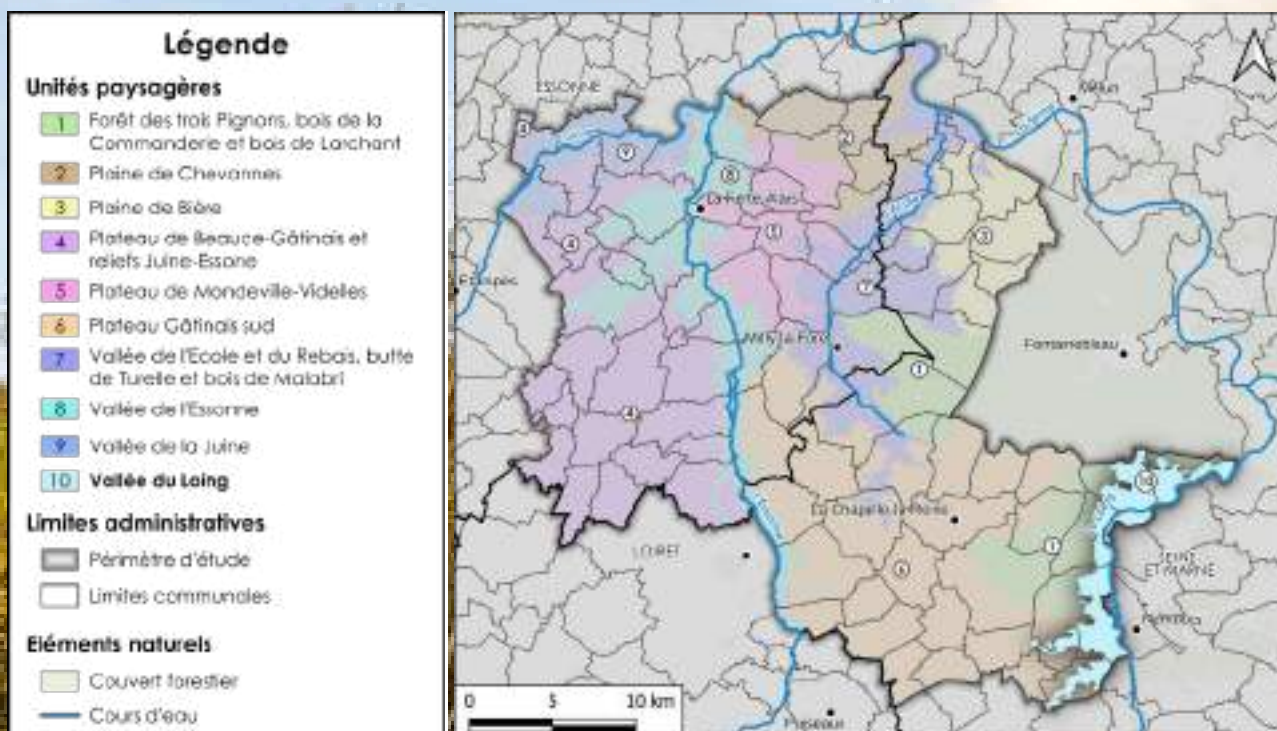


## Communes concernées

Plus de 50 % : **Bourron-Marlotte, Montigny-sur-Loing**

Entre 50 et 25 % : **Faÿ-lès-Nemours, Grez-sur-Loing, Ormesson, Saint-Pierre-lès-Nemours**

Moins de 25 % : -



L'unité paysagère de la vallée du Loing est située au sud-est du territoire, qui correspond au nord de la vallée du Loing. Les communes concernées se trouvent sur la rive gauche de la rivière. À l'ouest, l'unité est délimitée par les versants et les espaces forestiers du bois de Larchant et du bois de la Commanderie. Enfin, au sud-ouest de l'unité, deux vallées sèches entaillent le plateau du Gâtinais sud, jouant le rôle de frontière naturelle entre ces deux unités.

L'unité paysagère de la vallée du Loing accueille un nombre important d'infrastructures (voies ferrées, axes routiers, canal, ...) ainsi que des zones industrielles implantées en bordure du Loing. Ces éléments, joints à une végétation abondante, font émerger un paysage de mosaïque atypique, dans lequel le Loing et son canal semblent camouflés par un système de cloisonnement des vues.

Cependant, malgré la limitation des perspectives, certains motifs paysagers témoignent de leur présence à une échelle plus restreinte, tels que les grands alignements d'arbres qui parsèment plusieurs communes de l'unité. De plus, la vallée regorge d'un patrimoine relativement riche, se caractérisant par la présence de moulins, de châteaux et de vastes domaines.



Dans la vallée du Loing, la présence d'espaces naturels et agricoles entre les zones urbanisées contribue à l'identité du territoire. Ces zones de respiration naturelle offrent à chaque commune l'opportunité de mettre en valeur ses particularités identitaires tout en évitant un développement urbain continu.

De plus, ces espaces permettent parfois d'avoir une vue panoramique sur le grand paysage, avec des scènes d'eau (Loing, canal, plans d'eau) et des boisements le long des versants. Cependant, les vues sur les paysages aquatiques sont particulièrement restreintes en raison d'une végétation dense. Les possibilités de contact visuel se limitent ainsi aux sites de franchissement tels que les ponts sur le Loing ou le canal.



Les alignements d'arbres, emblématiques de la vallée

## ÉVOLUTIONS des paysages

- √ Développement urbain le long des grands axes de communication.
- √ L'urbanisation tend à se rapprocher de la lisière forestière (bois de la Commanderie) à l'ouest de l'unité.
- √ Fermeture du paysage en fond de vallée suite à la disparition progressive des espaces agricoles autrefois utilisés pour des activités pastorales.
- √ Développement de la chalarose du frêne contribuant ainsi à un appauvrissement de la qualité paysagère.



Le Loing et son canal



## LES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE spécifiques à l'unité

- Veiller à la qualité des paysages des infrastructures de transport et de leurs abords.
- Conforter le rôle des zones humides en tant que réservoir de biodiversité tout en préservant leur qualité paysagère.
- Anticiper et accompagner l'évolution des paysages en lien avec le changement climatique (développement de la chalarose, sécheresse...).
- Travailler sur l'accessibilité visuelle et l'aménagement des rives du Loing en prenant en compte les impacts de la pression touristique et le caractère privatif des berges.
- Préserver et conforter la qualité des effets de lisières notamment en luttant contre le mitage urbain.
- Préserver les fonds de vallée de l'urbanisation diffuse, de l'artificialisation et de l'imperméabilisation.
- Veiller à la qualité paysagère des bords de Loing (cabanisation, implantation de clôtures...).
- Préserver et reconduire les motifs paysagers végétaux (alignements d'arbres...).
- Préserver et valoriser le patrimoine lié à l'eau (moulins, ponts...).



Le Loing et son patrimoine

# CONCEVOIR SON PROJET DE SIGNALÉTIQUE

Guide à destination des élus et porteurs de projets



# Paysages du Gâtinais français

## CONCEVOIR SON PROJET DE SIGNALÉTIQUE

Guide du Parc naturel régional du Gâtinais français - Édition 2024

GUIDE À DESTINATION  
DES ÉLUS ET  
PORTEURS DE PROJETS

Une autre vie s'invente ici

# SOMMAIRE

|                                                                                                                      |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>LE PARC NATUREL RÉGIONAL DU GÂTINAIS FRANÇAIS</b>                                                                 | <b>350</b> |
| PRÉSENTATION                                                                                                         |            |
| CARTE DES ENTITÉS PAYSAGÈRES                                                                                         |            |
| <b>COMMENT UTILISER CE GUIDE ?</b>                                                                                   | <b>352</b> |
| L'ENTRÉE DANS LE GUIDE                                                                                               |            |
| LA FICHE TYPE                                                                                                        |            |
| <b>1 IDENTIFIER LE TYPE D'AFFICHAGE RENCONTRÉ</b>                                                                    | <b>354</b> |
| LA PUBLICITÉ                                                                                                         | 356        |
| De quoi s'agit-il ?                                                                                                  | 356        |
| Le cas des bâches                                                                                                    | 358        |
| LES PRÉENSEIGNES DITES « DÉROGATOIRES »                                                                              | 360        |
| De quoi s'agit-il ?                                                                                                  | 360        |
| Le cas des préenseignes temporaires                                                                                  | 364        |
| LES ENSEIGNES                                                                                                        | 366        |
| De quoi s'agit-il ?                                                                                                  | 366        |
| Bien intégrer son enseigne aux paysages du Gâtinais                                                                  | 368        |
| Le cas des enseignes temporaires                                                                                     | 374        |
| LA SIGNALISATION D'INFORMATION LOCALE (SIL)                                                                          |            |
| LE RELAIS D'INFORMATION SERVICE (RIS) ET L'AFFICHAGE OBLIGATOIRE                                                     | 376        |
| Quelles solutions proposer aux activités de ma commune qui ne peuvent pas bénéficier d'une préenseigne dérogatoire ? | 376        |
| La signalisation d'information locale (SIL)                                                                          | 376        |
| Le Relais d'information service (RIS)                                                                                | 378        |
| L'affichage obligatoire, l'affichage libre, les journaux d'information lumineux                                      | 379        |
| <b>&gt; &gt; &gt; Entracte &gt; &gt; &gt; « Le test »</b>                                                            | <b>380</b> |
| <b>2 CONSEILS TECHNIQUES</b>                                                                                         | <b>382</b> |
| LES MATÉRIAUX : respecter le savoir-faire et l'environnement                                                         | 382        |
| PRÉCISIONS SUR LE LETTRAGE                                                                                           | 383        |
| PRÉCISIONS SUR L'ÉCLAIRAGE : optimiser et économiser                                                                 | 384        |
| <b>3 LES PROCÉDURES À SUIVRE POUR LES PORTEURS DE PROJET</b>                                                         | <b>386</b> |
| <b>4 LES PROCÉDURES À SUIVRE POUR LES COMMUNES</b>                                                                   | <b>387</b> |
| <b>5 TABLEAU DE SYNTHÈSE DES PRINCIPALES RÈGLES CONCERNANT L'AFFICHAGE</b>                                           | <b>388</b> |
| <b>6 GLOSSAIRE</b>                                                                                                   | <b>390</b> |
| <b>7 MEMENTO LÉGISLATIF ET RESSOURCES</b>                                                                            | <b>391</b> |
| <b>8 SOLUTIONS DU TEST</b>                                                                                           | <b>393</b> |

# Édito

de Jean-Jacques Boussaingault  
Président du Parc naturel régional  
du Gâtinais français



*Publicité, préenseignes et enseignes, parlons nous de la même chose ?*

*La complexité de la réglementation actuelle, les enjeux économiques de développement du territoire nous amènent à nous entendre sur la lecture des textes qui réglementent l'affichage.*

*Dans le cadre de l'application de la Charte du Parc et de l'agenda 21 local, tous les signataires se sont engagés dans un projet respectueux des grands enjeux du développement durable.*

*La mise en place par les activités du territoire et les communes du Parc d'un affichage optimisé, adapté et qualitatif répond à ces enjeux.*

LE + PARC

Anticiper ces questions avec les communes, en travaillant dès à présent la question de l'affichage de façon globalisée, pour répondre aux attentes des entreprises, dans un cadre légal et respectueux du cadre de vie.

## Comment ?

- Par l'accompagnement des communes, pour faire un état préalable des besoins réels en matière d'affichage et du potentiel de jalonnement communal (domaine public)
- Par la mutualisation des contacts avec l'expertise technique des services de l'État, du Conseil régional et des Conseils généraux compétents sur ces questions d'affichage et parfois gestionnaires des axes de déplacements.

En effet, le recours aux nouvelles technologies, par la création de sites internet pour la vente en ligne par exemple, sont autant d'adaptations stratégiques mises en place par certaines activités du Parc. L'objectif étant de répondre à leurs besoins de visibilité tout en s'inscrivant dans un territoire préservé.

La réalisation de ce guide a fait l'objet d'une large concertation, de la consultation des services compétents.

Le propos de ce guide est d'accompagner d'une part, les communes et les intercommunalités dans leur démarche de conseil auprès des activités et d'autre part, les porteurs de projets qui souhaiteraient mettre en place un affichage de qualité pour signaler leur activité.

Le projet de loi sur la biodiversité comprend un volet sur la publicité, il propose notamment un nouveau changement dans l'attribution de la mise en œuvre des procédures de retrait de l'affichage illégal. Ce texte devrait renforcer l'appui des services de l'État auprès des communes n'ayant pas choisi d'adopter un Règlement local de publicité ou RLP (cf. définition en page 44).

Dans ce contexte, il est essentiel de rappeler que la vigilance de tous reste requise, pour maintenir la qualité de notre cadre de vie, en maîtrisant l'affichage, quel qu'il soit.

Notre espace préservé constitue l'écrin dans lequel, les habitants, les touristes perçoivent les activités du territoire.

Pouvoir les identifier dans ce cadre paysager est indispensable au bon fonctionnement des activités. La recherche d'un affichage lisible, c'est-à-dire présent sans excès, est la contribution que nous pouvons demander aux entreprises voulant communiquer.

Ce guide propose aux communes un socle de démarche pour accompagner les activités dans le contexte du respect de la réglementation.



# LE PARC NATUREL RÉGIONAL DU GÂTINAIS FRANÇAIS

## PRÉSENTATION

Les Parcs naturels régionaux, créés il y a maintenant plus de 40 ans, concernent aujourd'hui 16,5 % de notre territoire, soit 9 millions d'hectares, où vivent 4,4 millions d'habitants. Ils ont pour objectif de préserver un patrimoine naturel et culturel remarquable mais fragile. Leur mission est d'assurer un développement économique et social harmonieux de leurs territoires en s'appuyant sur le respect de l'environnement.

L'appellation « Gâtinais français » a une double explication : tout d'abord géologique, puisque ce territoire tirerait son nom des terres sablonneuses qui le composent, les « gâtines », propices aux clairières et aux landes, mais aussi historique, car il correspond à une partie de l'ancien Royaume de France.

Le réseau hydrographique, affluent de la Seine, s'écoule du sud vers le nord en recoupant ces

alignements. « Il comprend quatre rivières principales : la Juine, l'Essonne, l'École et le Loing, mais le chevelu hydrographique est peu développé.

L'occupation des sols est répartie entre 57,5 % de terres agricoles, 30,8 % de bois et forêts, 9,8 % d'urbanisation, 1,7 % de milieux naturels ouverts (platières gréseuses, pelouses calcicoles, landes, marais et tourbières), 0,3 % d'eau. La forêt publique représente 14,5 % de la superficie boisée totale.

La biodiversité : une richesse exceptionnelle

Ce « pays des mille clairières et du grès » est composé de cinq types de milieux, où l'on trouve à chaque fois une flore, une faune et des paysages spécifiques. Ils sont représentatifs du Gâtinais français et contribuent à façonner son identité. (Données M.O.S. 2012)

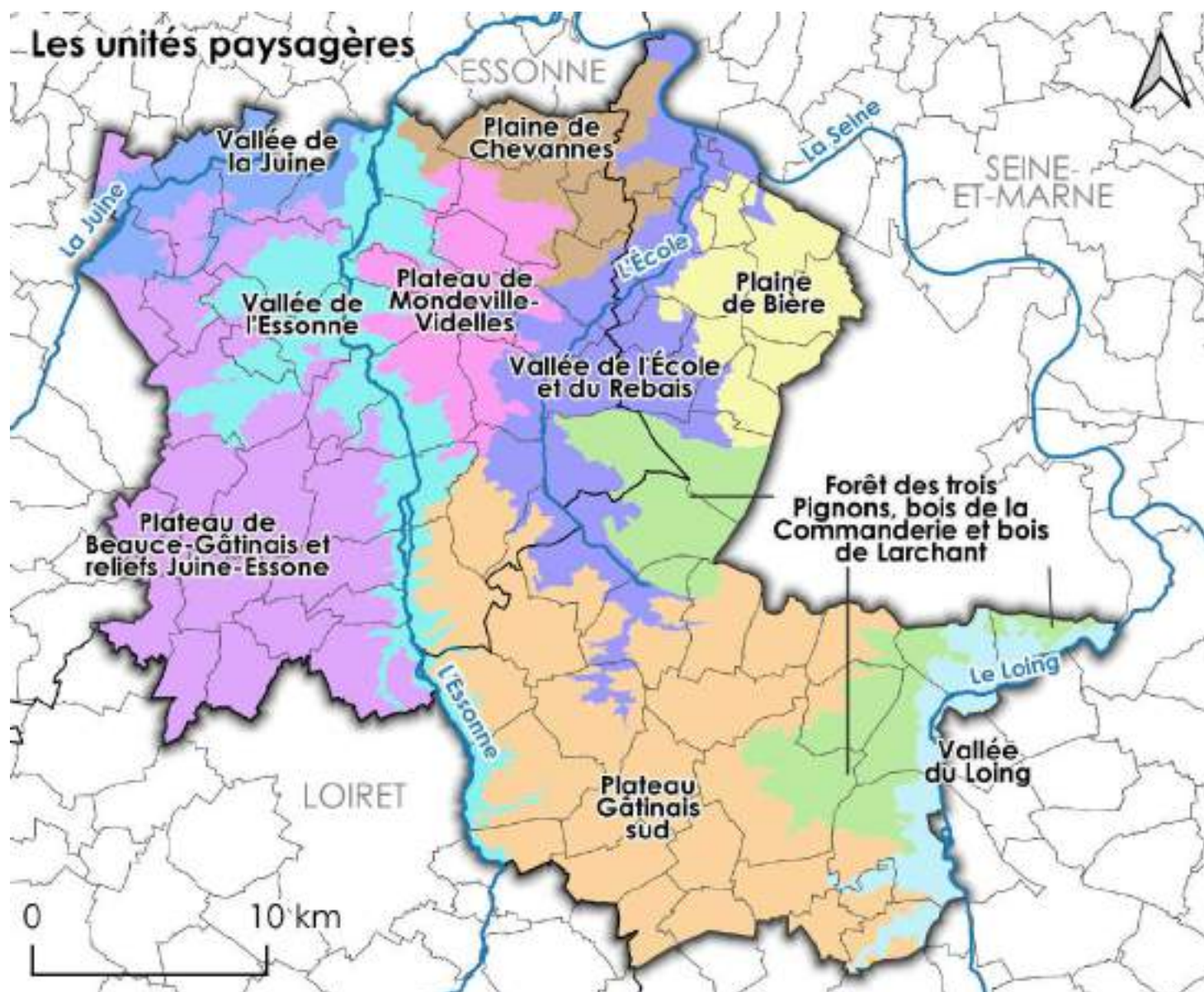


R.B. Le périmètre proposé comporte l'intégralité des Communes concernées. Dans certains cas et si cela se justifie, les Communes peuvent adhérer partiellement au Parc.

Élaboration : Parc naturel régional du Gâtinais français, 2021. Sources : BD Topo 25 000, données Institut National de l'Équipement Rural.



## LES UNITÉS PAYSAGÈRES



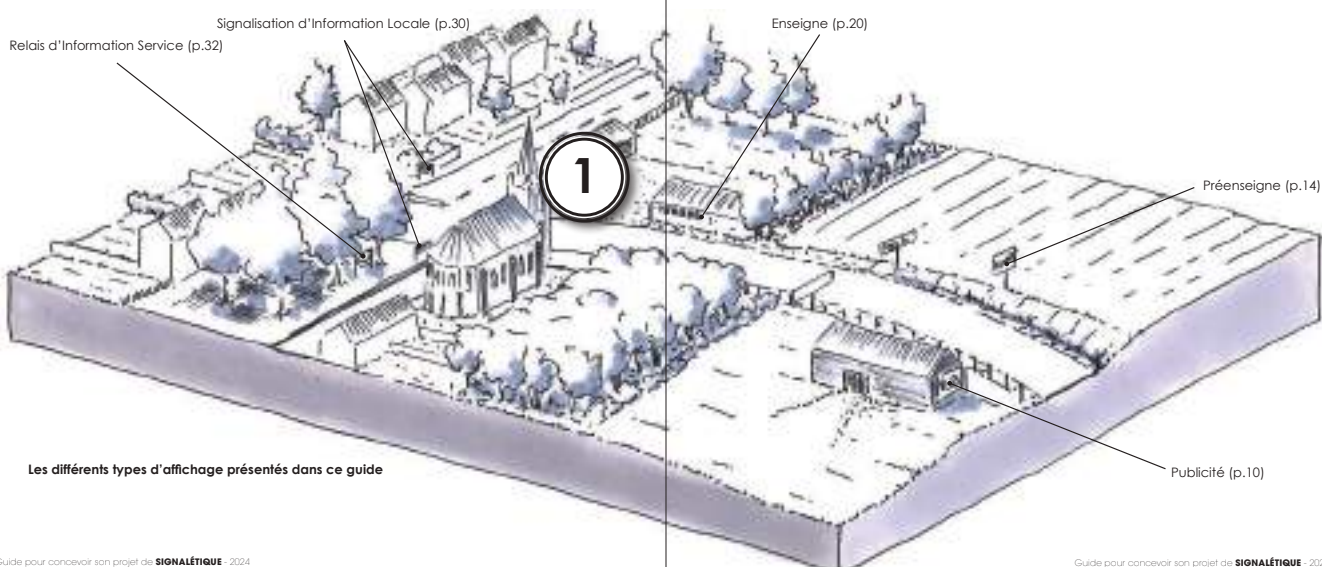
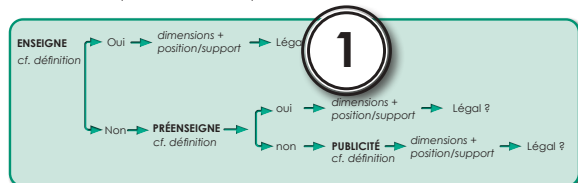
# COMMENT UTILISER CE GUIDE ?

## L'ENTRÉE DANS LE GUIDE

- 1 Tout d'abord, en parcourant le bloc paysager, identifier le ou les cas pressentis.
- 2 Ensuite se reporter à la définition du type d'affichage puis aux fiches correspondantes dans le guide pour en savoir davantage.
- 3 Au besoin, ne pas hésiter à contacter les services compétents (coordonnées en quatrième de couverture) pour exposer votre situation et vous faire conseiller.

### 1. IDENTIFIER LE TYPE D'AFFICHAGE RENCONTRÉ

À partir de la clef de détermination ou du bloc paysager, repérer le type d'affichage supposé, lire la définition et se reporter à la fiche correspondante.



#### Définitions

##### Publicité

« Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilés à des publicités ». p.10

##### Préenseigne

« Constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble ou à proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée ». p.14

##### Enseigne

« Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ». p.20

##### SIL

« Signalisation d'Information Locale. Il s'agit d'un nouveau mode de signalisation qui ouvre des possibilités supplémentaires pour guider l'usager de la route vers les services et équipements susceptibles de l'intéresser dans son déplacement et situés à proximité de la voie sur laquelle il se déplace ». Elle est soumise aux règles fondamentales de la signalisation routière. p.30

##### RIS

Relais d'Information Service. « Un RIS est un mobilier urbain, implanté en ou hors agglomération sur le domaine public, ou privé de la commune, comportant une cartographie et une nomenclature des voiries et des activités présentes sur le territoire de la commune ». p.32

## LA FICHE TYPE

- ① Une ou plusieurs doubles pages par type d'affichage.
- ② Un texte détaillant les critères permettant de déterminer les caractéristiques ainsi que la légalité de l'affichage.
- ③ Un ou plusieurs blocs paysagers exposent les situations les plus couramment rencontrées.
- ④ Des photos illustrent des cas concrets rencontrés sur le territoire du Parc.

### LA PUBLICITÉ

**De quoi s'agit-il ?**  
Tous les dispositifs qui ne peuvent être considérés comme des enseignes ou préenseignes. Elle fait passer un message promotionnel sur un produit, une marque, un supermarché etc.

**La réglementation nationale**  
Le régime général interdit la publicité (Règlement National de la Publicité) en dehors des agglomérations (art L.581-7 du Code de l'environnement) sauf dans le cas de Règlement Local de Publicité (RLP) pour les centres commerciaux hors agglomération. Il interdit également la publicité dans les agglomérations lorsqu'elles se situent dans un Parc naturel régional (art L.581-8 du Code de l'environnement).

**Ce que dit la charte du Parc**  
La charte va plus loin en terme d'interdiction de la publicité sur le territoire du Parc naturel régional. En effet, celle-ci précise que même en cas d'élaboration de Règlements locaux de publicité – RLP(i) – ceux-ci ne pourront que renforcer les limites fixées par la loi en matière d'enseignes et de pré-enseignes (limitation, surface, aspects, couleurs...), toute autre forme de publicité étant exclue.

**Quelles formes ?**  
Publicité scellée au sol, à un mur...

**Dimension**  
Les dimensions les plus courantes des panneaux publicitaires sont de **4x3 mètres**. Attention, il ne faut pas confondre les panneaux publicitaires avec les enseignes, malgré leur apparence commune !

**Comment faire la différence ?**  
L'enseigne concerne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce contrairement à la publicité.  
Une vigilance accrue est donc nécessaire, pour bien conseiller les activités situées sur le territoire du Parc.

**Un exemple courant de confusion :**  
Une enseigne implantée sur la parcelle voisine de l'activité pour des questions de visibilité, devient une publicité et de ce fait est interdite dans les Parcs naturels régionaux.

1

**L'ESSENTIEL :**  
DANS UN PARC  
NATUREL RÉGIONAL

**LA PUBLICITÉ EST INTERDITE**  
EN ET HORS  
AGGLOMÉRATION

**MÊME EN CAS DE RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ**

4



Publicité dans un jardin, photo prise hors du Parc.



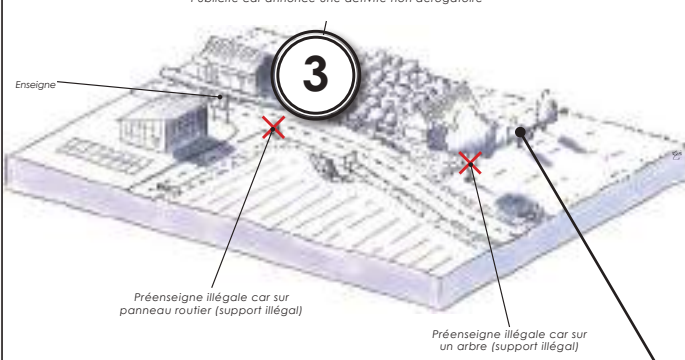
Ancienne structure accueillant un panneau publicitaire 4 m x 3 m.

**LA PUBLICITÉ**

#### HORS agglomération

« Chaussures-Boutique : 15 € la paire »  
Publicité car annonce une activité non dérogatoire

3



Enseigne

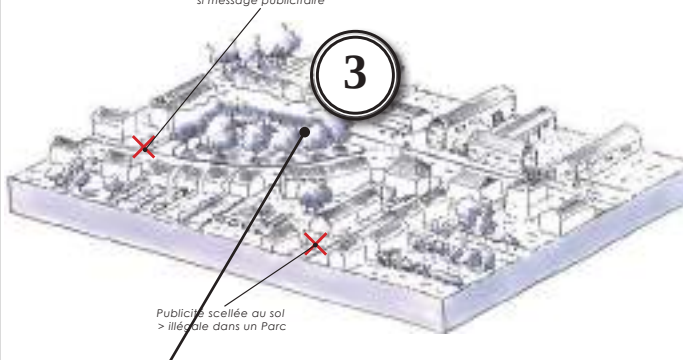
Pré-enseigne illégale car sur panneau routier (support illégal)

Pré-enseigne illégale car sur un arbre (support illégal)

#### EN agglomération

Publicité temporaire (bâche) illégale si message publicitaire

3



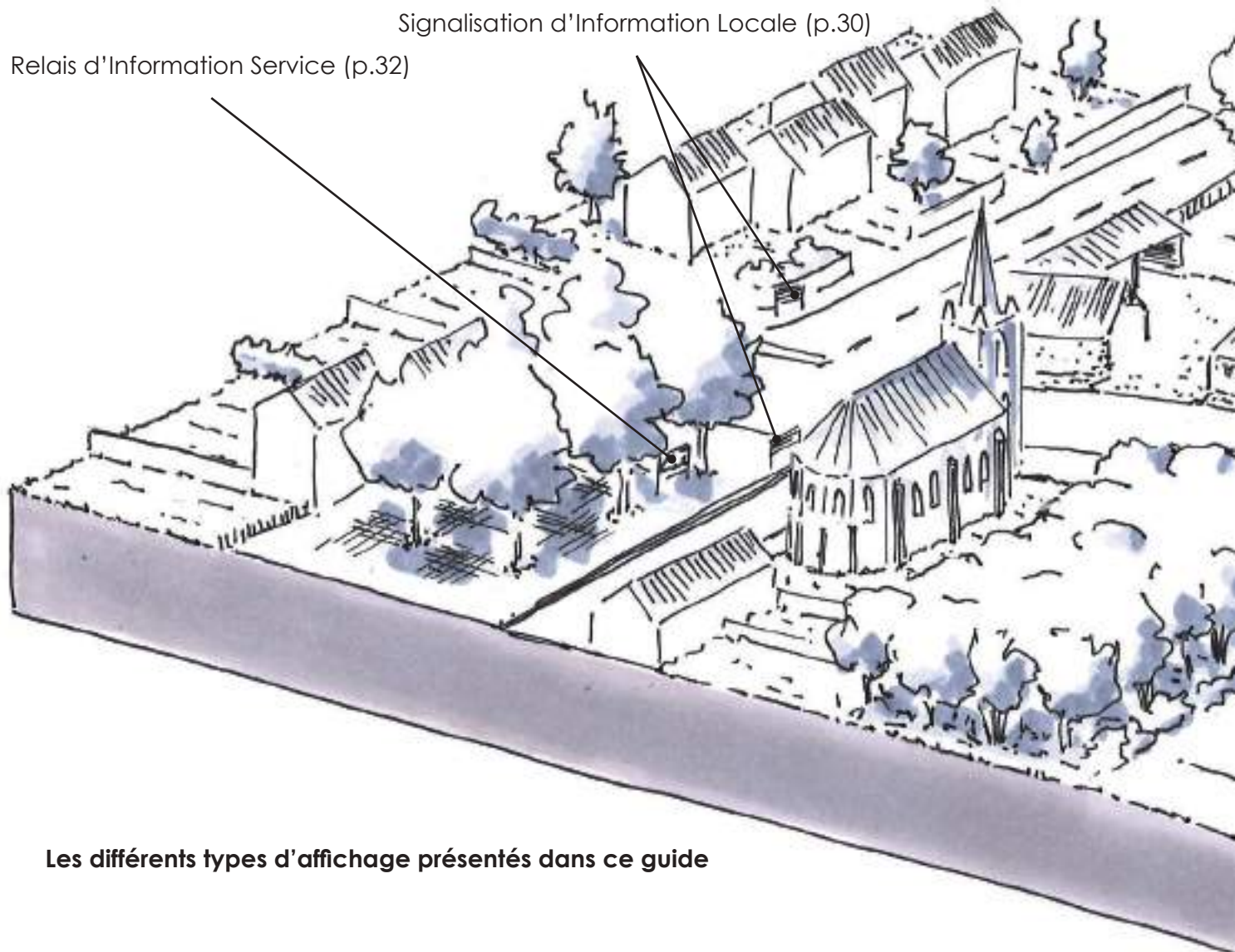
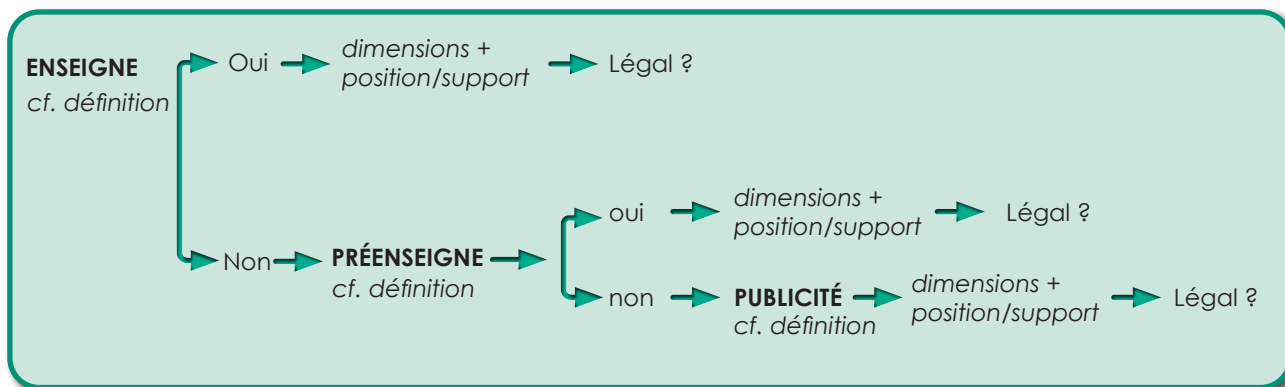
Publicité scellée au sol > illégale dans un Parc

Mise en situation



# 1. IDENTIFIER LE TYPE D’AFFICHAGE RENCONTRÉ

À partir de la clef de détermination ou du bloc paysager, repérer le type d’affichage supposé, lire la définition et se reporter à la fiche correspondante.



Les différents types d’affichage présentés dans ce guide



## Définitions

### Publicité

« Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités ». **p.10**

### Préenseigne

« Constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée ». **p.14**

### Enseigne

« Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ». **p.20**

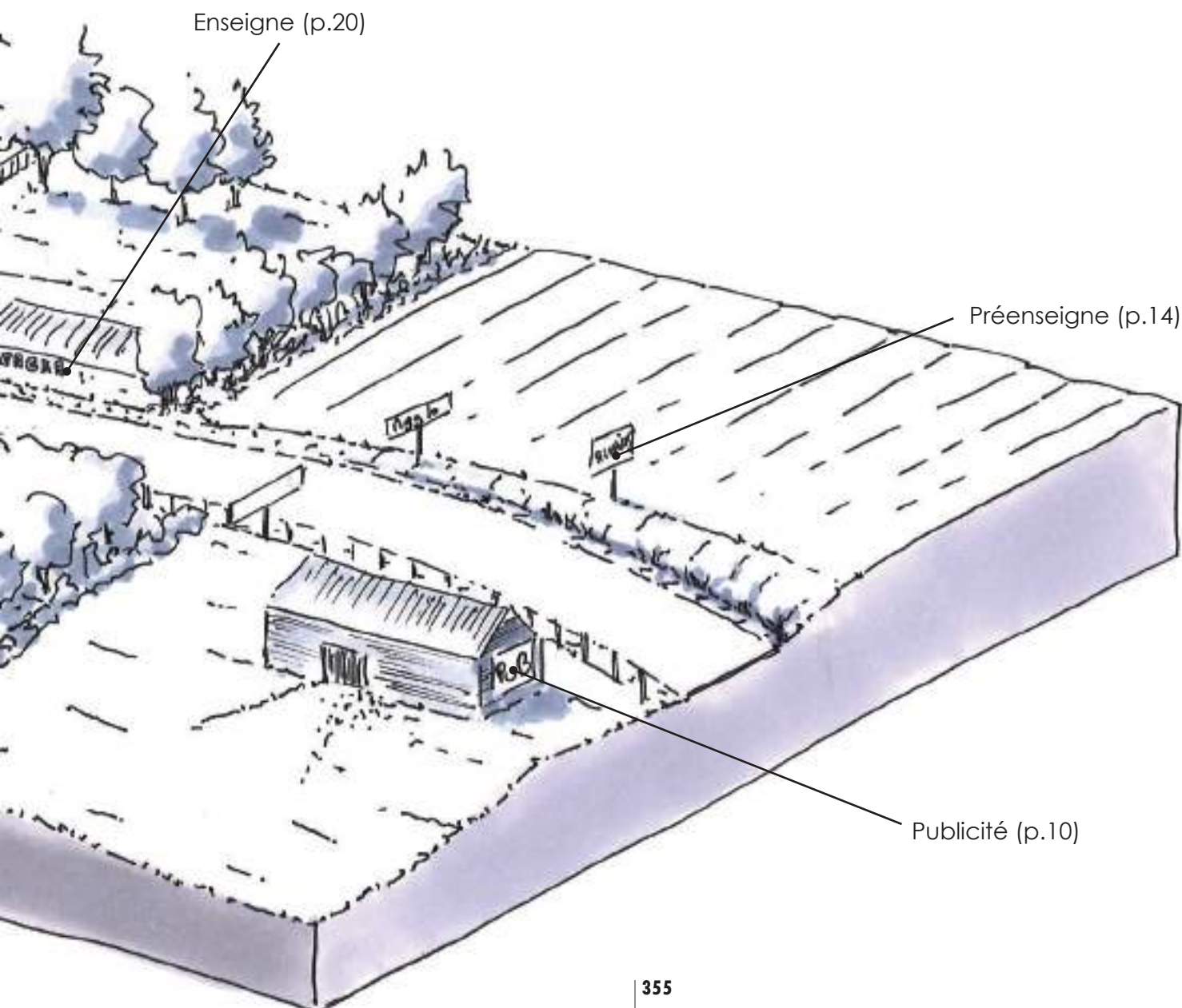
### SIL

« Signalisation d'Information Local. Il s'agit d'un nouveau mode de signalisation qui ouvre des possibilités supplémentaires pour guider l'usager de la route vers les services et équipements susceptibles de l'intéresser dans son déplacement et situés à proximité de la voie sur laquelle il se déplace ».

Elle est soumise aux règles fondamentales de la signalisation routière. **p.30**

### RIS

« Relais d'Information Service. Un RIS est un mobilier urbain, implanté en ou hors agglomération sur le domaine public, ou privé de la commune, comportant une cartographie et une nomenclature des voiries et des activités présentes sur le territoire de la commune ». **p.32**



# LA PUBLICITÉ

## De quoi s'agit-il ?

Tous les dispositifs qui ne peuvent être considérés comme des enseignes ou préenseigne.

Elle fait passer un message promotionnel sur un produit, une marque, un supermarché etc.

## La réglementation nationale

**Le régime général interdit la publicité (Règlement National de la Publicité) en dehors des agglomérations (art L.581-7 du Code de l'environnement) sauf dans le cas de Règlement Local de Publicité (RLP) pour les centres commerciaux hors agglomération. Il interdit également la publicité dans les agglomérations lorsqu'elles se situent dans un Parc naturel régional (art L.581-8 du Code de l'environnement).**

## Ce que dit la charte du Parc

La charte va plus loin en terme d'interdiction de la publicité sur le territoire du Parc naturel régional. En effet, celle-ci précise que même en cas d'élaboration de Règlements locaux de publicité – RLP(i) – ceux-ci ne pourront que renforcer les limites fixées par la loi en matière d'enseignes et de pré-enseignes (limitation, surface, aspects, couleurs...), toute autre forme de publicité étant exclue.

## Quelles formes ?

Panneaux, bâches, banderoles, affiches, ...

## Implantation

Elle peut-être scellée au sol, à un mur...

## Dimension

Les dimensions les plus courantes des panneaux publicitaires sont de **4x3 mètres**.

Attention, il ne faut pas confondre les panneaux publicitaires avec les enseignes, malgré leur apparence commune !

## Comment faire la différence ?

L'**enseigne** concerne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et **relative à une activité qui s'y exerce contrairement à la publicité**.

Une vigilance accrue est donc nécessaire, pour bien conseiller les activités situées sur le territoire du Parc.

### Un exemple courant de confusion :

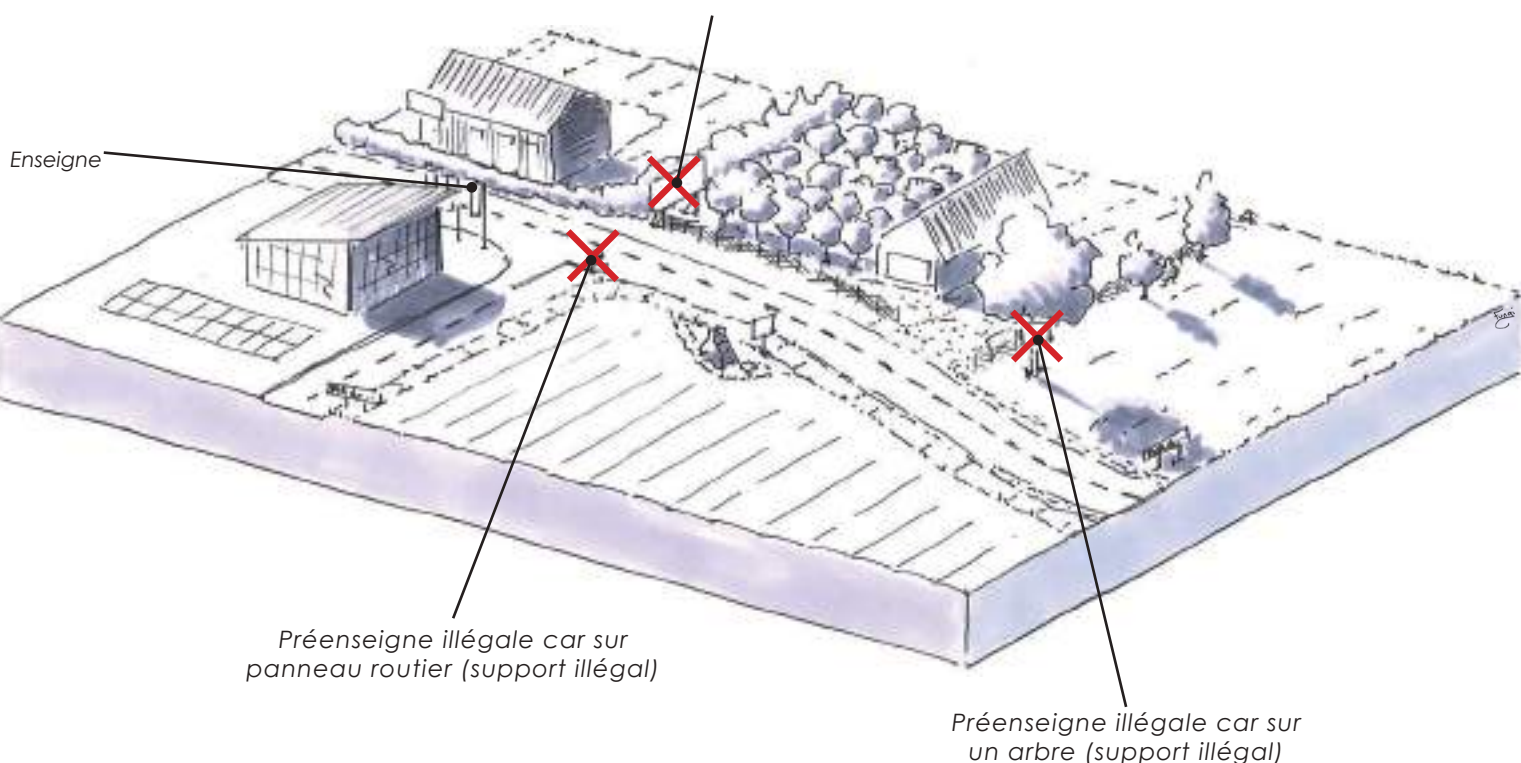
Une enseigne implantée sur la parcelle voisine de l'activité pour des questions de visibilité, devient une publicité et de ce fait est interdite dans les Parcs naturels régionaux.

## LA PUBLICITÉ

### HORS agglomération

« Chaussures-Boutique : 15 € la paire »

Publicité car annonce une activité non dérogatoire





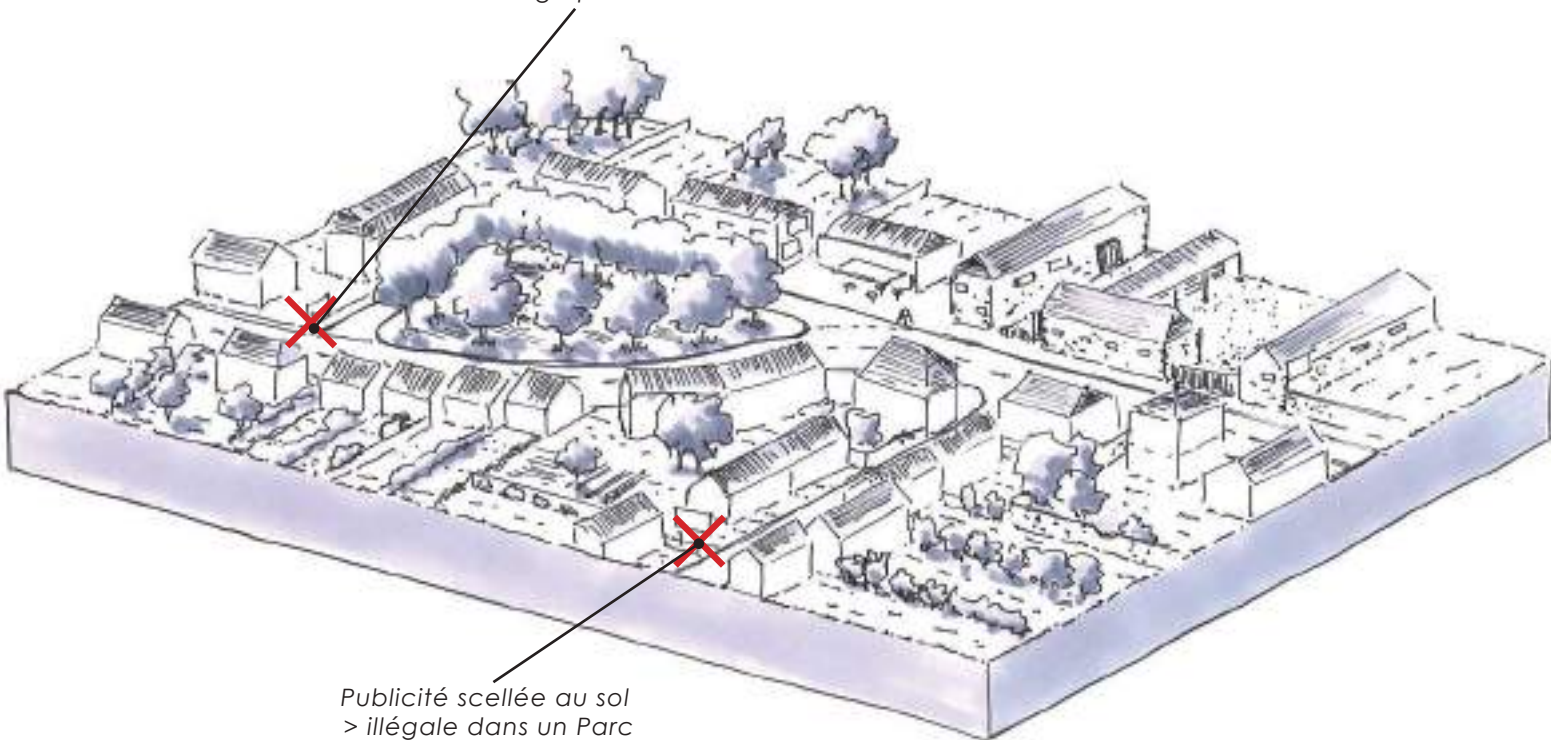
Publicité dans un jardin, photo prise hors du Parc.



Ancienne structure accueillant  
un panneau publicitaire 4 m x 3 m.

## EN agglomération

Publicité temporaire (bâche) illégale  
si message publicitaire





## ■ Le cas des bâches

### Elles sont définies en deux catégories :

- les bâches de chantier, installées sur des échafaudages « nécessaires à la réalisation de travaux ».
- les bâches publicitaires, qui sont toutes les autres bâches.

### Les bâches sont interdites dans les agglomérations de moins de dix mille habitants.

Concernant les bâches publicitaires, celles-ci sont interdites également dans les agglomérations de plus de dix milles habitants dans la mesure où la publicité est interdite sur le territoire du Parc naturel régional.

### Implantation

Les bâches de chantier ne doivent pas constituer une saillie supérieure à 0,50 m du mur et dépasser de leur support (article L.581-54).

### Dimensions

Elles ne sont pas fixées puisque les autorisations sont délivrées au cas par cas.

### Exception

Dans le cas de travaux permettant à l'immeuble d'obtenir le label BBC rénovation (autorisation du maire pour accroître la surface autorisée).

### Les compétences en présence ou non d'un RLP\*

|                          | En l'absence d'un RLP                    | En présence d'un RLP       |
|--------------------------|------------------------------------------|----------------------------|
| Compétence d'instruction | Maire ou Président de l'intercommunalité | Maire au nom de la commune |
| Compétence de police     | Maire ou Président de l'intercommunalité | Maire                      |

Voir annexe : « La répartition de la compétence de la police de la publicité »





Préenseigne sur bâche.



Accumulation de bâches qui peuvent être considérées comme des enseignes temporaires.

Dispositifs autorisés mais nuisant à la qualité des paysages.



Événement local :  
préenseigne temporaire sur bâche.

## LES PRÉENSEIGNES DITES « DÉROGATOIRES »

### De quoi s'agit-il ?

Les préenseignes indiquent la proximité d'une activité. Elles ont une **fonction d'orientation**, sans pour autant faire partie de la signalisation directionnelle.

De manière générale, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (**art. L.581-19 du Code de l'environnement**) à deux exceptions près :

- les préenseignes dites « dérogatoires » traitées ici ;
- les préenseignes temporaires (**cf. p.18**).

Les activités pouvant bénéficier de préenseignes dérogatoires seront limitées aux activités en relation avec la **fabrication ou la vente de produits du terroir** par des entreprises locales, les **activités culturelles** et les **monuments historiques classés ou inscrits** ouverts à la visite.

Une alternative aux préenseignes est à étudier dès maintenant, pour la localisation d'activités de ce type.

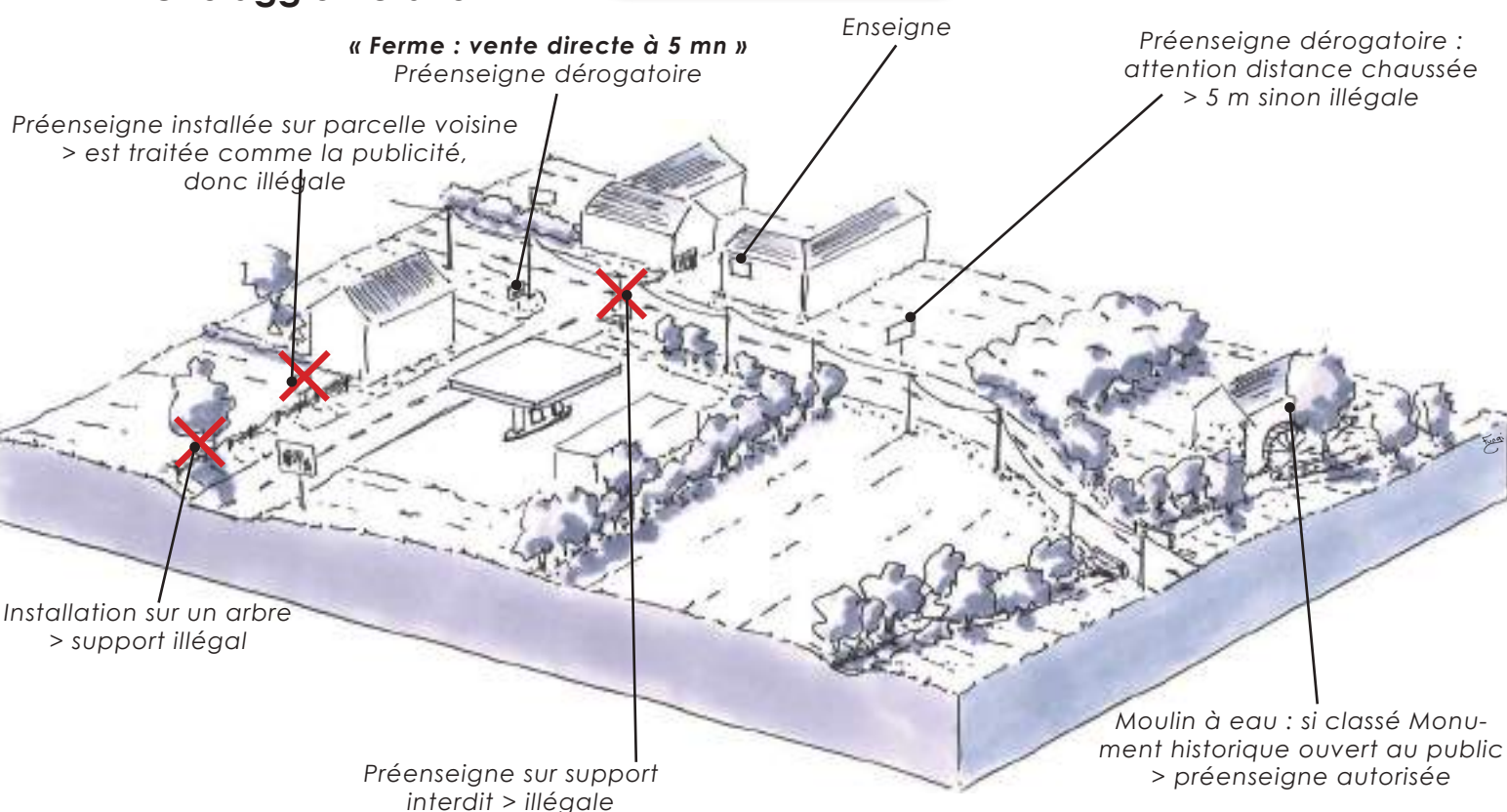
Les activités pouvant bénéficier de préenseignes dérogatoires :

|                                                                                                                | Nombre | Distance |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------|
| Activité particulièrement utile aux personnes en déplacement (Hôtels, restaurants, garages, stations-services) | 2      | 5 km     |
| Vente de produits du terroir                                                                                   | 2      | 5 km     |
| Monument historique classé ou inscrit ouvert à la visite                                                       | 4      | 10 km    |
| Activité culturelle (spectacles cinématographiques ou vivant, enseignement et exposition des arts plastiques)  | 2      | 5 km     |

Source Ministère de l'Écologie

### LES PRÉENSEIGNES DÉROGATOIRES

#### HORS agglomération

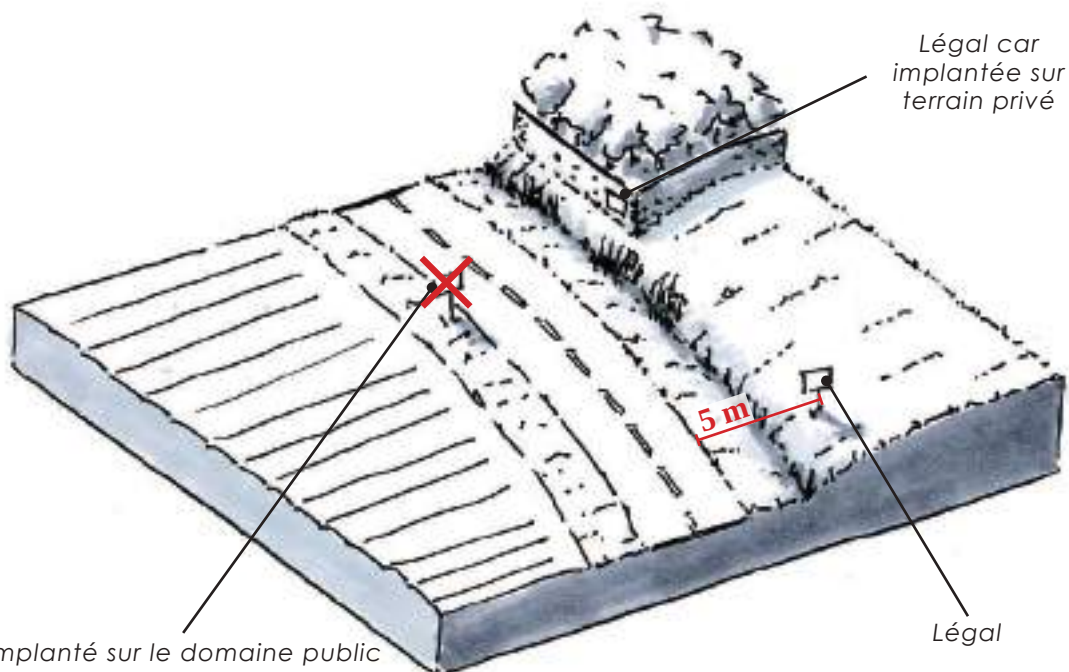




## Implantation :

Pour des raisons de sécurité routière, la préenseigne doit être **implantée hors domaine public**.

Elle ne doit pas être confondue avec un panneau routier, ni porter atteinte à la visibilité, éblouir les usagers, ou solliciter leur attention dans des conditions dangereuses...



Ensemble désordonné et préenseignes illégales car non dérogatoires.

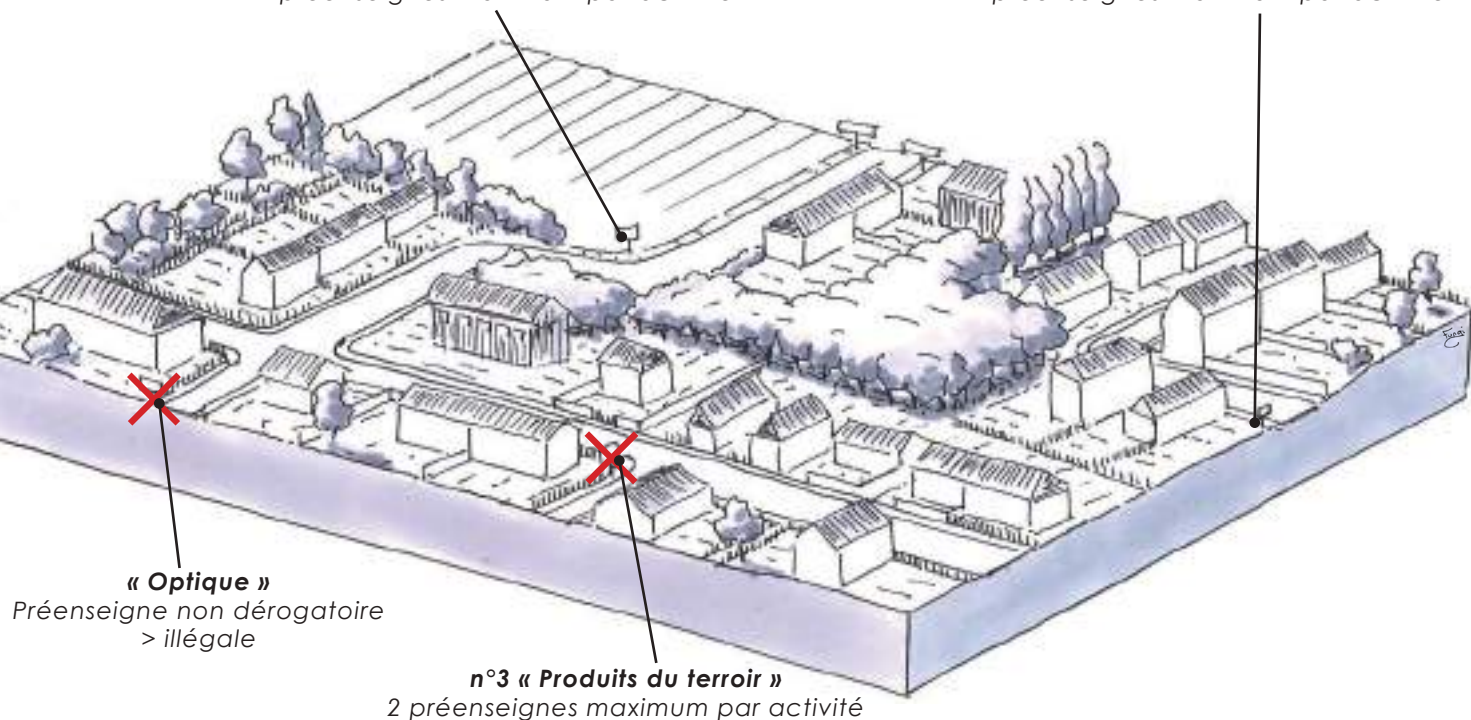


Préenseigne dérogatoire (vente de produits du terroir).

## EN agglomération

**n°1 « Produits du terroir »**  
2 préenseignes maximum par activité

**n°2 « Produits du terroir »**  
2 préenseignes maximum par activité



Les préenseignes « dérogatoires » peuvent s'installer qu'en dehors des agglomérations.

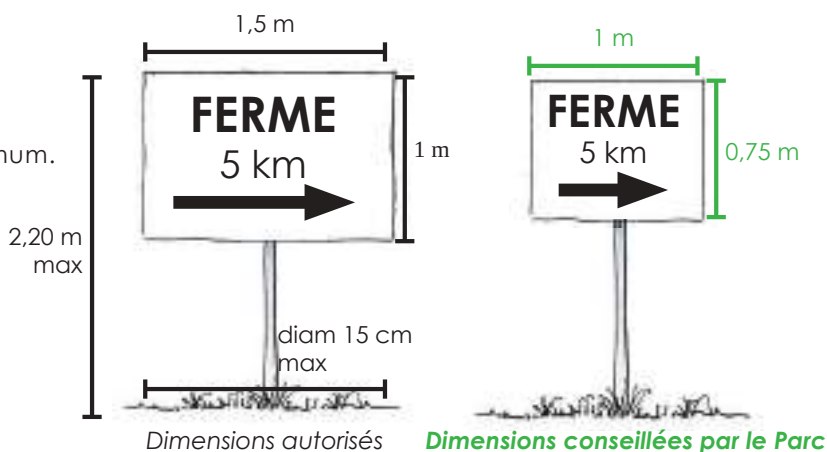
Toutes les communes du Parc sont soumises à l'interdiction des dispositifs scellés au sol dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine\* de plus de 100 000 habitants sauf Saint-Fargeau-Ponthierry et Pringy (**art R.581-66 et R.581-67 du Code de l'environnement**).

La commune de Saint-Fargeau-Ponthierry fait partie de l'aire urbaine de Paris comme Pringy bien qu'elle compte moins de 10 000 habitants.

\*cf. glossaire page 44

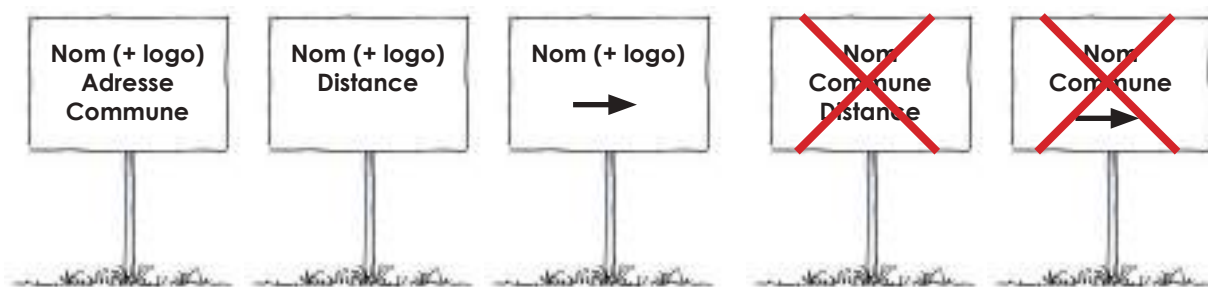
### Dimensions

1 m de haut sur 1,5 m de large maximum.



### Messages autorisés

- > le type d'activité,
- > le nom de l'établissement avec éventuellement son identité graphique, son adresse,
- > la distance et/ou la direction (il est interdit de mettre ensemble : la localité suivie d'une flèche de direction, la localité suivie de la distance).



### Formes interdites



#### L'ESSENTIEL :

- Implantation sur domaine privé

- Dimension maximum = 1 m x 1,5 m
- Dimension conseillée = 0,75 m x 1 m

- Seuls certains types d'activités sont autorisés (cf. tableau page précédente)



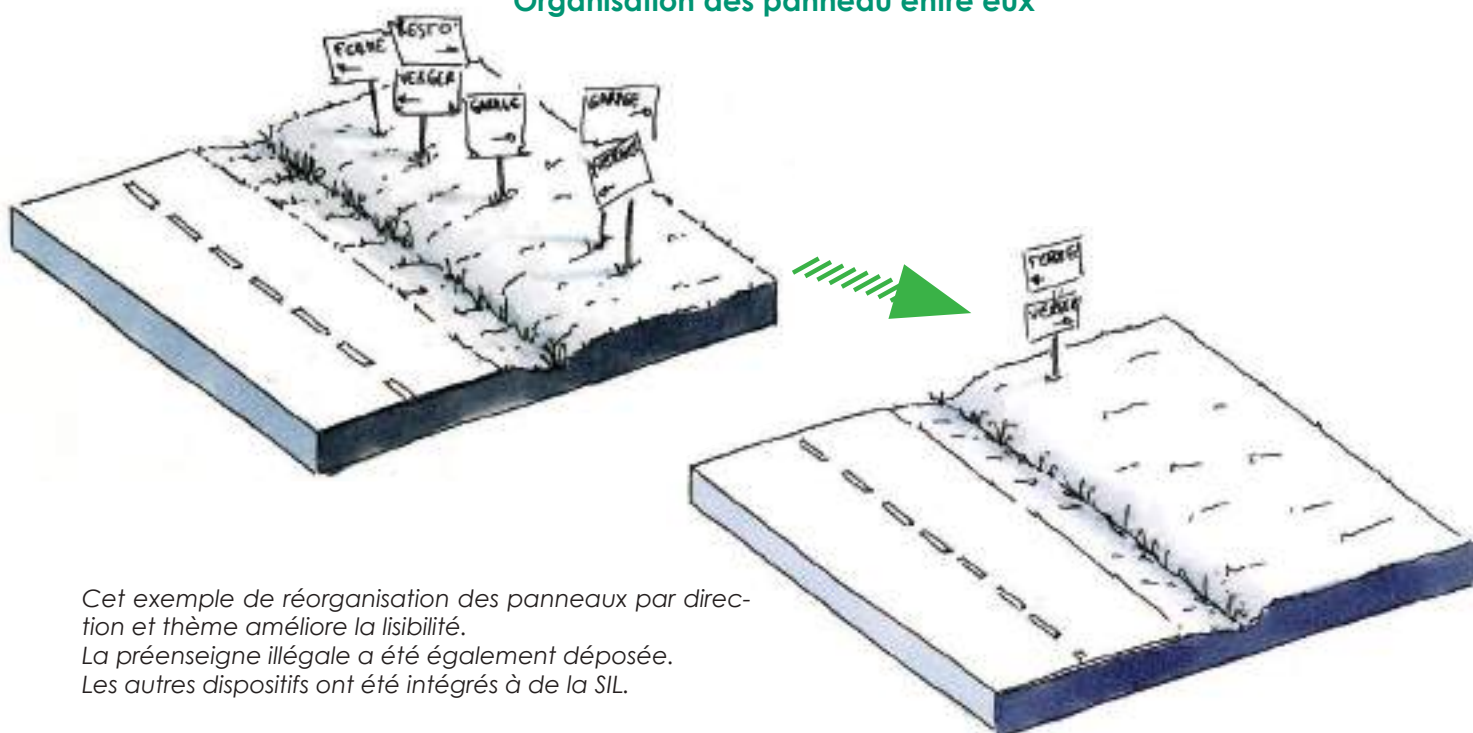
## Exemple d'intégration d'une préenseigne dans son environnement

**LE + PARC**

### Le Parc conseille :

- D'optimiser l'organisation des panneaux pour en faciliter la lecture et l'intégration dans le paysage.
- De les classer par direction et par thème s'ils sont nombreux.
- De limiter le nombre de dispositifs de taille réduite à deux par structure et les implanter contre une façade homogène (végétale ou minérale).

## Organisation des panneau entre eux



## ■ Le cas des préenseignes temporaires

### De quoi s'agit-il ?

- Des préenseignes temporaires qui signalent des manifestations à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles **de moins de trois mois**.
- Des préenseignes temporaires installées **pour plus de trois mois** qui signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, vente et location ainsi que les préenseignes qui signalent la location ou la vente de fonds de commerces.

### Quelles formes ?

Banderoles, panneaux, chevalets, bâches...

**Les chevalets** nécessitent une autorisation d'occupation du domaine public au titre de stationnement puisqu'ils ne sont pas scellés au sol. Ce type de dispositif est à mettre en place avec parcimonie, car il cause des problèmes d'accessibilité du domaine public, notamment lorsque les trottoirs sont de taille limitée au regard de la réglementation.

**Les banderoles** nécessitent une autorisation préalable en mairie.

### Durée d'installation autorisée

Les préenseignes devront être disposées au plus tôt **3 semaines avant** le début et retirées **une semaine après** la fin de l'événement au maximum. Elle est enlevée par la personne qui exerçait l'activité signalée.

### Implantation

- Hors et en agglomération.
- Scellée au sol, sur toiture ou posée directement sur le sol.
- L'affichage ne doit pas porter atteinte à un panorama, une perspective ou la découverte d'un bâtiment remarquable. Il ne doit pas gêner la visibilité des usagers de la route.

### Dimensions

1m de hauteur pour 1m50 de large en et hors agglomération de moins de 10 000 habitants et ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

### Nombre autorisé

Limité à **quatre** par opération ou manifestation.

**LE + PARC**

**Comment gérer l'affichage temporaire ?**

- En invitant les communes à établir des conventions afin de mutualiser, avec leurs associations la pose et le retrait de cet affichage.
- En organisant cet affichage temporaire en créant un suivi de plan d'implantation aux principaux carrefours et lieux de passage.
- En garantissant une équité entre les différentes manifestations.



Implantation abusive car située devant le panneau d'entrée d'agglomération.



Cette préenseigne gêne le passage des piétons et n'indique aucun événement exceptionnel. Elle ne peut être considérée comme préenseigne temporaire présente quotidiennement.



Dispositif illégal puisque fixé sur un feu tricolore.



Dispositifs illégaux puisque l'événement s'est déroulé il y a plus d'une semaine (28/05/14) et sur supports interdits.



Implantation sur un arbre > illégal.



Dispositifs en surnombre (plusieurs dizaines) et implantés sur de l'éclairage public > illégal.



# LES ENSEIGNES

## De quoi s'agit-il ?

L'enseigne est un dispositif **implanté sur le lieu même de l'activité** et relatif à celle-ci.

## Implantation

Elle doit être implantée **sur le domaine privé**. La réglementation nationale stipule que les enseignes apposées contre une façade **ne doivent pas dépasser les limites du mur support et ni constituer une saillie de plus de 25 cm**.

## Dimensions autorisées selon les différentes implantations

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                               |
|--------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| Marquise ou auvent             | Hauteur limitée à 1 m                                                                                                                                                                                                                                         |                                                               |
| Drapeau (ou perpendiculaire)   | Ne doit pas dépasser l'égoût du toit<br>Saillie max. = 1/10 <sup>e</sup> de la distance séparant les 2 alignements de la voie publique et restant < 2 m                                                                                                       |                                                               |
| Toiture (cf. article R.581-62) | Activité dans + de 50 % du bâtiment                                                                                                                                                                                                                           | Activité dans - de 50 % du bâtiment                           |
|                                | H. max. = 3 m pour façade H < 15 de haut                                                                                                                                                                                                                      | H. max. = 2 m ou 1/6 <sup>e</sup> pour façade H < 20 de haut  |
|                                | H. max. = 6 m (1/5 <sup>e</sup> ) pour façade > 15 m de haut                                                                                                                                                                                                  | H. max. = 6 m (1/10 <sup>e</sup> ) pour façade > 20 m de haut |
|                                | Surface cumulée des enseignes sur toiture d'un même établissement = 60m <sup>2</sup> max.                                                                                                                                                                     |                                                               |
|                                | Réalisées en lettre découpées (sans panneau de fond, avec fixations discrètes)                                                                                                                                                                                |                                                               |
| Scellée au sol                 | Hors agglomération et communes < 10 000 habitants = 2 unités simple face et 6 m <sup>2</sup> max.<br>Si largeur > 1 m = 6,5 m de haut max.<br>Si largeur < 1 m = 8 m de haut max.<br>Si surface enseigne > 1 m <sup>2</sup> = distance / baie immeuble > 10 m |                                                               |
| Façade                         | Surface max. = 15 % de la surface de la façade commerciale si devanture > 50 m <sup>2</sup><br>ou 25% de la devanture si devanture < 50 m <sup>2</sup>                                                                                                        |                                                               |

# LES ENSEIGNES

## HORS agglomération

« Ici, prochainement : Les Clos... »  
Opération immobilière > enseigne temporaire :  
se référer à la fiche correspondante page 28

Enseigne sur toiture > lettrage  
découpé : légal si < 60 m<sup>2</sup>

Publicité temporaire (bâche)  
> se référer à la fiche  
correspondante page 12

« totem »  
> enseigne double face

Chevalet  
> enseigne temporaire

Enseigne sur toiture dépassant de l'égoût du toit  
> légal si l'activité de vente  
s'y déroule





Dans les Parcs naturels régionaux, les enseignes sont soumises à **autorisation préalable** du maire ou du président de l'intercommunalité (art. L581-3-1 du Code de l'Environnement).

Le document **CERFA 14798\*01** est à compléter pour toute demande d'implantation.

Pour les enseignes temporaires, se reporter à la **page 28**.

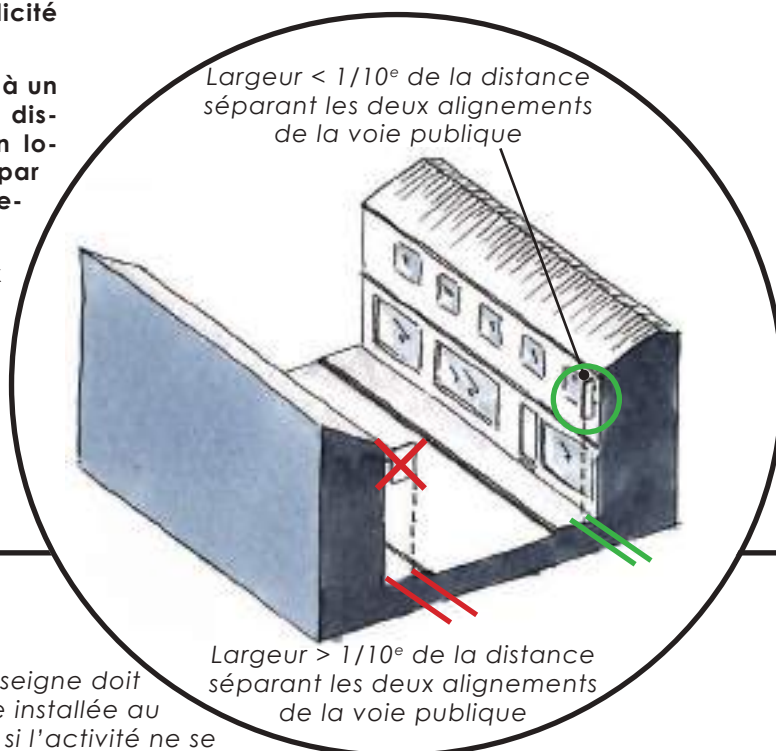
**Il est possible de réglementer les enseignes, dans le cadre d'un règlement local de publicité (RLP)\*.**

**Cependant, au regard des risques de retour à un affichage démesuré, de mise en place de dispositifs publicitaires pour des activités non locales... les contentieux sont alors assumés par la commune et le Maire en particulier, premier officier de police.**

**C'est pourquoi, le Parc recommande aux communes de moins de 10 000 habitants de ne pas mettre en œuvre de règlement local de publicité.**

La question des enseignes peut être réglée avantageusement par le biais de conseils, délivrés par les services de l'État compétents dans les secteurs protégés (D.D.T. et S.T.A.P.), des conseils des C.A.U.E., des paysagistes et de l'architecte du Parc.

\*cf. glossaire page 44



## EN agglomération

Chevalet  
> enseigne temporaire

Illégale car  
dépasse de  
l'égout du toit

L'enseigne doit  
être installée au  
Rdc si l'activité ne se  
déroule pas à l'étage

Enseigne  
sur toiture

« Zoo de Bellevue »

> préenseigne car panneau  
non implanté sur lieu de l'activité  
> traitée comme une publicité  
autorisée si le RLP réintroduit la  
publicité dans l'agglomération

Enseignes scellées au sol en surnombre  
> 1 par voie ouverte à la circulation  
publique bordant l'immeuble

Affichage temporaire illégal  
car sur support interdit

## ■ Bien intégrer son enseigne aux paysages du Gâtinais

### 1/ Observer et comprendre l'environnement dans lequel le commerce s'inscrit

- Dans une rue commerçante ? S'inspirer et s'harmoniser avec les façades des autres commerces pour créer une cohérence d'ensemble.
- Dans un secteur protégé ? S'adresser au STAP\* concerné pour des conseils et connaître leur avis sur votre projet.

### 2/ S'inspirer des lignes de la façade du bâtiment

- Respecter le rythme des ouvertures (fenêtres, portes etc.)
- Prendre en compte les couleurs et matériaux
- Privilégier la clarté du message plutôt que la surabondance d'informations.

### 3/ Utiliser des matériaux durables

Ils expriment les savoir-faire locaux pour s'intégrer à l'identité du territoire.

Se référer aux pages suivantes pour plus de précisions sur la composition de la façade et aux « Conseils techniques » en **page 36**.

\*cf. glossaire page 44



Une exemple d'intégration réussie : seule l'enseigne en drapeau indique la présence de la pharmacie.



Deux exemples d'enseigne en drapeau et potence qualitatives.



La désorganisation de l'affichage brouille la lecture et dévalorise le commerce concerné et le paysage alentour.



Deux enseignes discrètes ayant respecté la façade bâtie.



Ensemble de devantures non harmonisées entre-elles et sans intégration au bâti.





Un ensemble harmonieux par la reprise des mêmes tons sur les différents éléments de la façade.

Intégrer une enseigne grâce à des lettres peintes ou adhésives sur la vitrine peut permettre également de donner un rendu harmonieux.

À cela, il est possible d'ajouter des textes inscrits sur le lambrequin du store.

Par ailleurs, il est à noter que les petites enseignes respectent mieux les détails esthétiques de la façade car elles sont moins dominantes dans la lecture d'ensemble du bâti.

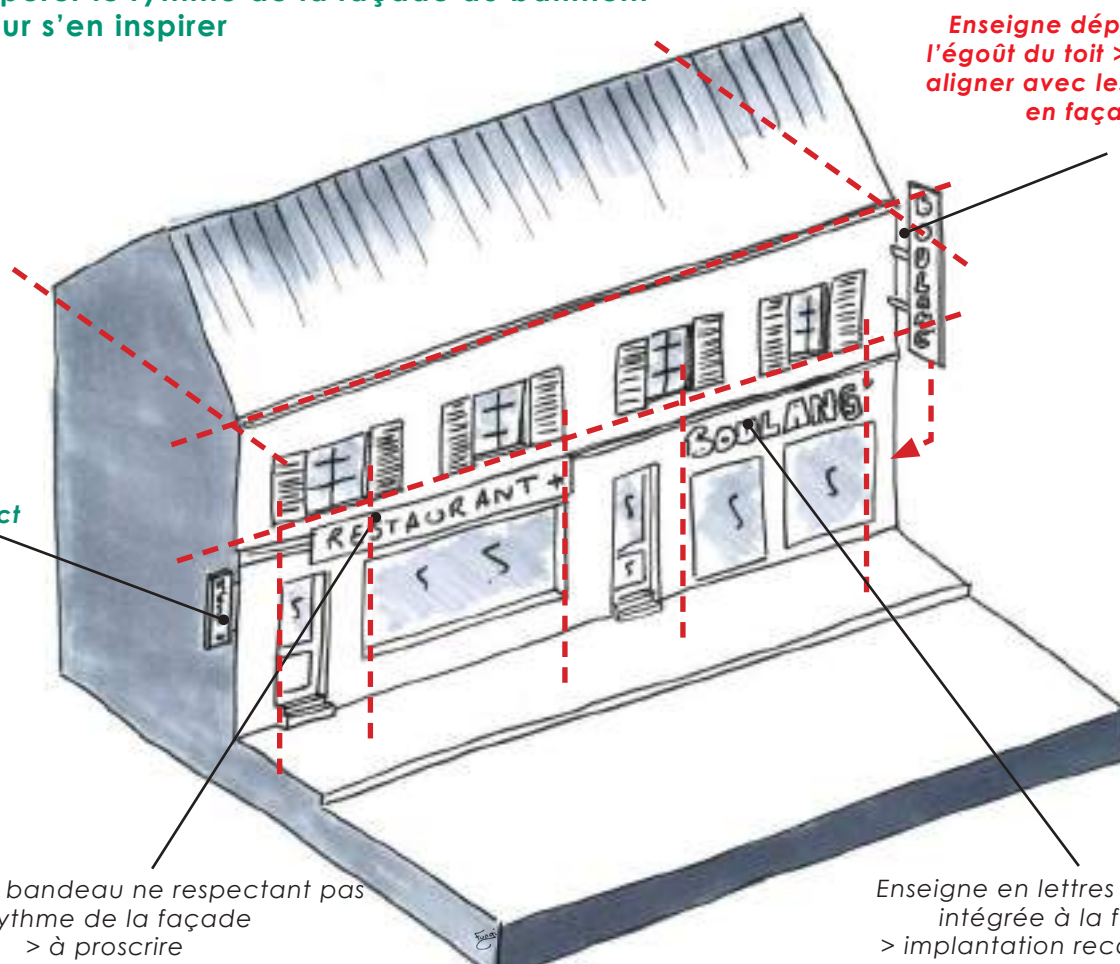
Une enseigne en bandeau continu, dès lors qu'elle occupe une grande largeur minime les effets décoratifs existants.

**L'ESSENTIEL :**  
DANS UN PARC  
NATUREL RÉGIONAL

La pose ou la modification d'une enseigne prévue en agglomération **est soumise à l'autorisation du maire ou du président de l'intercommunalité.**

**Hors agglomération,**  
les enseignes ne sont pas soumises à autorisation si la seule contrainte est d'appartenir à un Parc.

### Repérer le rythme de la façade du bâtiment pour s'en inspirer



**Enseigne dépassant de l'égoût du toit > illégale (à aligner avec les enseignes en façade)**

**Correct**

Enseigne en bandeau ne respectant pas le rythme de la façade > à proscrire

Enseigne en lettres découpées intégrée à la façade > implantation recommandée



La vitrine de gauche avec son auvent à tuiles plates et ses boiseries se suffit à elle-même.  
La vitrine de droite cumule les informations et ne prend pas en compte la structure de la façade.



Les enseignes découpées et posées sans fond sur la façade permettent de mettre en avant cette dernière.  
Et plus particulièrement si la couleur utilisée pour l'écriture rappelle celle des châssis de fenêtres ou de la porte.  
Sur la photo de droite, une couleur trop vive est utilisée pour la façade et le bandeau imprimé surcharge l'ensemble.



La pharmacie utilise une police simple dite « à bâton » lisible. La police utilisée sur la photo de droite ondule et les ornements diminuent la lisibilité ainsi que l'intégration avec la façade bâtie.

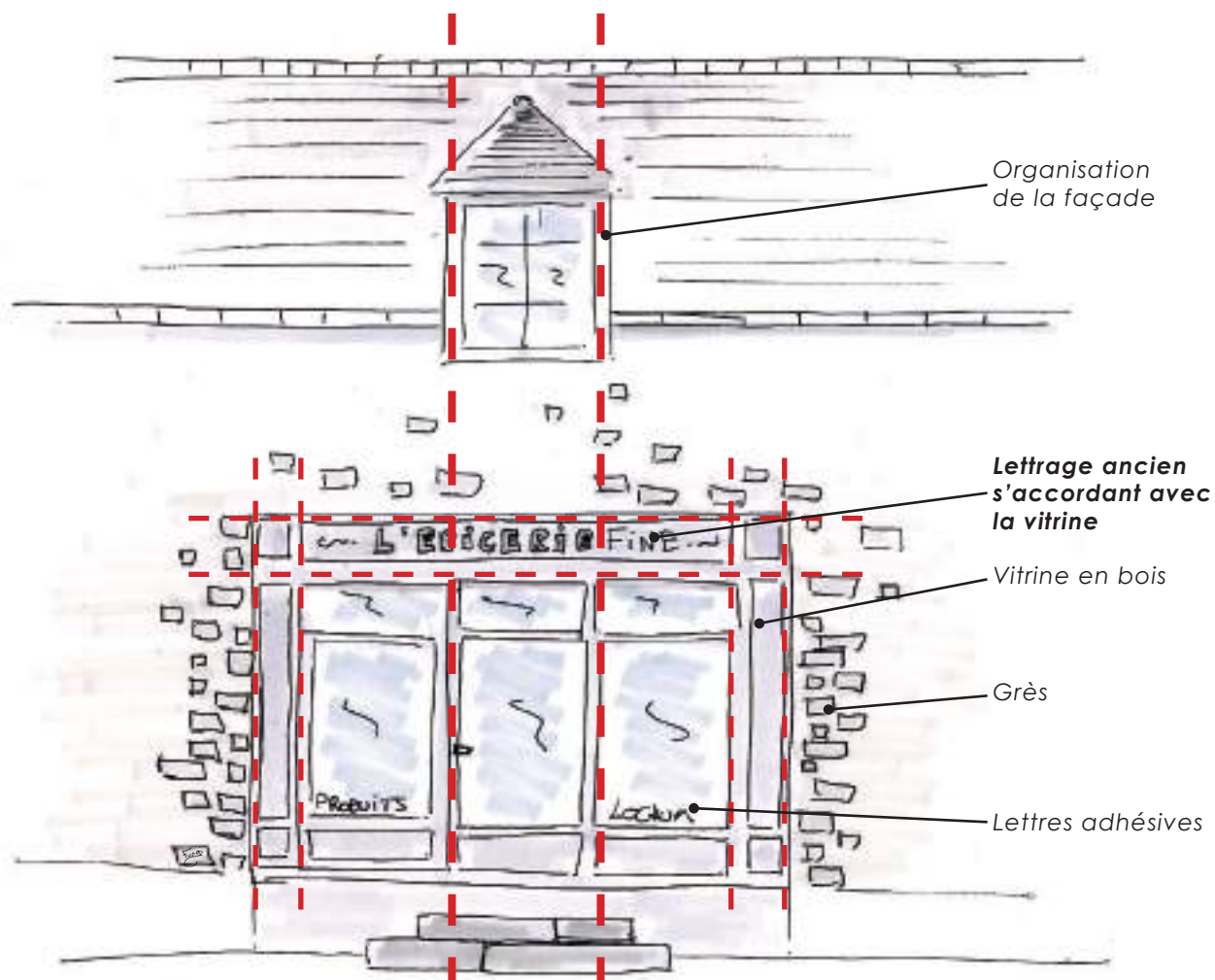


## Exemples de composition de façade d'après l'existant à encourager



*Vitrine d'une marque de distributeur dont l'intégration est respectueuse du bâti traditionnel.*

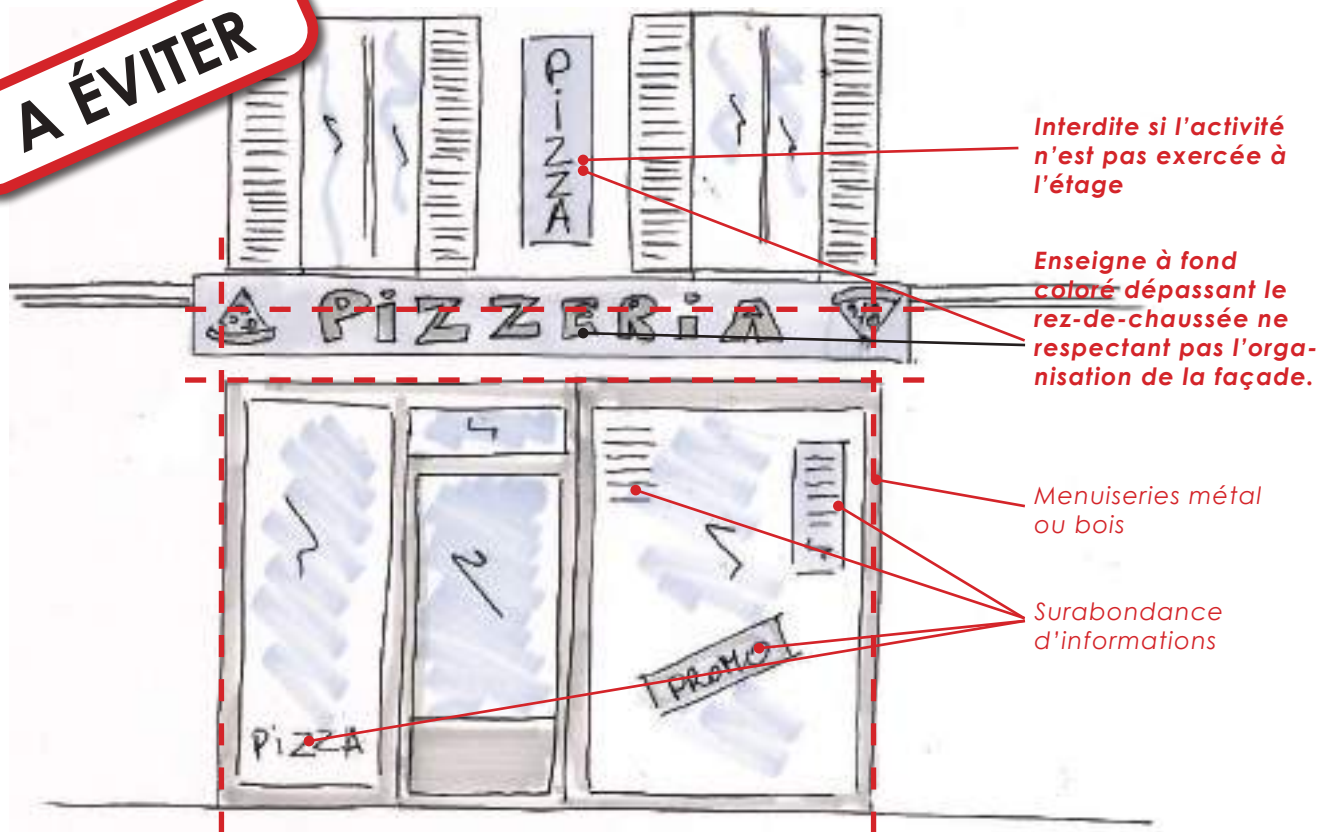
### Façade ancienne



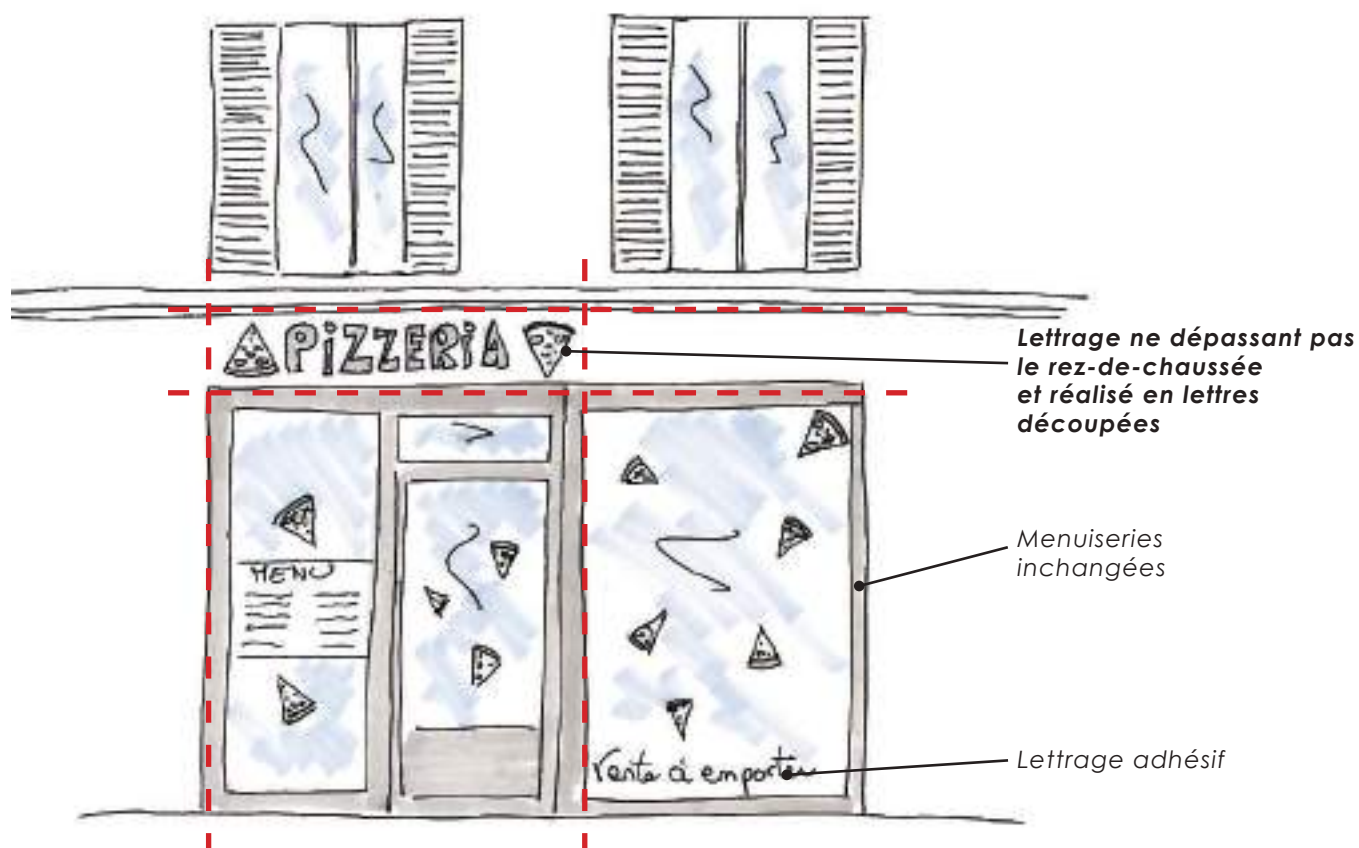
## Façades contemporaines

Ce que l'on rencontre trop souvent...

**A ÉVITER**



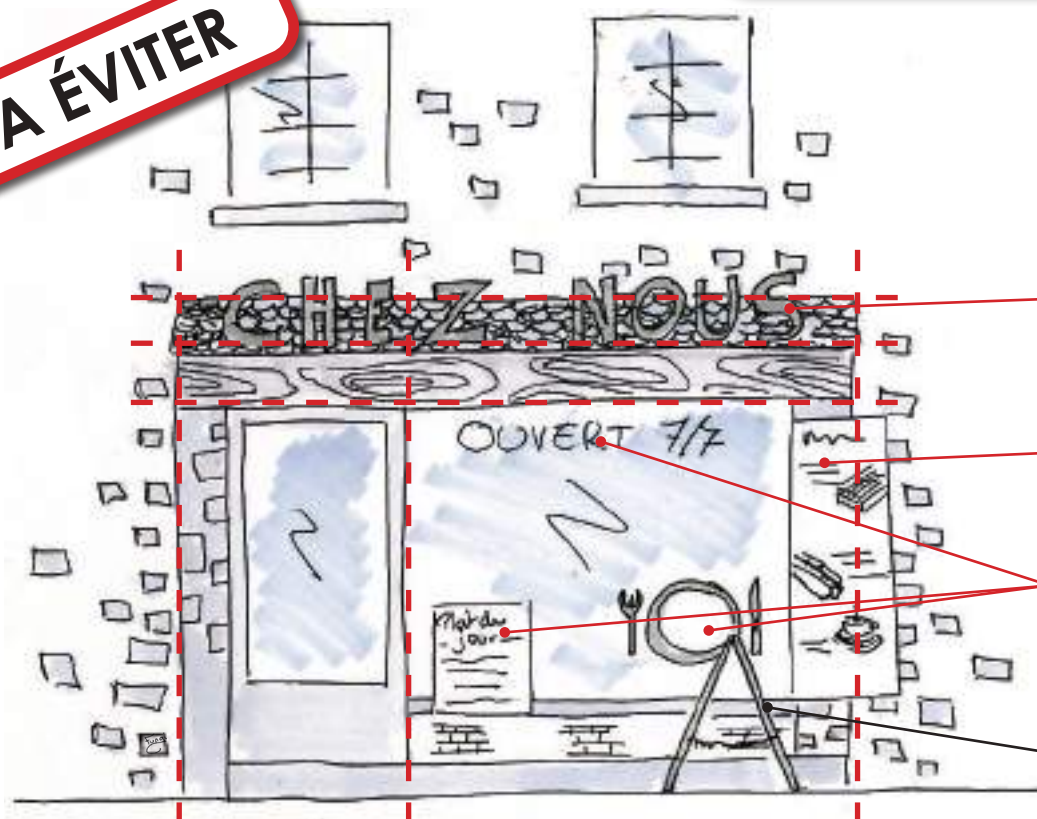
Ce qu'il serait préférable de rencontrer...



## Façades anciennes

Ce que l'on rencontre trop souvent...

**A ÉVITER**



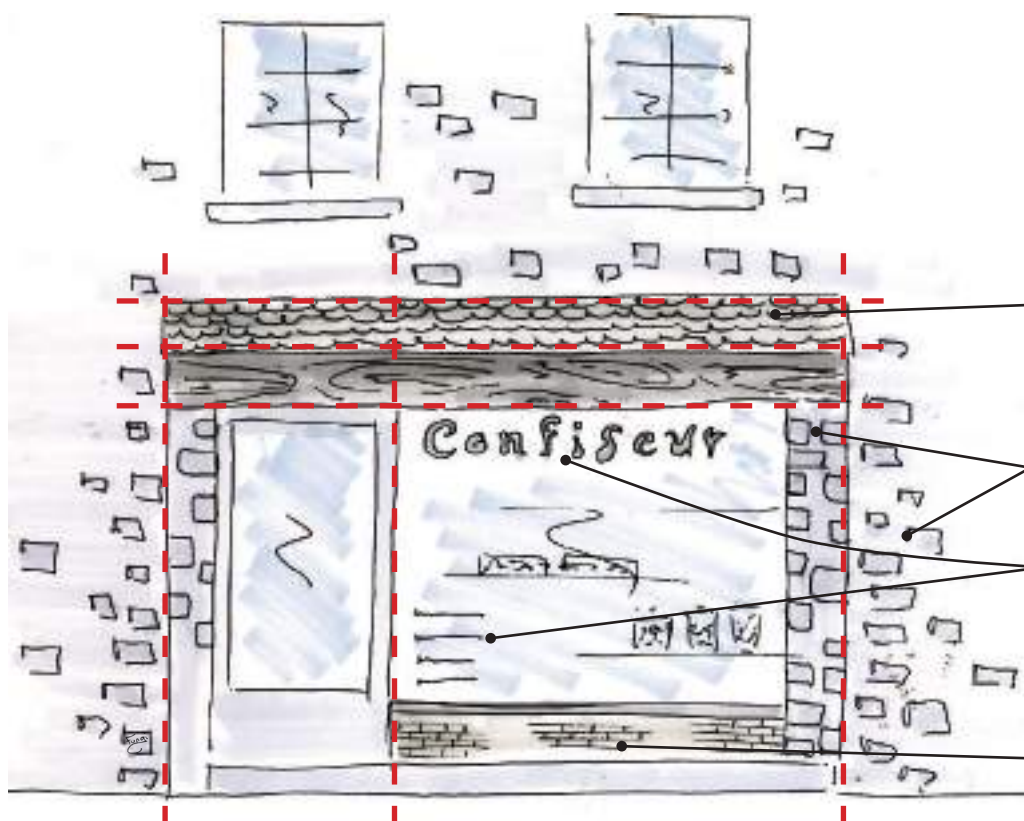
Enseigne sur auvent brouillant la composition de la façade

Panneau des produits proposés dissimulant les ornements de la façade

Abondance d'informations nuisant aux qualités de la façade

Chevalet s'ajoutant aux autres indications

Ce qu'il serait préférable de rencontrer...



Auvent avec tuiles mis en valeur

Grès

Pas d'ornementations sur les vitres pour ne pas nuire aux qualités de la façade et lettrage adapté à l'activité

Brique



## ■ Le cas des enseignes temporaires

### De quoi s'agit-il ?

L'enseigne, rappel :

« Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ».

Les enseignes temporaires sont partagées en deux catégories, liées à la durée et à la nature des événements qu'elles signalent (**art. L.581-20 du Code de l'environnement**) :

- des enseignes temporaires qui signalent des manifestations à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de **moins de trois mois**,
- des enseignes temporaires installées pour **plus de trois mois** qui signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, vente et location.

### Quelles formes ?

Banderoles, bâches de chantier, panneaux, chevalets etc...

### Dimensions

Leur surface maximale est de **12 m<sup>2</sup> pour celles posées ou scellées au sol**.

### Nombre autorisé

Si leur surface est supérieure à 1 m<sup>2</sup> : **une** par voie ouverte à la circulation bordant le long de l'immeuble.

### Durée d'installation autorisée

Au plus tôt **3 semaines avant** le début et retirées **une semaine après** la fin de l'événement au maximum. Elle est supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée.

### Implantation

- Hors et en agglomération.
- Scellée au sol, sur toiture ou posée directement sur le sol.
- L'affichage ne doit pas porter atteinte à un panorama, une perspective ou la découverte d'un bâtiment remarquable. Il ne doit pas gêner la visibilité des usagers de la route.

**Les chevalets** nécessitent une autorisation d'occupation du domaine public au titre de stationnement puisqu'ils ne sont pas scellés au sol. Ce type de dispositif est à accorder avec parcimonie car il cause des problèmes d'accessibilité du domaine public, notamment lorsque les trottoirs sont de taille limitée au regard de la réglementation.

**Les banderoles** nécessitent une autorisation préalable en mairie.

LE + PARC

### Comment gérer l'affichage temporaire ?

- En invitant les communes à établir des conventions afin de mutualiser, avec leurs associations la pose et le retrait de cet affichage.
- En organisant cet affichage temporaire en créant un suivi de plan d'implantation aux principaux carrefours et lieux de passage.
- En garantissant une équité entre les différentes manifestations.



Chevalet : enseigne légale si autorisation accordée mais gêne le passage dans le cas ci-dessus.





Enseigne temporaire : chantier.



Enseigne temporaire pour une location immobilière.



## LES ENSEIGNES TEMPORAIRES

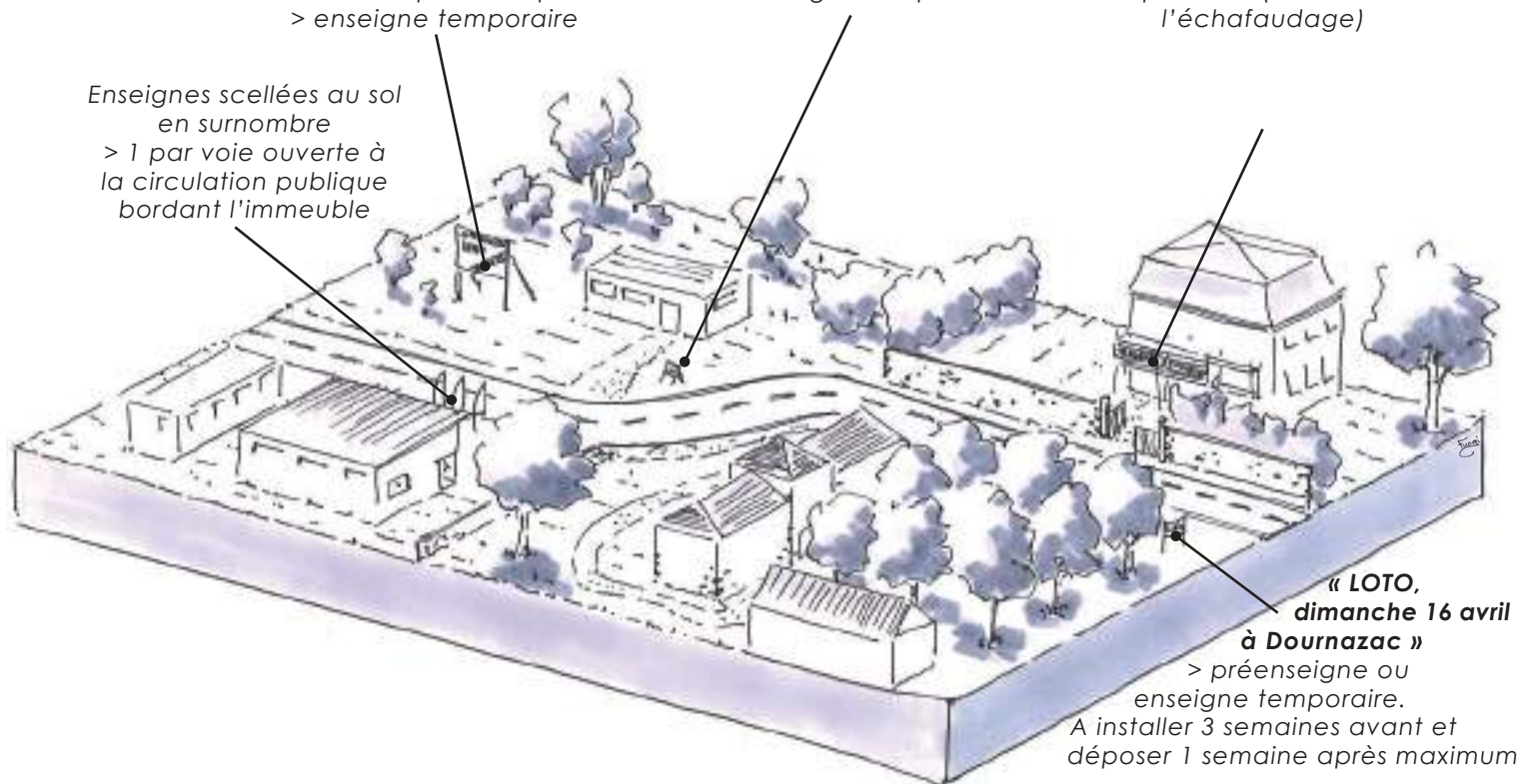
### HORS et EN agglomération

Travaux publics, opération immobilière par exemple  
> enseigne temporaire

Chevalet  
> enseigne temporaire

Bâche de chantier  
> publicité (se situe sur l'échafaudage)

Enseignes scellées au sol en surnombre  
> 1 par voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble



« LOTO, dimanche 16 avril à Dournazac »  
> préenseigne ou enseigne temporaire.  
A installer 3 semaines avant et déposer 1 semaine après maximum

# LA SIGNALISATION D'INFORMATION LOCALE (SIL) ET LE RELAIS D'INFORMATION SERVICE (RIS)

## Quelles solutions proposer aux activités de ma commune qui ne peuvent pas bénéficier d'une préenseigne dérogatoire ?

La Signalisation d'Information Locale (SIL) et les Relais d'Information Locaux (RIS) montrent l'efficacité d'un jalonnement lisible en garantissant une meilleure insertion paysagère.

### La Signalisation d'Information Locale

Il s'agit d'un nouveau mode de signalisation qui ouvre des possibilités supplémentaires pour guider l'usager de la route vers les services et équipements susceptibles de l'intéresser dans son déplacement et situés à proximité de la voie sur laquelle il se déplace.

Elle est constituée de panneaux de taille réduite, fixés sur un ou deux supports implantés sur domaine public.

Elle est soumise aux règles fondamentales de la signalisation routière.

### Mise en place

**1/ Création d'un schéma directeur de signalisation stratégique** (respect des règles de sécurité : visibilité dans les carrefours, lisibilité de la signalisation etc...).

Un formalisme dans la présentation des projets de panneaux doit être adopté, dans le cadre d'une instruction officielle.

### 2/ Réalisation d'un état des lieux

Déterminer si la signalisation en place peut être optimisée, ou s'il est avéré qu'elle est insuffisante et nécessite de passer à un projet plus global.

Sa mise en œuvre est assortie d'une autorisation de voirie à demander en préalable, auprès du gestionnaire de la voirie concernée (route départementale : Conseil général, voie communale : Commune).

### 3/ Établissement d'un plan de jalonnement

Ce dernier sera proposé pour avis et contribution aux partenaires techniques.

Le Parc pourra se charger de cette consultation, afin de garantir une collaboration efficace avec les partenaires et les services de l'État compétents.

Le Parc recommande aux communes et intercommunalités d'adopter un principe de négociation auprès des entreprises, pour obtenir en échange de l'implantation de support de SIL, le retrait anticipé (par rapport à juillet 2015) des préenseignes dérogatoires ou illégales qui seraient encore présentes hors de la zone agglomérée.



Une organisation claire et un choix de couleurs discrètes garantissant une bonne intégration des panneaux dans le paysage.



Un autre exemple de SIL intégrée et bien organisée.

**L'ESSENTIEL :**  
LA SIL PEUT INDICER  
TOUTES LES ACTIVITÉS  
ÉCONOMIQUES

dont celles non  
autorisées à  
implanter des  
préenseignes  
dérogatoires.

C'est pourquoi  
elle apparaît  
plus juste aux  
activités du  
territoire.

## Comment bien implanter de la Signalisation d'Information Locale sur sa commune ?

### L'implantation la plus favorable sera déterminée selon plusieurs critères :

- > la **signalisation** directionnelle **déjà en place**, dont la lecture est **prioritaire**, ne doit pas être gênée par la nouvelle SIL,
- > la **configuration de l'espace public** : la SIL\* ne peut pas entraver l'accessibilité de l'espace public,
- > la **géométrie des carrefours**, leur dangerosité éventuelle.

D'où la nécessité d'une étroite collaboration avec les services gestionnaires de voirie.

### Deux types de panneaux pour deux implantations différentes

- Le panneau de **présignalisation**, codifié **Dc43**, annonce les services et équipements desservis au prochain carrefour.
- Le panneau de **position**, codifié **Dc29**, indique, en l'absence de panneau de présignalisation Dc43, l'endroit où l'usager doit commencer sa manœuvre pour se diriger vers les services et équipements situés dans la direction indiquée par la flèche.

\*cf. glossaire page 44

**Piscine Léo Lagrange** ↑

 **Les Oliviers** ↗

  **Le Lion d'Or** →

  **Salle des Fêtes**

  **Les Lavandes**

Panneau de  
présignalisation  
(Dc43)

**Église St Paul** ➤

  **Le Mozart**

Panneau de position  
(Dc29)

Extraits du guide du CERTU

LE + PARC

Le Parc préconise l'utilisation de couleurs contrastées mais non éclatantes. Elles s'accordent ainsi avec le contexte paysager, ce qui nécessite de penser à harmoniser la couleur des panneaux avec la couleur du support (Se référer aux « Conseils techniques » en **page 36**).

De nombreux secteurs bâtis sont protégés sur le territoire du Parc, c'est pourquoi il est intéressant d'étendre à tout le territoire communal aggloméré les recommandations des services compétents (DRIEE\*, STAP\*) sur la SIL proposés sur un secteur de la commune. Cela permet un jalonnement plus efficace : pour trouver une activité, un usager suit toujours le même type de panneau, dès lors qu'il est entré dans la partie agglomérée du village.

C'est pourquoi le Parc conseille de n'utiliser seulement que deux couleurs pour le panneau (police et fond). L'une des deux devra être rappelée sur le support.

Quant à la taille du panneau, elle est fonction de la vitesse réglementaire des véhicules et des conditions d'implantation. Les logotypes sont interdits afin d'éviter tout caractère publicitaire par contre, des idéogrammes peuvent être associés à une destination, ils permettent de faciliter la lecture du panneau et/ou de préciser l'information.

LE + PARC

Certaines informations peuvent être portées par la signalisation directionnelle.

Afin d'alléger la SIL, le Parc recommande aux Communes et Intercommunalités d'étudier avec les Conseils généraux la possibilité d'accueillir certaines informations sur leur support existant.



## Le Relais d'Information Service (RIS)

Le RIS est implanté en agglomération comportant une cartographie et une nomenclature des voiries et activités présentes sur le territoire.

C'est un élément complémentaire d'information. Il peut constituer le point de départ d'un jalonnement.

Le panneau d'information est laissé à l'initiative de l'autorité de police compétente sous réserve des dispositions suivantes :

- sa largeur doit être égale au panneau CE3b ;
- le fond du panneau n'est pas vert, bleu ou rouge.

Du fait de l'interdiction de la publicité sur le territoire du Parc naturel régional du Gâtinais français, les informations à caractère commercial qu'il peut comporter doivent être strictement informatives, gratuites et exhaustives, c'est-à-dire excluant tout privilège ou discrimination.

**La SIL et les RIS sont les réponses réglementaires les plus appropriées aux besoins d'identification de l'ensemble de l'activité économique locale.**

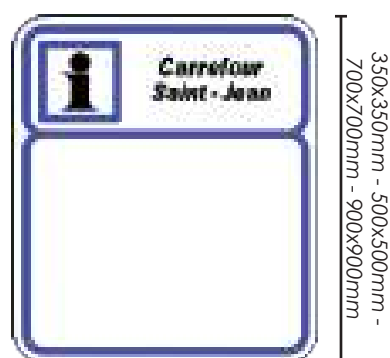
Lorsque cela apparaît nécessaire, le Parc encourage la mise en place de RIS faisant recours à des matériaux traditionnels et aux savoir-faire locaux. Ils devront se présenter sous forme de panneaux ou de tables, aux couleurs permettant de se fondre dans le paysage. Il doit être facilement consultable et donc disposer d'une place de parking à proximité et accessible aux PMR\*.

Le nombre de RIS à implanter sera optimisé en fonction des entrées principales de la commune, de sa configuration spatiale (existence de hameaux).

Il faudra anticiper le vieillissement de l'information et prévoir une mise à jour régulière de cette dernière ou éviter de nommer chaque commerce.

## Un panneau type CE3b (source wikipedia)

350x350mm - 500x500mm -  
700x700mm - 900x900mm



## Exemples de RIS





## L'affichage obligatoire

Les espaces d'affichage libre sont une **obligation que doivent respecter les communes** avec un ration de surface en fonction de leur population. L'affichage libre est un support d'expression libre (sans opinion, sans, but lucratif, etc.) qui peut prendre la forme d'un mur, d'un panneau.

**Commune < 2 000 habitants : 4 m<sup>2</sup> minimum puis 2 m<sup>2</sup> supplémentaire par tranche de 2 000 habitants.**

Localisation des emplacements : ils doivent être disposés de telle sorte que **tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux** (art. R581-3 du code de l'environnement)



## L'affichage libre

L'affichage libre était réglementé par la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 et par le décret d'application n° 82-220 du 25 février 1982 ; il est actuellement régi par les articles L. 581-13, R. 581-2 et R. 581-3 du code de l'environnement. Les communes sont tenues d'informer (directement ou sur demande) les citoyens des emplacements d'expression libre disponibles sur leur territoire.

Cette réglementation pose en particulier que toutes les communes françaises doivent disposer d'au moins :

- 4 m<sup>2</sup> d'affichage libre pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- 4 m<sup>2</sup> plus 2 m<sup>2</sup> par tranche de 2 000 habitants au-delà de 2 000 habitants pour les communes de 2 000 à 10 000 habitants ;
- 12 m<sup>2</sup> plus 5 m<sup>2</sup> par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants pour les autres communes.

Par ailleurs, la législation précise que le ou les emplacements réservés à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif doivent être disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux.

En principe, ces emplacements d'affichage sous différentes formes (panneau, colonne Morris, mur, etc.) doivent être réservés aux associations ou à toute personne voulant passer une annonce gratuitement sans but lucratif ou commercial. Certaines communes réservent des panneaux par type d'affichage en distinguant ces trois catégories :

- affichage d'expression politique,
- affichage associatif,
- expression libre.

## Les journaux d'information lumineux

Les journaux d'information lumineux ne sont pas réglementés par le Code de l'Environnement dans la mesure où ils ne comportent que de l'information d'intérêt public et aucun message à caractère commercial.

Malgré leur développement dans de nombreuses communes, le Parc naturel régional du Gâtinais français n'encourage pas le recours aux dispositifs numériques afin de limiter la consommation d'énergie, la pollution lumineuse et de préserver la trame noire.

Dans la mesure où ceux-ci seraient implantés, ils devront respecter les recommandations suivantes :

- un panneau maximum par commune, en agglomération,
- implanté contre une façade homogène (végétale ou minérale),
- une dimension maximale de 2 m<sup>2</sup>,
- une colorimétrie unique pour le panneau et le support qui devra par ailleurs être en accord avec les tonalités générales de l'environnement immédiat et les différents matériaux présents (privilégier les teintes marrons, brunes ou grises aux teintes vives),
- un arrêt programmé la nuit de la même manière que l'éclairage public.

Exemple de panneau d'information lumineux



Êtes-vous maintenant capable d'identifier les différents types d'affichages ?

Pouvez-vous repérer les dispositifs légaux ou en infraction ?

8 erreurs sont représentées sur cette portion de territoire...  
À vous de les trouver !

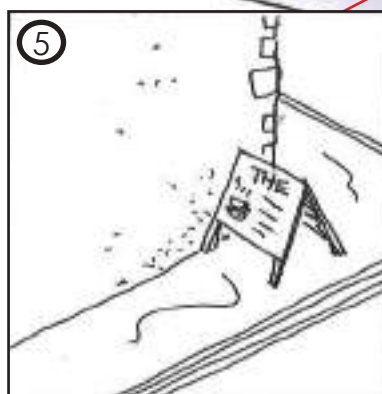
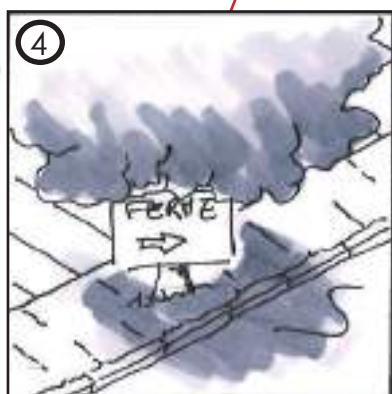
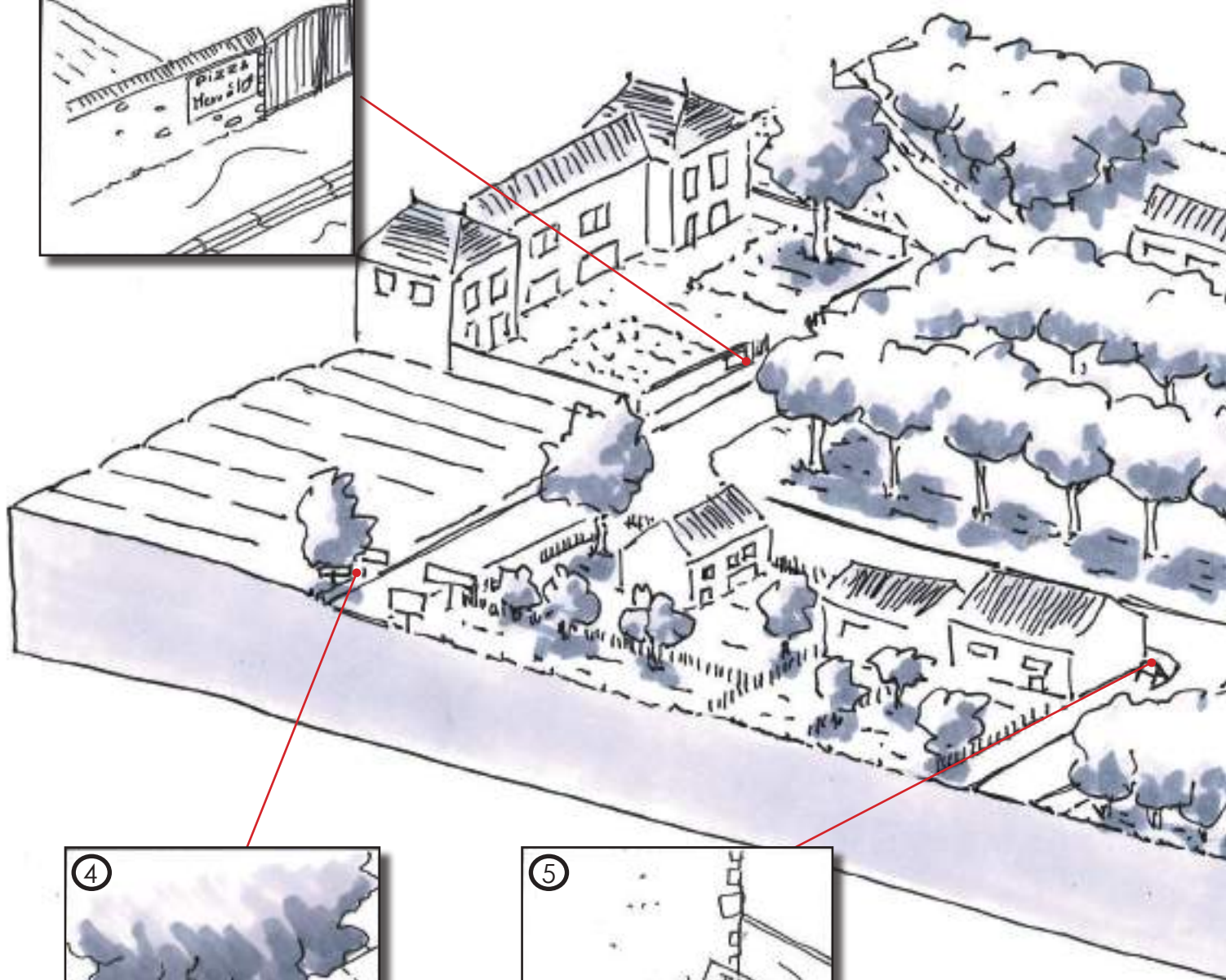
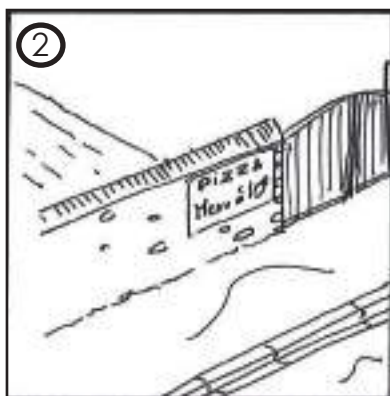
Pour chacune, aidez-vous des questions ci-contre.

Type d'affichage ?

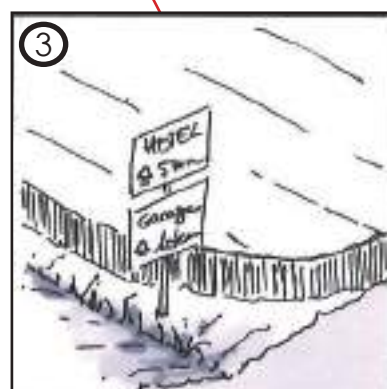
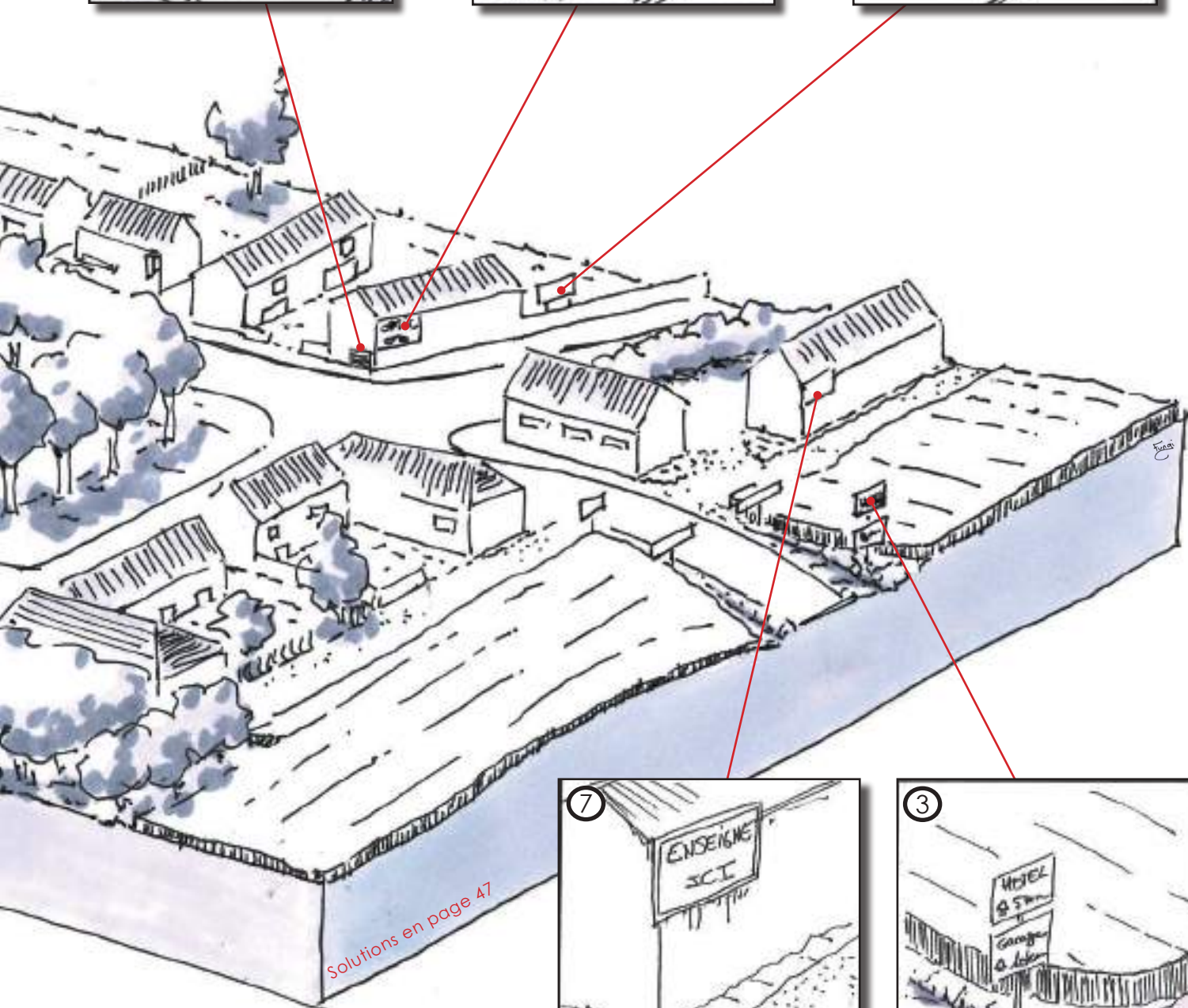
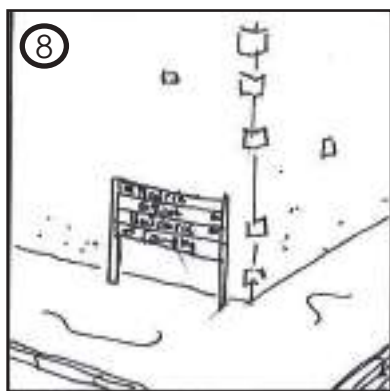
- ☐ Enseigne
- ☐ Préenseigne dérogatoire
- ☐ SIL/RIS
- ☐ Publicité

Légal ?

- ☐ Oui > pourquoi ?
- ☐ Non > pourquoi ?







Solutions en page 47

## 2. CONSEILS TECHNIQUES

### LES MATÉRIAUX :

#### respecter le savoir-faire local et l'environnement

Le matériau utilisé a une incidence directe sur les paysages. Son choix est à faire avec soin. Il répond à la fois à une contrainte technique, fonctionnelle et à un choix esthétique.

Cela implique également des possibilités différentes, un entretien particulier et surtout, il renvoie à une identité propre.

C'est pour cela que le Parc recommande les matériaux locaux et respectueux de l'environnement qui garantissent un ancrage dans le territoire. Ils contribuent également à maintenir un tissu d'artisanat local.

#### Les bois mis en œuvre :

- proviendront d'exploitations durablement gérées bénéficiant du label PEFC ou FSC,
- les bois exotiques sont à éviter, des essences locales telles que le robinier présentant les mêmes propriétés sont à privilégier,
- les bois massifs sont à privilégier.

#### Les bois reconstitués et agglomérés de bois :

- les panneaux de fibre HDF qui ne contiennent pas de colle sont à privilégier,
- les panneaux de classe E1 (émission de formaldéhydes inférieure ou égale à 8 mg/100 g) ou garantis sans formaldéhyde sont à privilégier.

[www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/PNSE2\\_-\\_annexes\\_1\\_et\\_2.pdf](http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/PNSE2_-_annexes_1_et_2.pdf)

#### Les peintures, lasures ou vernis :

Préférer les produits bénéficiant de label garantissant l'absence de métaux lourds, d'ingrédients toxiques et une teneur en formaldéhyde moindre (NF Environnement, Ange Bleu, Eco-label européen ou de toute autre marque environnementale équivalente).

<http://ecocitoyens.ademe.fr/mes-achats/bien-acheter/bricolage>

POUR EN  
SAVOIR PLUS :

> Étude des colorations du bâti  
[www.parc-gatinais-francais.fr/  
documents-a-telecharger](http://www.parc-gatinais-francais.fr/documents-a-telecharger)

> Guide  
« Intégrer les nouvelles  
constructions »  
[www.parc-gatinais-francais.fr/  
documents-a-telecharger](http://www.parc-gatinais-francais.fr/documents-a-telecharger)



## PRÉCISIONS SUR LE LETTRAGE :

Privilégier les typographies simples, sobres et lisibles en tenant compte de l'environnement de l'enseigne.

De manière générale, les lettres à empattement sont plus lisibles que celles dite « bâton ».

Boulangerie Bio

Rotisserie

BOUCHERIE CHARCUTERIE

HOMEOPATHIE

boulangier  
Pâtissier

Marion - artisan fleuriste

CYCLES PEUGEOT

Chaussures

ESTHETI' CHIEN  
L'INSTITUT DU CHIEN

RADIOLOGIE ECHOGRAPHIE

Au Four au Moulin

AGENCE DE LA PLACE

Librairie de la Halle

BOUCHERIE

Derrière la Fenêtre...

Pharmacie

Jardin de Fei Fleuriste

GRAINETTERIE

Aux Meubles De la Halle

Un échantillon de lettrages discrets et s'intégrant au bâti tout en restant visible de loin.

# PRÉCISIONS SUR L'ÉCLAIRAGE : optimiser et économiser

## 1/ Les bâtiments non résidentiels

L'arrêté ministériel du 25 janvier 2013 précise les modalités d'éclairage des bâtiments non résidentiels, y compris les vitrines de magasins de commerce ou d'exposition.

- Les éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel doivent être éteints une heure après la fin de leur occupation.
- Les éclairages des vitrines de magasins, de commerce ou d'exposition doivent être éteints au plus tard à 1 h ou une heure après la fin de leur occupation si celle-ci intervient plus rapidement.
- Les éclairages des vitrines de magasins de commerce ou d'exposition peuvent être allumés à partir de 7 h ou une heure avant le début de l'activité si celle-ci commence plus tôt.

Des dérogations sont possibles (veille de jours fériés, Noël etc.).

## 2/ La publicité lumineuse et les enseignes lumineuses

Cadre général : les enseignes lumineuses sont éteintes entre **1 h et 6 h du matin**, et elles doivent respecter un seuil maximal de luminance, afin d'économiser l'énergie et de réduire leurs nuisances visuelles. Il est possible de déroger à cette extinction lors d'événements exceptionnels (arrêté municipal ou préfectoral).

Quant à la publicité lumineuse ou encore numérique, pour rappel comme il est inscrit dans la charte du Parc naturel régional, le territoire n'a pas vocation à recevoir de la publicité. Les publicités lumineuses ou numériques qui constituent certaines de ces modalités sont donc par définition interdites.

### LES CONSEILS DU PARC

#### N'éclairer que là où c'est nécessaire

> éclairage orienté de manière ciblée et dirigé du haut vers le bas (cf. schéma ci-dessous) pour éviter la dispersion de lumière dans le ciel et les lumières intrusives pour les habitants.

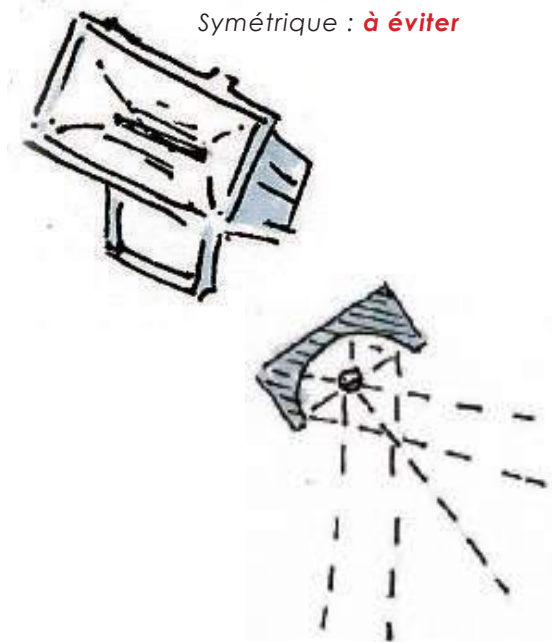
#### Adapter l'intensité aux besoins

> un éclairage de devanture de magasin bien conçu peut être à la fois attractif, relativement discret et non éblouissant et également plus économe en énergie.

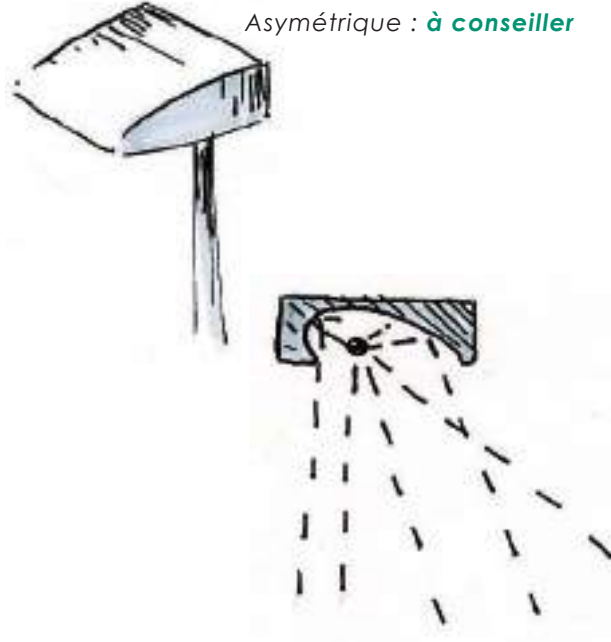
#### Bien choisir le type d'ampoule

> supprimer les halogène et les remplacer par des iodures métalliques par exemple (meilleure efficacité énergétique).

Symétrique : **à éviter**



Asymétrique : **à conseiller**





Cas fréquemment rencontré : spots halogènes, peu discrets et énergivores.



**Éclairage de devanture conseillé :**  
une réglette discrète avec LED ou néons assurant un éclairage rasant et économe en énergie.





# 3. LES PROCÉDURES À SUIVRE POUR LES PORTEURS DE PROJETS

## COMMENT METTRE EN PLACE UNE SIGNALÉTIQUE QUALITATIVE ?

### Quelles démarches ? À qui s'adresser ?

Pour savoir quel service contacter, il faut en premier lieu définir le type de signalétique envisagée.

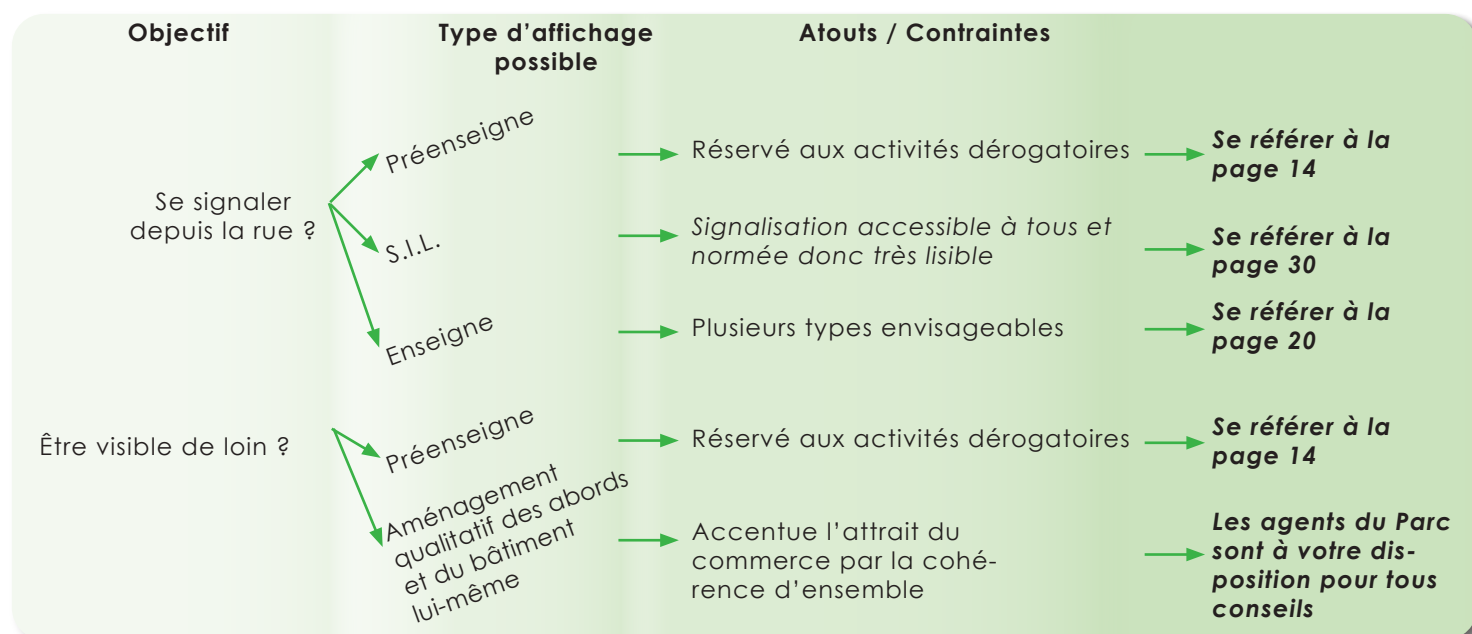
### Quels sont les objectifs de cette signalétique ?

Je souhaite me signaler aux passants, aux automobilistes pour qu'ils me retrouvent ? Il s'agit, à priori, d'un projet de signalétique.

Je souhaite attirer le regard de clients potentiels ? Il s'agit alors peut-être d'une enseigne ou d'une préenseigne.

Le diagramme ci-dessous permet de se situer dans les différents dispositifs de signalisation.

*N.B. : Il existe un formulaire de déclaration préalable pour une enseigne ou une préenseigne disponible sur le site du Service Public.*



### Une signalétique répondant aux besoins

Intégrer une signalétique normée pour une visibilité accrue

Envoyer un message positif aux clients

Signaler les dernières nouveautés

Se signaler en amont de l'entreprise

Événement temporaire ?  
(manifestation, foire, brocante etc.)



## 4. LES PROCÉDURES À SUIVRE POUR LES COMMUNES

Avant de démarrer une procédure de retrait il faut être sûr que l'affichage incriminé est bien illégal. Si vous avez des doutes n'hésitez pas à contacter le Parc naturel régional ou l'autorité compétente en matière de police de la publicité (maire ou président de l'intercommunalité).

L'article 17 de la loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) prévoyait la décentralisation des compétences de police de la publicité extérieure au profit des maires à compter du 1er janvier 2024. Ce sont donc les maires, ou les intercommunalités dans certaines conditions (voir schéma page 11), qui exerce ce pouvoir et ce avec une impossibilité de le substituer au préfet en cas de besoin.

**1- Identifier l'objet de l'illégalité de l'affichage** (préenseigne non dérogatoire, panneau publicitaire interdit etc.)

Ouvrir un **dialogue à l'amiable** avec le contrevenant. Cela peut se faire par courrier simple en lui rappelant la réglementation et dans certains cas **en lui proposant une solution alternative** pour faire connaître son entreprise. Il est aussi primordial de lui donner un délai limite pour retirer son dispositif et d'annoncer que vous envisagez d'engager une procédure de sanction.

Par exemple, dans le cas d'une entreprise locale il est toujours possible de lui proposer de figurer sur de la SIL.

**2- Si le courrier reste sans effet**

Contacter **le Maire ou le Président de l'intercommunalité** qui sont habilités à rédiger les procès-verbaux et qui se chargera donc d'envoyer un constat d'infraction au contrevenant.

Après le délai accordé à l'envoi du procès-verbal, un arrêté de mise en demeure est signé. Le constat et l'arrêté sont donc adressés au contrevenant en pli recommandé avec accusé de réception.

**3- Transmission du constat et de l'arrêté de mise en demeure au procureur de la République et au Préfet.**

**4- À l'issue des 15 jours fixés par l'arrêté**

Si la suppression n'est pas réalisée, le Maire met en recouvrement l'**astreinte journalière** (le montant de l'astreinte journalière est actualisé chaque année et est communiqué par la Préfecture) prévue par l'arrêté et peut également faire exécuter d'office la dépose ordonnée, aux frais du contrevenant.

LES CONSEILS DU PARC

Formulaire Cerfa  
à télécharger pour  
une demande d'auto-  
risation

Document n°14798\*01 à  
télécharger sur le site de  
votre DREAL.

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/>

R24287

LE + PARC

Le dialogue à l'amiable permet dans la plupart des cas de résoudre le conflit de manière constructive, s'il s'accompagne de conseils. Le Parc est présent pour aider les communes à sensibiliser le porteur de projet et lui proposer des solutions garantissant un équilibre entre la visibilité de son activité et l'impact sur le paysage.

# 5. SYNTHÈSE DES PRINCIPALES RÈGLES CONCERNANT L’AFFICHAGE

|                                                                       | Lieux              |                                    |                  |                                    | Dimensions                                                                                                                                        |                                                        |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------|------------------|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
|                                                                       | Hors agglomération |                                    | En agglomération |                                    | Hors agglomération                                                                                                                                |                                                        |
|                                                                       | Domaine public     | Domaine privé                      | Domaine public   | Domaine privé                      |                                                                                                                                                   |                                                        |
| Signalisations d'informations Locales et Relais d'Information Service |                    |                                    |                  |                                    |                                                                                                                                                   |                                                        |
| SIL                                                                   | OUI                | NON                                | OUI              | NON                                | La hauteur de base est définie en fonction de la vitesse réglementaire des véhicules et des conditions d'implantation (giratoire, carrefour etc.) |                                                        |
| RIS                                                                   | OUI                | Domaine privé de la commune        | OUI              | Domaine privé de la commune        | A adapter au site et au contenu                                                                                                                   |                                                        |
| Pré-enseignes (uniquement pour les activités dérogatoires)            |                    |                                    |                  |                                    |                                                                                                                                                   |                                                        |
| Pré-enseignes (avant juillet 2015)                                    | NON                | OUI                                | NON              | types de pré-enseig                | 1,5 m (largeur) X 1 m (hauteur)                                                                                                                   |                                                        |
| Pré-enseignes (après juillet 2015)                                    | NON                | OUI                                | NON              | NON                                | 1,5 m (largeur) X 1 m (hauteur)                                                                                                                   |                                                        |
| Enseignes                                                             |                    |                                    |                  |                                    |                                                                                                                                                   |                                                        |
| Enseignes scellée au sol                                              | NON                | sur le lieu où s'exerce l'activité | NON              | Sur le lieu où s'exerce l'activité | maximum 6 m² (6,5 m ou 8m de hauteur maxi)                                                                                                        |                                                        |
| Enseignes avec le mur comme support                                   | NON                | OUI                                | NON              | OUI                                | Limites du mur support                                                                                                                            |                                                        |
|                                                                       |                    |                                    |                  |                                    | Surface cumulée des enseignes pour un même bâtiment = 60m² max                                                                                    |                                                        |
| Enseignes sur toitures                                                | NON                | OUI                                | NON              | OUI                                | Surface activité dans bâtiment <50% :                                                                                                             |                                                        |
|                                                                       |                    |                                    |                  |                                    | Si hauteur bâti <20m : H=2m max ou 1/6 hauteur façade                                                                                             | Si hauteur bâti >20m : H=6m max ou 1/10 hauteur façade |
| Affichage temporaire                                                  |                    |                                    |                  |                                    |                                                                                                                                                   |                                                        |
| Enseigne temporaire                                                   | OUI                | OUI                                | OUI              | OUI                                | 12m² maximum                                                                                                                                      |                                                        |
| Pré-enseigne temporaire                                               | OUI                | OUI                                | OUI              | OUI                                | 1,5 m (largeur) X 1 m (hauteur)                                                                                                                   |                                                        |
| Publicité                                                             |                    |                                    |                  |                                    |                                                                                                                                                   |                                                        |
| Affichage (scellé au sol et mural)                                    | NON                | NON                                | NON              | NON                                | INTERDIT                                                                                                                                          |                                                        |
| Mobilier urbain publicitaire                                          | NON                | NON                                | NON              | NON                                | INTERDIT                                                                                                                                          |                                                        |

Sources : M. Peroz (PNR Ardennes), PNRGF

| Dimensions                                                                                                                                        |                                                          | Nombre                                                                                                   |                                                                                                          |              | Conditions                                                                              | Décideurs et conseils                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|
| En agglomération                                                                                                                                  |                                                          | Hors agglomération                                                                                       | En agglomération                                                                                         |              |                                                                                         |                                                                          |
|                                                                                                                                                   |                                                          |                                                                                                          |                                                                                                          |              |                                                                                         |                                                                          |
| La hauteur de base est définie en fonction de la vitesse réglementaire des véhicules et des conditions d'implantation (giratoire, carrefour etc.) |                                                          | En fonction du profil et des activités recensées sur les panneaux                                        | En fonction du profil de la commune et des activités recensées sur les panneaux                          |              | signale les services et équipements d'intérêt local utiles aux personnes en déplacement | Mairie, Conseil départemental, Code de la route                          |
| A adapter au site et au contenu                                                                                                                   |                                                          | ILLIMITE                                                                                                 | ILLIMITE                                                                                                 |              | exhaustif, non discriminant et gratuit pour les activités repérées                      | Mairie                                                                   |
|                                                                                                                                                   |                                                          |                                                                                                          |                                                                                                          |              |                                                                                         |                                                                          |
| 1,5 m (largeur) X 1 m (hauteur)                                                                                                                   |                                                          | 4 ou 2 selon l'activité                                                                                  | 1                                                                                                        |              | Uniquement les activités dérogatoires et obligatoirement scellées au sol                | En agglomération: Marie<br>Hors agglomération: gestionnaire de la voirie |
| INTERDIT                                                                                                                                          |                                                          | 4 ou 2 selon l'activité                                                                                  | 0                                                                                                        |              |                                                                                         | Mairie                                                                   |
|                                                                                                                                                   |                                                          |                                                                                                          |                                                                                                          |              |                                                                                         |                                                                          |
| < à 10 000 hab                                                                                                                                    | > 10 000 hab                                             |                                                                                                          | < à 10 000 hab                                                                                           | > 10 000 hab |                                                                                         |                                                                          |
| 6 m²<br>(6,5 m ou 8 m de hauteur maxi)                                                                                                            | 12 m²<br>(6,5 m ou 8 m de hauteur maxi)                  | une placée le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble                   | une placée le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble                   |              | Autorisation préalable                                                                  | Mairie, ABF                                                              |
| Limites du mur support                                                                                                                            |                                                          | ILLIMITE                                                                                                 | ILLIMITE                                                                                                 | ILLIMITE     | Autorisation préalable                                                                  | Mairie, ABF                                                              |
| Surface cumulée des enseignes pour un même bâtiment = 60m2 max                                                                                    |                                                          | 25% de la surface commerciale si celle-ci est inférieure à 50m². Autrement surface = 15%                 |                                                                                                          |              |                                                                                         |                                                                          |
| Surface activité dans bâtiment >50% :                                                                                                             |                                                          | semble illimité                                                                                          |                                                                                                          |              | Maximum 6m de hauteur, lettres découpées et sans fond                                   | Mairie, ABF                                                              |
| Si hauteur bâti >15m :<br>H=6m max ou 1/5 hauteur façade                                                                                          | Si hauteur bâti >15m :<br>H=6m max ou 1/5 hauteur façade |                                                                                                          |                                                                                                          |              |                                                                                         |                                                                          |
|                                                                                                                                                   |                                                          |                                                                                                          |                                                                                                          |              |                                                                                         |                                                                          |
| Même réglementation que pour l'enseigne                                                                                                           |                                                          | Si surface <1m² : une placée le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble | Si surface <1m² : une placée le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'immeuble |              | Peuvent être scellées au sol ou installées sur un mur                                   | Mairie, ABF                                                              |
| Même réglementation que pour l'enseigne                                                                                                           |                                                          | 4                                                                                                        | 4                                                                                                        |              |                                                                                         |                                                                          |
|                                                                                                                                                   |                                                          |                                                                                                          |                                                                                                          |              |                                                                                         |                                                                          |
| INTERDIT                                                                                                                                          |                                                          | INTERDIT                                                                                                 | INTERDIT                                                                                                 |              |                                                                                         | Mairie                                                                   |
| INTERDIT                                                                                                                                          |                                                          | INTERDIT                                                                                                 | INTERDIT                                                                                                 | INTERDIT     |                                                                                         | Mairie                                                                   |

## 6. GLOSSAIRE

### Agglomération

Un espace sur lequel sont groupés plusieurs immeubles bâtis rapprochés (article R110-2) d'après le code de la Route.

Les limites de l'agglomération sont fixées par un arrêté pris par le maire.

Les plaques d'entrées ou de sorties d'agglomération faisant apparaître le nom de la commune ne sont qu'une indication et la réalité de terrain prévaut.

### Aire urbaine

Une aire urbaine ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

### CAUE

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement est un organisme départemental créé à l'initiative du Conseil général et des services de l'État dans le cadre de la loi sur l'architecture de 1977. Investi d'une mission de service public, le CAUE est présidé par un élu local.

### Domaine privé

Les biens appartenant à des particuliers, à des sociétés, à des associations, à des collectivités publiques... qui sont régis par des principes de droit privé. Certains biens des collectivités sont du ressort du domaine privé (chemins ruraux, certains terrains appartenant à la commune, le département ou la région).

### Domaine public

Les biens qui ne sont pas susceptibles d'appropriation privée :

- toute la voirie à l'exception des chemins ruraux des communes (domaine privé de la commune), mais y compris les voies communales,
- les biens accessoires du domaine public (un talus soutenant une voie publique, par exemple),
- les servitudes portant sur les terrains limitrophes du domaine public.

Ces biens sont délimités par l'alignement délivré par le gestionnaire de la voirie.

### HDF

Panneau de fibres à haute densité (800 kg/m³). Ce panneau issu d'un procédé industriel continu, est constitué de fibres de bois et d'un liant synthétique à base de résine urée-formol que l'on soumet à des contraintes de température et de pression.

### Jalonnement

Action de marquer la direction, l'alignement ou les limites (de quelque chose) au moyen de panneaux ou repères. Le jalonnement sur domaine public est précisément réglementé.

### Mobilier urbain

Ensemble des meubles et supports utilisés par les villes dans les espaces publics : abribus, bancs, corbeilles, kiosques, panneaux d'information... Certains de ces mobiliers urbains peuvent également être des supports publicitaires : ils sont strictement réglementés par la loi.

### RLP

Le Règlement local de publicité est un document d'urbanisme annexé au PLU. Il a vocation à imposer des règles concernant les enseignes, préenseignes et publicités sur une commune. Il permet notamment de concilier des intérêts parfois antagonistes tels que la protection du cadre de vie des habitants et la volonté des acteurs économiques d'être le plus visible possible.

### RLP(i)

Règlement local de publicité intercommunal.

### RNP

Le Règlement national de la publicité reprend les principes qui gouvernent le droit de l'urbanisme et se caractérise par une réglementation nationale issue du décret du 30 janvier 2012<sup>2</sup> applicable à l'ensemble du territoire national (métropolitain et ultra-marin).

### RIS

Relais d'Information Service. Un RIS est un mobilier urbain, implanté en ou hors agglomération sur le domaine public, ou privé de la commune, comportant une cartographie et une nomenclature des voiries et des activités présentes sur le territoire de la commune.

### SIL

Signalisation d'Information Locale. Il s'agit d'un nouveau mode de signalisation qui ouvre des possibilités supplémentaires pour guider l'usager de la route vers les services et équipements susceptibles de l'intéresser dans son déplacement et situés à proximité de la voie sur laquelle il se déplace.

Elle est soumise aux règles fondamentales de la signalisation routière.

### STAP

Les Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine sont des services relevant du ministère de la culture chargés de promouvoir une architecture et un urbanisme de qualité s'intégrant harmonieusement dans le milieu environnant.

### PEFC

Le programme de reconnaissance des certifications forestières ou PEFC (Program for the Endorsement of Forest Certification schemes) est un label environnemental de gestion forestière, visant à contribuer à la gestion durable des forêts. Les propriétaires qui adhèrent à la démarche PEFC démontrent que leur travail, depuis la réflexion sur leur sylviculture jusqu'à la réalisation des chantiers, prend en compte toutes les fonctions de la forêt ainsi que son renouvellement.

### PMR

La définition légale d'une « Personne à Mobilité Réduite » inclut l'ensemble des personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente.

Il s'agit de « toutes les personnes ayant des difficultés pour utiliser les transports publics, telles que, par exemple, personnes souffrant de handicaps sensoriels et intellectuels, personnes en fauteuil roulant, personnes handicapées des membres, personnes de petite taille, personnes âgées, femmes enceintes, personnes transportant des bagages lourds et personnes avec enfants (y compris enfants en poussette) ».



# 7. MEMENTO LÉGISLATIF ET RESSOURCES

## La répartition de la compétence de la police de la publicité

Source : extrait du guide pratique « Publicité extérieure » du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, janvier 2024)

À compter du 1er janvier 2024, la compétence en matière de police appartient au maire agissant au nom de la commune, avec dans certains cas un transfert au président de l'EPCI.

Afin de permettre l'exercice du pouvoir de police de la publicité sur le territoire à l'échelle intercommunale, la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 (article 17) a prévu le transfert automatique des pouvoirs de police de la publicité, ce qui comprend l'instruction des déclarations et autorisations préalables, au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dans les conditions et selon les modalités fixées par l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le transfert automatique des pouvoirs de police de la publicité du maire au président de l'EPCI à fiscalité propre concerne les EPCI compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU)\* ou de RLP, quelle que soit la taille de la commune. Les maires disposent toutefois de la possibilité de s'opposer à ce transfert dans des conditions exposées au III de l'article L. 5211-9-2 du CGCT et au III de l'article 17 de la loi Climat et Résilience.

Plusieurs situations peuvent être identifiées :

- Dans un délai de six mois après le transfert de la compétence PLU ou RLP à l'EPCI à fiscalité propre, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer au transfert des pouvoirs de police au président de l'EPCI.  
Le ou les maires doivent notifier leur opposition au président de l'EPCI (III de l'article L. 5211-9-2 CGCT) ;
- Dans un délai de six mois suivant la date de l'élection du président de l'EPCI, le maire peut s'opposer à la reconduction du transfert ou au transfert de ce pouvoir. Le maire doit notifier son opposition au président de l'EPCI (III de l'article L. 5211-9-2 CGCT) ;
- Lorsque l'EPCI-FP est déjà compétent au 1er janvier 2024 en matière de PLU ou de RLP, le ou les maires peuvent s'opposer au transfert avant le 1er juillet 2024. Le maire doit notifier son opposition au président de l'EPCI (III de l'article 17 de la loi Climat et Résilience).

Quant au président de l'EPCI, il a la possibilité de renoncer au transfert à condition qu'un ou plusieurs maires des communes concernées se soient opposés au transfert comme exposé ci-dessus. La renonciation au transfert doit intervenir au plus tard un mois après la fin de la période pendant laquelle les maires peuvent s'opposer au transfert. Le président de l'EPCI doit notifier sa renonciation à chacun des maires concernés.

Lorsque l'EPCI-FP est déjà compétent au 1er janvier 2024 en matière de PLU ou de RLP, compte tenu du délai de six mois prévu pour permettre aux maires de s'opposer au transfert et du délai d'un mois prévu pour permettre au président de l'EPCI de renoncer au transfert si une ou plusieurs communes ont fait usage de leur droit d'opposition, le transfert entre le maire de la commune et le président de l'EPCI prendra effet :

- soit le 1er juillet 2024, si aucun maire ne s'oppose au transfert ;
- soit le 1er août 2024, si un ou plusieurs maires s'opposent au transfert. Le président de l'EPCI dispose en effet d'un mois pour renoncer au transfert. S'il ne le fait pas, le transfert de la police de la publicité au président est effectif (dans ce cas de figure, le transfert ne concernera que les communes qui ne se sont pas opposées).

Par ailleurs, si un ou plusieurs maires s'opposent au transfert et que le président de l'EPCI renonce au transfert avant le 1er août 2024, les maires conserveront la responsabilité d'exercer la police de la publicité au-delà du 1er août 2024.

#### Sources :

##### **Code de l'Environnement**

> articles L581-3, L581-7, L 581-8 et L 581-18 R 581-63

Concernant la SIL et les RIS :

##### **Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR) :**

###### **> article 76 de l'IISR - Objet de la signalisation des services**

L'objet de la signalisation des services est de porter à la connaissance des usagers de la route la proximité ou la présence de services ou d'installations rares ou isolés, susceptibles de leur être utiles et accompagnés, selon la nature de ces services ou installations, d'une possibilité de stationnement.

Cette signalisation est réalisée à l'aide des panneaux de type CE et/ou du panneau C1a (cf. art. 70). Elle peut être associée à des panneaux de type D.

Les panneaux de type CE, bien que signalant des services, ne doivent pas comporter l'inscription de raisons sociales à l'exception des panneaux de type CE15 dans certaines conditions (cf. art. 78-12).

> L'article 78-2 de l'IISR précise que le relais d'information service est signalé par un ou plusieurs panneaux CE3b et que le panneau CE3b doit être placé au-dessus d'un ou de plusieurs panneaux d'information. Il signale et indique le nom du relais d'information service. Les inscriptions et informations portées sur le panneau d'information associé sont constituées d'une énumération exhaustive des services qui doivent apparaître sous leur dénomination générique, à l'exclusion de toute identification à caractère publicitaire ou discriminatoire.

#### Guides :

- La Signalétique d'Intérêt Local (CERTU)
- Le Relais d'Information Service (CETRA, 1985)
- La signalisation touristique (CETRA, 1992)
- Le guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure (Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, avril 2014)

#### Sites internet :

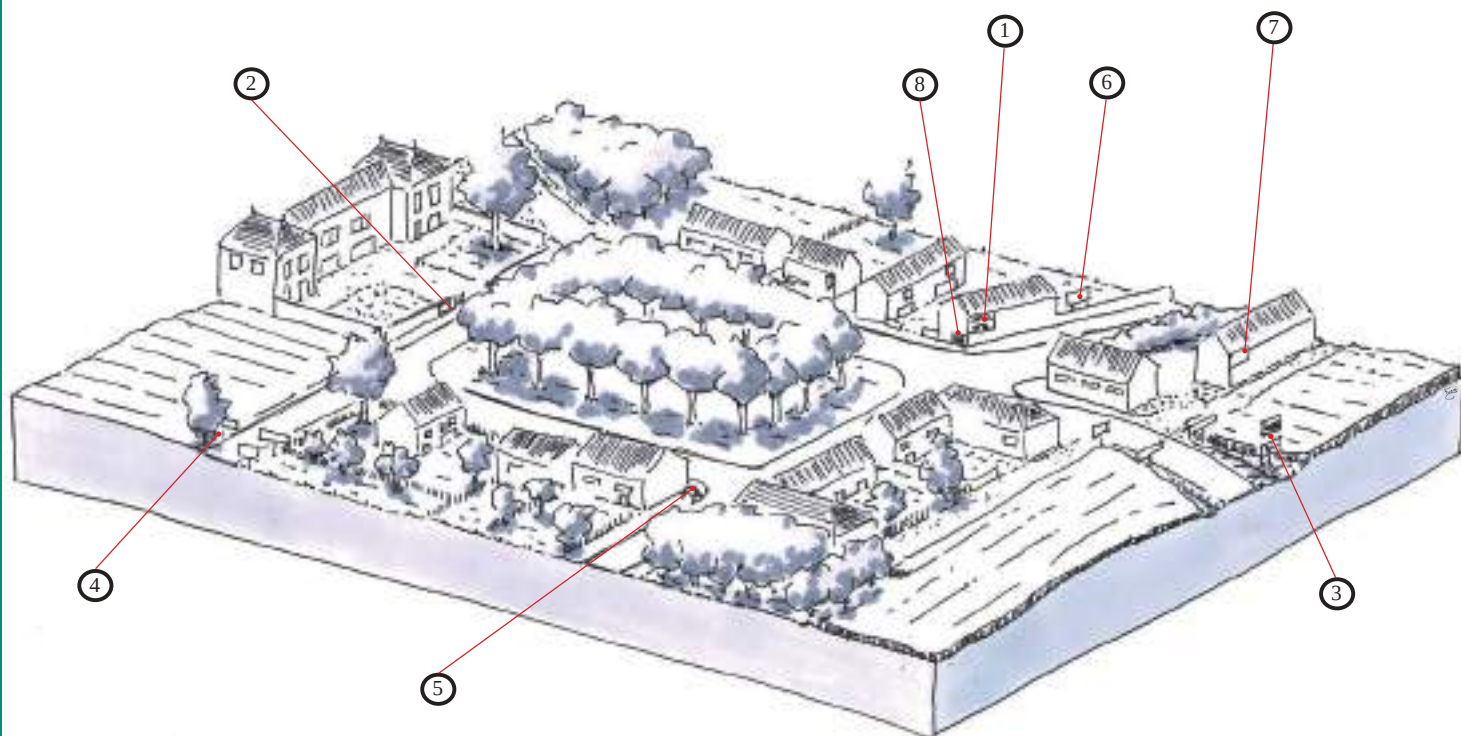
[www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)

[www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)

[www.cerema.fr](http://www.cerema.fr) (ex CERTU)

## 8. SOLUTIONS DU TEST

- 1 - Emplacement et dimensions correctes sauf le contenu > message publicitaire donc illégal car interdit dans un PNR.
- 2 - Enseigne car implanté sur l'unité foncière du restaurant > légale.
- 3 - Préenseignes légales car activités dérogatoires mais jusqu'en juillet 2015.
- 4 - Préenseigne implantée sur un arbre : implantation illégale.
- 5 - Enseigne temporaire de type chevalet : son contenu est correct mais il gêne le passage des piétons > illégale.
- 6 - Enseigne implantée sur parcelle voisine : illégal car les enseignes doivent être implantées sur le domaine privé et «...relative à l'activité qui s'y exerce».
- 7 - Enseigne dépassant des limites de son support : ici, elle dépasse de l'égout du toit, donc elle est illégale.
- 8 - SIL > légale mais désorganisée : à améliorer pour optimiser la lisibilité.



## CONTACTS UTILES

### **Direction Départementale de Territoires (DDT) de l'Essonne**

Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Évry cedex  
01 60 76 32 00

### **Direction Départementale de Territoires (DDT) de Seine-et-Marne**

288 rue Georges Clémenceau  
ZI de Vaux-le-Pénil  
77005 Melun cedex  
01 60 56 71 71

### **Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Essonne (CAUE91)**

9 cours Blaise Pascal  
91035 évry  
01 60 79 35 44  
caue91@caue91.asso.fr

### **Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de Seine-et-Marne (CAUE77)**

27 rue du Marché  
77120 Coulommiers  
01 64 03 30 62  
caue77@wanadoo.fr

### **Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) de l'Essonne**

Préfecture de l'Essonne  
Boulevard de France  
91000 Evry  
01 69 91 95 10

### **Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) de Seine-et-Marne**

Agence de Fontainebleau :  
Pavillon Sully, Palais de Fontainebleau  
77300 Fontainebleau  
01 60 74 50 20

Une autre vie s'invente ici



### **Maison du Parc**

20 boulevard du Maréchal Lyautey  
91490 Milly-la-Forêt  
01 67 98 73 93

accueil@parc-gatinais-francais.fr  
www.parc-gatinais-francais.fr







# LE SCHÉMA DE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION



## STRATEGIE SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE RECUPERATION



# SOMMAIRE

|                                                                                 |                   |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| <b><u>LE SCHEMA DIRECTEUR DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE RECUPERATION</u></b> | <b><u>398</u></b> |
| <b><u>LA CONSOMMATION D'ENERGIE EN 2019</u></b>                                 | <b><u>399</u></b> |
| <b><u>LA PRODUCTION D'ENERGIE EN 2019</u></b>                                   | <b><u>400</u></b> |
| <b><u>LES POTENTIELS THEORIQUES EN 2030</u></b>                                 | <b><u>401</u></b> |
| <b><u>TRAJECTOIRE ENERGETIQUE</u></b>                                           | <b><u>402</u></b> |
| <b><u>LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE (SUR BÂTI ET OMBRIERES DE PARKING)</u></b>      | <b><u>403</u></b> |
| <b><u>LE SOLAIRE THERMIQUE</u></b>                                              | <b><u>407</u></b> |
| <b><u>LE BOIS ENERGIE</u></b>                                                   | <b><u>408</u></b> |
| <b><u>LA GEOTHERMIE SUPERFICIELLE</u></b>                                       | <b><u>410</u></b> |
| <b><u>L'AEROTHERMIE</u></b>                                                     | <b><u>411</u></b> |
| <b><u>LA RECUPERATION DE CHALEUR FATALE</u></b>                                 | <b><u>412</u></b> |
| <b><u>LA METHANISATION</u></b>                                                  | <b><u>413</u></b> |
| <b><u>L'HYDROELECTRICITE</u></b>                                                | <b><u>416</u></b> |
| <b><u>L'EOLIEN</u></b>                                                          | <b><u>417</u></b> |
| <b><u>LA SENSIBILITE DU TERRITOIRE AUX PROJETS ENR</u></b>                      | <b><u>418</u></b> |
| <b><u>ANNEXE</u></b>                                                            | <b><u>420</u></b> |

# LE SCHEMA DIRECTEUR DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE RECUPERATION

## Contexte

Le Parc naturel régional du Gâtinais français est un véritable acteur de la transition énergétique. Il s'est engagé, dès sa première charte datant de 1999, à agir pour faire face aux enjeux du changement climatique, par le biais des Conseils d'Orientation Énergétique, du cadastre solaire, de l'atlas éolien, des Conseils en énergie partagée, du Service Public de la Rénovation Énergétique, de l'adoption d'un Plan Climat, etc. Pour ce faire, l'accompagnement des acteurs locaux (communes, habitants, entreprises, etc.) se concrétise dans une approche systématiquement transversale, combinant la sobriété et l'efficacité énergétiques avec l'urbanisme durable et la protection de la biodiversité et de l'environnement.

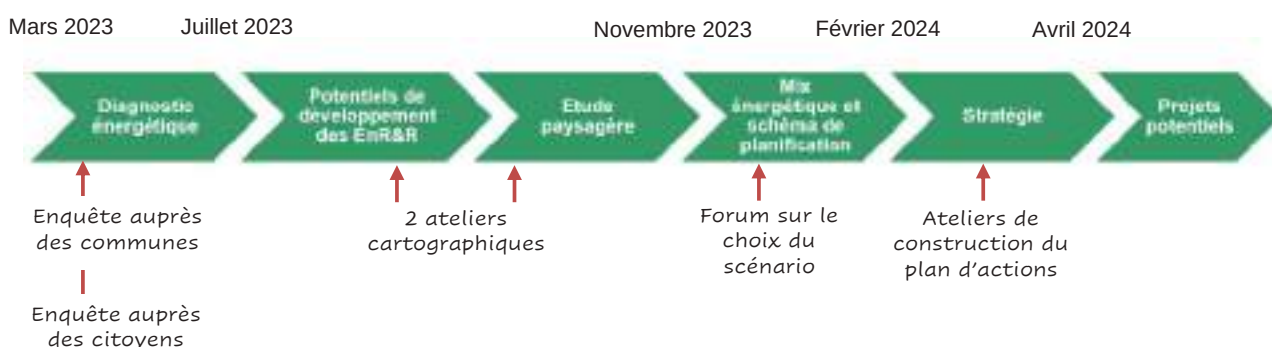
Le schéma directeur de développement des énergies renouvelables et de récupération complète l'ensemble de ces actions en apportant une vision d'ensemble et de planification.

## Objectifs

Avec comme ligne directrice la sobriété énergétique et foncière (Zéro Artificialisation Nette), les objectifs du schéma de développement des énergies renouvelables et de récupération sont multiples :

- Prendre en compte les **enjeux de la Charte du Parc (patrimoines, paysages et environnement)** le plus en amont possible des projets,
- Mettre en œuvre un **mix énergétique renouvelable et diversifié** basé sur les potentiels énergétiques du territoire et priorisant les économies d'énergie tout en intégrant les enjeux de biodiversité et de préservation des paysages et des patrimoines identitaires qu'il soit géologique, archéologique, etc.
- Permettre une meilleure acceptation par les **habitants** et orienter les **porteurs de projets** vers les zones les plus propices, à privilégier pour l'implantation de leur projet d'énergies renouvelables.
- Favoriser et organiser la mise en œuvre de la production d'énergies renouvelables et de la valorisation des énergies de récupération avec l'ensemble des **acteurs territoriaux** dans une démarche cohérente, transparente et concertée,
- Expérimenter et innover par la mise en œuvre de **projets opérationnels exemplaires**.

## Démarche d'élaboration du schéma





# LA CONSOMMATION D'ENERGIE EN 2019

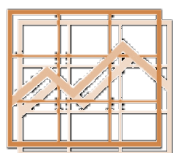
## De quoi parle-t-on ?

Les consommations d'énergies sont présentées en consommation finale d'énergie, c'est-à-dire la quantité d'énergie disponible pour l'utilisateur final. C'est la consommation primaire d'énergie, moins la consommation de la branche énergie (pertes de transformation, de transport et de distribution d'énergie, consommation propre des entreprises de la branche). La consommation finale énergétique peut se répartir entre les secteurs consommateurs (résidentiel, tertiaire, transports, industrie, agriculture), mais aussi par type d'énergie consommée ou encore par usages.

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition de l'énergie finale sur le territoire suivant les secteurs, l'énergie, et l'usage qui en est fait.

Quelques notions énergétiques

- ♦ Ne pas confondre puissance et énergie !
  - ♦ Énergie = Puissance x Temps
  - ♦ Une ampoule d'une puissance de 10 Watts va consommer une énergie de 100 Watts-heure (Wh) si elle fonctionne 10 heures.
- 1 Méga Watt-heure (MWh)  
= 1 000 kilo Watt-heure (kWh)  
= 1 000 000 Watt-heure (Wh)



**2 865 GWh/an**

Consommation totale du territoire en 2019

**23 MWh/hab.an**

Consommation d'énergie par habitant (moyenne France : 24 MWh/hab.an)

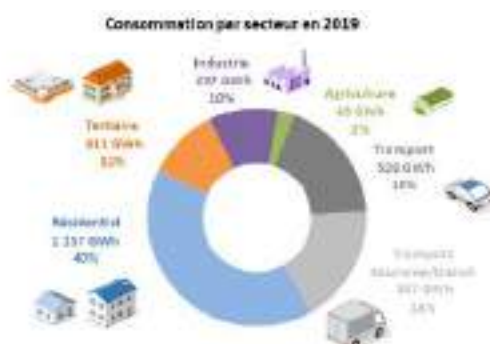
**64 %**

La dépendance du territoire aux énergies fossiles

**255 M€**

Facture énergétique du territoire en 2019

### Consommation par secteur



Sources : ROSE, Axenne

### Consommation par énergie



### Consommation par usage



Le **secteur résidentiel** est le principal consommateur du territoire. Le secteur des **transports** représente une consommation équivalente, mais seule la moitié est due aux citoyens et acteurs du territoire. L'autre moitié correspond au transport de véhicules sur le territoire. Le tertiaire et l'industrie participent tous deux à hauteur d'environ 10% du bilan, tandis que la consommation du secteur agricole est plus limitée.

Le territoire présente une forte **dépendance aux énergies fossiles**.

La répartition de la consommation par usage est homogène.

La chaleur correspond à toute énergie (hors électricité) utilisée à des fins de chauffage des bâtiments, production d'eau chaude sanitaire et cuisson. Le transport inclut tous les modes de transport, y compris les consommations énergétiques de l'agriculture destinées au carburant des tracteurs et engins agricoles.

# LA PRODUCTION D'ENERGIE EN 2019

Quelques notions énergétiques

- ♦ La puissance d'un module photovoltaïque est exprimée en Watt crête (Wc) pour signifier qu'il atteint cette puissance pour un ensoleillement optimum.
- ♦ Un module photovoltaïque de 1,6m<sup>2</sup> et de 320 Watts crête produit environ 320 kWh/an soit 1 000 heures de production annuelle à puissance maximale, en Île-de-France.

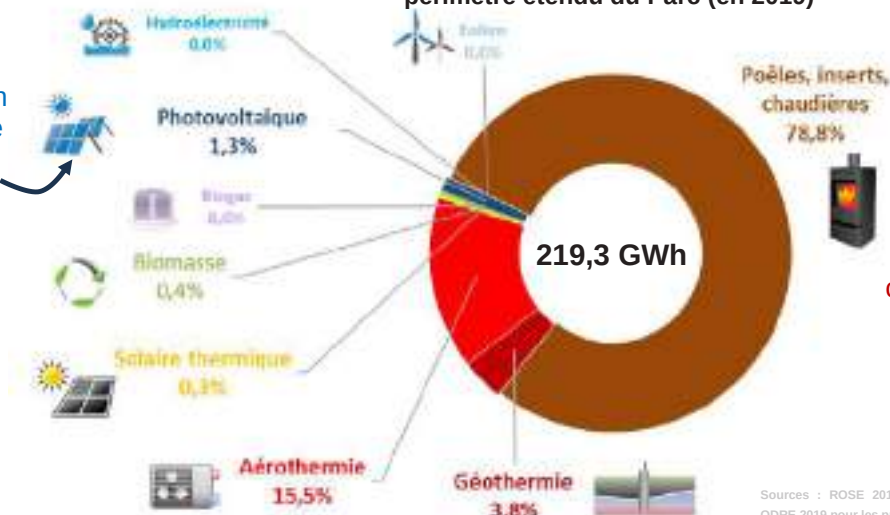
## Qu'appelle-t-on énergies renouvelables et de récupération (ENR&R) ?

Les énergies renouvelables proviennent de sources naturelles qui se renouvellent à un rythme supérieur à celui de leur consommation. Ce sont les énergies éolienne, solaire, géothermique, hydraulique, houlomotrice, marémotrice, et aérothermique ainsi que l'énergie issue de la biomasse. On englobe aussi dans les énergies renouvelables les flux de déchets organiques de l'activité économique qui donnent lieu à une valorisation énergétique : déchets de l'agriculture et de l'exploitation forestière, part fermentescible des déchets industriels et des ordures ménagères.

Les énergies de récupération comprennent toutes les sources de chaleur perdue qui peuvent être valorisées (eaux usées, air vicié, incinération des ordures ménagères, sites et procédés industriels, etc.).

Répartition des énergies renouvelables et de récupération sur le périmètre étendu du Parc (en 2019)

La consommation totale d'électricité est couverte à hauteur de **0,4%** par les énergies renouvelables électriques



La consommation de chaleur (hors chauffage élec.) est couverte à hauteur de **21%** par les énergies renouvelables thermiques

Sources : ROSE 2019, AFPAC, PNRGF, Observ'ER, et ODRE 2019 pour les productions d'électricité renouvelable



**219** GWh/an

Production d'énergies renouvelables en 2019

**7,7%** d'EnRs

Part de la production d'énergies renouvelables locales sur la consommation totale du territoire.

Près de 99% de la production d'énergie renouvelable du territoire est d'origine thermique, majoritairement via le bois énergie (notamment les ménages, utilisé en base ou en appoint).

En revanche, la production d'électricité renouvelable est très limitée (1,3% de la production EnR totale) et provient uniquement d'installations photovoltaïques.

| INDICATEURS SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES EN 2019                                                | Périmètre d'étude du PNR | France 2018 | Objectifs de la loi Energie Climat en 2030 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------|--------------------------------------------|
| Part de la prod. locale d'énergies renouvelables sur la consommation totale (y compris transport) | 7,7%                     | 17,2%       | 33%                                        |
| Part de la prod. locale des Enrs thermiques sur la cons., de chauffage et d'eau chaude*           | 21%                      | 22,7%       | 38%                                        |
| Part de la prod. locale des Enrs élec. sur la consommation totale d'électricité**                 | 0,4%                     | 22,3%       | 40%                                        |
| Part des EnRs injectée dans le réseau de gaz naturel                                              | 0%                       | 0,45%       | 10%                                        |

Remarque. : Le bilan des productions est fait à fin 2019. Dès lors, les installations mises en service à postériori, telles que l'unité de méthanisation avec injection située à Boutigny-sur-Essonne, ne sont pas prise en compte à ce stade de l'étude.

# LES POTENTIELS THEORIQUES EN 2030

La construction d'une trajectoire énergétique suppose de connaître les **marges de manœuvre** dont dispose le territoire pour s'engager dans un scénario ambitieux de production d'énergies renouvelables et de récupération.

C'est la raison pour laquelle on s'intéresse dans un premier temps aux **potentiels théoriques**.

## Qu'appelle-t-on potentiels théoriques ?

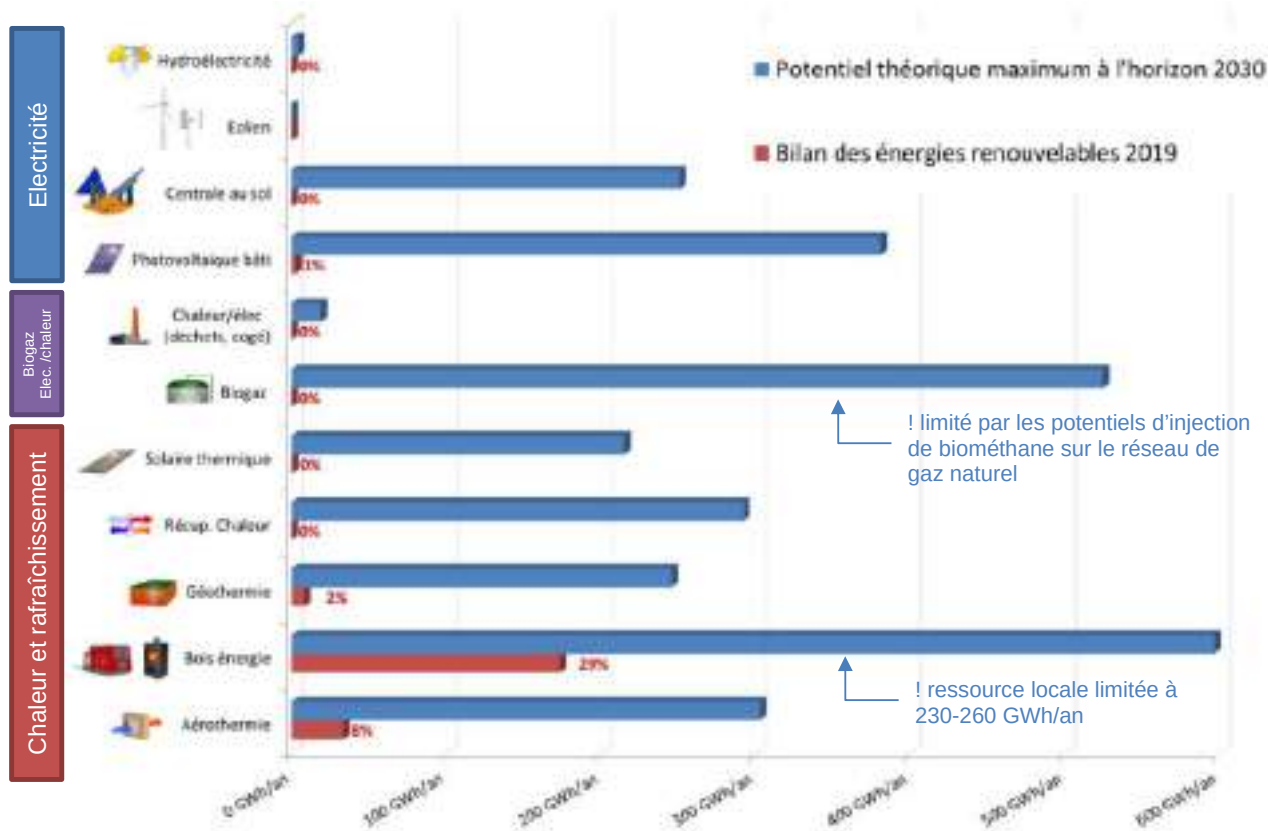
Ce sont toutes les installations sur les bâtiments neufs et existants que l'on pourrait réaliser à l'horizon 2030 en tenant compte des ressources et des contraintes inhérentes à chaque filière. Ils tiennent compte :

- des contraintes et enjeux liés au patrimoine culturel et paysager (sites classés, sites inscrits, sites patrimoniaux remarquables, monuments historiques, patrimoine géologique et patrimoine archéologique, etc.),
- des enjeux sur les risques naturels (remontées de nappe, cavités, etc.) pour la filière géothermie,
- des enjeux liés au patrimoine naturel (Natura 2000, ZNIEFF, réserves naturelles, arrêtés de protection de biotope, etc.),
- de la typologie des bâtiments et de leurs besoins énergétiques (eau chaude sanitaire, chauffage et besoins de rafraîchissement),
- de la dynamique de construction pour les nouveaux projets, etc.

Les potentiels sur les filières décentralisées (centrale photovoltaïque sur sols déjà artificialisés et dans des secteurs spécifiques, unité de méthanisation, hydroélectricité, parc éolien) sont également étudiés au regard des gisements et des sites susceptibles d'accueillir ces équipements.

Ces chiffres sont donc par nature très élevés et représentent le nombre purement théorique d'installations potentielles sur l'ensemble du territoire. Ils sont toutefois intéressants puisqu'ils permettent d'identifier la production maximale par filière en se plaçant dans une position extrêmement favorable.

Potentiels théoriques et leurs valorisations sur le périmètre étendu du Parc (en 2019)

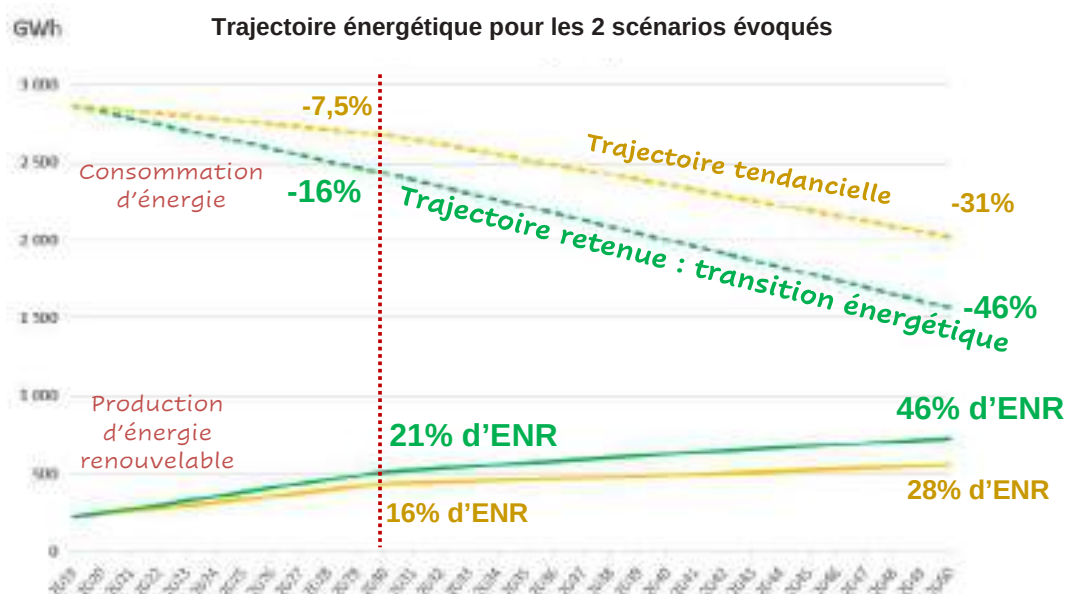


# TRAJECTOIRE ENERGETIQUE

Par la suite, un travail d'analyse des données consolidé par des échanges avec le PNR, les communes et les partenaires, a permis d'établir la prospective énergétique du territoire à l'horizon 2030 et 2050. La prospective prend en compte l'évolution des consommations d'énergie (augmentation via les nouvelles constructions à réaliser, diminution grâce aux politiques publiques menées sur la sobriété et l'efficacité énergétique).

Deux scénarios sont présentés dans le graphique ci-dessous :

- Le **scénario tendanciel** se base sur l'évolution attendue de la consommation d'énergie en 2030 et de la production d'énergies renouvelables en tenant compte des projets en cours de développement, de la dynamique constatée sur les différentes filières, renforcée dans certains cas par les nouvelles réglementations (par exemple solarisation des toitures existantes de plus de 500m<sup>2</sup> à compter de 2028).
- Le scénario retenu lors du Comité syndical du 12 décembre 2023 intitulé « **Transition énergétique** » suppose un développement ambitieux des différentes filières énergies renouvelables et de récupération ainsi qu'une accentuation de la sobriété énergétique et de la maîtrise de l'énergie dans l'ensemble des secteurs.



**515 GWh/an**

Production d'énergies renouvelables en 2030

**21% d'ENRs**

Part de la production d'EnR locales sur la consommation totale du territoire en 2030

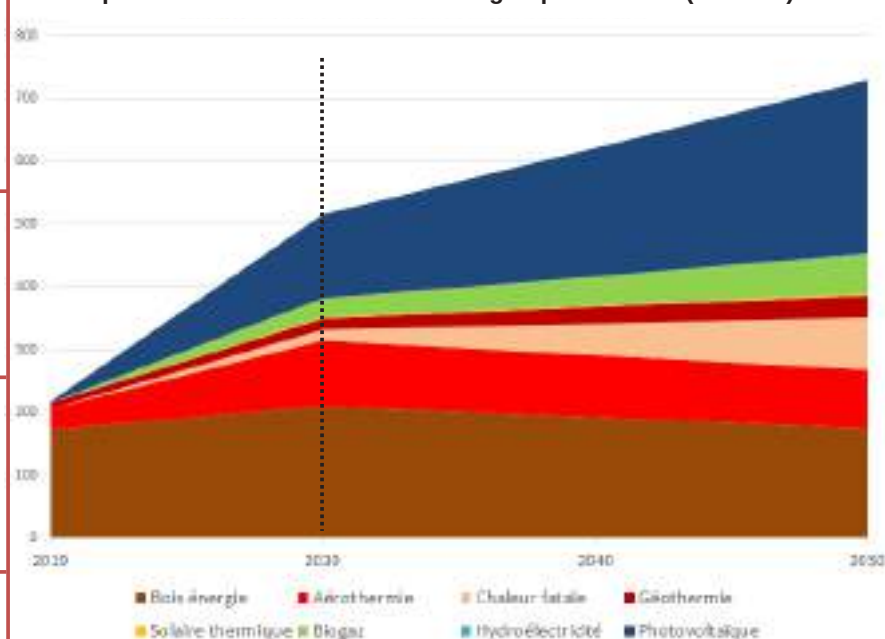
**x 2,3**

Production d'EnR en 2030 par rapport à fin 2019

**46% d'ENRs**

Part de la production d'EnR locales sur la consommation totale du territoire en 2050

**Répartition par énergie renouvelable du mix énergétique pour le scénario « transition énergétique » retenu (GWh/an)**





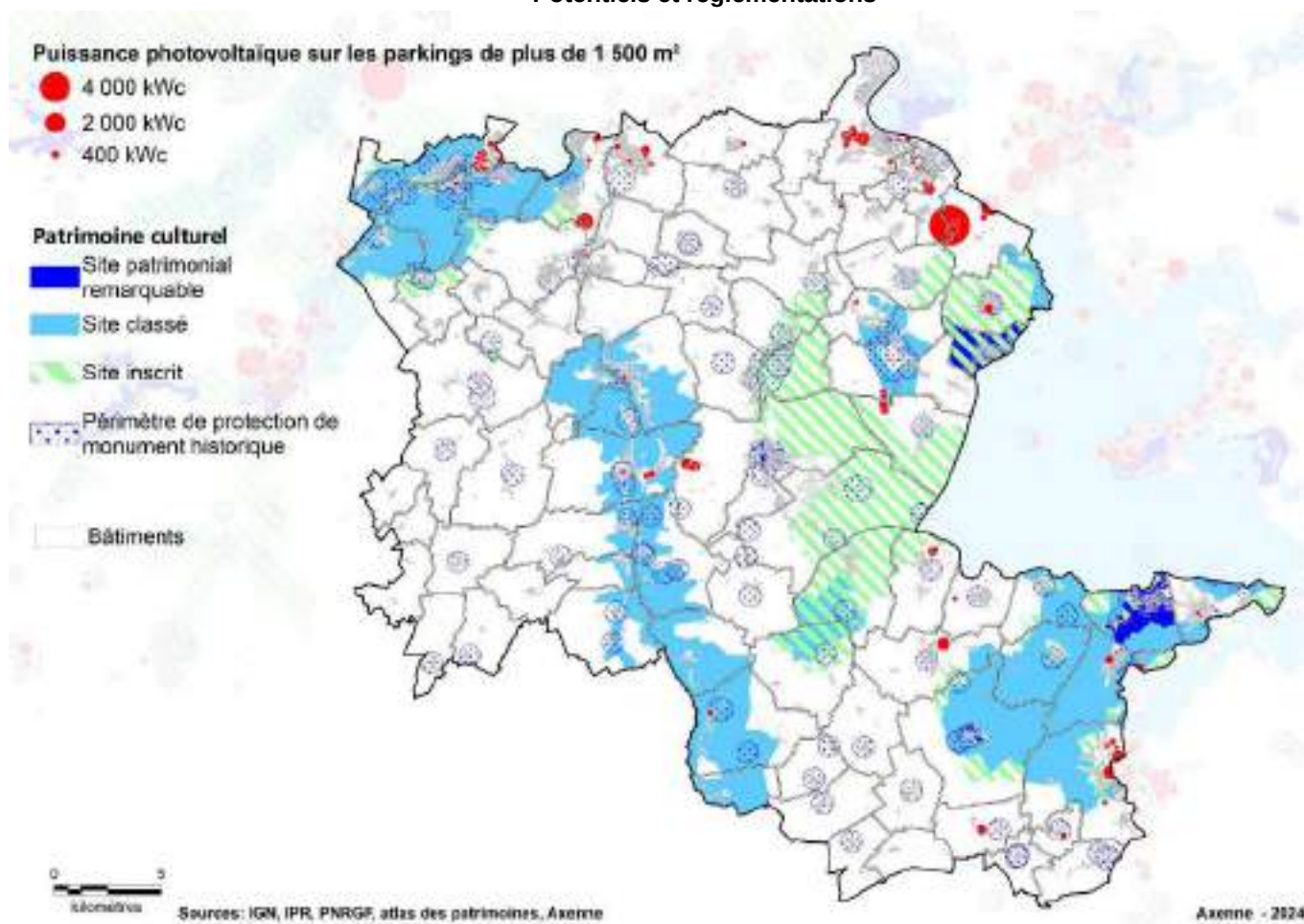
# LE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE (SUR BÂTI ET OMBRIERES DE PARKING)



## Enjeux du solaire photovoltaïque

- Un module photovoltaïque produit de l'**électricité** à partir du rayonnement solaire. La production d'électricité n'est pas forcément liée à l'occupation du bâtiment ni aux besoins en énergie de celui-ci, l'électricité peut être autoconsommée (à favoriser) ou renvoyée sur le réseau électrique.
- Pour une meilleure efficacité, la toiture doit être orientée sud-est, sud ou sud-ouest, avec une inclinaison idéale de 30-35°.
- Un module photovoltaïque ne met que 2 ans à rembourser l'énergie dépensée pour sa production. Sa durée de vie est d'environ 30 ans, et il est actuellement recyclé à hauteur de 95%.
- En raison des spécificités du territoire, le photovoltaïque est la seule énergie en mesure d'accroître significativement la part d'électricité renouvelable du périmètre d'étude. Son potentiel est très important, non seulement sur les toitures, mais aussi sur les ombrières de parking et autres sols déjà artificialisés en veillant aux principes de la Zéro Artificialisation Nette.

## Photovoltaïque sur bâti et ombrières de parking : Potentiels et réglementations



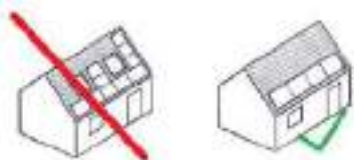
## Recommandations

### En secteur de Centre-bourg, Faubourg et Lotissement

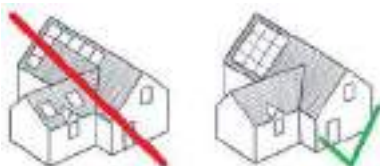
- **Dans les périmètres inscrits ou classés (bâtiment ou site, y compris les sites patrimoniaux remarquables)**, l'implantation et le développement des projets sont soumis à l'avis des Architectes des Bâtiments de France ou des inspecteurs des sites.
  - Pour le bâti existant sans travaux sur la toiture, les panneaux seront en superposition de la toiture afin de permettre la réversibilité de l'installation et donc de préserver le patrimoine originel.
  - Pour les constructions neuves et dans le cas de réfection de la toiture, privilégier les panneaux incrustés au revêtement de toiture pour une cohérence architecturale et assurer également l'étanchéité de l'ensemble.
- **En dehors des périmètres inscrits ou classés (bâtiment ou site) :**
  - Privilégier les panneaux incrustés au revêtement de toiture pour une cohérence architecturale et assurer également l'étanchéité de l'ensemble.



- Eviter les formes complexes en H, L ou U. Privilégier l'implantation des panneaux en bas de toiture sur une ligne simple afin de préserver le faîtage, qui est la partie la plus visible du bâtiment.



- Pour les toitures complexes, éviter les assemblages de panneaux complexes et dispersés. Regrouper les panneaux sur un seul pan de toiture et conserver une forme simple.



- Autoriser des dispositions mesurées, contenues et alignées qui respectent les symétries et proportions des bâtiments.



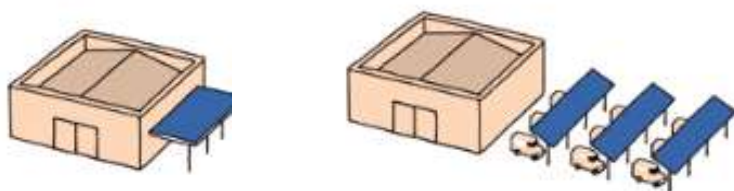
- Privilégier la pose des panneaux photovoltaïques sur la partie du bâtiment la moins visible depuis l'espace public.
- Privilégier les panneaux côté jardin, côté intérieur de la propriété, côté cour, dans un cœur d'îlot, avec le minimum d'impact sur le voisinage.
- Privilégier l'implantation sur les toitures les plus basses (annexes, garage, serre auvent, abri de jardin), avec une vigilance sur les ombres portées et les masques importants qui limitent la production (et donc la rentabilité et viabilité de ce type d'installations).



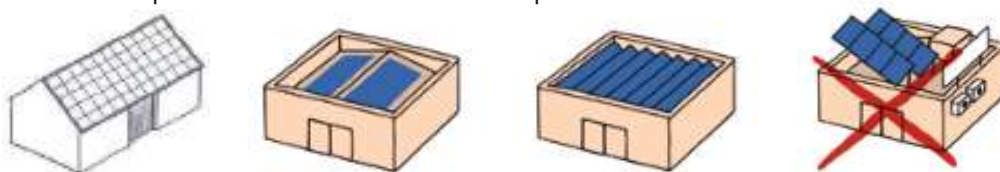
- L'installation de panneaux photovoltaïques peut se faire sur des toitures planes en prenant en considération les écoulements d'eau de la toiture.
- La réflexion sur l'implantation des panneaux photovoltaïques peut s'appliquer sur le choix des matériaux de support utilisés et sur les colorimétries.
- Privilégier les panneaux noir mat anti-reflet avec cadres noir mat.

## En secteur de Zone d'Activité

- Optimiser les toitures et les annexes afin d'installer des panneaux photovoltaïques, et optimiser les espaces de stationnement au sol pour l'installation d'ombrières photovoltaïques.



- Exploiter la totalité des superficies de toitures pour implanter les panneaux. Les mettre en œuvre pour qu'ils soient le moins visibles possible :
  - o A plat sur toiture plate ;
  - o Sur des pans entiers de toiture en remplacement des éléments de couverture ;
  - o Cachés par des acrotères dans le cas de panneaux inclinés.



- Lorsque le bâtiment fait l'objet d'un suivi par un architecte, la réflexion de l'implantation des panneaux photovoltaïques peut être pensée autrement que sur toiture à condition qu'ils s'intègrent parfaitement dans le principe architectural du bâtiment (1 à 2 solutions afin d'éviter un effet d'accessoirisation anarchique).
- Limiter les panneaux en façade : ils doivent être composés avec soin afin que la façade soit cohérente.



## En secteur Agricole et naturel

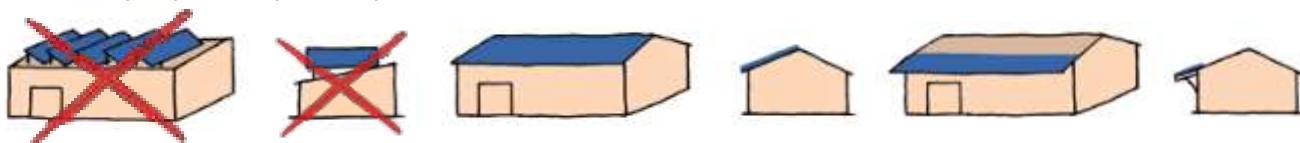
- Limiter les panneaux solaires sur les façades des bâtiments anciens de qualité les plus exposés à la vue.



- La construction d'un bâtiment doit répondre aux besoins techniques de l'exploitation (ne pas être surdimensionnée pour accueillir plus de panneaux solaires), et respecter les configurations architecturales locales : toit à doubles pentes, avancée de toitures, hauteurs contenues.



- Porter la réflexion sur une implantation des panneaux photovoltaïques sur des pans entiers de toiture en remplacement des éléments de couverture, ou en bas de toiture sur une ligne simple afin de préserver le faîtage, qui est la partie la plus visible du bâtiment.



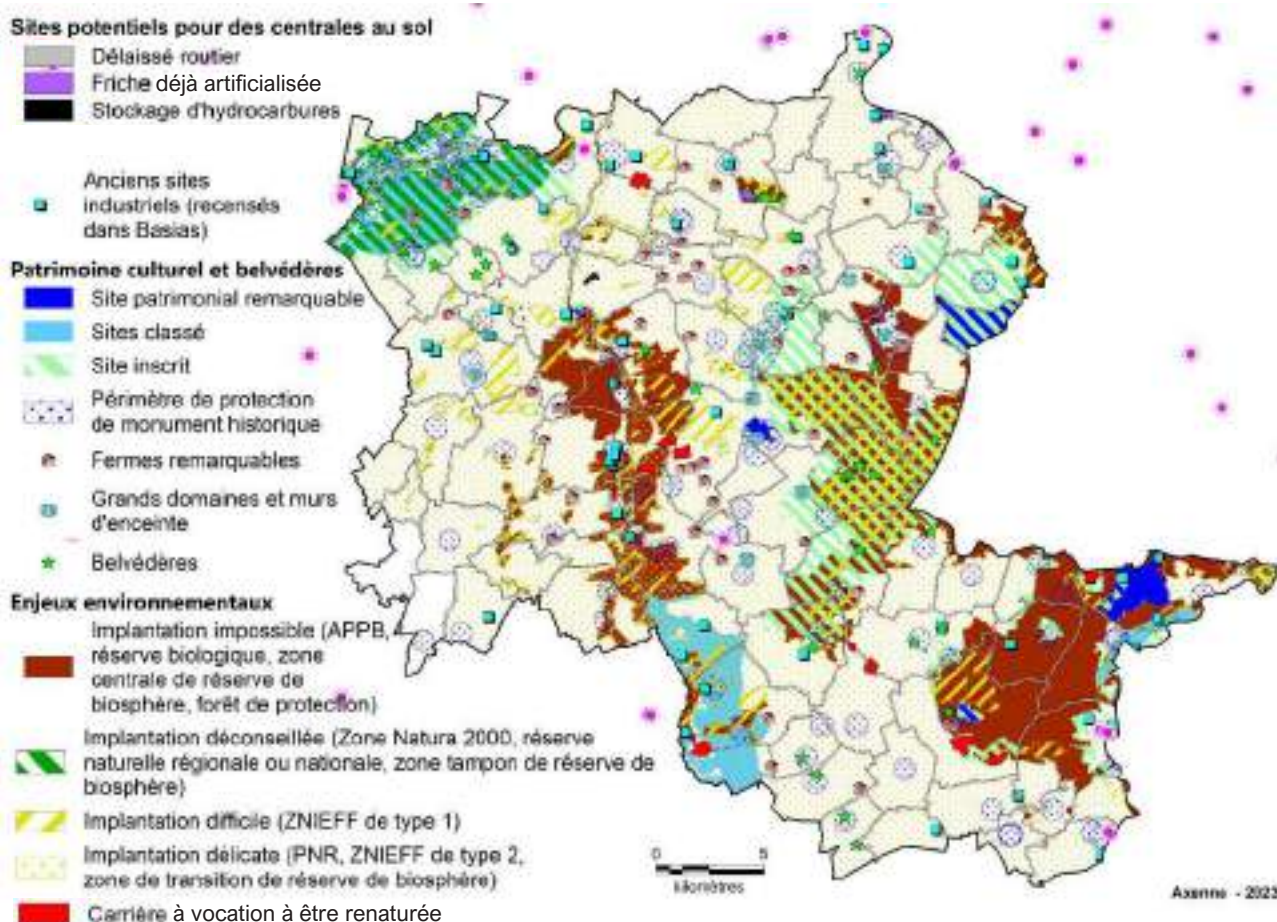




## Centrales solaires au sol

- Les zones renaturées, y compris les **carrières en fin d'exploitation**, n'ont pas vocation à accueillir des centrales solaires au sol
- Le territoire ne dispose que de **quelques friches déjà artificialisées** de taille limitée sans projet d'aménagement identifié. En revanche, les **zones de stockage d'hydrocarbures** pourraient accueillir des centrales photovoltaïques au sol, en prenant en compte les enjeux environnementaux (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), trames verte et bleue, etc.).
- Les **anciens sites industriels** pourraient aussi être étudiés au cas par cas. Ils sont localisés mais leurs périmètres ne sont pas connus.
- Au regard des enjeux de la souveraineté alimentaire, les **projets agrivoltaïques** ne sont pas privilégiés sur le territoire du Parc naturel régional du Gâtinais français.

### Solaire au sol : Potentiels, réglementations et enjeux



## Recommandations

### En secteur de Centre-bourg, Faubourg et Lotissement

- Interdiction d'installation de centrale solaire au sol.

### En secteur Agricole et naturel

- Interdiction d'installation de centrale solaire au sol sur les espaces agricoles et naturels, sauf sur les sites de stockage d'hydrocarbures et pour les projets agrivoltaïques. Tous ces projets seront analysés au cas par cas.

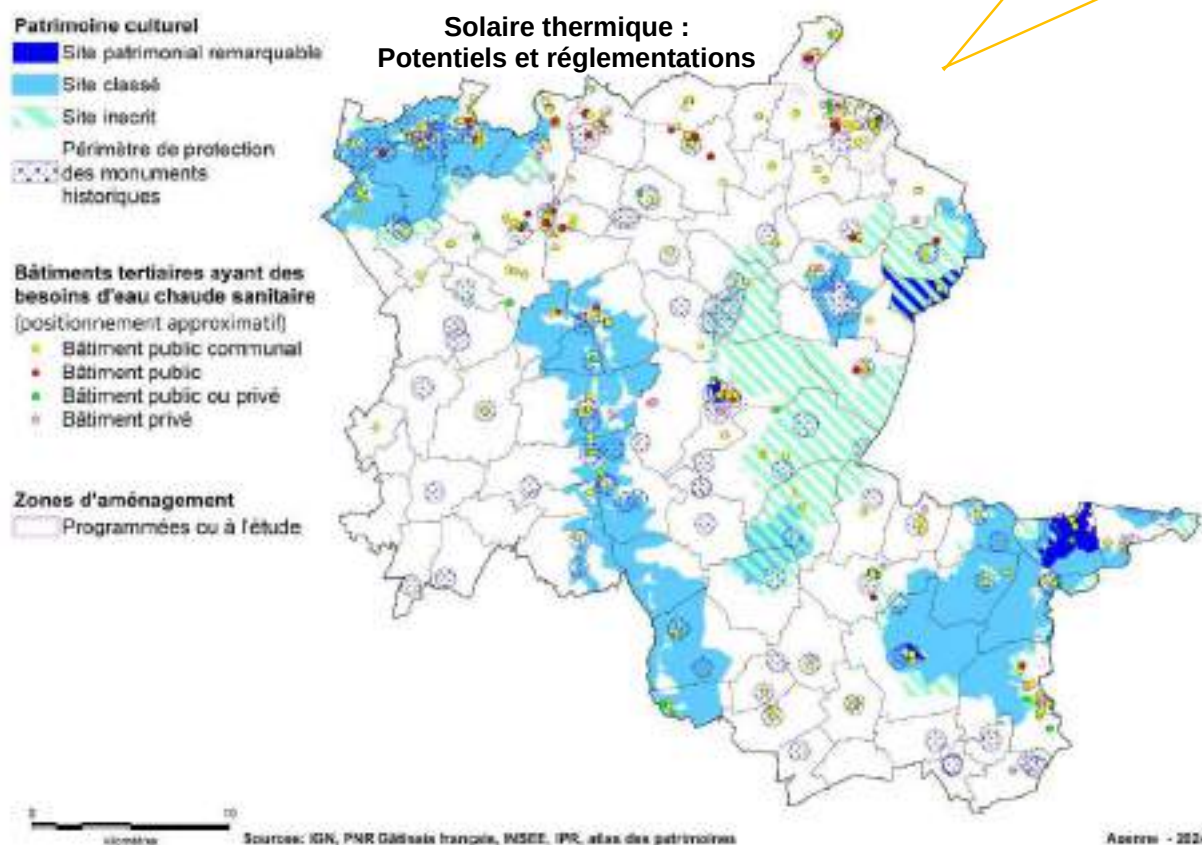


# LE SOLAIRE THERMIQUE



## Enjeux du solaire thermique

- Les systèmes solaires thermiques convertissent l'énergie contenue dans les rayons du soleil en **chaleur**. Celle-ci permet le chauffage de l'eau chaude sanitaire (logements collectifs, maisons, secteur tertiaire, etc.), le chauffage des maisons, le chauffage des piscines, l'alimentation de réseaux de chaleur ou encore de répondre à des usages industriels.
- Ressource renouvelable et gratuite, le solaire thermique permet une substitution des énergies fossiles (fuel, gaz propane et gaz naturel). Il existe plusieurs fabricants français.
- Les logements et les bâtiments tertiaires ayant des besoins d'eau chaude sanitaire importants toute l'année (hôtels, maisons de retraite, foyers d'hébergement, hôpitaux, crèches, piscines, etc.) sont des cibles privilégiées.



## Recommandations

### En secteur de Centre-bourg, Faubourg et Lotissement

- Suivre les recommandations pour le solaire photovoltaïque.
- Interdiction sur les murs ou sur structure dédiée.
- Eviter les installations de solaire thermique au sol (car fragile, difficile d'entretien, supprime plantations).
- Positionner les panneaux le plus proche possible de l'accumulateur.
- Favoriser les installations mixtes dites « hybrides hydrauliques » assurant, en plus de la production de chaleur, une production d'électricité photovoltaïque.

### En secteur de Zone d'Activité ou en secteur Agricole et naturel

- Suivre les recommandations pour le solaire photovoltaïque.
- Les systèmes de solaire thermique devront être positionnés sur les toitures et ne pas comporter de ballon visible.
- Le solaire thermique sur sols déjà artificialisés et dans des secteurs spécifiques pourra être autorisé à condition qu'il fasse l'objet d'une intégration paysagère (le projet paysager devra permettre d'occulter dès le départ le projet de solaire thermique au sol) afin qu'il ne soit pas visible depuis les espaces publics.
- Favoriser les installations mixtes dites « hybrides hydrauliques » assurant, en plus de la production de chaleur, une production d'électricité photovoltaïque.

# LE BOIS ENERGIE



## Enjeux du bois énergie

- Le bois énergie constitue la principale source de production d'énergie renouvelable sur le territoire en 2019 (près de 80%), essentiellement grâce aux appareils de chauffage au bois des particuliers et aux chaufferies bois plaquettes installées par des communes pour le chauffage de bâtiments communaux.
- Inciter ces ménages et ces collectivités à mieux utiliser leurs équipements et, pour les plus anciens, à s'équiper de nouveaux appareils plus performants, ce qui améliorera la qualité de l'air tout en limitant la quantité de bois consommé (les nouveaux appareils labellisés Flamme Verte 7\* ont un meilleur rendement, libèrent moins de gaz à effet de serre et consomment moins de combustible).
- Substituer les chaudières au fioul, au gaz propane ou encore au gaz naturel (notamment des particuliers) ainsi que développer de petits réseaux de chaleur communaux tout en valorisant des ressources bois locales constituent des enjeux.

## Bois-énergie : Potentiels

 Commune avec un réseau de chaleur bois existant ou en projet

### Plan de protection de l'atmosphère (2018)

 Communes situées en zone sensible

### Bâtiment favorable pour une chaudière bois

(Positionnement approximatif)

-  Bâtiment public communal
-  Bâtiment public
-  Bâtiment public ou privé
-  Bâtiment privé

 Regroupement de bâtiments pour un réseau de chaleur

### Zones d'aménagement programmées ou à l'étude

-  Activités
-  Equipement
-  Habitat
-  Mixte habitat / activités
-  Vocation non définie



Sources: IGN, PNR du Gâtinais français, INSEE, IPR, Axenne

Axenne - 2023

## Recommandations

Le développement de nouvelles installations doit :

- S'accompagner d'une gestion durable de la ressource locale, en partenariat avec les acteurs locaux et prenant en compte :
  - La capacité de renouvellement de la forêt (taux de prélèvement ne dépassant pas la régénération naturelle) ;
  - La hiérarchie des usages : prioritairement en tant que bois de construction et d'œuvre, puis après en tant que bois-énergie.
- Se faire dans de bonnes conditions environnementales, en particulier au regard de la qualité de l'air. Pour les particuliers choisir des équipements performants labellisés Flamme Verte 7\*, et pour les chaudières collectives et industrielles mettre en place les meilleures techniques disponibles permettant de réduire les émissions.

## Sur l'ensemble des secteurs

- Privilégier la rénovation du bâti ancien intégré dans un ensemble urbain afin d'accueillir une chaufferie bois.

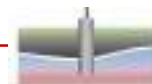


- Pour la construction neuve, le bâtiment devra s'intégrer au bâti existant autour. Eviter toutes les solutions clés en main promouvant des bâtiments structures légères.
- Eviter les tubages coudés ou complexes, ainsi que les cheminées et sorties en ventouse sur façade. Privilégier la sortie en toiture, en favorisant le tubage de cheminée existante pour une meilleure intégration (notamment avec une colorimétrie adaptée).



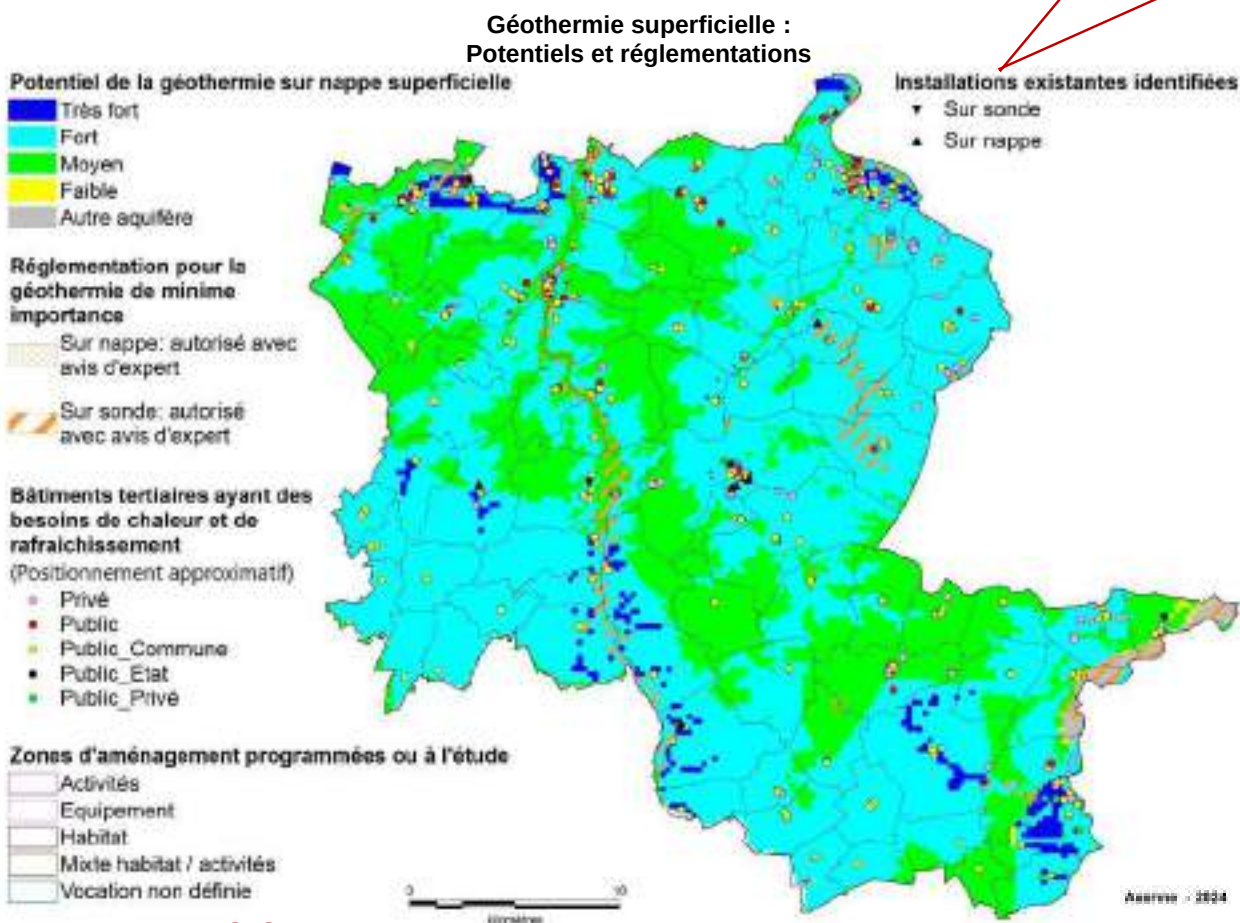


# LA GEOTHERMIE SUPERFICIELLE



## Enjeux de la géothermie superficielle

- La géothermie de surface consiste à récupérer des calories dans une nappe d'eau ou dans le sol à une profondeur maximale de 200m. La température est alors de 9° à 20°C et une pompe à chaleur permet de produire de la chaleur en hiver et du rafraîchissement naturel en été.
- La géothermie permet de diffuser de la chaleur et du froid comme l'aérothermie, mais la géothermie possède un meilleur rendement et ne dépend pas des conditions atmosphériques. De plus, ses équipements ne se voient pas et ne génèrent pas de bruit.
- Les bâtiments ayant des besoins de chaleur et de rafraîchissement (hôtels, maisons de retraite, crèches, bâtiments de bureaux, etc.) sont des cibles privilégiées et peuvent être alimentés par de petits réseaux de chaleur.



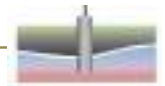
## Recommandations

### Sur l'ensemble des secteurs

- La pérennité d'un projet de géothermie superficielle dépend de la nature du sol. La réalisation d'une pré-étude sur la nature du sol est obligatoire.
- Pour les maisons existantes, privilégier la géothermie verticale en circuits fermés, qui impacte moins les surfaces végétalisées (strates arbustives et arbre de haut jet) que la géothermie horizontale.
- Pour les constructions neuves, privilégier les puits canadiens.
- Pour la géothermie sur la nappe de la Beauce :
  - ✓ Tous les nouveaux projets faisant appel à la géothermie (collectivités, industriels, particuliers...), basés sur des prélèvements en nappe, doivent comprendre un doublet de forages avec réinjection de l'eau dans le même horizon aquifère que celui dans lequel est effectué le prélèvement à une distance respectable.
  - ✓ Tous les nouveaux forages, y compris s'ils sont destinés à un usage domestique ou géothermique, doivent respecter la norme AFNOR NFX 10-999 d'avril 2007 relative à la réalisation, au suivi et à l'abandon des ouvrages de captages ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forage.



# L'AÉROTHERMIE



## Enjeux de l'aérothermie

- Limiter le développement des pompes à chaleur aérothermiques (air/air et air/eau) en privilégiant les pompes à chaleur géothermiques, qui ne génèrent ni nuisances sonores ni nuisances visuelles.

## Recommandations

### Sur l'ensemble des secteurs

- L'implantation de ce type d'installations doit être faite sur des bâtiments ayant fait l'objet d'une rénovation thermique ; elle est à proscrire pour les passoires thermiques.
- Les blocs extérieurs devront être obligatoirement installés au sol et ne pourront être positionnés en hauteur (sur un mur ou une toiture), sauf sur toiture plate non visible depuis l'espace public.
- Les blocs extérieurs devront faire l'objet d'un habillage qualitatif les intégrant visuellement à l'architecture du bâtiment et d'un habillage acoustique pour réduire les nuisances sonores en cas de voisinage (cf. décret du 31 août 2006, norme NF S 31-010 et les préconisations de l'Association Française pour la Pompe à Chaleur disponibles sur [https://www.afpac.org/downloads/Recommandations-acoustiques\\_t20083.html](https://www.afpac.org/downloads/Recommandations-acoustiques_t20083.html)), le tout sans avoir d'impacts sur la performance de l'installation.

# LA RECUPERATION DE CHALEUR FATALE



## Enjeux de la récupération de chaleur

- La récupération de chaleur consiste à valoriser une chaleur provenant d'un équipement ou d'un appareil qui en produit mais dont ce n'est pas l'objectif premier. On parle de chaleur fatale.
- La chaleur fatale se trouve dans les sites industriels (les fours, les chaudières ou les compresseurs), dans les canalisations d'eaux usées, dans les stations d'épuration, ou encore dans l'air vicié des maisons.
- La chaleur fatale est une **énergie non délocalisable déjà existante**, elle représente un enjeu pour les industries cherchant à réduire leur dépendance aux énergies fossiles (dans le cas où la chaleur fatale peut répondre à un besoin interne de l'entreprise) ou à commercialiser cette ressource (vente de la chaleur à une industrie à proximité, à un réseau de chaleur communal).

## Récupération de chaleur : Potentiels

### Sites disposant de chaleur fatale

- Industrie avec un gisement a priori non valorisé
  - Commune avec des collecteurs d'eaux usées a priori favorables à la récupération de chaleur
  - Stations d'épuration
- Zone d'aménagement programmée ou à l'étude**
- Activités
  - Equipement
  - Habitat
  - Mixte habitat / activités
  - Vocation non définie



Sources: IGN, ENERGIF, Portail de l'assainissement collectif, IPR, Axenne

Axenne - 2023

## Recommandations

- Les réseaux de chaleur sont à favoriser vis-à-vis d'une valorisation électrique.
- Encourager les entreprises du secteur, en partenariat avec les collectivités territoriales, à réaliser une étude coûts-avantages de la mise en place d'un réseau de chaleur fatale.

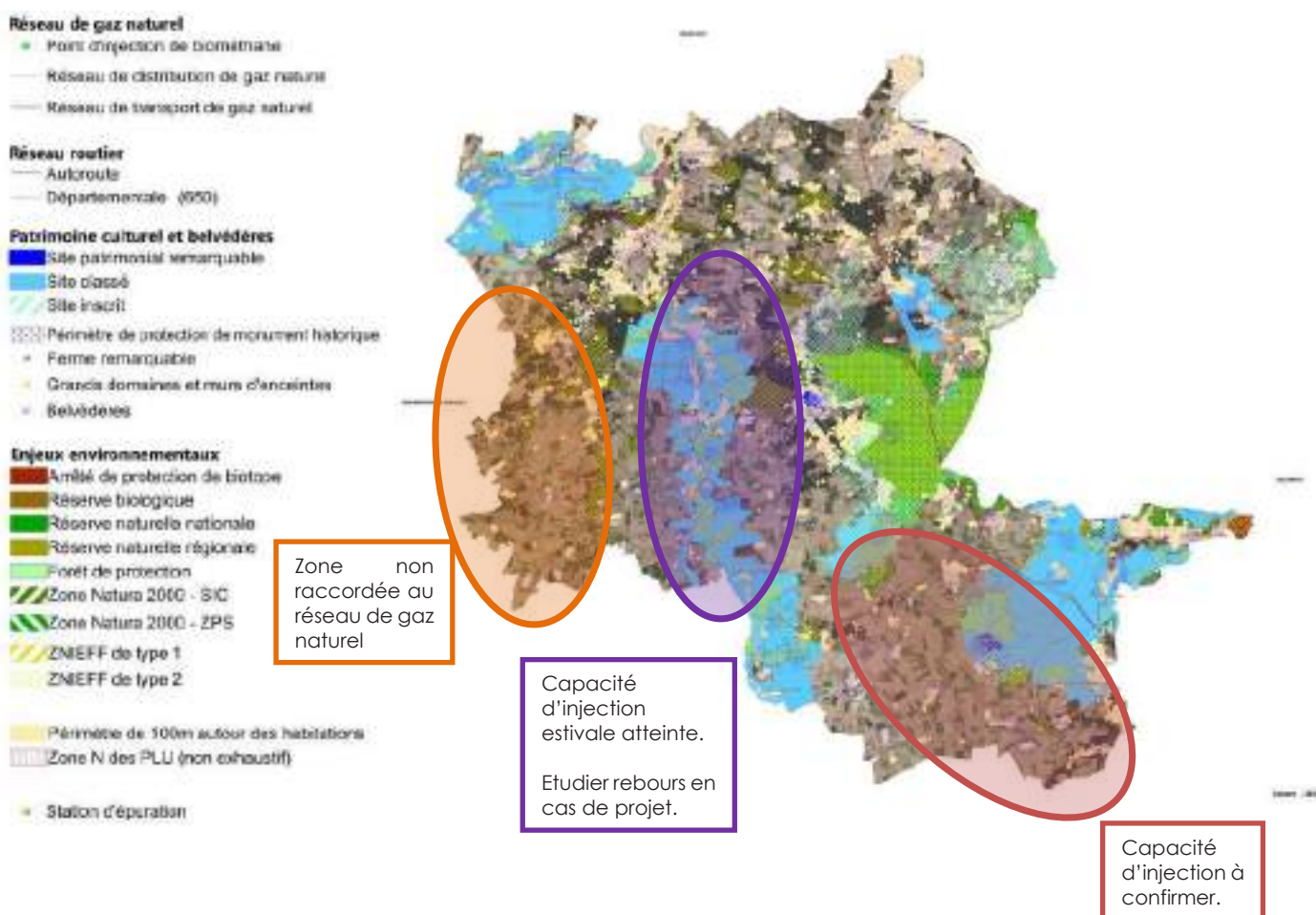
# LA METHANISATION



## Enjeux de la méthanisation

- La méthanisation est un procédé biologique de dégradation de matières organiques en l'absence d'oxygène.
- Elle s'inscrit dans le principe d'économie circulaire : elle permet en effet de valoriser des matières organiques (effluents d'élevage, résidus de cultures, issues de silos, biodéchets, etc.) en énergie renouvelable (le biogaz) et de produire un résidu qui peut servir d'amendement organique ou de fertilisant (le digestat).
- La méthanisation apporte un revenu supplémentaire aux agriculteurs et crée des emplois locaux.
- Le potentiel territorial est essentiellement agricole (résidus de cultures, cultures à vocation énergétique), et des projets similaires à l'installation de Gatigaz (Boutigny-sur-Essonne) pourraient se développer.

## Méthanisation : Potentiels, réglementations et enjeux



## Recommandations

### En secteur de Centre-bourg, Faubourg et Lotissement

- Ces secteurs n'ont pas vocation à recevoir des nouvelles unités de méthanisation.

### En secteur de Zone d'Activité & Agricole (cf. guide d'insertion paysagère du CAUE 77)

- Les projets doivent reposer sur le principe d'économie circulaire : valorisation des biodéchets, des déchets d'industries agroalimentaires et des résidus de cultures agricoles.
- Une vigilance doit être portée sur les pratiques agronomiques pour les projets utilisant principalement des CIVE (Culture Intermédiaire à Vocation Énergétique).
- Le paysage agricole doit faire partie des critères de choix de la parcelle d'implantation. L'intégration de l'unité devra être travaillée jusqu'à sa livraison avec un paysagiste concepteur, y compris les éléments accompagnants (clôtures, portails, plantations, ...).

## LE CHOIX D'UN SITE PROPICE À L'INTÉGRATION

En élaborant les **documents d'urbanisme** (POS, PLU, cartes communale) les communes délimitent les secteurs constructibles et ceux qui ne le sont pas en fonctions notamment de leur capacité à intégrer de nouvelles constructions dans les paysages.

Pour tout porteur de projet, il est donc primordial de **consulter le document d'urbanisme** en mairie afin de connaître les règles locales de construction.



Le premier facteur d'intégration des nouvelles constructions commence par le choix du site d'implantation.

### Profiter d'un fond de scène ●

Les vallonnements, la présence des boisements et la silhouette des constructions existantes constituent autant d'éléments offrant un « fond de scène » aux futures implantations.

Lorsque les constructions nouvelles s'adossent à ce fond de scène bâti ou végétal, le jeu de plans successifs favorise l'intégration du futur bâtiment.



### S'inscrire dans le relief ●

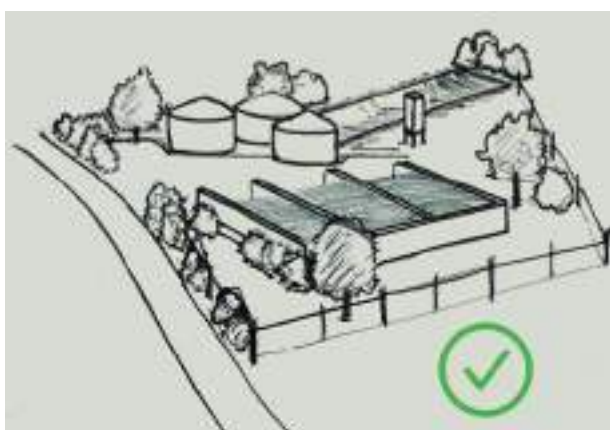
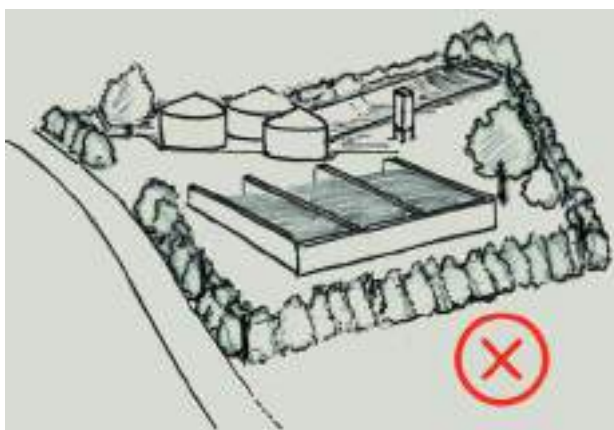
Traditionnellement implantés en fond de vallée, les villages s'insèrent harmonieusement dans la pente. En revanche, les nouvelles constructions ont tendance à investir progressivement les coteaux, voir les plateaux, sans réelle continuité avec le bâti rural existant. Lorsque les nouvelles constructions s'insèrent en fond de vallée, dans la pente, elles prolongent l'ensemble bâti existant.



- Dans les zones de nidifications des busards, les cultures utilisées pour le méthaniseur pouvant être récoltées tôt dans la saison (donc risque de broyer les nids), il est proposé que les agriculteurs communiquent à la Préfecture les parcelles concernées afin d'avoir le meilleur suivi possible.
- Il pourra être proposé un suivi des sols bénéficiant de l'épandage des digestats.
- Une vigilance doit être portée sur les lagunes de stockage du digestat, et ce sur différents aspects :
  - La localisation ;
  - L'insertion paysagère (clôtures, portails, merlons, colorimétries, plantations, ...) ;
  - La pose d'une couverture sur le digestat.



- Les limites des unités foncières des projets de méthanisation devront faire l'objet d'un traitement paysager (plantations d'arbres de haut jet dense ou plantations de haies bocagères) afin d'intégrer le projet dans l'environnement tout en préservant des vues sur l'unité de méthanisation.



- Les espaces au sol non minéralisés et non utilisés dans le processus de méthanisation devront faire l'objet d'un traitement paysager (prairie fleurie, noue de récupération des eaux pluviales du projet...) et d'un traitement écologique avec la notion de gestion différenciée (fauches tardives sur certains secteurs, clôtures laissant passer la petite faune, etc.).
- Les éléments bâtis peuvent faire l'objet d'une signature architecturale différente (choix des matériaux et des colorimétries) afin de prendre en compte la valeur du paysage local. Le paysage pourra être enrichi avec l'introduction d'éléments végétaux et/ou architecturaux.
- La couleur des bâches du digesteur peut être modifiée afin de mieux s'intégrer visuellement dans son environnement tout en étant adaptée au contexte du site. Opter pour des couleurs de façades grises colorées ou foncées qui se fondent et créent un écho aux couleurs permanentes du paysage.



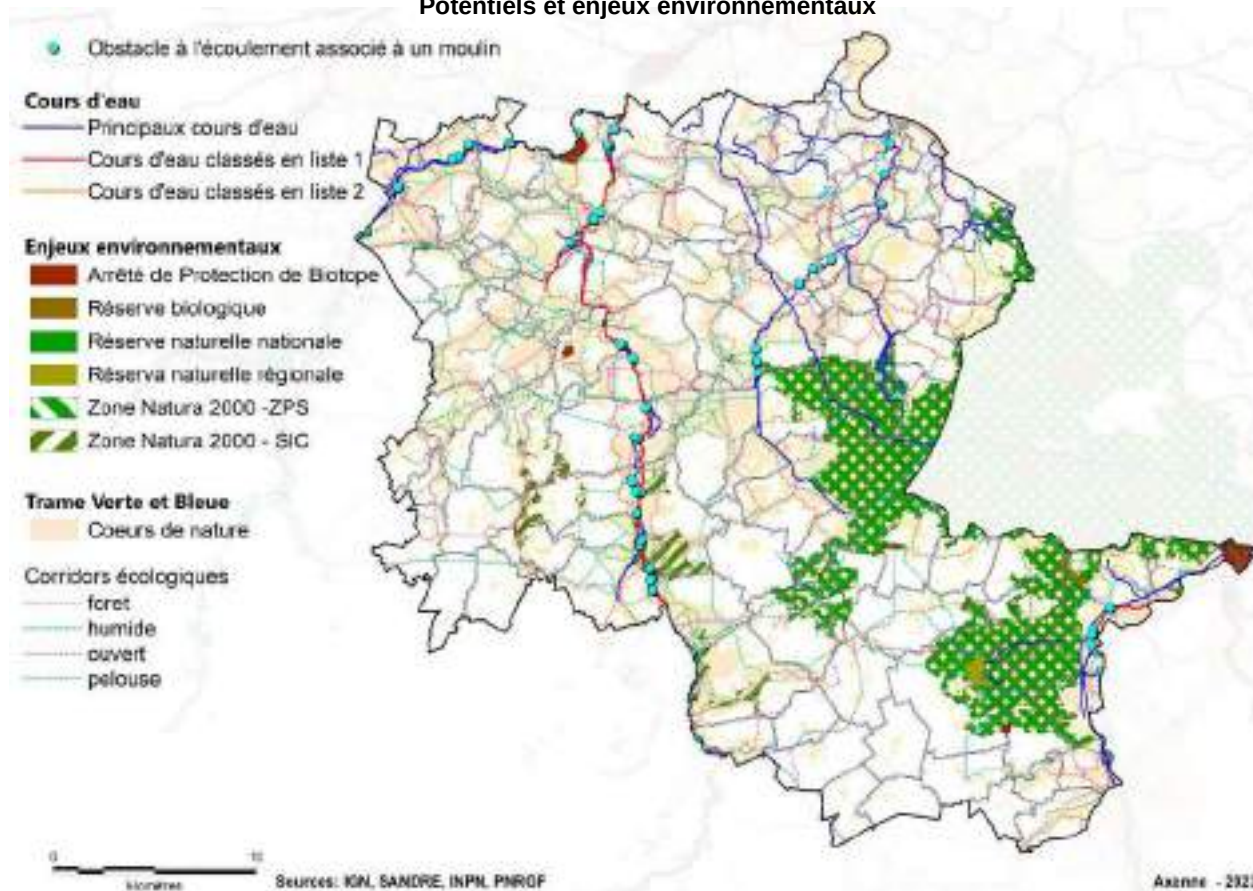
# L'HYDROELECTRICITE



## Enjeux de l'hydroélectricité

- La turbine hydroélectrique produit de l'électricité à partir de l'énergie potentielle de l'eau, en fonction du débit et de la hauteur de chute du cours d'eau.
- Les rivières du territoire possèdent de faibles débits et hauteurs de chute, entraînant un potentiel limité. D'autre part, l'Essonne et le Loing sont classés en Liste 1, et en partie en Liste 2.
- Le territoire compte de nombreux ouvrages associés à un ancien moulin. Des projets d'hydroélectricité exemplaires pourraient voir le jour ponctuellement, dans le respect des multiples usages et enjeux des rivières (restauration/préservation de la continuité écologique, continuité sédimentaire, production d'eau potable, etc.).

### Hydroélectricité : Potentiels et enjeux environnementaux



## Recommandations

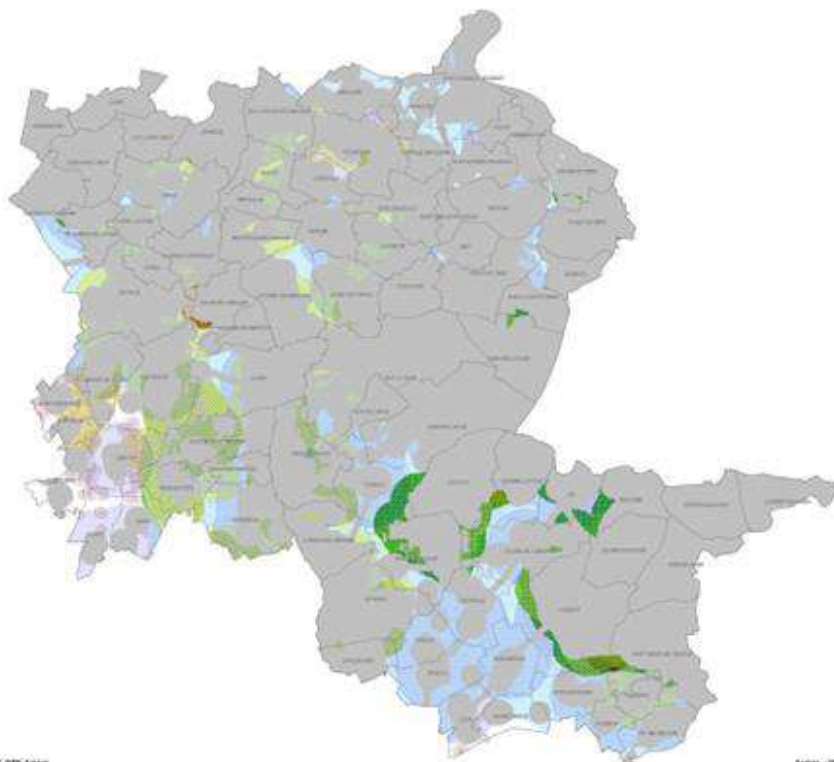
- Les projets hydroélectriques devront intégrer et protéger les trames paysagères de qualités existantes.
- Dans la logique éviter > réduire > compenser, les projets ne devront pas générer (ou compenser par des solutions techniques) des perturbations sur les milieux, les continuités écologiques et la trame verte et bleue.

# L'EOLIEN

## Enjeux de l'éolien

- Un schéma éolien a été réalisé sur le Parc en 2007. Les critères, de sensibilité majeure ou forte, ont été pris en compte (cf. Annexe). Ces critères, qu'ils soient environnementaux, paysagers, ou militaires ont été repris par le schéma de développement des ENR&R afin d'inclure l'ensemble des communes du périmètre d'étude.
- Au vu de l'ensemble des critères ci-dessus, le schéma éolien du Parc conclut à l'absence de faisabilité de projets éoliens sur l'ensemble de son territoire

### Eolien : Sensibilités et enjeux environnementaux



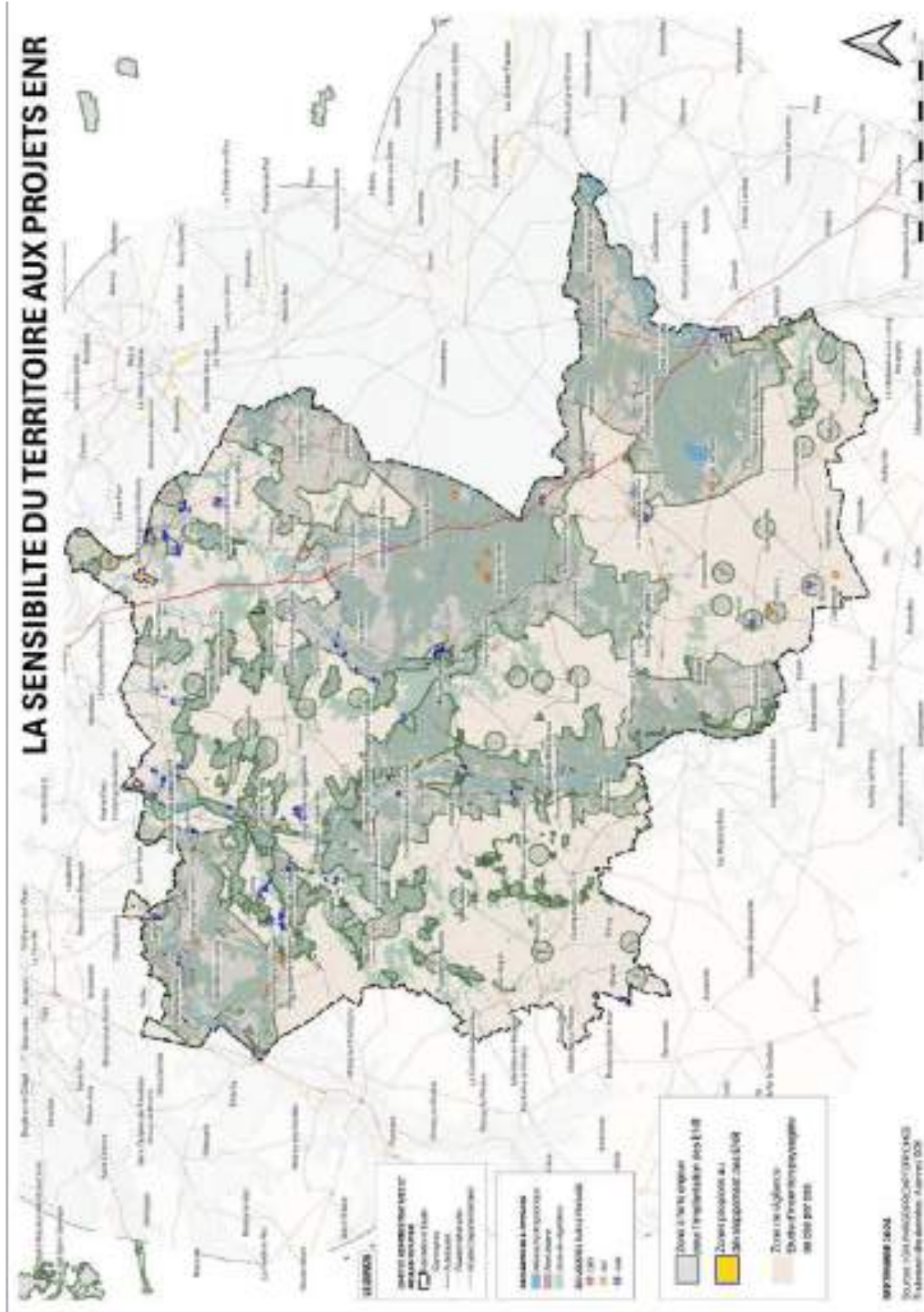
## Recommandations pour les projets situés en dehors du Parc mais en covisibilité

Pour tous ces projets, le Parc demande à être associé aux présentations des projets et aux discussions.

- Etudier préférentiellement l'implantation des éoliennes sur une seule ligne. Une implantation en plusieurs lignes ou en bouquet peut causer visuellement un effet de désordre suivant la position de l'observateur. Il est donc préférable que les éoliennes soient implantées sur une seule et même ligne, en harmonie avec la topographie des lieux et des lignes de force du paysage. Eviter le phénomène de saturation.
- Minimiser l'impact des parcs éoliens sur le parcellaire agricole (en s'appuyant autant que faire se peut sur les routes et chemins existants) et sur la biodiversité et l'environnement (milieux, continuités écologiques, espèces de chauve-souris et de busards).
- Intégrer les problématiques paysagères et environnementales pour les éléments accompagnants (exemple : pas de clôture en treillis soudé mais une clôture de type ursus avec piquets de châtaigniers en bois brut et des mailles qui permettent le déplacement de la petite faune ; avoir recours à une implantation et à des matériaux qualitatifs et écologiques pour les postes de livraison, etc.).
- Réaliser des essais au ballon à hauteur d'éolienne en bout de pôle afin de visualiser l'impact réelle d'une telle installation, comme prévu par la délibération n°2005-229 du Comité Syndical du 17 mars 2005.



# LA SENSIBILITE DU TERRITOIRE AUX PROJETS ENR

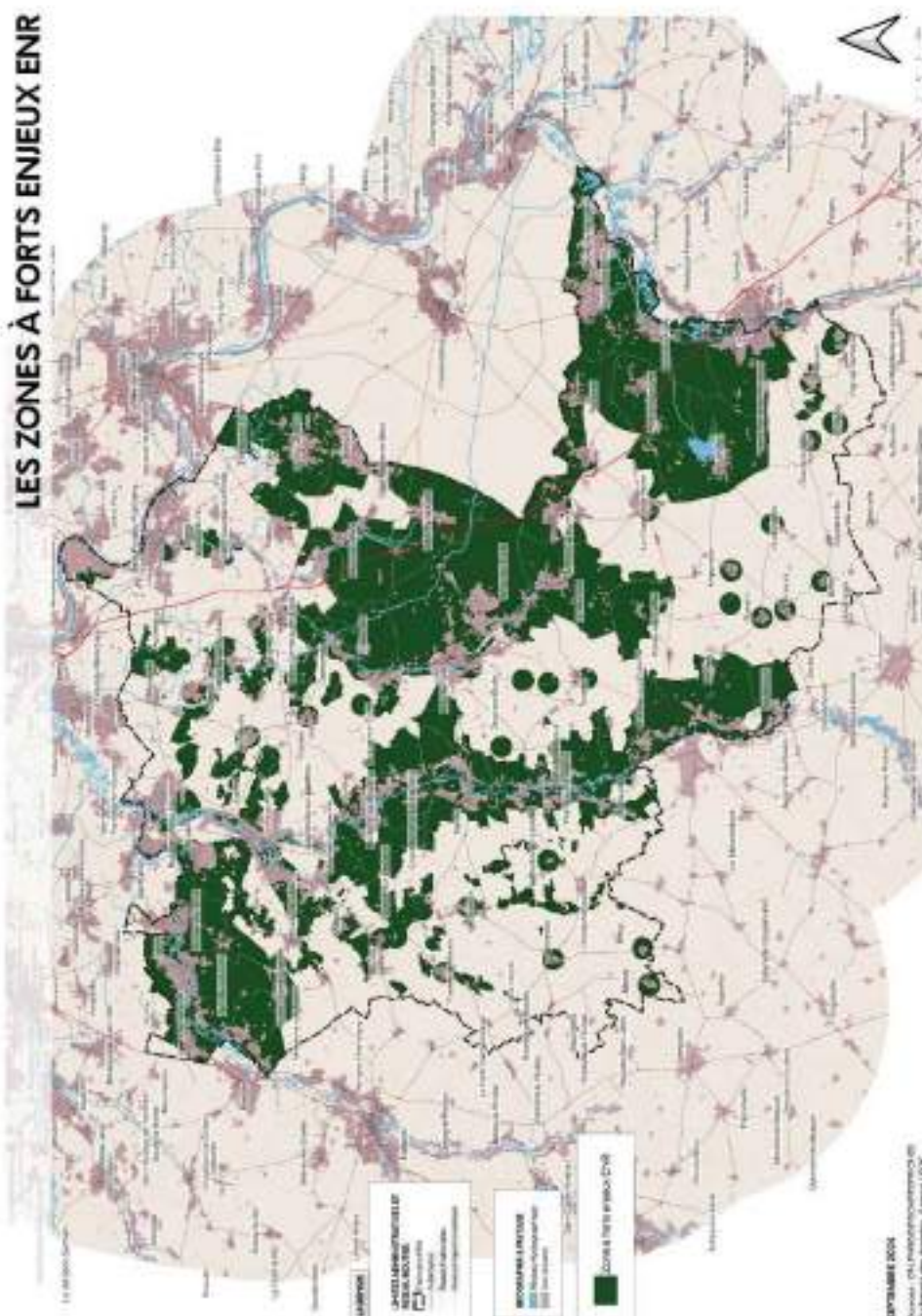




# LES ZONES À FORTS ENJEUX ENR

SUPERFICIE : 435.99 KM2

## LES ZONES À FORTS ENJEUX ENR



Recevables avec  
vigilance forte



PHOTOVOLTAÏQUE  
SUR TOITURES ET  
CHÂSSIES



SOLAIRE THERMIQUE



AÉROTHERMIE



HYDROÉLECTRIQUE

Recevables avec  
vigilance légère



BOIS ÉNERGIE



GÉOTHERMIE

**Zones à forts enjeux :** Sites d'intérêts écologiques prioritaires à préserver, Natura 2000 (Zones de Protection Spéciale et Zones Spéciale de Conservation), Réserve biologique, ZNIEFF Types 1 et 2, ZNIEFF Type 1 en cours de classement, Zones de préemption Espaces Naturels Sensibles, Réserves naturelles nationales et régionales, Protections réglementaires (Sites inscrits et classés, Sites Patrimoniaux Remarquables, périmètres de monument historique).

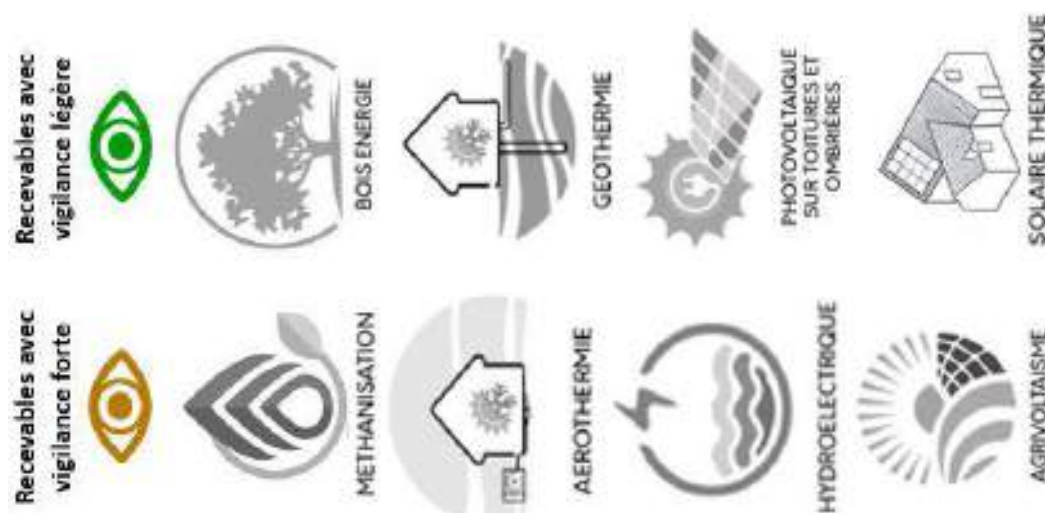
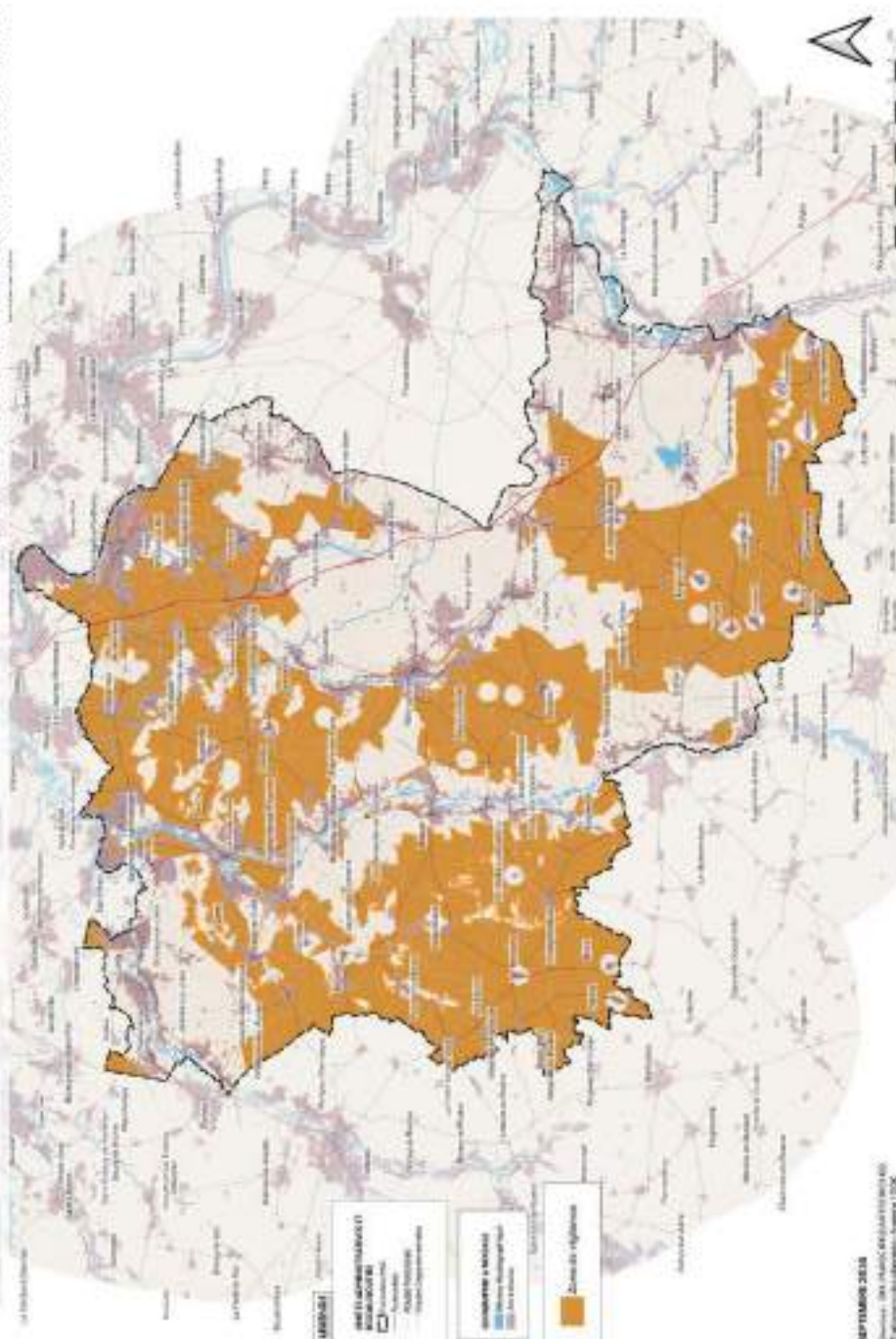
Sur ces zones, les projets d'énergies renouvelables seront **circonscrits à l'équipement du bâti existant, sous réserve des recommandations de mise en œuvre décrites par filière dans ce document**. Ces zones n'ont pas vocation à recevoir des installations éoliennes, de la méthanisation, du photovoltaïque au sol et de l'agrivoltaïsme.



# LES ZONES DE VIGILANCES

SUPERFICIE : 487.04 KM2

## LES ZONES DE VIGILANCE AUX ENR

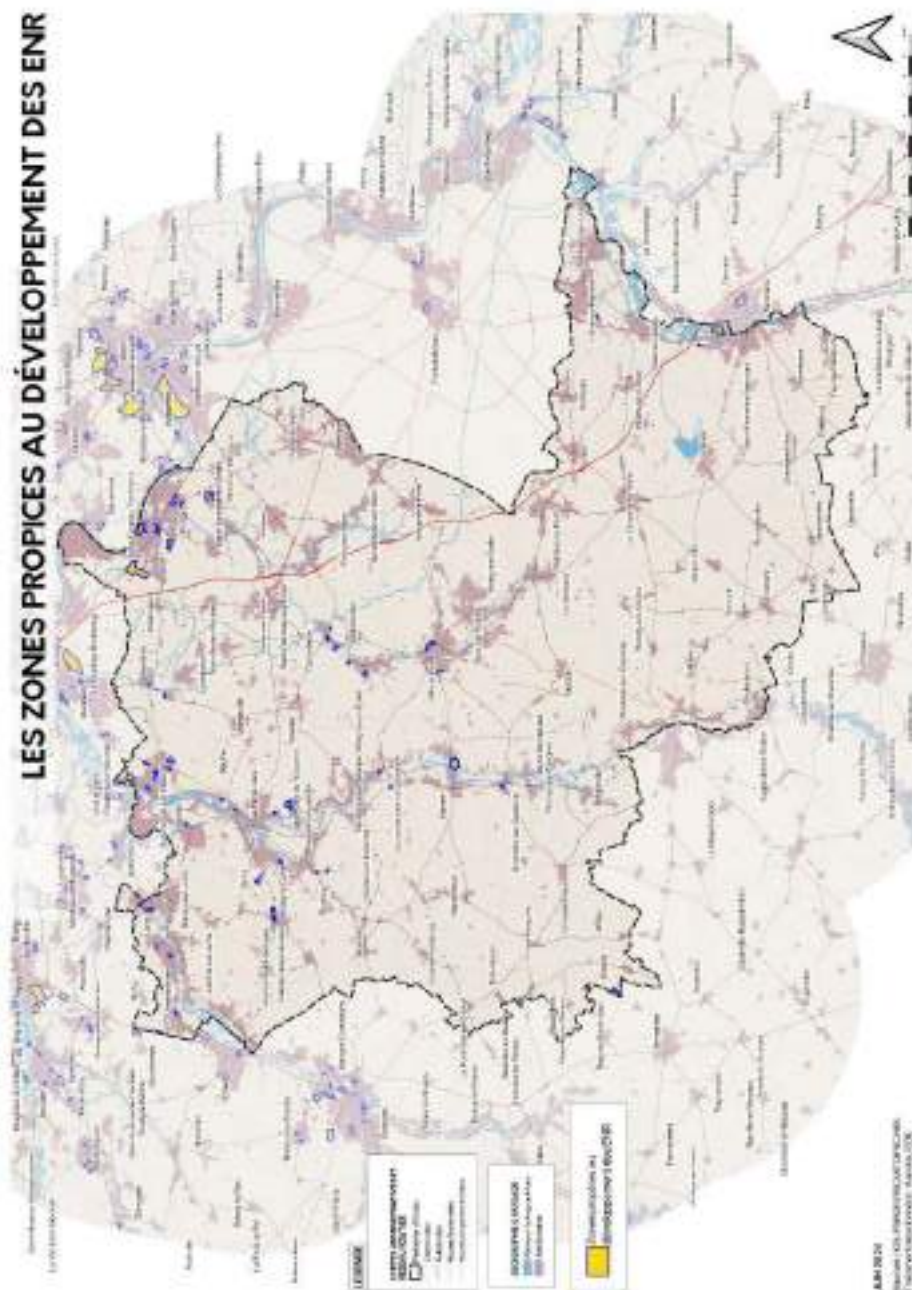


**Zones de vigilance :** zones agricoles et naturelles non incluses dans des zones à forts enjeux, zones urbanisées hors des protections réglementaires.

Sur ces zones, les futurs projets feront l'œuvre **d'une véritable conception paysagère**, qui rend compte **de la réalité sensible des paysages du territoire et des recommandations énoncées dans ce document**. Une attention détaillée sera portée à l'existant, aux données physiques et aux fonctions écosystémiques, mais aussi aux perceptions, aux usages et aux représentations ; l'ensemble prenant la forme de **l'expression partagée des valeurs paysagères**. Ces zones n'ont pas vocation à recevoir des installations éoliennes et du photovoltaïque au sol.

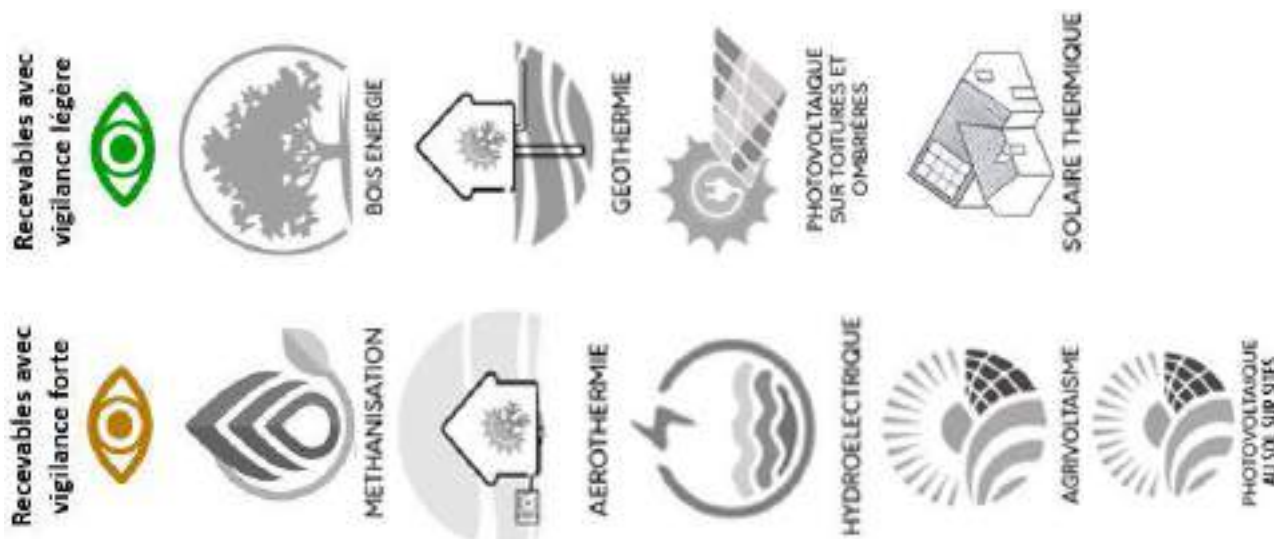
# LES ZONES A PRIVILEGIER POUR LES PROJETS ENR

SUPERFICIE : 5,49 KM<sup>2</sup>



**Zones propices** : nouveaux secteurs de projets urbains (activités, habitats ou mixte), anciens sites industriels et d'activités de services.

Sur ces zones, le développement des projets d'énergies renouvelables y est **prioritaire par rapport aux autres zonages décrits précédemment**. La mise en œuvre de ces projets devra se faire **via des cahiers des charges d'aménagement précis et qualitatifs, et sous réserve d'une parfaite intégration paysagère** : le tout prenant en compte les recommandations listées dans ce document. Ces zones n'ont pas vocation à recevoir du photovoltaïque au sol hors sites de stockage d'hydrocarbures ainsi que des installations éoliennes





# ANNEXE

Les éléments à prendre en compte sont mis en évidence dans les tableaux suivants :

| Patrimoine culturel                               | Filières impactées                                                                                                                                                          |
|---------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Site patrimoniaux remarquables                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Solaire photovoltaïque (toiture, ombrière, sol)</li> <li>• Solaire thermique</li> <li>• Méthanisation</li> <li>• Eolien</li> </ul> |
| Sites classés                                     |                                                                                                                                                                             |
| Sites inscrits                                    |                                                                                                                                                                             |
| Périmètre de protection des monuments historiques |                                                                                                                                                                             |
| Sites géologiques et archéologiques               |                                                                                                                                                                             |

| Patrimoine naturel                            | Filières impactées                                                                                                                                                      |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Arrêté de Protection de Biotope               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Solaire photovoltaïque &amp; thermique (sol)</li> <li>• Méthanisation</li> <li>• Eolien</li> <li>• Hydroélectricité</li> </ul> |
| Réserve biologique                            |                                                                                                                                                                         |
| Réserve de biosphère                          |                                                                                                                                                                         |
| Forêt de protection                           |                                                                                                                                                                         |
| Zone Natura 2000                              |                                                                                                                                                                         |
| Réserve Naturelle Nationale                   |                                                                                                                                                                         |
| Réserve Naturelle Régionale                   |                                                                                                                                                                         |
| ZNIEFF de type 1                              |                                                                                                                                                                         |
| ZNIEFF de type 2                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hydroélectricité</li> </ul>                                                                                                    |
| Classement des cours d'eau (Liste 1, liste 2) |                                                                                                                                                                         |
| Trame Verte et Bleue                          |                                                                                                                                                                         |

| Paysages                           | Filières impactées                                                                                                                          |
|------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Routes touristiques                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Solaire photovoltaïque &amp; thermique (sol)</li> <li>• Méthanisation</li> <li>• Eolien</li> </ul> |
| Fermes remarquables                |                                                                                                                                             |
| Grands domaines et murs d'enceinte |                                                                                                                                             |
| Belvédères                         |                                                                                                                                             |

| Urbanisme                       | Filières impactées                                                                                                                          |
|---------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Zones urbanisées                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthanisation</li> <li>• Eolien</li> <li>• Solaire photovoltaïque &amp; thermique (sol)</li> </ul> |
| Voies de circulation            |                                                                                                                                             |
| Zone N des PLU                  |                                                                                                                                             |
| Réseau de gaz naturel           |                                                                                                                                             |
| Postes source                   |                                                                                                                                             |
| Sites inscrits et sites classés |                                                                                                                                             |

| Autres données                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Filières impactées                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
| Phénomènes considérés dans le zonage de la géothermie de minime importance : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Affaissement / surrection lié au niveau d'évaporites,</li> <li>• Affaissement / effondrement lié aux cavités</li> <li>• Mouvement ou glissement de terrain,</li> <li>• Pollution des sols et des nappes,</li> <li>• Artésianisme,</li> <li>• Mise en communication d'aquifères,</li> <li>• Remontée de nappe</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Géothermie</li> </ul> |



# LES MODALITÉS D'INTERVENTION DU PARC

## DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

*Exemple de schéma (non exhaustif) illustrant l'intervention du Parc dans le cas où la Commune souhaite réviser, modifier, élaborer un document d'urbanisme, notamment pour la mise en compatibilité avec la charte du Parc.*

| 1<br>La Commune sollicite le Parc le plus en amont possible                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 2<br>La Commune élabore les études préalables à son document d'urbanisme                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 3<br>La Commune arrête son document et le soumet pour avis aux personnes publiques associées | 4<br>La Commune ouvre un nouveau quartier / secteur à l'urbanisation (dans le cas où le Groupe de travail « Urbanisme » a émis un avis favorable) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Le Parc :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- élabore le porter à connaissance,</li> <li>- fournit à la Commune les études dont il dispose (chartes paysagères, atlas communal, études sur le foncier, l'éco-urbanisme, l'activité, les coloris, le patrimoine naturel...),</li> <li>- transmet les décisions des ateliers territoriaux concernant la vision intercommunale de l'urbanisme durable et sa déclinaison à l'échelle communale.</li> </ul> | <p>Le Parc :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assure de la compatibilité des études avec la charte du Parc (avec évaluation précise du potentiel de construction au sein du tissu urbain existant puis, si absence de potentiel, étude sur les sites judicieux en intégrant les principes d'urbanisme durable) et avec les décisions des ateliers territoriaux (pourcentage d'extension...),</li> <li>- accompagne la Commune et lui fournit des outils d'aide à la décision de type guide de l'urbanisme durable.</li> </ul> | <p>Le Parc analyse le projet de Plan local d'urbanisme arrêté.</p>                           | <p>Le Parc collabore à l'élaboration d'études pré-opérationnelles afin d'intégrer les principes d'urbanisme durable.</p>                          |
| Porter à connaissance validé par le Groupe de travail Urbanisme composé d'élus issus du Comité syndical et de techniciens du Parc.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Avis intermédiaire du Groupe de travail Urbanisme en cas d'absence de potentiel de construction au sein du tissu urbain existant et de nécessité avérée d'extension.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Avis du Groupe de travail Urbanisme.                                                         |                                                                                                                                                   |

# LA TRANSPOSITION DES MESURES PERTINENTES DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME



Les mesures pertinentes à transposer dans les documents d'urbanisme sont les mesures de 1 à 8, de 11 à 14, de 17 à 19 et de 22 à 25.

Ces transpositions peuvent se présenter sous différentes formes.

Par exemple, pour les mesures 1, 2 et 3 :

## ➤ Dans le Rapport de présentation du document d'urbanisme

Réaliser une analyse des composantes des trames vertes, bleues et noires en intégrant à minima les sites d'intérêt écologiques prioritaires à préserver, les continuités écologiques prioritaires à restaurer et à préserver, les sites identifiés dans la stratégie nationale des aires protégées et les zones où la restauration de l'obscurité pour la biodiversité est prioritaire ou importante. Ce travail permettra de recenser les milieux les plus riches (marais, bois, pelouses sèches...) et des éléments plus ordinaires et plus fragmentés (vergers, mares, alignements d'arbres)

Identifier les chemins ruraux localisés dans les secteurs d'intérêt écologique et les chemins protégés par un arrêté d'interdiction de circulation des véhicules à moteurs.

## ➤ Intégrer des objectifs dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du document d'urbanisme :

- de préservation et de reconquête des trames vertes bleues et noires
- de préservation des espèces naturelles et des sites d'intérêt pour la faune à préserver (site d'hibernation des chiroptères, site de migration d'amphibiens, secteurs de reproduction de chouettes chevêches et secteur de nidification de busards).

## ➤ Intégrer dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation

- les réservoirs et les corridors de la biodiversité et les sites identifiés dans la stratégie nationale des aires protégées
- la prise en compte de la trame noire
- l'extinction totale en été des éclairages publics communaux
- l'interdiction de l'éclairage sur les secteurs à enjeux écologiques (lisières, mares, cours d'eau, gîtes pour la faune nocturne...)
- la prise en compte des besoins des espèces naturelles (dont les continuités écologiques, la protection des arbres isolés et haies, les mares et mouillères...).
- la réalisation de passage à faune dont les amphibiens (trame turquoise)
- la gestion écologique des espaces communaux
- la plantation de haies et de vergers
- la restauration de mares

## ➤ Intégrer dans une OAP Agricole :

- élaborer un diagnostic agricole comprenant une analyse de la valeur agronomique et de la pression foncière, une concertation des agriculteurs pour connaître les projets à moyen-long terme de développement, d'installation ou de diversification, un relevé des points de blocage et des difficultés de circulation des engins agricoles.
- croiser ces données avec les enjeux liés à la préservation des paysages, les secteurs d'intérêt écologique et les continuités qui concernent les zones agricoles ou encore les enjeux culturels par exemple.

➤ **Protéger aux règlements graphique et écrit**

| Éléments du Plan du Parc                                                                                      | Propositions de protection                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|
| Les espaces forestiers à préserver et valoriser                                                               | Classer en zone Naturelle                                    |
| Les espaces agricoles à maintenir                                                                             | Classer en zone Agricole                                     |
| Les secteurs à enjeux écologiques prioritaires à préserver                                                    | Classer en zone naturelle stricte                            |
| Les mares et mouillères                                                                                       | Protéger au titre de l'article L-151-23                      |
|  Milieu forestier            | Classer en EBC                                               |
|  Milieu ouvert               | Classer en EBC et/ou protéger au titre de l'article L-151-23 |
|  Pelouses sèches et landes | Classer en EBC et/ou protéger au titre de l'article L-151-23 |
|  Milieu à caractère humide | Classer en EBC et/ou protéger au titre de l'article L-151-23 |
| Les alignements d'arbres ou arbres isolés                                                                     | Classer en EBC et/ou protéger au titre de l'article L-151-23 |
| Cressonnières en activité inscrites                                                                           | Protéger au titre de l'article L-151-23                      |
| Site d'intérêt régional pour l'hibernation des chiroptères                                                    | Protéger au titre de l'article L-151-23                      |

➤ **Interdire les exhaussements de sols en zones agricoles et naturelles, même ceux inférieurs à 2 mètres.**

➤ **Protéger au titre de l'article R.151 34°2 du Code de l'urbanisme les zones humides potentielles ou à sol hydromorphe.**

➤ **Protéger au titre de l'article L-151-23 du Code de l'urbanisme :**

- les zones humides,
- les chemins participant de la trame verte,
- les zones préférentielles de renaturation.

## Photographies, par ordre d'apparition

- Couverture ©Thierry Houyel  
P13 ©Stéphane Perera/Alizari Images  
P14 ©Thierry Houyel  
©Thierry Houey  
©Stéphane Perera/Alizari Images  
P15 ©Claude Varenne  
©Cerny  
©Thierry Houyel  
P16 ©Ecole des peintres de Barbizon  
©Thierry Houyel  
P17 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P18 ©Stéphane Perera/Alizari Images  
©Groupe d'étude, de recherche et  
de sauvegarde de l'art rupestre (GERSAR)  
P19 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P20 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P23 ©Thierry Houyel  
©Daniel Clerc  
P24 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Office de tourisme Moret Seine-et-Loing  
P25 ©Daniel Clerc  
P28 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P29 ©Guy Segal  
P30 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P34 ©Thierry Houyel  
P35 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P36 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P37 ©Thierry Houyel  
P38 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P40 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P41 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P42 ©Biosphere Fontainebleau et Gâtinais  
P44 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P45 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P46 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P48 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P49 ©Catherine Marion  
P90 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P96 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P97 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P99 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P100 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P102 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P103 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P106 ©Association Réserve Naturelle Marais de Larchant  
P107 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P108 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P109 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P110 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P112 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P113 ©Yves Peker  
P114 ©Philippe Montaufler  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P115 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P117 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P118 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P119 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P122 ©Thierry Houyel  
P123 ©Thierry Houyel  
©Thierry Houyel  
P124-125 ©Thierry Houyel  
P126 ©Stéphane Perera/Alizari Images  
©Thierry Houyel  
P127 ©Thierry Houyel ©Thierry Houyel  
P128 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P132 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P133 ©Groupe d'étude, de recherche et  
de sauvegarde de l'art rupestre (GERSAR)  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P134 ©Groupe d'étude, de recherche et  
de sauvegarde de l'art rupestre (GERSAR)  
P135 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P136 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P138 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P139 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P140 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P141 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P143 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Pixys  
P144 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P145 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P146 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P150 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P151 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P154 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P155 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P156 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Samuel Munier  
P160 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P161 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P164 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P165 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P166 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P167 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P168 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P169 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P170 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P171 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
P172 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
P173 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
©Parc naturel régional du Gâtinais français  
©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos



P176 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P177 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Aurélien Petit/Shana Photo Édition  
 P179 ©Yannick Le Garrec  
 P180 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Cerny  
 P181 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P182 ©Yannick Le Garrec  
 P183 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P184 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Hélène Courtois  
 P185 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P186 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Boutigny-sur-Essonne  
 P188 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P193 ©Milly-la-Forêt  
 P194 ©Catherine Marion  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P196 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P197 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P198 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P199 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P200 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P201 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P204 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P205 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P206 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P207 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P208 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P209 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P211 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P212 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P213 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P214 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P219 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P220 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P224 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P225 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P230 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P231 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P232 ©Stéphane Perera/Alizari Images  
 P236 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
       ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P237 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P239 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P240 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Quebec  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français

## **Pour le carnet des paysages**

P281 ©Thierry Houyel  
 P283 ©Thierry Houyel  
 P285 ©Thierry Houyel  
 P288-289 ©Aurélien Petit/Shana Photo Édition  
 P290-291 ©Thierry Houyel  
 P292 ©Thierry Houyel  
       ©Thierry Houyel  
 P293 ©Thierry Houyel  
 P294-295 ©Thierry Houyel  
 P296 ©Thierry Houyel  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P297 ©Thierry Houyel  
 P298-299 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P300 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Thierry Houyel  
 P301 ©Thierry Houyel  
 P302-303 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P304 ©Thierry Houyel  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P305 ©Thierry Houyel  
 P306-307 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P308 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P309 ©Thierry Houyel  
 P310-311 ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P312 ©Thierry Houyel  
       ©Thierry Houyel  
 P313 ©Thierry Houyel  
 P314-315 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
 P316 ©Thierry Houyel  
       ©Marie-Lys Hagenmüller/Arelys Photos  
 P317 ©Domaine de Courances  
 P318-319 ©Thierry Houyel  
 P320 ©Thierry Houyel  
       ©Thierry Houyel  
 P321 ©Thierry Houyel  
 P322-323 ©Aline Bonnotte  
 P324 ©Thierry Houyel  
       ©Thierry Houyel  
 P325 ©Samuel Munier  
 P326-327 ©Office de tourisme Moret Seine-et-Loing  
 P328 ©Parc naturel régional du Gâtinais français  
       ©Office de tourisme Moret Seine-et-Loing  
 P329 ©Office de tourisme Moret Seine-et-Loing

## **Pour le guide**

### **« Concevoir son projet de signalétique »**

P331-378 ©Parc naturel régional du Gâtinais français

### **Pour la stratégie de développement des énergies renouvelables et de récupération**

P380-406 ©Parc naturel régional du Gâtinais français







## Parc naturel régional du Gâtinais français

Maison du Parc

20 boulevard du Maréchal Lyautey

91490 Milly-la-Forêt

01 64 98 73 93

[accueil@parc-gatinais-francais.fr](mailto:accueil@parc-gatinais-francais.fr)

[www.parc-gatinais-francais.fr](http://www.parc-gatinais-francais.fr)





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.11.121**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : POLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE MELUN : CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE A LA REALISATION DES TRAVAUX DE LA PHASE 2 SUR LE PERIMETRE INTERMODAL URBAIN ET LA PRISE EN CHARGE DES SURCOUTS CONCERNANT LA LIBERATION DU FONCIER SNCF**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en vigueur ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2021.2.5.31 en date du 29 mars 2021 modifiant l'intérêt communautaire en matière de création et de réalisation d'opérations d'aménagement ;

**VU** la concession d'aménagement signée avec la Société Publique Locale Melun Val de Seine Aménagement le 17 décembre 2021 pour le réaménagement du Quartier Centre Gare à Melun à la suite de son approbation par le Conseil Communautaire du 15 décembre 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2022-38/DCSE/BPE/EXP du 25 août 2022 portant déclaration d'utilité publique, au profit d'Île-de-France Mobilités, SNCF Gares & Connexions, de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine et de la commune de Melun, des travaux nécessaires à la réalisation du réaménagement du Pôle Gare de Melun, emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Melun ;

**VU** la délibération n°20230628-133 du Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilité du 28 juin 2023 approuvant l'avant-projet consolidé d'aménagement du pôle gare de Melun avec un coût d'objectif de 196,43 M€ (CE 01/2023) ;

**VU** la convention de financement approuvée par Délibération n°20231207-247 du conseil d'administration d'IDFM du 11 décembre 2023 attribuant une subvention de 5 751 327 € HT au bénéfice de la société publique locale Melun Val de Seine, maître d'ouvrage du périmètre intermodal par délégation de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, pour l'aménagement de deux éco-stations bus au nord et au sud du pôle d'échanges ;

**VU** la délibération n°2024.3.9.61 du Conseil communautaire du 29 avril 2024 approuvant la convention de financement relative à la réalisation des études PRO-DCE sur le périmètre intermodal et à la première tranche des travaux sur le périmètre ferroviaire et sur le périmètre intermodal du Pôle d'Échanges Multimodal de Melun, d'un montant de 115 197 491 € HT ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Attractivité et développement du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la présente convention financière, pour un montant total HT de 5 395 579,00 €, porte sur le financement de :

Sous Maîtrise d'ouvrage de la SPL MVSA :

- Les travaux du périmètre intermodal « 6 – Parvis Nord » ;

Sous Maîtrise d'ouvrage CAMVS :

- La gestion des écarts sur les coûts de libération du foncier SNCF pour la réalisation de l'aire de régulation de la gare routière Nord.

*Après en avoir délibéré,*

**APPROUVE** la convention de financement relative à la réalisation des travaux de la phase 2 sur le périmètre intermodal urbain et la prise en charge des surcoûts concernant la libération du foncier SNCF, d'un montant de 5 395 579 € HT en euros courants conventionnels, avec la répartition suivante :

| Plan de financement de la convention REA 2 – Intermodal urbain |                      |              |                |              |                |             |             |
|----------------------------------------------------------------|----------------------|--------------|----------------|--------------|----------------|-------------|-------------|
| Montant € courants HT et clefs de financement                  |                      |              |                |              |                |             |             |
| MOA<br>SPL                                                     | Financement          | Etat         | Région         | CD77         | CAMVS          | SPL (MOA)   | Total       |
|                                                                | Montants             | 649 500 €    | 1 515 500 €    | 378 875 €    | 703 625 €      | 1 082 500 € | 4 330 000 € |
|                                                                | Clefs de financement | 15%          | 35%            | 8,75%        | 16,25%         | 25%         | 100,00%     |
| MOA<br>CAMVS                                                   | Financement          | Etat         | Région         | CD77         | CAMVS          | SPL (MOA)   | Total       |
|                                                                | Montants             | 159 836,85 € | 372 952,65 €   | 93 238,16 €  | 439 551,34 €   | -           | 1 065 579 € |
|                                                                | Clefs de financement | 15%          | 35%            | 8,75%        | 41,25%         | -           | 100,00%     |
| Total                                                          |                      | 809 336,85 € | 1 888 452,65 € | 472 113,16 € | 1 143 176,34 € | 1 082 500 € | 5 395 579 € |

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à signer ladite convention de financement annexée à la présente délibération ainsi que tout acte permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

Adoptée à la majorité, avec 54 voix Pour, 5 voix Contre, 2 Abstentions et 1 ne participe pas au vote

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60377-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,



Franck Vernin

2025

## Pôle d'échanges multimodal de Melun

Convention de financement relative à  
la réalisation des travaux de la phase  
2 sur le périmètre intermodal urbain  
et la prise en charge des surcoûts  
concernant la libération du foncier  
SNCF

Convention n°





## Table des matières

|                                                                                                                                            |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Table des matières .....                                                                                                                   | 2  |
| 1. Préambule .....                                                                                                                         | 7  |
| 1.1. Objectifs du Projet .....                                                                                                             | 7  |
| 1.2. Historique .....                                                                                                                      | 9  |
| 1.3. Coût d'objectif du projet .....                                                                                                       | 9  |
| 1.4. Modalités d'actualisation .....                                                                                                       | 10 |
| 1.5. Rappel des conventions de financement antérieures .....                                                                               | 10 |
| 1.6. Objet et coûts de la présente convention.....                                                                                         | 11 |
| 2. Définitions.....                                                                                                                        | 12 |
| 3. Objet de la convention.....                                                                                                             | 12 |
| 3.1. Périmètre de la convention .....                                                                                                      | 12 |
| 3.1.1. Périmètre REA 2 intermodale (MOA SPL) : .....                                                                                       | 12 |
| 3.1.2. Périmètre surcoûts libération foncier SNCF pour la réalisation de l'aire de régulation de la gare routière Nord (MOA CAMVS) : ..... | 13 |
| 3.2. Délais de réalisation .....                                                                                                           | 14 |
| 4. Rôles et engagements des parties.....                                                                                                   | 14 |
| 4.1. L'Autorité Organisatrice de la Mobilité .....                                                                                         | 14 |
| 4.2. La maîtrise d'ouvrage.....                                                                                                            | 14 |
| 4.2.1. Identification et périmètre des maîtres d'ouvrage .....                                                                             | 14 |
| 4.2.2. Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage .....                                                         | 14 |
| 4.2.3. Engagements des maîtres d'ouvrage.....                                                                                              | 15 |
| 4.3. Les financeurs .....                                                                                                                  | 15 |
| 4.3.1. Identification.....                                                                                                                 | 15 |
| 4.3.2. Engagements.....                                                                                                                    | 16 |
| 5. Modalités de financement et de paiement .....                                                                                           | 16 |
| 5.1. Estimation du coût prévisionnel du Périmètre conventionnel .....                                                                      | 16 |
| 5.2. Coûts détaillés par maître d'ouvrage .....                                                                                            | 16 |
| 5.3. Plans de financement.....                                                                                                             | 17 |
| 5.4. Modalités de paiement .....                                                                                                           | 18 |
| 5.4.1. Echancier des appels de fonds .....                                                                                                 | 18 |
| 5.4.2. Versement d'acomptes .....                                                                                                          | 18 |
| 5.4.3. Versement du solde.....                                                                                                             | 20 |
| 5.4.4. Paiement.....                                                                                                                       | 21 |
| 5.4.5. Bénéficiaires et domiciliation .....                                                                                                | 21 |
| 5.5. Caducité des subventions .....                                                                                                        | 23 |
| 5.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région .....                                                                        | 23 |
| 5.5.2. Caducité au titre du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.....    | 24 |
| 5.5.3. Reversement partiel ou total de la subvention de l'État .....                                                                       | 24 |

|              |                                                                                         |    |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 5.5.4.       | Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier du Département de Seine-et-Marne | 24 |
| 5.5.5.       | Caducité des subventions de la CAMVS.....                                               | 24 |
| 5.6.         | Comptabilité des bénéficiaires .....                                                    | 24 |
| 6.           | Gestion des écarts .....                                                                | 25 |
| 6.1.         | En cas d'économies par rapport au coût de l'Opération .....                             | 25 |
| 6.2.         | En cas de dépassement du coût de l'Opération .....                                      | 25 |
| 7.           | Modification de l'avant-projet .....                                                    | 25 |
| 8.           | Modalités de contrôle .....                                                             | 26 |
| 8.1.         | Par les financeurs .....                                                                | 26 |
| 8.2.         | Par Île-de-France Mobilités .....                                                       | 26 |
| 8.3.         | Intervention d'experts .....                                                            | 26 |
| 9.           | Modalités d'audit .....                                                                 | 26 |
| 10.          | Organisation et suivi de la convention .....                                            | 26 |
| 10.1.        | Le comité de pilotage .....                                                             | 27 |
| 10.2.        | Le comité des financeurs .....                                                          | 27 |
| 10.3.        | L'information des financeurs, hors instances de gouvernance .....                       | 28 |
| 10.4.        | Suivi de la communication institutionnelle .....                                        | 28 |
| 11.          | Bilan LOTI (art. L.1511-6 du Code des transports) .....                                 | 28 |
| 12.          | Dispositions générales .....                                                            | 29 |
| 12.1.        | Modification de la convention.....                                                      | 29 |
| 12.2.        | Règlement des litiges .....                                                             | 29 |
| 12.3.        | Résiliation de la convention .....                                                      | 29 |
| 12.4.        | Date d'effet et durée de la convention .....                                            | 29 |
| 12.5.        | Date d'éligibilité des dépenses.....                                                    | 30 |
| ANNEXES..... |                                                                                         | 37 |
| Annexe 1 :   | Échéancier prévisionnel des appels de fonds .....                                       | 38 |
| Annexe 2 :   | Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations.....                             | 39 |

Entre,

**En premier lieu,**

- **L'État**, représenté par le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris,
- **La région Île-de-France**, ci-après désignée par « la Région », représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandatée par la délibération n° \_\_\_\_\_ de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du \_\_\_\_\_,
- **Le Département de Seine-et-Marne**, représentée par le président du conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par la délibération n° \_\_\_\_\_ du conseil départemental en date du \_\_\_\_\_,
- **La Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine**, sise 297, rue Rousseau Vaudran 77190 Dammarie-lès-Lys, ci-après désignée « la CAMVS », représentée par son Président en exercice, Franck Vernin, dûment mandaté par une décision du Bureau Communautaire n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_,

Ci-après désignés « **les financeurs** »,

**En deuxième lieu,**

- La **SPL Melun Val de Seine Aménagement**, sise 297, rue Rousseau Vaudran 77190 Dammarie-lès-Lys, numéro SIRET : 792 751 182 00017 représentée par Mme Sophie DRUGEON, Directrice Générale, dûment habilitée à cet effet par désignation au Conseil d'Administration en date du 28/04/2022,
- **La Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine**, ci-après désignée par « la CAMVS », sise 297, rue Rousseau Vaudran 77190 Dammarie-lès-Lys, représentée par son Président en exercice, Franck Vernin, dûment mandaté par une décision du Bureau Communautaire n° \_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_,

Ci-après désignés individuellement « le maître d'ouvrage » ou « le bénéficiaire » et collectivement « **les maîtres d'ouvrage** » ou « **les bénéficiaires** »,

**Et en dernier lieu,**

- **Île-de-France Mobilités**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST, Directeur général, dûment habilité à cet effet par la délibération du Conseil n°2016-0302 en date du 13 juillet 2016 (article 1.3.1).

Ci-après désigné « **Île-de-France Mobilités** », « **l'Autorité Organisatrice de la Mobilité** » ou « **l'AOM** ».

Ci-après désignés « **les Parties** »,

## Visas

**Vu** le code des transports ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code de la commande publique

**Vu** la loi 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire ;

**Vu** le décret n° 2025-517 du 10 juin 2025 portant approbation du schéma directeur de la région d'Île-de-France ;

**Vu** le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

**Vu** le décret no 2019-1588 du 31 décembre 2019 approuvant les nouveaux statuts de la filiale Gares & Connexions ;

**Vu** la délibération n°-2012/06/29-7/02 du Conseil départemental de Seine-et-Marne du 29 juin 2012 approuvant son Règlement Budgétaires et Financier, modifié,

**Vu** la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 modifiée approuvant le Contrat de Plan Etat-Région Île-de-France 2015-2020 ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) n°2021.2.3.7.67 du 2 avril 2021 portant approbation du Schéma de Principe d'Aménagement du Pôle d'Echange Multimodal de la Gare de Melun ;

**Vu** la délibération du Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n°20210414-135 du 14 avril 2021 approuvant le Schéma de principe et le Dossier d'enquête publique du pôle d'échanges multimodal de Melun ;

**Vu** la délibération du Conseil d'Île-de-France Mobilités n°202111011-231 du 11 octobre 2021 adoptant le règlement budgétaire et financier ;

**Vu** la délibération du Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n°20211011-281 du 11 octobre 2021 approuvant l'Avant-Projet (AVP) optimisé du périmètre ferroviaire ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n°2021.7.25.176 du 15 décembre 2021 approuvant le traité de concession d'aménagement avec la Société Publique Locale d'Aménagement Melun Val de Seine pour le réaménagement du quartier centre gare de Melun ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n° 20220712-138 du 12 juillet 2022 approuvant la déclaration de projet sur le projet de réaménagement du pôle-gare de Melun ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022/38/DCSE/BPE/EXP du 25 août 2022 portant déclaration d'utilité publique au profit d'Île-de-France Mobilités, SNCF Gares & Connexions, de la Communauté d'agglomération de Melun Val de Seine et de la commune de Melun, des travaux nécessaires à la réalisation du réaménagement du Pôle Gare de Melun, emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Melun ;

**Vu** la délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n° 20230628-134 du 28/06/2023 approuvant l'AVP administratif du pôle-gare de Melun ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n° 20231012-197 du 12 octobre 2023 approuvant la convention de financement relative aux acquisitions foncières et premiers travaux du pôle-gare de Melun ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n° 20240618-130 du 18 juin 2024 approuvant la convention de financement relative aux études de projet PRO-DCE sur le périmètre



intermodal et de la première tranche des travaux sur les périmètres ferroviaire et intermodal du pôle-gare de Melun.

**Vu** la délibération n° CR 2024-038 du 26 septembre 2024 adoptant le volet « mobilités » 2023-2027 du contrat de plan État-Région 2021-2027, signé le 26 septembre 2024 ;

**Vu** la délibération de la commission permanente n° ..... du  
...../...../..... du conseil régional approuvant la présente convention ;

**Vu** la délibération du conseil départemental n° ..... du  
...../...../..... approuvant la présente convention ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire n° ..... du  
...../...../..... approuvant la présente convention ;

**Vu** la délibération du conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités n° ..... du  
...../...../..... approuvant la présente convention ;

Les éléments indiqués dans le préambule sont donnés à titre informatif, non contractuel.

La gare de Melun a vu passer 15,7 millions de voyageurs en 2018 (+5,4% en 4 ans), soit en moyenne 47 400 voyageurs par jour (montées et descentes cumulées). De fortes évolutions sont attendues à l'horizon 2030 avec, notamment, une estimation de +31% de montants en direction de Paris. La gare ferroviaire est actuellement non accessible aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

- d'un souterrain urbain piétonnier de 4 m de large sous contrôle d'accès ;
- d'un parking de stationnement régional (PSR) de 600 places utilisées à 80% par les usagers du train se rendant en gare de Melun. Des problèmes d'étanchéité et de défauts au niveau de la structure porteuse ont été diagnostiqués ;
- d'une gare routière au nord sur parvis (pour les lignes régulières urbaines du Grand Melun) ;
- d'une gare routière au sud (pour les lignes interurbaines Seine et Marne Express).



7 / 39



- **La zone ferroviaire**

Pour respecter la législation et afin de garantir un accès universel à la gare, Gares & Connexions a développé un **programme de mise en accessibilité**. Ce programme comprend en particulier la création d'un **nouveau passage souterrain accessible depuis les deux parvis et intégrant un lien ville-ville**, un rehaussement total ou partiel des quais, une rénovation du passage souterrain SNCF existant, un remplacement des lignes de contrôle automatique de billets par un système plus capacitaire, des dispositifs pour les mal-voyants et autres handicaps, un renouvellement du mobilier urbain, ainsi que plusieurs petites interventions sur le site de la gare.

Le nouveau passage souterrain débouchera au rez-de-chaussée sur un nouvel ouvrage de liaison surplombant la sortie nord du passage souterrain, dit « sortie nord », qui abritera un parking vélos Île-de-France Mobilités, quelques commerces et activités ayant pour vocation de participer à la dynamisation de la vie de quartier.

- La zone intermodale divisée en 2 secteurs :

## 0 La zone nord

Elle comprend **quatre éléments de programme** et est en interface avec un projet hors PEM : l'immeuble tertiaire Quartier Centre Gare situé sur la parcelle de l'ancienne halle SERNAM.

**Le parvis nord** aura une fonction de circulation de flux de voyageurs, d'espace d'échanges, de pause, et de lieu de rencontre.

Des accès par le niveau bas de la **rue Barchou** (aujourd'hui non accessible pour les personnes à mobilité réduite du fait d'une pente importante) seront créés grâce au nouvel ouvrage de liaison. Les renforcements de la visibilité et de l'accessibilité du **tunnel vélo** faciliteront les cheminements cyclistes.

**La gare routière** du réseau Melibus au nord de la gare, qui est saturée, sera reconfigurée pour être plus capacitaire (dix quais de dépose dont deux pour bus articulés) et pour accueillir le Tzen 2.

Dans le prolongement de la gare routière, **la zone de régulation**, aura vocation à accueillir les bus pendant leur temps de pause prolongé (six bus, dont deux bus articulés). L'implantation du site, sur une zone SNCF nécessite la libération des emprises (quatre voies SNCF) et la reconstitution des installations concernées.

#### o La zone sud

Sur la zone sud du Projet, un abri, dit « **sortie sud** », permettra de rendre les accès aux deux passages souterrains plus lisibles. Au débouché de ces passages, la **nouvelle place Séjourné** sera réaménagée en parvis de gare. Cela nécessitera de démolir deux bâtiments de ICF Habitat (hébergeant logements sociaux, centre social, et service de santé au travail SNCF). Une part importante de l'espace public sera dédiée au vélo : un parking vélos Île-de-France Mobilités (d'environ 50 m²), un bâtiment pour la location de vélos (95 m²), ainsi que des arceaux vélos y seront aménagés.

**Un nouveau parvis sud** sera aménagé sur la place de l'Ermitage permettant de placer les arrêts de départ des bus au plus proche de l'entrée de la gare. **La gare routière sud** sera réaménagée via la création de deux lignes de poste à quai entièrement dédiées à l'accueil des bus du réseau Seine-et-Marne Express, permettant de pallier le manque d'espace actuel.

**Le parc de stationnement régional (PSR)** de Melun, construit en 1976, comporte 664 places de stationnement réparties sur quatre niveaux (R+3). Le parking étant sujet à une saturation chronique depuis une quinzaine d'années, et présentant des défauts au niveau de la structure porteuse, une reconstruction en un parking-relais, permettra d'augmenter sa capacité (R+5, 950 places environ).

### 1.2. Historique

À la suite de la concertation préalable de 2018 et à la conduite des études préliminaires, le Schéma de principe et le Dossier d'enquête publique du pôle d'échanges multimodal de Melun ont été approuvés par le Conseil d'Administration d'Île-de-France mobilités en avril 2021.

Depuis :

- **Sur le périmètre ferroviaire**, suite à l'approbation de l'Avant-Projet par Île-de-France Mobilités à son conseil d'octobre 2021, il a été conduit des études de Projet (PRO) sous maîtrise d'ouvrage SNCF Gares & Connexions ;
- **Sur le périmètre intermodal** : il a été conduit les études d'Avant-Projet (AVP) sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine déléguée à la Société Melun Val de Seine Aménagement.

Le Conseil d'Administration d'Île-de-France Mobilités a approuvé en juin 2023, l'avant-projet consolidé d'aménagement du pôle gare de Melun, avec un coût d'objectif de 143,4 M€ (ce 01/2023) hors substitutions routières pour le périmètre ferroviaire, et de 53,03 M€ (ce 01/2023) pour le périmètre intermodal, y compris le coût des acquisitions foncières.

Les travaux liés au Projet ont démarré à l'été 2023, via des premiers travaux de démolition afin de disposer de l'espace nécessaire aux futurs aménagements (cf : Convention de financement relative aux acquisitions foncières et premiers travaux adoptée par délibération n°CP 2023-255 du 19/09/2023).

### 1.3. Coût d'objectif du projet

Le **coût d'objectif du Projet**, défini au niveau de l'avant-projet et validé par le Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités du 28/06/2023, est de 196,43 M€ HT (hors substitutions routières) **aux conditions économiques de janvier 2023**.

Ce coût couvre, notamment, les frais liés aux études d'Avant-Projet et aux études de Projet conventionnées précédemment.

Ainsi, le coût d'objectif du Projet est différent du coût de réalisation du Projet.

Ce coût d'objectif se répartit de la manière suivante :



| Maîtres d'ouvrage                                                                          |                                          | Montant en € HT constants<br>CE de <b>01/2023</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| SNCF Gares & Connexions<br>pour le périmètre ferroviaire<br>(hors substitutions routières) |                                          | 143,40 M€                                         |
| SPL Melun Val de Seine Aménagement<br>pour le périmètre intermodal                         | Total                                    | 53,03 M€                                          |
|                                                                                            | <i>Dont :</i>                            |                                                   |
|                                                                                            | <i>éco-stations bus nord et sud</i>      | 8,22 M€                                           |
|                                                                                            | <i>parc-relais</i>                       | 26,45 M€                                          |
|                                                                                            | <i>stationnements parkings vélo IDFM</i> | 0,23 M€                                           |
| <b>TOTAL (hors substitutions routières)</b>                                                |                                          | <b>196,43 M€</b>                                  |

#### **1.4. Modalités d'actualisation**

Les conditions économiques de référence du coût d'objectif sont celles de 01/2023. Les maîtres d'ouvrage justifient *in fine* le respect du coût d'objectif exprimé en euros constants par application de l'indice professionnel TP 01 définitif.

Pour information, cet indice a également été utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants :

- à partir des indices connus à la date de la convention
- puis de 3 % par an au-delà.

Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

#### **1.5. Rappel des conventions de financement antérieures**

- La convention de financement DOCP – concertation préalable – Schéma de principe – enquête publique (n°16DPI020), d'un montant de 1,3 M€, approuvée en CP Région le 21/09/2016 (n°CP2016-399), et au CA d'IDFM le 05/10/2016 (Délibération n°2016/456) notifiée le 03/03/2017.
- Les études AVP du périmètre ferroviaire d'un montant de 3,37 M€ ont été financées dans le cadre du SDA (à hauteur de 2,898 M€) et d'un financement complémentaire assuré par la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine (d'un montant de 0,472 M€) – convention n°20D08445, délibérée au Conseil Communautaire de la CAMVS le 3 février 2020 (CP 2020.1.58.38).
- La convention de financement de l'enquête publique d'un montant de 0,15 M€, approuvée en CP Région le 19/11/2021 (n° CP 2021-419), et au CA d'IDFM le 09/12/2021 (Délibération n°20211209-355) notifiée le 07/06/2022 – convention n°21D12505
- La convention de financement des études AVP du périmètre intermodal et de consolidation de l'AVP administratif d'un montant de 0,805 M€, approuvée en CP Région le 19/11/2021 (n° CP 2021-419), et au CA d'IDFM le 09/12/2021 (Délibération n°20211209-355) notifiée le 11/07/2022 – convention n°21D12525.
- La Convention de financement des études PRO du périmètre ferroviaire d'un montant de 5,05 M€ a été financée dans le cadre du SDA (à hauteur de 2,525 M€) et d'un financement CPER (d'un montant de 2,525 M€), approuvée en CP Région le 19/11/2021 (n° CP 2021-

419), et au CA d'IDFM le 09/12/2021 (Délibération n°20211209-355) notifiée le 08/12/2022 – convention n°21D112526

- La Convention de financement relative aux acquisitions foncières et premiers travaux d'un montant de 5,05 M€ approuvée en CP Région le 19/09/2023 (n° CP 2023-255), et au CA d'IDFM le 12/10/2023 (Délibération n°20231012-197) notifiée le 27/05/2024 – convention n°23D26801
- La Convention de financement relative la réalisation des études PRO DCE sur le périmètre intermodal et de la première tranche des travaux sur le périmètre ferroviaire et sur le périmètre intermodal approuvée en CP Région le 30/05/2024 (N° CP 2024-141), et au CA d'IDFM le 18/06/2024 (Délibération n°20240618-130) notifiée le 25/11/2024 – convention n°24D30155.

#### **1.6. Objet et coûts de la présente convention**

Lors du comité des financeurs du 6 novembre 2024, les Maîtrises d'ouvrage ont présenté les éléments relatifs aux surcoûts de la libération du foncier SNCF par rapport aux éléments conventionnés dans la Convention de financement relative aux acquisitions foncières et premiers travaux d'un montant de 5,05 M€ approuvé en CP Région le 19/09/2023 (n° CP 2023-255), et au CA d'IDFM le 12/10/2023 (Délibération n°20231012-197). Les Parties se sont entendues sur une procédure de gestion des écarts amenant à la production de documents techniques et explicatifs, expertisés par IDFM et présenté lors du comité des financeurs du 15 janvier 2025.

Lors du comité des financeurs du 15 janvier 2025, les Parties se sont entendues sur la présente convention qui porte sur le financement de la deuxième phase de travaux du périmètre intermodal urbain ainsi que sur la prise en charge des surcoûts liés à la libération du foncier SNCF :

- le coût estimatif de la deuxième phase de travaux du périmètre intermodal urbain sous maîtrise d'ouvrage de la SPL Melun Val de Seine Aménagement est de 4,0 M€ aux conditions économiques de janvier 2023, soit 4,3 M€ courants prévisionnels ;
- Le montant de la prise en charge des surcoûts liés à la libération du foncier SNCF pour la réalisation de l'aire de régulation de la gare routière Nord sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine est de 1,06 M€ courants.

Il est convenu ce qui suit :

## 2. Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« Projet » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de *l'infrastructure* nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence ;

« Opération » : désigne l'étape du Projet et son financement auxquels la présente convention fait référence ;

« Coût prévisionnel » : désigne le coût calculé sur la base du coût d'objectif et de la durée de réalisation définis lors de l'AVP.

## 3. Objet de la convention

La convention a pour objet de :

- définir les modalités de financement des travaux relatifs à la réalisation de la deuxième phase de travaux du périmètre intermodal urbain du pôle de Melun ;
- définir les modalités de financement des surcoûts liés à la libération du foncier SNCF pour la réalisation de l'aire de régulation de la gare routière Nord ;
- de préciser les conditions de suivi et de réalisation de ces travaux dans le respect du calendrier général du Projet ;
- de définir les documents à remettre aux Parties.

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'Opération, objet de la convention, la dénomination unique suivante :

**« Pôle d'échanges multimodal de Melun – REA 2 du périmètre intermodal urbain et surcoûts libération foncier »**

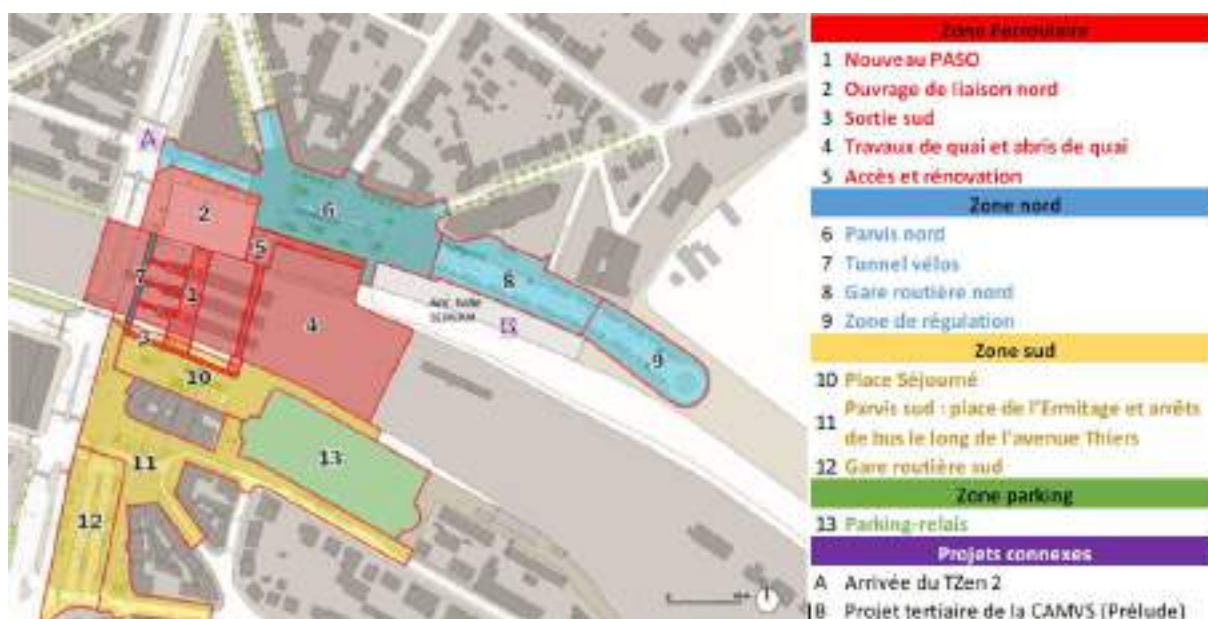
### 3.1. Périmètre de la convention

#### 3.1.1. Périmètre REA 2 intermodale (MOA SPL) :

La présente convention porte sur les travaux du parvis nord (zone nord).

Celle-ci n'inclue pas :

- le mobilier vélos, financé par une convention de financement distincte dite « Eco-Station-Bus Nord et Sud »;
- les travaux de la gare routière et de son aire régulation, également inclus dans la convention « Eco-Station-Bus Nord et Sud ».



### 3.1.2. Périmètre surcoûts libération foncier SNCF pour la réalisation de l'aire de régulation de la gare routière Nord (MOA CAMVS) :



Suite à l'étude APO engagée en juin 2022 et restituées en janvier 2024, il a été mis en évidence la nécessité d'inclure les **briques de programme supplémentaire** suivantes, non identifiées en EP, en raison de la maturité des données d'entrées du projet d'aire de régulation fournies en 2021 :

- la **suppression de 2 voies ferrées** supplémentaires (V49 & 51) au Nord de la gare pour compenser la perte de surface Infrapôle ;



- le **dévoisement d'un réseau haute tension** ayant pour origine la sous-station en gare de Melun, traversant les voies circulées de la gare et ayant pour destinations les postes en gare ainsi que 3 sous stations encadrantes.

Cette étude et ces nouvelles briques de programme conduisent à un coût global de cette opération de 2 135 579 € courants (études APO + Coûts REA) soit **un delta de + 1 065 579 € courants objet de la présente convention.**

Les travaux consistent en une :

- Suppression des voies 49 et 51 (130m par voie)  
Substitution des ADV 51Tr et 47Tr par de la voie courante (30m1 par ADV) pour assurer la continuité des voies du faisceau
- Mise en œuvre d'une plateforme apte à la circulation régulière de poids lourd et engins de chantier sur toute la surface entre les voies 47 et 51 (1200m2)

### **3.2. Délais de réalisation**

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à achever les travaux du Périmètre conventionnel dans un délai de 72 mois à partir de la notification de la convention.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux objet de la convention figure en Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation.

## **4. Rôles et engagements des parties**

### **4.1. L'Autorité Organisatrice de la Mobilité**

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, Île-de-France Mobilités veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quels qu'en soient les maîtres d'ouvrage. Île-de-France Mobilités désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

Dans le cadre de sa responsabilité d'Autorité organisatrice, conformément aux articles L. 1241-2 et R. 1241-30 du code des transports, Île-de-France Mobilités est amené à réaliser des expertises des projets sous maîtrise d'ouvrage des opérateurs des réseaux de transport, afin de veiller à la cohérence des investissements.

### **4.2. La maîtrise d'ouvrage**

#### **4.2.1. Identification et périmètre des maîtres d'ouvrage**

La SPL Melun Val de Seine et la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine sont désignés maîtres d'ouvrage de l'Opération

- la Société Publique Locale d'Aménagement Melun Val de Seine – agissant par délégation de la personne publique – la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine - est maître d'ouvrage des travaux prévus à l'article 3.1.1, sur la zone
- la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine est maître d'ouvrage des travaux prévus à l'article 3.1.2 ;

#### **4.2.2. Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage**

SNCF Gares & Connexions est désigné **maître d'ouvrage coordinateur** du Projet.

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- d'établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des Études des différents maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs à l'exécution du Projet, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage du Projet ;
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 10 de la convention).

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 3.2 de la convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

Une convention entre maîtres d'ouvrage, associant SNCF Gares & Connexions et la SPL MVSA, agissant par délégation de la personne publique de la CAMVS - définit jusqu'à la mise en service, l'organisation et les périmètres de maîtrise d'ouvrage de chacun afin de permettre notamment une bonne anticipation dans l'élaboration des conventions de financement relatives aux travaux et des marchés nécessaires à la réalisation du Projet.

L'Etat, la Région et Île-de-France Mobilités en sont tenus informés par transmission de la convention dès sa signature.

#### 4.2.3. Engagements des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur :

- la réalisation des travaux du périmètre conventionnel,
- le respect du coût du périmètre conventionnel ;
- le respect des délais de réalisation précisés à l'article 3.2. ;
- le respect de l'échéancier d'appels de fonds visé en Annexe 1, mis à jour le cas échéant en comité des financeurs, selon l'avancement de l'Opération ;
- le respect des règles de l'art.

Les tiers ne peuvent se prévaloir du versement de la présente subvention pour engager la responsabilité des financeurs en cas de litige résultant de la réalisation de l'Opération.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément au Titre II, Livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir Île-de-France Mobilités, en qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Île-de-France Mobilités informe alors sans délai les financeurs de la situation, en relation avec les maîtres d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

### **4.3. Les financeurs**

#### 4.3.1. Identification

Le financement du projet est assuré au titre du volet « mobilités » 2023-2027 du CPER 2021-2027.

Les financeurs sont :

- l'État ;
- la région Île-de-France ;
- le département de Seine-et-Marne ;
- la communauté d'agglomération de Melun Val de Seine.

#### 4.3.2. Engagements

La signature de la convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation du périmètre défini à l'article 3.1. de la présente convention dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé en préambule.

## 5. Modalités de financement et de paiement

### 5.1. Estimation du coût prévisionnel du Périmètre conventionnel

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **5 395 579 € HT euros courants**.

L'estimation de ces dépenses inclut les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une provision pour aléas et imprévus, déterminée au stade du dossier PRO.

### 5.2. Coûts détaillés par maître d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage fournissent une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien l'Opération.

| REA 2 Intermodale |                         |                                               |
|-------------------|-------------------------|-----------------------------------------------|
| Bénéficiaires     | Poste de dépenses       | Estimation des Coûts en € HT (euros courants) |
| SPL MVSA          | Frais de MOA            | 974 250,00 €                                  |
|                   | Frais de MOE            | 108 250,00 €                                  |
|                   | Travaux                 | 3 085 125,00 €                                |
|                   | PAI                     | 162 375,00 €                                  |
|                   | <b>Sous Total SPL</b>   | <b>4 330 000,00 €</b>                         |
| CAMVS             | Gestion des écarts      | 1 065 579,00 €                                |
|                   | <b>Sous Total CAMVS</b> | <b>1 065 579,00 €</b>                         |
| <b>TOTAL</b>      |                         | <b>5 395 579,00 €</b>                         |

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses pour chaque maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par maître d'ouvrage.

L'utilisation des Provisions pour Aléas et Imprévus (PAI) est présentée pour information à l'ensemble des partenaires accompagnée de justificatifs (note explicative détaillée, etc.) en comité des financeurs.

Détail des coûts transmis par SNCF Réseau concernant l'ensemble des travaux de libération de l'aire de régulation sous MOA CAMVS (Convention AF et 1ers travaux + convention REA 2 intermodale, cf. article 3.1.2) :

Ce qui portent le coût global du projet, en intégrant les travaux anticipés de dépose des voies 49 et 51 (faisant l'objet d'une convention ACT / REA en cours) et hors appui SNCFR pour la rampe Nord, à 2 135 580 € courants.

| Poste de dépense - Solution 2                                 | Montant APO HT courant | Montant REA HT Courants (hors appui SNCFR rampe Nord) |
|---------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>A. Indemnisation et maîtrise foncière</b>                  | <b>N/A</b>             | <b>N/A</b>                                            |
| <b>B. Travaux et fourniture (MBP)</b>                         | <b>€ 49 611</b>        | <b>€ 1 120 707</b>                                    |
| Travaux                                                       | € 34 209               | € 800 388                                             |
| Sécurité Logistique                                           | € 15 402               | € 233 306                                             |
| Fourniture                                                    | € -                    | € 87 011                                              |
| <b>C. Provision pour risques (PR)</b>                         | <b>€ 55 336</b>        | <b>€ 184 151</b>                                      |
| PR                                                            | € 55 336               | € 184 151                                             |
| <b>D. Maîtrise d'Œuvre (MOE)</b>                              | <b>€ 101 377</b>       | <b>€ 422 120</b>                                      |
| MOEG                                                          | € 101 377              | € 96 656                                              |
| <b>E. Maîtrise d'ouvrage et mission de pilote d'opération</b> | <b>€ 108 196</b>       | <b>€ 94 081</b>                                       |
| MOA                                                           | € 92 317               | € 56 928                                              |
| <i>Y compris Montant Corporate (3,53%)</i>                    | <i>inclus</i>          | <i>inclus</i>                                         |
| <b>MONTANT DE L'OPERATION SOLUTION 2</b>                      | <b>€ 314 520</b>       | <b>€ 1 821 060</b>                                    |

### 5.3. Plans de financement

Les plans de financement de la convention, en euros courants, ont été arrêtés par les Parties à l'issue du comité des financeurs du 15/01/2025.



Le plan prévisionnel de financement de la présente convention est établi en euros courants, comme suit :

| Plan de financement de la convention REA 2 – Intermodal urbain |                      |                     |                       |                     |                       |                    |                    |
|----------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|
| Montant € courants HT et clefs de financement                  |                      |                     |                       |                     |                       |                    |                    |
| MOA<br>SPL                                                     | Financement          | Etat                | Région                | CD77                | CAMVS                 | SPL (MOA)          | Total              |
|                                                                | Montants             | 649 500 €           | 1 515 500 €           | 378 875 €           | 703 625 €             | 1 082 500 €        | <b>4 330 000 €</b> |
|                                                                | Clefs de financement | 15%                 | 35%                   | 8,75%               | 16,25%                | 25%                | 100,00%            |
| MOA<br>CAMVS                                                   | Financement          | Etat                | Région                | CD77                | CAMVS                 | SPL (MOA)          | Total              |
|                                                                | Montants             | 159 836,85 €        | 372 952,65 €          | 93 238,16 €         | 439 551,34 €          | -                  | <b>1 065 579 €</b> |
|                                                                | Clefs de financement | 15%                 | 35%                   | 8,75%               | 41,25%                | -                  | 100,00%            |
| Total                                                          |                      | <b>809 336,85 €</b> | <b>1 888 452,65 €</b> | <b>472 113,16 €</b> | <b>1 143 176,34 €</b> | <b>1 082 500 €</b> | <b>5 395 579 €</b> |

#### 5.4. Modalités de paiement

##### 5.4.1. Echéancier des appels de fonds

L'annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds des maîtres d'ouvrage, par financeur.

Les financeurs sont avisés des évolutions de l'échéancier prévisionnel par les maîtres d'ouvrage. Au premier trimestre de chaque année, les maîtres d'ouvrage transmettent une version mise à jour de cette annexe au comité des financeurs, tel que défini à l'article 10. En l'absence de la transmission d'un échéancier mis à jour, les financeurs se réservent le droit de limiter leurs versements aux montants annuels inscrits dans le dernier échéancier mis à jour transmis.

Le cas échéant, les financeurs informent les maîtres d'ouvrage des difficultés éventuelles posées par une évolution substantielle des échéanciers d'appels de fonds et proposent une solution. Si les difficultés persistent, les parties peuvent solliciter l'examen de ces difficultés par le comité des financeurs.

##### 5.4.2. Versement d'acomptes

Les acomptes versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'Opération sur présentation d'appels de fonds par chacun des maîtres d'ouvrage.

A cette fin, chaque maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 3 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Pour l'État et la Région, les états d'acompte sont établis en euros courants. Le dossier de demande de versement d'acomptes comprend en outre les pièces suivantes :

##### 5.4.2.1. Demande de versement des acomptes auprès de la Région :

La demande de versement des acomptes comprendra l'état récapitulatif des paiements, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise les références, dates et montants

des factures, marchés ou actes payés au titre de l'Opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clefs de financement définies à l'article 5.3.

#### *5.4.2.2. Demande de versement des acomptes auprès de l'État :*

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 5.3 daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un récapitulatif des factures comptabilisées, daté et certifié par le directeur d'Opération ou un représentant habilité de la maîtrise d'ouvrage ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clefs de financement définies à l'article 5.3.

La demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

#### *5.4.2.3. Demande de versement des acomptes auprès du Département de Seine-et-Marne :*

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 5.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clefs de financement définies à l'article 5.3.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

#### *5.4.2.4. Demande de versement des acomptes auprès de la CAMVS :*

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 5.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clefs de financement définies à l'article 5.3.

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014, dans le cadre de la modernisation de l'action publique, l'utilisation d'un portail électronique est obligatoire depuis le 1er janvier 2020. Ainsi, les appels de fonds (acomptes ou solde) devront être adressés sur le portail gratuit et sécurisé Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>.

#### *5.4.2.5. Plafonnement des acomptes*

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention. Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au volet « mobilités » 2023-2027 du CPER 2021-2027 adopté par délibération CR2024-038 du 26 septembre 2024 et signé le 26 septembre 2024, les

subventions régionales sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'État aux bénéficiaires est plafonné à 90% du montant de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 12 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement dont le délai de réalisation prévu dans la décision attributive de subvention excède 48 mois.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par le Département de Seine-et-Marne au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par le Département tel que prévu à l'article 5.3 de la présente convention et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 5.1, avant le versement du solde.

Pour la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine, le montant cumulé des acomptes versés au maître d'ouvrage ne peut excéder 80% de sa participation totale prévue à l'article 5.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 5.3 de la présente convention.

Pour Île-de-France Mobilités, le montant cumulé des acomptes versés au maître d'ouvrage ne peut excéder 80% de sa participation totale prévue à l'article 5.3 susmentionné et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 5.3.

#### 5.4.3. Versement du solde

##### *5.4.3.1. Demande de versement du solde auprès de la Région :*

Après achèvement des travaux couverts par la convention et sans préjudice du paragraphe 5.4.2, chaque bénéficiaire transmet un bilan physique et financier constitué des pièces suivantes justifiant l'achèvement des périmètres conventionnels tels que décrits à l'article 4.2.1.

Le versement du solde est subordonné à la production pour chaque bénéficiaire :

- D'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :
  - o le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'Opération en euros courants ;
  - o le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs en euros courants ;
  - o le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposées selon les postes constitutifs des coûts prévisionnels des périmètres conventionnels. Cet état récapitulatif des paiements précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il doit par ailleurs comporter la date de mise en service du bien financé par la Région, le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par application du taux de subvention sur la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;
  - o Le versement du solde est conditionné par la production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 5.4.2;

Chacun de ces documents est daté et signé par le représentant légal des bénéficiaires.

Sur la base de ces documents, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Les demandes de solde adressées à la Région Ile-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France. Toute demande de solde est ferme et définitive.

##### *5.4.3.2. Demande de versement du solde auprès de l'État :*

Conformément aux dispositions de l'article 13 du décret n° 2018-514 du 25 juin relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement, le bénéficiaire adresse dans un délai de douze mois à

compter de la date prévisionnelle d'achèvement de l'opération mentionné dans la décision attributive éventuellement modifiée :

- Une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées ;
- La liste des aides publiques perçues et de leur montant respectif.

En l'absence de réception de ces documents par l'autorité compétente au terme de cette période de douze mois, aucun paiement ne peut intervenir au profit du ou des bénéficiaires.

#### *5.4.3.3. Demande de versement du solde auprès du Département de Seine-et-Marne :*

Pour le Département de Seine-et-Marne et conformément à son Règlement Budgétaire et Financier, le versement du solde interviendra après justification par le bénéficiaire de l'achèvement de l'opération sur présentation d'un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du Maître d'ouvrage.

#### *5.4.3.4. Demande de versement du solde auprès de la CAMVS :*

Pour la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine, le versement du solde interviendra après justification par le bénéficiaire de l'achèvement de l'opération sur présentation d'un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité ou par le commissaire aux comptes du Maître d'Ouvrage.

#### 5.4.4. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le bénéficiaire des dispositions de la convention.

Le versement des montants de subvention appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 5.4.2, 5.4.3 et 5.5 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance des maîtres d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

#### 5.4.5. Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès des bénéficiaires aux coordonnées suivantes :

#### RIB SPL :

Titulaire du compte : MELUN VAL DE SEINE AMENAGEMENT

- Nom de la banque et localisation : ARKEA BEI PARIS
- Code établissement : 18829
- Code guichet : 75416
- Numéro de compte : 034613298 42
- Clé RIB : 22
- IBAN : FR76 182 9754 1603 4613 2984 222

#### RIB CAMVS :



|                                                                                                                  |                              |                                 |                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|---------------------------------|----------------------|
| Relevé d'identité bancaire à utiliser exclusivement pour les virements émis au profit du compte BDF du comptable |                              |                                 |                      |
| Titulaire <b>TRESORERIE MELUN VAL DE SEINE SECTEUR PUBLIC LOCAL</b><br>Domiciliation <b>BDF de Melun</b>         |                              |                                 |                      |
| RIB automatisé                                                                                                   |                              |                                 |                      |
| CODE BANQUE<br><b>30001</b>                                                                                      | CODE GUICHET<br><b>00525</b> | N° COMPTE<br><b>D7710000000</b> | CLE RIB<br><b>79</b> |
| BDFEFRPPCCT FR573000100525D771000000079                                                                          |                              |                                 |                      |

Direction Générale des Finances Publiques  
Centre des Finances Publiques  
TRESORERIE de MELUN VAL DE SEINE SPL  
11 Boulevard Gambetta  
77007 MELUN Cedex  
Tél : 01 64 14 44 60 Fax 01 64 09 53 43



La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

|                               | Adresse de facturation                                                                                                                            | Nom du service                                                                                                                         |
|-------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Etat                          | 21/23 rue Miollis<br>75015 PARIS<br>Tél : 01 40 61 86 60                                                                                          | DRIEAT – SPOT – UBSF<br><a href="mailto:spot.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr">spot.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr</a> |
| Région Île-de-France          | 2 rue Simone VEIL<br>93400 SAINT-OUEN SUR SEINE                                                                                                   | Pôle Finances – Direction de la comptabilité<br><a href="mailto:depot.subvention@iledefrance.fr">depot.subvention@iledefrance.fr</a>   |
| Département de Seine-et-Marne | Département de Seine-et-Marne<br>Direction des Transports<br>Hôtel du département<br>CS 50337<br>77010 MELUN CEDEX<br>Tel : 01 64 14 72 92        | Service Administratif et Financier<br><a href="mailto:safdt@departement77.fr">safdt@departement77.fr</a>                               |
| CAMVS                         | Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine<br>297, rue Rousseau Vaudran<br>CS 30187<br>77198 Dammarie-lès-Lys<br>Cedex<br>Tél : 01 64 79 25 25 | Direction Aménagement du Territoire – Service Mobilité<br><a href="mailto:marie.devillard@camvs.com">marie.devillard@camvs.com</a>     |
| SPL MVSA                      | 297 Rue Rousseau Vaudran<br>77190 DAMMARIE LES LYS                                                                                                | Direction de l'Aménagement<br><a href="mailto:caroline.dosacramento@spl-mvsa.fr">caroline.dosacramento@spl-mvsa.fr</a>                 |

La dématérialisation des factures s'inscrit dans une obligation totale au sein du secteur public depuis le 1er janvier 2020.

Toutes les entreprises doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique (cf. ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique). Les entreprises, les collectivités territoriales et les établissements publics doivent utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée "Chorus Pro" : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour toute aide, un accès à la documentation est disponible sur le site.

A titre dérogatoire, les appels de fonds adressés à la région Île-de-France ne pouvant être déposés dans Chorus Pro seront envoyés via le lien dédié, avec l'ensemble des pièces justificatives à l'adresse suivante : « [depot.subvention@iledefrance.fr](mailto:depot.subvention@iledefrance.fr) », dans l'attente de l'identification d'une solution technique dans Chorus Pro.

#### Modalités d'envoi des appels de fonds pour l'Etat :

Pour ce qui concerne les factures, elles devront comporter systématiquement les trois informations obligatoires de facturation :

- le numéro SIRET de l'Etat : **110 002 011 00044**
- le code du service exécutant : **CGFB200094** (code du CPCCM)
- le **numéro de l'engagement juridique** (EJ) comportant 10 chiffres (réf opération ou bon de commande)

Le non-respect de ces informations est susceptible d'entraîner le rejet de la facture.

Il convient d'informer la DRIEAT par mail dès le dépôt des factures dans Chorus.

### **5.5. Caducité des subventions**

#### 5.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois (3) ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande complète de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, le versement du solde de cette subvention devra être demandé à la Région au plus tard quatre (4) ans après la date de fin des travaux figurant sur l'échéancier des travaux annexé à la présente convention, le cas échéant actualisé lors d'un comité technique. Au-delà, la Région se réserve le droit de considérer que l'opération est achevée au sens de l'article 10 de son règlement budgétaire et financier ; en conséquence de quoi elle interromprait définitivement ses versements.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'Opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

#### 5.5.2. Caducité au titre du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la notification de la subvention de l'État, l'Opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'État peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un (1) an.

Le début d'exécution de l'Opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le maître d'ouvrage et le premier prestataire.

#### 5.5.3. Reversement partiel ou total de la subvention de l'État

L'autorité compétente exige le reversement total ou partiel de la subvention versée dans les cas suivants :

1° Si l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation ;

2° Si elle a connaissance ou qu'elle constate un dépassement du montant des aides publiques perçues au sens du III de l'article 10 ;

3° Le cas échéant, si le projet n'est pas réalisé au terme du délai prévisionnel d'achèvement de l'opération mentionné dans la décision attributive éventuellement modifiée ou si le bénéficiaire n'a pas respecté les obligations mentionnées à l'article 13 du décret n°2018-514 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.

#### 5.5.4. Caducité au titre du Règlement Budgétaire et Financier du Département de Seine-et-Marne

Toute subvention d'investissement est soumise à deux règles de caducité :

##### **▪ En matière de demande de versement d'un premier acompte**

La demande de versement relative à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par le bénéficiaire dans le délai imparti sont frappées de caducité.

##### **▪ En matière de demande de versement du solde**

Le bénéficiaire d'une subvention d'investissement dispose d'un délai maximum de 4 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention.

À l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, l'Assemblée départementale peut décider de le proroger sur demande argumentée du bénéficiaire.

#### 5.5.5. Caducité des subventions de la CAMVS

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine une demande de versement d'un premier acompte, la subvention devient caduque et est annulée.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de quatre ans, à compter de la date de première demande d'acompte, pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le versement du solde est considéré caduc et est annulé. Toutefois, avant expiration de ce délai, l'Assemblée compétente peut décider de le proroger sur demande argumentée du bénéficiaire.

### **5.6. Comptabilité des bénéficiaires**

Chaque bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

Chaque bénéficiaire s'engage à informer préalablement les financeurs de toute autre participation financière lui étant attribuée en cours d'exécution de la convention et relative à l'objet de cette dernière.

## **6. Gestion des écarts**

### **6.1. En cas d'économies par rapport au coût de l'Opération**

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant du périmètre conventionnel défini à l'article 5.1 de la présente convention, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 5.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

### **6.2. En cas de dépassement du coût de l'Opération**

S'il apparaît que, au cours de la phase de réalisation, malgré toutes les mesures correctives proposées, le plafond de financement de l'opération ne peut être respecté par les maîtres d'ouvrage, celui-ci fournit dans un délai maximum d'un (1) mois à l'autorité organisatrice et aux financeurs, un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts (écarts avec le coût d'objectif, actualisation réelle supérieure à l'actualisation prévisionnelle), l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences. Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par l'autorité organisatrice aux financeurs, qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage et précise la nécessité éventuelle de réaliser un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par l'autorité organisatrice, les financeurs précisent alors, lors du comité des financeurs (article 10.2) le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà du plafond de financement.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, l'autorité organisatrice et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant. Les maîtres d'ouvrage sont entendus et informés de la nécessité éventuelle de la formalisation d'un Avant-Projet modificatif et d'un avenant à la Convention de financement.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage à l'origine du surcoût.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii selon lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

## **7. Modification de l'avant-projet**

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'Avant-Projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais (article 3.2 de la présente convention), entraînant un décalage de la mise en service, ou un dépassement du coût d'objectif, peut conduire à la réalisation d'un avant-projet modificatif, approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

En conséquence, dès que l'un des maîtres d'ouvrage envisage des modifications significatives du programme de l'Opération, précisé notamment à l'article 3.1 de la Convention, il transmet à Île-de-France Mobilités ainsi qu'aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Il doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières, y compris sur les échéanciers d'appels de fonds. Au vu de l'ensemble de ces éléments, Île-de-France Mobilités valide les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécie l'opportunité d'une saisine du comité de pilotage ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

L'avant-projet modificatif est présenté au Conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités. Il donne lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la Convention obligatoirement signé des parties, indiquant



toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'Opération. Les travaux concernés ne peuvent avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.

L'application de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage, sur leur périmètre, de demandes, d'un des Financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications est soumise à l'accord préalable du maître d'ouvrage concerné. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

## **8. Modalités de contrôle**

### **8.1. Par les financeurs**

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les bénéficiaires de la subvention conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué à posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution du projet, activité ou action subventionnée.

### **8.2. Par Île-de-France Mobilités**

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, l'autorité organisatrice de la mobilité veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

### **8.3. Intervention d'experts**

L'Autorité organisatrice ou l'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs et de l'Autorité organisatrice. Les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Les maîtres d'ouvrage sont chargés de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

## **9. Modalités d'audit**

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article L. 1611- 4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'Opération.

## **10. Organisation et suivi de la convention**

La gouvernance s'articule autour des deux instances suivantes classées par ordre décroissant de niveau de représentation, qui permettent de garantir le suivi des travaux.

### **10.1. Le comité de pilotage**

Sous la présidence du maître d'ouvrage coordonnateur, ce comité est composé des maîtres d'ouvrage, des élus, ou leurs délégataires, représentant les financeurs.

Ce comité pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement du Projet dans le respect des délais et des coûts prévus à l'avant-projet.

Il se réunit en tant que de besoin concernant les questions ayant des incidences majeures sur le Projet, notamment les ajustements techniques, administratifs et financiers qui n'auraient pu être validés par le comité des financeurs décrit à l'alinéa suivant. Ce comité de pilotage est nécessairement précédé par un comité des financeurs préparatoire. Les maîtres d'ouvrages présentent alors au comité de pilotage les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur l'Opération et ce, en vue de permettre au comité de pilotage de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite du Projet. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 7 et 9 de la présente convention seront mises en œuvre.

Les membres sont convoqués par l'AOM avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité de pilotage au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le secrétariat est assuré par l'AOM.

### **10.2. Le comité des financeurs**

Le comité des financeurs est composé des représentants de l'ensemble des Parties et notamment des techniciens en charge de la réalisation du Projet. Le comité aborde principalement les questions techniques et financières du Projet.

A l'initiative de l'AOM, le comité se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire.

A l'initiative de l'une des parties, le comité peut être réuni en séance extraordinaire, après convocation envoyée par l'AOM, dans le mois suivant sa saisine.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses. Ce compte-rendu est analysé par l'AOM et fait l'objet d'un avis transmis par ce dernier aux financeurs.

Les membres sont convoqués par l'AOM avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le suivi du Projet s'organise principalement autour des deux thématiques suivantes :

#### **1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :**

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des travaux ;
- une appréciation sur le déroulement de l'Opération ;
- la liste des marchés signés avec leur montant d'engagement et le nom des prestataires ;
- la liste des marchés à venir ;
- le suivi du calendrier des travaux ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses) ;
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais.

#### **2/ Le suivi financier et administratif, soit :**

- le point sur le coût final prévisionnel de l'Opération tel qu'il peut être estimé à la date du comité ;
- un état comparatif entre le coût d'objectif détaillé par postes CERTU tels qu'indiqués à l'AVP et le coût final de l'Opération détaillé par postes CERTU tel qu'il est estimé à la date du comité au

regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, un état des lieux sur la consommation des provisions ;

- un état d'avancement des dépenses et le coût final prévisionnel ;
- un état des appels de fonds appelés et versés à date ;
- un état actualisé des prévisions pluriannuelles des appels de fonds.

Le secrétariat est assuré par l'AOM.

### **10.3. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance**

Pendant toute la durée de validité de la convention, les maîtres d'ouvrage s'engagent à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fonds sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

### **10.4. Suivi de la communication institutionnelle**

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé des maîtres d'ouvrage, de l'AOM et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par les maîtres d'ouvrage. En fonction des besoins et au minimum une fois par an, il réunit les maîtres d'ouvrage, l'AOM et les financeurs de l'Opération ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre).

Ce comité échange sur la communication relative à l'Opération : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les maîtres d'ouvrage et les financeurs dans le cadre du comité.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des opérations inscrites au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : État, Région, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

Le compte-rendu du comité de communication sera assuré par les maîtres d'ouvrage.

## **11. Bilan LOTI (art. L.1511-6 du Code des transports)**

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation de l'Opération « **Pôle d'échanges multimodal de Melun – REA 1 du périmètre ferroviaire et PRO-DCE / REA 1 du périmètre intermodal urbain** » en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par les maîtres d'ouvrage et figurant dans l'avant-projet approuvé par le Conseil d'Île-de-France Mobilités.

Sous le pilotage d'Île-de-France Mobilités, les maîtres d'ouvrage organisent conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, comme stipulé au Contrat de Plan État – Région d'Île-de-France, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service. Le maître d'ouvrage coordinateur transmet ce bilan à Île-de-France Mobilités et aux financeurs après validation conjointe de l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

Ce bilan est conforme au bilan indiqué à l'art. L1511-6 du Code des transports.

## **12. Dispositions générales**

### **12.1. Modification de la convention**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant obligatoirement signé des parties, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 5.4.5 de la présente convention qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

### **12.2. Règlement des litiges**

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

### **12.3. Résiliation de la convention**

Les parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée aux bénéficiaires de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux maîtres d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop- perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

### **12.4. Date d'effet et durée de la convention**

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par Île-de-France Mobilités à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans préjudice des durées indiquées à l'article 8 et des stipulations de l'article 9, la présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 5.4.3 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 5.5 ;
- ou en cas de résiliation de la convention selon les modalités prévues à l'article 12.3.



#### **12.5. Date d'éligibilité des dépenses**

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le .....

**Pour l'État,**

**Marc GUILLAUME**  
Préfet de la région Île-de-France

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le .....

**Pour la Région Île-de-France,**

**Valérie PÉCRESSE**

Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le .....

**Pour le Département de Seine-et-Marne,**

**Jean-François PARIGI**  
Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne



La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le .....

**Pour la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine,**

**Franck Vernin**

Président de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le .....

**Pour la SPL Melun Val de Seine Aménagement,**

**Sophie Drugeon**

Directrice de la SPL Melun Val de Seine Aménagement.

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le .....

**Pour Île-de-France Mobilités,**

**Laurent PROBST**  
Directeur Général

## **ANNEXES**

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation



### Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

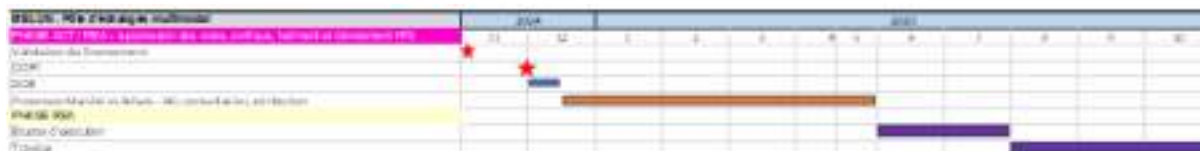
| MOA CAMVS                   | 2026                 | Total                |
|-----------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Etat</b>                 | 159 836,85€          | 159 836,85€          |
| <b>Région Île-de-France</b> | 372 952,65€          | 372 952,65€          |
| <b>CD77</b>                 | 93 238,16€           | 93 238,16€           |
| <b>CAMVS</b>                | 439 551,34€          | 439 551,34€          |
| <b>TOTAL</b>                | <b>1 065 579,00€</b> | <b>1 065 579,00€</b> |

Echéancier prévisionnel périmètre REA 2 intermodal (MOA SPL) :

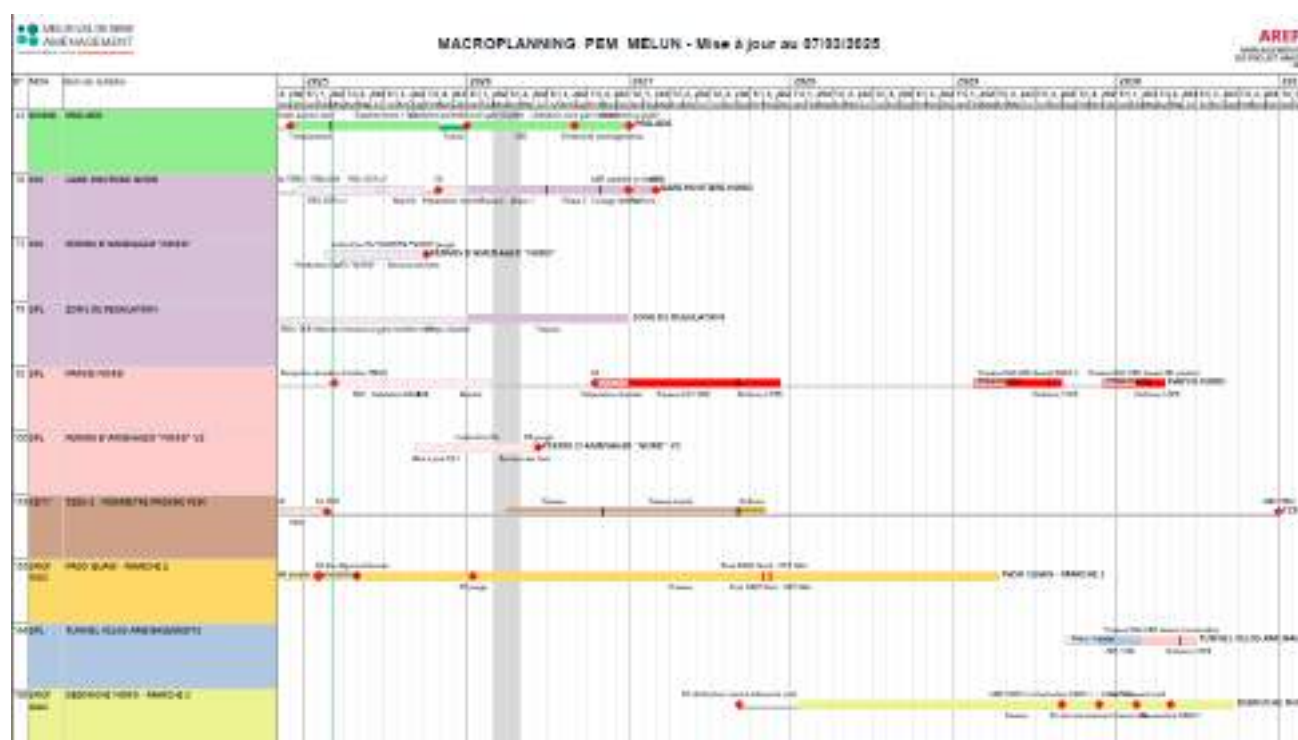
| Pour la convention REA 2 - proposition de répartition |         |             |  | 2026      | 2027        | 2028      | 2029      | 2030      | TOTAL       |
|-------------------------------------------------------|---------|-------------|--|-----------|-------------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| <b>Etat</b>                                           | Montant | 649 500 €   |  | 61 800 €  | 318 000 €   | 65 400 €  | 100 800 € | 103 500 € | 649 500 €   |
|                                                       | Clef    | 15%         |  |           |             |           |           |           |             |
| <b>Région Île-de-France</b>                           | Montant | 1 515 500 € |  | 144 200 € | 742 000 €   | 152 600 € | 235 200 € | 241 500 € | 1 515 500 € |
|                                                       | Clef    | 35%         |  |           |             |           |           |           |             |
| <b>CD77</b>                                           | Montant | 378 875 €   |  | 36 050 €  | 185 500 €   | 38 150 €  | 58 800 €  | 60 375 €  | 378 875 €   |
|                                                       | Clef    | 8.75%       |  |           |             |           |           |           |             |
| <b>CAMVS</b>                                          | Montant | 703 625 €   |  | 66 950 €  | 344 500 €   | 70 850 €  | 109 200 € | 112 125 € | 703 625 €   |
|                                                       | Clef    | 16,25%      |  |           |             |           |           |           |             |
| <b>SPL</b>                                            | Montant | 1 082 500 € |  | 103 000 € | 530 000 €   | 109 000 € | 168 000 € | 172 500 € | 1 082 500 € |
|                                                       | Clef    | 25%         |  |           |             |           |           |           |             |
| <b>TOTAL</b>                                          |         |             |  | 412 000 € | 2 120 000 € | 436 000 € | 672 000 € | 690 000 € | 4 330 000 € |

## **Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations**

Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux de libération du foncier SNCF pour la réalisation de l'aire de régulation :



Calendrier prévisionnel de réalisation des travaux du parvis Nord :



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.12.122**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : POLE D'ECHANGES MULTIMODAL DE MELUN : AVENANT A LA  
CONVENTION DE SUBVENTION VERSEE PAR LA VILLE DE MELUN A  
L'OPERATION D'AMENAGEMENT DU QUARTIER CENTRE-GARE**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de l'Urbanisme, et, notamment, ses articles L.300-1 et L.300-5 ;

**VU** la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2021.7.25.176 du 15 décembre 2021 confiant à la SPL Melun Val de Seine Aménagement l'aménagement du Pôle d'Echanges Multimodal de la gare de Melun ;

**VU** le traité de concession d'aménagement entre la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine et la SPL Melun Val de Seine Aménagement notifié à l'aménageur le 17 décembre 2021 ;

**VU** la convention de subvention versée par la Ville de Melun à l'opération d'aménagement du Quartier Centre-Gare entre la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, la SPL Melun Val de Seine Aménagement et la Ville de Melun notifiée à l'aménageur le 17 décembre 2021 ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Attractivité et développement du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** le décalage de calendrier de réalisation des équipements publics visés par ladite convention ;

**CONSIDÉRANT** que la subvention est octroyée à la remise des biens concernés ;

**CONSIDÉRANT** la participation financière du département de Seine-et-Marne dans le cadre du bloc-local du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) ;

*Après en avoir délibéré,*

**PREND ACTE** du décalage de versement de la subvention par la Ville de Melun initialement prévu en janvier 2025 et reporté au 1<sup>er</sup> juillet 2026 ;

**PREND ACTE** de l'éventualité d'une baisse de la participation de la Ville de Melun aux équipements visés par ladite concession conformément aux financements qui seront octroyés par le département de Seine-et-Marne dans le cadre des Convention de financements CPER successives, notifiées ou à venir ;

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à signer le présent avenant n°1 à la convention et tous les documents s'y rapportant.

Adoptée à la majorité, avec 57 voix Pour, 1 voix Contre et 4 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception



077-247700057-20250929-60475-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin



**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE SUBVENTION  
VERSÉE PAR LA VILLE DE MELUN  
À L'OPERATION DE RÉAMÉNAGEMENT  
DU QUARTIER CENTRE-GARE**

### **Entre les soussignés**

La **Ville de Melun** représentée par son Maire, Monsieur Kadir MEBAREK, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal en date du .....,

Ci-après dénommée « *la Ville* »,

**D'une part**

**Et**

La **Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine**, sise 297, rue Rousseau Vaudran 77190 Dammarie-lès-Lys, représentée par son Président, Monsieur Franck VERNIN, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire n°.....en date du .....,

Ci-après dénommée « *le Concédant* »,

**D'autre part,**

**Et**

La **Société Melun Val de Seine Aménagement**, Société Publique Locale au capital de 663 500 €, dont le siège social est situé au 297 rue Rousseau Vaudran, inscrite au Registre du Commerce de Melun sous le numéro 792 751 182, représentée par sa Directrice Générale, Madame Sophie DRUGEON, habilitée par une délibération du Conseil d'administration en date du 28 avril 2022,

Ci-après dénommée « *l'Aménageur* »,

**De troisième part**

### **Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :**

La convention, signée le 17 décembre 2021, a pour objet une subvention par la Ville de Melun à la SPL MVSA, au bénéfice de l'opération de réaménagement du quartier centre-gare à Melun. La SPL MVSA intervient en tant que concessionnaire de la CAMVS, cette dernière étant également signataire de ladite convention de financement.

Depuis la signature de la convention, le calendrier du projet ayant évolué, il est nécessaire de revoir la périodicité de versement de la subvention.

Tel est l'objet du présent avenant.

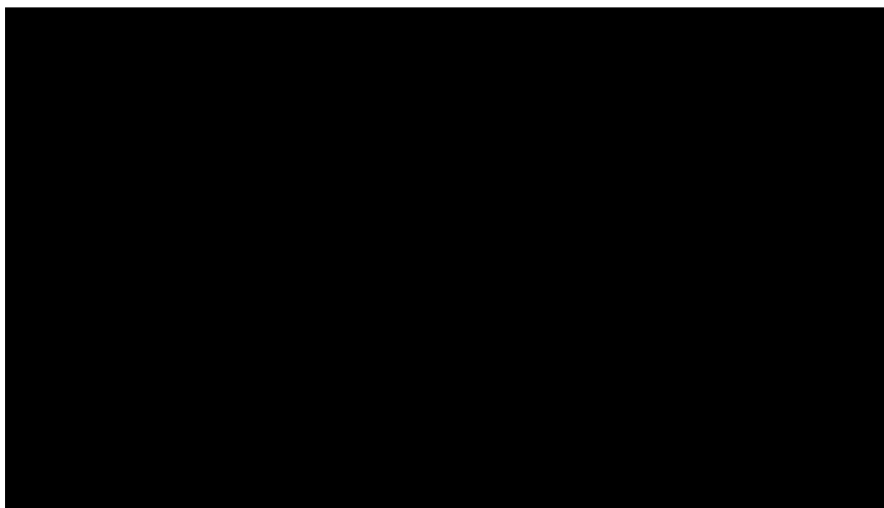
**ARTICLE 1 : Modification de l'article 2 de la convention « montant et modalités de versement de la subvention »**

L'article 2 de la convention de subvention est modifié comme suit (modifications **en gras**).

Le montant maximum de la subvention versée par la Ville à l'opération d'aménagement s'élève à 4 431 795 € HT (quatre millions quatre cent trente-et-un mille sept cent quatre-vingt-quinze euros HT), TVA en sus au taux en vigueur, actuellement à titre indicatif au taux de 20% soit 5 318 155 € TTC (cinq millions trois cent dix-huit mille cent cinquante-cinq euros TTC). **Ce montant est établi sur une base de dépenses de 9 109 978 € HT.**

**Le Département de Seine-et-Marne s'est engagé à participer à hauteur de 8,75% des aménagements du Pôle Gare de Melun dans la limite d'un engagement financier total sur le pôle de 4 000 000€ HT. Cette participation sera formalisée dans le cadre des conventions de financements formalisées avec les financeurs et sera déduite des appels de fonds à venir pour les objets visés par ces conventions.** En cas de nouvelles subventions obtenues auprès d'autres partenaires, le montant de subvention de la Ville de Melun sera réduit à due concurrence.

La subvention sera versée à l'Aménageur en sa qualité de titulaire de la concession d'aménagement sur le compte :



La subvention sera versée par la Ville de Melun dans le respect de l'échéancier suivant :

- 2 243 657 € TTC le **1<sup>er</sup> juillet 2026**

- 3 074 498 € TTC le 1<sup>er</sup> juillet 2030

**Le respect de cet échéancier est conditionné au respect du planning prévu à l'article 3.2.**

**ARTICLE 2 : Modification de l'article 3.2**

L'article 3, alinéa 2) de la convention de subvention est modifié comme suit (modifications **en gras**)

3.2. - Ces équipements devront être réalisés dans le respect du planning suivant :

- Réalisation du parvis Nord : 2030
- Réalisation du tunnel vélo : **2030**
- Réaménagement de la place Séjourné : 2030
- Réaménagement de la place de l'Ermitage : **2026**



### **ARTICLE 3 : Dispositions diverses**

Les autres stipulations de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Le présent avenant entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties et sera notifié par courrier recommandé avec accusé de réception à l'Aménageur.

Fait en trois exemplaires originaux,  
À Dammarie les Lys, le.....

Pour la Ville de Melun,  
Le Maire,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Melun Val de Seine,  
Le Président,

Kadir MEBAREK

Franck VERNIN

Pour la SPL Melun Val de Seine Aménagement,  
La Directrice Générale,

Sophie DRUGEON

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.13.123**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : PROGRAMME D'ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI) DE  
LA SEINE ET DE LA MARNE FRANCILIENNES 2023-2029**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités ;

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** la loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** l'approbation du Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) de la Seine et de la Marne Francilienne 2023-2029 par le Préfet de la Région d'Ile-de-France en date du 17 août 2023 ;

**CONSIDERANT** la nécessité pour la CAMVS de définir un cadre stratégique de prévention des inondations liées aux crues de la Seine et la Marne ;

**CONSIDERANT** l'élaboration d'un Plan Intercommunal de Sauvegarde conformément à la loi Matras du 25 novembre 2021 ;

*Après en avoir délibéré,*

**APPROUVE** le Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) de la Seine et de la Marne Franciliennes -2023- 2029- (ci-annexé), labellisé le 17 août 2023, par le préfet de la Région d'Île-de-France,

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à effectuer toutes les formalités afférentes à ce dossier, et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-59812-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin





**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*L'égalité  
Républicaine  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Paris, le **17 AOÛT 2023**

Nos Réf. : P01632

Monsieur le Président,

Vous avez déposé, pour instruction, un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de la Seine et de la Marne franciliennes n°2 par courrier daté du 15 décembre 2022.

Ce projet s'inscrit dans la continuité du précédent PAPI. Je tiens à saluer les efforts que vous et vos équipes avez déployés au vu des enjeux exposés aux risques d'inondations en Île-de-France. Ils ont permis de rassembler 62 maîtres d'ouvrage autour de 346 fiches actions visant à prévenir les inondations. La mise en œuvre de ce PAPI sera un des éléments essentiels de la traduction opérationnelle de la stratégie locale de gestion des risques d'inondation francilienne en cours de consultation.

Considérant le rapport d'instruction du 20 juin 2023 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) et l'avis de la Commission de labellisation territoriale du bassin Seine-Normandie du 7 juillet 2023, je vous informe de la labellisation avec réserves de votre PAPI pour un montant global d'opérations de 173 637 577 € et un montant de 31 492 963 € de subventions possibles au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM). Le présent courrier de validation ouvre la possibilité aux maîtres d'ouvrage de ce programme d'actions de prévention des inondations de demander des subventions au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM).

**Monsieur Patrick OLLIER**  
**Président de l'EPTB Seine Grands Lacs**  
12 rue Villiot  
CS 0001  
75 012 PARIS

PJ : Annexe 1 : réserves, recommandations, rappels  
Annexe 2 : avis de la COMILAB  
Annexe 3 : tableau financier labellisé (TF02)

Cette labellisation est assortie de réserves, recommandations et rappels figurant en annexe n°1 au présent courrier. Les réserves devront être levées avant l'établissement des demandes de subventions par le FPRNM. Pour ce faire, il s'agira de mettre à jour la fiche action conformément à l'instruction du dossier et au tableau financier global joint en annexe. Le dossier ainsi complété dans sa version définitive devra être mis à disposition du public sur votre site internet, un exemplaire papier, a minima, étant mis à disposition du public dans vos locaux.

Par ailleurs, suite à la publication le 10 juillet 2023 du nouveau cahier des charges PAPI3 version 2023, la demande du SMSO relative à l'action 1-418 *Mobilisation des parties prenantes, concertation et communication* relayée dans votre courrier du 11 juillet 2023 pourra bien être prise en compte en l'état. Cette action pourra ainsi être portée directement par le SMSO et soutenue à un taux de 50 %.

Quant à l'action 7-160 *Études et travaux d'harmonisation de la protection contre le risque d'inondations Quais de la Baronnie, du halage et du Front de Seine à Ablon-sur-Seine et à Villeneuve-Le-Roi*, au vu des échanges en COMILAB, le Conseil départemental pourra bénéficier d'une aide du FPRNM au taux de 50 % pour la réalisation des études nécessaires, notamment celles relatives à une meilleure justification socio-économique (dont études d'alternatives) ainsi que celles relatives à la définition du projet ou à l'élaboration des dossiers réglementaires si celles-ci n'ont pas été entamées. La réserve pour la phase travaux pourra être levée par le référent Etat du PAPI au vu des éléments complémentaires qui pourront être apportés à l'issue de ces études.

J'ai bien noté que figure au sein du PAPI différentes actions sans financement FPRNM associé. Certaines ne sont pas éligibles au FPRNM telles que l'opération de Villeneuve-Saint-George (action 6-542 de l'EPA ORSA). D'autres ne le sont pas à ce stade, notamment des actions relatives aux systèmes d'endiguement, les études étant en cours ou à venir (par exemple les actions 7-345 de la Métropole du Grand Paris ou 7-588 du Conseil départemental du Val-de-Marne). Leur affichage a été maintenu dans le PAPI, car elles permettent de mieux saisir la stratégie globale des acteurs sur le territoire. Cependant, l'État ne peut à ce stade s'engager quant à leur financement par le FPRNM.

Je tiens à rappeler l'enjeu de pilotage pour ce PAPI d'envergure. Je compte sur vos services pour effectuer le suivi du PAPI au moyen de l'outil web Safpa du ministère en charge de l'écologie qu'ils devront renseigner, en lien avec les services de l'État. Il s'agira notamment de pouvoir dresser pour le 1er mars de chaque année, un bilan au 31 décembre de l'année précédente, ainsi que de remplir en septembre de chaque année les prévisions budgétaires pour la préparation budgétaire de l'année suivante.

Je vous rappelle que la durée de mise en œuvre du PAPI est de 6 ans. La durée de financement de l'animation du PAPI par l'Etat est de 6 ans à compter de la date du présent courrier de labellisation.

Le cas échéant, vous pouvez informer le référent Etat de toute difficulté sérieuse que vous rencontreriez dans la mise en œuvre du programme d'études préalables au PAPI.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet de la région d'Île-de-France,  
Préfet de Paris,  
Préfet coordonnateur du Bassin Seine-Normandie

  
Le préfet secrétaire général aux politiques publiques,  
assurant, la suppléance du préfet de la région d'Île-de-France,  
préfet de Paris,

Pierre-Antoine MOLINA

## Annexe 1 : Réserves, recommandations et rappels

### RÉSERVES

- ✓ Elles concernent 56 fiches actions identifiées dans le tableau en annexe 3 (cf. colonne « Réserve ») et relèvent des différentes catégories suivantes.
  - ✗ Écrêtement du seul plafond de FPRNM demandé sans changement du taux (0-Réserve plafond) ;
  - ✗ Changement d'axe sans impact sur le FPRNM demandé (1-Réserve changement d'axe) ;
  - ✗ Changement d'axe avec impact sur le FPRNM (13-Réserve changement d'axe-Réserve changement taux (et montant FPRNM)) ;
  - ✗ Non éligibilité avec Impact sur le FPRNM demandé (2-Non éligible)
  - ✗ Changement du taux (augmentation ou baisse) et donc du montant FPRNM (3-Réserve changement taux (et montant FPRNM))
  - ✗ Changement du taux accompagné d'une réserve particulière (39-Réserve changement taux (et montant FPRNM) - Réserve particulière)
  - ✗ Périmètre restreint uniquement aux communes couvertes par un PPRI (7- Communes PPRI)
  - ✗ Changement d'axe et de maître d'ouvrage (8-Réserve changement d'axe et de maître d'ouvrage)
  - ✗ Réserve particulière (9-Réserve particulière)
- ✓ Les annexes financières et les fiches actions seront modifiées en conséquence avant toute demande de subvention au titre du FPRNM.
- ✓ L'action 7-160 est à séparer en deux fiches actions :
  - ✗ 7-160-bis : Aide au taux de 50 % pour la réalisation des études nécessaires, notamment celles relatives à une meilleure justification socio-économique (dont études d'alternatives) ainsi que celles relatives à la définition du projet ou à l'élaboration des dossiers réglementaires
  - ✗ 7-160 : Réserve pour les travaux. Elle pourra être levée par le référent Etat au vu des éléments complémentaires apportés notamment par l'action 7-160 bis

### RECOMMANDATIONS

- ✓ accompagner le secteur aval afin que le présent PAPI puisse permettre effectivement de faire émerger une nouvelle gouvernance à l'aval de la confluence Seine/Oise et de ses affluents
- ✓ poursuivre sans attendre le développement de méthode et d'outils permettant de faciliter le pilotage d'un tel PAPI (plateforme alimentée par les maîtres d'ouvrages pour déposer leurs demandes de subvention et les subventions effectivement perçues, saisir les indicateurs globaux et thématiques...)
- ✓ anticiper et préparer en lien avec les maîtres d'ouvrage concernés la révision à mi-parcours du PAPI
- ✓ développer des indicateurs permettant de mieux rendre compte des apports du PAPI (globaux et thématiques, par exemple identification des travaux effectivement réalisés suite aux diagnostics, repères de crues effectivement installés et saisis dans la base nationale, baisse de vulnérabilité, population concernée, emplois touchés etc.)
- ✓ intégrer les propositions d'approfondissement indiquées par l'IPR pour mieux appréhender la vulnérabilité du territoire et améliorer la connaissance
- ✓ associer la Préfecture de Police et les SIDPC concernés, à la mise en œuvre des actions de l'axe 3 (calendriers et modalités des exercices de crise prévus)
- ✓ associer le service de prévision des crues Seine moyenne-Yonne-Loing- à la mise en œuvre des actions de modélisation (axe 1), de pose de repères de crues (axe 1) et de pose d'échelles limnimétriques ou de capteurs (axe 2)



- ✓ veiller à la bonne articulation avec les autres PEP/PAPI riverains
- ✓ fournir un bilan qualitatif et quantitatif annuel du PAPI au Préfet coordonnateur de bassin et à la COMILAB

#### RAPPELS

- ✓ la possible soumission à évaluation environnementale des PAPI et des avenants intégrant des travaux sur les axes 6 et 7 en application du décret n°2023-504 du 22 juin 2023 portant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes. Cette évaluation environnementale ne se substitue pas à celle prévue dans le cadre de l'autorisation environnementale des projets
- ✓ la nécessité d'alimenter les bases de données nationales existantes (repère de crues, Hydroportail, ADES) ou à venir (Base des études au niveau du bassin)
- ✓ la nécessité de rédiger des fiches actions auto-portantes, en application du cahier des charges PAPI
- ✓ les aménagements hydrauliques et systèmes d'endiguements issus des travaux du présent PAPI, notamment ceux relevant des axes 6 et 7, devront être classés au titre de la rubrique 3.2.6.0 du Tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, afin de bénéficier des subventions du FPRNM ;
- ✓ les projets relatifs aux ouvrages hydrauliques d'un montant supérieur à 2 millions d'euros doivent faire l'objet d'une évaluation socio-économique conforme aux exigences du cahier des charges PAPI. Notamment, une évaluation socio-économique des travaux de confortement des systèmes d'endiguement métropolitains (action 7-345 inscrite pour information) devra être produite dans le dossier d'avenant à mi-parcours soumis à labellisation
- ✓ les dépenses de fonctionnement ne sont pas éligibles à un financement au titre du FPRNM ;
- ✓ les travaux de confortement des berges sont éligibles à un financement au titre du FPRNM uniquement lorsqu'ils protègent des enjeux bien identifiés ;
- ✓ chaque action du PAPI pouvant bénéficier d'un financement au titre du FPRNM devra faire l'objet d'une décision attributive ;
- ✓ le dossier de PAPI dans sa version définitive est mis à disposition du public sur un site internet par le porteur du PAPI. Un exemplaire papier, a minima, est mis à disposition du public dans les locaux du porteur du PAPI ;
- ✓ le suivi du PAPI sera effectué au moyen de l'outil web SAFPA ; le porteur devra saisir rigoureusement dans l'outil, en lien avec les services de l'État, les informations relatives à l'avancement de la mise en œuvre du PAPI et à la programmation des besoins de financement au titre du FPRNM.

## **Avis du comité de bassin sur le second PAPI de la Seine et de la Marne Franciliennes portant sur la période 2023-2029**

L'EPTB Seine Grands Lacs a déposé son deuxième programme d'actions et de prévention des inondations (PAPI) de la Seine et de la Marne Franciliennes portant sur la période 2023-2029.

Le programme proposé a un coût global de 169 871 180 € HT (199 421 276 € TTC) dont une assiette (base des subventions de 173 437 577 € HT ou TTC suivant les actions).

La participation FPRNM (Fonds de prévention des risques naturels majeurs) suite à l'instruction est de 31 042 963 € pour une demande lors de la candidature de 41 773 283 €.

Le PAPI comprend 345 actions réparties sur les 7 axes et engageant 82 maîtres d'ouvrages. La durée de réalisation est de 5 ans. Il porte principalement sur les axes de la Seine et de la Marne en Ile-de-France, et comprend une action dans l'Aube.

Il est soumis aux exigences du cahier des charges PAPI 3. Il répond notamment aux objectifs fixés dans la SLGRI Francilienne et aux priorités qui émergent du premier PAPI de la Seine et de la Marne Franciliennes.

### **La Commission de Labellisation Territoriale,**

#### **Vu**

- la délibération du comité de bassin n° CB 23-08 du 20 mai 2023 approuvant le règlement intérieur du comité de bassin,
- le règlement intérieur du comité de bassin, confiant à la commission de labellisation territoriale l'avis du comité de bassin pour les PAPI du bassin
- la SLGRI Francilienne au sens de la directive inondation,
- le dossier du PAPI de la Seine et de la Marne Franciliennes n°2 porté par l'EPTB Seine Grands Lacs et portant sur 2023-2029,
- le rapport d'instruction de la DRIEAT Ile-de-France du 20 juin 2023 et son tableau récapitulatif annexé

#### **Considérait**

- les impacts économiques estimés par l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) pour une inondation de type 1910,
- les présentations de l'EPTB Seine Grands Lacs, porteur du PAPI, et de la DRIEAT, service instructeur,
- les échanges lors de la commission de labellisation territoriale du 7 juillet 2023.

## **DÉLIBÈRE**

La commission de labellisation territoriale émet pour le comité de bassin **UN AVIS FAVORABLE** avec les **RÉSERVES, RECOMMANDATIONS et RAPPELS** suivants sur le projet de PAPI n°2 de la Seine et de la Maine Franciliennes porté par Seine Grands Lacs

La commission de labellisation territoriale émet les **RÉSERVES** suivantes selon le rapport du service instructeur :

Les réserves concernent les 53 fiches actions reprises en annexe 1 et relèvent de différentes catégories.

X Crocèlement du seul plafond de FPRNM demandé sans changement du taux (0-Réserve plafond).

X Changement d'axe sans impact sur le FPRNM demandé (1-Réserve changement d'axe).

X Changement d'axe avec impact sur le FPRNM (13-Réserve changement d'axe-Réserve changement taux (et montant FPRNM)).

X Non éligibilité avec impact sur le FPRNM demandé (2- Non éligible).

X Changement du taux (augmentation ou baisse) et donc du montant FPRNM (3-Réserve changement taux (et montant FPRNM)).

X Changement du Taux accompagné d'une réserve particulière (39-Réserve changement taux (et montant FPRNM) - Réserve particulière).

X Périmètre restreint uniquement aux communes couvertes par un PPRI (7- Communes PPRI)

X Changement d'axe et de maître d'ouvrage (8-Réserve changement d'axe et de maître d'ouvrage).

X Réserve particulière (9-Réserve particulière).

X L'action 1-285 relative au modèle hydraulique Mobhyasinq pourrait être incluse dans le FPRNM sous réserve qu'elle porte sur le développement du modèle en dehors de son utilisation courante

X L'action 7-180 (études et travaux d'harmonisation de la protection contre les inondations Quai de la Baronne, du halage et du Front de Seine à Aulon-sur-Seine et à Villeneuve le Roi pourrait être éligible au FPRNM sous réserve que son intérêt socio-économique soit mieux justifié au regard des critères du FPRNM.

Ces fiches actions et leur détail financier seront amendées en conséquence avant toute demande de subvention au titre du FPRNM

### **La commission de labellisation territoriale NOTE**

- ✓ l'enjeu relatif au pilotage d'un PAPI d'une telle ampleur et à l'importance de son pilotage, y compris avec l'appui des assistants à maîtrise d'ouvrage,
- ✓ la déclaration d'intention de l'EPTB Seine Grands Lacs d'intégrer des travaux notamment sur des systèmes d'endiguement par avenant à la maîtrise d'ouvrage du PAPI,
- ✓ la mobilisation des opérateurs de réseaux au sein du présent PAPI,
- ✓ l'accompagnement financier apporté par différents partenaires,
- ✓ l'importance affichée pour la réduction de la vulnérabilité, y compris par la réalisation de travaux (see 5).

### **La commission de labellisation territoriale RECOMMANDE**

- ✓ d'accompagner le secteur aval afin que le présent PAPI puisse permettre effectivement de faire émerger une nouvelle gouvernance à l'aval de la confluence Seine/Oise et de ses affluents.

- ✓ de poursuivre sans attendre le développement de méthode et d'outils permettant de faciliter le pilotage d'un tel PAPI (plateforme alimentée par les maîtres d'ouvrage pour déposer leurs demandes de subvention et les subventions effectivement perçues sous les indicateurs globaux et thématiques, ...)
- ✓ d'anticiper et préparer en lien avec les maîtres d'ouvrage concernés la révision à mi-parcours du PAPI,
- ✓ de développer des indicateurs permettant de mieux rendre compte des apports du PAPI globaux et thématiques (par exemple identification des travaux effectivement réalisés suite aux diagnostics, repères de crues effectivement installés et saisis dans la base nationale, bases de vulnérabilité, population concernée, emplois touchés, etc)
- ✓ d'intégrer les propositions d'approfondissement indiquées par l'Institut Paris Région pour mieux appréhender la vulnérabilité du territoire et améliorer la connaissance,
- ✓ d'associer la Préfecture de Police et les SIDPC (Services interministériels de défense et de protection civile) concernés à la mise en œuvre des actions de l'axe 3 (calendriers et modalités des exercices de crise prévus),
- ✓ d'associer la service de prévision des crues Seine Moyenne-Yonne-Loire à la mise en œuvre des actions de modélisation (axe 1), de pose de repères de crues (axe 1) et de pose d'échelles limnimétriques ou de capteurs (axe 2),
- ✓ de veiller à la bonne articulation avec les autres PEP (Programme d'Études Préétablies) / PAPI itinéraires,
- ✓ de fournir un bilan qualitatif et quantitatif annuel du PAPI au Préfet coordonnateur de bassin et à la COMLAB.

#### **La commission de labellisation territoriale RAPPELLE**

- ✓ la possible soumission à évaluation environnementale des PAPI et des avenants intégrant des travaux sur les axes 6 et 7 à compter de 2023 en application du décret à venir ; cette évaluation environnementale ne se substitue pas à celle prévue dans le cadre de l'autorisation environnementale des projets,
- ✓ la nécessité d'actualiser les bases de données nationales existantes (repère de crues, Hydroportail, ANES) ou à venir (Base des études au niveau du bassin),
- ✓ la nécessité de rédiger des fiches actions auto-portantes, en application du cahier des charges PAPI,
- ✓ que les aménagements hydrauliques et systèmes d'endiguements issus des travaux du présent PAPI, notamment ceux relevant des axes 6 et 7, devront être classés au titre de la rubrique 3260 du tableau annexé à l'article R 214-1 du code de l'environnement, afin de bénéficier des subventions du FPRNM,
- ✓ que les projets relatifs aux ouvrages hydrauliques d'un montant supérieur à 2 millions d'euros doivent faire l'objet d'une évaluation socio-économique conforme aux exigences du cahier des charges PAPI. Notamment, une évaluation socio-économique des travaux de confortement des systèmes d'endiguement métropolitains (action 7.345 Insiste pour information) devra être produite dans le dossier d'avenant à mi-parcours soumis à labellisation,
- ✓ que les dépenses de fonctionnement ne sont pas éligibles à un financement au titre du FPRNM,
- ✓ que les travaux de confortement des berges sont éligibles à un financement au titre du FPRNM uniquement lorsqu'ils protègent des enjeux bien identifiés,
- ✓ que chaque action du PAPI pouvant bénéficier d'un financement au titre du FPRNM devra faire l'objet d'une décision attributive,
- ✓ que le suivi du PAPI sera effectué au moyen de l'outil web SAFPA, le porteur devra saisir régulièrement dans l'outil, en lien avec les services de l'État, les informations relatives à l'avancement de la mise en œuvre du PAPI et à la programmation des besoins de financement au titre du FPRNM,
- ✓ Le dossier de PAPI dans sa version définitive est mis à disposition du public sur un site internet par le porteur du PAPI. Un exemplaire papier, a minima, est mis à disposition du public dans les locaux du porteur du PAPI.



Fait à Courbevoie, le

**07 JUL 2023**

Le Président de la Commission de  
labellisation territoriale

  
Gérard SEMBILLE

La Vice-présidente de la Commission de  
labellisation territoriale

  
Claire GRISÉZ

### Annexe 3 : Tableau financier de synthèse (TF02)

Cf Annexe 3 jointe

| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                                                                                | Nom du maître d'ouvrage                              | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                    | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0   | Fiche-action 0-100                   | Développement d'un outil de suivi pour le rapportage des actions du PAPI et des acteurs impliqués                                                                                                                  | EPTB Seine Grands Lacs                               | 150 000 €   | HT        | 75 000 €         | 50 %    | 75 000 €                | 50 % | 75 000 €                   | 50 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 0   | Fiche-action 0-109                   | Cellule animation du PAPI à l'EPTB Seine Grands Lacs pour la période 2023-2029                                                                                                                                     | EPTB Seine Grands Lacs                               | 936 000 €   | TTC       | 468 000 €        | 50 %    | 468 000 €               | 50 % | 390 000 €                  | 50 %    | 2029                    | 0-Réserve plafond          | ✓<br>(Maximum de 65 000 € / an de FPRNM)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 0   | Fiche-action 0-114                   | Bilan intermédiaire du PAPI et prestations pour l'assistance à la révision du PAPI à partir de 2025                                                                                                                | EPTB Seine Grands Lacs                               | 180 000 €   | TTC       | 90 000 €         | 50 %    | 90 000 €                | 50 % | 90 000 €                   | 50 %    | 2026                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 0   | Fiche-action 1-117                   | Episeine : Évaluation qualitative et quantitative des dispositifs de sensibilisation mis en place dans le cadre du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes                                                   | EPTB Seine Grands Lacs                               | 204 000 €   | TTC       | 102 000 €        | 50 %    | 102 000 €               | 50 % | 102 000 €                  | 50 %    | 2029                    | 1-Réserve changement d'axe | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-101                   | Episeine : Calcul d'itinéraires routiers prenant en compte des scénarios d'inondation                                                                                                                              | EPTB Seine Grands Lacs                               | 100 000 €   | HT        | 20 000 €         | 20 %    | 80 000 €                | 80 % | 80 000 €                   | 80 %    | 2026                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-106                   | Episeine : Développement de l'écosystème digital Episeine.fr                                                                                                                                                       | EPTB Seine Grands Lacs                               | 400 000 €   | HT        | 80 000 €         | 20 %    | 320 000 €               | 80 % | 320 000 €                  | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-110                   | Développement du modèle sur la propagation de la nappe alluviale et mobilisation des acteurs détenteurs de données dans le sous-sol.                                                                               | EPTB Seine Grands Lacs                               | 400 000 €   | HT        | 200 000 €        | 50 %    | 200 000 €               | 50 % | 200 000 €                  | 50 %    | 2027                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-116                   | Accompagnements pour la mise en place de repères de crues                                                                                                                                                          | EPTB Seine Grands Lacs                               | 240 000 €   | TTC       | 120 000 €        | 50 %    | 120 000 €               | 50 % | 120 000 €                  | 50 %    | 2029                    |                            | ✓<br>Uniquement pour le seul périmètre du PAPI SMF2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 1   | Fiche-action 1-118                   | Sensibilisation du grand public                                                                                                                                                                                    | Ville d'Alfortville                                  | 10 800 €    | TTC       | 2 160 €          | 20 %    | 8 640 €                 | 80 % | 8 640 €                    | 80 %    | 2026                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-121                   | Pose de repères de crue sur les équipements départementaux et actions de communication associées                                                                                                                   | CD Val de Marne 94                                   | 12 000 €    | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                 | 80 % | 9 600 €                    | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-122                   | Étude de l'impact de la fermeture de l'alimentation de l'usine Marne Aval (SIAAP) lors d'une crue sur l'ouvrage OXI (CD94-DSEA)                                                                                    | CD Val de Marne 94                                   | 126 000 €   | TTC       | 25 200 €         | 20 %    | 63 000 €                | 50 % | 63 000 €                   | 50 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-123                   | Organisation de rencontres partenariales sur le risque inondation en Val-de-Marne                                                                                                                                  | CD Val de Marne 94                                   | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                            | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Régie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1   | Fiche-action 1-124                   | Animation d'une mission "Réduction de la vulnérabilité au risque d'inondations" au sein du CD94                                                                                                                    | CD Val de Marne 94                                   | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                            | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Régie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1   | Fiche-action 1-125                   | Sensibilisation et communication sur le risque inondation à destination des Val-de-Marne                                                                                                                           | CD Val de Marne 94                                   | 738 000 €   | TTC       | 147 600 €        | 20 %    | 590 400 €               | 80 % | 590 400 €                  | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-130                   | Pose de repères de crue et mise à jour des données sur les repères de crue pour diffusion cartographique                                                                                                           | Ville de Paris                                       | 5 000 €     | HT        | 1 000 €          | 20 %    | 4 000 €                 | 80 % | 4 000 €                    | 80 %    | 2024                    |                            | ✓<br>La diffusion de l'information au grand public doit se faire principalement via la communication autour de la base de données nationale <a href="https://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr/">https://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr/</a><br>La création d'une plateforme complémentaire serait contre-productive pour des raisons économiques mais aussi de cohérence.<br>Pour memo, conseils méthodologiques sur la pose de repères de crues sont disponibles sur <a href="https://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr/reperes-de-cruces">https://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr/reperes-de-cruces</a>                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1   | Fiche-action 1-136                   | Sensibilisation du public économique, agricole et scolaire                                                                                                                                                         | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux         | 54 000 €    | TTC       | 10 800 €         | 20 %    | 43 200 €                | 80 % | 43 200 €                   | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-140                   | Formation des élus et cadres dirigeants des collectivités du territoire aux risques inondation                                                                                                                     | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux         | 12 000 €    | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                 | 80 % | 9 600 €                    | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-141                   | Pose de repères de crue pour toutes les communes riveraines de la Marne et actions de communication associées                                                                                                      | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux         | 12 000 €    | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                 | 80 % | 9 600 €                    | 80 %    | 2025                    |                            | ✓<br>(La fiche indique qu'un seul repère a été identifié sur le territoire de la Communauté d'agglomérations du Pays de Meaux. Or, d'après le recensement sur la plateforme nationale de repères de crues, il existe à Meaux deux repères de crues sous forme de plaque marquant la hauteur atteinte par la Marne lors de la crue de mars 1876 :<br>• Un au niveau du 6 Quai Sadi Carnot, sur le pilier du pont des moulins, orienté vers l'amont.<br><a href="https://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr/repere/16-mars-1876-4">https://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr/repere/16-mars-1876-4</a><br>• Un au niveau du 25 rue de Nanteuil, sur le mur de tête amont de l'écluse en rive gauche.<br><a href="https://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr/repere/16-mars-1876-4">https://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr/repere/16-mars-1876-4</a> ) |
| 1   | Fiche-action 1-149                   | Inventaire et état des systèmes d'endiguement sur le territoire                                                                                                                                                    | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux         | 144 000 €   | TTC       | 72 000 €         | 50 %    | 72 000 €                | 50 % | 72 000 €                   | 50 %    | 2029                    | 9-Réserve particulière     | ✓<br>Pour études 2 et 3 sous réserve que cela bénéficie à une collectivité couverte par un PPRI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1   | Fiche-action 1-150                   | Réalisation d'un diagnostic de territoire comprenant des études et un plan d'actions sur les affluents                                                                                                             | Communauté d'Agglomération Paris -Vallée de la Marne | 360 000 €   | TTC       | 72 000 €         | 20 %    | 180 000 €               | 50 % | 180 000 €                  | 50 %    | 2025                    | 9-Réserve particulière     | ✓<br>Pour l'étude globale pour l'ensemble du périmètre de de la CA. Pour les études de projet, sous réserve qu'elles bénéficient à une collectivité couverte par un PPRI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 1   | Fiche-action 1-151                   | Sensibilisation et formation de la population et des élus au risque inondation                                                                                                                                     | Communauté d'Agglomération Paris -Vallée de la Marne | 38 160 €    | TTC       | 7 632 €          | 20 %    | 30 528 €                | 80 % | 30 528 €                   | 80 %    | 2024                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-176                   | Étudier la vulnérabilité du territoire de VGP couvert par le PAPI                                                                                                                                                  | CA Versailles Grand Parc                             | 48 000 €    | TTC       | 24 000 €         | 50 %    | 24 000 €                | 50 % | 24 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-178                   | Diagnostic de territoire                                                                                                                                                                                           | CC Bassée-Montois                                    | 96 000 €    | TTC       | 76 800 €         | 80 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |                            | Non éligible FPRNM (Pas de PPRI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-185                   | Recensement et diagnostic des liaisons entre la rivière et le réseau d'assainissement qui peuvent entrainer des entrées d'eau dans le réseau d'assainissement et propoager la crue sur le territoire départemental | CD Seine-Saint-Denis 93                              | 100 000 €   | HT        | 50 000 €         | 50 %    | 50 000 €                | 50 % | 50 000 €                   | 50 %    | 2027                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                   | Nom du maître d'ouvrage        | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                                      | Avis DREAL sur éligibilité au financement Etat et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-----|--------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1   | Fiche-action 1-186                   | Évaluation des capacités résiduelles d'évacuation du réseau d'assainissement départemental en période de crue et de décrue                            | CD Seine-Saint-Denis 93        | 50 000 €    | HT        | 25 000 €         | 50 %    | 25 000 €                | 50 % | 25 000 €                   | 50 %    | 2028                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-187                   | Sensibilisation et communication sur le risque inondation à destination des collégiens de Seine-Saint-Denis                                           | CD Seine-Saint-Denis 93        | 18 000 €    | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 14 400 €                | 80 % | 14 400 €                   | 80 %    | 2028                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-191                   | Diagnostic de la vulnérabilité du territoire                                                                                                          | EPT Grand Orly Seine Bievre    | 120 000 €   | TTC       | 27 500 €         | 23 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-218                   | Accompagnement des communes avec la création subventionnée de poste d'animation dédié au sein de l'EPT                                                | EPT Grand Orly Seine Bievre    | 600 000 €   | TTC       | 600 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                              | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Régie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 1   | Fiche-action 1-219                   | Action de sensibilisation des habitants, entreprises, élus et agents de l'EPT en déploiement des outils Episeine                                      | EPT Grand Orly Seine Bievre    | 36 000 €    | TTC       | 7 200 €          | 20 %    | 28 800 €                | 80 % | 28 800 €                   | 80 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-242                   | Installation de repères de crues et de panneaux d'information sur le bassin-versant de la Seine yvelinoise et ses affluents                           | SMSO                           | 50 000 €    | HT        | 10 000 €         | 20 %    | 40 000 €                | 80 % | 40 000 €                   | 80 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-246                   | Sensibilisation des populations et du jeune public                                                                                                    | SYAGE                          | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                              | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Régie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 1   | Fiche-action 1-260                   | Diagnostic de vulnérabilité territorial à l'inondation : un outil de prévention à l'échelle de l'EPT Plaine Commune                                   | EPT Plaine Commune             | 120 000 €   | TTC       | 40 000 €         | 33 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-268                   | Étude préalable à la création d'un grand événementiel sur la thématique de la prévention des inondations                                              | EPTB Seine Grands Lacs         | 60 000 €    | TTC       | 12 000 €         | 20 %    | 48 000 €                | 80 % | 30 000 €                   | 50 %    | 2029                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM) | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-271                   | Sensibilisation des agents du Conseil Départemental de l'Essonne                                                                                      | CD Essonne 91                  | 18 000 €    | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 14 400 €                | 80 % | 14 400 €                   | 80 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-272                   | Sensibilisation au risque inondation des collégiens essonnais                                                                                         | CD Essonne 91                  | 18 000 €    | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 14 400 €                | 80 % | 14 400 €                   | 80 %    | 2029                    |                                              | ✓<br>(Articulation avec autre PAPI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 1   | Fiche-action 1-273                   | Développer la résilience des populations à l'aide d'outils de sensibilisation                                                                         | Ville d'Alfortville            | 15 600 €    | TTC       | 3 120 €          | 20 %    | 12 480 €                | 80 % | 12 480 €                   | 80 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-274                   | Balade urbaine pour le grand public à la découverte des repères de crue, et parcours pédagogique pour les élèves des classes primaires et de collèges | Ville d'Alfortville            | 8 160 €     | TTC       | 1 632 €          | 20 %    | 6 528 €                 | 80 % | 6 528 €                    | 80 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-279                   | Étude de définition des solutions de rétablissement des conditions de scolarisation après crue                                                        | CD Essonne 91                  | 50 000 €    | HT        | 25 000 €         | 50 %    | 25 000 €                | 50 % | 25 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-285                   | Constitution d'une hydrologie de référence sur le bassin de la Seine                                                                                  | EPTB Seine Grands Lacs         | 350 000 €   | HT        | 175 000 €        | 50 %    | 175 000 €               | 50 % | 175 000 €                  | 50 %    | 2026                    |                                              | ✓<br>La reconstitution d'hydrogrammes de crues réelles apparaît tardivement dans le phasage. Or cette étape peut permettre, en fonction des résultats obtenus de réajuster la base de données initiale des débits. Il serait donc intéressant d'avancer cette phase plus tôt dans la chronologie du projet. Une attention particulière doit être portée aux hydrogrammes de 1910 ainsi qu'aux têtes de bassin pour lesquelles les modèles hydrologiques peuvent sous-estimer les débits. Des calculs d'incertitude ou test de sensibilités au moins sur les régimes extrêmes (crues et étiage) seront également à prévoir et à intégrer aux statistiques. Aucune modalité de pilotage et de suivi n'est précisé, le Service de prévision des crues de la DRIEAT aimerait pouvoir intégrer le suivi du projet étant donné l'impact de l'action sur ses missions. |
| 1   | Fiche-action 1-286                   | Utilisation et développement du modèle hydraulique 2D Mobhyrisq                                                                                       | EPTB Seine Grands Lacs         | 700 000 €   | HT        | 700 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | 350 000 €                  | 50 %    | 2029                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM) | ✓<br>Uniquement pour le développement du modèle en dehors de son utilisation courante<br>(Pour mémo : le SPC considère que le phasage de l'action prévoit de réaliser des simulations avant d'implémenter des améliorations et correction, l'inverse serait préférable.)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 1   | Fiche-action 1-288                   | Développement et maintenance évolutive de la base de données d'exploitation (OGDE) et diffusion des données                                           | EPTB Seine Grands Lacs         | 500 000 €   | HT        | 375 000 €        | 75 %    | 125 000 €               | 25 % | 125 000 €                  | 25 %    | 2029                    |                                              | ✓<br>(Ouvrages mixtes Inondation/Etiage)<br>La coordination avec le service de prévision des crues et unité hydrométrie de la DRIEAT pour le bon partage et import/export de données intéressant les différents acteurs est primordiale.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 1   | Fiche-action 1-293                   | Sensibilisation à la prévention du risque inondation                                                                                                  | Ville de Chelles               | 42 000 €    | TTC       | 8 400 €          | 20 %    | 33 600 €                | 80 % | 33 600 €                   | 80 %    | 2028                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-295                   | Pose de repères de crue sur les équipements municipaux et actions de communication associées                                                          | Ville de Chelles               | 12 000 €    | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                 | 80 % | 9 600 €                    | 80 %    | 2028                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-296                   | Actions de sensibilisation à la prévention du risque inondation sur le territoire                                                                     | CC Bassée-Montois              | 18 000 €    | TTC       | 16 000 €         | 89 %    | - €                     | 0 %  | 14 400 €                   | 80 %    | 2026                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM) | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-298                   | Mobiliser, former et animer un réseau d'acteurs locaux sur le territoire                                                                              | CC Bassée-Montois              | 30 000 €    | TTC       | 28 000 €         | 93 %    | - €                     | 0 %  | 24 000 €                   | 80 %    | 2026                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM) | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-302                   | Sensibiliser les populations au risque d'inondation et aux bons réflexes à adopter                                                                    | Ville de Villeneuve-la-garenne | 6 000 €     | TTC       | 1 200 €          | 20 %    | 4 800 €                 | 80 % | 4 800 €                    | 80 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-305                   | Révision des règlements d'eau des 4 lacs-réservoirs de l'EPTB et adaptation des courbes de gestion                                                    | EPTB Seine Grands Lacs         | 250 000 €   | HT        | 187 500 €        | 75 %    | 62 500 €                | 25 % | 62 500 €                   | 25 %    | 2026                    |                                              | ✓<br>(Ouvrages mixtes Inondation/Etiage)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 1   | Fiche-action 1-309                   | Développement du modèle hydraulique MRIF (logiciel Hydra)                                                                                             | EPTB Seine Grands Lacs         | 300 000 €   | HT        | 150 000 €        | 50 %    | 150 000 €               | 50 % | 150 000 €                  | 50 %    | 2029                    |                                              | ✓<br>Les arguments énoncés en faveur de la maintenance évolutive et du développement du modèle MRIF en parallèle du modèle 2D Mobhyrisk sont valables, cependant, ce double travail disperse tout de même les ressources humaines et financières. Par ailleurs, les données issues du modèle MRIF doivent pouvoir être partagées avec le service de prévision des crues de la DRIEAT.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1   | Fiche-action 1-321                   | Formation des élus à la prévention et à la gestion des inondations                                                                                    | CA Coulommiers Pays de Brie    | 12 000 €    | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                 | 80 % | 9 600 €                    | 80 %    | 2028                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-322                   | Sensibilisation du grand public à la prévention et à la gestion des inondations                                                                       | CA Coulommiers Pays de Brie    | 36 000 €    | TTC       | 7 200 €          | 20 %    | 28 800 €                | 80 % | 28 800 €                   | 80 %    | 2028                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |



| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                                  | Nom du maître d'ouvrage       | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|-----|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1   | Fiche-action 1-326                   | Animation d'un club des gémapiens                                                                                                                                    | Métropole du Grand Paris      | 36 000 €    | TTC       | 36 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                        | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Régie/Animation)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 1   | Fiche-action 1-327                   | Accompagnement pour la pose de repères de crue                                                                                                                       | Métropole du Grand Paris      | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |                        | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Cofinancement de la MGP)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-328                   | Relai des actions et formations EpiSeine                                                                                                                             | Métropole du Grand Paris      | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                        | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Régie/Animation)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 1   | Fiche-action 1-329                   | Appui aux communes pour le développement d'outils de sensibilisation                                                                                                 | Métropole du Grand Paris      | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                        | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Cofinancement de la MGP)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-330                   | Etude hydrologique et hydromorphologique des cours d'eau                                                                                                             | Métropole du Grand Paris      | 360 000 €   | TTC       | 360 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                        | ✓<br>(Pas de FPRNM demandé)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1   | Fiche-action 1-331                   | Amélioration de la connaissance du risque inondation dans le cadre de l'observatoire des crues de la Métropole                                                       | Métropole du Grand Paris      | 240 000 €   | TTC       | 120 000 €        | 50 %    | 120 000 €               | 50 % | 120 000 €                  | 50 %    | 2029                    | 9-Réserve particulière | ✓<br>L'action manque de clarté. Si un des objectifs principaux est d'« élaborer et structurer une base de données de la Métropole », il faut être vigilant à ne pas dupliquer des bases de données pré-existantes.<br>S'agissant par exemple des données hydrométriques ou relatives aux repères des crues, des bases de données nationales existent déjà : l'HydroPortail, et la base de données nationales sur les repères de crues. Le développement d'une nouvelle base de données est inutile.<br>→ Réserve : le fonctionnement de l'observatoire ne peut être financé. Le MOA devra également préciser sa demande lors du dépôt auprès du service départemental |
| 1   | Fiche-action 1-348                   | Sensibilisation du grand public et de la jeunesse au risque d'inondation                                                                                             | Ville de Vitry-sur-Seine      | 30 000 €    | TTC       | 6 000 €          | 20 %    | 24 000 €                | 80 % | 24 000 €                   | 80 %    | 2026                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-349                   | Pose de repères de crue sur les équipements du territoire                                                                                                            | EPT Grand Orly Seine Bievre   | 36 000 €    | TTC       | 7 200 €          | 20 %    | 28 800 €                | 80 % | 28 800 €                   | 80 %    | 2027                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-352                   | Etude de diagnostic de la vulnérabilité du territoire de l'EPT Paris Ouest La Défense                                                                                | EPT Paris Ouest La Défense    | 120 000 €   | TTC       | 40 000 €         | 33 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-354                   | Sensibilisation de la population et équipes municipales                                                                                                              | Ville de Valenton             | 12 000 €    | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                 | 80 % | 9 600 €                    | 80 %    | 2027                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-362                   | Expérimentation de modèles d'agriculture résiliente dans les ZEC                                                                                                     | EPTB Seine Grands Lacs        | 840 000 €   | TTC       | 168 000 €        | 20 %    | 420 000 €               | 50 % | 420 000 €                  | 50 %    | 2029                    | 9-Réserve particulière | ✓<br>Les expérimentations concernées sont sur le territoire du PAPI SMF2 ou en amont sur le territoire du PAPI SMF2. Dans ce cas, il sera privilégié un portage par le PAPI concerné par la ZEC si ce PAPI existe.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-364                   | Sensibilisation des élus et des agents communaux au risque inondation                                                                                                | Ville de Vitry-sur-Seine      | 12 000 €    | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                 | 80 % | 9 600 €                    | 80 %    | 2026                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-370                   | Action de sensibilisation des agents du SIAAP au risque d'inondation                                                                                                 | SIAAP                         | 96 000 €    | TTC       | 19 200 €         | 20 %    | 76 800 €                | 80 % | 76 800 €                   | 80 %    | 2029                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-371                   | Action de sensibilisation du public à la vulnérabilité des réseaux d'assainissement face au risque d'inondation.                                                     | SIAAP                         | 120 000 €   | TTC       | 24 000 €         | 20 %    | 96 000 €                | 80 % | 96 000 €                   | 80 %    | 2029                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-375                   | Etude hydraulique et hydromorphologique et définition d'un programme d'actions de restauration et de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations | SMSO                          | 1 300 000 € | HT        | 260 000 €        | 20 %    | 650 000 €               | 50 % | 650 000 €                  | 50 %    | 2025                    |                        | ✓<br>Financé à 30 % par l'Agence (DDT78)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-377                   | Guide du riverain des affluents de la Seine dans les Yvelines                                                                                                        | SMSO                          | 36 000 €    | TTC       | 7 200 €          | 20 %    | 28 800 €                | 80 % | 28 800 €                   | 80 %    | 2028                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-381                   | Pose de repères de crue sur des bâtiments départementaux (stations départementales d'assainissement...)                                                              | CD Seine-Saint-Denis 93       | 18 000 €    | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 14 400 €                | 80 % | 14 400 €                   | 80 %    | 2028                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-386                   | Poursuivre les actions d'information et de sensibilisation de la population, des élus et des agents                                                                  | Ville de Melun                | 28 800 €    | TTC       | 5 760 €          | 20 %    | 23 040 €                | 80 % | 23 040 €                   | 80 %    | 2027                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-387                   | Actions de sensibilisation au sauvetage en direction des écoles                                                                                                      | Ville de l'Île-Saint-Denis    | 39 173 €    | TTC       | 39 173 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |                        | ✓<br>(Non éligible FPRNM – Fiche pour mémo)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1   | Fiche-action 1-389                   | Action de sensibilisation et de formation des élus et des agents départementaux en matière de prévention du risque d'inondation                                      | CD Val de Marne 94            | 252 000 €   | TTC       | 50 400 €         | 20 %    | 201 600 €               | 80 % | 201 600 €                  | 80 %    | 2029                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-390                   | Pose de repères de crue et actions de communication et de formation associées                                                                                        | Ville d'Athis-Mons            | 11 000 €    | TTC       | 2 200 €          | 20 %    | 8 800 €                 | 80 % | 8 800 €                    | 80 %    | 2023                    |                        | ✓<br>(Articulation avec autre PAPI)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 1   | Fiche-action 1-399                   | Acquisition des données bathymétriques et levés d'ouvrages                                                                                                           | SMSO                          | 400 000 €   | HT        | 200 000 €        | 50 %    | 200 000 €               | 50 % | 200 000 €                  | 50 %    | 2028                    |                        | ✓<br>(s'assurer que la commande correspond bien à cette action. En effet la commande peut être passée par un marché type accord cadre global)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 1   | Fiche-action 1-408                   | Sensibilisation au risque inondation                                                                                                                                 | CA Val d'Yverres val de Seine | 6 000 €     | TTC       | 1 200 €          | 20 %    | 4 800 €                 | 80 % | 4 800 €                    | 80 %    | 2024                    |                        | ✓<br>Articulation avec PAPI Yerres                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-411                   | Sensibilisation du public au risque d'inondation et Totem pédagogique lac Montalbot                                                                                  | Ville de Vigneux-sur-Seine    | 5 000 €     | HT        | 1 000 €          | 20 %    | 4 000 €                 | 80 % | 4 000 €                    | 80 %    | 2025                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-416                   | Diagnostic de vulnérabilité du territoire communal                                                                                                                   | Ville de Vigneux-sur-Seine    | 24 000 €    | TTC       | 6 000 €          | 25 %    | 12 000 €                | 50 % | 12 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-418                   | La mobilisation des parties prenantes, concertation et communication                                                                                                 | SMSO                          | 120 000 €   | TTC       | 60 000 €         | 50 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2026                    |                        | ✓<br>(cf. nouveau cahier des charges 3 v 2023)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 1   | Fiche-action 1-421                   | Sensibilisation à la prévention du risque inondation                                                                                                                 | CC Plaines et Monts de France | 18 000 €    | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 14 400 €                | 80 % | 14 400 €                   | 80 %    | 2027                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-422                   | Prévention par la pose de repères de crue                                                                                                                            | CC Plaines et Monts de France | 12 000 €    | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                 | 80 % | 9 600 €                    | 80 %    | 2024                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-423                   | Diagnostic territorial de vulnérabilité au risque inondation                                                                                                         | CC Plaines et Monts de France | 225 600 €   | TTC       | 67 680 €         | 30 %    | 112 800 €               | 50 % | 112 800 €                  | 50 %    | 2025                    | 9-Réserve particulière | ✓<br>Pour l'étude globale pour l'ensemble du périmètre de de la CC. Pour les études de projet, sous réserve qu'elles bénéficient à une collectivité couverte par un PPRI                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-430                   | Pose de repères de crue et actions de communication associées                                                                                                        | CA Marne et Gondoire          | 15 600 €    | TTC       | 3 120 €          | 20 %    | 12 480 €                | 80 % | 12 480 €                   | 80 %    | 2026                    |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

| Axe | Référence de la<br>Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                                                                            | Nom du maître d'ouvrage      | COUT<br>global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM<br>(Dossier porteur) | %    | État FPRNM<br>(Labellisation) | % Part. | Échéance<br>de<br>réalisation | Réserve                | Avis DREAL sur éligibilité<br>au financement État et commentaires<br>(par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                                                                                                                                                                    |
|-----|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|----------------|-----------|------------------|---------|----------------------------|------|-------------------------------|---------|-------------------------------|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1   | Fiche-action 1-435                      | Sensibiliser et informer sur le risque d'inondation                                                                                                                                                            | CA Marne et Gondoire         | 24 000 €       | TTC       | 4 800 €          | 20 %    | 19 200 €                   | 80 % | 19 200 €                      | 80 %    | 2028                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-451                      | Sensibilisation au risque inondation                                                                                                                                                                           | Ville d'Ivry-Sur-Seine       | 15 000 €       | TTC       | 3 000 €          | 20 %    | 12 000 €                   | 80 % | 12 000 €                      | 80 %    | 2027                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-452                      | Diagnostic global de vulnérabilité du Pays de l'Ourcq                                                                                                                                                          | CC du Pays de l'Ourcq        | 60 000 €       | TTC       | 18 000 €         | 30 %    | 30 000 €                   | 50 % | 30 000 €                      | 50 %    | 2025                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-453                      | Sensibilisation à la prévention du risque inondation                                                                                                                                                           | CC du Pays de l'Ourcq        | 6 000 €        | TTC       | 1 200 €          | 20 %    | 4 800 €                    | 80 % | 4 800 €                       | 80 %    | 2024                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-463                      | Allongement des séries de données limnimétriques (1830-1900) à différentes stations existantes du bassin de la Seine                                                                                           | EPTB Seine Grands Lacs       | 300 000 €      | TTC       | 225 000 €        | 75 %    | 75 000 €                   | 25 % | 75 000 €                      | 25 %    | 2029                          |                        | ✓<br>( mixtes Inondation/Etiage)                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 1   | Fiche-action 1-472                      | Sensibilisation des acteurs et de la population à la prévention du risque d'inondation                                                                                                                         | Ville de Draveil             | 12 000 €       | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                    | 80 % | 9 600 €                       | 80 %    | 2027                          |                        | ✓<br>le SCSOH se félicite de l'action envisagée par la mairie de Draveil pour sensibiliser ses habitants, d'autant qu'une partie du territoire est protégé par un SE en cours d'autorisation après travaux de confortement. Comme cela a été acté en préfecture à l'été 2022, cela nécessite au préalable une mise à jour de leur PCS |
| 1   | Fiche-action 1-473                      | Communication auprès des communes et du grand public : déclinaison et diffusion d'une plaquette informative sur les risques de crues et les mesures à prendre pour s'en protéger                               | CA Grand Paris Sud           | 52 800 €       | TTC       | 10 560 €         | 20 %    | 42 240 €                   | 80 % | 42 240 €                      | 80 %    | 2028                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-474                      | Pose de repère de crues                                                                                                                                                                                        | CA Grand Paris Sud           | 12 000 €       | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                    | 80 % | 9 600 €                       | 80 %    | 2023                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-479                      | Amélioration de la connaissance du fonctionnement hydraulique entre la Seine et les lacs de Grigny – étude de la vulnérabilité d'un ouvrage hydraulique                                                        | CA Grand Paris Sud           | 58 000 €       | HT        | 11 600 €         | 20 %    | 29 000 €                   | 50 % | 29 000 €                      | 50 %    | 2023                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-482                      | Sensibilisation du grand public à la prévention des inondations par la pose de repères de crue                                                                                                                 | CA Coulommiers Pays de Brie  | 18 000 €       | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 14 400 €                   | 80 % | 14 400 €                      | 80 %    | 2028                          |                        | ✓<br>Articulation avec PEP des 2 Morins                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-486                      | Pose de panneaux explicatifs associés aux nouveaux repères de crue                                                                                                                                             | Ville de Rueil-Malmaison     | 5 000 €        | HT        | 1 000 €          | 20 %    | 4 000 €                    | 80 % | 4 000 €                       | 80 %    | 2027                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-489                      | Sensibilisation à la prévention du risque inondation                                                                                                                                                           | Ville de Rueil-Malmaison     | 24 000 €       | TTC       | 4 800 €          | 20 %    | 19 200 €                   | 80 % | 19 200 €                      | 80 %    | 2027                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-497                      | Plateforme de gestion et de consultation des données piézométriques de l'Inspection Générale des Carrières                                                                                                     | Ville de Paris               | 342 000 €      | HT        | 171 000 €        | 50 %    | 171 000 €                  | 50 % | 171 000 €                     | 50 %    | 2029                          |                        | ✓<br>Lien avec fiches 1-110 et 2-112 de l'EPTB SGL                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-499                      | Prévention par la pose de repères de crue                                                                                                                                                                      | Ville de La Frette-sur-Seine | 3 000 €        | TTC       | 600 €            | 20 %    | 2 400 €                    | 80 % | 2 400 €                       | 80 %    | 2025                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-504                      | Diagnostic de la vulnérabilité du territoire                                                                                                                                                                   | EPT Grand Paris Seine Ouest  | 120 000 €      | TTC       | 24 000 €         | 20 %    | 60 000 €                   | 50 % | 60 000 €                      | 50 %    | 2025                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-505                      | Sensibilisation des bailleurs exposés aux zones inondables.                                                                                                                                                    | EPT Grand Paris Seine Ouest  | - €            | TTC       | - €              | 0 %     | - €                        | 0 %  | - €                           | 0 %     | 2029                          |                        | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Régie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 1   | Fiche-action 1-509                      | Communication auprès des communes et du grand public                                                                                                                                                           | EPT Grand Paris Seine Ouest  | - €            | TTC       | - €              | 0 %     | - €                        | 0 %  | - €                           | 0 %     | 2029                          |                        | ✓<br>(Sans objet FPRNM – Régie)                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 1   | Fiche-action 1-510                      | Séjour de vacances au lac d'Orient                                                                                                                                                                             | Ville de l'Île-Saint-Denis   | 62 400 €       | TTC       | 62 400 €         | 100 %   | - €                        | 0 %  | - €                           | 0 %     | 2027                          |                        | Non éligible FPRNM                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 1   | Fiche-action 1-511                      | Ateliers pause méridienne                                                                                                                                                                                      | Ville de l'Île-Saint-Denis   | 42 000 €       | TTC       | 8 400 €          | 20 %    | 33 600 €                   | 80 % | 33 600 €                      | 80 %    | 2027                          | 9-Réserve particulière | ✓<br>Pour la seule partie inondation comme indiqué dans la fiche action                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 1   | Fiche-action 1-512                      | Communication auprès du grand public lors de la mise en œuvre d'actions de prévention du risque d'inondation grand public lors de la mise en œuvre de protections anti-crue dans le cadre de montages à blanc. | Ville de Paris               | 200 000 €      | HT        | 40 000 €         | 20 %    | 160 000 €                  | 80 % | 160 000 €                     | 80 %    | 2029                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-513                      | Pose de repères de crue sur le territoire communal de Nanterre                                                                                                                                                 | Ville de Nanterre            | 7 500 €        | HT        | 1 500 €          | 20 %    | 6 000 €                    | 80 % | 6 000 €                       | 80 %    | 2023                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-514                      | Sensibilisation à la prévention du risque inondation                                                                                                                                                           | Ville de Courbevoie          | 10 800 €       | TTC       | 2 160 €          | 20 %    | 8 640 €                    | 80 % | 8 640 €                       | 80 %    | 2025                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-521                      | Mise en œuvre d'un programme de repères de crues                                                                                                                                                               | CC Pays de Montereau         | 60 000 €       | TTC       | 12 000 €         | 20 %    | 48 000 €                   | 80 % | 48 000 €                      | 80 %    | 2026                          |                        | ✓<br>Articulation PEP Loing                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| 1   | Fiche-action 1-526                      | Analyse de la vulnérabilité agricole dans la zone inondable de la Bassée amont                                                                                                                                 | EPTB Seine Grands Lacs       | 200 000 €      | HT        | 40 000 €         | 20 %    | 100 000 €                  | 50 % | 100 000 €                     | 50 %    | 2025                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-529                      | Action de sensibilisation aux inondations de la Marne et à la vie de la rivière à destination de la population                                                                                                 | Ville de Champigny-Sur-Marne | 9 000 €        | TTC       | 1 800 €          | 20 %    | 7 200 €                    | 80 % | 7 200 €                       | 80 %    | 2023                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-531                      | Étude de connaissance sur les lois d'ouvrages des lacs-réservoirs de l'EPTB                                                                                                                                    | EPTB Seine Grands Lacs       | 150 000 €      | HT        | 112 500 €        | 75 %    | 37 500 €                   | 25 % | 37 500 €                      | 25 %    | 2027                          |                        | ✓<br>(Ouvrages mixtes Inondation/Etiage)                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-535                      | Développement d'outils d'évaluation des dommages et mise à jour des données socio-économique relative à la vulnérabilité du territoire francilien                                                              | EPTB Seine Grands Lacs       | 300 000 €      | HT        | 150 000 €        | 50 %    | 150 000 €                  | 50 % | 150 000 €                     | 50 %    | 2027                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-538                      | Sensibilisation à la prévention du risque inondation                                                                                                                                                           | CA Melun Val de Seine        | 20 000 €       | HT        | 4 000 €          | 20 %    | 16 000 €                   | 80 % | 16 000 €                      | 80 %    | 2028                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-539                      | Diagnostic de vulnérabilité territoriale de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine                                                                                                                   | CA Melun Val de Seine        | 100 000 €      | HT        | 50 000 €         | 50 %    | 50 000 €                   | 50 % | 50 000 €                      | 50 %    | 2027                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-543                      | Étude pour la consolidation des connaissances relatives à la création et à la gestion des 4 grands lacs de Seine                                                                                               | EPTB Seine Grands Lacs       | 300 000 €      | HT        | 300 000 €        | 100 %   | - €                        | 0 %  | - €                           | 0 %     | 2029                          |                        | ✓<br>Non éligible FPRNM (fonctionnement)                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-549                      | Action de sensibilisation du public                                                                                                                                                                            | EPT Paris Est Marne et Bois  | 12 000 €       | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                    | 80 % | 9 600 €                       | 80 %    | 2026                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-552                      | Actions de sensibilisation / information préventive                                                                                                                                                            | Ville de Meudon              | 36 000 €       | TTC       | 7 200 €          | 20 %    | 28 800 €                   | 80 % | 28 800 €                      | 80 %    | 2028                          | 9-Réserve particulière | ✓<br>(Réserve communale relève de l'axe 3 et est non éligible)                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 1   | Fiche-action 1-560                      | Pose de repères de crues sur les équipements du Syctom et actions de communication associées                                                                                                                   | SYCTOM                       | 12 000 €       | TTC       | 2 400 €          | 20 %    | 9 600 €                    | 80 % | 9 600 €                       | 80 %    | 2029                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1   | Fiche-action 1-569                      | Actions de sensibilisation des administrés au risque inondation                                                                                                                                                | Ville de Ris-Orangis         | 18 000 €       | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 14 400 €                   | 80 % | 14 400 €                      | 80 %    | 2029                          |                        | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                | Nom du maître d'ouvrage        | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                    | Avis DREAL sur éligibilité au financement Etat et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1   | Fiche-action 1-575                   | Poursuivre l'installation des repères de crue et les accompagner de panneaux d'information pour réaliser des balades urbaines      | Ville de Gennevilliers         | 24 000 €    | HT        | 4 800 €          | 20 %    | 19 200 €                | 80 % | 19 200 €                   | 80 %    | 2024                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-576                   | Ateliers de sensibilisation à la prévention du risque inondation                                                                   | Ville de Gennevilliers         | 6 000 €     | TTC       | 1 200 €          | 20 %    | 4 800 €                 | 80 % | 4 800 €                    | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-577                   | Sensibilisation du jeune public                                                                                                    | Ville de Gennevilliers         | 24 000 €    | TTC       | 4 800 €          | 20 %    | 19 200 €                | 80 % | 19 200 €                   | 80 %    | 2025                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-595                   | Sensibilisation à la prévention du risque inondation                                                                               | SIGEIF                         | 36 000 €    | TTC       | 7 200 €          | 20 %    | 28 800 €                | 80 % | 28 800 €                   | 80 %    | 2027                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-601                   | Projets innovants de sensibilisation à destination différents publics                                                              | Ville de Saint-Maur des Fossés | 35 000 €    | HT        | 7 000 €          | 20 %    | 28 000 €                | 80 % | 28 000 €                   | 80 %    | 2029                    | 9-Réserve particulière     | ✓<br>Seule la partie relative au risques Inondation sera éligible                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-71                    | Episeine : Sensibilisation du grand public à la culture du risque inondation                                                       | EPTB Seine Grands Lacs         | 864 000 €   | TTC       | 172 800 €        | 20 %    | 691 200 €               | 80 % | 691 200 €                  | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-95                    | Episeine : sensibilisation des acteurs professionnels locaux                                                                       | EPTB Seine Grands Lacs         | 540 000 €   | TTC       | 108 000 €        | 20 %    | 432 000 €               | 80 % | 432 000 €                  | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-96                    | Ateliers du PAPI                                                                                                                   | EPTB Seine Grands Lacs         | 120 000 €   | TTC       | 24 000 €         | 20 %    | 96 000 €                | 80 % | 96 000 €                   | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-97                    | Episeine : Organisation de conférences                                                                                             | EPTB Seine Grands Lacs         | 96 000 €    | TTC       | 19 200 €         | 20 %    | 76 800 €                | 80 % | 76 800 €                   | 80 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 1-99                    | Episeine : Représentation en 3D de bâtiments remarquables au sein des outils de représentation web du risque inondation            | EPTB Seine Grands Lacs         | 175 000 €   | HT        | 35 000 €         | 20 %    | 140 000 €               | 80 % | 140 000 €                  | 80 %    | 2027                    | 9-Réserve particulière     | ✓<br>Uniquement pour le territoire correspondant au présent PAPI (IDF)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 1   | Fiche-action 4-490                   | Réalisation d'une étude/modélisation des écoulements en cas de crue majeure                                                        | Ville de Rueil-Malmaison       | 72 000 €    | TTC       | 36 000 €         | 50 %    | 36 000 €                | 50 % | 36 000 €                   | 50 %    | 2027                    | 1-Réserve changement d'axe | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 5-195                   | Etude Schéma Directeur de prévention des inondations sur le bassin versant de l'Essonne et la confluence Seine (IF 11 et IF 5)     | SIARCE                         | 120 000 €   | TTC       | 34 286 €         | 29 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2024                    | 1-Réserve changement d'axe | ✓<br>Relève de l'axe 1<br>Articulation avec PEP Juine Essonne Ecole , notamment son action 1.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 1   | Fiche-action 5-339                   | Diagnostic de territoire                                                                                                           | Métropole du Grand Paris       | 200 000 €   | HT        | 100 000 €        | 50 %    | 100 000 €               | 50 % | 100 000 €                  | 50 %    | 2029                    | 1-Réserve changement d'axe | ✓<br>Relève a priori plus de l'axe 1 (mais sans impact sur FPRNM)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 5-340                   | Etude sur la vulnérabilité du secteur privé au risque de crue                                                                      | Métropole du Grand Paris       | 180 000 €   | TTC       | 90 000 €         | 50 %    | 90 000 €                | 50 % | 90 000 €                   | 50 %    | 2029                    | 1-Réserve changement d'axe | ✓<br>Relève a priori plus de l'axe 1 (mais sans impact sur FPRNM)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1   | Fiche-action 5-494                   | Accompagnement pour la réalisation de diagnostic de territoire                                                                     | Métropole du Grand Paris       | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    | 1-Réserve changement d'axe | ✓<br>Sans objet au titre FPRNM – Régie (Accompagnement des collectivités)<br>Relève plus de l'axe 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 1   | Fiche-action 5-548                   | Diagnostic de vulnérabilité du Territoire Paris Est Marne et Bois                                                                  | EPT Paris Est Marne et Bois    | 100 000 €   | HT        | 50 000 €         | 50 %    | 50 000 €                | 50 % | 50 000 €                   | 50 %    | 2026                    | 1-Réserve changement d'axe | ✓<br>Relève a priori plus de l'axe 1 (mais sans impact sur FPRNM)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-112                   | Elaboration d'un prototype d'un système d'alerte et de prévision des remontées de nappes sur le périmètre Paris et petite couronne | EPTB Seine Grands Lacs         | 240 000 €   | TTC       | 120 000 €        | 50 %    | 120 000 €               | 50 % | 120 000 €                  | 50 %    | 2027                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-261                   | Pose de règles limnimétriques                                                                                                      | SYAGE                          | 18 000 €    | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 9 000 €                 | 50 % | 9 000 €                    | 50 %    | 2024                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-276                   | Création et équipement de piézomètres pour suivre les nappes en période de crues dans Paris                                        | Ville de Paris                 | 200 000 €   | HT        | 100 000 €        | 50 %    | 100 000 €               | 50 % | 100 000 €                  | 50 %    | 2028                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-312                   | Surveillance et prévision des crues et des inondations du territoire du SEDIF                                                      | SEDIF                          | 35 000 €    | HT        | 17 500 €         | 50 %    | 17 500 €                | 50 % | 17 500 €                   | 50 %    | 2024                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-332                   | Instrumentation des cours d'eau et des nappes                                                                                      | Métropole du Grand Paris       | 500 000 €   | HT        | 250 000 €        | 50 %    | 250 000 €               | 50 % | 250 000 €                  | 50 %    | 2027                    |                            | ✓<br>La plus-value de l'installation de nouveaux instruments de mesure en rivière comme le propose l'action est très faible ou à démontrer. L'identification des sites sur lesquelles une instrumentation supplémentaire serait bénéfique devra donc faire l'objet d'une étude approfondie au regard des outils déjà existants : stations disponibles sur l'HydroPortail, stations existantes de différents partenaires, cartographie de zones inondées.<br>Par ailleurs, l'action prévoit le financement nécessaire pour la mise en place de stations et le système de collecte des informations mais ne prévoit pas le financement pour la maintenance des stations qui s'élève en moyenne à 10-15k€/an. Si les stations ne sont pas entretenues, l'investissement réalisé pour leur installation sera inutile.<br>Pour cette action, il est primordial que le porteur de l'action se rapproche du service de prévision des crues et de l'unité hydrométrie <a href="mailto:drieat-if.hydro@developpement-durable.gouv.fr">drieat-if.hydro@developpement-durable.gouv.fr</a> |
| 2   | Fiche-action 2-333                   | Développement des échanges entre la Métropole et les gestionnaires de réseaux                                                      | Métropole du Grand Paris       | 36 000 €    | TTC       | 36 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-334                   | Accompagnement pour la pose et la refécution de règles limnimétriques                                                              | Métropole du Grand Paris       | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                            | Sans objet pour financement FPRNM                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-350                   | Installation d'un système de consultation des niveaux d'eau sur le batardeau des lacs de Viry Châtillon                            | EPT Grand Orly Seine Bievre    | 15 000 €    | HT        | 3 000 €          | 20 %    | 7 500 €                 | 50 % | 7 500 €                    | 50 %    | 2024                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-357                   | Installation d'instruments de suivi des niveaux sur le viaduc de l'A86                                                             | Ville de Villeneuve-la-garenne | 10 000 €    | HT        | 2 000 €          | 20 %    | 5 000 €                 | 50 % | 5 000 €                    | 50 %    | 2024                    |                            | ✓<br>Au vu de la rédaction de la fiche et des observations générales du SPC, réserve sur cette action. Elle pourra être levée auprès du service départementale en justifiant de l'intérêt de cet équipement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| 2   | Fiche-action 2-373                   | Amélioration de la connaissance de la dynamique des eaux de nappe au droit des installations du SIAAP                              | SIAAP                          | 400 000 €   | HT        | 200 000 €        | 50 %    | 200 000 €               | 50 % | 200 000 €                  | 50 %    | 2029                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2   | Fiche-action 2-382                   | Etude concernant le suivi piézométrique des nappes de Seine-Saint-Denis                                                            | CD Seine-Saint-Denis 93        | 240 000 €   | TTC       | 120 000 €        | 50 %    | 120 000 €               | 50 % | 120 000 €                  | 50 %    | 2026                    |                            | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                                                                        | Nom du maître d'ouvrage                 | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                                                                   | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                           |                                                                                                                 |
|-----|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2   | Fiche-action 2-383                   | Surveillance en temps réel du niveau de l'Almont et notamment au niveau du croisement rue des Trois Moulins / boulevard de l'Almont et de la rue des Fabriques (pont près des établissements Vendrand)     | Ville de Melun                          | 15 000 €    | HT        | 4 500 €          | 30 %    | 7 500 €                 | 50 % | 7 500 €                    | 50 %    | 2025                    |                                                                           | (à évaluer par la DDT lors du dépôt afin de s'assurer qu'une sonde prévue par le SPC et le SM4VB ne soit pas venue en remplacement ) ✓ |                                                                                                                 |
| 2   | Fiche-action 2-402                   | Renforcement du réseau instrumenté de mesures et de surveillance sur la Seine Yvelinoise et ses affluents                                                                                                  | SMSO                                    | 350 000 €   | HT        | 175 000 €        | 50 %    | 175 000 €               | 50 % | 175 000 €                  | 50 %    | 2026                    |                                                                           | ✓                                                                                                                                      |                                                                                                                 |
| 2   | Fiche-action 2-485                   | Équipement des piézomètres existants et création de nouveaux piézomètres pour un suivi des nappes en période de crue                                                                                       | Ville de Rueil-Malmaison                | 15 000 €    | HT        | 7 500 €          | 50 %    | 7 500 €                 | 50 % | 7 500 €                    | 50 %    | 2027                    |                                                                           | ✓                                                                                                                                      |                                                                                                                 |
| 2   | Fiche-action 2-493                   | Amélioration de la connaissance hydrogéologique sur le territoire Syndical                                                                                                                                 | SIVOA                                   | 15 000 €    | TTC       | 3 750 €          | 25 %    | 7 500 €                 | 50 % | 7 500 €                    | 50 %    | 2024                    |                                                                           | ✓                                                                                                                                      |                                                                                                                 |
| 2   | Fiche-action 2-532                   | Prévision des crues par intelligence artificielle                                                                                                                                                          | EPTB Seine Grands Lacs                  | 150 000 €   | HT        | 75 000 €         | 50 %    | 75 000 €                | 50 % | 75 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                           | ✓<br>Cette action est à bien phaser avec l'action 1-285 qui permettra de constituer une base d'apprentissage robuste pour le modèle.   |                                                                                                                 |
| 2   | Fiche-action 2-561                   | Équipement des piézomètres et de dispositif de suivi pour un suivi des nappes en période de crue                                                                                                           | SYCTOM                                  | 180 000 €   | HT        | 90 000 €         | 50 %    | 90 000 €                | 50 % | 90 000 €                   | 50 %    | 2029                    |                                                                           | ✓                                                                                                                                      |                                                                                                                 |
| 2   | Fiche-action 2-571                   | Implantation de piézomètres communicants sur le réseau RATP                                                                                                                                                | Régie autonome des transports parisiens | 400 000 €   | HT        | 400 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2026                    |                                                                           | Sans objet pour financement FPRNM                                                                                                      |                                                                                                                 |
| 2   | Fiche-action 2-579                   | Equiper le Centre Administratif et Culturel (CAC) de piézomètre avec relevés automatiques pour un suivi de la nappe en période de crue.                                                                    | Ville de Gennevilliers                  | 12 000 €    | TTC       | 6 000 €          | 50 %    | 6 000 €                 | 50 % | 6 000 €                    | 50 %    | 2023                    |                                                                           | ✓                                                                                                                                      |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 1-256                   | Formation et sensibilisation à la gestion de crise lors d'inondations                                                                                                                                      | CC Moret Seine et Loing                 | 12 000 €    | TTC       | 10 000 €         | 83 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    | 1-Réserve changement d'axe                                                | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 1-275                   | Mise en oeuvre d'une réserve communale de sécurité civile                                                                                                                                                  | Ville d'Alfortville                     | 8 400 €     | TTC       | 1 680 €          | 20 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    | 1-Réserve changement d'axe                                                | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 1-372                   | Formation des agents du SIAAP à la gestion de crise.                                                                                                                                                       | SIAAP                                   | 120 000 €   | TTC       | 24 000 €         | 20 %    | 96 000 €                | 80 % | - €                        | 0 %     | 2029                    | 13-Réserve changement d'axe<br>Réserve changement taux (et montant FPRNM) | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 1-475                   | Sensibilisation et formation des agents communautaires à la culture du risque inondation et au Plan de Continuité d'Activité (PCA)                                                                         | CA Grand Paris Sud                      | 12 000 €    | TTC       | 10 000 €         | 83 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    | 1-Réserve changement d'axe                                                | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-119                   | Exercice PCS/PCA                                                                                                                                                                                           | Ville d'Alfortville                     | 36 000 €    | TTC       | 36 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-126                   | Organisation d'un exercice annuel "Crue majeure"                                                                                                                                                           | CD Val de Marne 94                      | 420 000 €   | TTC       | 420 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-135                   | Accompagnement des communes pour l'élaboration des PCS et établissement du PICS                                                                                                                            | CA Pays de Meaux                        | 84 000 €    | TTC       | 84 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-145                   | Réalisation d'exercices de gestion de crise                                                                                                                                                                | CA Pays de Meaux                        | 54 000 €    | TTC       | 54 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-153                   | Formalisation des procédures de "Gestion de crise" internes en cas de crue majeure                                                                                                                         | CD Val de Marne 94                      | 360 000 €   | TTC       | 360 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-174                   | Mise en place d'un PICS                                                                                                                                                                                    | CA Marne et Gondoire                    | 24 000 €    | TTC       | 24 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-188                   | Rédaction d'un plan de gestion de crise inondation pour le réseau départemental d'assainissement                                                                                                           | CD Seine-Saint-Denis 93                 | 18 000 €    | TTC       | 18 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-194                   | Elaboration d'un plan intercommunal de sauvegarde                                                                                                                                                          | EPT Grand Orly Seine Bièvre             | 120 000 €   | TTC       | 107 500 €        | 90 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-232                   | Elaboration d'un plan intercommunal de sauvegarde                                                                                                                                                          | EPT Plaine Commune                      | 48 000 €    | TTC       | 48 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-263                   | Appui méthodologique à la réalisation des plans communaux de sauvegarde (PCS) et de documents d'informations communaux sur les risques majeurs (DICRIM), exercice de gestion de crise et réserve communale | SYAGE                                   |             | - €       | TTC              | - €     | 0 %                     | - €  | 0 %                        | - €     | 0 %                     | 2029                                                                      |                                                                                                                                        | Sans objet au titre du FPRNM<br>(A noter que le FPRNM peut accompagner l'élaboration et la révision des DICRIM) |
| 3   | Fiche-action 3-284                   | Acquisition d'une main courante                                                                                                                                                                            | Ville de Paris                          | 75 000 €    | HT        | 75 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |
| 3   | Fiche-action 3-292                   | Mise à jour du volet inondation du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et mise en place d'entraînements                                                                                                      | Ville de Chelles                        |             | - €       | TTC              | - €     | 0 %                     | - €  | 0 %                        | - €     | 0 %                     | 2027                                                                      |                                                                                                                                        | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                    |
| 3   | Fiche-action 3-303                   | Mise à jour du volet inondation du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et mise en place d'entraînements                                                                                                      | Ville de Villeneuve-la-garenne          | 12 000 €    | TTC       | 12 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                           | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                           |                                                                                                                 |



| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                                                       | Nom du maître d'ouvrage           | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                  |
|-----|--------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3   | Fiche-action 3-311                   | Soutien aux collectivités Essonniennes pour la réalisation d'exercices de gestion de crise                                                                                                | CD Essonne 91                     | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-336                   | Adaptation du PCA de la Métropole aux problématiques d'inondation                                                                                                                         | Métropole du Grand Paris          | 24 000 €    | TTC       | 24 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-351                   | Mise en place d'un PCA                                                                                                                                                                    | EPT Grand Orly Seine Bievre       | 36 000 €    | TTC       | 32 250 €         | 90 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-363                   | Exercice de gestion de crise - PCS                                                                                                                                                        | Ville de Vitry-sur-Seine          | 12 000 €    | TTC       | 12 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2026                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-367                   | Organisation d'exercices de « crue »                                                                                                                                                      | SIAAP                             | 210 000 €   | TTC       | 210 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-368                   | Réalisation d'un plan de continuité d'activité (PCA) du SIAAP en cas de crue exceptionnelle de la Seine à Paris ou de la Marne.                                                           | SIAAP                             | 180 000 €   | TTC       | 180 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2025                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-385                   | Exercice de mise en œuvre du PCS                                                                                                                                                          | Ville de Melun                    | 6 000 €     | TTC       | 6 000 €          | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2025                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-409                   | Mise en place d'un plan Intercommunal de sauvegarde PICS                                                                                                                                  | CA Val d'Yerres val de Seine      | 60 000 €    | TTC       | 35 000 €         | 58 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-412                   | Exercice de gestion de crise                                                                                                                                                              | Ville de Vigneux-sur-Seine        | 6 000 €     | TTC       | 3 500 €          | 58 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-420                   | Surveillance et prévision des crues et des inondations sur Athis-Mons                                                                                                                     | Ville d'Athis-Mons                | 8 360 €     | HT        | 5 016 €          | 60 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2023                    |         | Conseil de la DDT : que l'application ne diffuse que les données émises et validées par les services compétents dans les applications déjà existantes (Vig'orge et Vigicrues) |
| 3   | Fiche-action 3-444                   | Réalisation d'exercices de gestion de crise                                                                                                                                               | CA Marne et Gondoire              | 6 000 €     | TTC       | 6 000 €          | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-469                   | Organisation d'exercice de gestion de crise                                                                                                                                               | Ville de Draveil                  | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2025                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-476                   | Organisation d'exercices « Crue de la Seine » pour les services communautaires                                                                                                            | CA Grand Paris Sud                | 66 000 €    | TTC       | 38 500 €         | 58 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-483                   | Organisation et réalisation d'un exercice de gestion de crise                                                                                                                             | Ville de Rueil-Malmaison          | 7 200 €     | TTC       | 7 200 €          | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-484                   | Développement d'un système d'alerte à la population                                                                                                                                       | Ville de Rueil-Malmaison          | 36 000 €    | TTC       | 36 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-491                   | Mise à jour des volets inondations du Plan Communal de Sauvegarde (PCS)                                                                                                                   | Ville de Rueil-Malmaison          | 18 000 €    | TTC       | 18 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-5                     | Accompagnement au déploiement des plans intercommunaux de sauvegarde                                                                                                                      | EPTB Seine Grands Lacs            | 240 000 €   | TTC       | 240 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-500                   | Réalisation de plans de continuité d'activité                                                                                                                                             | Ville de Paris                    | 204 000 €   | TTC       | 204 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-501                   | Acquisition de matériel en vue d'améliorer les conditions d'intervention des agents auprès des sinistrés en cas de crue                                                                   | Ville de Melun                    | 55 200 €    | TTC       | 55 200 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2023                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-502                   | Acquisition d'une main courante                                                                                                                                                           | EPT Grand Paris Seine Ouest       | 18 000 €    | TTC       | 18 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-516                   | Organisation d'un exercice de gestion de crise                                                                                                                                            | Ville de Courbevoie               | 9 600 €     | TTC       | 9 600 €          | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-540                   | Mise en place d'un PICS                                                                                                                                                                   | CA Melun Val de Seine             | 50 000 €    | HT        | 50 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-550                   | Établissement d'un plan intercommunal de sauvegarde                                                                                                                                       | EPT Paris Est Marne et Bois       | 50 000 €    | HT        | 50 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2025                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-555                   | Organisation d'entraînements et d'exercices de gestion de crise                                                                                                                           | Ville de Meudon                   | 12 000 €    | TTC       | 12 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-556                   | Elaboration d'un plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)                                                                                                                                  | EPT Paris Ouest La Défense        | 120 000 €   | TTC       | 120 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2026                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-558                   | Elaboration d'un plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)                                                                                                                                  | EPT Grand Paris Seine Ouest       | 60 000 €    | TTC       | 60 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2026                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-562                   | Organisation d'exercices de gestion de crise                                                                                                                                              | SYCTOM                            | 54 000 €    | TTC       | 54 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-563                   | Acquisition d'une main courante                                                                                                                                                           | SYCTOM                            | 50 000 €    | HT        | 50 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-567                   | Sensibilisation et formation des élus et agents municipaux à la culture du risque inondation - Exercices de crise                                                                         | Ville de Ris-Orangis              | 18 000 €    | TTC       | 18 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-580                   | Mise à jour des volets inondation du plan communal de sauvegarde (PCS).                                                                                                                   | Ville de Gennevilliers            | - €         | HT        | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-581                   | Mise à jour du PCA inondation                                                                                                                                                             | Ville de Gennevilliers            | - €         | HT        | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-582                   | Développement d'un système d'alerte à la population.                                                                                                                                      | Ville de Gennevilliers            | 18 000 €    | TTC       | 18 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2023                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-583                   | Elaboration d'un plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)                                                                                                                                  | CA Saint-Germain Boucles de Seine | 60 000 €    | TTC       | 60 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-7                     | Assistance à la mise en place de plans de continuité d'activité                                                                                                                           | EPTB Seine Grands Lacs            | 72 000 €    | TTC       | 72 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 3   | Fiche-action 3-8                     | Assistance à la mise en œuvre des plans communaux de sauvegarde, des réserves communales de sécurité civiles et au montage d'exercices de crise                                           | EPTB Seine Grands Lacs            | 180 000 €   | TTC       | 180 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                  |
| 4   | Fiche-action 4-143                   | Intégration des objectifs d'aménagement durable et de résilience du territoire aux risques d'inondations dans les documents d'urbanisme (Scot, PLU, PLU) (diagnostic, PADD, règlement...) | CA Pays de Meaux                  | 84 000 €    | TTC       | 42 000 €         | 50 %    | 42 000 €                | 50 % | 42 000 €                   | 50 %    | 2029                    |         | ✓                                                                                                                                                                             |
| 4   | Fiche-action 4-193                   | Études de prise en compte de l'inondation au sein de grands projets d'aménagements                                                                                                        | EPT Grand Orly Seine Bievre       | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |         | Sans objet au titre du FPRNM (Régie)                                                                                                                                          |

| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Nom du maître d'ouvrage           | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                                      | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions) |
|-----|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4   | Fiche-action 4-266                   | Accompagnement des services d'urbanisme pour l'intégration du risque inondation dans le développement et l'aménagement du territoire                                                                                                                                                                 | SYAGE                             | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                              | Sans objet au titre du FPRNM (Régie)                                                                         |
| 4   | Fiche-action 4-278                   | Etudes des impacts du risque inondation au sein des grands projets d'aménagements                                                                                                                                                                                                                    | Ville de Villeneuve-la-garenne    | 72 000 €    | TTC       | 16 000 €         | 22 %    | 36 000 €                | 50 % | 36 000 €                   | 50 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 4   | Fiche-action 4-280                   | Etudes et expertises relative à la prise en compte du risque d'inondation dans un projet d'aménagement d'un collège en zone inondable                                                                                                                                                                | CD Essonne 91                     | 50 000 €    | HT        | 50 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |                                              | Non éligible ; construction d'un bâtiment (collège) en zone inondable                                        |
| 4   | Fiche-action 4-299                   | Elaboration du PLUi et prise en compte du risque inondation                                                                                                                                                                                                                                          | CC Bassée-Montois                 | 36 000 €    | TTC       | 18 000 €         | 50 %    | 18 000 €                | 50 % | - €                        | 0 %     | 2024                    | 2- Non éligible                              | Non éligible ; pas de PPRI sur la Communauté de communes                                                     |
| 4   | Fiche-action 4-323                   | Inciter et accompagner les communes à réaliser un plan de zonage des eaux pluviales                                                                                                                                                                                                                  | CA Coulommiers Pays de Brie       | 9 600 €     | TTC       | 8 640 €          | 90 %    | - €                     | 0 %  | 4 800 €                    | 50 %    | 2028                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM) | ✓                                                                                                            |
| 4   | Fiche-action 4-337                   | Accompagnement des collectivités pour l'intégration du risque dans les documents d'urbanisme                                                                                                                                                                                                         | Métropole du Grand Paris          | 300 000 €   | TTC       | 150 000 €        | 50 %    | 150 000 €               | 50 % | 150 000 €                  | 50 %    | 2026                    | 9-Réserve particulière                       | ✓<br>Pour la production d'études, de guides etc.<br>Soutien au travail en régie non éligible                 |
| 4   | Fiche-action 4-392                   | Etude de prise en compte de l'inondation dans l'aménagement des voiries urbaines des berges de Seine                                                                                                                                                                                                 | Ville d'Athis-Mons                | 334 400 €   | HT        | 274 409 €        | 82 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2025                    |                                              | Non éligible ; requalification d'infrastructures routières en zone inondable                                 |
| 4   | Fiche-action 4-407                   | Etude sur le risque d'inondation et sa prise en compte dans l'aménagement du territoire                                                                                                                                                                                                              | Ville d'Ivry-Sur-Seine            | 36 000 €    | TTC       | 7 200 €          | 20 %    | 18 000 €                | 50 % | 18 000 €                   | 50 %    | 2027                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 4   | Fiche-action 4-415                   | Etudes relatives à la prise en compte du risque dans les documents d'urbanisme                                                                                                                                                                                                                       | Ville de Vigneux-sur-Seine        | 12 000 €    | TTC       | 3 000 €          | 25 %    | 6 000 €                 | 50 % | 6 000 €                    | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 4   | Fiche-action 4-464                   | Amélioration de la prise en compte du risque inondation par les aménageurs publics et privés                                                                                                                                                                                                         | EPTB Seine Grands Lacs            | 240 000 €   | TTC       | 120 000 €        | 50 %    | 120 000 €               | 50 % | 120 000 €                  | 50 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 4   | Fiche-action 4-465                   | Intégration des objectifs d'aménagement durable et de résilience du territoire aux risques d'inondations dans les documents d'urbanisme (PLUi, PADD...)                                                                                                                                              | CA Pays de Fontainebleau          | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2025                    |                                              | Sans objet au titre du FPRNM (Régie)                                                                         |
| 4   | Fiche-action 4-477                   | Rédaction d'un cahier de prescriptions pour les aménagements situés en zones inondables et sensibilisation des concepteurs de projet                                                                                                                                                                 | CA Grand Paris Sud                | 42 000 €    | TTC       | 14 152 €         | 34 %    | 21 000 €                | 50 % | 21 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 4   | Fiche-action 4-547                   | Etude de définition des conditions d'aménagement dans le cadre du développement du Port de Valvins                                                                                                                                                                                                   | CA Pays de Fontainebleau          | 20 000 €    | HT        | 10 000 €         | 50 %    | 10 000 €                | 50 % | 10 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 4   | Fiche-action 4-584                   | Etudes relatives à un projet d'aménagement d'un groupe scolaire en zone inondable                                                                                                                                                                                                                    | Ville de Villeneuve-Saint-Georges | 55 000 €    | HT        | 27 500 €         | 50 %    | 27 500 €                | 50 % | - €                        | 0 %     | 2024                    | 2- Non éligible                              | Non éligible ; construction d'un bâtiment (groupe scolaire) en zone inondable                                |
| 5   | Fiche-action 1-310                   | Etablissement d'une étude globale de type schéma directeur inondation                                                                                                                                                                                                                                | SEDIF                             | 216 000 €   | TTC       | 43 200 €         | 20 %    | 108 000 €               | 50 % | 108 000 €                  | 50 %    | 2025                    | 1-Réserve changement d'axe                   | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 1-530                   | Etude d'identification des besoins de protection anticrue des ouvrages de rejet du système de collecte de la zone SIAAP (Paris-Zone centrale)                                                                                                                                                        | SIAAP                             | 400 000 €   | HT        | 80 000 €         | 20 %    | 200 000 €               | 50 % | 200 000 €                  | 50 %    | 2025                    | 1-Réserve changement d'axe                   | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 1-594                   | Etablir un diagnostic global de vulnérabilité du patrimoine du Sigeif et des incidences sur le territoire                                                                                                                                                                                            | SIGEIF                            | 120 000 €   | TTC       | 60 000 €         | 50 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2025                    | 1-Réserve changement d'axe                   | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-120                   | Diagnostics de la vulnérabilité de l'hôtel de ville                                                                                                                                                                                                                                                  | Ville d'Alfortville               | 8 640 €     | TTC       | 1 728 €          | 20 %    | 4 320 €                 | 50 % | 4 320 €                    | 50 %    | 2027                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-128                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité au risque inondation de bâtiments municipaux suite aux diagnostics                                                                                                                                                                                          | Ville de Paris                    | 4 400 000 € | HT        | 2 200 000 €      | 50 %    | 2 200 000 €             | 50 % | 2 200 000 €                | 50 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-131                   | Etude de vulnérabilité du système d'assainissement face à une crue majeure                                                                                                                                                                                                                           | SIAAP                             | 500 000 €   | HT        | 100 000 €        | 20 %    | 250 000 €               | 50 % | 250 000 €                  | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-137                   | Diagnostic de vulnérabilité des biens immobiliers des bailleurs sociaux exposés aux zones inondables.                                                                                                                                                                                                | CA Pays de Meaux                  | 102 000 €   | TTC       | 20 400 €         | 20 %    | 51 000 €                | 50 % | 51 000 €                   | 50 %    | 2026                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-138                   | Diagnostics de vulnérabilité de bâtiments publics                                                                                                                                                                                                                                                    | CA Pays de Meaux                  | 168 000 €   | TTC       | 33 600 €         | 20 %    | 84 000 €                | 50 % | 84 000 €                   | 50 %    | 2026                    | 7- Communes PPRI                             | ✓<br>Pour bâtiments publics dans communes PPRI                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-146                   | Diagnostic de vulnérabilité des équipements et des réseaux d'assainissement                                                                                                                                                                                                                          | CA Pays de Meaux                  | 156 000 €   | HT        | 31 200 €         | 20 %    | 78 000 €                | 50 % | 78 000 €                   | 50 %    | 2024                    | 7- Communes PPRI                             | ✓<br>Uniquement pour réseaux et équipements dans communes PPRI                                               |
| 5   | Fiche-action 5-154                   | Etudes de réduction de la vulnérabilité d'équipements du « site Bonneuil 2 » en lien avec la gestion du réseau départemental d'assainissement et la qualité de l'eau                                                                                                                                 | CD Val de Marne 94                | 60 000 €    | TTC       | 12 000 €         | 20 %    | 30 000 €                | 50 % | 30 000 €                   | 50 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-155                   | Etudes de réduction de la vulnérabilité des stations électromécaniques du réseau départemental d'assainissement exposées à un risque de crue extrême                                                                                                                                                 | CD Val de Marne 94                | 113 400 €   | TTC       | 22 680 €         | 20 %    | 56 700 €                | 50 % | 56 700 €                   | 50 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-156                   | Etudes de réduction de la vulnérabilité des stations électromécaniques gérées par le service départemental d'assainissement exposées au risque de résurgence identifié dans le cadre de l'étude hydraulique de vulnérabilité du système d'assainissement face à une crue majeure portée par le SIAAP | CD Val de Marne 94                | 119 760 €   | TTC       | 59 880 €         | 50 %    | 59 880 €                | 50 % | 59 880 €                   | 50 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                            |

| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                           | Nom du maître d'ouvrage        | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions) |
|-----|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5   | Fiche-action 5-157                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité des équipements départementaux                                                                                       | CD Val de Marne 94             | 3 750 000 € | TTC       | 1 875 000 €      | 50 %    | 1 875 000 €             | 50 % | 1 875 000 €                | 50 %    | 2029                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-166                   | Diagnostics de la vulnérabilité des réseaux de gestion des eaux pluviales                                                                                     | CA Coulommiers Pays de Brie    | 35 000 €    | HT        | 17 500 €         | 50 %    | 17 500 €                | 50 % | 17 500 €                   | 50 %    | 2028                    | 7- Communes PPRI       | Uniquement pour réseaux et équipements dans communes PPRI                                                    |
| 5   | Fiche-action 5-180                   | Diagnostics de la vulnérabilité des sites touchés en cas d'inondation                                                                                         | CC Bassée-Montois              | 42 000 €    | TTC       | 8 400 €          | 20 %    | 21 000 €                | 50 % | 21 000 €                   | 50 %    | 2026                    | 9-Réserve particulière | ✓<br>(Uniquement pour habitation, usage mixte ou entreprises de moins de 20 salariées cf mesure RVPAPI)      |
| 5   | Fiche-action 5-189                   | Diagnostic de la vulnérabilité de bâtiments départementaux situés en zone inondable                                                                           | CD Seine-Saint-Denis 93        | 150 000 €   | HT        | 30 000 €         | 20 %    | 75 000 €                | 50 % | 75 000 €                   | 50 %    | 2028                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-190                   | Diagnostic de réduction de la vulnérabilité des stations locales automatisées du réseau départemental d'assainissement                                        | CD Seine-Saint-Denis 93        | 20 000 €    | HT        | 10 000 €         | 50 %    | 10 000 €                | 50 % | 10 000 €                   | 50 %    | 2026                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-209                   | Diagnostics de la vulnérabilité de 6 bâtiments à enjeux majeurs de la commune de Champigny-sur-Marne                                                          | Ville de Champigny-sur-Marne   | 42 000 €    | HT        | 8 400 €          | 20 %    | 21 000 €                | 50 % | 21 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-215                   | Etudes - Réduction de la vulnérabilité des immeubles construits à BOUGIVAL dans le périmètre des plus hautes eaux connues                                     | CA Versailles Grand Parc       | 63 600 €    | TTC       | 31 800 €         | 50 %    | 31 800 €                | 50 % | 31 800 €                   | 50 %    | 2025                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-221                   | Diagnostics de la vulnérabilité des équipements de l'EPT                                                                                                      | EPT Grand Orly Seine Bievre    | 260 000 €   | HT        | 52 000 €         | 20 %    | 130 000 €               | 50 % | 130 000 €                  | 50 %    | 2027                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-223                   | Diagnostic de la vulnérabilité des ouvrages d'assainissement                                                                                                  | EPT Grand Paris Grand Est      | 115 200 €   | TTC       | 28 800 €         | 25 %    | 57 600 €                | 50 % | 57 600 €                   | 50 %    | 2027                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-233                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité des bâtiments et installations du SIAAP au risque d'inondation                                                       | SIAAP                          | 800 000 €   | HT        | 800 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                        | Non éligible FPRNM                                                                                           |
| 5   | Fiche-action 5-247                   | Diagnostics de réduction de la vulnérabilité du bâti                                                                                                          | SYAGE                          | 60 000 €    | HT        | 22 286 €         | 37 %    | 30 000 €                | 50 % | 30 000 €                   | 50 %    | 2027                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-250                   | Travaux pour réduire la vulnérabilité des installations auditées                                                                                              | SYCTOM                         | 150 000 €   | HT        | 75 000 €         | 50 %    | 75 000 €                | 50 % | 75 000 €                   | 50 %    | 2029                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-253                   | Réalisation de diagnostic de vulnérabilité du patrimoine public sur les communes de la Communauté de Communes Moret Seine et Loing riveraines des cours d'eau | CC Moret Seine et Loing        | 84 000 €    | TTC       | 42 000 €         | 50 %    | 42 000 €                | 50 % | 42 000 €                   | 50 %    | 2025                    | 7- Communes PPRI       | Uniquement pour équipements et bâtiments publics dans commune PPRI<br>Articulation avec PEP Loing            |
| 5   | Fiche-action 5-255                   | Diagnostic de vulnérabilité des entreprises de la Communauté de Communes Moret Seine et Loing                                                                 | CC Moret Seine et Loing        | 60 000 €    | TTC       | 30 000 €         | 50 %    | 30 000 €                | 50 % | 30 000 €                   | 50 %    | 2023                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-267                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations de la station anti-crue Place Poulmarch à Saint-Denis                                                | CD Seine-Saint-Denis 93        | 1 800 000 € | HT        | 1 170 000 €      | 65 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |                        | Non éligible FPRNM (Travaux sur réseaux assainissement)                                                      |
| 5   | Fiche-action 5-281                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité d'un collège en zone inondable                                                                                       | CD Essonne 91                  | 400 000 €   | HT        | 200 000 €        | 50 %    | 200 000 €               | 50 % | 200 000 €                  | 50 %    | 2025                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-282                   | Réalisation de travaux d'adaptation des bâtiments face au risque d'inondation                                                                                 | CD Essonne 91                  | 350 000 €   | HT        | 175 000 €        | 50 %    | 175 000 €               | 50 % | 175 000 €                  | 50 %    | 2025                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-283                   | Réalisation de diagnostics de vulnérabilité de sites                                                                                                          | Ville de Villeneuve-la-garenne | 70 000 €    | HT        | 14 000 €         | 20 %    | 35 000 €                | 50 % | 35 000 €                   | 50 %    | 2029                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-291                   | Diagnostic de vulnérabilité à l'échelle d'un bien                                                                                                             | Ville de Chelles               | 126 000 €   | TTC       | 25 200 €         | 20 %    | 63 000 €                | 50 % | 63 000 €                   | 50 %    | 2029                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-294                   | Travaux visant à la réduction de la vulnérabilité des établissements publics les plus exposés au risque d'inondation                                          | Ville de Chelles               | 120 000 €   | TTC       | 60 000 €         | 50 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2028                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-304                   | Etude de la vulnérabilité des ouvrages d'assainissement en rive de Seine et proposition d'action corrective                                                   | CA Valparisis                  | 50 000 €    | HT        | 25 000 €         | 50 %    | 25 000 €                | 50 % | 25 000 €                   | 50 %    | 2027                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-313                   | Etudes pour définir les vulnérabilités des garages de la DPE                                                                                                  | Ville de Paris                 | 33 333 €    | HT        | 6 667 €          | 20 %    | 16 667 €                | 50 % | 16 667 €                   | 50 %    | 2024                    | 7- Communes PPRI       | ✓<br>(uniquement pour les sites dans une communes couvertes par un PPRI)                                     |
| 5   | Fiche-action 5-314                   | Réalisation de travaux pour assurer la continuité d'activité et le retour rapide des ateliers de la DPE                                                       | Ville de Paris                 | 125 000 €   | HT        | 62 500 €         | 50 %    | 62 500 €                | 50 % | 62 500 €                   | 50 %    | 2023                    | 7- Communes PPRI       | ✓<br>(uniquement pour les sites dans une communes couvertes par un PPRI)                                     |
| 5   | Fiche-action 5-315                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité des garages poids-lourds suite aux diagnostics réalisés                                                              | Ville de Paris                 | 125 000 €   | HT        | 62 500 €         | 50 %    | 62 500 €                | 50 % | 62 500 €                   | 50 %    | 2026                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-318                   | Réduction de la vulnérabilité des sites de gestion de crise de la Ville de Paris et analyse des capacités de repli                                            | Ville de Paris                 | 35 000 €    | HT        | 17 500 €         | 50 %    | 17 500 €                | 50 % | 17 500 €                   | 50 %    | 2024                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-319                   | Travaux de réduction de vulnérabilité des sites de communication et données (interne et externe)                                                              | Ville de Paris                 | - €         | HT        | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2023                    |                        | Sans objet au titre FPRNM<br>(Pas de demande et pas de coût)                                                 |
| 5   | Fiche-action 5-338                   | Accompagnement à la réalisation de diagnostics de vulnérabilité aux bâtiments                                                                                 | Métropole du Grand Paris       | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |                        | Sans objet au titre FPRNM – Régie<br>(Accompagnement des collectivités)                                      |
| 5   | Fiche-action 5-388                   | Diagnostics de vulnérabilité des biens des riverains de la Seine et de l'Almont                                                                               | Ville de Melun                 | 16 800 €    | TTC       | 3 360 €          | 20 %    | 8 400 €                 | 50 % | 8 400 €                    | 50 %    | 2026                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-393                   | Diagnostics de la vulnérabilité de 3 bâtiments communaux                                                                                                      | Ville d'Athis-Mons             | 17 600 €    | HT        | 3 520 €          | 20 %    | 8 800 €                 | 50 % | 8 800 €                    | 50 %    | 2023                    |                        | ✓                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-394                   | Etude de vulnérabilité d'habitations et activités tertiaires sur la Commune d'Athis-Mons                                                                      | Ville d'Athis-Mons             | 195 000 €   | TTC       | 43 875 €         | 23 %    | 97 500 €                | 50 % | 97 500 €                   | 50 %    | 2023                    |                        | ✓                                                                                                            |

| Axe | Référence de la fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                 | Nom du maître d'ouvrage                      | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                                      | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                    |
|-----|--------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5   | Fiche-action 5-400                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité au risque inondation de bâtiments municipaux suite aux diagnostics                         | Ville d'Athis-Mons                           | 209 000 €   | HT        | 41 800 €         | 20 %    | 104 500 €               | 50 % | 104 500 €                  | 50 %    | 2027                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-417                   | Diagnostic de vulnérabilité de l'école Pasteur                                                                                      | Ville de Vigneux-sur-Seine                   | 7 000 €     | HT        | 1 400 €          | 20 %    | 3 500 €                 | 50 % | 3 500 €                    | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-437                   | Mise en œuvre de diagnostic de vulnérabilité des biens                                                                              | CA Marne et Gondoire                         | 115 200 €   | TTC       | 23 040 €         | 20 %    | 57 600 €                | 50 % | 57 600 €                   | 50 %    | 2028                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-466                   | Diagnostic Vulnérabilité du Port de Valvins                                                                                         | CA Pays de Fontainebleau                     | 18 000 €    | TTC       | 3 600 €          | 20 %    | 9 000 €                 | 50 % | 9 000 €                    | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-467                   | Etude de vulnérabilité des biens et équipements communaux                                                                           | Ville d'Ivry-Sur-Seine                       | 66 000 €    | HT        | 13 200 €         | 20 %    | 33 000 €                | 50 % | 33 000 €                   | 50 %    | 2027                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-470                   | Diagnostic de vulnérabilité du bâti individuel                                                                                      | Ville de Draveil                             | 43 200 €    | TTC       | 10 800 €         | 25 %    | 21 600 €                | 50 % | 21 600 €                   | 50 %    | 2023                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-471                   | Travaux visant à la réduction de la vulnérabilité des établissements publics recevant du public                                     | Ville de Draveil                             | 100 000 €   | HT        | 20 000 €         | 20 %    | 50 000 €                | 50 % | 50 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-478                   | Etudes visant à la réduction de la vulnérabilité des établissements publics communautaires les plus exposés au risque d'inondation  | CA Grand Paris Sud                           | 40 000 €    | HT        | 8 000 €          | 20 %    | 20 000 €                | 50 % | 20 000 €                   | 50 %    | 2024                    | 7- Communes PPRI                             | ✓<br>Uniquement en communes PPRI pour des bâtiments publics                                                                                                                     |
| 5   | Fiche-action 5-480                   | Diagnostics de vulnérabilité                                                                                                        | Ville de Juvisy-sur-Orge                     | 21 000 €    | HT        | 4 200 €          | 20 %    | 10 500 €                | 50 % | 10 500 €                   | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-481                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité du réseau d'assainissement                                                                 | SYAGE                                        | 450 000 €   | HT        | 225 000 €        | 50 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |                                              | Non éligible FPRNM                                                                                                                                                              |
| 5   | Fiche-action 5-487                   | Réaliser les diagnostics de vulnérabilité des bâtiments sensibles municipaux situés en zone d'aléa fort face aux inondations        | Ville de Rueil-Malmaison                     | 120 000 €   | HT        | 24 000 €         | 20 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-492                   | Accompagnement des communes pour la réalisation de diagnostics de vulnérabilité                                                     | SIVOA                                        | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2026                    |                                              | Sans objet au titre FPRNM – Régie (Accompagnement des collectivités)                                                                                                            |
| 5   | Fiche-action 5-515                   | Diagnostic de vulnérabilité à l'échelle d'un bien                                                                                   | Ville de Courbevoie                          | 50 000 €    | HT        | 10 000 €         | 20 %    | 25 000 €                | 50 % | 25 000 €                   | 50 %    | 2026                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-522                   | Réduction de la vulnérabilité des biens bâtis située en zones inondables                                                            | CC Pays de Montereau                         | - €         | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                              | Sans objet au titre FPRNM (aucun montant financier prévu)                                                                                                                       |
| 5   | Fiche-action 5-536                   | Travaux de réduction de la vulnérabilité des équipements du Musée d'Art Moderne                                                     | Ville de Paris                               | 1 900 000 € | HT        | 1 140 000 €      | 60 %    | 760 000 €               | 40 % | 950 000 €                  | 50 %    | 2026                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM) | ✓<br>(sauf pour travaux déjà commencés)                                                                                                                                         |
| 5   | Fiche-action 5-537                   | études pour la création d'un site hors d'eau pour le site de restauration des oeuvres d'art à Ivry                                  | Ville de Paris                               | 30 000 €    | HT        | 15 000 €         | 50 %    | 15 000 €                | 50 % | 15 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-541                   | Diagnostics de vulnérabilité d'équipements publics                                                                                  | Ville de Draveil                             | 56 000 €    | HT        | 11 200 €         | 20 %    | 28 000 €                | 50 % | 28 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-551                   | Diagnostics de la vulnérabilité de Batiments et équipements                                                                         | EPT Paris Est Marne et Bois                  | 140 000 €   | HT        | 70 000 €         | 50 %    | 70 000 €                | 50 % | 70 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-557                   | Diagnostic de vulnérabilité des réseaux d'assainissement du Territoire                                                              | EPT Paris Ouest La Défense                   | 120 000 €   | TTC       | 60 000 €         | 50 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-559                   | Diagnostic de la vulnérabilité des ouvrages d'assainissement                                                                        | EPT Paris Est Marne et Bois                  | 100 000 €   | HT        | 50 000 €         | 50 %    | 50 000 €                | 50 % | 50 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-564                   | Etudes diagnostics à la vulnérabilité à la crue des centres de tri du Syctom                                                        | SYCTOM                                       | 85 000 €    | HT        | 42 500 €         | 50 %    | 42 500 €                | 50 % | 42 500 €                   | 50 %    | 2027                    | 7- Communes PPRI                             | ✓<br>(uniquement pour les sites dans une communes couvertes par un PPRI)                                                                                                        |
| 5   | Fiche-action 5-565                   | Etudes complémentaires pour réduire la vulnérabilité des installations du Syctom                                                    | SYCTOM                                       | 250 000 €   | HT        | 125 000 €        | 50 %    | 125 000 €               | 50 % | 125 000 €                  | 50 %    | 2029                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-566                   | Etude sur la réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'usine de La Briche à Epinay-sur-Seine                               | SIAAP                                        | 150 000 €   | HT        | 75 000 €         | 50 %    | 75 000 €                | 50 % | 75 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-570                   | Acquisition de matériels de pompage ou de stockage provisoire pour les usines d'Ivry, Saint Ouen et Issy les Moulineaux             | SYCTOM                                       | 450 000 €   | HT        | 450 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | 225 000 €                  | 50 %    | 2028                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM) | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-572                   | Implantation de cloisonnements secondaires                                                                                          | Régie autonome des transports parisiens      | 1 000 000 € | HT        | 1 000 000 €      | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                              | Non éligible FPRNM                                                                                                                                                              |
| 5   | Fiche-action 5-573                   | Modernisation des protections anti-crue implantées sur le réseau RATP                                                               | Régie autonome des transports parisiens      | 1 000 000 € | HT        | 1 000 000 €      | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                              | Non éligible FPRNM                                                                                                                                                              |
| 5   | Fiche-action 5-574                   | Etude sur la vérification de la résistance des structures enterrées (stations/gares RATP) en cas de crue centennale                 | Régie autonome des transports parisiens      | 400 000 €   | HT        | 400 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                              | Non éligible FPRNM                                                                                                                                                              |
| 5   | Fiche-action 5-585                   | Etude de structure du Centre Administratif et culturel                                                                              | Ville de Gennevilliers                       | 36 000 €    | TTC       | 18 000 €         | 50 %    | 18 000 €                | 50 % | 18 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 5   | Fiche-action 5-586                   | Réalisation d'une étude technico-économique des équipements situés dans les sous-sols du Centre Administratif                       | Ville de Gennevilliers                       | 18 000 €    | TTC       | 9 000 €          | 50 %    | 9 000 €                 | 50 % | 9 000 €                    | 50 %    | 2025                    | 9-Réserve particulière                       | ✓<br>(Sous réserve qu'il s'agisse bien d'une étude en cas de crue de la Seine et non pas en situation normale)                                                                  |
| 5   | Fiche-action 5-587                   | Travaux sur forage d'exploitation située dans le parking du Centre administratif                                                    | Ville de Gennevilliers                       | 28 800 €    | TTC       | 17 280 €         | 60 %    | 11 520 €                | 40 % | - €                        | 0 %     | 2026                    | 2- Non éligible                              | Rabattement de nappe en situation normale → non éligible                                                                                                                        |
| 5   | Fiche-action 5-592                   | Travaux - Réduction de la vulnérabilité des immeubles construits à BOUGIVAL dans le périmètre des plus hautes eaux connues          | CA Versailles Grand Parc                     | - €         | HT        | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                              | ✓<br>Fiche sans objet – Pour mémo En lien avec fiche 5-215                                                                                                                      |
| 5   | Fiche-action 5-593                   | Travaux visant à la réduction de la vulnérabilité des établissements publics communautaires les plus exposés au risque d'inondation | CA Grand Paris Sud                           | 80 000 €    | HT        | 16 000 €         | 20 %    | 32 000 €                | 40 % | 32 000 €                   | 40 %    | 2024                    |                                              | ✓<br>Ouverture de droits FPRNM (plafond) de 32 000 € pour l'ensemble de cette action. En effet le taux à appliquer peut différer selon le maître d'ouvrage portant les travaux. |
| 5   | Fiche-action 5-599                   | Diagnostic de vulnérabilité de l'habitat, des ERP et des bâtiments publics de la commune                                            | Ville de Saint-Maur des Fossés               | 100 000 €   | HT        | 20 000 €         | 20 %    | 50 000 €                | 50 % | 50 000 €                   | 50 %    | 2026                    |                                              | ✓                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-104                   | Modernisation du système de vidange du canal d'amenée du réservoir Aube                                                             | EPTB Seine Grands Lacs                       | 500 000 €   | HT        | 375 000 €        | 75 %    | 125 000 €               | 25 % | 125 000 €                  | 25 %    | 2025                    |                                              | ✓<br>Ouvrage mixte Soutien d'étiage / Prévention des inondation                                                                                                                 |
| 6   | Fiche-action 6-144                   | Préservation, restauration, valorisation des champs d'expansion des crues - Etudes et travaux                                       | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux | 500 000 €   | HT        | 100 000 €        | 20 %    | 250 000 €               | 50 % | 250 000 €                  | 50 %    | 2025                    |                                              | ✓<br>(Il est retenu qu'il ne s'agit que des études)                                                                                                                             |



| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                                                        | Nom du maître d'ouvrage                               | COUT global  | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                                                               | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                                                    |
|-----|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6   | Fiche-action 6-147                   | Etude - Soutien à la préservation, restauration, création des éléments du paysage (espaces naturels, haies, talus, fossés...) contribuant à la réduction des phénomènes de ruissellement   | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux          | 112 500 €    | HT        | 28 125 €         | 25 %    | 56 250 €                | 50 % | 56 250 €                   | 50 %    | 2026                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-148                   | Limiter les ruissellements sur le bassin versant du Ru de Rutel - études et travaux                                                                                                        | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux          | 230 000 €    | HT        | 46 000 €         | 20 %    | 115 000 €               | 50 % | 115 000 €                  | 50 %    | 2026                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-152                   | Etude et travaux de sécurisation du barrage de l'étang de Croissy-Beaubourg                                                                                                                | Communauté d'Agglomération Paris - Vallée de la Marne | 84 400 €     | HT        | 84 400 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2026                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-300                   | Création de noues et de tranchées infiltrantes pour l'aménagement du tramway T3 de la Porte d'Asnières à la Porte Dauphine                                                                 | Ville de Paris                                        | 7 200 000 €  | HT        | 7 200 000 €      | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2023                    |                                                                       | Non éligible FPRNM                                                                                                                                                                                              |
| 6   | Fiche-action 6-324                   | Elaborer un plan pluriannuel de restauration et d'entretien et de renaturation des cours d'eau (Rus, Fossés...) et de la ripisylve                                                         | CA Coulommiers Pays de Brie                           | 40 000 €     | HT        | 8 000 €          | 20 %    | 16 000 €                | 40 % | 16 000 €                   | 40 %    | 2026                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-325                   | Diagnostic de fonctionnement des ouvrages hydrauliques existants (Gestion des écoulements)                                                                                                 | CA Coulommiers Pays de Brie                           | 30 000 €     | TTC       | 15 000 €         | 50 %    | 15 000 €                | 50 % | 15 000 €                   | 50 %    | 2027                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-341                   | Accompagnement pour la préservation de zones d'expansion des crues                                                                                                                         | Métropole du Grand Paris                              | - €          | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |                                                                       | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                                                    |
| 6   | Fiche-action 6-342                   | Etude pour la renaturation des cours d'eau                                                                                                                                                 | Métropole du Grand Paris                              | 900 000 €    | HT        | 180 000 €        | 20 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                       | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                                                    |
| 6   | Fiche-action 6-353                   | Évaluation de l'opération du site pilote de la Bassée                                                                                                                                      | EPTB Seine Grands Lacs                                | 4 800 000 €  | HT        | 2 400 000 €      | 50 %    | 2 400 000 €             | 50 % | 2 400 000 €                | 50 %    | 2029                    |                                                                       | ✓<br>Articulation avec le projet de mise à grand gabarit de VNF                                                                                                                                                 |
| 6   | Fiche-action 6-360                   | Travaux de restauration ou d'aménagement de ZEC sur le bassin amont de la Seine                                                                                                            | EPTB Seine Grands Lacs                                | - €          | TTC       | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                       | Sans objet au titre du FPRNM                                                                                                                                                                                    |
| 6   | Fiche-action 6-361                   | ZEC : Développement des outils SIG d'analyses multicritères                                                                                                                                | EPTB Seine Grands Lacs                                | 300 000 €    | HT        | 60 000 €         | 20 %    | 150 000 €               | 50 % | 150 000 €                  | 50 %    | 2029                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-396                   | Réhabilitation de la retenue d'écêtement de Chapet                                                                                                                                         | SMSO                                                  | 30 000 €     | HT        | 30 000 €         | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-397                   | Reconversion du barrage de l'étang d'Abbécourt à Orgeval                                                                                                                                   | SMSO                                                  | 800 000 €    | HT        | 400 000 €        | 50 %    | 400 000 €               | 50 % | 400 000 €                  | 50 %    | 2026                    | 9-Réserve particulière                                                | ✓<br>Ok pour les études<br>Réserve pour la phase travaux : celle-ci devra être levée auprès de la DDT après consultation du SCSOH sur le statut de l'ouvrage                                                    |
| 6   | Fiche-action 6-398                   | Confortement de l'ouvrage de Bouaflé (78)                                                                                                                                                  | SMSO                                                  | 320 000 €    | HT        | 320 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | 160 000 €                  | 50 %    | 2026                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM)                          | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-455                   | Travaux de réouverture du ru du Bouillon busé                                                                                                                                              | CA Marne et Gondoire                                  | 540 000 €    | TTC       | 108 000 €        | 20 %    | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2024                    |                                                                       | ✓<br>Pas de FPRNM demandé<br>Prise en charge à 80 % par l'Agence                                                                                                                                                |
| 6   | Fiche-action 6-461                   | Création d'une zone d'expansion des crues à l'aval du barrage de la Loy (études)                                                                                                           | CA Marne et Gondoire                                  | 70 000 €     | HT        | 14 000 €         | 20 %    | 35 000 €                | 50 % | 35 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓<br>En vue de la phase travaux, les études devront confirmer que l'opération permet bien de protéger l'aval couvert par un PPRI                                                                                |
| 6   | Fiche-action 6-496                   | Travaux de sécurisation des barrages classés du SIAMS                                                                                                                                      | SIAMS                                                 | 1 051 000 €  | HT        | 1 051 000 €      | 100 %   | - €                     | 0 %  | 525 500 €                  | 50 %    | 2025                    | 9-Réserve particulière                                                | ✓<br>Accord de principe à ce financement qui ne pourra pas être versé tant que l'ouvrage ne sera pas classé AH                                                                                                  |
| 6   | Fiche-action 6-517                   | Identification des zones d'expansion des crues d'un bassin versant et du potentiel d'optimisation du ralentissement dynamique des crues                                                    | CA Marne et Gondoire                                  | 80 000 €     | HT        | 16 000 €         | 20 %    | 40 000 €                | 50 % | 40 000 €                   | 50 %    | 2028                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-518                   | Réhabilitation du barrage de la Broce - AH (étude)                                                                                                                                         | CA Marne et Gondoire                                  | 120 000 €    | TTC       | 60 000 €         | 50 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓<br>A la connaissance du SCSOH les études sont a priori déjà lancées et ne pourraient donc pas faire l'objet d'un financement au titre du FPRNM Point à vérifier si une demande était déposée auprès de la DDT |
| 6   | Fiche-action 6-519                   | Barrage des Corbins - modification de l'ouvrage hydraulique (études)                                                                                                                       | CA Marne et Gondoire                                  | 60 000 €     | TTC       | 30 000 €         | 50 %    | 30 000 €                | 50 % | 30 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓<br>A la connaissance du SCSOH les études sont a priori déjà lancées et ne pourraient donc pas faire l'objet d'un financement au titre du FPRNM Point à vérifier si une demande était déposée auprès de la DDT |
| 6   | Fiche-action 6-525                   | Définition de travaux d'aménagement : zones d'expansion des crues et aménagements permettant la gestion des ruissellements agricoles                                                       | CC Plaines et Monts de France                         | 84 000 €     | TTC       | 16 800 €         | 20 %    | 42 000 €                | 50 % | 42 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-533                   | Limiter le ruissellement sur les bassins versant du syndicat (hors ru de rutel) - études                                                                                                   | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux          | 115 000 €    | HT        | 23 000 €         | 20 %    | 57 500 €                | 50 % | 57 500 €                   | 50 %    | 2026                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-534                   | Etude de potentiel et identification de zones d'expansion de crues                                                                                                                         | CA Coulommiers Pays de Brie                           | 50 000 €     | HT        | 10 000 €         | 20 %    | 25 000 €                | 50 % | 25 000 €                   | 50 %    | 2027                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                               |
| 6   | Fiche-action 6-542                   | Renaturation des berges de l'Yerres et restauration de ses zones humides à Villeneuve-Saint-Georges (94) - secteur haute Plaine phase 2                                                    | EPA ORSA                                              | 42 633 691 € | HT        | 42 633 691 €     | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    |                                                                       | Non éligible FPRNM                                                                                                                                                                                              |
| 6   | Fiche-action 6-591                   | Barrage des Corbins - modification de l'ouvrage hydraulique (travaux)                                                                                                                      | CA Marne et Gondoire                                  | 250 000 €    | HT        | 250 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | 125 000 €                  | 50 %    | 2025                    | 39-Réserve changement taux (et montant FPRNM)<br>Réserve particulière | ✓<br>Accord de principe à ce financement qui ne pourra pas être versé tant que l'ouvrage ne sera pas classé AH                                                                                                  |
| 6   | Fiche-action 6-596                   | Travaux - Soutien à la préservation, restauration, création des éléments du paysage (espaces naturels, haies, talus, fossés...) contribuant à la réduction des phénomènes de ruissellement | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux          | 112 500 €    | HT        | 22 500 €         | 20 %    | 56 250 €                | 50 % | 56 250 €                   | 50 %    | 2026                    | 9-Réserve particulière                                                | ✓<br>Sous réserve des résultats des études (6-147) (protection d'une commune PPRI)                                                                                                                              |

| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                                                                              | Nom du maître d'ouvrage                      | COUT global  | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                                                               | Avis DREAL sur éligibilité au financement Etat et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----|--------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6   | Fiche-action 6-597                   | Limitier le ruissellement sur les bassins versant du syndicat (hors ru de rutel) - travaux                                                                                                       | Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux | 115 000 €    | HT        | 23 000 €         | 20 %    | 57 500 €                | 50 % | 57 500 €                   | 50 %    | 2026                    | 9-Réserve particulière                                                | ✓<br>Sous réserve des résultats des études (6-533) (protection d'une commune PPRi)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 6   | Fiche-action 6-602                   | Réhabilitation du barrage de la Broce - AH (travaux)                                                                                                                                             | CA Marne et Gondoire                         | 300 000 €    | HT        | 300 000 €        | 100 %   | - €                     | 0 %  | 150 000 €                  | 50 %    | 2026                    | 39-Réserve changement taux (et montant FPRNM)<br>Réserve particulière | ✓<br>Accord de principe à ce financement qui ne pourra pas être versé tant que l'ouvrage ne sera pas classé AH<br>En vue de la phase travaux, les études devront confirmer que l'opération permet bien de protéger l'aval couvert par un PPRi                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 7   | Fiche-action 7-159                   | Opérations de gestion des ouvertures batarables des murettes anti-crue gérées par le Département du Val-de-Marne                                                                                 | CD Val de Marne 94                           | 2 900 000 €  | HT        | 1 740 000 €      | 60 %    | 1 160 000 €             | 40 % | 1 160 000 €                | 40 %    | 2027                    |                                                                       | ✓<br>(Concerne une quinzaine de SE → en deça seuil ACB)<br>Convention Fesneau entre CD94 et MGP valable jusque fin 2024                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 7   | Fiche-action 7-160                   | Etudes et travaux d'harmonisation de la protection contre le risque d'inondations Quais de la Baronnie, du halage et du Front de Seine à Ablon-sur-Seine et à Villeneuve-Le-Roi                  | CD Val de Marne 94                           | 4 000 000 €  | HT        | 4 000 000 €      | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2029                    | 9-Réserve particulière                                                | ✓<br>Réserve pour la phase travaux pourra être levée par le référent Etat du PAPI au vu des éléments complémentaires qui pourront être apportés à l'issue des études (cf. 7-160 bis).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 7   | Fiche-action 7-160b                  | Etudes complémentaires relatives à l'harmonisation de la protection contre le risque d'inondations Quais de la Baronnie, du halage et du Front de Seine à Ablon-sur-Seine et à Villeneuve-Le-Roi | CD Val de Marne 94                           | 200 000 €    | HT        | 100 000 €        | 50 %    | - €                     | 0 %  | 100 000 €                  | 50 %    | 2023                    | 9-Réserve particulière                                                | ✓<br>Aide au taux de 50 % pour la réalisation des études nécessaires, notamment celles relatives à une meilleure justification socio-économique (dont études d'alternatives) ainsi que celles relatives à la définition du projet ou à l'élaboration des dossiers réglementaires si celles-ci n'ont pas été entamées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 7   | Fiche-action 7-161                   | Etudes d'harmonisation de la protection contre le risque d'inondations quais d'Argonne, de Champagne et d'Artois au Perreux-sur-Marne                                                            | CD Val de Marne 94                           | 69 000 €     | HT        | 34 500 €         | 50 %    | 34 500 €                | 50 % | 34 500 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓<br>Convention Fesneau entre CD94 et MGP valable jusque fin 2024<br>Pour mémo, il s'agit du SE RDM Le Perreux (classe C), dont une première version du dossier de régularisation a été déposée en juin 2021                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| 7   | Fiche-action 7-163                   | Réaménagement de la digue de Sartrouville au droit de l'avenue du Château                                                                                                                        | SMSO                                         | 350 000 €    | HT        | 210 000 €        | 60 %    | 140 000 €               | 40 % | 140 000 €                  | 40 %    | 2025                    |                                                                       | ✓<br>Pour les travaux SE Sartrouville-Montesson qui a été autorisé le 10 mars 2023. (La conception de MOE est hors cadre car réalisée préalablement)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 7   | Fiche-action 7-196                   | Travaux de restauration et de réhabilitation des systèmes d'endiguement à Corbeil-Essonnes                                                                                                       | SIARCE                                       | 282 800 €    | HT        | 56 560 €         | 20 %    | 113 120 €               | 40 % | 113 120 €                  | 40 %    | 2024                    |                                                                       | ✓<br>Prévoir l'avis du SCSOH et SPPE (Police de l'eau) lors de la demande de subvention<br>la fiche évoque une pièce jointe (CCTP des travaux) non fournie ; ces travaux devront être présentés en lien avec la procédure d'autorisation en système d'endiguement, pour laquelle le dossier n'a pas encore été déposé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 7   | Fiche-action 7-216                   | Etudes d'harmonisation de la protection contre le risque d'inondations quai Bernière à Bry-sur-Marne                                                                                             | CD Val de Marne 94                           | 120 000 €    | HT        | 60 000 €         | 50 %    | 60 000 €                | 50 % | 60 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓<br>Convention Fesneau entre CD94 et MGP valable jusque fin 2024<br>Pour mémo, il s'agit du SE Bry-Nord (classe B), autorisé fin juin 2022. Cette action vise à éviter l'intrusion d'eau par contournement via l'aval du SE (première intrusion identifiée dans l'EDD)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 7   | Fiche-action 7-236                   | Réflexion sur le rôle de protection contre les crues de Seine de la digue de Poissy                                                                                                              | SMSO                                         | 40 000 €     | HT        | 20 000 €         | 50 %    | 20 000 €                | 50 % | 20 000 €                   | 50 %    | 2024                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 7   | Fiche-action 7-265                   | Etude - Réhabilitation des systèmes d'endiguement départementaux                                                                                                                                 | CD Seine-Saint-Denis 93                      | 500 000 €    | HT        | 250 000 €        | 50 %    | 250 000 €               | 50 % | 250 000 €                  | 50 %    | 2028                    |                                                                       | ✓<br>A noter que les dossiers de régularisation des SEI 21, SEI 23 et MAR 01 ont déjà été déposés en juin 2021 auprès du SCSOH et nécessiteront un dossier complémentaire en vue d'une régularisation / autorisation selon la procédure qui sera retenue (APC ou autorisation complète).<br>Si c'est le CD93 qui est MOA pour les études et travaux, c'est bien la MGP qui a la compétence GEMAPI. Il convient de préciser qu'une convention est active jusqu'à fin 2024 entre la MGP et le CD93 pour définir précisément le rôle des deux parties en matière d'entretien et de mise en oeuvre des batardeaux en cas de crue. |
| 7   | Fiche-action 7-317                   | Etude pour gestion de la végétation des digues de la Morte Rivière à Viry Châtillon                                                                                                              | SIVOA                                        | 80 000 €     | TTC       | 40 000 €         | 50 %    | 40 000 €                | 50 % | 40 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓<br>Prévoir l'avis du SCSOH lors de la demande de subvention afin de s'assurer notamment que l'action n'a pas déjà débuté ( en vertu de prescriptions de l'arrêté d'autorisation du SE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 7   | Fiche-action 7-335                   | Mise en place de logiciels de gestion des systèmes d'endiguement et d'information de crue                                                                                                        | Métropole du Grand Paris                     | 350 000 €    | HT        | 175 000 €        | 50 %    | 175 000 €               | 50 % | 175 000 €                  | 50 %    | 2029                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 7   | Fiche-action 7-343                   | Etudes préalables au renforcement des systèmes d'endiguement métropolitains                                                                                                                      | Métropole du Grand Paris                     | 1 500 000 €  | HT        | 750 000 €        | 50 %    | 750 000 €               | 50 % | 750 000 €                  | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 7   | Fiche-action 7-344                   | Etudes de maîtrise d'œuvre pour le confortement des systèmes d'endiguement métropolitains                                                                                                        | Métropole du Grand Paris                     | 2 000 000 €  | HT        | 1 200 000 €      | 60 %    | 800 000 €               | 40 % | 800 000 €                  | 40 %    | 2029                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 7   | Fiche-action 7-345                   | Travaux de confortement des systèmes d'endiguement métropolitains                                                                                                                                | Métropole du Grand Paris                     | 30 000 000 € | HT        | 18 000 000 €     | 60 %    | 12 000 000 €            | 40 % | - €                        | 0 %     | 2029                    | 3-Réserve changement taux (et montant FPRNM)                          | ✓<br>Sans objet – Non éligible FPRNM faute d'ACB/AMC<br>Fiche pour mémo à ce stade<br>En fonction des résultats des études (Cf 7-345)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 7   | Fiche-action 7-346                   | Etudes de maîtrise d'œuvre pour l'optimisation des ouvertures des systèmes d'endiguement métropolitains                                                                                          | Métropole du Grand Paris                     | 500 000 €    | HT        | 250 000 €        | 50 %    | 250 000 €               | 50 % | 250 000 €                  | 50 %    | 2029                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 7   | Fiche-action 7-347                   | Travaux d'optimisation des ouvertures des systèmes d'endiguement métropolitains                                                                                                                  | Métropole du Grand Paris                     | 6 000 000 €  | HT        | 3 600 000 €      | 60 %    | 2 400 000 €             | 40 % | 2 400 000 €                | 40 %    | 2029                    |                                                                       | ✓<br>Lors de la demande au service départemental, le maître d'ouvrage devra préciser le SE concerné pour chaque demande. Le cumul par SE ne pourra dépasser les 2m€<br>(Concerne une quinzaine de SE → en deça seuil ACB)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 7   | Fiche-action 7-374                   | Etude de faisabilité de protections amovibles ou fixes sur le quartier Belleplace-Blandin                                                                                                        | SYAGE                                        | 70 000 €     | HT        | 35 000 €         | 50 %    | 35 000 €                | 50 % | 35 000 €                   | 50 %    | 2025                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

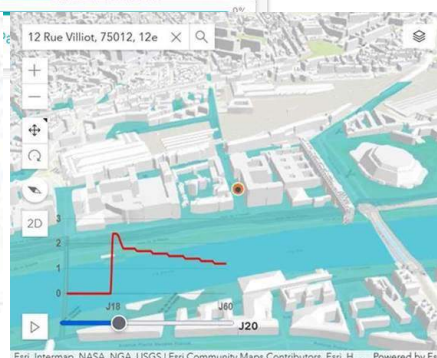
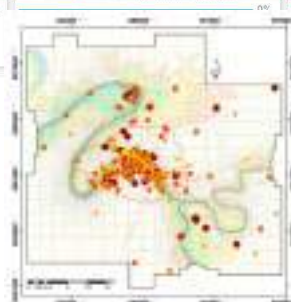
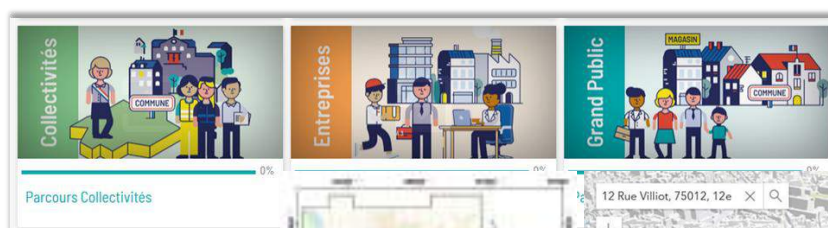
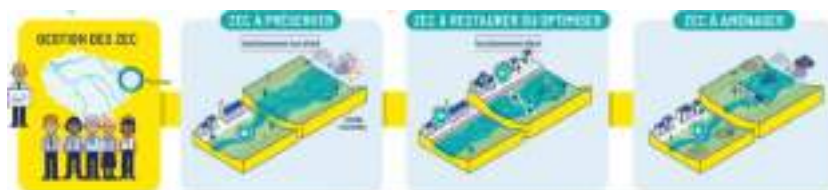
| Axe | Référence de la Fiche-action du PAPI | Libellé de l'action                                                                                                                    | Nom du maître d'ouvrage       | COUT global | HT OU TTC | Maître d'ouvrage | % Part. | FPRNM (Dossier porteur) | %    | État FPRNM (Labellisation) | % Part. | Échéance de réalisation | Réserve                                                               | Avis DREAL sur éligibilité au financement État et commentaires (par ex. : lien avec d'autres fiches-actions)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------|-----------|------------------|---------|-------------------------|------|----------------------------|---------|-------------------------|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 7   | Fiche-action 7-379                   | Confortements de berges au droit d'enjeux habités                                                                                      | SMSO                          | 1 900 000 € | HT        | 1 900 000 €      | 100 %   | - €                     | 0 %  | 100 000 €                  | 50 %    | 2028                    | 39-Réserve changement taux (et montant FPRNM)<br>Réserve particulière | <p>✓</p> <p>Uniquement pour les études à hauteur de 50 %<br/>Plafond du montant des études du MOA : 200 000 € → max 100 000 € de FPRNM</p> <p>Les travaux devront être soumis une fois les études arrêtées et les périmètres définis. Les enjeux devront être bien identifiés (les infrastructures et les réseaux ne sont pas éligibles)<br/>Par ailleurs les travaux d'entretien des berges ne sont pas éligibles</p> <p>Les travaux devront ainsi être soumis lors d'un avenant au PAPI</p> |
| 7   | Fiche-action 7-403                   | Sécurisation du pied de digue du système d'endiguement Sartrouville-Montesson                                                          | SMSO                          | 400 000 €   | HT        | 240 000 €        | 60 %    | 160 000 €               | 40 % | 160 000 €                  | 40 %    | 2026                    |                                                                       | <p>✓</p> <p>Il est utile de rappeler que la MOE doit être agréée pour la construction ou travaux autres que l'entretien et la réparation courante de digue (R214-120). Le SMSO ne fait pas parties des organismes agréés par la DGPR.<br/>S'assurer de ce point au moment de la demande de subvention (lien avec SCSOH)<br/>En lien avec fiche 7-163 (même SE)</p>                                                                                                                            |
| 7   | Fiche-action 7-495                   | Acquisition de protections amovibles anti-crues pour les systèmes d'endiguement métropolitains                                         | Métropole du Grand Paris      | 1 900 000 € | HT        | 1 140 000 €      | 60 %    | 760 000 €               | 40 % | 760 000 €                  | 40 %    | 2029                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 7   | Fiche-action 7-527                   | Etude sur la mise en place d'ouvrages de protection hydraulique                                                                        | CC Plaines et Monts de France | 60 000 €    | TTC       | 12 000 €         | 20 %    | 30 000 €                | 50 % | 30 000 €                   | 50 %    | 2027                    |                                                                       | ✓                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| 7   | Fiche-action 7-588                   | Travaux d'harmonisation de la protection contre le risque d'inondations quais d'Argonne, de Champagne et d'Artois au Perreux-sur-Marne | CD Val de Marne 94            | 8 991 000 € | HT        | 8 991 000 €      | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |                                                                       | <p>✓</p> <p>Sans objet<br/>Pas de FPRNM demandé – Fiche pour mémo à ce stade (pas d'ACB/AMC)<br/>En fonction des résultats des études (cf 7-161)<br/>Pour mémo, il s'agit du SE RDM Le Perreux (classe C), dont une première version du dossier de régularisation a été déposée en juin 2021</p>                                                                                                                                                                                              |
| 7   | Fiche-action 7-589                   | Travaux d'harmonisation de la protection contre le risque d'inondations quai Berrière à Bry-sur-Marne                                  | CD Val de Marne 94            | 2 500 000 € | HT        | 2 500 000 €      | 100 %   | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2027                    |                                                                       | <p>✓</p> <p>Sans objet<br/>Pas de FPRNM demandé – Fiche pour mémo à ce stade (pas d'ACB/AMC)<br/>En fonction des résultats des études (cf 7-216)<br/>Pour mémo (cf SCSOH), il s'agit du SE Bry-Nord (classe B), autorisé fin juin 2022.<br/>Cette action vise à éviter l'intrusion d'eau par contournement via l'aval du SE (première intrusion identifiée dans l'EDD)</p>                                                                                                                    |
| 7   | Fiche-action 7-590                   | Travaux - Réhabilitation des systèmes d'endiguement départementaux                                                                     | CD Seine-Saint-Denis 93       | - €         | HT        | - €              | 0 %     | - €                     | 0 %  | - €                        | 0 %     | 2028                    |                                                                       | <p>✓</p> <p>Sans objet<br/>Pas de FPRNM demandé – Fiche pour mémo à ce stade<br/>En fonction des résultats des études</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |



# PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS (PAPI) COMPLET DE LA SEINE ET DE LA MARNE FRANCILIENNES 2023 - 2029

**DOSSIER TENANT COMPTE DES RESERVES DE LA COMMISSION DE LABELLISATION**

*Rapport de présentation*



**06 SEPTEMBRE 2023**



**EPTB Seine Grands Lacs – Syndicat mixte**

12, rue Villiot - 75012 Paris - Tél. : 01 44 75 29 29 - Télécopie : 01 44 75 29 30





# SOMMAIRE

|          |                                                                                                                                                         |           |
|----------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1</b> | <b>CONTEXTE ET PRESENTATION DU PORTEUR DE PROJET .....</b>                                                                                              | <b>7</b>  |
| 1.1      | LA MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE EUROPEENNE INONDATIONS AU NIVEAU LOCAL                                                                                 | 7         |
| 1.1.1    | La Directive européenne Inondation .....                                                                                                                | 7         |
| 1.1.2    | La Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation .....                                                                                        | 7         |
| 1.1.3    | Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI).....                                                                                                 | 7         |
| 1.1.4    | Les Stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI).....                                                                                   | 8         |
| 1.1.5    | Le PAPI : la déclinaison opérationnelle de la SLGRI.....                                                                                                | 9         |
| 1.2      | LE CONTEXTE FRANCILIEN FACE AU RISQUE INONDATION.....                                                                                                   | 9         |
| 1.2.1    | Au cours du 20 <sup>ème</sup> siècle, des inondations majeures, une urbanisation croissante et des aléas mal maîtrisés.....                             | 9         |
| 1.2.2    | Un programme de réalisation d'ouvrages hydrauliques étalé sur un siècle.....                                                                            | 10        |
| 1.2.3    | Une région qui reste exposée et vulnérable au risque inondation.....                                                                                    | 14        |
| 1.3      | LES EVOLUTIONS INSTITUTIONNELLES RECENTES DE LA GOUVERNANCE TERRITORIALE.....                                                                           | 14        |
| 1.3.1    | Évolution de la gouvernance de l'EPTB Seine Grands Lacs .....                                                                                           | 14        |
| 1.3.2    | La place des acteurs du risque inondation dans la gouvernance : la prise de compétence GEMAPI et les compétences de l'EPTB en lien avec la GEMAPI ..... | 15        |
| <b>2</b> | <b>UN PAPI 2 QUI POURSUIT LE TRAVAIL ENGAGE DANS LE PAPI 1 .....</b>                                                                                    | <b>17</b> |
| 2.1      | LE BILAN DU PAPI 1.....                                                                                                                                 | 17        |
| 2.1.1    | Les consultations réalisées dans le cadre du bilan du PAPI .....                                                                                        | 17        |
| 2.1.2    | Synthèse du PAPI 2013-2020 .....                                                                                                                        | 17        |
| 2.2      | CONSULTATION ET CONCERTATION MENEES DANS LE CADRE DU PAPI 2 .....                                                                                       | 18        |
| 2.2.1    | Les documents et outils proposés aux acteurs .....                                                                                                      | 18        |
| 2.2.1.1  | Les documents d'information mis à disposition via une plate-forme d'échange .....                                                                       | 18        |
| 2.2.1.2  | Une plate-forme de rédaction et consolidation des fiches actions .....                                                                                  | 19        |
| 2.2.2    | Une démarche de mobilisation continue articulée autour de plusieurs temps forts.....                                                                    | 19        |
| 2.2.2.1  | Les ateliers de mobilisation des acteurs .....                                                                                                          | 19        |
| 2.2.2.2  | La conférence des acteurs .....                                                                                                                         | 20        |
| 2.2.2.3  | Les ateliers d'écriture des fiches actions.....                                                                                                         | 20        |
| 2.2.2.4  | Un important travail de mobilisation en direct des acteurs du territoire .....                                                                          | 21        |
| 2.2.3    | La conférence de lancement de la consultation grand public .....                                                                                        | 21        |
| 2.3      | LE PERIMETRE DU PAPI DE LA SEINE ET DE LA MARNE FRANCILIENNES 2023-2029 ..                                                                              | 22        |
| 2.3.1    | L'extension du périmètre à l'aval .....                                                                                                                 | 22        |
| 2.3.2    | Quelques extensions locales pour intégrer des affluents .....                                                                                           | 23        |
| 2.3.4    | Un PAPI en interaction avec les PAPI limitrophes.....                                                                                                   | 24        |
| <b>3</b> | <b>LE DIAGNOSTIC APPROFONDI ET PARTAGE DU TERRITOIRE .....</b>                                                                                          | <b>25</b> |
| 3.1      | ASPECTS PHYSIQUES DU TERRITOIRE .....                                                                                                                   | 25        |
| 3.2      | L'ALEA INONDATION.....                                                                                                                                  | 30        |

|         |                                                                                                                                                                |    |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 3.2.1   | L'aléa par débordement de cours d'eau, le mieux connu .....                                                                                                    | 30 |
| 3.2.1.1 | Genèse des crues .....                                                                                                                                         | 30 |
| 3.2.1.2 | Le débordement de cours d'eau .....                                                                                                                            | 31 |
| 3.2.1.3 | Impacts pressentis du changement climatique .....                                                                                                              | 35 |
| 3.2.1.4 | Modélisation du débordement de la Seine et de la Marne francilienne : les apports du modèle 2D Seine-Marne développé dans le cadre du PAPI SMF 2014-2020 ..... | 36 |
| 3.2.2   | L'aléa par remontée de nappes, de nouvelles connaissances apportées par le PAPI 1 pour l'agglomération parisienne .....                                        | 38 |
| 3.2.2.1 | Inondation des sous-sols et des réseaux par remontée de la nappe d'accompagnement de la Seine et de la Marne .....                                             | 38 |
| 3.2.2.2 | Une meilleure connaissance des scénarios de remontée de nappe en fonction des crues de la Seine .....                                                          | 41 |
| 3.2.3   | L'inondation par propagation de crue via les réseaux d'assainissement .....                                                                                    | 43 |
| 3.2.4   | La prise en compte des zones impactées non inondées : travail sur les ZINI .....                                                                               | 43 |
| 3.3     | LES ENJEUX EXPOSES AUX INONDATIONS PAR DEBORDEMENT SUR L'AGGLOMERATION PARISIENNE .....                                                                        | 45 |
| 3.3.1   | Les impacts identifiés dans l'étude OCDE .....                                                                                                                 | 45 |
| 3.3.2   | Les enjeux identifiés dans le cadre du projet de la Bassée .....                                                                                               | 45 |
| 3.3.2.1 | Population en zone inondable .....                                                                                                                             | 46 |
| 3.3.2.2 | Emplois en zone inondable .....                                                                                                                                | 46 |
| 3.3.3   | Les enjeux identifiés dans le projet de SCoT de la Métropole du Grand Paris .....                                                                              | 47 |
| 3.3.4   | Les incidences sur les réseaux .....                                                                                                                           | 48 |
| 3.4     | ÉTAT DES LIEUX DE LA CULTURE DU RISQUE SUR LE TERRITOIRE .....                                                                                                 | 49 |
| 3.4.1   | EpiSeine, une plate-forme qui centralise les supports de sensibilisation au risque inondation .....                                                            | 49 |
| 3.4.2   | Une stratégie de sensibilisation qui s'inscrit dans la durée .....                                                                                             | 50 |
| 3.4.3   | Le Grand Prix de la culture du risque inondation du bassin Seine-Normandie .....                                                                               | 50 |
| 3.4.4   | D'autres relais de la sensibilisation au risque sur le territoire .....                                                                                        | 51 |
| 3.4.5   | De nouveaux repères de crue .....                                                                                                                              | 51 |
| 3.4.6   | L'information préventive du citoyen .....                                                                                                                      | 52 |
| 3.4.6.1 | Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM) .....                                                                                                  | 52 |
| 3.4.6.2 | Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) .....                                                                                      | 53 |
| 3.4.6.3 | L'Information Acqureur Locataire (IAL) .....                                                                                                                   | 55 |
| 3.5     | ÉTAT DES LIEUX EN MATIERE PREVISION DES CRUES ET DE GESTION DE CRISE .....                                                                                     | 55 |
| 3.5.1   | La prévision des crues .....                                                                                                                                   | 55 |
| 3.5.1.1 | Le Service de Prévision des Crues (SPC) et la traduction des prévisions sur le site Vigicrues .....                                                            | 55 |
| 3.5.1.2 | L'élaboration des ZIP/ZICH et leur diffusion .....                                                                                                             | 56 |
| 3.5.1.3 | La prévision des nappes .....                                                                                                                                  | 57 |
| 3.5.2   | Une meilleure structuration de la gestion de crise .....                                                                                                       | 58 |
| 3.5.2.1 | L'articulation des acteurs de la gestion de crise s'est améliorée, notamment grâce aux retours d'expérience des inondations de 2016 et 2018 .....              | 58 |
| 3.5.2.2 | Une dynamique engagée pour la réalisation et la mise à jour des plans communaux (ou intercommunaux) de sauvegarde .....                                        | 58 |
| 3.5.2.3 | La gestion de crise testée lors d'exercices de crise .....                                                                                                     | 60 |
| 3.5.3   | Mise en œuvre de plans de continuité d'activité des collectivités territoriales et des entreprises exposées .....                                              | 61 |
| 3.6     | LA PREVENTION DES RISQUES VIA L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE .....                                                                                                | 62 |

|       |                                                                                                                                      |    |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 3.6.1 | Le Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI), outils de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable.....                    | 62 |
| 3.6.2 | Le SCoT de la Métropole du Grand Paris (en cours d'élaboration).....                                                                 | 64 |
| 3.6.3 | Élaboration et diffusion de la charte des quartiers résilients .....                                                                 | 65 |
| 3.6.4 | Mise à profit du renouvellement urbain pour développer une ville plus résiliente .....                                               | 65 |
| 3.7   | ÉTAT DES LIEUX DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE DU TERRITOIRE FRANCILIEN .....                                                    | 66 |
| 3.7.1 | La généralisation de supports pour faciliter les diagnostics de vulnérabilité à l'échelle d'un territoire66                          |    |
| 3.7.2 | Réduction de la vulnérabilité à l'échelle de bâtiments existants dans la zone inondable : une dynamique engagée dans le PAPI 1 ..... | 66 |
| 3.7.3 | Des avancées notables pour les réseaux structurants du territoire .....                                                              | 67 |
| 3.8   | LE RALENTISSEMENT DES ECOULEMENTS : PRESERVATION ET RESTAURATION DES ZONES D'EXPANSIONS DES CRUES.....                               | 68 |
| 3.9   | LA GESTION HYDRAULIQUE DES RISQUES D'INONDATIONS SUR LE BASSIN DE LA SEINE – LES DISPOSITIFS DE PROTECTION .....                     | 70 |
| 3.9.1 | Les systèmes d'endiguement du territoire .....                                                                                       | 70 |
| 3.9.2 | Les 4 lacs-réservoirs de l'EPTB Seine Grands Lacs, complétés par le projet d'aménagement de la Bassée.....                           | 70 |
| 3.9.3 | L'aménagement Seine Bassée .....                                                                                                     | 71 |
| 3.9.4 | Les travaux de protection locale (murettes).....                                                                                     | 73 |
| 3.9.5 | La vanne secteur de Saint-Maur/Joinville-le-Pont .....                                                                               | 75 |
| 4     | LA DEFINITION DE LA STRATEGIE LOCALE ET L'ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE – POURSUIVRE ET AMPLIFIER LA DYNAMIQUE .....                | 76 |
| 4.1   | ÉLEMENTS RETROSPECTIFS.....                                                                                                          | 76 |
| 4.1.1 | Rappel des objectifs stratégiques du PAPI SMF 1 .....                                                                                | 76 |
| 4.1.2 | Les objectifs définis dans la SLGRI métropole francilienne et les enseignements du bilan à mi-parcours de la stratégie .....         | 77 |
| 4.1.3 | La prise en compte des constats du bilan du PAPI SMF 1 dans la stratégie du PAPI SMF 2.....                                          | 79 |
| 4.2   | LE PLAN DE GESTION DU RISQUE INONDATION 2022 – 2027.....                                                                             | 80 |
| 4.2.1 | Contenu du PGRI .....                                                                                                                | 80 |
| 4.2.2 | Rappel sur la compatibilité des programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau                                     | 80 |
| 4.3   | LES AMBITIONS REAFFIRMEES DES PARTIES PRENANTES DU PAPI 2023 - 2029.....                                                             | 81 |
| 4.3.1 | Axe 1 : l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque .....                                                        | 82 |
| 4.3.2 | Axe 2 - la surveillance, la prévision des crues et des inondations .....                                                             | 82 |
| 4.3.3 | Axe 3 : l'alerte et la gestion de crise .....                                                                                        | 83 |
| 4.3.4 | Axe 4 : la prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme .....                                                               | 83 |
| 4.3.5 | Axe 5 : les actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens .....                                                | 84 |
| 4.3.6 | Axe 6 : la gestion des écoulements .....                                                                                             | 84 |
| 4.3.7 | Axe 7 : la gestion des ouvrages de protection hydrauliques .....                                                                     | 84 |
| 4.4   | LA STRATEGIE DU PAPI SMF 2.....                                                                                                      | 85 |



|           |                                                                                              |            |
|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 4.4.1     | Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité .....         | 85         |
| 4.4.2     | Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages ... | 85         |
| 4.4.3     | Améliorer la prévision des phénomènes météorologiques et se préparer à gérer la crise .....  | 86         |
| 4.4.4     | Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque.....     | 86         |
| 4.4.5     | Cohérence de la stratégie du PAPI avec le projet de SLGRI second cycle.....                  | 88         |
| <b>5</b>  | <b>GOVERNANCE .....</b>                                                                      | <b>90</b>  |
| 5.1       | PRESENTATION DU PORTEUR DE PROJET : L'EPTB SEINE GRANDS LACS .....                           | 90         |
| 5.1.1     | Présentation de l'EPTB Seine Grands Lacs.....                                                | 90         |
| 5.1.2     | Moyens humains dédiés au PAPI .....                                                          | 92         |
| 5.1.3     | La conduite du projet et coordination assurée par l'EPTB Seine Grands Lacs .....             | 92         |
| 5.2       | LES INSTANCES DE GOUVERNANCE DU PAPI.....                                                    | 93         |
| <b>6</b>  | <b>LE PROGRAMME D' ACTIONS DU PAPI .....</b>                                                 | <b>95</b>  |
| 6.1       | AXE 1 : ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR DEVELOPPER LA CULTURE DU RISQUE.                     | 95         |
| 6.1.1     | Actions de sensibilisation.....                                                              | 95         |
| 6.1.2     | Actions d'acquisition de connaissance concernant les aléas ou les enjeux.....                | 96         |
| 6.1.3     | Diagnostics de territoire .....                                                              | 97         |
| 6.2       | AXE 2 : ACTIONS D'AMELIORATION DE LA PREVISION .....                                         | 99         |
| 6.3       | AXE 3 : ACTIONS D'AMELIORATION DE LA GESTION DE CRISE.....                                   | 100        |
| 6.4       | AXE 4 : ACTIONS DE PRISE EN COMPTE DU RISQUE D'INONDATION DANS L'AMENAGEMENT.....            | 101        |
| 6.5       | AXE 5 : ACTIONS DE REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES BIENS ET DES PERSONNES.....             | 102        |
| 6.6       | AXE 6 : OUVRAGES DE RALENTISSEMENT DYNAMIQUE DES CRUES.....                                  | 103        |
| 6.7       | AXE 7 : GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUE .....                                 | 104        |
| 6.8       | SYNTHESE DU PROGRAMME D'ACTION .....                                                         | 105        |
| 6.9       | PLAN DE FINANCEMENT DU PAPI.....                                                             | 107        |
| <b>7</b>  | <b>ANALYSE COUT-BENEFICE .....</b>                                                           | <b>109</b> |
| <b>8</b>  | <b>ANALYSE ENVIRONNEMENTALE .....</b>                                                        | <b>110</b> |
| <b>9</b>  | <b>LISTES DES FIGURES ET DES TABLEAUX.....</b>                                               | <b>111</b> |
| <b>10</b> | <b>ANNEXES .....</b>                                                                         | <b>113</b> |
| 10.1      | BILAN DU PAPI 2013-2020 .....                                                                | 113        |
| 10.2      | ANALYSE ENVIRONNEMENTALE .....                                                               | 113        |
| 10.3      | ANALYSE COUT-BENEFICE.....                                                                   | 113        |
| 10.4      | PROJET DE CONVENTION ENTRE L'EPTB SEINE GRANDS LACS ET LE SMSO.....                          | 113        |

# 1 CONTEXTE ET PRESENTATION DU PORTEUR DE PROJET

---

## 1.1 La mise en œuvre de la Directive européenne Inondations au niveau local

### 1.1.1 La Directive européenne Inondation

La Directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondations 2007/60/CE, dite Directive Inondation, vise à réduire dans les États membres de l'U.E les conséquences négatives sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique liées aux inondations en établissant un cadre pour l'évaluation et la gestion des risques d'inondation.

La transposition de la Directive Inondation en droit français à partir de juillet 2010 a été l'opportunité d'une rénovation de la politique nationale de gestion du risque d'inondation. Elle s'accompagne désormais d'une stratégie nationale de gestion du risque d'inondation (SNGRI) déclinée à l'échelle de chaque grand bassin hydrographique par un plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), présentés ci-après.

### 1.1.2 La Stratégie Nationale de Gestion des Risques d'Inondation

L'évaluation préliminaire des risques d'inondation (EPRI) réalisée début 2012 au niveau national montre que près d'un français sur 4 et un emploi sur 3 sont exposés au risque d'inondation. Dans ce contexte, un cadre national, clair et commun à l'ensemble des pratiques de gestion est proposé par l'ensemble des parties prenantes sous la forme d'une stratégie nationale de gestion des risques (SNGRI). Celle-ci a été approuvée le 10 juillet 2014 par la Ministre de l'Écologie.

Pour répondre aux besoins identifiés sur le territoire national de métropole et d'outre-mer, la stratégie nationale donne aujourd'hui une première vision des priorités de gestion à moyen et long terme en s'appuyant sur trois grands objectifs :

- Augmenter la sécurité des populations exposées ;
- Stabiliser sur le court terme, et réduire à moyen terme, le coût des dommages liés aux inondations ;
- Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

### 1.1.3 Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)

Le PGRI est un document opposable à l'administration et à ses décisions et aux porteurs de projets soumis à autorisation, à enregistrement ou à déclaration notamment au titre de la loi sur l'eau (article L. 214-2 du Code de l'environnement) ou au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il n'est pas directement opposable aux tiers.

Le PAPI de la Seine et la Marne franciliennes se situe dans le district hydrographique Seine Normandie. Le PGRI vise tout le district hydrographique Seine-Normandie

Le PGRI 2022-2027 a été approuvé par le préfet coordonnateur du bassin par arrêté le 3 mars 2022. Son application entre en vigueur le lendemain de sa date de publication au Journal Officiel de la République Française : le 8 avril 2022.

Ce document fixe pour 6 ans (2022-2027) quatre grands objectifs afin de réduire les conséquences des inondations sur la santé humaine, l'activité économique, le patrimoine et l'environnement :

- Objectif 1 : Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité ;
- Objectif 2 : Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages ;

Objectif 3 : Améliorer la prévision des phénomènes hydro-météorologiques et se préparer à gérer la crise ;

Objectif 4 : Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque.

Le PGRI 2022-2027 intègre quelques évolutions dans les objectifs annoncés par rapport au PGRI 2015-2021. Le tableau ci-après présente les objectifs inscrits dans ces deux documents :

*Tableau 1 : comparatif des objectifs du PGRI 2015-2021 et du projet de PGRI 2022-2027*

| Objectif PGRI 1                                                                                           | Objectif PGRI 2                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif 1 - Réduire la vulnérabilité des territoires                                                     | 1. Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité           |
| Objectif 2 - Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages                                            | 2. Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages |
| Objectif 3 - Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés               | 3. Améliorer la prévision des phénomènes météorologiques et se préparer à gérer la crise    |
| Objectif 4 - Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque | 4. Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque      |

L'objectif 1 a été réorganisé afin de regrouper dans le futur objectif 1 toutes les dispositions ayant trait à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire. Cette stratégie vise à favoriser une meilleure appropriation du PGRI par les acteurs en charge de la planification et de l'aménagement du territoire.

L'objectif 2 a été retravaillé pour n'intégrer que des dispositions qui conduisent à agir sur l'aléa.

Les modifications apportées à l'objectif 3 visent à renforcer la qualité et l'usage des outils de surveillance et de prévision, d'encadrer la préparation des collectivités à la gestion de crise, et consolider les retours d'expérience.

Enfin, l'objectif 4 intègre dans le projet de PGRI des dispositions concernant la connaissance des inondations et de leurs conséquences.

#### **1.1.4 Les Stratégies locales de gestion du risque d'inondation (SLGRI)**

En déclinaison du PGRI au niveau territorial, les stratégies locales constituent le maillon le plus fin de la politique de gestion des risques d'inondation. Elles sont la déclinaison opérationnelle de la Directive Inondation à l'échelle des territoires à risques importants d'inondation (TRI) (poches d'enjeux situés en zone inondable les plus importants).

Plus précisément, les stratégies locales formalisent un projet de territoire issues des échanges entre acteurs locaux pour gérer le risque d'inondation de manière adaptée aux enjeux du TRI, en fonction des priorités que les acteurs se donnent et des moyens financiers et humains qu'ils valident pour les mettre en œuvre à court, moyen et long terme.

Le PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes se trouve dans le périmètre du TRI métropole francilienne, qui a fait l'objet d'une SLGRI validée le 2 décembre 2016.

La SLGRI de la métropole francilienne comporte 112 actions, réparties sur 8 axes de travail :

Axe I : Amélioration des connaissances sur l'aléa

Axe II : Réduire l'aléa lié au débordement de cours d'eau en agissant localement et en amont

Axe III : Développer la culture du risque et l'information préventive des populations

Axe IV : Réduire la vulnérabilité technique et organisationnelle des réseaux structurants

Axe V : Réduire la vulnérabilité des activités économiques

Axe VI : Concevoir des quartiers résilients

Axe VII : Se préparer et gérer la crise

Axe VIII : Faciliter le retour à la normale

La SLGRI a fait l'objet d'un bilan à mi-parcours en 2019 : 92 actions étaient engagées en 2019, 18 n'avaient pas commencé et 2 ont été annulées car jugées non pertinentes lors de la mise en œuvre.

### 1.1.5 Le PAPI : la déclinaison opérationnelle de la SLGRI

Le dispositif « PAPI » est un appel à projet initié par l'État depuis 2002. Les PAPI ont pour objet de promouvoir une gestion globale des risques d'inondation à l'échelle d'un bassin de risque cohérent, en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Le cahier des charges relatif au dispositif PAPI publié en 2017 a été actualisé afin de prendre en compte les annonces du gouvernement lors du Conseil de défense écologique du 12 février 2020 visant à renforcer et accélérer la prévention des inondations.

Le cahier des charges PAPI 3 2021 apporte un certain nombre de nouveautés, notamment concernant la labellisation. Ainsi, la labellisation du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2023-2029 sera directement étudiée en CMI, sans passage obligatoire par le Comité Plan Seine.

Le cahier des charges PAPI rappelle que « En tant que mode de déclinaison opérationnelle des stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI), les PAPI participent pleinement à la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) ».

Le projet de PGRI Seine-Normandie 2022-2027 rappelle également que « Les PAPI constituent des outils privilégiés pour assurer la déclinaison de la directive inondation (DI) et des PGRI. »

## 1.2 Le contexte francilien face au risque inondation

### 1.2.1 Au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, des inondations majeures, une urbanisation croissante et des aléas mal maîtrisés

La Seine est, parmi les grands fleuves français, celui dont les variations de régime sont les plus modestes. Elle doit cette particularité à son relief relativement peu accusé, aux caractéristiques climatologiques (climat océanique tempéré) et géologiques de son bassin (importance des affleurements perméables le constituant et des nappes phréatiques), réduisant à environ 80 le rapport entre les débits naturels à Paris les plus faibles ( $\cong 30 \text{ m}^3/\text{s}$ ) et les plus importants ( $\cong 2\,400 \text{ m}^3/\text{s}$ ), le débit moyen étant de l'ordre de  $250 \text{ m}^3/\text{s}$ .

Ce fleuve se caractérise aussi par la présence, sur ses rives, de l'agglomération parisienne qui donne une acuité particulière à ses relations à l'eau.

La protection de l'agglomération parisienne contre les crues a revêtu de tous temps une grande importance. En effet, arrosée par la Seine et la Marne, drainant un bassin versant total de  $44\,000 \text{ km}^2$ , l'agglomération francilienne a souvent subi par le passé des débordements désastreux provoqués par la concomitance des crues des différents affluents amont.

Depuis 1651, date à partir de laquelle des données quantitatives sont disponibles, plus de 40 fortes crues ont été dénombrées à Paris.

Si les crues des siècles derniers n'avaient pas eu des conséquences identifiées réellement catastrophiques, il n'en est plus de même aujourd'hui compte tenu du développement urbain, économique et technologique de l'agglomération parisienne qui a créé, le long des rives de la Seine et de la Marne, un territoire entièrement urbanisé et particulièrement vulnérable.



Ainsi, les crues de 1910, 1924 et 1955 ont marqué Paris et son agglomération d'inondations graves qui ont rendu nécessaire la régularisation des principales rivières du bassin de la Seine.

En effet, la répétition des crues relativement lentes, mais dont l'ampleur peut être importante, a rendu nécessaire l'écrêtement des crues les plus fortes menaçant les lieux habités et les centres vitaux de Paris et sa région.

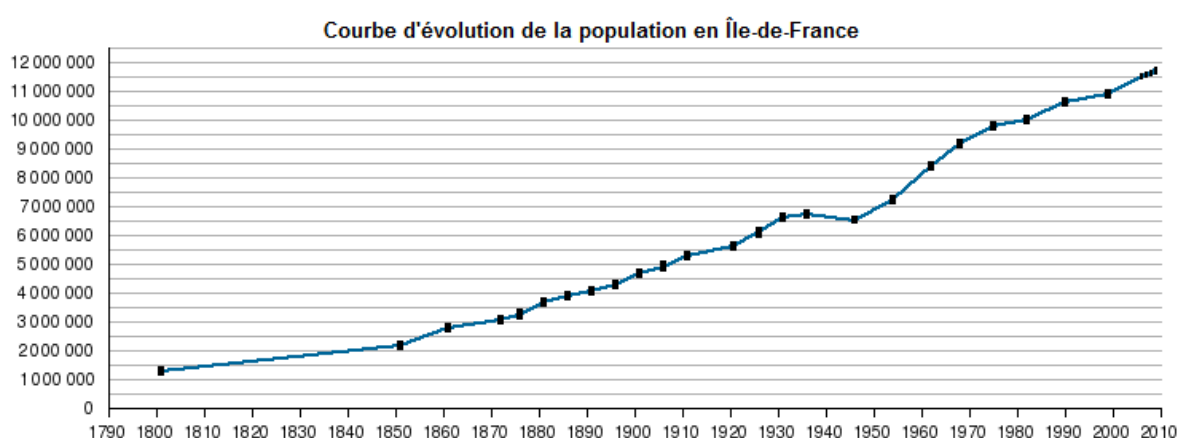
Jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, la lutte contre les inondations faisait essentiellement appel à des travaux de défense locale, visant à permettre l'écoulement de l'afflux d'eau des grandes crues dans le lit mineur. Ces travaux consistaient aussi bien à construire des digues et des murettes qu'à creuser le lit mineur de la rivière afin de favoriser l'écoulement et améliorer le débouché des ponts.

La protection de la région francilienne contre les inondations résultait aussi de la présence de grandes zones naturelles d'expansion de crues à l'amont (la Bassée, la Marne moyenne) mais qui ont aujourd'hui tendance à régresser, accroissant ainsi la vulnérabilité des secteurs urbanisés situés à l'aval.

Parallèlement, le développement de l'urbanisation des vallées de la Seine et de la Marne et l'augmentation des prélèvements d'eau pour les besoins agricoles et industriels dans le bassin amont de la Seine, ont rendu indispensable le renforcement, en période d'étiage, des débits de la Seine et de ses principaux affluents pour assurer notamment, en toutes circonstances, les besoins quantitatifs indispensables à l'alimentation en eau et à la réception des rejets d'eaux usées, même traitées, d'une agglomération d'une dizaine de millions d'habitants, tout en maintenant une qualité satisfaisante aux eaux des rivières.

Malgré la constitution d'un système de protection hydraulique (lacs-réservoirs, digues), le développement urbain de Paris et de sa région dans les vallées de la Seine et de la Marne fait de ce territoire de 12 millions d'habitants le plus vulnérable aux inondations en France.

Figure 1 : Courbe d'évolution de la population en Île-de-France. Source : IAU-IDF et INSEE



## 1.2.2 Un programme de réalisation d'ouvrages hydrauliques étalé sur un siècle

### Des barrages-réservoirs à double vocation : écrêtement des crues / soutien d'étiage :

C'est à la suite des crues de janvier 1910 et 1924 et de la sécheresse extrême de 1921 que le Ministère des Travaux Publics décidait, le 14 janvier 1926, la mise en œuvre d'un programme de barrages d'une capacité de stockage d'un milliard de m<sup>3</sup> destiné à :

- ❖ Diminuer les crues de la Seine et de ses principaux affluents,
- ❖ Assurer des niveaux d'étiage suffisants compatibles avec l'alimentation régulière en eau de la région Ile-de-France et la qualité des eaux des rivières.

En 1928, le Service des barrages-réservoirs du Département de la Seine fut créé pour la construction de ces ouvrages.

Les premières réalisations comprennent **4 ouvrages** retenus en première urgence par la Commission Dusuzeau dans son rapport du 11 décembre 1921, destinés à assurer d'une part l'écroulement des crues et d'autre part une production hydroélectrique et une contribution à l'alimentation en eau. Il s'agit :

- ❖ Du barrage du Crescent, sur la Cure, mis en service en 1932, d'une capacité de 15 millions de m<sup>3</sup> (départements de la Nièvre et de l'Yonne),
- ❖ Du barrage du bois de Chaumeçon, sur le Chalaux, affluent de la Cure, mis en service en 1934, d'une capacité de 20 millions de m<sup>3</sup> (département de la Nièvre).

*Ces deux premiers ouvrages ont été réalisés dans le Morvan par des producteurs d'électricité indépendants auxquels le Département de la Seine a accordé des subventions en contrepartie d'engagements de mise à disposition d'un volume annuel de 24 Mm<sup>3</sup> au titre du soutien d'étiage.*

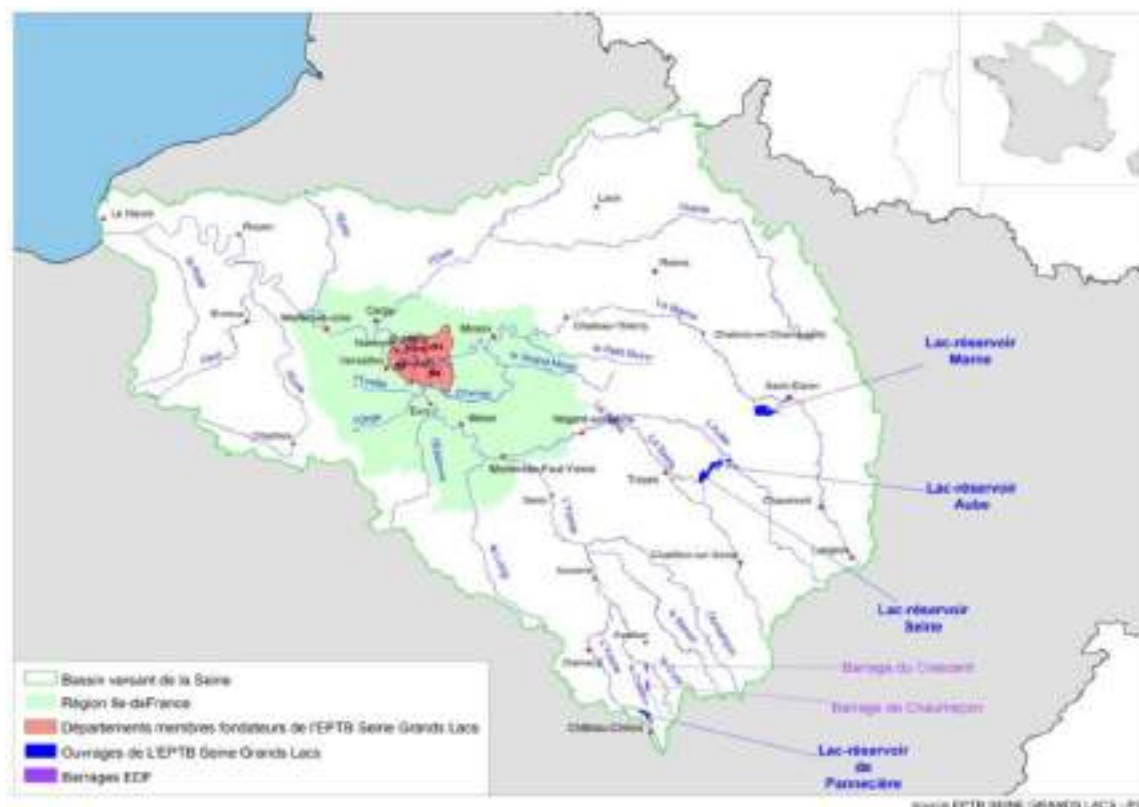
- ❖ Du barrage-réservoir de Champaubert-aux-Bois, en Champagne humide, en dérivation de la Blaise, affluent de la Marne, mis en service en 1938, d'une capacité de 23,5 millions de m<sup>3</sup> (département de la Haute Marne),
- ❖ Du barrage-réservoir de Pannecière, sur l'Yonne, mis en service en 1949, d'une capacité de 82,5 millions de m<sup>3</sup>, dans le Morvan. Cet ouvrage a été équipé d'une usine hydroélectrique en raison de son importante hauteur de chute (département de la Nièvre).

*Ces deux derniers ouvrages ont été réalisés par le Département de la Seine (Service des barrages-réservoirs).*

**Trois autres ouvrages** ont ensuite été réalisés en Champagne, dans le cadre d'un programme de deuxième urgence. Il s'agit :

- Du lac-réservoir Seine (lac d'Orient), en dérivation de la Seine. Mis en service en 1966, il présente une capacité de 207,8 millions de m<sup>3</sup> (dans le département de l'Aube),
- Du lac-réservoir Marne (lac du Der Chantecoq), en dérivation des rivières Marne et Blaise. Mis en service en 1974, il présente une capacité de 350 millions de m<sup>3</sup> (départements de la Marne et de la Haute-Marne). Le lac-réservoir Marne a englobé dans ses emprises le barrage-réservoir de Champaubert-aux-Bois,
- Du lac-réservoir Aube (lac du Temple, lac Amance), en dérivation de la rivière Aube. Mis en service en 1990, il présente une capacité de 170,3 millions de m<sup>3</sup> (département de l'Aube).

**Figure 2 : Localisation des 4 lacs réservoirs sur le bassin de la Seine en amont de l'Île-de-France.** Source : EPTB Seine Grands Lacs.



Quatre ouvrages (le lac-réservoir de Pannecière, le lac-réservoir Seine, le lac-réservoir Marne, le lac-réservoir Aube) sont gérés aujourd'hui par l'EPTB Seine Grands Lacs (anciennement Institution interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine IIBRBS). Ils permettent une capacité globale de stockage d'environ 805 millions de m<sup>3</sup> (soit plus de 80% de l'objectif fixé en 1926) pour assurer 2 missions principales d'écrêtement des crues et de soutien des étiages.

Ces quatre lacs-réservoirs ont une action importante sur chacun des axes régulés depuis le Morvan et la Champagne et bénéficient à l'ensemble des habitants du bassin situés en aval de ces ouvrages.

Ils permettraient, en cas de retour d'une crue de type janvier 1910 (2400 m<sup>3</sup>/s à Paris-Austerlitz) de faire baisser le niveau de la ligne d'eau d'environ 70 cm à Paris, compte tenu de leur niveau de remplissage à cette époque de l'année. Leur action, en synergie avec la présence des protections locales dans le continuum urbain francilien et les travaux d'amélioration de l'hydraulicité réalisés dans la traversée de Paris (rehausse des ponts, creusement du lit), permettrait au total d'abaisser la ligne d'eau d'une crue de 2400 m<sup>3</sup>/s d'environ 1m à 1.20 m à Paris.

#### • Un programme de construction de murettes de protection contre les crues :

Toujours à la suite des crues de 1910 et 1924 et pour assurer la protection contre les inondations, l'État a entrepris dans la ville de Paris la rehausse de certains ponts et des quais de la Seine jusqu'au niveau atteint par la crue de 1910 (8.60 m). En parallèle, des travaux de creusement du lit de la Seine ont été menés à la sortie aval de Paris pour améliorer la capacité du lit de la Seine à évacuer les débits en temps de crue.

À partir de 1936, sur le périmètre de l'ancien Département de la Seine (hors Paris), l'État a entrepris la construction de murettes anti-crues le long des berges de la Seine, ouvrages linéaires de protection calés à l'origine au-dessus des niveaux de la crue de 1924 soit 7.30 m avec une revanche de 20 à 30 cm. Ces protections ont été réalisées le long de la Seine, ainsi que sur certains secteurs de la Marne.





À l'époque où ces ouvrages ont été construits, le choix de ne pas construire la murette à la hauteur de la crue de janvier 1910 (comme à Paris 8,60 m), mais de 1924 ou 1955 (environ 7,30 m) a sans doute été guidé par la faible densité urbaine de la vallée de la Seine dans ces zones. Or, depuis les années 1950, ces secteurs ont connu un développement urbain et démographique très important. Aujourd'hui, ces espaces (dont les lits majeurs) sont urbanisés à plus de 95%.

### 1.2.3 Une région qui reste exposée et vulnérable au risque inondation

Malgré ces aménagements, Paris et la région Ile-de-France restent vulnérables aux grandes crues de la Seine et de la Marne :

- Les 4 lacs-réservoirs existants agissent sur une large gamme de débits mais ne contrôlent que les apports de 17% du bassin versant de la Seine à Paris,
- Les protections locales ne se révèlent efficaces que pour les crues fréquentes. En outre, ces ouvrages sont calés à des hauteurs de ligne d'eau de crues différentes en fonction des secteurs :
  - ❖ 1982 ou moins dans les parties sud du département du Val de Marne, Nord et Ouest du département des Hauts de Seine
  - ❖ 1924 et 1955 pour certaines zones des départements de la petite couronne,
  - ❖ 1910 pour la Ville de Paris intramuros,
- Les zones d'expansion de crues qui constituent une protection naturelle efficace sont en diminution.
- Les effets en sous-sols de la propagation de la nappe d'accompagnement de la Seine débutent avant les débordements de surface, mais restent encore mal connus, en dehors des principaux gestionnaires de réseaux (RATP, ERDF, SNCF, etc.)

En moyenne, les zones inondables franciliennes sont urbanisées à 40%, ce chiffre atteignant 90% en petite couronne et zone centrale.

L'étude OCDE publiée en 2014 (présentée plus en détail au paragraphe 3.3.1) a apporté de nouveaux éléments de quantification des incidences d'une crue majeure sur la métropole francilienne. Pour une crue centennale similaire à celle de janvier 1910 (8,60 m à la station de Paris-Austerlitz), l'OCDE a estimé les conséquences en 2013 à :

- 30 Milliards d'€ de dommages
- 400 000 emplois directement affectés
- 5 ans d'impact sur le PIB

coûtant jusqu'à :

- 50 Milliards d'€ supplémentaires
- 5 Millions de personnes sinistrées
- 1.5 Millions de personnes sans électricité
- 1,3 Millions sans eau potable

## 1.3 Les évolutions institutionnelles récentes de la gouvernance territoriale

### 1.3.1 Évolution de la gouvernance de l'EPTB Seine Grands Lacs

L'Établissement public territorial de bassin (EPTB) Seine Grands Lacs est un syndicat mixte ouvert.

Le périmètre d'intervention du Syndicat est délimité au Nord par celui de l'EPTB Oise-Aisne, à l'Est et au Sud, par les limites du district Seine-Normandie, et à l'aval par les limites du SAGE Mauldre et de l'unité hydrographique de la Seine Mantoise.

Ce syndicat est issu de la transformation de l'Institution interdépartementale des barrages réservoirs du Bassin de la Seine (IIBRBS) créée en 1969.

Les membres fondateurs de l'EPTB Seine Grands Lacs sont la Ville de Paris et les 3 Départements de la proche couronne : Départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne. A ces acteurs, ont été associés lors de l'évolution en Syndicat Mixte plusieurs EPCI : Communauté d'agglomération de Troyes-Champagne-Métropole ; Communauté d'agglomération de Saint-Dizier-Der et Blaise ; Communauté d'agglomération de Meaux.

Fin 2020, la Métropole du Grand Paris a adhéré à l'EPTB Seine Grands Lacs et signé une convention de délégation de compétence pour la construction et le financement du casier pilote de la Bassée.

Le Syndicat est composé au 1<sup>er</sup> janvier 2021 des collectivités et des groupements suivants :

1. Membres fondateurs :

- La Ville de Paris
- Le Département des Hauts-de-Seine
- Le Département de la Seine-Saint-Denis
- Le Département du Val-de-Marne

2. Nouveaux membres :

- Métropole du Grand Paris
- Communauté d'agglomération de Troyes Champagne Métropole
- Communauté d'agglomération du Pays de Meaux
- Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise
- Région Grand-Est

### **1.3.2 La place des acteurs du risque inondation dans la gouvernance : la prise de compétence GEMAPI et les compétences de l'EPTB en lien avec la GEMAPI**

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé une compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) qu'elle attribue de façon obligatoire et exclusive aux communes puis à leurs groupements constitués en Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Cette compétence est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'exercice de la compétence GEMAPI, qui ne comprend que quatre des douze missions relatives au cycle de l'eau, énumérées à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement, peut justifier la prise de compétences supplémentaires, parmi ces douze missions relatives par exemple à la surveillance des eaux, la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, l'animation et la concertation..., qui sont quant à elles facultatives.

Pour mémoire, les quatre missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L211-7 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer ;
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

L'EPTB dispose à ce jour d'une compétence libellée en ces termes : l'Établissement exerce « à l'échelle du bassin amont de la Seine, incluant l'agglomération parisienne et pour le compte de l'ensemble de ses adhérents, la partie de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » relative à l'aménagement d'un bassin hydrographique mentionnée au 1° de l'article L. 211-7 I du Code de l'environnement pour le compte de ses adhérents qui la détiennent.

C'est sur le fondement de cette compétence que l'EPTB intervient pour conduire l'opération de l'aménagement du site pilote de la Bassée.

L'EPTB Seine Grands Lacs a par ailleurs renforcé juridiquement son intervention par une délégation de compétence de la Métropole du Grand Paris, principale autorité gémapienne bénéficiaire du projet de site pilote de la Bassée.

Cette délégation de compétence est portée par une convention-cadre entre l'EPTB et la MGP. Cette convention fait l'objet d'un avenant approuvé par le Comité syndical de l'EPTB et le Conseil de la Métropole du Grand Paris respectivement le 12 décembre 2019 et le 11 février 2020.

La délégation de compétence GEMAPI est rédigée comme suit :

« Au titre des opérations conduites pour la réalisation du projet pilote de la Bassée, l'EPTB Seine Grands Lacs intervient au titre de la présente convention pour la Métropole du Grand Paris qui lui confie, dans le cadre de la compétence légale qu'elle détient en matière de GEMAPI, la réalisation des actions préparatoires nécessaires à l'accomplissement dudit projet.

Ces actions incluent, outre les études et la réalisation des acquisitions foncières nécessaires, les travaux préparatoires nécessaires à la réalisation du projet du site pilote. Ceux-ci sont présentés au comité de pilotage prévu à l'article IV de la convention. »

## 2 UN PAPI 2 QUI POURSUIT LE TRAVAIL ENGAGÉ DANS LE PAPI 1

### 2.1 Le bilan du PAPI 1

#### 2.1.1 Les consultations réalisées dans le cadre du bilan du PAPI

Le bilan a été construit à partir des retours des maîtres d'ouvrages du PAPI 2013-2020.

La connaissance de l'état d'avancement des actions repose sur les remontées d'informations des maîtres d'ouvrages. Ils ont été sollicités afin de recueillir :

- **Les fiches « bilan » des actions** : description de l'avancement et des principaux résultats, difficultés rencontrées, évolutions calendaires et budgétaires ;
- **La synthèse de l'état d'avancement des actions** : avancement, bilan et prévisions opérationnelles ;
- **Les données financières** : prévision des demandes de subventions, montants dépensés ;
- **Les données permettant de renseigner les indicateurs de suivi** : indicateurs de résultats, de réalisation.

Une plateforme d'échange de données a été mise en ligne et partagée aux maîtres d'ouvrage durant l'été 2020. La compilation des informations transmises s'est effectuée entre août et novembre 2020, une sollicitation complémentaire a été faite entre avril et mai 2021. Des entretiens ont été réalisés avec les 15 maîtres d'ouvrages suivants pour préciser les informations :

|                           |                          |                |
|---------------------------|--------------------------|----------------|
| CA Grand Paris Sud        | Conseil Départemental de | SIARCE         |
| CA du Pays de Meaux       | Seine-Saint-Denis        | SIVOA          |
| Conseil Départemental de  | Conseil Départemental de | SMSO           |
| Seine-et-Marne            | Val-de-Marne             | SYAGE          |
| Conseil Départemental de  | EPTB Seine Grand Lacs    | Ville de Paris |
| l'Essonne                 | Ville de Melun           |                |
| Conseil Départemental des | SIAAP                    |                |
| Hauts-de-Seine            |                          |                |

Les co-financeurs ont également été sollicités afin de disposer des montants des aides financières notifiées pour chacune des actions et les montants versés.

Trois ateliers de concertation d'une demi-journée ont été organisés courant septembre-octobre 2020 sur les trois axes géographiques du territoire du PAPI. Ils avaient vocation à rassembler les référents techniques des acteurs gemapiens et des potentiels maîtres d'ouvrage du PAPI SMF 2. Ces échanges ont également permis d'alimenter ce bilan.

Les échanges avec les maîtres d'ouvrage ont permis de recueillir 116 fiches bilan, ce qui représente 70 % des actions.

#### 2.1.2 Synthèse du PAPI 2013-2020

Le bilan du PAPI SMF 1 démontre des résultats au sein de chacun des axes, avec une atteinte variable des objectifs initiaux. L'axe 1 comporte le plus grand nombre d'actions terminées (45 %) avec la concrétisation d'actions phares telle que le site Episeine.fr qui a permis de toucher plus de 1 600 000 personnes. Des cibles comme les acteurs économiques sont plus difficiles à atteindre et les relais doivent être au cœur des stratégies de sensibilisation. L'amélioration de la connaissance en matière d'aléas, d'enjeux répond aux objectifs initiaux (nouvelle modélisation hydraulique de la Seine, études, thèses...) bien que des retards soient à signaler.

Concernant la prévision des inondations, les objectifs sont atteints (modernisation du réseau piézométrique, surveillance aux confluences).



Les difficultés rencontrées en matière de gestion de crise et de continuité d'activité ont freiné la réalisation des actions de l'axe 3, qui bénéficie d'un nouvel élan depuis l'année 2019 avec la mise à disposition de ressources (guides, documents techniques) facilitant leur mise en œuvre pour les années à venir.

Toutes les actions relatives à la prise en compte du risque d'inondation dans l'urbanisme ont été engagées, avec en particulier une démarche novatrice en matière de gestion des zones d'expansion des crues à grande échelle.

La plupart des diagnostics de vulnérabilité des travaux ont été réalisés, contrairement aux travaux qui en découlent en nombre plus limités, suite à des retards principalement.

Les axes structurels du PAPI SMF 1 (6 et 7) présentent un avancement plus contrasté avec des reports d'actions compte tenu du contexte législatif récent ; toutefois des actions emblématiques qui contribuent à la protection des populations, telle que la modernisation de la Vanne secteur de Saint-Maur/Joinville-le-Pont (abaissement de la ligne d'eau de la Marne jusqu'à 60 cm) et les travaux de réhabilitation des murettes anti-crue (plus de 6 km traités) ont été réalisées.

Parmi les 24 actions reportées dans le PAPI SMF 1, la moitié sont inscrites au PAPI SMF 2, par les maîtres d'ouvrage suivants : CA GPS (FA 479), CAPM (FA 135), CD 93 (FA 189, 186, 187, 189, 265 et 188), SIAAP (FA 131, 566) et Ville de Paris (FA 128).

Enfin, le développement de la plateforme de suivi des actions SaisiePAPI sera poursuivi courant 2023 afin que les maîtres d'ouvrage puissent plus facilement rendre compte de l'avancement de leurs actions. Cet outil permettra de rendre plus accessible le renseignement des indicateurs de suivi et ainsi rendre compte des performances du PAPI.

Le bilan complet est fourni en annexe du dossier PAPI.

Ce bilan a permis d'alimenter le diagnostic du territoire.

## 2.2 Consultation et concertation menée dans le cadre du PAPI 2

### 2.2.1 Les documents et outils proposés aux acteurs

#### 2.2.1.1 Les documents d'information mis à disposition via une plate-forme d'échange

Pour initier la démarche de montage du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2023-2029, plusieurs documents ont été élaborés :

- Plaquette de présentation du PAPI : explication de la démarche PAPI, synthèse du PAPI 2013-2020 et présentation du calendrier pour le PAPI 2023-2029.
- Note d'information à l'attention des maîtrises d'ouvrage potentielles : synthèse des conditions pour intégrer le PAPI 2023-2029 en tant que maîtrise d'ouvrage

Ces documents ont été fournis à tous les acteurs désireux d'intégrer le PAPI 2023-2029 en tant que maîtrise d'ouvrage.

Ils ont également été mis en ligne via une plate-forme partagée aux maîtrises d'ouvrages du PAPI.

Cette plate-forme a permis de regrouper les supports mobilisables pour les maîtrises d'ouvrages :

- Supports de présentation utilisés au cours des réunions PAPI
- Ressources concernant les sources de co-financement des actions
- FAQ permettant de tracer les échanges avec les services instructeurs et les co-financeurs
- Modèles de fiche et cahier des charge PAPI
- Supports produits au cours du montage du PAPI

### 2.2.1.2 Une plate-forme de rédaction et consolidation des fiches actions

Afin de faciliter la rédaction, la consolidation et le suivi des fiches actions, une plate-forme internet a été mise en œuvre par l'EPTB Seine Grands Lacs (<https://saisiepapi.seinegrandslacs.fr/>).

Cette plate-forme a permis de partager les fiches actions à l'ensemble des acteurs au fur et à mesure de la démarche, ainsi que de proposer des modèles de fiche action comme support aux maîtres d'ouvrage.

Cet outil a été présenté lors des deux ateliers d'écriture des fiches actions (29 avril et 20 mai 2021).

## 2.2.2 Une démarche de mobilisation continue articulée autour de plusieurs temps forts

### 2.2.2.1 Les ateliers de mobilisation des acteurs

Les ateliers de concertation ont permis d'aborder les 7 axes de travail du PAPI, sur la base des éléments de bilan du 1<sup>er</sup> PAPI. Compte tenu de la taille importante du territoire concerné par ce PAPI, trois ateliers géographiques ont été organisés :

- Axe Marne, le 16 septembre 2020 à Meaux ;
- Axe Seine-amont, le 18 septembre 2020 à Évry ;
- Axe Paris Seine-aval, le 5 octobre 2020 à Paris 10<sup>ème</sup>.

### Déroulé des ateliers

Chaque demi-journée s'est organisée autour de trois temps majeurs :

Présentation en plénière de la démarche PAPI sur la métropole francilienne, son état d'avancement et les perspectives du prochain PAPI. Le support de présentation est fourni en annexe.

Ateliers de concertation thématiques organisés en parallèle pour traiter des enjeux du prochain PAPI et des attentes des participants.

Restitution en séance plénière des ateliers thématiques.

### Thèmes abordés lors des ateliers

Les ateliers ont été organisés autour de deux thèmes afin de traiter, d'une part, les objectifs 1 et 2 du PAPI (axes 5, 6 et 7) et, d'autre part, les objectifs 3 et 4 du PAPI (axes 1, 2, 3 et 4).



*Figure 4 : Photos des ateliers de mobilisation des acteurs (en haut à gauche : Meaux, en haut à droite : Évry, en bas : Paris)*

Les trois demi-journées ont réuni au total 45 participants, dont 8 maîtres d'ouvrage du PAPI actuel.

#### 2.2.2.2 La conférence des acteurs

La tenue de cette conférence, prévue initialement en novembre 2020, a finalement été reportée pour tenir compte des contraintes sanitaires liées à la Covid-19.

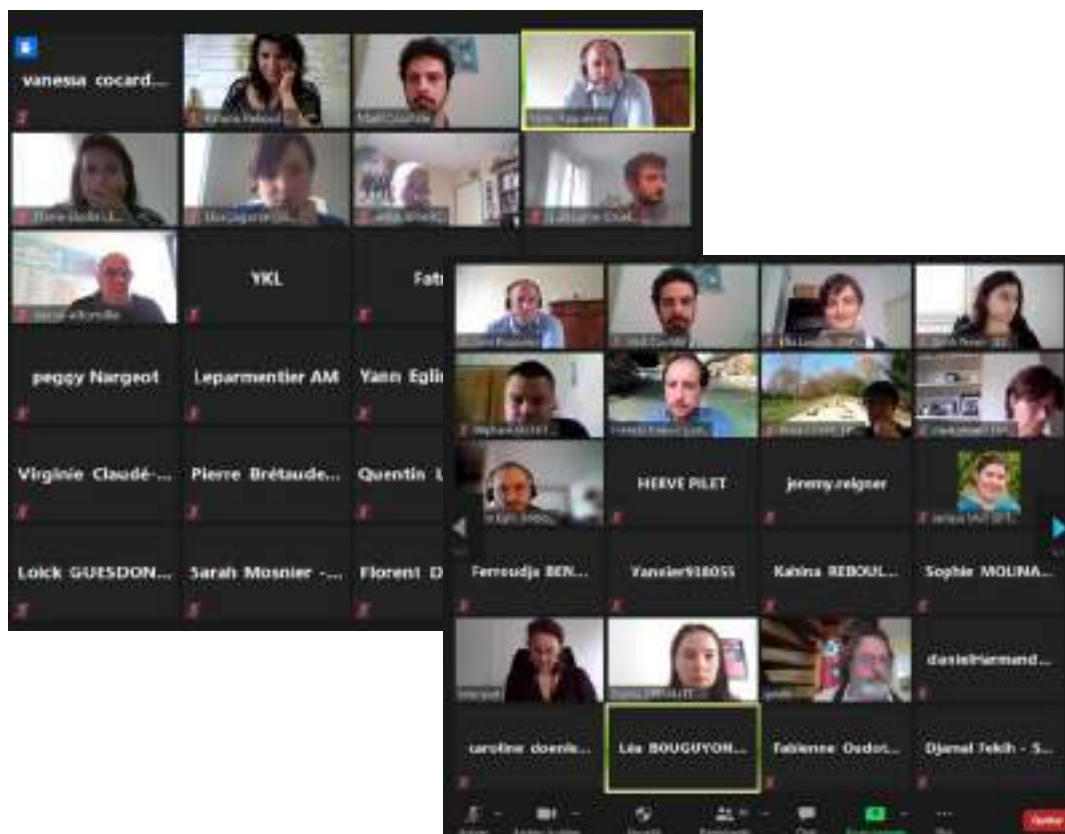
La conférence des acteurs s'est tenue le mardi 16 mars 2021, sous forme de conférence digitale. Cette conférence a lancé officiellement la démarche de PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes n°2.

A l'occasion, Marc GUILLAUME, Préfet de Paris, de Région et coordonnateur de bassin, Patrick OLLIER, Président de la Métropole du Grand Paris, Célia BLAUDEL, Maire adjointe à la Ville de Paris, Didier GUILLAUME, Vice-président du Conseil Départemental du Val-de-Marne, Daniel LEVEL, Président du Syndicat mixte Seine Ouest, adjoint au Maire de Saint-Germain-en-Laye (78) et maire délégué de Fourqueux (78) et Frédéric MOLOSSI, Président de l'EPTB Seine Grands Lacs et vice-président du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis ont participé à une table ronde afin d'échanger sur le bilan du PAPI SMF n°1 et les perspectives du PAPI n°2.

#### 2.2.2.3 Les ateliers d'écriture des fiches actions

Deux ateliers d'écriture des fiches actions ont été réalisés, les 4 avril et 20 mai 2021.

L'objet des ateliers consistait à présenter les grands enjeux de l'étape d'écriture des fiches actions, les natures d'actions éligibles à des subventions avec une sélection de fiches actions modèles, ainsi que l'outil « SaisiePAPI » mis à disposition des parties prenantes du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2023-2029.



*Figure 5 : capture d'écran des participants aux ateliers d'écriture des fiches actions*

#### 2.2.2.4 Un important travail de mobilisation en direct des acteurs du territoire

La mobilisation des Maîtres d'ouvrages et des partenaires s'est concrétisée lors de plusieurs étapes. Un courrier officiel a tout d'abord été adressé nominativement à près de 220 entités. Les communes situées au sein du TRI et l'ensemble des Intercommunalités situées en bordure de Seine et de Marne ont été minutieusement ciblées. Trois ateliers de mobilisation se sont ensuite tenus en présentiels à Meaux, à Évry et à Paris. Enfin de très nombreuses relances de différentes natures : email, échanges téléphoniques et visioconférences ont complété la démarche.

Ces relances personnalisées ont été mises en œuvre dans le courant de l'année 2021. Elles ont permis de solliciter directement 120 entités, notamment lors de plus de 80 visio-conférences, afin de présenter les enjeux et l'intérêt de ce programme. Près de 40 intercommunalités ou surtout communes ont alors exprimé leur absence d'intérêt à inscrire des actions à ce PAPI. Beaucoup d'entre elles ont néanmoins exprimé le souhait d'être tenue informées des outils dont elles pourraient être bénéficiaires.

À l'issue de ces étapes de mobilisation, les représentants des services de près de 60 entités ont exprimé leur intérêt pour ce PAPI et bon nombre d'entre elles vont concrétiser leur engagement à travers le présent dossier.

#### 2.2.3 La conférence de lancement de la consultation grand public

Le 6 septembre 2022, une conférence de lancement a été organisée afin de lancer officiellement la consultation par le grand public du dossier PAPI.

Les documents composant le dossier PAPI ont ensuite été mis en ligne, à disposition du grand public sur le site de l'EPTB Seine Grands Lacs.





Les rôles des partenaires techniques yvelinois et les attendus vis-à-vis de l'EPTB Seine Grands Lacs, porteur du PAPI, sont précisés dans une **convention de partenariat (fournie en annexe de ce document)**. Cette convention fixe le cadre partenarial entre le SMSO et l'EPTB Seine Grand Lacs en vue de coopérer sur les thématiques d'interventions suivantes :

- Développement d'une culture du risque et de la crise inondation commune
- Partage d'informations relatives à la connaissance du risque
- Actions d'animation conjointes
- Partage de méthodologie

Le territoire bénéficiera de la complémentarité des acteurs dans la recherche d'un équilibre sur les différents axes du PAPI.

**La structuration proposée via le PAPI répond à une logique de gestion du risque, et ne présage pas de la gouvernance future des territoires hors périmètre EPTB.** Les acteurs yvelinois ont fait part de leur besoin de structuration de la gouvernance sur le territoire. Pour répondre à cette demande, les études portées par le SMSO contribueront à poursuivre les réflexions engagées ouvrant le champ des possibles en matière d'évolution de la gouvernance afin d'identifier les solutions les plus adaptées au territoire.

### 2.3.2 Quelques extensions locales pour intégrer des affluents

Par ailleurs, quelques secteurs d'affluents (ru de Rutel, Gondoire, Brosse, Vaucouleurs, Mauldre) ont été intégrés au PAPI. Ces secteurs répondent à plusieurs critères :

- Demande politique d'intégrer le PAPI
- Validation de la part des services instructeurs du PAPI
- Affluents dont l'ampleur du bassin versant exclue la possibilité ultérieure d'y inscrire un PAPI

### 2.3.4 Un PAPI en interaction avec les PAPI limitrophes

Ce PAPI est développé dans une logique d'articulation avec les PAPI limitrophes.

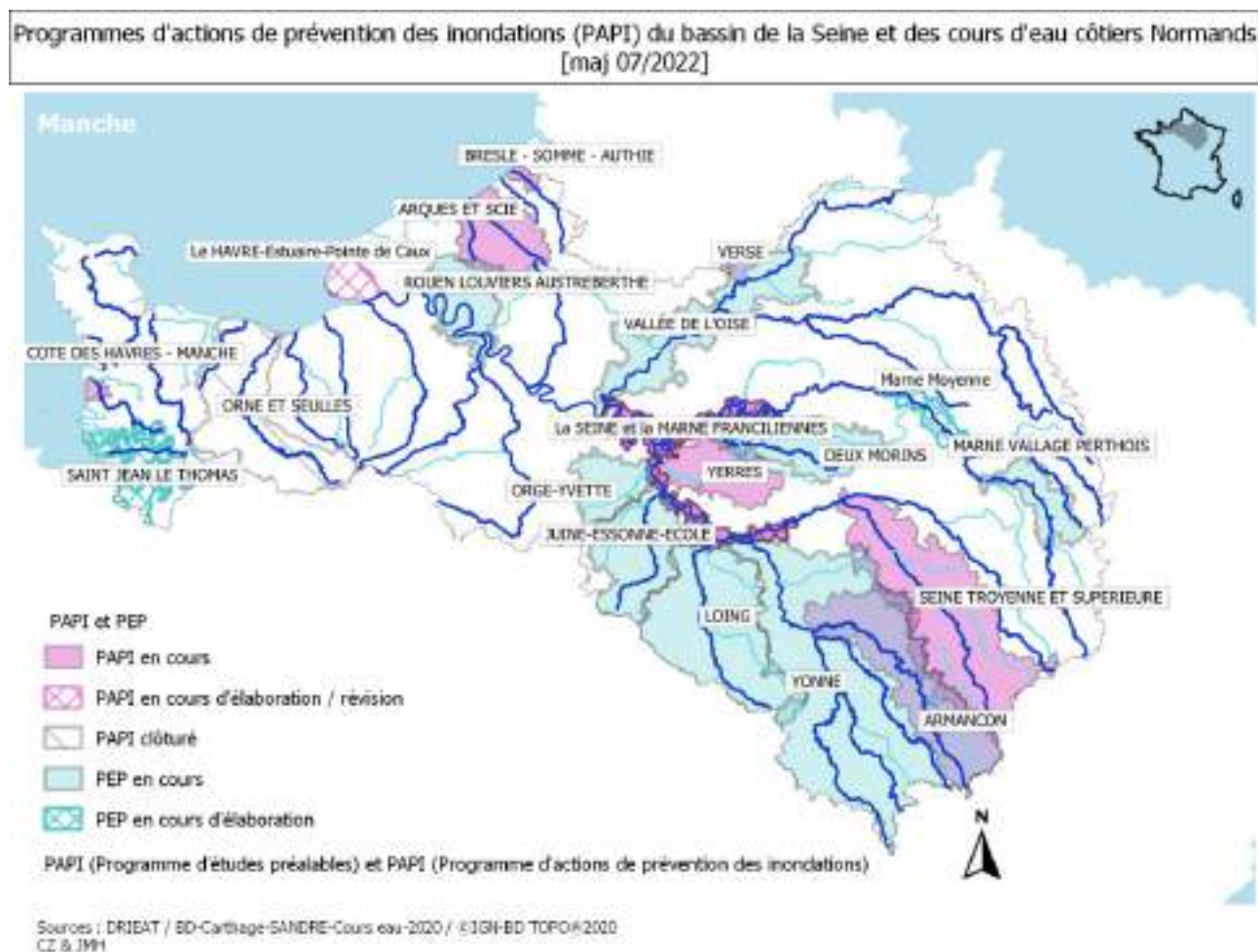


Figure 6 : PAPI et PEP sur le bassin Seine Normandie (source : DRIEAT, juillet 2022)

Dans le cadre du montage du PAPI, plusieurs échanges ont eu lieu avec les acteurs des PAPI limitrophes du PAPI Seine et Marne franciliennes. Parmi ces actions, on peut notamment citer les initiatives suivantes :

- **PAPi Oise** : dans le cadre d'une journée d'échanges entre EPTB, les deux EPTB ont présenté les actions respectives au sein des PAPI. L'animateur PAPi Oise est invité pour les groupes de travail, réunions de mobilisation, présences aux COTECH et COPIL du PAPI SMF.
- **PAPi Orge Yvette** : les communes situées à la confluence entre l'Orge et la Seine ont été mobilisées afin de les inciter à porter des actions de sensibilisation et des diagnostics de réduction de la vulnérabilité (axe 5). Ces actions ont été réalisées conjointement avec l'animatrice du PAPi Orge Yvette
- **PAPi Yerres** : Les communes de la confluence ont été mobilisées directement par le SYAGE, afin qu'elles inscrivent des actions dans le PAPi SMF. L'EPTB Seine Grands Lacs et le SYAGE ont mobilisé conjointement les intercommunalités situées à la confluence. L'action inscrite par l'EPA ORSA a bénéficié d'un travail croisé entre l'EPTB Seine Grands Lacs et le SYAGE.
- **PAPi Essonne Juine École** : une analyse croisée des actions du SIARCE et de la CAGPS sera réalisée dans le cadre du PAPi SMF.
- **PAPi du Loing** : l'animateur du PAPi Loing a réalisé une analyse croisée pour déterminer les actions qui relèvent du PAPi SMF et celles du PAPi du Loing. La mobilisation des intercommunalités a été réalisée conjointement.
- **PAPi des deux Morins** : le syndicat des 2 Morins a participé aux réunions publiques et groupe de travail lors de la mobilisation pour le montage du PAPi SMF. L'EPTB Seine Grand Lacs a été impliqué lors des réunions pour le montage du PAPi 2 Morins.

### 3 LE DIAGNOSTIC APPROFONDI ET PARTAGE DU TERRITOIRE

#### 3.1 Aspects physiques du territoire

La Seine est un fleuve long de 776 kilomètres, qui coule dans le bassin parisien. Elle prend sa source à Saint-Germain-Source-Seine à une altitude de 446 mètres, sur le plateau de Langres dans le département de la Côte-d'Or. Son cours a une orientation générale du sud-est au nord-ouest. Elle se jette dans la Manche entre Le Havre et Honfleur. Son bassin versant, d'une superficie de 78 650 km<sup>2</sup>, intéresse près de 30 % de la population du pays

Le périmètre de reconnaissance de l'EPTB Seine Grands Lacs représente une superficie de 47 000 km<sup>2</sup>, soit près de 60% du bassin de la Seine.

*Figure 7 : Carte topographique du bassin de la Seine. Source : Paul Passy in wikipedia.fr*



- **Le climat :**

Le climat de ce territoire est de type océanique tempéré, caractérisé par des hivers peu rigoureux et des étés doux. Les températures moyennes mensuelles s'étalent de 2.5°C en janvier à 20.5°C en juillet. La moyenne annuelle varie entre 10 et 12.5°C. La température dans la partie urbaine est systématiquement supérieure de 1.5 à 2°C à celle de l'espace rural. Les précipitations sont modérées, entre 500 et 800 mm en moyenne, assez bien réparties sur l'année.

Plus généralement sur le bassin de la Seine, la pluviométrie est due à un apport assez constant d'humidité par les vents d'ouest issus de l'Océan Atlantique (climat océanique).

Ces précipitations atteignent sur les régions côtières du nord-ouest (en Normandie) une hauteur pluviométrique comprise entre 800 et 1100 mm/an) et 1300 mm dans le Morvan.

Les plateaux du centre du bassin sont moins bien arrosés (pluviométrie de 550 à 850 mm/an) car les vents d'ouest humides n'y rencontrent pas d'obstacle lié au relief.

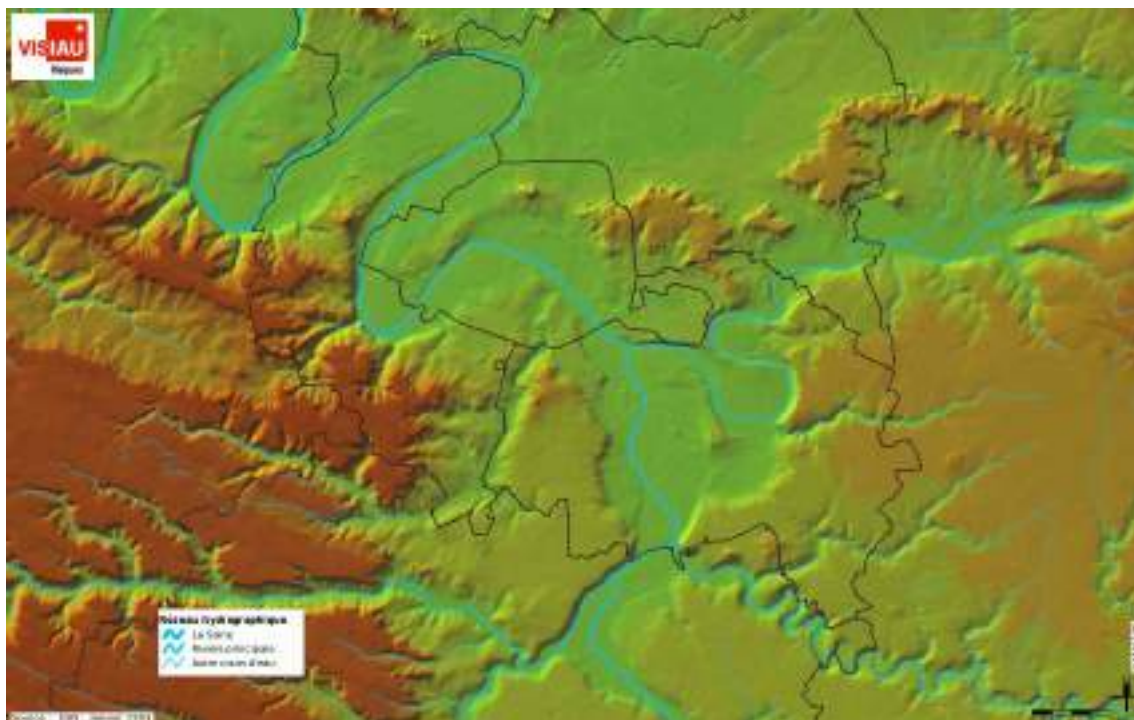


- **Le relief :**

Le relief du bassin est peu accidenté, avec une altitude généralement inférieure à 300 m et dépassant rarement les 500 m sauf dans le Morvan où elle culmine à 900 m.

Pour ce qui concerne la région parisienne d'une altitude moyenne de 33 m, le point culminant se trouve dans la forêt de Meudon à une altitude de 180 m

*Figure 8 : Carte du relief de l'Île-de-France Source : VisiauRisques, IAU-IDF, 2013*



- **L'occupation des sols :**

Avec une superficie de 12 000 km<sup>2</sup> dont 45 % consacrés à l'agriculture et 23 % à la forêt, l'Île-de-France représente 2.8% du territoire national. Elle se situe au cœur du bassin parisien, intégré au bassin de la Seine limité par les massifs anciens des Ardennes, les Vosges, le Morvan, le nord du Massif central et la Bretagne.

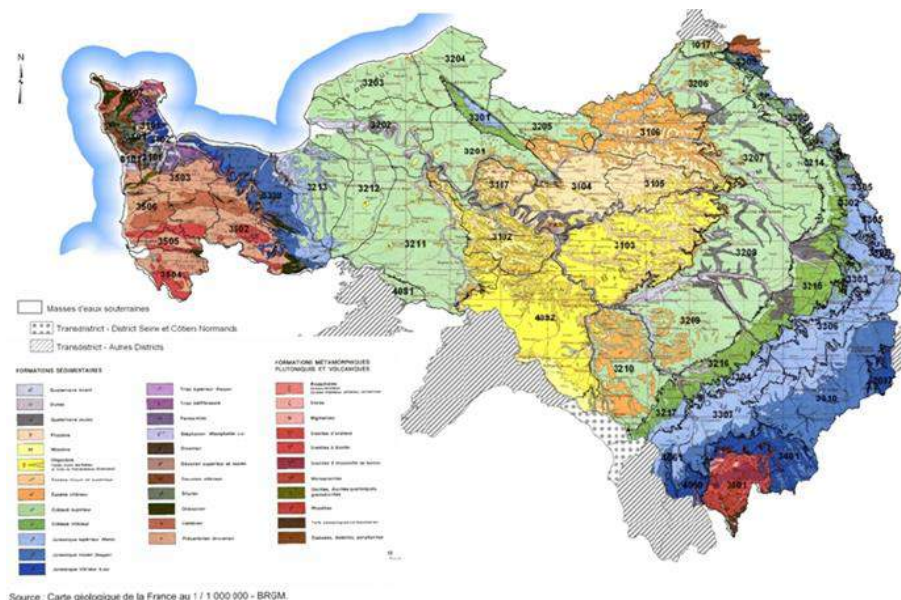
Plus de 14 000 ha du territoire francilien sont couverts d'eau : un millier d'étangs, 4 400 km de fleuves, rivières et ruisseaux permanents, auxquels il faut ajouter 2 600 km de cours d'eau temporaires.

L'Île-de-France est la région la plus peuplée de France avec près de 11.8 millions d'habitants, soit environ 19% de la population française (Source Insee). Les franciliens sont majoritairement concentrés à Paris et en petite couronne.

- **Géologie et hydrogéologie du bassin de la Seine :**

Le bassin parisien est une vaste formation géologique sédimentaire composée d'une alternance de roches calcaires, argileuses et sableuses déposées aux ères secondaire, tertiaire et quaternaire. On trouve également des formations primaires en tête du bassin de l'Yonne, dans le massif granitique du Morvan, ainsi qu'en Basse Normandie dans le massif armoricain constitué de grès très durs.

**Figure 9 : Caractéristiques géologiques des couches supérieures du sol de la zone de recharge des masses d'eaux souterraines du Bassin de la Seine** Source BRGM, EPRI du bassin de la Seine, 2012.

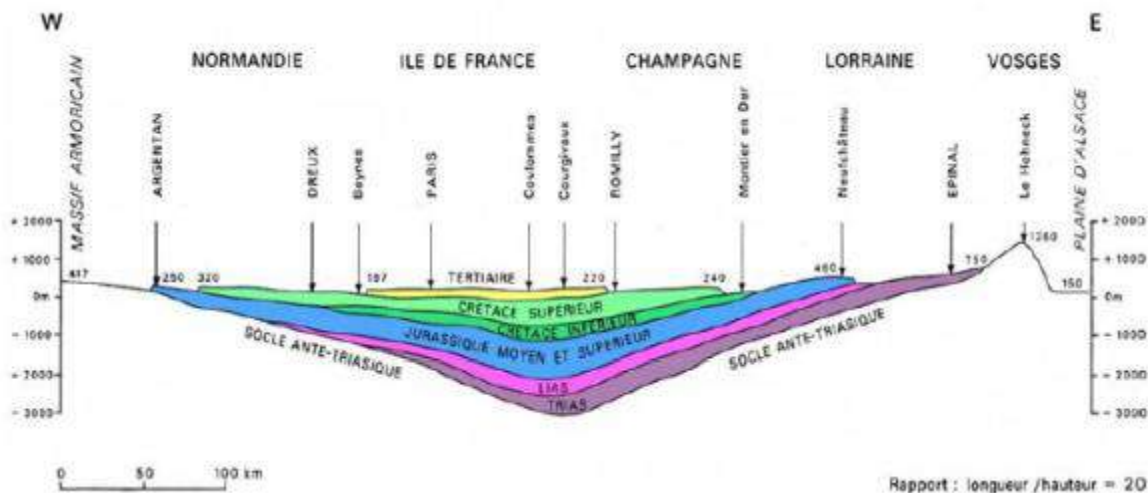


Sur l'ensemble du bassin, il est possible d'identifier, de haut en bas, **neuf principaux aquifères**. Par suite de la structure hydrogéologique générale, ces aquifères ne sont jamais tous superposés sur une même verticale mais, en revanche, localisés dans des zones hydrogéologiques :

1. **Aquifère des alluvions**, dans les formations quaternaires, localisé dans les plaines alluviales des fleuves et cours d'eau (exemples : la Bassée, le Perthois, ...) ;
2. **Aquifère multicouche du Calcaire de Brie, des Sables de Fontainebleau et du Calcaire de Beauce** ou nappe de Beauce, dans les formations sableuses et calcaires de l'Oligocène, exploité dans le Hurepoix et en Beauce ;
3. **Aquifère multicouche du Calcaire de Champigny**, dans les formations calcaires de l'Éocène supérieur, situé en Brie ;
4. **Aquifère multicouche des Sables du Soissonais et du Calcaire grossier**, ou nappe du Lutétien-Yprésien dans les formations sableuses et calcaires de l'Éocène moyen et inférieur, exploité au nord de l'Ile-de-France, en Parisis, Vexin, Valois et Soissonais ;
5. **Aquifère de la Craie** dans la formation de la craie du Turonien et du Sénonien, le plus important aquifère affleurant du bassin, exploité dans le Gâtinais, le Sénonais, en Champagne, Picardie, Normandie et localement en Ile-de-France (système alluvions sur craie de la vallée de la Seine) ;
6. **Aquifère multicouche de l'Albien-Néocomien**, sableux, exploité surtout en région parisienne, à plus de 500 m de profondeur, s'étend sur la plus grande partie du bassin ainsi que sur deux bassins limitrophes, en Artois-Picardie et en Loire-Bretagne ;
7. **Aquifère karstique multi-couche du Jurassique moyen et supérieur** (Dogger et Malm). Bien développé dans les régions où les formations jurassiques affleurent (Basse-Bourgogne, Barrois, Lorraine, Basse-Normandie), il se prolonge en profondeur vers le centre du bassin ;

8. **Aquifère du Jurassique inférieur** (Lias) et par places du Trias et des altérations de socle, localisé à l'est en Basse-Bourgogne et en Bassigny et à l'ouest en Basse-Normandie ;
9. **Aquifère du socle**, localisé en Basse-Normandie et dans le Morvan.

*Figure 10 : Schéma géologique simplifié du bassin Seine Normandie Source : PIREN Seine*



Ces aquifères se retrouvent dans des entités hydrogéologiques de rapportage instituées par la directive cadre sur l'eau (DCE) : ce sont **les masses d'eau souterraine**.

Dans la région parisienne, deux nappes captives sont exploitées : celle de l'aquifère du Néocomien -1<sup>ère</sup> couche (Crétacé inférieur) séparée par un niveau semi-perméable (Aptien) de celle des sables verts sus-jacents de l'Albien – 2<sup>ème</sup> couche. Depuis 1850, les niveaux piézométriques ont fortement chuté et les transferts d'eau se font au travers de l'Aptien, selon la différence des niveaux piézométriques, depuis l'aquifère Néocomien jusqu'à celui de l'Albien.

- **Maillage du réseau hydrographique :**

Le réseau hydrographique du bassin de la Seine est un réseau de surface façonné par la géologie. Les déformations tectoniques, consécutives à la formation alpine, contrôlent largement le tracé du réseau hydrographique.

Ces altitudes modérées expliquent les faibles pentes des cours d'eau (de 0.01 à 0.03 m/ 100 m), qui coulent globalement vers l'ouest en incisant les cuestas orientales, puis les plateaux du centre du bassin (plaines de la Beauce et de Picardie par exemple) avant de former des méandres dans les plaines alluviales, notamment à l'aval de Paris.

**Figure 11 : Carte du réseau hydrographique du bassin de la Seine sur le périmètre de reconnaissance de l'EPTB.**

Source : EPTB SGL



Le réseau hydrographique de la Seine est composé par de nombreuses rivières, dont les principales sont : l'Yonne, la Marne, l'Aube et l'Oise.

Alors que l'Aube, la Marne et l'Oise ont un régime de crue similaire à celui de la Seine (crue lente de plaine), l'Yonne se caractérise par des crues plus rapides et représente une contribution très importante aux débits de pointe de la Seine en crue.

Cette particularité est due aux caractéristiques du bassin versant amont de l'Yonne, granitique et vallonné ainsi qu'à sa pluviométrie plus importante.

Des sous-affluents importants par leur superficie (environ 10 000 km<sup>2</sup>), ainsi que par leurs apports en débits dans la Seine sont aussi présents, notamment le Loing, l'Yerres, l'Essonne, l'Orge et l'Yvette, ainsi que les deux Morins affluents de la Marne.



## 3.2 L'aléa inondation

### 3.2.1 L'aléa par débordement de cours d'eau, le mieux connu

#### 3.2.1.1 Genèse des crues

Les grandes crues observées de la Seine depuis 400 ans se sont essentiellement déroulées en hiver (de décembre à mars). Les pluies d'origine océanique conduisent à des cumuls de pluviométrie importants sur plusieurs semaines. La longueur de l'épisode induit une saturation progressive des sols. Le bassin devient plus réactif pour les derniers épisodes pluvieux, le ruissellement devenant prépondérant, influencé par l'humidité initiale des sols et la température.

L'une de ces deux conditions est nécessaire pour que survienne une grande crue de la Seine :

- La saturation des sols et des nappes phréatiques, qui entraîne un ruissellement de toute précipitation supplémentaire (pluie efficace) et soutient pendant des jours voire des semaines les débits de crue,
- Le gel des sols qui conduit à un ruissellement accru puisque l'infiltration n'est plus possible, tandis que la fonte des neiges apporte une quantité d'eau supplémentaire qui vient alimenter les cours d'eau.

Figure 12 : Zones où les crues de la Seine prennent forme. Source : DRIEE, SPC SMYL, 2010.

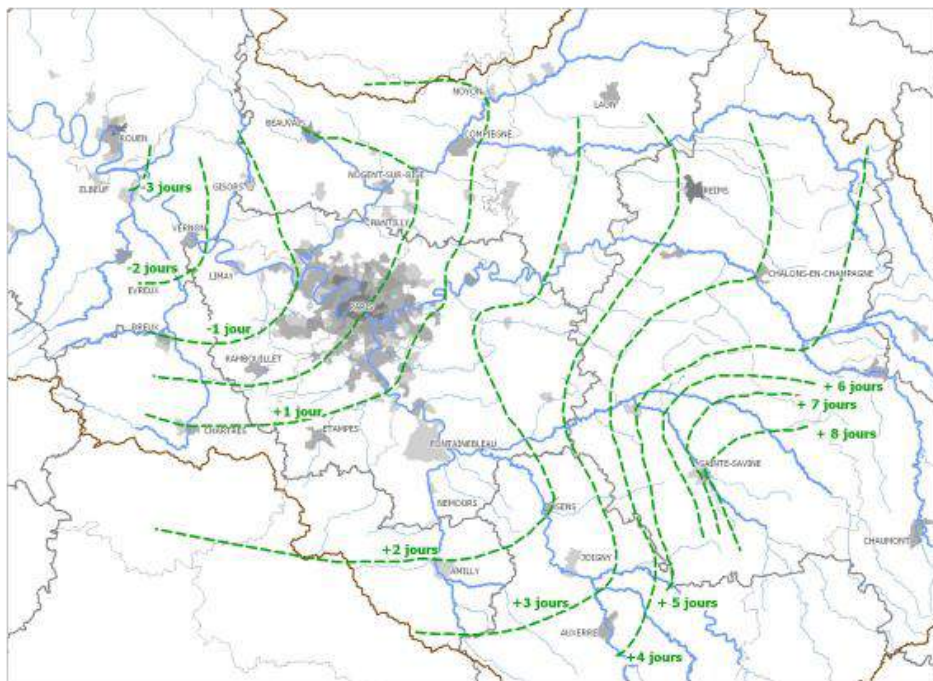


Les zones d'apport de débits importants sont le Morvan, le plateau de Langres, le Perthois ainsi que la Brie. En général, les eaux en provenance du Morvan et de la Brie sont les premières à alimenter les rivières avec plusieurs jours d'avance, en raison de la nature du substrat (granite du Morvan et meulières de la Brie) plus réactif que les zones karstiques du Plateau de Langres et des marnes du Perthois.

Les débordements des grandes rivières du bassin de la Seine surviennent habituellement à partir de novembre et jusqu'au mois de mai. Les crues de la Seine en Île-de-France mettent entre 3 à 4 jours depuis l'amont de l'Yonne ou du Loing et 6 à 8 jours depuis l'amont de la Seine et de la Marne pour parvenir dans l'agglomération parisienne, puis environ 5 jours pour atteindre l'estuaire. Plusieurs affluents de la Seine aux comportements variés interviennent dans la genèse des crues, les effets maximaux étant provoqués par

l'arrivée concomitante sur l'agglomération parisienne de plusieurs ondes de crues générées par des épisodes pluvieux successifs. La crue de mai-juin 2016 est survenue en dehors de cette période habituelle, la répartition des précipitations a rendu les petits affluents franciliens particulièrement contributeurs, provoquant une montée plus rapide à Paris du fait de leur proximité (4 à 5 jours).

**Figure 13 : Temps de propagation moyen sur le bassin de la Seine d'une crue dont la pointe arrive à Paris.** Source : DRIEE, SPC SMYL, 2012

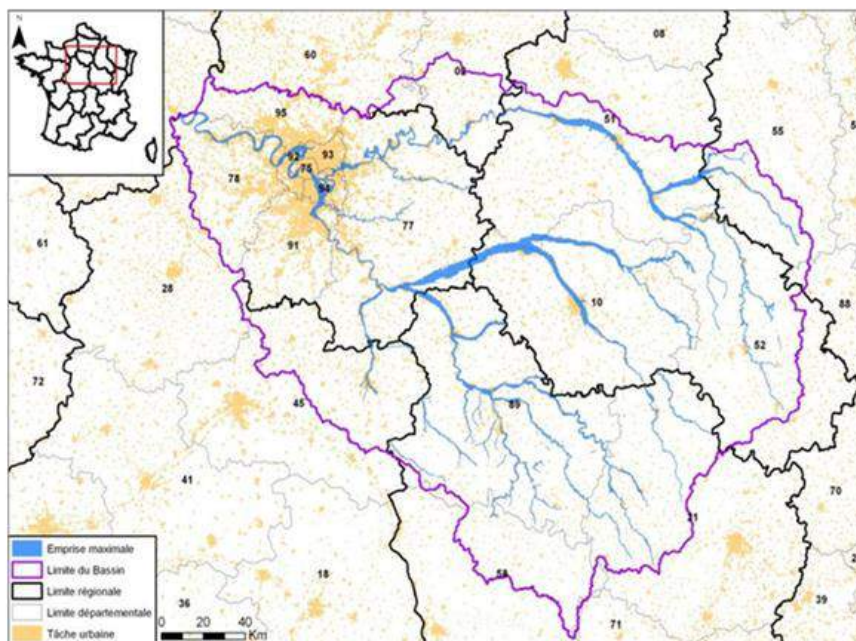


### 3.2.1.2 Le débordement de cours d'eau

À la suite de pluies violentes ou durables sur les parties amont et briardes du bassin, l'augmentation du débit des cours d'eau peut générer un débordement. Le cours d'eau sort alors du lit mineur, chenal d'écoulement des eaux limité par les berges, pour envahir le lit majeur, zone d'expansion des plus grandes crues.

Il est possible également de définir un lit moyen du cours d'eau, zone intermédiaire entre le lit mineur et le lit majeur, représentant l'espace occupé par le cours d'eau lors de crues courantes, telles que les crues saisonnières.

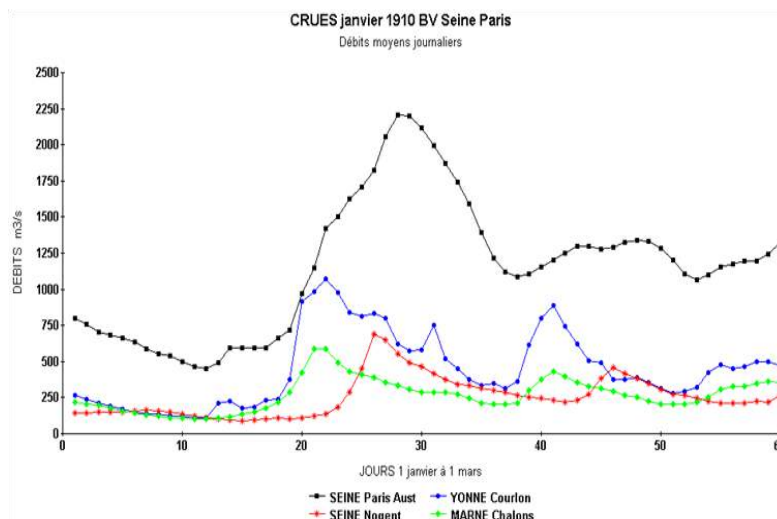
**Figure 14 : Carte des plus hautes eaux connues (PHEC) du bassin de la Seine francilienne et amont. Source : MRN 2010**



La Figure 14 ci-dessus montre que les rivières de l'amont (Yonne, Seine, Marne) convergent toutes vers l'Île-de-France, zone de confluences dans l'espace le plus densément urbanisé, où l'on retrouve plus de 90% des enjeux socio-économiques exposés aux risques d'inondation du bassin de la Seine (Source Mission des Risques Naturels, 2010).

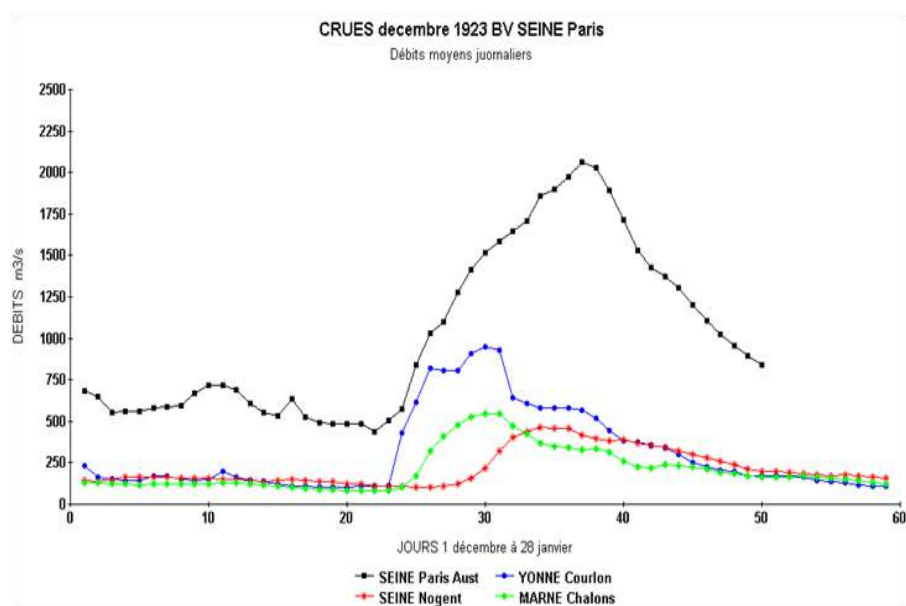
Les crues de la Seine sont des phénomènes lents, certes, mais dont la caractéristique principale est la durée. Ainsi, durant l'hiver 1910, la durée de submersion a atteint 8 semaines et de l'ordre d'un mois en 1924 et 1955, (cf. Figure 15, Figure 16, Figure 17).

**Figure 15 : Hydrogrammes des crues de 1910 de la Seine à Nogent et Paris, de la Marne à Châlons-en-Champagne et de l'Yonne à Courlon. Source : EPTB Seine Grands Lacs**

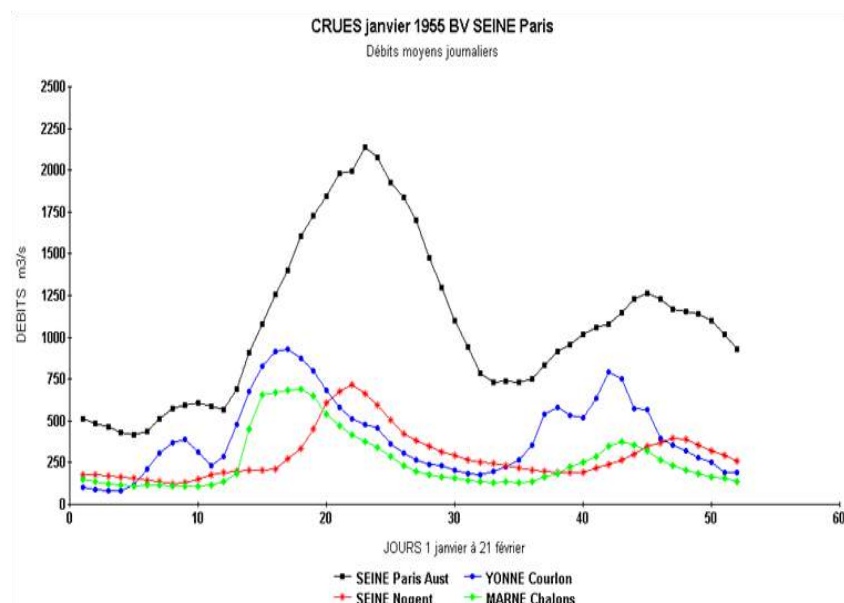




**Figure 16 : Hydrogrammes des crues de 1923-24 de la Seine à Nogent et Paris, de la Marne à Châlons-en-Champagne et de l'Yonne à Courlon.** Source : EPTB Seine Grands Lacs



**Figure 17 : Hydrogrammes des crues de 1955 de la Seine à Nogent et Paris, de la Marne à Châlons-en-Champagne et de l'Yonne à Courlon.** Source : EPTB Seine Grands Lacs



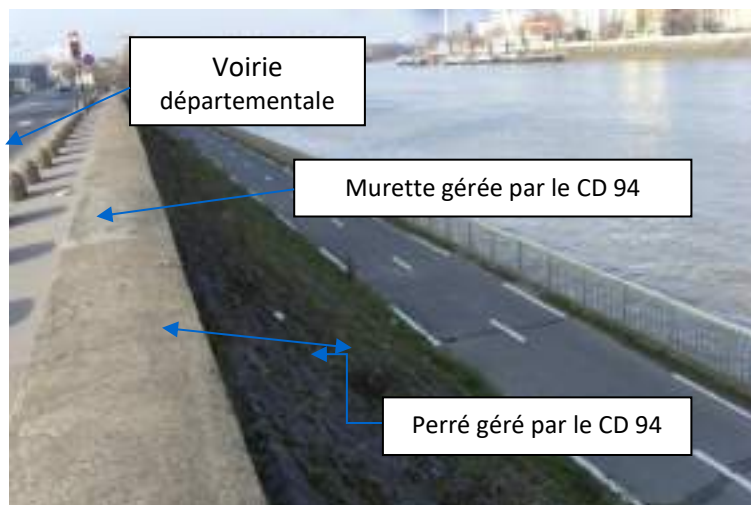


Le périmètre du PAPI est également soumis à un risque de rupture des ouvrages de protection (murettes, digues...). Les études de définition et d'autorisation des systèmes d'endiguement sont en cours : ces études permettront notamment de définir un niveau de protection des systèmes d'endiguement et les zones protégées par ceux-ci.

*Figure 18 : Le repère de crue situé quai Blanqui à Alfortville (94), en rive droite de la Seine. Source : CG 94 Ohval ! 18, Spécial crue centennale, 2010.*



*Figure 19 : Murette anti-crues, quai Jules Guesde, Vitry Sur Seine (94). Source : EPTB Seine Grands Lacs*



*Figure 20 : Murette anti-crues dans le département des Hauts de Seine. Source : CD 92*



### 3.2.1.3 Impacts pressentis du changement climatique

La Caisse Centrale de Réassurance a conduit, en partenariat avec Météo-France, une étude sur l'impact du changement climatique sur le coût des catastrophes naturelles en 2050 sur la base de scénarios du GIEC en termes d'évolution des émissions de gaz à effet de serre. Pour cette étude, Météo-France a généré avec son modèle Arpège Climat, 400 années possibles à climat actuel et 400 autres années à climat 2050. Les résultats de cette modélisation du climat futur sont venus alimenter les modèles d'aléa (inondation, sécheresse et submersion) et de dommages de CCR.

Concernant l'aléa inondation, les résultats de la simulation des inondations montrent une extension des emprises inondées à climat futur dans les régions hydrographiques dont le régime des précipitations extrêmes devrait augmenter à l'horizon 2050. De manière générale, cette extension des surfaces inondées correspondant à l'évolution du régime des pluies est plus importante dans la moitié nord du pays.

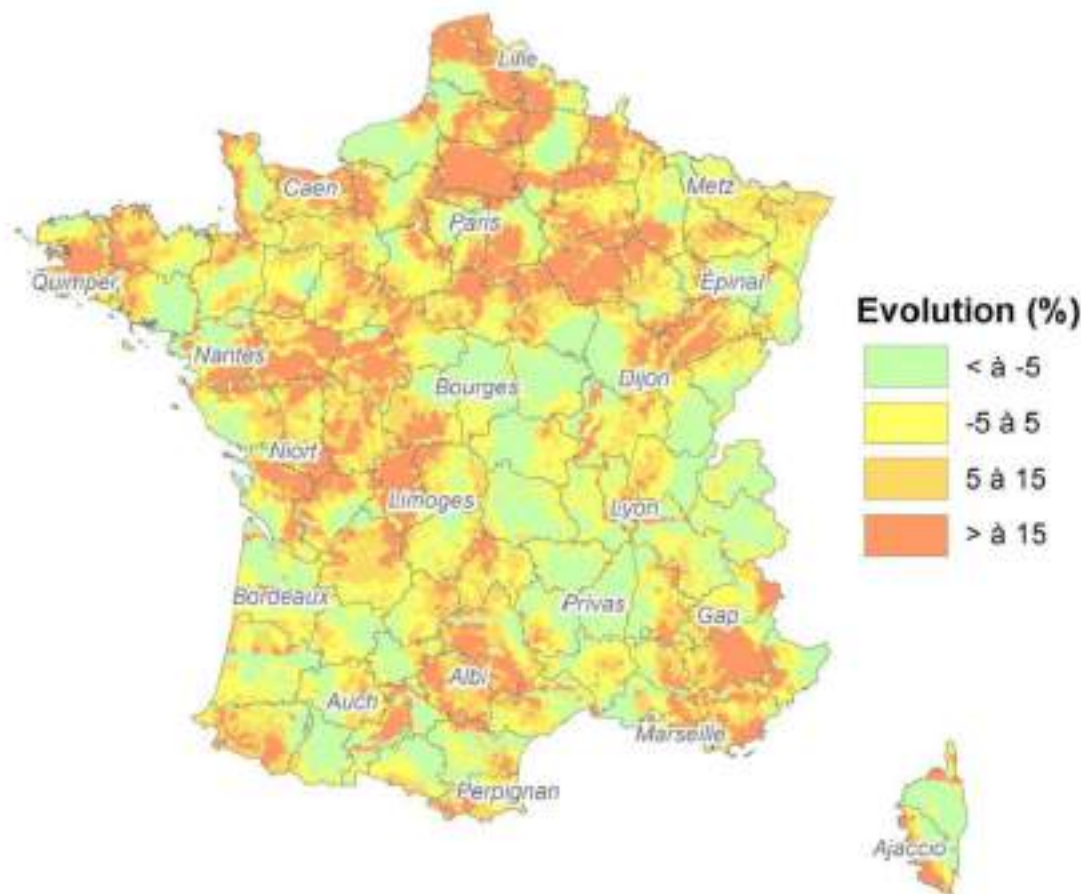


Figure 21 : extension des surfaces inondées à l'horizon 2050 (source : conséquences du changement climatique sur le coût des catastrophes naturelles en France à horizon 2050, CCR/Météo France, 2018)

L'étude n'intègre pour l'instant pas les inondations provoquées par les échanges entre les eaux de surface et les eaux souterraines, tels que les réseaux karstiques et les remontées de nappes, ne sont pas prises en compte dans la modélisation.

L'étude pointe également que le bassin versant de la Seine connaîtrait une augmentation significative des dommages, de 40 à plus de 60%.

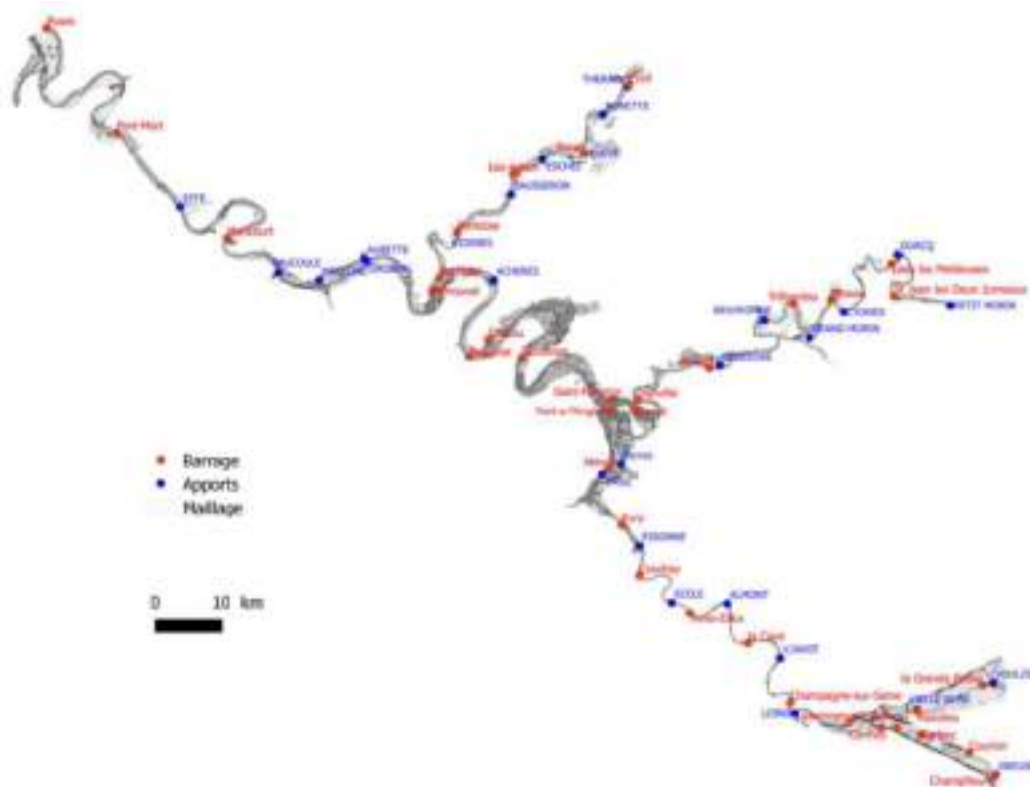
#### 3.2.1.4 Modélisation du débordement de la Seine et de la Marne francilienne : les apports du modèle 2D Seine-Marne développé dans le cadre du PAPI SMF 2014-2020

Dans le cadre du PAPI SMF 1, un outil de modélisation 2D Seine-Marne a été développé, avec les ambitions suivantes définies dans le rapport de la mission :

- Produire un outil de modélisation des écoulements à l'échelle de la région Ile-de-France et possiblement jusqu'à l'amont du bassin versant dans le cadre d'une mission complémentaire, qui tienne compte de l'ensemble des singularités existantes (les murettes de protection, les barrages de navigation, les franchissements...) ;
- Dont la résolution spatiale est suffisamment précise pour représenter la complexité des écoulements en lit majeur produite par la densité du bâti et à l'inverse, les axes préférentiels d'écoulement constitués par les grandes avenues ;
- Ceci dans le but de produire une représentation cartographique des inondations en lit majeur à l'échelle de la région Ile-de-France, et possiblement jusqu'à l'amont du bassin versant, ou encore une représentation 3D animée sur certains secteurs choisis ;

- En outre, l'outil de modélisation des écoulements doit permettre la définition et l'étude de scénarios divers (modification des niveaux de protection, intégration de nouveaux ouvrages structurants ou modification des règles de gestion des ouvrages existants) et être d'une prise en main aisée.

La mise en œuvre de cette action a d'ailleurs été reprise dans la SLGRI de la Métropole francilienne (action n°1 : réaliser un nouveau modèle numérique de représentation des écoulements permettant d'améliorer la représentation cartographique des surfaces inondées, basée sur le récent MNT Lidar).



*Figure 22 : vue du modèle global sur la zone 1, soit les principaux cours d'eau en Ile-de-France (source : ARTELIA, Élaboration d'un outil de modélisation des écoulements de la Seine et de ses affluents, mission principale, août 2019)*





Figure 23 : vue 3D d'une crue, modélisation Telemac 2D (source : EPTB Seine Grands Lacs)

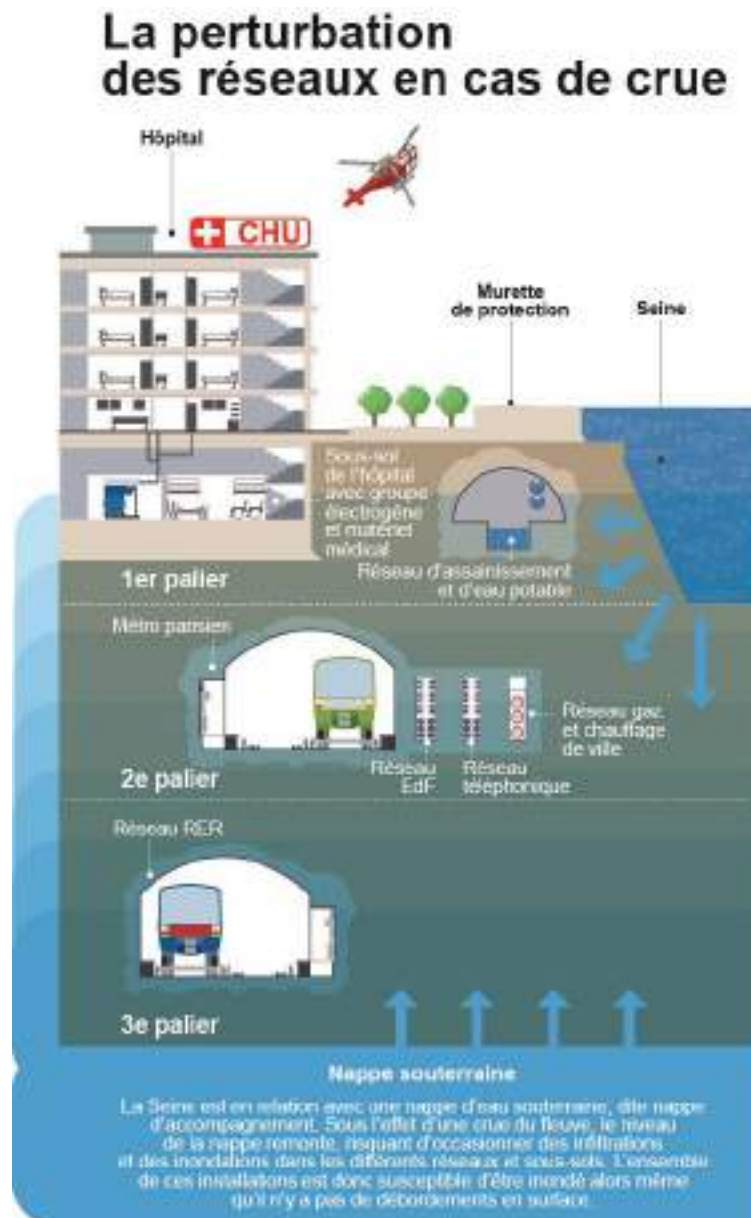
Ce modèle a vocation à remplacer Alphée, modèle utilisé notamment pour la production des ZIP-ZICH. Ce nouveau modèle a été utilisé fin 2019 pour l'étude d'analyse multi-critères du projet de la Bassée.

### 3.2.2 L'aléa par remontée de nappes, de nouvelles connaissances apportées par le PAPI 1 pour l'agglomération parisienne

#### 3.2.2.1 Inondation des sous-sols et des réseaux par remontée de la nappe d'accompagnement de la Seine et de la Marne

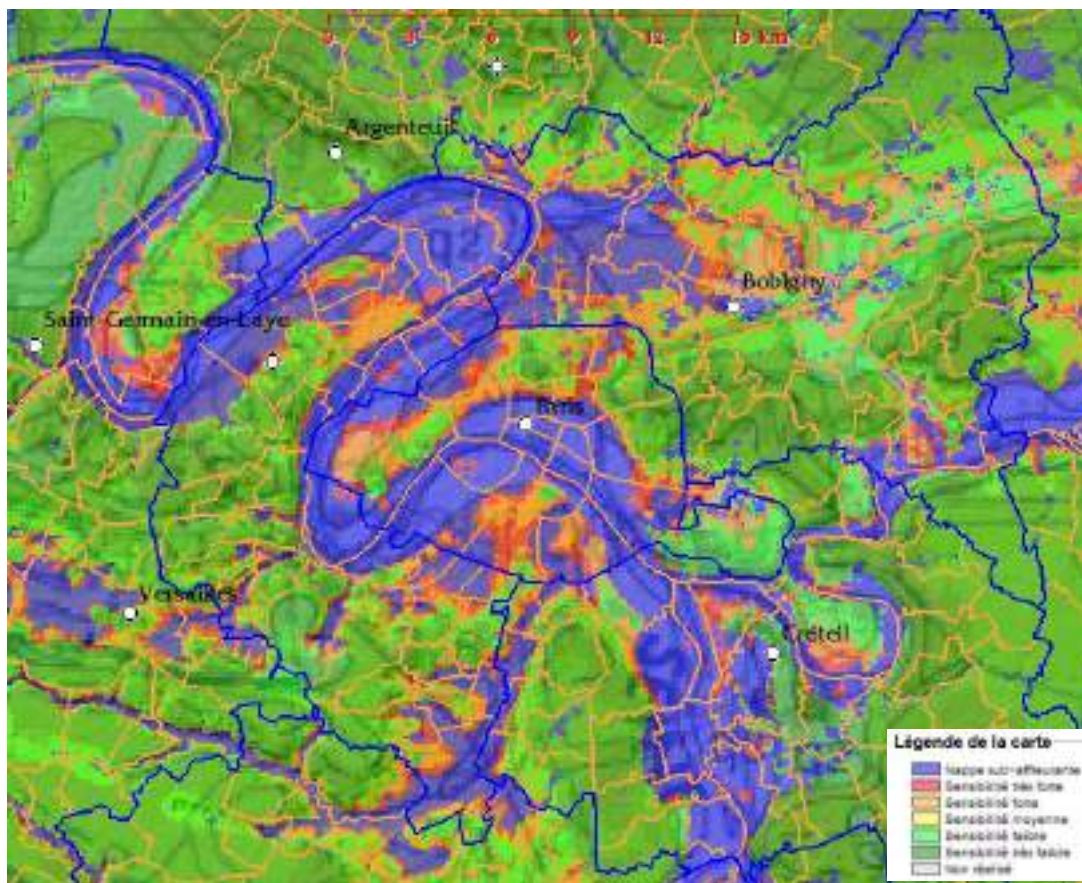
En raison de la nature du substrat perméable, la Seine et ses affluents sont en relation avec la nappe alluviale, dite nappe d'accompagnement. Sous l'effet d'une crue du fleuve, le niveau de la nappe s'étend verticalement et latéralement, risquant d'occasionner des infiltrations et des inondations dans les différents réseaux (énergie, transports, eau potable, assainissement, télécommunications, chauffage urbain, etc.) construits sous l'agglomération parisienne (cf. Figure 24 ci-dessous). Ces installations sont donc susceptibles d'être inondées alors même qu'il n'est pas observé de débordements en surface.

Figure 24 : Carte de l'organisation souterraine de la ville de Paris. Source : EPTB Seine Grands Lacs 2011



Comme le montre la Figure 25 ci-dessous, ce type d'aléa est important dans le cœur de l'agglomération parisienne et plus particulièrement à Paris et dans les boucles de Boulogne-Billancourt (92) et de Gennevilliers (92) ainsi que dans la traversée de la Seine dans le Val-de-Marne. En effet, toutes les zones violettes correspondent à des zones classées en nappes sub-affleurantes, ce qui correspond à un secteur dans lequel la nappe se situe à un niveau proche de la surface de sol. Cet état de fait explique par exemple que les immeubles construits dans ces zones surtout depuis les années 1960 disposent de systèmes de pompages permanents pour rabattre le niveau de la nappe, qui renvoient cette eau directement dans la Seine ou le réseau d'assainissement.

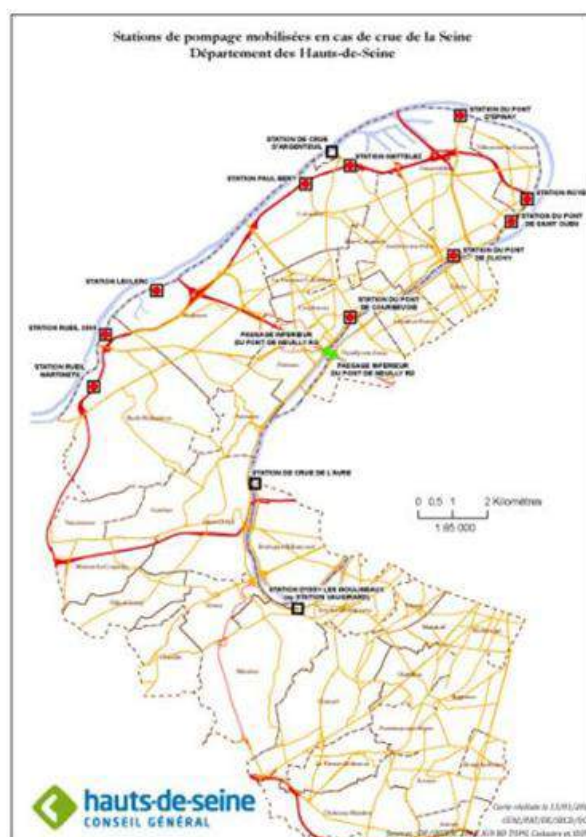
**Figure 25 : Carte des zones de propagation de la nappe d'accompagnement des rivières franciliennes.** Source : <http://www.inondationsnappes.fr>



L'arrêt du fonctionnement des systèmes de pompage, engendré par une coupure d'alimentation électrique par exemple, aggraverait le phénomène d'inondation en cas de crue.

Afin que les réseaux d'assainissement n'arrêtent pas d'évacuer les eaux usées en cas de montée de niveau de l'eau en Seine, les bassins versants de collecte sont équipés de stations de pompage anti-crues dont l'objectif est d'évacuer les effluents. »



**Figure 26 : Carte des stations de pompage Source Conseil général des Hauts-de-Seine**

Le réseau d'assainissement départemental des Hauts-de-Seine est protégé par 13 stations de pompes qui évacuent les effluents au moins jusqu'à la cote de débordement des murettes. Au-delà de cette cote de protection, les submersions commencent pour les secteurs bordant les murettes. En deçà de cette protection, la façade nord-ouest du département est progressivement submergée dès la cote 7m : Rueil-Malmaison fortement, Nanterre dans une moindre mesure.

### 3.2.2.2 Une meilleure connaissance des scénarios de remontée de nappe en fonction des crues de la Seine

Dans le cadre du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2013-2020, un modèle du sous-sol parisien a été réalisé afin de reproduire ce qu'il se passe dans les nappes, hors période de crue et lors de crues, dans le secteur Paris et proche couronne.

L'action 1.1.5. du PAPI a en effet permis d'impulser une étude dans l'optique d'améliorer les connaissances sur les remontées de nappes lors d'événements de crue en agglomération parisienne. Dans le cadre de cette action, la thèse de doctorat de Mathias Maillot (2019) a permis la construction du modèle hydrogéologique de Paris et de sa Petite Couronne, dit application « PPC ». La calibration des paramètres de cette application s'appuie sur la plateforme de modélisation des hydrosystèmes CaWaQS (développée au Centre de Géosciences), implémentée par le modèle hydraulique HYDRARIV (SETEC Hydratec pour le compte de l'EPTB Seine Grands Lacs (2002)). Ce dernier, calibré sur la crue de référence de 1910, permet de contraindre la cote de réseau hydrographique de l'application PPC. L'application a ainsi permis d'élaborer une série de scénarios hydrologiques d'intensité graduelle. Elle prend également en compte l'effet de la gestion des pompes dans la simulation des scénarios.

À la suite des résultats de la thèse de Mathias Maillot, l'application a été améliorée, notamment en exploitant les données collectées lors des crues de 2016 et 2018 qui ont permis d'affiner le modèle. De même, la base de données SONGE (Société du Grand Paris) a également été exploitée pour les modélisations.

L'action locale de pompes permet de maintenir des infrastructures souterraines de la métropole hors d'eau lors de l'augmentation globale du niveau des nappes superficielles (figure ci-dessous 3). Pour prendre en compte cette action, la version initiale du modèle PPC intégrait deux types de prélèvements en nappe



(permanents et intermittents) activés en période de crue. La nouvelle version comprend désormais les Zones de Fragilité Electrique (ZFE) construites à partir d'un croisement de données de la DRIEAT et d'ENEDIS. La ZFE offre une connaissance des zones pouvant être soumises à un arrêt des pompages engendré par une crue intense. Cette innovation permet une représentation plus fidèle de l'événement de crue et des zones à risques.

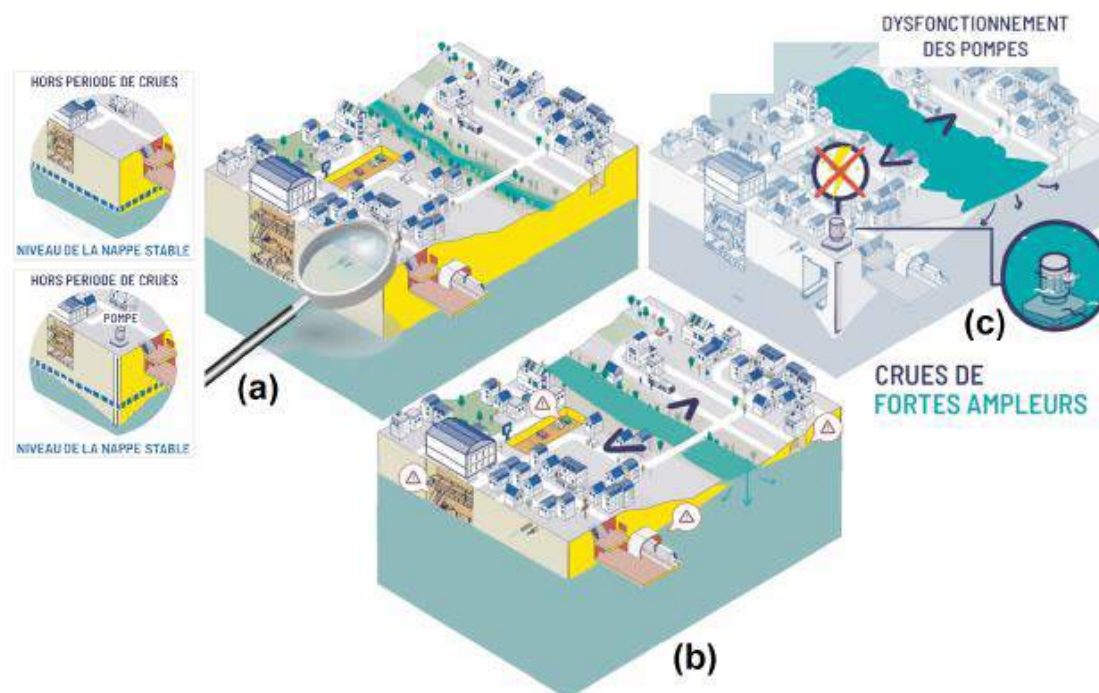


Figure 27. Illustrations schématiques de (a) la sécurisation d'infrastructures souterraines par l'action de pompages ; (b) d'inondation par remontées de nappes et (c) de la défaillance de pompes de sécurisation consécutivement à un évènement de crue majeure. (source : episeine.fr)

24 scénarios ont été simulés à l'aide de l'application PCC, selon les contraintes hydrauliques considérées (R0.60, R0.80, R1.00 et R1.15) et le mode de gestion des pompages :

- « Pompages persistants » : maintien actif intégral de l'ensemble des pompages ;
- « ZFE » : comportement dynamique le plus probable du système aquifère superficiel en contexte de crue intense ;
- « Arrêt des pompages » : arrêt de la totalité des pompages, à la date correspondant au pic de crue.

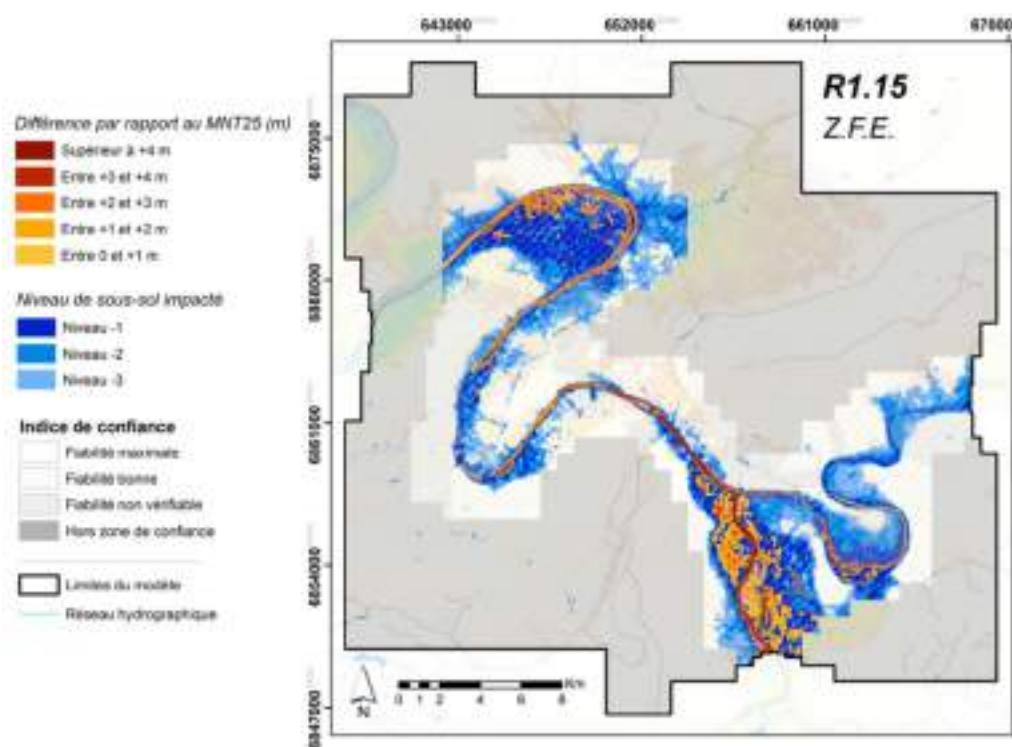


Figure 28. Exemple de rendu cartographique d'impact des niveaux de proche-surface pour la déclinaison 'ZFE' sous contrainte hydraulique HYDRARIV R1.15

Plusieurs étapes de calibration et de validation (lors des crues de 2016 et 2018 par exemple) ont conduit à un zonage des incertitudes de modélisation (indice de confiance) et des performances du modèle (biais). L'application PPC a vocation à servir l'ensemble des acteurs qui souhaitent améliorer leur connaissance des phénomènes et ainsi, mieux s'y adapter. L'ensemble des résultats de simulation des scénarios est disponible en licence ouverte v2.0 sous la forme de bases de données

Dans un contexte de forte urbanisation et dans un besoin d'adaptation aux défis actuels et à venir du changement climatique, il est essentiel de poursuivre l'amélioration de l'application PPC. Le PAPI SMF 2 permettra ainsi de consolider ces outils.

### 3.2.3 L'inondation par propagation de crue via les réseaux d'assainissement

Le SIAAP a mis en œuvre via le PAPI SMF 2013-2020 une étude de vulnérabilité des systèmes d'assainissement en cas de crue majeure.

Cette étude a notamment permis d'évaluer de disposer d'une analyse statique de la propagation de la crue par les réseaux, via le croisement du SIG des réseaux d'assainissement, du MNT du territoire francilien et les données de l'emprise des scénarios de crue communiquées par les services de l'État.

Cette étude se poursuit par la création d'un modèle couplé 1D/2D intégrant les cours d'eaux (Seine, Marne, Yverres, Orge et Yvette) et les réseaux d'assainissement afin d'intégrer les interactions hydrauliques dynamiques entre le réseau et le milieu récepteur.

### 3.2.4 La prise en compte des zones impactées non inondées : travail sur les ZINI

La DRIEE et la Préfecture de Paris travaillent à la mise en place d'un indicateur cartographique agrégé anonymisé des impacts des crues hors zones inondées. Cet indicateur « ZINI » (zone impactée non inondée) a plusieurs objectifs :

- Valoriser l'action collective de réduction des zones impactées non inondées en illustrant concrètement à quoi servent les investissements ;

- Posséder un outil de pilotage d'une politique publique de prévention des risques inondations, en ciblant les secteurs pour lesquels l'euro investi a le meilleur impact en matière de résilience globale des réseaux ;
- Communiquer vis-à-vis du grand public pour sensibiliser aux impacts hors zone inondée, impacts encore trop méconnus, avec une représentation cartographique dynamique intégrant les enjeux impactés.

Cet indicateur fait partie des mesures mises en place dans la SLGRI métropole francilienne et implique l'ensemble des gestionnaires de réseaux.

### 3.3 Les enjeux exposés aux inondations par débordement sur l'agglomération parisienne

#### 3.3.1 Les impacts identifiés dans l'étude OCDE

L'EPTB Seine Grands Lacs a réalisé dans les années 90, en partenariat avec l'État, la Région Ile-de-France et l'Agence de l'eau Seine-Normandie, d'importantes études sur les conséquences économiques des crues en Ile-de-France permettant ainsi d'évaluer les dommages sur les habitations et les activités économiques (hors réseaux) pour les différentes crues historiques. Ces études, actualisées en 2008, ont été complétées par des investigations menées par l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) en 2013 pour le compte de l'EPTB Seine Grands Lacs, en partenariat avec l'État et la Région Ile-de-France et l'ensemble des acteurs franciliens concernés.

Même si les études menées dans les années 1990 sur les conséquences socio-économiques des inondations, novatrices en leur temps, ont permis de sensibiliser les pouvoirs publics aux conséquences des inondations, celles-ci demeuraient incomplètes (manque de précision des données socio-économiques, non intégration des impacts macro-économiques et des réseaux critiques).

L'objectif de l'étude menée par l'OCDE consistait donc à :

- Évaluer les conséquences économiques par secteurs d'activité,
- Formuler des recommandations pour améliorer les politiques publiques sur les court, moyen et long termes,
- Proposer des pistes de financement pour des opérations d'amélioration de la résilience de l'agglomération parisienne et plus largement des zones urbanisées du bassin de la Seine.

Rendue publique le 24 janvier 2014, cette étude rappelle que, malgré des investissements majeurs dans la construction d'ouvrages de protection dès les années 1920, le territoire reste fortement exposé au risque d'inondation. Plus encore, l'urbanisation croissante, la construction de nombreuses infrastructures critiques le long du fleuve et l'interdépendance des réseaux, ont contribué à augmenter très fortement sa vulnérabilité.

Aujourd'hui, une crue centennale similaire à celle de janvier 1910 entraînerait des conséquences considérables sur l'économie régionale voire nationale et sur le quotidien de la population avec :

- Plus de 30 milliards d'euros de dommages directs et indirects,
- 60 milliards de perte de PIB sur 5 ans,
- La destruction de 400 000 emplois (sur 750 000 exposés),
- Plus de 5 millions d'habitants impactés dont :
  - o 1,5 million de personnes atteintes par des coupures du réseau électrique,
  - o 1,3 million de personnes sans accès à l'eau potable,
- L'arrêt de nombreux services publics, de transports, etc.

#### 3.3.2 Les enjeux identifiés dans le cadre du projet de la Bassée

Dans le cadre de l'analyse multi-critère du projet de casier pilote de la Bassée, une identification des enjeux a été réalisée en situation avant-projet.

Les crues étudiées sont les suivantes :

Crue type décembre 1993 (Q93i ou Q1993i en abrégé)  
Crue type novembre 1944 (Q44i ou Q1944i en abrégé)  
Crue type janvier 2018 (Q2018i en abrégé)  
Crue type janvier 1910 (Q1910i en abrégé)  
Crue type R1.15 (R1.15i en abrégé)



### 3.3.2.1 Population en zone inondable

L'étude pointe le nombre important d'habitants impactés :

- Près de 49 500 personnes pour le scénario Q1993i (crue fréquente, occurrence 4 ans en amont de la Marne à 5 ans en aval de la Marne).
- Près de 67 000 personnes pour le scénario Q1944i (crue fréquente, occurrence 7 ans en amont de la Marne à 8 ans en aval de la Marne).
- Environ 108 200 personnes pour le scénario Q2018i (crue fréquente, occurrence 18 ans en amont de la Marne à 16 ans en aval de la Marne).
- Environ 326 200 personnes pour le scénario Q1910i (crue moyenne, occurrence 127 ans en amont de la Marne à 92 ans en aval de la Marne).
- Environ 616 500 personnes pour le scénario R1.15i (crue majeure, occurrence 242 ans en amont de la Marne à 345 ans en aval de la Marne).

On note qu'à l'échelle de la vallée de la Seine, l'exposition des populations résidentes potentiellement exposées aux risques d'inondation s'accroît très fortement avec l'augmentation des occurrences de crues étudiées.

La population exposée se situe principalement dans le tronçon Seine centrale, qui comprend Paris et la proche couronne (environ 60 % des habitants exposés).

Dans une lecture départementale, Paris (essentiellement 7ème et 15ème arrondissements) et les Yvelines totalisent plus de 50 % des populations exposées jusqu'au scénario 2018i :

- Q1993i : 13 350 personnes (27,0 %) à Paris et 14 620 personnes (29,6 %) dans les Yvelines,
- Q1944i : 19 600 personnes (29,3 %) à Paris et 14 600 personnes (21,8 %) dans les Yvelines,
- Q2018i : 26 300 personnes (24,3 %) à Paris et 29 600 personnes (27,4 %) dans les Yvelines.

Dans les scénarios de crues majeures, l'exposition des populations se concentre dans les départements de Paris et de la Petite couronne : 213 000 personnes (65,4 %) dans le scénario Q1910i et 461 750 (74,9 %) dans le scénario R1.15i.

Deux départements sont particulièrement impactés :

- Le Val de Marne avec 91 800 personnes (28,2 %) dans le scénario Q1910i voit la population exposée plus que doubler dans le scénario R1.15i pour atteindre quasiment 192 500 personnes (31,2 %),
- L'impact est également très important sur les Hauts-de-Seine, avec 75 050 personnes (23,1 %) dans le scénario Q1910i et 162 700 personnes (26,4 %) dans le scénario R1.15i.

En grande couronne, pour ces scénarios de crues majeures, ce sont les Yvelines et l'Essonne qui sont les plus exposés, de façon très similaire : autour de 48 000 habitants pour chaque territoire dans le scénario Q1910i et de 66 000 habitants dans le scénario R115

### 3.3.2.2 Emplois en zone inondable

Jusqu'à la crue de 2018i, la répartition des emplois impactés est similaire :

Le département de Paris est le plus touché avec, à lui seul,

- En Q1993i : 72% du total des emplois exposés soit 15 812 emplois sur un total de 22 025
- En Q1944i : 58% du total des emplois exposés soit 17 091 emplois sur un total de 29 291
- En Q2018i : 48% des emplois impactés soit 19 636 emplois sur un total de 40 580.

Viennent ensuite les départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine qui représentent entre 22 et 34% du total des emplois exposés.

À contrario, les départements les moins impactés sont :

- En Q1993i : la Seine-Saint-Denis et de Val-de-Marne : moins de 100 salariés sont exposés (essentiellement des petites entreprises de moins de 10 salariés, quelques moyennes entreprises ne dépassant pas les 15 employés).
- En Q1944i : le Val d'Oise, avec 192 emplois, soit 1% du total de salariés touchés
- En Q2018i : la Seine-Saint-Denis, avec 337 emplois

Au-delà de Q1944i, le nombre d'emplois exposés explose. Il est multiplié :

- Par 4 pour une crue type 1910i qui impacte près de 161 271 emplois.
- Par plus de 8 pour une crue type R1.15i avec 341 537 actifs touchés

### 3.3.3 Les enjeux identifiés dans le projet de SCoT de la Métropole du Grand Paris

Le projet de SCoT de la Métropole du Grand Paris propose une analyse détaillée des enjeux au risque inondation, dont voici quelques extraits :

À l'échelle métropolitaine, les surfaces exposées aux inondations progressent, entre les 3 scénarios, de 1 200 hectares (1,5 % du territoire) à 7 000 hectares (8,5 %), pour atteindre 8900 hectares exposés à R1.15 (10,9%) - Ces surfaces se concentrent au sud-est (Paris Est Marne & Bois, Grand Paris Sud Est Avenir, Grand-Orly Seine Bièvre), qui affiche d'importantes surfaces exposées dès R0.80, à Paris, et au nord-ouest (Paris-Ouest La Défense, Boucle Nord de Seine).

La situation particulière de trois territoires mérite d'être soulevée:

- Grand Orly Seine Bièvre, EPT le plus exposé, concentre 39 % des surfaces exposées à R0.80, 30 % à R1.05, et 27% à R1.15.
- Boucle Nord de Seine, deuxième EPT le plus exposé à R1.05, voit sa vulnérabilité augmenter fortement à R1.15. Son territoire potentiellement inondable évolue de 1037 (21%) à 1716 hectares (34% de sa superficie).
- Paris, peu sensible à une crue majeure de niveau R0.80, voit sa vulnérabilité fortement augmenter entre les scénarios R1.05 (556 hectares) et R1.15 (867 ha), du fait du dépassement des digues et murettes protégeant les arrondissements centraux des débordements. Ces protections ne dispensent cependant pas la ville de dégâts pour les scénarios inférieurs, que ce soit par remontées de nappes dans les milliers de caves, parkings et niveaux inférieurs de bâtiments de part et d'autre de la Seine, ou en cas de rupture de murettes, pouvant être consécutive au risque d'embâcle que représentent par exemple les nombreux établissements flottants amarrés sur les quais de Seine.

Pour le scénario **d'occurrence centennale**, plusieurs territoires sont fortement impactés pour les **logements** :

- Grand-Orly Seine Bièvre, avec plus de 58000 logements (19,5% de son parc), dont plus de 13000 résidences individuelles ; Vitry-sur-Seine (11100 logements), Ivry-sur-Seine (9780 logements), Villeneuve-St-Georges (7600 logements) ou Choisy-le-Roi (7500 logements) sont les communes sur lesquelles pèsent les enjeux les plus lourds.
- Paris avec plus de 45600 logements.: l'importance des enjeux s'explique notamment par l'implantation de plusieurs Immeubles de grande hauteur (IGH) à vocation d'habitat sur les berges de Seine, dans le quartier Beaugrenelle, et plus généralement par la forte vocation résidentielle des 12<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements fortement exposés dans ce scénario de crue.
- Boucle Nord de Seine, 37900 logements (19,5% du parc) avec pour toutes les communes (hormis Argenteuil et Bois-Colombes peu exposées aux zones inondables) plus de 5000 logements exposés.
- Paris Est Marne & Bois, 34 700 logements (14,5 % du parc) : Maisons-Alfort (10 550 logements), St-Maur-des Fossés (9 550 logements), Champigny-sur-Marne (3 900 logements) sont particulièrement concernés. Ce

territoire se caractérise par l'importance de la part des résidences individuelles (30%) dans le parc exposé, qui peut dépasser les 40% sur certaines communes (Bry-sur-Marne, Joinville-le-Pont ou St-Maur-des-Fossés).

Plus de 69 000 établissements et 696 000 emplois, soit respectivement 10,7% et 15,3% des entreprises et des effectifs emplois recensés dans la Métropole du Grand Paris, sont potentiellement exposés, pour tout ou partie de leurs emprises, aux zones inondables (aléas PPRI). Avec plus de 39000 établissements et 345000 emplois, Paris apparaît comme le plus exposé. Mais, proportionnellement à son potentiel économique, c'est le département du Val-de-Marne qui est le plus concerné, avec respectivement 20,2 % des établissements (14 600) et 23,1 % des emplois (138 000) de son territoire.

### 3.3.4 Les incidences sur les réseaux

La grande vulnérabilité des réseaux (électricité, gaz, télécommunications, réseau numérique, transport, chauffage, eau potable, assainissement), constitue un enjeu majeur.

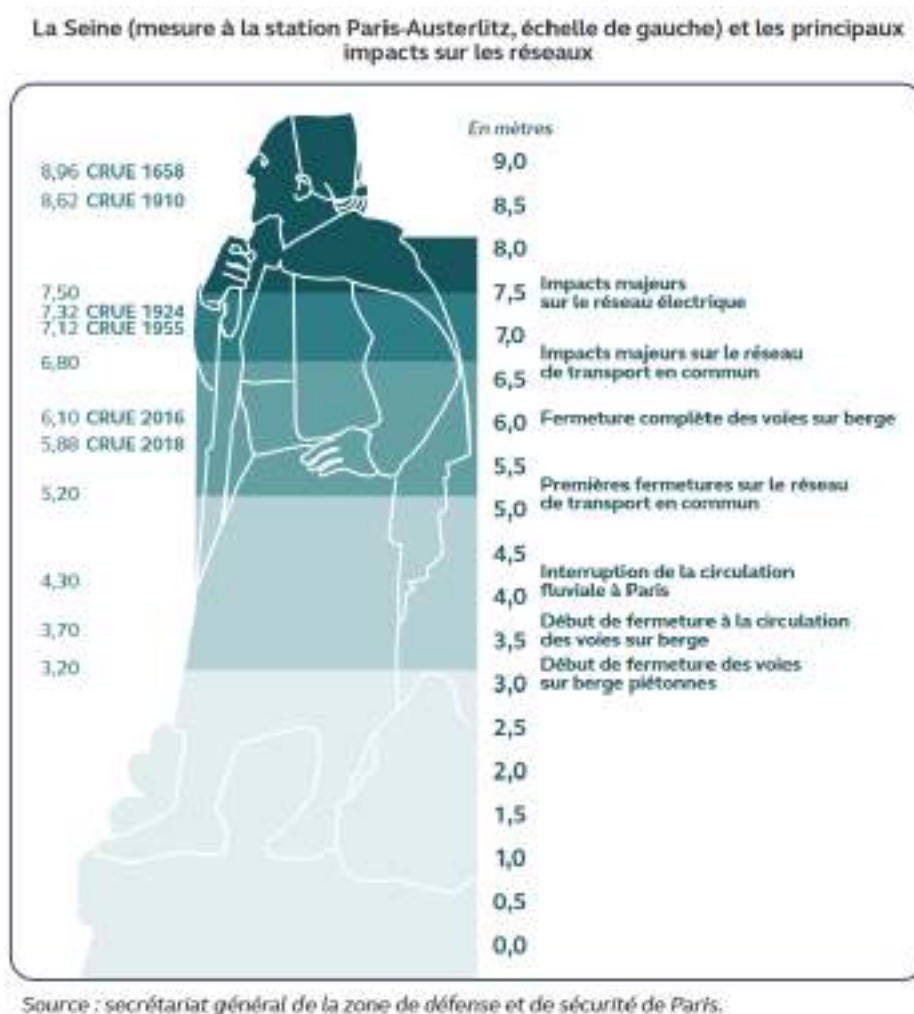


Figure 29 : impact d'une crue sur les réseaux (source : SGZDS de Paris, extrait du rapport de la cour des Comptes novembre 2022)

De nombreux apports de connaissance sur les zones impactées en cas d'inondation sont attendus au cours du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2023 – 2029, notamment le modèle 2D Seine-Marne concernant l'aléa débordement, l'élargissement du modèle sur les remontées de nappe au-delà de Paris, l'établissement des secteurs soumis à des zones de refoulement des réseaux, la diffusion des zones impactées non inondées (ZINI). Ces nouvelles connaissances donneront lieu à de nouveaux croisements avec les enjeux afin d'actualiser les connaissances sur les enjeux.

### 3.4 État des lieux de la culture du risque sur le territoire

Le diagnostic du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2013-2019 soulignait la faible conscience du risque inondation sur le territoire.

Dans cette optique, plusieurs actions ont été mises en place dans le cadre du premier PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes.

#### 3.4.1 EpiSeine, une plate-forme qui centralise les supports de sensibilisation au risque inondation

Le dispositif Episeine (<https://episeine.fr/>) a vocation à constituer une démarche de sensibilisation, un organisme de formation, un centre de ressources et une plateforme web collaborative.

Dans une première version en 2016, le site Episeine.fr est tout d'abord conçu pour des professionnels et des praticiens du risque. Depuis octobre 2018, le volet « grand public » est le premier mis en avant. Le site vise à « engager » des relais (médias, associations, gardiens d'immeuble, citoyens engagés, etc.) au sein de l'ensemble des publics (particuliers, entreprises, collectivités) pour démultiplier par tache d'huile et à toutes les échelles l'information et la préparation des franciliens à la prochaine inondation.



Figure 30 : page d'accueil du site EPISEINE (2021)

L'EPTB Seine Grands Lacs utilise plusieurs indicateurs de suivi de la diffusion du site EPISEINE, notamment :

- Le nombre de participants aux sessions de formation
- La communauté EPISEINE sur les réseaux sociaux (nombre d'abonnés Facebook, Twitter, LinkedIn...) ainsi que le nombre de visites sur le site EPISEINE
- D'autres indicateurs quantitatifs : nombre de vue des vidéos sur YouTube, nombre de publications...

Les principales cibles du site web Episeine.fr et des réseaux associés sont les acteurs publics locaux, les acteurs économiques privés et le grand public. À la mi-2020, le site Episeine.fr a comptabilisé plus de 75600 utilisateurs depuis sa création et les réseaux sociaux associés (Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn) totalisent plus de 6000 abonnés. Le site et les réseaux constituent un des leviers principaux pour renforcer la culture du risque inondation.

À ce jour, EPISEINE a lancé 4 campagnes de communication digitales, qui ont permis de toucher plus de 1 600 000 personnes et d'agrandir la communauté EPISEINE. Dans ce cadre, de nombreuses vidéos et outils pédagogiques ont été produits. Un dispositif d'apprentissage en ligne a été conçu pour trois cibles distinctes (grand public, entreprises, élus et agents des collectivités territoriales). Des événements de sensibilisation ont été organisés régulièrement, en collaboration avec des partenaires institutionnels ou locaux, comme PLOUF 75 avec la Préfecture de Police de Paris, ou le village « santé, secours et vous » avec la Ville de Paris,



à destination en priorité d'un public jeune. Par ailleurs, l'ensemble des actions réalisées par les maîtres d'ouvrages du PAPI sont valorisées au sein de la plateforme web EPISEINE.

La plateforme regroupe différents supports de communication :

- Des vidéos pédagogiques
- Des jeux et quizz
- Des guides et fiches réflexes
- Des kits de communication en cas de crise
- Ainsi que des dossiers thématiques qui font la part belle aux retours d'expérience menés ces dernières années

### 3.4.2 Une stratégie de sensibilisation qui s'inscrit dans la durée

Une étude de diagnostic de l'état de la culture du risque en Ile-de-France est réalisée durant la période 2016-2017 (Artelia/Contre-champ/Tact). Cette étude a mis en œuvre une analyse des outils de sensibilisation, et au travers d'entretiens et d'enquêtes larges, une caractérisation des connaissances, des représentations et des pratiques des Franciliens face au risque d'inondation. Un sondage auprès de 1500 personnes a été réalisé.

Les résultats de ce sondage réalisé en décembre 2017 par IPSOS auprès de 1 000 franciliens interrogés par Internet et 500 par téléphone sur l'évaluation de la culture du risque inondation en Ile-de-France sont les suivants :

- 85% des personnes interrogées disent avoir entendu parler des crues historiques de la Seine et/ou de la Marne
- 62% pensent que l'Ile-de-France est exposée à un risque d'inondation de grande ampleur
- 87% estiment qu'il vaut mieux se préparer aux inondations car cela arrivera un jour
- 70% estiment être mal informés
- 83% souhaitent être mieux informés sur les comportements à adopter en cas d'inondation
- 80% qu'il faut s'organiser avec ses voisins, amis, famille pour faire face à l'aléa
- 81% croient que la crue durera moins d'un mois

Des préconisations stratégiques ont été proposées notamment sur la base des enseignements du diagnostic, pour adosser la stratégie de communication/ sensibilisation du PAPI. Il s'agit de construire une stratégie de sensibilisation à l'échelle du territoire du PAPI sur une longue durée.

### 3.4.3 Le Grand Prix de la culture du risque inondation du bassin Seine-Normandie

Il a été lancé par le préfet coordonnateur de bassin Seine Normandie en décembre 2016 dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de gestion des risques d'inondation du bassin Seine-Normandie pour mettre en valeur les acteurs déjà engagés sur le thème de la culture du risque inondation. 47 actions candidates ont été analysées par un jury composé de 10 personnalités spécialistes de la prévention des inondations en région, et présidé par Monsieur GOELLNER, directeur de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) d'Ile-de-France, délégué de bassin à l'initiative de cette première édition du Grand Prix.



Figure 31 : logo du Grand Prix culture du risque inondation (source DRIEAT)

L'EPTB Seine Grands Lacs a notamment été lauréat de la catégorie « Information citoyenne » pour son action « mobilisons les voisins », qui vise à sensibiliser et à inciter la population à se préparer au risque d'inondation en s'appuyant sur le réseau du voisinage de proximité.

#### 3.4.4 D'autres relais de la sensibilisation au risque sur le territoire

Les enseignements du bilan du PAPI SMF 2013-2020 soulignent l'importance de disposer de relais dans la sensibilisation au risque. Pour mémoire, plus de la moitié des maîtres d'ouvrage du PAPI 2013-2020 portent des actions de sensibilisation des populations.

D'autres acteurs sont des relais en matière de sensibilisation :

- Départements : CD91, CD94
- Communes : Ville de Paris, Melun, Ris-Orangis,
- Structures de bassin versant : syndicat de l'Orge, Syage, SMSO
- Gestionnaires de réseaux : SIAAP

Ces actions ont été variées dans leur forme : plaquettes de communication, diffusion et mise à jour de DICRIM, balades urbaines...

D'autres acteurs ont été sensibilisés au cours de ce PAPI :

- Acteurs publics locaux
- Agents de collectivités territoriales
- Élus
- Entreprises
- ERP
- ...

#### 3.4.5 De nouveaux repères de crue

La loi « Risques » du 30 juillet 2003 apporte une réponse au besoin de cultiver la conscience du risque et à la disparition des repères de crue. Elle considère les repères de crue comme une source d'information préventive sur le risque inondation et un moyen d'entretenir la mémoire du risque.

Extrait de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, dite loi « Risques », article L.563-3 du code de l'environnement : « *Dans les zones exposées au risque d'inondation, le maire, avec l'assistance des services de l'État compétents, procède à l'inventaire des repères de crues existant sur le territoire communal et établit les repères correspondant aux crues historiques, aux nouvelles crues exceptionnelles ou aux submersions marines. La commune ou le groupement de collectivités territoriales compétent matérialisent, entretiennent et protègent ces repères.* »

Conformément au décret n°2055-233 du 14 mars 2005, les maires ont obligation de poser des repères de crues sur des édifices publics ou privés afin de conserver la mémoire du risque et de mentionner dans le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) leur liste et leur implantation. Le nombre de repères de crues dans une zone à risques doit tenir compte :

- De la configuration des lieux,
- De l'importance de la crue (fréquence et ampleur des inondations),
- Et de l'importance de la population concernée.

Plusieurs campagnes de pose de repères de crue ont été menées durant la mise en œuvre du PAPI.

Le Syndicat de l'Orge a notamment installé plus d'une dizaine de repères de crue au droit des zones à fort enjeux inondation à la confluence Seine – Orge. Le Syndicat poursuit sa démarche sur l'ensemble de son territoire et a réalisé en plus une sensibilisation à destination du grand public sur les repères de crue au travers de ses publications annuelles.

À noter que des repères de crue ont été posés sur le territoire sans pour autant être prévus dans le PAPI, par la Ville de Paris par exemple.

La DRIEE Île-de-France mène actuellement un recensement des repères de crue, afin de créer une base de données et une cartographie accessibles à tous.

Ce travail consiste dans un premier temps en une recherche bibliographique des repères de crue potentiels. Puis en un levé précis du repère afin de le localiser et d'en déterminer l'altitude. Enfin d'enregistrer le repère dans la base de données. Une fiche synthétique illustrée de photographies du repère en précise la localisation, l'altitude, le type de support et l'état.

### 3.4.6 L'information préventive du citoyen

L'information préventive consiste à renseigner le citoyen sur les risques majeurs susceptibles de se développer sur ses lieux de vie, de travail ou de loisirs. Elle a été instaurée en France par l'article 21 de la loi du 22 juillet 1987 affirmant que *"les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles"*.

Pour répondre à cette obligation, il existe plusieurs outils réglementaires détaillés ci-après.

#### 3.4.6.1 Le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM)

Conformément à l'article R125-11 du Code de l'Environnement, le Préfet réalise le DDRM dans lequel il fait référence aux informations essentielles sur les risques naturels et technologiques majeurs présent dans son département.

| DDRM                   | Date d'approbation /mise à jour | Lien web                         |
|------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| Seine-Saint-Denis (93) | 2009                            | <a href="#">Dossier en ligne</a> |
| Val-de-Marne (94)      | 2014                            | <a href="#">Dossier en ligne</a> |

|                            |      |                                    |
|----------------------------|------|------------------------------------|
| <b>Yvelines (78)</b>       | 2020 | <a href="#">Dossier en ligne</a>   |
| <b>Essonne (91)</b>        | 2014 | <a href="#">Dossier en ligne</a>   |
| <b>Hauts-de-Seine (92)</b> | 2016 | <a href="#">Dossier en ligne</a>   |
| <b>Seine-et-Marne (77)</b> | 2017 | <a href="#">Dossier en ligne</a>   |
| <b>Val d'Oise (95)</b>     | 2010 | <a href="#">Arrêté préfectoral</a> |
| <b>Paris (75)</b>          | 2017 | <a href="#">Dossier en ligne</a>   |

*Figure 32 : Liste des DDRM existants en Région Ile-de-France - Source : SEPIA Conseils - 2021*

Cette information comprend généralement :

- la définition d'un risque majeur ;
- le cadre juridique et réglementaire ;
- la description de l'organisation des secours et des acteurs de la sécurité civile ;
- l'explication du système d'alerte ;
- le descriptif de chacun des risques majeurs présents sur la commune illustré par des exemples de catastrophes passées ;
- les outils et les mesures de sauvegarde existants pour limiter leurs conséquences (PPRI, PCS, DICRIM, IAL, etc.) ;
- les comportements à adopter pour chacun des risques mentionnés ;
- la liste des communes impactées par ces risques.

Les DDRM offrent une information souvent très complète aux Communes ayant l'obligation de réaliser leur DICRIM. On peut toutefois reprocher à certains dossiers de ne pas mentionner l'inondation par remontée de nappe phréatique/alluviale ou par ruissellement pluvial, de ne pas insister davantage sur la durée de la crue, les impacts indirects ou les effets dominos générés par une telle inondation, ou encore de ne pas intégrer le PAPI comme outil concret de prévention du risque d'inondation par débordement.

Enfin, leur format, souvent très détaillé (la majorité des dossiers fait entre 80 et 200 pages), et leur échelle (départementale), les rend difficilement compatibles avec des démarches de sensibilisation de la population au risque d'inondation. C'est une des raisons pour lesquelles la réglementation impose au maire une déclinaison communale à travers le DICRIM.

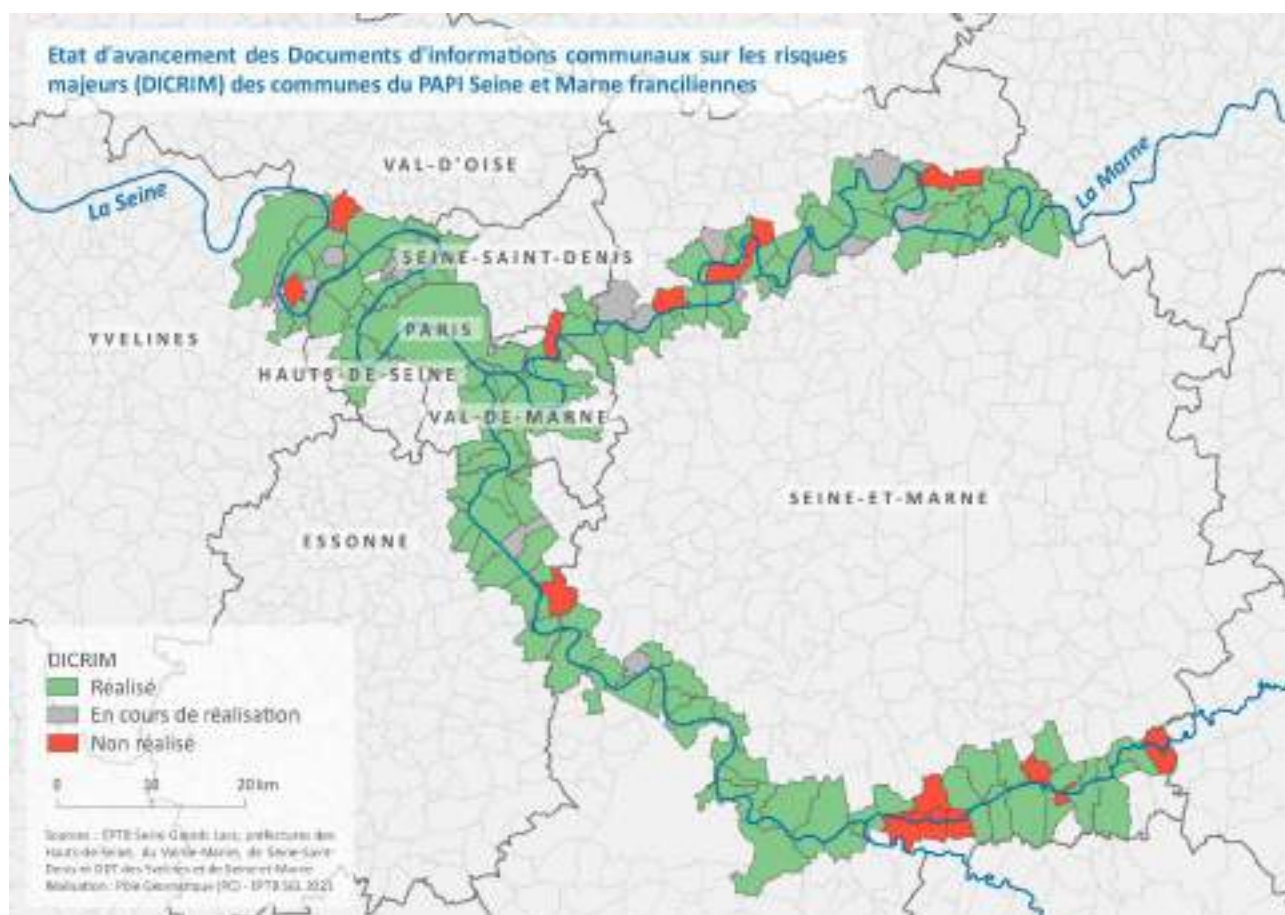
### 3.4.6.2 Le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

Le Décret 90-918 du 11 octobre 1990 introduit le DICRIM. Celui-ci vise à recenser « les mesures de sauvegarde répondant au risque sur le territoire de la commune, notamment celles qu'il [le maire] a prises en vertu de ses pouvoirs de police (...) ». Outil réglementaire, le DICRIM permet aux communes d'initier une réflexion sur les mesures de sauvegarde à prendre tout en effectuant un travail de sensibilisation pour rendre le citoyen conscient des risques majeurs auxquels il peut être exposé sur son territoire.

Suite au recensement des DICRIM<sup>1</sup> des communes du TRI localisées sur le périmètre du Comité territorial Seine-amont de la métropole francilienne effectué en mars 2016, et comme le montre la carte présentée ci-dessous, il apparaît que plus de 60% de celles-ci ne l'ont pas encore réalisé.

<sup>1</sup> Les données propres au DICRIM ont été agrégées de la façon suivante. Il a été admis que toute commune disposant d'un PCS disposait par extension d'un DICRIM, conformément à la structure proposée par la réglementation en vigueur. Enfin, pour les communes ne disposant pas de PCS, une recherche a été faite sur les sites internet des communes. Pour les communes n'ayant pas de DICRIM mis en ligne, il a été accepté qu'aucun DICRIM n'existe.





**Figure 33 : État d'avancement des DICRIM des communes TRI** - Source : EPTB Seine Grands Lacs – 2021 - Données sites officiels de ces communes.

Des initiatives intéressantes peuvent être relevées, à l'instar de la Ville de Paris qui a conçu, en partenariat avec l'IFFO-RME, un « DICRIM Jeunes » ciblé sur les Parisiens de 7 à 12 ans et distribué à l'occasion d'événements spécifiques (PLOUF 75, exercice EU SEQUANA 2016, etc.).



**Figure 34 : DICRIM Jeunes réalisé par la Ville de Paris en 2015** - Source : Ville de Paris

Plusieurs acteurs ont travaillé à la mise à jour et la diffusion de leur DICRIM dans le cadre du PAPI SMF 1 sous la forme d'une action à part entière : les communes de Ris-Orangis, Melun, Paris. L'EPTB Seine Grands Lacs et le SMSO ont également travaillé à l'accompagnement des collectivités dans la mise à jour de leur DICRIM sur le volet inondation.

### 3.4.6.3 L'Information Acquéreur Locataire (IAL)

Selon les dispositions des articles L.125-5 et R.125-23 à 27 du Code de l'Environnement, le vendeur ou le bailleur d'un bien immobilier doit lors de toute transaction (vente ou location) informer l'acquéreur ou le locataire des risques naturels ou technologiques qui existent sur le territoire de la commune où se situe le bien ainsi que de tout sinistre ayant affecté ce bien. Le vendeur ou le bailleur établit l'état des risques à partir des informations disponibles auprès des mairies et des préfectures.

Bien que transmis systématiquement à l'occasion de toute transaction immobilière ou de toute location, l'intérêt et l'impact de ce document en termes de sensibilisation aux risques dépend surtout du discours qui l'accompagne. Or, le vendeur ou le bailleur, qui souhaite vendre ou louer son bien immobilier, peut facilement percevoir l'IAL comme étant un obstacle. L'IAL est donc souvent « noyée » parmi les nombreux autres documents pour éviter de rappeler son existence et de souligner son importance.

Le site de la DRIEAT permet de répertorier les informations disponibles en Ile-de-France (<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/information-des-acquereurs-locataires-ial-r1501.html>).

## 3.5 État des lieux en matière prévision des crues et de gestion de crise

### 3.5.1 La prévision des crues

#### 3.5.1.1 Le Service de Prévision des Crues (SPC) et la traduction des prévisions sur le site Vigicrues

Le territoire du PAPI 2013-2020 est bien couvert par les services du SPC pour le débordement des cours d'eau.

La DRIEE Île-de-France est le service de prévision des crues (SPC) pour les bassins de la Seine moyenne, de l'Yonne et du Loing (SMYL). Le travail du SPC est notamment retranscrit dans son règlement de surveillance, de prévision et de transmission de l'information sur les crues (RIC).

Les crues de 2016 et 2018 ont permis d'identifier les appareils de mesure défectueux. Des travaux ont été entamés pour remettre en état et sécuriser les stations de mesure, endommagées par la crue. Les opérations engagées ont permis de remettre en état et de rehausser les matériels submergés, de consolider l'alimentation électrique ou la transmission des données. Certains capteurs ont été modifiés et améliorés.

Les données issues de ces crues ont été capitalisées afin d'améliorer le modèle de prévision des crues.

Les données de prévision sont ensuite mises en ligne sur le site [vigicrues.fr](http://vigicrues.fr).

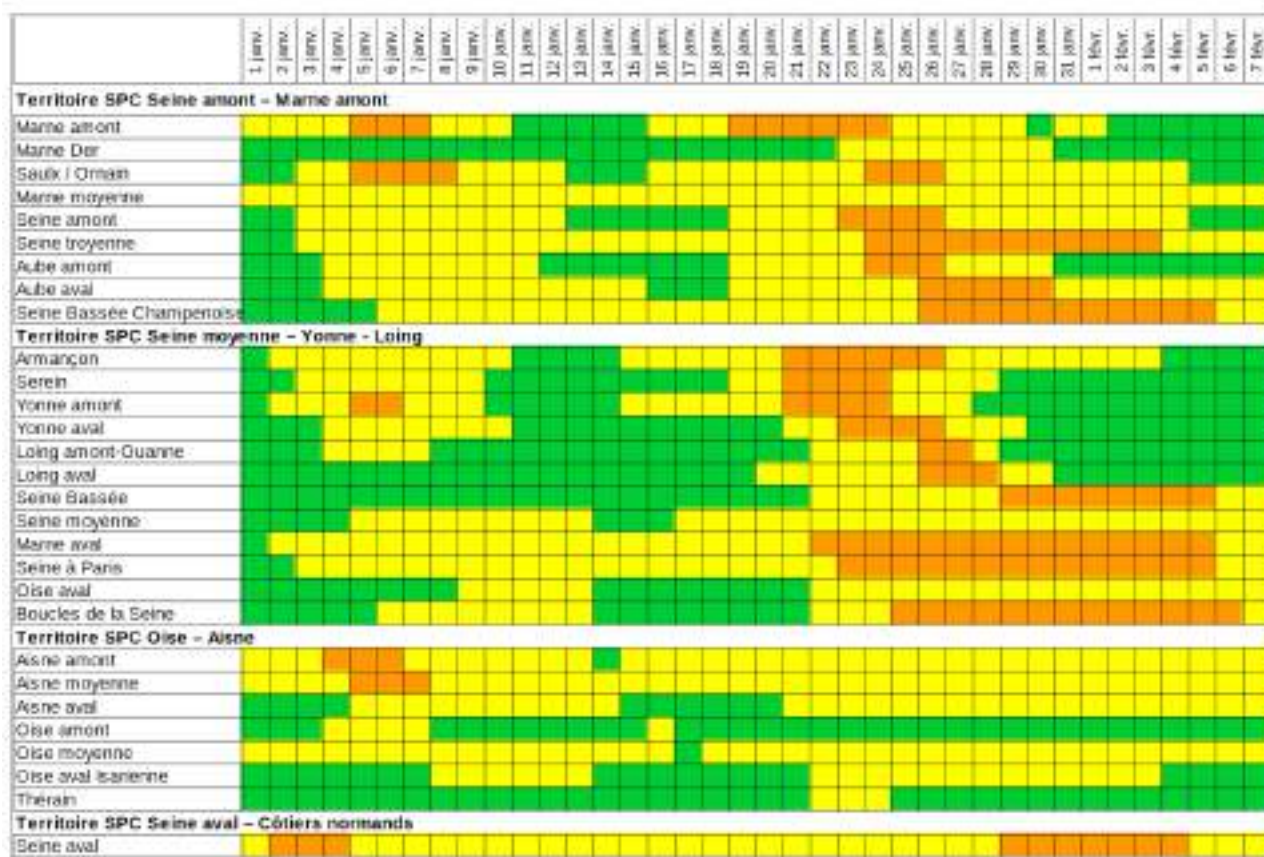


Figure 35 : synthèse de la vigilance par tronçon lors de l'épisode de crue de janvier 2018 (source SPC, tableau repris du rapport retour d'expérience Crue de la Seine et de ses affluents de janvier-février 2018, tome 2 annexes)

### 3.5.1.2 L'élaboration des ZIP/ZICH et leur diffusion

Les cartographies de zones d'inondation potentielles (ZIP) sont le résultat de modélisations basées sur des hypothèses relatives à l'hydrologie et aux conditions d'écoulement, et donc entachées d'incertitudes. Elles ont uniquement vocation à fournir des éléments utiles à la préparation de crise en indiquant les secteurs risquant d'être impactés selon l'ampleur de la crue.

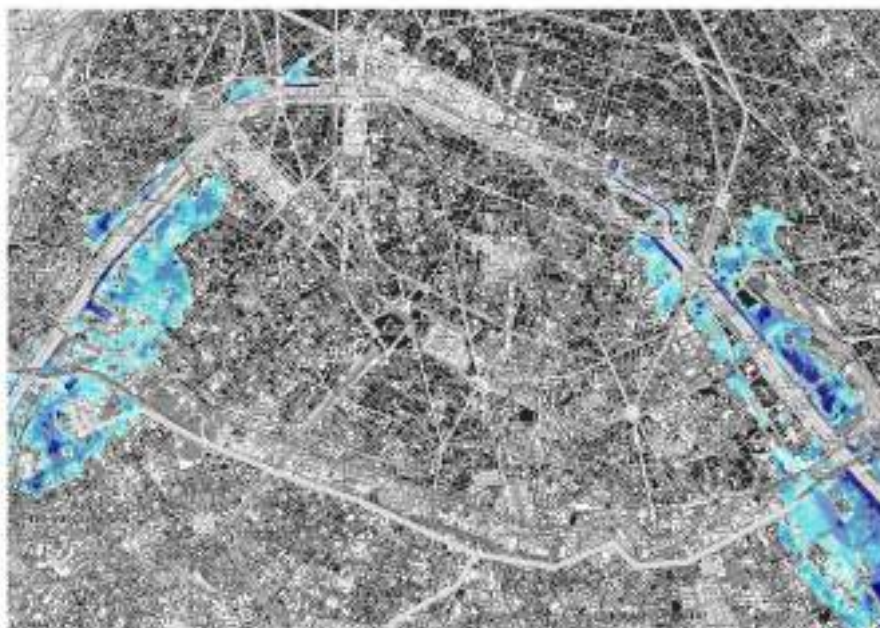
Les ZIP ne se substituent en aucun cas aux cartographies réalisées par l'État dans le cadre de la prévention des inondations.

En préparation à la crise : Les ZIP permettent d'identifier les zones et enjeux potentiellement touchés en fonction de l'importance de la crue sur un territoire donné : département, commune, site industriel ou commercial, établissement, réseau routier...Elles fournissent donc des informations utiles pour l'établissement des dispositions Orsec, des Plans Communaux de Sauvegarde (PCS), des Plans de Continuité d'Activité (PCA), des diagnostics de vulnérabilité, etc.

En gestion de crise : L'emprise potentiellement inondable dépend de l'ampleur et de la chronologie de la crue, d'où l'intérêt de disposer d'un catalogue de ZIP permettant d'utiliser la cartographie la plus adaptée à l'événement au fur et à mesure de son évolution. Pendant la crue, les ZIP permettent ainsi de traduire les observations et prévisions aux stations de référence, diffusées par Vigicrues, en zones potentiellement inondables.

Les Zones inondées par classe de hauteurs (ZICH) représentent la même inondation que les ZIP, mais elles contiennent l'information supplémentaire de la hauteur de submersion au-dessus du terrain naturel (ou la profondeur d'eau).





*Figure 36 : représentation cartographie ZICH à Paris (source : © IGN, DRIAT)*

Depuis mai 2021, le réseau Vigicrues propose désormais aux internautes un accès aux cartographies des zones d'inondation potentielle (ZIP) depuis le site Vigicrues.

#### **3.5.1.3 La prévision des nappes**

L'amélioration de la prévision des crues s'est focalisée au cours du PAPI sur la connaissance des nappes, notamment via la modernisation du réseau de piézomètres de la ville de Paris.

Les objectifs recherchés étaient d'équiper les piézomètres d'un système de télérelève et de remplacer voire installer de nouveaux piézomètres pour conserver un réseau uniformément répartis sur les zones inondables de Paris. 16 piézomètres ont été remplacés ou installés et sont opérationnels depuis fin 2016. 23 piézomètres jugés prioritaires ont fait l'objet d'une phase de test après avoir été équipés d'appareils de mesure capable de transmettre les données à distance en utilisant les réseaux de télécommunication. Cette phase a pris fin en 2018 afin que l'expérimentation puisse prendre en compte 2 hivers et au moins un étiage. Les résultats ont été concluants, le système étant désormais opérationnel. Il permet d'étudier et de relever une information sur le niveau des nappes en temps réel.



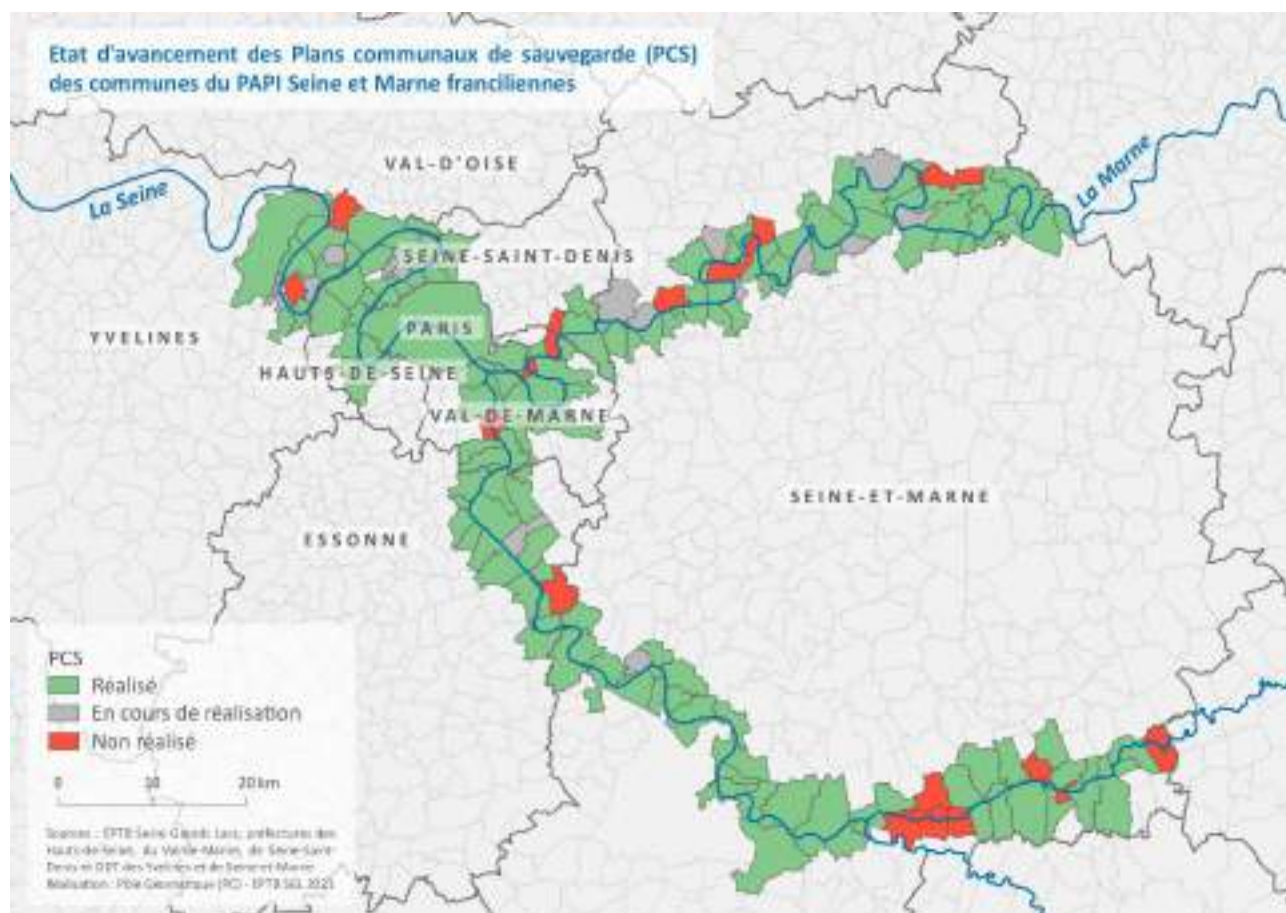


Page 58/113

l'organisation nécessaire pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques.

Les données concernant les PCS ont été collectées par l'EPTB Seine Grands Lacs auprès des préfectures des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne, de Seine-Saint-Denis et auprès des DDT 77 et 78.

Comme le montre la carte présentée ci-dessous, les communes du TRI de la métropole francilienne ayant l'obligation de réaliser un PCS l'ont, pour une grande majorité, déjà fait (ou sont en cours).



**Figure 38 : État d'avancement des PCS des communes TRI incluses dans le périmètre du Comité territorial Seine-amont de la métropole franciliennes - Source : EPTB Seine Grands Lacs -2021**

Une majorité des communes situées le long de la Seine et de la Marne a déjà réalisé son PCS. Pour autant, avoir réalisé son PCS ne signifie pas automatiquement que celui-ci soit opérationnel.

Aussi, pour répondre à ce constat ainsi qu'aux demandes formulées par les communes dans le cadre de la préparation de la SLGRI, l'EPTB Seine Grands Lacs a mis en œuvre une démarche d'assistance à la mise en œuvre des plans de gestion de crise et au montage d'exercices réguliers permettant l'entraînement des communes et de leurs groupements. Cette action s'est concrétisée en 2018 par des formations à la gestion de crise dans les départements de l'Essonne et de la Seine et Marne, puis en 2019 et 2020 également dans le Val de Marne. 20 journées de formation ont ainsi été organisées pour les agents des communes afin d'autonomiser les praticiens des collectivités territoriales dans leurs pratiques d'exercices et d'entraînements sur leurs PCS. Des supports de sensibilisation et des outils méthodologiques ont également été produits.

À la mi 2019, cet accompagnement a été conforté par le recrutement d'un poste en charge de cette thématique au sein de l'EPTB Seine Grands Lacs.

Le site EPISEINE propose un dossier dédié aux plans communaux de sauvegarde (page internet : <https://episeine.fr/dossiers/plan-communal-de-sauvegarde-et-gestion-de-crise>), qui comprend notamment :

- Une courte vidéo pédagogique de présentation d'un plan communal de sauvegarde
- Une présentation de la méthodologie de la mise en œuvre d'un PCS
- Un exemple de cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – disponible via une demande à l'EPTB

Le site propose également des formations en gestion de crise (PCS et ses différents volets, PCA, exercices). L'EPTB assure en moyenne 2 formations par mois, pour environ 200 agents et élus territoriaux formés chaque année en 2021 et 2022.

### 3.5.2.3 La gestion de crise testée lors d'exercices de crise

Plusieurs exercices de gestion de crise ont été organisés durant la mise en œuvre du PAPI.

L'exercice « phare » a été l'exercice de gestion de crise EU SEQUANA, organisé du 7 au 18 mars 2016 par la préfecture de Police (Zone de Défense et de Sécurité de Paris). Cet exercice a simulé une crue majeure en Île-de-France de type 1910 par montée des eaux de la Marne et de la Seine. Il a permis de :

- Donner l'occasion à 87 partenaires publics et privés du territoire francilien de participer à un exercice pour tester leur capacité à répondre à un tel événement et renforcer la coordination de leurs actions ;
- Faire fonctionner le mécanisme européen de protection civile ; -
- Focaliser l'attention des médias et des populations sur le phénomène de la crue pour développer une culture du risque inondation auprès des citoyens, des entreprises et des institutions publiques

Des maîtres d'ouvrage ont notamment participé à l'exercice SEQUANA en mars 2016, tel que le CD94 qui a impliqué 18 directions départementales et 125 agents départementaux dans l'exercice.



Figure 39 : logo de l'exercice EU SEQUANA 2016 (source : Préfecture de Police de Paris)

Le CD du Val-de-Marne a également organisé des exercices de gestion de crise quasiment chaque année, exceptées les années où le Département a subi des inondations importantes : des exercices « crue majeure » (ou blackout) ont ainsi été menés en 2014, 2017, 2018 et 2019, ainsi que des ateliers « Décru » en 2015 (action 3.5). Le Département rencontre aujourd'hui des difficultés à identifier des axes de travail novateurs et fédérateurs après ces nombreux exercices sur le thème des inondations et les deux crues significatives de 2016 et 2018.

Enfin le SIAAP a réalisé plusieurs exercices internes.

À noter également que les crues de 2016 et 2018 ont permis de mettre en pratique les enseignements issus des exercices et de tester les dispositifs propres à chaque acteur.

Par ailleurs, l'EPTB Seine Grands Lacs accompagne des communes dans la mise en œuvre d'exercices de gestion de crise. L'EPTB Seine Grands Lacs fournit les outils et la méthodologie, et propose régulièrement des exercices de gestion de crise sur une commune fictive, joués dans les locaux de l'EPTB. L'EPTB est intervenu pour les communes de Condé-Sainte-Libiaire, Marolles-sur-Seine et Rueil-Malmaison (automne 2022). L'EPTB a également pu organiser un exercice interne à ses services.

### 3.5.3 Mise en œuvre de plans de continuité d'activité des collectivités territoriales et des entreprises exposées

Au regard de la durée des crues franciliennes, la continuité d'activité est considérée par de nombreux acteurs, tant publics que privés, comme une thématique essentielle. Complémentaire à la gestion de crise, la démarche de la continuité d'activité invite à engager une réflexion sur l'organisation à mettre en œuvre pour poursuivre les missions de services, obligatoires ou indispensables, pendant la crue ou en période de post-crue. Conscients de cet enjeu, de nombreux maîtres d'ouvrages ont souhaité initier des actions en ce sens dans le cadre du PAPI.

L'EPTB Seine Grands Lacs porte, depuis le début de l'année 2020 une action d'appui méthodologique à la réalisation de PCA. Cette action s'adosse très directement à la démarche structurante pilotée en 2018 par la DRIEE en matière d'autodiagnostic de la vulnérabilité des collectivités territoriales. Cet appui méthodologique est destiné aux collectivités et à toutes structures impliquées dans la gestion de crise (entreprises, opérateurs de réseaux structurants, etc.), comme spécifié dans l'objectif 3.A.4 du PGRI (« veiller aux capacités de continuité d'activité des services impliqués dans la gestion de crise »).

Les ressources destinées aux acteurs ont été mises en ligne sur le site d'EPISSEINE : <https://episeine.fr/dossiers/plan-de-continuite-dactivite>

Les ressources disponibles sont regroupées dans un dossier (page internet) qui comprend :

- Deux courtes vidéos à destination des collectivités territoriales et des entreprises pour présenter la démarche de plan de continuité d'activité
- Une présentation de la méthodologie de la mise en œuvre d'un PCA
- Un exemple de cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – disponible via une demande à l'EPTB
- Un kit clé en main pour mettre en place un premier PCA au sein de la structure, sous la forme d'un document unique, guidé, et remplissable directement sur le .PDF en mode formulaire. Il s'adresse plus particulièrement aux petites structures mais peut néanmoins servir de base de travail pour les plus grandes.

L'EPTB a recruté un agent dédié à cette thématique en août 2019 afin de renforcer la capacité de l'EPTB à accompagner de nombreux acteurs sur l'axe 3 et dynamiser cet axe.

Plusieurs acteurs ont engagé la réalisation d'un PCA ou des procédures de gestion de crise à leur échelle :

- Le CD94 mène régulièrement des actions pour organiser la continuité d'activité en cas de crue majeure : en 2017-2018, une nouvelle version du Logiciel de Gestion des Crues a été développée, et des procédures en matière de prévention, de gestion de crise et de décrue ont été formalisées sur un crèche pilote située en zone inondable. Les consignes écrites relatives à la surveillance structurelle des digues et murettes, ouvrages de protection contre les inondations et à la gestion des dispositifs de fermeture des murettes anti-crue ont également été rédigées.
- Le SIAAP n'a pas finalisé son PCA. Cependant des réflexions ont été menées : un diagnostic fonctionnel a été réalisé, les retours d'expérience des crues ont permis de bâtir une première série d'échelles de crues et la procédure de gestion de crise a été finalisée. La stratégie globale du SIAAP en cas de crue sera ensuite déclinée sur chaque site opérationnel.
- La CA GPS mène plusieurs actions qui s'inscrivent dans une étude globale d'« étude de la vulnérabilité aux crues de la Seine et élaboration du PCA de GPS ». Cette étude (toujours en cours) comprend notamment la formalisation des procédures de gestion de crise et l'élaboration du PCA.



### 3.6 La prévention des risques via l'aménagement du territoire

Sur son site, la DRIEAT rappelle que l'on estime que plus de 12 millions de m<sup>2</sup> SHON de nouveaux logements, équipements publics sont programmés en zones d'aléas des PPRI pour les 10 prochaines années.

#### 3.6.1 Le Plan de Prévention des Risques Inondations (PPRI), outils de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable

Le PPRI a pour objectif de caractériser l'aléa inondation, les enjeux impactés par la crue de référence centennale, de préconiser des mesures (règlement) visant à prendre en compte le risque dans les nouvelles constructions et à réduire la vulnérabilité des biens et des personnes dans les constructions existantes.

Il s'agit d'un document réglementaire établi et approuvé par les services de l'État en concertation avec les communes et les habitants, après enquête publique. Le PPRI vaut servitude d'utilité publique pour toute autorisation d'urbanisme située en zone à risque. Il est opposable à toute personne publique et privée et est annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il est composé de documents informatifs (rapport de présentation), de documents cartographiques et d'un règlement.

En Ile-de-France, les Préfectures franciliennes ont réalisé les PPRI à l'échelle des départements ou de plusieurs communes, notamment sur les grands axes de la Seine et de la Marne. L'ensemble des PPRI ont été élaboré il y a plus de 15 ans.

##### En petite couronne :

- 2001 et révision en 2007 : PPRI de la Seine et de la Marne dans le Val-de-Marne ;
- 2002 et révision en 2006 : PPRI de la Seine dans les Hauts-de-Seine ;
- 2003 et révision en 2007 : PPRI de la Seine à Paris ;
- 2007 : PPRI de la Seine en Seine-Saint-Denis ;
- 2010 : PPRI de la Marne en Seine-Saint-Denis.

##### En grande couronne :

- 2002 : PPRI de la vallée de la Seine de Montereau-Fault-Yonne à Thomery et de Samoreau à Nandy ;
- 2003 : PPRI de la vallée de la Seine en Essonne ;
- 2007 : PPRI de la vallée de la Marne de Poincy à Villenoy ;
- 2009 : PPRI de la vallée de la Marne d'Isles-lès-Villenoy à Saint-Thibault-des-Vignes.

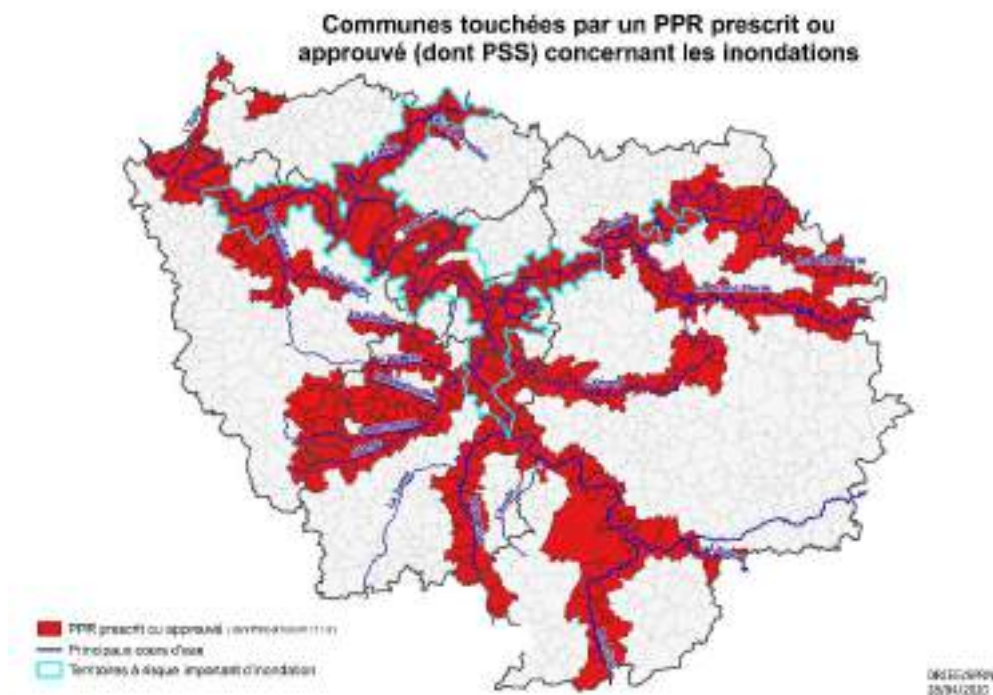


Figure 40 : communes touchées par un PPR prescrit ou approuvé (dont PSS) concernant les inondations source : DRIEAT

Sur la Marne, il subsiste un nombre non négligeable de communes pour lesquelles les procédures d'établissement du PPRI ne sont pas achevées. Sur le territoire des communes de Chelles, Torcy, Champs-sur-Marne, Noisiel, Vaires-sur-Marne, le PPRI est en cours d'approbation. Pour le territoire de près de 20 autres communes, principalement située sur la partie la plus amont de la vallée de la Marne en Seine et Marne, les PPRI ne sont pas prescrits.

Sur ces territoires, les documents antérieurs faisant référence concernant les zones connues de débordement de la Marne doivent être utilisés selon l'application de l'article R 111.3 du code de l'Urbanisme. Les « portés à connaissance » relatifs aux éléments nouveaux sur les aléas doivent également être utilisés pour décider des modes d'aménagement et d'urbanisation de ces territoires.

Les territoires des départements traversés par la Seine et par la Marne étant disparates du point de vue des enjeux inondés, il en résulte une hétérogénéité des cartes réglementaires et des règlements associés. Cette hétérogénéité correspond directement à la logique de l'établissement de ces plans qui croisent aléa et enjeux pour définir des zones homogènes pour l'établissement du règlement : l'occupation des sols est en effet sensiblement différente entre la zone urbaine dense centrale et la périphérie de l'Île-de-France.

Il est à noter que l'établissement des cartes d'aléa a fait l'objet d'un effort d'homogénéisation sur les zones d'interface entre les départements. Au-delà du contenu de ces PPRI qui pourraient à moyen terme être encore affinés et homogénéisés à l'échelle du bassin de risque, **il est déterminant de s'emparer de la question des modalités d'application concrètes de ces outils.**

Un important travail est à mener, afin d'améliorer la qualité de l'application des règlements, notamment en sensibilisant les collectivités territoriales en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme et les aménageurs à la bonne application et au contrôle des règles édictées.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) métropolitain est un document qui organise le développement de la Métropole du Grand Paris pour les 15 à 20 ans à venir.



La Métropole du Grand Paris exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, qui comprend notamment l'élaboration du schéma de cohérence territoriale.

Le SCoT intègre l'orientation « Maîtriser les risques et lutter contre les dégradations environnementales notamment par l'arrêt de la consommation et la reconquête des espaces naturels, boisés et agricoles » dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, débattu le 12 novembre 2018. Cette orientation fait partie des 12 orientations prioritaires retenues dans le SCoT.

Le Conseil de la Métropole du Grand Paris (MGP) a arrêté son projet de schéma de cohérence territoriale (SCOT) le 24 janvier 2022.

### 3.6.3 Élaboration et diffusion de la charte des quartiers résilients

La charte des quartiers résilients est un cadre proposé par la DRIEAT pour accompagner les aménagements en zone inondable.



Cette charte est issue d'un groupe de travail réunissant services de l'État, aménageurs, collectivités, universitaires et experts. Elle permet de partager les objectifs à atteindre pour considérer un quartier comme résilient aux inondations à savoir :

- Ne pas aggraver le risque pour les enjeux existants sur le secteur
- Faciliter la gestion de la crise et raccourcir le délai de retour à la normale au sein du quartier et en lien avec les quartiers voisins
- Assurer le développement de la culture du risque chez les usagers de ces quartiers

Dans le PAPI SMF 1, la Ville de Paris, via la SEMAPA, a porté une étude hydraulique en vue de respecter cette charte. L'étude hydraulique a ainsi permis d'assurer la prise en compte du risque inondation dans la conception du projet.

### 3.6.4 Mise à profit du renouvellement urbain pour développer une ville plus résiliente

La prise en compte du risque inondation dans l'aménagement a été portée par plusieurs acteurs dans le cadre du PAPI 1.

Un cycle de formation des agents départementaux a été organisé par le Conseil départemental du Val de Marne avec l'appui du CEPRI sur les enjeux de l'aménagement en zone inondable, à destination des directions opérationnelles susceptibles d'intervenir dans le cadre de projets d'aménagement (voirie, équipements publics, environnement et assainissement, espaces verts et paysage, aménagement et développement territorial). Une soixantaine d'agents ont été formés, avec l'appui de divers acteurs (EPTB Seine Grands Lacs, services de l'État, IAU IDF).



### 3.7 État des lieux de la réduction de la vulnérabilité du territoire francilien

L'axe 5 du PAPI revêt une importance particulière au regard de la SLGRI puisqu'il permet d'apporter une réponse aux trois objectifs suivants :

- Objectif IV : Réduire la vulnérabilité technique et organisationnelle des réseaux structurants (6 mesures)
- Objectif V : Réduire la vulnérabilité des activités économiques (15 mesures)
- Objectif VIII : Faciliter le retour à la normale (6 mesures)

Le PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes a permis d'engager de nombreuses actions liées à la réduction de la vulnérabilité.

#### 3.7.1 La généralisation de supports pour faciliter les diagnostics de vulnérabilité à l'échelle d'un territoire

Le PGRI Seine Normandie 2015-2021 a intégré la réalisation de diagnostics de vulnérabilité territoriaux dans les TRI dans deux dispositions liées aux documents d'urbanisme :

- La disposition 1.A.2 « Intégrer un diagnostic de vulnérabilité des territoires dans les schémas de cohérence territoriale », qui vise à ce que les structures porteuses de SCoT réalisent un diagnostic de vulnérabilité dans l'état initial de l'environnement du SCoT, et que la réduction de la vulnérabilité soit déclinée dans les objectifs des PLU et PLUi ;
- La disposition 1.A.3 « Intégrer un diagnostic de vulnérabilité des territoires dans l'élaboration des plans locaux d'urbanisme », qui vise à ce qu'en l'absence de SCoT approuvé sur le territoire, le PLU ou le PLUi réalisent un diagnostic de vulnérabilité dans le cadre de l'état initial de l'environnement de leurs documents.

Ces dispositions ont été diversement reprises par les acteurs de l'urbanisme.

Pour faciliter cette mise en œuvre, la DRIEE a notamment publié un guide « La vulnérabilité d'un territoire aux inondations : Quels enjeux pour les documents d'urbanisme ? Comment l'évaluer et l'intégrer ? » en mai 2018. Ce guide présente ce qu'est la vulnérabilité aux inondations d'un territoire, pourquoi s'y intéresser est important pour la planification de l'urbanisme, pour la définition des projets urbains et pour la préparation à la gestion de l'inondation. Il donne également les différentes étapes d'un diagnostic et référence des exemples issus de guides et de démarches déjà engagées.

L'EPTB Seine Grands Lacs a également développé des outils pour accompagner les structures à la réalisation de ces diagnostics : une vidéo pédagogique de présentation du diagnostic territorial de vulnérabilité aux inondations et un cahier des charges type pour les collectivités s'engageant dans la démarche.

La réalisation des diagnostics territoriaux de vulnérabilité reste un sujet d'importance dans les années à venir. Les dispositions 1.A.2 et 1.A.3 ont été reprises dans le PGRI 2022-2027. En complément, et sur l'ensemble du territoire, le PGRI intègre une disposition pour suivre la réalisation des diagnostics de vulnérabilité via la mise en place d'un outil partagé par le préfet coordonnateur de bassin (disposition 1.A.5).

#### 3.7.2 Réduction de la vulnérabilité à l'échelle de bâtiments existants dans la zone inondable : une dynamique engagée dans le PAPI 1

Les diagnostics de vulnérabilité d'équipements et d'infrastructures publiques constituent un autre axe fort de ce PAPI, impliquant communes, départements, syndicats, etc. L'EPTB Seine Grands Lacs a lancé un groupe de travail visant à partager les retours d'expérience pour faciliter ensuite la réalisation concrète de diagnostics de vulnérabilité des bâtiments publics par les collectivités.

Il a été constaté que les activités économiques (TPE/PME, grands groupes, industries, administrations...) sont une cible plus difficile à atteindre, comparativement au grand public et aux acteurs publics locaux, pour communiquer et sensibiliser sur le risque d'inondation. Ce constat rejoint celui du bilan à mi-parcours de la SLGRI de la métropole francilienne, qui cible les entreprises comme acteur prioritaire de réduction de la vulnérabilité. L'EPTB Seine Grands Lacs diffuse des courtes vidéos et communique sur les réseaux sociaux

pour toucher davantage ces acteurs. L'appui de relais du monde économique reste la méthode la plus efficace.

Le bilan du PAPI SMF 1 a permis de mettre en lumière plusieurs enseignements :

- Le démarrage des diagnostics a pris du temps : le calibrage de la méthodologie a pu être compliqué car les diagnostics ont porté sur des bâtiments ou des ouvrages de nature très variée. L'appui à la réalisation d'un cahier des charge cohérent avec les attentes (actions portées par l'EPTB) arrive en fin de PAPI 1 et sera à valoriser dans le PAPI 2.
- L'appropriation des résultats par les acteurs et la programmation des travaux demande du temps, et conduit pour une partie des travaux à reporter leur mise en œuvre. De plus, la réduction de la vulnérabilité au risque inondation s'intègre dans un champ de contraintes parfois plus large (pollution des sols, ...) qui retarde la réalisation de travaux.

La résilience du territoire reste une priorité du territoire et les enseignements du PAPI 1 permettront de poursuivre la dynamique engagée.

### **3.7.3 Des avancées notables pour les réseaux structurants du territoire**

Les collectivités et leur groupement gestionnaires de réseaux ont été proactif depuis le lancement du PAPI, en particulier sur la thématique de l'assainissement, pour évaluer la vulnérabilité des infrastructures et mieux comprendre les impacts que peut avoir une crue.

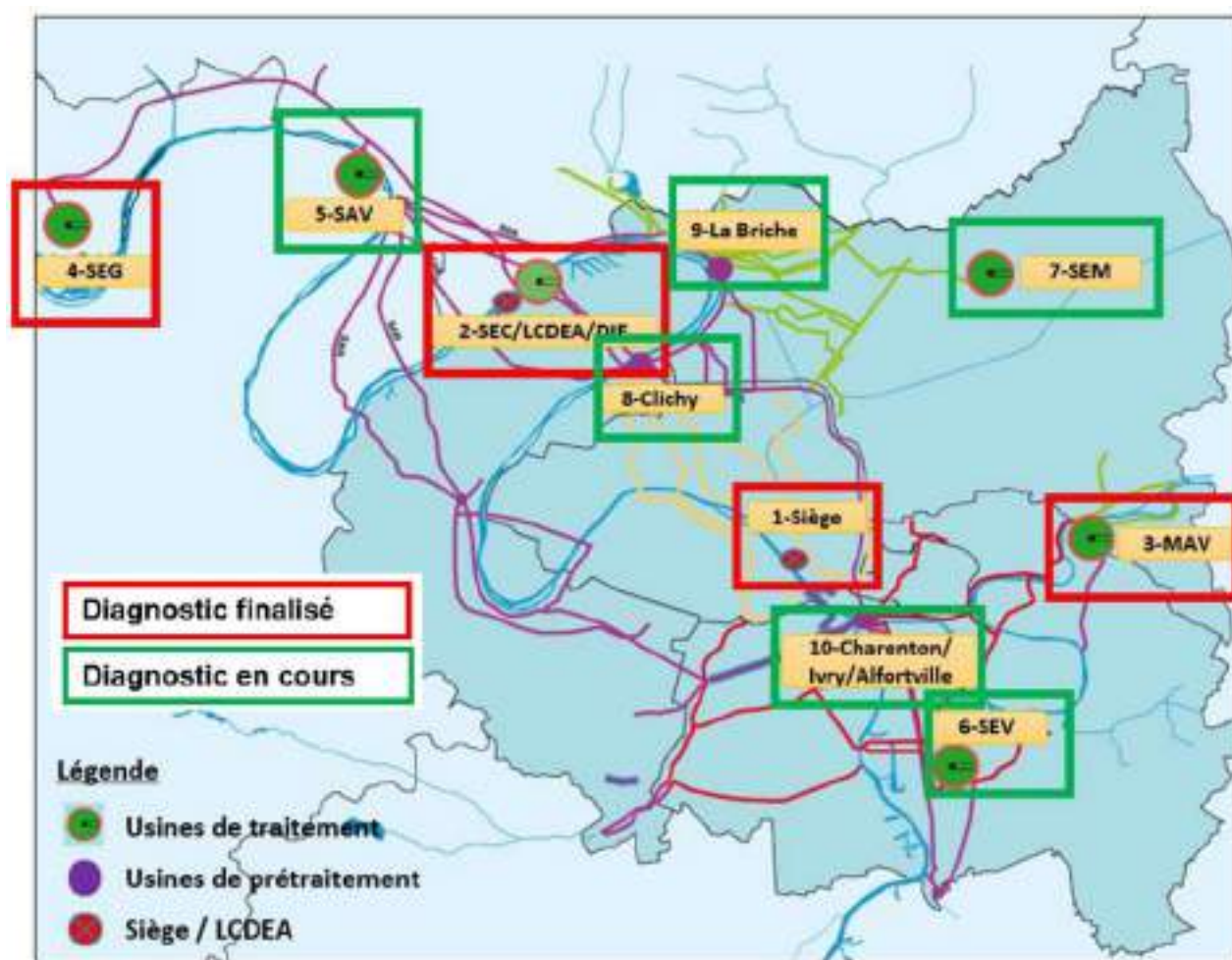


Figure 42 : sites du SIAAP faisant l'objet d'un diagnostic de vulnérabilité (source : EPTB Seine Grands Lacs)

Des avancées notables concernant d'autres réseaux structurants ont été possibles avec la participation d'acteurs du PAPI dans le cadre de démarches complémentaires hors-PAPI. Les grands opérateurs de réseaux (électricité, gaz, télécom, assainissement, eau potable...) se sont engagés, en mai 2016, avec les services de l'État et les collectivités concédantes, à diagnostiquer la fragilité de leurs réseaux face à l'inondation puis à améliorer leur résilience par des travaux de réduction de vulnérabilité. Ces fragilités sont ainsi partagées sur une plate-forme sécurisée gérée par l'État pour améliorer la planification de la gestion de crise et la prise en compte des interdépendances. Certains opérateurs tel qu'Enedis travaillent maintenant à réduire leurs fragilités.

### 3.8 Le ralentissement des écoulements : préservation et restauration des zones d'expansions des crues

L'EPTB a mené une action de recensement des zones d'expansion des crues au cours du PAPI 2013-2020.

À l'échelle du périmètre de reconnaissance de l'EPTB, de nombreux champs d'expansion de crue encore vierges de toute urbanisation contribuent à « réduire à la source » les débits de l'ensemble du chevelu (du ruisseau jusqu'aux grandes rivières) en réduisant les niveaux d'eau dans les zones urbanisées en aval. L'objectif général consiste à valoriser les infrastructures vertes dans la gestion du risque inondation sur le bassin amont de la Seine et à proposer des mesures de gestion des champs d'expansion de crues et des zones humides afin de maintenir leurs fonctions dans la gestion globale du risque inondation.

Plus précisément, cette action a pour objectif de recréer une solidarité de bassin pour relier des territoires à forts enjeux (TRI) avec les zones rurales situées en amont qui vont contribuer à continuer à les protéger en garantissant aux uns et aux autres leurs intérêts économiques bien compris.

Le travail global d'animation territoriale s'appuie sur les recommandations de la Commission mixte inondation dans le guide pour la prise en compte de l'activité agricole et des espaces naturels dans le cadre de la gestion des risques d'inondation et sur le guide de recommandation du CEREMA pour la prise en compte des fonctionnalités des milieux humides dans une approche intégrée de la prévention des inondations.

L'appliquatif géomatique « GéoSeineGrandsLacs » a été mis en ligne depuis le premier trimestre 2019. Il sert notamment d'outil technique pour l'identification, la caractérisation et la hiérarchisation des ZEC et d'outil stratégique d'aide à la décision. Il permet de capitaliser, valoriser les données et de travailler sur un plan d'actions pluriannuel bâti sur la gestion intégrée du risque d'inondation. L'intégration des données se poursuit au fur et à mesure de leur acquisition. Ce SIG permet de développer une approche multiscale.

L'appliquatif a été implémenté d'un widget (outil de requête volumique) permettant d'estimer le volume d'eau potentiellement stockable sur un espace donné pour une crue de référence donnée ou pour un remplissage intégral du lit majeur.

Sur la base d'une hiérarchisation, 5 territoires pilotes de référence ont été retenus, avec l'installation de comités locaux de concertation. Des modalités d'échanges, de diffusion et de partage des connaissances ont été mis en œuvre à travers des ateliers, des groupes de travail, une présence sur le terrain... Certaines réunions permettent également d'associer tous les acteurs intéressés par la démarche. Les axes de travail sont l'animation territoriale pour la valorisation ou la mise en œuvre des travaux, le développement d'outils numériques, la bancarisation des données et la rédaction d'un guide méthodologique.

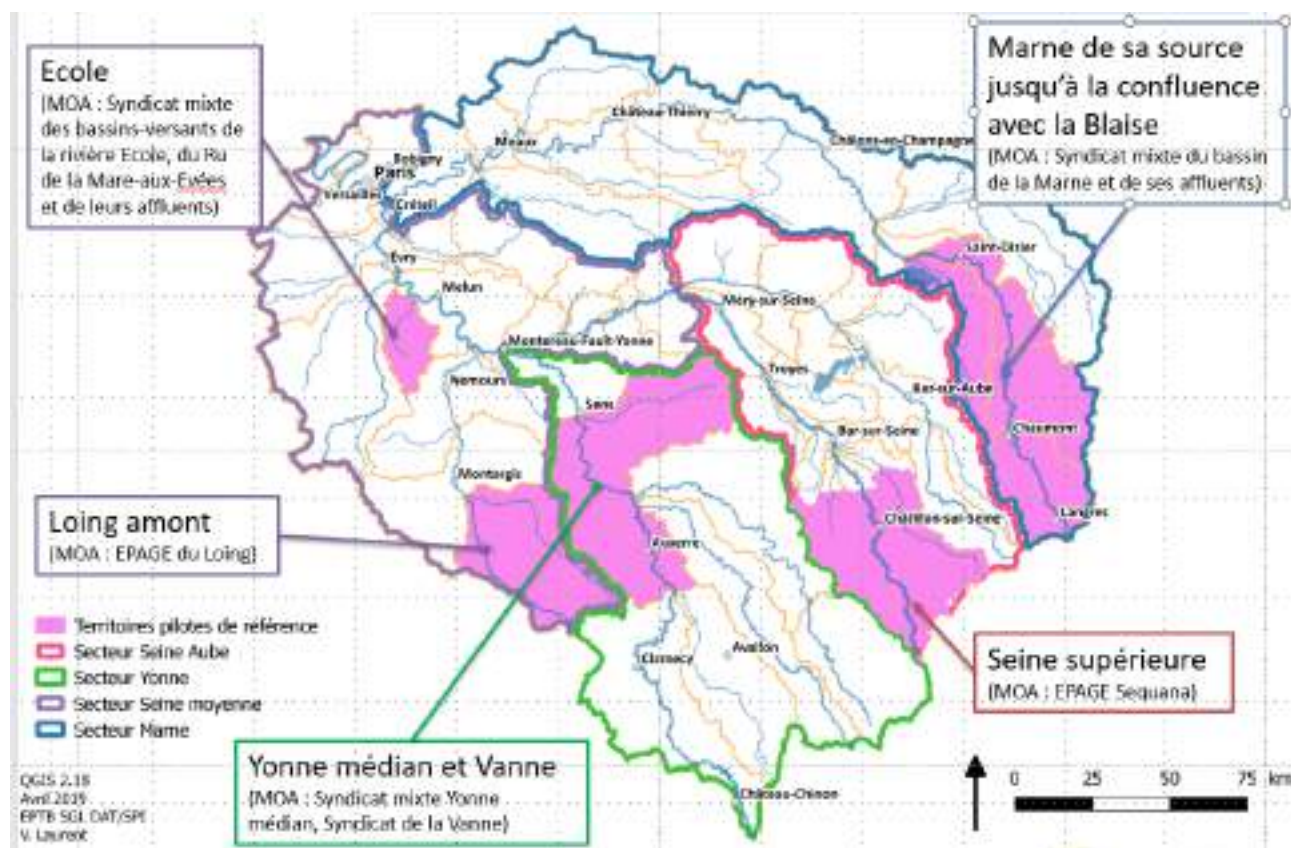


Figure 43 : sites pilotes retenus pour la préservation de zones d'expansion des crues (source : EPTB Seine Grands Lacs)

Cette démarche permet de faire émerger des actions utiles pour la gestion des inondations mais est également particulièrement bénéfiques pour la préservation de la biodiversité et/ou pour le rétablissement de la continuité écologique.

Cette action pilote, qui crée une méthode de travail innovante pour l'acceptabilité des projets de valorisation de ces zones pour la gestion des inondations, a vocation à perdurer au cours du PAPI SMF 2.



### 3.9 La gestion hydraulique des risques d'inondations sur le bassin de la Seine – les dispositifs de protection

#### 3.9.1 Les systèmes d'endiguement du territoire

Sur le territoire du PAPI, les systèmes d'endiguements seront majoritairement de classes A et B. Tous les gestionnaires d'ouvrages concernés par l'échéance du 31 décembre 2019 ont obtenu une prorogation de 18 mois pour déposer la demande d'autorisation simplifiée des systèmes d'endiguement : La Métropole du Grand Paris (pour la Seine et la Marne dans Paris et proche couronne), le conseil départemental du Val-de-Marne (pour la Seine et la Marne dans le Val-de-Marne), le SMSO (pour la Seine Yvelinoise).

Le système d'endiguement porté par la MGP sera le plus important de la région en termes de linéaire et de population protégée. Il représente en effet 45 % du linéaire total des futurs systèmes d'endiguement. Celui du conseil départemental du Val-de-Marne vient juste après avec 29 % du linéaire total.

Les aménagements hydrauliques envisagés sont principalement composés de barrages de classe C ou non classés situés sur les affluents de la Seine, la Marne et l'Oise.

La carte présentée ci-dessous montre la répartition sur la région des différents ouvrages hydrauliques : les digues qui devront être organisées en systèmes d'endiguement, les barrages, notamment ceux qui peuvent être organisés en aménagements hydrauliques, les barrages de retenue des plans d'eau d'agrément (Versailles, Domaine de Saint-Cloud, Fontainebleau), les barrages de navigation de VNF et les canaux de navigation (L'Ourcq, Saint-Denis et Loing).

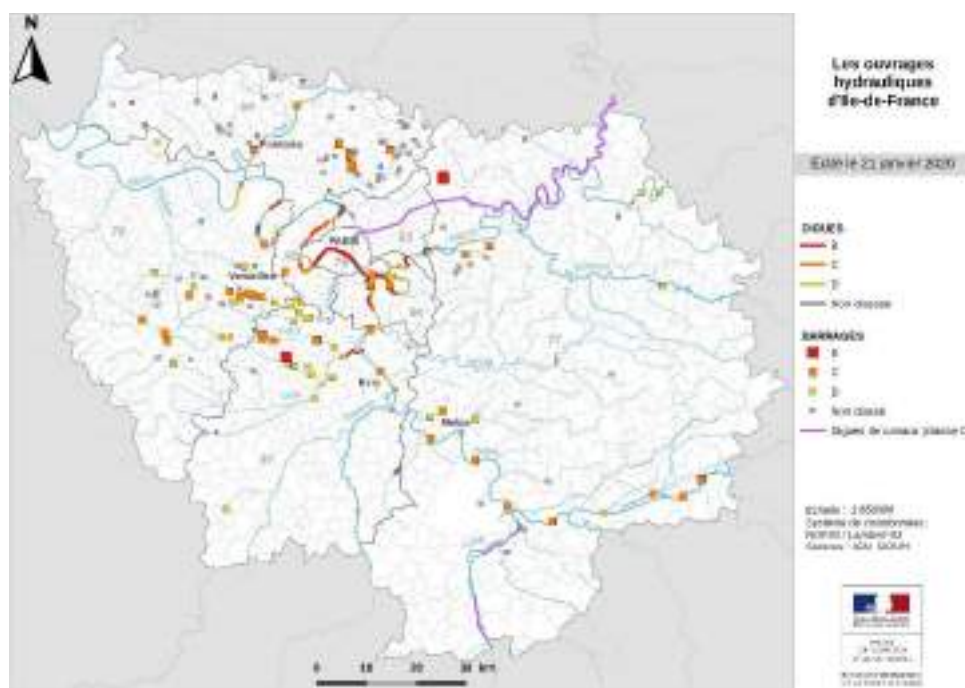


Figure 44 : ouvrages hydrauliques en Ile-de-France (source : DIREAT, 2020)

#### 3.9.2 Les 4 lacs-réservoirs de l'EPTB Seine Grands Lacs, complétés par le projet d'aménagement de la Bassée

Les quatre lacs-réservoirs, Marne (Lac du Der), Seine (lac de la Forêt d'Orient), Aube (lacs Amance et du Temple) et le lac de Pannecière, sont les instruments permettant à l'EPTB Seine Grands Lacs d'assurer ses deux missions historiques :

- Gérer le risque lié aux inondations en écrêtant les crues ;

- 

L'influence des lacs est sensible sur un large panel de crue allant des crues fréquentes (2 à 5 ans) aux crues rares, depuis leur immédiat aval. La diminution des hauteurs d'eau est variable en fonction des sites et des crues et peut atteindre localement plus d'un mètre. A Paris, la diminution des niveaux d'eau varie de 20 cm pour une crue type 1982 à près de 80 cm pour une crue type 1955. Pour une crue type janvier 1910, la diminution des niveaux est de l'ordre de 65 cm. En termes de dommages sur la région Île-de-France, les lacs permettent de les réduire de 25 à 60 % suivant les crues. Cela représente une économie moyenne de 272 Millions d'Euro par an sur cent ans. Pour la crue de janvier 1910, les dommages seraient réduits de 30 à 12 Milliards d'Euros.

### 3.9.3 L'aménagement Seine Bassée

Cet aménagement est réalisé en lien avec les acteurs de ce territoire. Il vise à construire un espace endigué de 10 millions de m<sup>3</sup> permettant de stocker temporairement les eaux de la Seine par pompage (jusqu'à 40 m<sup>3/s</sup>) tout en revalorisant le patrimoine écologique du site, fortement altéré par les activités d'extraction de

granulats et de la mise à grand gabarit de la Seine dans ce secteur dans les années 1980. Ainsi, les travaux d'aménagement Seine Bassée poursuivent deux objectifs :

- Hydraulique et socio-économique : en cas de crue, il permet de diminuer le niveau de la Seine depuis Montereau-Fault-Yonne jusqu'à la confluence Seine-Oise afin de limiter les dommages liés aux inondations (via une station de pompage et une vanne de vidange) en synergie avec les 4 lacs-réservoirs situés plus en amont ;
- Environnemental : contribution à la valorisation écologique d'une zone humide exceptionnelle à hauteur de 13% du montant des travaux, par la réalisation de sites de valorisation écologique dédiés : aménagement de frayères, reconstitution de mosaïques d'habitats typiques de la vallée alluviale de la Bassée...

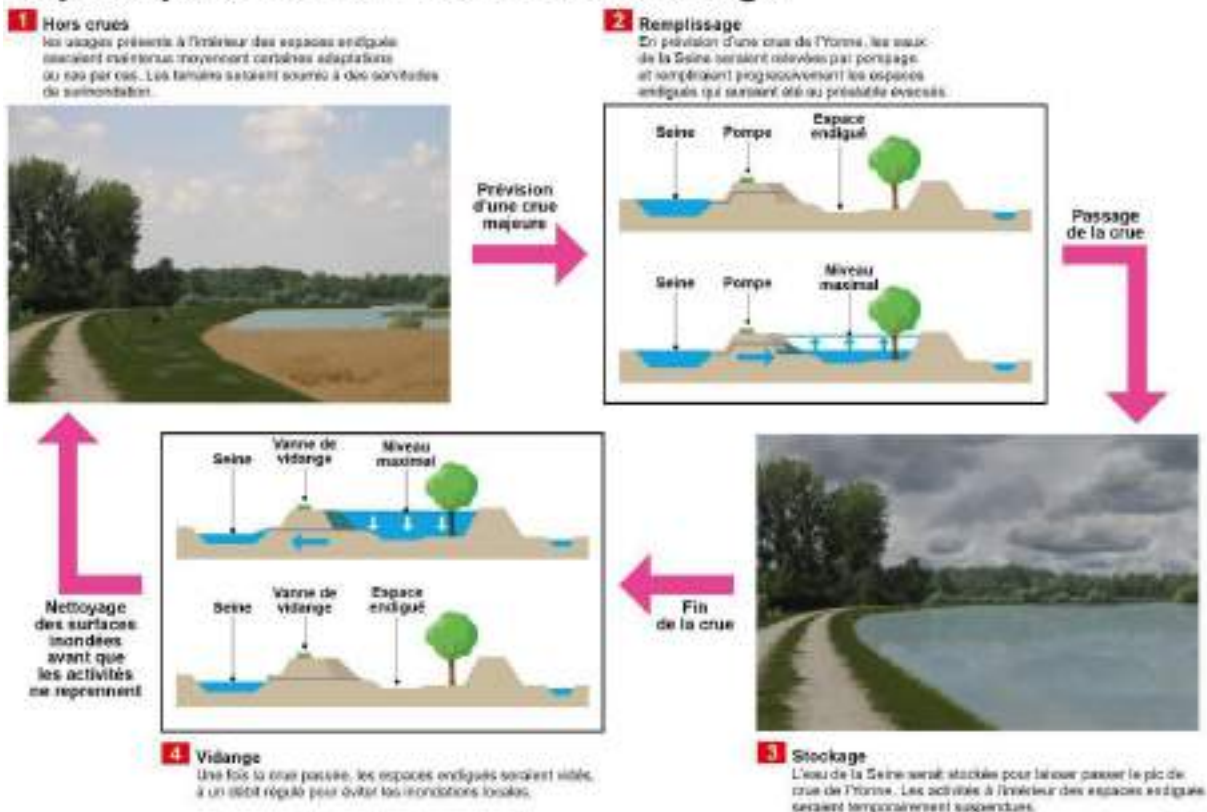


- [Figure 46 : site Seine Bassée](#) (source : EPTB Seine Grands Lacs)

L'aménagement Seine Bassée est constitué de digues dont la cote de crête est calée au-dessus des plus hautes eaux (PHE). La hauteur moyenne des digues est de 2,5 m environ. Le schéma suivant présente le fonctionnement du site :



## Le principe de fonctionnement de l'ouvrage



Ces digues s'intégreront au paysage grâce à la mise en place de mesures d'intégration architecturale et paysagère sur ce site. L'ouvrage sera donc adapté au contexte local (Figure 47).



Figure 47 : Futur site pilote de la Bassée (source : EPTB Seine Grands)

### 3.9.4 Les travaux de protection locale (murettes)

Plusieurs maîtres d'ouvrages du PAPI ont réalisé des opérations de renforcement des murettes sur leur périmètre : ainsi les travaux suivants ont été réalisés dans le cadre du PAPI 2013-2020 :

- Les travaux de réhabilitation des murettes anti-crue sur le Val-de-Marne
- Et des murettes anti crues sur le Département des Hauts-de-Seine.
- Des travaux de confortement d'un parapet en rive gauche et réfection d'un renformis sur la partie aval du canal de la Morte-Rivière (Syndicat de l'Orge)

Le SMSO a également réalisé le prolongement de la digue de Sartrouville sur 780 ml à Montesson.



Le programme consiste :

- à la protection des zones habitées du quartier la Borde contre une crue d'occurrence trentennale (crue janvier 1955) par un système d'endiguement en lit majeur dans la continuité du dispositif sur la commune de Sartrouville, s'accompagnant de la reprise des réseaux d'assainissement sur le secteur protégé et de la compensation du volume du champ d'expansion des crues soustrait à la Seine au droit du quartier La Borde.
- au confortement mécanique de la berge basse
- à l'intégration paysagère des aménagements



Figure 1 : Plan de repérage de la zone d'étude



Figure 48 : Travaux sur la digue de Sartrouville à Montesson (source : SMSO)

Cette action s'est accompagnée d'une action de création d'une zone humide destinée à assurer la compensation volumique obligatoires liée à la création de la digue de Montesson tout en y apportant une plus-value écologique et paysagère.

### 3.9.5 La vanne secteur de Saint-Maur/Joinville-le-Pont

La Vanne Secteur est un ouvrage exutoire de crue construit en 1933 et implanté au sein de l'écluse de Saint-Maur (ouvrage de navigation de Voies Navigables de France - VNF) dont la gestion était assurée par le Service de Navigation de la Seine. Cette Vanne Secteur a pour fonction de permettre de by-passer une partie des débits de crue transitant dans la Marne, via le tunnel de navigation. En abaissant significativement la ligne d'eau, cet ouvrage permet de protéger des riverains habitant en zone inondable à l'amont. Ce dispositif vient utilement compléter le dispositif de protection locale assurée par les murettes anti-crue. Cet ouvrage vieillissant nécessitait pour remplir son rôle un programme de travaux consistant en sa rénovation ou sa reconstruction.

*Figure 49 : Vanne de Saint Maur (source : CD94, copyright Michael Lumbroso)*



La Vanne de Saint Maur (94) rénovée a été réceptionnée à l'automne 2017 pour un montant de 3 M€. En cas de crue importante de la Marne, l'abaissement de cette vanne selon une consigne précise, permettra de réduire de plusieurs dizaines de centimètres (allant jusqu'à 50-60 cm) la hauteur de submersion dans les communes localisées sur la Marne, en amont de la confluence Seine/Marne, contre un préjudice sur l'aval de la confluence de l'ordre du centimètre. La vanne est dorénavant opérationnelle.

## 4 LA DEFINITION DE LA STRATEGIE LOCALE ET L'ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE – POURSUIVRE ET AMPLIFIER LA DYNAMIQUE

*Rappel du cahier des charges PAPI 3 : La stratégie qui en résulte prend en compte ce diagnostic pour hiérarchiser et combiner les actions les plus pertinentes sur les principaux axes de prévention. Elle définit les objectifs visés par le programme d'actions en affichant les priorités mais en privilégiant une approche transversale à moyen terme (de l'ordre de 10 ans). La stratégie inclut une vision de long terme intégrant les enjeux du changement climatique, selon les données disponibles, notamment dans le cas de l'aléa submersion marine. Elle est élaborée par le porteur de projet avec l'ensemble des acteurs concernés*

La stratégie du PAPI SMF 2023-2029 telle que formulée ci-dessous se nourrit à la fois :

- De la stratégie portée dans le PAPI SMF 2013-2020, ainsi que du bilan établi sur la mise en œuvre de ce PAPI
- Des documents cadre inondation : le PGRI 2022-2027 et la SLGRI métropole francilienne (et notamment le bilan à mi-parcours établi en 2019 et le projet de SLGRI post 2022)
- Des retours des acteurs rencontrés tout au long de l'élaboration du PAPI SMF 2023-2029 et des temps forts organisés par l'EPTB Seine Grands Lacs

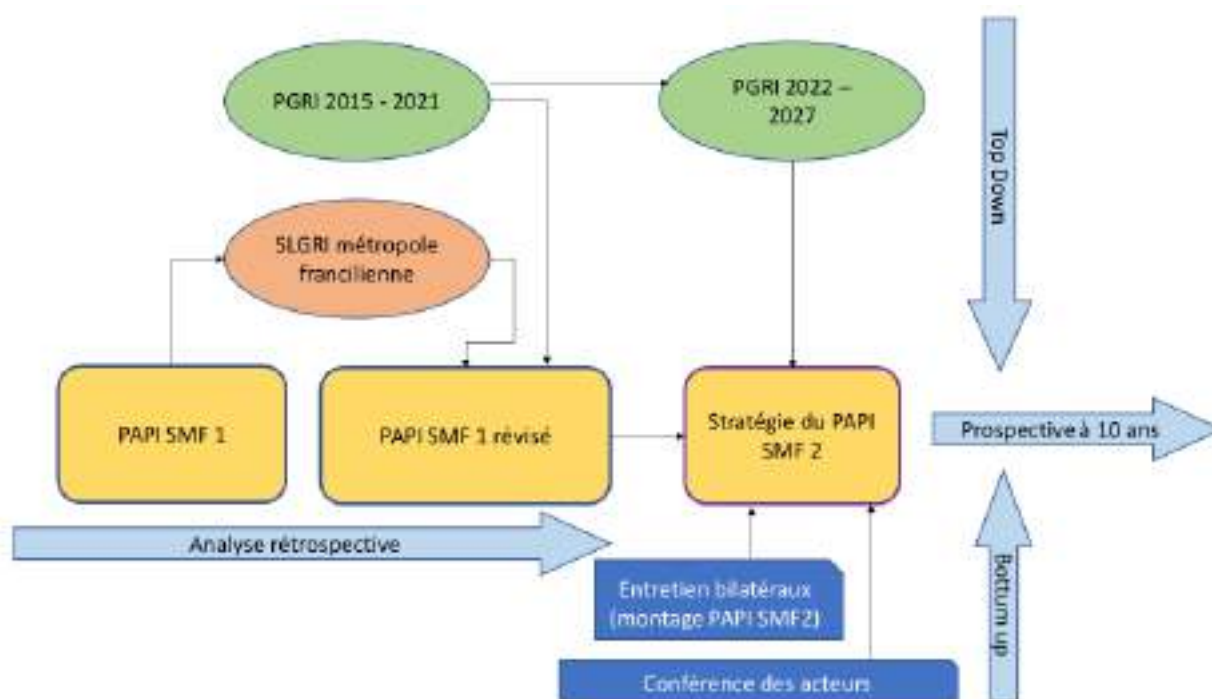


Figure 50 : construction de la stratégie du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2023-2029 (source SEPIA Conseils)

Cette stratégie du nouveau PAPI SMF vise ainsi à conjuguer les approches TOP DOWN et BOTTOM UP et se nourrit de l'analyse des initiatives passées pour fournir un cadre prospectif à 10 ans.

### 4.1 Éléments rétrospectifs

#### 4.1.1 Rappel des objectifs stratégiques du PAPI SMF 1

Le PAPI SMF 1 intégrait initialement 3 objectifs stratégiques. Pour réduire le risque inondation sur le territoire et en privilégiant une logique préventive plutôt que réparatrice, il avait été décidé de prioriser les points suivants :

- Accroître la « culture du risque inondation » des populations situées en zone inondable,
- Stabiliser à court terme le coût des dommages potentiels liés aux inondations à Paris et la petite couronne,
- Renforcer la résilience des principaux services publics (énergie, télécommunications, transports, sanitaires, sociaux et éducatifs) des territoires sinistrés à la suite d'une grande crue.

L'élaboration et l'approbation du PGRI Seine Normandie 2016-2021 et de la SLGRI métropole francilienne en 2016 ont conduit à une révision de la stratégie du PAPI SMF 1 pour sa deuxième moitié. Ainsi, les grands objectifs du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes, pour la période 2017-2019, ont été rendus identiques à ceux du PGRI Seine-Normandie (et donc de la SNGRI).

Les objectifs du PAPI sur la période 2017-2019 ont été définis comme suit :

- **Réduire la vulnérabilité du territoire francilien** qui est exposé aux risques d'endommagement des biens situés en zones inondables mais également liés aux dysfonctionnements des réseaux structurants engendrant des effets dominos, et prolongeant dans le temps et dans l'espace, les perturbations générées par la seule inondation (risques systémiques et vulnérabilité territoriale aux inondations). Le PAPI révisé prévoyait un large panel d'actions de réduction de la vulnérabilité (diagnostics, études, travaux, etc.) des collectivités assurant des missions de services publics, des opérateurs de réseaux (assainissement, routes, déchets) ou encore des entreprises.
- **Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages** : la conjonction du risque débordement de cours d'eau et remontée de nappe est à l'origine d'événements exceptionnels en matière de coût des dommages et de perturbations de la vie collective, qui affecteraient la région Île-de-France, voire l'ensemble du pays. Aussi, pour limiter ces coûts tout en assurant un équilibre des mesures liées à l'aléa, le PAPI SMF 1 a proposé la construction de nouveaux ouvrages de protection, des études liées à l'amélioration de la connaissance mais également des actions de préservation, restauration et gestion des champs d'expansion de crue, à forte composante environnementale.
- **Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés** : on estime actuellement à plusieurs mois voire à plusieurs années les délais de retour à un fonctionnement normal du territoire. Le PAPI SMF 1 faisait la part belle à la préparation et la gestion de la crise, et le retour à la normale.
- **Mobiliser tous les acteurs via le maintien et le développement de la culture du risque** : le PAPI a développé de nombreuses actions de communication et sensibilisation au risque d'inondation à destination de différents publics (scolaires, grand public, entreprises, acteurs publics, concepteurs de projets d'aménagement, etc.).

#### 4.1.2 Les objectifs définis dans la SLGRI métropole francilienne et les enseignements du bilan à mi-parcours de la stratégie

La stratégie locale de gestion des risques d'inondation du Territoire à Risques importants d'Inondation (TRI) « métropole francilienne » est le maillon le plus fin de la politique de gestion des risques d'inondation composée de la directive inondation, de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) déclinée à l'échelle de chaque bassin dans le cadre du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), et à l'échelle des TRI dans le cadre des stratégies locales. La SLGRI s'appuie sur 8 objectifs stratégiques :

##### Synthèse du bilan de la SLGRI et concordance avec le PAPI SMF 2 :

##### Objectif 1 : améliorer la connaissance de l'aléa

Pour le périmètre du PAPI SMF 2, l'objectif d'amélioration de la connaissance concerne le débordement de cours d'eau et les remontées de nappe. Les actions engagées dans le cadre de la SLGRI recoupent en partie les actions du PAPI SMF 1, et ont une vocation à être étendues et poursuivies dans les prochaines années :



- La finalisation du modèle 2D Seine-Marne (sous Telemac2D) sur le débordement de cours d'eau, qui permettra d'obtenir une cartographie mise à jour des zones de débordement des cours d'eau (mesure n°1, et dont dépend la mesure n°6)
- L'analyse du risque remontée de nappes, jugée prioritaire lors de l'approbation de la SLGRI : travail en cours sur le périmètre parisien et proche couronne (mesure n° 4), à étendre à l'ensemble du TRI (mesure n°5)

## **Objectif 2 : Réduire l'aléa lié au débordement de cours d'eau en agissant localement et en amont**

La préservation des zones d'expansion des crues est un pilier de la SLGRI (conformément au PGRI). Des outils sont en cours de développement dans la SLGRI (charte d'engagement MGP/Chambre d'agriculture mesure n°18), et plusieurs sites pilotes/vitrines font l'objet d'expérimentation (mesures 15 à 19), dont une partie sont sur le territoire du PAPI SMF. La mesure n°20 vise à capitaliser ces expériences et valoriser les résultats obtenus : le travail engagé pourra être valorisé au-delà de la SLGRI 2016-2021.

Les mesures concernant l'identification des systèmes d'endiguement ainsi que les obligations réglementaires qui en découlent sont engagées (mesures 23 à 26) : ces mesures donneront lieu à des prescriptions de travaux qui pourront être engagés dans le PAPI SMF2 ; de même que les travaux envisagés sur les autres ouvrages structurels du bassin Seine et Marne francilienne (mesures 27 à 31, sur les lacs-réservoirs notamment).

## **Objectif 3 : Développer la culture du risque et l'information préventive des populations**

La sensibilisation et la communication autour du risque inondation est portée par de nombreux acteurs de la SLGRI. La diversité des acteurs et des actions portées souligne toute l'ambivalence et la complexité de la démarche de sensibilisation à la culture du risque :

- C'est une démarche qui doit s'articuler à la fois sur de nombreux acteurs, relais locaux des actions de sensibilisation, qui permettent de multiplier les formes de sensibilisation et les interventions. Mais il y a également un besoin de centralisation (identifié dans la mesure n°38), pour capitaliser sur l'ensemble des supports produits (plaquettes, formations, guides...).
- Le panel de documents support est très vaste : il englobe des supports réglementaires (DICRIM, DDRM...) – ciblés dans les mesures n°43 et 43 - jusqu'à des formes très inventives (concours, croisières, maquettes...) – notamment présentés dans la mesure n°41.
- C'est une démarche de long terme, et dont les effets quantitatifs sont reportés dans le bilan, mais dont les effets qualitatifs sont plus difficiles à évaluer dans un horizon temporel de 6 ans (mesure n°39 évoquée sur un horizon temporel de 10 à 20 ans). L'évaluation est un enjeu de la SLGRI (mesure n°40), dont le bilan souligne la complexité de mise en œuvre opérationnelle.

## **Objectif 4 Réduire la vulnérabilité technique et organisationnelle des réseaux structurants**

La vulnérabilité des réseaux est un facteur structurant de la gestion de crise le long de la Seine et de la Marne.

Le bilan de la SLGRI permet de voir que des initiatives sont en cours (mesures n°52 à 57 toutes engagées), de la part des opérateurs de réseaux comme des collectivités territoriales. Néanmoins, au regard des enjeux que représentent l'interconnexion de ces réseaux et de la typologie des crues longues de Seine, le travail de réduction de la vulnérabilité des réseaux reste une priorité pour améliorer la résilience du territoire.

## **Objectif 5 Réduire la vulnérabilité des activités économiques**

Les entreprises prioritaires ont été identifiées dans la première partie de la mise en œuvre de la SLGRI (mesure n°58).

De nombreuses actions sont menées pour sensibiliser les établissements économiques, les industriels, les collectivités et les établissements sensibles à leur exposition aux crues.

Le bilan de la SLGRI montre des progrès pour l'ensemble des acteurs visés. Le bilan permet également de noter plusieurs difficultés :

- L'ampleur des acteurs à sensibiliser : la dynamique engagée doit s'inscrire dans le long terme, pour accompagner les acteurs engagés et arriver à sensibiliser le maximum d'acteurs sur le territoire (plusieurs milliers d'entreprises et d'établissements sensibles, des centaines de collectivités...)
- La difficulté à atteindre les cibles visées, notamment les entreprises qui sont parfois difficiles à mobiliser

### **Objectif 6 Concevoir des quartiers résilients**

La prise en compte du risque dans l'aménagement de nouveaux quartiers s'appuie principalement sur la charte des quartiers résilients proposée par la DRIEAT (2018).

Cette charte, diffusée par les services de l'État, doit continuer à être valorisée et portée par les acteurs de la gestion du risque, pour favoriser sa prise en compte et son assimilation par les acteurs de l'aménagement urbain.

Un travail sur la mise en cohérence des PPRi à l'échelle régionale est également en cours.

### **Objectif 7 Se préparer et gérer la crise**

Cet objectif est celui qui comporte le plus de mesures (25).

Il vise notamment :

- À coordonner les acteurs de la gestion de crise (outil cartographique partagé, partage des cartes de zones inondées)
- Appuyer les collectivités (PCS, formation des élus, initier des réflexions intercommunales, identifier les besoins des collectivités)
- Tester les outils développés
- Cibler certains acteurs (économiques, établissements de santé... mais aussi grand public)
- Communiquer en cas de crise

Les crues de 2016 et 2018 ont mis l'accent sur la gestion de crise à l'échelle des axes Seine et Marne et constitués des tests des plans de gestion de crise existants. Les mesures de l'objectif 7 sont assez logiquement toutes engagées avec des niveaux d'avancement conséquents

### **Objectif 8 Faciliter le retour à la normale**

Les crues de 2016 et 2018 ont permis de tester plusieurs solutions envisagées dans les objectifs de la SLGRI (guichets uniques pour les entreprises et les particuliers – mesures n°109 et 110, réflexions autour des méthodes de reconstruction après une crue – mesure n°112...).

Toutes les mesures de cet objectif sont engagées, et certaines sont croisées avec les réflexions sur les réseaux structurants du territoire (mesures n° 108 et 111).

#### **4.1.3 La prise en compte des constats du bilan du PAPI SMF 1 dans la stratégie du PAPI SMF 2**

Le bilan du PAPI SMF 1 a permis d'identifier quelques éléments clés pour la mise en œuvre du PAPI SMF 2 :

- Une consolidation et une continuité des actions engagées : la moitié des maitres d'ouvrages du PAPI SMF 1 a été intégrée lors de la révision à mi-parcours. Pour la plupart de ces acteurs, c'était le premier PAPI auxquels ils participaient. Cela explique que certaines actions n'ont pu être totalement abouties

dans le cadre du PAPI 1. Le PAPI 2 va ainsi permettre de consolider la dynamique engagée sur les différents axes et de poursuivre les actions engagées qui n'ont pu être finalisées au cours du PAPI 1. Ce besoin est d'autant plus renforcé que l'année 2020 a été perturbée par la crise sanitaire Covid 19.

- L'axe 1 a été très investi dans le PAPI SMF 1 : de nombreuses actions ont été réalisées, dont la plateforme EPISEINE. Le PAPI 2 permettra l'exploitation et la valorisation des outils développés et l'amplification de la dynamique engagée en matière de communication, via les maîtres d'ouvrages du PAPI, relais sur leur propre territoire.
- En matière de réduction de la vulnérabilité, de nombreux diagnostics ont été engagés. Le PAPI doit permettre de réaliser les travaux identifiés dans ces diagnostics, et d'amplifier la démarche de diagnostics de territoire auprès des nouvelles maîtrises d'ouvrages.
- La structuration des acteurs autour de la prise de compétence GEMAPI est intervenue au cours du PAPI SMF 1. Les nouveaux acteurs GEMAPIens sont parties prenantes du PAPI SMF 2. Le programme d'action du PAPI sera un outil permettant d'intégrer toutes les réflexions de travaux sur les axes Seine et Marne entre acteurs GEMAPIens.

## 4.2 Le Plan de Gestion du Risque Inondation 2022 – 2027

### 4.2.1 Contenu du PGRI

Le PGRI du bassin Seine-Normandie fixe pour 6 ans (2022-2027) quatre grands objectifs pour le bassin Seine-Normandie afin de réduire les conséquences des inondations sur la santé humaine, l'activité économique, le patrimoine et l'environnement :

- Objectif 1 : Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité ;
- Objectif 2 : Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages ;
- Objectif 3 : Améliorer la prévision des phénomènes hydrométéorologiques et se préparer à gérer la crise ;
- Objectif 4 : Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque.

Le projet de PGRI définit pour chacun de ces objectifs, les sous-objectifs à poursuivre ainsi que les dispositions ou actions jugées prioritaires à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs.

### 4.2.2 Rappel sur la compatibilité des programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau<sup>2</sup>

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau en application de l'article L 566-7 du Code de l'environnement et les Plans de prévention des risques naturels (PPRn) prévisibles (PPR Inondation (PPRI) et PPR Littoraux (PPRL) doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions du PGRI. Parmi les programmes et décisions administratives concernés figurent notamment :

- les autorisations ou déclarations d'installations, d'ouvrages, de travaux soumis à autorisation ou déclaration, définis dans la nomenclature (article L 214-2 du Code de l'environnement) ;
- les autorisations, enregistrement ou déclarations d'installations classées pour la protection de l'environnement (articles L 512-1, L. 512-7 et L 512-8 du Code de l'environnement) ;
- les programmes d'actions et de prévention des inondations (PAPI) ;
- les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Pour ces documents (programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau et PPRn), le Code de l'environnement ne fixe pas, pour les documents existants avant l'approbation du PGRI, de délai pour leur mise en compatibilité avec le PGRI. Cette mise en compatibilité s'effectuera si nécessaire, dans le cas où ils

<sup>2</sup> Source : Projet de PGRI du bassin Seine – Normandie 2022 – 2027, DRIEE

Pour rappel, la notion de compatibilité n'est pas définie juridiquement. La jurisprudence permet néanmoins de la distinguer de la notion de conformité, beaucoup plus exigeante. La notion de compatibilité implique une obligation de non-contrariété aux orientations de la norme supérieure (objectifs et dispositions du PGR1 dans notre cas) en laissant une certaine marge de manœuvre pour les préciser et les développer

Les acteurs du PAPI ont été rencontrés à différentes reprises :

- Ces retours sont synthétisés ci-après.





### 4.3.1 Axe 1 : l'amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

La sensibilisation reste une attente forte pour le prochain PAPI. Les participants ont salué le développement d'outils existants via Episeine ; ils ont néanmoins souligné le besoin d'entretenir la dynamique existante pour que l'acculturation au risque se développe sur le territoire.

Les cibles de sensibilisation citées par les participants sont très nombreuses : grand public, élus, agents des collectivités territoriales, milieu scolaire, entreprises, établissements sensibles... Cette diversité accentue le besoin de relais (collectivités, institutions, associations, entreprises...) pour animer la dynamique de sensibilisation. Il s'agit également d'atteindre les cibles qui n'iront pas chercher l'information d'elles-mêmes. La formation d'acteurs locaux qui travailleront ensuite à leur échelle pour sensibiliser ces différents publics a été rappelée comme une nécessité pour le futur PAPI par plusieurs participants.

Les échanges ont permis de montrer que les outils existants doivent être valorisés dans le PAPI 2, tout en continuant à innover sur les moyens de communication. Des stratégies de communication peuvent être élaborées, afin de vulgariser et personnaliser le contenu des messages clés en fonction des publics cibles. Les repères de crue sont d'après les participants un moyen de sensibiliser à maintenir et à valoriser lors d'événements particuliers, telles que des balades urbaines.

Les acteurs ont mentionné leur intérêt de poursuivre la réalisation d'études en vue de mieux connaître et comprendre les aléas naturels susceptibles de provoquer des inondations sur le territoire. Une attente particulière sur l'amélioration de la connaissance des phénomènes de remontées de nappes et leurs interactions avec les cours d'eau lors d'épisodes d'inondation a été exprimée. Cette thématique constitue par ailleurs un axe de progression en matière de sensibilisation, jugée insuffisante à ce jour par les acteurs. La prise en compte des ruissellements (agricole/urbain) dans le prochain PAPI est une autre piste d'évolution, souhaitée par quelques acteurs.

Enfin, la gestion de la décrue est une autre problématique soulevée lors des ateliers. La gestion des acteurs peut être améliorée en organisant par exemple un groupe de travail afin de définir les besoins (carte d'évolution des niveaux de nappes par exemple), de partager les connaissances de chacun, et identifier les actions à réaliser lors de la décrue.

### 4.3.2 Axe 2 - la surveillance, la prévision des crues et des inondations

Les besoins de prévision des crues ont été peu abordés par les acteurs interrogés : seule l'extension de l'horizon de prévision des crues de la Seine de 48 à 72 heures a été abordée au cours des échanges (qui relève de la compétence SPC).

Des efforts doivent être poursuivis sur la télérelève de piézomètres pour renforcer la surveillance du niveau des nappes, de la propagation des eaux dans les réseaux et du débordement d'affluents non surveillés à ce jour. Plus de cohérence entre les différents outils de prévision et surveillance est attendue concernant les aléas pouvant survenir concomitamment (débordement, remontée de nappe, ruissellement).

La ville de Paris a modernisé son système de surveillance de la nappe en équipant ses piézomètres de dispositifs de télérelève. Les participants ont soulevé à plusieurs reprises la nécessité d'étendre ce système au-delà de la ville de Paris et de densifier le maillage. Pour ce faire, l'harmonisation de la télégestion, l'accompagnement des acteurs et l'amélioration de leur coordination sont des thèmes à développer.

Par ailleurs, les pistes d'évolution suivantes ont été évoquées :

- Intégrer les affluents là où il n'y a pas de gestionnaire identifié : Morbras (MGP), ru de Marinel (92) MGP ;
- Prendre en compte les réseaux pouvant être mis en charge et déborder derrière les digues ;
- Compléter les repères de crues par des échelles avec plusieurs niveaux en lien avec les PCS.

### 4.3.3 Axe 3 : l'alerte et la gestion de crise

Les dispositifs de gestion de crise sont nombreux et concernent plusieurs échelles, plusieurs acteurs avec chacun leurs compétences. Un renforcement de la cohérence entre les dispositifs (PPMS, PCS, ORSEC...) est attendu.

La place des EPT et des acteurs gemapiens telle que la Métropole du Grand Paris dans le maillage des acteurs avant, pendant et après la crise est à préciser : favoriser la solidarité intercommunale entre communes impactées ou non, voire envisager un volet intercommunal aux PCS, relais en matière de continuité d'activité.

La métropole francilienne est un territoire particulièrement interdépendant. Des évolutions en matière de coordination des acteurs dans la préparation à la gestion de crise et de mutualisation des moyens sont attendues.

Il a été constaté que le partage d'informations en matière de gestion de crise est difficile et insuffisant. Les zones de fragilités, stratégies de crise des opérateurs de réseaux, tel qu'Enedis, sont méconnues. La fermeture de l'outil CRISORSEC en 2020 aux communes est par ailleurs un frein supplémentaire au partage de l'information.

Concernant les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS), les participants ont exprimé leur souhait qu'ils soient mis à jour et fassent plus régulièrement l'objet d'exercices, idéalement annuels, afin de tester leur opérationnalité. Dans ce cadre, les réserves communales de sécurité civile (RCSC) mériteraient d'être développées.

En complément des exercices de gestion de crise à l'échelle communale, d'autres exercices sont attendus, en particulier un nouvel exercice de grande ampleur similaire à Sequana 2016 qui a été considéré comme une grande réussite, et d'autres de moindre ampleur mais de manière plus fréquente.

Les acteurs locaux ont soulevé la nécessité d'impliquer davantage certains acteurs dans la gestion de crise et la continuité d'activité, tels que les habitants (associés aux exercices PCS), le tissu économique (chambre de métiers et de l'artisanat, entreprises, collectivités territoriales), et les animateurs de SAGE. Des plans de gestion de crise et PCA (hors communes) sont d'ailleurs à envisager (musée Girodet par exemple).

Le retour à la normale constitue un autre volet abordé durant ces échanges. Une meilleure gestion de la décrue est attendue, en particulier concernant la chaîne de remise en route des équipements des réseaux structurants, avec une entente des concessionnaires. La question des déchets a également été soulevée.

### 4.3.4 Axe 4 : la prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme

Les participants se sont accordés sur la nécessité de renforcer cet axe dans le prochain PAPI. Le constat suivant est partagé : l'urbanisation se poursuit dans les zones à risques d'inondation avec une vision à court terme, et la prise en compte des risques est insuffisante. En effet, celle-ci se limite souvent à l'application des règlements des PPRI, alors que de nombreux PPRI datent de plus de 20 ans en Ile-de-France. La révision des plus anciens a été évoquée comme une piste d'action dans le prochain PAPI.

D'autres documents d'urbanisme ont été cités comme leviers pour adapter les territoires. C'est le cas notamment des PLU et PLUI, qui pourraient davantage prendre en compte les nappes et privilégier la rétention des eaux pluviales à la parcelle. Le premier PAPI a contribué à développer la connaissance sur les inondations par remontées de nappe, qui pourrait être valorisée de manière à mieux intégrer le sous-sol dans l'urbanisme, les interactions souterraines étant aujourd'hui mal maîtrisées.

La poursuite de la sensibilisation et de la formation des différents acteurs de l'aménagement des territoires est un objectif partagé par les acteurs du territoire. Des outils ont été développés et il convient de les valoriser dans le prochain PAPI. Le guide de prise en compte des risques dans les projets des communes en zone inondable et la charte des quartiers résilients de la DRIEAT ont à titre d'exemples été évoqués. Les cibles prioritaires de formation et sensibilisation sont les responsables en urbanisme et les services instructeurs au sein de collectivités, ou encore les animateurs de SAGE.

### 4.3.5 Axe 5 : les actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

Les contributions des participants à l'axe 5 concernent principalement les diagnostics et travaux de réduction de la vulnérabilité, ainsi que les perspectives d'amélioration, sur la base des retours d'expérience du premier PAPI. Le territoire francilien est fortement urbanisé en zone inondable et les enjeux exposés devant s'adapter sont considérables. Des diagnostics ont été réalisés à l'échelle d'équipements (réseaux structurants...), de bâtiments (départementaux, municipaux, ERP...), de territoire plus ou moins vaste, et les maîtrises d'ouvrage ont souligné leur intérêt pour ces démarches essentielles pour tendre vers un territoire plus résilient.

La concrétisation des mesures préconisées et des travaux se heurte cependant à des difficultés insuffisamment anticipées (insertion dans les bons calendriers, problématiques telles que la pollution des sols...) et doit rester un objectif du prochain PAPI. Plus d'accompagnement et de sensibilisation sont attendus sur la réalisation des diagnostics. Les cibles évoquées sont multiples et varient selon l'échelle envisagée : EPT, CA, éducation nationale, ERP, entreprises...

La réduction de la vulnérabilité des réseaux structurants constitue un volet majeur de cet axe sur le territoire du PAPI (énergie, télécommunications, assainissement, eau potable, chauffage urbain...). Les opérateurs de réseaux, tels que le SIAAP et Enedis, ont développé ces dernières années la connaissance des impacts d'une inondation sur leur fonctionnement.

### 4.3.6 Axe 6 : la gestion des écoulements

Le territoire francilien est fortement urbanisé et a gagné sur les espaces de mobilité des rivières le long des grands axes. Les zones naturelles d'expansion des crues sont en nombre limité. La préservation des fonctionnalités hydrauliques et écologiques des ZEC constitue un enjeu soulevé par les acteurs rencontrés, en s'appuyant sur les outils fonciers tels que les ENS des Conseils Départementaux. La mise en œuvre des prochaines études de la suite de la Bassée (AVP) est attendue dans ce prochain PAPI, pour anticiper sur les travaux à venir. La création de ZEC et leur préservation sur l'axe Marne a par ailleurs été proposée, pour assurer les fonctionnalités de son lit majeur et de ses affluents. De plus, les lits mineurs des cours d'eau sont également à préserver, dans un objectif de favorisation d'une dynamique fluviale plus naturelle. Dans certains cas, un accompagnement peut être envisagé auprès d'acteurs devant réaliser des mesures compensatoires sur des ZNEC. Plutôt que de proposer directement des actions, il peut être préférable de repartir des problématiques afin de proposer des solutions basées sur la nature.

Les participants ont par ailleurs soulevé la problématique du ruissellement, qu'il conviendrait de prendre davantage en compte dans le prochain PAPI. Des partenariats avec des acteurs techniques tels que l'ONF et le monde agricole sont à développer, pour par exemple retenir davantage l'eau dans les milieux naturels.

Les principales attentes des acteurs interrogés concernent les ZEC, à préserver et optimiser (site pilotes...). La mise en œuvre des actions non finalisées relatives aux ZEC et zones humides du PAPI SMF 1 est à prévoir.

La plus grande évolution attendue dans ce prochain PAPI sur cet axe est la prise en compte du ruissellement dans les secteurs agricoles, mais également dans les zones urbaines. Un travail à toutes les échelles sur le ruissellement et des réflexions en vue de retenir les eaux le plus proche de là où elle tombe est à envisager en ce sens.

### 4.3.7 Axe 7 : la gestion des ouvrages de protection hydrauliques

Quelques acteurs ont fait part de leur intention de conduire des études et des travaux concernant des ouvrages de protection hydraulique.

Certains acteurs ont soulevé l'intérêt de regrouper les acteurs GEMAPIens pour faciliter le partage des connaissances techniques et juridiques sur cette compétence nouvelle pour certains d'entre eux.

Le niveau de protection des digues diffère selon les départements. Le confortement des digues en mauvais état est également un objectif à maintenir, tout en envisageant une stratégie à long terme convergente avec l'axe 5.

Les procédures de mise en place des protections amovibles diffèrent selon les gestionnaires franciliens. Des améliorations en matière de gestion et stockage du matériel (pour éviter par exemple la perte du petit matériel) et de rapidité de mise en place ont été suggérées.

La recherche de solutions alternatives aux ouvrages de protection et l'étude de leur pertinence est une première étape intéressante en préalable à la mise en œuvre d'un projet de protection. Des formations peuvent être proposées aux élus sur les alternatives aux systèmes d'endiguement, dont la protection n'est que partielle.

## 4.4 La stratégie du PAPI SMF 2

**La stratégie du PAPI SMF 2 s'inscrit dans la continuité de la stratégie développée dans le PAPI SMF1.**

Les orientations stratégiques du PAPI SMF 2 ont été repris pour correspondre aux orientations stratégiques définies dans le projet de PGRI 2022-2027 ; ces orientations restent cependant dans la continuité directe des orientations présentées dans le PAPI SMF 1 révisé.

Les constats et enseignements du bilan du PAPI SMF 1, du bilan de la SLGRI métropole francilienne et les attentes et ambitions exprimés par les acteurs du territoire permettent de consolider ces orientations stratégiques dans les modalités de mise en œuvre et de priorisation des actions à mener.

### 4.4.1 Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité

Le PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2023-2029 va permettre d'amplifier la dynamique de réalisation de **diagnostics territoriaux** de vulnérabilité : ces études sont en effet un préalable pour identifier les principaux sites vulnérables en zone inondable, et prioriser les diagnostics à l'échelle d'un bâtiment. Ce PAPI va également **consolider la dynamique engagée de diagnostics** de vulnérabilité de bâtiments, et de **concrétiser** les diagnostics réalisés dans le PAPI 1 par des **travaux**.

Les études déjà menée permettront de travailler sur la mise à jour des vulnérabilités globales du territoire, en anticipant les effets dominos. L'enjeu est de travailler le partage de connaissance pour mieux identifier les **interconnexions entre les acteurs** : ce travail est engagé depuis plusieurs années et sera poursuivi notamment dans le cadre du PAPI. Certains opérateurs de réseaux sont d'ailleurs engagés dans le PAPI.

Le PAPI SMF 2 **accompagnera les acteurs de l'urbanisme** et de l'aménagement, via une offre diversifiée d'intervention (formations, communication...). Ces acteurs, en première ligne de l'aménagement du territoire, sont un levier important pour faire évoluer les modes de construction et réhabilitation en zone inondable. De nombreux acteurs locaux (communes, intercommunalités) s'engagent en parallèle à **l'intégration des risques dans les documents d'urbanisme**, ou dans des projets d'aménagement pilotes.

La **préservation des ZEC**, priorité du PGRI et de la SLGRI, a été reprise dans le programme d'action du PAPI SMF 1 et a lancé une dynamique territoriale autour de ces enjeux. Le PAPI SMF1 a permis d'engager une démarche d'identification, de préservation et d'optimisation des ZEC, en travaillant sur la recherche de solution basées sur la nature pour la prévention des inondations et de gestion en amont des crues. Le PAPI SMF2 va poursuivre cette démarche, avec pour ambition d'inverser la courbe de la disparition des ZEC et favoriser leur préservation via des sites pilotes.

### 4.4.2 Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages

La structuration du territoire autour de la GEMAPI a clarifié le rôle des acteurs gestionnaires d'ouvrages. Ainsi, de nombreuses actions sont en cours pour identifier les systèmes d'endiguement du territoire, et évaluer le niveau de protection actuel de ces ouvrages. Le PAPI SMF 2 interviendra dans la phase de maturité



de ces études : les études en cours seront finalisées et consolidées et donneront lieu à des programmes de travaux en vue de conforter les systèmes d'endiguement.

En complément, le territoire du PAPI SMF est marqué par la présence **d'ouvrages structurels d'ampleur que sont les lacs-réservoirs** gérés par l'EPTB Seine Grands Lacs. Le maillage offert par ces ouvrages sort renforcé du PAPI SMF 1, avec l'intégration du **site pilote de la Bassée** dans le programme d'action. Des travaux sur les lacs-réservoirs permettront d'optimiser la gestion des inondations et assurer la fiabilité des ouvrages.

Ces travaux sont nécessaires au regard des enjeux exposés sur le territoire, et des besoins de consolidation importants identifiés par les études en cours (études de danger notamment). La forte densité urbaine rend toute alternative aux ouvrages structurels lourds impossible à envisager.

En parallèle de ces travaux, des efforts importants ont été consacrés à **l'identification et la préservation des zones d'expansion des crues** dans les secteurs les moins contraints : dans les secteurs identifiés comme les plus prometteurs hydrauliquement, des travaux d'aménagement pour mobiliser au mieux les zones humides seront engagés.

Enfin, le PAPI SMF 2 vise à répondre aux attentes des acteurs GEMAPIens, en facilitant la **mise en réseau de ces acteurs** et le retour d'expérience concernant les études et travaux liés aux axes structurels.

#### 4.4.3 Améliorer la prévision des phénomènes météorologiques et se préparer à gérer la crise

La prévision des crues est un enjeu majeur, notamment pour préparer les acteurs locaux lors de la survenue d'une crue, ainsi que dans la gestion des ouvrages de l'EPTB Seine Grands Lacs.

Le PAPI SMF 2 va **poursuivre la mobilisation des acteurs locaux de la gestion de crise**. Le PAPI SMF 1 a permis d'engager une dynamique d'actualisation des outils de gestion de crise à l'échelon local (communes notamment). Le PAPI SMF 2 va entretenir cette dynamique afin d'assurer une opérationnalité de ces documents, en tenant notamment compte des apports de nouvelles connaissances du PAPI.

L'exercice EU SEQUANA reste un événement fédérateur autour de la gestion de crise sur le territoire du PAPI. Si la tenue d'un autre exercice d'ampleur n'est pas clairement inscrite au PAPI, l'ensemble des exercices locaux prévus par les différents maîtres d'ouvrages participeront à la préparation à une meilleure gestion de la crise sur le territoire.

En matière de prévision des crues, le PAPI vise à participer à l'augmentation du délai de prévision des crues de la Seine (objectif de 72h). Ce délai est crucial dans la gestion des ouvrages-réservoirs et l'activation du casier pilote de la Bassée.

#### 4.4.4 Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque

Le PAPI SMF est engagé dans une démarche d'amélioration continue des connaissances sur les aléas, qu'ils soient par débordement de cours d'eau, par remontée de nappes ou par propagation dans les réseaux.

Le modèle 2D Seine-Marne développé sur la Seine et la Marne (Telemac 2D), en co-maîtrise d'ouvrage avec la DRIAT, vise à devenir le nouveau référentiel pour déterminer l'aléa par débordement de ces deux cours d'eau. Cette connaissance doit être diffusée et capitalisée, afin de servir au plus grand nombre et de constituer un référentiel commun dans l'analyse des crues. Ce modèle pourrait notamment servir à actualiser le socle de connaissance sur les enjeux exposés aux crues sur le territoire du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes.

L'aléa par remontée de nappe est une forte attente sur le territoire. Les débordements se font par remontée à la surface, mais également par propagation via les réseaux. Les remontées de nappe sont sensibles dès une crue R0.8, et tous les gestionnaires de réseaux y sont exposés. La thèse portée dans le cadre du PAPI SMF 1 a donné des éléments de connaissance sur le territoire parisien et petite couronne ; l'ambition est de développer ces connaissances au-delà, afin de disposer d'une connaissance et d'une prévision des phénomènes de remontée de nappe plus largement sur le territoire du PAPI.

En parallèle des dernières acquisitions de connaissance, le PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2023-2029 va consolider la dynamique de communication engagée dans le premier PAPI, notamment avec le déploiement du dispositif Episeine. Cette plate-forme joue le rôle de centre de ressources permettant de centraliser et mettre à disposition les publications et supports de communication élaborés dans le cadre du PAPI. Episeine est aujourd'hui reconnue par les acteurs locaux : le PAPI 2023-2029 va permettre la poursuite de son développement, en mobilisant les maîtrises d'ouvrage du PAPI comme relais à leur échelle.

#### 4.4.5 Cohérence de la stratégie du PAPI avec le projet de SLGRI second cycle

L'EPTB Seine Grands Lacs a été consulté par la DRIEAT dans le cadre d'une pré-consultation sur le projet de SLGRI second cycle.

Sur la base de ce projet, décomposé en 8 axes et 27 orientations stratégiques, plusieurs orientations stratégiques font directement écho aux propositions du PAPI Seine et Marne franciliennes 2023-2029 :

| Orientation stratégique de la SLGRI second cycle                                                                                                      | Axe de la stratégie du PAPI Seine et Marne franciliennes 2023-2029                        | Commentaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>0.2 : Mettre en place un espace d'échanges entre acteurs de la prévention des risques d'inondation en Île-de-France</i>                            | 4.4.4 Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque | Via le PAPI, plusieurs outils de diffusion de la connaissance et de partage vont être développés : EPISeine (action consolidée et amplifiée), SaisiePAPI (action développée via le PAPI, avec pour objectif un meilleur suivi et partage des actions du PAPI).<br><br>Le PAPI va également permettre l'organisation de comités techniques de suivi de la démarche PAPI, ainsi que des groupes de travail thématiques et des ateliers du PAPI.                                                                                                                                |
| <i>1.1 : Approfondir les connaissances des risques d'inondation par débordement de cours d'eau, remontée de nappe et propagation par les réseaux</i>  | 4.4.4 Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque | Le PAPI va permettre la poursuite de l'acquisition de connaissance, notamment pour le phénomène de remontées de nappes. Il permet également la diffusion des données disponibles concernant le débordement de surface.<br><br>Plusieurs gestionnaires de réseau sont également engagés dans le PAPI pour poursuivre l'acquisition de connaissances concernant les incidences d'une crue sur leur réseau.<br><br>Le PAPI vise également à compiler et mettre à jour les bases d'enjeux sur son territoire, et homogénéiser les scénarios d'entrée sur les différents modèles. |
| <i>1.2 : Mettre en œuvre des diagnostics de la vulnérabilité territoriale aux inondations par débordements, remontées de nappes et ruissellements</i> | 4.4.1 Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité      | Dans le cadre du PAPI, 7 diagnostics de territoire sont prévus.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <i>1.4 : Poursuivre la sensibilisation des publics : élus locaux, citoyens, acteurs économiques</i>                                                   | 4.4.4 Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque | La sensibilisation est un axe fort du PAPI : 70 actions de sensibilisation sont prévues (1/5 <sup>ème</sup> des actions du PAPI), dont le déploiement d'Episeine et des actions de coordination portées par l'EPTB Seine Grands Lacs. Les démarches de sensibilisation sont multi-cibles et visent à améliorer largement la conscience du risque.                                                                                                                                                                                                                            |

|                                                                                                                                                                                 |                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2.2 : Améliorer la surveillance des inondations par remontée de nappe à Paris et en proche couronne                                                                             | 4.4.4 Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque      | Le programme d'action intègre la consolidation du modèle sur la remontée de nappe à Paris et en proche Couronne : le PAPI répond ainsi directement à cette orientation stratégique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| 3.2 : Renforcer la préparation des collectivités locales et opérateurs de réseaux à la prochaine inondation majeure                                                             | 4.4.3 Améliorer la prévision des phénomènes météorologiques et se préparer à gérer la crise    | Le PAPI compte 48 actions au sein de l'axe 3 dont 30 actions en lien avec les PCS/PICS. Plusieurs démarches test de PICS sont prévues. L'EPTB Seine Grands Lacs va de plus poursuivre l'organisation des formations à la gestion de crise.                                                                                                                                                                                                                                               |
| 4.3 : Améliorer le bâti existant lors des rénovations en prenant en compte les risques inondation<br><br>5.3 : Renforcer la résilience des secteurs indispensables au quotidien | 4.4.1 Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité           | Le PAPI compte plus de 40 actions de diagnostics aux bâti : l'ensemble de ces actions vise à augmenter le nombre de bâtiments effectuant des travaux de réduction de vulnérabilité dans les territoires les plus sensibles.<br><br>Ces diagnostics et travaux comprennent des bâtiments publics comme des logements et des entreprises.                                                                                                                                                  |
| 5.2 : Réduire les impacts indirects liés aux dysfonctionnements des réseaux (réduction des coupures hors zones inondées, réduction des délais de retour à la normale)           | 4.4.4 Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque      | Les gestionnaires de réseaux sont associés au PAPI et ont inscrit pour une partie d'entre eux des actions d'amélioration de la connaissance pour mieux comprendre les incidences d'une crue sur leur réseau. La RATP et l'APHP sont de plus invités au COPIL PAPI, bien qu'ils ne portent pas d'action directement dans le programme d'action.<br><br>Le partage de l'accès aux données d'aléa vise également à faciliter la prise en compte de ce risque pour les opérateurs de réseau. |
| 6.2 : Protéger et restaurer les Zones d'Expansion de Crues (ZEC)                                                                                                                | 4.4.2 Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages | Des efforts importants ont été consacrés à l'identification et la préservation des zones d'expansion des crues dans les secteurs les moins contraints : l'EPTB Seine Grands Lacs recrute actuellement une personne supplémentaire dédiée à cet enjeu.                                                                                                                                                                                                                                    |
| 7.1 : Conforter les systèmes d'endiguement (SE)                                                                                                                                 | 4.4.2 Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages | L'axe 7 du PAPI Seine et Marne franciliennes 2023-2029 compte 23 actions pour un montant total de près de 64 millions d'euros. C'est un effort financier majeur destiné à consolider les systèmes de protection existants.                                                                                                                                                                                                                                                               |



## 5 GOUVERNANCE

### 5.1 Présentation du porteur de projet : l'EPTB Seine Grands Lacs

#### 5.1.1 Présentation de l'EPTB Seine Grands Lacs

Le Syndicat mixte ouvert, Établissement Public Territorial de Bassin, dénommé EPTB Seine Grands Lacs, issu de la transformation de l'Institution interdépartementale des barrages réservoirs du Bassin de la Seine et autorisé en application de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité par l'arrêté préfectoral n°75-2017-03-29-005 du 29 mars 2017.

Il est composé depuis le 1<sup>er</sup> janvier des collectivités et des groupements suivants :

- Ville de Paris, Départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne (membres fondateurs) ;
- La Métropole du Grand Paris
- La Communauté d'agglomération de Troyes Champagne Métropole ;
- La communauté d'agglomération du Pays de Meaux ;
- La Communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise.
- La Région Grand-Est.

En tant qu'EPTB et conformément à l'arrêté préfectoral n°2011-187 du 7 février 2011, le syndicat a pour objet, à l'intérieur de son périmètre de reconnaissance, de faciliter la prévention des inondations, la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, ainsi que la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

L'EPTB Seine Grands Lacs agit à l'échelle du bassin versant amont de la Seine, facilite et coordonne l'action publique des collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire à travers ses missions :

- Gérer le risque lié aux inondations dans le bassin de la Seine en écrêtant les crues.
- Soutenir le débit des rivières pendant la saison sèche.
- Agir pour la réduction de la vulnérabilité aux inondations
- Assurer un rôle de conseil, d'animation et de coordination auprès des collectivités du bassin, notamment le portage de PAPI.
- Préserver l'environnement.

Le Syndicat est propriétaire et assure l'entretien, l'aménagement et l'exploitation de quatre lacs-réservoirs :

- « Pannecière-Chaumard » dans le département de la Nièvre, sur l'Yonne, mis en service en 1949 ;
- « Seine » (Lac d'Orient), dans le département de l'Aube près de Troyes en dérivation de la Seine, mis en service en 1966 ;
- « Marne » (Lac du Der-Chantecoq), dans les départements de la Marne et de la Haute-Marne près de Saint-Dizier en dérivation de la Marne et de la Blaise, mis en service en 1974 ;
- « Aube » (Lacs Amance et du Temple), dans le département de l'Aube près de Troyes, en dérivation de l'Aube, mis en service en 1990.

ainsi que plus de 3000 ha de forêts acquises au titre de la reconstitution du potentiel forestier.

Ces lacs Marne, Seine, Aube et Pannecière assurent la gestion de l'aléa débordement de cours d'eau en écrêtant une partie du débit en période hivernale et jouent un rôle dans l'approvisionnement en eau pendant la période estivale.

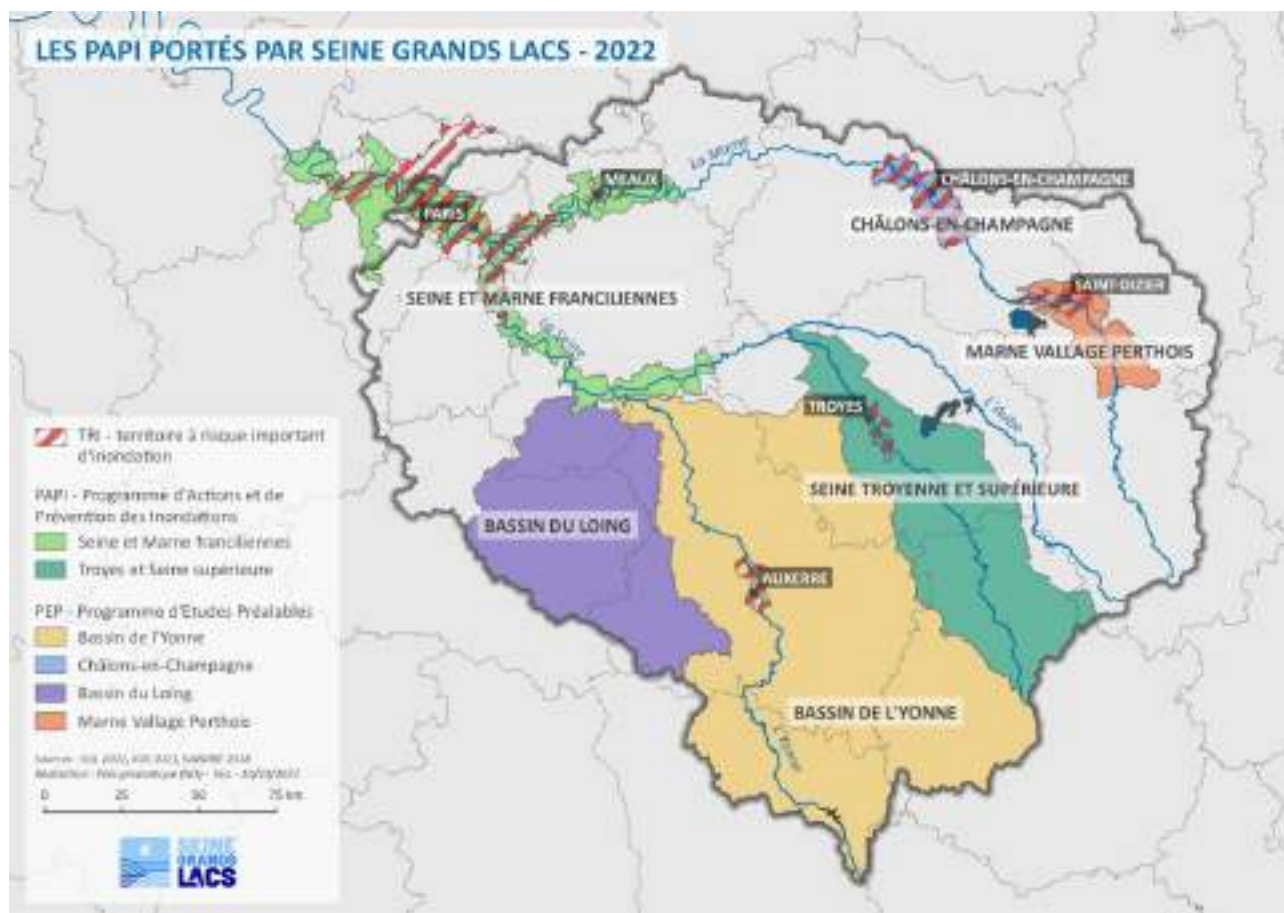
L'EPTB est un acteur impliqué dans la prévention des inondations. Il s'est mobilisé pour développer les réseaux de partenaires publics, associatifs et privés sur son territoire de reconnaissance et accompagne les collectivités territoriales sur ces thématiques. Les principales démarches menées visent à :

- Assurer un rôle de conseil, d'animation et de coordination auprès des collectivités du bassin, notamment par le portage et le pilotage de PAPI.

- Porter des actions concrètes, au sein des PAPI, pour la prévention des inondations en complément de l'action des ouvrages hydrauliques.
- Accompagner les collectivités, à la demande des membres du Syndicat et des partenaires signataires de la convention de partenariat, pour la mise en œuvre du décret Dignes par le biais d'une cellule d'accompagnement.

Sur son territoire de reconnaissance, l'EPTB Seine Grands Lacs porte à ce jour 6 PAPI :

- PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes, objet du présent dossier.
- PAPI (2020-2025) de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure, en cours.
- PEP (2019-2021) Marne Vallage Perthois, en cours,
- PEP (2020-2022) du bassin du Loing, en cours
- PEP (2020-2023) du Bassin de l'Yonne, en cours,
- PEP de la Marne moyenne, en cours d'élaboration.



*Figure 52 : Carte du périmètre de reconnaissance de l'EPTB Seine Grands Lacs, des TRI et des PAPI portés par l'EPTB sur le bassin amont de la Seine. Source : EPTB Seine Grands Lacs*

Concernant l'adaptation au changement climatique et au titre de la convention de partenariat signée par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et de l'EPTB Seine Grands Lacs en date du 1er février 2017, l'EPTB Seine Grands Lacs contribue aux réponses stratégiques suivantes :

- o Réduire la dépendance à l'eau et assurer un développement humain moins consommateur d'eau
- o Préserver la qualité de l'eau
- o Protéger la biodiversité et les services écosystémiques
- o Prévenir les risques d'inondations et les coulées de boue ;

L'EPTB a la volonté de compléter le dispositif actuel de protection contre les inondations du bassin amont de la Seine. Aussi, le Syndicat mixte assure la maîtrise d'ouvrage du projet de construction d'un cinquième aménagement, dans le secteur de la Bassée.

Les statuts du Syndicat mixte sont présents au sein du dossier.

### 5.1.2 Moyens humains dédiés au PAPI

La cellule du PAPI est actuellement composée de 4 personnes :

- Un chef de projet ;
- Deux chargés de mission ;
- Une assistante administrative et rédactionnelle.

La fonction d'animation du portage et de coordination du programme représente deux équivalents temps plein, les deux autres équivalents temps plein étant affectés au pilotage de certaines actions réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB Seine Grands Lacs.

Dans le cadre de la mise à jour du PAPI, la fonction d'animation de la cellule en tant que porteur et coordinateur du PAPI n'a pas a priori vocation à évoluer.

Concernant le pilotage des actions sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB, les fiches actions correspondantes offriront la possibilité d'un pilotage en régie ou d'un pilotage sous assistance à maîtrise d'ouvrage. Cette précision permet de ne pas créer d'amalgame ou de confusion sur la répartition des charges de personnel.

### 5.1.3 La conduite du projet et coordination assurée par l'EPTB Seine Grands Lacs

La mise en œuvre d'un PAPI justifie une animation sur la durée qui sera assurée par un(e) chargée de mission entièrement dédiée à la bonne gestion du programme d'actions. Pour ce faire, il/elle mobilisera, autant que de besoin, les ressources internes de l'EPTB Seine Grands Lacs, et s'appuiera sur la gouvernance territoriale définie préalablement afin d'accomplir dans les meilleures conditions l'ensemble des actions.

Outre la conduite de ses propres actions, il/elle assurera la coordination des différents maîtres d'ouvrages engagés dans le programme pour s'assurer du bon déroulement du programme d'actions proposé.

**Pour le cas particulier du PAPI Seine et Marne franciliennes, au regard de son ampleur, l'EPTB Seine Grands Lacs a mis en place des éléments qui ont contribué et qui vont contribuer à :**

- Assurer la cohérence des actions
- Homogénéiser le programme,
- Mutualiser des éléments d'actions

**Lors du montage du PAPI, l'EPTB Seine Grand Lacs a proposé un accompagnement permettant :**

- D'orienter et conseiller les maîtrises d'ouvrage vers les natures d'actions les plus pertinentes.
- De disposer de fiches modèles utilisables pour structurer la rédaction des fiches
- De partager les fiches actions auprès de tous les maîtres d'ouvrages, permettant la consolidation croisée des fiches
- De mettre en relation des maîtres d'ouvrage via des réunions organisées par SGL sur les secteurs où plusieurs acteurs portent des actions croisées qui nécessitent de s'organiser.

**Lors de la phase post dépôt du dossier et lors de la mise en œuvre du PAPI :**

L'EPTB SGL dispose des ressources humaines internes et des expertises pour organiser différents Groupe de travail réunissant certaines des MOA du PAPI qui seront dédiés :

- Aux modalités de sollicitations des demandes de subvention
- Aux actions de sensibilisation
- Aux diagnostics de territoires
- Aux diagnostics bâtimementaires
- Aux PCS, PICS, Exercices
- Aux PCA
- Aux documents d'urbanismes et aménagements en zones inondables.
- Aux ouvrages hydrauliques.

Ces réunions seront l'occasion de partager des retours d'expérience, de concevoir, ajuster puis diffuser des CCTP types, de rédiger des guides des bonnes pratiques, des modalités pratiques de mises en œuvre des marchés publics et de l'exécution des actions. Une newsletter facilite les diffusions.

La plate-forme Episeine sera consolidée et permettra de poursuivre la démarche de mutualisation des ressources : tous les contenus produits sont diffusés en licences ouvertes : ce sont des contenus réutilisables et modifiables.

Seine Grands Lacs élabore des formations, gratuites, le plus souvent en présentiel qui pourront bénéficier en priorité aux représentants des MOA du PAPI. Ces formations concernent :

- La sensibilisation
- Formations générales dédiées aux élus
- Parcours de formations dédiés à la gestion de crise (PCS, PICS, exercices, cartographie de crise, Communication de crise...)
- Plan de continuité d'activités
- Diagnostics de territoires.

Seine Grand Lacs porte des actions qui visent parfois à tester et vérifier la pertinence de méthodologies qui pourront être reprises ensuite par d'autres maîtres d'ouvrages : l'action dédiée aux PICS est l'exemple le plus pertinent. CCTP, RETEX, méthodologie validée seront mises à disposition à l'issue de cette action.

Deux actions relèvent directement de l'effort de partage des connaissances et de facilitations des échanges entre acteurs : les conférences annuelles et les ateliers du PAPI.

Enfin la plateforme de suivi des actions SaisiePAPI va être développée courant 2023 afin que les Maîtres d'ouvrages puissent plus facilement rendre compte de l'avancement de leurs actions.

## 5.2 Les instances de gouvernance du PAPI

Afin de suivre la mise en œuvre des actions du programme d'actions ainsi que réunir, à des étapes clés du programme les parties prenantes, les instances de décision et de pilotage proposées sont les suivantes :

### ❖ La structure porteuse

Cette structure est chargée de mettre en cohérence, coordonner et animer localement la démarche. Elle est l'interlocuteur privilégié de l'État. Elle joue un rôle primordial d'animation et à chaque étape, elle mobilisera les acteurs du territoire pour définir une stratégie et un programme d'actions partagés par tous.

Pour assurer cette mission, Seine Grands Lacs a été désigné comme partie prenante chef de file, et devra mobiliser l'ensemble des collectivités concernées et les autres parties prenantes.



### ❖ Le comité technique

La préparation du travail du comité de pilotage est assurée par un comité technique composé de représentants des financeurs, des maîtres d'ouvrages et des parties prenantes. Ce comité technique est présidé si possible conjointement par un représentant de l'État et de l'EPTB Seine Grands Lacs.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et de façon systématique avant les réunions du comité de pilotage. Il informe le comité de pilotage de l'avancement du programme d'actions, de l'évolution des indicateurs et de toute difficulté éventuelle dans la mise en œuvre des actions. Il s'assure que l'outil de suivi SAFPA (Suivi Administratif et Financier des PAPI) est convenablement renseigné.

Le secrétariat du Comité technique est assuré par les services de Seine Grands Lacs.

### ❖ Le comité de pilotage

Le comité de pilotage est le garant de la bonne mise en œuvre du projet de PAPI et de l'atteinte des objectifs fixés et validés par l'instance de labellisation. Il s'assure de l'avancement des différentes composantes du programme d'actions et veille au maintien de la cohérence du programme dans les différentes étapes de sa mise en œuvre. Il assure le suivi des indicateurs destinés à apprécier l'efficacité des actions menées. Il participe à la préparation de la programmation des différentes actions et est tenu informé des décisions de financement prises et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre des actions. Il peut décider, le cas échéant, de procéder à l'adaptation ou à la révision du programme d'actions du PAPI (par exemple, le calendrier de réalisation à réévaluer).

Le comité de pilotage est constitué conformément au cahier des charges national des PAPI. Il est composé des financeurs et maîtres d'ouvrages.

Il est présidé par le président de l'EPTB Seine Grands Lacs, porteur du projet. Son secrétariat est assuré par les services de l'EPTB Seine Grands Lacs.

### ❖ Le comité des parties prenantes

Les parties prenantes sont l'ensemble des acteurs et partenaires concernées, économiquement ou opérationnellement, par la mise en œuvre du PAPI complet.

Les parties prenantes se réunissent périodiquement pour partager les travaux et orientations définis par l'instance de pilotage du programme d'actions. Le secrétariat des comités est assuré par l'EPTB Seine Grands Lacs.

#### **Tout au long de la durée de mise en œuvre du programme d'actions :**

- **Le service de l'État en charge du suivi du projet, dès la phase préliminaire et pendant toute la démarche de labellisation, puis du suivi du projet est la DRIEAT. Le référent État du PAPI est M. Jean-Marc Picard, Directeur régional et interdépartemental adjoint de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Ile-de-France.**
- **Le préfet pilote du PAPI est le préfet de la région Ile-de-France M. Marc Guillaume.**

## 6 LE PROGRAMME D' ACTIONS DU PAPI

Le programme d'action du PAPI Seine et Marne franciliennes 2023-2029 comporte 346 actions pour un montant total de 169 941 160 € HT (199 505 276 € TTC), portées par 62 maîtres d'ouvrage.

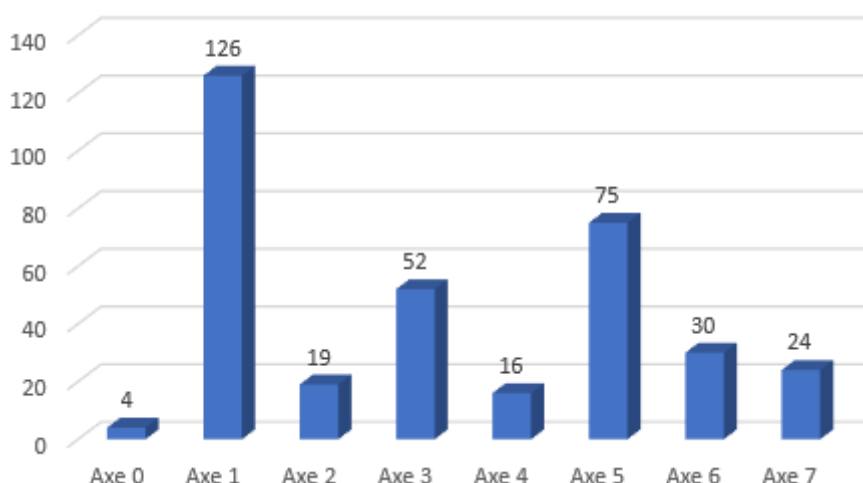


Figure 53 : nombre d'actions par axe du PAPI

### 6.1 Axe 1 : actions de sensibilisation pour développer la culture du risque

L'axe 1 du PAPI est le plus important, tant en nombre d'actions que de maîtres d'ouvrages engagés.

Il comprend 126 actions réparties entre 49 maîtrises d'ouvrages.

Ces actions se répartissent en deux grands thèmes :

- Les études d'acquisition de connaissance (aléas, enjeux)
- Les actions de sensibilisation, communication

#### 6.1.1 Actions de sensibilisation

Les actions de sensibilisation et de communication ont été un point fort du premier PAPI Seine et Marne franciliennes.

Le PAPI 2023-2029 viendra consolider cette dynamique, et la poursuivre : cela se traduit par une très forte mobilisation de maîtrises d'ouvrages sur la quasi-totalité du linéaire de cours d'eau couvert par le PAPI.

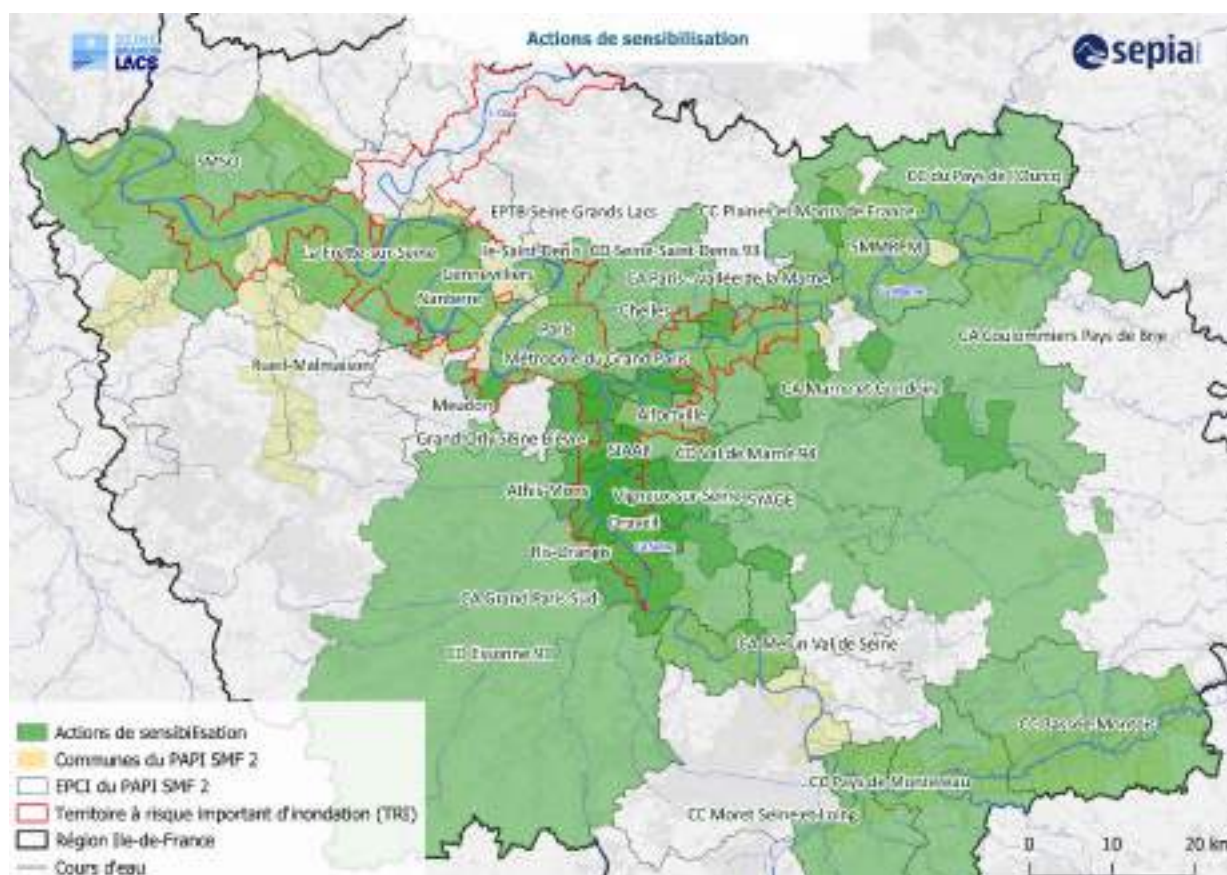


Figure 54 : structures portant une ou plusieurs actions de sensibilisation dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022

Les principaux enjeux stratégiques de cet axe sont :

- S'appuyer sur le dispositif EPISEINE, développé dans le cadre du premier PAPI, pour le déployer auprès du maximum de structures
- Poursuivre le travail de mise en réseau des acteurs et le développement d'un réseau de relais pour sensibiliser largement aux risques d'inondation
- Faciliter l'accès aux données et guides existants sur le territoire via la création d'un guichet simplifié.

### 6.1.2 Actions d'acquisition de connaissance concernant les aléas ou les enjeux

Le PAPI Seine et Marne franciliennes a permis d'apporter de nouvelles connaissances concernant le débordement de la Seine, la remontée de nappe et la propagation des crues via les réseaux.

Le PAPI 2023-2029 poursuit la consolidation des connaissances acquises, avec environ la moitié des actions permettant de mieux connaître le fonctionnement de la Seine et des lacs réservoirs, ainsi que plusieurs actions découlant directement des apports de connaissance sur la remontée de nappe dans le secteur Paris et proche couronne. Quelques actions complémentaires concernent également les réseaux, notamment d'assainissement.

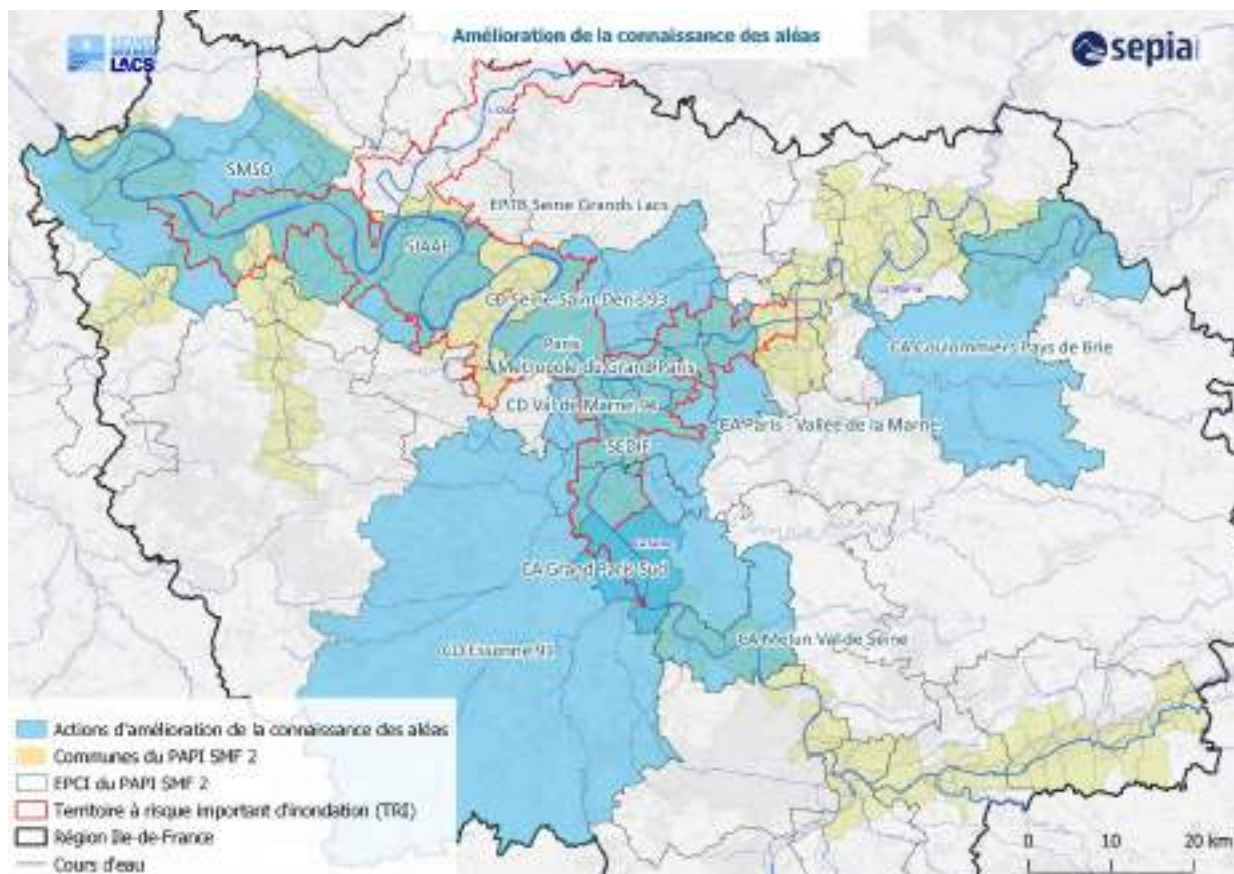


Figure 55 : structures portant une ou plusieurs actions d'amélioration de la connaissance des aléas et des enjeux dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022

### 6.1.3 Diagnostics de territoire

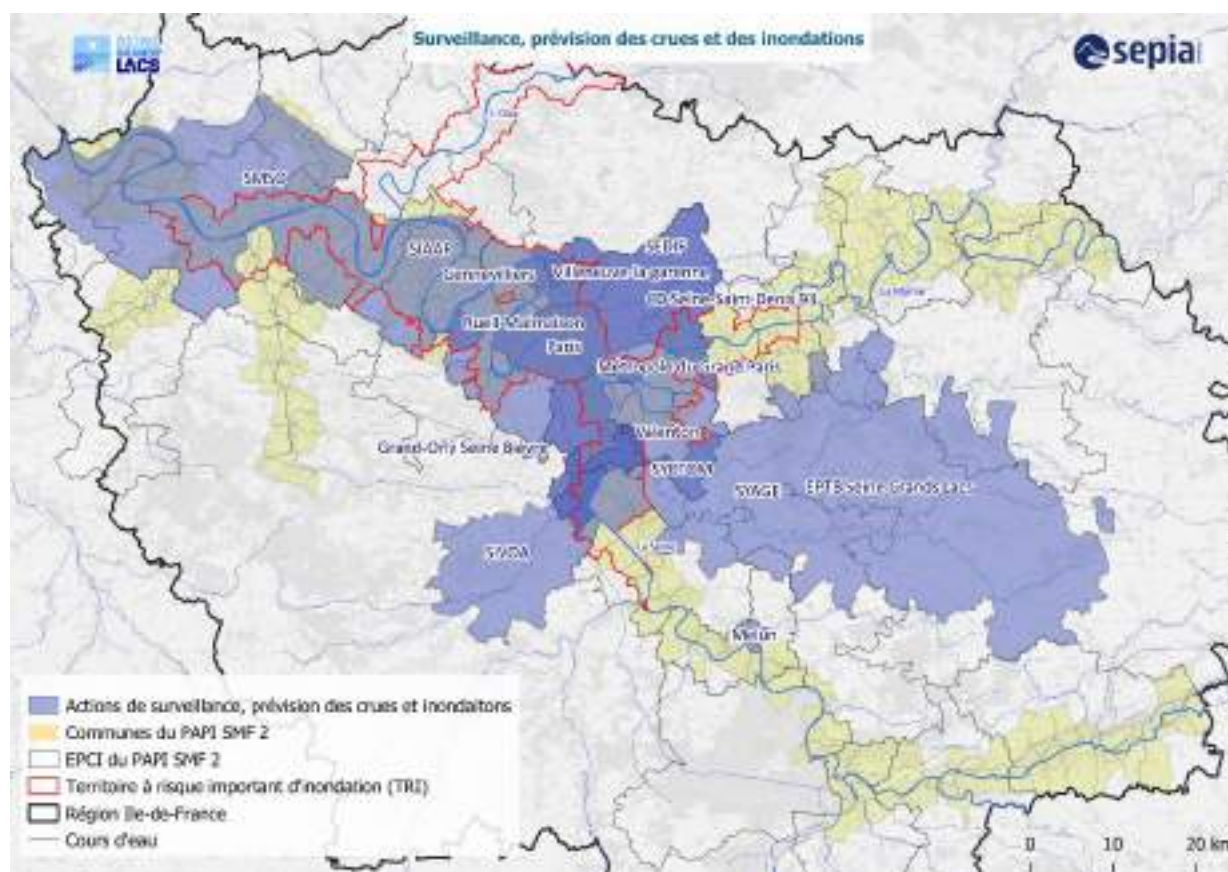
Parmi les actions d'amélioration de la connaissance, plusieurs territoires mènent un diagnostic global, à l'échelle d'un territoire, afin de mieux connaître les enjeux exposés aux risques et proposer une stratégie globale et hiérarchisée de réduction de la vulnérabilité.





L'axe 2 comprend 19 actions, portées par 16 maîtrises d'ouvrages.

Cette action sera complétée par différentes mesures visant à améliorer la prévision des crues, par le développement de nouveaux outils, la mise en réseau des acteurs ou l'amélioration de la prise en compte de la dynamique des eaux.



**Figure 57 : structures portant une ou plusieurs actions d'amélioration de la prévision des crues dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022**

### 6.3 Axe 3 : actions d'amélioration de la gestion de crise

L'axe 3 comprend 52 actions, réparties entre 34 maîtrises d'ouvrage.

Dans le cadre de cette action, plusieurs communes se sont engagées dans l'amélioration ou la mise à jour du Plan Communal de sauvegarde. Une dizaine d'intercommunalités (EPT, communauté d'agglomération) va s'engager dans une réflexion ou démarche d'élaboration d'un plan intercommunal de sauvegarde. Enfin, les autres types de structures vont également s'investir dans l'élaboration de main courante ou outil permettant de mieux gérer une crue au sein de leur service.

Cinq acteurs vont élaborer un plan de continuité d'activité en lien avec le risque inondation au cours de ce PAPI.

Une quinzaine d'acteurs a également prévu de réaliser des exercices de crise pour tester l'opérationnalité de leurs outils.

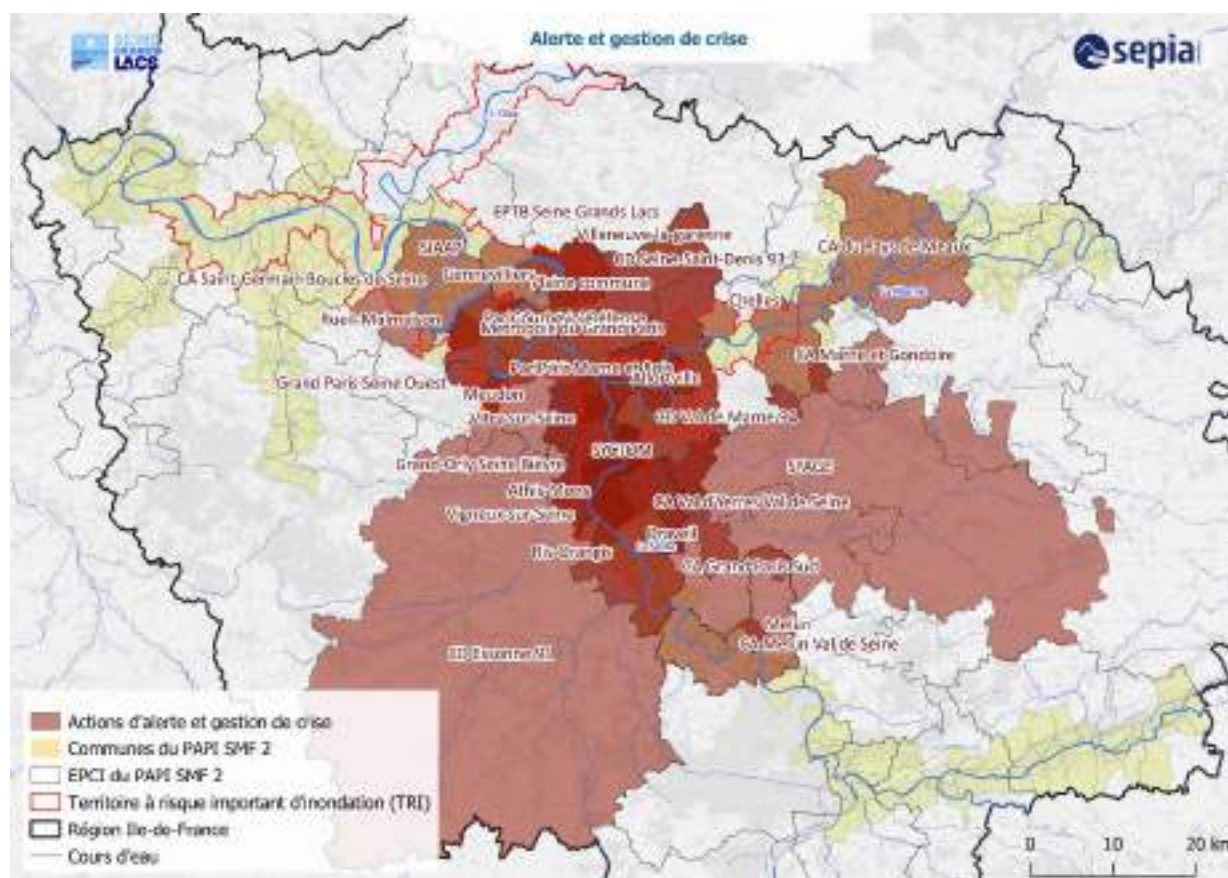


Figure 58 : structures portant une ou plusieurs actions en lien avec l'alerte et la gestion de crise dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022



## 6.4 Axe 4 : actions de prise en compte du risque d'inondation dans l'aménagement

L'axe 4 comprend 16 actions, pour 15 maîtrises d'ouvrage.

Cet axe regroupe plusieurs types d'études visant à une meilleure prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire que ce soit concernant :

- Les documents d'urbanisme
- La prise en compte du phénomène de ruissellement et la gestion des eaux pluviales
- L'accompagnement d'acteurs de l'urbanisme (services techniques, aménageurs...)

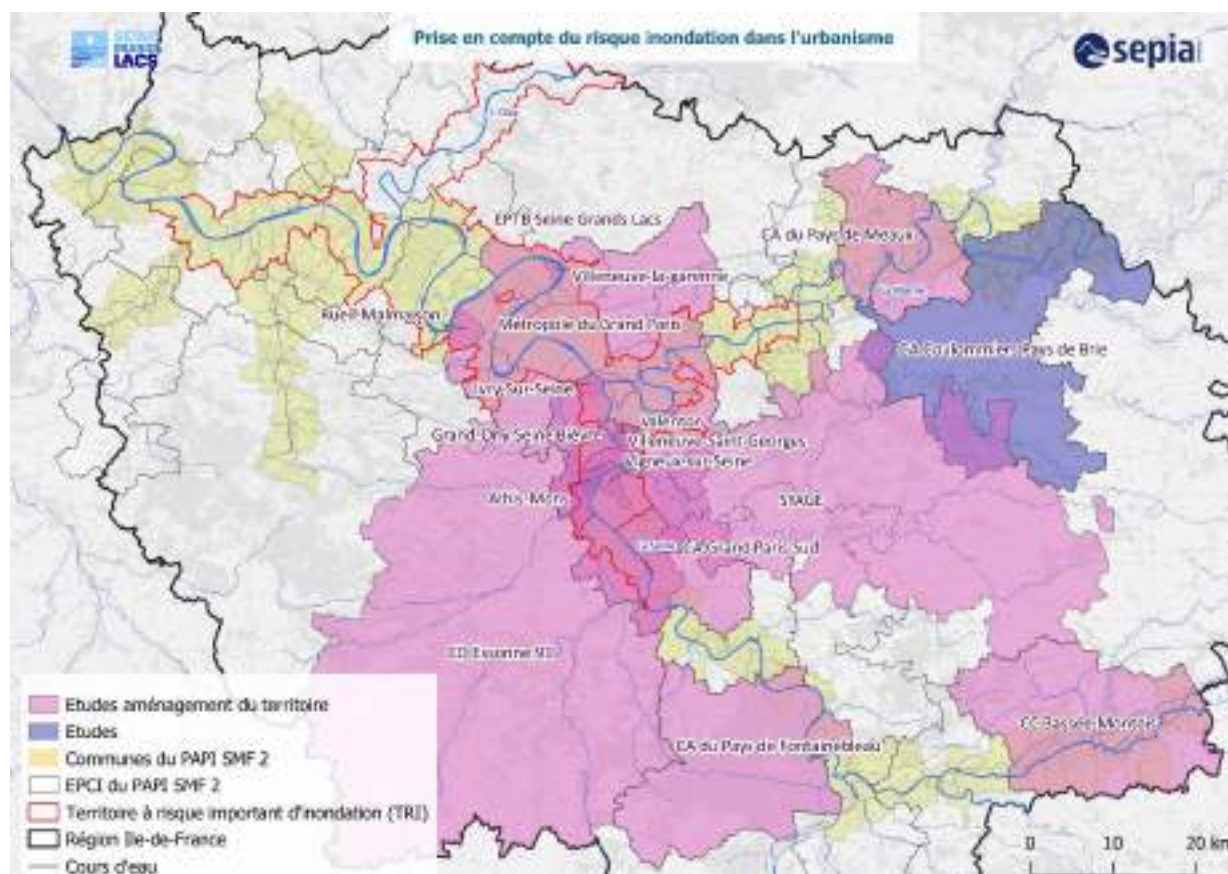


Figure 59 : structures portant une ou plusieurs actions de prise en compte du risque inondation dans l'aménagement dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022



## 6.5 Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes

De nombreuses actions sont prévues dans l'axe 5 : au total, 75 actions sont inscrites au PAPI, et ce sont 40 structures qui se sont positionnées pour assurer la maîtrise d'ouvrage.

Cet axe présente un très fort engagement de la part des maîtrises d'ouvrages : plus des ¾ des acteurs qui ont inscrit une action au PAPI ont proposé au moins une action de réduction de la vulnérabilité du bâti.

Ces actions se décomposent en diagnostics et/ou travaux à l'échelle de biens déjà identifiés, ayant pour certains déjà fait l'objet de diagnostics dans le cadre du PAPI Seine et Marne franciliennes 2013-2020.

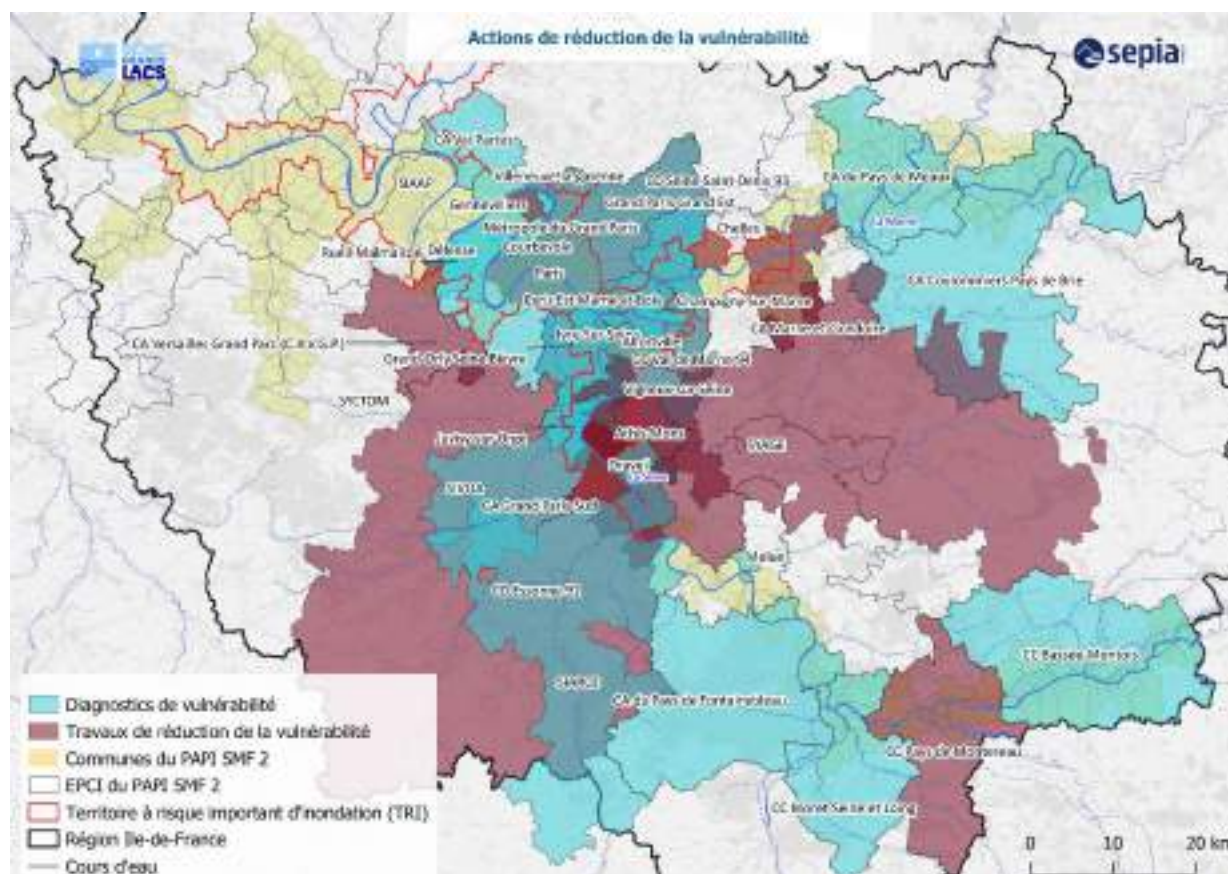


Figure 60 : structures portant une ou plusieurs actions de diagnostic et travaux à l'échelle de biens dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022

## 6.6 Axe 6 : Ouvrages de ralentissement dynamique des crues

Au total, 30 actions sont prévues dans l'axe 6, réalisées par 11 maîtres d'ouvrages du PAPI.

Deux actions emblématiques peuvent être soulignées :

- L'évaluation de l'opération du site pilote de la Bassée, avec pour objectif de définir et mettre en œuvre le dispositif d'évaluation de l'opération pilote, préparer et réaliser le débat public pour la réalisation du projet global de la Bassée, définir le programme global à la suite du retour d'expérience de l'opération pilote
- L'opération de renaturation des Berges de l'Yerres et de restauration de ses zones humides à Villeneuve-Saint-Georges (94) sur le périmètre de la phase 2 menée par l'EPA ORSA, qui vise à la création d'une zone d'expansion des crues, et s'inscrit ainsi dans une opération de ralentissement dynamique des crues (identification, préservation et restauration des zones d'expansion des crues, restauration des zones humides) et de restauration des capacités naturelles d'infiltration et d'écoulement pour limiter le ruissellement de l'eau.

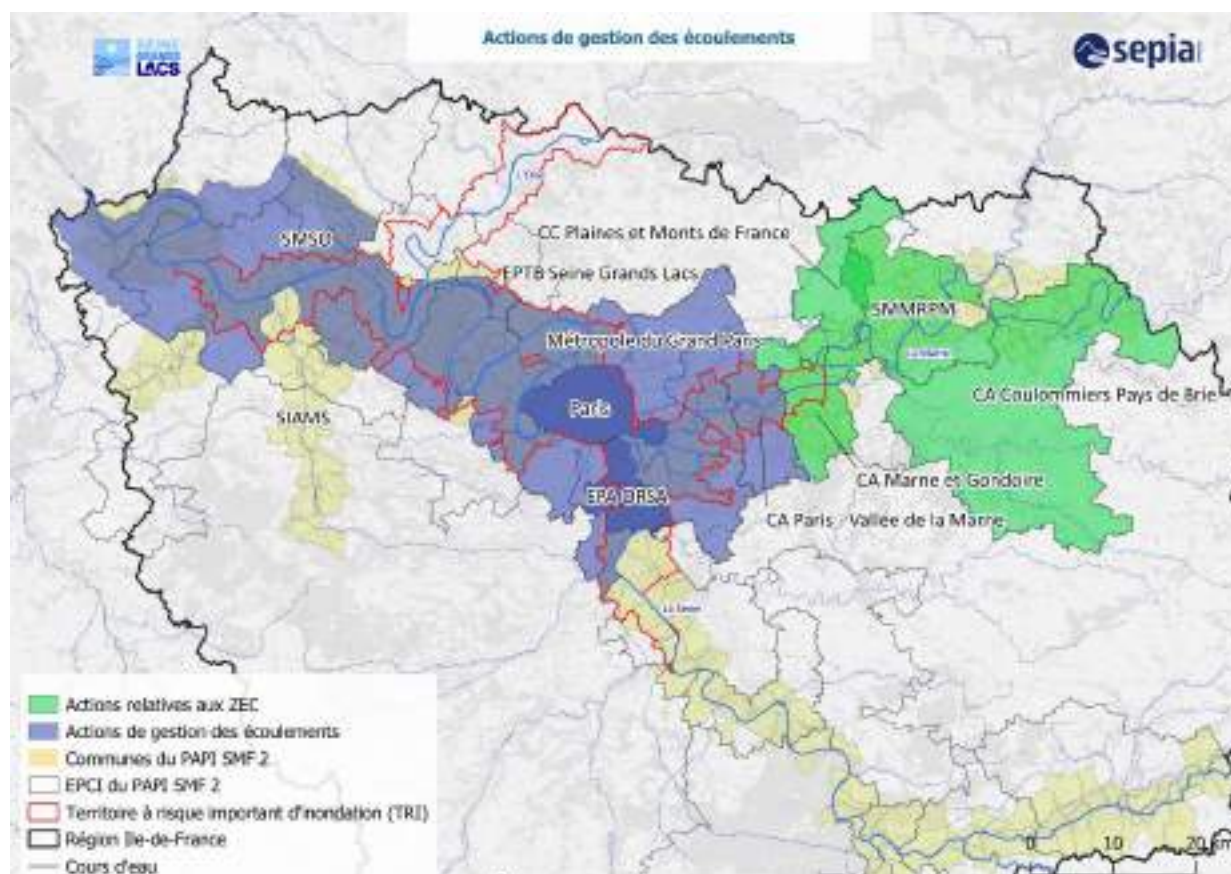


Figure 61 : structures portant une ou plusieurs actions de ralentissement des écoulements dans le PAPI 2023-2029.

Source : SEPIA Conseils, 2022

## 6.7 Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydraulique

L'axe 7 comprend 24 actions, portées par 8 maîtrises d'ouvrage.

Cet axe comprend plusieurs projets de travaux portés par la Métropole du Grand Paris, visant à conforter les systèmes d'endiguement métropolitains et optimiser les ouvertures de ces systèmes.

Le Conseil Départemental du Val de Marne porte également plusieurs actions de protection sur les digues de son territoire, ainsi que l'amélioration de la gestion des ouvertures batardables des murettes anti-crues.

Ces actions sont complétées par des projets (études et travaux) portés principalement par des syndicats (SMSO, SIARCE, SYAGE, SIVOA).

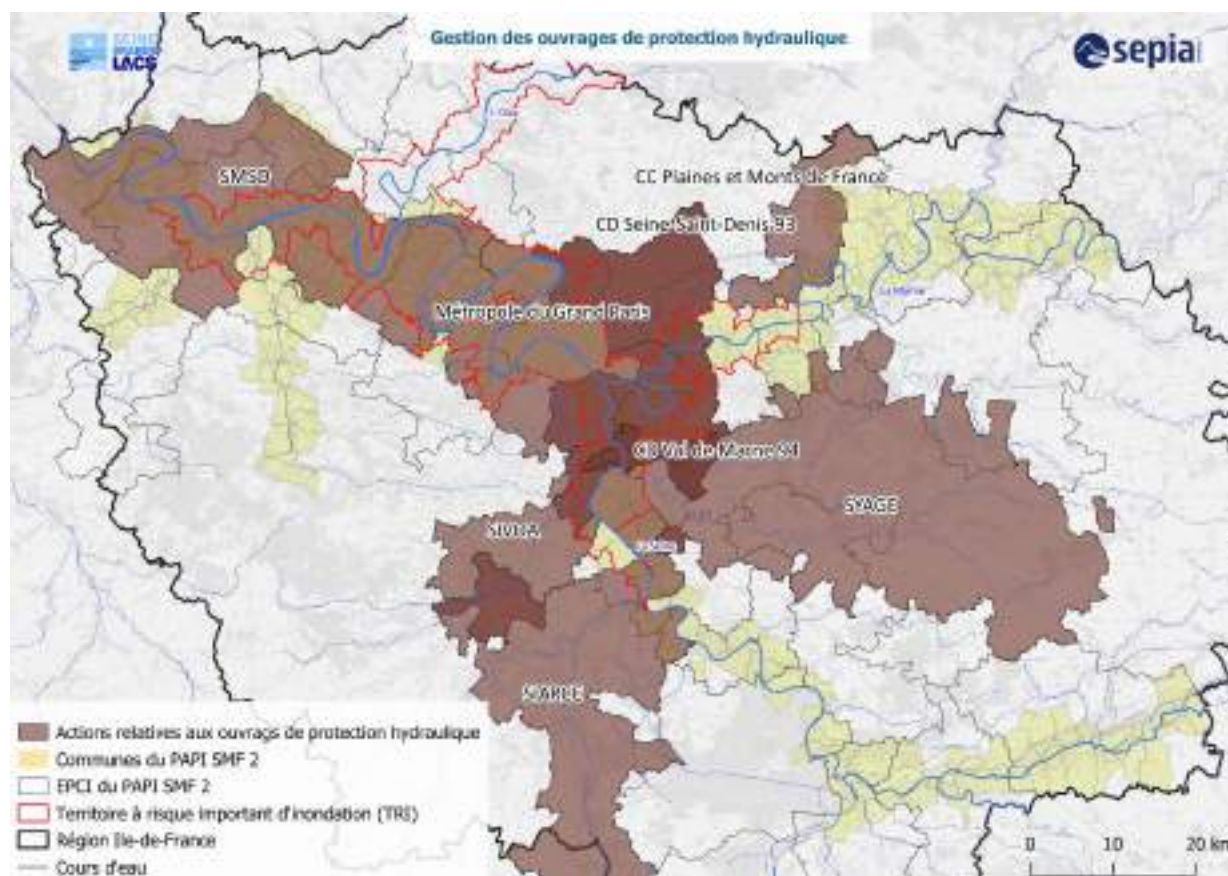


Figure 62 : structures portant une ou plusieurs actions de protection hydraulique dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022



## 6.8 Synthèse du programme d'action

Le programme d'action du PAPI Seine et Marne franciliennes 2023-2029 comporte 346 actions pour un montant total de 169 941 160 € HT (199 505 276,00 € TTC).

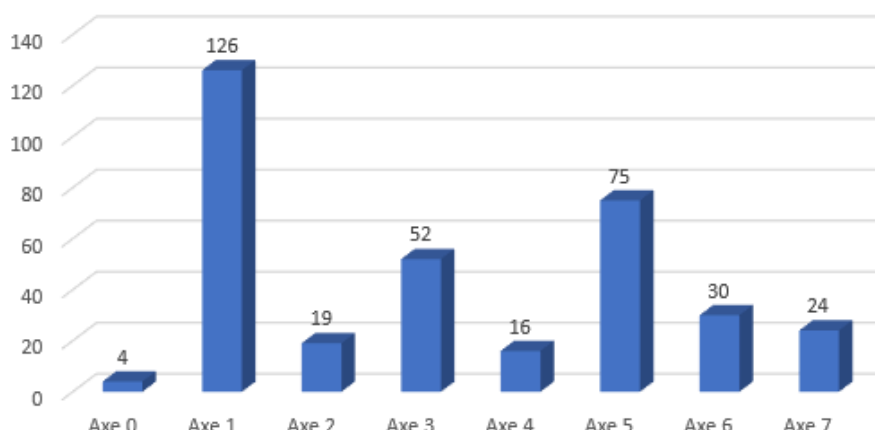


Figure 63 : nombre d'actions par axe du PAPI

Les axes 6 et 7 sont les principaux axes d'intervention du programme d'action et représentent plus de 120 millions d'euros investis.

| Axe          | Montant € HT         |
|--------------|----------------------|
| Axe 0        | 1 120 000 €          |
| Axe 1        | 14 456 410 €         |
| Axe 2        | 2 737 500 €          |
| Axe 3        | 2 830 360 €          |
| Axe 4        | 1 152 400 €          |
| Axe 5        | 21 665 933 €         |
| Axe 6        | 61 289 091 €         |
| Axe 7        | 64 689 466 €         |
| <b>TOTAL</b> | <b>169 941 160 €</b> |

Figure 64 : Montant (HT) par axe du PAPI

Dans le graphique ci-dessous, il est présenté la répartition des actions du PAPI en pourcentage. Les axes les plus présents dans le programme d'action sont les axes 6 et 7 et représentent 36 % et 38% du total des actions du PAPI.



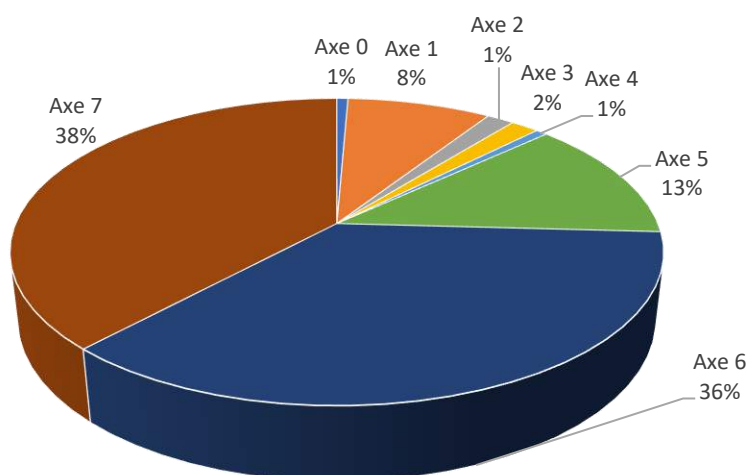


Figure 65 : Répartition des montants des actions dans chacun des axes d'action du PAPI SMF 2

Le tableau ci-dessous présente les maîtres d'ouvrages par nombre d'action dans le PAPI (pour les maîtres d'ouvrages ayant plus de 5 actions au PAPI). L'EPTB Seine Grands Lacs compte le plus d'actions (35), suivi par la Métropole du Grand Paris (24) puis le Conseil Départemental du Val de Marne (19).

Tableau 2. Maîtres d'ouvrages avec plus de 5 actions dans le programme d'action

| Maître d'ouvrage                             | Nombre d'actions |
|----------------------------------------------|------------------|
| EPTB Seine Grands Lacs                       | 35               |
| Métropole du Grand Paris                     | 24               |
| CD Val de Marne 94                           | 19               |
| Ville de Paris                               | 15               |
| SMSO                                         | 13               |
| CA Marne et Gondoire                         | 12               |
| CD Seine-Saint-Denis 93                      | 11               |
| SIAAP                                        | 10               |
| Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux | 10               |
| Ville de Gennevilliers                       | 10               |
| EPT Grand Orly Seine Bievre                  | 9                |
| CA Coulommiers Pays de Brie                  | 8                |
| CA Grand Paris Sud                           | 8                |
| SYCTOM                                       | 8                |
| Ville de Rueil-Malmaison                     | 8                |
| CD Essonne 91                                | 7                |
| SYAGE                                        | 7                |
| CA Pays de Meaux                             | 6                |
| Ville d'Alfortville                          | 6                |
| Ville d'Athis-Mons                           | 6                |
| CC Bassée-Montois                            | 5                |
| CC Plaines et Monts de France                | 5                |
| EPT Grand Paris Seine Ouest                  | 5                |
| EPT Paris Est Marne et Bois                  | 5                |

| Maître d'ouvrage               | Nombre d'actions |
|--------------------------------|------------------|
| Ville de Chelles               | 5                |
| Ville de Draveil               | 5                |
| Ville de Melun                 | 5                |
| Ville de Vigneux-sur-Seine     | 5                |
| Ville de Villeneuve-la-garenne | 5                |

Tableau 3. Principales maîtrises d'ouvrages par montant (sont présentées seulement les MOA avec un montant total d'actions inscrites au PAPI > 1 000 000 € HT)

| Maître d'ouvrage                             | Montant des actions (€ HT) |
|----------------------------------------------|----------------------------|
| Métropole du Grand Paris                     | 44 830 000 €               |
| EPA ORSA                                     | 42 633 691 €               |
| CD Val de Marne 94                           | 23 739 300 €               |
| Ville de Paris                               | 14 840 333 €               |
| EPTB Seine Grands Lacs                       | 14 355 000 €               |
| SMSO                                         | 6 070 000 €                |
| CD Seine-Saint-Denis 93                      | 2 865 000 €                |
| SIAAP                                        | 2 855 000 €                |
| Régie autonome des transports parisiens      | 2 800 000 €                |
| CA Marne et Gondoire                         | 1 454 000 €                |
| Syndicat Mixte Marne et Rus du Pays de Meaux | 1 370 000 €                |
| SYCTOM                                       | 1 220 000 €                |
| EPT Grand Orly Seine Bievre                  | 1 065 000 €                |
| SIAMS                                        | 1 051 000 €                |

Le tableau ci-dessus présente les maîtres d'ouvrages dont l'investissement financier à travers le programme d'action est supérieur ou égale à 1 000 000 €. 14 maîtres d'ouvrages sont identifiés et représentent un montant total de 161 148 324 € HT, soit environ 95 % du montant total du PAPI. La Métropole du Grand Paris est la maîtrise d'ouvrage avec le plus gros montant investi avec près de 45 000 000°€.

## 6.9 Plan de financement du PAPI

À ce jour, les cofinanceurs suivants ont été sollicités pour se prononcer sur l'éligibilité des actions à leur programme de subvention :

- L'État, pour le Fond de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) ;
- L'agence de l'Eau Seine-Normandie ;
- La Métropole du Grand Paris ;
- Le Conseil Départemental de l'Essonne ;
- Le Conseil Départemental de Seine-et-Marne

L'ensemble des retours a été compilé dans l'annexe financière du PAPI (TF01 et TF02).

| Axe d'actions | FPRNM               | AESN               | Métropole        | CD91             | CD77             |
|---------------|---------------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|
| Axe 0         | 657 000 €           | - €                | - €              | - €              | - €              |
| Axe 1         | 8 388 176 €         | 847 800 €          | 96 000 €         | 61 614 €         | 80 320 €         |
| Axe 2         | 1 197 500 €         | - €                | 3 000 €          | 13 650 €         | 3 000 €          |
| Axe 3         | - €                 | - €                | 6 720 €          | 74 594 €         | 4 000 €          |
| Axe 4         | 407 800 €           | - €                | 90 791 €         | 9 848 €          | 960 €            |
| Axe 5         | 8 573 867 €         | 1 011 600 €        | 347 767 €        | 467 364 €        | 176 400 €        |
| Axe 6         | 4 891 000 €         | 1 491 075 €        | 45 000 €         | - €              | 162 625 €        |
| Axe 7         | 7 377 620 €         | - €                | - €              | 113 120 €        | 18 000 €         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>31 492 963 €</b> | <b>3 350 475 €</b> | <b>589 278 €</b> | <b>740 190 €</b> | <b>441 305 €</b> |

Figure 69 : Tableau de synthèse des montants subventionnés par les cofinanceurs du programme d'action.

Les principaux co-financeurs du PAPI de la Seine et de la Marne Francilienne 2023-2029 sont l'État avec des subventions attribuées grâce au Fonds de Préventions des Risques Naturels Majeurs, l'Agence de l'Eau de Seine-Normandie, la Métropole du Grand Paris, Le Conseil Départementale de l'Essonne et le Conseil Départementale de la Seine-et-Marne.

A noter : la Métropole du Grand Paris est à la fois maîtrise d'ouvrage et co-financeur du PAPI.

## 7 ANALYSE COUT-BENEFICE

---

Dans le cadre de l'élaboration du prochain PAPI, le Département du Val-de-Marne a inscrit, dans l'axe 7, une action d'études et de travaux d'harmonisation de la protection contre le risque inondations à Ablon-sur-Seine/Villeneuve-le-Roi (voir la fiche en PJ). Au vu du coût du projet et de ses caractéristiques techniques, le cahier des charges prévoit la réalisation d'une analyse coût/bénéfice.

Cette analyse a été produite et transmise aux services instructeurs pour avis. Elle est fournie en annexe de ce document.



## 8 ANALYSE ENVIRONNEMENTALE

---

Cette analyse est fournie en annexe de ce document.

## 9 LISTES DES FIGURES ET DES TABLEAUX

### Liste des figures

|                                                                                                                                                                                                                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1 : Courbe d'évolution de la population en Île-de-France. Source : IAU-IDF et INSEE.....                                                                                                                                                                                               | 10 |
| Figure 2 : Localisation des 4 lacs réservoirs sur le bassin de la Seine en amont de l'Île-de-France. Source : EPTB Seine Grands Lacs.....                                                                                                                                                     | 12 |
| Figure 3 : Carte de l'ancien département de la Seine jusqu'en 1968. Source : <a href="http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Seine-1968_FR.png">http://fr.wikipedia.org/wiki/Fichier:Seine-1968_FR.png</a> .....                                                                                | 13 |
| Figure 4 : Photos des ateliers de mobilisation des acteurs (en haut à gauche : Meaux, en haut à droite : Évry, en bas : Paris).....                                                                                                                                                           | 20 |
| Figure 5 : capture d'écran des participants aux ateliers d'écriture des fiches actions.....                                                                                                                                                                                                   | 21 |
| Figure 6 : PAPI et PEP sur le bassin Seine Normandie (source : DRIEAT, juillet 2022).....                                                                                                                                                                                                     | 24 |
| Figure 7 : Carte topographique du bassin de la Seine. Source : Paul Passy in wikipedia.fr.....                                                                                                                                                                                                | 25 |
| Figure 8 : Carte du relief de l'Île-de-France Source : VisiauRisques, IAU-IDF, 2013.....                                                                                                                                                                                                      | 26 |
| Figure 9 : Caractéristiques géologiques des couches supérieures du sol de la zone de recharge des masses d'eaux souterraines du Bassin de la Seine Source BRGM, EPRI du bassin de la Seine, 2012.....                                                                                         | 27 |
| Figure 10 : Schéma géologique simplifié du bassin Seine Normandie Source : PIREN Seine.....                                                                                                                                                                                                   | 28 |
| Figure 11 : Carte du réseau hydrographique du bassin de la Seine sur le périmètre de reconnaissance de l'EPTB. Source : EPTB SGL.....                                                                                                                                                         | 29 |
| Figure 12 : Zones où les crues de la Seine prennent forme. Source : DRIEE, SPC SMYL, 2010.....                                                                                                                                                                                                | 30 |
| Figure 13 : Temps de propagation moyen sur le bassin de la Seine d'une crue dont la pointe arrive à Paris. Source : DRIEE, SPC SMYL, 2012.....                                                                                                                                                | 31 |
| Figure 14 : Carte des plus hautes eaux connues (PHEC) du bassin de la Seine francilienne et amont. Source : MRN 2010.....                                                                                                                                                                     | 32 |
| Figure 15 : Hydrogrammes des crues de 1910 de la Seine à Nogent et Paris, de la Marne à Châlons-en-Champagne et de l'Yonne à Courlon. Source : EPTB Seine Grands Lacs.....                                                                                                                    | 32 |
| Figure 16 : Hydrogrammes des crues de 1923-24 de la Seine à Nogent et Paris, de la Marne à Châlons-en-Champagne et de l'Yonne à Courlon. Source : EPTB Seine Grands Lacs.....                                                                                                                 | 33 |
| Figure 17 : Hydrogrammes des crues de 1955 de la Seine à Nogent et Paris, de la Marne à Châlons-en-Champagne et de l'Yonne à Courlon. Source : EPTB Seine Grands Lacs.....                                                                                                                    | 33 |
| Figure 18 : Le repère de crue situé quai Blanqui à Alfortville (94), en rive droite de la Seine. Source : CG 94 Ohval ! 18, Spécial crue centennale, 2010.....                                                                                                                                | 34 |
| Figure 19 : Murette anti-crues, quai Jules Guesde, Vitry Sur Seine (94). Source : EPTB Seine Grands Lacs.....                                                                                                                                                                                 | 34 |
| Figure 20 : Murette anti-crues dans le département des Hauts de Seine. Source : CD 92.....                                                                                                                                                                                                    | 35 |
| Figure 21 : extension des surfaces inondées à l'horizon 2050 (source : conséquences du changement climatique sur le coût des catastrophes naturelles en France à horizon 2050, CCR/Météo France, 2018).....                                                                                   | 36 |
| Figure 22 : vue du modèle global sur la zone 1, soit les principaux cours d'eau en Ile-de-France (source : ARTELIA, Élaboration d'un outil de modélisation des écoulements de la Seine et de ses affluents, mission principale, août 2019).....                                               | 37 |
| Figure 23 : vue 3D d'une crue, modélisation Telemac 2D (source : EPTB Seine Grands Lacs).....                                                                                                                                                                                                 | 38 |
| Figure 24 : Carte de l'organisation souterraine de la ville de Paris. Source : EPTB Seine Grands Lacs 2011.....                                                                                                                                                                               | 39 |
| Figure 25 : Carte des zones de propagation de la nappe d'accompagnement des rivières franciliennes. Source : <a href="http://www.inondationsnappes.fr">http://www.inondationsnappes.fr</a> .....                                                                                              | 40 |
| Figure 26 : Carte des stations de pompage Source Conseil général des Hauts-de-Seine.....                                                                                                                                                                                                      | 41 |
| Figure 27 : Illustrations schématiques de (a) la sécurisation d'infrastructures souterraines par l'action de pompes ; (b) d'inondation par remontées de nappes et (c) de la défaillance de pompes de sécurisation consécutivement à un évènement de crue majeure. (source : episeine.fr)..... | 42 |
| Figure 28. Exemple de rendu cartographique d'impact des niveaux de proche-surface pour la déclinaison "ZFE" sous contrainte hydraulique HYDRARIV R1.15.....                                                                                                                                   | 43 |
| Figure 29 : impact d'une crue sur les réseaux (source : SGZDS de Paris, extrait du rapport de la cour des Comptes novembre 2022).....                                                                                                                                                         | 48 |
| Figure 30 : page d'accueil du site EPISEINE (2021).....                                                                                                                                                                                                                                       | 49 |
| Figure 31 : logo du Grand Prix culture du risque inondation (source DRIEAT).....                                                                                                                                                                                                              | 51 |
| Figure 32 : Liste des DDRM existants en Région Ile-de-France - Source : SEPIA Conseils - 2021.....                                                                                                                                                                                            | 53 |
| Figure 33 : État d'avancement des DICRIM des communes TRI - Source : EPTB Seine Grands Lacs – 2021 - Données sites officiels de ces communes.....                                                                                                                                             | 54 |
| Figure 34 : DICRIM Jeunes réalisé par la Ville de Paris en 2015 - Source : Ville de Paris.....                                                                                                                                                                                                | 54 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Figure 35 : synthèse de la vigilance par tronçon lors de l'épisode de crue de janvier 2018 (source SPC, tableau repris du rapport retour d'expérience Crue de la Seine et de ses affluents de janvier-février 2018, tome 2 annexes).....                                          | 56  |
| Figure 36 : représentation cartographie ZICH à Paris (source : © IGN, DRIEAT) .....                                                                                                                                                                                               | 57  |
| Figure 37 : modernisation du réseau de piézomètres de la ville de Paris (source : EPTB Seine Grands Lacs).....                                                                                                                                                                    | 58  |
| Figure 38 : État d'avancement des PCS des communes TRI incluses dans le périmètre du Comité territorial Seine-amont de la métropole franciliennes - Source : EPTB Seine Grands Lacs -2021.....                                                                                    | 59  |
| Figure 39 : logo de l'exercice EU SEQUANA 2016 (source : Préfecture de Police de Paris) .....                                                                                                                                                                                     | 60  |
| Figure 40 : communes touchées par un PPR prescrit ou approuvé (dont PSS) concernant les inondations source : DRIEAT .....                                                                                                                                                         | 63  |
| Figure 41 : territoire du SCoT (source : site du SCoT, 2021) .....                                                                                                                                                                                                                | 64  |
| Figure 42 : sites du SIAAP faisant l'objet d'un diagnostic de vulnérabilité (source : EPTB Seine Grands Lacs).....                                                                                                                                                                | 68  |
| Figure 43 : sites pilotes retenus pour la préservation de zones d'expansion des crues (source : EPTB Seine Grands Lacs) .....                                                                                                                                                     | 69  |
| Figure 44 : ouvrages hydrauliques en Ile-de-France (source : DIREAT, 2020).....                                                                                                                                                                                                   | 70  |
| Figure 45 : positionnement des lacs-réservoirs de l'EPTB Seine Grands Lacs (source : EPTB Seine Grands Lacs) .....                                                                                                                                                                | 71  |
| - Figure 46 : site Seine Bassée (source : EPTB Seine Grands Lacs).....                                                                                                                                                                                                            | 72  |
| Figure 47 : Futur site pilote de la Bassée (source : EPTB Seine Grands Lacs).....                                                                                                                                                                                                 | 73  |
| Figure 48 : Travaux sur la digue de Sartrouville à Montesson (source : SMSO).....                                                                                                                                                                                                 | 74  |
| Figure 49 : Vanne de Saint Maur (source : CD94, copyright Michael Lumbroso).....                                                                                                                                                                                                  | 75  |
| Figure 50 : construction de la stratégie du PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes 2023-2029 (source SEPIA Conseils).....                                                                                                                                                  | 76  |
| Figure 51 : Relation entre le PGRI, les documents de planification de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, les programmes (dont les PAPI) et les décisions administratives dans le domaine de l'eau (Source : PGRI du bassin Seine – Normandie 2022 – 2027, DRIEE)..... | 81  |
| Figure 52 : Carte du périmètre de reconnaissance de l'EPTB Seine Grands Lacs, des TRI et des PAPI portés par l'EPTB sur le bassin amont de la Seine. Source : EPTB Seine Grands Lacs .....                                                                                        | 91  |
| Figure 53 : nombre d'actions par axe du PAPI .....                                                                                                                                                                                                                                | 95  |
| Figure 54 : structures portant une ou plusieurs actions de sensibilisation dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022 .....                                                                                                                                            | 96  |
| Figure 55 : structures portant une ou plusieurs actions d'amélioration de la connaissance des aléas et des enjeux dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022 .....                                                                                                     | 97  |
| Figure 56 : structures portant une étude de diagnostic de territoire dans le PAPI 2023-2029 ou ayant une étude déjà engagée dans le cadre du PAPI 2013-2020. Source : SEPIA Conseils, 2022 .....                                                                                  | 98  |
| Figure 57 : structures portant une ou plusieurs actions d'amélioration de la prévision des crues dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022.....                                                                                                                       | 99  |
| Figure 58 : structures portant une ou plusieurs actions en lien avec l'alerte et la gestion de crise dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022.....                                                                                                                   | 100 |
| Figure 59 : structures portant une ou plusieurs actions de prise en compte du risque inondation dans l'aménagement dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022.....                                                                                                     | 101 |
| Figure 60 : structures portant une ou plusieurs actions de diagnostic et travaux à l'échelle de biens dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022.....                                                                                                                  | 102 |
| Figure 61 : structures portant une ou plusieurs actions de ralentissement des écoulements dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022.....                                                                                                                              | 103 |
| Figure 62 : structures portant une ou plusieurs actions de protection hydraulique dans le PAPI 2023-2029. Source : SEPIA Conseils, 2022 .....                                                                                                                                     | 104 |
| Figure 63 : nombre d'actions par axe du PAPI .....                                                                                                                                                                                                                                | 105 |

## Liste des tableaux

|                                                                                                                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Tableau 1 : comparatif des objectifs du PGRI 2015-2021 et du projet de PGRI 2022-2027.....                                                                           | 8   |
| Tableau 2. Maîtres d'ouvrages avec plus de 5 actions dans le programme d'action .....                                                                                | 106 |
| Tableau 3. Principales maîtrises d'ouvrages par montant (sont présentées seulement les MOA avec un montant total d'actions inscrites au PAPI > 1 000 000 € HT) ..... | 107 |

## 10 ANNEXES

---

### 10.1 Bilan du PAPI 2013-2020

### 10.2 Analyse environnementale

### 10.3 Analyse coût-bénéfice

### 10.4 Projet de convention entre l'EPTB Seine Grands Lacs et le SMSO



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.14.124**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : REMISE D'OUVRAGES DES RESEAUX D'EAU POTABLE, EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES DU LOTISSEMENT SIS RUE DES TERRES DOUCES A LE MEE-SUR-SEINE**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS),

**VU** le Règlement d'Assainissement en vigueur sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** le Règlement d'Eau potable en vigueur sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** l'acte de classement dans le domaine public routier communal de la parcelle cadastrée BX n°320 d'une superficie de 1159 m<sup>2</sup> - lotissement rue des Terres Douces par la commune, délibération du conseil municipal du 23 mai 2024 n°2024DCM-05-120 ;

**VU** le courrier d'accord de principe adressé par la CAMVS à la commune de Le Mée-sur-Seine en date du 14 mai 2025 et actant la remise d'ouvrages des réseaux d'adduction d'eau potable, de collecte d'eaux usées et de collecte d'eaux pluviales à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine par la commune ;

**VU** le procès-verbal de remise des ouvrages des réseaux d'alimentation en eau potable et des réseaux d'assainissement du lotissement Rue des Terres Douces à Le Mée-sur-Seine ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** le dossier technique et administratif fourni par la commune ;

*Après en avoir délibéré,*

**PREND ACTE** de la remise d'ouvrages des réseaux d'adduction d'eau potable, de collecte d'eaux usées et de collecte d'eaux pluviales du lotissement sis rue des Terres Douces à Le Mée-sur-Seine par la commune à la CAMVS.

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à signer tous les actes afférents à cette remise d'ouvrages, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité, avec 57 voix Pour et 5 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-59936-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

Dammarié-lès-Lys,  
Le

14 MAI 2025

Direction Patrimoine Environnement  
Service Pôle travaux – Relations usagers  
Affaire suivie par Paola Launay  
☎ : 01 64 79 25 25  
✉ : eau.potable@camvs.com

Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville  
555 route de Boissise  
77350 Le Mée sur Seine

N/REF : AEP/2025/05/06/1147

Objet : Mise à disposition du réseau d'eau potable du lotissement situé Rue des Terres Douces sur la commune de le Mée-sur-Seine

Monsieur le Maire,

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), compétente pour la gestion de l'alimentation en eau potable sur la commune d'implantation de votre projet, a bien pris en compte votre demande de mise à disposition du réseau d'eau potable posé dans le nouveau lotissement cité en objet.

A la suite de l'étude des documents administratifs et techniques transmis ainsi qu'aux contrôles sur site effectués en votre présence, la CAMVS vous signifie son **accord de principe** à la mise à disposition, pour sa gestion propre, du réseau d'eau potable.

La mise à disposition ne sera effective qu'après délibération du Conseil Communautaire de la CAMVS. Pour cela il conviendra de faire parvenir à l'Agglomération les éléments ci-après :

- Attestation de la valeur réelle des réseaux posés datée et signée
- Procès-verbal de remise d'ouvrage signé
- Délibération du Conseil Municipal actant la reprise de la voirie dans le domaine public communal

La CAMVS reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le vice-président  
Délégué à l'eau potable



Philippe Charpentier

Copie pour information : Société SUEZ

Melun  
Lissy  
Pringy  
Maincy  
Rubellies  
Voisenon  
Boississette  
Seine-Port  
La Rochette  
Vaux-le-Pénil  
Boissise-le-Roi  
Livry-sur-Seine  
Villiers-en-Bière  
Le Mée-sur-Seine  
Dammarié-lès-Lys  
Limoges-Fourches  
Boissise-la-Bertrand  
Saint-Germain-Laxis  
Montareau-sur-le-Jard  
Saint-Fargeau-Ponthierry



Dammarié-lès-Lys,  
le

14 MAI 2025

Direction Patrimoine Environnement  
Service Pôle travaux - Relations usagers  
Affaire suivie par Paola Launay  
☎ : 01 64 79 25 25  
✉ : assainissement@camvs.com

Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville  
555 route de Boissise  
77350 Le Mée sur Seine

N/REF : ASS/2025/05/06/1149

Objet : Accord de principe mise à disposition du réseau d'assainissement du lotissement  
situé rue des Terres Douces sur la commune de le Mée-sur-Seine

Monsieur le Maire,

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), compétente pour la  
gestion de l'assainissement sur la commune d'implantation de votre projet, a bien pris en  
compte votre demande de mise à disposition des réseaux d'assainissement posés dans le  
nouveau lotissement cité en objet.

A la suite de l'étude des documents administratifs et techniques transmis ainsi qu'aux contrôles  
sur site effectués en votre présence, la CAMVS vous signifie son **accord de principe** à la mise  
à disposition des réseaux d'assainissement séparatif.

La mise à disposition ne sera effective qu'après délibération du Conseil Communautaire de la  
CAMVS. Pour cela il conviendra de faire parvenir à l'Agglomération les éléments ci-après :

- Attestation de la valeur réelle des réseaux posés datée et signée
- Procès-verbal de remise d'ouvrage signé
- Délibération du Conseil Municipal actant la reprise de la voirie dans le domaine public  
communal

La CAMVS reste à votre disposition pour tout information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le vice-président  
Délégué à l'assainissement

  
Pierre Yvroud



Copie pour information : Société VEOLIA EAU

Melun

Lissy

Pringy

Maincy

Rubelles

Voiselon

Boissottes

Seine-Port

La Rochette

Vaux-le-Pénil

Boissise-la-Roi

Livry-sur-Seine

Villiers-en-Bière

Le Mée-sur-Seine

Dammarié-lès-Lys

Umoyes-Fourches

Boissise-la-Bartrand

Saint-Germain-Luxais

Montreuil-sur-le-Jard

Saint-Fargeau-Poche



TT GÉOMÈTRES EXPERTS



SUCESSEUR DE Xavier GERNEZ  
Cabinet existant depuis 1850

CHARTRES, le 29 avril 2025

#### AGENCE CHARTRES

3, ALLÉE DES ATLANTES  
PARC DES PROPYLÉES  
28000 CHARTRES  
TÉL. 02 37 28 03 03  
FAX 02 37 30 72 00  
chartres@tge.fr

RESPONSABLE : Elodie HERMER  
INSCRIPTION À L'ORDRE SOUS LE N° 00007

#### SIÈGE SOCIAL

10 RUE MERCOEUR  
75011 PARIS  
TÉL. 01 42 06 03 85  
FAX 01 42 06 88 30  
www.tge.fr

#### S.C.O.P. - S.A.

TECHNIQUES TOPO  
RCS PARIS 642 019 038  
SIREN 642 019 038  
APE 7112 A  
N° TVA Intracommunautaire  
FR 03 64 201 19 038

Référence Affaire : Marché 202301

Site : LE MEE SUR SEINE – Lotissement rue des Terres Douces

Objet : Attestation valeur réelle réseaux

Je soussignée, Madame Lange Céline atteste que la valeur réelle des réseaux posés sur le lotissement rue des Terres Douces au MEE-SUR-SEINE est de :

- 29 965 € H.T. pour le réseau d'eau potable (y compris terrassements),
- 29 940 € H.T. pour le réseau d'assainissement eaux usées (y compris terrassements),
- 25 240 € H.T. pour le réseau d'assainissement eaux pluviales (y compris terrassements).

Fait à Chartres, le 29 avril 2025

Signature



cofrac



---

**PROCES-VERBAL DE REMISE D'OUVRAGE(S)**

---

**Opération :**

**Commune du MEE-SUR-SEINE  
Lotissement rue des Terres Douces**

**Ouvrages :**

**Réseaux d'alimentation d'eau potable  
Réseaux d'assainissement**

## **PREAMBULE :**

La Commune du Mée-sur-Seine a déposé, en date du 08/09/2022, une demande de permis d'aménager enregistrée sous le numéro PA 077 285 22 0001, délivré par la Mairie du Mée-sur-Seine, le 25/11/2022 et purgé de tout recours.

Le projet immobilier a été réalisé sur un terrain enregistré sous les références cadastrales suivantes :

| Section | N° | Lieudit | Surface  |
|---------|----|---------|----------|
| BX      | 88 |         | 2 956 m² |
| BX      | 89 |         | 1 072 m² |
| BX      | 90 |         | 1 582 m² |

L'opération immobilière comprend 2 maisons individuelles et 6 terrains à bâtir desservis au sein d'un lotissement par des voies, des équipements et des espaces communs qui seront rétrocédés à la commune une fois la réalisation des travaux achevée et la conformité assainissement certifiée par la CAMVS. Dès lors, les réseaux d'eau potable et d'assainissement réalisés sous voirie seront affectés au domaine public, qui en assurera la gestion et l'entretien.

Depuis le 23/04/2025, les travaux de construction du lotissement sont achevés en totalité. A cette date, l'entreprise VRD de le BRIE a réalisé l'ensemble des équipements (voirie et réseaux) conformément au dossier de permis d'aménager.

Aussi, les parties conviennent de la rédaction du présent procès-verbal pour formaliser la remise des ouvrages d'eau potable et d'assainissement réalisés.

A l'issue de cette formalité, les opérations d'exploitation seront confiées à la CAMVS, service gestionnaire de la commune.

## **A- IDENTIFICATION DES PARTIES :**

### **Le Concessionnaire :**

La Commune du MEE-SUR-SEINE, ayant son siège social au 555 route de Boissise 77350 LE MEE-SUR-SEINE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, sous le numéro SIREN 217 702 851,

Représentée par Monsieur Serge DURAND, en sa qualité de Maire-Adjoint en charge de la Sécurité, des Ressources Humaines, du Logement et des Relations avec l'Agglomération Melun Val de Seine

### **ET :**

### **Le Gestionnaire :**

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), ayant son siège à 297 rue Rousseau Vaudran CS 30187

77198 Dammarie les Lys cedex

Représenté par Monsieur Franck VERNIN, en sa qualité de Président



## **B- OUVRAGES CONCERNÉS**

- ☒ Réseau d'assainissement eaux usées (EU)
- ☒ Réseau d'assainissement eaux pluviales (EP)
- ☒ Réseau d'adduction d'eau potable

Ces ouvrages ont été réalisés dans le cadre de l'application du permis d'aménager et en exécution des marchés suivants :

| Lot    | Nom de l'entreprise et coordonnées                                                          | N° de marché | Date de réception définitive | Montant du marché définitif signé avec l'entreprise (€ HT) |
|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------------|------------------------------------------------------------|
| Unique | VRD DE LA BRIE<br>165 rue des Trois Tilleuls<br>77000 VAUX-LE-PENIL<br>Tél : 01.64.37.63.33 | MAPA 202301  | 28/04/2025                   | 350 000€ H.T.                                              |

Les ouvrages remis sont définis par les plans et documents suivants, nécessaires à leur exploitation ou entretien :

- Plan de récolement
- DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés)
- Rapport d'essai
- Passage caméra
- Essai pression
- Analyses bactériologiques

L'ensemble des documents mentionnés ci-dessus a déjà été remis au service Environnement de la CAMVS.

## **C- REMISE D'OUVRAGES**

- ☒ Les parties reconnaissent la conformité et le bon entretien des ouvrages.
- ☒ Les parties déclarent accepter la remise des ouvrages.

**EN CONSEQUENCE ET A COMPTER DU :** \_\_\_\_\_

- ☒ La remise des ouvrages par la Commune du Mée-sur-Seine au Gestionnaire est constatée.
- ☒ Le Gestionnaire assurera désormais la responsabilité des ouvrages réalisés.

- ☒ Le Gestionnaire assurera l'entretien et la gestion des ouvrages remis, sous réserve des obligations résultant pour les entrepreneurs ayant réalisés les ouvrages, des clauses de garantie contenues dans leur marché et de leur responsabilité.

Fait à :

Le :

Signature, précédée de la mention « Lu et approuvé » :

Pour le Concessionnaire :  
Commune du Mée-sur-Seine  
Monsieur Serge DURAND

*Lu et approuvé*



Pour le Gestionnaire :  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE  
Monsieur Franck VERNIN

Notifié à la Commune du Mée-sur-Seine : le .....

Vu pour être annexé à la délibération n° ..... du Conseil Communautaire

En date du : .....

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 23/05/2024

Date de transmission de la convocation dématérialisée : 16 mai 2024

Date de publication et d'affichage : 16 mai 2024 - Nombre de conseillers : En exercice : 35  
Présents : 26 - Excusés représentés : 8 - Excusé non représenté : 0 - Absent : 1 - Votants : 34

VOTE : A l'unanimité - Pour : 34 - Contre : - Abstention :

L'an deux-mille-vingt-quatre, le jeudi 23 mai à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à l'Hôtel de Ville (Salle du Conseil Municipal), 555 route de Bossise, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Franck VERNIN, Maire.

Étaient présents : M. Franck VERNIN, M. Serge DURAND, Mme Jocelyne BAK, M. Chrisdan QUILLAY, Mme Ouda BERRADIA, M. Denis CHIERLAURENT, Mme Stéphanie GUY, M. Hamza ELHIYANI, Mme Maxelle THEVENIN, M. Georges AURICOSTE, Mme Maggy PIRET, M. Charles LEFRANC, Mme Laure HALLASSOU, Mme Sylvie RIGALLT, Mme Sophie IMOUZOU, M. Fabien FOSSE, M. Benoît BATON, Mme Lidwine SCHYNKEL, Mme Sophie GUILLOT, M. Renaud POIREL, M. Denis GRIYALLIERS, Mme Justine KENGNE, M. Robert SAMYN, M. Jean-Paul DELOURME, M. Jean-Pierre GUERIN, Mme Angélique DECROS

Étaient excusés représentés : Mme Michèle EULER avait donné pouvoir à Mme Maxelle THEVENIN, M. Didier DESART à M. Denis DIDIERLAURENT, Mme Juliette TCHAYE à M. Renaud POIREL, M. Taoufik BENTEJ à Mme Sylvie RIGALLT, M. Neima TOUNKARA à M. Franck VERNIN, Mme Nathalie DAUVERGNE-JOVIN à M. Robert SAMYN, Mme Karina ROUBERTIE à M. Jean-Paul DELOURME, Mme Sylvie GUEZODJE à Mme Angélique DECROS

Était absente : Mme Nadia DIOP

A été nommé secrétaire de séance : M. Benoît BATON

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le **29 MAI 2024**  
Et Publication du : **30 MAI 2024**

N° : 2024DCM-05-120

Objet : Classement dans le domaine public routier communal de la parcelle cadastrée BX n° 320 d'une superficie de 1 159 m<sup>2</sup> - Rue des Terres Douces

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29 alinéa 1<sup>er</sup>
- Vu le Code de l'urbanisme
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment en ses articles L. 1111-4, L. 3112-1 et suivantes, L. 3211-23
- Vu le Code de la voirie routière, notamment en ses articles L. 141-1 et L. 141-3
- Vu la Décision de préemption du Maire n° 2021DM-10-125 du 5 octobre 2021 et notamment ses motivations
- Vu la Délibération n° 2021DCM-11-110 du Conseil municipal en date du 8 novembre 2021 portant création d'un lotissement communal sis 333 rue de l'Eglise
- Vu la Délibération n° 2022DCM-10-210 du Conseil Municipal en date du 13 octobre 2022 approuvant le Plan Local d'Urbanisme modifié
- Vu la Délibération n° 2023DCM-06bis-250 du Conseil Municipal en date du 29 juin 2023 portant dénomination de la rue des Terres Douces, notamment
- Vu les documents graphiques et notamment le plan de cadastre et les plans de division, ci-annexés
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, propriété et technique du 14 mai 2024
- Considérant l'intérêt d'un tel classement dans le domaine public communal

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20240523-2024DCM-05-120-DE  
Date de télétransmission : 29/05/2024  
Date de réception préfecture : 29/05/2024

**APPROUVE et PRONONCE** le classement dans le domaine public communal de la rue des Terres Douces et des zones de stationnement, cadastrées BX n° 320 (1 159 m²), selon le plan de cadastre ci-annexé, pour les faire entrer dans le domaine public routier de la commune.

**AUTORISE** en conséquence Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents/actes y afférents et réaliser toutes démarches en ce sens.

**PRECISE** que ce classement fera l'objet d'une mise à jour dans le tableau de classement des voies communales.

**PRECISE** que le service de la publicité foncière sera informé de ce classement nouveau.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Franck Vernin**  
Maire



**Benoît Baton**  
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.



Commune :  
LE MEE SUR SEINE (285)

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage : 1115 Y  
Document vérifié et numéroté le 08/09/2023  
APTGC MELUN  
Par VALERIE DOS SANTOS  
CONTROLEUR  
Signé

Melun  
Pôle topographique et de gestion cadastrale  
22 BLD Chamblain  
  
77010 Melun Cedex  
  
ptgc.770.melun@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)  
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)  
a été établi (1) :  
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : ----- effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage, ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé  
le ----- par ----- géomètre à -----  
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées  
au dos de la feuille mise 6463.  
A -----, le -----

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc... ).  
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : BX  
Feuille(s) : 000 BX 01  
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]  
  
Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 08/09/2023  
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage  
dressé  
Par GUILLAUME ROSSI (2)  
  
Réf. :  
Le 27/07/2023

Modification demandée par procès-verbal du cadastre



Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20240528-2024DCM-05-120-DE  
Date de télétransmission : 29/05/2024  
Date de réception préfecture : 29/05/2024

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance du SPDC

N° de dossier : SF22012

Tél : 0 809 400 190 (appel non surtaxé)

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr

### Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 08/09/2023

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SCOP TT GEOMETRES-EXPERTS

SF2309752631

| DESIGNATION DES PROPRIETES |         |     |           |                       |                          |        |                      |         |         |            |
|----------------------------|---------|-----|-----------|-----------------------|--------------------------|--------|----------------------|---------|---------|------------|
| Département : 077          |         |     |           |                       | Commune : 285            |        | LE MEE SUR SEINE     |         |         |            |
| Section                    | N° plan | PDL | N° du lot | Quote-part<br>Adresse | Contenance<br>cadastrale | Renvoi | Désignation nouvelle |         |         |            |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | N° de DA             | Section | N° plan | Contenance |
| BX                         | 0088    |     |           | RUE DE L EGLISE       | 0ha29a56ca               |        |                      |         |         |            |
| BX                         | 0089    |     |           | LE MEE                | 0ha10a72ca               |        |                      |         |         |            |
| BX                         | 0090    |     |           | RUE DE L EGLISE       | 0ha15a82ca               |        | 285 0001115          | BX      | 0311    | 0ha56a10ca |

### OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30

Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20240523-2024DCM-05-120-DE  
Date de télétransmission : 29/05/2024  
Date de réception préfecture : 29/05/2024



Commune :  
LE MEE SUR SEINE (285)

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage : 1116U  
Document vérifié et numéroté le 19/09/2023  
A Melun  
Par SCHMIDT Lionel  
Technicien Géomètre du Cadastre  
Signé

Melun  
Pôle topographique et de gestion cadastrale  
22 BLD Chamblain  
  
77010 Melun Cedex  
  
ptgc.770.melun@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

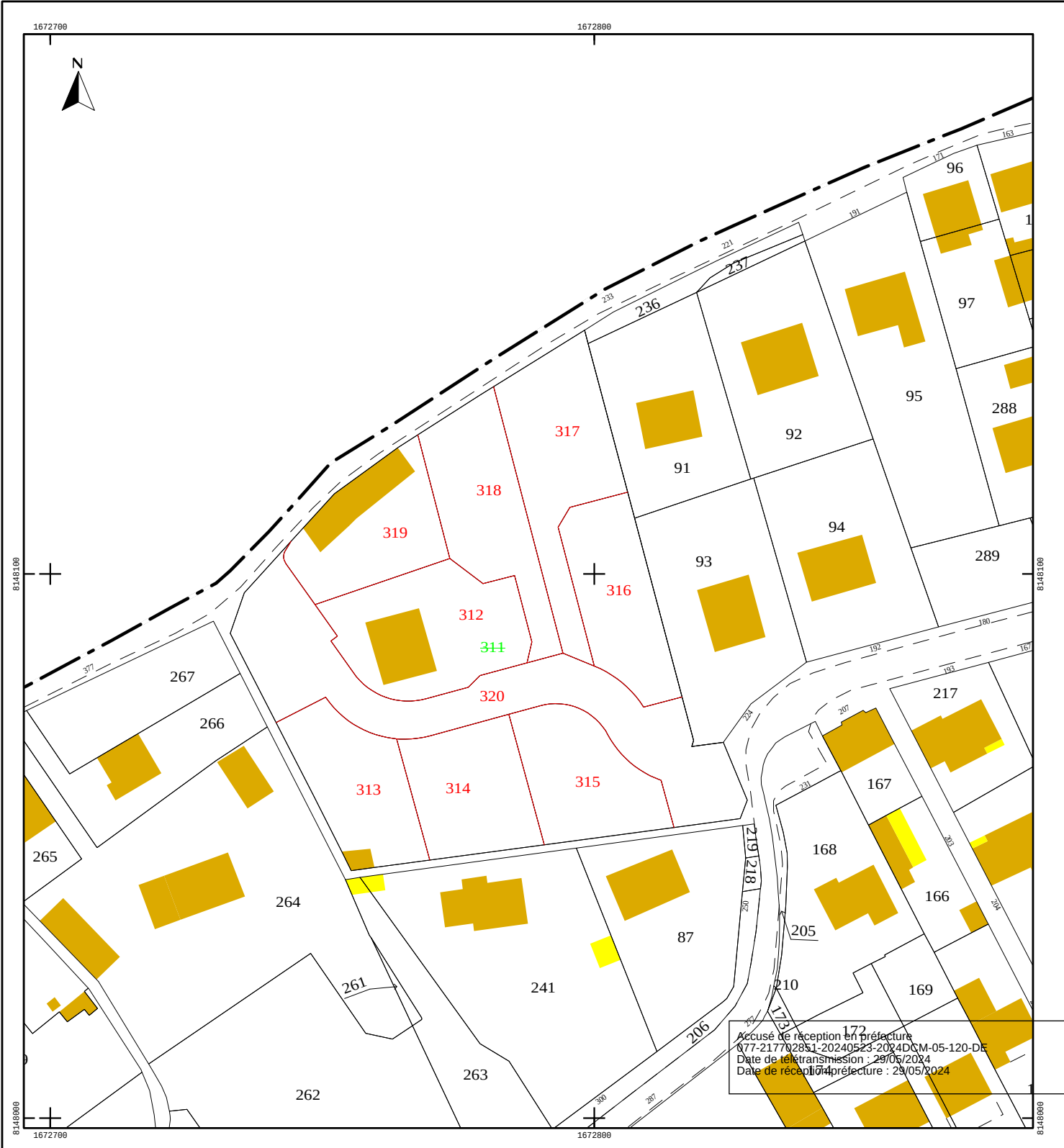
CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)  
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)  
a été établi (1) :  
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : ----- effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage, ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé  
le ----- par ----- géomètre à -----  
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées  
au dos de la présente 6463.  
A -----, le -----

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).  
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : BX  
Feuille(s) : 000 BX 01  
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]  
  
Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 19/09/2023  
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage  
dressé  
Par M ROSSI (2)  
  
Réf. :  
Le 19/09/2023

Modification demandée par procès-verbal du cadastre



Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20240523-202405120-DE  
Date de télétransmission : 29/05/2024  
Date de réception en préfecture : 29/05/2024

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance du SPDC

N° de dossier :

Tél : 0 809 400 190 (appel non surtaxé)

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 19/09/2023  
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SCOP TT GEOMETRES-EXPERTS

SF2309899656

| DESIGNATION DES PROPRIETES |         |     |           |                       |                          |        |                      |         |         |            |
|----------------------------|---------|-----|-----------|-----------------------|--------------------------|--------|----------------------|---------|---------|------------|
| Département : 077          |         |     |           | Commune : 285         |                          |        | LE MEE SUR SEINE     |         |         |            |
| Section                    | N° plan | PDL | N° du lot | Quote-part<br>Adresse | Contenance<br>cadastrale | Renvoi | Désignation nouvelle |         |         |            |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | N° de DA             | Section | N° plan | Contenance |
| BX                         | 0311    |     |           | RUE DE L EGLISE       | 0ha56a10ca               |        | 285 0001116          | BX      | 0312    | 0ha07a01ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0313    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0314    | 0ha05a01ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0315    | 0ha05a01ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0316    | 0ha05a01ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0317    | 0ha06a76ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0318    | 0ha05a77ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0319    | 0ha05a29ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0320    | 0ha11a59ca |

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20240523-2024DCM-05-120-DE  
Date de télétransmission : 29/05/2024  
Date de réception préfecture : 29/05/2024

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30





**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 22/05/2025**

Date de transmission de la convocation dématérialisée : 16 mai 2025

Date de publication et d'affichage : 16 mai 2025 - Nombre de conseillers : En exercice : 35

Présents : 28 - Excusés représentés : 5 - Excusé non représenté : 1 - Absent : 1 - Votants : 33

**VOTE : A l'unanimité - Pour : 33 - Contre : - Abstention :**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le jeudi 22 mai à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à l'Hôtel de Ville (Salle du Conseil Municipal), 555 route de Boissise, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Franck VERNIN, Maire.

**Etaient présents** : M. Franck VERNIN, M. Serge DURAND, Mme Jocelyne BAK, M. Christian QUILLAY, Mme Ouda BERRADIA, M. Denis DIDIERLAURENT, Mme Stéphanie GUY, M. Hamza ELHIYANI, Mme Maxelle THEVENIN, M. Georges AURICOSTE, Mme Maggy PIRET, M. Charles LEFRANC, Mme Julianne TCHAYE, M. Taoufik BENTEJ, Mme Laure HALLASSOU, Mme Sylvie RIGAULT, M. Fabien FOSSE, M. Benoît BATON, Mme Lidwine SCHYNKEL, Mme Sophie GUILLOT, M. Renaud POIREL, M. Denis GRIVALLIERS, Mme Justine KENGNE, M. Robert SAMYN, M. Jean-Paul DELOURME, M. Jean-Pierre GUERIN, Mme Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Mme Angélique DECROS

**Etaient excusés représentés** : Mme Michèle EULER avait donné pouvoir à Mme Maxelle THEVENIN, M. Didier DESART à M. Denis DIDIERLAURENT, Mme Sophie IMOUZOU à Mme Maggy PIRET, M. Neima TOUNKARA à M. Franck VERNIN, Mme Sylvie GUÉZODJÉ à Mme Angélique DECROS

**Etait excusée non représentée** : Mme Karine ROUBERTIE

**Etait absente** : Mme Nadia DIOP

**A été nommé secrétaire de séance** : M. Fabien FOSSE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le : **23 MAI 2025**  
Et Publication du : **23 MAI 2025**

**N° : 2025DCM-05-200**

**Objet : Rétrocession des réseaux d'eaux usées, d'eau potable et d'eaux pluviales sis rue des Terres Douces / Parcelle cadastrée BX n° 320 à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS)**

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29 alinéa 1<sup>er</sup>
- Vu le Code de l'urbanisme
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques
- Vu le Code de la voirie routière
- Vu la Délibération du Conseil Municipal n° 2023DCM-06bis-250 du 29 juin 2023 relatif à la dénomination de voies communales
- Vu la Délibération du Conseil Municipal n° 2024DCM-05-120 du 23 mai 2024 classant dans le domaine public communal la rue des Terres Douces
- Vu le plan de récolement des réseaux, ci-annexé
- Vu le plan cadastral et l'extrait de cadastre, ci-annexés
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, propreté et technique du 13 mai 2025

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** la reprise des réseaux eaux usées, eaux pluviales et adduction eau potable situés en domaine public sur la parcelle cadastrée BX n° 320 sise rue des Terres Douces, par la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, selon le plan de récolement des réseaux ci-annexé et le descriptif suivant :

Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20250522-2025DCM-05-200-DE  
Date de télétransmission : 23/05/2025  
Date de réception préfecture : 23/05/2025

|                | Linéaire | Diamètre | Nature |
|----------------|----------|----------|--------|
| Eaux usées     | 99 ml    | 200      | PP10   |
| Eaux usées     | 44 ml    | 160      | PP10   |
| Eau potable    | 80 ml    | 100      | Fonte  |
| Eau potable    | 50 ml    | 25       | PEHD   |
| Eaux pluviales | 80 ml    | 315      | PP10   |
| Eaux pluviales | 30 ml    | 250      | PP10   |

**AUTORISE** en conséquence Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents/actes y afférents et réaliser toutes démarches en ce sens.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Franck Vernin**  
Maire




**Fabien Fosse**  
Secrétaire de séance



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.



Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance du SPDC

N° de dossier :

Tél : 0 809 400 190 (appel non surtaxé)

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr

### Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 19/09/2023

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SCOP TT GEOMETRES-EXPERTS

SF2309899656

| DESIGNATION DES PROPRIETES |         |     |           |                       |                          |        |                      |         |         |            |
|----------------------------|---------|-----|-----------|-----------------------|--------------------------|--------|----------------------|---------|---------|------------|
| Département : 077          |         |     |           | Commune : 285         |                          |        | LE MEE SUR SEINE     |         |         |            |
| Section                    | N° plan | PDL | N° du lot | Quote-part<br>Adresse | Contenance<br>cadastrale | Renvoi | Désignation nouvelle |         |         |            |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | N° de DA             | Section | N° plan | Contenance |
| BX                         | 0311    |     |           | RUE DE L EGLISE       | 0ha56a10ca               |        | 285 0001116          | BX      | 0312    | 0ha07a01ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0313    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0314    | 0ha05a01ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0315    | 0ha05a01ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0316    | 0ha05a01ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0317    | 0ha06a76ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0318    | 0ha05a77ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0319    | 0ha05a29ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001116          | BX      | 0320    | 0ha11a59ca |

### OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30

Accusé de réception en préfecture  
 077-217702851-20250522-2025DCM-05-200-DE  
 Date de télétransmission : 23/05/2025  
 Date de réception préfecture : 23/05/2025





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.15.125**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : REMISE D'OUVRAGES DES RESEAUX D'EAU POTABLE, EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES DU LOTISSEMENT SIS RUE DES VERGERS A LE MEE-SUR-SEINE**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) ;

**VU** le Règlement d'Assainissement en vigueur sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** le Règlement d'eau potable en vigueur sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** l'acte de classement dans le domaine public routier communal de la parcelle cadastrée BY n°330 d'une superficie de 1271 m<sup>2</sup> - lotissement rue des Vergers par la commune, délibération du conseil municipal du 22 mai 2025 n°2025DCM-05-160 ;

**VU** le courrier d'accord de principe adressé par la CAMVS à la commune de Le Mée-sur-Seine en date du 14 mai 2025 et actant la remise d'ouvrages des réseaux d'adduction d'eau potable, de collecte d'eaux usées et de collecte d'eaux pluviales à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine par la commune ;

**VU** le procès-verbal de remise des ouvrages des réseaux d'alimentation en eau potable et des réseaux d'assainissement du lotissement Rue des Vergers à Le Mée-sur-Seine ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** le dossier technique et administratif fourni par la commune ;

*Après en avoir délibéré,*

**PREND ACTE** de la remise d'ouvrages des réseaux d'adduction d'eau potable, de collecte d'eaux usées et de collecte d'eaux pluviales du lotissement sis rue des Vergers à Le Mée-sur-Seine par la commune à la CAMVS.

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à signer tous les actes afférents à cette remise d'ouvrages, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité, avec 57 voix Pour et 5 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-59944-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 22/05/2025**

Date de transmission de la convocation dématérialisée : 16 mai 2025

Date de publication et d'affichage : 16 mai 2025 - Nombre de conseillers : En exercice : 35  
Présents : 28 - Excusés représentés : 5 - Excusé non représenté : 1 - Absent : 1 - Votants : 27

**VOTE : A l'unanimité - Pour : 27 - Contre : - Abstentions : 6**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le jeudi 22 mai à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à l'Hôtel de Ville (Salle du Conseil Municipal), 555 route de Boissise, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. Franck VERNIN, M. Serge DURAND, Mme Jocelyne BAK, M. Christian QUILLAY, Mme Ouda BERRADIA, M. Denis DIDIERLAURENT, Mme Stéphanie GUY, M. Hamza ELHIYANI, Mme Maxelle THEVENIN, M. Georges AURICOSTE, Mme Maggy PIRET, M. Charles LEFRANC, Mme Julienne TCHAYE, M. Taoufik BENTEJ, Mme Laure HALLASSOU, Mme Sylvie RIGAULT, M. Fabien FOSSE, M. Benoît BATON, Mme Lidwine SCHYNKEL, Mme Sophie GUILLOT, M. Renaud POIREL, M. Denis GRIVALLIERS, Mme Justine KENGNE, M. Robert SAMYN, M. Jean-Paul DELOURME, M. Jean-Pierre GUERIN, Mme Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Mme Angélique DECROS

Etaient excusés représentés : Mme Michèle EULER avait donné pouvoir à Mme Maxelle THEVENIN, M. Didier DESART à M. Denis DIDIERLAURENT, Mme Sophie IMOUZOU à Mme Maggy PIRET, M. Neima TOUNKARA à M. Franck VERNIN, Mme Sylvie GUÉZODJÉ à Mme Angélique DECROS

Etait excusée non représentée : Mme Karine ROUBERTIE

Etait absent : Mme Nadia DIOP

A été nommé secrétaire de séance : M. Fabien FOSSE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le : **23 MAI 2025**  
Et Publication du : **23 MAI 2025**

**N° : 2025DCM-05-160**

**Objet : Classement dans le domaine public routier communal de la parcelle cadastrée BY n° 330 d'une superficie de 1 271 m² – Rue des Vergers**

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29 alinéa 1<sup>er</sup>
- Vu le Code de l'urbanisme
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment en ses articles L. 1111-4, L. 3112-1 et suivants, L. 3211-23
- Vu le Code de la voirie routière, notamment en ses articles L. 141-1 et L. 141-3
- Vu la Délibération du Conseil Municipal n° 2022DCM-10-200 du 13 octobre 2022 approuvant le projet de lotissement communal localisé entre les rues de la Ferme, de la Lyve et Jean Méchet
- Vu la Délibération n° 2022DCM-10-210 du Conseil Municipal en date du 13 octobre 2022 approuvant le Plan Local d'Urbanisme modifié
- Vu la Délibération n° 2023DCM-06bis-250 du Conseil Municipal en date du 29 juin 2023 portant dénomination de la rue des Vergers, notamment
- Vu les documents graphiques et notamment le plan de cadastre et le plan figuratif du projet, ci-annexés
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, propreté et technique du 13 mai 2025
- Considérant l'intérêt d'un tel classement dans le domaine public communal



Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE et PRONONCE** le classement dans le domaine public communal de la rue des Vergers, cadastrée BY n° 330 (1 271 m<sup>2</sup>), selon le plan de cadastre ci-annexé, pour les faire entrer dans le domaine public routier de la commune, déduction faite de l'aire de retournement qui a vocation à devenir un lot à bâtir à part entière dans le cadre de la tranche 2 du lotissement communal, selon le plan figuratif du projet ci-annexé, pour les faire entrer dans le domaine public routier de la commune.

**AUTORISE** en conséquence Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents/actes y afférents et réaliser toutes démarches en ce sens.

**PRECISE** que ce classement fera l'objet d'une mise à jour dans le tableau de classement des voies communales,

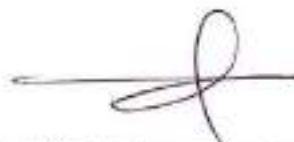
**PRECISE** que le service de la publicité foncière sera informé de ce classement nouveau.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Franck Vernin**  
Maire



**Fabien Fosse**  
Secrétaire de séance



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.

Commune :  
LE MEE SUR SEINE (285)

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage : 1123A  
Document vérifié et numéroté le 23/09/2024  
A Melun  
Par SCHMIDT Lionel  
Technicien Géomètre du Cadastre  
Signé

SDIF DE SEINE-ET-MARNE  
Pôle topographique et de gestion cadastrale  
22 bd Chamblain  
  
77010 MELUN CEDEX  
  
ptgc.770.melun@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

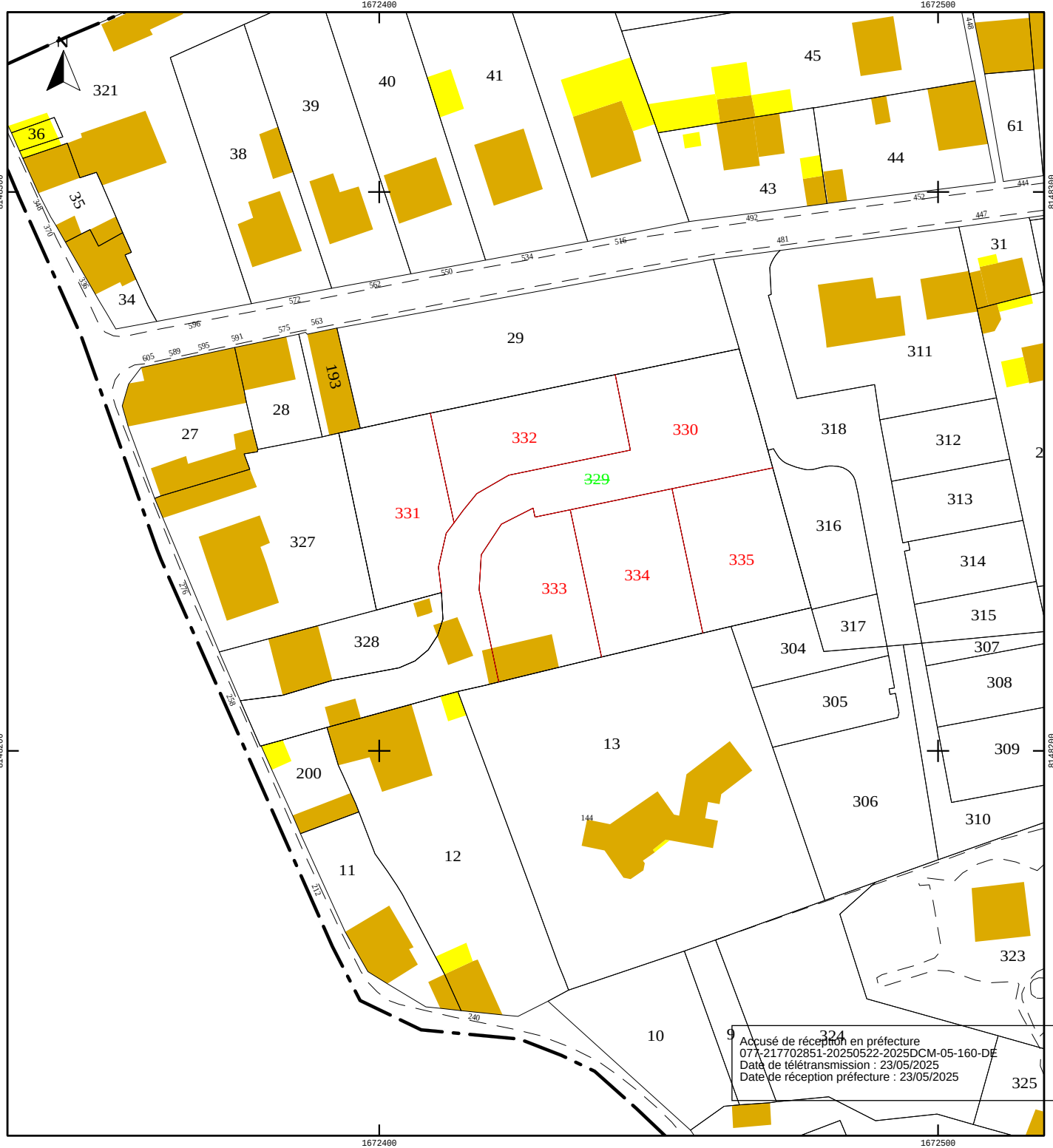
CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)  
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)  
a été établi (1) :  
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : ----- effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé  
le ----- par ----- géomètre à -----  
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées  
au dos de la feuille mise 6463.  
A -----, le -----

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)  
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : BY  
Feuille(s) : 000 BY 01  
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]  
  
Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 23/09/2024  
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage  
dressé  
Par M ROSSI (2)  
  
Réf. : SF22055  
Le 23/09/2024

Modification demandée par procès-verbal du cadastre



Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier : SF22055

### Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 23/09/2024

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : TECHNIQUES TOPO

SF2415038461

| DESIGNATION DES PROPRIETES |         |     |           |                       |                          |        |                      |         |         |            |
|----------------------------|---------|-----|-----------|-----------------------|--------------------------|--------|----------------------|---------|---------|------------|
| Département : 077          |         |     |           | Commune : 285         |                          |        | LE MEE SUR SEINE     |         |         |            |
| Section                    | N° plan | PDL | N° du lot | Quote-part<br>Adresse | Contenance<br>cadastrale | Renvoi | Désignation nouvelle |         |         |            |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | N° de DA             | Section | N° plan | Contenance |
| BY                         | 0329    |     |           | 258 RUE DE LA FERME   | 0ha37a69ca               |        | 285 0001123          | BY      | 0330    | 0ha12a71ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0331    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0332    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0333    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0334    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0335    | 0ha05a00ca |

### OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30

Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20250522-2025DCM-05-160-DE  
Date de télétransmission : 23/05/2025  
Date de réception préfecture : 23/05/2025



Dammarié-lès-Lys,  
Le

14 MAI 2025

Direction Patrimoine Environnement  
Service Pôle travaux – Relations usagers  
Affaire suivie par Paola Lauray  
☎ : 01 64 79 25 25  
✉ : eau.potable@camvs.com

Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville  
555 route de Boissise  
77350 Le Mée sur Seine

N/REF : AEP/2025/05/06/1148

Objet : Mise à disposition du réseau d'eau potable du lotissement situé Rue des Vergers  
sur la commune de le Mée-sur-Seine

Monsieur le Maire,

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), compétente pour la gestion de l'alimentation en eau potable sur la commune d'implantation de votre projet, a bien pris en compte votre demande de mise à disposition du réseau d'eau potable posé dans le nouveau lotissement cité en objet.

A la suite de l'étude des documents administratifs et techniques transmis ainsi qu'aux contrôles sur site effectués en votre présence, la CAMVS vous signifie son **accord de principe** à la mise à disposition, pour sa gestion propre, du réseau d'eau potable.

La mise à disposition ne sera effective qu'après délibération du Conseil Communautaire de la CAMVS. Pour cela il conviendra de faire parvenir à l'Agglomération les éléments ci-après :

- Attestation de la valeur réelle des réseaux posés datée et signée
- Procès-verbal de remise d'ouvrage signé
- Délibération du Conseil Municipal actant la reprise de la voirie dans le domaine public communal

La CAMVS reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes meilleurs sentiments,

Le vice-président  
Délégué à l'eau potable



Philippe Charpentier

Copie pour information : Société SUEZ

Melun

Lissy

Pringy

Maincy

Rubelles

Voisencourt

Boissettes

Seine-Port

La Rochette

Vaux-le-Pénil

Boissise-le-Roi

Livry-sur-Seine

Villiers-en-Bière

Le Mée-sur-Seine

Dammarié-lès-Lys

Limoges-Fourches

Boissise-la-Bertrand

Saint-Germain-Laxis

Montereau-sur-Jard

Saint-Fargeau-Poethierry



Dammarié-lès-Lys,  
le

14 MAI 2025

Direction Patrimoine Environnement  
Service Pôle travaux - Relations usagers  
Affaire suivie par Paola Launay  
☎ : 01 64 79 25 25  
✉ : assainissement@camvs.com

Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville  
555 route de Boissise  
77350 Le Mée sur Seine

N/REF : ASS/2025/05/06/1150

Objet : Accord de principe mise à disposition du réseau d'assainissement du lotissement  
situé rue des Vergers sur la commune de le Mée-sur-Seine

Monsieur le Maire,

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS), compétente pour la  
gestion de l'assainissement sur la commune d'implantation de votre projet, a bien pris en  
compte votre demande de mise à disposition des réseaux d'assainissement posés dans le  
nouveau lotissement cité en objet.

A la suite de l'étude des documents administratifs et techniques transmis ainsi qu'au contrôle  
sur site effectué en votre présence, la CAMVS vous signifie son **accord de principe** à la mise  
à disposition des réseaux d'assainissement séparatif.

La mise à disposition ne sera effective qu'après délibération du Conseil Communautaire de la  
CAMVS. Pour cela il conviendra de faire parvenir à l'Agglomération les éléments ci-après :

- Attestation de la valeur réelle des réseaux posés datée et signée
- Procès-verbal de remise d'ouvrage signé
- Délibération du Conseil Municipal actant la reprise de la voirie dans le domaine public  
communal

La CAMVS reste à votre disposition pour tout information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le vice-président  
Délégué à l'assainissement



Pierre Yvroud

Copie pour information : Société VEOLIA EAU

Melun  
Lissy  
Pringy  
Maincy  
Rubelles  
Voisenon  
Boissatres  
Seine-Port  
La Rochette  
Vaux-le-Pénil  
Boissise-la-Roi  
Livry-sur-Seine  
Villiers-en-Bière  
Le Mée-sur-Seine  
Dammarié-lès-Lys  
Limoges-Fourches  
Boissise-la-Bertrand  
Saint-Germain-Laxis  
Montreuil-sur-Jard  
Saint-Fargeau-Fonchierry

---

**PROCES-VERBAL DE REMISE D'OUVRAGE(S)**

---

**Opération :**

**Commune du MEE-SUR-SEINE  
Lotissement rue des Vergers**

**Ouvrages :**

**Réseaux d'alimentation d'eau potable  
Réseaux d'assainissement**

## **PREAMBULE :**

La Commune du Mée-sur-Seine a déposé, en date du 22/03/2023, une demande de permis d'aménager enregistrée sous le numéro PA 077 285 23 0001, délivré par la Mairie du Mée-sur-Seine, le 21/06/2023 et purgé de tout recours.

Le projet immobilier a été réalisé sur un terrain enregistré sous les références cadastrales suivantes :

| Section | N° | Lieudit | Surface  |
|---------|----|---------|----------|
| BY      | 23 |         | 2 908 m² |
| BY      | 24 |         | 652 m²   |
| BY      | 25 |         | 474 m²   |
| BY      | 26 |         | 1 128 m² |

L'opération immobilière comprend 5 terrains à bâtir desservis au sein d'un lotissement par des voies, des équipements et des espaces communs qui seront rétrocédés à la commune une fois la réalisation des travaux achevée et la conformité assainissement certifiée par la CAMVS. Dès lors, les réseaux d'eau potable et d'assainissement réalisés sous voirie seront affectés au domaine public, qui en assurera la gestion et l'entretien.

Depuis le 25/04/2025, les travaux de construction du lotissement sont achevés en totalité. A cette date, l'entreprise VRD de le BRIE a réalisé l'ensemble des équipements (voirie et réseaux) conformément au dossier de permis d'aménager.

Aussi, les parties conviennent de la rédaction du présent procès-verbal pour formaliser la remise des ouvrages d'eau potable et d'assainissement réalisés.

A l'issue de cette formalité, les opérations d'exploitation seront confiées à la CAMVS, service gestionnaire de la commune.

## **A- IDENTIFICATION DES PARTIES :**

### **Le Concessionnaire :**

**La Commune du MEE-SUR-SEINE**, ayant son siège social au 555 route de Boissise 77350 LE MEE-SUR-SEINE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés, sous le numéro SIREN 217 702 851,

Représentée par Monsieur Serge DURAND, en sa qualité de Maire-Adjoint en charge de la Sécurité, des Ressources Humaines, du Logement et des Relations avec l'Agglomération Melun Val de Seine

### **ET :**

### **Le Gestionnaire :**

**La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS)**, ayant son siège à 297 rue Rousseau Vaudran

CS 30187

77198 Dammarie les Lys cedex

Représenté par Monsieur Franck VERNIN, en sa qualité de Président

## **B- OUVRAGES CONCERNÉS**

- ☒ Réseau d'assainissement eaux usées (EU)
- ☒ Réseau d'assainissement eaux pluviales (EP)
- ☒ Réseau d'adduction d'eau potable

Ces ouvrages ont été réalisés dans le cadre de l'application du permis d'aménager et en exécution des marchés suivants :

| Lot    | Nom de l'entreprise et coordonnées                                                          | N° de marché | Date de réception définitive | Montant du marché définitif signé avec l'entreprise (€ HT) |
|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------------------------------|------------------------------------------------------------|
| Unique | VRD DE LA BRIE<br>165 rue des Trois Tilleuls<br>77000 VAUX-LE-PENIL<br>Tél : 01.64.37.63.33 | MAPA 202409  | 28/04/2025                   | 312 180€ H.T.                                              |

Les ouvrages remis sont définis par les plans et documents suivants, nécessaires à leur exploitation ou entretien :

- Plan de récolement
- DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés)
- Rapport d'essai
- Passage caméra
- Essai pression
- Analyses bactériologiques

L'ensemble des documents mentionnés ci-dessus a déjà été remis au service Environnement de la CAMVS.

## **C- REMISE D'OUVRAGES**

- ☒ Les parties reconnaissent la conformité et le bon entretien des ouvrages.
- ☒ Les parties déclarent accepter la remise des ouvrages.

**EN CONSEQUENCE ET A COMPTER DU :** \_\_\_\_\_

- ☒ La remise des ouvrages par la Commune du Mée-sur-Seine au Gestionnaire est constatée.
- ☒ Le Gestionnaire assurera désormais la responsabilité des ouvrages réalisés.



- ☒ Le Gestionnaire assurera l'entretien et la gestion des ouvrages remis, sous réserve des obligations résultant pour les entrepreneurs ayant réalisés les ouvrages, des clauses de garantie contenues dans leur marché et de leur responsabilité.

Fait à :

Le :

Signature, précédée de la mention « Lu et approuvé » :

Pour le Concessionnaire :  
Commune du Mée-sur-Seine  
Monsieur Serge DURAND

*Lu et approuvé*



Pour le Gestionnaire :  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE  
Monsieur Franck VERNIN

Notifié à la Commune du Mée-sur-Seine : le .....

Vu pour être annexé à la délibération n° ..... du Conseil Communautaire

En date du : .....



TT GÉOMÈTRES EXPERTS



SUCESSEUR DE Xavier GÉRNEZ  
Cabinet existant depuis 1850

CHARTRES, le 29 avril 2025

#### AGENCE CHARTRES

3, ALLÉE DES ATLANTES  
PARC DES PROPYLÉES  
28000 CHARTRES  
TÉL. 02 37 28 03 03  
FAX 02 37 30 72 00  
chartres@tge.fr

RESPONSABLE : Elodie HERMER  
INSCRIPTION À L'ORDRE SOUS LE N° 06097

#### SIÈGE SOCIAL

10 RUE MERCOEUR  
75011 PARIS  
TÉL. 01 42 06 03 85  
FAX 01 42 06 88 30  
www.tge.fr

#### S.C.O.P. - S.A.

TECHNIQUES TOPO  
RCS PARIS 642 019 038  
SIREN 642 019 038  
APE 7112 A  
N° TVA Intracommunautaire  
FR 03 64 201 19 038

Référence Affaire : Marché 202409

Site : LE MEE SUR SEINE – Lotissement rue des Vergers

Objet : Attestation valeur réelle réseaux

Je soussignée, Madame Lange Céline atteste que la valeur réelle des réseaux posés sur le lotissement rue des Vergers au MEE-SUR-SEINE est de :

- 17 894 € H.T. pour le réseau d'eau potable (y compris terrassements),
- 23 800 € H.T. pour le réseau d'assainissement eaux usées (y compris terrassements),
- 21 126 € H.T. pour le réseau d'assainissement eaux pluviales (y compris terrassements).

Fait à Chartres, le 29 avril 2025

Signature



cofrac



**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**Séance du 22/05/2025**

Date de transmission de la convocation dématérialisée : 16 mai 2025

Date de publication et d'affichage : 16 mai 2025 - Nombre de conseillers : En exercice : 35

Présents : 28 - Excusés représentés : 5 - Excusé non représenté : 1 - Absent : 1 - Votants : 33

**VOTE : A l'unanimité - Pour : 33 - Contre : - Abstention :**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le jeudi 22 mai à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune du Mée-sur-Seine, s'est réuni à l'Hôtel de Ville (Salle du Conseil Municipal), 555 route de Boissise, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Franck VERNIN, Maire.

Etaient présents : M. Franck VERNIN, M. Serge DURAND, Mme Jocelyne BAK, M. Christian QUILLAY, Mme Ouda BERRADIA, M. Denis DIDIERLAURENT, Mme Stéphanie GUY, M. Hamza ELHIYANI, Mme Maxelle THEVENIN, M. Georges AURICOSTE, Mme Maggy PIRET, M. Charles LEFRANC, Mme Juliette TCHAYE, M. Taoufik BENTEJ, Mme Laure HALLASSOU, Mme Sylvie RIGAULT, M. Fabien FOSSE, M. Benoît BATON, Mme Lidwine SCHYNKEL, Mme Sophie GUILLOT, M. Renaud POIREL, M. Denis GRIVALLIERS, Mme Justine KENGNE, M. Robert SAMYN, M. Jean-Paul DELOURME, M. Jean-Pierre GUERIN, Mme Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Mme Angélique DECROS

Etaient excusés représentés : Mme Michèle EULER avait donné pouvoir à Mme Maxelle THEVENIN, M. Didier DESART à M. Denis DIDIERLAURENT, Mme Sophie IMOUZOU à Mme Maggy PIRET, M. Neima TOUNKARA à M. Franck VERNIN, Mme Sylvie GUEZODJÉ à Mme Angélique DECROS

Etait excusée non représentée : Mme Karine ROUBERTIE

Etait absente : Mme Nadia DIOP

A été nommé secrétaire de séance : M. Fabien FOSSE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture de Seine-et-Marne le : **23 MAI 2025**

Et Publication du : **23 MAI 2025**

**N° : 2025DCM-05-210**

**Objet : Rétrocession des réseaux d'eaux usées, d'eau potable et d'eaux pluviales sis rue des Vergers / Parcelle cadastrée BY n° 330 à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMYS)**

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment en son article L. 2121-29 alinéa 1<sup>er</sup>
- Vu le Code de l'urbanisme
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques
- Vu le Code de la voirie routière
- Vu la Délibération du Conseil Municipal n° 2023DCM-06bis-250 du 29 juin 2023 relatif à la dénomination de voies communales
- Vu la Délibération du Conseil Municipal du 22 mai 2025 classant dans le domaine public communal la rue des Vergers
- Vu le plan de récolement des réseaux, ci-annexé
- Vu le plan cadastral et l'extrait de cadastre, ci-annexés
- Vu l'avis de la Commission cadre de vie, propreté et technique du 13 mai 2025

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** la reprise des réseaux eaux usées, eaux pluviales et adduction eau potable situés en domaine public sur la parcelle cadastrée BY n° 330 sise rue des Vergers, par la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, selon le plan de récolement des réseaux ci-annexé et le descriptif suivant :

Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20250522-2025DCM-05-210-DE  
Date de télétransmission : 23/05/2025  
Date de réception préfecture : 23/05/2025

|                | Linéaire | Diamètre | Nature |
|----------------|----------|----------|--------|
| Eaux usées     | 93 ml    | 200      | PP10   |
| Eau potable    | 126 ml   | 80       | Fonte  |
| Eau potable    | 32 ml    | 25       | PEHD   |
| Eaux pluviales | 52 ml    | 315      | PP10   |
| Eaux pluviales | 20 ml    | 250      | PP10   |

**AUTORISE** en conséquence Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents/actes y afférents et réaliser toutes démarches en ce sens.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

**Franck Vernin**

Maire




**Fabien Fosse**

Secrétaire de séance



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de mes services,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun.





|                                                                                                                                                                     |                                                                                                                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>MAITRISE D'ŒUVRE</b><br><br>TT Géomètres-Experts<br>40, Avenue de Fontainebleau<br>77310 SAINT-HARCEAU-PONTHIERRY<br>Tél. 01 42 95 03 85<br>seine-marne@tftje.fr | <b>MAITRISE OUVRAGE</b><br><br>COMMUNE DU MEE SUR SEINE<br>556 route de poissieville<br>77350 LE MEE SUR SEINE |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                    |                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <b>TRAVAUX PUBLICS &amp; PARTICULIERS</b><br>AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR ALÉVAGE/ÉLEVAGE<br>01 64 37 63 35 |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                  |                                    |
|------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Localisation : <b>LE MEE SUR SEINE</b><br><b>Rue des Vergers</b> | Secteur :<br><b>Seine et Marne</b> |
| Localisation :<br><b>LE MEE SUR SEINE</b>                        |                                    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|-----|---------|---------|----------|
| <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td><td style="width: 10%; height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> <tr><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td><td style="height: 20px;"></td></tr> </table> |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; text-align: center;">HLR</td> <td style="width: 33%; text-align: center;">HLR</td> <td style="width: 33%; text-align: center;">SSA</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">dessiné</td> <td style="text-align: center;">vérifié</td> <td style="text-align: center;">approuvé</td> </tr> </table> | HLR | HLR | SSA | dessiné | vérifié | approuvé |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |         |          |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
| HLR                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | HLR     | SSA      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |
| dessiné                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | vérifié | approuvé |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |     |     |         |         |          |

|             |                  |                                                                    |                |                |                 |
|-------------|------------------|--------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|
| 0<br>indice | 1504/2025<br>dms | Plan de récolement assainissement+voies<br>objet de la mise à jour | HLR<br>dessiné | HLR<br>vérifié | SSA<br>approuvé |
|-------------|------------------|--------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------|

Titre du document

Plan de récolement

|                                                                                                                                                                                                                                                              |                                               |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;">   </div> | Echelle: 1/100<br><br>Format(s): personnalisé |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|

|                       |                               |                     |                           |                                     |                        |                    |
|-----------------------|-------------------------------|---------------------|---------------------------|-------------------------------------|------------------------|--------------------|
| Codification projet : | Projet<br><b>Le Mee/Seine</b> | Phase<br><b>REC</b> | Type de doc.<br><b>PR</b> | Localisation<br><b>LE MEE/SEINE</b> | Acteur<br><b>VRD77</b> | Indice<br><b>0</b> |
|-----------------------|-------------------------------|---------------------|---------------------------|-------------------------------------|------------------------|--------------------|



Commune :  
LE MEE SUR SEINE (285)

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage : 1123A  
Document vérifié et numéroté le 23/09/2024  
A Melun  
Par SCHMIDT Lionel  
Technicien Géomètre du Cadastre  
Signé

SDIF DE SEINE-ET-MARNE  
Pôle topographique et de gestion cadastrale  
22 bd Chamblain  
  
77010 MELUN CEDEX  
  
ptgc.770.melun@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

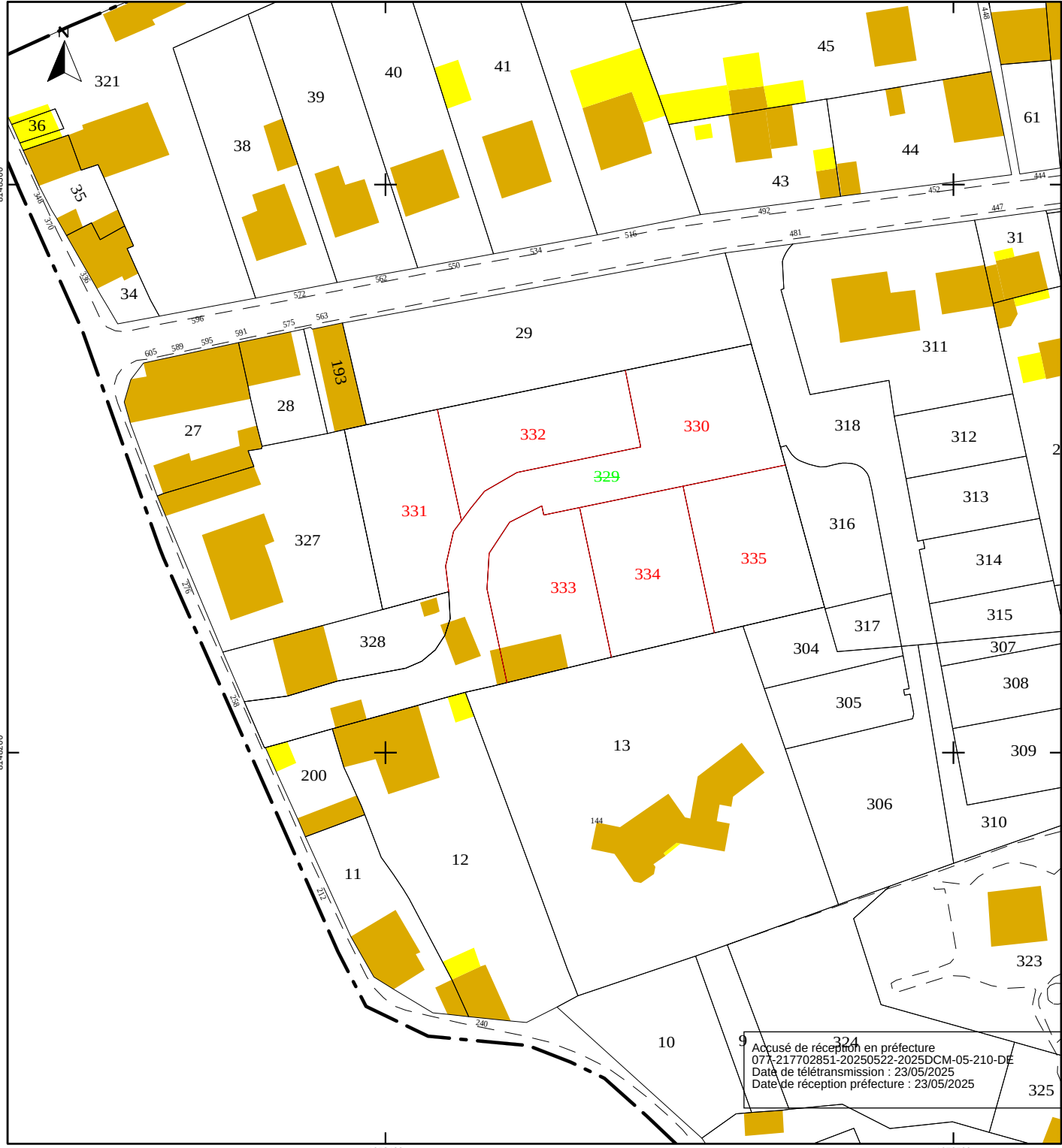
CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)  
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)  
a été établi (1) :  
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;  
B - En conformité d'un piquetage : ----- effectué sur le terrain ;  
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé  
le ----- par ----- géomètre à -----  
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées  
au dos de la feuille mise 6463.  
A -----, le -----

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc... ).  
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).

Section : BY  
Feuille(s) : 000 BY 01  
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]  
  
Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/1000  
Date de l'édition : 23/09/2024  
Support numérique : -----

D'après le document d'arpentage  
dressé  
Par M ROSSI (2)  
  
Réf. : SF22055  
Le 23/09/2024

Modification demandée par procès-verbal du cadastre



Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance technique du SPDC

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.adspdc@dgfip.finances.gouv.fr

N° de dossier : SF22055

### Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du : 23/09/2024

validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : TECHNIQUES TOPO

SF2415038461

| DESIGNATION DES PROPRIETES |         |     |           |                       |                          |        |                      |         |         |            |
|----------------------------|---------|-----|-----------|-----------------------|--------------------------|--------|----------------------|---------|---------|------------|
| Département : 077          |         |     |           | Commune : 285         |                          |        | LE MEE SUR SEINE     |         |         |            |
| Section                    | N° plan | PDL | N° du lot | Quote-part<br>Adresse | Contenance<br>cadastrale | Renvoi | Désignation nouvelle |         |         |            |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | N° de DA             | Section | N° plan | Contenance |
| BY                         | 0329    |     |           | 258 RUE DE LA FERME   | 0ha37a69ca               |        | 285 0001123          | BY      | 0330    | 0ha12a71ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0331    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0332    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0333    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0334    | 0ha05a00ca |
|                            |         |     |           |                       |                          |        | 285 0001123          | BY      | 0335    | 0ha05a00ca |

### OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

|  |
|--|
|  |
|--|

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30



Accusé de réception en préfecture  
077-217702851-20250522-2025DCM-05-210-DE  
Date de télétransmission : 23/05/2025  
Date de réception préfecture : 23/05/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.16.126**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : EXONERATION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) POUR L'ANNEE 2026 SUR LE TERRITOIRE COLLECTE DU SMITOM LOMBRIC**



Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** les articles 1520 et suivants du Code Général des Impôts, et notamment son article 1521-II précisant que sont exonérés les usines, les locaux sans caractère industriel ou commercial loués par l'État, les Départements, les Communes et les Établissements Publics, scientifique, d'enseignement et d'assistance affectés à un service public ;

**VU** les articles 1521-III 1 et 1521-III 2bis et 3 du Code Général des impôts ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 Septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** la possibilité d'exonérer de la TEOM les entreprises n'utilisant pas le service public d'enlèvement et d'élimination des déchets et celles ayant signé une convention de redevance spéciale avec le SMITOM LOMBRIC, qui fixe le montant en fonction du service rendu ;

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE** d'exonérer du paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, à compter du 1er janvier 2026 les entreprises n'utilisant pas le service public d'enlèvement et d'élimination des ordures ménagères (voir liste n°1 « Service Privé » ci-jointe) ainsi que les entreprises ayant signé une convention de redevance spéciale (voir liste n°2 « Convention SMITOM LOMBRIC : DIB » ci-jointe).

**DIT** que les activités de la liste n°1 « Service privé » devront se soumettre à tous contrôles décidés par la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine afin de vérifier qu'elles ne font pas appel, en aucune manière, au service intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères et qu'elles respectent les conditions d'hygiène liées au stockage des déchets.

**DIT** que les activités de la liste n°1 « Service Privé » devront justifier, par tous moyens, auprès de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, du recours à un service privé d'enlèvement des ordures ménagères.

**PRECISE** que l'exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères n'est valable que pour une année.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60626-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : NEANT

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

[illegible]

[illegible]



[illegible]

[illegible]

|                                                         |
|---------------------------------------------------------|
| BOULANGERIE DU MOUSTIER                                 |
| BOULANGERIE FIRMIN_Site VLP                             |
| Boulangerie LA MIE CALINE                               |
| BOULANGERIE MARIE BLACHERE                              |
| BOULANGERIE MARIE BLACHERE<br>SAS BOULANGERIE BG        |
| BOULANGERIE O'DELICES - MALICIA                         |
| BRASSERIE DE LA FONTAINE                                |
| BRED BANQUE POPULAIRE                                   |
| Bridge Résidence                                        |
| BUREAU VALLEE                                           |
| Cabinet de notaires SCP GUENOT                          |
| CABINET DENTAIRE GAMBETTA                               |
| CABINET FIDELIANCE                                      |
| CABINET MEDICAL SCM AKAKIA                              |
| Cabinet Notarial Laroche et Associés                    |
| CAF DE SEINE-ET-MARNE                                   |
| CAISSE DES Français DE L'ETRANGER                       |
| CAMPING LA BELLE ETOILE                                 |
| CAMVS                                                   |
| CAMVS "LES ATELIERS DU MILLENAIRE"                      |
| CAMVS "UNIVERSITES"                                     |
| CAMVS_HOTEL DES ARTISANS                                |
| CARGLASS                                                |
| CARREFOUR CITY - DAMIER                                 |
| CARREFOUR MARKET_Site VLP                               |
| CASAGRANDE                                              |
| CASTORAMA MELUN                                         |
| CENTRE BTP                                              |
| Centre commercial la Plaine du Lys (Les Jardins du Lys) |
| CENTRE COMMERCIALPLEIN CIEL                             |
| CENTRE DE SEMI-LIBERTE                                  |
| CERCLE MIXTE gendarmerie nationale                      |
| CGED                                                    |
| CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION IDF                     |
| CHAMBRE DES METIERS                                     |
| Chantier SNCF                                           |
| CHANTIER SOCIETE ETF                                    |
| CHANTIERS MODERNES CONSTRUCTION                         |
| CHARCUTERIE L'ABBAYE                                    |
| CHIN MUDRA                                              |
| CIAMT SANTE AU TRAVAIL                                  |
| CINEMA LES VARIETES                                     |
| CITE ADMINISTRATIVE DE MELUN                            |
| CLINIQUE VETERINAIRES BAILLY                            |
| CLINIQUE VETERINAIRE DU LYS                             |
| CMA-IMA                                                 |
| CMCAS                                                   |
| COLLEGE ELSA TRIOLET                                    |
| COLLEGE FRANOIS VILLON                                  |
| COLLEGE FREDERIC CHOPIN                                 |
| COLLEGE GEORGE POLITZER                                 |
| COLLEGE JACQUES AMYOT                                   |

|                                                                              |  |
|------------------------------------------------------------------------------|--|
| COLLEGE JEAN DE LA FONTAINE                                                  |  |
| COLLEGE LA MARE AU CHAMPS                                                    |  |
| COLLEGE LES CAPUCINS                                                         |  |
| COLLEGE PIERRE BROSSOLETTE                                                   |  |
| COLLEGE ROBERT DOISNEAU                                                      |  |
| Confort Hôtel Apollonia-PARKHOTEL                                            |  |
| CP77 PRINGY                                                                  |  |
| CPAM                                                                         |  |
| CPAM DE SEINE ET MARNE                                                       |  |
| CRECHE LE PTI NID DOUX                                                       |  |
| CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE                                                |  |
| Crematorium 77 (OGF)                                                         |  |
| CROUS MELUN                                                                  |  |
| DAMSPORT INTERSPORT                                                          |  |
| DDFIP Chamblain                                                              |  |
| DDT 77                                                                       |  |
| DEMEFFICACE LES DEMENAGEURS BRETONS                                          |  |
| DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE (Site Paierie)<br>N° BC E2866941               |  |
| DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE SITE<br>DEPARTEMENTAL FOYER DE L'ENFANCE ALIZE |  |
| DFFIP Thiers                                                                 |  |
| DIESEL ELECTRICITE SERVICES                                                  |  |
| DOMITYS                                                                      |  |
| EAM LES PRES NEUFS                                                           |  |
| EBENE ET TRADITION                                                           |  |
| ECOLE DES OFFICIERS DE LA GENDARMERIE NATIONALE -<br>EOGN                    |  |
| ECOLE MONTESSORI DE MELUN                                                    |  |
| ECOLE SAINTE MARIE                                                           |  |
| EDITIONS GERARD COTTREAU                                                     |  |
| EHPAD EDME PORTA                                                             |  |
| EIFFAGE CONSTRUCTION                                                         |  |
| EIFFAGE CONSTRUCTION                                                         |  |
| ELEPHANT BLEU SARL LA FONTAINE DES USELLES                                   |  |
| ENDEMOL                                                                      |  |
| EPALIA                                                                       |  |
| EQUALIS - LA ROSE DES VENTS                                                  |  |
| ESAT APM                                                                     |  |
| ESPACE BTP                                                                   |  |
| ESTALU                                                                       |  |
| EURL GARAGE CITROEN MELUN SENART                                             |  |
| EURO BIKE 77 SAS                                                             |  |
| EURO CLEAN SERVICES                                                          |  |
| FERTIBERIA France                                                            |  |
| FIDUCIAL EXPERTISE                                                           |  |
| FITNESS PARK                                                                 |  |
| FIVE PIZZA ORIGINAL                                                          |  |
| FM LE FROID MELUNAIS                                                         |  |
| FONCIA AMYOT GILLET                                                          |  |
| FONCIA AMYOT GILLET                                                          |  |
| Fondation ELLEN POIDATZ                                                      |  |
| FOUSSIER QUINCAILLERIE-SAS                                                   |  |
| FSM                                                                          |  |



|                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------|
| FUNECAP IDF - SEINE ET MARNE FUNERAIRE - ROC<br>ECLERC                                 |
| GARAGE DES BORDES                                                                      |
| GARAGE DES DEUX ROUTES                                                                 |
| GARAGE DES VIVES EAUX                                                                  |
| GARAGE DU BEL AIR                                                                      |
| GARAGE RENAULT GENNARO                                                                 |
| GDLS GARAGE DE LA SEINE                                                                |
| GIGAFIT AJ FITNESS                                                                     |
| GLACES ET MIROIR                                                                       |
| GRETA SEINE ET MARNE                                                                   |
| GRUBER FONTENOY IMMOBILIER<br>Rachat en 2021 par foncia, avenant à faire prochainement |
| GUILBERT                                                                               |
| H CENTER                                                                               |
| HALTE DES PETITS                                                                       |
| HF MARKET                                                                              |
| HOPITAL DE JOUR PEDOPSYCHIATRIQUE                                                      |
| HOTEL DES ENTREPRISE SCI AIDEBARAN                                                     |
| HOTEL DES VENTES<br>JAKOBOWICZ & ASSOCIES                                              |
| HOTEL IBIS STYLES - PME HOTELLERIE IDF                                                 |
| HOTEL LATOURELLE                                                                       |
| HOTEL RESTAURANT CAMPANILE                                                             |
| HOWDENS CUISINE                                                                        |
| HYDROGYM<br>Enseigne PacificClub                                                       |
| IFSI                                                                                   |
| ILE AUX FLEURS                                                                         |
| IME L'ENVOLEE                                                                          |
| IMPRIMERIE MM                                                                          |
| INSTITUTION SAINTE MARIE                                                               |
| INSTIUTION SAINTE JEANNE D'ARC                                                         |
| INTERMARCHE                                                                            |
| INTERMARCHE VAUX DISTRIBUTION                                                          |
| IONBOND France                                                                         |
| IRM VAL DE SEINE-GCS IMSP77                                                            |
| ISEO France                                                                            |
| JARDIN FLEURI                                                                          |
| JPB SYSTEME                                                                            |
| JPC AUTOMOBILES                                                                        |
| KOMPAN                                                                                 |
| LA CITADELLE HOTEL LE GRAND MONARQUE                                                   |
| LA MAISON DU VAL DE SEINE association Les Amis Germenoy                                |
| LA NATURELLE 77                                                                        |
| La Parisienne Logistique 77                                                            |
| LA POSTE<br>DAMMARIE LES LYS                                                           |
| LA POSTE<br>LE MEE SUR SEINE                                                           |
| LA POSTE<br>MELUN                                                                      |
| LA POSTE<br>SAINT FARGEAU PONTIERRY                                                    |
| LA TABLE SAINT JUST                                                                    |
| LA TERRASSE PAPA GRILL                                                                 |

|                                           |  |
|-------------------------------------------|--|
| LABORATOIRE D'ESSAIS DE MONTEREAU         |  |
| LBA - RESIDENCE LUCIE ET EDGAR FAURE      |  |
| LCL                                       |  |
| LE BISTRO Français                        |  |
| LE COMPTOIR DES MARCHES                   |  |
| LES COTTAGES DE France                    |  |
| LES JARDINS D IROISE (Résidence Ermitage) |  |
| LES VIANDES DU LYS                        |  |
| LOKAKASE                                  |  |
| LOSAY VOYAGES                             |  |
| LPCR GROUPE MELUN L'AQUARELLE             |  |
| LUMINAIRE METAL UNION                     |  |
| L'USINE                                   |  |
| LYCEE BENJAMIN FRANKLIN                   |  |
| LYCEE GEORGE SAND                         |  |
| LYCEE JACQUES AMYOT                       |  |
| LYCEE LEONARD DE VINCI                    |  |
| LYCEE POLYVALENT JOLIOT CURIE             |  |
| LYCEE SIMONE SIGNORET                     |  |
| MAIRIE DE BOISSETTES                      |  |
| MAIRIE DE BOISSISE LA BERTRAND            |  |
| MAIRIE DE BOISSISE LE ROI                 |  |
| MAIRIE DE DAMMARIE LES LYS                |  |
| MAIRIE DE LA ROCHETTE                     |  |
| MAIRIE DE LE MEE SUR SEINE                |  |
| MAIRIE DE LIVRY SUR SEINE                 |  |
| MAIRIE DE MAINCY                          |  |
| MAIRIE DE MELUN                           |  |
| MAIRIE DE MONTEREAU SUR LE JARD           |  |
| MAIRIE DE PRINGY                          |  |
| MAIRIE DE RUBELLES                        |  |
| MAIRIE DE SAINT GERMAIN LAXIS             |  |
| MAIRIE DE SEINE PORT                      |  |
| MAIRIE DE VAUX LE PENIL                   |  |
| MAIRIE DE VOISENON                        |  |
| Mairie Saint Fargeau Ponthierry           |  |
| MAISON DU BTP 77                          |  |
| Maison Médicale de l'Almont               |  |
| MAISON ROMY                               |  |
| MARIONNAUD ESPACES                        |  |
| MATATIE                                   |  |
| MAZE                                      |  |
| MCSA SET                                  |  |
| MEDIBIOLAB-MELUN                          |  |
| MEDIBIOLAB-SFPT                           |  |
| MEDISANTE                                 |  |
| MELDO CUSINES AVIVA                       |  |
| MELUN HYDRAULIQUE                         |  |
| MELUN IMPRESSIONS                         |  |
| MENUISERIE DE LA BRIE                     |  |
| MERCURE-DPS MARKET                        |  |
| MESANGE                                   |  |
| MOLD TECH SARL                            |  |
| MONDIAL AUDIT CABINET JEAN MARTIN         |  |
| MONDIAL AUDIT EUROP CONTRÔLE              |  |
| MONDIAL PARE-BRISE                        |  |
| MRT - Mobile Radio Technologie            |  |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE D'IDF                           |
| MUTUELLE BLEUE                                             |
| OFFI                                                       |
| OGEC SAINT ASPAIS                                          |
| OGF                                                        |
| OGP Groupe                                                 |
| OPH 77                                                     |
| ORANGE BUREAUX                                             |
| ORANGE CHÂTEAU                                             |
| ORANGE MELUN                                               |
| PAIERIE DEPARTEMENTALE-DGFIP                               |
| PETIT JOUR PARIS                                           |
| PHARMACIE DE LA ROCHETTE                                   |
| PHARMACIE DE L'ABBAYE-FITOUSSI                             |
| PHARMACIE DES BORDES                                       |
| PHOTOSPACE                                                 |
| PIMKIE                                                     |
| PIZZA HUT                                                  |
| POISSONERIE CAROLE                                         |
| POLE EMPLOI                                                |
| POLE SERVICES MONTAIGU<br>(Gérance par le FSM)             |
| POMPES FUNEBRES DE LA BRIE                                 |
| PREFECTURE                                                 |
| PUBLICITE BENOIST                                          |
| REGION GENDARMERIE D'ILE DE France 1                       |
| REGION GENDARMERIE D'ILE DE France 2                       |
| RELAIS TOTAL ACCESS                                        |
| RELAY France SNC MAGASIN HUBIZ                             |
| RESIDENCE LE VILLAGE - GROUPE ORPEA                        |
| RESIDENCE MALKA ORPEA                                      |
| RESTAURANT INTERADMINISTRATIF DE LA CITE<br>ADMINISTRATIVE |
| RESTAURANT ISTANBUL SARL BOR                               |
| RESTAURANT LA BODEGA                                       |
| RESTAURANT LA PISCINE                                      |
| Restaurant le Pressoir                                     |
| RESTAURANT LE ROYAL                                        |
| RESTAURANT LE SOLEIL D'ASIE                                |
| Restaurant LES GRILLADES DE SEINE                          |
| RESTAURANT MAJESTIC FOOD                                   |
| RESTAURANT PHO 2                                           |
| RESTAURANT TOKYO                                           |
| RESTAURANTS LES REUNIS PIZZERIA SICILIA                    |
| REXEL France                                               |
| RGDH                                                       |
| RINER CAR WASH SOLUTION                                    |
| ROLESCO                                                    |
| S2A O'TACOS                                                |
| SARL FLORALYS                                              |
| SAS ANGY                                                   |
| SAS EFICIO                                                 |
| SAS LA MAISON H                                            |
| SAS PAILLE                                                 |
| SAS POLY91                                                 |
| SC DBM                                                     |

|                                                  |
|--------------------------------------------------|
| SC SAS CEF YESSS ELECTRIQUE                      |
| SCI ENA 2                                        |
| SCI HOTEL 77 CONFOTEL                            |
| SCI MARJORIC                                     |
| SCI MEDICO DENTAIRE JMD                          |
| SCI METAL IMMO                                   |
| SCM MSPU LE MEE SUR SEINE                        |
| SDBX France                                      |
| SDC GALLIENI                                     |
| SDIS 77 - SERVICE INFRASTRUCTURES - DAMMARIE     |
| SDIS 77 - VAUX LE PENIL                          |
| SDIS 77 SAINT FARGEAU PONTIERRY                  |
| SEH I MELUN                                      |
| SEREC                                            |
| SHAHI-QILA PAKWAN                                |
| SILENT-KEY                                       |
| SNAVEB                                           |
| SNCF GARE LE MEE SUR SEINE                       |
| SNCF GARE PONTIERRY-PRINGY                       |
| SNCF                                             |
| ALBERT MOREAU                                    |
| SNCF                                             |
| GALLIENI                                         |
| SNCF                                             |
| INDUSTRIE                                        |
| SO BIO ET C BON                                  |
| SOBECA                                           |
| SOCIETE DES EAUX DE MELUN                        |
| SOCIETE DES EAUX DE MELUN (site Boissise le Roi) |
| SOCIETE NOUVELLE CONTREJOUR                      |
| SODARES (Mac Donald's)                           |
| SOMATEM                                          |
| SONEPAR CONNECT                                  |
| SOTRASIGN                                        |
| SPEEDY France                                    |
| SPEEDY garage                                    |
| SPIP Dammarie Les Lys                            |
| SPIP La Rochette                                 |
| STATION D'EPURATION DES EAUX DE MELUN            |
| STIL                                             |
| SUPERMARCHE ASIATIQUE XIONG                      |
| SUSHI MAIKO & WOK                                |
| TERRA GESTION                                    |
| TIMOTION EUROPE                                  |
| TLM77 SASU                                       |
| TOP INDUSTRIE                                    |
| TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN                  |
| TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MELUN                     |
| TROIS MOULINS HABITAT                            |
| UDAF                                             |



|                                        |  |
|----------------------------------------|--|
| UNION DES FEDERATIONS ADVENTISTE - UFA |  |
| UNIOR France                           |  |
| UNIVERSITE GALIENI                     |  |
| UPROMI                                 |  |
| URSSAF ILE DE France                   |  |
| VELOBLEAU                              |  |
| WURTH France                           |  |
| ZOLPAN                                 |  |



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.17.127**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : CONTRAT TERRITORIAL D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES  
ETRANGERS PRIMO-ARRIVANTS EN SITUATION REGULIERE SUR LE  
TERRITOIRE DE L'AGGLOMERATION (CTAI)**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2024.2.8.38 du 25 mars 2024 approuvant le Contrat de Ville 2024-2030 de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine qui devient le projet stratégique en matière de la Politique de la Ville ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2024.8.16.225 du 16 décembre 2024 portant sur le contrat de préparation du contrat territorial d'accueil et d'intégration ;

**VU** l'avis favorable du Comité de pilotage de préfiguration du CTAI en date du 19 mai 2025 ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Cohésion du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** que le nombre signataires de CIR en 2024 sur l'Agglomération est de 856 personnes, que la part des étrangers est de 15% et que cette part atteint 26 à 30% en QPV ;

**CONSIDERANT** que la CAMVS a une compétence politique de la ville et qu'à ce titre qu'elle met en œuvre et soutient déjà des actions en direction du public concerné ;

**CONSIDERANT** que l'Etat propose aux collectivités de plus de 100000 habitants de renforcer, d'améliorer et de coordonner l'accueil et d'intégration des étrangers en situation régulière par la mise en place d'un Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration co-financé par celui-ci ;

**CONSIDERANT** que le contrat de préparation du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration signé le 16 décembre 2024 et réalisé de janvier à avril 2025 a permis de produire un diagnostic partagé et des préconisations d'actions pour fluidifier l'intégration du public primo arrivant ;

**CONSIDERANT** que l'Etat s'engage à verser la somme de 101 000€ pour mettre en œuvre le programme défini avec les acteurs locaux pour la période de mai à décembre 2025 ;

*Après en avoir délibéré,*

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à signer avec l'Etat, le « Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration de l'Agglomération Melun Val de Seine » qui prévoit, entre autres, le versement par l'Etat, de 101 000 € pour la mise en œuvre des actions sur la période de mai à décembre 2025 ainsi que, tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

**DIT** que la mise en œuvre de ce contrat sera assurée par la Direction Politique de la Ville et Insertion via la chargée de mission « vie associative, participation des habitants ».

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60500-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin



**Contrat territorial  
d'accueil et d'intégration (CTAI) des étrangers  
primo-arrivants,  
dont les bénéficiaires d'une protection internatio-  
nale (BPI) et d'une protection temporaire (BPT)**

au titre de l'année 2025

de la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine

**TERRITOIRES  
d'INTÉGRATION**

La Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine, sise 297, rue Rousseau Vaudran 77190 Dammarie-lès-Lys, représentée par son Président en exercice, M. Franck VERNIN, agissant en vertu de la délibération n°..... du Conseil Communautaire en date du ..... 2025, ci-après désignée sous le terme « La CAMVS »

D'une part,

L'État, représenté par M. Benoît KAPLAN en sa qualité de Préfet Délégué à l'Egalité des Chances de Seine-et-Marne, ci-après désigné sous le terme « l'État »,

D'autre part,

**Il est convenu ce qui suit :**

## **PRÉAMBULE**

Vu la délibération n° 2024.8.16.225 du Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2024.

L'intégration des étrangers primo-arrivants en situation régulière sur le territoire contribue à la cohésion sociale. Les premières années de l'installation sont déterminantes pour l'insertion des nouveaux arrivants dans la société française. La mise en œuvre de moyens visant à faciliter une insertion rapide est un enjeu majeur de la politique d'accueil et d'accompagnement.

C'est l'objet des Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration qui visent également à renforcer l'efficacité de la politique d'intégration. Ces contrats reposent sur une démarche de co-construction d'actions définies collectivement, sur la base d'un diagnostic partagé. Elles consistent à compléter les politiques de droit commun de l'Etat, sans s'y substituer, pour renforcer l'impact et les effets de la politique d'intégration, au service des territoires et de leurs habitants.

Sollicitée par les services de l'Etat en septembre 2024, la CAMVS a débuté un travail de recensement des acteurs et des actions visant le public des primo arrivants sur son territoire. Au regard des éléments apportés, il est apparu nécessaire d'affiner davantage le diagnostic et de mobiliser les acteurs locaux qui agissent au cours du parcours d'intégration des primo arrivants. Le contrat de préparation au CTAI a été signé au mois de décembre 2024 pour permettre ce travail.

Pour ce faire, l'association Ressources Urbaines a accompagné les professionnels à la définition d'un diagnostic et de préconisations d'actions partagés.

Les éléments saillants du diagnostic partagé font état d'un besoin de la connaissance tant des acteurs que des dispositifs et d'un besoin de formation conséquent. La fluidité des parcours d'intégration est difficile à maintenir en raison des ruptures d'accompagnement qui se succèdent, des difficultés d'accès aux droits et aux soins en raison de l'illectronisme qui touche particulièrement le public du CTAI, des délais d'attente et d'absence d'interlocuteur physique pour obtenir un rendez-vous en préfecture. En somme, les professionnels dénoncent un manque de moyens humains, financiers et matériels qui pénalisent le public visé par le contrat et génère des ruptures voire des pertes de droits.

Du côté du public, les freins identifiés pour ce dispositif convergent avec les freins identifiés sur d'autres thématiques. Ainsi, la garde des enfants, la mobilité et la non-maitrise de la langue ont été soulignées par les participants aux deux séminaires de diagnostic et de préconisations organisés les 12 février et 5 mars 2025.

Sept axes de travail et dix-huit actions ont émergé de ce travail collectif. L'ensemble de ces actions sera déployé par des porteurs associatifs et financé par le biais de subventions.

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Objet du contrat**

Les parties contractantes s'engagent à favoriser l'intégration des étrangers primo-arrivants (EPA) – dont les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) et les bénéficiaires d'une protection temporaire (BPT) – par l'intermédiaire des actions détaillées en annexe, sur les axes suivants :

### **1.1. Axe 1 gouvernance, coordination et formation**

#### **1.1.1. Action 1 Mission de coordination globale de janvier à avril 2025 [voir fiche-action 1 en annexe]**

- 1.1.2. Action 2 Démarche diagnostique et sensibilisation/formation des acteurs [voir fiche-action 2 en annexe]
- 1.1.3. Action 3 Mission de coordination du contrat et gouvernance locale de mai à décembre 2027 [voir fiche-action 3 en annexe]
- 1.2. Axe 2 Montée en compétence des acteurs
  - 1.2.1. Action 4 Plan de formation annuel des acteurs [voir fiche-action 4 en annexe]
- 1.3. Axe 3 *Apprentissage linguistique*
  - 1.3.1. Coordination territoriale linguistique [voir fiche-action 5 en annexe]
  - 1.3.2. Formation de français à visée professionnelle généraliste [voir fiche-action 6 en annexe]
  - 1.3.3. Formation de français à visée professionnelle généraliste et certification qualifiante [voir fiche-action 7 en annexe]
- 1.4. Axe 4 Accès au droit et santé
  - 1.4.1. Création d'une permanence de premier accueil orientation et accompagnement [voir fiche-action 8 en annexe]
  - 1.4.2. Mieux orienter le public vers les structures de soin [voir fiche-action 9 en annexe]
  - 1.4.3. Renforcer l'accès au numérique [voir fiche-action 10 en annexe]
- 1.5. Axe 5 Logement hébergement
  - 1.5.1. Mise en place d'un groupe de travail pour faciliter l'accès au logement [voir fiche-action 11 en annexe]
  - 1.5.2. Création d'une infographie sur les droits et devoirs des locataires [voir fiche-action 12 en annexe]
- 1.6. Axe 6 Insertion et emploi
  - 1.6.1. Faciliter l'accès à un mode de garde [voir fiche-action 13 en annexe]
  - 1.6.2. Intégration culturelle et professionnelle de jeunes migrants en service civique dans le réseau des acteurs de l'accueil et de l'intégration [voir fiche-action 14 en annexe]
  - 1.6.3. Ateliers de communication au service de l'insertion professionnelle [voir fiche-action 15 en annexe]
- 1.7. Axe 7 Intégration scolaire et orientation
  - 1.7.1. Valorisation du parcours migratoire / cultures d'origine [voir fiche-action 16 en annexe]
  - 1.7.2. Ateliers langagiers en famille [voir fiche-action 17 en annexe]
  - 1.7.3. Itinérances de la Micro-Folie auprès du public cible du CTAI [voir fiche-action 18 en annexe]

Le contenu de ces axes s'articule nécessairement en complément des actions menées dans le cadre des politiques d'accompagnement de droit commun, dont le programme d'accompagnement global et individualisé pour les réfugiés (AGIR) – voir article 5 de la présente convention.

Les *étrangers primo-arrivants* (EPA) sont les personnes définies par la réunion des critères suivants :

- Ressortissants de pays tiers à l'Union européenne ;
- En situation régulière en France depuis moins de 5 ans ;



- Ayant vocation à s'y installer durablement.

Les *bénéficiaires d'une protection internationale* (BPI) sont les ressortissants étrangers s'étant vu reconnaître par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ou la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) le statut de réfugié, d'apatride ou le bénéfice de la protection subsidiaire.

Les *bénéficiaires d'une protection temporaire* (BPT) peuvent être visés par les actions du CTAI. Les BPT sont des étrangers non européens qui fuient massivement leur pays ou leur région d'origine et qui ne peuvent pas y retourner, en raison notamment d'un conflit armé ou de violences ou parce qu'ils sont victimes de violations graves et répétées des droits de l'homme. Depuis le 4 mars 2022, ce régime de protection temporaire s'applique aux personnes qui ont fui l'Ukraine et qui y résidaient le 24 février 2022 ou auparavant.

## **ARTICLE 2 – Durée du contrat**

Le contrat est conclu pour une durée allant du 1<sup>er</sup> mai 2025 au 31 décembre 2027.

Les partenaires notifieront chaque année, pour les années N+1 et N+2, le montant des contributions apportées après conclusion d'un avenant signé entre les 2 parties.

## **ARTICLE 3 – Montant de la contribution financière de l'État et de la CAMVS signataire**

### **ARTICLE 3.1. – Contribution financière de l'État**

Au titre de l'année 2025, l'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 126 000 (cent-vingt-six mille) euros, soit 101 000 € pour la période de mai à décembre 2025.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances.

Pour les deuxième et troisième années d'exécution du présent contrat, les montants prévisionnels des contributions financières maximales de l'État s'élèvent à :

- En 2026 [n+1] : 150 000 (cent-cinquante mille) euros ;
- En 2027 [n+2] : 150 000 (cent-cinquante mille) euros.

Ces contributions financières pour les années [n+1] et [n+2] ne sont applicables que sous réserve du respect des deux conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances ;
- Le respect par la CAMVS signataire des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup> et 5 à 10 de la présente convention.

### **ARTICLE 3.2. – Contribution financière de la CAMVS signataire**

La CAMVS contribue par un financement indirect pour un montant prévisionnel de 24 000 (vingt-quatre mille) euros au titre de l'année 2025.

Lors du bilan financier en fin d'exercice, les montants mentionnés *infra* n'ayant pas été dépensés pourront faire l'objet d'un report à l'exercice suivant.

Pour les deuxième et troisième années d'exécution du présent contrat, les montants prévisionnels des contributions financières indirectes de la Communauté d'agglomération de Melun Val de Seine s'élèvent à :

- En 2026 [n+1] : 50 000 € (cinquante-mille euros) ;
- En 2027 [n+2] : 55 000 € (cinquante-cinq mille euros).

Ces contributions financières pour les années [n+1] et [n+2] ne sont applicables que sous réserve du respect :

- des engagements financiers effectifs de l'Etat

- de l'inscription des crédits de paiement au budget primitif de la CAMVS

#### **ARTICLE 4 – Modalités de versement de la contribution financière de l'État**

Pour l'année 2025, l'État verse un montant de 101 000 (cent-un mille) euros à la notification de la présente convention.

Cette dépense est imputée sur les crédits du budget 2025 de la mission « Immigration, asile et intégration », programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française », action 12, sous-action 02, [010 402 020 111] du ministère de l'Intérieur.

La contribution financière est créditée au compte de la Communauté d'agglomération de Melun-Val-de-Seine selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

Trésorerie Melun Val de Seine Sec Pu Local

N° IBAN FR57 3000 1005 25D7 7100 0000 079

BIC BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de Seine -et-Marne, représenté par le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités. Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

#### **ARTICLE 5 – Articulation avec le programme AGIR**

À compter de la mise en œuvre opérationnelle du programme AGIR dans le département de Seine-et-Marne, les actions portées par le CTAI doivent s'articuler avec celles mises en place par l'opérateur AGIR désigné dans le dit département.

En tant que coordinateur du parcours d'intégration des BPI qu'il prend en charge vers l'accès aux droits, le logement et l'emploi pérennes, il est nécessaire que l'opérateur AGIR puisse s'appuyer sur les actions portées par le CTAI qui peuvent participer à l'accompagnement proposé (logement, santé, garde d'enfants, formation linguistique, mobilité...).

En effet, les actions proposées dans le cadre de la mise en œuvre du CTAI peuvent répondre aux besoins d'accompagnement du public AGIR et celui-ci doit pouvoir en bénéficier.

Une analyse fine au cas par cas doit ainsi être menée pour identifier :

- D'une part, les actions qui ne pourront pas bénéficier au public AGIR car similaires à l'accompagnement global réalisé par l'opérateur AGIR,
- Et d'autre part, les actions partenariales sur des besoins spécifiques (logement, santé, garde d'enfants, formation linguistique, mobilité...) vers lesquels l'opérateur AGIR pourra orienter des BPI qu'il prend en charge.

Les modalités de cette articulation sont détaillées dans une convention locale passée entre l'opérateur AGIR et les acteurs du CTAI, sous pilotage des services locaux de l'État.

Ainsi, cette convention doit notamment définir :

- Le public pris en charge par chacun des opérateurs (AGIR et CTAI) dans le cadre d'un accompagnement global ;
- Les actions portées dans le CTAI pouvant s'inscrire en synergie avec le programme AGIR.

## ARTICLE 6 – Référencement des actions

Réfugiés.info est une plateforme d'information collaborative développée par l'État qui permet la création d'une cartographie des acteurs locaux. Elle rassemble plus de 800 fiches d'informations thématiques traduites en 7 langues.

Elle est conçue comme un outil d'accompagnement, tant pour les professionnels de l'intégration que pour les BPI.

Afin de donner de la visibilité aux actions territoriales existantes dans les différentes thématiques de la vie quotidienne des BPI, les parties s'engagent à :

- Inviter les porteurs de projets financés dans le cadre de ce contrat à recenser leurs actions sur Réfugiés.info en autonomie, en rédigeant leurs fiches directement *via* la page « Publier une fiche » du site : <https://refugies.info/publier>
- Promouvoir la plateforme auprès des différents publics concernés (structures, professionnels de l'intégration et BPI) avec les outils mis à disposition sur ce kit de communication : <https://kit.refugies.info>

Pour vous accompagner dans ces démarches de référencement et de promotion, l'équipe de Réfugiés.info est à votre disposition à l'adresse suivante : [deploiement@refugies.info](mailto:deploiement@refugies.info)

## ARTICLE 7 – Gouvernance

Un comité de pilotage est instauré afin d'assurer le suivi continu des actions financées, d'examiner l'évaluation globale du contrat et d'ajuster les priorités d'intervention de celui-ci. Devant se réunir *a minima* deux fois par an, il est constitué par des représentants de [nom désignant la collectivité signataire] et des services de l'État. Pourront également être conviés, en fonction des besoins, les porteurs de projets du CTAI, l'opérateur AGIR et toute autre structure dont la présence permettrait d'améliorer la coordination des acteurs sur les actions prévues dans le présent contrat.

## ARTICLE 8 – Évaluation

La CAMVS s'engage à produire un bilan exhaustif annuel de réalisation des actions prévues au contrat. Ce bilan sera remis aux services de l'État en tant que document obligatoire du dossier de demande de renouvellement du contrat et prendra la forme d'une fiche-bilan remise au plus tard lors du dépôt de la demande de financement pour le renouvellement du contrat."

Ce bilan met en exergue les points suivants :

- Mesure de l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés au contrat, dont le nombre de bénéficiaires par action par typologie de publics (EPA/BPI/BPT) et figurant dans les fiches-actions en annexe ;
- Dépenses effectivement réalisées sur chaque action ;
- Identification précise des reliquats potentiels.

Les services déconcentrés de l'État procèdent à une évaluation contradictoire avec la communauté d'agglomération de Melun Val de Seine de la réalisation du contrat, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

## ARTICLE 9 – Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à :

- La réalisation de l'évaluation prévue à l'article 8 ;
- L'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés par le présent contrat.

## ARTICLE 10 – Avenant

Le présent contrat ne peut être modifié que par voie d'avenant signé par les parties. Les avenants ultérieurs feront partie du présent contrat et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui le régissent.

## ARTICLE 11 – Annexes

Les fiches-actions du CTAI présentes en annexes font partie intégrante du présent contrat.

## ARTICLE 12 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse<sup>1</sup>.

## ARTICLE 13 – Recours

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat est du ressort du tribunal administratif de Melun après la recherche d'une solution amiable.

Melun, le

|                                                                      |                                                             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| La communauté d'Agglomération Melun Val de Seine<br><br>Le Président | Le Préfet Délégué à l'Egalité des Chances de Seine-et-Marne |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|

---

<sup>1</sup> La résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ouvrant par ailleurs droit à indemnité est un principe général de droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'État du 2 mai 1958, affaire commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans qu'il y ait lieu de la mentionner.



## FICHES ACTION DU CTAI DE MELUN VAL DE SEINE

# TERRITOIRES D'INTÉGRATION

# Contrat de préparation au contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

## Fiche-action n° 1 : Mission de coordination du contrat et gouvernance locale

Axe n° 1 : MISSION DE COORDINATION GLOBALE DE JANVIER A AVRIL 2025

### Informations générales

#### Description de l'action :

*Décrire précisément l'action en indiquant le constat qui la motive, les besoins qu'elle vise à satisfaire, ses modalités de mise en œuvre, ainsi que les effets concrets qui en sont attendus sur les parcours d'intégration des bénéficiaires.*

Le contrat de préparation au CTAI, piloté par la Direction Politique de la ville et Insertion de la CAMVS, sera mis en œuvre dès janvier 2025 au plus près des besoins du territoire et en associant l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels du champ de l'intégration.

Cette fiche action est établie pour la période de préparation au lancement du contrat, soit de janvier à avril 2025.

Les objectifs de la mission de coordination établis pour cette période de préfiguration sont les suivants :

- Identifier les acteurs du territoire concernés par l'accueil et l'intégration des primo arrivants
- Mettre en place une dynamique de coordination et de travail en réseaux
- Mettre en place et formaliser une gouvernance locale Etat/CAMVS et comitologie dédiée
- Superviser la mise en œuvre d'une démarche de diagnostic approfondi et de formation des acteurs (réalisée par un prestataire Cf. Fiche action 2)
- Finaliser l'élaboration du projet de CTAI en vue de sa signature au mois d'avril 2025 et du développement d'un programme d'actions ciblées, construit en réponse aux besoins repérés dans le diagnostic, à partir du mois de mai.

L'ensemble de ces actions s'inscrivent dans le volet consacré à la cohésion sociale du Contrat de Ville de la CAMVS, signé le 19 mars 2024.

Au titre de sa compétence politique de la ville et insertion, l'Agglomération soutient en effet depuis plusieurs années des actions sur les quartiers prioritaires à destination de ce public et recouvre une connaissance des enjeux ainsi qu'une ingénierie mobilisable sur cette question.

L'ensemble des premiers éléments de diagnostic compilés à l'occasion de l'élaboration du nouveau contrat de ville Quartiers 2030 plaident pour la mise en œuvre d'un CTAI sur le territoire dès 2025 (27% d'étrangers en QPV et 1041 signataires de CIR recensés en 2023)

Une attention particulière sera portée à la bonne articulation et complémentarité avec les programmes de l'Etat d'accueil et d'intégration des primo-arrivants en cours de préparation ou de déploiement en Seine-et-Marne : Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés (AGIR) et Hébergement Orientation Parcours vers l'Emploi (HOPE) à destination des réfugiés.

#### Thématique(s) de l'action :

☒ Ingénierie / Coordination du contrat et gouvernance locale

### Calendrier prévisionnel de l'action :

Cette fiche action concerne la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 30 avril 2025

Janvier- mars 2025 : identification, rencontres et mobilisation des acteurs

Mars 2025 : finalisation/rédaction du CTAI

Avril 2025 : signature du CTAI et lancement de l'appel à projets pour la mise en œuvre du programme d'actions

### Territoire de déploiement :

Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.

### Porteur(s) de l'action :

#### **Portage de l'action :**

☒ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☐ Porteur associatif ☐ Autre (précisez) :

#### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☐ Conventonnement direct

☐ Autre (précisez) :

### Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :

☐ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :

☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires

☒ Autre (précisez) : associations locales

### **Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | 12 000 |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |        |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 | 4000   |
| dont financements directs                                                                                            |        |
| dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)                         | 4000   |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |        |
| dont programme 103                                                                                                   |        |
| dont programme 147                                                                                                   |        |

|                                                                      |        |
|----------------------------------------------------------------------|--------|
| dont programme 177                                                   |        |
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez) |        |
| dont FAMI                                                            |        |
| dont financements privés                                             |        |
| <b>Coût total de l'action</b>                                        | 16 000 |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                          |        |

**Commentaires :**

*Demande de prise en charge financière de 75% des coûts de la rémunération brute chargée (+15% charges fixes de fonctionnement) de la chargée de mission CTAI (à 80%) sur 4 mois, de janvier à avril 2025*

**Indicateurs de suivi et d'évaluation**

|                                                                                                                                                                                                                                                           | <b>Objectif<br/>Valeur-cible</b>                                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une gouvernance CAMVS/Etat</li> <li>- Nombre de rencontres du comité technique</li> <li>- Nombre de rencontre du comité de pilotage</li> <li>- Nombre de réunions du réseau d'acteurs</li> </ul> | Signature du CTAI -avril 2025<br><b>2</b><br><b>2</b><br><b>8</b> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de partenaires identifiés et rencontrés sur le territoire visé</li> <li>- Nombre de partenaires présents lors de ces rencontres</li> </ul>                                                                | <b>50</b><br><b>40</b>                                            |

**1. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**1.1. Si l'action s'adresse à des acteurs de l'intégration**

|                                                                                                                                             | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Identité des acteurs de l'intégration bénéficiaire de l'action : associations, villes (services municipaux), acteurs institutionnels</b> | 50                                 |
| <b>Nombre d'acteurs de l'intégration bénéficiaires d'une action de formation</b>                                                            |                                    |



## 2. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

### ☒ Ingénierie / Coordination du contrat et gouvernance locale

#### Indicateurs de suivi de l'action

Un coordonnateur du CTAI est-il recruté (ou le sera) ? Si oui, joignez la fiche de poste et précisez :

- la part d'ETPT mobilisée ;
- s'il s'agit d'un recrutement ou d'un agent déjà en poste dont les missions ont évolué ;
- ses missions principales et les actions conduites dans ce cadre.

Recrutement en septembre 2024 d'une chargée de mission « vie associative, participation des habitants » au sein de la Direction Politique de la ville et Insertion, chargée de la mise en œuvre du CTAI à 80% de son temps de travail (ingénierie, coordination des acteurs, pilotage du contrat et de la gouvernance locale)

Sur la période de janvier à avril 2025, la chargée de mission rencontrera les acteurs lors de rencontres individuelles plurielles et organisera quatre réunions plénières (1 par mois) pour lancer la dynamique de réseau.

Elle mobilisera et réunira également les acteurs institutionnels en 2 x 2 temps, à l'occasion du lancement et de la signature du Contrat (en Comité Technique et Comité de pilotage) pour préparer la mise en œuvre du CTAI.

Elle supervisera la mise en œuvre de la démarche de diagnostic approfondi et de sensibilisation formation des acteurs (réalisée par le centre de ressource prestataire)

En outre, il s'agira, durant cette période, de préciser et de préparer le contenu, les modalités de mise en œuvre, de suivi et de gouvernance de ce futur CTAI.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Objectif<br>Valeur-cible                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>Intitulé indicateur :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Nombre de réunions et/ou rencontres du réseau des acteurs (institutionnels et asso)</b></li><li>- <b>Mise en place d'une gouvernance CAMVS/Etat</b></li></ul>                                                     | <b>8</b><br>Signature du CTAI -Avril 2025 |
| <b>Intitulé indicateur :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Nombre de partenaires identifiés et rencontrés sur le territoire visé</b></li><li>- <b>Nombre de réunions totales organisées</b></li><li>- <b>Nombre de partenaires présents lors de ces rencontres</b></li></ul> | <b>50</b><br><b>8</b><br><b>40</b>        |

# Contrat de préparation au contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

Fiche-action n° 2 : Démarche diagnostique et sensibilisation/formation des acteurs

Axe n° 1 : MISSION DE COORDINATION GLOBALE

## Informations générales

### Description de l'action :

La période de préfiguration au CTAI se donne pour ambition première la réalisation d'un diagnostic territorial précis et approfondi sur la politique d'accueil et d'intégration sur le territoire et devra nourrir un travail de précision des priorités du contrat.

L'élaboration et le partage de celles-ci par l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels constituera une priorité.

L'ensemble des partenaires mobilisés dans ce cadre seront également collectivement sensibilisés et formés sur cette question (politique et parcours d'intégration/droits des étrangers)

Cette mission d'accompagnement au lancement de la dynamique territoriale sera assurée par le centre de ressource « Ressources Urbaines » qui accompagnera la chargée de mission CTAI et les acteurs du territoire mobilisés.

En fonction des thématiques qui émergeront du réseau, un programme de formation des acteurs et plusieurs cycles de formations seront envisagés dans le CTAI. Celles-ci pourront être mises en place avec l'appui du centre de ressources (Ressource Urbaines) et/ou d'autres professionnels visant à éclairer le réseau sur les thématiques repérées.

### Thématique(s) de l'action :

☒ Actions en direction des acteurs / Professionnalisation des acteurs

### Calendrier prévisionnel de l'action :

Mise en œuvre de la démarche diagnostique sur la période janvier à mars 2025. Réalisation d'un document de synthèse livrable de type « diagnostic » fin mars.

Mise en œuvre d'une démarche de sensibilisation formation des acteurs concomitante, étalées de janvier à avril 2025  
Cycle 1 sur les fondamentaux de la politique d'intégration/Cycle 2 sur le droit des étrangers et ses évolutions

### Territoire de déploiement :

Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.

### Porteur(s) de l'action :

#### Portage de l'action :

☒ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☐ Porteur associatif ☐ Autre (précisez) :

**Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

- ☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

- ☐ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☐ Autre (précisez) : associations

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>13.000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |               |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 |               |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |               |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  |               |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |               |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |               |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |               |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |               |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |               |
| <i>dont FAMI</i>                                                                                                     |               |
| <i>dont financements privés</i>                                                                                      |               |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                        | <b>13 000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                          |               |

**Commentaires :**

Cette action sera réalisée par l'association « Ressources urbaines »  
8000 € pour le volet « réalisation du diagnostic »  
5000€ pour le volet « sensibilisation formation des acteurs »

**3. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**☒ Actions en direction des acteurs / Professionnalisation des acteurs**

**Indicateurs de suivi de l'action**

|                                                                                                               | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b>                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nombre d'ateliers tenus</b><br><b>Nombre d'heures de formation dispensées aux acteurs de l'intégration</b> | 4<br>24h                                                                                   |
|                                                                                                               | <b>Description des outils</b>                                                              |
| <b>Outils créés et/ou mis à disposition des professionnels</b>                                                | Livrets pédagogiques de formation et la synthèse du diagnostic auquel ils auront participé |

**Commentaires :**

La chargée de mission participera activement et supervisera la réalisation du diagnostic partagé avec l'association Ressources Urbaines et mobilisera le réseau dans ce sens. Idem pour les temps de formation.



# Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

---

Fiche-action n° 3 : Mission de coordination du contrat et gouvernance locale

---

Axe n°1 : MISSION DE COORDINATION GLOBALE ET GOUVERNANCE LOCALE

---

## Informations générales

### Description de l'action :

Le CTAI de l'Agglomération Melun Val de Seine, dont la dynamique est pilotée par la Direction Politique de la ville et Insertion de la CAMVS depuis septembre 2024, se développe sur l'année 2025 au plus près des besoins du territoire, en associant l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels du champ de l'intégration. L'ensemble des actions menées s'inscrivent dans le volet consacré à la cohésion sociale du Contrat de Ville « Engagement Quartiers 2030 », signé le 19 mars 2024.

Au titre de sa compétence politique de la ville et insertion, l'Agglomération soutient en effet depuis plusieurs années des actions sur les quartiers prioritaires à destination de ce public et recouvre une connaissance des enjeux ainsi qu'une ingénierie mobilisable sur cette question.

L'ensemble des premiers éléments de diagnostic compilés à l'occasion de l'élaboration du nouveau contrat de ville Quartiers 2030 plaident en effet pour la mise en œuvre d'un CTAI sur le territoire dès 2025 (27% d'étrangers en QPV et 1041 signataires de CIR recensés en 2023). Le diagnostic partagé mené en février 2025 avec les acteurs de l'accueil et de l'intégration a également confirmé et démontré la pertinence de mise en œuvre d'un tel dispositif afin de fluidifier les parcours d'intégration des personnes migrantes concernées.

Cette fiche action « coordination et gouvernance du contrat » est établie pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2025. Elle s'inscrit dans la droite lignée et prend le relais de la fiche action N°1 (correspondant au lancement de la dynamique de mobilisation et de coordination des acteurs proposée au titre du contrat de préparation)

L'objectif de cette action est de poursuivre la mise en œuvre de l'action de coordination des acteurs associatifs et institutionnels (dynamique de réseau, gouvernance locale dédiée, comitologie d'ensemble adaptée).

Une attention particulière sera portée à la bonne articulation et complémentarité avec les programmes de l'Etat d'accueil et d'intégration des primo-arrivants en cours de préparation ou de déploiement en Seine-et-Marne : Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés (AGIR) à destination des réfugiés.

Le diagnostic réalisé au cours du mois de février 2025 a mis en évidence un manque d'interconnaissance et de coordination entre les différents acteurs locaux. Cette méconnaissance des réseaux locaux et des intervenants est relevée par tous les acteurs. Outre le fait que les intervenants ne se connaissent que rarement, ignorant les champs d'intervention des uns et des autres, il n'existe pas d'instance d'échanges de pratique, de rencontres ou de mutualisation des compétences et des expertises. Une meilleure communication et un accompagnement personnalisé sont nécessaires pour orienter efficacement les individus vers les aides disponibles et soutenir les professionnels dans leurs missions.

Les 2 premières rencontres des acteurs de l'accueil et de l'intégration de la CAMVS ont mobilisé une quarantaine d'acteurs d'horizons et de champs d'intervention divers, pour définir un état des lieux et des préconisations adaptées aux besoins du territoire et du public visés par le CTAI. L'ambition de ce contrat va être de maintenir les dynamiques engagées lors de ces rencontres, en facilitant le travail en mode projet.

Pour ce faire, une chargée de mission recrutée en septembre 2024 au sein de la direction de la politique de la ville assure la coordination et le pilotage du CTAI à hauteur de 80% de son temps de travail. Elle pilote la mise en œuvre des actions et le suivi du CTAI. Elle assure, dans le cadre de la direction de Politique de la Ville et Insertion, l'organisation et l'animation des instances de pilotage.

Interlocuteur privilégié de l'Etat, des services, des partenaires institutionnels et de terrain, impliquée dans les actions et la gouvernance, elle assure la cohérence et le suivi des actions mises en œuvre sur territoire de la CAMVS.

Pour ce faire, une gouvernance et comitologie dédiée, spécifiquement montée au titre du CTAI, se présenteront de la manière suivante :

#### **Gouvernance et comitologie :**

**Le COPIL** : 1 à 2 rencontres / an pour valider la stratégie, la programmation annuelle et les bilans des actions.

Il réunit les exécutifs de la CAMVS, des six villes concernées (comptabilisant les signataires de CIR : Melun, Dammarie les Lys, Le Mée sur Seine, Vaux le Pénail, Rubelles, La Rochette), la Préfecture de Seine et Marne, la DETTS, France Travail, la CAF, la CPAM, le Conseil départemental de Seine et Marne, l'OFII, l'Education Nationale.

**Le COTECH**, qui regroupe les représentants techniques de la Préfecture, DDETS, CAMVS et les villes se réunit tous les trimestres. Sa mission est de préparer, en lien avec le réseau d'acteurs locaux, la stratégie, de suggérer le fléchage des subventions auprès des acteurs identifiés dans la mise en œuvre des actions définies et d'assurer le suivi et l'évaluation des actions.

**Le réseau d'acteurs** : il s'agit d'un groupe ouvert, composé d'acteurs associatifs et institutionnels « clés » du territoire, qui se réunira à minima 3 fois par an pour la présentation des actions, le partage de temps d'échanges et de retour d'expériences, pour réaliser le bilan des actions financées.

Une présentation des priorités définies au niveau national sera en effet réalisée chaque année et partagée avec ce réseau lors d'un « séminaire annuel de bilan/prospection » organisé à des fins de poursuite, arrêt, et/ou réajustement des actions.

Des rencontres supplémentaires pourront être organisées en fonction des évolutions de l'actualité juridique mais aussi en fonction des besoins émergents repérés.

**5 groupes de travail thématiques** (correspondants aux axes prioritaires du CTAI) se réuniront en fonction des besoins pour travailler des projets collectifs et/ou des actions spécifiques.

**Les actions** : Les actions prévues au titre du CTAI ont été définies collectivement, à partir des éléments de diagnostic partagés et des besoins repérés selon les six axes thématiques identifiés particulièrement prégnants sur le territoire de l'Agglomération.

Néanmoins, Les évolutions de priorités thématiques, définies à l'échelle nationale et/ou repérées à l'échelle locale, seront prises en compte chaque année dans le réajustement des actions.

#### **Thématique(s) de l'action :**

☒ Ingénierie / Coordination du contrat et gouvernance locale

#### **Calendrier prévisionnel de l'action :**

*Ce calendrier prend la suite de celui réalisé entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 avril 2025, au titre du contrat de préparation au CTAI (et de la Fiche Action N°1) et s'étale sur la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2025 :*

*Mai 2025 : COPIL de validation du CTAI et des priorités d'intervention 2025*

*Septembre 2025 : Signature du CTAI et présentation auprès du réseau d'acteurs. Poursuite et/ou lancement des nouvelles*

*Décembre 2025 : Cotech de suivi trimestriel et de bilan des actions 2025*

*Décembre 2025 : COPIL de validation des priorités 2026*

*Janvier 2026 : Rencontre du réseau d'acteurs*

*Mars 2026 : Cotech de suivi trimestriel*

Avril : Rencontre du réseau

Juin 2026 : Cotech de suivi trimestriel et préparation du séminaire d'évaluation de septembre

Septembre 2026 : Rencontres du réseau et/ou séminaire d'évaluation/prospection du CTAI

Novembre 2026 : Cotech de suivi trimestriel

Décembre 2026 : COPIL de validation des priorités d'intervention 2027

### Territoire de déploiement :

CAMVS

### Porteur(s) de l'action :

#### **Portage de l'action :**

☒ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☐ Porteur associatif ☐ Autre (précisez) :

#### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☐ Conventionnement direct

☒ Autre (précisez) : recrutement par la camvs d'une chargée de mission en septembre 2024

### Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :

☒ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☒ CAF ☒ CPAM ☒ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :

☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires

☐ Autre (précisez) : associations et institutions locales

### **Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>20000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |              |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 | <b>7000</b>  |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |              |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  | <b>7000</b>  |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |              |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |              |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |              |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |              |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |              |

|                                             |              |
|---------------------------------------------|--------------|
| dont FAMI                                   |              |
| dont financements privés                    |              |
| <b>Coût total de l'action</b>               | <b>27000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b> |              |

**Commentaires :** Salaire de la chargée de mission à hauteur de 80 % de son temps de travail, de mai à décembre 2025.(107h/mois)

### Indicateurs de suivi et d'évaluation

#### 4. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)

##### 1.2. Si l'action s'adresse à des acteurs de l'intégration

|                                                                                                                                                                                                                                                           | Objectif<br>Valeur-cible                                              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'une gouvernance CAMVS/Etat</li> <li>- Nombre de rencontres du comité technique</li> <li>- Nombre de rencontre du comité de pilotage</li> <li>- Nombre de réunions du réseau d'acteurs</li> </ul> | Signature du CTAI -septembre 2025<br><b>3</b><br><b>2</b><br><b>3</b> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de partenaires identifiés et rencontrés sur le territoire visé</li> <li>- Nombre de partenaires présents lors de ces rencontres</li> <li>- Nombre de nouveaux acteurs intégrés durant l'année</li> </ul>  | <b>50</b><br><b>40</b><br><b>12</b>                                   |
| Intitulé indicateur :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'actions mises en place/ an</li> </ul>                                                                                                                                          | <b>5</b>                                                              |

#### 5. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

##### ☒ Ingénierie / Coordination du contrat et gouvernance locale

##### Indicateurs de suivi de l'action

Un coordonnateur du CTAI est-il recruté (ou le sera) ? Si oui, joignez la fiche de poste et précisez :

- la part d'ETPT mobilisée ;
- s'il s'agit d'un recrutement ou d'un agent déjà en poste dont les missions ont évolué ;
- ses missions principales et les actions conduites dans ce cadre.

Chargée de mission recrutée en septembre 2024. 80% de son temps de travail est dédié à la coordination du CTAI.

Missions principales :

- \_ mobiliser les acteurs de l'accueil et de l'intégration pour les intégrer au réseau
- \_ organiser le fonctionnement et la mise en œuvre des actions du ctai sur le territoire
- \_ s'assurer de la circulation des informations entre les différentes instances et le réseau
- \_ assurer une veille thématique sur le cadre réglementaire en vigueur



|                                                                                   | Objectif<br><i>Valeur-cible</i> |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Questionnaire de satisfaction diffusé auprès des acteurs suite à chaque rencontre | 60% de satisfaction             |
| Nombre de participants présents à chaque rencontre                                | 30                              |

## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

---

### Fiche-action n° 4: Plan de formation annuel des acteurs

---

#### Axe n° 2 Montée en compétences des acteurs

---

|                               |
|-------------------------------|
| <b>Informations générales</b> |
|-------------------------------|

#### Description de l'action :

Le diagnostic partagé a mis en lumière des besoins de formation conséquents par l'ensemble des acteurs. Cette demande a été exprimée dans les échanges lors du diagnostic partagé et dans les préconisations formulées dans chaque atelier thématique.

Cette montée en compétence est indispensable pour les professionnels afin de rendre un service plus efficient auprès du public et favorise les échanges de pratiques qui vont de pair avec la vie du réseau.

L'association Ressources Urbaines a été identifiée comme opératrice de cette fiche action au regard de son champ d'intervention et de l'expertise apportée aux acteurs de terrain.

Le programme des formations envisagées est destiné aux acteurs de l'accueil et de l'intégration de la CAMVS.

Les groupes de formation proposés seront composés d'environ 30 personnes par formation afin de garantir des conditions d'échanges optimisées.

Les objectifs de ces formations sont les suivants :

- Développer une culture commune de la question migratoire en qualifiant l'ensemble des acteurs du CTAI
- Favoriser le croisement des problématiques et des besoins communs de l'ensemble des secteurs
- Répondre aux besoins exprimés pour construire un éco système efficient de l'accueil et de l'accompagnement des primo arrivants

En effet, de janvier à avril 2025, l'association Ressources Urbaines et la CAMVS ont organisé deux séminaires d'échange et de partage des pratiques, constats et problématiques locales sur les mois de février et mars 2025 pour définir les préconisations collectives et plan d'action 2025-2027 du CTAI visant à améliorer l'accueil et l'intégration des personnes migrantes sur le territoire de l'Agglomération.

Evangeline MASSON DIEZ, sociologue spécialisée dans l'accueil et l'hospitalité des publics migrants, a mené dans ce cadre-ci une conférence sur les politiques migratoires et les dispositifs associés, auprès de l'ensemble des personnes présentes le 12 février dernier, pour lancer la démarche de diagnostic et permettre aux personnes présentes d'amorcer la constitution d'un référentiel de connaissances et d'intervention communes (socle de définitions, de termes juridiques, de chiffres au niveau national puis au niveau local).

Le programme de formation envisagé sur la période 2025-2027, construit dans ce cadre et dans cette droite lignée, est le suivant :

#### **De mai à décembre 2025**

L'ambition des formations proposées est de constituer un socle commun et transversal à l'ensemble des acteurs du CTAI, notamment sur le droit des étrangers, la laïcité et les valeurs de la République, le plurilinguisme et l'interculturalité, la gestion des conflits et communication non violente, la souffrance psychique en contexte de migration et postures d'accompagnement.

**Formation sur les droits des étrangers**, 2 modules de 3 jours / an pour former l'intégralité des acteurs (60 personnes)

En 2025 : 1 module en septembre, un second, le même, en décembre (ou janvier 2026).

En effet, face aux demandes exprimées sur le besoin de formation relatif aux droits des étrangers, il a été demandé à l'association Ressources Urbaines de doubler le module de formation sur le sujet afin d'intégrer la soixantaine de professionnels de l'accueil et de l'intégration. Un premier module aura lieu les 15, 16 et 22 septembre 2025.

Ce cycle de formation de 3 journées sera articulé comme ceci :

- Module 1 : Initiation à la politique migratoire nationale
  - o Les conditions d'entrée en France
  - o Les principaux motifs de séjour en France
- Module 2 : La demande d'asile en France
  - o Les critères de protection
  - o Le parcours administratif du demandeur d'asile en France
  - o Le droit au séjour en France des bénéficiaires d'une protection internationale
- Module 3 : Spécificités des ressortissants européens et accès à la nationalité
  - o Le droit au séjour en France des bénéficiaires d'une protection internationale
  - o Les mesures d'éloignement
  - o La spécificité des ressortissants européens
  - o L'accès à la nationalité française

### **Formation sur les valeurs de la République et Laïcité (VRL) 1 jour**

La sensibilisation aux enjeux liés aux valeurs de la république et la laïcité est également ressortie comme un besoin particulièrement prégnant pour les acteurs du territoire. Cette formation d'une journée sera consacrée à la présentation d'un kit pédagogique « Comprendre la laïcité ».

Ce kit a été conçu par un formateur spécialisé sur les questions de VRL pour accompagner l'enseignement de la laïcité et des valeurs de la République auprès de publics variés, tels que des primo-arrivants, des enfants, des adolescents...

Il allie pédagogie et ludisme pour faciliter l'apprentissage à travers des exercices pratiques et des jeux interactifs. Il contient également des éléments théoriques afin d'aider les participants à clarifier les concepts essentiels de la laïcité et à engager des discussions constructives avec les apprenants.

10 kits seront mis à disposition de l'agglomération pour la diffusion aux différentes structures du territoire ayant participé à la formation.

Le prêt de ces 10 kits aux structures le désirant se fera via la coordination linguistique territoriale ( cf axe 3, fiche action 5 ).

### **Les formations dédiées aux formateurs des Ateliers Socio Linguistiques (ASL) (début en octobre 2025) de 3 jours**

La formation de formateurs linguistiques est un enjeu essentiel sur le territoire de l'Agglomération.

La « bonne » maîtrise de la langue se présente comme en effet fondamentale pour l'ensemble des parcours d'intégration. Les personnes souhaitant s'installer durablement en France ont besoin d'acquérir un niveau de français suffisant pour être autonomes dans l'accès aux divers aspects de la vie sociale, économique et culturelle ainsi que ,et de manière plus récente pour obtenir le renouvellement de leur titre de séjour.

Au-delà des heures de formation proposées par l'OFII dans le cadre du CIR, de nombreuses personnes fréquentent les cours de français proposés par des associations, des centres sociaux ou des structures de formations.

Outiller les formateurs linguistiques, salariés ou bénévoles, en leur proposant des méthodes et des outils pédagogiques permettra plus facilement aux personnes étrangères d'obtenir le niveau de français nécessaire pour une meilleure intégration.

Le recensement des attentes des professionnels et des bénévoles investis durant les deux séminaires de travail ont permis d'identifier l'acuité des thèmes suivants :

- La gestion de l'hétérogénéité dans les cours de français

- Travailler l'oral et l'écrit avec les publics peu lecteurs-scripteurs en français
- Intégrer une visée professionnelle dans les ASL
- Préparer les certifications
- L'utilisation des outils numériques dans les cours de français
- Valoriser les langues maternelles dans les cours de français
- Enseigner les mathématiques dans les cours de français

En fonction des besoins exprimés et repérés dans le cadre de la coordination linguistique territoriale, d'autres thèmes de formation pourront être proposés et mis en œuvre en 2026.

### **Plurilinguisme et interculturalité (5 jours)**

Le thème de cette formation a été exprimé lors des séminaires de préparation du CTAI par les acteurs du groupe de travail sur l'intégration scolaire en particulier.

Ce cycle de formation de 5 jours sera proposé aux agents des crèches et agents des centres de sociaux sur les questions d'interculturalité et de plurilinguisme. En effet, une forte diversité linguistique et culturelle se retrouve très régulièrement dans le quotidien des professionnels dans la plupart des contextes éducatifs. Adopter une posture qui valorise cette diversité nécessite une compréhension fine des enjeux de l'éducation plurilingue, des pratiques à mettre en œuvre, et de leur impact. Le cycle de formation permettra de développer une ouverture aux langues et aux cultures tout en évitant la « folklorisation » ou l'assignation identitaire des publics. Il s'agira de s'approprier une approche et des ressources afin d'agir avec pertinence dans son contexte professionnel. L'association DULALA, spécialiste des enjeux liés au plurilinguisme sera pour ce faire sollicitée par l'association Ressources Urbaines.

Plusieurs thématiques pourront être proposées :

- L'approche interculturelle pour valoriser le plurilinguisme
- L'éveil aux langues dans les structures de la petite enfance
- Co-éducation : créer des supports multilingues pour mieux communiquer avec les familles
- Projets artistiques et plurilinguisme (1 journée articulée avec une seconde journée de réalisation artistique multilingue : La boîte à histoires, Fabulala, Le Kamishibai plurilingue)

### **De janvier à décembre 2026**

#### **Gestion des conflits et communication non violente, 2 jours**

Lors des séminaires, les professionnels et les bénévoles ont exprimé des attentes de formation sur la gestion des conflits et la communication non violente. Ils ont souligné l'importance de ces formations au regard des attentes des personnes migrantes qui ne peuvent être satisfaites.

Face à ces déceptions, la posture du professionnel nécessite de faire redescendre les tensions en maîtrisant les rouages de la communication non violente.

Ressources Urbaines fera pour ce faire appel à une formatrice indépendante et spécialisée pour mettre en œuvre une formation de deux jours à destination des professionnels, afin de développer la communication bienveillante et résoudre les conflits rencontrés dans leur quotidien professionnel.

Les objectifs de ce module seront les suivants :

Objectifs :

- Découvrir les principes de la communication bienveillante et l'outil « Communication Non Violente (CNV) de Marshall Rosenberg »
- Analyser l'intérêt de la communication bienveillante dans son rapport à soi et dans son lien avec les usagers
- Identifier les outils et les postures liés à la communication bienveillante et les pratiquer de façon plus approfondie afin de résoudre les conflits avec les usagers

Contenu :

- Les fondations et les objectifs de la communication bienveillante de M. Rosenberg, ses réflexions et son modèle théorique
- L'organisation des quatre composantes (observations, sentiments, besoins et demandes) de la Communication Non Violente (CNV) de Marshall Rosenberg : pratiques de la CNV
- La posture empathique en direction des usagers : l'empathie et la pratique de l'empathie



- Les postures aidantes qui ouvrent au dialogue : les outils de l'écoute active (questionnement, reformulation, synthèse), l'ouverture par l'observation plutôt que par le jugement

### **Santé mentale des personnes migrantes, 2 jours**

Les personnes migrantes traversent des expériences marquées par l'exil, les violences et l'incertitude, qui peuvent impacter profondément leur santé mentale. Les professionnels du médico-social doivent être en mesure de repérer les signes de souffrance psychique, comprendre les dynamiques du psychotraumatisme et orienter ces personnes vers un accompagnement adapté.

Les professionnels présents lors des séminaires ont tous souligné la détresse psychique de certaines des personnes qu'ils accompagnent et ont exprimé le besoin de se former sur cette question.

Cette formation, organisée sur deux jours, visera à fournir des clés de compréhension sur la santé mentale des personnes migrantes, les facteurs qui l'influencent, les troubles les plus fréquents et les stratégies d'accompagnement.

La formation s'attachera à travailler les points suivants avec les acteurs du territoire :

- Santé mentale et déterminants de santé
- Spécificités des personnes en contexte de migration
- Intersectionnalité : discriminations et violences subies
- Troubles de santé mentale et signes cliniques
- Comment aborder la santé mentale avec les personnes migrantes ?
- Repérer, accompagner et orienter

### **Formation sur les droits des étrangers, 3 jours**

#### **Thématique(s) de l'action :**

- ☒ Actions en direction des acteurs / Professionnalisation des acteurs

#### **Calendrier prévisionnel de l'action :**

Mai 2025- décembre 2025 : 4 cycles de formation=> 12 jours  
Janvier -décembre 2026 : 3 cycles => 7 jours

#### **Territoire de déploiement :**

CAMVS

#### **Porteur(s) de l'action :**

##### **Portage de l'action :**

- ☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif : Ressources Urbaines ☐ Autre (précisez) :

##### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

- ☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

#### **Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☒ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☒ CAF ☒ CPAM ☒ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :

☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires

☐ Autre (précisez) : associations

## Budget prévisionnel 2025

|                                                                                                                  |              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104                                | 20 000       |
| Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104)<br>(si renouvellement contrat) |              |
| Montant de la contribution de la collectivité                                                                    | 1000         |
| dont financements directs                                                                                        |              |
| dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)                     | 1000         |
| Contributions prévisionnelles des autres financeurs                                                              |              |
| dont programme 103                                                                                               |              |
| dont programme 147                                                                                               |              |
| dont programme 177                                                                                               |              |
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)                                             |              |
| dont FAMI                                                                                                        |              |
| dont financements privés                                                                                         |              |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                    | <b>21000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                      |              |

**Commentaires :** Mise à disposition de salles 10 jours/ an pour 50 personnes

### Indicateurs de suivi et d'évaluation

#### 6. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)

##### 1.3. Si l'action s'adresse à des acteurs de l'intégration

|                                                                                                                         | Objectif<br>Valeurs-cibles    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Identité des acteurs de l'intégration bénéficiaires de l'action : l'ensemble des acteurs associatifs et institutionnels | 60 personnes/an               |
| Nombre de jours de formations proposés                                                                                  | 12/an en 2025<br>7/an en 2026 |
| Nombre d'acteurs de l'intégration bénéficiaires d'une action de formation                                               | 50 personnes/ an              |

7. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

☒ Actions en direction des acteurs / Professionnalisation des acteurs

Indicateurs de suivi de l'action

|                                                               | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Enquête de satisfaction réalisée à la fin de chaque formation | 60% de satisfaction               |

|                                                         | Description des outils                                                                   |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| Outils créés et/ou mis à disposition des professionnels | Capitalisation des échanges<br>diffusée systématiquement à<br>la fin de chaque formation |

# Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

---

## Fiche-action n° 5 : Coordination territoriale linguistique

---

### Axe n° 3 : APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

---

#### Informations générales

##### Description de l'action

Le diagnostic partagé a permis aux acteurs linguistiques associatifs, municipaux, bénévoles et professionnels de partager les problématiques rencontrées sur le territoire.

Malgré l'existence d'une offre de service conséquente, celle-ci est concentrée sur les communes centre de l'agglomération : Melun, Le Mée sur Seine et Dammarie les Lys.

En outre, malgré cette offre, les acteurs linguistiques regrettent le manque de places disponibles, et des délais d'entrée en formation linguistique trop longs.

Par ailleurs, les plages horaires sur lesquelles sont dispensés les Ateliers Socio Linguistiques (ASL) ne permettent pas de répondre aux besoins des usagers. En effet, il n'existe pas ou très peu de cours du soir ou le week-end. Enfin, la question des gardes d'enfants pendant les ASL ou d'autres formations linguistiques est un frein à l'insertion des parents.

Ces constats communs ont aussi permis de mettre en lumière un manque d'interconnaissance des acteurs, des dispositifs vers lesquels ils pourraient orienter le public, mais aussi des besoins de formation conséquents, partagés par les professionnels et les bénévoles pour pouvoir offrir une qualité pédagogique homogène, sur l'ensemble du territoire.

Actuellement, seule la Ville de Melun est dotée d'une coordination linguistique territoriale (CTL) sur le territoire communal.

La CTL est une porte d'entrée sur le territoire, elle joue souvent un rôle d'observatoire et poursuit des actions d'animation de réseau. Elle contribue ainsi à la mise en lien, l'interconnaissance, l'échange et à la diffusion d'informations entre les acteurs de leur territoire. Cette coordination intégrera l'opérateur AGIR ou a minima transmettra les offres de services linguistique existantes. En place sur le territoire seine et marnais depuis le 2 juin 2025, l'opérateur AGIR est France Terre d'Asile. Des contacts ont été entrepris afin de travailler en cohérence et en complémentarité. Il est ainsi prévu d'inviter systématiquement l'équipe AGIR aux rencontres de la coordination linguistique territoriale et plus largement à chaque rencontre du réseau des acteurs du CTAI.

Il s'agira donc de mettre en place des rencontres trimestrielles-ayant pour objectif l'échange d'informations et de pratiques, visant la constitution d'un socle commun de connaissances et une harmonisation des pratiques pédagogiques. Les formations de formateurs participeront aussi à l'atteinte de ces objectifs.

En parallèle, la volatilité des bénévoles, identifiée comme une difficulté importante, porte atteinte à la sécurisation du parcours des publics. Il est ainsi proposé de créer un fichier de formateurs bénévoles disponibles et mobiles à l'échelle de l'agglomération pour maintenir l'offre de service sur le territoire.

Afin de faciliter l'orientation des publics et renseigner les professionnels, le recensement des offres de formation linguistique existantes est à poursuivre et sera transmis aux structures locales (centres sociaux, CCAS, associations, mairies...)

Les missions de coordination linguistique évolueront « chemin faisant » et auront vocation à s'étoffer et s'enrichir d'année en année afin d'augmenter l'efficacité des ASL et sécuriser les formateurs, comme les publics.

##### Thématique(s) de l'action :

☒ Actions en direction des acteurs / Professionnalisation des acteurs

**Calendrier prévisionnel de l'action :**

A partir de septembre 2025 et pour la durée du contrat

**Territoire de déploiement :**

CAMVS

**Porteur(s) de l'action :**

***Portage de l'action :***

☒ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☐ Porteur associatif ☐ Autre (précisez) :

***Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :***

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☐ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☒ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :

☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires

☒ Autre (précisez) : tous les acteurs de la formation linguistique de l'agglomération



## Budget prévisionnel

|                                                                                                               |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104                             | 3000 |
| Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat) |      |
| Montant de la contribution de la collectivité                                                                 | 1000 |
| dont financements directs                                                                                     |      |
| dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)                  | 1000 |
| Contributions prévisionnelles des autres financeurs                                                           |      |
| dont programme 103                                                                                            |      |
| dont programme 147                                                                                            |      |
| dont programme 177                                                                                            |      |
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)                                          |      |
| dont FAMI                                                                                                     |      |
| dont financements privés                                                                                      |      |
| Coût total de l'action                                                                                        | 4000 |
| Coût unitaire moyen par bénéficiaire                                                                          |      |
|                                                                                                               |      |

### Commentaires

10% du temps de travail de la chargée de mission soit 13h/mois

### Indicateurs de suivi et d'évaluation

#### 8. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)

##### 1.4. Si l'action s'adresse à des acteurs de l'intégration

|                                                                 | Objectif<br>Valeurs-cibles                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Identité des acteurs de l'intégration bénéficiaires de l'action | Tous les acteurs de la formation linguistique de l'agglomération identifiés à ce jour<br><u>Associations</u> :<br>Les mots pour |

|                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                      | Moi et ma famille<br>Familles laïques Melun et Vaux-le-Pénil<br>Secours catholique<br>Restos du cœur<br>Confédération syndicale des familles<br>La Tourelle<br><u>Centres sociaux municipaux</u><br>CTL Melun<br>Centres sociaux Melun, Dammarie-les-Lys, Le Mée-sur-Seine<br><u>Centres de formation</u><br>Rocheton<br>Ressources Formation<br>IDC Formation<br>Upromi<br>Travail Entraide<br><u>Education nationale</u> : OEPRE |
| <b>Nombre de structures de l'intégration bénéficiaires d'une action de formation</b> | 18                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**Commentaires :**

Ce dispositif est ouvert à tout autre acteur de la formation linguistique non encore identifié à ce jour.  
L'équipe en charge du programme AGIR sera membre de cette coordination et associé systématiquement aux autres rencontres mises en œuvre dans le cadre du CTAL. Bien que récemment implanté sur le département de Seine et Marne, des contacts et des échanges sont déjà en cours avec l'équipe AGIR, la chargée de mission de la CAMVS et la DDETS.  
En outre, la recherche de cohérence et de complémentarité d'action sera également visée en ce qui concerne les actions financées par le BOP 104.

**9. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :**

**☒ Actions en direction des acteurs / Professionnalisation des acteurs**

**Indicateurs de suivi de l'action**

|                                                                            | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre de rencontres organisées</b>                                     | 4                                  |
| Enquête de satisfaction pour mesurer la plus-value qualitative de l'action | Taux de satisfaction de 70%        |

|                                                                                                                                                                                      | <b>Description des outils</b>                                                                         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Réalisation d'un bilan annuel qui devra mettre en exergue l'impact de cette coordination territoriale, identifier les freins périphériques à l'entrée dans les apprentissages</b> | <b>1</b>                                                                                              |
| <b>Outils créés et/ou mis à disposition des professionnels :</b>                                                                                                                     | Rédaction d'une charte des engagements réciproques des acteurs<br><br>Création d'un fichier recensant |

|  |                                                                                                                    |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>l'offre linguistique du territoire</p> <p>Création d'un fichier de formateurs bénévoles sur l'agglomération</p> |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

### Fiche-action n° 6 : Formation de français à visée professionnelle généraliste

#### Axe n° 3 : APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

#### Informations générales

##### Description de l'action :

##### Constats

Les acteurs linguistiques et de l'insertion ont partagé le même constat : il est actuellement complexe d'intégrer la dimension professionnelle dans les ASL. Il existe des actions déployées de façon sporadique, mais les attentes des formateurs, des apprenants, et des financeurs ne sont pas satisfaites.

La maîtrise de la langue est un préalable indispensable à l'emploi, au même titre que l'obtention d'un titre de séjour.

Cette fiche action vise le public infra A1 et A1, peu communiquant à l'oral et à l'écrit des centres sociaux de Melun. Les actions déployées dans cette fiche action permettront de travailler cette thématique en complémentarité des actions financées par le BOP 104. Les ASL des centres sociaux des communes concernées étant déjà par ailleurs financés par le BOP 104, action 12.

L'association CIDFF a été sollicitée afin d'intégrer aux ateliers socio linguistiques des centres sociaux de la Ville de Melun un module spécifique à l'insertion professionnelle, pour compléter et enrichir l'offre de formation, pour des publics infra-A1 et A1.

2h d'intervention par mois de janvier à décembre sont ainsi prévues pour travailler la recherche d'emploi des apprenants à raison de 36 ateliers par an.

##### Thématique(s) de l'action :

☒ Apprentissage du français à visée professionnelle

##### Calendrier prévisionnel de l'action :

*Mai-décembre 2025 : préparation des interventions entre la Coordinatrice linguistique de la ville de Melun, le CIDFF et la camvs.*

*Janvier juin : ateliers de 2h / mois dans les 4 ASL de Melun*

*Juin bilan*

##### Territoire de déploiement :

CAMVS

**Porteur(s) de l'action :**

**Portage de l'action :**

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif CIDFF ☐ Autre (précisez) :

**Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventionnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☒ France Travail ☐ OFII ☒ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :

☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires

☒ Autre (précisez) : organismes de formation spécifiques, porteurs du BOP 104, action 12

**Commentaires :**

Les actions développées dans cette fiche action, seront mises en place en cohérence avec les porteurs de projets du BOP 104 action

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>5000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |             |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 |             |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |             |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  |             |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |             |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |             |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |             |
| <i>dont FAMI</i>                                                                                                     |             |
| <i>dont financements privés</i>                                                                                      |             |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                        | <b>5000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                          |             |



## 10. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)

### 1.5. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants

|                                                                                                                                                 | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                             | 100                        |
| dont hommes                                                                                                                                     | 40                         |
| dont femmes                                                                                                                                     | 60                         |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                            | 30                         |
| dont BPI                                                                                                                                        |                            |
| dont BPI hommes                                                                                                                                 |                            |
| dont BPI femmes                                                                                                                                 |                            |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                                        |                            |
| dont BPT                                                                                                                                        |                            |
| dont autres publics hors EPA ( <i>précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action</i> ) |                            |

#### Commentaires :

Public visé : les participants aux ASL des Centres sociaux de Melun

## 11. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

### ☒ Apprentissage du français (y compris à visée professionnelle)

#### Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                                                                                                                                     | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre d'heures de formation dispensées</b><br>(nombre d'heures dispensées, indépendamment du nombre de bénéficiaires. Pour une formation de 10 heures dispensées à 20 bénéficiaires, compter 10 heures et non 10x20=200 heures) | 72h                        |
| <b>Coût horaire unitaire</b><br>(= coût total de l'action/nombre d'heures de formations dispensées/nombre total de bénéficiaires)                                                                                                   |                            |
|                                                                                                                                                                                                                                     | Objectif                   |

|                                                                                                                                                                                                                                   | <i>Valeurs-cibles</i>                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| <b>Nombre de participants assidus</b><br>(nombre de participants dont le taux de présence aux séances de formation dispensées est égal ou supérieur à 80 % du nombre d'heures prévues dans leur parcours individuel de formation) | <b>80</b>                                |
|                                                                                                                                                                                                                                   | <b>Objectif</b><br><i>Valeurs-cibles</i> |
| <b>Nombre de participants ayant progressé d'au moins un niveau du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) entre le début et la fin de la formation</b>                                                        | <b>80</b>                                |
| <b>Nombre de participants ayant passé une certification à l'issue de la formation</b>                                                                                                                                             | <b>30</b>                                |
| <b>Taux de réussite au DILF</b>                                                                                                                                                                                                   | <b>50%minimum</b>                        |

## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

### Fiche-action n°7 : Formation de français à visée professionnelle généraliste et certification qualifiante

Axe n° 3: APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

#### Informations générales

##### Description de l'action :

##### Constats

Le CIDFF accompagne des femmes, quelle que soit leur situation dans leur parcours d'insertion depuis de nombreuses années. Cette association s'assure que le public bénéficiaire puisse entrer dans un parcours d'insertion, préalable indispensable à toute démarche d'insertion professionnelle.

Les acteurs linguistiques ont fait part de leur difficulté à travailler l'insertion professionnelle au sein des Ateliers Socio Linguistiques (ASL) et ont exprimé le besoin de s'entourer de professionnels dédiés de manière à être plus efficaces sur cette question.

Cette fiche action vise le public en ASL au sein des centres sociaux du territoire. Les actions déployées dans cette fiche action permettront de travailler cette thématique en complémentarité des actions financées par le BOP 104. Les ASL des centres sociaux des communes concernées étant déjà par ailleurs financés par le BOP 104, action 12.

Chaque mois, de janvier à juin, le CIDFF interviendra au sein des Centres Sociaux de Dammarie les Lys et du Mée sur Seine à raison de 2h. Il s'agira d'accompagner le public sur la recherche des annonces, l'affûtage de ses outils de recherche (cv, lettre de motivation) et de préparer les entretiens. Ces ateliers se dérouleront en collectif sur le temps des ASL de janvier à juin.

La période préalable, de septembre à décembre est consacrée à la composition des groupes, et à la mise en place des dynamiques de groupe pour fidéliser et rendre le public captif sur ces ateliers. Les équipes des centres sociaux et les intervenants du CIDFF seront investis sur la préparation de ces ateliers avant leur mise en œuvre.

En outre, le CIDFF se chargera d'organiser la certification du diplôme initial de langue française (DILF), diplôme de français langue étrangère évaluant les premiers apprentissages (niveau A1. 1 du Cadre européen commun de référence pour les langues du Conseil de l'Europe). Il est ainsi prévu de faire passer 50 DELF (Diplôme d'Etudes en Langue Française)/ an à des apprenants du territoire.

##### Thématique(s) de l'action :

☒ Apprentissage du français à visée professionnelle

##### Calendrier prévisionnel de l'action :

*Mai- décembre : préparation des interventions du CIDFF avec les formateurs linguistiques des 2 communes*

*Détection et orientation des apprenants pour le passage du DELF*

*Janvier juin : mise en place de 8 ateliers de 2h/ mois au sein des ASL du Mée sur Seine et de Dammarie les Lys*

*Juin : bilan avec chaque groupe, les formateurs linguistiques et les intervenants du CIDFF*

**Territoire de déploiement :**

Dammarié les Lys et le Mée sur Seine

**Porteur(s) de l'action :****Portage de l'action :**

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif : CIDFF ☐ Autre (précisez) :

**Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☒ France Travail ☐ OFII ☒ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☒ Autre (précisez) : organismes de formation spécifiques, porteurs du BOP 104 action 12

**Commentaires :**

Ces actions seront mises en œuvre en complémentarité avec les actions financées par le BOP 104, action 12.

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                               |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104                             | 5000 |
| Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat) |      |
| Montant de la contribution de la collectivité                                                                 |      |
| dont financements directs                                                                                     |      |
| dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)                  |      |
| Contributions prévisionnelles des autres financeurs                                                           |      |
| dont programme 103                                                                                            |      |
| dont programme 147                                                                                            |      |
| dont programme 177                                                                                            |      |
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)                                          |      |

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| dont FAMI                            |      |
| dont financements privés             |      |
| Coût total de l'action               | 5000 |
| Coût unitaire moyen par bénéficiaire |      |

### Indicateurs de suivi et d'évaluation

|                                                                               | Objectif<br>Valeur-cible |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| Nombre de participants aux ateliers                                           | 50 /an                   |
| Nombre de sorties positives (formation intensive ou activité professionnelle) |                          |

## 12. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)

### 1.6. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants

|                                                                                                                                        | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action                                                                           | 120                        |
| dont hommes                                                                                                                            | 50                         |
| dont femmes                                                                                                                            | 70                         |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                   | 50                         |
| dont BPI                                                                                                                               |                            |
| dont BPI hommes                                                                                                                        |                            |
| dont BPI femmes                                                                                                                        |                            |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                               |                            |
| dont BPT                                                                                                                               |                            |
| dont autres publics hors EPA (précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action) |                            |

#### Commentaires :

Public visé : les participants aux ASL des Centres sociaux



### 13. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

#### ☒ Apprentissage du français (y compris à visée professionnelle)

##### Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                                                                                                                                     | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Nombre d'heures de formation dispensées</b><br>(nombre d'heures dispensées, indépendamment du nombre de bénéficiaires. Pour une formation de 10 heures dispensées à 20 bénéficiaires, compter 10 heures et non 10x20=200 heures) | <b>40h</b>                        |
| <b>Coût horaire unitaire</b><br>(= coût total de l'action/nombre d'heures de formations dispensées/nombre total de bénéficiaires)                                                                                                   |                                   |

|                                                                                                                                                                                                                                   | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Nombre de participants assidus</b><br>(nombre de participants dont le taux de présence aux séances de formation dispensées est égal ou supérieur à 80 % du nombre d'heures prévues dans leur parcours individuel de formation) | <b>100</b>                        |
|                                                                                                                                                                                                                                   | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
| <b>Nombre de participants ayant progressé d'au moins un niveau du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) entre le début et la fin de la formation</b>                                                        | <b>100</b>                        |
| <b>Nombre de participants ayant passé une certification à l'issue de la formation</b>                                                                                                                                             | <b>50</b>                         |
| <b>Taux de réussite au DELF</b>                                                                                                                                                                                                   | <b>50% minimum</b>                |

# Contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) De Melun Val De Seine

Fiche-action n° 8 : Création d'une permanence de premier accueil orientation et accompagnement

Axe n° 4 ACCES AUX DROITS ET AUX SOINS

## Informations générales

### Description de l'action :

La méconnaissance des procédures de régularisation et de naturalisation génère des pertes, ou du moins des retards, de droits pour les étrangers.

Ce constat largement partagé par les acteurs a permis au PIMMS de proposer de mettre en place une permanence de 1<sup>er</sup> accueil, sans rdv dans ses locaux. Cette permanence est indépendante des rdv préfecture et OFII et peuvent être fréquentées en amont de ces 2 rdv indispensables à la régularisation, au renouvellement des titres, aux documents de circulation, ou encore aux demandes de titre de voyage des personnes.

Elle se tiendra dans les locaux du PIMMS à Vaux le Pénit, ce lieu étant déjà largement identifié tant par les partenaires que par le public.

Lors de ce 1<sup>er</sup> accueil sans rdv, un médiateur formé sur le droit des étrangers recevra le public pour le renseigner, l'orienter et mettre à disposition le matériel nécessaire (téléphone, ordinateur, imprimante) à ses démarches.

En plus de l'accompagnement administratif, une attention particulière sera portée aux besoins urgents de la personne, qu'ils soient d'ordre social, psychologique ou matériel.

Cette permanence accueillera 10 personnes par jour sans rdv du lundi au vendredi, aux horaires d'ouverture du PIMMS. Les personnes pourront être reçues sur rdv suite à ce premier contact afin d'être soutenues, suivies et orientées dans leurs démarches.

### Thématique(s) de l'action :

- ☒ Santé / Accès à la santé
- ☒ Accès aux droits

### Calendrier prévisionnel de l'action :

Septembre -décembre 2025

### Territoire de déploiement :

Vaux le Pénit, dans les locaux du PIMMS pour l'ensemble de la CAMVS

**Porteur(s) de l'action :****Portage de l'action :**

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif le PIMMS ☐ Autre (précisez) :

**Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventionnement direct avec le PIMMS  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☒ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☒ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☒ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☐ Autre (précisez) : égalis, caritas, empreintes, OFII, associations, epsylone, CCAS, accueils de jour, centres d'hébergement....

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>15 000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |               |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 |               |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |               |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  |               |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |               |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |               |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |               |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |               |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |               |
| <i>dont FAMI</i>                                                                                                     |               |
| <i>dont financements privés</i>                                                                                      |               |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                        | <b>15 000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                          |               |

**14. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**1.7. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                                 | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                             | <i>1000</i>                        |
| dont hommes                                                                                                                                     | 500                                |
| dont femmes                                                                                                                                     | 500                                |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                            | 400                                |
| dont BPI non concernés                                                                                                                          |                                    |
| dont BPI hommes                                                                                                                                 |                                    |
| dont BPI femmes                                                                                                                                 |                                    |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                                        |                                    |
| dont BPT                                                                                                                                        |                                    |
| dont autres publics hors EPA ( <i>précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action</i> ) |                                    |

**15. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :**

- Nombres de diagnostics réalisés
- Nombres d'orientations réalisés
- Conseils prodigués

☒ **Accès à la santé**

**Nature de l'accompagnement : (plusieurs réponses possibles)**

- ☒ Accompagnement dans l'accès au droit commun en matière de santé ou d'accès aux soins
- ☒ Accompagnement dans l'accès aux soins de santé mentale
- ☒ Prise en charge du psycho traumatisme
- ☒ Prise en charge du psycho traumatisme pour les personnes victimes de violences sexistes ou sexuelles
- ☒ Autres (préciser) : orientation vers les structures idoines en fonction des besoins exprimés et repérés

| Indicateur de suivi de l'action                  | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|--------------------------------------------------|----------------------------|
| Nombre d'orientation vers une structure de soins | 200                        |
| Nombre d'orientations réalisées                  | 900                        |

#### ☒ Accès aux droits

#### Nature de l'accompagnement : *(plusieurs réponses possibles)*

☒ Accès au droit commun (CPAM, CAF...)

☒ Aide administrative et juridique en droit des étrangers

☒ Accès aux droits pour les femmes victimes de violence

☒ Autres (préciser) : première orientation et accompagnement pour tout le public étranger indépendamment des rdv en préfecture et à l'OFII

#### Indicateurs de suivi de l'action

| Outils et méthodes utilisés             | Description des outils<br>et des méthodes |
|-----------------------------------------|-------------------------------------------|
| Fiche de suivi à créer par le médiateur | 1                                         |



## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

Fiche-action n° 9 : Mieux orienter le public vers les structures de soin

Axe n°4 : ACCES AUX DROITS ET AUX SOINS

### Informations générales

#### Description de l'action :

Le manque de visibilité des dispositifs entre les acteurs a été exprimé lors des ateliers de diagnostic. Ceci s'avère également juste pour les publics primo arrivants. Cette méconnaissance génère des pertes de droits ou leur mise en œuvre décalée dans le temps et nécessite un accompagnement renforcé pour permettre la mise en place d'une citoyenneté pleine et entière.

L'objectif de cette fiche action est de proposer une information et une orientation du public par des jeunes en service civique, qui sont ambassadeurs de la santé afin de limiter le renoncement aux droits. L'appui de la chargée de mission prévention santé, lien social et parentalité de la DPVI sera aussi précieux pour déployer au mieux cette action.

Les volontaires seront basés sur l'agglomération Val de Seine : Melun avec une partie du sud de la Seine et Marne. Un document créé par les volontaires et traduit en plusieurs langues est envisagé pour le remettre aux personnes ciblées. Ils vont orienter le public vers des associations (locales en priorité), relais en matière de santé. Nous envisageons de créer un livret en anglais, et dans les langues qui reviennent souvent (dari, pashto, arabe...). Il est envisagé de croiser avec les jeunes volontaires en service civique du programme COOP'R pour les traductions dans leur langue maternelle.

L'objectif des ambassadeurs de la santé est d'informer un public très éloigné. Les ambassadeurs de la santé font déjà des actions auprès du public réfugié issu de la promo Coop'r. Il s'agit d'actions de sensibilisation et d'orientation. Aucun suivi du public n'est envisagé.

Ils sont formés par le CRIPS (Centre Régional d'Information et de Prévention du Sida). Il y a également un mois de formation et d'intégration où les jeunes sont outillés et formés par des professionnels dans le cadre de leur service civique.

Avec la subvention versée dans le cadre du CTAI, cette formation pourrait être complétée par un autre organisme spécialisé dans l'accompagnement de ce type de public.

#### Thématique(s) de l'action :

- ☒ Santé / Accès à la santé
- ☒ Accès aux droits

#### Calendrier prévisionnel de l'action :

Septembre 2025- décembre 2025

#### Territoire de déploiement :

Territoire de la CAMVS

**Porteur(s) de l'action :**

**Portage de l'action :**

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif : Unis Cité ☐ Autre (précisez) :

**Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventionnement direct avec Unis Cité  
☐ Autre (précisez) :

**Commentaires :**

Conventionnement direct avec Unis Cité qui développe chaque année des projets sur ce thème avec une cohorte de volontaires du service civique accueillis durant une année scolaire.

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☐ France Travail ☒ OFII ☐ Opérateur AGIR ☐ CAF ☒ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☐ Autre (précisez) :

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                               |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104                             | 3000 |
| Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat) |      |
| Montant de la contribution de la collectivité                                                                 | 1000 |
| dont financements directs                                                                                     |      |
| dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)                  | 1000 |
| Contributions prévisionnelles des autres financeurs                                                           |      |
| dont programme 103                                                                                            |      |
| dont programme 147                                                                                            |      |
| dont programme 177                                                                                            |      |
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)                                          |      |
| dont FAMI                                                                                                     |      |
| dont financements privés                                                                                      |      |
| Coût total de l'action                                                                                        | 4000 |
| Coût unitaire moyen par bénéficiaire                                                                          |      |

## Indicateurs de suivi et d'évaluation

- Nombre de personnes
- Nombres de structures
- Nombres de formations
- Questionnaire de satisfaction

### 16. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)

#### 1.8. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants

|                                                                                                                                        | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action                                                                           | 300                        |
| dont hommes                                                                                                                            | 200                        |
| dont femmes                                                                                                                            | 100                        |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                   | 100                        |
| dont BPI                                                                                                                               |                            |
| dont BPI hommes                                                                                                                        |                            |
| dont BPI femmes                                                                                                                        |                            |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                               |                            |
| dont BPT                                                                                                                               |                            |
| dont autres publics hors EPA (précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action) |                            |

### 17. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

- Nombres de diagnostics réalisés
- Nombres d'orientations réalisées

#### ☒ Accès à la santé

#### Nature de l'accompagnement :

- ☒ Accompagnement dans l'accès au droit commun en matière de santé ou d'accès aux soins
- ☒ Accompagnement dans l'accès aux soins de santé mentale

#### Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                                                                                                         | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| Nombre de consultations médicales pour des étrangers éligibles                                                                                                                                          | 100                        |
| Nombre moyen de consultations médicales par participants                                                                                                                                                | 5                          |
| Part des consultations médicales réalisées avec une prestation d'interprétariat (%)                                                                                                                     |                            |
| Création d'un livret d'orientation traduit en plusieurs langues                                                                                                                                         | 1                          |
| Réalisation d'un bilan mesurant l'impact de cette action (nombre et nature des partenaires mobilisés, les passerelles établies avec les structures du territoire, impact de l'action pour le public...) | 1                          |

# Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

## Fiche-action 10 Renforcer l'accès au numérique

### Axe n° 4 ACCES AUX DROITS ET AUX SOINS

#### Informations générales

##### Description de l'action :

Les primo-arrivants nécessitent un soutien humain dans leurs démarches administratives en raison de plusieurs facteurs tels que la fracture numérique, la barrière linguistique, l'accès limité aux outils numériques et leur méconnaissance des spécificités des procédures administratives françaises. Pour répondre à ces défis, le PIMMS intervient dans les groupes captifs des ASL des centres sociaux du territoire pour travailler la montée en compétences numériques des participants. Les modules proposés sont les suivants :

- Acquérir une autonomie numérique très basique à travers une approche visuelle, orale et actionnelle :
- Prise en main de l'outil informatique
- Initiation à l'usage d'internet (le navigateur, une recherche simple sur Google, comprendre les résultats de la recherche, naviguer sur des sites administratifs)
- Communication numérique (création d'un mail, joindre des fichiers, les messageries instantanées, les règles de politesse numérique...)
- Rédaction de documents simples
- Identité et sécurité numérique

36 ateliers de 2h sont prévus sur l'année pour les 6 centres sociaux de Melun, du Mée sur Seine et de Dammarie les Lys.

##### Thématique(s) de l'action :

- ☒ Lutte contre la fracture numérique et l'illectronisme

##### Calendrier prévisionnel de l'action :

Septembre décembre 2025

##### Territoire de déploiement :

Centres sociaux du Mée sur Seine, de Melun et de Dammarie les Lys

##### Porteur(s) de l'action :

###### **Portage de l'action :**

- ☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif PIMMS ☐ Autre (précisez) :

###### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

- ☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :



**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☐ France Travail ☐ OFII ☐ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☐ Autre (précisez) : centres sociaux

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>5 000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |              |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 |              |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |              |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  |              |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |              |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |              |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |              |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |              |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |              |
| <i>dont FAMI</i>                                                                                                     |              |
| <i>dont financements privés</i>                                                                                      |              |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                        | <b>5000</b>  |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                          |              |

**Indicateurs de suivi et d'évaluation**

**18. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**1.9. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                                 | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                             | 300                        |
| dont hommes                                                                                                                                     | 100                        |
| dont femmes                                                                                                                                     | 200                        |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                            | 100                        |
| dont BPI                                                                                                                                        |                            |
| dont BPI hommes                                                                                                                                 |                            |
| dont BPI femmes                                                                                                                                 |                            |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                                        |                            |
| dont BPT                                                                                                                                        |                            |
| dont autres publics hors EPA ( <i>précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action</i> ) |                            |
|                                                                                                                                                 |                            |

#### 19. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

- Nombres de diagnostics réalisés
- Nombres d'orientations réalisés
- Conseils prodigués

#### ☒ Lutte contre la fracture numérique et l'illectronisme

##### Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                                                                                                                                                                       | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre d'heures de formation consacrées à la réduction de l'illectronisme</b><br>(Nombre d'heures dispensées, indépendamment du nombre de bénéficiaires. Pour une formation de 10 heures dispensées à 20 bénéficiaires, compter 10 heures et non 10x20=200 heures) | 72                         |
| <b>Coût horaire unitaire</b><br>(= coût total de l'action/nombre d'heures de formations dispensées/nombre total de bénéficiaires)                                                                                                                                     |                            |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| <b>Réalisation d'un bilan par l'opérateur mettant en avant :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de bénéficiaires de l'action</li> <li>- Le nombre de partenaires mobilisés</li> <li>- La plus value qualitative de l'action à travers l'observation et l'analyse de l'évolution des comportements,</li> </ul> | <b>1</b>                          |
| <b>Création d'une identité numérique</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>300</b>                        |

# Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

## Fiche-action n° 11 : Mise en place d'un groupe de travail pour faciliter l'accès au logement

### Axe n° 5 : LOGEMENT HEBERGEMENT

#### Informations générales

##### Description de l'action :

Il a été constaté des divergences importantes entre les acteurs concernant les critères d'attribution des logements sociaux. Ces différences touchent plusieurs aspects, tels que les documents administratifs demandés (par exemple, le Titre de séjour, l'avis d'imposition, la fiche AFIL, les rapports sociaux, etc.), ainsi que des critères financiers qui varient d'un organisme à l'autre. Ces disparités peuvent engendrer des difficultés pour les usagers, ainsi qu'une certaine confusion parmi les acteurs impliqués dans le processus d'attribution.

En parallèle, nombre de bailleurs sociaux peinent à intégrer les locataires les plus éloignés des codes sociaux, et des règles en vigueur pour vivre en habitat collectif. Ces difficultés rejaillissent sur les relations de voisinage et pénalisent un grand nombre d'habitants par un manque de connaissance et de maîtrise des règles, et des devoirs qu'impliquent la location d'un logement.

Pour répondre à ces 2 problématiques, la mise en place d'un groupe de travail thématique et l'organisation de rencontres régulières entre les différents acteurs concernés par l'attribution des logements sociaux et du suivi des locataires après leur installation. Cela inclurait :

1. **Les bailleurs sociaux (ou AORIF / USH)**
2. **Les DDETS (Directions Départementales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités)**
3. **Les SIAO (Services Intégrés d'Accueil et d'Orientation)**
4. **Les CAMVS (Comités d'Accès au Logement et à la Vie Sociale) :** Ces comités soutiennent l'insertion des personnes en difficulté, notamment dans le cadre du logement.
5. **Les mairies et les associations d'hébergement**
6. **Les chargés des GUSP pour la partie consacrée à « la bonne utilisation de son logement »**

L'objectif de ces rencontres serait de définir un **socle commun de pratiques** pour l'attribution des logements sociaux et l'accompagnement du locataire. Cela permettrait d'harmoniser les critères d'attribution et de garantir une meilleure transparence et équité dans les pratiques et de faciliter l'intégration des personnes dans leur nouveau logement.

Pour ce faire, des temps d'échange et de formation seront organisés entre les différents acteurs. Ces rencontres permettront de clarifier les attentes de chacun, de partager les bonnes pratiques et de renforcer la collaboration inter-structures. Elles offriront aussi l'occasion d'aborder des thématiques spécifiques, telles que la prise en compte des critères sociaux, économiques et administratifs dans le cadre des attributions et l'accompagnement ciblé à proposer aux locataires si besoin.

En plus des temps d'échange, des **commissions de synthèse** régulières pourraient être mises en place pour analyser les dossiers d'attribution et permettre un suivi plus systématique des décisions prises. Ces commissions aideraient à vérifier que les critères d'attribution sont appliqués de manière cohérente et respectueuse des règles légales. L'objectif est de définir des **critères d'attribution clairs, objectifs et légaux**, basés sur des principes d'équité et de transparence. Ces critères devraient tenir compte des différents aspects administratifs, financiers et sociaux, tout en garantissant une égalité de traitement entre les demandeurs.

Il est crucial que les résultats de ces échanges et de ces commissions soient **régulièrement diffusés** à l'ensemble des acteurs du territoire. Cela garantirait une bonne compréhension des critères d'attribution et permettrait de rectifier les éventuelles incohérences ou disparités dans les pratiques de chaque structure. La diffusion régulière de ces résultats renforcera la transparence du processus et aidera à maintenir la confiance des usagers et des professionnels impliqués.

**Thématique(s) de l'action :**

- ☒ Accès au logement  
☒ Actions en direction des acteurs / Professionnalisation des acteurs

**Calendrier prévisionnel de l'action :**

Sept-décembre 2025 Rencontres, diagnostic et mise en place de pratiques communes

**Territoire de déploiement :**

CAMVS

**Porteur(s) de l'action :*****Portage de l'action :***

- ☒ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☐ Porteur associatif ☐ Autre (précisez) :

***Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :***

- ☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☐ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

- ☐ France Travail ☐ OFII ☒ Opérateur AGIR ☐ CAF ☒ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☒ Autre (précisez) : Bailleurs ( AORIF USH ) DDETS SIAO Assoc hébergement CMAVS mairies

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                               |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104                             | 1000 |
| Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat) |      |
| Montant de la contribution de la collectivité                                                                 | 1000 |
| dont financements directs                                                                                     |      |
| dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)                  | 1000 |
| Contributions prévisionnelles des autres financeurs                                                           |      |
| dont programme 103                                                                                            |      |



|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| dont programme 147                                                   |             |
| dont programme 177                                                   |             |
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez) |             |
| dont FAMI                                                            |             |
| dont financements privés                                             |             |
| <b>Coût total de l'action</b>                                        | <b>2000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                          |             |

**Commentaires :**

Mise à disposition de salles 12 jours/an pour 40 personnes

**Indicateurs de suivi et d'évaluation**

**1.10. Si l'action s'adresse à des acteurs de l'intégration**

|                                                                                   | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Nombre de réunions organisées pour la mise en place                               | 3 entre octobre et décembre 2025   |
| Nombre de fiches méthodes à transmettre aux acteurs de l'intégration mis en place | 1                                  |
| Nombre de réactualisation / mise à jour du process                                | 1 par an                           |

**20. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :**

☒ **Actions en direction des acteurs / Professionnalisation des acteurs**

**Indicateurs de suivi de l'action**

|                                                                                                 | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Nombre d'ateliers tenus et nombre d'heures de formation dispensées aux acteurs de l'intégration | 3                                  |
|                                                                                                 | <b>Description des outils</b>      |
| Outils créés et/ou mis à disposition des professionnels                                         | 0 en 2025                          |

☒ Accès au logement

Indicateur de suivi de l'action

|                                                          | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
|----------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Nombre de bailleurs sociaux mobilisés sur ces rencontres | 10                                |
| Création d'un document ressource partagé                 | 1                                 |

## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

### Fiche-action n° 12 : Création d'une infographie sur les droits et devoirs des locataires

Axe n°5 : LOGEMENT HEBERGEMENT

#### Informations générales

##### Description de l'action :

Dans la poursuite du travail à engager avec les bailleurs sociaux, les mairies, les associations d'hébergement, les services de l'Etat et les nouveaux locataires, il paraît opportun de créer un outil de communication numérique et papier Facile à Lire et à Comprendre (FALC) pour informer les nouveaux locataires des attendus en termes de location d'un logement et de leurs droits. Cette thématique est régulièrement soulevée dans les différentes instances de travail, notamment au sein des GUSP du territoire et du CISPD, les services municipaux et les bailleurs sociaux sont témoins d'un usage inapproprié du logement par des personnes qui ne connaissent pas les codes sociaux en vigueur et nécessaires à la vie en collectivité, ce qui génère des nuisances, mais aussi des risques en termes de sécurité pour les locataires.

L'association des Pupilles de l'Enseignement Public été identifiée pour créer cette infographie avec un groupe de locataires, au sein des locaux des bailleurs. Cette documentation FALC sera distribuée à chaque nouveau locataire à son arrivée et diffusable sur le site internet de chaque bailleur social, et des mairies.

##### Thématique(s) de l'action :

☒ Accès au logement

##### Calendrier prévisionnel de l'action :

Septembre décembre 2025

##### Territoire de déploiement :

CAMVS

##### Porteur(s) de l'action :

###### **Portage de l'action :**

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif Pupilles de l'Enseignement Public ☐ Autre (précisez) :

###### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☐ France Travail ☐ OFII ☐ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :

☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires

☒ Autre (précisez) : DDETS + SIAO bailleurs sociaux, mairies

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>4000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |             |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 |             |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |             |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  |             |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |             |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |             |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |             |
| <i>dont FAMI</i>                                                                                                     |             |
| <i>dont financements privés</i>                                                                                      |             |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                        | <b>4000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                          |             |

**Indicateurs de suivi et d'évaluation**

**21. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**1.11. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                                 | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                             | 15                         |
| dont hommes                                                                                                                                     | 8<br>7<br>10               |
| dont femmes                                                                                                                                     |                            |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                            |                            |
| dont BPI                                                                                                                                        |                            |
| dont BPI hommes                                                                                                                                 |                            |
| dont BPI femmes                                                                                                                                 |                            |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                                        |                            |
| dont BPT                                                                                                                                        |                            |
| dont autres publics hors EPA ( <i>précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action</i> ) |                            |

## 22. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

|                                                                                                                                                                                               | Objectif<br>Valeurs-cibles                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                               | Description des outils                                                                                                                         |
| <b>Outils créés et/ou mis à disposition du public et des professionnels</b>                                                                                                                   | 1 document falc présentant les conditions d'accès au logement social et les règles d'utilisation, les droits des et les devoirs des locataires |
| <b>Réalisation d'un bilan mesurant l'impact de l'action en mettant en évidence la montée en connaissance des participants, et les partenaires (bailleurs sociaux) mobilisés dans l'action</b> | 1                                                                                                                                              |



## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

---

### Fiche-action n° 13 : Faciliter l'accès à un mode de garde

---

#### Axe n° 6 : INSERTION ET EMPLOI

---

|                               |
|-------------------------------|
| <b>Informations générales</b> |
|-------------------------------|

#### Description de l'action :

Deux problématiques majeures concernent les enfants de 0 à 3 ans, en particulier pour les parents engagés dans des processus de formation ou de réinsertion professionnelle :

- **Garde d'enfants pendant les formations :** De nombreux parents, notamment les mères, sont confrontés à la difficulté de trouver une solution de garde adaptée pour leurs enfants en bas âge lorsqu'ils suivent une formation. Cette absence de garde peut constituer un frein majeur à leur accès à la formation et, par conséquent, à leur réinsertion professionnelle.
- **Garde d'enfants pendant le retour à l'emploi :** Une autre problématique se présente lors du retour à l'emploi. Les parents qui reprennent une activité professionnelle se retrouvent souvent dans l'impossibilité de trouver des solutions de garde adaptées à leurs enfants, ce qui complique leur intégration sur le marché du travail.

La MDEF de Sénart a été sollicitée pour renforcer le dispositif de la Balle au Bond sur la CAMVS. Il s'agit de mettre en relation des familles précarisées et accompagnées par un travailleur social afin de les mettre en lien avec des assistantes maternelles du territoire, sensibilisées à l'accueil de familles précaires.

Pour les assistantes maternelles, il s'agit de pouvoir répondre aux besoins de ces familles en acceptant des petits contrats de 3 jours / semaine, et/ou de proposer un contrat d'urgence, et/ou évolutif. Ainsi les familles peuvent faire garder leur enfant de moins de 3 ans par un professionnel pendant des heures de formation, effectuer leur démarche d'insertion en parallèle et faire évoluer le contrat dès une éventuelle mise en activité.

L'objectif concernant cette action est de renforcer le déploiement de permanences des travailleurs sociaux de la balle au bond sur la CAMVS et notamment à Melun, qui n'en dispose pas, dans un centre social de la ville pour commencer.

En parallèle l'intégration des professionnels dans le réseau des acteurs de l'accueil et de l'intégration va permettre de mieux faire connaître le dispositif et de l'étoffer. La balle au bond a mis en place un pool d'assistantes maternelles sensibilisées à l'accueil des familles précaires et souhaite les accompagner dans leur montée en compétences lors de journées dédiées. Des conférences de professionnels de la petite enfance, des intervenants spécialisés dans la gestion du stress type sophrologues et la création d'une mallette pédagogique qui leur sera remise durant cette journée de mise à l'honneur et de formation va permettre de mobiliser des assistantes maternelles sur l'accueil des familles précaires et migrantes.

#### Thématique(s) de l'action :

☒ Aide à la parentalité / Garde d'enfants

### Calendrier prévisionnel de l'action :

*Septembre 2025 : mise en place d'une permanence de la Balle au Bond dans un centre social de Melun. (d'autres permanences ont déjà lieu à Dammarie les Lys dans les locaux de France Travail, à la MDS de Vaux le Pénit et sur d'autres communes de la CAMVS)*

*Intégration des professionnels de la Balle au bond dans le réseau d'acteurs*

*Juin 2026 journée des assistantes maternelles avec des conférences, des ateliers de gestion du stress et de bien être et la mise en jeu, et la diffusion d'une mallette pédagogique.*

### Territoire de déploiement :

Sur l'ensemble du territoire de la CAMVS

### Porteur(s) de l'action :

#### **Portage de l'action :**

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☐ Porteur associatif ☒ Autre (précisez) : MDEF de Sénart

#### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventionnement direct

☐ Autre (précisez) :

### Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :

☒ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☒ CAF ☐ CPAM ☒ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☒ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) : Mission locale, CADA

☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires

☐ Autre (précisez) : centres sociaux

### **Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>5000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |             |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 | <b>3000</b> |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |             |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  | <i>3000</i> |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |             |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |             |

|                                                                      |              |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez) |              |
| dont FAMI                                                            |              |
| dont financements privés                                             |              |
| <b>Coût total de l'action</b>                                        | <b>8 000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                          |              |

**Commentaires :**

Valorisation du temps de travail de la coordinatrice de la Cité de l'Emploi 10h/mois

**Indicateurs de suivi et d'évaluation**

**23. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**1.12. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                        | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                    | 50 par an                          |
| dont hommes                                                                                                                            | 10<br>40                           |
| dont femmes                                                                                                                            |                                    |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                   |                                    |
| dont BPI                                                                                                                               |                                    |
| dont BPI hommes                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI femmes                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                               |                                    |
| dont BPT                                                                                                                               |                                    |
| dont autres publics hors EPA (précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action) |                                    |

☒ Aide à la parentalité / Garde d'enfants

**Indicateurs de suivi de l'action**

|                                                                  | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Nombre de personnes cibles du CTAI et d'AGIR reçues              | 50                                |
| Nombre d'assistantes maternelles mobilisées                      | 10                                |
| Réalisation d'un bilan quantitatif et qualitatif par l'opérateur | 1                                 |

**Commentaires :**

Les bénéficiaires du programme AGIR auront la possibilité d'être orientés vers ce dispositif

## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

### Fiche-action n° 14 : production culturelle et insertion des volontaires en service civique

#### Axe n° 6 : INSERTION ET EMPLOI

#### Informations générales

##### Description de l'action :

Chaque année, l'association Unis Cité recrute 10 jeunes réfugiés en service civique, ils intègrent le programme COOP'R. Ces 10 jeunes sont mis en relation et en binôme avec un autre jeune en service civique également. Durant 8 mois, les 10 binômes se découvrent, se rencontrent et découvrent les acteurs professionnels qui les accompagneront pour définir et construire un projet d'avenir basé sur de la formation ou de l'orientation professionnelle. L'objectif est de favoriser l'intégration professionnelle des jeunes volontaires en leur offrant un accompagnement qualitatif, une ouverture sur le monde professionnel.

Dans le cadre du CTAI, l'intégration de volontaires en service civique pourrait répondre à plusieurs objectifs :

- \_ donner à entendre les récits de vie de ces jeunes aux membres du réseau, et au grand public
- \_ intégrer les volontaires dans les instances de travail pour qu'ils puissent prendre part à la définition, l'évaluation d'actions

- \_ valoriser l'expérience et l'impact du programme COOP'R sur le parcours des réfugiés/BPI à travers une production audiovisuelle et multimédia, à destination de différents publics (partenaires, institutions, futurs volontaires, grand public).

Public ciblé : grand public, partenaires, volontaires actuels et futurs, structures d'accueil, élus locaux

La valorisation se déclinera en plusieurs formats complémentaires pour toucher différents publics et canaux de diffusion :

##### 1. Film documentaire court (8 à 10 min) o

Format : vidéo montée avec interviews, images d'action, témoignages, scènes de vie collective.

Objectif : restituer l'expérience humaine des binômes, leur impact sur le terrain auprès des bénéficiaires des structures partenaires, et mettre en avant les dynamiques interculturelles et le pair à pair.

##### 2. Podcast (2 épisodes de 10-15 min)

Format : conversations ou récits autour d'une thématique à définir (exemple : l'expérience du service civique comme levier d'intégration, le service civique comme tremplin face aux difficultés liées à l'insertion professionnelle des jeunes réfugiés...)

Objectif : permettre une écoute immersive des voix des volontaires COOP'R, dans un format intimiste et accessible, en valorisant l'impact du programme sur leur parcours de vie et leur trajectoire professionnelle.

##### 3. Photoreportage

Format : série de 20 à 30 photos sélectionnées, accompagnées de légendes et citations.

Objectif : valoriser les compétences mobilisées par les volontaires, illustrer leur engagement comme levier d'insertion professionnelle à travers une mise en lumière concrète de leurs actions sur le terrain et l'impact auprès des structures

Calendrier de mise en œuvre

Phase 1 : Octobre – Novembre – Décembre 2025 : cadrage, préparation et lancement des captations. Cadrage



éditorial et artistique du projet (film, podcast, photoreportage)

Phase 2 : Janvier – Février – Mars : production et post-production des supports

Phase 3 : Avril – Mai – Juin : diffusion, valorisation et bilan

**Thématique(s) de l'action :**

- ☒ Accompagnement vers / Accès à l'emploi et à la formation professionnelle
- ☒ Accès à la culture / aux pratiques culturelles et artistiques
- ☒ Appropriation des principes de la République et des usages de la société française

**Calendrier prévisionnel de l'action :**

Calendrier de mise en œuvre

Phase 1 : Octobre – Novembre – Décembre Objectif : cadrage, préparation et lancement des captations

- Cadrage éditorial et artistique du projet (film, podcast, photoreportage)
- Identification des binômes et moments clés à documenter
- Rédaction des synopsis, intentions narratives et scripts éventuels
- Sélection des prestataires (vidéaste, photographe, ingénieur son)
- Planification des captations terrain (calendrier, autorisations, logistique)
- Démarrage des premières interviews et prises de vues

Phase 2 : Janvier – Février – Mars Objectif : production et post-production des supports

- Poursuite des captations (images d'action, sons, photos)
- Début du montage du film documentaire court (8-10 min)
- Enregistrement et montage des podcasts (2 épisodes de 10-15 min)
- Sélection, retouche et légendage des photos pour le photoreportage
- Relectures internes, validation des contenus, finalisation des supports

Phase 3 : Avril – Mai – Juin Objectif : diffusion, valorisation et bilan

- Organisation d'un temps de restitution publique (projection, échanges)
- Envoi des contenus aux partenaires, élus, institutions et réseaux pro
- Intégration des supports dans les outils de communication de l'association
- Récolte de retours (qualitatifs et quantitatifs) sur la réception du projet
- Rédaction du bilan d'action à destination du financeur

**Territoire de déploiement :**

Sur l'ensemble du territoire de la CAMVS

**Porteur(s) de l'action :**

***Portage de l'action :***

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif : Unis Cité ☐ Autre (précisez) :

***Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :***

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☒ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☒ CAF ☒ CPAM ☒ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☒ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) : Mission locale, CADA  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☐ Autre (précisez) :

**Commentaires :**

L'ensemble des membres du réseau d'acteurs, les associations, les collectivités, les institutions, le grand public

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>3000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |             |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 |             |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |             |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  |             |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |             |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |             |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |             |
| <i>dont FAMI</i>                                                                                                     |             |
| <i>dont financements privés</i>                                                                                      |             |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                        | <b>3000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                          |             |

**1.13. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                                 | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                             | 10                                 |
| dont hommes                                                                                                                                     | 5<br>5<br>10                       |
| dont femmes                                                                                                                                     |                                    |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                            |                                    |
| dont BPI                                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI hommes                                                                                                                                 |                                    |
| dont BPI femmes                                                                                                                                 |                                    |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                                        |                                    |
| dont BPT                                                                                                                                        |                                    |
| dont autres publics hors EPA ( <i>précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action</i> ) |                                    |

**1.14. Si l'action s'adresse à des acteurs de l'intégration**

|                                                                              | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b>                         |
|------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|
| <b>Identité des acteurs de l'intégration bénéficiaire de l'action</b>        | 40, les membres du réseau de l'accueil et de l'intégration |
| <b>Production d'un bilan qualitatif et quantitatif par l'opérateur</b>       | 1                                                          |
| <b>Nombre de jeunes ayant contribué à la définition de nouvelles actions</b> | 4                                                          |
| <b>Nombre de supports réalisés</b>                                           | 3 ( <i>podcast, court métrage, expo photo</i> )            |

## 24. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

### ☒ Accompagnement vers / Accès à l'emploi et à la formation professionnelle

#### Indicateur de suivi de l'action

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Objectif<br>Valeurs-cibles                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| <b>Durée moyenne du parcours vers l'emploi</b><br>(Exprimée en mois entre l'inscription du bénéficiaire dans le parcours et sa sortie)                                                                                                                                                                    | 8 mois                                                                     |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Objectif<br>Valeurs-cibles                                                 |
| <b>Nombre de bénéficiaires en sortie positive à l'issue du parcours d'accompagnement vers l'emploi</b><br><i>Est considérée comme une sortie positive : une sortie en emploi quels qu'en soient la nature et le type ainsi qu'en formation pré-qualifiante / qualifiante / certifiante ou diplômante.</i> | 5                                                                          |
| <b>Nombre de bénéficiaires en formation professionnelle</b>                                                                                                                                                                                                                                               | 5                                                                          |
| <b>Nombre de bénéficiaires en emploi durable à l'issue du parcours</b><br><i>Un emploi durable correspond à tout contrat de plus de 6 mois quels qu'en soient la nature et le type.</i>                                                                                                                   | 2                                                                          |
| <b>Nombre de bénéficiaires en sortie positive 6 mois après leur sortie de parcours</b> <i>(Si ce suivi à 6 mois n'est pas réalisé, le préciser)</i>                                                                                                                                                       | 10, après 1 an.<br>Les jeunes en service civique sont recrutés pour 8 mois |

### ☒ Appropriation des principes de la République et des usages de la société française

#### Thématique(s) de l'action

- ☒ Laïcité
- ☒ Égalité femmes-hommes
- ☒ Citoyenneté
- ☒ Liens avec la société d'accueil : mise en binôme avec des pairs français, rencontre des acteurs locaux

#### Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                                                                                                                                                                              | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre d'heures de formation ou d'accompagnement dispensées</b><br>(Nombre d'heures dispensées, indépendamment du nombre de bénéficiaires. Pour une formation ou un accompagnement de 10 heures dispensées à 20 bénéficiaires, compter 10 heures et non 10x20=200 heures) | 15H                        |

| Outils et méthodes utilisés pour l'appropriation des principes de la République et les usages de la société française | Description des outils et des méthodes |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| Echange de pairs à pairs, rencontre avec des acteurs locaux, temps de formation propre au service civique             | Témoignages audios, vidéos, exposition |

|                                                     | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-----------------------------------------------------|----------------------------|
| Nombre de binômes constitués (parrainage, mentorat) | 10                         |

### ☒ Accès à la culture / aux pratiques culturelles et artistiques

#### Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                            | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| Nombre d'événements culturels et artistiques auxquels les bénéficiaires ont participé (expo photo, court métrage, podcast) | 3                          |



## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

### Fiche-action n° 15 : Ateliers de communication au service de l'insertion professionnelle

Axe n° 6 : INSERTION ET EMPLOI

#### Informations générales

##### Description de l'action :

La recherche d'emploi, de formation, savoir se présenter à un recruteur, intégrer les savoirs être et les codes sociaux indispensables pour travailler, nécessitent, a minima, l'usage de compétences de communication orale maîtrisées.

La prise de parole en public, l'aisance, la confiance en soi nécessitent un accompagnement spécifique et le détour par le théâtre se présente comme un outil précieux pour développer les compétences de communication des apprenants.

L'association OGOA, une compagnie théâtrale rôdée dans l'accompagnement des publics en insertion, intervient depuis plusieurs années sur le territoire.

En 2025, nous proposons de développer une action spécifique de ce type, à destination exclusivement du public CTAI, sur le thème de la découverte de l'insertion professionnelle et de l'acquisition de compétences de communication psychosociales adaptées.

Des ateliers de communication seront mis en place des groupes ASL.

Le bilan des ateliers menés par cette compagnie fait déjà état d'une amélioration significative des compétences des participants en termes d'expression personnelle, d'intégration sociale et d'apprentissage linguistique. Plus largement, les apprenants ressentent très vite un mieux-être et une augmentation de l'estime de soi leur permettant de faciliter leur insertion sociale.

Ces nouveaux ateliers, mis en place dans le cadre du CTAI sur 2025 et menés en collaboration avec les ASL permettront ainsi d'enrichir le panel des compétences socio-professionnelles requises pour initier un parcours d'entrée dans l'emploi P.E.E des usagers A.S.L dans un environnement de proximité ludique et moins formel.

En effet, les ASL permettent d'acquérir ou de renforcer des compétences sociales en communication pour une meilleure intégration en tant qu'usager des différents espaces sociaux. Ainsi ils deviennent autonomes dans leur vie quotidienne grâce à des objectifs fonctionnels, généraux et transversaux

##### Thématique(s) de l'action :

☒ Accompagnement vers / Accès à l'emploi et à la formation professionnelle

##### Calendrier prévisionnel de l'action :

2025 :

Réunions/Préparations pédagogiques (5j)

Ateliers à compter de janvier 2026

##### Territoire de déploiement :

CAMVS

**Porteur(s) de l'action :**

**Portage de l'action :**

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif : OGOA ☐ Autre (précisez) :

**Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventionnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☐ France Travail ☐ OFII ☐ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☒ Autre (précisez) : centres sociaux de Melun

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>4000</b> |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |             |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 |             |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |             |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  |             |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |             |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |             |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |             |
| <i>dont FAMI</i>                                                                                                     |             |
| <i>dont financements privés</i>                                                                                      |             |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                        | <b>4000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                          |             |

|                                                                                      | <b>Objectif<br/>Valeur-cible</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| <b>Nombre de participants aux ateliers</b>                                           | <b>10</b>                        |
| <b>Nombre de sorties positives (formation intensive ou activité professionnelle)</b> | <b>3</b>                         |

**25. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**1.15. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                                 | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                             | <b>10</b>                          |
| dont hommes                                                                                                                                     | 5                                  |
| dont femmes                                                                                                                                     | 5                                  |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                            | 4                                  |
| dont BPI                                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI hommes                                                                                                                                 |                                    |
| dont BPI femmes                                                                                                                                 |                                    |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                                        |                                    |
| dont BPT                                                                                                                                        |                                    |
| dont autres publics hors EPA ( <i>précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action</i> ) |                                    |

**Commentaires :**

Public visé : les participants aux ASL des Centres sociaux de Melun

**26. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :**

☒ **Apprentissage du français (y compris à visée professionnelle)**

**Indicateurs de suivi de l'action**

|                                                                                                                                                                                                                                     | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre d'heures de formation dispensées</b><br>(nombre d'heures dispensées, indépendamment du nombre de bénéficiaires. Pour une formation de 10 heures dispensées à 20 bénéficiaires, compter 10 heures et non 10x20=200 heures) | 12h                        |
| <b>Coût horaire unitaire</b><br>(= coût total de l'action/nombre d'heures de formations dispensées/nombre total de bénéficiaires)                                                                                                   |                            |

|                                                                                                                                                                                                                                   | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre de participants assidus</b><br>(nombre de participants dont le taux de présence aux séances de formation dispensées est égal ou supérieur à 80 % du nombre d'heures prévues dans leur parcours individuel de formation) | 10                         |
|                                                                                                                                                                                                                                   | Objectif<br>Valeurs-cibles |
| <b>Nombre de participants ayant progressé d'au moins un niveau du Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) entre le début et la fin de la formation</b>                                                        | 10                         |
| <b>Nombre de participants ayant passé une certification à l'issue de la formation</b>                                                                                                                                             | 2                          |

☒ Accompagnement vers / Accès à l'emploi et à la formation professionnelle

**Indicateur de suivi de l'action**

|                                                                                                                                        | Objectif<br>Valeurs-cibles                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Durée moyenne du parcours vers l'emploi</b><br>(Exprimée en mois entre l'inscription du bénéficiaire dans le parcours et sa sortie) | 3 saisons (27 mois)                                                                                                                                     |
| <b>Amélioration des compétences des apprenants</b>                                                                                     | 3 compétences de plus : travailler en groupe, se confronter, exprimer ses idées, identifier ses compétences et les adapter à différentes sollicitations |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre de bénéficiaires en sortie positive à l'issue du parcours d'accompagnement vers l'emploi</b><br><i>Est considérée comme une sortie positive : une sortie en emploi quels qu'en soient la nature et le type ainsi qu'en formation pré-qualifiante / qualifiante / certifiante ou diplômante.</i> | 8 sur 3 ans                |

|                                                                                                                                                                                         |                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|
| <b>Bilan transmis par l'opérateur mettant en exergue les impacts sur le public visé</b>                                                                                                 | <b>1</b>                    |
| <b>Nombre de bénéficiaires en formation professionnelle</b>                                                                                                                             | <b>9 sur 3 ans</b>          |
| <b>Nombre de bénéficiaires en emploi durable à l'issue du parcours</b><br><i>Un emploi durable correspond à tout contrat de plus de 6 mois quels qu'en soient la nature et le type.</i> |                             |
| <b>Nombre de bénéficiaires en sortie positive 6 mois après leur sortie de parcours</b> <i>(Si ce suivi à 6 mois n'est pas réalisé, le préciser)</i>                                     | <b>Pas de suivi réalisé</b> |



## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

### Fiche-action n° 16 : valorisation du parcours migratoire / cultures d'origine

#### Axe n° 7 : INTEGRATION SCOLAIRE ET CULTURE

#### Informations générales

##### Description de l'action :

**Objectif : Redonner de la place et renforcer la confiance en soi des primo-arrivants, tout en consolidant le lien avec les familles.**

Pour atteindre cet objectif, il est essentiel de valoriser le parcours, la culture d'origine et les compétences des primo-arrivants. Cela permettrait de renforcer leur estime personnelle et d'encourager leur intégration dans la société.

##### **Proposition d'actions :**

1. **Valorisation des parcours et des cultures :** Il est important de mettre en lumière les histoires individuelles des primo-arrivants, en soulignant la richesse de leurs parcours et de leurs cultures. Cela pourrait se faire à travers différents médias, comme des podcasts ou des vidéos, dans lesquels les primo-arrivants partageraient leurs récits de vie, leurs expériences et leurs défis.
2. **Création d'une exposition photo :** Une exposition photographique pourrait être organisée pour mettre en valeur ces récits, illustrant la diversité des trajectoires et des cultures des familles. Cela offrirait une visibilité importante aux parcours souvent méconnus ou sous-représentés.
3. **Renforcement des liens intergénérationnels :** Un aspect important serait de favoriser les échanges entre générations. Les enfants et adolescents pourraient être invités à interroger leurs aînés sur leur parcours, dans le but de renforcer les liens familiaux et de promouvoir une dynamique intergénérationnelle. Cette démarche permettrait de valoriser les savoirs et les expériences des parents tout en tissant des liens plus solides entre les jeunes et leurs familles.
4. **Mobilisation du bus de la Réussite Éducative :** Le bus de la Réussite Éducative pourrait être un outil précieux pour aller à la rencontre des primo-arrivants et des familles là où elles se trouvent, facilitant l'accès à l'information et au soutien. Cette approche mobile permettrait de surmonter les barrières géographiques et d'assurer une meilleure visibilité des dispositifs d'accompagnement. L'animateur du bus de la Réussite Éducative est un salarié de la direction de la politique de la ville et de l'insertion de la CAMVS.
5. **Collaboration avec les structures locales :** Les groupes constitués tels que les Ateliers Sociolinguistiques (ASL), les formations en Français Langue Étrangère (FLE) des associations, ainsi que les acteurs de l'OEPRE (Opération d'Éducation Prioritaire et Réussite Éducative) de l'Éducation Nationale, pourraient être mobilisés pour accompagner ces initiatives et renforcer l'impact de l'ensemble des actions menées.

En résumé, ces actions visent à redonner confiance aux primo-arrivants en valorisant leurs parcours, à renforcer les liens familiaux et intergénérationnels, tout en facilitant leur accès à l'information et à l'accompagnement par le biais d'outils adaptés, comme le bus de la Réussite Éducative et la collaboration avec les acteurs locaux.

### Thématique(s) de l'action :

- ☒ Accès à la culture / aux pratiques culturelles et artistiques  
☒ Aide à la parentalité / Garde d'enfants

### Calendrier prévisionnel de l'action :

Déploiement de l'action après la signature du contrat, pour un an

### Territoire de déploiement :

Quartiers prioritaires de la politique de la ville

### Porteur(s) de l'action :

#### **Portage de l'action :**

- ☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Association : Tranquille dans ma ville ☐ Autre (précisez) :

#### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

- ☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

### Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :

- ☐ France Travail ☐ OFII ☐ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☒ Autre (précisez) : centres sociaux municipaux, associations locales, Education Nationale

### **Budget prévisionnel**

|                                                                                                               |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104                             | 4000 |
| Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat) |      |
| Montant de la contribution de la collectivité                                                                 | 2000 |
| dont financements directs                                                                                     |      |
| dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)                  | 2000 |
| Contributions prévisionnelles des autres financeurs                                                           |      |
| dont programme 103                                                                                            |      |

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| dont programme 147                                                   |             |
| dont programme 177                                                   |             |
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez) |             |
| dont FAMI                                                            |             |
| dont financements privés                                             |             |
| <b>Coût total de l'action</b>                                        | <b>6000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                          |             |

**Commentaires :**

Mobilisation de la Coordinatrice de la Micro Folie à raison de 12h/mois pour accompagner le projet avec l'association.

**Indicateurs de suivi et d'évaluation**

**27. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**1.16. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                        | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                    | <b>60</b>                          |
| dont hommes                                                                                                                            | 20<br>40<br>10                     |
| dont femmes                                                                                                                            |                                    |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                   |                                    |
| dont BPI                                                                                                                               |                                    |
| dont BPI hommes                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI femmes                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                               |                                    |
| dont BPT                                                                                                                               |                                    |
| dont autres publics hors EPA (précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action) |                                    |

## 28. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

### ☒ Aide à la parentalité / Garde d'enfants

#### Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                                                  | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Nombre d'actions mises en œuvre                                                                                                                  | 1                                 |
| Nombre d'ateliers de sensibilisation                                                                                                             | 20                                |
| Nombre de productions réalisées                                                                                                                  | 1                                 |
| Réalisation d'un bilan pour étudier l'impact de l'action pour le public et pour les partenaires, l'acquisitions de compétences pour le public... | 1                                 |

# Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

## Fiche-action n° 17 : Ateliers langagiers en famille

### Axe n° 7 : INTEGRATION SCOLAIRE ET CULTURE

#### Informations générales

#### Description de l'action :

##### Objectifs :

1. **Stimuler et développer le langage des enfants et de leurs parents peu ou pas francophones** : L'objectif principal est d'accroître les compétences langagières des enfants et de leurs parents, tout en renforçant leur confiance en eux. Ce travail vise à faciliter l'apprentissage du français et à encourager l'expression de chacun dans un environnement bienveillant.
2. **Contribuer à l'épanouissement des bénéficiaires et de leurs enfants** : Il s'agit de créer un environnement propice à l'épanouissement personnel des enfants et des parents, en favorisant des activités qui stimulent leur développement et leur bien-être.
3. **Favoriser la communication au sein des familles et renforcer les liens intra-familiaux** : Les ateliers ont pour but d'améliorer la communication entre les membres de la famille, en favorisant une meilleure compréhension et un renforcement des liens affectifs et relationnels.

##### Méthode :

Les ateliers se dérouleraient en petits groupes intergénérationnels et plurilingues, où l'accent est mis sur le *faire ensemble* et la valorisation des progrès de chaque participant, qu'il soit parent ou enfant. Cela permet d'instaurer un cadre d'apprentissage collaboratif et inclusif, où chacun peut apprendre les uns des autres. Ces ateliers hebdomadaires pourraient se dérouler dans un centre social, dans un des établissements « oepe » ou encore dans les locaux d'une association.

##### Exemples d'activités proposées :

- Jeux langagiers et jeux d'imitation pour créer des scènes de la vie quotidienne et adapter son langage aux différents contextes.
- Temps de chant, de lecture, création d'imagiers et d'histoires pour stimuler l'expression orale et la compréhension.
- Sorties en groupe, comme des visites à la médiathèque, pour encourager l'apprentissage informel et l'accès à la culture.

**Rôle des parents** : Dans ces ateliers, les parents ne sont pas uniquement là pour soutenir leurs enfants ; ils sont aussi pleinement acteurs de leur propre apprentissage et de celui de leurs enfants. Il s'agit d'une approche réciproque des connaissances et compétences, où l'échange entre la langue maternelle et la langue seconde (le français) devient une richesse partagée.

**Evaluation et orientation** : Ces temps d'apprentissage permettront également d'évaluer le niveau de langue des participants adultes, facilitant ainsi leur orientation vers une offre linguistique adaptée à leurs besoins.

**Bénéfices attendus** : Ces ateliers visent à renforcer la confiance en soi des parents et des enfants, tout en améliorant leurs compétences linguistiques et en favorisant une communication harmonieuse au sein de la famille. En impliquant activement les parents et en créant une dynamique intergénérationnelle, ils contribuent à l'intégration réussie et à l'épanouissement des familles.



### Thématique(s) de l'action :

*Cocher la/les thématique(s) relatives à l'action.*

- ☒ Apprentissage du français  
☒ Aide à la parentalité / Garde d'enfants

### Calendrier prévisionnel de l'action :

*Septembre décembre 2025 : mobilisation des partenaires, recherche de lieu d'accueil de l'action  
Déploiement au cours du premier semestre 2026*

### Territoire de déploiement :

*Melun, Le Mée sur Seine et Dammarie les Lys*

### Porteur(s) de l'action :

#### **Portage de l'action :**

☐ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☒ Porteur associatif pressenti et à confirmer : Apprendre et Entreprendre Solidaire ☐ Autre (précisez) :

#### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

### Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :

☐ France Travail ☐ OFII ☐ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☒ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :  
☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires  
☒ Autre (précisez) : services municipaux (centres sociaux), Education Nationale

### **Budget prévisionnel**

|                                                                                                               |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104                             | 4000 |
| Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat) |      |
| Montant de la contribution de la collectivité                                                                 | 2000 |
| dont financements directs                                                                                     |      |
| dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)                  | 2000 |
| Contributions prévisionnelles des autres financeurs                                                           |      |

|                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| dont programme 103                                                   |             |
| dont programme 147                                                   |             |
| dont programme 177                                                   |             |
| dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez) |             |
| dont FAMI                                                            |             |
| dont financements privés                                             |             |
| <b>Coût total de l'action</b>                                        | <b>6000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                          |             |

**Commentaires :**

La chargée de mission lien social, parentalité et prévention santé sera amenée à travailler avec l'association et le public pour la mise en lien vers les dispositifs de droit commun et les animations du territoire pouvant intéresser et accompagner les familles à raison de 6h/mois.

**Indicateurs de suivi et d'évaluation**

**1.17. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                        | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                    | <b>80</b>                          |
| dont hommes                                                                                                                            | 40<br>40<br>10                     |
| dont femmes                                                                                                                            |                                    |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                   |                                    |
| dont BPI                                                                                                                               |                                    |
| dont BPI hommes                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI femmes                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                               |                                    |
| dont BPT                                                                                                                               |                                    |
| dont autres publics hors EPA (précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action) |                                    |

☒ Apprentissage du français (y compris à visée professionnelle)

Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                                                                                                                                     | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre d'heures de formation dispensées</b><br>(nombre d'heures dispensées, indépendamment du nombre de bénéficiaires. Pour une formation de 10 heures dispensées à 20 bénéficiaires, compter 10 heures et non 10x20=200 heures) | 60                         |
| <b>Coût horaire unitaire</b><br>(= coût total de l'action/nombre d'heures de formations dispensées/nombre total de bénéficiaires)                                                                                                   |                            |

|                                                                                                                                                                                                                                   | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre de participants assidus</b><br>(nombre de participants dont le taux de présence aux séances de formation dispensées est égal ou supérieur à 80 % du nombre d'heures prévues dans leur parcours individuel de formation) | 60                         |
| <b>Nombre de parents orientés vers un ASI ou une formation linguistique</b>                                                                                                                                                       | 15                         |

29. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

☒ Aide à la parentalité / Garde d'enfants

Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                                                                                                       | Objectif<br>Valeurs-cibles |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| <b>Nombre d'enfants touchés</b>                                                                                                                                       | 60                         |
| <b>Nombre d'ateliers proposés</b>                                                                                                                                     | 20                         |
| <b>Réalisation d'un bilan mettant en avant l'évolution des comportements, l'acquisition de compétences, l'impact de l'action, la nature des partenariats engagés.</b> |                            |
| <b>Enquête de satisfaction auprès des participants</b>                                                                                                                | 70% de retours positifs    |

## Contrat territorial d'accueil et d'intégration de Melun Val de Seine

Fiche-action n° 18 : Itinérances de la Micro Folie auprès du public cible du CTAI

### Axe n° 7 : INTEGRATION SCOLAIRE ET CULTURE

#### Informations générales

En 2017, France Terre d'Asile et un collectif de personnalités du secteur culturel et associatif, appelaient à utiliser la culture comme « arme d'intégration massive ». L'accès à la culture aide à la découverte du nouveau pays, de son histoire, de ses codes, de ses valeurs ou traditions. La culture permet de dépasser la barrière de la langue, de s'exprimer autrement, et donc de partager.

Les itinérances de la Micro-Folie Melun Val de Seine, mises en vie par une médiatrice culturelle et une coordinatrice amènent le musée numérique, les casques de réalité virtuelle, le FAB LAB au plus près des publics du territoire. Sont ainsi programmées plusieurs semaines par an des animations au sein des centres sociaux avec un focus sur les groupes des ASL, des centres d'accueil de jour de la Croix Rouge...

Dans la cadre de la mise en œuvre du CTAI, ces deux agents de la CAMVS, en lien avec la chargée de mission vont pouvoir cibler davantage le public de primo arrivants et proposer davantage d'itinérances en direction de ce public sur le territoire. Ces séances sont dédiées à la découverte du patrimoine culturel français, dans tous les domaines et sont facilement accessibles pour le public et appropriables pour les structures accueillantes qui s'en saisissent comme séance de préparation à des visites culturelles.

#### Thématique(s) de l'action :

☒ Accès à la culture / aux pratiques culturelles et artistiques

#### Calendrier prévisionnel de l'action :

Mai-décembre 2025

#### Territoire de déploiement :

CAMVS

#### Porteur(s) de l'action :

##### **Portage de l'action :**

☒ Collectivité signataire du CTAI ☐ CCAS ☐ Porteur associatif ☐ Autre (précisez) :

##### **Modalités de sélection du/des opérateur(s) en charge du déploiement de l'action :**

☐ Appel à projets (AAP) ☐ Appel à manifestation d'intérêt (AMI) ☒ Conventonnement direct  
☐ Autre (précisez) :

**Partenaire(s) mobilisés dans le cadre de l'action :**

☐ France Travail ☒ OFII ☒ Opérateur AGIR ☐ CAF ☐ CPAM ☐ Conseil départemental ☐ Conseil régional ☐ Autre collectivité signataire d'un CTAI (le cas échéant, précisez) :

☐ Université ☐ Services hospitaliers/médico-sociaux ☐ Chambres consulaires

☒ Autre (précisez) : services municipaux (centres sociaux), Education Nationale, croix rouge, associations locales

**Commentaires :**

La programmation des interventions de la Micro-folie seront transmis au réseau des acteurs de l'accueil et de l'intégration

**Budget prévisionnel**

|                                                                                                                      |             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| <b>Montant de la subvention demandée sur les crédits de l'action 12 du programme 104</b>                             | <b>0</b>    |
| <b>Montant des reliquats disponibles au titre de l'exécution n-1 (action 12 du P104) (si renouvellement contrat)</b> |             |
| <b>Montant de la contribution de la collectivité</b>                                                                 | <b>6000</b> |
| <i>dont financements directs</i>                                                                                     |             |
| <i>dont contributions estimées en nature (mise à disposition d'ETP, moyens immobiliers, autres)</i>                  | <i>6000</i> |
| <b>Contributions prévisionnelles des autres financeurs</b>                                                           |             |
| <i>dont programme 103</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 147</i>                                                                                            |             |
| <i>dont programme 177</i>                                                                                            |             |
| <i>dont autre programme budgétaire de l'État (le cas échéant, précisez)</i>                                          |             |
| <i>dont FAMI</i>                                                                                                     |             |
| <i>dont financements privés</i>                                                                                      |             |
| <b>Coût total de l'action</b>                                                                                        | <b>6000</b> |
| <b>Coût unitaire moyen par bénéficiaire</b>                                                                          |             |

**Commentaires :**

Mobilisation de l'animatrice de la Micro Folie à raison de 20 h/mois



**30. Indicateurs relatifs au nombre de bénéficiaires (étrangers bénéficiaires et/ou acteurs de l'intégration)**

**1.18. Si l'action s'adresse à des étrangers primo-arrivants**

|                                                                                                                                                 | <b>Objectif<br/>Valeurs-cibles</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Nombre total d'étrangers éligibles bénéficiaires de l'action</b>                                                                             | <i>200</i>                         |
| dont hommes                                                                                                                                     |                                    |
| dont femmes                                                                                                                                     |                                    |
| dont moins de 25 ans                                                                                                                            |                                    |
| dont BPI                                                                                                                                        |                                    |
| dont BPI hommes                                                                                                                                 |                                    |
| dont BPI femmes                                                                                                                                 |                                    |
| dont BPI moins de 25 ans                                                                                                                        |                                    |
| dont BPT                                                                                                                                        | 100<br>100<br>20                   |
| dont autres publics hors EPA ( <i>précisez le cas échéant la nature des publics et part des publics concernés sur la totalité de l'action</i> ) |                                    |

31. Indicateurs qualitatifs (par type d'action) :

☒ Accès à la culture / aux pratiques culturelles et artistiques

Indicateurs de suivi de l'action

|                                                                                       | Objectif<br><i>Valeurs-cibles</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| Nombre d'événements culturels et artistiques auxquels les bénéficiaires ont participé | 2                                 |
| Réalisation d'un bilan mesurant l'impact sur le public, sur les partenaires,          | 1                                 |

Autres indicateurs :

|                                                                             | Objectif<br><i>Valeur-cible</i> |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| Satisfaction du public : observation et échanges direct                     | 80% de satisfaction             |
| Implication des structures accueillantes : préparation commune d'une sortie | 1                               |

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.18.128**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Josée ARGENTIN, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : AGREMENT DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX 2025 POUR VALLOIRE  
HABITAT - GROUPE ACTION LOGEMENT**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.301-3, L.301-5-1 et suivants ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2019.7.4.187 en date du 16 décembre 2019 définissant l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat ;

**VU** la délibération n° 2023.1.24.24 du 06 février 2023 approuvant le renouvellement de la convention de délégation des aides à la pierre pour la période 2023-2028 ;

**VU** la délibération n° 2025.3.18.52 du 26 mai 2025 approuvant l'attribution de subventions sur fonds propres de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine pour la réalisation de logements locatifs sociaux ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Cohésion du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** la demande de conventionnement et agrément du bailleur social VALLOIRE HABITAT (BÂTIR CENTRE) ;

*Après en avoir délibéré,*

**DÉCIDE** d'approuver la programmation 2025 pour le bailleur social VALLOIRE HABITAT (BÂTIR CENTRE) pour l'opération de 43 logements locatifs sociaux collectifs, 334 avenue Jean Jaurès à Dammarie-lès-Lys ;

**ACCORDE** les conventionnement et agrément suivants :

- À VALLOIRE HABITAT (BÂTIR CENTRE) pour l'opération de 43 logements locatifs sociaux collectifs, 334 avenue Jean Jaurès à Dammarie-lès-Lys en vente en état futur d'achèvement (VEFA) auprès du promoteur TAGERIM.

Opération :

- Acquisition neuve en VEFA de 43 logements collectifs

Type de financement et de conventionnement des logements locatifs sociaux :

- 43 PLS

**Aucune subvention**

**AUTORISE** le Président ou son représentant à notifier au bailleur la décision d'attribution d'agrément et de conventionnement, et à signer toutes les conventions liées à cette opération.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60280-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin



**Opération de 43 logements sociaux  
à DAMMARIE LES LYS  
334, avenue Jean Jaurès  
VEFA TAGERIM – VALLOIRE HABITAT (BATIR CENTRE)**

• **Contexte :**

La commune de Dammarie Les Lys compte 23 252 habitants (chiffre INSEE 2022).

Elle est située dans l'Unité Urbaine de Paris et compte 38.3% de logements locatifs sociaux au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

• **Présentation de l'opération :**

Le bailleur VALLOIRE HABITAT, filiale du groupe Action Logement, historiquement présent dans le Loiret sur les territoires d'Orléans et Montargis, se développe aujourd'hui en Indre-et-Loire et dans le sud de l'Ile de France.

Il acquiert ainsi en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) auprès du promoteur TAGERIM, 43 logements sociaux dans un ensemble immobilier de 63 logements (20 logements en acquisition) répartis dans deux bâtiments en R+3+Mansarde.

Le projet se situe à proximité de la gare de Melun.

Le programme comptera 83 places de stationnement en sous-sol dont 43 places pour les logements sociaux.

Le programme prévoit un niveau de performance énergétique niveau RT2012, les logements seront équipés de chauffage au gaz individuel. Tous les logements bénéficient d'un balcon, terrasse ou jardin.





• **Niveau d'avancement du dossier et calendrier prévisionnel :**

Obtention du permis de construire : 1<sup>er</sup> juin 2022

Achèvement des travaux : septembre 2025

Livraison et mise en location : avril 2026

• **Éléments techniques : 43 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX**

|                               |                                            |
|-------------------------------|--------------------------------------------|
| Titulaire du conventionnement | VALLOIRE HABITAT Groupe Action Logement    |
| Localisation                  | 334, avenue Jean Jaurès à DAMMARIE LES LYS |
| Foncier                       | VEFA acquise auprès de TAGERIM             |
| Types de financement          | 43 PLS                                     |
| Typologie                     | 3 T2 – 31 T3 – 8 T4 – 1 T5                 |
| Surface habitable             | 2880.20 m <sup>2</sup>                     |
| Loyer maximum praticable      | PLS : 11.55 €/m <sup>2</sup>               |

• **Plan de financement prévisionnel :**

|                        | PLS             |
|------------------------|-----------------|
| Fonds propres bailleur | 1 505 278.00 €  |
| Prêt CDC logement      | 5 483 512.00 €  |
| Prêt CDC Foncier       | 3 763 194.00 €  |
| TOTAL                  | 10 751 984.00 € |

• **Prix de revient prévisionnel :**

PLS

3 733.07 €/m<sup>2</sup> SH, sachant que le prix de revient global de l'opération est de 10 751 984 € (2880.20 m<sup>2</sup>).

Ce programme 100% PLS ne bénéficie d'aucune subvention.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.19.129**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : PARC SOCIAL - ARRET DU PROJET DE 2EME PLAN PARTENARIAL DE  
GESTION DE LA DEMANDE ET D'INFORMATION DU DEMANDEUR 2025-  
2031 (PPGDID)**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et, notamment, son article L441-2-8 ;

**VU** la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN ;

**VU** le décret n°2019-1378 du 17 décembre 2019, modifié, relatif à la cotation de la demande de logement social ;

**VU** le socle régional de cotation de la demande approuvé par le Comité Régional d'Habitat et d'Hébergement (CRHH) du 11 mai 2021 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2018.5.31.152 en date du 5 juillet 2018 approuvant le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur 2018-2024 (PPGDID) ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2022.4.9.70 en date du 16 mai 2022 approuvant l'avenant n°1 au Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur 2018-2024 (PPGDID) mettant en place un système de cotation de la demande de logement ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2022.6.17.116 en date du 26 septembre 2022 approuvant le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2024.2.9.39 en date du 25 mars 2024 approuvant la prorogation d'un an du PPGDID en cours et autorisant la procédure de lancement d'un nouveau Plan pour la période 2025-2031 ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Cohésion du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que l'agglomération a l'obligation de disposer d'un Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur ;

**CONSIDÉRANT** que le 1<sup>er</sup> Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur de la CAMVS a été prorogé d'un an et qu'il est arrivé à échéance le 4 juillet 2025 ;

**CONSIDÉRANT** la volonté de la Communauté d'Agglomération et de ses communes membres de satisfaire le droit à l'information du demandeur de logement social et d'améliorer l'efficacité et l'équité dans la gestion des demandes de logement social ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement réunie en séance plénière le 17 septembre 2025 ;

*Après en avoir délibéré,*

**ARRÊTE** le projet de 2ème Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur (PPGDID) 2026-2031, ci-annexé ;

**DIT** que le projet de PPGDID, ainsi arrêté, sera transmis à chacune des communes membres de la CAMVS, ainsi qu'aux services de l'État ;

**DIT** que le projet de PPGDID sera examiné à nouveau après réception de l'avis des communes membres de la CAMVS et des services de l'État.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60598-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin



# **Plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur (PPGDID)**

**2026-2031**

**Version projet**

## Table des matières

|                                                                                           |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Introduction</b>                                                                       | <b>2</b>  |
| 1. Cadre légal                                                                            | 2         |
| 2. L’articulation du PPGDID avec les orientations de la CIL et la CIA                     | 3         |
| 3. La démarche de révision du PPGDID de la CAMVS                                          | 5         |
| 4. Le champ d’application du PPGDID                                                       | 7         |
| 5. La durée du PPGDID                                                                     | 7         |
| <b>Eléments de diagnostic du parc locatif social</b>                                      | <b>8</b>  |
| 1. Un parc de 16 990 logements sociaux concentrés à 80 % sur le centre urbain             | 8         |
| 2. Une hausse de la pression sur la demande de logement social sur le territoire          | 11        |
| 3. Une forte hausse des demandes en ligne mais un niveau de satisfaction moindre          | 16        |
| 4. Un décalage entre les profils des ménages demandeurs et ceux des ménages attributaires | 19        |
| 5. Zoom sur des profils spécifiques de demandeurs                                         | 25        |
| 6. Synthèse des enjeux pour la révision du PPGDID                                         | 28        |
| <b>Le contenu opérationnel du PPGDID</b>                                                  | <b>30</b> |
| A. Le Service d’Information et d’Accueil des Demandeurs (SIAD)                            | 31        |
| B. L’information dispensée au demandeur                                                   | 47        |
| C. L’enregistrement et la gestion partagée de la demande                                  | 60        |
| D. Le système de cotation de la demande de logement social                                | 67        |
| E. Le traitement collectif demandes émanant des ménages en difficulté                     | 78        |
| F. La gestion collective des demandes de mutation                                         | 87        |
| <b>Les modalités de pilotage, de suivi et d’évaluation du plan</b>                        | <b>92</b> |
| 1. Le pilotage et la mise en œuvre du PPGDID                                              | 92        |
| 2. Les bilans réguliers du PPGDID                                                         | 92        |
| 3. L’évaluation finale du PPGDID                                                          | 93        |
| <b>Annexes</b>                                                                            | <b>94</b> |

# Introduction

## 1. Cadre légal

L'article L.441-1-5 du Code de la Construction et de l'Habitation créé par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) instaure le **cadre d'une politique intercommunale des attributions et créé un droit à l'information pour le demandeur de logement social, dont la mise en œuvre passe par l'élaboration d'un Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des demandeurs (PPGDID)**. Le décret n° 2015-524 du 12 mai 2015 précise le contenu, les modalités d'élaboration, d'évaluation et de révision du PPGD. La loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté conforte ces dispositions. La loi Elan du 23 novembre 2018 rend obligatoire l'établissement d'un système de cotation de la demande au sein de ce plan.

L'article 97 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) prévoit que tout établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doté d'un programme local de l'habitat (PLH) a l'obligation d'élaborer un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs. Ce plan définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes et à satisfaire le droit à l'information, en fonction des besoins en logement social et du contexte local.

Ce document s'inscrit plus largement dans le cadre de la réforme de la gestion des demandes et des attributions de logement social qui a pour objectif de :

- Donner au demandeur davantage de transparence sur les procédures d'accès au logement et le rendre plus actif dans ses démarches ;
- Accroître la lisibilité du parcours du demandeur ;
- Développer l'efficacité dans le traitement des demandes en favorisant la mutualisation des informations ;
- Accentuer l'équité dans le système d'attribution des logements.

En fonction des besoins et des circonstances locales, ce plan doit définir les orientations retenues par l'EPCI concernant :

- D'une part, **la mise en œuvre d'un dispositif de gestion partagée de la demande**, afin de permettre un traitement plus efficace et plus transparent des demandes de logements sur le territoire intercommunal ;
- D'autre part, **les modalités locales mises en place pour répondre aux obligations d'information renforcées** prescrites par la loi.

Le plan est un outil opérationnel. Ainsi, il décrit, entre autres, les modalités d'organisation mises concrètement en place sur le territoire, permettant de répondre aux besoins d'information des demandeurs de logement social. Il arrête également les fonctionnalités assurées par le dispositif de gestion partagée de la demande.

### Le PPGD, un outil pour améliorer le service aux demandeurs portant sur :



Le PPGDID est élaboré, en y associant les communes membres des EPCI, ainsi que tous les acteurs du logement social présents sur le territoire, et ce conformément à l'article 2 du décret n°2015-524 du 12 mai 2015 complété par le décret n°2019-1378 du 17 décembre 2019 relatif à la cotation de la demande de logement social.

Ce document s'inscrit en cohérence avec les autres outils mis en place dans le cadre de la réforme des attributions, dont la Conférence intercommunale du logement suit la définition et la mise en œuvre sur le territoire.

## 2. L'articulation du PPGDID avec les orientations de la CIL et la CIA

### 2.1. Rappel des orientations du document-cadre

Le PPGDID de la CAMVS s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques de la CIL. La CIL de la CAMVS a adopté son document cadre d'orientations le 27 mars 2019. Les orientations du document-cadre visent à :

- **Favoriser l'atteinte des objectifs quantitatifs d'attribution :**
  - Orientation 1 : Adapter les attributions au regard de l'offre libérée pour mieux répondre à la demande et aux objectifs quantitatifs ;

- o Orientation 2 : Limiter les risques de paupérisation dans des résidences fragiles, y compris en dehors des QPV ;
- o Orientation 3 : Poursuivre l'amélioration de l'attractivité des QPV ;
- o Orientation 4 : Répondre aux besoins des publics prioritaires en termes de relogement et d'accompagnement social ;
- o Orientation 5 : Poursuivre l'effort de rééquilibrage de l'offre en logements sociaux au sein du territoire et produire une offre adaptée aux besoins des demandeurs.
- **Favoriser les mutations à l'échelle de la CAMVS :**
  - o Orientation 6 : Favoriser la fluidité dans le parc social en répondant mieux aux demandeurs de mutation.
- **Permettre un suivi fin et adapté des attributions au sein du territoire :**
  - o Orientation 7 : Définir les situations complexes pouvant faire l'objet d'un traitement individualisé au sein de la commission de coordination pour en favoriser une gestion partenariale ;
  - o Orientation 8 : Mettre en place un outil de suivi et d'évaluation des orientations, du parc social et de son occupation.

## 2.2. L'articulation du PPGDID avec la CIA

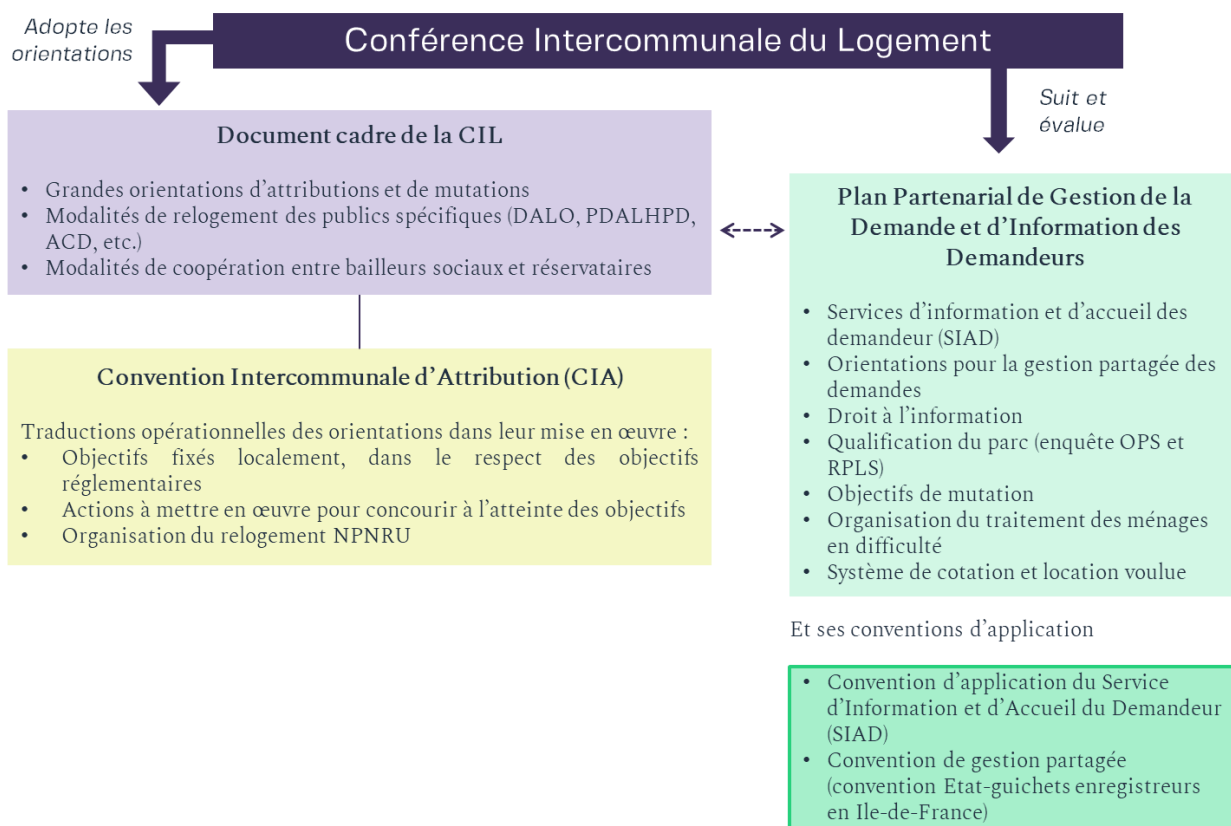
La politique en matière de gestion de la demande de logement social et celle en matière d'attributions de logements sociaux sont indissociables. Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID) et la Convention intercommunale des attributions (CIA) forment donc les supports d'une même politique.

Cette articulation des documents (PPGDID et CIA) porte sur plusieurs dimensions :

- Les dispositions relatives à la politique de **gestion des mutations**, visant à faciliter les parcours résidentiels de tous les ménages locataires du parc social, se trouvent déclinées au sein de la CIA, mais également du PPGDID.
- La qualification plus fine et l'accompagnement des **choix résidentiels des ménages** constituent une préoccupation centrale des deux documents. Le PPGDID y contribue essentiellement par le biais du droit à l'information du demandeur, tandis que la CIA aborde la question des choix résidentiels des ménages, à travers l'analyse de l'occupation sociale du parc.
- La définition des **ménages prioritaires** renforce l'objectif d'accueil de ces publics et garantir un équilibre entre prise en compte de la demande exprimée par ces publics et rééquilibrage territoriaux. A cet effet, le PPGDID favorise le traitement de la demande des publics prioritaires.
- La définition et la prise en compte des **travailleurs dits essentiels**. La CIA propose une définition et un objectif d'attribution aux travailleurs essentiels. La grille de cotation présente dans le PPGDID comporte un critère « travailleurs essentiels ».
- Enfin, les **modalités de gouvernance** sont articulées entre elles.



Cette articulation, prise en compte dans la première CIA de la CAMVS devra faire l'objet d'une attention particulière lors de la révision de celle-ci, prévue pour 2026.



### 3. La démarche de révision du PPGDID de la CAMVS

La Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine s'est engagée par la délibération du 15 février 2016 dans une démarche de mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et **d'élaboration de son premier Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur (PPGDID)** et de sa Convention Intercommunale d'Attributions (CIA). Le **premier PPGDID a été adopté le 5 février 2018 par le Conseil Communautaire de Melun Val de Seine**. Par délibération le Conseil communautaire du 25 mars 2024 a approuvé la prorogation du premier PPGDID pour une durée d'un an et le lancement d'une démarche d'évaluation et de révision du document en concertation avec ses partenaires listés ci-après afin de répondre aux objectifs fixés par la loi et de favoriser l'ensemble des mesures permettant de renforcer l'information du demandeur et d'améliorer les réponses apportées à celui-ci.

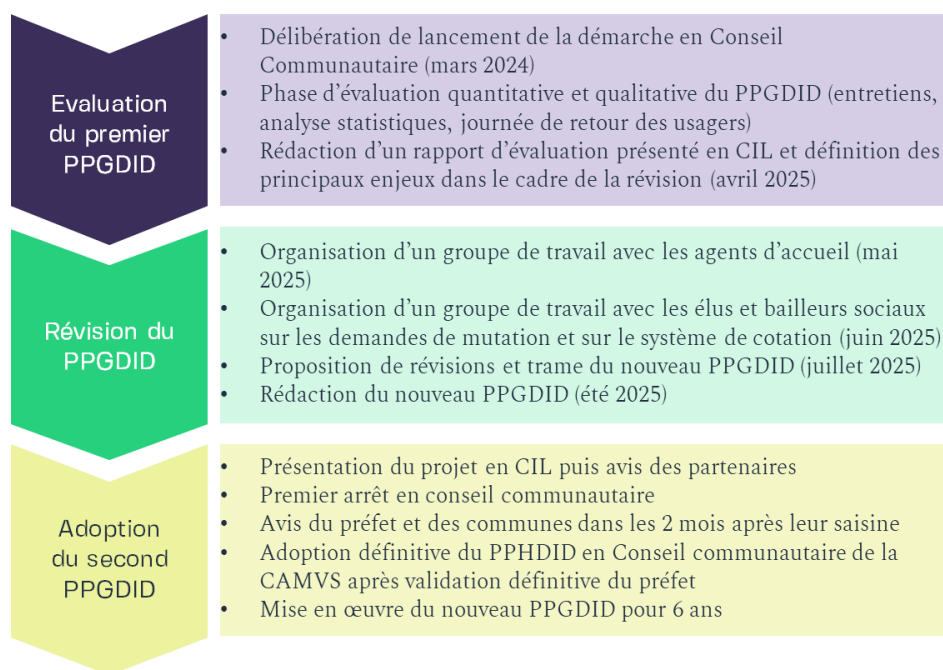
Le présent document s'inscrit donc dans la continuité du premier PPGDID de la CAMVS, tient compte de l'évolution de la structure de la demande et de l'accueil des demandeurs de logement

social sur le territoire, de l'évaluation de la mise en œuvre de ce premier plan et répond à l'ensemble des éléments demandés par le législateur.

Ce second Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information du Demandeur prend en compte le porter-à-connaissance adressé par la DDETS de Seine-et-Marne à la CAMVS et a été élaborée dans un cadre partenarial en associant les partenaires suivants (membres de la CIL) :

- CA Melun Val de Seine (CAMVS) ;
- Etat (DDETS) ;
- Communes membres de la CAMVS ;
- Bailleurs sociaux ayant du patrimoine sur l'agglomération ;
- Action Logement Services ;
- AORIF – Union sociale pour l'habitat d'Ile-de-France ;
- Des associations œuvrant pour le logement : Fondation pour le logement des défavorisés, Equalis, AIPI 77

#### Grandes étapes de l'élaboration du second PPGDID



Par ce PPGDID, l'ensemble des partenaires réaffirment leur adhésion à la politique locale de l'habitat menée par la CAMVS en s'appuyant sur un socle commun. Ils s'engagent les uns et les autres à mettre en œuvre les moyens pour atteindre les objectifs qui ont été définis, via la signature de conventions :

- Les guichets enregistreurs ont signé avec l'Etat une convention concernant les conditions et modalités de fonctionnement du système d'enregistrement de la demande de logement social, valant convention de gestion partagée de la demande ;
- En parallèle de l'élaboration du présent PPGDID, la CAMVS a mis à jour sa convention de SIAD. Cette convention sera signée par les guichets du SIAD après approbation du document.

## 4. Le champ d'application du PPGDID

Le Plan Partenarial s'applique sur l'ensemble des communes de la CAMVS.

L'ensemble des demandes de logement social inscrites dans le Système National d'Enregistrement (SNE) sont concernées par le Plan Partenarial, dont les demandes de mutation, celles formulées par les ménages prioritaires, et celles déposées en ligne.

Le Plan Partenarial s'applique à l'ensemble des dispositifs et instances d'attribution du territoire.

## 5. La durée du PPGDID

Les dispositions du Plan Partenarial s'appliquent à compter de son adoption par l'EPCI et pour une durée de six ans, conformément à l'article R.441-2-13 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Une fois par an, après avis de la CIL, l'EPCI délibèrera sur le bilan de la mise en œuvre du Plan Partenarial (R. 441-2-13).

Trois ans après l'adoption du Plan Partenarial, un bilan de sa mise en œuvre sera réalisé par la CAMVS et soumis à la CIL et au représentant de l'Etat.

Avant la fin du plan (soit environ 5 ans et demi après l'entrée en vigueur du plan), l'EPCI conduira une évaluation du plan et de sa mise en œuvre, en lien avec l'Etat et les membres de la CIL, en vue du plan suivant.

## Eléments de diagnostic du parc locatif social

Le présent diagnostic porte à l'échelle de la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine et de ses 20 communes, ainsi qu'aux 4 secteurs qui ont été définis dans le cadre de l'élaboration du PLH :

- Centre urbain ;
- Périphérie urbaine ;
- Pôle urbain secondaire ;
- Périphérie rurale.



Source : PLH CAMVS 2022-2027

## 1. Un parc de 16 990 logements sociaux concentrés à 80 % sur le centre urbain

**La CAMVS compte 16 990 logements locatifs sociaux** entrant dans le champ des attributions réglementées (RPLS 2023). Ces logements sont répartis entre les **18 organismes de logement social** implantés sur le territoire (*portraits de territoire AORIF, RPLS 2023*).

## Une concentration du parc social au sein du centre urbain et des QPV

Parmi ces 16 990 logements sociaux, **80 % sont situés au sein du centre urbain de l'agglomération**, sur les communes de Melun (6 600 logements), du Mée sur Seine (3 597 logements) et de Dammarie-les-Lys (3 475).

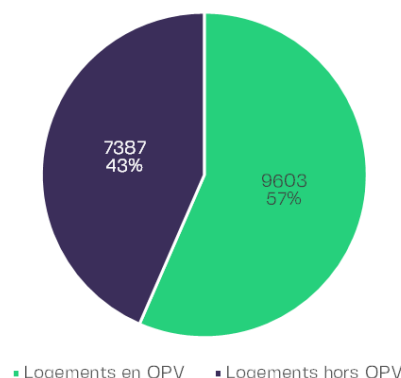
**11 % des logements sont situés au sein des pôles urbains secondaires** que sont Pringy et Saint-Fargeau-Ponthierry, **7 % sont situés dans la périphérie urbaine** et **1,5 % sont situés dans la périphérie rurale.**



Source : Socle de données DRIHL 2023, RPLS 2023, traitements Espacités

**Une majorité des logements sont situés au sein des 5 quartiers prioritaires de la politique de la ville** situés à Dammarie-les-Lys, Le Mée-sur-Seine et Melun (QPV - géographie 2015) : 57 % des logements locatifs sociaux sont situés en QPV (9 603 logements) et 43 % sont situés hors QPV (7 387 logements).

Répartition des logements sociaux de la CAMVS en QPV et hors QPV



**Au sein de ces communes du centre urbain, large majorité des logements sont situés en QPV :**

- Melun : 79 % des logements situés en QPV
- Dammarie-les-Lys : 74 % des logements situés en QPV
- Le Mée-sur-Seine : 51 % des logements situés en QPV

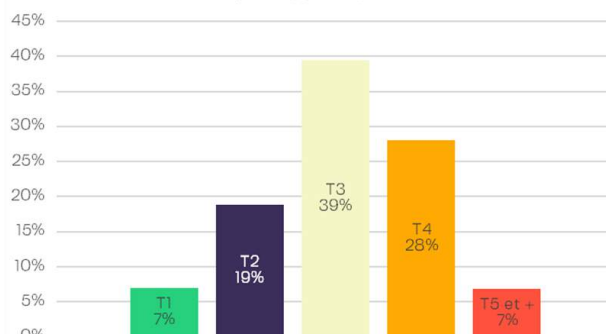
Source : Socle de données DRIHL 2023, RPLS 2023, traitements Espacité

### Une surreprésentation des typologies moyennes au sein du parc social

Parmi les logements sociaux de la CAMVS, on compte une **grande majorité de logements de taille intermédiaire** : 39 % de logements sont des T3 et 28 % sont des T4.

A l'inverse, les **petites typologies sont sous-représentées** : les T1 représentent 7 % du parc social et les T2 en représentent 19 %.

Répartition des logements sociaux de la CAMVS par typologie en 2023



Source : Portraits de territoire de l'AORIF, RPLS 2023, traitements Espacité

**Les grands logements (T5 et plus) sont**

**également sous-représentés** puisqu'ils ne représentent que 7 % du parc.

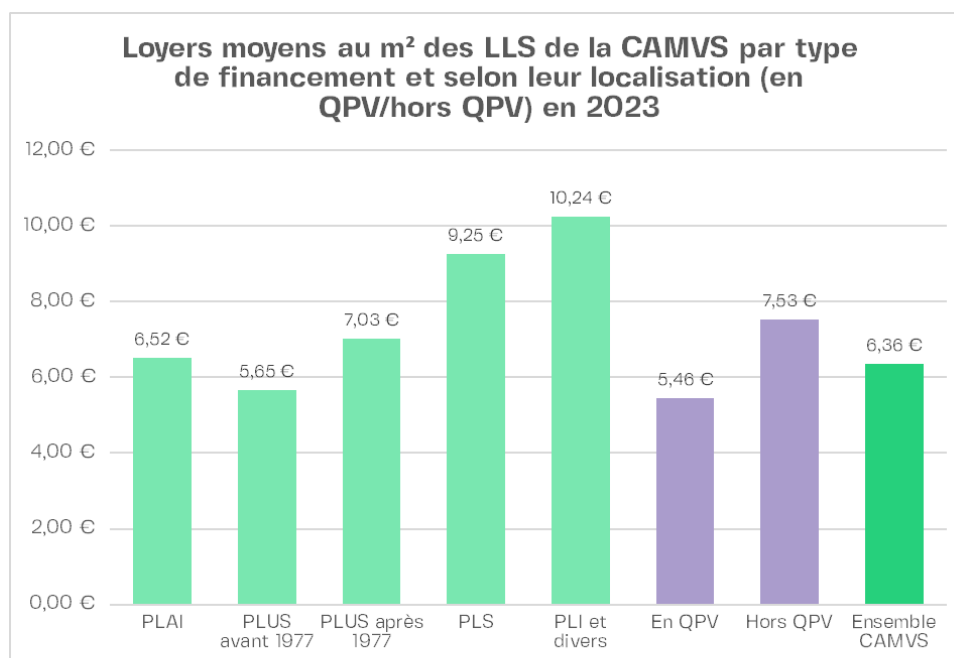
### Un loyer moyen de 6,5€/m<sup>2</sup> habitable, plus faible qu'en Ile-de-France, mais plus élevé qu'en Seine-et-Marne

Au sein de la CAMVS, **le loyer moyen d'un logement dans le parc social s'élève à 6,54 €/m<sup>2</sup>**. Il varie entre 5,85 €/m<sup>2</sup> pour un logement en PLUS d'avant 1977 et 9,90 €/m<sup>2</sup> pour un logement en PLS.

**Les loyers des logements situés en QPV sont largement inférieurs à ceux des logements situés hors QPV** : 5,46 €/m<sup>2</sup> en moyenne en QPV contre 7,53 €/m<sup>2</sup> en moyenne hors QPV.



En moyenne, les loyers du parc social de la CAMVS sont inférieurs à la moyenne régionale (7,10€/m<sup>2</sup>), mais supérieurs à la moyenne départementale (5,75 €/m<sup>2</sup>).



Source : Portraits de territoire de l'AORIF, RPLS 2023, traitements Espacité

## 2. Une hausse de la pression sur la demande de logement social sur le territoire

Sur le territoire de la CAMVS, on compte **9 051 demandes de logement social** à fin décembre 2023. On comptait 1 277 attributions pour l'année 2023 (*Socle de données DRIHL, données SNE 2023*).

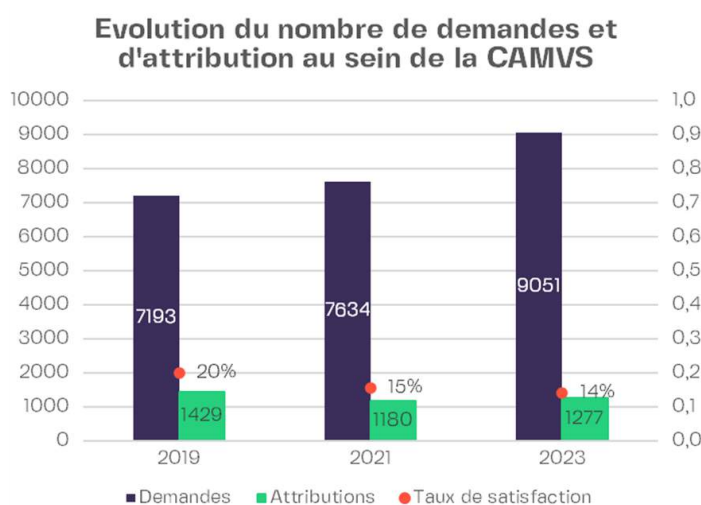
|                               | 2023         |              |            |
|-------------------------------|--------------|--------------|------------|
|                               | Demandes     | Attributions | Pression   |
| Dammarie-les-Lys              | 1347         | 197          | 6,8        |
| Le Mée-sur-Seine              | 934          | 176          | 5,3        |
| Melun                         | 4733         | 424          | 11,2       |
| <b>Centre urbain</b>          | <b>7014</b>  | <b>797</b>   | <b>8,8</b> |
| La Rochette                   | 215          | 70           | 3,1        |
| Rubelles                      | 154          | 68           | 2,3        |
| Vaux-le-Pénil                 | 553          | 48           | 11,5       |
| <b>Périphérie urbaine</b>     | <b>922</b>   | <b>186</b>   | <b>5,0</b> |
| Boissettes                    | Secret stat. | 0            | -          |
| Boissise-la-Bertrand          | Secret stat. | 0            | -          |
| Boissise-le-Roi               | 149          | 60           | 2,5        |
| Limoges-Fourches              | Secret stat. | 0            | -          |
| Lissy                         | 0            | 0            | -          |
| Livry-sur-Seine               | 145          | 0            | -          |
| Maincy                        | 26           | Secret stat. | -          |
| Montereau-sur-le-Jard         | Secret stat. | 0            | -          |
| Saint-Germain-Laxis           | Secret stat. | 0            | -          |
| Seine-Port                    | 29           | Secret stat. | -          |
| Villiers-en-Bière             | Secret stat. | 0            | -          |
| Voisenon                      | Secret stat. | 0            | -          |
| <b>Périphérie rurale</b>      | <b>381</b>   | <b>65</b>    | <b>5,9</b> |
| Pringy                        | 189          | 59           | 3,2        |
| Saint-Fargeau-Ponthierry      | 545          | 170          | 3,2        |
| <b>Pôle urbain secondaire</b> | <b>734</b>   | <b>229</b>   | <b>3,2</b> |
| <b>CAMVS</b>                  | <b>9051</b>  | <b>1277</b>  | <b>7,1</b> |

## 7 demandes pour une attribution en 2023 sur le territoire de la CAMVS

Entre 2019 et 2023, le nombre de demandes de logement social en cours sur la CAMVS est passé de 7 193 à 9 051, soit **une augmentation de 26 % en 4 ans**.

Sur la même période, le **nombre d'attributions réalisées par an a baissé de 11 %**, passant de 1 429 attributions en 2019 à 1 277 en 2023.

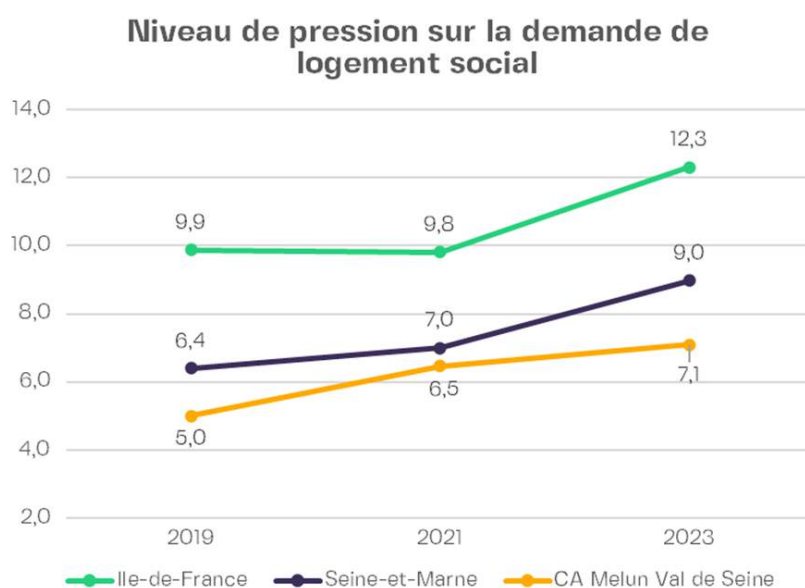
Ainsi le **taux de satisfaction de la demande a sensiblement baissé** sur la période. Alors que 20 % des demandes étaient satisfaites en 2019, elles ne sont plus que 14 % en 2023.



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

Alors que l'on comptait en 2019 5 demandes pour une attributions au sein de la CAMVS, ce ratio est passé à **7,1 demandes pour une attribution en 2023**, du fait de l'augmentation du stock de demandes et de la baisse du nombre d'attributions.

Bien que le niveau de pression sur la demande de logement social soit élevé au sein de la CAMVS, il reste **plus maîtrisé qu'au niveau départemental** (9 demandes pour une attribution) **et régional** (12,3 demandes pour une attribution).

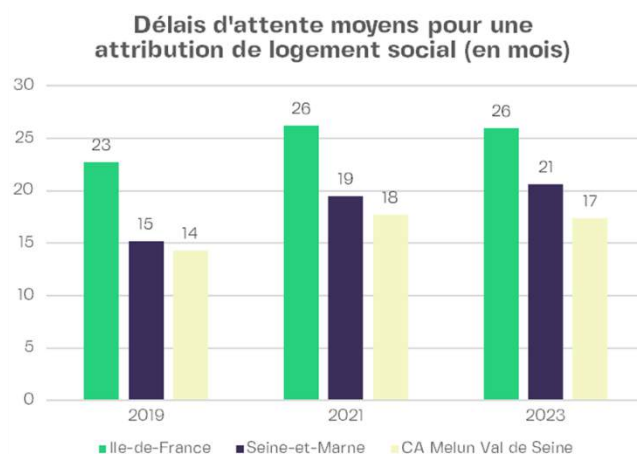


Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitement Espacité

## Des délais d'attente moyens en hausse : 17 mois d'attente

Alors qu'en 2019, un demandeur attendait en moyenne 14 mois pour se voir attribuer un logement, **le délai d'attente est passé à 17 mois en moyenne en 2023**.

Bien qu'en hausse, le délai d'attente moyen pour l'obtention d'un logement au sein de la CAMVS reste **bien plus faible qu'à l'échelle départementale** (21 mois en moyenne en 2023) **et régionale** (26 mois en moyenne).

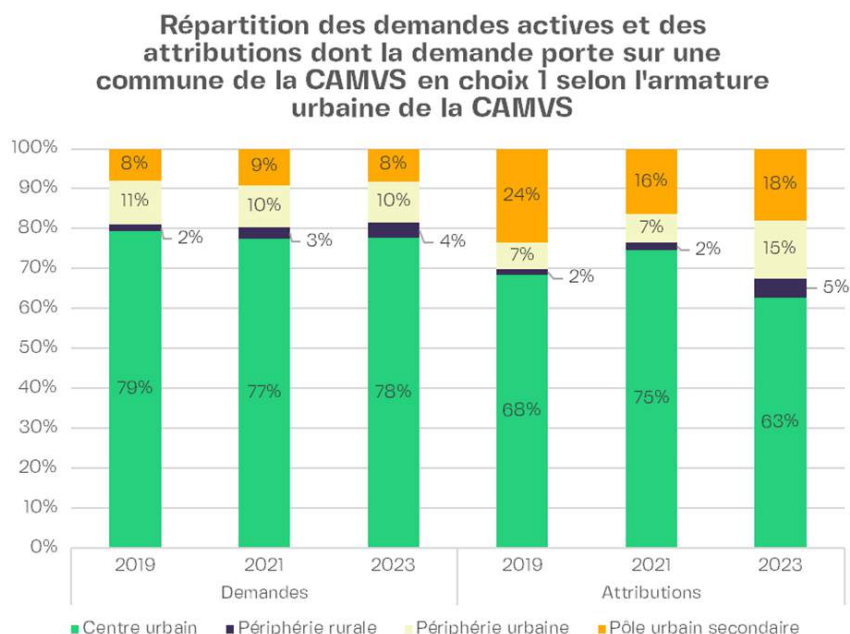


Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacités

## Des demandes et des attributions concentrées sur le centre urbain

**Les demandes se concentrent sur le centre urbain de l'agglomération** (Melun, Dammarie-les-Lys et Le Mée-sur-Seine). En effet, en 2023, **78 % des demandes** portent en priorité sur ces communes. Cette proportion est relativement stable sur la période 2019-2023.

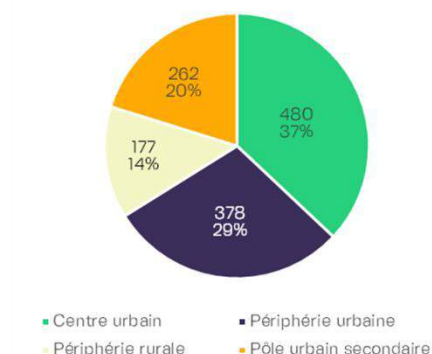
**Les attributions sont légèrement plus réparties sur l'agglomération que les demandes**, même si 63 % portent sur le centre urbain en 2023. La part des attributions réalisées dans le centre urbain est globalement en baisse sur la période 2019-2023 au profit des périphéries urbaine et rurale : respectivement 15 % et 5 % des attributions en 2023 contre 7 % et 2 % en 2019.



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacités

**Les livraisons de LLS réalisées entre 2018 et 2024 sont mieux réparties au sein de la CAMVS** que le parc social lui-même. En effet, alors que les communes du centre urbain concentrent 80 % du parc en 2023, seules 37 % des livraisons nouvelles de LLS sont situées dans ces communes. 29 % des livraisons sont réalisées dans les communes de périphérie urbaine (7 % du parc en 2023) et 17 % en périphérie rurale (1 % du parc en 2023). Enfin, les communes du pôle urbain secondaire concentrent 20 % des livraisons de LLS et 9 % du parc social.

Répartition des livraisons de LLS selon la typologie de commune entre 2018 et 2024



Source : Données CAMVS, traitements Espacité

Cette meilleure répartition de l'offre nouvelle **explique l'évolution constatée sur la répartition des attributions**.

*NB : la moitié des logements livrés dans le centre urbain, et comptabilisés dans les données mentionnées ici, concernent une résidence Adoma et ne sont donc pas des logements sociaux familiaux.*

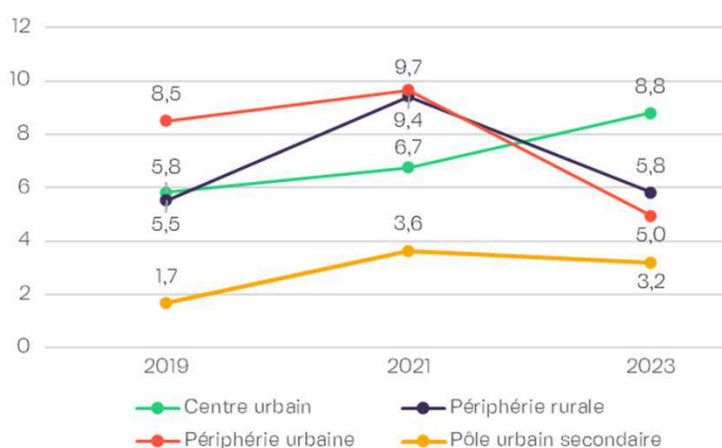
## Une pression désormais plus forte sur le centre urbain

En raison d'une meilleure répartition des attributions entre les différentes typologies de communes, on note une **baisse de la pression sur la demande au sein des communes périphériques urbaines et rurales** : respectivement 5,0 demandes pour une attribution et 5,8 en 2023 contre 9,7 et 9,4 en 2021.

A l'inverse, **la pression sur le centre urbain s'est accrue**, passant de 5,8 demandes pour une attribution en 2019 à 8,8 en 2023.

Enfin, bien qu'en hausse, **la pression sur les pôles urbains secondaires reste plus mesurée** (3,2 demandes pour une attribution en 2023).

Evolution de la pression sur la demande de logement social selon la typologie de la commune demandée en choix 1



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité



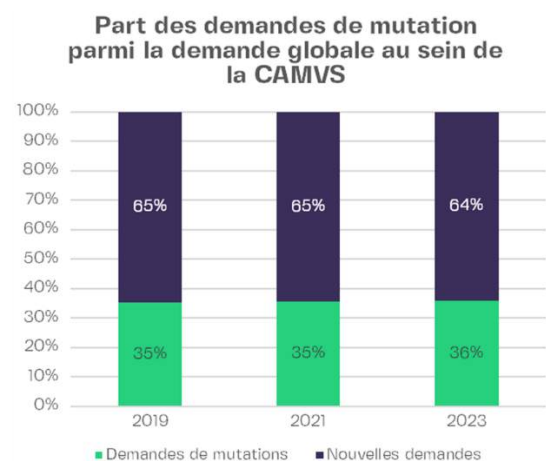
## Plus d'un tiers des demandes concernent des occupants du parc social

En 2023, **36 % des demandes portant sur la CAMVS concernent des demandes de mutations**. Bien que cette proportion soit relativement stable depuis 2019, la part des demandeurs de mutations au sein de la demande globale est supérieure aux moyennes départementales (34 %) et régionales (31 %).

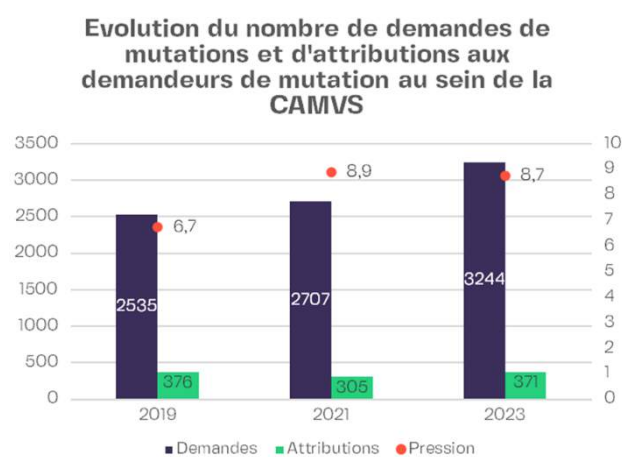
Entre 2019 et 2023, **le nombre de demandes de mutation est en forte hausse**, passant de 2 535 demandes en 2019 à 3 244 demandes en 2023 (soit une hausse de 28 %).

Dans le même temps, **le nombre d'attributions réalisées à des demandeurs de mutation est resté stable**, mise à part une légère baisse entre 2019 et 2021. On compte 371 attributions à des demandeurs de mutation en 2023.

Du fait de cette hausse des demandes de mutation et d'une stagnation des attributions, **la pression a augmenté sur les demandes de mutation**, passant de 6,7 demandes pour une attribution en 2019 à 8,7 en 2023. La pression est ainsi plus élevée pour les demandes de mutation que pour l'ensemble des demandes.



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité



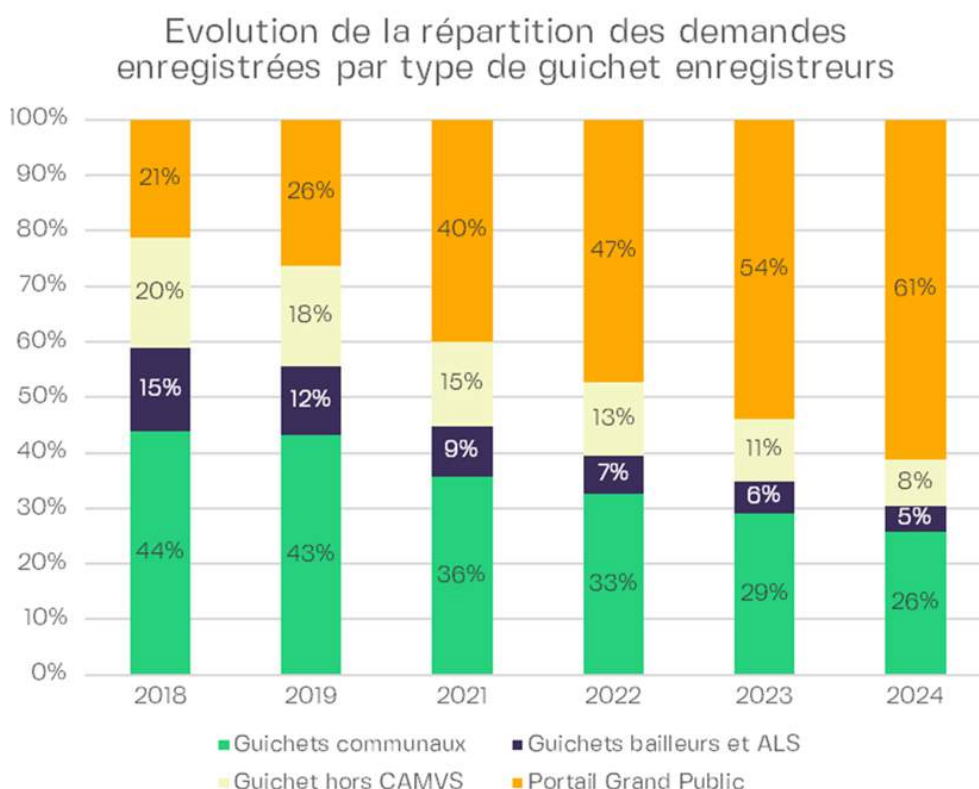
Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

### 3. Une forte hausse des demandes en ligne mais un niveau de satisfaction moindre

#### L'impact de la dématérialisation sur la fréquentation des guichets

Depuis 2018 et l'élaboration du premier PPGDID, le **recours au Portail Grand Public** (créé en 2015) **s'est fortement développé** et le **nombre de demandes en ligne n'a cessé d'augmenter**. En 2018, au sein de la CAMVS, 1 498 demandes étaient réalisées en ligne, soit 21 % des demandes enregistrées. En 2024, 6 159 demandes étaient réalisées via le Portail Grand Public, soit 61 % des demandes.

Cela n'est pas sans effet sur l'activité des guichets puisque malgré une augmentation de 43 % du nombre de demandes entre 2018 et 2024, le nombre de demandes réalisées en guichet a baissé de 29 %, passant de 5 525 demandes en guichet en 2018 à 3 918 en 2024.



Source : SNE 2025, traitements Espacité

Toutefois, l'activité des guichets ne se limite pas à l'enregistrement des demandes puisqu'ils peuvent être amenés à accueillir et renseigner des demandeurs ayant fait leur demande via le Portail grand public. En effet, malgré le constat d'une baisse globale du nombre de demandes enregistrées en guichet (-29 % entre 2018 et 2024), les **guichets communaux font état d'une**

**hausse des sollicitations en guichet**, pour des motifs autres que l'enregistrement initial de la demande.

L'hypothèse peut être faite qu'en raison de l'accroissement de la pression et de l'allongement des délais d'attribution, les **demandeurs se rendent davantage en guichet** une fois la demande enregistrée (en ligne ou en guichet) pour vérifier que leur demande soit bien active, pour se présenter aux agents pensant que cela peut accélérer la demande, etc.

Lors de permanences en guichet, sur les 6 demandeurs rencontrés, une seule personne se rendait en guichet pour enregistrer une nouvelle demande (demande de mutation). Sur les 5 autres demandeurs, 3 se rendaient en guichet pour renouveler leur demande et 2 pour suivre la demande et obtenir des renseignements. Toutefois, en l'absence de suivi de l'activité des guichets, il est difficile d'objectiver cette observation.

**Les guichets reçoivent de nombreux demandeurs ayant fait leur demande en ligne** pour :

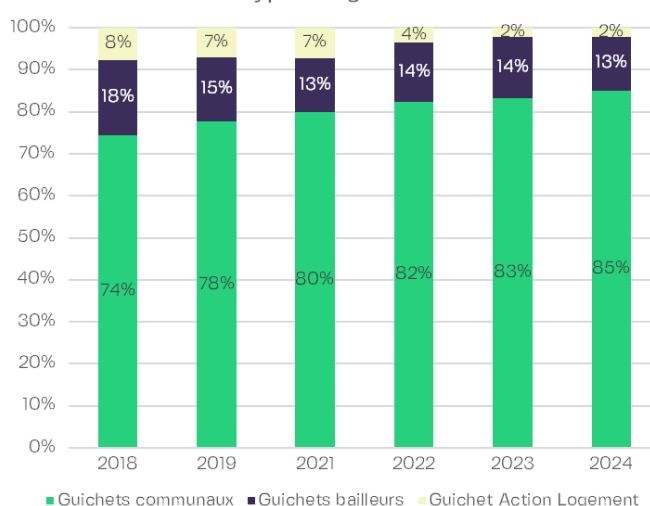
- S'assurer que celle-ci a bien été prise en compte et obtenir leur Numéro Unique Régional (NUR) ;
- Résoudre des problèmes rencontrés lors de l'enregistrement (notamment pour les personnes éloignées du numérique) ;
- Faire scanner et enregistrer des pièces justificatives supplémentaires.

### La dématérialisation : un impact différencié selon le type de guichet

La **baisse de fréquentation des guichets au profit de l'utilisation du Portail Grand Public n'est pas la même selon le type de guichet.**

Entre 2018 et 2024, le nombre de demande enregistrées par les guichets communaux est en baisse de 15 % pour les guichets communaux, de 47 % pour les guichets bailleurs présents sur le territoire (Trois Moulins Habitat, Habitat 77 et Les Foyers de Seine-et-Marne) et de 80 % pour le guichet Action Logement Services. Ainsi, alors **qu'en 2018, 74 % des demandes hors demandes en ligne étaient enregistrées par les guichets communaux, ce sont 85 % des demandes en 2024.**

Répartition des demandes enregistrées au sein des guichets de la CAMVS par type de guichet

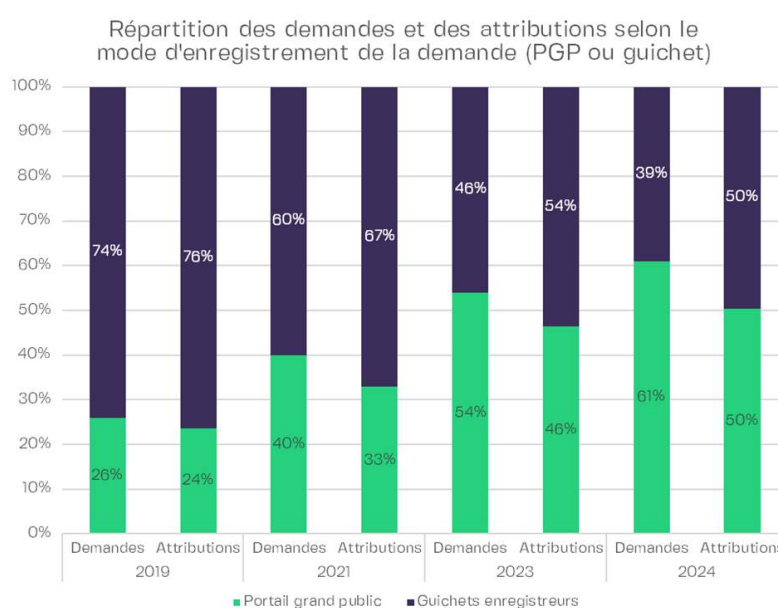


Source : SNE 2025, traitements Espacité

## Des demandes en ligne plus difficilement satisfaites

**Les demandes en ligne sont plus difficilement satisfaites que les demandes enregistrées par un guichet enregistreur.** Ainsi, la part des demandes réalisées en ligne parmi les attributions est plus faible que sur l'ensemble des demandes : en 2024, 61 % des demandes sont enregistrées en ligne mais seulement **50 % des attributions sont réalisées à des ménages ayant réalisé leur demande en ligne.**

Ainsi, **la tension est plus élevée pour les demandes réalisées en ligne** avec 5,9 demandes pour une attribution en 2019, 7,8 en 2021 et 8,2 en 2023, contre respectivement 5, 6,5 et 7,1 pour l'ensemble des demandes.



Source : SNE 2019, 2021, 2023 et 2024, traitements Espacité

## 4. Un décalage entre les profils des ménages demandeurs et ceux des ménages attributaires

### Une forte rotation du stock des demandes, notamment en raison du non-renouvellement

Alors que **50 % des demandes en cours fin 2019** avait été réalisées moins d'un an auparavant, cette proportion est en baisse pour atteindre **45 % des demandes en 2023**.

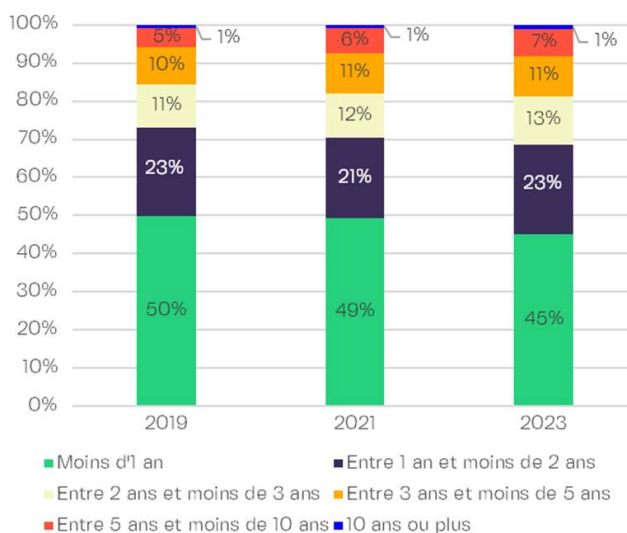
A l'inverse, **la part des demandes ayant entre 2 et 10 ans d'ancienneté a augmenté** : alors qu'en 2019 26 % des demandes avaient été enregistrées entre 2 et 10 ans auparavant (11 % entre 2 et 3 ans, 10 % entre 3 et 5 ans et 5 % entre 5 et 10 ans), cela concernait 31 % des demandes en 2023 (13 % entre 2 et 3 ans, 11 % entre 3 et 5 ans et 7 % entre 5 et 10 ans).

Le stock de demande fait donc l'objet d'un turn-over important puisqu'il est renouvelé de moitié chaque année.

Cette part très importante des demandes de moins d'un an parmi le stock de demande s'explique notamment par **une part importante des radiations pour non-renouvellement de la demande**.

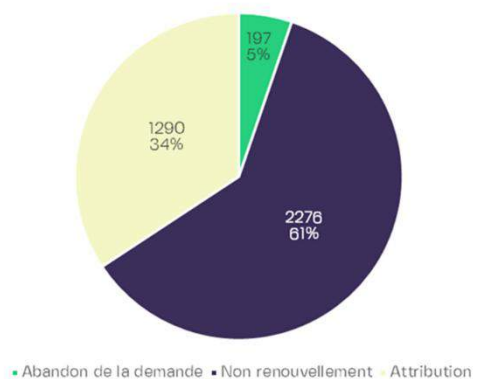
En effet, parmi les demandes radiées en 2023, **61 % ont fait l'objet d'une radiation pour non-renouvellement** (2 276 demandes), 34 % pour attribution (1 290 demandes) et 5 % pour abandon de la demande.

Répartition des demandes par ancienneté de la demande



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023

Répartition des demandes radiées par motif de radiation en 2023



Source : demandes au 31/12/2023, extraction du SNE par Aatiko Traitements Espacité



## Un décalage entre typologies familiales des ménages demandeurs et des ménages attributaires, en raison du stock disponible

On note une surreprésentation des personnes seules parmi les demandeurs du parc social. En effet, en 2023, **44 % des ménages demandeurs d'un logement social au sein de la CAMVS sont des personnes seules**. Cette part est plus faible parmi les ménages attributaires puisqu'en 2023, **36 % des ménages attributaires sont des personnes seules**.

**Les familles monoparentales représentent 26 % des demandeurs d'un logement social** (18 % de familles monoparentales avec 1 ou 2 enfants et 8 % de familles monoparentales avec 3 enfants ou plus) et **31 % des ménages attributaires** (26 % de familles monoparentales avec 1 ou 2 enfants et 5 % de familles monoparentales avec 3 enfants ou plus).

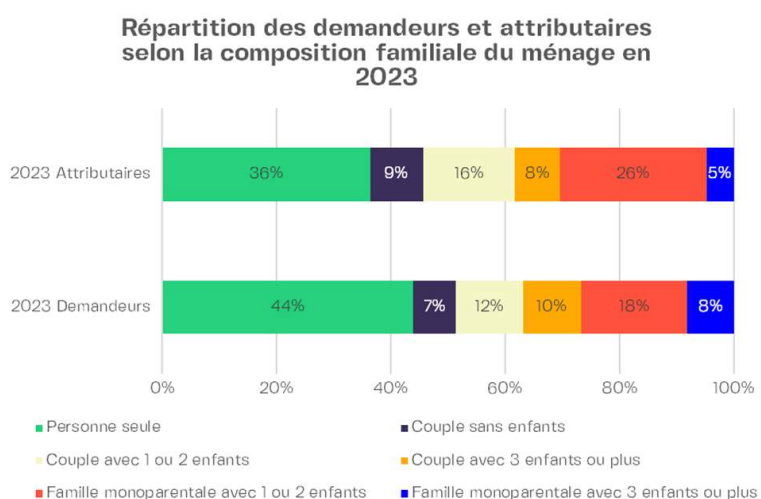
**Les couples avec un enfant ou plus représentent 22% des ménages demandeurs** (12 % de couples avec un ou deux enfants et 10 % de couples avec 3 enfants ou plus) et **24 % des ménages attributaires** (16 % de couples avec 1 enfant ou plus et 8 % de couples avec 3 enfants ou plus).

La représentation des différentes compositions familiales n'est donc pas la même entre les demandeurs et les attributaires. En effet, on note tout d'abord une **sous-représentation des personnes seules parmi les attributaires**. Alors qu'elles représentent 44 % des demandeurs en 2023, elles ne représentent que 36 % des attributaires.

**Les familles nombreuses (avec 3 enfants ou plus) sont également sous-représentées au sein des attributaires** : elles représentent 18 % des demandeurs, mais seulement 13 % des attributaires en 2023.

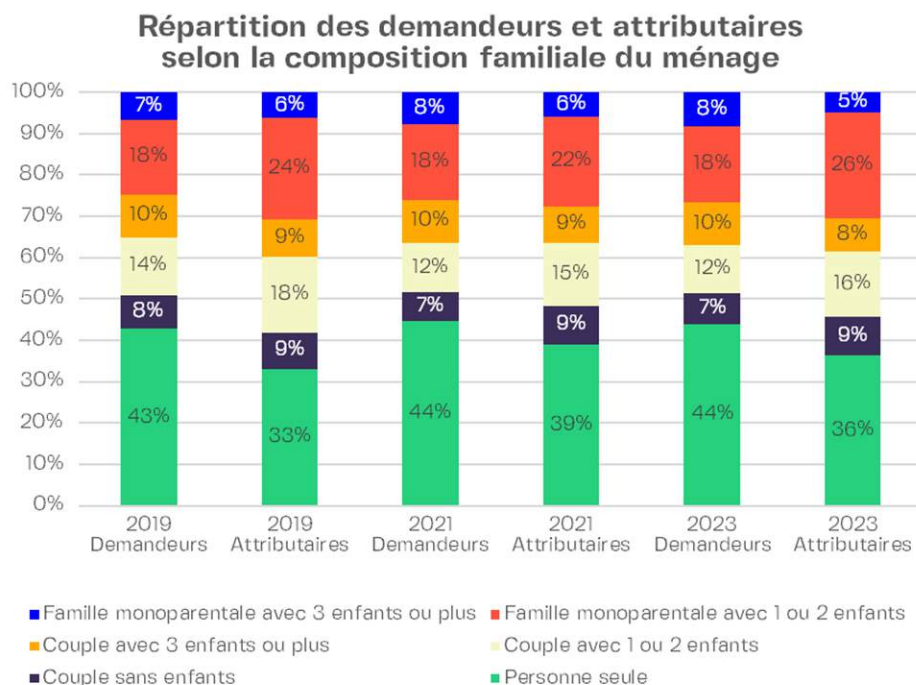
A l'inverse, on note une **surreprésentation des ménages de taille moyenne** (familles monoparentales et couples avec 1 ou 2 enfants) qui représentent 30 % des demandeurs mais 42 % des attributaires.

Ces écarts sont à mettre en lien avec les typologies présentes au sein du parc social.



**Les compositions familiales des demandeurs de logements sociaux sont relativement stables** entre 2019 et 2023. Les compositions familiales des ménages attributaires sont également stables malgré quelques variations. En effet, **la part des personnes seules parmi les attributaires est en légère hausse**, passant de 33 % à 36 %.

**La part des familles monoparentales avec 1 ou 2 enfants parmi les attributaires est également en légère hausse (24 % en 2019 et 26 % en 2023) alors que la part des couples avec 3 enfants ou plus est en légère baisse (18 % en 2019 et 16 % en 2023).**



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

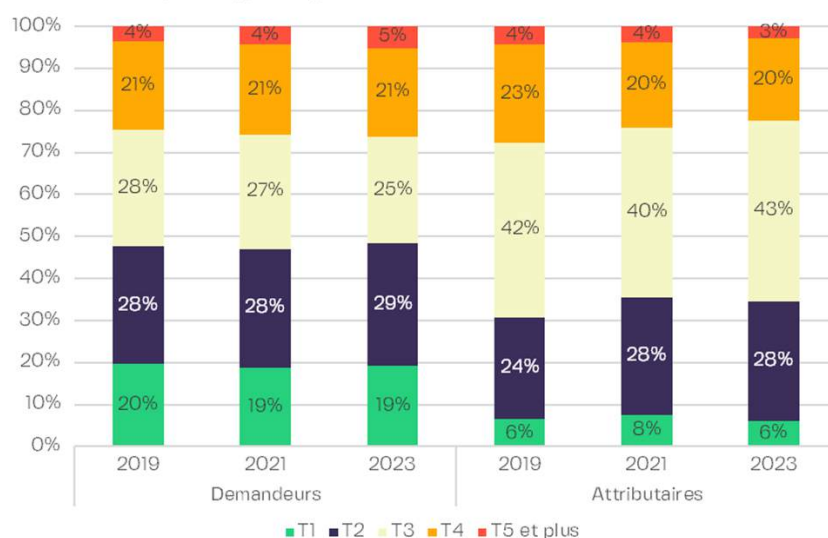
## Une surreprésentation des moyennes typologies parmi les logements attribués

La répartition des demandes et des attributions par type de logement recherché est relativement stable entre 2019 et 2023. En revanche, la répartition n'est pas la même entre les demandes et les attributions.

En effet, **la part des petites typologies est surreprésentées parmi les logements attribués, par rapport aux typologies demandées** : en 2023, 43 % des attributions sont réalisées en T3 alors que 25 % des demandes portent sur ces typologies. Ceci est à lier avec la part importante des T3 au sein du parc social (39 % de T3 en 2022).

A l'inverse, **la part des attributions réalisées pour des T1 est minime** par rapport à la part des demandes de T1 : 6 % des attributions pour 19 % de la demande. Ceci s'explique encore une fois par la structure du parc social, composé à seulement 7 % de T1.

### Répartition des demandes et des attributions par typologie recherchée et attribuée

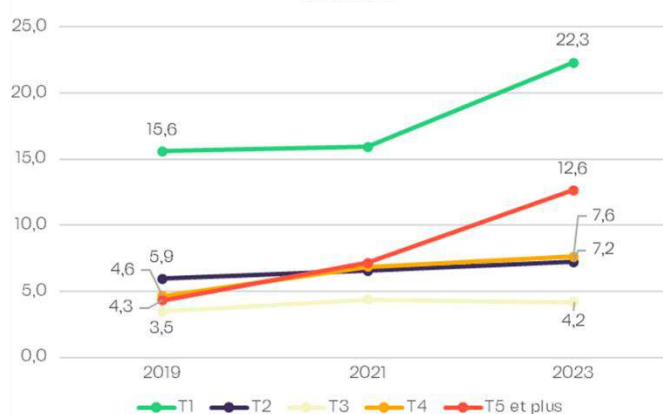


Source : Données SNE 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

Du fait de ce décalage entre les typologies demandées et les typologies attribuées, la pression sur la demande varie selon les typologies de logements recherchées. Ainsi, **la pression est bien plus forte sur les T1** (22,3 demandes pour une attribution en 2023) **et sur les T5 et plus** (12,6 demandes pour une attribution en 2023). Elle est en revanche plus mesurée sur les T3 (4,2 demandes pour une attribution). Il convient toutefois de nuancer la forte pression sur les T1 par le fait qu'un nombre important de refus pour les logements de cette typologie est constaté.

On remarque que depuis 2019 **la pression sur les T1 et les T5 et plus s'est fortement accrue**. En effet, on est passé de 15,6 demandes de T1 pour une attribution en 2019 à 22,3 demandes pour une attribution en 2023. Pour ce qui concerne les T5, la pression est passée de 4,3 demandes pour une attribution en 2019 à 12,6 en 2023.

### Niveau de pression sur la demande par typologie de logements au sein de la CAMVS



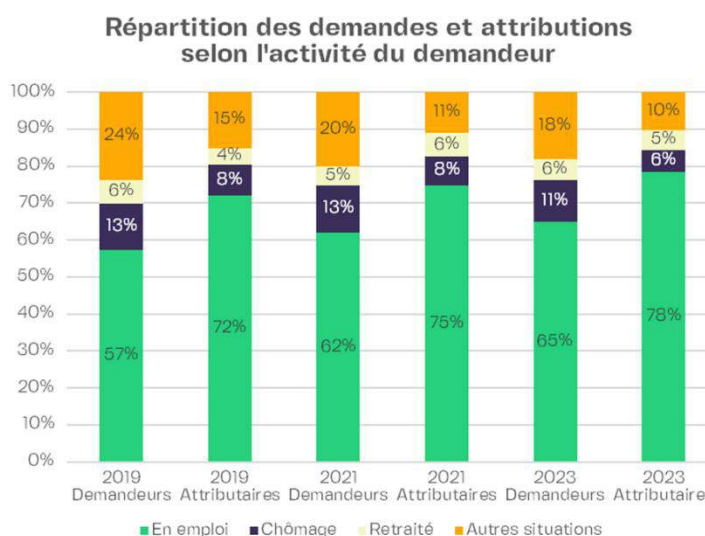
Source : Données SNE 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

Il y a donc non seulement un **enjeu de production de logements de ces typologies**, mais aussi un enjeu de **fluidification des mutations** afin de permettre la libération de grandes typologies sous-occupées.

## Une majorité de demandeurs en emploi

Entre 2019 et 2023, on note une **augmentation de la part des personnes en emploi** parmi les demandeurs, mais aussi, dans une moindre proportion, parmi les attributaires.

En 2019, 57 % des demandeurs de logement social de la CAMVS étaient en emploi, ce taux atteint 65 % en 2023. Parmi les attributaires, 72 % des ménages étaient en emploi en 2019, ils sont 78 % en 2023.



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacités

Ainsi, **les personnes en emploi sont davantage représentées parmi les attributaires** que parmi les demandeurs.

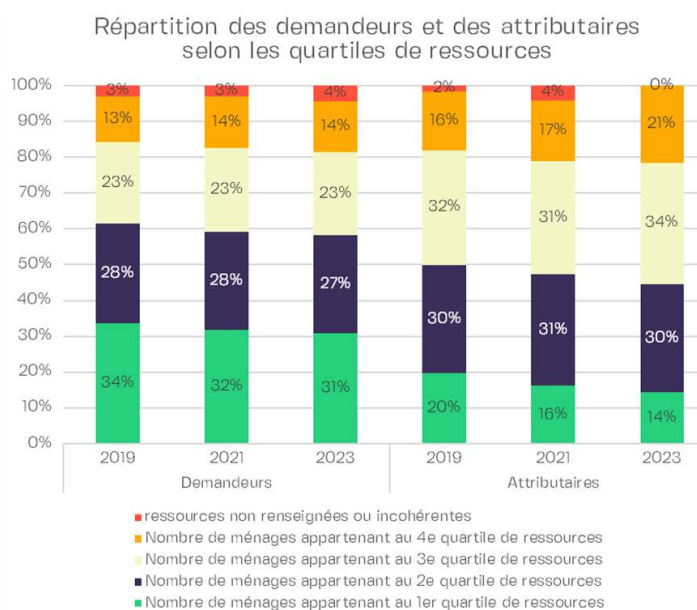
## Des demandeurs au niveau de ressources plus faibles que les attributaires

La **part des demandeurs du premier quartile** était déjà **sous-représentée parmi les attributions** en 2019 : 34 % de demandeurs du 1<sup>er</sup> quartile, mais seulement 20 % d'attributions à destination du 1<sup>er</sup> quartile.

Cette tendance se poursuit et s'accroît puisqu'en 2023, pour 31 % de demandeurs du premier quartile, seulement 14 % des attributions ont été réalisées à ces ménages.

La part des ménages du second quartile parmi les attributions est stable (30 % en 2019 et en 2023) alors que **la part des attributions à destination des ménages des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> quartiles a augmenté** (48 % en 2019 et 55 % en 2023).

Cette sous-représentation et cette baisse des attributions aux ménages du 1<sup>er</sup> quartile pose la question de la mixité sociale au sein du parc social, mais aussi de la disponibilité d'une offre accessible.

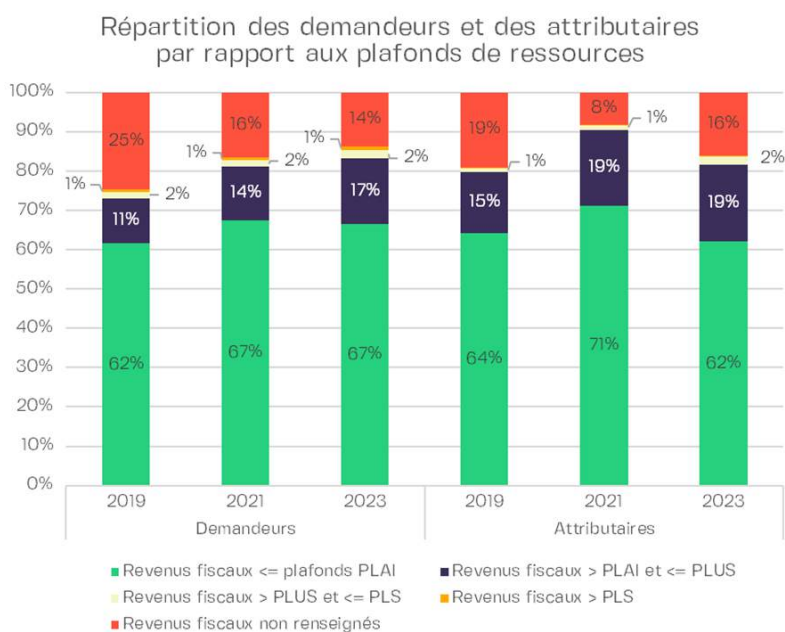


Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacités

En 2023 comme en 2019, **une large majorité des ménages demandeurs et attributaires avaient des revenus fiscaux inférieurs ou égaux aux plafonds PLAI** : cela représentait, en 2019, 62 % des demandeurs et 64 % des attributaires et en 2023, 67 % des demandeurs et 62 % des attributaires.

Malgré une hausse de la part des ménages demandeurs dont les revenus sont inférieurs aux plafonds PLAI, on note une **baisse de la part de ces ménages parmi les attributaires**.

Cette analyse rejoint le constat de la page précédente d'une **hausse du niveau de vie des nouveaux entrants dans le parc social**.



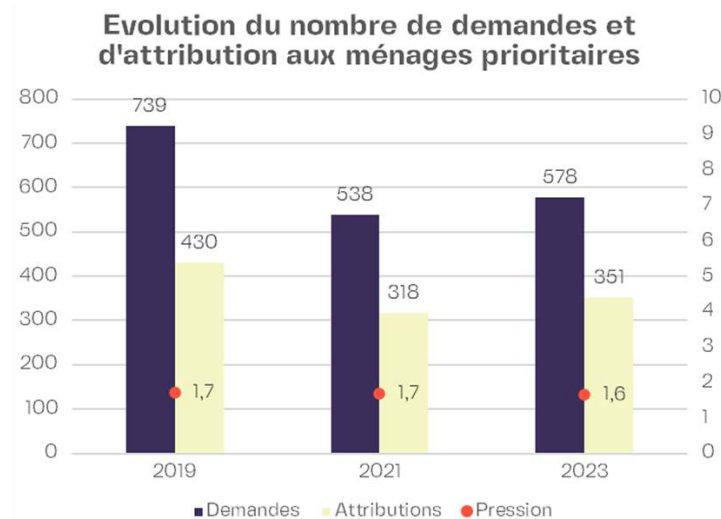
Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité



## 5. Zoom sur des profils spécifiques de demandeurs

### Les ménages prioritaires : une baisse du nombre de demandes et d'attributions

Le nombre de demandes de logement social émises par des ménages remplissant des critères de priorité a globalement baissé entre 2019 et 2023, malgré une augmentation entre 2021 et 2023. Ainsi, alors que 739 demandes émanaient de ménages prioritaires en 2019, ce sont **578 demandes en 2023**. Le nombre d'attribution aux ménages prioritaires a lui aussi baissé sur la période, malgré une hausse entre 2021 et 2023, pour atteindre 351 attributions à des ménages prioritaires.



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

Au global, cela représente **une baisse de 22 % du nombre de demandes émanant de ménages prioritaires** sur la période et **une baisse de 18 % du nombre d'attributions**. Ainsi, la satisfaction de la demande est légèrement plus élevée et la pression légèrement plus basse en 2023 qu'en 2019. Toutefois, sur cette période, la situation socio-économique des ménages demandeurs ne s'est pas améliorée pour autant.

**A l'échelle régionale, le nombre de demande émanant de ménages prioritaires est resté stable** (passant de 71 175 demandes en 2019 à 71 404 en 2023) et **le nombre d'attribution à ces ménages était en baisse de 4 %** (22 729 attributions en 2019 à 21 918 attributions en 2023).

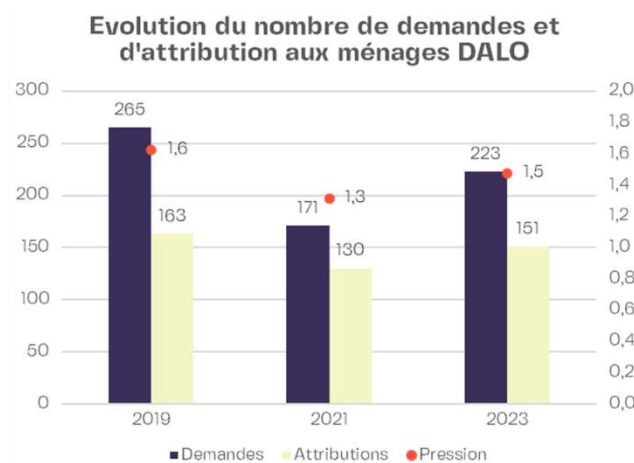
Cette baisse du nombre de labellisations de ménages prioritaires pourrait notamment s'expliquer par une **hausse des demandes en ligne** (+ 311 % entre 2018 et 2024) **conduisant à l'invisibilisation des ménages pouvant relever de critères de priorité**.

### Les ménages DALO

Sur la période 2019-2023, comme pour les ménages prioritaires, le nombre de demandes émanant de ménages reconnus DALO (droit au logement opposable) et le nombre d'attribution à destination de ces ménages ont baissé. **Le nombre de demandes a baissé de 16 % et le nombre d'attributions de 7 %**.

Ainsi **la pression a globalement baissé pour les ménages DALO**, bien qu'elle soit en augmentation entre 2021 et 2023.

Il paraît difficile de porter des conclusions à ce stade, et cette baisse du nombre de demandes et d'attributions aux ménages reconnus DALO pourrait s'expliquer par une évolution des modes de labellisation des publics prioritaires.



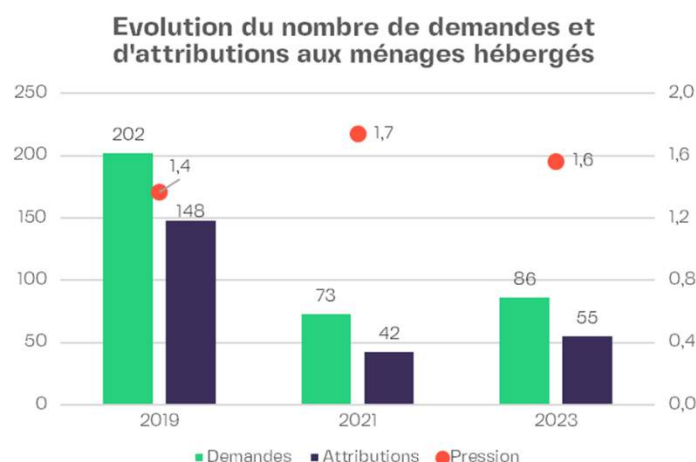
Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

### Les demandeurs hébergés

Entre 2019 et 2023, le **nombre de demandeurs de logement social étant hébergés a drastiquement baissé**, passant de 202 ménages en 2019 à 86 ménages en 2023, soit une baisse de 57 %. Dans le même temps, **le nombre d'attributions a chuté** : 148 attributions en 2019 et 55 en 2023, soit une baisse de 63 %.

Le nombre d'attributions à ces publics ayant davantage baissé que le nombre de demande, **le niveau**

**de tension global est en hausse**, passant de 1,4 demandes pour une attribution en 2019 à 1,6 demandes pour une attribution en 2023.



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

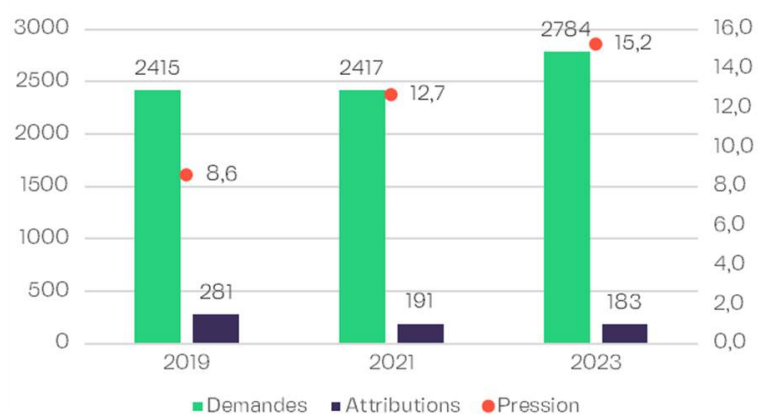
### Les ménages issus du premier quartile

Entre 2019 et 2023, le **nombre de demandes émanant de ménages du 1<sup>er</sup> quartile est en hausse de 15 %** (2 415 demandes en 2019 contre 2 784 demandes en 2023).

Le **nombre d'attributions est lui en baisse de 35 %** sur la période, passant de 281 attributions en 2019 à 183 attributions en 2023.

Ainsi, **la pression pour les demandes des ménages du 1<sup>er</sup> quartile a quasiment doublé** sur la période, passant de 8,6 demandes pour une attribution en 2019 à 15,2 demandes pour une attribution en 2023.

### Evolution du nombre de demandes et d'attributions aux ménages du 1er quartile



Source : Socle de données DRIHL 2019, 2021 et 2023, traitements Espacité

## 6. Synthèse des enjeux pour la révision du PPGDID

### Les enjeux identifiés dans le cadre de l'analyse statistique

- Un **parc social concentré sur les centres urbains et au sein des QPV** de la CAMVS, mais des livraisons récentes qui visent à rééquilibrer la répartition territoriale du parc social ;
- Une **hausse de la pression sur le parc social**, en particulier au sein des centres urbains et une **augmentation des délais d'attente moyens** entre 2019 et 2023 ;
- Une **part importante et en augmentation des demandes de mutation** parmi les demandes, et une **tension plus importante** que pour les nouvelles demandes ;
- Une **très forte augmentation** des demandes déposées en ligne, via le portail grand public ;
- Une **surreprésentation des demandes récentes** liée à une part importante de **radiations pour non-renouvellement** de la demande ;
- Des **personnes seules** particulièrement représentées parmi les demandeurs mais une **pression plus forte sur les petits et grands logements** liée à la composition du parc social ;
- Une **très large majorité des demandeurs dont le niveau de ressource est inférieur au plafond du PLAI** et une **hausse de la pression pour les ménages du 1<sup>er</sup> quartile** ;
- Une **baisse du nombre de ménages labellisés prioritaires** parmi les demandeurs et les attributaires.

### Les principaux apports de l'évaluation du PPGDID 2019-2024

#### Un premier PPGDID ayant permis de poser un cadre de partenariat et de mettre en place des outils partagés

- Une mise en œuvre du plan qui s'est faite **en parallèle d'une forte hausse de la pression sur la demande** :
  - Une période marquée par une **hausse du nombre de demandes**, en particulier en ligne, mais en parallèle une **baisse du nombre d'attributions** ;
  - Une **tension accrue**, mais essentiellement sur le centre urbain ;
  - **Le parc est désormais mieux réparti au sein de la CAMVS**, grâce aux efforts de répartition géographique de la production ;
- Une **première étape positive de formalisation des pratiques** d'accueil et d'information, d'outillage et de développement du partenariat avec les communes ;

- Un **rôle reconnu de l'intercommunalité** en appui et coordination sur l'information des demandeurs.

### **Des points d'amélioration et d'approfondissements à prendre en compte pour le prochain PPGDID**

- Une **articulation et un partenariat entre bailleurs et communes à renforcer** ;
- Des **outils pour informer les ménages qui pourraient être plus utilisés et à adapter pour tenir compte de l'importance de la demande en ligne**
  - Articulation avec la demande en ligne
  - Dossiers complétés dès le dépôt de la demande pour que tous les demandeurs aient les mêmes chances
  - Information sur le parc pour mieux orienter les demandeurs ;
- **Des améliorations à apporter sur l'information des demandeurs de mutation**, leur orientation et la gestion partagée de leur demande avec un enjeu à **formaliser le parcours de ces demandeurs** ;
- Un enjeu à **homogénéiser les pratiques pour l'accueil, l'information, l'orientation et la labellisation des ménages prioritaires** ;
- Un intérêt à faire évoluer la grille de cotation.



## Le contenu opérationnel du PPGDID

### **Rappel réglementaire : Le Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGDID)**

Le PPGDID est tenu de définir des orientations sur la gestion de la demande et le droit à l'information des demandeurs ainsi qu'un plan d'action et de suivi des objectifs fixés. Doivent également y être précisés :

- Le dispositif de gestion partagée de la demande et son fonctionnement ;
- Le délai maximal dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu ;
- Le service territorial d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD) ;
- Le système de cotation de la demande ;
- Les modalités de prise en charge de situations complexes ;
- Les moyens de favoriser les mutations internes au parc ;
- Les conditions de réalisation des diagnostics sociaux et de mobilisation des dispositifs d'accompagnement social ;
- Et si souhaité, les modalités de mise en œuvre de démarches complémentaires (outil de location active, expérimentation de collecte d'information, etc.).

*Articles R441-2-10 (modifié par décret n°2019-1378 du 17 décembre 2019 - art. 3) et L441-2-8 (modifié par loi n° 2018-140 du 7 février 2022 – art. 15)*

Le PPGDID doit définir des orientations pour **améliorer la gestion partagée de la demande** et le **droit à l'information des demandeurs**, ainsi que les **actions** et **outils** à prévoir pour les mettre en œuvre. Cette présente partie vise à définir les **orientations territoriales au regard des enjeux et objectifs identifiés à l'issue du diagnostic**, leur **mise en œuvre opérationnelle**, les partenaires associés et modalités de suivi. Elle est composée de 6 sous-parties :

- Le service d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD) ;
- L'information dispensée au demandeur ;
- L'enregistrement et la gestion partagée de la demande ;
- Le système de cotation de la demande de logement social ;
- Le traitement collectif des demandes émanant des ménages en difficulté ;
- La gestion collective des demandes de mutation.

Dans chaque sous-partie sont indiqués :

- Le **cadre réglementaire** ;
- Les **orientations** et **modalités d'organisation territoriales** ;
- Des **actions à mettre en place**.

## A. Le Service d'Information et d'Accueil des Demandeurs (SIAD)

### **Rappel réglementaire : Le Service d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD)**

Le SIAD doit être développé dans le PPGDID. Ce dernier doit lister les lieux d'accueil et d'information des demandeurs (ci-après nommés « guichets »), leur capacité ou non à enregistrer les demandes, l'ensemble des missions assurées, et la manière dont s'organisent l'information et l'accueil des demandeurs entre les différents acteurs de l'habitat. Le PPGDID doit également préciser les conditions d'enregistrement de la demande, la répartition territoriale des guichets d'enregistrement ainsi que le délai maximal et les conditions dans lesquelles tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande.

*Articles R441-2-10 (modifié par décret n°2019-1378 du 17 décembre 2019 - art. 3) et L441-2-8 (modifié par Loi n° 2018-140 du 7 février 2022 – art. 15)*

Afin de renforcer l'information du public et la lisibilité du système d'accès au parc social, le PPGDID doit définir un service d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD).

Le SIAD met en œuvre les actions nécessaires à la **mise à disposition du public et des demandeurs de logement social des informations** générales ainsi que celles spécifiques au territoire intercommunal. Ses principaux objectifs sont les suivants :

- Rendre plus lisibles pour le demandeur les modalités d'accès à un logement social ;
- Offrir un service d'information de proximité ;
- Identifier les guichets et leurs missions (consultation ou enregistrement) ;
- Dispenser une information harmonisée entre les différents guichets et d'enregistrement sur les conditions d'accès.

Ce service d'accueil et d'information des demandeurs de logement social doit permettre également d'organiser la **mise en réseau des différents guichets du territoire**. A cette fin, l'ensemble des partenaires (bailleurs sociaux, communes, Action Logement Services, associations) s'engagent à signer une **convention réglementaire d'application du service d'information et d'accueil du demandeur** et à en respecter les engagements.

## Contexte et enjeux

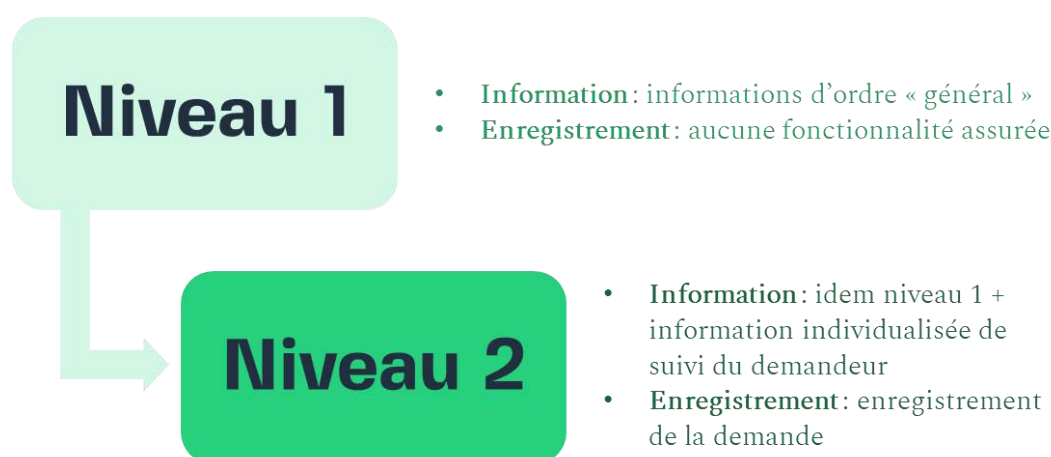
- Une forte hausse des demandes en ligne, mais des demandes plus difficilement satisfaites : un **enjeu de développement de l'aller-vers les demandeurs en ligne**.
- Une évolution de l'activité inégale entre les guichets et des effets reports constatés : **un enjeu à ce que chacun prenne sa part dans l'accueil des demandeurs** (guichets communaux, guichets bailleurs et guichet Action Logement Services).
- Une faible connaissance de l'activité des guichets en dehors de l'enregistrement des demandes : **un enjeu de suivi et de reporting de l'activité** des guichets.
- Un **enjeu à poursuivre le développement des partenariats entre guichets d'accueil et avec les autres acteurs partenaires**, notamment ceux en charge de l'accompagnement social des ménages (associations, travailleurs sociaux, etc.)

## 1. Déclinaison du système sur le territoire : rôles et engagements des partenaires

Le SIAD s'organise autour de trois fonctions principales que sont **l'information, l'enregistrement et le « suivi » du demandeur** (suivi qui se réalise au travers de l'entretien que tout demandeur qui le souhaite est en droit d'obtenir). Chaque partenaire joue un rôle plus ou moins important sur les différentes fonctions.

### 1.1. Les acteurs contribuant au SIAD

Les **communes** sont positionnées comme un maillon central permettant notamment d'assurer la bonne répartition territoriale des guichets et donc la cohérence du service d'information et d'accueil à l'échelle intercommunale. Deux niveaux de service différents sont possibles et définis dans une convention réglementaire d'application (cf. Action 1) selon les principes actés dans le cadre du précédent PPGDID.



Le maillage est complété par des guichets gérés par **les bailleurs sociaux et Action Logement Services**.

On distingue donc deux types d'accueil :

- Les guichets d'information ;
- Les guichets d'enregistrement, qui assurent également des missions d'information et de suivi.

## 1.2. Les guichets d'information : les communes de niveau 1

| Communes de niveau 1                                                | Rôles et missions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Information</b>                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivre une information de premier ordre aux personnes souhaitant déposer une demande de logement social <ul style="list-style-type: none"> <li>o Des informations générales nationales et locales sur le fonctionnement de la demande de logement social</li> <li>o Des informations générales sur le fonctionnement de la plateforme d'Action Logement Services Al'In</li> <li>o Des informations liées à la CA Melun Val de Seine et au parc de logements locatifs sociaux</li> <li>o Des informations liées à l'intérêt de fournir le maximum de pièces justificatives afin de faciliter l'instruction (cf. Annexe 2 du PPGDID)</li> </ul> </li> <li>• Diffuse des supports de communication et d'information<br/><i>Le contenu des informations est précisé au paragraphe A.2</i></li> <li>• Réoriente vers le Portail Grand Public ou vers les guichets d'enregistrement pour tout autre type de demande, après avoir transmis un premier niveau d'information</li> </ul> |
| <b>Enregistrement</b>                                               | Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Suivi</b>                                                        | Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Relation avec les autres guichets et les partenaires du SIAD</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour tout demandeur : réoriente vers le Portail Grand Public ou vers les guichets d'enregistrement, après avoir transmis un premier niveau d'information. Peut aussi réorienter vers une commune de niveau 2 pour l'entretien réglementaire.</li> <li>• Traitement des demandes de mutation : après avoir transmis un premier niveau d'information, oriente également le demandeur déjà logé dans le parc social vers</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>l'organisme Hlm propriétaire du logement actuellement occupé par le demandeur ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ménages relevant du contingent d'Action Logement Services : après avoir transmis un premier niveau d'information, oriente également le demandeur vers l'antenne d'Action Logement Services située à Melun ;</li> <li>• Personnes relevant d'un critère de priorité ou d'une situation d'urgence : après avoir transmis un premier niveau d'information, les guichets d'information peuvent orienter les ménages vers des travailleurs sociaux du CCAS ou de la MDS de secteur, ou vers des associations pour accompagner au mieux la personne.</li> </ul> |
|--|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Les communes membres de la CAMVS remplissent à minima les fonctions de guichet d'information.

### 1.3. Les guichets d'enregistrement de la demande : les communes de niveau 2, les guichets des bailleurs sociaux et d'Action Logement Services

Les communes de niveau 2

| Communes de niveau 2  | Rôles et missions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Information</b>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivre une information de premier ordre aux personnes souhaitant déposer une demande de logement social</li> <li>• Informe le demandeur sur l'état d'avancement de sa demande</li> </ul> <p><i>Le contenu des informations est précisé au paragraphe A.2</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Enregistrement</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Est déclaré comme service enregistreur</li> <li>• Conseille les demandeurs sur la constitution de leur dossier, en apportant si besoin une aide au remplissage du formulaire de demande de logement, vérifie le bon renseignement des différentes rubriques</li> <li>• Saisit les demandes de logement social sur le SNE avec numérisation et attachement au dossier des pièces justificatives</li> <li>• Modifie et met à jour les dossiers du demandeur à sa demande, saisit les renouvellements</li> <li>• Peut déposer une demande de labellisation des publics prioritaires via démarches simplifiées, ou orienter le demandeur vers un recours DALO</li> </ul> |



|                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Suivi</b></p>                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assure les rendez-vous règlementaires pour les demandeurs qui en font la demande, <ul style="list-style-type: none"> <li>o Offrir la possibilité d'un entretien personnalisé permettant la recherche d'une meilleure adéquation offre/demande ;</li> <li>o Proposer des conditions d'accueil permettant d'assurer la confidentialité des entretiens ;</li> <li>o Assurer des entretiens complémentaires afin de suivre les ménages dans sa demande (renouvellement, difficultés particulières, point d'étape...)</li> </ul> </li> <li>• Oriente des demandeurs les plus en difficultés vers un service social permettant de conseiller et d'accompagner ces demandeurs dans la constitution de leur dossier et dans l'ouverture de droits facilitant l'accès au logement social.</li> <li>• Informe le demandeur sur l'état d'avancement de sa demande, le contenu de son dossier et les événements survenus en lui en expliquant l'implication pour son parcours (ex : informations relatives à sa demande, les décisions des CAL etc.)</li> <li>• Alimente fichier partagé, notamment sur les événements de la vie du demandeur (date d'entretien, etc.)</li> </ul> |
| <p><b>Relation avec les autres guichets et les partenaires du SIAD</b></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement des demandes de mutations : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Après diffusé des informations et enregistré la demande, les communes de niveaux 2 peuvent orienter les demandeurs déjà logés dans le parc social vers l'organisme Hlm propriétaire du logement actuellement occupé ;</li> <li>o Les communes de niveau 2 enregistrant des demandes de mutation en informent l'organisme Hlm propriétaire du logement actuellement occupé par le ménage (cf. action 11).</li> </ul> </li> <li>• Ménages relevant du contingent Action Logement Services : Après diffusé des informations et enregistré la demande, les communes de niveau 2 peuvent orienter les demandeurs vers l'antenne d'Action Logement Services située à Melun en cas de besoin (besoin en termes d'accompagnement pouvant être proposé par Action Logement Services, besoin de compléments</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>d'informations sur le fonctionnement d'Al'In par exemple).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnes relevant d'un critère de priorité ou d'une situation d'urgence : Après avoir diffusé des informations, enregistré la demande, et procédé à la demande de labellisation (le cas échéant), les communes de niveau 2 peuvent orienter les ménages vers des travailleurs sociaux du CCAS ou de la MDS de secteur, ou vers des associations pour accompagner au mieux la personne.</li> </ul> |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Il s'agit d'assurer un service complémentaire intégrant notamment l'aide à la constitution du dossier ou l'information relative à l'état actuel de la demande, notamment dans le cadre de l'entretien réglementaire (cf. A.3.).

**Les communes qui le souhaitent peuvent assurer ce niveau de service et s'engagent alors à l'assurer pour tout demandeur, quel que soit son lieu de résidence ou la commune demandée, et quelle que soit la situation du demandeur par rapport au logement (hébergé, logé dans le parc privé, logé dans le parc social, etc.).**

Lors de la rédaction du présent plan, 9 des 20 communes de la CAMVS s'inscrivent dans le niveau 2.

### **Les bailleurs sociaux**

Les bailleurs sociaux disposant d'agences sur le territoire peuvent accueillir les demandeurs de logement social et enregistrer leurs demandes. En termes d'information, ils assurent l'équivalent des communes de niveau 1. En termes de suivi, ils peuvent informer les demandeurs sur l'état d'avancement de leur demande et alimenter le fichier partagé. Ils accueillent tous les demandeurs et sont les interlocuteurs privilégiés de leurs demandeurs de mutation, qui peuvent notamment être réorientés vers eux par les communes de niveaux 1 et 2.

| <b>Bailleurs sociaux</b> | <b>Rôles et missions</b>                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Information</b>       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivre une information de premier ordre aux personnes souhaitant déposer une demande de logement social</li> <li>• Informe le demandeur sur l'état d'avancement de sa demande</li> </ul> |
| <b>Enregistrement</b>    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Est déclaré comme service enregistreur</li> <li>• Conseille les demandeurs sur la constitution de leur dossier, en apportant si besoin une aide au remplissage du</li> </ul>              |

|                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                     | <p>formulaire de demande de logement ; vérifie le bon renseignement des différentes rubriques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Saisit les demandes de logement social sur le SNE avec numérisation et attachement au dossier des pièces justificatives</li> <li>• Modifie et met à jour les dossiers du demandeur à sa demande, saisit les renouvellements</li> <li>• Peut déposer une demande de labellisation des publics prioritaires via démarches simplifiées, ou orienter le demandeur vers un recours DALO</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Suivi</b>                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Alimente le fichier partagé</li> <li>• Peut renseigner le demandeur sur l'état de sa demande</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Relation avec les autres guichets et les partenaires du SIAD</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement des demandes de mutation internes : Le bailleur social est informé de l'enregistrement d'une demande de mutation d'un de ses locataires par l'acteur à l'origine de l'événement (commune de niveau 2, Action Logement Services, autre bailleur).</li> <li>• Traitement des demandes de mutation externes : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Après diffusé des informations et enregistré la demande, les bailleurs sociaux peuvent orienter les demandeurs déjà logés dans le parc social vers l'organisme Hlm propriétaire du logement actuellement occupé ;</li> <li>○ Les bailleurs sociaux enregistrant des demandes de mutation d'un ménage logé chez un autre bailleur en informent l'organisme Hlm propriétaire du logement actuellement occupé par le ménage (cf. action 11).</li> </ul> </li> <li>• Ménages relevant du contingent Action Logement Services : Après diffusé des informations et enregistré la demande, les bailleurs sociaux peuvent orienter les demandeurs vers l'antenne d'Action Logement Services située à Melun en cas de besoin (besoin en termes d'accompagnement pouvant être proposé par Action Logement Services, besoin de compléments d'informations sur le fonctionnement d'Al'In par exemple).</li> <li>• Personnes relevant d'un critère de priorité ou d'une situation d'urgence : Après avoir diffusé des informations, enregistré la demande, et procédé à la demande de labellisation (le cas échéant), les bailleurs</li> </ul> |

|  |                                                                                                                                                                     |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | sociaux peuvent orienter les ménages vers des travailleurs sociaux du CCAS ou de la MDS de secteur, ou vers des associations pour accompagner au mieux la personne. |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Les bailleurs sociaux possédant du patrimoine sur le territoire de la CAMVS et n'ayant pas d'agence sur le territoire mais en proximité sont amenés à exercer ces mêmes fonctions.**

### **Action Logement Services**

Le rôle d'Action Logement Services est un rôle d'information des demandeurs et d'enregistrement des demandes, mais aussi de suivi de la demande, en particulier pour les demandeurs éligibles au contingent Action logement Services.

| <b>Action Logement Services</b>                                     | <b>Rôles et missions</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Information</b>                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivre une information de premier ordre aux personnes souhaitant déposer une demande de logement social</li> <li>• Informe le demandeur sur l'état d'avancement de sa demande</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Enregistrement</b>                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Est déclaré comme service enregistreur</li> <li>• Conseille les demandeurs sur la constitution de leur dossier, en apportant si besoin une aide au remplissage du formulaire de demande de logement ; vérifie le bon renseignement des différentes rubriques</li> <li>• Saisit les demandes de logement social sur le SNE avec numérisation et attachement au dossier des pièces justificatives</li> <li>• Modifie et met à jour les dossiers du demandeur à sa demande, saisit les renouvellements</li> <li>• Peut déposer une demande de labellisation des publics prioritaires via démarches simplifiées, ou orienter le demandeur vers un recours DALO</li> </ul> |
| <b>Suivi</b>                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Alimente le fichier partagé</li> <li>• Peut renseigner le demandeur sur l'état de sa demande</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Relation avec les autres guichets et les partenaires du SIAD</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement des demandes de mutations : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Après diffusé des informations et enregistré la demande, Action Logement Services peut orienter les demandeurs déjà logés dans le parc social vers l'organisme Hlm propriétaire du logement actuellement occupé ;</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Si Action Logement Services enregistre une demande de mutation, elle en informe l'organisme Hlm propriétaire du logement actuellement occupé par le ménage (cf. action 11).</li> <li>• Personnes relevant d'un critère de priorité ou d'une situation d'urgence : Après avoir diffusé des informations, enregistré la demande, et procédé à la demande de labellisation (le cas échéant), Action Logement Services peut orienter les ménages vers des travailleurs sociaux du CCAS ou de la MDS de secteur, ou vers des associations pour accompagner au mieux la personne.</li> </ul> |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### 1.4. Le rôle de la CAMVS

La CAMVS assure une fonction **d'interface entre tous les acteurs et une fonction support** : production d'outils communs de communication et de ressources pour les guichets, suivi des conventions d'application et de l'activité des guichets, information des agents, etc.

Dans le détail, ses missions sont les suivantes :

- S'assurer du respect de la convention d'accueil et d'information des demandeurs de logement social ;
- Produire et mettre à jour l'information délivrée aux demandeurs et la mettre à disposition des guichets ;
- Assurer l'information des guichets au dispositif de gestion partagée de la demande.

#### 1.5. Les autres partenaires du SIAD

D'autres acteurs partenaires du SIAD sont amenés à accueillir, informer et accompagner des ménages demandeurs de logements sociaux, et notamment à réaliser de l'accompagnement à la dématérialisation par l'enregistrement de demandes sur le Portail Grand Public. Il s'agit notamment des Maisons départementales des solidarités (MDS), des guichets France Services, des acteurs associatifs et plus largement des travailleurs sociaux du territoire. Ces acteurs ne font pas partie du SIAD mais peuvent être amenés à interagir avec les guichets d'enregistrement.

| Partenaires du SIAD | Rôles et missions                                                                                                                                            |
|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Information         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivre une information de premier ordre aux personnes souhaitant déposer une demande de logement social</li> </ul> |



|                       |                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diffuse les supports de communication et d'information</li> <li>• Réoriente vers le Portail Grand Public ou vers les guichets d'enregistrement pour l'enregistrement de la demande.</li> </ul> |
| <b>Enregistrement</b> | Sans objet                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Suivi</b>          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sans objet</li> </ul>                                                                                                                                                                          |

## 2. Les modalités de réception des demandeurs

Les demandeurs peuvent être accueillis avec ou sans rendez-vous (selon les guichets et les horaires d'ouverture des guichets).

L'ensemble des guichets accueille tout demandeur, quelles que soient sa commune de résidence et la commune demandée. Les guichets sont également tenus d'enregistrer les demandes qui leur sont faites, comme prévu par la convention entre l'Etat et les services d'enregistrement de demande de logement social : « Aucune condition de résidence préalable ne peut être opposée au demandeur pour refuser l'enregistrement ou le renouvellement de sa demande ».

Les guichets accueillent les demandeurs dans le respect des missions qui leur sont affectées. Ainsi, les guichets d'information et les partenaires du SIAD qui ne procèdent pas à l'enregistrement des demandes peuvent orienter le demandeur vers le Portail Grand Public ou vers un guichet d'information et d'enregistrement.

## 3. Modalités d'organisation de l'entretien réglementaire

### 3.1. Guichets réalisant l'entretien réglementaire

À la suite du dépôt de sa demande, chaque demandeur de logement social qui le souhaite peut demander à être reçu individuellement par un agent des guichets afin de faire le point sur sa demande et de vérifier la cohérence de son projet (cf. L441-2-8 du CCH et R441-2-10 du CCH).

À l'échelle de la CAMVS, seules les communes de niveau 2 réalisent ces entretiens. Le demandeur est reçu par un guichet communal de niveau 2 auprès duquel il en fait la demande. Si la demande est adressée à un autre guichet (niveau 1, bailleurs sociaux ou Action Logement Services), le guichet lui transmet la liste des guichets communaux de niveau 2 qu'il peut contacter pour être reçu en entretien.

La demande d'entretien et la réception du demandeur en entretien doivent être inscrite et connue des autres guichets afin d'éviter les doubles entretiens. La date d'enregistrement de la demande et la date de réalisation du rendez-vous sont des informations qui sont partagées dans l'onglet « événements » du SNE.

### **3.2. Délai maximal dans lequel tout demandeur doit être reçu**

Le délai pour que tout demandeur qui le souhaite soit reçu dans le guichet de son choix est de deux mois maximum<sup>1</sup> à compter de sa demande de rendez-vous.

### **3.3. Les éléments abordés lors de l'entretien réglementaire**

Il est important de préciser au demandeur que cet entretien a pour but de communiquer des informations, de personnaliser la demande de logement et non d'aboutir à une proposition de logement.

Il convient également de distinguer cet entretien réglementaire réalisé par les services communaux (techniciens, CCAS) des rendez-vous et permanences que certains élus assurent dans leurs communes.

Lors des rendez-vous aux guichets communaux de niveau 2, pour tout usager de toute commune, l'agent d'accueil est en mesure de :

- Renseigner sur la totalité de sa demande de logement social ;
- Constituer sa demande de logement social ;
- Informer l'usager de la possibilité de demander son logement par internet et le guider dans ses démarches ;
- Informer l'usager des critères de priorités applicables sur l'agglomération ;
- Orienter l'usager vers un logement adapté à ses besoins ;
- Informer l'usager du délai d'attente moyen de sa demande ;
- Informer l'usager du suivi de son dossier ;
- Informer l'usager de leurs droits et obligations
- Informer l'usager de l'intérêt que sa demande de logement soit la plus complète possible
- Informer l'usager de la mise à jour trimestriellement de sa DLS et à chaque évènement de la vie

---

<sup>1</sup> L'art. L441-2-8 du code de la construction et de l'habitation précise que "Ce délai ne peut excéder un mois, sauf dans les zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants définies à l'article 232 du code général des impôts, où il peut être porté à deux mois"

### **Check-list de l'entretien réglementaire (première demande ou renouvellement) :**

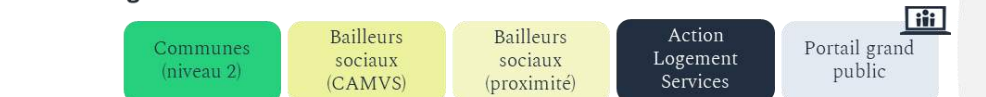
- ☐ Enregistrer ou mettre à jour la demande
- ☐ Ajouter les pièces justificatives pour qualifier au mieux sa demande
- ☐ Vérifier l'adéquation entre les besoins du demandeur et la demande réalisée, et, au besoin, élargir sa demande :
  - o Correspondance entre la composition familiale et la typologie/taille de logement demandée
  - o Correspondance des ressources : niveau de revenus/loyer, reste à vivre
  - o Contraintes et critères indispensables du ménage impactant la demande pour éviter les refus : géographiques, professionnelles, adaptation du logement, etc.
- ☐ Informer le demandeur sur l'offre de logement social au sein des communes demandées, ainsi que les services disponibles
- ☐ Vérifier que la cotation correspond à la situation du demandeur, et, au besoin, valider manuellement certains critères notamment les travailleurs essentiels, tout en expliquant au demandeur les principes et les modalités du système de cotation
- ☐ Vérifier si le demandeur est éligible à Action Logement Services ou au contingent des fonctionnaires de l'Etat (BALAe) et les orienter vers la démarche
- ☐ Identifier les situations difficiles ou urgentes correspondant à des critères DALO ou ACD
  - o Le cas échéant, procéder à la demande de labellisation ACD via démarches simplifiées, aider le ménage à formuler un recours DALO ou orienter le ménage vers un service compétent (travailleurs sociaux du département, CCAS, etc.)
- ☐ Identifier si le ménage a besoin d'un accompagnement social ou s'il a déjà un suivi social en cours, identifier son interlocuteur (MDS, CCAS...)
  - o Orienter le ménage vers les services compétents
- ☐ Préciser au demandeur les délais d'attente et le nombre de demande pour une attribution au sein de la CAMVS et plus précisément au sein des communes demandées.
- ☐ Expliquer le processus d'attribution : mise à disposition d'un logement, désignation du ménage, constitution du dossier, passage en CALEOL, proposition d'attribution ou non, etc.
- ☐ Orienter le demandeur vers la Maison de l'Habitat dans le cas où il dépasse les plafonds PLS pour une offre plus adaptée (PSLA, IML, etc.)
- ☐ Mettre à jour trimestriellement sa demande de logement
- ☐ Renouveler chaque année sa demande de logement

## 4. Schématisation et cartographie du SIAD

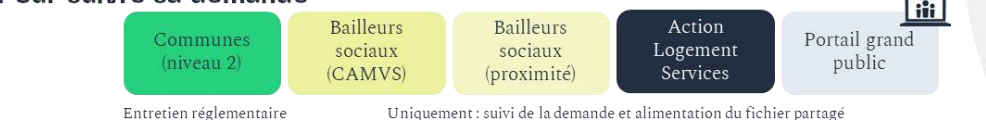
### Pour s'informer



### Pour enregistrer sa demande



### Pour suivre sa demande



Fonction de support et d'interface de la CA Melun Val de Seine

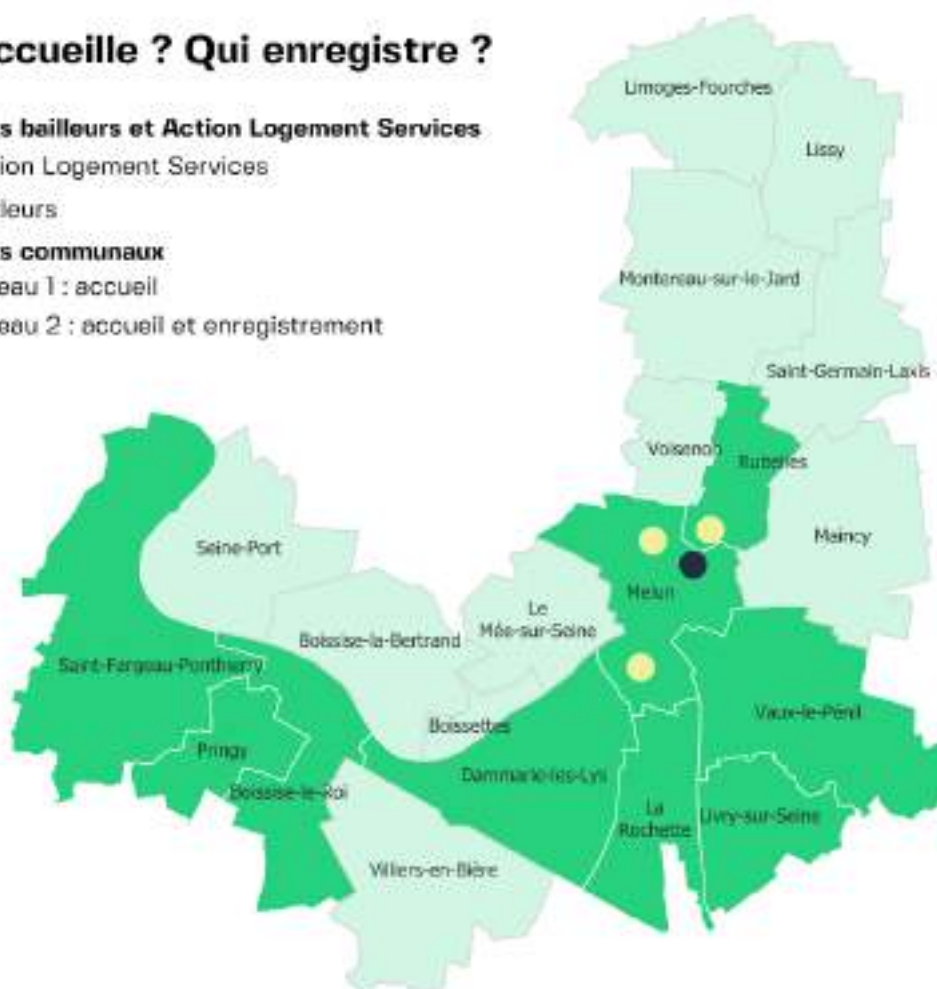
## Qui accueille ? Qui enregistre ?

### Guichets bailleurs et Action Logement Services

- Action Logement Services
- Bailleurs

### Guichets communaux

- Niveau 1 : accueil
- Niveau 2 : accueil et enregistrement



- **Communes de niveau 1 :** Toutes les communes de la CAMVS ;
- **Communes de niveau 2 :** Melun, La Rochette, Vaux-le-Pénil, Dammarié-les-Lys, Saint-Fargeau-Ponthierry, Pringy, Boissise-le-Roi, Rubelles, Livry-sur-Seine

- **Bailleurs sociaux accueillant et enregistrant les demandes sur le territoire de la CAMVS :** Habitat 77 (Melun), FSM (Melun), TMH (Rubelles)
- **Bailleurs sociaux en proximité, ayant du patrimoine dans la CAMVS, pouvant accueillir les demandeurs de la CAMVS et enregistrer leurs demandes :** Vilogia (Savigny-le-Temple), 3F en Seine-et-Marne (Serris), Espace Habitat Construction (Pontault-Combault), Essonne Habitat (Ris-Orangis), Antin Résidences (Evry-Courcouronnes), Seqens (Athis-Mons), CDC Habitat (Yerres), 1001 Vies Habitat (Lieusaint/Evry)
- **Action Logement Services :** Agence de Melun

## 5. Les actions du plan liées au SIAD

### Action 1 : Mettre en œuvre et suivre l'application de la convention réglementaire d'application du Service d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD)

#### Les objectifs

La convention réglementaire d'application du SIAD établie dans le cadre du premier PPGDID a permis de formaliser les engagements des communes en matière d'accueil et d'information des demandeurs de logement social. Elle constitue un socle partagé pour garantir un accueil et une information claire, accessible et harmonisée sur l'ensemble du territoire. Cette convention a été mise à jour lors de la révision du PPGDID.

Dans le cadre du nouveau plan, l'objectif est de poursuivre la mise en œuvre et le suivi de l'application de cette convention, en y intégrant l'ensemble des guichets du territoire (communes, bailleurs sociaux et Action Logement Services).

#### La mise en œuvre

La CAMVS assure le suivi du SIAD, via un référentiel d'activité (cf. annexe 5 et Convention d'application) intégré à la convention d'application du service d'information et d'accueil. Les guichets doivent faire remonter semestriellement les indicateurs d'activité à la CAMVS selon le modèle transmis par l'EPCI, annexé à la convention. Ces indicateurs sont harmonisés et consolidés par la CAMVS afin de nourrir le bilan annuel du SIAD et du PPGDID.

Ces indicateurs serviront également à nourrir l'évaluation à mi-parcours et à réorienter au besoin l'organisation du SIAD. Ainsi, sur cette base, les différents acteurs pourront pérenniser ou modifier, en accord avec la CAMVS, leur inscription dans l'un des niveaux de service.

#### Le calendrier

- Signature des conventions mises à jour en parallèle de l'adoption du PPGDID



- Transmission semestrielle des tableaux de suivi de l'activité par les guichets à la CAMVS : en janvier et en juillet
- Consolidation des données par la CAMVS puis présentation en CIL : tous les ans en début d'année

## **Le pilote**

CAMVS

## **Les partenaires**

Ensemble des guichets : communes, bailleurs sociaux, Action logement Services

## **Action 2 : Poursuivre l'animation du réseau d'accueil et l'organisation de temps d'échange et d'information**

### **Les objectifs**

Il s'agit de poursuivre l'animation du réseau d'accueil structuré et animé dans le cadre du précédent PPGDID, en organisant régulièrement des temps d'échange et d'information. En fonction des besoins et des sujets abordés, des partenaires peuvent être conviés à ces temps.

L'objectif est avant tout de créer du lien entre les guichets et leurs partenaires pour permettre la montée en compétence de chacun, un échange de bonnes pratiques et une harmonisation de l'accueil et de l'information délivrée au demandeur.

### **La mise en œuvre**

Durant toute la durée du présent plan, la CAMVS proposera des temps d'échange et d'information à destination de l'ensemble des personnels travaillant dans les guichets d'accueil ou amenées à être en relation avec les demandeurs. Ces temps d'échange pourront donc être ouverts aux partenaires du SIAD (DDETS, bailleurs sociaux, Action Logement Services, travailleurs sociaux des CCAS et MDS, guichets France Services, associations, etc.) selon les thématiques abordées, dans le but renforcer les liens avec ces acteurs accompagnant les publics dans le parcours de demandeurs, notamment par un accompagnement à la dématérialisation (enregistrement via le Portail Grand Public du SNE).

Les thématiques de ces temps d'échange seront adaptées aux besoins et demandes des agents d'accueil, mais aussi aux actualités réglementaires en la matière.

Enfin, dans le but de poursuivre l'harmonisation des pratiques des guichets d'accueil et la constitution d'un socle commun, de nouveaux outils seront mis à disposition des guichets : la

check-list de l'entretien réglementaire (cf. A.3.) et la réalisation d'un guide d'entretien permettant l'identification des publics prioritaires (cf. action 10).

### **Le calendrier**

Organisation de temps d'échanges et d'information plusieurs fois par an dès 2026

### **Le pilote**

CAMVS

### **Les partenaires**

Ensemble des membres du SIAD : guichets des communes, bailleurs sociaux et Action Logement Services, ainsi que les partenaires du SIAD.

En fonction des thématiques, tout partenaire pouvant être associé à l'organisation ou invité à participer à ces temps : DDETS, bailleurs sociaux, Action Logements Servies, travailleurs sociaux (CCAS ou MDS), guichets France Services, associations, etc.

## B. L'information dispensée au demandeur

### **Rappel réglementaire : L'information des demandeurs**

Toute personne qui envisage d'effectuer une demande de logement social doit être informée des modalités de dépôt de la demande et les pièces justificatives qui peuvent être exigées, ainsi que des caractéristiques du parc social et le niveau de satisfaction des demandes exprimées sur le territoire qui l'intéresse ou sur tout autre territoire susceptible de répondre à ses besoins. Tout demandeur de logement social doit être informé de ses données personnelles qui figurent dans le SNE et des principales étapes du traitement de sa demande, notamment des critères de priorité considérés lors de la désignation de sa demande pour passage en CALEOL.

*Article L441-2-6 du CCH.*

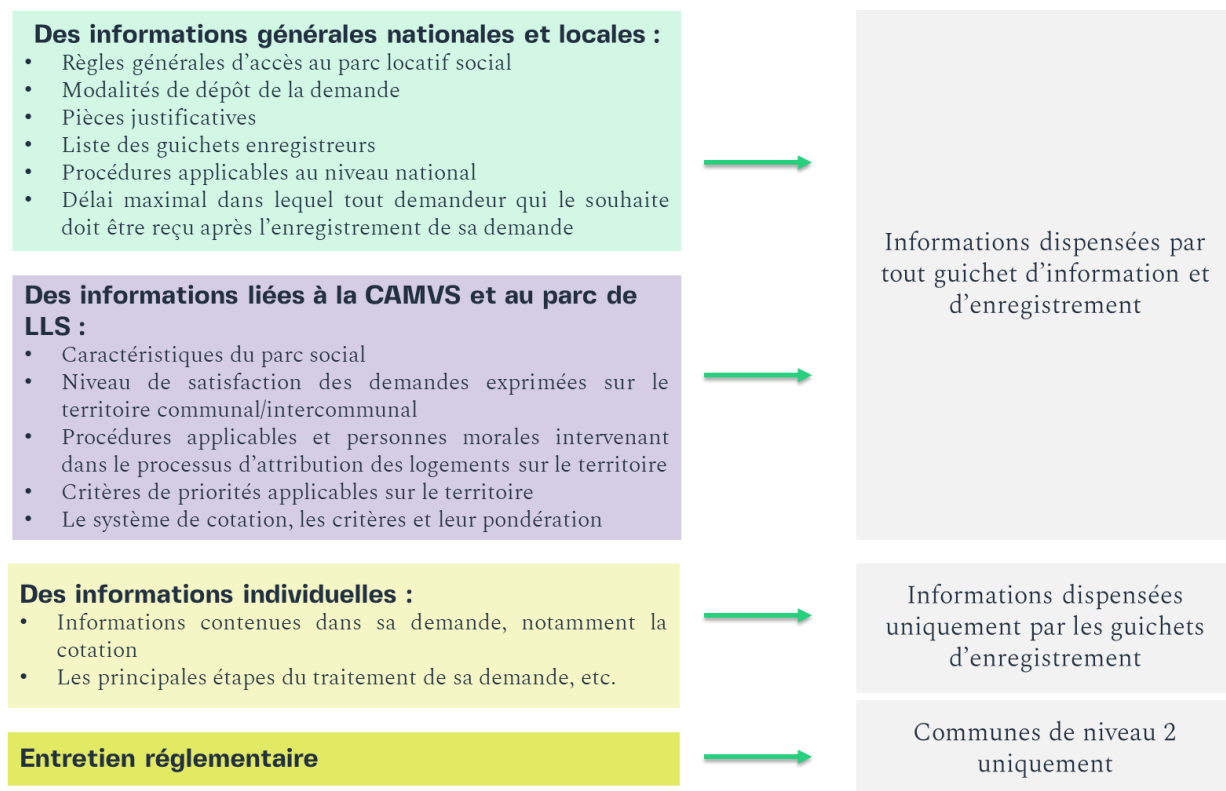
L'objet de ce chapitre est de rappeler les informations devant être mises à disposition de tout public.

Les communes et tous les partenaires chargés de l'information du public et des locataires s'engagent à délivrer une information harmonisée et détaillée aux demandeurs à la fois sur le parc social et l'offre en logement du territoire ainsi que sur les procédures d'accès au logement social. La CAMVS s'engage à outiller les guichets pour qu'ils puissent diffuser une information complète et harmonisée à l'échelle du territoire.

L'information développée auprès du demandeur cherche à répondre à plusieurs objectifs :

- Expliquer ses droits ainsi que ses obligations ;
- Bien informer sur les possibilités de démarches en ligne : enregistrement, renouvellement, suivi de son dossier ;
- Délivrer une information qualitative permettant au demandeur d'orienter le plus efficacement possible sa demande au regard de l'offre du territoire ;
- Dans un souci de transparence, expliquer ces informations aux demandeurs en insistant sur les conséquences de ses choix ;
- Permettre au demandeur de bien comprendre le système de cotation de la demande.

Les partenaires conviennent que trois niveaux d'informations harmonisés doivent être fournis au public et aux demandeurs, à savoir :



La logique repose sur la constitution **d'un socle commun d'informations localisées** et adaptées à la CAMVS et ses communes, avec, pour les informations d'ordre général, un renvoi aux sites internet nationaux (limitant ainsi les problèmes d'actualisation des différents textes législatifs).

### Contexte et enjeux

- Des démarches mises en place par la CAMVS pour **harmoniser les pratiques en termes d'information** : création et mise à jour d'une plaquette à destination du demandeur, diffusion d'informations statistiques aux guichets, organisation de réunions entre guichets, etc.
- Des pratiques d'accueil et d'information encore inégales entre les différents guichets du territoire : un **enjeu d'harmonisation des pratiques d'accueil et de l'information dispensée**.
- Un enjeu à **garantir une information de même niveau**, que celle dispensée en guichet, **pour les demandeurs en ligne**.

## 1. Les informations générales

| Catégories d'information                                            | Contenu de l'information                                                                                                                                                                                                                           | Supports                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Règles générales d'accès au parc locatif social</b>              | Les conditions pour accéder à un logement social : plafonds de ressources, droits du demandeur (voies de recours en cas de refus d'enregistrement...), fonctionnement de Al'In pour les demandeurs relevant du contingent Action Logement Services | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensemble des guichets participant au SIAD</li> <li>• Site internet</li> <li>• Plaquette d'information</li> </ul> |
| <b>Modalités de dépôt de la demande</b>                             | Cf. § B.1 du PPGDID                                                                                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensemble des guichets participant au SIAD</li> <li>• Site internet</li> <li>• Plaquette d'information</li> </ul> |
| <b>Pièces justificatives</b>                                        | <p>Pièces conditionnant l'enregistrement : demande CERFA + pièce d'identité</p> <p>Pièces justificatives complémentaires pour faciliter l'instruction et permettre le calcul de la cotation (cf. Annexe 3)</p>                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensemble des guichets participant au SIAD</li> <li>• Site internet</li> <li>• Plaquette d'information</li> </ul> |
| <b>Liste des guichets d'enregistrement</b>                          | Cf. Annexe 2 du PPGDID                                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensemble des guichets participant au SIAD</li> <li>• Site internet</li> <li>• Plaquette d'information</li> </ul> |
| <b>Procédures applicables sur l'ensemble du territoire national</b> | Information claire et objective sur les critères de priorités du CCH (article L441-1) ainsi que sur l'accès au DALO avec orientation si besoin vers une permanence                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensemble des guichets participant au SIAD</li> <li>• Site internet</li> <li>• Plaquette d'information</li> </ul> |



|                                                                                                                     |                                     |                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------|
|                                                                                                                     | d'accompagnement à l'accès au droit |                                           |
| <b>Délai maximal dans lequel tout demandeur qui le souhaite doit être reçu après l'enregistrement de sa demande</b> | Cf. § A. 3. du PPGDID               | Ensemble des guichets participant au SIAD |

## 2. Les informations propres à la CAMVS

| Catégories d'information                                                                                                       | Contenu de l'information                                                                                        | Supports                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Caractéristiques du parc social</b>                                                                                         | Cf. B.2.1                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Ensemble des guichets participant au SIAD</li> <li>Site internet</li> <li>Plaquette d'information</li> </ul> |
| <b>Niveau de satisfaction des demandes exprimées sur le territoire qui l'intéresse</b>                                         | Cf. B.2.2                                                                                                       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Ensemble des guichets participant au SIAD</li> <li>Site internet</li> <li>Plaquette d'information</li> </ul> |
| <b>Procédures applicables et personnes morales intervenant dans le processus d'attribution des logements sur le territoire</b> | Informers les demandeurs sur le fonctionnement des commissions d'attributions (CALEOL), des réservataires, etc. | <ul style="list-style-type: none"> <li>Ensemble des guichets du SIAD</li> </ul>                                                                     |
| <b>Critères de priorité applicables sur le territoire</b>                                                                      | Règles édictées spécifiquement pour la CAMVS, à travers sa Convention Intercommunale d'Attributions             | <ul style="list-style-type: none"> <li>Ensemble des guichets du SIAD</li> </ul>                                                                     |
| <b>Système de cotation adopté par la CAMVS</b>                                                                                 | Cf. D.                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>Ensemble des guichets participant au SIAD</li> <li>Site internet</li> </ul>                                  |

## 2.1. Les caractéristiques du parc social de la CAMVS

Les données d'information sur le parc social ont pour objectif d'aider les ménages souhaitant faire une demande de logement social, à cibler leur demande par quelques éléments de cadrage sur le parc de logement et les délais d'attente.

Les partenaires s'accordent sur l'importance d'apporter des informations précises tout en prenant garde de ne pas « noyer » le public qui vient à la recherche d'informations.

Deux informations sont directement accessibles au demandeur potentiel via le Portail Grand Public :

- La répartition des logements locatifs sociaux de la commune par typologie (de T1 à T6 et +) ;
  - La répartition des logements locatifs sociaux de la commune par organisme présent
- Exemple des données disponibles pour la commune de Melun sur le portail grand public :

Nombre de logements à Melun

| Type de logement | Nombre de logements dans cette commune au 01/01/2022 | Nombre de demandes de logement en attente dans cette commune au 31/12/2022 | Nombre de logements attribués dans cette commune en 2022 |
|------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| T1               | 255                                                  | 1287                                                                       | 32                                                       |
| T2               | 1128                                                 | 1652                                                                       | 109                                                      |
| T3               | 2520                                                 | 1203                                                                       | 175                                                      |
| T4               | 1752                                                 | 872                                                                        | 90                                                       |
| T5               | 368                                                  | 190                                                                        | 14                                                       |

| Intitulé de l'organisme            | Nombre de logements dans cette commune au 01/01/2022 | Nombre de logements attribués dans cette commune en 2022 |
|------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| O.P.H. DE SEINE ET MARNE           | 3641                                                 | 267                                                      |
| HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE   | 9197                                                 | 68                                                       |
| SA HLM TROIS MOULINS HABITAT       | 783                                                  | 31                                                       |
| S.A. LA SABLIERE                   | 232                                                  | 17                                                       |
| S.A. 2F Seine-et-Marne             | 122                                                  | 15                                                       |
| SEGENS S.A. D'HLM                  | 69                                                   | 4                                                        |
| S.A. VILLOMA                       | 60                                                   | 5                                                        |
| S.A. ANTIM RESIDENCES              | 58                                                   | 4                                                        |
| PACT DE SEINE ET MARNE             | 1                                                    | 0                                                        |
| Mus Logis - Groupe Action Logement | 0                                                    | 0                                                        |
| S.E.M. CDC Habitat                 | 0                                                    | 0                                                        |
| SA HLM LOGIREP                     | 0                                                    | 0                                                        |

Données disponibles sur le Portail Grand Public du SNE pour la commune de Melun (exemple)

En plus de ces indicateurs disponibles sur le Portail Grand Public, la CAMVS produit des tableaux de bord communaux des caractéristiques du parc social (cf. action 4). Ces tableaux intègrent les données suivantes, par commune et par bailleurs :

| Indicateurs                                                                              | Sources |
|------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Nombre de logements sociaux et répartition en QPV/hors QPV et en collectif/en individuel | RPLS    |
| Répartition des logements sociaux par typologie                                          | RPLS    |
| Répartition des logements sociaux par année de construction                              | RPLS    |
| Répartition des logements sociaux par financement (PLAI, PLUS, PLS, PLI)                 | RPLS    |
| Répartition des logements sociaux par tranches de loyers au m <sup>2</sup>               | RPLS    |
| Répartition des logements sociaux selon le DPE                                           | RPLS    |
| Nombre et taux de rotation                                                               | RPLS    |
| Nombre de bailleurs présents                                                             | RPLS    |
| Répartition des attributions par réservataire                                            | SNE     |

Cette liste de données sur les caractéristiques du parc pourra être enrichies de données sur la demande et les attributions (cf. action 4).

## 2.2. Le niveau de satisfaction des demandes exprimées sur le territoire

Pour le niveau de satisfaction des demandes, l'ensemble des partenaires du plan s'inscrivant dans le dispositif d'accueil s'appuient sur l'information mise à disposition sur le Portail Grand Public alimentée par le Système National d'Enregistrement afin de calculer la pression de la demande.

- Nombre de demandes en instance, par typologie sur la commune
- Nombre d'attributions annuelles réalisées, par typologie sur la commune

### ***Exemple de calcul du « délai moyen d'attente » théorique pour un T4 à Dammarie-les-Lys :***

Avec 334 demandes en attente (au 31/12/2023) et 37 attributions réalisées (au cours de l'année 2023) pour un T4 à Dammarie-les-Lys, on compte 9 demandeurs en attente pour un logement attribué.

### 3. Les informations individuelles

Ces informations individuelles sont délivrées uniquement au demandeur, une fois la demande enregistrée et le numéro unique validé, dans le cadre de l'entretien réglementaire (cf. A.3.). Elles peuvent concerner les informations contenues dans la demande, le suivi de la demande, la note de cotation du demandeur sur le territoire (cf. D.), etc.

Les autres guichets enregistreurs pourront délivrer des informations individuelles au demandeur, sur la base des données renseignées sur le SNE, mais en dehors du cadre de l'entretien réglementaire.

### 4. Dispositif de communication et d'information proposé au demandeur

Les acteurs de l'habitat de l'agglomération s'accordent sur l'importance de diffuser un discours commun, homogène et de qualité aux demandeurs de logement social, concernant l'ensemble des informations exigées par l'article 97 de la loi ALUR et ses décrets d'application (art. L.441-2-6, L.441-2-16 et L.441-2-17). Ce discours doit être le même pour les demandeurs se rendant en guichet et les demandeurs en ligne.

Pour ce faire, les supports suivants sont à disposition et régulièrement mis à jour :

| Support de communication                                                 | Détail des informations                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Portail Grand Public<br>(Outil national)                                 | <ul style="list-style-type: none"><li>• Liste des guichets d'accueil</li><li>• Consultation des informations statistiques relatives au logement social par commune</li><li>• Etapes de traitement de la demande de logement</li><li>• Enregistrer sa demande en ligne, déposer les justificatifs (enregistrement dématérialisé) et d'obtenir son numéro d'enregistrement</li><li>• Modifier sa demande en ligne</li><li>• Renouveler sa demande en ligne</li><li>• Visualiser l'offre disponible par commune</li></ul> |
| Plaquette intercommunale d'information disponible dans tous les guichets | <ul style="list-style-type: none"><li>• Liste des guichets sur le territoire</li><li>• Nombre de logements sociaux par commune et répartition individuel/collectif</li><li>• Conditions et modalités de dépôt d'une demande</li><li>• Modalités de traitements de la demande</li><li>• Indication des modalités pour les salariés éligibles à Action Logement Services ou pour les agents de l'Etat</li><li>• Informations sur le système de cotation</li><li>• Information sur le processus d'attribution</li></ul>   |

|                                                    |                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Site internet de la CAMVS                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations identiques à celles présentes dans la plaquette</li> <li>• Information générale sur les conditions d'accès au parc social et les procédures à suivre</li> </ul>  |
| Communes de niveau 2                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information au cas par cas sur la situation individuelle des demandes via le SNE</li> <li>• Entretien réglementaire individuel pour une information plus détaillée</li> </ul> |
| Autres guichets enregistreurs                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations de suivi de la demande sur la base des données renseignées sur le SNE</li> </ul>                                                                                 |
| Ensemble des partenaires s'inscrivant dans le SIAD | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information générale sur les conditions d'accès au parc social et les procédures à suivre</li> </ul>                                                                          |

Outre les supports et canaux de communication, le discours commun fait l'objet d'un processus d'information commun à l'ensemble des personnels d'accueil des différents guichets (cf. action 2).

## 5. Actions liées à l'information du demandeur

### Action 3 : Mettre à jour et améliorer les supports d'information (plaquette intercommunale d'information, page internet dédiée)

#### Les objectifs

Dans le cadre du premier PPGDID, une plaquette d'information a été réalisée par la CAMVS, permettant une harmonisation des premières informations dispensées aux demandeurs. Celle-ci est disponible en ligne sur le site internet de la CAMVS et mise à disposition dans l'ensemble des guichets et remise aux demandeurs souhaitant déposer une demande, accompagnées d'une version papier du CERFA.

Afin de poursuivre cette dynamique, le présent PPGDID prévoit la mise à jour des supports d'information existants (plaquette intercommunale d'information et page internet dédiée). Dans un souci d'inclusion des différents publics accueillis, les formats des supports de communications seront diversifiés, tout en s'appuyant sur l'existant.

#### La mise en œuvre

Afin de s'adapter aux évolutions locales et nationales, les données de la plaquette d'information sont régulièrement mises à jour par la CAMVS. La page internet dédiée au logement social sur le site de la CAMVS intègre ces mises à jour.



La CAMVS poursuivra le travail de mise à disposition des plaquettes et des formulaires CERFA imprimés aux guichets.

Par ailleurs, des réflexions seront menées sur la diversification des formats des supports de communication dans un souci d'inclusion : intégration de contenus graphiques et audios, traduction des documents, etc. Cette réflexion sera menée par la CAMVS, en lien avec l'ensemble des membres du SIAD, tout en s'appuyant sur les documents existants.

### **Le calendrier**

- Mise à jour de la plaquette et du site internet : début 2026
- Réflexions sur la diversification des formats des supports de communication : 2027, pour une mise en œuvre en 2028

### **Le pilote**

CAMVS

### **Les partenaires**

Ensemble des membres du SIAD et des partenaires habitat de la CAMVS

## **Action 4 : Mettre à jour et enrichir les tableaux de bord à destination des guichets**

### **Les objectifs**

Comme prévu dans le précédent plan, des tableaux de bord sur les caractéristiques du parc social à l'échelle communale ont été élaborés et distribués aux communes. Pour poursuivre leur rôle d'appui dans l'information des demandeurs, ces tableaux sont régulièrement mis à jour.

Afin d'enrichir l'information transmise au demandeur et de centraliser les données pour les guichets, la CAMVS réalisera de nouveaux tableaux de bord relatifs à la demande et aux attributions à l'échelle de chaque commune, en s'appuyant notamment sur les données produites par la DRIHL.

Enfin, afin de pouvoir informer le demandeur sur les services présents au sein des communes souhaitées et, le cas échéant, leurs coûts, la CAMVS pourra s'appuyer sur la plateforme d'Open Data de la collectivité qui permettra de structurer l'information et de la diffuser au grand public. Ces informations visent à la fois à informer au mieux le demandeur pour lui permettre d'orienter sa demande selon ses besoins en services et ses capacités financières, mais aussi à éviter des refus après attribution ou des déménagements après emménagement dans le

logement social pour inadéquation entre les besoins/moyens du ménage et les services proposés au sein de la commune.

### **La mise en œuvre**

Chaque année, selon les disponibilités des données RPLS, les tableaux de bord communaux des caractéristiques du parc social sont mis à jour par la CAMVS et transmis à chaque commune.

De nouveaux tableaux sur la demande et les attributions par commune seront créés par la CAMVS, avec des données extraites du SNE. Ces données pourront être les suivantes :

- Nombre de demandes et nombre d'attribution ;
- Niveau de tension ;
- Délai d'attente moyen ;
- Typologies demandées et typologies attribuées ;
- Niveau de tension par typologie ;
- Etc.

Ces données devront être mises à jour annuellement par la CAMVS selon les disponibilités des données du SNE.

Enfin, la CAMVS centralisera des informations sur les services présents à l'échelle de chaque communes et leurs coûts : crèches, écoles, périscolaires, cantines, transports en commun, services sociaux, etc. Le niveau de détail dépendra des informations transmises par les communes dans le cadre de la mise en place et de l'actualisation de la plateforme d'open data. Ces données serviront d'appui aux guichets afin de présenter les services présents sur les communes demandées et d'orienter, au besoin, les choix du demandeur.

### **Le calendrier**

- Mise à jour annuelle des tableaux de bord : tous les ans
- Elaboration des nouveaux tableaux de bord sur la demande et les attributions : deuxième semestre 2026
- Centralisation des informations sur les services présents au sein de chaque commune et diffusion via la plateforme d'Open Data : 2027

### **Le pilote**

CAMVS

### **Les partenaires**

Partenaires du SIAD, en particulier les guichets communaux

## **Action 5 : Proposer des réunions d'information aux demandeurs**

### **Les objectifs**

Dans le but d'informer tous les demandeurs, et particulièrement les demandeurs en ligne, la CAMVS propose d'organiser des réunions collectives d'informations. En effet, les demandeurs en ligne ont une moindre chance d'accéder au logement social, notamment parce qu'ils ne disposent pas du même niveau d'information que les demandeurs en guichet.

Ces réunions n'ont pas vocation à se substituer à l'entretien réglementaire qui peut être demandé par tout demandeur ayant effectué sa demande, mais à informer les demandeurs sur leurs droits et à diffuser des informations de base et générales sur le processus d'attribution de logements sociaux, les règles d'accès au logement social, sur les modalités de dépôt, de suivi et de mise à jour de la demande, les contingents et les dispositifs spécifiques, le système de cotation de la demande et son fonctionnement, les délais d'attente au sein du parc social, par typologie et par commune, les principales caractéristiques du parc social, etc.

### **La mise en œuvre**

Le présent plan prévoit l'organisation de réunions trimestrielles d'information des demandeurs de logement social coorganisées par la CAMVS et les différents guichets communaux. Ces réunions pourront être organisées au sein de la Maison de l'habitat intercommunale. Des formes de délocalisation au sein des guichets communaux pourront également être réalisées.

L'organisation de ces temps d'information est supervisée par la CAMVS en lien avec les différents guichets communaux. Le calendrier, les éléments abordés et la participation de guichets à celles-ci est élaboré par la CAMVS et présenté en CIL.

### **Le calendrier**

- Réflexions sur la mise en œuvre de ces formations : courant 2026
- Mise en place des premières formations : 2027

### **Le pilote**

CAMVS et guichets communaux

## **Action 6 : Développer des pratiques d'aller-vers certains demandeurs en ligne**

### **Les objectifs**

Alors que les demandeurs ayant réalisé leur demande en ligne via le Portail Grand Public représentent environ 2 demandeurs sur 3 au sein de la CAMVS, leurs chances d'accéder à un logement social sont plus faibles que pour les autres demandeurs. Cela s'explique d'une part, par une différence de niveau d'information, mais aussi par un plus faible recours aux dispositifs de labellisation. Afin d'améliorer l'information délivrée aux demandeurs réalisant leur demande en ligne et d'identifier, parmi eux, les demandeurs susceptibles de répondre à des critères de priorité, la CAMVS prévoit le développement de pratiques d'aller-vers certains profils de demandeurs en ligne.

### **La mise en œuvre**

Une liste des profils de demandeurs en ligne devant faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre de cette démarche d'aller-vers sera élaborée au sein d'un groupe de travail dédié. Une attention sera portée au fait que ces profils puissent être identifiés facilement via les données renseignées dans la demande de logement, et disponible sur une extraction du SNE réalisée par le gestionnaire du SNE, Aatiko.

La CAMVS sera chargée d'obtenir trimestriellement une extraction auprès du gestionnaire du SNE (Aatiko à date), de sélectionner les nouvelles demandes réalisées en ligne et de filtrer selon les critères définis préalablement lors du groupe de travail. La CAMVS pourra ensuite ventiler les ménages concernés et adresser à chaque commune de niveau 2 un fichier contenant l'ensemble des nouveaux demandeurs en ligne remplissant les critères et ayant demandé la commune.

Il appartiendra ensuite aux guichets communaux, selon les moyens humains dont ils disposent, de prendre contact avec les demandeurs concernés. Le contact se fera principalement par mail via l'envoi d'un mail type (cf. annexe 8). Ce mail permettra de transmettre au demandeur la plaquette d'information intercommunale, mais également de lui indiquer la date de la prochaine réunion d'information et la possibilité de se rapprocher d'un guichet afin d'être accompagné et/ou de demander un entretien réglementaire.

Le développement de ces pratiques devra faire l'objet d'un suivi par les guichets. Ce suivi pourra être intégré au modèle de suivi de l'activité des guichets dans le cadre du SIAD (cf. action 1). Le suivi devra également s'appuyer sur la rubrique « évènement du SNE » afin que l'ensemble des guichets aient accès à l'information. Enfin, l'impact de ces pratiques pour les professionnels et pour les demandeurs devra être évaluée lors de l'évaluation à mi-parcours du PPGDID, puis lors de l'évaluation finale.

## **Le calendrier**

- Groupe de travail sur le développement de pratiques d'aller-vers à organiser courant 2026
- Mise en place de la démarche : à partir de 2027
- Evaluation de la pratique : en 2029 lors de l'évaluation à mi-parcours, puis au terme du PPGDID, en 2031.

## **Le pilote**

CAMVS, guichets communaux de niveau 2

## **Les partenaires**

Gestionnaire du SNE (Aatiko), bailleurs sociaux, Action Logement Services



## C. L'enregistrement et la gestion partagée de la demande

### Rappel réglementaire : Les services enregistrant les demandes

Les **bailleurs sociaux** et le service de l'Etat désigné à cette fin par le préfet doivent **obligatoirement** enregistrer les demandes de logement social. **Action Logement Services** a également l'obligation d'enregistrer les demandes des salariés des entreprises cotisant auprès d'elle. Les **collectivités territoriales** (départements, communes, EPCI) peuvent être services enregistreurs **si elles ont délibéré en ce sens**.

Lorsqu'ils sont bénéficiaires de droits de réservation, les employeurs (pour leurs salariés) et les organismes à caractère désintéressés peuvent également décider d'enregistrer les demandes, après avoir conclu avec le préfet de région une convention (prévue au III de l'article R. 441-2-5 du CCH). Les SIAO peuvent également être services enregistreurs, si la personne morale qui le gère l'a décidé.

*Article R441-2-1 (modifié par décret n°2021-1750 du 21 décembre 2021 – art. 1) et Article L441-2-1 (modifié par Loi n°2022-217 du 21 février 2022 – art. 79 (V))*

### Rappel réglementaire : La gestion partagée de la demande

Le PPGDID doit préciser quelles sont les fonctions assurées par le dispositif de gestion partagée, la manière dont il est piloté et dont chaque partie prenante y contribue, ainsi que son calendrier de signature et de mise en place.

Le PPGDID doit prévoir les conditions et modalités de mise en œuvre du système d'enregistrement au travers d'une convention. Toutefois, les EPCI et leurs partenaires sont réputés remplir leur obligation s'ils adhèrent à un dispositif mis en place au niveau régional, au travers de conventions signées entre l'Etat et les services d'enregistrement de la demande de logement social concernant les conditions et modalités de fonctionnement du SNE. Cela est le cas en Île-de-France où tout guichet enregistreur signe une convention concernant les conditions et modalités de fonctionnement du système national d'enregistrement de la demande de logement social.

*Article L441-2-7 ; Article R441-2-10 ; Convention entre l'Etat et les services d'enregistrement de la demande de logement social concernant les conditions et modalités de fonctionnement du système national d'enregistrement de la demande de logement social*

## Contexte et enjeux

- **Un travail partenarial et la gestion partagée de la demande développés** entre les différents acteurs du logement social au sein de la CAMVS, dans le cadre de la mise en œuvre du premier PPGDID.
- **Un accès complet au SNE pour tous les guichets enregistreurs**, mais d'autres outils interfacés avec le SNE utilisés par les acteurs.
- **Un enjeu à renseigner tous les événements de la vie de la demande dans le SNE et à améliorer la complétude des dossiers, leur mise à jour et la fourniture systématique des pièces justificatives** dès le dépôt de la demande, notamment pour que la cotation puisse s'appliquer et à chaque étape de vie de la demande de logement de la création, jusqu'au passage en CAL et enfin la radiation : une pratique encore hétérogène entre les guichets

### 1. Les modalités d'enregistrement de la demande

L'agglomération est bien pourvue en matière de lieux d'enregistrement : le maillage territorial des guichets correspond à la réalité des besoins et à la répartition des demandeurs sur l'agglomération.

Les demandes sont enregistrées par les communes de niveau 2, les bailleurs sociaux et Action Logement Services.

Par ailleurs, un enregistrement par le demandeur lui-même est possible, via le Portail Grand Public mis en place par le Ministère chargé du logement.

Les communes de niveau 1 ainsi que les partenaires du SIAD ne procèdent pas à l'enregistrement des demandes. Ils peuvent toutefois accompagner le demandeur dans l'enregistrement de sa demande en ligne, via le Portail Grand Public ou le réorienter vers un guichet enregistreur.

En Ile-de-France, il existe une convention, identique pour chaque guichet, signée entre l'Etat et chacun des guichets enregistreurs qui définit la mise en œuvre du SNE et les engagements pris par chaque guichet enregistreur. Cette convention, qui vaut convention de gestion partagée, précise notamment :

- Que les services enregistreurs doivent communiquer au demandeur une attestation comportant le numéro unique dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande ;
- Que toutes les modifications, renouvellements et radiations doivent être enregistrées ;
- Que l'organisme attribuant un logement doit mettre à jour les données concernant la situation du demandeur et le logement attribué.

Les conventions établies sont renouvelées tous les ans, par tacite reconduction.

L'enregistrement des demandes (saisie, renouvellement, modification) est organisé localement selon les modalités suivantes :

- **Soit un enregistrement par le demandeur lui-même, via le Portail grand Public** mis en place par le ministère chargé du logement, accessible sur le site internet suivant : <https://www.demande-logement-social.gouv.fr>
- **Soit un enregistrement des demandes sur le Système National d'Enregistrement (SNE)**, à partir des CERFA et pièces justificatives obligatoires déposées ou transmises par courrier par le demandeur dans une commune de niveau 2, chez les bailleurs sociaux et Action Logement Services (dans un délai maximal d'un mois et conformément aux règles nationales et locales en vigueur).

Pour l'enregistrement par les guichets enregistreurs :

- Les documents CERFA papier sont accessibles aux demandeurs dans l'ensemble des guichets (définis au § A.1 du présent document) et le demandeur reçoit une information sur les pièces justificatives à adresser pour faciliter l'instruction
- Le dépôt des dossiers de demande de logement (CERFA papier et pièces justificatives) peut se faire physiquement, par voie postale ou par mail adressé dans chacun des guichets enregistreurs du territoire (cf. Annexe 2 du PPGDID).

**Bien que seule la pièce d'identité soit nécessaire à l'enregistrement de la demande, les demandeurs sont vivement incités à fournir l'ensemble des pièces justifiant de leur situation et nécessaires à l'instruction et au calcul de la cotation.**

Les professionnels chargés de l'enregistrement et de la mise à jour des demandes peuvent transmettre les pièces justificatives au format numérique via le portail web professionnel du GIP SNE (<https://sne.info.application.logement.gouv.fr/>). Au format papier, elles peuvent être envoyées à TESSI à l'adresse suivante :

GIP SNE

Service de traitement des pièces justificatives

TSA 94435

77213 AVON CEDEX

## 2. La gestion partagée de la demande

Pour répondre à l'obligation d'enregistrement de la demande locative sociale (art. L441-2-7 alinéa 2 du CCH), la CA Melun Val de Seine et les guichets enregistreurs de l'agglomération ont adhéré à la déclinaison départementale du système national d'enregistrement (SNE).

Le module Internet « gestion partagée » du SNE permet notamment de partager l'ensemble des informations du traitement de la demande souhaitées par les partenaires de la CAMVS et listées dans les décrets d'application de l'article 97 de la loi ALUR (art. R. 441-2-15 du CCH). Il permettra ainsi de partager les informations suivantes :

- Informations partagées avec les guichets enregistreurs de l'agglomération
- Informations partagées avec le demandeur, à travers une connexion sécurisée au Portail Grand Public

**L'ensemble des guichets enregistreurs et des services instructeurs des demandes ont ainsi accès au module de gestion partagée.**

S'agissant d'un module ajouté au SNE, l'utilisation du dispositif de gestion partagé de la demande est conditionnée par l'accès au SNE. En devenant guichet d'enregistrement, les communes qui le souhaitent ont accès aux différentes fonctionnalités du SNE dont celle de gestion partagée.

Le module Internet « gestion partagé » du SNE permet notamment de partager l'ensemble des informations du traitement de la demande souhaitées par les partenaires de la CAMVS et listées à l'article R. 441-2-15 du CCH. Il contient trois onglets :

- « **Contingents** », que la DRIHL recommande de ne pas utiliser en Ile-de-France ;
- « **Événements** » : certains événements automatiques sont renseignés sur la demande (l'enregistrement par exemple). D'autres doivent être renseignées manuellement par les guichets enregistreurs (passage en commission par exemple) ;
- « **Décisions d'attribution** » : la décision d'attribution et le motif de refus, le cas échéant.

Il permet ainsi de partager les informations suivantes :

- **Informations partagées avec les guichets enregistreurs de l'agglomération**

*« I.- Le dispositif de gestion partagée des dossiers prévu à l'article L. 441-2-7 contient les informations transmises par le demandeur de logement social lors de sa demande initiale et les modifications qu'il peut y apporter directement. En outre, il contient au moins les informations concernant les événements suivants et leurs dates de survenance :*

- *Les rectifications éventuelles apportées à la demande par un intervenant habilité à cet effet dans les conditions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, en fonction des pièces justificatives fournies par le demandeur ;*

- *Le cas échéant, la mention du caractère prioritaire de la demande, soit en application de l'article L. 441-2-3, soit au titre de l'accord collectif mentionné à l'article L. 441-1-1 ou à l'article L. 441-1-2, soit suite à une désignation prononcée par une instance partenariale créée par le plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs, une instance locale du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ou une instance prévue par une convention prise en application de l'article L. 441-1-5 qui peut être l'accord collectif mentionné à l'article L. 441-1 ;*
- *Le cas échéant, la mention du ou des contingents de réservation auxquels le demandeur est éligible ;*
- *Les événements intervenus dans le processus de traitement de la demande, dont les demandes d'informations ou de pièces justificatives, la désignation par le bailleur ou par le réservataire du demandeur comme candidat à un logement déterminé en vue de la présentation de la demande à une commission d'attribution, l'inscription à l'ordre du jour d'une commission d'attribution et l'examen de la demande par cette commission ;*
- *Le cas échéant, les visites de logements proposées et les visites de logements effectuées ;*
- *La décision de la commission d'attribution, le positionnement du demandeur en cas d'attribution sous réserve de refus du ou des candidats précédents et les motifs de la décision en cas d'attribution sous condition suspensive ou de refus ;*
- *Le cas échéant, les motifs du refus du demandeur ;*
- *La signature du bail après attribution du logement concerné.*

*Toutes les informations mentionnées au présent article sont enregistrées par la personne morale qui est à l'origine de l'événement, dès la survenance de l'événement qu'elles concernent.*

*Le dispositif comporte la date à laquelle les informations ont été introduites, modifiées ou supprimées, ainsi que l'identification des personnes morales qui sont à l'origine de l'événement et ont introduit l'information sur sa survenance dans le dispositif de gestion partagée. » (Article R441-2-15 du CCH)*

- **Informations partagées avec le demandeur, à travers une connexion sécurisée au Portail Grand Public**

*« Tout demandeur de logement social doit pouvoir avoir accès, à tout moment, directement ou sur demande selon son choix, aux informations contenues dans sa demande telles qu'elles ont été enregistrées et, le cas échéant, modifiées par ses soins ou rectifiées par un intervenant habilité à cet effet au vu des pièces justificatives fournies par le demandeur. Lors du dépôt de la demande, le demandeur reçoit les informations mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 441-2-6 et est informé des modalités selon lesquelles il pourra obtenir ultérieurement des informations sur l'état d'avancement de sa demande.*



*Postérieurement au dépôt de la demande, il a accès à des informations concernant :*

- o La décision de la commission d'attribution, le rang du demandeur en cas d'attribution sous réserve de refus du ou des candidats précédents et les motifs de la décision en cas d'attribution sous condition suspensive et en cas de non-attribution ;*
- o En cas de décision d'attribution, la description précise du logement proposé et, le cas échéant, le fait que le logement lui est proposé au titre du droit opposable au logement ;*
- o Les conséquences de son éventuel refus de l'offre de logement faite dans les conditions de l'article R. 441-10 à la suite d'une décision d'attribution prise par la commission d'attribution, notamment lorsque le logement a été proposé au titre du droit au logement opposable. » (Article R441-2-17 du CCH)*

L'ensemble des guichets enregistreurs et des services instructeurs des demandes s'engagent à :

- Utiliser ce module de gestion, sans fichiers parallèles, ceci dans un objectif de transparence et d'égalité de traitement ;
- Alimenter le SNE de l'ensemble de ces données, selon des modalités à définir lors de la mise en place des nouvelles fonctionnalités de partage de l'information du SNE ;
- Mettre à jour les dossiers sur le SNE lors de l'instruction de la demande et lors d'une radiation pour attribution.

## **Action 7 : Œuvrer collectivement pour mieux qualifier la demande dans le SNE**

### **Les objectifs**

L'enjeu de complétude des dossiers, de fourniture des pièces justificatives et du bon renseignement du SNE est fondamental pour gérer collectivement les demandes de logement social. Il permet de faciliter le travail de désignation des candidats en vue d'une CALEOL, d'instruction de la demande et permet à la cotation de s'appliquer correctement. A ce titre, ce PPGDID fixe l'objectif d'œuvrer collectivement pour une meilleure qualification des demandes dans le SNE.

### **La mise en œuvre**

Pour ce faire, la CAMVS diffuse régulièrement les ressources produites par la DRIHL aux guichets enregistreurs, notamment les guides des bonnes pratiques (Guide pour la saisie des demandes de logement social, Guide pour l'instruction des demandes de logement social, Guide sur la DLS spécifique pour le relogement Anru et Orcod-IN et Guide sur la prise en main du SNE).

Par ailleurs, les guichets sont encouragés à sensibiliser au mieux les demandeurs sur l'importance de la mise à jour de la demande et de l'actualisation des informations, notamment des pièces justificatives, dans le SNE. Les guichets enregistreurs veillent également à la suppression des pièces obsolètes sur la DLS et sensibilisent les demandeurs à ce sujet.

L'ensemble des guichets (bailleurs sociaux, communes et Action Logement Services) s'engagent à téléverser dans le SNE toutes les informations, notamment les pièces justificatives, transmises par le demandeur tout au long de la vie de sa demande (y compris au moment de l'attribution et avant la radiation pour attribution). Il appartiendra à chacun des acteurs du SIAD de veiller à l'interfaçage entre leurs logiciels métiers, le cas échéant, et le SNE.

Enfin, l'utilisation de la rubrique « événements » du SNE doit être généralisée pour partager à l'ensemble des guichets des informations importantes sur la vie de la demande, dans le respect des RGPD. Devront notamment être renseignées les entretiens réalisés avec le demandeur ainsi que leurs dates.

## **Le calendrier**

Dès l'adoption du plan et durant toute sa durée de mise en œuvre

## **Le pilote**

CAMVS, ensemble des guichets enregistreurs

## D. Le système de cotation de la demande de logement social

### **Rappel réglementaire : La cotation de la demande**

La loi Elan rend obligatoire la mise en œuvre d'un système de cotation des demandes de logement social sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compris dans le périmètre de la réforme des attributions. Le PPGDID doit préciser le principe de la cotation, la manière dont la cotation va être intégrée à la gestion de la demande, les critères choisis et leur pondération, et l'existence ou non d'un malus en cas de refus des demandeurs.

*Article L441-2-8 al.3*

### **Rappel réglementaire : La communication sur la cotation de la demande**

La mise en œuvre de la cotation de la demande prévoit que le public et les demandeurs de logement social reçoivent une information appropriée sur le système mis en place dans le cadre du service d'accueil et d'information. Les demandeurs doivent avoir accès au nombre de points de cotation obtenus, de son aspect évolutif (lors de la mise à jour par le demandeur de son dossier ou de l'examen des pièces justificatives), et du délai moyen d'attente pour une demande analogue à la sienne. Le demandeur doit également avoir accès à la cotation minimum, médiane et maximum pour les demandes analogues à la sienne. Deux aspects doivent lui être précisés : le caractère indicatif du délai ne garantissant pas l'obtention d'un logement, et ce qui est entendu par une demande analogue à la sienne (à savoir des caractéristiques sont équivalentes en termes de typologie de logement, le même niveau de ressources, dans la même commune que celle souhaitée). Le demandeur devra avoir accès à ces informations au moment de l'enregistrement de sa demande, dès réception de son numéro unique sur son espace personnel<sup>2</sup>.

*Article L441-2-8 al.3*

---

<sup>2</sup> Espace personnel du demandeur accessible sur le site : <https://www.demande-logement-social.gouv.fr/index>

## Contexte et enjeux

- Une première grille de cotation adoptée mise en œuvre depuis novembre 2022 ayant fait l'objet d'une évaluation en 2023
- Des premiers retours mitigés :
  - Un classement établi entre candidats qui ne reflète pas la réalité des situations avec de nombreux dossiers dont la cotation est à 0 alors que leur situation correspond à des critères de la grille, faute de fourniture des pièces justificatives
  - Des fonctionnalités du SNE qui ne permettent pas une utilisation optimisée de la cotation
- Un enjeu à continuer à sensibiliser les demandeurs, à poursuivre les actions d'information aux professionnels, et à faire remonter au GIP SNE les difficultés
- Un intérêt à faire évoluer la grille de cotation pour permettre une meilleure opérationnalité et une meilleure appropriation par les acteurs

## 1. Principes de la cotation de la demande de logement social

Conçue comme une aide à la décision et un outil au service de la transparence, la cotation consiste à définir une série de critères d'appréciation de la demande et à leur appliquer une pondération afin d'attribuer une note à chaque demande. Cette cotation peut être consultée dès l'enregistrement de la demande, permettant ainsi :

- D'informer le demandeur sur le positionnement de sa demande
- D'aiguiller les réservataires dans le positionnement des candidats sur les logements qui leurs sont mis à disposition ;
- D'orienter l'arbitrage entre les différents candidats présentés en CALEOL.

Conformément aux exigences légales et réglementaires, la CAMVS a adopté sa grille de cotation et défini les modalités de son fonctionnement en 2022. Ce système de cotation a fait l'objet d'une évaluation en 2023.

Pour tenir compte des évolutions de contextes local et national, le présent PPGDID propose une actualisation de la grille de cotation.

## 2. Les critères de cotation et la pondération retenus sur le territoire de la CAMVS

### 2.1. Grille de cotation de la CAMVS

La grille de cotation révisée de la CAMVS respecte le socle régional de la cotation de la demande élaboré par la DRIHL, approuvé par le CRHH le 11 mai 2021. Notamment, elle :

- Est cohérente avec la définition législative des publics prioritaires dont, en premier lieu, les ménages reconnus DALO (100 points). Elle conduit également à faire ressortir les autres publics prioritaires avec une cotation élevées : les critères correspondant aux situations prioritaires ont 60 points ;
- Suit les orientations fixées dans la CIA, en valorisant notamment le lien au territoire, les demandes de mutation, l'ancienneté de la demande, etc. (17 critères facultatifs)

La grille de cotation comporte également deux critères locaux, qui sont des malus (cf. « 4. Définition du système de malus »).

Conformément à la réglementation, la grille de cotation révisée de la CAMVS intègre un critère « travailleurs essentiels ». La liste des travailleurs essentiels est annexée au présent PPGDID et fera l'objet d'une actualisation lors de la révision de la CIA. Toutefois, il est à noter que le module cotation du SNE ne permet pas de validation automatique de ce critère à la date de la rédaction de ce PPGDID. Ce critère doit donc être instruit manuellement, ce qui est techniquement difficile au regard du nombre de demandeurs (en stock et en flux) sur le territoire.



| Thématique                       | Critère                                                                                                          | Nature du critère | Pondération | Pièce justificative (en conformité avec l'article R. 441-2-4 du CCH)                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>DALO</b>                      | DALO                                                                                                             | Obligatoire       | 100         | Aucune pièce justificative requise                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Ressources</b>                | 1er quartile                                                                                                     | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Fiche de paie du demandeur et le cas échéant de son conjoint et de chaque codemandeur et des personnes à charge<br>• Justificatif de ressources<br>• Attestation CAF                                                                                                                                          |
| <b>Situation professionnelle</b> | A vécu une période de chômage de longue durée                                                                    | Obligatoire       | 60          | • Attestation de formation ou autre justificatif de situation                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                                  | Travailleur exerçant une activité essentielle à la continuité de la Nation                                       | Obligatoire       | 20          | Voir liste en annexe.<br>Justificatif : contrat de travail                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mal logement</b>              | Logement indigne                                                                                                 | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Arrêté d'interdiction d'habitation<br>• Arrêté de péril d'immeuble<br>• Arrêté d'insalubrité<br>• Analyses plombémie / Diagnostic polmb / Diagnostic amiante<br>• Rapport d'un travailleur social<br>• Autres justificatifs de situation                                                                      |
|                                  | Personne menacée d'expulsion sans relogement                                                                     | Obligatoire       | 60          | • Jugement d'expulsion                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                                  | Logement non décent avec au moins 1 mineur                                                                       | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins une pièce suivante :<br>• Rapport d'un travailleur social<br>• Autres justificatifs de situation<br>Et il faut la pièce suivante :<br>• Livret de famille / acte d'état civil                                                                                                                                                         |
|                                  | Sur-occupation avec au moins 1 mineur                                                                            | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins une pièce suivante :<br>• Rapport d'un travailleur social<br>• Attestation d'hébergement ou de domiciliation<br>Et il faut la pièce suivante :<br>• Livret de famille / acte d'état civil                                                                                                                                             |
| <b>Hébergement</b>               | Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou lgt de transition                          | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Rapport d'un travailleur social<br>• Attestation d'hébergement ou de domiciliation                                                                                                                                                                                                                            |
|                                  | Personnes dépourvues de logement et d'hébergement                                                                | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Rapport d'un travailleur social<br>• Attestation d'hébergement ou de domiciliation                                                                                                                                                                                                                            |
|                                  | Personnes hébergées par des tiers                                                                                | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Rapport d'un travailleur social<br>• Attestation d'hébergement ou de domiciliation                                                                                                                                                                                                                            |
|                                  | Mineurs émancipés ou majeurs âgés de moins de 21 ans pris en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance | Obligatoire       | 60          | • Attestation du conseil départemental ou extrait d'une décision judiciaire permettant d'établir qu'il bénéficie ou a bénéficié d'une mesure au titre de l'ASE                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Santé / violences</b>         | Personne en situation de handicap                                                                                | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Carte d'invalidité ou décision de commission administrative compétente (MDPH...)<br>• Justificatif des besoins d'adaptation (certificat médical ou autre document)                                                                                                                                            |
|                                  | Violence au sein du couple ou menace de mariage forcé                                                            | Obligatoire       | 60          | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Situation d'urgence attestée par une décision du juge ou réceptionné de dépôt de plainte ou par une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales ou un document établi par un travailleur social ou une association<br>• Dépôt de plainte ou main courante pour violences conjugales |
|                                  | Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords                               | Obligatoire       | 60          | Aucune pièce justificative requise - validation par le guichet                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                  | Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle       | Obligatoire       | 60          | Aucune pièce justificative requise - validation par le guichet                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                  | Personnes victime de l'une des infractions de traite des êtres humains ou proxénétisme                           | Obligatoire       | 60          | Aucune pièce justificative requise - validation par le guichet                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|                                  | Appartement de coordination thérapeutique                                                                        | Obligatoire       | 60          | Attestation d'hébergement ou de domiciliation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                           |                                                      |               |     |                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------|------------------------------------------------------|---------------|-----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Ancrage territorial       | Habite la commune                                    | Facultatif    | 15  | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Contrat de location / justificatif de propriété<br>• Attestation d'hébergement ou de domiciliation<br>• Reçu d'hôtel<br>• Rapport de travailleur social |
|                           | Travaille dans l'EPCI                                | Facultatif    | 15  | • Contrat de travail                                                                                                                                                                                                |
| Composition familiale     | Naissance attendue dans logement trop petit          | Facultatif    | 10  | • Certificat de grossesse<br>• Contrat de location / justificatif de propriété                                                                                                                                      |
|                           | Divorce/séparation                                   | Facultatif    | 10  | • Jugement de divorce, ordonnance de conciliation ou autres jugements familiaux                                                                                                                                     |
| Situation professionnelle | CDD/Interim                                          | Facultatif    | 15  | • Contrat de travail                                                                                                                                                                                                |
|                           | Etudiant ou apprenti                                 | Facultatif    | 10  | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Carte d'étudiant<br>• Contrat de travail                                                                                                                |
| Situation logement actuel | Logement repris ou mis en vente                      | Facultatif    | 10  | • Lettre de congé du propriétaire                                                                                                                                                                                   |
|                           | Sur-occupation ou sous-occupation (nombre de pièces) | Facultatif    | 15  | • Contrat de location                                                                                                                                                                                               |
|                           | Mutations internes au parc social                    | Facultatif    | 15  | Aucune pièce justificative requise                                                                                                                                                                                  |
|                           | Taux d'effort trop élevé                             | Facultatif    | 15  | Seuil à 33%. Définition du seuil paramétré dans le module de cotation du SNE                                                                                                                                        |
| Ressources                | Ménage appartenant au 2 <sup>e</sup> quartile        | Facultatif    | 15  | Pour justifier le critère, au moins 1 pièce suivante :<br>• Fiche de paie du demandeur et le cas échéant de son conjoint et de chaque codemandeur et des personnes à charge                                         |
|                           | Ménage appartenant au 3 <sup>e</sup> quartile        | Facultatif    | 10  | • Justificatif de ressources                                                                                                                                                                                        |
|                           | Ménage appartenant au 4 <sup>e</sup> quartile        | Facultatif    | 5   | • Attestation CAF                                                                                                                                                                                                   |
| Ancienneté de la demande  | Ancienneté entre 3 et 5 ans                          | Facultatif    | 5   | Aucune pièce justificative requise                                                                                                                                                                                  |
|                           | Ancienneté entre 5 et 7 ans                          | Facultatif    | 10  | Aucune pièce justificative requise                                                                                                                                                                                  |
|                           | Ancienneté supérieure à 7 ans                        | Facultatif    | 15  | Aucune pièce justificative requise                                                                                                                                                                                  |
| Autre                     | Sapeurs-pompiers volontaires                         | Facultatif    | 15  | Attestation du chef de corps communal, intercommunal ou départemental                                                                                                                                               |
| Malus locaux              | Fausse déclaration                                   | Critère local | -50 | Cf. D.4. du PPGDID                                                                                                                                                                                                  |
|                           | Refus logement adapté                                | Critère local | -50 | Cf. D.4. du PPGDID                                                                                                                                                                                                  |

### 3. Les modalités d'application de la grille de cotation

Les points sont accordés aux demandeurs selon les informations renseignées dans le Cerfa et la présence de pièces justificatives.

L'EPCI a fait le choix de limiter le nombre de critères non-automatisables, devant être validés manuellement par les guichets enregistreurs. Seuls les critères du CCH suivants sont concernés :

- Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords
- Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle
- Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme

### 4. Définition du système de malus

Il est possible de prévoir une minoration de la cotation (via des pondérations négatives) du demandeur. Le cas échéant, le Plan doit prévoir une phase contradictoire, une procédure de recours amiable et une durée maximale de pénalisation du demandeur.

## **4.1. Définition de la phase contradictoire**

### **Fausse déclaration**

Dans le cas où un demandeur pourrait avoir établi une fausse déclaration, le chargé d'instruction transmet au demandeur une fiche de signalement<sup>3</sup> qui vise à prévenir le demandeur du risque de minoration de points et l'invite à modifier sa demande, le cas échéant à fournir les pièces justificatives et éventuellement des pièces justificatives complémentaires. Le demandeur a 2 semaines pour modifier et/ou compléter sa demande. Dans le cas contraire, la formation restreinte de la commission de coordination de la CIL<sup>4</sup> est saisie du dossier par le chargé d'instruction qui doit exposer précisément la situation. La commission donne un avis par voie dématérialisée (saisine mail) sur l'application ou non du malus sous 1 semaine. Sans retour sous 1 semaine, l'avis est considéré favorable. La commission rend son avis par voie dématérialisée au chargé d'instruction et communique l'information au demandeur par le biais d'un courrier signé du président de la commission. Le chargé d'instruction rend actif le malus dans le SNE.

### **Refus d'un logement adapté, dit « refus abusif »**

La minoration de points s'applique au bout de 3 refus après attribution consécutifs du demandeur dans une période maximale de 36 mois. Lorsque le ménage refuse un logement pour la 3ème fois de manière abusive, le chargé d'instruction de la demande transmet une fiche de signalement.

Peuvent être considérés comme refus abusifs les refus suivants :

- Refus dans lequel le demandeur évoque des éléments dont il avait connaissance avant la CALEOL et qu'il avait acceptés (au cours de la visite avant la CALEOL par exemple) : localisation, environnement, typologie, trajet domicile/travail ;
- Refus motivé par des exigences de confort, telles que l'orientation, la surface des pièces, la présence ou l'absence d'un balcon, l'apparence de l'appartement, la disposition de la cuisine, etc. ;
- Absence de réponse au bailleur dans les délais impartis après décision de la CALEOL.

---

<sup>3</sup> Cette fiche de signalement sera élaborée par la CAMVS et les partenaires du Plan. L'objectif est d'avoir le même outil pour l'ensemble des réservataires. Elle fera figurer un certain nombre d'éléments : coordonnées du demandeur, NUR, délai maximum pour remettre les pièces demandées (2 semaines), risque encouru de minoration de points, procédure de saisie de la cellule de recours.

<sup>4</sup> Dans un souci d'impartialité du traitement des dossiers, la CAMVS a décidé de créer une cellule de recours spécifique directement rattachée à la formation restreinte de la commission de coordination. Cette formation est composée de : 1 représentant élu de la CAMVS, 1 représentant élu collectivités, 1 représentant bailleur, 1 représentant Etat, 1 représentant Action logement et 1 représentant usagers et associations en faveur des droits de locataires. Autant que possible, les représentants sollicités dans le cadre d'un dossier doivent être extérieurs au dossier examiné.

La formation restreinte de la commission de coordination de la CIL est saisie du dossier par le chargé d'instruction qui constate le dernier refus. La commission coordonnera l'ensemble des guichets enregistreurs ayant saisi un refus abusif afin de bien comprendre les différentes situations ayant conduit le refus à être qualifié d'abusif. La commission donne un avis par voie dématérialisée (saisine mail) sur le caractère abusif ou non du motif de refus invoqué. La commission rend son avis par voie dématérialisée et communique l'information au demandeur. Le chargé d'instruction inscrit le refus (motif et date) dans la case « Evènements » du SNE et rend actif le malus dans le SNE.

#### **4.2. La procédure de recours amiable**

Il est possible pour chaque partie (demandeur, réservataire, bailleur) de saisir la cellule de recours pilotée par la formation restreinte de la commission de coordination. Une fiche de saisine<sup>5</sup> de la cellule de recours devra être transmise à la formation restreinte de la commission de coordination qui, après étude du dossier, pourra rejeter le dossier (pour motif de dossier incomplet et/ou de demande injustifiée) ou traiter le dossier. Cette cellule pourra éventuellement être réunie en visio-conférence. Elle examine le dossier du demandeur présenté par le réservataire, prend connaissance des faits reprochés et peut, le cas échéant, convoquer le demandeur. Une fois son avis rendu, celui-ci est transmis à l'ensemble des parties.

#### **4.3. Durée de pénalisation du demandeur**

Une fois le critère de minoration appliqué au dossier du demandeur, la durée de pénalisation est de 2 ans. Dans le cas où un demandeur ferait une nouvelle demande de logement social dans les 2 ans suivant l'application du critère, le guichet enregistreur pourra se référer au fichier des demandeurs ayant fait l'objet d'un malus tenu par la formation restreinte de la commission de coordination.

### **5. Les modalités et la périodicité d'évaluation**

La fréquence d'évaluation du système de cotation est indexée à la fréquence d'évaluation du Plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur, **soit un bilan triennal et une évaluation de clôture au bout de 6 ans.**

---

<sup>5</sup> Cette fiche de signalement sera élaborée par la CAMVS et les partenaires du Plan. L'objectif est d'avoir le même outil pour l'ensemble des réservataires.

La CAMVS et ses partenaires souhaitent pouvoir observer plusieurs situations :

- Au sein du nombre de demandeurs entrant dans la grille de cotation, part des demandes et part des attributions par rapport à la demande/attribution au global
- L'incidence des critères facultatifs et de priorités locales retenus parmi les attributions pour questionner leur pertinence par rapport aux objectifs de peuplement fixés par la CIL (leur choix, leur pondération) en comparant :
  - *Le profil et le score des demandeurs avec ceux des ménages attributaires par typologie,*
  - *Le profil et le score des demandeurs proposés en commission d'attribution et ceux retenus en fonction de l'offre de logement (QPV, hors QPV), ... ;*
  - *Les types de demandeurs ayant obtenu des logements (nombre de points de cotation, durée moyenne de la demande au moment de l'attribution, types de ménage ...)*
- Le travail de la formation restreinte de la commission de coordination au regard de la mise en place du système de malus (nombre de dossiers, fréquence de saisie, profil des requérants, décisions, ...)
- Le nombre et les profils des demandeurs de logement qui justifient de leur situation, de ceux qui ne le font pas
- Les profils des demandeurs de logement qui, bien qu'ayant un nombre de points importants, ne sont pas logés, particulièrement en cas de délai anormalement long.
  - *La démarche doit permettre d'identifier les causes de cette absence de prise en compte dans les attributions : s'agit-il de difficultés liées à une insuffisance d'offre (par exemple manque de petits logements pour des personnes isolées) ou liées à la cotation elle-même qui met à l'écart du logement social des profils de demandeurs faute d'être pris en compte dans la grille X*
  - *Le repérage et le traitement des situations bien cotées qui n'ont pas bénéficié de proposition, est également indispensable pour comprendre au cas par cas les difficultés d'accès au logement de ces ménages et leur apporter des réponses.*
- Le bilan des attributions par contingent de réservation aux publics cotés avec les critères obligatoires du DALO et du L441-1 qui éventuellement ne seraient pas labellisés
- La perception du dispositif par les demandeurs reçus par les guichets enregistreurs ou qui s'informent sur le net (questionnaire binaire en format papier, en ligne, ...)

Cette grille d'évaluation pourra également évoluer en fonction des travaux sur le référentiel de fragilité des résidences qui doivent être menés sur l'agglomération afin de mesurer l'impact des attributions sur l'occupation des résidences du parc social.



## 6. L'information délivrée au demandeur sur le système de cotation

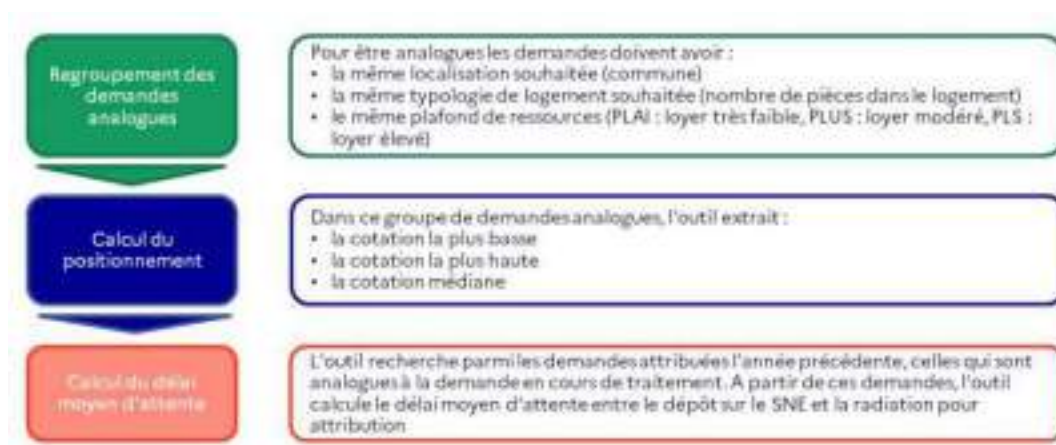
### 6.1. Les informations délivrées au demandeur

Le système intercommunal de cotation doit permettre au demandeur d'apprécier le positionnement relatif de sa demande par rapport aux autres demandes, ainsi que le délai d'attente moyen constaté pour une typologie et une localisation de logement analogues à celui demandé.

Les informations suivantes doivent donc être transmises au demandeur :

- La cotation de sa demande : veiller à bien expliquer au demandeur que cette cotation est valable à un instant T et au regard de la complétude de son dossier. Le nombre de points affectés à son dossier peut varier d'une commune à une autre / d'un EPCI à un autre.
- Le positionnement de sa demande
- Le délai moyen d'attente de sa demande
- Les explications du calcul de la cotation
- Le caractère prioritaire de sa demande

Le processus de calcul, intégré au module du SNE, de ces indicateurs est le suivant :



Ces calculs sont intégrés dans le module SNE (il convient de préciser que les points à valider manuellement doivent être préalablement saisis par le guichet enregistreur pour être intégrés dans les calculs). Ils sont automatisés et mis jour une fois semaine. Le demandeur peut avoir accès à l'ensemble de ces informations à travers la plate-forme grand public sur son tableau de bord ou au niveau de chacun des guichets enregistreurs.

## 6.2. La cotation, un outil d'aide à la décision

La cotation de la demande n'est pas le seul élément qui détermine la proposition et l'attribution du logement. L'offre et les caractéristiques du logement disponible à la location déterminent préalablement la recherche de candidature. La cotation vient ordonnancer les profils de ménages en adéquation avec l'offre disponible. Elle est un outil d'aide à la décision qui vise à éclairer les décideurs, **au stade de la désignation** de candidats par les réservataires ou de l'examen par la CALEOL du bailleur, en tenant compte des objectifs d'attribution au bénéfice des publics prioritaires, mais également de la mixité sociale au regard notamment de la connaissance du parc et de son occupation. **La cotation n'est pas opposable** au réservataire et à la CALEOL : la sélection des candidatures dans les dossiers cotés demeure à la discrétion du réservataire et la CALEOL doit s'appuyer sur la cotation et les autres éléments du dossier, ainsi que sur les objectifs d'attribution de la CIL pour décider de la candidature retenue. Cette notion d'aide à la décision doit bien être expliquée au demandeur.

## 6.3. Communication sur la liste des critères et leur prise en compte par les guichets enregistreurs

La liste des critères retenus sur le territoire de la CAMVS et leur pondération sont communiquées au demandeur à travers la plaquette intercommunale d'information disponible dans tous les guichets et le site internet de la CAMVS.

## 7. Action liée au système de cotation de la demande

### Action 8 : Poursuivre la mise en œuvre du système de cotation de la demande de logement social

#### Les objectifs

Le système de cotation mis en place en 2022 et révisé dans le cadre de l'élaboration du présent PPGDID constitue un outil essentiel d'aide à la décision pour permettre une meilleure transparence et une lisibilité dans le processus d'attribution. Le présent PPGDID se fixe l'objectif de poursuivre la mise en œuvre du système de cotation.

#### La mise en œuvre

Pour une mise en œuvre du système de cotation, il appartient à chacun de veiller à :

- Informer le demandeur sur le système de cotation à l'œuvre, ses objectifs et son fonctionnement (cf. D.6.3.) ;
- S'assurer de la correspondance entre la cotation et la situation du demandeur ;

- S'appuyer sur la grille de cotation au moment de la désignation des candidats et en CALEOL.

Par ailleurs, la liste des travailleurs essentiels sera retravaillée dans le cadre de la révision de la CIA de la CAMVS, en lien avec les partenaires du territoire.

### **Le calendrier**

Tout au long de la mise en œuvre du PPGDID

### **Le pilote**

CAMVS, bailleurs sociaux

### **Les partenaires**

Ensemble des partenaires du PPGDID

## E. Le traitement collectif demandes émanant des ménages en difficulté

### Contexte et enjeux

- Un **nouvel Accord Collectif Départemental 2023-2026** et l'utilisation de la **plateforme de Démarches simplifiées** pour les demandes de labellisation : une simplification de la démarche qui pousse de nouveaux guichets à réaliser des demandes, bien que l'on note une baisse du nombre de ménages labellisés.
- Une **commission de coordination prévue dans la CIA**, chargée notamment de l'examen des situations complexes, mais qui ne s'est jamais réunie.
- Des **difficultés dans l'accueil et l'enregistrement des demandes de mutation** : un enjeu à clarifier les rôles des uns et des autres dans le processus.
- Le document-cadre de la CIL prévoit que chaque réservataire de logements sociaux sur le territoire (hors contingent préfectoral « mal-logé ») et chaque bailleur consacre 25 % des attributions à des ménages bénéficiant du DALO ou, à défaut, d'autres ménages prioritaires en application du L441-1 du CCH, dans la même proportion que les objectifs fixés par bailleur au titre de l'ACD, qui propose une ventilation de l'objectif par bailleur. La CIA décline la répartition des objectifs d'accueil des publics prioritaires par bailleur social

### 1. Les situations justifiant d'un examen spécifique

#### 1.1. Les ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du droit au logement opposable

Les demandeurs répondant à certains critères définis par la loi peuvent saisir la **commission de médiation** (COMED) de la préfecture de Seine-et-Marne (cf. partie « COMED » p. 80) pour demander que leur demande soit **reconnue prioritaire et urgente au titre du droit au logement opposable (PU-DALO)**, en vertu de l'article L300-1 du CCH. Les ménages concernés par les critères d'éligibilité au DALO (cf. infra) doivent remplir un **formulaire**, disponible en ligne ou dans des lieux physiques (mairie, préfecture, ADIL, SIAO, MDS, notamment). Ils doivent ensuite l'adresser, accompagné de **pièces justificatives**, par courrier recommandé ou en le déposant au secrétariat de la commission de médiation DALO.

**Les critères d'éligibilité au DALO** sont les suivants :

- Ne pas avoir reçu de proposition de logement social adapté à ses besoins (nombre de personnes à loger...) et ses capacités (revenus...), malgré un délai d'attente supérieur au délai anormalement long (3 ans en Seine-et-Marne) ;
- Être sans logement (être hébergé chez des proches, être sans domicile fixe...) ;

- Avoir une décision de justice ordonnant l'expulsion de son logement, sans relogement ;
- Être hébergé dans une structure d'hébergement ou une résidence hôtelière à vocation sociale de façon continue depuis plus de 6 mois ;
- Être logé temporairement dans un logement de transition (par exemple, fourni par une association) ou un logement-foyer (résidence sociale, maison relais, pension de famille...) depuis plus de 18 mois ;
- Vivre dans un local impropre à l'habitation (cave, garage, boutique, local sans fenêtre...),
- Vivre dans un logement insalubre ou dangereux (risques d'effondrement ou d'incendie, insécurité liée à de la délinquance...) ;
- Être handicapé, ou avoir à charge une personne handicapée et être logé dans un logement inadapté à ce handicap
- Être handicapé, ou avoir à sa charge une personne handicapée ou au moins 1 enfant mineur, et vivre dans un logement suroccupé ou non décent (sans installation permettant l'accès à l'eau potable, l'évacuation des eaux sales, un chauffage normal, l'éclairage et le fonctionnement des appareils ménagers...).

Les publics reconnus PU-DALO (prioritaires et urgents au titre du droit au logement opposable) sont inscrits par le secrétariat de la commission DALO dans l'application COMDALO, qui est interfacée avec le système priorité logement (SYPLO) et le SNE. **Les demandeurs reconnus PU-DALO sont automatiquement identifiés comme tels dans le SNE.** Dans le cadre du SIAD, tous les guichets d'enregistrement sont en mesure d'identifier les publics reconnus PU-DALO, de consulter et de renseigner leur demande, de suivre leur demande, de contrôler leur cotation, de mettre à jour les demandes (à la demande de l'utilisateur), etc.

Les guichets d'information et d'enregistrement sont en mesure d'identifier si un demandeur est éligible à une reconnaissance DALO et l'informer des démarches à réaliser.

Si le demandeur est reconnu prioritaire au titre du DALO (PU-DALO), le préfet doit faire **une proposition de logement adaptée à ses besoins dans un délai de 6 mois** à compter de la notification de la décision.

## 1.2. Les publics prioritaires au sens de la loi

La liste fixée par l'article L. 441-1 du CCH comprend, outre les personnes reconnues prioritaires au titre du DALO :



- Personnes en situation de handicap, ou familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap ;
- Personnes sortant d'un appartement de coordination thérapeutique ;
- Personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence ou confrontées à un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale ;
- Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition ;
- Personnes reprenant une activité après une période de chômage de longue durée ;
- Personnes exposées à des situations d'habitat indigne ;
- Personnes mariées, vivant maritalement ou liées par un pacte civil de solidarité justifiant de violences au sein du couple ou entre les partenaires, sans que la circonstance que le conjoint ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité bénéficie d'un contrat de location au titre du logement occupé par le couple puisse y faire obstacle, et personnes menacées de mariage forcé ;
- Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords, lorsque l'autorité judiciaire a imposé à la personne suspectée, poursuivie ou condamnée et pouvant être à l'origine d'un danger encouru par la victime de l'infraction, une ou plusieurs des interdictions suivantes :
  - Une interdiction de se rendre dans certains lieux, dans certains endroits ou dans certaines zones définis dans lesquels la victime se trouve ou qu'elle fréquente ;
  - Une interdiction ou une réglementation des contacts avec la victime ;
- Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle ;
- Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme ;
- Personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement sur-occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent ;
- Personnes dépourvues de logement, y compris celles qui sont hébergées par des tiers ;
- Personnes menacées d'expulsion sans relogement ;
- Mineurs émancipés ou majeurs âgés de moins de vingt et un ans pris en charge avant leur majorité par le service de l'aide sociale à l'enfance, jusqu'à trois ans après le dernier jour de cette prise en charge.

### **1.3. Les publics visés par l'accord collectif Départemental (2023-2026)**

L'accord Collectif Départemental vise des ménages défavorisés cumulant des difficultés à la fois économiques mais aussi sociales. Les publics visés sont :

- Ménages dont le relogement est reconnu prioritaire et urgent par les commissions de médiation dans le cadre de la loi instituant le DALO, sans conditions de ressources ;

- Ménages en sortie de places d'hébergements financés par l'Etat (CHU, HUAS, CHRS, CADA, HUDA, CPH, hôtels « 115 ») identifiés dans le cadre de la démarche de fluidification des parcours résidentiels de l'hébergement vers le logement, sans conditions de ressources ;
- Les publics définis comme prioritaires dans le cadre de l'article L441-1 (cf. ci-dessus), sous conditions de ressources pour la plupart d'entre eux<sup>6</sup> ;
- Autres publics que ceux visés par l'article L. 441-1 du CCH en situation de fragilité socio-économique<sup>7</sup> :
  - o Familles monoparentales
  - o Demandeurs de relogements dans le cadre de la mutation bailleurs pour des personnes atteintes d'un handicap nécessitant un logement adapté PMR ou de personnes victimes de violences intrafamiliales

La demande de labellisation au titre de l'ACD peut être réalisée par les guichets communaux de niveau 2 et tout intervenant social (intervenant au sein des MDS, des CCAS, d'associations, d'organismes de logement social, d'Action Logement Services, etc.).

Depuis 2024, demande de labellisation doit être transmise via la **plateforme dématérialisée demarches-simplifiees.fr**.

Pour accéder à cette plateforme, une convention d'accès et/ou une charte de confidentialité doit être signée entre la structure concernée et les services de l'Etat.

Le circuit est le suivant :

- Création d'un compte et inscription sur la plateforme par tout intervenant social sur la base du numéro SIRET de la structure ;
- Constitution du diagnostic social : instruction de la demande et dépôt des pièces justificatives ;
- Une fois le diagnostic social complété sur la plateforme, envoi de l'information par l'intervenant social au bureau d'accès au logement de la DDETS, qui dispose d'un accès à la plateforme ;
- Instruction du dossier par la DDETS :
  - o *Accord* : notification et envoi d'une attestation individualisée.

---

<sup>6</sup> Pour la plupart d'entre eux, la labellisation ACD se fait sous conditions de ressources lesquelles sont inférieures ou égales à 35% du plafond PLUS (soit 65% du plafond PLUS). L'article L. 441-1-2 du CCH précise que pour chaque organisme est fixé un engagement annuel quantifié d'attribution de logements aux personnes connaissant des difficultés économiques et sociales. Pour les autres, la labellisation se fait sans conditions de ressources.

<sup>7</sup> ils peuvent bénéficier d'un relogement dans le cadre des ACD, à condition que les ressources du ménage soient inférieures ou égales à 35% du plafond PLUS (soit 65% du plafond PLUS).

- o *Refus* : notification et possibilité pour l'intervenant de questionner la DDETS sur le motif de cette décision.
- o *Ajourné* : notification précisant les justificatifs ou informations manquants (le statut du dossier repasse « en construction »).

#### **1.4. Les instances dédiées pour les situations particulières**

Les acteurs de l'habitat de la CAMVS s'appuient actuellement sur des instances couvrant le département pour examiner un certain nombre de situations particulières :

##### **La CLC : Commission Locale de concertation**

Instance partenariale (Etat, Département, Mairie, bailleurs sociaux, travailleurs sociaux) constituant une forme de pré-commission d'attribution spécifique pour les PLAI, elle permet une analyse fine des situations qui sont présentées et permet à une diversité d'acteurs de présenter des candidats en capacité d'accéder à un logement autonome. Dans la pratique, seuls les PLAI de l'Etat sont concernés. Aussi, seuls les publics qui répondent aux critères de priorité de l'Etat sont étudiés.

##### **COMED : Commissions DALO**

Elle identifie les ménages reconnus prioritaires et urgents en vue d'un relogement dans le cadre du droit au logement opposable (DALO), sur la base des demandes de reconnaissance qui lui ont été transmises.

Les dossiers de demande de reconnaissance au titre du DALO sont instruits par le secrétariat de la COMED et soumis à la COMED, qui doit rendre sa décision dans un délai de 3 mois à partir de la date de l'accusé de réception de la demande (Article R441-15 du CCH).

Si le demandeur est reconnu prioritaire au titre du DALO (PU-DALO), le préfet doit faire **une proposition de logement adaptée à ses besoins dans un délai de 6 mois** à compter de la notification de la décision.

La décision peut être contestée par recours gracieux devant la commission, ou par recours contentieux devant le juge administratif, dans un délai maximum de deux mois après réception.

##### **Le comité de pilotage de l'accord collectif départemental (2023-2027)**

Au niveau départemental, le protocole ACD fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation. Un comité de pilotage est constitué pour le suivi de l'accord collectif départemental. Il est composé :

- Du représentant du Préfet ;
- Du représentant du Conseil Départemental ;
- Du représentant de l'AORIF.

Ce comité de pilotage est destinataire du bilan annuel global, portant sur la réalisation de l'ACD sur le département. Ce bilan comporte une analyse des résultats par bailleur, par réservataire, par EPCI, en distinguant les relogements hors et QPV.

### **CCAPEX : Commissions de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions**

La commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions est un outil du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD). Son objectif est de coordonner le travail des acteurs de la prévention des expulsions en leur donnant la possibilité, sur un même dossier et de manière simultanée, de donner un avis partagé sur les solutions à mettre en œuvre pour éviter l'expulsion.

### **La commission intercommunale de coordination : une instance prévue dans le cadre de la CIA, à animer**

Les situations peuvent être considérées comme complexes ou bloquées lorsqu'elles présentent un cumul de difficultés d'ordre social et / ou économique, rendant l'accès à un logement social difficile. Ces situations complexes nécessitent un diagnostic partagé en vue d'identifier des solutions adaptées, voire alternatives.

La CIA de la CAMVS prévoit la création d'une commission de coordination intercommunale, qui a la charge de suivre et évaluer les orientations de la CIA et de travailler notamment sur « les situations « complexes » qui pourraient faire l'objet d'une analyse conjointe par les partenaires et d'un traitement individuel, en distinguant ce qui relève de l'urgence, qui n'est pas l'objet de cette commission, et de la complexité partenariale ou de la situation d'un demandeur, qui s'inscrit dans le rôle que la commission souhaite se donner ».

Il ne s'agirait pas de multiplier les instances mais au contraire de capitaliser sur ce qui existe déjà comme la CLC.

Afin de satisfaire l'obligation de créer par le plan une instance dans le but de traiter les situations complexes, il est proposé de s'appuyer sur cette commission de coordination, qui devra être réunie et animée par la CAMVS.

## 2. Les actions liées à la gestion des demandes spécifiques

### Action 9 : Renforcer le partenariat entre guichets et travailleurs sociaux pour améliorer la qualification de la demande des publics prioritaires

#### Les objectifs

Pour les publics prioritaires et les ménages en difficulté socio-économiques, le processus de demande de logement social va parfois de pair avec un besoin de prise en charge et d'accompagnement social des ménages sur des thématiques plus larges que l'habitat. Dans le but d'améliorer la qualification de la demande des publics prioritaires, le partenariat entre les différents guichets et les travailleurs sociaux intervenant sur le territoire devra être renforcé.

#### La mise en œuvre

Le renforcement de ce partenariat passe notamment par l'association des travailleurs sociaux aux temps d'échange et d'information du réseau d'accueil lorsque les sujets sont liés à leur intervention (cf. action 2).

Dans cette optique, un temps d'information pourra être organisé avec l'Etat et le Département afin de sensibiliser l'ensemble des membres du SIAD aux interventions des travailleurs sociaux et d'échanger sur les bonnes pratiques à adopter pour faciliter le travail des uns et des autres.

#### Le calendrier

Tout au long du PPGDID

#### Le pilote

CAMVS

#### Les partenaires

Guichets, Etat, Département, bailleurs sociaux

### Action 10 : Poursuivre l'articulation avec la CIA et la démarche de révision du document

#### Les objectifs

La politique en matière de gestion de la demande de logement social et celle en matière d'attributions de logements sociaux sont indissociables. Le Plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGDID) et la future



Convention intercommunale des attributions (CIA) constituent donc des outils au service d'une même politique.

### **La mise en œuvre**

Cette articulation, prise en compte dans la première CIA de la CAMVS devra faire l'objet d'une attention particulière lors de la révision de celle-ci, prévue pour 2026. Cette révision permettra notamment d'interroger, en lien avec le PPGDID :

- Les modalités de satisfaction des demandes de mutation, notamment la priorisation des demandes de mutation
- Le critère de travailleurs essentiels au sein de la grille de cotation
- Les modalités d'amélioration de la satisfaction des demandes prioritaires
- L'animation de la commission de coordination, visant notamment à examiner les situations complexes.

### **Le calendrier**

- Révision de la CIA en 2026
- Lien entre la mise en œuvre et le suivi de la CIA et du PPGDID tout au long de la vie des deux documents

### **Le pilote**

CAMVS

### **Les partenaires**

Ensemble des membres de la CIL

## **Action 11 : Formaliser une trame d'entretien permettant d'identifier des situations relevant d'un caractère prioritaire**

### **Les objectifs**

L'une des missions des guichets, lorsqu'ils reçoivent un demandeur de logement social, est d'identifier le caractère prioritaire de la demande, en interrogeant les différents critères de priorité (cf. C.1.). Afin de faciliter la démarche pour les agents d'accueil et d'améliorer l'identification et la labellisation des publics prioritaires, une trame d'entretien pourra être formalisée.

Cette trame pourra être travaillée dans le cadre d'un groupe de travail réunissant l'ensemble des membres du SIAD, en particulier les guichets enregistreurs, à l'initiative de la CAMVS.

## **La mise en œuvre**

Un groupe de travail, organisé par la CAMVS et associant l'ensemble des membres de la CIL, sera chargé de d'élaborer une trame permettant l'identification du caractère prioritaire d'une demande lorsque le demandeur est reçu en guichet.

Cette trame sera composée de différentes question permettant d'infirmier ou de confirmer la correspondance entre l'ensemble des critères de priorité et la situation du ménage. Il appartiendra ensuite à l'agent de réaliser lui-même la demande de labellisation ou d'orienter le ménage vers un service en capacité de le faire.

## **Le calendrier**

- Groupe de travail fin 2027
- Mise en œuvre de la trame en 2028

## **Le pilote**

CAMVS

## **Les partenaires**

Ensemble des guichets d'accueil (communes, bailleurs sociaux et Action Logement Services), Etat, Département, travailleurs sociaux, associations, etc.

## F. La gestion collective des demandes de mutation

### **Rappel réglementaire : La gestion partagée des demandes de mutation**

Le PPGDID doit préciser les moyens permettant de favoriser les mutations internes au sein du parc de logements locatifs sociaux

*Article R441-2-10 du CCH*

### **Contexte et enjeux**

- Une hausse significative du nombre de demandes de mutation mais une stabilité du nombre d'attribution.
- Des difficultés dans l'accueil, l'orientation et l'enregistrement des demandes de mutation et un enjeu à clarifier le processus

### **1. L'enregistrement des demandes de mutation**

L'enregistrement des demandeurs de mutation, c'est-à-dire des demandes réalisées par des ménages logés au sein du parc social, suit les mêmes modalités que pour les nouvelles demandes.

Bien que l'ensemble des guichets enregistreurs puissent procéder à l'enregistrement d'une demande de mutation, il est rappelé que l'interlocuteur privilégié des demandeurs de mutation est le bailleur social actuel du ménage.

Afin de faciliter le traitement de la demande de mutation et l'identification par le bailleur de ses locataires en demande de mutation, il est rappelé la nécessité de remplir correctement les demandes de mutation, en particulier le numéro de SIRET du bailleur actuel, seule donnée qui permet son identification. La liste des numéros de SIRET des bailleurs présents sur le territoire est annexée au présent plan (cf. annexe 6).

### **2. La satisfaction des demandes de mutation**

Dans le cadre du passage à la gestion en flux des réservations de logements sociaux, le bailleur joue un rôle essentiel dans la satisfaction des demandes de mutation internes. En effet, les logements visant à satisfaire les demandes de mutations internes ne sont pas pris en compte de l'assiette du flux de propositions de logement.

## 2.1. L'identification de demandes de mutation prioritaire

En raison de la difficulté à satisfaire un nombre croissant de demandes de mutation, il est proposé de considérer comme prioritaires les demandes de mutation émanant des ménages :

- En sur- ou sous-occupation marquée ;
- Occupant un logement inadapté à leur handicap ;
- Rencontrant des difficultés économiques.

Cette liste pourra être précisée et amendée dans le cadre des travaux de la CIL.

Ces demandes de mutation pourront faire l'objet d'un examen dans le cadre de la commission de coordination.

## 2.2. Des dispositifs permettant de traiter les demandes de mutation

Certains dispositifs permettant de satisfaire certaines demandes de mutations sont à valoriser dans les pratiques par les différents acteurs :

- La **mise en œuvre du volet EOL** dans les Commissions d'attribution par les bailleurs sociaux ;
- La **bourse d'échanges de logements sociaux** *Echanger Habiter* à l'échelle de la région Ile-de-France

### La mise en œuvre du volet EOL dans les commissions d'attribution

Depuis la loi ELAN, les commissions d'attributions de logements sociaux sont tenues d'intégrer un volet d'examen de l'occupation des logements (article L442-5-2 du CCH).

La CALEOL a ainsi pour mission d'examiner les dossiers des locataires dont le logement occupé est jugé inadapté à la situation du ménage occupant, du fait d'une situation de :

- Sous-occupation du logement ;
- Sur-occupation ;
- Handicap ou d'une perte d'autonomie ;
- Dépassement du plafond de ressources applicable au logement.

La CALEOL constate la situation et définit les caractéristiques d'un logement adapté aux besoins du locataire (l'accession sociale peut être conseillée).

Le territoire de la CAMVS est concerné par l'obligation d'examen des conditions d'occupation du logement.

La mise en œuvre de l'examen de l'occupation des logements à l'issue des commissions d'attribution permettra d'inciter les ménages occupant un logement ne correspondant pas à

leurs besoins et ressources à le libérer, contribuant ainsi à fluidifier le parc social et permettre davantage d'attributions de logements adaptés, notamment aux demandeurs de mutation.

### **La bourse d'échange de logements sociaux *Echanger Habiter***

Un GIE créé le 27 mai 2019 anime la bourse de logements hébergée sur le site « Echanger Habiter » qui ambitionne à la fois de donner à l'utilisateur le choix de son parcours résidentiel et de fluidifier les attributions. Cet outil prend la forme d'une plateforme en ligne à destination des locataires du parc social.

Ces derniers peuvent publier le logement qu'ils souhaitent quitter sur la plateforme, consulter les annonces d'autres demandeurs de mutation et proposer un échange de logement à un ménage recherchant un logement similaire aux leurs.

- La plateforme fonctionne comme suit :
- Inscription des locataires disposant d'un bail en cours avec un des bailleurs de la plateforme ;
- Recherche d'un logement correspondant à leurs besoins ;
- Accords entre les locataires dont les besoins correspondent (prise de contact, visite des logements).

Les bailleurs prennent ensuite le relais sur la demande. Ils :

- Passent en CAL les deux dossiers des locataires en question ;
- Signent les baux.

Ainsi les demandeurs de mutation du territoire peuvent s'impliquer plus activement dans la gestion de leur demande. Le déploiement de la bourse d'échange sera poursuivi sur le territoire.

### **Les actions sur les mutations prévues dans le cadre de la convention intercommunale des attributions**

La première CIA de la CAMVS prévoyait notamment que soit élaborée une « charte locale des mutations » et que les communes volontaires s'inscrivent dans le « Pack Mobilités » de l'AORIF.

Les actions sur les mutations qui seront identifiées dans le cadre de la révision de la CIA de la CAMVS contribueront également à la gestion collective des demandes de mutation, et seront à articuler avec les objectifs poursuivis par le présent PPGDID.



### 3. Action liée à la gestion des demandes de mutation

#### Action 12 : Améliorer la prise en charge des demandeurs de mutation pour faciliter les mutations dans le parc

##### Les objectifs

Les demandes de mutation, de plus en plus nombreuses (environ un tiers des demandes), sont plus difficilement satisfaites que les nouvelles demandes de logement social. Pourtant, la satisfaction de ces demandes est essentielle pour fluidifier le parc social et favoriser les parcours résidentiels des ménages logés dans le parc social.

La première étape de la prise en compte des demandes de mutation est l'accueil des demandeurs de mutation et la gestion partagée de ces demandes. L'identification du bailleur actuel est très limitée sur les demandes de mutation, car cela nécessite le renseignement du numéro de SIRET du bailleur. Le présent PPGDID se fixe pour objectif d'améliorer la prise en charge des demandeurs de mutation afin de faciliter les mutations dans le parc social.

##### La mise en œuvre

Afin d'améliorer la prise en charge des demandes de mutation, le PPGDID prévoit :

- L'élaboration **d'une liste d'informations à communiquer spécifiquement aux demandeurs de mutation**, à mettre à disposition des guichets, dans le cadre d'un groupe de travail ;
- La transmission par la CAMVS de la **liste des demandeurs de mutation nouvellement inscrits à chacun des bailleurs concernés**. Cela nécessite pour la CAMVS un travail d'identification individuelle du bailleur actuel de chaque demandeur de mutation pour pallier le mauvais renseignement des numéros de SIRET. Cette action est donc transitoire mais ne va pas sans une amélioration des pratiques en matière de renseignement du numéro de SIRET du bailleur actuel ;
- Encourager la **transmission d'informations entre les guichets** accueillant des demandeurs de mutation et enregistrant leurs demandes et les bailleurs logeant ces ménages, pour une meilleure prise en charge des demandeurs de mutation par les bailleurs ;
- Organiser une **réunion de travail entre bailleurs sociaux** présents sur le territoire et guichets afin d'échanger sur les pratiques et l'organisation des bailleurs pour le traitement des demandes de mutation, et plus globalement sur leur gestion des attributions. Cette réunion permettra d'aboutir à une liste de référents bailleurs sur les mutations partagée avec les communes et les bailleurs sociaux.

## **Le calendrier**

- Groupe de travail sur les informations à communiquer aux demandeurs de mutation : deuxième semestre 2026
- Réunion bailleurs sociaux / guichets : début 2026
- Mise en œuvre de l'action tout au long du PPGDID

## **Le pilote**

CAMVS, guichets des communes, bailleurs sociaux.

# Les modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation du plan

## Rappel réglementaire : Le bilan du PPGDID

Le plan est valable pour une durée de 6 ans, et soumis à un bilan triennal 3 ans après sa mise en œuvre. Il doit également faire l'objet d'un bilan annuel soumis au conseil communautaire, après avis de la CIL. Un suivi régulier doit être effectué par la CIL. Selon les résultats du bilan, le plan peut être révisé selon la même procédure que son élaboration. Le plan doit être évalué, six mois avant son échéance. Les indicateurs et modalités de suivi ne sont pas précisées par le cadre réglementaire. Cette évaluation est conduite par l'EPCI, puis transmise au préfet de département et rendue publique. La CIL peut être mobilisée par l'EPCI pour l'appuyer à l'évaluation et les partenaires du plan y sont associés. Les résultats de l'évaluation vont déterminer les axes du nouveau PPGDID.

*Décret R441-2-12 ; Décret R441-2-14*

## 1. Le pilotage et la mise en œuvre du PPGDID

Pour piloter et mettre en œuvre le Plan Partenarial, la CAMVS s'appuie sur les CIL, groupes de travail de la CIL, et groupes de travail prévus dans le cadre du présent plan. Elle s'appuie également sur la commission de coordination intercommunale, prévue dans le cadre de sa CIA. La commission de coordination est également chargée de suivre et évaluer les orientations de la CIA.

Lorsque la commission de coordination aura à son ordre du jour le suivi du plan (une fois par an, en amont de la CIL), des bilans sur la mise en œuvre du PPGDID et les grandes tendances en termes de demande et d'attribution seront transmis.

## 2. Les bilans réguliers du PPGDID

### 2.1. Les bilans annuels

Une fois par an, la CAMVS effectue un bilan de la mise en œuvre du PPGDID.

Conformément au cadre réglementaire, ce bilan est présenté en CIL pour avis tous les ans, à la suite de quoi le conseil communautaire délibèrera.

### 2.2. Le bilan réglementaire triennal

Conformément au cadre réglementaire, trois ans après l'adoption du plan, la CAMVS s'engage à réaliser un bilan triennal de sa mise en œuvre et à l'adresser pour avis au préfet. Ce bilan à

trois ans de mise en œuvre permettra de prendre du recul sur les bilans annuels et réajuster si nécessaire les objectifs et actions du PPGDID.

Les bilans viseront à évaluer d'une part l'efficacité opérationnelle du PPGDID (auprès des professionnels et des usagers) et d'autre part à analyser les impacts concrets des mesures définis dans le plan sur les ménages.

### **3. L'évaluation finale du PPGDID**

Six mois avant la fin de la durée d'effet du plan, soit cinq ans et six mois après son adoption définitive, Grand Paris Sud s'engage à conduire une évaluation pour permettre l'élaboration d'un nouveau plan. L'ensemble des partenaires sera associé à cette évaluation.

Cette évaluation s'appuiera sur les bilans annuels et le bilan triennal effectués et intégrera des préconisations pour le futur PPGDID. Ces préconisations auront notamment pour ambition de continuer à améliorer la prise en compte des publics prioritaires, l'impact des outils sur la capacité à informer les demandeurs et satisfaire leur demande, à satisfaire les besoins en formation des professionnels, et renforcer la gouvernance du plan.

## **Annexes**

Annexe 1 : Liste des actions du PPGDID

Annexe 2 : Liste des guichets du Service d'Information et d'Accueil des Demandeurs et missions (information et/ou enregistrement)

Annexe 3 : Liste des pièces justificatives nécessaires à l'instruction de la demande de LLS

Annexe 4 : Liste des travailleurs essentiels sur le territoire

Annexe 5 : Les indicateurs du suivi du SIAD et du PPGDID

Annexe 6 : Liste des bailleurs sociaux présents sur le territoire et leur numéro de SIRET

Annexe 7 : Liste des associations présentes sur le territoire (domaine et secteur d'intervention)

Annexe 8 : Trame de mail pour l'aller-vers les demandeurs en ligne



# **Plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur (PPGDID)**

**2026-2031**

**Annexes**

# **Annexes**

Annexe 1 : Liste des actions du PPGDID

Annexe 2 : Liste des lieux d'accueil du Service d'Information et d'Accueil des Demandeurs et missions (information et/ou enregistrement)

Annexe 3 : Liste des pièces justificatives nécessaires à l'instruction de la demande de LLS

Annexe 4 : Liste des travailleurs essentiels sur le territoire

Annexe 5 : Les indicateurs du suivi du SIAD et du PPGDID

Annexe 6 : Liste des bailleurs sociaux présents sur le territoire et leur numéro de SIRET

Annexe 7 : Liste des associations présentes sur le territoire (domaine et secteur d'intervention)

Annexe 8 : Trame de mail pour l'aller-vers les demandeurs en ligne

## Annexe 1 : Liste des actions du PPGDID

|                  |                                                                                                                                                  |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Action 1</b>  | Mettre en œuvre et suivre l'application de la convention réglementaire d'application du Service d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD) |
| <b>Action 2</b>  | Poursuivre l'animation du réseau d'accueil et l'organisation de temps d'échange et d'information                                                 |
| <b>Action 3</b>  | Mettre à jour et améliorer les supports d'information (plaquette intercommunale d'information, page internet dédiée)                             |
| <b>Action 4</b>  | Mettre à jour et enrichir les tableaux de bord à destination des guichets                                                                        |
| <b>Action 5</b>  | Proposer des réunions d'information aux demandeurs                                                                                               |
| <b>Action 6</b>  | Développer des pratiques d'aller-vers certains demandeurs en ligne                                                                               |
| <b>Action 7</b>  | Œuvrer collectivement pour mieux qualifier la demande dans le SNE                                                                                |
| <b>Action 8</b>  | Poursuivre la mise en œuvre du système de cotation de la demande de logement social                                                              |
| <b>Action 9</b>  | Renforcer le partenariat entre guichets et travailleurs sociaux pour améliorer la qualification de la demande des publics prioritaires           |
| <b>Action 10</b> | Poursuivre l'articulation avec la CIA et la démarche de révision du document                                                                     |
| <b>Action 11</b> | Formaliser une trame d'entretien permettant d'identifier des situations relevant d'un caractère prioritaire                                      |
| <b>Action 12</b> | Améliorer la prise en charge des demandeurs de mutation pour faciliter les mutations dans le parc                                                |

## **Annexe 2 : Liste des guichets du Service d'Information et d'Accueil des Demandeurs et missions (information, et/ou enregistrement)**

### Liste des guichets proposant un accueil physique sur le territoire

| <b>Structures</b>               | <b>Types de guichet</b> | <b>Missions</b>          |
|---------------------------------|-------------------------|--------------------------|
| <b>Boissettes</b>               | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Boissise-la-Bertrand</b>     | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Boissise-le-Roi</b>          | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>Dammarié-les-Lys</b>         | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>La Rochette</b>              | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>Le Mée-sur-Seine</b>         | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Limoges-Fourches</b>         | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Lissy</b>                    | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Livry-sur-Seine</b>          | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>Maincy</b>                   | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Melun</b>                    | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>Montereau-sur-le-Jard</b>    | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Pringy</b>                   | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>Rubelles</b>                 | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>Saint-Fargeau-Ponthierry</b> | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>Saint-Germain-Laxis</b>      | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Seine-Port</b>               | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Vaux-le-Pénil</b>            | Commune                 | Guichet d'enregistrement |
| <b>Villiers-en-Bière</b>        | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Voisenon</b>                 | Commune                 | Guichet d'information    |
| <b>Habitat 77</b>               | Bailleur social         | Guichet d'enregistrement |
| <b>Trois Moulins Habitat</b>    | Bailleur social         | Guichet d'enregistrement |
| <b>Foyers Seine et Marne</b>    | Bailleur social         | Guichet d'enregistrement |
| <b>Action Logement Services</b> | Autre                   | Guichet d'enregistrement |

**Liste des guichets des bailleurs présents sur le territoire mais ne proposant pas d'accueil physique sur le territoire de la CAMVS**

| <b>Bailleurs en proximité immédiate</b> | <b>Agence la plus proche de la CAMVS</b> |
|-----------------------------------------|------------------------------------------|
| <b>Vilogia</b>                          | Savigny-le-Temple                        |
| <b>3F en Seine-et-Marne</b>             | Serris                                   |
| <b>Essonne Habitat</b>                  | Ris-Orangis                              |
| <b>Antin Résidences</b>                 | Evry-Courcouronnes                       |
| <b>Seqens</b>                           | Athis-Mons                               |
| <b>CDC Habitat</b>                      | Yerres                                   |
| <b>1001 Vies Habitat</b>                | Lieusaint/Evry                           |



### **Annexe 3 : Liste des pièces justificatives nécessaires à l’instruction de la demande de LLS**

*Les documents produits peuvent être des copies des documents originaux.*

#### **Pièces obligatoires à fournir – pour chacune des personnes appelées à vivre dans le logement**

- Pièce d’identité : carte nationale d’identité, passeport ou livret de famille ou acte de naissance ; le cas échéant, jugement de tutelle ou de curatelle ;  
OU
- Titre de séjour en cours de validité, ou le récépissé de demande de renouvellement de titre de séjour (pour les personnes de nationalité étrangère)

#### **Pièces complémentaires pour faciliter l’instruction - à fournir selon la situation (selon l’arrêté du 22 décembre 2020 modifié en 2022 et 2023)**

|                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Situation économique              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Revenu fiscal de référence : avis d’imposition de l’avant-dernière année (N-2)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Situation familiale               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Marié(e) : Livret de famille ou document équivalent démontrant le mariage</li> <li>• PACS : Attestation d’enregistrement du PACS</li> <li>• Enfant attendu : certificat de grossesse attestant que la grossesse est supérieure à 12 semaines</li> <li>• Séparation : extrait du jugement, récépissé de saisine du JAF ou convention homologuée en cas de divorce par consentement mutuel, déclaration de rupture de PACS</li> </ul> |
| Situation professionnelle         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Salarié, apprenti : Contrat de travail</li> <li>• Etudiant : Carte d’étudiant</li> <li>• Reprise d’une activité après une période de chômage de longue durée : carte de demandeur d’emploi ou attestation de situation et tout document attestant de la reprise d’une activité</li> <li>• Assistant maternel ou familial : agrément</li> <li>• Autres situations : Toute pièce établissant la situation indiquée</li> </ul>         |
| Montant des ressources mensuelles | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bulletin de salaire des trois derniers mois ou attestation de l’employeur</li> <li>• Non-salarié : dernier bilan ou attestation comptable de l’entreprise évaluant du salaire mensuel perçu ou tout</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                      |

|                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                 | <p>document comptable habituellement fourni à l'administration</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Retraite ou pension d'invalidité : Notification de pension</li> <li>• Allocation d'aide au retour à l'emploi : avis de paiement</li> <li>• Indemnités journalières : bulletin de la sécurité sociale</li> <li>• Pensions alimentaires reçues : extrait de jugement ou autre document démontrant la perception de la pension</li> <li>• Prestations sociales et familiales (allocation d'adulte handicapé, revenu de solidarité active, allocations familiales, prestation d'accueil du jeune enfant, prime d'activité, allocation journalière de présence parentale, allocation d'éducation d'enfant handicapé, complément familial, allocation de soutien familial...) : attestation de la Caisse d'allocations familiales (CAF)/Mutualité sociale agricole (MSA), allocation de solidarité aux personnes âgées</li> <li>• Etudiant boursier : avis d'attribution de bourse</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Logement actuel | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Locataire : bail et quittance ou, à défaut de la quittance, attestation du bailleur indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges ou tout moyen de preuve des paiements effectués ;</li> <li>• Hébergé chez parents, enfants, particulier : attestation de la personne qui héberge ;</li> <li>• En structure d'hébergement, logement-foyer ou résidence hôtelière à vocation sociale ou appartement de coordination thérapeutique ou résidence universitaire ou étudiante ou logement de fonction, notamment : attestation du gestionnaire ou de l'employeur qui indique la fin de la mise à disposition du logement de fonction ;</li> <li>• Camping, hôtel : reçu ou attestation d'un travailleur social, d'une association ou certificat de domiciliation ;</li> <li>• Sans-abri, habitat de fortune, bidonville : attestation d'un travailleur social, d'une association ou certificat de domiciliation ;</li> <li>• Propriétaire : acte de propriété, plan de financement.</li> <li>• Logement non décent : document établi par un service public, un travailleur social, un professionnel du bâtiment ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement, photos, copie du jugement d'un tribunal statuant sur l'indécence du logement, d'une attestation de la CAF/MSA ou autre document démontrant l'indécence du logement ;</li> </ul> |

|                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Logement indigne : en cas de local impropre à l'habitation, local sur-occupé du fait du logeur, local dangereux en raison de l'utilisation, local insalubre présentant ou non un danger imminent, présence de plomb, risque de sécurité dans un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement, bâtiment menaçant ruine, risque pour la sécurité des équipements communs dans un immeuble collectif à usage d'habitation. Ces situations sont attestées par une décision administrative (arrêté du préfet, du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale, mise en demeure ou fermeture administrative), un jugement du tribunal, une attestation de la CAF ou de la MSA, ou tout autre document établi par un service public, un travailleur social, un professionnel du bâtiment ou une association ayant pour objet l'insertion ou le logement démontrant la situation d'indignité, photos.</li> <li>• Logement repris ou mis en vente par son propriétaire : lettre de congé du propriétaire ou jugement prononçant la résiliation du bail ;</li> <li>• Coût du logement trop élevé : quittance ou autre document démontrant les dépenses affectées au logement ;</li> <li>• Procédure d'expulsion : commandement de payer ou assignation à comparaître ou jugement prononçant l'expulsion ou commandement de quitter les lieux.</li> </ul> |
| Motif de la demande | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Handicap et perte d'autonomie : carte mobilité inclusion invalidité ou carte d'invalidité pour les personnes qui en sont titulaires à titre définitif ; décision d'attribution d'un droit ou d'une prestation par une commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ; décision d'attribution d'une pension d'invalidité par un organisme de sécurité sociale ; décision d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ;</li> <li>• Raisons de santé : certificat médical ;</li> <li>• Divorce : jugement de divorce ou convention homologuée en cas de divorce par consentement mutuel ;</li> <li>• Dissolution du PACS : mention de la dissolution dans l'acte de naissance ;</li> <li>• En instance de divorce : ordonnance de non-conciliation ou, à défaut, copie de l'acte de saisine du juge aux affaires familiales dans les conditions prévues au <a href="#">code de procédure civile</a> ou, lorsque c'est un divorce par consentement mutuel,</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|       | <p>justificatif d'un avocat attestant que la procédure est en cours ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapprochement familial : attestation de dépôt de demande s'il s'agit d'un regroupement familial ;</li> <li>• Mutation professionnelle : attestation de l'employeur actuel ou futur ;</li> <li>• Accédant à la propriété en difficulté : plan d'apurement de la dette ; démarches en cours attestées par un travailleur social ou une association ou autre document démontrant les difficultés ;</li> <li>• Rapprochement du lieu de travail : pièce justifiant de la localisation de l'emploi actuel ou futur.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Autre | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Violences familiales : situation d'urgence attestée par une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales ou récépissé de dépôt de plainte ou un document établi par un travailleur social ou une association ;</li> <li>• Mineurs émancipés ou majeurs âgés de moins de vingt et un ans pris en charge avant leur majorité par le service de l'aide sociale à l'enfance (ASE), dans les conditions prévues à <a href="#">l'article L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles</a>, jusqu'à trois ans après le dernier jour de cette prise en charge : attestation du conseil départemental ou extrait d'une décision judiciaire permettant d'établir qu'il bénéficie ou a bénéficié d'une mesure au titre de l'ASE ;</li> <li>• Sapeurs-pompiers volontaires : attestation du chef de corps communal, intercommunal ou départemental</li> </ul> |

## **Annexe 4 : Liste des travailleurs essentiels sur le territoire**

- Personnel de santé/de soin ;
- Agents d'entretien ;
- Agents de sécurité ;
- Aides à domicile ;
- Assistants maternels ;
- Eboueurs ;
- Forces de l'ordre (police nationale, police municipale, gendarmerie) ;
- Secteur agricole ;
- Personnel d'opérateur funéraire ;
- Personnel d'éducation et d'enseignement ;
- Personnel pénitentiaire ;
- Postiers ;
- Professionnels de la filière de dépistage ;
- Protection de l'enfance ;
- Routiers/livreurs ;
- Sapeurs-pompiers professionnels ;
- Secteur commerce alimentaire dont les personnels de caisse ;
- Secteur agroalimentaire ;
- Secteur industrie médicale/paramédicale ;
- Travailleurs indépendants répondant à des besoins essentiels ;
- Autres fonctionnaires dont le poste n'est pas télétravaillable.



## **Annexe 5 : Les indicateurs de suivi du SIAD et du PPGDID**

### **Les indicateurs de suivi de l'activité du SIAD :**

Les indicateurs de suivi d'activité doivent pouvoir permettre de mesurer de manière harmonisée le travail des différents guichets.

Chaque lieu d'accueil s'engage à suivre son activité selon le référentiel partagé (cf. Convention d'application).

La CAMVS consolidera les données.

### **Pour les guichets d'information :**

- Nombre mensuel de sollicitations physiques :
  - o Pour retrait d'un dossier CERFA
  - o Pour informations diverses
- Nombre mensuel de sollicitations téléphoniques/mails

### **Pour les guichets enregistreurs :**

- Nombre de demi-journées d'ouverture
- Nombre de demandes de renseignements hors accueil physique (téléphone ou mail)
- Nombre d'entretiens réalisés pour une première demande :
  - o Dont sur RDV
  - o Dont permanence sans RDV
- Nombre de nouveaux dossiers de demande saisis dans le SNE :
  - o Dont dossiers complets pour l'instruction
- Nombre d'entretiens réalisés pour renouvellement ou actualisation de la demande :
  - o Dont sur RDV
  - o Dont permanence sans RDV
- Nombre de dossiers modifiés dans le SNE
  - o Dont dossiers complets pour l'instruction

## Les indicateurs de suivi des actions du PPGDID :

| N° | Action                                                                                                                                           | Indicateurs de suivi                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | Mettre en œuvre et suivre l'application de la convention réglementaire d'application du Service d'information et d'accueil des demandeurs (SIAD) | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de signataires de la convention</li> <li>• Suivi annuel chiffré de l'activité du SIAD (cf. Convention d'application)</li> </ul>                                                                                                                                                 |
| 2  | Poursuivre l'animation du réseau d'accueil et l'organisation de temps d'échange et d'information                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de temps d'échange et d'information organisés, thématiques et nombre de participants</li> <li>• Satisfaction des membres du réseau</li> </ul>                                                                                                                                   |
| 3  | Mettre à jour et améliorer les supports d'information (plaquette intercommunale d'information, page internet dédiée)                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Régularité de la mise à jour de la plaquette d'information et du site internet</li> <li>• Diversification des formats des supports d'information</li> <li>• Nombre de plaquettes imprimées et diffusées</li> </ul>                                                                     |
| 4  | Mettre à jour et enrichir les tableaux de bord à destination des guichets                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à jour des tableaux de bord des caractéristiques du parc social</li> <li>• Création de nouveaux tableaux sur la demande et les attributions</li> <li>• Mise à disposition de données relatives aux services présents dans chaque commune via la plateforme d'Open Data</li> </ul> |
| 5  | Proposer des réunions d'information aux demandeurs                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de réunions d'information organisées</li> <li>• Nombre de participants aux réunions</li> </ul>                                                                                                                                                                                  |
| 6  | Développer des pratiques d'aller-vers certains demandeurs en ligne                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de ménages touchés par des pratiques d'aller-vers</li> <li>• Impact sur les demandeurs et les professionnels de ces démarches</li> </ul>                                                                                                                                        |
| 7  | Œuvrer collectivement pour mieux qualifier la demande dans le SNE                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Complétude des dossiers sur le SNE (notamment taux de renseignement des ressources)</li> </ul>                                                                                                                                                                                         |
| 8  | Poursuivre la mise en œuvre du système de cotation de la demande de logement social                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de demandes dont la cotation est supérieure à 0</li> <li>• Recours à la grille de cotation en CALEOL</li> </ul>                                                                                                                                                                 |

|           |                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>9</b>  | Renforcer le partenariat entre guichets et travailleurs sociaux pour améliorer la qualification de la demande des publics prioritaires | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation d'un temps d'échange dédié</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>10</b> | Poursuivre l'articulation avec la CIA et la démarche de révision du document                                                           | <p>Prise en compte et déclinaison dans la future CIA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des modalités de satisfaction des demandes de mutation, notamment la priorisation des demandes de mutation</li> <li>• Du critère de travailleurs essentiels au sein de la grille de cotation</li> <li>• Des modalités d'amélioration de la satisfaction des demandes prioritaires</li> <li>• De l'animation de la commission de coordination, visant notamment à examiner les situations complexes.</li> </ul> |
| <b>11</b> | Formaliser une trame d'entretien permettant d'identifier des situations relevant d'un caractère prioritaire                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation du GT dédié</li> <li>• Elaboration et diffusion de la trame</li> <li>• Retour des agents sur l'utilité et la pertinence de la trame</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>12</b> | Améliorer la prise en charge des demandeurs de mutation pour faciliter les mutations dans le parc                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux de renseignement du SIRET du bailleur dans les demandes de mutation</li> <li>• Taux de satisfaction des demandes de mutation</li> <li>• Organisation d'un temps d'échange bailleurs sociaux / guichets</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                    |

## Annexe 6 : Liste des bailleurs sociaux présents sur le territoire et leurs numéros de SIRET

| Bailleur social          | Numéro SIRET      |
|--------------------------|-------------------|
| 1001 Vies Habitat        | 572 015 451 00287 |
| 3F Seine-et-Marne        | 784 825 069 00056 |
| Antin Résidences         | 315 518 803 00046 |
| Batigère                 | 645 520 164 00148 |
| CDC Habitat              | 470 801 168 03039 |
| CLESENCE                 | 585 980 022 00040 |
| Essonne Habitat          | 965 202 880 00013 |
| Emmaüs Habitat           | 542 101 571 00066 |
| Foyers de Seine et Marne | 784 967 564 00112 |
| Habitat 77               | 277 700 019 00015 |
| ICF Habitat La Sablière  | 552 022 105 00357 |
| Logirep                  | 393 542 428 00031 |
| Mon Logis                | 562 881 292 00022 |
| Plurial Novilia          | 335 480 679 00109 |
| SEQENS                   | 921 777 322 00014 |
| Trois Moulins Habitat    | 786 150 391 00088 |
| Vilogia                  | 475 680 815 00788 |

## **Annexe 7 : Liste des partenaires du SIAD**

### **Accueil généraliste**

- Agence départementale d'information sur le logement
- France services Pimms Médiation Melun
- France services de Dammarie-les-Lys
- France services de Saint-Fargeau-Ponthierry
- France services multisites du SPIP, La Rochette
- Maison Départementale des Solidarités de Melun Val de Seine
- Ecrivains publics
- 

### **Acteurs du logement accompagné et de l'hébergement**

- ADOMA, Melun
- Association le Sentier, Melun
- Association Empreintes, Vaux-le-Pénil

### **Accompagnement des femmes victimes de violence**

- Parole de femmes, le Relais (Vert-Saint-Denis)
- CIFF Sud Est Francilien (permanences à Melun, le Mée-sur-Seine, Saint-Fargeau-Ponthierry)
- Le planning familial 77 (le Mée-sur-Seine)

### **Accompagnement des jeunes**

- CCLAJ 77 Sud porté par la mission locale de Melun



## Annexe 8 : Trame de mail pour l'aller-vers les demandeurs en ligne

Bonjour,

Vous avez récemment effectué une demande de logement social en ligne. Afin de faciliter son instruction, nous vous encourageons à compléter votre dossier avec l'ensemble des pièces justificatives requises.

Il est également important de mettre régulièrement à jour votre demande, notamment en cas de changement de situation.

Pour vous accompagner dans cette démarche, et afin de mieux comprendre le fonctionnement du système de demande de logement social, la Communauté d'agglomération de Melun Val de Seine organise une réunion d'information à destination des demandeurs. La prochaine réunion aura lieu le **DATE** à **HORAIRE**, **ADRESSE**.

Vous pouvez également vous rendre dans notre guichet d'accueil pour obtenir des informations relatives à votre demande. Vous pouvez bénéficier d'un entretien individuel avec l'un de nos agents d'accueil. Pour cela il vous suffit de répondre à ce message ou nous contacter par téléphone au xx.xx.xx.xx afin de fixer un rendez-vous.

Vous trouverez en pièce-jointe une plaquette d'information sur la démarche de demande de logement social sur l'agglomération Melun Val de Seine.

Cordialement,

**STRUCTURE**

**COORDONNEES**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.20.130**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : PARC SOCIAL - APPROBATION DE L'AVENANT N°1 DE PROROGATION DE LA CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION (CIA)**

Le Conseil Communautaire ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et, notamment, son article L441-1-6 ;

**VU** les statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2019.7.4.187 en date du 16 décembre 2019 définissant l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat ;

**VU** la délibération n°2019.7.41.224 du 16 décembre 2019 approuvant la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2022.6.17.116 du 26 septembre 2022 approuvant le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 ;

**VU** la délibération n°2022.6.18.117 du 26 septembre 2022 approuvant la nouvelle charte intercommunale de relogement du NPNRU de Melun et la substituant à la précédente version en annexe 3 de la CIA ;

**VU** la délibération n°2024.4.24.96 du 27 mai 2024 approuvant l'avenant n°1 à la charte intercommunale de relogement du NPNRU de Melun et intégrant celle-ci en annexe de la CIA ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Cohésion du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la Convention Intercommunale d'Attribution a été approuvée le 16 décembre 2019 et qu'elle arrive à échéance le 15 décembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la continuité des engagements pris et de laisser à la Conférence Intercommunale du Logement le temps nécessaire à l'évaluation et à l'élaboration de la prochaine Convention Intercommunale d'Attribution ;

**CONSIDÉRANT** que cette Convention peut être prorogée d'un an par voie d'avenant ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement ;

*Après en avoir délibéré,*

**APPROUVE** l'avenant n°1 à la Convention Intercommunale d'Attribution de la CAMVS, ci-annexé, prévoyant sa prorogation pour une durée d'un an ;

**AUTORISE** le président ou son représentant à signer ledit avenant.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60571-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin



# CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION

Avenant n°1 de prorogation





# Avenant n°1 à la Convention Intercommunale d'attribution

## PREAMBULE

La 1<sup>ère</sup> Convention Intercommunale d'attribution de la CAMVS a été conclue en date du 16 décembre 2019.

Conformément à l'article L.441 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'attribution des logements locatifs sociaux doit prendre en compte la diversité de la demande constatée localement, elle doit favoriser l'égalité des chances des demandeurs, améliorer la mixité sociale à l'échelle des communes, des quartiers et favoriser l'accès des ménages dont les revenus sont les plus faibles aux secteurs situés en dehors des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette convention précise la déclinaison de chaque objectif quantitatif d'attribution et établit les modalités opérationnelles de mise en œuvre des orientations prises afin de favoriser l'atteinte de ces objectifs.

La Convention Intercommunale d'Attribution vise à :

- Répondre aux objectifs réglementaires d'attribution de logements sociaux pour les ménages du 1<sup>er</sup> quartile tout en prenant en compte la géographie prioritaire
- Faciliter les parcours résidentiels au sein du parc social de l'agglomération
- Définir les orientations pour le relogement dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain
- Répondre aux objectifs réglementaires d'attribution de logements sociaux pour le relogement des personnes relevant de l'Accord Collectif Départemental (ACD) ou déclarées prioritaires au titre du DALO
- Faciliter la coopération entre les bailleurs et les titulaires de droits de réservation

Initialement conclue pour une durée de 6 ans allant jusqu'au 15 décembre 2025, elle arrive prochainement à son terme.

Afin d'assurer la continuité des engagements pris et de laisser à la Conférence Intercommunale du Logement le temps nécessaire à l'évaluation et à l'élaboration d'une 2<sup>ème</sup> convention, il a été convenu de proroger celle-ci.

## Article 1

La Convention Intercommunale de Relogement de la CAMVS est prorogée jusqu'au 15 décembre 2026.

## Article 2

Les autres dispositions de la CIA restent inchangées.

## Article 3

Le présent avenant prendra effet à compter de son approbation par le Conseil communautaire de la CAMVS.

Fait à

Le,

## Signataires

---

|                                                                           |                                                      |                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Franck VERNIN,<br><br>Président de la CAMVS,<br>Maire de Le Mée-sur-Seine | Pierre ORY,<br><br>Préfet de Seine-et-Marne          | Caroline PERRIOT,<br><br>Directrice de la délégation<br>Régionale IDF Action<br>Logement Services |
| Kadir MEBAREK,<br><br>Maire de Melun                                      | Olivier DELMER,<br><br>Maire de Boissise-La-Bertrand | Gilles BATTAIL,<br><br>Maire de Dammarie-les-Lys                                                  |
| Franck VERNIN,<br><br>Maire de Le Mée-sur-Seine,                          | Henri de MEYRIGNAC,<br><br>Maire de Vaux-le-Pénil    | Séverine FELIX-BORON,<br><br>Maire de Saint-Fargeau-<br>Ponthierry                                |
| Eric CHOMAUDON,<br><br>Maire de Pringy                                    | Françoise LEFEBVRE,<br><br>Maire de Rubelles         | Vincent PAUL-PETIT,<br><br>Maire de Seine-Port                                                    |

|                                                    |                                               |                                         |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Pierre YVROUD,<br><br>Maire de la Rochette         | Régis DAGRON,<br><br>Maire de Livry-sur-Seine | Alain PLAISANCE,<br><br>Maire de Maincy |
| Véronique CHAGNAT,<br><br>Maire de Boissise-le-Roi | Habitat 77                                    | 1001 Vies Habitat                       |
| CDC Habitat                                        | 3F Seine-et-Marne                             | Antin Résidences                        |
| Essonne Habitat                                    | ICF La Sablière                               | S.A. HLM Les Foyers de Seine-et-Marne   |
| S.A. HLM Trois Moulins<br>Habitat                  | Vilogia                                       |                                         |

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.21.131**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : PERMIS DE LOUER - COMMUNE DE DAMMARIE-LES-LYS - EXTENSION DE PERIMETRE**



Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation, et plus particulièrement, ses articles L634-1 à L635-11 ;

**VU** le décret d'application n°2016-1790 du 19 décembre 2016 définissant les modalités réglementaires d'application de l'autorisation préalable de mise en location et de la déclaration de mise en location ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) ;

**VU** la délibération n°2021.2.39.65 du 29 mars 2021 instaurant le dispositif de permis de louer sur la commune de Dammarie-lès-Lys et déléguant à la commune sa mise en œuvre et son suivi ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2022.6.17.116 du 26 septembre 2022 approuvant le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2022.6.19.118 du 26 septembre 2022 renouvelant la délégation de la mise en œuvre et du suivi du dispositif de permis de louer sur les communes de Melun, La Rochette, Dammarie-les-Lys et Saint-Fargeau-Ponthierry pour la durée du Programme Local de l'Habitat 2022-2027 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2023.5.39.145 du 9 octobre 2023 approuvant une première extension du périmètre du dispositif de permis de louer sur la commune de Dammarie-lès-Lys ;

**VU** la saisine du Bureau communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Cohésion du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** la possibilité donnée par la loi ALUR du 24 mars 2014 pour les EPCI compétents en matière d'habitat de définir des secteurs géographiques pour lesquels la mise en location d'un bien doit faire l'objet d'une déclaration de mise en location ou d'une autorisation préalable de mise en location ;

**CONSIDÉRANT** la possibilité de déléguer la mise en œuvre et le suivi de ce dispositif aux communes qui en font la demande et ce, sur la durée du Programme Local de l'Habitat ;

**CONSIDÉRANT** l'instauration du dispositif de permis de louer sur la commune de Dammarie-lès-Lys et la délégation de sa mise en œuvre et de son suivi à cette commune ;

**CONSIDÉRANT** la demande de la Ville de Dammarie-lès-Lys d'élargir le périmètre concerné ;

*Après en avoir délibéré,*

**APPROUVE**, sur le territoire de la commune de Dammarie-lès-Lys, l'extension du périmètre du dispositif de permis de louer aux adresses suivantes : Allée du Séquoia, rue Pierre Curie, avenue Louis Barthou ;

**PRÉCISE** que ces modifications apportées au dispositif sur la commune de Dammarie-lès-Lys entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2026.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60490-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.22.132**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : RAPPORT ANNUEL 2024 DU SYNDICAT MIXTE POUR LA GESTION DE  
L'HABITAT VOYAGEUR (SYMGHAV)**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5211-39 et L 5711-1 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la délibération n°2015.7.18.117 du 28 septembre 2015 portant adhésion au Syndicat Mixte Habitat Voyageur (SYMGHAV) pour la gestion et l'entretien des aires d'accueil des gens du voyage ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-PREF-DRCL/856 du 21 décembre 2017 portant adhésion de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine au Syndicat Mixte Gestion Habitat Voyageur ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2022.6.17.116 du 26 septembre 2022 approuvant le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Cohésion du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** le rapport d'activité annuel 2024 transmis par le SYMGHAV ;

*Après en avoir délibéré,*

**PREND ACTE** du rapport annuel 2024 du SYMGHAV.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60501-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,

  
Franck Vernin

# SYMGHAV



Syndicat Mixte Gestion Habitat Voyageur

## BILAN D'ACTIVITE

2024

*Gestion des aires d'accueil des gens du voyage*

**SYMGHAV**

---

Tél 0169881330

6 rue du Buisson Rondeau  
91650 BREUILLET

[contact@symghav.fr](mailto:contact@symghav.fr)

---



## TABLE DES MATIERES

|                                                   |           |
|---------------------------------------------------|-----------|
| <b>AVANT PROPOS .....</b>                         | <b>1</b>  |
| Le Mot du Président.....                          | 1         |
| <b>PRESENTATION DU SYMGHAV .....</b>              | <b>2</b>  |
| Les Compétences / Les Collectivités membres ..... | 2         |
| Les Aires en gestion .....                        | 3         |
| <b>ORGANISATION DU SYMGHAV .....</b>              | <b>4</b>  |
| Organisation politique .....                      | 4         |
| Organisation administrative et technique.....     | 5         |
| <b>BILAN D'ACTIVITES DES AIRES.....</b>           | <b>6</b>  |
| L'aire de grand passage de Brétigny sur Orge..... | 6         |
| L'aire de Breuillet.....                          | 7         |
| L'aire d'Egly.....                                | 8         |
| L'aire de Lardy.....                              | 9         |
| L'aire de Saint Fargeau Ponthierry .....          | 10        |
| L'aire de Melun / Terrain familial de Melun.....  | 11        |
| L'aire de Vaux le Pénil .....                     | 12        |
| L'aire d'Etampes .....                            | 13        |
| L'aire de Malesherbes .....                       | 14        |
| L'aire de Pithiviers .....                        | 15        |
| L'aire de Limours .....                           | 16        |
| L'aire de Dourdan.....                            | 17        |
| L'aire de Morangis .....                          | 18        |
| L'aire de Vulaines sur Seine.....                 | 19        |
| Bilan sur l'ensemble des aires .....              | 21        |
| <b>BILAN SOCIAL DES AIRES.....</b>                | <b>22</b> |
| L'aire de Breuillet.....                          | 22        |
| L'aire d'Egly.....                                | 23        |
| L'aire de Lardy.....                              | 24        |
| L'aire de Saint Fargeau Ponthierry .....          | 25        |
| L'aire de Melun .....                             | 26        |
| L'aire de Vaux le Pénil .....                     | 27        |
| L'aire d'Etampes .....                            | 28        |
| L'aire de Malesherbes .....                       | 28        |
| L'aire de Pithiviers .....                        | 30        |
| L'aire de Limours .....                           | 31        |
| L'aire de Dourdan.....                            | 32        |
| L'aire de Morangis .....                          | 33        |
| L'aire de Vulaines sur Seine.....                 | 34        |
| <b>BILAN SOCIO-EDUCATIF .....</b>                 | <b>35</b> |
| Contextualisation.....                            | 35        |
| LES POINTS D'ACTION.....                          | 37        |
| Les objectifs pour 2024.....                      | 39        |

## AVANT PROPOS

Le bilan d'activité ou rapport annuel sur les activités des établissements publics de coopération intercommunale est une obligation légale.

Il résulte de l'article L521 I-39 du C.G.C.T.

Ce rapport retrace l'activité de l'établissement et est arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

## LE MOT DU PRESIDENT

L'année 2024 a continué sur la lancée des années précédentes et les choses vont dans le bon sens... De nombreuses actions ont été réfléchies et mises en place pour améliorer et faciliter le travail des agents.

Nous continuons notre partenariat avec le service Fraude Enedis afin de stopper les installations électriques sauvages.

Pour éviter les stationnements illicites sur les communes, des solutions ont été proposées pour installer les nouvelles familles sur les aires d'accueil.

L'accompagnement des agents du syndicat par le groupe de sécurité continue, les actions mises en place permettent de faire passer un message clair auprès usagers malveillants ; un mauvais comportement entraînera automatiquement une interdiction de séjour.

Malgré tout, la continuité de service est positive. La direction du Symghav est toujours en quête d'amélioration grâce à des agents volontaires et motivés pour assurer leurs missions dans les meilleures conditions.

Enfin, et grâce au travail effectué, le syndicat poursuit son développement. Ainsi, après l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays de Fontainebleau en 2023, c'est la communauté de la Haute Vallée de Chevreuse qui a rejoint le SYMGHAV pour la gestion de son aire d'accueil située à Mesnil Saint Denis.

Les perspectives restent donc positives grâce à la qualité de travail de l'ensemble des agents du syndicat. Je tiens d'ailleurs à les remercier et à les féliciter pour leurs engagements quotidiens.

**Le Président**

Rémi BOYER

## PRESENTATION DU SYMGHAV

### LES COMPETENCES

Le SYMGHAV a reçu délégation des EPCI adhérents pour la gestion et l'entretien d'aires d'accueil, ou de toute autre forme d'habitat destiné aux Gens du Voyage.

Le SYMGHAV peut également réaliser, au nom et pour le compte d'une collectivité membre, à prix coûtant, et par voie de convention de prestation de services, des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la Conception, l'Aménagement, la Construction, la Rénovation d'aires d'accueil ou de toute autre forme d'habitat destinée aux gens du voyage ainsi que des missions de maîtrise d'ouvrage publique.

### LES COLLECTIVITES MEMBRES

CI-DESSOUS LA LISTE DES EPCI ADHERENTES :

**Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne**

**Communauté de communes du Dourdannais en Hurepoix**

**Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre**

**Communauté d'agglomération Melun Val de Seine**

**Communauté de communes Pithiverais Gatinais**

**Communauté de communes du Pithiverais**

**Communauté d'agglomération Cœur Essonne Agglomération**

**Communauté de communes du Pays de Limours**

**Communauté de communes entre Juine et Renarde**

**Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau**

## LES AIRES EN GESTION

Le SYMGHAV gère 13 aires permanentes en activité réparties sur 3 départements : l'Essonne (91), le Loiret (45) et la Seine et Marne (77), un terrain familial locatif situé à Melun et une aire de grand passage située à Brétigny-sur-Orge (91). Depuis le 31 octobre 2024, le syndicat gère par convention provisoire l'aire de Mesnil Saint Denis (78).

### Les 14 aires permanentes :

Pour le compte de la Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud Essonne : une aire de 20 places située sur la commune d'Étampes,

Pour le compte de la Communauté de communes du Dourdannais en Hurepoix : une aire de 20 places située sur la commune de Dourdan,

Pour le compte de l'Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre : une aire de 26 places située sur la commune de Morangis,

Pour le compte de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine : une aire de 40 places située sur la commune de Saint-Fargeau-Ponthierry, une aire de 46 places située sur la commune de Melun, une aire de 12 places située sur la commune de Vaux le Penil,

Pour le compte de la Communauté de communes du Pithiverais Gatinais : une aire de 24 places située sur la commune de Malesherbes,

Pour le compte de la Communauté de communes du Pithiverais : une aire de 30 places située sur la commune de Pithiviers,

Pour le compte de la Communauté d'agglomération Cœur Essonne Agglomération : une aire de 14 places située sur la commune de Breuillet et une aire de 14 places située sur la commune d'Egry,

Pour le compte de la Communauté de communes du Pays de Limours : une aire de 15 places située sur la commune de Limours,

Pour le compte de la Communauté de communes entre Juine et Renarde : une aire de 15 places située sur la commune de Lardy.

Pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau : une aire de 20 places sur la commune de Vulaines sur seine.

Pour le compte de la Communauté de communes de la Haute Vallée de Chevreuse : une aire de 10 places sur la commune de Mesnil Saint Denis.

## ORGANISATION DU SYMGHAV

### ORGANISATION POLITIQUE

Le SYMGHAV est administré par deux instances : le Comité Syndical et le Bureau Syndical.

#### COMPOSITION DU BUREAU

Le Bureau élabore avec le Président la politique du SYMGHAV, étudie les grands dossiers et prépare les propositions qui seront étudiées par le Comité Syndical.

Il est composé d'un représentant par collectivité adhérente.

#### COMPOSITION DU COMITE SYNDICAL

Le Comité Syndical est composé :

- D'un Président
- De quatre Vice-présidents
- D'un membre représentant chaque collectivité adhérente

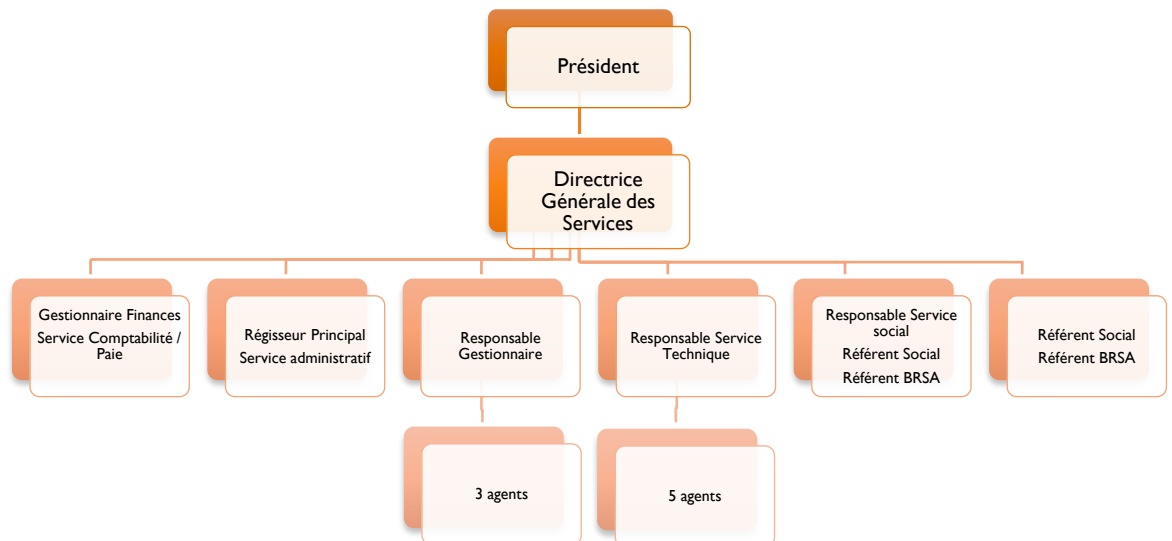
Il règle par délibération l'ensemble des affaires du SYMGHAV.



**ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUE**

Le SYMGHAV est composé à ce jour de 15 agents :

- Une directrice générale des services
- Deux agents administratifs
- Un service technique composé de 6 agents
- Un service gestionnaire composé de 4 agents
- Un service social composé de 2 agents



## BILAN D'ACTIVITES DES AIRES

### L'AIRE DE GRAND PASSAGE DE BRETIGNY SUR ORGE

#### CAPACITE

Jusqu'à 100 caravanes

#### TARIFS

25€ par semaine et par double essieu

#### ACTIVITES DE L'AIRE

L'aire de grand passage a été ouverte du 02/05/2024 au 02/12/2024.

Le nombre de caravanes accueillies sur la saison 2024 était de 1644. Dont 54% de double essieux et 46% de simple essieux.

Au total 6 groupes ont pu stationner sur le site de Brétigny sur Orge.

Le règlement intérieur et les conventions d'occupation ont été respectés par les 5 premiers groupes.

Le 6<sup>ème</sup> groupe est entré à la demande de la Préfecture, il n'a malheureusement pas respecté ses engagements en restant sur le site après le délai autorisé.

Une remise en état du site est à prévoir sur le premier deuxième trimestre 2025.

La date d'ouverture de l'aire de grand passage sera définie en accord avec les élus, Cœur d'Essonne Agglomération et le SYMGHAV.

## L'AIRE DE BREUILLET

## TARIFS 2024

NOMBRE DE PLACE : 14

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,06 c€/j

0,07 c€/j

Eau 3,93 €/m<sup>3</sup>4,63 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Aucun dépôt sauvage n'a été constaté sur cette saison.

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Réparation provisoire de la porte des WC place I
- Remplacement de plusieurs ballons d'eau chaude
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Création d'une aération dans les WC du bureau d'accueil
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (10 coffrets)
- Vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Entretien et curage des réseaux EU EP, du poste de relevage et du séparateur d'hydrocarbure
- Entretien mécanique et électrique de la station EU
- Entretien des armoires de commande

L'augmentation du prix de l'électricité entre le premier et le deuxième semestre a eu pour conséquence un branchement sauvage sur le compteur ENEDIS. Les services concernés ont été avertis.

Les épisodes d'inondations et de coulées de boue survenus entre le 16 et le 20 octobre 2024 causés par des précipitations intenses ont touchés l'aire d'accueil. Les usagers ont pu être évacués et des solutions de stationnement ont été proposées par la Madame le Maire et le SYMGHAV.

Le 28 octobre 2024, une famille s'est installée sans droit ni titre, grâce à la coordination des différents services concernés une procédure d'expulsion a été déposée auprès du tribunal administratif. La famille a finalement quitté l'aire.

Pas de fermeture estivale.

## L'AIRE D'EGLY

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 14

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,06 c€/j

0,06 c€/j

Eau 3,79 €/m<sup>3</sup>4,29 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Intervention du service Enedis Fraude pour des branchements sauvages de l'aire (câble électrique caché)
- Remplacement de plusieurs serrures (bureau d'accueil et locaux techniques)
- Remplacement d'un ballon d'eau chaude
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (6 coffrets)
- Changement des ampoules, vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Remplacement des 2 pompes de relevages
- Entretien et curages des réseaux EU EP, du poste de relevage et du séparateur d'hydrocarbure, nettoyage du broyeur
- Entretien mécanique et électrique de la station EU et des armoires de commande
- Réparation du portail d'entrée

Le piratage du coffret général de l'aire a eu pour conséquence la fermeture provisoire de l'aire en avril. Une remise en état des compteurs électrique était nécessaire. Les usagers à l'origine de ce vol de fluide ont été interdit de séjour.

Pas de fermeture estivale.

## L'AIRE DE LARDY

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 14

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,08 c€/j

0,09 c€/j

Eau 4,98 €/m<sup>3</sup>7,57 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Changement de plusieurs ballons d'eau chaude
- Retrait de tous les branchements sauvages de l'aire (câble électrique caché)
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (9 coffrets)
- Vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Entretien et curage des canalisations, opération de et opération de pompage et nettoyage des puisards
- Ramassage des encombrants situés sur l'aire
- Réparation du comptoir d'accueil
- Réparation du muret attenant au bureau d'accueil

Les forces de l'ordre ainsi que les pompiers ont dû intervenir sur l'aire suite a un feu de caravane.

Pas de fermeture estivale.



## L'AIRE DE SAINT FARGEAU PONTIERRY

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 40

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,05 c€/j

0,01 c€/j

Eau 1,68 €/m<sup>3</sup>1,91 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (12 coffrets)
- Changement d'ampoules, vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Entretien et curage des canalisations, du poste de relevage et des eaux usées
- Contrôle régulier des évacuations des rigoles afin d'éviter d'autres inondations

D'importants branchements sauvages ont été détectés sur l'aire. Les différentes entités concernées ont été alertées. La procédure est toujours en cours.

Pas de fermeture estivale.

## L'AIRE DE MELUN

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 46

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,02 c€/j

0,02 c€/j

Eau 5,07 €/m<sup>3</sup>5,33 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Réparation et changement de la robinetterie de certains blocs sanitaires
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Elagage des arbres
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (13 coffrets)
- Vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Opération de pompage et nettoyage du séparateur d'hydrocarbure
- Remplacement de plusieurs ballons d'eau chaude
- Installation d'une caméra de surveillance

L'intervention du service Fraude d'Enedis a permis d'expulser 5 familles. Elles étaient toutes raccordées illégalement sur le compteur général de l'aire.

Les usagers responsables de l'agression physique d'un agent du syndicat ont pu quitter l'aire grâce à l'ordonnance de justice et à la coordination des différents services.

Pas de fermeture estivale.

## TERRAIN FAMILIAL LOCATIF DE MELUN

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 7

Loyer 100 €/mois

Charges 20 €/mois

Le gestionnaire du SYMGHAV intervient une fois par mois afin d'encaisser les loyers et les charges. Les familles restent en contact avec le gestionnaire en cas de besoin. Médiation importante entre gestionnaire et usagers sur l'explication des charges.

Les factures d'eau et d'électricité des emplacements sont gérées directement par le voyageur.

**L'AIRE DE VAUX LE PENIL****TARIFS****NOMBRE DE PLACE : 12**

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,14 c€/j

0,14 c€/j

Eau 4,63 €/m<sup>3</sup>5,01 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

**ACTIVITES DE L'AIRE**

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Recherche et retrait de tous les branchements sauvages de l'aire (câble électrique caché)
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (5 coffrets)
- Changement des ampoules, vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Opération de curage des canalisations et du déshuileur
- Nettoyage des abords de l'aire
- Ramassage régulier d'encombrants

Les abords de l'aire étaient jonchés de dépôts sauvages et de poubelles. La collaboration entre le SYMGHAV et la collectivité a permis de réaliser un grand nettoyage.

Pas de fermeture estivale.

## L'AIRE D'ETAMPES

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 20

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,07 c€/j

0,05 c€/j

Eau 1,35 €/m<sup>3</sup>4,04 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Mise en place des commissions d'inscription afin de limiter le nombre d'installation malveillante.

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année (par la collectivité et/ou le SYMGHAV) :

- Réparation et changement de la robinetterie de certains blocs sanitaires
- Recherche et retrait de tous les branchements sauvages de l'aire (câble électrique caché)
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (7 coffrets)
- Vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Opération de curage des canalisations
- Désinfection des blocs sanitaires
- Travaux d'étanchéité des blocs
- Peinture de 80% des blocs sanitaires
- Changement de différents éléments de plomberie et d'électricité sur les blocs sanitaires
- Réparation de la fenêtre du bureau d'accueil

Pas de fermeture estivale.

## L'AIRE DE MALESHERBES

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 26

Emplacement 3 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,00 c€/j

0,00 c€/j

Eau 4,30 €/m<sup>3</sup>4,40 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Mise en place des commissions de séjour avec les différentes entités concernées.

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Travaux de peinture de tous les blocs sanitaires et le bureau d'accueil
- Réparation et changement de la robinetterie et d'éléments électriques
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (7 coffrets)
- Vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Réparations et changements de différentes serrures de l'aire

Certains usagers ne respectent pas le règlement intérieur et détériorent en continue l'infrastructure.

Les réparations sont réalisées au fur et à mesure. Le SYMGHAV en lien avec les services de la ville, de la communauté de commune et des forces de l'ordre s'efforcent de rétablir l'ordre sur site.

La fermeture estivale a eu lieu 3 juillet.

La réouverture a eu lieu le 31 juillet.



## L'AIRE DE PITHIVIERS

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 30

Emplacement 3 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,00 c€/j

0,00 c€/j

Eau 4,18 €/m<sup>3</sup>4,04 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Le service technique du SYMGHAV intervient plusieurs fois par semaine afin de nettoyer les différents tas et amas de dépôts sauvages situés sur l'aire.

La situation de l'aire et le comportement des usagers ont mené les différents services concernés (la communauté de commune du Pithiverais, la commune de Pithiviers, les forces de l'ordre et le SYMGHAV) à mettre en place des réunions semestrielles afin d'échanger sur les problématiques rencontrées et de trouver des solutions pérennes.

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Recherche et retrait de tous les branchements sauvages de l'aire (câble électrique caché)
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (9 coffrets)
- Vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Curage des réseaux EU EP, du poste de relevage et du séparateur d'hydrocarbure
- Changement de toutes les serrures des blocs techniques
- Peinture et lasure des blocs sanitaires
- Ramassage d'encombrants stockés sur l'aire
- Installation de grille de sécurité sur les fenêtres des sanitaires

La fermeture estivale a eu lieu le 31 juillet.

La réouverture a eu lieu le 28 aout.

## L'AIRE DE LIMOURS

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 15

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,08 c€/j

0,08 c€/j

Eau 5,78 €/m<sup>3</sup>6,81 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Plusieurs branchements sauvages ont été détectés sur le compteur général de l'aire. Le service fraude d'Enedis a été informé. Une intervention a eu lieu en fin d'année afin d'identifier les fraudeurs.

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Remplacement de plusieurs containers d'OM
- Réparation et changement de la robinetterie de l'ensemble des blocs sanitaires
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (6 coffrets)
- Changement d'ampoules, vérification et entretien annuel des éclairages extérieurs
- Opération de curage des canalisations et opération pompage et nettoyage du séparateur d'hydrocarbure
- Ramassage des encombrants aux abords de l'aire

Pas de fermeture estivale.

## L'AIRE DE DOURDAN

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 20

Emplacement 4€/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,01 c€/j

0,01 c€/j

Eau 4,59 €/m<sup>3</sup>5,02 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

L'année 2024 a été marquée par de nombreux actes de vandalismes de la part des usagers. Les mauvais comportements de certains ont entraînés la fermeture de l'aire (depuis novembre). En effet, les branchements sauvages, la détérioration des portes des locaux techniques, la dégradation de la porte principale du bureau d'accueil ont eu pour conséquence une fermeture prolongée de l'aire. La CCDH est toujours dans l'attente du retour de l'expertise de l'assurance.

Ci-dessous le liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Réparation et changement de la robinetterie de certains blocs sanitaires
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Gestion des dépôts sauvages
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (6 coffrets)
- Vérification et entretien annuelle des éclairages extérieurs
- Opération de curage des canalisations
- Réparation des clôtures
- Réparation d'une fuite sur le compteur d'eau
- Remplacement de tous les cylindres des locaux techniques
- Remplacement de certains ballons d'eau chaude

## L'AIRE DE MORANGIS

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 26

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,00 c€/j

0,00 c€/j

Eau 4,67 €/m<sup>3</sup>5,13 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Stockage d'épaves, dépôts de déchets verts, vidanges d'huile de moteur, dépôts d'encombrant, dépôts de ferrailles sur l'ensemble de l'aire. Les usagers ne respectent pas le règlement intérieur, les différentes institutions concernées ont été alertées.

Après plusieurs alertes de consommation du logiciel de télégestion et différents investigations menées par les agents du SYMGHAV, un très important piratage a été décelé sur chaque compteur individuel. Un dépôt de plainte a été rédigé auprès des usagers de l'aire. La procédure auprès des forces de l'ordre est en cours.

Ci-dessous le liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Recherche et retrait de tous les branchements sauvages de l'aire (câble électrique caché)
- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification des éclairages extérieurs
- Pompage et nettoyage des douches et des wc suite aux différents dégorgements des EU
- Dératisation des espaces extérieurs
- Remplacement de tous les cylindres des locaux techniques
- Sécurisation des portes des locaux techniques
- Remplacement de 2 ballons d'eau chaude

## L'AIRE DE VULAINES SUR SEINE

## TARIFS

NOMBRE DE PLACE : 20

Emplacement 4 €/j

1<sup>er</sup> semestre :2<sup>ème</sup> semestre :

Taxe Eau 0,00 c€/j

0,00 c€/j

Eau 5,13 €/m<sup>3</sup>5,13 €/m<sup>3</sup>

Electricité 0,30 c/kWh

0,35 c/kWh

## ACTIVITES DE L'AIRE

Un important piratage de groupe (10 familles) a été décelé sur l'aire, le service d'Enedis fraude a pu intervenir, les familles ont été identifiées. Les usagers ont quitté l'aire.

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Vérification périodique annuelle des installations électriques (6 coffrets)
- Ramassage des encombrants aux abords de l'aire
- Réparation de pompes de relevages des eaux usées
- Curage des réseaux des eaux usées
- Réparation de plusieurs fuites d'eau des 8 douches

Pas de fermeture estivale.



**L'AIRE DE MESNIL SAINT DENIS****TARIFS****NOMBRE DE PLACE : 10**

|             |                       |
|-------------|-----------------------|
| Emplacement | 4 €/j                 |
| Taxe Eau    | 0,00 c€/j             |
| Eau         | 3,75 €/m <sup>3</sup> |
| Electricité | 0,20 c/kWh            |

**ACTIVITES DE L'AIRE**

L'aire d'accueil a été repris en gestion le 31 octobre 2024.

Ci-dessous la liste des différentes interventions réalisées sur site depuis le début de l'année :

- Entretien général de l'aire et des espaces verts
- Curage et pompage du réseau d'eaux usées
- Installation des numérotations des places
- Installation et réparation de verrou pour plusieurs sanitaires
- Changement d'ampoules extérieur
- Désinfection et nettoyage du bureau d'accueil

## BILAN SUR L'ENSEMBLE DES AIRES

Voici les 2 points notables sur l'ensemble de nos aires en gestion, pour l'année 2024 :

- Augmentation massive des tentatives de piratages des réseaux électriques.

### Réaction du SYMGHAV :

Renforcement du partenariat avec le service fraude Enedis avec le soutien des entités concernées.

- Dégradation des conditions de travail des agents : menaces, agressions physiques verbales ; difficultés à faire respecter le règlement intérieur.

### Réaction du SYMGHAV :

Convention avec une société privée « GSR » d'agent de sécurité avec le soutien des entités concernées.

**BILAN SOCIAL DES AIRES****L'AIRE DE BREUILLET****CAPACITE**

14 Places

**TAUX D'OCCUPATION**

95% - 30 usagers, 11 mineurs, 19 adultes

**ACTIVITES DE L'AIRE**

Des accompagnements de manière « non contractualisé » ont été réalisés pour des problématiques d'accès et de maintien des droits, de santé, de scolarisation ou encore socio-professionnel.

Du fait d'un public sédentaire, nous avons pu sensibiliser les usagers sur un paiement anticipé de leur consommation afin d'éviter les coupures par le logiciel de télégestion.

Travail en collaboration avec les services de la mairie, le travailleur social s'est entretenu avec une famille stationnée sur la commune pour évoquer la possibilité d'entrer sur l'aire d'accueil.

Les conditions météorologiques ont conduit à une inondation de l'aire, le travailleur social a été la personne référente pour la prévention et la mise en place d'action. Un contact quotidien avec les usagers a été réalisé lors de leur stationnement sur d'autres sites ou sur un parking mis à disposition par la Madame le Maire.

### L'AIRE D'EGLY

#### CAPACITE

14 places

#### TAUX D'OCCUPATION

88% - 51 usagers, 18 mineurs ; 33 adultes

#### ACTIVITES DE L'AIRE

Des accompagnements de manière « non contractualisé » ont été réalisés pour des problématiques d'accès et de maintien des droits, de santé, de scolarisation ou encore socio-professionnel.

Médiation des agents sociaux sur l'augmentation du prix de l'électricité. Gestion du budget. Accompagnement vers les aides FSE (Fond de Solidarité Energie)

---

### L'AIRE DE LARDY

---

#### CAPACITE

14 places

---

#### TAUX D'OCCUPATION

68% - 66 usagers, 31 mineurs ; 35 adultes

---

#### ACTIVITES DE L'AIRE

Des accompagnements de manière « non contractualisé » ont été réalisés pour des problématiques d'accès et de maintien des droits, de santé, de scolarisation ou encore socio-professionnel.

Des médiations ont été réalisées sur la question du tarif de l'eau. L'augmentation du prix du m<sup>3</sup> fortement impacté les ressources des usagers.

Un public anglais a été accueilli sur site, un accompagnement avec le gestionnaire a été fait pour expliquer les consommations, les factures et le rappel du règlement.



---

**L'AIRE DE SAINT FARGEAU PONTIERRY**

---

**CAPACITE**

40 places

---

**TAUX D'OCCUPATION**

100% - 65 usagers, 30 mineurs ; 35 adultes

---

**ACTIVITES DE L'AIRE**

Occupée par le même groupe familial depuis des années, les enfants sont scolarisés sur les différentes communes environnantes. Le taux de présence à l'école est assez élevé.

Le service social participe aux interventions proposées par le Rocheton, ce qui permet de créer du lien avec les usagers, mais aussi de leur montrer que nous validons leurs actions.

Des accompagnements ont été réalisés, déclarations, inscriptions aux permis de conduire, renouvellements de pièce d'identité, conseils...

Depuis peu, les femmes stationnées sur l'aire se sont orientées vers l'emploi, soit en tant qu'auto-entrepreneur ou salarié.

---

### L'AIRE DE MELUN

---

#### CAPACITE

46 places

---

#### TAUX D'OCCUPATION

93% - 171 usagers, 51 mineurs ; 120 adultes

---

#### ACTIVITES DE L'AIRE

Sur ce site, le Rocheton, effectue un accompagnement à la scolarisation.

Suite au procès et l'interdiction d'un usager sur l'aire, le service social a repris ces interventions. Des accompagnements de manière « non contractualisé » ont été réalisés pour des problématiques d'accès et de maintien des droits, de santé, de scolarisation ou encore socio-professionnel

### L'AIRE DE VAUX LE PENIL

#### CAPACITE

12 places

#### TAUX D'OCCUPATION

100% - 23 usagers, 7 mineurs ; 16 adultes

#### ACTIVITES DE L'AIRE

Le service social travaille avec le collecteur et la déchetterie, suite à l'agrandissement de la déchetterie qui entourera l'aire d'accueil :

- Des médiations et explication durant les travaux ont été réalisés avec les familles

Les gens du voyage stationnés sur l'aire d'accueil depuis deux ans sont respectueux des règles et du personnel. Les commissions de séjour sont appliquées.

Le service social présente chaque semaine l'aide aux accès à l'administration. (ANTS, CMU, MSA, pôle emploi...)

### L'AIRE D'ETAMPES

#### CAPACITE

20 places

#### TAUX D'OCCUPATION

13% - 37 usagers, 19 mineurs ; 18 adultes

#### ACTIVITES DE L'AIRE

Un groupe d'usager anglais et irlandais a été accueilli sur site. Le service social est intervenu en soutien du gestionnaire lors des entrées afin de pouvoir recueillir les documents nécessaires, mais aussi afin d'expliquer le règlement de l'aire.

Plusieurs médiations ont été réalisées pour les montants dont ils devaient s'acquitter et la nécessité de payer en avances leur emplacement et leur fluide. Des médiations sur la question de déchets ont été faites.

Des usagers interdit de stationner, contactent régulièrement le SYMGHAV et le Service Social afin de pouvoir reprendre place sur l'équipement. Cependant la commission qui se tient une à deux fois par semaine, statut en leur défaveur du fait de l'interdiction.

Le taux d'occupation s'explique par les dégradations et que les principales personnes qui souhaitent s'y installer sont interdites. Le Service Social propose l'aire lors des médiations sur les stationnements illicites pour faire augmenter le taux d'occupation.

### L'AIRE DE MALESHERBES

---

### CAPACITE

26 places

---

### TAUX D'OCCUPATION

39 % - 38 usagers, 16 mineurs ; 22 adultes

---

### ACTIVITES DE L'AIRE

Les médiations pour la gestion de leur budget restent permanentes.

Malgré la présence récurrente d'un agent social afin d'effectuer l'accompagnement individualisé pour optimiser la gestion du budget. La situation financière d'un usager s'est aggravée, les tensions sont de plus en plus difficiles à canaliser. Les différentes institutions concernées ont été averties.

Afin d'accompagner l'agent social en toute sécurité, la mise en place d'une convention avec des agents de sécurité a été réalisé.

Suivi d'un voyageur équipé d'un bracelet électronique – Lien avec le SPIP (service pénitentiaire d'insertion et de probation)

Médiation sur le « mieux vivre ensemble »

Lancement des commissions de séjour avec la ville, la communauté de communes du Pithiverais Gatinais, la PM et la gendarmerie pour respecter la durée de séjour sur l'aire de Malesherbes.



---

## L'AIRE DE PITHIVIERS

---

### CAPACITE

30 places

---

### TAUX D'OCCUPATION

46% - 132 usagers, 46 mineurs ; 86 adultes

---

### ACTIVITES DE L'AIRE

Un travail sur la propreté et sur le « savoir vivre » en collectivité a été réalisé.

En effet le groupe stationné est une famille de ferrailleurs. Le service social et le gestionnaire effectuent un travail de médiation régulièrement afin d'éviter le stockage des métaux.

L'accès vers la scolarisation est difficile sur ce site. Les familles itinérantes n'ont pas souhaité inscrire leurs enfants à l'école.

Les désagréments liés aux chantiers attenants à l'aire (bassin et terrain de dépollution) ont généré beaucoup de tension. Les voyageurs ont subi des nuisances sonores causées par les véhicules de travaux, de plus le passage récurrent des véhicules de chantier ont dégradé la voie d'accès à l'aire. La poussière et la terre liées aux chantiers ont rendu la vie sur l'aire difficile.

Le service social a effectué beaucoup de médiation et de discussion afin d'apaiser les tensions liées à ces inconvénients.

Un exercice de sécurité civile s'est tenue le 10 avril sur la commune de Pithiviers, cet exercice a simulé un accident industriel dans un des deux sites Seveso situés dans la zone industrielle.

Il visait notamment à tester l'alerte et l'information des populations situés dans le périmètre.

---

## L'AIRE DE LIMOURS

---

### CAPACITE

15 places

---

### TAUX D'OCCUPATION

52% - 110 usagers, 37 mineurs ; 73 adultes

---

### ACTIVITES DE L'AIRE

Les médiations pour la gestion du budget restent permanentes. En effet avec la hausse de l'inflation et le coût de l'électricité, le « reste à vivre » des usagers a diminué. Le paiement de la place n'est plus une dépense prioritaire.

Deux groupes ont occupé l'aire d'accueil. Un groupe installé pour le suivi médical d'un enfant a pris possession de la place, l'aire étant situé proche d'un axe, elle a permis à la famille de pouvoir stationner le temps du suivi médical de l'enfant. L'autre groupe familial s'est retrouvé pour être présent pour soutenir une personne malade.

Les problèmes de santé de certains usagers ont rendu difficile le paiement régulier des consommations de fluide, nous avons donc mis en place des actions pour éviter de créer et surtout de limiter les conflits et les dettes.

Accompagnement social des deux groupes pour l'aide budgétaire (FSE), l'accès aux soins et l'accès au droit.

---

### L'AIRE DE DOURDAN

---

#### CAPACITE

20 places

---

#### TAUX D'OCCUPATION

67% - 60 usagers, 18 mineurs ; 42 adultes

---

#### ACTIVITES DE L'AIRE

Les médiations pour la gestion du budget restent permanentes. En effet avec la hausse de l'inflation et le coût de l'électricité, le « reste à vivre » des usagers a diminué. Le paiement de la place n'est plus une dépense prioritaire.

Des accompagnements ont été faits pour l'accès aux droits et aux devoirs. Une jeune a été accompagnée pour la rédaction de son CV et de sa lettre de motivation.

Des sensibilisations sur la question des branchements sauvages et entre gestionnaire et usagers ont été faites.

---

### L'AIRE DE MORANGIS

---

#### CAPACITE

26 places

---

#### TAUX D'OCCUPATION

100% - 29 usagers, 5 mineurs ; 24 adultes

---

#### ACTIVITES DE L'AIRE

Le service social se joint à Soliha, bailleur social du terrain familial en cours de construction afin de guider les usagers du site vers une sédentarisation et une gestion d'un budget familial avec des dépenses telles que des factures d'électricité, d'eau et notamment d'un loyer.

Elaboration par l'agent social du SYMGHAV des dossiers d'admission aux logements (création compte impôt, première déclaration, création des codes d'accès aux diverses institutions...)

Les familles ont besoin d'explications sur leurs consommations mais aussi d'être entendues dans leur crainte sur le déroulement de leur séjour.

Le service social intervient régulièrement afin de rappeler aux usagers qu'il est indispensable de régler assidûment leurs dépenses de fluides. Ces familles n'ont pas eu l'habitude de gérer de telles frais.

---

### L'AIRE DE VULAINES SUR SEINE

---

#### CAPACITE

20 places

---

#### TAUX D'OCCUPATION

46.5% - 40 usagers, 1 mineur ; 39 adultes

---

#### ACTIVITES DE L'AIRE

Médiation de Service Social afin d'accompagner la gestion du budget des usagers avec une attention particulière sur leur consommation en électricité. En effet avec la hausse de l'inflation et le coût de l'électricité, le « reste à vivre » des usagers a diminué. Le paiement de l'emplacement n'est plus une dépense prioritaire, ce qui demande d'être vigilant.

Ces faits ont eu pour conséquence une désertification de l'aire de janvier à mars. De mi-avril à mi-septembre, on note un taux d'occupation avoisinant les 90 %, puis un départ du site. Les usagers expliquent que les dépenses pour stationner en hiver impactent leur budget.

Les demandes d'accompagnement social sont principalement liées aux problématiques de maintien des droits ou pour des questions d'ordre de Santé. Certains usagers sont revenus stationner pour poursuivre l'accompagnement (11 usagers ont repris place sur l'aire.).

L'agent social est intervenu à plusieurs reprises sur des sites occupés illicitement par les voyageurs, à la demande. L'objectif diminué les stationnements illégaux et de fait augmenter le taux d'occupation de l'aire.



## BILAN SOCIO-EDUCATIF

## CONTEXTUALISATION

En parallèle à la gestion locative et technique d'aires d'accueil, il est apparu essentiel aux élus de proposer un volet d'accompagnement socio-éducatif aux familles qui ont fait le choix de stationner sur les aires d'accueil gérées par le SYMGHAV.

C'est d'ailleurs une prérogative de la « Loi Besson » de juillet 2000 qui stipule dans son article I que : « le schéma départemental d'accueil des gens du voyage définit la nature des actions à caractère social destinées aux gens du voyage qui les fréquentent ».

En octobre 2012, la volonté des élus fût de mettre en place un service socio-éducatif propre au SYMGHAV en recrutant des agents formés et qualifiés dans le domaine du travail social. Aller à la rencontre des familles, apprendre à connaître ce public, créer des liens de confiance avec ce dernier, tisser un réseau de partenaires qu'ils soient institutionnels, associatifs, ou collègues travailleurs sociaux furent les premiers pas du Service Social pour la mise en place de l'accompagnement des usagers.

Le Service social du SYMGHAV était né.

## UNE EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE :

Le Service Social est volontairement composé d'agents ayant un parcours et des formations différentes. Cette approche permet d'apporter des points de vue différents sur les situations des usagers tout en permettant une approche et un accompagnement global.

A ce jour, le Service Social du SYMGHAV est composé de deux agents :

- Un agent social : Titulaire des diplômes d'auxiliaire de puéricultrice et TISF (technicien d'Intervention Social et Familiale) ;
- Un agent social : Diplômée d'une licence de psychologie, d'une licence Management de l'Aide à la Personne d'un diplôme de médiation et titulaire des certificats de Mandataire judiciaire (DPF et MJPM), titulaire du diplôme d'Etat d'assistant de service social (DEASS)

Un mode de fonctionnement temps bureau et temps sur sites. Les agents du Service partagent leur temps en trois.

- Un premier temps est consacré à la rencontre et à l'accompagnement des usagers sur leur lieu de vie ;
- Un second temps pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA ;
- Un troisième temps dit « de bureau » permettant les réunions d'analyses des pratiques, d'échanger avec les partenaires, de tisser du réseau et de faire le bilan des accompagnements.

Les agents ont des jours de passages fixes sur les aires. Les usagers savent donc à quel moment rencontrer un agent du service Socio-éducatif. Il est également possible de prendre RDV. Enfin, si un gestionnaire décèle un élément nécessitant l'intervention du service socio-éducatif ce dernier est mis au courant et une rencontre avec la famille ou l'utilisateur est alors prévue.

---

### LES OUTILS DU SERVICE :

Plusieurs outils sont utilisés par le service Socio-éducatif.

- Le Projet Socio-éducatif ;
- Le Règlement Intérieur des aires d'accueil : Il régit les modalités de stationnement sur les sites en stipulant les Droits et les Devoirs des usagers ;
- Le livret de l'utilisateur : il est un outil d'accompagnement ;
- Un Bilan annuel : il permet de dresser un bilan des actions menées durant l'année par le service auprès des voyageurs et des partenaires en faisant ressortir les actions qui ont abouties, mais également les éléments susceptibles d'être encore améliorés ;
- L'équipe elle-même, les compétences complémentaires et sa connaissance du public du terrain et des dispositifs.

---

### LA PROPOSITION D'UN ACCOMPAGNEMENT VOLONTAIRE SANS CONTRAINTE DE CONTRACTUALISATION

Les jours suivant l'arrivée d'une famille sur une aire d'accueil un agent du service se rend sur place afin de les rencontrer. Cette rencontre permet de créer un premier lien.

Là, l'agent social en fonction des problématiques de la famille propose un accompagnement personnalisé. L'accompagnement se fait en fonction des besoins de l'utilisateur. Ce soutien peut être pour la scolarisation, la gestion budgétaire, l'accès ou maintien des droits, accompagnement parcours santé. Un grand nombre des voyageurs confondent les Institutions.

Le fait de rentrer dans un processus d'accompagnement avec le service social est une démarche volontaire pour la famille, il n'y a pas de contractualisation.

## LES POINTS D'ACTION

### RESTER VIGILANT SUR LES QUESTIONS DE SCOLARISATION EN MILIEU ORDINAIRE

Comme nous le savons tous, la scolarisation est un levier d'insertion important, si ce n'est le plus important.

La scolarisation, lorsqu'elle s'effectue en milieu ordinaire, et non à distance, permet aux enfants du voyage, et ce dès les classes maternelles, de se familiariser avec le milieu scolaire et d'être en contact avec d'autres enfants, qui ne sont pas forcément voyageurs. Cela leur permet de sortir d'un fonctionnement clanique et d'adopter les codes et les principes de fonctionnement de la vie en collectivité. C'est également un levier important dans la réduction des inégalités sociales.

C'est donc pour ces raisons que le service socio-éducatif a souhaité mettre en place des procédures pour toucher le maximum d'enfants avec l'objectif avoué de 0 enfant non scolarisé sur nos aires.

Dans le Loiret nous travaillons avec l'association « Enfant du voyage 45 » en charge des questions de scolarisation sur le département. Un contact privilégié avec un agent de cette association a été mis en place et sa réactivité est exemplaire.

En Seine et Marne, la mission a été confiée par la CAMVS à l'association « le Rocheton ». Cependant lorsque le Rocheton n'est pas présent sur site, nous faisons en sorte de travailler ensemble afin de scolariser au plus vite l'enfant.

Nous avons participé à la 17<sup>ème</sup> journée nationale de l'accueil des gens du voyage, sur les pistes pour la mise en place d'un mode de consommation plus sobre qui favorise les économies ainsi que l'amélioration de l'accompagnement médico-social des personnes en situation de vulnérabilité, ce qui nous a permis de voir ce qui pouvait être fait sur le territoire et d'échanger nos savoirs faire avec d'autres professionnels.

Sur toutes nos aires nous avons accompagné les familles avec enfants en âge d'être scolarisés vers l'Ecole (inscription, accompagnement...) pour les enfants inscrits au CNED nous avons proposé un soutien scolaire.

---

#### DELEGATION D'ACCOMPAGNEMENT DES BENEFICIAIRES DU RSA

La délégation d'accompagnement des BRSA se poursuit jusqu'à 2024, avec un accompagnement de 100 usagers.

---

#### ACCES AU LOGEMENT

On observe une tendance à la sédentarisation des gens du voyage. Afin de répondre à ce désir de stabilité, le service social oriente les voyageurs vers de nouvelles solutions telles que les terrains familiaux locatifs et l'habitat adapté ou vers l'habitat dite plus « classique ».

---

#### PARTENAIRES ET CONVENTIONS

Les objectifs 2024 sur la mise en place de réunion avec les préfectures pour la révision des schémas départemental des gens du voyages et avec les communautés de commune /agglo pour les commissions de séjours.

Création d'un livret d'accueil unique en lien avec la Préfecture de l'Essonne

### LES OBJECTIFS POUR 2025

- Poursuite des accompagnements de manière « non contractualisée » pour les usagers stationnés sur nos sites.
- Poursuite de la convention d'accompagnement pour les Bénéficiaires du RSA avec le Conseil Départemental de l'Essonne (91)
- Continuer à accompagner les familles sur les questions de scolarisation des enfants et aide à l'inscription au CNED uniquement lorsqu'il est impossible de scolariser les enfants en milieu ordinaire.
- Formation aux « Eco gestes » au vu de la hausse des tarifs et afin de limiter la paupérisation de notre public.
- Mise en place de journée de sensibilisation sur le thème des « gens du voyage » pour les publics des Mairie, CCAS, MDS, MDE...
- Participation au « CoTech » sur le secteur Centre Essonne, sur le thème de la scolarisation pour les jeunes voyageurs.
- Participation à la révision du Schéma départemental du 91 et du 45 via un groupe de travail avec tous les gestionnaires du 91.
- Accueil de stagiaires en formation sur la filière sociale.
- Mise en place des commissions de réservation pour les aires.



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.23.133**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Kadir MEBAREK, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Jacky SEIGNANT, Alain TRUCHON, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 46

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marilyn RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Julien AGUIN, Patrick ANNE, Nathalie BEAULNES-SERENI, Noël BOURSIN, Véronique CHAGNAT, Régis DAGRON, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Nadia DIOP, Ségolène DURAND, Hamza ELHIYANI, Fabien FOSSE, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Sylvain JONNET, Khaled LAOUITI, Françoise LEFEBVRE, Mourad SALAH, Thierry SEGURA, Brigitte TIXIER, Eric TORTILLON, Franck VERNIN, Louis VOGEL, Lionel WALKER.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE MELUN - CONVENTION DE  
MANDAT PUBLIC ENTRE LA SPL MELUN VAL DE SEINE AMENAGEMENT  
ET LA CAMVS**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code de l'urbanisme et, notamment, son article L 300-3 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** les statuts en vigueur de la Société Publique Locale Melun Val de Seine Aménagement ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2022.6.17.116 du 26 septembre 2022 approuvant le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 ;

**VU** le décret n° 2019-1478 du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs destinés aux gens du voyage ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2020/DDT/SRHU/24 portant approbation du Schéma Départemental révisé d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage de Seine-et-Marne pour la période 2020-2026,

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Cohésion du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** que dans la nuit du 28 au 29 juillet 2025, l'aire d'accueil des gens du voyage située route de Brie à Melun a fait l'objet de dégradations volontaires, le local d'accueil ayant été incendié et les éviers extérieurs de l'ensemble des blocs sanitaires, cassés ;

**CONSIDERANT** que cet équipement de 46 places est indispensable pour organiser l'accueil des gens du voyage ;

**CONSIDERANT** que cet équipement contribue à répondre aux obligations de la CAMVS en matière de places d'aires d'accueil au titre du Schéma Départemental révisé d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage de Seine-et-Marne pour la période 2020-2026 ;

**CONSIDERANT** qu'avant de pouvoir envisager le lancement des travaux de remise en état de cet équipement des études de faisabilité et des diagnostics de structure et d'électricité notamment sont indispensables ;

**CONSIDERANT** que la CAMVS peut déléguer à la SPL MVSA le soin de faire réaliser ces études en son nom et pour son compte dans le cadre d'une convention de mandat public ;

*Après en avoir délibéré,*

**APPROUVE** la convention de mandat d'études à passer avec la Société Publique Locale Melun Val de Seine Aménagement, représentée par sa Directrice Générale, ayant pour objet la réalisation des études préalables à la réhabilitation de l'aire d'accueil des gens de voyage de Melun à la suite d'un incendie et des dégradations volontaires ;

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à signer la convention de mandat précitée (projet ci annexé) et toutes pièces s'y rattachant.

*Les administrateurs représentant la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine au conseil d'administration de la Société Publique Locale Melun Val de Seine Aménagement ne prennent pas part au vote et quittent la salle du conseil :*

*Mme Fatima ABERKANE-JOUDANI ; M. Julien AGUIN ; Mme Véronique CHAGNAT ; M. Régis DAGRON ; M. Bernard DE SAINT-MICHEL ; M. Olivier DELMER ; M. Willy DELPORTE ; M. Guillaume DEZERT ; M. Sylvain JONNET ; M. Khaled LAOUITI ; Mme Françoise LEFEBVRE ; M. Thierry SEGURA ; Mme Brigitte TIXIER, M. Franck VERNIN ; M. Lionel WALKER.*

Adoptée à l'unanimité, avec 46 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60762-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

CONTRAT DE MANDAT POUR  
LA REALISATION D'ETUDES  
PREALABLES  
-  
REHABILITATION DE L'AIRE  
D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE INCENDIEE, A MELUN

## MANDAT D'ETUDES PRÉALABLES

**Objet du contrat :** Mandat d'études préalables pour réhabilitation de l'aire d'accueil des gens du voyage incendiée, à Melun.

**Maître d'ouvrage :** Communauté d'Agglomération melun Val de Seine

**Adresse :** 297 rue Rousseau Vaudran, 77190 Dammarie-les-Lys

Comptable assignataire : .....

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés au comptable assignataire désigné ci-dessus dans les conditions fixées, selon la nature de la cession, par le code civil ou par l'article R.313-15 du code monétaire et financier

Transmis en préfecture le : .....

Date de notification le : .....

Cette notification vaut ordre de commencer les prestations.



## SOMMAIRE

---

|              |                                                                                                                                      |    |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| ARTICLE 1 -  | OBJET DU MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE .....                                                                                  | 5  |
| ARTICLE 2 -  | ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU CONTRAT - DELAIS D'EXÉCUTION DES<br>ÉTUDES.....                                                         | 6  |
| ARTICLE 3 -  | DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE .....                                                              | 7  |
| ARTICLE 4 -  | CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE – CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ<br>.....                                            | 7  |
| ARTICLE 5 -  | PASSATION DES MARCHES.....                                                                                                           | 8  |
| ARTICLE 6 -  | SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES .....                                                                                             | 10 |
| ARTICLE 7 -  | REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITES DE PAIEMENT, AVANCES .....                                                                     | 10 |
| ARTICLE 8 -  | MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR<br>LE COMPTE DE LA COLLECTIVITÉ PAR LE MANDATAIRE..... | 13 |
| ARTICLE 9 -  | CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE .....                                                                       | 13 |
| ARTICLE 10 - | RESILIATION.....                                                                                                                     | 14 |
| ARTICLE 11 - | PENALITES .....                                                                                                                      | 15 |
| ARTICLE 12 - | LITIGES.....                                                                                                                         | 15 |
| ARTICLE 13 - | PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT .....                                                                                         | 16 |
| ARTICLE 14 - | CLAUSES DE REEXAMEN.....                                                                                                             | 16 |
| ANNEXES      | .....                                                                                                                                | 18 |

## ENTRE

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, représentée par **Franck VERNIN**, son Président en exercice, en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire n°..... en date du ..... et désignée dans ce qui suit par les mots "la Collectivité" ou "le Mandant",

D'UNE PART

ET

La Société Melun Val de Seine Aménagement, Société Publique Locale au capital de 663 500€ dont le siège social est situé en l'Hôtel d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran, 77190 Dammarie-lès-Lys, immatriculée sous le numéro 792 751 182 au registre du Commerce et des Sociétés de Melun, représentée par sa Directrice Générale, Sophie DRUGEON, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 28 avril 2022.

et désignée dans ce qui suit par les mots "**la SPL**" ou "**le Mandataire**",

- Compagnie : AXA IARD France
- N° Police : 10422744004
- RCS : 722 057 460 Nanterre
- Numéro SIRET : 792 751 182 00017

D'AUTRE PART

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## **PREAMBULE :**

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine souhaite engager un projet de réhabilitation de l'aire d'accueil des gens du voyage, située à Melun, route de Brie. Cet équipement public, essentiel à l'accueil et à l'accompagnement des gens du voyage, a été gravement endommagé suite à un incendie et à des dégradations volontaires.

Les besoins exprimés par la collectivité portent sur la remise en état du bâtiment d'accueil incendié, la réhabilitation de ses intérieurs, la remise en état des espaces ayant fait l'objet de dégradations volontaires, ainsi qu'une réflexion sur l'amélioration des conditions d'usage et de sécurité du site. Ces travaux visent à redonner toute sa fonctionnalité à l'équipement, à renforcer sa pérennité et à garantir un cadre d'accueil conforme aux attentes sociales et réglementaires.

Des données préexistantes, notamment le rapport d'intervention des services de police et les constats effectués sur site, sont d'ores et déjà disponibles. Elles devront être complétées par des investigations complémentaires (diagnostics techniques, relevés, études sanitaires et techniques) afin de disposer d'une vision exhaustive de l'état de l'équipement.

Afin d'évaluer la faisabilité technique, administrative et financière de l'opération, la Communauté d'Agglomération souhaite confier à la SPL Melun Val de Seine Aménagement un **mandat d'études préalables**. Cette mission aura pour objectif d'éclairer les conditions de réalisation du projet (budget, calendrier, contraintes techniques et réglementaires) et de permettre à la collectivité de statuer en connaissance de cause sur les modalités de la réhabilitation.

## **Article 1 OBJET DU MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE**

### **1.1. Objet du mandat**

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) est propriétaire d'une aire d'accueil des gens du voyage de 46 places située route de Brie à Melun (cf. annexe 1 plan de situation de l'aire et périmètre d'études). La gestion de cette aire est confiée au SYMGHAV, syndicat mixte pour la gestion de l'habitat voyageur.

Dans la nuit du 28 au 29 juillet 2025, l'aire a malheureusement fait l'objet de dégradations volontaires : le local d'accueil a été intégralement incendié, l'armoire électrique alimentant les emplacements ainsi que certains équipements ont été détruits, et les éviers extérieurs de l'ensemble des blocs sanitaires ont été cassés. (cf. annexe 2 – Photographies des lieux)

Afin de remettre en état cette aire d'accueil dans les meilleurs délais la CAMVS souhaite confier à la SPL Melun Val de Seine Aménagement un **mandat d'études préalables** visant à définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de cette réhabilitation.

Ces études devront permettre à l'organe délibérant de la Collectivité d'arrêter le programme de travaux et de fixer l'enveloppe prévisionnelle pour la réalisation de l'opération.

Le contrat a pour objet, en application des dispositions des articles L.300-3 du code de l'urbanisme et 1984 et suivants du code civil, de confier au mandataire la représentation de la Collectivité pour l'accomplissement en son nom et pour son compte de tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions définies ci-dessous, en vue de faire réaliser des études préalables telles que définies ci-après.

La Collectivité désigne M. Franck VERNIN, le Président, comme étant la personne compétente pour la représenter pour l'exécution du contrat de mandat, sous réserve du respect des dispositions du Code général des Collectivités territoriales

## 1.2. Attributions confiées au Mandataire

Le Mandataire exercera les attributions suivantes telles que précisées dans le présent mandat :

- Fixation des conditions du bon déroulement des études ;
- Préparation du choix des prestataires, signature des marchés d'études au nom et pour le compte de la Collectivité après approbation du choix des prestataires par celui-ci, gestion et paiement des marchés. Les dispositions du code de la commande publique, applicables à la Collectivité sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation et l'exécution des marchés d'études ;
- Plus généralement, assurer une mission de coordination de l'ensemble des études ponctuelles confiées à des tiers, et d'information permanente de la Collectivité sur l'état d'avancement des études ;
- Suivre au nom et pour le compte de la Collectivité l'information du public et des usagers ;
- Proposition d'un mandat de réalisation à l'issue des études préalables ;
- Cadrage de la consultation de maîtrise d'œuvre.

En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la Collectivité mandante. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées.

## 1.3. Définition du contenu des études confiées

La Collectivité confie au Mandataire le soin de faire réaliser les études préalables suivantes :

- Etudes de faisabilité :
  - **Rénovation et réaménagement du bâtiment incendié ;**
  - **Estimation financière et calendrier du projet de réhabilitation ;**
  - **Vérification de la conformité réglementaire.**
- Les diagnostics techniques et sanitaires : structure, électricité.
- Les études complémentaires (relevé de géomètre, relevé topographique... etc.)

## Article 2 ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU CONTRAT - DELAIS D'EXÉCUTION DES ÉTUDES

La Collectivité notifiera au Mandataire le contrat de mandat d'études signé.

Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

Lorsque le marché est soumis au contrôle de légalité, la collectivité informe le mandataire de la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat.

Sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 10, le mandat expirera à l'achèvement de la mission du Mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 9 ci-dessous.

Le Mandataire s'engage à faire toute diligence pour faire réaliser par des tiers et pour présenter à la Collectivité les études confiées dans un délai de **3 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent mandat.**

Un mandat de réalisation devra être établi à l'issue de la validation de l'enveloppe budgétaire de l'opération par la Collectivité.

## **Article 3 DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE**

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour la réalisation des études est évalué à **27 000 HT** (valeur septembre 2025 - cf. annexe 3 "Enveloppe financière prévisionnelle" ci-jointe) ;

Ces dépenses comprennent notamment :

- o le coût des études ;
- o les charges financières que le Mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses. Celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 8 ci-après ;
- o et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, et à la réalisation des études.

## **Article 4 CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE – CONTRÔLE DE LA COLLECTIVITÉ**

### **4.1. Obligations de la Collectivité**

La Collectivité s'engage à fournir au Mandataire, dès la notification du mandat, toutes les études en sa possession qui pourraient lui être nécessaires pour l'exécution de sa mission.

Elle s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des services publics, des administrations et des particuliers, afin de faciliter au Mandataire l'accomplissement de sa mission.

### **4.2. Responsabilités du Mandataire**

Le Mandataire représentera la Collectivité à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions confiées.

Dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission de Mandataire, le Mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de Mandataire de la Collectivité et de ce qu'il n'est pas compétent pour le représenter en justice, tant en demande qu'en défense, y compris pour les actions contractuelles.

Le Mandataire veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais et de l'enveloppe financière fixés. Il signalera à la Collectivité les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Il ne saurait prendre, sans l'accord de la Collectivité, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme d'études et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer la Collectivité des conséquences financières de toute décision de modification éventuelle du programme que celui-ci prendrait. Toute modification éventuelle du programme d'études ou de l'enveloppe financière prévisionnelle devra faire l'objet d'un avenant au présent mandat préalablement à la passation des marchés d'études.

Par ailleurs, s'il apparaît que les prix des offres des candidats aux marchés d'études retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le Mandataire devra en avvertir la Collectivité. L'accord de la Collectivité pour la signature du marché ne pourra alors être donné qu'après augmentation corrélative de l'enveloppe.

Le Mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil. De ce fait, il n'est tenu envers la Collectivité que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat.

### **4.3. Assurances**

Le Mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

### **4.4. Contrôles technique et financier de la Collectivité**

La Collectivité sera tenue régulièrement informée par le Mandataire de l'avancement de sa mission.



Ses représentants pourront suivre les études et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'au Mandataire et non directement aux prestataires.

- A cette fin, le Mandataire s'engage à avertir en temps utile le représentant de la Collectivité et les chefs de ses services de toutes réunions qu'il organisera à ce sujet pour leur permettre d'y participer ou de s'y faire représenter.
- La Collectivité aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles pour s'assurer que les clauses du présent contrat sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.
- Le Mandataire s'engage à participer à toutes réunions demandées par la Collectivité ayant pour objet l'examen de problèmes concernant l'opération envisagée, l'information de l'assemblée délibérante, des administrations et du public.

Le Mandataire accompagnera toute demande de règlement des pièces justificatives correspondants aux dépenses engagées d'ordre et pour compte de la Collectivité telles que définies à la rubrique n°4194 « Paiement d'opérations réalisées sous mandat » de l'annexe I à l'article D 1617-19 du code général des collectivités territoriales.

En outre, pour permettre à la Collectivité d'exercer son droit à contrôle comptable, le Mandataire doit :

- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte de la Collectivité dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- adresser tous les trimestres à la Collectivité un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
  - o un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses et d'autre part, l'estimation des dépenses restant à réaliser ;
  - o un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses ;
- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions;
- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses à l'achèvement des études.

## **Article 5 PASSATION DES MARCHES**

Les dispositions du code de la commande publique, applicables à la Collectivité, sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés conclus au nom et pour le compte de la Collectivité dans les conditions particulières définies ci-dessous.

Pour la mise en œuvre des modalités de transmission électronique des candidatures et des offres en application des dispositions des textes précités, le Mandataire aura recours à la plate-forme achatpublic.com.

### **5.1 Mode de passation des marchés**

Le Mandataire utilisera les procédures de mise en concurrence prévues par le code de la commande publique.

Il remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et les seuils prévus par ces textes et en tenant compte des dispositions suivantes ainsi que de la liste des tâches ci-annexée.

#### **En cas d'appel d'offres :**

Le Mandataire utilisera librement les procédures d'appel d'offres ouvert ou restreint. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera aux séances de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire dans les conditions de l'article 5.3 conclura le contrat.

#### **En cas de procédure adaptée :**

Le Mandataire appliquera les règles internes de publicité et de mise en concurrence fixées par la Collectivité. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

#### **En cas de procédure avec négociation :**

Le Mandataire, après avoir satisfait, s'il y a lieu, aux obligations de publicité, assistera la Collectivité dans l'établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre.

Après fixation de cette liste par la Collectivité, le Mandataire adressera la lettre d'invitation à soumissionner aux candidats et, sur la base des offres initiales reçues, engagera les négociations avec chaque candidat.

Au terme de ces négociations, le Mandataire établira un rapport de négociation qui proposera un classement des offres. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation. Après attribution par la commission et accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat avec l'attributaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-17 du code de la commande publique, le mandataire pourra également indiquer dans l'avis de marché que le marché sera attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Le mandataire n'informerait cependant les candidats de la non mise en œuvre de la négociation qu'après décision en ce sens du représentant de la Collectivité.

#### **En cas de marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable :**

Le Mandataire engagera les négociations avec le candidat.

Au terme de ces négociations, le Mandataire proposera un projet de marché sur la base d'un rapport de négociation qu'il présentera à la collectivité.

Après accord de l'organe compétent de la Collectivité sur l'attribution et la signature du marché par le Mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

### **5.2 Rôle du Mandataire**

Plus généralement, le Mandataire ouvrira les enveloppes comprenant les documents relatifs aux candidatures et à l'offre, en enregistrera le contenu et préparera les renseignements relatifs aux candidatures pour l'analyse de celles-ci par la Collectivité et le cas échéant le jury.

- S'il le juge utile, le Mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou de compléter les pièces manquantes à leur dossier de candidature.
- Lors de l'analyse des offres, il prêtera son assistance au dépouillement de celles-ci et au travail préparatoire d'analyse en vue du jury ou de la commission d'appel d'offres.
- Il proposera, le cas échéant, la composition du jury ou de la commission technique.
- Il procédera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera en tant que de besoin les avis d'attribution.

### **5.3 Signature du marché**

Le Mandataire procédera à la mise au point des marchés, à leur établissement et à leur signature, après accord de la Collectivité, et dans le respect des dispositions du code de la commande publique.

Les contrats devront indiquer que le Mandataire agit au nom et pour le compte de la Collectivité.

### **5.4 Transmission et notification**

Le Mandataire établira, s'il y a lieu, le dossier à transmettre au contrôle de légalité, en application de l'article R2131-1 du CGCT relatif au contrôle de légalité et de l'article R.2184-1 du code de la commande publique.

Après transmission, lorsqu'il y a lieu en application de l'article L 2131-1 du CGCT, du dossier au contrôle de légalité (marchés et rapport de présentation) par le représentant du Mandant, le Mandataire sera informé par celui-ci de cette transmission.

Il notifiera ensuite ledit marché au cocontractant et en adressera copie au Mandant.

## **Article 6 SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES**

### **6.1 Gestion des marchés**

Le Mandataire assurera la gestion des marchés au nom et pour le compte de la Collectivité dans les conditions prévues par le code de la commande publique, de manière à garantir les intérêts de la Collectivité.

A cette fin, notamment :

- Il proposera les ordres de service ayant des conséquences financières,
- Il vérifiera les demandes de paiement présentées par les prestataires,
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement,
- Si le mandataire est chargé des paiements, il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées,
- Il étudiera les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats et présentera à la Collectivité la solution qu'il préconise en vue d'obtenir son accord préalable à la signature d'un protocole,
- Il proposera les avenants nécessaires à la bonne exécution des marchés et les signera après accord de la Collectivité,
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu.

Le Mandataire doit veiller à ne prendre aucune décision pouvant conduire à un dépassement de l'enveloppe financière ou au non-respect du programme des études, notamment lors du traitement des réclamations.

### **6.2 Suivi des études**

Le Mandataire représentera si nécessaire la Collectivité dans toutes les réunions et visites relatives au suivi des études.

Il veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais, de la qualité des prestations et signalera à la Collectivité les anomalies qui pourraient survenir.

Il s'efforcera d'obtenir des prestataires des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera la Collectivité et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

## **Article 7 REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITES DE PAIEMENT, AVANCES**

### **7.1 Montant de la rémunération du Mandataire**

Le montant de la rémunération forfaitaire telle qu'elle résulte de la décomposition du prix forfaitaire est de :

Montant HT : 11 550 €

TVA au taux de 20 % : Montant 2 310 €

Montant TTC : 13 860 €

Montant TTC (en lettres) : treize mille huit cent soixante euros

## 7.2 Forme du prix

À compter de la notification du présent avenant, la rémunération de la SPL Melun Val de Seine Aménagement devient **révisable annuellement**.

Elle sera actualisée sur la base de l'**indice SYNTEC** publié par la Fédération SYNTEC, selon la formule suivante :

$$\text{Prix N} = \text{Prix N-1} \times (\text{Indice SYNTEC N-2} / \text{Indice SYNTEC N-1})$$

Où :

- **Prix N** est le montant révisé applicable à compter de l'année N,
- **Prix N-1** est le montant en vigueur l'année précédente,
- **Indice SYNTEC N-1** est la valeur de l'indice publiée au mois de janvier de l'année N-2,
- **Indice SYNTEC N-2** est la valeur de l'indice publiée au mois de janvier de l'année N-1.

Il est expressément précisé que :

- En cas d'évolution négative de l'indice (coefficient < 1), **la rémunération ne pourra être révisée à la baisse**. Le montant de l'année précédente est alors reconduit.
- Cette révision s'appliquera de plein droit chaque année, **sans nécessiter un avenant spécifique**, à compter de l'année civile suivant la notification du présent avenant.

Cette évolution s'inscrit dans le cadre de l'actualisation de la **grille tarifaire de la SPL Melun Val de Seine Aménagement**, approuvée en Conseil d'Administration du 13 mars 2025 et entrée en vigueur à compter de 2025.

## 7.3 Avance

Le contrat ne fait pas l'objet d'une avance.

## 7.4 Règlement de la rémunération

### 7.4.1 Modalités de règlement

La modalité de règlement retenue est la suivante : **règlement trimestriel**. Les échéances sont précisées dans le tableau ci-dessous :

|                                       |                    |                   |                    |
|---------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| <b>TOTAL REMUNERATION SANS OPTION</b> | <b>11 550,00 €</b> | <b>2 310,00 €</b> | <b>13 860,00 €</b> |
|---------------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|

| <b>Échéance</b>   | <b>€ HT</b>       | <b>€ TVA</b>      | <b>€ TTC</b>      |
|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Au Trimestre 4    | 5 775,00 €        | 1 155,00 €        | 6 930,00 €        |
| <b>Total 2025</b> | <b>5 775,00 €</b> | <b>1 155,00 €</b> | <b>6 930,00 €</b> |
| Au Trimestre 1    | 5 775,00 €        | 1 155,00 €        | 6 930,00 €        |
| <b>Total 2026</b> | <b>5 775,00 €</b> | <b>1 155,00 €</b> | <b>6 930,00 €</b> |

A l'expiration de la mission du Mandataire telle que définie à l'article 9 ci-dessous, il sera établi un décompte général récapitulant le montant total des honoraires perçus par le Mandataire au titre de l'exécution du contrat et fixant le solde restant dû le cas échéant.

### 7.4.2 Délais de règlement et intérêts moratoires

**Le délai maximum de paiement de la rémunération** du Mandataire est de : 30 jours, à compter de la réception de la facture (demande d'acompte).

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

Le défaut de paiement de la rémunération dans le délai fixé par le contrat donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

#### **7.4.3 Mode de règlement**

La Collectivité se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par virement établi à l'ordre du Mandataire.

#### **7.5 Présentation des factures au format dématérialisé**

Toutes les entreprises sont concernées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 mais uniquement dans le cadre de leurs contrats conclus avec l'Etat, ses établissements publics à caractère autre qu'industriel et commercial, les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon



le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;

- un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

## **Article 8 MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DE LA COLLECTIVITÉ PAR LE MANDATAIRE**

La Collectivité supportera seule la charge des dépenses engagées par le Mandataire, telles que déterminées à l'article 3 ci-dessus.

La Collectivité avancera au Mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer.

### **8.1 Avances par la collectivité**

La collectivité s'oblige à mettre à la disposition du Mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

Compte-tenu de la durée de la mission et des du délais de mise à disposition des fonds sollicité par le mandataire, **la collectivité versera, dans le mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, 100% du montant TTC de l'enveloppe prévisionnelle.**

En cas d'insuffisance de cette avance, le Mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités et un avenant à la présente convention faisant état d'une évolution de l'enveloppe budgétaire devra être régularisé. Les conditions de versement des appels de fonds y seront intégrées.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir des fonds versés par la collectivité figureront au compte de l'opération

### **8.2 Remboursement par la Collectivité**

En aucun cas la Collectivité ne pourra demander au Mandataire d'assurer le préfinancement de tout ou partie des dépenses concourant à la réalisation des ouvrages.

### **8.3 Conséquences des retards de paiement**

En aucun cas le Mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des prestataires du fait notamment du retard de la Collectivité à verser les avances nécessaires aux règlements ou des délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du Mandataire.

## **Article 9 CONSTATATION DE L'ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE**

### **9.1 Sur le plan technique**

Le Mandataire assurera sa mission jusqu'à l'approbation par la Collectivité des études confiées au Mandataire. Après remise du rapport final du Mandataire sur la réalisation des études et remise de

l'ensemble des études réalisées par les prestataires, la Collectivité notifiera son approbation de la mission du Mandataire dans un délai de 2 semaines à compter de la réception de ces documents. A défaut de réponse dans ce délai, l'approbation de la Collectivité est réputée acquise.

## **9.2 Sur le plan financier**

### **9.2.1 Etat récapitulatif des dépenses de l'opération**

L'acceptation par la Collectivité de l'état récapitulatif des dépenses vaut constatation de l'achèvement de la mission du Mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

Le Mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception à la Collectivité, l'état récapitulatif des dépenses au plus tard dans le délai de trois mois à compter du dernier décompte général et définitif des prestataires.

La Collectivité notifiera son acceptation de cet état dans les trois mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

### **9.2.2 Décompte général des honoraires du Mandataire**

Dès notification de l'acceptation de l'état récapitulatif des dépenses de l'opération par la Collectivité le Mandataire présentera le projet de décompte final de ses honoraires à la Collectivité.

Celui-ci disposera d'un délai de 45 jours pour notifier au Mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

A défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

## **Article 10 RESILIATION**

### **10.1 Résiliation sans faute**

La Collectivité pourra résilier sans préavis le présent mandat, notamment après la consultation des prestataires d'études.

Elle pourra également le résilier pendant la réalisation des études, moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Dans tous les cas, la Collectivité devra régler immédiatement au Mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Il devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le Mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée desdits contrats.

En outre, le Mandataire aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 10 % de la rémunération dont il se trouve privé du fait de la résiliation anticipée du contrat, le cas échéant majorée dans le cas où le Mandataire justifie d'un préjudice supérieur.

### **10.2 Résiliation pour faute**

En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, la convention pourra être résiliée, sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 11.

En cas de carence ou de faute caractérisée de la Collectivité, le Mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

### 10.3 Autres cas de résiliation

**10.3.1** En cas de non-respect, par le mandataire, des obligations visées à l'article 13 ci-dessous relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le contrat peut être résilié aux torts du mandataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

**10.3.2** En cas d'inexactitude des renseignements fournis par le mandataire mentionnés aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 à 5 du code du travail, à la signature du contrat, ou lors de son exécution, celui-ci sera résilié sans mise en demeure aux frais et risques du mandataire.

## Article 11 PÉNALITÉS

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute visés à l'article précédent, le Mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées à l'article 4.2 ci dessus.

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations, la Collectivité se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération hors TVA, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs du Mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité de la Collectivité envers le Mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

- En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 4.4 par rapport aux délais fixés à ce même article : 50 € par jour de retard ;
- En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 8 par rapport aux délais fixés à ce même article : 50 € par jour de retard ;
- En cas de retard dans la remise de l'état récapitulatif des dépenses de l'opération prévu à l'article 9.2.1 : 50 € par jour de retard ;
- En cas de retard de paiement, par la faute du Mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte de la Collectivité, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du Mandataire à titre de pénalités.

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution des prestations (prolongation des délais, non application des pénalités de retard). Il ne donne droit à aucune indemnisation.

## Article 12 LITIGES

Tout litige portant sur l'exécution du présent mandat d'études sera de la compétence du Tribunal Administratif de Melun :

43 rue du Général de Gaulle

BP 8630 77008 MELUN CEDEX.

#### **Article 13      PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT**

A la signature du contrat, le Mandataire a produit les pièces mentionnées aux articles D.8222- 5 ou D.8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail.

Le Mandataire s'engage également à produire les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du Code du travail tous les 6 mois pendant l'exécution du contrat.

#### **Article 14      CLAUSES DE REEXAMEN**

Le présent article s'applique en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par la Collectivité au Mandataire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché. Ces modifications peuvent intervenir du fait de plusieurs sorte d'aléas :

- a) Modification dans la consistance du projet résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage son incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux et sur le forfait de rémunération sera chiffrée et un nouvel engagement sera alors fixé par avenant.
- b) Modification dans la consistance du projet qui s'impose au maître d'ouvrage (par suite d'un changement de réglementation postérieurement à la notification du marché. Se reporter au cas précédent.

Le Mandataire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16<sup>e</sup> du montant du marché, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

En ce cas, le maître d'ouvrage prendra en charge à hauteur de 90% les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

Fait à ....., le.....

en double exemplaire

Mention manuscrite « *lu et approuvé* »

Signature du mandataire :

A ....., le .....

Pour la Collectivité .....

**Annexes :**

- Annexe 1 : Plan du périmètre d'étude
- Annexe 2 : Photographies des lieux
- Annexe 3 : Enveloppe financière prévisionnelle.
- Annexe 4 : Planning prévisionnel



## ANNEXE 1

### Plan et périmètre d'études



Figure 1 : Localisation de l'Aire d'Accueil des GDV, Route de Brie, Melun

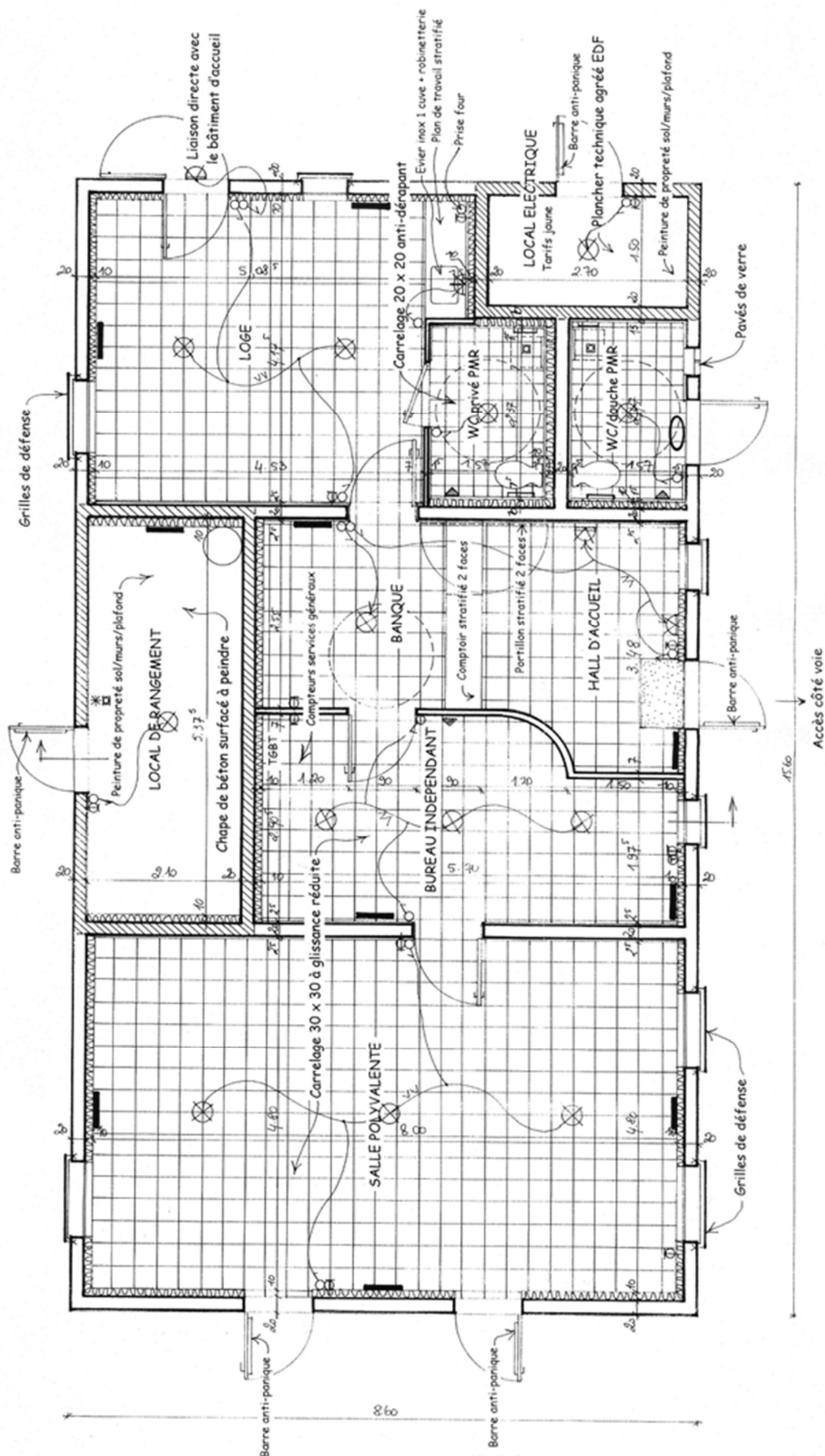
Source : Géoportail



Figure 2 : localisation du local d'accueil incendié, Aire d'Accueil des GDV, Melun

Source : Géoportail

Locaux à risques : murs et planchers CF 1 heure : blocs porte CF 1/2 heure





## ANNEXE 2

### Photographies des lieux





## ANNEXE 3

### Enveloppe financière prévisionnelle

|                                                                                                                                                                                           |                | Montant HT<br>€ | TVA<br>€       | Montant TTC<br>€ |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|----------------|------------------|
| <b>ETUDES A LANCER</b>                                                                                                                                                                    |                |                 |                |                  |
| Etudes de faisabilité (Rénovation et réaménagement du bâtiment incendié ; Estimation financière et calendrier du projet de réhabilitation ; Vérification de la conformité réglementaire.) | Forfait        | 10 000 €        | 2 000 €        | 12 000 €         |
| Diagnostics techniques : structure                                                                                                                                                        | Forfait        | 5 000 €         | 1 000 €        | 6 000 €          |
| Diagnostic du réseau électrique                                                                                                                                                           | Forfait        | 6 000 €         | 1 200 €        | 7 200 €          |
| Etudes complémentaires (relevés de géomètre)                                                                                                                                              | Forfait        | 3 000 €         | 600 €          | 3 600 €          |
| Frais divers                                                                                                                                                                              | Forfait        | 3 000 €         | 600 €          | 3 600 €          |
| <b>TOTAL ETUDES SANS OPTIONS</b>                                                                                                                                                          | <b>Forfait</b> | <b>27 000 €</b> | <b>5 400 €</b> | <b>32 400 €</b>  |
| <b>MISSIONS SPL</b>                                                                                                                                                                       |                | Nbre jours      |                |                  |
| Recherche et contractualisation avec les différents prestataires                                                                                                                          | 2              | 2 100 €         | 420 €          | 2 520 €          |
| Pilotage des études lancées par la SPL                                                                                                                                                    | 3              | 3 150 €         | 630 €          | 3 780 €          |
| Pilotage des réunions de coordination avec différentes instances et interface avec l'expert en assurance                                                                                  | 2              | 2 100 €         | 420 €          | 2 520 €          |
| Paieement des prestataires et quitus des marchés                                                                                                                                          | 1              | 1 050 €         | 210 €          | 1 260 €          |
| Cadrage de la consultation du maître d'œuvre                                                                                                                                              | 1              | 1 050 €         | 210 €          | 1 260 €          |
| Préparation du contrat de mandat de réalisation de l'équipement                                                                                                                           | 2              | 2 100 €         | 420 €          | 2 520 €          |
| <b>TOTAL SPL</b>                                                                                                                                                                          | <b>11</b>      | <b>11 550 €</b> | <b>2 310 €</b> | <b>13 860 €</b>  |
| <b>TOTAL OPERATION</b><br>y compris rémunération SPL                                                                                                                                      | €              | <b>38 550 €</b> | <b>7 710 €</b> | <b>46 260 €</b>  |

## ANNEXE 4

### Planning prévisionnel

|                                                           |            | lun, 10/13/2025 |          | Octobre     |             |             | Novembre   |             |             |             | Décembre   |            |             |             | Décembre - Janvier |             |              |              |              |  |
|-----------------------------------------------------------|------------|-----------------|----------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|-------------|-------------|--------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--|
|                                                           |            | 1               |          | 13 oct 2025 | 20 oct 2025 | 27 oct 2025 | 3 nov 2025 | 10 nov 2025 | 17 nov 2025 | 24 nov 2025 | 1 déc 2025 | 8 déc 2025 | 15 déc 2025 | 22 déc 2025 | 29 déc 2025        | 5 janv 2026 | 12 janv 2026 | 19 janv 2026 | 26 janv 2026 |  |
| TÂCHES                                                    | DUREE      | DÉBUT           | FIN      |             |             |             |            |             |             |             |            |            |             |             |                    |             |              |              |              |  |
| Notification mandat                                       | 1 jour     | 13/10/25        | 13/10/25 |             |             |             |            |             |             |             |            |            |             |             |                    |             |              |              |              |  |
| Premier contact : visite des lieux + réunion de lancement | 1 semaine  | 13/10/25        | 17/10/25 |             |             |             |            |             |             |             |            |            |             |             |                    |             |              |              |              |  |
| Diagnostics                                               | 4 semaines | 17/10/25        | 14/11/25 |             |             |             |            |             |             |             |            |            |             |             |                    |             |              |              |              |  |
| Etudes de faisabilité                                     | 6 semaines | 17/10/25        | 28/11/25 |             |             |             |            |             |             |             |            |            |             |             |                    |             |              |              |              |  |
| Validation du Mandant                                     | 2 semaines | 28/11/25        | 12/12/25 |             |             |             |            |             |             |             |            |            |             |             |                    |             |              |              |              |  |
| Cadrage de la consultation du maître d'œuvre              | 2 semaines | 12/12/25        | 30/12/25 |             |             |             |            |             |             |             |            |            |             |             |                    |             |              |              |              |  |
| Rédaction du mandat de réalisation                        | 5 semaines | 12/12/25        | 16/1/26  |             |             |             |            |             |             |             |            |            |             |             |                    |             |              |              |              |  |

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.24.134**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : AIRE DE GRAND PASSAGE DE VILLIERS-EN-BIERE - MODIFICATION DE  
L'ARRETE PREFECTORAL N° 17 DCSE EC 04 DU 5 DECEMBRE 2017**



Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de la Santé Publique, et, notamment, les dispositions des articles L.1321-2 et R.1321-13 ;

**VU** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, et, notamment, les dispositions des articles R.112-4 et R. 12-6 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) ;

**VU** la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

**VU** le décret n°2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2020-24/DDT/SRHU du 20 juillet 2020 portant approbation du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage, pour la période 2020-2026 ;

**VU** la décision n°DRIEAT-SCDD-2022-235 du 6 décembre 2022 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2022.6.17.116 du 26 septembre 2022 approuvant le Programme Local de l'Habitat 2022-2027 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°2021.1.21.21 du 11 février 2021 approuvant la convention de mandat à passer avec la Société Publique Locale Melun Val de Seine Aménagement (SPL MVSA) ayant pour objet l'aménagement, à Villiers-en-Bière, d'un terrain de grands passages destiné à l'accueil de groupes de gens du voyage ;

**VU** l'avenant n°1 à la convention de mandat entre la SPL MVSA et la CAMVS signé en date du 25 avril 2023 ;

**VU** la délibération n°2024.7.27.206 du 18 novembre 2024, par laquelle la CAMVS a approuvé l'avenant n° 2 à la convention de mandat entre la SPL MVSA et la CAMVS ;

**VU** le dossier transmis aux Conseillers communautaires ;

**VU** le procès-verbal de mise à disposition de biens de la commune de Villiers-en-Bière au profit de la CAMVS, au titre de l'exercice de la compétence Eau ;

**VU** les avis rendus par l'hydrogéologue agréé les 10 juin 2020 et 29 juillet 2025 ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable de la commission Cohésion du territoire du 22 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à la CAMVS d'aménager, au titre du Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage 2020-2026, sur le territoire communautaire, un terrain destiné à accueillir les grands passages des gens du voyage, rassemblant entre 50 et 200 caravanes maximum ;

**CONSIDÉRANT** que le site de l'ancien château du Bréau, situé sur la commune de Villiers-en-Bière, présente les conditions foncières, juridiques et environnementales requises pour permettre l'accueil sécurisé d'une aire de grand passage ;

**CONSIDÉRANT** que la CAMVS est, d'ores et déjà, propriétaire de l'emprise sur laquelle il est envisagé d'aménager l'aire de grand passage projetée ;

**CONSIDÉRANT** que l'hydrogéologue agréé a confirmé, en 2020, la possibilité de réaliser une aire de grand passage sur le site de l'ancien château du Bréau, situé à proximité du captage d'eau Villiers-en-Bière et inclus au sein du périmètre de protection rapprochée de ce captage, à condition que certaines prescriptions spécifiques soient mises en œuvre en vue de protéger la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que l'avis rendu par l'hydrogéologue agréé le 29 juillet 2025 conclut à un avis favorable ;

**CONSIDÉRANT** qu'une réunion de concertation a été organisée avec la Police de l'Eau, la Direction départementale des territoires et l'hydrogéologue agréé et a permis d'identifier les prescriptions techniques et environnementales de nature à déterminer la conception définitive de l'aménagement de l'aire de grand passage, permettant de protéger la ressource en eau prélevée par le captage ;

**CONSIDÉRANT** que les modalités de réalisation et de suivi de l'utilisation de l'aire de grand passage sont de nature à préserver la qualité de la ressource en eau et éviter les risques de pollution ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire, pour permettre la réalisation effective de l'aire de grand passage, de solliciter du Préfet de Seine-et-Marne la modification de l'arrêté n°17 DCSE EC 04 du 5 décembre 2017 ayant, notamment, déclaré d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection autour du captage d'eau « Villiers-en-Bière 1 » et l'instauration des servitudes y afférentes ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications de l'arrêté sollicitées sont ciblées et proportionnées, et n'ont pas pour effet, outre la levée de deux interdictions sur le périmètre de la future aire, de remettre cause les prescriptions des servitudes instaurées en 2017, ni les périmètres de protection alors définis ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications sollicitées sont la condition nécessaire à la réalisation d'un projet répondant à un impératif d'intérêt général, dans des conditions de sécurité environnementale pleinement garanties ;

*Après en avoir délibéré,*

**APPROUVE** la demande de modification de l'arrêté n°17 DCSE EC 04 du 5 décembre 2017 visant exclusivement à supprimer, sur le périmètre de l'emprise de la future aire de grand passage, les interdictions de défrichement et de stationnement des caravanes en nombre,

**APPROUVE** le dossier d'enquête publique préalable à la modification de cet arrêté,

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à solliciter auprès du Préfet de Seine-et-Marne l'ouverture d'une enquête publique préalable à la modification de l'arrêté n°17 DCSE EC 04 du 5 décembre 2017,

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à solliciter auprès du Préfet de Seine-et-Marne, à l'issue de l'enquête publique, l'édiction d'un arrêté portant modification de l'arrêté n° 7 DCSE EC 04 du 5 décembre 2017,

**AUTORISE** le Président, ou son représentant, à apporter, le cas échéant, les ajustements nécessaires au dossier d'enquête et à accomplir toutes les démarches ou formalités et à signer pour le compte de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

**DIT** que cette délibération sera transmise au Maire de la Commune de Villiers-en-Bière.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

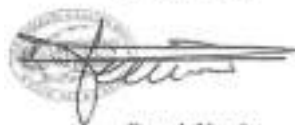
077-247700057-20250929-60774-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

# Modification des servitudes d'utilité publique applicables au sein du périmètre de protection rapprochée du captage d'eau « Villiers-en-Bière »

## Notice explicative et plan de situation

### SOMMAIRE

- I. CONTEXTE
  - 1. Contexte géographique
  - 2. Contexte démographique/socio-économique
  - 3. Situation foncière
  - 4. Environnement
  - 5. Contexte réglementaire
- II. LE PROJET DE MODIFICATION DE L'ARRETE DE DUP DU 5 DECEMBRE 2017
  - 1. Présentation du projet
  - 2. Justification du projet retenu et insertion du projet dans l'environnement
- III. LA JUSTIFICATION DU PROJET DE MODIFICATION DE LA DUP

## I. CONTEXTE

### 1. Contexte géographique de la commune de Villiers-en-Bière

La commune de Villiers-en-Bière est située dans le département de Seine-et-Marne (77), est membre la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS). Elle appartient à l'arrondissement de Melun et s'inscrit dans un territoire rural à dominante agricole, en périphérie immédiate du bassin urbain melunais.

La commune est traversée par la RD 607, un axe routier structurant reliant Melun à Fontainebleau, et bénéficie d'une proximité directe avec l'autoroute A6, via l'échangeur de Cély. Elle dispose de quelques équipements de proximité et est intégrée dans un bassin de vie principalement structuré autour de la ville de Melun, chef-lieu du département.

Au titre du schéma départemental des gens du voyage, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine projette de réaliser une aire de grand passage des gens du voyage permettant d'accueillir des groupes jusqu'à 200 caravanes sur un terrain de 4 hectares, situé sur le site de l'ancien Château du Bréau, sur le territoire de la commune de Villiers-en-Bière.

Ce site est aujourd'hui soumis à des servitudes d'utilité publique instaurée par un arrêté du Préfet de Seine-et-Marne en date du 5 décembre 2017, portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux souterraines et instauration des servitudes y afférentes autour du captage d'eau « Villiers-en-Bière 1 ». Au nombre des servitudes figurent notamment l'interdiction du défrichement et le stationnement de caravanes. Ces restrictions étant incompatibles avec le projet d'aire de grand passage, l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2017 doit donc faire l'objet d'une modification pour permettre la réalisation du projet d'aire de grand passage.

Dans la mesure où le projet d'aire de grand passage est situé dans le périmètre de protection rapprochée du captage d'eau dit « Villiers 1 », cette modification nécessite un avis hydrogéologique.

Dans ce cadre, un hydrogéologue agréé a rendu un premier avis en juin 2020 (annexe 01), sur la faisabilité d'un tel projet d'aménagement.

Cet avis valide la possibilité de créer l'aire d'accueil, sous réserve de respecter des prescriptions spécifiques pour protéger la ressource en eau (cf. annexe 1). Plusieurs échanges intervenus ensuite avec l'hydrogéologue agréé ont néanmoins pointés la nécessité de renforcer certains éléments du projet sur la dimension de protection de la ressource en eau :

#### ➤ Juillet 2023

Une première version du projet d'aménagement de l'aire présentait une aire intégralement enherbée, sans revêtement imperméable. Cette configuration visait à maximiser l'infiltration naturelle des eaux pluviales.

→ Toutefois, cette solution a été jugée insuffisante par l'hydrogéologue agréé, en raison du risque de transfert d'hydrocarbures vers la nappe phréatique à travers les sols perméables.

#### ➤ Février 2024

Une seconde hypothèse a été élaborée avec une imperméabilisation quasi totale de l'aire, y compris des noues périphériques initialement prévues comme zones d'infiltration.

→ Cette option a soulevé des réserves de la part de la Police de l'Eau, notamment concernant sa compatibilité avec les principes de gestion durable des eaux pluviales, la biodiversité locale et la réglementation sur le défrichement intégral du site.





➤ Octobre 2024

Une réunion de concertation a été organisée avec la Police de l'Eau, la DRIEAT, la DDT et l'hydrogéologue agréé. Elle a permis d'identifier des prescriptions techniques et environnementales devant guider la conception définitive de l'aménagement de l'aire de grand passage.

→ À l'issue de ces échanges, une solution hybride a été retenue : elle repose sur une imperméabilisation partielle de l'aire, couplée à la mise en place de noues périphériques surveillées et d'un système de suivi piézométrique, afin de garantir la non-dégradation de la ressource en eau.

Ce dispositif, détaillé ci-après, répond aux attentes de l'hydrogéologue agréé et permet d'assurer un équilibre entre protection de la ressource, faisabilité réglementaire et fonctionnalité du de l'aire.

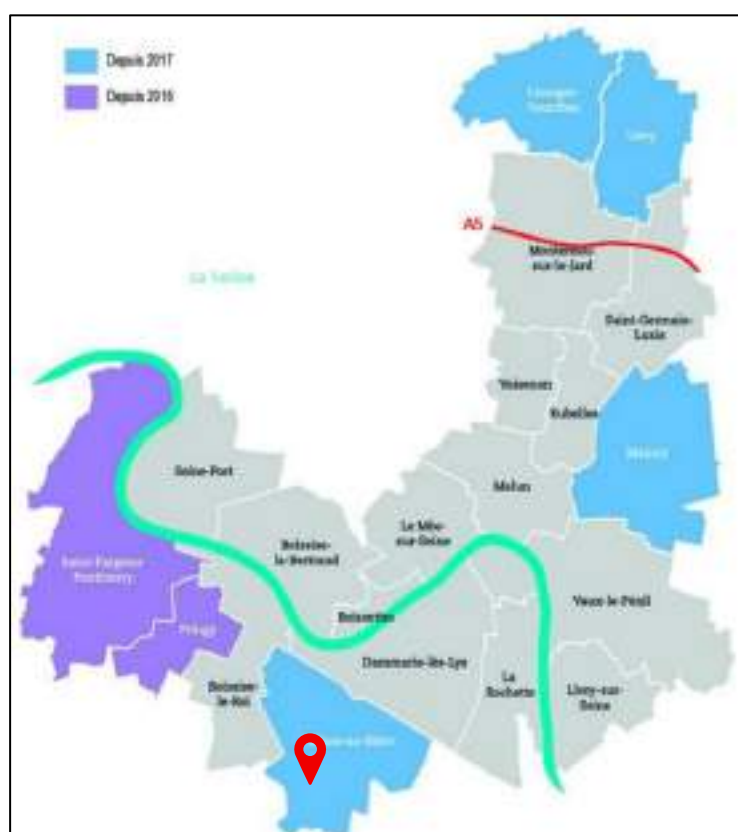


Figure 1 Localisation du projet de l'aire grand passage au sein du périmètre de la CAMVS





Figure 02 : Plan de situation du Projet de réalisation de l'aire de grand passage au sein de la commune de Villiers-en-Bière



Figure 03 : Localisation du Projet d'aire de grand passage par rapport au Forage Villiers 01

## 2. Contexte démographique/socio-économique<sup>1</sup>

La commune de Villiers-en-Bière (Seine-et-Marne, 77), d'une superficie de 10,8 km<sup>2</sup>, est membre de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine. Elle compte environ 242 habitants en 2022, soit une densité très faible de 22,5 hab./km<sup>2</sup>, avec une dynamique démographique positive (croissance annuelle moyenne de +1,6 % entre 2016 et 2022).

### 2.1. Évolution démographique

- Population totale passée de 215 en 2010 à 242 en 2022, marquant une reprise après une période stable.
- Le nombre de naissances et décès en 2023 était très proche (2 chacun), reflétant un équilibre naturel stable

### 2.2. Logement

- Le parc communal comptait 99 logements en 2022, répartis à 87,9 % de résidences principales, 5,1 % secondaires et 7,1 % vacants.
- Parmi les ménages fiscaux (80 en 2021), 75,9 % étaient propriétaires de leur résidence principale.

### 2.3. Emploi et activités économiques

- En 2022, la commune disposait d'environ 930 emplois, principalement salariés (95,2 %).
- Le taux d'activité parmi les 15–64 ans est de 78,1 %, avec un taux de chômage de 14,4 %.
- Fin 2023, la commune comptait 92 établissements, dont 91,3 % dans le commerce, transports et services, 3,3 % dans la construction, 3,3 % dans les services publics et 1,1 % dans l'agriculture et l'industrie. La majorité (75 %) est constituée de petites structures de moins de 10 salariés.

## 3. Etat du foncier

Le site concerné par la présente demande de modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) prononcée par le Préfet de Seine-et-Marne le 5 décembre 2017 est situé sur le territoire de la commune de Villiers-en-Bière, au sud-est de l'agglomération melunaise. Il se trouve dans le périmètre de protection rapprochée du captage d'eau potable dit « captage de Villiers 01 » créé par l'arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 du 5 décembre 2017.

Outre le périmètre de protection rapprochée, l'arrêté précité a également créé des périmètres de protection immédiate et éloignée, définis à des fins de protection de la ressource et au sein desquels sont interdits ou réglementés certaines installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux. Ces interdictions et réglementations constituent des servitudes d'utilité publique afférentes aux périmètres de protection et sont annexées au plan local d'urbanisme de la commune de Villiers-en-Bière.

Il est important de préciser que la présente demande de modification de la DUP ne vise aucunement à modifier ces périmètres de protection, qui demeurent inchangés. La modification sollicitée porte exclusivement sur la suppression de deux interdictions prescrites par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2017 au sein de l'emprise d'environ 4 hectares, correspondant au site d'implantation projetée de la future Aire de Grand Passage.

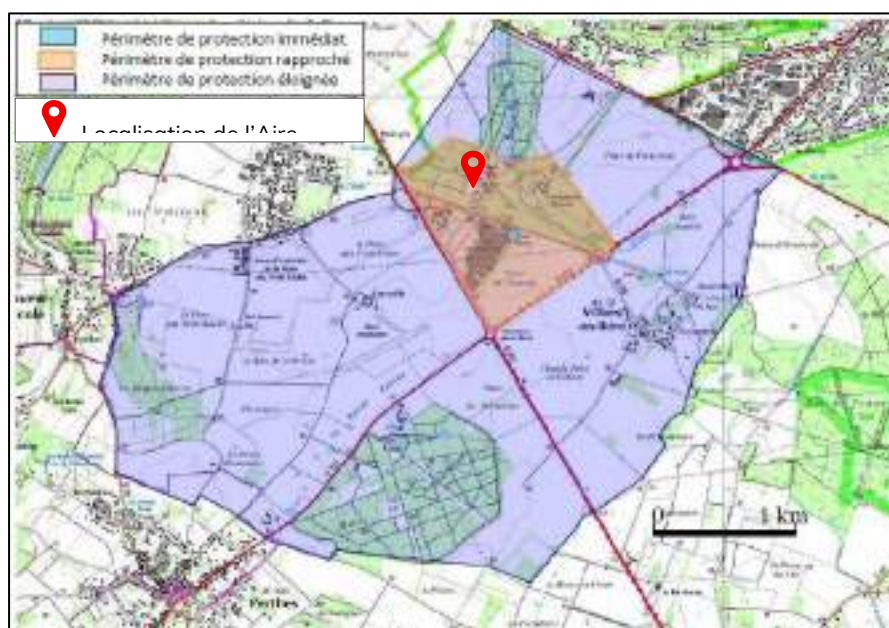
<sup>1</sup> [https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-77518&utm\\_source=chatgpt.com](https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-77518&utm_source=chatgpt.com)





Le terrain concerné par la demande de modification appartient uniquement à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS).

Toutefois, il est rappelé que les parcelles incluses au sein des trois périmètres de protection du captage appartiennent pour partie à des personnes publiques, notamment la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) et la commune de Villiers-en-Bière. Une partie des emprises appartient par ailleurs à des propriétaires privés. Ces éléments sont détaillés dans l'état parcellaire et le plan joint au dossier d'enquête. Il est précisé que la modification de l'arrêté du 5 décembre 2017 n'implique aucune expropriation.



*Figure 04 : Périmètres de protection du captage « Villiers-en-Bière 1 » et localisation du projet de réalisation de l'aire de grand passage*



*Figure 05 : Périmètres de protection immédiat du captage « Villiers-en-Bière 1 ».*

#### 4. Contexte environnemental

Les parcelles concernées par la demande de modification de l'arrêté du préfet de Seine-et-Marne du 5 décembre 2017, correspondant à l'emprise du projet d'aire de Grand Passage, se situent

sur la commune de Villiers-en-Bière, dans un environnement en transition entre espaces boisés, terres agricoles et périphérie d'un secteur urbain et commercial.

#### 4.1. Milieu naturel

Le site ne se trouve dans aucune zone classée au titre de la protection réglementaire de l'environnement : ni ZNIEFF de type I ou II, ni zone Natura 2000, ni arrêté de protection de biotope, ni site inscrit ou classé. La ZNIEFF la plus proche est localisée à l'ouest du captage, hors du périmètre des emprises concernés par la demande de modification de l'arrêté. De même, la zone Natura 2000 la plus proche est distante de plus de 1,5 km et ne présente aucune interaction fonctionnelle avec l'emprise concernée par la modification de l'arrêté.

L'environnement naturel est toutefois marqué par la présence :

- d'un écosystème forestier localisé à l'ouest du projet, composé d'un mélange de feuillus et résineux
- de haies bocagères et bandes herbacées, qui abritent ponctuellement une faune diversifiée (petits mammifères, amphibiens, avifaune forestière et prairiale), identifiée dans le cadre du diagnostic écologique "4 saisons" réalisé entre 2023 et 2024 dans le cadre du projet d'aire de grand passage.

L'étude « 4 saisons » a mis en évidence la présence d'espèces protégées (notamment des chiroptères et des reptiles d'intérêt patrimonial) ainsi que des habitats favorables à leur reproduction. Ces constats ont par conséquent conduit à ajuster le projet d'Aire de Grand Passage (Intégration de mesures de réduction et d'évitement : zonage, calendrier d'intervention, gestion des éclairages, entretien différencié) afin de limiter l'impact sur la biodiversité locale.

#### 4.2. Milieu urbain et risques environnementaux

Le site se trouve également à proximité de fonctions urbaines actives, en particulier :

- le centre commercial Carrefour au nord, qui comprend une station-service, un centre de lavage, une zone logistique et plusieurs grands parkings,
- des logements individuels en retrait, au sud et à l'est,
- des anciennes activités agricoles et de loisirs (centre équestre désaffecté).

Des anciennes zones de dépôts de déchets sont recensées au sud-ouest du captage et à Orsonville (ancienne décharge fermée), mais ne génèrent pas d'impact actif connu sur le milieu. Le réseau d'assainissement du centre commercial est suivi par SUEZ (eaux usées dirigées vers la station d'épuration de Dammarie-les-Lys ; eaux pluviales traitées par séparateurs d'hydrocarbures avant rejet vers le ru de la Mare aux Évées).

Le document de mise à jour de l'étude environnemental préalable à la mise en place des périmètres de protection du captage (*Direction Patrimoine et Environnement de la CAMVS 2024, annexe 03*) confirme l'absence d'évolution notable des risques environnementaux depuis 2013. Il souligne que :

- aucune pollution diffuse ou localisée n'a été détectée dans les nappes superficielles sur la base des suivis piézométriques,
- les usages environnants ne compromettent ni la qualité des eaux souterraines, ni les équilibres écologiques du secteur,





- les analyses les plus récentes (2023–2024) confirment un bon état de conservation des habitats et l'absence d'atteinte à la ressource.

Enfin, le projet d'aménagement de l'aire de grand passage a été conçu avec des mesures de protection de la ressource en eau : imperméabilisation partielle, gestion des eaux de ruissellement en noue périphérique, surveillance piézométrique renforcée et calendrier de travaux adapté aux cycles biologiques des espèces sensibles.

## 5. Le contexte réglementaire

### 5.1. Documents de planification applicables

Les documents d'urbanisme et de planification suivants sont applicables à l'emprise concernée par la demande de modification de l'arrêté de DUP du 5 décembre 2017 :

- La commune de Villiers-en-Bière dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) révisé récemment (version arrêtée en avril 2023).
- Le Schéma Directeur de la Région Île-de-France – actualisé au SDRIF-E 2040<sup>2</sup>, constitue le cadre régional de référence des politiques d'aménagement. Il prescrit notamment la réduction de l'artificialisation des sols, la protection des espaces agricoles et naturels, ainsi qu'une densification modérée des zones urbanisées.

Il est enfin précisé que le schéma de cohérence territoriale de la CAMVS est en cours d'élaboration.

### 5.2. Règlementation relative aux servitudes de protection du captage

La DUP actuelle, prise par arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 en date du 5 décembre 2017, a été portée initialement par la commune de Villiers-en-Bière. Elle établit notamment les périmètres de protection du captage "Villiers 1", ainsi que les servitudes d'utilité publique qui y sont associées, telles que l'interdiction du camping ou stationnement de caravanes en nombre et du déboisement dans le périmètre de protection rapprochée (article 5.2).

Ces servitudes, toujours en vigueur, constituent des prescriptions spécifiques contraignantes que le présent projet de modification vise à adapter uniquement sur le périmètre restreint de l'aire de grand passage (4 ha), sans remettre en cause les protections établies sur le reste du périmètre défini en 2017.

### 5.3. Base légale de la procédure

La modification de l'arrêté déclarant d'utilité publique la création des périmètres de protection du captage de « Villiers-en-Bière 1 » et les servitudes y afférentes s'inscrit dans un cadre juridique bien établi, mobilisant à la fois les dispositions législatives et réglementaires du code de la santé publique et du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

D'une part, cette procédure est conduite en application de l'article L.1321-2 alinéa 1er du Code de la santé publique, qui prévoit la possibilité d'instaurer ou de modifier des périmètres de

---

<sup>2</sup> Décret n° 2025-517 du 10 juin 2025 portant approbation du schéma directeur de la région d'Ile-de-France



protection autour des captages d'eau destinés à la consommation humaine, afin de prévenir les risques de pollution.

Par ailleurs, aux termes des dispositions de l'article R. 1321-13 de ce même code : « L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine est précédé d'une enquête publique régie par les dispositions du titre Ier du livre Ier du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ».

Par conséquent, et d'autre part, elle s'appuie sur les dispositions du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R.112-4 et R.112-6, régissant les modalités de constitution et de contenu du dossier soumis à enquête publique en matière de déclaration d'utilité publique.

Bien que l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2017 ait été édicté à la demande et au bénéfice de la commune de Villiers-en-Bière, la CAMVS est l'autorité compétente pour solliciter la modification de cet arrêté en tant que titulaire de la compétence « eau potable ».

En effet, la CAMVS exerce la compétence « eau potable » au titre de ses compétences obligatoires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le transfert de cette compétence, auparavant exercée par la commune de Villiers-en-Bière, a eu pour effet d'entraîner de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Par un procès-verbal du 7 juin 2021, la commune de Villiers-en-Bière a par conséquent mis à disposition de la CAMVS les biens nécessaires à l'exercice de la compétence eau potable. Le captage d'eau de Villiers-en-Bière figure au nombre des biens transférés à la CAMVS, laquelle assume désormais l'ensemble des obligations incombant au propriétaire et possède tous pouvoirs de gestion sur ce bien. En cette qualité, il appartient à la CAMVS de solliciter la modification de l'arrêté du 5 décembre 2017.

## II. LE PROJET DE MODIFICATION DE L'ARRETE DE DUP DU 5 DECEMBRE 2017

### 1. Présentation du projet de modification de l'arrêté de DUP

La présente procédure vise à faire évoluer ponctuellement les servitudes d'utilité publique instaurées par l'arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 du 5 décembre 2017, pris au bénéfice de la commune de Villiers-en-Bière. Cet arrêté déclare d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage d'eau potable dit « Villiers 01 » ainsi que les servitudes y afférentes, lesquelles constituent un ensemble d'interdictions et prescriptions visant à prévenir tout risque de pollution de la ressource en eau.

#### Portée de la demande de modification

La demande de modification porte uniquement sur la suppression, au sein de l'emprise de la future aire de Grand Passage (soit une surface d'environ 4 hectares) située dans le périmètre de protection rapprochée (PPR) du captage, des deux interdictions suivantes ;

- L'interdiction du stationnement de caravanes en nombre ;
- L'interdiction du déboisement.

Ces deux interdictions figurent à l'article 2 de l'arrêté susmentionné de 2017, au titre des restrictions spécifiques applicables au sein du PPR. Leur suppression est limitée exclusivement à la portion de terrain correspondant à l'aire de Grand Passage, et ne concerne aucune autre zone du périmètre de protection rapprochée.

Ces deux interdictions, initialement justifiées par des mesures de précaution renforcées, font aujourd'hui obstacle à la réalisation effective du projet d'Aire de Grand Passage. Leur suppression sur cette emprise strictement délimitée est rendue nécessaire afin de :

- Permettre l'accueil ponctuel des groupes de grand passage conformément aux obligations de la CAMVS au titre du schéma départemental ;
- Adapter les prescriptions de l'arrêté du 5 décembre 2017 à un aménagement sécurisé, qui a fait l'objet d'une optimisation technique (imperméabilisation, maîtrise des rejets, mesures compensatoires environnementales) validée en concertation avec la Police de l'eau, la DRIEAT, la DDT et l'hydrogéologue agréé.



Figure 06 : Insertion – Aire de Grand Passage – Source : pièce graphique du projet d'aménagement, réalisée par PCM Ingénierie.

Cette évolution vise à concilier l'obligation légale d'aménagement, le respect du droit à l'accueil des gens du voyage, et le maintien des objectifs de préservation de la ressource en eau.

Elle ne remet pas en cause les autres prescriptions instituées par l'arrêté de 2017, qui resteront pleinement applicables sur l'ensemble du périmètre concerné. Les prescriptions en vigueur sur les périmètres de protection immédiate et éloignée demeureront également pleinement applicables.

## 2. Justification du projet retenu et insertion du projet dans l'environnement

### 2.1. La création de l'aire de grand passage : un projet d'intérêt général structurant

Le projet de création d'une aire de grand passage sur le territoire de la commune de Villiers-en-Bière s'inscrit dans le cadre des obligations réglementaires définies par le schéma départemental d'accueil des gens du voyage, et vise à garantir des conditions d'accueil dignes, encadrées et respectueuses des équilibres environnementaux.

À ce jour, l'absence d'une telle infrastructure sur le territoire de la CAMVS conduit à :

- Des occupations illicites répétées de fonciers publics ou privés, sans aucun encadrement ;
- Des atteintes aux équipements collectifs et aux milieux naturels, dans des secteurs parfois sensibles ;
- Une mobilisation fréquente des forces de l'ordre et services publics pour gérer des situations d'urgence.

A titre d'exemple, le 27 avril 2025, un groupe de gens du voyage a forcé l'accès au site même du projet pour y établir une installation non autorisée, illustrant la pression actuelle sur ce foncier public (propriété de la CAMVS) et l'urgence d'un aménagement formalisé. L'évacuation nécessite l'intervention coordonnée de plusieurs services de l'État et de la collectivité.

Par ailleurs, une étude de faisabilité alternative sur la commune de Boissise-le-Roi a été conduite par la CAMVS, mais n'a donné aucun résultat concluant en raison de fortes contraintes foncières et de conflits d'usage.

En l'état actuel, aucun autre site ne présente les conditions juridiques, foncières, environnementales et opérationnelles requises pour l'accueil sécurisé d'une aire de grand passage.

Dans ce contexte, l'ancien site du Château du Bréau à Villiers-en-Bière a été retenu pour l'implantation de l'Aire de Grand Passage portée par la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.

### 2.2. Gestion des risques de pollution et insertion dans l'environnement

#### 2.2.1. Gestion des eaux usées et potentiel polluants :

Pour limiter le risque de pollution de la ressource en eau prélevée par le captage, plusieurs aménagements ont été introduits dans la conception du projet d'aire de grand passage :

- Pour répondre aux risques de pollution accidentelle au droit des véhicules à moteur, davantage utilisés pour les mobilités du quotidien, le projet d'aire de grand passage intègre aujourd'hui 150 places de stationnements imperméabilisées et bordurées avec l'installation de culotte de branchement et d'une grille d'assainissement sur chaque poche



de stationnement. Les places ont été disposées à proximité directe des aires de stationnement des caravanes de sorte à maximiser leur utilisation par les usagers. La jauge de 150 places constitue une jauge haute qui a été établie en lien avec le GIP 77 Gens du Voyage et le SYMGHAV (syndicat mixte pour la gestion de l'habitat voyageur), en tenant compte du taux de motorisation constaté sur les aires ainsi que des pics de fréquentation projetés.



*Figure 06 : Plan des ouvrages principaux – Aire de Grand Passage – Source : pièce graphique du projet d'aménagement, réalisée par TECHNYS*

- Le projet d'aire de grand passage intègre des points de raccordement en maillage serré, positionnés le long des axes de stationnement des véhicules, offrant ainsi des points de rejets pour les eaux grises sécurisés et opérationnels (pour les lave-linge et lave-vaisselle notamment). Ce système présente en outre une innovation par rapport à d'autres aires de grand passage sur le territoire. Il a principalement vocation à gérer les pollutions induites à proximité des caravanes et des véhicules dits « tracteurs » qui stationnent à leur proximité.



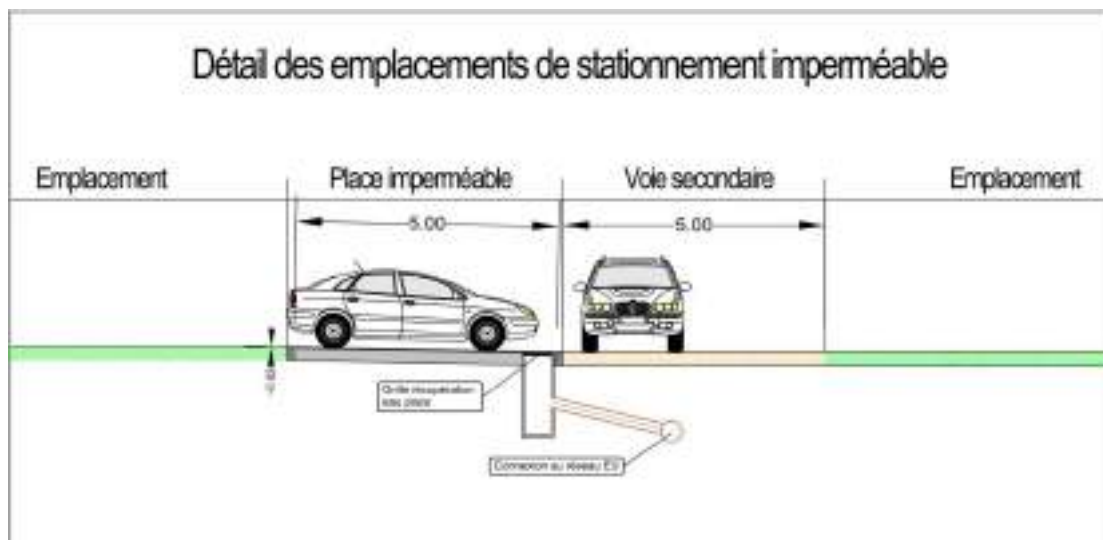


Figure 08 : détail des emplacements de stationnement imperméable et du système de collecte des eaux

### 2.2.2. Gestion des eaux pluviales :

Un nivellement spécifique de l'aire sur ses 4 hectares a été conçu pour orienter les eaux de ruissellement vers des noues périphériques. Les points de convergence, situés dans les secteurs les plus perméables (pour faciliter l'accès), correspondent à la voie principale de 5 mètres de large ainsi qu'aux deux axes secondaires.



Figure 09 : Implantation de la noue périphérique

L'implantation de la noue a également été pensée pour permettre la collecte des eaux de ruissellement provenant du bois situé à l'ouest, couvrant un bassin versant d'environ 7 hectares. En conséquence, l'ensemble des eaux pluviales non maîtrisées sur le site sera dirigé vers cette noue de collecte.

### 2.2.3. Système de surveillance renforcé

Un double protocole de suivi a été établi :

Surveillance des eaux de ruissellement via la noue périphérique, avec :

- sonde radar en temps réel ;
- déclenchement d'alertes automatisées ;
- prélèvements dès 10 cm d'élévation d'eau constatée en 24h ;
- analyses régulières (hydrocarbures, paramètres physico-chimiques, azote, phosphore, etc.).

Surveillance de la nappe de l'Oligocène, avec 4 piézomètres positionnés en amont et autour du site, permettant une détection précoce de toute pollution potentielle.



Figure 10 : Points de suivis de la nappe de l'oligocène projetés

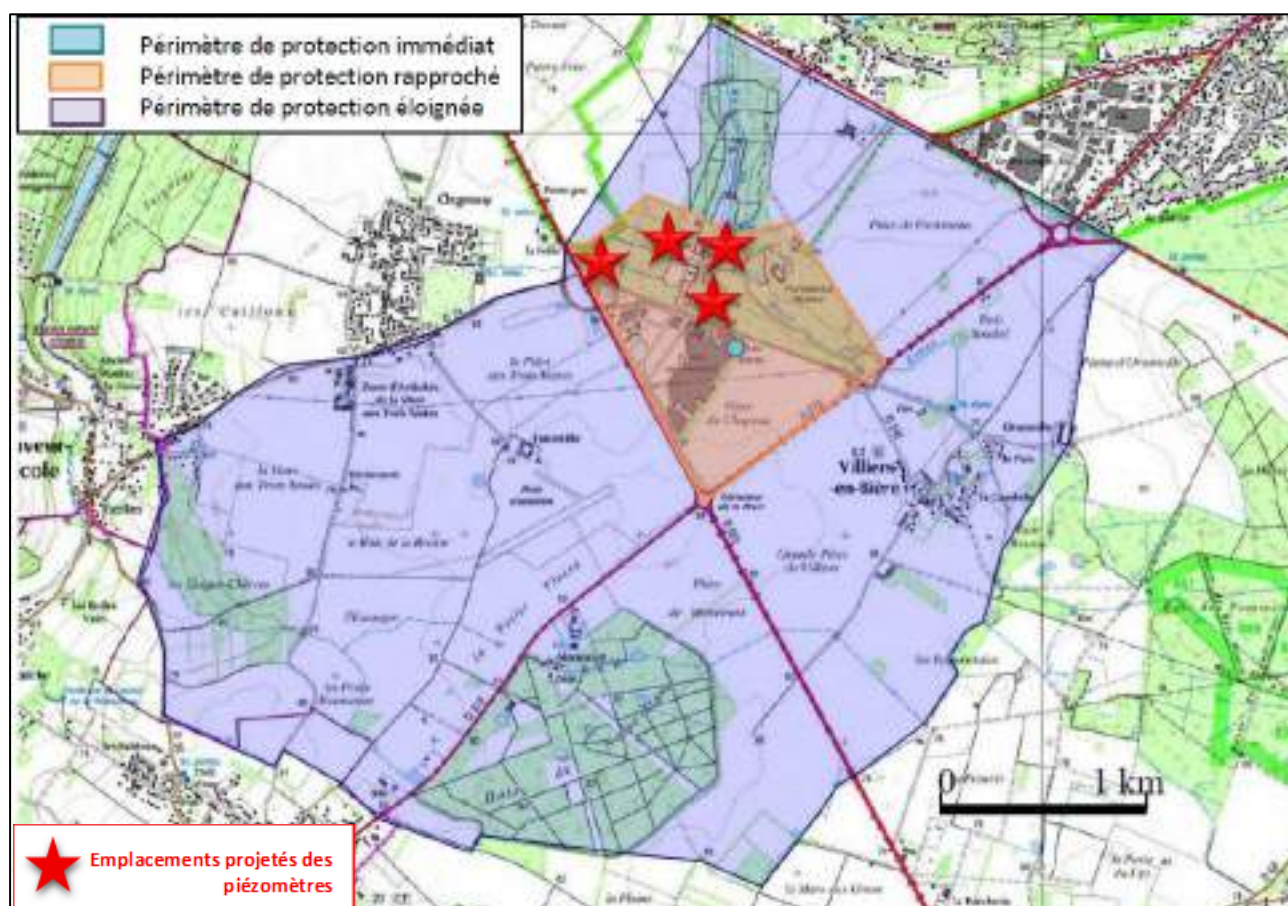


Figure 11 : Périmètres de protection du captage en eau potable et points de suivis de la nappe de l'oligocène projetés

#### 2.2.4. Sécurisation des équipements



Concernant la sécurisation des piézomètres, il est choisi de restreindre l'accès aux différents sites, même si ceux-ci sont en périphérie de l'aire. Ainsi, une aire de protection de quelques m<sup>2</sup> avec clôture rigide et portillon d'accès sera implantée sur chacun des 4 sites concernés. Un dispositif du même style sera positionné autour de la sonde de niveau de la noue périphérique.



Figure 12 : Exemple du système de sécurisation retenu

#### 2.2.5. Modalités de la gestion du site

En complémentarité avec les aménagements prévus, des mesures de gestion et de surveillance de l'aire de grand passage doivent également permettre de limiter les risques de pollution au sein du périmètre de protection du captage.

Ces mesures seront retranscrites et précisées dans le règlement de fonctionnement de l'aire de grand passage et ont été pensées en collaboration avec le futur gestionnaire du site, le syndicat mixte de gestion des habitat voyageurs (SYMGHAV) et le Groupement d'Intérêt Public GIP77. Celles-ci incluent notamment :

1. Un règlement du stationnement à l'échelle du site pour les différents types de véhicules, et tout particulièrement pour les véhicules utilisés au quotidien et qui ont vocation à stationner sur les places de stationnement réservées à cet effet.
2. Un mécanisme de surveillance et de clauses punitives inscrites dans le règlement de gestion, pouvant conduire à l'exclusion de l'aire en cas de manquements répétés. Ce mécanisme reposera sur la mobilisation de divers acteurs :
  - o La mobilisation du pasteur, généralement désigné comme interlocuteur privilégié et intermédiaire entre la structure gestionnaire et les usagers du site.
  - o L'intervention hebdomadaire du gestionnaire délégué DM Services pour relever le cas échéant des infractions au règlement et les faire remonter au SYMGHAV.

### III. LA JUSTIFICATION DE LA DEMANDE DE MODIFICATION DE LA DUP

La Communauté d'agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) a l'obligation réglementaire de mettre à disposition une aire de grand passage pour les gens du voyage, conformément au schéma départemental d'accueil en vigueur. Ce besoin s'est traduit par l'identification du site de l'ancien château du Bréau à Villiers-en-Bière, à proximité d'axes structurants et de réseaux techniques existants, et historiquement sujet à des occupations illicites. En l'absence d'aménagement formel, ces occupations non encadrées engendrent des impacts environnementaux non maîtrisés, y compris au sein du périmètre de protection rapprochée du captage d'eau de Villiers-en-Bière 01.

Le projet d'aménagement d'une aire de grand passage sur une superficie d'environ 4 hectares, situé dans le périmètre de protection rapprochée (PPR), a fait l'objet d'une conception spécifique visant à garantir la protection de la ressource en eau. Les dispositifs suivants sont notamment prévus :

- un assainissement adapté avec raccordements directs des eaux usées en maillage serré, et des zones de stationnement imperméabilisées, bordurées et collectées ;
- une gestion hydraulique par noues périphériques, limitant l'infiltration non maîtrisée ;
- un double dispositif de surveillance de la qualité des eaux (eaux pluviales et nappe superficielle) reposant sur des alertes automatisées, des points de contrôle piézométriques et des campagnes de prélèvements ;
- un encadrement rigoureux du fonctionnement de l'aire via un règlement et une surveillance déléguée au gestionnaire.

L'ensemble de ces éléments permet de garantir la maîtrise des risques environnementaux, y compris dans une zone à enjeux particuliers. Les études menées confirment que la qualité de la ressource en eau ne sera pas altérée, notamment grâce à la configuration géologique du site — avec une séparation nette entre les nappes superficielles et profondes — ainsi qu'aux mesures techniques mises en place. À ce titre, l'hydrogéologue agréé désigné par l'ARS a rendu un avis favorable au projet, validant l'adéquation des dispositions prévues au regard des enjeux de protection de la ressource.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, la CAMVS sollicite la modification de l'arrêté de DUP du 5 décembre 2017 afin de :

- autoriser le stationnement de caravanes en nombre dans la zone strictement délimitée de l'aire de grand passage ;
- autoriser le défrichement, nécessaire à l'aménagement de cette aire.

Ces deux ajustements réglementaires, ciblés et proportionnés, ne remettent aucunement en cause le reste des servitudes instaurées en 2017, ni les périmètres de protection définis à cette date. Ils sont la condition nécessaire à la réalisation d'un projet répondant à un impératif d'intérêt général, dans des conditions de sécurité environnementale pleinement garanties.





## Liste des annexes

- Annexe 01 : premier avis de l'hydrogéologue agréé sur la faisabilité du projet d'AGP, juin 2020 ;
- Annexe 02 : l'arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 du 5 décembre 2017 ;
- Annexe 03 : mise à jour de l'étude environnemental préalable à la mise en place des périmètres de protection du captage (*Direction de l'Environnement et du Cycle de l'Eau de la CAMVS 2024*)
- Annexe 04 : Avis officiel de l'hydrogéologue agréé, juillet 2025.

## Précision préalable :

Les documents annexés ont, pour certains, été établis avant le changement de délégataire du service public de production et de distribution d'eau potable sur le territoire de la CAMVS.

Par délibération n°2024.7.19.198 du 18 novembre 2024, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine a désigné la société SUEZ Eau France comme nouveau délégataire de ce service pour les communes de Boissettes, Boissise-la-Bertrand, Boissise-le-Roi, Le Mée-sur-Seine, Pringy, Saint-Fargeau-Ponthierry et Villiers-en-Bière, à compter du 1er janvier 2025, et par dérogation, à compter du 1er juillet 2028 pour la commune de Boissise-la-Bertrand, pour une durée de dix (10) ans.

Les mentions de la société VEOLIA présentes dans certaines annexes sont donc liées à la période antérieure à ce changement.



**DEPARTEMENT DE LA SEINE ET MARNE**



**AVIS HYDROGEOLOGIQUE PREALABLE A LA REALISATION DE TRAVAUX  
D'AMENAGEMENT D'UNE AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE  
DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DU CAPTAGE  
« VILLIERS 1 » - BSS000UBAD  
DE VILLIERS EN BIERE (77)**

**GUILLAUME DUBROCA**

HYDROGEOLOGUE AGREE EN MATIERE D'HYGIENE PUBLIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE LA SEINE ET MARNE (77)

**JUIN 2020**

## **SOMMAIRE**

|                                                                                                          |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I. PRESENTATION DU FORAGE « VILLIERS 1 » .....</b>                                                    | <b>6</b>  |
| I .1. LOCALISATION DU FORAGE « VILLIERS 1 ».....                                                         | 6         |
| I .2. DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE.....                                                             | 6         |
| I .3. COUPE GEOLOGIQUE DE REFERENCE.....                                                                 | 7         |
| I .4. SYNTHESE DES INVESTIGATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE DE LA DUP (MAI 2013) ..... | 9         |
| I.4.1. Résultats du contrôle vidéo.....                                                                  | 9         |
| I.4.2. Diagraphie géologique (Gamma Ray).....                                                            | 9         |
| I.4.3. Résultats des essais de pompage.....                                                              | 9         |
| I.4.4. Qualité de l'eau captée .....                                                                     | 9         |
| <b>II. RAPPEL DU CONTEXTE GEOLOGIQUE LOCAL .....</b>                                                     | <b>10</b> |
| <b>III. RAPPEL DU CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE LOCAL .....</b>                                               | <b>12</b> |
| III .1. AQUIFERES EN PRESENCE .....                                                                      | 12        |
| III .2. PIEZOMETRIE DES NAPPES EN PRESENCE.....                                                          | 12        |
| <b>IV. CONCLUSIONS CONCERNANT LA VULNERABILITE DE LA NAPPE CAPTEE .....</b>                              | <b>14</b> |
| <b>V. RAPPEL CONCERNANT LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DEFINIT .....</b>                          | <b>14</b> |
| <b>VI. PRESENTATION DES TRAVAUX ENVISAGES .....</b>                                                      | <b>16</b> |
| VI .1. PRECAUTIONS GENERALES CONCERNANT LES TRAVAUX A REALISER .....                                     | 17        |
| VI.1.1. Aménagements spécifiques .....                                                                   | 18        |
| <b>VII. CONCLUSIONS .....</b>                                                                            | <b>19</b> |

## **FIGURES**

|                                                                                                                            |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1 – Localisation du secteur d'étude (source : Serveur Géoportail, novembre 2019).....                               | 5  |
| Figure 2 - Coupe géologique et lithologique de référence du Forage « Villiers 1 » (BRGM, serveur Infoterre, mai 2020)..... | 7  |
| Figure 3 - Coupe technique et géologique de référence du Forage Villiers 1 .....                                           | 8  |
| Figure 4 – Extrait de la feuille géologique de Melun au 1/50 000 (Source Infoterre, juin 2020) .....                       | 10 |
| Figure 5 – Coupe corrélatrice Nord-Sud (Source Archambault Conseil, Rapport 2013).....                                     | 11 |
| Figure 6 - Piézométrie de la nappe de l'Oligocène (d'après Archambault conseil, Mai 2013).....                             | 12 |
| Figure 7 - Piézométrie de la nappe captive de l'Eocène (Calcaires de Champigny) (d'après Archambault, Mai 2013) .....      | 13 |
| Figure 8 – Extension du Périmètre de Protection Rapprochée du forage « Villiers 1 » (Michel Mazeau, Janvier 2014) .....    | 14 |
| Figure 9 – Localisation de la zone prévue pour accueillir l'aire de grand passage (source GoogleEarth, juin 2020) .....    | 16 |

## **TABLEAUX**

|                                                                                                                 |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| TABEAU 1 COORDONNEES LAMBERT ET REFERENCES CADASTRALES DU FORAGE « VILLIERS 1 ».....                            | 6  |
| TABEAU 2 - SUCCESSION LITHOLOGIQUE RENCONTREE AU DROIT DU FORAGE VILLIERS 1 (SOURCE, INFOTERRE, JUIN 2020)..... | 11 |

## **PRÉAMBULE**

Par décision de l'Agence Régionale de Santé de Sien et Marne (77) en date du 02 janvier 2020, j'ai été nommé afin d'émettre un avis relatif à un projet d'aménagement d'une aire d'accueil de grande capacité à l'intérieur des périmètres de protection du captage « Villiers 1 » de Villiers-en-Bière (77).

Le projet concerne la création d'une aire de grand passage au niveau de l'ancien Château du Breau, dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée du forage « Villiers 1 » BSS0000BAD (ex 02585X0049) de Villiers en Bière (77).

Ce forage bénéficie de périmètres de protection grevés d'une DUP de 2017 précisant que « le stationnement en nombre de caravanes est interdit à l'intérieur du périmètre rapprochée ».

L'objet de mon intervention consiste à, d'une part évaluer les risques de dégradation de la ressource associés à l'implantation de l'aire de grand passage sur le site du *Bréau*, et d'autre part à proposer la mise en œuvre de moyens de protections spécifiques destinés à limiter les différents risques identifiés.

Dans le cadre de mon intervention, une réunion a été réalisée en date du 10 février 2020 avec visite du site et présentation sommaire du projet.

En parallèle, plusieurs documents relatifs à la mise en place de la DUP de l'ouvrage m'ont été communiqués.

A ce stade du projet, les modalités de création de l'installation n'étant pas précisément définies, l'objet de cet avis préliminaire est de valider la possibilité de créer une aire d'accueil dans le PPR du forage « Villiers 1 » de Villiers-en-Bière. Cet avis sera complété par un second avis définitif qui sera émis à l'issue des phases préparatoires.



Figure 1 – Localisation du secteur d'étude (source : Serveur Géoportail, novembre 2019)



## I. PRÉSENTATION DU FORAGE « VILLIERS 1 »

Le forage concerné couramment désigné « Villiers 1 » est principalement utilisé pour l'alimentation en eau potable de la commune de Villiers en Bière dont il constitue la source d'alimentation principale. Il est immatriculé sous le n°BSS000UBAD (ex 02585X0049).

Compte tenu de sa capacité, il est également utilisé pour l'alimentation en eau des communes voisines de Dammarie-les-Lys et Melun. Ainsi, le forage est équipé de deux pompes qui permettent de renvoyer l'eau vers deux réservoirs différents, celui de Villiers et celui de Barthou.

### I.1. Localisation du forage « Villiers 1 »

Ce forage est situé à proximité de la zone commerciale de Carrefour, en bordure sud de la route départementale D24. Il est situé sur la parcelle n°104 - section A de Villiers-en-Bière.

Les coordonnées Lambert 93 de l'ouvrage sont rappelées dans le tableau 1 suivant.

**Tableau 1 Coordonnées Lambert et références cadastrales du forage « Villiers 1 »**

| Identifiant BSS | X Lambert 93<br>(m) | Y Lambert 93<br>(m) | Altitude<br>(Z) en m NGF | Références cadastrales    |
|-----------------|---------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------|
| BSS000UBAD      | 669 483             | 6 822 368           | + 76.60                  | Section A, parcelle n°104 |

### I.2. Descriptif technique de l'ouvrage

La description suivante s'appuie sur les données renseignées dans la banque de donnée du sous-sol (BSS).

Réalisé en 1966-1967 par l'entreprise *Huiliez et Fils*, ce forage est profond de 55,1 mètres, et capte l'aquifère des calcaires de Champigny rencontré à partir de 25 mètres de profondeur.

L'isolation des niveaux supérieurs est assurée par la présence d'un cuvelage béton (Ø 1500mm) installé entre la surface et -45,3 mètres. La partie inférieure de l'ouvrage est équipée d'un tubage acier (Ø 1350mm) télescopé dans la partie inférieure du cuvelage béton à partir de -41,7m et installée jusqu'à -53 mètres dont l'extrados est comblé par du gravier. Le fond de l'ouvrage entre -53 et -55,1 est laissé en trou nu (Ø 1300mm).

Les données issues de la campagne d'essais de pompage réalisée à l'issue des travaux (décembre 1966) indiquent un niveau statique positionné à -35.55 m/sol et un niveau dynamique qui s'établissait à -47,1m/sol pour un débit de pompage de 160 m³/h.

Par ailleurs, la coupe technique indique que le niveau statique de la nappe de surface est positionné à -2,5 mètres/sol.

### I.3. Coupe géologique de référence

La coupe géologique issue du forage est synthétisée dans le dossier BSS du forage. Elle est présentée en Figure 2, page 7.

La succession lithologique rencontrée lors de la réalisation de l'ouvrage indique la présence de niveaux à dominante argileuse et/ou marneuse à partir de -8,85 mètres, correspondant au sommet de la formation des Argiles vertes de Romainville).

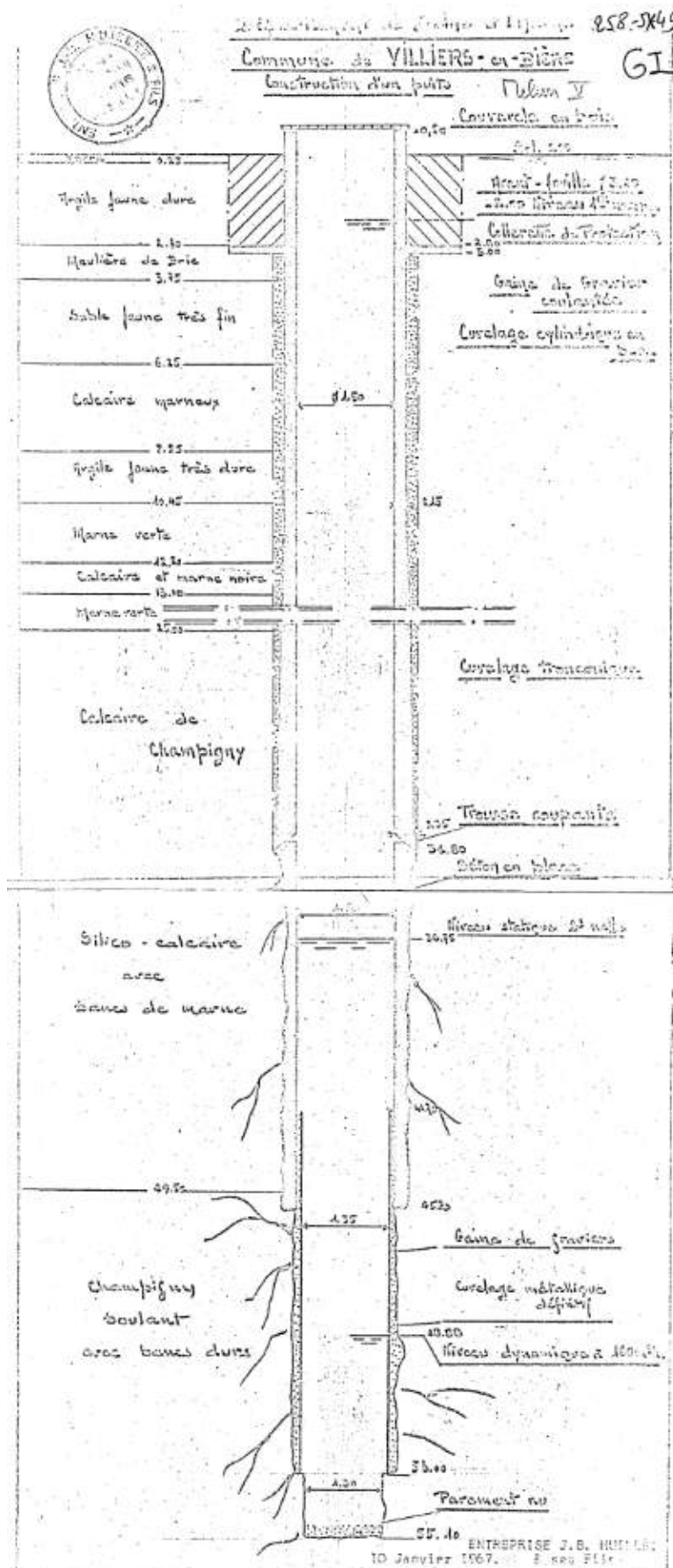
Figure 2 - Coupe géologique et lithologique de référence du Forage « Villiers 1 » (BRGM, serveur Infoterre, mai 2020)

| Profondeur | Formation                              | Lithologie | Lithologie                                                     | Stratigraphie       | Altitude |
|------------|----------------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------|---------------------|----------|
| 0.25       | Sol (terre végétale)                   |            | Terre.                                                         | Holocène            | 76.25    |
| 2.70       |                                        |            | Argile jaune dure.                                             | Quaternaire         | 73.80    |
| 3.75       | Limon des plateaux                     |            | Meulière de Brie.                                              |                     | 72.75    |
| 6.25       |                                        |            | Sable très fin jaune.                                          |                     | 70.25    |
| 8.85       | Calcaire et argile à meulières de Brie |            | Calcaire marneux.                                              | Rupélien            | 67.65    |
| 10.45      | Calcaire de Brie                       |            | Argile jaune très dure.                                        |                     | 66.05    |
| 12.20      | Argile verte de Romainville            |            | Marne verte.                                                   |                     | 64.30    |
| 15.10      | Marnes de Pantin                       |            | Calcaire et marne noire.                                       |                     | 61.40    |
|            | Marnes bleues d'Argenteuil             |            | Marne verte.                                                   |                     |          |
| 23.00      |                                        |            |                                                                |                     | 53.50    |
|            | Calcaire de Champigny                  |            | Calcaire de Champigny.<br>Silico-calcaire avec bancs de marne. | Priabonien          |          |
| 49.50      |                                        |            |                                                                |                     |          |
|            | Calcaire de Saint-Ouen                 |            | Champigny bouillant avec bancs durs. Calcaire de St-Ouen ?     | Bartonien supérieur | 27.00    |
| 55.10      |                                        |            |                                                                |                     | 21.40    |



Figure 3 - Coupe technique et géologique de référence du Forage Villiers 1

(Source : Serveur Infoterre, mai 2020)



#### I .4. Synthèse des investigations réalisées dans le cadre de la mise en place de la DUP (mai 2013)

Dans le cadre des investigations préalables à la mise en place de la DUP, le forage a fait l'objet de plusieurs investigations.

##### **I.4.1. Résultats du contrôle vidéo**

Afin de vérifier l'état de vieillissement de l'ouvrage, un contrôle vidéo a été réalisé sur toute la hauteur du forage.

Les résultats obtenus ont indiqué un état de vétusté avancé du forage avec notamment une importante dégradation de la partie inférieure du cuvelage béton, celui-ci étant inexistant à partir de 25-30 mètres et ne laissant subsister que l'armature acier jusqu'au sommet du télescopage avec le tube acier Ø 1350 mm, à -41 mètres.

Par ailleurs, les investigations ont permis de constater un remblayage partiel du fond de l'ouvrage laissé en trou nu.

Les conclusions du bureau d'étude précisait que ce forage était dans un état de vétusté « *relativement avancée pour son âge* ».

- ➔ **Compte tenu des observations réalisées lors du diagnostic de mai 2013, et afin de s'assurer la pérennité de l'ouvrage, il est recommandé la mise en œuvre d'un nouveau programme d'investigation dans ce forage.**
- ➔ **Ces investigations consisteront à minima à réaliser un contrôle vidéo sur toute la hauteur en conditions statiques et dynamiques (au débit d'exploitation).**

##### **I.4.2. Diagraphie géologique (Gamma Ray)**

Dans le cadre des investigations de 2013, une mesure par gamma ray a été réalisée dans l'ouvrage, l'objectif était de confirmer la coupe géologique établie par le BRGM.

Les mesures réalisées indiquent, dans la partie supérieure, la présence de plusieurs niveaux argileux d'épaisseur variable avec un niveau marqué entre 20 et 24 mètres attribué à la formation des marnes bleues d'Argenteuil qui marquent le sommet de la formation éocène.

##### **I.4.3. Résultats des essais de pompage**

Les essais de pompage réalisés dans le cadre de la procédure DUP ont permis de confirmer la forte productivité de l'ouvrage avec notamment un pompage à 100 m<sup>3</sup>/h pour un niveau dynamique positionné à -40.88 m, correspondant à un rabattement de 3.13 mètres et une productivité de 32 m<sup>3</sup>/h/m.

Les paliers réalisés n'avaient pas permis d'atteindre de débit critique de l'ouvrage.

Suite aux essais par paliers, le forage avait fait l'objet d'un pompage continu réalisé au débit de 92,4 m<sup>3</sup>/h pendant 50 heures consécutives. Les données piézométriques enregistrées avaient montré une tendance à la pseudo stabilisation rapide (20 minutes). A l'issue des 50 heures de pompage, le niveau dynamique s'établissait à - 40,95 mètres (rabattement de 3.175 m) confirmant la forte capacité de la nappe.

##### **I.4.4. Qualité de l'eau captée**

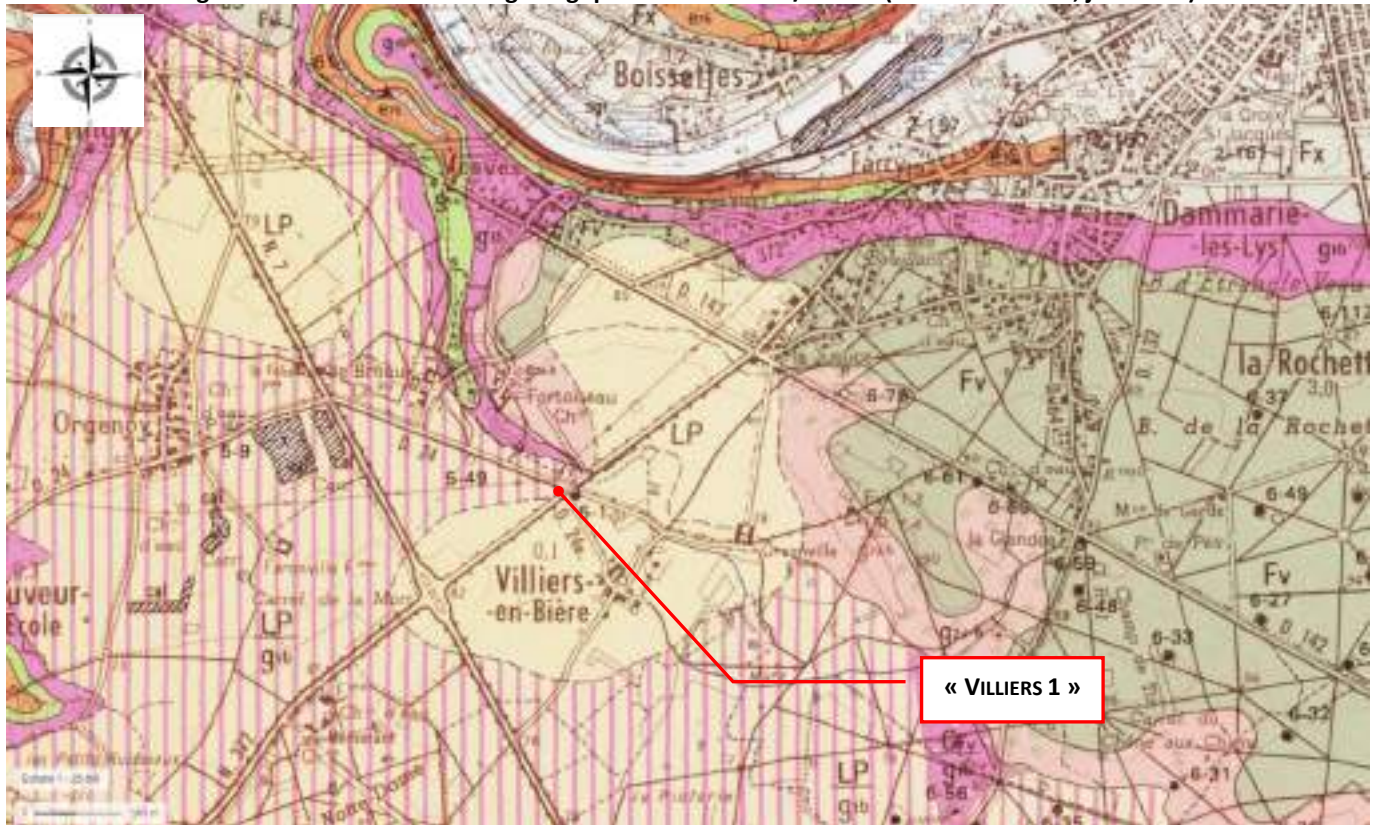
Du point de vue de la qualité de l'eau captée, les résultats de l'analyse effectuée (23/05/2013) avaient confirmé que l'eau produite était de bonne qualité, exempte de pesticides ou autres produits phytosanitaires et dans tous les cas conforme aux exigences réglementaires.



## II. RAPPEL DU CONTEXTE GEOLOGIQUE LOCAL

D'après la carte géologique au 1/50 000° de Melun, le forage « Villiers 1 » est implanté au droit des formations du Sannoisien constituées des Calcaires et argiles à meulière de Brie, l'ensemble étant surmonté par des limons de plateau (formation récentes).

Figure 4 – Extrait de la feuille géologique de Melun au 1/50 000 (Source Infoterre, juin 2020)

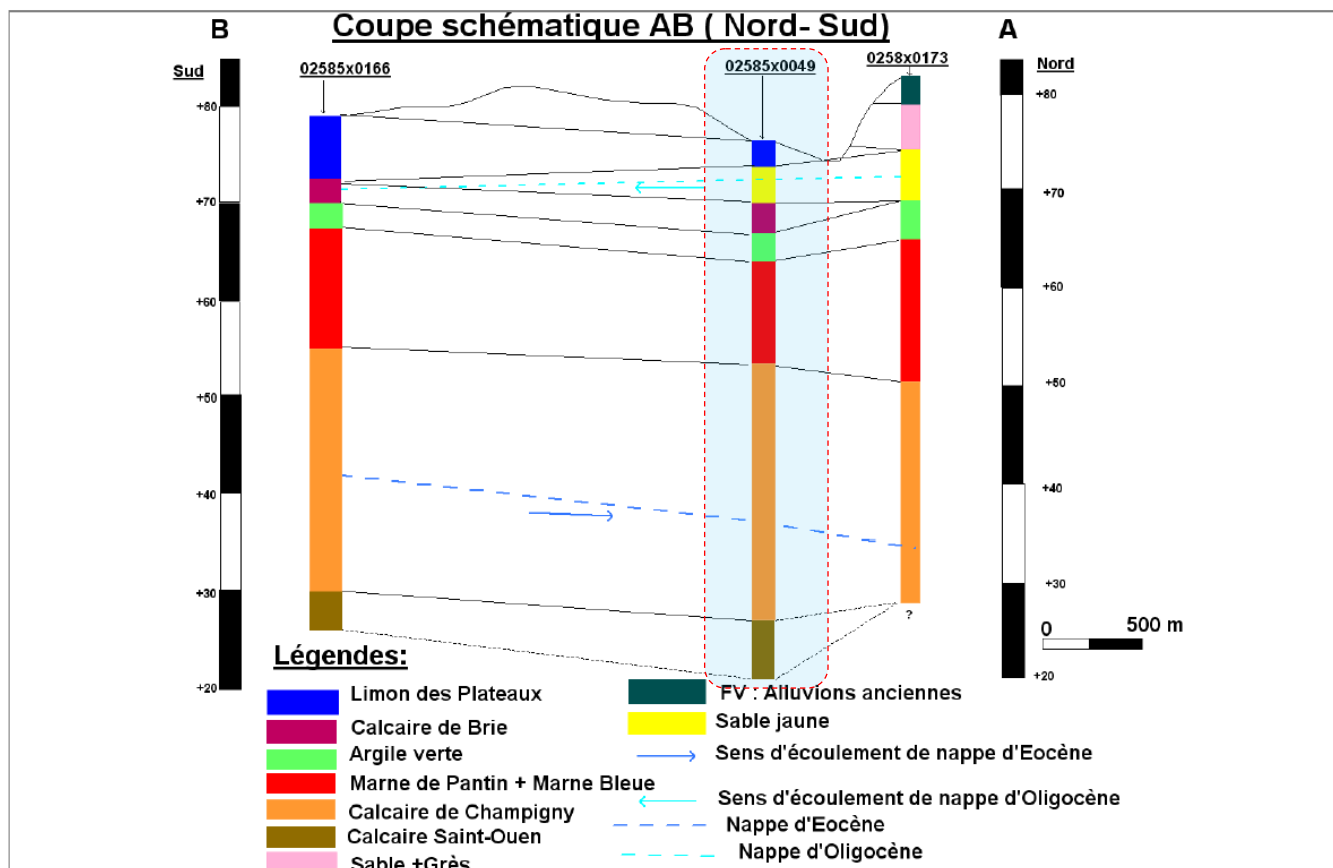


Compte tenu de sa profondeur (55 mètres), le forage traverse les niveaux oligocènes pour atteindre les calcaires de Champigny (Eocène). Le tableau 2 présenté ci-après précise la succession lithologique rencontrée au droit du forage.

**Tableau 2 - Succession lithologique rencontrée au droit du forage Villiers 1 (Source, Infoterre, juin 2020)**

| Profondeur        | Lithologie                                                                                            | Stratigraphie |           |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------|
| De 0 à 0.25 m     | SUPERF: TERRE                                                                                         | QUATERNAIRE   | OLIGOCENE |
| De 0.25 à 2.7 m   | SUPERF: LIMON, ARGILEUX CONSISTANT                                                                    | QUATERNAIRE   |           |
| De 2.7 à 3.75 m   | MEULIERE (D'APRES NOTICE CARTE MELUN, PEUT-ETRE COLLUVIONS DE FONTAINEBLEAU ALTEREES EN TETE)         | SANNOISIEN    |           |
| De 3.75 à 6.25 m  | SABLE, JAUNE FIN (D'APRES NOTICE CARTE MELUN, PEUT-ETRE COLLUVIONS DE FONTAINEBLEAU ALTEREES EN-TETE) | SANNOISIEN    |           |
| De 6.25 à 8.85 m  | CALCAIRE, ARGILEUX (CALCAIRE DE BRIE)                                                                 | SANNOISIEN    |           |
| De 8.85 à 10.45 m | ARGILE, JAUNE DUR (CALCAIRE DE BRIE)                                                                  | SANNOISIEN    |           |
| De 10.45 à 12.2 m | MARNE, VERT (DE ROMAINVILLE)                                                                          | SANNOISIEN    |           |
| De 12.2 à 13.1 m  | PRE/CALCAIRE/MARNE, NOIR/ (MARNES DE PANTIN)                                                          | LUDIEN        | EOCENE    |
| De 13.1 à 25 m    | MARNE, VERT (MARNES SUPRAGYPSEUSES)                                                                   | LUDIEN        |           |
| De 25 à 44.5 m    | PAS/CALCAIRE/CALCAIRE, SILICEUX; MARNE/ (CALCAIRE DE CHAMPIGNY S.L.)                                  | LUDIEN        |           |
| De 44.5 à 55.1 m  | PRE/CALCAIRE, BOULANT/CALCAIRE, DUR/                                                                  | EOCENE-SU     |           |

Dans son rapport d'étude de 2013 Archambault Conseil présente une coupe corrélatrice de plusieurs ouvrages du secteur. L'analyse des données permet d'observer les variations latérales des formations mais également de confirmer l'existence (et la continuité à l'échelle de la zone d'étude), des formations argileuses oligocènes et marneuses éocènes qui assurent la protection naturelle de la nappe captée.

**Figure 5 – Coupe corrélatrice Nord-Sud (Source Archambault Conseil, Rapport 2013)**



### III. RAPPEL DU CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE LOCAL

#### III .1. Aquifères en présence

Les caractéristiques géologiques locales permettent de distinguer deux niveaux aquifères :

- Une première nappe libre contenue dans les formations du Sannoisien entre 2 et 15 mètres de profondeur,
- Une nappe captive au sein des calcaires de Champigny (Ludien, Eocène) entre 23 et 55m qui est en charge, sous les argiles et marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Oligocène).

#### III .2. Piézométrie des nappes en présence

Dans le cadre de l'étude hydrogéologique préalable le cabinet Archambault Conseil a réalisé un inventaire des points d'eau, afin d'établir la piézométrie du secteur.

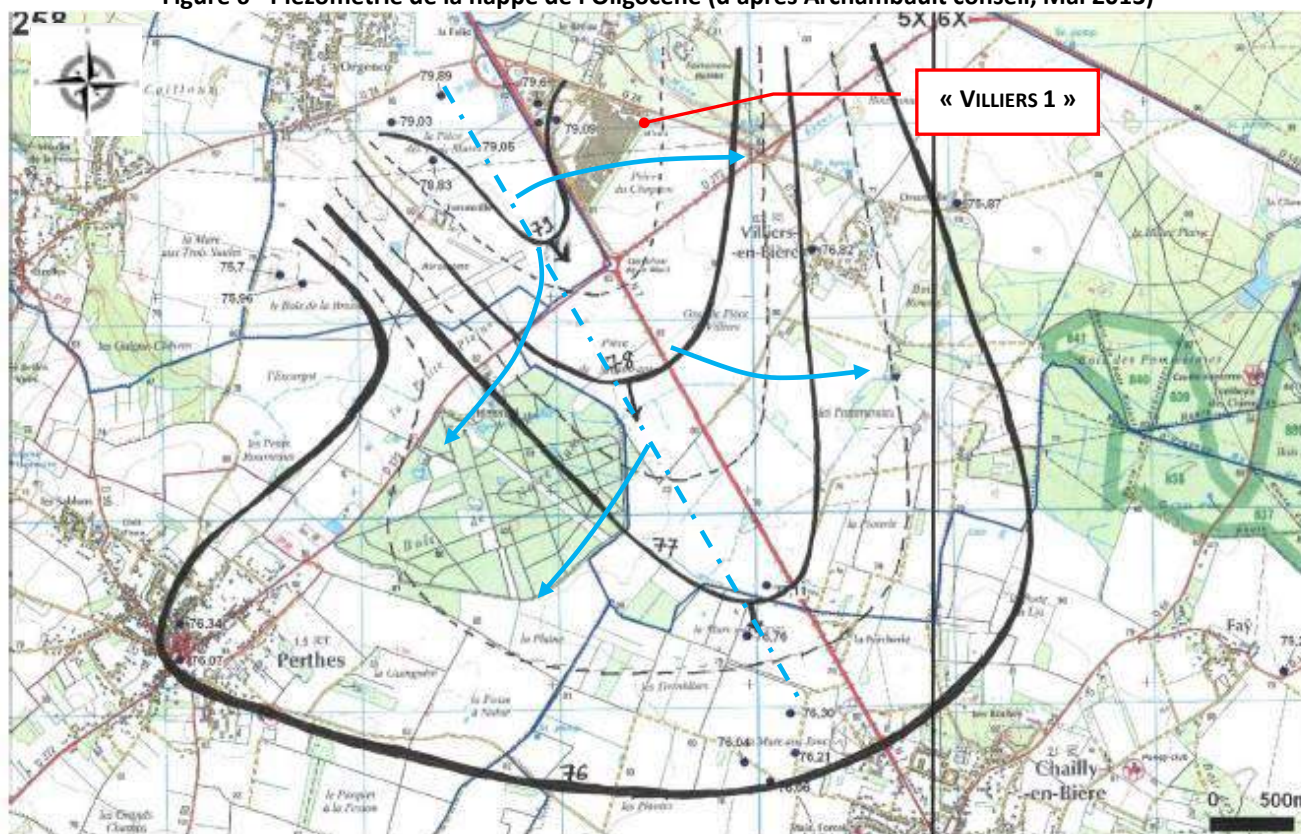
Les résultats obtenus confirment l'existence de deux nappes superposées distinctes.

Une **première nappe supérieure libre** contenue dans les niveaux oligocènes, généralement exploitée par des puits peu profonds. L'analyse des données piézométriques issues de la campagne de Mai 2013 (19 ouvrages d'une profondeur comprise entre 3 et 12,5 mètres) indique une direction d'écoulement globalement orientée du Nord-Ouest vers le Sud-Sud-Est.

Toutefois l'analyse détaillée indique la présence d'une crête piézométrique sensiblement alignée avec la Route Nationale 7 (axe situé légèrement au Sud-Ouest de la route). De part et d'autre de cet axe, les écoulements divergent et s'orientent vers l'Est (secteur Nord de l'axe) et vers le Sud-Ouest. Ainsi au droit du de la zone d'étude, l'écoulement de la nappe superficielle se fait vers l'Est.

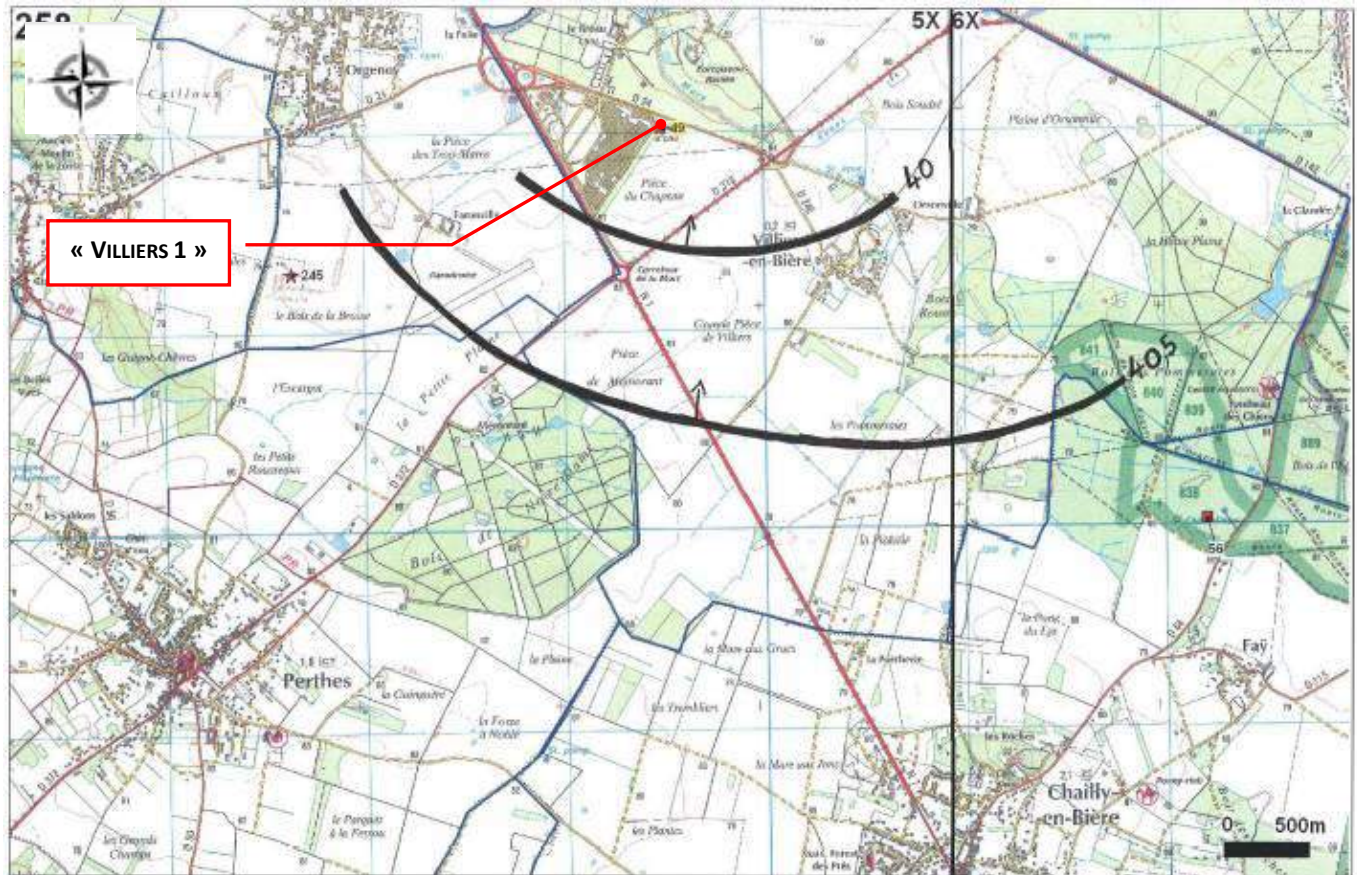
→ S'agissant d'une nappe libre, l'influence du réseau superficiel n'apparaît que très peu marquée, notamment dans le cas du Ru de la Marre aux Evées qui chemine au nord de la zone d'étude.

Figure 6 - Piézométrie de la nappe de l'Oligocène (d'après Archambault conseil, Mai 2013)



Une seconde nappe plus profonde, captive contenue dans les calcaires de Champigny (Eocène) dont l'écoulement est orienté vers le Nord-Ouest. Dans ce cas, la carte piézométrique est établie sur la base de 3 ouvrages dont les profondeurs sont comprises entre 50 et 55 mètres. Le forage communal exploite uniquement la nappe des calcaires de Champigny.

Figure 7 - Piézométrie de la nappe captive de l'Eocène (Calcaires de Champigny) (d'après Archambault, Mai 2013)



→ Comme le souligne Monsieur Mazeau dans son avis de décembre 2013, et sur la base des données piézométriques acquises, les différences de sens d'écoulement de ces deux nappes, montrent bien leur indépendance, et prouvent que les séries marneuses intermédiaires entre les deux réservoirs jouent bien leur rôle de barrière relativement « étanche ».



#### IV. CONCLUSIONS CONCERNANT LA VULNERABILITE DE LA NAPPE CAPTEE

L'ensemble des données acquises et disponibles confirme que la nappe captée, contenue dans le niveau Eocène des Calcaires de Champigny, bénéficie d'une bonne protection naturelle assurée par la présence de formations à dominants argileuses et ou marneuse entre -9 et -23 mètres.

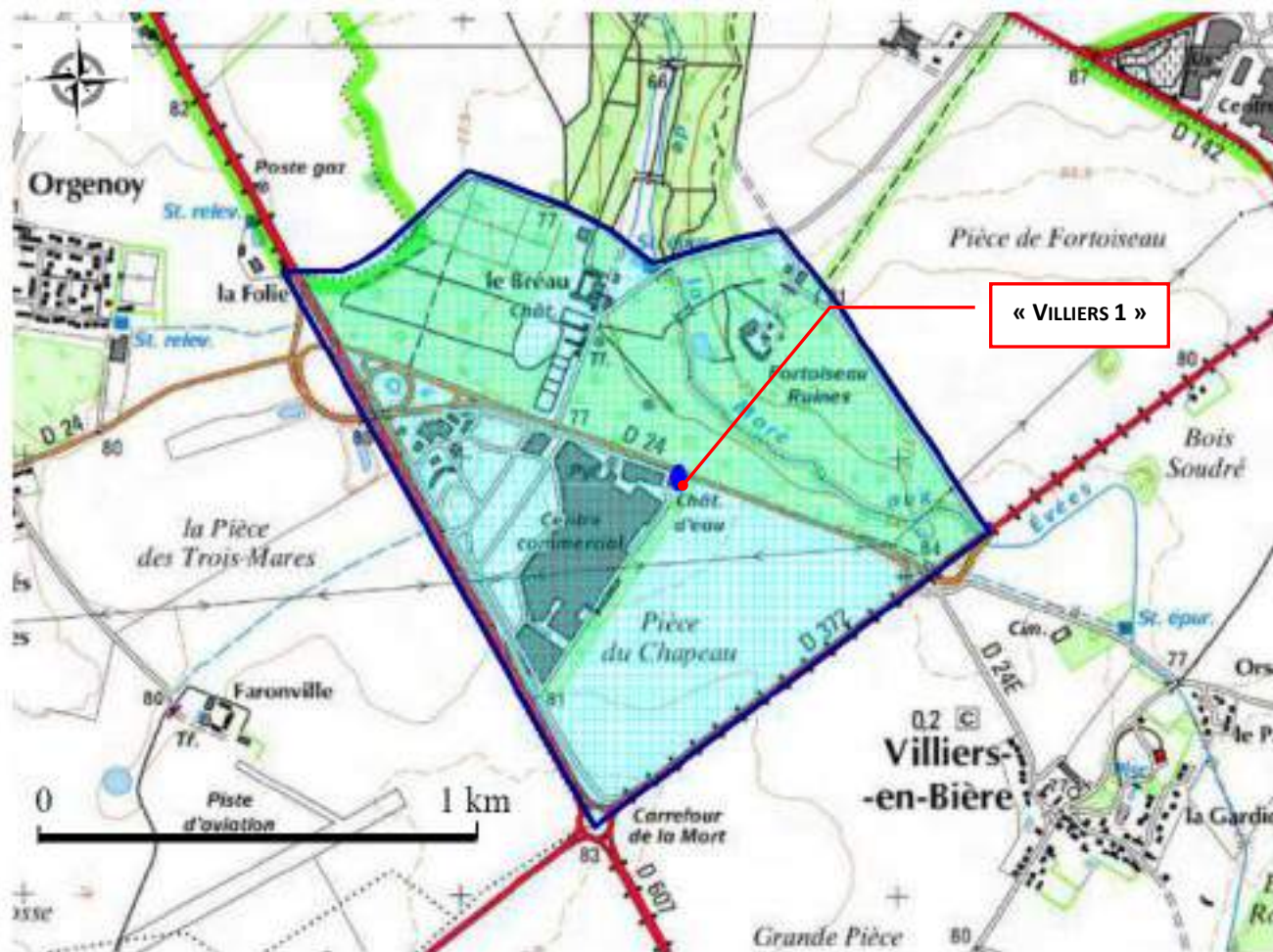
Ces formations permettent part ailleurs l'individualisation de deux nappes distinctes qui présentent des directions d'écoulement différentes confirmant leur isolation relative.

Toutefois, contrairement aux analyses réalisées en 2013, les analyses récentes réalisées en 2017 et 2019 montrent la présence en faible quantité de pesticides (*Déséthylatrazine*) traduisant une connexion avec les activités de surface.

#### V. RAPPEL CONCERNANT LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE DEFINIT

Défini par Monsieur Mazeau dans son avis de janvier 2014, le contour du périmètre de protection rapprochée, qui couvre une surface d'environ 125 Ha s'appuie sur l'isochrone 200 jours et prends en compte les risques potentiels de pollution, le sens d'écoulement des nappes (Eocène et oligocène) ainsi que le caractère profond et captif de la nappe exploitée.

Figure 8 – Extension du Périmètre de Protection Rapprochée du forage « Villiers 1 » (Michel Mazeau, Janvier 2014)





Il est rappelé que de manière générale, à l'intérieur de ce périmètre, toutes activités, installations ou dépôts susceptibles de porter atteinte à la qualité de la ressource doivent être soumis à l'avis des services administratifs compétents, la Police de l'Eau d'une part et l'ARS 77 de l'autre, l'objectif étant de prescrire éventuellement des dispositions nécessaires pour limiter tout risque potentiel.

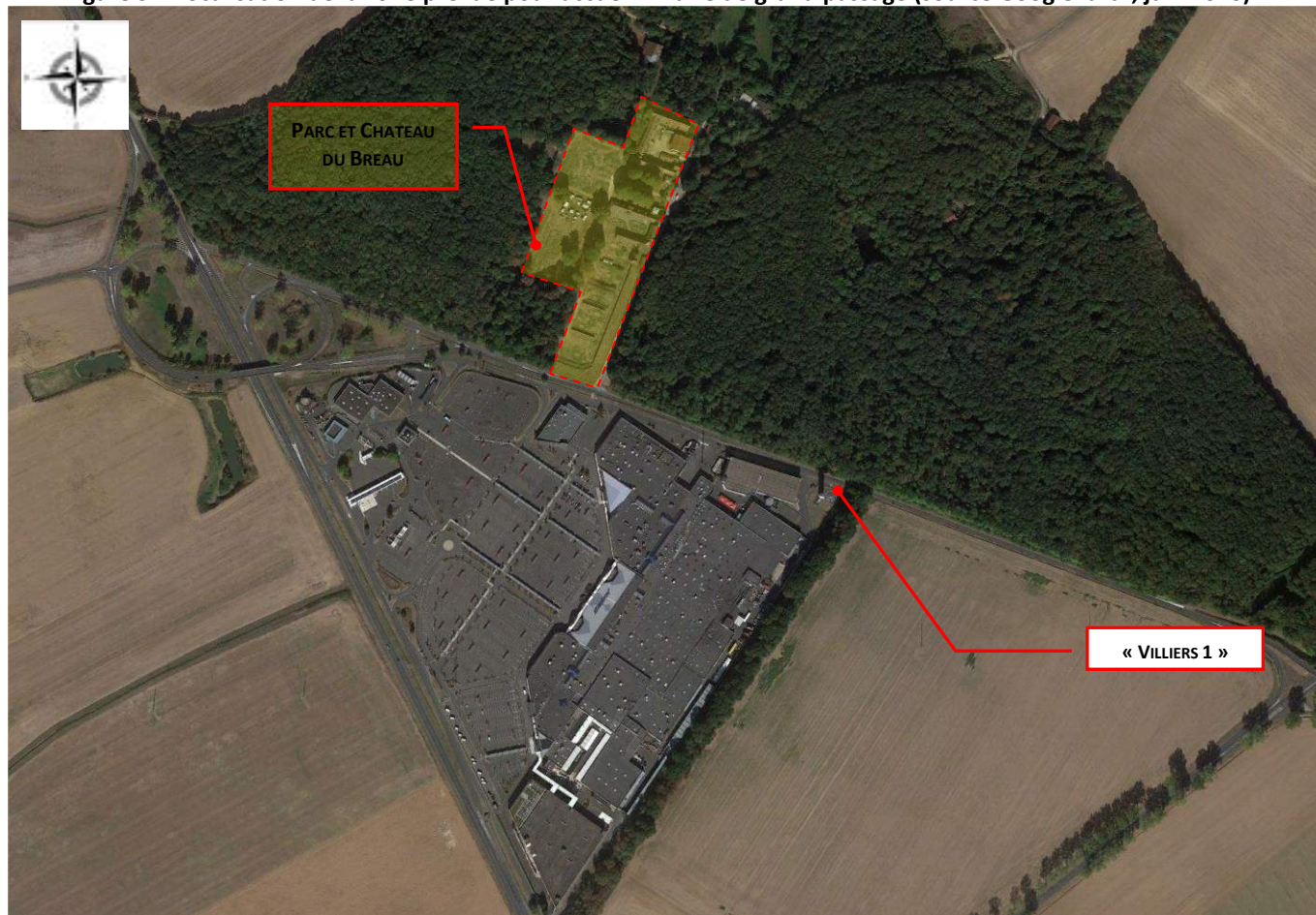
En complément de prescriptions de contrôle et ou suivi spécifiques (station de carburant du centre commercial), plusieurs types d'activité, sans être strictement interdites, sont acceptées sous réserve d'un avis favorable des services administratifs. C'est notamment le cas des campings ou du stationnement des caravanes en nombre.

## VI. PRESENTATION DES TRAVAUX ENVISAGES

A ce stade du projet, les travaux envisagés concernent l'aménagement du parc de l'ancien site du *Château du Breau* pour créer une aire de grand passage, l'objectif étant d'offrir une capacité d'accueil de 400 emplacements (enherbés) répartis sur une surface d'au moins 4 Ha.

La zone d'implantation retenue est localisée à environ 335 mètres au nord-ouest du forage « Villiers 1 ».

Figure 9 – Localisation de la zone prévue pour accueillir l'aire de grand passage (source GoogleEarth, juin 2020)



Ainsi, les travaux consisteront à démolir une partie des installations existantes pour les réaménager et à créer des infrastructures d'accueil adaptées (sanitaires, locaux de rassemblement, points de collecte de déchets).

## VI .1. Précautions générales concernant les travaux à réaliser

**Remarque préalable : Les travaux envisagés étant réalisés à l'intérieur de PPR (Périmètre de protection rapprochée) avec un forage en exploitation, des mesures de protection strictes devront être mises en œuvre.**

Pour la réalisation des éventuelles études géotechniques (sondages de sols), une attention particulière sera portée sur la qualité des fluides de forages utilisés pour la réalisation des sondages (utilisation obligatoire de fluides non polluants).

L'entreprise veillera à limiter l'utilisation de fluides de forages au strict minimum et sera attentive à la survenue d'éventuelles pertes de fluides et/ou surconsommation de produit.

Tous les produits utilisés devront être compatibles avec les exigences relatives à la production d'eau potable.

Après utilisation, ces sondages seront dûment comblés par du coulis de ciment injecté depuis le fond sur toute la hauteur. Chaque sondage sera repéré sur fond cartographique et coordonnées en Lambert 93.

Pour l'ensemble des travaux, la réalisation de bourniers ou fosses de décantation en pleine terre doit être strictement interdite.

De manière générale, l'état des engins et matériels de chantier sera préalablement contrôlé et une attention particulière sera portée quant au risque de déversement de produit polluant (carburant, huile hydraulique, autres).

Durant les travaux, les éventuels stockages de produits chimiques (carburant, huiles, autres) seront impérativement réalisés sur rétention appropriée.

Des moyens de protection de type rétention, absorption, confinement seront préventivement installés et/ou mis à disposition sur site de façon à être rapidement mobilisés en cas de détection de fuite.

Les remplissages des réservoirs de carburant des engins et autres matériels de chantier, ainsi que les éventuels transferts de carburant seront réalisés sur des surfaces imperméabilisées et/ou permettant la récupération des écoulements intempestifs.

En cas de démolition/démantèlement d'équipements susceptibles de constituer un risque de pollution (démantèlement d'un ancien transformateur, d'une ancienne cuve de stockage de carburant, ...) toutes les dispositions seront mises en œuvre afin de limiter tout risque de déversement accidentel lors des phases de manipulation.

Les matériaux potentiellement souillés seront immédiatement stockés en bennes étanches et évacués de la zone (hors des périmètres).

En cas d'incident impliquant des produits chimiques, il sera immédiatement procédé au confinement et à l'enlèvement des terrains souillés. Les quantités de produits mis en jeux ainsi que leur nature seront immédiatement communiquées au service de l'ARS 77.

### VI.1.1. Aménagements spécifiques

La conception des installations respectera les exigences réglementaires en vigueur (décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage). Toutefois compte tenu de la sensibilité du site, le projet devra tenir compte des points suivants :

- La capacité des installations sanitaires sera adaptée à la fréquentation du site,
- Un système permettant la récupération des toilettes individuelles,
- Les réseaux d'eaux usées existants qui ne seront pas remplacés feront l'objet d'un contrôle destiné à vérifier leur état. En cas d'anomalie, la section concernée devra être réparée ou remplacée,
- Le réseau de collecte des eaux pluviales sera équipé d'un séparateur d'hydrocarbures installé en aval du site et régulièrement entretenu,
- Les réseaux nouvellement créés devront permettre d'être facilement nettoyables et largement dimensionnés pour limiter les risques de colmatage,
- Afin de limiter les dépôts de déchets, des aires de collectes seront créées sur la zone et les déchets seront régulièrement collectés. La fréquence de collecte sera d'au moins 1/semaine et dans tous les cas sera adaptée à la fréquentation du site,
- Les containers à déchets seront étanches et adaptés pour permettre la collecte et le tri sélectif des déchets,
- A l'issue de chaque période d'occupation, le site sera entièrement nettoyé et l'ensemble des déchets et/ou dépôts éventuels seront évacués hors du site.

→ **Les caractéristiques définitives des infrastructures n'étant à ce stade pas connues, il est convenu d'émettre un avis complémentaire à l'issue des phases préparatoires (phase projet). Le cas échéant, des prescriptions spécifiques liées aux modalités d'exploitation et/ou à la mise en place de moyens de contrôle particuliers pourront être proposés.**

## **VII. CONCLUSIONS**

Les différents éléments transmis permettent de confirmer qu'à l'échelle du secteur d'étude, la nappe contenue dans les Calcaires de Champigny, captée par le forage « Villiers 1 » bénéficie d'une protection naturelle efficace notamment assurée par l'existence de séries argileuses puis marneuses qui permettent l'individualisation de deux aquifères.

Les nappes contenues dans ces aquifères montrent par ailleurs des caractéristiques différentes (piézométries, direction d'écoulement) qui confirment leur indépendance.

Dans ces conditions, concernant la création d'une aire d'accueil de grande capacité, **j'émet un avis favorable**, sous réserve de la mise en œuvre de précautions spécifiques visant à renforcer la protection du milieu.

Par ailleurs, au regard des conclusions des investigations réalisées en 2013 dans le forage « Villiers 1 » notamment les observations issues du contrôle vidéo, je recommande à la collectivité de réaliser rapidement le diagnostic de son ouvrage de production afin de s'assurer de sa pérennité et le cas échéant permettre d'engager un programme de sécurisation.

Fait à Olivet,  
Le jeudi 10 juin 2020,  
Guillaume DUBROCA







## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES SERVICES DE L'ÉTAT

Pôle de pilotage des procédures  
d'utilité publique

### ARRETE PREFECTORAL n° 17 DCSE EC 04 portant :

- déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux souterraines et instauration des périmètres de protection, et instauration des servitudes y afférentes, autour du captage d'eau "Villiers-en-Bière 1" identifié à la banque du sous-sol sous le numéro national BSS000UBAD (ex 02585X0049) situé sur le territoire de la commune de Villiers-en-Bière,
- autorisation d'utiliser l'eau issue du captage d'eau "Villiers-en-Bière 1" en vue de la consommation humaine, pour la production et la distribution par un réseau public et le conditionnement,
- autorisation du prélèvement de l'eau issue du captage "Villiers-en-Bière 1".

La Préfète de Seine-et-Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les Directives du Conseil des Communautés Européennes n° 98/83/CE du 3 novembre 1998 et de la Commission Européenne du 6 octobre 2015 n° (UE) 2015/1787 relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R.214-1 à R.214-6 et R.214-32 à R.214-45 ;

VU le code minier et notamment les articles L.411-1 et L.411-2 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-11-6 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-43, L. 152-7, L. 153-60 ;

VU le code forestier et notamment ses articles R.141-30 à R.141-38 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine-Normandie approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;

VU l'arrêté du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;

VU les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux forages soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration modifiés ;

VU l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté n° 2014153-0011 du 02 juin 2014 définissant le programme d'actions régionale en vue de la protection des eaux contre la pollution par les Nitrates d'origines agricole pour la région Ile- de- France ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental de Seine-et-Marne ;

VU la délibération du 12 novembre 2008 du conseil municipal de la commune de Villiers-en-Bière ;

VU l'étude environnementale de décembre 2013 réalisée par la société Archambault Conseil ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 3 janvier 2014 proposant la délimitation des périmètres de protection pour le captage "Villiers-en-Bière 1" situé sur la commune de Villiers-en-Bière ;

VU le dossier de consultation administrative reçu par la Mission Inter Services de l'Eau et de la Nature (MISEN) le 23 mars 2015 et enregistré sous le numéro MISEN F447-2015/035 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 17 DCSE EC 01 du 14 février 2017, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique du 13 mars au 13 avril 2017 inclus préalable à :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux souterraines et d'instauration des périmètres de protection du captage d'eau potable de la commune de Villiers-en-Bière portant l'indice minier n° BSS000UBAD (ex 02585X0049) ;
- l'autorisation du prélèvement de l'eau en vue de la consommation humaine, au titre du code de l'environnement ;
- et au parcellaire dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée de l'ouvrage.

VU les dossiers et les registres d'enquêtes déposés en mairie de Villiers-en-Bière du 13 mars au 13 avril 2017 inclus ;

VU les pièces attestant que les formalités de publicité ont été effectuées conformément aux dispositions des articles R.123-11 du code de l'environnement et R.131-5 et R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 12 mai 2017 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Seine-et-Marne dans sa séance du 12 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** que le captage "Villiers-en-Bière 1" a été réalisé en 1967 et qu'il est utilisé en vue de la consommation humaine depuis cette date ;

**CONSIDERANT** que le captage "Villiers-en-Bière 1" délivre une eau conforme à la réglementation après désinfection ;

**CONSIDERANT** que le captage relève de la procédure d'autorisation au titre de la loi sur l'eau selon la rubrique 1.3.1.0 définie à l'article R214-1 et des articles L214-1 à L214-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la mise en place de périmètres de protection autour du captage "Villiers-en-Bière 1" est indispensable à la préservation de la qualité de l'eau distribuée à la collectivité ;



**CONSIDERANT** le projet d'arrêté préfectoral notifié le 16 novembre 2017 au maire de la commune de Villiers-en-Bière suite au CoDERST du 12 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** l'absence d'observations du maire de la commune de Villiers-en-Bière sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet du présent arrêté**

Les dispositions du présent arrêté ont pour objet :

- la déclaration d'utilité publique des travaux à entreprendre par la commune de Villiers-en-Bière en vue du prélèvement et de la dérivation des eaux souterraines par le captage "Villiers-en-Bière 1" ;
- la définition des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage "Villiers-en-Bière 1" et l'instauration des servitudes y afférentes ;
- l'autorisation de prélever et d'utiliser l'eau du captage " Villiers-en-Bière 1" en vue de la consommation humaine,

La commune de Villiers-en-Bière sera désignée dans la suite de l'arrêté sous le terme "le demandeur".

### **Article 2 - Références et coordonnées du captage**

Captage " Villiers-en-Bière 1" :

- Code banque de données du sous-sol n° BSS000UBAD (ex 02585X0049)
- Coordonnées Lambert 93 : X = 669 487 m, Y = 6 822 338 m, Z = 76,5 m
- Profondeur : 55 m.
- Parcelle cadastrale A 104 de la commune de Villiers-en-Bière.

## **1<sup>ère</sup> partie : Déclaration d'Utilité Publique**

### **Article 3 - Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique les travaux réalisés en vue du prélèvement et de la dérivation des eaux souterraines ainsi que l'établissement de périmètres de protection autour du captage d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, eau traitée et distribuée de la commune de Villiers-en-Bière, tels qu'ils figurent sur les plans de délimitation ci-annexés.

## **2<sup>ème</sup> partie : Périmètres de protection – délimitations et prescriptions**

### **Article 4 - Délimitation des périmètres de protection**

Trois périmètres de protection sont instaurés autour du captage pour en assurer la protection immédiate, rapprochée et éloignée. Ces périmètres sont définis sur les plans annexés au présent arrêté.

#### **4-1 Périmètre de protection immédiate (PPI)**

Ce périmètre a pour objectif d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter une pollution directe de ceux-ci ou une pollution directe de la nappe.

Il est constitué par la partie Est de la parcelle A 104 de la commune de Villiers-en-Bière.

#### **4-2 Périmètre de protection rapprochée (PPR)**

Ce périmètre est destiné à protéger l'eau potable en cas de pollution accidentelle.

Il est constitué des parcelles suivantes sur la commune de Villiers-en-Bière :

Section A : parcelles 3, 7 à 10, 13 à 15, 39 à 41, 43 à 46, 56, 58, 82, 91, 94, 97, 102, partie ouest de la parcelle 104, 105, 106, 108 à 111, 114, 116, 125, 126, 151 à 154, 162 à 166 et des sections des chemins comprises à l'intérieur du périmètre.

#### **4-3 Périmètre de protection éloignée (PPE)**

Le périmètre éloigné s'étend au Nord-Est jusqu'à la route départementale 142, à l'Ouest jusqu'aux abords du hameau d'Orgenoy et du bourg de Saint-Sauveur-sur-Ecole, au Sud jusqu'aux abords du bourg de Perthes-en-Gâtinais et englobe le bourg de Villiers-en-Bière à l'Est.

### **Article 5 – Prescriptions**

Les prescriptions définies ci-dessous pour les trois périmètres de protection s'ajoutent aux dispositions fixées par la réglementation générale.

En cas de déversement accidentel de produit polluant survenant dans la zone circonscrite par les différents périmètres de protection, il conviendra d'en informer l'autorité sanitaire et de mettre en œuvre les mesures de sauvegarde du point d'eau et de la ressource en eau souterraine captée, vulnérable dans le contexte hydrogéologique local.

#### **5-1 Périmètre de protection immédiate (PPI)**

Dans la partie où se trouve le captage, toute activité étrangère à l'exploitation des eaux est interdite.

La parcelle A 104 sera entourée d'une clôture de 2 m de hauteur et partagée en deux par une clôture séparative afin que les gestionnaires des antennes de télécommunication ne puissent accéder au captage. Chaque partie disposera d'un portail cadénassé indépendant.

La parcelle A 104 sera entretenue sans utilisation de pesticide ou d'herbicide. Aucun produit chimique autre que ceux nécessaires pour l'exploitation n'y sera entreposé.

L'ancien poteau électrique avec son transformateur sera démonté et évacué.

Les margelles et capots de fermeture de la tête de forage seront maintenus étanches pour éviter toute pénétration d'eau superficielle. Un système de protection par alarme télétransmise sera mis en place.

#### **5-2 Périmètre de protection rapprochée (PPR)**

Il s'agit d'une zone dans laquelle tout incident devra être porté sans délai à la connaissance de la mairie.

Dans ce périmètre seront interdits toute activité ou installation ainsi que tout dépôt pouvant avoir une influence directe ou indirecte sur la qualité chimique et bactériologique de l'eau captée ainsi que sur l'aquifère lui-même.



### Ainsi seront interdits :

- les nouveaux captages d'eau, autres que ceux destinés à la consommation humaine de Villiers-en-Bière ;
- le déversement d'effluent dans le sol et le sous-sol ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière ;
- l'ouverture d'excavations supérieures à 3 mètres de profondeur, autres que celles nécessaires aux travaux d'aménagements urbains, aux passages des réseaux de distribution d'eau, d'électricité, gaz, téléphonie et télétransmission, chaleur, assainissement, voiries, à l'exception des piscines et sous-sol des maisons d'habitation ;
- l'installation de dépôt d'ordures ménagères, de détritiques, de produits radioactifs, de cimetière, et de tous autres produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- l'installation de gazoduc ou d'oléoduc régionaux d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eau usée de toutes natures, autres que domestiques ou nécessaires à l'activité industrielle ou commerciale locale ;
- la construction d'habitations non assainies collectivement ;
- le stockage d'engrais organique ou chimique et de produits ou substances destinés à la fertilisation du sol ou à la lutte contre les ennemis des cultures et des herbages en dehors des aires étanches prévues à cet effet dans les sites d'exploitation ;
- l'établissement d'étable et de stabulation libre, permanente ou mobile, à l'exception d'animaux de loisir en nombre limité ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires par voie aéroportée ;
- les apports de fertilisant, de pesticides et de produits phytosanitaires ne devront pas être réalisés à moins de 35 m des forages ;
- les épandages de boues de station d'épuration, des effluents d'industries agroalimentaires, les jus d'ensilage, des eaux résiduaires d'origine domestique et de matière de vidange ;
- le déboisement. Les espaces boisés devront être classés en espaces boisés et être inscrits au document d'urbanisme conformément à l'article L113-2 du code de l'urbanisme ;
- la création de plan d'eau, de mare ou d'étang ;
- la création de cimetière ;
- le camping et le stationnement des caravanes en nombre ;

A l'intérieur de ce périmètre de protection rapprochée, les activités suivantes seront autorisées après instruction administrative :

- les apports de fertilisation azotée minérale ou organique en dehors des périodes prescrites par la réglementation générale. Ces apports devront être conformes aux recommandations agricoles et ne pas dépasser les doses nécessaires aux plantes ;
- le remblaiement des excavations et puits existants ;
- la création de réseaux de drainage ;
- le stockage temporaire de matières fermentescibles en vue d'épandage est autorisé pour les matières ne provenant pas d'élevage d'animaux ;
- les interventions forestières pour les parcelles boisées qui disposent d'un plan simple de gestion (PSG) ;

Les installations existantes devront être conformes à la réglementation générale, les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) devront respecter la réglementation particulière à leur activité.

### **5-3 Périmètre de protection éloignée (PPE)**

Le périmètre de protection éloignée est une zone où la réglementation existante doit être appliquée de manière très stricte.



Dans ce périmètre, les activités seront soumises aux prescriptions suivantes :

- pour tout nouveau projet soumis à une procédure préfectorale d'autorisation ou de déclaration, une étude d'impact devra faire le point sur les risques susceptibles d'entraîner une pollution des sols et des aquifères. Les mesures prises pour les prévenir devront être présentées ;
- d'une façon générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur, dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet ;
- concernant les activités agricoles ou assimilées, elles devront suivre scrupuleusement la directive « nitrates » ainsi que les différents programmes d'actions départementales ;
- les épandages de boues d'installations classées seront soumis à avis des services de l'Etat et des collectivités locales.

### **3<sup>ème</sup> partie – Autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine**

#### **Article 6 – Autorisation**

Le demandeur est autorisé à utiliser l'eau du captage " Villiers-en-Bière 1" en vue de la consommation humaine après désinfection.

#### **Article 7 - Etapes du traitement**

La filière de traitement des eaux destinées à la consommation humaine est constituée d'une désinfection par chloration.

#### **Article 8 - Contrôle sanitaire**

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Agence régionale de santé Ile-de-France établit les lieux de prélèvements et le programme d'analyse du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau.

Le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux et, en particulier, l'efficacité de la désinfection.

Les modalités de l'auto-surveillance réalisée par le demandeur et tout projet de modification des installations de traitement doivent être portées à la connaissance du Préfet.

### **4<sup>ème</sup> partie - Autorisation de prélever de l'eau**

#### **Article 9 – Autorisation**

Le demandeur est autorisé à prélever l'eau dans la nappe aquifère des calcaires du Champigny.

#### **Article 10 - Volumes prélevés**

Le prélèvement autorisé pour le captage " Villiers-en-Bière 1" sera un débit de 70 m<sup>3</sup>/h, un prélèvement journalier de 1 400 m<sup>3</sup> maximum. Le volume annuel ne pourra être supérieur à 270 000 m<sup>3</sup>.

#### **Article 11 - Suivi des pompages**

Les relevés du suivi des volumes prélevés sont mensuels, centralisés et tenus à la disposition des administrations concernées.

Un état des prélèvements mensuels et annuels ainsi que les rendements des réseaux seront adressés tous les ans au service police de l'eau de Seine-et-Marne, dans les deux mois qui suivent la fin de chaque année civile. Cet état doit faire également apparaître les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

## **Article 12 – Equipement**

Le captage doit être équipé notamment :

- d'un compteur volumétrique ;
- d'une sonde piézométrique permettant l'enregistrement des niveaux statique et dynamique ;
- d'un capot étanche et cadenassé ou moyen équivalent (bâtiment fermé) ;
- d'une margelle de 3 m<sup>2</sup> minimum autour de la tête du forage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel, sauf si la tête de l'ouvrage débouche dans un local ;
- d'une plaque d'identification avec le code BSS attribué par le BRGM.

## **Article 13 - Surveillance et entretien**

Les opérations de prélèvements sont régulièrement surveillées et les ouvrages et installations de prélèvement et de suivi sont régulièrement entretenus de manière à éviter tout gaspillage et garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Tout incident ayant pu porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au Préfet de Seine-et-Marne dès que le propriétaire ou l'exploitant en a connaissance.

## **Article 14 - Accessibilité**

Les propriétaires et les exploitants sont tenus de laisser accès aux agents chargés du contrôle, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L.216-4 du code de l'environnement.

## **Article 15 - Déclaration d'incident ou d'accident (art. L. 211-5 et R214-46 du code de l'environnement)**

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet de Seine-et-Marne et au Maire de Villiers-en-Bière tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet de Seine-et-Marne, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

## **Article 16 - Modification de l'opération (art. R 214-18 du code de l'environnement)**

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation.

## **Article 17 - Clause de précarité**

Les prélèvements peuvent être suspendus ou limités provisoirement par le Préfet de Seine-et-Marne pour faire face aux situations ou aux menaces d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou risque de pénurie en application de l'article L211-3 du code de l'environnement.



## **Article 18 - Cessation de l'exploitation ou de l'affectation (art. R 214-45 du code de l'environnement)**

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation du captage ou de son affectation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire auprès du préfet, dans le mois qui suit l'expiration du délai de deux ans, la cessation définitive, ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive d'activité le déclarant est tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés l'article L211-1 du code de l'environnement, conformément à l'arrêté de prescriptions générales du 11 septembre 2003 (articles 12 et 13).

## **5ème partie : Dispositions générales**

### **Article 19 - Publicité et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié sans délai au demandeur.

Le présent arrêté sera :

- publié, par les soins du Préfet de Seine-et-Marne, au recueil des actes administratifs de l'État du département de Seine-et-Marne et sur le site Internet des services de l'État en Seine-et-Marne ;
- affiché, par le maire de Villiers-en-Bière en mairie pendant au moins deux mois.

Une mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet et à la charge de la commune de Villiers-en-Bière en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Un extrait de cet acte sera adressé par le demandeur à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le maire de la commune de Villiers-en-Bière informera sans délai le Préfet de Seine-et-Marne de l'accomplissement de ces formalités.

Le maire de Villiers-en-Bière conserve le présent arrêté et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnées dans le présent arrêté seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Villiers-en-Bière, dans les conditions définies à l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

### **Article 20 – Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun introduit dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours administratif peut suspendre le délai du recours contentieux, s'il est formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte, selon une des formes suivantes :

- recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne - rue des Saints Pères - 77010 MELUN CEDEX ;
- recours hiérarchique, adressé au Ministère en charge de la santé - 14 avenue Duquesne 75007 PARIS.

Le recours contentieux court à compter de la décision explicite ou implicite (au terme d'un délai de deux mois) de rejet du recours administratif.

Les décisions prises en application des articles L.214-1 à L.214-6 et L.214-8 du code de l'environnement peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif de Melun, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

#### Article 21 – Exécution

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,
- M. le Maire de la commune de Villiers-en-Bière,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de Seine-et-Marne,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile de France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (Ile-de-France),
- Mme la Directrice de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne,
- M. le Président du Conseil Départemental, DEE,
- M. GRIERE, Coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés.

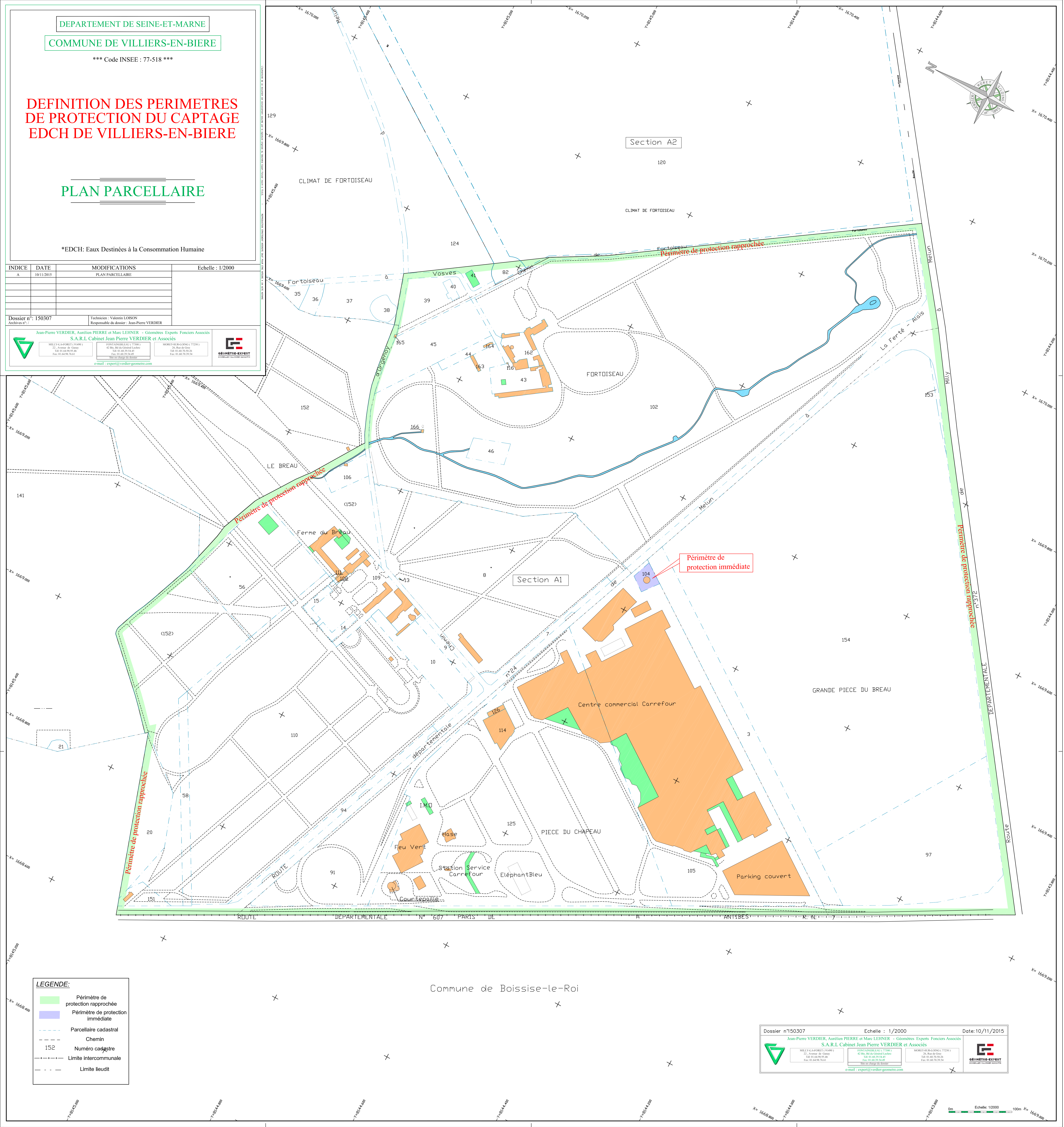
Melun, le 05 DEC. 2017

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Nicolas de MAISTRE

*ANNEXES de l'arrêté préfectoral n° 17 DCSE EC 04 (consultables à la Délégation Départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé Ile-de-France et à la Préfecture de Seine-et-Marne) : un état et un plan parcellaires.*







DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE  
COMMUNE DE VILLIERS-EN-BIERE

DEFINITION DES PERIMETRES DE  
PROTECTION DU CAPTAGE EDCH DE  
VILLIERS-EN-BIERE



Ouvrage : 0258-5x-0049 Forage P1  
Décembre 2013

Arrêté préfectoral  
n°10 ARS 04 CSSM du 27 mai 2010

Michel MAZEAU  
9 allée des Carrougeaux  
78620 l'Etang-la-ville

Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique

# TABLE DES MATIERES

---

|                                                                                      |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1 -Préambule .....</b>                                                            | <b>1</b>  |
| <b>2 -Informations générales sur l'alimentation en eau de la collectivité.....</b>   | <b>2</b>  |
| <b>3 -Géologie du secteur concerné .....</b>                                         | <b>4</b>  |
| <b>4 -Hydrogéologie .....</b>                                                        | <b>6</b>  |
| 4.1 Aquifères .....                                                                  | 6         |
| 4.2 Piézométrie .....                                                                | 6         |
| <b>5 -Caractéristiques techniques du captage et de sa protection sanitaire .....</b> | <b>11</b> |
| 5.1 Etat externe.....                                                                | 11        |
| 5.2 Etat interne .....                                                               | 11        |
| 5.3 Pompages d'essais .....                                                          | 13        |
| 5.3.1 Pompages par paliers.....                                                      | 13        |
| 5.3.2 Pompages en continu.....                                                       | 14        |
| <b>6 -Caractéristiques et qualité de l'eau captée.....</b>                           | <b>15</b> |
| <b>7 -Environnement et vulnérabilité.....</b>                                        | <b>16</b> |
| 7.1 Environnement immédiat .....                                                     | 16        |
| 7.2 Environnement rapproché .....                                                    | 17        |
| 7.3 Assainissement .....                                                             | 19        |
| 7.4 Carte d'inventaire des foyers potentiels de pollution.....                       | 20        |
| <b>8 - Avis de l'Hydrogéologue agréé.....</b>                                        | <b>21</b> |
| 8.1 Sur les disponibilités en eau .....                                              | 21        |
| 8.2 Sur l'aménagement du captage.....                                                | 21        |
| 8.3 Sur la délimitation des périmètres de protection .....                           | 22        |
| 8.3.1 Périmètre de protection immédiate .....                                        | 22        |
| 8.3.2 Périmètre de protection rapprochée .....                                       | 23        |
| 8.3.3 Périmètre de protection éloignée.....                                          | 26        |

## TABLE DES ILLUSTRATIONS

---

|                                                                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 2-1: Plan du réseau d'eau potable de Villiers-en-Bière .....                                                                   | 2  |
| Figure 3-1: Situation géologique (Fig 5 du rapport Archambault de juillet 2013).....                                                  | 4  |
| Figure 3-2 : Diagraphie :gamma Ray ( annexe 7 rapport d'Archambault Conseils)..                                                       | 5  |
| Figure 3-3 : Coupe géologique (Extrait annexe 6 du rapport préalable<br>d'Archambault Conseil).....                                   | 5  |
| Figure 4-1: Carte piézométrique de l'aquifère semi-captif ( Annexe 4 du rapport<br>Archambault Conseil juillet 2013).....             | 9  |
| Figure 4-2 : Carte piézométrique de l'aquifère libre (Annexe 4 du rapport<br>Archambault Conseil juillet 2013).....                   | 10 |
| Figure 5-1: Coupe technique du P1 de Villiers-en-Bière .....                                                                          | 12 |
| Figure 5-2: Résultats de l'essai de pompage par paliers .....                                                                         | 13 |
| Figure 7-1: Secteur d'étude environnementale.....                                                                                     | 16 |
| Figure 7-2 : environnement immédiat .....                                                                                             | 17 |
| Figure 7-3 : Locatisations des rejets du centre Commercial.....                                                                       | 18 |
| Figure 7-4 : Implantation des principaux risques industriels.....                                                                     | 19 |
| Figure 7-5 : Implantation des principaux risques de pollutions des nappes d'eaux<br>souterraines (annexe 15 rapport Archambault)..... | 20 |
| Figure 8-1 : Périmètre de Protection Immédiate:.....                                                                                  | 22 |
| Figure 8-2 : Définition du Périmètre de Protection Rapprochée .....                                                                   | 23 |
| Figure 8-3 : Périmètre de Protection Eloignée.....                                                                                    | 26 |

# 1-Préambule

La commune de Villiers-en-Bière souhaite assurer la protection de la ressource en eau souterraine exploitée par son captage communal dont le n° de référence BRGM est:

## **0258-5X-0049 Forage P1.**

Par courrier du 28 mai 2010, la DDASS du département de Seine et Marne m'a désigné par arrêté préfectoral n°10 ARS 04 CSSM, comme hydrogéologue agréé afin de donner mon avis sur la définition des périmètres de protection de ce captage.

Je me suis rendu sur place pour une première visite de terrain le 10 Octobre 2010. A ce jour, une réunion de présentation des différents partenaires a permis le démarrage de la mission d'établissement des périmètres de protection. Suite à cette réunion, un cahier des charges a été élaboré, des bureaux d'étude ont été consultés. C'est le bureau d'étude Archambault Conseil qui a été retenu.

Le rapport d'étude technique et d'environnement a été présenté le 13 septembre 2013, le rapport définitif m'est parvenu le 20 décembre 2013.

C'est sur la base de ce rapport, ainsi que sur ma propre documentation et expérience que le présent rapport a été rédigé. Toutes les illustrations ont pour source, le rapport d'étude préalable d'Archambault Conseil de décembre 2013.

Le présent rapport définit les différents périmètres de protection du captage EDCH de la commune de Villiers-en-Bière.

## 2- Informations générales sur l'alimentation en eau de la collectivité

La commune de Villiers-en-Bière est alimentée en eau potable par l'exploitation de son forage communal P1. Ce forage est situé tout près de la zone commerciale de Carrefour, en bordure de la D24. Il est situé sur la parcelle cadastrée sur la section A, parcelle 104 du plan cadastral de Villiers-en-Bière.

Ce captage approvisionne le château d'eau de 500 m<sup>3</sup> situé sur la même parcelle, via 2 pompes de 60 m<sup>3</sup>/h fonctionnant alternativement. La distribution sur la commune se fait gravitairement et alimente 220 personnes. Une pompe de 100 m<sup>3</sup>/h envoie également de l'eau vers le réseau de distribution de Villiers-Barthou. Le château d'eau de Villiers-en-Bière est interconnecté avec le château d'eau de Dammarie-les-Lys (600 m<sup>3</sup>) et celui de la Rochette (2000 m<sup>3</sup>).

Le schéma de fonctionnement du réseau d'eau potable est donné par la figure ci-dessous (extraite du rapport Archambault de juillet 2013).

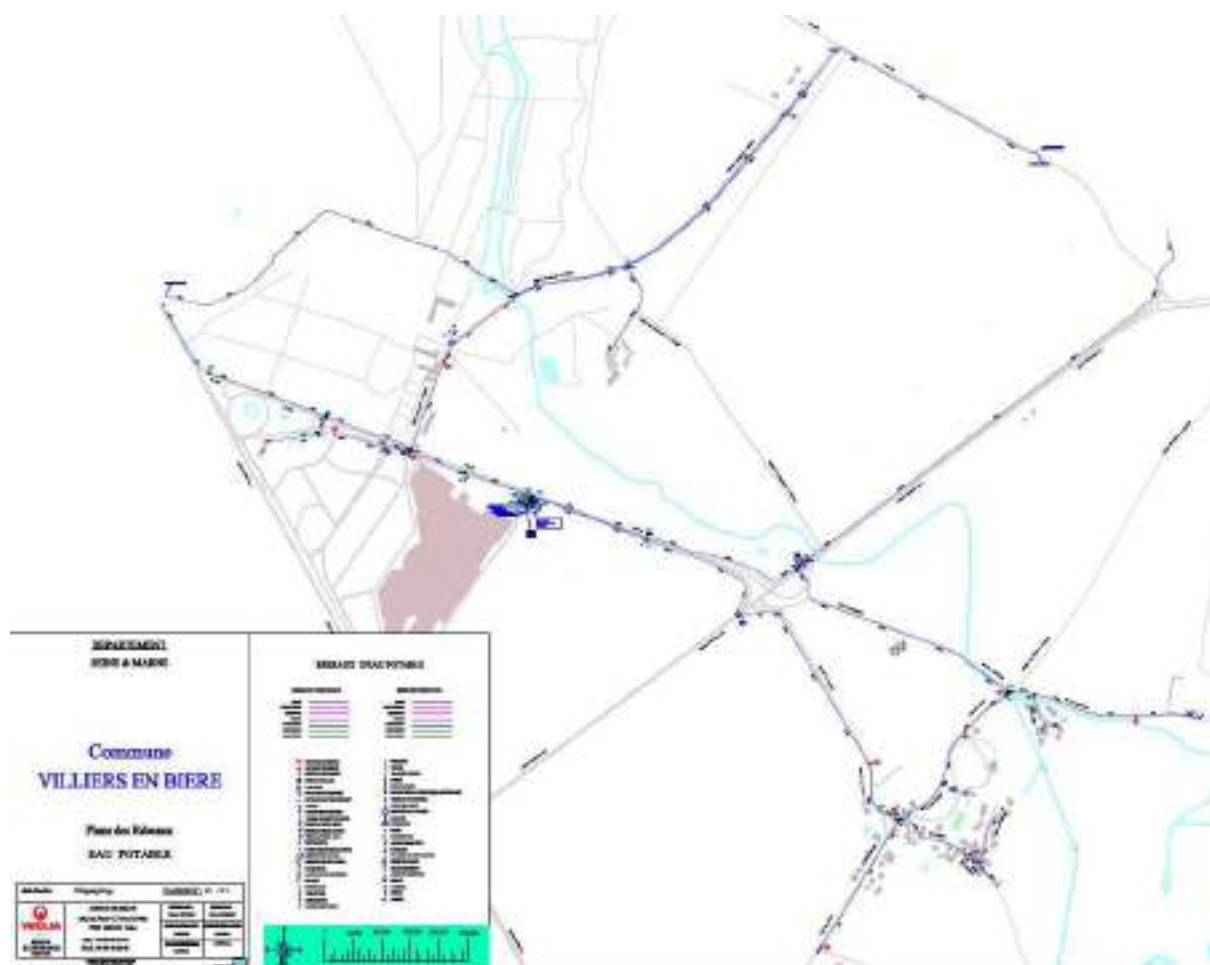


Figure 2-1: Plan du réseau d'eau potable de Villiers-en-Bière



Le volume annuel produit par le captage étudié varie entre 121 279 m<sup>3</sup>/an (2012) et 263 478 m<sup>3</sup>/an (2009).

La demande d'utilité publique concerne une production de 1400 m<sup>3</sup>/j soit 270 000 m<sup>3</sup>/an, dont 60 000 m<sup>3</sup> seront destinés à la commune de Villiers-en-Bière, et 210 000 m<sup>3</sup>/an seront exportés vers l'agglomération de Melun - Dammarie-les-Lys

C'est pour un tel volume annuel que sont dressés les périmètres de protection du captage communale P1

Le rendement du réseau actuel est bon : 92 %..

La bonne qualité de l'eau pompée, ne nécessite pas d'usine de traitement, une simple chloration par injection de chlore gazeux au droit des pompes est suffisante.

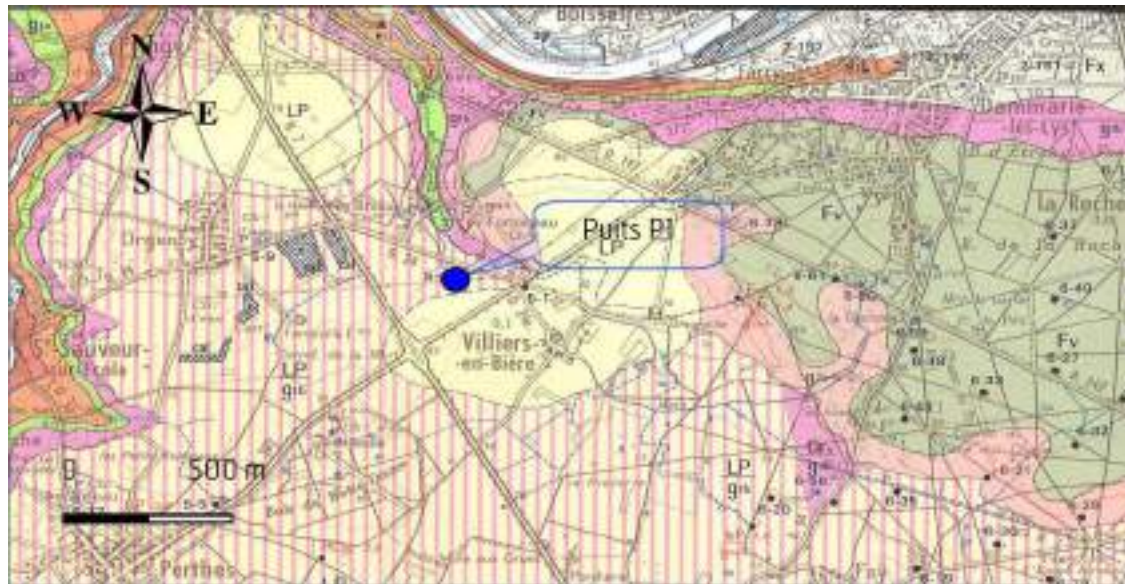
Du fait de l'interconnexion du château d'eau de Villiers-en-Bière avec le réservoir de Dammarie-les-Lys et de La Rochette, l'approvisionnement de secours pour Villiers-en-Bière est assuré.

C'est la société Véolia qui assure la distribution de l'eau sous contrat de Délégation de Service Public.

### 3-Géologie du secteur concerné

D'après la carte géologique au 1/50 000° de Melun, le forage communal est implanté au droit des formations du Sannoisien : Calcaire et argiles à meulière de brie, recouvertes par des limons des plateaux.

Le forage profond de 55 m traverse les marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Bartonien) de 8,25 à 23,30 m de profondeur, puis les calcaires fissurés du Champigny.



Feuille de MELUN ([Notice](#))

-  Remblais
-  Complexe limoneux des plateaux : limons, argiles et sables dominants. Epaisseur estimée à 1,50 m ou plus.
-  Complexe limoneux des plateaux : limons, argiles et sables dominants (épaisseur estimée à 1,50 m ou plus) substrat g1b : calcaire et meulière de Brie. Stampien inférieur (Sannoisien).
-  Formation alluviale colluvionnée sur substrat g1b : calcaire et meulière de Brie
-  Formation alluviale colluvionnée sur substrat g2a-b : grès et sable de Fontainebleau
-  Alluvions actuelles et sub-actuelles : limons, argiles et sables
-  Alluvions anciennes (terrasse de 10 à 20 m) : sables et graviers essentiellement siliceux
-  Alluvions anciennes (cailloutis de Sénart, terrasse de 40 à 55 m) : sables et graviers siliceux
-  Grès et sables de Fontainebleau (Stampien moyen et inférieur)
-  Calcaire et Meulière de Brie (Stampien inférieur, Sannoisien)
-  Marnes vertes du Stampien inférieur (Sannoisien)
-  Marnes blanches de Pantin, Marnes bleues d'Argenteuil (Bartonien supérieur, Ludien)
-  Calcaire de Champigny. Bartonien supérieur (Ludien)

Figure 3-1: Situation géologique (Fig 5 du rapport Archambault de juillet 2013)

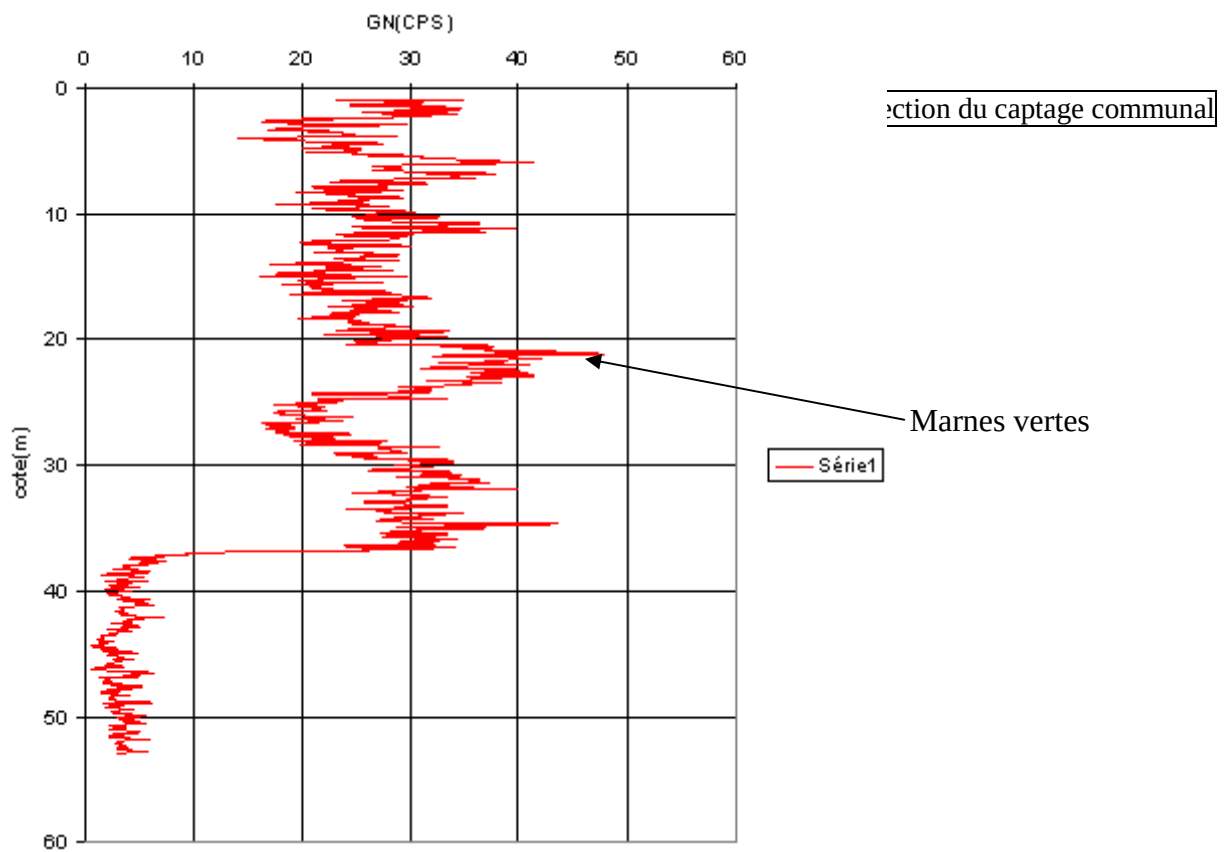


Figure 3-2 : Diagraphie :gamma Ray ( annexe 7 rapport d'Archambault Conseils)

La diagraphie gamma ray ci-dessus permet de préciser la coupe géologique. Les marnes vertes (marnes de Pantin et marnes bleues sur la coupe géologique ci-dessous) apparaîtraient de 20 à 24 m de profondeur. Elles marquent la base des formations de l'oligocène (Sannosien).

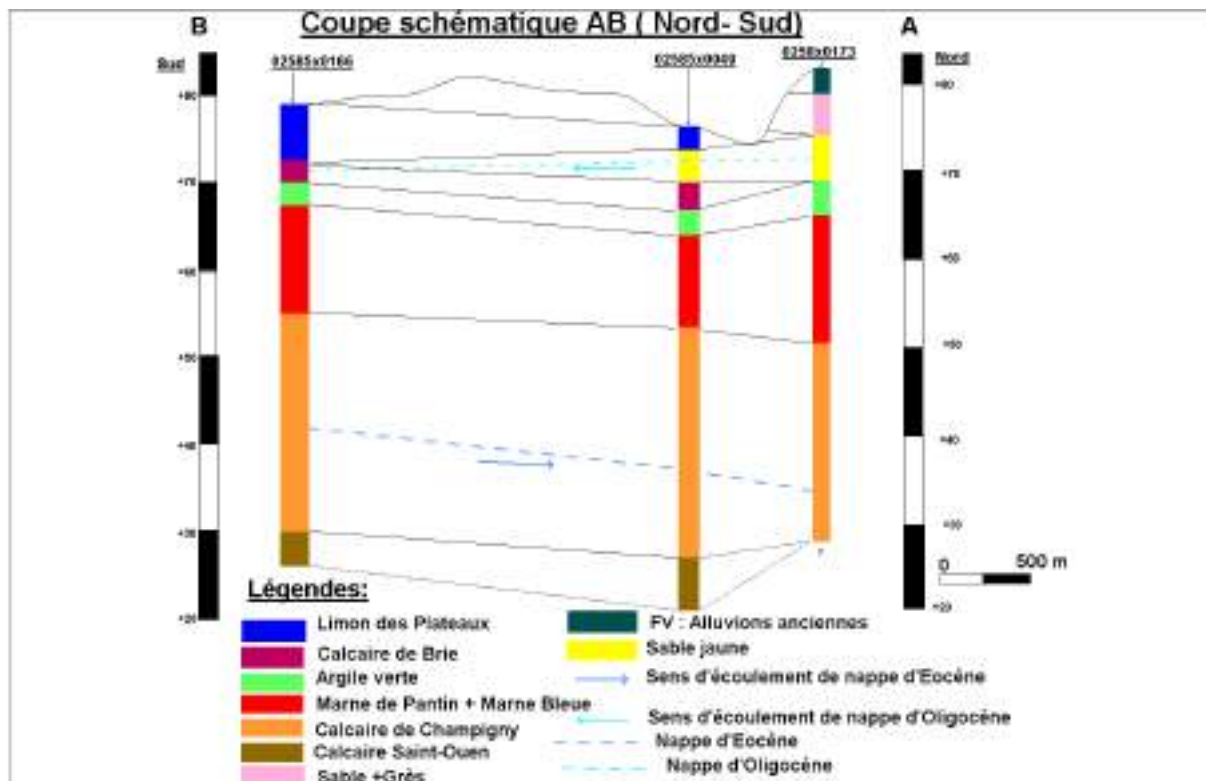


Figure 3-3 : Coupe géologique (Extrait annexe 6 du rapport préalable d'Archambault Conseil)

## 4-Hydrogéologie

### 4.1 Aquifères

Les caractéristiques géologiques permettent de distinguer deux niveaux aquifères :

- une nappe libre située au sein des formations du Sannoisien entre 2 et 15 m de profondeur,
- une nappe captive au sein des calcaires de Champigny (Ludien, Eocène) entre 23 et 55m qui est en charge, sous les argiles et marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Oligocène).

### 4.2 Piézométrie

Archambault Conseil a réalisé un inventaire des points d'eau, afin d'effectuer une piézométrie. Les mesures piézométriques réalisées en Mai 2013 ont confirmé la présence de deux nappes aquifères : une superficielle au sein des formations superficielles de l'Oligocène, et une captive au sein des formations de l'Eocène : Calcaires de Champigny.

Le forage communal exploite uniquement la nappe des calcaires de Champigny.

Deux cartes piézométriques ont été présentées par Archambault Conseil:

- une carte piézométrique des calcaires de l'Eocène (fig 4-1) qui montre un sens d'écoulement vers le Nord,
- une carte piézométrique superficielle des formations de l'Oligocène (fig 4-2) qui montre un sens d'écoulement général (Sud - Sud-Est), différent de la nappe de l'Eocène.

Les différences de sens d'écoulement de ces deux nappes, montrent bien leur indépendance, et prouvent que les marnes vertes et blanches intermédiaires entre les deux nappes jouent bien leur rôle de barrière relativement « étanche ».

L'historique des niveaux piézométriques de la nappe des calcaires de Champigny montre une légère baisse de niveau : -2,75 m en 45 ans.

La nappe des calcaires de Champigny est une nappe d'eau importante : elle fait partie de la masse d'eau multicouche n° 3103 présentant une grande surface d'alimentation : 5164 km<sup>2</sup>. Les calcaires de Champigny sensu-stricto sont localement recouverts par les formations tertiaires et les marnes vertes sur les plateaux. Généralement libre, la nappe des calcaires de Champigny affleure sur 1700 km<sup>2</sup>. Globalement, il s'agit d'une nappe sensible à la sécheresse, mais qui peut se recharger rapidement. Son caractère majoritairement libre la rend vulnérable. Nous verrons que sur le site de Villiers-en-Bière, la qualité est exceptionnellement bonne.



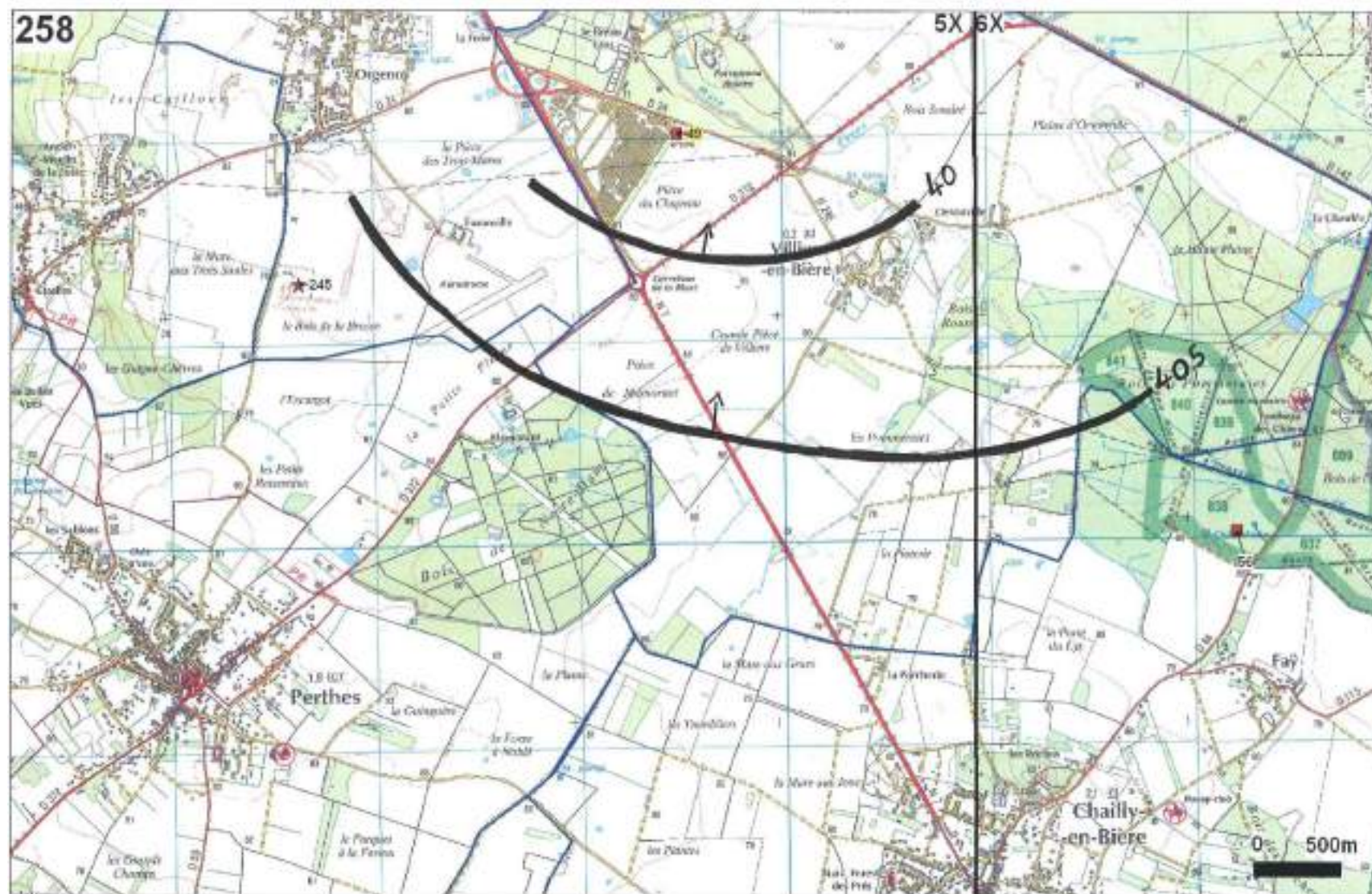
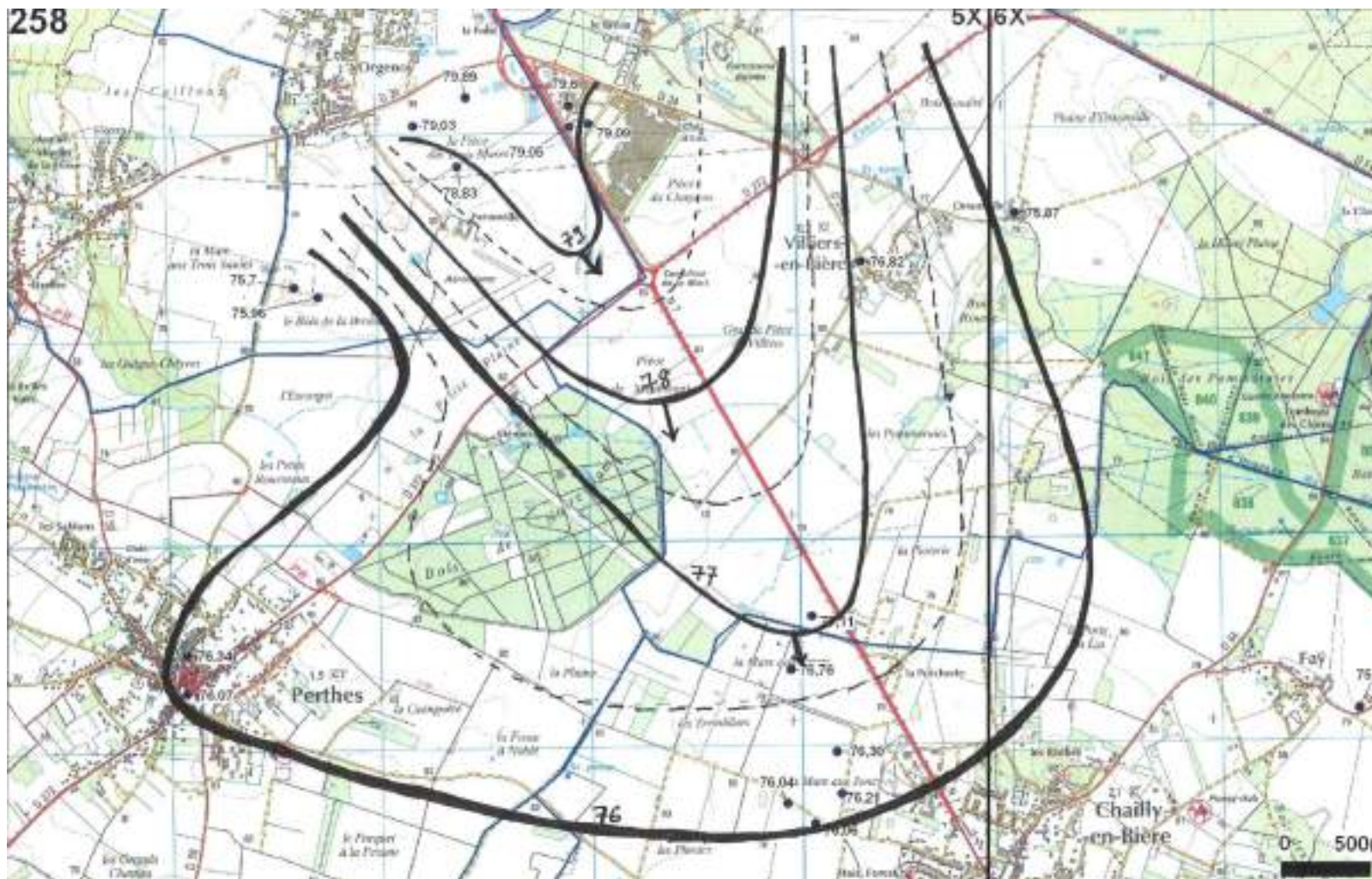


Figure 4-1: Carte piézométrique de l'aquifère semi-captif ( Annexe 4 du rapport Archambault Conseil juillet 2013)





**Figure 4-2 : Carte piézométrique de l'aquifère libre (Annexe 4 du rapport Archambault Conseil juillet 2013)**

## **5-Caractéristiques techniques du captage et de sa protection sanitaire**

### **5.1 Etat externe**

La tête de puits est un cuvelage béton diamètre 1500 mm. Elle apparaît en bon état, recouverte par une tôle striée, également en bon état. La tête de puits dépasse de 70 cm par rapport au sol.

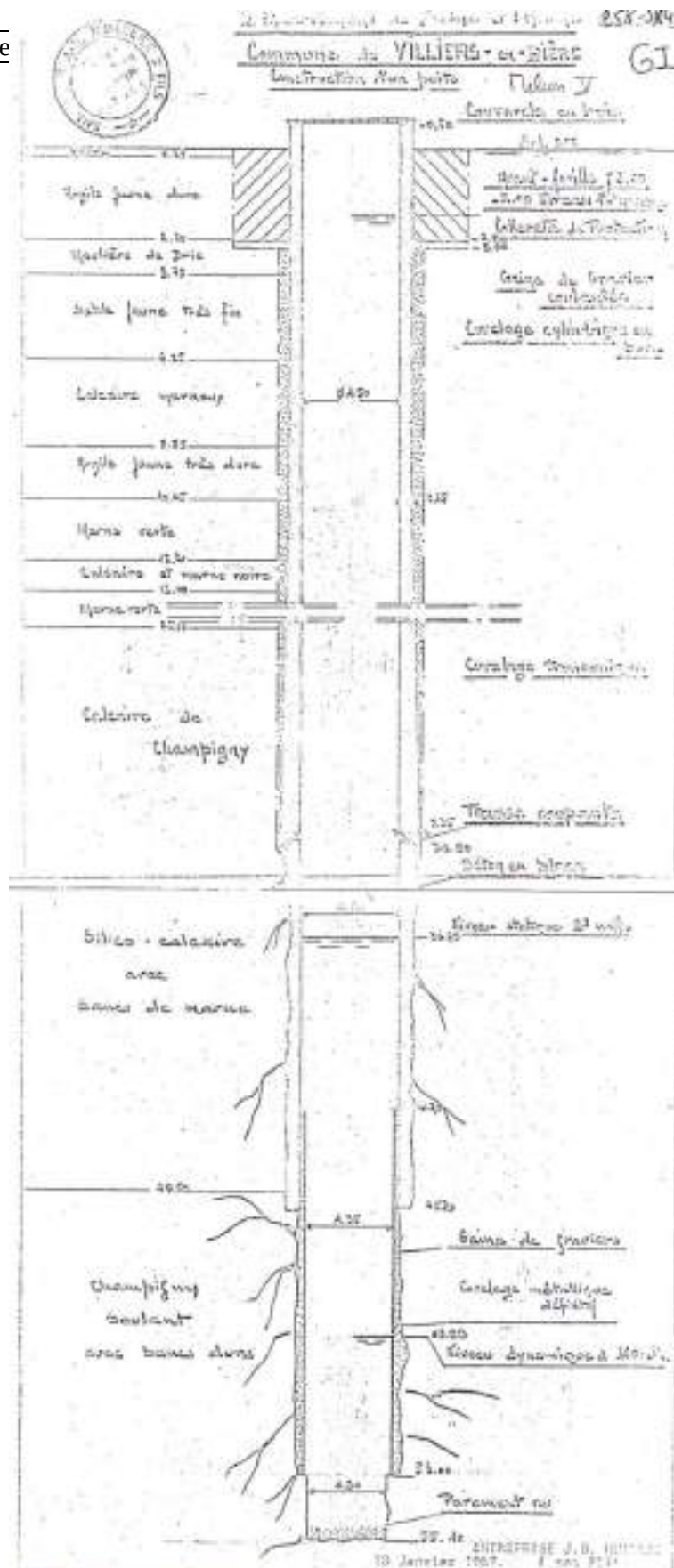
### **5.2 Etat interne**

Une inspection caméra a permis d'apprécier l'état interne du puits. Le zéro caméra se situe à 1,7 m sous le sol. Les raccords des passes béton apparaissent propres jusqu'à 23 m. De 23 à 30 m de profondeur, les raccords ne sont pas parfaits. À 31,7 m, un manque de béton laisse apparaître le ferrailage, idem à 32,97 m, 35,36 m, 38,83 m, et 42,50 m. Le télescopage du tube acier apparaît à 43,47 m. A 52,38 m, on peut constater que la crépine serait réalisé dans un treillis acier ; elle apparaît oxydée et colmatée.

Le fond apparaît à 53m de profondeur. Si nous rajoutons les 1,7 m du repère caméra, on retrouve sensiblement la profondeur d'origine : 55 m.

La nappe du calcaire de Champigny serait captée entre 45,2 m et 55 m. La circulation de l'eau peut se faire soit par le fond, soit par l'espace annulaire entre trou nu (diamètre 1400 ? mm), cuvelage béton (diamètre 1500 mm) et tubage acier (diamètre 1350 mm).

La coupe technique, fournie page suivante, indique le sommet du tube acier à 41,70 m de profondeur et la base du cuvelage béton à 45,20 m.



**Figure 5-1: Coupe technique du P1 de Villiers-en-Bière**

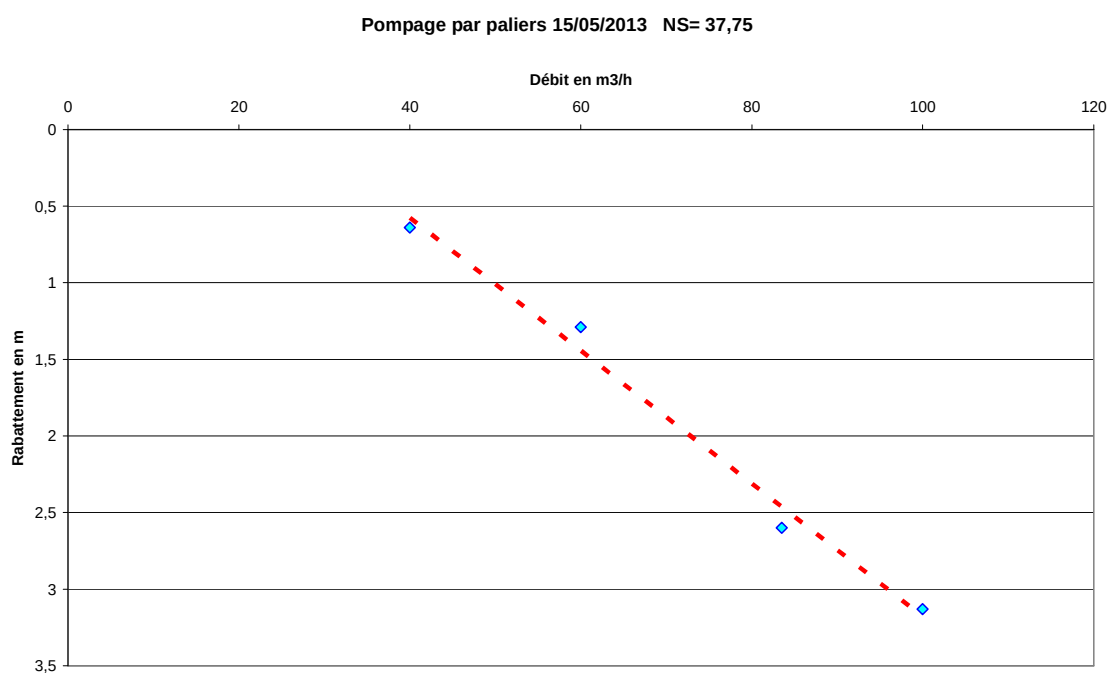
## 5.3 Pompages d'essais

Deux types de pompage ont été réalisés : Des pompages par paliers, puis un pompage de longue durée à débit constant.

### 5.3.1 Pompages par paliers

Les résultats de l'essai de pompage par paliers sont condensés dans le tableau et le graphique ci-dessous :

| N° paliers | Niveau statique (m/rep) | Niveau dynamique (m/rep) | Rabatement (m/rep) | Débit (m <sup>3</sup> /h) |
|------------|-------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------|
| Palier 1   | 37,75                   | 38,39                    | 0,64               | 40                        |
| Palier 2   | 37,75                   | 39,04                    | 1,29               | 60                        |
| Palier 3   | 37,75                   | 40,35                    | 2,6                | 83,5                      |
| Palier 4   | 37,75                   | 40,88                    | 3,13               | 100                       |



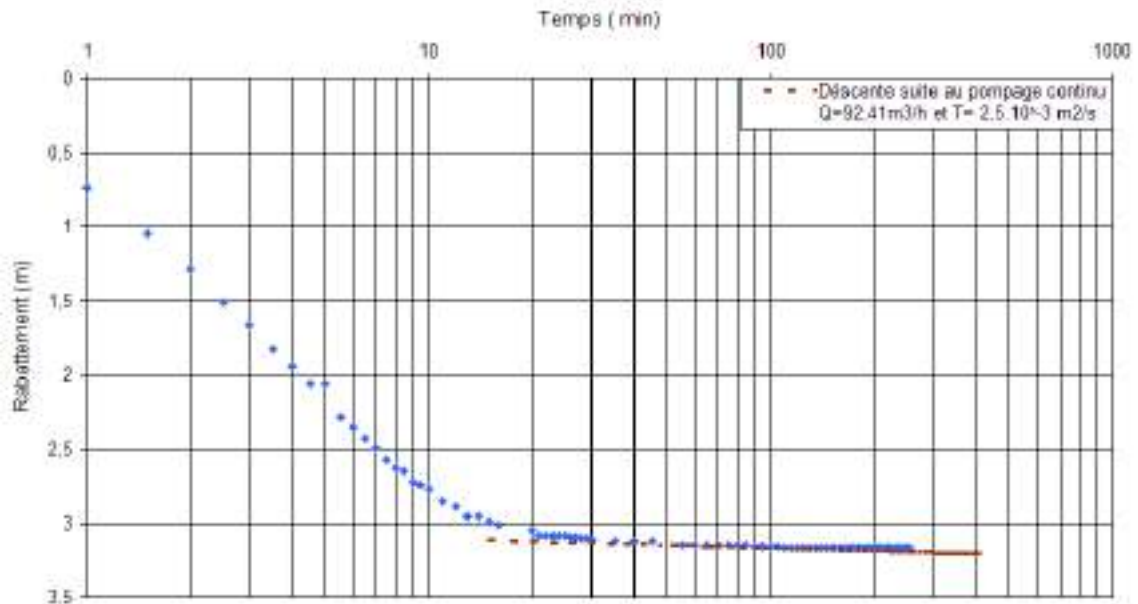
**Figure 5-2: Résultats de l'essai de pompage par paliers**

Les pompages par paliers ne montrent pas de débit critique jusqu'à 100 m<sup>3</sup>/h.

### 5.3.2 Pompages en continu

Suite à l'essai de pompage par paliers, un pompage en continu a été réalisé au débit de  $92,4 \text{ m}^3/\text{h}$  durant 50 heures.

L'évolution des niveaux d'eau est donnée sur le graphique ci-dessous :



Au bout de 20 minutes de pompage, le niveau piézométrique a tendance à se stabiliser. Après 50 heures de pompage, le niveau est pseudo stabilisé à 40,95 m sous le repère, soit un rabattement de 3,175 m. On constate donc un bon comportement de la nappe avec un faible rabattement.

La transmissivité moyenne calculée est de  $2,25 \cdot 10^{-3} \text{ m}^2/\text{s}$ .



## **6-Caractéristiques et qualité de l'eau captée**

L'analyse de type première adduction réalisée le 14 juin 2012, et complétée par les analyses du 23 mai 2013 montrent une eau de bonne qualité, sans pesticides ou autres produits phytosanitaire, conforme aux limites et références de qualité des eaux brutes définies par l'arrêté du 11 janvier 2007.

Les bulletins d'analyse sont fournis en annexes

## 7-Environnement et vulnérabilité

Une étude d'environnement a été effectuée sur le secteur défini ci-après :

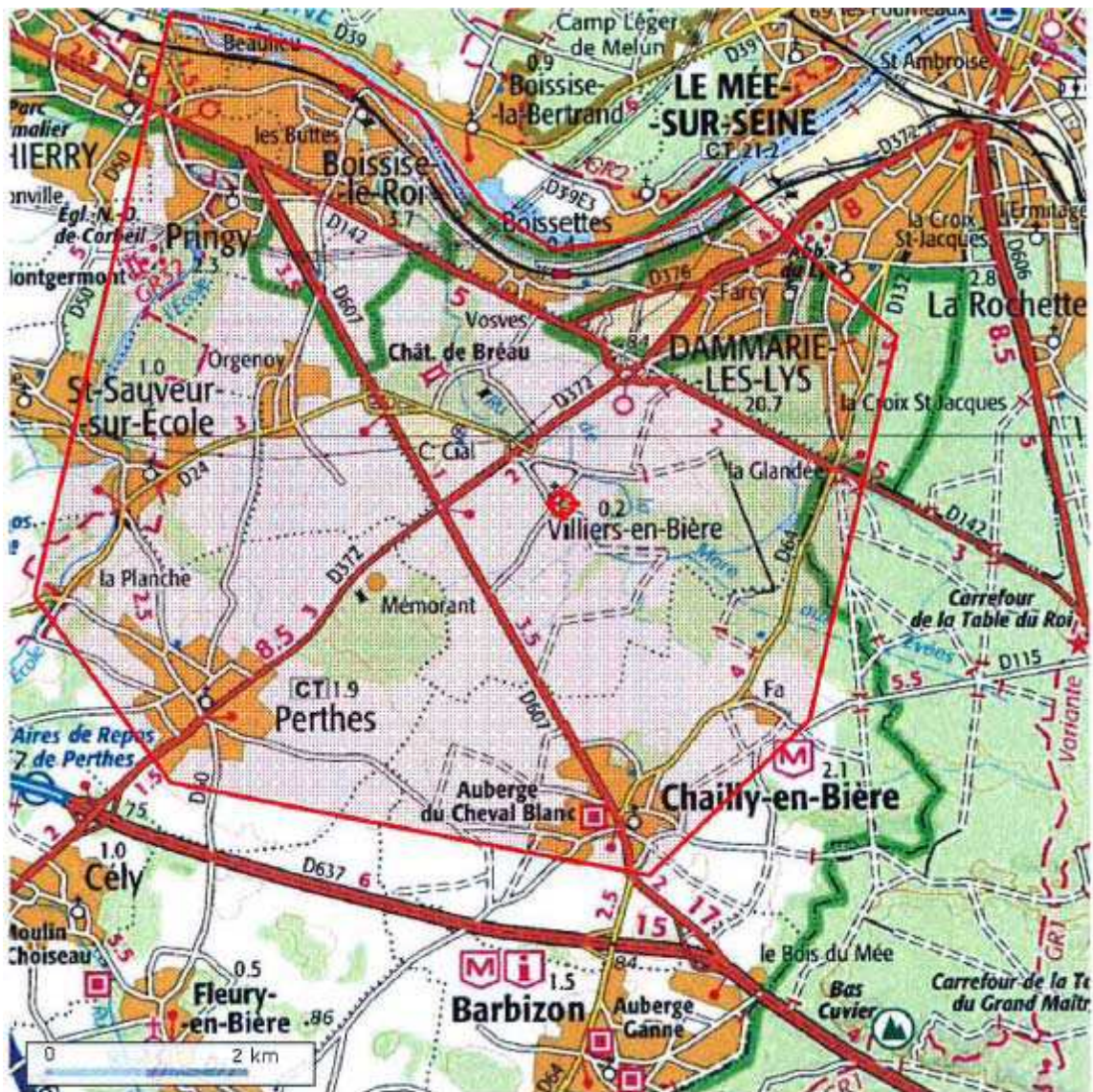


Figure 7-1: Secteur d'étude environnementale

### 7.1 Environnement immédiat

Le captage est implanté sur une parcelle fermée par un grillage d'une hauteur de 1,6 m. Un portail fermé à clef permet l'entrée dans la parcelle. Le captage se trouve au pied du château d'eau, la tête d'ouvrage est fermée par des tôles en acier strié, à l'aide d'un cadenas. La parcelle est enherbée. Des antennes téléphoniques sont installées sur le château d'eau. Un accès privé permet l'accès au local technique d'antennes, sans accès au pied du château d'eau, ni au captage.



Cette parcelle jouxte le centre commercial Carrefour.



Figure 7-2 : environnement immédiat

## 7.2 Environnement rapproché

### Activités industrielles et commerciales

L'environnement rapproché est principalement constitué par le centre commercial Carrefour, ainsi que par des parcelles agricoles qui abritent d'anciens dépôts à ordures.

**Le centre commercial Carrefour** est constitué de galeries commerçantes, de parking, d'une station de lavage et de distribution de carburant.

Les eaux usées et pluviales de cet ensemble commercial sont gérées de façon autonome par le centre commercial, qui en a délégué la gestion à Véolia.

Un cahier des charges fixe les prestations à réaliser régulièrement. Ce cahier des charges apparaît nécessaire et suffisant pour assurer l'entretien des réseaux et s'affranchir des risques de pollution.

D'après les services techniques du centre commercial, tout est aux normes : réseau d'assainissement en bon état, stations service avec cuves répondants aux normes de sécurité, piézomètre d'alerte en cas de pollution accidentelle...

Les eaux usées sont dirigées par une canalisation indépendante vers un poste de refoulement situé en bordure du ru de la mare aux Evées, puis sont envoyés vers la STEP de Dammarie-les-Lys.



**Figure 7-3 : Locatisons des rejets du centre Commercial**  
(Fig 16 du rapport Archamnault)

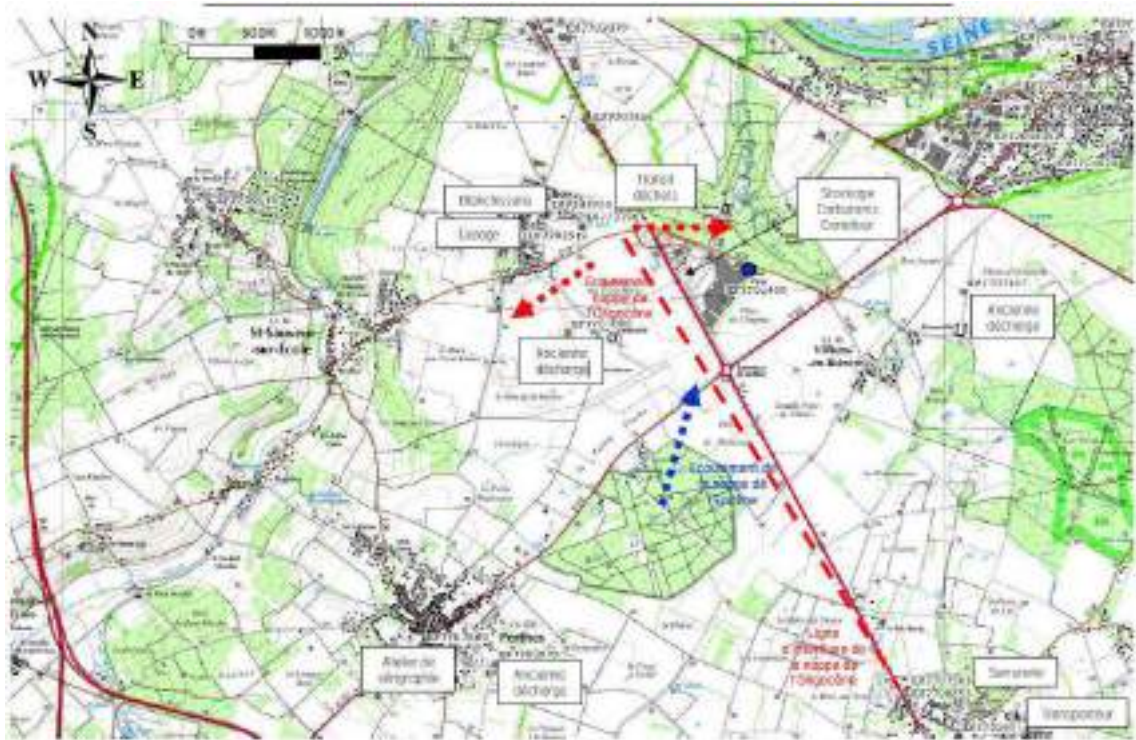
Les eaux pluviales des parkings aériens traversent sept séparateurs à hydrocarbures et sont rejetées dans le ru de la mare aux Evées, au droit du poste de refoulement.

#### **Anciens dépôts d'ordures**

Deux anciens sites de dépôt de déchets apparaissent situés dans un rayon de moins de 2 km par rapport au forage communal de Villiers-en-Bière. Ces dépôts sont superficiels, de faible importance et anciens. Des piézomètres de surveillances de la nappe superficielle sont installés sur le site le plus important situé au sud ouest du captage à Faronville.

Le site d'Orsonville apparaît de faible importance et n'est plus visible en surface.

D'autres sites se situent à plus de 3 km au sud du captage et concernent toujours la nappe superficielle ( cf figure 7-4 ).



**Figure 7-4 : Implantation des principaux risques industriels**

L'inventaire de l'ensemble des risques de pollution apparaît sur la figure 7-5 ci-après.

### 7.3 Assainissement

La commune de Villiers-en-Bière est dotée d'un assainissement collectif, les eaux usées sont collectées et dirigées vers la STEP de villiers-en-Bière, 700 m au nord du bourg, le rejet des eaux traitées s'effectue dans le ru de la mare aux Evées.

Les principaux bourgs : Perthes, Chailly en Bière, possèdent un assainissement collectif et se situent à l'aval du captage communal de Villiers-en-Bière.



## 7.4 Carte d'inventaire des foyers potentiels de pollution

La carte d'inventaire des principaux risques de pollutions est présentée ci-dessous, figure 7-5 :

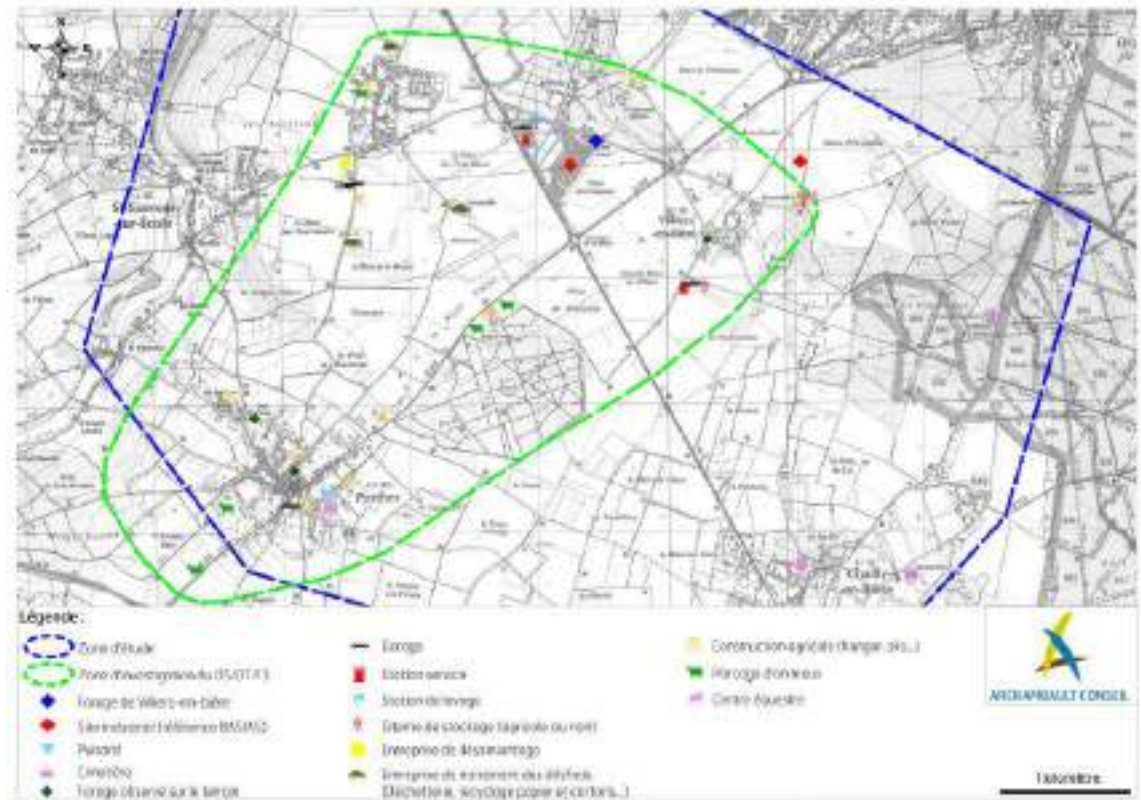


Figure 7-5 : Implantation des principaux risques de pollutions des nappes d'eaux souterraines (annexe 15 rapport Archambault)

## 8- Avis de l'Hydrogéologue agréé

Le captage EDCH de la commune de Villiers-en-Bière capte une nappe captive au sein des calcaires de Champigny (Ludien, eocène) entre 23 et 55m qui est en charge, sous les argiles et marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Oligocène).

Ce captage se situe donc en zone peu vulnérable, hors de zones inondables. Hormis le centre commercial, l'environnement est plutôt agricole avec des zones de protection de type Natura 2000. L'ancien dépôt d'ordure situé à 2 km au SW, fait l'objet d'un suivi de la qualité de la nappe superficielle. La qualité de cette nappe superficielle est également suivie au droit des cuves de stockage de carburant du centre commercial. Cette nappe superficielle constitue une bonne protection vis à vis de la nappe plus profonde captée par le forage de Villiers en Bière.

Du point de vue qualité, il apparaît que la nappe des calcaires de Champigny, au droit du forage est d'excellente qualité.

La mise en place des périmètres de protection autour de ce captage devrait permettre le maintien de cette bonne qualité. C'est la raison pour laquelle, je donne un avis favorable à l'instauration des périmètres de protection sur le captage de Villiers-en-Bière P1 n° 0258-5X-00489.

### 8.1 Sur les disponibilités en eau

Les tests de pompages réalisés sur le captage communal de Villiers-en-Bière, ainsi que le suivi piézométrique des niveaux des nappes permettent de penser que l'aquifère sollicité est en mesure de satisfaire les prélèvements demandés :

- Débit instantané :  $70 \text{ m}^3/\text{h}$
- Débit journalier maximum:  $1400 \text{ m}^3/\text{j}$
- Débit annuel :  $270\,000 \text{ m}^3/\text{an}$

### 8.2 Sur l'aménagement du captage

Le captage actuel est exploitable en l'état, sans aménagement particulier.

## 8.3 Sur la délimitation des périmètres de protection

Afin d'assurer la protection des captages de Villiers-en-Bière, 3 périmètres de protection sont préconisés :

### 8.3.1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate, actuellement clôturé de façon hétérogène, sera adapté afin d'éviter que les gestionnaires des antennes de télécommunication ne puissent pas atteindre la tête de forage. Pour ce fait, une clôture de 2 m de hauteur séparera l'actuel enclos en deux parties : une partie captage, et une partie réservoir, selon le schéma ci-dessous :

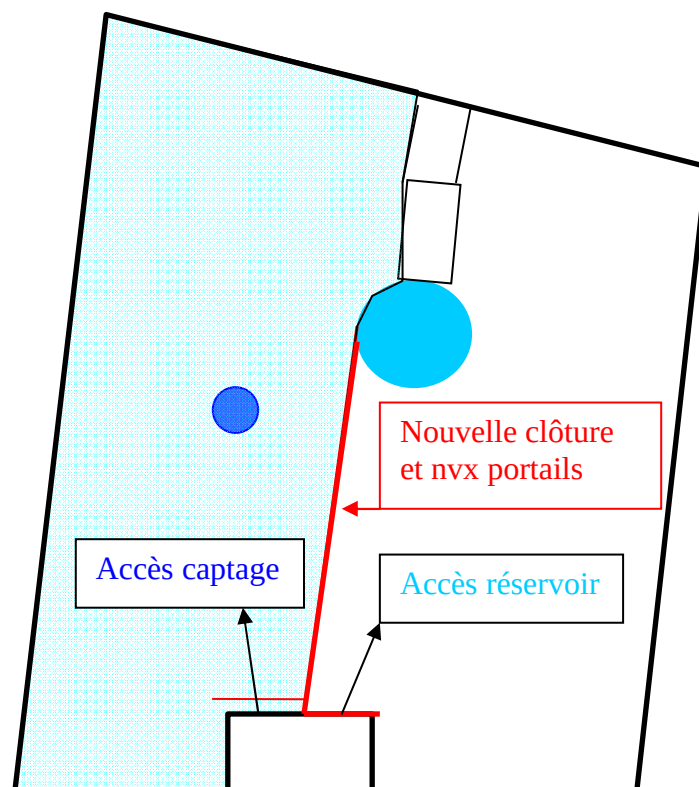


Figure 8-1 : Périmètre de Protection Immédiate:

On profitera de ce réaménagement afin de remettre la totalité de la clôture à 2 m de hauteur. Le portail d'entrée sera cadénassé.

L'ancien poteau électrique avec son transformateur sera démonté et évacué.

Dans ce périmètre, toute activité étrangère à l'exploitation des eaux sera interdite. Ce périmètre sera entretenu sans utilisation de pesticide ni d'herbicide. Aucun produit chimique autre que ceux nécessaires à l'exploitation ne sera entreposé dans ce périmètre.

On veillera à ce que les margelles et les capots de fermeture de la tête de forage soient étanches, et qu'il n'y ait aucun risque de pénétration d'eau superficielle.

Un système de protection par alarme télétransmise sera mis en place.

### 8.3.2 Périmètre de protection rapprochée

Ce périmètre a été défini à partir de l'isochrone 200 jours, ainsi que des risques potentiels de pollution et du sens d'écoulement des nappes. Ce périmètre prend également en compte le caractère profond et semi captif de la nappe d'eau souterraine captée.

Le tracé de ce périmètre de protection rapprochée est reporté ci-après.

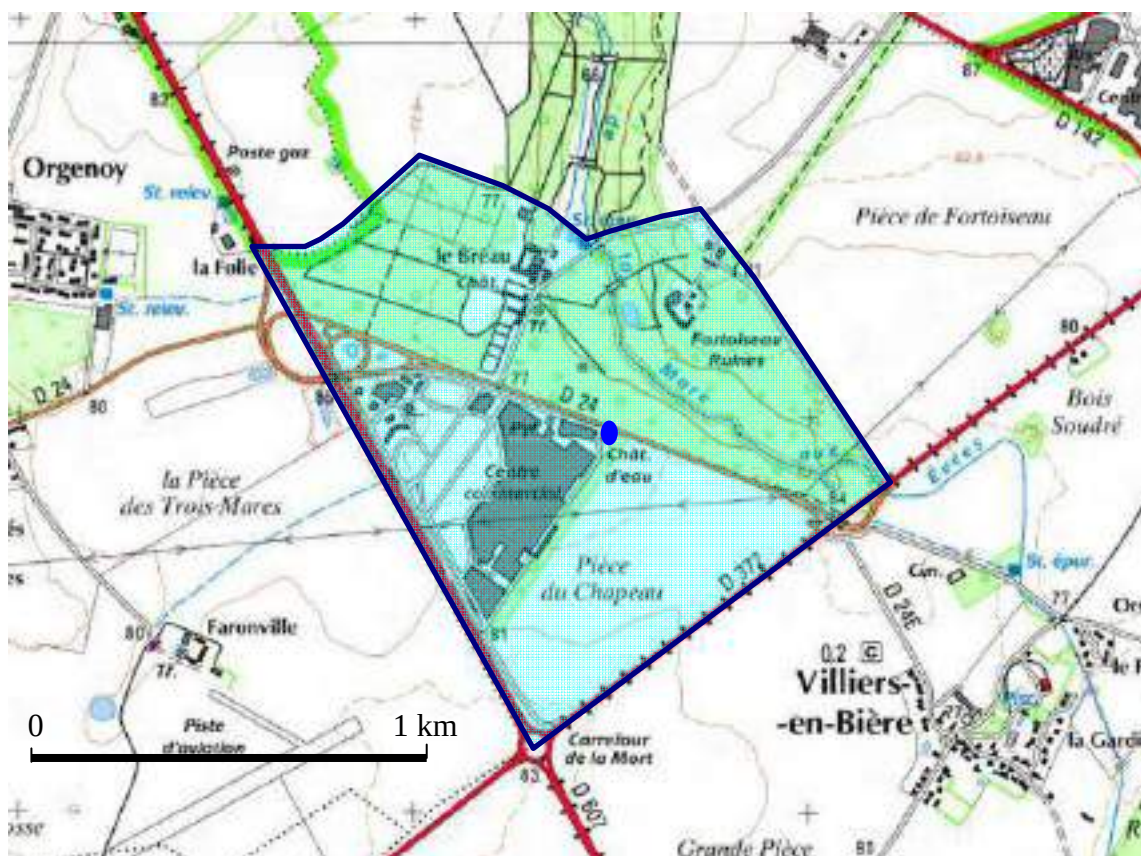


Figure 8-2 : Définition du Périmètre de Protection Rapprochée

Dans ce périmètre toutes activités, installations ou dépôts susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux captées seront soumis à l'avis de la Police de l'Eau, et ce, afin de prescrire éventuellement les dispositions nécessaires pour prévenir les risques présentés vis à vis des eaux captées.

Dans ce périmètre se trouve le centre commercial Carrefour. Une première enquête permet de supposer qu'il n'entraîne pas de pollution de la nappe d'eau souterraine tant que les installations d'assainissement sont entretenues et vérifiées annuellement. Un rapport signalant l'état des installations devra être transmis annuellement à la Police de l'Eau. Le contrôle annuel de la qualité des eaux, autour des cuves de la station service devra également être effectué.

Un forage est signalé sous le n° 0258-6X-0228, il serait situé dans le centre commercial, il faudra enquêter afin de le retrouver et de s'assurer qu'il a été réalisé dans les règles de l'art, qu'il ne met pas en communication la nappe superficielles de l'Oligocène et la nappe captée de l'Eocène. Si on retrouve cet ouvrage et que l'on ne puisse pas prouver qu'il est fait dans les règles de l'art, il faudra le reboucher dans les règles de l'art.

Dans ce périmètre, une enquête à la parcelle devra être effectuée, afin de répertorier et diagnostiquer l'ensemble des cuves, puisards, puits et forages existants. Tous les puisards, cuves, ou puits recevant des eaux vannes ou susceptibles d'être pollués seront rebouchés et / ou un raccordement au réseau d'assainissement collectif ou privé, sera réalisé si nécessaire. Les cuves de carburant et de fuel devront être conformes à la réglementation actuelle.

Les puits de moins de 20 m de profondeur, utilisés uniquement pour capter de l'eau d'arrosage pourront être conservés dans la mesure où ils sont en bon état, bien entretenus, avec une margelle étanche hors inondation.

Les puits dont la profondeur excède 20 m devront faire l'objet d'un diagnostic avec inspection caméra pour s'assurer qu'ils sont en bon état et régulièrement utilisés et qu'ils ne mettent pas en relation les différentes nappes. Tout ouvrage non réalisé dans les règles de l'art devra être réhabilité ou rebouché.

Les ICPE incluses dans ce périmètre devront s'assurer qu'elles ne génèrent aucun risque de pollution du sous sol et des nappes d'eau, et qu'elles soient totalement conformes à la réglementation générale et à leur propre autorisation.

A l'intérieur de ce périmètre de protection rapprochée, les activités suivantes seront interdites ou rigoureusement autorisées après instruction administratives :

- les nouveaux captages d'eau, autres que ceux destinés à l'EDCH de Villiers-en-Bière,
- le déversement d'effluent dans le sol et le sous sol,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- l'ouverture d'excavations supérieures à 3 m de profondeur, autres que celle nécessaires aux travaux d'aménagements urbains, aux passages des réseaux de distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphonie et télétransmission, chaleur, assainissement, voiries, à l'exception des piscines et sous sol des maisons d'habitation.
- l'installation de dépôt d'ordures ménagères, de détritiques, de produits radioactifs, de cimetières, et de tous autres produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'installation de gazoduc ou d'oléoduc régionaux d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les installations de stockage d'hydrocarbure liquide ou gazeux, de produits chimiques et d'eau usée de toutes natures, autres que domestiques ou nécessaires à l'activité industrielle ou commerciale locale,
- la construction de bâtiments ou d'habitations non assainis collectivement,
- le stockage en dehors du siège d'exploitation d'engrais organique ou chimique et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation du sol ou à la lutte contre les ennemis des cultures et des herbages,



-l'établissement d'étable et de stabulation libre, permanente ou mobile, à l'exception d'animaux de loisir en nombre limité,

-le dépôt de fumier aux champs quelque qu'en soit la durée,

-le retournement des surfaces en herbes du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> mars, à l'exception des travaux préparatoires à la plantation d'arbres,

-l'emploi d'herbicides sur toutes les surfaces imperméabilisées ou semi imperméabilisées, sur les autres surfaces les traitements préventifs par désherbants racinaires. Seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur les jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués et peu mobiles (KOC<1000),

-les apports de fertilisation azotée minérale ou organique en dehors des périodes prescrites par la réglementation générale. Ces apports devront être conformes aux recommandations agricoles et ne pas dépasser les doses nécessaires aux plantes,

-l'utilisation de produits phytosanitaires par voies aéroportée,

-les apports de fertilisant, de pesticides et de produits phytosanitaires ne devront pas être réalisés à moins de 35 m des forages.

-le déboisement. Les espaces boisés devront être classés en espaces boisés à conserver au document d'urbanisme au titre L130.1 du code de l'urbanisme,

-les épandages de boues de station d'épuration, des effluents d'industries agroalimentaires, les jus d'ensilage, des eaux résiduaires d'origine domestique et de matière de vidange,

-la création de réseaux de drainage, de plan d'eau, de mare ou d'étang,

-le remblaiement sans précautions particulières des excavations et puits existants,

-la création de cimetière

-le camping et le stationnement des caravanes en nombre,

Les installations existantes devront être conformes à la réglementation générale, les ICPE devront respecter la réglementation particulière à leur activité.

### 8.3.3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée a pour vocation de faciliter la protection des aquifères contre les pollutions chimiques accidentelles ou chroniques. Néanmoins, la faible vulnérabilité de la nappe de Calcaires de Champigny ne nécessite pas une extension couvrant habituellement le bassin hydrogéologique d'alimentation du captage. La figure ci-après délimite ce périmètre de protection éloignée.

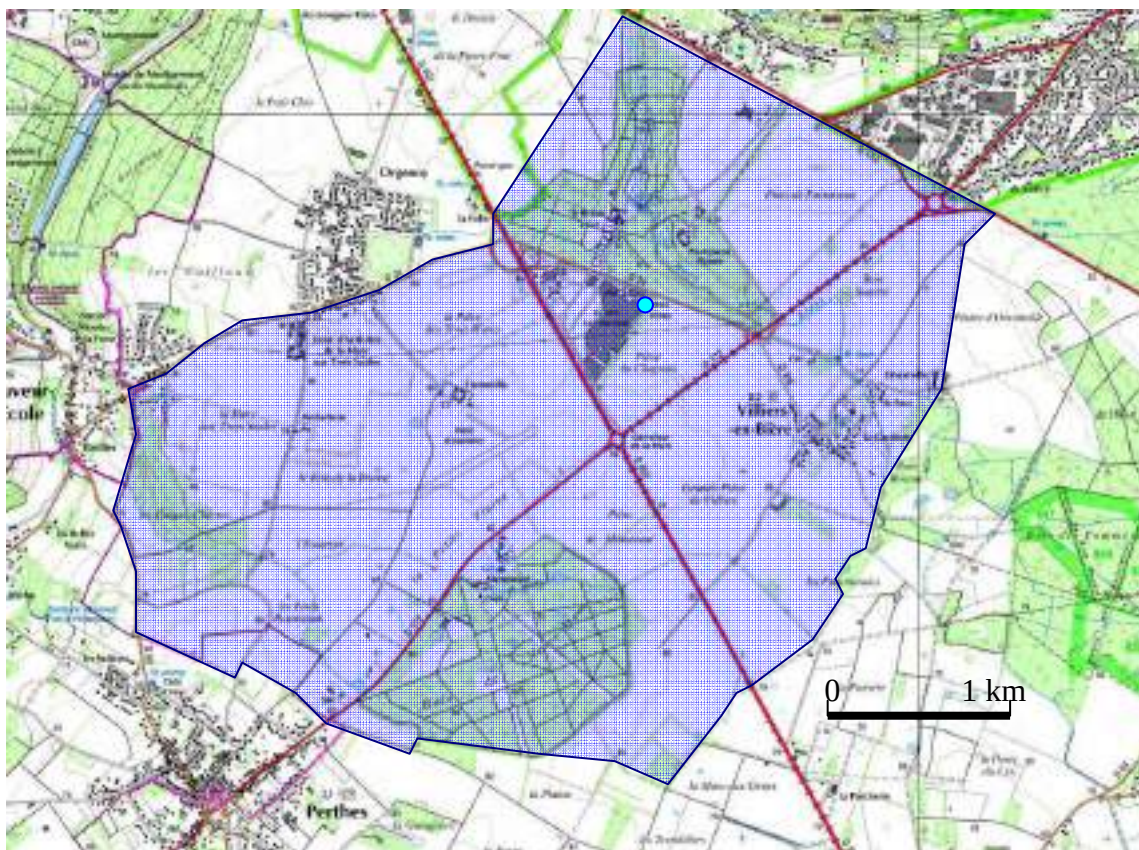


Figure 8-3 : Périmètre de Protection Eloignée

C'est par précaution, afin de conserver la bonne qualité de l'aquifère du Champigny au droit du captage, que nous instaurons un périmètre de protection éloignée.

La nappe captée des calcaires de Champigny est sous protection de la nappe Oligocène via les marnes vertes qui constituent un imperméable. Mais il s'avère que ces marnes vertes ne sont pas toujours suffisamment épaisses ou continues, pour assurer une protection parfaite, et il est vraisemblable qu'une « drainance descendante diffuse » de la nappe supérieure vers la nappe inférieure, assure une alimentation partielle de la nappe des calcaires de Champigny. Cette drainance s'accompagne très certainement d'une auto-épuration via les marnes vertes.

Un autre risque beaucoup plus gênant est la communication entre l'aquifère superficiel et l'aquifère profond via un forage profond mal équipé.

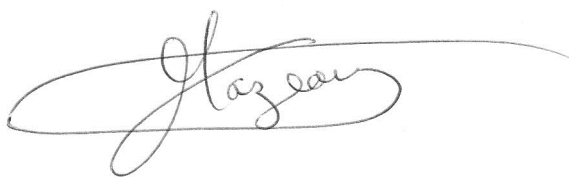
C'est pour cette raison que nous préconisons de réaliser un inventaire systématique de tous les forages situés au sein de ce périmètre de protection éloignée (déclarés ou non). Ils devront être répertoriés et diagnostiqués afin d'être certain qu'ils ont été réalisés dans les règles de l'art et qu'ils ne mettent pas en communication la nappe de l'Oligocène et celle de l'Eocène. Une mesure du niveau piézométrique, de la teneur en nitrate et de la profondeur, permettront de distinguer dans un premier temps les forages pouvant présenter des anomalies. Ces ouvrages devront alors soit être rebouchés dans les règles de l'art, soit,

une auscultation par caméra vidéo, ainsi qu'un pompage pour prélèvement d'eau et analyses, seront effectués afin de constater ou non, leur bon état physique et chimique.

Dans ce périmètre, les activités seront soumises aux prescriptions suivantes :

- pour tout nouveau projet soumis à une procédure préfectorale d'autorisation ou de déclaration, une étude d'impact devra faire le point sur les risques susceptibles d'entraîner une pollution des sols et des aquifères. Les mesures prises pour les prévenir devront être présentées,
- d'une façon générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur, dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet,
- concernant les activités agricoles ou assimilées, elles devront suivre scrupuleusement la directive nitrate ainsi que les différents programmes d'actions départementales.
- les épandages de boues d'installations classées seront soumis à avis des services de l'Etat et des collectivités locales.

A l'Etang-la-Ville le 3 janvier 2014

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mazeau', with a large, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Michel MAZEAU

*Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène  
publique pour le département de la Seine et Marne*



# **Éléments de mise à jour de l'étude environnementale**

## **Révision de la DUP du forage de « Villiers-en-Bière 1 »**

**Mars 2024**

# SOMMAIRE

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Contexte .....                                                                   | 4  |
| 1.1 LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE .....                          | 4  |
| 1.1.1 La compétence eau potable .....                                               | 5  |
| 1.1.2 La compétence accueil des Gens du Voyages .....                               | 5  |
| 1.2 LA REVISION DE LA DUP DU FORAGE DE « VILLIERS-EN-BIERE 1 » .....                | 6  |
| 1.2.1 La DUP de 2017 du forage .....                                                | 6  |
| 1.2.2 Le projet d'aire de Grand passage .....                                       | 6  |
| 2. Exploitation du forage de « Villiers-en-Bière 1 » .....                          | 6  |
| 2.1 L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE .....                                             | 6  |
| 2.2 LE SUIVI DU FORAGE .....                                                        | 7  |
| 2.2.1 Les inspections télévisées .....                                              | 7  |
| 2.2.2 Les prélèvements .....                                                        | 7  |
| 2.2.3 La qualité de l'eau brute .....                                               | 7  |
| 3. Evolution du contexte environnemental du forage de « Villiers-en-Bière 1 » ..... | 8  |
| 3.1 OCCUPATION DES SOLS .....                                                       | 8  |
| 3.1.1 Documents d'urbanisme .....                                                   | 8  |
| 3.1.2 Environnement immédiat du captage .....                                       | 8  |
| 3.1.3 Environnement rapproché à lointain du captage .....                           | 8  |
| 3.1.4 Zone de protection de la nature .....                                         | 9  |
| 3.2 ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES .....                                   | 9  |
| 3.3 ACTIVITES AGRICOLES .....                                                       | 10 |
| 3.4 CARACTERISTIQUES DES AUTRES CAPTAGES .....                                      | 11 |
| 4. Conclusion .....                                                                 | 11 |

## TABLES DES ILLUSTRATIONS

### Table des figures

|                                                                                                            |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1 : Histoire de la création de la CAMVS .....                                                       | 4  |
| Figure 2 : Carte du périmètre de la CAMVS .....                                                            | 5  |
| Figure 3 : Comparaison des zones de protection de la nature en 2013 (à gauche) et en 2023 (à droite) ..... | 9  |
| Figure 4 : Activités agricole du secteur d'étude en 2022 .....                                             | 11 |

### Table des tableaux

|                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1 : Prélèvements du forage de « Villiers-en-Bière 1 » .....              | 7  |
| Tableau 2 : Activités BASIAS de la commune de Villiers-en-Bière (PLU 2023) ..... | 10 |
| Tableau 3 : ICPE de la commune de Villiers-en-Bière (PLU 2023) .....             | 10 |



# TABLES DES ANNEXES

---

|                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |    |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Annexe 1 :</b> | Etude d'environnement préalable à la mise en place des périmètres de protection du captage, Archambault Conseil, 2013 .....                                                                                                                                                                                                                                               | 12 |
| <b>Annexe 2 :</b> | Arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 portant déclaration d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection et servitudes associées autour du captage de « Villiers-en-Bière 1 » (BSS000UBAD) en date du 5 décembre 2017                                                                                                                                        | 12 |
| <b>Annexe 3 :</b> | Avis Hydrogéologique préalable à la réalisation de travaux d'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage dans le périmètre de protection rapprochée du captage « Villiers 1 » - BSS000UBAD de Villiers-en-Bière (77), Guillaume Dubroca, Juin 2020 .....                                                                                                          | 12 |
| <b>Annexe 4 :</b> | Décision N°23 ARS DD77 01 SE désignant Monsieur Guillaume Dubroca, hydrogéologue agréé, afin d'émettre un avis sur la révision de l'arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 portant déclaration d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection et servitudes associées autour du captage de « Villiers-en-Bière 1 » (BSS000UBAD) en date du 16 mars 2023 ..... | 12 |
| <b>Annexe 6 :</b> | Suivi qualité du forage de « Villiers-en-Bière 1 » - Données ADES, ARS et exploitant .....                                                                                                                                                                                                                                                                                | 12 |

# 1. CONTEXTE

## 1.1 La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) est composée de 20 communes, localisées au sud-ouest du département de Seine-et-Marne. Il s'agit d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale issu de la loi Chevènement du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale. Sa création est le résultat d'un cheminement de 30 ans vers l'intercommunalité.

|      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1972 | Création du District Melun – Le-Mée-sur-Seine.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| 1991 | Elargissement aux communes de La Rochette et Vaux-le-Pénil.<br>Le District prend le nom de District de l'Agglomération Melunaise (DAM).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 1993 | Intégration de Livry-sur-Seine.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 1994 | Entrée de Boissise-la-Bertrand et Voisenon dans le DAM.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| 1997 | Entrée de Dammarie-lès-Lys.<br>Le DAM regroupe alors 8 communes, pour environ 100 000 habitants.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 1999 | La loi Chevènement du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale implique la disparition des Districts et leur transformation en Communauté de Communes ou en Communauté d'Agglomération.<br>Les élus font le choix de la transformation en Communauté d'Agglomération, impliquant la mise en place d'une taxe professionnelle unique.                                                                                                                                                  |
| 2002 | Le 1er janvier 2002, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine est créée par transformation du DAM et absorption du SIGUAM (ce syndicat intercommunal assurait, depuis 1962, pour le compte de ses adhérents, les compétences assainissement et traitement des déchets ménagers).<br>La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine accueille 6 nouvelles communes - Boissettes, Boissise-le-Roi, Montereau-sur-le-Jard, Rubelles, Saint-Germain-Laxis et Seine-Port - et se dote de compétences élargies par rapport au DAM. |
| 2016 | Au 1er janvier 2016 l'Agglo compte 16 communes, avec l'arrivée de Pringy et Saint-Fargeau-Ponthierry, pour une population de près de 125 000 habitants (chiffres Insee 2015).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 2017 | Les communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière rejoignent la CAMVS.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 2020 | Transfert de la compétence eau potable des communes à la CAMVS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

*Figure 1 : Histoire de la création de la CAMVS*

Le territoire de la CAMVS est traversé par la Seine ainsi que par l'autoroute A5, comme représenté ci-dessous.



## 1.2 La révision de la DUP du forage de « Villiers-en-Bière 1 »

### 1.2.1 La DUP de 2017 du forage

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du captage de « Villiers-en-Bière 1 » a été établie en date du 5 décembre 2017 par l'arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 portant :

- déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux souterraines et instauration des périmètres de protection, et instauration des servitudes y afférentes, autour du captage de « Villiers-en-Bière 1 » ;
- autorisation d'utiliser l'eau issue du captage de « Villiers-en-Bière 1 » en vue de la consommation humaine, pour la production et la distribution par un réseau public et le conditionnement ;
- autorisation du prélèvement de l'eau issue du captage « Villiers-en-Bière 1 ».

Cette DUP a été mise en œuvre par la commune de Villiers-en-Bière alors compétente en eau potable et reprise par la CAMVS lors du transfert de compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

La présente DUP inclus notamment dans son article 5.2 (Prescriptions – Périmètre de protection rapproché) les interdictions ci-dessous :

- le déboisement ;
- le camping et le stationnement des caravanes en nombre.

### 1.2.2 Le projet d'aire de Grand passage

Le Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des gens du voyage de Seine-et-Marne maintient l'obligation faite à la CAMVS d'aménager un terrain destiné à recevoir les grands passages des gens du voyage rassemblant entre 50 et 200 caravanes. Cet équipement est nécessaire pour organiser l'accueil de groupes importants, principalement durant la période estivale.

Après étude de plusieurs de terrain et sur proposition de Monsieur le Maire de Villiers-en-Bière, une étude d'implantation alternative a été engagée en septembre 2020 sur le territoire de ladite commune. Elle porte sur un ensemble foncier et immobilier d'une superficie cadastrale d'environ 21,9 ha, majoritairement boisée, appartenant à la Commune d'Ivry-sur-Seine (94200) et relevant de son domaine privé. Cet espace, autrefois occupé par le château du Bréau, aujourd'hui démolí, ses dépendances et son parc, avait, il y a peu encore, un usage de centre de loisirs pour les enfants cette commune.

Par délibération en date du 11 février 2021, le Conseil Communautaire a acté l'achat des parcelles 7 / 8 / 9 / 10 / 14 / 15 / 58 / 94 / 109 / 110 en section A de la commune de Villiers-en-Bière.

L'ensemble foncier et immobilier étant situé sur la zone rapproché du captage « Villiers-en-Bière 1 » un hydrogéologue agréé a été missionné.

Les études préalables à cet aménagement sont en cours, notamment un inventaire faune.

Le délai de réalisation de cet équipement est estimé de **2 à 3** ans notamment en raison de la nécessité de modifier la DUP du captage de « Villiers-en-Bière 1 » notamment sur son article 5 mentionné précédemment.

## 2. EXPLOITATION DU FORAGE DE « VILLIERS-EN-BIERE 1 »

L'exploitation du forage de « Villiers-en-Bière 1 » est inclus dans la délégation de service d'eau potable du secteur OUEST de la CAMVS depuis le 28 février 2023.

### 2.1 L'alimentation en eau potable

Le service d'eau potable de la commune de Villiers-en-Bière dessert 94 abonnées équivalents à 211 habitants en 2022. L'eau alimentant la commune provient principalement du forage de « Villiers-en-Bière 1 ».

Le forage de « Villiers-en-Bière 1 » alimente après un traitement par chlore gazeux :

- la commune (bourg et centre commercial) de Villiers-en-Bière après transit dans le réservoir à proximité du forage,
- le réseau de la commune de Dammarie-lès-Lys par suppression en sortie du forage. Ce piquage est régi par une convention d'échange d'eau avec le contrat de délégation de service public des communes de Melun et Dammarie-lès-Lys. À la suite de cet export, l'eau du forage de « Villiers-en-Bière 1 » est en mélange avec les prélèvements des forages de La Justice à Dammarie-lès-Lys et l'usine de Livry-sur-Seine.

## 2.2 Le suivi du forage

### 2.2.1 Les inspections télévisées

Au vu du contexte liée au forage de « Villiers-en-Bière 1 », la CAMVS a fait le choix de réaliser une inspection télévisée de cet ouvrage le 13 août 2020, sans attendre 2023 (précédente ITV datant de 2013).

Les conclusions majeures de ce diagnostic sont présentées ci-dessous.

- Bon état global de l'ouvrage avec quelques défauts :
  - o Au-dessus de la trousse coupante quelques défauts de jonctions du cuvelage
  - o En-dessous de la trousse coupante des défauts de jonctions plus significatifs
- Ecoulement d'eau observé provenant de la zone non saturée du calcaire de Champigny, pas d'infiltration des eaux superficielles
- Pas d'évolution de l'ouvrage depuis 7 ans

Conjointement avec l'hydrogéologue agréée (Mr Dubroca), la CAMVS s'est engagée à réaliser une ITV sous 5 ans, soit en 2025, afin de vérifier l'évolution de l'ouvrage et programmer une réhabilitation de celui-ci le cas échéant.

### 2.2.2 Les prélèvements

Le forage de « Villiers-en-Bière 1 » est exploité depuis 2019 en deçà de son volume annuel autorisé de 270 000 m<sup>3</sup>.

*Tableau 1 : Prélèvements du forage de « Villiers-en-Bière 1 »*

| Année                         | 2019    | 2020    | 2021   | 2022    |
|-------------------------------|---------|---------|--------|---------|
| Prélèvement (m <sup>3</sup> ) | 142 475 | 163 597 | 83 840 | 125 831 |

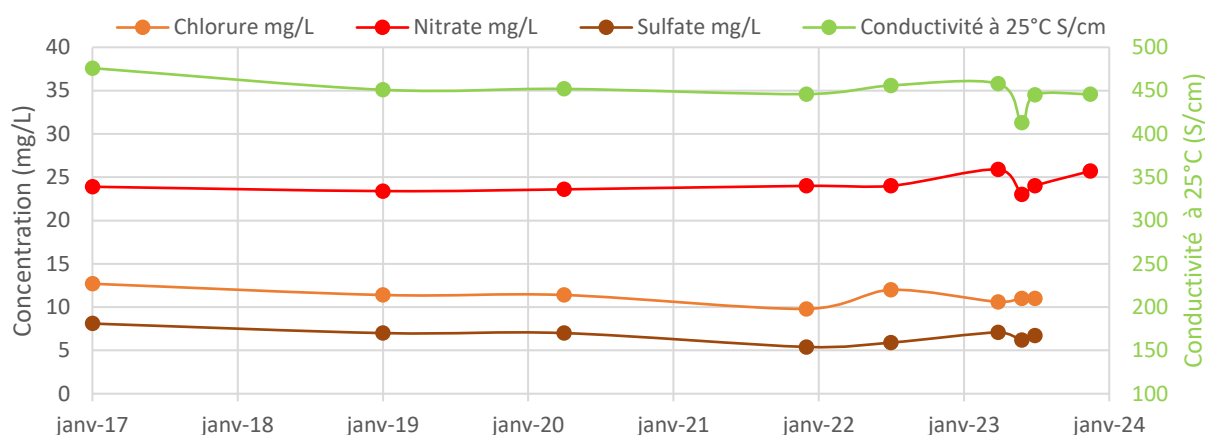
Dans le cadre du schéma directeur d'alimentation en eau potable de la CAMVS en cours, l'étape prospective (phase 2) indique en hypothèse haute un besoin pour la commune de Villiers-en-Bière à l'horizon 2030 de 121 537 m<sup>3</sup>/an à l'horizon 2050 122 544 m<sup>3</sup>/an soit une augmentation de +8% en 2030 et +9% en 2050 par rapport à la consommation de 2022 de 112 335 m<sup>3</sup>. Ces évolutions sont compatibles avec les volumes autorisés sur le forage de « Villiers-en-Bière 1 » par l'arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04.

### 2.2.3 La qualité de l'eau brute

Le suivi de la qualité de l'eau du forage de « Villiers-en-Bière 1 » est réalisé par l'Agence Régionale de Santé et est complété par le programme d'autosurveillance de l'exploitant.



## Evolution de la qualité de l'eau brute



Dans son rapport préalable en date de 2020 (Annexe 4 :), l'hydrogéologue agréé avait confirmé la bonne qualité de l'eau capté au vu des analyses dans le cadre de l'étude préalable à la DUP. Les analyses récentes, 2017 – 2023, montre une qualité d'eau sans évolution notable et conforme à la réglementation

## 3. EVOLUTION DU CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU FORAGE DE « VILLIERS-EN-BIERE 1 »

Le contexte environnemental du forage de « Villiers-en-Bière 1 » n'a que peut évoluer depuis le rapport de l'étude environnement préalable à la mise en place des périmètres de protection de captage réalisé par Archambault Conseil en 2013.

Ci-dessous sont présentées les évolutions.

### 3.1 Occupation des sols

#### 3.1.1 Documents d'urbanisme

La commune de Villiers-en-Bière a approuvé la mise en place de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération du conseil municipal du 25 avril 2023.

Le PLU intègre notamment un état des lieux de la commune de Villiers-en-Bière actualisé en 2023.

#### 3.1.2 Environnement immédiat du captage

L'environnement immédiat, devenu périmètre de protection immédiat, du captage n'a pas évolué.

La parcelle est clôturée par un grillage rigide d'une hauteur de 2m avec un portail verrouillé. Une division de cette parcelle a été réalisé afin de définir une zone dédiée au forage et une zone dédiée au réservoir, ainsi qu'une zone limitée (moins de 15m²) recevant les baies des antennes sans accès au réservoir ni au captage.

La tête d'ouvrage est fermée par des tôles en acier strié, à l'aide d'un cadenas.

La parcelle est enherbée.

#### 3.1.3 Environnement rapproché à lointain du captage

L'environnement rapproché du captage n'a pas évolué.

A l'Ouest le parking destiné aux employés du centre commerciale est toujours présent.

Au Sud-Ouest, une zone de stockage de matériaux entre le centre commercial et la haie d'arbre est toujours présent.

### 3.1.4 Zone de protection de la nature

Les zones de protection de la nature ont évolué.

La ZNIEFF I présente sur les communes de Boissise-le-Roi et Villiers-en-Bière au Sud du centre commerciale n'est plus répertoriée.

La ZNIEFF II présente sur les communes de Dammarie-lès-Lys et Villiers-en-Bière à l'Ouest du captage ont été reclassée supprimée exceptée pour sa partie traversée par le Ru de la mare aux Evées reclassée en ZNIEFF II.

La zone Natura 2000 n'a pas évolué.



Figure 3 : Comparaison des zones de protection de la nature en 2013 (à gauche) et en 2023 (à droite)

Le captage se situe à environ 1,5km plus à l'Ouest de la Zone Natura 2000 et plus de 2km à l'Ouest de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de la Vallée de la Seine.

### 3.2 Activités industrielles et commerciales

Les activités industrielles et commerciales ont peu évolué.

Lors de l'étude de 2013 les bases de données BASIAS et BASOL ont été utilisées. Un comparatif des éléments BASIAS et Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels (ex-BASOL) ont été consultés en 2023.

L'extraction BASIAS 2023 ne recense que 2 sites contre en 2013.

Tableau 2 : Activités BASIAS de la commune de Villiers-en-Bière (PLU 2023)

| N° Identifiant SSP | N° Identifiant BASIAS | Dernière raison sociale de l'entreprise                         | Nom usuel                    | Adresse principale                 | Etat d'occupation de l'établissement |
|--------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| SSP3874059         | IDF7702435            | CARREFOUR<br>Hypermarché                                        | Station-service              | Route nationale 7                  | Indéterminé                          |
| SSP3875752         | IDF7707137            | Municipalité de Dammarie-lès-Lys et municipalité de La Rochette | Décharge d'ordures ménagères | Chemin communal Orsonville à Melun | Indéterminé                          |

Source : <https://www.georisques.gouv.fr>

Concernant la pollution des sols, SIS et anciens sites industriels (ex-BASOL) aucun terrain ne présente une pollution potentielle connu sur la commune de Villiers-en-Bière.

Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont également des points potentiels de pollutions. 5 ICPE du régime de déclaration sont répertoriées au PLU de la commune de Villiers-en-Bière.

Tableau 3 : ICPE de la commune de Villiers-en-Bière (PLU 2023)

| Numéro d'inspection | Nom établissement                  | Adresse 1         | Régime en vigueur | Date de dernière inspection |
|---------------------|------------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------------------|
| 6503100             | CARREFOUR                          | Centre commercial | Autres régimes    |                             |
| 6513216             | CARREFOUR STATIONS SERVICES S.A.S. | Centre commercial | Autres régimes    | 07/03/2012                  |
| 6513340             | GPA                                | 15 rue de Fleury  | Autres régimes    |                             |
| 6520944             | MG Réparation                      | 15 rue Fleury     | Autres régimes    |                             |
| 6513920             | PRESSING DU CARREFOUR              | Centre commercial | Autres régimes    | 05/10/2022                  |

Source : <https://www.georisques.gouv.fr>

La principale activité à proximité du captage est le centre commercial de Carrefour.

Le réseau de piézomètres du centre commercial est toujours actif. Aucun n'a été transmis par le centre commerciale malgré la demande.

Les eaux usées et pluviales de cet ensemble commercial sont gérées de façon autonome par le centre commercial, qui en a délégué la gestion à Véolia. Il rejoint le réseau public d'assainissement au droit de la route départementale 142 en limite des communes de Villiers-en-Bière et Dammarie-lès-Lys.

La commune de Villiers-en-Bière, côté bourg, est doté d'un assainissement collectif conforme en 2022. Les rejets de la station d'épurations se font dans le Ru de la mare aux Evées.

### 3.3 Activités agricoles

Les activités industrielles et commerciales ont peu évolué.

Les surfaces cultivées sont en très légère baisse entre 2013 (734ha) et en 2023 (717ha). Sur la commune de Villiers-en-Bière, les cultures céréalières (blé, tournesol...) dominent en jaune ci-dessous. Quelques espaces de prairiaux sont également présents (en vert). Les parcelles matérialisées en gris sont dépourvues de production.



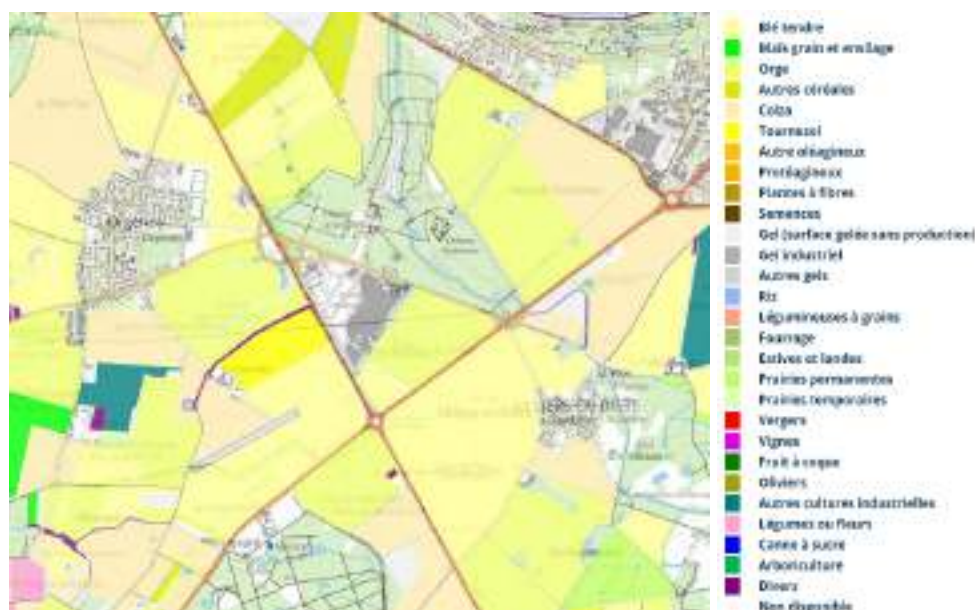


Figure 4 : Activités agricole du secteur d'étude en 2022

### 3.4 Caractéristiques des autres captages

Les autres captages à proximité ont peu évolué.

Sur la commune de de Boissise-le-Roi, 5 forages de particuliers ont été déclaré en mairie entre 2019 et 2023. Ces ouvrages étant sous le régime de la déclaration, leur volume sont inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>/an, soit un impact négligeable sur le forage de « Villiers-en-Bière 1 », et ne se situent pas dans le périmètre éloigné du forage de « Villiers-en-Bière 1 » (rue de Ponthierry, rue Corot, allée des saules et allée de la Corniche).

Aucune déclaration n'a été réalisé en mairie de Villiers-en-Bière depuis la DUP de 2017.

## 4. CONCLUSION

Compte-tenu de l'avis préalable émis par l'hydrogéologue agréé Mr Dubroca en juin 2020, indiquant que le forage de « Villiers-en-Bière 1 » « bénéficie d'une protection naturelle efficace, notamment assurée par l'existence de séries argileuses puis marneuses qui permettent l'individualisation de deux aquifères ».

Au vu des éléments présentés ci-avant, le contexte environnemental du forage de « Villiers-en-Bière 1 » n'a que très peu évolué depuis l'étude d'environnement préalable à la mise en place des périmètres de protection du captage de 2013.

La CAMVS demande à l'ARS une dérogation de mise à jour l'étude environnementale de la DUP au-delà du présent rapport.

Dans le cadre du projet d'aire de grand passage des gens du voyage dans le périmètre rapproché du forage, la modification de certaines prescriptions s'avère nécessaire à la réalisation du projet, notamment les interdictions de l'article 5.2 ci-dessous :

- le déboisement ;
- le camping et le stationnement des caravanes en nombre.

Au vu des éléments ci-dessus et de la mission d'hydrogéologue agréé dédié à ce projet, il est proposé d'adapté ces éléments de la façon suivante :

- le déboisement en dehors des parcelles 7 / 8 / 9 / 10 / 14 / 15 / 58 / 94 / 109 / 110 en section A de la commune de Villiers-en-Bière ;
- le camping et le stationnement des caravanes illégal en nombre.

# ANNEXES

---

- Annexe 1 :** Etude d'environnement préalable à la mise en place des périmètres de protection du captage, Archambault Conseil, 2013
- Annexe 2 :** Arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 portant déclaration d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection et servitudes associées autour du captage de « Villiers-en-Bière 1 » (BSS000UBAD) en date du 5 décembre 2017
- Annexe 3 :** Avis Hydrogéologique préalable à la réalisation de travaux d'aménagement d'une aire d'accueil des gens du voyage dans le périmètre de protection rapprochée du captage « Villiers 1 » - BSS000UBAD de Villiers-en-Bière (77), Guillaume Dubroca, Juin 2020
- Annexe 4 :** Décision N°23 ARS DD77 01 SE désignant Monsieur Guillaume Dubroca, hydrogéologue agréé, afin d'émettre un avis sur la révision de l'arrêté préfectoral n°17 DCSE EC 04 portant déclaration d'utilité publique l'instauration des périmètres de protection et servitudes associées autour du captage de « Villiers-en-Bière 1 » (BSS000UBAD) en date du 16 mars 2023
- Annexe 5 :** Rapport de diagnostic du puits de Villiers (BSS000UBAD) à Villiers-en-Bière (77) - Diagnostic de l'ouvrage par inspection vidéo (Rapport n°106241/B), ANTEA, 1<sup>er</sup> septembre 2020
- Annexe 6 :** Suivi qualité du forage de « Villiers-en-Bière 1 » - Données ADES, ARS et exploitant



**DÉPARTEMENT DE LA SEINE ET MARNE**



**AVIS HYDROGÉOLOGIQUE RELATIF À LA RÉALISATION DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT  
D'UNE AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION  
RAPPROCHÉE DU CAPTAGE « VILLIERS 1 »  
BSS000UBAD DE VILLIERS EN BIÈRE (77)**



**AVIS DÉFINITIF**

**GUILLAUME DUBROCA**

HYDROGÉOLOGUE AGRÉÉ EN MATIÈRE D'HYGIÈNE PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE ET MARNE (77)

**JUILLET 2025**

## **SOMMAIRE**

|                                                                                                          |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I. PRÉSENTATION DU FORAGE « VILLIERS 1 » .....</b>                                                    | <b>7</b>  |
| I .1. LOCALISATION DU FORAGE « VILLIERS 1 ».....                                                         | 7         |
| I .2. DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE.....                                                             | 7         |
| I .3. COUPE GÉOLOGIQUE DE RÉFÉRENCE .....                                                                | 8         |
| <b>II. RAPPEL DU CONTEXTE GÉOLOGIQUE LOCAL .....</b>                                                     | <b>10</b> |
| <b>III. RAPPEL DU CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE LOCAL .....</b>                                               | <b>11</b> |
| III .1. AQUIFÈRES EN PRÉSENCE .....                                                                      | 11        |
| III .2. PIÉZOMÉTRIE DES NAPPES EN PRÉSENCE.....                                                          | 11        |
| <b>IV. CONCLUSIONS CONCERNANT LA VULNÉRABILITÉ DE LA NAPPE CAPTÉE PAR LE FORAGE « VILLIERS 1 » .....</b> | <b>13</b> |
| <b>V. RAPPEL CONCERNANT LE PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE DÉFINIT .....</b>                          | <b>14</b> |
| <b>VI. PRÉSENTATION U PROJET D'AMÉNAGEMENTS ENVISAGÉ .....</b>                                           | <b>15</b> |
| <b>VII. PRÉSENTATION DU PROJET DÉFINITIF .....</b>                                                       | <b>16</b> |
| VII .1. GESTION DES EAUX GRISES .....                                                                    | 16        |
| VII .2. GESTION DES ZONES DE STATIONNEMENT .....                                                         | 16        |
| VII .3. GESTION DES EAUX PLUVIALES .....                                                                 | 17        |
| VII .4. MESURES DE GESTION ET DE SURVEILLANCE PARTICULIÈRES DU SITE .....                                | 18        |
| VII.4.1. <i>Règlementation spécifique du site</i> .....                                                  | 18        |
| VII.4.2. <i>Suivi de la noue périphérique</i> .....                                                      | 19        |
| VII.4.3. <i>Suivi de la nappe libre de l'Oligocène</i> .....                                             | 19        |
| VII .1. RAPPELS CONCERNANT LES PRÉCAUTIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX TRAVAUX À RÉALISER.....               | 22        |
| <b>VIII. CONCLUSIONS .....</b>                                                                           | <b>23</b> |

## **FIGURES**

|                                                                                                                                                                                                                            |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1 – Localisation du secteur d'étude (source : Serveur Géoportail, Juillet 2025) .....                                                                                                                               | 6  |
| Figure 2 - Coupe géologique et lithologique de référence du Forage « Villiers 1 » (BRGM, serveur Infoterre, mai 2020).....                                                                                                 | 8  |
| Figure 3 - Coupe technique et géologique de référence du Forage Villiers 1 .....                                                                                                                                           | 9  |
| Figure 4 – Extrait de la feuille géologique de Melun au 1/50 000 (Source Infoterre, juin 2025) .....                                                                                                                       | 10 |
| Figure 5 - Piézométrie de la nappe de l'Oligocène (d'après Archambault conseil, Mai 2013).....                                                                                                                             | 11 |
| Figure 6 - Piézométrie de la nappe captive de l'Eocène (Calcaires de Champigny) (d'après Archambault, Mai 2013) .....                                                                                                      | 12 |
| Figure 7 – Extension du Périmètre de Protection Rapprochée du forage « Villiers 1 » (Michel Mazeau, Janvier 2014) .....                                                                                                    | 14 |
| Figure 8 – Localisation de la zone prévue pour accueillir l'aire de grand passage (source GoogleEarth, juillet 2025) .....                                                                                                 | 15 |
| Figure 9 – Aménagements particuliers des sites de stationnement des véhicules du quotidien .....                                                                                                                           | 16 |
| Figure 10 – Implantation de la noue périphérique .....                                                                                                                                                                     | 17 |
| Figure 11 – Axes de convergences des flux .....                                                                                                                                                                            | 18 |
| Figure 12 – Implantation du réseau de piézomètres .....                                                                                                                                                                    | 19 |
| Figure 13 – Exemple de la partie hors sol d'un piézomètre (aménagement avec fermeture sécurisée par capot acier pris dans la dalle périphérique à pentes divergentes) et bouchon étanche pour obturation du tube PVC ..... | 20 |

## **TABLEAUX**

|                                                                                                                   |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1 Coordonnées Lambert et références cadastrales du forage « Villiers 1 » .....                            | 7  |
| Tableau 2 - Succession lithologique rencontrée au droit du forage Villiers 1 (Source, Infoterre, juin 2020) ..... | 10 |

## **PRÉAMBULE**

Par décision de l'Agence Régionale de Santé de Sien et Marne (77) en date du 02 janvier 2020, j'ai été nommé afin d'émettre un avis relatif à un projet d'aménagement d'une aire d'accueil de grande capacité à l'intérieur des périmètres de protection du captage « Villiers 1 » de Villiers-en-Bière (77).

Le projet concerne la création d'une aire de grand passage au niveau de l'ancien Château du Bréau, dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée du forage « Villiers 1 » BSS0000BAD (ex 02585X0049) de Villiers en Bière (77).

Ce forage bénéficie de périmètres de protection grevés d'une DUP de 2017 précisant que « le stationnement en nombre de caravanes est interdit à l'intérieur du périmètre rapprochée ».

L'objet de ma mission consiste à, d'une part évaluer les risques de dégradation de la ressource associés à l'implantation de l'aire de grand passage sur le site du *Bréau*, et d'autre part à proposer la mise en œuvre de moyens de protections spécifiques destinés à limiter les différents risques identifiés.

L'examen des pièces techniques transmises lors du premier examen du projet avait abouti à l'émission d'un avis préliminaire favorable de ma part (10/06/2020) quant à la faisabilité de l'opération moyennant la mise en œuvre de plusieurs dispositions spécifiques visant à renforcer la protection des eaux souterrains au droit du site d'accueil.

Pour l'essentiel, il était proposé que , en plus de respecter les exigences réglementaires en vigueur (décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage), le projet prenne en compte les points suivants :

- La conception des installations respectera les exigences réglementaires en vigueur (. Toutefois compte tenu de la sensibilité du site, le projet devra tenir compte des point suivants :
- La capacité des installations sanitaires sera adaptée à la fréquentation du site,
- Un système permettant la récupération des toilettes individuelles,
- Les réseaux d'eaux usées existants qui ne seront pas remplacés feront l'objet d'un contrôle destiné à vérifier leur état. En cas d'anomalie, la section concernée devra être réparée ou remplacée,
- Le réseau de collecte des eaux pluviales sera équipé d'un séparateur d'hydrocarbures installé en aval du site et régulièrement entretenu,
- Les réseaux nouvellement créés devront permettre d'être facilement nettoyables et largement dimensionnés pour limiter les risques de colmatage,
- Afin de limiter les dépôts de déchets, des aires de collectes seront créées sur la zone et les déchets seront régulièrement collectés. La fréquence de collecte sera d'au moins 1/semaine et dans tous les cas sera adaptée à la fréquentation du site,
- Les containers à déchets seront étanches et adaptés pour permettre la collecte et le tri des déchets,
- A l'issue de chaque période d'occupation, le site sera entièrement nettoyé et l'ensemble des déchets et/ou dépôts éventuels seront évacués hors du site.

Ainsi, depuis ce premier avis, plusieurs versions du projet intégrant ces demandes ont été étudiées et proposées, celles-ci allant de l'imperméabilisation totale du site (solution technique difficilement réalisable) à l'aménagement de zones spécifiques complétées par la mise en place de mesures de surveillances (surveillances des eaux pluviales) et de la nappe supérieure (Oligocène).

Pour mémoire, depuis 2020, différentes versions du projet ont été proposées :

- Juillet 2023

- Présentation d'un projet avec absence totale d'imperméabilisation et une zone entièrement enherbée.
- ⇒ Compte tenu du risque notamment vis-à-vis d'une contamination de la nappe superficielle, cette approche n'est pas retenue.

- Février 2024

- Proposition d'une solution technique avec avec une imperméabilisation totale de l'aire, y compris les noues périphériques initialement prévues comme infiltrantes.
- ⇒ Techniquement difficile à mettre en œuvre cette solution est également incompatible avec les exigences de gestion des eaux pluviales et la préservation de la faune et la flore (défrichement intégral du site), cette solution n'est finalement pas retenue.

- Octobre 2024

- Une réunion de travail organisée avec le porteur du projet, la police de l'eau, la DRIEAT, la DDT, et moi-même permet d'établir une liste de plusieurs prescriptions et d'envisager une nouvelle solution d'imperméabilisation partielle au droit des zones les plus sensibles.
- ⇒ Cette solution, accompagnée de mesures de gestion et de surveillance du site, permettant limiter les risques de dégradation de la ressource est finalement retenue.



Figure 1 – Localisation du secteur d'étude (source : Serveur Géoportail, Juillet 2025)



## I. PRÉSENTATION DU FORAGE « VILLIERS 1 »

Le forage concerné couramment désigné « Villiers 1 » est principalement utilisé pour l'alimentation en eau potable de la commune de Villiers en Bière dont il constitue la source d'alimentation principale. Il est référencé sous le n°BSS000UBAD (ex 02585X0049).

Compte tenu de sa capacité, il est également utilisé pour l'alimentation en eau des communes voisines de Dammarie-les-Lys et Melun. Ainsi, le forage est équipé de deux pompes qui permettent de renvoyer l'eau vers deux réservoirs différents, celui de Villiers et celui de Barthou.

### I.1. Localisation du forage « Villiers 1 »

Ce forage est situé à proximité de la zone commerciale de Carrefour, en bordure sud de la route départementale D24. Il est situé sur la parcelle n°104 - section A de Villiers-en-Bière.

Les coordonnées Lambert 93 de l'ouvrage sont rappelées dans le tableau 1 suivant.

Tableau 1 Coordonnées Lambert et références cadastrales du forage « Villiers 1 »

| Identifiant BSS | X Lambert 93<br>(m) | Y Lambert 93<br>(m) | Altitude<br>(Z) en m NGF | Références cadastrales    |
|-----------------|---------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------|
| BSS000UBAD      | 669 483             | 6 822 368           | + 76.60                  | Section A, parcelle n°104 |

### I.2. Descriptif technique de l'ouvrage

La description suivante s'appuie sur les données renseignées dans la banque de donnée du sous-sol (BSS).

Réalisé en 1966-1967 par l'entreprise *Huiliez et Fils*, ce forage est profond de 55,1 mètres, et capte l'aquifère des calcaires de Champigny rencontré à partir de 25 mètres de profondeur.

L'isolation des niveaux supérieurs est assurée par la présence d'un cuvelage béton (Ø 1500mm) installé entre la surface et -45,3 mètres. La partie inférieure de l'ouvrage est équipée d'un tubage acier (Ø 1350mm) télescopé dans la partie inférieure du cuvelage béton à partir de -41,7m et installée jusqu'à -53 mètres dont l'extrados est comblé par du gravier. Le fond de l'ouvrage entre -53 et -55,1 est laissé en trou nu (Ø 1300mm).

Les données issues de la campagne d'essais de pompage réalisée à l'issue des travaux (décembre 1966) indiquent un niveau statique positionné à -35.55 m/sol et un niveau dynamique qui s'établissait à -47,1m/sol pour un débit de pompage de 160 m³/h.

Par ailleurs, la coupe technique indique que le niveau statique de la nappe de surface est positionné à -2,5 mètres/sol.

### I.3. Coupe géologique de référence

La coupe géologique issue du forage est synthétisée dans le dossier BSS du forage. Elle est présentée en Figure 2, page 8.

La succession lithologique rencontrée lors de la réalisation de l'ouvrage indique la présence de niveaux à dominante argileuse et/ou marneuse à partir de -8,85 mètres, correspondant au sommet de la formation des Argiles vertes de Romainville).

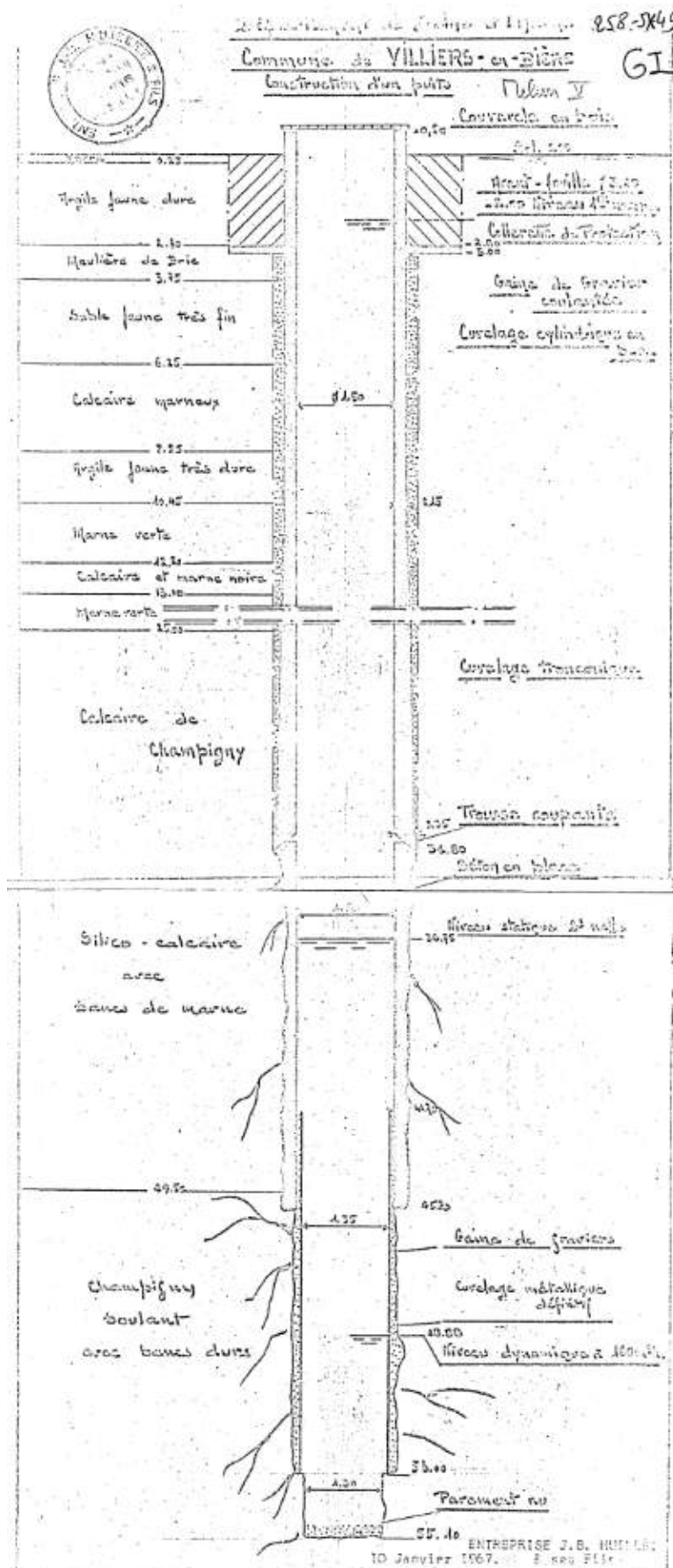
Figure 2 - Coupe géologique et lithologique de référence du Forage « Villiers 1 » (BRGM, serveur Infoterre, mai 2020)

| Profondeur | Formation                              | Lithologie | Lithologie                                                     | Stratigraphie       | Altitude |
|------------|----------------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------|---------------------|----------|
| 0.25       | Sol (terre végétale)                   |            | Terre.                                                         | Holocène            | 76.25    |
| 2.70       |                                        |            | Argile jaune dure.                                             | Quaternaire         | 73.80    |
| 3.75       | Limon des plateaux                     |            | Meulière de Brie.                                              |                     | 72.75    |
| 6.25       |                                        |            | Sable très fin jaune.                                          |                     | 70.25    |
| 8.85       | Calcaire et argile à meulières de Brie |            | Calcaire marneux.                                              | Rupélien            | 67.65    |
| 10.45      | Calcaire de Brie                       |            | Argile jaune très dure.                                        |                     | 66.05    |
| 12.20      | Argile verte de Romainville            |            | Marne verte.                                                   |                     | 64.30    |
| 15.10      | Marnes de Pantin                       |            | Calcaire et marne noire.                                       |                     | 61.40    |
|            | Marnes bleues d'Argenteuil             |            | Marne verte.                                                   |                     |          |
| 23.00      |                                        |            |                                                                |                     | 53.50    |
|            | Calcaire de Champigny                  |            | Calcaire de Champigny.<br>Silico-calcaire avec bancs de marne. | Priabonien          |          |
| 49.50      |                                        |            |                                                                |                     |          |
|            | Calcaire de Saint-Ouen                 |            | Champigny bouillant avec bancs durs. Calcaire de St-Ouen ?     | Bartonien supérieur | 27.00    |
| 55.10      |                                        |            |                                                                |                     | 21.40    |



Figure 3 - Coupe technique et géologique de référence du Forage Villiers 1

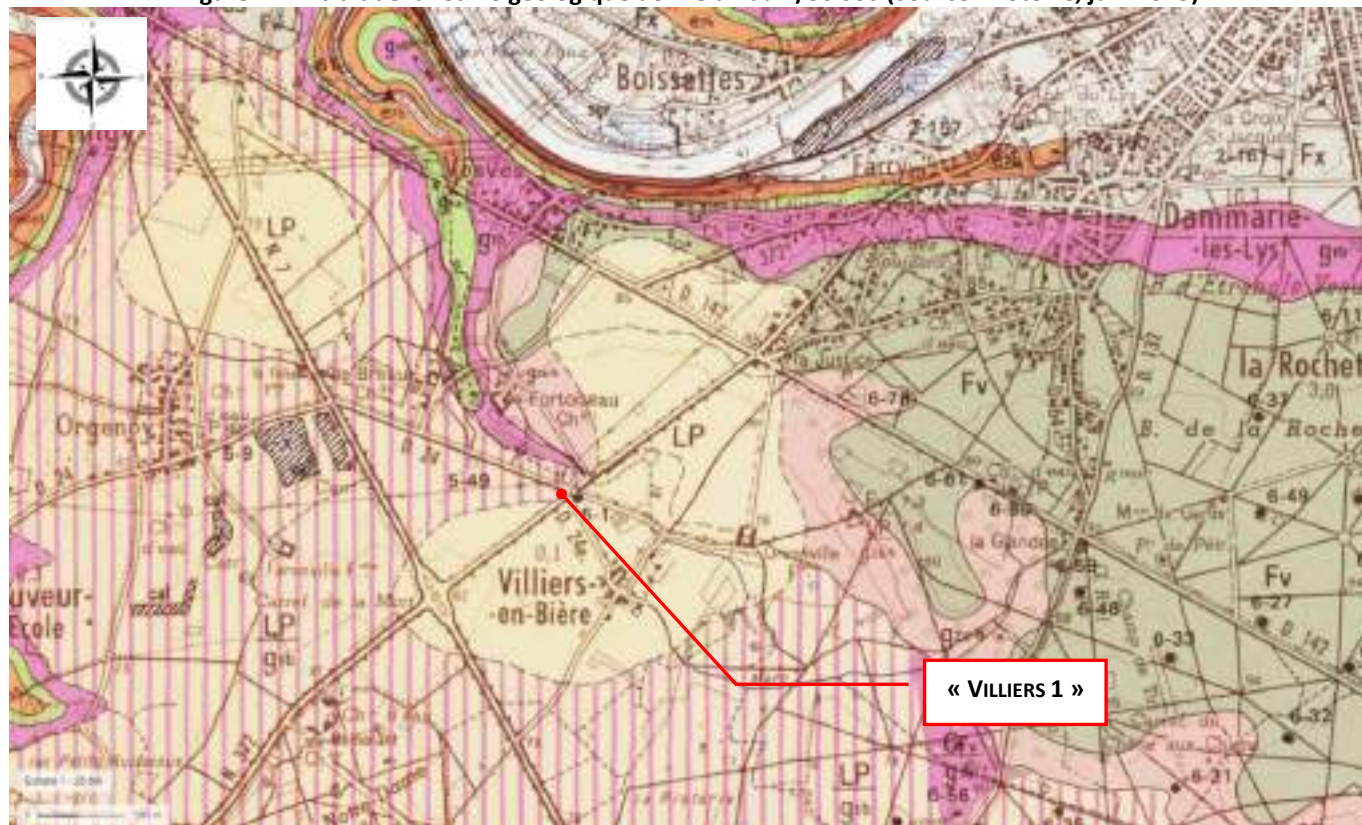
(Source : Serveur Infoterre, mai 2020)



## II. RAPPEL DU CONTEXTE GÉOLOGIQUE LOCAL

D'après la carte géologique au 1/50 000° de Melun, le forage « Villiers 1 » est implanté au droit des formations du Sannoisien constituées des Calcaires et argiles à meulière de Brie, l'ensemble étant surmonté par des limons de plateau (formation récentes).

**Figure 4 – Extrait de la feuille géologique de Melun au 1/50 000 (Source Infoterre, juin 2025)**



Compte tenu de sa profondeur (55 mètres), le forage traverse les niveaux oligocènes pour atteindre les calcaires de Champigny (Eocène). Le tableau 2 présenté ci-après précise la succession lithologique rencontrée au droit du forage.

**Tableau 2 - Succession lithologique rencontrée au droit du forage Villiers 1 (Source, Infoterre, juin 2020)**

| Profondeur        | Lithologie                                                                                            | Stratigraphie |           |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------|
| De 0 à 0.25 m     | SUPERF: TERRE                                                                                         | QUATERNAIRE   | OLIGOCENE |
| De 0.25 à 2.7 m   | SUPERF: LIMON, ARGILEUX CONSISTANT                                                                    | QUATERNAIRE   |           |
| De 2.7 à 3.75 m   | MEULIERE (D'APRES NOTICE CARTE MELUN, PEUT-ETRE COLLUVIONS DE FONTAINEBLEAU ALTEREES EN TETE)         | SANNOISIEN    |           |
| De 3.75 à 6.25 m  | SABLE, JAUNE FIN (D'APRES NOTICE CARTE MELUN, PEUT-ETRE COLLUVIONS DE FONTAINEBLEAU ALTEREES EN-TETE) | SANNOISIEN    |           |
| De 6.25 à 8.85 m  | CALCAIRE, ARGILEUX (CALCAIRE DE BRIE)                                                                 | SANNOISIEN    |           |
| De 8.85 à 10.45 m | ARGILE, JAUNE DUR (CALCAIRE DE BRIE)                                                                  | SANNOISIEN    |           |
| De 10.45 à 12.2 m | MARNE, VERT (DE ROMAINVILLE)                                                                          | SANNOISIEN    |           |
| De 12.2 à 13.1 m  | PRE/CALCAIRE/MARNE, NOIR/ (MARNES DE PANTIN)                                                          | LUDIEN        | EOCENE    |
| De 13.1 à 25 m    | MARNE, VERT (MARNES SUPRAGYPSEUSES)                                                                   | LUDIEN        |           |
| De 25 à 44.5 m    | PAS/CALCAIRE/CALCAIRE, SILICEUX; MARNE/ (CALCAIRE DE CHAMPIGNY S.L.)                                  | LUDIEN        |           |
| De 44.5 à 55.1 m  | PRE/CALCAIRE, BOULANT/CALCAIRE, DUR/                                                                  | EOCENE-SU     |           |



### III. RAPPEL DU CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE LOCAL

#### III .1. Aquifères en présence

Les caractéristiques géologiques locales permettent de distinguer deux niveaux aquifères :

- Une première nappe libre contenue dans les formations du Sannoisien (Oligocène) entre 2 et 15 mètres de profondeur,
- Une nappe captive au sein des calcaires de Champigny (Ludien, Éocène) entre 23 et 55m qui est en charge, sous les argiles et marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Oligocène).

#### III .2. Piézométrie des nappes en présence

Dans le cadre de l'étude hydrogéologique préalable le cabinet Archambault Conseil a réalisé un inventaire des points d'eau, afin d'établir la piézométrie du secteur.

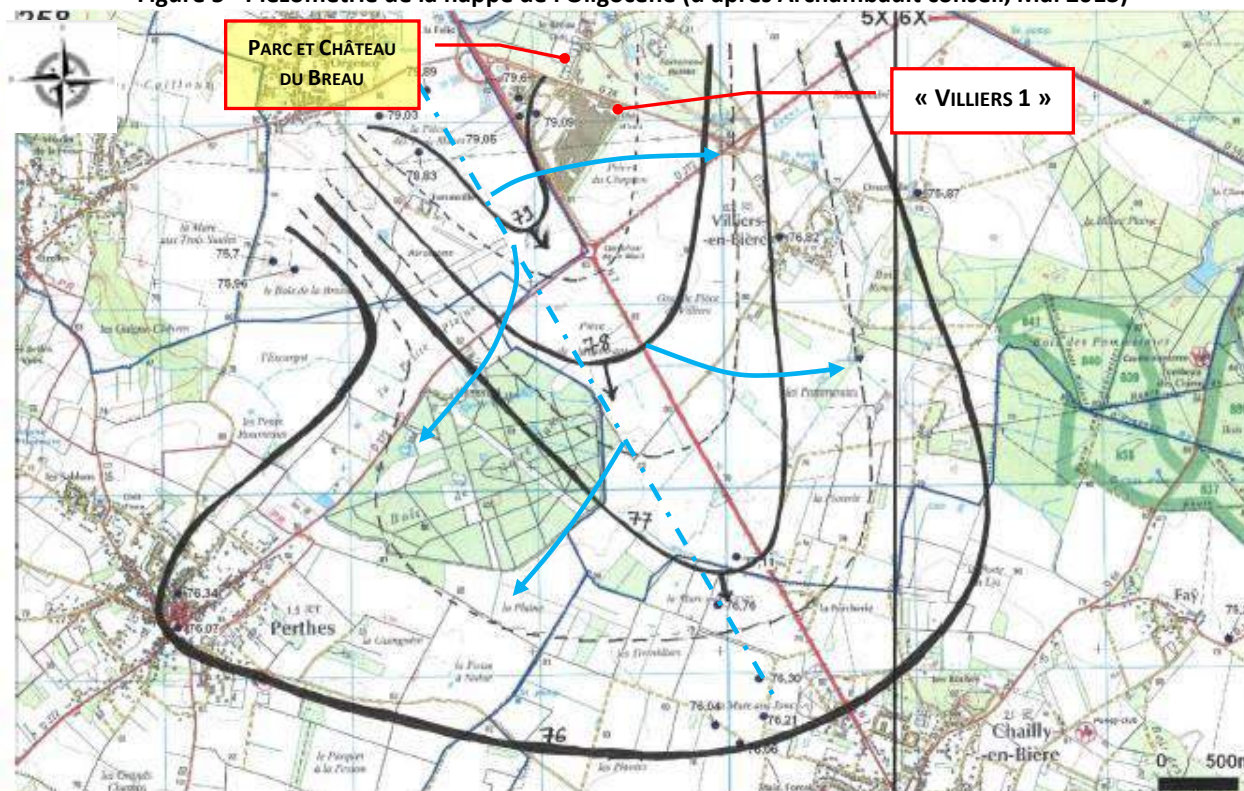
Les résultats obtenus confirment l'existence de deux nappes superposées distinctes.

Une **première nappe supérieure libre** contenue dans les niveaux oligocènes, généralement exploitée par des puits peu profonds. L'analyse des données piézométriques issues de la campagne de Mai 2013 (19 ouvrages d'une profondeur comprise entre 3 et 12,5 mètres) indique une direction d'écoulement globalement orientée du Nord-Ouest vers le Sud-Sud-Est.

Toutefois l'analyse détaillée indique la présence d'une crête piézométrique sensiblement alignée avec la Route Nationale 7 (axe situé légèrement au Sud-Ouest de la route). De part et d'autre de cet axe, les écoulements divergent et s'orientent vers l'Est (secteur Nord de l'axe) et vers le Sud-Ouest. Ainsi au droit du de la zone d'étude, l'écoulement de la nappe superficielle se fait vers l'Est.

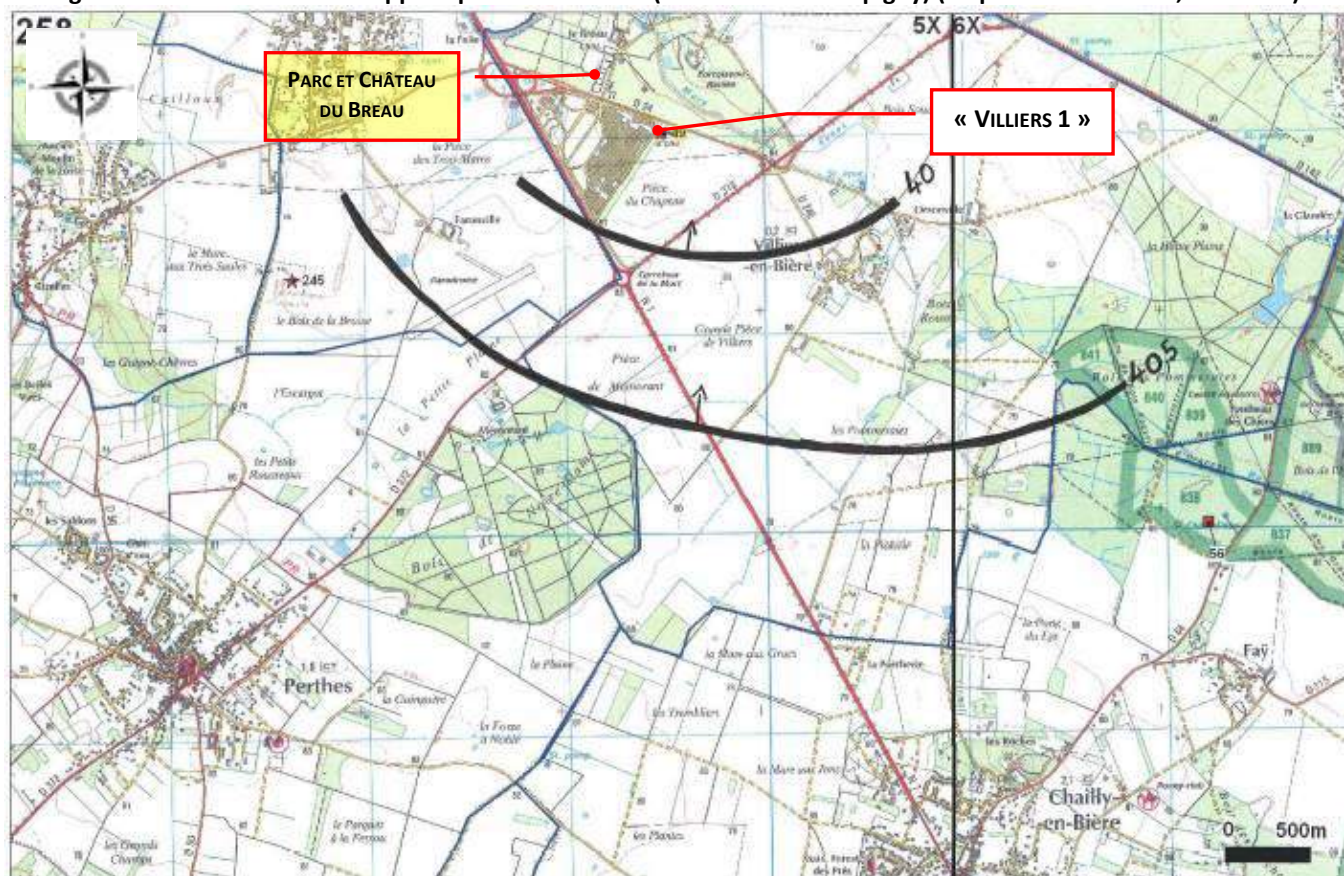
→ S'agissant d'une nappe libre, l'influence du réseau superficiel n'apparaît que très peu marquée, notamment dans le cas du Ru de la Marre aux Evées qui chemine au nord de la zone d'étude.

Figure 5 - Piézométrie de la nappe de l'Oligocène (d'après Archambault conseil, Mai 2013)



Une seconde nappe plus profonde, captive contenue dans les calcaires de Champigny (Eocène) dont l'écoulement est orienté vers le Nord-Ouest. Dans ce cas, la carte piézométrique est établie sur la base de 3 ouvrages dont les profondeurs sont comprises entre 50 et 55 mètres. Le forage communal exploite uniquement la nappe des calcaires de Champigny.

Figure 6 - Piézométrie de la nappe captive de l'Eocène (Calcaires de Champigny) (d'après Archambault, Mai 2013)



→ Comme le souligne Monsieur Mazeau dans son avis de décembre 2013, et sur la base des données piézométriques acquises, les différences de sens d'écoulement de ces deux nappes, montrent bien leur indépendance, et prouvent que les séries marneuses intermédiaires entre les deux réservoirs jouent bien leur rôle de barrière relativement « étanche ».

#### **IV. CONCLUSIONS CONCERNANT LA VULNÉRABILITÉ DE LA NAPPE CAPTÉE PAR LE FORAGE « VILLIERS 1 »**

L'ensemble des données acquises et disponibles confirme que la nappe captée par le forage « Villiers 1 », contenue dans le niveau Eocène des Calcaires de Champigny, bénéficie d'une bonne protection naturelle assurée par la présence de formations à dominants argileuses et ou marneuse entre -9 et -23 mètres.

Ces formations permettent part ailleurs l'individualisation de deux nappes distinctes qui présentent des directions d'écoulement différentes confirmant leur isolation relative.

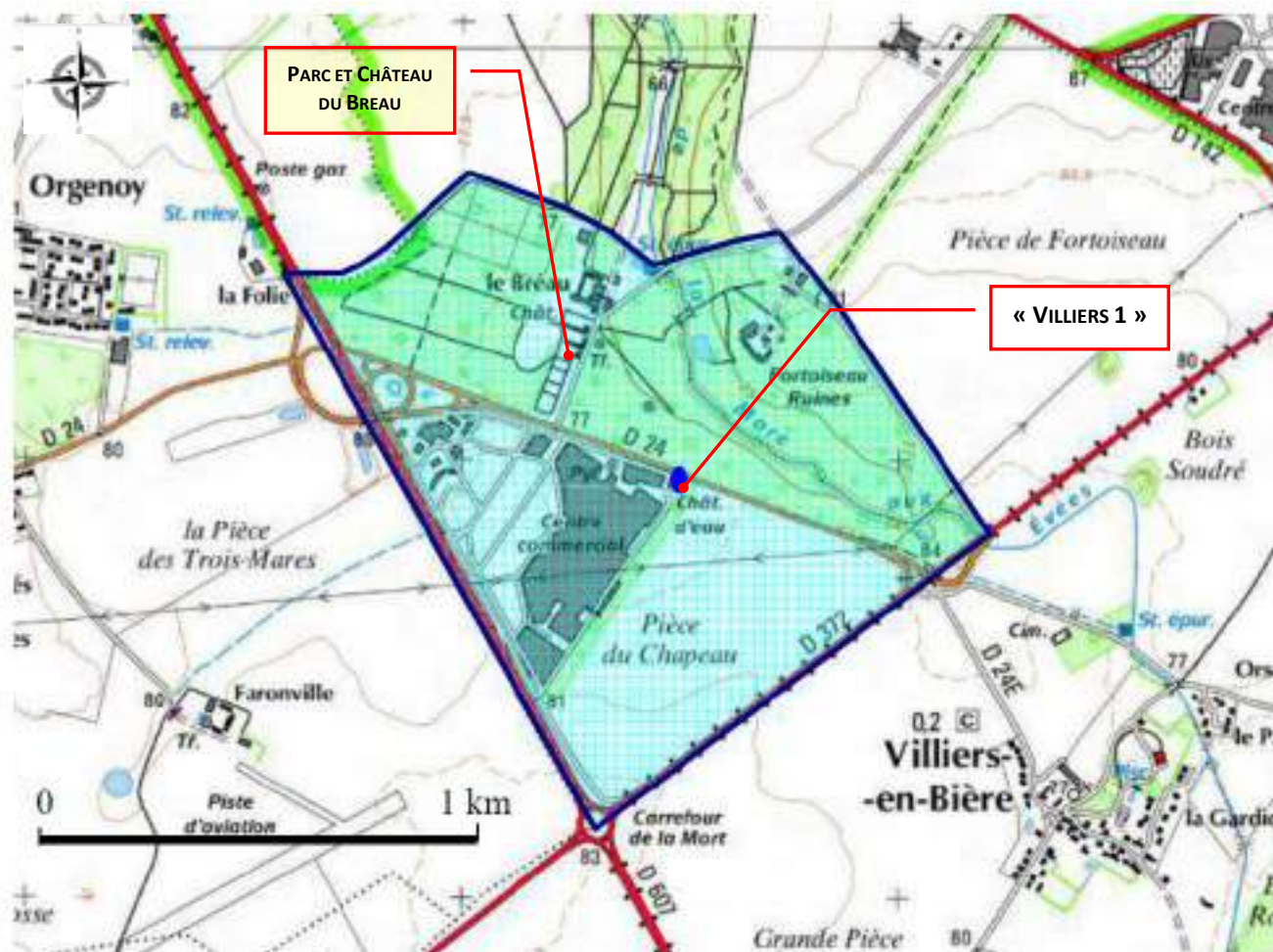
Toutefois, contrairement aux analyses réalisées en 2013, les analyses récentes montrent la présence en faible quantité de pesticides (*Déséthylatrazine*) traduisant une connexion avec les activités de surface.



## V. RAPPEL CONCERNANT LE PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE DÉFINIT

Définit par Monsieur Mazeau dans son avis de janvier 2014, le contour du périmètre de protection rapprochée, qui couvre une surface d'environ 125 Ha s'appuie sur l'isochrone 200 jours et prends en compte les risques de pollution, le sens d'écoulement des nappes (Eocène et oligocène) ainsi que le caractère profond et captif de la nappe exploitée par le forage.

Figure 7 – Extension du Périmètre de Protection Rapprochée du forage « Villiers 1 » (Michel Mazeau, Janvier 2014)



Il est rappelé que de manière générale, à l'intérieur de ce périmètre, toutes activités, installations ou dépôts susceptibles de porter atteinte à la qualité de la ressource doivent être soumis à l'avis des services administratifs compétents, la Police de l'Eau d'une part et l'ARS 77 de l'autre, l'objectif étant de prescrire éventuellement des dispositions nécessaires pour limiter tout risque potentiel.

En complément de prescriptions de contrôle et ou suivi spécifiques (station de carburant du centre commercial), plusieurs types d'activité, sans être strictement interdites, sont acceptées sous réserve d'un avis favorable des services administratifs. C'est notamment le cas des campings ou du stationnement des caravanes en nombre.

## VI. PRÉSENTATION U PROJET D'AMÉNAGEMENTS ENVISAGÉ

Les travaux envisagés concernent l'aménagement du parc de l'ancien site du *Château du Breau* pour créer une aire de grand passage, l'objectif étant d'offrir une capacité d'accueil de 200 emplacements (enherbés) répartis sur une surface d'au moins 4 Ha.

La zone d'implantation retenue est localisée à environ 350 mètres au nord-ouest du forage « Villiers 1 ».

Figure 8 – Localisation de la zone prévue pour accueillir l'aire de grand passage (source GoogleEarth, juillet 2025)



Ainsi, les travaux consisteront à démolir une partie des installations existantes pour les réaménager et à créer des infrastructures d'accueil adaptées (sanitaires, locaux de rassemblement, points de collecte de déchets).

Après études de plusieurs solution techniques, le choix final s'est porté sur une solution équilibrée avec imperméabilisation partielle du site complétée par la mise en place d'un réseau de surveillance piézométrique constitué de 4 piézomètres implantés en périphérie du site.



## VII. PRÉSENTATION DU PROJET DÉFINITIF

Pour limiter le risque de pollution de la ressource en eau, plusieurs aménagements ont été intégrés dans la conception finale du projet :

### VII .1. Gestion des eaux grises

Le **projet intègre des points de raccordement en maillage serré**, positionnés le long des axes de stationnement des véhicules, offrant ainsi des points de rejets pour les eaux grises sécurisés et opérationnels (pour les lave-linge et lave-vaisselle notamment).

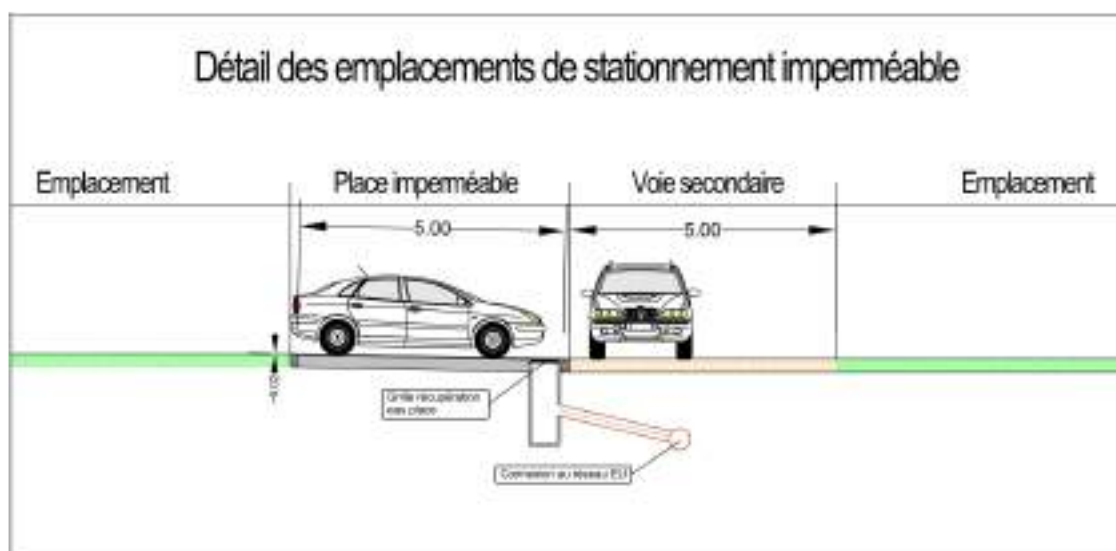
Ce système présente en outre une innovation par rapport à d'autres aires de grand passage sur le territoire. Il a principalement vocation à gérer les pollutions induites à proximité des caravanes et des véhicules dits « tracteurs » qui stationnent à leur proximité.

### VII .2. Gestion des zones de stationnement

Pour répondre aux risques de pollution accidentelle au droit des véhicules motorisés, davantage utilisés pour les mobilités du quotidien, le projet intègre maintenant **150 places de stationnements<sup>1</sup> imperméabilisées et bordurées** avec l'installation de culotte de branchement et d'une grille d'assainissement pour chaque site de stationnement.

Afin d'inciter les usagers à utiliser ces dispositifs, ces derniers ont été installés à proximité immédiate des zones de stationnement des caravanes.

Figure 9 – Aménagements particuliers des sites de stationnement des véhicules du quotidien



<sup>1</sup> La jauge de 150 places constitue une jauge haute qui a été établie en lien avec le GIP 77 Gens du Voyage et le SYMGHAV, en tenant compte du taux de motorisation constaté sur les aires ainsi que des pics de fréquentation projetés.

### VII .3. Gestion des eaux pluviales

Dans le cadre de la gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (4Ha), le projet prévoit un profilage particulier du sol pour permettre d'orienter les eaux de ruissellement vers des axes de collecte puis vers une noue périphérique (en bleu sur le schéma ci-après) qui ceinturera le site.

**Figure 10 – Implantation de la noue périphérique**





Les axes de convergence, situés dans les secteurs les plus perméables (pour faciliter l'accès), correspondent à la voie de contournement (voie principale de 5 mètres) de large ainsi qu'aux deux axes secondaires qui permettent la desserte de la zone centrale.

Figure 11 – Axes de convergences des flux



En cas de détection d'une pollution, les eaux présentes dans la noue seront pompées et évacuées vers des installations de traitement appropriées.

#### VII .4. Mesures de gestion et de surveillance particulières du site

En complément des aménagements spécifiques, le site assurera la mise en place des mesures de gestion particulières ainsi qu'un programme de suivi de la qualité des eaux pluviales collectées et de la qualité des eaux souterraines.

##### VII.4.1. Règlementation spécifique du site

En complément des aménagements présentés supra, des mesures de gestion et de surveillance du site seront également mises en place et seront précisées dans le règlement de fonctionnement du site.

Ces mesures concerneront notamment :

- ⇒ La mise en application d'un règlement concernant les modalités de stationnement à l'échelle du site pour les différents types de véhicules, et tout particulièrement pour les véhicules utilisés au quotidien et qui ont vocation à stationner sur les places de stationnement réservées à cet effet.
- ⇒ La mise en œuvre d'un mécanisme de surveillance et de clauses punitives inscrites dans le règlement de gestion, en concertation avec le représentant des usagers du site et le gestionnaire de l'aire d'accueil.

#### VII.4.2. Suivi de la noue périphérique

La noue périphérique constituant le point d'aboutissement final des eaux de ruissellement, celle-ci fera l'objet d'e mesures de suivi particulières.

Ainsi, le projet prévoit la mise en place d'un programme de surveillance durant toute la période d'occupation du site soit du 1er mai au 31 octobre avec la réalisation de prélèvements des lors qu'une mise en eau de la noue d'environ de 10 cm en 24 heures (soit une hauteur de précipitation de 10mm) est constatée.

La mesure sera automatisée à l'aide d'une sonde radar connectée à un système de transmission de données. Les paramètres recherchés dans les prélèvements seront : les Hydrocarbures totaux et dissous, l'Azote, le phosphore, les HAP, les COHV et les métaux.

Les résultats des analyses devront systématiquement et dès réception, être transmis aux services de l'ARS 77.

Cependant, sur la noue, toute pollution décelée et encore en place (vidange non effective de la noue), se verra suivi d'un pompage des eaux permettant de limiter le risque de contamination.

#### VII.4.3. Suivi de la nappe libre de l'Oligocène

En complément du suivi de la qualité des eaux de surfaces collectées dans la noue périphérique, et avant lancement des travaux d'aménagement du site, un réseau de piézomètres (4) sera mis en place afin de contrôler la qualité de la nappe libre superficielle (Oligocène).

Ce réseau de réseau de surveillance sera constitué de 4 piézomètres implantés tels que :

- 1 piézomètre témoin sur la partie ouest du site, éloigné de la noue,
- 1 piézomètre en zone nord,
- 1 piézomètre en zone nord-Est,
- 1 piézomètre en zone sud-est.



Figure 12 – Implantation du réseau de piézomètres



Les piézomètres seront réalisés conformément aux normes en vigueur (AFNOR NFX 31-61 -Janvier 2024). La profondeur d'investigation sera strictement imitée à la la formation des Calcaires de Brie. La foration sera stoppée des l'atteinte des marnes vertes, ce niveau ne devant en aucun cas être traversé.

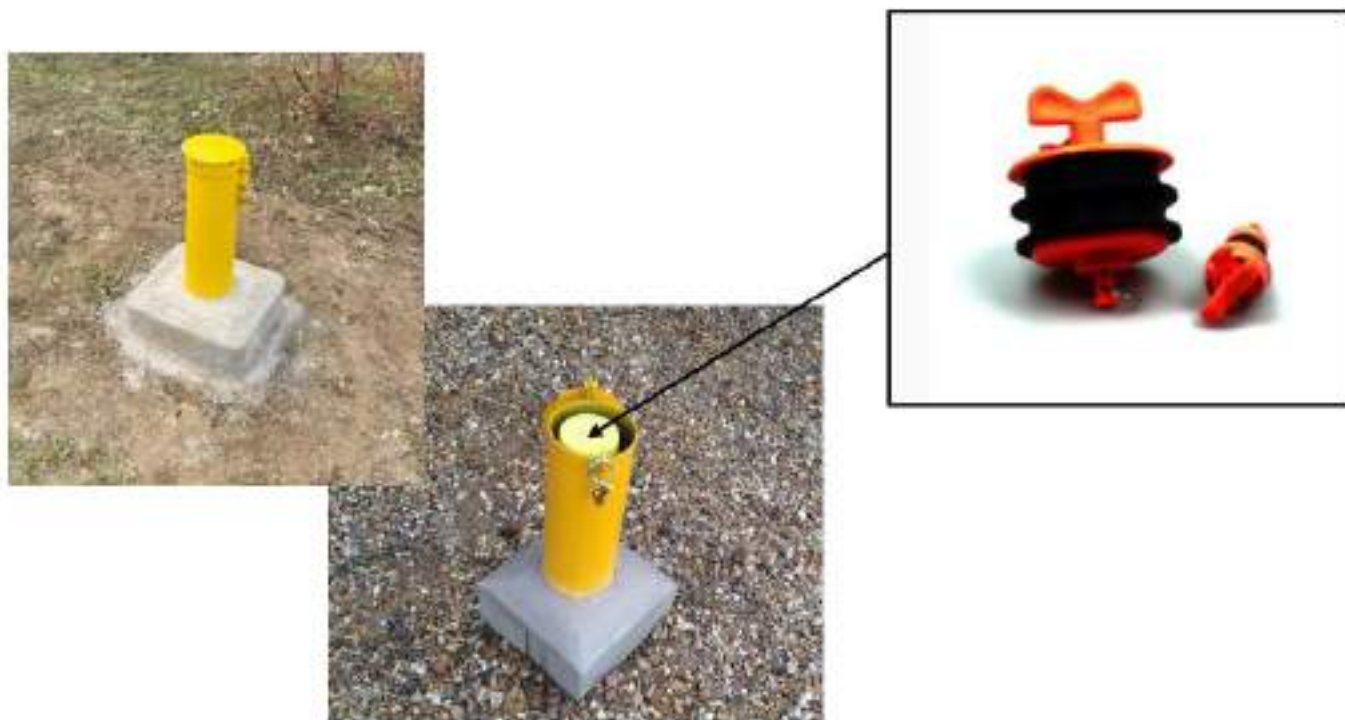
Dans le cadre de la maintenance des ouvrages, chacun d'entre eux fera l'objet d'un contrôle régulier (contrôle du fond réalisé tous les ans à la sonde manuelle) et le cas échéant fera l'objet d'un nettoyage (curage).

Après mise en place du réseau, chacun des ouvrages fera l'objet d'un premier prélèvement pour caractérisation de la situation initiale du site (mesures de référence). Les paramètres recherchés concerneront à minima les paramètres suivants : Hydrocarbures totaux et dissous, les Nitrates, les Nitrites, l'ammonium, le phosphore, les HAP, les COHV, les BETEX, et les métaux (Antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Chrome VI, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Zinc, Sélénium).

Ce programme d'analyse sera réalisé après achèvement des travaux d'aménagement (avant mise en service de l'installation).

Les piézomètres devront être étanches vis-à-vis des eaux de surface. À cet effet, l'espace annulaire à l'extrados du PEHD devra être cimenté sur une hauteur d'au moins 2,0 mètres/TN et l'intérieur du tube de mesure sera équipé d'un obturateur étanche. En surface, chacun des ouvrages sera muni d'une tête avec un capotage acier dont accès sera sécurisé par la mise en place d'un cadenas.

**Figure 13 – Exemple de la partie hors sol d'un piézomètre (aménagement avec fermeture sécurisée par capot acier pris dans la dalle périphérique à pentes divergentes) et bouchon étanche pour obturation du tube PVC**





En phase d'exploitation du site, le programme de prélèvement prévoit un total de 8 prélèvements par an avec la réalisation de prélèvements mensuels durant la période d'occupation du site (mai à fin octobre) complétés par deux prélèvements intermédiaires l'un en février et l'autre en avril.

Les paramètres recherchés concerneront à minima les paramètres suivants : Hydrocarbures totaux et dissous, les Nitrates, les Nitrites, l'ammonium, le phosphore, les HAP, les COHV, les BETEX, et les métaux (Antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Chrome VI, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Zinc, Sélénium).

Par ailleurs, en cas de violation des cadenas de fermeture ou des capots de protection, ou de détection d'une contamination importante, les piézomètres concernés feront l'objet d'une inspection vidéo systématique.

Dans tous les cas, chaque piézomètre sera inspecté (vidéo) tous les 5 ans.

## VII .1. Rappels concernant les précautions générales relatives aux travaux à réaliser

**Remarque préalable : Les travaux envisagés étant réalisés à l'intérieur de PPR (Périmètre de protection rapprochée) avec un forage en exploitation, des mesures de protection strictes devront être mises en œuvre.**

Pour la réalisation des éventuelles études géotechniques (sondages de sols), une attention particulière sera portée sur la qualité des fluides de forages utilisés pour la réalisation des sondages (utilisation obligatoire de fluides non polluants). La profondeur des sondages sera limitée au toit des marnes vertes, ce niveau ne devant en aucun cas être traversé.

L'entreprise veillera à limiter l'utilisation de fluides de forages au strict minimum et sera attentive à la survenue d'éventuelles pertes de fluides et/ou surconsommation de produit.

Tous les produits utilisés devront être compatibles avec les exigences relatives à la production d'eau potable.

Après utilisation, ces sondages seront dûment comblés par du coulis de ciment injecté depuis le fond sur toute la hauteur. Chaque sondage sera repéré sur fond cartographique et coordonnées en Lambert 93.

Pour l'ensemble des travaux, la réalisation de bourniers ou fosses de décantation en pleine terre non étanche doit être strictement interdite.

De manière générale, l'état des engins et matériels de chantier sera préalablement contrôlé et une attention particulière sera portée quant au risque de déversement de produit polluant (carburant, huile hydraulique, autres).

Durant les travaux d'aménagement, les éventuels stockages de produits chimiques (carburant, huiles, autres) seront impérativement réalisés sur rétention appropriée.

Des moyens de protection de type rétention, absorption, confinement seront préventivement installés et/ou mis à disposition sur site de façon à être rapidement mobilisés en cas de détection de fuite.

Les remplissages des réservoirs de carburant des engins et autres matériels de chantier, ainsi que les éventuels transferts de carburant seront réalisés sur des surfaces imperméabilisées et/ou permettant la récupération des écoulements intempestifs.

En cas de démolition/démantèlement d'équipements susceptibles de constituer un risque de pollution (démantèlement d'un ancien transformateur, d'une ancienne cuve de stockage de carburant, ...) toutes les dispositions seront mises en œuvre afin de limiter tout risque de déversement accidentel lors des phases de manipulation.

Les matériaux potentiellement souillés seront immédiatement stockés en bennes étanches et évacués de la zone (hors des périmètres).

En cas d'incident impliquant des produits chimiques, il sera immédiatement procédé au confinement et à l'enlèvement des terrains souillés. Les quantités de produits mis en jeux ainsi que leur nature seront immédiatement communiquées au service de l'ARS 77.

### **VIII. CONCLUSIONS**

Les modifications apportées au projet depuis la première version permettant d'une part de renforcer la protection de la nappe locale au droit du site mais également d'assurer un suivi de l'activité du site.

Aussi, sur la base des nouvelles propositions techniques présentées et moyennant la prise en compte des précautions et mesures de suivi proposées dans cet avis, **j'émet un avis favorable** concernant la création d'une aire d'accueil de grande capacité sur le site de l'ancien Château du Bréau à Villiers en Bière (77).

Fait à Olivet,  
Le 26 juillet 2025,  
Guillaume DUBROCA

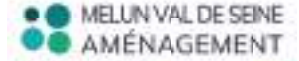




|                                                                                 |                                |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
|  | BOISEMENT EXISTANT CONSERVE    |
|  | HAIE + BOISEMENT PAYSAGER      |
|  | PRAIRIE SUR BOISEMENT EXISTANT |
|  | PRAIRIE                        |
|  | ARBRE PROJETÉ                  |
|  | ARBRE CONSERVÉ                 |

|                                                                                    |                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
|    | CHAUSSEE - CONSTITUTION + TAPIS        |
|    | TAPIS SUR CHAUSSEE RABOTEE             |
|    | VOIE EN BICOUCHE                       |
|    | STATIONNEMENT EN BICOUCHE              |
|    | VOIE EN GRAVE                          |
|    | VOIE PAVES                             |
|    | GABIONS                                |
|    | BORDURE T2                             |
|    | DISPOSITIF DE REGULATION D'ACCES       |
|   | BLOC SANITAIRES                        |
|  | NOUE / FOSSE VEGETALISÉ                |
|  | MERLON VEGETALISÉ                      |
|  | GRUPE DE 3 STATIONNEMENTS IMPERMEABLES |

## Plan général des travaux

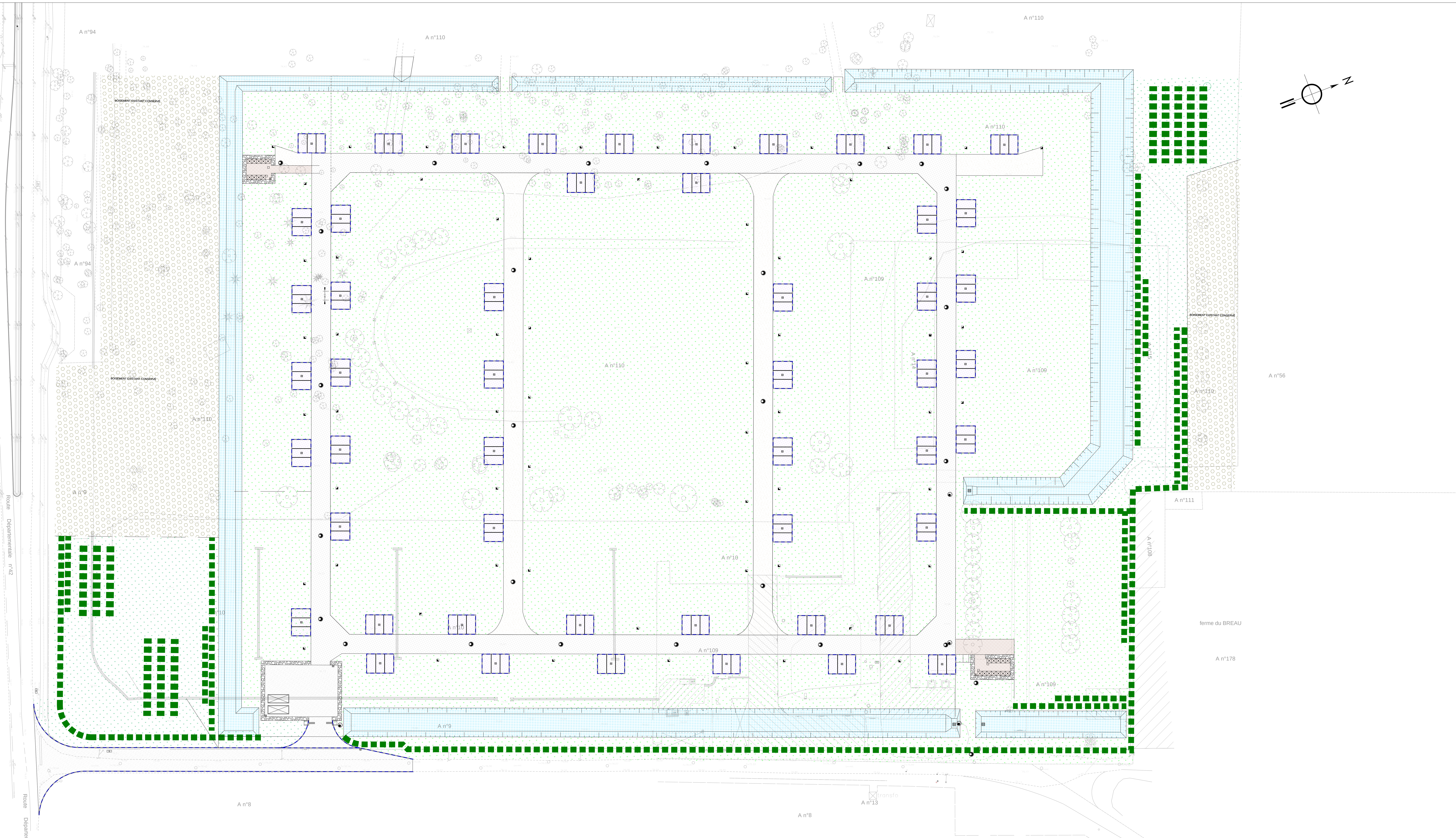
|                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                              |                         |
|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------------|
| <h1>PROJET</h1>                                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | DATE<br><b>NOVEMBRE 2021</b> | <b>200</b>              |
| <h2>Plan général des travaux</h2>                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                              |                         |
|  | S.P.L.M.V.S.<br>207 rue Rousseau-Viaduc - 71300 - SAMBALLE-LES-ÉTOILES<br>(France) - 176600010                                                                                                                                                                                                                                                  |                              |                         |
| <h3>TECHNYS</h3>                                                                   | LE CARPENTRIS - 23, rue Colbert - 78310 - MONTIGNY LE BIFFY<br>Téléphone 01 39 43 26 78 - Fax 01 39 43 26 79<br>E-mail : <a href="mailto:contact@technys.com">contact@technys.com</a>                                                                                                                                                           |                              | <b>AFFAIRE 2021-043</b> |
|  | PCMA Ingénierie<br>13, rue du général Leclerc - 92340 Boulogne la Seine<br>Tel : 01 48 68 01 42 - <a href="http://www.pcmalingenierie.com">www.pcmalingenierie.com</a><br>PCMA Topologie<br>10, rue de la Vallée d'Orléans - 92340 Boulogne la Seine<br>Tel : 01 48 68 01 42 - <a href="http://www.pcmatopologie.com">www.pcmatopologie.com</a> |                              |                         |
| Mise à jour des études de Projet suite à validation des hypothèses techniques      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 00/07/2021                   | E                       |
| TRAITEMENTS INFÉRIEURS AUX 100%                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 13/09/2021                   | C                       |
| MISE À JOUR                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 07/07/2024                   | C                       |
| MODIFICATIONS                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | DATE                         | INDICE                  |



|                                                                                 |                                |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
|  | BOISEMENT EXISTANT CONSERVE    |
|  | HAIE + BOISEMENT PAYSAGER      |
|  | PRAIRIE SUR BOISEMENT EXISTANT |
|  | PRAIRIE                        |
|  | ARBRE PROJETÉ                  |
|  | ARBRE CONSERVÉ                 |

|                                                                                    |                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
|    | CHAUSSEE - CONSTITUTION + TAPIS        |
|    | TAPIS SUR CHAUSSEE RABOTEE             |
|    | VOIE EN BICOUCHE                       |
|    | STATIONNEMENT EN BICOUCHE              |
|    | VOIE EN GRAVE                          |
|    | VOIE PAVES                             |
|    | GABIONS                                |
|    | BORDURE T2                             |
|    | DISPOSITIF DE REGULATION D'ACCES       |
|   | BLOC SANITAIRES                        |
|  | NOUE / FOSSE VEGETALISE                |
|  | MERLON VEGETALISE                      |
|  | GRUPE DE 3 STATIONNEMENTS IMPERMEABLES |

## AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE GRANDS PASSAGE

[illegible]



**DÉPARTEMENT DE LA SEINE ET MARNE**



**AVIS HYDROGÉOLOGIQUE RELATIF À LA RÉALISATION DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT  
D'UNE AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DANS LE PERIMETRE DE PROTECTION  
RAPPROCHÉE DU CAPTAGE « VILLIERS 1 »  
BSS000UBAD DE VILLIERS EN BIÈRE (77)**



**AVIS DÉFINITIF**

**GUILLAUME DUBROCA**

HYDROGÉOLOGUE AGRÉÉ EN MATIÈRE D'HYGIÈNE PUBLIQUE DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE ET MARNE (77)

**JUILLET 2025**

## **SOMMAIRE**

|                                                                                                          |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I. PRÉSENTATION DU FORAGE « VILLIERS 1 » .....</b>                                                    | <b>7</b>  |
| I .1. LOCALISATION DU FORAGE « VILLIERS 1 ».....                                                         | 7         |
| I .2. DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OUVRAGE.....                                                             | 7         |
| I .3. COUPE GÉOLOGIQUE DE RÉFÉRENCE .....                                                                | 8         |
| <b>II. RAPPEL DU CONTEXTE GÉOLOGIQUE LOCAL .....</b>                                                     | <b>10</b> |
| <b>III. RAPPEL DU CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE LOCAL .....</b>                                               | <b>11</b> |
| III .1. AQUIFÈRES EN PRÉSENCE .....                                                                      | 11        |
| III .2. PIÉZOMÉTRIE DES NAPPES EN PRÉSENCE.....                                                          | 11        |
| <b>IV. CONCLUSIONS CONCERNANT LA VULNÉRABILITÉ DE LA NAPPE CAPTÉE PAR LE FORAGE « VILLIERS 1 » .....</b> | <b>13</b> |
| <b>V. RAPPEL CONCERNANT LE PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE DÉFINIT .....</b>                          | <b>14</b> |
| <b>VI. PRÉSENTATION U PROJET D'AMÉNAGEMENTS ENVISAGÉ .....</b>                                           | <b>15</b> |
| <b>VII. PRÉSENTATION DU PROJET DÉFINITIF .....</b>                                                       | <b>16</b> |
| VII .1. GESTION DES EAUX GRISES .....                                                                    | 16        |
| VII .2. GESTION DES ZONES DE STATIONNEMENT .....                                                         | 16        |
| VII .3. GESTION DES EAUX PLUVIALES .....                                                                 | 17        |
| VII .4. MESURES DE GESTION ET DE SURVEILLANCE PARTICULIÈRES DU SITE .....                                | 18        |
| VII.4.1. <i>Règlementation spécifique du site</i> .....                                                  | 18        |
| VII.4.2. <i>Suivi de la noue périphérique</i> .....                                                      | 19        |
| VII.4.3. <i>Suivi de la nappe libre de l'Oligocène</i> .....                                             | 19        |
| VII .1. RAPPELS CONCERNANT LES PRÉCAUTIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX TRAVAUX À RÉALISER.....               | 22        |
| <b>VIII. CONCLUSIONS .....</b>                                                                           | <b>23</b> |

## **FIGURES**

|                                                                                                                                                                                                                            |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 1 – Localisation du secteur d'étude (source : Serveur Géoportail, Juillet 2025) .....                                                                                                                               | 6  |
| Figure 2 - Coupe géologique et lithologique de référence du Forage « Villiers 1 » (BRGM, serveur Infoterre, mai 2020).....                                                                                                 | 8  |
| Figure 3 - Coupe technique et géologique de référence du Forage Villiers 1 .....                                                                                                                                           | 9  |
| Figure 4 – Extrait de la feuille géologique de Melun au 1/50 000 (Source Infoterre, juin 2025) .....                                                                                                                       | 10 |
| Figure 5 - Piézométrie de la nappe de l'Oligocène (d'après Archambault conseil, Mai 2013).....                                                                                                                             | 11 |
| Figure 6 - Piézométrie de la nappe captive de l'Eocène (Calcaires de Champigny) (d'après Archambault, Mai 2013) .....                                                                                                      | 12 |
| Figure 7 – Extension du Périmètre de Protection Rapprochée du forage « Villiers 1 » (Michel Mazeau, Janvier 2014) .....                                                                                                    | 14 |
| Figure 8 – Localisation de la zone prévue pour accueillir l'aire de grand passage (source GoogleEarth, juillet 2025) .....                                                                                                 | 15 |
| Figure 9 – Aménagements particuliers des sites de stationnement des véhicules du quotidien .....                                                                                                                           | 16 |
| Figure 10 – Implantation de la noue périphérique .....                                                                                                                                                                     | 17 |
| Figure 11 – Axes de convergences des flux .....                                                                                                                                                                            | 18 |
| Figure 12 – Implantation du réseau de piézomètres .....                                                                                                                                                                    | 19 |
| Figure 13 – Exemple de la partie hors sol d'un piézomètre (aménagement avec fermeture sécurisée par capot acier pris dans la dalle périphérique à pentes divergentes) et bouchon étanche pour obturation du tube PVC ..... | 20 |

## **TABLEAUX**

|                                                                                                                   |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Tableau 1 Coordonnées Lambert et références cadastrales du forage « Villiers 1 » .....                            | 7  |
| Tableau 2 - Succession lithologique rencontrée au droit du forage Villiers 1 (Source, Infoterre, juin 2020) ..... | 10 |

## **PRÉAMBULE**

Par décision de l'Agence Régionale de Santé de Sien et Marne (77) en date du 02 janvier 2020, j'ai été nommé afin d'émettre un avis relatif à un projet d'aménagement d'une aire d'accueil de grande capacité à l'intérieur des périmètres de protection du captage « Villiers 1 » de Villiers-en-Bière (77).

Le projet concerne la création d'une aire de grand passage au niveau de l'ancien Château du Bréau, dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée du forage « Villiers 1 » BSS0000BAD (ex 02585X0049) de Villiers en Bière (77).

Ce forage bénéficie de périmètres de protection grevés d'une DUP de 2017 précisant que « le stationnement en nombre de caravanes est interdit à l'intérieur du périmètre rapprochée ».

L'objet de ma mission consiste à, d'une part évaluer les risques de dégradation de la ressource associés à l'implantation de l'aire de grand passage sur le site du *Bréau*, et d'autre part à proposer la mise en œuvre de moyens de protections spécifiques destinés à limiter les différents risques identifiés.

L'examen des pièces techniques transmises lors du premier examen du projet avait abouti à l'émission d'un avis préliminaire favorable de ma part (10/06/2020) quant à la faisabilité de l'opération moyennant la mise en œuvre de plusieurs dispositions spécifiques visant à renforcer la protection des eaux souterrains au droit du site d'accueil.

Pour l'essentiel, il était proposé que , en plus de respecter les exigences réglementaires en vigueur (décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage), le projet prenne en compte les points suivants :

- La conception des installations respectera les exigences réglementaires en vigueur (. Toutefois compte tenu de la sensibilité du site, le projet devra tenir compte des point suivants :
- La capacité des installations sanitaires sera adaptée à la fréquentation du site,
- Un système permettant la récupération des toilettes individuelles,
- Les réseaux d'eaux usées existants qui ne seront pas remplacés feront l'objet d'un contrôle destiné à vérifier leur état. En cas d'anomalie, la section concernée devra être réparée ou remplacée,
- Le réseau de collecte des eaux pluviales sera équipé d'un séparateur d'hydrocarbures installé en aval du site et régulièrement entretenu,
- Les réseaux nouvellement créés devront permettre d'être facilement nettoyables et largement dimensionnés pour limiter les risques de colmatage,
- Afin de limiter les dépôts de déchets, des aires de collectes seront créées sur la zone et les déchets seront régulièrement collectés. La fréquence de collecte sera d'au moins 1/semaine et dans tous les cas sera adaptée à la fréquentation du site,
- Les containers à déchets seront étanches et adaptés pour permettre la collecte et le tri des déchets,
- A l'issue de chaque période d'occupation, le site sera entièrement nettoyé et l'ensemble des déchets et/ou dépôts éventuels seront évacués hors du site.

Ainsi, depuis ce premier avis, plusieurs versions du projet intégrant ces demandes ont été étudiées et proposées, celles-ci allant de l'imperméabilisation totale du site (solution technique difficilement réalisable) à l'aménagement de zones spécifiques complétées par la mise en place de mesures de surveillances (surveillances des eaux pluviales) et de la nappe supérieure (Oligocène).

Pour mémoire, depuis 2020, différentes versions du projet ont été proposées :

- Juillet 2023

- Présentation d'un projet avec absence totale d'imperméabilisation et une zone entièrement enherbée.
- ⇒ Compte tenu du risque notamment vis-à-vis d'une contamination de la nappe superficielle, cette approche n'est pas retenue.

- Février 2024

- Proposition d'une solution technique avec avec une imperméabilisation totale de l'aire, y compris les noues périphériques initialement prévues comme infiltrantes.
- ⇒ Techniquement difficile à mettre en œuvre cette solution est également incompatible avec les exigences de gestion des eaux pluviales et la préservation de la faune et la flore (défrichement intégral du site), cette solution n'est finalement pas retenue.

- Octobre 2024

- Une réunion de travail organisée avec le porteur du projet, la police de l'eau, la DRIEAT, la DDT, et moi-même permet d'établir une liste de plusieurs prescriptions et d'envisager une nouvelle solution d'imperméabilisation partielle au droit des zones les plus sensibles.
- ⇒ Cette solution, accompagnée de mesures de gestion et de surveillance du site, permettant limiter les risques de dégradation de la ressource est finalement retenue.



The map shows the Villiers-en-Bière area with various geographical features and infrastructure. Key locations include la Varenne, Farcy, Chigny, la Justice, Châteauneuf, la Plaine, la Haute Plaine, la Glandée, and Villiers-en-Bière. The map highlights the 'CAPTAGE « VILLIERS 1 »' (indicated by a red dashed circle) and the 'PROJET D'AMÉNAGEMENT' (indicated by a red rectangle). The map also shows the 'Zône d'Activités de la Mare aux Trois Saules' and the 'Grande Pièce de Villiers'. The map includes a scale bar (0 to 1000 m) and a north arrow.

## I. PRÉSENTATION DU FORAGE « VILLIERS 1 »

Le forage concerné couramment désigné « Villiers 1 » est principalement utilisé pour l'alimentation en eau potable de la commune de Villiers en Bière dont il constitue la source d'alimentation principale. Il est référencé sous le n°BSS000UBAD (ex 02585X0049).

Compte tenu de sa capacité, il est également utilisé pour l'alimentation en eau des communes voisines de Dammarie-les-Lys et Melun. Ainsi, le forage est équipé de deux pompes qui permettent de renvoyer l'eau vers deux réservoirs différents, celui de Villiers et celui de Barthou.

### I.1. Localisation du forage « Villiers 1 »

Ce forage est situé à proximité de la zone commerciale de Carrefour, en bordure sud de la route départementale D24. Il est situé sur la parcelle n°104 - section A de Villiers-en-Bière.

Les coordonnées Lambert 93 de l'ouvrage sont rappelées dans le tableau 1 suivant.

Tableau 1 Coordonnées Lambert et références cadastrales du forage « Villiers 1 »

| Identifiant BSS | X Lambert 93<br>(m) | Y Lambert 93<br>(m) | Altitude<br>(Z) en m NGF | Références cadastrales    |
|-----------------|---------------------|---------------------|--------------------------|---------------------------|
| BSS000UBAD      | 669 483             | 6 822 368           | + 76.60                  | Section A, parcelle n°104 |

### I.2. Descriptif technique de l'ouvrage

La description suivante s'appuie sur les données renseignées dans la banque de donnée du sous-sol (BSS).

Réalisé en 1966-1967 par l'entreprise *Huiliez et Fils*, ce forage est profond de 55,1 mètres, et capte l'aquifère des calcaires de Champigny rencontré à partir de 25 mètres de profondeur.

L'isolation des niveaux supérieurs est assurée par la présence d'un cuvelage béton ( $\varnothing$  1500mm) installé entre la surface et -45,3 mètres. La partie inférieure de l'ouvrage est équipée d'un tubage acier ( $\varnothing$  1350mm) télescopé dans la partie inférieure du cuvelage béton à partir de -41,7m et installée jusqu'à -53 mètres dont l'extrados est comblé par du gravier. Le fond de l'ouvrage entre -53 et -55,1 est laissé en trou nu ( $\varnothing$  1300mm).

Les données issues de la campagne d'essais de pompage réalisée à l'issue des travaux (décembre 1966) indiquent un niveau statique positionné à -35.55 m/sol et un niveau dynamique qui s'établissait à -47,1m/sol pour un débit de pompage de 160 m<sup>3</sup>/h.

Par ailleurs, la coupe technique indique que le niveau statique de la nappe de surface est positionné à -2,5 mètres/sol.

### I.3. Coupe géologique de référence

La coupe géologique issue du forage est synthétisée dans le dossier BSS du forage. Elle est présentée en Figure 2, page 8.

La succession lithologique rencontrée lors de la réalisation de l'ouvrage indique la présence de niveaux à dominante argileuse et/ou marneuse à partir de -8,85 mètres, correspondant au sommet de la formation des Argiles vertes de Romainville).

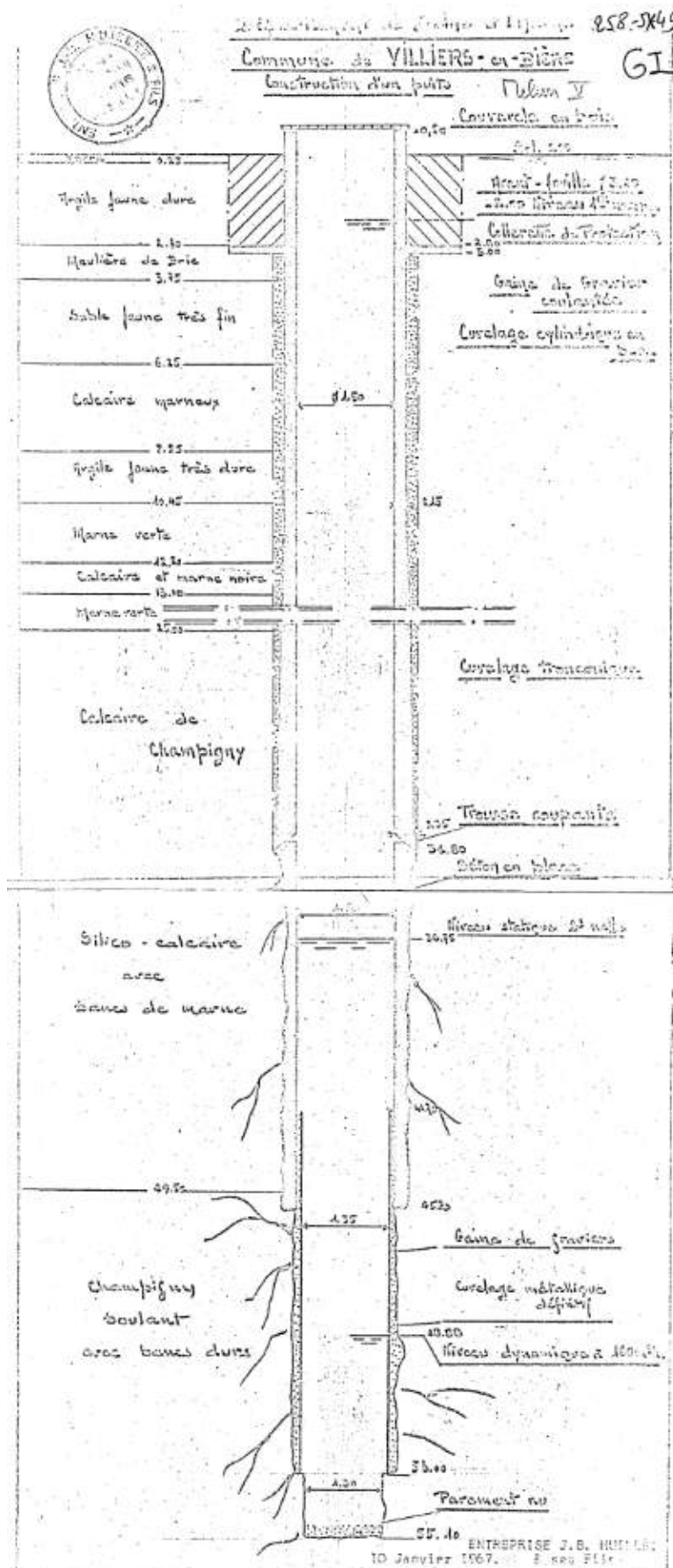
Figure 2 - Coupe géologique et lithologique de référence du Forage « Villiers 1 » (BRGM, serveur Infoterre, mai 2020)

| Profondeur | Formation                              | Lithologie | Lithologie                                                     | Stratigraphie       | Altitude |
|------------|----------------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------|---------------------|----------|
| 0.25       | Sol (terre végétale)                   |            | Terre.                                                         | Holocène            | 76.25    |
| 2.70       |                                        |            | Argile jaune dure.                                             | Quaternaire         | 73.80    |
| 3.75       | Limon des plateaux                     |            | Meulière de Brie.                                              |                     | 72.75    |
| 6.25       |                                        |            | Sable très fin jaune.                                          |                     | 70.25    |
| 8.85       | Calcaire et argile à meulières de Brie |            | Calcaire marneux.                                              | Rupélien            | 67.65    |
| 10.45      | Calcaire de Brie                       |            | Argile jaune très dure.                                        |                     | 66.05    |
| 12.20      | Argile verte de Romainville            |            | Marne verte.                                                   |                     | 64.30    |
| 15.10      | Marnes de Pantin                       |            | Calcaire et marne noire.                                       |                     | 61.40    |
|            | Marnes bleues d'Argenteuil             |            | Marne verte.                                                   |                     |          |
| 23.00      |                                        |            |                                                                |                     | 53.50    |
|            | Calcaire de Champigny                  |            | Calcaire de Champigny.<br>Silico-calcaire avec bancs de marne. | Priabonien          |          |
| 49.50      |                                        |            |                                                                |                     |          |
|            | Calcaire de Saint-Ouen                 |            | Champigny bouillant avec bancs durs. Calcaire de St-Ouen ?     | Bartonien supérieur | 27.00    |
| 55.10      |                                        |            |                                                                |                     | 21.40    |



Figure 3 - Coupe technique et géologique de référence du Forage Villiers 1

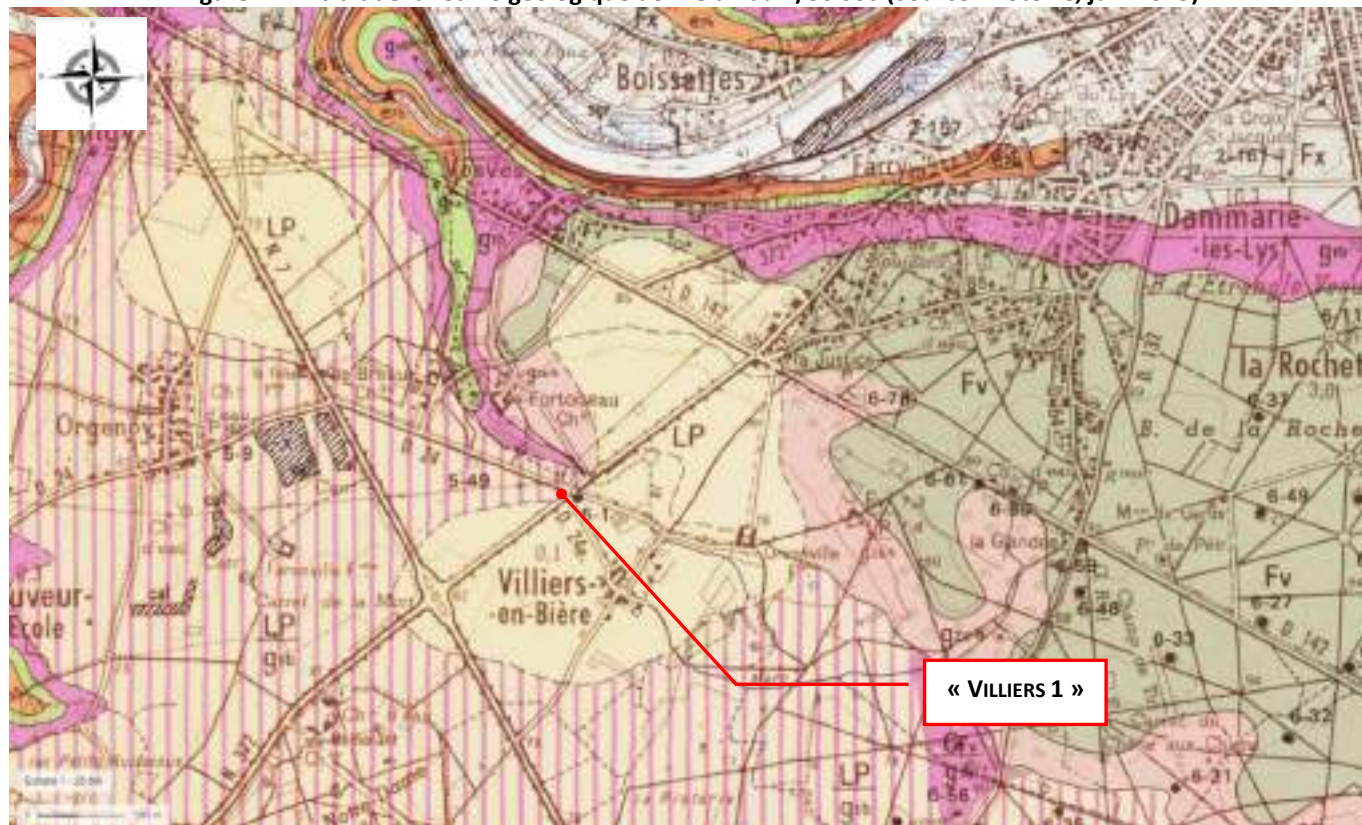
(Source : Serveur Infoterre, mai 2020)



## II. RAPPEL DU CONTEXTE GÉOLOGIQUE LOCAL

D'après la carte géologique au 1/50 000° de Melun, le forage « Villiers 1 » est implanté au droit des formations du Sannoisien constituées des Calcaires et argiles à meulière de Brie, l'ensemble étant surmonté par des limons de plateau (formation récentes).

**Figure 4 – Extrait de la feuille géologique de Melun au 1/50 000 (Source Infoterre, juin 2025)**



Compte tenu de sa profondeur (55 mètres), le forage traverse les niveaux oligocènes pour atteindre les calcaires de Champigny (Eocène). Le tableau 2 présenté ci-après précise la succession lithologique rencontrée au droit du forage.

**Tableau 2 - Succession lithologique rencontrée au droit du forage Villiers 1 (Source, Infoterre, juin 2020)**

| Profondeur        | Lithologie                                                                                            | Stratigraphie |           |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------|
| De 0 à 0.25 m     | SUPERF: TERRE                                                                                         | QUATERNAIRE   | OLIGOCENE |
| De 0.25 à 2.7 m   | SUPERF: LIMON, ARGILEUX CONSISTANT                                                                    | QUATERNAIRE   |           |
| De 2.7 à 3.75 m   | MEULIERE (D'APRES NOTICE CARTE MELUN, PEUT-ETRE COLLUVIONS DE FONTAINEBLEAU ALTEREES EN TETE)         | SANNOISIEN    |           |
| De 3.75 à 6.25 m  | SABLE, JAUNE FIN (D'APRES NOTICE CARTE MELUN, PEUT-ETRE COLLUVIONS DE FONTAINEBLEAU ALTEREES EN-TETE) | SANNOISIEN    |           |
| De 6.25 à 8.85 m  | CALCAIRE, ARGILEUX (CALCAIRE DE BRIE)                                                                 | SANNOISIEN    |           |
| De 8.85 à 10.45 m | ARGILE, JAUNE DUR (CALCAIRE DE BRIE)                                                                  | SANNOISIEN    |           |
| De 10.45 à 12.2 m | MARNE, VERT (DE ROMAINVILLE)                                                                          | SANNOISIEN    |           |
| De 12.2 à 13.1 m  | PRE/CALCAIRE/MARNE, NOIR/ (MARNES DE PANTIN)                                                          | LUDIEN        | EOCENE    |
| De 13.1 à 25 m    | MARNE, VERT (MARNES SUPRAGYPSEUSES)                                                                   | LUDIEN        |           |
| De 25 à 44.5 m    | PAS/CALCAIRE/CALCAIRE, SILICEUX; MARNE/ (CALCAIRE DE CHAMPIGNY S.L.)                                  | LUDIEN        |           |
| De 44.5 à 55.1 m  | PRE/CALCAIRE, BOULANT/CALCAIRE, DUR/                                                                  | EOCENE-SU     |           |



### III. RAPPEL DU CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE LOCAL

#### III .1. Aquifères en présence

Les caractéristiques géologiques locales permettent de distinguer deux niveaux aquifères :

- Une première nappe libre contenue dans les formations du Sannoisien (Oligocène) entre 2 et 15 mètres de profondeur,
- Une nappe captive au sein des calcaires de Champigny (Ludien, Éocène) entre 23 et 55m qui est en charge, sous les argiles et marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Oligocène).

#### III .2. Piézométrie des nappes en présence

Dans le cadre de l'étude hydrogéologique préalable le cabinet Archambault Conseil a réalisé un inventaire des points d'eau, afin d'établir la piézométrie du secteur.

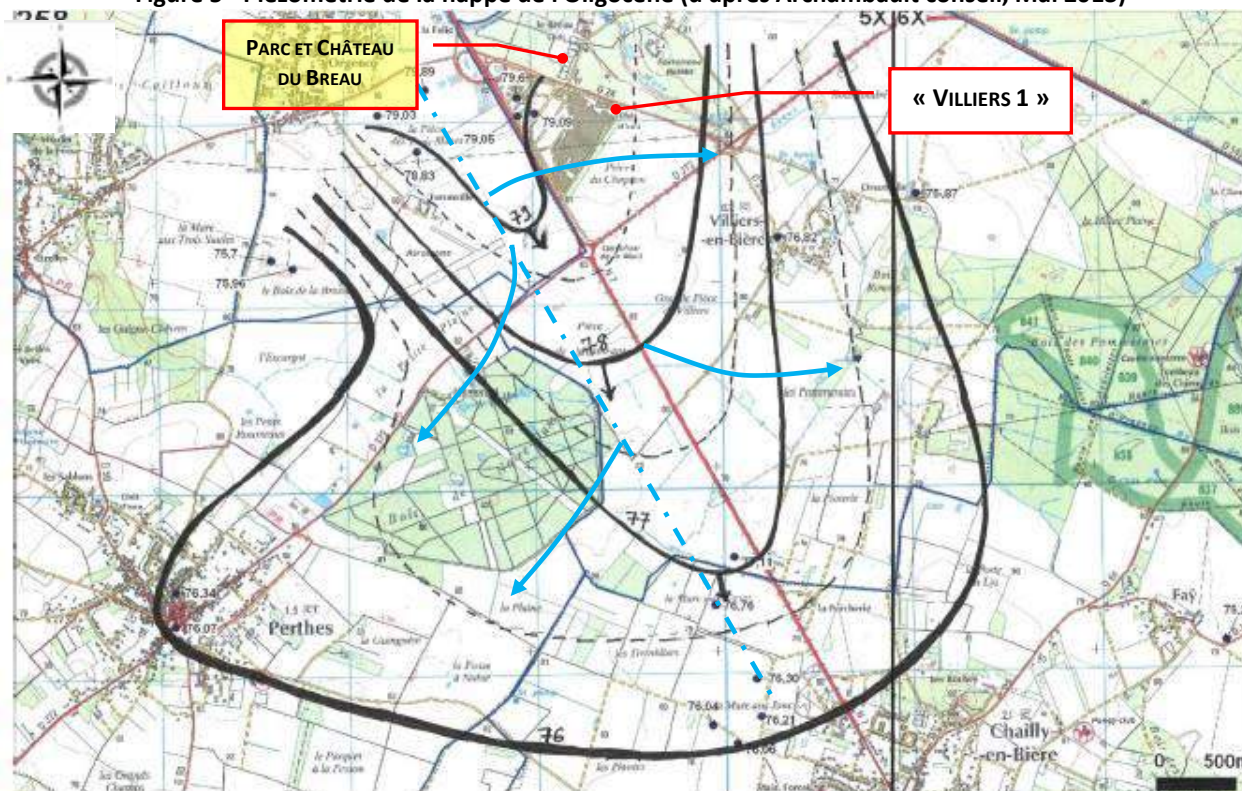
Les résultats obtenus confirment l'existence de deux nappes superposées distinctes.

Une **première nappe supérieure libre** contenue dans les niveaux oligocènes, généralement exploitée par des puits peu profonds. L'analyse des données piézométriques issues de la campagne de Mai 2013 (19 ouvrages d'une profondeur comprise entre 3 et 12,5 mètres) indique une direction d'écoulement globalement orientée du Nord-Ouest vers le Sud-Sud-Est.

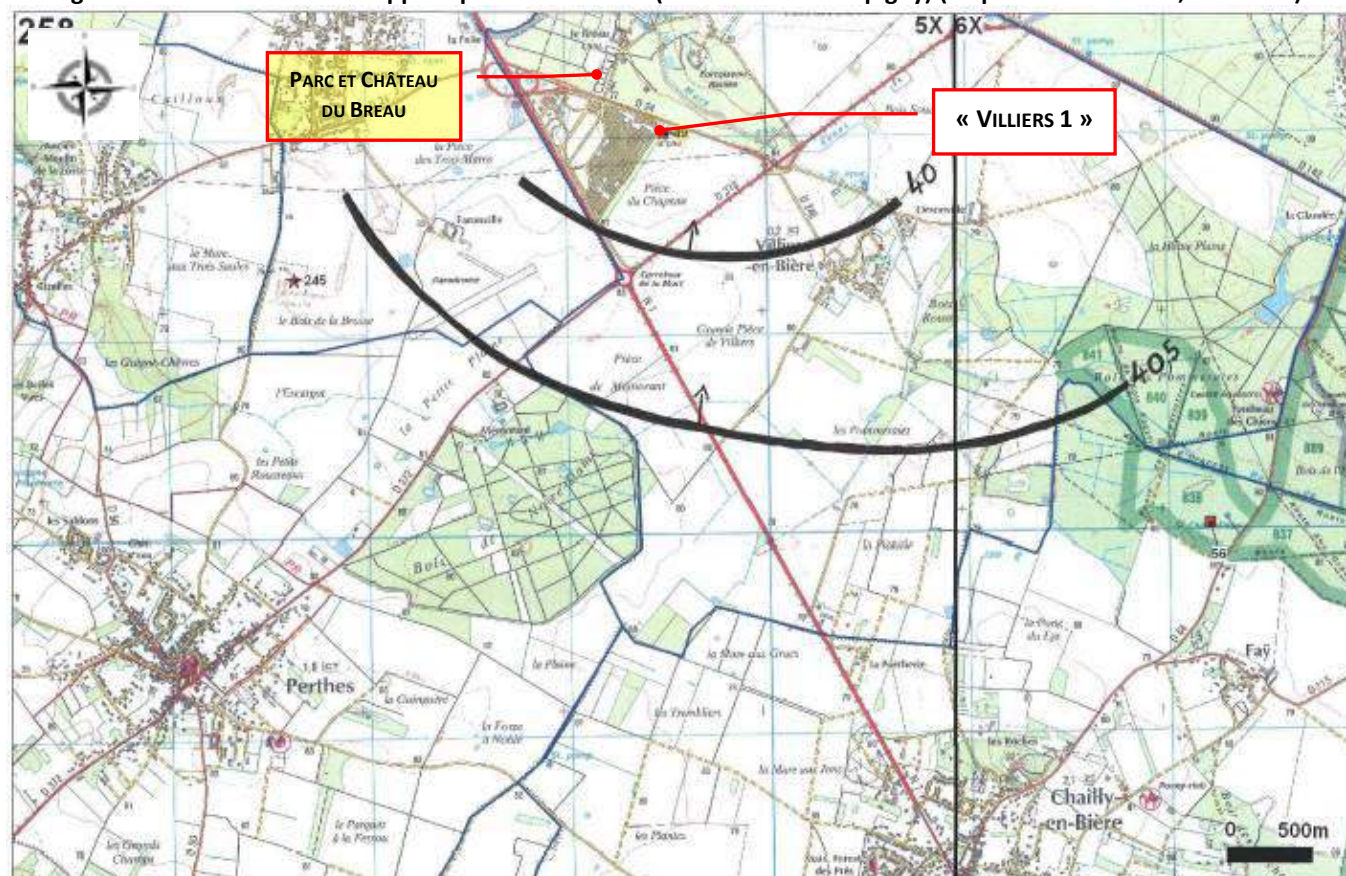
Toutefois l'analyse détaillée indique la présence d'une crête piézométrique sensiblement alignée avec la Route Nationale 7 (axe situé légèrement au Sud-Ouest de la route). De part et d'autre de cet axe, les écoulements divergent et s'orientent vers l'Est (secteur Nord de l'axe) et vers le Sud-Ouest. Ainsi au droit du de la zone d'étude, l'écoulement de la nappe superficielle se fait vers l'Est.

→ S'agissant d'une nappe libre, l'influence du réseau superficiel n'apparaît que très peu marquée, notamment dans le cas du Ru de la Marre aux Evées qui chemine au nord de la zone d'étude.

Figure 5 - Piézométrie de la nappe de l'Oligocène (d'après Archambault conseil, Mai 2013)



**Figure 6 - Piézométrie de la nappe captive de l'Eocène (Calcaires de Champigny) (d'après Archambault, Mai 2013)**



→ Comme le souligne Monsieur Mazeau dans son avis de décembre 2013, et sur la base des données piézométriques acquises, les différences de sens d'écoulement de ces deux nappes, montrent bien leur indépendance, et prouvent que les séries marneuses intermédiaires entre les deux réservoirs jouent bien leur rôle de barrière relativement « étanche ».

#### **IV. CONCLUSIONS CONCERNANT LA VULNÉRABILITÉ DE LA NAPPE CAPTÉE PAR LE FORAGE « VILLIERS 1 »**

L'ensemble des données acquises et disponibles confirme que la nappe captée par le forage « Villiers 1 », contenue dans le niveau Eocène des Calcaires de Champigny, bénéficie d'une bonne protection naturelle assurée par la présence de formations à dominants argileuses et ou marneuse entre -9 et -23 mètres.

Ces formations permettent part ailleurs l'individualisation de deux nappes distinctes qui présentent des directions d'écoulement différentes confirmant leur isolation relative.

Toutefois, contrairement aux analyses réalisées en 2013, les analyses récentes montrent la présence en faible quantité de pesticides (*Déséthylatrazine*) traduisant une connexion avec les activités de surface.





## VI. PRÉSENTATION U PROJET D'AMÉNAGEMENTS ENVISAGÉ

Les travaux envisagés concernent l'aménagement du parc de l'ancien site du *Château du Breau* pour créer une aire de grand passage, l'objectif étant d'offrir une capacité d'accueil de 200 emplacements (enherbés) répartis sur une surface d'au moins 4 Ha.

La zone d'implantation retenue est localisée à environ 350 mètres au nord-ouest du forage « Villiers 1 ».

Figure 8 – Localisation de la zone prévue pour accueillir l'aire de grand passage (source GoogleEarth, juillet 2025)



Ainsi, les travaux consisteront à démolir une partie des installations existantes pour les réaménager et à créer des infrastructures d'accueil adaptées (sanitaires, locaux de rassemblement, points de collecte de déchets).

Après études de plusieurs solution techniques, le choix final s'est porté sur une solution équilibrée avec imperméabilisation partielle du site complétée par la mise en place d'un réseau de surveillance piézométrique constitué de 4 piézomètres implantés en périphérie du site.



## VII. PRÉSENTATION DU PROJET DÉFINITIF

Pour limiter le risque de pollution de la ressource en eau, plusieurs aménagements ont été intégrés dans la conception finale du projet :

### VII .1. Gestion des eaux grises

Le **projet intègre des points de raccordement en maillage serré**, positionnés le long des axes de stationnement des véhicules, offrant ainsi des points de rejets pour les eaux grises sécurisés et opérationnels (pour les lave-linge et lave-vaisselle notamment).

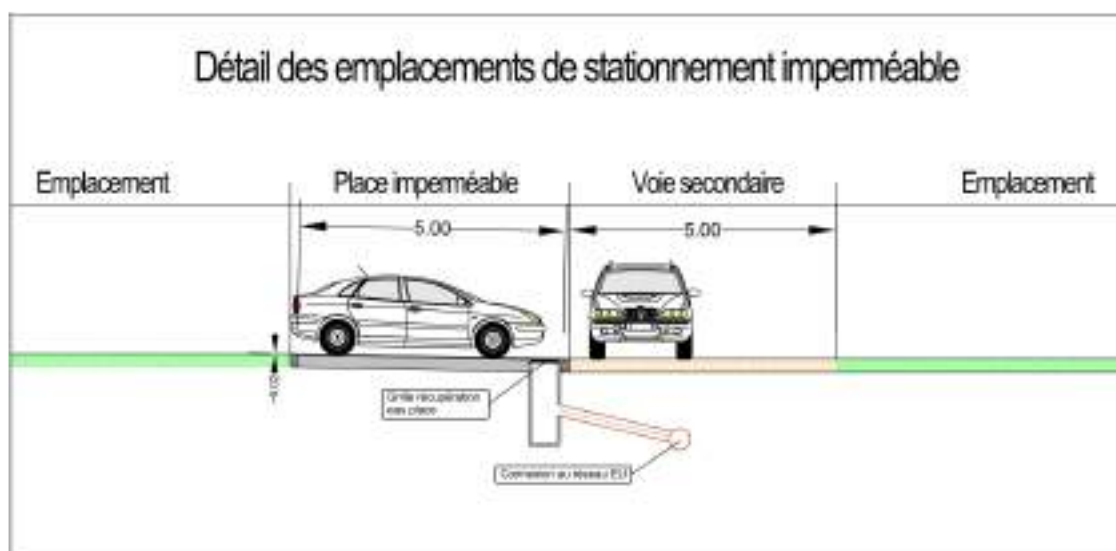
Ce système présente en outre une innovation par rapport à d'autres aires de grand passage sur le territoire. Il a principalement vocation à gérer les pollutions induites à proximité des caravanes et des véhicules dits « tracteurs » qui stationnent à leur proximité.

### VII .2. Gestion des zones de stationnement

Pour répondre aux risques de pollution accidentelle au droit des véhicules motorisés, davantage utilisés pour les mobilités du quotidien, le projet intègre maintenant **150 places de stationnements<sup>1</sup> imperméabilisées et bordurées** avec l'installation de culotte de branchement et d'une grille d'assainissement pour chaque site de stationnement.

Afin d'inciter les usagers à utiliser ces dispositifs, ces derniers ont été installés à proximité immédiate des zones de stationnement des caravanes.

Figure 9 – Aménagements particuliers des sites de stationnement des véhicules du quotidien



<sup>1</sup> La jauge de 150 places constitue une jauge haute qui a été établie en lien avec le GIP 77 Gens du Voyage et le SYMGHAV, en tenant compte du taux de motorisation constaté sur les aires ainsi que des pics de fréquentation projetés.

### VII .3. Gestion des eaux pluviales

Dans le cadre de la gestion des eaux pluviales à l'échelle du site (4Ha), le projet prévoit un profilage particulier du sol pour permettre d'orienter les eaux de ruissellement vers des axes de collecte puis vers une noue périphérique (en bleu sur le schéma ci-après) qui ceinturera le site.

**Figure 10 – Implantation de la noue périphérique**





Les axes de convergence, situés dans les secteurs les plus perméables (pour faciliter l'accès), correspondent à la voie de contournement (voie principale de 5 mètres) de large ainsi qu'aux deux axes secondaires qui permettent la desserte de la zone centrale.

Figure 11 – Axes de convergences des flux



En cas de détection d'une pollution, les eaux présentes dans la noue seront pompées et évacuées vers des installations de traitement appropriées.

#### VII .4. Mesures de gestion et de surveillance particulières du site

En complément des aménagements spécifiques, le site assurera la mise en place des mesures de gestion particulières ainsi qu'un programme de suivi de la qualité des eaux pluviales collectées et de la qualité des eaux souterraines.

##### VII.4.1. Règlementation spécifique du site

En complément des aménagements présentés supra, des mesures de gestion et de surveillance du site seront également mises en place et seront précisées dans le règlement de fonctionnement du site.

Ces mesures concerneront notamment :

- ⇒ La mise en application d'un règlement concernant les modalités de stationnement à l'échelle du site pour les différents types de véhicules, et tout particulièrement pour les véhicules utilisés au quotidien et qui ont vocation à stationner sur les places de stationnement réservées à cet effet.
- ⇒ La mise en œuvre d'un mécanisme de surveillance et de clauses punitives inscrites dans le règlement de gestion, en concertation avec le représentant des usagers du site et le gestionnaire de l'aire d'accueil.

#### VII.4.2. Suivi de la noue périphérique

La noue périphérique constituant le point d'aboutissement final des eaux de ruissellement, celle-ci fera l'objet d'e mesures de suivi particulières.

Ainsi, le projet prévoit la mise en place d'un programme de surveillance durant toute la période d'occupation du site soit du 1er mai au 31 octobre avec la réalisation de prélèvements des lors qu'une mise en eau de la noue d'environ de 10 cm en 24 heures (soit une hauteur de précipitation de 10mm) est constatée.

La mesure sera automatisée à l'aide d'une sonde radar connectée à un système de transmission de données. Les paramètres recherchés dans les prélèvements seront : les Hydrocarbures totaux et dissous, l'Azote, le phosphore, les HAP, les COHV et les métaux.

Les résultats des analyses devront systématiquement et dès réception, être transmis aux services de l'ARS 77.

Cependant, sur la noue, toute pollution décelée et encore en place (vidange non effective de la noue), se verra suivi d'un pompage des eaux permettant de limiter le risque de contamination.

#### VII.4.3. Suivi de la nappe libre de l'Oligocène

En complément du suivi de la qualité des eaux de surfaces collectées dans la noue périphérique, et avant lancement des travaux d'aménagement du site, un réseau de piézomètres (4) sera mis en place afin de contrôler la qualité de la nappe libre superficielle (Oligocène).

Ce réseau de réseau de surveillance sera constitué de 4 piézomètres implantés tels que :

- 1 piézomètre témoin sur la partie ouest du site, éloigné de la noue,
- 1 piézomètre en zone nord,
- 1 piézomètre en zone nord-Est,
- 1 piézomètre en zone sud-est.



Figure 12 – Implantation du réseau de piézomètres



Les piézomètres seront réalisés conformément aux normes en vigueur (AFNOR NFX 31-61 -Janvier 2024). La profondeur d'investigation sera strictement imitée à la la formation des Calcaires de Brie. La foration sera stoppée des l'atteinte des marnes vertes, ce niveau ne devant en aucun cas être traversé.

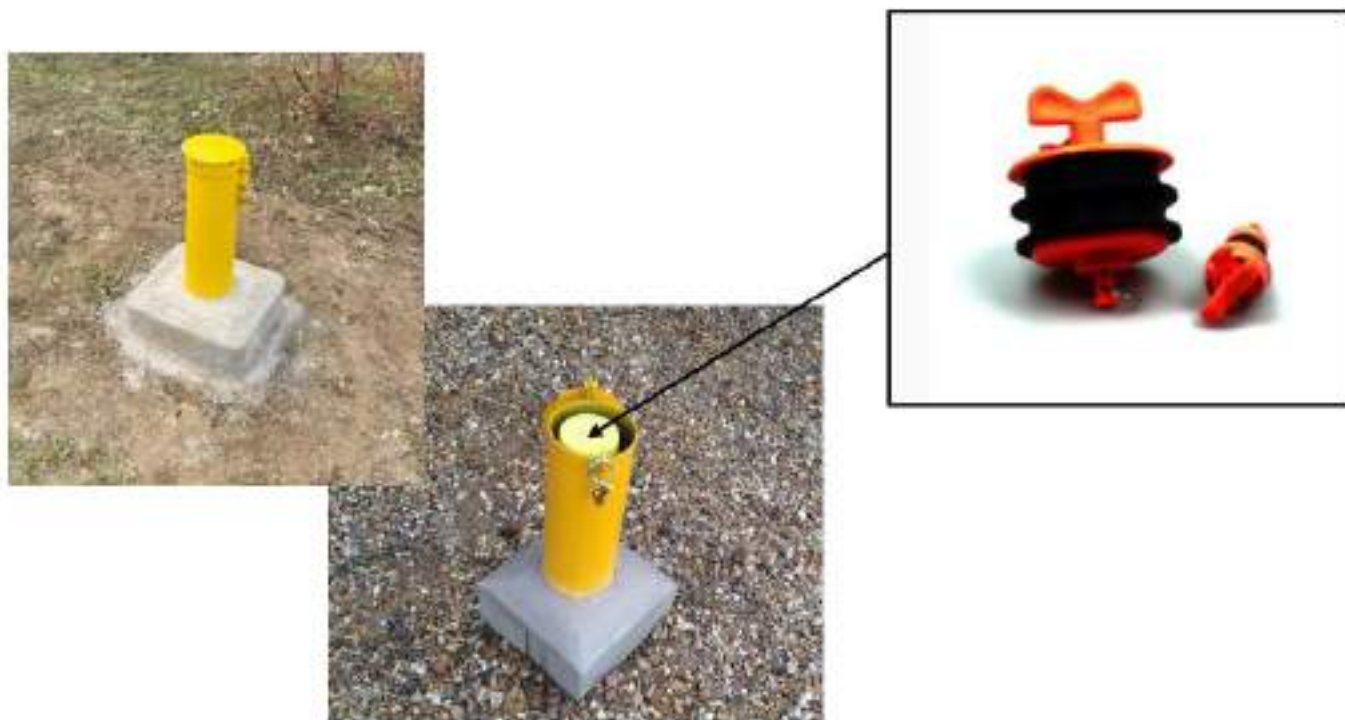
Dans le cadre de la maintenance des ouvrages, chacun d'entre eux fera l'objet d'un contrôle régulier (contrôle du fond réalisé tous les ans à la sonde manuelle) et le cas échéant fera l'objet d'un nettoyage (curage).

Après mise en place du réseau, chacun des ouvrages fera l'objet d'un premier prélèvement pour caractérisation de la situation initiale du site (mesures de référence). Les paramètres recherchés concerneront à minima les paramètres suivants : Hydrocarbures totaux et dissous, les Nitrates, les Nitrites, l'ammonium, le phosphore, les HAP, les COHV, les BETEX, et les métaux (Antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Chrome VI, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Zinc, Sélénium).

Ce programme d'analyse sera réalisé après achèvement des travaux d'aménagement (avant mise en service de l'installation).

Les piézomètres devront être étanches vis-à-vis des eaux de surface. À cet effet, l'espace annulaire à l'extrados du PEHD devra être cimenté sur une hauteur d'au moins 2,0 mètres/TN et l'intérieur du tube de mesure sera équipé d'un obturateur étanche. En surface, chacun des ouvrages sera muni d'une tête avec un capotage acier dont accès sera sécurisé par la mise en place d'un cadenas.

**Figure 13 – Exemple de la partie hors sol d'un piézomètre (aménagement avec fermeture sécurisée par capot acier pris dans la dalle périphérique à pentes divergentes) et bouchon étanche pour obturation du tube PVC**





En phase d'exploitation du site, le programme de prélèvement prévoit un total de 8 prélèvements par an avec la réalisation de prélèvements mensuels durant la période d'occupation du site (mai à fin octobre) complétés par deux prélèvements intermédiaires l'un en février et l'autre en avril.

Les paramètres recherchés concerneront à minima les paramètres suivants : Hydrocarbures totaux et dissous, les Nitrates, les Nitrites, l'ammonium, le phosphore, les HAP, les COHV, les BETEX, et les métaux (Antimoine, Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome, Chrome VI, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Zinc, Sélénium).

Par ailleurs, en cas de violation des cadenas de fermeture ou des capots de protection, ou de détection d'une contamination importante, les piézomètres concernés feront l'objet d'une inspection vidéo systématique.

Dans tous les cas, chaque piézomètre sera inspecté (vidéo) tous les 5 ans.

## VII .1. Rappels concernant les précautions générales relatives aux travaux à réaliser

**Remarque préalable : Les travaux envisagés étant réalisés à l'intérieur de PPR (Périmètre de protection rapprochée) avec un forage en exploitation, des mesures de protection strictes devront être mises en œuvre.**

Pour la réalisation des éventuelles études géotechniques (sondages de sols), une attention particulière sera portée sur la qualité des fluides de forages utilisés pour la réalisation des sondages (utilisation obligatoire de fluides non polluants). La profondeur des sondages sera limitée au toit des marnes vertes, ce niveau ne devant en aucun cas être traversé.

L'entreprise veillera à limiter l'utilisation de fluides de forages au strict minimum et sera attentive à la survenue d'éventuelles pertes de fluides et/ou surconsommation de produit.

Tous les produits utilisés devront être compatibles avec les exigences relatives à la production d'eau potable.

Après utilisation, ces sondages seront dûment comblés par du coulis de ciment injecté depuis le fond sur toute la hauteur. Chaque sondage sera repéré sur fond cartographique et coordonnées en Lambert 93.

Pour l'ensemble des travaux, la réalisation de bourniers ou fosses de décantation en pleine terre non étanche doit être strictement interdite.

De manière générale, l'état des engins et matériels de chantier sera préalablement contrôlé et une attention particulière sera portée quant au risque de déversement de produit polluant (carburant, huile hydraulique, autres).

Durant les travaux d'aménagement, les éventuels stockages de produits chimiques (carburant, huiles, autres) seront impérativement réalisés sur rétention appropriée.

Des moyens de protection de type rétention, absorption, confinement seront préventivement installés et/ou mis à disposition sur site de façon à être rapidement mobilisés en cas de détection de fuite.

Les remplissages des réservoirs de carburant des engins et autres matériels de chantier, ainsi que les éventuels transferts de carburant seront réalisés sur des surfaces imperméabilisées et/ou permettant la récupération des écoulements intempestifs.

En cas de démolition/démantèlement d'équipements susceptibles de constituer un risque de pollution (démantèlement d'un ancien transformateur, d'une ancienne cuve de stockage de carburant, ...) toutes les dispositions seront mises en œuvre afin de limiter tout risque de déversement accidentel lors des phases de manipulation.

Les matériaux potentiellement souillés seront immédiatement stockés en bennes étanches et évacués de la zone (hors des périmètres).

En cas d'incident impliquant des produits chimiques, il sera immédiatement procédé au confinement et à l'enlèvement des terrains souillés. Les quantités de produits mis en jeux ainsi que leur nature seront immédiatement communiquées au service de l'ARS 77.

### **VIII. CONCLUSIONS**

Les modifications apportées au projet depuis la première version permettant d'une part de renforcer la protection de la nappe locale au droit du site mais également d'assurer un suivi de l'activité du site.

Aussi, sur la base des nouvelles propositions techniques présentées et moyennant la prise en compte des précautions et mesures de suivi proposées dans cet avis, **j'émet un avis favorable** concernant la création d'une aire d'accueil de grande capacité sur le site de l'ancien Château du Bréau à Villiers en Bière (77).

Fait à Olivet,  
Le 26 juillet 2025,  
Guillaume DUBROCA





## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES SERVICES DE L'ÉTAT

Pôle de pilotage des procédures  
d'utilité publique

### ARRETE PREFECTORAL n° 17 DCSE EC 04 portant :

- déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux souterraines et instauration des périmètres de protection, et instauration des servitudes y afférentes, autour du captage d'eau "Villiers-en-Bière 1" identifié à la banque du sous-sol sous le numéro national BSS000UBAD (ex 02585X0049) situé sur le territoire de la commune de Villiers-en-Bière,
- autorisation d'utiliser l'eau issue du captage d'eau "Villiers-en-Bière 1" en vue de la consommation humaine, pour la production et la distribution par un réseau public et le conditionnement,
- autorisation du prélèvement de l'eau issue du captage "Villiers-en-Bière 1".

La Préfète de Seine-et-Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les Directives du Conseil des Communautés Européennes n° 98/83/CE du 3 novembre 1998 et de la Commission Européenne du 6 octobre 2015 n° (UE) 2015/1787 relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R.214-1 à R.214-6 et R.214-32 à R.214-45 ;

VU le code minier et notamment les articles L.411-1 et L.411-2 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-11-6 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-43, L. 152-7, L. 153-60 ;

VU le code forestier et notamment ses articles R.141-30 à R.141-38 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Seine-Normandie approuvé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 ;

VU l'arrêté du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;



VU les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux forages soumis à déclaration et aux prélèvements soumis à déclaration modifiés ;

VU l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté n° 2014153-0011 du 02 juin 2014 définissant le programme d'actions régionale en vue de la protection des eaux contre la pollution par les Nitrates d'origines agricole pour la région Ile- de- France ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental de Seine-et-Marne ;

VU la délibération du 12 novembre 2008 du conseil municipal de la commune de Villiers-en-Bière ;

VU l'étude environnementale de décembre 2013 réalisée par la société Archambault Conseil ;

VU l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 3 janvier 2014 proposant la délimitation des périmètres de protection pour le captage "Villiers-en-Bière 1" situé sur la commune de Villiers-en-Bière ;

VU le dossier de consultation administrative reçu par la Mission Inter Services de l'Eau et de la Nature (MISEN) le 23 mars 2015 et enregistré sous le numéro MISEN F447-2015/035 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 17 DCSE EC 01 du 14 février 2017, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique du 13 mars au 13 avril 2017 inclus préalable à :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux souterraines et d'instauration des périmètres de protection du captage d'eau potable de la commune de Villiers-en-Bière portant l'indice minier n° BSS000UBAD (ex 02585X0049) ;
- l'autorisation du prélèvement de l'eau en vue de la consommation humaine, au titre du code de l'environnement ;
- et au parcellaire dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée de l'ouvrage.

VU les dossiers et les registres d'enquêtes déposés en mairie de Villiers-en-Bière du 13 mars au 13 avril 2017 inclus ;

VU les pièces attestant que les formalités de publicité ont été effectuées conformément aux dispositions des articles R.123-11 du code de l'environnement et R.131-5 et R.131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 12 mai 2017 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Seine-et-Marne dans sa séance du 12 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** que le captage "Villiers-en-Bière 1" a été réalisé en 1967 et qu'il est utilisé en vue de la consommation humaine depuis cette date ;

**CONSIDERANT** que le captage "Villiers-en-Bière 1" délivre une eau conforme à la réglementation après désinfection ;

**CONSIDERANT** que le captage relève de la procédure d'autorisation au titre de la loi sur l'eau selon la rubrique 1.3.1.0 définie à l'article R214-1 et des articles L214-1 à L214-8 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la mise en place de périmètres de protection autour du captage "Villiers-en-Bière 1" est indispensable à la préservation de la qualité de l'eau distribuée à la collectivité ;



**CONSIDERANT** le projet d'arrêté préfectoral notifié le 16 novembre 2017 au maire de la commune de Villiers-en-Bière suite au CoDERST du 12 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** l'absence d'observations du maire de la commune de Villiers-en-Bière sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet du présent arrêté**

Les dispositions du présent arrêté ont pour objet :

- la déclaration d'utilité publique des travaux à entreprendre par la commune de Villiers-en-Bière en vue du prélèvement et de la dérivation des eaux souterraines par le captage "Villiers-en-Bière 1" ;
- la définition des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage "Villiers-en-Bière 1" et l'instauration des servitudes y afférentes ;
- l'autorisation de prélever et d'utiliser l'eau du captage " Villiers-en-Bière 1" en vue de la consommation humaine,

La commune de Villiers-en-Bière sera désignée dans la suite de l'arrêté sous le terme "le demandeur".

### **Article 2 - Références et coordonnées du captage**

Captage " Villiers-en-Bière 1" :

- Code banque de données du sous-sol n° BSS000UBAD (ex 02585X0049)
- Coordonnées Lambert 93 : X = 669 487 m, Y = 6 822 338 m, Z = 76,5 m
- Profondeur : 55 m.
- Parcelle cadastrale A 104 de la commune de Villiers-en-Bière.

## **1<sup>ère</sup> partie : Déclaration d'Utilité Publique**

### **Article 3 - Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique les travaux réalisés en vue du prélèvement et de la dérivation des eaux souterraines ainsi que l'établissement de périmètres de protection autour du captage d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, eau traitée et distribuée de la commune de Villiers-en-Bière, tels qu'ils figurent sur les plans de délimitation ci-annexés.

## **2<sup>ème</sup> partie : Périmètres de protection – délimitations et prescriptions**

### **Article 4 - Délimitation des périmètres de protection**

Trois périmètres de protection sont instaurés autour du captage pour en assurer la protection immédiate, rapprochée et éloignée. Ces périmètres sont définis sur les plans annexés au présent arrêté.

#### **4-1 Périmètre de protection immédiate (PPI)**

Ce périmètre a pour objectif d'empêcher la détérioration des ouvrages et d'éviter une pollution directe de ceux-ci ou une pollution directe de la nappe.

Il est constitué par la partie Est de la parcelle A 104 de la commune de Villiers-en-Bière.

#### **4-2 Périmètre de protection rapprochée (PPR)**

Ce périmètre est destiné à protéger l'eau potable en cas de pollution accidentelle.

Il est constitué des parcelles suivantes sur la commune de Villiers-en-Bière :

Section A : parcelles 3, 7 à 10, 13 à 15, 39 à 41, 43 à 46, 56, 58, 82, 91, 94, 97, 102, partie ouest de la parcelle 104, 105, 106, 108 à 111, 114, 116, 125, 126, 151 à 154, 162 à 166 et des sections des chemins comprises à l'intérieur du périmètre.

#### **4-3 Périmètre de protection éloignée (PPE)**

Le périmètre éloigné s'étend au Nord-Est jusqu'à la route départementale 142, à l'Ouest jusqu'aux abords du hameau d'Orgenoy et du bourg de Saint-Sauveur-sur-Ecole, au Sud jusqu'aux abords du bourg de Perthes-en-Gâtinais et englobe le bourg de Villiers-en-Bière à l'Est.

### **Article 5 – Prescriptions**

Les prescriptions définies ci-dessous pour les trois périmètres de protection s'ajoutent aux dispositions fixées par la réglementation générale.

En cas de déversement accidentel de produit polluant survenant dans la zone circonscrite par les différents périmètres de protection, il conviendra d'en informer l'autorité sanitaire et de mettre en œuvre les mesures de sauvegarde du point d'eau et de la ressource en eau souterraine captée, vulnérable dans le contexte hydrogéologique local.

#### **5-1 Périmètre de protection immédiate (PPI)**

Dans la partie où se trouve le captage, toute activité étrangère à l'exploitation des eaux est interdite.

La parcelle A 104 sera entourée d'une clôture de 2 m de hauteur et partagée en deux par une clôture séparative afin que les gestionnaires des antennes de télécommunication ne puissent accéder au captage. Chaque partie disposera d'un portail cadénassé indépendant.

La parcelle A 104 sera entretenue sans utilisation de pesticide ou d'herbicide. Aucun produit chimique autre que ceux nécessaires pour l'exploitation n'y sera entreposé.

L'ancien poteau électrique avec son transformateur sera démonté et évacué.

Les margelles et capots de fermeture de la tête de forage seront maintenus étanches pour éviter toute pénétration d'eau superficielle. Un système de protection par alarme télétransmise sera mis en place.

#### **5-2 Périmètre de protection rapprochée (PPR)**

Il s'agit d'une zone dans laquelle tout incident devra être porté sans délai à la connaissance de la mairie.

Dans ce périmètre seront interdits toute activité ou installation ainsi que tout dépôt pouvant avoir une influence directe ou indirecte sur la qualité chimique et bactériologique de l'eau captée ainsi que sur l'aquifère lui-même.



### Ainsi seront interdits :

- les nouveaux captages d'eau, autres que ceux destinés à la consommation humaine de Villiers-en-Bière ;
- le déversement d'effluent dans le sol et le sous-sol ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrière ;
- l'ouverture d'excavations supérieures à 3 mètres de profondeur, autres que celles nécessaires aux travaux d'aménagements urbains, aux passages des réseaux de distribution d'eau, d'électricité, gaz, téléphonie et télétransmission, chaleur, assainissement, voiries, à l'exception des piscines et sous-sol des maisons d'habitation ;
- l'installation de dépôt d'ordures ménagères, de détritiques, de produits radioactifs, de cimetière, et de tous autres produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- l'installation de gazoduc ou d'oléoduc régionaux d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eau usée de toutes natures, autres que domestiques ou nécessaires à l'activité industrielle ou commerciale locale ;
- la construction d'habitations non assainies collectivement ;
- le stockage d'engrais organique ou chimique et de produits ou substances destinés à la fertilisation du sol ou à la lutte contre les ennemis des cultures et des herbages en dehors des aires étanches prévues à cet effet dans les sites d'exploitation ;
- l'établissement d'étable et de stabulation libre, permanente ou mobile, à l'exception d'animaux de loisir en nombre limité ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires par voie aéroportée ;
- les apports de fertilisant, de pesticides et de produits phytosanitaires ne devront pas être réalisés à moins de 35 m des forages ;
- les épandages de boues de station d'épuration, des effluents d'industries agroalimentaires, les jus d'ensilage, des eaux résiduaires d'origine domestique et de matière de vidange ;
- le déboisement. Les espaces boisés devront être classés en espaces boisés et être inscrits au document d'urbanisme conformément à l'article L113-2 du code de l'urbanisme ;
- la création de plan d'eau, de mare ou d'étang ;
- la création de cimetière ;
- le camping et le stationnement des caravanes en nombre ;

A l'intérieur de ce périmètre de protection rapprochée, les activités suivantes seront autorisées après instruction administrative :

- les apports de fertilisation azotée minérale ou organique en dehors des périodes prescrites par la réglementation générale. Ces apports devront être conformes aux recommandations agricoles et ne pas dépasser les doses nécessaires aux plantes ;
- le remblaiement des excavations et puits existants ;
- la création de réseaux de drainage ;
- le stockage temporaire de matières fermentescibles en vue d'épandage est autorisé pour les matières ne provenant pas d'élevage d'animaux ;
- les interventions forestières pour les parcelles boisées qui disposent d'un plan simple de gestion (PSG) ;

Les installations existantes devront être conformes à la réglementation générale, les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) devront respecter la réglementation particulière à leur activité.

### **5-3 Périmètre de protection éloignée (PPE)**

Le périmètre de protection éloignée est une zone où la réglementation existante doit être appliquée de manière très stricte.

Dans ce périmètre, les activités seront soumises aux prescriptions suivantes :

- pour tout nouveau projet soumis à une procédure préfectorale d'autorisation ou de déclaration, une étude d'impact devra faire le point sur les risques susceptibles d'entraîner une pollution des sols et des aquifères. Les mesures prises pour les prévenir devront être présentées ;
- d'une façon générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur, dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet ;
- concernant les activités agricoles ou assimilées, elles devront suivre scrupuleusement la directive « nitrates » ainsi que les différents programmes d'actions départementales ;
- les épandages de boues d'installations classées seront soumis à avis des services de l'Etat et des collectivités locales.

### **3<sup>ème</sup> partie – Autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine**

#### **Article 6 – Autorisation**

Le demandeur est autorisé à utiliser l'eau du captage " Villiers-en-Bière 1" en vue de la consommation humaine après désinfection.

#### **Article 7 - Etapes du traitement**

La filière de traitement des eaux destinées à la consommation humaine est constituée d'une désinfection par chloration.

#### **Article 8 - Contrôle sanitaire**

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Agence régionale de santé Ile-de-France établit les lieux de prélèvements et le programme d'analyse du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau.

Le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux et, en particulier, l'efficacité de la désinfection.

Les modalités de l'auto-surveillance réalisée par le demandeur et tout projet de modification des installations de traitement doivent être portées à la connaissance du Préfet.

### **4<sup>ème</sup> partie - Autorisation de prélever de l'eau**

#### **Article 9 – Autorisation**

Le demandeur est autorisé à prélever l'eau dans la nappe aquifère des calcaires du Champigny.

#### **Article 10 - Volumes prélevés**

Le prélèvement autorisé pour le captage " Villiers-en-Bière 1" sera un débit de 70 m<sup>3</sup>/h, un prélèvement journalier de 1 400 m<sup>3</sup> maximum. Le volume annuel ne pourra être supérieur à 270 000 m<sup>3</sup>.

#### **Article 11 - Suivi des pompages**

Les relevés du suivi des volumes prélevés sont mensuels, centralisés et tenus à la disposition des administrations concernées.

Un état des prélèvements mensuels et annuels ainsi que les rendements des réseaux seront adressés tous les ans au service police de l'eau de Seine-et-Marne, dans les deux mois qui suivent la fin de chaque année civile. Cet état doit faire également apparaître les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.



## **Article 12 – Equipement**

Le captage doit être équipé notamment :

- d'un compteur volumétrique ;
- d'une sonde piézométrique permettant l'enregistrement des niveaux statique et dynamique ;
- d'un capot étanche et cadenassé ou moyen équivalent (bâtiment fermé) ;
- d'une margelle de 3 m<sup>2</sup> minimum autour de la tête du forage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel, sauf si la tête de l'ouvrage débouche dans un local ;
- d'une plaque d'identification avec le code BSS attribué par le BRGM.

## **Article 13 - Surveillance et entretien**

Les opérations de prélèvements sont régulièrement surveillées et les ouvrages et installations de prélèvement et de suivi sont régulièrement entretenus de manière à éviter tout gaspillage et garantir la protection de la ressource en eau souterraine.

Tout incident ayant pu porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au Préfet de Seine-et-Marne dès que le propriétaire ou l'exploitant en a connaissance.

## **Article 14 - Accessibilité**

Les propriétaires et les exploitants sont tenus de laisser accès aux agents chargés du contrôle, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L.216-4 du code de l'environnement.

## **Article 15 - Déclaration d'incident ou d'accident (art. L. 211-5 et R214-46 du code de l'environnement)**

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer dans les meilleurs délais au Préfet de Seine-et-Marne et au Maire de Villiers-en-Bière tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet de Seine-et-Marne, les personnes mentionnées au premier alinéa doivent prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

## **Article 16 - Modification de l'opération (art. R 214-18 du code de l'environnement)**

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation.

## **Article 17 - Clause de précarité**

Les prélèvements peuvent être suspendus ou limités provisoirement par le Préfet de Seine-et-Marne pour faire face aux situations ou aux menaces d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou risque de pénurie en application de l'article L211-3 du code de l'environnement.



## **Article 18 - Cessation de l'exploitation ou de l'affectation** (art. R 214-45 du code de l'environnement)

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation du captage ou de son affectation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire auprès du préfet, dans le mois qui suit l'expiration du délai de deux ans, la cessation définitive, ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive d'activité le déclarant est tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés l'article L211-1 du code de l'environnement, conformément à l'arrêté de prescriptions générales du 11 septembre 2003 (articles 12 et 13).

## **5ème partie : Dispositions générales**

### **Article 19 - Publicité et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié sans délai au demandeur.

Le présent arrêté sera :

- publié, par les soins du Préfet de Seine-et-Marne, au recueil des actes administratifs de l'État du département de Seine-et-Marne et sur le site Internet des services de l'État en Seine-et-Marne ;
- affiché, par le maire de Villiers-en-Bière en mairie pendant au moins deux mois.

Une mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet et à la charge de la commune de Villiers-en-Bière en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Un extrait de cet acte sera adressé par le demandeur à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le maire de la commune de Villiers-en-Bière informera sans délai le Préfet de Seine-et-Marne de l'accomplissement de ces formalités.

Le maire de Villiers-en-Bière conserve le présent arrêté et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection mentionnées dans le présent arrêté seront annexées aux documents d'urbanisme de la commune de Villiers-en-Bière, dans les conditions définies à l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

### **Article 20 – Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun introduit dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours administratif peut suspendre le délai du recours contentieux, s'il est formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte, selon une des formes suivantes :

- recours gracieux, adressé au Préfet de Seine-et-Marne - rue des Saints Pères - 77010 MELUN CEDEX ;
- recours hiérarchique, adressé au Ministère en charge de la santé - 14 avenue Duquesne 75007 PARIS.

Le recours contentieux court à compter de la décision explicite ou implicite (au terme d'un délai de deux mois) de rejet du recours administratif.

Les décisions prises en application des articles L.214-1 à L.214-6 et L.214-8 du code de l'environnement peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif de Melun, par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

#### Article 21 – Exécution

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne,
- M. le Maire de la commune de Villiers-en-Bière,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de Seine-et-Marne,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile de France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile-de-France

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (Ile-de-France),
- Mme la Directrice de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie,
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne,
- M. le Président du Conseil Départemental, DEE,
- M. GRIERE, Coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés.

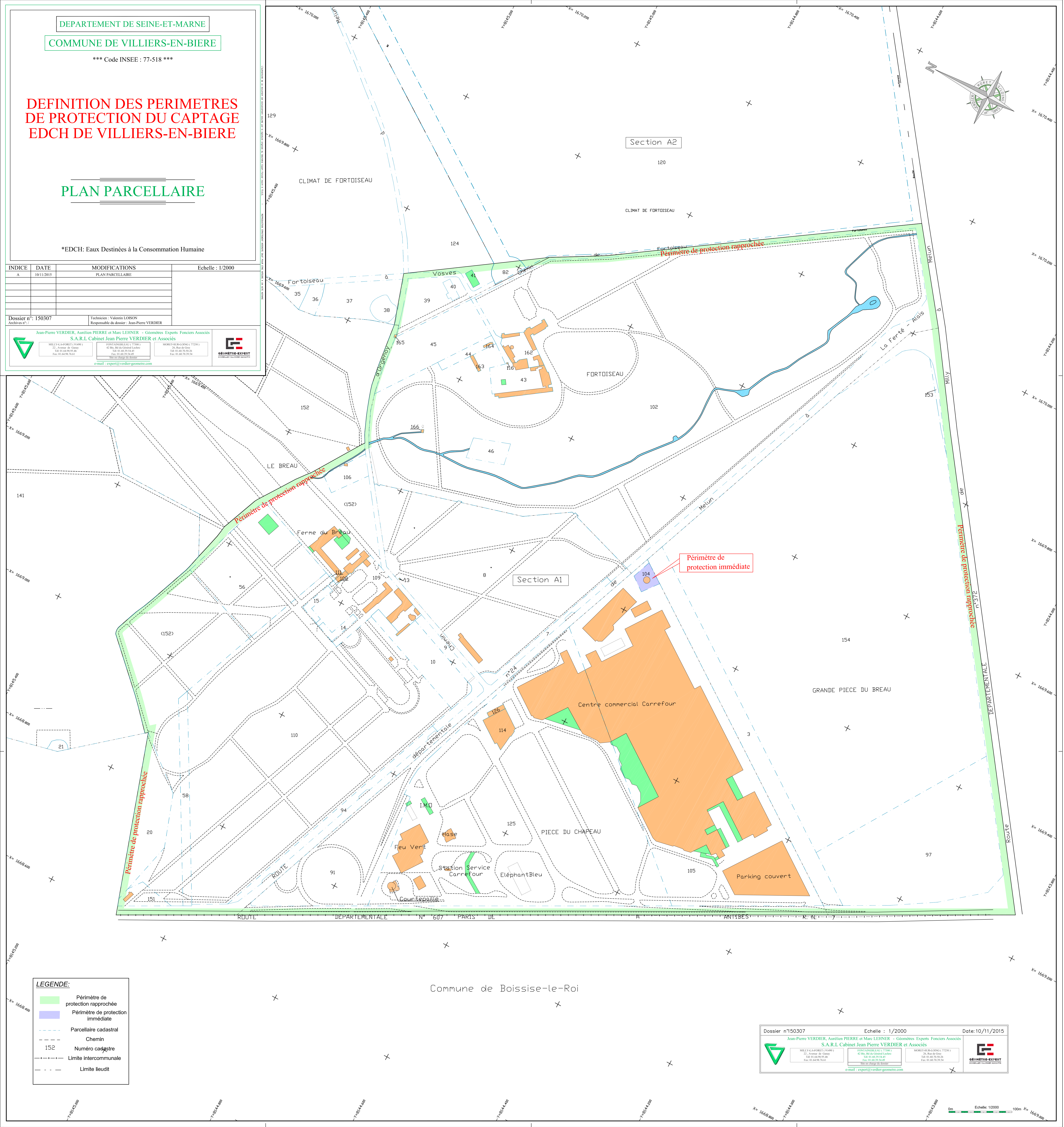
Melun, le 05 DEC. 2017

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Nicolas de MAISTRE

*ANNEXES de l'arrêté préfectoral n° 17 DCSE EC 04 (consultables à la Délégation Départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé Ile-de-France et à la Préfecture de Seine-et-Marne) : un état et un plan parcellaires.*





DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

COMMUNE DE VILLIERS-EN-BIERE

\*\*\* Code INSEE : 77-518 \*\*\*

# DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE EDCH DE VILLIERS-EN-BIERE

## PLAN PARCELLAIRE

\*EDCH: Eaux Destinées à la Consommation Humaine

| INDICE | DATE       | MODIFICATIONS    | Echelle : 1/2000 |
|--------|------------|------------------|------------------|
| A      | 10/11/2015 | PLAN PARCELLAIRE |                  |
|        |            |                  |                  |
|        |            |                  |                  |
|        |            |                  |                  |
|        |            |                  |                  |
|        |            |                  |                  |
|        |            |                  |                  |
|        |            |                  |                  |
|        |            |                  |                  |
|        |            |                  |                  |

Dossier n°: 150307

Technicien : Valentin LOISON  
Responsable du dossier : Jean-Pierre VERDIER

Jean-Pierre VERDIER, Aurélien PIERRE et Marc LEINER - Géomètres Experts Fonciers Associés  
S.A.R.L. Cabinet Jean Pierre VERDIER et Associés

MILLY-LAFORET (77490)  
22, Avenue de la République  
Tél: 01 64 00 00 40  
Fax: 01 64 00 00 41

Fontainebleau (77300)  
42 Rue de la République  
Tél: 01 60 70 54 45  
Fax: 01 60 70 54 46

Moret-sur-Aube (77250)  
26 Rue de la République  
Tél: 01 60 70 54 45  
Fax: 01 60 70 54 46

Site et plan de situation

e-mail : expert@verder-geometre.com

GEOMETRE-EXPERT  
GEOMETRE-EXPERT

**LEGENDE:**

- Périmètre de protection rapprochée
- Périmètre de protection immédiate
- Parcelle cadastrale
- Chemin
- 152 Numéro cadastre
- Limite intercommunale
- Limite fleuduit

Dossier n°150307

Echelle : 1/2000

Date: 10/11/2015

Jean-Pierre VERDIER, Aurélien PIERRE et Marc LEINER - Géomètres Experts Fonciers Associés  
S.A.R.L. Cabinet Jean Pierre VERDIER et Associés

MILLY-LAFORET (77490)  
22, Avenue de la République  
Tél: 01 64 00 00 40  
Fax: 01 64 00 00 41

Fontainebleau (77300)  
42 Rue de la République  
Tél: 01 60 70 54 45  
Fax: 01 60 70 54 46

Moret-sur-Aube (77250)  
26 Rue de la République  
Tél: 01 60 70 54 45  
Fax: 01 60 70 54 46

Site et plan de situation

e-mail : expert@verder-geometre.com

GEOMETRE-EXPERT  
GEOMETRE-EXPERT

Commune de Boissise-le-Roi

0m Echelle: 1/2000 100m



DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE  
COMMUNE DE VILLIERS-EN-BIERE

DEFINITION DES PERIMETRES DE  
PROTECTION DU CAPTAGE EDCH DE  
VILLIERS-EN-BIERE



Ouvrage : 0258-5x-0049 Forage P1  
Décembre 2013

Arrêté préfectoral  
n°10 ARS 04 CSSM du 27 mai 2010

Michel MAZEAU  
9 allée des Carrougeaux  
78620 l'Etang-la-ville

Hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique

# TABLE DES MATIERES

---

|                                                                                      |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1 -Préambule .....</b>                                                            | <b>1</b>  |
| <b>2 -Informations générales sur l'alimentation en eau de la collectivité.....</b>   | <b>2</b>  |
| <b>3 -Géologie du secteur concerné .....</b>                                         | <b>4</b>  |
| <b>4 -Hydrogéologie .....</b>                                                        | <b>6</b>  |
| 4.1 Aquifères .....                                                                  | 6         |
| 4.2 Piézométrie .....                                                                | 6         |
| <b>5 -Caractéristiques techniques du captage et de sa protection sanitaire .....</b> | <b>11</b> |
| 5.1 Etat externe.....                                                                | 11        |
| 5.2 Etat interne .....                                                               | 11        |
| 5.3 Pompages d'essais .....                                                          | 13        |
| 5.3.1 Pompages par paliers.....                                                      | 13        |
| 5.3.2 Pompages en continu.....                                                       | 14        |
| <b>6 -Caractéristiques et qualité de l'eau captée.....</b>                           | <b>15</b> |
| <b>7 -Environnement et vulnérabilité.....</b>                                        | <b>16</b> |
| 7.1 Environnement immédiat .....                                                     | 16        |
| 7.2 Environnement rapproché .....                                                    | 17        |
| 7.3 Assainissement .....                                                             | 19        |
| 7.4 Carte d'inventaire des foyers potentiels de pollution.....                       | 20        |
| <b>8 - Avis de l'Hydrogéologue agréé.....</b>                                        | <b>21</b> |
| 8.1 Sur les disponibilités en eau .....                                              | 21        |
| 8.2 Sur l'aménagement du captage.....                                                | 21        |
| 8.3 Sur la délimitation des périmètres de protection .....                           | 22        |
| 8.3.1 Périmètre de protection immédiate .....                                        | 22        |
| 8.3.2 Périmètre de protection rapprochée .....                                       | 23        |
| 8.3.3 Périmètre de protection éloignée.....                                          | 26        |



## TABLE DES ILLUSTRATIONS

---

|                                                                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Figure 2-1: Plan du réseau d'eau potable de Villiers-en-Bière .....                                                                   | 2  |
| Figure 3-1: Situation géologique (Fig 5 du rapport Archambault de juillet 2013).....                                                  | 4  |
| Figure 3-2 : Diagraphie :gamma Ray ( annexe 7 rapport d'Archambault Conseils)..                                                       | 5  |
| Figure 3-3 : Coupe géologique (Extrait annexe 6 du rapport préalable<br>d'Archambault Conseil).....                                   | 5  |
| Figure 4-1: Carte piézométrique de l'aquifère semi-captif ( Annexe 4 du rapport<br>Archambault Conseil juillet 2013).....             | 9  |
| Figure 4-2 : Carte piézométrique de l'aquifère libre (Annexe 4 du rapport<br>Archambault Conseil juillet 2013).....                   | 10 |
| Figure 5-1: Coupe technique du P1 de Villiers-en-Bière .....                                                                          | 12 |
| Figure 5-2: Résultats de l'essai de pompage par paliers .....                                                                         | 13 |
| Figure 7-1: Secteur d'étude environnementale.....                                                                                     | 16 |
| Figure 7-2 : environnement immédiat .....                                                                                             | 17 |
| Figure 7-3 : Locatisations des rejets du centre Commercial.....                                                                       | 18 |
| Figure 7-4 : Implantation des principaux risques industriels.....                                                                     | 19 |
| Figure 7-5 : Implantation des principaux risques de pollutions des nappes d'eaux<br>souterraines (annexe 15 rapport Archambault)..... | 20 |
| Figure 8-1 : Périmètre de Protection Immédiate:.....                                                                                  | 22 |
| Figure 8-2 : Définition du Périmètre de Protection Rapprochée .....                                                                   | 23 |
| Figure 8-3 : Périmètre de Protection Eloignée.....                                                                                    | 26 |

# 1-Préambule

La commune de Villiers-en-Bière souhaite assurer la protection de la ressource en eau souterraine exploitée par son captage communal dont le n° de référence BRGM est:

## **0258-5X-0049 Forage P1.**

Par courrier du 28 mai 2010, la DDASS du département de Seine et Marne m'a désigné par arrêté préfectoral n°10 ARS 04 CSSM, comme hydrogéologue agréé afin de donner mon avis sur la définition des périmètres de protection de ce captage.

Je me suis rendu sur place pour une première visite de terrain le 10 Octobre 2010. A ce jour, une réunion de présentation des différents partenaires a permis le démarrage de la mission d'établissement des périmètres de protection. Suite à cette réunion, un cahier des charges a été élaboré, des bureaux d'étude ont été consultés. C'est le bureau d'étude Archambault Conseil qui a été retenu.

Le rapport d'étude technique et d'environnement a été présenté le 13 septembre 2013, le rapport définitif m'est parvenu le 20 décembre 2013.

C'est sur la base de ce rapport, ainsi que sur ma propre documentation et expérience que le présent rapport a été rédigé. Toutes les illustrations ont pour source, le rapport d'étude préalable d'Archambault Conseil de décembre 2013.

Le présent rapport définit les différents périmètres de protection du captage EDCH de la commune de Villiers-en-Bière.

## 2- Informations générales sur l'alimentation en eau de la collectivité

La commune de Villiers-en-Bière est alimentée en eau potable par l'exploitation de son forage communal P1. Ce forage est situé tout près de la zone commerciale de Carrefour, en bordure de la D24. Il est situé sur la parcelle cadastrée sur la section A, parcelle 104 du plan cadastral de Villiers-en-Bière.

Ce captage approvisionne le château d'eau de 500 m<sup>3</sup> situé sur la même parcelle, via 2 pompes de 60 m<sup>3</sup>/h fonctionnant alternativement. La distribution sur la commune se fait gravitairement et alimente 220 personnes. Une pompe de 100 m<sup>3</sup>/h envoie également de l'eau vers le réseau de distribution de Villiers-Barthou. Le château d'eau de Villiers-en-Bière est interconnecté avec le château d'eau de Dammarie-les-Lys (600 m<sup>3</sup>) et celui de la Rochette (2000 m<sup>3</sup>).

Le schéma de fonctionnement du réseau d'eau potable est donné par la figure ci-dessous (extraite du rapport Archambault de juillet 2013).

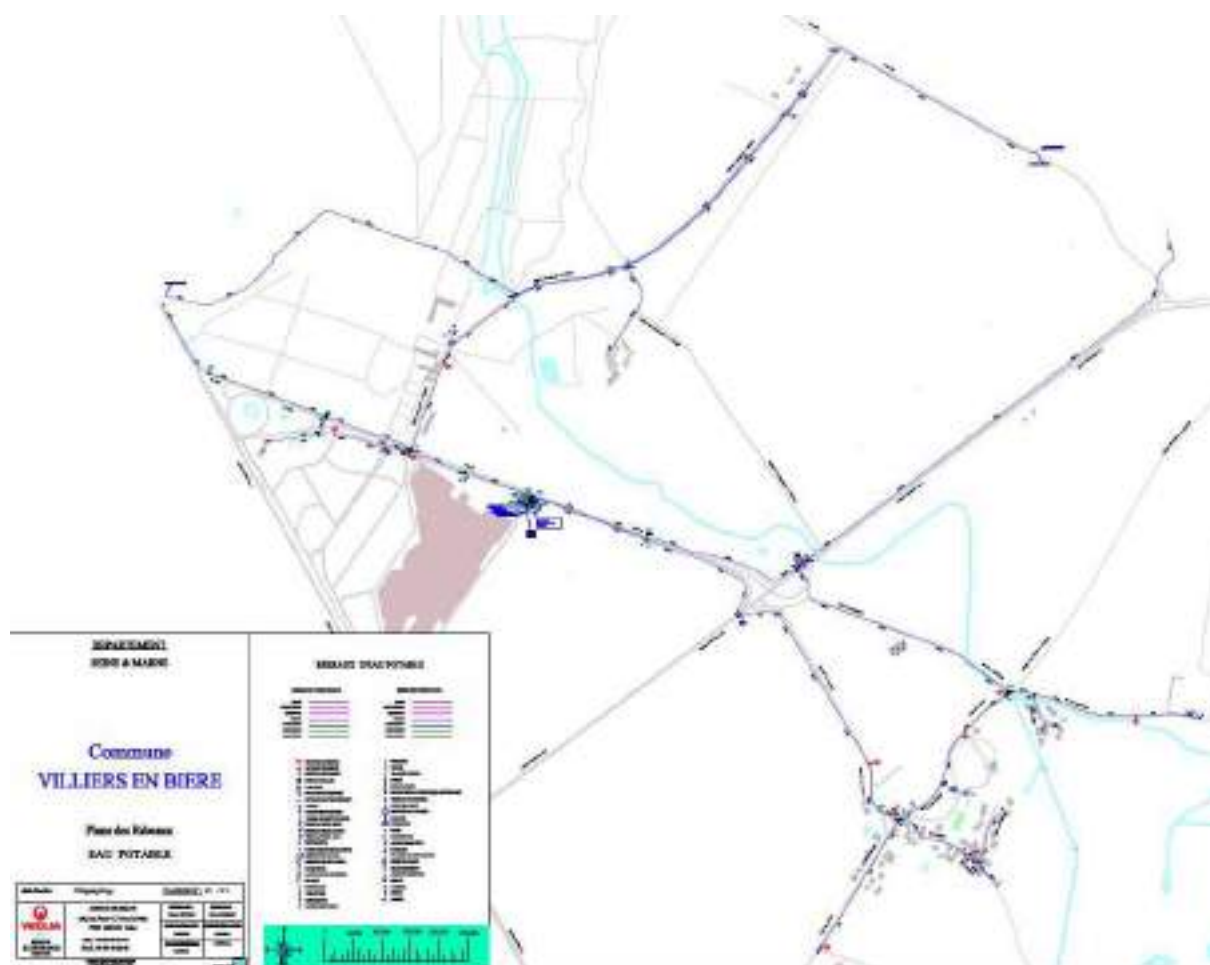


Figure 2-1: Plan du réseau d'eau potable de Villiers-en-Bière

Le volume annuel produit par le captage étudié varie entre 121 279 m<sup>3</sup>/an (2012) et 263 478 m<sup>3</sup>/an (2009).

La demande d'utilité publique concerne une production de 1400 m<sup>3</sup>/j soit 270 000 m<sup>3</sup>/an, dont 60 000 m<sup>3</sup> seront destinés à la commune de Villiers-en-Bière, et 210 000 m<sup>3</sup>/an seront exportés vers l'agglomération de Melun - Dammarie-les-Lys

C'est pour un tel volume annuel que sont dressés les périmètres de protection du captage communale P1

Le rendement du réseau actuel est bon : 92 %..

La bonne qualité de l'eau pompée, ne nécessite pas d'usine de traitement, une simple chloration par injection de chlore gazeux au droit des pompes est suffisante.

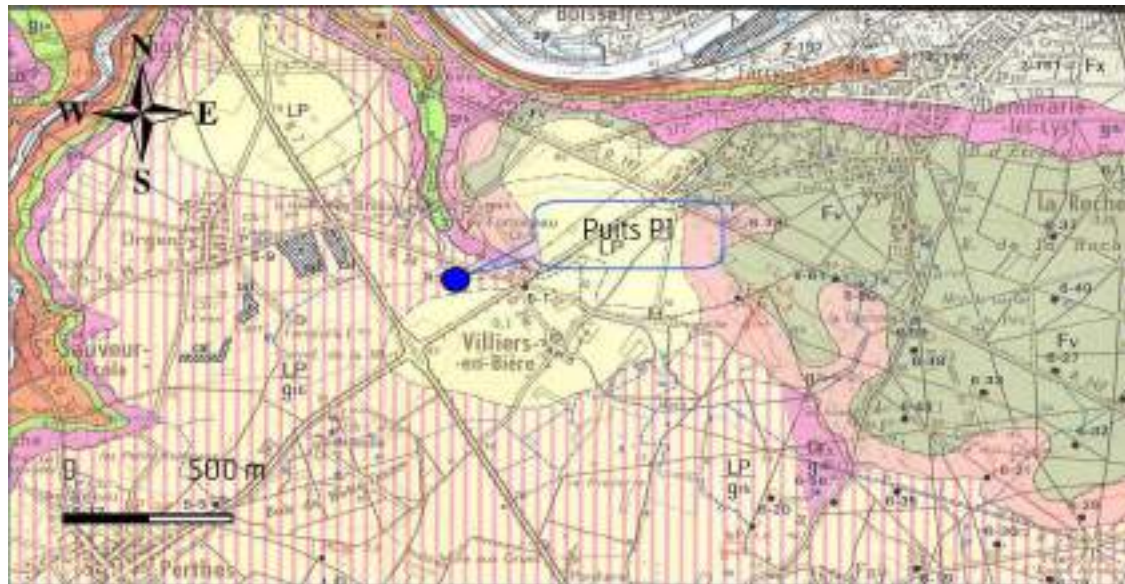
Du fait de l'interconnexion du château d'eau de Villiers-en-Bière avec le réservoir de Dammarie-les-Lys et de La Rochette, l'approvisionnement de secours pour Villiers-en-Bière est assuré.

C'est la société Véolia qui assure la distribution de l'eau sous contrat de Délégation de Service Public.

### 3-Géologie du secteur concerné

D'après la carte géologique au 1/50 000° de Melun, le forage communal est implanté au droit des formations du Sannoisien : Calcaire et argiles à meulière de brie, recouvertes par des limons des plateaux.

Le forage profond de 55 m traverse les marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Bartonien) de 8,25 à 23,30 m de profondeur, puis les calcaires fissurés du Champigny.



Feuille de MELUN ([Notice](#))

-  Remblais
-  Complexe limoneux des plateaux : limons, argiles et sables dominants. Epaisseur estimée à 1,50 m ou plus.
-  Complexe limoneux des plateaux : limons, argiles et sables dominants (épaisseur estimée à 1,50 m ou plus) substrat g1b : calcaire et meulière de Brie. Stampien inférieur (Sannoisien).
-  Formation alluviale colluvionnée sur substrat g1b : calcaire et meulière de Brie
-  Formation alluviale colluvionnée sur substrat g2a-b : grès et sable de Fontainebleau
-  Alluvions actuelles et sub-actuelles : limons, argiles et sables
-  Alluvions anciennes (terrasse de 10 à 20 m) : sables et graviers essentiellement siliceux
-  Alluvions anciennes (cailloutis de Sénart, terrasse de 40 à 55 m) : sables et graviers siliceux
-  Grès et sables de Fontainebleau (Stampien moyen et inférieur)
-  Calcaire et Meulière de Brie (Stampien inférieur, Sannoisien)
-  Marnes vertes du Stampien inférieur (Sannoisien)
-  Marnes blanches de Pantin, Marnes bleues d'Argenteuil (Bartonien supérieur, Ludien)
-  Calcaire de Champigny. Bartonien supérieur (Ludien)

Figure 3-1: Situation géologique (Fig 5 du rapport Archambault de juillet 2013)



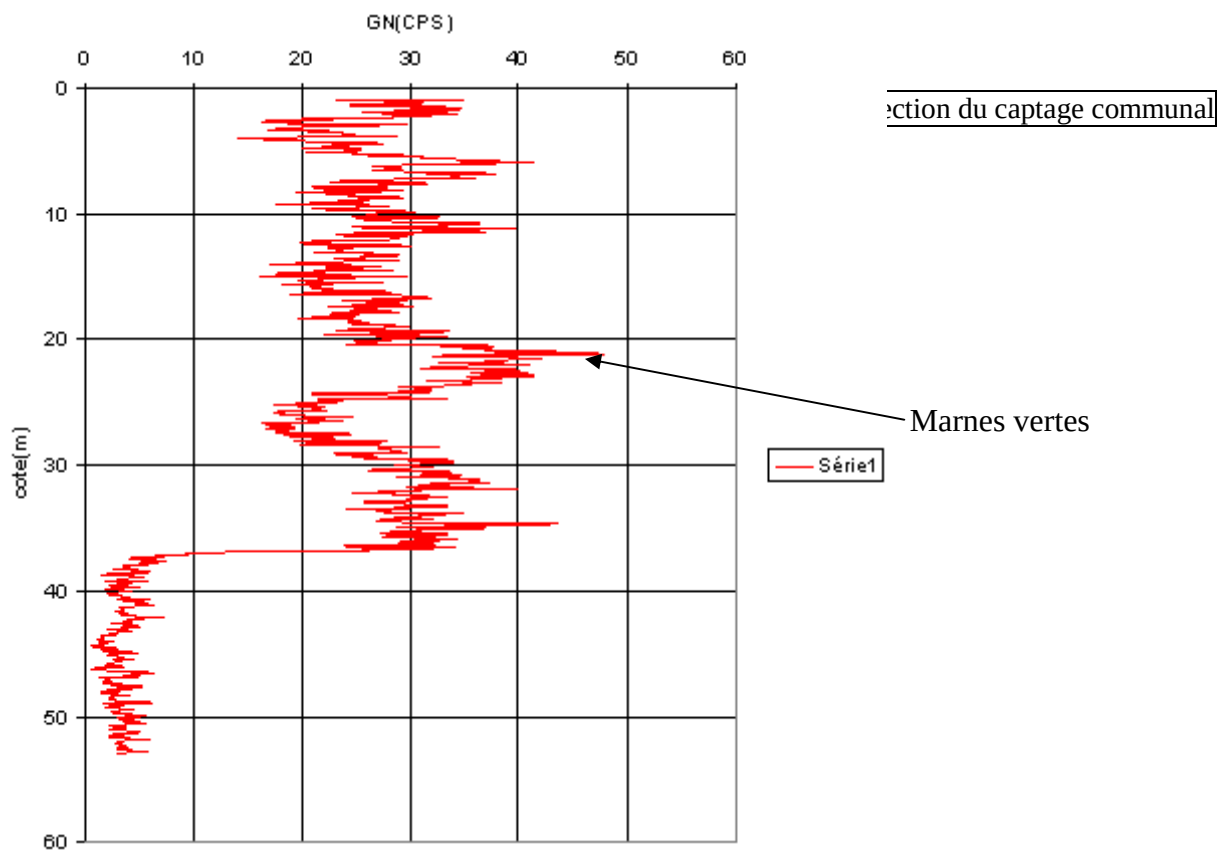


Figure 3-2 : Diagraphie :gamma Ray ( annexe 7 rapport d'Archambault Conseils)

La diagraphie gamma ray ci-dessus permet de préciser la coupe géologique. Les marnes vertes (marnes de Pantin et marnes bleues sur la coupe géologique ci-dessous) apparaîtraient de 20 à 24 m de profondeur. Elles marquent la base des formations de l'oligocène (Sannosien).

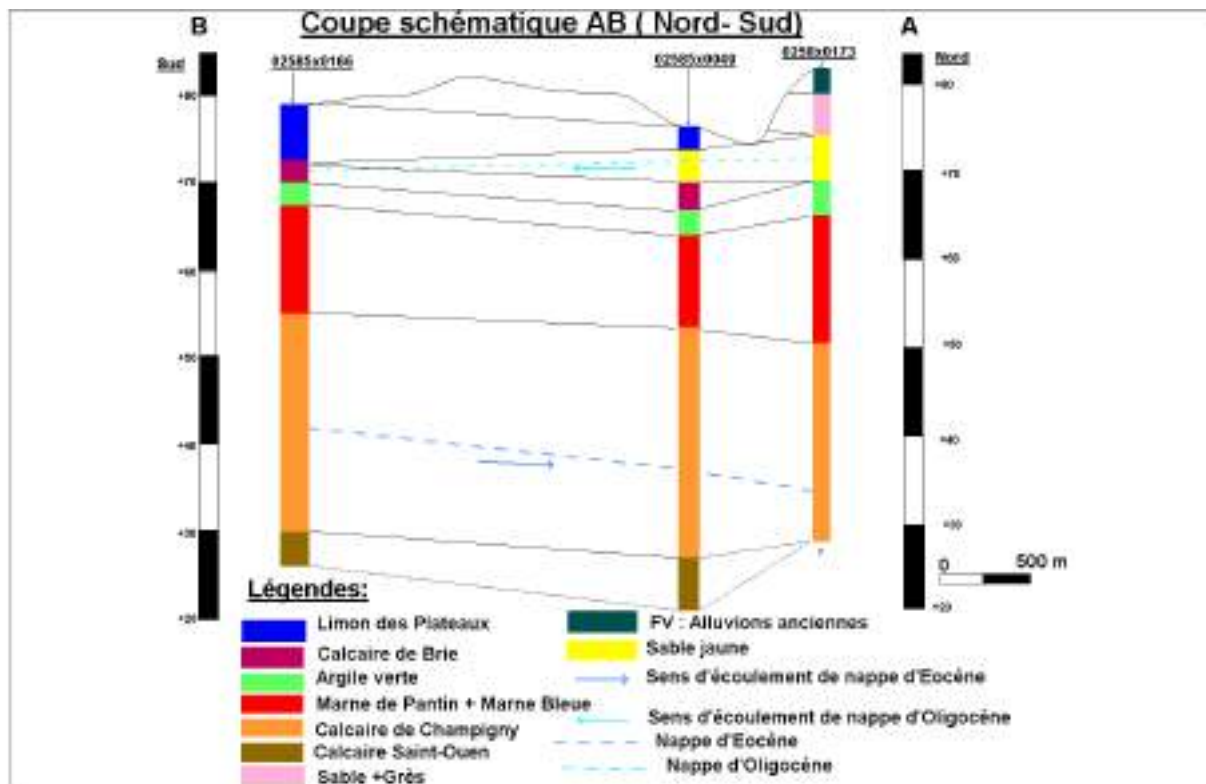


Figure 3-3 : Coupe géologique (Extrait annexe 6 du rapport préalable d'Archambault Conseil)

## 4-Hydrogéologie

### 4.1 Aquifères

Les caractéristiques géologiques permettent de distinguer deux niveaux aquifères :

- une nappe libre située au sein des formations du Sannoisien entre 2 et 15 m de profondeur,

- une nappe captive au sein des calcaires de Champigny (Ludien, Eocène) entre 23 et 55m qui est en charge, sous les argiles et marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Oligocène).

### 4.2 Piézométrie

Archambault Conseil a réalisé un inventaire des points d'eau, afin d'effectuer une piézométrie. Les mesures piézométriques réalisées en Mai 2013 ont confirmé la présence de deux nappes aquifères : une superficielle au sein des formations superficielles de l'Oligocène, et une captive au sein des formations de l'Eocène : Calcaires de Champigny.

Le forage communal exploite uniquement la nappe des calcaires de Champigny.

Deux cartes piézométriques ont été présentées par Archambault Conseil:

- une carte piézométrique des calcaires de l'Eocène (fig 4-1) qui montre un sens d'écoulement vers le Nord,
- une carte piézométrique superficielle des formations de l'Oligocène (fig 4-2) qui montre un sens d'écoulement général (Sud - Sud-Est), différent de la nappe de l'Eocène.

Les différences de sens d'écoulement de ces deux nappes, montrent bien leur indépendance, et prouvent que les marnes vertes et blanches intermédiaires entre les deux nappes jouent bien leur rôle de barrière relativement « étanche ».

L'historique des niveaux piézométriques de la nappe des calcaires de Champigny montre une légère baisse de niveau : -2,75 m en 45 ans.

La nappe des calcaires de Champigny est une nappe d'eau importante : elle fait partie de la masse d'eau multicouche n° 3103 présentant une grande surface d'alimentation : 5164 km<sup>2</sup>. Les calcaires de Champigny sensu-stricto sont localement recouverts par les formations tertiaires et les marnes vertes sur les plateaux. Généralement libre, la nappe des calcaires de Champigny affleure sur 1700 km<sup>2</sup>. Globalement, il s'agit d'une nappe sensible à la sécheresse, mais qui peut se recharger rapidement. Son caractère majoritairement libre la rend vulnérable. Nous verrons que sur le site de Villiers-en-Bière, la qualité est exceptionnellement bonne.

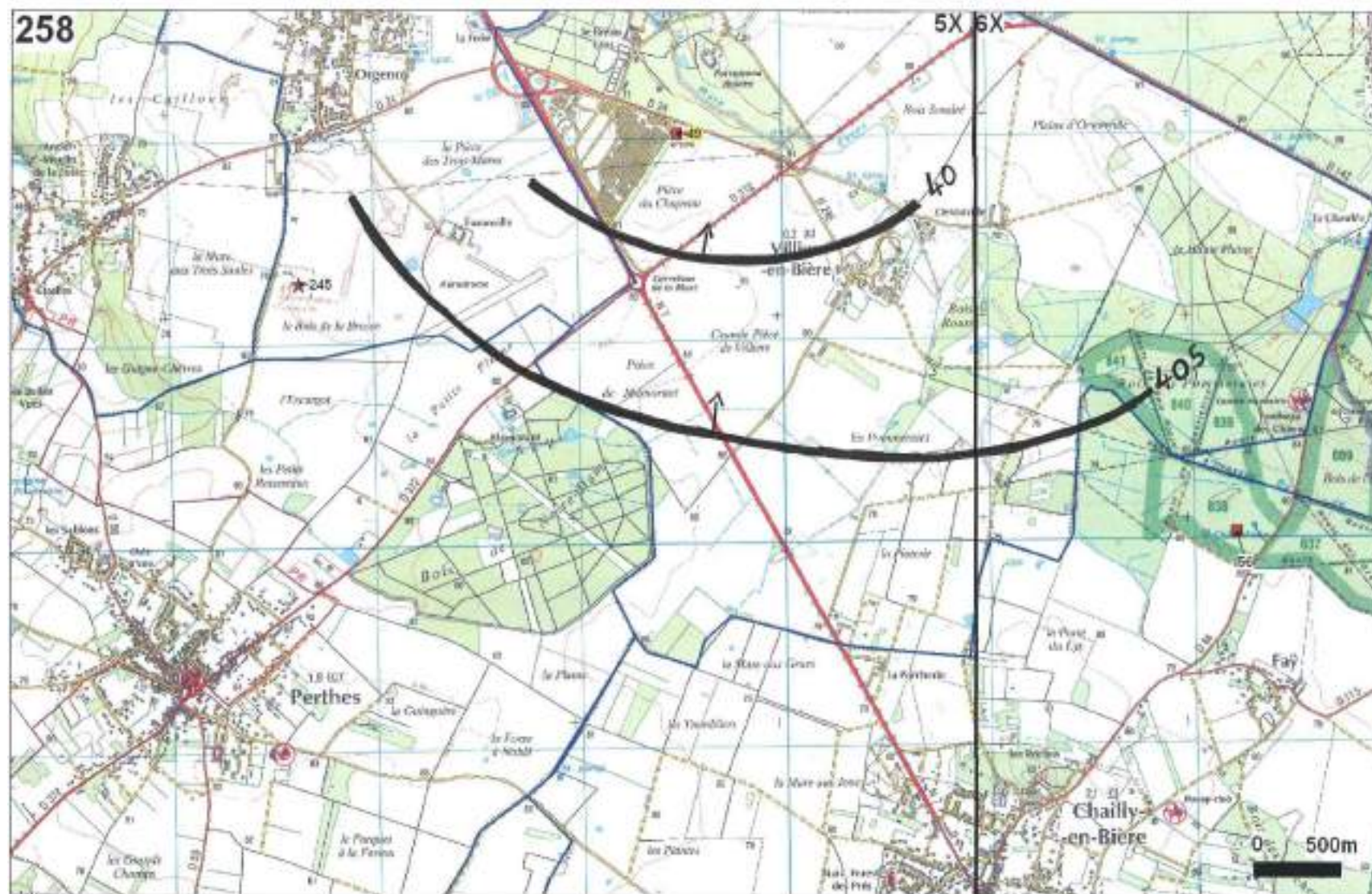
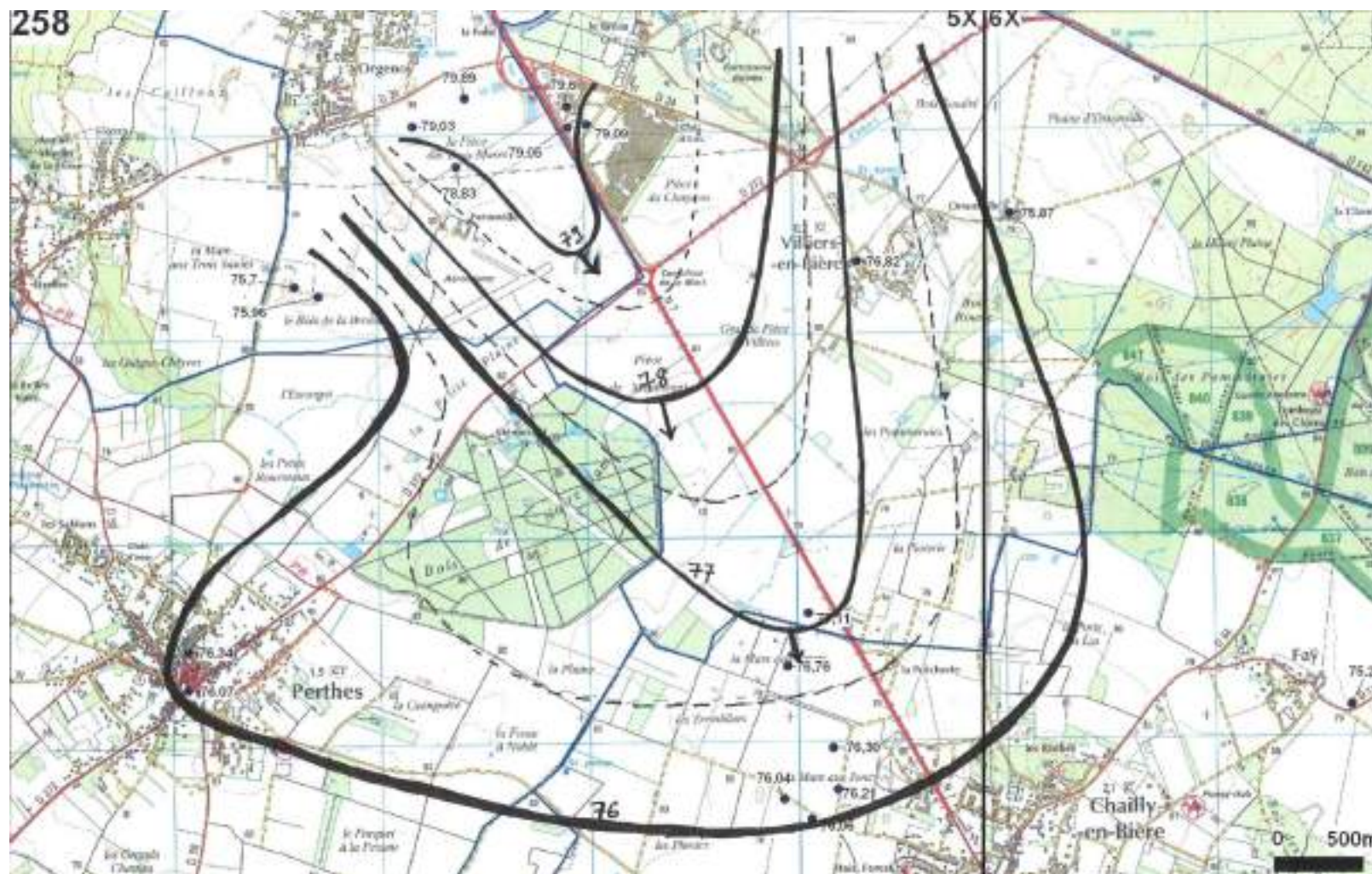


Figure 4-1: Carte piézométrique de l'aquifère semi-captif ( Annexe 4 du rapport Archambault Conseil juillet 2013)





## **5-Caractéristiques techniques du captage et de sa protection sanitaire**

### **5.1 Etat externe**

La tête de puits est un cuvelage béton diamètre 1500 mm. Elle apparaît en bon état, recouverte par une tôle striée, également en bon état. La tête de puits dépasse de 70 cm par rapport au sol.

### **5.2 Etat interne**

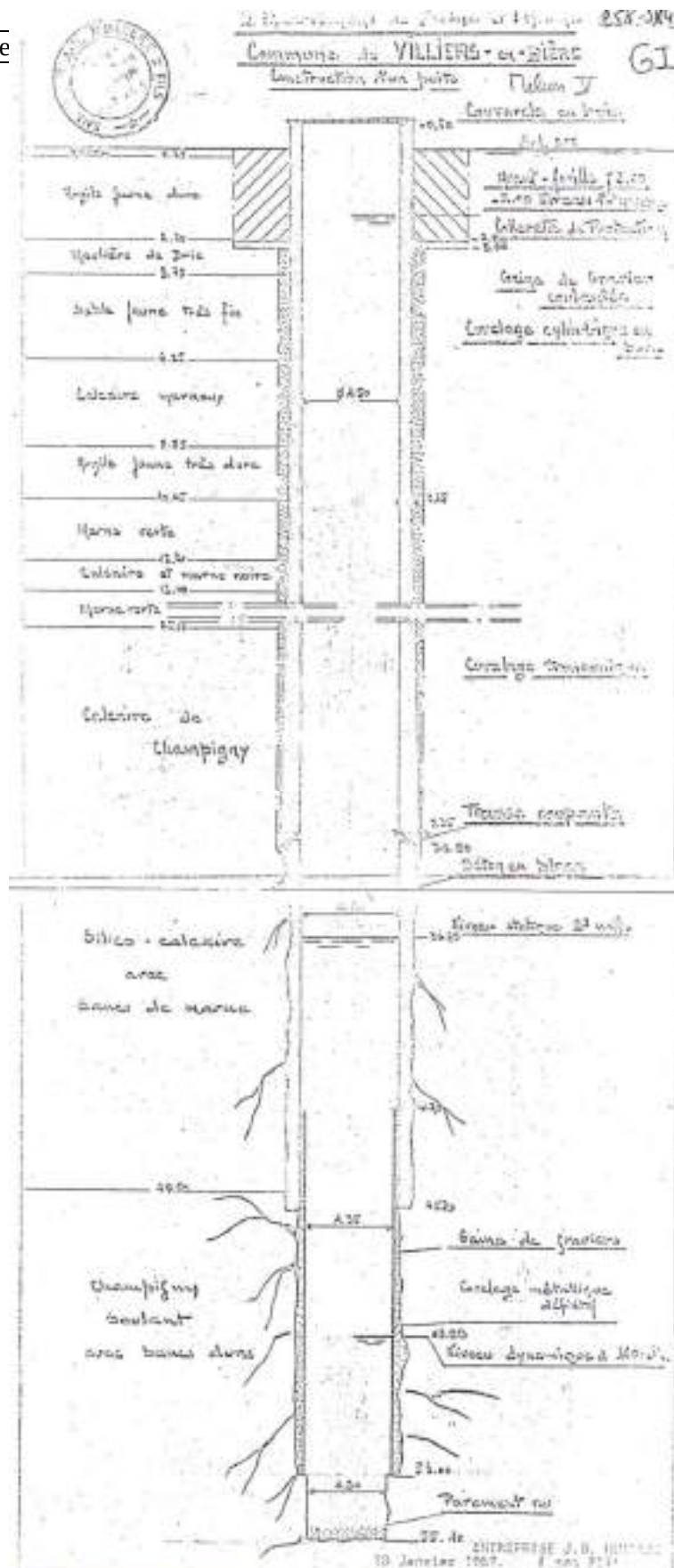
Une inspection caméra a permis d'apprécier l'état interne du puits. Le zéro caméra se situe à 1,7 m sous le sol. Les raccords des passes béton apparaissent propres jusqu'à 23 m. De 23 à 30 m de profondeur, les raccords ne sont pas parfaits. À 31,7 m, un manque de béton laisse apparaître le ferraillage, idem à 32,97 m, 35,36 m, 38,83 m, et 42,50 m. Le télescopage du tube acier apparaît à 43,47 m. A 52,38 m, on peut constater que la crépine serait réalisé dans un treillis acier ; elle apparaît oxydée et colmatée.

Le fond apparaît à 53m de profondeur. Si nous rajoutons les 1,7 m du repère caméra, on retrouve sensiblement la profondeur d'origine : 55 m.

La nappe du calcaire de Champigny serait captée entre 45,2 m et 55 m. La circulation de l'eau peut se faire soit par le fond, soit par l'espace annulaire entre trou nu (diamètre 1400 ? mm), cuvelage béton (diamètre 1500 mm) et tubage acier (diamètre 1350 mm).

La coupe technique, fournie page suivante, indique le sommet du tube acier à 41,70 m de profondeur et la base du cuvelage béton à 45,20 m.





**Figure 5-1: Coupe technique du P1 de Villiers-en-Bière**

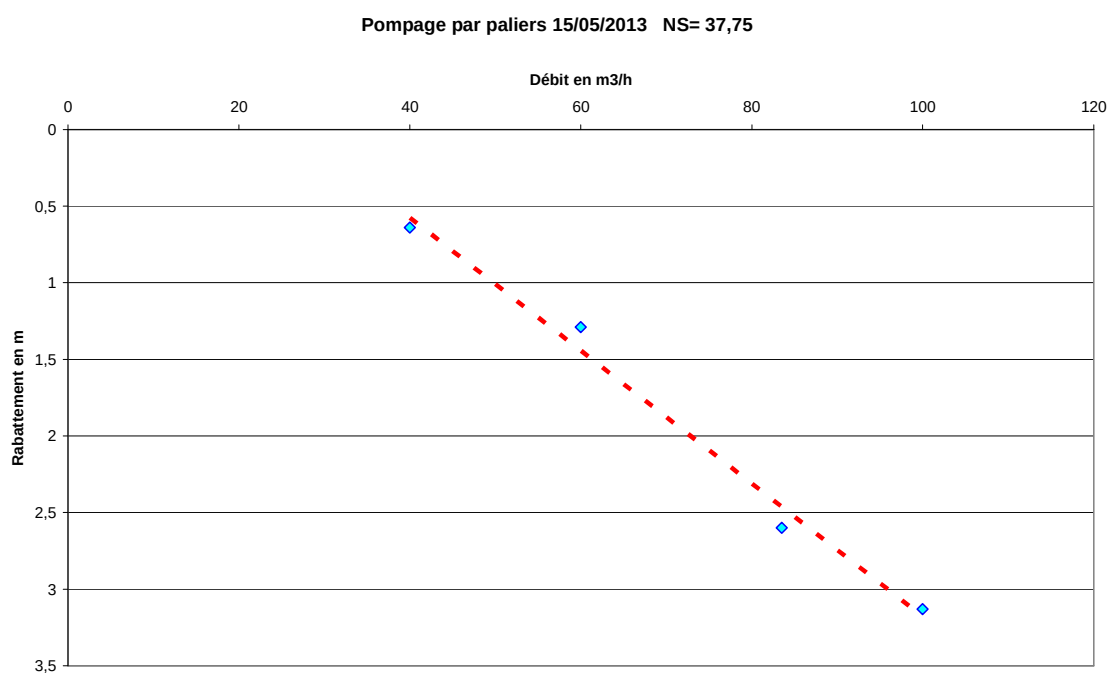
## 5.3 Pompages d'essais

Deux types de pompage ont été réalisés : Des pompages par paliers, puis un pompage de longue durée à débit constant.

### 5.3.1 Pompages par paliers

Les résultats de l'essai de pompage par paliers sont condensés dans le tableau et le graphique ci-dessous :

| N° paliers | Niveau statique (m/rep) | Niveau dynamique (m/rep) | Rabatement (m/rep) | Débit (m <sup>3</sup> /h) |
|------------|-------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------|
| Palier 1   | 37,75                   | 38,39                    | 0,64               | 40                        |
| Palier 2   | 37,75                   | 39,04                    | 1,29               | 60                        |
| Palier 3   | 37,75                   | 40,35                    | 2,6                | 83,5                      |
| Palier 4   | 37,75                   | 40,88                    | 3,13               | 100                       |



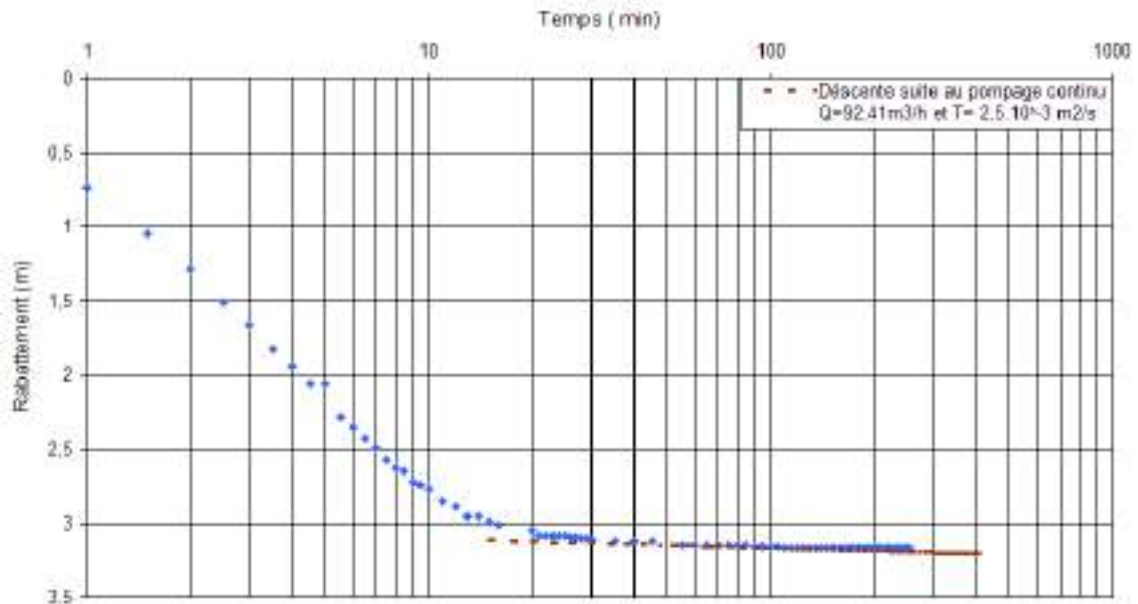
**Figure 5-2: Résultats de l'essai de pompage par paliers**

Les pompages par paliers ne montrent pas de débit critique jusqu'à 100 m<sup>3</sup>/h.

### 5.3.2 Pompages en continu

Suite à l'essai de pompage par paliers, un pompage en continu a été réalisé au débit de  $92,4 \text{ m}^3/\text{h}$  durant 50 heures.

L'évolution des niveaux d'eau est donnée sur le graphique ci-dessous :



Au bout de 20 minutes de pompage, le niveau piézométrique a tendance à se stabiliser. Après 50 heures de pompage, le niveau est pseudo stabilisé à 40,95 m sous le repère, soit un rabattement de 3,175 m. On constate donc un bon comportement de la nappe avec un faible rabattement.

La transmissivité moyenne calculée est de  $2,25 \cdot 10^{-3} \text{ m}^2/\text{s}$ .

## **6-Caractéristiques et qualité de l'eau captée**

L'analyse de type première adduction réalisée le 14 juin 2012, et complétée par les analyses du 23 mai 2013 montrent une eau de bonne qualité, sans pesticides ou autres produits phytosanitaire, conforme aux limites et références de qualité des eaux brutes définies par l'arrêté du 11 janvier 2007.

Les bulletins d'analyse sont fournis en annexes

## 7-Environnement et vulnérabilité

Une étude d'environnement a été effectuée sur le secteur défini ci-après :

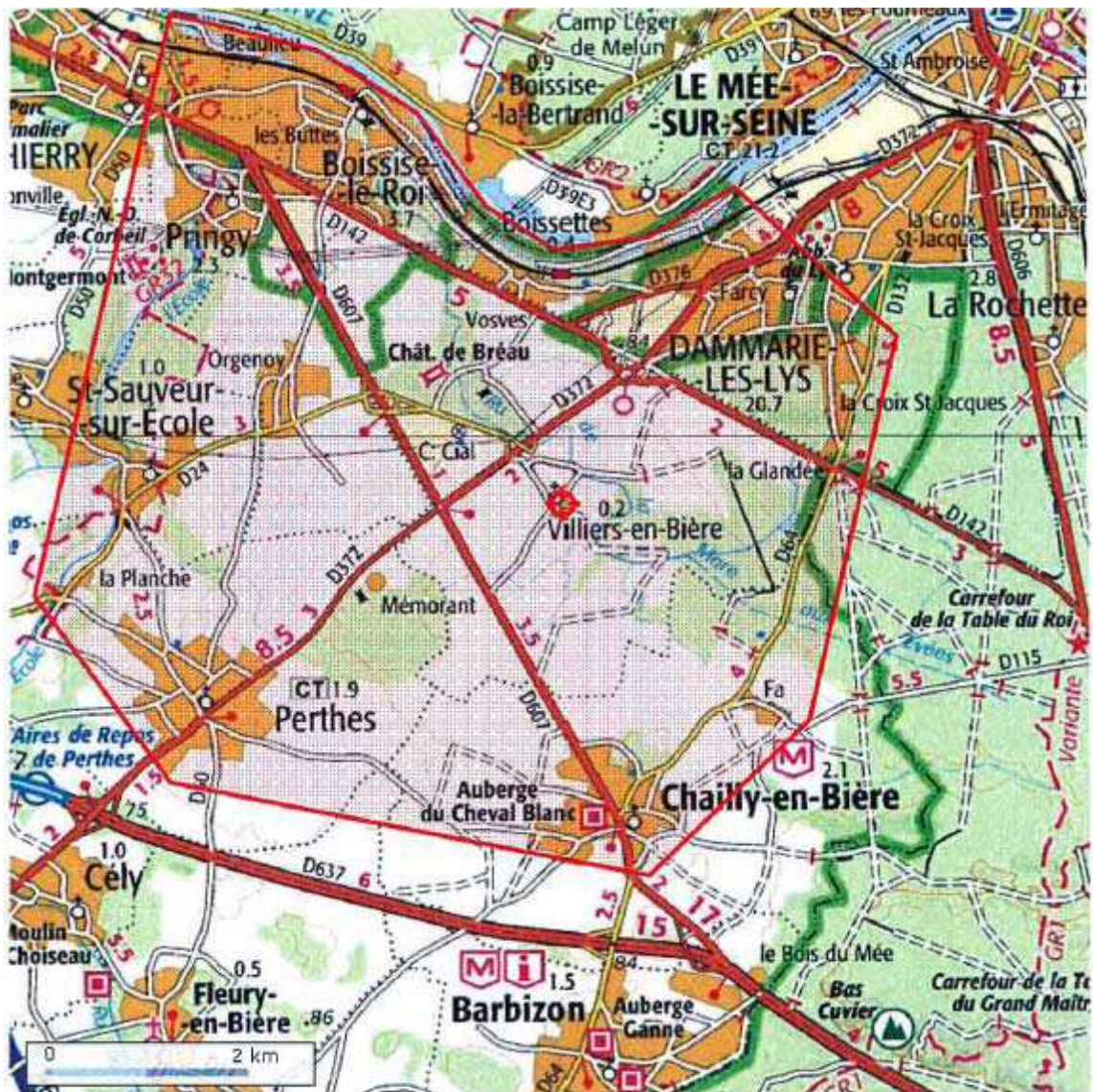


Figure 7-1: Secteur d'étude environnementale

### 7.1 Environnement immédiat

Le captage est implanté sur une parcelle fermée par un grillage d'une hauteur de 1,6 m. Un portail fermé à clef permet l'entrée dans la parcelle. Le captage se trouve au pied du château d'eau, la tête d'ouvrage est fermée par des tôles en acier strié, à l'aide d'un cadenas. La parcelle est enherbée. Des antennes téléphoniques sont installées sur le château d'eau. Un accès privé permet l'accès au local technique d'antennes, sans accès au pied du château d'eau, ni au captage.



Cette parcelle jouxte le centre commercial Carrefour.



Figure 7-2 : environnement immédiat

## 7.2 Environnement rapproché

### Activités industrielles et commerciales

L'environnement rapproché est principalement constitué par le centre commercial Carrefour, ainsi que par des parcelles agricoles qui abritent d'anciens dépôts à ordures.

**Le centre commercial Carrefour** est constitué de galeries commerçantes, de parking, d'une station de lavage et de distribution de carburant.

Les eaux usées et pluviales de cet ensemble commercial sont gérées de façon autonome par le centre commercial, qui en a délégué la gestion à Véolia.

Un cahier des charges fixe les prestations à réaliser régulièrement. Ce cahier des charges apparaît nécessaire et suffisant pour assurer l'entretien des réseaux et s'affranchir des risques de pollution.

D'après les services techniques du centre commercial, tout est aux normes : réseau d'assainissement en bon état, stations service avec cuves répondants aux normes de sécurité, piézomètre d'alerte en cas de pollution accidentelle...

Les eaux usées sont dirigées par une canalisation indépendante vers un poste de refoulement situé en bordure du ru de la mare aux Evées, puis sont envoyés vers la STEP de Dammarie-les-Lys.



**Figure 7-3 : Locatisons des rejets du centre Commercial**  
(Fig 16 du rapport Archamnault)

Les eaux pluviales des parkings aériens traversent sept séparateurs à hydrocarbures et sont rejetées dans le ru de la mare aux Evées, au droit du poste de refoulement.

#### **Anciens dépôts d'ordures**

Deux anciens sites de dépôt de déchets apparaissent situés dans un rayon de moins de 2 km par rapport au forage communal de Villiers-en-Bière. Ces dépôts sont superficiels, de faible importance et anciens. Des piézomètres de surveillances de la nappe superficielle sont installés sur le site le plus important situé au sud ouest du captage à Faronville.

Le site d'Orsonville apparaît de faible importance et n'est plus visible en surface.

D'autres sites se situent à plus de 3 km au sud du captage et concernent toujours la nappe superficielle ( cf figure 7-4 ).

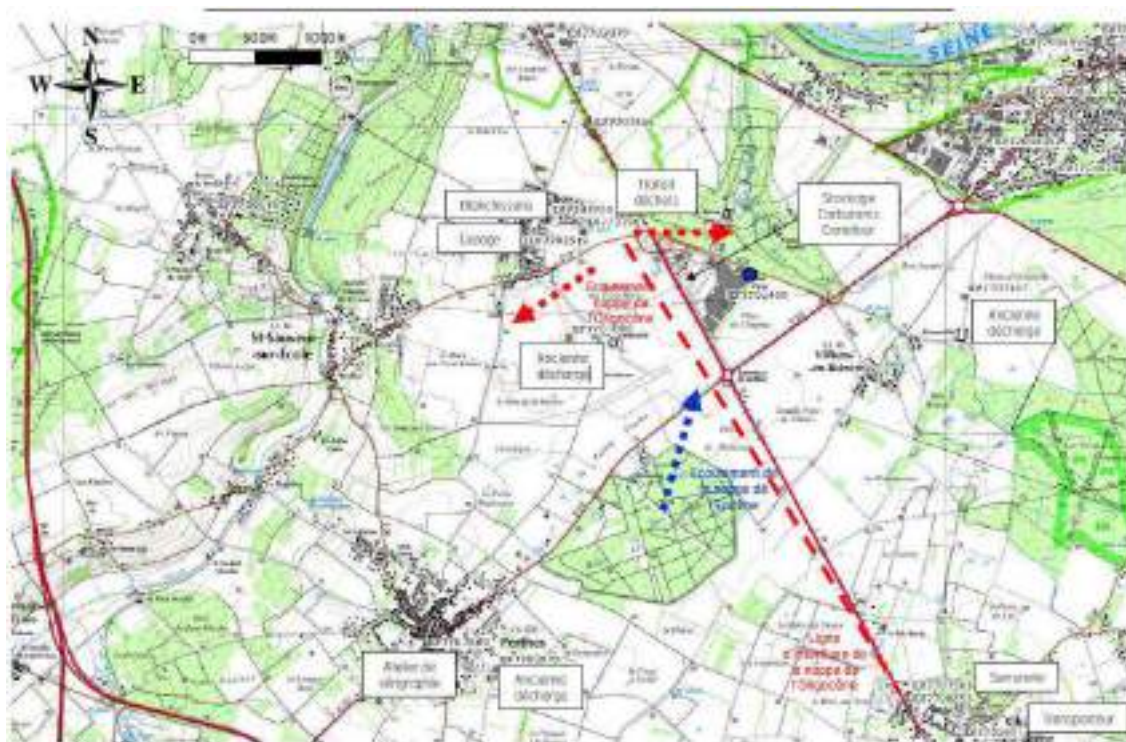


Figure 7-4 : Implantation des principaux risques industriels

L'inventaire de l'ensemble des risques de pollution apparaît sur la figure 7-5 ci-après.

### 7.3 Assainissement

La commune de Villiers-en-Bière est dotée d'un assainissement collectif, les eaux usées sont collectées et dirigées vers la STEP de villiers-en-Bière, 700 m au nord du bourg, le rejet des eaux traitées s'effectue dans le ru de la mare aux Evées.

Les principaux bourgs : Perthes, Chailly en Bière, possèdent un assainissement collectif et se situent à l'aval du captage communal de Villiers-en-Bière.



## 7.4 Carte d'inventaire des foyers potentiels de pollution

La carte d'inventaire des principaux risques de pollutions est présentée ci-dessous, figure 7-5 :

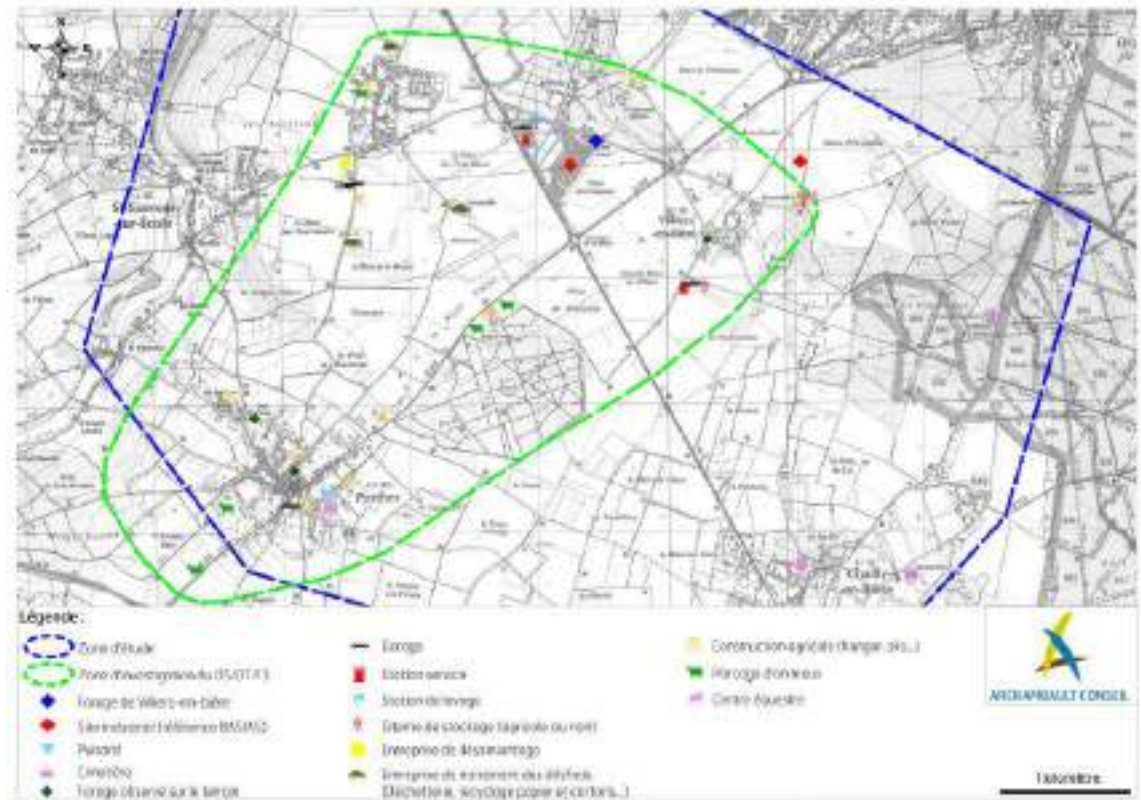


Figure 7-5 : Implantation des principaux risques de pollutions des nappes d'eaux souterraines (annexe 15 rapport Archambault)

## 8- Avis de l'Hydrogéologue agréé

Le captage EDCH de la commune de Villiers-en-Bière capte une nappe captive au sein des calcaires de Champigny (Ludien, eocène) entre 23 et 55m qui est en charge, sous les argiles et marnes vertes et blanches du Sannoisien inférieur (Oligocène).

Ce captage se situe donc en zone peu vulnérable, hors de zones inondables. Hormis le centre commercial, l'environnement est plutôt agricole avec des zones de protection de type Natura 2000. L'ancien dépôt d'ordure situé à 2 km au SW, fait l'objet d'un suivi de la qualité de la nappe superficielle. La qualité de cette nappe superficielle est également suivie au droit des cuves de stockage de carburant du centre commercial. Cette nappe superficielle constitue une bonne protection vis à vis de la nappe plus profonde captée par le forage de Villiers en Bière.

Du point de vue qualité, il apparaît que la nappe des calcaires de Champigny, au droit du forage est d'excellente qualité.

La mise en place des périmètres de protection autour de ce captage devrait permettre le maintien de cette bonne qualité. C'est la raison pour laquelle, je donne un avis favorable à l'instauration des périmètres de protection sur le captage de Villiers-en-Bière P1 n° 0258-5X-00489.

### 8.1 Sur les disponibilités en eau

Les tests de pompages réalisés sur le captage communal de Villiers-en-Bière, ainsi que le suivi piézométrique des niveaux des nappes permettent de penser que l'aquifère sollicité est en mesure de satisfaire les prélèvements demandés :

- Débit instantané :  $70 \text{ m}^3/\text{h}$
- Débit journalier maximum:  $1400 \text{ m}^3/\text{j}$
- Débit annuel :  $270\,000 \text{ m}^3/\text{an}$

### 8.2 Sur l'aménagement du captage

Le captage actuel est exploitable en l'état, sans aménagement particulier.



## 8.3 Sur la délimitation des périmètres de protection

Afin d'assurer la protection des captages de Villiers-en-Bière, 3 périmètres de protection sont préconisés :

### 8.3.1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate, actuellement clôturé de façon hétérogène, sera adapté afin d'éviter que les gestionnaires des antennes de télécommunication ne puissent pas atteindre la tête de forage. Pour ce fait, une clôture de 2 m de hauteur séparera l'actuel enclos en deux parties : une partie captage, et une partie réservoir, selon le schéma ci-dessous :

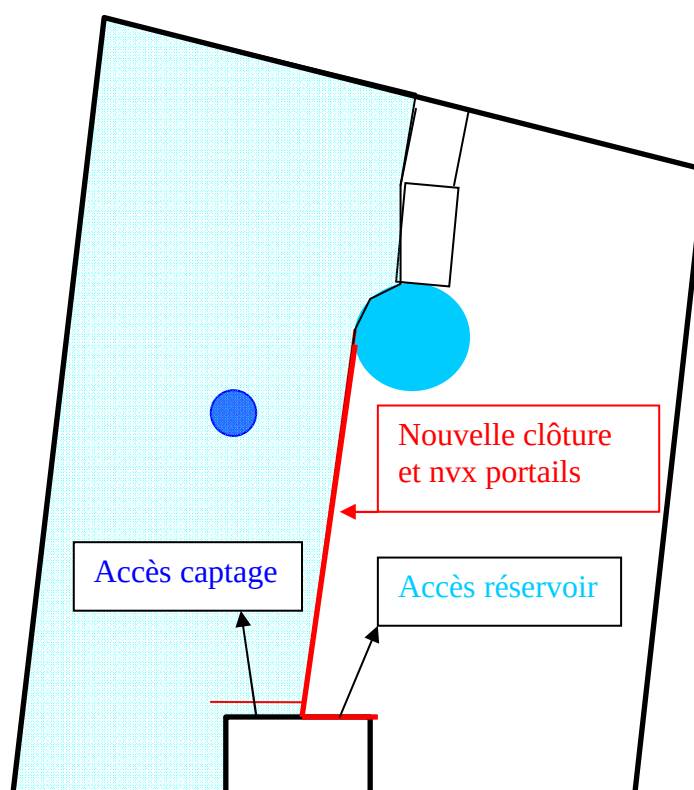


Figure 8-1 : Périmètre de Protection Immédiate:

On profitera de ce réaménagement afin de remettre la totalité de la clôture à 2 m de hauteur. Le portail d'entrée sera cadénassé.

L'ancien poteau électrique avec son transformateur sera démonté et évacué.

Dans ce périmètre, toute activité étrangère à l'exploitation des eaux sera interdite. Ce périmètre sera entretenu sans utilisation de pesticide ni d'herbicide. Aucun produit chimique autre que ceux nécessaires à l'exploitation ne sera entreposé dans ce périmètre.

On veillera à ce que les margelles et les capots de fermeture de la tête de forage soient étanches, et qu'il n'y ait aucun risque de pénétration d'eau superficielle.

Un système de protection par alarme télétransmise sera mis en place.

### 8.3.2 Périmètre de protection rapprochée

Ce périmètre a été défini à partir de l'isochrone 200 jours, ainsi que des risques potentiels de pollution et du sens d'écoulement des nappes. Ce périmètre prend également en compte le caractère profond et semi captif de la nappe d'eau souterraine captée.

Le tracé de ce périmètre de protection rapprochée est reporté ci-après.

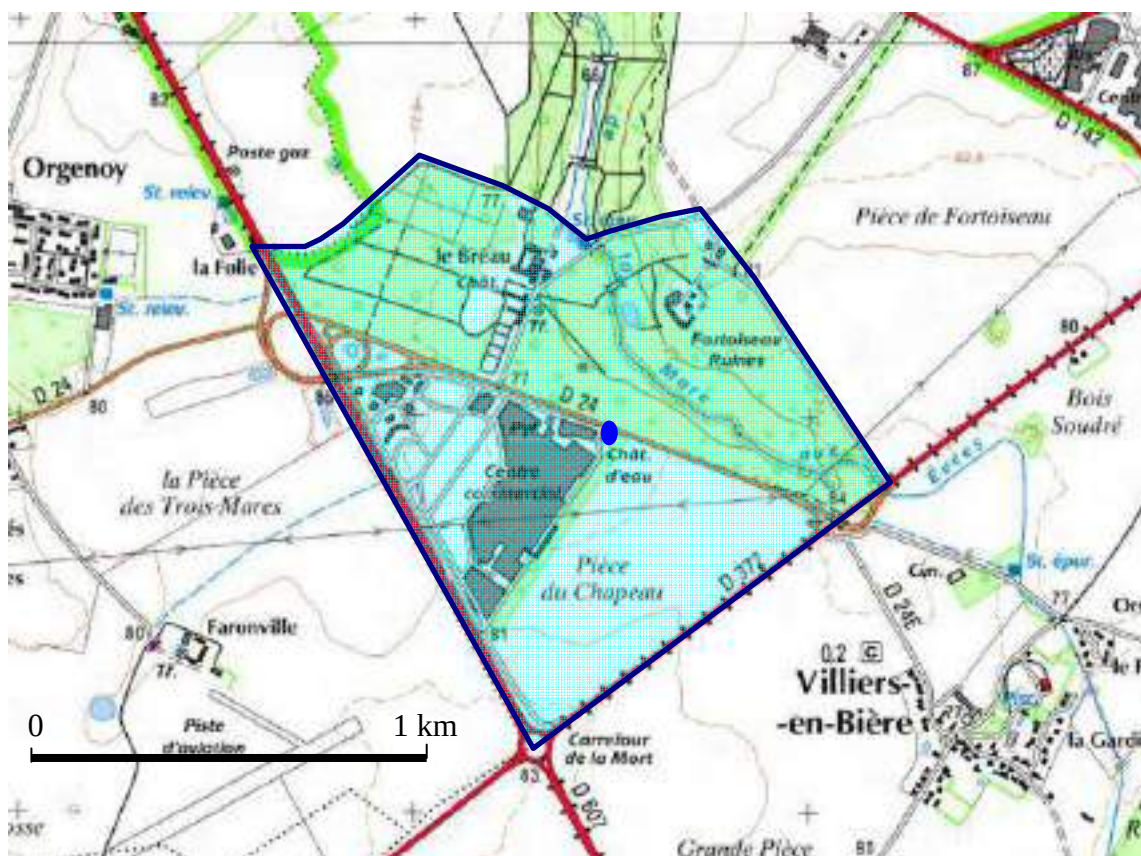


Figure 8-2 : Définition du Périmètre de Protection Rapprochée

Dans ce périmètre toutes activités, installations ou dépôts susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux captées seront soumis à l'avis de la Police de l'Eau, et ce, afin de prescrire éventuellement les dispositions nécessaires pour prévenir les risques présentés vis à vis des eaux captées.

Dans ce périmètre se trouve le centre commercial Carrefour. Une première enquête permet de supposer qu'il n'entraîne pas de pollution de la nappe d'eau souterraine tant que les installations d'assainissement sont entretenues et vérifiées annuellement. Un rapport signalant l'état des installations devra être transmis annuellement à la Police de l'Eau. Le contrôle annuel de la qualité des eaux, autour des cuves de la station service devra également être effectué.

Un forage est signalé sous le n° 0258-6X-0228, il serait situé dans le centre commercial, il faudra enquêter afin de le retrouver et de s'assurer qu'il a été réalisé dans les règles de l'art, qu'il ne met pas en communication la nappe superficielles de l'Oligocène et la nappe captée de l'Eocène. Si on retrouve cet ouvrage et que l'on ne puisse pas prouver qu'il est fait dans les règles de l'art, il faudra le reboucher dans les règles de l'art.

Dans ce périmètre, une enquête à la parcelle devra être effectuée, afin de répertorier et diagnostiquer l'ensemble des cuves, puisards, puits et forages existants. Tous les puisards, cuves, ou puits recevant des eaux vannes ou susceptibles d'être pollués seront rebouchés et / ou un raccordement au réseau d'assainissement collectif ou privé, sera réalisé si nécessaire. Les cuves de carburant et de fuel devront être conformes à la réglementation actuelle.

Les puits de moins de 20 m de profondeur, utilisés uniquement pour capter de l'eau d'arrosage pourront être conservés dans la mesure où ils sont en bon état, bien entretenus, avec une margelle étanche hors inondation.

Les puits dont la profondeur excède 20 m devront faire l'objet d'un diagnostic avec inspection caméra pour s'assurer qu'ils sont en bon état et régulièrement utilisés et qu'ils ne mettent pas en relation les différentes nappes. Tout ouvrage non réalisé dans les règles de l'art devra être réhabilité ou rebouché.

Les ICPE incluses dans ce périmètre devront s'assurer qu'elles ne génèrent aucun risque de pollution du sous sol et des nappes d'eau, et qu'elles soient totalement conformes à la réglementation générale et à leur propre autorisation.

A l'intérieur de ce périmètre de protection rapprochée, les activités suivantes seront interdites ou rigoureusement autorisées après instruction administratives :

- les nouveaux captages d'eau, autres que ceux destinés à l'EDCH de Villiers-en-Bière,
- le déversement d'effluent dans le sol et le sous sol,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- l'ouverture d'excavations supérieures à 3 m de profondeur, autres que celle nécessaires aux travaux d'aménagements urbains, aux passages des réseaux de distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphonie et télétransmission, chaleur, assainissement, voiries, à l'exception des piscines et sous sol des maisons d'habitation.
- l'installation de dépôt d'ordures ménagères, de détritiques, de produits radioactifs, de cimetières, et de tous autres produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'installation de gazoduc ou d'oléoduc régionaux d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- les installations de stockage d'hydrocarbure liquide ou gazeux, de produits chimiques et d'eau usée de toutes natures, autres que domestiques ou nécessaires à l'activité industrielle ou commerciale locale,
- la construction de bâtiments ou d'habitations non assainis collectivement,
- le stockage en dehors du siège d'exploitation d'engrais organique ou chimique et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation du sol ou à la lutte contre les ennemis des cultures et des herbages,

-l'établissement d'étable et de stabulation libre, permanente ou mobile, à l'exception d'animaux de loisir en nombre limité,

-le dépôt de fumier aux champs quelque qu'en soit la durée,

-le retournement des surfaces en herbes du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> mars, à l'exception des travaux préparatoires à la plantation d'arbres,

-l'emploi d'herbicides sur toutes les surfaces imperméabilisées ou semi imperméabilisées, sur les autres surfaces les traitements préventifs par désherbants racinaires. Seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur les jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués et peu mobiles (KOC<1000),

-les apports de fertilisation azotée minérale ou organique en dehors des périodes prescrites par la réglementation générale. Ces apports devront être conformes aux recommandations agricoles et ne pas dépasser les doses nécessaires aux plantes,

-l'utilisation de produits phytosanitaires par voies aéroportée,

-les apports de fertilisant, de pesticides et de produits phytosanitaires ne devront pas être réalisés à moins de 35 m des forages.

-le déboisement. Les espaces boisés devront être classés en espaces boisés à conserver au document d'urbanisme au titre L130.1 du code de l'urbanisme,

-les épandages de boues de station d'épuration, des effluents d'industries agroalimentaires, les jus d'ensilage, des eaux résiduaires d'origine domestique et de matière de vidange,

-la création de réseaux de drainage, de plan d'eau, de mare ou d'étang,

-le remblaiement sans précautions particulières des excavations et puits existants,

-la création de cimetière

-le camping et le stationnement des caravanes en nombre,

Les installations existantes devront être conformes à la réglementation générale, les ICPE devront respecter la réglementation particulière à leur activité.



### 8.3.3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée a pour vocation de faciliter la protection des aquifères contre les pollutions chimiques accidentelles ou chroniques. Néanmoins, la faible vulnérabilité de la nappe de Calcaires de Champigny ne nécessite pas une extension couvrant habituellement le bassin hydrogéologique d'alimentation du captage. La figure ci-après délimite ce périmètre de protection éloignée.

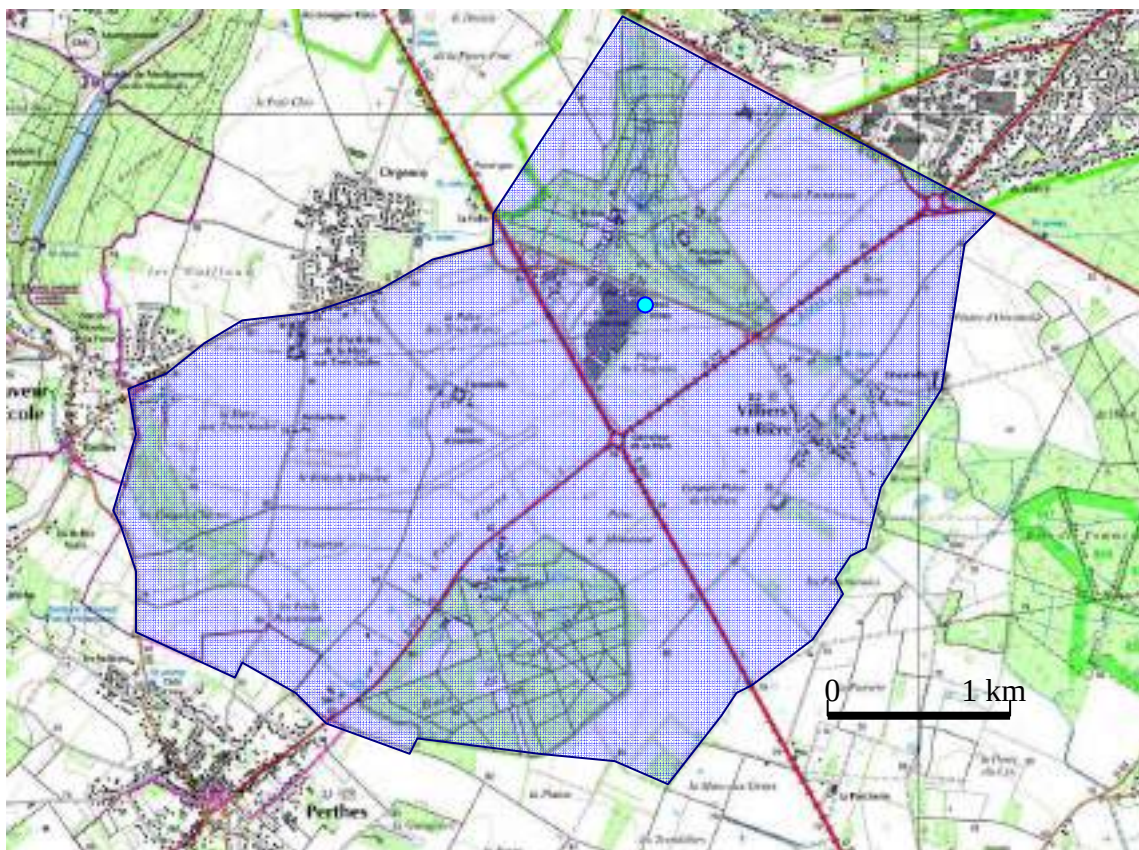


Figure 8-3 : Périmètre de Protection Eloignée

C'est par précaution, afin de conserver la bonne qualité de l'aquifère du Champigny au droit du captage, que nous instaurons un périmètre de protection éloignée.

La nappe captée des calcaires de Champigny est sous protection de la nappe Oligocène via les marnes vertes qui constituent un imperméable. Mais il s'avère que ces marnes vertes ne sont pas toujours suffisamment épaisses ou continues, pour assurer une protection parfaite, et il est vraisemblable qu'une « drainance descendante diffuse » de la nappe supérieure vers la nappe inférieure, assure une alimentation partielle de la nappe des calcaires de Champigny. Cette drainance s'accompagne très certainement d'une auto-épuration via les marnes vertes.

Un autre risque beaucoup plus gênant est la communication entre l'aquifère superficiel et l'aquifère profond via un forage profond mal équipé.

C'est pour cette raison que nous préconisons de réaliser un inventaire systématique de tous les forages situés au sein de ce périmètre de protection éloignée (déclarés ou non). Ils devront être répertoriés et diagnostiqués afin d'être certain qu'ils ont été réalisés dans les règles de l'art et qu'ils ne mettent pas en communication la nappe de l'Oligocène et celle de l'Eocène. Une mesure du niveau piézométrique, de la teneur en nitrate et de la profondeur, permettront de distinguer dans un premier temps les forages pouvant présenter des anomalies. Ces ouvrages devront alors soit être rebouchés dans les règles de l'art, soit,

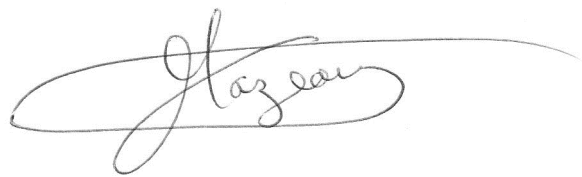


une auscultation par caméra vidéo, ainsi qu'un pompage pour prélèvement d'eau et analyses, seront effectués afin de constater ou non, leur bon état physique et chimique.

Dans ce périmètre, les activités seront soumises aux prescriptions suivantes :

- pour tout nouveau projet soumis à une procédure préfectorale d'autorisation ou de déclaration, une étude d'impact devra faire le point sur les risques susceptibles d'entraîner une pollution des sols et des aquifères. Les mesures prises pour les prévenir devront être présentées,
- d'une façon générale, toute activité nouvelle devra prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur, dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet,
- concernant les activités agricoles ou assimilées, elles devront suivre scrupuleusement la directive nitrate ainsi que les différents programmes d'actions départementales.
- les épandages de boues d'installations classées seront soumis à avis des services de l'Etat et des collectivités locales.

A l'Etang-la-Ville le 3 janvier 2014

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mazeau', with a large, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Michel MAZEAU

*Hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène  
publique pour le département de la Seine et Marne*

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

**DECISION DU PRESIDENT N° 83/2021**

**OBJET :** PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS DE LA  
COMMUNE DE VILLIERS-EN-BIERE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (C.A.M.V.S),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et, notamment, ses articles L.1321-1, L.1321-2, L.1321-5, et L.5211-5 ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) ;

VU la délibération n°2019.2.4.49 du 1<sup>er</sup> avril 2019 portant autorisation au Président de dresser les procès-verbaux de mise à disposition nécessaire à l'exercice des compétences transférées ;

**CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, la compétence Eau Potable, au titre de ses compétences obligatoires ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition de la CAMVS les biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice de cette compétence, ainsi que, l'ensemble des droits et obligations qui y sont rattachés ;

**DÉCIDE,**

**Article 1<sup>er</sup> :** **DE SIGNER**, ou son représentant, le procès-verbal (projet ci-annexé) de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence Eau Potable par la commune de Villiers-en-Bière à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, et ses annexes, ainsi que tous les documents s'y rapportant.

**Article 2 :** **DE DIRE** que le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Trésorier Principal de Melun Val de Seine, secteur public local,

**Article 3 :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Dammarie-lès-Lys, le 09/06/2021

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal administratif de Melun.*

Accusé de réception

077-247700057-20210101-43706-AR-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2021

Publication ou notification : 9 juin 2021

Signé par le Président, Louis VOGEL



Louis Vogel

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Louis Vogel", written over a light background.

Président de la CAMVS  
Maire de Melun  
Conseiller Régional

# **PROCES-VERBAL CONSTATANT LA MISE A DISPOSITION DE BIENS NÉCESSAIRES À L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE TRANSFERÉE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE POUR LA COMMUNE DE VILLIERS-EN-BIÈRE**

## **Entre les soussignés**

La Commune de Villiers-en-Bière représentée par Monsieur Alain Truchon son Maire, habilité à cet effet par une délibération du conseil municipal en date du *08 juin 2020 délibération n°92* -

Ci-après désignée « la Commune ».

## **Et**

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) représentée par Monsieur Louis Vogel, son Président, habilité à cet effet par une délibération du Conseil communautaire en date du.

Ci-après désignée « la CAMVS ».

Vu les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral 2019/DRCL/BLI/n°75 portant modification des statuts de la CAMVS avec l'ajout des compétences « gestion des eaux pluviales urbaines », « eau potable » et « assainissement des eaux usées ».

En application de l'article L.5211-5 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, aux deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et aux articles L.1321-3, L.1321-4 et L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité.

## **Etant préalablement exposé**

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, ont modifié les dispositions des articles L. 5214-16 et L. 5216-5 du CGCT, actant le transfert, à titre obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, des compétences « eau » et « assainissement » à l'ensemble des communautés de communes et communautés d'agglomération.

En application des articles précités du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent procès-verbal est conclu entre la commune de Villiers-en-Bière et la CAMVS afin de préciser la consistance, la situation juridique et l'état des biens.

La CAMVS se substitue de plein droit à la Commune, à la date du transfert de la compétence de l'ensemble des immobiliers et des biens meubles qui lui sont rattachés.

## **ARTICLE 1 : OBJET**

Par le présent procès-verbal, la commune de Villiers-en-Bière met à disposition de la CAMVS, qui l'accepte, les biens affectés à la compétence eau potable.

Cette mise à disposition est consentie dans les conditions précisées ci-après.

La commune demeurant compétente en matière de défense extérieure contre les incendies, les biens affectés à cette compétence sont exclus de la présente mise à disposition.

## **ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES BIENS**

| Année Subvention | Libellé subvention                                        | Montant subvention | Durée | Montant cumulé des reprises | Imputation sur BP |
|------------------|-----------------------------------------------------------|--------------------|-------|-----------------------------|-------------------|
| 2011             | SUB TRAVX ADDUCTION EAU (département)                     | 1267,67            | 50    | 202,80                      | 1313              |
| 2012             | SUBVENTION (département)                                  | 1267,67            | 50    | 177,45                      | 1313              |
| 2012             | REHABILITATION CHATEAU D'EAU (département)                | 1603,84            | 50    | 224,56                      | 1313              |
| 2012             | SUBVENTION TRAVX CHATEAU D'EAU (Agence de l'Eau)          | 41 213,00          | 50    | 5769,82                     | 13111             |
| 2013             | REINFORC EAU POTABLE RUE BASCUL (département)             | 43132,25           | 50    |                             | 1313              |
| 2013             | SUBVENTION (département)                                  | 1 267,00           | 50    |                             | 1313              |
| 2013             | SUBVENTION (Agence de l'Eau)                              | 10 303,00          | 50    |                             | 13111             |
| 2013             | SUBVENTION (Agence de l'Eau)                              | 877,00             | 50    |                             | 13111             |
| 2013             | SUB REHAB CHATEAU D'EAU (département)                     | 7926,69            | 50    |                             | 1313              |
| 2013             | SUBV REHAB CHATEAU D'EAU (département)                    | 2 834,20           | 50    |                             | 1313              |
| 2014             | SUBVENTION (département)                                  | 1267,65            | 50    | 126,90                      | 1313              |
| 2014             | SUBVENTION PERIMETRE PROTECTION (département)             | 589,95             | 50    | 59,00                       | 1313              |
| 2017             | Subvention département (périmètres de protection captage) | 6711,05            | 50    | 268,44                      | 1313              |
| 2018             | Aide 1116493 Agence de l'Eau                              | 8 469,00           | 50    | 169,38                      | 13111             |
| 2019             | Subvention département (protection du captage)            | 4140,57            | 50    |                             | 1313              |
| 2019             | Aide 1130754 - Agence de l'Eau                            | 5 521,00           | 50    |                             | 13111             |
|                  | <b>TOTAUX</b>                                             | <b>138 391,54</b>  |       | <b>6 998,35</b>             |                   |

Les emprunts sont transférés pour un capital restant dû au 31 décembre 2019 de 100 000,00€ imputés au compte 1641.

| Références        | Prêteur | Date de versement | Date de fin | Durée | Taux (%) | Taux type | Périodicité (2) | Capital initial | Capital restant dû | Amortissements cumulés | Intérêts cumulés | Échéances cumulées |
|-------------------|---------|-------------------|-------------|-------|----------|-----------|-----------------|-----------------|--------------------|------------------------|------------------|--------------------|
| 0000103<br>0281-1 | CA      | 23/07/2019        | 23/07/2034  | 180   | 0,88     | D         | A               | 100 000,00      | 100 000,00         | 0,00                   | 0,00             | 0,00               |
| Total 1641        |         |                   |             |       |          |           |                 | 100 000,00      | 100 000,00         | 0,00                   | 0,00             | 0,00               |
| Total             |         |                   |             |       |          |           |                 | 100 000,00      | 100 000,00         | 0,00                   | 0,00             | 0,00               |

## ARTICLE 7 : COMPTABILISATION DU TRANSFERT

La présente mise à disposition sera comptablement constatée par opérations d'ordre non budgétaire.

## ARTICLE 8 : DURÉE

La mise à disposition des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Cette mise à disposition pourra prendre fin à la suite de :

- La suppression de la compétence eau potable de la CAMVS,
- Au retrait de la commune de Villiers-en-Bière de la CAMVS,
- La dissolution de la CAMVS.

## ARTICLE 9 : MODIFICATION DU TRANSFERT

Toute modification des clauses du présent procès-verbal fera l'objet d'un avenant dûment établi contradictoirement entre la commune de Villiers-en-Bière et la CAMVS.

## ARTICLE 10 : LITIGES



Si aucune solution amiable n'est trouvée ou si elle n'est pas acceptée par les deux parties, tous les litiges auxquels le présent procès-verbal pourra donner lieu, seront réglés par le Tribunal Administratif de Melun.

Fait à Villiers-en-Bière le 7 Juin 2024

La commune de Villiers-en-Bière



Le Maire  
Alain Truchon

La Communauté d'Agglomération Melun  
Val de Seine

Le Président  
Louis Vogel

# **ANNEXE 1 – Etat de l'actif eau potable transféré**

| COMPTE | N° INVENTAIRE                | DÉSIGNATION DU BIEN                                 | CATÉGORIE INVENTAIRE                     | DATE ACQUISITION | DURÉE AMORTISSEMENT | VALEUR BRUTE | AMORTISSEMENTS | VALEUR NETTE |
|--------|------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------|---------------------|--------------|----------------|--------------|
| 2115   | 4100337-00000000000000000001 | TERRAIN CHATEAU D'EAU                               | NON AMORTISSABLE                         | 01/01/1996       | 0                   | 1 845,26     | 0,00           | 1 845,26     |
| 2138   | 410033CHATEAU D'EAU 2012     | REHABILITATION DU CHATEAU D'EAU TRX 2012            | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 50 ANS | 31/12/2012       | 50                  | 133 506,68   | 16 021,44      | 117 485,24   |
| 2138   | 410033CHATEAU D'EAU 2013     | CHATEAU D'EAU 2013                                  | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 50 ANS | 31/12/2013       | 50                  | 17 067,20    | 1 706,70       | 15 360,50    |
| 2138   | 410033PERIMETRE              | PERIMETRE DE PROTECTION                             | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 50 ANS | 18/02/2013       | 50                  | 1 966,50     | 196,65         | 1 769,85     |
| 2138   | 410032019-02                 | TRAVAUX CHATEAU D'EAU                               | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 25 ANS | 22/02/2019       | 25                  | 1 924,69     | 0,00           | 1 924,69     |
| 2138   | 410032019-03                 | Trav. Chateau d'eau                                 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 25 ANS | 22/02/2019       | 25                  | 14 637,60    | 0,00           | 14 637,60    |
| 21531  | 410033ADDITION EAU 2013      | ADDITION EAU RUE BASCULE                            | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 31/12/2013       | 30                  | 93 827,90    | 9 382,80       | 84 445,10    |
| 21531  | 410033ADDITION EAU 2014      | TRAVAUX ADDUCTION EAU 2014                          | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 31/12/2014       | 30                  | 44 584,96    | 4 731,03       | 39 853,93    |
| 21531  | 410033R-00000000000000000001 | RESEAU EAU                                          | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 01/01/2003       | 30                  | 227 903,94   | 185 876,65     | 42 027,29    |
| 21531  | 410032015-01                 | CANALISATION GRANGES                                | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 31/12/2014       | 30                  | 4 772,64     | 381,80         | 4 390,84     |
| 21531  | 410032017-01EAL              | protection captage eau potable                      | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 10/03/2017       | 30                  | 4 910,16     | 189,97         | 4 720,19     |
| 21531  | 410032017-02EAU              | modification de réseaux ARP                         | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 12-05/2017       | 30                  | 3 982,26     | 159,30         | 3 822,96     |
| 21531  | 410032019-EAL                | mise au état. Renf. Canalisation eau potable 24     | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 17/06/2019       | 30                  | 1 750,00     | 0,00           | 1 750,00     |
| 21531  | 410032019-04                 | ANNONCE TRAVAUX RESEAU ADDUCT                       | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 05/04/2019       | 30                  | 644,84       | 0,00           | 644,84       |
| 21531  | 410032019-10                 | intéressés. Renfort canalisation eau potable RD 372 | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 06/05/2019       | 30                  | 1 750,00     | 0,00           | 1 750,00     |
| 21531  | 410032019-11                 | Renforcement canalisation eau potable BASCULE       | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 07/05/2019       | 30                  | 347,96       | 0,00           | 347,96       |
| 21531  | 410032019-20                 | Publication Annonce renforcement canalisation eau   | BIEN DE FAIBLE VALEURS (1 AN)            | 07/05/2019       | 1                   | 14,84        | 0,00           | 14,84        |
| 21531  | 410032019-21                 | Publication Annonce renforcement canalisation eau   | AMORTIS INDIVIDUALISABLE LINEAIRE 30 ANS | 07/05/2019       | 30                  | 634,00       | 0,00           | 634,00       |

| 21531        | 410032019-23      | TRAVAUX RENFORCEMENT<br>CANALISATION EAU POTABLE<br>BASC | BIEN DE FAIBLE VALEURS (1<br>AN)            | 05/07/2019 | 1  | 800,00     | 0,00       | 800,00     |
|--------------|-------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------|------------|----|------------|------------|------------|
| 21531        | 410032019-24      | TRAVAUX RESEAU AEP<br>BASCULE 1                          | AMORTIS INDIVIDUALISABLE<br>LINEAIRE 30 ANS | 11/07/2019 | 30 | 72 556,33  | 0,00       | 72 556,33  |
| 21531        | 410032019-27      | Renforcement reseau adduction Eau<br>AMO RD24            | AMORTIS INDIVIDUALISABLE<br>LINEAIRE 30 ANS | 30/07/2019 | 30 | 92 222,08  | 0,00       | 92 222,08  |
| 21531        | 410032019-30      | renforcement eau rd 24                                   | AMORTIS INDIVIDUALISABLE<br>LINEAIRE 30 ANS | 31/10/2019 | 30 | 18 787,00  | 0,00       | 18 787,00  |
| 21531        | 410032019-31      | rd 24 travaux eau - raccordement sur<br>canalisation     | AMORTIS INDIVIDUALISABLE<br>LINEAIRE 30 ANS | 31/10/2019 | 30 | 13 503,12  | 0,00       | 13 503,12  |
| 21531        | 410032019-32      | pose ventouse et vidange bascule                         | AMORTIS INDIVIDUALISABLE<br>LINEAIRE 30 ANS | 05/11/2019 | 30 | 4 536,00   | 0,00       | 4 536,00   |
| 21531        | 410032016-001 E.A | trix canalisation rdt bascule                            | AMORTIS INDIVIDUALISABLE<br>LINEAIRE 30 ANS | 29/11/2016 | 30 | 31 630,81  | 1 899,06   | 29 731,75  |
| 21538        | 410032015-001     | POSE REGARD COMPACT SUR<br>BRANCHEMENT                   | AMORTIS INDIVIDUALISABLE<br>LINEAIRE 30 ANS | 22/10/2015 | 50 | 1 305,64   | 104,45     | 1 201,19   |
| <b>TOTAL</b> |                   |                                                          |                                             |            |    | 791 427,21 | 220 629,85 | 570 797,36 |

*[Signature]*

# **ANNEXE 2 – Etat des subventions transférables**

| <b>Année Subvention</b> | <b>Libellé subvention</b>                                 | <b>Montant subvention</b> | <b>Durée</b> | <b>Montant cumulé des reprises</b> | <b>Imputation sur BP</b> |
|-------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------|--------------|------------------------------------|--------------------------|
| 2011                    | SUB TRAVX ADDUCTION EAU (département)                     | 1267,67                   | 50           | 202,80                             | 1313                     |
| 2012                    | SUBVENTION (département)                                  | 1267,67                   | 50           | 177,45                             | 1313                     |
| 2012                    | REHABILITATION CHATEAU D'EAU (département)                | 1603,84                   | 50           | 224,56                             | 1313                     |
| 2012                    | SUBVENTION TRAVX CHATEAU D'EAU (Agence de l'Eau)          | 41 213,00                 | 50           | 5769,82                            | 1311                     |
| 2013                    | RENFORCEMENT POTABLE RUE BASCUL (département)             | 43132,25                  | 50           |                                    | 1313                     |
| 2013                    | SUBVENTION (département)                                  | 1 267,00                  | 50           |                                    | 1313                     |
| 2013                    | SUBVENTION (Agence de l'Eau)                              | 10 303,00                 | 50           |                                    | 1311                     |
| 2013                    | SUBVENTION (Agence de l'Eau)                              | 877,00                    | 50           |                                    | 1311                     |
| 2013                    | SUB REHAB CHATEAU D'EAU (département)                     | 7926,69                   | 50           |                                    | 1313                     |
| 2013                    | SUBV REHAB CHATEAU D'EAU (département)                    | 2 834,20                  | 50           |                                    | 1313                     |
| 2014                    | SUBVENTION (département)                                  | 1267,65                   | 50           | 126,90                             | 1313                     |
| 2014                    | SUBVENTION PERIMETRE PROTECTION (département)             | 589,95                    | 50           | 59,00                              | 1313                     |
| 2017                    | Subvention département (périmètres de protection captage) | 6711,05                   | 50           | 268,44                             | 1313                     |
| 2018                    | Aide 116493 – Agence de l'Eau                             | 8 469,00                  | 50           | 169,38                             | 1311                     |
| 2019                    | Subvention département (protection du captage)            | 4140,57                   | 50           |                                    | 1313                     |
| 2019                    | Aide 1130754 – Agence de l'Eau                            | 5 521,00                  | 50           |                                    | 1311                     |
|                         | <b>TOTAUX</b>                                             | <b>138 391,54</b>         |              | <b>6 998,35</b>                    |                          |



### ANNEXE 3 – Descriptif des ouvrages transférés

| Nom du bien        | Date de mise en service | Parcelle cadastrale | Contenants en cours | Travaux en cours | Etat général |
|--------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|------------------|--------------|
| Forage communal    | 1967                    | OA 104              | NON                 | NON              | Moyen        |
| Réservoir communal | 1967                    | OA 104              | NON                 | NON              | Non          |



#### Réseau

Ensemble du réseau communal : canalisations, branchements, et les organes de réseau (compteurs, vanne, ventouse, ...) hors ouvrages liés à la défense extérieure contre les incendies.





nemours@geomexpert.com  
www.geomexpert.com  
01 64 28 02 63  
27 rue des Hauteurs du Loing  
77140 NEMOURS

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE  
COMMUNE DE VILLIERS EN BIERE

Melun Val de Seine  
Aménagement

Plan parcellaire

Forage Villiers 1

DOSSIER :  
**N07613.1**

ÉCHELLE :  
1/2500 ème

| MODIFICATIONS : |            |            |              |                              |
|-----------------|------------|------------|--------------|------------------------------|
| INDICE          | DATE       | ÉTABLI PAR | CONTROLÉ PAR | MODIFICATIONS / OBSERVATIONS |
| 1.              | 04/06/2025 | DH         | AR           | Plan parcellaire             |

#### GÉOMÈTRES-EXPERTS

**Arnaud ROUSSELET**  
Géomètre-Expert DPLG  
**Jérôme TRIMOUILLE**  
Géomètre-Expert DPLG  
**Adèle CORBEAU**  
Ingénieure ESOT

#### ACTIVITÉS

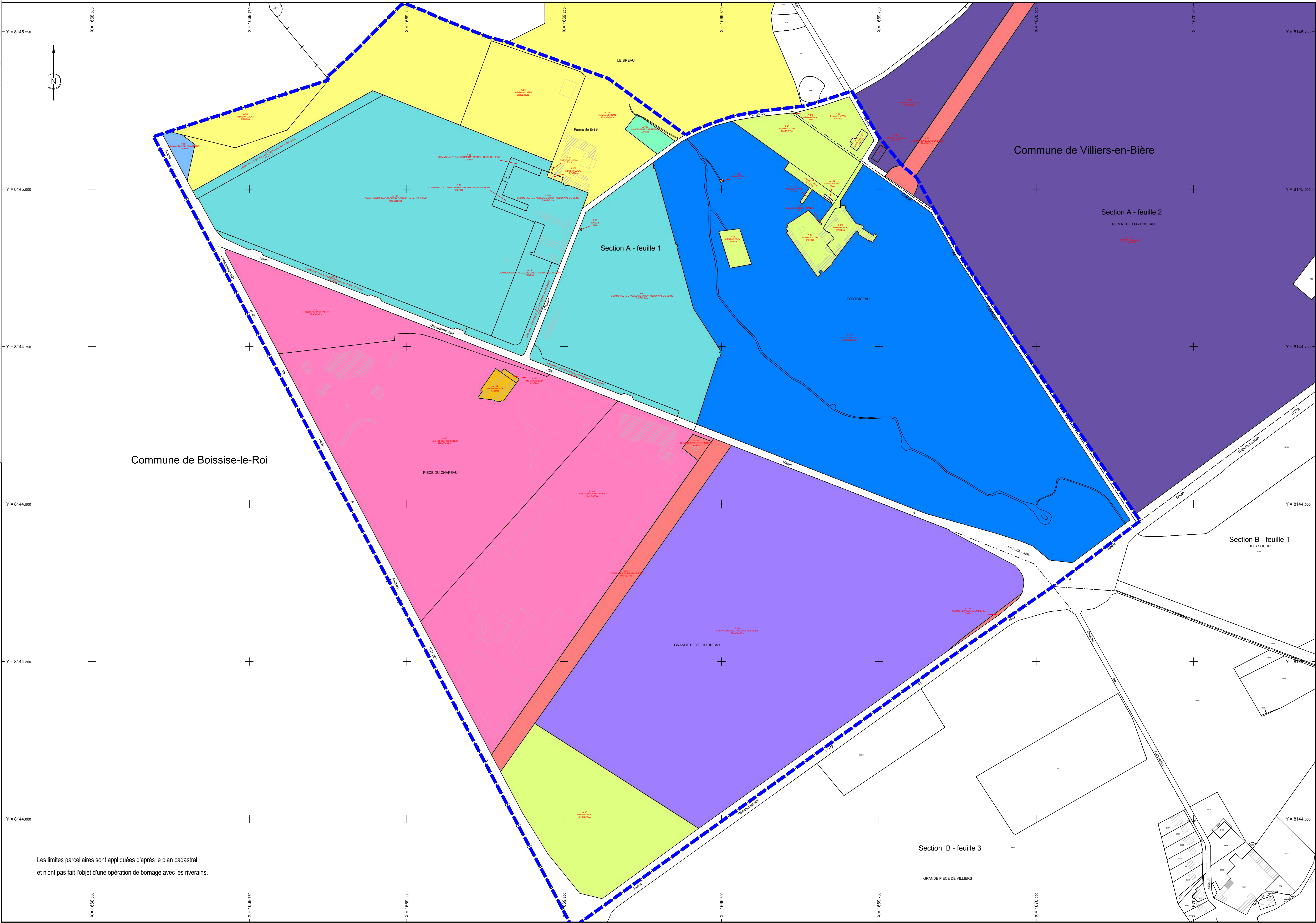
BORNAGE / EXPERTISE FONCIÈRE  
DIVISION FONCIÈRE / AMÉNAGEMENT  
A.F.A.E.  
TOPOGRAPHIE  
DETECTION DE RÉSEAUX

PHOTOGRAMMÉTRIE  
AMÉNAGEMENT URBAIN  
CORPORÉTÉ / DIVISION EN VOLUMES  
URBANISME OPÉRATIONNEL  
LEVÉ D'ARCHITECTURE / SCANNER 3D

Zone de protection rapprochée du forage

| Inventaire des propriétés impactées                              |                 |               |         |
|------------------------------------------------------------------|-----------------|---------------|---------|
| Propriétaire                                                     | Parcelle        | Contenance    | Couleur |
| COMMUNUTE D AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE                     | 077518000 A0007 | 31a 35ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0008 | 6ha 71a 10ca  |         |
|                                                                  | 077518000 A0009 | 27a 62ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0010 | 78a 75ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0011 | 07a 33ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0015 | 07a 33ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0058 | 47a 77ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0064 | 47a 20ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0109 | 11ha 09a 81ca |         |
|                                                                  | 077518000 A0110 | 21ha 02a 33ca |         |
| COMMUNE VILLERS EN BIERE                                         | 077518000 A0003 | 1ha 72a 71ca  |         |
|                                                                  | 077518000 A0085 | 2ha 28a 21ca  |         |
|                                                                  | 077518000 A0104 | 10a 41ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0153 | 09a 07ca      |         |
| COMPAGNIE DES POLDERS DE L'OUEST                                 | 077518000 A0154 | 22ha 84a 09ca |         |
| DE PONTON D Amecourt Roger Paul Augustin Marie                   | 077518000 A0102 | 25ha 92a 53ca |         |
| ELECTRICITE DE FRANCE                                            | 077518000 A0116 | 02ca          |         |
| ENEDIS                                                           | 077518000 A0013 | 02ca          |         |
| IMMOBILIERE CARREFOUR                                            | 077518000 A0106 | 22a 99ca      |         |
| LES COPROPRIETAIRES                                              | 077518000 A0091 | 2ha 54a 95ca  |         |
|                                                                  | 077518000 A0105 | 10ha 18a 26ca |         |
|                                                                  | 077518000 A0125 | 12ha 25a 54ca |         |
|                                                                  | Total :         | 24ha 98a 38ca |         |
| LUGAN Stephanie Françoise Colette                                | 077518000 A0020 | 99a 29ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0056 | 2ha 02a 00ca  |         |
|                                                                  | 077518000 A0108 | 02a 17ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0111 | 72ca          |         |
| LUGAN Jeanne Thérèse                                             | 077518000 A0178 | 38ha 34a 88ca |         |
| LUGAN Florence Alice Suzanne                                     | 077518000 A0178 | 38ha 70a 88ca |         |
| MY SHARE SCPI                                                    | 077518000 A0114 | 17a 81ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0128 | 02a 07ca      |         |
| RAYNAL Robin Laurent Lucien LAMIRAND Marion                      | 077518000 A0151 | 17a 79ca      |         |
| THIESSAZ Sylvie Colette                                          | 077518000 A0041 | 03a 12ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0120 | 71ha 46a 30ca |         |
|                                                                  | 077518000 A0124 | 3ha 92a 79ca  |         |
|                                                                  | Total :         | 75ha 45a 21ca |         |
| VYAU De Baudreuil De Fontenay Genevieve Marie                    | 077518000 A0039 | 61a 73ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0040 | 9a 18ca       |         |
|                                                                  | 077518000 A0043 | 54a 53ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0044 | 13a 33ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0045 | 1ha 62a 77ca  |         |
|                                                                  | 077518000 A0046 | 20a 40ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0097 | 4ha 37a 66ca  |         |
|                                                                  | 077518000 A0162 | 27a 90ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0163 | 01a 49ca      |         |
|                                                                  | 077518000 A0164 | 06ca          |         |
| VYAU De Baudreuil De Fontenay Dominique Marie Francis Bernadette | 077518000 A0165 | 20ca          |         |
|                                                                  | 077518000 A0166 | 23ca          |         |
|                                                                  | Total :         | 7ha 80a 99ca  |         |

Les limites parcellaires sont appliquées d'après le plan cadastral  
et n'ont pas fait l'objet d'une opération de bornage avec les riverains.





Département de La Seine et Marne  
Commune de Villiers en Bière  
Etat parcellaire

| Section | N°  | Propriétaires (données issues du S.P.D.C)                                                                                              | Titre de propriété | Renseignements hypothécaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A       | 3   | 217705185 COMMUNE VILLIERS EN BIERE<br>HOTEL DE VILLE<br>77190 - VILLIERS EN BIERE                                                     | P                  | Vente par l'indivision De Ponton d'Amecourt, Delfau de Pontalba, Masson Bachasson de Montalivet, Vyau de Baudreuil de Fontenay et autres suivant un acte reçu par Me ROUZE, notaire à Senlis, le 21 mars 2011 et publié le 18 avril 2011 sous la référence d'enlissement 7704P01 2011P4157.<br>Attestation rectificative du 4 octobre 2021 publiée le 12 octobre 2021 sous la référence d'enlissement 7704P01 2011P9950. |
| A       | 82  |                                                                                                                                        |                    | Vente par l'indivision De Ponton d'Amecourt, Delfau de Pontalba, Masson Bachasson de Montalivet, Vyau de Baudreuil de Fontenay et autres suivant un acte reçu par Me ROUZE, notaire à Senlis, le 21 mars 2011 et publié le 18 avril 2011 sous la référence d'enlissement 7704P01 2011P4157.<br>Attestation rectificative du 4 octobre 2021 publiée le 12 octobre 2021 sous la référence d'enlissement 7704P01 2011P9950. |
| A       | 104 |                                                                                                                                        |                    | Vente par la Compagnie des Polders de l'Ouest suivant un acte reçu par Me DUMAND, notaire à Melun, le 7 octobre 1998 et publié le 10 novembre 1998 sous le volume n° 1998 P n° 9914.<br><br>Attestation rectificative du 6 janvier 1999 publiée sous le volume 1999 P 81.                                                                                                                                                |
| A       | 153 |                                                                                                                                        |                    | Vente par la Société Carrefour suivant un acte reçu par Me DUMAND, notaire à Melun, le 18 mars 1977 et publié le 22 avril 1977 sous le volume n°8905 n° 7.                                                                                                                                                                                                                                                               |
| A       | 7   |                                                                                                                                        |                    | 247700057 COMMUNAUTE D AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE, CAMVS<br>297 RUE ROUSSEAU VAUDRAN<br>77190 - DAMMARIE LES LYS                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| A       | 8   |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 9   |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 10  |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 14  |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 15  |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 58  |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 94  |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 109 |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 110 |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 13  | 444608442 ENEDIS<br>TOUR ENEDIS<br>34 PL DES COROLLES<br>92079 - PARIS LA DEFENSE CEDEX                                                | P                  | Absente de l'état réponse                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 20  | Madame Florence BUREAU née LUGAN le 06/07/1966 à PARIS 16E ARRONDISSEMENT (75)<br>FERME DU BREAU LE BREAU<br>77190 - VILLIERS EN BIERE | NI                 | Attestation après décès suivant un acte reçu par Me DUMAND, notaire à Melun, le 28 décembre 2006 et publié le 9 février 2007 sous la référence d'enlissement 7704P01 2007P1388.                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 56  | Monsieur Jerome LUGAN né le 28/10/1964 à PARIS 16 (75)<br>18 RUE DE LA GLACIERE<br>75013 - PARIS                                       | NI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 108 | Madame Stephanie LUGAN, Francoise Colette née le 15/11/1971 à PARIS 16E ARRONDISSEMENT (75)<br>ETG<br>2 44 BD ARAGO<br>75013 - PARIS   | NI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 111 | Madame Martine LUGAN, Louise Lucie née SAVIGNY le 25/09/1931 à PARIS 14E ARRONDISSEMENT (75)<br>18 RUE DE LA GLACIERE<br>75013 - PARIS | U                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| A       | 178 |                                                                                                                                        |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

Département de La Seine et Marne  
Commune de Villiers en Bière  
Etat parcellaire

| Section | N°  | Propriétaires (données issues du S.P.D.C)                                                                                                                               | Titre de propriété | Renseignements hypothécaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------|-----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A       | 39  | Monsieur Charles DE FONTENAY né VYAU DE BAUDREUIL DE FONTENAY le 04/12/1949 à BOULOGNE BILLANCOURT (75)<br>CHAUDRON<br>10 RUE DU BOIS MURAT<br>25160 - MONTPERREUX      | PI                 | Partage suivant un acte reçu par Me BUCHEIT, notaire à Guilha rand Granges, le 11 mai 2023 et publié le 24 mai 2023 sous la référence d'enl iasement 7704P01 2023P7362 suivi d'un acte rectificatif valant reprise pour ordre suivant un acte reçu par Me BUCHEIT, notaire à Guilha rand Granges, le 5 juin 2023 et publié le 12 juin 2023 sous la référence d'enl iasement 7704P01 2023P8288. |
| A       | 40  | Monsieur Dominique DE FONTENAY né VYAU DE BAUDREUIL DE FONTENAY le 26/12/1954 à BOULOGNE-BILLANCOURT (75)<br>1 IMP DE L'EGLISE<br>63910 - BOUZEL                        | PI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 43  | Madame Genevieve DE FONTENAY née VYAU DE BAUDREUIL DE FONTENAY le 03/09/1956 à BOULOGNE-BILLANCOURT (75)<br>933 CHE DES GRANGES D'ORSIN<br>74170 - ST GERVAIS LES BAINS | PI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 44  | Monsieur Henri VYAU DE BAUDREUIL DE FONTENAY né le 19/06/1953 à BOULOGNE-BILLANCOURT (75)<br>14 RUE BUFFON<br>21400 - CHATILLON SUR SEINE                               | PI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 45  | Monsieur Jacques DE FONTENAY né VYAU DE BAUDREUIL DE FONTENAY le 04/08/1959 à BOULOGNE-BILLANCOURT (75)<br>APT<br>45 BAT B LA GARENNE<br>58160 - IMPHY                  | PI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 46  | Madame Marguerite DU TREMOLET DE LACHEISSERIE née VYAU DE BAUDREUIL DE FONTENAY le 23/03/1947 à MONTMEYRAN (26)<br>40 PL DE L'EGLISE<br>26120 - OURCHES                 | PI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 97  | Monsieur Michel DE FONTENAY né VYAU DE BAUDREUIL DE FONTENAY le 12/11/1951 à BOULOGNE BILLANCOURT (75)<br>9 RTE DE NEVERS<br>58240 - FLEURY SUR LOIRE                   | PI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 162 | Madame Odile DE FONTENAY née VYAU DE BAUDREUIL DE FONTENAY le 25/02/1958 à BOULOGNE-BILLANCOURT (75)<br>3 RTE DE LA MAIRIE<br>58240 - FLEURY SUR LOIRE                  | PI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 163 |                                                                                                                                                                         |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 164 |                                                                                                                                                                         |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 165 |                                                                                                                                                                         |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 166 |                                                                                                                                                                         |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 41  | Madame Monique THUEGAZ, Colette née AUBERT le 10/09/1932 à VILLIERS-EN-BIERE (77)<br>CHE DE FORTOISEAU<br>77190 - VILLIERS EN BIERE                                     | U                  | Donation partage suivant un acte reçu par Me DUMAND, notaire à Melun, le 27 décembre 2012 et publié le 1 mars 2013 sous la référence d'enl iasement 7704P01 2013P1797.                                                                                                                                                                                                                         |
| A       | 120 | Monsieur Olivier THUEGAZ né le 16/03/1969 à NANTERRE (92)<br>CHE DE FORTOISEAU<br>77190 - VILLIERS EN BIERE                                                             | NI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| A       | 124 | Madame Sylvie THUEGAZ née le 16/04/1969 à FONTAINEBLEAU (77)<br>CHE DE FORTOISEAU<br>77190 - VILLIERS EN BIERE                                                          | NI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |



Département de La Seine et Marne  
Commune de Villiers en Bière  
Etat parcellaire

| Section | N° | Propriétaires (données issues du S.P.D.C)                                                                                                                                                                                                 | Titre de propriété | Renseignements hypothécaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A       | 91 | U07092000 LES COPROPRIETAIRES<br>PIECE DE CHAPEAU<br>77190 - VILLIERS EN BIERE<br>Copropriété composée des copropriétaires :<br>-Immobilière Carrefour (volimes 1, 2, 9 et 10)<br>-KC 10 SNC (volume 3)<br>-My Share SCPI (volumes 5 à 7) | P                  | Vente à la Société Carrefour SA de la parcelle A62 par Lugan et Delport suivant un acte reçu par Me VOLLAND, le 9 mars 1966 et publié le 6 avril 1966 sous le volume n°4696 n° 7.<br><br>PV de changement de numérotage du 26 octobre 1971 après division de la parcelle A62 en A91 et A96 et publiée le 14 novembre 1977 sous le volume 9206 n°17.<br><br>Dépôt de pièces du 21 janvier 1991 par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, publiée le 24 août 1992 sous le volume n° 1992 P n°6974 et acte rectificatif du 22 juillet 1992.<br><br>Attestation rectificative du 5 janvier 1994 par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, publiée le 14 janvier 1994 sous le volume n° 1994 P n°280.<br><br>Attestation rectificative de l'acte publié le 14 janvier 1994 sous le volume n° 1994 P n°280, publiée le 15 février 1994 sous le volume n° 1994 P n°1216.<br><br>Acte complémentaire du 21 février 2001 par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, publiée le 1 mars 2001 sous le volume n° 2001 P n°2176 à l'apport par la société Carrefour à la société immobilière Carrefour publié le 24 août 1992 sous le volume 1992 P 6974 et rectificatifs vol 1994 P 280 et 1994 P 1216.<br><br>Diverses modification de EDDV et constitution de servitudes : 7704P01 2005P2250, 7704P01 2005P2250, 7704P01 2005P2577, 7704P01 2005P3987, 7704P01 2013P822, 7704P01 2019P14087, 7704P01 2020P2329<br><br>Acte du 14/12/2012 coconcernant l'annulation de status de l'AFUL, nouveaux statuts et rectificatif reçu par Me CHAPUT Jean-Christophe, notaire à Paris et publié le 28 janvier 2013 sous la référence d'enlissement 7704P01 2013P822<br>Complément : Acte rectificatif du 10/01/2013 contenant annulation des statuts de l'Association Foncière Urbaine Libre du centre commercial dénommé "CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR VILLIERS" établis suivant acte reçu par Me Lefebvre, notaire à Paris le 17/01/2001 publié les 05/03 et 10/04/2001 volume 2001 P n° 2293 suivi d'une attestation rectificative publiée le 10/04/2001 volume 2001 P n° 3627 et de ses modificatifs publiés - les 01/03 et 18/04/2005 volume 2005 P n° 2248 ; - le 14/02/2008 volume 2008 P n°1768 ; - le 02/02/2009 volume 2009 P n° 858.<br>L'association est dénommée "Association Foncière Urbaine du Centre Commercial CARREFOUR VILLIERS".<br><br>Autres modifications de statuts: 7704P01 2015P1049, 7704P01 2015P1628, 7704P01 2019P14088, 7704P01 2020D4289, 7704P01 2024P3256                                |
|         |    |                                                                                                                                                                                                                                           |                    | Vente à la Société Carrefour SA de la parcelle A63 par Lugan et Delport suivant un acte reçu par Me VOLLAND, notaire à Ecy, le 10 février 1967 et publié le 28 mars 1967 sous le volume n°4893 n° 6.<br><br>Division de A63 en A104-105 et vente de A104 suivant un acte reçu par Me DUMAND, notaire à Melun, le 18 mars 1977 et publiée le 22 avril 1997 sous le volume 8905 n°7.<br><br>Dépôt de pièces du 21 janvier 1991 par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, publiée le 24 août 1992 sous le volume n° 1992 P n°6974 et acte rectificatif du 22 juillet 1992.<br><br>Attestation rectificative du 5 janvier 1994 par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, publiée le 14 janvier 1994 sous le volume n° 1994 P n°280.<br><br>Attestation rectificative de l'acte publié le 14 janvier 1994 sous le volume n° 1994 P n°280, publiée le 15 février 1994 sous le volume n° 1994 P n°1216.<br><br>Acte complémentaire du 21 février 2001 par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, publiée le 1 mars 2001 sous le volume n° 2001 P n°2176 à l'apport par la société Carrefour à la société immobilière Carrefour publié le 24 août 1992 sous le volume 1992 P 6974 et rectificatifs vol 1994 P 280 et 1994 P 1216.<br><br>Diverses modification de EDDV et constitution de servitudes : 7704P01 2005P2250, 7704P01 2005P2250, 7704P01 2005P2577, 7704P01 2005P3987, 7704P01 2013P822, 7704P01 2019P14087, 7704P01 2020P2329<br><br>Acte du 14/12/2012 coconcernant l'annulation de status de l'AFUL, nouveaux statuts et rectificatif reçu par Me CHAPUT Jean-Christophe, notaire à Paris et publié le 28 janvier 2013 sous la référence d'enlissement 7704P01 2013P822<br>Complément : Acte rectificatif du 10/01/2013 contenant annulation des statuts de l'Association Foncière Urbaine Libre du centre commercial dénommé "CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR VILLIERS" établis suivant acte reçu par Me Lefebvre, notaire à Paris le 17/01/2001 publié les 05/03 et 10/04/2001 volume 2001 P n° 2293 suivi d'une attestation rectificative publiée le 10/04/2001 volume 2001 P n° 3627 et de ses modificatifs publiés - les 01/03 et 18/04/2005 volume 2005 P n° 2248 ; - le 14/02/2008 volume 2008 P n°1768 ; - le 02/02/2009 volume 2009 P n° 858.<br>L'association est dénommée "Association Foncière Urbaine du Centre Commercial CARREFOUR VILLIERS".<br><br>Autres modifications de statuts: 7704P01 2015P1049, 7704P01 2015P1628, 7704P01 2019P14088, 7704P01 2020D4289, 7704P01 2024P3256 |

Département de La Seine et Marne  
Commune de Villiers en Bière  
Etat parcellaire

| Section | N°  | Propriétaires (données issues du S.P.D.C)                                                                                                                | Titre de propriété | Renseignements hypothécaires                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| A       | 125 |                                                                                                                                                          |                    | <p>Vente à la Société Carrefour SA de la parcelle A62 par Lugan et Delport suivant un acte reçu par Me VOLLAND, le 9 mars 1966 et publié le 6 avril 1966 sous le volume n°4696 n° 7.</p> <p>PV de changement de numérotage du 26 octobre 1971 après division de la parcelle A62 en A91 et A96 et publiée le 14 novembre 1977 sous le volume 9206 n°17.</p> <p>Acte du 14 septembre 1990 contenant notamment la division de A113 en A125 et 126 par Me LOTZ, notaire à Pfaffenhaffen, publié le 8 octobre 1990 et le 18 janvier 1991 sous le volume 1990 P n°9592.</p> <p>Attestation rectificative du 5 janvier 1994 par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, publiée le 14 janvier 1994 sous le volume n° 1994 P n°280.</p> <p>Attestation rectificative de l'acte publié le 14 janvier 1994 sous le volume n° 1994 P n°280, publiée le 15 février 1994 sous le volume n° 1994 P n°1216.</p> <p>Acte complémentaire du 21 février 2001 par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, publiée le 1 mars 2001 sous le volume n° 2001 P n°2176 à l'apport par la société Carrefour à la société immobilière Carrefour publié le 24 août 1992 sous le volume 1992 P 6974 et rectificatifs vol 1994 P 280 et 1994 P 1216.</p> <p>Diverses modification de EDDV et constitution de servitudes : 7704P01 2005P2250, 7704P01 2005P2250, 7704P01 2005P2577, 7704P01 2005P3987, 7704P01 2013P822, 7704P01 2019P14087, 7704P01 2020P2329</p> <p>Acte du 14/12/2012 cooncernant l'annulation de status de l'AFUL, nouveaux statuts et rectificatif reçu par Me CHAPUT Jean-Christophe, notaire à Paris et publié le 28 janvier 2013 sous la référence d'enlissement 7704P01 2013P822</p> <p>Complément : Acte rectificatif du 10/01/2013 contenant annulation des statuts de l'Association Foncière Urbaine Libre du centre commercial dénommé "CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR VILLIERS" établis suivant acte reçu par Me Lefebvre, notaire à Paris le 17/01/2001 publié les 05/03 et 10/04/2001 volume 2001 P n° 2293 suivi d'une attestation rectificative publiée le 10/04/2001 volume 2001 P n° 3627 et de ses modificatifs publiés - les 01/03 et 18/04/2005 volume 2005 P n° 2248 ; - le 14/02/2008 volume 2008 P n°1768 ; - le 02/02/2009 volume 2009 P n° 858.</p> <p>L'association est dénommée "Association Foncière Urbaine du Centre Commercial CARREFOUR VILLIERS".</p> <p>Autres modifications de statuts: 7704P01 2015P1049, 7704P01 2015P1628, 7704P01 2019P14088, 7704P01 2020D4289, 7704P01 2024P3256</p> |
| A       | 102 | Monsieur Roger DE PONTON D'AMECOURT, Paul Augustin Marie né le 09/08/1929 à PARIS 16 (75)<br>RESIDENCE LES LARRIS<br>19 RUE DES LARRIS<br>92190 - MEUDON | P                  | <p>Attestation après décès suivant un acte reçu par Me BOURDEL, notaire à Paris, le 9 juin 1971 et publié le 17 décembre 1971 sous le volume 6321 n°12.</p> <p>A102 issue de la division de A98 en A102/A103 et A103 vendue à l'Etat (Vol 8009 n°7).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| A       | 106 | 323439786 IMMOBILIERE CARREFOUR<br>93 AV DE PARIS<br>91300 - MASSY                                                                                       | P                  | <p>Dépôt de pièces suivant un acte reçu par Me LEFEBVRE, notaire à Paris, le 21 janvier 1991 et un acte rectificatif du 22 juillet 1992 publiés le 24 août 1992 sous le volume 1992 P n°6974 contenant apport par la société Carrefour au profit de la société Immobilière Carrefour.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| A       | 114 | 834460156 MY SHARE SCPI<br>15 PL GRANGIER<br>21000 - DIJON                                                                                               | P                  | <p>Vente suivant un acte reçu par Me MOISY-NAMAND, notaire à Paris, le 9 juin 2022 et publié le 13 juin 2022 sous la référence d'enlissement 7704P01 2022P9530.</p> <p>Modification des statuts AFUL Villiers en Bière suivant un acte reçu par Me BOZETTI-HEURTEVENT, notaire à Paris, le 27 février 2024 et publié le 21 mars 2024.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| A       | 126 |                                                                                                                                                          |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| A       | 116 | 552081317 ELECTRICITE DE FRANCE, EDF<br>DIVISION FISCALITE GROUPE<br>22 AV DE WAGRAM<br>75008 - PARIS                                                    | P                  | <p>Absente de l'état réponse</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| A       | 151 | Madame Marion LAMIRAND née le 11/01/1993 à MELUN (77)<br>RESIDENCE GREEN DOMAINE<br>280 AV MICHEL JOURDAN<br>06150 - CANNES                              | PI                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|         |     | Monsieur Robin RAYNAL, Laurent Lucien né le 02/03/1992 à FONTAINEBLEAU (77)<br>LA FOLIE<br>43 RTE NATIONALE 7<br>77190 - VILLIERS EN BIERE               | PI                 | <p>Vente suivant un acte reçu par Me LAVAL, notaire à Corbeil-Essones, le 12 janvier 2018 et publié le 26 janvier 2018 sous la référence d'enlissement 7704P01 2018P1124.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| A       | 154 | 405950031 COMPAGNIE DES POLDERS DE L'OUEST<br>C O SOLANET SA<br>2 RUE D'ANKARA<br>75016 - PARIS                                                          | P                  | <p>Acquisition de A99 suivant un acte reçu par Me UGUERE, notaire à Paris, le 6 août 1981 et publié le 23 septembre 1981 sous le volume 11608 n°6.</p> <p>A154 issue de la division de A99 en A153/154 (im 62 p 93) DA 102 F - suivant un acte reçu par Me DUMAND, notaire à Melun, Le 7 octobre 1988 et publié le 10 novembre 1998 sous le volume 1998 P n°9914.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |



**Budget prévisionnel pour la réalisation de l'Aire de Grand Passage et  
l'exploitation des systèmes de surveillance des eaux du captage Villers**

**01**



| Poste de dépenses                                                 | Montant TTC |
|-------------------------------------------------------------------|-------------|
| Etudes préalables et diagnostics                                  | 146 642 €   |
| Honoraires - dont :                                               | 88 451 €    |
| Travaux - dont :                                                  | 2 200 000 € |
| Travaux VRD                                                       | 1 663 139 € |
| Travaux de curage et de démolition                                | 447 182 €   |
| Installations des systèmes de surveillance de la qualité de l'eau | 42 000 €    |
| Frais divers                                                      | 50 000 €    |

|              |                    |
|--------------|--------------------|
| <b>Total</b> | <b>2 485 093 €</b> |
|--------------|--------------------|

| Frais de gestion et d'exploitation des systèmes de surveillance de la qualité de l'eau, par année | €/année  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Suivi de la noue par sonde radar                                                                  | 11 500 € |
| Suivi sur les quatres piézomètres                                                                 | 9 500 €  |

|                   |                 |
|-------------------|-----------------|
| <b>Toal/année</b> | <b>21 000 €</b> |
|-------------------|-----------------|



## **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DU CONSEIL AUX COLLECTIVITES  
ET DU CONTRÔLE DE LEGALITE

### **Arrêté 2016/DRCL/BCCCL/N°83**

**portant extension du périmètre de la communauté d'agglomération  
« Melun Val de Seine » aux communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35-II ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DFEAD-3B-2001 N°180 du 5 décembre 2001, modifié, transformant le district de l'agglomération melunaise en communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » ;

**Vu** l'arrêté 2015/DRCL/BCCCL/80 du 24 août 2015 portant extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » aux communes de Pringy et Saint-Fargeau-Ponthierry et emportant dissolution de la communauté de communes « Seine Ecole » et du syndicat mixte d'études et de programmation du schéma de cohérence territoriale de la région melunaise ;

**Vu** l'arrêté DFEAD-3B-2002-99 du 30 septembre 2002, modifié, portant création de la communauté de communes des « Gués de l'Yerres » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°73-BCCD-014 du 8 février 1973, modifié, portant création de la communauté de communes de « la région du Châtelet-en-Brie » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DRCL-BCCCL-2010 N°38 du 20 avril 2010, portant modification de la dénomination de la communauté de communes de « la région du Châtelet-en-Brie » en communauté de communes « Vallées et Châteaux » ;

Vu l'arrêté préfectoral DFEAD-3B-2001 N°175 du 21 novembre 2001, modifié, portant création de la communauté de communes du « Pays de Bière » ;

Vu l'arrêté préfectoral 2016/DRCL/BCCCL/N°28 du 30 mars 2016 portant adoption du schéma départemental de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral 2016/DRCL/BCCCL/N°36 du 25 avril 2016 portant projet d'extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » aux communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière ;

Vu la délibération de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » en date du 27 juin 2016, émettant un avis favorable au projet d'extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » aux communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière ;

Vu la délibération de la communauté de communes « Vallées et Châteaux » en date du 25 mai 2016, émettant un avis défavorable au projet d'extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » aux communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes intéressées suivantes :

- Boissettes en date du 20 mai 2016 ;
- Boissise-la-Bertrand en date du 16 juin 2016 ;
- Boissise-le-Roi en date du 16 juin 2016 ;
- Dammarie-lès-Lys en date du 30 juin 2016 ;
- La Rochette en date du 26 mai 2016 ;
- Limoges-Fourches en date du 20 mai 2016 ;
- Lissy en date du 26 mai 2016 ;
- Livry-sur-Seine en date du 15 juin 2016 ;
- Melun en date du 23 juin 2016 ;
- Montereau-sur-le-Jard en date du 28 juin 2016 ;
- Pringy en date du 26 mai 2016 ;
- Rubelles en date du 4 juillet 2016 ;
- Saint-Fargeau-Ponthierry en date du 20 juin 2016 ;
- Saint-Germain-Laxis en date du 16 juin 2016 ;
- Seine-Port en date du 21 mai 2016 ;
- Vaux-le-Pénil en date du 30 juin 2016 ;
- Villiers-en-Bière en date du 24 mai 2016 ;
- Voisenon en date du 28 juin 2016 ;

émettant un avis favorable au projet d'extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » aux communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Maincy en date du 17 mai 2016, émettant un avis défavorable au projet d'extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » aux communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière ;

Considérant que le conseil municipal de la commune de Mée-sur-Seine n'a pas délibéré dans le délai légal de soixante-quinze jours et qu'en conséquence, son avis est réputé favorable ;

Considérant que les conseils communautaires des communautés de communes des « Gués de l'Yerres » et du « Pays de Bière » n'ont pas délibéré dans le délai légal de soixante-quinze jours et qu'en conséquence, leurs avis sont réputés favorables ;

Considérant qu'aux termes de l'article 35-II de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, l'extension du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée si le projet de périmètre a recueilli l'accord de la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci ;

Considérant que les conditions de majorité précitées sont atteintes ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

Le périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » est étendu aux communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### **Article 2 :**

La communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » comprendra, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, les communes de Boissettes, Boissise-la-Bertrand, Boissise-le-Roi, Dammarie-lès-Lys, La Rochette, Le Mée-sur-Seine, Limoges-Fourches, Lissy, Livry-sur-Seine, Maincy, Melun, Montereau-sur-le-Jard, Pringy, Rubelles, Saint-Fargeau-Ponthierry, Saint-Germain-Laxis, Seine-Port, Vaux-le-Pénil, Villiers-en-Bière et Voisenon.

### **Article 3 :**

L'extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » emportera de droit le retrait des communes de Limoges-Fourches et Lissy de la communauté de communes des « Gués de l'Yerres ».

### **Article 4 :**

L'extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » emportera de droit le retrait de la commune de Maincy de la communauté de communes « Vallées et Châteaux ».

**Article 5 :**

L'extension du périmètre de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » emportera de droit le retrait de la commune de Villiers-en-Bière de la communauté de communes du « Pays de Bière ».

**Article 6 :**

Le transfert des compétences des communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière à la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » s'effectuera conformément aux dispositions de l'article L.5211-18- II du code général des collectivités territoriales.

La communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » sera substituée de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, aux communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Les contrats conclus par les communautés de communes des « Gués de l'Yerres », « Vallées et Châteaux » et du « Pays de Bière » ainsi que par les communes de Limoges-Fourches, Lissy, Maincy et Villiers-en-Bière, relatifs aux compétences exercées par la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine », seront exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communautés de communes et communes précitées n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

**Article 7 :**

Conformément à l'article L.5216-6 du code général des collectivités territoriales, la communauté d'agglomération sera substituée de plein droit au syndicat de communes ou au syndicat mixte dont le périmètre est identique au sien, pour la totalité des compétences qu'il exerce.

La communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » sera également substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce, au syndicat de communes ou au syndicat mixte inclus en totalité dans son périmètre.

La substitution de la communauté d'agglomération au syndicat s'effectuera dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L.5211-41 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'exercice des compétences obligatoires, optionnelles et facultatives, il sera fait application des dispositions de l'article L.5216-7 du code général des collectivités territoriales.

Les retraits des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de ces syndicats ainsi que la substitution de la nouvelle communauté d'agglomération feront l'objet, en tant que de besoin, d'arrêtés spécifiques.



**Article 8 :**

- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » ;
- Monsieur le Président de la communauté de communes des « Gués de l'Yerres » ;
- Monsieur le Président de la communauté de communes « Vallées et Châteaux » ;
- Madame la Présidente de la communauté de communes du « Pays de Bière » ;
- Madame et Messieurs les Maires des communes concernées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental ;
- Monsieur le Sous-préfet de Fontainebleau ;
- Monsieur le Directeur départemental des finances publiques ;
- Monsieur le Directeur départemental des territoires.

Fait à Melun, le 15 NOV. 2016

Le Préfet,



Jean-Luc MARX

NB : Délais et voies de recours (application de la loi n°2000-321 du 12/04/2000, modifiée)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, 12 rue des Saints-Pères - 77010 MELUN Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau - 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43 rue du Général DE GAULLE-Casé Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'Administration pendant deux mois.

## NOTE DE PRESENTATION

### **OBJET : MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE**

Suite à la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite « loi NOTRe »), la CAMVS a modifié ses statuts afin d'intégrer les nouvelles compétences applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la suite d'une délibération du Conseil Communautaire n°2016.8.5.129 du 19 septembre 2016 et des arrêtés préfectoraux portant adoption du Schéma Départemental de Coopération Intercommunal et portant extension de périmètre de l'Agglomération.

C'est cette même loi qui prévoyait le transfert obligatoire de la compétence en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) telle que définie à l'article L.211-7 du Code de l'Environnement. Le transfert de cette compétence s'est opéré au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cette modification des statuts avait constitué également l'opportunité de rédiger les compétences obligatoires et optionnelles telles qu'elles sont désormais inscrites à l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) entrées en vigueur depuis 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ainsi, concernant les compétences facultatives (article L.5211-7 du CGCT), des ajouts et des modifications avaient été portés aux statuts de l'Agglomération.

Par note d'information du 18 octobre 2018, la Préfecture de Seine-et-Marne a attiré l'attention des Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale sur les modalités d'exercice des compétences en matière d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines au niveau intercommunal, suite aux lois du 7 août 2015 (loi NOTRe) et du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement.

En effet, il est annoncé qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, en plus de la compétence obligatoire en matière d'Eau, les communautés d'agglomération seront dotées d'une nouvelle compétence obligatoire spécifique, par dédoublement de l'ancienne compétence « assainissement » en deux compétences distinctes, à savoir, la compétence « assainissement des eaux usées » et la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines ». Il s'agit donc d'une nouvelle compétence détachée de la compétence assainissement et pouvant être exercée, à titre facultatif, jusqu'au 31 décembre 2019.

Les communautés d'agglomération disposant, à ce jour, de la compétence optionnelle « assainissement », et qui souhaitent continuer à exercer la gestion des eaux pluviales urbaines, doivent engager une procédure de transfert exprès, dans le cadre de la procédure de droit commun prévue à l'article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'elles ne disposent pas dans leurs statuts du libellé « gestion des eaux pluviales urbaines ».

Compte tenu de ces informations, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine doit nécessairement procéder à la modification de ses statuts, et ce, dans les meilleurs délais.

L'Agglomération exerçant la compétence en matière de gestion des eaux pluviales urbaines jusqu'à cette évolution législative, souhaite rapidement s'en doter à nouveau pour des raisons de continuité de service public.

Elle ne peut, à ce jour, le faire qu'au titre de ses compétences facultatives. Toutefois, la loi prévoit que cette compétence ainsi que les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées » ne feront parties des compétences obligatoires des communautés d'agglomération qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Pour éviter de répéter la procédure de modification statutaire, il est proposé de rédiger les statuts comme suit :

- La compétence optionnelle en matière d'Assainissement des Eaux Usées devient obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020
- La compétence facultative en matière de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines devient obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020
- La compétence en matière d'Eau Potable devient obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

Par courrier en date du 18 décembre dernier, les services de la Préfecture, saisis au titre du conseil, ont indiqué que rien ne s'opposait légalement à la proposition de l'Agglomération.

Par ailleurs,

- la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites, ajoute à la compétence obligatoire en matière d'accueil des gens du voyage la création des aires et terrains familiaux locatifs. Ainsi, le libellé devient « En matière d'accueil des gens du voyage : création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage »

- la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi dite ELAN), apporte une modification rédactionnelle à la compétence obligatoire en matière d'aménagement de l'espace communautaire pour « la définition, création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ». Ainsi, le libellé devient « la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ».

Compte tenu de ce qui précède, il est nécessaire de modifier les statuts de la Communauté d'Agglomération pour une entrée en vigueur au plus tôt afin de les mettre en conformité avec la législation en vigueur, sachant que ce projet de modification des statuts n'a pas fait l'objet d'observation de la part des services de la Préfecture de Seine-et-Marne, saisis au titre du conseil.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE D'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2019.2.4.49**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 1 AVRIL 2019 à 19h00 à l'Amphithéâtre de la Reine Blanche – 19 rue du Château à MELUN, sous la présidence de M. Louis Vogel, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

**Date de la convocation**  
18/03/2019

**Date de l'affichage :**  
26/03/2019

Gérard AUBRUN, Gilles BATTAIL, Alain BERNHEIM, Slimane BOUKLOUCHE, Claude BOURQUARD, Geneviève BURLE, Josette CHABANE, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Willy DELPORTE, Bernard FABRE, Francis GALLOY, Gilles GATTEAU, Christian GENET, Dominique GERVAIS, Marie-Hélène GRANGE, Jean-Pierre GUERIN, Jérôme GUYARD, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Dominique KUNDIG-BORDES, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Jean-François LEMESLE, Dominique MARC, Henri MELLIER, Josette MEUNIER, Jean-Pierre MITGERE, Bénédicte MONVILLE-DE-CECCO, Ginette MOREAU, Anne MORIN, Carole NADAL, Joëlle NOTO, Sylvia ORDIONI, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Vincent PAUL-PETIT, Françoise PERREAU, Marie-Rose RAVIER, Jean-Pierre RODRIGUEZ, Patricia ROUCHON, Marc SAVINO, Brigitte TIXIER, Franck VERNIN, Valérie VERNIN-FOURNIER, Jocelyne VERNON, Louis Vogel, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Nombre de conseillers :**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 66

**SUPPLEANTS**

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Nicolas ALIX a donné pouvoir à Jean-Pierre GUERIN, Patricia ASTRUC GAVALDA a donné pouvoir à Marie-Rose RAVIER, Georges AURICOSTE a donné pouvoir à Josette MEUNIER, François BLANCHON a donné pouvoir à Sylvie PAGES, Eric BONNOMET a donné pouvoir à Jean-Pierre MITGERE, Noël BOURSIN a donné pouvoir à Louis Vogel, Michel DAUVERGNE a donné pouvoir à Christian GENET, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Jean-Pierre RODRIGUEZ, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Anne GRAVIERE a donné pouvoir à Jean-François LEMESLE, Thomas GUYARD a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Anselme MALMASSARI a donné pouvoir à Henri DE MEYRIGNAC, Françoise MEGRET a donné pouvoir à Geneviève BURLE, Alain TAFFOUREAU a donné pouvoir à Ginette MOREAU, Renée WOJEIK a donné pouvoir à Henri MELLIER.

**ABSENTS EXCUSES**

Josette ANTIGNAC, Farida ATIGUI, François KALFON, Kadir MEBAREK, Gérard MILLET, Romaric MOYON, Mourad SALAH.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

Mme Françoise LEFEBVRE

**OBJET : MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5216-5 et L.5211-17 ;

**VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation de la Métropole ;

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe) ;

**VU** la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement ;

**VU** la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites ;

**VU** la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi ELAN) ;

**VU** les statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine annexés à l'arrêté préfectoral n°2017/DRCL/BLI/93 du 27 novembre 2017 ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 21 mars 2019 ;

**CONSIDERANT** que les communautés d'agglomération disposant, à ce jour, de la compétence optionnelle « assainissement », et qui souhaitent continuer à exercer la gestion des eaux pluviales urbaines, doivent engager une procédure de transfert exprès, dans le cadre de la procédure de droit commun prévue à l'article L.5211-17 du CGCT, puisqu'elles ne disposent plus dans leurs statuts du libellé « gestion des eaux pluviales urbaines » ;

**CONSIDERANT** que, la loi prévoit que la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines ainsi que les compétences « Eau » et « Assainissement des Eaux Usées » ne feront partie des compétences obligatoires des communautés d'agglomération qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**CONSIDERANT**, de plus, que la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites ajoute à la compétence obligatoire en matière d'accueil des gens du voyage « la création » des aires et terrains familiaux locatifs ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, donc, de prendre en compte cette évolution dans les statuts de l'Agglomération, en indiquant le libellé suivant, à savoir, « En matière d'accueil des gens du voyage : création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage » ;

**CONSIDERANT**, par ailleurs, que la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi dite ELAN), apporte une modification rédactionnelle à la compétence obligatoire en matière d'aménagement de l'espace communautaire pour « la création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire » ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, en effet, de prendre en compte la nouvelle rédaction issue de la loi ELAN dans les statuts de l'Agglomération, à savoir, « la création et la réalisation d'opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme » ;



**CONSIDERANT** que, compte tenu de ce qui précède, il est nécessaire de modifier les statuts de la Communauté d'Agglomération afin de les mettre en conformité avec la législation en vigueur et les décisions politiques prises ;

**CONSIDERANT** que le projet de modification des statuts de l'Agglomération n'a pas fait l'objet d'observation de la part des services de la Préfecture de Seine-et-Marne, saisis au titre du conseil ;

*Après en avoir délibéré,*

**APPROUVE** le projet modifié de statuts de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine tel qu'annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** Monsieur le Président à saisir le Préfet de Seine-et-Marne et les Maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en vue de recueillir l'accord de leur Conseil Municipal sur les modifications statutaires, conformément à l'article L.5211-17 du CGCT ;

**AUTORISE**, en conséquence, Monsieur le Président, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment saisir la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts et à dresser les procès-verbaux de mise à disposition nécessaires à l'exercice des compétences transférées ;

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

**DIT** que cette délibération devra être transmise aux Maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine dont les Conseils Municipaux devront se prononcer dans les 3 mois qui suivent cette transmission (récépissé du recommandé faisant foi).

Adopté à la majorité, avec 54 Pour, 3 Contre et 9 Abstentions.

Adopté à la majorité.

Fait et délibéré le lundi 1 avril 2019 et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20190401-35542-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mardi 2 avril 2019

Publication ou notification : 2 avril 2019

Signé par le Président, Louis VOGEL



Louis Vogel

Président de la CAMVS  
Maire de Melun

25 JUL. 2019

Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COURRIER "ARRIVÉE"

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

|                         |     |
|-------------------------|-----|
| CAMVS n°                |     |
| Courrier du :           |     |
| Original p/traitement : |     |
| DSC                     |     |
| Copies :                | CAB |
|                         | DGS |
|                         |     |
|                         |     |
|                         |     |
|                         |     |
|                         |     |

DIRECTION  
DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITÉS LOCALES  
BUREAU DE LA LOI ALIÈRE ET DE  
L'INTERCOMMUNALITÉ

Affaire suivie par : M. LAHI  
Tél : 01 64 71 79 35  
Fax : 01 64 71 79 04  
Mail : pref@seine-et-marne.com ou gpc@seine-et-marne.com

Melun, le : 25 JUL. 2019

La Préfète de Seine-et-Marne

à

Monsieur le Président de la communauté  
d'agglomération « Melun Val de Seine »

Mesdames et Messieurs les Maires

**Objet :** Modification des statuts de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine ».**P.J. :** Arrêté préfectoral 2019/DRCL/BLI/n°75.**Réf. :** Mon courrier du 18 décembre 2018.

Vous voudrez bien trouver ci-joint, pour exécution, chacun en ce qui vous concerne, une copie de l'arrêté préfectoral 2019/DRCL/BLI/n°75 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine ».

Cet acte entérine la modification des statuts engagée après l'accord des conseils municipaux, exprimé dans les conditions de majorité qualifiée requises par les articles L.5211-17 et L.5211-20 du code général des collectivités territoriales.

Par cette modification, la CA se dote des compétences « Gestion des eaux pluviales urbaines », « Eau potable » et « Assainissement des eaux usées » à titre facultatif et celles-ci deviendront obligatoires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toute demande d'informations que vous jugerez utile.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Cyrille LE VELY





## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

PRÉFECTURE

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DE LA LÉGALITÉ  
ET DE L'INTERCOMMUNALITÉ

### **Arrêté préfectoral 2019/DRCL/BLI/n°75 du 25 JUIN 2019** **portant modification des statuts de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine »**

**La Préfète de Seine-et-Marne**  
**Officier de la Légion d'honneur**  
**Commandeur de l'Ordre national du mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5216-5 et L.5211-17 et L.5211-20 ;

Vu l'arrêté préfectoral DFEAD-3B-2001 N°180 du 5 décembre 2001, transformant le district de l'agglomération melunaise en communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 1<sup>er</sup> avril 2019, proposant de modifier les statuts de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

- Boissettes en date du 14 juin 2019 ;
- Boissise-la-Bertrand en date du 13 juin 2019 ;
- Boissise-le-Roi en date du 20 juin 2019 ;
- Dammarie-les-Lys en date du 16 mai 2019 ;
- La Rochette en date du 16 mai 2019 ;
- Le Mée-sur-Seine en date du 5 juin 2019 ;
- Limoges-Fourches en date du 12 avril 2019 ;
- Lissy en date du 13 juin 2019 ;
- Jivry-sur-Seine en date du 14 juin 2019 ;
- Maincy en date du 28 mai 2019 ;
- Melun en date du 27 juin 2019 ;
- Montereau-sur-le-Jard en date du 19 juin 2019 ;
- Pringy en date du 16 mai 2019 ;
- Rubelles en date du 28 mai 2019 ;
- Saint-Fargeau-Ponthierry en date du 13 mai 2019 ;
- Saint-Germain-Laxis en date du 11 avril 2019 ;
- Vaux-le-Pénit en date du 23 mai 2019 ;
- Villiers-en-Bière en date du 6 juin 2019 ;
- Voisenon en date du 11 avril 2019 ;

émettant un avis favorable sur cette modification statutaire ;



Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Seine-Port, en date du 27 avril 2019, émettant un avis défavorable sur cette modification statutaire ;

Considérant que les conditions de majorité qualifiée prévues aux articles L.5211-17 et L.5211-20 du code général des collectivités territoriales sont atteintes ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** La communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » est autorisée à modifier ses statuts tels qu'annexés au présent arrêté.

**Article 2 :**

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;
  - Monsieur le Président de la communauté d'agglomération « Melun Val de Seine » ;
  - Mesdames et Messieurs les Maires des communes membres ;
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à :
- Monsieur le Président du Conseil Départemental ;
  - Monsieur le Directeur départemental des finances publiques ;
  - Monsieur le Directeur départemental des territoires.

La Préfète de Seine-et-Marne,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Cyrille LE VELY

ND : Deluis et usages de merveilles (en application du code des relations entre le public et les administrations)

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandée avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé aux autorités préfectorales ;

- soit un recours hiérarchique, adressé au Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau - 75800 PARIS ;

- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 43 rue du Général DE GAULLE-Cas Postale 8630 - 77008 MELUN Cedex. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique Télécours sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un des deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au cas où l'Administration prend deux mois.

**STATUTS**  
**DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**  
**MELUN VAL DE SEINE**

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> - CONSTITUTION**

Il est constitué, par transformation du District, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002, en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi 99.586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, regroupant les communes de MELUN - LE MEE S/SEINE - DAMMARIE LÈS LYS - VAUX LE PÉNIL - BOISSISE LE ROI - LA ROCHETTE - LIVRY SUR SEINE - SEINE PORT - RUBELLES - VOISENON - BOISSISE LA BERTRAND - MONTEREAU SUR LE JARD - SAINT GERMAIN LAXIS - BOISSETTES, une Communauté d'Agglomération englobant la totalité du District de l'Agglomération Melunaise dénommée ;

### **COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S.)**

Suivants les arrêtés préfectoraux 2015/DRCL/BCCCL/80 du 24 août 2015 et 2016/DRCL/BCCCL/83 portant extension du périmètre de la C.A.M.V.S, la Communauté d'Agglomération a intégré, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les communes de PRINGY et de SAINT-FARGEAU- PONTIERRY et, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les communes de LIMOGES-FOURCHES, LISSY, MAINCY et VILLIERS-EN-BIERE.

## **ARTICLE 2 - OBJET**

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine est un établissement public de coopération intercommunale ayant pour objet d'associer au sein d'un espace de solidarité, les communes précitées et celles qui viendraient ultérieurement les rejoindre, en vue d'élaborer et de conduire ensemble un projet commun de développement et d'harmonisation de leurs politiques dans tous les domaines de compétences définis aux présents statuts.

## **ARTICLE 3 - SIÈGE ET POSTE COMPTABLE**

Le siège social de la Communauté d'Agglomération est fixé à l'Hôtel de Ville de MELUN.

Le Comptable Public de la Trésorerie Melun Val de Seine est le Comptable de la Communauté d'Agglomération.

## **ARTICLE 4 - COMPÉTENCES**

La Communauté d'Agglomération exerce de plein droit en lieu et place des communes membres les compétences suivantes et veille à travailler en étroite collaboration avec toutes ses communes membres :

### **I - COMPÉTENCES OBLIGATOIRES (article L.5216-5-1 du CGCT)**

#### **A. En matière de développement économique :**

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du CGCT ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

**B. En matière d'aménagement de l'espace communautaire :**

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code et des compétences propres du STIF (article L1241-1 du code des transports). A ce titre, la Communauté élabore et modifie le Plan Local de Déplacements Urbains au sens de l'article L.1214-31 ;

**C. En matière d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire :**

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement d'intérêt communautaire ;
- Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
- Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;
- Création de réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;

**D. En matière de politique de la ville :**

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

**E. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du Code de l'Environnement ;**

**F. En matière d'accueil des gens du voyage :**

- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> du II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

**G. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;**

**H. Eau (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020) ;**

**I. Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020) ;**

**J. Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L.2226-1 (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020).**

**II - COMPÉTENCES OPTIONNELLES (article L.5216-5-II du CGCT)**

**A. Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;**

**B. Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;**

C. En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

D. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

### **III - COMPÉTENCES FACULTATIVES (article L.5211-17 du CGCT)**

A. En matière d'enseignement supérieur avec les établissements publics universitaires délocalisés à MELUN :

- La participation aux dépenses d'investissement et de fonctionnement des équipements universitaires existants ou à venir dans le cadre d'une convention avec lesdits établissements ;
- La Communauté d'Agglomération pourra procéder, sur le territoire communautaire, à l'acquisition foncière et/ou bâtie, à la construction d'équipements universitaires et aux dépenses de fonctionnement desdits équipements ;
- La promotion de l'enseignement supérieur sur le territoire de la Communauté ;

B. Organisation et fonctionnement de l'activité universitaire inter-âge de Melun et accompagnement des initiatives publiques ou privées s'y rattachant ;

C. En matière de politique culturelle :

- La diffusion de la culture artistique au sein des lycées de la CAMVS ;
- La promotion de groupes musicaux issus des lycées ;
- La promotion de jeunes artistes du territoire communautaire et de groupes émergents ;
- La gestion et le développement d'un orchestre symphonique et de formations orchestrales et l'organisation de concerts avec cet orchestre symphonique ;
- L'organisation d'un festival des musiques actuelles ;
- Une communication culturelle avec les communes ;
- La gestion de la billetterie informatisée en réseau ;
- La gestion de séances de cinéma en plein air sur le territoire de la Communauté ;
- La programmation d'un festival cinématographique ou audiovisuel en lien avec l'université ;

D. En matière de politique sportive :

- Le soutien financier, au titre de leurs déplacements sportifs, des équipes seniors féminines et masculines participant à un championnat de niveau national et appartenant à une association de la Communauté d'Agglomération affiliée à une fédération unisport olympique ;
- Le soutien financier aux sportifs individuels licenciés dans une association sportive de la Communauté d'Agglomération inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau ;
- Le soutien financier aux sportifs individuels licenciés dans une association sportive de la Communauté d'Agglomération sélectionnés pour les Jeux Olympiques ;
- Le soutien financier aux manifestations sportives communautaires ayant un rayonnement au niveau départemental, régional, national ou international, organisées par les associations sportives du territoire communautaire ;
- L'organisation et la gestion de l'opération d'été « Sport Passion » ;
- Le soutien financier aux associations appartenant à une fédération sportive agréée par le ministère compétent dont le projet est porté par au moins deux associations provenant de communes différentes situées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération et dont le groupement d'associations finance au moins 50% du projet ;

E. Création et entretien des liaisons douces répondant aux critères du schéma directeur communautaire et inscrites dans celui-ci ;

F. Participation à l'équipement et au fonctionnement d'organismes de formation et d'insertion professionnelle ;



G. Participation financière aux études, aménagements et entretien des espaces boisés régionaux ;

H. Conception, construction, exploitation et commercialisation d'infrastructures, de réseaux et de services locaux de communications électroniques et activités connexes ;

I. Incendie et secours : contribution au budget du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

J. Elaboration, animation et coordination du contrat local de santé pour le territoire communautaire ;

K. Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L.2226-1 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## **ARTICLE 5 - ADMINISTRATION**

### **I - LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

La Communauté d'Agglomération est administrée par un Conseil Communautaire conformément à l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **II - LE BUREAU**

Le Bureau de la Communauté d'Agglomération est composé conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **III - LES COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES**

Le règlement intérieur de la C.A.M.V.S. détermine le nombre et la composition des Commissions Communautaires.

## **ARTICLE 6 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

Conformément aux termes de l'article L.5216-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, les recettes du budget de la Communauté d'Agglomération comprennent :

- 1° Les ressources fiscales mentionnées à l'article 1379-0 bis du Code Général des Impôts ;
- 2° Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la Communauté d'Agglomération ;
- 3° Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- 4° Les subventions et dotations de l'État, de la Région, du Département et des Communes ;
- 5° Le produit des dons et legs ;
- 6° Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- 7° Le produit des emprunts ;
- 8° Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L.2333-64 ;
- 9° La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et le reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources ;
- 10° Le cas échéant, le produit des taxes prévues aux articles 1528, 1529, 1530 et 1530 bis du Code Général des Impôts.

## ARTICLE 7 - DURÉE - DISSOLUTION

La Communauté d'Agglomération est créée sans limitation de durée.

Elle pourra être dissoute conformément aux dispositions de l'article L.5211-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## ARTICLE 8 - RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le Conseil Communautaire élabore et approuve son règlement intérieur par renvoi de l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales selon les modalités définies à l'article L.2121-8 dudit code.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
n° 2019/DRCL/RLI/n°75

en date du 25 JUL. 2019

La Préfète de Seine-et-Marne,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Cyrille LE VÉLY

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.25.135**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU PERSONNEL**

Le Conseil Communautaire,

**VU** les statuts de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique ;

**VU** la délibération n°2024.6.36.178 en date du 23 septembre 2024 portant modification du Règlement Intérieur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial dans sa séance du 23 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'actualiser le Règlement Intérieur du personnel de la Communauté ;

*Après en avoir délibéré,*

**DÉCIDE** d'approuver les modifications apportées au Règlement Intérieur du personnel de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.

Adoptée à l'unanimité, avec 62 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60579-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin



# REGLEMENT INTERIEUR DU PERSONNEL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE (CAMVS)

DIIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES  
Date de mise à jour : 1er octobre 2025



|                                                                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------|----|
| PREAMBULE.....                                                          | 5  |
| CHAMP D'ACTION.....                                                     | 5  |
| PREMIERE PARTIE : ORGANISATION DU TRAVAIL.....                          | 6  |
| LES TEMPS DE PRESENCE DANS LA COLLECTIVITE .....                        | 6  |
| Article 1 : Définition de la durée effective de travail .....           | 6  |
| Article 2 : Durée annuelle du temps de travail.....                     | 6  |
| Article 3 : Temps de travail hebdomadaire .....                         | 6  |
| Article 4 : Arrivée tardive .....                                       | 7  |
| Article 5 : Temps d'habillage et de douche .....                        | 7  |
| Article 6 : Amplitude quotidienne .....                                 | 7  |
| Article 7 : Dérogations.....                                            | 7  |
| Article 8 : Horaires d'accueil dans la collectivité .....               | 7  |
| Article 9 : Plages horaires d'arrivée et de départ.....                 | 8  |
| Article 10 : Travail à temps partiel .....                              | 8  |
| Article 11 : Heures supplémentaires .....                               | 10 |
| Article 12 : Astreinte et permanence .....                              | 10 |
| Article 13 : Journée de solidarité.....                                 | 12 |
| LES TEMPS D'ABSENCE DANS LA COLLECTIVITE .....                          | 13 |
| Article 14 : Congés annuels .....                                       | 13 |
| Article 15 : ARTT .....                                                 | 14 |
| Article 16 : Autorisations spéciales d'absence .....                    | 15 |
| Article 17 : Autorisation de sortie pendant les heures de travail ..... | 17 |
| Article 18 : Temps de repas.....                                        | 17 |
| Article 19 : Temps de pause .....                                       | 17 |
| Article 20 : Temps de trajet .....                                      | 17 |
| Article 21 : Droit à la formation.....                                  | 17 |
| Article 22 : Missions .....                                             | 18 |
| Article 23 : Jours fériés .....                                         | 19 |
| Article 24 : Compte épargne temps .....                                 | 19 |
| Article 25 : Congés pour indisponibilité physique.....                  | 19 |
| UTILISATION DES LOCAUX ET DU MATERIEL.....                              | 21 |
| Article 26 : Modalités d'accès aux locaux.....                          | 21 |
| Article 27 : Véhicules de fonctions, service, personnel et vélos .....  | 21 |
| Article 28 : Règles d'utilisation du matériel professionnel.....        | 21 |
| Article 29 : Matériel informatique .....                                | 21 |

|                                                                                                                                             |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Article 30 : Téléphonie .....                                                                                                               | 21 |
| Article 31 : Affranchissement du courrier .....                                                                                             | 21 |
| DEUXIEME PARTIE : HYGIENE ET SECURITE.....                                                                                                  | 22 |
| Article 32 : Respect des consignes et du règlement intérieur hygiène, santé et sécurité au travail .....                                    | 22 |
| Article 33 : Protocole de lutte contre les incendies – plan d'évacuation.....                                                               | 22 |
| Article 34 : Désignation de l'Assistant(e) de Prévention .....                                                                              | 22 |
| TROISIEME PARTIE : DROITS ET OBLIGATIONS DES AGENTS.....                                                                                    | 23 |
| Article 35 : Droits et obligations.....                                                                                                     | 23 |
| QUATRIEME PARTIE : DISCIPLINE .....                                                                                                         | 30 |
| Article 36 : Sanctions pour les agents titulaires .....                                                                                     | 30 |
| Article 37 : Sanctions pour les agents stagiaires .....                                                                                     | 30 |
| Article 38 : Sanctions pour les agents contractuels .....                                                                                   | 30 |
| CINQUIEME PARTIE : AVANTAGES SOCIAUX.....                                                                                                   | 31 |
| Article 39 : Prime de fin d'année .....                                                                                                     | 31 |
| Article 40 : Tickets restaurant .....                                                                                                       | 31 |
| Article 41 : Prestations d'action sociale .....                                                                                             | 31 |
| Article 42 : Comité National d'Action Sociale (CNAS) .....                                                                                  | 31 |
| Article 43 : Amicale du personnel .....                                                                                                     | 32 |
| Article 44 : Mutuelle et Prévoyance.....                                                                                                    | 32 |
| ANNEXES.....                                                                                                                                | 33 |
| 1. Charte numérique de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.....                                                                | 33 |
| Préambule .....                                                                                                                             | 34 |
| I - Définition.....                                                                                                                         | 34 |
| II – 7 points clés à retenir .....                                                                                                          | 35 |
| III – Rôle de la DMSI.....                                                                                                                  | 35 |
| IV - Protection des données à caractère personnel.....                                                                                      | 36 |
| V – Droit à la déconnexion .....                                                                                                            | 37 |
| VI - La gestion des droits d'accès au réseau et aux ressources de la Collectivité .....                                                     | 37 |
| 1-Les droits et les obligations de l'utilisateur en matière de gestion des droits d'accès.....                                              | 37 |
| 2-Les droits et les obligations de la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI) en matière de gestion des droits d'accès ..... | 38 |
| VII - La gestion des données et des ressources numériques de la Collectivité.....                                                           | 38 |
| 1-Les droits et les obligations de l'utilisateur en matière de gestion des données.....                                                     | 38 |
| 2-Les droits et les obligations de la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI) en matière de gestion des données.....         | 39 |
| VIII - La gestion des impressions .....                                                                                                     | 40 |

|                                                                                    |    |
|------------------------------------------------------------------------------------|----|
| IX - La Téléphonie .....                                                           | 40 |
| X - La gestion de la messagerie (Emails).....                                      | 41 |
| XI - Les usages d’Internet .....                                                   | 42 |
| XII- La mise à disposition de matériel.....                                        | 43 |
| XIII – Démarche de déclaration d’incident ou de demande auprès de la DMSI .....    | 43 |
| Conclusion .....                                                                   | 44 |
| ANNEXES DE LA CHARTE NUMÉRIQUE DE LA CAMVS.....                                    | 45 |
| Textes applicables et recommandations.....                                         | 45 |
| Politique de Protection des Données – Gestion du personnel .....                   | 47 |
| 2. Charte du télétravail.....                                                      | 49 |
| Définition et cadre juridique du télétravail.....                                  | 49 |
| Cadre juridique .....                                                              | 49 |
| La définition du télétravail .....                                                 | 49 |
| Principes généraux .....                                                           | 49 |
| Modalités du télétravail au sein de la CAMVS .....                                 | 50 |
| Mise en place du télétravail .....                                                 | 50 |
| La quotité de travail ouverte au télétravail.....                                  | 50 |
| Les dérogations .....                                                              | 51 |
| Quelles fonctions peuvent être exercées en télétravail ?.....                      | 51 |
| Comment faire sa demande ? .....                                                   | 52 |
| Comment est délivrée l’autorisation d’exercer ses fonctions en télétravail ? ..... | 52 |
| La durée de l’autorisation et son renouvellement.....                              | 53 |
| Lieu du télétravail.....                                                           | 53 |
| Horaires et temps de travail.....                                                  | 53 |
| Modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail.....              | 54 |
| Le forfait télétravail .....                                                       | 54 |
| Modalités de prise en charge par la collectivité .....                             | 54 |
| Sensibilisation du télétravailleur et son supérieur hiérarchique .....             | 55 |
| Organisation du télétravail.....                                                   | 55 |
| Maintien des droits et obligations .....                                           | 55 |
| Sécurité et protection de la santé .....                                           | 55 |
| Suivi du télétravail .....                                                         | 56 |
| Droit à la déconnexion .....                                                       | 56 |
| 3. Liste des services concernés par le temps d’habillage et de douche.....         | 57 |
| 4. Liste des services concernés par l’astreinte et l’intervention .....            | 58 |
| 5. Règlement d’utilisation des véhicules.....                                      | 59 |

|     |                                                               |    |
|-----|---------------------------------------------------------------|----|
| 6.  | Guide d'utilisation du Compte Épargne Temps (CET) .....       | 59 |
| 7.  | Guide de procédure interne de déclaration des accidents ..... | 59 |
| 8.  | Règlement de la formation .....                               | 59 |
| 9.  | Demande d'Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) .....         | 59 |
| 10. | Règlement Hygiène, santé et sécurité au travail .....         | 59 |

---

## PREAMBULE

---

Le règlement intérieur a pour objectif, en régissant les devoirs et droits des personnels en fonction, de définir de façon claire et précise, un certain nombre de règles qui définiront les conditions de travail et de discipline du personnel de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine et facilitera l'intégration des nouveaux agents.

Il a aussi pour but de favoriser le positionnement de chacun sur son poste de travail et vis-à-vis de ses collègues.

Ce règlement intérieur s'appuie sur les dispositions réglementaires en vigueur et le Code Général de la Fonction Publique dont le socle résulte de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifié.

---

## CHAMP D'ACTION

---

Le présent règlement s'applique à tous les agents employés par la CAMVS quel que soit leur statut (titulaires, contractuels de droit public et privé, apprentis...) et le mode d'organisation du travail

Ce règlement ne peut être mis en œuvre ou modifié qu'après avoir été soumis à l'avis préalable du Comité Social Territorial puis approuvé par l'organe délibérant.

Des précisions pourront être apportées par voie de notes de service signées par l'Autorité Territoriale ou son représentant.

Pour que ce règlement soit connu de tous, un exemplaire est mis à la disposition de tous les agents sur le partage de données. Il est remis à chaque nouvel agent.

Ce règlement, qui a reçu l'avis favorable du Comité Social Territorial qui s'est tenu le 12 mars 2024, constitue la version modifiée ; les autres versions éventuelles entreront alors en vigueur dès l'avis recueilli auprès du Comité Social Territorial et de l'assemblée délibérante.

---

## PREMIERE PARTIE : ORGANISATION DU TRAVAIL

---

### **LES TEMPS DE PRESENCE DANS LA COLLECTIVITE**

#### **Article 1 : Définition de la durée effective de travail**

*Décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail.  
Circulaire MFPPF1202031C du 18 janvier 2012. Articles L611-1 à L652-2 du CGFP*

La durée de travail effective s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de l'employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

#### **Article 2 : Durée annuelle du temps de travail**

*Article 47 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique. Article L 611-1 à L 611-3 du CGFP*

La durée maximale annuelle, hors heures supplémentaires, est fixée à 1 607 heures pour les agents à temps complet.

Pour ce qui concerne les agents qui travaillent à temps partiel, cette durée est proratisée en fonction de la quotité de travail.

Au regard de la spécificité de certains métiers, il peut être proposé, après avis du Comité Social Territorial, une annualisation du temps de travail. Cette annualisation consiste à instaurer des rythmes de travail différents selon les missions confiées pour tenir compte des contraintes liées à l'exercice des fonctions.

Cette annualisation fait l'objet d'un calendrier élaboré par le supérieur hiérarchique et signé par l'agent, avec transmission à la Direction des Ressources Humaines.

L'annualisation est au minimum de 1 607 heures et doit respecter les garanties minimales du temps de travail fixées aux articles 3,6 et 9 du présent règlement.

Les jours fériés sont décomptés forfaitairement dans le calcul de l'annualisation à raison de 8 jours par an quelle que soit l'année.

#### **Article 3 : Temps de travail hebdomadaire**

La durée légale du temps de travail dans la fonction publique est fixée à 35 heures par semaine pour un agent à temps complet.

Pour les agents de la CAMVS, la durée hebdomadaire est fixée à 38 heures 45 pour un agent à temps complet, à l'exception des agents qui sont affectés à certains services ou directions dont le temps de travail pourrait être annualisé en lien avec la nature de leurs activités. Pour les agents qui travaillent à temps partiel (non thérapeutique) cette durée est proratisée en fonction de la quotité de travail.

Cette durée hebdomadaire ne peut excéder, heures supplémentaires comprises, ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives.



#### **Article 4 : Arrivée tardive**

En cas de retard, l'agent doit prévenir ou faire prévenir son responsable hiérarchique direct ou le cas échéant la Direction des Ressources Humaines dans les meilleurs délais.

Il devra récupérer les heures non effectuées selon les modalités décidées par son responsable hiérarchique.

En cas d'absence imprévue (enfant malade, problème personnel...), l'agent doit prévenir ou faire prévenir son responsable hiérarchique direct ainsi que la Direction des Ressources Humaines. Dès lors, l'agent doit transmettre ou faire transmettre un justificatif dans les meilleurs délais à la Direction des Ressources Humaines et remplir si besoin l'autorisation spéciale d'absence dans les cas prévus à l'article 15. Le formulaire est annexé au présent règlement. Si l'absence ne peut être prise en compte dans le cadre des autorisations spéciales d'absence, celle-ci doit être imputée sur les droits à congés annuels ou ARTT après accord du responsable hiérarchique.

#### **Article 5 : Temps d'habillage et de douche**

Le temps consacré au changement des vêtements s'impute sur la durée du service pour les agents tenus de changer d'habits pour des raisons de service. Le temps consacré au changement de tenue vestimentaire est celui strictement nécessaire à cette opération dans la limite d'un quart d'heure par jour.

L'accès aux douches, d'une durée d'un quart d'heure par jour, s'effectue à la fin du service et s'impute sur le temps de travail. L'accès aux douches à une autre période s'effectue sur autorisation spéciale.

La liste des services concernés par le temps d'habillage et de douche est précisée en annexe.

#### **Article 6 : Amplitude quotidienne**

La durée quotidienne de travail ne peut excéder dix heures. L'amplitude maximale de la journée est fixée à douze heures. Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.

Une pause d'au moins 20 minutes est accordée lorsque le temps de travail est supérieur à 6 heures de travail continu.

#### **Article 7 : Dérogations**

Des dérogations à ces bornes ou garanties minimales peuvent intervenir lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et ce, pour une période limitée ; l'avis du Comité Social Territorial étant requis.

#### **Article 8 : Horaires d'accueil dans la collectivité**

Les horaires d'ouverture au public sont les suivantes :

- 8h30 / 12h15
- 13h30 / 17h30

L'accès et la fermeture au bâtiment ne peuvent s'effectuer avant 7 heures 45 et à l'issue d'une réunion le soir sans en avoir informé l'agent chargé des fonctions de gardiennage.

## **Article 9 : Plages horaires d'arrivée et de départ**

Conformément à la note du 25 février 2002, l'amplitude des horaires de travail des agents est modulable dans la limite d'une demi-heure en plus ou en moins par jour : l'horaire d'arrivée le matin s'effectue entre 8h et 9h00 et l'horaire de départ s'effectue entre 17h et 18h00. A titre exceptionnel et dérogatoire, sur demande de l'agent au vu de ses contraintes personnelles et/ou familiales, des aménagements d'horaire pourront être organisés temporairement, après avis favorable du supérieur hiérarchique direct et de la Direction Générale des Services (avec information aux Ressources Humaines). Cela concernera uniquement les heures d'arrivée et de départ, l'agent devra respecter le temps de travail quotidien de 7h45.

## **Article 10 : Travail à temps partiel**

*Décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la Fonction Publique Territoriale.*

*Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique*

*Décret n° 2021-1462 du 8 novembre 2021 relatif au temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique territoriale*

*Décret n° 2024-1263 du 30 décembre 2024 relatif aux conditions requises pour l'accès au temps partiel de certains agents de la fonction publique*

*Arrêté du 4 février 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique*

*Délibération n° 2000-6-11-80 en date du 30 novembre 2000 du Conseil Districale fixant les conditions d'exercice du travail à temps partiel dans la collectivité.*

*Ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique*

### **▪ Le temps partiel de droit ou sur autorisation :**

Les agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet ou non complet peuvent bénéficier soit d'un temps partiel sur autorisation, sous réserve de la continuité et du fonctionnement du service, soit d'un temps partiel de droit (pour élever un enfant de moins de trois ans, donner des soins à un conjoint ...)

Le temps partiel sur autorisation, pour créer ou reprendre une entreprise et exercer à ce titre une activité lucrative n'est ouvert qu'aux agents publics à temps complet.

Il est accordé pour des quotités de 50 %, 60 %, 70 %, 80 % ou 90 %, à l'exception du temps partiel de droit qui est accordé pour une quotité comprise de 50 %, 60 %, 70 %, ou 80 % .

La demande de temps partiel doit résulter d'une demande écrite de l'agent adressée à l'Autorité Territoriale, au moyen du formulaire adapté.

L'exercice de l'activité à temps partiel n'est pas un droit mais une faculté accordée par l'Autorité Territoriale sur la base des deux critères cumulatifs suivants :

- La prise en compte des nécessités du fonctionnement du service au nombre desquelles figure en premier lieu celle d'assurer sa continuité.
- L'examen des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail afin de satisfaire les demandes de service à temps partiel formulées par les agents.

**A noter :** Le temps partiel, pour créer ou reprendre une entreprise, instauré par la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 n'est plus de droit mais octroyé sur autorisation, pour une durée maximale de deux ans renouvelables au plus pour une nouvelle année. La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique modifie les dispositions relatives au contrôle déontologique. Concernant les conditions d'octroi du temps partiel pour création ou reprise d'entreprise, le contrôle déontologique est, à compter du 1er février 2020, transféré à l'autorité territoriale qui peut, en cas de doute, saisir le référent déontologue. La loi prévoit que si l'avis rendu ne permet pas de lever le doute l'autorité peut saisir la haute autorité de transparence pour la vie publique. Néanmoins, l'autorité peut saisir directement la haute autorité pour les fonctionnaires occupant les emplois et fonctions les plus sensibles dont la liste sera fixée par décret.

▪ **Le temps partiel thérapeutique :**

Le temps partiel thérapeutique est une modalité temporaire de maintien en emploi destinée à favoriser l'amélioration de l'état de santé de l'agent et/ou sa réadaptation/rééducation sur emploi compatible avec son état de santé.

Tout agent en position d'activité peut bénéficier d'un temps partiel thérapeutique dans les conditions suivantes :

- **Les fonctionnaires titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL (à partir de 28h/semaine)**, en position d'activité ou de détachement, peuvent être autorisés à accomplir un service à temps partiel pour raison thérapeutique sur présentation d'une demande écrite de l'agent accompagnée d'un certificat médical délivré par le médecin traitant qui mentionne : la quotité de temps de travail, la durée, et les modalités d'exercice des fonctions à temps partiel pour raison thérapeutique prescrites.

Le temps partiel thérapeutique peut être accordé après un arrêt de travail mais également en dehors de tout arrêt de travail pour une période comprise entre un mois et 3 mois, renouvelable dans la limite d'un an. Lorsque les droits à travailler à temps partiel pour raison thérapeutique sont épuisés, ils se reconstituent à la fin d'une période d'un an.

L'autorisation prend effet à la date de la réception de la demande par l'autorité territoriale. Toutefois, dès lors que la saisine du comité médical est obligatoire, le temps partiel thérapeutique ne pourra être octroyé qu'après un avis d'aptitude à la reprise.

L'autorité territoriale peut faire procéder à tout moment par un médecin agréé à l'examen du fonctionnaire intéressé, qui est tenu de s'y soumettre sous peine d'interruption de l'autorisation dont il bénéficie.

Lorsque le fonctionnaire demande la prolongation de l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel thérapeutique au-delà d'une période totale de 3 mois (continue ou discontinue), l'autorité territoriale fait procéder sans délai par un médecin agréé à l'examen de l'intéressé, qui est toujours tenu de s'y soumettre sous peine d'interruption de l'autorisation dont il bénéficie. Le médecin agréé rend un avis sur la demande de prolongation au regard de sa justification médicale, de la quotité de travail sollicitée et de la durée de travail à TPT demandée. Le conseil médical peut être saisi pour avis, soit par l'autorité territoriale, soit par l'agent, des conclusions du médecin agréé. Si le conseil médical émet un avis défavorable, l'autorité territoriale peut rejeter la demande du fonctionnaire ou mettre un terme à sa période de travail à temps partiel thérapeutique.

- **Les fonctionnaires titulaires et stagiaires affiliés à l'IRCANTEC (-28h/semaine) ainsi que les agents contractuels**, en position d'activité, sur présentation d'un certificat médical et s'ils satisfont aux critères définis par l'article L.323-3 du code de la sécurité sociale relatif aux conditions de versement de l'indemnité journalière, peuvent être autorisés à accomplir un service à temps partiel pour raison thérapeutique, dans les mêmes conditions que les fonctionnaires (cf ci-dessus).

Le temps partiel thérapeutique peut être accordé après un arrêt de travail ou en dehors de tout arrêt de travail pour une période comprise entre un mois et 3 mois et renouvelable dans la limite d'un an. Il appartient à l'autorité territoriale de se prononcer sur la demande des agents du régime général. Il appartient au médecin conseil de la CPAM de se prononcer sur la poursuite des indemnités journalières de Sécurité Sociale (IJSS) en cas de demande

d'autorisation de temps partiel thérapeutique, pour une durée adaptée à l'état de santé de l'agent au regard de l'article L. 323-3 du code de la sécurité sociale.

Les agents relevant du régime général sont rémunérés par la collectivité sur la quotité de travail réellement effectuée et perçoivent en complément des indemnités journalières de la CPAM. Les primes sont versées au prorata de la durée effective de service. Les dispositions prévoyant l'intervention du médecin agréé et du comité médical ne sont pas applicables aux agents du régime général.

### **Article 11 : Heures supplémentaires**

*Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié.*

Certains agents peuvent effectuer, à titre exceptionnel, des heures supplémentaires, à la demande exclusive de leur responsable hiérarchique. Celles-ci peuvent faire l'objet, en accord avec l'autorité hiérarchique, soit d'une majoration de salaire soit d'un repos compensateur.

En cas de réalisation d'heures supplémentaires, chaque agent devra compléter le bordereau d'heures supplémentaires mis à sa disposition de façon dématérialisée auprès de la Direction des Ressources Humaines à des fins de signature par son responsable hiérarchique immédiat.

La répétition effectuée au titre du bénéfice des heures supplémentaires interpellera l'autorité hiérarchique sur la nécessité de réexaminer l'environnement organisationnel immédiat.

Toute heure supplémentaire effectuée en dehors du service de l'agent (par exemple : participation aux manifestations organisées par la CAMVS...) devra obtenir l'accord du service de rattachement concernant soit la rémunération soit la récupération.

### **Article 12 : Astreinte et permanence**

*Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale*  
*Décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur*

*Décret n°2005-542 du 29 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale*

*Décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement*

*Arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement*

*Arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur*

#### **▪ L'astreinte**

Elle s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir.

Il existe 3 catégories d'astreinte :

#### **- L'astreinte d'exploitation**

Situation des agents tenus, pour les nécessités du service, de demeurer soit à leur domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir.

- L'astreinte de sécurité

Situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention, dans le cas d'un besoin de renforcement en moyens humains faisant suite à un événement soudain ou imprévu (situation de pré-crise ou de crise).

- L'astreinte de décision

Situation des personnels d'encadrement pouvant être joints, par l'Autorité Territoriale en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

L'astreinte ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire selon la réglementation en vigueur (*arrêtés ministériels des 14 avril et 3 novembre 2015*), la filière concernée et les périodes de contrainte :

| Type d'astreinte                           | Astreinte de sécurité |                 |                              | Astreinte d'exploitation (toutes filières) | Astreinte de décision (toutes filières) |
|--------------------------------------------|-----------------------|-----------------|------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------|
|                                            | Filière technique     | Autres filières | Compensation Autres filières |                                            |                                         |
| Semaine complète y compris le week-end     | 149,48 €              | 149,48 €        | 1,5 jour                     | 159,20 €                                   | 121,00 €                                |
| Nuit en semaine                            | 10,05 €               | 10,05 €         | 2 heures                     | 10,75 €                                    | 10,00 €                                 |
| Nuit fractionnée si inférieur à 10 heures  | 8,08 €                | -               | -                            | 8,60 €                                     | 10,00 €                                 |
| Week-end : du vendredi soir au lundi matin | 109,28 €              | 109,28 €        | 1 jour                       | 116,20 €                                   | 76 €                                    |
| Dimanche et jour férié                     | 43,38 €               | 43,38 €         | 0.5 jour                     | 46,55 €                                    | 34,85 €                                 |
| Samedi ou sur une journée de récupération  | 34,85 €               | 34,85 €         | 0.5 jour                     | 37,40 €                                    | 25,00 €                                 |

Cette indemnité sera revalorisée en fonction de la réglementation.

La rémunération ou la compensation des astreintes sont exclusives l'une de l'autre. Elles sont octroyées au choix de l'Autorité Territoriale, selon les nécessités de service.

L'indemnité d'astreinte (exploitation et sécurité) est majorée de 50 % lorsque l'agent est prévenu de la mise en astreinte moins de 15 jours francs avant le début de celles-ci.

L'indemnité d'astreinte ne peut être accordée aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou qui bénéficient d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels.

Il appartient au supérieur hiérarchique d'élaborer le planning des astreintes signé par l'agent et de soumettre celui-ci à la Direction des Ressources Humaines. En cas de changement dans l'organisation des astreintes, un nouveau planning devra être établi par le supérieur hiérarchique pour transmission dans les meilleurs délais à la Direction des Ressources Humaines. Chaque fin de mois, la Direction des Ressources Humaines se rapprochera du supérieur hiérarchique, à l'appui du planning transmis afin de vérifier les périodes d'astreintes et les agents concernés pour envisager le paiement ou la compensation de celles-ci.

La liste des directions, services et/ou emplois concernés par les astreintes figure en annexe 4 du présent règlement.

▪ L'intervention

L'intervention correspond à un travail effectif (y compris la durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail) accompli par un agent pendant une période d'astreinte.



L'intervention ouvre droit au versement d'une indemnité forfaitaire selon la réglementation en vigueur (*arrêtés ministériels des 14 avril et 3 novembre 2015*), la filière concernée et les périodes de contrainte.

Pour la filière technique, seuls sont concernés à ce jour, les agents du cadre d'emploi des ingénieurs. Les autres cadres d'emplois de la filière technique, bénéficient exclusivement, du paiement de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS).

| Intervention                           | Filière technique |                                                                                                                                                                                                      | Autres filières |                                         |
|----------------------------------------|-------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------------------------------|
|                                        | Montant           | Compensation                                                                                                                                                                                         | Montant         | Compensation                            |
| Nuit                                   | -                 | -                                                                                                                                                                                                    | 24 € / heure    | Durée de l'intervention majorée de 25 % |
| Jour de semaine                        | 16 € / heure      | -                                                                                                                                                                                                    | 16 € / heure    | Durée de l'intervention majorée de 10 % |
| Samedi                                 | -                 | -                                                                                                                                                                                                    | 20 € / heure    | Durée de l'intervention majorée de 10 % |
| Dimanche ou jour férié (journée)       | -                 | -                                                                                                                                                                                                    | 32 € / heure    | Durée de l'intervention majorée de 25 % |
| Nuit, samedi, dimanche ou jours fériés | 22 € / heure      | Durée de l'intervention majorée de :<br>- 25 % pour les heures effectuées le samedi,<br>- 50 % pour les heures effectuées la nuit<br>- 100 % pour les heures effectuées le dimanche ou un jour férié | -               | -                                       |

Cette indemnité sera revalorisée en fonction de la réglementation.

La rémunération ou la compensation des interventions sont exclusives l'une de l'autre. Elles sont octroyées au choix de l'Autorité Territoriale, selon les nécessités de service.

L'indemnité d'intervention ne peut être accordée aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou qui bénéficient d'une nouvelle bonification indiciaire au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels.

En cas d'intervention durant une période d'astreinte, il appartient au supérieur hiérarchique d'élaborer le bordereau d'heures signé par l'agent avant transmission à la Direction des Ressources Humaines pour récupération ou paiement des heures effectuées.

La liste des directions, services et/ou emplois concernés par les astreintes figure en annexe 4 du présent règlement.

#### ▪ **La permanence**

Elle correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, dimanche ou jour férié, sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte.

Les permanences feront l'objet d'une indemnisation selon les dispositions statutaires en vigueur.

### **Article 13 : Journée de solidarité**

La journée de solidarité destinée au financement des actions en faveur des personnes âgées et handicapées, s'applique à tout agent, titulaire, stagiaire, contractuel de droit public ou privé par la réduction d'une journée A.R.T.T. sur le quota annuel.

## **LES TEMPS D'ABSENCE DANS LA COLLECTIVITE**

### **Article 14 : Congés annuels**

*Décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985.*

*Décret 51.725 du 8.6.51.*

*Décret 78-399 du 20.3.1978.*

*Décret 88-168 du 15.02.1988.*

*Décret 2020-851 du 2 juillet 2020.*

*Arrêté du 2 juillet 2020.*

*Circulaire du 16.8.1978.*

Les agents titulaires, stagiaires et contractuels en position d'activité ont droit aux congés annuels d'une durée égale à 5 fois les obligations hebdomadaires de service.

Des jours de congés supplémentaires pour fractionnement sont attribués, de la façon suivante :

- 1 jour de congé supplémentaire lorsque le nombre de jours pris, en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre, est égal à 5,6 et 7 jours,
- 2 jours de congés supplémentaires lorsque le nombre de jours pris, en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre, est au moins égal à 8 jours.

Les congés annuels sont accordés par le responsable hiérarchique après concertation avec les agents en fonction des obligations du service.

Le solde des congés de l'année civile considérée doit être soldé au plus tard à la fin des vacances de fin d'année de l'année N +1. Des dérogations exceptionnelles pourront être accordées selon les situations individuelles, et lorsque l'agent n'a pu épuiser ses congés pour nécessité de service.

Le report des congés qui n'auraient pu être pris du fait de la maladie se fait dans la limite de 15 mois.

Le calendrier des congés est défini par l'Autorité Territoriale ou ses représentants (Directeurs, responsable de service, de pôle...) après consultation des intéressés compte tenu des fractionnements et échelonnement des congés que l'intérêt et la nécessité de service peuvent rendre nécessaires. Les congés peuvent être refusés lorsque les nécessités de service le justifient.

Pour les agents annualisés avec différents cycles de travail, les dates des congés annuels et des périodes non travaillées sont fixées en début d'année.

L'absence de service ne peut excéder 31 jours consécutifs sauf cas particulier du personnel autorisé à bénéficier d'un congé bonifié.

#### **➔ Ponts et jours fériés**

Un jour de repos tombant un jour férié ne donne droit à aucune récupération.

Exceptionnellement, en fonction du calendrier des ponts et des jour fériés de l'année en cours, l'Autorité Territoriale peut imposer un jour de congés encadrant le ou les jours fériés. En cas de mise en œuvre de cette possibilité, la fermeture des services communautaires ne devant pas assurer la continuité du service serait effective. Afin de couvrir ces jours de fermeture, les agents posent au choix des congés ou RTT.

## ➔ Congé bonifié

Le congé bonifié concerne les fonctionnaires territoriaux titulaires en position d'activité justifiant d'une durée de service ininterrompue de 2 ans, à temps complet ou non complet, dont le centre des intérêts moraux et matériels est situé en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin ou à Saint-Pierre-et-Miquelon et exerçant en métropole.

Les fonctionnaires stagiaires, les contractuels de droit public et privé sont exclus du dispositif de congé bonifié.

L'agent doit justifier avoir sa résidence habituelle dans le département d'outre-mer dont il est originaire (domicile des père et mère ou à défaut des parents les plus proches, propriété ou locations de bien fonciers situés sur le lieu de la résidence habituelle déclarée, domicile avant l'entrée dans l'administration, lieu de naissance et de mariage de l'agent, lieu et durée de la scolarité en métropole et dans le département d'outre-mer, inscription sur une liste électorale dans le département d'outre-mer, possession d'un compte bancaire ou postal, demandes de mutations dans le département d'outre-mer, bénéfice antérieur d'un congé bonifié).

Le fonctionnaire bénéficiaire d'un congé bonifié ouvre droit, ainsi que les membres de sa famille, sous certaines conditions, à la prise en charge des frais de voyage. Les frais de transport sont désormais pris intégralement en charge par l'administration, dans les conditions suivantes pour :

- L'agent bénéficiaire et pour chaque enfant à charge au sens de la législation sur les prestations familiales ;
- Le conjoint, le concubin ou le partenaire d'un pacte civil de solidarité (PACS) dont les revenus n'excèdent pas un plafond déterminé par un arrêté des ministres chargés de la fonction publique et du budget. Ce montant annuel des revenus du conjoint, du concubin ou du PACS pris en compte correspond au revenu fiscal de référence de l'année civile précédant l'ouverture du congé.

La prise en charge des frais de voyage s'effectue sur la base du tarif le plus économique en vigueur. Les frais de bagages sont pris en charge dans la limite de 40 kg par personne.

### Dispositions transitoires pour les congés bonifiés :

Les fonctionnaires territoriaux qui, à la date d'entrée en vigueur du décret du 2 juillet 2020, remplissent les conditions fixées respectivement à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 20 mars 1978, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de ce nouveau décret, et au deuxième alinéa du 1<sup>o</sup> de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984, peuvent opter :

- Soit pour le bénéfice d'un dernier congé bonifié attribué dans les conditions du décret du 20 mars 1978 (bonification de 30 jours), et utilisé dans un délai de douze mois à compter de l'ouverture du droit à ce congé bonifié ;
- Soit pour l'application immédiate des nouvelles conditions réglementaires (réduction à deux ans de la durée minimale de service pour l'ouverture des droits au lieu de trois ans auparavant, suppression de la bonification de 30 jours, réduction de la durée d'utilisation des droits acquis de 24 mois à 12 mois...).

## Article 15 : ARTT

*Délibération n° 2001-7-189 111 du 26 novembre 2001.*

L'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail (ARTT) est un dispositif qui prévoit d'attribuer des journées ou des demi-journées de repos à un agent dont la durée de travail est supérieure à 35 heures par semaine.

Tous les agents de droit public (fonctionnaires ou contractuels) peuvent bénéficier de jours d'ARTT. Le nombre de jours d'ARTT est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail ou au cours de la semaine. Les jours d'ARTT sont rémunérés dans les conditions habituelles.

Quel qu'en soit le motif, les jours non travaillés ne sont pas considérés comme du temps de travail effectif et par voie de conséquence, n'ouvrent pas droit à des jours d'ARTT.

Il y a toutefois 2 exceptions :

- Les autorisations d'absence accordées dans le cadre du droit syndical,
- Les autorisations d'absence pour lesquelles le texte les instituant prévoit qu'elles sont assimilées à du temps de travail effectif.

Les absences donneront lieu à une déduction du quota annuel des jours d'ARTT, dans les proportions suivantes :

| Nombre de jours d'absence cumulé en jours ouvrés dans l'année | Nombre de jours ARTT en moins |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| 0 à 9 jours                                                   | Aucune retenue                |
| 10 à 19 jours                                                 | 1 jour en moins               |
| 20 à 29 jours                                                 | 2 jours en moins              |
| 30 à 39 jours                                                 | 3 jours en moins              |
| Etc...                                                        | Etc...                        |

Les droits au titre des ARTT sont acquis mensuellement, il est donc demandé aux agents de ne pas les anticiper. Au titre de la continuité de service, chaque direction/service veillera à s'assurer de la poursuite de l'activité. Les contrats d'apprentissage n'ouvrent pas droit à ce bénéfice.

### **Article 16 : Autorisations spéciales d'absence**

*Délibération n° 2007-5-42-153 du 2 juillet 2007 et Code Général de la Fonction Publique.*

Les agents titulaires, stagiaires et contractuels en position d'activité peuvent se voir accorder, après demande auprès de l'Autorité Territoriale des autorisations spéciales d'absence (ASA), à prendre au moment de l'événement. Certaines autorisations spéciales d'absence sont de droit, et d'autres sont discrétionnaires. Elles sont détaillées dans le tableau ci-après :

| Objet                                                                 | Autorisation d'absence                                                                                         | Pièces justificatives à fournir                                     |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| <b>Mariage / PACS</b>                                                 |                                                                                                                |                                                                     |
| Agent                                                                 | 5 jours ouvrés                                                                                                 | Acte de mariage (PACS) ou faire-part                                |
| Enfant                                                                | 2 jours ouvrés                                                                                                 | Acte de mariage (PACS) ou faire-part                                |
| Ascendant, frère, sœur                                                | 1 jour ouvré                                                                                                   | et document prouvant le lien de parenté                             |
| <b>Décès / Obsèques</b>                                               |                                                                                                                |                                                                     |
| Conjoint (e)                                                          | 5 jours ouvrés                                                                                                 |                                                                     |
| Enfant de moins de 25 ans                                             | 14 jours ouvrables + 8 jours calendaires complémentaires fractionnables dans un délai d'un an suivant le décès |                                                                     |
| Enfant de plus de 25 ans                                              | 12 jours ouvrables                                                                                             | Acte de décès ou faire-part et document prouvant le lien de parenté |
| Père, mère                                                            | 5 jours ouvrés                                                                                                 |                                                                     |
| Grands-parents, frère, sœur, beau-père, belle-mère                    | 3 jours ouvrés                                                                                                 |                                                                     |
| Autres ascendants (oncle, tante, neveu, nièce, beau-père, belle-mère) | 1 jour ouvré                                                                                                   |                                                                     |
|                                                                       | 3 jours ouvrables (à l'exception du jour de repos hebdomadaire), pris dans les jours qui suivent l'évènement   |                                                                     |
| <b>Congé de naissance ou d'adoption</b>                               |                                                                                                                | Extrait d'acte de naissance                                         |
| <b>Garde de jeune(s) enfant(s)</b>                                    | 6 jours ouvrés pour un temps complet, proratisé pour les agents à temps partiel.                               | Certificat médical ou attestation de l'établissement scolaire       |

Possibilité de doublement si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence par son emploi.

Cette autorisation est accordée sous réserve des nécessités de service, pour les enfants âgés de 16 ans au plus (pas de limite d'âge pour les handicapés). Elle est accordée par année civile, quel que soit le nombre d'enfants.

|                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Concours et examens</b>                                                       | 1 journée précédente pour un concours ou examen durant au moins la journée.<br>½ journée précédente pour un concours ou examen durant une demi-journée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Copie de la convocation                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Déménagement de l'agent</b>                                                   | 1 jour                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Copie du bail ou de l'acte notarié                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Maternité :<br/>Aménagement des horaires de travail</b>                       | Dans la limite maximale d'une heure par jour, à partir du 3ème mois de grossesse. Sous réserve de l'avis du médecin de la médecine professionnelle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Avis du médecin de la Médecine Professionnelle et Préventive                                                                                                                                                                           |
| <b>Maternité :<br/>Examens médicaux obligatoires</b>                             | - Une autorisation est accordée de droit à <b>l'agent</b> (durée de l'examen) pour se rendre aux examens médicaux obligatoires antérieurs et postérieurs à la naissance dans le cadre de la surveillance médicale de sa grossesse (7 examens prénataux et un examen postnatal)<br>- <b>L'agent conjoint</b> bénéficie d'autorisations spéciales d'absence (durée de l'examen) pour se rendre à <u>trois examens médicaux obligatoires de suivi de grossesse pour l'accompagner</u> . Autorisation accordée de droit au conjoint, à la personne liée par un PACS ou vivant maritalement avec la femme enceinte. | Information de l'employeur de la date d'accouchement avant la fin du 4ème mois de grossesse afin d'organiser le service (Déclaration de grossesse ou information).<br>Présentation de la convocation ou autres justificatifs médicaux. |
| <b>Actes médicaux nécessaires à l'Assistance médicale à la procréation (PMA)</b> | -Une autorisation accordée de droit à <b>l'agent</b> pour la durée d'absence proportionnelle à la durée de l'acte médical PMA reçu.<br>- <b>L'agent conjoint</b> bénéficie d'autorisations spéciales d'absence de droit dont la durée d'absence est proportionnelle à la durée de l'acte médical reçu et limitée à trois actes médicaux au maximum nécessaires pour chaque protocole du parcours d'assistance médicale.                                                                                                                                                                                        | Présentation des justificatifs médicaux à l'agent public (homme ou femme) suivant les traitements nécessaires dans le cadre d'un parcours de PMA.                                                                                      |
| <b>Mandats</b><br>- Syndical<br>- Électif                                        | Conformément à la réglementation en vigueur.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Autorisation accordée sur présentation de la convocation                                                                                                                                                                               |
| <b>Rentrée scolaire</b>                                                          | 1 heure maximum                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                        |

Il est précisé que pour tout trajet minimum de 400 km aller/retour, 2 jours maximum supplémentaires (durée laissée à l'appréciation de l'Autorité Territoriale) peuvent être accordés pour les autorisations d'absences suivantes :

- Mariage, PACS, décès, maladie très grave et déménagement.



Le jour de l'évènement est inclus dans le temps d'absence. Les jours accordés sont considérés comme étant des jours ouvrés (jours normalement travaillés dans la collectivité) et consécutifs.

Une autorisation d'absence ne peut donc en aucun cas être octroyée durant un congé annuel, ni par conséquent interrompre le déroulement. Elle est accordée indépendamment des congés rémunérés (ex : congés annuels, congés de paternité...). Si l'évènement survient durant une période où l'agent est absent du service (période de congés annuels, de repos compensateur, de jours de fractionnement (le cas échéant) ou de jours ARTT), les congés ne sont pas interrompus et remplacés par une autorisation d'absence et aucune récupération n'est possible.

Pour bénéficier des autorisations d'absences, l'agent doit remplir le formulaire adapté et le transmettre après validation de son supérieur hiérarchique et à l'appui des justificatifs, à la Direction des Ressources Humaines.

Les ASA ne génèrent pas de jours de réduction de travail sauf celles relatives à l'exercice du droit syndical prises en application de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et celles pour lesquelles la loi ou le règlement prévoit qu'elles soient assimilées à du temps de travail effectif (Certaines ASA de droit liées à la maternité...).

### **Article 17 : Autorisation de sortie pendant les heures de travail**

Les sorties doivent être exceptionnelles et doivent faire l'objet d'un accord auprès du responsable hiérarchique et de la Direction des Ressources Humaines.

Un justificatif devra être remis à la Direction des Ressources Humaines. Le temps de travail non effectué est obligatoirement récupéré.

### **Article 18 : Temps de repas**

*Circulaire n° 83-111 du ministère de l'Intérieur du 5 mai 1983.*

La pause méridienne est de 45 minutes au minimum. Elle n'est pas prise en compte sur le temps de travail.

### **Article 19 : Temps de pause**

Les pauses sont tolérées sous la responsabilité du responsable hiérarchique concerné, dans une limite de fréquence raisonnable à condition que le fonctionnement du service soit assuré.

Il est rappelé qu'une pause d'au moins 20 minutes est accordée lorsque le temps de travail effectif est supérieur à 6 heures de travail continu.

### **Article 20 : Temps de trajet**

Le temps de trajet entre le domicile de l'agent et son lieu habituel de travail n'est pas décompté comme temps de travail effectif.

### **Article 21 : Droit à la formation**

L'obligation réglementaire d'établir un plan de formation pour les agents de la CAMVS a nécessité d'élaborer un règlement de la formation fixant les droits et obligations du personnel et de la CAMVS dans le cadre de la mise en œuvre des actions prévues au plan de formation.

Ce règlement de formation est annexé au présent règlement.

## **Article 22 : Missions**

L'agent qui accomplit une mission dans le périmètre de la CAMVS mais dont le trajet nécessite de sortir de ce périmètre doit obtenir l'autorisation de se déplacer après accord de son supérieur hiérarchique et de la Direction des Ressources Humaines afin d'établir éventuellement un ordre de mission qui sera signé par l'Autorité Territoriale.

L'ordre de mission n'est pas nécessaire en cas de formation et/ou de stage, puisque la Direction des Ressources Humaines reçoit les convocations.

Seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé par un ordre de mission. L'ordre de mission devra être établi avant le départ en mission et accepté par l'Autorité Territoriale. Il peut s'agir d'une organisation ou d'une participation à un colloque, séminaire, conférence, salon, réunion, forum, mission dans l'intérêt du service...

Dans le cadre des déplacements pour les besoins du service énumérés ci-dessus, il sera privilégié l'utilisation des véhicules de service et le covoiturage. Ce mode de déplacement est accepté en priorité par rapport à l'utilisation du véhicule personnel et des transports en commun.

L'agent souhaitant utiliser son véhicule personnel devra obtenir préalablement et avant le départ en mission, l'accord de l'Autorité Territoriale.

La collectivité remboursera les frais de transport selon le tarif le moins onéreux pour la collectivité.

En cas d'utilisation du véhicule personnel et sous réserve d'avoir obtenu au préalable l'accord de l'Autorité Territoriale, seule l'indemnité pour frais kilométriques sera remboursée à l'agent et conformément à la réglementation en vigueur.

En cas d'utilisation d'un moyen de transport en commun, le remboursement interviendra sur production du titre de transport.

La CAMVS remboursera les frais de repas dans la limite suivante :

- L'indemnité de repas sera remboursée aux frais réels des frais effectivement engagés par l'agent, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire par arrêté.
- L'indemnité forfaitaire de repas est réduite de 50 % lorsque l'agent a la possibilité de se rendre dans un restaurant administratif ou assimilé.
- Aucune indemnité de repas lorsque l'agent sera nourri gratuitement.

Le remboursement de l'ensemble des frais énumérés ci-dessus n'interviendra que sur présentation de l'ordre de mission.

Dans le cadre d'une mission, la collectivité remboursera les frais d'hébergement dans la limite des montants en vigueur fixés par arrêté ministériel en application de la délibération du conseil communautaire.

### **Article 23 : Jours fériés**

Un jour de repos tombant un jour férié ne donne droit à aucune récupération. Il en est de même pour le travail à temps partiel.

### **Article 24 : Compte épargne temps**

*Délibération n° 2015-5-24-94 du 29 juin 2015.*

Les agents titulaires et contractuels employés de manière continue et ayant accompli au moins une année de service peuvent ouvrir un compte-épargne temps (CET). Les fonctionnaires stagiaires, les bénéficiaires d'un contrat aidé ou d'un contrat d'apprentissage en sont exclus.

Le compte-épargne temps, ouvert à la demande de l'agent, consiste à accumuler des droits à congés rémunérés, à repos compensateurs, ou à ARTT, pour en bénéficier ultérieurement.

Un guide d'utilisation du compte épargne temps est annexé au présent règlement.

### **Article 25 : Congés pour indisponibilité physique**

#### **▪ Congé pour maladie**

*Décret n°2014-1133 du 3 octobre 2014.*

*Circulaire NOR CPAF1802864C du 15 février 2018.*

Les agents en congé de maladie doivent avertir le responsable hiérarchique et la Direction des Ressources Humaines dès qu'ils ont connaissance de leur indisponibilité et d'adresser impérativement dans les délais suivants, les certificats médicaux :

- 48 heures pour les agents fonctionnaires,
- 24 heures pour les agents contractuels.

En cas de non-respect du délai de transmission de l'arrêt maladie, la Direction des Ressources Humaines informe uniquement les agents fonctionnaires de la réduction de la rémunération à laquelle il s'expose en cas de nouvel envoi tardif dans une période de 24 mois.

L'article 115 de la loi de finances pour 2018 prévoit que : « les agents publics en congé de maladie ordinaire ne bénéficient du maintien de leur traitement ou de leur rémunération, ou du versement de prestations en espèces par l'employeur, qu'à compter du deuxième jour de ce congé ».

Dès réception de l'arrêt maladie, ce jour de carence sera automatiquement déduit sur le salaire du mois en cours, ou au plus tard le mois suivant.

#### **▪ Congé pour accident**

En référence, à la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et du décret n°88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale, les agents dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent être confrontés à un accident de service ou de travail.

Un guide de procédure interne de déclaration des accidents est annexé au présent règlement intérieur.

▪ **Congé maternité**

Tout agent pourra bénéficier des dispositions applicables aux fonctionnaires et agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale dans le domaine des congés et autorisations spéciales d'absence liées à la maternité.

▪ **Congé de paternité et d'accueil de l'enfant**

La durée du congé est fixée à 25 jours calendaires : Sur ces 25 jours calendaires, 4 doivent obligatoirement être pris consécutivement et immédiatement après le congé de naissance de 3 jours. La période restante de 21 jours calendaires peut être prise de manière continue ou fractionnée en 2 périodes maximum d'au moins 5 jours chacune.

Ces 21 jours doivent être pris dans les 6 mois suivant la naissance.

Quand l'enfant est immédiatement hospitalisé après sa naissance dans une unité de soins spécialisée, la période de congé de 4 jours consécutifs peut être prolongée, pendant la durée de l'hospitalisation, dans la limite de 30 jours consécutifs.

Dans ce cas, une demande doit être formulée à l'autorité territoriale qui ne peut refuser cette prolongation.

Les unités de soins spécialisés d'hospitalisation de l'enfant ouvrant droit à l'attribution de cette période de congé supplémentaire sont les suivantes :

- Unités de néonatalogie
- Unités de réanimation néonatale
- Unités de pédiatrie de nouveau-nés et de nourrissons
- Unités indifférenciées de réanimation pédiatrique et néonatale

La période de 21 jours calendaires doit alors être prise dans les 6 mois suivant la fin de l'hospitalisation.

La demande de congé de paternité doit être formulée auprès de la Direction des Ressources Humaines, en accord avec le supérieur hiérarchique direct, au moins 1 mois avant la date prévue de l'accouchement.

La demande doit être accompagnée des pièces suivantes :

- Copie du certificat de grossesse établi par le médecin ou la sage-femme qui suit la grossesse,
- Toutes pièces justifiant que l'agent est le père de l'enfant ou la personne qui vit avec la mère.

La demande doit indiquer la date prévisionnelle de l'accouchement et les dates et les durées de la ou des périodes de congés.

Dans les 8 jours suivant l'accouchement, toute pièce justifiant la naissance de l'enfant doit être transmise à la Direction des Ressources Humaines.

Un mois avant la prise de la période des 21 ou 28 jours, une confirmation des dates de congé et, en cas de fractionnement de cette période, les dates de chacune des 2 périodes, doit être adressée à la Direction des Ressources Humaines.

En cas de naissance prématurée, si la ou les périodes de congé débutent au cours du mois suivant la naissance, la Direction des Ressources Humaines doit être informée dans les plus brefs délais. Dans les 8 jours suivant l'accouchement, toute pièce justifiant la naissance de l'enfant doit être transmise à la Direction des Ressources Humaines.

## **UTILISATION DES LOCAUX ET DU MATERIEL**

### **Article 26 : Modalités d'accès aux locaux**

Le personnel n'a accès aux locaux de la collectivité que pour l'exécution de son travail. Ils sont réservés exclusivement aux activités professionnelles des agents.

Il est interdit d'introduire dans les locaux des animaux, objets et des matières susceptibles d'incommoder les personnes ou de provoquer des accidents.

Il est strictement interdit de fumer ou de vapoter dans l'ensemble des locaux de la collectivité ainsi qu'à l'intérieur des véhicules de service appartenant à la collectivité.

Chaque agent dispose des équipements nécessaires pour accéder aux locaux et à son bureau. Ces équipements devront être restitués lors de leur départ.

### **Article 27 : Véhicules de fonctions, service, personnel et vélos**

Un règlement d'utilisation des véhicules est annexé au présent règlement.

### **Article 28 : Règles d'utilisation du matériel professionnel**

Chaque agent est tenu de conserver en bon état le matériel qui lui est confié, en vue de l'exécution de son travail.

Les agents sont tenus d'informer leur hiérarchie des défaillances ou anomalies constatées au cours de l'utilisation du matériel.

Il est interdit, sans y être habilité et autorisé, d'apporter des modifications ou même de faire des réparations sans l'avis des services compétents en raison des dangers qui peuvent résulter de travaux incontrôlés et non homologués.

### **Article 29 : Matériel informatique**

La mise à disposition de matériels et logiciels informatiques au personnel de la CAMVS a pour but de faciliter les tâches, l'accès à l'information et la communication de chacun en interne comme en externe.

Afin de garantir une disponibilité maximale de ces outils et une efficacité des services, certaines règles de fonctionnement doivent être respectées par tous. C'est pour cette raison que lors de son arrivée, chaque agent se verra remettre la charte d'utilisation des outils informatiques (jointe en annexe).

L'agent, après en avoir pris connaissance, devra remettre l'attestation datée et signée auprès de la Direction des Ressources Humaines.

### **Article 30 : Téléphonie**

Les communications téléphoniques (téléphone fixe ou portable) à caractère personnel reçues ou données au cours du travail doivent être strictement limitées aux cas d'urgence.

### **Article 31 : Affranchissement du courrier**

Le courrier personnel de chaque agent ne pourra être affranchi aux frais de la CAMVS.



---

## DEUXIEME PARTIE : HYGIENE ET SECURITE

---

### Article 32 : Respect des consignes et du règlement intérieur hygiène, santé et sécurité au travail

Chaque agent doit respecter et faire respecter, en fonction de ses responsabilités hiérarchiques, les consignes générales et particulières de sécurité en vigueur sur les lieux de travail, pour l'application des prescriptions prévues par la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

Chaque agent doit respecter et faire respecter le règlement intérieur hygiène, santé et sécurité au travail situé en annexe 10 (Pièce n°5).

En cas de crise sanitaire, les agents devront respecter les protocoles et procédures diffusées.

### Article 33 : Protocole de lutte contre les incendies – plan d'évacuation

La CAMVS est dotée d'un protocole de lutte contre les incendies indiquant le rôle de chacun et les gestes essentiels à accomplir en cas de réalisation du risque.

Les issues de secours et postes d'incendie doivent rester libres d'accès en permanence. Il est interdit de les encombrer par du matériel ou des marchandises.

Il est interdit de manipuler les matériels de secours (extincteurs...) en dehors de leur utilisation normale et d'en rendre l'accès difficile.

Chaque nouvel agent se verra remettre une copie du protocole mis en place.

### Article 34 : Désignation de l'Assistant(e) de Prévention

La mission de l'Assistant(e) de Prévention est d'assister et de conseiller l'Autorité Territoriale auprès de laquelle il est placé dans la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité au travail.

---

## TROISIEME PARTIE : DROITS ET OBLIGATIONS DES AGENTS

---

Dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, les agents fonctionnaires et contractuels sont tenus de respecter un ensemble de règles garantissant le bon fonctionnement du service public.

*Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires.*

*Loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.*

*Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique*

*Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique*

*Arrêté du 4 février 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique*

### **Article 35 : Droits et obligations**

Les droits du fonctionnaire et agent contractuel :

- **Droit à la rémunération**

Les agents fonctionnaires ou contractuels ont droit, après service fait, à une rémunération comprenant le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

- **Droit à la protection**

*Articles L134-1 à 12 du code de la fonction publique.*

Les agents fonctionnaires ou contractuels ont droits à la protection contre les tiers et l'arbitraire de l'administration.

La collectivité est tenue de les protéger contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et réparer le préjudice qui en résulte.

Lorsque l'agent est poursuivi par un tiers pour une faute de service, la collectivité doit dans la mesure où une faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions ne lui est pas imputable, le couvrir des condamnations civiles prononcées contre lui.

- **Droit à la protection contre le harcèlement dans les relations du travail**

*Article L133-1 à 3 du code de la fonction publique.*

Les agissements qualifiés de harcèlement sexuel et harcèlement moral sont condamnés sur le plan disciplinaire et le plan pénal.

- **Droit à la formation**

*Articles L421 et L 422 du code de la fonction publique.*

Le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie est reconnu aux agents quel que soit leur statut (fonctionnaire, contractuel).

Le règlement de formation est annexé au présent règlement.

▪ **Le droit en tant que citoyen et Liberté d'opinion**

*Article L 111-1 du code de la fonction publique.*

La liberté d'opinion est garantie aux agents quel que soit leur statut (fonctionnaire ou contractuel). Aucune distinction ne peut être faite en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur origine, de leur orientation sexuelle ou identité de genre, de leur âge, de leur patronyme, de leur situation de famille, de leur état de santé, de leur apparence physique, de leur handicap ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée à une ethnie ou une race.

De même aucune distinction, directe ou indirecte, ne peut être faite entre les agents en raison de leur sexe. Aucun agent ne doit subir d'agissement sexiste, défini comme tout agissement lié au sexe d'une personne, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité, ou de créer un environnement intimidant, dégradant, humiliant ou offensant.

▪ **Le droit syndical**

Les agents (fonctionnaires ou contractuels) peuvent créer des syndicats et y adhérer, le droit syndical constituant, lui aussi, une garantie fondamentale. Les agents syndiqués pourront bénéficier d'autorisations spéciales d'absence (selon les nécessités de service), de congés pour formation syndicale et de décharges d'activité de service.

Ces organisations syndicales peuvent ester en justice, se pourvoir devant les juridictions compétentes contre les actes réglementaires concernant le statut du personnel et contre les décisions individuelles portant atteinte aux intérêts collectifs des fonctionnaires.

▪ **Le droit de grève**

Le droit de grève est reconnu aux agents (fonctionnaire ou contractuel).

Ce droit doit cependant s'exercer dans les limites légales.

L'exercice de ce droit connaît des restrictions. En effet, l'administration peut imposer le maintien d'un service minimum en empêchant certains agents de faire grève par la voie de la réquisition ou de la désignation. D'autres fonctionnaires sont totalement privés du droit de grève : préfets, militaires, magistrats de l'ordre judiciaire, CRS.

Aucun cadre d'emplois de la fonction publique territoriale n'est touché par cette interdiction.

Par ailleurs, toute journée de grève, quelle que soit la durée du service non fait donne lieu à une retenue de 1/30e de la rémunération mensuelle.

▪ **Le droit à participation / droits sociaux**

Les agents disposent d'un droit de participation, par l'intermédiaire de leurs délégués élus dans les organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'élaboration des règles statutaires et à l'examen des décisions individuelles relatives aux carrières. Ils participent également à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle et sportive dont ils bénéficient où qu'ils organisent.

Le fonctionnaire peut exercer son droit à la participation dans les instances existantes (Commission Administrative Paritaire, Comité Social Territorial, Amicale du personnel...).

L'agent contractuel peut exercer son droit à la participation dans les instances existantes (Commission Consultative Paritaire, Comité Social Territorial, Amicale du personnel...).

▪ **Le droit à congés**

Les agents ont droit à des congés :

- Annuels,
- Maladie,
- De maternité et des congés liés aux charges parentales,
- De formation professionnelle,
- Pour validation des acquis de l'expérience,
- Pour bilan de compétences,
- Pour formation syndicale.

▪ **Le droit d'accès à son dossier individuel**

Tout fonctionnaire a droit à :

- La communication obligatoire de son dossier individuel dans le cadre d'une procédure disciplinaire,
- L'accès à son dossier individuel. La demande de consultation du dossier individuel doit être formulée par écrit ou par mail à la Direction des Ressources Humaines qui fixera dans les meilleurs délais une date et heure de consultation.

▪ **Le droit à un déroulement de carrière**

Le fonctionnaire a vocation à occuper un ensemble d'emplois tout au long de sa carrière. Cette dernière présente un caractère évolutif comprenant des avancements, des promotions, des changements de position et des mutations dans d'autres collectivités.

Les changements de positions et les mutations s'effectuent à la demande des agents.

Certains éléments du déroulement de carrière, tel l'avancement d'échelon, constituent un droit.

Pour d'autres éléments, tel l'avancement de grade, ou encore la promotion interne, il a été défini en accord avec les organisations syndicales des modalités de traitement et de classement déterminées par les Lignes Directrices de Gestion arrêtées par l'Autorité Territoriale après concertation avec les représentants du personnel

En cas de double possibilité sur la même année en termes d'avancement de grade et de promotion interne, l'Autorité Territoriale proposera l'agent sur la solution la plus favorable à son déroulement de carrière.

À l'appui de ces critères, c'est l'Autorité Territoriale qui décide ou non de présenter les agents.

▪ **Le droit de consulter un référent déontologue**

Tout agent a le droit de consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques. Le référent déontologue peut être saisi de toute question relative :

- Au respect des valeurs déontologiques (dignité, impartialité, neutralité, laïcité...);
- À l'obéissance ou désobéissance hiérarchique, la discrétion ou le secret professionnel ;
- Au devoir de réserve et la liberté d'expression ;
- Au cumul d'activités ;
- À la prévention des conflits d'intérêts.

Parce qu'il intervient préventivement, le référent déontologue ne saurait être saisi de cas déjà litigieux entre l'agent et son employeur. Il n'est pas un arbitre, encore moins un conseil dans le cadre d'une éventuelle procédure disciplinaire.

Il n'a, à ce titre, pas vocation à intervenir dans le cadre d'un litige opposant l'agent et son administration. Son rôle est limité aux principes déontologiques.

Il ne tire donc de son rôle aucune possibilité d'immixtion dans les affaires de la collectivité pas plus qu'un pouvoir d'ingérence dans le fonctionnement de celle-ci. Seul l'employeur est garant du respect des principes déontologiques.

Version n°10 – 1<sup>er</sup> octobre 2025

En outre, parce qu'il est soumis au secret et à la discrétion professionnelle, il ne peut divulguer l'identité des agents qui l'ont saisi.

La collectivité étant affiliée obligatoirement au Centre de Gestion, le référent déontologue est désigné par le président du Centre de Gestion de Seine et Marne.

- **Droit à l'information sur les règles et conditions essentielles relatives à l'exercice des fonctions**

*Article L.115-7 du CGFP*

*Décret n° 2023-845 du 30 août 2023 portant sur la communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions ;*

*Arrêté du 30 août 2023 fixant les modèles de documents d'information prévus par le décret n° 2023-845 du 30 août 2023 portant sur la communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions*

L'agent public reçoit de son employeur communication des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de ses fonctions.

Les agents publics reçoivent de leur employeur, au démarrage de leur relation de travail et lorsque leur situation évolue, une information individualisée écrite (qui peut être dématérialisée) sur les règles et les conditions relatives à l'exercice de leurs fonctions (droits à congés rémunérés, droits à la formation, organisation et durée du travail, etc.)

Les obligations du fonctionnaire et agent contractuel :

Il existe deux grandes catégories d'obligations : des obligations professionnelles et obligations morales.

- [Les obligations professionnelles](#)

- **Le respect des valeurs du service public**

L'agent fonctionnaire ou contractuel doit exercer ses fonctions avec dignité, impartialité, intégrité et probité. Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent a l'obligation de neutralité.

L'agent doit exercer ses fonctions dans le respect du principe de laïcité. À ce titre, l'agent s'abstient notamment de manifester, dans l'exercice de ses fonctions, ses opinions religieuses. L'agent doit traiter de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

- **L'obligation de service**

L'agent consacre l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées. Il doit respecter la durée et les horaires de travail. Il doit assurer la continuité du service public et peut être sanctionné pour des absences injustifiées.

L'agent qui cesse son travail sans autorisation ou qui refuse de rejoindre le poste sur lequel il est affecté commet un abandon de poste pouvant entraîner sa radiation des cadres pour l'agent fonctionnaire et la radiation des effectifs pour l'agent contractuel.

- **Le cumul d'activités**

*Article L 121-3 et 123-1 à 8 du code de la fonction publique*

*Décret n°2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique*

Les agents ne peuvent exercer, à titre professionnel, une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit. Ils peuvent toutefois être autorisés à exercer, à titre accessoire, une activité, lucrative ou non, auprès d'une personne

Version n°10 – 1<sup>er</sup> octobre 2025



ou d'un organisme public ou privé, dès lors que cette activité est compatible avec les fonctions qui leur sont confiées et n'affecte pas leur exercice.

L'article 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 pose le principe, pour tous les agents, de non-cumul entre un emploi public et un emploi privé mais prévoit des dérogations.

Peuvent être exercés librement :

- La production des œuvres de l'esprit
- La détention de parts sociales et la perception de bénéfices qui s'y attachent. Les agents gèrent librement leur patrimoine personnel ou familial
- L'exercice d'une profession libérale découlant de la nature des fonctions pour les membres du personnel enseignant, technique ou scientifique des établissements d'enseignement et les personnes pratiquant des activités à caractère artistique

Après autorisation, les agents peuvent également exercer, à titre accessoire, une activité lucrative ou non, auprès d'une personne ou d'un organisme public ou privé, dès lors que cette activité est compatible avec les fonctions confiées et qu'elle n'affecte pas leur exercice. La liste des activités qui peuvent être autorisées figure dans le décret n°2020-69 du 30 janvier 2020.

Les agents employés à temps non complet pour une durée de travail inférieure à 24h30 peuvent être autorisés à exercer une activité privée lucrative dans les limites et conditions précisées par le décret n°2020-69 du 30 janvier 2020. L'agent doit en informer préalablement sa collectivité par écrit.

Le cumul d'activités doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'Autorité Territoriale, l'agent devra déposer auprès de la Direction des Ressources Humaines la demande d'autorisation de cumul d'activité qui sera soumise à l'appréciation de l'autorité territoriale.

#### ▪ **L'obligation d'obéissance hiérarchique**

*Article L 121-10 du code de la fonction publique*

Tout agent est responsable des tâches qui lui sont confiées. Il doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, excepté si l'instruction est manifestement illégale et de nature à troubler gravement un intérêt public.

Ainsi, lorsqu'un agent se trouve dans une telle situation (fraude électorale, favoritisme en matière de marchés publics...), il doit désobéir, sauf à voir sa responsabilité disciplinaire ou pénale engagée.

Si l'agent a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé ou s'il constate une défectuosité dans les systèmes de protection, il peut se retirer d'une telle situation, après en avoir avisé immédiatement son supérieur hiérarchique.

L'Autorité Territoriale prend les mesures et donne les instructions nécessaires pour permettre aux agents, en cas de danger grave et imminent, d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement leur lieu de travail. Cette faculté doit s'exercer de telle manière qu'elle ne puisse créer pour autrui une nouvelle situation de danger grave et imminent.

L'Autorité Territoriale ne peut demander à l'agent qui a fait usage de son droit de retrait de reprendre son activité dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent résultant notamment d'une défectuosité du système de protection.

#### ▪ **L'obligation de formation**

L'agent a le devoir de s'adapter au service public et de mettre ses connaissances à jour régulièrement. Le manquement à cette obligation constitue une faute.

➤ Les obligations morales

▪ **L'obligation de secret professionnel**

Dans l'exercice de ses responsabilités, l'agent peut, quel que soit son grade, avoir connaissance de faits intéressants les particuliers, ou de projets dont la divulgation mettrait en cause le fonctionnement du service public.

Des domaines exigent le secret absolu de la part des agents :

- La défense ;
- Les informations financières ;
- Le domaine médical ;
- La vie privée.

Il existe cependant des dérogations :

- Un agent qui a connaissance, dans l'exercice de ses fonctions, d'un crime ou d'un délit, doit en informer le procureur de la République ;
- Le juge pénal peut, dans certains cas (secret médical, défense nationale), exiger le témoignage de l'agent sur des faits couverts par le secret.

Le manquement à l'obligation de secret peut être sanctionné pénalement et disciplinairement.

▪ **L'obligation de discrétion professionnelle**

L'agent doit rester discret sur son activité professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, notamment en matière de liberté d'accès aux documents administratifs, l'agent ne peut être délié de cette obligation de discrétion professionnelle que par décision expresse de l'autorité dont il dépend.

Contrairement à l'obligation de secret, tout manquement à l'obligation de discrétion n'est pas pénalement sanctionné. Cependant, en cas de non-respect de cette obligation, l'agent est passible de sanctions disciplinaires.

▪ **L'obligation de réserve**

Il est interdit à l'agent (fonctionnaire, contractuel) d'exprimer ses opinions personnelles à l'intérieur ou à l'extérieur du service, dès lors que ses propos entravent le fonctionnement du service ou jettent le discrédit sur l'administration.

▪ **L'obligation de désintéressement**

Sauf dérogation, l'agent ne peut prendre, par lui-même ou par personne interposée, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle il/elle appartient ou avec laquelle il/elle est en relation, des intérêts de nature à compromettre son indépendance.

Les manquements à cette obligation revêtent d'autres caractères :

- La corruption passive ;
- Le trafic d'influence ;
- La soustraction ou le détournement de biens.

▪ **L'obligation de transparence administrative**

De façon générale, les fonctionnaires ont le devoir de satisfaire aux demandes d'information du public.

Par ailleurs, le droit de toute personne à l'information est garanti en ce qui concerne la liberté d'accès aux documents administratifs de caractère non nominatif. Sous réserve des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne a le droit de connaître les informations contenues dans un document administratif dont les conclusions lui sont opposées.

De même, au nom de la transparence administrative, dans ses relations avec les collectivités territoriales, toute personne a le droit de connaître le prénom, le nom, la qualité et l'adresse administrative de l'agent chargé d'instruire sa demande ou de traiter l'affaire qui la concerne ; ces éléments figurent sur les correspondances qui lui sont adressées. Si des motifs intéressant la sécurité publique ou la sécurité des personnes le justifient, l'anonymat de l'agent est respecté.

Enfin, toute décision prise par les collectivités territoriales comporte, outre la signature de son auteur, la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci.

▪ **Les obligations liées à la déontologie**

*Loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,  
Loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique,  
Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,  
Décret n° 2016-1967 du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration d'intérêts prévue à l'article 25 ter de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Décret n° 2016-1968 du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale prévue à l'article 25 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique  
Décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat,  
Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,*

La déontologie peut se définir comme « l'ensemble des règles et des devoirs qui régissent une profession, la conduite de ceux qui l'exercent, les rapports entre ceux-ci et leurs clients et le public » (source : Larousse).

La loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires introduit, la notion de conflits d'intérêts et les obligations du fonctionnaire confronté à une telle situation.

Ainsi, chaque fonctionnaire doit exercer ses fonctions avec dignité, impartialité, intégrité, probité, neutralité et dans le respect du principe de laïcité. Elle rappelle également le rôle du chef de service qui doit veiller au respect de ces principes dans les services placés sous son autorité.

Tout agent fonctionnaire ou contractuel doit veiller à faire cesser immédiatement ou à prévenir les situations de conflits d'intérêts dans lesquelles il se trouve ou pourrait se trouver, à l'occasion du traitement d'un dossier par exemple ou s'il siège dans une instance collégiale. Un agent ne peut donc avoir des intérêts dans une entreprise qui est en relation avec sa collectivité.

De plus, les emplois de directions devront remplir une déclaration exhaustive de leurs intérêts avant leur nomination et une déclaration patrimoniale, dans les 2 mois suivant leur nomination puis à leur fin de fonctions.

Il reviendra à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique d'examiner ces déclarations.

---

## QUATRIEME PARTIE : DISCIPLINE

---

Le pouvoir disciplinaire appartient à l'autorité territoriale qui peut, dans le respect de la procédure disciplinaire, d'une manière discrétionnaire, sanctionner un agent ayant commis un fait constitutif d'une faute.

### Article 36 : Sanctions pour les agents titulaires

*Article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.*

*Décret 89-677 du 18 septembre 1989*

*Article L 533-1 à L 533-3 du Code Général de la Fonction Publique*

Elles sont réparties en quatre groupes :

#### 1er groupe :

- L'avertissement,
- Le blâme,
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours.

#### 2ème groupe : (La saisine du Conseil de Discipline est obligatoire) :

- L'abaissement d'échelon,
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de quatre à quinze jours.

#### 3ème groupe : (La saisine du Conseil de Discipline est obligatoire) :

- La rétrogradation,
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de seize jours à deux ans.

#### 4ème groupe : (La saisine du Conseil de Discipline est obligatoire) :

- La mise à la retraite d'office,
- La révocation.

### Article 37 : Sanctions pour les agents stagiaires

*Article 6 du décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992.*

Les sanctions susceptibles d'être appliquées sont :

- L'avertissement,
- Le blâme,
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours,
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de quatre à quinze jours,
- L'exclusion définitive du service.

### Article 38 : Sanctions pour les agents contractuels

*Article 36-1 du décret n° 88- 145 du 15 février 1988.*

Les sanctions susceptibles d'être appliquées sont :

- L'avertissement,
- Le blâme,
- L'exclusion temporaire de fonctions avec retenue de traitement pour une durée maximale de six mois pour les agents recrutés pour une durée déterminée et d'un an pour les agents sous contrat à durée indéterminée,
- Le licenciement sans préavis ni indemnité de licenciement.

---

## CINQUIEME PARTIE : AVANTAGES SOCIAUX

---

### Article 39 : Prime de fin d'année

*Délibération n° 2005-3-22-86 en date du 31 mai 2005.*

Les agents titulaires, stagiaires et non titulaires à l'exception des collaborateurs de cabinet, des vacataires et des emplois de droit privé bénéficient d'une prime de fin d'année, versée au mois de novembre, au prorata des mois de présence sur l'année civile en cours, sur la base de 70% du traitement de base et de l'indemnité de résidence afférents au mois d'octobre de l'année considérée.

Pour les agents placés en position de temps partiel (de droit, et sur autorisation) et qui réintègrent leurs fonctions à temps complet en cours d'année, la prime de fin d'année est calculée au prorata temporis de la durée de travail effectuée à temps complet et à temps partiel.

### Article 40 : Tickets restaurant

La Communauté d'Agglomération a souhaité faire bénéficier à ses agents de la possibilité d'acquérir des tickets restaurant. La valeur faciale est déduite conformément au cadre de la délibération en vigueur sur le salaire de l'agent au regard de sa présence.

Toutes les absences (maladie, formation avec repas fourni, maternité, congé annuel, ARTT, récupération, Autorisation Spéciale d'Absence, longue maladie...), et quelle que soit la durée de l'absence (demi-journée, journée, semaine, mois), ne génèrent pas droit aux tickets restaurant. Il en est de même pour les missions lorsque le repas est remboursé conformément à l'indemnité forfaitaire prévue par les textes.

### Article 41 : Prestations d'action sociale

*Délibération n° 2006-6-28-182 en date du 28 novembre 2006.*

Chaque agent peut bénéficier, sur présentations de justificatifs, des prestations d'action sociale suivantes :

- Le remboursement de centre de loisirs sans hébergement,
- L'allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans.

Les demandes de remboursement sont à remettre à la Direction des Ressources Humaines accompagnés des justificatifs afin de les faire figurer sur le bulletin de paie de l'agent.

### Article 42 : Comité National d'Action Sociale (CNAS)

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine a fait le choix d'adhérer ses agents, qu'ils soient actifs ou retraités, au Comité National d'Action Sociale.

Chaque agent titulaire, stagiaire, ou contractuel dont la durée du contrat est supérieure à six mois, peut bénéficier des prestations d'actions sociales par le biais de cet organisme.

Chaque agent qui peut bénéficier de ces prestations, se verra doter, après son arrivée (ou sa période d'essai pour les agents contractuels), de sa carte de membre.

Le correspondant CNAS au sein de la CAMVS est un agent de la Direction des Ressources Humaines.



### **Article 43 : Amicale du personnel**

Il existe au sein de la Communauté, une Amicale du personnel se composant de :

- Membres d'honneur ;
- Membres actifs nommés adhérents.

L'objet est de créer et d'affermir les liens d'amitié et de solidarité au sein du personnel de la Communauté :

- De venir en aide à ceux de ses membres et de leurs familles à titre social,
- D'organiser des loisirs par des fêtes, voyages, etc...

### **Article 44 : Mutuelle et Prévoyance**

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine a souscrit pour l'ensemble de son personnel, un contrat groupe de mutuelle et de prévoyance à adhésion facultative.

Les éléments relatifs à la possibilité d'adhésion au contrat groupe mutuelle et/ou prévoyance seront remis aux nouveaux arrivants lors de l'arrivée au sein de la CAMVS.

### **1. Charte numérique de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine**

Version 1 du 5 février 2020

|                                                                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Préambule                                                                                                                             | 34 |
| I - Définition                                                                                                                        | 34 |
| II – 7 points clés à retenir                                                                                                          | 35 |
| III – Rôle de la DMSI                                                                                                                 | 35 |
| IV - Protection des données à caractère personnel                                                                                     | 36 |
| V – Droit à la déconnexion                                                                                                            | 37 |
| VI - La gestion des droits d'accès au réseau et aux ressources de la Collectivité                                                     | 37 |
| 1-Les droits et les obligations de l'utilisateur en matière de gestion des droits d'accès                                             | 37 |
| 2-Les droits et les obligations de la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI) en matière de gestion des droits d'accès | 38 |
| VII - La gestion des données et des ressources numériques de la Collectivité                                                          | 38 |
| 1-Les droits et les obligations de l'utilisateur en matière de gestion des données                                                    | 38 |
| 2-Les droits et les obligations de la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI) en matière de gestion des données        | 39 |
| VIII - La gestion des impressions                                                                                                     | 40 |
| IX - La Téléphonie                                                                                                                    | 40 |
| X - La gestion de la messagerie (Emails)                                                                                              | 41 |
| XI - Les usages d'Internet                                                                                                            | 42 |
| XII- La mise à disposition de matériel                                                                                                | 43 |
| XIII – Démarche de déclaration d'incident ou de demande auprès de la DMSI                                                             | 43 |
| Conclusion                                                                                                                            | 44 |
| ANNEXES                                                                                                                               | 45 |
| Textes applicables et recommandations                                                                                                 | 45 |
| Politique de Protection des Données – Gestion du personnel                                                                            | 47 |

## **Préambule**

La CAMVS connaît un essor important des Technologies de l'Information et de la Communication. Les ressources accessibles en réseau sont en effet en permanente expansion : production de documents numériques ou numérisés, messagerie, Internet, portails institutionnels, applications métiers, convergence voix / données.

Par ailleurs, les moyens d'accéder à notre Système d'Information évoluent également grâce à de nouveaux outils de plus en plus diversifiés : Smartphones, tablettes numériques, Wifi, etc.

Cette expansion, nécessaire à l'optimisation de la gestion de nos flux d'informations, engendre cependant de nouveaux risques quant à la sécurité des données et des applications. Il est important d'en prendre conscience et d'adapter nos pratiques, dans le strict respect du cadre légal et réglementaire, face aux outils et aux ressources numériques qui font partie de notre quotidien.

Le nouveau Règlement Général de Protection des Données (RGPD) renforce les contrôles et les bonnes conduites à adopter en termes de protection des données.

La présente Charte Numérique a pour but de définir les règles de bonne conduite qui s'imposent à tous les utilisateurs et gestionnaires du Système d'Information de la collectivité.

Toute personne ayant accès au Système d'Information de la Collectivité (au bureau), présente ou entrante dans la Collectivité, prend connaissance de la Charte Numérique qui fait partie intégrante du règlement intérieur, et s'engage par là-même à en respecter les règles de bonne conduite énoncées.

L'utilisateur sera conscient que l'usage des ressources numériques est soumis au respect de la Loi civile et pénale (Voir en annexe la liste des textes législatifs et réglementaires applicables), au respect de la déontologie de la Collectivité (voir le règlement intérieur), et qu'il doit être préservé des risques de toute sorte pouvant porter atteinte à la sécurité de la Collectivité.

## **I - Définition**

L'« **utilisateur** » désignera tout agent, ou élu, ayant accès ou utilisant les ressources numériques mises à disposition par la Collectivité.

La « **Collectivité** » désigne la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS).

L'« **administrateur** » désignera le ou les agents de la DMSI en charge de la gestion du Système d'Information de la Communauté d'Agglomération.

Les « **ressources numériques** » désigneront tous les outils informatiques et de télécommunication disponibles (matériel informatique, téléphonie, bureautique, outils métiers et moyens de gestion) et toutes les données accessibles via les réseaux de la Collectivité.

La « **Direction Mutualisée des Systèmes d'Information** » (désignée **DMSI**) est chargée, au sein et pour le compte de la Collectivité, de gérer dans son intégralité le Système d'Information et d'en appliquer et faire appliquer les règles d'utilisation.

Le « **Référent Informatique et Libertés (RIL)** » de la direction métier désigne le(s) contact(s) référents du DPD au sein des Directions métiers. Il s'assure de la mise en œuvre de la conformité RGPD au sein de sa Direction/Service et est l'intermédiaire indispensable entre le DPD et les métiers selon la convention de service de mise à disposition du DPD mutualisé. Cela peut être par défaut le Responsable Direction/Service ou tout agent désigné.

## **II – 7 points clés à retenir**

**Cette synthèse en 7 points est donnée à titre informatif, il est cependant demandé expressément à chaque utilisateur de prendre connaissance de l'ensemble de la Charte numérique et de signer un récépissé qui l'engage à la respecter dans son intégralité.**

**À quoi sert la Charte numérique ?** La présente Charte Numérique a pour but de définir les règles de bonne conduite qui s'imposent à tous les utilisateurs et gestionnaires du Système d'Information de la Collectivité.

**Quelles en sont les règles principales ?** De manière générale, l'utilisation des ressources et matériels numériques est strictement professionnelle. Cette utilisation ne doit pas être illicite et/ou illégale, et elle est susceptible d'être pénalement sanctionnée.

**Puis-je utiliser les moyens mis à ma disposition à titre privé ?** Avant tout professionnel, un usage privé est cependant toléré s'il est modéré, loyal, non lucratif et qu'il ne nuit pas à l'accomplissement des missions de service public de l'utilisateur. Tout usage privé doit être identifié comme tel (répertoire nommé « Personnel », mention « Personnel » dans l'objet des messages ou en cochant la case privée dans l'agenda). L'utilisation de matériels et supports de stockage personnels est quant à elle interdite.

### **Quelles sont les principales précautions à prendre ?**

**Données à Caractère Personnel (DCP) :** la constitution de fichiers de DCP est obligatoirement soumise à l'avis du Délégué à la Protection des Données (DPD) et ne doit pas être réalisée sans que le Référent Informatique et Libertés (RIL) de la direction métier ne soit sollicité ;

**Mot de passe :** il est strictement individuel, confidentiel et doit être robuste. Vos identifiants et mots de passe personnels ne doivent jamais être écrits, partagés ou révélés ;

**Poste de travail :** les utilisateurs doivent systématiquement verrouiller la session lorsqu'ils s'absentent ou quittent leur poste de travail, même pour une durée très courte ;

**Stockage des documents professionnels :** il doit être réalisé uniquement sur une ressource partagée du réseau.

**Et la messagerie ?** Son utilisation professionnelle doit respecter certaines règles d'usage, de courtoisie et de vigilance au regard de pratiques malveillantes : ne pas ouvrir les pièces jointes d'expéditeurs inconnus ou dont le titre ou le format paraissent incohérents avec les fichiers envoyés habituellement et ne pas cliquer sur un lien présent dans les courriels suspects. Pour rappel, ne jamais communiquer son identifiant et mot de passe (y compris à la demande d'un mail qui se ferait passer pour la DMSI).

**Et Internet ?** Son usage est strictement encadré et contrôlé et l'accès aux sites dont le contenu est jugé illégal ou inapproprié peut être bloqué à tout moment. L'inscription sur des sites Internet à titre privé avec son adresse mail professionnelle est interdite.

**Y a-t-il des contrôles et quelles sont les sanctions en cas de non-respect ?** Les systèmes d'information et de communication font l'objet de contrôles (y compris l'usage d'Internet et du téléphone) pour s'assurer du respect des règles d'utilisation. Principalement anonymes, ils peuvent faire l'objet d'identification de l'utilisateur sur demande de l'autorité territoriale en cas de doute ou de constat sur le non-respect des règles en vigueur.

## **III – Rôle de la DMSI**

La DMSI s'engage à mettre à disposition des utilisateurs toutes les ressources numériques permettant l'accès aux données, aux outils métiers et aux services nécessaires à l'accomplissement des missions de la

Collectivité. Elle définit un contrat de service garantissant aux utilisateurs la disponibilité maximum des ressources. Elle assure le stockage des données en conformité avec la législation, ainsi que l'acquisition des droits d'usage ou de propriété intellectuelle nécessaire à l'utilisation professionnelle des ressources.

La présente Charte Numérique définit en conséquence les droits et obligations des utilisateurs d'une part, et de la DMSI d'autre part, dans les domaines suivants :

- La gestion des droits d'accès au réseau et aux ressources de la Collectivité ;
- La gestion des données et des ressources numériques de la Collectivité ;
- La gestion des impressions ;
- La téléphonie fixe et mobile ;
- La gestion de la messagerie ;
- L'Internet ;
- La mise à disposition de matériel par la collectivité.

#### **IV - Protection des données à caractère personnel**

Le Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et communément appelé Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018.

Le RGPD, complété par la nouvelle Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dans sa version consolidée, impose les conditions dans lesquelles des traitements de données à caractère personnel peuvent être réalisés. Cette réglementation ouvre aux personnes concernées par les traitements un droit d'information, d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité et d'opposition des données enregistrées sur leur compte.

La Collectivité a désigné un Délégué à la Protection des Données à caractère personnel (DPD). Ce dernier a pour mission de veiller au respect des dispositions du RGPD. Il a pour rôle de s'assurer de la conformité juridique des traitements. Il est obligatoirement consulté par le responsable de traitement et ses services préalablement à la création d'un fichier.

Le « Responsable de Traitement » est celui qui détermine les finalités et les moyens du traitement, c'est celui qui a pris l'initiative du traitement. A ce titre, Le Président est Responsable de Traitement. Il recense dans un registre la liste de l'ensemble des traitements de données à caractère personnel de la Collectivité au fur et à mesure de leur mise en œuvre. Cette liste est tenue à disposition de toute personne en faisant la demande.

Les agents, selon leurs attributions, veillent au respect des droits des personnes citées ci-dessus.

La Collectivité a mis en ligne sur son site Internet ([www.melunvaldeseine.fr](http://www.melunvaldeseine.fr)) et par affichage sa Politique de Protection des Données Personnelles.

La Collectivité a également mis en place une politique de protection des données relative à la gestion du personnel, annexée à la présente Charte, que chaque agent de la Collectivité s'engage à respecter en la signant.

Le site de communication du DPD est consultable à cette adresse <https://melunvaldeseine.sharepoint.com/sites/comDPO> (login = visiteursdpo@camvs.com – Mot de passe = RGPDCamvs77).

Il permet d'accéder à l'ensemble des informations mises en ligne par le DPD (Lettres du DPO, FLASH-INFOS) et aux procédures et guides de bonne conduite (RGPD-PRATIQUE). Il doit être consulté régulièrement.

En cas de difficultés rencontrées lors de l'exercice de ces droits, les personnes concernées peuvent saisir le DPD ([dpd@camvs.com](mailto:dpd@camvs.com), DPD de la CAMVS).



## **V – Droit à la déconnexion**

Le droit à la déconnexion (Loi El Khomri du 21 juillet 2016) s'entend comme le droit de chaque salarié de ne pas répondre aux courriels et autres messages en dehors des heures de travail, afin de garantir l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les temps de repos et de récupération, de réguler la charge mentale et réduire les risques de burn-out (« épuisement professionnel »).

Si les dispositions, obligatoires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, relatives au droit à la déconnexion contenues dans la loi Travail concernent pour l'instant les salariés du secteur privé, la Collectivité s'engage à former et sensibiliser les agents à un usage raisonnable des outils numériques, et à appliquer une politique managériale conciliant la vie privée des agents et les nécessités du service public.

## **VI - La gestion des droits d'accès au réseau et aux ressources de la Collectivité**

### **1-Les droits et les obligations de l'utilisateur en matière de gestion des droits d'accès**

L'utilisateur bénéficie d'une connexion personnelle, par mot de passe strictement confidentiel, à l'ensemble des outils et ressources numériques nécessaires à l'exercice de ses missions : matériel informatique, outils bureautiques, téléphonie, logiciels métiers et Internet.

L'utilisateur s'engage à respecter les règles de confidentialité qui lui sont imposées dans l'exercice de ses fonctions :

- Il ne divulgue en aucun cas, même sur demande de son chef de service, son (ou ses) mot(s) de passe (strictement personnels) lui permettant d'accéder au réseau et aux ressources de la Collectivité. Si l'utilisateur soupçonne une utilisation frauduleuse de son mot de passe, il doit en demander la réinitialisation à la DMSI.
- Il ne tente pas d'utiliser d'autres identifiants que le sien.
- Son mot de passe est modifié régulièrement et doit répondre aux règles de sécurité en la matière en instaurant une certaine complexité (8 caractères minimum dont 2 au moins comportant un chiffre, une majuscule, ou un caractère spécial).
- Il interdit à toute personne non autorisée d'accéder au système d'information.
- Il n'accède qu'à ses informations privées et aux informations publiques ou partagées.
- Il ne doit pas laisser son poste de travail en libre accès. Il doit verrouiller sa session et s'assurer qu'aucune donnée sensible ne soit accessible, y compris sur des supports numériques externes (clé USB, disque dur externe, CD, DVD, etc.).
- L'agent doit prévenir la DMSI dès lors qu'il aurait eu accès à des informations dont il n'a pas la stricte nécessité dans le cadre de son activité professionnelle ;
- L'agent doit prévenir la DMSI dès lors que, après insertion d'un support de stockage numérique externe dans un ordinateur, un message d'alerte indique la présence d'un virus.

L'utilisateur s'interdit la modification de son environnement informatique par l'ajout/suppression de matériel, et la suppression de logiciel ou l'ajout de nouveau logiciel, qui est du ressort et de la responsabilité de la DMSI.

L'utilisateur doit solliciter la DMSI avant toute tentative de connexion d'un matériel personnel (Smartphone, tablette numérique, etc.) sur le réseau de la Collectivité (afin d'éviter toute pénétration d'un virus).

En cas d'utilisation d'un certificat électronique, l'utilisateur doit protéger son certificat électronique par un mot de passe gardé secret. Tout comme une signature manuscrite, le certificat électronique est strictement personnel et l'utilisateur s'engage à n'autoriser personne à en faire usage à sa place. Il en est de même dans le cas de l'usage de clés électroniques.

L'utilisateur veille à ne pas laisser libre accès aux locaux à des personnes extérieures sans accompagnement afin d'éviter tout accès illicite ou autres atteintes aux ressources de la collectivité.

Les autorisations d'accès aux ressources de la Collectivité prennent fin lors de la cessation, même provisoire, de l'activité professionnelle. Elles pourront être retirées à tout moment, à la demande de la Collectivité.

## 2-Les droits et les obligations de la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI) en matière de gestion des droits d'accès

La DMSI met à disposition des utilisateurs les outils nécessaires à l'exercice de leur activité, ainsi que les moyens d'accès au réseau et aux ressources numériques de la Collectivité.

Elle permet, dans la mesure du possible, la mise en conformité de la Collectivité au regard des recommandations de l'État : RGPD (Règlement Général de Protection des Données), RGS (Référentiel Général de Sécurité), RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations) et RGI (Référentiel Général d'Interopérabilité : interfaces logicielles/matérielles).

La DMSI est garante de la bonne application au sein de la Collectivité de la législation en vigueur en matière de gestion des ressources numériques, en particulier elle assure :

- **La confidentialité des accès**, notamment en mettant en place une politique de renouvellement régulier des mots de passe des utilisateurs ;
- **La mise en conformité**, si nécessaire, de son système d'information en fonction des évolutions techniques et technologiques ;
- **La sécurité du système d'information** : pare-feu et antivirus à jour, sauvegarde des données, disponibilité et sécurisation des accès aux ressources (gestion de la confidentialité).

En outre, il est rappelé que les visiteurs ne peuvent avoir accès au Système d'Information sans l'accord préalable de la DMSI.

Les contrats signés entre la CAMVS et tout tiers ayant accès aux données, aux programmes informatiques ou autres moyens, doivent comporter une clause rappelant cette obligation, ainsi que les clauses de sous-traitance exigées par le RGPD article 28.

Un registre d'accès aux salles serveurs de la collectivité consigne tout accès d'intervenants extérieurs en mentionnant : nom et prénom de l'intervenant, société, horaires d'intervention, motif et signature.

## VII - La gestion des données et des ressources numériques de la Collectivité

### 1-Les droits et les obligations de l'utilisateur en matière de gestion des données

L'utilisateur utilise les ressources numériques de la Collectivité, qui en reste seule propriétaire, strictement dans le cadre de son activité professionnelle.

Il est responsable de cet usage et devra répondre de toute détérioration, de tout détournement à des fins personnelles ou autres des données auxquelles il a accès.

Il participe par son comportement à la sécurité du Système d'Information de la Collectivité. Il est responsable de l'utilisation qu'il fait des ressources numériques. Notamment, ses documents professionnels sont régulièrement enregistrés par ses soins sur les espaces de stockage mis à sa disposition par la DMSI.

L'utilisateur gère son espace de stockage des données de façon à en optimiser le contenu : éviter les doublons de documents ou dossiers, supprimer les documents obsolètes, notamment les plus lourds.

Le stockage de documents personnels multimédia (mp3, photos, vidéo...) est interdit sur les serveurs de la Collectivité et ceux-ci pourront être supprimés sans préavis par les administrateurs.

L'utilisateur est informé qu'un dossier ou fichier intitulé « Mes Documents » n'a pas un caractère personnel et peut être consulté lors d'un contrôle de la Collectivité sans atteinte à la vie privée. Seule la mention « PERSONNEL » clairement identifiée sur un document ou son objet peut y faire barrage.

En raison des quotas limités d'espace disque réservés à chaque utilisateur pour une utilisation strictement professionnelle, aucun dossier ou répertoire identifié « PERSONNEL » ne peut être accepté sur les serveurs de fichiers. Un tel dossier pourra être supprimé par l'Administrateur sans avis préalable.

La Collectivité ne peut être tenue responsable de la perte de données non sauvegardées selon les directives de la DMSI.

Les données de la Collectivité sont protégées de tout usage illicite ou non expressément autorisé par la législation en vigueur du code de la propriété intellectuelle, législation rappelée en Annexe de la présente Charte Numérique.

Les utilisateurs veillent à porter mentions des références et des sources sur les documents sujets à diffusion.

Les utilisateurs qui, dans le cadre de leurs missions, ont connaissance de données à caractère personnel, sont soumis à l'obligation de confidentialité, ainsi qu'à l'obligation de réserve liée au statut de la fonction publique.

Si un utilisateur est amené à constituer un fichier contenant des données nominatives susceptibles de relever de l'application de la loi dite Informatique et Libertés, il devra en informer préalablement le DPD de la Collectivité. Il est rappelé à cet égard que ce type de fichier doit figurer au registre CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) de la Collectivité dès sa création et que toute personne enregistrée dans un tel fichier doit être informée de la forme des données, de l'utilisation qui en est faite (finalité), de la durée de conservation de ses données, ainsi que de l'existence de ses droits d'accès, de rectification et d'opposition selon les procédures définies pour la Politique de Protection des Données Personnelles de la Collectivité.

Les utilisateurs veilleront notamment, comme évoqué au chapitre III, à protéger l'accès à ces données (verrouillage de session, protection de son mot de passe strictement personnel). Le non-respect de ces règles peut être sanctionné en application du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés du 06/01/1978 et ses décrets d'application.

En cas d'absence de l'agent, la continuité du service doit être assurée. L'agent doit veiller à ce que son service puisse accéder aux documents, logiciels et dossiers indispensables à l'activité (transmission des documents et dossiers aux collègues, ou mise à disposition dans un dossier partagé).

En cas de départ d'agent, ce dernier doit restituer à la DMSI les matériels mis à sa disposition. Il doit préalablement effacer ses données privées (y compris de sa messagerie). Il met à disposition du service les données professionnelles. Toute copie de documents professionnels doit être autorisée par le chef de service. Les comptes et les données personnelles de l'utilisateur sont supprimés dans un délai maximum d'un mois après son départ.

## **2-Les droits et les obligations de la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI) en matière de gestion des données**

Les administrateurs du système peuvent dans l'exercice de leur mission, et pour des raisons de sécurité et de gestion du système, avoir accès à toutes les informations et données présentes dans le système.

Par ailleurs des fichiers de journalisation (fichiers « logs ») tracent toutes les connexions au système (date, heure, poste de travail, adresse IP et utilisateur). Ces données sont effacées à l'expiration d'un délai de six mois.

Les administrateurs ont l'obligation de respecter scrupuleusement la confidentialité de ces informations et données.

La DMSI met en place les moyens techniques nécessaires pour assurer la sauvegarde des données hébergées dans le Système d'Informations de la Collectivité. Il prend toutes les précautions d'usage pour en assurer la sécurité.

La Collectivité s'engage à mettre en conformité avec la Loi Informatique et Libertés les traitements informatiques recueillant des données à caractère personnel, notamment lorsqu'ils présentent des risques particuliers et notamment lorsqu'ils sont soumis à Étude d'Impact sur la Vie Privée. Elle met en place, dans la mesure du possible, les solutions d'archivage de ces données, dont la durée de conservation est limitée, conformément à la législation en vigueur.

Dans ce cadre, la Collectivité a désigné un Délégué à la Protection des Données chargé, au nom de la Collectivité, de faire appliquer ces législations.

## **VIII - La gestion des impressions**

La Collectivité s'est engagée dans une démarche de développement durable, et souhaite mettre en place les bonnes pratiques en matière de reprographie (copies et impressions).

L'utilisateur doit prendre conscience que la reprographie représente un budget conséquent pour la Collectivité qui doit être maîtrisé.

Les éditions couleurs ont un coût nettement plus prohibitif que les éditions en noir et blanc, par conséquent chaque utilisateur veillera à n'utiliser la couleur qu'en cas de nécessité absolue.

### **Impressions sécurisées par authentification**

Afin de sécuriser ses impressions vers un copieur partagé entre plusieurs utilisateurs et service, un utilisateur peut utiliser la fonction « Impression sécurisée » qui permet de n'éditer une impression papier qu'à condition d'avoir saisi préalablement un identifiant et un mot de passe sur le copieur. Ces identifiant et mot de passe auront été préalablement définis par l'utilisateur lui-même au moment de l'impression sur son PC.

La DMSI tient à disposition des utilisateurs un mode opératoire. L'utilisateur pourra modifier ses identifiant et mot de passe à un intervalle de temps qui lui conviendra, idéalement chaque trimestre.

## **IX - La Téléphonie**

En raison des nouveaux outils de télécommunication, la téléphonie fait partie intégrante du système d'information de la Collectivité.

Outre la téléphonie fixe (analogique, numérique ou voix sur IP), il faut intégrer les outils d'accès à distance, les mobiles et Smartphones, l'accès Wifi, les tablettes numériques, clés 3G/4G/5G ... tous pouvant permettre aisément un accès sur le réseau de la Collectivité et devant en conséquence respecter les mêmes contraintes de sécurité imposées pour le réseau local.

Pour rappel, l'utilisateur doit solliciter la DMSI avant toute tentative de connexion d'un matériel personnel (smartphone, tablette numérique, clé 3G/4G/5G etc...) sur le réseau de la Collectivité. Il doit impérativement sécuriser son matériel et ses accès aux données afin d'éviter toute pénétration d'un virus.

L'utilisateur doit s'assurer que le verrouillage automatique de l'écran est activé sur son matériel.

L'utilisateur veillera à ne pas installer d'application tierce non validée par la DMSI sur le matériel professionnel.

Afin de limiter la perte de données, la sauvegarde / synchronisation du smartphone sur son PC est conseillée.

La DMSI peut conseiller un utilisateur sur la mise à jour de son mobile si celui-ci la sollicite (ticket GLPI). Les règles pour les autres types de matériel (usage professionnel) s'appliquent également à la téléphonie. Par ailleurs, l'utilisateur sera vigilant à l'utilisation des outils professionnels mis à sa disposition afin d'éviter tout abus entraînant un coût excessif pour la Collectivité : utilisation de clé 3G/4G/5G, appels mobiles de l'étranger.

L'utilisateur est informé que la CAMVS possède des outils de contrôle et d'analyse nécessaires à la sécurité et à la maintenance du système de téléphonie. Ces outils recensent mensuellement, par poste (fixe ou portable) et par site, le nombre d'appels, leur durée, le coût et les types d'appels (national, international, vers GSM, vers numéros spéciaux) et la liste des numéros appelés.

La durée de conservation de ces données est d'un an maximum (décret n°2006-358 du 24 mars 2006 relatif à la conservation des données des communications électroniques).

La Collectivité s'interdit de mettre en œuvre un suivi individuel de l'utilisation des services de télécommunications. Elle s'interdit d'accéder à l'intégralité des numéros appelés via l'autocommutateur et via les téléphones mobiles. Cependant, en cas d'utilisation manifestement anormale, la Collectivité se réserve le droit d'accéder aux numéros complets des relevés individuels.

La DMSI peut, sur demande de la Collectivité, ou sur réquisition judiciaire, transmettre ces données à qui de droit.

La Collectivité peut se retourner contre l'utilisateur pour prise en charge totale ou partielle sur ses gains personnels des dépenses abusives engagées.

#### Code secret sur un téléphone fixe

Afin de bloquer l'accès à son téléphone fixe par un tout autre utilisateur, chaque utilisateur peut verrouiller son téléphone fixe par le biais d'un code personnel à 4 chiffres. La création d'un code d'accès se faisant directement sur le téléphone par l'utilisateur : Menu / Réglages / Poste / Mot de passe, puis l'activation par : Menu / Verr/Déverr. L'utilisateur pourra modifier son code à un intervalle de temps qui lui conviendra, idéalement chaque trimestre.

### **X - La gestion de la messagerie (Emails)**

Chaque utilisateur possède un compte de messagerie strictement personnel créé par la DMSI lors de son arrivée.

Seule la messagerie professionnelle doit être utilisée au sein de la Collectivité. L'usage de messageries non professionnelles dans le cloud (type gmail) est à proscrire car elles ne répondent pas aux obligations de sécurité et ne respectent pas les obligations de la collectivité publique relative à la Loi Patrimoine (données sur le territoire français).

L'utilisateur ne doit en aucune façon utiliser le compte d'autrui ou céder à autrui l'utilisation de son propre compte. Il est responsable de son utilisation.

L'utilisateur utilise sa messagerie le plus efficacement possible. Il évite l'envoi de copies à un nombre injustifié de destinataires, l'utilisation et/ou la diffusion de pièces jointes de taille trop importante. Toute utilisation abusive de la messagerie prend de la bande passante sur le réseau et pénalise les performances.

L'utilisateur veille à respecter la volumétrie de sa messagerie en nettoyant et archivant régulièrement son contenu.

Les échanges par email sont en clair sur le réseau et peuvent être facilement piratés lors de leur transfert. Dans le cas d'échanges par email de données sensibles, soit dans le contenu du message, soit dans sa pièce jointe, il est obligatoire d'utiliser des solutions de chiffrement (pièces jointes : compression type 7zip chiffré, plate-forme d'échanges de fichiers) afin de garantir la sécurité des échanges et éviter tout risque en cas de piratage. La DMSI peut vous accompagner pour choisir l'outil le plus approprié.

Il est interdit d'ouvrir ou d'user de messages de masse ou de chaînes de messagerie hors de son cadre de travail (type service communication).



L'utilisateur veille à ne pas ouvrir les pièces jointes des emails de provenance suspecte, susceptibles de diffuser des virus. De manière générale, il supprime d'office tout email dont l'objet paraît « suspect » ou l'émetteur non réellement identifiable. En cas de doute, il peut signaler à la DMSI les spam les plus récurrents.

**En aucun cas il ne transmet par email ses identifiants et mot de passe, ces éléments étant strictement confidentiels comme précisé au chapitre VI-1 ci-dessus.**

Le transfert de sa messagerie professionnelle vers sa messagerie personnelle est interdit. La séparation des usages professionnelle/personnelle fait partie des règles de base de la Sécurité Informatique.

L'utilisateur est cependant informé que la Collectivité peut exercer un contrôle sur l'utilisation de la messagerie : contrôle statistiques (fréquences, volumes, taille des messages, format des pièces jointes, etc...), contrôle du contenu, excepté lorsque la mention « PERSONNEL » apparaît dans l'objet du message.

Sur demande de la Collectivité, et en cas de poursuites en civil ou en pénal, ces éléments pourront être communiqués à qui de droit.

La durée de conservation de ces données est de 1 an maximum selon le type de données et l'usage qui en est fait (Loi n°2006-64 du 23 mars 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et décret n°2006-358 du 24 mars 2006 relatif à la conservation des données des communications électroniques).

La DMSI assure la sécurité et les sauvegardes quotidiennes des éléments de la messagerie.

Chaque agent reste entièrement responsable de ses propres contenus, dont il est demandé qu'ils fassent preuve de modération et de respect.

En cas d'absence prolongée d'un agent, la DMSI applique sur demande du service un message de l'auto-répondeur informant de l'absence de l'agent et invitant l'expéditeur à adresser son message au service concerné. Aucun transfert n'est effectué.

Les précédentes règles s'appliquent quelques soient les supports utilisés pour accéder à ladite messagerie.

## **XI - Les usages d'Internet**

La DMSI met à disposition de tous les utilisateurs un accès Internet depuis le réseau de la Collectivité. Elle en assure la pérennité et la sécurité. Elle met en place les outils de filtrage nécessaire, en conformité avec la législation et les règles de bonne conduite et de sécurité qui s'imposent.

Elle peut, sur demande de la Collectivité, et en cas de poursuites en civil ou en pénal, communiquer à qui de droit les informations recueillies par les outils de contrôle (traçabilité de toutes les connexions effectuées par chaque utilisateur, avec la liste des sites visités, les temps et heures de connexion) dans la limite de rétention d'un an.

Elle peut effectuer des contrôles sur tous les flux d'informations entrant ou sortant sans en aviser au préalable les utilisateurs concernés, sous réserve des conditions légales.

Les administrateurs du Système d'Information respectent les conditions de confidentialité des informations privées, sauf atteinte aux intérêts de la Collectivité, de ses Administrés ou de ses agents.

L'accès aux ressources du Web est exclusivement réservé à des recherches ou utilisations dans le cadre professionnel.

Néanmoins, un usage à titre personnel est autorisé, principalement en dehors des heures de travail, et dans la mesure où il ne nuit pas à l'activité professionnelle.

La Collectivité reste ouverte aux nouveaux moyens de communications (réseaux sociaux, blogs, messagerie instantanée, « chat », forum de discussion, facebook, etc...). Cependant, l'usage de ces nouveaux outils peut engager la responsabilité de l'agent : il ne doit pas être abusif et est soumis aux mêmes règles que ci-dessus. En cas de difficultés l'agent peut se rapprocher de la DMSI.

Une politique de filtrage de la connexion Internet est mise en place par la Collectivité afin de respecter et faire respecter la législation en vigueur. La consultation de sites illégaux est interdite.

Le téléchargement d'œuvres artistiques (musique, vidéo, jeux, clip, etc...) protégées par droit d'auteur est interdite (Loi HADOPI).

L'attention des utilisateurs est attirée sur les dangers engendrés par la navigation sur des sites Web aux contenus plus ou moins sérieux. Les informations collectées à l'insu de l'utilisateur lors de cette navigation, la saisie d'informations dans des formulaires, l'échange de message peuvent être enregistrés et détournés par des tiers malveillants.

Les serveurs de la Collectivité ne doivent en aucun cas être utilisés de manière excessive et détournée pour des besoins personnels, ayant pour conséquence d'altérer la bande passante et de nuire aux performances du système : streaming et téléchargements (vidéo, fichiers lourds), hébergement de site sans autorisation de la DMSI, diffusion de blogs, partage de fichiers en « peer to peer », etc.

## **XII- La mise à disposition de matériel**

La DMSI met à disposition sur demande des utilisateurs du matériel de prêt : vidéoprojecteur, ordinateur portable, clés 4G, etc.

**La demande doit être effectuée au plus tard 48h00 avant le retrait du matériel, à l'aide d'une ouverture de ticket GLPI. À défaut de respecter ce délai, la disponibilité du matériel pourrait ne pas être assurée.**

L'agent demandeur est responsable du matériel qui lui est confié jusqu'à sa restitution. Il prendra toutes les précautions pour préserver le matériel de tout risque de vol ou dégradation. La restitution du matériel doit avoir lieu à l'issue de son utilisation, ou au plus tard le lendemain matin en cas d'usage en soirée.

## **XIII – Démarche de déclaration d'incident ou de demande auprès de la DMSI**

La DMSI met à la disposition des utilisateurs un formulaire de demande et de déclaration d'incidents en ligne sur la plateforme GLPI de la Collectivité (<https://support.camvs.com/glpi/>), afin de permettre à chaque utilisateur d'effectuer une demande d'assistance, et d'en suivre l'état d'évolution, depuis la prise en charge jusqu'à la clôture de la demande.

**L'utilisation du formulaire de demande d'assistance sur la plateforme GLPI est obligatoire pour tous les agents souhaitant une intervention de la DMSI** (déclaration d'incidents, demandes de matériels/logiciels, demande d'ouverture de comptes pour un nouvel agent ou de fermeture lors d'un départ...).

Cette fonctionnalité assure la traçabilité complète et l'optimisation du suivi des demandes, accompagnée d'éléments statistiques. Elle est donc l'outil indispensable à l'accomplissement d'une démarche qualité de la DMSI.

La DMSI peut demander une prise en main à distance sur le poste de travail de l'utilisateur afin d'analyser et solutionner un incident, ou de traiter une demande. Cette connexion à distance est faite avec l'accord de l'utilisateur, et dans le strict respect des règles de confidentialité.

Les outils de prise en main à distance sont réservés à la DMSI, les codes d'accès ne doivent en aucun être communiqués à un tiers. Dans le cas d'un besoin précis, l'utilisateur doit au préalable prendre contact avec la DMSI.

## Information pratique :

**En cas d'incidents dans le fonctionnement de son équipement informatique, l'utilisateur pourra procéder aux tests suivants avant d'ouvrir un ticket auprès de la plateforme GLPI :**

- Redémarrer l'équipement en question (ordinateur, copieur, etc.) ;
- S'assurer de la bonne alimentation électrique et que les câbles sont bien branchés ;
- Si une connexion à Internet est requise, vérifier au préalable si elle est fonctionnelle par le biais du navigateur sur un site comme <https://www.melunvaldeseine.fr/> ;
- S'informer auprès d'autres utilisateurs afin de savoir si le problème n'est pas général ;
- Éventuellement attendre quelques minutes afin de voir si le problème ne disparaît pas (parfois des microcoupures réseaux peuvent altérer le fonctionnement de l'équipement momentanément).

## Conclusion

La présente Charte Numérique s'applique à l'ensemble des utilisateurs ayant accès au système d'information de la Collectivité.

La Collectivité pourra se retourner contre tout utilisateur pour des faits de mauvais comportements, et de la détérioration ou du détournement d'informations du fait d'utilisateurs non respectueux de la présente Charte.

L'utilisateur engage sa propre responsabilité en cas de non-respect des articles de la présente Charte dont il reconnaît avoir pris connaissance dès lors qu'il a accepté sa prise de fonction.

Le non-respect des règles, des mesures de sécurité et de confidentialité énoncées dans la présente Charte engage la responsabilité personnelle de l'utilisateur. Il s'expose éventuellement à des sanctions disciplinaires, sans augurer des poursuites pénales encourues en application des textes législatifs applicables en la matière.

La Charte pourra être modifiée et adaptée afin de suivre les évolutions législatives et réglementaires, ainsi que les évolutions technologiques à venir. Dans le même cadre réglementaire de l'adoption de la présente Charte.

La présente Charte a été soumise à l'avis du comité technique et adoptée le 2 décembre 2020.

Elle est d'application immédiate.

L'acceptation de La Charte Numérique est obligatoire pour accéder au Système d'Information de la Collectivité. Le refus ou le non-respect de ses dispositions peut justifier l'interruption de l'accès au réseau informatique de la Collectivité.

La Charte est annexée au règlement intérieur de la Collectivité, document accepté et signé de l'utilisateur.

## **ANNEXES DE LA CHARTE NUMÉRIQUE DE LA CAMVS**

### **Textes applicables et recommandations**

#### **Textes applicables :**

##### Au niveau international et européen

- Recueil des directives pratiques sur la protection des données personnelles des travailleurs, adoptée le 7 octobre 1996 par le Bureau International du Travail.

##### *Au niveau européen*

- Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 (art. 8)
- Convention du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des données à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (Convention 108)
- Directive européenne du 14 mai 1991 sur la protection juridique des programmes d'ordinateur
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)
- Directive européenne du 9 avril 2001 sur le droit d'auteur

##### Au niveau français

- Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés Version consolidée au 04 juin 2019
- Code pénal, notamment art. 226-1 et suivants (atteinte à la vie privée), art.226-13 à 226-14 (atteintes au secret professionnel), 226-15 et 432-9 (atteintes au secret des correspondances), 226-16 à 226-24 (atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques), 323-1 à 323-7 (atteintes aux systèmes de traitement automatisés de données)
- Code civil, art. 9 (respect dû à la vie privée, droit à l'image : toute utilisation de nature à violer le droit à l'image ou à la vie privée des personnes est prohibée)
- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment art.6 (liberté d'opinion), 8 (droit syndical) et 26 (obligations de discrétion et de secret professionnels, auxquelles sont rattachées les obligations de réserve et de neutralité)
- Décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale (FPT) notamment les articles 36 à 37 (sanctions disciplinaires)
- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 89 à 91 (discipline)
- Décret n°89-677 du 18 septembre 1989 relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux
- Loi du 5 janvier 1998 dite « Godfrain » relative à la fraude informatique
- Code de procédure pénale : dispositions relatives à la fraude informatique (art. 323 à 441-1)
- Loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité (LOPPSI 2)
- Loi (646) du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications • Institution de la responsabilité des personnes morales (Nouveau Code Pénal en vigueur 1994 : art. 323-6 dans les conditions prévues art. 121-2)
- Loi 96-659 du 26 juillet 1996 : réglementation des télécommunications et décrets d'applications sur la cryptologie
- Loi 2000-230 du 13 mars 2000 portant sur l'adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique
- Loi 2005-102 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (DGME – RGAA)

- Le décret n°2009-546 du 14 mai 2009 (pris en application de l'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées)
- Décret n° 2006-358 du 24 mars 2006 relatif à la conservation des données des communications électroniques
- La loi pour la confiance dans l'économie numérique, n°2004-575 du 21 juin 2004
- Ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives définissant le référentiel général d'interopérabilité et le référentiel général de sécurité (DGME – RGI et RGS)
- Loi n°2009-669 du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet (Loi Hadopi)
- Décret n°2007-284 fixant les modalités d'élaboration, d'approbation, de modification et de publication du référentiel général d'interopérabilité
- Article 9 de l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives ainsi qu'entre les autorités administratives, et son décret n°2010-112 du 2 février 2010.
- Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, notamment le chapitre IV – Des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication
- Loi n° 2009-1311 du 28 octobre 2009 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet
- Code de la propriété intellectuelle (CPI) Loi du 1er Juillet 1992, article L 122-4 : « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant droit ou ayant cause est illicite. Il en est de même pour la traduction, l'adaptation ou la transformation, l'arrangement ou la reproduction par un art ou un procédé quelconque.
- CPI, art L 335-3 : « Est un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une œuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur, tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi. »
- CPI, art L343-1 : « Est puni de deux ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende le fait de porter atteinte aux droits du producteur d'une base de données ».



## **Politique de Protection des Données – Gestion du personnel**

### **1. Introduction**

Le Règlement Général Européen de Protection des Données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai 2018.

La présente politique de protection des données vous informe de la manière dont nous recueillons et traitons ces données.

Pour davantage d'informations, vous pouvez si nécessaire contacter notre Délégué à la Protection des Données (DPD) dont les coordonnées figurent à la fin du présent document. Nous vous remercions de lire attentivement cette politique de protection des données.

### **2. La gestion de vos données à caractère personnel**

Les données personnelles collectées dans le cadre de votre contrat de travail et pendant toute votre période d'emploi sont destinées à la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine dans le cadre de la gestion de son personnel. Elles ont notamment vocation à être utilisées pour :

- La gestion administrative : gestion du dossier professionnel tenu conformément aux dispositions législatives et réglementaires, ainsi qu'aux dispositions statutaires, conventionnelles ou contractuelles, gestion des annuaires internes et des organigrammes, réalisation d'états statistiques ou de listes d'employés, gestion des dotations individuelles en fournitures, équipements, véhicules et cartes de paiement, gestion des déplacements, contrôle de l'accès aux locaux, gestion des élections professionnelles, notamment par voie électronique, gestion des réunions des instances représentatives du personnel, gestion de l'action sociale, affiliation aux régimes de prévoyance et de complémentaires santé, affiliation aux contrats collectifs d'épargne ;
- La gestion de la paie, la gestion du prélèvement de la retenue à la source ;
- La gestion des absences : gestion des déclarations d'accident du travail et de maladie professionnelle, gestion des arrêts de travail et autres cas d'absences autorisées et au suivi des visites médicales de l'employé, gestion CHSCT ;
- La mise à disposition d'outils informatiques : suivi et maintenance du parc informatique, gestion des annuaires informatiques permettant de définir les autorisations d'accès aux applications et aux réseaux, mise en œuvre de dispositifs destinés à assurer la sécurité et le bon fonctionnement des applications informatiques et des réseaux, gestion de la messagerie électronique professionnelle, intranet ;
- L'organisation du travail : gestion des agendas professionnels, gestion des tâches, gestion du planning et des affectations, dispositif de continuité d'activité, gestion des déplacements professionnels, gestion des délégations de pouvoirs et/ou de signature ;
- La gestion de votre carrière : évaluation professionnelle, gestion des compétences, validation des acquis de l'expérience, simulation de carrière, gestion de la mobilité professionnelle ;
- La formation : suivi des demandes de formation et des périodes de formation effectuées, organisation des sessions de formation, évaluation des connaissances et des formations ;
- La gestion de système de géolocalisation des véhicules, de vidéoprotection des locaux ;
- La gestion des Alertes professionnelles.

La base juridique des traitements ressort selon le cas des obligations légales (ex. : les éléments de déclarations aux régimes sociaux), et/ou des relations contractuelles (contrat de travail) et/ou de l'intérêt légitime de la Collectivité (mise à disposition des moyens informatiques, contrôle des accès, vidéoprotection).

Vos données sont transmises dans le cadre de la réglementation et des obligations légales :

- Aux organismes publics dans le cadre de nos obligations légales ;
- Aux organismes de prévoyance, de complémentaire santé et d'épargne collective à des fins d'affiliations ;
- À la banque à des fins pour le versement de votre rémunération ;
- À l'Amicale du Personnel, sauf opposition de votre part ;
- Aux agences de voyage, hôtels et sociétés de transport en cas de déplacements ;
- À la société en charge des tickets restaurant ;

- À nos sous-traitants techniques et informatiques, notamment la société CEGID RH dans le cadre du contrat de maintenance logiciel (accès potentiel à la Base de Donnée) ;
- À nos sous-traitants en matière de formation (CNFPT et autres) ou de gestion de carrière.
- Au Centre de Gestion 77 dans le cadre des avancements de carrière

Elles ne sont en aucun cas cédées à un tiers à des fins commerciales.

Elles sont conservées par nos soins pour la durée nécessaire à l'exécution de nos obligations légales et contractuelles.

Conformément au Règlement Général de Protection des Données, nous mettons en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger vos données personnelles contre l'altération, la perte accidentelle ou illicite, l'utilisation, la divulgation ou l'accès non autorisé et notamment :

- La désignation d'un Délégué à la Protection des Données ;
- La sécurisation de l'accès (politique d'habilitations), du partage et du transfert des données ;
- Des formations de sensibilisation de tout le personnel à la protection des données et aux exigences de confidentialité ;
- La mise en œuvre d'une politique générale de sécurité informatique ;
- La signature par l'ensemble des agents d'une Charte Numérique énonçant les règles de bonne utilisation du Système d'Information de la Collectivité, accompagnée d'un engagement de confidentialité, et de la présente Politique de Protection des Données ;
- L'exigence en matière de protection des données lors de la sélection de nos prestataires sous-traitants.

Conformément aux dispositions légales, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, et de suppression des données et d'un droit d'opposition pour un motif légitime. Vous disposez également, sous certaines conditions, d'un droit à l'effacement de ces données, d'un droit à la portabilité des données, et d'un droit à la limitation du traitement.

La Direction des Ressources Humaines qui recueille vos données vous informe du caractère obligatoire ou facultatif des informations demandées et des conséquences de la non-fourniture de ces données.

La Direction des Ressources Humaines vous informe de l'existence, s'il y a lieu, d'une prise de décision automatisée, des modalités et des conséquences de ce traitement.

### **3. Exercer vos droits**

Vous pouvez les exercer, auprès de la Direction des Ressources Humaines :

- [drh@camvs.com](mailto:drh@camvs.com)

Vous pouvez également vous adresser au Délégué à la protection des Données de la CAMVS : [dpd@camvs.com](mailto:dpd@camvs.com) – 01 78 49 96 21

En cas de réponse insatisfaisante, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL : <https://cnil.fr/fr/plaintes>.

Vous trouverez des renseignements au lien suivant : <https://www.cnil.fr/fr/cnil-direct/question/844>.

Vous trouverez également des informations exhaustives relatives à vos droits sur le site de la CNIL : [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **2. Charte du télétravail**

### **Définition et cadre juridique du télétravail**

#### **Cadre juridique**

*Article 2 du décret n°2016-151 du 11/02/16 modifié par l'article 1 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

*Article 8 du décret n°2016-151 du 11/02/16 modifié par l'article 7 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

Au regard de l'article L. 1222-9 du code du travail, le télétravail désigne « toute forme d'organisation du travail dans laquelle un travail qui aurait également pu être exécuté dans les locaux de l'employeur est effectué par un salarié hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un avenant à celui-ci ».

L'article L430-1 du Code Général de la Fonction Publique est venu préciser que les agents publics (fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi que les contractuels de droit public) peuvent exercer leurs fonctions dans le cadre du télétravail.

Le décret n°2020-524 du 05/05/2020 modifiant le décret n°2016-151 du 11/02/2016 fixe les conditions d'organisation de cette modalité de travail.

Les conditions générales du dispositif sont définies au sein de la présente charte.

Ce document de cadrage doit être complété par le contrat d'engagement individuel que chaque agent télétravailleur signera avec son supérieur hiérarchique et la CAMVS, et sera mis à jour au fil de l'évolution des réglementations.

#### **La définition du télétravail**

*Article 2 du décret du n°2016/151 du 11/02/16 modifié par l'article 2.1 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de **façon régulière et volontaire** en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Il se pratique au domicile de l'agent ou, le cas échéant, dans des locaux professionnels distincts de son lieu d'affectation.

Le télétravail réalisé de manière ponctuelle a été introduit par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019.

#### **Principes généraux**

Les principes généraux :

- Volontariat : le télétravail revêt un caractère volontaire. Il ne peut être imposé à l'agent par l'administration. De même, il ne peut pas être obtenu par l'agent sans l'accord de son supérieur hiérarchique.
- Réversibilité : la situation de télétravail est réversible. À tout moment, chacune des parties peut y mettre fin, sous respect d'un délai de préavis dont la durée est fixée par l'organisation.
- Maintien des droits et obligations : le télétravailleur bénéficie des mêmes droits et avantages légaux que ceux applicables à ses collègues en situation comparable travaillant dans leur bureau. Il est soumis aux mêmes obligations.

- Protection des données : il incombe à l'employeur de prendre, dans le respect des prescriptions de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des données utilisées et traitées par le télétravailleur à des fins professionnelles.
- Respect de la vie privée : l'employeur est tenu de respecter la vie privée du télétravailleur. À cet effet, il fixe en concertation avec celui-ci les plages horaires pendant lesquelles il peut le contacter.

## **Modalités du télétravail au sein de la CAMVS**

### **Mise en place du télétravail**

*Article 7 du décret du n°2016/151 du 11/02/16 modifié par l'article 6 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

Les délibérations du 14 décembre 2020 et du 19 décembre 2022 fixent les modalités de mise en œuvre du télétravail et précise notamment :

- Les activités éligibles au télétravail,
- Le lieu d'exercice du télétravail,
- Les règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données,
- Les règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et protection de la santé,
- Les modalités d'accès des institutions compétentes sur le lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité,
- Les modalités de prise en charge des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail,
- Les modalités de durées de l'autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail.

En cas de mobilité externe, une ancienneté de trois mois sur le poste est obligatoire pour pouvoir être éligible au télétravail.

Dans le cas d'une mobilité interne, l'appréciation du délai d'éligibilité sur le poste est laissée à l'encadrant sans pouvoir être supérieure à trois mois.

Un bilan est présenté annuellement au Comité Social Territorial.

### **La quotité de travail ouverte au télétravail**

*Article 3 du décret du n°2016/151 du 11/02/16*

L'autorisation de télétravail est délivrée pour un recours régulier ou ponctuel au télétravail.

Réglementairement, la quotité de travail ouverte au télétravail est plafonnée à **trois jours par semaine**. Le temps de présence sur le lieu d'affectation **ne peut être inférieur à deux jours par semaine**. Les seuils peuvent s'apprécier sur une base mensuelle.

Au sein de la collectivité, le choix est le suivant :

|                               |   |
|-------------------------------|---|
|                               |   |
| Agents à temps complet        | 3 |
| Agents à temps partiel à 90 % | 2 |
| Agents à temps partiel à 80 % | 2 |

Il n'est point obligatoire d'utiliser l'ensemble des jours affectés annuellement. Il ne sera pas possible de cumuler les jours non pris d'une semaine sur l'autre, d'un mois sur l'autre mois.

Pour les jours fixes, en cas de nécessité de service et en accord avec la hiérarchie, ils peuvent être fixés un autre jour. De manière dérogatoire, un agent qui bénéficie de jours fixes pourra faire une demande ponctuelle auprès de son responsable hiérarchique, en respectant un délai de prévenance d'au moins 5 jours pour être compatible avec l'organisation et les nécessités de service. La demande sera étudiée par le responsable qui accordera ou non cette possibilité à l'agent.

Pour ce qui concerne les journées flottantes, l'employeur veille à définir un délai de prévenance de la part de l'agent pour anticiper et organiser le télétravail.

Un jour télétravaillé qui ne peut être assuré quelle que soit la nature de l'absence de l'agent (ex : congé ordinaire, congé maladie de l'agent, accident du travail, formation...) ou en raison des besoins du service, ne donne pas lieu à report.

Les jours télétravaillés ne peuvent pas faire l'objet d'acquisition de temps supplémentaire au titre des heures de récupération et/ou des heures supplémentaires, excepté sur demande justifiée du supérieur hiérarchique.

### Les dérogations

*Article 4 du décret du n°2016/151 du 11/02/16 modifié par l'article 3 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

Par dérogation, les fonctions pourront être exercées sous la forme du télétravail plus de 3 jours par semaine dans les cas suivants :

- Pour une durée de 6 mois maximum, à la demande des agents dont l'état de santé, le handicap ou l'état de grossesse le justifient, et après avis du service de médecine préventive ou du médecin de travail. Cette dérogation est renouvelable, après avis du service de médecine préventive ou du médecin de travail.
- Lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail est demandée et accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site.

Un agent ne peut en aucun cas exercer ses fonctions en télétravail sans autorisation préalable de l'Autorité Territoriale, sur proposition du responsable hiérarchique.

### Quelles fonctions peuvent être exercées en télétravail ?

L'ensemble des activités exercées par les agents sont éligibles au télétravail, à l'exception des activités suivantes :

- Nécessité d'assurer un accueil ou une présence physique dans les locaux de la collectivité ou sur le territoire ;
- Accomplissement de travaux nécessitant l'utilisation en format papier de dossiers de tous types ou nécessitant des impressions ou manipulations en grand nombre ;
- Accomplissement de travaux portant sur des documents confidentiels ou des données à caractère sensible, dès lors que le respect de la confidentialité de ces documents ou données ne peut être assuré en-dehors des locaux de travail ;
- Toute activité professionnelle supposant qu'un agent exerce hors des locaux de la collectivité, notamment pour les activités nécessitant une présence sur des lieux particuliers ou la voie publique...

L'inéligibilité de certaines activités au télétravail, si celles-ci ne constituent pas la totalité des activités exercées par l'agent, ne s'oppose pas à la possibilité pour l'agent d'accéder au télétravail, dès lors qu'un volume suffisant d'activités télétravaillables peuvent être identifiées et regroupées.



### Comment faire sa demande ?

*Article 5 du décret du n°2016/151 du 11/02/16 modifié par l'article 4 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

Le télétravail est à l'initiative de l'agent, il est néanmoins subordonné à l'accord du supérieur hiérarchique.

L'exercice des fonctions en télétravail est accordé **sur demande écrite** de l'agent à son supérieur hiérarchique, copie à la Direction des Ressources Humaines.

Celle-ci précise les modalités d'organisation souhaitées, notamment le(s) jour(s) de la semaine travaillé(s) sous cette forme ainsi que le lieu d'exercice et doit être accompagnée :

- D'une attestation sur l'honneur de conformité des installations aux spécifications techniques.
- D'une attestation de l'assurance auprès de laquelle il a souscrit son contrat d'assurance multirisques habitation précisant qu'elle couvre l'exercice du télétravail au lieu défini dans l'acte individuel.
- D'une attestation précisant qu'il dispose d'un espace de travail adapté et qu'il travaille dans de bonnes conditions d'ergonomie.
- D'un justificatif attestant qu'il dispose de moyens d'émission et de réception de données numériques compatibles avec son activité professionnelle.

Au vu de la nature des fonctions exercées et de l'intérêt du service, l'Autorité Territoriale apprécie l'opportunité de l'autorisation de télétravail.

Ci-après :

- Annexe 1 « Formulaire de demande de télétravail »

### Comment est délivrée l'autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail ?

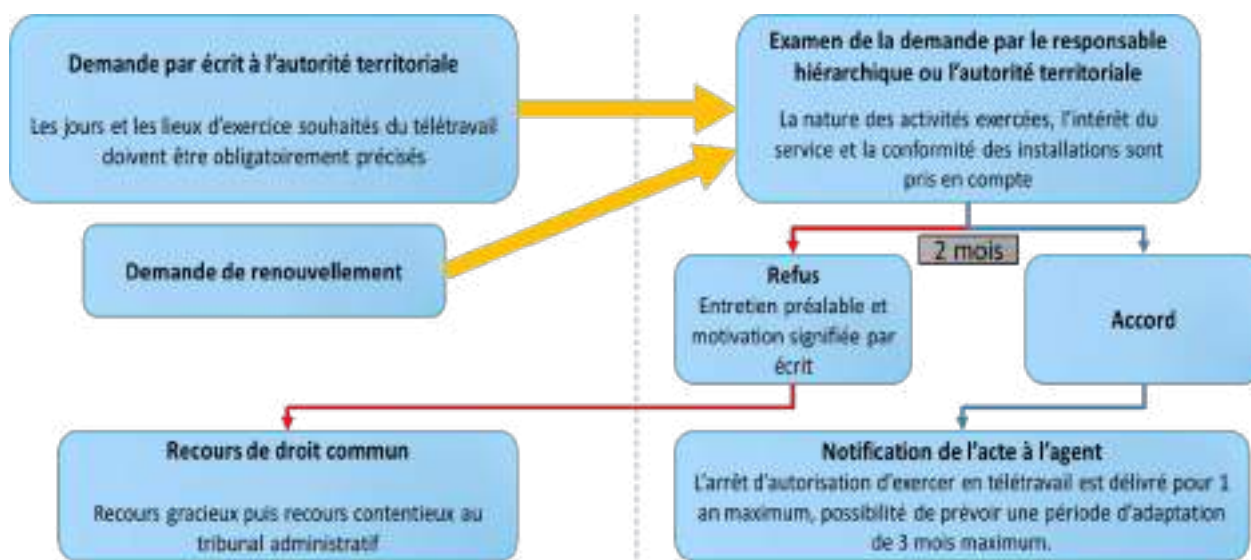
Le supérieur hiérarchique apprécie la compatibilité de la demande avec la nature des activités exercées, l'intérêt du service en se référant aux postes ou/et activités définis éligibles. La demande de l'agent doit être traitée dans **un délai maximum de 2 mois**.

La collectivité veille à la conformité des installations aux spécifications techniques, au regard de l'attestation de conformité fournie par l'agent (cf. point n°7).

Le refus opposé à une demande initiale ou de renouvellement de télétravail, formulée par un agent exerçant des activités éligibles au dispositif, ainsi que l'interruption du télétravail à l'initiative de l'administration, doivent être précédés d'un entretien et motivés.

Il est rappelé que cette nouvelle modalité de travail repose sur un management par objectifs et la confiance mutuelle entre l'agent et son employeur.

L'accord de l'autorité territoriale est formalisé par un arrêté individuel (ou un avenant au contrat) signé par l'agent et l'autorité territoriale.



### La durée de l'autorisation et son renouvellement

Sauf situations exceptionnelles ou médicales, le contrat correspondra à l'année civile avec une durée de l'autorisation d'un an maximum.

L'autorisation peut être renouvelée par demande écrite préalable à chaque 1<sup>er</sup> janvier, après entretien avec le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier avec le formulaire mentionné à l'article 8. Un préavis de deux mois est nécessaire pour mettre fin au télétravail.

Un bilan de l'exercice du télétravail sera opéré au cours de la période d'autorisation comme à l'issue de celle-ci, afin notamment d'appréhender les nouvelles modalités de travail entre l'agent télétravaillant, son équipe et son supérieur.

En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé par du télétravail doit présenter une nouvelle demande.

L'autorisation peut prévoir **une période d'adaptation de 3 mois maximum**. Cette période doit être adaptée à la durée de l'autorisation.

Dans le cadre d'un recours ponctuel au télétravail, l'autorisation correspondra à la durée souhaitée par l'agent, en accord avec son supérieur hiérarchique et la collectivité.

### Lieu du télétravail

Le télétravail est organisé uniquement au domicile principal de l'agent, qui s'engage à informer son supérieur hiérarchique et la Direction des Ressources Humaines de tout changement d'adresse.

En faisant acte de candidature, l'agent déclare disposer des conditions suffisantes pour exercer ses missions dans un environnement de travail adapté.

### Horaires et temps de travail

*Article 6 du décret du n°2016/151 du 11/02/16 modifié par l'article 5 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

L'agent en télétravail est soumis à la même durée de travail que les agents au sein de la collectivité. La durée de travail respecte les garanties minimales prévues à l'article 3 du décret n°2000-815 du 25 août 2000.

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la CAMVS.

Durant le temps de travail, l'agent est à la disposition de son employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles. Il doit respecter le Règlement Intérieur du personnel de la CAMVS. Sa présence dans les locaux de l'employeur peut également être requise pour des nécessités de service. L'agent peut également de sa propre initiative revenir dans les locaux de son employeur sur une période normalement télétravaillée. Dans ce cas-là, le déplacement est bien considéré comme un déplacement domicile-travail.

Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail, sauf dans le cas de réunions ou rendez-vous professionnels inscrits à son agenda.

Il est précisé que l'agent télétravaillant doit respecter un calendrier défini par avance, sauf en cas de recours au télétravail ponctuel tel que défini par la collectivité.

### **Modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail**

Le décompte du temps de travail réalisé en télétravail est calculé selon un système déclaratif et est basé sur une relation de confiance entre l'agent et son supérieur hiérarchique.

Un suivi régulier de la charge de travail doit être mis en place par le supérieur hiérarchique au regard de la nature des missions et de l'autonomie de l'agent en télétravail afin de lui permettre de respecter les temps de repos réglementaires.

Le télétravail n'a pas vocation à générer des heures supplémentaires, sauf sur demande expresse de la hiérarchie.

Le télétravail ne doit pas s'accompagner d'une flexibilité accrue et d'une dégradation des conditions de travail. La charge de travail des agents exerçant leurs fonctions en télétravail doit ainsi être équivalente à celle des agents en situation comparable travaillant sur site.

### **Le forfait télétravail**

Une allocation forfaitaire de télétravail contribuant au remboursement des frais engagés par l'agent au titre du télétravail a été instituée par délibération du 12 décembre 2022 avec une mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Le montant de l'allocation est fixé à 2,88 euros par journée de télétravail effectuée dans la limite de 253,44 euros par an. Il pourra évoluer selon la réglementation en vigueur.

L'allocation est versée sur la base du nombre de jours de télétravail demandé par l'agent et autorisé par arrêté ou avenant au contrat signé de l'autorité territoriale. Le cas échéant, le montant fait l'objet d'une régularisation au regard des jours de télétravail réellement effectués au cours de l'année civile. Cette régularisation intervient à la fin du premier trimestre de l'année suivante.

### **Modalités de prise en charge par la collectivité**

*Article 6 du décret du n°2016/151 du 11/02/16 modifié par l'article 5 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

Il est mis à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivants :

- Ordinateur portable,

- Téléphone portable ou à défaut, l'accès à un système de téléphonie sur IP,
- Accès à la messagerie électronique professionnelle,
- Accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions,
- Petites fournitures (crayons, cahiers...).

L'Autorité Territoriale installe et assure la maintenance de ces équipements.

Le télétravailleur assure la mise en place des matériels et leur connexion au réseau. Afin de pouvoir bénéficier des opérations de support, d'entretien et de maintenance, il appartient au télétravailleur de rapporter les matériels fournis, sauf en cas d'impossibilité de sa part.

Une note explicative sur le VPN et son utilisation sera installée sur chaque ordinateur. Des fiches et/ou des vidéos d'aide à l'auto-diagnostic et l'auto-dépannage seront produites par la DMSI sur les thématiques suivantes : connexion internet, VPN, OpenTouch, Teams, Outlook. Elles seront stockées sur le PC permettant ainsi d'être consultables lors d'une coupure réseau.

À l'issue de la durée d'autorisation d'exercice des fonctions en télétravail, l'agent restitue à l'administration les matériels qui lui ont été confiés.

L'agent doit s'engager à ne pas utiliser les outils mis à sa disposition à des fins personnelles ou familiales. L'agent veillera également à ne transporter à son domicile des documents papier qu'avec l'accord de son responsable de service.

### **Sensibilisation du télétravailleur et son supérieur hiérarchique**

Au moment de la mise en œuvre du télétravail, l'agent et son supérieur hiérarchique, qui ne l'ont pas déjà fait, suivront une formation de sensibilisation qui leur permettra d'appréhender la démarche et les spécificités du télétravail.

### **Organisation du télétravail**

Les missions, activités ou tâches effectuées dans les périodes de télétravail, ainsi que les modalités de liaison, sont définies par le supérieur hiérarchique, après échanges avec l'agent.

Elles sont inscrites dans la fiche de poste de l'agent et actées dans le contrat d'engagement individuel.

### **Maintien des droits et obligations**

*Article 6 du décret du n°2016/151 du 11/02/16 modifié par l'article 5 du décret n°2020-524 du 05/05/20*

L'agent en télétravail bénéficie des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation.

Il est également soumis aux mêmes obligations que tout agent et doit respecter le règlement intérieur de la collectivité ainsi que la charte numérique.

### **Sécurité et protection de la santé**

Les télétravailleurs bénéficient de la même couverture accident, maladie, décès et prévoyance que les autres agents. Ils sont couverts pour les accidents survenus à l'occasion de l'exécution des tâches confiées par l'employeur. Si un accident survient sur une période télétravaillée, le lien avec le service devra être démontré par l'agent.

Les télétravailleurs bénéficient de la médecine préventive dans les mêmes conditions que les autres agents.

Les membres du Comité Social Territorial (CST) peuvent réaliser une visite des locaux où s'exerce le télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité, dans les limites du respect de la vie privée. Ces visites concernent exclusivement l'espace de travail dédié aux activités professionnelles de l'agent et, le cas échéant, les installations techniques y afférentes.

Ces visites sont subordonnées à l'information préalable de l'agent en télétravail en respectant un délai de prévenance de *15 jours*, et à l'accord écrit de celui-ci.

Les missions du CST doivent donner lieu à un rapport présenté en comité.

### **Suivi du télétravail**

Le suivi mensuel des activités réalisées en télétravail est précisé dans le contrat d'engagement individuel.

Le télétravailleur s'engage à participer aux différentes modalités qui pourront être mises en œuvre pour évaluer le télétravail dans la collectivité (questionnaires, rencontres, interviews...).

Une veille permanente et un bilan annuel permettront d'apporter les ajustements nécessaires.

### **Droit à la déconnexion**

Le télétravail appelle à une vigilance particulière sur le risque accentué de dépassement des durées de travail et d'empiètement sur la vie personnelle ainsi que sur les phénomènes d'isolement qui peuvent aboutir à différentes difficultés ou les amplifier.

En effet, le télétravail et les équipements associés au télétravail (téléphone professionnel ou téléphone personnel utilisé à des fins professionnelles, ordinateur portable et connexion au réseau professionnel etc.), peuvent estomper la démarcation entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

Le droit à la déconnexion consiste pour tout agent à ne pas être connecté à un outil numérique professionnel en dehors de son temps de travail pour garantir le respect des temps de repos et de congé ainsi que la vie personnelle de l'agent.

Il consiste également à définir une charge de travail correspondant au temps de travail des agents.



### **3. Liste des services concernés par le temps d’habillage et de douche**

- Service Environnement,
- Police Intercommunale des Transports.

#### **4. Liste des services concernés par l'astreinte et l'intervention**

- Direction Mutualisée des Systèmes d'Information,
- Police Intercommunale,
- Direction Générale (Emplois fonctionnels et Directeurs placés sous l'autorité hiérarchique directe du Directeur général des services),
- Direction de l'Environnement et du cycle de l'eau
- Service du Patrimoine

## **5. Règlement d'utilisation des véhicules**

Pièce jointe n°1

## **6. Guide d'utilisation du Compte Épargne Temps (CET)**

Pièce jointe n°2

## **7. Guide de procédure interne de déclaration des accidents**

Pièce jointe n°3

## **8. Règlement de la formation**

Pièce jointe n°4

## **9. Demande d'Autorisation Spéciale d'Absence (ASA)**

Pièce jointe n°5

## **10. Règlement Hygiène, santé et sécurité au travail**

Pièce jointe n°6



# RÈGLEMENT D'UTILISATION DES VEHICULES

VERSION N°4 – 1ER OCTOBRE 2025

DIIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Date de mise à jour : 23/09/2025

## **Préambule**

La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) dispose d'un parc de véhicules de service (vélos, véhicules légers, poids lourds) à disposition des agents dans le cadre de leurs déplacements professionnels.

La bonne gestion des véhicules, qui s'impose à la CAMVS et à ses agents supposent que les utilisateurs soient informés de certains principes relatifs à leur emploi, notamment les contraintes juridiques. Tel est l'objet du présent règlement qui s'appuie principalement sur la circulaire ministérielle n°97-4 du 5 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents à l'occasion du service et sur le Code de la Route.

## **Véhicules de fonction et véhicules de service**

### **Article 1 - Véhicule de fonction**

Par délibération du 28 mars 2022, la CAMVS fixe la liste des emplois pouvant être attributaire d'un véhicule de fonction par nécessité absolue de service aux emplois suivants :

- Directeur Général des Services ;
- Directeur Général Adjoint des Services.

Un véhicule de fonction est un véhicule mis à disposition permanente et exclusive de certains fonctionnaires pour les nécessités du service ainsi que leurs déplacements privés.

L'attribution d'un véhicule de fonction constitue un avantage en nature donnant lieu à imposition et à cotisations sociales.

### **Article 2 - Véhicule de service du pool**

Un véhicule de service est un véhicule dont les agents ont l'utilité pour leurs seuls besoins de service, en période d'activité professionnelle, pendant les heures et les jours d'exercice de celle-ci et qui, le reste du temps, est à la disposition des services.

Les véhicules de service de la CAMVS sont identifiés par l'application du logo de la CAMVS sur la carrosserie.

### **Article 3 - Véhicule de service affecté prioritairement**

Un véhicule de service affecté est un véhicule dont les agents du service affectataire sont prioritaires dans l'utilisation du véhicule affecté.

Il est donc mis à disposition de tous les agents du service en fonction de leur planning et pour leurs seuls besoins de service, en période d'activité professionnelle, pendant les jours et les heures d'exercice de celle-ci.

Cette affectation n'ayant aucun caractère d'exclusivité, dès lors qu'aucun véhicule du pool n'est disponible, tout agent de la CAMVS pourra demander l'usage d'un véhicule de service affecté prioritairement au service correspondant ou à défaut le véhicule de service du directeur du service (avec remisage à domicile).



Les Directions et Services dotés de véhicules de service affectés prioritairement sont :

- Le service Fêtes et manifestation
- L'université Paris II Panthéon-Assas (par Convention)
- La Direction de l'Environnement et du Cycle de l'Eau
- Le service Patrimoine
- Le service Administration générale
- La Direction Mutualisée des Systèmes d'Information
- La Société Publique Locale Melun Val de Seine Aménagement (par convention)

#### **Article 4 – Véhicule de service avec remisage à domicile**

À titre dérogatoire pour certains cadres, un remisage à domicile de manière permanente peut être autorisé dans le cadre exclusif de leurs missions ou selon leur fonction (exigences et obligations inhérentes aux fonctions).

L'utilisation d'un véhicule de service avec remisage à domicile consiste pour un agent ayant l'autorisation à utiliser celui-ci pour ses déplacements domicile-travail.

#### **Conditions d'utilisation d'un véhicule de service**

##### **Article 5 – Disponibilité**

La CAMVS met à disposition de ses agents des véhicules de service assurés et garantit le parfait état d'entretien technique et d'équipement de ces véhicules.

Les véhicules à moteur sont équipés, a minima, de la vignette assurance valide visible de l'extérieure, d'un disque de stationnement européen, de gilets fluorescents, d'un triangle.

Seuls quelques véhicules sont équipés de vignette Crit'Air obligatoire pour circuler dans les zones à circulation restreinte instaurées par certaines collectivités (dont Paris) ou pour circuler lorsque le préfet instaure la circulation différenciée lors de certains épisodes de pollution.

Les vélos sont équipés, a minima, d'un gilet fluorescent et de deux systèmes antivols.

##### **Article 6 – Accréditation**

Tout agent souhaitant utiliser un véhicule de service de la CAMVS doit respecter le présent règlement interne et posséder un permis de conduire valide l'autorisant à conduire la catégorie du véhicule concerné.

Pour être accrédité, cet agent remettra une copie de son permis de conduire valide à la Direction des Ressources Humaines dès que nécessaire et au moins une fois par an. Il devra pouvoir présenter à son responsable de service ce permis de conduire valide avant chaque utilisation.

La nécessité de production du permis de conduire ne s'applique pas à l'utilisation d'un vélo.

En cas de retrait ou de suspension de permis de conduire, tout agent accrédité doit en informer la CAMVS sans devoir justifier des raisons de ce retrait ou de cette suspension.

De même si un agent accrédité doit suivre des soins ne lui permettant plus de conduire (médicaments, attelle ou équivalent, ...), il doit en informer la CAMVS.

Dans ces deux derniers cas, l'agent devra renouveler son accréditation.

Les agents bénéficiant d'un remisage à domicile permanent font l'objet d'une accréditation expresse spécifique.

### **Article – 7 Nécessité de service et ordre de mission**

L'utilisation d'un véhicule de service doit impérativement correspondre aux nécessités du service. En conséquence, l'usage d'un véhicule de service à des fins personnelles est strictement interdit, notamment le midi.

La nécessité de service est caractérisée par un ordre de mission signé par le responsable de service concerné ou d'un ordre de mission permanent, délivré pour une durée d'un an, signé par l'autorité territoriale.

L'obligation éventuelle de transporter du matériel (précieux, lourd ou encombrant) est attestée sur l'ordre de mission. Le véhicule de service devra pouvoir s'adapter à cette mission pour être utilisé.

### **Article 8 – Conduite**

Tout agent utilisant un véhicule doit respecter le Code de la Route et utiliser les équipements propres au véhicule mis à sa disposition.

En particulier, l'agent respecte les articles R412-6-1 du Code de la Route interdisant l'usage d'un téléphone tenu en main par le conducteur d'un véhicule en circulation. De même l'usage d'écouteurs est interdit. L'agent veille au respect des règles de stationnement sur la voie publique, y compris lors d'une intervention.

L'agent accrédité utilisant un véhicule de service assure la CAMVS quant à un usage apaisé et adapté aux conditions météorologiques. Le véhicule étant à l'image de la CAMVS, il sera particulièrement respectueux des tiers.

De même, il assure la CAMVS quant au respect de l'état de propreté du véhicule et de l'interdiction de fumer dans l'habitacle (y compris fenêtre ouverte).

L'agent n'est pas autorisé à transporter des tiers en dehors ceux prévus dans le cadre du service et/ou de l'ordre de mission.

L'agent s'assure que le véhicule qu'il conduit est équipé de la vignette Crit'Air lui permettant de circuler sans restriction ni infraction, en particulier dans Paris et sa proche banlieue et/ou lors de pic de pollution.

### **Article 9 – Énergies**

La CAMVS met à disposition des agents utilisant un véhicule une carte pour l'approvisionnement de carburant (uniquement véhicule thermique).

Tout usage inapproprié de cette carte (erreur de kilométrage, erreur de volume, erreur de carburant, ...) fait l'objet d'un refus de carte et d'un rapport d'incident qui sera transmis par le gestionnaire à la CAMVS.

Après chaque usage, l'agent s'assure que le réservoir du véhicule est suffisamment plein pour l'utilisateur suivant. En particulier, les véhicules de service du pool doivent constamment disposer d'un réservoir plein à plus de la moitié.

Après chaque usage d'un véhicule électrique, l'agent doit recharger systématiquement ce véhicule lors de son stationnement sur le site de la CAMVS, rue Rousseau Vaudran.

## **Article 10 – Carnet de bord**

Après chaque usage d'un véhicule de service, l'agent renseigne scrupuleusement le carnet de bord.

## **Article 11 – Assurance**

Sous réserve que le conducteur soit un agent accrédité, la CAMVS assure les véhicules de service et les passagers autorisés dans le cadre de l'utilisation du véhicule sur le territoire français.

Le matériel transporté est assuré selon les conditions d'assurance en vigueur, sauf lorsque le véhicule est stationné sur la voie publique de 22h00 à 08h00.

Lorsque l'ordre de mission nécessite de compléter l'assurance souscrite par la CAMVS, le responsable de service de l'agent fera une demande spécifique auprès du service gestionnaire des contrats d'assurance.

La CAMVS est responsable des dommages subis par un agent dans le cadre de son service. L'accident dont peut être victime l'agent au cours d'un déplacement professionnel est considéré comme un accident du travail. Néanmoins, la faute de la victime peut être une cause d'exonération de la responsabilité de la CAMVS.

La responsabilité de la CAMVS ne saurait être engagée à raison des dommages subis par l'agent en dehors du service.

La CAMVS est responsable, à l'égard des tiers, des dommages causés par son agent, dans l'exercice de ses fonctions, avec un véhicule de service. Toutefois elle pourra ensuite se retourner contre l'agent ayant commis une faute détachable du service, pour obtenir, tout ou en partie, le remboursement des indemnités versées aux victimes, notamment :

- En cas de faute lourde et personnelle à l'origine de l'accident (conduite sous l'emprise de l'alcool, conduite sans permis de conduire...),
- En cas d'utilisation privative d'un véhicule de service ou d'écart notoire de l'itinéraire prescrit ou du périmètre de circulation sans autorisation préalable.

## **Article 12 – Accidents et incidents**

En cas d'accident, l'agent prévient ou fait prévenir sans délai son responsable de service et, dans la mesure du possible, remplit le constat amiable in situ. Le constat dûment complété et signé des deux parties doit être transmis sans délai au service gestionnaire des contrats d'assurance.

Lorsqu'un agent constate un défaut sur un véhicule, quelle que soit la nature de ce défaut (ampoule défaillante, choc sur la carrosserie, bruit anormal, ...), il en informe l'agent d'accueil et/ou l'administration générale.

## **Article 13 – Responsabilité et sanctions**

Depuis le 1er janvier 2017, l'article L121-6 du Code de la Route prévoit en conséquence que, lorsqu'une infraction routière a été commise avec un véhicule dont le titulaire du certificat d'immatriculation est une personne morale ou qui est détenu par une personne morale, le représentant légal de cette personne morale doit désigner la personne physique qui conduisait ce véhicule au moment de l'infraction. Il dispose d'un délai de 45 jours pour effectuer cette désignation auprès de l'officier du ministère public, à défaut la personne morale encourt une amende forfaitaire qui peut être majorée par un Tribunal de proximité et le Président de la CAMVS peut être sanctionné d'une amende sur ses deniers personnels (articles L121-2 et L121-3 du Code de la Route) pouvant atteindre 750 euros au maximum.

Ainsi, en matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction au Code de la Route, l'agent qui conduit un véhicule de la CAMVS est seul responsable. Il devra donc acquitter personnellement les

amendes, subir les peines de suspension ou de suppression du permis, voire d'emprisonnement après qu'il ait été désigné auprès de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI). L'agent concerné sera informé de la démarche auprès de l'ANTAI.

En plus des sanctions visées ci-avant, tout agent ne respectant pas le présent règlement s'expose à des sanctions disciplinaires et pourra voir son accréditation suspendue.

Les manifestations d'éthylisme sont sanctionnées par le juge administratif par des sanctions sévères, jusqu'à la révocation.

Lorsqu'un véhicule de service est restitué dans un état ne permettant plus son utilisation, l'Administration générale prendra en charge la remise en état de disponibilité et demandera une justification écrite au responsable de service du dernier conducteur. Cette note pourra être suivie d'une sanction appropriée.

Lorsqu'un carnet de bord n'est manifestement pas renseigné correctement, l'Administration générale demandera une justification écrite au responsable de service du dernier conducteur. Cette note pourra être suivie d'une sanction appropriée.

## **Utilisation d'un véhicule de service**

### **Article 14 – Réservation**

Pour réserver un véhicule, tout agent doit être accrédité et titulaire d'un ordre de mission.

Il doit s'adresser à l'accueil de la CAMVS pendant les heures d'ouverture de ce dernier. Il doit indiquer le lieu du déplacement, l'heure de prise de possession souhaitée et la durée prévisible d'utilisation du véhicule. L'agent de l'accueil attribue un véhicule de service du pool à l'agent accrédité.

Si aucune solution n'est trouvée quant au moyen de transport et qu'il n'est pas possible de reporter le rendez-vous, l'agent pourra faire usage d'un véhicule affecté prioritairement après accord du responsable de service affectataire. Si, là encore, aucune solution n'est trouvée, l'agent pourra faire usage de son véhicule personnel dans les conditions prévues ci-après (Article 22 - Exceptions).

Les réservations qui ne pourraient pas être associées à un ordre de mission sont abusives. Les réservations répétées sans utilisation du véhicule sont abusives. Les réservations abusives sont interdites.

### **Article 15 – Prise de possession**

Pendant les heures d'ouverture de l'accueil, l'agent accrédité prend possession de la pochette du véhicule qui lui a été attribué lors de la réservation. L'agent d'accueil note l'heure de prise de possession et corrige éventuellement le planning de réservation. Il informe l'agent accrédité des problèmes connus sur le véhicule de service attribué (parfait état, rayures, impacts, ...).

L'agent accrédité doit alors vérifier le contenu de la pochette : clef, carnet de bord renseigné, stylo, constat amiable, carte grise, certificat d'assurance valide, carte de carburant.

L'agent accède au véhicule et s'assure que le véhicule correspond aux informations données par l'agent d'accueil, que les équipements prévus sont présents et que les kilomètres inscrits sur le carnet de bord correspondent à ceux affichés au compteur. En cas d'écart significatif, il doit en faire état à l'agent d'accueil avant de prendre le véhicule de service et peut demander un autre véhicule.

## **Article 16 – Utilisation**

L'agent accrédité utilise le véhicule de service conformément à l'ordre de mission qu'il a reçu. Il respecte les règles de conduite décrites ci-avant.

Avant le retour, l'agent s'assurera que le niveau de carburant est d'au moins la moitié du réservoir.

## **Article 17 – Retour**

Sauf exception, les véhicules de service du pool doivent être stationnés sur le lieu d'emprunt le soir même de la fin de l'ordre de mission.

Au retour, l'agent stationnera le véhicule à l'emplacement où il l'a pris, à la CAMVS, de préférence sur le parking gravillonné du site de la CAMVS, rue Rousseau Vaudran.

En ce qui concerne les vélos, au retour, l'agent utilisera exclusivement l'abri vélos de la CAMVS et attachera correctement le vélo à l'aide de l'antivol prévu à cet effet.

L'agent restitue la pochette complète à l'agent d'accueil et signale tout dysfonctionnement ou incident qui serait survenu pendant l'utilisation du véhicule de service.

L'agent d'accueil note l'heure de retour et corrige éventuellement le planning de réservation. Il vérifie l'exhaustivité du contenu de la pochette et les renseignements portés sur le carnet de bord.

Lorsque le retour s'effectue pendant l'absence de l'agent d'accueil (midi, soir, week-end), la pochette devra être restituée dès le retour de l'agent d'accueil. En cas d'absence de ce dernier, son responsable pourra prendre en charge la pochette.

Lorsque le retour s'effectue parking fermé, l'agent pourra manipuler le portail en utilisant le code d'accès prévu à cet effet. Il s'assurera de la bonne fermeture du portail après son départ.

En ce qui concerne les vélos, le processus est identique, les clés faisant office de pochette.

## **Remisage à domicile**

Par défaut, sauf accréditation ou autorisation ponctuelle expresse et personnelle, le remisage à domicile n'est pas autorisé.

## **Article 18 – Accréditation ou autorisation ponctuelle expresse et personnelle**

L'autorité territoriale peut autoriser de manière expresse et personnelle un agent à remiser un véhicule de service à domicile. Cette autorisation peut être attribuée à titre dérogatoire pour certains cadres de manière permanente dans le cadre exclusif de leurs missions ou selon leur fonction (exigences et obligations inhérentes aux fonctions) pour une durée d'un an et renouvelable (cf modèle joint au présent règlement). Elle est révocable à tout moment.

Le Directeur Général des Services peut autoriser de manière expresse et personnelle un agent à remiser un véhicule de service à domicile ponctuellement dans le cadre de sa mission. Dans ce cadre, la possibilité de remisage à domicile devra être spécifiée sur l'ordre de mission.



## **Article 19 – Conditions**

Dans le cas du remisage à domicile, l'usage privatif du véhicule est strictement interdit et seul le trajet domicile/travail est autorisé. Des personnes non autorisées ne peuvent pas prendre place dans le véhicule. Le véhicule ne peut, par exemple, être utilisé pour déposer ses enfants à l'école.

L'agent s'engage à remiser le véhicule sur un emplacement de stationnement autorisé, à fermer à clé le véhicule et à activer le ou les systèmes antivols éventuels, ainsi qu'à dissimuler tout objet contenu dans le véhicule susceptible d'attirer l'attention.

Le véhicule de service avec remisage à domicile, ne peut être utilisé à des fins personnelles, le weekend ou en période de congés. Durant les périodes de congés, le véhicule doit rester à la disposition de la collectivité et remisé sur le site de la CAMVS, rue Rousseau Vaudran. La CAMVS peut, le cas échéant, le mettre à disposition d'un autre ou de plusieurs autres agents.

## **Article 20 – Responsabilité**

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols, et toutes dégradations, sauf à établir que le vol ou la tentative de vol a eu lieu avec effraction ou avec violences corporelles. Le récépissé de déclaration de vol aux autorités de police servira de preuve de la non-responsabilité de l'agent.

Après avoir assuré la réparation d'éventuels dommages, la CAMVS dispose, conformément aux règles du droit commun de la responsabilité, d'une action récursoire contre son agent si elle estime qu'il avait commis une faute personnelle.

## **Exceptions**

### **Article 21 – Vélo**

L'usage des vélos à des fins personnelles pendant la pause de midi est autorisé sans possibilité de réservation et sans que cela ne puisse entraîner aucune gêne à l'exercice des missions des services. Aussi l'utilisation à des fins personnelles n'est possible qu'aux horaires de fermeture de l'accueil le midi.

### **Article 22 – Usage de véhicule personnel**

Si aucune solution n'est trouvée quant à la disponibilité de véhicule de service ou de moyen de transport et qu'il n'est pas possible de reporter le rendez-vous, l'agent pourra faire usage de son véhicule personnel, à titre exceptionnel, dès lors que :

- Le responsable de service aura donné son accord ;
- L'ordre de mission correspondant doit mentionner ce choix et indiquer l'immatriculation du véhicule utilisé ;
- L'agent aura préalablement souscrit une police d'assurance garantissant, d'une manière illimitée, sa responsabilité personnelle aux termes des articles 1382, 1383, 1384 du code civil ainsi que la responsabilité de la CAMVS, y compris dans le cas où celle-ci est engagée vis à vis des personnes transportées. Cette police doit aussi comprendre l'assurance contentieuse ;
- L'agent aura transmis à la Direction des Ressources Humaines une attestation justifiant de cette police d'assurance ;
- L'agent aura transmis à la Direction des Ressources Humaines une copie de la carte grise
- Du véhicule utilisé ;
- L'agent garantit la CAMVS contre tout recours en responsabilité pour toute dégradation du véhicule personnel.

L'agent autorisé à utiliser son véhicule personnel est indemnisé selon les conditions et la réglementation en vigueur. Cette indemnisation ne comprend pas les frais d'assurance supplémentaires que l'agent pourrait engager au titre de sa police d'assurance et de toutes les taxes propres au véhicule.

### **Article 23 – Défaut de véhicule de service adapté**

Dans certaines situations de handicaps permanents ou temporaires d'un agent accrédité, ce dernier pourra faire usage de son véhicule personnel, sans que ce soit à titre exceptionnel, dès lors qu'aucun véhicule de service n'est adapté à son handicap.

Pour autant les règles de police d'assurance, de garantie, d'information de la Direction des Ressources Humaines, d'ordre de mission et d'indemnisation propres à l'utilisation de véhicule personnel décrite à l'article précédent s'appliquent.

## Autorisation de remisage à domicile d'un véhicule de service

**NOM :**

**PRÉNOM :**

**Fonction :**

Est autorisé à remettre le véhicule de service de marque :

Immatrikulation :

À l'adresse suivante :

de heures à heures

☐ De manière ponctuelle du      au☐ De manière permanente

Motif(s) :

Date :

|                      |                                       |                                      |
|----------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|
| Signature de l'agent | Signature du responsable hiérarchique | Signature de l'autorité territoriale |
|----------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|

# Guide d'utilisation du Compte-Épargne Temps (CET)

---

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MELUN VAL DE SEINE

Direction des Ressources  
CAMVS

DATE DE MISE À JOUR : 1ER MARS 2022

## Préambule

Le présent guide a pour objectif de vous présenter les nouvelles règles applicables du régime du compte épargne temps dans la fonction publique territoriale.

Ces nouvelles règles ont recueilli l'avis favorable du Comité Technique dans sa séance du 7 mai 2015 et du Conseil Communautaire dans sa séance du 29 juin 2015.

Ce guide détermine les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne temps ainsi que les modalités de son utilisation au sein de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.



# Table des matières

|                                                        |   |
|--------------------------------------------------------|---|
| Préambule .....                                        | 1 |
| Table des matières.....                                | 3 |
| I. L'ouverture du compte épargne temps .....           | 4 |
| 1. Les Bénéficiaires .....                             | 4 |
| 2. Les agents exclus.....                              | 4 |
| II. L'alimentation du compte épargne temps .....       | 4 |
| 1. Alimentation du CET .....                           | 4 |
| 2. Nombre maximal de jours pouvant être épargnés ..... | 5 |
| III. L'utilisation du compte épargne temps .....       | 5 |
| IV. Règles de fermeture du CET .....                   | 5 |
| V. Le changement d'employeur.....                      | 6 |
| VI. Les formulaires.....                               | 6 |
| VII. Je m'interroge sur le CET .....                   | 6 |

## I. L'ouverture du compte épargne temps

Le compte épargne temps (C.E.T.) est ouvert à la demande de l'agent. Il peut se faire à tout moment de l'année.

### 1. Les Bénéficiaires

Les conditions suivantes doivent être remplies pour que l'agent puisse demander l'ouverture de son C.E.T. :

- L'agent doit être titulaire ou non titulaire de droit public à temps complet ou à temps non complet.
- L'agent doit exercer ses fonctions au sein d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public.
- L'agent doit être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service.

### 2. Les agents exclus

Sont exclus du dispositif du C.E.T. :

- Les fonctionnaires stagiaires.
- Les agents détachés pour stage qui ont, antérieurement à leur stage, acquis des droits à congés au titre du compte épargne temps en tant que fonctionnaires titulaires ou agents non titulaires conservent ces droits, mais ne peuvent ni les utiliser ni en accumuler de nouveaux durant le stage.
- Les agents non titulaires recrutés pour une durée inférieure à une année.
- Les agents recrutés sur la base d'un contrat de droit privé.
- Les assistants maternels et familiaux.

## II. L'alimentation du compte épargne temps

### 1. Alimentation du CET

L'alimentation se fera une fois par an sur demande de l'agent formulée avec le 31 décembre de l'année en cours.

Chaque année, la Direction des Ressources Humaines communiquera à l'agent la situation de son compte épargne temps (jours épargnés et consommés) au plus tard le 30 avril de l'année N + 1.

Le CET peut être alimenté chaque année dans les conditions suivantes :

- Le report des congés annuels, sans que le nombre de jours de congés annuels pris dans l'année puisse être inférieur à 20 jours. Compte tenu du nombre de jours de congés annuels fixé à 25 jours par an pour un agent à temps complet, le report de congés annuels qui pourra être alimenté sur le compte épargne temps s'élève à 5 jours maximum. Pour les agents à temps partiel ou à temps non complet, le nombre maximum de jours pouvant être épargnés par an sera proratisé

en fonction de la quotité de travail effectuée. À titre d'exemple, un agent travaillant à temps partiel à 80 % pourra alimenter son compte épargne temps de 4 jours maximum.

- Le report de jours de ARTT. Chaque agent à temps complet ouvrant droit pour l'année à 21 jours. Ce droit est proratisé pour les agents à temps partiel. L'alimentation du CET au titre des jours ARTT est fixé à 16 jours maximum.
- Les jours de fractionnement (maximum 2) accordés au titre des congés annuels non pris dans la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre.

## 2. Nombre maximal de jours pouvant être épargnés

Le nombre maximum de jours épargnés est fixé à 60 jours.

## III. L'utilisation du compte épargne temps

L'agent peut utiliser son CET dès le premier jour épargné.

L'agent peut utiliser tout ou partie de son CET dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service. La condition de nécessité de service n'est pas appliquée lorsque l'agent demande le bénéfice de ses jours épargnés à l'issue d'un congé de maternité, d'adoption, de paternité ou d'un congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie.

L'agent qui souhaite utiliser son CET, et en fonction du nombre de jours demandés, doit respecter les délais suivants :

- **Au-delà de 5 jours demandés**, la demande doit être faite une semaine avant.
- **Au-delà de 15 jours demandés**, la demande doit être faite un mois avant.

Le refus opposé à la demande d'utilisation du CET doit être motivé. L'agent peut formuler un recours devant l'autorité, qui statue après consultation de la commission administrative paritaire.

## IV. Règles de fermeture du CET

Dans la mesure où la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine n'a pas prévu la monétisation du CET, les jours épargnés ne sont pas indemnisés. Ainsi le CET doit être soldé à la date de radiation des cadres ou des effectifs pour le fonctionnaire (par exemple en cas de départ à la retraite). Pour l'agent non titulaire, le CET doit être soldé avant chaque changement d'employeur (privé ou public).

Cependant, en cas de décès d'un titulaire du CET, les jours épargnés sur le compte donneront lieu à une indemnisation de ses ayants droit. Cette indemnisation est égale au nombre de jours épargnés multiplié par un montant forfaitaire qui varie selon la catégorie de l'agent :

- 125 € pour un agent de catégorie A
- 80 € pour un agent de catégorie B

- 65 € pour un agent de catégorie C

## V. Le changement d'employeur

Seul le fonctionnaire conserve ses droits à congés acquis au titre du CET en cas de :

- Mutation,
- Détachement auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant du champ d'application de la loi du 26 janvier 1984,
- Détachement dans une autre fonction publique,
- Disponibilité,
- Congé parental,
- Accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle et dans la réserve sanitaire,
- Placement en position de hors-cadres,
- Mise à disposition (y compris auprès d'une organisation syndicale).

Pour l'agent non titulaire, le CET doit être soldé avant chaque changement d'employeur (privé ou public).

## VI. Les formulaires

L'ensemble des formulaires vous permettant d'ouvrir, d'alimenter et d'utiliser votre CET sont à votre disposition de manière dématérialisée à la Direction des Ressources Humaines.

## VII. Je m'interroge sur le CET

**Je viens d'arriver dans la collectivité en qualité de contractuel, est-ce que je peux à ouvrir un CET ?**

Oui, si votre contrat est supérieur à une durée d'un an.

**J'avais déjà ouvert un CET, est-ce que mes jours épargnés sont perdus ?**

Non, vous conservez les jours acquis sur le CET. Cependant les nouvelles règles de gestion s'appliquent.

**Quel est le nombre de jours maximum que je peux déposer sur mon CET ?**

Pour un agent à temps complet, vous pouvez épargner par an 5 jours de congés annuels, 16 jours d'ARTT et maximum 2 jours au titre des jours de fractionnement. Le plafond d'épargne du CET est fixé à 60 jours.

**J'ai déjà 60 jours sur mon compte épargne temps, est-ce que je peux en déposer plus ?**

Non, car le plafond est fixé à 60 jours.

**Je quitte la collectivité, est-ce que je conserve mon CET ?**

Oui, si vous êtes un agent fonctionnaire et dans ce cas votre CET sera transféré auprès de votre nouvelle collectivité.

En revanche, l'agent non titulaire devra solder son CET avant chaque changement d'employeur.

Pour toutes informations ou interrogations, vous pouvez contacter vos interlocuteurs au sein de la Direction des Ressources Humaines :

Laure LANEL - Directrice des Ressources Humaines - 01 64 79 25 81 - [laure.lanel@camvs.com](mailto:laure.lanel@camvs.com)

Magali LE CHAPELAIN - Responsable pôle carrière et paie - 01 64 79 25 77 - [magali.le-chapelain@camvs.com](mailto:magali.le-chapelain@camvs.com)

Kevin STEFANI – Gestionnaire carrière et paies – 01 64 79 25 06 – [kevin.stefani-rh@camvs.com](mailto:kevin.stefani-rh@camvs.com)



# Guide de procédure interne de déclaration des accidents

---

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE

Direction des Ressources Humaines

CAMVS | DATE DE MISE A JOUR : 1ER JANVIER 2023 – VERSION 1

## A. L'accident, c'est quoi ?

### Définition de la typologie de l'accident

En référence aux articles 57-2 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et de l'article 9 du décret n°88-145 du 15 février 1988, les agents dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent être confrontés à un accident de service ou de travail. La notion d'accident de service ou de travail et sa prise en charge répondent à une réglementation précise selon le statut de l'agent (fonctionnaire stagiaire, titulaire ou agent contractuel).

La distinction entre l'accident de service et l'accident du travail ne porte que sur le statut de la personne qui en est victime. On parlera **d'accident de service pour les fonctionnaires stagiaires ou titulaires et d'accident du travail pour les agents contractuels**.

L'assistante de prévention et / ou les membres du Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail (CHSCT) peuvent être amenés, dans certains cas, à réaliser une enquête afin de mieux cerner les circonstances de l'accident et si nécessaire mettre en œuvre des actions de prévention.

Selon la gravité de l'accident de service ou de travail, le CHSCT peut demander à l'autorité territoriale de faire appel à un expert agréé.

### Qualification de l'accident par le statut

#### a. Pour les agents fonctionnaires :

Est considéré comme **accident de service**, l'accident survenu dans l'exercice des fonctions ou à l'occasion, à un moment précis et à un endroit de l'exercice des fonctions.

L'accident de service pour être reconnu comme tel, **doit résulter de l'action violente et soudaine d'un événement extérieur et provoquer une lésion du corps humain** (*arrêts du Conseil d'Etat n°76764,80731,80746, et 87227*). L'accident de service est donc **l'évènement** non prévu attaché à la fonction exercée par le fonctionnaire.

La notion d'accident de service couvre deux critères de reconnaissance :

- **L'accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions** comme ceux intervenus pendant le service ou au cours d'une mission, ou dans le prolongement du service (actions de formation, contrôle médical).
- **L'accident survenu au cours du trajet**. Le trajet est le déplacement effectué entre le domicile privé, c'est-à-dire la résidence principale de l'agent et le lieu du travail. Le trajet doit être l'itinéraire normal et habituel, le plus court, sans détour, ni interruption pour motif personnel. Toutefois, un détour ou une interruption peut garantir le maintien du bénéfice de l'accident de trajet s'il est justifié par les nécessités essentielles de la vie courante.
- L'article 10 de l'ordonnance du 19 janvier 2017 modifiant l'article 21 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 pose le principe d'un régime de présomption d'imputabilité au service pour les accidents survenus aux fonctionnaires pendant les heures de service et sur les lieux de travail.

En cas d'accident survenu en dehors du temps et/ou du lieu de travail, c'est à l'agent fonctionnaire d'apporter la preuve de son accident pour établir un lien entre l'accident et le service en précisant les circonstances, le lieu, les horaires de travail, les blessures et l'heure de l'accident, ainsi que d'apporter les preuves matérielles et médicales (certificat médical, rapport du supérieur hiérarchique, témoignages...).

L'imputabilité au service de l'accident est reconnue, si :

- Le lien avec le service existe (*arrêt du Conseil d'Etat n°124622*).
- L'accident est en relation certaine et déterminante avec l'accomplissement des tâches relevant des obligations de service de l'activité exercée (*Cour Administrative d'Appel de Lyon des 3 et 16 octobre 2000*).
- La cause de la lésion ou du trouble est déterminée et datée (*Arrêt du Conseil d'Etat n°159366*).

**A Savoir :**

Seule l'autorité territoriale, ayant pouvoir de nomination, décide de l'imputabilité de l'accident au service. En cas de reconnaissance par l'autorité territoriale de l'imputabilité de l'accident de service, la prise en charge des soins et frais médicaux revient à la charge de la collectivité.

En cas de non-reconnaissance sur l'imputabilité au service, c'est l'agent qui assume seul la prise en charge des soins et frais médicaux.

Si l'autorité territoriale doute ou ne souhaite pas reconnaître l'imputabilité de l'accident, elle peut demander une expertise médicale et doit consulter la Commission de Réforme.

**b. Pour les agents contractuels**

Un agent contractuel victime d'un accident de travail, le mettant dans l'impossibilité d'exercer son activité a droit à un congé pour **accident de travail**. A l'identique des agents fonctionnaires, l'accident de travail doit résulter de l'action violente et soudaine d'un événement extérieur et provoquer une lésion du corps humain.

La notion d'accident de travail couvre deux critères de reconnaissance :

- **L'accident du travail** survenu par le fait où à l'occasion du travail alors que l'agent est sous l'autorité de l'employeur.
- **L'accident de trajet** est l'accident survenu dans les mêmes conditions que les agents fonctionnaires.

**A savoir :**

Pour les agents contractuels, c'est la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) qui reconnaît ou non l'imputabilité de l'accident de travail.

Elle statue également sur le taux d'Invalidité Permanente Partielle nécessaire à l'allocation temporaire d'invalidité.

## **B. Procédure de déclaration de l'accident**

### **Déclaration de l'accident**

**a. Dispositions communes**

Il appartient à l'agent fonctionnaire ou contractuel de déclarer l'accident dans un délai de :

- **15 jours à compter de la date de l'accident pour l'agent fonctionnaire\***. En cas de circonstance exceptionnelle (par exemple impossibilité de déclarer l'accident en raison d'une hospitalisation grave de l'agent...) il pourra être dérogé à ce délai, il en est de même pour les agents amenés à travailler notamment les week-ends.

- **24 heures pour l'agent contractuel** (délai impératif à respecter au regard du code de la Sécurité Sociale)

L'enquête administrative de déclaration d'accident de service ou de trajet (Annexe 1) doit être transmise accompagnée du certificat médical constatant le siège des lésions à la Direction des Ressources Humaines dans les délais impartis.

C'est à l'agent d'apporter la preuve de son accident en précisant les circonstances, le lieu, les horaires de travail, les blessures et l'heure de l'accident, ainsi que d'apporter les preuves matérielles et médicales (certificat médical, rapport du supérieur hiérarchique, témoignages, ...). Plus l'agent sera précis dans cette enquête, plus la collectivité pourra apprécier la reconnaissance de l'accident.

\* **A noter** : Dans le cas où l'impact de l'accident n'est pas immédiatement décelé, la déclaration demeure possible pendant deux ans à compter de l'accident mais doit être effectuée dans le délai de 15 jours à compter de la date de sa constatation médicale.

A défaut de respect des délais de déclaration (15 jours), la demande de l'agent fonctionnaire sera rejetée. Dans tous les cas, il est nécessaire de transmettre le certificat médical à l'autorité territoriale dans un délai de 48 heures lorsqu'il y a incapacité temporaire de travail.

#### b. Procédures à respecter pour la déclaration d'accident

Quelque que soit votre statut (fonctionnaire, agent contractuel) vous devez remplir **obligatoirement** toutes les rubriques de l'enquête administrative de déclaration de l'accident de façon précise et détaillée.

Si vous êtes dans l'impossibilité de remplir ce document le jour de l'accident, il convient d'adresser un mail à la Direction des Ressources Humaines ([drh@camvs.com](mailto:drh@camvs.com)) et à votre supérieur hiérarchique en précisant les circonstances détaillées de l'accident (lieu, horaires de travail, activité ou moment de l'accident, faits précis ayant conduits à l'accident, matériel utilisé et tout autre élément nécessaire). Vous devrez remplir dans les meilleurs délais cet imprimé.

Avant de transmettre l'enquête administrative de déclaration à la Direction des Ressources Humaines, celle-ci devra être signée par **vous** et **votre supérieur hiérarchique**.

## C. Je suis victime d'un accident : Que dois-je faire ?

Que votre blessure soit grave ou bénigne, il est obligatoire d'en informer votre supérieur hiérarchique et la Direction des Ressources Humaines le plus tôt possible ! Et ce, quel que soit votre statut afin de faciliter la prise en charge de votre situation administrative.

Cependant, il existe deux régimes (fonctionnaire stagiaire et titulaire et agent contractuel) et le processus de reconnaissance de l'imputabilité de l'accident diffère selon le régime auquel vous êtes affiliés.

### Agent fonctionnaire

A l'appui des informations communiquées dans l'enquête administrative de déclaration de l'accident (Annexe 1), il vous sera remis une attestation de prise en charge des frais médicaux (Annexe 2) signée par l'autorité territoriale ayant pouvoir de nomination. La remise de cette attestation ne signifie pas que l'autorité territoriale reconnaît l'imputabilité de l'accident.

Cette attestation devra être présentée aux prestataires de santé permettant la prise en charge de l'ensemble des frais (médecins, pharmaciens, radios...) par l'assurance de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine. Vous ne réglez aucun de ces frais.

En l'absence de remise de l'attestation de prise en charge et si vous êtes amenés à avancer les frais, vous devrez transmettre, dans les meilleurs délais, l'ensemble des factures à la Direction des Ressources Humaines accompagnées de votre relevé d'identité bancaire afin d'obtenir le remboursement des frais engagés par l'assurance de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine

A l'issue de la visite auprès d'un médecin, vous devrez obligatoirement remettre à la Direction des Ressources Humaines :

- Les deux premiers volets du certificat médical initial constatant les lésions. Ce certificat doit être clair et détaillé et indiquer les lésions ou traumatismes consécutifs à l'accident. Ce certificat doit comporter, outre la constatation des blessures, la durée prévisible de l'incapacité et des soins.
- Les deux premiers volets du certificat médical en cas de prolongation de soins ou d'arrêt.
- Les deux premiers volets du certificat médical final qui consolide votre accident de service.

L'agent fonctionnaire confronté à une incapacité temporaire de travail consécutive à un accident de service ou de trajet bénéficiera d'un Congé pour Imputabilité Temporaire au Service ou CITIS (*article 21 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983*) dès lors où après instruction, la collectivité lui aura notifié la décision correspondante.

A réception de la déclaration d'accident par l'agent, la collectivité dispose d'un délai d'un mois pour se prononcer sur l'imputabilité de l'accident. Un délai de 3 mois peut s'ajouter à ce délai :

- En cas d'enquête administrative diligentée,
- En cas d'examen par un médecin agréé,
- Si saisine de la Commission de Réforme.

Le fonctionnaire placé en CITIS a des droits (maintien du traitement intégral de l'agent, droits à avancement d'échelon et de grade, droits à la retraite...) et des obligations (expertise médicale, contrôle médical...)

Lorsque le fonctionnaire est guéri ou que les lésions sont stabilisées, il transmet à l'Autorité Territoriale un certificat médical de guérison ou de consolidation.

En cas de rechute, un nouveau CITIS peut être accordé, à condition que les modalités et délais de déclaration (identiques à la déclaration initiale d'accident de service) soient respectés.

### Agent contractuel

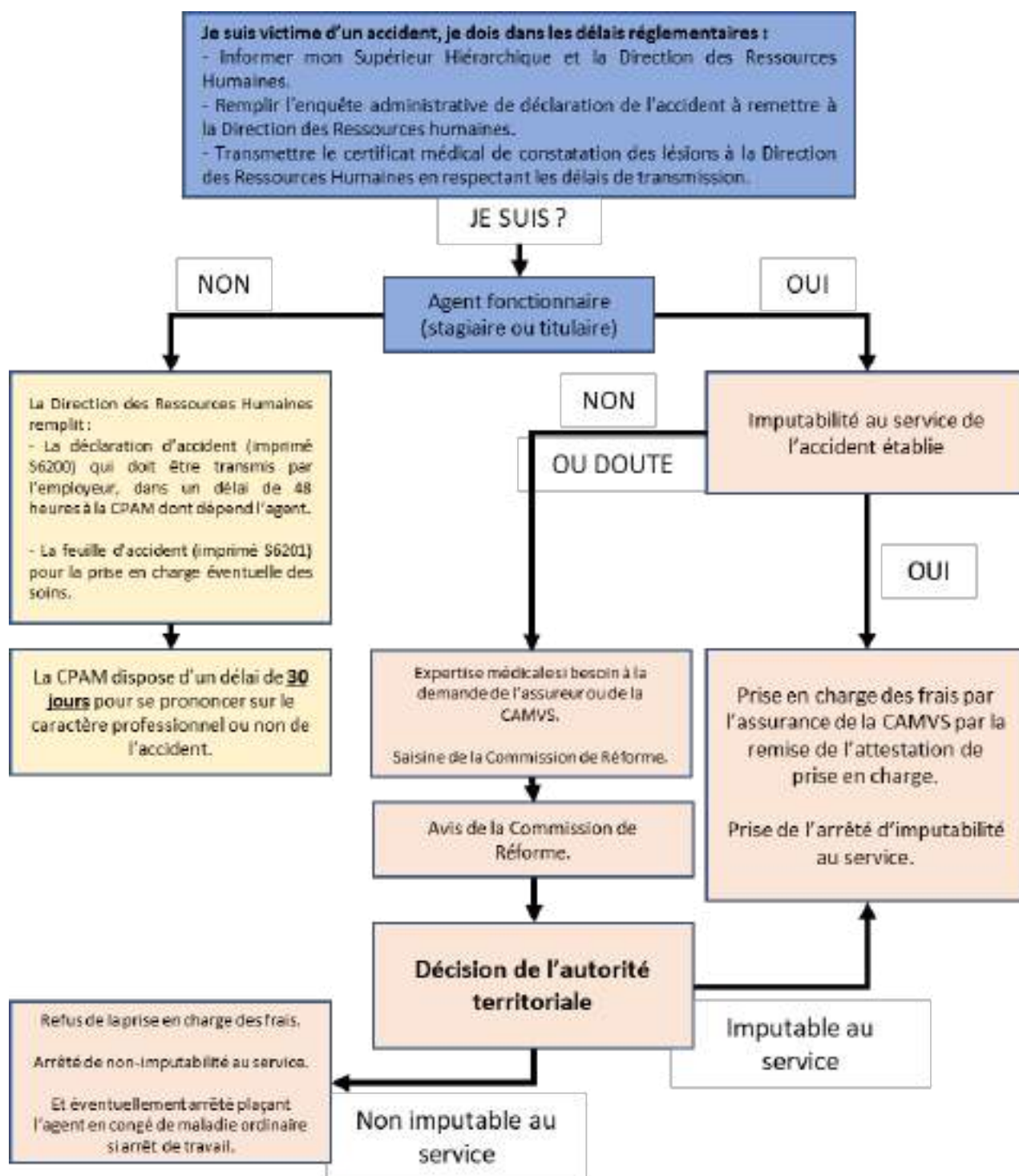
A l'appui de l'enquête administrative de déclaration d'accident (Annexe 1), l'autorité territoriale remplit la feuille d'accident à l'aide de l'imprimé type S 6201 (Annexe 3) de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, vous permettant de bénéficier de la gratuité des soins.

A l'issue de la visite auprès d'un médecin, vous devrez obligatoirement remettre à la Direction des Ressources Humaines :

- La copie du certificat médical initial constatant le siège des lésions (en principe volet 1 du certificat médical). Attention, il vous appartient de transmettre directement à la CPAM dont vous dépendez, les trois premiers volets et vous conservez le quatrième.
- L'exemplaire du certificat médical initial destiné à l'employeur  
A l'appui de ces éléments, l'autorité territoriale ayant pouvoir de nomination, remplira et transmettra la déclaration d'accident à l'aide de l'imprimé type S 6200 (Annexe 4) à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.
- L'exemplaire du certificat médical final qui consolide votre accident.



## D. Fiche information agent sur la procédure de déclaration de l'accident



## E. Fiche information supérieur hiérarchique sur la procédure de déclaration de l'accident

### Quel est mon rôle ?

En tant que supérieur hiérarchique, si l'un de vos collaborateurs déclare un accident, vous avez un rôle important dans le processus décisionnel quant à l'imputabilité au service et d'une manière générale dans la gestion de l'accident.

En effet, vous êtes bien souvent le premier interlocuteur de l'agent.

**Votre agent vous informe de la survenue d'un accident, vous devez en informer la Direction des Ressources Humaines dans la plus brefs délais.**

**Vous devez remplir l'enquête administrative de la déclaration d'accident de façon objective. Cette enquête permet d'avoir des éléments pour statuer sur l'imputabilité :**

- Etait-ce durant les heures de travail, sur le lieu de travail ?
- Les tâches réalisées étaient-elles en lien avec le travail ?

**Remettre celle-ci signée à la Direction des Ressources Humaines.**

**Si votre agent est en arrêt de travail, vous devez en informer dans le plus brefs délais, la Direction des Ressources Humaines.**

## F. Foire aux questions

### **En tant qu'agent ou supérieur hiérarchique, quel est le délai pour prévenir la Direction des Ressources Humaines ?**

Vous devez prévenir immédiatement la Direction des Ressources Humaines afin qu'elle puisse lancer le processus. Cela est d'autant plus important si l'agent détient la qualité de contractuel car l'employeur a un délai de 48 heures pour déclarer l'accident à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

### **En tant que supérieur hiérarchique, je n'étais pas présent lors de l'accident ; dois-je établir malgré tout l'enquête administrative ?**

Oui, il est de votre ressort de compléter celle-ci en vous appuyant sur les témoignages mais également sur votre connaissance des activités et du fonctionnement de votre direction ou service.

Ces éléments permettront à l'autorité territoriale d'apprécier l'imputabilité de l'accident.

### **Que dois-je faire de l'enquête administrative ?**

Vous devez compléter et signer celle-ci de façon claire, précise et détaillée puis la transmettre à votre supérieur hiérarchique qui devra la compléter et la signer avant transmission à la Direction des Ressources Humaines.

Dès transmission à la Direction des Ressources Humaines, le processus de reconnaissance de l'imputabilité pourra démarrer.

### **Un de mes collègues ou agents se blesse, puis-je l'emmener aux urgences ?**

Non, vous devez appeler les secours et en informer immédiatement la Direction des Ressources Humaines. Vous n'êtes pas habilité à conduire un agent blessé aux urgences même en utilisant un véhicule de service. En cas d'accident sur la route, votre responsabilité peut être engagée.

En cas de blessure, vous pouvez faire appel à l'assistante de prévention ainsi qu'aux sauveteurs secouristes au travail (S.S.T.) figurant dans le passeport sécurité (Annexe 5).

#### **Vos interlocuteurs au sein de la Direction des Ressources Humaines :**

Laure LANEL – Directrice des Ressources Humaines – 01 64 79 25 81 – [laure.lanel@camvs.com](mailto:laure.lanel@camvs.com)

Magali LE CHAPELAIN – Responsable pôle carrière et paie – 01 64 79 25 77 – [magali.le-chapelain@camvs.com](mailto:magali.le-chapelain@camvs.com)

Kevin STEFANI – Gestionnaire carrière et paie – 01 64 79 25 06 – [kevin.stefani-rh@camvs.com](mailto:kevin.stefani-rh@camvs.com)

Valérie MAROTTE – Assistante de prévention – 01 78 49 96 04 – [valerie.marotte@amvs.com](mailto:valerie.marotte@amvs.com)

## G. Annexes

Annexe 1 : Enquête administrative de déclaration de l'accident

Annexe 2 : Attestation de prise en charge

Annexe 3 : Feuille d'accident

Annexe 4 : Déclaration d'accident

Annexe 5 : Passeport Sécurité

## Annexe 1 : Enquête administrative de déclaration de l'accident

## ENQUETE ADMINISTRATIVE DE DECLARATION D'ACCIDENT POUR LES AGENTS STAGIAIRES/TITULAIRES ET CONTRACTUELS

**Toutes les rubriques de la déclaration doivent IMPÉRATIVEMENT être renseignées.**

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'AGENT

|                                                                           |                                                                                 |       |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-------|
| NOM :                                                                     | Prénom :                                                                        | Age : |
| Sexe : <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin | Latéralité : <input type="checkbox"/> Droitier <input type="checkbox"/> Gaucher |       |
| Téléphone :                                                               |                                                                                 |       |

Direction/ Service :

**Statut :** ☐ Stagiaire/ titulaire ☐ Non titulaire/ apprenti  
☐ Non titulaire /contractuel/ vacataire/ saisonnier ☐ Non titulaire Contrat d'Accompagnement à l'Emploi (CAE)

**Grade :** \_\_\_\_\_

Ancienneté dans le poste : \_\_\_\_\_ Dans la collectivité : \_\_\_\_\_

Horaires de travail le jour de l'accident : de h à h et de \_\_ h à \_\_ h \_\_

☐ Temps complet ☐ Temps **non** complet

☐ Temps partiel (si journée non travaillée, précisez) :

Temps de travail sur jours de week-end ou jours fériés :

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACCIDENT

☐ Accident de Service/travail      ☐ Accident de Trajet

Répétition de l'accident : ☐ Pour l'agent      ☐ Pour le service

Date : \_\_\_\_\_ Heure : \_\_\_\_\_

Jour de la semaine ☐Lundi ☐Mardi ☐Mercredi ☐Jeudi ☐Vendredi ☐Samedi ☐Dimanche

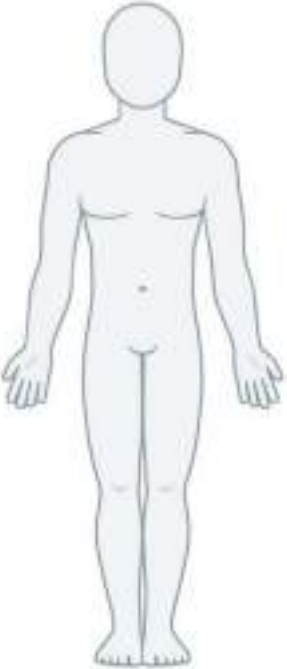
Lieu précis de l'accident (adresse/route) : \_\_\_\_\_

L'accident a-t-il fait d'autre(s) victime(s) : ☐ OUI    ☐ NON  
Véhicule de service (précisez : voiture, véhicule utilitaire, poids lourds, vélo...) :  
Immatriculation :

Véhicule personnel (précisez : voiture, moto, vélo ...):  
 Immatriculation :  
☐ Constat amiable (à joindre obligatoirement à la déclaration)      ☐ Constat de police/gendarmerie (à joindre)  
 Adresse :  
 Tiers en cause :      ☐ OUI      ☐ NON      ☐ Prise en charge des secours (à joindre)  
 Tiers (précisez le nom et l'adresse) :

Assurance du tiers (*précisez nom et adresse*) : N° de police :  
Témoins : ☐oui ☐non  
NOM : Prénom :  
Adresse :



| SIEGE ET NATURE DES LÉSIONS<br>Cochez la/les case(s) correspondante(s)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CORPS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |  | VISAGE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <div> <input type="checkbox"/> Tête           <input type="checkbox"/> Épaule droite / <input type="checkbox"/> Épaule gauche           <input type="checkbox"/> Thorax           <input type="checkbox"/> Coude droit / <input type="checkbox"/> Coude gauche           <input type="checkbox"/> Avant-bras droit           <input type="checkbox"/> Avant-bras gauche           <input type="checkbox"/> Main droite / <input type="checkbox"/> Main gauche           <br/><br/> <input type="checkbox"/> Genou droit / <input type="checkbox"/> Genou gauche           <br/><br/> <input type="checkbox"/> Pied droit / <input type="checkbox"/> Pied gauche         </div> <div> <input type="checkbox"/> Cou           <input type="checkbox"/> Colonne           <input type="checkbox"/> Bras droit / <input type="checkbox"/> Bras gauche           <br/><br/> <input type="checkbox"/> Abdomen           <input type="checkbox"/> Bassin           <input type="checkbox"/> Poignet droit / <input type="checkbox"/> Poignet gauche           <br/><br/> <input type="checkbox"/> Cheville droite / <input type="checkbox"/> Cheville gauche         </div>  |  | <input type="checkbox"/> Cuir chevelu<br><br><input type="checkbox"/> Front<br><br><input type="checkbox"/> Œil droit <input type="checkbox"/> Œil gauche<br><br><input type="checkbox"/> Oreille droite / <input type="checkbox"/> Oreille gauche<br><br><input type="checkbox"/> Joue droite / <input type="checkbox"/> Joue gauche<br><br><input type="checkbox"/> Paupière droite / <input type="checkbox"/> Paupière gauche<br><br><input type="checkbox"/> Nez / <input type="checkbox"/> Bouche / <input type="checkbox"/> Menton |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  | MAIN                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  | Pouce : <input type="checkbox"/> Droit / <input type="checkbox"/> Gauche<br>Index : <input type="checkbox"/> Droit / <input type="checkbox"/> Gauche<br>Majeur : <input type="checkbox"/> Droit / <input type="checkbox"/> Gauche<br>Annulaire : <input type="checkbox"/> Droit / <input type="checkbox"/> Gauche<br>Auriculaire : <input type="checkbox"/> Droit / <input type="checkbox"/> Gauche                                                                                                                                      |
| <input type="checkbox"/> Contusion, ecchymose <input type="checkbox"/> Piqûre, morsure <input type="checkbox"/> Plaie, écorchure <input type="checkbox"/> Entorse, Luxation <input type="checkbox"/> Fracture <input type="checkbox"/> Brûlure, gelure <input type="checkbox"/> Corps étranger (éclat, sang...) <input type="checkbox"/> Blessure interne <input type="checkbox"/> Écrasement, membre sectionné <input type="checkbox"/> Intoxication, asphyxie et noyade <input type="checkbox"/> Douleur lombaire, lumbago                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  | <input type="checkbox"/> Douleur musculaire<br><br><input type="checkbox"/> Inflammation et irritation cutanée<br><br><input type="checkbox"/> Électrocution, électrisation<br><br><input type="checkbox"/> Stress choc psychologique<br><br><input type="checkbox"/> Décès<br><br><input type="checkbox"/> Autres, précisez :                                                                                                                                                                                                           |
| CIRCONSTANCES DÉTAILLÉES DE L'ACCIDENT<br>A renseigner par l'agent                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Faits précis ayant conduits à l'accident, tâche au moment de l'accident, matériel utilisé, ...                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| PROPOSITION D'AMÉLIORATION DE L'AGENT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <br><br><br><br><br><br><br><br><br><br>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

Date :  
 Nom de l'agent :  
 Signature :

### COMPTE-RENDU DU SUPÉRIEUR HIERARCHIQUE

*(Tâche, mission de l'agent au moment de l'accident, circonstances, facteurs favorisants, conséquences...)*

**A renseigner obligatoirement par le supérieur hiérarchique**

Éventuelles réserves quant à l'imputabilité au service (expliquez pour quelles raisons) :

Accident constaté par le supérieur hiérarchique ☐

Décrit par l'agent ☐

### ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

L'agent portait-il les équipements de protection individuelle ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, lesquels (précisez l'état) :

Si non, pourquoi ?

### MESURES DE PRÉVENTIONS IMMÉDIATES OU ENVISAGÉES PAR LA HIÉRARCHIE

Date :

Nom du supérieur hiérarchique :

Signature :

**TEMOIN DE L'ACCIDENT**

Nom :  
Prénom :  
Direction / Service :

Témoignage :

Date :  
Signature :

**TEMOIN DE L'ACCIDENT**

Nom :  
Prénom :  
Direction / Service :

Témoignage :

Date :  
Signature :

**TEMOIN DE L'ACCIDENT**

Nom :  
Prénom :  
Direction / Service :

Témoignage :

Date :  
Signature :

## Annexe 2 : Attestation de prise en charge



**A conserver par l'agent pour présentation aux praticiens**  
Pour tout renseignement prenez contact avec votre employeur



# ATTESTATION DE PRISE EN CHARGE

- « Le remboursement des soins est à demander dans les 90 jours qui suivent la réalisation des actes.
  - « Le tiers-payant étant subordonné à l'utilisation de l'attestation de prise en charge, tout titre de paiement doit être accompagné d'un volet original de cette liasse.
  - « Le tiers-payant est un service mis à disposition de l'employeur par l'assureur pendant la période d'effet du contrat les lient. À ce titre, ce service est subordonné à la bonne exécution dudit contrat.
  - « L'agent ne doit pas transmettre sa carte VITALE au praticien et ne doit rien envoyer à la Sécurité sociale. Cet accident de service, trajet ou maladie professionnelle est couvert par l'employeur. Sofaxis se subroge à celui-ci pour la prise en charge totale ou partielle des frais (voir modalités au verso). En cas de règlement partiel, votre facture sera transmise à l'employeur de l'agent pour règlement du solde dû. L'assureur se réserve le droit de refuser la prise en charge de certains soins sur avis du médecin conseil.
  - « SEULS LES SOINS IMPUTABLES À L'ACCIDENT DE SERVICE, TRAJET OU MALADIE PROFESSIONNELLE SERONT PRIS EN CHARGE.
- Cette attestation de prise en charge ne devra pas être utilisée en cas d'accident de « vie privée ».

Je soussigné(e) Mme, M. : .....

Fonction : .....

Employeur : .....

Atteste que, en date du ..... / ..... / .....

Mme, M. : ..... Prénom : .....

a été victime d'un accident de service, trajet ou maladie professionnelle, sous réserve de la reconnaissance de l'imputabilité par l'autorité administrative.

En sa qualité de titulaire/stagiaire affilié à la CNRACL, il est soumis à la législation particulière concernant la Fonction publique territoriale ou hospitalière sur les accidents de service, trajet ou maladie professionnelle. Les frais médicaux et pharmaceutiques consécutifs à cet accident de service, trajet ou maladie professionnelle seront pris en charge par Sofaxis.

La partie « Relevé des honoraires médicaux » est à adresser à Sofaxis sous un délai de 90 jours à compter de la date du premier acte.

**Rappel important :** Le signataire attestant ces renseignements est passible, en cas de fausse déclaration, de sanctions disciplinaires et/ou pénales en application de l'article 29 du titre I du statut général de la Fonction publique et des articles L. 441-7, L. 313-1 et 313-3 du Code pénal.

Fait à : .....

Signature et cachet de l'employeur

Le :

### Sofaxis

Tél. : 02 48 48 19 15 - Fax : 02 48 48 19 14 - E-mail : [relations.clientes@sofaxis.com](mailto:relations.clientes@sofaxis.com) - [www.sofaxis.com](http://www.sofaxis.com)  
SNC au capital de 47 356 € - 335 171 096 RCS Bourges - N° ORIAS 07 003 814 [www.orias.fr](http://www.orias.fr)  
Adresse postale : CS 30006 - 18000 Bourges cedex - Siège social : Route de Crèten 18110 Vasselay

## Annexe 3 : Feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle



N° 11383\*02  
DIAD

# feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle

(Art. L. 4613, R. 4613 et R. 4614 du Code de la sécurité sociale)

1/2

Lorsqu'un accident a eu lieu, la feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle est remise à la victime par l'employeur qui établit parallèlement la déclaration d'accident du travail (réf. S 6200).

Cette feuille est remise à la victime par la caisse lorsque une maladie professionnelle est déclarée.

La feuille d'accident du travail ou de maladie professionnelle est conservée par la victime. Elle doit être présentée systématiquement au praticien qui dispense les soins, ou le cas échéant à l'hôpital, ainsi qu'à l'auxiliaire médical(e), au pharmacien ou au fournisseur et au biologiste chaque fois qu'une ordonnance est exécutée. Ces derniers doivent remplir la page 2/2 afin d'attester la prestation des actes et l'exécution des ordonnances. La facturation des actes est portée sur les feuilles de soins et les bordereaux de facturation utilisés également pour les risques maladie et maternité.

La page 1/2 permet à la victime de bénéficier du tiers payant et de la gratuité des soins, dans la limite des tarifs conventionnels.

En cas de rechute ou si nécessaire, en cas de poursuite des soins, l'organisme d'assurance maladie délivre à la victime, sur sa demande, une nouvelle feuille.

## attestation d'accident ou de maladie autorisant le bénéfice du tiers payant

(à remplir obligatoirement par l'employeur lors de la déclaration)

### L'organisme gestionnaire de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle

#### • identification

nom de l'organisme  
adresse

code de l'organisme gestionnaire

### la victime

#### • identification

nom (sur et d) et nom de famille

prénom

adresse

code postal

commune

date de naissance

numéro d'immatriculation

### l'employeur

#### • identification

nom et prénom ou raison sociale

adresse

code postal

commune

numéro SIRET de l'établissement d'attache permanent de la victime

êtes-vous autorisé à gérer la notice AT/MP ?

oui ☐

non ☐

### L'accident du travail ou la maladie professionnelle

#### • accident du travail

date

rechute du

#### • lésions

nature

siège

#### • maladie professionnelle

date de la constatation médicale

rechute de

#### • numéro AT/MP (à remplir par l'organisme gestionnaire en cas de renouvellement ou de rechute)

### demande de renouvellement

(à remplir par la victime, si la feuille est complètement remplie avant la fin des soins)

adresse

code postal

commune

je demande le renouvellement de cette feuille d'accident ☐

signature

date

DIAD S6201c

La loi n° 461 du 10 septembre 1979 relative à l'organisation des services de sécurité sociale, art. 1, 471-1 du Code de la Sécurité Sociale, Art. 1 du Code Postal (en application de la loi n° 1010 du 10 juillet 1979 relative à la protection des données personnelles) vous autorisent à, le cas échéant, transmettre vos données personnelles à nos services d'assurance maladie.





## Annexe 4 : Déclaration d'accident du travail ou d'accident de trajet


**DÉCLARATION**  
**D'ACCIDENT DU TRAVAIL** ☐ **D'ACCIDENT DE TRAJET** ☐  
(Articles L. 461-1 à L. 461-4 et articles R. 461-2, R. 461-3, R. 461-5 et R. 461-6 du Code de la sécurité sociale)  
 À remplir par l'employeur ou par le salarié ou par le tiers, le cas échéant, sous peine de sanctions de la réglementation pénale applicable.  
 AVEC ACCIDENT DE TRAJET, le salarié doit être déclaré par l'employeur ou par le tiers, le cas échéant, sous peine de sanctions de la réglementation pénale applicable.

**L'EMPLOYEUR** (établissement d'attache permanent de la victime) (se reporter à la notice)

Nom et prénom ou raison sociale de l'employeur  
 Adresse  
 Lieu-dit  
 Code postal  
 N° SIRET de l'établissement d'attache  
 N° de risque Sécurité Sociale  
 Nom du service de rattachement au travail  
 Adresse  
 Code postal

**LA VICTIME** (se reporter à la notice)

N° d'identification  
 À défaut, sexe ☐ ☐ Date de naissance  
 Nom et prénom  
 Adresse  
 Lieu-dit  
 Nationalité ☐ Française ☐ EEE, Suisse ☐ Autre  
 Code postal  
 Date d'embauche  
 Profession  
 Qualification professionnelle  
 Ancienneté dans le poste de travail  
 Contrat de travail : CDI ☐ CDD ☐ Apprentissage ☐ Intérimaire ☐ Autre ☐

**LES INFORMATIONS RELATIVES À L'ACCIDENT** (se reporter à la notice)

Date  
 Heure  
 Lieu de l'accident  
 Précisions complémentaires sur le lieu de l'accident, et/ou sur le temps  
 Lieu de travail habituel ☐ Au cours du trajet entre le domicile et le lieu de travail ☐  
 Lieu de travail occasionnel ☐ Au cours du trajet entre le travail et le lieu du repos ☐  
 Lieu du repos ☐ Au cours d'un déplacement pour l'employeur ☐  
 Activité de la victime lors de l'accident  
 Nature de l'accident  
 Objet dont le contact a causé la victime  
 Éventuelles réserves émises (joignez, si besoin, une lettre d'accompagnement)  
 Siège des lésions  
 Nature des lésions  
 La victime a-t-elle été transportée à : L'accident a-t-il fait d'autres victimes ? OUI ☐ NON ☐  
 Horaires de travail de la victime le jour de l'accident de à et de à  
 Accident constaté ☐ constaté ☐ par l'employeur ☐ par ses proches ☐ déclaré par la victime ☐  
 L'accident est inscrit au registre d'accidents du travail tenu, le sous le N°  
 Conséquences : SANS ARRÊT DE TRAVAIL ☐ AVEC ARRÊT DE TRAVAIL (\*) ☐ DÉCÈS ☐  
 Un rapport de police a-t-il été établi ? NON ☐ OUI ☐ par qui ?

**LE TÉMOIN ou LA PREMIÈRE PERSONNE AVISÉE** (voir notice d'accompagnement)

Le témoin ☐ ou la première personne avisée ☐ (en cas d'absence de témoin)  
 Nom et prénom  
 Adresse  
 Lieu-dit  
 Code postal

**LE TIERS**

L'accident a-t-il été constaté par un tiers ? OUI ☐ NON ☐  
 Si OUI, nom et adresse du tiers  
 Qualité d'assurance du tiers  
 Nom et prénom du signataire  
 Qualité  
 Fait à le

Signature

(\*) : Important, si l'accident entraîne un arrêt, remplissez immédiatement l'attestation de salaire S 6202.

DAT-PRE 562001



N° 80261#04

# DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL OU D'ACCIDENT DE TRAJET

## NOTICE D'UTILISATION

Un(e) salarié(e) de votre entreprise vient d'être victime d'un accident du travail ou de trajet. A cette occasion, vous êtes tenu(e) à certaines obligations, notamment celle de déclarer cet accident à l'Assurance Maladie.

Renseignez très soigneusement le formulaire en vous aidant des précisions ci-dessous.

Envoyez, à la CAISSE PRIMAIRE DU LIEU DE RÉSIDENCE HABITUELLE de la victime les 3 premiers volets\* de ce formulaire, PAR LETTRE RECOMMANDÉE AVEC ACCUSE DE RÉCEPTION, AU PLUS TARD 48 HEURES (non compris les dimanches et jours fériés) après avoir eu connaissance de l'accident.

\* subdivisions des A.M.E. : un volet pour le CHAM, un volet pour la C.A.P.A.T. ou le C.R.A.M.F. pour l'Île de France ou la C.I.S.S. : un volet pour l'Inpex ou le Trava.

### IMPORTANT :

Dans le cas d'un accident avec ARRÊT DE TRAVAIL, merci d'établir l'ATTESTATION DE SALAIRE référencée S 8202 dans le meilleur délai afin de permettre à la caisse primaire de calculer les indemnités journalières de votre salarié(e).

Si la victime est un salarié mis à disposition par une Entreprise de Travail Temporaire, en tant qu'entreprise utilisatrice de ce salarié, remplissez immédiatement le formulaire « INFORMATION PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL » référencé S 8208.

Dans ce cas, c'est l'employeur (l'Entreprise de Travail Temporaire) qui déclare l'accident à l'Assurance Maladie à l'aide du présent formulaire.

Nous vous informons que vous avez également la possibilité d'établir cette déclaration par le biais de NET-ENTREPRISES. Elle sera alors transmise directement à la Caisse.

Si votre entreprise a une gestion centralisée des AT, le service de la déclaration d'accident du travail électronique vous permet d'indiquer une adresse de correspondance où tous les courriers doivent être envoyés. Dans ce cas, plus aucun courrier ne sera adressé à l'établissement d'attache et les courriers envoyés à l'adresse de correspondance seront opposés. Pour accéder à ce service, vous êtes invité à vous connecter sur le portail Net-Entreprises pour déclarer vos sinistres au moyen de la déclaration électronique DAT. Par la suite, une modification de cette adresse de correspondance pourra intervenir à tout moment selon les modalités décrites sur le site.

### L'EMPLOYEUR (établissement d'attache permanent de la victime)

Dans tous les cas, indiquez le SIRET de l'établissement d'attache, ainsi que les coordonnées du Service Inter-entreprises de santé au travail (Médecine du travail) dont relève cet établissement d'attache, ou, le cas échéant, celles du service de santé intégré dans l'entreprise.

Dans le cas d'un accident survenu lors d'une mission d'intérim, indiquez le SIRET de l'agence où est inscrite la victime.

Dans tous les cas, indiquez le numéro de risque Sécurité Sociale figurant sur la notification du taux applicable à l'activité dans laquelle est comptabilisé le salaire de la victime.

### LA VICTIME

Indiquez le n° de sécurité sociale de la victime, ses nom et prénom, ses coordonnées personnelles (adresse et code postal, son n° de téléphone), sa date d'embauche et sa profession, sa qualification professionnelle et son ancienneté dans le poste.

- qualification professionnelle : précisez : cadre, technicien, agent de maîtrise, employé, apprenti, élève de l'enseignement technique, ouvrier non qualifié, ouvrier qualifié.
- ancienneté : précisez si la victime est à son poste depuis : moins d'une semaine, une semaine à moins d'un mois, un mois à moins de trois mois, trois mois à moins d'un an, un an et plus.
- contrat de travail : cochez la case correspondant au type de contrat de travail (durée déterminée ou indéterminée...)

### LES INFORMATIONS RELATIVES À L'ACCIDENT

Précisez la date et l'heure de l'accident :

- lieu de l'accident :
  - dans tous les cas, indiquez le SIRET, l'adresse et le code postal de l'établissement du lieu de l'accident.
  - dans les cas suivants, en plus de l'adresse et du code postal, indiquez :
    - le SIRET de l'établissement utilisateur de la victime, lorsque la déclaration est établie par une entreprise d'intérim,
    - le SIRET de l'établissement pour lequel travaillait la victime au moment de l'accident, lorsque celle-ci est salariée d'un groupement d'entreprises.
- activité de la victime, nature de l'accident :
  - activité de la victime : précisez l'activité ou la tâche de la victime au moment de l'accident, c'est-à-dire ce que faisait la victime.
  - nature de l'accident : décrivez l'événement ayant conduit à l'accident, comment l'accident s'est produit (prolétariat électrique, fuite de gaz, rupture de matériel, glissade, chute, effet physique, agression...), ou comment s'est blessée la victime (coup, collision, écoulement, piqûre, rayure, contact avec une substance dangereuse...).
  - objet dont le contact a blessé la victime, c'est-à-dire avec quoi s'est blessée la victime : matériaux, déchet, outil (outils, cutter, perceuse...), machine, véhicule, chariot de manutention, substance chimique, élément de construction (paroi, mur...), sol...
- réserves motivées :
  - indiquez les cas échéant, les réserves motivées qui ne pourront être prises en compte que si elles portent sur les circonstances de temps et de lieu de l'accident ou sur l'existence d'une cause totalement étrangère au travail (art. R. 461-11 du Code de la sécurité sociale).
- siège des lésions :
  - indiquez l'endroit du corps où la victime a été atteinte (tête, yeux, cou, épaules, tronc, membres supérieurs, mains, membres inférieurs, genoux, pieds, siège interne) en précisant s'il y a lieu, droite ou gauche.
- horaire de travail de la victime le jour de l'accident :
  - indiquez les heures de travail effectuelles perçues par votre salarié(e), ou les heures prévues, le jour de l'accident.
- sans séquelle :
  - Si la victime a arrêté son travail sur prescription d'un médecin, vous devez OBLIGATOIREMENT établir et envoyer le formulaire « attestation de salaire accident du travail ou maladie professionnelle » - référencé S 8202, à la Caisse primaire du lieu de résidence habituelle de la victime.
  - Par la suite, en cas de nouvel arrêt après une période de soins ou une reprise du travail, sur un mois différent, vous devez également remplir cette même formule.
- le témoin ou la 1<sup>ère</sup> personne avisée :
  - indiquez le nom, le prénom et l'adresse du témoin.
  - En l'absence de témoin, indiquez la 1<sup>ère</sup> personne de l'entreprise qui a été avisée de l'accident.
- le tiers :
  - Lorsque vous avez connaissance de l'implication d'un tiers, quelle que soit sa part de responsabilité, dans un accident du travail ou de trajet, cette mention doit impérativement être reportée dans cette partie.

N'hésitez pas à fournir toutes précisions complémentaires qui pourraient vous apparaître utiles.

Aux termes des articles L. 114-17-1, L. 471-1 et R. 471-3 du Code de la sécurité sociale, sont punis d'une amende les employeurs qui ont négligé de procéder à la déclaration des accidents à la Caisse primaire dans les 48 heures ou de délivrer à la victime la feuille d'accident.

En outre, la Caisse primaire peut demander le remboursement de la totalité des dépenses faites à l'occasion de l'accident et prononcer une pénalité financière.

Quiconque se rend coupable de fausse ou de fautive déclaration est passible de pénalités financières, d'arrestation et/ou d'expulsion (articles 313-1 à 313-3, 433-15, 441-1 et suivants du Code pénal, article L. 114-17-1 du Code de la sécurité sociale).

La Loi 18.11 du 6.1.78 modifiée relative à l'informatique, aux données et aux libertés s'applique sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.

DAT-PRE NOTICE S62001







# URGENCE MEDICALE



( malaise, accident...)

## ALERTEZ les secours

**APPELEZ** un référent SST\* qui a été formé aux premiers secours (liste dans la rubrique N° utiles au verso )

( les personnes formées sont signalées par un macaron collé sur la porte de leur bureau )

Lors d'un accident, l'action du **S.S.T. (Sauveteur Secouriste du Travail )** s'articule avec celles menées par les autres acteurs de secours.



## Informations à transmettre aux secours :

**N° de téléphone** du lieu où l'on se trouve  
**Adresse exacte** 297 rue Rousseau Vaudran à Dammarie lès Lys  
**Nombre** de personnes concernées  
**Nature** de l'urgence malaise, coupure, brûlure ...  
**Etat** de la/des victime(s) Est-elle consciente ? – Respire t-elle ? préciser si femme enceinte



## Attendre l'accord des secours avant de raccrocher

**Protéger** mettre la personne au repos, si possible à l'abri des regards et protéger des intempéries.  
**Envoyer** une personne à l'entrée du bâtiment pour guider les secours  
**Prévenir** le Responsable de service **et** le service des Ressources Humaines  
Laure Lanel -Kévin Stéfani RH-Magali Le Chapelain-Valérie Marotte



# INCENDIE



## Pour toute personne apercevant un début d'incendie :

**GARDEZ** votre calme

**DECLENCHEZ** l'alarme, brisez la vitre des boîtiers brise-glace de couleur rouge présents dans les couloirs

**ALERTEZ** les pompiers

**PRECISEZ** le nom et l'adresse exacte du sinistre, son téléphone, la localisation précise du feu

(étage, local particulier, à proximité du stockage de produits chimiques...)

## Attendre l'accord des pompiers avant de raccrocher

**PREVEENEZ** le gardien Kévin Stéfani ☎ 06 26 20 78 54 ou l'accueil (9)

**ENVOYEZ** une personne à l'entrée du bâtiment pour guider les secours

**UTILISEZ** si possible le matériel d'extinction adapté sans se mettre en danger

## Lutte contre l'incendie, conduite à tenir :

**Ne mettez jamais votre vie en danger**

Coupez le gaz et l'électricité

Attaquez le foyer à sa base ( jet d'extinction vers la base des flammes ) au moyen des extincteurs appropriés

Si l'incendie prend de l'ampleur arrêtez toute tentative d'extinction

Fermez les portes et fenêtres si elles sont accessibles sans risque ET Evacuez les lieux

**Ne jamais essayer d'éteindre un feu de gaz !**







# EVACUATION

A l'audition du signal d'alarme ou sur ordre d'un responsable :

**GARDEZ** votre calme

**FERMEZ** les portes et fenêtres si elles sont accessibles sans risque

**EVACUEZ** les locaux et **SUIVRE** les instructions des **GUIDES** et **SERRES FILES**

**DIRIGEZ – vous** vers les sorties de secours sans précipitation

**N'UTILISEZ** jamais les ascenseurs ou les monte-charges pour évacuer

*Dans la fumée, **BAISSEZ – vous, l'air frais est prêt du sol***

**NE REVENEZ PAS** en arrière sans y être invité

**DIRIGEZ – vous** au point de rassemblement situé à l'extérieur au niveau du parking devant le bâtiment pour signaler votre présence

**ASSUREZ – vous** que tous vos collègues sont bien présents

**NE RETOURNEZ PAS** dans le bâtiment sans en avoir reçu l'autorisation



**En cas d'impossibilité d'évacuer, s'enfermer et calfeutrer la porte, et se manifester à la fenêtre.**



# PREVENTION

- **NE PAS ENCOMBRER** les sorties de secours, issues, couloirs et escaliers
- **LAISSER L'ACCES LIBRE** aux extincteurs
- **FERMER PORTES ET FENETRES** à la fin de chaque période d'utilisation des locaux
- **NE PAS FUMER** dans les locaux
- **NE BRANCHEZ PAS D'APPAREILS** sur la même prise électrique et n'utilisez pas des cordons prolongateurs qui peuvent être à l'origine d'accidents.
- **N'EFFECTUEZ PAS DE BRANCHEMENTS "SAUVAGES"** dans les locaux
- **RESPECTEZ LES CONSIGNES** particulières à une installation ou à une activité

La CAMVS a souhaité s'équiper de 2 défibrillateurs : 1 situé à l'accueil, 1 situé au distributeur à café

L'utilisation du défibrillateur ne permet pas à elle seule de réanimer une personne. En réalité, l'appareil complète et facilite les gestes de réanimation cardio-pulmonaire que l'on apprend lors des formations de secourisme.

De ce fait, il est recommandé que l'appareil soit manipulé par les agents formés à cet effet.

(voir liste des agents SST)

## PHARMACIE :

le local à pharmacie est situé au RDC du nouveau bâtiment à droite de l'accès aux escaliers

**La boîte à pharmacie est située dans le local infirmerie situé au RDC du nouveau bâtiment**

Pour les petits accidents légers, une trousse de premier secours est disponible.

Cette trousse de premier secours comprend le matériel nécessaire pour désinfecter une plaie superficielle

**En raison des risques d'allergie médicamenteuse ou de risque d'automédication, la pharmacie ne contient pas de médicaments**

# NUMEROS UTILES

## APPELS D'URGENCE :

|                                |                  |
|--------------------------------|------------------|
| POMPIERS                       | ☎ 18             |
| SAMU                           | ☎ 15             |
| POLICE                         | ☎ 17             |
| EUROPEEN                       | ☎ 112            |
| Commissariat de Dammarie       | ☎ 01 64 79 41 00 |
| Centre anti-poison (Paris )    | ☎ 01 40 05 48 48 |
| Pers.sourdes et malentendantes | ☎ 114            |

Urgence 24h/24h

## Médecin de Prévention

En attente nouveau prestataire

## Assistante de prévention

Valérie Marotte

☎ 01 78 49 96 04

## Gardien CAMVS

Kévin Stéfani

☎ 06 26 20 78 54

## Ressources Humaines

Laure Lanel - Directrice

☎ 01 64 79 25 81

Kévin Stéfani - Gestionnaire paie et  
carrière

☎ 01 64 79 25 06

Magali Le Chapelain

☎ 01 64 79 25 77

## COMITE SOCIAL TERRITORIALE (CST)

### Représentants du personnel

#### TITULAIRES :

#### SUPPEANTS :

|                                   |                                    |
|-----------------------------------|------------------------------------|
| Halima MEGHIT - 01 78 49 96 07    | Sabrina BOUSSETON - 01 64 79 25 15 |
| Laëtitia BERNARD - 01 64 79 25 40 | Elodie RENAUDIN - 01 64 79 25 31   |
| François MASSON - 01 78 49 96 06  | Franck ZSCHIEGNER - 01 64 79 25 30 |
| Catherine OUSSET - 01 64 79 25 05 | Eric BIBARD - 01 78 49 96 32       |
| Gérald MARLIER - 01 64 79 25 08   | Céline AMBROISE - 01 78 49 96 15   |

### Représentants de la collectivité :

#### TITULAIRES :

#### SUPPLEANTS :

|                                     |                |
|-------------------------------------|----------------|
| Bernard de SAINT MICHEL - Président | Alain TRUCHON  |
| Franck VERNIN                       | Franck THOMAS  |
| Véronique CHAGNAT                   | Willy DELPORTE |
| Henri MELLIER                       | Pascale GOMES  |
| Françoise LEFEBVRE                  | Julien AGUIN   |

## Agents de la CAMVS SST ( Sauveteur, Secouriste du Travail ) habilités:

| NOMS                   | SERVICES                 | NOMS                  | SERVICES                |
|------------------------|--------------------------|-----------------------|-------------------------|
| AGAD Farid             | Université UPEC          | LE CHAPELAIN Magali   | RH - 1er étage          |
| AMBROISE Céline        | Patrimoine - 2ème étage  | MARLIER Gérald        | Patrimoine - 2ème étage |
| BEN ABDESLAM Hassaiene | Université UPEC          | MAROTTE Valérie       | RH - 1er étage          |
| BERNARD Astrid         | AD.Générale - 3ème étage | MERLINI Arlette       | DAT - 2ème étage        |
| BERNARD Laëtitia       | DPVI - 2ème étage        | MINNECKEER Gaëtan     | DECE - 1er étage        |
| BOICHOT Valérie        | DECE - 1er étage         | OGER Martine          | Ateliers du Millénaire  |
| BOTTARO Isabelle       | DMSI - 1er étage         | PALUSSIÈRE Timothée   | DAT - 2ème étage        |
| CARLIER Laëtitia       | DAT - 2ème étage         | QUENTIN Laurent       | DECE - 1er étage        |
| CRUZ Maria             | DPVI - 2ème étage        | REBOUL Patricia       | Finances - 1er étage    |
| DESJARDIN Aurélien     | Finances - 1er étage     | SCAVELLI Antone       | Ateliers du Millénaire  |
| DUCEPT Véronique       | UIA                      | SILVESTRE Marie-Laure | Cabinet - 3ème étage    |
| GUERMATE Karima        | PRE Le Mée sur Seine     | VERSLIPE Steve        | Ateliers du Millénaire  |
| LAMORY Catherine       | Finances - 1er étage     | WIBER Ariane          | DMSI - 1er étage        |
| LEITAO Patricia        | PRE Melun                |                       |                         |

**VOTRE COMPORTEMENT PEUT SAUVER UNE VIE**



# REGLEMENT DE LA FORMATION

Modalités de mise en œuvre des différents  
dispositifs de formation pour les agents  
communautaires

Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine  
Version n°1 – Janvier 2024

## TABLE DES MATIERES

|                                                                                                           |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Préambule : Introduction au droit à la formation dans la fonction publique territoriale .....             | 3  |
| A. Le cadre juridique.....                                                                                | 3  |
| B. Les grands principes de la formation.....                                                              | 3  |
| I- La formation : avec qui ? .....                                                                        | 4  |
| A. Les acteurs internes à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine .....                          | 4  |
| B. Les instances paritaires.....                                                                          | 5  |
| C. Les autres acteurs.....                                                                                | 6  |
| II- La formation : quelle procédure ? .....                                                               | 6  |
| A. Le plan de formation.....                                                                              | 6  |
| B. Les modalités d'inscription aux formations .....                                                       | 7  |
| 1. Le recueil des besoins en formation .....                                                              | 7  |
| 2. La procédure d'inscription (après établissement du plan de formation).....                             | 7  |
| III- La formation : comment ça fonctionne ? .....                                                         | 8  |
| A. Les formations statutaires obligatoires .....                                                          | 8  |
| 1. La formation d'intégration .....                                                                       | 9  |
| 2. La formation de professionnalisation .....                                                             | 10 |
| 3. Les dispenses de formation .....                                                                       | 11 |
| B. La formation de perfectionnement.....                                                                  | 11 |
| 1. Bénéficiaires .....                                                                                    | 11 |
| 2. A l'initiative de l'employeur .....                                                                    | 12 |
| 3. A la demande de l'agent .....                                                                          | 12 |
| C. La formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique .....       | 13 |
| 1. Bénéficiaires .....                                                                                    | 13 |
| 2. Mise en œuvre .....                                                                                    | 13 |
| 3. Inscription .....                                                                                      | 13 |
| 4. La prise en charge des frais de formation .....                                                        | 14 |
| 5. Le non-cumul des formations .....                                                                      | 14 |
| D. Les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française.....          | 15 |
| 1. Les bénéficiaires .....                                                                                | 15 |
| 2. La rémunération .....                                                                                  | 15 |
| E. Les actions de formation destinées à mettre en œuvre un projet d'évolution professionnelle .....       | 15 |
| 1. Les objectifs .....                                                                                    | 15 |
| 2. Les agents concernés .....                                                                             | 15 |
| 3. Le calcul des droits .....                                                                             | 16 |
| 4. Les modalités d'alimentation .....                                                                     | 16 |
| 5. Portabilité .....                                                                                      | 17 |
| 6. L'utilisation du CPF .....                                                                             | 17 |
| F. Les actions de formation personnelle suivies à l'initiative de l'agent.....                            | 20 |
| 1. La disponibilité .....                                                                                 | 20 |
| 2. Le Congé de Formation Professionnelle .....                                                            | 20 |
| 3. Le Congé pour bilan de compétences .....                                                               | 22 |
| 4. Le Congé pour Validation des Acquis de l'Expérience .....                                              | 23 |
| IV- Les conditions d'exercice de la formation au sein de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine |    |

|    |                                        |    |
|----|----------------------------------------|----|
| A. | Temps de travail .....                 | 25 |
| B. | Ordre de mission.....                  | 25 |
| C. | Prise en charge des frais annexes..... | 25 |



## **Préambule : Introduction au droit à la formation dans la fonction publique territoriale**

### **A. Le cadre juridique**

Le régime de la formation des agents territoriaux est prévu par les textes suivants :

- ✓ Code Général de la Fonction Publique
- ✓ Le décret n°85-552 modifié du 22 mai 1985 relatif à l'attribution aux agents de la Fonction Publique Territoriale du congé pour formation syndicale
- ✓ Le décret n°85-603 modifié du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la Fonction Publique Territoriale
- ✓ Le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la Fonction Publique Territoriale
- ✓ Les décrets n°2008-512 et n°2008-513 relatifs à la formation obligatoire
- ✓ Le décret n°2008-830 du 22 août 2008 relatif au livret individuel de formation
- ✓ Le décret n°2015-1835 du 29 octobre 2015 relatif à la formation d'intégration pour certains cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale
- ✓ L'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique
- ✓ Le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie
- ✓ Le décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 relatif à la formation et à l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle
- ✓ Le décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 relatif à la formation et à l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle

### **B. Les grands principes de la formation**

Le droit à la formation doit :

- ✓ Favoriser le développement professionnel et personnel,
- ✓ Faciliter le parcours professionnel, la mobilité et la promotion ainsi que l'accès aux différents niveaux de qualification professionnelle existants,
- ✓ Permettre l'adaptation aux évolutions prévisibles des métiers,
- ✓ Concourir à l'égalité d'accès aux différents grades et emplois, en particulier entre femmes et hommes,
- ✓ Concourir à la progression des personnes les moins qualifiées.

Ce droit peut être mis en œuvre via les dispositifs suivants :

- ✓ La **formation d'intégration et de professionnalisation** qui comprend :
  - Des actions favorisant l'intégration dans la fonction publique territoriale, dispensées aux agents de toutes catégories,
  - Des actions de professionnalisation, dispensées tout au long de la carrière et à l'occasion de l'affectation dans un poste de responsabilité.
- ✓ La **formation de perfectionnement**, dispensée en cours de carrière à la demande de l'employeur ou de l'agent.
- ✓ La **formation de préparation aux concours et examens professionnels** de la fonction publique.
- ✓ La **formation personnelle** suivie à l'initiative de l'agent.
- ✓ Les **actions de lutte contre l'illettrisme** et pour l'apprentissage de la langue française.
- ✓ Les **formations destinées à mettre en œuvre un projet d'évolution professionnelle**, dans le cadre de l'utilisation d'un compte personnel de formation.

## I- La formation : avec qui ?

### A. Les acteurs internes à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine

- ✓ **L'Autorité territoriale** autorise les départs en formation, soumis aux nécessités de service. Elle informe chaque année ses agents de leur situation au regard de leurs obligations de formation.
- ✓ **Le Responsable de service** évalue et participe à la définition des besoins individuels et collectifs des agents de son service.
- ✓ **La Direction des ressources humaines** recueille et traite les demandes de formation des agents et assure le suivi du plan de formation.

Les agents sont également au cœur du processus de formation :

- ✓ Les agents stagiaires, titulaires, contractuels sont concernés par la formation dans les conditions prévues par les textes de référence.
- ✓ Sont également concernés les agents en congé parental.
- ✓ Les agents en position de disponibilité sont exclus des formations prises en charge par l'employeur.

### **Le livret individuel de formation**

✓ *Décret n°2008-830 du 22 août 2008*

Le livret individuel est un document personnel dont l'agent est le seul à posséder l'accès. Il lui permet de retracer son parcours en listant les formations, les expériences professionnelles et extra-professionnelles qu'il a effectuées. Il sert également à identifier et à présenter sous une forme synthétique ses connaissances, aptitudes et compétences.

Par sa forme, le livret permet une lecture homogène des parcours des agents, notamment en cas de mobilité.

#### **Contenu**

Ce livret retrace les formations et les bilans de compétences dont l'agent bénéficie, dans des conditions fixées par décret.

Il comporte 3 parties qui seront remplies à l'initiative de l'agent :

- ✓ « Mes formations » : diplômes et titres obtenus lors de la formation initiale et de la formation continue, les actions de formations suivies, les bilans de compétences, les actions de validation de compétences, les actions de tutorat, les expériences professionnelles acquises lors de périodes de stage ;
- ✓ « Mes expériences » : récapitulatif du parcours professionnel et des différents emplois tenus ;
- ✓ « Mes compétences » : les connaissances, les compétences et les aptitudes professionnelles mises en œuvre dans les emplois tenus.

#### **Modalités**

Le livret est la propriété de l'agent qui en garde la responsabilité d'utilisation, tout au long de sa carrière. Il appartient à l'agent de le compléter tout au long de sa carrière.

L'agent peut en particulier communiquer son livret individuel de formation à l'occasion :

- ✓ De l'appréciation de sa valeur professionnelle et des acquis de son expérience en vue de son inscription sur la liste d'aptitude au titre de la promotion interne ou sur un tableau annuel d'avancement de grade,
- ✓ D'une demande de mutation externe ou de détachement,
- ✓ D'une demande de dispense de la durée des formations d'intégration et de professionnalisation.

Le livret est disponible sur support papier et/ou numérique.

### **B. Les instances paritaires**

- ✓ **Le Comité Social Territorial** doit être consulté pour avis sur toutes les dispositions générales relatives à la formation, notamment sur le règlement formation ainsi que le plan de formation.
- ✓ **La Commission Administrative Paritaire** pour les agents titulaires ou **la Commission Consultative Paritaire** pour les agents contractuels doit être consultée pour avis sur des questions d'ordre individuel relatives à la formation, en l'occurrence, avant le 2<sup>ème</sup> refus successif opposé à un agent demandant à suivre une action de formation de perfectionnement, de préparation à un concours ou examen

professionnel et avant le 3<sup>ème</sup> refus successif à une demande de mobilisation du compte personnel de formation (CPF).

### **C. Les autres acteurs**

Pour la réalisation des actions de formation, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine fait appel à des prestataires de formation privés ou publics, retenus selon les règles de la concurrence publique, soit par l'intermédiaire de la Délégation Ile-de-France du CNFPT, soit directement par la collectivité.

- ✓ **Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)** est l'établissement public chargé de dispenser les formations, auquel la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine verse une cotisation correspondant à 0.90 % de la masse salariale. L'organisme présente une offre de formation couvrant l'ensemble des métiers territoriaux. Une copie du plan de formation est adressée à la délégation régionale du CNFPT d'Ile de France.
- ✓ Il existe d'autres organismes de formation sollicités au regard des besoins collectifs et individuels recensés plan de formation, ou des besoins individuels en lien notamment avec la mobilisation du Compte Personnel de Formation.
- ✓ Il existe également des ressources internes qui peuvent être sollicitées via la Direction des Ressources Humaines qui souhaite développer le tutorat et les formateurs internes.

## **II- La formation : quelle procédure ?**

### **A. Le plan de formation**

La formation professionnelle tout au long de la vie bénéficie à chacun des agents stagiaires, titulaires et contractuels de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine. Elle présente plusieurs caractéristiques :

- ✓ L'égalité d'accès à la formation
- ✓ La négociation entre l'employeur et l'agent basée sur la politique de formation de la collectivité et les objectifs d'évolution personnelle, professionnelle ou de service
- ✓ L'individualisation des parcours de formation des agents ayant vocation à être élaborés en fonction des compétences acquises et à acquérir
- ✓ L'implication : l'agent intervient pour l'élaboration de ce parcours,
- ✓ La professionnalisation : la formation est liée aux emplois occupés et à leurs conditions d'exercice,
- ✓ La valorisation de l'expérience par des dispositifs tels que la validation des acquis de l'expérience (VAE) et la reconnaissance de l'expérience professionnelle (REP).

Ces caractéristiques sont concrétisées dans un document établi pour trois ans : **le plan de formation**.

Ce plan triennal recense les actions de formation prévues pour les agents sur les 3 années à venir. On peut y trouver :

- ✓ Les formations obligatoires d'intégration et de professionnalisation définies par les statuts particuliers
- ✓ La formation de perfectionnement dispensée en cours de carrière à la demande de l'employeur ou de l'agent
- ✓ La formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique
- ✓ La formation personnelle suivie à l'initiative de l'agent
- ✓ Les actions de lutte contre l'illettrisme et d'apprentissage de la langue française.

Le plan de formation explique les objectifs et projets de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine pour les années concernées.

Il définit la programmation des formations.

Il est établi à partir du recensement des besoins de formation exprimés par les agents lors des entretiens professionnels annuels et fixe les priorités de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.

Il sera suivi d'une évaluation de chacune des actions de formation afin d'évaluer notamment la transposition des acquis en situation de travail des agents formés ou encore la professionnalisation des agents communautaires.

**Le plan de formation est soumis à l'organe délibérant après avis du Comité Social Territorial.**

Il est obligatoirement validé par l'Autorité territoriale qui doit y trouver la concrétisation des orientations générales. Il est transmis à la Délégation régionale du Centre National de la Fonction Publique Territoriale de l'Ile de France.

Il peut être consulté auprès de la Direction des Ressources Humaines.

## **B. Les modalités d'inscription aux formations**

L'organisation des départs en formation relève de la responsabilité de la hiérarchie, garante de la bonne marche du service. La formation est donc subordonnée aux nécessités de services, aux orientations du plan de formation ainsi qu'aux disponibilités budgétaires.

La formation est un acte volontaire, mais les agents sont tenus de suivre les formations obligatoires définies par les statuts.

La politique de la Communauté d'Agglomération est de privilégier, dans le cadre de la cotisation, les formations du CNFPT. Les formations payantes seront mobilisées si leur domaine ou thème n'est pas couvert par l'offre de formation du CNFPT. Celles qui n'auront pas fait l'objet d'une inscription préalable au plan triennal de formation ne seront pas prises en charge par la collectivité sauf situation particulière (évolution du projet politique, nouvelle technologie...)

### **1. Le recueil des besoins en formation**

Les besoins de formation obéissent aux modalités suivantes : ils sont consignés dans un écrit avec les signatures de l'agent, du Responsable de service et de la Direction Générale des Services. Ce recensement est effectué annuellement au cours des entretiens professionnels individuels passés par chacun des agents. Lors de cette entrevue, ces besoins sont hiérarchisés et éventuellement programmés.

### **2. La procédure d'inscription (après établissement du plan de formation)**

#### *a) Formation CNFPT*

Les inscriptions se font sur la plateforme d'inscription dématérialisée « **iel** » accessible via le site du CNFPT [www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr) (guide utilisation en annexe).



*b) Formation organisée par un organisme privé*

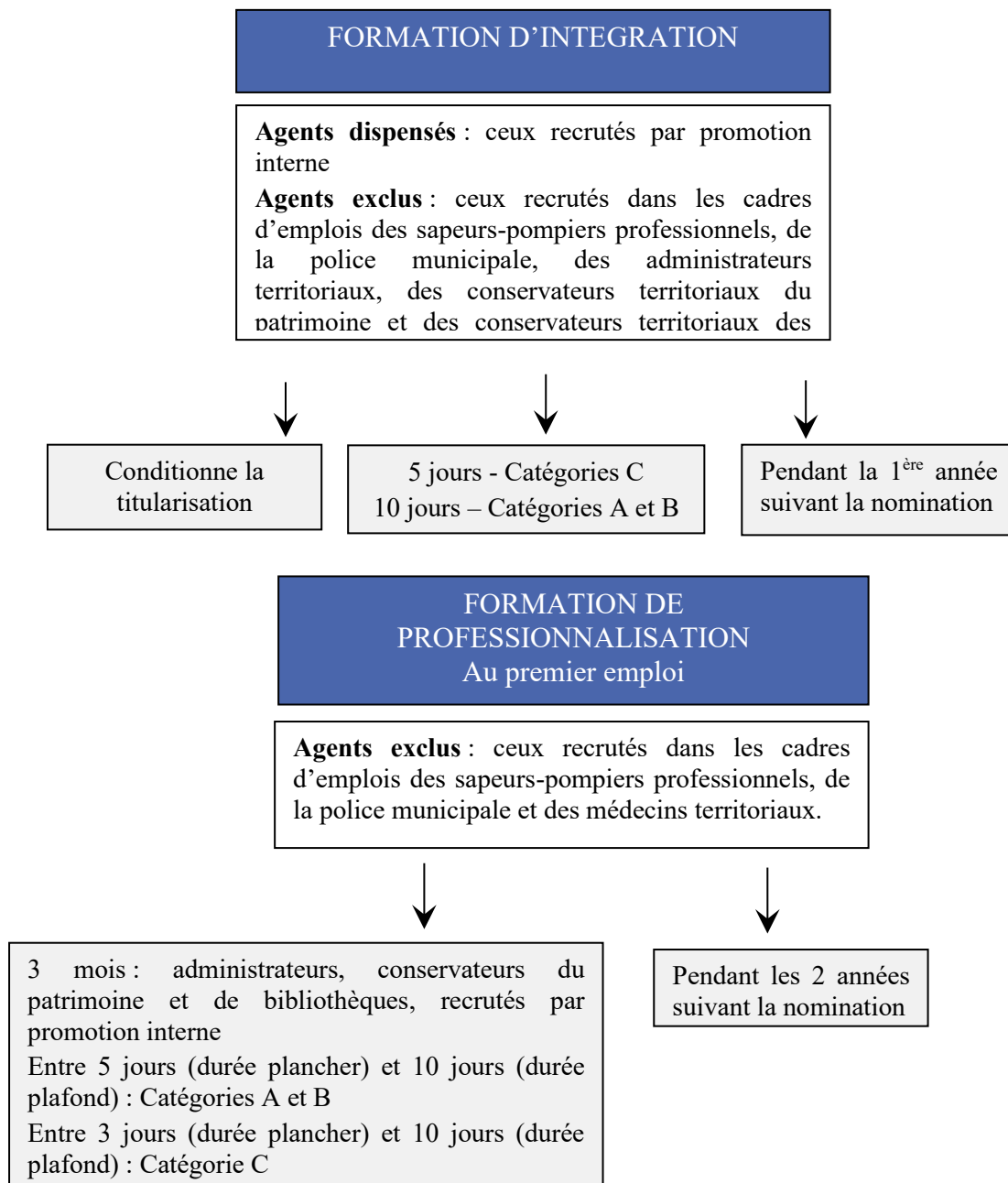
L'agent adresse sa demande de formation à la Direction des Ressources Humaines après visa de son responsable hiérarchique, accompagnée des documents précisant le lieu de la formation, les dates, les conditions d'inscription, le tarif et les modalités de cette formation au regard des objectifs du service et de ses missions.

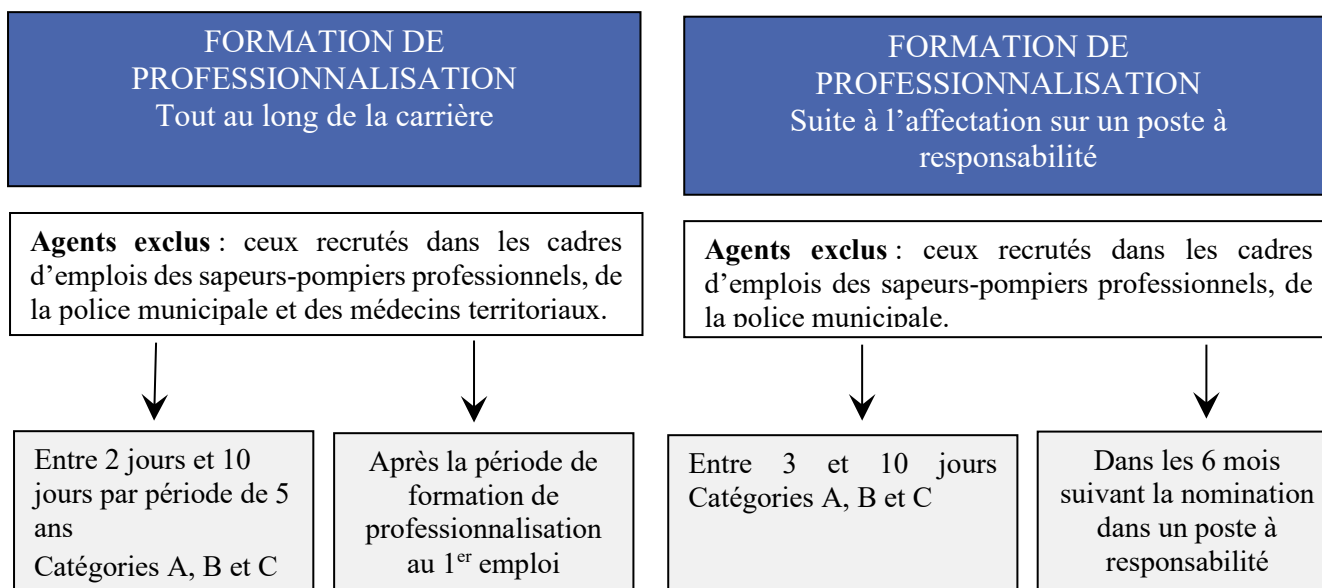
Ce dernier fera l'objet d'une instruction pour s'assurer que la formation sollicitée ne figure pas au catalogue du CNFPT, est toujours d'actualité, et a bien fait l'objet d'une inscription au plan de formation.

Tout désistement doit être signalé dans les meilleurs délais et justifié par l'agent.

### III- La formation : comment ça fonctionne ?

#### A. Les formations statutaires obligatoires





## 1. La formation d'intégration

Elle a pour objectif de faciliter l'intégration des agents territoriaux par l'acquisition de connaissances relatives à l'environnement territorial dans lequel s'exercent leurs missions.

### a) Bénéficiaires

Elle concerne les agents de toutes catégories nommés stagiaires dans un cadre d'emplois **mais aussi les agents contractuels recrutés en application de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique, sauf lorsque le contrat est conclu pour une durée inférieure à un an.**

Les obligations de formation d'intégration ne s'appliquent pas aux fonctionnaires recrutés au titre de la promotion interne. Outre les agents déjà cités, il est également possible d'inscrire en formation d'intégration :

- ✓ Les agents recrutés en contrats aidés, pour lesquels un recrutement statutaire peut être envisagé par la collectivité territoriale.
- ✓ Les agents, déjà nommés et disposant d'une certaine ancienneté sur leur cadre d'emplois, désireux d'acquérir les connaissances de base sur l'environnement territorial dans lequel ils exercent leurs missions.

### b) Contenu

La formation d'intégration porte notamment sur l'organisation et le fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, les services publics locaux et le déroulement de carrière des fonctionnaires territoriaux.

Dès la nomination d'un fonctionnaire bénéficiant de la formation d'intégration, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en informe la Délégation Régionale du CNFPT via la plateforme d'Inscription En Ligne (IEL) en vue de l'organisation de cette formation. **Elle est dispensée en principe au cours de l'année de stage de l'agent dans son cadre d'emplois.**

A noter que la durée de la formation d'intégration est fongible avec la formation de professionnalisation au premier emploi en cas de dispense de formation d'intégration. C'est-à-dire que les jours non utilisés au titre de cette formation peuvent être utilisés pour augmenter la durée de la formation d'adaptation à l'emploi.

Sauf dispositions statutaires contraires, la **titularisation est subordonnée au respect de l'obligation de suivi de la formation d'intégration.**

*Décret n°2008-512 du 29 mai 2008 – Chapitre II*

*Décret n°2015-1835 du 29 octobre 2015*

## **2. La formation de professionnalisation**

### *a) Bénéficiaires*

**Elle concerne les fonctionnaires de toutes catégories ainsi que les agents contractuels recrutés en application de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique, sauf lorsque le contrat est conclu pour une durée inférieure à un an, pour permettre leur adaptation à l'emploi et le maintien à niveau de leurs compétences.**

Les formations de professionnalisation apparaissent à 3 moments :

- ✓ Au premier emploi, dans les 2 années qui suivent la nomination
- ✓ Tout au long de la carrière, par période de 5 ans (débute une fois que les conditions de suivi de la formation de professionnalisation au 1<sup>er</sup> emploi sont remplies)
- ✓ A la suite de l'affectation sur un poste à responsabilité, dans un délai de 6 mois à compter de l'affectation sur le poste.

Les programmes sont adaptés aux missions des emplois définies dans les statuts particuliers.

La formation de professionnalisation doit s'organiser en conséquence autour d'un parcours individualisé de formation professionnalisant, permettant aux agents de s'approprier les éléments de connaissances et de savoirs faire techniques et relationnels en situation de travail.

Les statuts particuliers des cadres d'emplois définissent les durées minimale et maximale de ces formations, ainsi que la périodicité de la formation de professionnalisation tout au long de la carrière.

L'autorité territoriale détermine la durée et la nature des actions de formation de professionnalisation suivies par chaque agent en fonction de l'évaluation des besoins de ce dernier et après concertation avec celui-ci. A défaut d'accord, l'agent suit une formation de la durée minimum fixée par le statut particulier et dont le contenu est défini par l'autorité territoriale, en concertation avec le Centre national de la fonction publique territoriale.

Le CNFPT organise ces formations, toutefois il peut être fait appel à un autre prestataire pour des formations spécifiques.

Sauf dispositions statutaires contraires, l'accès à un nouveau cadre d'emplois par la voie de la promotion interne, est subordonné au respect de la réalisation de toutes les formations de professionnalisation prévues dans le cadre d'emplois d'origine.

*Décret n°2008-512 du 29 mai 2008 – Chapitre III*

## b) Récapitulatif

| Types de formation                                                  | Catégorie A                   | Catégorie B                   | Catégorie C                   |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>Intégration</b>                                                  | 10 jours                      |                               | 5 jours                       |
| <b>Professionalisation<br/>1<sup>er</sup> emploi</b>                | 5 jours mini<br>10 jours maxi | 5 jours mini<br>10 jours maxi | 3 jours mini<br>10 jours maxi |
| <b>Professionalisation tout au long<br/>de la carrière</b>          | 2 jours mini<br>10 jours maxi |                               |                               |
| <b>Professionalisation pour prise<br/>de poste à responsabilité</b> | 3 jours mini<br>10 jours maxi |                               |                               |

### 3. Les dispenses de formation

Une dispense totale ou partielle de ces formations obligatoires peut être accordée à l'agent compte tenu des formations professionnelles et des bilans de compétences dont il peut bénéficier dans sa carrière. Cette dispense peut également être accordée à l'agent qui justifie d'une formation sanctionnée par un titre ou un diplôme reconnu par l'Etat ou d'une expérience professionnelle. Les formations ou l'expérience professionnelle doivent être en adéquation avec les responsabilités qui incombent aux agents compte tenu des missions définies par le statut particulier qui leur est applicable. La durée de l'expérience prise en compte est au minimum de trois ans.

Les dispenses de formations de professionnalisation et d'intégration sont demandées par la Direction des Ressources Humaines directement auprès du CNFPT à l'appui de formulaires mis à la disposition du CNFPT. Une fois la dispense reçue, le CNFPT instruit celle-ci et prononce une décision d'acceptation ou de refus. Celle-ci est ensuite communiquée à l'agent, informé tout au long du processus.

#### Récapitulatif des demandes recevables :

| Parcours antérieur<br>Motifs de dispense                                       | Formation<br>d'intégration | Formation de professionnalisation |                                |                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
|                                                                                |                            | Au 1 <sup>er</sup> emploi         | Tout au long de<br>la carrière | Prise de poste à<br>responsabilité |
| <b>Formations professionnelles<br/>Bilan de compétences</b>                    | ✓                          | ✓                                 | ✓                              | ✓                                  |
| <b>Expérience professionnelle<br/>(3 ans minimum)</b>                          | ✓                          | ✓                                 | Non recevable                  | Non recevable                      |
| <b>Formations sanctionnées par<br/>titre ou diplôme reconnu par<br/>l'Etat</b> | ✓                          | ✓                                 | Non recevable                  | Non recevable                      |

*Décret n°2008-512 du 29 mai 2008 – Chapitre IV*

## B. La formation de perfectionnement

### 1. Bénéficiaires

Tous les agents titulaires, stagiaires ou contractuels, sous réserve de l'avis du Responsable de service et de l'Autorité territoriale.

C'est une formation complémentaire aux formations statutaires. Elle doit être en lien avec les fonctions exercées par l'agent, sauf en cas de préparation à une mobilité de poste.

La formation de perfectionnement peut être utilisée pour :

- ✓ Assurer l'adaptation de l'agent à son poste de travail,
- ✓ Veiller au maintien des capacités à occuper un emploi,
- ✓ Contribuer au développement des compétences de l'agent dans une perspective d'évolution professionnelle.

La formation de perfectionnement peut être à l'initiative de l'agent ou réalisée à la demande du Responsable de service dans le cadre d'un projet global de service ou à la demande de la Direction. Elle est accordée sous réserve des nécessités de service.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 1er*

## **2. A l'initiative de l'employeur**

Une formation de perfectionnement peut se révéler nécessaire, voire obligatoire du fait d'une évolution de la réglementation ou de la modernisation des techniques de travail dans les services.

**Dans ce cas, elle s'impose à l'agent, celle-ci ne peut donc pas être réalisée au titre du compte personnel de formation (CPF).**

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 5*

## **3. A la demande de l'agent**

L'agent peut, à l'occasion de son entretien annuel d'évaluation, demander une formation de perfectionnement.

La formation de perfectionnement à l'initiative de l'agent sera réalisée au titre du CPF uniquement si elle est demandée dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle.

### **Les formations liées à l'hygiène, la sécurité et aux conditions de travail**

Décret n°85-603 du 10 juin 1985

Certaines fonctions exercées par les agents territoriaux sont soumises à des obligations de formation imposées par le Code du travail.

La collectivité doit obligatoirement former ses agents à la sécurité afin de prévenir les risques professionnels.

A ce titre, elle doit assurer :

- ✓ Une formation générale à la sécurité,
- ✓ Des formations techniques spécifiques liées au poste de travail ou aux matériels utilisés.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 6*



## C. La formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique

### 1. Bénéficiaires

Les agents titulaires et contractuels peuvent bénéficier des actions de préparation aux concours et aux examens professionnels.

### 2. Mise en œuvre

Ce type de formation pourra être accordée aux agents de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine au titre de deux dispositifs :

- ✓ Au titre de la formation de perfectionnement lorsque la préparation au concours ou à l'examen vise à obtenir le grade immédiatement supérieur à celui détenu par l'agent (déroulé de carrières « classique ») ou de son emploi s'il s'agit d'un agent contractuel ;
- ✓ Au titre du CPF dans les autres cas de figure (grade non immédiatement supérieur ou changement de filière).

Afin de dégager du temps de préparation personnelle, le CPF peut être utilisé **en combinaison avec le compte épargne temps** dans une limite de 5 jours au total par année civile. Dans ce cas, l'agent public doit privilégier le recours au CET, l'utilisation du CPF dans cette finalité n'ayant qu'un caractère subsidiaire.

Le calendrier est validé par l'employeur. Un agent qui ne se présenterait pas de manière réitérée aux concours et examens auxquels il est inscrit pourrait se voir opposer un refus. Lorsque l'agent utilise ses droits CPF pour du temps de préparation personnelle, il doit justifier auprès de son employeur de sa présence aux épreuves du concours ou examen professionnel.

Cette possibilité bénéficie aussi bien aux agents inscrits à une action de préparation qu'à ceux qui n'en suivent pas.

### 3. Inscription

L'inscription à une préparation de concours et d'examen professionnel est autorisée si le demandeur remplit les conditions statutaires nécessaires à la présentation au concours ou à l'examen professionnel.

Après accord de l'Autorité territoriale, l'agent se préinscrit en ligne sur le site [www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr).

Le CNFPT informera l'agent de la convocation de ce dernier à des tests obligatoires préalables à l'entrée en préparation.

A l'issue, le CNFPT communique la décision définitive d'orientation au candidat et à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine : avis défavorable, acceptation en préparation ou orientation vers une formation tremplin. La Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine procédera ensuite, en cas d'avis favorable ou d'orientation vers une formation tremplin, à la validation finale.

**A noter :** En cas de nécessité de service, et au choix de l'autorité territoriale après avis du responsable hiérarchique, l'entrée en préparation pourra être différée dans le temps. Par exemple, si plusieurs agents au sein d'un même service réussissent en même temps le test d'entrée à la préparation, au même concours, la même année, leur entrée en préparation pourra être différée dans le temps, le bénéfice d'un test d'entrée favorable étant conservé par le CNFPT.

### Les formations tremplins

Ce dispositif s'adresse aux agents qui, préalablement à une préparation à un concours ou à un examen professionnel de catégorie A, B ou C, doivent consolider leurs connaissances en français, mathématiques ou encore en expression orale.

Ce dispositif peut s'adresser également à ceux qui, indépendamment de toute préparation à un concours ou à un examen professionnel, veulent renforcer leurs connaissances de base afin d'être « plus à l'aise » dans l'exercice quotidien de leur pratique professionnelle.

#### 4. La prise en charge des frais de formation

- ✓ Lorsque la formation est demandée au titre de la formation de perfectionnement, les frais pédagogiques sont intégralement pris en charge par la collectivité.
- ✓ Lorsque la formation est demandée au titre du CPF, la prise en charge des frais pédagogiques se fait selon les modalités et dans la limite des plafonds prévus par la délibération adoptée par l'organe délibérant.

Dans le cadre d'un déplacement pour suivre une préparation à un concours ou à un examen professionnel : l'indemnisation des frais de déplacement pour la préparation aux concours et examens n'est pas prévue par la réglementation applicable en la matière. En application de la jurisprudence de la CAA de Paris du 06 juin 2005, ces frais ne pourront pas être pris en charge par l'employeur.

- ✓ *Décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 relatif aux frais de déplacement*
- ✓ *Jurisprudence de la CAA de Paris n°01PA04086 du 06 juin 2005*

En revanche, conformément à l'article 6 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006, l'agent dont la résidence administrative se situe en métropole, outre-mer ou à l'étranger, appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration, hors de ses résidences administrative et familiale, peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport entre l'une de ses résidences et le lieu où se déroulent les épreuves.

Ces frais ne peuvent être pris en charge que pour un aller-retour par année civile. Il peut être dérogé à cette disposition dans les cas où l'agent est appelé à se présenter aux épreuves d'admission d'un concours.

#### 5. Le non-cumul des formations

Un agent qui a bénéficié d'une formation de perfectionnement ou d'une préparation aux concours et examens professionnels dispensée pendant les heures de service, ne peut prétendre à une action de formation ayant le même objet pendant une période de 12 mois à compter de la fin de la session de formation considérée.

Si la durée effective de l'action de formation suivie est inférieure à 8 jours ouvrés, fractionnés ou non, le délai à l'issue duquel une nouvelle demande peut être présentée est fixé à 6 mois.

Toutefois, ces délais ne sont plus valables dans le cas où le fonctionnaire n'a pas pu aller au terme de sa formation en raison des nécessités de service.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 7*

## **D. Les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française**

### **1. Les bénéficiaires**

Les agents qui ne maîtrisent pas les compétences de base : lire, écrire, calculer, comprendre, émettre un message oral simple et se repérer dans l'espace et le temps.

Seuls les fonctionnaires en activité et les agents contractuels peuvent en bénéficier. Les fonctionnaires en congé parental sont exclus du dispositif.

La lutte contre l'illettrisme nécessite plus que toute autre formation, un autre travail d'identification des besoins individuels, en amont de la formation. Le CNFPT propose un dispositif général comprenant un entretien de positionnement / orientation pour les agents en difficulté dans les compétences de base (écriture, lecture, mathématiques) ainsi qu'un dispositif intitulé « Formation aux compétences de base pour améliorer la vie professionnelle », permettant de définir entre la Délégation régionale, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine et l'agent un parcours individualisé.

### **2. La rémunération**

L'agent qui se forme durant son temps de service conserve sa rémunération.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 4*

## **E. Les actions de formation destinées à mettre en œuvre un projet d'évolution professionnelle**

*Décret n°2017-928 du 6 mai 2017*

Il s'agit des formations entrant dans le cadre du compte personnel de formation (CPF). Le compte personnel de formation (CPF) est, avec le compte d'engagement citoyen (CEC), une des deux composantes du compte personnel d'activité (CPA).

### **1. Les objectifs**

Le CPF permet aux agents d'acquérir des droits à la formation au regard du temps de travail accompli. Ces droits leur offrent ainsi la possibilité d'accéder à une qualification ou de développer leurs compétences **dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle**.

### **2. Les agents concernés**

Tous les agents bénéficient du CPF : aussi bien les agents titulaires, que les agents contractuels, qu'ils soient recrutés sur des emplois permanents ou non, à temps complet ou non.

Tous ces agents sont éligibles quelle que soit la durée de leur contrat. Aucune condition d'ancienneté de service n'est requise pour constituer ou pour utiliser les droits attachés au CPF.

Remarques :

- ✓ Lorsque l'agent est en position de détachement, l'alimentation, l'instruction et le financement des droits relevant du CPF relèvent de l'organisme d'accueil selon les règles qui lui sont applicables.
- ✓ Lorsque l'agent est mis à disposition ou affecté auprès d'une autre administration ou d'un autre établissement que le sien, l'alimentation, l'instruction et le financement de ses droits incombent à

l'administration d'origine, sauf disposition contraire prévue par la convention de mise à disposition.

### 3. Le calcul des droits

Pour le calcul de l'alimentation du CPF, le nombre d'heure de travail de référence est égal à la durée légale annuelle de travail, soit 1607 heures. Les droits sont calculés au prorata du temps travaillé pour les agents nommés sur des emplois à temps non complet.

Les périodes de travail à temps partiel sont assimilées à des périodes à temps complet.

Sont également intégralement pris en compte :

- ✓ La période d'absence du fonctionnaire pour l'un des congés mentionnés à l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
- ✓ La période d'absence pour congé parental,
- ✓ La période d'absence d'un agent contractuel pour l'un des congés suivants :
  - Mentionnés aux titres II et III du décret n° 88-145 du 15 février 1988
  - Congé parental, congé pour se rendre en outre-mer et congé de présence parentale,
  - Congé pour bilan de compétences et congé pour validation des acquis de l'expérience pour les contractuels occupant un emploi permanent et les assistants maternels et familiaux,
- ✓ Le crédit de temps syndical.

Lorsque le calcul aboutit à un nombre d'heure de formation comportant une décimale, ce chiffre est arrondi au nombre entier immédiatement supérieur, quelle que soit cette décimale.

### 4. Les modalités d'alimentation

Le CPF est alimenté en heures de formation au 31 décembre de chaque année.

L'alimentation se fait selon les modalités suivantes :

- ✓ 25h maximum par année de travail jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 150 heures.

Cas particuliers :

- ✓ L'alimentation du CPF se fait à hauteur de 50 heures maximum par an et le plafond de 150 heures est porté à 400 heures, pour le fonctionnaire qui appartient à un cadre d'emplois de catégorie C, ou l'agent qui occupe un emploi de niveau équivalent à la catégorie C, et qui n'a pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou un titre professionnel classé au niveau V du répertoire national des certifications professionnelles. L'objectif étant de leur faciliter l'accès à des formations diplômantes ou certifiantes.
- ✓ Un agent peut bénéficier d'un crédit d'heures supplémentaires lorsque le projet d'évolution professionnelle vise à prévenir une situation d'incapacité à l'exercice de ses fonctions. Pour cela, l'agent doit présenter un avis formulé par un médecin de prévention attestant que son état de santé, compte tenu de ses conditions de travail, l'expose à un risque d'incapacité à l'exercice de ses fonctions. Ce crédit d'heure est fixé en fonction du projet d'évolution professionnelle de l'agent, dans la limite de 150 heures en complément des droits acquis.

Chaque agent peut consulter les droits inscrits sur son compte en accédant à un service en ligne gratuit. Pour cela, l'agent doit s'inscrire sur le site [www.moncompteformation.gouv.fr](http://www.moncompteformation.gouv.fr)

## 5. Portabilité

### *a) Du privé vers le public*

Les droits acquis en euros dans le privé peuvent être convertis en heures, dans la limite des plafonds évoqués précédemment (150h ou 400h).

Le total des droits ayant fait l'objet de conversions successives ne peut, sur une période continue de six années, dépasser le plafond de 150h.

Pour le fonctionnaire qui appartient à un corps ou cadre d'emplois de catégorie C et qui n'a pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme ou titre professionnel enregistré et classé au niveau 3, le total des droits ayant fait l'objet de conversions successives ne peut, sur une période continue de huit années, dépasser le plafond de 400h.

La conversion en heures des droits acquis en euros au titre du compte personnel de formation s'effectue à raison d'une heure pour 15 euros. Lorsque le calcul aboutit à un nombre d'heures de formation comportant une décimale, ce nombre est arrondi au nombre entier le plus proche.

### *b) Du public vers le privé*

*(Article R6323-43 et D6323-44 du Code du travail)*

La conversion en euros des droits acquis en heures dans le public s'effectue à raison de 15 euros par heure dans la limite d'un plafond de 5000 euros.

Pour le salarié qui n'a pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme classé au niveau 3, un titre professionnel enregistré et classé au niveau 3 du répertoire national des certifications professionnelles ou une certification reconnue par une convention collective nationale de branche, la conversion en euros des droits acquis en heures s'effectue dans la limite d'un plafond de 8000 euros.

Le titulaire d'un compte qui exerce concomitamment des activités ouvrant des droits alimentés en euros et en heures utilise ses droits acquis en euros ou en heures en fonction de son activité principale. Si ses activités sont exercées selon la même quotité, il peut utiliser ses droits acquis indifféremment en euros ou en heures.

## 6. L'utilisation du CPF

### *a) Formations éligibles*

L'utilisation du CPF peut porter sur toute action de formation, à l'exception des formations d'intégration et des formations de professionnalisation, **à condition qu'elle s'inscrive dans un projet d'évolution professionnelle**. Ce projet peut notamment s'inscrire dans le cadre de la préparation d'une future mobilité, promotion ou reconversion professionnelle.

Le CPF peut ainsi être notamment mobilisé pour :

- ✓ Suivre toute action de formation, **hors celles relatives à l'adaptation aux fonctions exercées**, ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat de qualification professionnelle ;
- ✓ Développer des compétences nécessaires à la mise en œuvre du projet d'évolution professionnelle ;
- ✓ Préparer un concours ou un examen professionnel (cf. § sur la Formation de préparation aux concours et aux examens)



*b) L'articulation du CPF avec les congés et les autres comptes*

- ✓ Le CPF peut être utilisé en combinaison avec le compte épargne temps (CET) afin de préparer des examens et concours administratifs. Cependant, l'utilisation du CPF dans cette finalité n'a qu'un caractère subsidiaire, l'agent devant privilégier le recours au CET.  
*Article 2 du décret n°2017-928 du 6 mai 2017*
- ✓ Il peut également être utilisé en combinaison avec le congé de formation professionnelle, par exemple lorsque l'agent ne dispose pas de droits suffisants pour accéder à une formation.
- ✓ Il peut être utilisé en complément des congés pour validation des acquis de l'expérience et pour bilan de compétences.
- ✓ Les droits acquis au titre du compte d'engagement citoyen, autre composante du CPA, peuvent également être mobilisés pour se former (art. 2 décret n° 2017-928) :
  - Soit pour mettre en œuvre un projet d'évolution professionnelle, en complément des heures inscrites sur le CPF,
  - Soit pour acquérir des compétences nécessaires à l'exercice des activités bénévoles ou de volontariat

*c) La demande de mobilisation du CPF*

L'agent utilise, **à son initiative** et sous réserve de l'accord de son administration, les heures qu'il a acquises sur son compte en vue de suivre des actions de formation.

La demande de l'agent devra être adressée au Président de l'Agglomération Melun Val de Seine. Cette dernière sera transmise à la Direction des Ressources Humaines.

La demande comportera les éléments suivants :

- ✓ Une lettre de motivation,
- ✓ La description détaillée du projet professionnel,
- ✓ Le programme et la nature de la formation visée (préciser si la formation est diplômante, certifiante, ou professionnalisante, les prérequis de la formation, etc.),
- ✓ L'organisme de formation sollicité s'il est identifié,
- ✓ Le nombre d'heures requises, le calendrier et le coût prévisionnel de la formation s'il est identifié.

Les demandes devront en principe être présentées avant le 31 juillet de l'année afin de permettre la planification budgétaire. Néanmoins, une demande présentée après cette date pourra être instruite au regard des crédits restants au budget.

Lorsque plusieurs actions de formation permettent de satisfaire la demande de l'agent, une priorité est accordée aux actions de formation assurées par l'employeur ou mise en place au titre de la contribution versée au CNFPT. Les actions de formation ont lieu, en priorité, sur le temps de travail. Dans ce cas, le temps de formation vaut temps de service dans l'administration.

Remarque : Lorsque la durée de la formation est supérieure aux droits inscrits sur son CPF, l'agent peut, en accord avec son employeur, utiliser ses droits par anticipation, dans la limite des droits qu'il est susceptible d'acquérir au cours des deux années suivantes.

Cette alimentation par anticipation ne pourra donc pas dépasser 50 heures.

L'agent bénéficiaire d'un CDD ne pourra pas utiliser par anticipation des droits supérieurs à ceux qu'il peut acquérir jusqu'à la date d'expiration de son contrat.

#### *d) Instruction de la demande*

Lors de l'instruction des demandes de formation au titre du CPF, certaines requêtes sont considérées comme prioritaires. C'est le cas lorsqu'elles visent à :

- ✓ Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences permettant de prévenir une situation d'incapacité à l'exercice des fonctions.
- ✓ Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles.
- ✓ Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens, pour celles qui ne rentrent pas dans la formation de perfectionnement.

Ces formations prioritaires ne sont pas hiérarchisées entre elles.

Un rendez-vous sera proposé par la Direction des Ressources Humaines dans le cadre de cette instruction, avant prise de décision.

L'autorité territoriale dispose d'un délai de 2 mois pour notifier sa décision. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut refus. Cependant toute décision de refus opposée à une demande de mobilisation de son CPF par un agent doit être motivée.

#### *e) Refus de la demande*

Toute décision de refus opposée à une demande de mobilisation du CPF doit être motivée et peut être contestée à l'initiative de l'agent devant l'instance paritaire compétente, c'est-à-dire la CAP pour les fonctionnaires, et la commission consultative paritaire (CCP) pour les agents contractuels.

L'agent a également la possibilité d'effectuer un recours gracieux, hiérarchique ou contentieux contre une décision de refus à sa demande, dans les conditions de droit commun.

Si une demande de mobilisation du CPF a été refusée pendant deux années consécutives, le rejet d'une troisième demande portant sur une action de formation de même nature ne peut être prononcé qu'après avis de l'instance paritaire compétente.

L'autorité administrative ne peut s'opposer à une demande de formation relevant du socle de connaissances et compétences relevant de l'article L. 6121-2 du code du travail. La formation peut seulement être différée d'une année.

Ce socle est constitué de l'ensemble des connaissances et des compétences qu'il est utile pour un individu de maîtriser afin de favoriser son accès à la formation professionnelle et son insertion professionnelle :

- ✓ La communication en français,
- ✓ L'utilisation des règles de base de calcul et du raisonnement mathématique,
- ✓ L'utilisation des techniques usuelles de l'information et de la communication numérique,
- ✓ L'aptitude à travailler dans le cadre de règles définies d'un travail en équipe,
- ✓ L'aptitude à travailler en autonomie et à réaliser un objectif individuel,
- ✓ La capacité d'apprendre à apprendre tout au long de la vie,
- ✓ La maîtrise des gestes et postures et le respect des règles d'hygiène, de sécurité et environnementales élémentaires.

#### *f) Le financement*

L'employeur prend en charge les frais pédagogiques qui se rattachent à la formation suivie au titre du CPF dans la limite du plafond fixé par la délibération de l'organe délibérant.

En cas de constat d'absence de suivi de tout ou partie de la formation sans motif valable, l'agent doit rembourser ces frais.

## **F. Les actions de formation personnelle suivies à l'initiative de l'agent**

Ces actions visent à rendre l'agent plus « acteur » de sa carrière. Elles lui permettent d'étendre sa formation en vue de satisfaire des projets professionnels ou personnels. Il peut ainsi réaliser des formations qui n'ont aucun lien direct avec l'emploi occupé et/ou ne présentent aucun intérêt pour le service.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 8*

Les agents contractuels peuvent bénéficier au même titre que les fonctionnaires territoriaux des formations suivantes :

- ✓ Le congé pour bilan de compétences,
- ✓ Le congé pour validation des acquis de l'expérience,
- ✓ Le congé de formation professionnelle.

### **1. La disponibilité**

**Les fonctionnaires titulaires** peuvent, sur leur demande, bénéficier d'une mise en disponibilité pour deux situations :

- ✓ Pour effectuer des études ou recherches présentant un caractère d'intérêt général. Dans ce cas, le fonctionnaire peut passer un contrat d'études avec le CNFPT. La disponibilité ne peut excéder 3 ans et est renouvelable une fois pour la même durée. Durant cette disponibilité pour études, l'agent n'a pas la possibilité de suivre une formation.
- ✓ Pour convenance personnelle : la durée de la disponibilité ne peut, dans ce cas, excéder cinq années. Elle est renouvelable dans la limite d'une durée maximale de dix ans pour l'ensemble de la carrière, à la condition que l'intéressé, au plus tard au terme d'une période de cinq ans de disponibilité, ait accompli, après avoir été réintégré, au moins dix-huit mois de services effectifs continus dans la fonction publique.

Durant la période où l'agent utilise sa mise en disponibilité, celui-ci ne perçoit plus de rémunération. L'agent doit faire une demande écrite auprès de l'Autorité territoriale en précisant la durée et la date souhaitée de mise en disponibilité.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 10*

Il est à noter qu'une personne en congé parental peut suivre une formation pendant son congé.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art 10*

### **2. Le Congé de Formation Professionnelle**

Le Congé de formation permet de suivre une formation sans rapport avec l'activité professionnelle exercée ou non retenue dans le plan de formation. Les formations de préparation à un concours et à un examen professionnel peuvent être suivies au titre de ce congé.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 11*

#### *a) Les conditions d'octroi*

Ce congé ne peut être accordé que si le fonctionnaire a accompli au moins 3 années de services effectifs dans la Fonction Publique en qualité de fonctionnaire titulaire ou stagiaire.

La durée de ce congé ne peut excéder trois ans pour l'ensemble de la carrière. Il peut être utilisé en une seule fois ou réparti sur toute la durée de la carrière en périodes de stage, d'une durée minimale équivalente à un mois à temps plein, qui peuvent être fractionnées en semaines, journées ou demi-journées.

L'agent qui a bénéficié soit d'une action de préparation aux concours et examens professionnels de la Fonction Publique, soit d'un congé de formation professionnelle, ne peut obtenir un nouveau congé de formation professionnelle dans les 12 mois qui suivent la fin de l'action de formation sauf si celle-ci n'a pu être menée à son terme en raison des nécessités de service.

#### *b) La demande*

La demande de formation doit être présentée 90 jours à l'avance. Elle doit indiquer la date à laquelle commence la formation puis la nature, la durée et le nom de l'organisme dispensateur de la formation.

Dans les 30 jours qui suivent la réception de la demande, l'Autorité territoriale fera connaître à l'intéressé son accord ou les raisons qui motivent le rejet ou le report de la demande.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 15*

#### *c) L'indemnisation*

Pendant les 12 premiers mois durant lesquels il est placé en congé de formation, le fonctionnaire perçoit une indemnité mensuelle forfaitaire égale à 85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence qu'il percevait au moment de la mise en congé<sup>1</sup>. Cette indemnité est à la charge de l'employeur.

Au-delà des 12 mois, l'agent ne perçoit plus aucune indemnisation.

Le temps passé en congé de formation professionnelle est considéré comme du temps passé dans le service. L'agent conserve donc ses droits pour bénéficier de l'avancement d'échelon et de grade.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 12*

En cas d'absence sans motif valable dûment constatée par l'organisme dispensateur de formation, il est mis fin au congé du fonctionnaire, qui est alors tenu de rembourser les indemnités perçues.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 16*

#### *d) L'obligation de service*

Conformément à la réglementation, l'agent qui bénéficie d'un congé de formation professionnelle s'engage, en principe, à rester au service de l'administration pendant une période dont la durée est égale au triple de celle pendant laquelle il a perçu les indemnités mentionnées ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, l'agent est tenu de rembourser les indemnités perçues à concurrence de la durée de service non effectuée.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 13*

---

<sup>1</sup> Cette indemnité ne peut excéder le traitement afférent à l'indice brut 650 d'un agent en fonction à Paris.

#### *e) Le cas des agents contractuels*

Le congé de formation peut être accordé aux agents contractuels qui justifient de 36 mois de services effectifs, consécutifs ou non, au titre de contrats de droits publics, dont 12 mois consécutifs ou non, à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine.

Le congé de formation est indemnisé de la même manière que pour les agents titulaires.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art 43*

### **3. Le Congé pour bilan de compétences**

Les agents territoriaux (titulaires et contractuels) peuvent bénéficier d'un bilan de compétences. Ce bilan a pour objet d'analyser leurs compétences, aptitudes et motivations en vue de définir un projet professionnel et, le cas échéant, un projet de formation.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 18 et Art. 46*

L'agent ne peut prétendre qu'à deux congés pour bilan de compétences, le second ne pouvant avoir lieu que 5 ans après l'achèvement du premier.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 26*

Il peut être tenu compte des bilans de compétences pour réduire la durée des formations obligatoires.

*Décret 2008-512 du 29 mai 2008 – Art. 17*

Le CPF peut être mobilisé pour bénéficier d'un temps supplémentaire de préparation ou d'accompagnement dans le cadre du congé pour bilan de compétences.

#### *a) La demande de congé*

Pour la réalisation d'un bilan de compétences, l'agent peut demander à bénéficier d'un congé qui ne peut excéder 24 heures du temps de service, soit 3 jours et demi (à raison de 7 heures par jour), éventuellement fractionnables.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 20*

La demande de congé pour bilan de compétences doit être présentée par écrit au plus tard 60 jours avant le début du bilan de compétences. Elle indique les dates et la durée prévues du bilan, ainsi que la dénomination de l'organisme prestataire choisi par l'agent. Elle est, le cas échéant, accompagnée de la demande de prise en charge financière du bilan par la communauté d'agglomération.

Dans les 30 jours qui suivent la réception de la demande, l'Autorité territoriale fera connaître à l'intéressé son accord, ou les raisons qui motivent le rejet ou le report de la demande de congé, et sa décision concernant la prise en charge financière du bilan.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 21*

#### *b) La rémunération*

Pendant la durée du congé pour bilan de compétences, l'agent territorial conserve le bénéfice de sa rémunération.



#### *c) La prise en charge des frais*

Si le congé pour bilan de compétences est à la demande de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine celle-ci prend à sa charge les frais d'inscription. A l'inverse, si la demande est à l'initiative de l'agent, les frais restent à sa charge sauf si le congé pour bilan de compétences est sollicité au titre d'un projet d'évolution professionnelle pouvant être pris en charge au titre du CPF.

Dans le cas où la collectivité/l'établissement prendrait en charge financièrement la réalisation d'un bilan de compétences, celui-ci ne pourra être réalisé qu'après conclusion d'une convention tripartite entre l'agent, la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine et le prestataire. La convention a notamment pour objet de rappeler les principales obligations qui incombent à chacun des signataires.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 22*

#### *d) Le terme du congé*

Au terme du congé, l'agent présente à la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine une attestation de fréquentation effective délivrée par l'organisme chargé de réaliser le bilan.

L'agent qui, sans motif valable, ne suit pas l'ensemble de l'action pour laquelle le congé a été accordé, perd le bénéfice de ce congé. De plus, si la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine assure la prise en charge financière du bilan, l'agent est en outre tenu de lui rembourser le montant.

Les résultats du bilan de compétences ne peuvent être communiqués à l'Autorité territoriale ou à un tiers qu'avec l'accord de l'agent concerné.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 24 et 25*

### **4. Le Congé pour Validation des Acquis de l'Expérience**

C'est un droit individuel qui permet à l'agent de faire reconnaître officiellement ses compétences professionnelles par l'obtention de tout ou partie d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification inscrit au répertoire national des certifications professionnelles. Et cela sans suivre de formation et sans passer d'examen.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 27*

#### *a) La demande*

Le congé accordé par validation ne peut excéder 24 heures du temps de service, soit 3 jours et demi, éventuellement fractionnables pour participer aux épreuves de validation ou à l'accompagnement à la préparation de cette validation.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 28*

La demande est présentée au plus tard 60 jours avant le début des actions de validation de l'expérience. Elle indique le diplôme, le titre ou le certificat de qualification visé, les dates, la nature et la durée des actions permettant à l'agent de faire valider les acquis de son expérience, ainsi que la dénomination des organismes intervenants.

Dans les 30 jours qui suivent la réception de la demande, l'Autorité territoriale fait connaître à l'intéressé son accord ou les raisons qui motivent le rejet ou le report de la demande.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 29*

Le CPF peut être mobilisé pour bénéficier d'un temps supplémentaire de préparation ou d'accompagnement dans le cadre du congé pour validation des acquis de l'expérience.

L'agent territorial qui a bénéficié d'un congé pour validation des acquis de l'expérience ne peut prétendre, avant l'expiration d'un délai d'un an, au bénéfice d'un nouveau congé à ce titre.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 33*

#### *b) La rémunération*

Pendant toute la durée du congé, l'agent territorial conserve le bénéfice de sa rémunération.

#### *c) La prise en charge des frais*

Si le congé pour validation est à la demande de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine celui-ci prend à sa charge les frais d'inscription. A l'inverse, si la demande est à l'initiative de l'agent, les frais restent à sa charge, sauf si le congé est sollicité au titre d'un projet d'évolution professionnelle pouvant être pris en charge au titre du CPF.

Lorsque la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine prend en charge financièrement les frais de participation et, le cas échéant, de préparation à une validation des acquis de l'expérience, cette action donne lieu à l'établissement d'une convention conclue entre la collectivité, l'agent territorial et les organismes intervenants.

La convention précise le diplôme, le titre ou le certificat de qualification visé, la période de réalisation, les conditions et les modalités de prise en charge des frais de participation et, le cas échéant, de préparation.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 31*

#### *d) Le terme du congé*

Au terme du congé, l'agent territorial présente une attestation de fréquentation effective délivrée par l'autorité chargée de la certification.

L'agent territorial qui, sans motif valable, ne suit pas l'ensemble de l'action pour laquelle le congé lui a été accordé, perd le bénéfice de ce congé. Si la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine a assuré la prise en charge financière des frais afférents à la validation des acquis de l'expérience, le fonctionnaire est en outre tenu de lui rembourser le montant.

*Décret 2007-1845 du 26 décembre 2007 – Art. 32*

## **IV- Les conditions d'exercice de la formation au sein de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine**

### **A. Temps de travail**

Il est prévu qu'une journée de travail équivaut à une journée de formation complète.

### **B. Ordre de mission**

Tout déplacement en dehors de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine donne lieu à l'établissement d'un ordre de mission. Cette demande s'effectue par l'agent dès qu'il a connaissance de son départ. Ce document couvre l'agent en cas d'accident et permet le remboursement des frais de déplacement. Cependant, la convocation au stage fournie par le CNFPT fait office d'ordre de mission.

Pour les formations, les agents utilisent prioritairement le transport en commun. Le covoiturage sera privilégié, notamment via la plateforme mobistage mise en place par le CNFPT pour les formations organisées par ce dernier.

Pour utiliser son véhicule personnel, l'agent doit avoir souscrit au préalable une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

A noter que l'utilisation de son véhicule personnel par un agent relevant d'un choix personnel, les frais de transport peuvent être remboursés sur la base de l'indemnité de frais kilométriques à titre exceptionnel et à l'appréciation de l'autorité territoriale, conformément à la délibération en vigueur.

### **C. Prise en charge des frais annexes**

Il convient de se reporter à la délibération en vigueur pour connaître les modalités de remboursement des frais des agents partant en formation.

**L'autorité territoriale se réserve la possibilité d'étudier toute demande spécifique n'entrant pas dans le présent règlement.**

# DEMANDE D'AUTORISATION SPECIALE D'ABSENCE

**À remettre à la Direction des Ressources Humaines accompagnée de justificatif, et après avis du responsable hiérarchique**

**Prénom – Nom :**

**Poste :**

**Service / Direction**

**Motif de la demande :**

| <b>Mariage/PACS</b>                                                   | <b>Autorisation</b> | <b>Justificatif à fournir</b>                                       | <b>Modé</b>              |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| Agent                                                                 | 5 j. ouvrés         | Acte de mariage/PACS ou faire-part                                  | <input type="checkbox"/> |
| Enfant                                                                | 2 j. ouvrés         |                                                                     | <input type="checkbox"/> |
| Ascendant, frère, sœur                                                | 1 j. ouvrés         |                                                                     | <input type="checkbox"/> |
| <b>Décès/Obsèques</b>                                                 | <b>Autorisation</b> | <b>Justificatif à fournir</b>                                       |                          |
| Conjoint(e) / Enfant / Parent                                         | 5 j. ouvrés         | Acte de décès ou faire-part et document prouvant le lien de parenté | <input type="checkbox"/> |
| Grand-parent / frère / sœur / Beau-père / Belle-mère                  | 3 j. ouvrés         |                                                                     | <input type="checkbox"/> |
| Autres ascendants (oncle, tante, neveu, nièce, beau-père, belle-mère) | 1 j. ouvré          |                                                                     | <input type="checkbox"/> |
| <b>Autres</b>                                                         | <b>Autorisation</b> | <b>Justificatif à fournir</b>                                       |                          |
| Concubinage ou d'adoption                                             | 3 j. ouvrables      | Extrait d'acte de naissance                                         | <input type="checkbox"/> |
| Concours ou examens                                                   | 1/2 ou 1 jour       | Copie de la convocation                                             | <input type="checkbox"/> |
| Déménagement de l'agent                                               | 1 jour              | Copie du bail ou de l'acte notarié                                  | <input type="checkbox"/> |
| Autres (à préciser) *                                                 |                     |                                                                     | <input type="checkbox"/> |

\* Précision :

**Date de l'autorisation :**

| <b>Fait à<br/>Le</b>        | <b>Avis du responsable<br/>hiérarchique</b>                                                        | <b>Avis de l'Autorité<br/>Territoriale</b>                                                         |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>Signature de l'agent</u> | <input type="checkbox"/> Favorable<br><input type="checkbox"/> Défavorable<br><br><u>Signature</u> | <input type="checkbox"/> Favorable<br><input type="checkbox"/> Défavorable<br><br><u>Signature</u> |

# REGLEMENT INTERIEUR HYGIENE, SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL DE LA CAMVS

## TABLE DES MATIERES

|                                                                                                               |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Champ d'application .....                                                                                     | 3        |
| Références réglementaires .....                                                                               | 3        |
| Dispositions générales.....                                                                                   | 4        |
| Organisation de la prévention des risques professionnels .....                                                | 4        |
| <b>I– Les acteurs de la prévention .....</b>                                                                  | <b>4</b> |
| 1 - L'Autorité Territoriale .....                                                                             | 4        |
| 2 – L'encadrement .....                                                                                       | 4        |
| 3 - L'agent .....                                                                                             | 5        |
| 4– L'assistant(e) de prévention .....                                                                         | 5        |
| 5 - Le Comité Social Territorial (CST) instance représentative à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023..... | 5        |
| 6 – L'ACFI ( Agent Chargé de la Fonction d'Inspection ) .....                                                 | 6        |
| 7 - Le Médecin du travail .....                                                                               | 6        |
| 8 - Le Médecin agréé .....                                                                                    | 7        |
| 9– Accompagnement psychologique.....                                                                          | 7        |
| <b>II – Les registres en matière d'hygiène et de sécurité.....</b>                                            | <b>7</b> |
| 1 - Le registre de danger grave et imminent .....                                                             | 7        |
| 2 – Le registre santé et sécurité au travail.....                                                             | 8        |
| 3– Le registre sécurité .....                                                                                 | 8        |
| 4 – Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP).....                                   | 9        |
| 5 – L'annexe des Risques Psycho-sociaux du DUERP.....                                                         | 9        |
| <b>III – Les règles générales en matière de santé et de sécurité au travail .....</b>                         | <b>9</b> |
| 1 - Le respect des consignes de sécurité .....                                                                | 9        |
| 2 – Formations et habilitations.....                                                                          | 10       |
| 1 - Formations et informations à l'hygiène et la sécurité .....                                               | 10       |
| 2- Autorisations et habilitations .....                                                                       | 10       |
| 3 – Les consignes de sécurité incendie - évacuation - accident.....                                           | 10       |
| 1 -Consigne incendie/évacuation .....                                                                         | 10       |





VERSION 2

|                                                                                                                |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 2 - Consigne en cas d'accident/malaise .....                                                                   | 10        |
| 3 - Local de 1 <sup>er</sup> soin et défibrillateurs – Site CAMVS .....                                        | 11        |
| 4 – Suivi médical des agents .....                                                                             | 11        |
| 5 - Accidents de service/ trajet et maladies professionnelles .....                                            | 13        |
| 6 – Les consignes en cas de crise sanitaire ou situations exceptionnelles .....                                | 14        |
| 7 - Protection contre le harcèlement sexuel et/ou moral .....                                                  | 14        |
| <b>IV – Les règles relatives à l'utilisation des locaux de travail et du matériel.....</b>                     | <b>15</b> |
| 1– Utilisation du matériel .....                                                                               | 15        |
| 2 – Utilisation des locaux.....                                                                                | 15        |
| 3 – Mise à disposition de vestiaires, sanitaires .....                                                         | 16        |
| 4 – Conduite d'engins et de véhicules .....                                                                    | 16        |
| 5 - Les équipements de protection individuelles (EPI) et vêtements de travail : .....                          | 16        |
| <b>V - Conduites addictives .....</b>                                                                          | <b>18</b> |
| 1 - Tabac et cigarette électronique.....                                                                       | 18        |
| 2 - Alcool et stupéfiants.....                                                                                 | 18        |
| 1 - Introduction et consommation sur les lieux de travail .....                                                | 18        |
| 2 - Alcoolémie - Recours à l'alcootest .....                                                                   | 19        |
| 3 - Dépistage salivaire .....                                                                                  | 20        |
| <b>VI - Affichage et diffusion .....</b>                                                                       | <b>20</b> |
| <b>VII - Entrée en vigueur du règlement.....</b>                                                               | <b>20</b> |
| <b>VIII - ANNEXES .....</b>                                                                                    | <b>21</b> |
| <b>Annexe 1 – Listes des acteurs de la prévention.....</b>                                                     | <b>22</b> |
| <b>Annexe 2 – Programmes et procédure de soutien psychologique.....</b>                                        | <b>23</b> |
| <b>Annexe 3 – Procédure de danger grave et imminent.....</b>                                                   | <b>26</b> |
| <b>Annexe 4 – Conduite à tenir en cas d'urgence .....</b>                                                      | <b>27</b> |
| <b>Annexe 5 – Consignes en cas d'incendie - évacuation .....</b>                                               | <b>29</b> |
| <b>Annexe 6 – Procédure de recours à l'alcootest .....</b>                                                     | <b>30</b> |
| <b>Annexe 7 - Agent en état d'ébriété apparent – conduite à tenir .....</b>                                    | <b>31</b> |
| <b>Annexe 8 – Listes des agents formés : SST - manipulation des extincteurs – Guides et Serres files .....</b> | <b>32</b> |
| <b>Annexe 9 – Plan espace fumeur .....</b>                                                                     | <b>35</b> |

## CHAMP D'APPLICATION

**Le présent règlement a pour objet de préciser les conditions de fonctionnement interne en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail au sein du siège de la CAMVS.**

Il complète le règlement intérieur adopté le 16 mars 2022 en instance unique.

Les personnes extérieures à la CAMVS intervenant dans les locaux de la CAMVS doivent se conformer aux règles relatives à l'hygiène et la sécurité détaillées dans le présent règlement, quelle que soit la nature de leurs interventions.

Le présent règlement s'impose à tous les agents de la collectivité, quel que soit son statut.

Le personnel encadrant est tenu d'assurer son application.

**Les agents hébergés dans le cadre de leurs missions dans des sites extérieurs relèvent des dispositions en matière de sécurité applicables au sein de la structure d'accueil.**

## REFERENCES REGLEMENTAIRES

Ce règlement est établi conformément aux dispositions de :

- Ordonnance n° 2021-1574 du 24 /11/2021, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2022, portant partie législative du Code général de la fonction publique,
- Partie législative du code général de la fonction publique -Livre VIII-Prévention et protection en matière de santé et de sécurité au travail,
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale abrogées par ordonnance 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du Code Général de Fonction Publique ;
- Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
- Loi du 2 août 2021-1018 renforçant la prévention en santé au travail,
- L'accord sur la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique du 20 novembre 2009 ;
- Art. 108-1 : « Dans les services des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2, les règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité sont celles définies par les livres Ier à V de la quatrième partie du code du travail et par les décrets pris pour leur application, ainsi que par l'article L. 717-9 du code rural et de la pêche maritime. »
- L'accord-cadre relatif à la prévention des risques psychosociaux dans la fonction publique du 22 octobre 2013 ;
- Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 2012-170 du 3 février 2012 modifiant le décret n° 85-603 du 10 juin 1985,
- Le décret n° 2015-161 du 11 février 2015 modifiant le décret n° 85-603 du 10 juin 1985,
- La 4<sup>ème</sup> partie « Santé Sécurité au Travail » du Code du Travail (livres I à V).
- Circulaire n°NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012, relative à l'application des dispositions du décret n°85-603 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- Article L 251-5 du Code général de la Fonction Publique,
- Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (*entrée en vigueur le 01/01/23*),
- Circulaire 2021 -01 relative aux comités sociaux territoriaux
- Décret n° 2022-551 du 13 avril 2022 relatif aux services de médecine de prévention dans la

fonction publique territoriale,

- Décret n° 2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux Conseils Médicaux de la fonction publique territoriale

## DISPOSITIONS GENERALES

L'autorité territoriale est tenue de garantir la santé et l'intégrité physique et mentale des agents sur les lieux de travail en appliquant et en faisant respecter la réglementation en hygiène et sécurité.

Chaque agent doit avoir pris connaissance et respecter les règles d'hygiène et de sécurité du présent règlement ainsi que les consignes affichées et distribuées dans ce domaine.

Chaque agent doit veiller à sa propre sécurité, à la sécurité de ses collègues ainsi qu'à celle des tiers.

Certaines activités nécessitent des formations spécifiques pour les agents afin d'assurer leur propre sécurité, celle de leurs collègues et celle des usagers. A ce titre, les agents sont tenus d'assister à ces formations.

Chaque agent est tenu de veiller au maintien en bon état d'utilisation et d'entretien des matériels, équipements de travail et véhicules, ainsi qu'au bon ordre et état de propreté des locaux de travail et sanitaires.

Les matériels et équipements devront faire l'objet des contrôles et vérifications obligatoires.

Tout agent ayant constaté une défaillance ou une anomalie dans les installations, le fonctionnement des machines et dans les systèmes de protection, est tenu d'en informer, son supérieur hiérarchique.

## ORGANISATION DE LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

### I— LES ACTEURS DE LA PREVENTION

#### 1 - L'AUTORITE TERRITORIALE

Le Président est chargé de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous son autorité.

L'autorité territoriale prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, protéger la santé physique et mentale des agents de la collectivité mais veille également à l'application de ces mesures.

#### 2 — L'ENCADREMENT

Les responsables hiérarchiques sont garants du respect des règles de santé et sécurité au sein de leur équipe.

Ils s'assurent que les agents de leur équipe possèdent les habilitations, EPI, vaccinations.... nécessaires à l'exercice de leur mission ou l'organisent afin de garantir la sécurité et protéger leur santé physique et mentale.



Les responsables hiérarchiques donnent les directives aux agents sur le terrain, mettent en place des actions de prévention préconisées. Et, ils doivent veiller à l'application des mesures en termes d'hygiène et de sécurité.

### 3 - L'AGENT

Il incombe à chaque agent de veiller, en fonction de sa formation et selon ses possibilités, à sa propre sécurité et santé ainsi qu'à celle des autres (personnel ou usagers). Il doit pour cela respecter les prescriptions d'hygiène et de sécurité du présent règlement.

La responsabilité partielle ou totale de l'agent peut être engagée en cas de non-respect de ces prescriptions. L'agent s'expose alors à des sanctions disciplinaires.

Les agents doivent informer leur supérieur hiérarchique de tout dysfonctionnement en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail.

### 4- L'ASSISTANT(E) DE PREVENTION

L'autorité territoriale a désigné un(e) assistant(e) de prévention, chargé(e) de le conseiller et de l'assister dans la mise en œuvre des règles de sécurité et d'hygiène au travail, ainsi que dans la démarche d'évaluation des risques.

Il participe, en collaboration avec les autres acteurs, à la sensibilisation, l'information et formation des agents. Et propose des mesures pratiques propres à améliorer la prévention des risques.

Cet agent est l'interlocuteur privilégié en matière de prévention des risques professionnels. Il peut être consulté sur toutes les questions relatives à ce sujet.

L'assistant(e) de prévention est associé(e) aux travaux du Comité Social Territorial, instance représentative en matière d'hygiène, de sécurité et conditions de travail et assiste de plein droit aux réunions de ce comité avec voix consultative lorsque la situation de la collectivité auprès duquel il est placé est évoquée.

Il ne contrôle pas et n'inspecte pas, ce rôle est attribué à l'ACFI.

## **Annexe 1 – coordonnées de l'Assistant(e) de Prévention des risques professionnels**

### 5 - LE COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST) INSTANCE REPRESENTATIVE A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023

L'article 4 II de loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique modifie l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en créant une instance unique pour le dialogue social nommée **le Comité Social Territorial (CST)**.

À compter du 1er janvier 2023, le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 abroge le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux Comités Techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Il modifie également les dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

Les dispositions relatives aux compétences et au fonctionnement de cette instance rentrent en vigueur le 1er janvier 2023.

Il est composé en nombre égal de représentants de la collectivité et du personnel.

Le comité social territorial sera consulté sur des questions relatives notamment :

- à l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations ;
- à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;

- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels ;
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et à la lutte contre les discriminations
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire, d'action sociale et aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et au respect des prescriptions légales y afférentes.

Les membres du CST seront, également, compétents en matière de santé, de sécurité et conditions de travail, relatives à :

- La protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail ;
- l'organisation du travail ;
- le télétravail et les enjeux liés à la déconnexion ;
- les dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques ;
- l'amélioration des conditions de travail et les prescriptions légales y afférentes.

**Le Comité Social Territorial exerce les compétences de l'ancienne instance représentative du CHSCT.**

#### **Lien vers le Règlement Intérieur du CST**

#### **6 – L'ACFI ( AGENT CHARGE DE LA FONCTION D'INSPECTION )**

L'ACFI est un agent d'inspection. Il contrôle, par des visites, les conditions d'application des règles d'hygiène et de sécurité et propose à l'autorité territoriale toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels.

En cas d'urgence, il propose des mesures immédiates à l'autorité territoriale.

La collectivité a signé une convention avec le CDG77. L'ACFI est un agent du Centre de Gestion 77.

#### **Annexe 1 – coordonnées de l'ACFI de la CAMVS**

#### **7 - LE MEDECIN DU TRAVAIL**

Il vérifie la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé physique et psychique des agents dans leur environnement professionnel.

Il a pour mission d'éviter toute altération de la santé des agents au travail.

Son objectif principal est de s'assurer que le poste de travail est adapté à l'état de santé et, si besoin, il préconise un aménagement des conditions de travail (aménagement du poste, changement d'affectation, reclassement médical et statutaire) afin d'éviter toute altération de la santé des agents du fait de leur travail.

**D'autre part, le médecin du travail exerce une surveillance médicale particulière à l'égard :**

- des personnes reconnues travailleurs handicapés ;
- des femmes enceintes ;



- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux ;
- des agents souffrant de pathologies particulières.

Il définit la fréquence et la nature des visites médicales que comporte cette surveillance médicale.

Le médecin du travail peut assister de plein droit aux séances avec voix consultative.

## **Annexe 1 – coordonnées du Médecin du travail de la CAMVS**

### 8 - LE MEDECIN AGREE

Les médecins agréés sont des médecins généralistes ou spécialistes figurant sur une liste établie dans chaque département par le Préfet sur proposition de l'Agence Régionale de Santé.

Il vérifie l'aptitude physique de l'agent au regard de l'ensemble des fonctions du grade et des différents emplois qui y correspondent. Et atteste que l'agent est admissible à exercer un emploi public.

### 9– ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE

Face aux difficultés que vous pouvez rencontrer dans vos activités professionnelles et sous réserve de remplir les critères exigés, la collectivité vous propose, des programmes de soutien psychologique individuel personnalisé ou collectif et de retour à l'emploi avec un psychologue du travail, garant du secret professionnel, par le biais de l'assurance groupe de la collectivité, pour vous accompagner et d'aborder plus sereinement les problématiques rencontrées.

L'objectif est de vous proposer une écoute, une aide à la recherche de solutions, un conseil ou encore une orientation vers un professionnel spécifique et ainsi limiter l'impact de l'exposition à des facteurs de risque psychosociaux.

La Direction des Ressources Humaines et/ou l'assistant(e) de prévention sont vos référents pour vous accompagner dans la mise en place de ce dispositif, si les critères d'accès sont réunis.

## **Annexe 2 – Programmes et Procédure**

## **II – LES REGISTRES EN MATIERE D'HYGIENE ET DE SECURITE**

### 1 - LE REGISTRE DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

Tout agent ayant un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, ou s'il constate une défectuosité des systèmes de protection, a le droit de se retirer de son poste de travail après s'être assuré que ce retrait ne crée pas pour autrui une nouvelle situation de danger.

Il a le devoir de signaler immédiatement cette situation à son supérieur hiérarchique. Le signalement est inscrit de façon formalisée dans le registre spécial destiné au signalement d'un danger grave et imminent.

En parallèle de l'inscription dans le registre, l'Autorité territoriale doit être alertée immédiatement en vue de faire cesser la situation dangereuse.

L'autorité territoriale ne peut demander à l'agent de reprendre son activité dans une situation de travail présentant un danger grave ou imminent.

L'exercice du droit de retrait est conditionné par la présence simultanée de quatre conditions :

- La présence d'un danger grave ;

- Le caractère imminent de l'événement ;
- Un motif raisonnable ;
- Le risque de reproduction d'une situation de danger pour autrui.

Aucune sanction ne peut être prise, aucune retenue de rémunération ne peut être effectuée à l'encontre de l'agent si le motif du retrait est valable.

L'agent peut toutefois être sanctionné si les conditions de droit de retrait ne sont pas réunies ou si son comportement peut s'analyser en une insubordination ou un acte d'indiscipline.

Une délégation composée des membres représentatifs d'élus et personnel du CST procèdera à une enquête. L'autorité territoriale devra prendre les mesures correctives nécessaires pour faire cesser le danger. Les conclusions et les suites données à cette enquête sont communiquées aux membres du CST (Comité Social Territorial) et consignées dans le registre.



**Ne peuvent se prévaloir de ce droit les agents relevant des cadres d'emplois des sapeurs-pompiers, de police municipale et de garde champêtres lorsqu'ils exercent leurs fonctions dans le cadre des missions de secours et de sécurité.**

**Annexe 3 - La procédure de danger grave et imminent en vigueur est annexée au présent règlement.  
Le registre de danger grave et imminent est mis à la disposition des agents auprès de l'hôtesse d'accueil de la CAMVS.**

## 2 – LE REGISTRE SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Chaque agent a la possibilité d'inscrire dans le registre de santé et de sécurité au travail toute défaillance ou anomalie constatée (dysfonctionnement, usure, panne...) relative à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail (techniques, organisationnelles et humaines : incendie, secours, équipements, véhicules, matériels, installations...), et les suggestions relatives à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail.

Les remarques formulées dans le registre sont portées à la connaissance des membres du CST à chaque réunion de comité.

L'autorité territoriale est chargée d'apporter une réponse à toute inscription et, le cas échéant, de mettre en œuvre les mesures nécessaires.

**Le registre de santé et sécurité au travail est mis à la disposition des agents auprès de l'hôtesse d'accueil de la CAMVS.**

## 3 – LE REGISTRE SECURITE

La réglementation oblige l'employeur de procéder ou faire procéder à des vérifications périodiques de ses installations ou équipements afin de pouvoir déceler en temps utile toute anomalie ou détérioration susceptible de créer des dangers.

Les résultats des vérifications et des contrôles sont consignés ou annexés au registre de sécurité par la personne chargée d'effectuer les contrôles (agent ou organisme agréé).

Pour certaines installations et équipements, la réglementation impose que les vérifications et contrôles soient réalisés par des personnes ou des organismes agréés : amiante, appareils de levage, appareils à



pression, benzène, installations électriques, oxyde de carbone, plomb métallique et composés, rayonnements ionisants, téléphériques de services susceptibles de transporter des personnes.

**Le registre de sécurité est conservé auprès de l'hôtesse d'accueil de la CAMVS.**

#### 4 – LE DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS (DUERP)

Un recensement des risques professionnels présents dans la collectivité en lien avec les activités exercées a été établi pour chaque unité de travail. L'identification et l'évaluation de ces risques ont été transcrites dans un document unique qui est en libre consultation des agents.

Ce document constitue le référentiel de l'évaluation des risques.

Il est actualisé au minimum une fois par an pour une garantie de suivi, lors de toute décision d'aménagement modifiant les conditions de travail, ou lorsqu'une information supplémentaire relative à l'évaluation des risques dans une unité de travail est recueillie.

Suite à la loi n°2021-1018 du 2 août 2021 dite « loi de santé au travail », le décret n°2022-395 du 18 mars 2022 apporte les modifications suivantes :

- **La traçabilité du DUERP via un portail numérique**
- **la mise à disposition du DUERP aux anciens travailleurs dans certaines conditions,**
- **la conservation du DUERP pendant 40 ans.**

➤ la création d'un passeport de prévention qui devra compiler les formations relatives à la santé et à la sécurité au travail. Actuellement en attente du décret d'application.

Lien vers [le DUERP](#)

#### 5 – L'ANNEXE DES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX DU DUERP

Dans le prolongement de l'accord-cadre du 20 novembre 2009 sur la santé et la sécurité au travail dans la Fonction Publique, un nouveau protocole signé le 22 octobre 2013 entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, définit l'obligation des collectivités de réaliser un diagnostic des risques psychosociaux (RPS), au même titre que tous les risques professionnels.

L'annexe des RPS du DUERP doit faire l'objet d'une mise à jour régulière, au moins une fois par an.

La transcription de ces risques psycho-sociaux annexe au Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) est consultable sur le pot commun.

Lien vers [ANNEXE RPS](#)

### **III – LES REGLES GENERALES EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE AU TRAVAIL**

#### 1 - LE RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE

En application des dispositions réglementaires, l'autorité territoriale doit mettre en œuvre toutes les mesures de prévention appropriées, pour assurer des conditions d'hygiène et de sécurité de nature à préserver la santé et l'intégrité physique des agents, durant leur travail.



Chaque agent doit respecter et faire respecter, en fonction de ses responsabilités hiérarchiques, les consignes générales et particulières de sécurité en vigueur sur les lieux de travail, pour l'application des prescriptions prévues par la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité.

Si un agent refuse de respecter une consigne de sécurité du règlement intérieur de sécurité, il pourra être sanctionné disciplinairement en fonction de son refus.

## 2 – FORMATIONS ET HABILITATIONS

### *1 - Formations et informations à l'hygiène et la sécurité*

Une formation pratique et appropriée en matière d'hygiène et sécurité est organisée à l'entrée en fonction des agents et consécutivement à un changement de fonctions, de matériels, de techniques, d'une transformation des locaux ou encore à la suite d'accidents de service répétitifs à un même poste ou à caractère professionnel grave ou de maladie professionnelle.

Chaque agent est tenu informé des risques liés à son poste, notamment à travers les résultats de l'évaluation des risques professionnels (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels).

### *2- Autorisations et habilitations*

Certaines activités nécessitent des autorisations de conduite ou des habilitations délivrées par l'autorité territoriale au vu de l'aptitude professionnelle, médicale et d'une formation spécifique.

Les agents conduisant des véhicules, tracteurs, engins... doivent être titulaires du permis de conduire exigé par le Code de La route. A cet effet, l'autorité territoriale pourra exiger de ses agents une attestation sur l'honneur selon laquelle leur permis de conduire est toujours en cours de validité.

## 3 – LES CONSIGNES DE SECURITE INCENDIE - EVACUATION - ACCIDENT

### *1 -Consigne incendie/évacuation*

Les issues de secours et les extincteurs doivent rester libre d'accès en permanence. Il est interdit de les encombrer par du matériel ou des marchandises.

Il est interdit de manipuler les matériels de secours en dehors des exercices ou de leur utilisation normale et d'en rendre l'accès difficile. Il est interdit de neutraliser tout dispositif de sécurité.

Un plan d'évacuation est affiché à chaque étage du bâtiment.

Des exercices d'évacuation sont organisés tous les 6 mois conformément à la réglementation.

Des formations en matière de sécurité sont organisées régulièrement sur les bases du secourisme, la manipulation des extincteurs et l'évacuation des locaux.

### *2 - Consigne en cas d'accident/malaise*

Chaque agent doit avoir pris connaissance des consignes à adopter en cas d'urgence lors d'un accident ou malaise survenu dans les locaux de travail. Cette procédure permet de définir le rôle de chacun en cas d'accident ou d'incident.

Ces consignes sont affichées dans le local de 1<sup>er</sup> soin, à proximité de l'armoire à pharmacie, et contiennent :

- La liste des secouristes internes qui devront être appelés dès la survenance d'un accident ou d'un incident, avec n° de téléphone
- La procédure du secouriste (gestion interne/appel aux secours extérieurs ...)
- Le(s) numéro(s) d'urgence à appeler sur consigne du secouriste (15/18/centre antipoison ...)
- Les personnes internes à avertir par la suite.

Elles sont mises à jour à chaque mouvement de personnel, impactant l'organisation interne des secours.

## Annexes 4 et 5 - Les consignes de sécurité (incendie, évacuation, urgence)

### 3 -Local de 1<sup>er</sup> soin et défibrillateurs – Site CAMVS



**L'armoire à pharmacie** est située au RDC du nouveau bâtiment dans le bureau à droite (infirmerie) avant la porte d'accès aux étages et identifiable par le pictogramme



Elle contient uniquement des produits pour soigner des blessures superficielles (pansements, antiseptique cutané, compresses...).

**Pour rappel, elle ne contient pas de médicaments.**

Le local est équipé d'une chaise longue inclinable permettant de s'allonger au calme en attendant les secours.



La collectivité s'est dotée de 2 défibrillateurs : 1 en place à l'accueil du site et 1 dans l'espace de la machine à café.

**LES AGENTS HEBERGÉS DANS DES SITES EXTÉRIEURS AU SIÈGE SONT TENUS DE RESPECTER LES CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE-ÉVACUATION ET CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT/MALADIE APPLICABLES AU SEIN DE LEUR STRUCTURE D'ACCUEIL.**

### 4 – SUIVI MÉDICAL DES AGENTS

Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
Décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à sécurité au travail et à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,  
Le décret n° 2015-1438 du 5 novembre 2015 relatif aux modalités du suivi médical post-professionnel des agents de la fonction publique territoriale,  
Décret n° 2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux Conseils Médicaux de la fonction publique territoriale,  
Décret n° 2022-551 du 13 avril 2022 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique territoriale.

### **LES VISITES MÉDICALES :**

La surveillance médicale des agents est assurée lors de visites médicales, réalisées par un médecin du travail ou un infirmier de santé au travail.

La périodicité et la qualification du professionnel de santé varient en fonction de la nature de la visite médicale.

Enfin, certaines visites médicales présentent un **caractère obligatoire** tandis que d'autres sont **facultatives**.

#### Visites médicales obligatoires :

##### **1. Médecin du travail :**

- Visite médicale d'embauche / affectation au poste
- Visite médicale périodique au titre de la surveillance médicale particulière ou renforcée (SMR), en alternance avec l'infirmier



- Visite médicale de reprise à l'issue d'un congé de longue maladie (CLM) ou de longue durée (CLD)
- Visite médicale dans le cadre d'une demande de reconnaissance de maladie professionnelle / CITIS (Congé pour invalidité Temporaire Imputable au Service -Victime d'un accident de service ou de trajet)
- Visite médicale à la demande de l'agent

## **2. Infirmier de santé au travail :**

- Visite d'information et de prévention (VIP)
- Visite médicale périodique au titre de la surveillance médicale particulière ou renforcée (SMR), en alternance avec le médecin

## **3. Médecin du travail ou infirmier de santé au travail :**

- Visite médicale à la demande de l'agent

## **4. Les visites de contrôle d'un arrêt maladie**

## **5. Des expertises dans le cadre de l'octroi ou de la prolongation de certains types de congés**

### Visites médicales facultatives (médecin du travail) :

- Visite médicale de pré-reprise
- Visite médicale de reprise, hors CLM ou CLD
- Visite médicale à la demande de la collectivité (interrogation sur l'aptitude de l'agent, comportement inadapté...)

**Les visites d'embauche auprès du médecin agréé dans le cadre de la procédure de recrutement n'est désormais plus obligatoire, hormis si le statut particulier du cadre d'emplois le prévoit expressément.**

*À l'exception des sapeurs-pompiers professionnels, aucun statut particulier dans la fonction publique territoriale ne prévoit de conditions de santé particulières.*

### **LES VISITES MEDICALES REALISEES PAR LE MEDECIN :**

**Les agents sont tenus de se présenter aux visites médicales obligatoires** prévues par la réglementation (périodiques, d'embauche, ou à la demande de l'employeur pour rapport aux Conseils médicaux). Elles se déroulent pendant le temps de travail. **Tout empêchement doit être signalé dès que possible à la direction des Ressources Humaines et à l'assistant(e) de prévention.**

Après un congé de maladie, l'autorité territoriale peut, en raison de la nature de l'arrêt de travail, demander une visite de reprise du travail auprès du service de la médecine au travail, pour vérifier la compatibilité au poste de travail.

**Il est rappelé qu'en cas de non-présentation et/ou absences répétées aux convocations de la médecine du travail, l'autorité territoriale se réserve le droit d'appliquer une sanction disciplinaire.**

#### **✓ LA VISITE D'INFORMATION ET DE PREVENTION– VIP :**

Elle doit avoir lieu au minimum tous les deux ans. Dans cet intervalle l'agent qui le demande peut bénéficier d'un examen médical supplémentaire. Ce suivi individuel simple concerne les agents que l'on considère comme n'étant pas exposés à des risques professionnels particuliers.



✓ LA VISITE MEDICALE PERIODIQUE RENFORCEE OU SUIVI INDIVIDUEL RENFORCE - SIR :

Le suivi individuel renforcé concerne les salariés exposés à des risques particuliers (amiante, plomb, manutention, machines dangereuses, produits chimiques, froid...). Il concerne également les agents affectés à un poste soumis à un examen d'aptitude spécifique (conduite de certains équipements de travail, habilitations électriques, etc.). Une visite médicale est renouvelée tous les ans.

✓ LA VISITE MEDICALE PERIODIQUE PARTICULIERE OU SUIVI INDIVIDUEL ADAPTE – SIA :

Certaines catégories d'agent sont, de plus, soumises à une surveillance particulière :

Travailleurs handicapés, Femmes enceintes, Agents réintégrés après un congé longue maladie ou longue durée, Agents souffrant de pathologies particulières, Agents occupant un poste dans un service comportant des risques spéciaux.

Les modalités de visite sont dans ce cas définies par le médecin.

Lors de votre première visite médicale il est recommandé de vous munir de tous documents en lien avec votre état de santé (carnet de santé, derniers résultats d'examen, lunette de vue, radios, IRM, habilitations (ex : électrique, caces).

**Au cours de la visite**, Le médecin de prévention vérifie la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec les conditions de travail liées au poste occupé. **A la fin de la visite**, le médecin de prévention peut recommander des examens complémentaires, des expertises et des vaccins spéciaux, qui seront à la charge de la collectivité. Les vaccins sans lien avec l'activité professionnelle seront à la charge de l'agent. Il établira une fiche de visite sur laquelle il déclarera votre aptitude ou proposera des aménagements de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions, justifiés par votre état de santé.

✓ LE SUIVI MEDICAL POST PROFESSIONNEL :

Ce suivi concerne les agents retraités de la Fonction Publique Territoriale qui sont susceptibles d'avoir été exposés à une substance cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction au cours de leur activité professionnelle.

✓ LE CONSEIL MEDICAL :

Le décret n° 2022-350 du 11 mars 2022, modifie les dispositions relatives à l'organisation des instances médicales en fusionnant la Commission de réforme et le Comité médical par la création d'une instance unique le Conseil Médical. Il précise les conditions d'organisation et de fonctionnement de cette nouvelle instance, et les cas dans lesquels il est saisi.

**Désormais, le Conseil médical se réunit selon deux modalités :**

- **une formation restreinte** (composition exclusivement de médecin) essentiellement compétente pour les maladies non professionnelles ;
- **une formation plénière** (composition de la formation restreinte + des représentants de la collectivité et du personnel) intervenant en matière d'accident de service, maladies professionnelles et invalidité, notamment.

## 5 - ACCIDENTS DE SERVICE/ TRAJET ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Tout accident, même considéré bénin, doit immédiatement être porté à la connaissance du supérieur hiérarchique de l'intéressé et déclaré au service des Ressources Humaines dans les 48 heures, qui se chargera d'établir et transmettre les documents administratifs à l'agent et organismes de santé en fonction de son statut.

Les accidents de service/trajet sont portés à la connaissance des membres du personnel au Comité Social Territorial (CST).

Pour tout accident grave ou qui aurait pu entraîner de graves conséquences ainsi que tout accident présentant un caractère répété, peut faire l'objet d'une enquête du CST.

**Lien vers le guide des accidents de travail**

**6 – LES CONSIGNES EN CAS DE CRISE SANITAIRE OU SITUATIONS EXCEPTIONNELLES**

En cas de crise sanitaire, l'autorité territoriale prend les mesures spécifiques complémentaires nécessaires pour protéger ses agents, conformément aux directives gouvernementales, de manière temporaire.

Les agents devront respecter les protocoles et procédures diffusés par la collectivité.

**7 - PROTECTION CONTRE LE HARCELEMENT SEXUEL ET/OU MORAL**

***Règlementations :***

*Loi 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel*

*Circulaire du 4 mars 2014 relative à la lutte contre le harcèlement dans la fonction publique*

*Lutte contre le harcèlement moral : Art. 222-33-2 du code pénal / L.1152-4 du code du travail*

*Lutte contre le harcèlement sexuel : Art. 222-33 du code pénal / L.1153-5 du code du travail*

• **Harcèlement sexuel :**

Aucun agent ne doit subir les faits :

- a) Soit de harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ;
- b) Soit assimilés au harcèlement sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la formation, l'évaluation professionnelle, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un agent :

- 1° Parce qu'il a subi ou refusé de subir les faits de harcèlement sexuel mentionnés au-dessus y compris, dans le cas mentionné au b, si les propos ou comportements n'ont pas été répétés ;
- 2° Parce qu'il a formulé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire cesser ces faits ;
- 3° Ou bien parce qu'il a témoigné de tels faits ou qu'il les a relatés.

• **Harcèlement moral :**

Aucun agent ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel.

Aucun agent ne peut être sanctionné ni visé par des mesures ayant pour objet de compromettre sa carrière pour avoir :

- 1° Subi ou refusé de subir des agissements de harcèlement,
- 2° Exercé un recours ou engagé une action de justice dans ce domaine,
- 3° témoigné ou relaté de tels agissements.

Le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 instaure ce dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes

en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Ce décret prévoit notamment la mise en place :

- d'une procédure de recueil des signalements par les victimes ou les témoins de tels agissements,
- de procédures d'orientation des agents victimes ou témoins vers les services en charge de leur accompagnement et de leur soutien et vers les autorités compétentes en matière de protection fonctionnelle et de traitement des faits signalés.

L'autorité territoriale doit veiller à l'application de ces dispositions.

La gestion de ce dispositif sera confiée, par convention, au Centre de Gestion 77 qui est en cours d'élaboration.

Les modalités et procédures relatives à ce dispositif seront communiquées aux agents dès qu'elles seront fixées par le CDG77.

Tout agent ayant procédé aux agissements définis ci-dessus est passible d'une procédure pénale et/ou d'une sanction disciplinaire.

Le harcèlement sexuel ou moral est susceptible d'ouvrir droit à la protection fonctionnelle.

La protection fonctionnelle désigne les mesures de protection et d'assistance due par l'autorité territoriale à tout agent victime d'une infraction dans l'exercice de ses fonctions ou en raison de ses fonctions.

## IV – LES REGLES RELATIVES A L'UTILISATION DES LOCAUX DE TRAVAIL ET DU MATERIEL

L'Autorité territoriale doit veiller à ce que les locaux, installations, équipements de travail soient aménagés et maintenus de manière à garantir la sécurité des agents et des usagers.

### 1– UTILISATION DU MATERIEL

Les agents ne doivent pas utiliser le matériel à des fins autres que professionnelles. Chaque agent est tenu de conserver en bon état le matériel qui lui est confié en vue de l'exécution de son travail.

Il est interdit :

- D'utiliser des machines, engins, véhicules, appareils de protection, dispositifs de sécurité dans un but détourné de leur usage normal ;
- D'apporter, sans un avis préalable des services compétents, des modifications ou des réparations sur les installations, appareils, machines ou matériels, ainsi que tout équipement de protection et dispositifs de sécurité.

Il est rappelé que l'enlèvement ou la neutralisation d'un dispositif de protection des machines ou équipements constitue une faute particulièrement grave.

Certains équipements de travail nécessitent également une formation et/ou une information préalable des agents à l'utilisation du matériel.

### 2 – UTILISATION DES LOCAUX

Les locaux doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires à la santé des personnes.

A ce titre, les agents ont la responsabilité de :

- Prendre soin des mobiliers, matériels et produits mis à disposition ;

- Signaler au responsable de service toute anomalie ou détérioration constatée ;
- Ne pas utiliser les locaux ou le matériel à des fins personnelles ;
- Ne pas être présent dans les locaux en dehors de son temps de travail sans autorisation préalable.

### 3 – MISE A DISPOSITION DE VESTIAIRES, SANITAIRES

L'Autorité territoriale met à disposition pour les agents dont les tâches sont salissantes ou insalubres les moyens d'assurer leur propreté individuelle des vestiaires et douches.

Les vestiaires, douches et sanitaires sont maintenus en état de propreté et d'hygiène.

Les armoires vestiaires sont individuelles et nominatives et utilisées que pour y déposer vêtements et outils personnels. Il est interdit d'y déposer des substances et préparations dangereuses, des boissons alcoolisées et substances illicites. Elles doivent fermer à clé.

L'autorité territoriale peut demander l'ouverture de l'armoire vestiaire qu'en présence d'un risque lié à l'hygiène et à la sécurité, selon les conditions suivantes :

- En présence de l'agent, l'ouverture doit se faire dans des conditions de dignité,
- En l'absence de l'agent, celui-ci doit-être préalablement averti.

L'agent peut demander la présence d'un tiers-témoin.

Les agents doivent conserver les douches et vestiaires dans un bon état de rangement, de propreté et d'hygiène.

### 4 – CONDUITE D'ENGINS ET DE VEHICULES

Les véhicules et engins de service ne peuvent être conduits que par les agents autorisés et titulaires des permis et autorisations valides et requis.

Tout agent qui, dans le cadre de son travail, est amené à conduire un véhicule ou un engin spécialisé sur la voie publique, doit être titulaire d'un permis de conduire valide correspondant à la catégorie du véhicule ou de l'engin qu'il conduit. Il devra également détenir une autorisation de conduite signée de l'autorité territoriale dans le cas de conduite d'engins de chantier et / ou de levage.

Il est interdit de transporter dans un véhicule de la collectivité, même à titre gracieux, toutes personnes ou marchandises, en dehors de ceux ou celles prévues dans le cadre de la mission.

Les agents sont tenus de respecter les règles du Code de la Route. Toute infraction est de leur propre responsabilité.

En cas de suspension ou de retrait de permis, l'agent devra en informer obligatoirement son supérieur.

Une sanction disciplinaire pourrait être prise, si la responsabilité du conducteur dans un accident était reconnue.

### 5 - LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLES (EPI) ET VETEMENTS DE TRAVAIL :

#### **Règlementations :**

Article L. 4121-2 du Code du travail, sur le fondement des principes généraux de prévention.

Articles R.4321-1 à R.4321-5, R.4322-1 à 3, R.4323-91 à 103 du Code du Travail fixent les mesures d'organisation, les conditions de mise en œuvre et d'utilisation des équipements de protection individuelle.

Arrêté du 19 mars 1993 et du 28 mars 1993 concernant la nature et la périodicité des vérifications des EPI.

L'équipement de protection individuelle, **selon le Code du Travail (article R.233-83-3)**, est un dispositif ou un moyen destiné à être porté ou être tenu par une personne en vue de la protéger contre un ou plusieurs risques susceptibles de menacer sa santé ainsi que sa sécurité.





VERSION 2

**La protection individuelle ne peut être envisagée que lorsque toutes les mesures d'élimination ou de réduction des risques s'avèrent insuffisantes ou impossibles à mettre en œuvre.**

Les EPI sont remis aux agents avec une fiche de dotation individuelle signée par l'agent contenant la liste des EPI fournis, les consignes et le rappel des obligations du port.

Les EPI sont répartis en 3 catégories :

| CATEGORIE 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | CATEGORIE 2                                                                                      | CATEGORIE 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| EPI protégeant contre les risques mineurs et facilement identifiables                                                                                                                                                                                                                                                                                                | EPI protégeant contre des risques spécifiques (mécaniques, thermiques, chimiques)                | EPI protégeant contre des risques majeurs (mortels ou irréversibles)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Lésions mineures                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Lésions graves                                                                                   | Lésions majeures (effets irréversibles ou mortels)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <u>Protège contre :</u><br>✓ Agression mécanique à effet superficiel ;<br>✓ Produits, solutions chimiques peu nocives ;<br>✓ Rayonnement solaire ;<br>✓ Condition atmosphérique ni exceptionnelle ni extrême ;<br>✓ Pièces chaudes ≤ 50 °C. ;<br>✓ Petits chocs (n'affectant pas des parties vitales du corps et ne peuvent pas provoquer de lésions irréversibles). | <u>Protège contre :</u><br>Risque non présent en catégorie 1 ou la catégorie 3.                  | <u>Protège contre :</u><br>✓ Protections contre les ambiances chaudes, ambiances froides (température d'air égale ou supérieure à 100 °C, température d'air inférieure ou égale à - 50 °C) ;<br>✓ Atmosphères présentant un déficit en oxygène ;<br>✓ Chute de hauteur ;<br>✓ Chocs électriques ;<br>✓ Atmosphères nocives<br>✓ Produits chimiques/biologiques nocifs ;<br>✓ Rayonnements ionisants ;<br>✓ Noyades ;<br>✓ Bruit nocif. |
| <u>Equipements :</u><br>Vêtement de travail, de pluie, gants de vaisselle, de jardinage...                                                                                                                                                                                                                                                                           | <u>Equipements :</u><br>Chaussures de sécurité, Protection auditive, oculaire, gants, casques... | <u>Equipements :</u><br>Harnais anti-chute, protection respiratoire, gilet de sauvetage...                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

De plus, il est indispensable de s'assurer de la conformité des EPI en vérifiant la présence du marquage CE.

Certains EPI doivent faire l'objet d'une vérification générale périodique qu'ils soient utilisés ou stockés :

- ✓ Appareils de protection respiratoire autonomes destinés à l'évacuation ;
- ✓ Appareils de protection respiratoire et équipements complets destinés à des interventions accidentelles en milieu hostile ;
- ✓ Stocks de cartouches filtrantes antigaz pour appareils de protection respiratoire ;
- ✓ Gilets de sauvetage ;
- ✓ Systèmes de protection individuelle contre les chutes de hauteur (ex : harnais).

Ces vérifications sont à effectuer par des personnes qualifiées, appartenant ou non à la collectivité.

Les résultats de ces contrôles et vérifications sont consignés dans le registre de sécurité, situé à l'accueil de la CAMVS.



L'autorité territoriale met à la disposition pour chaque agent, gratuitement, les équipements de travail nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, appropriés et conformes à la réglementation en vigueur.

Et informe les agents sur :

- ✓ Les risques contre lesquels les EPI les protègent ;
- ✓ Les conditions d'utilisation, les usages ;
- ✓ Les instructions et consignes à respecter.

Le renouvellement des EPI est assuré par l'autorité territoriale.

Les agents sont tenus d'utiliser correctement, suivant les instructions prescrites, les moyens de protection individuels mis à leur disposition et adaptés aux risques (parkas haute visibilité, chaussures de sécurité, gants, gilets réfléchissants, casques, harnais...) afin de prévenir leur santé et assurer leur sécurité. Ils doivent les conserver en bon état et veiller à leur entretien.

L'autorité territoriale, par le biais de son encadrement, doit vérifier l'utilisation effective des EPI par ses agents.

Tout agent qui constate une défectuosité ou un dysfonctionnement des équipements doit en avertir immédiatement son supérieur hiérarchique.

Seul le médecin du travail peut prononcer une restriction au port des équipements de protection individuelle.

Tout agent qui refuse ou s'abstient d'utiliser les EPI, conformément aux consignes, peut s'exposer à des sanctions disciplinaires et engager en cas d'accident du travail, sa responsabilité administrative voire pénale.

**Aussi, si un agent ne porte pas ses EPI, soit par refus ou pour raison médicale après restriction du médecin du travail, il ne peut être maintenu sur son poste de travail sans EPI par mesures de prévention.**

## V - CONDUITES ADDICTIVES

### 1 - TABAC ET CIGARETTE ELECTRONIQUE

Conformément au Code Général de la Fonction Publique – art. L 533-1 et suivants, il est interdit de fumer ou de vapoter (cigarette électronique) dans :

- Les locaux recevant du public,
- Les locaux communs (vestiaires, bureaux, hall, restaurant, etc.),
- Les véhicules de service de la collectivité,
- Les locaux contenant de substances et préparations dangereuses (carburants, peintures, colles, solvants, produits phytosanitaires, produits d'entretien...).

**L'espace fumeur ou vapotage est situé, en extérieur, selon le plan en annexe.**

### 2 - ALCOOL ET STUPEFIANTS

#### *1 - Introduction et consommation sur les lieux de travail*

Conformément au Code Général de la Fonction Publique – art. L 533-1 et suivants, il est formellement interdit de pénétrer ou de demeurer dans la collectivité en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants.



Il est également interdit d'introduire, de distribuer, de consommer ou d'inciter à consommer des boissons alcoolisées ou autres produits stupéfiants sur les lieux de travail.

Il est interdit à toute personne ayant autorité de laisser entrer ou séjourner sur les lieux de travail un agent en état d'ivresse.

Toutefois, la collectivité autorise, la présence de bières, vins, cidre et poiré lors de manifestations exceptionnelles (événements festifs organisés par la collectivité ou l'Amicale de la CAMVS, familial, départ à la retraite...) conformément à l'article R4228-20 du Code de Travail.

La quantité d'alcool autorisée devra être limitée et il devra obligatoirement être proposé des boissons sans alcool autre que de l'eau.

## *2 - Alcoolémie - Recours à l'alcootest*

Pour des raisons de sécurité, l'autorité territoriale pourra procéder à des contrôles d'alcoolémie par éthylotest pendant le temps de service, en cas d'état d'ébriété apparent. Les contrôles sont uniquement effectués sur les agents occupant un poste dit « dangereux ».

Le dépistage de l'alcoolémie au moyen de l'éthylotest est effectué à titre préventif dans le but de prévenir ou de faire cesser une situation dangereuse dans le cadre du service. Il devra s'effectuer dans le local de 1<sup>er</sup> soin pour garantir la confidentialité.

### Liste des postes dangereux :

- Utilisation de substances classées dangereuses,
- Utilisation de machines dangereuses,
- Travail en hauteur,
- Conduite de véhicule (VL, engins ou transport de personnes) même occasionnel,
- Travaux exposant à un risque de noyade,
- Travaux aux contacts électriques,
- Travaux sur la voie publique,
- Port d'armes,
- Agents travaillant au contact : des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées...,
- Travailleurs isolés,

Le Directeur Général des Services, les Directeurs Généraux Adjointes des Services ainsi que les policiers intercommunaux, de part leur agrément, sont autorisés à procéder au contrôle d'alcoolémie par éthylotest.

L'agent a la possibilité d'exiger la présence d'un tiers lors du contrôle et de contester les résultats du contrôle d'alcoolémie ainsi effectué au moyen d'une contre-expertise

## **Annexe 6 – Procédure de recours à l'alcootest**

## PROCEDURE DE CONTROLE

### **TROIS CAS DE FIGURE PEUVENT ALORS SE PRESENTER :**

- **1 - Si l'agent refuse de se soumettre au contrôle**, il y aura présomption d'état d'ébriété et il s'exposera à une sanction disciplinaire pour refus du dépistage et entraînera un retrait de l'agent de son poste de travail,
- **2 - En cas d'alcoolémie positive**, l'agent sera retiré de son poste de travail et l'autorité territoriale interviendra pour :
  - Prendre les dispositions nécessaires pour raccompagner l'agent à son domicile si l'agent peut être pris en charge à son arrivée,
  - Prévenir les secours si l'état de santé de l'agent est jugé critique,
  - Faire appel à la force publique si l'agent adopte un comportement agressif.
- **3 - En cas d'alcoolémie négative**, les capacités de l'agent à travailler en sécurité seront évaluées. Au vu de ces éléments, l'agent pourra soit retourner à son poste de travail, soit être retiré de son poste et mis en sécurité. Dans ce dernier cas, un avis médical sera demandé.

Un compte rendu de la situation sera établi et versé au dossier de l'agent.

### *3 - Dépistage salivaire*

*Une décision du Conseil d'Etat du 5 décembre 2016 (req. n°394178) autorise un employeur ou un de ses représentants à réaliser des tests salivaires de détection immédiate de produits stupéfiants chez des employés qui occupent un poste de travail sensible, dans la mesure où le règlement intérieur le prévoit.*

Le cadre du dépistage salivaire est identique à celui concernant l'alcootest. Les représentants de l'autorité territoriale désignés, DGS, DGAS et policiers intercommunaux, pour pratiquer le test doivent être formés à son utilisation (Liste des personnes désignées pour procéder au dépistage salivaire –...). Un test salivaire peut, en effet, permettre de déterminer si l'agent est sous l'emprise de substances illicites. Le recours au test salivaire est possible uniquement si les trois points suivants sont réunis :

- L'agent présente un état anormal (difficultés d'élocution, équilibre difficile, comportement agité ou violent...);
- L'agent occupe un poste dont l'usage de drogue présente un risque pour sa propre sécurité ou la sécurité d'autres agents ;
- Le test salivaire est utilisé dans un cadre préventif et répressif.

## VI - AFFICHAGE ET DIFFUSION

Le présent règlement est affiché dans les locaux de travail et disponible sur le serveur Y2-RH des agents.

## VII - ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT

Le présent règlement a été soumis à l'avis de l'instance unique CT-CHSCT, le 29 novembre 2022 et adopté en Conseil communautaire du 19 décembre 2022.

En cas de modification, du présent règlement, le CST sera saisi pour avis.

Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.



## VIII - ANNEXES

*Annexe 1 – [Listes des acteurs de la prévention](#)*

*Annexe 2 – [Programmes et procédure de soutien psychologique](#)*

*Annexe 3 – Procédure de danger grave et imminent*

*Annexe 4 – Conduite à tenir en cas d'accident / malaise*

*Annexe 5 – Consignes en cas d'incendie - évacuation*

*Annexe 6 – Procédure de recours à l'alcootest*

*Annexe 7 – [Agent en état d'ébriété apparent – conduite à tenir- Ethylo test : liste des personnes habilitées](#)*

*Annexe 8 – [Listes des agents formés : SST - manipulation des extincteurs – Guides et Serres files](#)*

*Annexe 9 – [Plan espace fumeur](#)*



## ANNEXE 1 – LISTES DES ACTEURS DE LA PREVENTION

### ➤ Assistant(e) de prévention des risques professionnels :

Assistante de prévention des risques professionnels des agents de la CAMVS  
**Madame Valérie MAROTTE**– Siège de la CAMVS –  
Tél. 01 78 49 96 04 – valerie.marotte@camvs.Com

### ➤ Les représentants du personnel et élus au Comité Social Territorial :

| REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU CST |                   |
|-----------------------------------|-------------------|
| TITULAIRES                        | SUPPLEANTS        |
| Halima MEGHIT                     | Céline AMBROISE   |
| Gérald MARLIER                    | Sabrina BOUSSETON |
| Laëtitia BERNARD                  | Elodie RENAUDIN   |
| François MASSON                   | Franck ZSCHIEGNER |
| Catherine OUSSET                  | Éric BIBARD       |

| REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE AU CST |                |
|-----------------------------------------|----------------|
| TITULAIRES                              | SUPPLEANTS     |
| Bernard De SAINT MICHEL - Président     | Alain TRUCHON  |
| Franck VERNIN                           | Franck THOMAS  |
| Véronique CHAGNAT                       | Willy DELPORTE |
| Henri MELLIER                           | Pascale GOMES  |
| Françoise LEFEBVRE                      | Julien AGUIN   |

### ➤ L'ACFI (Agent Chargé de la Fonction d'Inspection) :

L'ACFI représentant la collectivité : **Madame Aurélie SEDECIAS**– 10, Points de Vue – CS 40056 – 77564  
Lieuxaint Cedex - Tél : 01 64 14 17 69 ou 06 74 86 49 75.

### ➤ Le Médecin du travail :

Depuis janvier 2025, la collectivité est en convention avec **MEDISPACE**, L'organisme de santé au travail,  
Médecin du travail référent : Docteur Jérôme FILLION  
Secrétariat : 04 11 66 62 57

## ANNEXE 2 – PROGRAMMES ET PROCEDURE DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

### PROGRAMME SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE SOFAXIS

Dans le cadre de ses solutions Prévention et santé au travail, notre assureur SOFAXIS propose des programmes de soutien psychologique individuel ou collectif et de retour à l'emploi pour accompagner les agents dans l'exercice de leur mission.

Les critères ci-dessous concernent les risques assurés pour les catégories d'agents couverts par le contrat de la collectivité :

*Cliquez sur chaque lien pour accéder à la fiche détaillée des programmes*

#### **LES CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME REPERE : [LIEN VERS LE PROGRAMME REPERE](#)**

- Aide ponctuelle proposée à un agent qui rencontre des difficultés d'ordre personnel ou professionnel
- Un maximum de 20 séances sont proposées
- Un entretien d'évaluation préalable entre l'agent demandeur et l'un de nos psychologues est assuré, afin de mesurer le niveau d'adhésion.
- La garantie de **confidentialité absolue** du contenu des entretiens
- Le psychologue n'a aucun lien avec l'employeur, cela garantit donc son entière indépendance et sa liberté d'analyse

#### **LES CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME RESSOURCES : [LIEN VERS LE PROGRAMME RESSOURCES](#)**

- Accompagnement social à distance parallèlement à l'accompagnement psychologique en cabinet
- Un maximum de 15 séances de soutien psychologique en cabinet + l'accompagnement social à distance d'une durée de 6 mois maximum
- Un entretien d'évaluation préalable entre l'agent demandeur et l'un de nos psychologues est assuré, afin de mesurer le niveau d'adhésion.
- La garantie de **confidentialité absolue** du contenu des entretiens
- Le psychologue et les travailleurs sociaux n'ont aucun lien avec l'employeur, cela garantit donc son entière indépendance et sa liberté d'analyse

#### **LES CRITERES D'ACCESSIBILITE AUX PROGRAMMES REPERE ET RESSOURCES SONT LES SUIVANTS :**

En Accident de Travail : l'agent doit avoir cumulé un minimum de 45 jours d'arrêt sur une année glissante,

En Maladie Ordinaire : l'agent doit avoir cumulé un minimum de 45 jours d'arrêt ou présenté au moins 3 arrêts sur une année glissante,

En Longue Maladie et Longue Durée, au moins quatre mois d'arrêt sur l'année glissante.

## **Annexe 2 – Programmes et procédure de soutien psychologique**

### **LES CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME REACTION : [LIEN VERS LE PROGRAMME REACTION](#)**

- Il s'agit de prévenir l'apparition de troubles psychopathologiques consécutifs à l'agression ou l'événement à caractère traumatisant
- Un maximum de 5 séances sont proposées
- Un entretien d'évaluation préalable entre l'agent demandeur et l'un de nos psychologues est assuré, afin de mesurer le niveau d'adhésion.
- La garantie de **confidentialité absolue** du contenu des entretiens
- Le psychologue n'a aucun lien avec l'employeur, cela garantit donc son entière indépendance et sa liberté d'analyse

### **LES CRITERES D'ACCESSIBILITE AU PROGRAMME REACTION SONT LES SUIVANTS :**

- Tout agent confronté à une situation d'agression verbale ou physique ou événement à caractère traumatisant
- Une déclaration d'AT doit être faite
- Le risque AT doit être assuré par le contrat
- Sofaxis doit recevoir la demande de soutien psychologique au maximum 8 jours après l'événement

### **LES CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME ATLAS : [LIEN VERS LE PROGRAMME ATLAS](#)**

- programme de 20 séances maximum de soutien psychologique ou de 7 séances de coaching à distance.
- Programme à destination des DGS et DGA, sans critères d'arrêt.**

### **LES CELLULES DE SOUTIEN COLLECTIF : [LIEN VERS LE PROGRAMME GROUPE DE PAROLE](#)**

Chaque situation est soumise à l'analyse d'un psychologue de Sofaxis, afin que soit préconisée l'intervention la plus adaptée.

La démarche dans ce type de situation est la suivante :

- La collectivité prend contact avec l'équipe du soutien psychologique au 02.48.48.14.60 ou par mail à [soutienspy.sofaxis@relyens.eu](mailto:soutienspy.sofaxis@relyens.eu) pour formuler la demande de mise en place d'une cellule de soutien collectif et évoquer la situation vécue par les agents concernés.
- L'équipe du soutien psychologique prévoit un entretien téléphonique entre l'interlocuteur de la collectivité en charge de la situation et le psychologue coordonnateur de SOFAXIS, qui, au vu des éléments recueillis validera l'opportunité d'un groupe de parole et/ou préconisera l'intervention la plus adaptée.

Suite à cette analyse, l'équipe du soutien psychologique reviendra vers l'interlocuteur de la collectivité pour la mise en œuvre de l'intervention préconisée qui se déroulera au sein de la collectivité et sera réalisée par un psychologue du réseau de SOFAXIS.

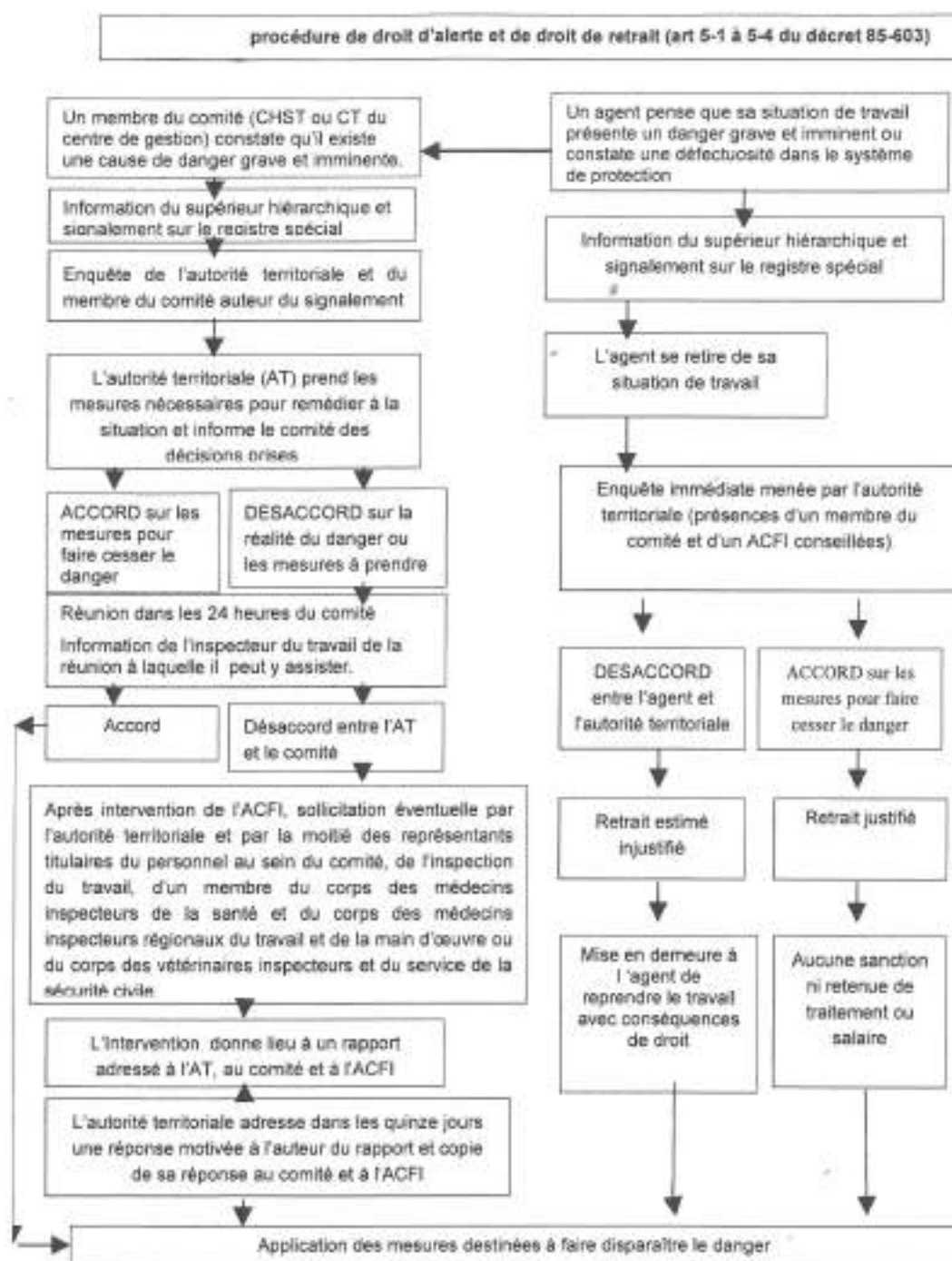
## Annexe 2 – Programmes et procédure de soutien psychologique

### ETAPE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES :



[\*\*LIEN VERS LE FORMULAIRE D'INSCRIPTION\*\*](#)

# ANNEXE 3 – PROCEDURE DE DANGER GRAVE ET IMMINENT





## ANNEXE 4 – CONDUITE A TENIR EN CAS D'URGENCE

### CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT OU DE MALAISE

#### Protéger

Avant toute intervention et afin d'éviter tout « sur accident » il faut écarter toute source de danger. Pour cela il convient de se protéger, protéger la victime ainsi que les personnes aux alentours.

#### Alerter

| Secours interne                                                                                   | Secours externes                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
|  Secouristes SST | Pompier <b>18</b>                                                      |
| <i>Liste en annexe 8</i>                                                                          | Samu <b>15</b>                                                         |
|                                                                                                   | Police <b>17</b>                                                       |
|                                                                                                   | Urgence européenne (regroupe les 3 services ci-dessus) <b>112</b>      |
|                                                                                                   | Urgence pour les personnes déficientes auditives (SMS, fax) <b>114</b> |
|                                                                                                   | Centre anti-poison <b>01.40.05.48.48</b>                               |

#### Le message d'alerte doit renseigner sur :

- le nom et n° de téléphone de l'appelant
- l'adresse exacte
- la nature du problème et les risques éventuels (incendie, émanation de produits chimiques...)
- le nombre et l'état des personnes concernées (victimes conscientes, inconscientes, saignement...)
- les premières mesures prises (balisage de la zone, coupure du courant...)
- les gestes effectués



#### Ne pas raccrocher en premier

#### Envoyer une personne pour attendre puis guider les secours

#### Secourir

Les gestes de premier secours doivent être pratiqués par un secouriste.

##### ➤ Dans tous les cas quelques principes simples sont à connaître de tous :

- Ne jamais déplacer la victime, et notamment en cas de traumatisme (coup, chute, faux mouvement...) sauf si c'est pour la soustraire à un danger grave et imminent auquel elle ne peut se soustraire elle même ou si les secours donnent des consignes particulières.
- La trousse de secours permet de réaliser les premiers soins.
- En cas de blessure, protéger la plaie avec un tissu propre.
- En cas de brûlure, arroser en amont de la zone brûlée pour refroidir, le plus rapidement et le plus longtemps possible.
- Réconforter et couvrir la victime en attendant les secours.



VERSION 2

➤ **Dans tous les cas, avertir un responsable :**

Même en cas d'accident bénin (pas d'urgence vitale) un responsable doit être prévenu, c'est lui qui décidera de la conduite à tenir. En cas de doute, il est recommandé de prendre un avis médical auprès du SAMU (15). Le signalement de tout type d'accident est d'autant plus important qu'il renseigne le responsable sur des risques ou des dysfonctionnements qui doivent être traités afin d'éviter qu'un accident plus grave ne se produise.

## CONSIGNES EN CAS D'INCENDIE/EVACUATION

### VOUS APERCEVEZ UN DEBUT D'INCENDIE

**GARDEZ** votre calme et **MUNISSEZ-VOUS** de votre téléphone portable

**DECLENCHEZ** l'alarme la plus proche

**ATTAQUEZ** le feu avec l'extincteur approprié le plus proche

**ALERTEZ OU FAITES ALERTER** immédiatement les pompiers (18 ou 112) et

Les informer sur :

- Le lieu/la nature/votre identité et vos coordonnées
- Les actions menées/les éventuels blessés

Si le feu ne peut être maîtrisé, **EVACUEZ SANS PRECIPITATION**, ni panique

**SUIVEZ LES INDICATIONS** données par le « **GUIDE FILE** » ET LE « **SERRE FILE** » et aux consignes d'évacuation – **LISTE DES GUIDES ET SERRES FILES EN ANNEX 8**

### VOUS ENTENDEZ L'ALARME D'EVACUATION

**CESSEZ** immédiatement votre travail

**ETEIGNEZ** votre ordinateur et lumière

**FERMEZ** votre porte et fenêtre de bureau

**SUIVEZ** les indications du **GUIDE-FILE ET SERRE-FILE**

**DIRIGEZ-VOUS** vers l'issue de secours désignée par le Guide File

**REJOIGNEZ** le **POINT DE RASSEMBLEMENT**

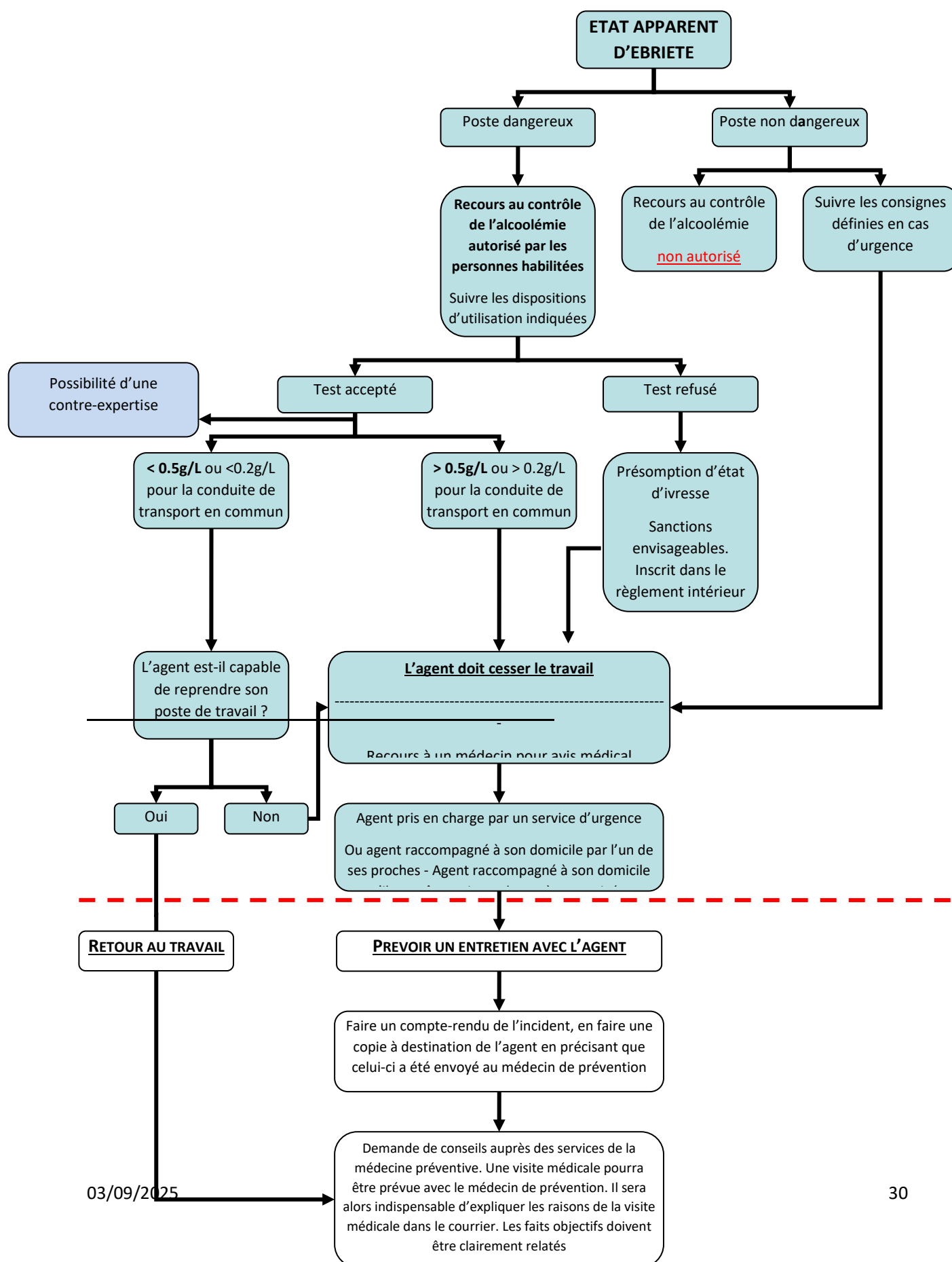
**REGROUPEZ VOUS** par service

**ATTENDEZ** les instructions du responsable d'évacuation

### RECOMMANDATIONS COMPLEMENTAIRES :

- **Ne pas s'affoler**
- **En cas de fumée, baissez-vous, l'air frais est en bas**
- **Ne revenez jamais en arrière**
- **Ne pas retourner sur les lieux du sinistre avant l'avis des pompiers**

## ANNEXE 6 – PROCEDURE DE RECOURS A L'ALCOOTEST



# ANNEXE 7 - AGENT EN ETAT D'EBRIETE APPARENT — CONDUITE A TENIR

|                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                        |                 |                    |                         |                |           |             |            |                    |  |
|------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------|--------------------|-------------------------|----------------|-----------|-------------|------------|--------------------|--|
| <b>Les collègues</b>   | <p>➤ <b>IDENTIFIER</b> les signes de troubles du comportement de la personne :</p> <table border="1"> <tr> <td>Difficulté d'élocution</td><td>Gestes imprécis</td></tr> <tr> <td>Propos incohérents</td><td>Troubles de l'équilibre</td></tr> <tr> <td>Désorientation</td><td>Agitation</td></tr> <tr> <td>Agressivité</td><td>Somnolence</td></tr> <tr> <td>Haleine alcoolisée</td><td></td></tr> </table> <p>➤ <b>AVERTIR</b> le responsable hiérarchique de l'agent et/ou le service des Ressources Humaines pour prise en charge</p> | Difficulté d'élocution | Gestes imprécis | Propos incohérents | Troubles de l'équilibre | Désorientation | Agitation | Agressivité | Somnolence | Haleine alcoolisée |  |
| Difficulté d'élocution | Gestes imprécis                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                        |                 |                    |                         |                |           |             |            |                    |  |
| Propos incohérents     | Troubles de l'équilibre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                        |                 |                    |                         |                |           |             |            |                    |  |
| Désorientation         | Agitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                        |                 |                    |                         |                |           |             |            |                    |  |
| Agressivité            | Somnolence                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                        |                 |                    |                         |                |           |             |            |                    |  |
| Haleine alcoolisée     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                        |                 |                    |                         |                |           |             |            |                    |  |

|                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Responsable de service /<br/>Responsable<br/>hiérarchique/<br/>Autorité territoriale</b> | <p>➤ <b>ACCOMPAGNER</b> la personne au local de 1<sup>er</sup> soin </p> <p>➤ <b>UTILISER</b> éventuellement l'alcootest dans les conditions prévus par le règlement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demander un avis médical : SAMU (15)</li> </ul> <p>➤ <b>PROCEDER</b> aux mesures qui ont été prescrites</p> <p>➤ <b>REDIGER</b> un constat</p> <p>➤ <b>INFORMER</b> le médecin de prévention</p> <p>➤ <b>DES LA REPRISE D'ACTIVITE :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prévoir</b> un entretien de l'agent avec le responsable hiérarchique pour rappeler les faits</li> <li>- <b>Organiser</b> une consultation avec le médecin de prévention</li> </ul> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## !! AGENT VIOLENT : Appeler la Police

| <b>Liste des personnes habilitées à utiliser l'éthylotest :</b> |                                               |                                  |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------|
| Directeur Général des Services                                  | Franck THOMAS                                 | 01 64 79 25 45 /06 59 30 06 35   |
| Directeurs Généraux Adjoints des Services                       | Pascale PEZAIRE<br>David LE LOIR              | 06 20 17 11 34<br>06 16 90 44 91 |
| Policiers Intercommunaux                                        | Éric Messaoud – Chef de police<br>Johan CLAIN | 06 08 43 78 23                   |



# ANNEXE 8 – LISTES DES AGENTS FORMES : SST - MANIPULATION DES EXTINCTEURS – GUIDES ET SERRES FILES



## LISTE DES AGENTS FORMES SST – SIEGE CAMVS– ATELIERS - UNIVERSITES

| SITE CAMVS                           |                        |                           |
|--------------------------------------|------------------------|---------------------------|
| Kévin STEFANI - Gardien              |                        |                           |
| 1 <sup>er</sup> étage                | 2 <sup>ème</sup> étage | 3 <sup>ème</sup> étage    |
| Direction Patrimoine-Environnement : | DAT :                  | Communication :           |
| Valérie BOICHOT                      | Arlette MERLINI        | Marion ROUARD             |
| Dieu Merci Eluo                      | Laëtitia CARLIER       | Kévin MANSIRE             |
|                                      | Timothée PALUSSIÈRE    |                           |
| Direction Ressources :               | DPVI :                 | Cabinet :                 |
| Finances :                           | Laëtitia BERNARD       | Marie-Laure SILVESTRE     |
| Aurélien DESJARDIN                   | Maria CRUZ             |                           |
| Catherine LAMORY                     | Patricia LEITAO        |                           |
| Ressources Humaines :                | Marion JARRET          |                           |
| Magali LE CHAPELAIN                  |                        |                           |
| Valérie MAROTTE                      |                        |                           |
| Direction DMSI :                     | DAT                    | Administration Générale : |
| Isabelle BOTTARO                     | Céline AMBROISE        | Astrid BERNARD            |
| Ariane WIBER                         |                        |                           |

| SITES EXTERIEURS              |                         |                  |
|-------------------------------|-------------------------|------------------|
| ATELIER du Millénaire - VLP : | UPEC- Melun             | UIA - Melun      |
| Martine OGER                  | Farid AGAD              | Véronique DUCEPT |
| Antone SCAVELLI               | Hassaienne BEN ABDESLAM |                  |
| Steve VERSLIPE                |                         |                  |

| PRE – Le Mée sur Seine |
|------------------------|
| Karima GUERMATE        |
|                        |


**LISTE DES AGENTS FORMES A LA MANIPULATION EXTINCTEURS**

| <b>SUR SITE CAMVS :</b>                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>STEFANI Kévin - Gardien</b>                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                      |
| <b>1<sup>er</sup> étage</b>                                                                                                                   | <b>2<sup>ème</sup> étage</b>                                                                                                                                                                                       | <b>3<sup>ème</sup> étage</b>                                                         |
| <b>Direction DMSI :</b>                                                                                                                       | <b>DAT :</b>                                                                                                                                                                                                       | <b>Administration Générale :</b>                                                     |
| BROCARD Matthieu<br>SEGUIN Pauline<br>WIBER Ariane<br>LELU Maxime<br>MOUSSAOUI Kadija<br>CAUDERLIER Denis<br>GUILLOUX Yann<br>PERRIN Rodolphe | BOUSSETON Sabrina<br>LACROIX Christèle<br>MASSON François<br>MERLINI Arlette<br>ZSCHIEGNER Franck<br>CARLIER Laëtitia<br>BOISSY Emmanuelle<br>PICAULT Romane<br>ROBOT Sophie<br>BILLARD Coraline<br>PARIS Typhaine | AGNIER Véronique<br>BERNARD Astrid<br>DURAND Nadine                                  |
|                                                                                                                                               | <b>Patrimoine :</b>                                                                                                                                                                                                |                                                                                      |
|                                                                                                                                               | AMBROISE Céline<br>MARLIER Gérald                                                                                                                                                                                  |                                                                                      |
| <b>DECE :</b>                                                                                                                                 | <b>DPVI :</b>                                                                                                                                                                                                      | <b>Communication :</b>                                                               |
| MATHERON Guillaume<br>PICOT Laure<br>SELFORT Delphine<br>KORCHIA Samantha                                                                     | BERNARD Laëtitia<br>CRUZ Maria<br>MAKHLOUFI Yasmina<br>MEGHIT Halima<br>KLICH Iness<br>JARRET Marion                                                                                                               | BELLINGUEZ Rachel<br>CHOTIN Pascal<br>MANSIRE Kévin<br>JOLY Quentin<br>ROUARD Marion |
| <b>Ressources Finances et RH :</b>                                                                                                            | <b>Culture /Sports :</b>                                                                                                                                                                                           | <b>Cabinet :</b>                                                                     |
| DESJARDIN Aurélien<br>PEZAIRE Pascale - DGAS<br>PAPIN Rachel<br>MAROTTE Valérie<br>LANEL Laure                                                | BESSEMOULIN Arnaud<br>FOUCHY Laurent<br>MAOLE Emilie<br>MARTIN Thibaut                                                                                                                                             | SILVESTRE Marie-Laure                                                                |
|                                                                                                                                               | <b>DJCP :</b>                                                                                                                                                                                                      |                                                                                      |
|                                                                                                                                               | PLUVINAGE Jeoffroy                                                                                                                                                                                                 |                                                                                      |

| <b>SITES EXTERIEURS</b> |          |
|-------------------------|----------|
| Martine OGER            | Ateliers |
| Antone SCAVELLI         | Ateliers |
| Steve VERSLIPE          | Ateliers |
| Géraldine RENAUDIN      | UIA      |
| Armance BARBAUD         | UIA      |
| Françoise HOUY          | UIA      |
| Véronique DUCEPT        | UIA      |



## LISTE DES AGENTS GUIDES ET SERRES FILES DU SIEGE DE LA CAMVS

| 1 <sup>er</sup> étage           | 2 <sup>ème</sup> étage | 3 <sup>ème</sup> étage |
|---------------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>Nouveau bâtiment :</b>       | BERNARD Laëtitia       | DURAND Nadine          |
| MAROTTE Valérie                 | MAOLE Emilie           | BERNARD Astrid         |
|                                 |                        | SILVESTRE Marie-Laure  |
| SELFORT Delphine                | CARLIER Laëtitia       |                        |
|                                 | PLUVINAGE Jeoffroy     |                        |
| LE CHAPELAIN Magali             |                        |                        |
| STEFANI Kévin (RH)              |                        |                        |
| <b>Ancien bâtiment (DMSI) :</b> |                        |                        |
| WIBER Ariane                    |                        |                        |
| COGNARD Benjamin                |                        |                        |
| CHADOUDAUD Emmanuel             |                        |                        |
| BIBARD Éric                     |                        |                        |



VERSION 2

## ANNEXE 9 – PLAN ESPACE FUMEUR



Annexe 9 - Plan coin  
fumeur.pdf

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.26.136**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Aude LUQUET, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 62

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : FIXATION DES CONDITIONS DE RECRUTEMENT SUR CERTAINS EMPLOIS PERMANENTS**



Le Conseil Communautaire,

**VU** les statuts de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L313-1 et L332-8 2° ;

**VU** les délibérations n° 2001.8.8.119 du 20 décembre 2001, n° 2002.2.21.38 du 27 février 2002, n° 2002.4.29.21 du 24 mai 2002, n° 2005.6.50.218 du 29 novembre 2005, n° 2006.6.27.18 du 28 novembre 2006, portant créations des emplois d'assistant(e) développement économique, d'assistant(e) administratif(ve) et financier(ère) communication, d'assistant(e) administratif(ve) et financier(ère) mobilité, de responsable du patrimoine, et de responsable de la comptabilité,

**VU** les délibérations du Conseil Communautaire n°2017-9-43-235 en date du 11 décembre 2017, n°2019-3-36-94 en date du 27 mai 2019, n°2020.4.36.160 en date du 21 septembre 2020, n°2022.6.29.128 en date du 26 septembre 2022 et n°2024.8.41.253 du 16 décembre 2024 relatives à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) :

**VU** la délibération n° 2024.8.43.252 du 16 décembre 2024 portant modification du tableau des effectifs ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** les Lignes Directrices de Gestion 2021-2026 adoptées par l'Autorité Territoriale,

**CONSIDERANT** les vacances de postes et la nécessité d'être plus attractif dans les procédures de recrutement,

**CONSIDERANT** qu'en cas de recherche infructueuse sur ces emplois permanents, ceux-ci pourront être pourvus par des agents contractuels sur la base de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique,

**CONSIDERANT** qu'il convient de préciser chaque emploi permanent concerné, et pour chacun d'eux les niveaux de recrutement et de rémunération,

*Après en avoir délibéré,*

**DÉCIDE** d'ouvrir le recrutement à des contractuels au regard des besoins du service et de la nature des fonctions sur la base de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté, sur les emplois permanents à temps complet listés ci-dessous,

**PRECISE** pour chacun d'entre eux les niveaux de recrutement et de rémunération selon le tableau ci-dessous :

| Nombre de postes | Emploi                                | Grade de recrutement                              | Niveau de recrutement                                                                                                                            | Niveau de Rémunération                                        |
|------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| 1                | <b>Responsable de la Comptabilité</b> | Rédacteur principal de première classe et attaché | Formation supérieure en comptabilité (bac + 2 minimum) avec une expérience d'au moins 3 en finances avec une expérience en encadrement d'équipe. | En référence au cadre d'emploi des rédacteurs ou des attachés |

|          |                                                                       |                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                              |
|----------|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1</b> | <b>Responsable du Patrimoine</b>                                      | Ingénieur et Ingénieur principal                                                                                                           | Diplôme d'Ingénieur généraliste ou spécialisé VRD et/ou Bâtiment avec une connaissance des métiers du bâtiment et de la voirie et une expérience réussie d'au moins 5 ans dans des fonctions similaires au sein d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI. | En référence au cadre d'emploi des ingénieurs                                |
| <b>1</b> | <b>Assistant(e) administratif(ve) et financier(ère) communication</b> | Adjoint administratif ou Adjoint administratif de 2 <sup>ème</sup> classe ou Adjoint Administratif de 1 <sup>ère</sup> classe              | Formation en assistantat de direction avec une expérience d'au moins deux ans                                                                                                                                                                                 | En référence au cadre d'emploi des adjoints administratifs                   |
| <b>1</b> | <b>Assistant(e) administratif(ve) et financier(ère) mobilité</b>      | Adjoint administratif ou Adjoint administratif de 2 <sup>ème</sup> classe ou Adjoint Administratif de 1 <sup>ère</sup> classe ou rédacteur | Formation en assistantat de direction avec une expérience d'au moins deux ans                                                                                                                                                                                 | En référence au cadre d'emploi des adjoints administratifs ou des rédacteurs |
| <b>1</b> | <b>Assistant(e) Développement économique</b>                          | Adjoint administratif ou Adjoint administratif de 2 <sup>ème</sup> classe ou Adjoint Administratif de 1 <sup>ère</sup> classe ou rédacteur | Formation en assistantat de direction avec une expérience d'au moins deux ans                                                                                                                                                                                 | En référence au cadre d'emploi                                               |

**PRECISE** que ces emplois bénéficieront des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Adoptée à la majorité, avec 55 voix Pour, 5 voix Contre et 2 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60604-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.27.137**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 61

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Aude LUQUET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE  
TECHNICIEN(NE) TRAVAUX EAU ET ASSAINISSEMENT**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et, notamment, ses articles L313-1 et L332-8 ;

**VU** les statuts de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** les délibérations du Conseil Communautaire n°2017-9-43-235 en date du 11 décembre 2017, n°2019-3-36-94 en date du 27 mai 2019, n°2020.4.36.160 en date du 21 septembre 2020, n°2022.6.29.128 en date du 26 septembre 2022 et n°2024.8.41.253 du 16 décembre 2024 relatives à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.);

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2024.8.43.252 du 16 décembre 2024 portant modification du tableau des effectifs ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** que le projet de territoire a validé, entre autres objectifs, la fiabilisation des réseaux d'eau et d'assainissement ;

**CONSIDERANT** que l'augmentation tarifaire programmée pour ces compétences s'inscrit dans cette démarche et doit permettre de mener une politique de sécurisation des réseaux et de modernisation du patrimoine du cycle de l'eau ;

**CONSIDERANT** que l'accompagnement de cette politique par la Direction de l'Environnement et du Cycle de l'Eau nécessite un renforcement des moyens alloués à la planification et au suivi des travaux ;

**CONSIDÉRANT** les ambitions de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en matière de protection des ressources ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

**CONSIDÉRANT** que la délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser : le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé, la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève, et la durée hebdomadaire de service ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de recherche infructueuse sur ces emplois permanents, ceux-ci peuvent être pourvus par des agents contractuels sur la base de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique modifiée, sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le code général de la fonction publique ;

**CONSIDÉRANT** que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent pour exercer les missions de technicien(ne) travaux eau et assainissement au sein de la Direction de l'Environnement et du Cycle de l'Eau ;

*Après en avoir délibéré,*

**CREE** au tableau des effectifs à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025 un (1) emploi permanent à temps complet de technicien(ne) travaux eau et assainissement, emploi qui sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des techniciens au(x) grade(s) de Technicien ou Technicien principal de deuxième ou de première classe relevant de la catégorie hiérarchique B.



L'agent affecté à cet emploi exercera notamment les missions suivantes :

- Elaboration du programme du projet,
- Réalisation des études préalables liées au projet,
- Participation aux étapes de communication et de concertation,
- Définition des options techniques et environnementales et analyse techniques des offres des entreprises,
- Planification et coordination des projets et chantiers,
- Consultation des gestionnaires de réseaux, des partenaires institutionnels et des prestataires externes,
- Estimation des coûts des ouvrages et vérification de la faisabilité économique et financière du projet,
- Contrôle et évaluation des travaux, contrôle des pièces relatives à l'exécution du chantier et au récolement du projet,
- Contrôle et vérification de la signalisation et du respect des clauses de prévention et de sécurité sur les chantiers,
- Participation au suivi des indicateurs du service,
- Contribution au rapport d'activité, à la gestion patrimoniale, au renouvellement et à l'évolution des marchés utilisés,
- Participation aux mises à jour des bilans annuels et des plans de surveillance, des RPQS.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

**DECIDE** qu'en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction publique pour les emplois de catégories A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1984.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

L'agent contractuel devra être titulaire d'un diplôme Bac +2 dans le domaine des travaux publics ou de l'eau et l'hydraulique avec une première expérience au minimum de 2 ans en suivi de chantier réseaux.

Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B par référence à la grille indiciaire du cadre d'emploi et du grade de recrutement. Cet emploi bénéficiera des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Adoptée à l'unanimité, avec 61 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60613-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.28.138**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 61

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Aude LUQUET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : MODIFICATION D EMPLOI DE CHARGÉ(E) DE MISSION OBSERVATOIRE  
TERRITORIAL ET SIG EN ANALYSTE DE DONNÉES**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et, notamment, ses articles L313-1 et L332-8 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2010.5.16.82 du 3 mai 2010 portant création de l'emploi de chargé(e) de mission observatoire territorial et SIG ;

**VU** les délibérations du Conseil Communautaire n°2017.9.43.235 du 11 décembre 2017, n°2018.8.41.253 du 10 décembre 2018 et n°2020.4.36.160 du 21 septembre 2020, n°2022.6.29.127 et n°2022.6.29.128 du 26 septembre 2022 relatives à la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel ou RIFSEEP ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2024.8.43.252 du 16 décembre 2024 portant modification du tableau des effectifs ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial du 23 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** que les données numériques sont au cœur des projets des entreprises, des associations, et de la gouvernance locale ;

**CONSIDERANT** le contexte de transformation numérique des collectivités territoriales ;

**CONSIDERANT** que la valorisation des données publiques devient un levier stratégique pour améliorer la gouvernance, renforcer la transparence et stimuler l'innovation ;

**CONSIDERANT** la mise en œuvre d'une plateforme d'open data financé par des fonds européens ;

**CONSIDERANT** que l'essor de l'intelligence artificielle représente une transformation dans le monde de collectivités locales ;

**CONSIDERANT** l'interconnexion entre Open Data, Systèmes d'Information Géographique (SIG) et Intelligence Artificielle ;

**CONSIDÉRANT** les ambitions de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

**CONSIDERANT** que la délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser : le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé, la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève, et la durée hebdomadaire de service ;

**CONSIDERANT** qu'en cas de recherche infructueuse sur ces emplois permanents, ceux-ci peuvent être pourvus par des agents contractuels sur la base de l'article L.332-8-2° du Code Général de la Fonction Publique, la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année ;

**CONSIDERANT** que les besoins du service nécessitent la modification de l'emploi permanent de chargé(e)

de mission observatoire territorial et SIG en analyste de données ;

*Après en avoir délibéré,*

**MODIFIE** l'emploi permanent à temps complet de chargé(e) de mission observatoire territorial et SIG qui sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des Techniciens au grade de Technicien principal de 2<sup>nd</sup>e classe ou Technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe relevant de la catégorie hiérarchique B ou au cadre d'emplois des Ingénieurs au grade d'ingénieur relevant de la catégorie A.

**MODIFIE** les missions de l'emploi permanent à temps complet de technicien territorial de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet au sein de la Mission Data et Intelligence artificielle.

L'agent affecté à cet emploi d'analyste des données sera, notamment, chargé des missions suivantes :

- Gérer et développer la solution Open Data :
  - Avec l'aide de l'ambassadeur du numérique local, poursuivre le développement de la solution Open Data de la CAMVS pour que celle-ci soit en adéquation avec le territoire et réponde aux attentes des utilisateurs (internes et externes),
  - Collecter, structurer, traiter, intégrer sur l'Open Data et mettre à jour des bases de données (cartographiques et alphanumériques) en lien étroit avec les services de l'agglomération, les communes, les partenaires extérieurs,
  - Veiller à la cohérence et la fiabilisation des données,
  - Créer des Data visualisations (cartes, histogrammes, etc),
  - Organiser des groupes de travail sur les données avec les référents et acteurs identifiés du territoire,
  - Assurer la mise en place des projets SIG sous GEO pour alimenter l'Open Data (création et formation des utilisateurs, mise en place de la couche, interopérabilité entre GEO et l'Open Data),
- Créer et animer un Observatoire territorial sur l'Open Data :
  - Piloter le dispositif d'observation du territoire, assurer son animation, le gérer au quotidien,
  - Analyser, croiser, mettre en perspective les données et indicateurs. Réaliser des diagnostics thématiques (démographie, économie, agriculture, etc.) ou territoriaux, des bilans, des évaluations avec la conception d'un panorama territorial multithématique,
  - Produire des visualisations et outils d'information, de connaissance du territoire et d'aide à la décision sur la plateforme Open Data,
  - Mener une veille permanente sur les aspects méthodologiques nécessaires à l'observation,
- Accompagner les services de l'Agglomération sur l'analyse de leurs données :
  - Mettre en place de tableaux de bord statistiques à l'aide d'outils tels que Excel, Power BI ou Opendatasoft.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

**DECIDE** qu'en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction publique pour les emplois de catégories A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1984.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.



L'agent contractuel devra être titulaire d'un diplôme Bac +5 en analyse de données / géomatique avec une expérience d'au moins 3 ans minimum dans des missions similaires.

Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B ou A en référence à la grille indiciaire du cadre d'emploi et du grade de recrutement. Cet emploi bénéficiera des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Adoptée à l'unanimité, avec 61 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60674-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.29.139**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 61

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Aude LUQUET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE  
GEOMATICIEN(NE)**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et, notamment, ses articles L313-1 et L332-8 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** les délibérations du Conseil Communautaire n°2017-9-43-235 en date du 11 décembre 2017, n°2019-3-36-94 en date du 27 mai 2019, n°2020.4.36.160 en date du 21 septembre 2020, n°2022.6.29.128 en date du 26 septembre 2022 et n°2024.8.41.253 du 16 décembre 2024 relatives à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.);

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2024.8.43.252 du 16 décembre 2024 portant modification du tableau des effectifs ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** que les données numériques sont au cœur des projets des entreprises, des associations, et de la gouvernance locale ;

**CONSIDERANT** le contexte de transformation numérique des collectivités territoriales ;

**CONSIDERANT** que la valorisation des données publiques devient un levier stratégique pour améliorer la gouvernance, renforcer la transparence et stimuler l'innovation ;

**CONSIDERANT** la mise en œuvre d'une plateforme d'open data financé par des fonds européens ;

**CONSIDERANT** que l'essor de l'intelligence artificielle représente une transformation dans le monde des collectivités locales ;

**CONSIDERANT** l'interconnexion entre Open Data, Systèmes d'Information Géographique (SIG) et Intelligence Artificielle ;

**CONSIDÉRANT** les ambitions de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

**CONSIDÉRANT** que la délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser : le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé, la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève, et la durée hebdomadaire de service ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de recherche infructueuse sur ces emplois permanents, ceux-ci peuvent être pourvus par des agents contractuels sur la base de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction publique modifiée, sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le code général de la fonction publique ;

**CONSIDÉRANT** que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent pour exercer les missions de géomaticien(ne) ;

*Après en avoir délibéré,*

**CREE** au tableau des effectifs à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025 un (1) emploi permanent à temps complet de Géomaticien(ne), emploi qui sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des techniciens au(x) grade(s) de Technicien ou Technicien principal de deuxième ou de première classe relevant de la catégorie hiérarchique B ou appartenant au cadre d'emploi des ingénieurs au grade d'ingénieur relevant de la catégorie hiérarchique A.

L'agent affecté à cet emploi exercera, notamment, les missions suivantes :

- Gérer la solution Géographique GEO depuis l'acquisition des données, l'administration, le traitement, l'analyse, jusqu'à la diffusion,
- Créer les comptes utilisateurs, assurer les formations pour la prise en mains et différents niveaux de maîtrise de l'outil SIG, assister les utilisateurs,
- Assurer l'exploitation du SIG : traitement et analyse de données, structuration, mise à jour des informations et données en veillant à identifier les sources,
- Contrôler la qualité des données diffusées,
- Donner une visibilité aux données existantes par la tenue d'un inventaire des couches de données GEO constituées (avec des métadonnées renseignées pour une exploitation possible en OPEN DATA),
- Accompagner les services de la CAMVS sur la manipulation des modules métiers GEO assainissement et eau potable,
- Mettre en place de nouvelles fonctionnalités sur l'outil SIG,
- Accompagner l'ensemble des utilisateurs (en interne et dans les communes) à créer, structurer et développer des bases de données, constituant une aide à la gestion de leur activité,
- Mener une veille permanente sur les évolutions technologiques pour adapter si nécessaire l'outil SIG,
- Travailler en étroite collaboration avec la personne en charge l'Open Data pour assurer la qualité et l'interopérabilité des données,
- Production d'atlas cartographiques pour nourrir des observatoires thématiques des services communautaires (exemples : atlas des zones d'activités économiques, observatoire foncier, observatoire de l'artificialisation des sols, mutabilités foncières/secteurs de projets en lien avec les documents d'urbanisme, prévention de la délinquance),
- Production de cartographies ponctuelles pour répondre aux besoins des services communautaires.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

**DECIDE** qu'en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction publique pour les emplois de catégories A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1984.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée

L'agent contractuel devra être titulaire d'un diplôme Bac +2 au minimum en Systèmes d'Information Géographique.

Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B ou A par référence à la grille indiciaire du cadre d'emploi et du grade de recrutement. Cet emploi bénéficiera des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Adoptée à l'unanimité, avec 61 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60675-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.30.140**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**

15/09/2025

**Date de l'affichage :**

23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**

en exercice : 73

présents ou représentés : 61

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Aude LUQUET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT  
D'AMBASSADEUR(RICE) NUMERIQUE**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et, notamment, ses articles L313-1 et L332-8 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** les délibérations du Conseil Communautaire n°2017-9-43-235 en date du 11 décembre 2017, n°2019-3-36-94 en date du 27 mai 2019, n°2020.4.36.160 en date du 21 septembre 2020, n°2022.6.29.128 en date du 26 septembre 2022 et n°2024.8.41.253 du 16 décembre 2024 relatives à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2024.8.43.252 du 16 décembre 2024 portant modification du tableau des effectifs ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** que les données numériques sont au cœur des projets des entreprises, des associations, et de la gouvernance locale ;

**CONSIDERANT** le contexte de transformation numérique des collectivités territoriales ;

**CONSIDERANT** que la valorisation des données publiques devient un levier stratégique pour améliorer la gouvernance, renforcer la transparence et stimuler l'innovation ;

**CONSIDERANT** la mise en œuvre d'une plateforme d'open data financé par des fonds européens ;

**CONSIDERANT** que l'essor de l'intelligence artificielle représente une transformation dans le monde de collectivités locales ;

**CONSIDERANT** l'interconnexion entre Open Data, Systèmes d'Information Géographique (SIG) et Intelligence Artificielle ;

**CONSIDÉRANT** les ambitions de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

**CONSIDÉRANT** que la délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser : le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé, la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève, et la durée hebdomadaire de service ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de recherche infructueuse sur ces emplois permanents, ceux-ci peuvent être pourvus par des agents contractuels sur la base de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique modifiée, sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le code général de la fonction publique ;

**CONSIDÉRANT** que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent pour exercer les missions d'ambassadeur(rice) numérique ;

*Après en avoir délibéré,*

**CREE** au tableau des effectifs à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025 un (1) emploi permanent à temps complet d'Ambassadeur(rice) du numérique, emploi qui sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des techniciens au grade de Technicien principal de première classe relevant de la catégorie hiérarchique B ou au cadre d'emplois des ingénieurs au grade d'ingénieur relevant de la catégorie hiérarchique A.

L'agent affecté à cet emploi exercera notamment les missions suivantes :

- Réaliser la promotion des projets innovants comme : L'Open Data de la CAMVS en relation avec l'Analyste des données, L'Intelligence Artificielle de la CAMVS, La Smart City,
- Contribuer aux missions numériques portées par les autres services : mission Incubateur, etc.,
- Veiller et promouvoir les outils numériques utiles aux agents des adhérents à la DMSI,
- Accompagner les agents dans l'adoption et appropriation des nouveaux outils numériques,
- Animer des ateliers, événements, séminaires, etc. nécessaires à la réalisation et à la promotion des missions numériques internes et externes de l'Agglomération,
- Appuyer à la conception de la communication pour des missions numériques de l'Agglomération, notamment autour de la marque "ValDeSeineNumérique",
- Participer aux instances nationales, contributions aux ouvrages collectifs, et représentation des projets numériques de l'Agglomération.

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d'emplois concerné.

**DECIDE** qu'en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi sera susceptible d'être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction publique pour les emplois de catégories A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1984.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée

L'agent contractuel devra être titulaire d'un diplôme Bac +5 d'ingénieur ou école de commerce.

Sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie B ou de catégorie A par référence à la grille indiciaire du cadre d'emploi et du grade de recrutement. Cet emploi bénéficiera des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Adoptée à l'unanimité, avec 61 voix Pour

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60676-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,



Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.31.141**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 61

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Aude LUQUET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : DÉLIBÉRATION PORTANT CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT DE CHARGÉ(E) DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL EN SANTÉ**



Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et, notamment, ses articles L313-1 et L332-8 ;

**VU** les statuts de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** les délibérations du Conseil Communautaire n°2017-9-43-235 en date du 11 décembre 2017, n°2019-3-36-94 en date du 27 mai 2019, n°2020.4.36.160 en date du 21 septembre 2020, n°2022.6.29.128 en date du 26 septembre 2022 et n°2024.8.41.253 du 16 décembre 2024 relatives à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.);

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2022.1.6.6 du 7 mars 2022 portant approbation du projet de territoire Ambition 2030 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2024.8.43.252 du 16 décembre 2024 portant modification du tableau des effectifs ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2025.3.24.58 du 26 mai 2025 relatif au contrat local de santé 2025-2028 ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** les ambitions de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine en matière de santé ;

**CONSIDÉRANT** l'étude relative à la structuration de la filière santé réalisée dans le cadre du projet de territoire ;

**CONSIDÉRANT** le positionnement de collectivité animatrice de la filière santé, propice au développement territorial de l'Agglomération en matière de santé ;

**CONSIDÉRANT** que l'accompagnement de cette politique nécessite un renforcement des moyens humains dans cette phase de structuration ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

**CONSIDÉRANT** que la délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser : le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé, la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève, et la durée hebdomadaire de service ;

**CONSIDÉRANT** qu'en cas de recherche infructueuse sur ces emplois permanents, ceux-ci peuvent être pourvus par des agents contractuels sur la base de l'article L332-8 2° du Code Général de la Fonction publique modifiée, sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le code général de la fonction publique ;

**CONSIDÉRANT** que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi non permanent pour exercer les missions de chargé(e) de développement territorial en santé ;

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE** de créer un emploi non permanent dans le grade d'attaché territorial pour exercer les missions chargé(e) de développement territorial en santé afin de mener à bien les actions à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025.

L'agent affecté à cet emploi exercera notamment les missions suivantes :

- Recenser, valoriser l'ensemble des informations utiles, aides et dispositifs facilitant l'accueil, l'installation des stagiaires, internes et professionnels de santé : aides financières, aides aux logements, offres de stages ... ;
- Être force de proposition et mettre en œuvre un ensemble d'actions de promotion et de découverte du territoire pour les stagiaires et internes : journées d'accueil, journée territoriale, réseau « d'ambassadeurs »... ;
- Accompagner l'installation des médecins sur le territoire de la CAMVS, notamment dans leurs démarches d'installation et la mise en réseau avec d'autres professionnels ;
- Evaluer les actions mises en œuvre.

Cet emploi sera pourvu par un agent contractuel sur la base des articles L332-24 et suivants du Code Général de la Fonction Publique.

Le candidat devra être de formation supérieure (Bac + 3 minimum) dans le domaine de la santé, de l'administration avec une expérience d'au moins 3 ans dans le développement territorial en santé et en techniques d'animation et structuration de réseaux.

**PRECISE** que ce contrat sera conclu à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025 jusqu'au 31 décembre 2028.

Le contrat prendra normalement fin lors de la réalisation du projet pour lequel le contrat a été conclu. À défaut, le contrat prendra fin après un délai d'un an minimum si l'opération n'a pu être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

**PRECISE** que la rémunération est fixée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement, et ouvrira droit au bénéfice des primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

Adoptée à l'unanimité, avec 60 voix Pour et 1 Abstention

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

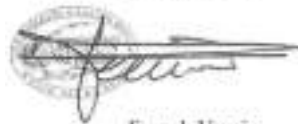
077-247700057-20250929-60615-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.32.142**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 61

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Aude LUQUET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : DÉLIBÉRATION PORTANT MISE EN OEUVRE D'UN CONTRAT  
D'APPRENTISSAGE A LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et, notamment, l'article L424-1 ;

**VU** le Code du Travail et, notamment, ses articles L6221-1 à L6227-12 et D6221-1 à R6227-9 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la loi n° 92-675 en date du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du Travail ;

**VU** la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

**VU** la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

**VU** le décret n°2019-1489 du 27 décembre 2019 relatif au dépôt du contrat d'apprentissage ;

**VU** le décret n°2020-478 en date du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

**VU** le décret n°2022-280 du 28 février 2022 relatif aux modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire dans sa séance du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial dans sa séance du 23 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE** de conclure un contrat d'apprentissage, dans le cadre de la préparation au diplôme de BTS « Support à l'Action Managériale (SAM) » pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2025 jusqu'au 31 août 2027.

**DIT** que l'apprenti sera affecté à la Direction des Ressources Humaines.

**FIXE** la rémunération de l'apprenti en fonction de son âge et du diplôme préparé comme suit :

| Service/Direction                 | Nombre de postes | Diplôme Préparé | Rémunération                                                                                     |
|-----------------------------------|------------------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Direction des Ressources Humaines | 1                | BTS             | 43% du SMIC (18-20 ans) *<br>51 % du SMIC (2 <sup>ème</sup> année)*<br>61% du SMIC (21-25 ans) * |

*\* Les majorations de salaire liées au passage d'une tranche d'âge à une autre, prennent effet à compter du 1er jour du mois suivant la date d'anniversaire de l'apprenti.*

**DIT** que la Communauté d'Agglomération prendra en charge les frais de scolarité.

**AUTORISE** le Président ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif.



Adoptée à la majorité, avec 57 voix Pour, 2 voix Contre et 2 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60605-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.33.143**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 61

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Aude LUQUET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : DÉLIBÉRATION PORTANT MISE EN OEUVRE D'UN CONTRAT  
D'APPRENTISSAGE A LA DIRECTION MUTUALISÉE DES SYSTÈMES  
D'INFORMATION**

Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique et, notamment, l'article L424-1 ;

**VU** le Code du Travail et, notamment, ses articles L6221-1 à L6227-12 et D6221-1 à R6227-9 ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la loi n° 92-675 en date du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du Travail ;

**VU** la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

**VU** la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

**VU** le décret n°2019-1489 du 27 décembre 2019 relatif au dépôt du contrat d'apprentissage ;

**VU** le décret n°2020-478 en date du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

**VU** le décret n°2022-280 du 28 février 2022 relatif aux modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire dans sa séance du 19 septembre 2025 ;

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial dans sa séance du 23 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE** de conclure un contrat d'apprentissage, dans le cadre de la préparation au diplôme de BTS « Services Informatiques aux Organisations (SIO) » pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2025 jusqu'au 31 août 2027.

**DIT** que l'apprenti sera affecté à la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information (DMSI).

**FIXE** la rémunération de l'apprenti en fonction de son âge et du diplôme préparé comme suit :

| Service/Direction | Nombre de postes | Diplôme Préparé | Rémunération                                                                                     |
|-------------------|------------------|-----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DMSI              | 1                | BTS             | 43% du SMIC (18-20 ans) *<br>51 % du SMIC (2 <sup>ème</sup> année)*<br>61% du SMIC (21-25 ans) * |

*\* Les majorations de salaire liées au passage d'une tranche d'âge à une autre, prennent effet à compter du 1er jour du mois suivant la date d'anniversaire de l'apprenti.*

**DIT** que la Communauté d'Agglomération prendra en charge les frais de scolarité.

**AUTORISE** le Président ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif.

Adoptée à l'unanimité, avec 60 voix Pour et 1 ne participe pas au vote

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60606-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,  
  
Franck Vernin

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE L'AGGLOMERATION  
MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)**

-----

**2025.5.34.144**

Le Conseil Communautaire, dûment convoqué, s'est réuni le LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025 à 18h00 dans les locaux de la Communauté d'Agglomération, 297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys, sous la présidence de M. Franck VERNIN, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**PRESENTS**

Emmanuel ADJOUADI, Julien AGUIN, Hicham AICHI, Jocelyne BAK, Gilles BATTAIL, Ouda BERRADIA, Natacha BOUVILLE, Laura CAETANO, Philippe CHARPENTIER, Patricia CHARRETIER, Régis DAGRON, Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Henri DE MEYRIGNAC, Bernard DE SAINT MICHEL, Olivier DELMER, Willy DELPORTE, Guillaume DEZERT, Denis DIDIERLAURENT, Serge DURAND, Michèle EULER, Séverine FELIX-BORON, Thierry FLESCHE, Céline GILLIER, Pascale GOMES, Marie-Hélène GRANGE, Julien GUERIN, Christian HUS, Genevieve JEAMMET, Sylvain JONNET, Semra KILIC, Nadine LANGLOIS, Jean-Claude LECINSE, Françoise LEFEBVRE, Zine-Eddine M'JATI, Dominique MARC, Kadir MEBAREK, Henri MELLIER, Bénédicte MONVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Michel ROBERT, Patricia ROUCHON, Aude ROUFFET, Thierry SEGURA, Jacky SEIGNANT, Brigitte TIXIER, Alain TRUCHON, Franck VERNIN, Lionel WALKER, Pierre YVROUD.

**Date de la convocation :**  
15/09/2025

**Date de l'affichage :**  
23/09/2025

**SUPPLEANTS**

**Nombre de conseillers:**  
en exercice : 73  
présents ou représentés : 61

**ABSENTS EXCUSES REPRESENTES**

Josée ARGENTIN a donné pouvoir à Jacky SEIGNANT, Nathalie BEAULNES-SERENI a donné pouvoir à Sylvain JONNET, Vincent BENOIST a donné pouvoir à Patricia ROUCHON, Véronique CHAGNAT a donné pouvoir à Olivier DELMER, Ségolène DURAND a donné pouvoir à Bernard DE SAINT MICHEL, Fabien FOSSE a donné pouvoir à Franck VERNIN, Marie JOSEPH a donné pouvoir à Zine-Eddine M'JATI, Marylin RAYBAUD a donné pouvoir à Thierry FLESCHE, Odile RAZÉ a donné pouvoir à Michel ROBERT, Robert SAMYN a donné pouvoir à Nathalie DAUVERGNE-JOVIN, Catherine STENTELAIRE a donné pouvoir à Marie-Hélène GRANGE.

**ABSENTS EXCUSES**

Fatima ABERKANE-JOUDANI, Patrick ANNE, Noël BOURSIN, Nadia DIOP, Hamza ELHIYANI, Michaël GUION, Jérôme GUYARD, Khaled LAOUITI, Aude LUQUET, Mourad SALAH, Eric TORTILLON, Louis VOGEL.

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M. Dominique MARC

**OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**



Le Conseil Communautaire,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, son article L 5211-4-2 ;

**VU** le Code Général de la Fonction Publique Territoriale ;

**VU** les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2024.8.43.252 du 16 décembre 2024 portant modification du tableau des effectifs ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2025.5.27.137 du 29 septembre 2025 portant création d'un emploi permanent de Technicien(ne) travaux eau-assainissement ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2025.5.29.139 du 29 septembre 2025 portant création d'un emploi permanent de Géomaticien(ne) ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2025.5.30.140 du 29 septembre 2025 portant création d'un emploi permanent d'ambassadeur numérique ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2025.5.31.141 du 29 septembre 2025 portant création d'un emploi non permanent en contrat de projet de Chargé(e) de développement territorial en santé ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2025.5.32.142 du 29 septembre 2025 portant mise en œuvre d'un contrat d'apprentissage au sein de la Direction des Ressources Humaines ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° 2025.5.33.143 du 29 septembre 2025 portant mise en œuvre d'un contrat d'apprentissage au sein de la DMSI ;

**VU** l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 13 mai 2025 sur les suppressions proposées ;

**VU** la saisine du Bureau Communautaire du 19 septembre 2025 ;

**CONSIDERANT** les emplois en cours de recrutement, les mouvements de personnel, les recrutements réalisés lorsqu'un emploi est ouvert sur plusieurs grades, les titularisations après détachement pour stage après réussite à concours, les besoins de la collectivité ;

*Après en avoir délibéré,*

**DECIDE** de créer :

- Les postes suivants sur emplois permanents au 1<sup>er</sup> octobre 2025 :
  - 2 ingénieurs à temps complet,
  - 1 poste de technicien territorial à temps complet,
  - 3 postes de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet,
  - 3 postes de technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet,
- Les postes suivants sur emplois non- permanents au 1<sup>er</sup> octobre 2025 :
  - 1 poste d'attaché en contrat de projet,
  - 1 poste d'apprenti à la Direction Mutualisée des Systèmes d'Information sur la durée du

- contrat d'apprentissage,
- 1 poste d'apprenti à la Direction des Ressources Humaines sur la durée du contrat d'apprentissage.

**DECIDE** de supprimer les postes suivants à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2025 sur emplois permanents suivants :

- 1 poste d'attaché hors classe à temps complet,
- 1 poste d'attaché à temps complet,
- 1 poste d'attaché à temps complet,
- 1 poste d'ingénieur principal à temps complet,
- 1 poste de rédacteur à temps complet,
- 1 poste de rédacteur principal de 1ère classe à temps complet,
- 1 poste de rédacteur principal de 1ère classe à temps complet,
- 1 poste de rédacteur principal de 1ère classe à temps complet,
- 1 poste d'adjoint administratif à temps complet,
- 1 poste d'adjoint administratif de 2nde classe à temps complet,
- 1 poste d'adjoint administratif de 1ère classe à temps complet,
- 1 poste de technicien à temps complet,
- 1 poste de technicien à temps complet,
- 1 poste de technicien principal de 2nde classe à temps complet,
- 1 poste de technicien principal de 2nde classe à temps complet,
- 1 poste de technicien principal de 1ère classe à temps complet,
- 1 poste d'agent de maîtrise à temps complet,
- 1 poste d'agent de maîtrise principal à temps complet.

**APPROUVE** les modifications du tableau des effectifs proposées (en annexe de la délibération).

Adoptée à l'unanimité, avec 55 voix Pour et 6 Abstentions

Fait et délibéré, le lundi 29 septembre 2025, et ont signé au registre les membres présents.  
Pour extrait conforme,

Accusé de réception

077-247700057-20250929-60677-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : mercredi 1 octobre 2025

Publication ou notification : 1 octobre 2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

TABLEAU DES EFFECTIFS

Projeté en date du 1er septembre 2025 (au 20/08/2025)  
(sous réserve des mouvements de personnel réalisés qui pourraient se réaliser)

| GRADES OU EMPLOIS                                         | CATEGORIE | EMPLOIS OUVERTS | EMPLOIS POURVUS | EMPLOIS VACANTS |
|-----------------------------------------------------------|-----------|-----------------|-----------------|-----------------|
| EMPLOIS PERMANENTS                                        |           |                 |                 |                 |
| EMPLOIS DE DIRECTION                                      |           | 4               | 2               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Directeur Général des Services                            | A         | 1               | 0               | 0               |
| Directeur Général des Services Techniques                 | A         | 0               | 0               | 0               |
| Directeur Général Adjoint des Services                    | A         | 3               | 2               | 1               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
|                                                           |           |                 |                 | 0               |
| FILIERE ADMINISTRATIVE                                    |           | 93              | 75              | 17              |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Administrateur Général                                    | A         | 0               | 0               | 0               |
| Administrateur Hors Classe                                | A         | 0               | 0               | 0               |
| Administrateur                                            | A         | 0               | 0               | 0               |
| Directeur                                                 | A         | 0               | 0               | 0               |
| Attaché Hors Classe                                       | A         | 1               | 0               | 0               |
| Attaché Principal                                         | A         | 8               | 8               | 0               |
| Attaché                                                   | A         | 23              | 18              | 5               |
| Rédacteur Principal de 1ère classe                        | B         | 12              | 8               | 4               |
| Rédacteur Principal de 2ème classe                        | B         | 5               | 4               | 1               |
| Rédacteur                                                 | B         | 13              | 10              | 3               |
| Adjoint Administratif Principal de 1ère classe            | C         | 15              | 13              | 2               |
| Adjoint Administratif Principal de 2ème classe            | C         | 7               | 6               | 1               |
| Adjoint Administratif                                     | C         | 9               | 8               | 1               |
|                                                           |           |                 |                 | 0               |
|                                                           |           |                 |                 | 0               |
| FILIERE TECHNIQUE                                         |           | 120             | 53              | 67              |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Ingénieur Général                                         | A         | 0               | 0               | 0               |
| Ingénieur en Chef Hors classe                             | A         | 0               | 0               | 0               |
| Ingénieur en chef                                         | A         | 2               | 1               | 1               |
| Ingénieur principal                                       | A         | 5               | 2               | 3               |
| Ingénieur                                                 | A         | 15              | 10              | 5               |
| Technicien ppal de 1ère classe                            | B         | 19              | 5               | 14              |
| Technicien ppal de 2ème classe                            | B         | 26              | 10              | 16              |
| Technicien Supérieur                                      | B         | 17              | 7               | 10              |
| Adjoint tech. Ppal 1ère classe                            | C         | 3               | 2               | 1               |
| Adjoint tech. Ppal 2ème classe                            | C         | 5               | 4               | 1               |
| Adjoint technique                                         | C         | 7               | 5               | 2               |
| Agent de maîtrise Principal                               | C         | 11              | 3               | 8               |
| Agent de maîtrise                                         | C         | 10              | 4               | 6               |
|                                                           |           |                 |                 | 0               |
| FILIERE CULTURELLE                                        |           | 1               | 1               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Chef d'Orchestre                                          | A         | 1               | 1               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE SPORTIVE                                          |           | 0               | 0               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Conseiller des activités physiques et sportives           | A         | 0               | 0               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE ANIMATION                                         |           | 1               | 1               | 0               |
| Animateur Principal 1ère classe                           | B         | 1               | 1               | 0               |
| Animateur Principal                                       | B         | 0               | 0               | 0               |
| Animateur                                                 | B         | 0               | 0               | 0               |
| Adjoint d'animation                                       | C         | 0               | 0               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE POLICE MUNICIPALE                                 |           | 19              | 11              | 8               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Chef de service principal de 1ère classe                  | B         | 0               | 0               | 0               |
| Chef de service police municipale (tnc 17 H 30)           | B         | 1               | 1               | 0               |
| Chef de police municipale (tnc 17 H 30)                   | C         | 0               | 0               | 0               |
| Brigadiers Chefs Principaux                               | C         | 8               | 5               | 3               |
| Gardien-Brigadier                                         | C         | 10              | 5               | 5               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| TOTAL                                                     |           | 238             | 143             | 92              |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| EMPLOIS NON PERMANENTS                                    |           |                 |                 |                 |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE ADMINISTRATIVE                                    |           | 30              | 17              | 13              |
| Collaborateur de Cabinet                                  |           | 1               | 0               | 1               |
| Collaborateur de groupe politique                         |           | 4               | 3               | 1               |
| Conseiller technique du Président                         | A         | 1               | 0               | 1               |
| Autres (contrat d'apprentissage + contrat d'avenir)       |           | 5               | 1               | 4               |
| Rédacteurs (contrats de projets)                          | B         | 7               | 6               | 1               |
| Attachés (contrats de projets)                            | A         | 5               | 5               | 0               |
| Adjoint administratif (contrat de projet)                 | C         | 1               | 1               | 0               |
| Attaché (accroissement temporaire activité)               | A         | 1               | 0               | 1               |
| Rédacteur (accroissement temporaire activité)             | B         | 4               | 0               | 4               |
| Adjoint administratif (accroissement temporaire activité) | C         | 1               | 1               | 0               |
| FILIERE TECHNIQUE                                         |           | 6               | 1               | 5               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Adjoint technique (accroissement temporaire activité)     | C         | 4               | 1               | 3               |
| Technicien (accroissement temporaire d'activité)          | B         | 1               | 0               | 1               |
| Technicien (contrat de projet)                            | B         | 0               | 0               | 0               |
| Adjoint technique de 2ème classe (25 heures)              | C         | 0               | 0               | 0               |
| Autres (contrat aidé)                                     |           | 1               | 0               | 1               |
| FILIERE SPORTIVE                                          |           | 0               | 0               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Educateur des activités physiques et sportives 2ème cl.   | B         | 0               | 0               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE ANIMATION                                         |           | 1               | 1               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| Animateur                                                 | B         | 0               | 0               | 0               |
| Adjoint d'animation de 2ème classe (contrat de projet)    | C         | 1               | 1               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| TOTAL                                                     |           | 37              | 19              | 18              |
|                                                           |           |                 |                 |                 |

# TABLEAU DES EFFECTIFS

**Projeté en date du 1er octobre 2025 (au 20/08/2025)**  
**(sous réserve des mouvements de personnel réalisés qui pourraient se réaliser)**

| GRADES OU EMPLOIS                                         | CATÉGORIE | EMPLOIS OUVERTS | EMPLOIS POURVUS | EMPLOIS VACANTS |
|-----------------------------------------------------------|-----------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>EMPLOIS PERMANENTS</b>                                 |           |                 |                 |                 |
| EMPLOIS DE DIRECTION                                      |           | 4               | 2               | 0               |
| Directeur Général des Services                            | A         | 1               | 0               | 0               |
| Directeur Général des Services Techniques                 | A         | 0               | 0               | 0               |
| Directeur Général Adjoint des Services                    | A         | 3               | 2               | 1               |
|                                                           |           |                 |                 | 0               |
| FILIERE ADMINISTRATIVE                                    |           | 83              | 75              | 8               |
| Administrateur Général                                    | A         | 0               | 0               | 0               |
| Administrateur Hors Classe                                | A         | 0               | 0               | 0               |
| Administrateur                                            | A         | 0               | 0               | 0               |
| Directeur                                                 | A         | 0               | 0               | 0               |
| Attaché Hors Classe                                       | A         | 0               | 0               | 0               |
| Attaché Principal                                         | A         | 8               | 8               | 0               |
| Attaché                                                   | A         | 21              | 18              | 3               |
| Rédacteur Principal de 1ère classe                        | B         | 9               | 8               | 1               |
| Rédacteur Principal de 2ème classe                        | B         | 5               | 4               | 1               |
| Rédacteur                                                 | B         | 12              | 10              | 2               |
| Adjoint Administratif Principal de 1ère classe            | C         | 14              | 13              | 1               |
| Adjoint Administratif Principal de 2ème classe            | C         | 6               | 6               | 0               |
| Adjoint Administratif                                     | C         | 8               | 8               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 | 0               |
|                                                           |           |                 |                 | 0               |
| FILIERE TECHNIQUE                                         |           | 124             | 53              | 71              |
| Ingénieur Général                                         | A         | 0               | 0               | 0               |
| Ingénieur en Chef Hors classe                             | A         | 0               | 0               | 0               |
| Ingénieur en chef                                         | A         | 2               | 1               | 1               |
| Ingénieur principal                                       | A         | 4               | 2               | 2               |
| Ingénieur                                                 | A         | 17              | 10              | 7               |
| Technicien ppal de 1ère classe                            | B         | 22              | 5               | 17              |
| Technicien ppal de 2ème classe                            | B         | 28              | 10              | 18              |
| Technicien Supérieur                                      | B         | 17              | 7               | 10              |
| Adjoint tech. Ppal 1ère classe                            | C         | 3               | 2               | 1               |
| Adjoint tech. Ppal 2ème classe                            | C         | 5               | 4               | 1               |
| Adjoint technique                                         | C         | 7               | 5               | 2               |
| Agent de maîtrise Principal                               | C         | 10              | 3               | 7               |
| Agent de maîtrise                                         | C         | 9               | 4               | 5               |
|                                                           |           |                 |                 | 0               |
| FILIERE CULTURELLE                                        |           | 1               | 1               | 0               |
| Chef d'Orchestre                                          | A         | 1               | 1               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE SPORTIVE                                          |           | 0               | 0               | 0               |
| Conseiller des activités physiques et sportives           | A         | 0               | 0               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE ANIMATION                                         |           | 1               | 1               | 0               |
| Animateur Principal 1ère classe                           | B         | 1               | 1               | 0               |
| Animateur Principal                                       | B         | 0               | 0               | 0               |
| Animateur                                                 | B         | 0               | 0               | 0               |
| Adjoint d'animation                                       | C         | 0               | 0               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE POLICE MUNICIPALE                                 |           | 19              | 11              | 8               |
| Chef de service principal de 1ère classe                  | B         | 0               | 0               | 0               |
| Chef de service police municipale (tnc 17 H 30)           | B         | 1               | 1               | 0               |
| Chef de police municipale (tnc 17 H 30)                   | C         | 0               | 0               | 0               |
| Brigadiers Chefs Principaux                               | C         | 8               | 5               | 3               |
| Gardien-Brigadier                                         | C         | 10              | 5               | 5               |
| <b>TOTAL</b>                                              |           | <b>232</b>      | <b>143</b>      | <b>87</b>       |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| <b>EMPLOIS NON PERMANENTS</b>                             |           |                 |                 |                 |
| FILIERE ADMINISTRATIVE                                    |           | 31              | 17              | 14              |
| Collaborateur de Cabinet                                  |           | 1               | 0               | 1               |
| Collaborateur de groupe politique                         |           | 4               | 3               | 1               |
| Conseiller technique du Président                         | A         | 1               | 0               | 1               |
| Autres (contrat d'apprentissage + contrat d'avenir)       |           | 5               | 1               | 4               |
| Rédacteurs (contrats de projets)                          | B         | 7               | 6               | 1               |
| Attachés (contrats de projets)                            | A         | 6               | 5               | 1               |
| Adjoint administratif (contrat de projet)                 | C         | 1               | 1               | 0               |
| Attaché (accroissement temporaire activité)               | A         | 1               | 0               | 1               |
| Rédacteur (accroissement temporaire activité)             | B         | 4               | 0               | 4               |
| Adjoint administratif (accroissement temporaire activité) | C         | 1               | 1               | 0               |
| FILIERE TECHNIQUE                                         |           | 6               | 2               | 4               |
| Adjoint technique (accroissement temporaire activité)     | C         | 4               | 2               | 2               |
| Technicien (accroissement temporaire d'activité)          | B         | 1               | 0               | 1               |
| Technicien (contrat de projet)                            | B         | 0               | 0               | 0               |
| Adjoint technique de 2ème classe (25 heures)              | C         | 0               | 0               | 0               |
| Autres (contrat aidé)                                     |           | 1               | 0               | 1               |
| FILIERE SPORTIVE                                          |           | 0               | 0               | 0               |
| Educateur des activités physiques et sportives 2ème cl.   | B         | 0               | 0               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| FILIERE ANIMATION                                         |           | 1               | 1               | 0               |
| Animateur                                                 | B         | 0               | 0               | 0               |
| Adjoint d'animation de 2ème classe (contrat de projet)    | C         | 1               | 1               | 0               |
|                                                           |           |                 |                 |                 |
| <b>TOTAL</b>                                              |           | <b>38</b>       | <b>20</b>       | <b>18</b>       |